



HAL
open science

Thierry Maulnier: de la Jeune Droite révolutionnaire à l'ordre établi ?

Ludovic Morel

► **To cite this version:**

Ludovic Morel. Thierry Maulnier: de la Jeune Droite révolutionnaire à l'ordre établi?. Histoire. Université de Lorraine, 2013. Français. NNT : 2013LORR0301 . tel-01750390

HAL Id: tel-01750390

<https://hal.univ-lorraine.fr/tel-01750390v1>

Submitted on 4 Jan 2021

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



AVERTISSEMENT

Ce document est le fruit d'un long travail approuvé par le jury de soutenance et mis à disposition de l'ensemble de la communauté universitaire élargie.

Il est soumis à la propriété intellectuelle de l'auteur. Ceci implique une obligation de citation et de référencement lors de l'utilisation de ce document.

D'autre part, toute contrefaçon, plagiat, reproduction illicite encourt une poursuite pénale.

Contact : ddoc-theses-contact@univ-lorraine.fr

LIENS

Code de la Propriété Intellectuelle. articles L 122. 4

Code de la Propriété Intellectuelle. articles L 335.2- L 335.10

http://www.cfcopies.com/V2/leg/leg_droi.php

<http://www.culture.gouv.fr/culture/infos-pratiques/droits/protection.htm>

Ecole doctorale Fernand Braudel

Thierry Maulnier
De la Jeune Droite révolutionnaire
à l'ordre établi ?

Volume 1

Thèse de l'Université de Lorraine – site de Metz
en histoire

Soutenu par Ludovic Morel

Sous la direction de Monsieur Olivier Dard
Professeur en histoire contemporaine

Centre de Recherche Universitaire Lorrain d'Histoire
Année universitaire 2012-2013

Introduction

Des milliers d'articles, une trentaine d'ouvrages, de nombreuses contributions à des livres collectifs, des préfaces, des adaptations théâtrales et des œuvres originales écrits sur une soixantaine d'années ; Thierry Maulnier, fut un inlassable bourreau de travail, mais aussi un intellectuel de droite de premier plan, témoin de tous les malheurs du XX^e siècle, de l'aventure suicidaire des deux guerres mondiales, – il avait cinq ans lorsque la première fut déclenchée – jusqu'à la décadence de l'Europe occidentale privée de son hégémonie mondiale, en passant par l'apogée des régimes totalitaires et l'apparition de nouvelles idéologies porteuses de violence et d'oppression. Il n'est sans doute pas un événement majeur du vingtième siècle qui n'ait fait l'objet d'un commentaire ou d'une analyse de sa part, jusqu'à sa disparition à la veille de l'effondrement du bloc communiste. Pendant près de soixante années de vie intellectuelle, Maulnier donne l'impression d'être partout. De l'Action française, qu'il rejoint au début des années trente dans les rangs d'une Jeune Droite révolutionnaire qui évolue dans l'orbite du mouvement maurrassien, à l'Académie française, où il est élu en 1964, en gage d'ultime consécration pour son œuvre foisonnante, le parcours de Thierry Maulnier semble *a priori* simple à comprendre. C'est du moins de cette manière que certains de ses anciens camarades voient les choses. Pour passer de l'AF à l'AF, de l'Action française à l'Académie française, de la dénonciation du système aux prébendes qui récompensent les intellectuels au service de l'ordre établi, alors même que le mouvement maurrassien s'offrait, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, à l'opprobre général pour le soutien qu'il avait apporté au régime de Vichy, il convient forcément qu'il y ait eu, de sa part, trahison ou reniement. Ce soupçon de trahison renvoie en l'occurrence à une vision trop simpliste. Il permet certes aux hommes de son milieu, qui n'ont jamais compris les véritables raisons de son éloignement, de donner un sens à l'itinéraire de Maulnier. Mais cette interprétation ignore la reconnaissance précoce dont il bénéficie de la part de ses pairs et du public, dans un milieu qui dépasse largement celui de la droite d'inspiration maurrassienne. Dès sa naissance en tant qu'écrivain dans les années trente, les fées semblent s'être penchées sur son berceau, et les années 1930 sont pour lui jalonnées de réussites et de récompenses. Il est accepté très tôt par les grands talents de la littérature de l'entre-deux-guerres, comme Paul Morand, Paul Valéry, Jean Giraudoux, Henry de

Montherlant ou André Malraux par exemple, et il paraît promis à un bel avenir. Si son engagement politique de jeunesse tend ainsi à le faire évoluer dans des sphères marginales, la littérature au contraire lui ouvre les portes de la respectabilité et des institutions synonymes de réussite dans la sphère intellectuelle. Homme discret, il ne fait certes pas partie des auteurs de best-sellers, mais il se situe parmi ces rares intellectuels généralistes, capables d'exprimer un avis circonstancié sur tous les sujets et qu'affectionnent particulièrement les médias. Il est, de ce fait, très présent dans la presse et, dans une moindre mesure, régulièrement invité à la radio et à la télévision. Par goût, il ne s'est jamais intéressé à la littérature intimiste et s'est par ailleurs peu livré dans son œuvre. « Quand je considère ce que j'ai écrit dans ce demi-siècle, songeait-il, je vois que cela ne m'a apporté ni échec proprement dit, ni succès incontestable. (...). Je crois aussi, tout compte fait, avoir manqué du goût de parler de moi. Le grand écrivain, à notre époque, doit être plus ou moins exhibitionniste¹. » En dépit de cette modestie naturelle qui le poussait à se cacher derrière son œuvre, de son dédain pour la célébrité et de la négligence dont il faisait preuve envers sa carrière, il disposait tout de même d'une bonne notoriété auprès du public cultivé. Pourtant, aujourd'hui, comme le signale Etienne de Montety dans la préface à la réédition de la biographie qu'il lui a consacrée, Thierry Maulnier s'éloigne. Il est « toujours “un peu plus loin”, à l'écart du tintamarre, pour ainsi dire : dans un angle mort. Depuis sa disparition en 1988, on ne trouve plus guère ses livres en librairie, ses pièces ont quitté l'affiche des théâtres parisiens. On le confond même avec Alain-Fournier (*Le Grand Meaulnes...*)². » A l'exception d'*Au delà du nationalisme*³, ses ouvrages à caractère politique n'ont jamais été réédités. Sans aller jusqu'à parler de désert historiographique, force est de constater que Thierry Maulnier n'a encore jamais fait l'objet d'études très approfondies. La biographie d'Etienne de Montety, parue en 1994, du vivant de l'épouse de Thierry Maulnier, Marcelle Tassencourt, souffre de nombreux manques pour l'historien. Elle fait quasiment l'impasse sur des sujets aussi

¹ Thierry Maulnier, *Les matins que tu ne verras pas*, Paris, Gallimard, 1989, p.21.

² Préface d'Etienne de Montety pour la réédition de sa biographie de Thierry Maulnier : Etienne de Montety, *Thierry Maulnier*, Paris, Perrin, 2013, p.9.

³ Thierry Maulnier, *Au delà du nationalisme*, Préface de Paul Sérant, Paris, Editions des grands classiques, 1993, 254 p. L'ouvrage a été publié dans une nouvelle collection, lancée par Alain de Benoist, intitulée « les grands classiques de l'homme de droite ».

déliçats à aborder que celui du comportement de Maulnier à l'égard du fascisme. Elle manque de précisions sur la période de Vichy et de la collaboration. Elle situe mal ses rapports avec l'Action française et le maurrassisme. Elle a toutefois le mérite de fournir une esquisse d'ensemble, même très incomplète, de l'itinéraire intellectuel de Thierry Maulnier. Ce dernier a surtout retenu l'attention des historiens dans les travaux sur la Jeune Droite des années trente, plus particulièrement dans les ouvrages de Jean-Louis Loubet del Bayle, sur *Les Non-conformistes des années trente*¹, de Nicolas Kessler sur *l'Histoire politique de la Jeune Droite*² et d'Olivier Dard, sur *Le rendez-vous manqué des relèves des années 30*³. Régulièrement, son nom apparaît au détour d'un ouvrage historique ou littéraire, avec plus ou moins d'exactitude, en fonction des sources utilisées par l'auteur. En définitive, Maulnier doit sa survie dans les livres d'histoire, comme tous les intellectuels quasiment oubliés qu'il a exhumés, à la polémique déclenchée par Zeev Sternhell avec son étude sur l'idéologie fasciste en France, intitulée *Ni droite ni gauche*⁴. A lire Sternhell, Maulnier, « exhibant déjà une idéologie fasciste mûre⁵ » aurait contribué dans les années trente à la formulation de l'idéologie fasciste en France et participé ainsi au « patient travail de sape » contre la démocratie libérale qui conduit progressivement au régime de Vichy. Sternhell le rapproche ainsi, pêle-mêle, de Barrès, Sorel, De Man, Edouard Berth, Mussolini, Giovanni Gentile, Gabriele d'Annunzio, Léon Degrelle, Oswald Mosley ou encore Codreanu, Drieu, Déat, Brasillach, Rebatet et Jouvenel dans une longue liste, dont les individualités sont singulièrement disparates, d'intellectuels inspireurs et vecteurs du fascisme en France et en Europe⁶. Depuis la parution de *Ni droite ni gauche*, le nom de Thierry Maulnier apparaît désormais régulièrement dans la controverse, ou le « dialogue de sourds », sur le « fascisme français ». Phénomène paradoxal, mais néanmoins révélateur de la prééminence acquise par l'historiographie anglo-saxonne dans ce débat, son œuvre est davantage étudiée par les chercheurs américains,

¹ Jean-Louis Loubet Del Bayle, *Les Non-conformistes des années trente. Une tentative de renouvellement de la pensée politique française*, Paris, Seuil, 1969, 496 p.

² Nicolas Kessler, *Histoire politique de la Jeune Droite (1929-1942)*, Paris, L'Harmattan, 2001, 494 p.

³ Olivier Dard, *Le rendez-vous manqué des relèves des années 30*, Paris, PUF, 2002, 332 p.

⁴ Zeev Sternhell, *Ni droite ni gauche*, Bruxelles, Editions Complexe, 2000, 539 p. Réédition Gallimard, Folio histoire, 2012, 1075 p.

⁵ *Ibid.*, p.484.

⁶ Cette question du comportement de Maulnier à l'égard du fascisme est traitée dans les chapitres 10 et 11.

professeurs d'histoire ou d'histoire de l'art¹, que par leurs collègues français. La polémique entretenue lors de l'inauguration du lycée qui porte son nom dans l'Ouest de l'agglomération niçoise est à cet égard symptomatique de la confusion des idées, des mémoires et de l'empreinte laissée par l'ouvrage de Sternhell. En février 1990, la Ville de Nice, dirigée par Jacques Médecin, et le Conseil Régional de Provence-Alpes-Côte d'Azur, présidé par Jean-Claude Gaudin, décidèrent de baptiser du nom de Thierry Maulnier le nouveau lycée dont ils venaient de financer la construction. Le Conseil d'Administration de l'établissement, les enseignants, les élèves et les parents – du moins la partie d'entre eux qui se manifeste alors – se déclarent opposés à ce choix², en raison du passé maurassien de l'écrivain, préférant attribuer le nom de Cousteau à leur lycée ; le Commandant Cousteau, bien entendu, et non son frère Pierre-Antoine, collaborationniste et journaliste d'extrême-droite à *Je Suis Partout*. Certaines associations de résistants protestent en évoquant sa participation à la presse de la collaboration. Pour Jean-Claude Gaudin, c'est l'œuvre de l'écrivain, couronnée par l'Académie française, que les collectivités territoriales ont voulu honorer³, tandis que pour Jacques Médecin, les lycéens ont été « manipulés ». Il faut, en tout état de cause, retenir de cet épisode que le personnage est suffisamment symbolique au plan artistique, notamment par sa culture humaniste et antique, pour qu'un établissement scolaire porte son nom, dans la ville où il a suivi une partie de ses études, et où enseignait son père. Mais l'empreinte laissée dans les mémoires par sa collaboration à l'*Action française* demeure indélébile. C'est sans doute d'ailleurs, avec sa passion pour Racine et sa participation aux nouvelles relèves des années trente, l'une des dimensions les plus connues de son passé. Depuis longtemps, les historiens et

¹ Quatre ouvrages, consacrant une large place à Thierry Maulnier et s'inscrivant dans le débat sur le « fascisme français », sont ainsi parus depuis 1995 aux États-Unis : David Carroll, *French Literary Fascism. Nationalism, Anti-Semitism, and the Ideology of culture*, Princeton, Princeton University Press, 1995, 299 p. ; Mark Antliff, *Avant-Garde Fascism. The Mobilization of Myth, Art, and Culture in France, 1909-1939*, Durham, Duke University Press, 2007, 352 p. ; Paul Mazgaj, *Imagining fascism. The Cultural Politics of the French Young Right, 1930-1945*, Newark, University of Delaware Press, 2007, 366 p. ; Sandrine Sanos, *The Aesthetics of Hate. Far-Right Intellectuals, Antisemitism, and Gender in 1930s France*, Stanford, Stanford University Press, 2013, 369 p.

² D'après le représentant de la FCPE qui s'exprime au journal télévisé, seule une douzaine de parents sur les 221 consultés approuvent ce choix. (« Inauguration du lycée Thierry Maulnier, litige sur le nom », Actualités Côte d'Azur, France 3 Méditerranée, 12 février 1990. Archives INA).

³ « Polémique autour du nom du nouveau lycée de Nice », Actualités Côte d'Azur, France 3 Méditerranée, 10 février 1990. Archives INA.

commentateurs¹ se plaisent à ranger Thierry Maulnier, comme la plupart des figures de proue de la Jeune Droite des années trente, dans la case, bien remplie dans l'histoire du mouvement, des dissidents de l'Action française.

Mais c'est oublier que, de tous les acteurs les plus illustres de la Jeune droite, Maulnier est celui qui, dans la première partie de sa vie, a eu le cheminement le plus long avec Maurras, tout en n'hésitant pas, dans le même temps, à se livrer à une révision profonde, et achevée, de la doctrine maurrassienne. Il effectue durant cette période un profond travail de réinterprétation et de rénovation du maurrassisme en retournant à ses origines pour rendre la doctrine plus adaptée à son époque, en particulier dans les domaines économiques et sociaux qui l'intéressent tout particulièrement. A la fin des années trente, Maulnier était considéré par les jeunes maurrassiens comme le possible successeur de Maurras et il ne s'est, pendant toute cette période, jamais brouillé avec lui. On chercherait aussi en vain la moindre critique publique du Maître à l'encontre de son disciple, que ce soit avant ou après la Seconde Guerre mondiale. Maurras s'inquiète à plusieurs reprises en privé de la voie choisie par Maulnier, mais il ne le désavoue jamais. Maulnier, de son côté, ne claque jamais la porte du mouvement, mais cesse simplement d'écrire dans la presse de l'Action française à la Libération sans prendre le temps à cette époque, ce qui lui vaut une inimitié farouche, de justifier son comportement auprès de ses anciens camarades. Il s'éloigne donc, mais ne renie pas son passé. Sa carrière intellectuelle fut donc liée pendant plus de quinze ans à l'Action française, à des moments clés de son histoire, et l'éloignement de ce dernier à la fin de la Seconde guerre mondiale, son évolution dans d'autres milieux intellectuels, nous renseignent encore sur le devenir du mouvement après 1945.

Mais dans toutes ces dimensions qui intéressent au premier plan l'historien – le rapport au fascisme, *L'Action française*, Vichy, la collaboration, au sujet de laquelle il convient de dire qu'il ne l'a jamais soutenue, le tournant de la Libération –, sans parler de l'apport de Maulnier à l'anticommunisme et au fédéralisme européen, ni de sa lutte contre la décolonisation et le déclin de la nation française, qui s'inscrivent dans une perspective occidentaliste, les travaux sont aujourd'hui très fragmentaires, pour ne pas

¹ Voir par exemple Paul Sérant, qui consacre un chapitre à Thierry Maulnier, aux côtés de Robert Brasillach et Claude Roy notamment, dans son ouvrage sur : *Les dissidents de L'Action française*, Paris, Copernic, 1978, pp.211-244.

dire insuffisants sur ce grand témoin du XX^e siècle qui, quel que soit le jugement que chacun peut porter sur son engagement, a souvent fait preuve d'une vivacité intellectuelle et d'une profondeur d'analyse qui justifient une étude fouillée. Il est cependant légitime de s'interroger sur l'intérêt d'un travail biographique consacré à un intellectuel et une œuvre presque totalement oubliés à notre époque, au bout de vingt cinq années à peine. Si Maulnier a disparu des mémoires, n'est-ce pas sa propre faute, parce qu'il se serait perdu dans un excès d'intellectualisme, favorisé par son goût pour le journalisme, à vouloir écrire sur tous les sujets en se dispersant ? Le résultat n'aurait pas été à la hauteur des attentes engendrées par son talent. C'est en tout cas ce qu'expriment certains de ses anciens camarades ou des écrivains issus de son milieu d'origine, comme Claude Roy par exemple qui a livré le témoignage suivant : « Thierry Maulnier m'avait séduit d'abord pour tout ce qui commença en lui à me glacer : la belle sécheresse ample d'une pensée et d'une phrase en toge de version latine, cette intelligence en trois points, comme les compositions françaises de khâgne, cette prose ternaire, comme les dictées, et une fureur bégayante et juvénile qui allait s'affadissant. Il comprenait tout. Tout ne le comprenait pas. J'avais cru qu'il pensait comme un champion cycliste pédale. Mais son vélo n'avancait pas : c'était un vélo de chambre, cloué au sol, juste pour s'exercer – un *home trainer*. C'était brillant, nickelé, bien disant, bien roulant, et creux. L'Ecole Normale formait alors des *critiques*, comme un moule des gaufrettes sèches. (...). J'avais cru entendre un philosophe futur chef de corps francs, j'avais prêté l'oreille à un Emile Faguet myope, coureur à pied excellent, mais de peu de bravoure¹. » Le jugement est à peu près aussi dur chez un écrivain de la droite radicale, qui ne l'a pas fréquenté en personne, mais qui fut séduit par son œuvre, c'est-à-dire Jean Mabire, pour qui Thierry Maulnier démontre « à quel point l'intelligence peut aussi conduire à une impasse, si ce n'est à un reniement. Un homme capable de prouver avec autant de brio tout et le contraire de tout reste finalement sans prise sur son siècle. (...). Cette intelligence, à proprement parler anormale, s'accompagne d'une désinvolture finalement stérile : il est peu d'écrivains politiques qui seront à ce point captivants et démobilisateurs². » Mais peut-être faut-il

¹ Claude Roy, *Moi je*, Paris, Gallimard, Folio, 1993, pp.262-263.

² Jean Mabire, *Que lire ? Portraits d'écrivains 3*, Saint-Cloud, Editions National Hebdo, 1996, pp.205-206.

encore chercher ailleurs les raisons pour lesquelles Thierry Maulnier s'éloigne tous les jours un peu plus de notre époque ; parce que son œuvre n'a plus rien à nous dire ; parce que le message qu'il a voulu porter à travers elle est devenue inaudible ; ou parce que cette œuvre est trop fortement empreinte d'une époque tourmentée, qui éveille en nous la honte, le sentiment de culpabilité et la mauvaise conscience ? « Comment s'appelait donc l'ennemi silencieux qui s'est glissé la nuit dans les lignes de défense l'Occident pour tuer les sentinelles, voler les fusils des soldats assoupis, surprendre les chefs dans leur sommeil ? », s'interrogeait Thierry Maulnier. « Cet ennemi silencieux avait nom mauvaise conscience¹ », répondait-il pour évoquer le sentiment de culpabilité qu'il voyait en train de se répandre dans des nations occidentales, honteuses de leur passé. Depuis les travaux de Zeev Sternhell, l'œuvre politique de Thierry Maulnier est clairement frappée d'opprobre, alors qu'elle doit être examinée avec tout le sens de la nuance et l'éclairage contextuel qu'exige une étude historique objective.

Quoi qu'il en soit, elle semble provoquer aujourd'hui deux types de jugements diamétralement opposés. Les uns lui retirent toute efficacité et prise sur le réel, tandis que Sternhell, de même que les historiens qui marchent dans ses pas, lui attribuent une forte empreinte, sans doute démesurée d'ailleurs, sur son époque. Un personnage aussi contrasté, tout à la fois maître à penser pour toute une génération intellectuelle de droite et éveilleur de conscience, mais encore cible de critiques acerbes et de jugements moraux accusatoires, ne peut manquer de susciter l'intérêt du chercheur. Surtout quand s'ajoute à ce parcours, selon le mot d'Etienne de Montety, « une légende, celle de l'intellectuel le plus doué de sa génération, auteur d'ouvrages étincelants (...), animateur intrépide de *Combat* ou de *L'Insurgé*, avec Jean de Fabrègues, Jean-Pierre Maxence, Maurice Blanchot, Claude Roy². » L'itinéraire de Thierry Maulnier est une fenêtre ouverte sur le XX^e siècle, et sur tous les groupes et mouvements qu'il a fréquentés au cours de sa carrière, avant de poursuivre son chemin en solitaire, mais toujours en « spectateur engagé ». Et ce constat justifie de toute évidence que lui soit consacrée une biographie politique et intellectuelle. Mais

¹ Thierry Maulnier, *Les vaches sacrées*, Paris, Gallimard, 1977, p.98.

² Préface d'Etienne de Montety pour la réédition de sa biographie de Thierry Maulnier : Etienne de Montety, *Thierry Maulnier, op. cit.*, p.11.

l'ambition se complique quand on sait que Maulnier tenait en horreur les journaux et les confidences, et qu'il avait une idée très arrêtée sur le genre biographique, qu'il pratiqua lui-même comme critique en prenant pour sujets Nietzsche et Racine. Il y a d'ailleurs fort à parier que, vivant, il ne se serait jamais prêté de bonne grâce à une telle démarche, pour ne pas éclipser son œuvre par sa vie. Pour Maulnier, « quand notre époque abandonne les systèmes philosophiques aux minuties des historiens et aux gloses des professeurs, c'est le signe d'une faiblesse de la critique, mais c'est aussi le signe, plus grave, d'une faiblesse de l'époque. (...). Le triomphe de l'érudition marque la décadence de générations désormais incapables de frémir et de souffrir pour les problèmes essentiels¹. » La biographie – mais il ne faut pas oublier qu'il a à l'esprit les travaux publiés au début du siècle – démontre ainsi la décadence d'une époque, parce qu'elle est le signe d'une double tendance de notre temps, à vider d'une part les idées de leur substance, de leur origine humaine au profit des réflexions abstraites et froides, et d'autre part à circonscrire l'expérience de l'intellectuel, du penseur aux détails les plus sordides et les plus menus de son existence en oubliant donc l'essentiel, qui est la manière dont ce dernier s'est confronté aux problèmes de la vie et à l'esprit de son époque. C'est, pour Maulnier, par cet affrontement que le penseur a quelque chose à nous apprendre. C'est dans cette lutte avec la vie, que le créateur définit son propre style, son « allure », pour reprendre le terme qu'il emploie précisément. « Ces difficultés, ces périls sont doublement salutaires, forçant les grands au grand style et écrasant les petits². » En pensant ainsi, Maulnier se place d'emblée comme un ennemi du déterminisme, qu'il a combattu toute sa vie, notamment dans sa forme marxiste. L'homme, pour lui, construit son propre avenir et dispose de la liberté d'apporter une réponse singulière aux défis qui lui sont posés par son époque. Et c'est cette part de tragique que la biographie érudite des critiques universitaires, description des petites gens et des niaiseries que même les grands hommes ont en commun avec le reste de leurs congénères, ne rend pas. Par son centre d'intérêt, elle aplatit l'existence de son sujet d'étude. A la limite, une biographie, telle que la conçoit Maulnier, est une étude de la pensée en action, ou de l'auteur créant sa pensée et son œuvre dans la

¹ Thierry Maulnier, *Nietzsche*, Paris, Gallimard, 1935, p.25.

² *Ibid.*, p.17.

confrontation avec son époque, c'est-à-dire, en fin de compte, une biographie intellectuelle. Elle relate la « vie des idées » d'un créateur, bien plus qu'une accumulation de faits. C'est ainsi toute la tension entre l'individu et la société que Maulnier met en évidence dans sa critique de la biographie ; tension qui est encore au centre des critiques actuelles de l'approche biographique en histoire. Depuis la dénonciation radicale de l'« illusion biographique¹ » à laquelle se sont livrés Pierre Bourdieu et ses épigones, la relation entre ces deux dimensions, individuelle et sociale, à laquelle s'ajoute l'intervention du biographe au travers des interprétations et du choix qu'il fait lui-même dans les événements qui jalonnent la vie du biographé, ont nourri la réflexion critique sur l'usage de la biographie en histoire. Bourdieu conteste ensuite la vision téléologique du biographe, qui transparaît dans le caractère souvent linéaire de la biographie, organisée dans un continuum, une « trajectoire, qui s'étend de la prime jeunesse jusqu'à la mort et tend à créer de la cohérence et de la constance où il n'y en a pas forcément. « Bourdieu s'attaque ainsi à la pertinence de la dimension temporelle qui constitue évidemment le principe premier d'intelligibilité d'une biographie (...). La métaphore du métro qu'il utilise est significative en tant que support quasi immobile, alors que les cadres institués dans lesquels se déplacent les trajectoires individuelles sont en perpétuel mouvement de recomposition². » Mais pourquoi nier absolument qu'il puisse y avoir une cohérence dans la vie du biographé, par delà les évolutions et les transitions, qui ne ressortirait pas simplement de l'interprétation du biographe ; *a fortiori* chez les intellectuels, qui aspirent généralement à donner un sens à leur vie et à leur engagement. Beaucoup trop radicale, la diatribe de Bourdieu a cependant eu le mérite de pousser les historiens à réfléchir à la valeur de la biographie comme méthode d'approche historique pour éclairer le passé.

Dans son travail, l'historien a besoin des faits, comme de preuves, pour établir la vérité du passé. L'interprétation de ces faits permet de les intégrer et de les situer dans le mouvement global de l'histoire. En ce sens, la vie d'un individu, sa biographie peuvent servir à éclairer le passé. L'individu, dans son époque, est au centre de relations et

¹ Pierre Bourdieu, « L'illusion biographique », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, juin 1986, pp.69-72.

² François Dosse, *Le pari biographique. Ecrire une vie*, Paris, La découverte, 2005, p.228.

d'expériences multiples. C'est cette interaction entre l'individu et la société, entre le particulier et le tout, qui intéresse l'historien. L'analyse individuelle a donc cela d'intéressant qu'elle permet de mettre à jour des contradictions dans les conceptions et les représentations que nous nous faisons d'une idéologie, d'un mouvement, d'un groupe ou d'une époque. La biographie est un « moyen pour rompre l'excès de cohérence du discours historique » général, « pour méditer non seulement sur ce qui a été, sur ce qui est advenu, mais aussi sur les incertitudes du passé, sur ce qui aurait pu se produire et qui s'est perdu¹ ». Les études d'ensemble, d'autant plus simplificatrices que l'auteur n'y retient généralement que quelques grandes lignes directrices compatibles avec la thèse qu'il entend défendre, en arrivent à gommer ce qui fait l'originalité de l'homme : sa singularité et la part de liberté qu'il conserve par rapport au groupe ou à son temps. L'homme commun qui en ressort s'accompagne du sacrifice de tout ce qui est particulier ou qui sort de la norme. C'est toute la question du comportement individuel par rapport à la société qui est alors évacuée ; l'individu n'ayant de valeur démonstrative que pour ses similitudes avec le groupe dont il fait partie ou l'idéal-type qu'il est censé incarner. Cette méthode n'en est que plus regrettable lorsqu'elle s'applique aux intellectuels, c'est-à-dire à des hommes particulièrement attachés à leur singularité. La biographie de Thierry Maulnier n'a donc pas vocation à conférer à cet intellectuel une valeur typologique. Elle nous offre plutôt l'occasion d'améliorer notre connaissance historique de l'Action française, du maurrassisme et de cette Jeune Droite qui a grandi dans l'orbite du mouvement, tout en jetant un éclairage sur le parcours de cet intellectuel singulier dans les multiples remous de l'histoire du vingtième siècle. Elle n'en conserve pas moins valeur d'exemple pour nous aider à comprendre par quels chemins la jeunesse venait à l'Action française au début du vingtième siècle. Nous faisons ici le pari que le changement de plan ou plutôt de perspective dans l'analyse, en passant du général – c'est-à-dire les études réalisées jusqu'à présent sur les nouvelles relèves monarchistes des années trente – au particulier, pourra apporter des ressources nouvelles pour comprendre les liens qui unissent ces différents mouvements. Eugen Weber, historien de l'Action française, fait lui-même la critique des études généralisantes : « Le grand

¹ Sabina Loriga, *Le Petit x. De la biographie à l'histoire*, Paris, Editions du Seuil, 2010, p.272.

risque couru à écrire sur Maurras ou l'Action française est de ne s'en tenir qu'à une ou deux de leurs facettes. (...). C'est ainsi que l'on finit par ne plus voir les processus complexes de la pensée et de la sensibilité qui travaillèrent les mouvements et les hommes ; les idéologies et leurs pères deviennent invraisemblablement simplistes, leurs multiples assertions, arguments et motivations ne sont plus qu'une théorie logique et commode¹. » Il est bien évident qu'un individu ne peut servir à expliquer totalement un groupe, et que de la même manière, un groupe ne pourra jamais expliquer un individu. Entre les deux, il y a une marge qui réside dans la personne humaine et le sens qu'elle souhaite imprimer à sa vie. Mais les deux pôles se nourrissent l'un l'autre et doivent par conséquent s'envisager ensemble. C'est l'ambition de cette biographie que de vouloir reconstituer le parcours intellectuel singulier de Thierry Maulnier et de le saisir dans cet enchaînement plus large qu'est l'histoire de l'Action française, de la Jeune Droite, et globalement l'histoire de France. Dans le même temps, Thierry Maulnier, penseur et grand témoin du vingtième siècle s'est confronté aux grands défis de son temps pour en comprendre le sens et la portée dans l'évolution globale de la civilisation occidentale : le progrès technique, le matérialisme, les prurits nationaux, les totalitarismes et pour finir ce grand mouvement déstabilisateur pour l'Europe qu'est la décolonisation et la montée en puissance des peuples du Tiers Monde. Dans son essai sur Nietzsche, Thierry Maulnier décrivait déjà l'objectif du critique qui se penche sur un penseur et son œuvre : « Rien ne compte, que ce qui nous est leçon de vie et d'action ; rien ne compte du passé que l'actuel. Ce qui vaut d'être connu (...), c'est ce qui de ses expériences peut être confronté à nos expériences pour les nourrir et les achever, c'est ce qui de ses angoisses ressemble à nos angoisses, ce qui de ses solutions peut aider nos solutions, c'est, dans son œuvre, ce qui mérite nos adhésions ou nos refus, ce qui dans cette œuvre peut enseigner, perpétuer et renaître². » Ce qu'il résumait de la sorte : « Il faut rendre le goût du sang à la philosophie. Il faut rendre aux systèmes métaphysiques leur cruauté : leur pouvoir de vie et de mort³. »

¹ Eugen Weber, *L'Action française*, Paris, Fayard, 1985, p.633.

² Thierry Maulnier, *Nietzsche, op.cit.*, p.22.

³ *Ibid.*, p.26.

Si Thierry Maulnier n'a pas tenu de journal susceptible de nous restituer sa vie – il avait commencé de rassembler avec sa secrétaire des souvenirs mais leur rédaction fut interrompue par sa mort –, il a tout de même laissé un fonds important d'archives, dont une partie, publique, est conservée par la Bibliothèque municipale de Versailles. Elle contient notamment la quasi-totalité de ses ouvrages manuscrits. L'autre partie, extrêmement riche par les notes manuscrites et textes inédits qu'elle comprend, les lettres envoyées par des écrivains et inconnus, et le soin que Maulnier apportait à sauver tout ce qu'il écrivait, publiait et suscitait, est actuellement préservée par son fils, Thierry Talagrand. C'est cette somme d'archives qui a servi à l'élaboration de cette biographie consacrée à l'une des figures de proue de la droite intellectuelle, soldat maurassien de l'humanisme, attaché à la défense de la civilisation occidentale et des libertés individuelles contre les « maladies de la multitude », qui a passé sa vie à penser à contre-courant, même quand sa situation bien établie l'invitait au contraire à la plus grande prudence. Une grande partie de l'enseignement de Maulnier est dans son allure devant la vie. C'est cette allure qu'il s'agit maintenant de comprendre à travers trois grandes périodes : la première qui court jusqu'à la veille de la guerre, où l'engagement politique de Maulnier prend des formes militantes, au côté de la Jeune Droite et des mouvements auxquels elle choisit parfois de s'arrimer ; la seconde, qui concerne la drôle de guerre et l'Occupation, qui entraînent des évolutions profondes dans sa conception du monde ; et, pour finir, la période qui s'ouvre au lendemain de la Seconde Guerre mondiale et voit Maulnier s'engager dans de nouvelles formes d'expression artistiques et intellectuelles, et achever sa marche vers une notabilité intellectuelle, que certains de ses anciens condisciples saisissent comme un ralliement définitif à l'ordre établi.

PREMIERE PARTIE

**« Qu'as-tu fait de ta
jeunesse ? »**

Chapitre 1

Une éducation classique

Le biographe éprouve forcément quelque gêne à évoquer l'enfance d'un critique dont la méthode tient pour négligeable les sources, les influences ou encore la biographie pour comprendre la destinée d'un auteur. Dès son entrée en littérature, au travers d'un essai singulier sur Nietzsche¹, Thierry Maulnier s'est dressé contre la critique universitaire, collectionneuse de minuscules détails de la vie, tatillonne et fichière, et pour toutes ces raisons, incapable de saisir la démarche mentale d'un intellectuel et la dimension profonde d'une pensée. Pour lui, seuls comptent le penseur et son œuvre. La vie, c'est ce que ce dernier a de commun avec les hommes de son époque et qui constitue un obstacle, une entrave, au développement de sa pensée. « Il s'agit de savoir comment un homme ne se résigne pas aux destinées communes que pourtant il subit, poussé par quelle force il triomphe d'une vie qui tend implacablement à le rendre semblable, et s'affirme en dépit d'elle différent. Toute grande personnalité se crée non pas selon, mais contre le milieu². » Il est donc logique que Thierry Maulnier, selon ces principes, n'ait laissé que peu de renseignements sur sa vie intime. Aucun journal, aucun carnet personnel ne nous livre des détails sur la vie privée d'un écrivain à la plume pourtant prolifique³. Homme d'une grande pudeur, peu disert sur lui-même et sur sa vie, Maulnier s'est appliqué à suivre ses conceptions critiques jusqu'au terme de son œuvre. L'avertissement au lecteur du *Dieu masqué*, troisième tome de la série des *Vaches sacrées*, et dernier livre publié de son vivant, est à ce titre éclairant : « Je n'ai pas le goût de mentir. Je répugne à faire des aveux. Il me reste une dernière possibilité, celle dont j'ai toujours usé et dont je vais user encore ici : celle de parler d'autre chose que de moi-même⁴. » Il s'est efforcé de suivre ce commandement tout au long de sa vie. De sorte que l'historien ne sait aujourd'hui que très peu de choses de l'enfance de Maulnier, qu'il considérerait assurément lui-même comme une période de sa vie n'ayant eu aucune influence sur l'évolution de sa pensée et de son œuvre. En recherchant et en mettant bout à bout les quelques bribes d'informations à notre disposition dans des

¹ Thierry Maulnier, *Nietzsche*, Paris, A. Redier, 1933, 289 p.

² *Ibid*, p.15

³ Il avait tout de même commencé à dicter des souvenirs, pris en note par sa secrétaire, mais il est décédé avant de pouvoir mener à bien ce projet. Les parties rédigées, très succinctes, n'ont en fin de compte que peu d'intérêt pour en savoir plus sur sa personnalité.

⁴ Thierry Maulnier, *Le Dieu masqué*, Paris, Gallimard, 1985, p.9.

lettres ou des archives, on ne pourra jamais arriver qu'à des résultats partiels et infimes pour comprendre la personnalité, le style et la vie de Thierry Maulnier. De la même manière, quels que soient les liens ténus qu'il est possible de trouver dans son enfance avec la pensée monarchiste ou les influences discrètes qu'il a pu subir, ils n'expliquent pas à eux seuls l'engagement politique et philosophique d'un homme dont la valeur suprême a toujours été la liberté, et la conception du monde l'humanisme.

L'enfance de Thierry Maulnier n'est sans doute pas déterminante. Et ce n'est pas à elle que s'applique le mieux cet aphorisme de Wordsworth, qui dit en substance que « l'enfant est le père de l'homme ». Beaucoup d'autres possibilités s'offraient à Maulnier, si l'on tient compte de son milieu familial et de son enfance, que de rester pendant quinze ans proche de Charles Maurras ou de terminer sa carrière à l'Académie française après avoir écrit près d'une dizaine de pièces de théâtre originales. Dans le même temps, le critique ne peut toutefois s'empêcher de penser qu'une bonne partie des caractères et des centres d'intérêt du futur Thierry Maulnier étaient déjà présents dès l'enfance chez Jacques Talagrand. L'enfance n'est sans doute pas une période qui l'a marqué. « L'enfance n'est pas pour moi un paradis perdu. Je m'y suis beaucoup ennuyé. Je détestais les corvées scolaires¹ », disait-il, en exprimant là une différence fondamentale avec Maurras.

Jacques Louis André Talagrand, puisque Thierry Maulnier est un pseudonyme, est né à Alais (Alès), le 1^{er} octobre 1909, de Joseph Odilon Eugène Talagrand, professeur au Lycée de la ville, âgé de trente-quatre ans, et de Virginie Josephe Gibrac, alors sans profession et âgée de vingt-cinq ans. Les deux époux, mariés depuis un peu moins de deux ans, sont déjà parent d'un premier fils, Marc, né le 10 mars 1908, et vivent à Alès, rue du Doyenné, dans la maison Chevalier, ainsi que le mentionne l'extrait de naissance de Jacques Talagrand². Ses « ancêtres sont peu de choses³ », des paysans, « ni seigneurs ni assujettis ». Du côté paternel, la famille est ainsi originaire du Rouergue, et surtout des Cévennes, de Prévencières en Lozère précisément, où le grand-père, Pierre Odilon Talagrand, est devenu chef de gare. Talagrand serait selon

¹ Paul Guth, « L'interview de Paul Guth : Thierry Maulnier », in *La Gazette des Lettres*, 22 mars 1947.

² Extrait de naissance de Jacques Talagrand, Etat-civil de la commune d'Alès, n°394.

³ Interview par Pierre Lhoste, *Confrontation*, France Culture, 14 mars 1965, archives INA.

certaines interprétations qui devaient satisfaire l'auteur de *Cette Grèce où nous sommes nés*¹, « un nom d'origine grecque remontant à la colonisation grecque du Midi de la France² ». Du côté maternel, la famille a ses origines pour moitié à Saint-Girons en Ariège, et pour l'autre moitié dans les Ardennes, où sont nés respectivement Camille Firmin Gibrac et Dieudonnée Marcelline Jadot, les parents de Virginie.

Camille Gibrac³, romancier et journaliste installé à Bruxelles collabore à de nombreux journaux comme la *Semaine politique et littéraire* ou *L'Office de publicité*. Il est l'auteur de plusieurs romans, *Le mystère du Château de Treilhat*, *Laure de Villaudry*, *Jules Vigneux juge d'instruction*, ou encore *Lorraine !* en 1885. Camille Gibrac, qui vit à Garches avec son épouse quand les Talagrand emménagent à Alès, est un nationaliste modéré. Il lit chaque jour *L'Action française* et « garde, en outre, comme une relique, une longue lettre reçue un jour de Charles Maurras⁴ ». De là sans doute provient l'intérêt que Maulnier porte très jeune au mouvement monarchiste.

Quant à Dieudonnée Marcelline Jadot, son épouse, son patronyme évoque le « clan Jadot », qui compte plusieurs ingénieurs constructeurs de lignes de chemins de fer, parmi lesquels figurent Jean Jadot qui fut gouverneur de la Société générale de Belgique, artisan de l'industrialisation et de la colonisation belge du Congo dans la province du Katanga, et qui contrôlait à ce titre une grande partie de l'économie du Congo belge et notamment l'extraction du cuivre dans une ville à laquelle il donna son nom, Jadotville (aujourd'hui Likasi). De quoi nourrir l'imagination du jeune Talagrand qui fut plus tard un fervent partisan de l'exploitation des ressources des colonies françaises, notamment en Algérie. Les Jadot, comme les Gibrac, incarnent la promotion sociale dans une famille de petite extraction. La réussite industrielle des Jadot fait impression à Jacques Talagrand, qui n'en montre pas moins, dans une correspondance avec sa mère, quelques sarcasmes qui annoncent gentiment la critique acerbe du capitalisme à laquelle se livra plus tard Thierry Maulnier : « Cousin Odon en

¹ Thierry Maulnier, *Cette Grèce où nous sommes nés*, Paris, Flammarion, 1964, 181p.

² Interview par Pierre Lhoste, *Confrontation*, *op.cit.*

³ Angelo De Gubernatis, *Dictionnaire international des écrivains du jour*, 1890, p.1052.

⁴ Etienne de Montety, *Thierry Maulnier*, Paris, Julliard, 1994, p.50.

partant m'a fait le magnifique cadeau d'un vice. Je suis devenu spéculateur. Je vole la France. Voici comment. Cousin Odon m'a donné trois actions anglaises (...)»¹.

On sait peu de choses des parents du futur Thierry Maulnier et de leurs opinions politiques. A Alès, il reçoit une éducation de petite ville des provinces françaises, sans vivre de bonheur ni de drame particulier. De sa mère sévrienne et son père, normalien, Jacques Talagrand a surtout hérité un goût prononcé pour la culture classique grecque et latine, et pour la poésie. Ses parents le faisait travailler eux-mêmes à domicile, au côté de son frère, sur la table de la salle à manger, de sorte que les deux enfants n'ont commencé à fréquenter les établissements scolaires qu'à partir du lycée, en première, à Nice. Joseph Talagrand y enseignait alors le français, depuis son divorce en 1923 de Virginie Gibrac. Cette dernière choisit par contre de rester à Alès, où elle se remarie à Antoine Mathieu Goirand, militant communiste actif qui s'est présenté plusieurs fois à des élections dans sa ville d'Alès, mais n'en était pas moins un lecteur passionné du journal l'*Action française*. Virginie Gibrac est professeur au collège de jeunes filles de la rue Saint-Vincent à Alès. Comme le dit lui-même Thierry Maulnier, il n'a « aucun reproche à faire à (ses) parents du point de vue de (son) éducation ou de (son) instruction secondaire² ». Il était très proche de sa mère, Virginie Gibrac, comme le prouve la correspondance³ qu'il a entretenue avec elle tout au long de sa vie. Son père, Joseph Talagrand, apparaît comme un personnage beaucoup plus énigmatique ; une personnalité forte, bourru, avec laquelle Thierry Maulnier a dû entretenir des rapports conflictuels puisqu'il ne l'a jamais revu à partir du moment où il a conquis sa liberté à Paris⁴. L'éducation qu'il reçoit de son père est stricte et studieuse. Livresque essentiellement – les mathématiques, que Joseph Talagrand méprise, n'y occupent

¹ Lettre à sa mère du 2 juillet (datant probablement du début des années 20), Fonds Thierry Maulnier Bibliothèque municipale de Versailles, F991 (6) a.

² Entretien accordé par Thierry Maulnier à Jean-José Marchand, diffusé sur France 3 le 2 avril 1993.

³ Cette correspondance est conservée dans le fonds Thierry Maulnier de la Bibliothèque municipale de Versailles. Longtemps ses lettres contiendront systématiquement un exposé assez détaillé de ses activités littéraires et des considérations financières, sur les sommes qu'il demande à sa mère de lui envoyer pour vivre.

⁴ Selon le témoignage livré par Marcelle Tassencourt, qui fut son épouse, à Agnès Bigault, auteur d'une thèse en littérature sur Thierry Maulnier. Agnès Bigault, *L'Humaine condition. Thierry Maulnier humaniste du XX^e siècle*, Thèse de doctorat de littérature française, sous la direction de Georges Molinié, Paris IV, 1998, p.15. Marcelle Tassencourt met cette séparation sur le compte de la négligence.

qu'une place dérisoire – cette éducation lui donnera très tôt le goût de l'écriture¹. Michel Déon, qui a été élève au lycée de Nice quelques années après Thierry Maulnier, nous a livré une description de ce « professeur qui semblait se traîner jusqu'à sa classe, un grand diable aux cheveux gris, au costume élimé, chaussé de gros godillots lacés avec des ficelles². Pendant la récréation, il ne parlait à aucun de ses confrères et marchait dans la cour un livre à la main. Il s'appelait M. Talagrand et je savais que c'était le père de Thierry Maulnier qui avait commencé d'écrire dans l'*Action française*. Etais-ce pour cette raison qu'on l'avait confiné dans une sixième, la classe la plus ingrate et la plus ennuyeuse ? J'aurais aimé lui parler mais son allure lunaire décourageait les tentatives d'approche³. » Un article de presse publié en 1924 décrivait Joseph Talagrand comme un humaniste « distingué » et un maître estimé qui avait transmis à ses fils une haute culture littéraire.

De ses années à l'Ecole Normale Supérieure de la rue d'Ulm, aux côtés de Charles Péguy, Joseph Talagrand a conservé un anticonformisme et un fanatisme intellectuel qui donnent du pittoresque à sa personnalité. En 1894, l'ENS était partagée, dans le jargon normalien, entre le camp des talas et celui des antitalas, entre ceux qui vont à la messe et ceux beaucoup plus nombreux qui vont chercher leur foi sur les bancs de l'école voltairienne. Entre talas et antitalas, c'était alors la guerre déclarée. Jérôme et Jean Tharaud ont représenté le père de Thierry Maulnier, dans *Notre cher Péguy*, brandissant dans une thurne de l'Ecole Normale l'*Encyclopédie* et Voltaire pendant les orages. « Chacun se groupait dans les thurnes, les chambres de travail, par affinité de nature, et il était assez rare de trouver une thurne comme celle qui fut plus tard la mienne, où voisinaient Louis Gillet, l'ami de Saint François d'Assise, l'impie Joseph Talagrand qui s'appelait lui-même, dans ses heures de gaieté, l'Ennemi personnel de Dieu (...). Sitôt qu'un orage éclatait, l'Ennemi personnel de Dieu s'élançait à la bibliothèque, et réapparaissait bientôt, un volume du *Dictionnaire philosophique* à la main. A la lueur des éclairs et dans les éclats de la foudre, il se mettait à déclamer

¹ Le fonds Thierry Maulnier conserve ses œuvres de jeunesse : des poésies et des pièces de théâtre.

² On ne peut pas résister à la lecture de ce texte à l'envie de renvoyer le lecteur à cette photographie de Thierry Maulnier en habit d'Académicien chaussé de vieilles baskets usées parue dans *Paris-Match*, le 22 janvier 1966. Enfin, les articles parus le lendemain de la réception de Maulnier à l'Académie s'arrêtent souvent sur les grosses chaussures à bouts ronds qu'il portait ce jour là.

³ Michel Déon, *Mes arches de Noé*, Paris, Gallimard collection Folio, 1980, p.228.

quelque article de Voltaire outrageant pour la majesté divine¹. » L'éducation religieuse et le catéchisme ne figuraient donc assurément pas au programme des cours dispensés par ce père formé à l'école de la République anticléricale. Dans l'agnosticisme de Thierry Maulnier et son rationalisme cartésien, il y a sans doute une forte empreinte laissée par celui qui se voulait « l'Ennemi personnel de Dieu ». Sur le plan politique par contre, Thierry Maulnier était très éloigné des opinions de son père : « Bien qu'a-religieux, mon père était très marqué par Péguy. Il était proche du radicalisme d'Alain² », expliquait-il.

Au Lycée, le futur Thierry Maulnier est un élève assez appliqué, mais en même temps assez paresseux, traits de caractère qu'il a conservés, à ses dires, toute sa vie. Il se distingue en langue française, latin, grec, histoire et géographie où il occupe toujours les premières places, beaucoup moins en mathématiques, où il obtient la note de 10,5 avec un professeur qui le juge cependant « très bon élève » ; ce qui semble naturel pour un élève qui a occupé le tableau d'honneur pendant plusieurs mois et mérité les félicitations du proviseur. Enfin, force est de constater qu'il semble déjà réticent à l'Allemand, matière où il obtient un pâle 7/20, mais ce faible intérêt pour la langue de Goethe n'étonne personne de la part d'un futur maurassien.

Dès l'adolescence, ses lectures lui ont conféré une solide culture classique : Nietzsche, Descartes, Montaigne, Pascal et les classiques français font partie de ses premières découvertes. Il se passionne peu pour la littérature étrangère à cette époque, sauf peut-être pour Shakespeare et Dostoïevski³. Pour célébrer l'armistice de 1918, il rédige d'un jet une chanson sur la chute de l'empereur Guillaume II, « Fais ta malle mon vieux Guillaume ». Dans un style volontiers cocardier, qui symbolise la mobilisation des enfants pendant la Première guerre mondiale⁴, il relaie la caricature germanophobe qui

¹ Jérôme et Jean Tharaud, *Notre cher Péguy tome 1*, Paris, Plon, 1926, pp.64-65.

² Propos recueillis par Béatrix Beck, « Trois lauréats dans notre maison », in *Le Figaro littéraire*, 20 juin 1959.

³ Interview par Pierre Lhoste, *Confrontation*, *op. cit.*

⁴ Ce poème mériterait de figurer dans l'ouvrage de Manon Pignot, *Allons enfants de la patrie. Génération Grande Guerre*, Paris, Seuil, 2012, 445 p. « Le principe est de stigmatiser l'ennemi à travers des traits de caractère, physiques et moraux, supposés relever de l' « être-allemand », de la culture germanique (...). En raillant cette dernière, on entend démontrer l'infériorité culturelle mais aussi raciale du peuple allemand. (...) L'Allemand est lâche, vil, traître dans l'âme et généralement stupide. Il est ivrogne, goinfre, se nourrit presque exclusivement de bière et de choucroute ; ses habitudes alimentaires, ajoutées à sa saleté et à sa laideur, amènent logiquement à le comparer à un animal, et notamment au porc. L'empereur Guillaume II concentre à lui seul la plupart de ces traits, il est une sorte de condensé des travers allemands. » (p.71).

transparaît dans beaucoup d'écrits d'adultes comme d'enfants en France à cette époque :

« Fais ta malle mon vieux Guillaume
Car il faut quitter ton royaume. (...)
Nous le savons tu es manchot.
Mais non pas faute au crapouillot.
Mon vieux Guillaume déménage
Ce conseil là est le plus sage.
Clément il n'est, encor moins sot.
Mon vieux Guillaume gare à ta peau.
Abandonné t'a ton vieux Dieu
Ton seul recours est dans le pneu.
Tu pouvais mourir en beauté
Mais tu ne meurs qu'en lâcheté.
Vrai pour éviter qu'on t'empale
Mon vieux Guillaume fais ta malle¹. »

Mais son avenir n'est pas dans la chanson. Vers l'âge de 12 ans, il commence à ressentir le besoin d'écrire. Il débute avec des fables dans un style imité de La Fontaine ; « Le loup et le rocher », « Le Loup et le taureau », « Les deux loups »... ainsi que « Les deux rats et le morceau de lard », sur le thème de l'avarice :

« Les humains ici bas sont atteints de maints vices
Dont le plus odieux est l'avarice.
Ce stupide défaut ; toujours accumuler
Est ici celui dont je m'en vais vous parler (...). »

La fable se termine sur cette morale qui met en avant la jouissance des biens contre l'avarice :

« O fou d'accumuler, d'entasser, d'enfourir
Si le bien t'est donné, tâche d'en jouir.
Eh ! Pourquoi le cacher sous un mètre de terre.

¹ Fonds Thierry Maulnier Bibliothèque municipale de Versailles, F991 (1) – Ecrits d'enfance.

A quoi donc te sert-il si tu n'en veux rien faire¹. »

Par la suite, il entreprend de rédiger des alexandrins et ses premières tragédies classiques, preuve d'un intérêt précoce pour la poésie et le théâtre qui l'ont passionnés tout au long de sa vie. Le garçon met à son œuvre l'application d'un professionnel et s'efforce d'écrire chaque jour, comme en témoigne une annotation sur sa première pièce écrite en vers en 1922, *Tomyris*, qui annonce la rédaction de 58 vers en une journée, son « record du mercredi 21 juin ». Cette tragédie dont l'action se situe dans l'antiquité compte au total plus de 1100 vers. L'extrait suivant en dit long sur le talent précoce du jeune Jacques Talagrand :

« Ce pays, ce pays que j'aime et je commande
Lui fit don de la vie. Il faut qu'il la lui rende
Qu'il combatte du glaive un ennemi puissant
Tant qu'il lui reste au cœur une goutte de sang
Qu'il tue et frappe et taille et lutte sans relâche.
J'accepte mon fils mort, mais non pas mon fils lâche
Et l'enfant adoré, l'enfant que je chéris
Plein d'opprobre n'est plus l'enfant de Tomyris. »
(...).

« Assassin, je connais, je connais ta puissance
Fait de pleurs, de fers, de mort et de souffrance
Oui, Cyrus, ta valeur devrait se faire aimer
Mais elle ne te sert que pour tout opprimer
Ta fortune s'élève à force de carnages
Sans trêve, sans pitié tu tues et tu ravages
Ecrasant l'univers de ton bras destructeur
Touchant l'humanité d'un fer dévastateur². »

¹ Fonds Thierry Maulnier Bibliothèque municipale de Versailles, F991 (1) – Ecrits d'enfance.

² *Ibid.*

Mais c'est dans ces *Amicaux entretiens*, entre lui-même et un personnage du nom de Disqué, dans un style qui peut faire penser au *Zarathoustra* de Nietzsche, que Jacques Talagrand montre le plus d'esprit, en se mettant en scène avec ironie comme poète.

« Disqué : Ton vers, ô Talagrand est loin d'être suave.

Il cherche à m'endormir, ce long style en déroute,

Comme un lent escargot se traînant sur la route.

Ta plume n'écrit pas : elle éclabousse et bave. (...).

Malheureux jouvenceau, pourquoi veux-tu rimer ?

Ô misérable cœur, ravagé par le vice !

Est-ce ton âme en pleurs que tu veux nous confier,

Cet immondice ? (...).

Talagrand : Comme un serpent blessé d'une flèche mortelle

Lance en vain vers le ciel son venin et ses cris

Sortant des vers crasseux cherchés dans la poubelle

Tu voudrais me salir de tes lâches écrits.

Tu tentes de vomir sur moi ta bave immonde.

Malheureux ! J'en appelle à la postérité,

Car devant ton égout, j'aurai pour moi le monde.

Et devant ton oubli j'aurai l'éternité¹. »

L'année scolaire 1923-1924 est la dernière que Jacques Talagrand et son frère passent avec leur père. Elle se conclut tout de même pour le jeune élève de première, alors âgé de 14 ans et demi, par un second prix d'histoire au concours général. Les lettres qu'il envoie de Nice à sa mère laissent en effet penser que les relations entre le père et ses enfants sont de plus en plus tendues. Jacques est entendu par un juge du Tribunal de Nîmes, mais à défaut de trouver un accord sur la garde de leurs enfants, les parents décident de les envoyer faire le reste de leur scolarité à Paris, au lycée Louis-le-Grand. L'enfance provinciale prend fin et avec elle l'influence de ce père aux tendances tyranniques. Jacques Talagrand va pouvoir conquérir sa liberté à Paris en s'ouvrant à de nouveaux horizons. « Le garçonnet de dix ans, à la grâce féminine était appelé

¹ Fonds Thierry Maulnier Bibliothèque municipale de Versailles, F991 (1) – Ecrits d'enfance.

Mademoiselle par les étrangers qui le rencontraient portant la blouse noire des lycéens. Quelques mois suffirent, vers sa quinzième année, pour faire de cette promesse de jeune fille un adolescent embarrassé de membres soudainement interminables et mué en poteau télégraphique. Seul est permanent le regard tourné vers la vie intérieure et se dessine le pli mélancolique des lèvres. Il en est autrement si l'on considère l'esprit et le caractère qui s'affirment au long des années dans une grande fidélité à eux-mêmes. L'enfant est solitaire, timide, presque sauvage, content de la seule compagnie de son frère. (...). Il est concentré, pudique de cœur, secret, mystérieux. La sensibilité qui est à vif, où les coups font déchirure ou révolte, ne s'exprime pas en paroles. Elle est ardente dans les gestes, dans les actes, violente quelquefois et combative avant de prendre le masque de l'humour – qui reste bien un masque et n'adhère jamais, celui-là au visage (...). Ce n'est pas un enfant triste, il est plein d'entrain, faiseur de farces au lycée, maître en "canulars". Sa facilité d'assimilation lui rend les études légères. Avant d'aimer le sport, il aime le jeu et, à quatorze ans, élève de philosophie, il fait tout seul de grandes parties de ballon. Mais il n'aime pas moins les longues paresse méditatives à la fois très enfant et très mûr. Sa gaieté aussi semble toujours à fleur d'âme – dualité, dialogues intérieurs, terrain propice à la naissance des personnages futurs.¹ » Voilà le portrait qu'en a dressé sa mère, quand à l'âge de 15 ans, il s'apprête à entrer en classe de philosophie à Paris pour passer son baccalauréat.

¹ Virginie Gibrac Goirand, citée dans : « Thierry Maulnier sous la Coupole », in *Paris-Presse-L'Intransigeant*, 15 février 1964 ; et L.A., « L'Alésien Thierry Maulnier », in *Cévennes magazine*, n°955, 31 octobre 1998.

Chapitre 2
Dans l'orbite de l'Action française

C'est manifestement au cours de sa scolarité au Lycée Louis-le-Grand à Paris et à l'Ecole Normale Supérieure, entre 1925 et 1931, que Jacques Talagrand s'éveille à l'Action française. Jusque là ses contacts avec l'école maurrassienne étaient très épars : des lecteurs du quotidien dans son entourage, quelques découvertes personnelles, mais pas de quoi influencer durablement la pensée du jeune Talagrand. Mais au cours de l'année scolaire 1924-1925, c'est surtout le baccalauréat qui préoccupe les deux frères. Jacques est finalement reçu en même temps que Marc avec la mention assez bien, après une année plutôt satisfaisante au cours de laquelle il obtient un premier prix en latin, un premier accessit en grec et en histoire naturelle et un deuxième accessit en géographie. Écoutons-le décrire les raisons de son succès. Ce sont les propos d'un élève assurément plus paresseux que studieux, sauvé à l'examen par sa vaste culture : « ma réussite s'explique d'abord par la chance, qui (...) a joué un grand rôle ; par le fait qu'en philo (...) j'ai longuement parlé pour ne rien dire ; par le fait que je savais par cœur une bonne partie de mes sciences, les deux tiers environ et que je suis tombé sur ces deux tiers ; par le fait que je savais en gros mon histoire et ma géographie¹. »

Le baccalauréat en poche, quand il s'agit de choisir une vocation, c'est donc tout naturellement que ce fils de normaliens, baigné dès son plus jeune âge dans la littérature, se tourne vers l'Ecole de la rue d'Ulm. Il serait abusif de dire qu'il poursuit la tradition familiale, car cette tradition ne remontait finalement qu'à son père et sa mère, tous deux professeurs. Mais elle est suffisamment déterminante désormais dans la famille pour que les deux enfants s'orientent dans cette direction, « par manque d'imagination, pour faire comme mon père », a dit de lui-même Thierry Maulnier². Écartée donc la tentation du monde des affaires, à l'image de ses cousins Jadot qui s'est manifestée un temps chez lui : « J'avais des cousins belges dans les affaires. Un moment cela m'a tenté : ils gagnaient tellement plus d'argent que des intellectuels. Mais je ne crois pas que j'aurais été doué. J'ai aussi été attiré par des activités physiques comme l'aviation³ » qu'une grave myopie lui interdisait de toute façon.

¹ Lettre à sa mère datée du 3 juillet 1925. Fonds Thierry Maulnier Versailles, F991 (6) a.

² Paul Guth, « L'interview de Paul Guth : Thierry Maulnier », *op.cit.*

³ Propos recueillis par Béatrix Beck, « Trois lauréats dans notre maison », *op. cit.*

A la rentrée de 1925, il est donc admis une fois encore au lycée Louis-le-Grand en classe d'hypokhâgne pour y préparer le concours d'entrée à l'École Normale Supérieure. Mais la perspective d'une nouvelle année d'études ne semble pas le réjouir. Dans une lettre à sa mère, il se plaint d'être à nouveau rentré dans cette « geôle » qu'est pour lui le lycée Louis-le-Grand. D'autant plus que cette année la situation se complique : « C'est que nous passons d'une classe où, malgré toute notre bonne ou mauvaise volonté (et elle n'était, tu t'en doutes, pas la meilleure du monde) nous n'avions qu'à nous croiser les bras du matin à midi, et à nous tourner les pouces de midi à neuf heures du soir ; où nos principales occupations étaient de dormir en philosophie, de bâiller en physique, de roupiller en histoire naturelle, de sommeiller en allemand, et de hurler et chahuter en histoire, ce pour les heures de classe ; pour les heures d'étude, nous les remplissions de notre mieux, (...) lisant des romans, chahutant les pions, fumant des cigarettes et nous chauffant l'hiver dans le fond de l'étude avec un feu de vieux papiers allumé sous les casiers, le tout sans préjudice des parties d'échecs, de nain jaune, dominos (...). Cette année, ces différents jeux et occupations (...) devront être bien réduits, au profit d'exercices moins doux, charmants, agréables et profitables à l'esprit tout comme au corps, savoir des versions, thèmes, des préparations, des explications, des leçons, des plans, des dissertations, des compositions, et tous les tourments que ces messieurs de l'université ont inventés et créés pour ennuyer, tortionner, supplicier, massacrer, et caetera les malheureux esprits des malheureux élèves¹. »

Toutes ces tortures n'empêchent cependant pas Jacques Talagrand et ses nouveaux comparses de s'amuser. Les historiens, et les intéressés eux-mêmes², ont suffisamment écrit sur cette classe de khâgneux pour qu'il ne soit pas nécessaire de s'étendre. La fortune a réuni dans le même groupe des esprits parmi les plus brillants de cette génération intellectuelle : il y a là Roger Vailland, Robert Brasillach, Lucien Paye, Paul Guth, Jean Beaufret, Maurice Bardèche, Pierre Frémy, futur professeur au lycée

¹ Lettre à sa mère datée du 12 octobre 1925, Fonds Thierry Maulnier Versailles, F991 (6) a.

² On peut consulter à ce sujet avec profit : Maurice Bardèche, *Souvenirs*, Paris, Buchet Chastel, 1993, 271 p ; Robert Brasillach, *Notre Avant-Guerre*, in *Œuvres complètes tome 6*, Paris, Au club de l'honnête homme, 1964, pp.1-341 ; Anne Brassié, *Robert Brasillach ou encore un instant de bonheur*, Paris, Robert Laffont, 1987, 421 p ; Etienne de Montety, *Thierry Maulnier, op. cit.* ; Pierre Pellissier, *Brasillach... le Maudit*, Paris, Denoël, 1989, 455 p ; Jean-François Sirinelli, *Génération intellectuelle. Khâgneux et Normaliens dans l'entre-deux-guerres*, Paris, PUF, 1988, 720 p.

Jeanson-de-Sailly et José Lupin, longtemps professeur au lycée de Sceaux, qui vont se retrouver avec Jacques Talagrand en Khâgne et, pour certains d'entre eux, à l'École Normale Supérieure.

Dans son célèbre ouvrage *Notre Avant-Guerre*, Brasillach¹ a raconté l'histoire de ce petit groupe qu'il formait avec Bardèche, Maulnier et Lupin. Ils avaient tous entre 16 et 20 ans. La guerre était le premier spectacle sur lequel s'étaient ouverts leurs yeux. Ils arrivaient à l'âge adulte à un de ces moments que décrit Thierry Maulnier, « privilégiés, sinon toujours heureux, sur lesquels les hasards de l'histoire font converger des forces créatrices de toutes sortes, de même qu'il y a des années favorables et d'autres défavorables, et déversent sur une saison une surabondance de fleurs ou de fruits, un de ces moments fortunés qu'ont connu l'Athènes antique, le siècle d'Auguste, l'Italie de Florence ou des Papes mécènes, le grand siècle de Louis XIV (et celui de Louis XIII auquel on ne rend pas justice). (...). Le pays auquel nous appartenions était sorti victorieux de la plus sanglante des guerres, se croyait assuré contre les menaces de l'avenir par la meilleure armée du monde et gouvernait d'une main ferme, du Maghreb à l'Océan Indien, de la Mer des Caraïbes aux côtes de l'Indochine, un empire où le soleil ne se couchait jamais. Nous savions à peine faire face à toutes les inventions, à toutes les tentations, à toutes les miraculeuses métamorphoses de la vie, et des mœurs suscitées par l'époque². »

Cette jeunesse studieuse et rieuse, tout à la fois débordante de passion et d'appétit, se lance à la découverte de la production littéraire et artistique de l'entre-deux-guerres : Péguy, Claudel, Gide, Maurras, Mauriac, Montherlant, Colette, Giraudoux, Morand, Malraux, Cocteau, Jules Romains... pour la littérature ; Vlaminck, Picasso, Dufy, Utrillo, Braque, Modigliani pour la peinture. Une simple énumération fait mieux que n'importe quelle phrase pour démontrer la richesse artistique de ces « années folles ».

Un jour, Maurice Bardèche aperçoit deux élèves qui se récitent des vers de Tristan Corbière et de Baudelaire ; « l'un de ces exhibitionnistes avait une étroite figure osseuse, qui faisait penser à une tête de mort soigneusement calamistrée. L'autre était brun, cheveux très noirs, figure ronde et gaie de coupe espagnole, ornée de lunettes, et

¹ Robert Brasillach, *Notre avant-guerre*, *op. cit.*

² Thierry Maulnier, *Mémoires inédits*, 27 octobre 1987, Fonds TM Versailles, F991 (3).

portait une sorte de blouson de laine confectionné par des mains maternelles, d'autant plus ridicule qu'il était décoré d'une indiscrete chouette brodée en gros fil de soie bleu. L'un de ces individus était Roger Vailland, l'autre était Robert Brasillach, tous les deux arrivés à Louis-le-Grand avec un mois de retard. Un escogriffe hilare s'intéressait au spectacle : c'était un autre retardataire, un passant me dit qu'il s'appelait Jacques Talagrand. (...). Le paysan du Danube dont je raconte les débuts fut d'abord très choqué de cette conduite inconvenante et peu disposé à se lier avec de tels originaux. Tout me déplaisait en eux. D'abord cette entrée de clowns indiscrete et provocante, puis ce goût intempérant, pour ainsi dire maladif de la poésie, jeu de troubadours, passe-temps de flûtistes. (...). Enfin j'étais choqué. L'entrée en scène de ces trois personnages si différents de moi agit pourtant comme l'apparition d'une constellation nouvelle qui change la lumière et le climat. La brume épaisse qui pesait sur moi comme un couvercle, cette purée de pois fut traversée alors par un rayon de soleil que je ne reconnus pas tout de suite parce que je fus trompé par les apparences. (...). La gaieté inventive de Brasillach était le contraire de ma grincheuse réserve berrichonne. Et je ne compris pas tout de suite que les sarcasmes irrévérencieux de Talagrand étaient une traduction intellectuelle de mes insolences et de mes ruades. Mais je sentis obscurément que quelque chose avait changé puisque de jeunes animaux impertinents gambadaient avec allégresse au milieu de la gent moutonnaire qui broutait tristement son latin¹. » Le futur académicien Thierry Maulnier est alors le farceur de la bande, celui qui déambule le soir comme un fantôme dans les dortoirs et vient poser ses mains, trempées auparavant dans l'eau glacée, sur le front de ses camarades. Celui qui torture les élèves de première et de philosophie, notamment Georges Pompidou, avec un art certain des supplices. C'est celui qui invente des pastiches de Victor Hugo, pour ridiculiser le poète romantique dont il n'a jamais apprécié l'œuvre. C'est aussi celui qui impressionne le plus ses camarades par l'étendue de son savoir. « La mémoire extraordinaire de Jacques Talagrand lui permettait de répliquer aux interrogations les plus baroques. Il connaissait la couleur de la robe d'un président à mortier sous Louis XV, et si on lui demandait : "Qui a éteint quoi ?", il savait qu'il s'agissait de l'extinction du feu sacré par Théodose en 496. On prétendait qu'il était même capable

¹ Maurice Bardèche, *Souvenirs, op. cit.*, pp. 31-32.

de répondre à la question “Qu’arriva-t-il ensuite ?”¹. » Il faut lire ce portrait que dresse de lui Robert Brasillach, qui participe de la légende qui s’est établie au fil des ans autour de la personne de Thierry Maulnier mais qui se rapproche finalement bien de l’image que ce dernier avait de lui-même : « En toute chose d’ailleurs, il était d’une rosserie froide qui nous enchantait. D’une paresse immense, il se montrait pourtant capable d’un travail continu qui eût semblé au-dessus des forces humaines, et préparait en général ses huit auteurs grecs ou latins de la licence en 48 heures, de jour et de nuit, au prix de ruses d’Apache pour trouver de la lumière². » Les années d’études à Louis-le-Grand glissent sur lui sans l’affecter. D’après Paul Guth, « il n’a pas souffert de l’internat (...) des pierres mangées de pluie, qui repoussaient le soleil. Il n’a pas senti les suintements de la cour, appelée fosse aux ours, qui s’enfonçait comme un monte-charge de mine entre des murs plongeants, et qui se recourbait souterrainement pour former un antre où les plus basques d’entre nous jouaient à la balle. Il effectuait imperturbablement ses ponctions dans le cours d’histoire de Roubaud, célèbre par ses tss tss d’angoisse, sa bonté et ses formules telles que : “La reine Victoria fit pression sur le Divan et le Divan céda”. Il traversait en somnambule les visions panoramiques de Beaulavon, notre professeur de philosophie, qui zozotait du bout du bouc³. »

C’est dans la blague collective que s’épanouit cette joyeuse bande, en dehors des contraintes de la vie scolaire. Les occupations sont nombreuses pour ne pas penser aux cours : discussions métaphysiques, réunions arrosées, batailles de polochons dans les dortoirs, courses de lits, exercices littéraires. C’est dans ce dernier loisir que le groupe va gagner sa célébrité. Neuf d’entre eux – notamment Vailland, Brasillach, Maulnier, Paul Gadenne, Pierre Frémy et José Lupin (qui fut président des Amis d’Arsène Lupin) – décident d’écrire en commun les chapitres d’un feuilleton, qui doit paraître dans le quotidien départemental de Sens, que dirige le beau-père de Brasillach, *La Tribune de l’Yonne* en 1927. *Fulgur*, inspiré de Judex et des fascicules de Fantômas, met en scène une séduisante aventurière, qui entreprend de ressusciter le royaume de Catalogne. Pour arriver à ses fins, elle déchaîne l’Asie contre l’Europe, en réveillant

¹ Robert Brasillach, *Notre Avant-Guerre*, *op. cit.*, p. 22.

² *Ibid.*, p.36.

³ Paul Guth, « L’interview de Paul Guth : Thierry Maulnier », *op.cit.*,

les descendants des Catalans qui accompagnaient Marco Polo en Asie. Leur révolte déstabilise l'Empire britannique et l'Indochine française. Elle lance à l'assaut du sud de l'Europe une armée de 800 000 hommes. Mais *Fulgur* a surtout acquis sa célébrité, dans les ouvrages des historiens de la littérature, pour certaines scènes comme la chute de l'obélisque de la Concorde sur la voiture du Président de la République. Ou la scène inventée par Jean Martin qui se déroule dans l'ascenseur de la tour Eiffel, à l'intérieur duquel ont pris place le Président de la République et ses ministres, dont : « les faces exsangues, blanchies, noircies, de leurs yeux énormes et décolorés virent cette chose effarante : l'ascenseur arriva au troisième palier et ne s'arrêta pas¹ ». Roman feuilleton impertinent, *Fulgur* s'inspire des romans populaires, dont Jacques Talagrand et Robert Brasillach avaient manifestement une solide connaissance. Ses modèles sont Fantômas ou encore les œuvres de Maurice Leblanc, Gustave Le Rouge et Gaston Leroux. Talagrand, de son côté, introduit dans l'œuvre l'argot et son penchant pour la science-fiction en inventant des machines ou des gadgets plus délirants les uns que les autres.

L'amitié entre les quatre élèves – Talagrand, Brasillach, Bardèche et Lupin – naît d'abord dans la farce et la passion pour la littérature. Elle va se poursuivre ensuite dans la politique. A travers ces jeux d'esprit et ces farces de khâgneux se dessine l'image d'une jeunesse brillante, au talent facile, qui a tous les atouts pour se faire une place dans le monde des Lettres. C'est dans cet état d'esprit, fait d'insolence et d'irrespect, d'anti-conformisme, de dédain des conventions, que prend forme une partie importante de la future Jeune Droite. Il y a quelque chose d'anarchisant dans les relations qu'entretiennent alors entre eux ces jeunes gens, qui se complaisent plus dans la bohème littéraire, dans la flânerie, que dans les laborieuses constructions universitaires. Et c'est à cette folle équipée, débordante d'énergie, que vont s'agréger dans les années trente, au fil des hasards et des rencontres, d'autres jeunes intellectuels avides de bousculer leur époque. Mais ce tempérament anarchisant, par delà les créations ou disparitions de groupuscules ou de revues n'a jamais disparu. Il va même survivre à la Seconde Guerre mondiale et se transmettre à de nouveaux groupes comme ceux réunis autour de *La Table Ronde*, *Arts*, *Opéra* ou *La Parisienne*.

¹ *Fulgur*, Paris, Julliard, 1992, p. 164.

L'histoire de la Jeune Droite, et plus globalement celle des relèves des années trente, spiritualistes ou réalistes¹, c'est aussi l'aventure d'une classe d'âge née aux environs des années 1900-1910, qui croyait tenir en ses mains toutes les promesses de la vie, et qui découvre à la charnière des années vingt et trente qu'elle va devoir payer cher sa joie de vivre. Durant leurs années de khâgne, ces jeunes gens, de par l'orientation de leurs études, ont surtout des préoccupations littéraires. Pour ces « séminaristes » élevés dans l'amour des idées, le respect de l'art, le souci de la probité intellectuelle et le goût de l'effort, une seule chose compte réellement : la littérature. Ils ont leurs idées politiques, bien entendu, mais elles passent encore au second plan. S'éveillant progressivement à la vie politique, ils vont essaimer lentement autour d'eux, au Quartier latin, grâce à leurs revues et à leur culte de l'amitié, jusqu'à constituer un groupe peu influent, certes, mais énergique et solide. C'est dans la camaraderie qu'ils vont se découvrir une foi commune pour le maurrassisme. « Ces années-là ont été les années de l'amitié. Mais comment parler des amis ? Cela est plus difficile que tout, surtout lorsque l'on pense aux liens que la suite des temps devait tisser entre nous. Nous tournions en rond autour de la cour, en nous tenant par le bras, nous parlions de toutes choses, de la poésie et de Dieu et de la nation, et nous étions tout près de nouer les liens les plus forts et les plus beaux qui aient jamais été, ceux de la jeune amitié² ». Pour comprendre la Jeune Droite, il faut d'abord s'imaginer une bande de copains qui mène le combat le plus sérieux avec la plus grande irrévérence. Le point commun entre les *Cahiers* de Jean-Pierre Maxence, *Combat* et *L'Insurgé* de Thierry Maulnier, et les entreprises qui naissent après la Seconde Guerre mondiale, comme *La Dernière lanterne*, *La Table Ronde* et *La Parisienne*, c'est l'insolence, et toujours, le goût des joutes intellectuelles. Car ces jeunes créateurs seront avant tout des écrivains de combat, même lorsqu'il s'agit de défendre des théories esthétiques, le classicisme contre le romantisme, la poésie du XVI^e siècle contre Victor Hugo ou les surréalistes. Leur credo, c'est la nonchalance, leur tempérament d'être impulsif. Et leur éthique est dans le style.

¹ Sur le sujet, se reporter à Olivier Dard, *Le rendez-vous manqué des relèves des années 30*, op. cit.

² Robert Brasillach, *Notre Avant-Guerre*, op. cit., p.36.

A cette époque, l'Action française, qui commence à se débattre contre les conséquences de sa condamnation par le Vatican en 1926, a encore une influence très importante dans le Quartier latin ; dans les établissements scolaires, par le nombre de ses jeunes militants, mais aussi dans la rue, où ses Camelots du Roi brandissent leurs cannes dans les manifestations et les réunions étudiantes. Au milieu des années vingt, les Etudiants d'Action française comptaient près de 2200 membres à Paris, répartis en 26 groupe d'étudiants et 28 groupes dans les lycées¹. Ils interrompent les séances de cinéma et les manifestations pacifistes en jetant des tracts, ils chahutent les professeurs. Les camelots du roi font la loi autour de la Sorbonne et y tiennent des réunions triomphales contre le Cartel.

Dans la classe préparatoire littéraire du lycée Louis-le-Grand, par contre, l'Action française compte quelques brillants sujets, mais peu nombreux. Jean-François Sirinelli dans son étude sur les khâgneux et normaliens dans l'entre-deux-guerres a montré que l'Action française n'a pas réussi à pénétrer dans les khâgnes. « A de rares et illustres exceptions près, nous avons vu, en effet, la faible pénétration des idées maurrassiennes dans les classes préparatoires littéraires. Il y a donc là une caractéristique importante de ces classes : une réticence quasi généralisée à l'égard de Charles Maurras. (...). L'Action française ne fait qu'effleurer les classes préparatoires littéraires, et un engagement dans cette direction ne concerna que quelques individualités². »

Dans la khâgne de Thierry Maulnier, l'Action française peut compter sur José Lupin, militant fidèle, qui assiste chaque année, avec son ami Georges Blond, aux fêtes de Jeanne d'Arc. Robert Brasillach, lui, ne s'occupe qu'épisodiquement de politique. Il ne milite pas et ne fait partie d'aucune organisation d'étudiants. Quand il descend dans la rue, ce n'est pas avec une canne ou un gourdin, comme les camelots du roi, mais pour fréquenter les librairies et découvrir Paris. Il n'en est pas moins proche de l'Action française qu'il a découverte au cours de ses études à Sens, grâce à un camarade. Comme il le dit lui-même : « c'est dans la cour de Louis-le-Grand qu'a commencé

¹ Ces chiffres sont donnés par Eugen Weber dans son ouvrage sur *L'Action française*. Eugen Weber, *L'Action française*, op. cit., p.209. Voir aussi : Guillaume Gros, « Les jeunes et l'Action française (1914-1939) », in Michel Leymarie, Jacques Prévotat (éds), *L'Action française. Culture, société, politique*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2008, pp.217-228.

² Jean-François Sirinelli, *Génération intellectuelle. Khâgneux et Normaliens dans l'entre-deux-guerres*, op. cit., pp.275-276.

mon amitié pour l'Action française. (...). L'Action française tenait une grande place dans notre vie intellectuelle, quelles que fussent nos opinions. (...). Mes premières réflexions politiques ont rencontré l'Action française et Maurras... et ne les ont plus quittés depuis¹ ». Robert Brasillach et Thierry Maulnier apprennent à connaître l'Action française au cours de leurs conversations avec José Lupin. Ils discutent des rois de France et du meilleur régime souhaitable pour la France.

Quant à Thierry Maulnier, à cette époque, il vient tout juste d'adhérer à la Ligue d'Action française et porte le numéro « B 38 199 »². Et il n'a pas plus de goût que Robert Brasillach pour les manifestations bruyantes des camelots du roi. Mais son attirance pour l'Action française ne fait aucun doute. Dans une lettre à sa mère, il évoque la fête de Jeanne d'Arc qui vient d'avoir lieu et à laquelle il n'a pas pu assister : « En politique, toujours gâchis, toujours pagaille. (...). Il y eut ici, le dimanche de Jeanne d'Arc, une belle bataille rangée. 8000 hommes de police et 5 ou 6000 camelots du roi. La police a d'ailleurs dû battre en retraite, et lesdits camelots du roi sont restés maîtres du terrain. (plusieurs de notre classe sont allés au cortège ; nous n'avons pas pu, puisque c'était dimanche ; ils furent donc témoins oculaires. Résultat : 118 agents furent blessés, 150 manifestants aussi ; seulement, sur ce nombre de 150, il y eut un certain nombre de braves badauds venus pour regarder et qui n'avaient pas levé le bout du doigt contre les défenseurs de l'ordre (?)³. » Il y a enfin cette lettre qu'il envoie à sa mère pour la nouvelle année 1928 au moment où son beau-père, communiste, est en pleine campagne électorale à Alès : « Mes vœux (...) à ton mari, y compris à sa campagne électorale (ce qui veut dire que je lui souhaite de n'être pas jeté à l'eau par des électeurs trop enthousiastes : lui souhaiter le succès serait contraire à mes opinions politiques⁴. » Au cours de ces années, Thierry Maulnier reste éloigné de la politique active et les grands événements historiques se déroulent en son absence. Les historiens⁵ ont aussi souvent évoqué l'influence d'André Bellessort, professeur de

¹ Robert Brasillach, *Notre Avant-Guerre*, *op. cit.*, p.39

² Sa première inscription remonte au 11 juin 1926, c'est à dire à la fin de son année d'hypokhâgne au lycée Louis-le-Grand, comme le montre la carte de membre, portant le timbre de l'année 1935, conservée par son fils. (Fonds privé Thierry Talagrand).

³ Lettre à sa mère non datée. Fonds Thierry Maulnier Versailles. F 991 (6) a.

⁴ Lettre à sa mère non datée. Fonds Thierry Maulnier Versailles. F 991 (6) a.

⁵ Jean-François Sirinelli, dans l'ouvrage cité, semble lui décerner un fort ascendant sur les futures figures de proue de la Jeune Droite que sont Brasillach, Bardèche et Maulnier.

français et de version latine en hypokhâgne au lycée Louis-le-Grand, sur ses élèves. Bellessort donnait en effet régulièrement des conférences à l'Institut d'Action française et assistait aux banquets du Cercle Fustel de Coulanges. Ses classes, au cours desquelles il se laissait aller à de longues improvisations sur la poésie française et les auteurs anciens, semblent avoir beaucoup marqué Robert Brasillach, bien plus que Thierry Maulnier d'ailleurs. Ses élèves le retrouvent plus tard, dans les années trente, dans la salle de rédaction de *Je Suis Partout*. L'enseignement non-conformiste de Bellessort, peu respectueux des conventions et des autorités scolaires, et sa célèbre paresse, ont sans doute représenté un bol d'air pour certains de ces étudiants élevés à l'école de la République, en contribuant à aiguïser leur esprit critique. Mais il ne faut pas exagérer l'influence qu'il a pu avoir sur leurs convictions politiques. Pour Brasillach, Maulnier et Bardèche, André Bellessort a moins été un éveilleur qu'un révélateur. Il vient confirmer ce pressentiment, qu'ils ont, que le talent littéraire se trouve à l'Action française. Maurice Bardèche exprime bien dans ses *Mémoires* ce qu'a été l'éveil politique de cette génération et la place toute relative qu'y ont occupé des personnages comme André Bellessort : « C'est l'étonnement que j'éprouve aujourd'hui quand je lis les savants travaux des chercheurs au CNRS qui m'expliquent ce que nous avons été. Je croyais avoir vécu parmi des herbes folles : on me les dépeint comme des allées. Les destins sont individuels. On est ce qu'on est, de toute éternité (...). Je ne crois pas aux "maîtres" : ce sont les assiettes dans lesquelles on mange le menu qu'on a soi-même apporté. Je trouve assez aléatoire la distinction, si souvent faite, entre les normaliens qui sortaient de la classe de philosophie d'Alain Chartier, (...), qui enseignait au lycée Henri IV, et ceux qui venaient du lycée Louis-le-Grand où ils avaient été les élèves d'un critique de droite, André Bellessort (...). On se souvient des manies des maîtres et de leurs tics : mais la nourriture qu'on a reçue d'eux n'est pas un rata dont on nous a servi des portions, on choisit dans ce qu'ils nous offrent, on mange à la carte, comme au restaurant. (...). On nous a parfois décrits comme une génération attirée par la réflexion politique : c'est une réverbération sur un passé innocent des choix qui nous furent imposés plus tard. (...) Il y avait assurément des préférences politiques qui faisaient partie des affinités¹. » Mais ces affinités

¹ Maurice Bardèche, *Souvenirs, op. cit.*, pp.37-38.

politiques n'empêchaient pas les rencontres entre partisans opposés, elles n'interdisaient pas aux royalistes de fréquenter des communistes et aux catholiques des incroyants. D'ailleurs, deux des auteurs de *Fulgur*, Roger Vailland et Jean Martin étaient eux-mêmes communistes.

Mais c'est surtout au cours des trois années suivantes, à l'Ecole Normale Supérieure, que la bande se rapproche définitivement de l'Action française. Thierry Maulnier, Robert Brasillach et Maurice Bardèche réussissent le concours et entrent à l'ENS le 1^{er} novembre 1928. Maulnier est classé neuvième. Ils y retrouvent Simone Weil, le futur philosophe heideggerien Jean Beaufret, Claude Jamet et Georges Pélorsou, qui fut Secrétaire général adjoint à la jeunesse de l'Etat français. Dans les années suivantes, les rejoignent aussi Jacques Soustelle, René Etiemble qui était déjà spécialiste de la langue et de la littérature chinoises, le futur écrivain Henri Queffélec et Georges Pompidou. L'Ecole Normale, où le rythme est moins soutenu qu'en classe préparatoire, laisse finalement beaucoup de temps libre à Maulnier pour se consacrer à ses activités politiques et littéraires. « J'y ai moins travaillé. Je ne m'y suis pas plus amusé¹ » qu'en khâgne, explique-t-il.

L'Action française n'y est en tout cas pas mieux représentée qu'au lycée Louis-le-Grand, avec, comme l'écrit Henry Charbonneau, « deux inscrits de grande classe, Robert Brasillach et Thierry Maulnier². » L'un délégué adjoint ; il s'agit de Thierry Maulnier ; et l'autre Robert Brasillach, qui forment à eux deux l'ensemble des effectifs de l'Action française. Jean-François Sirinelli, du reste, a bien montré là encore que le milieu normalien apparaît dominé par la gauche, et dans ces années, par la gauche pacifiste. Il ressort également des enquêtes qu'il a menées auprès des anciens élèves de l'Ecole Normale Supérieure que l'adhésion à l'Action française était une belle preuve de non-conformisme. « Dès l'adolescence, je me suis donné pour règle de ne tenir aucune des valeurs qui m'étaient proposées pour incontestables, avec un certain penchant à défendre celles que je voyais autour de moi le plus contestées³ », nous

¹ Notes pour un discours devant les anciens élèves du lycée Louis-le-Grand, sans date, F996 (1) d.

² Henry Charbonneau, *Les Mémoires de Porthos*, Paris, Les Editions du Clan, 1967, p.75.

³ Thierry Maulnier, *Le Dieu masqué*, Paris, Gallimard, 1985, p.9.

explique Thierry Maulnier. En plus de ce tempérament non-conformiste, il faut aussi, sans aucun doute, ajouter la volonté de braver l'éducation paternelle pour expliquer le rapprochement de Maulnier avec l'Action française. Vingt ans plus tard, dans une interview, il a reconnu être devenu maurrassien, « par opposition à (sa) famille¹ ».

A cette époque, deux voies principales s'offrent en effet au non-conformiste : l'Action française et le Parti Communiste. Une seule cependant affiche un certain prestige auprès de jeunes gens qui sont avant tout, par l'orientation de leurs études et par goût personnel, des littéraires. Le Parti Communiste, à la fin des années vingt, n'a pas encore bénéficié de la grande vague de ralliements intellectuels qu'il allait connaître au milieu des années trente. L'émulation intellectuelle, au moment où Thierry Maulnier s'apprête à entrer dans la vie littéraire, c'est l'Action française qui la provoque, grâce à toutes les brillantes plumes qui s'y côtoient, de Maurras à Daudet en passant par Bernanos. Et il faut bien reconnaître qu'il ne ressent aucune passion pour l'enseignement, qui constitue le principal débouché pour les anciens élèves de l'ENS. Rejet de l'exemple parental, dégoût des études et donc de l'école ? Quelle qu'en soit l'origine, l'absence complète d'intérêt de Maulnier pour tout ce qui relève de l'enseignement est bien réel. Maulnier n'avait rien d'un pédagogue, et il n'est pas étonnant d'apprendre qu'il se comporta ainsi plus tard avec son fils, Thierry Talagrand².

Contrairement à ses camarades, Thierry Maulnier n'a jamais eu beaucoup de chances avec les « tapirs », ces cours particuliers que les normaliens donnent en dehors de l'Ecole pour se faire de l'argent de poche. Et même lorsque, après avoir rendu son mémoire pour le Diplôme d'Etudes Supérieures sur l'art dramatique de Racine dans ses préfaces, où il obtient la note exceptionnelle de 18 sur 20, Fortunat Strowski, son directeur de recherches, lui propose de faire une thèse avec lui, il ne montre aucun empressement. Les minutieuses entreprises universitaires ne sont pas faites pour lui et il ne ménage pas ses critiques envers les « sorbonnards ». Les lettres qu'il envoie à sa

¹ Propos recueillis par Béatrix Beck, « Trois lauréats dans notre maison », *op. cit.*

² « Il n'avait aucun côté pédagogique, il était trop rempli pour avoir le mécanisme intérieur d'apprendre à quelqu'un, il avait trop de questions. (...) Il avait quelques discussions sur l'actualité avec ma mère. En fait, il adaptait les réponses selon l'interlocuteur, il faisait un raccourci terrible ! ». Thierry Talagrand cité par Agnès Bigault, *L'humaine condition. Thierry Maulnier humaniste du XX^e siècle, op. cit., p.56.*

mère pendant sa scolarité à l'ENS, surtout à partir de 1930, montrent par ailleurs clairement qu'il n'a aucune envie de devenir professeur et qu'il cherche à la convaincre que son avenir est dans une carrière d'écrivain. Le stage obligatoire que doivent effectuer les normaliens est pour lui une très mauvaise expérience, dont il tire au moins une leçon : « J'en ai retiré un ennui profond et le désir de plus en plus net de ne pas faire d'enseignement¹ ». Une légende, rapportée par Henri Queffélec, veut qu'il se soit endormi, pendant un cours où il n'avait pas à intervenir, la tête recouverte de manteaux d'élèves. La perspective de l'agrégation ne l'intéresse pas davantage et il va s'efforcer de multiplier ses collaborations dans les journaux, avant le concours, pour gagner sa vie de sa plume. Le 15 juillet 1931, la sanction ne tarde pas à tomber, qu'il prend avec beaucoup de sérénité et d'humour, et une pointe d'amertume tout de même, car il n'a jamais échoué à un concours : « il faut d'abord que je te fasse part du douloureux événement qui vient d'attrister ma vie : un échec complet, intégral, et sans phrases à l'agrégation. Sans phrases est le mot, puisque je ne suis même pas, selon la formule, admis à passer les épreuves orales. Je suis donc collé à l'écrit, et je le sais depuis cet après-midi. J'ignore encore mes notes qui, du reste, ne m'intéressent pas. De toutes façons voilà liquidé un incident embarrassant, et je suis libre comme l'air. Du reste, je n'avais pas préparé l'oral, et j'y eus été collé infailliblement² », explique-t-il crûment à son frère. La légende, colportée par ses anciens camarades, veut qu'il ait appris cet échec à l'agrégation de Lettres, au cours d'une partie de boules. Avec ou sans regret, il décida en tout cas de ne pas se présenter au concours une seconde fois.

Pour anticiper un échec qu'il pressent à l'agrégation – pour ne pas dire qu'il le provoque –, Thierry Maulnier s'est lancé à la recherche de collaborations dans les journaux. Le quotidien de Charles Maurras représente pour lui, comme pour une grande partie des jeunes intellectuels de sa génération, un idéal : celui du grand style. Maulnier et ses camarades sont avant tout intéressés par la littérature et ils raisonnent comme des littéraires. De tous les organes de presse, ils choisissent donc celui qui a la réputation d'être le journal le mieux écrit de France. Ils choisissent aussi le journal qui

¹ Lettre à sa mère, 27 février 1930, Fonds Thierry Maulnier Versailles, F 991 (6) a.

² Lettre à son frère datée du 15 juillet 1931, Fonds Thierry Maulnier Versailles, F991 (6) a.

est le plus redouté par la vigueur de ses polémiques. Maurras, qui semble consacrer sa vie à son journal et à son combat politique, est d'abord lui-même un écrivain. Et c'est bien ce qui motive l'engagement de Thierry Maulnier au côté de l'Action française. Dans son œuvre, la littérature et la politique sont étroitement imbriquées. Le style importe autant que l'éthique. C'est un état d'esprit. De sorte qu'en s'engageant au sein de l'Action française, les jeunes aspirants écrivains n'ont pas l'impression d'abandonner leur passion de l'écriture pour la polémique politique. Eugen Weber a bien exprimé cette convergence dans son étude sur l'Action française : « D'abord ce fut une influence littéraire, mais la littérature n'est pas un domaine isolé, en France spécialement, c'est une manière de vivre. Mentionner par conséquent que beaucoup parmi les plus grands et plus encore parmi les grands de la littérature se trouvèrent à un moment donné fascinés par Maurras, c'est établir la voie royale par où l'Action française devait envahir la citadelle républicaine¹ ». Kléber Haedens, qui a fait partie un peu plus tard des éléments les plus dynamiques de la Jeune Droite explique bien ce sentiment. Collaborateur du journal jusqu'à la guerre, mais sans jamais militer au sein de la ligue, il fut attiré vers l'Action française par son style et son état d'esprit. Ses rédacteurs savaient écrire et ils le faisaient en plus avec une irrévérence envers les institutions républicaines qui avait tout pour séduire des jeunes gens anticonformistes. « Je n'ai jamais appartenu à l'Action française, dit-il. Si j'ai été attiré par elle, c'est parce que je trouvais que Maurras et Daudet écrivaient mieux que les autres journalistes. En une certaine mesure, les idées qu'ils défendaient m'intéressaient, mais c'est avant tout une question de style qui jouait. Cela n'avait rien à voir avec les idées littéraires, puisque Maurras et Daudet étaient souvent en désaccord sur ce terrain (...). L'Action française était mieux écrite que les autres feuilles, je lui reconnaissais un style littéraire plein de beauté et de vigueur. (...). L'Action française me paraissait être un journal non-conformiste. Tout ce que les gens vénéraient officiellement, le président de la République, le président du Conseil, les académiciens, etc..., était maltraité du haut en bas. Cela faisait plaisir². »

¹ Eugen Weber, *L'Action française, op. cit.*, p.566.

² Réponse de Kléber Haedens à l'enquête de Gilbert Ganne. Gilbert Ganne, « Qu'as-tu fait de ta jeunesse ? Les jeunes maurrassiens », in *Arts*, du 18 au 24 avril 1956.

Maurras, Daudet sont de redoutables polémistes qui excellent dans l'art de ridiculiser la République et les membres de la Chambre. A leurs côtés, il y a aussi Jacques Bainville, esprit plus froid, d'une intelligence si lucide qu'il avait, pour beaucoup, décrit dès 1919 les *Conséquences politiques de la paix* et du Traité de Versailles. Les appréciations de ceux qui vont devenir les figures de proue de la Jeune Droite des années trente convergent toutes pour saluer le sens prophétique des réalités qu'avait Bainville. Par l'acuité de son regard, sa connaissance de l'histoire et des lois des hommes, cet écrivain avait pour eux le don de prévoir l'événement. C'est Thierry Maulnier qui rappelle que « si les jeunes générations françaises ont aujourd'hui, de nouveau, quelque notion de la politique, Jacques Bainville mérite de compter au premier rang de ceux qui la leur ont rendue¹. » Et encore : « Le moraliste, chez Bainville, informe en même temps l'historien et le politique ; il rappelle à l'un et à l'autre, pour la compréhension du passé et la construction de l'avenir, le respect de ce qui change et le respect de ce qui dure, c'est-à-dire le respect de la réalité. C'est pourquoi nous le rangeons au nombre de ceux auxquels nous devons le plus². » C'est Claude Orland, le futur Claude Roy, qui déclare : « Ces principes de la pensée et de l'action politiques que nous devons à Jacques Bainville, cette éducation du goût, ce sens de la simplicité et de la grandeur dont il a donné à notre génération l'exemple, ces livres admirables d'histoire, de science des peuples et de leur gouvernement, ils n'exercent sur la jeunesse une si grande influence, ils ne sont en tant de pages si tragiquement, si amèrement prophétiques que parce que Jacques Bainville était avant tout un grand connaisseur du cœur humain³. » Et c'est enfin Jacques Laurent, venu à Maurras par Bainville, qui donne les raisons de son engagement à l'Action française, en expliquant que, quand il lisait l'Action française et Bainville et qu'il voyait se réaliser sous ses yeux les prophéties qu'ils avaient annoncées, il se sentait « dans un univers intellectuel qui ne se payait pas de rêves, qui était accroché à la réalité. Ce qui pour moi est d'ailleurs l'idéal du romancier. A la fois être dans le réel, comme l'était

¹ Thierry Maulnier, « Le Politique », in *L'Action française*, 4 avril 1935.

² Thierry Maulnier, « Jacques Bainville », in *L'Étudiant français*, 25 novembre 1935. Les contributions parues dans l'ouvrage sur Jacques Bainville, dirigé par Olivier Dard, montrent que les jeunes belges et roumains furent aussi sensibles à l'œuvre et la personnalité de Bainville : Olivier Dard et Michel Grunewald (éds), *Jacques Bainville. Profils et réceptions*, Berne, Peter Lang, 2010, 276 p.

³ Claude Orland, « Deuil de la jeunesse », in *L'Étudiant français*, 10-25 février 1936.

Bainville, et dominer suffisamment ce réel pour voir plus avant. C'est pour ça que mon choix politique à ce moment-là a été en partie dirigé par un choix philosophico-littéraire¹. »

De la même manière, Maurras va attirer autour de lui des jeunes qui, sans cela, ne seraient peut-être même jamais intéressés à la politique. Mais il n'y a pas que la littérature et cet état d'esprit frondeur qui plaisent à la jeunesse dans l'Action française. Pour des jeunes élevés dans le respect de la religion républicaine et de principes qu'ils jugent abstraits – la liberté, l'égalité, la fraternité, les droits de l'homme – le maurrassisme a l'avantage de reposer sur des bases réelles et solides. La France qu'il donne à aimer n'est pas une construction abstraite, mais une nation réelle, incarnée dans une terre et des hommes. Toutes les propositions de réforme de l'éducation nationale qu'ils ont été amenés à proposer par la suite, vont dans le même sens et visent à rétablir, dans l'enseignement, le contact avec le réel. Pour beaucoup d'entre eux, Maurras leur a ouvert les yeux et leur a appris à voir clair. « Dans le désordre intellectuel de l'époque nous étions séduits par la logique et la clarté de cette doctrine maurrassienne basée tout à la fois sur l'expérience, l'empirisme et la tradition. Plus nous contemplions les mœurs de la Troisième République, plus nous admirions les lignes harmonieuses de la monarchie anti-parlementaire². » La doctrine de l'Action française semble être un bloc cohérent, offrant une solution à toutes les questions que la jeunesse se pose, puisqu'elle se présente comme une interprétation globale de l'histoire et de l'organisation sociale³. Quelqu'un d'aussi peu soupçnable de maurrassisme qu'Edgar Faure ne cache pas qu'il s'est senti un temps attiré par l'Action française pour ces raisons précisément. « Le maurrassisme avait l'avantage de présenter aux jeunes esprits une construction vigoureuse, d'une grande cohérence

¹ Christophe Mercier, *Conversation avec Jacques Laurent*, Paris, Julliard, 1995, p.47.

² Henry Charbonneau, *Les Mémoires de Porthos*, op.cit., p.35.

³ Il est intéressant de noter que cette idée se retrouve d'une génération à l'autre. Eugène Marsan dans une enquête donnée à *L'Etudiant français* en 1924 explique les raisons pour lesquelles il est venu à l'Action française : « Je tenais désormais un axiome, une méthode. J'avais un point de vue inébranlable. La patrie étant l'objet de notre amour ; son intérêt, considéré d'une tête froide, était le critérium qui nous permettait d'évaluer et de classer toutes nos pensées, toutes nos opinions politiques. Dans le beau tumulte nationaliste, nous avions souvent senti avec peine l'absence d'une telle clef. Nous opposions à la tourbe des factieux, les mouvements de notre bonne volonté ». Claude Jeantet, « Notre enquête. Comment êtes-vous venu à l'Action française ? Réponse d'Eugène Marsan », in *L'Etudiant français*, quatrième année, n°1, 1^{er} décembre 1924.

apparente, en tout cas un effort de construction et de rigueur que l'on trouvait difficilement ailleurs, une pensée politique architecturée¹ ».

Cette doctrine était, qui plus est, assez souple² pour que chacun pût y trouver de quoi nourrir sa propre réflexion intellectuelle, sans être obligé d'accepter tout l'édifice en bloc. C'est ce qui explique d'ailleurs que le maurrassisme a été, pour beaucoup, et en particulier pour les jeunes monarchistes des années trente, un point de départ vers d'autres constructions intellectuelles plus personnelles. De sorte que la tentative d'un Thierry Maulnier, par exemple, et des éléments les plus brillants de la Jeune Droite, peut apparaître comme la recherche d'un maurrassisme rénové. Bien qu'il se soit défendu vingt cinq ans plus tard, et de manière un peu abusive d'avoir été maurrassien – « J'ai subi l'influence de Maurras, mais je n'ai jamais été à proprement parler maurrassien³ » – Thierry Maulnier entre bien dans cette catégorie des intellectuels qui ont tourné et retourné l'œuvre de Maurras pour la peser, qui ont picoré dedans pour en garder ce qui semblait s'accorder le plus avec leur propre démarche intellectuelle et pour tenter de l'adapter aux enjeux de leur époque. Thierry Maulnier nous apprend lui-même qu'il était en désaccord sur de nombreux points, notamment dans le domaine économique et social comme nous le verrons plus loin, mais dit-il, « ce qui m'attirait chez lui, c'était son sens de l'Etat, le "Politique d'abord", tel que je le concevais et tel, je crois, qu'il le concevait lui-même : il s'agissait d'une priorité et non d'une primauté⁴. » Cette convergence concerne l'un des points les plus importants de la doctrine de Maurras, sinon le plus important qui a été la source de nombreuses dissidences à la charnière des années vingt et trente ; celles de Maritain et de Fabrigues par exemple. Cette souplesse trompeuse du maurrassisme, dans un édifice apparemment trop bien composé pour être démonté sans qu'il ne s'écroule, a permis d'attirer de nombreux intellectuels, pour lesquels l'Action française ne fut qu'un point d'arrêt momentané sur un itinéraire personnel. Plus qu'une faiblesse dans cette

¹ Edgar Faure, *L'Ame du combat*, Paris, Fayard, 1970, p.19

² Plus souple que son auteur sans doute.

³ Réponse de Thierry Maulnier à l'enquête de Gilbert Ganne sur les jeunes maurrassiens. Gilbert Ganne, « Qu'as-tu fait de ta jeunesse ? », in *Arts*, n°564, du 18 au 24 avril 1956. Maulnier a fait à peu près la même réponse à Béatrix Beck, trois ans plus tard pour le *Figaro* : « Je n'ai jamais été à proprement parler maurrassien. Les problèmes économiques et sociaux étaient vus par moi dans une perspective hétérodoxe ou hérétique ». Propos recueillis par Béatrix Beck, « Trois lauréats dans notre maison », art. cit.

⁴ Gilbert Ganne, « Qu'as-tu fait de ta jeunesse ? », art. cit.

doctrine qui n'arrive pas à fixer ceux qu'elle attire, il faut y voir une force. Puisque, de cette manière, elle essaime dans tous les milieux et dans les esprits les plus divers. Ainsi, pour Gérard de Catalogne qui a rejoint plus tard les rangs de la Jeune Droite, « un des plus beaux mérites de la doctrine maurrassienne, nous l'apercevons dans cette plasticité presque indéfinie, qui a permis autour d'une étroite position de départ des cristallisations plus larges. Toutes les grandes vocations de notre temps, on peut dire qu'elles ont en quelque manière trouvé leur place idéale dans ce vaste édifice dont les principes, si sagement réalistes, forment la base nécessaire¹. »

Il est difficile, à notre époque où la démocratie et la République se présentent comme des formes politiques bien enracinées dans les esprits, d'imaginer comment de jeunes intelligences ont pu être attirées avec autant de force vers un mouvement dont la raison d'être était le rétablissement de la monarchie, et comment ils ont pu, avec autant d'illusions, considérer que cette restauration s'accordait à la réalité politique de l'époque. Mais dans les années trente, à la faveur de la crise économique, l'opinion et les intellectuels redécouvrent que le libéralisme économique et le libéralisme politique sont les deux faces déconsidérées d'une même pièce. Dans ces conditions, la monarchie devient une solution comme une autre à la crise politique. La doctrine de Maurras apparaît dans cette atmosphère sombre, comme une brise qui rafraîchit. Il y a une solution à opposer à la progression, apparemment fatale, du matérialisme – qu'il s'agisse de sa version libérale ou marxiste. L'attirance pour la monarchie et l'Action française obéit donc, comme on l'a vu à des raisons à la fois esthétiques et intellectuelles. Pierre Monnier, qui va faire partie, plus tard, de l'équipe de la Jeune droite au temps de *Combat* et de *L'Insurgé*, a une raison claire, et des plus directes, pour expliquer son attirance pour l'Action française : « L'Action française, c'était le talent littéraire cultivé. Ce n'était pas seulement de la politique. (...) A l'époque aussi, la pensée anti-républicaine, c'était Maurras. Et quand on a eu l'occasion de découvrir une fois que la République c'est de la connerie, on est monarchiste². » Dans ses mémoires, il donne également ces explications : « Nous découvrons, jour après jour,

¹ Gérard de Catalogne, *Notre révolution I. Tragédie dans le monde*, Montréal, Editions Bernard Valiquette, 1941, p.159.

² Entretien de Pierre Monnier avec l'auteur du 6 mars 2005.

des vérités en contradiction à angle droit avec les enseignements distribués par le pays légal. (...). En éclairant le visage de Marianne, Maurras révélait une sanglante marionnette (...) aux traits et aux couleurs grotesques. Nous recherchions dans les écrits royalistes tout ce qui saccageait le conformisme républicain, tout ce qui nous aidait à juger, sans subir l'influence du pouvoir installé dans ses certitudes et sa bonne conscience. Le journal *l'Action française*, avec sa première page partagée entre Daudet, Maurras et Bainville, était un pittoresque pied de nez quotidien à la société libre penseuse, socialiste et bourgeoise¹. » Le maurrassisme est une puissance destructive.

Bien souvent, la découverte de Maurras agit comme une révélation. Les jeunes esprits lisent Maurras et se rendent compte que les raisons qu'ils avaient d'être monarchistes, ou de ne pas être démocrates et républicains, sont justes. Les raisons qu'ils avaient de détester le régime et ses hommes, un de leurs aînés parmi les plus célèbres, un écrivain dont chacun s'accordait à reconnaître le talent, venait leur en donner la confirmation avec toute la force d'un raisonnement empirique. Les jeunes viennent chercher chez Maurras la confirmation de ce qu'ils savent déjà et qu'ils ont compris seuls. Une confirmation qui a d'autant plus de poids pour la jeunesse qu'elle repose sur une expérience et qu'elle est organisée selon un aspect scientifique. Mais les jalons essentiels sont déjà posés avant Maurras. « Qu'est-ce qui m'entraînait ? Qu'est-ce qui nous a entraîné ? – réfléchit Thierry Maulnier. En fait, ce que nous trouvons dans les grands écrivains que nous découvrons dans un deuxième temps, ce ne sont pas des vérités inconnues qui deviennent tout d'un coup les nôtres, car nous avons une certaine résistance aux vérités inconnues. C'est, comment dire, c'est une sorte de justification² ».

C'est une jeunesse enragée, intelligente, frondeuse et non-conformiste qui va chercher à *l'Action française* une école de liberté. Et des armes pour lutter contre les menaces qui s'amoncellent, en ce début des années trente, sur France pour laquelle ils ont un attachement quasi-viscéral. Le fond commun est l'envie de tordre le cou au

¹ Pierre Monnier, *A l'ombre des grandes têtes molles*, Paris, La Table Ronde, 1987, pp.41-42.

² Entretien avec Jean-José Marchand, *Mémoires du vingtième siècle : Thierry Maulnier*, diffusé sur France 3 le 2 avril 1993.

conformisme. L'insolence est leur éthique. Il y a dans l'Action française, en plus de la passion, une violence séduisante. Une violence qui n'est pas forcément celle des Camelots du Roi, avec cannes et gourdins, mais une violence beaucoup plus attirante pour les jeunes littérateurs, qui est celle des mots. On pense le « coup de force ». On pend les membres de la Chambre et on abat la « politicaillerie » sur le papier. On méprise « les démagogues, lécheurs du peuple, flatteurs de l'électorat, vendeurs de fausse paix, centralisateurs jacobins, attachés à détruire la diversité française¹. » C'est de la colère qu'exprime encore Pierre Monnier quand il nous parle des sentiments, ou plutôt des ressentiments de cette jeunesse : « Nous n'avions pas de considération pour les politiciens. Nous n'aimions pas les idéologues, les démagogues-larme à l'œil, prêts à tout promettre, flagorneurs, installeurs de grands sentiments, totalement égoïstes et souvent haineux. Nous étions, je l'avoue, passionnés, violents, injustes, coléreux. Nous n'étions pas enclins à respecter les “grands ancêtres” (...). Nous n'étions pas toujours de bonne compagnie, mais nous n'étions jamais sectaires. Nos maîtres nous avaient appris la liberté². » Il y avait de l'anarchie dans cette manière de combattre le désordre, qui ne pouvait sans doute pas plaire au Maurras de 1930, qui dépassait tout juste sa soixantième année. Au fond, tout ce qu'ils cherchaient, c'était un chef capable de rassembler leurs énergies, mais aucun chef, pas même Maurras qui n'a pu les retenir que quelques années, n'a eu l'étoffe assez large pour accomplir les ambitions politiques de la Jeune Droite.

Il reste que le Martégal aura agi sur eux comme « un nettoyeur de l'intelligence, qui était encrassée³ ». Tous ces jeunes hommes reconnaissent lui être redevables de leur libération de l'idéologie républicaine. Même s'il y a fort à parier qu'ils seraient sans doute tous parvenus un jour à la même conclusion sans lui. Pour Thierry Maulnier, Maurras, parmi tous les grands écrivains auprès desquels les jeunes intellectuels pouvaient aller chercher un maître, « était le seul que nous autres, jeunes nationalistes qui avons accroché nos barques au vaisseau de haut bord de l'Action française ou du moins dont nous suivions le sillage, avec quelques écarts, quelques souhaits d'indépendance, eussions personnellement approché – Maurras qui nous apportait

¹ Pierre Monnier, *A l'ombre des grandes têtes molles*, op. cit., p.59.

² *Ibid.* p.82.

³ Christophe Mercier, *Conversation avec Jacques Laurent*, op. cit., p.45.

l'exemple, exaltant à nos âges, du combat à contre-courant, de l'affirmation minoritaire, d'une intraitable énergie intellectuelle, du refus de tout compromis dans la pensée et dans l'action, et aussi une méthode politique, un réalisme¹. » Une construction intellectuelle à rebours du conformisme républicain, un mouvement organisé, un style violent mais maîtrisé, un tempérament singulier, un ordre réel, voilà ce que représentent alors le maurrassisme et l'Action française pour les jeunes. Pour les moins exaltés ou pour les plus intellectuels, l'outrance verbale et les joutes orales donnent l'impression de participer à l'action. Pour ceux dont la violence doit s'exprimer dans l'action, les bagarres de rues des Camelots du roi demeurent le meilleur exutoire. Mais tous, à un moment ou à un autre, sont amenés à s'interroger sur la volonté réelle de Maurras de conquérir le pouvoir.

C'est donc au début de 1930 que Thierry Maulnier aborde le « vaisseau » de l'Action française, pour reprendre son expression ; c'est-à-dire au moment où l'organisation doit faire face à l'une de ces nombreuses dissidences qui forment son histoire et qui va avoir une incidence déterminante sur la suite de son parcours. Il fréquente depuis quelques temps, en compagnie de José Lupin, le local sombre et poussiéreux de la rue Saint-André des Arts, où les Etudiants d'Action française viennent participer à des débats et échanger leurs idées. Maurras y prend quelquefois la parole à la fin d'un exposé devant cinquante ou cent étudiants. Le déroulement des jeudis soirs de l'Institut d'Action française, qui ont lieu tous les quinze jours, est toujours identique. Sa surdité l'empêchant d'entendre les paroles de l'intervenant, Maurras attrape une à une les feuilles sur lesquelles il a écrit le texte de son exposé pour en prendre connaissance. Puis une fois l'exposé terminé, il improvise quelques mots sur le sujet traité et se laisse aller à évoquer ses souvenirs devant un groupe de jeunes gens subjugués par les ressources de son talent. « Je vois encore lors de ma première ou de mes premières entrées rue Saint-André des Arts, (...) Charles Maurras, à une tribune qui était aussi exigüe qu'une chaire de professeur dans une salle d'école. Je ne sais

¹ Préface de Thierry Maulnier au livre d'Henri Massis, *Au long d'une vie*, Paris, Plon, 1967, p.9.

plus de quoi il parlait (...), mais je ne puis oublier la courte barbe dressée en avant, la voix sourde et passionnée et le feu indomptable du regard¹ ».

C'est de ce local encombré et bruyant que les Etudiants d'Action française, partent quelquefois pour des bagarres de rue. C'est là aussi qu'ils organisent les campagnes de distribution de tracts et les manifestations qu'ils projettent, dans d'interminables palabres. Ils y évoquent les œuvres des maîtres du mouvement. L'amitié est le ressort de cette activité. Tous les Etudiants d'Action française y sont accueillis librement et les camarades de province savent qu'ils peuvent trouver là la solidarité dont ils ont besoin. Toutes les figures de proue de la Jeune Droite y sont passées un jour ou l'autre. Thierry Maulnier et Robert Brasillach ; Jean de Fabrègues et René Vincent qui étaient étudiants en lettres et philosophie à la Sorbonne ; Louis Salleron, qui n'a jamais été très engagé dans l'Action française, mais qui y a adhéré lorsqu'il était étudiant, parce que « Maurras est un des rares types qui aient eu une cervelle politique² ». Et plus tard, Kléber Haedens, François Gravier, Pierre Monnier, François Sentein, et Claude Roy bien sûr, qui arrivait de province et qui reçut la mission de faire de l'entrisme parmi les étudiants communistes, pour espionner l'adversaire. Le local de la rue Saint-André des Arts est le second lieu de sociabilité de l'Action française, à côté du journal, et plus accessible que le journal pour les jeunes. Il contribue à donner de la vie au mouvement. Surtout, il joue parfaitement son rôle de lieu d'accueil de la jeunesse, quels que soient la classe sociale ou le niveau d'études du nouvel adhérent. L'Action française avait déjà dès les années trente, comme le dit Thierry Maulnier, sa Maison de la culture. « On construit, aujourd'hui, au prix d'un grand nombre de milliards, de nombreuses et magnifiques maisons de la culture, où notre société un peu masochiste peut-être, entretient après les avoir mises entre leurs mains, des animateurs marxistes ou marxisants. Instaurée avec des moyens infiniment plus modestes, la permanence de la rue Saint-André des Arts fut une Maison de la culture, et je pense qu'elle valait bien celles d'aujourd'hui³ ». Ce local est une des grandes preuves de l'ingéniosité de

¹ Thierry Maulnier, « Rue Saint-André des Arts », in *Cahiers Charles Maurras*, n°20, cahiers trimestriels, 1966, p.4. Ce texte est celui d'un discours que Thierry Maulnier avait été invité à prononcer à l'issue du dîner annuel de l'Amicale des « Anciens de la rue Saint-André des Arts » (Anciens Etudiants d'Action française).

² Réponse de Louis Salleron à l'enquête de Gilbert Ganne. Gilbert Ganne, « Qu'as-tu fait de ta jeunesse ? Les jeunes maurrassiens », art. cit.

³ Thierry Maulnier, « Rue Saint-André des Arts », op. cit. p.4.

l'Action française. Le mouvement montre à la jeunesse qu'il s'intéresse à elle. Et il ne faut peut-être pas chercher beaucoup plus loin l'influence qu'a eue sur elle l'Action française, qui a compris très tôt, avant même la Première Guerre mondiale, le parti qu'elle pouvait tirer d'une jeunesse structurée et volontaire pour assumer son rôle dans la société d'après-guerre. A l'Action française, la jeunesse a trouvé une organisation où sa vigueur et son énergie peuvent servir, ce qui n'est pas le cas dans les partis traditionnels qui ressassent de vieux programmes et ne lui laissent que peu de place pour s'exprimer.

Si le journal est d'un accès fermé pour les jeunes, à l'exception des plus brillants, ceux d'entre eux, que la réflexion théorique intéressent, peuvent néanmoins prendre la parole dans les nombreuses réunions de lycéens et étudiants et surtout écrire des articles pour l'organe de presse des Etudiants d'Action française, *L'Etudiant français*, créé en 1920. *L'Etudiant français* est à l'époque le bulletin corporatiste par lequel l'Action française s'adresse aux étudiants, ainsi qu'aux lycéens et collégiens. C'est par là que Thierry Maulnier, comme beaucoup d'autres avant et après lui, va rejoindre l'Action française. Au début de l'année 1930, Henri Martin, Secrétaire de la Fédération de Paris, et le Docteur Guérin, Vice-Président de la Ligue d'Action française, furent expulsés de la Ligue après avoir accusé Pierre Lecœur, l'un des responsables des Camelots du Roi, avec Maurice Pujo, d'avoir empêché la réorganisation du mouvement en troupe de choc prête à conquérir le pouvoir parce qu'il était à la solde de la police. Ils emmenèrent avec eux une bonne partie des responsables de la Fédération de Paris, parmi lesquels se trouvaient les rédacteurs de *L'Etudiant français*, et notamment Jean de Fabrègues, membre influent de l'équipe, suivi par le comité de rédaction du journal des lycéens et étudiants de l'Action française. Quelques mois après, Thierry Maulnier va d'ailleurs retrouver Fabrègues au sein de l'équipe de *Réaction* et cheminer longuement avec lui dans les années trente. Pour l'heure, afin de remplir le vide créé par cette nouvelle crise, l'Action française avait besoin de faire appel à de jeunes recrues desquelles elle n'avait rien à craindre. C'est ainsi que Jacques Talagrand, ayant appris, rue Saint-André des Arts, que l'Action française cherchait des rédacteurs pour *L'Etudiant français*, proposa à Charles Maurras d'écrire le numéro suivant du journal en 48 heures pour que la

publication n'eût pas à être interrompue. Et surtout pour que la tentative des dissidents de s'emparer du titre en publiant un numéro sans référence à l'Action française échoue. « Je suis en mesure de fournir à l'Imprimerie française de l'Édition, en collaboration avec quelques amis restés fidèles, toute la copie d'un numéro de *L'Étudiant français* qui paraîtrait quelques jours avant la date fixée (25 février) de façon à empêcher la manœuvre¹ », écrit-il à Charles Maurras. *L'Étudiant français* fut donc rédigé à temps, dans une thurne de l'École Normale Supérieure, par Maurice Bardèche, Robert Brasillach (sous le pseudonyme de Jean Servière), José Lupin et Thierry Maulnier. Il y signe quelques notes, mais aucun article personnel. Ses premiers articles, non rémunérés, paraîtront dans le second numéro du journal² : un sur Péguy, un sur Fustel de Coulanges, sous le pseudonyme de Maulnier, qu'il vient d'inventer en réunissant deux syllabes euphoniques. Enfant de parents divorcés, Maulnier ne voulait pas avoir à choisir entre le nom de son père et celui de sa mère. Boursier d'État pendant sa scolarité à l'École Normale Supérieure, il craignait d'avoir des comptes à rendre en s'engageant dans une activité journalistique en dehors des études. C'est la raison pour laquelle il finit par choisir ce pseudonyme qui n'a finalement rien à voir avec le roman d'Alain-Fournier, *Le Grand Meaulnes*. Son premier papier a l'honneur d'être cité par Maurras en première page de *L'Action française* et le second dans la *Revue de la presse*³. Satisfaits du résultat, les responsables de l'Action française lui confient la rédaction en chef du journal des étudiants.

Dans les jours suivants, il écrit à sa mère pour lui faire part de ses nouvelles activités journalistiques. Cette lettre confirme qu'il avait déjà commencé à faire des tentatives de séduction à l'Action française avant la réussite de *L'Étudiant français* : « J'avais mis un pied modeste dans l'AF. Diverses démissions et réorganisations où je me suis inséré avec le plus d'à-propos possible m'ont fait un peu plus de place : j'ai un rôle officiel assez effacé, comme il sied, et caché sous un pseudonyme ; un rôle officieux plus important, puisque sur moi repose une bonne part de l'organisation des Étudiants et la rédaction en chef – officieuse – d'un journal qui est une filiale de l'AF. Pas

¹ Lettre de Thierry Maulnier à Charles Maurras, 10 février 1930. Fonds privé Thierry Talagrand.

² Ces numéros de *L'Étudiant français* ne sont malheureusement pas disponibles à la BNF qui est, d'après nos recherches, la seule bibliothèque à posséder une collection de ce journal dans ses fonds.

³ Pierre Tuc, « Revue de la presse », in *L'Action française*, 31 mars 1930.

encore payé – j’espère que ça ne tardera pas – je pourrai en conséquence passer d’ici peu des articles dans *L’Action française*, au moins dans *L’Action française littéraire*. Je travaille comme ci comme ça à des choses plus universitaires, et je fais même demain une conférence sur Racine à la Sorbonne¹. » Et il ajoute d’ailleurs à la fin de sa lettre cette phrase à première vue étonnante, qui montre bien que son entrée à l’Action française n’est liée que de très loin à la politique : « Je suis d’assez loin la politique, enlèvements et crises ministérielles : on finit par s’habituer à ces choses-là d’une façon extraordinaire². »

En février 1930, Thierry Maulnier est donc tout prêt de collaborer au quotidien de l’Action française. Et effectivement, son premier article dans le célèbre journal paraît le 10 avril 1930, et il est consacré au « Réalisme de Racine ». Il s’agit d’un extrait de son mémoire pour le Diplôme d’Etudes Supérieures sur l’art dramatique de Racine d’après les préfaces. De son côté, Robert Brasillach publie son premier article – un extrait de *Présence de Virgile* – dans l’Action française du 1^{er} mai. C’est Henri Massis qui a présenté les deux jeunes auteurs à Pierre Varillon, au moment où ce dernier vient de prendre la direction de la page littéraire de l’Action française.

Dans les mois suivants, Thierry Maulnier donne quelques articles épars, mais sa collaboration régulière au journal commence réellement en 1931 pour s’arrêter un mois avant la Libération de Paris, en 1944. Dans la foulée de son entrée à l’Action française, Jacques Bainville et Henri Massis lui ouvrent également les portes de leur revue. Thierry Maulnier publie son premier article dans la *Revue Universelle* le 15 novembre 1930. Dans cette revue, sa collaboration, très régulière, dure jusqu’en 1944. La lettre citée précédemment nous révèle aussi, de manière assez surprenante, que Thierry Maulnier occupe des responsabilités importantes dans l’organisation des Etudiants d’Action française. On ne dispose malheureusement pas d’informations précises à ce sujet. Mais tout porte à croire que ces fonctions se sont interrompues aussi rapidement que sa collaboration à *L’Etudiant français*. D’une part, parce que Thierry Maulnier visait surtout, en se rapprochant de l’Action française, une collaboration dans le quotidien et non pas une place importante dans l’organisation

¹ Lettre de Thierry Maulnier à sa mère, 26 février 1930, Fonds Thierry Maulnier Versailles, F991 (6) a.

² *Ibid.*

politique à laquelle il ne s'intéresse pas encore. D'autre part, parce qu'il n'est évidemment pas doué pour cette tâche. Les collaborations qu'il va devoir assumer dans d'autres revues, ses études et le service militaire, qu'il doit effectuer un an après, ont fait le reste. En attendant, comme il l'annonce fièrement dans une lettre à sa mère : « Pour Paris, j'ai pris le journal à 800 exemplaires : je l'ai fait porter à 1100, puis 1500 – ce qui sera un premier palier où je vais me tenir ; sans me vanter du reste, il a plus de tenue qu'autrefois (ce n'est peut-être pas un élément de succès¹) ».

Thierry Maulnier a donc 21 ans quand l'Action française lui ouvre ses portes et ses colonnes. La vie plutôt calme de l'Ecole Normale lui donne l'occasion de consacrer une bonne partie de son temps à la constitution des réseaux qui doivent lui permettre de construire sa carrière d'écrivain. « A l'Ecole Normale, d'après son camarade Paul Guth, il mena la vie habituelle de bohème surchauffée, de causticité à l'acide, d'initiation à Paris par la marche, le théâtre et le bistrot. Il promena sa dégainée démantibulée le long de Montparnasse. Selon l'illégalité de rigueur, il rentrait par le réverbère de la rue Rateau, et quand il l'enlaçait, à l'aube, cela faisait comme deux réverbères accouplés. (...). Thierry Maulnier continuait à dansoter sa gigue d'humour noir, à promener sa face fixe à travers ses déserts d'âme en disponibilité². » Ce sont l'Action française et ses animateurs, Pierre Varillon, Maurras lui-même et Henri Massis le révélateur de talents, qui ont repéré tout le potentiel de ce jeune intellectuel et lui permettent de débiter dans la carrière littéraire.

Les exemples de quotidiens d'une telle tenue ayant confié une place dans leur rubrique littéraire à des jeunes hommes de 21 ans ne sont assurément pas légion. On peut y voir une preuve de l'étonnante et paradoxale – quand on pense aux nombreuses et violentes dissidences qui ont émaillé l'histoire du mouvement – capacité de l'Action française à intégrer de nouvelles énergies en son sein et à s'en nourrir, sans changer de cap. Ces forces nouvelles amènent avec elles des jeunes recrues avides de leur ressembler. Les récits d'anciens de l'Action française font ainsi souvent référence, avec un respect naturel, aux jeunes littérateurs qui se sont « emparés » des pages littéraires du

¹ Lettre de Thierry Maulnier à sa mère, sans date, Fonds Thierry Maulnier Versailles, F991 (6) a.

² Paul Guth, « L'interview de Paul Guth : Thierry Maulnier », art. cit.

quotidien dans les années trente. Maurras, en dépit de sa surdité, de son âge et de son caractère difficile, a beaucoup fait pour imprimer et maintenir ce tempérament à son mouvement. Pierre Gaxotte a ainsi décrit les rapports exceptionnels qu'il entretenait avec les jeunes : « Nous n'allions pas vers lui comme vers un maître lointain, protecteur et dogmatique, mais vers un aîné amical, tout brillant de génie, (...), qui comme nous mangeait dans d'humbles restaurants, qui comme nous était parfaitement désintéressé, insensible aux honneurs, étranger aux complaisances mondaines, dans un perpétuel état d'enthousiasme, de passion et d'espérance¹. » Et il poursuit : « Il était bon, simple et courtois, accueillant sans morgue, sans vanité. Il prenait part aux chagrins de ses collaborateurs, comme à leurs joies et, en dépit des années qui nous séparaient, en dépit de sa gloire déjà grande, nous pouvions discuter pied à pied avec lui et ne nous rendre à ses raisons que si elles étaient bonnes. (...). Dans le jeu des idées, il montrait une patience, une érudition, une soumission au réel, un appétit du vrai, une volonté de convaincre, une puissance de démonstration que j'admire encore. Ce n'était pas le mandarin qui entend l'emporter par sa seule réputation de maître à penser. C'était un ami patient qui s'efforçait d'éclairer un cadet². »

On incline à penser qu'il ne faut peut-être pas négliger non plus la petite part d'opportunisme qu'il y a au départ dans ce rapprochement de Thierry Maulnier avec le mouvement maurrassien. Maulnier veut à tout prix intégrer un journal pour gagner sa vie et débiter sa carrière littéraire. Il n'en demeure pas moins qu'il fait essentiellement porter ses efforts sur l'Action française, dont le prestige littéraire l'attire plus que les colonnes de la presse quotidienne régionale. Mais on n'écrit pas pendant quinze années dans un journal avec lequel on ne se sent pas quelques affinités. Et ces affinités existent. Qu'elles soient littéraires ou tout simplement politiques.

Grâce à un manuscrit qui n'a jamais été publié, nous pouvons savoir qu'à cette date, et probablement dès la fin des années 1920³, Thierry Maulnier est monarchiste, et même

¹ Pierre Gaxotte, *Les Autres et moi*, Paris, Flammarion, 1975, p.42.

² *Ibid.*, p.48.

³ Les pages de ce manuscrit sont éparpillées dans les archives Thierry Maulnier conservées par la Bibliothèque municipale de Versailles, au milieu d'une boîte rassemblant des articles et des conférences (Fonds Thierry Maulnier Versailles, Ms ZI). Thierry Maulnier a manifestement tenté de rédiger plusieurs versions de ce texte, qui sont mélangées. Une seule version par contre possède une pagination complète, que nous avons reconstituée à partir des photographies prises au cours de nos visites. Il est par ailleurs très facile de faire la différence entre

plus précisément royaliste. Il s'agit d'un long texte de philosophie politique, d'un peu plus de 320 pages, écrit sans doute en 1927 ou 1928¹. Le style est encore maladroit et quelque peu scolaire à certains passages. Le texte contient beaucoup de répétitions. Ses qualités sont très éloignées de celles du formidable dialecticien que le public va pouvoir découvrir dix ans plus tard dans *Au-delà du nationalisme*² ou après la guerre dans *Violence et conscience*³. Mais les idées sont déjà présentes ; certaines notamment que Thierry Maulnier a exposées en 1935 et dans les années suivantes, dans l'hebdomadaire fondé par le Comte de Paris, le *Courrier Royal*. Il n'a pas donné de nom à ce manuscrit qui contient 8 parties intitulées, dans l'ordre, « Fondements de l'Empirisme politique », « Liberté et Egalité dans les doctrines politiques : l'idéalisme », « Liberté et Egalité dans les doctrines politiques : le marxisme », « Individu et Société », « La Contrainte : signification morale et valeur sociale », « La Hiérarchie », « Le Droit », et le dernier chapitre qui interpelle tout particulièrement : « La Monarchie ». Comme ces titres semblent l'insinuer, ce texte est en fait une réflexion sur quelques notions abstraites, qui vise à démontrer la vigueur et la rigueur de certaines « vérités » anciennes, contre ce qu'il qualifie de « pires dérèglements de l'esprit », l'idéalisme, le libéralisme, l'anarchie ou le collectivisme. D'emblée, dans une courte introduction, Maulnier situe ses réflexions dans la lignée de Proudhon, Comte, Fustel de Coulanges, Platon, et bien entendu Maurras. « On ne trouvera rien ici qui sous la même forme ou sous une autre, n'ait été dit et cent fois redit par Charles Maurras⁴ », avoue-t-il. Et pourtant, ce texte, même s'il conduit à la même conclusion que la doctrine maurrassienne, à savoir le choix de la monarchie comme forme de gouvernement pour la France, n'en contient pas moins déjà quelques divergences flagrantes. A commencer par la question importante du lien entre la politique et la

les premiers écrits, non publiés de Jacques Talagrand et les textes de l'écrivain Thierry Maulnier. Jacques Talagrand avait l'habitude de réécrire ses textes plusieurs fois pour les parfaire. Toutes les versions ont été systématiquement conservées. Il en est ainsi des poèmes écrits en khâgne par exemple. Par contre, les textes du journaliste ou de l'écrivain professionnel Thierry Maulnier n'existent qu'en une seule version – à l'exception de certaines pièces de théâtre – et ont été écrits d'un seul jet, avec très peu de ratures, confirmant par là même l'extrême facilité à écrire, dans toutes les conditions, que ses proches lui ont toujours attribuée.

¹ Ce que confirme les propos de Thierry Maulnier lui-même qui dit avoir retrouvé, vers l'âge de 18 ans, cette envie d'écrire qu'il avait eue enfant, mais sous la forme cette fois de l'essai. (Interview par Pierre Lhoste, *Confrontation, op. cit.*).

² Thierry Maulnier, *Au-delà du nationalisme*, Paris, Gallimard, 1938, 251 p.

³ Thierry Maulnier, *Violence et conscience*, Paris, Gallimard, 1945, 215 p.

⁴ Fonds Thierry Maulnier Versailles, Ms ZI. Introduction, pages non numérotées.

morale. On sait que pour Maurras, la politique et la morale sont clairement distinctes. « La politique n'est pas la morale. La science et l'art de la conduite de l'Etat n'est pas la science et l'art de la conduite de l'homme. (...). La conscience humaine poursuit des fins spirituelles, elle cherche le salut individuel. La politique, qui s'en tient au temporel, s'intéresse à la vie prospère des communautés ; elle détermine les conditions générales du bien public dans les groupes naturels que forment les hommes. Elle relève donc, comme ces groupes, d'un ensemble de lois naturelles. Il n'existe point de relation directe entre la perfection morale et la perfection des formes politiques, celles-ci étant liée à des objets bien étrangers à la moralité des hommes, comme la condition géographique ou économique de leur terroir¹. » A l'inverse, pour Thierry Maulnier, la politique est alors affaire de morale et ces deux sphères ne peuvent être cantonnées dans des domaines séparés. La politique doit poursuivre une fin universelle qui est conforme à la nature même de la personne et de la civilisation humaine, c'est-à-dire à la moralité. Ainsi, il explique que « la politique n'est pas seulement une science (...), elle est aussi une morale. La fin que l'on y recherche n'est pas telle ou telle intention utilitaire ou esthétique ; elle n'implique pas dans ses rouages ingénieux des objets ou des idées : elle met en jeu des êtres de chair et de pensée que nous devons avec Kant considérer comme des fins. Comme fin, la politique du reste ne saurait se suffire : l'égalité du socialiste et la nation du patriote ne sont point des résultats qui par eux-mêmes satisfassent l'esprit. Pourquoi l'égalité ? Pourquoi la nation ? Ce sont là les moyens d'un idéal : derrière la nation et l'égalité, il y a la société, derrière la société il y a l'homme, fin absolue, valeur suprême du moraliste et du législateur². » Ce qui signifie notamment que la défense de la patrie n'est pas une fin en soi. Elle ne devient une fin qu'en tant que cette action est justifiée par une valeur morale. Lorsqu'elle offre par exemple la possibilité de défendre une civilisation supérieure, une civilisation dont les intérêts se confondent avec ceux de l'humanité, il s'agit tout bonnement d'un devoir. Maulnier s'affirmait dès son premier essai de philosophie politique comme l'humaniste qu'il fut tout au long de sa vie. Sans donner trop d'importance à ce texte de jeunesse jamais publié, il faut noter tout de même qu'il y a là une divergence

¹ Charles Maurras, *Mes idées politiques*, Paris, Fayard, 1937, pp.125-127.

² Fonds Thierry Maulnier Versailles, Ms ZI. Chapitre I, p.4.

importante avec le nationalisme intégral de l'Action française, dont il est possible de mesurer toute la valeur à l'aune des positions respectives de Maurras et de Maulnier sous l'Occupation allemande. Ces pages montrent une influence réelle sur Maulnier des idées kantienne et de l'impératif catégorique de Kant, qu'il cite dans son texte. Ce kantisme est d'ailleurs récurrent dans ses conceptions philosophiques et politiques, tout au long de son parcours intellectuel, où tantôt Kant, tantôt Maurras l'emportent sur la question des liens entre morale et politique¹. Le kantisme est ainsi beaucoup plus résilient chez Maulnier que chez Maurras, qui a pourtant reconnu avoir lui aussi ressenti une sympathie pour la philosophie de Kant dans ses jeunes années, de l'université jusqu'à la fin des années 1880, quand le kantisme occupait une fonction dominante dans la recherche philosophique². Il n'en demeure pas moins que chez Maurras, la morale est subordonnée au politique, et qu'il adresse à la philosophie kantienne, en laquelle il voit une forme moderne du monothéisme chrétien, des reproches identiques à ceux qu'il formule contre Rousseau et Luther.

Pour Maulnier, par contre, la politique est en quelque sorte une synthèse entre le particulier et l'universel. Les moyens utilisés par le politique sont adaptés aux peuples, aux mœurs et aux temps, et sont donc uniques, tandis que ses fins sont forcément dans un idéal humain universel. « Assouplir les règles et les principes d'action pour les adapter à une réalité concrète et vivante où des circonstances nouvelles surgissent à chaque instant, les plier à la sévère discipline d'un idéal universel, telle me paraît être la double tâche de celui qui se consacre au gouvernement. La doctrine à qui nous donnerons la préférence sera celle qui saura le mieux saisir les nuances du réel dont elle part et le caractère impératif et absolu de la fin vers laquelle elle tend, employer

¹ C'est en tout cas ce que pense François Léger : « Deux certitudes. Je tiens la première de la grande obligeance de l'éminent et ancien camarade de Thierry Maulnier qu'est M. Maurice Bardèche : ils eurent à Louis-le-Grand un professeur de philosophie dont l'enseignement était kantien. La seconde est que lorsque, l'âge l'y poussant, Thierry Maulnier s'est à nouveau posé les grandes interrogations qui travaillent l'adolescence, il s'est à son tour retrouvé kantien. L'était-il demeuré silencieusement durant sa maturité, je l'ignore, mais dans ses derniers écrits, il n'y a aucun doute possible : il est kantien (...) ». François Léger, « La courbe d'une vie », in *Aspects de la France*, 18 janvier 1990.

² Voir : Charles Maurras, *Dieu et le roi. Correspondance entre Charles Maurras et l'abbé Penon (1883-1928)*, Paris, Privat, 2007, 751 p. ; Michael Sutton, *Charles Maurras et les catholiques français 1890-1914. Nationalisme et positivisme*, Paris, Beauchesne, 1994, 367 p. Sur le rôle du kantisme au XIX^e siècle en France : Jean Bonnet, *Dékantations. Fonctions idéologiques du kantisme dans le XIX^e siècle français*, Berne, Peter Lang, 2011, 372 p.

dans une direction immuable des moyens constamment renouvelés. Les lieux, les temps, les mœurs changent et les institutions doivent correspondre au lieu, au temps, aux mœurs, mais l'idéal de perfection compatible avec la nature lui-même ne change pas (...). Toute constitution doit présenter dans son détail une originalité, une individualité qui exprime les caractères particuliers et uniques de ceux à qui elle est destinée ; et dans son intention une correspondance aux formes essentielles de l'esprit humain dans ce qu'il a d'universel¹. » De ce qu'on vient de lire, il ressort qu'il n'y a pas d'institutions valables pour tous les hommes et pour tous les temps. Elles sont une réponse adaptée à une situation historique, forcément changeante. Il en découle qu'en fonction des circonstances historiques, la monarchie peut ne pas être le régime le plus approprié pour la France. Avec la question des liens entre morale et politique, il s'agit donc de la seconde divergence de poids avec Maurras, dont le monarchisme a un caractère anhistorique et valable, en France bien évidemment, pour toutes les époques, puisqu'il fait partie intégrante de la doctrine nationaliste. Autrement dit, Maurras campe sur une position inamovible qui consiste à affirmer qu'on ne peut être partisan du nationalisme intégral sans accepter la monarchie. Pour ce dernier la monarchie est préférable comme telle, par principe, alors que pour Maulnier elle est préférable dans son rapport au sort des personnes qu'elle est censée régir.

Enfin les idées que développent Maulnier et Maurras sur la nature de l'homme ne sont pas tout à fait semblables. Alors que l'anthropologie maurrassienne définit la société comme le fait premier, Maulnier pense que « ce qui nous est donné directement, c'est en même temps la société et l'individu comme étroitement unis et également essentiels, et non un des termes seulement² », ce qui lui permet de dépasser tout à la fois les logiques individualistes libérales et collectivistes, de critiquer les notions de liberté et d'égalité, et de s'intéresser au rapport de l'homme avec la société dans laquelle il vit. La réalité n'est donc constituée ni des individus isolés, autonomes et en rapport libres les uns avec les autres, ni d'une société assimilable à un monstre dévorant des individus qui seraient ses esclaves. Dans la réalité, les individus et la société, nous sont donnés synthétiquement unis. « Réfléchir sur la notion d'individu,

¹ Fonds Thierry Maulnier Versailles, Ms ZI, pp.5-6.

² *Ibid.*, p.127.

c'est y voir clairement apparaître tout ce qu'il contient de social. L'individu ne se suffit pas à lui-même, il ne s'est pas formé lui-même. Il est un centre et un nœud d'influence. (...). Tout ce qui humanise l'individu provient du milieu social¹ », considère Maulnier. A l'inverse, comment se fait-il qu'il ne suffise pas de placer un animal dans la société pour en faire un individu ? « Pour que la société façonne l'individu, il faut que l'individu accepte en quelque sorte d'être façonné, il faut qu'il ait une nature telle qu'il puisse subir une influence. (...). Entre la cause et l'effet quelque chose doit s'interposer, qui est la conscience individuelle, c'est-à-dire la vie². » L'individualisme et le collectivisme sont donc tous deux partiels et nient tous deux une dimension de la réalité. La société et l'individu sont consubstantiels. Tout l'enjeu alors est de trouver la forme de gouvernement qui va permettre à ces deux réalités essentielles de s'exprimer sans se nuire ; ce qui suppose de renoncer aux principes de liberté et d'égalité absolues comme des droits intangibles, et de s'appuyer sur les notions opposées de contrainte et de hiérarchie. « La conscience individuelle dont le caractère essentiel est l'action, ne se réalise par ailleurs que dans le milieu social, et le lien social apparaît comme sa forme même ; mais ce lien social est exposé sans cesse à la confusion que peut provoquer en lui l'action libre des individus ; il doit donc être protégé artificiellement par un système d'institutions hiérarchisées utilisant la contrainte comme moyen d'action ; la contrainte qui doit dominer les individus, ne peut être dominée par eux dans le même temps ; (...) il faut donc créer un pouvoir souverain spécialisé³ ». C'est là précisément, sur la solution au problème des rapports entre la société et l'individu, que Maulnier rejoint définitivement Maurras. Pourtant, c'est sans doute sur ce point que sa démonstration est la plus faible. « La monarchie traditionnelle, dit-il, apparaît donc comme le seul régime pleinement adapté aux formes réelles de la vie sociale telles que nous les avons caractérisées⁴ » précédemment, et reposant sur cette consubstantialité entre société et individu. Cette dernière étant un état de nature, intangible, la monarchie est, par conséquent, la seule forme institutionnelle adaptée à l'homme, ce qui est contradictoire avec la variabilité

¹ Fonds Thierry Maulnier Versailles, Ms ZI, p.138.

² *Ibid.*, pp.146-147.

³ *Ibid.*, pp.331-332.

⁴ *Ibid.*, p.331.

des époques, des mœurs et par là même des institutions qu'il décrivait auparavant et qui conférait une supériorité évidente à sa théorie sur celle de Maurras, qui ne s'appuie que sur des principes posés comme des vérités indémontrables. Pour Maulnier, la Monarchie a le mérite de ne pas s'appuyer sur la majorité, c'est-à-dire sur la sujétion arbitraire de la minorité qui caractérise la démocratie. L'intérêt général d'un groupe social n'est pas réductible à l'intérêt de la majorité. Afin d'éviter cette concurrence entre l'intérêt général et les intérêts particuliers, il faut donc un pouvoir fondé en dehors de la volonté générale et disposant d'un droit souverain au-dessus du droit des individus à l'autonomie. Ce pouvoir doit être dévolu, non à un homme, non à une majorité, mais à une fonction chargée d'assurer l'intérêt général. Dès lors il ne reste que deux solutions, le dictateur ou le roi. Ce qui confère sa supériorité au roi sur le dictateur, c'est la tradition, parce que la monarchie héréditaire est l'œuvre de l'histoire. « La grande vertu du roi traditionnel, c'est de n'être pas un prisonnier lié de toutes parts par des alinéas de constitution ; c'est de puiser dans une histoire vivante et complexe la faculté d'être vivant à son tour ; c'est de pouvoir innover, inventer, s'adapter, progresser non seulement en vertu de son intelligence et de son métier, mais en s'appuyant sur des traditions nuancées et souples qui permettent toute nouveauté, au lieu de s'empêtrer dans des lois écrites qui ne savent se plier ni s'adapter¹. » En écrivant ces lignes, Maulnier s'appuie sûrement sur *Le Politique* de Platon, qui définit la monarchie comme la seule forme intelligible de régime, et dresse, par là même, le portrait de l'homme chargé de commander un peuple. Maulnier voit en effet dans ce texte de Platon, qu'il fut amené à commenter quelques années après dans *L'Action française*, une réhabilitation de la volonté humaine contre l'uniformité de principes et d'actions imposées par les constitutions, les règlements et les lois. Reprenant les arguments de Platon, il conclut en effet : « Le gouvernement le meilleur est donc le moins fixé dans les règles, celui qui fait la part la plus petite à la loi et au principe, le gouvernement le plus humain, le gouvernement royal. (...). La règle peut suppléer à l'action consciente et jugée, mais seulement pour qui ne peut ou ne sait pas agir². »

¹ Fonds Thierry Maulnier Versailles, Ms ZI, p. 325.

² Thierry Maulnier, « Le Politique », in *L'Action française*, 11 décembre 1930.

Tout cela est clair. Thierry Maulnier s'affirme certes partisan d'une autorité forte, mais pas seulement. Son choix se porte sur la monarchie et plus précisément sur une monarchie héréditaire. A la fin des années 1920, il est royaliste. Il dit n'avoir rien inventé et partager les idées de Maurras ; mais d'ores et déjà, les distances existent et elles sont suffisamment conséquentes pour être soulignées.

Chapitre 3
Avec la Jeune Droite

La force de l'Action française, depuis sa création, est d'avoir su faire une place aux jeunes, toujours bien encadrés par les aînés, pour assurer la continuité de la doctrine maurrassienne et le renouvellement des générations. Thierry Maulnier et Robert Brasillach rejoignent l'équipe chargée de la rédaction du journal grâce à un homme qui n'a que douze années de plus qu'eux et exerce déjà des fonctions importantes au sein du mouvement. C'est en effet Pierre Varillon, à qui Maulnier s'est adressé par lettre le 28 mars 1930, qui a décidé de leur faire confiance en acceptant leurs premiers textes pour la « Vie littéraire » de l'Action française, paraissant tous les jeudis. Pierre Varillon a la responsabilité de ces pages depuis leur première parution dans le quotidien, le 15 novembre 1928. Elles ont dès leur début été ouvertes à la jeunesse, puisque la rubrique la plus importante, « La causerie littéraire », avait été confiée à Jacques de Montbrial, en dépit de ses 22 ans. Après la mort brutale de celui-ci, au cours de l'été 1931, elle fut confiée à Robert Brasillach, qui avait alors à peu près le même âge. « Pierre Varillon qui dirigeait la page littéraire l'ouvrit généreusement à des jeunes qui y firent leurs premières armes. Ainsi au moment même où les dirigeants politiques sentaient l'âge passer sur eux et reprenaient des antennes vieillissantes – l'affaire Dreyfus, la fessée à Thalamas – l'*Action française* publiait la page littéraire la plus neuve et la plus hardie des quotidiens de Paris¹ », s'est félicité plus tard Michel Déon dans ses souvenirs. Pierre Varillon, pour le dixième anniversaire de la création de la « Vie littéraire » de l'*Action française*, ne cachait pas sa fierté d'avoir lancé dans ses pages, et à un mois de distance, la carrière littéraire de Robert Brasillach et Thierry Maulnier : « On me permettra de souligner qu'ils n'étaient majeurs depuis bien longtemps ni l'un ni l'autre, comme aussi de rappeler qu'une de nos pages de novembre 1931 contenait quatre articles dont les signatures ne totalisaient pas cent ans. Tous ceux qui l'ont vu n'oublieront jamais le sourire de Charles Maurras lorsque nous l'informâmes de cette particularité, unique dans les annales des grands quotidiens français². » L'objectif des dirigeants de l'Action française, tel que Maulnier le décrit à sa mère dans sa correspondance, est de constituer une équipe de chroniqueurs en réserve capable de prendre la relève des anciens, avec à la clé la parution de quelques

¹ Michel Déon, *Mes arches de Noë*, op. cit., p.47.

² Pierre Varillon, « Anniversaire », in *L'Action française*, 10 novembre 1938.

articles dans l'année, sans compter une réunion régulière des rédacteurs chaque semaine pour « la Vie littéraire » de l'Action française¹.

En complément de l'*Action française* qui paie mal ses premières collaborations – le 3 juin 1930, il déclare à sa mère n'avoir gagné que 150 francs, soit le prix de son article du mois d'avril dans la page littéraire du journal² – Maulnier essaie de trouver une collaboration alimentaire qui pourrait lui permettre de vivre de sa plume. Daussat de *La Petite Gironde* lui propose de publier des nouvelles, « genre facile évidemment³ », mais qui le séduit peu, parce qu'il n'ouvre pas de grandes portes et qu'il s'agit, là encore, d'une collaboration intermittente. Il préférerait plutôt tenir une chronique régulière. Ses contacts avec le journal *Le Petit Dauphinois*, qui doit créer une page littéraire, échouent également. Depuis plusieurs mois enfin, il essaie de tenter sa chance à *Gringoire*, où l'un des amis de son beau-père, l'avocat Henri Torrès, occupe une position influente. Il rend compte de cette tentative à sa mère en lui demandant de ne pas en parler dans son entourage, car « c'est un journal assez mal vu d'une grande partie de la presse, un peu comme *L'Ami du Peuple* » et il ne tient donc pas à « se boucher des voies pour commencer⁴ ». Mais les démarches répétées auprès de l'avocat ne semblent pas avancer. Après avoir lu les deux articles que Thierry Maulnier lui avait envoyés à titre d'essai, Torrès s'était pourtant déclaré très emballé. « Je ne sais si je t'ai écrit que je suis allé le voir, qu'il m'a fait mille compliments, déclaré que j'étais né journaliste, que c'était ma voie toute tracée (et même la polémique), que, pour quelqu'un qui n'avait jamais fait de journalisme (...), c'était tout à fait étonnant. (...). Mais s'il m'a assuré que ça marcherait probablement à *Gringoire*, il n'a pas encore de réponse nette, et je dois attendre, et aller le revoir⁵ », explique-t-il à sa mère. Finalement, Maulnier se lasse d'attendre et oublie d'autant plus facilement *Gringoire* que sa collaboration à l'*Action française* se fait plus régulière. En quelques mois à peine, il a ainsi réussi à se faire remarquer par Henri Massis, rédacteur en chef de la

¹ Lettre à sa mère, sans date, Fonds Thierry Maulnier Versailles, F991 (6) a.

² Lettre à sa mère du 3 juin 1930, Fonds Thierry Maulnier Versailles, F991 (6) a.

³ Lettre à sa mère datée du 30 novembre, sans année (vraisemblablement 1930), Fonds Thierry Maulnier Versailles, F991 (6) a.

⁴ Lettre à sa mère du 8 avril 1930, Fonds Thierry Maulnier Versailles, F991 (6) a. Détail amusant, il lui demande aussi de détruire les lettres dans lesquelles il lui parle de *Gringoire*, ce qui montre vraiment son peu d'estime pour le journal.

⁵ Lettre à sa mère du 3 juin 1930, Fonds Thierry Maulnier Versailles, F991 (6) a.

prestigieuse *Revue universelle* que dirige Jacques Bainville et Pierre Varillon, qui s'inscrivent tous deux dans la mouvance maurrassienne.

Pour récompenser les jeunes rédacteurs de *L'Étudiant français* – Thierry Maulnier, Maurice Bardèche et José Lupin – leurs aînés leur organisent une visite en Belgique au Manoir d'Anjou où réside le Comte de Paris en exil. De retour, Maulnier dresse à sa mère un portrait rapide du Prince qu'il juge « très fin, et d'une éducation raffinée ; il sait, dans une conversation de ce genre avec des gens de son âge, ne pas s'imposer un seul instant, guider la conversation en laissant constamment parler ses interlocuteurs et sans jamais imposer sa propre parole ; de sorte qu'il en paraît presque effacé, n'était l'autorité réelle avec laquelle il joue son rôle et la constante dignité qu'il y met¹. » Le compte-rendu du voyage des trois normaliens au Manoir d'Anjou est raconté dans *L'Étudiant français*. Par provocation, les trois camarades décident également d'envoyer anonymement un communiqué indigné à Georges de La Fouchardière, qui en rend compte dans *L'Oeuvre*. La polémique rebondit le lendemain dans l'Action française qui publie une réponse cinglante des trois normaliens, ravis du piège qu'ils ont si habilement tendu au journaliste pour le faire parler de la cause royaliste : « Et il veut savoir qui représentaient ces trois normaliens ; nous ne ferons aucune difficulté pour avouer qu'ils allaient représenter auprès du Prince leurs camarades royalistes de l'École dont une active propagande vient, en quelques mois, d'augmenter sensiblement le nombre² », s'indignent-ils, avec beaucoup d'exagération, dans les colonnes de la « Revue de la presse » de l'Action française.

A la fin de l'année 1930, Maulnier fait une nouvelle rencontre déterminante pour la suite de son engagement politique. Grâce à Henri Massis, il fait la connaissance de Pierre Godmé, qui exerce ses talents de publiciste sous le pseudonyme de Jean d'abord, puis Jean-Pierre Maxence. Henri Massis avait en effet réuni chez lui quelques jeunes gens qu'il appréciait pour leur proposer de faire des notes critiques pour la *Revue Universelle*. Parmi les jeunes écrivains invités se trouvaient notamment Maxence et Robert Brasillach.

¹ Lettre à sa mère, sans date, Fonds Thierry Maulnier Versailles, F991 (6) a.

² Pierre Tuc, « Revue de la presse », in *L'Action française*, 27 mars 1930.

A peine plus âgé que Maulnier – il est né en 1906 – Maxence¹ est depuis plusieurs années déjà familier du monde littéraire. Proche de Paul Gilson et de Jacques Maritain, il a dirigé très tôt une petite maison d'édition d'inspiration catholique, les Editions Saint-Michel. En 1928, il crée, avec son frère Robert Francis (de son vrai nom Jean Godmé) et sous le patronage de son ami Henri Massis, ces célèbres *Cahiers de littérature et de philosophie* publiés par les Editions Saint-Michel et qui accueillent un grand nombre des collaborateurs de la collection du *Roseau d'Or*. On y trouve ainsi les signatures de Maritain, Daniel-Rops, Gabriel Marcel, Maurice de Gandillac, Henri Pourrat, Maurice Fombeure et Augustin Fransque. D'abord consacrés au combat religieux et métaphysique, dans le sillage de la *Primauté du spirituel* de Jacques Maritain, les *Cahiers* évoluent progressivement, comme leur fondateur, vers un positionnement plus politique. Maxence n'a jamais été très proche de l'Action française. Collaborateur de la *Gazette française* qui évoluait en marge du mouvement maurrassien, il a ressenti très tôt la nécessité de « renouveler certaines positions, désolidariser le catholicisme de certaines tendances temporelles, le nationalisme de certaine esthétique étroite, de certaine superstition du capital et de l'injustice établie². » Surtout, il reproche à Maurras son conservatisme et la sclérose intellectuelle dans laquelle s'enferme l'Action française. « Tout cela se matérialise, tout cela s'encrasse, s'ossifie – et la subtile sagesse antique, enseignée chaque jour par Maurras, devient l'entêtement de paresseux de partisans et d'imitateurs. N'y a-t-il pas là une sorte de décadence, un alexandrinisme avoué ?³ »

En 1930, au moment où se produit sa rencontre avec Maulnier, il a confié la direction des *Cahiers* à son frère pour prendre la responsabilité de la vieille *Revue française* qui appartient aux éditions Alexis Redier. La rencontre est déterminante pour Maulnier car il peut dès lors bénéficier de tout le réseau de relations dont dispose le très remuant Maxence. L'un des principaux talents de Maxence est dans sa capacité d'organisation, servie par une énergie indomptable. Face au pur intellectuel qu'est Maulnier, Maxence a le très net avantage de savoir diriger une équipe et accomplir un projet avec la plus

¹ Sur Maxence, voir : Lionel Leforestier, *Jean-Pierre Maxence, itinéraire d'un intellectuel de la Jeune Droite (1925-1944)*, mémoire présenté à l'IEP de Paris, 1994, 122 p.

² Jean-Pierre Maxence, *Histoire de dix ans 1927-1937*, Paris, Gallimard, p.60.

³ Jean-Pierre Maxence, cité par son fils, Jean-Luc Maxence, *L'Ombre d'un père*, Paris, Hachette, 1978, p.68.

grande facilité. Du début des années trente jusqu'à la guerre, Maxence devient par conséquent un des piliers incontournables de toutes les entreprises de la Jeune Droite. Thierry Maulnier a laissé un témoignage émouvant sur cette rencontre entre deux esprits qui poursuivaient la même quête : « La conversation commencée autour d'Henri Massis se poursuivit dans les rues d'abord, puis chez Maxence lui-même, dans un épais nuage de fumée de cigarettes jusqu'au petit matin. Dès cette nuit-là il était plus ou moins explicitement entendu que nous allions tenter quelque chose ensemble. Nous avons bien des points de désaccord qui promettaient des discussions intéressantes. Pour l'essentiel, qui était de tenter de donner à ce pays, à la jeunesse de ce pays une justification de leur existence, une espérance d'avenir et une voie de grandeur qui ne nous semblaient pouvoir être ni dans l'immobilité conservatrice, ni dans la fascinante imposture du marxisme, nous avons en commun la volonté, et peut-être la présomption¹. »

Le premier article de Thierry Maulnier pour la *Revue française*² paraît dans le numéro du 23 novembre 1930, une semaine après sa première collaboration à la *Revue Universelle*. Dans les trois années suivantes, il y écrit de nombreux articles. Il tient aussi une chronique politique intitulée d'abord « Vues sur... la politique », puis « Les Faits de la quinzaine » de janvier à mai 1932, date à laquelle il cesse de s'en occuper définitivement. Avec Maulnier, c'est toute une cohorte de jeunes maurrassiens qui entrent progressivement à la *Revue française* et finissent par pousser les anciens rédacteurs vers la sortie. La *Revue française* laisse la place aux jeunes³. Il ne s'agit pas de maurrassiens de stricte orthodoxie, mais ils évoluent tous dans l'orbite de l'Action française, de façon plus ou moins exposée. La *Revue française* est en quelque sorte la serre dans laquelle ces jeunes pousses vont faire germer leur propre pensée, sans pour

¹ Thierry Maulnier, « Adieu à Jean-Pierre Maxence », in *Arts*, n°573, du 20 au 26 juin 1956.

² Son premier article est consacré à la *Voie Royale* de Malraux. Il va s'ensuivre un dialogue entre les deux auteurs par courriers et articles interposés. La réponse de Malraux donnera lieu à un nouvel article de Maulnier dans le numéro de la *Revue française* du 4 janvier 1931. Dans la lettre qu'il envoie à Maulnier dans les semaines qui suivent la publication du premier article de la *Revue française*, le 16 décembre 1930 exactement, Malraux écrit : « Lorsque vous parlez de mon attitude, vous la faites entrer d'abord dans les cadres chers à Massis, qu'il les emploie contre Gide ou contre un autre. Je ne dis pas que ce que vous dites est faux, que je lutte contre la permanence, c'est bien probable ; mais ça m'est égal. L'essentiel est pour moi de savoir comment recherchent leur sagesse ou leur grandeur, des êtres qui ne veulent ou ne peuvent en tirer ni profit, ni consolation ». De cet échange entre les deux auteurs devait naître une relation amicale, dont le point culminant sera l'adaptation théâtrale de la *Condition humaine* par Maulnier.

³ Pour reprendre la première phrase d'un éditorial d'Antoine Redier dans le numéro du 25 janvier 1931 de la revue.

autant rompre avec le mouvement maurrassien. Il y a là Robert Brasillach qui assure la critique dramatique et Maurice Bardèche la critique cinématographique, mais aussi José Lupin et son ami Georges Blond. Gérard de Catalogne et Amédée d'Yvignac, que Maxence a connus dans les débuts des *Cahiers d'Occident* en 1926, y donnent quelques articles. A leurs côtés, les amis de Maxence sont représentés par Maurice Blanchot¹, à l'époque rédacteur de politique étrangère au *Journal des débats* et proche des milieux d'Action française ; Maurice Fombeure, Augustin Fransque et Lucien Marsaux, dont on trouvait déjà la signature dans les célèbres *Cahiers* ; et Robert Francis, bien sûr. Le groupe voisin de la revue *Réaction*, qui forme le second pôle d'existence de la Jeune Droite en ce début des années trente, fait des apparitions régulières avec Jean de Fabrègues, et surtout René Vincent qui sont tous les deux des anciens d'Action française. Deux femmes y font leur entrée : Claudine Chonez, qui a suivi le même itinéraire que Claude Roy, du maurrassisme au communisme, et Hélène Colomb, qui n'avait pas d'opinions politiques arrêtées à cette époque, et dont le père était député. Hélène Colomb va épouser Jean-Pierre Maxence en octobre 1931. Si cette équipe n'a alors pas grand chose de commun avec celle qui se rassemble quelques années plus tard autour de *Combat*, un groupe de tête se détache cependant qui constitue le fer de lance d'une Jeune droite en cours de politisation constante depuis 1930, représenté par Maulnier, Maxence, Blanchot et Francis. Ce groupe, dominé par l'humanisme politique de Maulnier et le spiritualisme des frères Godmé, entretient par ailleurs d'excellentes relations avec les très catholiques animateurs de la revue *Réaction*. Maxence y écrit régulièrement des articles ; cette « Querelle de l'humanisme » par exemple où il précise ses positions par rapport à Fabrègues. En comparaison, Thierry Maulnier est beaucoup plus en retrait et il ne donne qu'un article à *Réaction*, « Témoignage pour l'évidence » qui traite de la fin de l'après-guerre. Dans sa thèse sur Jean de Fabrègues², Véronique Auzépy-Chavagnac donne cette analyse de l'équipe de la *Revue française* : « Ainsi se trouve réunie à la *Revue française*, dès le

¹ Sur Blanchot : Philippe Mesnard, *Maurice Blanchot, le sujet de l'engagement*, Paris, L'Harmattan, 1996, 350 p. ; Christophe Bident, *Maurice Blanchot, partenaire invisible*, Paris, Champ Vallon, 1998, 639 p.

² Véronique Auzépy-Chavagnac, *Jean de Fabrègues : persistance et originalité d'une tradition catholique de droite pendant l'entre-deux-guerres*, 2 volumes, Thèse de doctorat de sciences politiques, Paris, IEP, 1993, dir : René Rémond. Cette thèse a été publiée sous le titre *Jean de Fabrègues et la Jeune Droite catholique. Aux sources de la Révolution nationale*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2002, 464 p.

début des années trente, une mouvance qu'on peut identifier comme celle de Maulnier par opposition à celle de Fabrègues : moins tournée vers le religieux, plus polémique, elle côtoie la Jeune Droite catholique mais ne se mélange pas avec elle¹ ». Pour dire le vrai, il conviendrait plutôt d'infléchir quelque peu ces propos. S'il y a bien eu une tendance dominée par Maulnier en face de la Jeune Droite catholique représentée par Fabrègues, la période à laquelle elle s'est constituée nous semble mal identifiée par Véronique Auzépy-Chavagnac. A cette date, c'est assurément Maxence qui est le meneur de l'équipe de la *Revue française*, même si Maulnier développe sa propre pensée, mais de manière bien isolée. Brasillach, Bardèche, Blond et Lupin sont bien davantage à cette époque à la remorque de Maxence que de Maulnier. C'est en fait Maxence qui trouve et dirige les supports – à l'exception bien entendu de l'*Action française* et de la *Revue Universelle* – dans lesquels s'exprime cette mouvance de la Jeune Droite, plus politique que catholique. La preuve en est que lorsque *Réaction* engage le dialogue avec la *Revue française* c'est d'abord vers Maxence qu'elle se tourne. Il est vraisemblable aussi que Maxence ait joué un rôle déterminant dans la publication du premier ouvrage de Maulnier, dont il a d'ailleurs trouvé le titre, *La Crise est dans l'homme*. Le livre est édité en 1932 par les éditions de la Revue Française. Au sujet de cet ouvrage d'ailleurs, une lettre que Thierry Maulnier a envoyée à sa mère de la caserne où il accomplit son service militaire nous apprend que le manuscrit a été préparé en huit jours, au moment des fêtes de Noël 1931, et que le contrat d'édition fut signé le 10 janvier suivant. « Inutile de dire qu'il n'a rien d'inédit, sauf l'introduction, explique-t-il. C'est un recueil d'articles à peine revus, qui présente cependant une certaine unité. Son titre n'est pas de moi, mais de Maxence. Il vaut surtout au point de vue public – ce qu'il faut considérer. » Et il ajoute : « Au livre lui-même, j'avoue tenir assez peu. Ce n'est, comme je t'ai dit, qu'un recueil d'articles. Mais j'ai voulu sans attendre marquer un point². » Coup de génie publicitaire, le titre de ce livre qui marque les esprits, exprime à la perfection les sentiments et les angoisses des intellectuels au début des années trente³. Ainsi qu'il est facile de le

¹ Véronique Auzépy-Chavagnac, *Jean de Fabrègues et la Jeune Droite catholique. Aux sources de la Révolution nationale*, op. cit., p.171

² Lettre à sa mère du 9 mars 1932, Fonds Thierry Maulnier Versailles, F991 (6) a.

³ Dans une autre lettre à sa mère datée du 27 janvier 1931, soit un avant la publication de *La Crise est dans l'homme*, nous apprenons que Maulnier travaillait déjà à cette époque sur un ouvrage, qui devait

constater, les débuts de Maulnier, en dehors de l'Action française, doivent beaucoup à Maxence. L'influence de Thierry Maulnier au sein de la Jeune Droite va surtout se faire sentir quelques années plus tard, auprès des nouvelles recrues de *L'Étudiant français*, de quelques années ses cadets, et des transfuges du *Courrier Royal*, qui ont formé les troupes de base de *Combat* et de *L'Insurgé*. Au demeurant, une grande partie du temps que Maulnier passe à la *Revue française* coïncide avec son service militaire qu'il effectue à Saint-Maixent d'abord puis à la Caserne Reuilly à Paris.

Tous les témoignages convergent en tout cas pour faire de Jean-Pierre Maxence l'animateur principal du groupe ; Maxence « les cheveux hérissés, semant autour de lui les cendres de cent cigarettes par jour, bouillonnant d'idées, d'invectives, de rêves, d'erreurs, de projets magnifiques, persuadé que nous étions des génies, le proclamant en tout cas, courant de l'un à l'autre, et reconstruisant l'univers jusqu'à quatre heures du matin¹. » Et Robert Brasillach ajoute : « Ceux qui ne l'aiment pas ne comprennent pas quel ascendant a pu exercer le Maxence de 1931. Cet ascendant était pourtant réel ; il ne venait ni de ses articles ni des livres qu'il avait publiés, mais d'une vitalité vraiment extraordinaire, d'une grande ardeur à organiser une « équipe », et d'une plus grande gentillesse encore envers les membres de cette équipe. (...). Aux temps où nous fabriquions la *Revue française*, Maxence nous faisait participer à sa vie tumultueuse, nous faisait profiter de tout ce qui lui appartenait, avec un enthousiasme qui ne se démentait jamais². » Dans l'atelier qu'il occupe avec son épouse au septième étage d'une maison ouvrière du Boulevard Saint-Marcel où il reçoit ses amis, il est au centre d'un petit groupe composé d'Augustin Fransque, Georges et Germaine Blond, José Lupin, Raoul Audibert, qui a fréquenté le lycée de Nice en même temps que Maulnier, Georges Pelorson, Maurice Blanchot, le reporter Maurice Laporte et bien entendu, Thierry Maulnier lui-même. « C'était l'époque, écrit Hélène Colomb, où pour

vraisemblablement être publié dans la collection des *Cahiers d'Occident* dirigée par Gérard de Catalogne. A la date à laquelle il expédie son courrier, il déclare avoir déjà écrit 170 pages de l'ouvrage. (Lettre à sa mère du 27 janvier 1931, Fonds Thierry Maulnier Versailles, F991 (6) a.). Dans une lettre suivante, il explique à sa mère que la signature du contrat d'édition pour son livre a été retardée parce que celui qui devait préparer le contrat s'est brouillé avec Maxence. (Lettre à sa mère du 2 mai 1931, Fonds Thierry Maulnier Versailles, F991 (6) a.). Enfin dans une dernière lettre du 15 juillet 1931, Maulnier apprend à son frère qu'il prépare en même temps 4 ouvrages : un livre de considérations sur son temps ; un Racine, dont son mémoire de DES est le brouillon ; un Pascal, dont la lecture des *Provinciales*, qui étaient au programme de l'agrégation, lui a donné l'idée ; et un Nietzsche, qui lui donnera l'occasion de découvrir le philosophe. (Lettre à son frère, 15 juillet 1931, F 991 (6) a.)

¹ Robert Brasillach, *Notre Avant-Guerre*, op. cit., p.122.

² *Ibid.*, pp.122-123.

répondre à l'accusation de Julien Benda, Emmanuel Berl, Ramon Fernandez, Jean-Pierre Maxence et d'autres discutaient à perdre haleine, salle Wagram, sur l'opportunité ou la non-opportunité de l'engagement pour les intellectuels. Assez peu orateur, Thierry Maulnier ne participait pas, me semble-t-il, à ces joutes. Revêtir la veste de cuir et la "bache" du prolétaire afin de se mêler, en observateur, aux foules populeuses du quartier d'Amérique, l'amusait. (...). Le col du cuir relevé, les pantalons en accordéon sur les souliers éculés. S'agissait-il d'un déguisement ? A peine ; comme nous tous, Jacques (Thierry Maulnier) n'était pas riche et nous lui avions quelque temps offert, Boulevard Saint-Marcel, un sofa certainement trop court pour ses longues jambes¹. » Telle était la vie de la *Revue française*, pittoresque et presque entièrement organisée autour de son rédacteur en chef, un noctambule impénitent qui, grâce à sa générosité et son sens de la camaraderie, bénéficiait d'un ascendant certain sur tous ses jeunes compagnons. Les nouveaux venus étaient accueillis à bras ouverts et immédiatement intégrés au reste de l'équipe. La plupart du temps, Maxence se fiait à son intuition et ne lisait même pas les articles. Ce qui explique aussi sans doute la qualité inégale des collaborations à la revue. « La liberté, l'amitié de la *Revue française* si, certes, elle ne fit rien surgir de rien, apporta, je crois, à chacun de nous, un climat, une force, une jeunesse à laquelle il doit bien quelque chose² !... » Au bout de l'aventure de la *Revue française*, il y a cependant l'échec. Le premier d'une longue succession d'« Orphéons » auxquels a collaboré Thierry Maulnier, au lectorat marginal, mais à la renommée installée dans les milieux intellectuels. Très rapidement les chiffres médiocres des ventes obligent en effet les propriétaires à réduire la périodicité de la revue qui devient bimensuelle, à partir de l'automne 1931, puis mensuelle à partir de juin 1932. Il reste que cette expérience permet de faire émerger un petit groupe solide de rédacteurs qui est ensuite à l'origine de toutes les tentatives les plus audacieuses de la Jeune Droite, et notamment des deux plus belles réussites que sont *Combat* et *L'Insurgé*. Un état d'esprit se confirme aussi, fait d'insolence, de goût de la provocation et de camaraderie bruyante, qui constitue l'un des signes particuliers de reconnaissance de la mouvance Maulnier-Maxence,

¹ Hélène Colomb, *La Danse des fous, Mémoires*, Paris, Editions caractères, 1974, p.32

² Jean-Pierre Maxence, *Histoire de dix ans*, op. cit., p.190

comparée à l'équipe beaucoup plus austère de *Réaction*. Un exemple illustre parfaitement ce propos. Il se trouve dans une lettre que Maulnier envoie à sa mère en 1931, dans laquelle il lui rapporte l'intrusion qu'il a faite avec Maxence et quelques autres dans une réunion publique : « Une fois aussi (mais ceci ressort plutôt aux travaux littéraires), je suis allé avec Jean Maxence et deux ou trois autres engueuler de braves jeunes gens qui faisaient une réunion pour l'apologie de l'ordre bourgeois. Après le discours de l'orateur, on a tenu la tribune chacun dix minutes, et on leur a déversé sur la tête des vérités désagréables. Ils n'ont pas réagi et ils avaient très peur¹. » On trouble des réunions, on joue les agitateurs. Cela ne sert sans doute à rien, mais au moins on s'amuse. Progressivement aussi, la Jeune Droite se politise en sortant des discussions littéraires de l'entre-deux-guerres pour entrer de plain-pied dans la polémique, dans le débat, et un peu dans le combat politiques. Cette politisation se fait d'ailleurs dans un double sens : d'un côté Maulnier tente de conquérir, grâce à la *Revue française*, une part de liberté – intellectuelle et financière – par rapport à l'Action française, d'un autre côté Maxence, qui s'intéresse de plus en plus à la politique sans négliger le versant spirituel de son action, est forcément aspiré, par la présence de tous ces jeunes maurrassiens dans son entourage, dans l'orbite de l'Action française.

Pour Maulnier, le point de départ, c'est un sentiment de décadence de notre civilisation, une crise des valeurs qui menace l'intégrité même de l'homme et qu'il analyse dans son essai *La Crise est dans l'homme* comme une crise universelle de la civilisation. Au moment où le monde capitaliste s'enfonce dans la crise économique, où certains pays se tournent vers les « mythes collectivistes », ce n'est pas seulement le problème de l'avenir matériel de l'homme qui se pose, mais bien celui de la faillite spirituelle de la société. « Si une civilisation tout entière peut être aujourd'hui remise en jeu, c'est parce qu'elle a ignoré et blessé aveuglément l'être humain dans ce qu'on pourrait appeler son exigence éternelle », écrit-il². Notre civilisation semble avoir tout

¹ Lettre à sa mère du 27 janvier 1931, Fonds Thierry Maulnier Versailles, F991 (6) a.

Le compte rendu de cette réunion est paru le 15 février 1931 dans une revue confidentielle nommée *France et Monde*. On remarquera au passage la manière dont commence le paragraphe cité. Pour Maulnier, ces petits jeux font étonnamment partie du travail littéraire.

² Thierry Maulnier, *La Crise est dans l'homme*, Paris, Alexis Redier, 1932, p.6.

simplement perdu de vue « la seule raison du monde qui mérite, un effort, un combat, un sacrifice¹ » : l'homme lui-même. Ce discours spiritualiste, qui prolonge les réflexions nées dans la Jeune Droite des années vingt autour des *Cahiers* de Maxence, de *La Gazette française* et des *Cahiers d'Occident*, mais sur un mode plus politique que religieux, s'inscrit en opposition avec les forces politiques existantes, qu'elles soient ou non gouvernementales, et notamment avec les organisations et mouvements « réalistes » qui constituent le fer de lance des nouvelles relèves jusqu'à la fin des années vingt, comme la mouvance « jeune turc » ou la revue *Notre Temps* de Jean Luchaire. Olivier Dard a montré comment se forge cette rivalité entre « réalistes » et « spiritualistes », « qui structure au premier chef le monde des nouvelles relèves des années vingt au milieu des années trente », autour d'un pôle « “réaliste”, organisé autour du triptyque fondé sur la modernisation de l'économie, la réforme de l'Etat et l'intégration européenne », et le pôle « “spiritualiste”, axé au contraire sur une critique diversement formulée de la technique et de la modernité et aspirant à la recherche d'un nouvel humanisme fondé sur le primat du spirituel. A chacun de ces deux projets a correspondu un moment fort. La fin des années vingt, portée par la croissance économique, les espoirs de rénovation politique et la confiance dans le rapprochement franco-allemand a été pour les “réalistes” un moment phare où ils ont pensé pouvoir peser sur les destinées du pays. La crise des années trente a brisé ce bel optimisme et permis à ce qui n'était alors qu'un contrepoint, les “spiritualistes”, de devenir, l'aile marchante des nouvelles relèves². » Les « réalistes » sont donc le symbole de tout ce que la Jeune Droite rejette, à commencer par la recherche constante du progrès matériel, et elle se définit donc en référence à ce contre-modèle. Le krach de 1929, et la crise économique qui s'ensuit, sont pour les jeunes équipes « spiritualistes » la confirmation de la justesse de leurs intuitions sur la crise de la civilisation humaine. Cette faillite spirituelle qu'analyse l'auteur de *La Crise est dans l'homme*, il la voit donc à l'œuvre partout, autant dans la politique que dans la littérature et les arts ; les deux dimensions étant bien entendu liées. Les arts, pour Thierry Maulnier, reflètent

¹ Thierry Maulnier, *La Crise est dans l'homme*, op. cit., p.15.

² Olivier Dard, *Le rendez-vous manqué des relèves des années 30*, op. cit., pp.285-286. Voir aussi : Jean-Louis Loubet Del Bayle, *Les Non-conformistes des années trente. Une tentative de renouvellement de la pensée politique française*, op. cit.

l'état d'une société. Ils ont par conséquent leurs phases ascendantes et leurs phases de dégénérescence. Comme ils tirent l'essentiel de leur valeur des ressources des artistes, ils valent ce que vaut l'homme. C'est la raison pour laquelle il ouvre, avec Brasillach et la Jeune droite, pour en tourner définitivement la page, le procès de « l'après-guerre » littéraire, de sa manie pour l'introspection psychologique et de tout ce mouvement qui naît dans les années 1920 autour de « l'inquiétude », du malaise, et du désordre du monde dans la littérature – avec Drieu La Rochelle, Gide, les surréalistes, le dadaïsme, Morand, Montherlant et beaucoup d'autres – et qui ne devait aboutir, pour lui, qu'à quelques tentatives d'évasions par le voyage, la drogue ou le suicide. La jeune génération de droite ne se reconnaît pas dans les valeurs de l'après-guerre qu'on lui donne à voir dans une littérature qui se contente, pour elle, de tourner en rond dans son confessionnal ou dans ses prisons intérieures. « C'est un monde de fantômes qu'elle évoque, un monde gris, défait, un univers d'ombres. On a peine à s'en souvenir tant il manque de force. L'homme s'y trouve décomposé. Il se regarde vivre sans vivre. Il est l'éternel adolescent qui ne parvient pas à secouer son trouble. Inquiet, pour lui, devient synonyme de paralysé. Presque aucune des œuvres nées sous ce climat de complaisance et d'acceptation n'a résisté au temps. (...) . Cette sincérité immobile, cette sincérité mentale, cette ambivalence des passions et des actes n'ont servi ni la poésie ni le roman. C'est que le mouvement même qui était à l'origine de cet inventaire du monde intérieur à quoi s'étaient attachées les premières années de l'après-guerre se trouvait trahi par cette hésitation complaisante, aussi loin que possible de l'inquiétude féconde, celle qui oblige à se dépasser. Littérature de bars, d'écoeurement, littérature au goût de fumée !¹. »

Brasillach a raconté dans *Notre Avant-Guerre*² comment l'un des élèves à qui il donnait des cours particuliers avait éveillé en lui, avec cette expression de « fin de l'après-guerre », l'idée de troubler la morne quiétude du milieu littéraire. L'expression fut prononcée publiquement la première fois par Jean-Pierre Maxence au cours d'une émission du *Studio Franco-Russe* sur Péguy et c'est Robert Brasillach qui devait la

¹ Jean-Pierre Maxence, *Histoire de dix ans 1927-1937*, op. cit., p.71.

² Robert Brasillach, *Notre Avant-Guerre*, op. cit., p.107.

populariser ensuite en interrogeant quelques célébrités de l'après-guerre pour le compte de l'hebdomadaire *Candide*¹ pendant l'été 1931. L'enquête, qui constate notamment la faillite de la décennie précédente, et se transforme en une vive querelle avec Joseph Delteil et Jean Guéhenno notamment, coïncide avec le moment où la génération de l'après-guerre commence à comprendre ce qui l'attend dans la décennie qui s'ouvre. « Ceux qui proclamaient, constataient la fin de l'après-guerre, ne se contentaient point de relever cette faillite en littérature. Tout : art, philosophie, morale, politique, pensées et actions, leur semblait rongé par les mêmes poisons. Rien ici de la manœuvre de jeunes ambitieux ou du manifeste de petits purs de l'intelligence. Ceux qui condamnaient, s'engageaient dans la condamnation qu'ils portaient et n'y jouaient pas qu'une carrière mais eux-mêmes, leur œuvre et leur vie². » Comme le rappelle Maxence, l'enquête sur la fin de l'après-guerre est, pour cette génération d'intellectuels de la Jeune Droite, bien plus que le constat d'échec d'une littérature qui est accusée de s'être enfermée, au long des années vingt, dans les facilités du subjectivisme et de l'introspection. Il ne s'agit pas de critiquer des hommes ou des équipes en provoquant une nouvelle querelle de générations, mais de contester un état d'esprit et des valeurs qui ont conduit la civilisation occidentale au bord de la crise. La Jeune Droite prononce l'acte de décès de la génération précédente qui, pour elle, disparaît sans avoir rien construit, en laissant derrière elle un vide complet. La polémique³ est donc posée sous un angle psychologique, contre ce qu'ils appellent le « psychologisme », l'analyse des tourments de l'âme et l'influence du freudisme dans la littérature, attribués à cette génération de l'inquiétude, telle que l'a désignée Daniel-Rops dès 1927⁴. A travers cette querelle, c'est aussi l'immoralisme gidien et son influence nocive qui sont dénoncés. « La fin de l'après-guerre, ce n'est pas quelque chose qui finit, qui a fait son temps, explique brutalement Thierry Maulnier. C'est : quelque chose finit, qui ne devait pas, qui n'aurait jamais dû commencer⁵. » Cette enquête n'en demeure pas moins l'acte par lequel une génération, celle des hommes

¹ L'enquête a été publiée en juillet – août 1931.

² Jean-Pierre Maxence, *Histoire de dix ans 1927-1937*, op. cit., pp.193-194.

³ Sur le sujet, se reporter notamment à l'analyse de Jean-Louis Loubet Del Bayle, *Les Non-conformistes des années trente. Une tentative de renouvellement de la pensée politique française*, op. cit., pp.233-239.

⁴ Daniel-Rops, *Notre inquiétude*, Paris, Perrin et Cie, 1927, 299 p.

⁵ Thierry Maulnier, « Témoignage pour l'évidence », in *Réaction*, n°8-9, janvier-février 1932, p.11

qui sont arrivés à la vie peu avant la guerre de 1914, précise ses positions et ses valeurs. La revue animée par Jean de Fabrègues, *Réaction*, lui consacre ainsi la majeure partie de l'un de ses numéros¹.

Après ce constat, les causes... Thierry Maulnier entrevoit ainsi l'origine de cette crise spirituelle dans deux tendances, deux nouvelles religions qui impriment leur caractère à son époque : un matérialisme féroce qui fait des hommes ses esclaves, et un idéalisme desséchant qui conduit une partie des intellectuels à se perdre dans les jeux des abstractions. C'est ainsi lui qui va donner l'analyse la plus pertinente et la plus approfondie de cette après-guerre dans des articles qu'il publie dans *L'Action française* et la *Revue Universelle*. Ces articles sont réunis dans le premier ouvrage qu'il publie, *La Crise est dans l'homme*. A travers sa première cible, le matérialisme, Maulnier vise surtout le courant réaliste dans les arts², qu'il voit représenté dans les œuvres ou les idées de Henri Poulaille, Lucien Gachon, Jean Giono, Eugène Dabit, Jean Guéhenno et André Thérive. Comme tous ses camarades maurrassiens, Maulnier s'oppose au fétichisme du morbide, au culte de l'anormal, à l'attrait pour la déchéance humaine, pour la médiocrité et pour la vulgarité qu'il considère comme le propre de la littérature réaliste, qui s'attache à une représentation exacte du monde et de la vie. La réalité peinte dans cette littérature ne correspond pas à ce qui constitue le sens réel de la vie humaine, mais seulement à la représentation volontairement exagérée des ses tares et vices. Ce n'est donc pas « dans des garnis atroces ou sur les quais lugubres du métro³ » que les artistes vont pouvoir retrouver une notion constructive de l'homme. L'ouvrier absorbé par son travail, l'homme qui étouffe dans un quotidien morne et quelconque, n'ont aucune valeur exemplaire. Ils symbolisent seulement le vulgaire, tout ce qu'il y a de commun à l'époque. La littérature réaliste est donc démobilisatrice.

¹ *Réaction*, troisième année, n°8-9, janvier-février 1932. Voir à ce sujet « Témoignage pour l'évidence » par Thierry Maulnier ; « Querelle de générations », par Emile Vaast, « L'après-guerre s'embourgeoise », par René Vincent ; « Rencontre de générations », par Jean de Fabrègues ; et « Maurras sans Maurras », par Emile Vaast.

² Le réalisme dont il est question ici n'est pas le réalisme politique des années vingt mais une tendance à décrire et à représenter les aspects les plus grossiers de la vie. Le réalisme, tel que le voit l'Action française, n'est jamais dissocié du naturalisme. Maulnier rassemble également, sans distinction dans cette même catégorie, le « populisme », qui prend le peuple comme sujet de fiction, et la littérature prolétarienne (*La Crise est dans l'homme*, *op. cit.*, pp.155-164). Il s'agit d'un sujet constant dans l'œuvre de Maulnier. Pour illustrer ce sujet sur des périodes ultérieures, on peut consulter également sur l'écrivain prolétarien Jean Meckert, « Les Coups », in *La Revue Universelle*, 10 juillet 1942.

³ Thierry Maulnier, *La Crise est dans l'homme*, *op. cit.*, p.247.

Elle ôte à l'homme ses raisons d'agir. De la même manière, Maulnier s'oppose à la littérature populaire, parce que cette littérature présente une vision inessentielle de l'homme ou particulière au peuple. « Toute littérature qui se fonde sur l'idée (...) d'une conscience de classe, passe à côté de la conscience¹ », c'est-à-dire à côté de l'homme, écrit-il dans son premier ouvrage. L'Action française, et la Jeune Droite avec elle, ont un rapport complexe avec le réel, qu'ils définissent d'une manière qui leur est totalement singulière.

Pour ce qui concerne sa seconde cible, l'idéalisme, Maulnier accuse une partie des intellectuels de s'être isolés du monde et de se complaire dans leur tour d'ivoire. L'un de ces intellectuels désintéressés, perdus dans le jeu pur des abstractions, que commence à critiquer Maulnier, et qu'il va régulièrement attaquer par la suite, est Julien Benda, l'auteur de *La Trahison des clercs*, livre dirigé, entre autres, contre Maurras et la forme qu'il donne à son engagement intellectuel. A de multiples occasions, Maulnier s'est efforcé de démontrer l'étrange paradoxe qu'il y a chez Benda, dans le désintéressement affiché d'un esprit qui prétend ensuite, selon des principes dont il se croit sûr, façonner le monde. Ce désintéressement provoque les foudres de Maulnier : « Si certains écrivains se sentent assez affranchis de l'humain, assez intellectuels – comme ils disent – pour continuer de remplir, quelles que soient les contingences du monde, les étranges fonctions d'une pensée purement abstraite, libre à eux. Mais ceux qui ne conçoivent leur rôle d'écrire que comme une façon d'éprouver plus complète et de mettre en jeu tout entière une existence qu'ils veulent humaine, ceux qui n'écrivent que pour se sentir vivre intégralement, ceux-là n'ont plus le droit d'être désintéressés². »

L'écrivain véritable, pour Maulnier comme pour Maxence, est celui qui met tout son être en jeu dans le réel pour accéder à quelque connaissance absolue de l'existence humaine. C'est dire si la position qu'ils proposent à l'écrivain d'adopter dans la société, est éloignée de ceux qui vont chercher dans les jeux de l'intelligence pure et de la morale, dans une exigence abstraite, les raisons d'une action politique. Rien ne définit en tout cas mieux l'état d'esprit de Thierry Maulnier en ce début des années

¹ Thierry Maulnier, *La Crise est dans l'homme*, op. cit., p.171.

² *Ibid.*, p.16.

trente que cette phrase : « Les faits s'imposent à nous. Le destin des nations, le destin de l'espèce sont trop gravement engagés dans les problèmes du moment pour que l'esprit puisse les ignorer. (...). Il s'agit tout d'abord de vivre, et vivre n'est pas seulement éviter de mourir, mais se ménager sur la terre une condition acceptable, une dignité acceptable. L'intelligence ne ressent plus seulement le besoin d'aborder la politique comme science, d'une manière en quelque sorte désintéressée¹. » Face à la crise sans précédent qui fait sentir ses effets au début des années trente, il importe de définir les valeurs qui méritent d'être sauvées, d'affirmer ce qui est digne de révolte et de sacrifice. A cette recherche, Maulnier apporte une réponse : l'homme. C'est la notion de l'homme qu'il faut restaurer dans un monde qui a décidé de s'en passer. Evidences ? Peut-être. Mais encore fallait-il les rappeler, nous dit Maulnier, en raison du mépris dans lequel ces vérités étaient alors tenues. Face aux menaces qui pèsent sur notre destin, il prône donc un engagement résolu des intellectuels dans la défense de la personne humaine et de sa liberté, un véritable combat au service des individus d'élites, des chefs – il parle de soldats, d'artisans et de martyrs² – qui accepteront de relever le défi que leur lance une civilisation occidentale en train de s'effondrer. « Plus que jamais, (...) il importe de susciter les soldats d'un humanisme intérieur³. » L'humanisme, voilà la grande idée que défend Maulnier dans son premier ouvrage ; mais il s'agit d'un humanisme viril, car, ainsi qu'il le dit lui-même, « c'est une virilité qu'on demande aujourd'hui⁴ », contre toutes les tendances dévirilisantes dénoncées dans l'ouvrage. *La Crise est dans l'homme* n'est pas un livre de théorie. C'est avant tout un livre de combat qui oppose des réalités de chair et d'âme, à des systèmes et à des abstractions, parce qu'il faut réconcilier l'intelligence et la matière. Tout en n'étant qu'un recueil d'articles anciens de quelques années, c'est enfin un livre majeur dans le développement de la pensée de Thierry Maulnier.

Cet ouvrage, dont le titre est souvent utilisé aujourd'hui pour évoquer la faillite spirituelle des années trente, provoqua cependant moins de commentaires que

¹ Thierry Maulnier, « Nouvelles tâches de l'intelligence », in *La Revue Universelle*, 15 novembre 1933.

² Thierry Maulnier, *La Crise est dans l'homme*, op. cit., p.14.

³ *Ibid.*, p.10.

⁴ *Ibid.*, p.233.

l'enquête sur la fin de l'après-guerre, à laquelle il se rattache en partie. Les réactions les plus fortes sont venues bien entendu de la mouvance de l'Action française et notamment de la Jeune Droite. Jean de Fabrègues, animateur de la Jeune droite d'inspiration catholique et rédacteur en chef de la revue *Réaction*, dans laquelle Thierry Maulnier a publié un article deux mois auparavant¹, se réjouit, en commentant l'ouvrage de ce que « la pensée de Thierry-Maulnier se coule d'elle-même dans les cadres habituels aux rédacteurs de *Réaction*² », et y reconnaît les influences de Proudhon, Pascal, et de « ce maître tout proche de Thierry-Maulnier : Charles Maurras³. » Henri Massis rend compte également de l'ouvrage dans la *Revue universelle* en pointant la fraternité de pensée qui les anime tous deux, et en allant jusqu'à évoquer une communauté de style avec Proudhon et Péguy : « Je sais peu de lectures qui m'aient causé une satisfaction d'esprit aussi pleine et qui m'aient laissé sur une plus vive espérance. Tout ce que nous avons cherché à maintenir, à défendre contre l'ingratitude et l'oubli, s'y renouvelle au feu d'une ardeur juvénile ; et plus encore qu'à la pertinence des formules, à la solidité des principes, c'est au frémissement de telles pages, à la passion qui les sous-tend que je suis dès l'abord sensible : elles ont l'accent de la vie et de la vie la plus haute, la plus fière, celle de l'intelligence qui ne consent pas à se renoncer, à se soumettre à ce qui prétend l'asservir. (...). Et l'on aime qu'une jeune pensée, attachée à la conservation de l'homme, à la défense de l'ordre, ait, dès l'abord, cet accent révolutionnaire, ce vigoureux ressaut qu'on trouve aux écrits d'un Proudhon, d'un Péguy – et cela dans la fidélité même⁴. » Mais pour finir, le mieux est sans doute de laisser la parole à Pierre Varillon, qui se félicite directement auprès de Maulnier, après la lecture de son ouvrage, de lui avoir ouvert les colonnes littéraires de l'*Action française* deux ans plus tôt : « Mon cher petit (...). Vous savez que votre collaboration est une de mes joies, de mes fiertés. N'en concevez pas de la confusion. Ce n'est que justice. Continuez à travailler dans le sens qui est le vôtre. Nos maîtres, hélas, nous quitteront un jour. Il faut que les remplaçants trempent leur courage, aiguisent leur épée. (...). Notre France

¹ Thierry Maulnier, « Témoignage pour l'évidence », in *Réaction*, n°8-9, janvier-février 1932, pp.10-14.

² Jean de Fabrègues, « La Crise est dans l'âme », in *Réaction*, n°11, avril-mai 1932, p.30.

³ *Ibid.*, p.29.

⁴ Henri Massis, « La Crise est dans l'homme », in *La Revue universelle*, 15 juillet 1932.

aura besoin d'être défendue¹ ». C'est surtout le ton affectueux, presque paternel, qui interpelle. Dès son entrée dans le mouvement maurrassien, Maulnier fut perçu par ses responsables comme l'un des leurs, en qui ils fondèrent de grandes espérances pour l'avenir et qu'ils imaginaient appelé à une grande carrière dans l'orbite de l'Action française, comme possible successeur de Maurras.

¹ Lettre de Pierre Varillon à Thierry Maulnier du 18 avril 1932, Fonds Thierry Maulnier Versailles, F996 (29), Ms ZI

Chapitre 4
Position contre l'Amérique

Ce combat qu'il mène contre l'idéalisme et le matérialisme dans les arts, Maulnier le poursuit dans la politique avec ses camarades de la Jeune Droite. Leurs principales cibles sont alors l'Amérique, et par extension, les intellectuels français qui se font les chantres de l'américanisme et de l'adoption des méthodes productivistes américaines, à savoir les « réalistes », qui avaient le vent en poupe dans la France des années folles. Le modèle américain, l'*american way of life*, est alors synonyme de prospérité, d'efficacité et d'accroissement des richesses matérielles de la population. La crise économique de 1929, et les doutes qui l'accompagnent sur la valeur du modèle capitaliste, marquent le déclin de l'influence du courant réaliste, tandis que s'affirment les nouvelles relèves des années trente, « spiritualistes¹ », qui apparaissent d'autant plus crédibles qu'elles avaient annoncé la catastrophe dès la fin des années 1920. Au sein de la mouvance réaliste, les jeunes radicaux de la revue *Notre Temps* et l'entourage de Jean Luchaire, accusés d'idolâtrer les Etats-Unis et le capitalisme, sont la bête noire de la Jeune Droite. La critique de la civilisation américaine est un leitmotiv de la pensée du groupe *Réaction* qui ouvre d'ailleurs le « procès de l'Amérique » dans son numéro de juin-juillet 1930². Gérard de Catalogne, ancien directeur des *Cahiers d'Occident* et proche de la *Revue française* publie, de son côté, les résultats d'une enquête sur les Etats-Unis qu'il a menée dans les colonnes du *Figaro* auprès des milieux intellectuels notamment³. Intitulée « Pour ou contre la civilisation américaine », cette enquête visait à poser une question essentielle pour la France, sans parti pris ni idées préconçues. C'est par conséquent dans un climat de regain d'intérêt pour la civilisation américaine, et par là même d'antiaméricanisme, que la Jeune Droite et les autres courants spiritualistes développent leurs positions idéologiques contre l'Amérique. Derrière la critique de l'Amérique, c'est en fait la question du rapport à la modernité qui se pose, et plus généralement de l'essence de la technique. Il s'agit d'un sujet de prédilection pour Thierry Maulnier, dont la pensée ressasse sans cesse le questionnement philosophique sur la valeur du progrès technique

¹ Dans ce courant, Olivier Dard réunit la Jeune Droite, mais aussi les groupes de l'Ordre Nouveau et d'Esprit. Olivier Dard, *Le Rendez-vous manqué des relèves des années 30*, op. cit.

² *Réaction*, n°3-4, juin-juillet 1930.

³ Gérard de Catalogne, *Dialogue entre deux mondes. Enquête*, Paris, Librairie de la Revue Française.

et des sciences. Ce thème traverse d'ailleurs invariablement les différentes époques, de 1930 jusqu'aux derniers écrits qui en font un sujet d'interrogation central. Il y a là, de notre point de vue, avec l'œuvre de Georges Valois qui s'intéresse de près à cette question, une vraie singularité de la Jeune Droite au sein de la mouvance maurrassienne, et tout particulièrement de Thierry Maulnier. Maurras, qui est demeuré au fond un homme du XIX^e siècle, semble être passé totalement à côté de ces enjeux cruciaux pour comprendre la crise spirituelle dans laquelle fut plongé le XX^e siècle. L'examen des positions de Maulnier contre l'Amérique doit donc nous amener à formuler une première approche de ses idées sur la question de la technique, fondamentale dans son œuvre.

« *La maladie de notre temps* »

Globalement, les critiques que formule Maulnier se retrouvent sous une forme proche chez les auteurs spiritualistes de l'époque. Pour commencer, Maulnier souhaite enterrer la légende du réalisme américain, dont certains courants faisaient l'éloge dans les années 20. Il voit justement dans la crise de 1929, « la revanche même du réel ignoré et méprisé ». Car « c'était une théorie abstraite de l'homme que celle qui ne voyait en lui qu'un agent social, une capacité de production et de consommation, un rendement collectif, une capacité d'utilisation. Les résultats en étaient, sans aucun doute, un étrange despotisme dans le libéralisme politique même, l'abaissement des esprits, l'anéantissement de toutes les véritables valeurs de civilisation, de loisir et de luxe, la mécanisation des âmes, l'abrutissement. Mais aussi, le rendement individuel accru, une grande puissance et une grande prospérité collectives. Il semblait qu'en échange de ce qu'il perdait, l'homme gagnât un pouvoir, inférieur sans doute, mais appréciable. Domesticqué, abêti, pourvu d'une morale mise en préceptes et d'une pensée mise en lieux communs, il constituait assez bien un type nouveau d'esclave, mais d'esclave heureux et riche¹. » La dénonciation de l'abstraction comme origine de l'avilissement et de l'aliénation américains est une antienne de l'anti-américanisme dans les années trente. On la retrouve ainsi chez les deux auteurs spiritualistes du

¹ Thierry Maulnier, « Après le désastre américain », in *La Revue universelle*, 1^{er} octobre 1933, pp.96-97.

*Cancer américain*¹, Robert Aron et Arnaud Dandieu, mais aussi chez des intellectuels de droite, comme de gauche. Cette abstraction, si l'on en croit Maulnier, se révèle d'abord dans l'économie capitaliste qui a été entièrement construite sur le vide, sans tenir compte du monde réel. Pour lui, la société capitaliste américaine en était arrivée à un tel niveau d'absurdité qu'elle commandait aux hommes de consommer pour produire et ainsi faire fonctionner l'économie ; contrairement à l'économie réelle, « humaine », qui vise à assurer le niveau de production nécessaire à la satisfaction des besoins naturels. Toutes les forces humaines étant dédiées, dans le système américain, à produire toujours davantage, il arrive fatalement un moment où la production est trop importante pour le marché. L'abaissement des prix de revient, et donc des prix de vente, ne suffit pas à créer de nouveaux consommateurs. La parade imaginée par Ford, qui a donné un nouveau souffle à l'économie capitaliste, a alors consisté à permettre aux consommateurs d'accroître leur pouvoir de consommation par l'augmentation des salaires. Les employés américains ont bénéficié de salaires toujours plus élevés pour pouvoir consommer. « La production n'étant richesse positive que lorsqu'elle vend, l'homme asservi à l'économie ne doit pas seulement à la société de produire, il lui doit de consommer. (...). Il était réservé à notre époque de voir (...) cet admirable spectacle : l'homme dévoué au Léviathan collectif, orienté dès l'enfance vers sa tâche sociale, pourvu seulement des réflexes nécessaires à un rôle prédestiné². » Dans une telle société, pense Maulnier, l'individu consacre la moitié de sa vie à produire, et l'autre moitié, celle qui est normalement dévolue aux loisirs, à consommer le produit de son travail, en forgeant lui-même ses chaînes. Malgré tous ces subterfuges, l'économie américaine s'est vite retrouvée de nouveau aux prises avec le réel, c'est-à-dire la surproduction. Un pouvoir d'achat même artificiellement accru ne suffisant plus ; les Américains ont donc eu recours au crédit. « La dernière phase du capitalisme américain a donc été celle de la domination bancaire, c'est-à-dire de la domination la plus abstraite qui soit. Crédit au producteur épuisé par l'élévation des salaires et l'abaissement au minimum des bénéfices, crédit à l'acheteur pour lui faire acheter davantage, la machine économique américaine se trouvait à un rythme bien au delà des

¹ Robert Aron et Arnaud Dandieu, *Le Cancer américain*, Paris, Editions Rieder, 1931, 246 p.

² Thierry Maulnier, *La Crise est dans l'homme*, op. cit., p.58

besoins du pays et du monde, son débit n'était plus réglé par les nécessités de la vie, mais par une énorme puissance d'achat purement fictive et abstraite, par une abondance de signes monétaires à peu près illimitée. Le premier choc devait faire crouler une économie où les capitaux étaient faits pour une bonne part de formules et de signatures, et où tant de richesses n'existaient que par convention¹. » Autrement dit, le système capitaliste américain n'est qu'une économie de papier, fondée sur des artifices comptables et des richesses abstraites, qui se sont effondrées aussi rapidement qu'un château de cartes lorsque la réalité a repris le dessus. Les économistes parleraient aujourd'hui de bulle financière artificielle. Le pouvoir d'achat des salariés américains a été gonflé artificiellement par le crédit afin de nourrir la consommation, et donc la production de biens. Par sa recherche effrénée du bien-être matériel, la marche de la société américaine ressemble à une vraie fuite en avant. « Il faut bien concevoir, en effet, explique Thierry Maulnier, que l'écroulement américain a été celui du plus téméraire château de cartes que l'homme ait jamais construit sous le nom de société² ». Et la seconde abstraction est là précisément, dans une société qui n'est plus constituée d'êtres humains de chair et de sang, mais de producteurs et consommateurs qui ne sont que les rouages anonymes d'une machine économique dévorante et inhumaine. Ce que dénonce ici Thierry Maulnier, bien avant le discours à la mode qui se développe à partir des années soixante, c'est tout simplement la société de consommation et la mécanisation de la vie.

Les machines ont sensiblement accru l'efficacité du travail humain, mais au prix de l'aliénation de l'ouvrier par un travail à la chaîne répétitif et monotone. La réduction de l'effort individuel et la réduction du temps de travail, rendues possibles par le machinisme, auraient dû être consacrées au développement des loisirs, s'accompagner parallèlement d'une éducation des masses à la culture. Au lieu de quoi, elles ont été consacrées par les travailleurs à l'apprentissage de la consommation. Là se trouve le second terme de l'asservissement de l'homme dans le système capitaliste. Il faut consommer toujours davantage. La publicité, les salaires élevés et la morale nous y engagent. Mais là s'arrête la comparaison avec les civilisations les plus riches. Si les

¹ Thierry Maulnier, « Après le désastre américain », in *La Revue Universelle*, 1^{er} octobre 1933, p.98.

² *Ibid.*, p.97.

hommes accumulent tout ce luxe matériel que leur offre la société américaine, ce n'est pas pour leur confort ; c'est, explique, Maulnier, parce qu'ils y sont obligés. Ce luxe est imposé et non pas choisi, car il est indispensable au bon fonctionnement de la société. Notre époque a donc tous les aspects d'une époque de luxe, mais elle n'a en fin de compte rien à envier aux sociétés les plus primitives où l'homme lutte pour la satisfaction de ses besoins vitaux. Simplement, c'est le luxe matériel qui est aujourd'hui vital. Si ces activités venaient à disparaître, les millions d'hommes qui ont la charge d'y pourvoir mourraient immédiatement de faim. C'est au demeurant, pour Maulnier, ce que tend à montrer la crise économique qui est train de se développer. Les hommes sont devenus à ce point esclaves de leurs conquêtes matérielles qu'ils y consacrent leur existence. « Le luxe matériel dont on nous parle n'est pas un luxe. Qui dit luxe dit possibilité de disposer d'un excédent de force, loisir, jeu. Or, cet excédent de force est nul : nous nous acheminons au contraire vers une utilisation totale de l'individu humain, nous cherchons la formule de son rendement intégral. Sans doute on lui laisse du repos, mais ce repos est destiné à lui rendre des forces susceptibles d'être exploitées, ou à lui permettre de satisfaire les besoins qu'on a créés en lui, c'est-à-dire à l'utiliser comme consommateur. (...). Le luxe est donc utilisable, il n'est plus luxe, il n'est plus jeu, mais une des armes, et non la moindre, de la lutte pour la vie¹. » Et pour parachever cette vision noire de la société machiniste sur une note provocatrice, Thierry Maulnier en arrive à imaginer la création prochaine du métier de consommateur, dont les chômeurs rémunérés dans certains pays comme l'Allemagne et l'Angleterre forment, pour lui, un exemple précurseur. On pourrait même, écrit-il, concevoir une catégorie de fonctionnaires payés « pourvu qu'ils consentent à ne pas travailler, et à consommer le plus possible. (...). Certains penseurs, qui se croient modernes voient dans le producteur le dieu de la société future. Je me permettrai de leur faire remarquer que c'est du producteur que risque de venir notre perte. C'est au consommateur, bénévole ou forcé, que nous devons notre salut². » Les réflexions de Maulnier valent alors bien les critiques de la société de consommation qui ont fleuri sous la plume des intellectuels dans les années 1960 et 1970, et nourri la révolte de la

¹ Thierry Maulnier, « La Seconde barbarie », in *L'Action française*, 9 juin 1932.

² Thierry Maulnier, « Paradoxes économiques », in *La Revue française*, n°28, 12 juillet 1931.

jeunesse en 1968¹. Machinisme, production mécanisée, consommation standardisée, uniformisation des modes de vie et des mœurs contribuent à l'abrutissement et à la massification des individus.

Maulnier, critique de la technique

Le monde que décrit Maulnier est celui de l'automate humain, de l'homme machinal, à l'intérieur duquel toute âme a disparu. C'est la dictature du robot², dont parle René Vincent, au travers de laquelle l'homme animalise son comportement par la disparition de l'intelligence. La servitude s'exerce sur les chairs comme sur les esprits. « L'intelligence rationalisée que répandent les journaux et les cinémas, la morale réduite à une hygiène individuelle et sociale, le conformisme froid et sans âme du catéchisme puritain, tout tend à créer une conscience régulière et formaliste pour un individu qui travaille, mange, s'amuse et aime à heures fixes et par troupeaux, tout concourt à faire de chaque être la machine précise, uniforme et bien réglée, l'homme inhumain capable de s'offrir sans mémoire, sans révolte et sans espoir, sans autres raisons de se lever et de venir que la clameur glacée des sirènes horaires, au morne sacrifice vivant que le monstre économique engloutira chaque matin³. » Obnubilé par son besoin de consommer et par des envies souvent inutiles, mais intelligemment suscitées par ses maîtres, l'homme de la société américanisée devient un travailleur docile et facilement contrôlable. La civilisation américaine est en train de faire des hommes des esclaves. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, ce sont les machines qui devaient apporter la liberté aux hommes en les dégageant des contingences naturelles, qui sont aujourd'hui sur le point de la lui retirer. « Nous sommes menacés par un ordre aux formules parfaites, par un ordre mathématique et inhumain⁴ », conclut-il. Dans ce nouvel ordre, les hommes ne travaillent plus pour eux-mêmes, pour préserver leur liberté, mais pour entretenir le système qui les asservit. Il y a donc

¹ Pour une comparaison du discours sur la société de consommation entre les années 1960 et 1930, et une analyse des prolongements et des mutations du discours sur la société de consommation porté par les nouvelles relèves des années 1930, se reporter au texte d'Olivier Dard, « Des intellectuels français face à la société de consommation (1930-1960) », in Alain Chatriot, Marie-Emmanuelle Chessel et Matthew Hilton (dir.), *Au nom du consommateur. Consommation et politique en Europe et aux Etats-Unis au XX^e siècle*, Paris, La Découverte, 2004, pp.376-390.

² René Vincent, « La dictature du robot », in *Réaction*, n°11, 15 mars 1931, pp.246-247.

³ Thierry Maulnier, *La Crise est dans l'homme*, op. cit., p.61.

⁴ Thierry Maulnier, « A la recherche d'un avenir », in *La Revue française*, n°24, 14 juin 1931, p.558.

une parenté évidente, pour Thierry Maulnier, entre la société capitaliste et la société collectiviste. « Ainsi, nous allons au collectivisme à pas sûrs¹ », en déduit-il.

Pour autant, il faut préciser que la critique de la technique que formule Thierry Maulnier s'éloigne très fortement de celle portée par les ennemis de la modernité et du progrès. Pour lui, ce ne sont pas les machines qu'il faut détruire, car il est indéniable qu'elles sont sources de progrès et nous rendent des services importants, c'est plutôt le culte de la machine. C'est le culte de la machine qui a conduit les hommes à abandonner les activités les plus nobles et les plus désintéressées, comme l'art, pour la poursuite du rendement et des profits matériels. Tous les désastres de l'époque ne viennent pas des machines, mais de l'usage que les hommes en ont fait et des espoirs démesurés qu'ils ont placés en elles. C'est la raison pour laquelle le courant spiritualiste auquel appartient Maulnier dénonce les intellectuels « réalistes » qui prêchent pour l'adoption des méthodes américaines en France. Le danger est de continuer à importer en France les caractères mortifères de la société machiniste américanisée et de leur permettre d'engendrer leurs effets contre la civilisation française. Le réalisme – on devrait même dire, dans la logique de Maulnier le faux réalisme – qui s'exprime en courant politique et intellectuel annonce le règne de l'uniformité, de l'abstraction, et au fond de la barbarie. Ainsi, pour Jean-Pierre Maxence, « Il existe en France des gens à ce point dépourvus de sens de leur orientation culturelle, qu'au lieu de tenter une pénétration de l'Amérique par une culture ferme et vivante, ils cherchent à mettre en théorie les recettes d'outre-Atlantique, voire à en faire la mystique. Ils ont trouvé pour désigner leurs tentatives une expression bien curieuse, et qui à elle seule les livre : ils appellent cela l'humanisme moderne, (...) , le réalisme de notre temps². » Mais ajoute-t-il : « Un humanisme réaliste – au sens où l'entendent aujourd'hui les théoriciens de l'économie, est un inhumanisme absolu³. » Partant de tous ces constats, Maulnier se montre plus nuancé sur les responsabilités de l'Amérique que certains spiritualistes. Ce n'est pas l'Amérique, au sens du peuple américain, qui est pour lui responsable. Allant

¹ Thierry Maulnier, *La Crise est dans l'homme*, op.cit., p.94.

² Jean Maxence, « Pour un humanisme chrétien. Définitions de l'humanisme », in *Cahiers 1930*, 1^{er} juillet 1930, p.2.

³ *Ibid.*, p.8.

au bout de la logique et de la métaphore médicales introduites par Aron et Dandieu, il fait de l'Amérique le simple site d'élection d'une maladie générale du système, de la société humaine, pour laquelle le terme de leucémie serait parfaitement adapté : « *Le cancer américain*, ce n'est pas le danger que fait courir au monde un peuple ; l'Amérique n'est pas la cause du mal, elle en est l'occasion, le siège, la victime d'élection¹. » La responsabilité en incombe aux hommes. Elle provient sans doute d'un rêve démesuré, prométhéen, de dominer la nature. Mais en retour, les outils que l'homme a développés pour y parvenir, les sciences, la technique sont en train de se retourner contre lui, faute de contrôle. Que l'on ne s'y trompe pas : Thierry Maulnier n'est pas réactionnaire. Il ne prêche pas pour un retour aux sources de l'état de nature, autre forme de barbarie, où l'homme se serait débarrassé de ces machines qui l'asservissent pour retomber dans une nouvelle sorte d'esclavage. Ni pour la restauration d'un patriarcat rural. La tâche de l'homme est de couper les chaînes qui entravent sa liberté, qu'elles soient naturelles ou matérielles. « Notre *civilisation* est la seule cause de la panique spirituelle dont notre *civilisation* peut mourir. Et peut-être vaut-il mieux qu'elle ait provoqué cette panique. La société moderne croule par le jeu naturel et mortel des principes sur lesquels elle est fondée. (...). La maladie de notre temps est une maladie de l'esprit². » Pour Maulnier, la technique est neutre. Seul l'action de l'homme en fait un bien ou un mal. Elle n'est qu'un outil, et ce que nous décidons d'en faire. C'est à l'homme qu'il appartient donc de reprendre les choses en main pour que l'accroissement de puissance rendu possible par les sciences et techniques puisse servir le progrès humain, et non la consécration d'une nouvelle forme de barbarie. Jamais il ne se demande toutefois si la technique n'obéit pas à ses propres lois déconnectées de la civilisation humaine. « Notre rôle est de créer, dit-il, l'ordre qui correspondra à notre puissance, et pourra l'aménager, non de mutiler notre puissance, pour la ramener aux proportions d'un ordre périmé³ ». L'homme doit donc apprendre à se servir raisonnablement de la technique, au lieu d'y renoncer. Il doit savoir s'adapter aux conditions nouvelles offertes par son époque, faire face aux dangers qu'apporte forcément chaque nouveau progrès, tout en conservant ce qui fait

¹ Thierry Maulnier, *La Crise est dans l'homme*, op. cit., p.218.

² *Ibid.*, p.217-218.

³ Thierry Maulnier, « La crise et la machine », in *La Revue universelle*, 1^{er} août 1934, p.378.

son âme et les valeurs traditionnelles de la civilisation à laquelle il appartient. A travers ce discours sur la technique, Maulnier se montre très éloigné des idées maurrassiennes. Il apparaît proche par contre des préoccupations développées par les intellectuels de la révolution conservatrice en Allemagne, en particulier Arthur Moeller van den Bruck, dont il a préfacé l'édition française de l'ouvrage *Le Troisième Reich*¹, et Heidegger, bien que ce dernier aille encore plus loin dans son questionnement sur la technique² en s'interrogeant sur sa prétendue neutralité même, qui ne serait peut-être qu'une illusion humaine pour poursuivre la mise en coupe réglée de la nature inaugurée par la métaphysique occidentale. Quoi qu'il en soit, ce discours sur la technique, original dans la sphère maurrassienne, Maulnier va le répéter invariablement, avec des ajouts successifs, à toutes les époques de sa vie. Il est possible d'en trouver des traces dans ses deux grands essais de philosophie politique que sont *Au delà du nationalisme*³ et *Violence et conscience*⁴, dans de nombreuses notes restées inédites dans ses archives, et bien entendu dans les aphorismes de la série des *Vaches sacrées*⁵, publiés quelques années avant sa disparition. Sa théorie est bien résumée dans les phrases suivantes, extraites d'un article paru après la révolte de la jeunesse de 1968, preuve une fois encore des prolongements existants entre les années 1930 et 1960 dans la critique du progrès développée par les nouvelles relèves spiritualistes : « Tout progrès crée des problèmes parce qu'il modifie, dans une mesure qui échappe pour une bonne part à la prévision, qui défie la "prospective", les rapports de l'individu et de la collectivité avec le milieu naturel et avec le milieu humain en modifiant ces milieux eux-mêmes ; et plus les progrès sont multiples et rapides, plus les modifications qu'ils provoquent sont amples, complexes et difficiles à maîtriser

¹ Arthur Moeller van den Bruck, *Le Troisième Reich*, Paris, Sorlot, 1981, 32 p.

² Pour Heidegger, « Qui dit que la mise à profit qu'offre la technique en construisant serait un salut et la mise à sac, un malheur ? (...). Peut-être l'apparente neutralité que la technique répand autour d'elle et que l'être humain accueille avec avidité afin de pouvoir demeurer dans l'enchantement de la technique, peut-être est-elle la dernière illusion qui provient de la métaphysique et qui confirme, dans ses machinations inconditionnées, la volonté de volonté. Peut-être, l'apparente neutralité de la technique et la foi aveugle en elle sont-elles le signe caractéristique de l'absence de soupçons de la part de l'homme métaphysique à l'égard de l'homme métaphysique. Peut-être l'apparente neutralité de la technique excite-t-elle toute la sagacité humaine à essayer toutes les possibilités de la technique, de la conquête technique de la nature et de l'organisation technique de l'histoire (...). Peut-être, du fait de cette excitation, l'homme métaphysique a-t-il touché le fond des ultimes folies de l'égoïsme planétaire ». (Heidegger, cité par Silvio Vietta, *Heidegger critique du national-socialisme et de la technique*, Paris, Pardès, 1993, pp.152-153).

³ Thierry Maulnier, *Au delà du nationalisme*, Paris, Gallimard, 1938, 249 p.

⁴ Thierry Maulnier, *Violence et conscience*, Paris, Gallimard, 1945, 211 p.

⁵ Thierry Maulnier, *Les Vaches sacrées*, Paris, Gallimard, 1977, 437 p.

parce qu'elles réagissent les unes sur les autres avant même que les dispositions d'adaptation aient pu donner leur effet, de sorte que ces dispositions elles-mêmes, lorsqu'elles interviennent sont déjà inadaptées¹. » Et il poursuit d'ailleurs sur cette réflexion qui prolonge, à presque quarante années de distance, le questionnement de *La crise est dans l'homme*, avec sans doute un regard plus pessimiste sur l'humanité : « Il n'est pas exclu qu'un des caractères importants, et peut-être inquiétants, de notre époque soit un retard de l'homme, de l'homme social, mental, biologique peut-être, par rapport à ses progrès, et que ce retard ait tendance à s'accroître². » De sorte que l'homme, et les pouvoirs sociaux traditionnels qu'il a mis en place, ne seraient, pour la première fois peut-être, plus capables de corriger la trajectoire dangereuse suivie par les développements du progrès technique et des sciences. Mais dans les années 1930, Thierry Maulnier n'en est pas encore là. Il demande à ses congénères de prendre en main leur destin.

« *Chercher un secours contre nous-mêmes*³ »

« Il est temps de chercher un secours contre nous-mêmes ». Voilà ce que pense profondément Thierry Maulnier en 1932 dans son premier essai. Si la crise est spirituelle, les solutions elles par contre ne peuvent pas demeurer d'ordre spirituel. Elles doivent être empreintes de ce réalisme, auquel il apporte une définition singulière, qui a tend fait défaut dans les constructions humaines depuis l'apparition de ces abstractions mortifères. Elles ne sont finalement dans aucun système, qu'il soit capitaliste ou marxiste, car la mentalité française, ne peut pas se plier dans un système rigide, et encore moins s'éprouver dans un collectivisme de troupeau. Soit dit par parenthèse, Maulnier fait les mêmes reproches au régime soviétique qu'à la société américaine. L'idéal français est l'humanisme. Pour les mêmes raisons qu'il refuse le

¹ Thierry Maulnier, « Les problèmes du progrès », sans date, p.115. Fonds Thierry Maulnier Versailles, F995 (5) c. Il s'agit vraisemblablement du texte imprimé de notes manuscrites ayant servi pour une conférence sur les problèmes du progrès.

² Thierry Maulnier, « Les problèmes du progrès », sans date, p.115. Fonds Thierry Maulnier Versailles, F995 (5) c. Ce faisant, Maulnier s'inspire sans doute des réflexions de Jean Coutrot, qu'il a lu et commenté dans la *Revue Universelle* : Thierry Maulnier, « De nouvelles raisons de vivre », in *La Revue Universelle*, 15 février 1936. Sur Jean Coutrot, voir Olivier Dard, *Jean Coutrot : de l'ingénieur au prophète*, Besançon, Presses universitaires francs-comtoises, 1999, 468 p. Rééditée et augmentée en 2012, Tempus.

³ Thierry Maulnier, *La Crise est dans l'homme*, op. cit., p.220.

modèle américain, Maulnier n'accepte pas le recours proposé par Robert Aron et Arnaud Dandieu dans *Le cancer américain*, qui entrevoient une solution dans la révolution. Ainsi, s'il n'est pas opposé à la révolution, encore demande-t-il à ce qu'elle soit mieux définie, « car la révolution fait aujourd'hui profession de matérialisme avec plus d'énergie, ou tout au moins plus de franchise, que le capitalisme industriel et bancaire¹. » En écrivant cette phrase, Maulnier pense bien entendu à la révolution marxiste, mais son propos pourrait tout aussi bien concerner les révolutions fascistes. De la même manière, il exclut tout recours au vieil esprit révolutionnaire français, par son manque de réalisme et son individualisme. « L'individu de la Déclaration des droits de l'Homme et l'individu des Quatorze points sont de la même famille, qui n'est pas notre véritable famille. (...). Nous sommes d'accord avec les auteurs du *Cancer américain*, ce n'est pas le mot de révolution qui nous fait peur, ni la réalité de la révolution. Mais c'est leur révolution². » La révolution de type idéaliste démocratique ne fait donc pas partie des solutions pour Maulnier qui reste néanmoins un homme d'Action française. Car la Révolution de 1789, avec son citoyen anonyme, est pour lui le premier signe de la société actuelle. C'est d'elle que date la création d'un individu abstrait et déraciné, séparé des cadres traditionnels qui le protégeaient – la famille, le métier et la nation. Si révolution il doit y avoir, celle-ci devra donc se faire sur ce principe essentiel qu'est l'intégrité de la personne humaine. Force est de constater cependant que Maulnier n'a pas beaucoup de propositions à formuler pour remplacer les systèmes qu'il rejette, et que ses solutions demeurent floues. Le recours à l'humanisme ne fait pas un programme politique. « Avant de dresser quoi que ce soit contre une société inhumaine, il faudrait peut-être trouver ou retrouver ce qu'est l'homme et ce qu'il veut. Cette tâche peut paraître ingrate et terne ; elle seule peut pourtant délimiter la besogne révolutionnaire de l'esprit³. » Maulnier ne situe donc pas son action à un niveau pratique, qui est celui des partis politiques. Il ne raisonne pas en terme de programme électoral en détaillant un ensemble de solutions techniques. Son action prend forme dans les limites quelque peu imprécises de la politique, de la métaphysique et de la littérature. Après une analyse si serrée des faiblesses du

¹ Thierry Maulnier, *La crise est dans l'homme*, op. cit., p.222.

² *Ibid.*, pp.223-224.

³ *Ibid.*, p.6.

réalisme, on ne peut alors qu'être frappé par le vague des solutions préconisées. Caractéristique de la Jeune droite, qu'elle soit d'inspiration catholique autour de Jean de Fabrègues ou plus politisée avec Jean-Pierre Maxence et Thierry Maulnier, cette difficulté à formuler des propositions concrètes, s'accompagne souvent d'une relative facilité à se perdre dans des réflexions vaporeuses. Dans un article de cette époque, dans lequel il évoque la révolution à laquelle il convie ses contemporains, Maulnier écrit : « Ce n'est pas le lieu de fixer le programme de cette politique, de cette révolution nouvelle. Il est permis à chacun de l'imaginer telle qu'il lui convient, et je ne prétends pas ici donner de leçons. Du reste, comme dans la période actuelle il importe d'abord de réagir contre certains périls et de sauvegarder certains biens, un tel programme se définit surtout par ce qu'il rejette, et c'est sur ce qu'il rejette qu'il peut faire le plus large des accords. Nous n'en sommes pas encore à une reconstruction¹. » En fait, Maulnier a sans doute en tête une sorte d'« humanisme aristocratique² ». L'humanisme véritable s'appuyant sur la réalité, il doit aussi prendre en compte ce phénomène naturel qu'est l'inégalité entre les hommes. Maulnier se prononce contre une forme sociale égalitaire, tout en reconnaissant la nécessité d'assurer le maximum de chances à chacun. « Il importe, explique-t-il, de rétablir ou d'établir la notion d'un ordre spirituel conçu comme la hiérarchie naturelle des valeurs humaines. Un tel ordre se justifie non parce qu'il est physiquement solide, ni parce qu'il est logiquement cohérent, mais parce qu'il permet de fonder une société solide et cohérente sur les caractères naturels et les exigences concrètes de la personne.³ » La raison d'être principale de la société humaine est dans les individus supérieurs. Mais une telle aristocratie, un tel humanisme aristocratique, ne doit se confondre ni avec le conservatisme de caste et le dédain du progrès, ni avec le mépris du peuple. Ce nouvel ordre doit assurer la liberté, la justice et la dignité de la personne. Il doit enfin garantir des possibilités de bonheur à tous les hommes.

¹ Thierry Maulnier, « Révolution ou ordre », in *La Revue des vivants*, mars 1932, pp.488-489.

² « Humanisme aristocratique », notes manuscrites, Fonds privé Thierry Talagrand.

³ *Ibid.*

Logomachie du briandisme

L'opposition radicale de la Jeune Droite aux courants réalistes s'alimente à deux sources principalement : un rejet du matérialisme d'abord, étudié dans les pages précédentes ; et du briandisme ensuite, parce que les réalistes étaient de fervents défenseurs de la politique pacifiste de Briand. Et derrière le briandisme, apparaît en filigrane dans les attaques de la Jeune Droite et de Maulnier, l'Amérique des 14 points de Wilson et l'idéologie genevoise qui en découle. Derrière la politique d'abandon de Briand, c'est en effet l'Amérique et sa vassale britannique, que la Jeune Droite voit à l'œuvre.

Le manifeste que publie l'hebdomadaire des jeunes radicaux *Notre Temps*, « contre les excès du nationalisme, pour l'Europe et pour l'entente franco-allemande, signé par 186 écrivains, auteurs dramatiques, artistes et savants représentant l'élite de la pensée française d'après-guerre¹ », donne ainsi l'occasion aux animateurs de la *Revue française* d'engager une polémique virulente avec les intellectuels « réalistes ». Ce manifeste, d'inspiration briandiste, lance en effet un appel aux intellectuels allemands, afin qu'ils agissent contre les excès du nationalisme dans leur pays. Ensuite, les signataires « affirment que le vrai visage de la France n'est pas de haine et de guerre, mais de justice et de paix, et protestent contre les excitations chauvines qui tendent à le défigurer. Ils ne mettent pas leur orgueil dans une politique de prestige ruineuse et périmée, la véritable mission d'un grand peuple ne devant plus être déterminée par la politique des armes, mais par celle de la raison² ».

Dès que Maxence a connaissance du projet des jeunes radicaux, il s'efforce en deux jours, avec l'aide de Thierry Maulnier et de quelques autres intellectuels proches de la Jeune Droite, de rassembler des signatures autour d'un contre-manifeste qui est publié dans le numéro de la *Revue française* du 25 janvier 1931. Une fois le texte rédigé, Maxence, Brasillach et Maulnier vont rendre visite à Maurras afin de le lui présenter. Maurras approuve sans réserve le projet. Cet épisode de l'histoire de la *Revue française* est intéressant car il montre clairement la porosité existant entre la mouvance

¹ *Notre Temps*, n°73, 18 janvier 1931.

² *Ibid.*

maurrassienne et les groupuscules de la Jeune Droite. Maxence n'est pas d'Action française, mais il se positionne sans sourciller dans son orbite quand il s'agit de passer à l'action politique. Le témoignage qu'il a livré de cette rencontre autour de Maurras dans son *Histoire de dix ans* démontre qu'elle lui en a laissé un souvenir impérissable. Ses impressions reproduisent, presque avec les mêmes mots, les évocations laissées par des proches de Maurras¹. Elles ont d'autant plus de poids qu'elles viennent d'un monarchiste qui a toujours gardé ses distances à l'égard du mouvement maurrassien, tout en partageant quelques-unes des vues du Maître. Le « Manifeste des jeunes intellectuels mobilisables contre la démission de la France » qui paraît dans la *Revue française* une semaine après celui de *Notre Temps* marque donc une étape importante ; il est une sorte d'acte de naissance de la Jeune Droite à la politique active. Contre les signatures de Jean Luchaire, Berl, Benda, Bloch, Galtier-Boissière, Cocteau, Dorgelès, Drieu La Rochelle, Fabre-Luce, Bertrand de Jouvenel, Paul Morand, Gabriel Marcel ou Jean Paulhan dans *Notre Temps*, pour citer des noms parmi les plus connus, répondent 202 signataires, au sein desquelles se distingue une grande partie des équipes de *Réaction* (René Vincent, Jean de Fabrègues, Jacques-Marie Thomas, Christian Chenu, par exemple) et de la *Revue française* (avec Maulnier, Brasillach, Bardèche, Blond, Francis, Fransque, Fombeure, Chauvy...). De jeunes intellectuels en devenir s'opposent à l'élite du monde des Lettres. Sur le fond, le texte du manifeste est une contestation très nette de la politique de démission de la France à l'égard de l'Allemagne, au nom d'une vision plus réaliste et pragmatique des rapports entre les nations. « En propageant, par ce manifeste, des idées qui ne sont que amoindrissements de la juste fierté française, ce n'est pas seulement à nos vies et à nos corps que ces "intellectuels" risquent de porter atteinte, mais à la seule nation qui puisse, contre l'impérialisme économique des Etats-Unis et l'impérialisme marxiste de

¹ Maxence écrit ainsi : « Il nous accueillit, alerte, cordial, la main tendue, vivant, si vivant ! Je n'oublierai jamais ce regard. Un regard d'aigle, un regard de feu ! (...). On peut contester certaines vues de Charles Maurras, on peut se trouver en désaccord avec certains de ses disciples ; on peut avoir trop espéré du mouvement que, trente ans, il a animé ; ce qu'on ne saurait faire, je ne dis point sans injustice, mais sans vilénie, c'est nier la grandeur de ce solitaire, la puissance, la flamme de cet homme d'espoir, de combat. Le jour où la mort prendra Charles Maurras, je sais plus d'un homme de mon âge, qui pourtant comme nous n'aura fait qu'une ou deux fois l'entrevoir, qui sentira s'abattre sur lui, non point une grande douleur inféconde, une grande douleur romantique, mais l'impression d'une vaste solitude, d'une perte immense, irremplaçable pour le pays. Le rayonnement de Charles Maurras, son feu, sa morsure, ce n'est peut-être pas à ceux qui sont inscrits chez lui, qui demeurent dans son obédience officielle, visible, qu'ils importent le plus. » (Jean-Pierre Maxence, *Histoire de dix ans*, op. cit., pp.171-172).

Moscou, défendre et garder à l'Europe une notion de l'homme et un humanisme intégral sur quoi nous vivons depuis dix siècles. Si l'événement que nous ferons tout pour empêcher devait venir – et les récentes élections allemandes nous donnent tout lieu de le craindre – nous ne voulons pas qu'alors on puisse l'imputer à la légèreté ou à la lâcheté d'une jeunesse à laquelle répugnent les démissions. Nous tenons à ce que chacun puisse, en un tel moment, prendre ses responsabilités. Ainsi, M. Briand (...) promoteur de toutes les abdications françaises, ne relèvera plus ce jour-là que du verdict de la justice compétente¹. »

Il ne faut pas oublier que le manifeste de *Notre Temps* est publié six mois à peine après le retrait des troupes françaises de Rhénanie intervenu conformément au Plan Young. Depuis la fin de la Première Guerre mondiale, l'armée française assurait la garde sur le Rhin et garantissait ainsi la couverture et le contrôle de la frontière, en se fondant sur l'idée que tenir le Rhin, c'est tenir l'Allemagne en respect loin du territoire français. La sécurité de la France était encore garantie par l'occupation de la Rhénanie, qui pouvait ainsi surveiller le réarmement allemand. A partir de la signature des accords de Locarno, l'Allemagne reconnaît librement ses nouvelles frontières – abandonnant par là même ses revendications sur les frontières belge et française –, ainsi que la démilitarisation de la Rhénanie. La zone d'occupation rhénane, qui constituait enfin un glacis protecteur contre les éventuelles agressions allemandes et donnait un atout considérable aux troupes françaises, disparaît à la suite de l'accord de La Haye, conclu en 1928 par Aristide Briand, qui prévoit un retrait de l'armée française au plus tard le 30 juin 1930, soit quatre ans et demi avant l'échéance de quinze ans prévue au Traité de Versailles. A partir de cette date, il est certain que la France n'est plus en mesure de contrôler l'état militaire de la nation allemande. Sa sécurité ne dépend donc plus que de l'état de sa propre armée, du désarmement de l'armée allemande et des dispositifs de sécurité collective. On comprend donc mieux pourquoi la Jeune Droite, comme l'Action française, dénonce la diplomatie française qui, à travers concessions et arbitrages internationaux, s'achemine vers une révision des traités et réduit les chances de sécurité de la France face à l'agressivité allemande. Elle critique cette tendance qui

¹ *Revue française*, n°4, 25 janvier 1931.

domine la politique française depuis 1924 et qui consiste à multiplier les concessions sans autre résultat que d'accroître l'appétit et la convoitise d'une Allemagne avant tout révisionniste.

Pour Maulnier, l'inamovible Aristide Briand qui fut douze fois ministre des affaires étrangères, dont sept années sans interruption de 1925 à 1932, est le symbole de cette politique d'abandon. A travers une politique qui cherche la conciliation avec l'Allemagne, pour la faire revenir dans le concert des nations, et qui se traduit par des concessions qu'il juge indamissibles, Briand est le symptôme d'une France en état de décomposition, qui se présente sans défense pour une invasion prochaine. Briand en est aussi son politicien le plus représentatif, un symbole de la Troisième République, qui est le bouc émissaire favori de l'*Action française*. Toute la logomachie sur laquelle se fonde son action politique n'est que le masque qui dissimule une autre fiction, juridique celle-là : la démocratie. Et, au fond, Briand n'est que le symptôme d'un mal plus profond : le régime. Maulnier reproche à Briand d'être prisonnier de ses conceptions pacifistes et de ne pas savoir s'adapter à la réalité des événements. « Il est l'instrument passif du répertoire pacifiste qu'il s'est donné à lui-même¹ ». Son discours public n'est que logomachie et fausse fermeté, prête à se transformer immédiatement en concessions dans les coulisses : « Les discours de M. Briand, n'exprimant que leur auteur, n'expriment rien. Apologie cent fois entendue d'une politique, fines allusions à des persécutions prétendues, emphatique éloge d'une Société des Nations qui est, paraît-il, une personnalité propre, indépendante des gouvernements (...), animée d'une volonté de paix immuable, mais entourée de mauvais vouloirs et d'ennemis invisibles, en voilà les thèmes obligés (...). Ils ne refusent rien ; ils ne concèdent rien ; les éternelles concessions, les trahisons accoutumées se font ensuite, à voix basse, dans les coins, entre bons copains. Ils sont vains, ils sont vides, et ils trouvent encore le moyen de nous faire du mal (...). En effet, l'opinion étrangère, qui ne consent pas à croire à l'infériorité de l'adversaire, voit une ruse dans l'ignorance et dans la faiblesse, et conclut de ce que M. Briand ne dit rien, que M. Briand ne veut rien dire, et par conséquent, refuse tout. De sorte que M. Briand qui a tout abandonné, n'a même pas fait en sorte qu'on le sache, et fait passer, à

¹ Thierry Maulnier, « Vues sur... la politique », in *La Revue française*, n°14, 5 avril 1931.

l'étranger, la France pour un vainqueur intraitable et inhumain¹. » Pour résumer, Briand qui reste ministre sous des gouvernements modérés, est l'homme de toutes les trahisons, dont la politique idéaliste prépare des conflits sanglants dans l'avenir et l'agression prochaine de l'Allemagne. Pourtant l'historiographie contemporaine récente, notamment à travers les travaux de Jacques Bariéty², a tendance à contredire cette image du briandisme qui avait fini par s'imposer dans les esprits. Dans son étude de la politique française en matière de désarmement dans l'entre-deux-guerres, Maurice Vaïsse fait aussi justice à Briand de n'avoir jamais eu pour finalité de rechercher le désarmement de la France : « La fin que Briand se propose est de fortifier la paix, non de réaliser le désarmement. (...). Dans tout cela il n'y a pas de place pour le désarmement. Non seulement Briand ne le prône pas, mais il considère, et il le dit à plusieurs reprises, qu'il faut veiller à la sécurité de la France. Avant Locarno, Briand lui-même ne cesse de proclamer que la sécurité est "une question vitale pour la France" qui justifie "la volonté de garder assez de force pour faire obstacle à une agression nouvelle". Après Locarno, Briand reconnaît que le "désarmement est une obligation sacrée pour les signataires du Pacte... Mais c'est aussi un problème difficile... Il y a à la base une question... une question de sécurité". D'ailleurs, en plusieurs occasions, militaires et hommes politiques français, même lorsqu'ils ont été hostiles à Briand, lui reconnaissent le souci de la sécurité de la France³. » La politique d'Aristide Briand était donc en phase avec les attentes de l'opinion publique et ses objectifs ne différaient pas de ceux que les gouvernements suivants ont adoptés, se traduisant avant tout par une recherche de sécurité maximale pour la France. Mais même la mort de Briand ne réussit pas à changer l'opinion de Maulnier qui ne ménage aucune critique : « Cette mort ne répare rien, n'efface rien ; elle ne restaure rien de nos existences menacées et diminuées. A supposer que le silence soit de rigueur, l'oubli serait impossible, et l'œuvre de régénération que M. Briand a rendue nécessaire ne pourrait prendre que la figure d'une lutte contre sa mémoire, contre ses méthodes, contre le faux idéal qui a prétendu les inspirer. (...).

¹ Thierry Maulnier, « Vues sur... la politique », in *La Revue française*, n°38, 20 septembre 1931.

² Jacques Bariéty, *Les relations franco-allemandes après la Première Guerre mondiale, 11 novembre 1918-10 janvier 1925*, Paris, Pédone/Publications de la Sorbonne, 1977 (thèse de doctorat).

³ Maurice Vaïsse, *Sécurité d'abord. La politique française en matière de désarmement. 9 décembre 1930-17 avril 1934*, Paris, Pédone/Publications de la Sorbonne, 1981, pp.33-34.

Nous ne consentirons pas à l'œuvre de M. Briand le secours que toute cause prétend trouver dans la mort de ses apôtres¹. »

Encore une fois, ce que Maulnier reproche aux apôtres du briandisme, en particulier aux jeunes intellectuels « réalistes » proches de Luchaire, signataires de ce manifeste contre « l'esprit de guerre et les excès du nationalisme », c'est donc leur idéalisme. C'est une rhétorique abstraite qui s'appuie sur de grandes valeurs morales comme la justice, la paix et le droit, qui ne sont que des sensibleries incapables de faire obstacle à une guerre. Car la guerre, le conflit, sont pour lui l'état naturel des relations entre les peuples. Ils ne sauraient être proscrits par des assemblées comme la Société des Nations ou par des traités de papier. « Faire exister côte à côte deux peuples que les lois mêmes de leur existence semblent jeter à une destruction mutuelle n'est pas problème résolu par le voisinage de deux signatures au bas d'une feuille de chancellerie². » Il faut bien revenir à des réalités humaines. Et la réalité, en l'occurrence, nous dit Maulnier, c'est que la France et l'Allemagne n'attendent pas les mêmes retombées de la paix. Les Français, peuple vainqueur, voient la paix dans un *statu quo* qui confirme le statut territorial et politique qu'ils se sont ménagés grâce au Traité de Versailles, alors que pour les Allemands, la paix ne peut résider que dans une amélioration de leur sort, qui ne peut avoir pour origine que des concessions faites par la France. Voilà comment Thierry Maulnier résume le marché de dupes qui a jalonné, selon lui, l'histoire des relations franco-allemandes dans les années 1920 : « La France veut la paix et achète ce bien de telle et telle concession positive. L'Allemagne veut la paix et achète ce bien en consentant à ne plus faire la guerre. Grâce à la tautologie merveilleuse, elle ne paie pas la paix très cher. C'est ainsi que le système des concessions symétriques se trouve en dernière analyse réduit à un chantage unilatéral : “Donnez-moi la moitié, ou je fais la guerre, coût que coûte, pour essayer de prendre tout”³. » Partant de là, c'est tout le système de concessions diplomatiques et d'arbitrages des conflits par la Société des Nations, structure bureaucratique vivant en dehors des réalités et engoncée dans le droit, qu'il conteste, pour deux raisons

¹ Thierry Maulnier, « Les Faits de la quinzaine », in *La Revue française*, n°10, 27 mars 1932.

² Thierry Maulnier, « Confusions sur la paix », in *La Revue française*, n°9, 22 février 1931, p.200.

³ *Ibid.*, p.199.

essentiellement. La première est qu'en fondant sa sécurité sur une institution internationale et sur l'intervention de ses alliés en cas d'agression, la France a montré à ses adversaires qu'elle était de toute évidence incapable d'assurer sa défense elle-même. « Depuis la guerre, (...) la France n'a rien cherché, que des défenseurs. Il y a là un signe grave, le signe d'une nation qui doute d'elle-même, qui n'a plus foi dans ses propres forces, qui aspire à être une nation protégée. (...). Les hommes politiques français et une bonne part de la nation française passent leur temps à demander au monde des interventions, des garanties, des secours. (...). Escompter la sauvegarde de son indépendance du consentement universel, de la protection des grandes nations, et, pour tout dire, d'une sorte d'aumône, n'est pas seulement une faute politique qui expose à de grandes et sanglantes désillusions. C'est aussi une humilité qui ne va pas sans bassesse et sans déshonneur¹. » La survie de la France face à l'Allemagne ne peut dépendre que de la manière dont elle est capable d'assurer son existence elle-même. Pour avoir voulu se dispenser de veiller à sa sécurité par ses propres moyens et ses propres armées, elle se trouve aujourd'hui en situation de dépendance vis-à-vis des arbitrages et des interventions engagés par ses partenaires. Mais il n'y a aucun « droit à la vie » susceptible d'être garanti par des traités internationaux. Les nations, comme les individus, doivent s'engager dans un combat continu si elles veulent vivre et assumer le conflit elles-mêmes. D'autant plus que le système d'arbitrage de la Société des nations, tel que l'entrevoit Maulnier, est vicié. En cas de conflit potentiel, afin de préserver la paix, l'arbitrage doit forcément être rendu en faveur de la nation la plus faible, puisque le plus faible est, des deux parties, celle qui est la moins capable de déclencher une nouvelle guerre mondiale. Avec sept années d'avance, c'est l'esprit de Munich que décrit Maulnier, dans une France alors profondément imprégnée de pacifisme et en phase avec la politique de « briandisme sécuritaire » mise en œuvre par les gouvernements français. C'est ce que démontrent aussi les travaux des historiens sur les anciens combattants qui, « loin de cultiver la nostalgie de la fraternité d'armes et de rappeler les jeunes générations au culte du drapeau, (...) cultivent un refus signalé de la guerre, souvent conjugué à une inébranlable défiance vis-à-vis de la hiérarchie militaire. De sensibilité radicale-socialiste (...), leurs associations se réclament d'une

¹ Thierry Maulnier, « Psychologie d'une décadence », in *La Revue Universelle*, 15 décembre 1933, p.754

conception républicaine dont l'incarnation au plan international serait selon eux l'«apôtre de la paix», Aristide Briand¹ ».

¹ Yves Santamaria, *Le pacifisme, une passion française*, Paris, Armand Colin, 2005, p.116. Sur le pacifisme des anciens combattants, voir : Antoine Prost, *Les Anciens Combattants et la société française, 1914-1939*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 3 volumes, 1977.

Chapitre 5
Pour une révolution aristocratique

Révolution de l'esprit, révolution spirituelle, révolution totale¹..., tout au long des années trente, Maulnier se cherche une révolution. Au fil du temps, l'intitulé change et le contenu se précise, autour d'une valeur essentielle toutefois, pour laquelle il n'est aucune concession possible : l'humanisme. Après avoir longuement détaillé ce qu'il convient de rejeter, le matérialisme, l'idéalisme, l'individualisme et le collectivisme, Maulnier doit entreprendre maintenant une reconstruction. L'évolution de sa pensée est alors commandée par une double pression extérieure : les réactions de ses adversaires d'abord qui l'obligent à mieux définir ses buts, et les événements ensuite qui s'accroissent, avec la révolution nationale-socialiste en Allemagne qui perturbe les données en introduisant sur la scène politique un troisième totalitarisme à côté de l'Union soviétique et de l'Italie, et les journées de février 1934 en France.

Les tentatives de rapprochement entre non-conformistes

Dès le début des années trente, les animateurs de la *Revue française* entretiennent des relations suivies avec les autres groupes de droite ou de gauche qui se définissent eux-mêmes aussi comme « non-conformistes ». Comme les pages précédentes l'ont montré, des liens ténus existent entre la *Revue française* et le groupe réuni autour de Jean de Fabrègues et de René Vincent dans la revue *Réaction*, qui forme ce qu'il est convenu d'appeler, depuis la thèse de Véronique Auzépy-Chavagnac, une Jeune Droite catholique. *Réaction* et la *Revue française* s'échangent leurs collaborateurs, confrontent leurs opinions². Bien qu'il n'apparaisse pas en première ligne, Maulnier participe lui aussi à la mise en place de ces échanges puisqu'il signe un article dans *Réaction*. Il en donne deux ensuite à la *Revue du Siècle*, dans laquelle fusionne le groupe *Réaction* en avril 1933³. Son nom disparaît cependant très rapidement du

¹ Il s'agit du titre de l'article que Maulnier signe dans le « Cahier de revendications » de la *Nouvelle Revue Française* en décembre 1932.

² Comme dans cette « Querelle de l'humanisme » qui oppose Jean-Pierre Maxence et Jean de Fabrègues, in *Réaction*, n°10 de mars 1932, n°11 d'avril-mai 1932 et n°12 de juin-juillet 1932.

³ La *Revue du Siècle* naît du rapprochement de trois groupes, Les Amis de Jacques Reynaud réunis autour de la revue *Latinité* constituée de félibres, *Réaction* et les *Cahiers d'Occident*, dirigés par Gérard de Catalogne. De cette fusion devait naître une revue à la tonalité beaucoup plus maurrassienne que celle de *Réaction*. Il n'entre pas dans notre intention de refaire l'histoire de cette revue qui est déjà bien connue. Ceux qui veulent en savoir

sommaire de la revue, dès le deuxième numéro. Ce qui peut s'expliquer de deux manières. D'abord par le manque de temps ; en 1933, Maulnier cumule les collaborations – au *Rempart*, à *L'Action française*, à la *Revue Universelle*, à la *Revue française*, à 1933 – et donne des papiers à de nombreuses autres revues de manière irrégulière. Il se consacre également à l'écriture de ses ouvrages de critique littéraire, ce qui réduit singulièrement le temps qu'il peut consacrer à des revues qui, par ailleurs, ne lui apportent aucun revenu comme *La Revue du Siècle*. La présence de Gérard de Catalogne à la direction de cette revue peut aussi avoir représenté un frein à l'intégration des rédacteurs de *La Revue française*. Il semble en effet que les relations entre Gérard de Catalogne et le directeur de la *Revue française*, Jean-Pierre Maxence dont Maulnier est alors très proche, se soient distendues pour des raisons plutôt obscures, liées aux difficultés financières rencontrées par les éditions Redier, propriétaires de la *Revue française*. Dans un écho intitulé « Commencement d'une exécution » et paru dans le numéro de décembre 1933 de la *Revue du Siècle*, Gérard de Catalogne jette le trouble sur la manière dont Maxence gère ses entreprises en l'accusant de façon à peine voilée d'escroquerie. « M. Jean-Pierre Maxence qui se croit un écrivain et qui n'est qu'un besogneux, a certainement gardé de son passage au Séminaire les allures d'un moine défroqué dont on retrouve l'esprit funèbre dans la plupart de ses articles. Les Maisons et les gens auxquels il s'intéresse n'ont vraiment pas de chance ; les cahiers mensuels qu'il dirigeait jadis ont disparu faute d'une administration saine ; il en a été de même pour les Editions Saint-Michel et pour les Editions de la Revue Française, qui ont terminé le premier stade de leur existence par une banqueroute concordataire frustrant les créanciers de 60 pour 100 de leurs créances. (...). L'auteur de *Position !!!* s'est brouillé successivement avec tous ceux qui, lui ayant fait confiance (M. Henri Massis en sait quelque chose), n'ont pas été longs à s'apercevoir que son manque de caractère n'a d'égal que son manque d'hygiène. (...). Nous ne garderons plus le silence à l'avenir sur les faits et gestes de ces messieurs, et nous assurons M. Maxence et ses amis Redier de notre plus profond

plus peuvent se reporter aux ouvrages de Jean-Louis Loubet del Bayle, Nicolas Kessler et Véronique Auzépy-Chavagnac, déjà cités.

mépris¹. » Le fait est en tout cas que Maulnier ne donne aucun article à la *Revue du Siècle* au cours des années suivantes. Pour autant, les liens idéologiques existent clairement entre les deux groupes puisque Jean de Fabrègues rend compte de façon élogieuse de l'ouvrage de Thierry Maulnier sur Nietzsche².

En dehors du groupe constitué autour de Fabrègues, les animateurs de la *Revue française* ont noué des contacts étroits avec les responsables de l'Ordre Nouveau, Robert Aron et Arnaud Dandieu. Maulnier a d'abord participé, en tant que représentant de la Jeune Droite, au « Cahier de revendications » publié par la *Nouvelle Revue française* pour présenter les positions défendues par les principaux groupes non-conformistes à la fin de 1932 et tenter d'esquisser des rapprochements doctrinaux. La signature de Maulnier y voisinait avec celles de Robert Aron, Arnaud Dandieu, Alexandre Marc et René Dupuis pour l'Ordre Nouveau, qui forme le groupe le plus représenté parmi les 13 rédacteurs. De son côté, Maulnier est le seul animateur de la Jeune droite, présenté plus précisément comme représentant du groupe *Réaction* – alors qu'il n'en est ni l'un des rédacteurs les plus prolixes et ni le plus symbolique – et de *L'Action française*. Dandieu avoua par la suite à Maulnier avoir « vivement apprécié (ainsi que Aron) votre collaboration au Cahier de revendications. Non seulement vous résumez là des réflexions extrêmement importantes, mais, ce qui me touche encore plus, il me semble que vous y précisez en termes exacts notre base d'accord³ ». Mais nous avons déjà vu qu'il y a déjà un désaccord flagrant entre Maulnier et l'Ordre Nouveau sur le type de révolution à accomplir ; les hommes de l'Ordre nouveau penchant pour une révolution à l'image de celle de 1789. Néanmoins, au début de l'année 1933, Maulnier est invité par Arnaud Dandieu à participer à la réflexion que mènent les figures de proue de l'Ordre Nouveau autour de la création d'une revue. « Nous avons depuis longtemps le projet de fonder un hebdomadaire ou un bi-mensuel dans lequel nous défendrions et nous exposerions notre position doctrinale à travers les faits actuels qui sont nos plus précieux auxiliaires. Ce projet semble sur le point de prendre corps grâce, d'une part, à M. Daniel Halévy et de

¹ Gérard de Catalogne, « Commencement d'une exécution », in *La Revue du Siècle*, n°8, décembre 1933. On pourra consulter aussi l'article suivant : Gérard de Catalogne, « Dans la caverne de la Revue française », in *La Revue du Siècle*, n°9, janvier 1934.

² Jean de Fabrègues, « Le Témoignage de Nietzsche », in *La Revue du Siècle*, n°3, juin 1933.

³ Lettre d'Arnaud Dandieu à Thierry Maulnier datée du 8 janvier 1933. Fonds privé Thierry Talagrand.

l'autre, à l'obligeante collaboration de M. Sabatié (de chez Grasset) et de M. Dorian (de chez Denoël et Steele). (...). Il est indispensable que nous nous réunissions (...) chez Grasset (dans le bureau de M. Sabatié) en petit comité. Il n'y aura là que MM. Dorian et Sabatié, Daniel-Rops, Aron et moi. Aron et moi préparons quelques éléments d'un projet qui nous servirait de base de discussion : nous comptons absolument sur vous à cette conférence¹. » D'autres correspondances reçues par Thierry Maulnier témoignent de relations suivies à cette période et de rendez-vous avec Dandieu, Aron, Jean Jardin et Jean-Pierre Maxence. Jean de Fabrègues a aussi livré son témoignage sur l'Ordre Nouveau dans un numéro de *La Revue du siècle* : « Depuis plusieurs années, un groupe de jeunes hommes se réunissait régulièrement pour discuter des problèmes économiques, politiques et spirituels dans un esprit de réalisme qui devait attirer nos sympathies. Des rencontres avaient eu lieu, à plusieurs reprises, privées ou publiques, entre des écrivains de notre tendance (Jean Maxence, Thierry Maulnier et moi-même) et ceux qui devaient bientôt devenir les fondateurs de l'*Ordre Nouveau*². » En avril 1933, la *Revue française* organise une rencontre dans ses colonnes entre ses collaborateurs et les principaux représentants de l'Ordre nouveau – Aron et Dandieu, Daniel-Rops, Alexandre Marc, René Dupuis et Jardin. De son côté, Maulnier est accueilli dans les pages de *L'Ordre Nouveau*³ et donne quelques articles. Ses souvenirs confirment les premières impressions : « j'entretenais, a-t-il écrit, des relations intellectuelles très amicales non seulement avec des éléments de la “Jeune Droite” d'autre origine que la mienne, mais avec “L'Ordre Nouveau”, et, sinon avec tous les membres du groupe “Esprit” – car je ne connaissais pas Mounier – tout au moins avec des hommes comme Denis de Rougemont⁴ ».

Enfin, quelques initiatives communes sont lancées, comme une conférence de l'Union pour la Vérité sur les « révolutionnaires non marxistes » organisée en février 1933 où des membres de la Jeune droite, d'Ordre Nouveau et d'Esprit sont invités à s'exprimer.

¹ Lettre d'Arnaud Dandieu à Thierry Maulnier datée du 8 janvier 1933. Fonds privé Thierry Talagrand.

² Jean de Fabrègues, « L'Ordre Nouveau et nous », in *La Revue du siècle*, n°10, février 1934

³ Dans le numéro 4 de 1933 qui réunit des articles de Jean Jardin, Robert Lousteau, Robert Aron et Denis de Rougemont autour du slogan « Ni droite ni gauche ». Et un article dans un numéro de 1938 sur « les Responsables » : Thierry Maulnier, « Fautes de la droite », in *L'Ordre Nouveau*, n°42, 15 juin 1938. Le nombre d'années d'écart entre ces parutions atteste des relations tout de même suivies entre Maulnier et l'Ordre nouveau.

⁴ Thierry Maulnier, « Une recherche toujours actuelle », in *Le XX^e Siècle fédéraliste*, article conservé sans lieu ni date. Fonds privé Thierry Talagrand.

« Presque tous ayant contre la société et la politique présentes porté la même condamnation, on peut espérer, on peut croire, a écrit Maxence quelques années plus tard, qu'ils vont chercher et trouver en commun des voies de salut, des valeurs révolutionnaires fécondes. Entre eux, et en dépit des partis, des contacts s'établissent. Les rédacteurs de la *Revue française* venus, les uns de l'*Action française*, les autres des *Cahiers* prennent langue, discutent, et, sur plus d'un point, s'accordent avec les fondateurs de *L'Ordre Nouveau* qui, pour la plupart viennent du marxisme¹. » Mais au bout des discussions, il n'y eut que l'échec.

Il est certain que tous les auteurs qui participent au « Cahier de revendications », qu'ils soient proches de la Jeune Droite, de l'Ordre Nouveau, d'Esprit ou du Parti communiste, s'entendent sur un même constat de faillite de la société dans laquelle ils vivent. Dans leur majorité, ils partagent le même diagnostic. Mais les rapprochements qui paraissent possibles entre la Jeune Droite et l'Ordre Nouveau, s'avèrent par contre très vite irréalisables avec une autre partie des jeunes mouvements. Avec Emmanuel Mounier d'abord, directeur de la revue *Esprit*, Maulnier n'a jamais eu de contact personnel. Pour autant, il ne l'a jamais ménagé dans ses critiques. Le seul animateur de la Jeune droite à notre connaissance à avoir eu des liens réels avec *Esprit* est Pierre Andreu, qui y est resté pendant une petite année et a donné quelques articles au printemps 1934, en particulier sur La Tour du Pin². Sur Emmanuel Mounier et *Esprit*, Maulnier a donné, beaucoup plus tard, des explications très claires des raisons pour lesquelles la rencontre n'a pas pu se produire. « Les positions que nous avons prises à l'égard des problèmes de ce temps, ou plutôt du problème de ce temps (car il n'y a qu'un problème, et le singulier suffit), étaient en même temps très proches par le souci qu'elles manifestaient et violemment antagonistes dans leurs conséquences pratiques³. » Et il ajoute pour éclairer les points de contact entre la Jeune droite et *Esprit* : « Emmanuel Mounier avait donc discerné un certain nombre de vérités essentielles, valables non seulement pour le chrétien, mais pour tout homme

¹ Jean-Pierre Maxence, *Histoire de dix ans*, op. cit., p.162.

² Pierre Andreu, *Le Rouge et le Blanc 1928-1944*, Paris, La Table Ronde, 1977, p.94. Dans l'article en question, Pierre Andreu s'efforçait de montrer, à l'occasion du centenaire de la naissance de La Tour du Pin, que l'Action française avait travesti sa doctrine, qui constituait un rejet sans équivoque du capitalisme.

³ Thierry Maulnier, « L'Esprit d'Emmanuel Mounier », in *Hommes et Mondes*, n°46, mai 1950, p.124.

véritablement soucieux d'humanité : que tout ce qui est spirituel en nous est également incarné dans des circonstances concrètes, engagé dans l'histoire, et qu'on ne peut se désintéresser de l'histoire ; que toute défense du spirituel qui se détourne de la misère réelle des hommes et ne combat pas, partout où ils se trouvent, la misère, l'esclavage, l'humiliation, l'injustice, est une redoutable hypocrisie (...). Une telle position de principe (...) eût pu servir de point de départ à un socialisme chrétien constructif, voué à la défense de la personne humaine concrète, c'est-à-dire orienté vers une nouvelle répartition des biens sociaux et vers un nouveau régime de la propriété, mais opposé à tous les périls de la centralisation étatique et du collectivisme totalitaire¹. » Le problème est pour Maulnier qu'*Esprit*, se retenant bien de vouloir donner des armes à l'anticommunisme, a sombré dans une alliance de fait avec le communisme. Son anticapitalisme s'est mué progressivement en une attirance très nette pour la gauche, sans exclusive, voire une sommation de prendre parti pour la gauche, parce que c'était de ce côté, uniquement, que se trouvaient les classes opprimées et l'espérance d'une justice sociale.

Pour les mêmes raisons, à savoir la position de la Jeune Droite à l'égard du communisme, il apparaîtra très vite que le voisinage entre Maulnier, Paul Nizan et leurs équipes respectives, qui s'était établi dans le « Cahier de revendications » de la *Nouvelle Revue Française* ne reposait sur aucune base solide. Au demeurant, Denis de Rougemont, qui avait la charge de commenter le « Cahier », remarquait lui-même qu'entre le communisme et les partisans de la révolution personnaliste, il n'était pas d'union possible. Chacun des membres de la Jeune droite, et Maulnier le premier, aurait pu signer ces lignes : « Ils jouent sur une révolte des hommes contre le capitalisme : mais cette révolte va se tourner contre eux. On va voir qu'ils font la même chose, c'est-à-dire qu'ils font pire que ceux qu'ils attaquent. (...). Nous avons en commun avec eux certains mots d'ordre immédiats : lutte contre le capitalisme, le fascisme, leurs mystiques et leurs créations politiques, condamnation de l'individu, de la pensée bourgeoise (...), des méthodes policières grâce auxquelles se maintient le désordre établi. Mais nous allons plus loin dans la critique de ce désordre : jusqu'à ce point où le marxisme, révélant sa vraie nature, apparaît comme un cas privilégié de la

¹ Thierry Maulnier, « L'Esprit d'Emmanuel Mounier », art. cit., 126.

folie capitaliste-matérialiste. Non, ce n'est pas une classe que nous devons sauver, c'est l'homme menacé dans son intégrité¹ ».

Dès le milieu de l'année 1932, Maulnier et la Jeune Droite vont commencer à faire l'objet d'attaques régulières dans les citadelles de la pensée communiste². La publication du « Cahier de revendications » n'arrange rien puisque Paul Nizan, qui y a participé, agit ensuite comme s'il avait été piégé par la *Nouvelle Revue Française*. En 1933, l'enrégimentement est en train de gagner les milieux intellectuels et le clivage partisan gauche-droite s'accroît entre des écrivains qui reconnaissent tout de même parfois leur talent mutuel³. Des polémiques très dures vont ainsi s'engager avec Jean Guéhenno et Paul Nizan notamment, dans les colonnes d'*Europe*, *Commune* et *La Jeune Révolution* d'un côté, *L'Action française*, *La Revue Universelle* et la *Revue française* de l'autre. Ces polémiques déclenchées par les intellectuels communistes ou les compagnons du Parti communiste, pour qui il n'y a pas d'autre révolution que la révolution marxiste, ont à tout le moins l'avantage de forcer Maulnier et ses camarades à préciser leur pensée révolutionnaire.

Pour les intellectuels marxistes, la crise est avant tout économique et sociale, alors que pour les membres de la Jeune Droite, elle déborde de loin les cadres du capitalisme et trouve ses origines dans « l'esprit ». Comme l'explique Maulnier dans l'un de ses articles, « une culture véritable, celle qui naît du contact permanent de la vie et de l'usure patiente des suprêmes disciplines, ne naîtra pas naturellement d'un nouvel aménagement social : le problème de l'existence matérielle une fois résolu, le problème spirituel reste intact⁴. » Autrement dit, ce n'est pas en accordant davantage de loisirs aux hommes et davantage de biens matériels qu'ils vont pouvoir sortir de la misère spirituelle à laquelle les condamne inéluctablement la société matérialiste,

¹ Denis de Rougemont, « A prendre ou à tuer », in *La Nouvelle Revue Française*, décembre 1932, p.844.

² Il faut cependant reconnaître que les attaques avaient d'abord été déclenchées par Thierry Maulnier qui fait de Jean Guéhenno l'une de ses cibles favorites, avec Julien Benda, dans *L'Action française*. L'un des premiers articles qu'il publie dans *L'Action française* s'intitulait d'ailleurs « Le conformisme de M. Guéhenno » (in *L'Action française*, 5 mars 1931).

³ Paul Nizan, par exemple, s'en prend durement à Maxence dans ses articles. Mais cela n'empêche pas ce dernier de reconnaître du talent à Nizan. Maxence consacre au roman de Nizan, *Antoine Bloyé*, l'une des toutes premières critiques qu'il donne à l'hebdomadaire *Gringoire*, où il se voit confier la critique littéraire du 20 octobre 1933 jusqu'en 1940. Membre du jury du Prix Interallié, Maxence a également aidé Nizan à remporter ce prix.

⁴ Thierry Maulnier, « L'esprit des lettres. Des prochaines servitudes 1 », in *La Revue française*, 25 août 1932.

quelle que soit sa forme d'ailleurs, capitaliste ou marxiste. A la suite de quoi, la révolution doit donc être une révolution spirituelle. Mais dans l'esprit de Maulnier et de ses acolytes, cela ne veut pas dire que les remèdes à la crise sont d'ordre spirituels¹. La Jeune droite s'est en fait retrouvée assez rapidement piégée par la formule de « révolution spirituelle » qu'elle avait inventée. Et Thierry Maulnier le premier avec ce titre de *La Crise est dans l'homme*, qui semblait signifier que la solution aux problèmes du monde pourrait résulter d'un redressement intellectuel, dans le droit fil de la réforme intellectuelle et morale de Renan. Pour les révolutionnaires de gauche, inversement, la révolution spirituelle conseillée par la Jeune droite n'est qu'une invitation à l'inaction révolutionnaire ou à la révolte en chambre, assez proche des tentatives d'introspection de la littérature de l'immédiat après-guerre. Au demeurant, Maulnier pressent très rapidement l'erreur que recèle cette formule. Quelques mois après la publication de son ouvrage, il apporte des précisions à sa pensée dans un article qu'il signe pour *l'Action française* : « Rien ne nous sera restitué par une réforme spirituelle qu'une conscience plus nette de notre déchéance. C'est pour des biens impondérables, je l'accorde, mais c'est contre des ennemis matériels et visibles, c'est peut-être avec des armes d'acier fort et sincère qu'il nous faudra résister, vaincre et conquérir. (...). Il y a certaines institutions et certains hommes dont il faut venir à bout avant de s'attaquer aux ennemis intérieurs. (...). Les risques sont d'ordre spirituel : c'est pourquoi ils sont immenses. Mais les solutions doivent être précises, proches et dures : c'est pourquoi elles ne seront pas d'ordre spirituel². » Si la faillite de la civilisation provient bien d'une maladie de l'esprit humain, sa solution ne peut être que terrestre, dans des réalités de chair et de sang. Maulnier n'est encore guère explicite dans les recours qu'il propose, mais à tout le moins, il affirme qu'ils sont d'ordre pratique. Cet article est publié un mois avant celui de Jean Guéhenno dans la revue *Europe* qui analyse en détail tous les reproches qui vont être systématiquement formulés à l'encontre des solutions préconisées par Maulnier et la Jeune droite, à commencer par leur caractère quelque peu « vaporeux ». Guéhenno³ les accuse de

¹ Cette solution est au contraire celle que retient Daniel-Rops dans son ouvrage *Le Monde sans âme*, tout en partant du même constat que Maulnier dans *La Crise est dans l'homme*.

² Thierry Maulnier, « Nous forgeons des chaînes », in *L'Action française*, 7 juillet 1932.

³ Jean Guéhenno, in *Europe*, 15 août 1932.

détourner la révolution de ses voies véritables pour en faire un mouvement intellectuel complètement inoffensif et sans aucune portée pratique. Autrement dit, les jeunes maurrassiens parlent de « révolution spirituelle » car ils ont peur des conséquences de la révolution politique, sociale ou économique. Et il est logique qu'ils en aient peur puisque faisant partie des classes privilégiées, ils profitent du régime en place et ont tout à perdre dans une véritable révolution au profit des classes laborieuses. C'est la raison pour laquelle ils tentent de convaincre le peuple que ses malheurs viennent de lui-même, que la solution est donc dans une révolte contre lui-même. La révolution spirituelle de la Jeune Droite n'est donc, pour Guéhenno, qu'une nouvelle manière de duper le peuple. C'est la dernière tromperie d'un régime capitaliste aux abois. Une tromperie d'autant plus habile qu'elle emploie, pour trouver une audience auprès des travailleurs qu'elle s'efforce de séduire, le langage révolutionnaire de ses propres adversaires. Telle est en résumé la thèse de Jean Guéhenno, qui est reprise ensuite par les intellectuels communistes, avec quelques rajouts.

La réponse de Thierry Maulnier ne se fait pas attendre et se montre tout aussi brutale à l'encontre des menaces que peuvent constituer les intellectuels communistes : « S'il suppose qu'une telle formule prétend résoudre la crise actuelle du monde par des remèdes d'ordre spirituel, il se trompe. Ce dont il a été question c'est ceci : l'état actuel du monde, et l'état auquel tend le monde, ne constituent pas des phénomènes normaux de son évolution ; ils sont des états maladifs, ou si l'on veut, monstrueux ; les faits économiques ou sociaux qui les manifestent ne doivent pas être estimés en tant que tels mais dans leur rapport aux valeurs supérieures qu'ils tendent à compromettre. (...). Nous allons droit à une civilisation qui efface devant la fonction toutes les valeurs inaliénables et irréductibles, renonce à ces valeurs au profit d'un mythe collectif plus inhumain que tous les tyrans. (...). L'objet de la lutte est l'essentiel de nous-mêmes. Mais précisément, parce que les valeurs suprêmes sont en jeu, parce que l'homme est en péril, parce que l'esprit est menacé, le combat est plus grave et plus dur, son enjeu est plus précieux, ses méthodes seront plus énergiques et plus brutales. Lorsque tout ce qui compte est en danger, on est moins énergique sur le choix des moyens. Dans une situation comme la nôtre, on ne confie pas son salut à des espérances de conversion, à de vagues apostolats. C'est parce que l'esprit est en péril

lui-même, que nous n'attendrons pas qu'il nous sauve. Que M. Guéhenno se rassure : la révolution que nous demandons, et qui n'est pas la sienne, ne dédaigne pas plus que la sienne les réalités de la terre. C'est sur la terre, non au-dessus de la terre, qu'on trouve les périls à éviter, les ennemis à abattre, les muscles qui combattent, et, le cas échéant, l'acier dont on fait les fusils. Les biens spirituels pour lesquels nous sommes prêts à lutter, et que M. Guéhenno compte pour rien, ne seront assurés, nous le savons, que si l'on aménage, que si l'on construit les institutions qui se voient et se touchent. (...). Une révolution suppose, contre ceux qui lui résistent, des sanctions temporelles que nous ne dédaignons pas de prévoir. (...). Loin de s'enfermer dans l'esprit que l'on prétend défendre, on estime au besoin son salut au prix de beaucoup de sang versé¹ ».

Une mauvaise interprétation persistante, alimentée qui plus est par les déformations qu'ont voulu lui imprimer les adversaires de la Jeune Droite, va faire de la révolution que cette dernière préconise, l'équivalent d'une réforme intellectuelle. Mais comme le dit si bien Maulnier, comme l'esprit est malade, ce n'est pas de lui qu'il faut attendre un recours. Si « spirituelle » qu'elle soit, sa révolution n'en est pas moins « politique » d'abord. Elle vise des institutions et des hommes ; en quoi elle s'accorde d'ailleurs parfaitement avec les principes fondamentaux du maurrassisme. Maulnier constate, selon le mot de Nietzsche, que « Dieu est mort », mais sa révolution n'est pas un appel au « sauveur ». Il y a, comme on le verra un peu plus loin, de l'aristocratie nietzschéenne dans l'humanisme intégral qu'il prône. La révolution totale² qu'il demande n'évoque-t-elle pas une sorte d'inversion des valeurs dans un monde contemporain miné par la religion matérialiste ? Maulnier lui-même parle de « subversion des valeurs », c'est-à-dire d'une rupture fondamentale avec les valeurs – des collectivismes marxiste et fasciste et de l'idéalisme démocratique – qui dominent son monde³, pour rétablir les valeurs les plus humaines. Dans ces trois formes de civilisation, parmi lesquelles il ne fait aucune différence, Maulnier observe un même asservissement de l'individu au profit de la masse et une primauté du matériel. Il juge donc « préférable de renoncer aux mots de “révolution spirituelle”, pour lesquels les frères prêcheurs et les moralistes ont manifesté un empressement suspect. C'est entre

¹ Thierry Maulnier, « Où s'arrête le désintéressement », in *L'Action française*, 13 octobre 1932.

² Thierry Maulnier, « Révolution totale », in *La Nouvelle Revue Française*, décembre 1932

³ Thierry Maulnier, « Le communisme, itinéraire de fuite », in *La Revue Universelle*, 15 juillet 1933.

l'idéalisme qui ne sait pas transformer le monde et le matérialisme qui ne sait pas garder sa souveraineté à l'esprit, c'est là où l'esprit forge le monde que nous voulons trouver notre route, c'est dans la splendide réalité¹. »

Les articles publiés à cette époque dans la *Revue française* ou la *Revue du Siècle*, où sévit la mouvance catholique de la Jeune Droite, montrent que l'enjeu est alors pour la Jeune droite de bien définir ce qu'elle entend dans le terme de révolution spirituelle. Ainsi, quelques mois après les articles de Maulnier précités, Robert Francis écrit : « La révolution ressortit à l'action. Elle mène les pensées, les idées jusqu'à leur terme par la contrainte physique de l'action. Et sans doute est-ce là la meilleure méthode pour présenter en parfaite lumière cette idée de *Révolution Spirituelle* dont nous avons écrit pour la première fois le nom il y a bientôt trois ans et que plusieurs reprennent à leur compte. (...). Pour moi, le mot révolution s'accompagne toujours de l'expression "règlements de comptes", et quand je parle de *Révolution Spirituelle* j'entends un dessin qui ne s'achève pas simplement par un trait de plume : je sais parfaitement qu'au bout de la *Révolution*, si *Spirituelle* qu'elle soit, il y a toujours un règlement de comptes en argent et même en têtes d'hommes². » Et pour Robert Francis, la tâche des jeunes intellectuels de droite doit être d'apprendre à orienter la volonté révolutionnaire, là où elle se trouve. De son côté, René Vincent, l'un des principaux animateurs de la Jeune Droite catholique, lève aussi l'équivoque sur l'adjectif spirituel en n'hésitant pas à reprendre à son compte le concept maurrassien de « Politique d'abord » : « Nous sommes, autant que quiconque, épris de spirituel – puisque ce mot qui a trouvé en étendant quelque peu son sens une étrange fortune, correspond pour nous à l'ordre le plus complet qui soit, car aboutissant à Dieu – mais il nous semblerait faire œuvre de Danaïdes, si nous ne poursuivions pas, parallèlement et en étroite corrélation avec la proclamation des nécessités spirituelles, l'instauration des institutions où ce spirituel prendra corps et chair, et sans lesquelles le triomphe des idées dans les faits (seul but digne d'être visé) nous semble, d'avance, compromis. » Et il ajoute : « A plus d'un titre, il nous semble urgent de réhabiliter et la chose et le mot de politique. Le Politique d'abord de M. Charles Maurras (dont s'indignent les

¹ Thierry Maulnier, *Mythes socialistes*, Paris, Gallimard, 1936, p.50.

² Robert Francis, « Trois idées révolutionnaires », in *La Revue française*, n°2, 25 février 1933, pp.91-92.

tartuffes qui feignent de confondre l'ordre des moyens avec la hiérarchie des valeurs), nous semble d'une vérité toujours actuelle¹. »

A travers ces deux définitions de la révolution spirituelle, nous sommes au cœur de la différence entre la Jeune Droite catholique et la Jeune Droite politique, qui semblent néanmoins toutes proches l'une de l'autre. La différence tient à la définition apportée au mot « spirituel ». Pour Maulnier et la Jeune droite politique, il s'agit des plus hautes valeurs de la civilisation humaniste, ces « valeurs qui constituent le trésor menacé dont nous sommes les dépositaires infidèles² » et dont la tradition judéo-chrétienne fait aussi partie ; il n'est pas question de la renier. Tout humaniste qu'il est, Maulnier n'est pas un militant de la laïcité. Pour Fabrègues et les rédacteurs de *La Revue du Siècle*, il s'agit tout simplement de la tradition catholique.

Paul Nizan³, militant communiste, reprend ensuite à son compte les attaques de Jean Guéhenno pour les approfondir. Dans le premier article qu'il publie pour se désolidariser de la tentative de Front commun des nouvelles relèves esquissée par le « Cahier de revendications » de la *Nouvelle Revue Française*, il commence par ridiculiser les « nouveaux tenants de l'Esprit », jeunes défenseurs de la société bourgeoise, qui revendiquent aujourd'hui le pouvoir contre leurs pères, en réduisant donc leur révolte à un simple conflit de génération. « Ces petites escouades d'intellectuels jouent sur plusieurs tableaux : tous les avantages du marxisme, appui occasionnel, aucun de ses ennuis. Habiles petits ramasseurs de disciples ! Ils parlent. Ils parlent assez mal. Leur discours est merveilleusement éloigné de la véritable misère du monde. Eloigné comme un jeu. Il y a l'Esprit, le Saint-Esprit, qu'ils désignent avec

¹ René Vincent, « Réhabilitation de la politique », in *La Revue du Siècle*, n°3, juin 1933, p.17.

² Entretien avec Jean-José Marchand, *Mémoires du XX^e siècle*, diffusé sur France 3 en 1993. Archives INA.

³ On notera au passage que Paul Nizan, qui était communiste en 1933, a collaboré à l'unique numéro de la revue *Les Faisceaux* publiée le 1^{er} avril 1924 et a fait partie des membres du Comité de rédaction de la revue qui prendra sa suite, *Fruits verts*. Ces deux revues étaient dirigées par le très maurrassien Gérard de Catalogne. Maurice de Gandillac en était l'un des collaborateurs. *Les Faisceaux* invoquaient les figures de Barrès et de Maurras. Et le premier numéro de *Fruits verts* s'ouvrait sur une évocation de « la valeur, la beauté propre de la doctrine barrésienne ». Il est à peu près établi que la fréquentation de Gérard de Catalogne a conduit Paul Nizan à participer à quelques cercles maurrassiens, notamment au mouvement de Georges Valois, le Faisceau, auquel il adhère à la fin de l'année 1925 pendant quelques mois. Ce qui montre une fois encore que Maurras a essaimé dans tous les milieux intellectuels. « J'ai connu Nizan successivement socialiste et fasciste. Il est aujourd'hui communiste », a écrit de lui Gérard de Catalogne dans l'introduction à une interview de Nizan, jeune élève de l'ENS en 1928. Gérard de Catalogne, « Enquête auprès des étudiants d'aujourd'hui à l'École Normale Supérieure, Paul-Yves Nizan », in *Les Nouvelles Littéraires*, 8 décembre 1928, p.5.

pudeur par périphrase, il y a l'Être, les Notions Spirituelles, l'Âme, la Possession de toute Vie, la Contemplation, l'Intelligence-Épée : une flotte d'Idées s'avance, toutes voiles dehors, une flotte de majuscules. (...). La jeunesse bourgeoise se dresse contre la sclérose de ses pères : il serait naïf de croire qu'elle cesse pour si peu d'être bourgeoise. Les fils de la bourgeoisie secouent l'arbre des ancêtres. Ils sont là, ils veulent vivre et se savoir essentiels : leurs pères ont assez vécu pour montrer de quoi ils n'étaient pas capables. Leur tour de garde contre les prolétaires est venu : s'ils n'arrivent pas à temps, tout s'écroule. Ils sont tout prêts, avec des politiques nouvelles et des économies et des morales. Ils veulent faire la relève, violemment s'il le faut¹. »

Maulnier répond en renversant le propos de Nizan et Guéhenno, et en interprétant les attaques dont la Jeune Droite est l'objet comme une forme de peur des professionnels de la révolution de voir les masses se détourner d'eux au profit des nouvelles formes de contestation nées à droite. Si les intellectuels communistes prennent pour cible la Jeune Droite, c'est forcément qu'elle représente une menace pour leurs objectifs. Dans l'abus de confiance que dénoncent Guéhenno et Nizan, Maulnier observe quant à lui leur crainte de voir une clientèle fidèle leur échapper. Enfin, dans un article consacré aux intellectuels de la revue *Europe*, il se demande de quelle manière il est possible de conserver un état d'esprit révolutionnaire tout en ayant une figure précise des institutions futures qui devront naître de la révolution. Pour lui, les révolutionnaires marxistes sont devenus les esclaves d'un système en lequel ils placent tous leurs espoirs, alors que l'esprit révolutionnaire se définit précisément par son refus de tous les systèmes. « L'esprit révolutionnaire n'est lui-même que s'il est contre tous les régimes : l'esprit révolutionnaire d'aujourd'hui n'est plus que l'esprit d'une révolution. (...). Les intellectuels marxistes, serviteurs d'un Etat futur, s'occupent dès aujourd'hui de défendre ses institutions. Ils veillent à un moyen d'asservir l'homme, non de le protéger contre l'asservissement. (...). Il sont d'après la Révolution, avant que la révolution soit faite. Ils cherchent à l'avance une consolidation sociale, et la destruction de la société présente n'a pour eux d'intérêt que parce qu'elle donnera une table rase à leurs abstractions. (...). C'est un grave signe des temps que l'esprit des révolutions prenne aujourd'hui le parti de la servitude. (...). C'est de sauver la

¹ Paul Nizan, « Sur un certain front unique », in *Europe*, 15 janvier 1933.

véritable existence humaine qui doit être le mot d'ordre des justes, des nécessaires et sages révolutions¹ ». En résumé, les intellectuels communistes trahiraient l'esprit révolutionnaire.

Définition de la Jeune Droite

En 1932, dans la *Nouvelle Revue de Hongrie*², Thierry Maulnier a donné une bonne description de la Jeune Droite française et de ses objectifs. Dirigée par Georges Ottlik, qui fut notamment délégué suppléant de la Hongrie à la Société des Nations, et Joseph Balog, la *Nouvelle Revue de Hongrie* est spécialisée dans les relations franco-hongroises et se veut une revue ouverte à tous les publicistes les plus éminents des nations étrangères. Son objectif est de faire connaître la nation hongroise et les problèmes qui se posent à elle dans les années 30, en s'appuyant sur l'universalité de la langue française. La *NRH* est éclectique et accueille des collaborateurs de tous partis. Elle a néanmoins tenté de créer des passerelles avec les milieux non-conformistes français, potentiellement magyarophiles, en particulier avec les tendances monarchistes et catholiques³. Les liens entre Thierry Maulnier et cette revue sont analysés plus loin dans un chapitre plus global sur ses relations avec les nouvelles relèves à l'étranger. L'article que donne Maulnier à la *NRH* en 1932 fait suite à un texte de Daniel-Rops, intitulé « La voix de la jeunesse » paru dans le numéro de juillet de la *NRH* consacré aux aspirations et différents mouvements de la jeunesse française des années trente⁴. Dans le texte destiné à présenter Thierry Maulnier et la Jeune droite, sans doute rédigé par René Dupuis, du groupe de l'Ordre Nouveau, qui joue un rôle important dans les débuts de la revue, la rédaction de la *NRH* dressait le tableau suivant de la situation des nouvelles relèves en France : « Nos lecteurs verront, en lisant l'article de M. Thierry-Maulnier, que le souci essentiel de la jeune génération

¹ Thierry Maulnier, « La Révolution trahie », in *L'Action française*, 28 janvier 1932.

² Thierry Maulnier, « Jeune Droite », in *La Nouvelle Revue de Hongrie*, n°10, novembre 1932, pp.353-360

³ Pour plus d'informations sur la *NRH*, nous renvoyons le lecteur à la thèse d'Henri de Montety, *La Nouvelle Revue de Hongrie et ses amis français (1932-1944)*, thèse de doctorat en histoire religieuse, politique et culturelle, sous la direction de Régis Ladous et Ignác Romsics, Université Jean Moulin Lyon III, 2009, 569 p.

⁴ Daniel-Rops, « La Voix de la jeunesse », in *La Nouvelle Revue de Hongrie*, juillet 1932, pp.26-37

française est de construire l'avenir en s'inspirant d'une part des valeurs humaines éternelles, et de l'autre, des nécessités économiques modernes. On peut noter à cet égard que, quelles que soient les divergences qui séparent "l'aile droite" de "l'aile gauche" de la jeunesse française, il y a unanimité sur les points suivants : respect et exaltation de la "personne humaine", primauté du spirituel sur l'économique, respect explicite ou implicite de la tradition chrétienne, volonté de mettre l'Economique et le machinisme au service de l'homme au lieu de mettre l'homme au service de l'Economique et de la Machine, condamnation enfin de la démocratie formelle. Ajoutons que M. Thierry-Maulnier (...) est l'un des collaborateurs de l'"Action française" pour lesquels M. Charles Maurras professe le plus d'admiration et d'amitié¹. »

Et force est de constater que Maulnier le lui rend bien puisqu'il avoue dans les premières lignes de son article, que la Jeune Droite française « doit à une influence dominatrice, souveraine, celle de Charles Maurras, d'avoir pris conscience d'elle-même en tant que volonté politique² ». Malgré les différentes tendances qui s'y expriment, entre fervents de Maurras, de Proudhon, de Sorel, de Péguy, entre croyants et incroyants, la Jeune Droite se distingue par l'influence qu'elle a reçue de la doctrine maurrassienne. Pour autant, elle n'est pas, à l'image des jeunesses des régimes totalitaires, embrigadée derrière une doctrine précise. Elle n'est pas non plus le mouvement par lequel une nouvelle génération entend prendre le pouvoir sur ses aînés en faisant table rase des apports des générations précédentes par la formulation d'une doctrine toute fraîche. La Jeune Droite se place dans la continuité de traditions intellectuelles qui l'ont précédée. Ses fins sont de refuser le monde matérialiste et machinal que préparent actuellement les différentes doctrines qui s'imposent aux Etats-Unis et en URSS, pour tracer un nouvel avenir à la France. « C'est dire qu'au fond, explique Maulnier, les jeunes gens de droite ne méritent pas le nom de "réactionnaires" ; ils n'admettent pas en effet que le seul retour à certaines traditions puisse résoudre tous les problèmes ; ils ne méritent pas davantage l'étiquette de "conservateurs", car, s'ils veulent conserver certaines conditions éternelles de la vie

¹ Thierry Maulnier, « Jeune Droite », art.cit., p.353.

² *Ibid.*, p.354.

humaine, ils ne veulent rien maintenir de l'époque présente, ni institution ni esprit ; ils ne veulent ni retour au passé, ni conservation du présent. Ils refusent, seulement, l'avenir qui leur est proposé ; (...) ; ils sont les hommes d'un autre avenir ; ils se définissent par leurs refus plus que par leurs fidélités. Révolutionnaires de droite, tel est le nom qui leur convient le mieux¹. » Révolutionnaires de droite... la précision est importante, car ils s'opposent également aux différents visages que prend la révolution à leur époque. Bien évidemment, ils rejettent en bloc la révolution marxiste, en raison de son identité profonde avec le matérialisme capitaliste. Mais ils se distinguent aussi des jeunes droites allemande et italienne qui, en dépit de leur effort pour se libérer de la démocratie libérale bourgeoise, sont restées, selon Maulnier, prisonnières des principales tendances qui se dessinent dans le monde moderne, analogues au capitalisme et au marxisme : mécanisation de la vie, collectivisme de troupeau... « C'est pourquoi, affirme Thierry Maulnier en utilisant une formule frappante, révolutionnaires contre les pouvoirs établis, nous ne sommes pas révolutionnaires avec les révolutions établies². »

Dans la suite de son article, Maulnier tente d'éclairer la doctrine de la Jeune Droite, en insistant sur son adaptabilité aux événements et aux circonstances historiques. Pragmatique, elle change en fonction des positions de l'ennemi, sans jamais négliger pour autant l'essentiel, la personne humaine. Ainsi, la Jeune Droite aurait été aux côtés des partis et des hommes qui défendaient au début du siècle la société nationale contre les assauts de l'individualisme universaliste, destructeur des réalités vivantes. Aujourd'hui, face à l'évolution naturelle des partis de gauche, de l'individualisme abstrait vers l'anonymat des sociétés mécanisées, c'est tout naturellement qu'il convient de défendre l'individu. Car, nous dit-il, « respecter dans l'étude du social la complexité vivante, c'est la respecter dans l'individu. La défense des nécessités collectives, la défense des exigences personnelles s'accordent pour celui qui a su, dans les unes et dans les autres, définir et respecter l'humain. » Le combat reste le même, contre ces deux doctrines simplificatrices que sont l'individualisme et le collectivisme, les deux extrêmes d'une même maladie de l'esprit. La tâche que s'est donnée la Jeune

¹ Thierry Maulnier, « Jeune Droite », art.cit., p.355

² Ibid., p.357

Droite est de construire une société équilibrée où les deux termes de l'équation sont en harmonie, dans le respect et la dignité de la personne humaine.

Maurrassien et nietzschéen

Pour bien comprendre les idées du Thierry Maulnier des années trente, il faut imaginer une sorte de maurrassisme très fortement teinté de nietzschéisme. Ce mélange apparaît cependant bien paradoxal quand on connaît les charges haineuses de l'Action française contre le germanisme et la philosophie allemande. L'Action française est en effet toujours restée rétive à la philosophie nietzschéenne, à l'exception de quelques individualités comme Pierre Lasserre¹, Hugues Rebell et bien entendu Thierry Maulnier. Il est intéressant de préciser qu'Edouard Berth, compagnon de Georges Sorel, qui s'était rapproché de l'Action française au temps du Cercle Proudhon, était lui aussi nietzschéen. En effet, il ne s'agit pas de son seul point commun avec Maulnier, comme nous aurons l'occasion de le voir. Mais Berth ne fut pas, à proprement parler Berth, membre de l'Action française. De son côté, Maurras avait lu les œuvres du philosophe allemand et ne se sentait, contrairement à ce qu'affirment certains commentateurs de son œuvre², aucune dette à son égard : « Je n'admets point la créance que l'on me présente quelquefois au nom de Frédéric Nietzsche, parce que je sais bien rien ne lui devoir de réel : tout ce que ce philosophe germano-slave peut sembler nous avoir appris sur l'autorité, sur la liberté et sur leurs rapports, c'est au fond lui qui nous le doit : car il le doit à des esprits de notre race ou qui sont de notre héritage, un Joseph de Maistre, un Voltaire, un Renan, un Lucain, un Aristote ou un Thucydide³. » En Nietzsche, l'Action française apprécie la critique de la démocratie et l'aristocratie de sa pensée, mais elle récuse ce qu'elle considère comme un individualisme radical et un reste de barbarie germanique. Le plus grand tort de

¹ Pierre Lasserre, *La Morale de Nietzsche*, Paris, Mercure de France, 1902, 159 p.

² Daniel Lindenberg, en particulier, en fait un disciple de Nietzsche : Daniel Lindenberg, « Le mirage "provençal" de Charles Maurras », in *La pensée de midi*, n°1, janvier 2000, pp.52-55.

³ Charles Maurras, complément établi par Jean Pélissier, *Dictionnaire politique et critique. Fascicule 17. Nationalisme intégral (suite) – Paix*, Paris, Cahiers Charles Maurras, article « Nietzsche ».

Nietzsche est finalement pour les hommes de l'Action française d'être allemand. Du fait de son origine, sa pensée a donc forcément un penchant suspect vers le romantisme et les élans irrationnels. C'est ce qu'exprime Maurras à travers ce témoignage : « Ce Nietzsche, dit-il, est un Sarmate ingénieux, éloquent et assez subtil. Quoique d'esprit bizarre, il n'a pas lu sans profit notre Platon. Cependant l'effroyable désordre de sa pensée finit par le conduire à un anarchisme orgueilleux. Sa naissance l'y destinait. Fidèle à cette barbarie il est devenu fou. J'ai tenté, au contraire, les triomphes de la raison¹. »

Pour autant, les éléments susceptibles de plaire à Maurras et l'Action française dans la pensée nietzschéenne ne manquent pas. A commencer par cette série de paradigmes autour desquelles se structurent ses définitions antithétiques du Sud et du Nord, avec un Sud incarné par le grand style, latin, classique, aristocratique et inégalitaire, face au Nord qui représente la modernité germanique, romantique, démocratique et égalitaire. Ces différentes catégories, que Nietzsche établit grâce à ses lectures des penseurs français du XIX^e siècle, existent aussi dans la pensée maurrassienne. Elles inspirent enfin Thierry Maulnier dans sa définition du classicisme et lorsqu'il tente de comparer les conceptions française et allemande de la nation.

C'est en 1933 que Thierry Maulnier publie son ouvrage sur Nietzsche, aux éditions Redier. Il en a commencé la rédaction après son retour du service militaire, à la fin de l'année 1932. Nietzsche n'est pas un inconnu pour lui. Il lui a déjà consacré auparavant plusieurs articles dans la *Revue française*² et fréquente assidûment ses œuvres depuis plusieurs années. Maulnier ne cache pas cependant, dans une lettre qu'il adresse à sa mère, que le sujet lui donne du fil à retordre. Et comme toujours, il est en retard sur les délais annoncés à son éditeur en raison des nombreux autres engagements qu'il doit tenir. Cette lettre est intéressante car elle en dit long sur la facilité d'écriture de Maulnier. « Ce qui m'occupe davantage en ce moment, c'est le

¹ Charles Maurras cité par Achille Segard, in *Charles Maurras et les idées royalistes*, Paris, Fayard, 1919, p.63. Segard se réfère à un texte de Maurras paru dans la *Revue Bleue*, datant du 30 avril 1892, puis en 1895 dans *Le Chemin de Paradis*. Sur Nietzsche et Maurras, voir : Charles Maurras, complément établi par Jean Pélissier, *Dictionnaire politique et critique. Fascicule 17. Nationalisme intégral (suite) – Paix, op. cit.*, pp.183-191.

² Thierry Maulnier, « Nietzsche, ascète de la liberté », in *La Revue française*, 30 août 1931 ; « Nietzsche, ascète de la liberté II », in *La Revue française*, 20 septembre 1931 ; « Visages de Nietzsche », in *La Revue française*, 25 septembre 1932.

Nietzsche, dans lequel je suis complètement plongé (j'ajouterais même que je m'y noie un peu). J'ai promis le manuscrit pour le 1^{er} novembre, et le 10 octobre il n'était pas commencé. Actuellement, j'en ai à peu près deux chapitres écrits (70 pages sur 300) : ce n'est pas mirifique, mais c'est toujours ça. Dans une journée de travail intensif, je peux faire 20 pages sans trop de mal. Mais il faut, avec ça, soutenir ses diverses collaborations. (...). Je dois battre tous les records de vitesse de composition littéraire. La crise est dans l'homme ne m'avait pris que quinze jours, mais c'était tout écrit d'avance¹ ». En un peu moins de sept jours donc, il a rédigé près du quart de son ouvrage. Les autres occupations qu'il évoque, ce sont bien sûr ses articles pour la *Revue française*, pour la *Nouvelle Revue de Hongrie*, et pour une revue berlinoise, *Die Litterarische Welt*. Il essaie par ailleurs de s'imposer à l'Action française en obtenant une position plus stable. Enfin, il prépare, avec Jean-Pierre Maxence, le lancement d'un nouveau quotidien, qui doit normalement paraître en fin d'année, et baptisé *Le Rempart*. Dès le mois de juillet 1932, Thierry Maulnier annonçait déjà à sa mère la création imminente par Paul Lévy, directeur de la revue *Aux Ecoutes*, d'un journal « où il sera probablement utilisé² ». Le projet piétine depuis plusieurs mois et *Le Rempart* est finalement lancé au printemps 1933 avec Fernand Divoire comme rédacteur en chef et quelques intellectuels de la Jeune droite dont les noms nous sont désormais familiers : Jean-Pierre Maxence et Maurice Blanchot y côtoient Thierry Maulnier. Toute la période au cours de laquelle ce dernier réalise son essai sur *Nietzsche* – qui est envoyé à l'impression en février 1933 alors même que son éditeur, Redier, vient de déposer le bilan – correspond au lancement réel de sa carrière littéraire vers une situation plus stable. Progressivement, il réussit à obtenir un revenu fixe mensuel à l'Action française et à la *Revue universelle*. Avec Jean-Pierre Maxence, il rédige des articles non signés pour les *Nouvelles littéraires*. Enfin, il met un premier pas à *Je suis partout* pour lequel il est chargé de réaliser une enquête, tout en ayant la charge de rédiger un mémoire pour l'« Entr'aide universitaire internationale³ ». La parution de l'ouvrage va venir renforcer, par une reconnaissance publique naissante, ce démarrage intensif. Thierry Maulnier manque en effet de peu le Grand prix de la

¹ Lettre de Thierry Maulnier à sa mère, datée du 17 octobre 1932, Fonds Thierry Maulnier Versailles, F991 (6) a.

² Lettre de Thierry Maulnier à sa mère, datée du 10 juillet 1932, Fonds Thierry Maulnier Versailles, F991 (6) a.

³ Lettre de Thierry Maulnier à sa mère, datée du 10 février 1933, Fonds Thierry Maulnier Versailles, F991 (6) a.

critique en 1934. C'est finalement Marcel Raymond, critique littéraire suisse, qui l'emporte par 9 voix contre 6 pour son volume intitulé *De Baudelaire au surréalisme*. Louis Gillet, ami de Joseph Talagrand, le père de Thierry Maulnier, et membre du jury du Grand prix, a laissé un témoignage éclairant sur cette journée : « On a cru devoir donner le prix à la Suisse, c'est-à-dire à la politique et à la propagande française à l'étranger. Je m'incline devant ces raisons. Sache pourtant que parmi les 6 se trouvaient les meilleures têtes de la bande : André Billy, Henri Massis, Gab. Boissy et ton serviteur. Je ne connais pas les deux autres. (...). Le livre de ton fils est plein de talent. Il y a quelquefois un peu d'emballage, un excès verbal, et un trop grand plaisir des mots ; mais ce sont défauts de jeunesse, dont on se corrige assez tôt. On demeure surpris du souffle et de la maturité¹ ». Dix jours plus tard, Thierry Maulnier confirme, et complète, cette version dans une lettre à sa mère, en qualifiant au passage l'ouvrage de son concurrent de « très honnête ». Marcel Raymond avait ainsi « l'appui de la Sorbonne (...) à un moment où le Comité du prix avait besoin, à ce qu'il paraît, d'une subvention gouvernementale. D'autre part, André Rousseaux avait eu le prix l'an dernier, et l'on ne voulait pas le donner deux années de suite à l'extrême droite. Massis a fait en ma faveur une campagne énergique mais vaine² ».

Grâce à ce Grand prix manqué de peu, Maulnier provoque tout de même l'intérêt de ses pairs. Son ouvrage est d'ailleurs encore cité dans les études contemporaines sur la réception française des œuvres de Nietzsche³. En peu de temps, Maulnier conquiert une place enviable au sein de la critique littéraire en inventant ses propres méthodes et discours contre la critique universitaire accusée de diminuer son sujet par la biographie, la recherche des influences et le culte anémiant des archives. Tout cela sent en effet la poussière pour Maulnier. Et la méthode critique qu'il préconise n'est jamais que l'application des idées développées dans *La crise est dans l'homme* contre les abstractions et l'érudition, pour restaurer la valeur de l'existence humaine face aux

¹ Lettre de Louis Gillet à Joseph Talagrand, datée du 31 mai 1934, Fonds privé Thierry Talagrand.

² Lettre de Thierry Maulnier à sa mère, datée du 11 juin 1934, Fonds Thierry Maulnier Versailles, F991 (6) a.

³ Jacques Le Rider, *Nietzsche en France, de la fin du XIXe siècle au temps présent*, Paris, PUF, 1999, 279 p. ; Giuliano Campioni, *Les Lectures françaises de Nietzsche*, Paris, PUF, 2001, 295 p. Le philosophe allemand Karl Löwith l'évoque également avec beaucoup d'intérêt dans son ouvrage sur *Nietzsche. Philosophe de l'éternel retour*, Paris, Hachette littérature, 1998, pp.262-268.

tendances de la vie et de la société à l'uniformisation des individus. La critique de Thierry Maulnier est une méditation sur la vie et sur l'homme. Appliquée à Nietzsche, elle vise à nous apprendre ce qui dans son œuvre, ses combats et ses recherches, peut être confronté aux problèmes de notre temps. Ce qui peut, tout simplement, nous en apprendre plus sur nous-mêmes. En un mot, ce qui dans l'œuvre de Nietzsche se rapporte au drame des années trente, ce qui le prépare et peut lui apporter une solution. C'est en tout cas ce que les critiques littéraires retiennent majoritairement de l'essai de Thierry Maulnier dans la quarantaine d'articles, au moins, publiés sur cet ouvrage¹. L'autre point qu'ils soulignent généralement est la proximité de pensée, ou de tempérament, entre le jeune auteur et son sujet. C'est ce que met en avant un article de *Germinal* : « M. Thierry Maulnier envisage la vie comme un combat dramatique, voire tragique, où la destinée de l'homme se trouve engagée tout entière. Il méprise le bonheur, le conformisme et la médiocrité des foules. Il aime tout ce que l'homme possède d'unique et d'irremplaçable, parce que c'est avec ces forces qu'il crée et agit. (...). Ce jeune écrivain est quelqu'un qui n'a pas abdiqué. On devine chez lui une connaissance de l'homme à laquelle aucune illusion ne fait voile. On devine aussi une virilité intellectuelle qui n'est pas commune. Le titre d'un de ses livres, je crois, le premier, est *La crise est dans l'homme*. (...). Devant la bassesse des êtres et la platitude de la vie, il affirme des valeurs super-individualistes et il voit les choses d'après ce contraste. Sur un tel point de vue, il y aurait pas mal de choses à dire. Mais quoi qu'il en soit, qu'on l'accepte ou qu'on le refuse, il faut constater que c'est lui qui fait la force de M. Thierry Maulnier. Ses analyses vont loin justement parce qu'il ramène la complexité de la vie à une mesure constante. Ses livres offrent, pour le même motif, une unité que peu de livres peuvent offrir². » Mais il n'échappe pas non plus à la critique que, malgré sa sympathie pour la philosophie héroïque de Nietzsche, Thierry Maulnier la passe au prisme de la raison, rejoignant en cela le maurrassisme

¹ Parmi ceux-ci, des articles d'Arnaud Dandieu, Jean de Fabrègues, Robert Kemp, Gabriel Marcel pour *L'Europe nouvelle*, Léon Daudet pour *Candide*, André Rousseaux pour *Le Figaro*, soulignant les dangers du nietzschéisme, du belge Gilles Anthelme et de Drieu La Rochelle, dans *Les Nouvelles Littéraires*. Dans cet article, intitulé « Nietzsche contre Marx », Drieu affirme que Nietzsche est le « véritable prophète est inspirateur des révolutions de ces derniers lustres », autant en URSS qu'en Italie. Drieu est en effet persuadé que Lénine a subi l'influence de Nietzsche, comme Mussolini, et que le nietzschéisme, qui va à l'encontre du déterminisme marxiste, a porté un coup définitif à la doctrine de Marx. (Pierre Drieu La Rochelle, « Nietzsche contre Marx », in *Les Nouvelles Littéraires*, 10 juin 1933)

² Carmelo Puglionisi, « Un livre sur Nietzsche », in *Germinal*, 9 septembre 1933

orthodoxe. C'est en effet à une confrontation entre Nietzsche et Descartes, entre un symbole de l'esprit allemand contre le plus éminent représentant de l'esprit français, à laquelle se livre Maulnier dans certaines pages de son ouvrage ; sa sympathie personnelle penchant quelquefois plus vers le cartésianisme. « A plusieurs reprises il fait apparaître magnifiquement Descartes, souligne le critique Robert Kemp. Rarement la grandeur prométhéenne de Descartes a été évoquée avec tant de beauté que dans l'introduction de M. Maulnier¹. » N'oublions pas que Thierry Maulnier est un rationaliste, comme le démontre sa passion pour Descartes. Encore une fois, Maulnier ne critique pas la technique, mais l'utilisation qui en est faite par des hommes esclaves du progrès. Dans la conception du monde de Thierry Maulnier, Nietzsche apparaît en quelque sorte comme la vigie qui annonce la tragédie du XX^e siècle, engendrée par Descartes et la révolution moderne qu'il inaugure. Au milieu des inquiétudes nées du progrès des sciences, de la disparition des anciennes valeurs chrétiennes et humanistes, c'est un avenir plein de tempêtes dont Nietzsche apporte la nouvelle aux hommes du XX^e siècle. « Nietzsche sait parfaitement que ce que nous appelons le progrès comporte aussi sa part de désordres, de dévastations et de décadences, que nous le payons par la disparition de choses infiniment précieuses et peut-être irremplaçables, qu'au fur et à mesure que nous y trouvons des remèdes à des maux anciens et la libération d'anciennes servitudes, nous y voyons surgir de nouveaux problèmes ; tout progrès apportant dans l'ordre des rapports humains des facteurs de métamorphose, est pour la civilisation un élément de trouble et une menace en même temps qu'un ferment, une possibilité d'asservissement ou de déchéance en même temps qu'une possibilité de perfectionnement. Tout progrès est une aventure. (...). Mais ces incertitudes et ces dangers formidables, que le progrès recèle, sont pour Nietzsche non pas une raison de condamner le progrès, de se refuser à lui avec épouvante, mais, – au contraire –, une raison de le vouloir, de l'éprouver comme le héros de la tragédie épousait la fatalité. Nietzsche est de ces capitaines aventureux qui piquent droit sur les tempêtes². » Le mérite que l'on ne peut par conséquent contester à Nietzsche est d'avoir su avertir ses congénères que l'espèce humaine entrait dans un nouveau cycle

¹ Robert Kemp, article sans date ni origine, Fonds privé Thierry Talagrand.

² Thierry Maulnier, « Conférence sur Nietzsche », pp.12-14, Fonds Thierry Maulnier Versailles, Ms ZI.

de son existence, non dénué de périls, et que les anciens systèmes de valeurs étaient inappropriés pour y faire face. Il est de leur avoir indiqué qu'il était possible d'y faire face sans crainte, parce que ce danger apporte avec lui ses propres solutions de recours. Pour Thierry Maulnier, « Nietzsche sait, lui, que ce que nous voyons ne s'est encore jamais vu : (...) ce fait, c'est la conquête par l'homme des méthodes qui permettent d'accroître immensément notre connaissance de la nature et nos moyens d'agir sur elle. Par beaucoup de ses caractères, notre époque peut être dite une époque de décadence. (...). Mais à la différence des empires d'Asie lorsqu'ils s'ensevelirent dans les sables, à la différence du monde romain lorsqu'il tomba en poussière, nous avons aussi une jeunesse, qui est la jeunesse de nos techniques. Qui oserait nier que d'immenses possibilités, en même temps exaltantes et redoutables, s'ouvrent à cette jeunesse là ? La vieillesse, c'est l'horizon qui se ferme, c'est le rétrécissement du champ des possibles (...). La jeunesse, c'est l'étendue du champ des possibilités, c'est l'avenir largement ouvert. Qui oserait dire que l'avenir n'est pas largement ouvert devant l'homme moderne, pour le meilleur et pour le pire ? (...) Nous sommes vieux et nous sommes jeunes. Nous sommes plus vieux et nous sommes plus jeunes qu'à aucun moment de l'histoire des hommes¹. » En partant de là, on peut donc voir que Nietzsche est pour Thierry Maulnier l'un des philosophes les plus actuels pour éclairer les hommes des années trente sur les périls auxquels ils sont confrontés. Il a tout en même temps éveillé les esprits et tracé le chemin. Thierry Maulnier rejoint totalement Nietzsche dans son souci d'affirmer l'homme dans sa vitalité, dans sa noblesse et dans sa capacité à choisir et contrôler son destin. « Nietzsche, dit-il, est antitotalitaire par essence parce qu'il élève avec une ardeur passionnée la revendication de l'individu au seuil d'un monde où l'individu va sentir peser sur lui les plus lourdes menaces d'asservissement et d'uniformisation du fait de l'évolution des techniques et des idéologies. La mesure de la qualité humaine, on peut dire qu'il la trouve, pour une grande part, dans la capacité d'opposition² ». Paradoxalement, ce que Maulnier semble apprécier chez Nietzsche, c'est cette sorte d'hyper-individualisme, d'affirmation radicale du rôle de l'individu contre les masses, contre les dangers de la technique et

¹ Thierry Maulnier, « Conférence sur Nietzsche », pp.26-28, Fonds Thierry Maulnier Versailles, Ms ZI.

² *Ibid.*, pp.45-46.

contre les périls intérieurs qui guettent l'humanité. Cet intérêt est paradoxal, parce qu'il s'agit de ce qui, chez le philosophe allemand, heurte précisément l'Action française, certes sensible à son esprit de révolte, qu'elle considère cependant comme désordonné et barbare. C'est pour son vitalisme que Maulnier aime la philosophie nietzschéenne. Mais si Nietzsche a bien décrit le monde desséchant, saturé de sciences et de technologie, dans lequel nous vivons, Maulnier pense que c'est avant tout Descartes qui lui a donné son mouvement, en révoquant tout ce qui avait été affirmé avant lui pour ne prendre appui que sur sa propre intelligence et en faire ainsi le support de la connaissance du monde et de celle de Dieu. « Le moi fut-il jamais affirmé avec tant d'audace et de puissance que par Descartes affirmant fausse par avance toute vérité dont son propre moi ne serait pas au sens propre du mot l'inventeur. (...) Voici que maître de l'empire des esprits et de celui de la réalité par ce coup d'audace inouï, Descartes ne se borne pas là. Ce qu'il vient de s'assurer, ce n'est pas seulement le secret de la connaissance universelle, c'est la clé qui ouvre soudain à l'espèce humaine la porte devant laquelle elle piétine depuis ses origines, c'est le moyen pour l'homme de refaire avec ses propres forces et pour son compte l'œuvre de la création, de maîtriser le monde et de le transformer à son usage. Au coup d'Etat du cogito s'ajoute le coup d'Etat de l'invention de ce que Descartes lui-même appelle la Science admirable, de cette physique mathématique qui découvre la coïncidence entre les pures combinaisons du calcul et le mystère des forces naturelles, et donne ainsi à l'esprit humain le pouvoir de gouverner les phénomènes, de devenir maître et possesseur de la nature¹. » Le XX^e siècle est donc en quelque sorte la confrontation entre l'ordre du monde consacré par la découverte de Descartes et le triomphe de la vie dans l'héroïsme et la grandeur, face à cette périlleuse épreuve faustienne enclenchée par le cartésianisme, que représente le surhomme nietzschéen. C'est de cette confrontation spectaculaire que doivent surgir les solutions. Ainsi que l'affirme Maulnier, « si nous considérons que le plus grand péril qui nous menace est celui d'un monde totalitaire, quelle que soit la forme de ce totalitarisme, si nous croyons que la contradiction, la diversité, le dialogue, l'échange, l'enrichissement mutuel des idées et des forces sont la condition même de toute vie humaine digne de

¹ Thierry Maulnier, « Conférence sur Nietzsche », pp.53-55, Fonds Thierry Maulnier Versailles, Ms ZI.

ce nom, si nous croyons, comme je le crois, qu'il y a encore une mission européenne et que cette mission implique la confrontation des apports individuels et collectifs, le mariage des génies nationaux, le besoin que tout esprit libre a non seulement de ce qui est différent de lui, mais de ce qui lui est contraire, alors ce grand européen que fut Nietzsche sera un de nos répondants¹. » A l'époque où il rédige son œuvre sur le philosophe allemand, Maulnier est sans doute encore beaucoup trop imprégné de maurrassisme pour savourer pleinement son enseignement. Nietzsche et maurrassisme s'affrontent encore dans sa pensée. Cette situation est visible dans les observations très tranchantes qu'il oppose à Nietzsche sur l'esprit germanique, au nom de la tradition française et du rationalisme cartésien. Mais la philosophie de Nietzsche gagne du terrain dans sa propre conception du monde et trouve de multiples occasions de s'exprimer sous sa plume dans la suite de son parcours.

La mission de la jeunesse française : la révolution aristocratique

De ce dont nous avons pu prendre connaissance dans l'analyse nietzschéenne du monde que développe Thierry Maulnier, il en ressort que la révolution ne doit pas seulement être le moyen de passer d'un régime d'égalité à un régime d'autorité, ou d'un mode de production à un autre. Elle ne saurait être non plus dans la satisfaction d'un bien-être matériel toujours plus grand, grâce à l'amélioration constante des capacités productives. Le capitalisme, le fascisme et le collectivisme marxiste constituent tous trois des formes de société qui exaltent les caractères les plus grossiers de la personne humaine. Le seul but de l'action humaine, dans ces sociétés vulgaires, est dans la satisfaction des besoins de l'organisation collective. L'individu se trouve donc asservi à la volonté du troupeau et ne trouve sa raison d'être que dans la place et le rôle particuliers qu'il occupe dans la communauté. L'héroïsme lui-même, et toutes les vertus humaines qui sont mises en avant par les régimes totalitaires, sont au service exclusif de la communauté. Sauf que pour Maulnier, « la plus haute activité humaine ne coïncide pas avec celle des sections d'assaut, des syndicats italiens ou des équipes

¹ Thierry Maulnier, « Conférence sur Nietzsche », pp.64-65, Fonds Thierry Maulnier Versailles, Ms ZI.

de choc ; sans doute, l'activité des jeunes français n'a rien, en ce moment, qui puisse la faire juger supérieure en dignité à ces jeunesses passionnées ; elle est même inférieure à ses voisins en énergie, en audace et en foi. La désastreuse inertie des nôtres ne doit pas pourtant suffire à applaudir le désastreux enthousiasme des autres peuples : il serait souhaitable que les jeunes français, le jour où ils se réveilleront, prissent d'autres chemins que les chemins qui leur sont indiqués par l'Europe d'aujourd'hui¹. » La mission de la jeunesse française n'est donc pas d'imiter les révolutions étrangères. Elle est de trouver sa propre voie, française, pour reconstruire la nation. Car la France a plus à perdre que l'Italie, l'Allemagne ou la Russie dans la révolution comme dans l'inertie. Ce qu'elle a à perdre, c'est une culture originale et plus profonde, un humanisme, qui lui ont permis d'occuper une position privilégiée à travers le monde que beaucoup de pays lui envient, au premier rang desquels se trouve l'Allemagne. La révolution doit donc être au service des vertus humaines les plus nobles : le raffinement dans le style, l'intelligence subtile et la richesse morale. Pour Maulnier, les valeurs nobles se caractérisent par leur inutilité. La civilisation, c'est le luxe et le loisir. Avec la religion de l'utilitarisme est donc en train de disparaître l'un des signes essentiels de notre civilisation. L'« idéologie du travail » fait partie de cette barbarie machiniste, qui est l'un des signes de notre temps. A l'œuvre dans les plans quinquennaux russes, dans les grands programmes de développement italiens et américains, elle est en train de devenir une « souveraineté absolue » pour les régimes collectivistes. Le travail obligatoire, instauré par le régime nazi, est pour Maulnier une réalité révoltante et inhumaine, et s'avère « infiniment plus scandaleux que les emprisonnements ou les massacres² » qui retiennent davantage l'attention des démocraties européennes. Maulnier conteste donc cette idée moderne de la noblesse du travail, en laquelle il voit la conclusion logique de l'application de la philosophie démocratique et de ses valeurs vulgaires. « L'idéal de l'homme n'est pas le travail, parce qu'il n'est pas l'utilisation. Dans les conditions de l'économie moderne, le travail offre moins d'occasions que jamais de création et d'aventure, il demande un automatisme, une simplification de la conscience, il n'atteint son plus haut rendement

¹ Thierry Maulnier, « La révolution aristocratique », in *La Revue française*, n°4, 25 avril 1933, pp.538-539.

² *Ibid.* p.541.

que par l'appauvrissement de la personnalité. Il tend donc à produire un type humain plus simple, plus grossier, plus mécanique, plus soumis, plus docile. Croire possible, dans ces conditions, un nouvel héroïsme qui serait un héroïsme du travail est proprement absurde (...). Dans la situation présente, la véritable tâche est celle qui consiste dans l'aménagement du loisir, dans la sanctification du loisir, dans la création d'un héroïsme du loisir. Les valeurs luxueuses et désintéressées sont les valeurs les plus précieuses : rien ne peut être sauvé qu'avec elles, rien ne compte qu'elles : elles seules peuvent être les fondements d'un humanisme nouveau¹ ». Maulnier est ici en opposition totale avec le *Travailleur* d'Ernst Jünger. Ce qui rend le travail inacceptable dans les régimes totalitaires et dans l'organisation rationalisée du travail en mode capitaliste, c'est qu'il devient un service que l'individu doit rendre à la communauté, et que ce service s'impose à chacun, dans l'aliénation la plus complète, afin d'assurer une part de l'existence collective. L'homme travaille pour l'organisme collectif qu'il a contribué à créer et non plus pour lui-même. La révolution anthropologique, plus qu'économique, que propose alors Maulnier se veut donc une subversion totale des valeurs sur lesquelles repose la civilisation occidentale du XX^e siècle, considérant que le travail est une vocation pour l'homme, parce que ce travail lui permet de dominer la nature et de transformer le monde. « Elle doit donc substituer des valeurs différentes aux valeurs universellement reconnues et qui sont des valeurs fondées sur l'estimation de la masse. Nous n'admettons la révolution que comme une subversion complète, c'est-à-dire d'abord comme une subversion des valeurs. Il faut que la révolution soit aristocratique ou qu'elle ne soit pas² ». Si l'on suit sa logique, la forme de société que préconise Maulnier peut paraître proche de la Grèce antique, où le travail était considéré comme une activité servile, parce qu'il avait partie liée à la sphère économique, qui est celle de la nécessité. Pour lui, la noblesse du travail ne peut provenir en effet de son utilité marchande ou de son service à la collectivité. Sa valeur est dans la création et dans l'épanouissement humain. Maulnier développe donc une critique radicale du capitalisme, tout autant que des totalitarismes. Car il apparaît clairement qu'il ne peut y avoir une libération du travail aliénant, tel qu'il le définit,

¹ Thierry Maulnier, « La révolution aristocratique », art. cit., pp.542-543

² *Ibid.*, p.545

qu'en dehors du capitalisme et de son dérivé marxiste. Dès 1933, avant même d'avoir abordé la question des réformes économiques et sociales si chères au futur directeur de *Combat* et de *L'Insurgé*, Maulnier se place en rupture avec les idées économiques et sociales de l'Action française d'alors, qui ne sortent pas de la sphère capitaliste. C'est en fait la notion contemporaine du travail, apparue avec le capitalisme manufacturier qu'il dénonce. C'est une forme de société, mécanisée, standardisée, uniformisée, utilitariste, où la figure humaine qui prévaut est celle du travailleur, où l'activité humaine est requise en permanence pour le travail au service de la collectivité. Et sans doute, en anticipant sur les idées corporatistes qu'il va défendre à la fin des années trente, serait-on proche de ce qu'il imagine en prenant en exemple le travail dans la société du Moyen-Age, c'est-à-dire lorsqu'il n'était pas régi par les lois du marché. Le travail n'est pas le but de l'existence et encore moins une solution pour gagner sa vie. C'est un moyen pour l'homme de s'épanouir, et de s'intégrer dans la société, au travers des corporations, en pratiquant un métier. On retiendra en tout cas que sa critique du travail est tout à fait singulière parmi les intellectuels de l'Action française et même de la Jeune Droite, et qu'elle conserve une dimension étonnamment actuelle, à l'aune des théories sur la fin du travail et la décroissance par exemple.

En 1933, Thierry Maulnier assigne une mission à la jeunesse française : « il faut aujourd'hui – et cela ne peut être que l'œuvre de la jeunesse – que la France rompe avec la mission détestable qu'elle s'est attribuée depuis 1789, qu'elle retrouve le sens de sa mission véritable. Elle est à peu près le seul territoire où l'on puisse encore mettre en question les valeurs admises par le monde moderne, rendre à l'humain sa valeur irréductible, exalter les valeurs inutiles et nobles ; le programme de la révolution aristocratique ne peut être établi que chez nous, car notre forme de civilisation est la seule qui soit aristocratique par essence. (...). C'est précisément parce que notre civilisation peut fournir aux peuples modernes des principes contraires à leur évolution présente, qu'elle peut éviter à ces peuples de se perdre. La France, aujourd'hui, ne doit plus être seulement la France, mais la meilleure part des espoirs présents du monde. La révolution nécessaire est la révolution aristocratique. La France est-elle capable de se réveiller pour la faire ? Elle a devant elle, si elle le veut, la plus

belle phase de son destin¹ ». Mais avec qui, dans cette France de 1933 où les forces politiques existantes sont en pleine crise, secouées par un antiparlementarisme de plus en plus virulent, alors que les nouvelles formes politiques ne sont pas encore nées.

¹ Thierry Maulnier, « La révolution aristocratique », art. cit., pp.547-548.

Chapitre 6
Quelque chose de changé

Entre 1933 et 1935, la Jeune Droite politique se consacre au lancement de deux nouvelles entreprises : un quotidien d'abord, *Le Rempart*, et un hebdomadaire, sous-titré *Le Magazine d'aujourd'hui*, qui prend pour titre le millésime de l'année en cours, 1933, 1934 et 1935¹, à l'instar des défunts *Cahiers* de Jean-Pierre Maxence.

Après avoir tardé à paraître, *Le Rempart* est finalement lancé au printemps 1933 sous la direction de Paul Lévy. Paraissant sur huit pages au format des grands quotidiens, *Le Rempart* est une feuille de droite éclectique où la Jeune Droite n'est certes pas dominante, mais elle y apporte un ton et une doctrine. « Le journalisme ne nous changeait pas. Nous y apportâmes nos idées, nous y plantâmes nos drapeaux, écrit Maxence dans son *Histoire de dix ans*. Nous sûmes voir la portée des faits quotidiens. Nous soulignâmes cette poussée populaire, cette poussée de révolte qui devait aboutir aux événements de février. Nous menâmes le combat sur les deux terrains. Et le *Rempart* est sans doute le seul journal qui, à l'époque, prit une position à la fois anti-parlementaire et anti-capitaliste² ». Au *Rempart*, Jean-Pierre Maxence s'occupe de la revue de presse. Blanchot porte son regard sur les remous provoqués par la crise économique au sein des classes moyennes en s'efforçant de susciter dans les colonnes du journal une réflexion sur la défense des classes moyennes contre l'Etat³. Et Maulnier écrit de courts articles de doctrines qui prennent souvent pour sujet les diverses révolutions européennes. L'expérience du *Rempart*, en dépit de la grande liberté que laisse Paul Lévy à ses collaborateurs, ne dure pas et le quotidien est finalement remplacé le 14 décembre 1933 par *Aujourd'hui*, dont le directeur reste Paul Lévy. Le siège du journal, qui tire à 50.000 exemplaires est toujours situé dans les locaux du magazine *Aux Ecoutes*. Maulnier et Maxence y poursuivent leur collaboration avec de nouveaux rôles⁴ : Maulnier partage cette fois-ci la rubrique de la revue de presse – que gérait autrefois Maxence – avec un nouveau venu au journal, Georges Pelorson, qui a fait partie de sa promotion à l'École Normale. Maxence

¹ Parallèlement, à partir de décembre 1933, Maulnier et Maxence obtiennent une collaboration non signée aux *Nouvelles Littéraires*. (Lettre à sa mère du 31 décembre 1933, F 991 (6) a.

² Jean-Pierre Maxence, *Histoire de dix ans*, op. cit., p.257

³ Mais d'après Jean Ruhlmann, la période de l'entre-deux-guerres antérieure à 1936 est une période assez calme pour les mouvements de défense des classes moyennes. Il faut attendre 1936, et la nouvelle législation sociale, qui est une déception par rapport aux promesses formulées pendant la campagne électorale, pour que la défense des classes moyennes trouve un nouvel essor, contre l'expérience du Front populaire.

⁴ Archives de la Préfecture de Police de Paris, BA 2300, « Dossiers sur les journaux et la presse », Dossier Aujourd'hui.

s'occupe de la politique intérieure. En fin de compte, *Aujourd'hui* ne devait pas avoir une plus longue durée de vie que *Le Rempart* et il disparut au printemps 1934, compromis dans le scandale né de l'Affaire Stavisky¹.

La seconde entreprise à laquelle participe la Jeune Droite politique, lancée avec le concours des éditions Plon, est l'hebdomadaire *1933*. Le premier numéro paraît le 25 février 1933. Henri Massis en est le directeur. Il s'agissait à l'origine de créer une sorte de *Marianne* de droite, qui puisse aussi rivaliser avec *Candide* et *Gringoire*. Robert Brasillach en a gardé le souvenir d'un « hebdomadaire fort élégamment présenté, et même sans doute le plus agréable à regarder de ces années-là² ». « Le désordre, sans doute, était moins grand à *1933* qu'il n'avait été à la *Revue française*. Il n'en demeurerait, par bonheur, que ce qui est suffisant pour ajouter le plaisir au travail³ ». Ce magazine, il faut bien le reconnaître, est l'une des plus incontestables réussites de la Jeune Droite. De par l'éventail de ses rédacteurs, qui couvrent tous les courants de la droite française, elle dispose d'un plus large public que celui auquel a été habituée la Jeune Droite jusqu'à présent. Cet hebdomadaire luxueux et richement illustré peut se prévaloir de collaborateurs célèbres : Daniel Halévy, Georges Suarez, François Mauriac, les frères Tharaud, Marcel Arland, Abel Bonnard, Henry de Montherlant, Gabriel Marcel, Alfred Fabre-Luce, Henri Béraud, entre autres, et quelques politiques comme Philippe Henriot, Xavier Vallat ou Georges Mandel s'y expriment. Parmi les collaborateurs réguliers, Michel Dard assure la rédaction en chef et donne quelques papiers dans la rubrique sportive ; Albert Thibaudet se consacre à la critique littéraire ; Maurice Bardèche à la critique cinématographique, Robert Brasillach, Robert Francis, Jean-Pierre Maxence, Jacques Saint-Germain, Serge Jeanneret⁴, Claudine Chonez et bien entendu Thierry Maulnier représentent la Jeune droite au sein de la rédaction. Thierry Maulnier, qui a participé à la conception du projet, dirige une rubrique intitulée « *Jeunesses du Monde* », qui rend compte des mouvements de jeunesse en cours d'éclosion dans le monde, en Italie, URSS, Allemagne, Roumanie, Etats-Unis...

¹ Claude Bellanger, Jacques Godechot, Pierre Guiral et Fernand Terrou (dir.), *Histoire générale de la presse française T.III*, Paris : PUF, 1972, 687 p.

² Robert Brasillach, *Notre Avant-guerre*, op. cit., p.141.

³ *Ibid.*, p.144.

⁴ Jacques Saint-Germain et Serge Jeanneret, que nous allons retrouver dans d'autres aventures de la Jeune droite, font également partie de l'équipe de *La Revue du Siècle*.

Pierre Lafue, originaire d'Alès et ancien élève de Joseph Talagrand, a laissé un témoignage de sa première rencontre avec Thierry Maulnier et Robert Brasillach : « Thierry Maulnier, volontiers taciturne, lorsque la conversation porte sur des futilités, ne s'anime vraiment que dans les débats d'idées. Il s'isole fréquemment pour méditer à son aise. On s'enrichit à son contact. Il fût devenu, je crois, un grand universitaire, s'il n'avait choisi d'écrire plutôt que d'enseigner. L'autre, Robert Brasillach, est aussi potelé et aussi solidement campé sur ses jambes courtes, que Thierry Maulnier est maigre et dégingandé. Le contraste n'est pas seulement dans leur physique : l'un pèse ses mots, organise ses idées, dit souvent des choses fortes, mais sur un ton modéré, et sa prudence est déjà celle d'un homme mûr. L'autre, - Brasillach, - pense et parle par boutades. (...). A l'opposé de son camarade de l'Ecole, il s'exprime avec une certaine volubilité. Ses beaux yeux noirs s'enflamment alors¹. »

Depuis le milieu de l'année 1933, dans leurs différents supports, les animateurs de la Jeune Droite écrivent régulièrement qu'ils sentent des signes avant-coureurs de révolte chez les Français. Ce faisant, ils captent l'air du temps, dans une période de crise économique qui est propice à la résurgence de la contestation de l'action gouvernementale dans la population. Leur sympathie se porte en particulier sur le mouvement des contribuables contre le Parlement, que Maurice Blanchot soutient dans *Le Rempart*² en estimant qu'ils ont raison de manifester leur défiance à l'égard d'un Etat qui les épuise. De son côté, Robert Francis, plein d'illusions, voit dans cette révolte la naissance d'un véritable mouvement d'insurrection révolutionnaire. « Heureux présage qui montre la Machine démocratique en conflit avec le réel, déjà aux prises avec l'insurrection populaire. (...). Il faut souhaiter du moins qu'une ligue aussi puissante que la Fédération des Contribuables comprenne quel magnifique parti on peut, on doit tirer d'un mouvement aussi profondément, aussi classiquement révolutionnaire ; d'un mouvement dont les motifs, les moyens, les acteurs se tiennent aussi rigoureusement dans la tradition révolutionnaire, d'un mouvement qui constitue le coup le plus direct, le plus dangereux, qu'on puisse porter au régime³ ». Robert

¹ Pierre Lafue, *Pris sur le vif*, Paris, Les Editions Mondiales, 1978, pp. 94-95.

² Maurice Blanchot, « La Révolte des contribuables contre le Parlement », in *Le Rempart*, 27 mai 1933.

³ Robert Francis, « Le Sens de l'impôt », in *La Revue du Siècle*, n°3, juin 1933, p.69.

Francis, décidément très emporté, y voit l'équivalent des Cahiers de revendications du Tiers Etat et y décerne « l'affirmation d'une insurrection libératrice », un « réveil inespéré de l'esprit public¹ ». Les animateurs de la Jeune droite essaient de relayer les actions de cette puissance révolutionnaire en formation. Les travaux de Nicolas Delalande sur les *Batailles de l'impôt* font en effet état d'une mobilisation croissante, et de plus en plus virulente, des contribuables après l'aggravation de la crise économique en 1931 et la victoire du second cartel des gauches de 1932. Les années 1932 et 1933 voient la Fédération nationale des contribuables, dirigée par Alphonse Large, redoubler d'agitation, en multipliant « les réunions publiques et les journées de protestation » contre « la spoliation fiscale et étatiste »², ainsi que des actions plus violentes, qui contribuent à marginaliser le mouvement « au sein du monde des grandes organisations représentatives des intérêts économiques et industriels³ ». Par contre, l'Action française, qui prête ses Camelots du Roi à la Fédération pour ses manifestations, et la Ligue de la Solidarité Française de François Coty, soutiennent les actions du mouvement, qui se rapproche parallèlement des comités de défense de paysanne d'Henry Dorgères.

Mais la révolution ne pouvant jaillir du seul mécontentement, le rôle des jeunes intellectuels est par conséquent de guider la volonté révolutionnaire du peuple ; ce qu'ils s'efforcent de faire dans leurs articles. Thierry Maulnier y met lui aussi du sien, dans des termes à près équivalents, en commentant la série de meetings paysans qui furent organisés en septembre 1933 : « Ce rassemblement des colères est significatif, écrit-il. La révolution de 1789 a commencé elle aussi par la révolte des contribuables et des paysans contre les abus d'un Etat moins dévorant que le nôtre : qu'on se souvienne. Si inerte que soit le peuple français, un jour viendra où il se lassera de

¹ Robert Francis, « Le Sens de l'impôt », art. cit., p.70.

² A partir de février 1933, explique Nicolas Delalande, plusieurs dizaines de syndicats locaux de contribuables appellent leurs membres et leurs sympathisants à fermer leurs commerces et à défiler, parfois en voitures et en camions, en direction des préfectures. Pour la Fédération, cette manifestation nationale est l'occasion de rendre visibles la force et le nombre des contribuables, unis par un même rejet des partis de gauche et des fonctionnaires. Si la marée humaine de contribuables paraît bien moins spectaculaire que celle annoncée par les dirigeants de la Fédération, le nombre de personnes mobilisées est loin d'être insignifiant la police recense près de cent mille manifestants présents le 19 mars dans les cortèges et les réunions de contribuables dans quarante-six villes différentes ». (Nicolas Delalande, *La Bataille de l'impôt. Consentement et résistance de 1789 à nos jours*, Paris, Editions du Seuil, 2011, p.350.

³ *Ibid.*, p.351.

subir¹. » Maulnier, comme Francis et Blanchot du reste, prévient déjà les paysans qu'ils doivent se méfier de ceux de leurs chefs qui voudraient contenir leur colère dans des limites acceptables par la démocratie pour en amoindrir la portée². Il rappelle aux chefs du mouvement paysan qu'« on n'obtiendra jamais rien qu'en montrant qu'on est prêt à tout pour l'obtenir. On a trop parlé du respect de la légalité. Devant la faillite de la légalité, c'est l'illégalité qui s'impose. La légalité n'est pas toujours la justice : l'illégalité peut coïncider avec la plus haute justice, le droit avec la force, et parfois la justice avec l'insurrection³ ». Il s'agit rien moins qu'un appel à la désobéissance civilisée, à l'instar de ceux qu'il fait trois ans plus tard dans la revue *Combat*⁴. A la veille de 1934, tous les animateurs de la Jeune droite croient fermement à l'imminence d'une action révolutionnaire qui viendrait autant du peuple que de la classe moyenne. Disposant d'une tribune quotidienne dans *Le Rempart* pour commenter l'actualité politique et d'un hebdomadaire à large diffusion avec *1933*, ils essaient, sans beaucoup de succès, de guider le mouvement en lui donnant une base théorique.

C'est donc avec la plus grande espérance qu'ils accueillent les émeutes de février 1934. Les événements des 6 et 7 février ne sont pour eux que le résultat explicable d'une colère légitime, en gestation depuis plusieurs mois dans le peuple⁵. Dans une lettre qu'il envoie à sa mère le 9 février, Maulnier lui décrit « la soudaine fièvre révolutionnaire qui a saisi les Parisiens, il y a un mois encore paisibles, individualistes et apolitiques à un point invraisemblable⁶. » Pour Maulnier, c'est l'Action française qui a « incontestablement provoqué ce revirement. La campagne sur l'Affaire Stavisky a décuplé son tirage. Il y a trois semaines, elle organisait ses premières manifestations au boulevard Saint-Germain, manifestations qui groupaient trois ou quatre mille

¹ Thierry Maulnier, « La révolte paysanne », in *Le Rempart*, 15 juin 1933.

² Il s'agit du premier article que Maulnier consacre au mouvement paysan, qui a occupé une place importante dans les colonnes de *L'Insurgé* en 1937. Maulnier a par ailleurs entretenu des contacts réguliers avec Henry Dorgères.

³ Thierry Maulnier, « La révolte paysanne », art. cit.

⁴ Voir : Thierry Maulnier, « Désobéissance aux lois », n°1, janvier 1937 ; « Pour un complot contre la sûreté de l'Etat digne de ce nom », n°20, décembre 1937.

⁵ Pour une histoire du 6 février 1934, le lecteur pourra se reporter à : Serge Berstein, *Le 6 février 1934*, Paris, Editions Gallimard/Juliard, 1975, 258 p. ; et surtout à la thèse de Jean Philippet, *Le temps des ligueurs. Pierre Taittinger et les jeunesses patriotes (1919-1944)*, Thèse d'histoire, sous la direction de Raoul Girardet, Institut d'Etudes Politiques de Paris, 2000, 2730 pages et annexes.

⁶ Lettre à sa mère du 9 février 1934, Fonds Thierry Maulnier Versailles, F991 (6) a.

étudiants et camelots du roi. Les manifestations se succédèrent chaque jour un peu plus violentes. Le jour de la chute du cabinet Chautemps, le rendez-vous fut donné sur les boulevards. Idée de génie, car les manifestants entraînaient la foule. Pour la première fois depuis de longues années, la police fut débordée. Le fleuve humain qui battit ce jour-là les boulevards – 60.000 personnes formant bloc d'un mur à l'autre et descendant vers la Concorde – enfonça presque tous les barrages¹. » Avec raison, Maulnier insiste donc sur le rôle de l'Action française dans ces événements. Dès le début du mois de janvier, le quotidien monarchiste a en effet essayé de profiter du scandale pour jeter le discrédit sur le gouvernement et la République. L'Action française va ainsi tenter de lancer la foule des agitateurs contre le Parlement comme le montre la une de son numéro du 9 janvier : « Aujourd'hui, jour de rentrée du Parlement, à l'heure de sortie de vos ateliers et de vos bureaux, nous vous engageons tous à venir en foule autour du Palais-Bourbon et aux cris de “ A bas les voleurs ! A bas les assassins ! ” exiger la justice et l'honneur². » Mais le 6 février, les dirigeants de l'Action française semblent tétanisés par la violence des événements. Maurras et Daudet, méfiants envers le Colonel de la Rocque et les Croix de feu, et décontenancés par les émeutes, préférèrent rester sur une certaine réserve et ne se résolvent pas à tenter le coup de force en prenant la tête de cette foule à la recherche de meneurs. Agacé, Maurras répond à un ligueur un peu pressant, en frappant du pied, « Je n'aime pas qu'on perde son sang-froid³ », avant de se mettre à écrire quelques poèmes pour l'épouse de Léon Daudet. Dans la lettre qu'il envoie à sa mère, Maulnier n'adresse aucun reproche à Maurras. Il ne s'est d'ailleurs jamais laissé aller à l'amertume contre Maurras à ce sujet⁴. Il fait cependant part à sa mère de son émotion devant ces manifestations auxquelles il a participé. Sur l'une des photos des émeutes publiées par le magazine *Vu* le 31 janvier 1934, et légendée « Stratégie à double détente », on

¹ Lettre à sa mère du 9 février 1934, Fonds Thierry Maulnier Versailles, F991 (6) a.

² in *L'Action française*, 9 janvier 1934.

³ Lucien Rebatet a raconté tout son dégoût à propos de cette journée du 7 février où les membres de l'Action française attendaient l'ordre de Maurras qui ne vint jamais. Lucien Rebatet, *Les Décombres*, Paris, Editions Denoël, 1942, pp.29-31.

⁴ Tout au plus peut-on trouver cette remarque dans son dialogue avec le communiste Jean Ellenstein : « Ce n'était pas du tout un homme d'action. On l'a vu ». Thierry Maulnier et Jean Ellenstein, *Dialogue inattendu*, Paris, Flammarion, 1979, p.92.

aperçoit Thierry Maulnier au milieu des manifestants¹. « Si le gouvernement n'avait pas démissionné, écrit-il à sa mère, c'était la bataille de rue à la mitrailleuse et à la grenade, avec quelques milliers de morts. Le nombre des victimes sera toujours inconnu. Celui que donne les journaux est très inexact. Il y a au moins vingt morts rien que dans le service d'ordre. (...). Mais il y a quelque chose de changé. Toutes les bagarres se règlent désormais à coups de feu, et pendant huit jours, il y a eu quotidiennement des morts. D'autre part, Paris s'arme : les caisses d'armes arrivent continuellement de Belgique, et la contrebande d'armes internationale dirige maintenant ses efforts sur la France. Ou je me trompe beaucoup, ou nous aurons d'ici quelques mois de sérieuses journées révolutionnaires². »

A l'issue des événements, les animateurs de la Jeune Droite politique, beaucoup plus que leurs camarades de la *Revue du Siècle*, saisissent le parti qu'ils peuvent tirer de cette fièvre révolutionnaire pour faire connaître leurs idées. Thierry Maulnier, Jean-Pierre Maxence et Robert Francis publient trois mois plus tard, chez Grasset, un essai collectif auquel ils donnent le titre de *Demain la France*³. Pourquoi ce titre ? En vérité, il anticipe, avec 7 années d'avance, la célèbre expression que lance Maurras sous l'Occupation, axiome fondamental qui doit régler la conduite des nationalistes français dans cette période : « La Seule France⁴ ». Il signifie tout simplement que, dans une Europe divisée, saturée de nationalismes agressifs qui ne peuvent constituer pour elle des modèles de civilisation, la France est seule. Elle est seule pour trouver un recours contre le péril qui la guette, mais c'est aussi elle qui porte la solution à la crise en cours. « Europe ou France, le choix n'est plus à faire, expliquent les trois auteurs. Une seule force reste disponible pour demain : la France⁵. » Il n'y a là absolument rien d'anormal ; ce discours contre les influences étrangères est porté tout au long des années trente par Thierry Maulnier et par la majeure partie de la Jeune Droite, Robert

¹ Ce qui a pu faire écrire à son camarade Georges Blond, quelques mois plus tard dans *Candide*, au moment où Maulnier manque remporter le Grand Prix de la Critique en 1934 pour son essai sur *Nietzsche* : « Qu'une récompense aussi considérable ait failli couronner un émeutier est un signe des temps ». Georges Blond, « Un livre explosif », in *Candide*, 5 juillet 1934.

² Lettre à sa mère du 9 février 1934. Fonds Thierry Maulnier Versailles, F991 (6) a.

³ Robert Francis, Thierry Maulnier et Jean-Pierre Maxence, *Demain la France*, Paris, Grasset, 1934, 453 p.

⁴ Charles Maurras, *La Seule France*, Lyon, Lardanchet, 1941, 328 p.

⁵ Robert Francis, Thierry Maulnier et Jean-Pierre Maxence, *Demain la France*, *op. cit.*, p.88.

Brasillach exclu, de même que l'équipe de *Je suis partout* sensible à la tentation fasciste.

Demain la France n'est pas totalement inédit. Il reprend en partie des pages publiées par les trois auteurs dans des revues comme la *Revue Universelle* et dans la défunte *Revue française*. Dédié « aux morts du 6 février, premiers témoins de la prochaine révolution » par leurs camarades de combat, *Demain la France* est le premier véritable essai politique que signe Maulnier. Il en a écrit les trois premières parties, intitulées « L'Europe et la France », « Le Fait national » et « Restauration de l'Etat », tandis que Maxence est l'auteur des quatrième et cinquième parties axées notamment sur l'économie corporative, et Robert Francis de la dernière. Il se dégage pourtant de ce livre écrit à trois une conception du monde et du désordre présent très cohérente. Commentant cette pensée, Daniel Halévy – qui ne cache pas son admiration pour « ces trois auteurs qui sont parmi les plus doués de leur génération » – écrit de manière très franche : « Les auteurs sont maurrassiens, cela se sent. Comme leur maître, ils tentent ce qu'ils appellent un “ coup de force intellectuel ”, prélude à un autre coup de force. Comme lui, ils opposent à leur temps l'image incitatrice d'un ordre réglé selon les aptitudes et les diversités de l'homme. Nous serions pauvres, beaucoup plus pauvres que nous ne sommes si, depuis trente ans secoués dans les tempêtes, enlisés dans les vases, nous n'avions eu, pour nous en distraire, ces hautes visions que Maurras et les siens, infatigables, proposent à la contemplation des esprits et à l'entretien des espérances¹. » Les théories maurrassiennes sont en effet très présentes dans cet ouvrage, y compris dans les parties écrites par les frères Godmé, Jean-Pierre Maxence et Robert Francis, dont le maurrassisme s'accroît progressivement au contact de la Jeune droite et de Maulnier. Leur itinéraire les a pourtant tenus relativement éloignés de la pensée maurrassienne si l'on excepte le Maritain, un temps proche de Maurras, dont le thomisme les a influencés, de même que la pensée des Pères Clérissac et Garrigou-Lagrange.

Demain la France s'inscrit donc dans la continuité des idées développées par la Jeune Droite, sans apport réellement nouveau. Mais l'ouvrage, édité chez Grasset, s'adresse

¹ Daniel Halévy, « Demain la France », in 1934, n°46, 22 août 1934.

à un large public. Le premier constat est que, depuis le 6 février, il y a désormais en France quelque chose de changé¹. Pour la première fois depuis la guerre, le peuple français est sorti de son inertie préoccupante, descendu dans la rue en bravant les balles du régime, pour rejoindre les autres peuples européens sur la voie d'une révolution nationale. Le 6 février 1934 a fait naître, parmi les masses, un état d'esprit révolutionnaire qui ne demande plus qu'à être efficacement orienté vers une révolution nécessaire. La France a donc clairement exprimé sa volonté de vivre en tant que nation face aux tentations impériales de ses voisins. Le second constat que font les auteurs de *Demain la France* concerne le « front commun » qui s'est établi dans la rue, sans préparation, entre « les meilleurs éléments du peuple français, (...) entre les Français fidèles à l'idéal national et d'autres Français que les erreurs des doctrines et les intrigues des chefs, avaient porté vers les criminelles erreurs de l'étatisme, du collectivisme, de l'internationalisme². » Autrement dit, il marque l'union des nationalistes à des militants fidèles au communisme, autour de l'idée de défense de la nation. Cette union a d'autant plus de valeur qu'elle s'est faite contre des chefs acquis au régime qui avaient demandé à leurs troupes de collaborer avec la police. Il faut par conséquent que, dans les prochains mois ou les prochaines années, cet accord momentané se transforme en une union durable, à condition de ne pas faire confiance aux « faux révolutionnaires », derrière lesquels les trois auteurs regroupent les jeunes radicaux et socialistes groupés autour du Président du conseil et du Ministre de l'intérieur qui projetèrent un coup d'état dans la nuit du 6 février. « Ils tentent de séduire le peuple français en lui présentant l'image d'une république rénovée, rajeunie, égale en vitalité à la Troisième Rome ou au Troisième Empire. (...). Ce régime, en face duquel ils se proclament révolutionnaires, les tient par tous ses fils, par tous ses bienfaits, toutes ses complicités, tous ses chantages (...); ils prétendent le renverser et il les nourrit. (...). Ils sont les hommes du régime³. » Le troisième constat, enfin, que leur inspirent les journées de février 1934 est qu'une révolution recherche avant tout la conquête du pouvoir et que les masses sur lesquelles elle s'appuie n'ont donc pas

¹ C'est aussi le titre d'un article que Maulnier publie dans la revue *1934*. Thierry Maulnier, « Il y a quelque chose de changé », in *1934*, n°20, 21 février 1934.

² Robert Francis, Thierry Maulnier et Jean-Pierre Maxence, *Demain la France*, op. cit., p.13.

³ *Ibid.*, pp.23-25.

besoin d'avoir une vision précise du régime politique et des institutions par lesquels elle doit gouverner ensuite. Un programme minimum suffit pour mobiliser des insurgés qui ont en tête, avant même quelques principes de reconstruction, une idée précise de ce contre quoi ils se battent. L'essentiel est que les chefs révolutionnaires, eux, possèdent une doctrine. Mais l'élaboration de cette doctrine post-révolutionnaire ne doit pas constituer un frein à l'action quand l'occasion de révolte se présente. Pour les auteurs de *Demain la France*, qui n'ont peut-être pas conscience en écrivant ces lignes d'adresser une pique à Maurras, il importe de se défier « des théoriciens révolutionnaires qui consacrent tout leur temps à composer, dans l'abstrait, loin des événements, des constitutions économiques, politiques, sociales complexes, et veulent se lancer dans l'action que lorsqu'ils ont tout prévu. C'est là une grave erreur. (...). Loin de nous l'idée de nier la nécessité d'une doctrine, le pouvoir sera demain à ceux qui sauront ce qu'ils voudront. Mais la doctrine elle-même doit accepter la part d'inconnu que l'avenir comporte, se réserver de s'assouplir, de s'adapter¹ ».

C'est le programme de ce « front commun » que Francis, Maulnier et Maxence tentent de définir dans leur ouvrage. Pourtant, *Demain la France* est à l'image des travaux de la Jeune Droite jusqu'à présent, brillant et exhaustif dans les attaques contre le régime, mais plutôt sommaire dans les solutions proposées, parce que les solutions concrètes envisagées n'ont, il faut bien l'avouer, rien de très original. La réflexion de Maulnier, puisqu'il est l'auteur de la première partie, s'ouvre sur une étude des relations réciproques entre la France et l'Europe, entre une France isolée et une Europe contemporaine, genevoise, incapable de trouver un principe d'unité, à la merci des luttes idéologiques et des conflits d'intérêts. Le problème est que, dans cette Europe genevoise en cours d'affaissement, où la crise et la souffrance sont les seuls points communs à tous les pays qui la composent, une unité est en train de se dessiner autour d'un bloc fasciste, antidémocratique, aux visées clairement impérialistes. « Il est possible, explique Maulnier, il est nécessaire de refuser cet impérialisme. Il serait vain de lui dénier la puissance, la volonté, la noblesse, et les chances d'efficacité² ». C'est

¹ Robert Francis, Thierry Maulnier et Jean-Pierre Maxence, *Demain la France*, op. cit., p.19-20.

² *Ibid.*, p.59.

donc avec ce conglomérat de nationalismes en cours de formation que la France va devoir compter dans les prochaines années. Au milieu de ces nations à l'agressivité décuplée par les idéologies fascistes, la France ne peut s'en sortir, pour Maulnier, qu'en prenant conscience d'elle-même en tant que nation ; c'est-à-dire en opposant aux nationalismes vivaces de ses voisins, un sentiment national français nettement affirmé. « Le nationalisme est, dans les circonstances actuelles, une nécessité universelle, une condition de vie imposée à tous¹ ». Nécessaire à tous, il l'est bien évidemment pour la France aussi. Après une analyse comparative serrée du nationalisme français et de celui de nos voisins, notamment allemands, Maulnier en déduit que le nationalisme allemand tend naturellement vers un particularisme, alors que le nationalisme français s'appuie sur des valeurs universelles propres à notre culture. Il reproche aux nationalistes français d'avoir oublié que la France a un rôle international à jouer, un prestige et une influence dans le monde à sauvegarder. L'autarcie adoptée par les régimes fascistes ne correspond pas à la France : « un tel nationalisme serait bien un nationalisme de décadence, un nationalisme de nation vaincue² ». « Tout nationalisme, écrit-il, qui veut jouer le destin de la France entre les Alpes et l'Atlantique, entre Dunkerque et les Pyrénées restreint des deux tiers ou des trois quarts notre rôle dans le monde. (...) . La France ne saurait s'enfermer dans un particularisme absurde et dédaigner les droits que lui donnent l'histoire et la nature des choses à l'influence et à l'expansion. (...) . La France n'a jamais tendu à se créer une civilisation autochtone et bornée à ses limites territoriales. Sa tradition est celle de nations qui se crurent toujours en possession d'un humanisme valable pour tous les peuples. Des critiques étrangers nous ont amèrement reproché l'orgueil qui nous fait identifier notre cause à celle de l'humanité tout entière. Pourquoi le nierions-nous ? Pourquoi renoncerions-nous à ce qui fait notre force, la possession de valeurs universalisables, le pouvoir de civiliser ? Il ne saurait y avoir en France de particularisme dans l'ordre de l'esprit, parce qu'il y a, entre l'esprit français et l'universel, une sorte de coïncidence préétablie. (...). Il faut rappeler que la France se considère à bon droit comme en possession d'une forme de culture qui ne se limite

¹ Robert Francis, Thierry Maulnier et Jean-Pierre Maxence, *Demain la France*, op. cit., p.97.

² Thierry Maulnier, « Nationalisme de défense ? », in *La Revue Universelle*, 1^{er} avril 1934, p.108.

point aux Français, et où les non Français peuvent trouver, trouvent souvent les disciplines les moins discutables et l'expérience la plus complète. Il n'y a donc aucune raison pour qu'une culture qui peut valoir hors de la France se limite à la France. Elle a droit à s'étendre et à prévaloir sur d'autres terres que la nôtre¹ ». La suprématie française n'est pas la victoire d'un particularisme sur un autre, mais celle du seul nationalisme connu qui s'appuie sur des valeurs universelles, c'est-à-dire humanistes, adoptables par d'autres nations dans le monde. La France est « assimilable » par les autres peuples. Les valeurs qu'elle défend ne sont pas des valeurs spécifiquement françaises, mais des valeurs avant tout humaines, ce qui explique qu'elle soit facilement universalisable. Cette capacité lui ouvre des portes partout dans le monde, grâce aux influences qu'elle peut exercer, sans recourir à un nationalisme agressif. C'est ce qui lui confère une réelle supériorité sur les autres nations. Maulnier réussit ainsi à concilier nationalisme et universalisme dans une formule originale qui lui permet de distinguer l'affirmation de la nation française tout à la fois des nationalismes de conquête que sont les fascismes, et de l'universalisme abstrait, genevois, qui ne tient pas compte des particularismes nationaux. A l'inverse, l'universalisme français ne conduit pas à nier la diversité des caractères nationaux. Il ne tend pas à l'uniformisation des cultures. Il vise simplement à enrichir les autres cultures avec ses valeurs, qui coïncident précisément avec les plus hautes valeurs de la civilisation humaine. « Un peuple que sa tendance la plus profonde pousse non à s'isoler des autres, mais à se mêler aux autres, pour répandre parmi eux la civilisation qu'il détient et leur en faire part, un tel peuple se trouve par là même désigné pour une mission impériale² », poursuit Maulnier. Il faut cependant préciser que cette mission impériale n'a aucune justification en Europe, où les alliances et les influences que la France est en mesure d'exercer sur les peuples voisins suffisent. La France possède déjà un empire qui s'étend sur un territoire grand vingt fois comme la métropole et riche de soixante millions d'habitants. Elle doit donc renouer avec la fonction impériale civilisatrice dont ses gouvernants l'ont pourvue à travers l'histoire, du XIII^e au XIX^e siècle. La chance de la France, c'est d'avoir déjà en sa possession l'Empire

¹ Robert Francis, Thierry Maulnier et Jean-Pierre Maxence, *Demain la France*, op. cit., p.116-117.

² Thierry Maulnier, « Nationalisme de défense », art. cit., p.111.

que d'autres nations conquérantes comme l'Allemagne ou l'Italie se cherchent. Ou elle « sera impériale et coloniale, ou elle devra renoncer à sa place au rang des grandes nations¹ ». Il s'agit là d'une position originale au regard des idées de Maurras sur l'empire et la colonisation². Par ailleurs, pour Maulnier, « l'impérialisme français est de loin le moins dangereux pour les peuples autochtones. Les colonies sont pour la France des instruments de puissance et de prestige, des réserves de force, des vassaux utiles, non des terres à prendre. Tandis que les autres peuples impérialistes cherchent avant tout des espaces libres pour y déporter un excès de population, les Français vivent à l'aise dans leur territoire. (...). Ils ne cherchent donc pas à peupler leurs colonies de Français aux dépens des populations indigènes. Leur colonisation n'est pas spoliation. Pour la mise en valeur du sol et du sous-sol, c'est aux autochtones eux-mêmes qu'ils s'adressent, et ils tendent à les enrichir plutôt qu'à les exterminer. Que l'on fasse comprendre aux populations assujetties à la France (...) que nous n'aspérons qu'à un empire politique, administratif, économique, militaire et spirituel de forme romaine, où les nationalités soumises sont respectées, qu'en un mot la domination française est la seule chance, pour les peuples soumis, de parvenir un jour à une existence d'hommes libres³. » Cette mission civilisatrice ne doit toutefois pas nous faire oublier que l'Empire est d'abord là pour servir la puissance et le prestige de la France, grâce au renfort de population et de ressources qu'il lui apporte. L'empire a vocation à servir le redressement français, tandis qu'en échange, les peuples autochtones peuvent bénéficier des bienfaits d'une civilisation propre au perfectionnement humain⁴.

Dans la *Revue française* déjà, en 1931, Maulnier expliquait le sens de la colonisation, avec des raisons sensiblement identiques, en prenant toutefois moins de précautions oratoires : « La colonisation ne doit pas négliger d'être civilisée, et d'être civilisatrice : car c'est le seul moyen qu'elle ait de n'être pas inhumaine. Il ne faudrait pourtant pas croire qu'elle dérive dans son essence d'un principe d'apostolat. Elle est œuvre

¹ Robert Francis, Thierry Maulnier et Jean-Pierre Maxence, *Demain la France*, *op. cit.*, p.121.

² Voir le chapitre 28 sur la décolonisation.

³ *Ibid.*, p.122.

⁴ Si nous insistons autant sur ce point, c'est parce que Maulnier va développer des arguments sensiblement identiques, 20 ans après, au moment de la décolonisation pour justifier le maintien de l'empire français. Il y a là un élément de continuité important dans la pensée de Thierry Maulnier, par delà les décennies et les époques.

intéressée, ambitieuse et conquérante, effort d'un courage résolu, opiniâtre, héroïque, un peu âpre. Dans ce qu'elle a de bon et dans ce qu'elle a de mauvais, elle est virile, et il faut la regarder ainsi – virilement. (...). Devant ce mot d'empire, de petits rhéteurs vont encore se voiler avec horreur le visage, crier au militarisme, à l'oppression et au massacre. Ne nous étonnons pas. On leur montre une œuvre humaine : comment comprendraient-ils ?¹ » L'exploitation de l'empire est le signe que la nation française a décidé de s'affirmer et de jouer sa partie pour l'avenir. Dans le cas contraire, un peuple qui déciderait de se replier sur lui-même, en s'abritant derrière un nationalisme défensif, serait forcément condamné par l'histoire.

En plus de la valorisation de l'empire, la seconde solution préconisée par les auteurs de *Demain la France* pour constituer un programme minimum servant de base à une future révolution est la restauration de l'Etat, à cause du discrédit dans lequel sont tombées les institutions démocratiques. Les deux propositions sont bien entendu liées, car il va de soi que ce n'est pas la République qui est en mesure de préserver et d'exploiter l'Empire français. Les principes qui servent de fondement à la République sont aussi ceux sur lesquels s'appuient la lutte contre la colonisation. La nécessité qui s'impose à la France d'assurer son rôle de nation-guide du monde ne sera possible que lorsqu'elle aura changé ses institutions. Les critiques que Maulnier adresse à la démocratie ont déjà été évoquées à plusieurs reprises dans ce travail. Elles sont globalement celles que formule Maurras lui-même : absence d'un chef d'Etat pourvu de la permanence, de l'indépendance et de l'autorité nécessaires à l'exercice de sa fonction ; rôle parasite des partis politiques et des associations ; double pression sur le pouvoir politique du bulletin de vote et des grands intérêts économiques ; tendance centralisatrice, dirigiste et inquisitrice de l'Etat dans les domaines économique et social où il n'a pas à intervenir ; et impuissance à agir dans ses activités régaliennes légitimes comme la politique étrangère, la justice, la police ; toutes ces thèses sont reprises par Maulnier pour dénoncer un Etat sclérosé et décomposé. Et bien résumées dans cette phrase de *Demain la France* : « Réformer, restaurer l'Etat, n'est donc pas accroître indistinctement ses pouvoirs, mais le renforcer dans ses attributions

¹ Thierry Maulnier, « Vues sur... la politique », in *La Revue française*, n°20, 17 mai 1931, p.468.

légitimes, et dans celles-là seulement¹. » La forme institutionnelle que proposent alors les trois auteurs pour remplacer l'Etat démocratique est l'Etat national corporatif. L'institution corporative, solution que l'Action française et ses spécialistes du corporatisme ont été les premiers à promouvoir pour régler la question sociale, doit apporter à l'Etat le souffle de liberté dont il a besoin. Elle a surtout pour objectif de permettre au pouvoir exécutif de conquérir son indépendance à l'égard du suffrage universel. « Les citoyens ne gouvernent pas. Il importe cependant qu'ils soient représentés auprès du gouvernement, qui pourrait être tenté d'abuser de ses pouvoirs, ou d'ignorer leurs besoins. Il faut donc séparer l'idée de la représentation populaire de l'idée du gouvernement populaire. Les individus désignent leurs mandants pour une hiérarchie d'assemblées et de conseils dont la charge est de porter leurs revendications auprès des organes de l'Etat (...). En même temps qu'on décharge les individus du gouvernement, on leur confère donc par l'intermédiaire de leurs délégués, une action indirecte et non impérative d'initiative ou de modération. (...) . Par communes, et par régions, les différentes formes de l'activité sociale, les différents métiers chargent leurs représentants de leurs intérêts particuliers². » On obtient de la sorte une représentation populaire des intérêts dans un domaine où l'Etat n'a normalement qu'un rôle d'arbitre à jouer, celui de l'organisation des métiers. Comme il n'y a plus de représentation politique, l'Etat dispose d'un pouvoir politique autonome, « pour lequel la distinction de l'exécutif et du législatif cesse d'exister, puisque le chef de l'Etat et ses ministres sont chargés, d'une part de l'initiative des lois et décrets, d'autre part de leur promulgation et de leur exécution. Le chef de l'Etat ne peut être que permanent³ ». L'Etat corporatif que décrivent les trois auteurs de *Demain la France* n'a donc rien d'original dans les milieux d'Action française où ces choses là sont connues. Il est en tout cas censé permettre aux familles, aux communes et aux métiers de reconquérir la part de liberté que l'Etat démocratique leur avait enlevée.

Bizarrement, l'interprétation des émeutes de février 1934 semble surtout avoir été une préoccupation de la Jeune droite politique, avec Thierry Maulnier, Jean-Pierre

¹ Robert Francis, Thierry Maulnier et Jean-Pierre Maxence, *Demain la France*, op. cit., p.174.

² *Ibid.*, p.181.

³ *Ibid.*, p.182.

Maxence et Robert Francis, qui sont désormais persuadés qu'à brève échéance, « dans six mois ou dans six ans¹ », la révolution aura été accomplie. En comparaison, la Jeune Droite catholique groupée autour de la *Revue du Siècle* paraît moins prompte à saisir la portée de l'événement. Le numéro de janvier 1934 de la revue, retardé, paraît le mois d'après avec quelques commentaires sur les émeutes du 6 février. Mais il est consacré dans son ensemble aux adversaires et aux voisins de la Jeune Droite, à savoir *Esprit* et *l'Ordre Nouveau*. Dans son introduction, Jean de Fabrègues a beau déclarer que « la révolution est commencée dans le fait² », le numéro de la *Revue du Siècle* consacre encore de nombreuses pages à l'analyse de la révolution spirituelle³. Terme qui, on l'a vu, n'est déjà plus utilisé qu'avec délicatesse au sein de la Jeune Droite politique, car il offre une prise trop facile aux railleries de la gauche. Gérard de Catalogne, de son côté, rend hommage au courage de l'Action française et des Camelots du Roi pendant les émeutes dans un texte qui tranche avec ce que l'histoire a véhiculé de l'attitude des dirigeants de la ligue : « Au commencement de la lutte, au moment où toute la bande de francs-maçons qui siégeaient à la Chambre essayaient par tous les moyens d'étouffer l'affaire et commençaient à respirer en apprenant le meurtre de Stavisky, ce sont les Camelots du Roi qui ont commencé à manifester, soutenus d'ailleurs peu à peu par l'opinion publique ; mais au commencement il n'y avait qu'eux et peut-être cet hommage, que personne n'a pensé à leur rendre, était-il nécessaire pour la chronologie des événements et la vérité des faits. Pierre Thirion parlait, il y a quelques années, de la force de l'Action française ; jamais celle-ci n'est mieux apparue que ces derniers jours ; la doctrine maurrassienne a naturellement ses prolongements dans l'action, qui doit aboutir à l'effondrement de la démocratie française⁴. »

Si la Jeune Droite politique est plus intéressée par le 6 février 1934, c'est qu'elle était dans la rue, aux côtés des émeutiers, en train de tenter l'aventure d'une révolution nationaliste. Elle en tire d'ailleurs une certaine fierté, comme le montre la conclusion de *Demain la France*, où les auteurs se présentent en activistes ayant trempé leurs

¹ En quoi il faut reconnaître que, dans cet exercice de futurologie, les trois auteurs ne se sont guère trompés puisque 6 ans après les émeutes de février 1934, prend forme la révolution nationale instaurée par l'Etat français.

² Jean de Fabrègues, « Nos adversaires et nos voisins », in *La Revue du Siècle*, n°10, février 1934, p.3.

³ Voir en particulier, Jean SAILLENFEST, « Défense du spirituel » ; Jean de Fabrègues, « L'Ordre Nouveau et nous », in *La Revue du Siècle*, n°10, février 1934.

⁴ Gérard de Catalogne, « Fin de régime », in *La Revue du Siècle*, n°10, février 1934.

théories et leur doctrine dans le sang des victimes sacrifiées du 6 février. L'ouvrage marque en tout cas un durcissement dans le discours révolutionnaire de la Jeune Droite politique, qui s'affirme beaucoup plus radicale que sa voisine catholique. Deux mois après la parution, Maulnier déclare à sa mère que « le livre écrit à trois marche honorablement¹ ». Les critiques se montrent en effet emballés par l'ardeur communicative des auteurs qui réussissent bien à transmettre leur indignation. Le groupe *Esprit* salue l'effort des jeunes monarchistes pour se désolidariser des positions conservatrices de la droite classique et des mythes nationalistes au profit d'un « nationalisme maigre, sec, puritain et volontaire comme un officier de carrière² ». Ils critiquent cependant l'attachement des trois auteurs aux positions qu'ils tiennent de la doctrine maurrassienne, notamment cet anti-démocratisme radical qui leur fait confondre la démocratie bourgeoise, parlementaire et libérale avec la vraie démocratie, dont elle n'est qu'une affreuse caricature. Force est de reconnaître, avec les critiques d'*Esprit*, que la Jeune Droite, qu'elle soit politique ou catholique, reste largement liée à l'Action française. Les liens sont doctrinaux et affectifs, plus que hiérarchiques. Avec *La Revue du Siècle*, Fabrègues par exemple n'a jamais été aussi proche de l'organisation maurrassienne depuis le début des années trente et la prise de distance qu'il a tentée avec *Réaction*. Quant aux jeunes auteurs de *Demain la France*, les solutions qu'ils préconisent contre la crise puisent sans équivoque dans les thèmes développés par Maurras ; jusqu'au corporatisme, auquel elle s'efforce tout de même de redonner une nouvelle jeunesse. L'originalité, comme il nous a été donné de le voir, est chez Maulnier dans cette conception universaliste de la nation qui le situe davantage dans l'optique de Massis, mais toujours dans le sillage du mouvement maurrassien. Au demeurant, l'*Action française* ne s'y trompe pas, puisque Pierre Chardon, dans la critique qu'il donne de *Demain la France* écrit : « Pas une fois ils ne font appel à l'enseignement d'un maître. L'enseignement et le maître qu'ils ne nomment jamais ne leur sont pourtant pas étrangers ; précisons : n'existent pas en dehors d'eux, ils sont en eux, devenus leur substance, assimilés au point qu'il n'est plus possible de s'en séparer. C'est admirable. Voilà le résultat tangible, certain,

¹ Lettre de Thierry Maulnier à sa mère, datée du 2 août 1934. Fonds Thierry Maulnier Versailles, F991 (6) a.

² Anonyme, « Demain la France », in *Esprit*, octobre 1934, pp.152-154.

irréfutable de tant de campagnes, de tant de leçons, d'une opiniâtre lutte contre le mal : l'Action française n'a plus de disciples. Ce mot, qui renferme l'idée de petit nombre, de petite troupe, ne signifie plus rien pour elle. Ils ont envahi le cœur et le cerveau des jeunes Français, ils sont comme un héritage transmis, ou mieux une splendide hérédité dont on ignore les lointaines sources, mais à laquelle on obéit fidèlement et inconsciemment¹. » L'ouvrage ne donne pourtant pas entièrement satisfaction à l'Action française. Il y a notamment un mot qui n'apparaît jamais dans les propos des auteurs. Ce mot est celui de monarchie. On évoque la nécessaire restauration de l'autorité de l'Etat ; l'absence dans la république démocratique, d'un chef de l'Etat pourvu de la permanence et de l'indépendance par rapport à la volonté générale qui n'est que l'expression des différents intérêts particuliers. Néanmoins, cette autorité renforcée peut aussi bien être incarnée par un dictateur que par un roi. *L'Action française* ne s'y trompe pas, qui regrette que ce chef incarnant l'autorité ne soit pas nommé par les trois auteurs : « Ils ont élevé une implacable et juste critique de toutes les institutions contemporaines ; ils ont dressé un programme ; ils ont réclamé un chef. Le programme est conforme à tout ce que Charles Maurras enseigne depuis trente ans. Quant au chef, il reste à le nommer, ce que les jeunes gens n'ont pas fait. Mais il est facile de combler cette lacune...² »

A bien des égards, l'année 1934 représente, pour Maulnier comme pour ses acolytes, une année déterminante. Elle leur offre un espoir dans le domaine politique. Mais aussi une reconnaissance de leur action dans les milieux intellectuels. En 1934, *L'Etudiant français*, le journal des jeunes maurrassiens, publie pour la première fois un article sur la mouvance de la Jeune Droite, où sont cités entre autres les noms de Maulnier, Maxence et Vincent³. La Jeune Droite commence à attirer l'attention de ses cadets. La même année, Jean-Pierre Maxence entame une belle carrière de critique littéraire à *Gringoire*. Robert Francis reçoit le Prix Femina pour ses deux romans *La Maison de Verre* et *Le Bateau refuge*, qui apportent une suite à la *Grange aux trois belles*. Quant à Maulnier, il manque de peu le Grand Prix de la Critique pour son essai sur *Nietzsche*.

¹ Pierre Chardon, « Demain la France », in *L'Action française*, 5 juillet 1934.

² *Almanach de l'Action française*, Paris, Action française, 1935, p.135.

³ Bernard Ducretet, « Une réaction spiritualiste », in *L'Etudiant français*, 25 février 1934.

Cet échec lui vaut tout de même une renommée précoce de critique littéraire et le *Figaro* lui ouvre ses colonnes pendant quelques semaines. C'est la seconde fois que ce journal, avec lequel il entretint plus tard une très longue amitié de plus de 45 années sans interruption, lui propose une collaboration. La première tentative remonte à la fin de l'année 1932, c'est-à-dire peu après son retour du service militaire, à un moment où il cherchait une collaboration alimentaire bien rémunérée. Il était question que Maulnier participe, avec quelques écrivains révolutionnaires comme Arnaud Dandieu et André Chamson, à une sorte de tribune libre dans le *Figaro Littéraire*, dont Georges Bernanos devait assumer la direction à la demande de François Coty.

Maurras ayant réagi de manière très virulente à la révélation de la participation de Bernanos au *Figaro*¹, journal qu'il vomit par dessus tout depuis l'affaire Dreyfus, Maulnier lui adresse par conséquent une lettre pour lui demander l'autorisation de collaborer en même temps dans les deux quotidiens, en justifiant sa requête par des besoins financiers urgents. Cet épisode en dit long sur les liens très étroits qui se sont établis entre le jeune écrivain et Maurras. Il va par ailleurs accélérer l'intégration de Maulnier au sein de l'équipe de l'Action française. « On m'a demandé ma collaboration, je l'ai promise, écrit alors Maulnier. Je ne l'aurais peut-être pas fait si je n'y avais été matériellement contraint. Mais je me trouvais dans l'obligation de gagner ma vie immédiatement, et je n'avais aucun autre moyen de le faire. Il va sans dire que je m'étais entouré de toutes garanties. (...) Il a été bien entendu que je ne renonçais à rien de mes idées, à rien de mes amitiés. Il a été bien entendu que je n'entrais dans aucune équipe, que je n'assurais aucune rubrique régulière, que je donnerais ce que je voudrais, quand je voudrais, en traitant les sujets que je voudrais. (...) Peu après j'ai eu connaissance de votre article (...) qui m'a beaucoup ému. Pensez-vous qu'une collaboration au *Figaro*, telle que je viens de vous l'exposer, mêlée à d'autres collaborations qui ne sont même pas de droite, acte de journaliste, n'engageant absolument rien de mes sympathies, de mon indépendance, de ma liberté d'action puisse être considérée comme une manifestation d'hostilité ou un reniement ? Je sais les objections qu'on peut me faire, je sais qu'après ce qui s'est passé récemment,

¹ Maurras publie dans *L'Action française* une « Lettre ouverte à Georges Bernanos » où il lui dit « Georges Bernanos, Adieu ».

connaissant la nature des procédés employés contre l'A.F., il aurait été préférable pour moi de s'abstenir. Ce que j'ai accepté, je ne l'ai accepté que comme une nécessité presque vitale. Il me semble qu'un journaliste peut donner des articles à un journal sans que cela constitue pour le directeur de ce journal ou son commanditaire, une marque d'obédience, d'approbation ou d'admiration. Je vous dis encore, Maître, que je reste disposé et décidé à donner à l'A.F. tous les articles qu'elle voudra bien publier de moi, y compris, si c'est un jour possible, des articles politiques à l'A.F. quotidienne. Ailleurs, il ne s'agit pour moi que de questions de métier. Il me semble que la seule objection possible soit dans l'effet que peut produire sur le public la vue de ma signature au *Figaro*. (...). Je serais très heureux d'avoir votre opinion sur une collaboration à laquelle je ne consens que par nécessité, qui me laisse les mains entièrement libres à votre égard, et à tous égards, qui ne m'engage dans aucune aventure et dans aucune manœuvre, et dont je ne voudrais à aucun prix qu'elle relâchât les liens qui m'unissent à l'A.F, à laquelle je reste, de la façon la plus absolue et sans aucune dissimulation ni réserve, attaché¹. »

La longue lettre que Maurras envoie en réponse à la fin de l'année 1932 montre une opposition tranchée à une collaboration de Maulnier au *Figaro*. Il y rappelle ses propres déconvenues avec le journal et ses dirigeants, comment, en 1897, quand le *Figaro* prit parti pour Dreyfus, il devait faire paraître un article très bien rémunéré dans ce journal et qu'il y renonça, alors que cela constituait un « grade littéraire envié ». Pour Maurras, la participation de Maulnier au *Figaro* placerait l'Action française en porte à faux à l'égard de ses lecteurs et de ses amis. Par conséquent, il ne peut donner son accord à une double collaboration. Reprenant les réserves que Maulnier lui-même entrevoyait, il lui écrit : « Je répète : y entrer ne peut signifier qu'un acte politique et moral dirigé en un sens et non dans un autre. Les couleurs d'un drapeau sont ce qu'elles sont et celui-ci est tenu par un chef délirant qui ne sait où il va, mais que des intérêts privés occupent, inquiètent et oppriment. Bon gré mal gré, il veut et voudra se faire obéir. Enfin dans quelle position nous placez-vous ? Je n'hésite pas à déclarer qu'elle est déchirante, et soyez sûr que les mauvais conseillers, les

¹ Lettre de Thierry Maulnier à Charles Maurras, datée du 5 décembre 1932. Reproduite dans l'ouvrage collectif, *Cher Maître : lettres à Charles Maurras*, édition établie par Pierre-Jean Deschodt, Paris, Bartillat, 1995, pp.215-217.

mauvais recruteurs sont heureux de nous y placer par votre moyen, si innocentes que soient vos propres intentions. Je n'ai pas oublié la lettre que vous (pas Th. M. le vrai Tallagrand) m'avez écrite en 1930. Et c'est vous dont la fidélité m'émute si vivement, qui venez me dire que vous entrez à *Figaro*, mais que vous continuez à vivre avec nous, à être des nôtres, à collaborer avec nous ? Comment cela serait-il possible ! Nous ne pourrions pas claironner quelles garanties vous aurez reçues. Vous ne pourrez ni ne le voudrez non plus. Alors ? La situation devient inextricable. (...). Tout cela n'est rien que risque, et grave, pour vous, pour nous. (...). Pour l'avenir, j'aurais honneur à vous dire ce que je vois¹. »

A la suite de sa correspondance avec Maurras, Maulnier devait donc choisir d'abandonner la proposition de Bernanos et du *Figaro* pour se ranger à celle de son Maître². Il devait aussi obtenir de Maurras l'assurance d'une collaboration rémunérée au quotidien monarchiste. Henri Massis rappelle dans l'un de ses ouvrages, que Maurras s'était alors déclaré prêt à rémunérer Maulnier sur ses propres appointements pour le faire entrer à la rédaction de l'*Action française*³. En 1932, Maulnier est encore tributaire de Maurras et de l'*Action française* dans l'évolution de sa carrière. En 1934, quand il entame une courte collaboration au *Figaro*, il n'est plus question de demande d'autorisation à ce dernier. Ce qui ne signifie pas pour autant que l'avis de Maurras ne compte plus pour lui. En dépit des critiques que sa collaboration dans les deux quotidiens n'a pas dû manquer de provoquer, Maulnier ne se gêne pas pour poursuivre. Sans doute, le sujet était-il plus sensible aussi au moment de l'affaire Bernanos. Au milieu des années trente, pour les animateurs de la Jeune Droite, Maurras est un maître dont on écoute les conseils et les avis, mais à l'égard duquel on garde suffisamment de liberté et d'indépendance pour ne pas être obligé de suivre toutes les consignes qu'il dicte. Au demeurant, c'est la liberté qu'ils conquièrent en s'investissant dans d'autres

¹ Lettre de Charles Maurras à Thierry Maulnier, datant vraisemblablement du 7 décembre 1932. Fonds Thierry Maulnier Versailles, Ms ZI.

² Remarquons qu'il s'agit là d'une constante chez les animateurs de la Jeune droite. A chaque fois qu'un conflit a opposé l'un de ses maîtres – Maritain, Bernanos ou Mauriac, par exemple – à Maurras, ils ont finalement choisi le parti de Maurras. C'est l'une des raisons pour lesquelles il est très exagéré de parler de dissidence pour la Jeune droite. Celle-ci choisit une ligne très subtile que l'on pourrait dire tout contre Maurras. Elle exprime une franche opposition sur des domaines clés, comme la question économique et sociale, sans que celle-ci s'accompagne d'une rupture bruyante, puisqu'elle poursuit au contraire son compagnonnage avec l'*Action française*. A la rigueur, il conviendrait plutôt d'évoquer une dissidence intérieure.

³ Henri Massis, *Maurras et notre temps* T.II, Paris, La Palatine, 1951, p.88

entreprises en dehors de l'Action française qui leur permet d'obtenir la reconnaissance intellectuelle à laquelle ils aspirent.

Pendant l'été 1934, Maulnier donne donc trois chroniques au *Figaro*¹, sans que cette collaboration ne provoque une de ces célèbres crises qui ont jalonné l'histoire de l'Action française. Thierry Maulnier est âgé de 25 ans quand il donne son premier article au *Figaro*. En comparaison, Maurras avait 29 ans l'année où il renonça à faire paraître son premier article dans ce journal. Maulnier fait donc une entrée précoce dans la cour des grands. A cette rubrique alternent en effet les signatures de Pierre Drieu La Rochelle, Francis Carco, Roland Dorgelès, Georges Duhamel, Léon-Paul Fargue, Jean Giraudoux, Joseph Kessel, Jacques de Lacretelle, Pierre Mac Orlan, Maurice Maeterlinck, François Mauriac, André Maurois, Paul Morand, Henri de Régnier et Jérôme et Jean Tharaud pour ne citer que quelques noms. Dans le fond et la forme, ces chroniques sont assez voisines de celles qu'il a données par la suite, pendant plus de quarante cinq ans, au journal alors dirigé par Pierre Brisson².

¹ Thierry Maulnier, « Discipline ou servitude ? » in *Le Figaro*, 28 juillet 1934 ; « A propos d'un coureur normalien », in *Le Figaro*, 9 août 1934 ; « La France est un Empire », in *Le Figaro*, 27 août 1934.

² Il nous paraît opportun de signaler que sa chronique « La France est un Empire » est un résumé des thèses sur l'Empire et la Colonisation développées dans *Demain la France* et qui ont été étudiées précédemment. La disparition de Lyautey, auquel Maulnier rend hommage pour son action, lui donne l'occasion de rappeler l'importance de l'Empire pour le prestige et la puissance de la France. On peut citer d'ailleurs cette phrase qui ne peut nous étonner le lecteur familier de sa pensée : « Le nationalisme sain ne consiste pas seulement dans la défense d'un territoire : un peuple réduit à la seule défensive est un peuple affaibli. Sans attaquer ses voisins, la France peut affirmer d'une façon créatrice et positive sa vitalité nationale. Un domaine vingt fois grand comme elle, un domaine qui est le sien attend ses initiatives, son rayonnement culturel et son expansion. Mettre en valeur ce domaine, le lier étroitement à la mère-patrie pour lui donner la cohésion impériale, cela est indispensable : nous n'aurons qu'à ce prix la place qui nous revient dans le monde d'aujourd'hui ». Thierry Maulnier, « La France et son Empire », in *Le Figaro*, 27 août 1934. La bataille que Thierry Maulnier a menée 25 ans plus tard contre la décolonisation, dans les colonnes du *Figaro* et du *XX^e Siècle fédéraliste* notamment, était motivée par un intérêt très ancien pour l'Empire et la mission civilisatrice de la France et non par un anti-gaullisme d'inspiration vichyste, justifié par les circonstances du combat politique.

Chapitre 7
Vers un nouveau classicisme

De par sa formation intellectuelle, Thierry Maulnier dispose d'une sensibilité particulière à l'égard de la culture classique. Au sein de l'école classique, ce sont les tragédies de Racine qui le passionnent. A l'Ecole Normale déjà, il avait consacré son Diplôme d'études supérieures à *L'Art de Racine par ses préfaces*¹, sous la direction de Fortunat Strowski, qui fut aussi le professeur de littérature de François Mauriac à la Faculté de Bordeaux. Racine est l'auteur avec lequel Maulnier a le plus d'affinités, tandis que l'intérêt de Robert Brasillach, par effet miroir, se porte sur l'autre grand auteur classique français, l'éternel concurrent de Racine à la conquête des faveurs du public, Corneille². Sans doute, Racine est-il l'auteur sur lequel Maulnier s'est le plus exprimé. Il lui a consacré deux ouvrages et de nombreux articles, sans compter tous les écrits publiés sur le classicisme et l'école classique, sur lesquels portent d'ailleurs ses premiers articles dans *l'Action française*. Dans ses débuts de critique littéraire au quotidien maurrassien, en 1930, Maulnier rédige en effet son tout premier article sur le « Réalisme de Racine³ ». Au cours de sa longue carrière dans le théâtre, qui débute à la Libération, il eut également l'occasion d'adapter lui-même des pièces de ce tragédien. C'est donc peu dire que la critique de Racine, de ses tragédies et du classicisme en général est une antienne que Maulnier entonne à toutes les époques de son parcours littéraire, comme une obsession vers laquelle il se tourne dans les moments les plus intenses de la grande tragédie historique, parce que la poésie, l'art dramatique et le langage de Racine sont des moyens de comprendre et dépasser notre condition humaine. Que l'on observe plutôt à quel point ce rapprochement est surprenant : Maulnier écrit son *Racine*⁴ en quelques semaines à la fin de l'année 1934, après la grande désillusion qu'il a vécue au lendemain du 6 février ; entre la crise de Munich et le déclenchement de la Seconde Guerre mondiale, il publie sa célèbre *Introduction à la poésie française*⁵ ; pendant la Drôle de guerre et sous l'Occupation, il rédige son second ouvrage sur Racine, *Lecture de Phèdre*⁶ ; après la libération enfin, c'est

¹ Jacques Talagrand, *L'Art de Racine par ses préfaces*, Diplôme d'études supérieures, 178 feuillets manuscrits, plus 11 feuillets de notes. Fonds Thierry Maulnier Versailles, Ms J.

² Robert Brasillach, *Pierre Corneille*, Paris, Fayard, 1938, 496 p.

³ Thierry Maulnier, « Le Réalisme de Racine », in *L'Action française*, 10 avril 1930.

⁴ Thierry Maulnier, *Racine*, Paris, Gallimard, collection Folio, 1988, 287 p.

⁵ Thierry Maulnier, *Introduction à la poésie française*, illustrations poétiques choisies avec la collaboration de Dominique Aury, Paris, Gallimard, 1939, 365 p.

⁶ Thierry Maulnier, *Lecture de Phèdre*, Paris, Gallimard, 1943, 163 p.

*Langages*¹, qui réunit, entre autres, un certain nombre d'articles sur Racine, les tragiques et poètes de la Renaissance, sous un titre qui laisse entendre que tous ces auteurs nous parlent encore, et ont toujours quelque chose à nous apprendre, même si leur langage s'éloigne. S'agissant de Nietzsche ou de Racine, la méthode critique de Maulnier est toujours la même. Elle vise moins à nous apprendre ce que l'auteur a cherché à faire, à dire dans son temps, qu'à expliquer en quoi son œuvre apporte une réponse à nos propres préoccupations. Ce n'est pas le rapport de l'auteur à son œuvre qui intéresse Maulnier, mais le rapport de son œuvre à notre temps ; parce que toute nouvelle époque porte un regard différent sur les choses. La réception d'une œuvre d'art évolue, elle se transforme avec les siècles et s'illumine d'un éclairage nouveau au contact de ses lecteurs qui la redécouvrent différemment à chaque époque. En résumé, c'est l'actualité de Racine qui intéresse Maulnier.

Il commence la rédaction de son ouvrage sur *Racine* le 15 novembre 1934, avec pour objectif de le faire paraître pour la fin du mois de février au plus tard. Le 30 décembre, il en a déjà rédigé une première version, comprenant 280 feuillets, et recommencé une nouvelle version à peu près à moitié². Dans une interview, Maulnier nous renseigne sur le processus de création de son œuvre : « La préparation a été lente et rapide à la fois. Lente parce que depuis que j'ai l'âge d'avoir une opinion sur lui (il faut avoir dépassé l'adolescence), je pense à lui consacrer une étude, parce que je suis imprégné du vers racinien, du rythme racinien, et qu'ils se nouaient et s'affrontaient en moi, avant que je m'installe à une table de travail. Et puis rapide pour l'exécution : d'abord je ne lis jamais beaucoup d'ouvrages consacrés aux auteurs dont je parle. Cela me paraît inutile. (...). Pour écrire mon livre, il ne m'a fallu que deux mois et demi³ ». L'ouvrage est en effet publié en mars, juste à temps pour qu'il puisse concourir pour le Grand prix de la critique. Le 9 mai 1935, Thierry Maulnier n'a pas encore 26 ans et il remporte, pour son essai sur *Racine*, le Grand prix de la critique qui lui avait échappé l'année précédente lors de la parution de *Nietzsche*. En pleine période de politisation

¹ Thierry Maulnier, *Langages*, Lausanne, Editions du Conquistador, 1946, 229 p.

² Lettre de Thierry Maulnier à sa mère, datée du 30 décembre 1934. Fonds Thierry Maulnier Versailles, F991 (6) a.

³ « Le Prix de la Critique est décerné à M. Thierry Maulnier », article sans référence, Fonds Thierry Maulnier Versailles, F996 (3).

croissante pour la Jeune droite, il accède à la consécration littéraire. Dans les jours suivants, il raconte à sa mère comment ce prix qui lui était promis par la rumeur, a bien failli lui échapper au moment du vote : «... On me donnait non seulement comme favori, mais comme gagnant certain, peut-être même à l'unanimité. (...). Or, ces résultats ont bien failli ne pas être ceux que tout le monde attendait. Bien plus, pendant cinq minutes, c'est mon concurrent, Marcel Thiébault, qui a eu le prix de la Critique. Il avait fait ou fait faire une campagne de la dernière heure très énergique et très habile (cinq coups de téléphone d'origines différentes à un seul membre du jury, Robert Kemp, dans la dernière journée), de telle sorte qu'au premier tour, sur 17 votants, il avait neuf voix (majorité absolue) et moi huit. Tout était donc réglé, à la grande surprise et consternation, je dois le dire du jury lui-même, qui cherchait, mais trop tard, un moyen de revenir sur son vote. Massis, qui m'a admirablement soutenu, avait démissionné après une "engueulade" épique, et l'on s'apprêtait à proclamer le résultat d'autant plus paradoxal que le vote par correspondance de Louis Gillet (au premier tour pour Thiébault, à tous les suivants pour moi) avait été naturellement porté au compte de Thiébault, alors qu'on avait demandé à tous les jurés présents de s'abstenir des tours de politesse, lorsque l'intervention de la providence s'est manifestée, sous la forme d'une dame, apportant quelques minutes en retard, la voix d'un membre du jury absent : cette voix était en ma faveur. Grâce à la colère de Massis, les résultats n'étaient pas encore proclamés, et nous nous trouvions, Thiébault et moi, à égalité, 9 voix à 9. Il fallait un 2^e tour. Au tour suivant, la voix de Gillet, comme je te l'ai dit, se reportait automatiquement sur moi et on m'assurait le prix. D'autre part, un des membres du jury présent (je ne sais lequel) abandonnait aussi Thiébault, ce qui faisait 11 voix à 7. Et voilà comment j'ai failli ne pas avoir le prix de la critique¹. » Comme l'année précédente, Massis a mené une campagne de tous les diables pour faire gagner son protégé, et à travers lui, l'Action française. Car il n'échappe à personne qu'avec Thierry Maulnier, c'est l'école critique de l'Action française qui est couronnée, dans un domaine, la littérature, où le mouvement remporte de bien plus brillants succès qu'en politique. La victoire de Thierry Maulnier consacre un nouveau style de critique contre l'école, beaucoup plus académique, de son concurrent, Marcel Thiébault, le

¹ Lettre à sa mère, non datée, Fonds Thierry Maulnier Versailles, F 991 (6) a.

secrétaire général de la *Revue de Paris*. Dans les jours suivants, Thierry Maulnier partage son temps entre les interviews, les invitations de toutes sortes, les déjeuners, les séances de signatures et les photos, et beaucoup de travail encore pour terminer les articles qui lui sont demandés. La critique est unanime pour saluer la qualité de l'ouvrage. Et les amis de Thierry Maulnier participent à son succès : Robert Brasillach d'abord, qui entre deux anecdotes sur son camarade de thurne à l'Ecole Normale, ne se prive pas de rappeler que les membres du jury ont voulu aussi couronner à travers ce prix son essai sur *Nietzsche* et les articles de critique littéraire qu'il publie depuis plusieurs années dans *L'Action française*¹. Jean-Pierre Maxence, critique littéraire à *Gringoire*, a goûté dans cet essai, « un style vigoureux et flexible, sobre et nombreux qui est la marque d'un écrivain-né. (...) Nous sommes ici, en présence d'un critique de premier ordre, et qui renouvelle son sujet. On ne pourra plus désormais parler de Racine sans connaître le livre de M. Thierry Maulnier », affirme-t-il avec raison puisque l'ouvrage de Thierry Maulnier a connu une certaine longévité, à travers les décennies, depuis sa parution, même s'il ne semble plus faire aujourd'hui beaucoup référence dans les études raciniennes. Pour Hélène Merlin-Kajman, professeur de littérature française, le Racine de Thierry Maulnier « joue un rôle quasiment inexistant de le champ de la recherche dix-septémiste² » actuelle, si ce n'est sur les travaux de Marc Fumaroli, sur lesquels il a sans doute exercé une influence. En effet, « les chercheurs abordent aujourd'hui la littérature du "grand siècle", malgré tous les désaccords qui peuvent les opposer, de façon radicalement différente, et même

¹ Jean Servière (pseudonyme de Robert Brasillach), « Thierry Maulnier », in *L'Action française*, 16 mai 1935 ; Robert Brasillach, « Thierry Maulnier, Grand Prix de la Critique 1935 », in *1935*, 15 mai 1935 ; Jean-Pierre Maxence, « Thierry Maulnier : Racine », in *Gringoire*, 12 avril 1935 ; René Vincent, « Racine ou le miracle classique », in *La Revue du XXe Siècle*, n°6, mai-juin 1935.

Robert Brasillach avait déjà bien apprécié son ouvrage sur Nietzsche, comme il le dit dans cette lettre : « Tu peux penser qu'au fond, je n'ai pas beaucoup de tendresse pour ton héros, et je n'y ai jamais été capable d'y retrouver grand chose de ce qui peut me toucher. Je n'en suis que plus à l'aise, très sincèrement, pour te dire que je trouve ce livre tout à fait admirable. J'avais déjà été très fortement enthousiasmé par l'introduction que j'avais lue dans la *Revue française*, et cette page sur Descartes et Nietzsche, qui vaut les plus belles de Péguy dans le genre. Et dans l'ordre du portrait intellectuel (...) où il s'agit de nous montrer un poète vivant, et seulement dans ce qu'il a de vivant, il me semble qu'il n'y a pas beaucoup de réussites pareilles à ton Nietzsche. Il est difficile de dire son admiration à quelqu'un de son âge, mais j'ai trouvé là-dedans des choses extraordinaires et je veux te l'écrire ». (Lettre de Robert Brasillach à Thierry Maulnier, datée du 12 mai 1933, Fonds privé Thierry Talagrand)

² Hélène Merlin-Kajman, « Relire le Racine de Thierry Maulnier et le Corneille de Robert Brasillach ? », in Michel Leymarie, Olivier Dard, Jeanyves Guérin (éds), *Maurrassisme et littérature. L'Action française. Culture, société, politique (IV)*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2012, p.159.

opposée, à la façon dont Brasillach et Maulnier l'abordaient¹ ». C'est plutôt dans le grand public que l'ouvrage de Maulnier a poursuivi une carrière correcte depuis les années trente. En une décennie, il avait été vendu, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, à 9 000 exemplaires². En trois années, un peu moins de cinq mille exemplaires du tirage en livre de poche, lancé en 1988, avaient été vendus³. Il y a fort à parier, cependant, que les ventes sont aujourd'hui bien moindres, compte tenu de la très faible présence des oeuvres de Maulnier sur les rayonnages des librairies.

Lors de sa parution, une cinquantaine d'articles, en France et à l'étranger, a été publiée sur l'essai de Maulnier, que Maxence dérivait comme « une étude pertinente et profonde, la meilleure de loin que nous possédions, sur le classicisme⁴ ». Tous n'approuvent pas la vision très personnelle qu'a Maulnier de Racine mais ils demeurent presque tous élogieux et constatent pour la plupart qu'il renouvelle son sujet avec brio, en ouvrant un nouvel horizon à la critique littéraire. Beaucoup le présentent comme l'un des chefs de file de la nouvelle génération, qui a devant lui un avenir brillant dans le monde des lettres. Pour Pierre Brisson, Maulnier est « un des esprits les plus élevés de sa génération. (...) M. Thierry Maulnier est un tempérament, j'allais dire : une autorité, c'est le mot qui vient à l'esprit dès qu'on a fermé son livre⁵ » ; tandis qu'André Rousseaux estime qu'il « est en voie de se placer au tout premier rang des essayistes et des critiques de notre époque⁶. » Enfin, pour Jean Vignaud, Président de l'Association de la critique littéraire, qui lui a donc décerné son Grand prix annuel, Thierry Maulnier « est un des plus beaux tempéraments de critique d'aujourd'hui. (...) Où Thierry Maulnier se montre original, c'est quand il s'élève contre une interprétation de Racine que des érudits et des critiques comme Sarcey, comme Lemaître soutinrent avec autant de conviction que de brio : à savoir que le

¹ Hélène Merlin-Kajman, « Relire le *Racine* de Thierry Maulnier et le *Corneille* de Robert Brasillach ? », *op. cit.*, p.159.

² Lettre de Brice Parain à Thierry Maulnier, pour le compte des éditions Gallimard, datée du 28 janvier 1947. Fonds privé Thierry Talagrand.

³ Détail du stock des ouvrages de Thierry Maulnier, Editions Gallimard, octobre 1991. Fonds privé Thierry Talagrand.

⁴ Jean-Pierre Maxence, « Thierry Maulnier : Racine », art. cit.

⁵ Pierre Brisson, « Autour de Racine », in *Le Figaro*, 15 avril 1935.

⁶ André Rousseaux, « Un quart d'heure avec M. Thierry Maulnier », article sans référence, Fonds privé Thierry Talagrand.

théâtre de Racine est une grande école de diplomatie et de casuistique amoureuse, à l'image de son siècle. (...). N'allez pas lui parler du doux, du tendre Racine, ainsi que le faisaient ses anciens de Normale ; à ses yeux, Racine est un poète d'une effrayante sauvagerie ; quant à l'amour racinien, il est fait, selon lui, de sentiments déchaînés¹. »

Tel est en effet l'un des apports majeurs de cet essai que de rompre avec l'image qui s'est imposée dans les manuels d'un Racine, génie parfait de sagesse, de douceur, de mesure et d'ordre. Le théâtre de Racine laisse totalement libre cours aux passions. Il est cruel et implacable, comme ses personnages. Racine n'a certes pas encore totalement renoncé à l'héritage de la préciosité ; les goûts du public allant à son époque vers les raffinements des pièces galantes et les démonstrations d'amour chevaleresque. Mais dans son théâtre, contemporain des compositions solennelles, savantes et pompeuses, les héros sont livrés à une fatalité indomptable, l'amour et la violence se déchaînent dans une sauvagerie extrême. Fratricide, parricide, inceste, crimes, et toutes les autres horreurs imaginables, les créatures de Racine, sont en effet livrées, de manière exemplaire, aux pires supplices et aux plus atroces châtiments de la condition humaine. Maulnier fait ainsi de Racine le premier peintre réaliste des passions humaines en général, et de l'amour en particulier. « Racine organise un monde où le spectateur est conduit par la main en face du drame pur et nu, et contemple sans trouble une humanité dépouillée² ». Ce qui paraît en tout cas certain à Thierry Maulnier, c'est que Racine se révèle enfin à nous, à l'orée du vingtième siècle, par ce privilège terrible que nous avons, de vivre la plus grande tragédie que le monde ait jamais connue, avec la Première Guerre mondiale, la naissance des sociétés totalitaires et la crise de la civilisation qui les accompagne. Signe des temps, Racine nous est devenu très proche, en raison de la similitude des tragédies vécues par ses personnages à la nôtre. Racine est en quelque sorte le témoin parfait de notre époque tragique. « L'importance et la qualité de cette œuvre, écrit Maulnier, pourraient bien être mesurées dans le moment où le plus grand péril menace la culture qui l'a portée comme son fruit et son miracle³. » L'essai sur Racine prolonge par conséquent celui sur Nietzsche. Ils procèdent tous les deux d'une pensée identique qui vise à restaurer la

¹ Jean Vignaud, « Le Grand prix de la critique littéraire », article sans référence. Fonds privé Thierry Talagrand.

² Thierry Maulnier, « Le réalisme de Racine », art. cit.

³ Thierry Maulnier, *Racine, op. cit.*, p.9.

personne humaine dans sa vérité totale. Car au fond, toute l'œuvre de Racine gravite uniquement autour de « l'humain » ; de cet humain intemporel, qui donne vie aux tragédies de l'auteur.

Mais l'objectif de Maulnier, à travers cet essai, dépasse largement l'œuvre de Racine. Il est de nous donner en exemple une civilisation, que Maulnier juge grande entre toutes, et un ensemble de valeurs dont les œuvres de Racine sont la plus parfaite expression. L'heureux destin de Racine est qu'il arrive au monde pour compléter son époque, à un moment où la tragédie française avait atteint un tel niveau paroxystique qu'elle n'attendait plus que lui pour s'élever à la perfection. « Devant la grandeur d'une littérature toute constituée en magnifique système de conventions, celui que tourmentait le souci d'une création véritable s'empressait d'utiliser les efforts antérieurs et de les pousser à leur terme, il ne perdait pas son temps à se créer son propre monde, quand le monde lui offrait une si parfaite occasion. (...). Le miracle littéraire n'est obtenu que par une longue et difficile conjuration d'efforts¹. » Telle est la supériorité de Racine : il apporte toute son originalité et sa personnalité à la civilisation, presque parfaite, qui lui a préparé sa gloire et qu'il magnifie par son talent. Il n'a pas à essayer de faire une révolution ou de réformer le monde, il n'a qu'à se contenter d'utiliser avec tout son talent la somme des efforts qui l'ont précédé et les traditions qu'il trouve dans son époque. « Racine n'avait pas la tâche d'inventer ou de reconstruire ou de s'abandonner au hasard, mais le privilège unique d'achever et de terminer. Une heureuse fatalité voulait qu'il ne s'attardât point à créer une doctrine vaine, à l'instant où pour se conclure dans une réussite impérissable, une civilisation portée au sommet de sa courbe n'avait plus besoin que de lui. Ce fut aussi le bonheur de Racine, qui n'avait pas le tempérament d'un fondateur, et qui n'eut rien créé de rien. (...). Il lui a été donné d'être l'homme capable d'utiliser les efforts antérieurs et de les pousser à son terme² », sans porter en lui une quelconque révolution. Racine est le fruit d'une culture et d'une civilisation. Il sert son époque autant qu'elle le favorise. A travers Racine, c'est donc toute une civilisation dont Maulnier tente de restituer la

¹ Thierry Maulnier, « Fidélités », in *L'Action française*, 22 janvier 1931.

² Thierry Maulnier, « Le Bonheur de Racine », in *La Revue Universelle*, T. LX, n°21, 1^{er} février 1935, p.317. Ce texte a été repris dans *Racine, op. cit.*, pp.29-49.

grandeur, en faisant de lui l'artiste à qui revenait la tâche de couronner trente siècles de créations littéraires. Dans sa critique pour *Le Figaro*, Pierre Brisson a résumé ainsi les intentions du jeune écrivain : « Le volume devrait s'intituler : Apologie du siècle de Louis XIV. La préoccupation dominante de l'auteur reste une préoccupation historique. Il voit en Racine le produit et la fleur d'un certain état de civilisation. Ses œuvres deviennent moins sa création qu'il ne devient lui-même une création de l'époque. M. Thierry Maulnier efface l'homme au bénéfice du cadre – cadre moral cela s'entend. Ce qu'il cherche à nous donner, c'est une somme racinienne dans laquelle entreraient tous les éléments constitutifs du siècle. Racine se transforme en édifice social¹. » La réussite de Racine est la preuve flagrante de la nécessité d'un ordre, aussi bien politique qu'esthétique. Au plan politique, ce sont des institutions dont la permanence, l'autorité et la vitalité rendent possible l'épanouissement des arts : à savoir la monarchie française et un grand roi, Louis XIV. Dans l'ordre esthétique, c'est une doctrine qui rassemble et ordonne toutes les conceptions artistiques de Maulnier, le classicisme. Racine représente l'apogée de la civilisation classique et du classicisme. « Le classicisme donne à Racine sa forme d'expression, sa technique et son style : Racine donne au classicisme l'humanisme tragique ; tel est l'échange merveilleux qui s'établit avec Racine entre une grande civilisation littéraire et un grand tempérament créateur². » L'ouvrage de Maulnier constitue autant une apologie du tragédien Racine qu'une défense du classicisme, notion que l'auteur s'efforce de définir tout au long de son essai. Les deux sujets sont liés et reviennent souvent sous sa plume depuis son entrée en littérature jusqu'à sa disparition. Il a donné ainsi de nombreuses définitions du classicisme tout au long de sa vie. Il faut y voir globalement un de ces moments fortunés qu'ont connu l'Athènes antique, le siècle de Louis XIII ou celui de Louis XIV, une sorte d'instant de grâce d'une civilisation, qui ne concerne pas seulement les créations artistiques, mais aussi les lois, les gouvernements, les hommes et leurs mœurs. « Le classicisme est un temps où l'homme connaît non une mesure, mais ses mesures, non pas la sagesse qui interdit leur violence et leurs excès mortels aux sentiments et aux fureurs, mais le territoire et les frontières fixés à l'homme par sa

¹ Pierre Brisson, « Autour de Racine », art. cit.

² Thierry Maulnier, *Racine, op. cit.*, p.319.

nature et son destin, ses dimensions véritables. Le domaine de l'homme n'est pas alors maintenu en deçà du risque, de l'aventure, des grandes douleurs et des grandes prodigalités, borné au clair, au facile, au bon sens vulgaire ; mais il est connu, exploré, délimité. La règle véritable de l'art classique est beaucoup moins dans un ordre pur et formel que dans un admirable accord des œuvres de l'homme à l'homme. Il y a alors entre l'homme et ses créations les plus réussies (...) une harmonie aussi subtile, une proportion aussi rigoureuse que celle des rapports musicaux, fixés par l'oreille humaine avec une précision infaillible, longtemps avant que l'esprit en eût découvert la loi¹. » Les civilisations, pour Maulnier, sont des organismes. Il y a quelque chose de quasiment biologique dans sa pensée, dans sa manière de concevoir le déclin ou la prospérité des civilisations. Le classicisme, par analogie, pourrait ainsi correspondre à un état de santé et de maturité parfaits de l'organisme. Il est l'expression paroxystique de l'accumulation, à travers les générations, des meilleurs apports culturels et des énergies créatrices les plus éclatantes, qui trouvent de quoi pousser et fleurir, à un moment donné, grâce à la vitalité combinée d'une époque et d'un individu d'exception. Tout cela n'est donc pas qu'une question d'ordre, car l'ordre sans élan vital étouffe tout épanouissement et conduit tout droit à l'étiollement : dans les arts, Maulnier identifierait cet état à l'académisme. Par contre, l'élan créateur contrôlé et ordonnancé par un système de règles et de conventions dures et exigeantes, engendre le miracle classique. « Le moment, explique Thierry Maulnier, où le génie créateur a su accroître et cultiver ses énergies au point de rester supérieur à ses œuvres les plus hautes et de garder assez de puissance restante pour contrôler jusqu'à ses délires, le moment où l'énergie créatrice est assez surabondante, assez pourvue de ressources pour ne pas s'employer tout entière et s'épuiser jusqu'à la dissociation, pour chercher seulement son style pur et parfait, tel est le moment classique. Il faut renoncer à séparer sur la carte du monde, ou à faire alterner dans le temps les domaines d'Apollon et de Dionysos². » Reprenant à son compte la célèbre distinction nietzschéenne entre l'apollinien et le dionysiaque, Maulnier considère que le classicisme relève de la fusion, il faudrait même plutôt parler de synthèse pour utiliser un terme qui lui est

¹ Thierry Maulnier, *Racine, op. cit.*, p.104

² *Ibid.*, p.24.

propre, entre ces deux éléments. Le classicisme réalise le mariage harmonieux de la force vive, dionysiaque, avec la perfection formelle, apollinienne. Tout cela naît d'un processus quasiment inconscient, instinctif même, mais d'un « instinct qui se trouve au terme d'une civilisation et non à son commencement, grâce spontanée, ailée, légère qui apparaît au sommet d'une culture et dans ses plus hautes réussites, un instinct lentement mûri au feu du sang et de l'histoire, porté à sa perfection par la lente élaboration d'apports congénitaux, né dans les seuls individus affinés par un long atavisme, produit des succès accumulés de l'effort, du scrupule et de la connaissance¹. » La civilisation devient ainsi sous la plume de Maulnier quelque chose d'instinctif, qui s'est construit en l'homme au fil des générations, accumulation progressive de la connaissance et des arts, du savoir et du raffinement, de l'intelligence avec la sensibilité. L'essentiel est de combattre pour ne pas rompre cette chaîne.

Le miracle du classicisme, c'est le modèle que Thierry Maulnier présente à la France des années trente, à une société déséquilibrée par l'accumulation des progrès techniques liés au développement de l'ère industrielle et dans laquelle l'homme a perdu le sens de sa mesure. C'est l'exemple d'une époque où les idées et les choses étaient bien en place. Ici, comme chez Maurras, l'art et le politique s'alimentent l'un l'autre. Avec en plus, chez Maulnier, une dimension biologisante. Le lien entre l'art et le politique, c'est la substance humaine, qui n'a pas la même vitalité, la même force créative, à toutes les époques. Ainsi, comme tous les organismes, la civilisation est fragile et peut périr, si les hommes n'y prennent pas garde. Pour éviter que sa santé décline, c'est un combat de tous les instants qu'ils doivent mener. « La civilisation n'est pas un système stable d'acquisitions définitives, sur lesquelles l'homme s'assurerait pour toujours en vue de nouvelles conquêtes, mais une vaste digue menacée éternellement par les forces barbares, et qui demande des soins jaloux et constants, et à être renforcée sans cesse. (...). Il nous suffit aussi de laisser à l'abandon nos esprits et nos mœurs. Telle est la loi humaine : rien n'est acquis, tout est maintenu. Nous n'avons et nous n'aurons jamais aucun droit à la passivité. Hors même du progrès, nous ne pouvons parvenir à éviter la décadence, nous ne pouvons obtenir l'immobilité que par l'activité la plus forcenée, la plus diligente, la plus lucide. Ainsi

¹ Thierry Maulnier, *Racine, op. cit.*, p.26.

tout ce qui ne nous accroît pas, nous tue¹. » L'homme et sa civilisation forment un tout. De sorte que ce qui affaiblit l'un, risque de tuer l'autre. Et chercher une solution à la crise spirituelle dans les forces irrationnelles et primitives de la nature, c'est-à-dire en dehors de la civilisation, revient à affaiblir l'homme.

A l'aube des années trente, Thierry Maulnier remarque que l'un des caractères essentiels de son époque est son aspect tragique. Cette cérémonie tragique s'exprime notamment dans les fureurs nationalistes, avec leur cortège d'appels à l'effort, à l'héroïsme et au dépassement. Mais pour lui, cet héroïsme est vain s'il doit conduire au consentement à l'esclavage au travers de mythes collectifs barbares et totalitaires, qui engendrent l'appauvrissement de l'humain dans la communauté nationale. Alors il s'indigne : « si véritablement nous sommes à la recherche de la tragédie, n'oublions pas qu'il n'y a pas de tragédie sans héroïsme ; c'est-à-dire sans une affirmation individuelle plus forte que la fatalité². » C'est le sens des tragédies de Racine, où la fatalité « intérieure » détermine le destin des hommes, et les conduit irrémédiablement vers les forces supérieures qui les brisent. La tragédie du vingtième siècle est humaine et a sa solution dans l'homme. Ici, les conceptions politiques et esthétiques se rejoignent. Au plan esthétique, Maulnier résume ainsi ses intentions dans une présentation autobiographique en rappelant qu'il « tend à favoriser et à diriger l'évolution de la littérature française vers un classicisme rajeuni et élargi³ ». Dans le même temps, sur le plan politique, il « travaille à orienter la jeunesse française vers un renouveau de la vitalité nationale fondé sur de profondes réformes politiques et sociales⁴. » Tels sont les deux versants d'une même révolution. Il ne s'agit pas de revenir à une imitation des modèles classiques ou de reproduire le classicisme dans notre temps. La perfection d'un style ne dure jamais que quelques dizaines d'années et ne constitue qu'une courte transition entre deux autres écoles. « A partir de l'heure, ajoute Maulnier, où un art, une culture ont tiré parti de toutes leurs ressources dans leur effort d'enrichissement ou de dépouillement, ils ne peuvent plus persévérer dans

¹ Notes manuscrites de Thierry Maulnier. Fonds Thierry Maulnier Versailles, Ms ZI.

² Thierry Maulnier, « Fatalités nationales », in *La Revue Universelle*, T.LIV, n°7, 1^{er} juillet 1933.

³ Présentation biographique de Thierry Maulnier par lui-même, écrite en 1935. Fonds privé Thierry Talagrand.

⁴ Ibid.

leur voie sans se répéter, ce qui est aussi mourir¹. » L'imitation, ou l'académisme, ne sont par conséquent que des tentatives vouées au déclin d'un style. Restaurer le classicisme n'a par conséquent aucun sens. A ce stade, le choix n'est plus qu'entre la découverte d'un nouveau style ou la mort. Il s'agit bien alors de créer un nouveau modèle classique et les conditions d'une autre révolution classique, qui dominerait les tendances naturelles de l'homme et de sa civilisation à la décadence. Seul un humanisme classique peut redonner vie à la civilisation française, contre toutes les sources de corruption qui la minent : l'idéalisme, le naturalisme, les matérialismes, l'accumulation des progrès techniques, les collectivismes, la barbarie romantique et d'inspiration étrangère. C'est bien l'humanisme qui est au cœur de la révolution classique du Grand Siècle de Louis XIV, et c'est l'humanisme qui doit servir d'inspiration aux nouvelles voies qui s'offrent au vingtième siècle. Maulnier condamne l'imitation, mais il admet l'inspiration : une nouvelle forme de classicisme doit apporter des réponses, dans le respect des principes classiques, à des problèmes d'expression contemporains. Au-delà, pour Thierry Maulnier, le phénomène classique n'est pas européen, il est uniquement français, contrairement au romantisme, par exemple. Et il n'a jamais réussi à s'acclimater hors de France, quelles que soient les imitations qui en ont été tentées ailleurs. Maulnier considère en fait qu'il y a une tendance instinctive, naturelle, au classicisme, dans le génie français. Il y a une affinité complète entre le classicisme et l'âme française, qui est due à sa capacité à se nourrir, à assimiler ce qui vient de l'extérieur. « Indeed, it seems that the function of France is essentially classical, much as it is her vocation to assimilate and transmute the elements that come to her from outside ; to harmonize and integrate them². » Le classicisme français lui-même, s'est inspiré des thèmes et des modes d'expression des classicismes, grec ou latin, qui l'ont précédé. Il y a un étrange paradoxe, nous dit Maulnier, entre le fait que le style classique, qui trouve ses sources d'inspiration artistique dans le fonds commun de la culture européenne, qui s'appuie sur le langage universel de la raison et des émotions, qui vise à exprimer les plus hautes valeurs humaines, soit aussi celui qui, dans l'histoire de l'art et de la littérature, supporte le

¹ Thierry Maulnier, *Les Vaches sacrées*, op. cit., p.283.

² Thierry Maulnier, « Towards a new classicism », in *Horizon. A review of literature and art*, n°71, November 1945, p.303.

mieux le qualificatif de national. C'est encore une fois la preuve de la vocation universelle de la France.

Les conceptions esthétiques de Maulnier ont donc une évidente parenté avec celles de Maurras et de l'Action française. On sait que l'Action française, depuis Maurras, admire le classicisme qui correspond d'après elle à un niveau de perfection dans l'art, rarement atteint. Par extension, et par petites touches successives, le classicisme en est venu à représenter un idéal, la civilisation générale, qui se manifeste dans les traditions grecque, romaine et française. L'Action française voyait dans le classicisme le moyen par lequel l'homme s'éternise en se dépassant, en conciliant ces éléments contradictoires que sont la raison et l'instinct. C'est Henri Clouard, jeune maurrassien animateur de la *Revue Critique*, qui définissait le classicisme de cette manière en 1913 : « Le classicisme fait confiance à l'intelligence appuyée sur la force de l'âme. (...) . Ce qui importe, en somme, c'est de ne point céder à l'émotion qu'on n'ait épuisé toute résistance. Le classicisme, c'est une pudeur¹. » Le contraire du classicisme, pour Maurras, c'est la barbarie. Celle-ci est représentée par le romantisme, qui ne se limite pas seulement au mouvement que les historiens désignent généralement sous ce nom, mais qui correspond à un certain nombre de valeurs considérées comme révolutionnaires : l'individualisme, la primauté donnée à l'intuition et aux états d'âme, à l'instinct primitif, bref au lyrisme et aux sentiments. Hugo et Rousseau en sont les deux meilleurs représentants. En littérature comme en politique, car les deux ne sont jamais éloignées chez lui, Maurras instaure une antinomie entre le syndrome romantique et la perfection classique. Thibaudet a bien montré comment la politique fait irruption dans le système critique de Maurras : « M. Maurras remonte loin dans le passé pour trouver le principe de notre désordre. La grande lézarde sur notre vieille maison a ses origines dans les tremblements de terre de la Réforme et de la Révolution. Puis le temps l'a comblée d'une terre végétale qui la masquait et la faisait paraître belle et qu'au printemps et à l'été toutes les fleurs de muraille dissimulaient sous des écharpes d'or. Cette terre végétale et ces fleurs, ce fut la littérature

¹ Henri Clouard, *Les Disciplines nécessité littéraire et sociale d'une renaissance classique*, Paris, Marcel Rivière, 1913, pp.240-241

romantique. M. Maurras reporte en colère sur elle toutes les angoisses que lui inspire la maison branlante. (...). Pour M. Maurras, nous sommes en République parce que nous sommes en romantisme¹. » Autrement dit, « révolution, démocratie, république, tout l'ordre politique contre lequel s'est armé M. Maurras est associé de près au romantisme qui l'a sinon engendré, du moins légitimé et déchaîné² ». Dans sa conception théorique du classicisme, les antipathies littéraires et politiques de Maurras se rejoignent. Selon Maurras, le romantisme serait ainsi un système inspiré par des peuples du nord de l'Europe, de culture inférieure et presque barbare, dominés par les puissances confuses des sentiments et en révolte contre la raison classique française. Ce mouvement aurait guidé les aspirations désordonnées des révolutionnaires de 1789 et des doctrinaires de la démocratie qui leur ont succédé : « Romantisme et révolution ressemblent à des tiges, distinctes en apparence, qui sortent de même racine », écrit Maurras dans sa préface à *Romantisme et Révolution*³. C'est dans cette tradition maurrassienne que s'inscrivent les premiers écrits de Thierry Maulnier.

On voit se dessiner progressivement dans ses premiers articles, par ajouts successifs, deux définitions antinomiques du romantisme et du classicisme, et par là même une vision personnelle du classicisme dont la forme la plus aboutie s'exprime bien entendu, comme examiné précédemment, dans son célèbre essai sur Racine. Maulnier reprend à son compte la structure dualiste instaurée par Maurras et l'Action française même s'il ne va pas aussi loin que son maître dans sa généalogie de la Révolution. Il considère tout de même que le romantisme et le rousseauisme ont été des agents redoutables de désagrégation morale, qui ont introduit une rupture dans la tradition française. Il s'attache enfin à montrer en quoi le romantisme a échoué dans sa tentative de réforme. Le double échec du romantisme tient au fait qu'il a tenté de trouver des solutions dans un panthéisme qui n'est pas français, mais correspond parfaitement à l'âme allemande. L'aspiration du romantisme allemand à se fondre dans la nature, à chercher la voie du bonheur individuel dans un acte de communion avec le monde, est

¹ Albert Thibaudet, *Trente ans de vie française I. Les idées de Charles Maurras*, Paris, Editions de la Nouvelle Revue Française, 1920, p.201

² *Ibid.*, p.216

³ Charles Maurras, *Romantisme et Révolution*, Versailles, Bibliothèque des œuvres politiques, 1928, p.2

parfaitement étrangère aux Français ; en ce sens que l'effort de nos penseurs a toujours tendu à dominer la nature, à la dompter pour lui imprimer le visage de l'homme. « L'Allemand s'absorbe dans la nature ; le Français y cherche sa propre figure¹ ». Les romantiques français, en s'inspirant de leurs homologues allemands, en exaltant les forces de la nature et en ayant recours aux mythes et aux symboles, n'ont pas réussi à y découvrir une vie divine. Ils ont finalement montré la nature comme elle est toujours apparue aux Français, c'est-à-dire comme le domaine qu'il habite et dont il triomphe. « Rien de plus humain, rien de plus social que la nature de nos romantiques. (...) . Ce que le romantique français trouve dans la nature, c'est l'homme, l'homme encore, et l'homme seulement². » Ce que Thierry Maulnier ne supporte pas dans le romantisme français, c'est donc cette rupture qu'il introduit avec la tradition française, autrement dit le classicisme, pour aboutir qui plus est à un échec. « C'est le gaspillage qu'il fit des plus beaux dons de notre génie. (...) . Notre tradition n'est pas dans la nature et dans la sensibilité. Elle prend le réel à un niveau plus difficile et plus profond. Elle n'adore pas la nature, parce qu'elle sait que son essence est de la dominer. Son effort, des tragiques à Virgile et à Racine, s'en est désintéressé. Il ne s'est dressé vers elle que pour dresser sur elle et contre elle la figure de son vainqueur³. »

Le second échec des romantiques réside dans leur tentative avortée, dans le domaine du langage et du vocabulaire, pour rompre avec l'académisme néo-classique, pour lequel Maulnier n'a d'ailleurs pas plus de sympathie, puisqu'il y voit une insupportable recherche d'élégance. Au contraire, pour lui, le romantisme a eu cela de bon qu'il a rendu un peu de jeunesse et d'éclat aux mots, là où le néo-classicisme, dominé par le souci de la méthode, s'était perdu dans des assemblages de termes vides et sans substance. Thierry Maulnier voit donc la réforme romantique du vocabulaire pour définir un mode d'expression charnel, dans le recours aux images, à la métaphore

¹ Thierry Maulnier, « Deux romantismes et la nature », in *La Revue Universelle*, T.XLIII, n°16, 15 novembre 1930, p.495. Dans cet article, la germanophobie de Maulnier se fonde sur la grille de lecture de l'Action française qui, comme chez Lasserre, domine la critique d'art jusqu'au lendemain de la Première guerre mondiale. Elle s'appuie sur une série d'oppositions manichéennes entre classicisme et romantisme, rationalisme et antirationalisme, civilisation et barbarie pour décrire la différence entre les âmes française et allemande ; le bien étant évidemment du côté français. Progressivement, comme l'a montré Yaël Dagan, les principaux collaborateurs de *La NRF* vont tenter de définir une nouvelle représentation du classicisme, dégagee de l'influence de la critique maurrassienne. (Yaël Dagan, *La Nouvelle Revue Française entre guerre et paix, 1914-1925*, Paris, Tallandier, 2008, 425 p.).

² Thierry Maulnier, « Deux romantismes et la nature », art.cit. p.495.

³ *Ibid.*, p.495.

et aux sensations, comme une « tentative de réconcilier l'idée avec l'expression¹ ». Mais une tentative ratée. « Peu importe pour l'instant de savoir si la responsabilité en est dans le temps, et dans une langue usée et déclinante, ou dans les romantiques eux-mêmes, et dans une sentimentalité trop confuse pour l'ordre naturel et illuminateur du langage. (...). L'essentiel est que le langage est imparfaitement manié et dominé, l'essentiel est qu'il résiste à la pensée, et que la pensée se débat en vain pour trouver en lui sa figure. Le tragique du romantisme est représenté par l'esclave de Michel-Ange : l'effort enchaîné et toujours vaincu². » A l'inverse, les classiques ne cherchent pas la poésie pour elle-même. Il n'y a dans leur art nulle recherche des mots, des sons, ou de l'expression. Les classiques nous montrent le visage d'une maîtrise parfaite, naturelle et instinctive, du langage. La langue y est transparente et claire, décharnée certes, mais tout aussi nerveuse et pleine de sève que celle des romantiques. « Le dix-septième siècle est unique. Non que l'art y ait été spécialement impersonnel ou impassible : il n'y a rien de plus dévorant que Bossuet, de plus haletant que Pascal. Mais il y atteint une abstraction suprême, parce qu'il négligea tout ce qu'il y a dans les mots de sonore et de sensible pour réaliser une communion parfaite avec l'idée, pour la saisir dans sa pureté et dans sa force, pour la rendre sans bassesse et sans déguisement. A vrai dire, il réalisa ce miracle sans y penser. (...). Jamais un classique n'a choisi un mot par souci de l'impression ou de la sensation. Le classique voit le mot dans son rapport à l'idée, non dans son rapport au lecteur³. » Là où chez le classique la perfection du langage est assimilée, constitue une grâce, chez le romantique, elle est une recherche, qui s'effectue au surplus dans la violence et la brutalité. « Ainsi le romantisme s'enivrait de son propre langage, ses efforts pour exprimer l'âme faussaient l'âme même et la déformaient, la parole corrompait la pensée⁴. » Or, on le sait, pour Thierry Maulnier, il n'y a d'art que là où la démarche de l'artiste est contrainte par un ordre.

Par sa réfutation du romantisme et sa défense du classicisme, ou de la tradition classique, Maulnier se place dans la lignée des idées maurrassiennes. Son anti-

¹ Thierry Maulnier, « Victimes du langage », in *La Revue Universelle*, 1^{er} mai 1931, pp.366-369.

² *Ibid.*, p.367.

³ *Ibid.*, p.368.

⁴ *Ibid.*, p.369.

romantisme dérive cependant d'une passion sincère pour le classicisme, et non l'inverse, comme c'est le cas pour Maurras¹. Il s'éloigne aussi quelque peu de l'Action française, en ce sens qu'il ne prend pas « la suite de la critique antimoderne des Lumières² » et s'appuie davantage à la base sur des arguments d'ordre esthétiques et littéraires, plutôt que politiques.

Ce paradigme classicisme – romantisme se retrouve déjà dans son ouvrage sur Nietzsche³. Maulnier fait du Nietzsche de la dernière période, un esprit typiquement allemand, donc « déséquilibré par essence⁴ ». Il reproche en effet à Nietzsche, de faire subir une dernière altération à sa philosophie, à la figure de l'homme héroïque, libéré de toutes les chaînes des conventions et des religions, et par là même représentant de l'humanisme le plus pur et le plus puissant. Pour Maulnier, dans ses derniers écrits, Nietzsche assujettit la volonté humaine à la fatalité aveugle du monde, réintégrant, et rabaisant même l'homme, dans une conception moniste de l'univers, d'inspiration parfaitement allemande. « Ainsi la philosophie de la puissance se trouve conduite à la négation d'un pouvoir humain propre et différent des forces naturelles d'une liberté de choisir, de peser et de refuser. Elle ne pourra triompher qu'en réalisant l'accord le plus intime et le plus spontané des décisions de l'âme aux mouvements du monde⁵. » Cette dernière philosophie de Nietzsche est proprement inacceptable pour Maulnier qui refuse toute forme de fatalisme, et prône au contraire une affirmation consciente de l'homme face aux forces aveugles du destin et de la nature, dans une conception tragique du monde. Là où il y a acceptation de la fatalité, avec l'« éternel retour du même », il n'y a pas de tragédie possible, et encore moins d'humanisme héroïque.

¹ Antoine Compagnon décrit Maurras comme un « individualiste forcené, initialement séduit par le tempérament romantique » qui s'est ensuite « converti à la défense de la tradition classique » ; Antoine Compagnon, « Maurras critique », in *Revue d'histoire littéraire de la France*, mars 2005, p.522. Chez Maulnier, au contraire, il n'y a aucune conversion au classicisme. Le classicisme fait partie de sa formation. Il est tellement intégré à sa conception du monde, qu'il est « instinctif », pour reprendre un terme qu'il emploie.

² *Ibid.*, p.523.

³ Pour une analyse philosophique du *Nietzsche* de Maulnier, le lecteur pourra se reporter à la lecture des ouvrages de Jacques Le Rider, *Nietzsche en France, de la fin du XIXe siècle au temps présent*, Paris, PUF, 1999, pp.146-149 ; Giuliano Campioni, *Les Lectures françaises de Nietzsche*, Paris, PUF, 2001, pp.9-11 ; et surtout l'ouvrage de l'élève de Heidegger, Karl Löwith, *Nietzsche. Philosophie de l'éternel retour du même*, Paris, Hachette Pluriel, 1991, pp.262-268. Comme Maulnier, Karl Löwith voit en Nietzsche un auteur spécifiquement allemand et il considère comme allemande sa tentative d'unification entre l'homme et le monde.

⁴ Thierry Maulnier, *Nietzsche, op. cit.*, p.249.

⁵ *Ibid.*

« L'humanisme est en effet sacrifié à une esthétique moniste du monde, la tragédie au culte, le combat à la communion ; l'idéal tragique véritable, fondé sur l'existence d'une valeur humaine irréductible en conflit avec la nature, a été résolu dans la hasardeuse aventure cosmique du Retour Eternel. On a déjà remarqué combien tout ceci est allemand, comme est allemand tout ce qui déséquilibre vers la synthèse deux expériences inconciliables. Comme Goethe, comme Hölderlin, comme Novalis, Nietzsche sombre dans la tentation panthéiste. Le culte de la vie l'emporte sur la revendication de la liberté, et entraîne la soumission au déterminisme¹. » Dans ce combat entre Nietzsche et Descartes pour interpréter le monde, Descartes l'emporte finalement sur le dernier Nietzsche – même si sa philosophie est à l'origine du déséquilibre actuel de l'univers en marche vers le progrès inassouvi des sciences et des techniques – parce qu'il dresse le portrait d'une personne humaine consciente et libre de déterminer son avenir. Tous les efforts de Nietzsche pour se libérer de la philosophie allemande et du germanisme, toute sa critique de la germanité à travers le prisme préféré de la culture française et latine, échouent avec l'éternel retour, où Nietzsche exprime son héritage proprement allemand. Hegel, Feuerbach et Marx s'affirment comme ses précurseurs, par cette métaphysique qui procède de synthèse en synthèse. « Comme il est resté allemand, il reste romantique, fait d'autant plus étrange que peu de critiques ont, comme la sienne, pénétré le classicisme jusque dans ses profondeurs. (...). Les véritables précurseurs de Zarathoustra sont le Faust créateur de Goethe, interlocuteur de l'Erdgeist, et l'Empédocle panthéiste de Hölderlin. L'Allemagne, et la plus allemande Allemagne, peut reconnaître et applaudir l'enfant qui la renie si bien². » Et Maulnier poursuit : « Par le romantisme grec, par le culte de la vie, par sa tentation cosmique, il n'innove pas, il renoue, il prend une place déjà préparée et marquée. Il n'a pas ménagé ses railleries au Devenir allemand. Mais, avec le Retour Eternel, il restaure un Devenir qui, pour être immuablement circulaire, n'en est pas moins continuel passage, mouvement continuel, continuelle altération d'essence (...). Le mouvement du monde lui apparaît ainsi comme une série inlassable de dédoublements et de synthèses nouvelles. (...). Celui qui s'est voulu le moins

¹ Thierry Maulnier, *Nietzsche, op. cit.*, p.267.

² *Ibid.*, pp.278-279.

allemand des penseurs est assurément plus pénétré de l'esprit germanique que le Kant qu'il a tant méprisé. Sans doute un humanisme indiscutable se juxtapose, jusque dans la dernière période, à ce mysticisme hasardeux¹. » A l'instar de Maurras et des maurrassiens, Maulnier prise particulièrement ces digressions sur le romantisme allemand et le classicisme français, d'où se dégage bien entendu une échelle de valeurs, qui accorde la primauté à l'âme française sur l'instinct germanique. On l'a vu à travers les dernières citations de Maulnier, ce qui distingue les deux nations, c'est la place accordée à l'humanisme. De Nietzsche, Maulnier ne retient donc que les deux premières périodes, celles où sa philosophie libère le héros tragique d'une morale de valets ; où elle proclame enfin un système de valeurs nobles qui s'apparentent aux principes classiques.

¹ Thierry Maulnier, *Nietzsche, op. cit.*, pp.280-282.

Chapitre 8
1935-1936 : l'échec de l'engagement militant

Les réseaux de la Jeune Droite

En 1935, la Jeune Droite peut afficher un beau bilan dans le domaine littéraire. Ses principaux animateurs ont réussi en quelques années à conquérir des positions de premier ordre dans les pages des grands quotidiens et hebdomadaires. Les jeunes gens font leur chemin et s'invitent progressivement dans les plus grandes feuilles. Maxence est par exemple critique littéraire à *Gringoire*, qui annonce à l'époque un tirage de 415.000 exemplaires. Mais il écrit aussi dans les *Nouvelles Littéraires*, au *Journal des Débats*, à *L'Intransigeant*, au *Figaro*, à la *Revue Universelle*, à *Paris-Midi* ou encore à la *Nouvelle Revue Française*. La NRF où il arrive aussi que Robert Brasillach donne des articles, tout comme Charles Mauban, qui fait partie de l'équipe de Jean de Fabrègues à la *Revue du XXe Siècle*. De son côté, Georges Blond, l'ami d'enfance de José Lupin, est secrétaire de rédaction de *Candide* depuis 1930 et collaborateur de *Je Suis Partout*, avant d'entrer à *L'Assaut* en 1936. Robert Brasillach s'est vu confier dès 1931 le célèbre feuilleton de *L'Action française*, la « Causerie littéraire », qui est alors l'une des rubriques de critique littéraire les plus suivies. Il est par ailleurs titulaire de plusieurs chroniques dans la *Revue universelle*, critique dramatique pour 1933, *Le magazine d'aujourd'hui*, collaborateur de *Candide* et de *Ric et Rac*, et il commence à donner des articles aux *Nouvelles littéraires* en 1935, avant de rejoindre *Je suis partout* et *L'Assaut*. Robert Francis a reçu le prix Femina en 1934. C'est aussi cela, la Jeune droite, un réseau de relations très habiles qui permet à ses animateurs de disposer, quand ils publient un ouvrage, d'un assez large panel de critiques dans les revues et journaux. Jean-Pierre Maxence, par exemple, dans ses articles pour *Gringoire*, donne des critiques heureuses des livres de son épouse, Hélène Colomb, et de son frère Robert Francis. Le *Canard Enchaîné* reconnaît ainsi que « ce sont des jeunes gens charmants, polis et agréables, mais qui se tiennent les coudes¹. »

Quant à Thierry Maulnier, on sait déjà que 1935 est l'année de sa consécration littéraire grâce à l'obtention du Grand prix de la critique littéraire. Il fait lui-même partie des jurés du Prix Cazes, fondé en 1935 à l'initiative du docteur Etienne Fatou, un fidèle des cafés de Saint-Germain. Henri Philippon en est le secrétaire général,

¹ in *Le Canard Enchaîné*, 6 janvier 1937. Cité par Eugen WEBER, *L'Action française*, op. cit., p.569.

entouré, en plus de Maulnier, de Georges Blond, Robert Brasillach, Jean Follain, Roger Giron, Jean Loubes, et Edouard Peisson, entre autres. Kléber Haedens, animateur de la Jeune droite, figure parmi les lauréats de ce prix à la fin des années trente, aux côtés de Thyde Monnier, Marius Richard et André Cayatte. Parmi les collaborations de Thierry Maulnier dans les journaux et revues, il faut mentionner principalement la *Revue universelle*, *L'Action française*, 1935 qui avait failli disparaître à la fin de l'année précédente, mais qui a reparu sur 16 pages dans une nouvelle formule pour quelques mois encore. Le projet de la Jeune droite politique de relancer la défunte *Revue française* à la fin de 1934 a par contre échoué. Agé d'à peine 26 ans, Thierry Maulnier est par conséquent un auteur reconnu, et même admiré par ses pairs, comme le prouvent les lettres qu'il reçoit alors¹. Parmi celles-ci, la lettre d'Henry de Montherlant, envoyée le 15 octobre 1935 est élogieuse : « J'admire votre culture, votre clairvoyance, votre profondeur, mais j'admire aussi parce qu'il me manque, votre don d'écrire rapidement des pages d'une telle qualité. (...). Vous êtes un des esprits les plus capables de débrouiller aujourd'hui le chaos dans lequel nous vivons. Je découpe souvent vos articles, les garde, et m'y réfère quand je cherche à voir clair dans les esprits de mes cadets. Vous n'ignorez pas d'ailleurs, l'estime qu'ont pour vos écrits ceux de nos confrères qui réfléchissent un peu. Mais vous ignorez peut-être qu'elle est partagée par des hommes qui sont malgré tout à l'extrême opposé de vos idées et, (osons le mot) de votre parti. Savez-vous par exemple qu'Aragon parle très bien de vous (peut-être y met-il toutefois une pointe de politique ; la séduction est à l'ordre du jour de ce côté-là)². » La correspondance de Maulnier prouve qu'il est alors en contact avec les plus grands écrivains de son temps : André Malraux, Jean Paulhan³, Marcel Arland, Jean Schlumberger, Daniel-Rops, Jules Roy, Paul Morand, Paul Valéry, Ramon Fernandez font partie des personnes avec qui il échange ou qu'il fréquente. Dans une lettre, Jules Roy lui exprime sa sympathie par ces mots : « Il y a déjà longtemps que je désire vous connaître et que vous m'attirez par la force de votre pensée et la noblesse et votre esprit. Votre Nietzsche (...) est un grand livre et un

¹ Fonds privé Thierry Talagrand.

² Lettre d'Henry de Montherlant à Thierry Maulnier, datée du 15 octobre 1935. Fonds privé Thierry Talagrand.

³ Dès 1932, Jean Paulhan a fait part à Thierry Maulnier de son souhait de le voir écrire des notes critiques pour *La Nouvelle Revue Française*, où dit-il, « vous comptez plusieurs amis ». Lettre de Jean Paulhan à Thierry Maulnier datée du 2 mai 1932. (Fonds Thierry Maulnier Versailles, Ms ZI).

grand geste¹ ». Quelques jours après la remise du Grand prix de la critique enfin, Paul Morand lui exprime ses félicitations : « J'ai appris en rentrant de Lourdes votre succès, et je vous félicite parce que je vous aime beaucoup² ». Thierry Maulnier apparaît donc en 1935, pour les critiques littéraires, comme l'un des chefs de file de la nouvelle génération. Ses revenus ont aussi considérablement augmenté depuis l'époque où il gagnait quelques centaines de francs à l'*Action française*. En 1935, Maulnier a gagné un peu plus de 35 000 francs, soit un revenu mensuel de 2900 francs environ, ce qui équivaut à 2170 euros de 2011³. L'année précédente, il avait reçu plus de 42300 francs de revenus, ce qui représente un salaire mensuel moyen de 2415 euros en 2011. En 1935, ses plus grosses sources de revenu sont le magazine *1935*, dont il compense difficilement la disparition à partir de l'automne 1935 en perdant en moyenne 1000 francs par mois, mais aussi la *Revue Universelle* qui lui rapporte, selon les mois, entre 500 et 1000 francs ; l'*Action française*, où il ne dispose pas encore d'un salaire fixe et qui lui verse entre 125 et 500 francs par mois ; et bien entendu les droits d'auteur de ses ouvrages chez Redier et Gallimard qui s'élèvent à près de 430 francs par mois en 1935. Le Grand prix de la critique constitue à ce sujet une belle opération puisqu'il rapporte 6000 francs à Maulnier et a pour effet d'accroître les ventes de ses ouvrages, ce qui s'observe au travers de ses retours en droits d'auteur. A cela il faut aussi ajouter les conférences, comme celles qu'il est amené à faire en Allemagne pour un revenu de 600 francs et en Angleterre pour 1100 francs. Pour disposer d'une base de comparaison, à Paris, le salaire horaire d'un ouvrier menuisier est de 5,67 francs en 1935 et le prix du kilogramme de pain de 1,61 franc. Avec toutes les réserves qu'il convient de poser sur cette comparaison entre deux périodes très éloignées, 1935 et 2011, Thierry Maulnier semble s'en sortir plutôt convenablement, grâce à une intégration réussie dans le milieu intellectuel. Il ne fait pas partie des « intellectuels frustrés », qui basculent dans le non-conformisme en raison de « la paupérisation grandissante des professions intellectuelles⁴ ». Les pistes posées par Laurent Kestel,

¹ Lettre de Jules Roy à Thierry Maulnier, datée du 7 septembre 1934. Fonds privé Thierry Talagrand.

² Lettre de Paul Morand à Thierry Maulnier datée du 16 mai 1935. Fonds privé Thierry Talagrand.

³ Tous ces chiffres, et ceux qui suivent sont extraits d'un carnet de notes figurant dans le Fonds privé Thierry Talagrand.

⁴ Laurent Kestel, *La conversion politique. Doriot, le PPF et la question du fascisme français*, Paris, Editions Raison d'agir, 2012, p.75.

dans son ouvrage sur *La conversion politique*, pour expliquer la genèse du non-conformisme, ne s'appliquent pas à son parcours. « L'on s'apercevrait ainsi, explique-t-il en effet, que les raisons profondes de la genèse du "non-conformisme" ne se résumaient pas uniquement à la volonté d'apporter au monde un éclairage sur les problèmes du moment : cette "mission" avait d'abord partie liée avec une histoire, collective et personnelle, fortement marquée par les décalages entre des aspirations individuelles et les possibilités offertes par la structure sociale¹. » Maulnier se singularise par une adaptation réussie aux possibilités de carrières offertes par le milieu intellectuel de son époque. Enfin, il faut relever que dès cette période, il a su conquérir une marge d'indépendance par rapport à l'Action française, comme le démontre l'analyse de ses revenus.

Sur le versant politique par contre, le constat est plutôt dur pour Thierry Maulnier et la Jeune Droite. Le mouvement peine à franchir l'étape de l'organisation militante et n'existe réellement que par ses publications, au lectorat marginal. Et celles-ci ont elles-mêmes du mal à survivre. Jean de Fabrègues s'est appliqué à donner une suite à la *Revue du Siècle* qui a dû cesser ses activités après le départ de Gérard de Catalogne ; celui-ci s'étant enfui avec la trésorerie de la revue². Il lance en novembre 1934 la *Revue du XX^e Siècle*, organe d'expression de ce groupe du XX^e siècle dont il avait annoncé la création quelques mois plus tôt en mai 1934³. Bien qu'il n'existe aucun lien matériel entre la nouvelle *Revue du XX^e siècle* et les Editions du siècle, qui publiaient la revue éponyme, les liens spirituels entre les deux revues sont très forts. Mais bien plus, la *Revue du XX^e Siècle* qu'il dirige désormais seul, avec René Vincent pour

¹ Laurent Kestel, *La conversion politique. Doriot, le PPF et la question du fascisme français*, op. cit., pp.74-75.

² Cette anecdote n'en est que plus amusante lorsque l'on se rappelle la polémique déclenchée contre Maxence au sujet des activités soit-disant frauduleuses de la *Revue française* et des éditions Redier. Gérard de Catalogne s'enfuit en Amérique. Il publie plusieurs ouvrages chez des éditeurs canadiens, en particulier *Notre Révolution*, ouvrage en trois tomes dans lesquels il donne notamment son interprétation de la crise des années trente, ainsi qu'une étude de l'œuvre de Maurras. Gérard de Catalogne, *Notre Révolution I. Tragédie dans le monde*, Montréal, Editions Bernard Valiquette, 1941, 212 p ; *Notre Révolution II. Hommes et doctrines du vingtième siècle*, Montréal, Editions Bernard Valiquette, sd, 176 p ; *Notre Révolution III. Entretiens dans la tourmente*, Montréal, Editions Bernard Valiquette, 1943, 170 p. On retrouve ensuite sa trace dans les Antilles, d'où il est originaire, et en Haïti, dans l'entourage de François Duvalier, dont il était un proche associé. Gérard de Catalogne, qui a notamment préfacé les *Œuvres essentielles* de Duvalier, fut un représentant très actif des idées maurrassiennes en Haïti. Sur Gérard de Catalogne, voir : Chelsea Stieber, « Gérard de Catalogne, passeur transatlantique du maurrassisme entre Haïti et la France », in Olivier Dard (éd.), *Doctrinaires, vulgarisateurs et passeurs des droites radicales au XX^e siècle (Europe-Amériques)*, Berne, Peter Lang, 2012, pp.233-254.

³ Jean de Fabrègues, « Naissance du XX^e siècle. Adieu à l'ère libérale », in *La Revue du Siècle*, n°13, mai 1934.

gérant, s'affiche, au plan des idées, comme l'héritière directe de la revue *Réaction*, avec des collaborateurs qui sont globalement les mêmes que ceux de la *Revue du Siècle*. La Jeune Droite politique y fait un retour en force, sans doute en raison du départ de Gérard de Catalogne, puisque Robert Francis y signe un article dès le premier numéro. Thierry Maulnier entame une collaboration régulière pendant plusieurs mois jusqu'à la disparition de la revue en juin 1935, de même que Jean Pierre Maxence. On y trouve aussi les noms de Maurice Blanchot et surtout Claude Orland – pseudonyme de Claude Roy – dont la signature figure à tous les sommaires de la revue à partir de février 1935. Claude Roy, qui suit l'itinéraire de Robert Brasillach¹ à la trace, est l'une des toutes jeunes recrues de l'équipe Maulnier. Fabrègues, Maulnier, Maxence et Francis signent un article commun intitulé « Une politique vivante » dans le troisième numéro de la revue, en janvier 1935. Parmi les autres collaborateurs, on peut retenir les noms de Jean Loisy, Jean Saillenfest², Emile Vaast, Claude Alby, Charles Mauban³ et Jacques Saint-Germain, qui vont être de toutes les entreprises futures de la Jeune Droite jusqu'à la fin des années trente. René Vincent, bien entendu, assiste son ami Fabrègues, qu'il n'a jamais quitté depuis leur rencontre à la Sorbonne, quand il avait 18 ans. Certains d'entre eux se réunissent après le dîner, le quatrième mardi de chaque mois, chez Jean Loisy autour du directeur de la *Revue du XX^e Siècle*

¹ Il a tout de même eu l'habileté de ne pas suivre Brasillach jusqu'à son exécution le 6 février 1945, puisqu'il a entamé un tournant décisif en rejoignant le Parti Communiste non sans avoir cheminé un moment avec le régime de Vichy.

² On possède peu de renseignements sur Jean Saillenfest, qui est mort très jeune. A cette époque, il donne aussi des articles à *L'Étudiant Français*. Il se passionne, comme Louis Salleron (cf infra), pour les questions d'agriculture, ainsi que pour Georges Sorel. Sous l'occupation, il écrit un ouvrage sur la culture du Soja.

² Lettre de Jean Saillenfest à Thierry Maulnier, non datée mais écrite en fin d'année 1936. Fonds privé Thierry Talagrand.

³ Pseudonyme de Henri Caillemer. Né le 16 novembre 1907 à Grenoble. Fils de Robert Caillemer (Professeur de Faculté de Droit). Il a fait des études au Lycée Henri IV à Paris, à la Faculté de Droit et des Lettres de Paris et à l'École Libre des Sciences Politiques. Diplômé d'Études Supérieures de Droit, licencié ès lettres, ancien élève de l'École du Louvre. Il collabore aussi à la *Revue des Deux Mondes*, à la *Revue Universelle* et à la *Nouvelle Revue Française*. Il publie plusieurs romans dans les années trente, *Les Feux du Matin* (1933), *Le Beau Navire* (1936), *Le Pain des larmes* (1938), et un numéro des « Cahiers de Combat » consacré à la *Condition de la poésie* (n°2, février 1938). Pendant la guerre, il occupe des fonctions au Secrétariat Général à la Jeunesse comme délégué régional pour le Rhône. Après la libération, il devient exploitant agricole, tout en s'engageant dans la politique. Il est élu Maire de la commune du Givre (de 1953 à sa mort), Conseiller Général du Canton des Moutiers-les-Mauxfaits (de 1956 à 1964), député indépendant de la Vendée (2^{ème} circonscription de Fontenay-le-Comte de 1958 à 1962). Il occupe enfin les fonctions de Conseiller culturel auprès de l'Ambassade de France en Afghanistan (de 1963 à 1967), et auprès de l'Ambassade de France en Norvège et à Chypre. Il donne aussi des articles à *Rivarol*, aux *Écrits de Paris*, dans les premiers numéros de *La Table Ronde* de Thierry Maulnier. Il a obtenu la Croix de Guerre 1939-1945.

« pour des soirées très intimes et très amicales¹ ». On y retrouve l'équipe de la Jeune Droite politique, avec Maxence, Maulnier et Francis, qui participent aussi, comme le leur demande Fabrègues, aux réunions d'organisation matérielle de la revue qui ont lieu au Café de Flore ou chez Lipp, boulevard Saint-Germain. Dès cette période, Fabrègues multiplie les signes de séduction à destination de Maulnier, avec qui il fonde *Combat* après la disparition de la *Revue du XX^e Siècle*. En 1935, Maulnier est le point d'entrée que la Jeune droite catholique privilégie pour développer les contacts avec la Jeune droite politique. Sans doute Maxence est-il jugé à cette époque moins crédible en raison de son caractère exalté, qui le conduit à s'impliquer résolument dans la vie politique au travers d'un compagnonnage affiché avec la ligue de la Solidarité Française. Maulnier et Fabrègues qui s'imposent à partir de 1935 à la tête de leurs équipes respectives, semblent toutefois très éloignés, en raison de la barrière de la religion. Fabrègues est catholique, Maulnier, ouvert à la religion et conscient de la grandeur de la civilisation chrétienne, n'en est pas moins agnostique.

Dans une lettre qu'il adresse à son acolyte de la Jeune Droite politique, Jean de Fabrègues affirme pourtant se sentir très proche de lui. « Certains de nos amis nous croient “ métaphysiquement ” très loin l'un de l'autre, il me semble qu'ils se trompent, écrit-il à Maulnier au début de l'année 1935. Non que je vous veuille accaparer pour mon catholicisme, mais parce que je ne crois pas que Nietzsche ait eu raison de dire que le catholicisme aimait les hommes déficients plus que les autres, il y a un amour chrétien de la vie complète, et de la nature triomphante². » A la même période, l'équipe de la *Revue du XX^e Siècle* félicite, dans son numéro de mai-juin 1935, le lauréat du Grand Prix de la Critique en soulignant la communauté de pensée – et d'action, ce qui est encore plus important – qui les rassemble : « Dans le domaine de la pensée comme dans celui de l'action, nous avons toujours trouvé Thierry Maulnier près de nous. A l'œuvre que nous avons entreprise pour le redressement des esprits, il a apporté la collaboration de cette intelligence lucide à laquelle le jury du Grand Prix de la critique vient d'attribuer une juste récompense, le concours de l'autorité de sa pensée sur notre génération, sur sa génération. » Et le texte se poursuit sur cette

¹ Lettre de Jean Loisy à Thierry Maulnier, datée du 13 janvier 1935. Fonds privé Thierry Talagrand.

² Lettre de Jean de Fabrègues à Thierry Maulnier, datant de 1935, Fonds privé Thierry Talagrand.

promesse de collaborations futures entre les deux tendances de la Jeune droite : « Plus que jamais, Thierry Maulnier nous a promis de donner à cette revue sa collaboration plus étroite encore que dans le passé¹. » A l'heure de la bipolarisation de la vie politique française en deux blocs hostiles, la Jeune droite affiche son unité de pensée et celle-ci se traduit par une certaine uniformisation du discours, autour du soutien apporté au Comte de Paris. Plus que jamais, l'objectif est de réhabiliter le politique² en changeant d'abord les institutions avant toute autre action.

Pourtant, la Jeune Droite a bien du mal à franchir le stade de l'action militante. Jusqu'à présent, cette jeunesse intellectuelle a fait la révolution d'une salle de café à une autre, autour des presses d'une imprimerie, en écrivant des articles sur un coin de table et en organisant des conseils de rédaction de 22 heures à minuit au premier étage du Flore. Les attaques verbales sont disproportionnées, quand on les compare avec la réalité, et surtout l'efficacité de leurs actions. Un an après le 6 février, la révolution tant désirée ne s'est toujours pas produite. La faute aux Français sans doute ; aux partis qui ont vite fait de récupérer cette colère au service de la défense d'intérêts conservateurs. « Quand les chefs se font esclaves, et les justiciers complices, ce ne sont plus quelques individus qu'il faut châtier, c'est une société renversée qu'il faut remettre sur pied³ ». Tel est le mot d'ordre qu'affiche la *Revue du XX^e Siècle*. Dans ces années 1935 et 1936, une partie des intellectuels de la Jeune droite, notamment la tendance politique autour de Thierry Maulnier et Jean-Pierre Maxence, va tenter de se mettre au service d'un chef. Mais ils sont d'abord des hommes de revues, attachés à la définition d'une doctrine pouvant servir de programme de base à un possible mouvement révolutionnaire. La Jeune Droite lutte, mais avec les armes qu'elle sait utiliser, la plume et le verbe. Sans doute sent-elle qu'à un moment ou à un autre, les modestes armes de l'esprit ne peuvent plus suffire face à l'ampleur de la crise qu'elle dénonce. Elle va réagir. Elle va redoubler d'efforts, faire des appels à l'action violente, à

¹ La Revue du XX^e Siècle, « Thierry Maulnier, Prix de la Critique 1935 », in *La Revue du XX^e Siècle*, n°6, mai-juin 1935

² « Réhabilitation de la politique » est d'ailleurs le titre d'un article que René Vincent a signé dès 1933 dans la *Revue du Siècle*. René Vincent, « Réhabilitation de la politique », in *La Revue du Siècle*, n°3, juin 1933, pp.15-18.

³ G. Verdeil, « Quand les chefs se font esclaves », in *La Revue du XX^e Siècle*, n°2, décembre 1934, p.9.

l'illégalité. Et sans doute, ce que certains analysent comme de la sympathie pour les idées fascistes ou nationales-socialistes n'est-il qu'une fascination pour cette jeunesse qui a su prendre en main son avenir en faisant triompher la révolution, et non une fascination pour ses idées. D'ailleurs, il est facile de trouver dans les écrits de la Jeune droite des marques de sympathie pour la jeunesse russe. Pour cette raison, là encore, qu'elle a su se lancer dans une action révolutionnaire payée d'efficacité.

La Jeune Droite se présente à cette époque comme un phénomène très localisé. Sur le plan politique, on est très loin des succès qu'elle peut afficher en littérature. Quelle est en effet la portée véritable d'une revue intellectuelle publiée à 1000 ou 2000 exemplaires ? Quant à l'action que mènent ses animateurs, il faut bien reconnaître qu'elle a du mal à dépasser les limites des 5^e et 6^e arrondissements de Paris. La Jeune Droite n'est pas un parti, elle n'est pas un mouvement avec une puissante organisation logistique et un bras armé, elle n'est même pas une association. Tout juste constitue-t-elle une bande d'amis, unis par une communauté de pensée, qui essaient de fédérer d'autres jeunes intellectuels autour d'eux. Elle essaime où elle peut, dans les endroits que ses animateurs fréquentent : les arrière-salles de cafés, les brasseries, les amphithéâtres quand elle organise une grande manifestation. La Jeune Droite fréquente les lieux où a pris forme, dix ans plus tard, l'existentialisme de Jean-Paul Sartre. En caricaturant, on pourrait presque dire que son influence, plus importante dans l'ordre des idées, ne dépasse pas les limites du boulevard Saint-Germain ou du quartier Montparnasse dans l'ordre de l'action. En fait, dès le départ, le programme de la Jeune Droite est sans aucun doute vicié. Maulnier ne s'est jamais caché d'écrire pour le petit nombre de lecteurs capables de suivre les développements de sa pensée. Et c'est avec des individus d'élite seulement que la Jeune Droite estime pouvoir mettre en œuvre cette révolution, destinée à substituer aux valeurs de la masse, démocratiques, des valeurs nobles et aristocratiques. Faire une révolution élitiste, pour rétablir des valeurs auxquels le peuple est supposé étranger, ce n'est assurément pas le meilleur moyen de toucher les masses.

Si l'on veut se pénétrer un peu de l'atmosphère qui pouvait régner dans les lieux de rassemblement de la Jeune Droite ou de la personnalité des trois figures de proue de la

Jeune droite politique, Thierry Maulnier, Jean-Pierre Maxence et Robert Francis, un article de Claudine Chonez¹, qui a suivi cette joyeuse bande dans l'aventure de *L'Insurgé* nous apporte un excellent témoignage. « Si vous voulez les rencontrer, un par un ou tous les trois, voilà une recette très sûre : Promenez-vous n'importe quelle nuit, entre dix heures du soir et deux heures du matin, entre la Rotonde et le Versailles, en ayant soin de mettre le nez à la terrasse du Dôme, de la Coupole, du Napoli et de quelques autres. Où sont-ils ? On n'en sait rien au juste, mais sûrement par là. Je n'ai jamais vu jeunes gens plus dévoués à faire mentir l'affirmation que les écrivains ne vont plus au café. Donc, devant une table, vous cueillez l'immense Thierry Maulnier, vingt mètres plus loin le petit Jean-Pierre Maxence, ailleurs encore son frère Robert Francis, dont la stature moyenne ménage les transitions tout comme sa parole calme et rare apaise le feu des discussions. Toute la bande se réunit dans la même "crémèrie". C'est là qu'on corrige les épreuves de *Demain la France* ou noircit les feuillets d'articles, que l'on se dispute et s'accorde passionnément, et plus souvent encore que l'on rit comme des collégiens, en se faisant des farces. Car ils ont à eux trois un peu moins qu'un octogénaire, et sont encore loin des tentations bourgeoises et académiques. (...). Je prends à part Thierry Maulnier, ex-pensionnaire de la rue d'Ulm, qui traîne sur des souliers étonnamment plats un grand corps dégingandé, et qui paraît si jeune avec ses lunettes d'étudiant et son petit béret.

- Pourtant, vous, un normalien...

Ca prend toujours :

- Normalien, normalien ? vieille histoire, tout ça. Rien de commun entre l'Ecole et moi. Me fiche de l'Université. Il est rouge d'indignation contenue.
- Enfin, un intellectuel comme vous...
- Peuh ! Je n'en suis pas si sûr que cela. Ainsi j'ai passé mes vacances à faire de la montagne², sans un livre dans mes bagages. (...) . Par

¹ Claudine Chonez, « Sous la lampe. Robert Francis, Jean-Pierre Maxence, Thierry Maulnier », in *Marianne*, 26 septembre 1934.

² L'une des passions sportives de Thierry Maulnier, qu'il a lui-même pratiquée jusqu'à ce qu'il en soit rendu incapable par ses problèmes de vue, était l'alpinisme. On pourra se reporter à ce sujet à la lecture de deux textes qu'il a publiés dans la *Revue française*, et qui relatent quelques souvenirs d'ascension avec Pierre Frémy notamment. On y trouve un style de reporter qui détonne, par rapport à l'œuvre politique ou littéraire de

dessus tout, je suis paresseux. Mais le loisir est un luxe, un luxe de plus en plus menacé. J'écris pour défendre des valeurs humaines de ce genre, également chancelantes, et que je crois pourtant nécessaires.

J-P Maxence qui parcourait d'un œil vif et rapide les dernières éditions, redresse d'un coup sa crinière de fauve qu'on dirait hérissée d'effluves électriques. Il m'a toujours semblé qu'à la toucher du bout du doigt je tomberais foudroyée. C'est d'ailleurs lui, le plus souvent, qui jette le brandon entre les demis et les cafés crème... (...). Ainsi du plus petit fait, mis en pièce par la voracité commune, on se nourrit, on s'échauffe. Les arguments rebondissent jusqu'aux plus graves problèmes, et l'heure ne s'est pas achevée que l'avenir de la France, de l'Europe et du monde est convoqué, palpé, soupesé devant la table de l'état-major. (...). Jean-Pierre Maxence est un orateur-né, agile, pressant, agressif et persuasif, réaliste et pourtant terriblement dogmatique : assez humain au demeurant pour accorder ses convictions maurrassiennes avec l'estime et l'affection pour un adversaire tel, par exemple, qu'André Malraux. Thierry Maulnier, d'une bouche volontaire et nonchalante à la fois, laisse tomber quelques opinions définitives. Quant à Robert Francis, il prend rarement part aux discussions. Il écoute vaguement, ou semble rêvasser, ou découvrir des choses inconnues dans l'or mousseux de son demi. Lui dont la plume de polémiste est sans doute la plus acérée des trois, n'est plus que le poète de *La Grange aux Trois Belles*. Il regarde indéfiniment la fumée pâle des cigarettes monter vers ses cheveux précocement argentés, et sourit¹. »

La vie de Maulnier ressemble étrangement, dès cette époque, à ce qu'elle fut pendant les cinquante années suivantes, partagée entre les nombreux articles qu'il doit écrire, les projets d'ouvrages, les conférences, les rendez-vous professionnels avec les amis, les heures passées à l'imprimerie pour corriger les épreuves des journaux. En observant la liste des articles qu'il a publiés, on ne peut s'empêcher de se demander comment cet éternel paresseux, tel qu'il se décrivait, a réussi à écrire autant. La Jeune Droite était violemment révolutionnaire dans ses revues par frustration de ne savoir

Maulnier. Thierry Maulnier, « Fin de saison en montagne », in *La Revue française*, n°41 et 42 des 11 et 18 octobre 1931.

¹ Claudine Chonez, « Sous la lampe. Robert Francis, Jean-Pierre Maxence, Thierry Maulnier », art. cit.

rien faire d'autre qu'écrire. On sent chez elle une envie d'agir, de livrer bataille. Et parallèlement, une réelle incapacité à sortir du cadre de la revue pour participer à l'action. Parmi les principaux animateurs de la Jeune droite, Jean-Pierre Maxence est celui qui manifeste à cette époque le besoin le plus pressant de s'engager dans l'action militante. Thierry Maulnier le suit en partie dans son aventure, mais ses vagabondages se terminent toujours par un retour au journalisme et à l'écriture politique, horizon indépassable de son engagement. Le parcours de Jean de Fabrègues, quant à lui, se rapproche davantage de celui de Maulnier.

La restauration de la monarchie traditionnelle pour sauver la France

Aussi paradoxal que cela puisse paraître de la part d'un intellectuel maurrassien, la monarchie n'est jamais présentée comme une solution aux problèmes politiques français – que ce soit dans des articles ou des ouvrages – avant l'année 1935. *Demain la France*, écrit en collaboration avec Maxence et Francis, deux autres intellectuels de sensibilité maurrassienne, faisait l'impasse sur le mot, tout en donnant au type de pouvoir à instituer les attributs classiques de la monarchie, c'est-à-dire d'un régime dans lequel l'autorité publique est concentrée entre les mains d'un seul individu. L'Etat national corporatif qu'ils appellent de leurs vœux pourrait tout aussi bien ressembler au régime de Salazar au Portugal. L'Action française avait d'ailleurs relevé cette absence, jugée regrettable, dans l'ouvrage. Pierre Chardon faisait ainsi ce commentaire décisif à sa critique de l'ouvrage. « La conclusion politique ? Eh bien, il n'y en a pas. Ces trois jeunes gens veulent le Chef, l'Autorité, la Durée, la Responsabilité. D'accord. Mais qui ? Quelle Personne ? Cette discrétion nous afflige. Les combattants du 6 février ont-ils quelque crainte à nommer ? Ce serait indigne d'eux et nous ne pouvons le supposer. Reste leur indécision finale. Il faut la faire cesser. Là-bas, de l'autre côté de Lille et de Dunkerque, dans le cher pays fraternel, savez-vous, jeunes gens, qu'un autre jeune homme de votre âge, un jeune Français dont les ancêtres ont construit la France est exilé ? Qu'attendez-vous pour proclamer

votre Chef ce Prince royal ? (..) . A qui porter vos vœux et votre espérance, sinon à celui qui représente l'avenir, Henri de France, Comte de Paris ?¹ »

Quand, dans *Demain la France*, Maulnier reproche au système démocratique « l'absence d'un Chef d'Etat pourvu de la permanence, de l'indépendance, de l'autorité nécessaires à la fonction de chef », le lecteur s'attend en vain à ce qu'il exalte en comparaison la figure du monarque. Même dans ses articles, quand il dresse le procès du parlementarisme et de la démocratie, il est impossible de trouver une référence à la monarchie avant 1935. Souvent, Maulnier tourne autour de la notion sans en citer le mot, comme le jour où il évoque : « la continuité et la stabilité politiques qui, seules, permettent la générosité et les grands desseins, une volonté d'être nationale servie par un pouvoir prudent, conscient, responsable ; un Etat souverain, dans ses attributions légitimes, et préservé de la tentation propre aux régimes démocratiques et communautaires, qui est de confisquer l'esprit à leur profit². »

Que Thierry Maulnier puisse être monarchiste ne fait donc guère de doute, à l'aune de son engagement dans la Ligue d'Action française et dans le quotidien, au côté de Charles Maurras. Son ouvrage de philosophie politique écrit à la fin des années 1920 et resté inédit exprime aussi un sentiment monarchiste précoce. Que ce monarque soit ensuite, un roi, c'est-à-dire le descendant d'une dynastie, il y a un pas que l'on n'est pas forcé de franchir, bien que Maulnier penchait déjà pour cette solution dans son texte inédit. Sans doute pouvait-on trouver à l'Action française nombre de ligueurs plus monarchistes que royalistes. Frédéric Ogé, dans sa thèse sur l'Action française sous Vichy³, a d'ailleurs bien observé comment Maurras lui-même s'accommode sans difficulté du monarque Pétain, d'un pouvoir concentré en la personne de Pétain et semble remettre à un avenir lointain la restauration. Il s'en accommode d'autant plus que le Prétendant que l'histoire lui propose ne le satisfait guère. Alors, sans doute, Thierry Maulnier et une large partie des animateurs de la Jeune droite se situaient-ils davantage dans cette zone un peu floue entre monarchisme et royalisme.

¹ Pierre Chardon, « Demain la France », in *L'Action française*, 5 juillet 1934.

² Thierry Maulnier, « A la recherche d'une politique française », in *La Revue Universelle*, 15 mars 1935, p.756.

³ Frédéric Ogé, *Le journal L'Action française et la politique intérieure du gouvernement de Vichy*, Thèse soutenue à l'Institut d'Etudes Politiques de Toulouse, 1983, 341 p.

Le fait est, en tout cas, qu'aucun des écrits de Maulnier, parmi tous ceux qu'il publie pendant ses cinq premières années de vie intellectuelle, ne fait référence à la monarchie avant 1935. Il y a bien évidemment dans cette attitude une part de tactique. Le descendant a beau se montrer proche des ouvriers, ouvert aux classes laborieuses et défenseur des libertés, la monarchie fait encore peur à un peuple qui n'attend en fin de compte qu'un chef capable de rétablir un peu d'autorité dans le régime. Willy de Spens dans ses mémoires, explique bien ce qu'ont ressenti les Français au lendemain du 6 février : « Ce que redoutaient les Français, c'était plus une restauration monarchique, sans doute à cause de la présence des camelots du roi à l'avant-garde de l'émeute. “ Il fallait défendre la République ! Ces gens-là voulaient nous imposer un roi ! ” J'ai cent fois entendu ce propos¹. » Dans les années trente, en face du désordre, la monarchie est une solution qui peut apparaître aussi valable qu'une autre pour les Français, mais il s'agit aussi, comme tend à le prouver ce témoignage, d'une solution qui peut faire peur. Du reste, quand la Jeune Droite entre en politique, cela fait trente ans que Maurras essaie en vain de convaincre les Français de la nécessité d'une restauration. Il est dès lors compréhensible que, pour des raisons tactiques, ses descendants préfèrent imposer cette solution aux Français dans le coup de force, plutôt que de les amener progressivement à la conscience que ce régime est nécessaire pour sauvegarder les intérêts de la nation.

En fait, il faut attendre janvier 1935 et le troisième numéro de la *Revue du XX^e Siècle* pour que les quatre principaux animateurs de la Jeune Droite, des deux tendances catholique et politique réunies pour l'occasion, signent en commun un article qui constitue une véritable profession de foi en faveur de la restauration du Comte de Paris sur le trône de France. Cet article paraît un peu moins d'un mois après le lancement du mensuel, le *Courrier Royal*², fondé par le Comte de Paris après d'âpres négociations avec l'Action française. Pour une « politique vivante », c'est-à-dire une politique qui recherche, dans la réalité, des solutions concrètes aux problèmes du temps présent, les jeunes publicistes font sans hésitation confiance au Dauphin, dont ils saluent

¹ Willy de Spens, *Derniers étés*, Paris : La Table Ronde, 1975, pp.44-45.

² *Courrier Royal*, 10 décembre 1934.

l'interview réalisée par Bertrand de Jouvenel pour le *Petit Journal*. « Il apparaît, expliquent-ils, que seule une politique personnelle peut tenter, et réussir, une réconciliation réelle. A nos yeux, il est deux choses valables dans un roi : une *position* qui le range hors du conflit des intérêts particuliers et de leurs brigues ; un *homme* capable, dès lors qu'il est ainsi protégé contre l'ambition ou la crainte, de “*sentir son époque*”. Voici cette position définie, voici cet homme : il est de notre temps, a senti nos angoisses, souffert de nos souffrances. Aux éternels problèmes humains, il apporte une réponse réelle, parce que vraie dans son principe immuable comme l'homme même – vivante dans son incarnation et dans sa forme¹. »

Tout au long de l'année 1935, Maulnier s'efforce de rendre public son choix monarchique. Rendre public est le terme approprié, puisqu'à plusieurs reprises il se détermine en faveur de la monarchie traditionnelle au cours de réunions publiques. Choisir la monarchie, c'est aussi en même temps refuser la dictature en général, et les fascismes en particulier. Les deux affirmations sont étroitement liées. La monarchie est présentée comme la seule chance de rétablir l'autorité de l'Etat sans empiéter sur les libertés fondamentales et surtout, sans faire sombrer la France dans les régimes de type fasciste, dont la Jeune Droite est accusée de préparer l'avènement, par une gauche qui utilise l'antifascisme comme une arme pour la discréditer. Au cours du dîner de la *Revue du XX^e Siècle*, en mars 1935, il tient ainsi le discours suivant : « Je ne viens pas vous rappeler que la rénovation nationale à laquelle nous collaborons n'a rien à voir avec la démocratie. Je viens vous rappeler qu'elle n'a rien à voir avec la dictature. Cette distinction est nécessaire : d'autant plus que nos adversaires de gauche, enveloppant tous leurs ennemis du même qualificatif de fascistes, laissent volontiers entendre que toutes les forces nationales françaises travaillent pour une certaine dictature, pour une certaine nation totalitaire. (...). Il faut que l'exercice de la puissance publique soit soustrait aux ingérences de l'individu, ce qui suppose un Etat indépendant du suffrage, et exclut l'hypothèse démocratique. Il faut que l'exercice des activités individuelles soit soustrait à l'ingérence de l'Etat, ce qui exclut la nation autoritaire, totalitaire et dictatoriale. Des deux côtés, nous nous trouvons donc ramenés

¹ Robert Francis, Jean-Pierre Maxence, Thierry Maulnier et Jean de Fabrègues, « Une politique vivante », in *La Revue du XX^e Siècle*, n°3, janvier 1935, p.7.

à la seule solution possible : la monarchie . La monarchie n'est pas seulement pour nous la dernière chance de la collectivité française menacée, la dernière chance de l'autorité, la dernière chance de l'ordre : elle est aussi, elle est surtout la dernière chance de la liberté¹. »

Maulnier tient des propos à peu près semblables en conclusion d'une conférence sur le fascisme, organisée sous la présidence de Jacques Bainville². Comparée au fascisme qui constitue aussi une tentative de restauration de l'autorité de l'Etat, mais adaptée aux mœurs italiennes, la monarchie est la forme institutionnelle qui correspond le mieux à l'esprit français. « Le régime politique et social qui est en principe le meilleur est aussi celui qui s'applique le mieux au tempérament de la France : la monarchie. Les exigences de l'histoire et celles de la raison, celles de l'autorité et celles de la liberté, celles de la justice sociale et celles de l'ordre s'accordent pour la réclamer³ ». L'aboutissement logique de cette profession de foi publique en faveur de la monarchie et du Comte de Paris, prêt à prendre le pouvoir pour défendre les intérêts de la nation et réaliser le programme fixé par la Jeune Droite, c'est l'entrée de Maulnier et de ses camarades au sein de la rédaction du *Courrier Royal*.

Au côté du Comte de Paris

En 1935, le Prétendant n'est plus un inconnu pour les animateurs de la Jeune Droite. Thierry Maulnier l'a rencontré au début des années trente au Manoir d'Anjou, en Belgique, en compagnie de Robert Brasillach et José Lupin. Jean de Fabrègues s'est fait présenter à lui par le marquis de Vilaine en février 1930, au moment de sa rupture avec Charles Maurras. Les dissidents maurrassiens et les nouvelles relèves qui évoluent à la marge de l'Action française constituent alors une cible de choix pour un Prétendant, qui essaie de prendre ses distances avec le mouvement de Charles Maurras en développant sa propre propagande et les organes de presse dédiés. Le Comte de

¹ Thierry Maulnier, « Dernière chance de la liberté. Allocution prononcée au dîner de la Revue du XX^e Siècle », in *La Revue du XX^e Siècle*, n°5, mars-avril 1935, pp.8-10.

² « Thierry Maulnier parle du fascisme sous la présidence de Jacques Bainville », in *L'Action française*, 24 novembre 1935.

³ Thierry Maulnier, « Le fascisme et son avenir en France », in *La Revue Universelle*, 1^{er} janvier 1936, p.26.

Paris s'engage alors dans l'activisme militant en s'appuyant sur des idées révolutionnaires proches de celles de la Jeune Droite. Dans ce contexte, le journal *Le Courrier Royal*, qu'il fonde en décembre 1934 est « la plus complète des entreprises du Prince. Il est au cœur de la constitution d'un véritable parti du prince, comme jamais plus le comte de Paris ne le réalisera. Il est aussi la pointe du combat contre l'AF, sa pointe la plus sensible, celle de la rivalité éditoriale, insupportable pour Maurras, car elle touche au cœur même du dispositif de son mouvement¹ ». Le *Courrier Royal* est donc lancé après d'âpres négociations avec l'Action française et Charles Maurras, qui se sentent menacés par l'initiative du Prince. Le passage du journal mensuel à une formule hebdomadaire en août 1935 attise la colère de l'Action française qui obtient que le *Courrier Royal* fasse l'objet d'une censure préalable par ses soins avant chaque parution. Dans le même temps, les maurrassiens s'emploient à noyauter le journal en suggérant de nouveaux collaborateurs ou en essayant d'imposer leurs articles, de sorte que 35 % environ des 60 collaborateurs réguliers identifiés du *Courrier Royal* subissent l'influence directe de Maurras².

Pour la Jeune droite, le *Courrier Royal* constitue un point de chute après l'interruption quasi simultanée de la *Revue du XX^e Siècle* et 1935³, et juste avant la fondation de la revue *Combat*. On y retrouve donc les signatures de Jean de Fabrègues, Jean Loisy, Jacques Saint-Germain, et dans une moindre mesure, Jean Saillenfest, Serge Jeanneret⁴, Claude Alby, Emile Vaast, Charles Mauban et Jean Daujat pour la Jeune

¹ Bruno Goyet, *Un rôle en politique : Henri d'Orléans, Comte de Paris 1908-1940*, thèse de doctorat d'histoire, sous la direction de Serge Berstein, IEP de Paris, 1996, p.344 Pour une histoire détaillée du *Courrier Royal* et de sa difficile fondation, et une biographie du Comte de Paris, le lecteur peut consulter cette thèse et l'ouvrage qui en a été tiré : Bruno Goyet, *Henri d'Orléans, Comte de Paris (1908-1999). Le prince impossible*, Paris : Odile Jacob, 2001. Avec plus de réserves l'ouvrage de Jean Bourdier, *Le Comte de Paris : un cas politique*, Paris, La Table Ronde, 1965, 229 p. Et les mémoires du Comte de Paris lui-même : Henri d'Orléans, Comte de Paris, *Mémoires d'exils et de combats*, Paris, M. Jullian, 1979, 367 p.

² Bruno Goyet, *Un rôle en politique : Henri d'Orléans, Comte de Paris 1908-1940*, op. cit., p.348

³ Thierry Maulnier est avisé par un courrier du 30 juillet 1935, émanant de la Société d'Éditions Littéraires et Artistiques, que sa collaboration à 1935 doit prendre fin à compter du 31 juillet 1935, date de la parution du dernier numéro de la revue. Lettre datée du 30 juillet 1935, Fonds privé Thierry Talagrand.

⁴ Né le 2 novembre 1911 à Paris. Élève de l'École normale de la Seine et instituteur de l'enseignement public à l'école communale située rue Alexandre Dumas à Paris. C'est le spécialiste des problèmes d'éducation au sein de la Jeune Droite qu'il fréquente depuis 1935 et la *Revue du Siècle* (il a collaboré par exemple au numéro 8 de décembre 1933 sur « l'École, la Personne et la Vie nationale »). Il est l'un des dirigeants-fondateurs de l'*Union Corporative des Instituteurs*, UCI, affiliée à l'*Union des Corporations Françaises*, dont les responsables de l'Action française ont favorisé la création pour attirer vers eux les élites intellectuelles après avoir constaté que la propagande corporatiste dans les milieux ouvriers ne fonctionnait pas. Créée en 1933, les statuts de l'UCI seront déposés en Préfecture de Police le 26 décembre 1935. Elle est composée d'instituteurs et de professeurs, à tendance royaliste bien entendu, qui ont pour but de défendre l'esprit patriotique dans l'enseignement public. A

droite catholique ; tandis que, pour la jeune droite politique, arrivent Thierry Maulnier et Lucien Rebatet qui sont quasiment les seuls collaborateurs réguliers. Michel Dard, Claudine Chonez et Claude Roy y publient quelques articles sans grande importance¹. Le *Courrier Royal*, qui lui verse entre 300 et 750 francs en fonction des mois, permet ainsi à Thierry Maulnier de récupérer une partie des pertes de revenus subies par la disparition de 1935. Il faut mentionner enfin deux absences de poids dans cette nouvelle entreprise, celles de Jean-Pierre Maxence, qui s'investit au même moment dans la ligue de la Solidarité Française, et celle de Robert Francis, qui a suivi son frère au sein de cette ligue et se consacre de plus en plus à sa carrière littéraire.

Thierry Maulnier publie son premier article dans le quinzième numéro du *Courrier Royal*, le 12 octobre 1935, sur le thème du Manifeste des intellectuels pour l'Occident. A cette date, le journal du Comte de Paris est un hebdomadaire de huit pages, qui va bientôt passer à 12 pages et dont le succès est forcément embarrassant pour l'Action française puisqu'il tire jusqu'à 70.000 exemplaires, et dispose d'un fonds de 23.000

ce but principal s'ajoutent l'instauration des études classiques dans l'enseignement primaire, de la collaboration de l'école et des familles, de l'école et des métiers et l'instauration de l'organisation corporative de l'université. Le quotidien royaliste signale plusieurs fois ses activités en 1933. Serge Jeanneret en est le Président, Jean Patureau le Secrétaire et Jean Busigny le trésorier ; Jeanneret et Busigny étant connus des Renseignements Généraux pour avoir appartenu au CSAR. Dans leur local de la rue de Rocroy, les visiteurs de l'UCI ne sont admis que sur convocation écrite. Les samedis dimanches, les militants de l'UCI qui sont une quarantaine en tout, « organisent des sauteries auxquelles prennent part leurs femmes. On les entend parfois chanter la Royale et crier Vive le Roi » (Rapport confidentiel du Préfet de Police de Paris à la Direction de la Sûreté Générale du Ministère de l'Intérieur en date du 28 mars 1934). L'UCI organise aussi des conférences sur les thèmes « Les fondateurs de l'Ecole laïque », « La franc-maçonnerie et l'enseignement », « L'enseignement dans l'ancienne France », « L'orientation professionnelle », « Quelques erreurs pédagogiques »..., des réunions privées et des représentations artistiques. Serge Jeanneret collabore aussi aux périodiques *L'Ecole Française* et *L'Education physique*. Il est l'auteur d'un « Cahier de Combat » consacré à *L'Ecole et l'esprit public* (n°4, août-septembre 1938, 22 p.) et de deux ouvrages intitulés *La Vérité sur les instituteurs*, et *L'Ecole et l'esprit civique*, publiés en 1941 et 1943. Sous l'occupation il donne des articles dans la *Revue Universelle*, *Idées*, revue dirigée par René Vincent, et *Combats*, revue de la milice, dirigée par Henry Charbonneau et dont il est avec Pierre Andreu le seul collaborateur ayant fait partie de la Jeune Droite. Il écrit aussi dans la presse collaborationniste parisienne, au *Matin*, au *Cri du Peuple*, à *Je Suis Partout* et à *Révolution nationale*, tout en faisant partie en même temps de la résistance. Il est membre pendant six mois, en 1942, du cabinet d'Abel Bonnard, Ministre de l'Education nationale de Laval, en tant que Chef de cabinet adjoint. En 1943-1944, il est aussi conseiller à la Fondation Alexis Carrel pour l'étude des problèmes humains. Il obtient la Croix de Guerre 1939-1945 et la Croix du Combattant volontaire de la Résistance. Après la Libération, il milite successivement dans plusieurs partis : à l'Action Républicaine et Sociale en 1952 ; au mouvement Pujade où il succède à Camille Fégy comme rédacteur en chef de la *Fraternité Française* de 1954 à 1958 ; au Comité Tixier-Vignancour ; au Front National, dont il est l'un des fondateurs en 1972, responsable de la Fédération de Paris-Est, Conseiller Régional d'Ile-de-France et Vice-Président du Groupe Front National en 1986. Il est aussi Directeur de Cabinet de Bernard Lafay, Secrétaire d'Etat entre 1969 et 1972.

¹ Parmi les animateurs de la Jeune droite, les quatre collaborateurs les plus assidus sont Maulnier, qui y signe 68 articles, Jean de Fabrègues, Jean Loisy et Jacques Saint-Germain.

abonnés¹. En dehors de la Jeune droite, une dizaine de collaborateurs sont issus de l'Action française, parmi lesquels Jean Héritier, Jean Ploncard d'Assac, René Bailly, Pierre Chardon et les dessinateurs Benjamin Guittoneau (Ben) et Ralph Soupault. Auxquels il faut ajouter Emmanuel Beau de Loménie, René Vanlande, spécialiste de politique étrangère, Marcel Chaminade, Philippe Orcerolles, Michel Fontgrave et Guy Mollat du Jourdin, proches du Comte de Paris, qui s'occupent plus spécifiquement d'économie, mais aussi quelques écrivains célèbres comme Abel Bonnard, Henry Bordeaux, Georges Bernanos, André Maurois ou encore Georges Simenon qui signe quelques nouvelles. André Voisin, secrétaire du Comte de Paris dans son bureau de Bruxelles, apporte avec Jacques Saint-Germain et quelques autres, sa connaissance des problèmes corporatifs au sein de la page consacrée aux *Métiers Français*. Les *Métiers Français* sont en fait une organisation dédiée à la promotion du corporatisme, fondée par le Comte de Paris. Le rédacteur en chef du *Courrier Royal* est Louis Salleron², qui débute par là même son compagnonnage avec une Jeune Droite, qui est donc loin d'être majoritaire au sein du journal. Spécialiste en devenir du corporatisme agricole, il tient pourtant au sein du journal la rubrique du « Courrier des livres » et donne accessoirement quelques articles politiques. Enfin, les animateurs de la Jeune Droite collaborent à une page créée spécialement pour eux, et dédiée au débat d'idées, qui s'intitule « Questions du jour », du nom du premier support créé par le Comte de Paris en 1934. L'article publié par la direction du *Courrier Royal* pour la fondation de cette page montre bien la volonté du Comte de Paris de se rapprocher des jeunes équipes

¹ Selon Olivier Dard, « les archives nous indiquent que le *Courrier Royal* a connu une progression constante de son tirage jusqu'à 1938. Chiffré à 40 000 en mai 1936 pour 10 000 abonnés (note du 22 mai 1936), le tirage monte à 60 000 exemplaires en octobre 1937 pour 23 000 abonnés situés pour l'essentiel en Bretagne, dans les Pays de la Loire et en Alsace (note du 8 octobre 1937), pour culminer à 70 000 au printemps 1938 (note du 21 mai 1938). Quelques mois plus tard, le journal se trouve dans de graves difficultés financières ». (in Olivier Dard, *Le rendez-vous manqué des relèves des années 30*, op. cit., p.221). Bruno Goyet cite un tirage de 100 000 exemplaires pour 50 000 abonnés, mais il dit lui-même que ce chiffre doit être pris avec des réserves, car la rédaction du journal avoue elle-même que le nombre des exemplaires non vendus est important (Bruno Goyet, *Un rôle en politique : Henri d'Orléans, Comte de Paris 1908-1940*, op. cit., p.351).

² Né en 1905, Louis Salleron a fait des études en droit. Il s'est passionné très tôt pour l'agriculture, qui constitue le thème de son premier ouvrage *Un régime corporatif pour l'agriculture*, publié en 1937. Spécialiste du corporatisme agricole, il fait partie des responsables de l'Union Nationale des Syndicats Agricoles. En 1938, il devient professeur d'économie politique à l'Institut Catholique de Paris où il a fait ses études. Il collabore à de nombreuses publications, au *Jour de Léon Bailby*, à *Question du Jour* et *Carrefour*, créées par le Comte de Paris. Louis Salleron est, de tous les membres de la Jeune Droite, celui qui a le plus tenté de donner une forme vivante à ses idées, notamment en conseillant les milieux professionnels. Voir : Guillaume Gros, « Le corporatisme de Louis Salleron », in *Le corporatisme dans l'aire francophone*, études réunies par Olivier Dard, Berne, Peter Lang, 2011, pp.49-63.

révolutionnaires, en s'affirmant dans la différence avec un Maurras devenu beaucoup plus conservateur avec le temps. « L'esprit de la jeunesse sentira dans la liberté grande qui lui sera réservée ici, un signe de compréhension et d'amitié. L'équipe du *XXe siècle* qui, dans une revue vivante et combative, a depuis plusieurs années montré tant de talent et de franchise, a décidé de supprimer cette revue pour apporter sa collaboration. C'est ainsi que nos lecteurs trouveront les signatures de MM. Jean de Fabrègues, Thierry Maulnier, Jean Loisy, etc... A tous les autres groupes, à toutes les autres équipes, cette page est également ouverte¹. »

Dans ses 68 articles pour le *Courrier Royal*, Maulnier réaffirme avec constance son choix monarchique et s'efforce d'approfondir sa critique de la démocratie, en s'appuyant sur des arguments proches de ceux qu'il a développés à la fin des années 1920, dans son essai de philosophie politique non publié. Autant le dire tout de suite, sa critique de la démocratie emprunte beaucoup à Maurras et se fonde d'abord sur la dénonciation du « gouvernement du nombre ».

Dans un régime démocratique, le pouvoir appartient théoriquement au peuple, qui l'exprime par l'exercice du droit de vote. Théoriquement seulement, car Maulnier voit dans le principe du suffrage universel, une vaste supercherie, un habile stratagème, grâce auquel le peuple a pu croire qu'il était souverain, pour la raison qu'il avait la possibilité d'élire ses représentants, de voter ses lois et donc de choisir son avenir. « L'Etat démocratique substitue au citoyen libre le citoyen souverain, c'est-à-dire du même coup le citoyen-esclave, chaque individu payant le droit de manifester sa volonté par l'obligation de subir, également sans contrôle, celle de la majorité de ses compagnons de royauté et de servage. Admirable marché de dupes : la volonté d'un Français exerce un pouvoir dérisoire sur dix millions d'autres Français, mais ces dix millions de Français pèsent du poids de leur dix millions de volontés sur cet homme prétendu libre². » La démocratie consacre le pouvoir du nombre sur l'individu qui abandonne sa liberté pour un esclavage consenti. L'exercice du vote tend donc naturellement au despotisme. Mais rien ne prouve par ailleurs que le gouvernement du

¹ in *Courrier Royal*, n°23, 7 décembre 1935.

² Thierry Maulnier, Jean-Pierre Maxence et Robert Francis, *Demain la France*, op. cit., p.161.

plus grand nombre s'apparente à l'intérêt général. Pour Maulnier, la démocratie repose sur une erreur fondamentale qui est la confusion entre la volonté générale, exprimée par le suffrage universel, et l'intérêt général. L'intérêt de la nation ne se confond pourtant pas avec la somme des intérêts particuliers que l'on résume généralement sous l'expression de volonté générale. En démocratie, la volonté générale est soumise au changement régulier puisqu'elle dépend du résultat des élections, qui est lié lui-même aux hommes et à leurs envies du moment. En comparaison, l'intérêt de la nation est chose quasiment invariable. Il réclame de la durée et ne se modifie que lentement à travers les générations. Il en résulte que le suffrage universel n'est pas l'expression du Bien commun, mais une représentation de l'état des forces et des attentes d'une société au moment du vote. « Du point de vue de la morale politique, affirme Maulnier, le suffrage majoritaire n'est qu'une des formes du gouvernement de la force, et il n'y a aucune raison de le juger supérieur à quelque autre tyrannie¹. » La démocratie, régime de la foule, est aussi le gouvernement de l'opinion. « L'opinion est par nature instable, capricieuse, vite découragée, et c'est pourquoi nous ne croyons pas au régime qui se fonde sur elle². » Ne serait-ce que parce que les gouvernements démocratiques, soumis aux variations de l'opinion, sont éphémères et n'ont par conséquent pas le temps de s'attaquer aux véritables problèmes, qui demandent une action à long terme. « Puisqu'ils sont instantanés, ils manquent d'audace ; puisqu'ils sont improvisés, ils ont tendance à ne rien innover, à profiter du peu d'expérience et du peu de résultats acquis par leurs prédécesseurs, à accepter les habitudes et les routines du gouvernement. (...). Alternance des partis, surenchère des programmes, instabilité et brièveté des gouvernements, souveraineté d'une opinion capricieuse : tout, dans la démocratie, est soumis au changement, impuissance, irresponsabilité, laisser-aller, routine, tout y tend à l'immobilité. (...). Le personnel politique de la démocratie va changer : la démocratie ne changera pas³. » Un gouvernement démocratique tend à accomplir ce que demande l'opinion pour se maintenir au pouvoir, alors qu'il devrait au contraire s'en défier. Bien plus, le système électoral fondé sur l'élection soumet les gouvernements à la loi de la surenchère ; la victoire allant au parti qui promet le plus.

¹ Thierry Maulnier, « Volonté populaire », in *Courrier Royal*, n°56, 25 juillet 1936.

² Thierry Maulnier, « Le caprice de l'opinion », in *Courrier Royal*, n°33, 15 février 1936.

³ Thierry Maulnier, « La Victoire de la logique », in *Courrier Royal*, n°45, 9 mai 1936.

Mais au-delà, se demande Maulnier, le peuple est-il réellement souverain dans un régime démocratique. Même pas, répond-il, car la démocratie française est représentative en raison du nombre trop important de citoyens, de sorte que le pouvoir est exercé par des mandataires choisis par le peuple. Dans la réalité, la démocratie subit une nouvelle dénaturation et le peuple est de nouveau dépossédé de son pouvoir. Les élus pour lesquels le peuple vote sont ceux que les partis lui proposent. Ses mandataires ne sont donc jamais que les défenseurs des intérêts de leurs partis et donc des puissances d'argent auxquels ces partis sont attachés. La démocratie parlementaire, régime qui consacre la défense des intérêts des plus puissants, n'est en fin de compte qu'une vulgaire ploutocratie. C'est la raison pour laquelle Maulnier donne cette définition à la démocratie : « C'est le régime où toute distinction sociale étant considérée comme abolie, hors celle de la richesse, le pouvoir théorique est fondé sur le suffrage et le pouvoir réel sur l'argent¹. » Pour Maulnier, démocratie et capitalisme se confondent. De la même manière que le capitalisme favorise l'accumulation du capital entre les mains des classes détentrices du capital, la démocratie, par l'intermédiaire du vote, transmet le pouvoir du peuple soi-disant souverain aux représentants des classes les plus favorisées. Derrière une démocratie formelle, se maintient en réalité un régime oligarchique. La critique pertinente que développe Maulnier ne l'amène cependant pas à s'interroger sur les bienfaits éventuels d'une démocratie directe, où le peuple est amené à exercer davantage le pouvoir. La démocratie, qu'elle soit représentative ou non, est une forme de gouvernement définitivement viciée à ses yeux. La représentation ne fait qu'accentuer le mal. Dans un régime soumis aux partis, Maulnier considère qu'aucun élu ne peut être indépendant, et qu'ils sont tous soumis à la défense d'un intérêt particulier, d'un lobby, d'une puissance, ce qui fait la part belle au conservatisme et à l'immobilité. A travers les partis, ce sont les différentes factions qui s'affrontent sans cesse, car la démocratie excite les oppositions en leur permettant de se confronter, au lieu de les atténuer et de les arbitrer. La démocratie est donc le règne de l'anarchie.

¹ Thierry Maulnier, « Les Trois grandes démocraties », in *Combat*, n°18, octobre 1937.

Dans ces derniers développements sur le système représentatif, Thierry Maulnier se montre étonnamment proche de la pensée de Rousseau, sans jamais le citer. Il est facile d'en deviner les raisons. Pour Rousseau, la souveraineté populaire ne peut être aliénée au travers de la représentation, auquel cas il s'agit, tout simplement, d'une abdication. Le régime représentatif dépossède le peuple de son pouvoir et en fait un esclave. Ce qui sépare Maulnier de Rousseau, est qu'il ne reconnaît pas la valeur de la démocratie directe, pour la raison que le pouvoir y demeure aux mains des foules « capricieuses », alors que la gestion de l'Etat exige de la constance.

De ce qui vient d'être dit, il en découle que la démocratie libérale n'est pas le régime qui offre le plus de liberté aux citoyens. Les démocrates ont réussi à faire croire au peuple que la démocratie se confond avec l'exercice de la liberté. Maulnier y voit un mythe. C'est cette mystification libérale que Maulnier tente de déconstruire dans un cahier de la collection « Présences » dirigé par Daniel-Rops et intitulé *La France veut la liberté*¹. « Il nous faut lutter, explique-t-il, contre les mythes pour sauver les réalités analogues qu'ils recouvrent et qu'ils obscurcissent. (...) la critique du libéralisme n'est tolérable que comme un acte d'amitié pour la liberté² ». Pas question donc d'attaquer le libéralisme pour défendre les dictatures, qui font fausse route en substituant à la philosophie libérale des valeurs d'ordre, de discipline et de race qui sont tout aussi mystificatrices. Mais pour autant, « nous devons admettre que le mythe idéaliste de la liberté a été tout le contraire d'une première étape dans la conquête de la liberté réelle ou d'une possibilité politique ouverte à cette conquête : une immense dérivation, dans une voie sans issue, de l'obscur volonté de libération qui animait les foules de la société moderne, un obstacle gigantesque élevé sur la voie de toute libération réelle, un immense artifice historique grâce auquel la volonté de millions d'hommes d'incarner dans les institutions sociales plus de liberté s'est trouvée, en fin de compte, travailler à leur propre asservissement³. » L'idéologie libérale, en économie comme en politique, n'a été que le « camouflage » qui a permis à une caste de privilégiés de s'emparer, tant

¹ Thierry Maulnier, « La Démocratie contre la liberté », in Collectif, *La France veut la liberté*, Paris, Plon, Présences, 1938, pp.90-106.

² *Ibid.*, p.92.

³ *Ibid.*, p.95.

du capital que des institutions sur lesquelles est assis son pouvoir. Ce stratagème a été rendu possible grâce à la confusion qu'a entretenue la bourgeoisie industrielle naissante, entre le mythe libéral et la liberté réelle. Autrement dit, le mythe libéral s'est appuyé sur les revendications de liberté présentes dans le peuple, pour créer les conditions de son oppression.

Puisque le mythe libéral institue en fin de compte la domination d'une partie de la société sur les autres, il est dans la nature de la démocratie de tendre vers la dictature : « Il n'est pas prouvé que le gouvernement du grand nombre soit, par nature, plus respectueux des individus et moins despotique que le gouvernement du petit nombre ou d'un seul. La démocratie est le gouvernement d'un parti. Une fois ce parti installé au pouvoir, quelle responsabilité, quelle institution, quelle morale politique peut l'empêcher d'abuser du pouvoir. Peut-être sera-t-il un jour remplacé par un autre parti, également dictatorial. Mais la liberté ne consiste pas dans la succession des arbitraires. (...) Là se mesure l'erreur de la démocratie qui fait consister la "liberté" dans le droit pour les citoyens de se choisir un gouvernement – si tant est que vraiment ils le choisissent – alors que la vraie liberté n'est pas pour le citoyen n'est pas de se choisir un gouvernement, mais de garder à l'égard du gouvernement le plus d'autonomie possible. La théorie de la vraie liberté est une théorie des franchises, non une théorie des pouvoirs¹. » Au demeurant, Maulnier, qui est, ne l'oublions pas, un ardent défenseur du corporatisme, trouve la preuve de cette tendance libéricide du libéralisme démocratique dans la loi Le chapelier, qui interdit aux travailleurs de s'associer pour défendre des intérêts communs. De fait, la démocratie a accru de manière considérable les libertés idéales, bien résumées dans les Droits de l'homme, au détriment des libertés réelles, qui n'existent quasiment pas. Ainsi, pense-t-il, « c'est une vue de l'esprit infiniment trop théorique, que de mesurer le degré de liberté ou de tyrannie propre à un certain régime au nombre des actes que ce régime autorise ou interdit ; il est à peu près indifférent que la loi accorde certaines libertés à tous les individus, si la structure de la société et l'état des forces dans la société ne permettent l'exercice de ces libertés qu'à certains. L'hypocrisie propre de la société libérale est qu'elle interdit en fait beaucoup de ce qu'elle permet légalement, qu'elle contraint

¹ Thierry Maulnier, « L'agonie de la liberté », in *Courrier Royal*, n°35, 29 février 1936.

matériellement des millions d'hommes à subir ce que légalement ils sont libres de refuser¹. » Pour dire le vrai, « la liberté est un mot dont il faut réapprendre le sens² ».

Face à la démocratie, mélange d'anarchie et de tyrannie des privilégiés, Maulnier oppose bien entendu la monarchie, synthèse réussie entre l'ordre vivant et la liberté réelle. La monarchie, pouvoir fort, est le seul recours français contre la dictature et les fascismes, que Maulnier assimile à des tendances paroxystiques de la démocratie. Les fascismes sont des démocraties qui, pour être plus fortes, ont renoncé à la division qui constitue leur état naturel, en réalisant l'unité nationale par l'unanimité sous la contrainte et la violence. Pour Maulnier, en effet, « rien n'est plus éloigné de la dictature fasciste, si l'on entend par là la dictature totalitaire d'un parti sur la nation devenu le maître de la nation, qu'une institution royale dont le principe est l'arbitrage, et qui n'est mise au-dessus du suffrage que pour être mise au-dessus des intérêts et des factions. Pouvoir fort, une telle monarchie rend un fascisme éventuel inutile, puisque le fascisme ne naît que du désordre économique et politique, et de la faiblesse anarchique de la démocratie ; pouvoir fort, elle rend ce fascisme impossible, parce qu'elle a en mains les moyens de le décourager³. » Dans le *Courrier Royal* comme dans ses articles précédents, Maulnier affirme un refus catégorique du fascisme, autant que de la démocratie libérale. Ce sont en réalité les régimes des masses qu'il condamne. A l'opposé, « l'une des grandeurs de la monarchie est de ne point céder à la rage d'unification qui sévit dans tous les régimes totalitaires, d'opposer à l'absurde monisme social qui fait que tout émane de l'Etat ou tout des individus le sage dualisme qui sépare les individus et l'Etat dans leur rôle, et restitue chacun à sa juste fonction. Le citoyen, pour être libre, n'a pas besoin de s'identifier à l'Etat ; l'Etat, pour être fort, n'a pas besoin d'anéantir les libertés civiles. (...). Seule, la monarchie, indépendante du suffrage, peut réaliser l'apparent miracle du citoyen libre dans l'Etat souverain⁴. »

¹ Thierry Maulnier, « La Démocratie contre la liberté », in Collectif, *La France veut la liberté, op. cit.*, p.103.

² Thierry Maulnier, « La Liberté en péril », in *Courrier Royal*, n°48, 30 mai 1936.

³ Thierry Maulnier, « Monarchie et fascisme », in *Courrier Royal*, n°31, 1^{er} février 1936.

⁴ Thierry Maulnier, « Miracle de la monarchie », in *Problèmes actuels*, « A travers plans et programmes, voici le Roi », sans date, p.2. Une autre plume de la Jeune Droite apparaît dans cette publication, Jacques Saint-Germain, pour une interview du Comte de Paris. (pp.39-46).

L'autre raison pour laquelle la solution monarchique s'impose d'elle-même, est dans la réconciliation entre les Français qu'elle doit permettre. L'une des mystifications à l'œuvre en 1936, que Maulnier entend dénoncer, est l'union nationale ou l'union sacrée à laquelle les partis appellent les Français face à la crise. La dénonciation du mythe de l'union nationale occupe de larges colonnes dans les articles que donne Maulnier pour le *Courrier Royal*¹. Il prévient : « L'Union sacrée n'est vraiment féconde que si elle se manifeste dans tous les moments de la nation, et non pas seulement dans les plus tragiques. Et, pour qu'elle soit durable, il faut qu'elle résulte non d'un appel éphémère et révoquant à l'opinion des individus, mais de la structure nationale, des lois, des chefs eux-mêmes. Une vraie politique nationale fait l'union autour d'elle, elle n'attend pas l'union, elle ne dépend pas de l'union. L'unité nationale qui compte n'est pas celle qui répare les fautes des gouvernements, mais celle qui inspire leurs actes². » Autrement dit, ce n'est pas aux Français à réparer les fautes des responsables politiques en acceptant, pendant la durée de la crise, de mettre en sommeil leur attente de changement. L'union nationale préconisée par les partis de la gauche socialo-communiste, comme par les partis de la droite conservatrice, ne peut régler aucun des problèmes soulevés par la crise du temps présent. Ce n'est pas l'union des Français qui doit apporter une solution à leur problème, c'est au contraire l'adoption de la solution capable de résoudre leur problème qui doit créer leur union. Le roi seul peut construire cette réconciliation des Français, car il est indépendant de la volonté générale, indépendant des partis qui n'existent plus dans le système monarchique, indépendant des intérêts économiques, représentés eux dans les corporations qui n'ont qu'un rôle d'information auprès de l'exécutif. Le roi est enfin indépendant de l'arbitraire de l'opinion, puisqu'il représente le parti de la nation. Le roi est aussi le seul à pouvoir régler définitivement le problème social puisqu'il n'a aucun autre intérêt à défendre que celui de la nation, dont il veut le prestige et la puissance. Sa mission est dans la perpétuation de la civilisation dont il est le dépositaire. « Le Roi est attaché à son peuple par la double chaîne de son ascendance

¹ De la même manière, dans la revue *Combat*, les animateurs de la Jeune Droite attirent l'attention des Français sur cette manœuvre des hommes politique à l'approche de la guerre. On peut citer par exemple les articles suivants : Thierry Maulnier, « Le Mythe de l'union », « Communisme d'union nationale », « Union nationale » dans le *Courrier Royal* des 14 décembre 1935, 8 février et 14 mars 1936.

² Thierry Maulnier, « Union nationale », in *Courrier Royal*, n°37, 14 mars 1936.

et de sa descendance, également solidaires de tous les moments de la patrie et, tandis que ce peuple se soucie surtout de sa condition actuelle, le Roi se souvient et prévoit. Le miracle de la monarchie est dans l'admirable coïncidence qu'elle établit non seulement entre l'Homme et l'Etat, mais entre l'Homme et l'Histoire, c'est-à-dire entre l'Homme et la réalité profonde et permanente de la nation. Ainsi, pour ceux que le mot de démocratie charme encore, le Roi se trouve être l'élu d'une sorte de démocratie idéale, celle où le destin de la nation ne coïncide plus avec l'opinion momentanée d'une génération passagère, celle où le Souverain, porté comme à la pointe des siècles, en appelle du présent à l'avenir et au passé, et bénéficie à la fois du suffrage des Français et du consentement des morts. Admirable synthèse – et sans doute la seule possible – du personnel et du collectif, de l'autorité et des libertés, de la tradition et du progrès nécessaire, la monarchie s'oppose ainsi aux divisions de notre temps non comme la domination d'une majorité ou d'une caste, mais comme la plus haute expression des intérêts communs de la nation et l'arbitre de ses intérêts antagonistes ; non comme le gouvernement d'une opinion ou d'une heure, mais comme le plus haut symbole d'une réalité nationale historique dans tous ses moments de durée¹. » La monarchie concentre toutes les chances, pour ne pas dire les dernières chances, de la France pour l'avenir.

Au *Courrier Royal* comme à l'Action française ou dans les revues de la Jeune Droite, Maulnier poursuit son œuvre de rénovation lente du maurrassisme, ajoutant ici, supprimant là, mais en restant en fin de compte totalement indépendant des querelles de chapelle qui se manifestent autour de lui. La crise qui éclate entre l'Action française et le Prétendant en 1937, avec à son apogée, la publication du manifeste du duc de Guise le 22 novembre et la mise au point du Dauphin dans le *Courrier Royal*, donne une nouvelle preuve de la fidélité de Maulnier et de la majeure partie de la Jeune Droite, que l'on a pourtant pris l'habitude de qualifier de dissidente, à Maurras et l'Action française². Au cours du second semestre de 1937, ce sont vingt et un

¹ Thierry Maulnier, « Miracle de la monarchie », art. cit., p.2.

² On notera au passage que l'attitude de l'Action française est approuvée globalement par les militants du mouvement qui « se montrent très mécontents de l'attitude du Comte de Paris, qu'ils considèrent comme un renégat. L'abonnement à *Courrier Royal* va de nouveau être interdit aux ex-membres de la Ligue » (rapport de la Direction des renseignements généraux, daté du 25 novembre 1937, Archives de la Préfecture de Police de Paris.

collaborateurs réguliers du *Courrier Royal*, que l'on peut considérer proches de l'Action française, qui respectent les consignes données par Maurras en quittant définitivement le journal du Comte de Paris. Parmi eux se trouve Thierry Maulnier dont le dernier article paraît dans le numéro 100 du 29 mai 1937. Louis Salleron, le rédacteur en chef et Jean de Fabrègues partent après le numéro 119 du 9 octobre 1937, tout comme Lucien Rebatet. Seuls Jacques Saint-Germain et Jean Loisy poursuivent leur collaboration, le premier jusqu'au printemps 1938, et le second jusqu'au mois de décembre 1938. Le départ de Jean de Fabrègues, en contradiction avec sa rupture avec l'Action française de 1930, est le plus surprenant. Tout comme celui de Louis Salleron qui, parmi tous les membres de la Jeune droite est sans doute celui qui a eu l'engagement le moins durable avec l'Action française. Il a adhéré un moment au mouvement mais n'y a jamais été très engagé, « parce que cela ne correspondait pas tout à fait à ce qu'il désirait : c'était trop restreint comme horizon politique, (...), les questions économiques étaient sous-estimées¹. » Mais ces deux départs montrent que les animateurs de la Jeune droite n'ont aucune hésitation lorsqu'il s'agit de choisir entre Maurras et le prétendant. Malgré l'éloignement, il reste l'admiration pour Maurras et son œuvre politique et littéraire, qui est durable pour tous ces jeunes gens, et qui se manifeste dans les moments de crise que connaît l'Action française. Louis Salleron, par exemple, n'hésite pas à écrire dans le *Courrier Royal* en avril 1937, dans une chronique consacrée aux derniers ouvrages de Maurras : « Que Charles Maurras n'ait point cédé dans la lutte apparemment inégale qu'il mène depuis cinquante ans contre toutes les formes de mensonges qui minent la cité, c'est un beau spectacle et c'est une belle leçon. Bien loin de sombrer dans le désespoir, son réalisme prend je ne sais quelle couleur nouvelle d'invincible espérance². » L'aventure du *Courrier Royal* n'en demeure pas moins un nouvel échec pour la Jeune droite et pour Maulnier qui poursuit son vagabondage d'un groupuscule à un autre.

BA 2050, dossier Action française) et « Depuis la publication du manifeste du Comte de Paris, les lettres affluent au siège de l'Action française approuvant l'attitude des dirigeants de la rue du Boccador et critiquant le geste du prétendant au trône de France. La plupart sont accompagnées de sommes d'argent » (rapport de la Direction des renseignements généraux, daté du 1^{er} décembre 1937, Archives de la Préfecture de Police de Paris. BA 2050, dossier Action française).

¹ Réponse de Louis Salleron à l'enquête de Gilbert Ganne, « Qu'as-tu fait de ta jeunesse ? », in *Arts*, n°564, du 18 au 24 avril 1956.

² Louis Salleron, « Quatre livres de Charles Maurras », in *Courrier Royal*, n°92, 3 avril 1937.

Avec la Solidarité française : le militantisme ligueur

Pour Maulnier, les partis sont l'expression d'un parlementarisme en pleine désagrégation. Ils font partie de l'ancien cadre politique qui est appelé à disparaître en même temps que les institutions républicaines et l'avènement souhaité de la monarchie. La révolution ne peut donc s'opérer à l'intérieur des partis existants. C'est la raison pour laquelle il dénonce aussi les manœuvres que mènent les Jeunes Radicaux et les néo-socialistes – qu'il appelle fascistes de gauche – pour s'associer les jeunes issus des classes moyennes en leur proposant un programme d'imitation des fascismes étrangers, tout en donnant des gages aux cadres électoraux du radicalisme et du socialisme parlementaires. Pour Maulnier, les Jeunes Radicaux et les néo-socialistes cherchent à dévoyer le mouvement national naissant, en le détournant vers une forme de jacobinisme dictatorial, pour construire un nouveau type de démocratie autoritaire qu'il a déjà plusieurs fois identifiée au fascisme¹. C'est, derrière ces accusations, le mythe de la jeunesse – au cœur de la vision politique de Luchaire et de Jouvenel – que Maulnier a en ligne de mire. La jeunesse ne saurait suffire pour réformer les institutions, car elle a, comme toutes les parties de la population, ses éléments corrompus : « Il ne faut pas considérer trop délibérément le mot de jeunesse comme un talisman, comme un mythe régénérateur, comme une garantie mystique d'honnêteté et de renouvellement. Certains d'entre nous croient trop volontiers que le rassemblement des hommes de moins de trente ans sera tout entier libre et pur et s'opposera de lui-même au monde déchu de la vieille politique. Prenons garde. Parmi les hommes de moins de trente ans, il en est qui ont été gagnés et gâtés par la politique, et par la plus corrompue. Il en est qui sont déjà rattachés aux partis par mille intérêts et par mille services rendus. Il en est qui, dès maintenant, misent sur la conservation des abus, ordonnent leur vie et leurs idées mêmes en vue de l'acquisition d'un poste de fonctionnaire, de préfet ou de député. (...). A côté de la vraie jeunesse, il y a la jeunesse des cabinets ministériels et des comités de province, la jeunesse des ennemis les plus décidés de la jeunesse. La jeunesse pourra beaucoup ; mais elle a, elle aussi,

¹ Voir à ce sujet : Thierry Maulnier, « Les Faux novateurs », in *1934*, 23 mai 1934.

besoin d' "épuration"¹. » A la lecture de ces textes, la lettre que Thierry Maulnier reçoit de Gaston Morancé, Président général de la Jeunesse Républicaine Française, collaborateur du député et ministre François Piétri, apparaît d'autant plus surprenante. Gaston Morancé s'y déclare vivement intéressé par la campagne que Maulnier mène dans le magazine *1934* pour faire connaître les mouvements de jeunesse dans le monde et favorable à un rapprochement entre les formations de jeunes par-delà les partis². Venant du président d'une formation de l'Alliance démocratique, de centre droit, défendant des idées d'inspiration libérale et républicaine, cette proposition démontre que les thèses défendues par la Jeune Droite, en faveur d'une rénovation nationale et d'un profond réformisme économique et social, étaient alors répandues dans des milieux très disparates³. Mais il faut aussi y voir, dans des partis en voie de structuration, une volonté de se rapprocher des jeunes, notamment des étudiants, en se dotant de mouvements de jeunesse internes ou liés, capables de concurrencer les ligues.

Quoi qu'il en soit, au moment où Maulnier décide de s'engager dans l'activisme militant, il choisit, avec son camarade Jean-Pierre Maxence, une autre ligue, et non un parti⁴, à savoir la Solidarité française. Ce choix, de la ligue contre le parti, s'explique par l'objectif avoué des ligues de renverser les institutions, alors que les vieux partis font le jeu du parlementarisme. Après l'échec du 6 février, et les tentatives de récupération des classes moyennes par le radicalisme d'un côté et les partis de la droite conservatrice de l'autre, « ne fallait-il pas tenter de faire passer dans cette masse informe, disponible encore, des jeunes ligues, les quelques idées et les quelques

¹ Thierry Maulnier, « La fausse jeunesse », in *1934*, 13 juin 1934.

² Lettre de Gaston Morancé datée du 13 juin 1934, Fonds privé Thierry Talagrand.

³ Rosemonde Sanson signale que les JRF « préconisent, en effet, "une politique nettement nationale et une politique nettement sociale." Ce diptyque (...) synthétise aussi les idées de deux courants perceptibles au sein de la JRF. L'aile droite emmenée par Bécuwe est tentée par un rapprochement, voire un regroupement avec les Jeunesses patriotes, et même avec celles de l'Action française. Drieu la Rochelle, sans être membre de la formation, est un compagnon de route. Cette tendance critique le système économique existant et voit le salut en une politique économique "corporative et autarcique". (...) L'aile gauche entraînée par Morancé récuse la politique des blocs, prône la tactique concentrationniste "pour arriver à former, au centre, un vaste regroupement républicain et démocratique" ». (Rosemonde Sanson, « Les républicains de gauche et les républicains radicaux. Les jeunesses de l'Alliance démocratique », in *Recherches contemporaines*, n°6, 2000-2001, p.182).

⁴ Maulnier est en effet déjà membre de la Ligue d'Action française, où il ne se manifeste pas par un militantisme ardent, si ce n'est au travers de ses écrits. De plus, il néglige de payer sa cotisation comme le prouvent les lettres de relance qu'il reçoit de l'Action française.

mythes sans lesquels nous ne voyions pas de salut possible ?¹ », explique Maxence. Les ligues ont des chefs ambitieux, elles ont des troupes volontaires. Il ne leur manque généralement qu'une doctrine de combat, que les membres de la Jeune Droite se font fort de leur apporter. Parmi toutes ces organisations, la Solidarité française est alors celle qui offre les possibilités d'ascensions dans la hiérarchie les plus rapides pour un jeune intellectuel volontaire. De création récente, elle se débat en 1935 entre les dissidences et les difficultés financières liées à la ruine, puis au décès de son fondateur, l'homme d'affaires François Coty². Au côté de Jean-Renaud qui la dirige, l'homme fort de la Solidarité française en 1935 est désormais Louis Mouilleseaux, un industriel d'origine lorraine, qui vient de se faire élire au Conseil d'administration et qui est un ami de Jean-Pierre Maxence³. C'est donc en avril 1935 que Maxence est présenté aux militants de la Solidarité française par Jean-Renaud. « Le gros mérite de la SF à nos yeux, pense-t-il alors, c'était d'être composée, dans une proportion beaucoup plus considérable que les autres ligues de militants ouvriers et paysans, vraiment ouvriers, vraiment paysans. Que le mouvement de la révolution nationale ne perdît pas contact avec le peuple qu'il devait servir : tel était notre souci majeur et, selon nous, la condition première d'une victoire possible. (...) . Cette adhésion que nous donnions sans réserve, nous ne la donnions pas tant, on le voit, à l'état présent, temporaire de la Solidarité Française, mais bien plus à ses virtualités, à ce qu'elles contenaient de puissances, à ce qu'elles pouvaient promettre d'avenir⁴. »

Maxence connaît une progression rapide dans les instances de la ligue. Il commence comme délégué à la propagande estudiantine, avant de prendre la présidence de la section universitaire, puis d'être nommé chef adjoint de la 16^{ème} région, tout en occupant une place au bureau politique. Dans son sillage arrivent Thierry Maulnier, Robert Francis et René Vincent qui collaborent au *Journal de la Solidarité française*, Jacques Saint-Germain, qui fait partie de l'équipe de la *Revue du XXème Siècle* et du *Courrier Royal*, et quelques jeunes camarades qui papillonnent autour de lui en

¹ Jean-Pierre Maxence, *Histoire de dix ans*, op. cit., p.317

² François Coty meurt le 25 juillet 1934.

³ Sur cette ligue, on peut consulter avec profit la thèse de Gilles Lahousse, *Une Ligue des années trente : la Solidarité Française*, Thèse de doctorat d'histoire, Université de Lille III, 1995, sous la direction de Jean-François Sirinelli, 504 p ; ainsi que Gilles Lahousse, « De la Solidarité Française au Parti du Faisceau Français : un exemple de radicalisation politique », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°58, avril-juin 1998, pp.43-54.

⁴ Jean-Pierre Maxence, *Histoire de dix ans*, op. cit., p.317.

profitant de son influence et de ses réseaux. D'après Gilles Lahousse, Maulnier aurait lui aussi fait partie du bureau politique¹, mais cette information est d'autant moins vérifiable que ce dernier n'a laissé aucune archive sur son passage au sein de la ligue. Sans doute son implication n'a-t-elle pas duré plus de quelques mois à la fin de l'année 1935. « En fait, rappelle Gilles Lahousse, l'engagement de Thierry Maulnier, même s'il est plus prudent, se rapproche un peu de celui de Maxence. Il consiste à tenter de jeter les bases d'une véritable doctrine révolutionnaire à caractère social et national, à un mouvement qui, pour le moment, en est encore trop dépourvu. Certes, les espoirs de Maulnier, comme ceux de Maxence, furent vite déçus, mais le fait demeure : le futur académicien a bien navigué dans les eaux solidaires pendant quelques mois. (...) . C'est en outre lui qui assurera l'un des « cours d'orateurs » organisés sous les auspices de la Solidarité Française. Les thèmes abordés étaient alors : le conflit italo-éthiopien, la question de Memel, le Front Populaire et la guerre². » Maulnier apporte ainsi son soutien à Maxence qui a pris en charge la Légion universitaire de la Solidarité française, également appelée Union Corporative des Etudiants Français (UCEF). Ils organisent ensemble des cercles d'études « qui rassemblent au mieux une cinquantaine de personnes. Les thèmes développés tournent autour des têtes de chapitre de *Demain la France*³ », l'ouvrage qu'ils ont écrit en collaboration au lendemain du 6 février.

Pendant son compagnonnage avec la Solidarité française, Maulnier est amené à s'exprimer dans des réunions publiques. Le 10 octobre 1935, il prend ainsi la parole, juste avant Maxence, au cours d'un meeting organisé dans la Salle Wagram devant 1500 personnes, pour s'élever contre l'impérialisme britannique, le Front Populaire et déclarer que l'heure de la révolution nationale approche⁴.

Mais ce sont surtout Maxence et Henri Lauridan, ancien membre du Parti Communiste, délégué à la propagande ouvrière de la Solidarité française qui a ensuite fait partie ensuite de l'équipe de *L'Insurgé*, qui participent aux réunions publiques organisées par le mouvement. Maxence le dit lui-même dans son *Histoire de dix ans* :

¹ L'information figure dans un article de *L'Ami du Peuple* de novembre 1935. Cité par Gilles Lahousse, *Ibid.*, p.279.

² *Ibid.*

³ Lionel Leforestier, *Jean-Pierre Maxence. Itinéraire d'un intellectuel de la Jeune Droite (1925-1944)*, Mémoire présenté à l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, préparé sous la direction de Nicolas Roussellier, 1994, p.81

⁴ Archives de la Préfecture de Police de Paris, Dossier BA 1960 Solidarité Française. Et aussi *L'Ami du Peuple*, 11 octobre 1935.

en moins d'un an, de mai 1935 à avril 1936, le temps que dure son adhésion, il va faire plus de 200 meetings à Paris et dans la France entière. Son nom apparaît en tout cas dans tous les comptes-rendus de réunions de la Solidarité Française réalisés par la direction des renseignements généraux à la fin de l'année 1935. A la plupart de ces meetings, participent, comme l'indiquent les archives de la Préfecture de Police, des membres de la Solidarité française, mais aussi de l'Action française et des Jeunesses Patriotes. Les idées que les animateurs de la Jeune Droite exposent dans ces conférences n'ont, du reste, rien de nouveau et sont les mêmes que l'on peut lire dans leurs revues. Ils font une fois encore le procès des partis et des « salauds du parlement », qu'ils soient de gauche ou de droite¹. Pour Maxence, « le Parlement est pourri et (...) dans son sein règne l'étranger². » Maxence accuse les gouvernements qui se sont succédé depuis 15 ans de lâcheté et de trahison, et il les rend responsables du déclin du prestige de la France à l'extérieur de nos frontières. En plein conflit italo-éthiopien, la politique étrangère est, bien entendu, souvent présente dans les discours. Sur le plan économique et social, les solutions préconisées par la Jeune droite dans les réunions publiques de la Solidarité française tournent, sans originalité, autour du corporatisme et de la liberté des métiers et des individus dans le régime corporatif³, en même temps qu'est dénoncé le communisme, dictature qui repose sur l'esclavage des travailleurs. A cela s'ajoutent la condamnation des trusts et de la finance qui défendent leurs intérêts en achetant les députés. « Aux élections dernières, qui menait la campagne ? La banque Finaly pour la gauche, la banque Lazare (sic) pour la droite, et le Comité Mascuraud, dirigé par Louis Proust, pour le centre. Voilà ce qu'on appelle le suffrage universel⁴ ». Maxence termine enfin souvent ses conférences, comme

¹ Mots prononcés par Jean-Pierre Maxence, dans une réunion organisée le 23 septembre 1935, dans la salle Wagram, devant 1500 personnes. Archives de la Préfecture de Police de Paris. BA 1960, dossier Solidarité Française, pièce 79.501-1832-1. Maxence attaque également les partis de droite comme de gauche, dans une conférence à la Salle « Le Bihan », 49 rue Lecourbe, le 8 novembre 1935, organisée par la 417^{ème} section de la Solidarité Française. Archives de la Préfecture de Police de Paris. BA 1960, dossier Solidarité Française. Pièce 79.501-1832-2-B.

² Phrase tirée d'une réunion privée organisée par la Solidarité française, dans la Salle des fêtes de la mairie de Vanves, le 4 décembre 1935. Archives de la Préfecture de Police de Paris. BA 1960, dossier Solidarité Française. Pièce 79.501-1832-2-B.

³ Réunion privée organisée par la Solidarité Française le 12 décembre 1935 dans les Salons de la Rive Gauche, 99 rue d'Alésia. Et aussi dans une réunion privée organisée au Palais des Fêtes, 149 rue Saint-Martin le 2 octobre 1935. Archives de la Préfecture de Police de Paris. BA 1960, pièces 79.501-1832-2-B.

⁴ Réunion privée organisée par la 418^{ème} section de la Solidarité Française, au Palais du Tennis, 147 avenue de Versailles, le 5 novembre 1935. Archives de la Préfecture de Police de Paris. BA 1960.

Maulnier, par un appel au sursaut dans le but d'accomplir la révolution nationale. Dans un meeting organisé dans la Salle Wagram, le 7 mai 1935, qui résume bien le langage volontairement populiste qu'il utilise dans ses discours, Maxence déclare ainsi : « Je ne viens pas parler du passé, mais de l'avenir. Il y a en France quelque chose de pourri que les jeunes de chez nous sont décidés à balayer et qu'ils balayeront grâce à la révolution nationale ! C'est contre les ennemis du pays que nous ferons cette révolution. » Et le journaliste qui rend compte de la réunion dans *L'Ami du Peuple* poursuit : « En termes énergiques, l'orateur exalte l'ardeur patriotique de la jeunesse française, de cette jeunesse que les lâchetés des politiciens ont fini par écœurer. Contre qui se dressent aujourd'hui nos étudiants, nos ouvriers ? Contre la finance internationale, contre la coalition judéo-maçonnique, contre le parti radical-socialiste qui n'hésite pas à faire le jeu du Front Commun, contre les Métèques qui viennent en France manger le pain qui manque à nos travailleurs, contre les maisons de commerce et les entreprises étrangères qui travaillent chez nous avec la protection du Gouvernement tandis que nos entreprises nationales luttent désespérément contre la crise et le chômage. (...) . Mais il ne faut pas jeter le manche après la cognée. De l'union de tous, la jeunesse trouvera les moyens de repousser l'assaut des forces destructrices du communisme. La Maison France, s'écrie-t-il en terminant, est toujours debout ! Sous ses voûtes, dans son ombre glorieuse, les étudiants et les jeunes ouvriers patriotes doivent se rassembler pour répondre à l'appel de la révolution nationale !¹ » Jean-Pierre Maxence sert à la foule des meetings ce qu'elle veut entendre, mais aussi ce qu'il pense réellement, et ses talents d'orateur sont généralement salués par de longues ovations.

Grâce aux réunions publiques auxquelles ses animateurs participent, la Jeune droite gagne en public, avec un auditoire qui atteint quelquefois 1.500 à 2.500 personnes, d'après les rapports des Renseignements Généraux². Mais sa pensée, présentée de manière plus triviale, perd en profondeur. Pour séduire les foules, l'antidémocratie, l'anticommunisme et l'anticapitalisme qui l'animent, prennent une forme vulgarisée, pour ne pas dire, plus vulgaire. La Jeune Droite est allée à la Solidarité Française pour

¹ « Un magnifique meeting de la Solidarité Française à la Salle Wagram », in *L'Ami du Peuple*, 7 mai 1935.

² Les meetings organisés dans la Salle Wagram les 6 mai et 23 septembre 1935 ont attiré respectivement 2600 et 1500 personnes.

lui donner une doctrine ; il semblerait surtout, si l'on observe l'itinéraire de Maxence, qu'elle en soit partie rapidement avec une méchante fièvre. Les figures de proue de la Jeune Droite se sont sans doute bercées d'illusions sur leur capacité à entraîner la clientèle des ligues autour de leurs idées. Il y a enfin une tendance, facilement vérifiable dans le comportement de Jean-Pierre Maxence et un peu trop forcée, à faire peuple et à goûter le contact avec les militants de base, les « métallos de Joeuf-Homécourt, les mineurs de Denain, les dockers de Bordeaux, ou (les) rudes bûcherons (...) d'un petit bourg du Loiret ». « Ah ! s'extasie Maxence, ces nuits épuisantes, mais si belles dans leur étrange fièvre, où après deux heures de discours, on discute deux heures encore, en camarade, avec ces militants soudain devenus familiers, presque fraternels, qu'ils soient ou non des adversaires. Et lorsque ferme le bistrot on se retrouve dans le grand souffle de la nuit, dans ce silence pur où les voix éclatent comme un chant. Tout artifice disparaît, il n'y a plus qu'un homme auprès d'autres hommes, tous également, et engagés, et dépouillés...¹ »

Maulnier, de son côté, s'implique avec retenue tant il est évident que le militantisme n'est pas fait pour lui. Sa dialectique a besoin de temps et de calme pour se poser et son aspect clair, mais rude, n'a rien pour séduire les foules. Maulnier était « assez peu orateur de nature », d'après Hélène Colomb². Tous les témoignages le confirment. C'est par exemple François Sentein, qui évoque « une certaine difficulté, une lenteur de Thierry Maulnier à s'exprimer. Il cherchait ses mots, mais pour être plus précis, pour trouver l'expression la plus claire³ », ou Pierre Monnier qui le décrit comme « une intelligence pure, un parfait normalien⁴ ». C'est ce que révèle enfin une lettre amicale de Maurice Constantin-Weyer qui lui donne quelques astuces pour s'exprimer en public : « Vous avez en vous les dons nécessaires à l'orateur. Il vous manque (...) la confiance en vous-même. (...). Cela passe très vite dès qu'on s'est rendu compte que le public est au fond plus c... qu'on ne l'est soi-même. Ceci est un corollaire (...). Il faut vous dépouiller de l'habitude d'avoir avec soi des notes⁵. » Tout cela s'accorde difficilement avec le style sec, direct et instinctif qui devait être celui de l'orateur dans

¹ Jean-Pierre Maxence, *Histoire de dix ans*, op. cit., p.321.

² Hélène Colomb, *La Danse des fous*, op. cit., p.32.

³ Entretien de François Sentein avec l'auteur du 17 avril 2005.

⁴ Entretien de Pierre Monnier avec l'auteur du 6 mars 2005.

⁵ Lettre de Maurice Constantin-Weyer, sans date. Fonds privé Thierry Talagrand.

les rassemblements des ligues. A la Solidarité française, Maulnier fait figure d'intellectuel égaré en politique. D'ailleurs, le témoignage qu'il livre, pour justifier son rapprochement, dans un numéro de la revue *Problèmes actuels* commandé à 40 000 exemplaires par la Solidarité française, ne convainc guère, à l'aune de la mauvaise expérience que constitue le compagnonnage de la Jeune Droite avec cette ligue : « Les maux et les remèdes sont les mêmes pour tous, ils exigent l'union dans la doctrine et dans l'action. Depuis le 6 février, la SF n'a pas cessé d'apprendre, tandis que d'autres se bornaient à s'accroître ou à s'organiser. Là est sa force, la force qui lui permet de devenir un grand parti français pour la défense du travail et de la liberté. Il faut remercier les dirigeants de la SF d'avoir travaillé sans cesse à donner sa juste place à la réforme sociale dans la révolution nationale, d'avoir su comprendre que la cause de la France doit être aussi, doit être d'abord, celle du peuple français. Il faut leur savoir gré aussi d'avoir donné à leur programme social non seulement sa juste place, mais encore son juste sens, de ne s'être égarés ni dans le conservatisme capitaliste, ni dans la démagogie socialiste qui offrent l'un et l'autre tant de tentations et de facilités. (...) . Entre l'anarchie libérale et la barbarie collectiviste, il n'y a pas de dilemme. Il n'y a pas davantage de compromis. Si, aux paysans et aux ouvriers qu'elle a rassemblés, à ceux qu'elle rassemblera, la SF le fait comprendre, un grand pas sera fait. Il ne restera plus alors à accomplir que ce pour quoi nous nous préparons¹. » Au cours de la seconde moitié des années trente, la stratégie que tente de mettre en œuvre la Jeune Droite s'apparente à celle de l'entrisme. Elle essaie de trouver des structures d'accueil plus traditionnelles, plus populaires, et surtout moins marginales que ses propres revues, pour propager ses idées. Le but visé à chaque fois est moins de se placer à la remorque d'une organisation, que de tenter d'influencer un rassemblement ou un chef capable d'entraîner les foules. Aucun cependant ne semble à la hauteur de ses attentes. Surtout pas Jean-Renaud, le chef de la Solidarité française, que Maxence décrit comme un vaniteux insuffisant. « J'ai connu, sauf M. de la Rocque, rappelle Maxence dans son *Histoire de dix ans*, les principaux chefs de Ligues. Aucun n'avait l'étoffe d'un politique. Ils étaient capables de réflexes plus que de pensées, de parades plus que de

¹ Thierry Maulnier, « Témoignage », in *Problèmes actuels*, numéro spécial, octobre 1935. Cité par Gilles Lahousse dans sa thèse, op. cit., pp.278-279.

décisions. A la rigueur, on envisageait la semaine courante, on ne prévoyait pas au delà. (...). On se proclamait “homme du peuple” mais on pensait, plus on sentait, en “petit bourgeois”. (...). On joua une révolution de parade. On parla force, émeute, prise du pouvoir. Jamais on ne tenta de préparer sérieusement cette révolution, de se ménager cette force, d’organiser ces émeutes, de s’assurer cette prise de pouvoir¹. » Quant au colonel de la Rocque, que Maxence dit n’avoir pas connu, il n’a, semble-t-il, pas non plus convaincu Thierry Maulnier qui le rencontre à la même période au siège de l’organisation des Croix-de-Feu, en compagnie de Bernard Faÿ, Pierre Dominique, Guy de Pourtalès, Paul Morand, les frères Tharaud et François Mauriac notamment, à une période où La Rocque cherche à multiplier les contacts avec les intellectuels². Il n’y a finalement guère que l’Action française qui puisse incarner la révolution aristocratique, puisqu’elle est aussi la seule à prôner la restauration monarchique. Toutes ces expériences, et celle qui va suivre avec le Parti Populaire Français (PPF) de Jacques Doriot, démontrent l’envahissement de la pensée par la politique à l’œuvre dans la seconde moitié des années trente, à gauche comme à droite. La mobilisation des écrivains et des intellectuels est d’autant plus exacerbée qu’ils sont l’objet de toutes les sollicitations par les différentes tendances politiques. Comme les intellectuels de gauche dont elle critique l’enrégimentement dans les rangs du Parti communiste et de l’antifascisme, la Jeune Droite elle aussi s’est mise quelquefois au service de clans, mais toujours pour de courtes durées car ces aventures tournent systématiquement à l’échec. Que ce soit avec l’Action française, la Solidarité française, le Comte de Paris et bientôt Doriot, les animateurs de la Jeune droite ont du mal à suivre les consignes étroites d’un parti en abdiquant leur esprit critique. Après chaque échec, ils renouent avec la fonction d’intellectuels libres qu’ils se sont fixée. Ainsi, au cours des années 1937 et 1938, alors que les ligues ont été interdites, Doriot, comme l’explique Philippe Burrin³, cherche lui aussi à se rapprocher des intellectuels, en particulier de ceux de l’Action française. Dans le même temps, il abandonne ses positions anticléricales et s’ouvre aux intellectuels catholiques. En juin 1938, il

¹ Jean-Pierre Maxence, *Histoire de dix ans, op. cit.*, pp.313-314

² Selon le témoignage de Guy de Pourtalès, *Journal II 1919-1941*, Paris, Gallimard, 1991, p.247. La rencontre eut lieu en juillet 1935.

³ Philippe Burrin, *La Dérive fasciste. Doriot, Déat, Bergery. 1933-1945*, Paris, Seuil, 1986, 489 p.

organise ainsi une grande manifestation en compagnie de Maurras. Mais dès 1937, il tente de nouer des contacts avec les animateurs de la Jeune Droite qui, de leur côté, s'intéressent à lui depuis le congrès de fondation de son parti en novembre 1936, sans pour autant entretenir de contacts. Jean Saillenfest, membre de l'équipe de la Jeune droite, s'y rend et en fait un compte-rendu détaillé adressé à Thierry Maulnier. « Tout ce que j'ai pu voir et entendre hier m'a fait penser qu'il y avait là une entreprise qui si elle était bien menée, pouvait devenir très importante. Je crois qu'il est indispensable d'avoir vu Doriot avant de faire quoi que ce soit. (...). Se trouve-t-on en présence d'une tentative comme celle des néos, sera-ce plus sérieux ? L'avenir répondra à la question ; en attendant, je crois qu'il ne faut pas la négliger¹. » Quelques mois plus tard, Jean de Fabrègues collabore donc, à partir de l'été 1937, à *L'Emancipation nationale*, organe de presse du PPF. Il est signalé dans un numéro de *L'Emancipation nationale* de janvier 1938 comme membre du PPF – aux côtés d'intellectuels célèbres qui ont pour nom Alfred Fabre-Luce, Bertrand de Jouvenel, Jean Fontenoy, Ramon Fernandez, Marcel Jouhandeau, Georges Suarez ou Pierre Drieu La Rochelle par exemple ou de membres de la Jeune droite comme Jacques Saint-Germain² et Pierre Andreu. Thierry Maulnier, avec Jean-Pierre Maxence, Kléber Haedens et Robert Brasillach ne sont signalés dans l'article que comme des sympathisants³. La Jeune Droite chemine ainsi quelques mois avec le PPF de Doriot, qui est généralement considéré par les historiens, mais pas pour les mêmes périodes de son existence, comme le seul grand parti de masse fasciste en France, et dont l'anticommunisme et le nationalisme révolutionnaire, autant que la clientèle d'ouvriers ciblée par le parti, ont sans doute constitué pour elle des sources d'attrait importantes au moment où ses animateurs tentent une synthèse des doctrines nationales et du socialisme au sein du groupe *Combat*, comme nous le verrons plus loin. Quoi qu'il en soit, et contrairement

¹ Lettre de Jean Saillenfest à Thierry Maulnier, non datée mais écrite en fin d'année 1936. Fonds privé Thierry Talagrand.

² Jacques Saint-Germain, qui fait partie de l'équipe des fidèles du Comte de Paris au sein du *Courrier Royal*, va au PPF pour créer des liens entre Doriot et le Comte de Paris : « Notre ami St G. se flatte intérieurement de devenir l'agent de transmission entre Bruxelles et Saint-Denis. A ce sujet quelqu'un de l'entourage de Doriot m'a dit "le Grand Jacques ne travaille pas pour le petit, mais si celui-ci a assez de cran et d'énergie..." » (lettre de Jean Saillenfest à Thierry Maulnier, non datée mais écrite en fin d'année 1936. Fonds privé Thierry Talagrand.).

³ L'expression exacte qu'il emploie est « ceux qui nous sont sympathiques ». Interview d'Henri Barbé par Paul Guittard, in *L'Emancipation nationale*, 14 janvier 1938, p.8.

à Fabrègues qui adhère au parti, Thierry Maulnier s'affiche toujours en retrait, comme un possible sympathisant, qui signe un article¹ dans la presse du PPF ou participe à une réunion publique. Mais sa volonté de rapprochement avec le PPF semble plus ancienne comme le démontre la lettre déjà citée de Jean Saillenfest². Le 7 juillet 1938, Thierry Maulnier participe ainsi à une réunion des « Cercles populaires français », organisée dans la ville de Saint-Denis, fief politique de Doriot, devant un parterre d'ouvriers. Madeleine Charnaux et Bertrand de Jouvenel présidaient, assistés de Marcel Marschall, Maire de Saint-Denis, et du conservateur du musée de Saint-Denis. Ramon Fernandez, responsable des Cercles populaires français prit d'abord la parole. Il décrit la raison qui l'a amené, avec de nombreux intellectuels, à fonder contre la Maison de la culture communiste, une vaste organisation destinée à montrer à la France la grandeur de sa civilisation. Jacques Saint-Germain s'exprime ensuite sur les questions économiques et sociales : la surproduction, le chômage, la crise, la mécanisation et la technique qui menacent la civilisation française. Ensuite, comme le rapporte la presse du PPF, « Thierry Maulnier, chef de file incontesté de la génération, écrivain d'une pénétration intellectuelle magnifique, vint (...), en formules lapidaires, présenter son point de vue : "La plus noble tâche, celle qui vous attend, s'écria-t-il, est d'aider le peuple de ce pays à prendre conscience de sa mission historique. Le marxisme dit que pour se libérer le prolétariat doit détruire sa propre patrie. Vous avez compris qu'il était fou de la détruire, mais qu'il fallait la refaire. L'histoire réserve à la classe ouvrière un rôle de premier plan, éminent, directeur, dans la reconstruction nationale, qui correspond à son importance réelle. C'est elle qui doit prendre la tête du réveil national, en libérant le nationalisme de son caractère bourgeois et la révolution de son caractère prolétarien. La France appartient maintenant à ceux qui sauront la sauver. Votre lutte décisive doit être la conquête de la patrie". D'interminables applaudissements couvrirent cette magnifique péroraison ».

¹ Les recherches menées sur l'année 1938 dans l'organe de presse du PPF, ne nous ont permis de trouver qu'un seul article de Maulnier, sur le marxisme : Thierry Maulnier, « Le marxisme contre la pensée », in *L'Emancipation nationale*, n°81, 14 janvier 1938, p.2.

² On peut lire dans cette lettre, sous la plume de Saillenfest : « A l'issue de cette séance, j'ai accroché le "Grand Jacques" dans un corridor et lui ai fait connaître votre volonté de le voir. Croyant que vous étiez dans la salle il m'a répondu vivement "Il est là ? mais qu'il vienne". J'ai remis la chose au point ; il m'a indiqué alors que pour toute demande de rendez-vous il fallait téléphoner le matin avant 10h à Dutilleul à la Mairie. J'ai pensé que tout cela devait vous être rapporté ». (Lettre de Jean Saillenfest à Thierry Maulnier, non datée mais écrite fin novembre 1936. Fonds privé Thierry Talagrand.).

Les paroles que prononce Maulnier corroborent la thèse d'un rapprochement avec le PPF pour les raisons indiquées précédemment. Pierre Andreu, recruté par Paul Marion pour prendre en main l'information sociale et syndicale du journal du PPF, fut victime de la même illusion : « Nous crûmes (...) pendant quelques semaines, quelques mois, que nous allions changer la France. Au pied de cette basilique, de ces usines, dans ce temple du travail ouvrier qu'étaient Saint-Denis, la banlieue nord, nous croyions que nous héritions, pour en faire un sang nouveau, de toute l'Histoire de France, les prolétaires et les rois, la classe ouvrière et la vieille monarchie, la Foi et la Révolution¹. » A travers Doriot, c'est le vieux rêve du Cercle Proudhon de concilier mouvement royaliste et syndicalisme révolutionnaire qui réapparaît dans la jeune génération d'Action française. On remarquera enfin que le lien entre la Solidarité française et le PPF, est l'Action française à chaque fois représentée dans les troupes de ces mouvements ou intéressée par un potentiel rapprochement avec eux.

Le Manifeste pour la défense de l'Occident

Les années 1935 et 1936 sont donc des années qui marquent le début de la radicalisation politique pour les animateurs de la Jeune Droite. Celle-ci s'alimente à deux sources principalement : la situation internationale qui se tend entre les démocraties d'un côté et un front des nations fascistes de l'autre, et la menace du Front populaire. Jean-Pierre Maxence s'engage ainsi dans la campagne des élections législatives du 26 avril 1936, qui conduisent à la victoire du Front populaire, en se présentant dix jours avant l'ouverture du scrutin dans la circonscription d'Eugène Frot, à Montargis, comme « candidat National et Social² ». Le choix est symbolique

¹ Pierre Andreu, *Le Rouge et le Blanc 1928-1944*, Paris, La Table Ronde, 1977, p.125.

² C'est la manière dont J-P. Maxence se présente sur ses affiches de campagne. Fonds privé Thierry Talagrand. Il est intéressant de signaler le contenu du programme de Maxence. Pour l'aspect national, Maxence affirme vouloir défendre « la dignité du pays : la politique française doit être affranchie de toutes les tutelles étrangères, qu'elles viennent de Berlin, de Rome, de Moscou ou de Londres ; la sécurité française, soustraite enfin aux combinaisons financières par l'instauration du seul monopole admissible : celui de la fabrication des armes ». Au plan social : « la justice pour tous. Les grands voleurs doivent être châtiés ; la propriété familiale contre les sociétés anonymes ; un salaire vital fixe, hors de toute lutte de classe, par entente professionnelle ; toutes les libertés dans un Etat qui, au lieu de se faire comme aujourd'hui, assureur, commerçant, paysan, remplisse ses seules fonctions, mais les remplisse bien ». (Fonds privé Thierry Talagrand). On retiendra tout particulièrement

puisque à travers son combat contre Frot, ancien ministre de l'intérieur du gouvernement Daladier lors des émeutes de février 1934, c'est la mémoire des victimes du 6 février et de la journée qui a marqué le démarrage de la « révolution nationale » que défend Maxence. Cette candidature est un échec cuisant puisque Maxence ne recueille que 1408 suffrages, soit à peine 4,8% des suffrages exprimés, contre 16 434 (soit 57 % des suffrages) à Eugène Frot qui est élu dès le premier tour de scrutin.

Parallèlement, la Jeune Droite s'investit dans des actions plus classiques dans les milieux intellectuels, mais à la dimension politique extrêmement prononcée. La première de ces actions est née à l'initiative d'Henri Massis. Il s'agit d'un Manifeste d'intellectuels français pour la défense de l'Occident. Le 3 octobre 1935, sans déclaration de guerre et après plusieurs mois de négociations avec les gouvernements français et britannique, l'armée italienne envahit l'Ethiopie. Depuis le début de l'année 1935, la France – le Président du Conseil est alors Pierre Laval – et la Grande-Bretagne essayaient de se rapprocher de l'Italie afin de constituer un front anti-hitlérien, ce qu'on a appelé le « Front de Stresa », afin de neutraliser la prépondérance de l'Allemagne en Europe. Mussolini voit alors d'un bon œil ces démarches car il s'inquiète d'une annexion éventuelle de l'Autriche que semble vouloir tenter Hitler. En cas de guerre avec l'Allemagne, l'Italie occupe une position stratégique pour la France, qui ne peut se permettre d'en faire un ennemi potentiel, comme l'a démontré la Seconde guerre mondiale. Simplement, en échange de son ralliement à la politique franco-britannique, le Duce essaie d'obtenir l'accord de ses éventuels alliés sur une colonisation italienne de l'Ethiopie ; la colonisation de ce pays étant un vieux rêve italien, depuis la fin du XIXème siècle. Cependant, la conquête italienne de l'Ethiopie représente une menace directe pour les intérêts de l'Angleterre. Il n'empêche, tout au long de l'année 1935, les gouvernements français et britannique vont s'efforcer d'ébaucher ce rapprochement, en éludant la question éthiopienne, jusqu'à ce que Mussolini décide finalement de tenter sa chance. Les opinions publiques ont bien

dans ce programme la défense de l'indépendance française contre les totalitarismes (qu'ils soient russe, italien ou allemand) et les démocraties capitalistes représentées par l'Angleterre.

entendu été tenues à l'écart des négociations entreprises en coulisse et ne connaissent de cette affaire que ce qui en a été dit sur le devant de la scène. Quand, dans les jours suivant le déclenchement du plan italien, la SDN recommande des sanctions contre l'Italie, une partie des intellectuels français s'insurge et publie un manifeste pour appeler l'attention du gouvernement français, tandis que leurs adversaires se réjouissent de l'occasion qui se présente d'engager une guerre répressive contre une nation fasciste.

Que va faire le gouvernement Laval ? Le choix auquel est alors confrontée la France est très bien résumé ainsi : « Le mouvement d'opinion mobilisé contre le fascisme est puissant et parle au cœur des gens. Les démocraties défendent, dans l'affaire éthiopienne, une cause qui les intéresse au premier chef : la sécurité collective. (...). Comment, dans les régimes où l'opinion est reine, ne pas tenir compte d'un courant qui a pour soi l'éthique et le droit ? (...). Le pouvoir en place, qui porte seul le poids de ses actes, doit vouloir les conséquences de ce qu'il décide. Que cela lui plaise ou non, la réalité s'impose à ses analyses. Or, quoi qu'il pense du régime installé dans la Péninsule, l'Italie constitue un des socles de l'équilibre européen. Se priver de son concours risque de provoquer des dégâts en chaîne. (...). Lâchée par les démocraties, l'Italie fasciste ne basculera-t-elle pas du côté de l'Allemagne nazie ? (...). Sans l'appoint de divisions italiennes, la sécurité de la France ne sera-t-elle pas amoindrie ? (...). Bref, le tableau invite à réfléchir avant de se brouiller avec l'Italie, fût-elle fasciste. D'aucuns vont jusqu'à se demander si prendre à fond le parti de l'Ethiopie peut se justifier. Ils murmurent qu'elle est un Etat qui n'aurait pas dû être admis à la SDN, car il ignore les normes des nations civilisées¹. »

Le débat étant ainsi posé, il est dès lors plus facile de comprendre le manifeste des intellectuels français. Rendu public le 4 octobre 1935, il vise à éviter le vote de sanctions contre l'Italie, qui serait de nature, soit à déclencher une guerre entre des nations européennes, soit à pousser définitivement l'Italie dans les bras de l'Allemagne hitlérienne, rendant par là même la France beaucoup plus vulnérable en cas de guerre.

¹ Jean Vanwelkenhuyzen, « Le Guépier éthiopien », in *Revue d'histoire diplomatique*, 2001, n°1, pp.18-19.

D'autant plus que l'enjeu, « protéger en Afrique l'indépendance de tribus incultes¹ », ne vaut pas une guerre sur le sol européen. Dénonciation de l'universalisme juridique, qui « met sur un même pied d'égalité le supérieur et l'inférieur, le civilisé et le barbare », et d'une politique idéologique qui pousse à la guerre contre le régime fasciste italien, ce manifeste critique les sanctions qui pourraient être prises contre l'Italie ; des « sanctions qui, pour mettre obstacle à la conquête civilisatrice d'un des pays les plus arriérés du monde (où le christianisme même est resté sans action), n'hésiteraient pas à déchaîner une guerre universelle, à coaliser toutes les anarchies, tous les désordres, contre une nation où se sont affirmées, relevées, organisées, fortifiées depuis quinze ans, quelques-unes des vertus essentielles de la haute humanité ». C'est donc à une défense de la paix, mais aussi à une défense de la culture et de la civilisation humaine contre ce qu'ils envisagent comme un suicide de l'Occident, que les intellectuels signataires s'engagent dans ce manifeste.

La Jeune Droite en fait bien entendu partie dès les premiers jours avec Robert Francis, Robert Brasillach, Jean-Pierre Maxence, Georges Blond, Jean de Fabrègues et Thierry Maulnier, à côté des figures de proue du monarchisme français que sont Massis, Daudet, Gaxotte, Benjamin, Maurras, Varillon, Rousseaux, Vallery-Radot, Marsan, Bellessort, Bordeaux ou Benoist... Elle assure également la promotion du Manifeste dans ses publications et dans ses réunions. Le conflit italo-éthiopien s'invite par exemple dans les meetings de la Solidarité Française que donnent alors Maulnier et Maxence, devant des militants qui n'en ont sans doute cure. En quatre jours en tout cas, le manifeste arrive à recueillir 850 signatures² ; le ban et l'arrière-ban du maurrassisme : Pierre Lafue, Jean Héritier, Tristan Derème, Paul Chack, Bernard Faÿ, Pierre Lucius, Georges Claude, Marcel Chaminade, Maxime Réal del Sarte, Emile Baumann, Henri Boegner, Jean Fayard... et quelques personnalités sans véritable attache partisane comme Drieu La Rochelle, Pierre Mac Orlan, Maurice Maeterlinck, Marcel Aymé, André Suarès, Horace de Carbuccia, Alphonse de Châteaubriant ou Monseigneur Baudrillart.

¹ « Manifeste des intellectuels français pour la défense de l'Occident », in *L'Action française*, 4 octobre 1935.

² « Pour la défense de l'Occident. Le manifeste des intellectuels réunit maintenant huit cent cinquante signatures », in *Le Figaro*, 8 octobre 1935.

En retour, les intellectuels de gauche diffusent un contre-manifeste, qui en appelle au soutien des gouvernements luttant pour la paix et au respect de la loi internationale. Avec ces deux textes, nous nous trouvons donc au cœur du combat qui se noue, après le 6 février 1934, entre la naissance d'un front antifasciste à gauche et la dénonciation concomitante d'une potentielle menace fasciste dans toutes les entreprises de la droite extrême. A ce front, les intellectuels de droite répondent à leur tour par un anti-antifascisme, qui peut passer pour philofasciste ; un anti-antifascisme d'autant plus dangereux qu'il finit effectivement par attirer certains intellectuels vers les fascismes. C'est le cas par exemple de l'équipe qui évolue en marge de la Jeune droite et qui s'investit dans *Je Suis Partout*. L'une des conséquences du 6 février, c'est l'aimantation qu'exercent les modèles étrangers, fasciste ou communiste, sur les intellectuels et l'embrigadement qui l'accompagne. D'un côté, le manifeste pour la défense de l'Occident ressemble à une apologie du fascisme, puisqu'il profite directement au régime mussolinien. D'un autre côté, le bellicisme démocratique des intellectuels communistes qui aspiraient, il y a peu encore, à l'avènement de la dictature du prolétariat peut paraître suspect, d'autant plus qu'il sert au fond les intérêts d'une URSS qui tirerait un avantage certain d'une nouvelle guerre européenne. Mais la réalité est plus compliquée, comme le montre l'analyse de Jean Vanwelkenhuyzen. Notons enfin qu'un autre contre-manifeste, rassemblant des intellectuels catholiques cette fois, réclame également la politique des sanctions, en s'appuyant sur quelques signatures célèbres comme celles de Claudel, Maritain, Mauriac ou Maurice de Gandillac, qui fut un temps membre de l'équipe de *Réaction*. Pour Maulnier en tout cas, il n'y a aucune ambiguïté : « Il ne s'agit pas de défendre les principes intérieurs de la civilisation fasciste : sur plus d'un point, nous ne les acceptons pas. Nous constatons seulement qu'en coalisant contre l'Italie mussolinienne l'idéalisme démocratique et certains intérêts matériels à courte vue, l'Europe pourrait bien perpétrer un attentat décisif contre sa propre destinée¹ ». Cette politique sanctionniste contre l'Italie est suicidaire. Et il poursuit : « Dans une Europe où beaucoup d'écrivains ont reconnu volontiers les premiers signes du vieillissement,

¹ Thierry Maulnier, « Suicide de l'Europe ? », in *La Revue Universelle*, 1^{er} octobre 1935, p.105.

du désordre organique, de la paresse et de la dégénérescence, l'Italie est l'un des premiers lieux de l'Europe où, contre cette décadence, une réaction a commencé ; elle est un des premiers peuples d'Europe qui aient réuni le faisceau national contre les influences dissociantes. (...). Cet esprit de création, de jeunesse, de conquête que le fascisme a mis dans son œuvre intérieure, cet esprit qui dessèche les marais, construit les villes, jette la jeunesse dans les stades, triomphe de la dénatalité elle-même, c'est le même que le Duce entend porter maintenant sur les fiévreuses terres africaines où l'on veut lui barrer le passage. Création, conquête, expansion, risque, aventure, héroïsme, jeunesse, ces vertus que Londres et Genève condamnent maintenant, au nom d'une immobilité reposante, comme un danger pour les nations fatiguées, ces vertus aujourd'hui italiennes et fascistes sont les vertus mêmes, il faut le reconnaître, qui firent la domination de l'homme occidental à son apogée. (...). Cette jeunesse conquérante que l'Europe a répandue sur le monde, l'Italie en est aujourd'hui, de façon imprévue, un des réservoirs les plus riches ; en Italie se trouve actuellement une des plus fortes espérances de l'humanité occidentale, une des preuves les plus valables de sa vitalité (...). On peut se demander si l'Europe n'est pas animée d'une sorte de ressentiment contre les sources mêmes de sa grandeur¹ », questionne-t-il, trente ans avant la décolonisation, qui provoque chez lui, les mêmes interrogations.

Maulnier voit dans l'énergie que déploie l'Italie la relève de cet esprit de conquête qui animait l'Europe dans les siècles précédents, quand elle est partie à la conquête du monde. On sait que pour lui, une civilisation qui ne s'étend pas, périlite. En tentant sa chance en Ethiopie, l'Italie fasciste affirme la volonté de la civilisation européenne de survivre. La colonisation est une preuve de vitalité pour une nation. Elle n'est pas l'apanage du fascisme. Comme il le rappelle si bien, c'est la République, démocratique, qui a construit l'Empire français, et les intellectuels ont beau jeu de contester l'entreprise italienne quand leur propre pays tient en tutelle une grande partie du monde. Ce que font les intellectuels en défendant l'Ethiopie contre un Etat européen, c'est par conséquent ouvrir aux peuples coloniaux le chemin de l'indépendance. Car, pour Maulnier, il est complètement illogique de promouvoir en

¹ Thierry Maulnier, « Suicide de l'Europe ? », art. cit., p.105.

même temps le principe colonialiste et celui de l'égalité des peuples. « Nul ne peut affaiblir ou humilier l'Italie, sans affaiblir ou humilier quelques-unes des vertus, quelques-unes des institutions, quelques-uns des hommes grâce auxquels la civilisation d'Occident peut garder ou reprendre sa prééminence ; nul homme d'Europe enfin ne peut choisir contre l'Italie sans choisir contre soi¹. » Si la France considère que les peuples colonisés sont ses égaux, alors qu'elle règne sur eux, chez eux, en maître, il y a fort à parier qu'ils exigent son départ. Maulnier explique que le « Manifeste des intellectuels pour la défense de l'Occident » ne défend pas l'inégalité des races, une inégalité de principe entre une race noire et une race blanche. Il constate juste une inégalité de fait entre la civilisation européenne et celle des peuples africains, pour cette raison simple que l'homme européen a été le seul à créer une civilisation universaliste capable d'être assimilée par tous les autres peuples à travers le monde. Seule la civilisation européenne est universelle et assimilable, c'est-à-dire qu'elle a la vocation et le pouvoir de civiliser autour d'elle. Enfin, il remarque qu'en droit international, il n'y a d'égalité possible qu'entre des nations égales en *fait*, qui ont donc atteint le même niveau de civilisation et de développement dans les mœurs. « L'établissement d'un régime de droit suppose une certaine unité du droit, et par là même une certaine unité de civilisation. La raison juridique se refuse à régir les rapports d'une nation européenne et d'une tribu primitive ; c'est pourquoi tous les pactes internationaux ont excepté les peuples coloniaux. (...). Il n'y a pas de droit égal entre la civilisation et la barbarie. Mais objecte-t-on, la SDN suppose un droit égal pour toutes les nations, et l'Ethiopie appartient à la SDN. Que nous importe ? L'égalité des droits établie par la SDN prouve que la SDN est stupide, non que le barbare est civilisé. (...). Le culte du droit et de la morale égalitaires, dans la mesure même où ils sont égalitaires, est bien la marque d'une société où le sens des valeurs, où le don de distinguer est perdu². » Jugeant au nom d'une morale absolue, et de principes égalitaires abstraits, les intellectuels signataires du contre-manifeste en arrivent, selon lui, à affirmer l'égalité de ce qui est naturellement inégal, à peser dans la même

¹ Thierry Maulnier, « Les Intellectuels juges de la civilisation », in *L'Action française*, 24 octobre 1935. Maulnier répond aussi directement au Manifeste des intellectuels catholiques, et en particulier à François Mauriac, avec lequel, décidément, il a toujours été en opposition sur ce sujet de la colonisation, dans l'article suivant : Thierry Maulnier, « La Morale et la politique », in *L'Action française*, 28 novembre 1935.

² Thierry Maulnier, « La Morale contre la civilisation », in *La Revue Universelle*, 1^{er} novembre 1935, p.373.

balance « une grande nation policée et un amalgame de tribus indociles, une expédition de police africaine et un carnage européen¹ ». Au nom du culte de la morale, les intellectuels ont perdu la conscience de la grandeur de leur civilisation. La morale abstraite, céleste, agit désormais contre la civilisation, dont elle est pourtant l'un des fruits. « Mais nous ne parlons pas surnaturel² », se plaint Maulnier contre Mauriac et les intellectuels catholiques. Dans les agissements de ces derniers, Maulnier, utilisant une expression nietzschéenne, dénonce une « morale du ressentiment » contre les valeurs humaines supérieures que porte la civilisation européenne ; on pourrait d'ailleurs dire, contre la civilisation tout court, tant la culture européenne recouvre pour les maurassiens les contours de la notion de civilisation. « Ils travaillent (...), pense Maulnier, à désorganiser, à affaiblir les remparts toujours menacés, les remparts des institutions et des forces politiques, impures parce que réelles, à l'abri desquels la civilisation d'Occident, l'homme d'Occident, la conscience d'Occident, la *morale* d'Occident ont pu naître, et se perfectionner, et durer. Nous sommes entourés d'assez de forces de mort pour qu'on y regarde à deux fois avant de tourner la morale vers la destruction³ ». Et Maulnier de résumer : « pour nous, l'actuelle orientation de leur choix nous suffit pour conclure que, dans le conflit actuel, l'Europe véritable n'est pas avec l'Europe, mais avec l'Italie⁴. »

Cette dernière phrase devrait paraître suffisante à certains commentateurs pour accuser Maulnier de fascisme. Il est indéniable qu'il est attiré, tout comme la Jeune droite, par l'expérience italienne, et principalement par le vitalisme de l'Italie mussolinienne qu'il voit affirmer, sans scrupule et sans tenir compte des entreprises de culpabilisation, ses valeurs et sa volonté de puissance. En fait, les considérations qui poussent Maulnier et les signataires du manifeste à soutenir l'Italie dans l'affaire des sanctions, sont les mêmes que celles qui motivaient les gouvernements français et britannique au début de 1935 à se rapprocher de Mussolini pour négocier son adhésion à un front anti-hitlérien. S'y ajoute, chez Maulnier, cette fascination nietzschéenne pour la volonté de puissance et l'affirmation de la puissance. Lisons encore l'analyse que Jean Vanwelkenhuyzen a

¹ Thierry Maulnier, « La Morale contre la civilisation », art. cit., p.373.

² Thierry Maulnier, « La Morale et la politique », in *L'Action française*, 28 novembre 1935

³ *Ibid.*

⁴ Thierry Maulnier, « Suicide de l'Europe ? », art. cit., p.107.

livrée du « guêpier éthiopien » et qui résume bien les deux positions et leurs conséquences : « La compréhension manifestée de part et d'autre de la Manche pour le chef du fascisme est imputée à une attirance pernicieuse pour son régime. L'idéologie de ses adversaires dicte cette lecture. (...). Un réflexe, qui protège sa cohérence, abolit ce que le rapprochement avec l'Italie mussolinienne a de dirigé contre l'Allemagne hitlérienne¹. » Quant à l'autre camp, celui des opposants aux sanctionnistes : « ce versant de l'opinion déplore le lynchage médiatique qui frappe Rome. Dans la soumission aux ukases vengeurs, il voit l'amorce d'une dérive funeste. Il assiste en témoin navré et impuissant au démantèlement d'un rempart sur lequel il tablait pour endiguer l'exaltation nationale allemande. Mais son analyse aussi est tronquée. Elle enregistre ce qui se passe sur le devant de la scène. Se dérobe à ses yeux, comme à ceux de l'autre bord, ce que Machiavel dénomme "la vérité effective de la chose". En réalité, les gouvernements occidentaux se sont donnés beaucoup de peine pour enrayer la glissade vers l'abîme. Il n'a pas dépendu d'eux de l'éviter. En contrepoint, le jusqu'au boutisme de Mussolini perce au grand jour². » Autrement dit, Maulnier et tous ses acolytes maurrassiens signataires du manifeste, n'ont pas vu que Mussolini s'est joué des chancelleries et qu'il a dans cette affaire manœuvré sans scrupule les gouvernements britannique et français en leur faisant miroiter son adhésion à un front anti-hitlérien qu'il n'était pas prêt à composer. Mais au-delà, le débat que pose alors Maulnier sur l'utilisation de la morale comme un instrument de dévastation, retourné contre la civilisation européenne, a des résonances étonnamment actuelles, à notre époque de guerres ou d'interventions humanitaires. Pour Maulnier, les intellectuels de gauche n'agissent pas au nom de considérations humanistes, mais d'un humanitarisme mal compris. L'humanisme, préoccupé par l'élévation de l'esprit humain, qui est la marque de l'aristocratie d'une civilisation, des victoires remportées par une succession de générations sur la nature, et qui tend à la réalisation des potentialités supérieures des hommes les plus doués, s'est en quelque sorte laissé corrompre par l'amour du collectif et l'humanitarisme égalitaire qui a tant fait pour abaisser les esprits et les valeurs les plus élevés au niveau de la médiocrité moyenne accessible aux masses.

¹ Jean Vanwelkenhuyzen, « Le Guêpier éthiopien », art. cit., p.32.

² *Ibid.*, p.32.

L'humanitarisme est né de la conjugaison des deux grandes traditions spirituelles modernes occidentales que sont « l'humanisme de la Renaissance et la tradition chrétienne. Il semble que le socialisme idéaliste se soit formé de la contamination du christianisme déchu de certains Réformés et de l'humanisme déchu du dix-huitième siècle, qu'il soit une conclusion aberrante tirée en même temps de la morale évangélique de la charité et de l'universalisme intellectuel des humanistes, l'une et l'autre dégénérés et simplifiés à l'usage du vulgaire. C'est ainsi que ce que l'homme a créé, en fait de valeurs, de plus grand, de plus noble et de plus difficile se trouve aujourd'hui utilisé au profit des utopies les plus communes et les plus gravement simplificatrices de notre temps¹. » La morale humanitaire au nom de laquelle parlent les intellectuels de gauche n'est donc qu'un humanisme vulgarisé et dégénéré, agissant pour des peuplades « barbares » sans avenir contre les intérêts de la civilisation humaniste européenne que Maulnier, et c'est là tout le paradoxe de la situation internationale et de sa pensée, trouve mieux représentés, à cette époque en tout cas, dans l'Italie mussolinienne. Et cela mérite d'être précisé, dans l'Italie, non pas parce qu'elle est fasciste, mais parce qu'elle est en mesure de participer à la défense de l'Occident contre une autre forme de barbarie, nationale-socialiste, cette fois.

Au cours des semaines qui suivent l'affaire éthiopienne, la Jeune Droite se démène pour assurer la promotion du manifeste dans ses publications², afin d'éviter le déclenchement d'une guerre européenne. La bataille contre les sanctions occupe ainsi une grande place dans les meetings organisés par la Solidarité Française. « Un complot, explique Maxence, est ourdi par les financiers louches de la cité de Londres alliés à la maçonnerie, pour abattre le fascisme et n'oublions pas que la doctrine soviétique a pour objectif de déclencher une guerre mondiale, afin d'instaurer le communisme à la faveur de la révolution³. » C'est pourquoi, dans ses interventions, Maxence appelle les militants de la ligue à manifester dans la rue pour montrer leur opposition aux sanctions contre l'Italie et leur attachement à la paix. Et, dit-il à la fin

¹ Thierry Maulnier, *Mythes socialistes*, Paris, Gallimard, 1936, pp.113-114.

² Maulnier donne sensiblement les mêmes arguments dans un article du *Courrier Royal*, où il annonce le chiffre de mille signatures une semaine après la publication du manifeste. Thierry Maulnier, « Deux manifestes », in *Courrier Royal*, n°15, 12 octobre 1935.

³ Meeting organisé par la SF, Salle Saint-Louis, 34 rue Olivier de Serres à Paris, le 15 octobre 1935. Archives de la Préfecture de Police de Paris, dossier BA 1960, Solidarité Française.

d'un discours, « si la police devenait trop dure, nous n'hésiterions pas à cogner, car il y a à la Solidarité Française, des hommes qui mourront, s'il est nécessaire, pour servir la cause¹. »

Dans le prolongement du Manifeste pour la défense de l'Occident, et de la campagne menée contre le Professeur de droit public Gaston Jèze², accusé par les étudiants nationalistes de défendre l'Ethiopie à la SDN lors de l'invasion italienne, les intellectuels de la Jeune Droite vont se lancer dans la création et l'animation d'un Comité National de Vigilance de la Jeunesse³, fondé le 29 février 1936 à Magic City devant 1300 personnes⁴, qui prend la relève d'un comité rassemblant les différentes formations d'étudiants engagées contre ledit professeur. Dirigé par Louis Darquier de Pellepoix, alors conseiller municipal de Paris, il est composé de Henry Dorgères, Lucien Rebatet, Raymond Prince, fils du conseiller Albert Prince, Jean-Pierre Maxence, Robert Castille, responsable avec Maurice Pujo de l'Institut d'Action française et Président de la Fédération dissoute des Etudiants d'Action française, Henry Charbonneau, étudiant d'Action française, et bien entendu Thierry Maulnier. Kléber Haedens et Claude Roy y participent quelquefois. Maulnier travaille en étroite collaboration avec Pujo, Maxence et Darquier de Pellepoix, qui sont, semble-t-il, les principaux animateurs de ce Comité de vigilance⁵, terme repris à la gauche antifasciste. Les responsables du Comité tiennent donc un certain nombre de réunions,

¹ Réunion organisée par la 417^{ème} section de la Solidarité Française dans la Salle Le Bihan, 49 rue Lecourbe, le 8 novembre 1935. Archives de la Préfecture de Police de Paris, dossier BA 1960, Solidarité Française.

² Gaston Jèze, conseiller juridique du Négus, est accusé par les étudiants nationalistes et royalistes d'avoir défendu l'Ethiopie à la SDN lors de l'agression italienne. Les tentatives de cours de Gaston Jèze, à la Faculté de droit de Paris, sont perturbées par les étudiants de l'Action française notamment, dont l'influence sur le Quartier Latin est alors dominante. Le mensuel des étudiants d'Action française, *L'Etudiant français* est en position de leadership intellectuel dans le milieu étudiant. Des heurts se produisent entre les étudiants nationalistes et ceux de l'UN, de gauche et ancêtre de l'UNEF. Ainsi, d'après Alain Monchablon, lors des élections étudiantes : « en décembre 1935, (...) les listes baptisées "nationales" ou "corporatives" selon les facultés, mais toutes peuplées d'étudiants d'extrême droite, principalement des Phalanges universitaires des Jeunesses patriotes, l'emportent partout sur les listes de gauche, avec une moyenne de 67,2 % des votants, même si l'écart est plus faible en Sorbonne. » (Alain Monchablon, « Mouvement étudiant 1936 et mouvement étudiant 1968 : une comparaison impossible ? », in *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°74, avril-juin 2004, p.71. Sur cette affaire, voir aussi : Marc Milet, *La faculté de Droit de Paris face à la vie politique : de l'affaire Scelle à l'affaire Jèze, 1925-1936*, Paris, LGDJ, 1996, 230 p.

³ Sur ce Comité, on peut consulter, Olivier Dard, *Le Rendez-vous manqué des relèves des années trente*, op. cit., pp.225-227 ; et Henry Charbonneau, *Les Mémoires de Porthos*, Paris, Les Editions du Clan, 1967, 458 p.

⁴ Rapport de la direction des enseignements généraux, daté du 24 avril 1936. Archives de la Préfecture de police de Paris, BA 1896.

⁵ Lettre de Maurice Pujo, non datée, Fonds privé Thierry Talagrand.

bénéficiant de l'effet d'accélération produit par la remilitarisation de la Rhénanie le 7 mars 1936. Ils rassemblent ainsi 1350 personnes en juin 1936 dans la Salle Wagram, sous la présidence d'Abel Bonnard pour une ultime réunion de ce Comité. Car le succès exceptionnel de ce meeting ne doit pas faire oublier que ce Comité à l'existence éphémère doit être ajouté à la longue liste des entreprises activistes ratées de la Jeune droite. Ce comité qui avait vocation à lutter contre le déclenchement de la guerre, et contre les fauteurs de guerre, n'était pourtant pas qu'un rassemblement de circonstance pour la Jeune droite. Elle s'y investit avec passion, en en contrôlant l'organisation. « Nous manions, non sans quelque gaucherie, un vocabulaire tout nouveau pour nous qui, durant des années, avons développé les thèmes de la France éternelle victime de l'agression germanique et de la nécessité d'une politique de force. Nous vociférions désormais contre les bellicistes, et c'était plaisir à entendre !¹ ». Sur le plan des idées, le Comité national de vigilance de la jeunesse n'affiche rien de nouveau par rapport au programme de la Jeune droite. La politique internationale, et notamment la recherche de « la paix dans l'honneur », y occupe une grande place. Le Comité s'affirme par conséquent contre « l'internationale du marxisme et l'internationale du fascisme, les parlementaires corrompus qui nous trompent, le capitalisme international et la puissance des financiers, les fauteurs de guerre qui veulent nous entraîner à la croisade en faveur des Soviets » ; et favorable à « une France puissante et capable d'imposer la paix² » et au corporatisme, comme solution aux problèmes économiques et sociaux. Le public du Comité se chiffre généralement entre 150 et 250 personnes, comme dans cette réunion du 27 mars 1936, rue Saint-Victor à Paris, au cours de laquelle prennent la parole Thierry Maulnier, Robert Castille et le fils du Conseiller Prince. Le succès exceptionnel de la première réunion à Magic-City était dû, d'après les rapports des services de la Préfecture de Police à la présence d'étudiants extérieurs à la Ligue dissoute d'Action française ; ceux des Phalanges universitaires du Mouvement National Populaire (ex-Jeunesses Patriotes) qui se sont abstenus de participer aux réunions suivantes. En fait, ce Comité national de vigilance de la jeunesse est une initiative très encadrée par l'Action française, majoritaire dans la formation, à laquelle

¹ Henry Charbonneau, *Les Mémoires de Porthos*, op. cit., p.178.

² Tract du Comité national de vigilance de la jeunesse.

se joignent d'autres groupements du Front national, organisation confédérale créée au lendemain du 6 février 1934 pour favoriser le rapprochement entre les différentes Ligues nationalistes et très active pendant la campagne des législatives de 1936.

Force est de constater, à la lecture des rapports des Renseignements Généraux, que le discours des orateurs, dans les réunions du Comité de vigilance, ne s'embarrassait pas de considérations métaphysiques et laissait plutôt la place à des discours populistes susceptibles de plaire aux foules nationalistes. Le 27 mars par exemple, Thierry Maulnier déclare : « Monsieur Sarraut est un incapable et un débauché, et tous les autres ministres ne sont que des juifs et des francs-maçons qui conduisent la France à la guerre et à la révolution ». Raymond Prince ajoute : « Monsieur Sarraut est un débauché et un dépravé dont il est nécessaire de demander la suppression ». Tandis que pour Robert Castille, Sarraut, Président du Conseil et Ministre de l'Intérieur de janvier à juin 1936, dont la tâche principale est alors d'organiser les élections législatives dans le respect des libertés républicaines, est un « perversi sénile¹ ». La veille, dans une salle de la rue Blomet, Charbonneau n'avait pas montré plus d'imagination en déclarant que « Sarraut n'est qu'un vieux vicieux et un incapable », à qui « il ne faut pas hésiter à casser la gueule le cas échéant ». C'est que pour l'Action française, Sarraut est l'homme qui a laissé Hitler remilitariser la Rhénanie.

Pourtant, ce Comité national de vigilance de la jeunesse est une gentille farce de la Jeune Droite qui devait rapidement tourner court, après le rappel à l'ordre des dirigeants de l'Action française. Comme l'explique Henry Charbonneau dans ses mémoires, « Après chaque réunion, il s'organisait quelque dégagement ; je revois encore une fin de soirée à Orléans. Nous avons été invités par ce bon Maître Lemaignien. Et, dans un bastringue d'une rue chaude, le futur académicien du *Figaro* dansait avec une dame plantureuse affichant le même sérieux qu'il aurait affecté à la Cour de Suède lors de la réception qui suit le Prix Nobel, tandis que dans un autre bout de la salle Lucien rugissait les vérités de notre Credo pacifiste devant un parterre de jeunes personnes qui avaient coutume, dans ce lieu et à cette heure, d'entendre de tous autres propos. Bientôt Calzant et Pujos estimèrent que nos discours sentaient vraiment

¹ Archives de la Préfecture de Police de Paris, dossier BA 1960 Solidarité Française.

un peu trop le fagot. L'AF cessa de nous donner son appui et les événements nous appelèrent à d'autres tâches¹. »

Toutes ces tentatives d'action que mène la Jeune Droite appellent plusieurs réflexions. La première est que, cherchant à sortir du cadre de la revue, elle ne trouve pas mieux que les manifestes et autres comités d'intellectuels pour agir. Deux formes d'action qui ne peuvent pas avoir davantage de succès sur les masses que la presse. Elle tente aussi de s'infiltrer dans les partis, mais la personnalité, aussi bien que le style de pensée des figures de proue de la Jeune droite se révèle vite incompatible avec le militantisme. Maxence est celui qui y met le plus de fougue, mais son investissement ne dure pas plus d'une année, qui se solde par un échec total. Il faut bien avouer aussi que la doctrine de la Jeune Droite ne gagne rien dans une confrontation avec le public, tant elle se vulgarise. Elle veut faire la révolution, casser la gueule aux parlementaires et cogner la police, mais, sitôt sortie des meetings, elle se réfugie dans les colonnes de ses revues ou dans les arrière-salles de café. Thierry Maulnier, dont le vagabondage laisse alors entrevoir une ferme volonté d'activisme militant, n'en demeure pas moins incapable de mettre sa pensée au service d'une quelconque ligue ou d'un « Chef » en dehors de l'Action française et de son fondateur. Car il s'agit là d'une autre constance de la Jeune Droite, elle entretient, tout en évoluant parfois à la marge du mouvement, des liens extrêmement forts avec l'Action française. Quand il s'agit de penser ou de passer à l'action, l'Action française n'est jamais loin. Et ses consignes sont généralement suivies, comme le prouvent les aventures du *Courrier Royal* ou du Comité national de vigilance de la jeunesse. Ce dernier Comité, né dans le giron de l'action française, ne plaisant plus à Pujo ni à Calzant, et encore moins sans doute à Maurras, ses animateurs n'ont alors aucun scrupule à stopper ses activités. Le 18 mai 1936, par exemple, l'Institut d'Action française devait organiser une grande réunion sous son égide, et sous la double présidence de Daudet et Maurras, qui fut annulée à la suite de la parution du décret de dissolution des ligues le même jour, alors que des réunions du Parti communiste se tenant le même jour furent autorisées, mentionne un rapport des renseignements généraux. Les orateurs attendus étaient notamment

¹ Henry Charbonneau, *Les Mémoires de Porthos*, op. cit., p.178.

Bernard Faÿ, Pujo, Maulnier, Maxime Réal del Sarte, Robert Brasillach et Robert Castille¹.

Enfin, il faut insister sur l'extrême radicalisation du discours de la Jeune Droite, dont certaines interventions en réunions publiques préfigurent les dérapages de *L'Insurgé*, en 1937, ou même des articles publiés dans l'hebdomadaire satirique *Le Charivari*, évoqués plus loin.

¹ Archives de la Préfecture de Police de Paris, BA 1895, « Interdiction de réunion de l'Institut d'Action française ».

Chapitre 9
Combat et L'Insurgé, ou la tentative de conception
d'un nationalisme révolutionnaire

Un laboratoire d'idées et un hebdomadaire : Combat et L'Insurgé

Après l'échec de ses tentatives militantes au sein du Comité national de vigilance de la jeunesse et de la Solidarité Française, la Jeune Droite se recentre sur ses publications, et principalement sur le nouveau mensuel qu'elle a lancé en début d'année 1936, *Combat*. Une petite minorité poursuit parallèlement un engagement militant au côté de Louis Darquier de Pellepoix, président du défunt Comité national de vigilance de la jeunesse, dans le Club national qu'il crée en juin 1936, en cherchant à récupérer un maximum de jeunes en provenance de l'ancienne Ligue d'Action française dissoute en février 1936, au lendemain de l'agression contre Léon Blum par des Camelots du Roi, pendant les obsèques de Jacques Bainville. Fondé dans le prolongement de la campagne antisémite que mène Darquier de Pellepoix au sein du Conseil général de la Seine, où il est élu, le Club national affirme des orientations nettement racistes et antisémites, comme le prouve le projet de délibération que Darquier tente de faire approuver. « Considérant que la France, sous l'hypocrite prétexte de maintenir une tradition de bon accueil, est ainsi devenue le dépotoir du monde et que, chaque jour davantage, des mélanges livrés aux pires hasards viennent abâtardir notre peuple (...) ; Considérant qu'il y a lieu d'être particulièrement en garde contre les Juifs, nation errante chez qui se recrutent les courtiers internationaux de l'anarchie politique, du parasitisme commercial et de puissance financière vagabonde, et dont l'esprit à la fois destructeur et profiteur, tend inéluctablement à la désintégration des nations ; Considérant que l'influence nocive des Juifs sur la moralité générale du pays et l'administration de la justice a été démontrée abondamment par tous les scandales récents », le projet de délibération demande l'annulation de toutes les naturalisations effectuées depuis le 11 novembre 1918 et la promulgation d'un statut particulier réglementant pour les Juifs le droit de vote, l'éligibilité et l'accès aux fonctions publiques¹. *L'Action française* soutient les activités du Club national, qu'elle recommande à ses lecteurs, parce qu'ils peuvent y trouver toute la « documentation indispensable pour la lutte contre les Juifs et les métèques qui pillent et déshonorent

¹ Charles Maurras, « Un acte : la motion antisémite et antimétèque du conseiller Darquier de Pellepoix », in *L'Action française*, 5 juin 1936.

notre pays¹ ». Le Club², qui bénéficiait de fonds d'origine allemande pour ses activités, organise ainsi des meetings et des réunions de cadres, dont les orateurs sont issus de l'Action française. Pour la Jeune Droite, on retrouve les noms de Lucien Rebatet, Robert Castille et Jean-Pierre Maxence qui donne le 9 octobre 1936, dans la salle Wagram, à l'occasion d'une réunion privée du Club national, une intervention sur « les moyens de mettre fin à la lutte des classes, invention juive³ ». Les débuts du Front populaire constituent un vrai moment d'échauffement et de prurit antisémites dans l'œuvre de Jean-Pierre Maxence, qui en avait pourtant été préservée jusqu'à présent. Dans l'hebdomadaire satirique *Le Charivari*, il signe ainsi un certain nombre d'articles qui marquent un réel dérapage par rapport aux textes habituels de la Jeune droite⁴, en prenant notamment pour cible le nouveau Président du Conseil, Léon Blum et en dénonçant la mainmise d'Israël sur la France. « De mendiant, le Juif est devenu conquérant, explique-t-il. Chassé d'Allemagne ou de Pologne, fraîchement importé d'un ghetto roumain ou hongrois, il s'est installé chez nous en maître. Il règne maintenant. (...). Les coups reçus dans tous les pays d'Europe n'ont point laissé tant de traces sur sa chair que de rancœur dans son âme. Ayant trop subi, le Juif errant s'est juré de dominer. Il a choisi un royaume – la France – pour en faire le royaume d'Israël. (...). Bientôt nous serons marqués à l'épaule, comme on marque un troupeau encadré de chiens, du signe d'Israël ». Tout cela, pour Maxence, a été rendu possible par la démocratie : « Si le règne du Juif (de l'Etat juif) s'implante chez nous, c'est parce que la démocratie, par son anarchie, sa soumission à l'argent, son propre messianisme si grossier, l'aura préparé. (...). Nous payons au Juif le tribut de cent ans de démocratie. Et à quel Juif ? Car aujourd'hui l'Etat juif s'incarne en un homme. Intellectuel byzantin, aux ongles bien faits, à la voix flexible, au regard traversé d'une lueur sauvage : tel est Blum⁵ ».

¹ « Le Club national », in *L'Action française*, 4 août 1936.

² Sur le Club national, le lecteur peut se reporter aux ouvrages de Laurent Joly, *Darquier de Pellepoix et l'antisémitisme français*, Paris, Berg International Editeurs, 2002, pp.81-84 et Carmen Callil, *Darquier de Pellepoix ou la France trahie*, Paris, Buchet Chastel, 2007, p.178 et suivantes.

³ « La grande réunion du Club national », in *L'Action française*, 8 octobre 1936.

⁴ Par exemple, Jean-Pierre Maxence, « Le Juif contre nos libertés », in *Le Charivari*, 13 juin 1936 ; « De Bernard Lazare à Hirschowitz. Juif et Juifs », in *Le Charivari*, 27 juin 1936 ; « La dictature des maîtres-chanteurs », in *Le Charivari*, 19 septembre 1936.

⁵ Jean-Pierre Maxence, « Le Juif contre nos libertés », art. cit., pp.3-4.

De son côté, Thierry Maulnier se tient à l'écart du Club national et des délires racistes, pour se consacrer au lancement de *Combat*, de son nouvel ouvrage, *Mythes socialistes*¹ et aux nombreuses publications auxquelles il participe, comme le *Courrier Royal*, *L'Action française*, la *Revue Universelle*, *Aux Ecoutes* ; mais aussi la revue *Le Charivari*, où tout en critiquant le Front populaire, il se garde bien de tomber dans les excès de Maxence.

La revue *Combat*, et plus tard le journal *L'Insurgé* qui la complète, sont un véritable compendium des idées développées par la Jeune Droite depuis le début des années 1930 et même depuis l'époque des *Cahiers* de Jean-Pierre Maxence ; un compendium qui tient compte de l'apport de toutes les énergies qui se sont agrégées au groupe pendant ces dix années d'épanouissement. Le premier numéro de *Combat* paraît le 10 janvier 1936, avec une erreur sur la couverture, d'ailleurs, qui mentionne 1935 comme année de publication. D'un point de vue pratique, il peut être analysé comme une tentative de fusion des équipes des Jeunes Droites politique et catholique, dont certains éléments, en particulier leurs deux principaux animateurs, Thierry Maulnier et Jean de Fabrègues, collaborent depuis quelques mois au *Courrier Royal* du Comte de Paris. *Combat*, ainsi que la décrit Thierry Maulnier à sa mère, est une « revue mensuelle, mi-revue d'idées, mi-pamphlet² », mi-sérieuse, mi-insolente, qui prend la suite de la *Revue du XXème Siècle* et qui est vendue au tarif de un franc cinquante par numéro, abordable pour les jeunes. Thierry Maulnier et Jean de Fabrègues en sont les directeurs ; René Vincent, le rédacteur en chef, est la cheville ouvrière du groupe ; tandis que Jean Le Marchand est administrateur³. Son manifeste ne change pas tellement des ambitions affichées par Maulnier dans ses précédentes entreprises. « Nous voyons les intellectuels se rallier aux partis, c'est-à-dire abandonner leur fonction propre pour celle du militant. Dans une civilisation où l'esprit aurait gardé son rôle véritable et la conscience de son rôle, il ne saurait être question de ralliement.

¹ Thierry Maulnier, *Mythes socialistes*, *op. cit.*

² Lettre de Thierry Maulnier à sa mère du 25 janvier 1936, Fonds Thierry Maulnier Versailles, F991 (6) a.

³ Thierry Maulnier a proposé à son ancien camarade de Louis-le-Grand, Pierre Frémy, alors jeune professeur agrégé, de s'occuper de *Combat* ou de *L'Insurgé*, sans doute pour se décharger d'une partie du travail. C'est ce que nous apprend une lettre dans laquelle Pierre Frémy lui fait part de son indisponibilité en raison de sa lourde charge professionnelle. (Lettre de Pierre Frémy à Thierry Maulnier, sans date, Fonds Thierry Maulnier Versailles, F991 (6) a.)

La fonction propre de l'intelligence est de gouverner le monde social sans se soumettre au monde social, et de le dominer sans le dédaigner. Désintéressement et ralliement, idéalisme et matérialisme sont pour nous les signes d'une même faillite de l'intelligence, d'une même impuissance devant la réalité. Le combat que l'on veut mener ici est le combat pour une synthèse nouvelle, pour une réconciliation de l'intelligence et du réel dans leur union nécessaire. (...) . Devant la faillite idéaliste et le péril matérialiste, il est temps de restaurer un réalisme nouveau¹. » Face à la crise de la société française, *Combat* se veut donc un « laboratoire d'idées » indépendant des partis et des idéologies, mais aussi libre de tout lien matériel. La revue n'a aucun financeur, les collaborations y sont bénévoles et sa fabrication est payée par les abonnements, grâce aux 1051 abonnés que compte *Combat* au bout d'un an². Pendant quatre années, les rédacteurs de *Combat* vont donc maintenir cette revue sans publicité, sans aucun soutien financier, grâce aux seules ressources que leur procurent les ventes. *Combat* est en effet disponible dans la plupart des librairies parisiennes et dans 42 grandes villes de province où la revue bénéficie d'un réseau de propagandistes, bénévoles eux-aussi. Ce faisant, l'équipe de la Jeune Droite parachève, avec *Combat*, sa définition d'un modèle d'intellectuel nationaliste engagé, qu'elle construit progressivement depuis le début des années trente. Ce modèle d'engagement politique est bien décrit dans les pages de l'ouvrage que fait alors paraître Maulnier, *Mythes socialistes*. Le Manifeste de *Combat* en semble même une émanation directe. La définition de l'engagement que construit Maulnier est dirigée tout à la fois contre les intellectuels idéalistes réfugiés dans leur tour d'ivoire et ceux qui se plongent au contraire dans les réalités politiques et sociales, en se mettant au service d'un parti. A travers ce dernier cas, il vise évidemment l'enrôlement des intellectuels communistes, qui appliquent servilement les consignes élaborées par le parti et ses dirigeants. Parmi les idéalistes, Maulnier fustige tout particulièrement les intellectuels catholiques, car « c'est à eux (...) qu'on doit ce sous-produit de l'idéalisme, qui s'appelle la politique

¹ in *Combat*, n°1, 10 janvier 1936, p.2

² « Un an d'effort », in *Combat*, n°10, décembre 1936. Dans son ouvrage (p.367), Nicolas Kessler annonce que la revue culminera à 2000 abonnés quatre ans plus tard, pour un tirage total de 5000 exemplaires. Au début de l'année 1937, Maulnier écrit en effet à sa mère que la revue se maintient au-dessus du millier d'abonnés, en dépit du « déchet normal au moment des réabonnements de janvier ». (Lettre de Thierry Maulnier à sa mère, datée de 1937, Fonds Thierry Maulnier Versailles, F991 (6) a).

moralisatrice. (...). J'avoue mépriser tout particulièrement, ajoute-t-il, une intransigeance qui n'est qu'une forme de l'impuissance et ces beaux intellectuels qui proposent au monde des règles inapplicables, puis, ayant constaté qu'il leur est impossible d'être d'accord avec le monde, rentrent dans leur isolement¹. » La nécessité pour l'écrivain de se mêler à l'action est une évidence pour Maulnier. Le rôle de l'intellectuel est de prendre parti, pas de servir un parti, et par là même, de se heurter aux choses de la terre et de la cité. En principe, il est préférable que l'intellectuel ne se voue pas aux problèmes de l'actualité, car en cherchant la prise d'efficacité immédiate sur l'événement, il arrive qu'il oublie de travailler pour l'éternité. Mais la mission de l'intelligence est aussi d'attaquer une société ou des institutions qui ne sont pas conformes aux lois qu'elle pose. L'écrivain doit faire concourir ses idées au progrès de l'humanité. « Une pensée consciente de son rôle sait que sa véritable efficacité n'est pas de faire servir les idées à la victoire des forces, mais les forces à la victoire des idées² ». Son objectif est de dominer les forces qui font l'histoire, pas de les servir, et encore moins de les laisser agir sans aucune réaction, car « se désintéresser de l'événement, c'est souvent consentir à l'esclavage ; c'est souvent trahir³ ». A l'inverse, c'est pour défendre sa liberté que l'esprit doit s'efforcer de gouverner le monde. La définition de l'engagement que construisent Maulnier et la Jeune Droite est tout à fait conforme à l'éthique de l'intellectuel libre qu'ils s'efforcent de suivre depuis leur entrée en littérature.

Le retour à une forme d'engagement plus classique pour la Jeune Droite, qui est celle de la revue d'idées, témoigne néanmoins d'une apparente stagnation que Robert Francis ne se prive pas de souligner. Au cours des quatre années d'existence du groupe *Combat*, Robert Francis n'a donné qu'un seul article pour le premier numéro de la revue, qui s'accompagne de la publication de quelques textes dans *L'Insurgé*⁴. Il se tient à distance sans jamais désapprouver l'action de ses camarades, mais la formule

¹ Thierry Maulnier, *Mythes socialistes*, op. cit., pp.16-17.

² *Ibid.*, p.12.

³ « Notre enquête chez les intellectuels. Réponse d'un jeune : M. Thierry Maulnier », in *La Liberté*, 3 février 1933.

⁴ Robert Francis, « Grande baisse sur la révolte », in *Combat*, n°1, janvier 1936 ; « Aidons-les à crever », in *L'Insurgé*, n°3, 27 janvier 1937 ; « Le Règne des répétiteurs », in *L'Insurgé*, n°36, 15 septembre 1937.

que *Combat* remet au goût du jour ne lui convient pas. Il exprime ainsi ses réserves dans une lettre qu'il envoie à la revue : « Oui, plus je vieillis et moins je crois aux idées. Plus je cherche les personnes, les hommes, derrière les phrases imprimées, les positions prises, et plus je me sens seul, détaché à peu près de tout et de tous, sauf de quelques rares amis – dont vous êtes¹ ». « Malheureusement, poursuit-il en critiquant l'engagement des jeunes Français, je les vois s'engager, tête baissée, à la remorque de divers partis, tous plus "nationaux" les uns que les autres, et sous prétexte de "pénétration dans les masses se vulgariser, se déboutonner à qui dit mieux", se rapetisser à qui "sera le moins fier", sans aucun autre résultat qu'électoral. Et je le regrette². » Robert Francis n'en conserve pas moins les idées qu'il a toujours défendues avec la Jeune Droite et ne voit d'issue possible que dans l'action révolutionnaire. Il en profite également pour réaffirmer son affection à Maurras, dont il dit approuver davantage la personnalité exemplaire que les idées : « J'espère que vous comprendrez maintenant pourquoi j'éprouve un plaisir pervers à écrire que "je ne crois plus aux idées". La dialectique d'un maître (qui n'est pas le mien) comme M. Maurras m'a toujours séduit mais pas autant que son exemple. Oui, pour moi, son exemple d'homme, sa grandeur, valent davantage encore que ses idées politiques, car je sais trop, j'ai tout de même un peu d'expériences derrière moi, pour ne pas savoir que même si les idées justes prenaient enfin le pouvoir, il n'y aurait pas trop d'hommes véritables, authentiques, courageux pour les animer, les faire passer à l'acte – et que sans ces hommes-là les plus courageuses constructions de l'esprit ne sont que des cadres vides, des croquis sans cotes, des paragraphes sans texte³. »

Le drame de la Jeune Droite, c'est finalement de ne pas réussir à trouver la forme d'engagement qui pourrait satisfaire son besoin ardent d'activisme révolutionnaire. Quelles que soient ses tentatives pratiques, elle en revient toujours à la formule inapte de la revue de combat, à l'influence marginale et à l'efficacité limitée. Ce besoin pressant d'action, la Jeune Droite va donc le traduire dans les polémiques qui alimentent les colonnes de *Combat*, et plus encore du journal *L'Insurgé*. Le style de ces deux supports tient beaucoup plus du pamphlet que de la réflexion approfondie. Et

¹ Robert Francis, « Lettre à Combat », in *Combat*, n°27, juillet 1938.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

lorsque la Jeune Droite se consacre aux questions d'ordre économique et social, son ton ressemble bien plus à celui des penseurs du socialisme révolutionnaire français, Sorel et Proudhon par exemple, qu'aux constructions des théoriciens de l'économie. *L'Insurgé* veut ainsi passer pour une tentative visant à dégager, dans le combat quotidien, les éléments d'une construction économique et sociale, mais au final, il ressemble plus à un brûlot. *Combat* et *L'Insurgé* n'en conservent pas moins la consistance d'un alliage réussi entre la belle allure littéraire propre à *l'Action française*, l'insolence et l'énergie des jeunes équipes, et une méditation doctrinale, qui pour n'être pas forcément très constructive, laisse cependant une impression de haute tenue intellectuelle. De son côté, *L'Insurgé*, qui s'efforce dans la lignée des *Cahiers du Cercle Proudhon*, d'amener les éléments les plus révolutionnaires du peuple à la défense de la nation, est une marmite d'explosifs. Beaucoup plus provocateur que *Combat*, plus frondeur, plus insolent, plus violent, *L'Insurgé* est un condensé d'énergie. Fondé à l'origine pour lutter contre Blum, le Front populaire, et plus globalement contre le système, il n'a pas failli à sa mission pendant ses dix mois d'existence, bien qu'il ne faille pas non plus exagérer l'influence de ce journal dans le temps.

Sur le plan pratique néanmoins, la grande originalité de *Combat*, qui est introduite par Maulnier, réside dans sa tentative pour dépasser le simple journalisme et entamer un dialogue direct avec le peuple au travers de grands meetings ou de permanences dans les cafés. Les rédacteurs du journal forment un groupe *Combat* qui va donc à la rencontre du public et assure à l'extérieur la propagande politique de la revue. A l'activisme des partis ou des ligues, le groupe emprunte donc la force d'action des réunions publiques. Ainsi, le 29 juin 1936, par exemple, a lieu une grande réunion à Paris devant 500 personnes sur la « tradition et la révolution dans l'art ». Aux côtés de Jean Loisy et Robert Brasillach, Abel Bonnard, René Gillouin, l'architecte Auguste Perret et Marcel Delannoy entre autres, prennent la parole. Le 18 décembre 1936, de la même manière, Thierry Maulnier, Jean-Pierre Maxence, Jean de Fabrègues, Serge Jeanneret, Robert Brasillach et Louis Salleron répondent devant 500 personnes, dans la salle de la Société de Géographie sur le boulevard Saint-Germain, à la question « Où

sont les vrais défenseurs de la culture ? ». En 1937, les 21, 22 et 23 avril, le groupe organise une réunion privée en trois soirées « Pour refaire une société¹ ». Enfin, le 19 janvier 1938, à la Grande Salle des Sociétés Savantes dans le 6^{ème} arrondissement de Paris, Thierry Maulnier, Jean de Fabrègues, Maurice Blanchot et Georges Blond prennent la parole sur un thème qui éclaire parfaitement le programme politique de la Jeune Droite : « Comment libérer la nation de l'argent, libérer le socialisme de la démocratie, défendre la culture contre les orthodoxies totalitaires ? ». Mais les rédacteurs de la revue se déplacent aussi en province, seuls ou à plusieurs pour donner des conférences. Leurs déplacements nous renseignent aussi sur les villes où la revue dispose d'un lectorat plus important. Et sans surprise, il s'agit bien sûr des villes où l'Action française est bien implantée : Saint-Etienne, Bordeaux et Toulouse. En novembre 1936, sur l'invitation de l'association des Etudiants foréziens, baptisée Cercle Victor de Laprade, Maulnier donne une conférence sur son ouvrage « Mythes socialistes ». Un peu plus tard, Robert Brasillach prend la parole à Bordeaux pour répondre à la question « L'Europe sera-t-elle fasciste ? » et préside un dîner des Amis de *Combat* le 11 février 1937². Enfin, Thierry Maulnier se rend à Toulouse, en compagnie de René Vincent pour exposer ses « raisons de combattre pour le vrai nationalisme contre l'argent, le vrai socialisme contre la démocratie », dans une réunion organisée par les Etudiants Nationalistes sous la présidence de Maître Cestan. Certaines conférences sont montées conjointement avec l'organisation « Rive Gauche » animée par Henri et Annie Jamet, dont Thierry Maulnier est proche, et l'équipe de *Je Suis Partout*. Dans une lettre à sa mère, il affirme s'occuper « un peu » des conférences « Rive Gauche » sans préciser en quoi consiste réellement son implication³. Le 13 janvier 1937 par exemple, Thierry Maulnier et Georges Blond prennent la parole pour « Rive Gauche » au Studio Bonaparte, Place Saint-Sulpice, sur

¹ Le mercredi 21 avril sur le thème de la nation (orateurs : Jean de Fabrègues, Thierry Maulnier et Louis Salleron) ; le jeudi 22 avril sur le thème de la civilisation (par Robert Brasillach, Jean Loisy et André Monconduit) ; et le vendredi 23 avril consacré aux libertés (avec Georges Blond, Serge Jeanneret et Claude Orland).

² Bordeaux est apparemment la ville où le groupe *Combat* est le plus actif, en dehors de Paris. Thierry Maulnier y donne aussi une conférence le 18 mars 1938 au Grand Amphithéâtre de l'Athénée municipal, rue des trois-Conils, en compagnie de René Vincent et Gilbert Carrère. Jean Saillenfest et Charles Mauban participent aussi à un dîner des Amis de *Combat* le 14 juin 1938 au restaurant Cazaubon, rue Fondaudège.

³ Lettre de Thierry Maulnier à sa mère, sans date, mais datant probablement du début de l'année 1939. Fonds Thierry Maulnier Versailles, F991 (6) a.

deux thèmes particulièrement polémiques : « une nation opprimée : la France », « la France, Irlande de l'Europe et la révolte des esclaves ». Dans le même cadre, Maulnier s'exprime sur le « nationalisme social » le 19 février 1937. En tout, *Combat* annonce 27 réunions publiques dans lesquelles ses collaborateurs prennent la parole entre 1936 et 1939. Ce nombre atteint son pic en 1937 et diminue progressivement ensuite pour se faire quasiment négligeable en 1939, ce qui est aisément compréhensible. Deux réunions seulement sont annoncées en 1939 ; une le 11 janvier avec Jean de Fabrègues qui parle du « sens social et moral de la civilisation française » au cercle « Civilisation et Justice sociale » ; une seconde conférence est tenue par Maulnier et Salleron sur le « rôle de la France devant le désarroi de l'Europe ». La très grande différence entre le sujet d'actualité politique choisi par Salleron et Maulnier d'un côté et, de l'autre, le thème plus spirituel retenu par Fabrègues en 1939, alors que la guerre se fait imminente, mérite d'être relevée. Lucien Rebatet, membre de l'équipe de *Je Suis Partout*, a livré un témoignage terrible sur l'inutilité foncière de ces réunions dans lesquelles se pressait toujours la même clientèle d'habitues et qui se terminaient finalement dans un café autour d'une table¹.

En dehors de ces réunions, le groupe *Combat* organise des permanences régulières au sous-sol d'un établissement situé sur le boulevard Saint-Germain, le Café Méphisto, à l'angle de la rue de Seine, où les abonnés, les lecteurs et tous ceux qui le désirent sont

¹ « Nous avons commencé de donner à quatre ou cinq quelques conférences, qui étaient plutôt des harangues, et où notre jeunesse, notre entrain, notre verve remportaient le plus grand succès. J'avais un goût très vif pour cet apprentissage de la parole. Mais la déception était venue aussitôt. Je dévisageais avec ennui ces auditoires de « nationaux » toujours les mêmes, bons et placides bourgeois, dames aux chapeaux convenables de la rue du Bac, demoiselles légèrement prolongées éprises de belles-lettres, et rêvant de pétillantes correspondances avec les auteurs, deux gentilshommes de la rue des Saussaies qui feraient un compte rendu rassurant aux pouvoirs, jamais un seul adversaire à ébranler, si peu de néophytes même, et tant de crânes, de crânes... les éternels « genoux » de la droite, tant de nobles débris de tous les cocuages illustres, du boulangisme, de la Patrie française, de l'Affaire, de la Chambre bleu-horizon. Quand il ne s'agissait pas des militants d'élite dont l'activité consistait à s'embêter ponctuellement et doucement dans les cinquante et quelques cérémonies de ce genre égrenées sur la région parisienne, ces braves gens étaient venus pour mettre des figures sur nos proses, juger de notre sex-appeal ou du choix de nos cravates. (...). Il eût suffi d'entraîner avec nous quelque part quatre ou cinq douzaines d'étudiants, de braves garçons, pour se dire que notre temps et notre verve n'avaient pas été perdus. Mais quand nous étions parvenus à bien allumer notre auditoire et à mouiller nos chemises, quand nous avions suffisamment insulté quelques ministres, il ne nous restait plus qu'à nous remettre de ces prouesses et de la soif consécutive, en nous entre-félicitant autour d'un guéridon de Lipp ou des Deux-Magots. A quelque point que nous eussions déchaîné l'enthousiasme, nous n'avions aucune bannière à déployer pour enrôler nos fidèles, aucun mot d'ordre à leur lancer, pas le moindre geste à leur enjoindre. Nous exécutions un numéro, le fascisme à vide, rien dans les mains, rien dans les poches. Ce n'était guère notre faute. Nous faisons ce que nous pouvions. Nous valions mieux. Mais nos qualités mêmes étaient de celles qui, dans l'état du pays, nous garantissaient l'obscurité ». Lucien Rebatet, in *Les Décombres*, Paris, Denoël, 1942, pp.56-57.

invités à venir faire la connaissance des rédacteurs et directeurs de la revue. Maulnier et les autres collaborateurs y tiennent quelquefois des causeries sur des thèmes précis¹. C'est là aussi que se décide l'organisation de la propagande, des réunions et la distribution de la revue. Mais toute cette agitation compense difficilement l'impression de « surplace », que souligne à juste raison Olivier Dard dans son ouvrage sur les nouvelles relèves des années trente. Il y a « surplace », autant au plan doctrinal qu'au plan géographique, d'ailleurs, tant la Jeune Droite a du mal à sortir du boulevard Saint-Germain et des quartiers alentours, manifestant par là même sa faible pénétration en province. En fin de compte, la Jeune Droite fabrique *Combat* comme elle a créé la *Revue française*, et comme elle va faire quelques mois plus tard avec *L'Insurgé*, entre la Brasserie Lipp et les Deux-Magots, avec un mélange de paresse, d'esprit blagueur et d'avidité à faire une révolution qui n'arrive jamais.

Parmi les collaborateurs du mensuel *Combat*, on retrouve beaucoup de noms déjà connus, comme Jean-Pierre Maxence, Georges Blond, Robert Brasillach, Kléber Haedens, Claude Roy – qui signe alors Claude Orland – ou encore Maurice Blanchot. Thierry Maulnier y donne parfois plusieurs articles dans un même numéro en publiant sous le pseudonyme de Dominique Bertin. L'équipe de l'ancienne *Revue du XXème Siècle* est présente également au côté de Jean de Fabrègues, avec Jean Loisy, qui collabore aussi au *Courrier Royal* du Comte de Paris, ou encore Emile Vaast, Jean Saillenfest et Serge Jeanneret. Charles Mauban, dont le nom apparaissait déjà dans la *Revue du XXème Siècle* y publie régulièrement des articles et le rédacteur en chef du *Courrier Royal*, Louis Salleron, retrouve les rangs de la Jeune Droite en entrant à *Combat*. Tout comme André Monconduit² et Pierre Andreu, qui a publié auparavant des articles dans la revue *Esprit* au printemps 1934, et a fréquenté auparavant les groupes non-conformistes de l'*Homme nouveau* et de la *Lutte des Jeunes*. Pierre Andreu est, lui, un grand connaisseur de l'œuvre de Sorel, en qui il reconnaît un maître. Enfin, la Jeune Droite reçoit à *Combat* le concours de la nouvelle génération de

¹ Par exemple, le 25 février 1937, « le fascisme et nous » par Thierry Maulnier et Jean de Fabrègues.

² Né en 1909, André Monconduit est professeur dans un collège de jésuites à Paris. Il signe plusieurs articles sur le fascisme, notamment sur le corporatisme italien. C'est un grand connaisseur de l'Espagne. Après la Libération, il collabore au *Monde* comme correspondant en Espagne, sous le pseudonyme de Jean Créach.

lycéens et Etudiants d'Action française qui ont fait leurs premières armes au sein de *L'Etudiant Français*. Parmi eux se trouvent François Gravier¹, Pierre Monnier², François Sentein³, Jacques Laurent-Cély⁴ et Jean-Serge Morel. Dominique Aury, qui fut, un moment, la compagne de Thierry Maulnier jusqu'à leur séparation au début de l'Occupation, signe ses premiers articles dans *Combat*.

Une note critique établie trois mois après le lancement de la revue nous renseigne sur les intentions de ses dirigeants. Si la revue est dès le départ un succès auprès du public, la note rappelle que *Combat* se situe néanmoins sur un autre plan que les grands quotidiens, auxquels il ne peut de toute façon être comparé, et qu'il ne saurait trouver sa raison d'être dans le nombre de ses lecteurs. *Combat* se justifie par la situation de la France, et non par un quelconque besoin de succès commercial. Parmi les critiques formulées, figure l'envahissement de la revue par la politique, qui fait passer *Combat*, pour ce qu'il ne doit apparemment pas être aux yeux de ses dirigeants, à savoir une

¹ Né le 14 avril 1915. Etudes aux Lycées Buffon, Janson de Sailly, Henri IV à Paris et à la faculté des Lettres de Paris. Agrégé d'histoire et de géographie. Membre des Etudiants d'Action française. Il est ensuite lecteur à l'Université de Belgrade (1940-1941), Chargé de mission au Secrétariat général de la jeunesse (1941-1942) où il dirige l'Ecole des Cadres du Mayet-de-Montagne, à la Fondation Alexis Carrel (1943-1944, il dirige le Centre de synthèse régionale), au Ministère de la Reconstruction (1945-1949) et au Commissariat Général du Plan (1950-1965). Membre du Conseil Economique et Social au titre du développement économique régional (1959-1964), professeur au Centre National des Arts et Métiers (chaire d'économie et d'organisation régionale) en 1965. Editorialiste à la *Vie française*, il écrit aussi dans *Fédération*, *Carrefour* et *Preuves*. Il est l'auteur du célèbre ouvrage *Paris et le désert français* paru après la guerre.

² Pierre Monnier est né en 1911 et a adhéré à l'Action française au début des années trente. Il donne son premier article à *L'Etudiant français* en novembre 1935. Pour son itinéraire, le lecteur peut consulter sa trilogie : *A l'ombre des grandes têtes molles*, Paris, La Table Ronde, 1987, 302 p ; *Les Pendules à l'heure*, Paris, Le Flambeau, 1992, 393 p ; *Irrévérence gardée*, Paris, Godefroy de Bouillon, 1999, 263 p. Dans *A l'ombre des grandes têtes molles*, il explique qu'il « a trouvé chez Maurras les lignes de force d'une éthique qu'il ne reniera jamais » (p.92). Pierre Monnier va jouer un rôle important dans la fondation et l'animation de *L'Insurgé*. Il a fait partie de la Cagoule. Pendant l'Occupation, il occupe un poste important au Commissariat des Centres de Jeunesse de la région parisienne, où il recrute son ami François Sentein. Après la Libération, il se consacre au dessin, fonde les éditions Frédéric Chambriand qui publient *Mort à crédit* et *Casse-pipe* de Céline, puis il entre chez L'Oréal.

³ François Sentein est né en 1920. Il fait connaissance avec l'œuvre de Thierry Maulnier en lisant ses reportages en montagne publiés dans la *Revue française*. Il est correspondant de *L'Insurgé* à Montpellier et fait la connaissance de Maulnier à la Brasserie Lipp au cours de l'année 1937, en compagnie de Charles Deleuze, qui a publié quelques articles sur le sport dans *L'Insurgé*. François Sentein donne son premier article à *Combat* dans le numéro 31 de janvier 1939.

⁴ Plus connu sous le nom de Jacques Laurent, futur Académicien, comme Thierry Maulnier. Il a évoqué cette période de sa vie dans son *Histoire égoïste*, Paris, Folio, 1978, 600 p. Jean-Serge Morel, élève en khâgne est alors son ami. Il est devenu plus tard proviseur. Tous deux sont membres de l'Action française, où ils fréquentent aussi Pierre Boutang, Philippe Ariès, Raoul Girardet. Dans son *Histoire égoïste*, il écrit : « A l'Action française, j'avais trouvé la camaraderie brutale dont a parfois besoin, tout individualiste qu'elle soit, la jeunesse. Les bagarres de rues, les réunions publiques, les flâneries bavardes dans les cafés tissaient des liens assez semblables à ceux que je devais connaître ensuite dans l'armée ; ils donnent l'illusion de l'amitié et même de l'amitié éternelle » (p.194).

publication essentiellement consacrée à l'actualité. De sorte que les articles à prétention culturelle ou littéraire apparaissent eux-mêmes comme des articles politiques. La note conseille par conséquent de bien veiller à respecter une répartition acceptable entre les différentes rubriques, qui doivent être consacrées à la politique, sur trois pages maximum, aux lettres et spectacles, aux questions liées à l'humanisme et à la culture, ainsi qu'à la chronique des faits et mœurs. La politique est par ailleurs traitée de manière trop conformiste et généraliste, dans des articles où abondent les formules toutes faites, qui dispensent de penser, et qui démontrent une servitude à l'égard des mots d'ordre des partis ou ligues. Parmi ces formules, la note cite le « pays réel », de Maurras, et les « deux cent familles ». A rebours de cette tendance, « l'intérêt de *Combat* est de donner en matière politique, une opinion indépendante qui ne soit pas celle des journaux, tenus à la propagande de masse ou à la tactique électorale¹. » L'auteur de la note considère que l'actualité politique exerce une telle attraction sur les rédacteurs qu'ils y consacrent tous plus ou moins leurs articles, d'où une sensation de redondance et de rabâchage assez désagréable à la lecture de la revue. « La plupart des articles sont trop "faciles", sommaires, n'ayant de brio que par des qualités de style, mais aucune ou peu d'originalités d'idées² ». La revue « n'apporte rien de suffisamment personnel pour grouper autour d'elle le public qui serait le seul public intéressant : un public qui y trouverait des raisons de révolte, des raisons d'enthousiasme, des directions neuves³. » Il s'en dégage par conséquent une impression de confusion et de conformisme, qui ressemble aux critiques formulées par la Jeune Droite à l'encontre de ses adversaires. Avec une direction plus ferme de ses dirigeants, et des consignes claires données aux différents rédacteurs, pour éviter qu'ils n'écrivent que ce qu'ils veulent, la revue doit pouvoir réussir à « être à la fois, critique et polémique, afin de conserver à *Combat* l'aspect vivant qui lui a attiré des lecteurs, et en même temps, doctrinal (sans être doctrinaire) et constructif (...) afin d'avoir sur ces lecteurs une action réelle⁴. » Tous les problèmes, au sein de la rédaction de *Combat*,

¹ Note manuscrite critique sur la revue *Combat*, sans mention d'auteur, 8 pages, Fonds privé Thierry Talagrand, pp.2-3.

² *Ibid.*, p.3.

³ *Ibid.*, p.4.

⁴ *Ibid.*, p.6.

viennent de la difficulté de la Jeune Droite à trouver un équilibre acceptable entre le commentaire de l'actualité politique et la réflexion de fond.

Ainsi, il semble qu'il y ait eu dès le départ un désaccord entre les deux directeurs, Fabrègues et Maulnier, sur les raisons d'être de la revue. Véronique Auzépy-Chavagnac, dans sa thèse¹, a très bien résumé les ressorts de cette querelle et les positions de chacun. Elle s'appuie notamment sur une lettre que Fabrègues a envoyée à Maulnier, vers la fin de l'année 1936, pour dresser ce constat clairvoyant : pour Jean de Fabrègues, « *Combat* représentait un organe de dialogue social destiné à convaincre les Français de la nécessité d'une conversion spirituelle, d'un retour aux valeurs de la tradition chrétienne, dont un nouvel ordre ne manquerait pas de résulter. Il ne s'adressait plus à une élite comme dans ses revues précédentes, mais portait la croisade parmi le peuple et sur le terrain ». Alors que pour Thierry Maulnier, la nouvelle revue « répondait au besoin de s'engager plus directement dans la lutte politique. La gravité des événements justifiait qu'on s'opposât au gouvernement et qu'on dégagât les grandes lignes d'une révolution populaire contre le régime démocratique² ». Autrement dit, Fabrègues vise, à travers *Combat*, l'instauration d'un nouvel ordre spirituel fondé sur les valeurs du christianisme, tandis que Maulnier veut faire de la revue le fer de lance de la lutte contre le Front populaire. Ces deux tendances coexistent dans *Combat* et expliquent par conséquent que voisinent tout à la fois des polémiques politiques dans un style radicalement violent et des réflexions d'ordre spirituel sur la révolution qui doit s'opérer dans l'homme, par une nécessaire conversion. Les divergences entre Fabrègues et Maulnier s'éclairent lorsque l'on compare les thèmes respectifs des conférences qu'ils prononcent le même jour, à la veille de la guerre, devant le cercle « Civilisation et justice », sur le « sens social et moral de la civilisation française » pour Fabrègues et sur le « rôle de la France devant le désarroi de l'Europe » pour Maulnier. La dénonciation du manque d'ouverture spirituelle de la revue, qui se consacre trop à la polémique stérile, est au cœur des

¹ Véronique Auzépy-Chavagnac, *Jean de Fabrègues : persistance et originalité d'une tradition catholique de droite pendant l'entre-deux-guerres*, 2 volumes, Thèse de doctorat de sciences politiques, Paris, IEP, 1993, sous la direction de René Rémond, p.464.

² *Ibid.*

reproches formulés par Jean de Fabrègues sur *Combat*. Elle s'accroît à la fin de l'année 1936 avec la fondation de *L'Insurgé*, auquel Jean de Fabrègues n'a jamais collaboré. Elle est en tout cas flagrante dans le texte que publie Fabrègues dans le numéro de juin 1936 sur « les conditions d'une action efficace » : « C'était un redressement plus total du destin humain auquel nous étions attachés. (...) retrouver, construire, illustrer une société juste en même temps que stable, tendant à permettre aux hommes le plus grand jeu d'eux-mêmes, et cependant fondée sur une claire conscience de leur faiblesse et de leurs incapacités. A cette découverte, à cette construction (...), nous sommes toujours attachés¹ ». Mais l'auteur de *La Crise est dans l'homme*, qui a décidé de se lancer pleinement dans le combat politique, se montre néanmoins conciliant et sait, quand il le faut, apaiser les querelles en retrouvant le spiritualisme laïc, de son premier ouvrage. Ainsi, dans un numéro spécial de la revue, publié pour l'été 1936 et intitulé « Points de départ » pour resituer les positions de la Jeune Droite, il écrit : « Surmonter l'idéalisme social et le matérialisme social, surmonter l'individualisme et le matérialisme qui en sont les applications concrètes, telle doit être la tâche essentielle d'un nouvel humanisme social. C'est dire qu'il doit prendre racine en même temps dans les valeurs et dans les faits, dans les exigences de la conscience humaine et dans la résistance des choses². » Plus fondamentalement, Jean de Fabrègues se déclare gêné par les prises de partis de certains membres de *Combat*. Il se plaint en effet de voir se préparer « hors de lui et loin de lui des actions parallèles à *Combat* qui l'engagent lui et ses amis dans des positions qui ne sont pas les leurs³ ». Par là, il vise surtout un certain nombre de conférences prononcées par les animateurs de la Jeune Droite : Thierry Maulnier et, surtout, Jean-Pierre Maxence, qui accuse les hommes d'Eglise d'apostasie, dans une réunion organisée par *Combat*. En fait, c'est Jean-Pierre Maxence qui est tout particulièrement visé par les critiques de Fabrègues, en raison de son engagement militant au sein de la ligue de la Solidarité française. Ce dernier énonce ce qui doit être la ligne politique de *Combat*, totalement indépendante des partis ou des ligues : « Nous ne pouvons avoir et nous n'aurons

¹ Jean de Fabrègues, « Les conditions d'une action efficace », in *Combat*, n°6, juin 1936.

² Thierry Maulnier, « Un humanisme social », in *Combat*, numéro spécial, été 1936.

³ Véronique Auzépy-Chavagnac, *Jean de Fabrègues : persistance et originalité d'une tradition catholique de droite pendant l'entre-deux-guerres*, op. cit., p.467.

jamais à nous sentir liés par tel ou tel groupe organisé de la droite, du centre, non plus que de la gauche. Ce serait nier notre raison d'être¹ ». Il semble cependant que cette querelle alimentée par Jean de Fabrègues ait trouvé d'autres relais au sein de la Jeune Droite, comme Pierre Andreu, l'intellectuel sorélien, également en contact avec Bertrand de Jouvenel, qui ne participe donc pas non plus à la rédaction de *L'Insurgé*, sans doute par défiance envers Maxence. Dans un courrier qu'il adresse à Thierry Maulnier dans les débuts de l'hebdomadaire *L'Insurgé*, Pierre Andreu lui fait part de ses regrets de le voir se compromettre avec Maxence : « c'est précisément parce que je pense que vous avez un grand rôle à jouer, lui écrit-il, que j'ai toujours regretté de vous voir participer à des opérations de petite politique. Des quantités de jeunes types que je connais, que la lecture de votre Nietzsche ou de votre Racine, entraînent irrésistiblement vers vous, hésitent quand ils apprennent que vous parlez sur la même tribune que M. Darquier de Pellepoix ou même que Maxence. Je ne voudrais aborder la question de Maxence qu'avec infiniment de précautions, puisque Maxence est votre ami, mais vous ne pouvez pas ignorer combien sa réputation est déplorable aussi bien à droite qu'à gauche. Maxence se survit à lui-même (...). Vos meilleurs amis déplorent, du fond de l'âme, que vous paraissiez lier votre sort au sien (cf *L'Insurgé*). En ce qui concerne *Combat* il me semble difficile avec votre codirection commune de *L'Insurgé* et de *Combat*, la grande quantité de collaborateurs communs, de prétendre que *Combat* reste une entreprise autonome. Cela est regrettable pour *Combat*, qui en continuant à préciser ses positions du début (...) avait vraisemblablement un rôle à jouer. Cela aurait pu être un grand rôle, le rôle de l'Action française, à ses débuts² ».

La fondation de *L'Insurgé* est donc au cœur d'une querelle au sein de la Jeune Droite, où l'on retrouve, de façon exacerbée, la distinction entre spiritualistes et politiques. Elle répond pourtant, comme l'a montré la note critique sur *Combat*, à un vrai besoin pour la Jeune Droite de se consacrer à l'actualité politique, ce qui n'est clairement pas possible dans une revue mensuelle. Le lancement de *L'Insurgé* obéit donc incontestablement à une vraie logique, visant à recentrer *Combat* sur une réflexion

¹ Jean de Fabrègues, « Les conditions d'une action efficace », art. cit.

² Lettre de Pierre Andreu à Thierry Maulnier, sans date, mais vraisemblablement de 1937. Fonds privé Thierry Talagrand.

doctrinale vivante, au lieu d'en faire un pamphlet politique. Mais *Combat* et *L'Insurgé*, s'ils ne se caractérisent pas par un apport idéologique considérablement neuf, marquent par contre une réelle évolution dans les rapports internes à la Jeune Droite. Fabrègues s'enferme lui-même dans ses propres raisonnements, parfois très abstraits, sur la réforme intellectuelle, Maxence est déconsidéré par ses engagements ligueurs. *Combat* et *L'Insurgé* sont donc lancés à un moment où Thierry Maulnier donne le ton à la Jeune Droite. C'est lui qui imprime globalement sa marque à ces deux nouvelles publications. D'emblée, Thierry Maulnier s'est fait comprendre d'une grande partie de la jeunesse, et notamment celle d'Action française. Plus révolutionnaire que Fabrègues, moins vapoureux que Maxence, il entretient de bonnes relations avec la direction de l'Action française et apparaît à la jeunesse comme le possible successeur de Maurras. Il s'entoure d'une équipe composée majoritairement des jeunes rédacteurs de *L'Étudiant français*, comprenant Jean Saillenfest, François Gravier, Pierre Monnier, Jacques Laurent-Cély, Jean-Serge Morel, Rémy Le Corlan, Claude Roy, Kléber Haedens, qui voient en lui l'un des chefs de file de la jeune génération et le fréquentent dans les cafés du Boulevard Saint-Germain ou de Montparnasse. « Nos aînés nous accueillait avec cordialité, témoigne Pierre Monnier. Ainsi Thierry Maulnier, que nous écoutions, groupés autour d'une de ces tables de café qui lui servaient d'écritoire. Il avait pour habitude de rédiger ses articles, assis devant une bière ou un café. Nous le regardions de loin pour ne pas le troubler dans son travail, et quand il avait terminé, nous entamions de joyeuses conversations. (...). Nous l'admirions. Il était à nos yeux le plus intelligent. Il écrivait selon une démarche précise dont le développement dialectique aboutissait à une irréprochable démonstration. Sa fidélité à Maurras s'accommodait de toutes les ouvertures¹ ». Les jeunes admiraient alors la fermeté du jugement et le volontarisme révolutionnaire d'un Thierry Maulnier qui ne se limitait pas à ses écrits en descendant à l'occasion dans la rue pour crier ses idées : « Les étudiants manifestaient leur indignation contre les métèques. Une colonne de deux cents jeunes gens, environ, remontait le boulevard Saint-Michel. Quand la tête arrivait à la hauteur de la rue de Médicis, elle voyait se mêler à elle quelques aînés : parmi eux, un grand corps dont le chef dépassait la foule s'époumonait à crier de sa faible voix :

¹ Pierre Monnier, *A l'ombre des grandes têtes molles*, op. cit., pp.104-105.

“la France aux Français !” C’était Thierry Maulnier, venu rappeler à ses cadets que la pensée doit se traduire par l’action¹ », rapporte le journal *L’Etudiant français*. Claude Roy, enfin, qui écrivait alors sous le pseudonyme de Claude Orland, rassemble tous ces points de vue en affirmant alors que, « parmi ceux qui, dans le combat quotidien des idées, ont déjà affirmé une précoce valeur, M. Thierry Maulnier représente un exemple remarquable. Depuis cinq ans qu’il mène à cette frontière incertaine de la littérature, de la politique et de la philosophie une lutte de tous les instants, tenace, raisonnée, ardente, ses écrits ne nous révèlent pas seulement une intelligence mais un tempérament, un penseur mais un caractère, un écrivain mais un *vivant*. De la magnifique vitalité des idées maurrassiennes, des livres comme *La Crise est dans l’homme*, comme ce *Racine* qui remporta l’an dernier le prix de la Critique, sont de magnifiques témoignages² ».

Ces jeunes maurrassiens sont surtout plus éveillés que leurs aînés au malaise de la société et ils espèrent que Thierry Maulnier représente l’avenir d’une Action française en état de sclérose. Ils reprochent à l’Action française et à Maurras d’avoir délaissé la question sociale, qui atteint une acuité particulière au cours des années trente. En vieillissant avec Maurras, l’Action française a eu tendance à perdre sa sève. Sans enlever leur admiration à leur maître, ils font aussi le constat de son manque réel de volonté à tenter le « coup de force ». Leur principal grief contre l’Action française concerne finalement le conservatisme d’un mouvement qui a pris le parti de défendre un capitalisme honni. Ce qu’ils regrettent, c’est cette époque mythique de l’Action française où Henri Lagrange esquissait avec Georges Sorel et Georges Valois les premières tentatives d’un rapprochement timide entre monarchistes et syndicalistes au sein du Cercle Proudhon. Ils font par conséquent confiance à Thierry Maulnier et ses acolytes de la Jeune Droite pour refondre le maurrassisme et l’adapter aux problèmes de l’époque. « De 1930 à 1940, témoigne ainsi Pierre Monnier, les jeunes maurrassiens ont été nombreux à voir en Thierry Maulnier le successeur de Maurras. Nous le lisions dans la *Revue du XX^e siècle*, dans la *Revue française*, dans *Combat* qui a été au centre des tentatives en faveur d’une sorte de néo-maurrassisme. Il avait écrit un livre que

¹ Article de Yves le Maignen pour le *Journal du Loiret*, cité dans « Thierry Maulnier », in *L’Etudiant français*, juin 1936.

² Claude Orland, « Mythes socialistes », art. cit.

nous avons décortiqué : *la Crise est dans l'homme*. Nous distinguons derrière son attitude réservée, presque timide, la fermeté du caractère et l'ampleur du jugement. Tout donnait à penser qu'il serait le seul à savoir utiliser les recherches de nos camarades d'avant-guerre sans créer de rupture avec le comité directeur d'aujourd'hui. Il avait le don d'exprimer en termes simples et directs, selon une démarche dialectique percutante, des thèses qui nous tenaient à cœur. Thierry pensait comme nous que l'esprit du mouvement syndical et celui de la politique socialiste étaient incompatibles. Mais nous ne perdions jamais de vue que les malheurs des hommes et des nations avaient leur origine dans la domination de l'argent. (...). En ces années 1935-1936 nous étions toujours monarchistes, des monarchistes exclusifs de tout conservatisme¹ », mais qui ne pouvaient pas non plus se référer à Georges Valois, qui déteste alors autant l'Action française qu'il est détesté lui-même par Maurras. Ces propos sont cependant intéressants à plus d'un titre, puisque les historiens ont pris l'habitude de qualifier de maurrassiens dissidents les jeunes rédacteurs de *Combat* et *L'Insurgé*. En fait de dissidence, ils ne font que reprendre à leur compte l'important legs maurrassien et le réinterpréter en fonction des problématiques de leur époque. Certains d'entre eux considèrent même leur démarche intellectuelle comme un retour aux sources de l'héritage maurrassien dévoyé par les vieux conservateurs qui ont pris la tête du mouvement, à cette époque où Maurras n'hésitait pas à critiquer les abus du capitalisme, les puissances d'argent ou les abus de la finance. Et ils ressortent de vieilles citations de Maurras qu'ils utilisent pour justifier leur anticapitalisme radical.

L'Insurgé naît en plein Front populaire, avec la mission d'abattre le régime, par une union des classes moyennes et des classes populaires autour d'un nationalisme à vocation sociale. « C'est, explique Jean-Pierre Maxence, parce que aux plus sombres semaines de 1936 (décembre) et de 1937 (janvier) nous sentîmes cet abaissement, cette solitude découragée, cette rage impuissante des meilleurs devant l'effondrement de la droite, que sans illusions, nous fondâmes alors *L'Insurgé*. Au plus détestable moment de la vie française depuis dix ans, à l'heure où les adversaires théoriques du régime se terraient presque tous et semblaient avoir pour unique souci de ne point être persécutés

¹ Pierre Monnier, *A l'ombre des grandes têtes molles*, op. cit., p.155.

plus qu'ils ne l'étaient ; à l'heure où l'espoir né du Front populaire commençait lui-même à se dissiper, peut-être ainsi réussîmes-nous à maintenir quelques temps chez quelques milliers de Français le sentiment d'une issue, d'une fierté, d'une révolution, d'une victoire possibles¹. » L'idée est d'abord évoquée par Pierre Monnier, qui propose à Thierry Maulnier de créer à côté de *Combat*, un hebdomadaire consacré à la vie politique et sociale, qui serait accessible à une clientèle plus large et surtout moins intellectuelle que les 1000 abonnés de *Combat*. Il pense que la Jeune Droite fait fausse route en se contentant de publier une petite revue élitiste, quand tant de talents sont réunis pour faire un grand hebdomadaire. En fait, le jeune homme tombe à pic. Maulnier, qui avait été approché par le propriétaire des Huiles Lesieur, Lemaigre-Dubreuil, réfléchissait lui-même à ce moment-là à la fondation d'un organe de presse qui pourrait permettre à la Jeune Droite d'étendre son public. « Ce projet a suscité des discussions et des controverses jusqu'au jour où Thierry Maulnier réunit quelques amis dans son atelier de la rue de Bellechasse. Parmi eux, Georges et Germaine Blond et Jean-Pierre Maxence : “Voilà dit TM en me désignant, il voudrait que nous fassions un hebdomadaire”. (...). Il fallait de l'argent. Pour la première fois, j'ai entendu prononcer le nom de Jacques Lemaigre-Dubreuil, sorte de mécène atteint du virus de la politique. Il apportait son aide à des organes de droite ou de gauche, indifféremment, pourvu qu'ils fussent indépendants des pouvoirs, insolents et opposés au stalinisme. (...). Jean-Pierre Maxence. Je connaissais beaucoup de ses écrits, mais je le voyais pour la première fois. Pas très grand, un visage triangulaire, surmonté d'une chevelure électrique comme Elsa Lanchester dans *La Fiancée de Frankenstein*, un regard appuyé et une denture désastreuse. La tête toujours penchée du côté gauche, il parlait en agitant une main aux doigts jaunis par la nicotine. Dès le début de la conversation, il apparut que sa compétence technique était reconnue de tous. Comme je savais dessiner, on me chargea de réaliser une maquette, ce que je fis sous la direction de Jean-Pierre Maxence. On peut dire, en simplifiant, que si Thierry Maulnier était le doctrinaire de notre entreprise, Maxence en fut le réalisateur et l'animateur. (...). Il fut décidé que je traiterais des questions sociales et syndicales.

¹ Jean-Pierre Maxence, *Histoire de dix ans*, op. cit., p.328-329.

Thierry avança les noms de plusieurs amis rédacteurs à Combat, en insistant sur la qualité du concours que pourrait apporter Maurice Blanchot¹. »

Et c'est ainsi que le premier numéro de l'hebdomadaire de la Jeune Droite, *L'Insurgé*, paraît le 13 janvier 1937, avec des rédacteurs qui sont à peu près les mêmes que ceux de *Combat*. Pierre Monnier est Secrétaire de rédaction et signe des articles sous les pseudonymes de Maurice Grandchamp et Philippe Mattaincourt. Quelques noms apparaissent qui n'ont encore jamais alimenté les publications de la Jeune Droite, comme Guy Richelet, qui est aussi l'administrateur du journal et qui utilise quelquefois le pseudonyme d'Henri Valy ; Henri Lauridan, ancien militant communiste passé par la ligue de la Solidarité française au côté de Jean-Pierre Maxence ; Rémy Le Corlan, jeune d'Action française, élève à Janson de Sailly, qui fait partie de l'équipe de *L'Etudiant Français* ; Hélène Colomb, l'épouse de Jean-Pierre Maxence ; Robert Castille, Secrétaire général des Etudiants d'Action française ; Pierre Delongraye-Montier, dessinateur et futur secrétaire personnel du Comte de Paris ; Jean Héritier, maurrassien qui collabore au *Courrier Royal* ; Hugues Parnassié, spécialiste du jazz ; André Voisin² et Max Graincourt, des Métiers Français ; Jean Fontenoy et Maurice-Yvan Sicard, membres du PPF de Doriot ; Jean Paillard, spécialiste du corporatisme et bien d'autres noms encore, comme Pierre Danlor et Lucien Farnoux-Reynaud³, Henri Jacquenas, André Lenormand, Robert Sardane, Michel Debarre, Jacques Vingtras... *L'Insurgé* se prévalait aussi de l'amitié du chef du mouvement belge Rex, Léon Degrelle, sur lequel Richard de Grandmaison et Lionel Kampf écrivent un reportage, et d'Henry Dorgères, agitateur du monde paysan, responsable des Chemises vertes. Les maurrassiens, actifs ou en marge du mouvement, sont donc très présents dans *L'Insurgé*. Comme on peut facilement le déduire des pages précédentes, ni Jean de Fabrègues ni René Vincent, ne participent à l'aventure de *L'Insurgé*. Trop provocateur, trop insolent, trop politique, il ne correspond pas à ce qu'ils attendent d'une publication. De sorte que, dans son numéro de février 1937 qui

¹ Pierre Monnier, *A l'ombre des grandes têtes molles*, op. cit., p.192.

² Après la Seconde guerre mondiale, André Voisin fut l'un des responsables du mouvement fédéraliste et de la revue *Fédération* qui a pris ensuite le nom de *XX^e Siècle Fédéraliste*, où l'on retrouve régulièrement la signature de quelques animateurs de la Jeune Droite, parmi lesquels Thierry Maulnier, François Gravier, Louis Salleron, Jean Daujat, Pierre Andreu, Serge Jeanneret.

³ Collaborateur de Galtier-Boissière au *Crapouillot*.

suit le lancement de *L'Insurgé*, Maulnier accédant au souhait de Fabrègues accepte de faire, dans *Combat*, la mise au point suivante : « Des lecteurs nous demandent à propos de la parution de *L'Insurgé*, hebdomadaire politique et social, où ils ont retrouvé les noms de quelques collaborateurs et amis de *Combat*, s'il existe un lien entre cette publication et la nôtre. Nous précisons que *Combat*, revue de polémique, de documentation et de doctrine, se tenant à l'écart de toute action politique militante, est indépendant, tant par la volonté de ses fondateurs que par son organisation administrative, de tout groupement et de tout organe. *Combat* reste la libre tribune d'idées où s'expriment de jeunes écrivains unis par le souci commun d'opposer une critique et une doctrine réalistes à l'idéalisme et au matérialisme de ce temps¹ ».

Combattre ensemble démocratie et capitalisme

Il est communément admis que la Jeune Droite était essentiellement composée de dissidents en rupture de ban avec le mouvement maurrassien. Ce cliché a été alimenté par les intéressés eux-mêmes, après la Seconde Guerre mondiale. Jean de Fabrègues, dans son essai sur Maurras, écrit ainsi au sujet de toute cette jeune génération royaliste : « Faut-il la qualifier de maurrassienne ? Très vite, presque tous ces écrivains seront des dissidents². » Thierry Maulnier a livré une conclusion à peu près similaire après la guerre : « Pour ma part, j'ai subi l'influence de Maurras, mais je n'ai pas été, à proprement parler maurrassien. La preuve en est que je cherchais à m'exprimer ailleurs, dans des revues comme *Combat*, qui était une espèce de laboratoire. Je me suis trouvé en désaccord sur certains points de l'orthodoxie maurrassienne, bien que Maurras fût toujours d'un grand libéralisme à mon égard. (...). La divergence est venue de ce que je m'intéressais aux problèmes d'ordre économique et social. Les laboratoires comme *Combat* étaient faits justement pour approfondir ces problèmes. J'ai toujours adopté une attitude selon laquelle les problèmes du XX^e siècle, dans la

¹ Jean de Fabrègues et Thierry Maulnier, in *Combat*, n°12, février 1937, p.2.

² Jean de Fabrègues, *Charles Maurras et son Action Française : un drame spirituel*, Paris, Perrin, 1966, p.340.

mesure où ils dépendent de révolutions des techniques, avaient plus d'importance que dans le maurrassisme de stricte obéissance. Ce fait, nouveau dans l'histoire, créait des conditions nouvelles pour l'action politique¹.» Maulnier lui-même évoque une divergence, non une dissidence. Il est certain, qu'à l'époque, la Jeune Droite et Thierry Maulnier ne sont pas en phase avec l'Action française sur les solutions à opposer à des réalités économiques et sociales qui ont considérablement évolué depuis les débuts du XX^e siècle et l'apparition des progrès techniques. Maurras reste ainsi arc-bouté sur son fameux « politique d'abord », qui pose le changement de cadre politique comme préalable à la résolution des problèmes économiques et sociaux. De plus, l'anti-libéralisme de Maurras ne débouche pas automatiquement sur l'anticapitalisme, et son propos demeure ambigu sur ce qu'il convient de faire du capitalisme. Pour Maurras, la restauration monarchique n'a pas pour effet de mettre fin au régime capitaliste ; elle doit instituer de nouvelles mœurs, plus humaines, et faire disparaître les excès du capitalisme. Dans un régime historique et administratif qui fonctionne, comme la monarchie héréditaire, l'argent trouve naturellement sa place, sans abus. Ainsi sous la monarchie française, Maurras explique que « l'argent devenait chose morale et sociale, il se chargeait de responsabilités définies qui l'introduisaient et le maintenaient sur un plan différent du sien. C'est que l'Etat était alors constitué en dehors et au-dessous de l'Argent. L'Etat pouvait donner splendeurs, honneurs, influences, vastes espoirs dans toutes les directions de l'élévation politique et morale. Il gardait le gouvernement. C'est que, *le chef de l'Etat n'étant pas élu*, la corruption essentielle n'était pas possible : il n'était ni or ni argent qui pût faire de la souveraineté politique un objet de vente et d'achat. Le souverain héréditaire n'était pas engendré par l'argent comme peut l'être un souverain élu : il pouvait donc fournir un patronage sûr aux forces que l'Argent tentait d'opprimer². » Clairement, donc, ce n'est pas le mode de production, capitaliste ou collectiviste, qui détermine la place des possédants et du peuple, mais bien les institutions. En ce sens, Maurras se montre à cette époque relativement proche des analyses de Bainville qui se présente, au sein d'une Action française convaincue

¹ Réponse de Thierry Maulnier à l'enquête de Gilbert Ganne, « Qu'as-tu fait de ta jeunesse ? Les jeunes maurrassiens », in *Arts*, n°564, du 18 au 24 avril 1956.

² Charles Maurras, *Dictionnaire politique et critique*, établi par les soins de Pierre Chardon, fascicule 16. Ploutocratie-Politique, Paris, A la cité des livres, 1933, p.5

par le bien-fondé de l'économie corporatiste, comme un défenseur sincère du capitalisme ; d'un capitalisme soutenu par l'épargne, les classes moyennes et les rentiers¹. Contre ce Maurras, tenant d'un conservatisme foncier dans le domaine économique, la Jeune Droite, elle, n'hésite pas à s'affirmer anticapitaliste, tout en s'accordant avec cependant avec son Maître sur la nécessité de changer les institutions. De là à parler de dissidence, il y a un pas qui paraît difficile à franchir, tant le comportement de la Jeune Droite, et de Maulnier en particulier, est celui de disciples respectueux du fondateur de l'Action française. En matière économique et sociale, la Jeune Droite va plus loin que Maurras, elle ne s'oppose pas réellement à lui. En fait, elle tente un retour à l'Action française d'avant 1914, en redécouvrant l'héritage du Cercle Proudhon et de Georges Valois de sa propre initiative, dans des lieux d'expression situés à la marge du mouvement maurrassien, qui préfère oublier cet épisode douloureux de son histoire. L'expression la mieux choisie pour décrire sa tentative est donc assurément celle de Pierre Monnier, déjà citée, qui parle de « néo-maurrassisme ». Jean de Fabrègues a interprété de façon tout à fait identique l'entreprise intellectuelle que mène Maulnier, en exprimant l'idée selon laquelle ce dernier, dans les années trente, reprend à sa « manière toute l'œuvre maurrassienne, recherchant toute une éthique, une vie sociale qui, (...) doivent naître d'une réflexion rationnelle² », puisqu'il n'a pas la foi. Traduire ce comportement par le mot dissidence est par conséquent très exagéré. Il n'était d'ailleurs pas coutume à l'Action française que les dissidents poursuivent leur collaboration dans le quotidien, or Thierry Maulnier y signe des articles sans interruption jusqu'au 24 juillet 1944. Mais il n'en demeure pas moins que les relations entre Maulnier et Maurras vont être éprouvées par les deux expériences de *Combat* et *L'Insurgé*. Et c'est dans cette épreuve que nous pouvons entrevoir la véritable nature des liens qui unissaient les deux hommes. Lucide, Thierry Maulnier a d'ailleurs très bien décrit ses relations avec Maurras. Comme il le dit lui-même, Maurras pensait « que mes activités correspondaient à une espèce de brûlot, d'avant-garde, dangereuse, parce que à ses yeux, elle risquait de revenir sur des points qui semblaient acquis de la doctrine sociale de l'Action française. Doctrine qu'en effet,

¹ A ce sujet, voir : Olivier Dard, « Jacques Bainville et l'économie », in *Jacques Bainville. Profils et réceptions*, études réunies par Olivier Dard et Michel Grunewald, Berne, Peter Lang, 2010, pp.27-42.

² Jean de Fabrègues, *Charles Maurras et son Action Française : un drame spirituel*, op. cit., p.340.

j'avais tendance à ne pas considérer comme suffisante et c'est du reste avec ce mélange de grande indulgence, de grande indulgence pour nos incartades intellectuelles et de désapprobation pour certaines de ces incartades un peu trop poussées à son goût qu'il nous considérait. Je veux dire, sa position à notre égard était un peu contradictoire, mais elle ne s'est jamais départie d'une très grande estime de sa part¹. »

Dans la critique du capitalisme que formule la Jeune Droite, nous sommes au cœur des divergences qu'elle affiche avec l'Action française ; à tout le moins avec l'Action française telle qu'elle se présente dans les années trente, c'est-à-dire nettement conservatrice et réactionnaire. De son côté, la Jeune Droite, et Thierry Maulnier le premier, multiplient les références à cette expérience singulière que fut le Cercle Proudhon, tentée, elle aussi dans les marges du mouvement avant la Première guerre mondiale. Proudhon constitue par ailleurs un repère constant dans les publications des différents animateurs de la Jeune Droite. Mais évoquer le Cercle Proudhon est forcément délicat quand il est impossible de faire référence à cet intellectuel dissident, honni de l'Action française, Georges Valois. En 1935, avant même la fondation de *L'Insurgé*, Maulnier formulait ce rapprochement sans citer de noms, dans un entretien pour la revue *Le Document* : « Les doctrines maurrassiennes avaient formé à la veille de 1914 une brillante équipe de jeunes intellectuels que la guerre anéantit presque tout entière. Aujourd'hui, soit à l'Action française même soit autour de l'Action française, dans des journaux sympathisants, dans des ligues alliées, dans des actions parallèles, on peut dire que cette équipe est reconstituée. Nous pouvons même aller plus loin. (...). Du maurrassisme date en somme la bienheureuse rupture entre la doctrine monarchique et le conservatisme social. Depuis Maurras, il y a une droite en France, qui n'est pas essentiellement bourgeoise, modérée, "immobiliste", une droite qui ne défend plus, mais attaque l'ordre établi, une droite qui ne justifie plus, mais met en cause la première, le régime politique, économique et social². » Cette équipe reconstituée qu'évoque Thierry Maulnier dans son entretien est bien entendu la Jeune Droite. Il y a néanmoins beaucoup d'abus à présenter Maurras et l'Action française, au

¹ Documentaire de Jean-José Marchand consacré à Thierry Maulnier, *Mémoires du XX^e siècle*, diffusé sur France 3 en 1993.

² Thierry Maulnier, in *Le Document*, numéro consacré à l'Action française, juillet 1935.

moment où Maulnier écrit ces lignes, comme les représentants d'une droite éloignée du conservatisme social. L'Action française que décrit Maulnier remonte aux années de jeunesse du mouvement, avant la Première Guerre mondiale, lorsque celle-ci esquisse, sous l'influence de Valois, des rapprochements avec les milieux syndicalistes révolutionnaires, et plus précisément avec Georges Sorel et Edouard Berth. Il est néanmoins remarquable que Maulnier situe les buts de ses deux nouvelles publications dans la ligne directe d'une Action française qui n'existe plus vraiment, plutôt que dans ses marges ou ses dissidences. En 1911, deux intellectuels monarchistes éminents, Georges Valois et le jeune Henri Lagrange, fondent le Cercle Proudhon, qui publie des cahiers éponymes, où se retrouvent syndicalistes antidémocrates et royalistes, pour permettre à l'Action française de pénétrer le monde du travail et de s'ouvrir au prolétariat. Le Cercle Proudhon, tentative de construction d'un nationalisme social, par la synthèse des idées issues du nationalisme d'Action française et du syndicalisme révolutionnaire, fait partie de la longue liste d'échecs du mouvement maurrassien. Il a de plus pour conséquence de détourner l'Action française de la question économique et sociale, trop sensible parmi ses troupes issues en majorité des rangs des catholiques conservateurs, pour la fixer sur la problématique du renversement des institutions. Le corporatisme chrétien de La Tour du Pin et de Firmin Bacconnier, volontiers paternaliste, devient dans le même temps la doctrine économique officielle de l'Action française. C'est donc le vieux rêve du Cercle Proudhon, emblématique pour cette génération de jeunes maurrassiens, que Maulnier et la Jeune Droite tentent de faire renaître dans les nouvelles marges de l'Action française. Un rêve pour lequel l'intellectuel sorélien Edouard Berth, l'un des principaux syndicalistes révolutionnaires qui ont participé à cette aventure, ne nourrissait plus aucune illusion après la Première Guerre mondiale, critiquant notamment le chauvinisme de Maurras : « Avant la guerre, nous avons cru possible la restauration d'une Monarchie, qui, mieux que la République de nos républicains radicaux, eût pu *réduire et neutraliser* l'Etat et laisser aux groupes sociaux une pleine liberté d'antagonisme (...). Mais la conduite de nos *enragés du chauvinisme*, qui trouvent admirables la Saint-Barthélémy et la révocation de l'Edit de Nantes, nous prouve que nous n'aurions attendre, nous syndicalistes révolutionnaires, *ennemis de l'intérieur*, de la part de nos fervents

patriotes et ligueurs qu'une proscription en masse. La monarchie de Maurras et de Daudet ne serait pas la monarchie de Saint-Louis ou d'Henri IV, mais celle de Catherine de Médicis, de Laubardemont et des Dragonnades : toute illusion est désormais impossible¹ ».

Combat et *L'Insurgé* constituent cependant la tentative de conception d'un nationalisme révolutionnaire la plus aboutie depuis le Faisceau² de Georges Valois. *L'Insurgé*, qui n'est pas un simple journal d'opinion ou d'informations, a été créé pour « tirer à boulets rouges non pas tant sur le communisme, ce qui commence à devenir banal, que sur la concentration radicale qui se prépare³ ». Il faut s'attacher à décrypter les symboles, qui sont nombreux dans ce journal ; depuis le titre, tiré de l'œuvre de Jules Vallès, jusqu'aux nombreuses références à la Commune parsemées dans les articles des rédacteurs de la Jeune Droite. Il y a le titre d'une des pages centrales « A nous camarades ! », inventé par Jean-Pierre Maxence et la couleur rouge des caractères d'imprimerie du journal⁴. Et les nombreux titres évocateurs du monde ouvrier et du syndicalisme, qui émaillent les différents numéros du journal : Syndicalistes, nationalistes de tous les pays, unissez-vous!⁵ », « Le syndicalisme sera antiparlementaire ou il mourra⁶ », « Nous nous insurgeons pour une révolution syndicale libératrice !⁷ ». En fait, *Combat*, et surtout *L'Insurgé*, visent à abattre un seul et même mal : la démocratie et le capitalisme. Les deux formes de régimes, politique et économique, sont systématiquement associées dans les écrits de Maulnier, le capitalisme étant pour lui la forme économique de la démocratie. Comme au temps du Cercle Proudhon, l'antidémocratie sert à justifier l'alliance entre les éléments les plus sains du nationalisme français, maurrassiens, et les éléments les plus sains des classes dépossédées ; car la démocratie est aussi incapable de sauvegarder les intérêts de la nation, que de permettre au prolétariat de trouver sa place dans la communauté

¹ Edouard Berth, *Guerre des Etats ou guerre des classes*, Paris, 1924, Librairie des sciences politiques et sociales, p. 28-31

² Voir : Samuel Kalman, « Georges Valois et le Faisceau : un mariage de convenance », in *Georges Valois, itinéraire et réceptions*, études réunies par Olivier Dard, Berne, Peter Lang, 2011, pp.37-53.

³ Lettre de Thierry Maulnier à sa mère, sans date, Fonds Thierry Maulnier Versailles, F991 (6) a.

⁴ Voir à ce sujet la dernière Une de *L'Insurgé* du 27 octobre 1937 qui est presque entièrement écrite en rouge.

⁵ Maurice Grandchamp (peud. Pierre Monnier), « Syndicalistes, nationalistes de tous les pays, unissez-vous », in *L'Insurgé*, 20 janvier 1937.

⁶ Maurice Grandchamp, « Le syndicalisme sera antiparlementaire ou il mourra », in *L'Insurgé*, 3 février 1937.

⁷ L'Agitateur syndical, « Nous nous insurgeons pour une révolution syndicale libératrice ! », in *L'Insurgé*, 24 février 1937.

nationale. Ce faisant, Maulnier développe une critique originale de la démocratie, en dépassant la dénonciation maurrassienne classique du règne du nombre. En liant démocratie et capitalisme, Maulnier vise à démontrer que le peuple est tout autant tenu à l'écart du pouvoir dans un régime démocratique, qu'il est écarté de l'accumulation du capital dans un mode de production capitaliste. Pour cette raison, dit-il, « notre appel s'adresse à tous ceux qui sauront comprendre que pour défendre la France, pour vouloir sa gloire et sa grandeur, il n'est pas nécessaire de la maintenir dans un état social **intolérable**, il n'est pas nécessaire de confondre sa destinée avec celle du capitalisme ; notre appel s'adresse aussi à tous ceux qui sauront comprendre que pour être révolutionnaire, pour donner à tout un peuple plus de justice, de bien-être et de culture, il n'est pas nécessaire de commencer par défendre le Régime, adorer le Parlement, et déclarer intangibles les saintes institutions de la démocratie. Notre appel s'adresse à tous les hommes "de droite" qui ont compris la honte du capitalisme, à tous les hommes "de gauche" qui ont compris la honte de la démocratie. Car la démocratie et le capitalisme sont liés ; car la démocratie est capitaliste comme le capitalisme est démocratique (...). Il est temps de recommencer à combattre, comme le faisaient les syndicalistes d'avant-guerre, les formes politiques et les formes sociales du régime en même temps, car elles sont inséparables¹. » Il en découle qu'il est inutile de vouloir conserver le capitalisme, quand on prétend, comme l'Action française, vouloir abattre la démocratie. Le programme de Thierry Maulnier est donc foncièrement anticapitaliste. Pour cette raison, il repousse toutes les formes de réformisme, qui ne visent qu'à maintenir l'état d'injustice existant par peur de s'attaquer à ses causes réelles, de même que l'économie dirigée, cautère sur une jambe de bois, et les collectivismes, qu'il accuse de confisquer à tous la propriété individuelle pour éviter que certains en fassent un mauvais usage. Mais le peuple y est tout autant dépossédé du capital que dans le régime capitaliste. « Le collectivisme, en supprimant la propriété individuelle, ne fait qu'accuser les tendances spoliatrices et mystificatrices du capitalisme ; la propriété collectiviste, plus encore que la propriété par actions, c'est la propriété non des choses mais des signes, la propriété réelle muée en propriété

¹ Thierry Maulnier, « Le seul combat possible », in *Combat*, n°6, juin 1936.

symbolique¹. » En fait, les socialistes font une erreur en interprétant mal les fondements du capitalisme. La propriété individuelle, qu'ils veulent supprimer, n'est point une institution capitaliste, mais « humaine ». Ainsi, « le déséquilibre capitaliste n'est ni dans la propriété, comme le veulent les collectivistes, ni dans la machine, ni dans les trusts : il est dans un certain mode d'exploitation du travail. Il est dans l'absurde système qui permet à un possesseur de capitaux, du seul fait qu'il possède des capitaux, de mettre en marche des machines productrices et d'exploiter du travail producteur. (...). C'est là précisément ce qui constitue le capitalisme. Le capitalisme n'est pas la propriété privée des moyens de production. Le capitalisme est la mainmise du possesseur de capitaux sur la propriété privée des moyens de production. (...). Le capitalisme est le système dans lequel l'argent crée à lui seul une possibilité d'exploitation indéfinie². » Un nouveau régime économique doit donc permettre de resituer chaque acteur dans son rôle fondamental, sans l'autoriser à empiéter sur le droit de propriété des autres : le capitaliste prête son argent aux producteurs contre une rémunération ; la propriété des instruments de production, enfin, et celle des produits du travail, appartiennent aux producteurs. Ce système, qui s'applique aisément aux productions à venir, risque néanmoins de favoriser le maintien des puissances d'argent actuelles. Or, « il n'y a pas de raison pour que ce qui sera déclaré illégitime et illégal dans l'avenir soit toléré dans le présent, et que les possesseurs du capital restent ainsi les maîtres d'autant plus exclusifs de la production nationale qu'ils seraient moins menacés par des concurrents éventuels. C'est pourquoi l'établissement d'un nouveau régime économique doit comporter aussi la révision des situations établies³. » Suivant l'exemple de Valois, c'est par conséquent à une vraie révolution anticapitaliste que la Jeune Droite nous invite, en même temps qu'à la restauration de la monarchie héréditaire. Le programme économique de la Jeune Droite est précisé dans les articles de *L'Insurgé* ; plus précisément dans trois textes que Thierry Maulnier signe de son second pseudonyme, Dominique Bertin⁴. Il s'agit d'abord de « supprimer le prolétariat en donnant à chacun son statut professionnel, sa propriété, sa place, dans la nation » ;

¹ Thierry Maulnier, « Libérons-nous du capitalisme », in *Combat*, n°10, décembre 1936.

² *Ibid.*

³ Thierry Maulnier, « Libérons-nous du capitalisme », art. cit.

⁴ Dominique Bertin, « Nous voulons », in *L'Insurgé*, 3 février 1937 ; « Nous voulons », in *L'Insurgé*, 24 février 1937 ; « Nous voulons », in *L'Insurgé*, 10 mars 1937.

d' « abolir la dictature de l'argent sur le travail sans la remplacer par le dictature de l'Etat » ; de « faire du capital le serviteur rémunéré du travail » ; de « donner comme but au travail le bien-être, la joie et la dignité du travailleur lui-même » ; et enfin d' « assurer à chaque travailleur l'indépendance, en lui donnant un droit intangible à l'exercice de son métier, à la rémunération intégrale de son travail, à la propriété de son épargne, au bénéfice du progrès technique¹ ». Autrement dit, la solution réside dans cet Etat national-corporatif que Maulnier défendait déjà dans son ouvrage *Demain la France*, écrit en collaboration avec Jean-Pierre Maxence et Robert Francis. La corporation doit apporter à chaque ouvrier la possession de son travail, en supprimant tout à la fois la dictature de l'Etat sur les professions et la dictature de l'argent. Le crédit, nécessaire à la production doit être mis à la disposition des producteurs – par une banque corporative par exemple –, mais il importe que « le capital soit désormais le serviteur et non le maître du travail² ». Telles sont les solutions que propose *L'Insurgé* dans le domaine économique et social³. Elles sont très communes à l'époque. Il est même surprenant de voir échouer cet anticapitalisme radical sur les vieilles institutions corporatives⁴, prônées par l'Action française dans la poursuite des travaux de La Tour du Pin. Le foisonnement de bonnes volontés et d'idées qui anime *L'Insurgé* n'a d'égal que l'absence de propositions très concrètes, adaptables immédiatement, pour transformer le régime capitaliste. De ce point de vue, *L'Insurgé* vaut moins par son apport à la construction d'une alternative au capitalisme, que par la tentative de la Jeune Droite de se concilier les masses en adoptant un langage et des thèmes susceptibles d'être compris du peuple. D'où l'allure générale antibourgeoise de cette publication, les références constantes au syndicalisme, à la révolution, à Proudhon, tout en affichant toujours de la sympathie pour l'Action française.

¹ Dominique Bertin, « Nous voulons », in *L'Insurgé*, 3 février 1937

² *Ibid.*

³ François Gravier expose des solutions identiques dans son article « Unité à la base, programme commun », in *L'Insurgé*, 14 juillet 1937.

⁴ Sur le corporatisme voir : Steven L. Kaplan, Philippe Minard (éd.), *La France, malade du corporatisme ? XVIII^e-XX^e siècles*, Paris, Belin, 2004, 560 p.

Au plan pratique, les rédacteurs de *L'Insurgé* s'illustrent principalement dans trois domaines : la défense des classes moyennes, celle des ouvriers et celle, enfin, de la paysannerie. La grande idée de *L'Insurgé*, c'est le développement du syndicalisme. Ce dernier constitue en effet un mouvement incomplet, puisqu'il est essentiellement ouvrier, et laisse donc de côté, dans la forme qu'il a prise dans les années trente, des catégories entières du peuple : paysans et artisans, producteurs et travailleurs non salariés... Il est à peine exagéré de dire que les rédacteurs de *L'Insurgé* imaginaient une société où tous les individus seraient syndiqués¹. Ce qu'ils visent, à l'instar de l'Action française, c'est la restauration des corps intermédiaires, à travers un syndicalisme qui recouvre tous les aspects de l'organisation corporative : « Le syndicalisme constitue le plus grand effort d'organisation du monde du travail depuis la naissance de l'économie libérale. Nous applaudissons aux longs et durs combats que le syndicalisme a dû soutenir contre des conditions de travail inhumaines et contre un système économique intolérable. (...). Nous applaudissons enfin à cet effort parce que, non content de défendre et de faire renaître à la dignité et à l'espérance des millions d'hommes que le système eût condamnés à n'être qu'une force de travail asservie, le syndicalisme les a groupés dans des éléments de communautés professionnelles, et ainsi, dans le moment même où les institutions de la démocratie s'en allaient en décomposition, posé les premiers piliers réels de la société de demain. (...). Le syndicalisme deviendra antidémocratique et national, et il vaincra². » A travers cette apologie du syndicalisme, Maulnier en arrive à encenser la CGT qu'il décrit comme « le plus grand et le plus ancien des mouvements syndicalistes³ », aujourd'hui tombé aux mains des politiciens et des parlementaires qui orientent la violence révolutionnaire des syndicats pour servir les intérêts du système. Le sursaut du mouvement syndicaliste, pour sortir de cette voie stérile dans laquelle il a été manœuvré, ne peut provenir que des éléments les plus sains du nationalisme français. « Le syndicalisme libéré de ses déviations matérialiste et prolétarienne, le nationalisme libéré de ses tendances sentimentales et idéalistes qui en font une arme au profit des

¹ « Lecteurs de l'Insurgé, à l'œuvre dans vos syndicats !.. », lance Maurice Grandchamp, in *L'Insurgé*, 5 mars 1937.

² Thierry Maulnier, « Syndicalisme ? Oui – Démocratie ? Non », in *L'Insurgé*, 7 avril 1937.

³ *Ibid.*

maîtres actuels de l'Etat, peuvent l'un et l'autre dépasser leur stade actuel de stérilité dans la création positive d'une nouvelle forme de communauté humaine¹ », pense Thierry Maulnier, à l'instar de ce qui s'écrit dans une revue comme *L'homme réel* à laquelle collabore notamment l'un des anciens animateurs du Cercle Proudhon, Edouard Berth. Pierre Monnier, de son côté, dit la même chose dans des termes plus simples : « C'est à l'union des nationalistes et des syndicalistes que doivent travailler ceux qui veulent combattre efficacement les excès du capitalisme. (...). Le caractère nettement antiparlementaire du mouvement syndical devrait l'amener à se libérer de l'emprise politicienne et les nationalistes devraient se débarrasser de ces capitalistes honteux qui se disent patriotes pour défendre une propriété à laquelle, par leur faute, le prolétariat ne peut accéder. » La Jeune Droite s'efforce en fait d'ouvrir les yeux au monde ouvrier sur la mystification dont il est victime de la part des responsables du mouvement syndical. « Comment les militants syndicalistes, se demande Thierry Maulnier, ne s'aperçoivent-ils pas qu'on les trahit en les mobilisant pour la défense de la démocratie ? Ne savent-ils pas – leurs maîtres politiques le leur ont pourtant assez dit autrefois – que la démocratie n'est rien d'autre que le système d'institutions politiques du régime libéral-bourgeois, la forme politique de la société dont le capitalisme libéral est la forme économique ?². »

Au côté du monde ouvrier, la Jeune Droite cherche également à rallier les classes moyennes, c'est-à-dire « le prolétariat en faux-col³ », qui subit la crise de plein fouet et est en cours de prolétarianisation, tant le régime du Front populaire est accusé de l'écraser. La Jeune Droite appelle de ses vœux la constitution d'une véritable confédération générale des classes moyennes, pendant de la CGT. C'est de l'union des classes moyennes avec le monde ouvrier que dépend, pour les rédacteurs de la Jeune Droite, le salut de la nation. « Classes moyennes, le Gouvernement vous écrase... Vous êtes la force... Montrez-le !⁴ », lance-t-on dans les colonnes du journal. « La première Bastille fut prise en 1413. Tout au long de l'histoire de ce pays, les classes

¹ Thierry Maulnier, *Au-delà du nationalisme*, Paris, Gallimard, 1938, pp.197-198.

² Thierry Maulnier, « Syndicalisme ? Oui – Démocratie ? Non », art. cit.

³ Henri Jacquenas, « Les Exploités des professions libérales ou le prolétariat en faux-col », in *L'Insurgé*, 5 mars 1937.

⁴ Robert Jourdan, « Classes moyennes, le Gouvernement vous écrase... Vous êtes la force... Montrez-le ! », in *L'Insurgé*, 28 avril 1937.

moyennes ont écrit des pages admirables de force, de santé, de clarté. Marchands d'Etienne Marcel, boutiquiers de 89, vous êtes le Peuple, le vrai Peuple de chez nous. Levez-vous, groupez-vous et marchez !¹ », tel est l'objectif de *L'Insurgé*, qui prône aussi le réveil de la paysannerie. Sous l'impulsion de quelques fins connaisseurs des questions agricoles comme Jean Saillenfest et surtout Louis Salleron, la défense de la paysannerie occupe une place centrale dans le journal et fait par là même ses premières apparitions dans les publications de la Jeune Droite. Au cœur de cette campagne, figure la personnalité de Dorgères, l'agitateur du monde paysan, à qui les animateurs de la Jeune Droite consacrent plusieurs articles². « Le syndicalisme agricole montre la voie au syndicalisme ouvrier³ », titre Louis Salleron. *L'Insurgé* et la Jeune Droite ne semblent cependant pas avoir joué un rôle important dans le combat des classes moyennes. Jean Ruhlmann, dans son ouvrage de référence sur le sujet⁴, les ignore. *L'Insurgé* n'est jamais qu'une des caisses de résonance d'un mouvement auquel la loi des quarante heures, votée par le Front populaire, a servi de détonateur.

Combat, et surtout *L'Insurgé*, inaugurent en fait un nouveau genre de publication pour une Jeune Droite qui s'était jusqu'à présent contentée de revues plus intellectuelles. *L'Insurgé* est radical et volontairement violent pour séduire. Il rejoint la longue liste des publications d'extrême-droite au style pamphlétaire. « C'est un journal assez violent, et dont la violence, je crois bien, va s'accroître encore, écrit Thierry Maulnier dans une lettre à sa mère, au début de 1937. Cette violence ne lui réussit d'ailleurs pas si mal car, à Paris du moins – en province nous manquons pour le moment de renseignements – notre vente est très honorable : le tirage est actuellement de 24000⁵ ». De ses trois principaux animateurs, Jean-Pierre Maxence, Thierry Maulnier et Pierre Monnier, le journal a ainsi retenu ce mélange de violence verbale, de grande insolence, et de goût prononcé pour le canular. L'histoire du journal a donc été

¹ Robert Jourdan, « Classes moyennes, le Gouvernement vous écrase... Vous êtes la force... Montrez-le ! », art. cit.

² Jean-Pierre Maxence, « Nous irons nettoyer Paris », in *L'Insurgé*, 29 septembre 1937 ; « L'unité paysanne est indispensable pour réaliser la révolution nationale qui sera d'abord paysanne, nous dit Henri Dorgères », in *L'Insurgé*, 15 septembre 1937 ; « Vers l'unité paysanne. Il faut rendre à la France son visage paysan », in *L'Insurgé*, 29 septembre 1937.

³ Louis Salleron, « Le syndicalisme agricole montre la voie au syndicalisme ouvrier », in *L'Insurgé*, 9 juin 1937.

⁴ Jean Ruhlmann, *Ni bourgeois ni prolétaires. La défense des classes moyennes en France au XX^e siècle*, op. cit.

⁵ Lettre de Thierry Maulnier à sa mère, datée de 1937. Fonds Thierry Maulnier Versailles, F991 (6) a.

fortement agitée, tant par la volonté de ses dirigeants, que par celle des autorités françaises. Pour commencer, *L'Insurgé* relance au sein de la Jeune Droite la mode des canulars. Pierre Monnier a évoqué dans ses souvenirs, cette expédition menée par un certain nombre de rédacteurs dans les locaux du célèbre bordel « Le Sphinx », à l'occasion du 1^{er} mai 1937, pour constituer un piquet de grève et exiger une « grève des jambes croisées¹ ». Les dix mois d'activité du journal sont jalonnés de blagues de ce type, qui font apparaître cette aventure comme un défouloir pour la Jeune Droite. *L'Insurgé* concentre en effet toute la violence que ses rédacteurs n'arrivent pas à retourner contre le régime. De sorte que les dérapages sont fréquents et immédiatement sanctionnés par l'Etat. La première réaction des autorités contre *L'Insurgé* fait suite à un article publié en mars 1937, intitulé « Communistes assassins² ». Guy Richelet, le gérant du journal, est alors inculpé de provocation au meurtre et à la violence contre des personnes, de même que les cinq rédacteurs de l'article : Thierry Maulnier, Jean-Pierre Maxence, Ralph Soupault, Maurice Blanchot et Kléber Haedens. Provocateurs, ils répondent en titrant dans le numéro suivant, « Blum nous inculpe. Merci !... De sa part la prison est moins infamante que la Légion d'honneur³ ». En vérité, les actions de l'Etat contre *L'Insurgé*, outre qu'elles n'aboutissent à rien de sérieux, lui assurent une bonne publicité et contribuent à renforcer la notoriété de ses rédacteurs. « J'ai vu que vous avez échappé de justesse au sort de Charles Maurras. Décidément vous êtes sur le chemin de la gloire⁴ », lui écrit son amie Jacqueline Amar, le 18 mars. Les pressions de l'Etat ne servent qu'à galvaniser l'équipe, comme le 23 mars, lorsque les locaux du journal sont visités par la

¹ Pierre Monnier, *A l'ombre des grandes têtes molles*, op. cit., p.257.

² Robert Castille, « Communisme assassin », in *L'Insurgé*, 3 mars 1937

³ in *L'Insurgé*, 10 mars 1937

⁴ Lettre de Jacqueline Amar à Thierry Maulnier, datée du 18 mars 1937. Fonds privé Thierry Talagrand. Jacqueline Amar, née Perquel, est issue d'une famille juive originaire de Lorraine et d'Italie. En 1930, elle épouse André Amar, entré à l'école normale supérieure en 1929. Il devient par la suite enseignant et écrivain tout en exerçant la charge de fondé de pouvoir dans la banque familiale. Ils font partie tous deux de famille éloignées de la religion juive et parfaitement assimilées. Jacqueline et André Amar figurent parmi les soutiens de *L'Insurgé* et de *Combat*, et sont amis avec Thierry Maulnier. Après la démobilisation d'André, lieutenant des chasseurs alpins pendant la Drôle de guerre, ils se replient à Vichy puis Marseille, où ils participent à la création d'un journal sioniste, *Chem*. En 1942, André rejoint l'Organisation Juive de Combat, OJC, réseau de résistance constitué dans le Sud de la France. Il est arrêté le 18 juillet 1944, torturé puis déporté à Auschwitz, dont il s'évade. Après la guerre, Jacqueline Amar publie des articles et des ouvrages, sous le nom de Jacqueline Mesnil-Amar, ainsi que son journal des années 1944-1945, baptisé *Ceux qui ne dormaient pas*. En 1966, Thierry Maulnier préface l'ouvrage d'André Amar, *L'Europe a fait le monde : histoire de la pensée européenne*, Paris, Editions Planète, 1966, 205 p.

police et les exemplaires du journal confisqués. Dans les jours suivants une équipe de *L'Insurgé* se charge de lancer le journal dans l'hémicycle de l'Assemblée nationale, puis poursuit sa distribution depuis une chambre d'hôtel, place de l'Opéra, dans les gares, et dans les salles de cinéma et de théâtre. « Ce n'est pas un sémite vieillissant affolé de responsabilités ou un primaire en proie à une haine malade (Marx Dormoy, *ndla*), se figurant que son prénom le rend génial, qui empêcheront *L'Insurgé* de courir et de penser et de dire vrai !¹ », affirme l'un des rédacteurs du journal dans le numéro suivant. Au total, *L'Insurgé* a fait l'objet de quatre saisies pendant sa courte existence, au cours de laquelle il fait tout pour braver les intimidations du Gouvernement. Se basant sur un tirage annoncé à 30 000 exemplaires, une clientèle fidèle de 1 500 abonnés et une distribution importante des numéros à la criée – plus de 2 500 à Paris et 3 500 en province –, la Jeune Droite claironne que « ni les saisies, ni les inculpations, ni les menaces, ni les amendes, ni la prison ne viendront à bout de *L'Insurgé*. Ni la police, ni la justice, ni le gouvernement ne viendront à bout de *L'Insurgé*. (...). Le gouvernement espère avoir *L'Insurgé* ; *L'Insurgé* aura le gouvernement². » C'est une véritable guérilla que la Jeune Droite veut mener contre le régime. Et force est de constater que ce n'est pas le gouvernement qui a eu la peau du journal, mais plutôt Maurras, choqué par cette publication, qui s'en plaint auprès de Thierry Maulnier et obtient la suspension de cette parution.

L'abjection française

Combat et *L'Insurgé* ne se définissent en aucun cas comme des entreprises contre l'Action française. Et pourtant, leur contenu – et plus encore celui de *L'Insurgé* que de *Combat* d'ailleurs – heurte Maurras, qui ne se prive pas de le faire savoir à plusieurs reprises à Maulnier, par l'intermédiaire d'Henri Massis et dans un échange direct de correspondances. L'anticapitalisme n'est pas le seul thème qui peut raisonnablement choquer Maurras et son mouvement. Le premier coup porté contre l'Action française part d'un article d'Emile Vaast, intitulé « Rapports du pays légal et du pays réel »,

¹ Grandmaison, « Il court, il court... *L'Insurgé* », in *L'Insurgé*, 31 mars 1937.

² « *L'Insurgé* grandit », in *L'Insurgé*, 31 mars 1937.

dont le titre fait clairement référence à la doctrine de Maurras. Le texte questionne cette célèbre distinction que Maurras a établie entre un pays légal globalement corrompu, celui des institutions et des politiciens, et un pays réel sain, représenté par le peuple français, dans lequel survit la vitalité de la vraie France. Autrement dit, les institutions sont la première cause du mal, ce dont la plupart des figures de proue de la Jeune Droite, Thierry Maulnier en tête, conviennent aisément. La France est paralysée par un régime sénile, inadapté aux enjeux contemporains. Néanmoins, l'absence de révolte des Français depuis le 6 février, de même que leur comportement amènent les rédacteurs de la Jeune Droite à s'interroger sur la corruption supposée des Français. Comment le pays réel, qui subit en effet depuis près de deux siècles les assauts répétés d'un régime dégénéré, aurait-il pu résister ? Les Français ne sont-ils pas tout autant coupables du désordre que leurs élites ? La Jeune Droite ouvre donc la discussion sur les responsabilités des Français dans les malheurs qui leur arrivent, puisque ce sont eux qui élisent leurs représentants, notamment au Parlement. Or, les animateurs de la Jeune Droite sont bien obligés de remarquer, deux ans après le 6 février, que la seule chose qui a changé après l'émeute, c'est le Président du Conseil. Après un mois de révolte, une vingtaine de morts, on leur offre Doumergue et les Français sont satisfaits. Telles sont les réflexions qui conduisent la Jeune Droite à faire ce constat désarmant pour des jeunes nationalistes, sur l'« abjection française ». Dans son *Histoire de dix ans*, Maxence s'exprime sans retenue sur cette question : « Ce que Charles Maurras appelle le pays légal est l'image, le reflet, l'intime ressemblance de ce qu'il appelle le pays réel. L'abjection de l'Etat de 1936 à 1937, c'est bien l'abjection française¹ ». La Jeune Droite vise, pêle-mêle, le peuple et ses élites, et compte sur les éléments restés les plus sains, dans les différentes classes, pour accomplir sa révolution. Emile Vaast insiste, dans le premier numéro de la revue *Combat* : « Dans le royaume d'Hamlet, il y a quelque chose de pourri ; dans la Troisième République tout est pourri. (...). Pourtant, malgré ses tares, le régime dure et agit. (...). Le pays réel n'est donc pas aussi réel qu'il le prétend, puisqu'il se reconnaît incapable de prendre le pouvoir. *Qui n'a pu l'obtenir ne le méritait pas*. Bien mieux : ce sentiment d'impuissance l'a conduit, pour éviter le pire, à étayer les échafaudages Poincaré, Doumergue, Laval ; et

¹ Jean-Pierre Maxence, *Histoire de dix ans*, op. cit., p.351.

c'est ainsi qu'il contribue à maintenir le régime qu'il exécute¹. » Après avoir attaqué de plein fouet l'un des piliers de la doctrine maurrassienne, Emile Vaast poursuit en réaffirmant qu'il n'y a pas d'autre horizon pour mettre en œuvre le changement que le maurrassisme : « Il n'y a qu'une idée : le nationalisme intégral restauré par Maurras et incarné par les Princes du Manoir d'Anjou. Le rôle de la monarchie sera justement de faire cesser la séparation du pays légal et du pays réel. Elle ne représentera pas une caste de profiteurs ou une idéologie, mais la France d'hier, d'aujourd'hui, de demain, la nation qu'elle connaît pour l'avoir façonnée de ses mains, la nation qu'Elle a dans le sang. (...). La monarchie, renversée par une doctrine, ne peut être rétablie, maintenue que par une doctrine. Notre pays anémié par cent cinquante ans de propagande révolutionnaire aura besoin longtemps encore d'une transfusion d'idées². »

La dénonciation de l'« abjection française » occupe une place centrale dans la doctrine du groupe *Combat*, qui crie autant son dégoût du peuple que des élites. Aussi paradoxal que cela puisse paraître, Thierry Maulnier et la Jeune Droite sont encore plus agressifs avec les partis de droite, qu'envers les socialistes et les communistes. Le premier signe de l'abjection française se manifeste ainsi dans le conservatisme des élites, avec lequel la Jeune Droite ne se sent aucune affinité, et veut, au contraire, clairement en finir. Pour la Jeune Droite, le conservatisme, voilà l'ennemi ! Car derrière des valeurs honorables et mobilisatrices, tels que l'ordre, la tradition, la famille et la patrie, il n'y a rien d'autre qu'une gigantesque mystification. L'ordre des conservateurs, c'est le maintien de l'état de choses existant ; la tradition n'est rien d'autre que la peur du changement ; la défense de la famille consacre la primauté de la vieillesse, et la patrie n'est qu'une religion du drapeau. La conclusion est donc sans appel pour Thierry Maulnier : « si loin que nous soyons de certaines horreurs barbares que le communisme veut imposer, de la communion grégaire, du culte du travail, de la dictature, de la police et du stakhanovisme, nous pouvons converser, nous pouvons nous battre avec un jeune communiste, parce qu'il est vivant. Nous ne pouvons ni converser, ni nous battre avec nos conservateurs. (...). Ce ne sont pas seulement les méthodes d'action conservatrices, ce sont les manières de penser conservatrices, ce

¹ Emile Vaast, « Rapports du pays légal et du pays réel », in *Combat*, n°1, janvier 1936.

² *Ibid.*

sont les valeurs conservatrices qui nous sont odieuses¹. » « Conservateur, un mot qui commence bien mal² », tranche Thierry Maulnier en reprenant un célèbre mot de Léon Daudet. Dans l'esprit de Maulnier et des animateurs de la Jeune Droite, cette dénonciation de l' « abjection française » vise aussi à réveiller les Français au moment où se prépare une manœuvre des partis de gauche comme de droite pour favoriser la naissance d'union sacrée ou d'une union nationale autour de la défense du régime contre les régimes fascistes ; et surtout, comme le pensent les responsables de la Jeune Droite pour détourner l'attention des Français du vrai problème : l'incapacité des gouvernements qui se succèdent à apporter des solutions à la crise. Contrairement à ses aînés de l'Action française qui se sont ralliés à l'Union sacrée pendant la Première Guerre mondiale, Maulnier essaie de combattre cette réconciliation des partis sur le dos des Français. La stratégie du Front national, rassemblant les partis nationaux, contre le Front populaire lui donc semble porteuse de mystification et il entend dès lors montrer aux Français que leur choix ne se résume pas à l'alternative entre le Ministère Blum et un gouvernement d'union sacrée à direction radicale, qui n'aurait d'autre but que la conservation du régime. Telles sont au fond les raisons de ses attaques brutales contre les conservateurs. Pour Maulnier, ce n'est pas autour du régime que doit se faire l'union des Français, mais bien plutôt contre.

Entonnant un discours beaucoup plus osé pour des intellectuels maurrassiens, la Jeune Droite fustige également l'aristocratie française, en partie pour des raisons identiques aux reproches qu'elle formule contre les conservateurs, mais surtout parce que l'aristocratie a au fond trahi sa mission. Si la France est dans cet état, c'est à une aristocratie qui a perdu le sens de ses responsabilités historiques qu'elle le doit. En fait, la Jeune Droite reproche à l'aristocratie française son ralliement au régime et son absolue insouciance face au déclin du pays. « Nous voulons parler de ces descendants arrogants, menant grand train autour de réputations brillantes, qu'ils imaginent transmises au berceau, mais qu'ils ne maintiennent que par un tapage illusoire, de ce Gotha des mondanités, des rubriques frivoles, des galas pour plages fleuries, des premières à grand fracas (...). Disons-le tout net : ces gens-là, malgré leur superbe,

¹ Thierry Maulnier, « Les conservateurs », in *Combat*, n°5, mai 1936.

² *Ibid.*

sont en grande partie responsables de la grande pitié de notre pays. (...). Embourgeoisés malgré tout par l'existence même, intoxiqués de finances par des mariages, les derniers représentants de l'aristocratie française allaient céder à un suprême appel des hérédités féodales en voulant jouer leur rôle dans la nouvelle féodalité : celle de l'argent¹. »

Les élites étant corrompues, le peuple l'est aussi forcément, depuis qu'il subit les valeurs émoussées de la démocratie. Ce sont les institutions qui sont responsables de l'abaissement du peuple, qui se vautre désormais dans l'avalissement et l'infamie. La démocratie, fondée sur l'argent, l'égalitarisme et l'humanitarisme, a contaminé le peuple en instillant doucement en lui un intérêt pour les réalités les plus vulgaires. La démocratie, règne des masses, est populacière. Elle affiche des valeurs qui sont celles des couches les plus basses de la société. Elle n'est pas seulement le fait de rédacteurs isolés. Conséquence de la disparition au sein de la Jeune Droite, des espoirs nés du 6 février 1934 et de la confiance placée en un peuple qui paraissait prêt à faire la révolution rendue nécessaire par l'Etat du pays, la dénonciation de l'« abjection » de la « France réelle » devient donc une des lignes générales de la revue *Combat*, comme de *L'Insurgé*. « Une France qui nous dégoûte² » titre ainsi un éditorial du groupe *Combat*. « Il nous faut avoir le courage de dire que la France est aujourd'hui l'objet de la risée et du mépris du monde. C'est le régime qui est responsable de notre honte, certes. Mais le pays qui a accepté et supporté le régime a sa part de responsabilité dans son propre abaissement. Bien que nous croyions encore à la France, ou parce que nous croyons encore en elle, nous devons dire ce que tout le monde pense à l'étranger, ce que certains Français commencent à penser : que la France de 1936 est une nation déshonorée. (...) . Voilà ce qu'il advient d'un peuple qui s'abandonne. La démocratie nous a dégradés. Sur tous les terrains nous cédon le pas³. » Et dans le même numéro, Thierry Maulnier enfonce le clou en rappelant que la révolution seule peut aider le peuple à sortir de cette gangue dans lequel l'enveloppe les idéaux démocratiques : « La hideuse démocratie libérale ou radicale, le règne du marchand et du politicien ont fait triompher en France une vulgarité que ce peuple ignorait il y a deux siècles, et de

¹ Lucien Farnoux-Reynaud, « Trahison de l'aristocratie », in *L'Insurgé*, 20 janvier 1937.

² *Combat*, in *Combat*, n°4, avril 1936.

³ *Ibid.*

laquelle il se délivrera difficilement. La société actuelle est, dans cette dégradation, solidaire du régime actuel. C'est l'un et l'autre qu'il faut détruire et on ne détruira pas l'un sans l'autre. La cause de la civilisation en France ne se sépare pas de la cause de la révolution¹. » La doctrine de la Jeune Droite, et le constat est encore plus flagrant pour Thierry Maulnier, est bouffie de nietzschéisme. La révolution qu'elle appelle de ses vœux est politique, mais aussi sociale. Et par sociale, il faut entendre non pas seulement le problème de la lutte des classes, mais encore un changement complet de société, qui puisse apporter de nouvelles valeurs à un peuple qui s'est abandonné. C'est une inversion complète des valeurs que prône Maulnier. « On peut dire que tout le système de nos valeurs morales, telles qu'elles sont enseignées aux enfants, prônées dans les discours lors des couronnements de rosières, défendues par les députés conservateurs, est assez solidement organisé en vue de la décadence d'une civilisation, de l'enlèvement d'un peuple dans la médiocrité et de l'abêtissement des individus. Ces valeurs coïncident à peu près avec la respectabilité bourgeoise. (...). On gémit sur la décadence de la morale ; je ne vois pas qu'aucune des notions morales "traditionnelles" ait disparu ou se soit sensiblement affaiblie ; mais je vois que ces notions n'ont opposé aucun barrage à la lente marche d'un peuple vers la haine de la grandeur, la peur, la vulgarité, le laisser-aller, la décrépitude, et qu'elles y ont souvent aidé. Un peuple ne périt pas par ses escrocs, ses maîtres-chanteurs et ses traîtres ; les escrocs, les maîtres-chanteurs et les traîtres ne sont que des témoins. Les véritables responsables de la décadence française ne sont pas ceux que le peuple désavoue et rejette, ce sont ceux dans lesquels il s'admire et se reconnaît. Ce ne sont pas Oustric et Stavisky, c'est La Rocque et c'est Poincaré. Il nous faut constater la faillite d'une morale qui est restée debout sans empêcher notre écroulement, d'une morale si lâche, si facile, si grossière, que nos contemporains ont pu en conserver à peu près toutes les prescriptions et tous les rites, tout en renonçant tout ce qui fait la valeur, la richesse et la dignité de la vie. Il nous faut refaire une morale à notre usage une morale non pas d'interdictions mais d'accomplissement ; une morale qui ne soit plus à la mesure de la timidité bourgeoise (...), mais à la mesure des risques, des créations et des violences

¹ Thierry Maulnier, « Un régime ennemi des arts », in *Combat*, n°4, avril 1936.

que sont dès maintenant notre part¹ ». Par habitude, les Français manifestent un consentement d'esclave envers les institutions qui les oppriment. La plupart des Français, par faiblesse, par peur, par timidité, s'est laissée aller progressivement à pactiser avec la démocratie, à respecter le régime et les mœurs vulgaires qui le caractérisent. Cette résignation a émoussé la volonté de changement des Français qui ont fini par se satisfaire de l'état de choses actuel. Pour en sortir, Maulnier conseille à ses compatriotes un effort de négation totale du régime, de ses lois, de sa morale, de ses institutions et de ses hommes politiques. « Il faut aller plus loin. Il faut tuer en nous les habitudes de vénération, de considération, d'acceptation au moins qui s'attachent à la structure sociale, aux grands corps de l'Etat, à la Justice, aux valeurs mêmes sur lesquelles ces grandes machines vénérables fondent aujourd'hui leur majesté : la structure sociale est pourrie, les grands corps sont pourris, la justice est pourrie. La France actuelle, liée inextricablement au régime qui la gouverne, aux mœurs qui y règnent, aux institutions qui y incarnent l'autorité, aux hommes qui y sont dépositaires de cette autorité, cette France là est pourrie. Il faut qu'il soit bien entendu que c'est à une autre France que nous appartenons². » Dès lors, pour sortir de ce schéma de soumission volontaire qui conduit le peuple à sa perte, Maulnier prône la désobéissance aux lois. Il ne s'agit pas de se lancer bêtement à l'assaut du pouvoir pour finir emprisonné. Le bon citoyen doit se considérer comme un ennemi mobilisé en permanence contre le régime ; un ennemi qui combat avec sérénité l'autorité sans agir de front. C'est la subversion, pour miner les institutions, pour paralyser progressivement l'Etat, que recommande Maulnier, plutôt que la bataille de rue qui ne peut que se terminer comme le 6 février, quand le peuple doit faire face à un régime qui a pour lui toutes les forces répressives. Il n'en demeure pas moins que les révolutionnaires doivent se tenir prêts pour le moment opportun, quand le régime et ses institutions seront à terre. Ce jour là seulement, la violence sera justifiée et utile. En attendant, les citoyens doivent se conduire dans leur propre pays, comme dans une nation colonisée sous la domination d'une puissance étrangère. C'est la notion d'émigration intérieure que théorise Maulnier dans son article. Son intention se veut

¹ Thierry Maulnier, « Indignité d'une morale », in *Combat*, n°19, novembre 1937.

² Thierry Maulnier, « Désobéissance aux lois », in *Combat*, n°1 (11), janvier 1937.

dénuée de tout romantisme révolutionnaire. La désobéissance civile est par conséquent le point extrême auquel aboutit le dégoût de la Jeune Droite pour cette France républicaine qu'elle exécute. « La France est une nation envahie, clame Maulnier, une nation colonisée, une nation soumise à des lois étrangères. Il n'y a qu'une chance pour cette terre asservie, c'est que sur elle se lève et s'unisse un parti, une faction, une bande de héros de l'indépendance, obéissant aux seules lois de leur clan, fondus dans une solidarité invincible. (...). Il faut que cette bande puise sa force dans sa solitude, il faut qu'elle se dise que la France, c'est elle et elle seule, que la France est contenue tout entière dans la petite armée de la reconquête¹. » La conclusion que pose Maulnier à l' « abjection française » est terrible pour le « pays réel » de Maurras : « Nous sommes les citoyens d'une cité absente. Notre patrie est dans l'avenir². » C'est la raison pour laquelle il considère qu'il faut en quelque sorte savoir être antifrçais pour sauver la France. Le patriotisme mystique, qui admire la France telle qu'elle est, avec ses injustices, ses bassesses et ses lâchetés, n'est qu'un vulgaire chauvinisme dont la défense ne se justifie pas. Face à ce patriotisme là, il ne faut pas avoir honte d'être antipatriote, pour aider la France à retrouver les haute valeurs de civilisation qu'elle a portées dans le passé. La défense de la patrie ne vaut par conséquent « qu'autant qu'elle incarne une certaine idée de la civilisation. La justification d'une nation est dans l'effort qu'elle fait pour l'accomplissement de l'homme³ ». Et puisque dans son état actuel, la France semble tout faire pour incarner une vision de l'homme qui ne mérite pas de se perpétuer, Thierry Maulnier pose implicitement la question de l'utilité de sa survie. « Il faut, explique-t-il, être aujourd'hui assez antifrçais pour avoir le courage de changer la France. Accepter, aimer, vénérer, servir la France telle qu'elle est, c'est se faire le complice actif de son abaissement, de l'ignominie où elle se complaît, de l'invasion justicière qui la guette. (...). Citoyens d'une France que nous voulons rebâtir, notre sort et le sien dépendent du courage que nous saurons montrer pour mépriser, pour accuser, pour détruire. La France doit briser avec elle-même. (...). Il n'y a plus de justification pour la France que révolutionnaire⁴ ». Et pour bien

¹ Thierry Maulnier, « Désobéissance aux lois », art. cit.

² *Ibid.*

³ Thierry Maulnier, Thierry Maulnier, « Sortirons-nous de l'abjection française ? », in *Combat*, n°9, novembre 1936.

⁴ *Ibid.*

montrer que la voie choisie par la France la condamne au déclin par rapport à ses voisins allemands qui ont entrepris leur propre voie vers la révolution, Maulnier a ces mots : « Nous n'avons de chance de sauver ou de retrouver notre patrie que dans la mesure même où nous nous dressons violemment contre tout ce qui est communément fait, pensé, vénéré par un Etat et un peuple qui paraissent avoir pris comme commune devise : *Frankreich unter alles, la France au-dessous de tout*¹. »

Tous les exemples cités ont été pris dans *Combat*, mais il est aisé de trouver la même expression de dégoût pour la France et son peuple avili dans *L'Insurgé*. L'une des pages intérieures de l'hebdomadaire est d'ailleurs intitulée, dans le premier numéro du 13 janvier 1937, « L'Abjection française ». Dans les numéros suivants, sans doute à la demande de Maurras qui s'est déclaré choqué, le titre est remplacé par « Libérez la France », qui renvoie à cette colonisation passive que dénonçait Maulnier dans *Combat*. Maurice Blanchot s'y illustre rapidement comme l'un des rédacteurs les plus violents. Les titres de ses articles sont ainsi suffisamment éloquents : « Notre première ennemie la France² », « Réquisitoire contre la France³ », « Le déshonneur français⁴ », « L'effondrement de la France⁵ ». Après tous ces échecs et face à la situation de plus en plus grave de la France en Europe, la Jeune Droite ne semble plus avoir foi désormais qu'en un pessimisme euphorisant, dont elle attend un sursaut de volonté de la part d'un peuple assoupi. Les articles de *L'Insurgé* et *Combat* sont traversés d'une sorte de dégoût salvateur. C'est la position qu'énonce Jean-Pierre Maxence dans *L'Insurgé*, qui paraît finalement assez proche de celle de Maulnier. « Le dégoût de l'abjection française peut, en France, encore tout sauver. D'autres l'ont connu, d'autres nations, d'autres jeunes hommes. (...). Un sursaut de dégoût... Voilà ce dont a plus que de nulle autre chose besoin de ce pays ! (...). Un salubre dégoût au contraire est générateur d'espérance. En contraignant ce qui reste d'hommes libres à rompre avec tout ce qui, de près ou de loin, participe à l'ignominie du régime, il crée les conditions d'une renaissance, et d'une grandeur française recouvrée. (...). Nommer bassesse ce qui est bassesse... voilà le premier pas vers un autre horizon. (...) . Notre dégoût, notre

¹ Thierry Maulnier, Thierry Maulnier, « Sortirons-nous de l'abjection française ? », art. cit.

² Maurice Blanchot, « Notre première ennemie la France », in *L'Insurgé*, n°4, 3 février 1937.

³ Maurice Blanchot, « Réquisitoire contre la France », in *L'Insurgé*, n°1, 13 janvier 1937.

⁴ Maurice Blanchot, « Le déshonneur français », in *L'Insurgé*, n°5, 10 février 1937.

⁵ Maurice Blanchot, « L'effondrement de la France », in *L'Insurgé*, n°13, 7 avril 1937.

volonté de nettoyage est le gage même de notre espoir¹ ». Mais cette campagne que mène la Jeune Droite contre l'abjection française – qui au fur et à mesure que Maurras entreprend des démarches auprès de Maulnier, se recentre sur le régime et délaisse les Français – appelle cependant plusieurs remarques. Le dégoût est peut-être salvateur, encore qu'il risque de favoriser dans la jeune génération la genèse d'un romantisme fasciste ou de ce nihilisme européen qui ordonne les régimes totalitaires. Que reste-t-il en effet après l'espérance et le dégoût ? La Jeune Droite s'expose dès 1937 à la grande vague de désengagement qu'elle va connaître massivement après la Seconde guerre mondiale. Ses animateurs sont en effet nombreux à se recentrer sur une carrière littéraire, qui n'exclut toutefois pas un engagement politique marginal. Dès 1937, le dégoût que certains d'entre eux, comme Blanchot par exemple, affichent pour le comportement passif de leurs compatriotes et pour un régime incapable de se réformer de l'intérieur, s'affirme presque comme un renoncement sans issue à l'action politique. La seconde remarque concerne le nietzschéisme inhérent à la logique que développe le chef de file de la Jeune Droite qu'est à cette époque Thierry Maulnier. La révolution du dégoût n'est-elle pas l'aboutissement logique de la révolution aristocratique ratée et surtout de la révolution aristocratique qui ne pourra jamais aboutir car les élites qu'elle attend n'existent pas ou plus ?

Et L'Insurgé finalement se soumet

La parution de *L'Insurgé* provoque des réactions divergentes dans l'entourage de Thierry Maulnier et de la Jeune Droite, aussi bien dans les rangs maurrassiens qu'en dehors. Emprisonné à la prison de la Santé depuis le mois d'octobre 1936, Maurras lit les premiers numéros et demande immédiatement à Henri Massis de transmettre ses inquiétudes sur *L'Insurgé* à son principal dirigeant Thierry Maulnier. Jusqu'à présent, il n'avait *a priori* jamais fait de remarques à Maulnier sur le contenu, pourtant souvent

¹ Jean-Pierre Maxence, « La Révolution du dégoût deviendra celle de l'espérance », in *L'Insurgé*, n°33, 25 août 1937.

identique mais peut-être moins violent, des articles de *Combat*. Pendant les dix mois d'existence de *L'Insurgé*, Maurras met régulièrement en garde son collaborateur et lui demande de cesser cette publication. Il lui adresse plusieurs courriers dans lesquels sont exposés à chaque fois les mêmes reproches et les mêmes arguments. La première critique de Maurras se fixe sur « l'antipatriotisme » affiché alors par la Jeune Droite dans son journal, qui revient à servir l'ennemi, intérieur comme extérieur. « Vous vous mettez à taper sur la patrie, sur les Français, comme pour enlever aux braves gens leur dernière espérance et les déshonorer d'un coup sournois devant l'étranger. Les communistes se font "patriotes" – et cela cause déjà du trouble. Vlan ! vous avez l'air de vous faire "antipatriotes", comme pour y ajouter ! Non, vraiment, ce langage (qui n'est qu'un langage, je le sais bien) est aussi déraisonnable qu'il paraît impie. On ne manœuvrerait pas plus mal, si on voulait détruire toutes les chances de salut, et, de façon presque ostensible, faire les affaires de l'ennemi !... Mon cher ami, réfléchissez-y. Vos responsabilités sont déjà fortes et pourraient devenir plus fortes par un jeu de causes indépendantes de votre volonté ! Il ne s'agit pas de littérature, ni de journalisme. C'est la vie du pays, la vie des gens qui sont en jeu. Je vous supplie d'y réfléchir et de ne pas vous atteler à une mauvaise action¹. » Maurras craint cet effet de bascule qui voit, dans le même temps, une partie des nationalistes se tourner vers l'antipatriotisme pendant que le Parti communiste, rallié au régime, s'empare de l'arme patriotique pour pousser la France à la guerre contre les régimes fascistes qui représentent une menace directe pour la formation d'une Europe communiste. Il reproche aussi à Thierry Maulnier ses attaques contre les « nationaux », à un moment où devrait au contraire primer la constitution d'un Front national contre le Front populaire, que Maurras essaie de constituer autour de lui. Il y a là un point de divergence fondamental entre Maurras et Maulnier, pour qui tout ralliement est synonyme de conservation et de consolidation d'un régime démocratique honni. Maurras, au contraire, défend d'autant plus le Front national qu'il a l'impression qu'il se forme autour de lui-même et de ses idées.

« Je vous ai dit ma surprise et mon indignation devant ce nouveau chapitre de la Guerre des Gaules. Alors que des nationaux (de tous âges) se rallient à une pensée

¹ Cité par Henri Massis, *Maurras et notre temps*, tome II, Paris, La Palatine, 1951, p.89.

d'union pour une action commune contre l'ennemi commun, d'autres nationaux se mettent à les charger ! (...). Jusqu'ici, les échecs des Français de France (si nationaux vous déplaît) passaient pour avoir été dus soit au manque d'énergie de leurs chefs soit à leur division. Cette division tend à cesser, ils acclament une direction énergique, précisément celle de l'homme dont vous fêtez la libération. Quel que soit leur passé, croyez que l'offensive contre eux tombe mal. Elle est de nature à empêcher ce que vous désirez : la conséquence de l'effort général. (...). Pour un beau travail, c'est un beau travail. Et ces articles qui attaquent si violemment nos alliés sont pleins d'attention à mon égard ! Faut-il penser que l'on me veut pour maître ou pour ami sans partage ? Ces idées de petites filles n'ont rien de commun avec la politique sérieuse¹. » Tous ces reproches que formule Maurras, Maulnier les avait déjà quelque peu anticipés dans ses articles. Il assume parfaitement l'antipatriotisme de ses publications et les accusations portées par les communistes à leur encontre. « On ne peut plus se permettre, écrit-il, à l'égard d'un pays pourtant particulièrement critiquable la moindre critique (...) sans se faire traiter de mauvais Français – et ce sont les internationalistes qui crient le plus fort. Va donc pour mauvais Français. On se consolera aisément de l'épithète, si l'on songe à ce que les bons Français ont fait de la France². » Dans une lettre à Maurras, il se montre sans concession sur ce sujet en réexpliquant que son objectif était de réveiller les Français³ de la torpeur dans laquelle ils se sont réfugiés au lendemain du 6 février. Pour ménager Maurras, il reconnaît toutefois la nécessité qui s'impose d'utiliser un vocabulaire plus nuancé pour leur faire comprendre les enjeux du moment. Dans une seconde lettre plus tardive, il s'explique sur l'utilisation d'un langage antipatriotique: « Il est certain que sur ce terrain, le souci d'abord de dire ce que je pensais – car la déchéance effrayante de notre pays, l'atonie complète non seulement des chefs, mais encore de l'opinion devant ce qui atteint l'intérêt et l'honneur nationaux sont des faits – la pensée ensuite qu'en France, comme en Allemagne, comme en Italie, la restauration nationale ne naîtrait sans doute que du sentiment ou de la conscience de la déchéance nationale, m'ont fait employer des termes vifs, que l'ennemi a pu utiliser. Et puisque, sur ce point, j'ai pu provoquer des

¹ Lettre de Charles Maurras à Thierry Maulnier, datée du 18 juillet 1937, Fonds privé Thierry Talagrand.

² Thierry Maulnier, « Sortirons-nous de l'abjection française ? », in *Combat*, n°9, novembre 1936.

³ Lettre de Thierry Maulnier à Charles Maurras n°3, non datée, Fonds privé Thierry Talagrand.

objections ou des inquiétudes, croyez que j'en tiendrai compte¹. » Il poursuit sur ses reproches à l'encontre des nationaux. « J'admets volontiers que nous sommes allés trop loin dans la violence verbale, et je voudrais vous dire encore quelques mots de la ligne générale de *L'Insurgé*. (...). Je tiens seulement à vous rappeler en deux mots les raisons de notre attitude : elle est dans la crainte, chaque jour précisée, de voir réapparaître, le jour où la crise deviendra plus grave, le spectre de l'Union nationale. L'Union nationale, ce vieux moyen de consolider et de sauver le régime en ses moments critiques, l'Union nationale de Poincaré, l'Union nationale de Doumergue, celle qui donne infailliblement un nouveau bail à la République, celle qui associe dans un même gouvernement l'opposition timide de la veille et les responsables mêmes du désastre. Or, dans tous les moments graves, la droite a prêché l'Union nationale (parce qu'elle n'est ni assez forte ni assez confiante en elle-même, ni assez armée doctrinalement pour exercer le pouvoir à elle seule). D'où il résulte qu'aux yeux de l'opinion, l'Union nationale, c'est le gouvernement de la droite. D'où il résulte aussi que le jour où l'Union nationale, coalition précaire et éphémère, se défait, elle se défait à gauche, elle donne naissance à un gouvernement de gauche. (...) . Faire campagne pour que cette notable partie de l'opinion de droite qui n'est pas royaliste, mais qui a quelque dignité et quelque courage, se refuse cette fois à la mystification qu'on lui prépare, cela n'est donc pas inutile. C'est cela que nous avons voulu². » Ce faisant, il est remarquable que Maulnier utilise contre l'Union nationale des arguments à peu près similaires à ceux d'Edouard Berth contre le ralliement de Maurras à l'Union sacrée en 1914 qui avaient conduit à son éloignement de l'Action française ; à savoir que Maurras fait le choix de « sacrifier le roi à la nation³ ». Et qui plus est, une nation jugée corrompue et dégénérée, dont il n'y a rien à attendre si elle ne change pas ses institutions.

Mais il semble surtout que la réaction de Maurras soit venue, comme le prouve ses échanges avec Maulnier, du fait que *L'Insurgé* était financé par Jacques Lemaigre-Dubreuil, qui passait alors pour être le financier de l'O.S.A.R.N, Organisation secrète

¹ Lettre de Thierry Maulnier à Charles Maurras n°3, non datée, Fonds privé Thierry Talagrand.

² *Ibid.*

³ Edouard Berth, *Guerre des Etats ou guerre des classes*, op. cit., p.165.

d'action révolutionnaire nationale, c'est-à-dire la Cagoule. A cette époque, Maurras craint que Maulnier et son équipe soient enrôlés au côté de la Cagoule, dont il ne soutient pas l'action, dans un complot contre la République. Dans la Cagoule, Maurras pressent en effet une manipulation de la police du régime contre les partis nationaux et l'Action française. « Je sais, écrit-il à Maulnier, qu'il existe un sous La Rocque en réserve, que l'on tient prêt à semer de nouveaux malentendus, de nouvelles inerties, et de nouvelles divisions, au bénéfice du Ministère de l'Intérieur. Ce sous La Rocque passe pour subventionner *L'Insurgé*. Que ce soit lui ou un autre, ces provocations intéressées grèvent (...) l'avenir. Mon devoir est d'en prévenir les effets¹ ». Maulnier a apporté des réponses à ces soupçons dans deux lettres qui sont très intéressantes pour éclaircir ses liens éventuels avec la Cagoule.

Dans la première, il rappelle à Maurras que *L'Insurgé* ne rapporte aucun revenu à ses rédacteurs, comme *Combat* d'ailleurs. « *L'Insurgé* ne paie pas : il ne peut vivre qu'à cette condition. En admettant même qu'on puisse soupçonner l'honnêteté politique de mes camarades – et de moi-même – jusqu'à penser qu'ils s'abaissent à servir les intérêts d'un ploutocrate, il est difficile de nous croire assez naïfs pour accepter ce rôle de domestiques sans rémunération. Défendre les intérêts ou servir les intrigues de M. Lemaigre-Dubreuil, cela mériterait au moins d'être payé. On peut faire de la politique alimentaire à condition qu'elle alimente. Je suis donc amené à vous dire une fois de plus : jamais *L'Insurgé* n'a été au service de personne, jamais il n'a accepté une consigne extérieure ou publié un article inspiré du dehors. Les articles que vous incriminez, nous en sommes donc les seuls responsables² », ce qui, sur le coup, ne dut pas rassurer davantage Maurras.

La seconde lettre apporte des éclairages sur le mode de fonctionnement de *L'Insurgé* et sur son objectif. Maulnier s'y défend d'être à la tête d'une équipe de jeunes gens qu'il entraîne au complot contre la République et rappelle que *L'Insurgé* n'est jamais qu'un hebdomadaire, et rien de plus. A travers *L'Insurgé*, Maurras s'imagine sans doute que Maulnier, qu'il tient pour l'un des intellectuels les plus doués de sa génération, est en train de reproduire la tentative de complot contre le régime qui avait

¹ Lettre de Charles Maurras à Thierry Maulnier, datée du 18 juillet 1937, Fonds privé Thierry Talagrand.

² Lettre de Thierry Maulnier à Charles Maurras, non datée n°2, Fonds privé Thierry Talagrand.

conduit, en 1913, le jeune Henri Lagrange à être exclu de l'Action française. Et c'est ce qui motive ses craintes, aussi paradoxales pour un mouvement qui dit vouloir renverser la République, que l'exclusion d'Henri Lagrange pour activisme. A cela s'ajoute le fait que les locaux de *L'Insurgé*, rue Caumartin, avaient été occupés auparavant par la Cagoule. « Vous paraissez craindre, écrit Maulnier, que je n'engage des jeunes gens trop ardents dans la voie d'une action violente qui ressemblerait à une provocation. Comment le ferais-je – à supposer même que je sois capable d'une telle imprudence ? Ni par l'intermédiaire de *L'Insurgé*, ni par aucun autre, je ne commande à aucune équipe, à aucune troupe si petite soit-elle. *L'Insurgé* a des abonnés, c'est-à-dire des gens qui reçoivent le journal (et bien peu sont des jeunes gens, car les jeunes gens ne s'abonnent pas) : c'est tout. Nos vendeurs eux-mêmes sont des professionnels, des demi-clochards dont le domicile est la péniche de l'armée du Salut. Nous n'avons ni mille, ni cent, ni vingt hommes sous nos ordres : mais un public à qui nous donnons un journal à lire, c'est-à-dire que nous tendons à créer un courant d'opinion, et que nous ne voulons ni ne pouvons (j'y insiste) rien faire de plus¹. » En réalité, il semble que, parmi les rédacteurs de *L'Insurgé*, seul Pierre Monnier ait été membre de l'O.S.A.R.N, où il entre en 1936 grâce à ses contacts avec les anciens membres de la dix-septième section de la Ligue d'Action française, en particulier Jean Filliol et Eugène Deloncle, entrés en dissidence depuis plusieurs années. Henry Charbonneau, proche de la Jeune Droite, au temps du Comité national de vigilance de la jeunesse, en fait également partie. « Il n'y a jamais eu d'interférences » entre la Cagoule et *L'Insurgé*, de même que « Thierry Maulnier, Jean-Pierre Maxence, Maurice Blanchot, Kléber Haedens n'ont jamais eu de liens avec l'organisation secrète. (...). Il est arrivé une fois que l'on nous demande de passer un papier traitant de questions pétrolières. Thierry Maulnier refusa l'insertion. Guy Richelet alla expliquer à Filliol que nous n'étions pas intéressés par ce texte. L'affaire en resta là. Il n'y eut jamais de nouvelle demande² », affirme Pierre Monnier. D'ailleurs, Thierry Maulnier n'est pas tendre dans ses articles envers la Cagoule, dont il moque les membres, qui « se complaisaient dans le spectacle de leurs codes, de leurs exercices d'alerte et de leurs stocks de

¹ Lettre de Thierry Maulnier à Charles Maurras, non datée n°1, Fonds privé Thierry Talagrand.

² Pierre Monnier, *A l'ombre des grandes têtes molles*, op. cit., pp.193-194.

mitraillette ». Face à ce qu'il considère comme « une caricature de complot », il en appelle à un « complot contre la sûreté de l'Etat digne de ce nom¹ ».

Sur le financement de *L'Insurgé* enfin, l'historien dispose de peu d'éléments, sinon que le journal a été soutenu, comme l'affirme Pierre Monnier, par Jacques Lemaigre-Dubreuil, et qu'il n'aurait rapporté aucun revenu à ses rédacteurs. Quand il ne s'occupe pas de ses sociétés, l'homme d'affaires vient de temps en temps au journal, avec son adjoint, et sans faire pression sur les journalistes pour orienter le contenu de leurs articles. En fait, le journal est la propriété d'une Société Anonyme au capital de 32 000 francs, divisé en 320 actions de 100 francs chacune. Sur ce capital, Thierry Maulnier détient 16 actions, soit 1 600 francs. L'administrateur unique de la société est Gérard de Dampierre, qui en contrôle aussi la gestion.

En plus de l'antipatriotisme et des liens supposés avec la Cagoule, Maurras concentre ses critiques contre *L'Insurgé* sur la doctrine économique et sociale qu'y défend la Jeune Droite. Il reproche à Maulnier d'accorder trop d'importance à la question sociale, et de s'enfermer dans la « démagogie sociale » en oubliant l'impératif politique du changement d'institutions. La première lettre qu'il adresse à Thierry Maulnier résume bien sa position par rapport au capitalisme, qui est nettement divergente de celle de la Jeune Droite : « Mon sujet à moi, ce qui me préoccupe à fond, écrit-il à Thierry Maulnier, ce sont les tendances observées, d'abord cet anticapitalisme mal défini qui, tel quel, ne peut parvenir qu'à détruire non pas le capitalisme, mais le capitalisme libre au profit du capitalisme d'Etat, qui aboutira forcément à ruiner le capital national de l'industrie et de l'agriculture (grand, petit ou moyen, peu importe) au profit de l'étatisme démocratique universel et de la spéculation financière. Et quelle tactique de vaincus ! Au moment où il faudrait, au contraire, la soutenir et lui donner du cœur, vous tendez à détruire l'armature morale de la fortune privée. Cette fortune ne fait pas son devoir ? Au moins existe-t-elle ! Tant qu'elle existe, elle peut être induite à le faire (...). Vous serez bien avancé quand cette possibilité sera détruite, et que, dans l'ordre économique, vous serez, comme on l'est

¹ Thierry Maulnier, « Pour un complot contre la sûreté de l'Etat digne de ce nom », in *Combat*, n°20, décembre 1937.

déjà dans l'ordre politique, en tête à tête avec un Etat géant, maître absolu de tout !...¹ » Autrement dit, pour Maurras, fortement inspiré dans sa réponse par les doctrines économiques et sociales de Bainville, détruire le capitalisme, c'est forcément favoriser la naissance d'une économie étatisée.

Dans ses réponses, Maulnier rappelle à Maurras qu'il n'a jamais manqué de préciser dans ses articles que les réformes sociales ne peuvent être résolues tant que le problème politique subsiste. « Tandis que différents partis nationaux mettent le social au premier plan, détournent l'attention de leurs troupes du problème politique premier – la prise du pouvoir, le renversement du régime – et détournent la volonté de changement du peuple français vers la chimère de réformes sociales qui laisseraient le régime debout, *L'Insurgé* n'a jamais perdu une occasion de rappeler l'étroite dépendance où se trouvent les problèmes sociaux à l'égard du problème politique² », ce qui est totalement vrai. Concernant les accusations de Maurras sur la « démagogie sociale » de *L'Insurgé*, Maulnier se défend d'avoir un jour écrit dans ses articles quelque chose qu'il ne pensait pas. Il avoue même à Maurras qu'il a volontairement modéré ses pensées par calcul. « Je ne crois pas qu'il y ait de démagogie sociale dans *L'Insurgé*. Je sais qu'en ce qui me concerne, les critiques que j'y ai faites de l'ordre social actuel y ont toujours été, non au-delà, mais en deçà de ma pensée, et volontairement modérées, selon les conseils que vous avez bien voulu me donner à ce sujet³. »

En ce qui concerne enfin l'anticapitalisme de la Jeune Droite, la réponse de Maulnier est intransigeante. « Il ne faut pas tenir, dites-vous, un “langage de vaincus”. Ce n'est pas un langage de vaincus qui a mené à la victoire le Parti ouvrier allemand national-socialiste, qui est en train de mener à la victoire la JONS, la Junte Offensive Nationale-Syndicaliste de la Phalange espagnole, dont le chant commence par ces mots “Debout Espagne prolétarienne !”. Je ne propose pas qu'on aille jusque-là, qu'on se dise ouvrier ou prolétarien. Il me semble seulement qu'il y a parfois à adapter son langage à l'attente et au besoin profond de ceux qu'il faut émouvoir et conduire⁴ ».

¹ Cité par Henri Massis, *Maurras et notre temps*, T.II, op. cit., p.89.

² Lettre de Thierry Maulnier à Charles Maurras n°1, non datée, Fonds privé Thierry Talagrand.

³ Lettre de Thierry Maulnier à Charles Maurras n°2, non datée, Fonds privé Thierry Talagrand.

⁴ Lettre de Thierry Maulnier à Charles Maurras, non datée, reproduite dans l'ouvrage, *Cher Maître : lettres à Charles Maurras*, édition établie par Pierre-Jean Deschodt, Paris, Bartillat, 1995, p.223.

Ensuite, Maulnier répond aux objections de Maurras selon lequel le moment est mal choisi pour attaquer le capitalisme et la bourgeoisie capitaliste. « De ce point de vue, écrit-il à Maurras, il s'agit, si je vous comprends bien, de ne pas dissocier le bloc qui semble pouvoir se former dans ce pays contre le danger communiste. Sans doute. Mais ce bloc (...) ne risque-t-il pas de tendre à créer, pour conjurer le péril communiste, une sorte d'ordre moral radical, une concentration conservatrice dirigée par Chautemps ou Daladier, c'est-à-dire en fin de compte la consolidation du régime que la première tâche, la tâche essentielle est de renverser ?¹ » Détruire le capitalisme, c'est se donner les moyens d'abattre le régime républicain. Et Maulnier poursuit en rappelant à Maurras que, derrière ces forces qui travaillent à ramener le radicalisme au pouvoir, se trouvent les trusts et les grandes banques qui trouvent un intérêt évident dans la préservation de la démocratie parlementaire, avec tous ses défauts dont ils profitent allègrement. « Attaquer ce genre d'hommes, est-ce vraiment porter atteinte à l'armature morale de la fortune française ? Cette armature morale et matérielle, n'est-ce pas, au contraire, le capitalisme qui l'a détruite ? N'est-ce pas la politique d'accords commerciaux qu'il a inspirée qui a ruiné notre paysannerie ? N'est-ce pas la dévaluation qu'il a voulue qui a ruiné nos classes moyennes ?² » L'anticapitalisme est pour Maulnier le meilleur moyen de concurrencer le socialisme et de s'adresser à des masses populaires qui ont besoin de positions tranchées pour faire leur choix : « Il y a des centaines de milliers de Français qui ne sont pas socialistes, qui du moins ne sont attirés par le socialisme que parce que le socialisme leur a paru être le seul à lutter contre l'oppression de l'argent. Ouvriers, petits propriétaires, industriels et commerçants moyens, artisans, ils n'iront que là où ils se sentiront défendus. On ne peut leur demander d'efforts de réflexion subtils. Si on ne dit mot sur le capitalisme, ils penseront infailliblement qu'on a partie liée avec lui. Toutes ces forces disponibles, utilisables, prêtes à venir au mouvement national si seulement on leur montre que le mouvement national, ce n'est pas le parti des patrons, faut-il les négliger ?³ ». Si Bainville semble s'exprimer à travers le discours de Maurras, la réponse de Thierry

¹ Lettre de Thierry Maulnier à Charles Maurras, non datée, reproduite dans l'ouvrage, *Cher Maître : lettres à Charles Maurras*, édition établie par Pierre-Jean Deschodt, Paris : Bartillat, 1995, p.220.

² Ibid., p.222.

³ Ibid., p.223.

Maulnier a, elle, toutes les apparences de la prose employée par Georges Valois dans son combat contre la ploutocratie et les puissances d'argent. Dans ce dialogue de sourds entre Maurras et son jeune disciple, c'est l'opposition entre les deux pensées économiques de Bainville d'un côté, avec sa défense d'un capitalisme d'inspiration conservatrice, et de l'autre côté, de Valois le nationaliste révolutionnaire, qui se rejoue. La question du capitalisme apparaît comme une ligne de fracture interne à l'Action française.

Au sein du mouvement, la position de Maurras est partagée par Robert Brasillach et Lucien Rebatet, qui ne comprennent pas non plus l'aventure dans laquelle Maxence et Maulnier se sont engagés. Ils restent donc, pendant toute cette période, fidèles à la ligne tracée par Maurras, qu'ils vont d'ailleurs quitter un peu plus tard en succombant à l'appel du fascisme avec une grande partie de l'équipe de *Je Suis Partout*. Brasillach cesse aussi d'écrire dans *Combat* l'année du lancement de *L'Insurgé*, c'est-à-dire en 1937. Mais pour l'heure, il trouve que « Thierry est tout de même un peu trop marxiste¹ ». Il semble encore que la réaction de Maurras ait reflété celle qu'expriment globalement les militants de l'Action française. La ligne de crête que suit *L'Insurgé* n'épargne pas les conservateurs, qui constituent la majeure partie des troupes de l'Action française. L'équipe de *L'Insurgé* reçoit ainsi régulièrement des lettres injurieuses, ce qui prouve que son discours passe mal. De Montpellier, par exemple, où François Sentein est correspondant de *L'Insurgé*, le Commandant Dromard, responsable régional du mouvement, attire l'attention de Maurras sur les plaintes qu'il reçoit des militants. Dromard parle d'un « bobard d'après lequel *L'Insurgé* représenterait l'expression la plus exacte et la plus actuelle de la pensée maurrassienne et de ses conséquences politiques dans le domaine de l'action² » et bénéficierait du soutien de Maurras. Ces rumeurs importent peu. Ce qu'il faut retenir, par contre, c'est la « lettre-type » que Maurras a rédigée pour les militants d'Action française choqués par l'attitude de *L'Insurgé* et dans laquelle il exprime clairement sa position à l'égard de cette entreprise, comme à l'égard de Thierry Maulnier : « Je vous prie de dire et

¹ Claude Roy, *Moi Je, op. cit.*, p.246.

² Lettre du Commandant Dromard à un militant de l'Action française, datée du 23 août 1937. Fonds privé Thierry Talagrand.

d'écrire que tout ce que l'on répand d'un jugement de moi qui serait favorable à *L'Insurgé* est complètement faux. *L'Action française* met la violence au service de la raison, *L'Insurgé* met au service de la folie et de la déraison des violences barbares, qui, pour la plupart inutiles sont souvent imprudentes et deviennent ainsi dangereuses et nuisibles. (...). Sans doute la présence de Thierry Maulnier crée une équivoque. J'ai beaucoup d'estime, d'admiration et d'amitié pour lui. Je ne lui ai pas caché ma désapprobation très vive sur ce point (...). J'ai sujet de penser que ce fâcheux état de choses touche à son terme¹. »

A l'inverse, il y a aussi ceux, d'Action française ou non, qui soutiennent *L'Insurgé* et le groupe *Combat*, et le font savoir. Les messages que reçoit Thierry Maulnier montrent que le groupe *Combat* était particulièrement apprécié par les jeunes, et qu'il bénéficiait de soutien dans les milieux étudiants, notamment maurrassiens. « L'Action française est et demeure la grande école de doctrine et la grande source d'idées, lui écrit l'un de ses lecteurs. Mais est-ce question de génération, je le crois, il arrive que les jeunes ne se reconnaissent pas toujours dans sa manière. Je crois que beaucoup d'entre eux se reconnaîtraient plus facilement dans *Combat*² ». N'en déplaise à Maurras, les deux publications semblent en effet avoir été suivies en partie dans les milieux d'Action française, précisément pour cet anticapitalisme et cette critique des conservateurs qu'il reprochait à Maulnier. C'est le cas par exemple de Guy Hattu, neveu de Bernanos, abonné de *Combat* et « monarchiste enthousiaste », qui déclare en même temps à Thierry Maulnier que son oncle à « beaucoup d'amitié pour *Combat* » et qu'il admire les jeunes rédacteurs de la revue, parce qu'ils « ont tenu à se débarrasser des alourdissantes influences de droite.. !³ »

Malgré sa courte durée de vie, *L'Insurgé* demeure quand même le plus gros succès éditorial de la Jeune Droite puisqu'il est vendu chaque semaine à 20 000 exemplaires et dispose d'un fichier de 2 000 abonnés, ce qui représente un lectorat bien supérieur à celui de *Combat*. Il est également lu en Algérie, où il est au cœur d'un conflit entre les troupes royalistes chargées de sa distribution et d'autres mouvements nationalistes. De

¹ Lettre de Charles Maurras à un destinataire anonyme, datée du 8 août 1937. Fonds privé Thierry Talagrand.

² Lettre d'un jeune lecteur, datée du 17 avril 1936. Fonds privé Thierry Talagrand.

³ Lettre de Guy Hattu à Thierry Maulnier, datée du 31 août 1936, Fonds privé Thierry Talagrand.

ce point de vue, la Jeune Droite semble donc avoir réussi à sortir des limites de sa clientèle habituelle pour conquérir de nouveaux lecteurs, y compris dans les milieux les plus populaires, comme le prouvent certains courriers reçus alors par Maulnier. *L'Insurgé* et *Combat* lui permettent aussi de gagner de nouveaux soutiens dans les milieux intellectuels et politiques, puisque Bernanos donc, mais aussi Doriot, Dorgères¹ qui félicite Thierry Maulnier pour ses articles dans *Combat*, ou encore Bertrand de Jouvenel², suivent ces publications avec intérêt. Grâce à Georges Blond³, tous les rédacteurs de *Candide* sont abonnés à *Combat*. Plutôt partagé sur la qualité de la revue dont il a reçu le premier numéro, Paul Morand trouve *Combat* « assez réussi, mais personne ne combat là-dedans vraiment. Sauf vous (peut-être parce que vous êtes seul armé ?) et M. Cl. Orland, assez bon. Mais J-P. Maxence est genre “coup de feutre à plumes jusqu’à terre” aux messieurs de *Vendredi* (le journal du maigre) et “tirez les premiers, etc...”. Ce n’est pas du combat, ça. M. Robert Francis donne un article confus où son talent n’éclate pas encore (...). Je vais vous faire citer au *Figaro*⁴.» Enfin, Edouard Berth, qui reçoit *Combat* depuis sa fondation, écrit une longue lettre à Thierry Maulnier pour lui dire qu’il trouve « très bon » son article sur les conservateurs, et pour commenter plusieurs points de la doctrine du groupe *Combat*, dont il se montre assez proche, mais dont il dénonce aussi parallèlement le nationalisme dans la presse prolétarienne. Critiquant les politiciens du Front populaire, qui « vont essayer de redonner un certain souffle et un certain élan à cet ordre bourgeois, devenu exsangue et au bout de rouleau ! », Edouard Berth se montre réservé sur les capacités du syndicalisme révolutionnaire à détourner les Français du suffrage électoral. « Le peuple n’est pas encore – chose inouïe ! – guéri de l’illusion électorale et parlementaire (...); il n’a pas encore l’envie de renverser les urnes électorales ! (...). Le syndicalisme révolutionnaire, qui veut faire du syndicat, organe de lutte, le pivot de l’action prolétarienne, aura toujours, j’en ai peur, moins d’influence que les comités électoraux ; il n’est pas encore arrivé à détourner les

¹ Lettre de Dorgères à Thierry Maulnier, datée du 12 décembre 1936, Fonds privé Thierry Talagrand.

² Dans un courrier, Bertrand de Jouvenel déclare à Maulnier : « Je suis chargé par la comtesse de Vogüé que vous avez vivement intéressée à un déjeuner (...), de vous prier à dîner (...). Et j’espère beaucoup qu’il vous sera possible de venir et que je pourrai vous dire tout le bien que je pense de *L'Insurgé* ». Lettre de Bertrand de Jouvenel à Thierry Maulnier non datée, Fonds privé Thierry Talagrand.

³ Lettre de Germain Blond à Thierry Maulnier, datée du 14 mars 1936, Fonds privé Thierry Talagrand.

⁴ Lettre de Paul Morand à Thierry Maulnier datée du 14 janvier 1936, Fonds privé Thierry Talagrand.

ouvriers des urnes. Le seul avantage que je vois au fameux triomphe du fameux “Front Populaire”, c’est qu’il constituera sans doute une désillusion de plus – qui, peut-être (?), dégoûtera le prolétariat des urnes. Mais en France, tout finit toujours par dévier sur le terrain électoral, tous les mouvements se sont enlisés dans ce marais. L’AF elle-même n’a pas échappé à cette loi (...). Vous vous proclamez anticonservateurs, et, sans doute, voulez-vous une tradition qui soit, comme dit Sorel, “nourrie de liberté” – au contraire de tous nos traditionalistes, qui confondent tradition et régime autoritaire. (...). L’AF n’a pas toujours eu une politique conforme à cette notion sorélienne de la tradition ; on peut souvent la confondre avec ces conservateurs ou ces bonapartistes que vous vomissez¹. » L’amertume d’Edouard Berth contre Maurras et l’Action française se lit aisément à travers ces quelques lignes, qui démontrent aussi qu’il ne nourrit pas beaucoup d’illusions sur les chances de réussite de la Jeune Droite à dépasser le double clivage droite/gauche et nationaux-conservateurs/socialistes-révolutionnaires, en demeurant dans l’orbite du mouvement monarchiste.

L’Insurgé, et la doctrine qu’il diffuse, provoquent les premières véritables polémiques entre Maurras et Maulnier qui a longtemps été tenu par les historiens pour un vrai dissident d’Action française. Pour autant les deux nouvelles publications de la Jeune Droite ne sont pas exemptes de soutien, y compris dans une Action française où la ligne de partage recouvre sans doute la distinction entre l’ancienne et la jeune génération du mouvement. Mais les échanges de courriers entre Maurras et Maulnier, de même que les désaccords sur la stratégie à mener pour provoquer le réveil des Français, ne doivent pas faire oublier ce que les rédacteurs de *Combat* et de *L’Insurgé* doivent à Maurras, et reconnaissent eux-mêmes lui devoir. Pour son jubilé littéraire, en avril 1936, les animateurs de *Combat* lui rendent hommage en rappelant la dette qu’ils lui doivent². Lors de l’emprisonnement de Maurras en octobre 1936, pendant 250

¹ Lettre d’Edouard Berth à Thierry Maulnier, datée du 26 mai 1936, Fonds privé Thierry Talagrand.

² « Pour le jubilé littéraire de M. Charles Maurras », in *Combat*, n°4, avril 1936. « Au concert d’hommages qui célébrera cet anniversaire, ceux qui se sont groupés autour de cette revue se doivent de joindre l’approbation entière de leur esprit et de leur cœur. Ils savent trop ce dont ils sont redevables à M. Charles Maurras (...). Derniers venus aux luttes de l’esprit et aux combats quotidiens de la cité, il leur plaît de lui apporter le particulier témoignage de jeunes hommes nés dans un monde que son œuvre avait déjà fait autre. (...) . A M. Charles Maurras vivant, nous devons tout autant qu’à son œuvre ; et le secret de la séduction qu’a exercée son école est sans doute dans ce parfait accord de son œuvre avec lui-même. (...) . Maître rigoureux, il nous a donné à la fois

jours, pour ses appels au meurtre répétés contre les hommes politiques qui voteraient les sanctions à l'encontre de l'Italie, Thierry Maulnier signe un article¹ fanatiquement élogieux sur lui dans le *Charivari*. Les ouvrages de Maurras sont aussi commentés régulièrement dans les publications de la Jeune Droite, avec tout le respect et l'admiration dus au Maître². Et malicieusement, en mai 1936, la revue *Combat* publie un choix de textes de Maurras sur le capitalisme et la démocratie, tirés de son *Dictionnaire politique* et précédés de cette introduction : « Des lecteurs – qui en paraissent étonnés – nous écrivent pour nous demander comment nous accordons nos positions sociales avec nos positions politiques. Leur étonnement nous surprend bien davantage encore. (...). Ignorent-ils que les jugements les plus sévères et les plus justes qui ont été portés ces dernières années contre le régime inhumain que nous dénonçons, l'ont été par le théoricien du nationalisme ? ». Parmi ces textes, on peut y

les raisons et l'exemple des nécessaires exigences. (...) . La vie et l'œuvre de M. Charles Maurras nous ont déjà donné ce qui était le plus nécessaire : à la fois des raisons de penser et des raisons d'agir, des raisons d'espérer ».

¹ « On peut n'être pas d'Action française, écrit-il. On peut n'être pas de l'avis de M. Charles Maurras. On ne peut nier que, s'il y a en France un journal qui n'a jamais vécu que de ressources avouables et avouées, qui n'a jamais été inspiré, dans aucune de ses campagnes, que par ce qu'il jugeait l'intérêt national, ce journal est l'Action française. On ne peut nier que s'il est un écrivain qui n'a jamais cherché au cours de sa vie autre chose que la victoire de ce qu'il croyait le plus juste, sans souci de la publicité, de la popularité, des conciliations profitables, des fonctions, des décorations, cet écrivain était M. Charles Maurras. Le régime ne s'est pas trompé. Celui qu'il a choisi pour le persécuter, c'était bien le plus noble. Celui qu'il a mis sous les verrous, c'était bien le plus libre. Si l'on ajoute que cet écrivain est aussi, sans aucun doute, celui de nos contemporains dont l'œuvre est la plus féconde, la plus importante historiquement, la plus grande ; si l'on ajoute qu'il est celui dont l'influence a rayonné plus que tout autre au-delà de nos frontières pour transformer l'Europe d'aujourd'hui ; si l'on ajoute que nul n'a rendu de plus grands, de plus inappréciables services à sa patrie, on n'aura pas tout dit encore. Attentat contre la liberté, attentat contre l'honnêteté, attentat contre l'intelligence, attentat contre la patrie, l'arrestation de Charles Maurras est encore et surtout un attentat contre la paix. (...). L'arrestation de Charles Maurras pose un double problème, national et international : international, parce que le plus odieux des attentats contre l'esprit relève de la conscience libre de tous les pays civilisés du monde. National, parce que nous savons maintenant qu'entre la jeunesse de France, et le régime qui veut la conduire au massacre, la lutte est ouverte, et que cette lutte, c'est la lutte pour la vie ». (Thierry Maulnier, « Maurras en prison », in *Le Charivari*, 7 novembre 1936, p.4.

² Par exemple : René Vincent, « La Politique naturelle de M. Charles Maurras », in *Combat*, n°17, juillet 1937 ; Jean Hébert, « L'œuvre civique de M. Charles Maurras », in *Combat*, n°12, février 1937. Thierry Maulnier n'est pas en reste puisqu'il publie plusieurs articles sur Maurras, notamment dans la *Revue Universelle* : Thierry Maulnier, « Charles Maurras et le socialisme », in *La Revue Universelle*, 1^{er} janvier 1937 ; Thierry Maulnier, « Charles Maurras et les deux grandeurs », in *La Revue Universelle*, 15 avril 1937 ; Thierry Maulnier, « La Politique naturelle de M. Charles Maurras », in *La Revue Universelle*, 1^{er} juillet 1937 ; Thierry Maulnier, « L'Homme social », in *L'Action française*, 16 juin 1938. Dans ce dernier article, où l'on relèvera particulièrement la malice dont fait preuve Maulnier en qualifiant Maurras d' « homme social », il écrit : « Si Maurras est social, en effet ce n'est point dans le sens, souvent misérable, où l'on use et l'on abuse aujourd'hui de ce terme, c'est par son être même, c'est par de la sollicitude humaine et de l'héritage humain amassé pour lui au long des siècles. Certes, cette amitié de l'homme pour l'homme n'est point parfaite, ni parfaitement assurée ; Charles Maurras ne tombe point dans l'illusion des humanitaires, qui confient à la seule solidarité entre les hommes le destin des sociétés. (...) . Avant d'être l'histoire de la lutte des classes, ou des groupes ou des doctrines ou des factions, l'histoire humaine est l'histoire des sociétés, des nations, c'est-à-dire des solidarités et des amitiés ».

lire notamment cette phrase qui montre la parfaite communion d'esprit entre le jeune Maurras et la Jeune Droite : « il n'y a pas qu'un mal, le prolétariat : il y a deux maux, le prolétariat et le capitalisme. De leur confrontation ressort leur antidote commun¹. » Les rédacteurs de la Jeune Droite ne manquent pas, à de multiples reprises d'utiliser des citations de ce genre dans leurs articles, ce qui irritait beaucoup Maurras, comme l'évoque Henri Massis dans le deuxième tome de *Maurras et son temps*.

Malgré tout, Maulnier choisit très rapidement de se soumettre, donnant ainsi raison à Charles Maurras qui redoutait sans doute autant, dans cette aventure, l'esprit d'indépendance de son jeune disciple que ses idées. Devant les réactions provoquées par *L'Insurgé*, et assurément pour ne pas provoquer de rupture définitive avec Maurras, Maulnier prend la décision de se retirer de *L'Insurgé* dont il est l'un des actionnaires avec Jean-Pierre Maxence et Maurice Blanchot notamment. Dans sa dernière correspondance avec Maurras au sujet du journal, qui date vraisemblablement de l'été 1937, il lui fait part de son choix : « Je n'ai jamais considéré *L'Insurgé* comme une œuvre où je songeais à m'attacher de façon définitive. Et cela pour une raison essentielle : je dois consacrer une grande partie de mon temps à gagner ma vie ; je tiens à en consacrer une autre à écrire des livres ; *L'Insurgé* ne pouvait entrer ni dans la première, ni dans la seconde de ces deux parties, puisqu'il ne paie pas ses rédacteurs (...). Je suis donc décidé à le quitter assez prochainement ». Et à la fin de sa lettre, il ajoute cette phrase : « J'ai l'intention, dans un délai assez bref, d'abandonner ma collaboration à *L'Insurgé* et d'ailleurs, par la même occasion, toute activité politique, puisque celle qui est conforme à ma pensée se heurte à des difficultés que j'avais mal mesurées². » Dans ces lignes, Maulnier fait passer deux messages importants à Maurras. Le premier est que l'Action française, si elle souhaite s'attacher sa fidélité, doit être en mesure de lui assurer des revenus suffisants pour vivre. Le second concerne l'affirmation d'une sorte de dégoût de la politique, qui marque chez lui les prémices d'un désengagement de la politique active, c'est-à-dire de l'action politique immédiatement utile, au profit d'un recentrage sur la réflexion intellectuelle.

¹ « Textes à relire : capitalisme et démocratie », in *Combat*, n°5, mai 1936.

² Lettre de Thierry Maulnier à Charles Maurras n°2, non datée, Fonds privé Thierry Talagrand.

En application de la décision prise par Maulnier, la rédaction de *L'Insurgé* annonce dans son numéro du 27 octobre 1937, que: « Pour un effort de mise au point et un élargissement de son action, nous suspendons la parution de *L'Insurgé*¹. » L'article rappelle que les raisons qui commandent cette décision sont politiques et non pas matérielles, car aucun souci financier n'empêchait le maintien de la publication. « Rassurons tout de suite nos amis. Qu'ils ne croient pas que (...) l'équipe de *L'Insurgé* ait déjà renoncé à l'action politique qu'elle avait entreprise. Cette équipe reste. Elle n'abandonne pas la partie qu'elle a engagée. Elle estime simplement que pour la continuer, elle doit mettre un certain nombre d'atouts supplémentaires dans son jeu². » Une lettre que Thierry Maulnier envoie au même moment à sa mère confirme ces explications : « Nous avons suspendu la parution de *L'Insurgé*. Cela n'a pas été rendu nécessaire par la situation financière, qui n'était pas encore catastrophique, mais par la nécessité de réorganiser intérieurement le journal et de l'asseoir sur une base plus large et plus solide. Si cela peut être réussi, *L'insurgé* reparaitra en janvier, mais avec une formule très différente, et sous un autre titre. *Combat* continue (...). De ce côté là, il y a de grands projets aussi et j'espère que 1938 sera pour cette revue une année décisive³. »

En fait de réorganisation, *L'Insurgé* stoppe définitivement sa parution. Et les raisons très floues évoquées pour expliquer la suspension dans l'éditorial du dernier numéro et dans la lettre citée – une modification de la ligne générale ou encore l'évolution de la situation politique – conduisent à penser que dès le départ, la Jeune Droite s'était laissée la possibilité de justifier aisément l'arrêt de parution de *L'Insurgé*. Dans la foulée, l'équipe se recentre sur *Combat*, avec la volonté de lui donner un nouvel élan, et sur une autre revue fondée par Jean de Fabrègues, sans comité de rédaction et à l'allure très austère, intitulée *Civilisation*, bulletin analytique et critique du mouvement « Civilisation », auquel collaborent notamment Louis Salleron, Thierry Maulnier, François Gravier et Jean Loisy.

A cours de ces années, Thierry Maulnier et la Jeune Droite avancent donc sur une ligne de crête assez inconfortable, entre dissidence et adhésion à la ligne générale fixée

¹ in *L'Insurgé*, 27 octobre 1937.

² *Ibid.*

³ Lettre de Thierry Maulnier à sa mère, non datée, Fonds Thierry Maulnier Versailles, F991 (6) a.

par Maurras, sans jamais perdre l'équilibre. Alors que certains commentateurs du journal gageaient « qu'on pourrait bien voir un jour *L'Insurgé* ne plus respecter même ses protecteurs et ses maîtres... tant il est vrai que la condition de rebelle s'accommode assez mal de discipline¹ », la réponse est sans appel : Maulnier et l'équipe de *L'Insurgé* se soumettent en se rangeant à l'avis de Maurras. Mais l'esprit de la Jeune Droite demeure, dans un style plus doctrinal, plus acceptable aussi pour l'Action française, dans la revue *Combat* qui, à l'instar de *L'Insurgé* peut être perçue « comme une super-Action Française, quant au ton des diatribes, mais aussi comme un navire corsaire voguant dans les eaux du vaisseau-amiral sans pour cela consentir à partager toutes ses admirations non plus qu'à ménager ceux qu'il épargne². »

Ce qui subsiste notamment de l'aventure de *L'insurgé*, c'est la tentative, plus aboutie qu'à l'époque du Cercle Proudhon, pour faire naître un courant nationaliste révolutionnaire propre à l'âme et à la civilisation française, au sein d'une Action française incapable, dans les années trente, de saisir la complexité de la crise européenne. Pourtant, il faut bien reconnaître que la lecture des textes de la Jeune Droite est très frustrante, tant il est difficile de voir où peuvent mener concrètement ses efforts doctrinaux. Maulnier n'est ni économiste ni expert dans les questions sociales. Son discours, par ses faiblesses flagrantes, est plutôt celui d'un autodidacte, aux compétences limitées, qui s'intéresse à l'économie. La grande idée de *L'Insurgé* est davantage politique qu'économique, avec ce nationalisme révolutionnaire, qui se présente comme la synthèse entre un nationalisme libéré du conservatisme social bourgeois et un socialisme révolutionnaire séparé de l'idée de progrès démocratique. Mais rejeter le conservatisme, cela ne signifie pas, pour Maulnier, tourner le dos à la tradition. C'est la religion du passé, paralysante pour une nation, qu'il critique à travers le conservatisme, parce qu'aucun peuple n'a jamais rien créé en se bornant à son passé. Pour créer, un peuple doit savoir affirmer sa valeur propre par rapport, voire en opposition aux traditions héritées. Mais il y a une certitude que rappelle Maulnier : « il n'est point de vie supérieure qu'une tradition n'ait longuement formée, perfectionnée et enrichie. (...). Tel est le rôle royal de la tradition : elle fait chair et

¹ « L'Insurgé », in *Juvénal*, 16 janvier 1937.

² *Ibid.*

sang, spontanéité et grâce, des méthodes, des principes, des règles de jugement péniblement et lourdement élaborées par les époques antérieures¹ ». De sorte que la tradition et la révolution ne s'opposent pas, mais se combinent pour donner une nouvelle forme supérieure. Le nationalisme révolutionnaire de Maulnier n'a rien à voir avec la conservation sourcilleuse et admirative du passé ; il intègre le progrès humain comme une nécessité, rendue possible par l'accumulation des conquêtes transmises par les générations précédentes. Pour Thierry Maulnier, « la tradition est un progrès acquis² ». Par conséquent, « il est impossible de séparer la tradition du progrès lui-même, et il n'est point de progrès humain qui ne se nourrisse et ne se fortifie de tradition. Il n'y a rien de plus sot que la haine et le mépris du progrès, le culte du passé, du vétuste et de l'immobile³. »

¹ Thierry Maulnier, « Tradition et culture », in *La Revue Universelle*, 15 juin 1934, p.758.

² Thierry Maulnier, *Mythes socialistes*, op. cit., p.232

³ Thierry Maulnier, *Mythes socialistes*, op. cit., p.224

Chapitre 10
Un intellectuel fasciste ?

Comme tous les intellectuels de sa génération, Thierry Maulnier a été confronté à l'émergence des fascismes. Les régimes fascistes et le communisme sont en effet les problématiques majeures auxquelles a dû faire face cette génération d'intellectuels, forcée de prendre position à l'égard de ces mouvements. L'examen des dix premières années de carrière intellectuelle de Thierry Maulnier, dans les années trente, devrait par conséquent nous permettre de définir son attitude à l'égard de ces régimes. Vue sous cet angle, son oeuvre apparaît comme un effort précoce et, surtout sans *a priori*, pour penser le fascisme, italien ou allemand, et plus globalement le totalitarisme. Un effort sans a priori car, dans son application, Maulnier ne s'autorise aucun tabou pour comprendre la force d'attraction du fascisme parmi les masses et ses confrères intellectuels. Maulnier dissèque en effet le fascisme de la manière dont il était perçu à son époque – et que nous avons tant de mal à imaginer aujourd'hui dans la mesure où nous ne le percevons plus que sous un angle purement criminel – c'est-à-dire comme une solution éventuellement viable à la crise des années trente, à l'instar du communisme. Son travail s'inscrit en effet dès le départ dans une perspective comparatiste. Et même s'il peut trouver des éléments « positifs » dans ces deux types de régime, sa réponse, maintes fois répétées, est des plus claires : le fascisme et le communisme ne peuvent pas constituer des modèles pour la France. Ainsi que l'exprime Olivier Dard, « il y a bien eu tentation fasciste, une tentation qui n'a pas seulement été esquissée, mais dont les termes ont été posés pour y répondre (...) par la négative¹ », au nom de la défense des valeurs humanistes.

Pourtant, beaucoup d'historiens ou d'universitaires, dont la plupart n'a sans doute jamais lu plus de quelques lignes de Thierry Maulnier puisées dans des ouvrages qui servent de supports de transmission d'une grossière erreur d'interprétation, relaient l'image d'un Thierry Maulnier fasciste. Voire préfasciste quelquefois, encore qu'il soit difficile de comprendre comment un écrivain qui commence sa carrière un peu plus d'une décennie après la naissance du fascisme en Italie, puisse se voir attribuer un tel qualificatif. C'est pourtant ce qu'écrit une universitaire dans un livre sur Céline, republié récemment, où nous pouvons lire que « Thierry Maulnier, dans son essai

¹ Olivier Dard, « Les écrivains français et la tentation fasciste », in *La Nouvelle Revue d'Histoire*, septembre-octobre 2012.

spiritualiste et préfasciste de 1932, *La Crise est dans l'homme*, voit l'origine du mal dans la pente humaine vers le "matérialisme"¹ ». Cette vague notion de « préfascisme », qui repose sur l'identification de valeurs communes entre les fascismes et les intellectuels dénoncés comme tels, appelle par ailleurs de nombreuses réserves. En tout état de cause, il n'y a de fascisme que lorsque l'ensemble des éléments constitutifs du fascisme sont réunis, ce qui a conduit les historiens contemporains à exclure de la liste les régimes de Horthy en Hongrie, Antonescu en Roumanie, Salazar au Portugal, Franco en Espagne, Vargas au Brésil, ainsi que les dictatures militaires plus récentes en Grèce, au Chili et en Argentine sur lesquelles Maulnier a écrit de nombreux articles dans les années 1960 et 1970². Dès lors, cette notion de « préfascisme » apparaît d'autant plus arbitraire qu'elle n'est jamais définie par ses utilisateurs, et qu'elle s'avère extrêmement extensive : combien d'éléments essentiels à la définition du fascisme faut-il en effet qu'un intellectuel réunisse pour se voir qualifier de préfasciste ? L'antimatérialisme, auquel il est fait référence dans la citation précédente ne saurait suffire pour assimiler la pensée de Thierry Maulnier au fascisme.

Bien souvent, la source de cette mauvaise interprétation de l'œuvre de Maulnier provient de l'ouvrage de Zeev Sternhell, *Ni droite ni gauche*³, publié dans sa première version en 1983, et qui contient un nombre important de contresens, de rapprochements hasardeux, explicables souvent par une utilisation tronquée, ou à charge, des citations. Pour commencer, Zeev Sternhell voit en Maulnier une sorte de modèle de fasciste français : « Parmi les intellectuels en révolte contre la démocratie, exhibant déjà une idéologie fasciste mûre, Thierry Maulnier occupe une place quasi symbolique⁴ ». « En réalité, quand on lit les écrivains fascistes classiques, explique

¹ Marie-Christine Bellosta, *Céline ou l'art de la contradiction. Lecture de Voyage au bout de la nuit*, Paris, CNRS Editions, 2011, pp.243-244.

² A titre d'exemples : Thierry Maulnier, « La Grèce à l'heure militaire », in *Le Figaro*, 7 septembre 1967 ; « La Grèce à l'heure militaire. Un civil parmi les Hoplites », in *Le Figaro*, 8 septembre 1967, « Des Grecs libres nous déclarent... », in *Le Figaro*, 12 septembre 1967 ; « La Junte grecque devant l'électeur », in *Le Figaro*, 26 septembre 1968 ; « Nationalisme et socialisme », in *Le Figaro*, 25 mars 1969 ; « Grèce : An III des Colonels », in *Le Figaro*, 20 et 21 septembre 1969 ; « Le social-militarisme », in *Le Figaro*, 13 octobre 1970 ; « Socialisme et nationalisme », in *Le Figaro*, 19 mars 1973...

³ Zeev Sternhell, *Ni droite ni gauche. L'idéologie fasciste en France*, Nouvelle édition revue et augmentée, Bruxelles, Complexe, 2000, 539 p. Le nom de Thierry Maulnier apparaît régulièrement dans l'ouvrage de Sternhell, mais il étudie plus précisément son œuvre entre les pages 370 et 423.

⁴ *Ibid.*, p.484-485.

Sternhell, qu'il s'agisse de Céline, Drieu La Rochelle, Rebatet ou Brasillach, et que l'on compare la teneur de leurs écrits avec ceux de Maurras, Massis, Maulnier, Benjamin et beaucoup d'autres intellectuels de droite, la différence est loin d'être évidente¹ ». Grâce à Sternhell, nous apprenons également que Thierry Maulnier « se sent tant d'affinités avec la philosophie nazie² », ce qui signifie donc normalement que ce dernier a écrit quelque part, dans des pages que Sternhell ne cite d'ailleurs pas, qu'il se sent en accord avec la pensée nationale-socialiste. Enfin, pour finir sur la maîtrise partielle et partiale que possède Sternhell de l'œuvre intellectuelle de Thierry Maulnier, il faut évoquer ce rapprochement totalement infondé qu'il fait à plusieurs reprises dans son ouvrage, avec la pensée de Maurice Barrès. En décrivant Maulnier comme « le plus barrésien des écrivains français de l'entre-deux-guerres³ », Sternhell démontre assurément les limites de sa connaissance, et de cette méthode par analogie et par amalgame, dont son ouvrage est le résultat. Dans *La Crise est dans l'homme*, « le jeune écrivain, nous dit Sternhell, prétend jeter les bases de la renaissance de ce corps anémié qu'est la France, cent cinquante ans après la Révolution. Incontestablement, Maulnier cherche alors à jouer le rôle de Barrès. Son premier ouvrage (...) est visiblement une imitation du jeune Barrès : on y retrouve le même ton impertinent, la même façon de prendre de haut ses aînés, le même maniérisme dandy et le même nationalisme. Comme Barrès, Maulnier prêche la désobéissance aux lois⁴ ». Pour dire le vrai, Barrès est un auteur pour lequel Maulnier n'a jamais démontré aucun intérêt particulier, et son œuvre est quasi-totalement dépourvue d'écrits sur lui, à l'exception peut-être d'un article de critique littéraire⁵. Thierry Maulnier était assurément intéressé par son individualisme aristocratique. Mais il y a quelque abus à vouloir faire du plus cartésien des auteurs de la Jeune Droite, celui qui

¹ Zeev Sternhell, *Ni droite ni gauche. L'idéologie fasciste en France*, op. cit., p. 483.

² *Ibid.*, p.388.

³ *Ibid.*, p.177.

⁴ *Ibid.*, p.378.

⁵ Thierry Maulnier, « Le Service de Barrès », in *L'Action française*, 11 octobre 1934. On peut trouver au sein de la Jeune Droite d'autres auteurs un peu plus intéressés par Barrès, à commencer par Jean-Pierre Maxence, René Vincent ou Emile Vaast. A titre indicatif seulement : Jean-Pierre Maxence, « Maurice Barrès, maître de grandeur », in *La Gerbe*, 30 octobre 1941 ; Jean-Pierre Maxence, « Bilan de Barrès », in *La Gerbe*, 25 mars 1943 ; René Vincent, « Retour à Barrès », in *Combat*, n°33, mars 1939 ; René Vincent, « Un homme du sol : Maurice Barrès », in *Cahiers Français*, n°5, 1943, pp.58-64 ; Emile Vaast, « Souvenir de Barrès », in *Réaction*, n°5, février 1931. Mais globalement, Barrès ne constitue pas une référence importante pour la Jeune Droite, en dépit des efforts de Massis.

ne conçoit l'intelligence que rationaliste, celui qui oppose la conscience au déterminisme et à la fatalité, la volonté aux instincts, un fils spirituel de Barrès, le penseur de l'élan vital, qui était, comme chacun sait, passionné par les philosophies de l'intuition. Etrangement, Sternhell insiste très peu sur les influences, incontestables par contre, de Maurras et de Nietzsche. Cette confusion est symbolique de la manière dont l'ouvrage de Sternhell est construit sur des amalgames douteux. Et comme tous les penseurs qui raisonnent selon une méthode analogique, Sternhell attache une importance démesurée aux ressemblances, tandis qu'il tient des dissemblances révélatrices pour parfaitement négligeables. Paradoxalement, Maulnier se retrouve piégé, dans l'ouvrage de Sternhell, par le type même de critique qu'il a dénoncée dans son *Nietzsche* et son *Racine* ; celle qui tend à chercher les origines d'une démarche intellectuelle dans les influences, les ressemblances de surface, « la poussière et le gravat que l'époque a laissés¹ » en chaque penseur. « Ainsi éclate, pense Maulnier, l'erreur des critiques, qui non seulement vont à l'inessentiel et au secondaire, mais encore, pour expliquer une pensée, insistent d'abord, et lourdement, sur tout ce qui l'enveloppe et l'étouffe. Car toute création originale se débat d'abord contre deux ennemis, (...), la communauté des conditions de vie et des influences, l'habituelle similitude des formes de pensée, et des formes d'art d'une époque² ». Sternhell commet ainsi le même genre de contresens avec Henri De Man et Thierry Maulnier, sans doute par rapprochement des titres respectifs de leurs deux œuvres politiques majeures des années 1930, *Au-delà du marxisme* et *Au-delà du nationalisme*. Pour Sternhell en effet, la pensée d'Henri De Man poursuit celle de Georges Sorel, tandis que la « révolte idéaliste » de Maulnier s'inscrit dans la lignée de Barrès. D'où il en déduit que, « les deux courants de ce néo-idéalisme convergent vers une synthèse qui, à la fin de ce second avant-guerre, prendra le visage du fascisme³ ». Utiliser, en s'appuyant sur un rapprochement hasardeux avec De Man, le terme de « révolte idéaliste », ou de néo-idéalisme, pour décrire la pensée de Thierry Maulnier, c'est mal comprendre une démarche intellectuelle, qui n'est ni idéaliste, ni matérialiste, mais se

¹ Thierry Maulnier, « La critique qui a oublié l'essentiel... », in *La Revue française*, n°7, 25 décembre 1932, p.835.

² *Ibid.*, p.838.

³ Zeev Sternhell, *Ni droite ni gauche. L'idéologie fasciste en France*, op. cit., p.249.

veut au contraire dialectique, et appelle une nouvelle synthèse équilibrée entre ces deux tendances de la pensée que les intellectuels ont jusqu'à présent traitées comme des absolus. L'antimatérialisme de Maulnier ne débouche pas sur l'idéalisme, comme ses ouvrages du début des années trente le démontrent. C'est donc par l'accumulation des méprises et des amalgames entre des notions qui ne recouvrent pas forcément le même sens pour les intellectuels comparés, que Sternhell dresse un portrait biaisé de la pensée de Thierry Maulnier.

Le problème principal, dans l'ouvrage de Sternhell, vient ainsi de sa méthode. Décrivant un certain nombre d'idées qu'il juge fondamentales – anti-libéralisme, anti-démocratie, anti-matérialisme, antimarxisme... – pour définir l'essence du fascisme, il en arrive à considérer un catalogue de critères qui, cumulés et dépistés systématiquement chez un certain nombre de personnalités des années trente, sans tenir compte du contexte historique, des parcours et des variations de sens que peut recouvrir le même mot d'un auteur à l'autre, lui permet de dresser, à la façon d'un accusateur public, une liste d'intellectuels fascistes. Avec une telle méthode, comme l'a soutenu l'historien Emilio Gentile : « Tout est possible quand on élabore le concept de fascisme en le détachant de l'histoire, à travers la combinaison de certains éléments jugés, dans l'abstrait, *essentiels* pour en définir la nature, et qu'on prend exclusivement en considération des affinités idéologiques et généalogiques présumées, indépendamment de leur correspondance effective avec ce que fut réellement l'idéologie du fascisme en tant qu'expression d'un mouvement social et politique apparu en Italie au lendemain de la Première Guerre mondiale. Nul ne peut prévoir à quels autres résultats pourrait mener cette manière d'étudier les origines de l'idéologie fasciste sur un plan exclusivement théorico-intellectualiste, en privilégiant l'un ou l'autre des éléments – ou en les dosant différemment – que l'on juge essentiels pour définir l'essence d'un "fascisme idéal-typique"¹. »

¹ Emilio Gentile, *Qu'est-ce que le fascisme ? Histoire et interprétation*, Paris, Gallimard, Folio, 2004, pp.419-420.

Dans le sillon de l'ouvrage de Sternhell et des polémiques qu'il a provoquées sur l'existence ou non d'un « fascisme français »¹, un certain nombre d'universitaires américains se sont intéressés à la Jeune Droite, et au cas particulier de Thierry Maulnier, pour apporter une réponse au débat². Le premier est David Carroll qui se concentre sur l'étude du versant littéraire du fascisme français, parce que la littérature constitue le fondement de leur idéologie fasciste. Sont ainsi étudiés Barrès, Péguy, Maurras, Brasillach et Thierry Maulnier, que David Carroll identifie comme le cas le plus problématique, principalement parce qu'il a toujours prétendu refuser d'adhérer à l'idéologie fasciste et qu'il n'a pas collaboré sous l'Occupation. Pour autant, Carroll considère que Maulnier, à travers sa conception de l'humanisme, s'est fait le défenseur d'une forme spirituelle, totalement pure, de fascisme, qu'aucun régime de son époque n'avait réalisé : « Maulnier was still trying to save something fundamental in fascism, something that none of the various forms of fascism had ever realized but that he continued to insist on : fascism with a human face, fascism as a privileged, total form of humanism, the complete, modern realization of true classical civilization³ ». Carroll utilise ainsi l'expression de « fascisme littéraire au-delà du fascisme⁴ » pour décrire les conceptions esthétiques de Maulnier. Si Carroll ne posait précisément comme postulat le fascisme de Maulnier, cette même formule reviendrait à dire que Maulnier n'est pas

¹ Sur cette question du « fascisme français », se reporter, outre l'ouvrage de Sternhell à : Serge Berstein, « La France des années 1930 allergique au fascisme », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°2, avril-juin 1984, pp.83-94 ; Michel Winock, *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, Paris, Seuil, Points histoire, 1990, 444 p. (cf le chapitre « L'ébauche d'un fascisme français ») ; Pierre Milza, *Les fascismes*, Paris, Éditions du Seuil, Points histoire, 1991, 607 p. ; Jeannine Verdès-Leroux, *Refus et violences. Politique et littérature à l'extrême-droite, des années trente aux retombées de la Libération*, Paris, Gallimard, 1996, 514 p. ; Philippe Burrin, *La dérive fasciste. Doriot, Déat, Bergery. 1933-1945*, Paris, Seuil, Points histoire, 2003, 587 p. ; Michel Dobry (dir.), *Le mythe de l'allergie française au fascisme*, Paris, Albin Michel, 2003, 460 p. ; Robert Soucy, *Fascismes français ? 1933-1939 : mouvements antidémocratiques*, Paris, Autrement, 2004, 475 p. ; Michel Winock, « Retour sur le fascisme français », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, deuxième trimestre 2006, pp.3-27 ; Robert Soucy, « Enjeux. La Rocque et le fascisme français. Réponse à Michel Winock », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, troisième trimestre 2007, pp.219-236 ; Serge Berstein, « Pour en finir avec un dialogue de sourds », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°95, troisième trimestre 2007, pp.243-246 ; Pierre Milza, « Le totalitarisme fasciste, illusion ou expérience interrompue ? », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°100, quatrième trimestre 2008, pp.63-67 ; Roger Griffin, « Consensus ? Quel consensus ? », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°108, quatrième trimestre 2010, pp.53-69

² Notamment : David Carroll, *French Literary Fascism. Nationalism, Anti-Semitism, and the Ideology of culture*, Princeton, Princeton University Press, 1995, 299 p. ; Paul Mazgaj, *Imagining fascism. The Cultural Politics of the French Young Right, 1930-1945*, Newark, University of Delaware Press, 2007, 366 p.

³ David Carroll, *French Literary Fascism. Nationalism, Anti-Semitism, and the Ideology of culture*, op. cit., p.245.

⁴En anglais, « a literary fascism beyond fascism », *Ibid.*, p.247.

fasciste, puisqu'il défend au fond la naissance d'un humanisme par delà le fascisme et le libéralisme.

L'ouvrage de l'historien Paul Mazgaj, *Imagining fascism*, démontre une meilleure connaissance de la Jeune Droite. Ecartant le totalitarisme comme un élément essentiel du fascisme, Mazgaj applique à la Jeune Droite les critères établis par Roger Griffin pour définir un « fascisme minimum » : le nationalisme populiste, à savoir la propension du fascisme à mobiliser les masses, et l'utilisation du mythe palingénétique de renaissance de la nation après sa décadence. Pour Paul Mazgaj, Thierry Maulnier se présente encore une fois comme le cas le plus difficile à classer, situé en dehors des deux courants représentés par le groupe fasciste de Robert Brasillach et *Je Suis Partout* d'un côté, et de l'autre, le groupe des réactionnaires catholiques et néo-royalistes réunis autour de Jean de Fabrègues. A partir des critères établis par Griffin, il apparaît que seul le Maulnier de *L'Insurgé* et des débuts de *Combat* peut être considéré comme fasciste. : « although Maulnier passes the test of Griffin's fascist minimum, his fascist phase was short-lived¹ ». Dès lors, il est facile d'identifier le problème que pose ce type de définition d'un « fascisme minimum ». Selon les critères établis pour le définir, « nous nous trouvons, ainsi que l'explique Emilio Gentile, face à une sorte de "fascisme élastique", qui ne cesse de s'étendre ou de se rétrécir dans le temps et dans l'espace² ». Enfin, il convient encore d'ajouter que la mobilisation des masses n'a absolument pas la même fin dans la pensée de Thierry Maulnier, que dans celles des dirigeants fascistes. Pour Maulnier, il s'agit de construire « un régime dualiste qui résume d'une part le domaine propre de la souveraineté, et d'autre part celui des droits et privilèges personnels ; la personne demeurant dans cette mesure indépendante de l'Etat et ayant le droit de se défendre contre lui³. » Autrement dit, la suppression du régime démocratique ne s'accompagne pas d'une suppression des libertés individuelles et des personnes. A l'inverse, pour les intellectuels fascistes, l'objectif est de « réaliser, à travers l'Etat totalitaire, la fusion de l'individu et des masses dans l'unité organique et mystique de la nation, comme communauté ethnique

¹ Paul Mazgaj, *Imagining fascism. The Cultural Politics of the French Young Right, 1930-1945*, op. cit., p.270

² Emilio Gentile, *Qu'est-ce que le fascisme ? Histoire et interprétation*, op. cit., p.102.

³ André Laurendeau, « Jeune Droite (Entretien avec Thierry Maulnier) », in *L'Action nationale*, 6 mars 1937, pp.156-157.

et morale, adoptant des mesures de discrimination et de persécution contre ceux que l'on juge hors de cette communauté¹. » On retrouve ici la dimension totalitaire, fondamentale dans le projet fasciste.

France et Allemagne : définition comparée de deux nations

Pour répondre à la question de l'attitude de Thierry Maulnier en face des fascismes, il est intéressant de faire un détour sur la manière dont il conçoit comparativement les deux nations française et allemande. Pour éclairer l'idée française de nation, Thierry Maulnier cherche à définir ce qui fonde l'unité de la France. Et pour ce faire, c'est bien entendu vers Charles Maurras qu'il se tourne. « En un moment, écrit-il, où les peuples, nos voisins, appellent, au secours de leurs intérêts, de leur volonté de puissance et d'une certaine exigence idéale, les ressources conjointes de la haine, du mysticisme et de l'espoir, il convient que nous nous tournions, nous aussi, vers ceux qui peuvent nous aider à prendre conscience de nous-mêmes. Il est certain que nulle part, mieux que chez M. Charles Maurras, on ne retrouvera les justifications nécessaires à l'idée même de France, et au nationalisme français². » Il dresse ainsi, par touches successives, un portrait de la nation française, du nationalisme français, qui lui permet parallèlement de mieux définir son exact opposé, le nationalisme allemand. Thierry Maulnier rappelle d'abord que l'origine de l'unité française n'est pas géographique, contrairement à l'Angleterre, par exemple, qui tire son cadre national de son insularité. Elle n'est pas non plus ethnique ni raciale, car il est impossible de découvrir une souche ethnique commune à tous les Français. Sa définition de la nation française n'est donc en aucun cas raciste et il importe d'insister sur ce point. La France est bel et bien pour lui le résultat d'un métissage de peuples. « En France, (...) il n'y a pas d'unité de race. Toutes les races ont laissé en France des dépôts bien caractérisés et durables. (...). Nous sommes Celtes, Germains et Latins en même temps, sinon Grecs et Ligures. Au cours de l'histoire de notre peuple, des apports continuels sont venus

¹ Emilio Gentile, *Qu'est-ce que le fascisme ? Histoire et interprétation*, op. cit., p.121.

² Thierry Maulnier, « Pour éclairer l'idée de nation », in *La Revue Universelle*, 1^{er} juin 1933, p.624

l'encombrer et l'enrichir, tandis que se poursuivait, d'autre part, un travail continu de fusion et d'assimilation. » Il en ressort que « l'idée même d'un racisme français est inconcevable, puisqu'il n'y a pas de race française. Nous avons à nos origines la multiplicité et le mélange des sangs. Le miracle est que l'unité de la France n'en est ni moins forte ni moins durable¹. » Mais Maulnier va encore plus loin sur la question du racisme. Critiquant par là même le racisme nazi, il considère que l'idée même de race n'est pas justifiable au regard de l'évolution de l'histoire. Ce qui est par conséquent valable pour la France l'est pour tous les peuples du monde. « Il n'y a pas de races humaines. L'entreprise de retrouver au delà des alliages historiques la pureté d'un type humain original est d'une folle impossibilité. Toute analyse d'un groupe humain donné conduit à constater des mélanges immémoriaux, des apports étrangers perpétuels et inextricables. Il faut dire et redire qu'une race n'est pas à l'origine, mais au terme d'une évolution historique, que la pureté d'un sang n'est jamais donnée par le hasard, qu'elle résulte au contraire d'un très long travail de perfectionnement et d'usure, par la même sélection naturelle qui obtient les chiens ou les chevaux. La prétention raciste des Allemands serait rationnellement justifiable si, au lieu de vouloir retrouver leur race dans un passé problématique, ils cherchaient à la former par un travail civilisateur à longue échéance, par la production d'un type humain nouveau². » La conclusion à laquelle arrive Maulnier est simple : la race est tout simplement une création humaine, elle n'est pas naturelle ; la pureté d'une race n'est pas un don du passé ; elle ne peut être obtenue qu'à la suite d'une rigoureuse politique d'eugénisme pour laquelle il n'a par ailleurs aucune sympathie.

Comme l'origine de l'unité française n'est ni géographique ni raciale, Maulnier poursuit sa réflexion en s'interrogeant sur la place que pourrait y occuper l'Etat. Mais il lui apparaît évident que l'Etat ne peut être le fondement réel de la nation française, pour la raison que la nation, en France, prime l'Etat. Elle lui est préexistante. A la différence de l'Italie, les Français n'ont pas placé leur unité dans une statolâtrie qui ne laisse aucune place à la liberté individuelle. Pas plus que le racisme, l'étatisme ne peut servir à justifier l'origine de la nation française. Au demeurant, cette conclusion lui

¹ Thierry Maulnier, « La France, problème original », in *La Revue Universelle*, 1^{er} mai 1934, p.281.

² Thierry Maulnier, « Conditions d'un réveil des jeunes Français », in *L'Action française*, 30 mars 1933.

semble vraie aussi pour toutes les nations. « L'Etat n'est point le fondement réel de la nation, ni son fondement idéal ; la nation n'en dérive pas comme d'un archétype, elle n'en est pas extraite comme d'un moule. Les systèmes d'institutions ne sont au contraire que des cadres approchés, relativement grossiers et rigides ; ils défendent, soutiennent, continuent une réalité infiniment plus riche et plus complexe qu'eux¹. » Au-delà de la race et de l'Etat, il y a tout simplement l'homme et l'effort de l'homme pour construire un cadre à son existence communautaire, la nation. La race et l'Etat ne sont que des mythes, substitués à la réalité vivante qu'est la nation, et inventés par les régimes fascistes pour fédérer les masses. Mais ces deux mythes conduisent aux excès constatés en Italie et en Allemagne, où l'étatisme absolu et le racisme servent de justification à l'oppression collective. Pour Maulnier, « le racisme et l'étatisme ne peuvent correspondre qu'à des sociétés imparfaites. Une société dans laquelle la civilisation atteint ses sommets les plus rares ne peut se contenter de telles significations ; l'édifice des valeurs les plus aristocratiques et les plus rares ne saurait abriter ces religions grossières, dont la pauvreté spirituelle n'a d'égale que la malfaisance et la stérilité. En face de l'étatisme et du racisme, le nationalisme représente la seule manière acceptable de sauvegarder des valeurs réelles². »

La différence fondamentale avec l'Allemagne, et par extension l'Italie, c'est que la France est une réalité vivante, humaine, et non un mythe. Elle est une réalité qui vit en chaque Français et qui n'a pas besoin d'être créée artificiellement par des rassemblements et des manifestations de foules. La France est le fruit d'une œuvre longue et complexe qui a pris forme à travers les siècles grâce aux patients efforts des hommes. Elle est donc présente en permanence, parfaitement assimilée, inconsciente, en chaque Français. Il en résulte « un nationalisme présent et agissant dans presque tous les individus. (...). Le prix attaché à la collectivité nationale n'est pas, en France, dans la majorité des cas, une évaluation consciente et volontaire, une discipline acceptée, mais un sens hérité et transmis, une manière d'être instinctive, atavique comme peuvent le devenir certaines traditions de culture, et, au sens propre du mot, congénitale³. » Pour distinguer les nationalismes français et allemand, Maulnier utilise

¹ Thierry Maulnier, « Conditions d'un réveil des jeunes Français », art. cit.

² *Ibid.*

³ Thierry Maulnier, « La France, problème original », in *La Revue Universelle*, 1^{er} mai 1934, p.283.

les deux notions d'implicite et d'explicite. L'Allemand ne goûte son sentiment national qu'en se mêlant avec ses compatriotes, dans des manifestations collectives où la nation s'exprime de façon explicite, tandis que pour le Français, le sens de la nation relève de l'ordre de l'instinct. Etre Français, c'est une « manière d'être », tandis que pour l'Allemand, la nation est une idée. Ce qui fait la solidité profonde de la nation française, fait donc aussi sa faiblesse, car en période de paix et de sécurité, le sentiment national qui vit en chaque Français s'estompe. De ces textes, il en ressort que la France n'est pas une nation parmi d'autres, mais bien un modèle pour les autres nations. On retrouve là le discours sur la mission civilisatrice que la jeunesse doit porter à travers le monde, en défendant les valeurs humanistes françaises¹. La chance de la France, c'est qu'elle possède une culture originale et plus profonde que celle de ses voisins, ainsi qu'un humanisme à vocation universaliste, qui lui ont permis d'occuper une position privilégiée à travers le monde, que beaucoup de pays – au premier rang desquels se trouve l'Allemagne – lui envie. L'Allemagne d'Hitler considère en effet qu'elle a moins été vaincue par les armes françaises que par la civilisation française, « cette culture universaliste qui a su faire croire au monde qu'en la défendant il se défendait lui-même. Le génie de la France aurait donc été d'égaliser sa cause à celle d'une civilisation tout entière, et de faire de son salut la condition du salut de l'univers². » De là est née la volonté de l'Allemagne de favoriser l'éclosion chez elle d'une culture particulariste, propre à son identité, à son caractère et à ses valeurs, issue du sang et du sol allemands. Une culture qui soit capable de rivaliser avec la nôtre. Dès lors, pour Thierry Maulnier, la plus magistrale erreur que pourrait faire la France serait par conséquent d'importer cette culture qui est à l'opposé de la sienne. « Le national-socialisme, pense-t-il, nous est encore étranger par tout ce qu'il contient de germanisme spécifique, par sa volonté de tourner résolument le dos à la civilisation dont nous sommes les représentants en Europe, de créer un type humain différent du type humain occidental, par cet esprit faustien, démoniaque, qui par delà Spengler a été celui du romantisme, et se retrouve dans les plus méditerranéens des penseurs allemands, dans Nietzsche et dans Goethe. Le national-socialisme est

¹ Cf, infra, chapitre 6, pp.125-128.

² Thierry Maulnier, Jean-Pierre Maxence et Robert Francis, *Demain la France*, op. cit., p.113.

spécifiquement antifrançais¹. » Pour les Allemands, le salut de leur pays ne peut venir que d'une rupture avec l'humanisme européen, ou occidental, tel qu'il est représenté par la nation française. Pour les Français, à l'inverse, il ne peut s'agir que de se rattacher aux sources de ce nationalisme qui fonde leur pays. Ils ne peuvent faire autrement que de prendre parti pour leur nation. La confrontation avec les jeunesses étrangères a cela de bon pour Maulnier qu'elle devrait permettre à la France de prendre conscience de ses particularités. L'une de ces particularités, justement, c'est que « la civilisation française n'est point cosmopolite et abstraite, elle est enracinée au sol français (...); mais son rôle n'est point pourtant d'orner un seul coin de la terre ; et de se confiner dans un espace clos, à l'abri d'accords internationaux ou de murailles bétonnées. Si la France renonce à exercer au dehors une influence, à chercher au dehors des amitiés et des contacts, à diriger et à agir, elle renonce à ce qui fait sa force éminente et incomparable. (...). La France ne saurait s'enfermer dans un particularisme absurde et dédaigner les droits que lui donne l'histoire et la nature des choses à l'action extérieure et à l'expansion. (...). La tradition qu'elle a héritée est celle de nations qui se crurent toujours en possession d'un humanisme valable pour tous les peuples². » Quand on examine les définitions que donne Maulnier des deux nationalismes, il vient immédiatement à l'esprit que cette distinction entre une nation allemande mythique et une nation française réelle et vivante s'inspire largement des conceptions développées par l'Action française et Maurras. C'est là même un des leitmotifs de l'Action française, que l'on retrouve sous la plume de ses principaux dirigeants et qui constitue le prolongement politique de l'opposition déjà évoquée entre romantisme et classicisme. Cette distinction entre l'Allemagne et la France oppose d'un côté le mysticisme allemand, issu d'une culture particulariste, avec sa mythologie des héros nordiques, et sa tendance à s'exprimer dans un panthéisme collectif qui laisse peu de place à la liberté individuelle ; de l'autre côté « la nation dans sa réalité concrète, dans sa solidité vivante, incorporée aux individus, unissant à l'esprit et au corps de chacun sa substance la plus intime, faite âme, faite chair, faite

¹ Introduction de Thierry Maulnier au livre d'Arthur Moeller Van den Bruck, *Troisième Reich*, Paris, Sorlot, 1981, p.15. L'ouvrage a été publié la première fois en 1933 aux éditions Redier.

² Thierry Maulnier, « Nationalisme de défense ? », in *La Revue Universelle*, 1^{er} janvier 1934, pp.110-111.

vie¹ », c'est-à-dire un nationalisme français qui fait une part véritable à l'humain. D'un côté un particularisme barbare, de l'autre une société dans laquelle la civilisation a atteint ses sommets les plus hauts et qui représente un modèle pour toutes les nations. C'est pourquoi, écrit Thierry Maulnier, on ne peut admettre que l'Allemand « érige son infériorité en loi du monde, et qu'il prétende formuler, comme seule éthique acceptable, une renonciation personnelle au profit d'une discipline à la fois machinale et mystique, faite pour des individus incapables des tâches supérieures, inaptes à découvrir et à sauvegarder en eux-mêmes la responsabilité suprême, la disponibilité suprême, la suprême authenticité². » Tout en prônant un dialogue sans a priori avec la jeunesse allemande et le régime hitlérien, afin de ne pas renforcer inutilement l'hostilité héréditaire entre les deux pays, Maulnier n'en souligne pas moins la supériorité de la nation française par rapport à sa voisine d'Outre-Rhin. Pour autant, il considère aussi qu'il faut faire attention à ces systèmes caricaturaux qui conduisent à rejeter en bloc la culture germanique. Le mauvais usage que la pensée germanique fait de certaines valeurs, auxquelles elle donne la primauté, ne doit pas conduire à nier leur efficacité pour la civilisation française, que les intellectuels eux-mêmes³ ont trop tendance à enfermer dans les lieux communs de l'ordre, du rationalisme juridique et moral ou encore du formalisme paralysant. « Il serait plus sensé, affirme-t-il, de remarquer que ces valeurs, précieuses en elles-mêmes, manquent, dans la pensée germanique, de l'équilibre interne et du raffinement que leur ont donnés des états plus policés. (...). On pourrait dire sans presque trop s'avancer que la civilisation ne commence que là où se trouvent non pas subordonnés l'un à l'autre, mais fondus dans une pénétration mutuelle les deux ordres de l'intelligence et de l'instinct⁴/ » Ces valeurs, auxquelles il fait référence, ce sont pour résumer, le culte de la vitalité, de l'énergie créatrice, l'esprit d'aventure et la spontanéité instinctive. « Lorsque la pensée allemande affirme la valeur de l'énergie et de l'intensité vitale, explique Thierry Maulnier, lorsqu'elle considère la société humaine non comme un ordre absolu,

¹ Thierry Maulnier, « Pour éclairer l'idée de nation », art. cit., p.625.

² Thierry Maulnier, « Les Nouveaux mythes germaniques », in *La Revue Universelle*, 15 avril 1933, p.204.

³ Parmi ces intellectuels, Maulnier cible en particulier Julien Benda, pour la caricature qu'il donne de l'« humanisme hélieno-français », « propre à en dégoûter l'Europe à jamais ». Ce faisant, Benda fait le jeu de l'ennemi allemand. (Thierry Maulnier, « La position française devant le germanisme », in *La Revue Universelle*, 15 septembre 1934, p.756).

⁴ *Ibid.*,

cohérent et stable, mais comme un équilibre sans cesse menacé, sans cesse rompu, sans cesse rétabli de forces montantes et descendantes, lorsqu'elle démontre que le droit n'est pas permanent et absolu, mais consiste dans une approximation sans cesse remise en question par les changements de l'histoire, lorsqu'elle proclame l'inégalité des individus et des nations, et redemande le respect des droits des forts, lorsqu'elle propose à l'homme la lutte et le risque comme un idéal plus digne que la tranquillité et le repos (...), prenons bien garde que cette pensée ne définit pas, comme elle le croit, des valeurs spécifiquement aryennes ou germaniques, ni, comme certains d'entre nous le croient, des valeurs spécifiquement antifrancaises et barbares, mais des valeurs humaines, existantes et permanentes, en particulier dans tout l'héritage intellectuel helléno-latin¹. » Cette affirmation est importante, car elle montre que Thierry Maulnier attribue globalement à la tradition européenne, « helléno-latine » ou « hélieno-française », des traits que certains auteurs ou historiens utilisent pour définir spécifiquement l'éthique fasciste. Elle fait ressortir aussi les risques d'une histoire des idées politiques, non contextuelle, comme celle pratiquée par Zeev Sternhell, qui fait abstraction des différences de sens et d'interprétation des idées portées par les intellectuels ou les mouvements qu'il étudie.

Opposé à l'étatisme et au racisme, ainsi qu'à l'utilisation dévoyée ou déséquilibrée, que font l'Allemagne, et plus globalement les fascismes, de certaines valeurs de l'héritage européen, Thierry Maulnier rejette par conséquent toute imitation des modèles allemand et italien, au nom d'une supériorité historique du nationalisme français, plus complexe, plus aristocratique que celui de ses deux voisins, qui « ne prennent conscience de l'humain, que par l'intermédiaire de l'inhumain² ». Dès lors, on comprend mal comment Sternhell peut affirmer que Maulnier est « fasciné par le nazisme³ », à moins de considérer que le racisme – c'est-à-dire une théorie de la hiérarchie des races qui tend à la nécessité de préserver une race dite supérieure de tout croisement et à organiser son droit de dominer les autres – occupe une place secondaire dans les spécificités du régime hitlérien, ce qui est bien entendu,

¹ Thierry Maulnier, « La position française devant le germanisme », art. cit.

² Thierry Maulnier, « Conditions d'un réveil des jeunes Français », art. cit.

³ Zeev Sternhell, *Ni droite ni gauche. L'idéologie fasciste en France*, op. cit., p.384.

historiquement insoutenable. Pour qu'il n'y ait aucune équivoque sur le sujet, il convient enfin de dire quelques mots du seul article que Thierry Maulnier consacre, dans cette période des années 1930, à la question de l'antisémitisme. Là encore, sa position ne varie guère de celle de Maurras¹, si ce n'est qu'il est impossible de trouver sous sa plume des invectives grossières contre les Juifs, qu'il ne considère d'ailleurs par comme constituant une race. Il ne s'agit pas pour Thierry Maulnier d'expulser les Juifs, de les enfermer dans des ghettos et encore moins de les exterminer. Ils font partie de la nation française et Maulnier considère comme une mystification absurde cet antisémitisme « vulgaire » qui accuse les Juifs de tous les maux de l'humanité et leur confère une supériorité dans tous les domaines sur les autres peuples. Il récuse donc toute forme d'antisémitisme passionnel ou épidermique, qui a pu servir de diversion en politique pour masquer les actions malhonnêtes de la finance non juive et servir le maintien du régime capitaliste. Cet antisémitisme, pense-t-il, n'a conduit qu'à « laisser debout l'organisation politique et la structure sociale en changeant partiellement les maîtres² ». Comme Thierry Maulnier ne doute cependant pas de l'existence d'un « problème juif », qui se caractérise par une puissance sociale et économique de plus en plus grande des Juifs au sein de la nation, et par une « hétérogénéité irréductible » de cette population parce que les Juifs ne souhaitent pas s'assimiler, il prône une solution qui est censée faire appel à la logique et à la raison, à travers un « antisémitisme raisonnable ». « La France ne se libérera pas de ses maîtres, juifs ou non-juifs, juifs et non-juifs, par un pogrom de brocanteurs³ », déclare-t-il. En fait, pour Maulnier, le seul moyen de résoudre ce qu'il considère comme un problème juif, c'est de supprimer l'Etat démocratique et le régime capitaliste qui ont rendu possible la domination de la nation par un élément hétérogène. La monarchie, qui place la nation à l'abri des luttes de puissance, est par conséquent la solution immédiate et quasi intégrale à la question juive. Sans nier ce que ces propos ont de choquant à notre époque où l'idée d'un antisémitisme, même « raisonnable », est à bon droit inimaginable, il faut répéter qu'ils sont dénués de haine, de violence et de

¹ Pour une analyse subtile de l'antisémitisme de Maurras, qui fait ressortir des points communs évidents avec celui de Thierry Maulnier, se reporter à : Jean-Marc Joubert, « "L'antisémitisme d'Etat" de Charles Maurras », in *Cahier de L'Herne Maurras*, Paris, Editions de l'Herne, 2011, pp.311-318.

² Thierry Maulnier, « Notes sur l'antisémitisme », in *Combat*, n°26, juin 1938.

³ *Ibid.*

racisme au sens strict du terme. Et qu'une fois encore, cette théorie n'a rien de comparable avec l'idéologie hitlérienne.

Des religions nouvelles

Pour des raisons tactiques – ne pas accentuer la haine entre l'Allemagne et la France, et ne pas donner raison aux démocraties et au communisme contre les fascismes –, Thierry Maulnier se garde bien de sombrer dans un sentiment xénophobe antigermain qui reviendrait en plus à conforter les positions belliqueuses et racistes des nazis. Son analyse intègre, mais dépasse également, la dénonciation qui a cours au sein de l'Action française, d'un esprit allemand éternel dont le nazisme serait le dernier avatar. Pour Thierry Maulnier, qui perçoit « derrière l'idéologie hitlérienne, les grandes ombres de Marx, de Hölderlin, de Nietzsche, de vingt autres¹ », il convient ainsi de « reconnaître dans les principes du national-socialisme, des états d'âme spécifiquement germaniques, incompatibles avec les notions françaises de l'homme et de la destinée². » Ces idées sont alors répandues parmi les intellectuels et dans l'opinion publique. Rappelant la force de l'antigermanisme en France au cours des années 1930, l'historien René Rémond a souligné ainsi que « les Français connaissant mal le national-socialisme et n'y voyant souvent qu'un avatar du pangermanisme, leur hostilité vise plus l'Allemand que l'hitlérisme³. » Il faudrait même ajouter qu'à travers l'Allemand, c'est l'ennemi éternel, totalement opposé à l'esprit français, qu'ils perçoivent. Robert d'Harcourt, titulaire d'une chaire de langues et de littérature germanique à l'Institut Catholique de Paris pendant l'entre-deux-guerres, et grand connaisseur de l'Allemagne dont il commente de très près l'actualité pour les journaux *La Croix* et *L'Echo de Paris* notamment, a des propos assez proches de ceux de Maulnier lorsqu'il considère « que le germanisme, ou plus exactement le prussianisme,

¹ Thierry Maulnier, « Les Nouveaux mythes germaniques », art. cit., p.199.

² *Ibid.*, p.200.

³ René Rémond, « L'opinion française des années 1930 aux années 1940. Poids de l'événement, permanence des mentalités », in *Vichy et les Français*, sous la direction de Jean-Pierre Azéma et François Bédarida, Paris, Fayard, 1992, pp.481-492.

mène au nazisme comme à sa fin naturelle¹ ». Mais à l'instar de celle de Robert d'Harcourt, l'interprétation que Thierry Maulnier développe sur le nazisme est beaucoup plus profonde et ne se limite pas à cette seule dimension, qui avait cependant le mérite de correspondre à l'aperçu que les nationaux-socialistes donnaient eux-mêmes de leur doctrine.

Maulnier intègre sa réflexion sur le nazisme dans une interprétation plus globale des régimes fascistes et du totalitarisme. Tout au long des années 1930, il consacre de nombreux articles à ces deux phénomènes. Il tient notamment une rubrique sur les « Jeunesses du monde » dans *1933, 1934 et 1935, Le magazine d'aujourd'hui*, qui est l'une des plus assidues de la presse française sur ce sujet et assurément l'une des mieux informées sur les mouvements de jeunesse dans le monde. Jeunesses hitlériennes, fascistes, bulgares, avant-garde portugaise, Ballilas, jeunesse américaine... toutes les organisations sont présentées dans cette page. Thierry Maulnier remarque aussi, parmi ses compatriotes, que l'un des principaux maux dont souffre la France est l'ignorance dans laquelle elle se tient par rapport aux événements extérieurs. Les Français ont tendance à considérer à tort les régimes mussolinien et hitlérien comme des phénomènes éphémères. « Le plus urgent est toujours de comprendre. Nous souffrons de ne pas comprendre, de considérer comme des menaces, de suivre comme des drapeaux des mots dont nous dédaignons de connaître le contenu, et entre lesquels nous répartissons à l'aveugle nos inimitiés et nos espérances. Parmi ces mots-forces qui risquent d'égarer ou de déchirer les Français, si nous n'y prenons pas garde, il n'en est pas de plus mal compris, il n'en est pas de plus dangereux que le mot de fascisme, et par conséquent celui d'antifascisme qui lui est opposé. Qu'est-ce que le fascisme ? La France va-t-elle au fascisme ? Veut-elle le

¹ Cité par Jean Chaunu, *Christianisme et totalitarismes en France dans l'entre-deux-guerres (1930-1940). Tome I. Esquisse d'un jugement chrétien du nazisme*, Paris, François-Xavier de Guibert, 2007, p.48. Jean Chaunu montre que Robert d'Harcourt fait partie des intellectuels catholiques qui ont participé dans les années 1930 à une approche et une dénonciation chrétiennes, très riche et profonde, du phénomène nazi. D'Harcourt utilise, peut-être pour la première fois en France l'expression de « frères jumeaux » pour désigner le communisme et le nazisme dans un article commentant l'ouvrage de Waldemar Gurian, *Bolchevisme danger mondial*, dans un numéro de *L'Echo de Paris* du 10 janvier 1936. Les propos suivants de Pierre-Henri Simon, intellectuel proche de la revue *Esprit*, cité par Jean Chaunu, s'inscrivent aussi dans ce courant qui conçoit le nazisme comme un héritier du germanisme : « on ne peut parler de révolution allemande quand, suivant la pente des instincts allemands, un parti n'a fait que porter à la dictature la vieille philosophie prussienne de la violence, le vieux rêve germanique de l'Empire et les vieux dieux guerriers des forêts saxonnes ». (p.49).

fascisme ?¹. » Le fascisme est-il fait pour elle ? Ou inversement, l'antifascisme est-il une solution pour la France ? Ce sont les questions auxquelles va essayer de répondre Maulnier pour éclairer l'esprit de ses contemporains, car ses articles ont aussi vocation à fixer des orientations à l'action de la jeunesse française. Consacrés généralement à l'actualité ou, comme dans la *Revue Universelle*, aux derniers essais politiques et philosophiques parus, ses textes se caractérisent néanmoins par une grande profondeur et une grande richesse intellectuelles. A travers ses articles dans *1933* et ailleurs, qui sont généralement appuyés sur des connaissances fiables, Thierry Maulnier développe très tôt une analyse critique subtile et sans concession des régimes totalitaires, qui anticipe certaines des théories bien plus tardives des historiens de la seconde moitié du XX^e siècle. Il analyse, à chaud, sans *a priori* et sans jugement moral, les forces et les faiblesses des fascismes, et construit ainsi une vision toute personnelle de ces régimes, autour d'intuitions qui sont encore discutées aujourd'hui par les historiens. Il ne s'agit pas ici de dire que Thierry Maulnier serait à l'origine des travaux historiques ultérieurs sur le fascisme ; ce qui n'aurait pas de sens. Mais bien d'insister sur sa lucidité précoce et de restituer la place qu'il occupe, à l'avant-garde de ses contemporains, dans l'interprétation des concepts de fascisme et de totalitarisme. Sa démarche, qui vise l'action politique immédiate, lui permet de distinguer les succès et les échecs des fascismes, et nous informe donc sur ce qui l'éloigne précisément de cette idéologie. Car les tares du fascisme – on pourrait même dire des totalitarismes puisqu'il compare souvent le communisme et le fascisme – sont si absolument rédhibitoires qu'elles ne justifient pas globalement le recours à un tel régime politique. Exempte de posture indignée, la position de Thierry Maulnier est aussi motivée par la situation internationale et par un refus catégorique de suivre les guides intellectuels de l'antifascisme qu'il soupçonne de vouloir camoufler leur hargne belliqueuse derrière le masque plus présentable de la morale. A travers l'antifascisme démocratique – mais il fait les mêmes reproches aux régimes fascistes et au collectivisme soviétique – c'est « l'abrutissement par la morale » qu'il dénonce ; une morale qui fait prévaloir les instincts et les goûts les plus vulgaires sur les valeurs humaines aristocratiques. « Nous sommes donc menacés moins par l'immoralité que par une certaine morale (...), qui

¹ Thierry Maulnier, « Le fascisme et son avenir en France », in *La Revue Universelle*, 1^{er} janvier 1936, p.14.

tend à déprécier tout ce qui n'est point les vertus du vulgaire, tout ce qui est beauté, raffinement, intelligence, activité inutile et noble ; prenons-y garde ; aucune corruption, aucune décomposition n'est plus redoutable que cette morale là, arme terrible aux mains des médiocres dont elle est le salut, la revanche et l'espoir¹. » Pour Thierry Maulnier, la morale est un excellent instrument de propagande pour les régimes démocratiques et totalitaires, parce que les préceptes simples et facilement assimilables dans lesquels elle est généralement résumée, ne demandent aucune intelligence ni aucune aptitude particulière. C'est la raison pour laquelle ces régimes sont « infestés » de morale : le moralisme larmoyant des plus faibles pour les démocraties ; l'idée simple, pour ne pas dire simpliste, sur laquelle repose le communisme, de l'appropriation par le prolétariat des biens dont il avait été exclu par la société bourgeoise. En ce qui concerne en effet le communisme, « qui pousse la volonté de purification moralisatrice jusqu'à vouloir détruire toute l'œuvre acquise d'une civilisation sous prétexte que cette œuvre est en partie l'effet de la spoliation et de l'injustice, son puritanisme est plus exigeant encore² » que celui des régimes démocratiques. Ainsi, Thierry Maulnier constate qu'après l'anarchie et la libération des mœurs des premiers temps de la révolution, le régime soviétique réhabilite en partie les valeurs humaines traditionnelles, autrefois qualifiées de petites-bourgeoises, et exige une grande moralité de ses dirigeants³. Il va même plus loin en affirmant que, derrière un appareil scientifique et méthodologique apparemment rigoureux, le marxisme repose en fait entièrement sur « une préférence sentimentale » en faveur d'une classe d'opprimés. De sorte que le marxisme fait « une règle de la science de ce que la plus audacieuse des philosophies humanitaires n'avait jamais considéré que comme une morale (...). En réalité, le marxisme est le dernier triomphe de l'humanitarisme : il est l'humanitarisme devenu méthode d'interprétation de l'économie et de l'histoire, il est l'humanitarisme appliqué à l'étude des faits humains⁴. » Dominé par un sens moral et humanitaire de l'histoire, le marxisme n'est donc au fond qu'une supercherie moralisante. De la même manière, dans le nazisme,

¹ Thierry Maulnier, « L'abrutissement par la morale », in *Combat*, n°16, juin 1937.

² *Ibid.*

³ Thierry Maulnier, « Jeunesse russe », in *La Revue Universelle*, 1^{er} août 1933, pp.361-362.

⁴ Thierry Maulnier, « Psychologie du matérialisme marxiste », in *La Revue Universelle*, 15 mai 1934, p.493.

Maulnier raille « un respect un peu attendrissant et naïf de tous les préjugés moraux¹ », qui fait que « le côté moralisateur, kantien et prussien des doctrines nationales-socialistes pourrait bien l'emporter, d'ailleurs, à bref délai, sur leur côté faustien et démoniaque, et ces doctrines, nées de l'apothéose du sang et de l'instinct vital, finir par imposer à l'individu un système de Devoirs puritains, l'obéissance à un décalogue lugubre² ». Dès 1933, Thierry Maulnier perçoit la révolution nationale-socialiste comme « un mouvement moral et religieux »³ et non pas seulement politique, pour la raison notamment qu'elle cherche avant tout à créer des valeurs et une culture nouvelles, adaptées à la spécificité du destin allemand. Il interprète de la même manière le communisme, ou collectivisme russe, qui « constitue une éthique et une religion, plus nettement encore que le collectivisme allemand et italien⁴ ». Pour Thierry Maulnier, le communisme et le national-socialisme, à l'image de la révolution française, donnent un nouveau sens moral à l'histoire humaine. « Les foules enthousiastes qui se groupent autour de Hitler n'ont pas tant besoin de confort et de sécurité (...); beaucoup plus que des bénéfices ou des programmes, elles cherchent un ciel intérieur, un culte, des motifs rajeunis d'espérance et d'exaltation. (...). Plus ou moins obscurément, les jeunes gens de l'Allemagne actuelle, s'ils désirent avant tout du travail et du pain, regardent au delà de leurs besoins immédiats vers des satisfactions plus difficiles, ils entrevoient, dans les lueurs d'une aube qu'ils se croient capables de faire naître, l'ombre faustienne ou nietzschéenne d'un surhomme mythique, ils mettent jusqu'à leurs haines au service d'une mission⁵. » Dans un autre article sur la jeunesse allemande, commentant la parution en France de l'ouvrage du révolutionnaire conservateur allemand Ernst Günther-Gründel⁶, il considère que « la personnalité et l'efficacité de Hitler sont celles d'un créateur de mythes, et que la jeunesse allemande, plus naïve, plus superficiellement civilisée que la nôtre, demande à ses maîtres actuels plus que des directions et des doctrines : des prophéties et des transes⁷. »

¹ Préface au livre de Moeller Van den Bruck, *Le Troisième Reich*, op. cit., p.9.

² *Ibid.*

³ Thierry Maulnier, « Les nouveaux mythes germaniques », in *La Revue Universelle*, 15 avril 1933, p.199.

⁴ Thierry Maulnier, « Jeunesse russe », art. cit., p.363.

⁵ Thierry Maulnier, « Les nouveaux mythes germaniques », art. cit., pp.196-197.

⁶ Ernst Günther-Gründel, *La Mission de la jeune génération*, Paris, Plon, 1933, 430 p.

⁷ Thierry Maulnier, « Jeunesse allemande », in *La Revue Universelle*, 15 mars 1933, p.710.

Les foules, pour Maulnier, ne sont pas tant motivées par l'intérêt matériel que par un besoin de grandeur. C'est la raison pour laquelle le nazisme exige des masses le service de valeurs héroïques. Parmi celles-ci, le dévouement, le sacrifice de soi-même au profit de la collectivité, le désintéressement et l'indifférence complète à la notion de bonheur, qui participent du caractère religieux, sacré, du régime et que Maulnier voit à l'œuvre dans la jeunesse allemande et dans le « nouveau type de héros¹ » que le national-socialisme tente de créer. Pour lui la comparaison est patente avec la révolution collectiviste soviétique, qui apporte un nouveau sens de la vie aux travailleurs russes, sans pour autant améliorer quoi que ce soit dans leur quotidien. C'est l'état d'esprit, plus fervent et volontaire, dans lequel travaillent les ouvriers russes qui diffère, et non leurs conditions de vie. Telle est la force des régimes totalitaires, d'arriver à créer, sur les dépouilles des anciennes valeurs religieuses, des cultes de substitution pour emporter l'adhésion fanatique, et sans contrepartie, des masses. L'héroïsme, la souffrance et le sacrifice demandés aux individus sont des moyens au service des dirigeants totalitaires pour créer et maintenir la foi dans le régime. Ils entretiennent la ferveur religieuse et satisfont le besoin de spiritualité des masses. Les fascismes et le communisme se présentent encore comme des religions, par l'utilisation habile qu'ils font des mythes et des symboles, dont le but est de mobiliser la foule, tout en lui masquant la réalité des objectifs poursuivis par ces régimes. Mythes du racisme, de la violence, de l'énergie, de la jeunesse, de la communion nationale, du travail, de la masse, mythes germanique ou universaliste... Thierry Maulnier ne croit pas plus aux mythes qu'aux vérités révélées par la science. Il veut au contraire détourner les Français des mystifications et des impostures en leur donnant les moyens d'affronter et de maîtriser la réalité, « de comprendre les forces qui nous dominent et de leur arracher le masque qui seul les fait invincibles. (...). Que les hommes d'aujourd'hui y prennent garde, lance-t-il en forme d'avertissement, les stupides appels que l'on entend de toutes parts à l'union et à l'énergie ne sont pas moins menteurs que les majuscules sanglantes de la Liberté, de l'Égalité, de l'Humanité dont ils veulent prendre la place². » Parmi ces principes politiques

¹ Thierry Maulnier « Les nouveaux mythes germaniques », art. cit., p.196.

² Thierry Maulnier, *Mythes socialistes*, op. cit., pp.22-23.

auxquels les régimes totalitaires confèrent une dimension quasi religieuse et mythique, il y a la révolution et la nation. « L'idée révolutionnaire, explique Maulnier, a paru pouvoir, un certain temps, jouer ce rôle religieux dans le monde moderne ; si l'on met à part son succès en U.R.S.S. où elle aboutit, précisément, à imposer de nouvelles raisons de vivre et de nouveaux mythes, l'idée révolutionnaire semble devoir céder la place à l'idée nationale¹ », utilisée par les fascismes et les différents régimes autoritaires en Europe. Dans l'Allemagne nazie, la religion nationaliste se caractérise par le culte hitlérien de la *Volksgemeinschaft* ou communauté nationale, qui appelle les Allemands à faire partie d'un grand projet pour rendre sa force et sa vitalité à l'Allemagne et la débarrasser de ses éléments jugés malsains. « Il n'y a sans doute pas dans l'histoire, de plus extraordinaire effort d'une communauté humaine vers une cohésion, une communion, une unanimité absolues. Nul ne peut dire encore jusqu'où ira cet effort, ni si sa réussite sera complète² », estime Thierry Maulnier en 1935. Il entrevoit par contre deux tendances dans cette recherche de communion du peuple allemand qui vise à substituer « au régime weimarien des partis le régime du parti unique et de la nation unanime. Ses efforts actuels tendent (...) à l'unité raciale – par l'élimination des Juifs, – et à l'unité spirituelle, – par la lutte plus ou moins ouverte contre les tendances religieuses qui paraissent s'accorder mal avec la forme nationale-socialiste de l'Etat³ ». Autrement dit, la formation de la communauté nationale allemande se fonde sur l'élimination de la pluralité pour tendre vers une société homogène, unique. « La patrie allemande, précise Thierry Maulnier, c'est le sang allemand, c'est un rêve unique coulant de la souche originelle jusque dans les derniers rameaux⁴. »

Pour les nationaux-socialistes, la nation n'est qu'un outil au service de la race ; tout comme elle a vocation à être l'instrument de l'Etat dans le régime fasciste italien. Race et Etat, tels sont les véritables divinités des deux régimes. « La race, mythe inaccessible créé par de faux savants, l'Etat, simplification abstraite et rigide de la collectivité humaine, relèguent au second plan la réalité de la nation charnelle et

¹ Thierry Maulnier, « Fatalités nationales », in *La Revue Universelle*, 1^{er} juillet 1933, p.105.

² Thierry Maulnier, « Incertitudes du National-Socialisme », in *La Revue Universelle*, 15 juin 1935, p.703.

³ *Ibid.*, p.703.

⁴ Thierry Maulnier, « Un voyageur en Allemagne », in *La Revue Universelle*, 15 mai 1938, p.503.

vivante, réclament un culte exclusif. (...). Les notions de race et d'Etat constituent non seulement des mythes intellectuels, j'entends des concepts illusoires sans contenu analysables, mais encore des religions oppressives aux exigences despotiques, demandant le dévouement absolu des activités et des volontés¹ ». En Allemagne, la religion de la race aryenne s'auréole de tout un mysticisme germain, païen, où Thierry Maulnier retrouve les traits de l'esprit allemand éternel, avec son romantisme, son panthéisme naturaliste et primitif, et « une sorte de contact obscur avec la vie et la sève même du monde, accessible à la seule race germanique, et pour elle normal et presque continu. Cette coïncidence qui s'établit pour le penseur allemand entre sa propre vie et la vie du monde, cette fusion avec la nature profonde est au principe même de la philosophie germanique, depuis le mysticisme de Jacob Boehme jusqu'à l'irrationalisme national-socialiste, en passant par l'*Erdgeist* de Goethe, l'Empédocle de Hoelderlin, le Dionysos de Nietzsche, les "forces telluriques" de Keyserling² ». De là découle l'une des ambivalences majeures du national-socialisme, dans lequel Thierry Maulnier a par ailleurs découvert de nombreuses contradictions³. Mouvement anti-universaliste, qui va chercher ses sources, comme tous les nationalismes autoritaires et les fascismes, dans un profond retour à un particularisme national, ressenti « par les Allemands non pas comme une déchéance, ou une ivresse passagère, ou une contrainte, mais comme la forme même de leur vie enfin retrouvée⁴ », le nazisme ne s'assigne pas moins une mission civilisatrice, en défendant contre les Juifs et le communisme asiatique, un certain type d'homme et de culture. Le pangermanisme se concilie dans la doctrine nazie avec une visée internationaliste, qui s'explique par la religion de la race. La mystique raciste, qui fonde le sens de l'histoire sur la lutte universelle entre deux races et deux conceptions du monde, et qui s'appuie sur une

¹ Thierry Maulnier, « Conditions d'un réveil des jeunes Français », art. cit.

² Thierry Maulnier, « Psychologie du germanisme », art. cit., p.505.

³ Puissant mouvement unificateur, ayant de l'extérieur l'air d'un bloc homogène, le national-socialisme n'en est pas moins, pour Thierry Maulnier, parcouru de contradictions qui illustrent d'une part les différentes tendances internes au mouvement, et d'autre part l'héritage qu'il a reçu des inclinations contradictoires de l'esprit allemand. Cette dualité du national-socialisme se manifeste par exemple dans les deux tendances opposées, que sont le germanisme et le prussianisme, ou encore dans le conflit entre capitalistes et anticapitalistes. De sorte que, pour Thierry Maulnier, le national-socialisme est encore un mouvement en devenir, qui a montré de rares capacités d'adaptation aux circonstances parce qu'il n'est pas aussi homogène et unique que les Français le croient, et dont il est encore difficile de prévoir l'évolution définitive parmi les nombreuses virtualités qui s'offrent à lui. (Thierry Maulnier, « Les Incertitudes du national-socialisme », art. cit.). Thierry Maulnier écrit cet article de retour d'un voyage en Allemagne effectué en 1935.

⁴ Thierry Maulnier, « Un voyageur en Allemagne », art. cit., p.503.

philosophie particulariste du sang et du sol, s'accompagne donc, aussi paradoxal que cela puisse paraître, d'une défense de la civilisation européenne ou occidentale. « Au mythe du pangermanisme, explique Thierry Maulnier, le parti hitlérien a substitué actuellement le mythe de l'Europe : mythe d'ailleurs confus, aux contours mal délimités encore, mythe d'une Europe en même temps antisoviétique et antigenevoise, fondée non sur des traités et une organisation juridique, mais sur des liens de nature presque chevaleresque entre des nations fortes. A l'idée du germanisme conquérant, certains tentent donc de substituer le mythe d'une association des nations européennes, respectables pourvu qu'elles restent nationalistes, d'une alliance des peuples, respectables pourvu qu'ils soient forts, d'une paix entre les races, respectables pourvu qu'elles soient pures. (...). Toute la politique actuelle du national-socialisme, toute sa propagande spirituelle prétendent donner à l'Allemagne le rôle de défenseur naturel de la société européenne contre la menace asiatique, le rôle de boulevard de l'Occident¹. » Des réflexions de Thierry Maulnier, il ressort que le communisme et le nazisme sont à nouveau comparables. Dans les deux régimes, la partie élue du peuple, la classe prolétarienne pour le communisme et la race aryenne pour le national-socialisme, se voient confier, par une sorte de déterminisme historique, de fatalité révolutionnaire ou nationale, la mission d'édifier la future cité socialiste ou la communauté allemande, berceau de l'homme nouveau soviétique ou nazi. Dans les deux cas, la mission et la lutte sont universelles et ne peuvent être accomplies qu'à la victoire complète de ceux qui se retrouvent dépositaires du sens de l'histoire. Mais il s'agit une fois encore, pour Thierry Maulnier, d'une vaste mystification qui vise à masquer une préférence subjective par un processus apparemment objectif. Ce faisant, communisme et nazisme ont créé un nouveau messianisme en remplaçant Dieu par l'histoire. Puisqu'il y a dans le communisme et les fascismes, des mythes, des rites, une foi, un messianisme qui font appel au besoin de communion, d'enthousiasme et d'héroïsme des masses, Maulnier considère qu'il s'agit de religions nouvelles, nées de la crise de la modernité. Il y voit en effet « des formes de l'erreur fondamentale des temps modernes² ».

¹ Thierry Maulnier, « Les Incertitudes du national-socialisme », art. cit., pp.706-707.

² Thierry Maulnier, « Jeunesse allemande », art. cit., p.710.

Démocratie, communisme, fascisme : une partie à trois

De là découle la seconde interprétation qu'il tire du phénomène totalitaire en général, et des fascismes en particulier. Les malheurs des hommes du vingtième siècle proviennent de ce que, affirme Maulnier, « nous vivons une phase de l'histoire au cours de laquelle l'homme doit répondre par la transformation de ses institutions, de ses mœurs, de ses modes de pensée eux-mêmes aux nouveaux problèmes posés par d'immenses acquisitions. Nos propres progrès nous menacent parce qu'ils ont créé autour de nous des conditions de vie absolument différentes de celles auxquelles le civilisé occidental s'était millénairement adapté¹. » Dans cette situation de déséquilibre immense de la civilisation, que Thierry Maulnier nomme « époque de synthèse », il appartient à l'homme de « trouver le moyen de dominer, dans une nouvelle synthèse de vie, les transformations qu'il a imposées au monde² ». Les régimes totalitaires font ainsi partie de ces tentatives humaines pour interpréter la crise du monde moderne et lui apporter une solution valable. Il s'agit cependant de créations, d'essais de synthèse imparfaits, parce qu'ils n'ont pas réussi à concilier, dans un pluralisme vivant, tous les antagonismes naturels qui fondent la vie en société. « Toute société vivante est un équilibre fécond d'antagonismes³ », écrit Thierry Maulnier, qui ne peut par conséquent pas accepter l'absolutisme idéologique des régimes totalitaires. L'échec des totalitarismes provient de ce qu'ils n'ont pas rompu tous les liens qui les rattachent à la structure politique et sociale contre laquelle ils se sont élevés, c'est-à-dire la société libérale démocratique.

Comme l'antifascisme démocratique, le communisme et le fascisme sont pour Maulnier des mouvements qui consacrent le triomphe de la masse et de ses valeurs vulgaires. Ils sont l'une des formes de la massification de la politique et de la société, qu'il est possible de voir à l'œuvre partout sur la planète, notamment aux Etats-Unis, modèle des démocraties modernes. En face de cette irruption des masses dans la politique, Thierry Maulnier ne peut que déplorer « la décadence continue que subissent, depuis deux siècles, les valeurs aristocratiques » et qui « fait l'homme

¹ Thierry Maulnier, *Au-delà du nationalisme*, op. cit., p.11.

² *Ibid.*, p.18.

³ *Ibid.*, p.239.

semblable à l'animal de troupeau¹ ». Maulnier fait bien entendu référence aux rassemblements de masses pendant les grandes cérémonies rituelles des régimes totalitaires. Mais il dénonce aussi dans le communisme, qu'il appelle souvent collectivisme, et dans les fascismes, l'asservissement de l'individu par la masse. Dans les régimes totalitaires italien, allemand et soviétique, l'individu n'a sa place que pour le service, le dévouement et le sacrifice de soi-même qu'il accorde à la collectivité. Il doit s'effacer devant la communauté des semblables, qu'ils soient de la même race ou de la même classe. Il est enfin totalement requis par la communauté à laquelle il appartient et qui occupe une place prédominante dans l'ordre des valeurs, de sorte qu'il doit abandonner toute autonomie et toute liberté personnelle. La collectivité prime sur l'individu. Elle le prive encore de son autonomie pour la raison, qu'il ne vaut rien par lui-même. « L'homme ne se définit plus en U.R.S.S. que par sa fonction. Il est tout entier soumis au service social et à la finalité révolutionnaire ; il n'est plus estimé et pesé que par son rôle positif ou négatif dans l'édification socialiste, il n'est plus mesuré que par son habileté, son zèle, son rendement, sa docilité². » Pour déchoir dans cet état machinal, où le totalitarisme place les individus, ceux-ci doivent renoncer à toutes les valeurs humaines les plus nobles. Communisme et fascisme accordent la primauté à la masse sur l'élite, et par là même consacrent les valeurs les plus adaptées à la foule, c'est-à-dire les plus vulgaires. Culte de la race, culte de la production, culte de la société, culte du travail, dans tous ces régimes, l'individu, la culture et la civilisation semblent entièrement soumis aux masses et déterminés par les masses. Le point commun entre les fascismes, le régime soviétique et la démocratie, c'est donc pour Thierry Maulnier ce collectivisme plébéen, anti-aristocratique, qui sacrifie les valeurs les plus hautes de la civilisation, au profit d'une médiocrité généralisée. « Nous n'avons pas pour le national-socialisme allemand de sympathie doctrinale, explique-t-il. Il a beau aborder et résoudre certains des problèmes actuels d'une manière analogue à la nôtre, sa défiance à l'égard de l'esprit, son culte d'une sentimentalité instinctive, la primauté qu'il donne aux valeurs et aux intérêts collectifs sur les plus hautes conquêtes de l'humanisme civilisé, sa grossière démagogie nous

¹ Thierry Maulnier, « Jeunesse russe », art. cit., p.363.

² Thierry Maulnier, « La mystification communiste », in *La Revue Universelle*, 1^{er} mai 1936, p.368.

paraissent les signes d'une de ces religions plébéiennes, telles que la collectivité russe et le fascisme italien, faites pour la masse, sinon par elle, et fatale à tout ce que la masse ne comprend ou ne respecte pas. Le national-socialisme constitue de toute évidence un triomphe grégaire et vulgaire, devant lequel tout ce qui est noble, raffiné, délicat et luxueux, désintéressé, personnel doit s'effacer. Son but est le service collectif, et son type idéal moins le héros que le serviteur. Toute philosophie, toute mystique est bien étroite, qui a été faite ainsi pour satisfaire des âmes moyennes, élémentaires¹. » Pour Thierry Maulnier, le communisme et le fascisme ne peuvent parvenir à leurs fins qu' « au prix d'une certaine dégénérescence du type humain² », parce que l'homme nouveau, qu'ils ambitionnent de créer, n'est au fond qu'un esclave, dompté et formé pour agir dans une direction unique fixée par le régime et ne possédant plus aucune autonomie d'action et de pensée. L'homme nouveau des régimes totalitaires n'est rien d'autre qu'un homme domestiqué, « tantôt par contrainte, tantôt par enthousiasme et par volontaire renoncement. (...), le dressage achevé, l'automatisme se substitue à la contrainte³ », pour aliéner ce qu'il y a de meilleur en l'homme, et le faire retomber dans un état proche de la barbarie ou de l'enfance. Cette allure plébéienne, anti-aristocratique et vulgaire rapproche le communisme et les fascismes de la démocratie qui constitue, pour Thierry Maulnier, le régime des masses par excellence. « Nous avons essayé de montrer, à plusieurs reprises, écrit-il, que le national-socialisme n'était un mouvement anti-démocratique qu'en apparence, qu'il se réclamait au fond, tout comme le collectivisme, des valeurs de la masse, des valeurs plébéiennes. L'étrange sentimentalité politique, la volonté moralisatrice, la tentation d'une simplicité barbare (...) en sont un témoignage de plus⁴ ». Dérivé de la démocratie, le fascisme, quelle que soit son expression nationale, est tout comme le communisme, une « forme d'évolution de la démocratie vers la

¹ Préface au livre de Moeller Van den Bruck, op. cit., pp.14-15.

² Thierry Maulnier, « Témoignages nationaux-socialistes », in *La Revue Universelle*, p.745.

³ Thierry Maulnier, « Jeunesse russe », art. cit., p.364.

⁴ Thierry Maulnier, « Témoignages nationaux-socialistes », art. cit., p.750. On retrouve une affirmation identique dans un autre article : « C'est peut-être une évidence paradoxale, mais ce n'en est pas moins une évidence, que le national-socialisme est un mouvement profondément démocratique, asservi à la masse et aux valeurs de la masse, cherchant des satisfactions pour la masse seulement ; en cela il se rapproche du collectivisme ». (Thierry Maulnier, « Les nouveaux mythes germaniques », art. cit., p.204) ; De même : « Je voudrais attirer l'attention sur ce fait fondamental, que, dans ce qu'ils ont de plus redoutable, le collectivisme russe, le fascisme italien, le national-socialisme marquent non les chutes, mais les triomphes les plus dangereux de la démocratie ». (Thierry Maulnier, « La révolution aristocratique », art. cit., p.534).

dictature collective¹. » Comme nous avons pu le voir dans son approche de la démocratie et des libertés, Thierry Maulnier fait une distinction fondamentale entre deux notions que nous avons pris l'habitude de confondre : la démocratie, régime fondé sur la souveraineté du peuple, et le libéralisme. Dès lors, il est facile de comprendre qu'il puisse exister une forme de gouvernement reposant sur la volonté populaire, consacrant la souveraineté du peuple et une identité parfaite entre gouvernants et gouvernés, où les libertés individuelles ne seraient cependant pas respectées. Pour Thierry Maulnier, le totalitarisme est une réaction contre le régime des partis, qui vise à mettre fin aux divisions internes d'une société et d'un Etat provoquées par le parlementarisme, en leur rendant une unité, ainsi que la stabilité et la puissance, grâce au parti unique. Mais la nation totalitaire, assise sur le pouvoir du parti qui dirige l'opinion et sur un l'enthousiasme créé par un chef charismatique, n'en demeure pas moins soumise aux masses et elle conserve par là même les caractères d'une démocratie. « Le fascisme, explique Maulnier, n'est pas tant la dictature d'un homme que d'un *parti*, et c'est là ce qui lui donne son caractère original. Un parti conquiert le pouvoir, s'installe au pouvoir, absorbe ou détruit tous les autres partis de la nation et, par la même occasion, le Parlement où ces partis s'affrontaient. On peut donc le considérer comme la démocratie *unanimiste* substituée à la démocratie parlementaire ou majoritaire². » Les intuitions que Thierry Maulnier développe dans cet article sont d'une grande profondeur intellectuelle et d'une richesse certaine. Son interprétation accorde une place essentielle au phénomène du parti unique, qui complète le principe du chef, le *führerprinzip* du national-socialisme, pour représenter la nouvelle nation unifiée et former le caractère totalitaire du régime. « Si le fascisme, poursuit-il, confère au Chef, Duce ou Führer, un pouvoir presque sans limites, c'est parce qu'il considère ce Chef comme l'expression même de la collectivité nationale, toujours conçue comme toute-puissante, identifiée non plus à la majorité des suffrages, mais à l'être même de la nation. Le corps réel de la nation s'incarne probablement de façon beaucoup plus exacte dans un Chef appuyé sur une force stable que dans la majorité flottante des suffrages³. » Avec le principe du chef, Thierry Maulnier met ici

¹ Thierry Maulnier, « Le fascisme et son avenir en France », art. cit., p.24.

² *Ibid.*, p.23.

³ *Ibid.*

l'accent sur l'élément le plus séduisant, pour les jeunes monarchistes dont il fait partie, dans les régimes totalitaires. Le chef réalise en effet l'unité de la nation, du parti et de l'Etat. Et, « on ne peut nier, précise Maulnier, que soient ainsi retrouvées les grandes vertus qui manquent à la démocratie libérale, la continuité des vues, la vigueur des décisions, la *force* en un mot dans l'exercice de la souveraineté¹ ». Mais Maulnier n'en regrette pas moins que le totalitarisme mette ces principes vertueux, qui ont permis de rendre à l'Etat toute sa puissance et sa stabilité, au service de l'aliénation des individus d'élite par la masse. Le totalitarisme fait en effet payer trop cher aux individus cette efficacité retrouvée par l'Etat. Néanmoins, il est le point d'aboutissement logique du principe de la souveraineté populaire, auquel Thierry Maulnier oppose, comme on le sait, l'exigence d'une révolution aristocratique. L'un des dangers auquel nous exposent les régimes totalitaires est donc d'avoir contribué à fortifier la démocratie au lieu de l'affaiblir, de lui conférer une nouvelle forme dans laquelle tous ses travers anarchisants ont disparu. « Qu'on m'entende bien, écrit Maulnier, nous assistons, sans aucun doute, à la fin d'une démocratie, celle dont l'agonie se prolonge aujourd'hui en France : celle du bulletin de vote, du règne des orateurs, des crises ministérielles, des comices électoraux. La démocratie libérale est morte², et peut-être avec elle tout ce qu'elle apportait aux peuples de laisser-aller, de bassesse, de servilité. (...) . Mais si le libéralisme démocratique disparaît, les grandes figures dictatoriales d'un Staline, d'un Mussolini, d'un Hitler, ne doivent pas nous faire oublier que les masses continuent à prévaloir autour d'elles, que le sentiment des masses les inspire et les guide. Ne crions pas trop vite que le monde démocratique est un monde disparu. (...) . Nous n'assistons pas à un recul de la démocratie, mais à une évolution de la démocratie, évolution singulièrement dangereuse, de la forme libérale à la forme autoritaire et mystique. Là est le caractère essentiel, là le danger essentiel des événements de notre temps³. »

En ce sens, le communisme, le fascisme et le national-socialisme sont bien des avatars de la modernité. Leur caractère moderne est visible dans la conception de l'humanité qu'ils dispensent et d'une société de masse saturée de machinisme, asservie par la technique, organisée autour du service du travail que l'individu doit rendre à la

¹ Thierry Maulnier, « La France entre deux destins », in *La Revue Universelle*, 15 mars 1936, p.757.

² Il s'agit d'une erreur commune dans les années trente. L'histoire l'a démontré.

³ Thierry Maulnier, « La révolution aristocratique », art. cit., pp.534-535.

communauté, dans un but tout aussi matérialiste et utilitariste que le capitalisme. L'idéal spartiate, la militarisation des masses, se sont substitués au goût du luxe et à l'oisiveté qui sont les symboles des civilisations les plus élevées. « Dans les formes actuelles de la nation et de l'Etat, on retrouve la même passion d'obéissance et d'oubli de soi-même qui a poussé les foules modernes vers les casernes sociales et les formes de vie standardisées. Le Service Social, pour lequel le collectivisme russe, l'étatisme italien, le fascisme allemand, réclament aujourd'hui la totalité des forces individuelles, signifient, dans le domaine éthique et politique, les mêmes tendances de l'âme contemporaine à la servitude et à l'utilisation que la religion économique a déjà mises en pleine clarté¹. » A ce sujet d'ailleurs, Thierry Maulnier remarque que le système marxiste est un capitalisme poussé à son stade ultime d'exploitation des masses. Ce phénomène est observable dans la politique agricole de l'Union soviétique qui a eu pour conséquence d'arracher les paysans aux anciennes collectivités agraires, à la propriété de la terre et du travail, pour le placer dans de nouvelles exploitations taylorisées, standardisées, les sovkhozes, où le machinisme et la production intensive donnent le rythme à des ouvriers agricoles qui ont rejoint la « condition de plèbe anonyme » des citoyens. Ainsi, « il était réservé au communisme russe d'achever, en l'étendant aux campagnes, l'immense concentration capitaliste des moyens de produire. (...). La Russie prend, au compte du Capitalisme d'Etat stalinien, ce qu'il y a de plus brutal dans le système capitaliste, ce qu'il y a de plus inhumain². » De sorte que, pour Thierry Maulnier, le communisme n'est qu'une copie plus parfaite, plus aboutie, c'est-à-dire encore plus efficace et inhumaine, de la société fordiste, qui réduit l'homme à sa fonction productive³.

Enfin, Thierry Maulnier introduit une dernière dimension importante dans son interprétation du phénomène fasciste qui occupe cependant une place mineure dans ses réflexions. Elle mérite d'être évoquée car, popularisée par l'historien et philosophe allemand Ernst Nolte qui lui a donné une forme plus argumentée, elle a fait l'objet de

¹ Thierry Maulnier, « La révolution aristocratique », art. cit., p.537.

² Thierry Maulnier, « Destin de l'Europe », in *L'Action française*, 23 février 1933.

³ Ce thème apparaît dans l'article suivant : Thierry Maulnier, « Une jeunesse », in *L'Action française*, 5 janvier 1933.

débats passionnés. Tout d'abord, il faut souligner que Thierry Maulnier resitue les expériences fascistes dans un processus historique qui est, globalement, celui de la modernité et des besoins de l'époque, mais plus particulièrement des suites de la Première guerre mondiale. Il dit lui-même qu' « il est bien imprudent (...) d'analyser les phénomènes "fascistes" sans tenir compte des conditions de leur apparition historique¹ ». D'autant plus que le fascisme « s'inscrit en même temps, comme tous les phénomènes humains, explique Maulnier, sur des plans multiples² », au premier rang desquels figurent la crise économique mondiale, et toute l'accumulation de souffrance, de ressentiment et d'humiliation, nés de la défaite de l'Allemagne et du règlement de la paix européenne. Maulnier ajoute en plus un facteur chronologique dans son interprétation de la naissance du fascisme. Pour lui, il constitue une réaction à l'internationalisme communiste, qui s'impose lui-même comme une tentative pour lutter définitivement contre l'exclusion dont sont victimes les travailleurs dans le système capitaliste. Thierry Maulnier construit ainsi une sorte d'enchaînement causal qui mène du capitalisme – ou de la démocratie libérale – au fascisme, par un ensemble de réactions et de compétitions entre les différentes communautés humaines pour s'emparer de la puissance sociale, dont le principal organe est l'Etat. Dans cette logique, le fascisme devient un phénomène qui s'appuie sur la mobilisation de l'ensemble des classes sociales, et plus particulièrement sur le malaise des classes moyennes angoissées par les menaces de prolétarianisation que font peser sur elles les exagérations du capitalisme et par les tentatives communistes de construire une nouvelle société au bénéfice exclusif d'un prolétariat dont elles se démarquent. « Ce qui a donné naissance aux "fascismes" et facilité leurs succès populaires, nous dit Thierry Maulnier, c'est une profonde réaction contre le mouvement ouvrier internationaliste et la lutte des classes : c'est l'idée même de négation des classes, et le nationalisme fasciste n'est à son origine que l'affirmation d'un principe d'unité, de communauté supérieure aux classes. (...). Le fascisme est un phénomène antiprolétarien et anticapitaliste en même temps. (...). Il émane de tous ceux qui sont spoliés par le capitalisme et qui seraient spoliés par le socialisme, de tous ceux qui ont

¹ Thierry Maulnier, « Un jugement sur le "fascisme" », in *La Revue Universelle*, 15 septembre 1937, p.754.

² Thierry Maulnier, « Un voyageur en Allemagne », art cit., p.501.

besoin de changement et qui se rattachent au passé. Le fascisme émane de ceux qui, par leur situation même, nient la classification marxiste en classes antagonistes, qui se savent victimes infaillibles de la lutte des classes, et qui veulent la fin de la lutte des classes, non pas, comme les communistes, par la suppression d'une classe, non pas, comme les conservateurs, par la résignation d'une classe, mais par la suppression des motifs de la lutte des classes, par la création d'une harmonie et d'une solidarité sociales dans le cadre de la communauté¹. » L'internationalisme est à l'origine de la résurgence des idées nationales, et par conséquent des fascismes, expressions spécifiquement nationales d'une même révolution, que Thierry Maulnier nomme également « néo-nationalismes ». Cette dernière interprétation que livre Maulnier du fascisme comme réaction au développement de l'internationalisme communiste semble proche des théories de l'historien contemporain Ernst Nolte et de ce qu'il appelle lui-même, la « version historico-génétique de la théorie du totalitarisme »². Comme Maulnier, Nolte insiste sur le caractère réactif du fascisme au communisme et au système libéral, et donc sur son apparition postérieure d'un point de vue chronologique. Toutefois, Nolte ne s'arrête pas là, il démontre que la peur du communisme a nourri les partis fascistes et leurs militants, que la lutte contre le bolchevisme occupait une place majeure dans la pensée hitlérienne, et que Hitler emprunte une part importante de son idéologie et de ses desseins au communisme, en substituant la notion de race à celle de classe. Au demeurant, le caractère réactif du fascisme, dirigé par une conspiration de la bourgeoisie et des conseils d'administration, par rapport à l'essor du mouvement ouvrier, est aussi souligné par les théoriciens marxistes-léninistes dans leur interprétation du phénomène fasciste. Mais encore par Emmanuel Mounier qui se considère en plein accord avec Thierry Maulnier sur ce sujet dans un commentaire qu'il livre sur *Au-delà du nationalisme* : « Cette analyse des responsabilités du marxisme dans la naissance du complexe

¹ Thierry Maulnier, « Marxisme et fascisme », in *La Revue Universelle*, 1^{er} septembre 1936, pp.632-633. C'est aussi cette interprétation qu'il développe dans son ouvrage *Au-delà du nationalisme* (cf p.198 notamment).

² Se reporter à Ernst Nolte, *La guerre civile européenne : national-socialisme et bolchevisme, 1917-1945*, Paris, Perrin, 2011, 937 p. ; Ernst Nolte, *Les fondements historiques du national-socialisme*, Monaco, Editions du Rocher, 2002, 177 p. ; François Furet et Ernst Nolte, *Fascisme et communisme*, Paris, Hachette Pluriel, 2000, 145 p.

fasciste, pour rappeler sur plus d'un point celles de De Man, n'en est pas moins remarquable. Jusque-là nous sommes en complet accord¹. »

Comparaison avec les interprétations d'époque

Thierry Maulnier n'est pas seul dans les années 1930 à tenter de comprendre le fascisme et le totalitarisme. Ces expériences ont donné lieu à une littérature profuse qu'il est intéressant de comparer avec les écrits de Maulnier, afin de mieux situer la qualité de jugement, la perspicacité et la profondeur de ses réflexions. Le compte-rendu de voyage en Allemagne est un exemple fréquent parmi les nombreuses publications qui fleurissent sur les régimes fascistes dans les années trente. Maulnier lui-même a donné dans ce registre à la suite de son séjour à Berlin en 1935. Il faut encore ajouter, avant d'entreprendre une comparaison historiographique rapide, que sa pensée s'abreuve abondamment des souvenirs écrits de témoins actifs de la naissance des régimes en question. Maulnier est notamment un lecteur assidu des premiers essais traduits en France des révolutionnaires conservateurs allemands. Il possède ainsi une bonne connaissance de l'œuvre d'Oswald Spengler, dont il a lu le *Déclin de l'Occident*, mais aussi *Années décisives* paru en France en 1934². Dans son commentaire de cet ouvrage, Thierry Maulnier retient avec une attention particulière les passages où Spengler critique la contamination dont le national-socialisme a été victime par le marxisme, le socialisme et le matérialisme. Et il conclut d'une manière qui nous est désormais habituelle en affirmant avec Spengler que le nazisme, parti de masse, « est infecté de démocratie³ ». Pour Spengler en effet, le national-socialisme est, au même titre que le bolchevisme « le dernier chapitre du mouvement démocratique⁴ ». Et tout comme Maulnier, il considère ces deux mouvements comme des ochlocraties. Il est par ailleurs certain que Thierry Maulnier a dû trouver de quoi conforter ses réflexions en lisant ce commentaire de Spengler sur le communisme, qui est assez proche de ce que l'on pouvait trouver sous sa plume dès 1933 : « la

¹ Emmanuel Mounier, « Au-delà du nationalisme », in *Esprit*, 1^{er} juin 1938, p.443.

² Il consacre un article à Spengler dans la *Revue Universelle* à l'occasion de la parution de *Années décisives* : Thierry Maulnier, « Une philosophie prussienne de l'histoire », in *La Revue Universelle*, 15 septembre 1935.

³ *Ibid.*, p.754.

⁴ Préface d'Alain de Benoist à Oswald Spengler, *Années décisives*, Paris, Copernic, 1979, p.20.

démocratie du XIX^{ème} siècle est déjà du bolchevisme ; seulement, elle n'avait pas le courage d'aller jusqu'à ses conséquences extrêmes¹. » A ces lectures s'ajoutent celles de Moeller van den Bruck dont il préface l'ouvrage *Le Troisième Reich* lors de sa parution en France en 1933 ; Ernst Günther Gründel, ancien national-révolutionnaire, disciple de Spengler rallié sur le tard au nazisme et auteur de *La mission de la jeune génération*², qu'il commente pour la *Revue Universelle* et *L'Action française*³ ; ainsi que Friedrich Sieburg⁴, célèbre journaliste allemand, disciple de Stefan George et correspondant parisien de la *Frankfurter Zeitung*, et Hermann Rauschning⁵. Les lectures alimentent les réflexions de Maulnier et c'est d'ailleurs souvent à l'occasion d'articles critiques sur ces essais qu'il développe sa propre pensée. Les premières études publiées sur le phénomène fasciste constituent les prémices des interprétations, souvent plus scientifiques, postérieures à la Seconde guerre mondiale. Les examiner nous permet de mieux situer l'interprétation que fait Maulnier du fascisme, en comparaison avec la vaste littérature publiée par ses contemporains. Pour être significative, une telle comparaison doit s'exercer d'abord sur les interprétations les plus classiques et les plus fréquemment utilisées à l'époque, afin de voir si la pensée de Maulnier suit généralement l'opinion, ou si elle s'inscrit dans une tendance plus marginale et par conséquent plus originale⁶. Avant de commencer, et pour marquer

¹ Oswald Spengler, *Années décisives*, op. cit., p.129.

² Ernst Günther Gründel, *La mission de la jeune génération*, Paris, Plon, 1933, 430 p.

³ Thierry Maulnier, « Jeunesse allemande », art. cit. ; Thierry Maulnier, « Conditions d'un réveil des jeunes Français », art. cit.

⁴ Pour les ouvrages de Friedrich Sieburg, *Dieu est-il français ?*, Paris, Grasset, 1930, 371 p. ; *Défense du nationalisme allemand*, Paris, Grasset, 1933, 280 p. Thierry Maulnier écrit notamment une critique de ce dernier ouvrage : Thierry Maulnier, « Les nouveaux mythes germaniques », art. cit.

⁵ Pour Hermann Rauschning, *La révolution du nihilisme*, Paris, Gallimard, 1939, 327 p.

⁶ Pour une approche historiographique des interprétations du fascisme et du totalitarisme se reporter principalement à : Renzo de Felice, *Clefs pour comprendre le fascisme*, Paris, Editions Seghers, 1975, 301 p. (ouvrage réédité récemment avec une introduction d'Emilio Gentile et la préface de l'édition de 1983 : Renzo de Felice, *Les interprétations du fascisme*, Paris, Editions des Syrtes, 2000, 298 p.) ; Pierre Ayçoberry, *La question nazie. Les interprétations du national-socialisme 1922-1975*, Paris, Seuil, 1979, 317 p. ; Pierre Milza, *Les fascismes*, op. cit., pp.126-178 ; Michelle Irène Brudny, « Le totalitarisme : histoire du terme et statut du concept », in in *Communisme*, n°47-48, 3^e et 4^e trimestre 1996, pp.13-32 ; Didier Musiedlak, « Le fascisme et le nazisme : le modèle de droite du totalitarisme », in *Communisme*, n°47-48, 3^e et 4^e trimestre 1996, pp.93-113 ; Emilio Gentile, *Qu'est-ce que le fascisme ? Histoire et interprétation*, op. cit. ; Emilio Gentile, *La voie italienne au totalitarisme. Le parti et l'Etat sous le régime fasciste*, Monaco, Editions du Rocher, 2004, pp.15-60 ; Bernard Bruneteau, *Le totalitarisme. Origines d'un concept, genèse d'un débat 1930-1942*, Paris, Cerf, 2010, 491 p. ; Bernard Bruneteau, *L'Age totalitaire. Idées reçues sur le totalitarisme*, Paris, Le Cavalier Bleu, 2011, pp.11-47. Enfin, pour ce qui concerne les interprétations chrétiennes du totalitarisme, se reporter à la trilogie de Jean Chaunu, extraite de sa thèse : Jean Chaunu, *Christianisme et totalitarismes en France dans l'entre-deux-guerres (1930-1940). Tome 1. Esquisse d'un jugement chrétien du nazisme*, op. cit. ; Tome 2. *Le paradigme*

l'une des originalités de Maulnier, il faut souligner que, comme l'explique Pierre A'yçoberry, « intégrer Hitler et Mussolini dans un phénomène global qu'on appelle le fascisme, ce n'est pas à l'époque une évidence, en dehors des milieux marxistes. Les nazis eux-mêmes ne font pas de ce rapprochement un de leurs thèmes essentiels¹. » Pour Maulnier, cette comparaison est évidente, et il lui arrive, comme nous avons pu le voir, de rapprocher le communisme des deux fascismes italien et allemand, sous l'appellation de nations ou régimes totalitaires.

Historiquement, il est donc possible de discerner trois grandes interprétations classiques du phénomène fasciste. La première interprétation traditionnelle du fascisme émane des intellectuels communistes. Dans cette théorie, le fascisme n'est en fin de compte qu'une convulsion d'agonie du capitalisme. Il s'agit en quelque sorte d'une tentative désespérée des puissances d'argent pour rester maîtresses de la situation en instrumentalisant les masses – en particulier les classes moyennes qui ont servi les partis fascistes contre leurs propres intérêts – pour instaurer un régime répressif qui vise à détruire le mouvement révolutionnaire du prolétariat, ou encore à le détourner de ses revendications en lui offrant des nouvelles passions parfaitement illusives. La formulation la plus aboutie de cette interprétation marxiste du fascisme demeure l'ouvrage de Daniel Guérin, *Fascisme et grand capital*, paru en 1936. Elle est aussi au cœur des explications avancées par le Comité de vigilance des intellectuels antifascistes, qui présente le fascisme comme un simple agent au service du « grand capital ». Dans une brochure intitulée *Qu'est-ce que le fascisme*, les intellectuels antifascistes du CVIA affirment qu'« Hitler n'est pas seulement un produit du grand capitalisme allemand, mais du grand capitalisme français et international² ». En réalité, derrière la duplicité et les machinations des capitalistes, « l'objet du fascisme c'est de mater les chômeurs et les masses appauvries et d'asseoir la puissance des privilégiés, capitalistes et gouvernants unis. La fonction réelle de l'Etat fasciste est de peser sur les masses et de prélever sur elles, au nom de la “mystique nationale”, les profits et les impôts qui permettent d'entretenir un vaste appareil de parasites militaires, policiers,

totalitaire, Paris, François-Xavier de Guibert, 2008, 309 p. ; *Tome 3. La chrétienté paradoxale*, Paris, François-Xavier de Guibert, 2010, 311 p.

¹ Pierre Ayçoberry, *La question nazie. Les interprétations du national-socialisme 1922-1975*, op. cit., p.57.

² Brochure du Comité de Vigilance des Intellectuels Antifascistes, *Qu'est-ce que le fascisme ? Le fascisme et la France*, Paris, CVIA, 1935, p.31.

industriels, bancaires¹. » Ce type de dénonciation du nazisme comme agent du grand capital, de l'industrie ou des « Junkers », se trouve également sous la plume de l'écrivain allemand Thomas Mann, qui vient pourtant du conservatisme². Partant de ces prémisses, l'interprétation marxiste du fascisme a produit de nombreuses variantes, divergentes, voire contradictoires parfois. Les développer toutes n'aurait que peu d'intérêt puisque Thierry Maulnier rejette presque globalement ces théories. Bien qu'il partage avec les théoriciens marxistes l'idée selon laquelle le fascisme est une réaction au mouvement prolétarien, ce dernier n'en considère pas moins avec raison que « l'explication purement matérialiste du fascisme a conduit les marxistes à des opinions extrêmement naïves³. » Cette difficulté des intellectuels marxistes à comprendre le phénomène n'étonne d'ailleurs pas Thierry Maulnier, pour qui la victoire des fascismes sur les partis communistes en Italie et en Allemagne constitue un démenti évident au système de Marx et à son explication de l'histoire par l'antagonisme des classes.

La seconde interprétation traditionnelle du fascisme, inspirée par la culture démocrate et libérale, associe ce phénomène à une crise morale de la civilisation européenne. Pour l'Italie, elle apparaît dès les années 20, notamment sous la plume de l'ancien président du conseil italien Francesco Nitti, auteur d'un ouvrage intitulé *Bolchevisme, fascisme et démocratie*, et dans un article publié en 1943 à New-York par le philosophe italien Benedetto Croce. Tous les deux étaient de fervents opposants libéraux au fascisme. Du côté allemand, les principaux interprètes de cette thèse de la « maladie morale » étaient Friedrich Meinecke, Gerhard Ritter et Golo Mann dont les ouvrages sont parus après la Seconde guerre mondiale. Outre qu'elle prend ses formes les plus riches dans les années 1940, c'est-à-dire une décennie après la période qui nous occupe, cette interprétation fait du fascisme un accident de l'histoire, comme une aberration sur le chemin de l'histoire vers la modernité, conçue comme progrès de la rationalité et de la liberté⁴. » Même si l'on peut y discerner un langage commun avec

¹ Brochure du Comité de Vigilance des Intellectuels Antifascistes, *Qu'est-ce que le fascisme ? Le fascisme et la France*, op. cit., pp.43-44.

² Pierre Ayçoberry, *La question nazie. Les interprétations du national-socialisme 1922-1975*, op. cit., p.55.

³ Thierry Maulnier, « Un jugement sur le fascisme », art. cit., p.751.

⁴ Emilio Gentile, *Qu'est-ce que le fascisme ? Histoire et interprétation*, op. cit., p.73.

l'interprétation de Thierry Maulnier, il n'y a rien de plus éloigné de sa pensée. Pour ce dernier, la naissance du fascisme n'est pas un accident, mais bien un développement logique dans l'histoire des démocraties modernes.

La troisième interprétation traditionnelle, opposée à la précédente, voit dans le fascisme une expression particulière de certains caractères ou vices nationaux et la conséquence d'une longue évolution suivie par certaines nations d'Europe. Ce sont par exemple la thèse de l'« italianité » du fascisme ou encore l'explication du national-socialisme par les tares spécifiques de l'esprit allemand et de l'Allemagne éternelle. Le fascisme devient ainsi le produit logique d'une spécificité nationale. L'étude de la spécificité nazie est au cœur des ouvrages de François Perroux, Max Hermant ou Wladimir d'Ormesson¹ qui s'efforcent de mettre à jour les « mythes hitlériens » ou les idoles spécifiquement germaniques, vénérés par la révolution nationale-socialiste.

Parmi les interprètes de cette théorie qui rencontre également un grand succès au sein du mouvement maurrassien², le plus célèbre et celui qui a eu le plus d'influence sur la compréhension de l'histoire de la pensée allemande par les Français, est sans doute le germaniste Edmond Vermeil, auteur d'une étude sur *Les doctrinaires de la révolution allemande*³ et d'un *Essai d'explication*⁴ sur l'Allemagne. Pour Vermeil, il y a une filiation évidente entre les grands courants de pensée qui accompagnent l'histoire de l'Allemagne au cours des périodes antérieures et la révolution nationale-socialiste qui en est à la fois un dérivé et une déformation. Il voit ainsi un fil ténu qui conduit de Luther à Hitler. Les premiers articles de Thierry Maulnier, où il tisse des comparaisons entre les nationalismes allemand et français, font appel à ce type d'explications déterministes sur la destinée particulière du peuple allemand. Intellectuel d'Action française, Thierry Maulnier a dès lors une tendance, que l'on pourrait qualifier de naturelle, à évoquer les caractères inférieurs ou « barbares » de l'âme allemande. Il lui arrive indéniablement de verser dans ce type d'arguments simplistes, mais sa réflexion

¹ François Perroux, *Les mythes hitlériens*, Lyon, Bosc, 1935, 157 p. ; Max Hermant, *Idoles allemandes*, Paris, Grasset, 1935, 359 p. ; Wladimir d'Ormesson, *La révolution allemande*, Paris, Bloud et Gay, 1933, 152 p.

² Sur Maurras, le maurrassisme et le thème de l'Allemagne éternelle, se reporter à : Michel Grunewald, « Maurras et l'«Allemagne éternelle» », in Etudes réunies par Olivier Dard et Michel Grunewald, *Charles Maurras et l'étranger. L'étranger et Charles Maurras*, Berne, Peter Lang, 2009, pp.339-358.

³ Edmond Vermeil, *Les doctrinaires de la révolution allemande (1918-1938)*, Paris, Sorlot, 1938, 392 p.

⁴ Edmond Vermeil, *L'Allemagne. Essai d'explication*, Paris, Gallimard, 1940, 335 p.

s'accompagne toujours d'interprétations plus complexes, pour la raison qu'il reconnaît « le sens de la grandeur¹ » des révolutions italienne et allemande, et « qu'il s'agit maintenant pour nous, dit-il, de comprendre. De comprendre, non d'aimer, de comprendre, d'une compréhension pure, et sans sentimentalité, sans nous épouvanter et sans nous laisser séduire². »

Il ressort de ce rapide tour d'horizon que, tout comme le fascisme, l'interprétation qu'en donne Maulnier n'est pas monovalente. Elle intègre de multiples dimensions qui ne figurent pas dans les interprétations classiques et confèrent toute leur originalité à ses réflexions. Il reste à savoir à quelles tendances plus marginales de l'opinion des années trente elles peuvent être éventuellement rattachées ; ce qui n'enlève cependant rien à leur valeur intrinsèque. Pour résumer l'interprétation de Maulnier, il faut comprendre le fascisme comme un développement logique des régimes démocratiques dans une civilisation européenne en crise, déséquilibrée par les immenses transformations apportées par les progrès techniques et par l'expérience traumatisante de la Première Guerre mondiale. Le fascisme n'est pas un remède, mais l'un des symptômes de cette crise. Phénomène de réaction au mouvement communiste international, il s'appuie sur la mobilisation des masses, en utilisant les ressorts de la propagande et du mythe, pour mettre fin à la division de la société en classes et créer ainsi une société unanime, rassemblée derrière un chef charismatique et un parti unique qui donnent son caractère totalitaire au régime. Le fascisme est un mouvement moral et religieux, qui cherche à fonder une nouvelle culture, en exigeant des individus une foi et un sacrifice total au profit de la communauté. Plébéien, antiaristocratique, il conserve toutes les caractéristiques des démocraties et consacre le triomphe de la masse et de ses valeurs vulgaires. Il est par conséquent comparable au communisme, qui fait comme lui partie des régimes totalitaires.

Bien qu'encore extrêmement polémique à notre époque, la comparaison entre le communisme et le fascisme est relativement fréquente dans les travaux des intellectuels des années trente, au cours desquelles apparaissent les premières ébauches

¹ Robert Francis, Thierry Maulnier et Jean-Pierre Maxence, *Demain la France*, op. cit., p.58.

² Préface de Thierry Maulnier au livre de Arthur Moeller van den Bruck, *Le Troisième Reich*, op. cit., p.10.

de la notion de totalitarisme, forgée précisément pour réunir ces deux régimes dans un même concept englobant¹. Des deux termes, totalitaire et totalitarisme, Maulnier emploie surtout l'adjectif pour désigner des régimes, des Etats, des nations ou des « valeurs totalitaires ». Dans les années trente, le substantif « totalitarisme » n'apparaît ainsi quasiment jamais sous sa plume, contrairement à l'adjectif. Il n'est cependant pas le seul penseur de ce concept à agir de la sorte puisque Luigi Sturzo, l'un des premiers penseurs du phénomène totalitaire, n'a employé le mot totalitarisme qu'à partir de 1935. Enfin, à l'instar de beaucoup d'auteurs des années 1930, Maulnier abandonne aussi quelquefois l'utilisation du terme « totalitaire » pour celui de régime autoritaire, dictature, « dictature de parti et de masse² », utilisés alternativement. Cela ne l'empêche néanmoins pas d'apporter une contribution enrichissante au développement du concept, comme d'autres intellectuels des années 30, notamment dans le milieu foisonnant des non-conformistes. Pour l'historien des idées Bernard Bruneteau, « la littérature comparatiste des années 30 apparaît ainsi particulièrement riche et sophistiquée, donnant indiscutablement ses premières assises à la théorie du totalitarisme. Ce qui n'était au départ qu'un outil de compréhension du seul fascisme puis une catégorie de classement issue de l'expérience politique, est devenu un instrument académique d'analyse du pouvoir politique. Loin de ne saisir que des amalgames superficiels entre fascisme et communisme, les philosophes, juristes, historiens ou sociologues (...) ont fait naître des angles de vue féconds qui seront repris et retravaillés sans modifications profondes dans les années 1950 et au-delà³. » Il n'est pas étonnant de rencontrer ces intellectuels chez « les représentants du “(juste) milieu” qui ont tout à craindre des extrêmes qui les menacent pareillement⁴ », c'est-à-dire dans les rangs des libéraux ou des démocrates-chrétiens, ou encore à la marge,

¹ Pour une histoire du concept de totalitarisme, se reporter à Bernard Bruneteau, *Le totalitarisme. Origines d'un concept, genèse d'un débat 1930-1942*, op. cit. ; Bernard Bruneteau, *L'Age totalitaire. Idées reçues sur le totalitarisme*, op. cit. Le terme de totalitarisme est dérivé de l'adjectif totalitaire, qui naît dans les milieux de l'opposition antifasciste libérale et démocrate-chrétienne italienne, dans les années 1920. Il aurait été utilisé pour la première fois par Giovanni Amendola, figure de l'Italie libérale, dans un article publié en 1923 dans *Il Mondo*, où apparaît l'expression de « système totalitaire », tandis que Don Luigi Sturzo, fondateur et secrétaire général du Parti populaire italien (PPI), évoque une « conception totalitaire de l'Etat » pour décrire une tendance générale de son époque à l'hypertrophie étatique, accélérée par la Première Guerre mondiale. Le terme est ensuite repris dans un sens positif par Mussolini et le régime fasciste. Le substantif « totalitarisme » aurait été employé pour la première fois par Lelio Basso, dans un article de *La Rivoluzione liberale* du 2 janvier 1925.

² Thierry Maulnier, « Une philosophie prussienne de l'histoire », art. cit., p.754.

³ Bernard Bruneteau, *Le totalitarisme. Origines d'un concept, genèse d'un débat 1930-1942*, op. cit., p.69.

⁴ *Ibid.*, p.41.

parmi les intellectuels qui renvoient dos à dos les deux idéologies totalitaires. Ainsi des nouvelles relèves des années 30. Le communisme et le fascisme font l'objet d'un même rejet de la part des animateurs de la revue *l'Ordre nouveau*, qui y discernent toutes les tares d'une société contemporaine, dont ils font le procès. La revue s'ouvre d'ailleurs sur une perspective comparatiste avec un premier numéro¹ qui met en parallèle les expériences soviétique, italienne et allemande. Le discours est identique au sein de la revue *Esprit* dirigée par Emmanuel Mounier, pour lequel le communisme et le fascisme, « l'un comme l'autre nous proposent un Etat totalitaire qui est le plus grand danger de l'heure². » Mounier qui définit par ailleurs les régimes totalitaires comme « tout régime dans lequel une aristocratie (minoritaire ou majoritaire) d'argent, de classe ou de parti assume, en lui imposant ses volontés, les destins d'une masse amorphe – fût-elle consentante et enthousiaste³ », range dans cette catégorie le communisme stalinien, les fascismes, ainsi que, l'affirmation est plus surprenante, « les “démocraties” capitalistes et étatistes » ; les guillemets autour du mot démocratie signifiant dès lors qu'il existe une autre démocratie plus authentique que la forme capitaliste ou libérale. Enfin, il faut souligner la contribution importante des démocrates-chrétiens à la comparabilité des expériences fascistes et communiste, avant et après la condamnation en 1937, par le Pape, du communisme dans l'encyclique *Divini Redemptoris* et du nazisme dans l'encyclique *Mit Brennender Sorge*. L'attention des intellectuels chrétiens se porte d'ailleurs surtout sur le nazisme et le communisme, ce qui peut s'expliquer par l'hostilité affichée des deux régimes au christianisme et les persécutions religieuses qu'ils mettent en œuvre, mais aussi par l'exception concordataire qui permet aux chrétiens de faire une distinction importante pour le fascisme italien. Parmi ceux-ci, Jean Chaunu, auteur d'une fresque sur la pensée chrétienne face aux totalitarismes⁴, cite notamment Maurice Blondel qui voit dans le communisme et le nazisme des « frères ennemis » ; Elie Halévy qui est l'un des premiers auteurs chrétiens à voir un lien de parenté entre fascisme et communisme et à

¹ *L'Ordre nouveau*, n°1-3, mai-juillet 1933.

² Emmanuel Mounier, « La révolution contre les mythes », in *Esprit*, mars 1934, p.912.

³ Emmanuel Mounier cité par Etienne Borne, « Personnalisme et démocratie », in Association des amis d'Emmanuel Mounier, *Le personnalisme d'Emmanuel Mounier*, Paris, Editions du Seuil, 1985, pp.148-149.

⁴ Jean Chaunu, *Christianisme et totalitarismes en France dans l'entre-deux-guerres (1930-1940). Tome 2. Le paradigme totalitaire*, op. cit., pp.27-62.

les présenter comme une conséquence de la Première Guerre mondiale dans *L'ère des tyrannies*¹ ; ou encore Robert d'Harcourt, dont les articles dénoncent inlassablement, comme d'autres auteurs chrétiens, le mythe d'un nazisme rempart du bolchevisme ainsi que la complicité objective qui unit les deux totalitarismes réunis dans un article de 1936 dans l'expression de « frères jumeaux² ». Xavier de Hauteclouque, par exemple, proche des Croix de feu et cousin du futur Général Leclerc, évoque dans ses ouvrages³ ce que l'avènement d'Hitler et des nazis doit aux communistes et aux événements révolutionnaires sous la République de Weimar. Au milieu de toutes ces collaborations à l'émergence du comparatisme nazisme-communisme, Thierry Maulnier apporte une contribution argumentée qui s'appuie notamment sur deux théories appelées à un fort développement après la Seconde Guerre mondiale : la dénonciation des origines et empreinte démocratiques des deux totalitarismes et l'assimilation des idéologies totalitaires à des religions. Il reste à savoir comment il se situe dès lors par rapport à ses contemporains sur ces deux réflexions.

Pour les historiens contemporains, le rapprochement du totalitarisme et de la démocratie renvoie généralement à l'ouvrage, paru en 1952 en Grande-Bretagne, de l'Israélien Jacob L. Talmon sur *Les origines de la démocratie totalitaire*⁴, qui cherche à établir une généalogie du totalitarisme et souligne les fortes ressemblances entre le jacobinisme et le totalitarisme, examiné surtout sous sa forme communiste, car Talmon considère que les différences sont importantes entre les totalitarismes. Talmon démontre qu'à partir des mêmes prémisses, la philosophie des Lumières du XVIIIe siècle, sont apparues deux types de démocraties, dont l'opposition constante accompagne l'histoire de la modernité et constitue la question déterminante à laquelle doit répondre son époque : il s'agit de la démocratie libérale et de la démocratie totalitaire, qui s'est incarnée pour la première fois pendant la révolution française, durant le règne des jacobins et plus récemment dans ce qu'il appelle le « totalitarisme de gauche », c'est-à-dire le communisme. Mais, comme le démontre Bernard

¹ Elie Halévy, *L'ère des tyrannies*, Paris, Gallimard, 1938, 249 p.

² Robert d'Harcourt, « Bolchevisme et hitlérisme », art. cit.

³ Xavier de Hauteclouque, *A l'ombre de la Croix gammée*, Paris, Editions de France, 1933, 253 p. ; *La tragédie brune*, Paris, Editions de la Nouvelle Revue Critique, 1934, 211 p. ; *Police politique hitlérienne*, Paris, Editions de la Nouvelle Revue Critique, 1935, 224 p.

⁴ Jacob Leib Talmon, *Les origines de la démocratie totalitaire*, Paris, Calmann-Lévy, 1966, 412 p.

Bruneteau¹, cette thèse de la démocratie totalitaire n'est pas originale puisque, en 1952, Talmon a déjà une longue suite de devanciers apparus dans les années trente, au premier rang desquels figure Thierry Maulnier. Ainsi, Roger Labrousse, juriste membre de l'équipe de la revue *Esprit*, se penche sur « la révolution française vue comme ancêtre des régimes totalitaires », en concluant que l'idéologie révolutionnaire « comme nous pouvons nous en apercevoir aujourd'hui, contenait un grand nombre d'intuitions fécondes, puisqu'elle construisait déjà en rêve, une Cité complètement laïque, nationale, homogène, gonflée d'une religieuse adoration pour elle-même, en un mot totalitaire² ». Jacques Ellul trace une filiation identique en affirmant que le fascisme, mais il en pense autant du communisme, « est donc le digne fils du libéralisme. Il garde tous les traits de son père – mais avec, en plus, des traits de sa mère, la technique³ ». Pour Jacques Ellul en effet, le libéralisme n'a jamais réussi à assimiler la technique, qui nécessitait des moyens violents, et le fascisme apparaît justement comme l'une des solutions de la société libérale pour la maîtriser. Plus proches encore de ce que pense Thierry Maulnier, il y a la rédaction de l'*Ordre nouveau*, qui qualifie Hitler de « démocrate » pour avoir construit une « démocratie césarienne⁴ », et Emmanuel Mounier qui écrit que le fascisme constitue une « sorte d'achèvement de la démocratie dans l'unanimité d'adhésion⁵ ». Mais ce sont surtout les juristes qui apportent une contribution à cette thèse de la démocratie totalitaire. Pour Bernard Bruneteau, « cette logique n'avait pas échappé aux juristes des années 1930, eux qui, “à chaud”, avaient classé sans hésitation les régimes bolchevique, fasciste et nazi dans la catégorie des “démocraties massives” (Georges Guy-Grand), “absolutistes” (Gerhard Leibholz) ou “absolues” (Louis Le Fur)⁶. »

Il faut cependant souligner une différence fondamentale, entre ces manières d'aborder le sujet et celle de Maulnier. Chez lui, ces réflexions s'accompagnent d'un rejet sans

¹ Bernard Bruneteau, « Une logique “démocratique” pour le totalitarisme ? Retour sur le paradigme de Jakob L. Talmon », in Stéphane Courtois (dir.), *Les logiques totalitaires en Europe*, Monaco, Editions du Rocher, 2006, p.57-82.

² Roger Labrousse, « La révolution française vue comme ancêtre des régimes totalitaires », in *Esprit*, n°84, 1^{er} septembre 1939, p.759.

³ Jacques Ellul, « Le fascisme, fils du libéralisme », in *Esprit*, 1^{er} février 1937, p.795.

⁴ « Défaites nationales-socialistes », in *L'Ordre nouveau*, novembre 1933, p.17.

⁵ in *Esprit*, n°35-36, septembre 1935, p.732, cité par Patrick Troude-Chastenot, « La critique de la démocratie dans les écrits personalistes des années 1930 : *Esprit* et *Ordre nouveau* », in *Cités*, n°16, 4^{ème} trimestre 2003, pp.161-176.

⁶ Bernard Bruneteau, *L'Age totalitaire. Idées reçues sur le totalitarisme*, op. cit., p.36.

appel de la démocratie, quelle que soit sa forme, au nom de ce qu'il n'est pas absurde d'appeler un « individualisme aristocratique ». A l'inverse, chez les juristes mentionnés ou les autres non-conformistes cités, membres d'*Esprit* ou de *L'Ordre nouveau*, cette critique justifie la défense d'une autre démocratie, fédéraliste, personnaliste, communautaire, plus respectueuse de la personne et de la dignité humaine... Enfin, une autre originalité de Thierry Maulnier, quand beaucoup d'auteurs insistent sur la répression politique et le contrôle policier, est de souligner le consensus intérieur dont font l'objet les régimes totalitaires, renforçant par là même leur caractère démocratique et la solidité de leurs institutions. « De même que nos prophètes ont annoncé pendant plusieurs années l'effondrement imminent du nouveau régime russe et du nouveau régime italien, de même, ayant reçu en U.R.S.S. et en Italie un démenti éclatant, ils annoncent aujourd'hui la chute prochaine du national-socialisme sous les coups du communisme, ou sous les coups de la Reichswehr. Or, il est impossible de visiter l'Allemagne sans être frappé par l'évidence de la solidité du régime. Il n'est pas seulement fortement organisé, il est admis, accepté ; il bénéficie déjà d'une habitude. A vrai dire, on ne le discute pas¹. »

La perception des régimes totalitaires comme des religions, deuxième point fort de l'interprétation de Thierry Maulnier, nous permet de mieux comprendre comment ils ont réussi à contrôler les masses. Sous le terme de religions profanes, séculières, politiques ou encore de religions de la politique, cette théorie, qui a trouvé ses premières ébauches dans les années 30, est devenue avec le temps un concept opératoire très largement commenté dans les travaux des historiens contemporains².

¹ Thierry Maulnier, « Les incertitudes du national-socialisme », art. cit., p.705. Dans un autre article datant de 1938, il écrit également : « Rien de plus grossier, rien de plus absurde, rien de plus mensonger que l'interprétation donnée au phénomène national-socialiste par nos marxistes et nos antifascistes. Hitler est un fantoche aux ordres de l'industrie lourde ; il règne par la terreur ; le peuple allemand ligoté et bâillonné, mais résolument attaché à la démocratie, accablé par la tyrannie qu'il subit, menacé par la famine et indigné de la violence faite à l'Autriche, n'attend pour se révolter que la première occasion. Explication ingénieuse, et, somme toute, rassurante, dont le défaut principal est de nous expliquer assez mal pourquoi l'Autriche a voté tout entière pour M. Hitler au scrutin secret, pourquoi toute opposition s'est évanouie en Allemagne, pourquoi en toute circonstance, le voyageur recueille en Allemagne l'impression d'une telle allégresse d'un tel accord d'un peuple et de son destin ». (Thierry Maulnier, « Un voyageur en Allemagne », art. cit., p.501).

² Pour une analyse de ce concept, se reporter à : Stéphane Courtois, « De la contre-société à la contre-église : la dimension religieuse du phénomène communiste français », in Stéphane Courtois, Marc Lazar, Shmuel Trigano (dir.), *Rigueur et passion. Mélanges offerts en hommage à Annie Kriegel*, Paris, L'Age d'Homme, Cerf, 1994, pp.175-188 ; Marc Lazar, « Communisme et religion », in Stéphane Courtois, Marc Lazar, Shmuel Trigano (Dir.), *Rigueur et passion. Mélanges offerts en hommage à Annie Kriegel*, op. cit., pp.139-173 ; Emilio Gentile, *Les religions de la politique. Entre démocratie et totalitarismes*, Paris, Editions du Seuil, 2005, 304 p. ; Emilio

Ainsi, le philosophe Eric Voegelin ou encore Raymond Aron ont décrit, en 1938 et 1939, les totalitarismes comme des « religions politiques » et des « religions séculières »¹, de même que Waldemar Gurian ou encore le juriste allemand Gerhard Leibholz, qui évoquait une tendance radicale à la « confessionnalisation de la politique² ». C'est donc bien un phénomène de nature politico-religieuse que les intellectuels contemporains de Thierry Maulnier discernent dans les régimes totalitaires. Gerhard Leibholz remarque en effet que, tout en ne sacrifiant pas les mêmes choses, la classe, l'Etat ou la race pour chacun des trois régimes totalitaires, ils partagent néanmoins tous la volonté de construire une nouvelle forme de religion et une « transformation intérieure de l'homme³ ». L'analyse est identique pour Thierry Maulnier qui évoque une « transformation profonde de l'état d'esprit de chacun⁴ ».

Les penseurs chrétiens notamment, sensibles au néo-paganisme et aux tentatives de construction d'une religion germano-nordique en Allemagne, se consacrent eux aussi au développement de ce concept de religion politique. En 1939, le théologien d'origine helvétique Karl Barth compare le national-socialisme à un « nouvel Islam », avec son mythe d'un « nouvel Allah » et Hitler comme prophète⁵. Régulièrement à partir de la seconde moitié des années trente, les interprétations du totalitarisme, et tout spécialement du nazisme, utilisent les termes de religions, mystiques, mythes, messianisme, eschatologie, religiosité, morale, église et font ainsi appel au référentiel religieux, pour décrire notamment les phénomènes bien réels de trances et les foules hystériques des rassemblements totalitaires. Les travaux des penseurs chrétiens s'orientent plus particulièrement sur les mythes nazis, et sur l'interprétation du national-socialisme comme mystique, qui confère un sens régressif, inférieur à la

Gentile, « Fascisme, totalitarisme et religion politique : définitions et réflexions critiques sur les critiques d'une interprétation », in *Raisons politiques*, n°22, 2^{ème} trimestre 2006, pp.119-173 ; Didier Musiedlak, « Fascisme, religion politique et religion de la politique. Généalogie d'un concept et de ses limites », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°108, octobre-décembre 2010, pp.71-84.

¹ Eric Voegelin, *Les religions politiques*, Paris, Cerf, 1994, 118 p. ; Raymond Aron, « L'Ere des tyrannies », in *La Revue de métaphysique et de morale*, mai 1939, pp.283-307.

² Cité par Emilio Gentile, *Les religions de la politique. Entre démocratie et totalitarismes*, op. cit., p.121.

³ *Ibid.*

⁴ Thierry Maulnier, « Le fascisme et son avenir en France », art. cit., p.20.

⁵ « One cannot understand National Socialism except by seeing it as a new Islam, with its myth of new Allah, and with Hitler as its prophet. National Socialism is nothing more or less than a Church, albeit a secular one, and which analysis reveals has the character of a Church, and for which one can profess belief profoundly and seriously only in the form of a mystic faith, one of fanaticism ». (Karl Barth, *The Church and the Political Problem of our Day*, Londres, Hodder and Stoughton, 1939, p.43.

religiosité nazie. Le psychiatre belge Etienne de Greeff, rédacteur à la *Vie intellectuelle*, propose ainsi, dans une étude intéressante sur les « mystiques humaines », qu'il utilise pour décrire les phénomènes totalitaires en comparaison avec les mystiques religieuses, de les définir par le terme de « mystique régressive¹ ». Comme Thierry Maulnier, il prend aussi en compte dans ses travaux le rôle des mythes, du ressentiment, du délire organisé et de l'idolâtrie dans les divers régimes totalitaires. Albert Béguin, le futur directeur de la revue *Esprit* après le décès de Mounier, résume bien les positions chrétiennes dans un article de *La Revue des deux mondes* : « Il faut bien constater (...) que les idoles de l'Allemagne actuelle sont singulièrement dangereuses. La divinité ayant été reléguée au-delà de toute atteinte ou identifiée à nous-mêmes (...), on met en sa place d'exigeantes idoles : Nation-Messie, Race élue, Dynamisme d'un peuple, Bonheur collectif ici-bas. Ce détournement des usurpations religieuses au profit d'entités toutes modernes a beau se parer des noms de foi et de contemplation, au lieu de se nommer athéisme comme en Russie : ses buts véritables, asservissement total à l'Etat, constitution d'une Eglise nationale, anéantissement de toute valeur personnelle en font la plus pernicieuse des idolâtries². » Il s'agit, pour tous ces intellectuels, chrétiens ou non, de montrer que la religion et le mythe jouent un rôle de plus en plus dominant en politique pour gagner l'adhésion des masses. Ainsi que le démontre Emilio Gentile, l'interprétation des régimes totalitaires en tant que religion, séculière ou politique, est, à la fin des années 1930, fréquente au point de constituer « la pierre angulaire des différents totalitarismes³ ». Tous ces auteurs en tirent argument pour souligner la dangerosité du phénomène totalitaire. Pour les chrétiens, la religiosité des régimes totalitaires s'apparente à une religion dévoyée, qui représente une menace mortelle pour le christianisme, alors que pour un intellectuel comme Thierry Maulnier, changeant de perspective, c'est le dévoiement de la politique par la religion et les mythes, en dressant l'irrationalisme germanique

¹ Etienne de Greeff, « le drame humain et la psychologie des “mystiques humaines” », in *Etudes carmélitaines*, avril 1937, p.113.

² Albert Béguin, « Le néopaganisme allemand », in *La Revue des deux mondes*, mai 1935, p.305, cité par Jean Chaunu, *Christianisme et totalitarismes en France dans l'entre-deux-guerres (1930-1940). Tome 1. Esquisse d'un jugement chrétien du nazisme*, op. cit., p.65.

³ Emilio Gentile, *Les religions de la politique. Entre démocratie et totalitarismes*, op. cit., p.138.

« contre les cadres étroits des civilisations rationnelles européennes¹ » qui constitue un risque.

De cette présentation des différentes théories du totalitarisme et du fascisme dans les années trente, il ressort que l'interprétation de Thierry Maulnier se situe pleinement dans le bouillonnement critique de son époque, au point qu'il est difficile de distinguer ce qui relève d'une argumentation personnelle pionnière de ce qui ne constitue qu'une simple homologie avec d'autres démarches intellectuelles. Dans cette richesse conceptuelle, son interprétation nous semble cependant posséder deux points forts. D'abord, elle prend en compte l'aspect polymorphe du fascisme et du totalitarisme, en s'efforçant d'en présenter et d'en étudier tous les éléments, sans se fixer sur une seule théorie explicative. Plus intuitives qu'argumentées scientifiquement à la manière des travaux des historiens contemporains ou des années 1950, ses réflexions visent cependant juste, et certaines d'entre elles font toujours l'objet de débats à l'heure actuelle.

Le deuxième point fort consiste dans le positionnement profondément antitotalitaire de Maulnier, qui dépasse le dilemme fascisme-communisme, ou plutôt antifascisme-anticommunisme, dans un rejet sans équivoque des deux formes de régimes totalitaires, à un moment où il est difficile de critiquer l'un des deux camps sans défendre l'autre. Cette partie très largement majoritaire de l'antifascisme en France, qui est instrumentalisée par le stalinisme, n'envisage en effet l'anticommunisme que comme un brevet de fascisme. Mais la dénonciation de Maulnier va plus loin. Les trois régimes totalitaires sont pour lui, comme il nous a été donné de le voir, des démocraties paroxystiques. Ils constituent le moment le plus aigu de la crise du monde moderne. L'antitotalitarisme de Maulnier se nourrit donc à des sources antidémocratiques. En considérant que l'objectif de Maulnier, à travers ses positions contre le fascisme, est d'ouvrir les yeux de ceux de ses contemporains qui pourraient être tentés par les expériences italienne et allemande, son antitotalitarisme à vocation antidémocratique, qui milite pour une vision aristocratique de la civilisation française, apparaît beaucoup plus crédible et plus efficace que celui des autres groupements non-conformistes qui rejettent, tout à la fois, le césarisme des « démocraties totalitaires » et

¹ Thierry Maulnier, « Psychologie du germanisme », art. cit., p.505.

une démocratie libérale et parlementaire à l'agonie, pour leur substituer une forme plus vraie, plus originelle de démocratie dont les contours semblent bien flous. Pour Thierry Maulnier, la France doit sortir de cette partie sans issue pour elle qui se joue entre la démocratie, le fascisme et le communisme ; et ce d'autant plus que la démocratie, sous sa forme totalitaire comme sous sa forme libérale, s'est montrée incapable d'assurer la défense des valeurs humaines essentielles dont le sort lui a été confié. « Le moyen d'échapper au dilemme communisme-fascisme, déclare Maulnier, n'est pas en deçà de ce dilemme, – il est absurde d'offrir aux hommes de ce temps, pour résoudre les problèmes qui se posent à eux, le retour aux principes et aux institutions qu'ils ont d'ores et déjà abandonnés parce qu'ils ne répondaient pas à ces problèmes, – il est au-delà. (...). Le moyen de se préserver du fascisme et du communisme n'est pas de revenir à la société libérale ; il est de la dépasser¹. » Le seul moyen de sortir du dilemme, est-il encore besoin de le préciser, c'est la monarchie héréditaire.

De ce qui précède, il n'est plus possible de douter du rejet réel du fascisme qui parcourt toute l'œuvre de Thierry Maulnier dans les années trente. L'identification du fascisme à la démocratie, qu'il propose, est un indice suffisant pour comprendre qu'il ne peut être fasciste. Et il va l'écrire un nombre incalculable de fois, tout au long des années trente, dans des textes qui ont dû échapper à la lecture attentive de Zeev Sternhell et de ses épigones. Dans *1934* par exemple: « Nous devons nous garder de reprendre à notre compte, dit-il, le collectivisme inclus dans l'idéal fasciste. L'individu ne se définit pas seulement par le service de l'Etat ; il a aussi une destination individuelle. Le salut de la société n'est pas dans un dévouement total – ce dévouement fût-il héroïque ou enthousiaste – de l'individu à l'Etat, mais dans la restauration d'un juste équilibre et de justes rapports entre l'Etat et l'individu². » Ou encore : « Défions nous des modèles étrangers. Ne cherchons pas plus que de raison à enrégimenter la jeunesse française dans des formations qui lui paraîtront vite insupportables. Il suffit de lui donner une conscience d'elle-même, une cohésion et une

¹ Thierry Maulnier, « Le dilemme : fascisme-communisme et la démocratie », in *Combat*, n°36, juin 1939.

² Thierry Maulnier, « Balillas et avanguardistes », in *1934*, n°31, 9 mai 1934 .

vigueur suffisantes pour les actions opportunes. Elle n'a point de goût pour les défilés et les uniformes. Les défilés et les uniformes ne sont pas toujours nécessaires à la vigilance et à l'union¹. » Le rejet du fascisme s'exprime aussi dans *L'Action française* : « Analogue aux mouvements étrangers par l'énergie, par le courage, la volonté agissante, le nouveau nationalisme français doit différer de ces mouvements (les fascismes, ndla) par les fins qu'il se propose et les principes qui le justifient² ». Ou encore : « Comme un fascisme français, un hitlérisme français est impossible. Cette impossibilité ne tient pas seulement à la grossièreté des doctrines adverses et à leur imprécision barbare³. » Elle tient bien entendu au fait que l'individualisme français répugne « au dressage des grands mythes collectifs⁴ ». En 1935, dans son article sur l'avenir du fascisme en France pour la *Revue Universelle*, Maulnier répète fermement que le national-socialisme ne peut pas être un exemple à suivre pour la France : « A aucun prix, le réveil national français ne doit suivre les voies du réveil allemand, c'est-à-dire par réaction contre le monde actuel, diviniser ce que le monde actuel comporte de plus bas et de plus redoutable ». Maulnier insiste pour que les Français « ne cherchent pas à imiter ce qui s'est fait ailleurs. Qu'ils ne se laissent égarer à la remorque de personne. Leurs véritables leçons, c'est dans leur propre histoire, c'est dans les caractères nationaux de leur peuple qu'ils doivent les prendre⁵ », c'est-à-dire dans la monarchie qui est le régime historiquement le plus adapté au tempérament français. Dans *Le Rempart* également, il ne dit pas autre chose : « L'Etat de l'avenir ne prendra pas, et ne peut pas prendre la même forme en France qu'il a en Allemagne ou en Italie⁶ ». « La révolution à faire n'est ni la révolution collectiviste, ni la révolution fasciste, ni la révolution raciste⁷. » Le compte-rendu, paru dans *L'Action française*, d'une causerie donnée en novembre 1935 au théâtre du Vieux-Colombier devant l'auditoire des conférences Rive Gauche, sous la présidence de Jacques Bainville, montre que son message était d'ailleurs perçu sans ambiguïté : « Le conférencier, avec une lucidité très pénétrante, fait un exposé passionnant pour l'esprit, des idées fascistes

¹ Thierry Maulnier, « Rassemblements », in *1934*, 12 septembre 1934.

² Thierry Maulnier, « Conditions d'un réveil des jeunes Français, deuxième article », art. cit.

³ Thierry Maulnier, « Conditions d'un réveil des jeunes Français », art. cit.

⁴ Thierry Maulnier, « Le fascisme et son avenir en France », art. cit., p.24.

⁵ *Ibid.*, p.26.

⁶ Thierry Maulnier, « Où sont les réactionnaires ? », in *Le Rempart*, 18 juin 1933.

⁷ Thierry Maulnier, « Mission de la France », in *Le Rempart*, 20 juin 1933.

et des procédés que le fascisme emploie. Il les juge avec une clairvoyance admirable, pour montrer finalement que le fascisme n'est pas applicable à la France¹. » Il était sans doute nécessaire de porter ces phrases trop rarement citées au tribut de Thierry Maulnier.

¹ Anonyme, « Thierry Maulnier parle du fascisme sous la présidence de Jacques Bainville », in *L'Action française*, 24 novembre 1935.

Chapitre 11
Thierry Maulnier et l'étranger

Régulièrement, dans les années trente, pour affirmer les différences de la jeunesse française avec ses rivales totalitaires, Thierry Maulnier insiste sur le rôle et la mission de la France dans le monde, qui consistent à promouvoir une révolution aristocratique en sauvegardant des valeurs de civilisation méprisées partout ailleurs. « La nécessité d'un retour de la France à sa mission véritable est urgente, pense-t-il. A aucun prix, le réveil national français ne doit suivre les voies du réveil allemand, c'est-à-dire, par réaction contre le monde actuel diviniser ce que le monde actuel comporte de plus bas et de plus redoutable¹ ». Il n'en demeure pas moins que la France doit montrer le chemin aux autres révolutions nationalistes. Dès lors que la Jeune Droite et Thierry Maulnier affichent des intentions d'action internationales, il est pertinent d'examiner quels contacts et réseaux ils ont pu établir. Cette étude nous donne aussi l'occasion de creuser la nature réelle des liens qui ont pu être entretenus avec les jeunesses des régimes totalitaires, et d'approfondir encore la question du prétendu fascisme de Maulnier. Enfin, en poursuivant les travaux d'Olivier Dard sur le « maurrassisme hors de France² », à travers le cas particulier de l'un des principaux animateurs de la Jeune Droite, il s'agit d'analyser la réception des travaux de Thierry Maulnier, et les éventuels transferts culturels et politiques avec les pays qui font partie de la zone de rayonnement du mouvement maurrassien.

Or il faut reconnaître qu'il y a loin des intentions à la réalité. La Jeune Droite demeure un phénomène très français, voire francophone, avec une pénétration marginale dans les pays de langue étrangère. Les œuvres de Thierry Maulnier sont commentées à l'étranger – beaucoup moins cependant dans les années 30 qu'après la Seconde Guerre mondiale – mais elles ne nourrissent aucun mouvement politique hors de France. Nous avons vu du reste ce qu'il en était en France même. Sa mauvaise connaissance des langues étrangères n'a pas dû non plus lui faciliter les choses. Malgré tout, les relations avec l'étranger existent et méritent quelques commentaires.

¹ Thierry Maulnier, « Les nouveaux mythes germaniques », art. cit., p.205.

² Olivier Dard, « Existe-t-il une "Jeune Droite" dans l'Europe des années trente ? », in Olivier Dard et Etienne Deschamps (dir.), *Les relèves en Europe d'un après-guerre à l'autre. Racines, réseaux, projets et postérités*, Berne, Peter Lang, 2005, pp.21-52 ; Olivier Dard, « Etat des lieux et perspectives du maurrassisme hors de France », Etudes réunies par Olivier Dard et Michel Grunewald, *Charles Maurras et l'étranger. L'étranger et Charles Maurras*, op. cit., pp.29-55 ; Olivier Dard, « De la rue de Rome au Canada français : influence ou transferts », in *Mens*, volume 8, n°1, automne 2007, pp.7-66.

Sans mépris, sans crainte

Tel est le mot d'ordre que lance Maulnier face à la jeunesse allemande. Pour être crédible, la France doit absolument abandonner l'attitude moralisante qui domine ses relations diplomatiques et intellectuelles avec les fascismes, et tout particulièrement avec l'Allemagne nationale-socialiste. Les Français doivent donc se garder de juger le régime intérieur de leurs voisins et ne s'opposer à eux que dans la mesure où ils représentent une menace pour la sécurité de leur pays. La jeunesse française ne doit par conséquent pas être dupe : l'Allemagne était et reste son ennemi, quel que soit son régime politique. « Ils s'affirment nos ennemis. Faisons leur l'honneur de les considérer comme tels¹ », déclare-t-il. Plus ouverte que l'Action française qui n'y voit qu'une résurgence de l'Allemagne éternelle, la Jeune Droite discerne immédiatement le caractère nouveau de la révolution allemande et en mesure immédiatement et sérieusement les risques. C'est la raison pour laquelle Maulnier considère que « le visage de tels adversaires doit être examiné sans mépris et sans crainte, comme on mesure l'adversaire sur le terrain, virilement² ». Les Français ne doivent pas faire preuve de mépris envers l'Allemagne, pas plus qu'envers les jeunes des autres régimes totalitaires car, au fond, pense Maulnier, « des jeunes militants du parti communiste russe, nous n'hésitons pas une seconde à dire, comme des jeunes militants du parti fasciste ou du parti national-socialiste, que certaines de leurs vertus nous paraissent infiniment enviabiles, et qu'ils mettent en œuvre, dans la souffrance, la privation, l'effort, certaines qualités humaines que la jeunesse française a encore à retrouver³ ». Même si leur révolution ne mérite pas d'être imitée, les jeunes totalitaires ont au moins l'avantage sur leur rivale française d'avoir su réagir à la crise du monde moderne, en puisant leur énergie dans des valeurs et des qualités qui possèdent, pour Maulnier, une grandeur évidente⁴. Il s'empresse néanmoins d'ajouter

¹ Introduction de Thierry Maulnier à Arthur Moeller van den Bruck, *Le Troisième Reich*, op. cit., p. 10.

² *Ibid.*, p.15.

³ Thierry Maulnier, « Un homme nouveau naît-il en Russie », art. cit., p.493.

⁴ Le reste de la Jeune Droite a une position identique en face de l'Italie fasciste et du régime nazi. Ainsi de Jean-Pierre Maxence : « Que la jeunesse allemande d'aujourd'hui se reconnaisse et s'affirme une mission : c'est son droit et une preuve de sa vitalité – nous avons nous-mêmes une mission, et elle est révolutionnaire. Dans la

qu'« il n'est pas moins incontestable, par contre, qu'il répugne à la culture et à la civilisation française de se soumettre à cet ordre et à ce genre de grandeur¹ ». Pas de mépris donc, car il y a plus à apprendre qu'à critiquer. Mais pas de crainte non plus, car il est naturel que l'Allemagne s'efforce de reprendre en main un destin qui lui a échappé depuis le Traité de Versailles, et ses droits à conquérir des colonies valent les nôtres. En face du dynamisme et de la volonté mobilisés par la jeunesse allemande, il appartient à la France de défendre ses droits à vivre en tant que nation. Pour Thierry Maulnier, ces droits à vivre « valent ceux des autres peuples, et peuvent leur être supérieurs dans la mesure où nous sommes pourvus d'une tradition civilisée, et capables d'une mission civilisatrice exceptionnelle. Mais ces droits sont ce que nous les ferons, ils n'existent pas en dehors de notre capacité de les défendre, et, si nous renonçons à les défendre, il est normal qu'ils nous soient ravis² ». Sans mépris, sans crainte, Thierry Maulnier n'en conserve pas moins une vision antagonique des rapports franco-allemands. C'est la raison pour laquelle, dans l'attitude de la Jeune Droite et de Maulnier en face des expériences italienne et allemande, il est exagéré de déceler plus qu'une simple sensibilité au fascisme, dans les deux acceptions du mot sensibilité : intérêt et réaction. Pour s'en convaincre, il suffit d'examiner la nature des relations qu'a entretenues Thierry Maulnier avec les dirigeants du Troisième Reich. Autant dire que ces relations n'existent quasiment pas. Dans son ouvrage sur les « élites françaises dans les années 1930 », Annie Lacroix-Riz s'appuie sur une audition d'Otto Abetz à la fin de la guerre pour affirmer que Thierry Maulnier faisait partie des journalistes ou écrivains « connus ou intimes » de l'ancien ambassadeur du Troisième Reich en

mesure – et dans la seule mesure – où la mission que s'assigne la jeunesse allemande doit brimer, éliminer, asservir même notre avenir et notre être, l'être et l'avenir de notre pays, il convient de nous y opposer. (...) . Si nous souhaitons une révolution personaliste, dans notre pays, ce n'est point pour devenir les vassaux d'un autre. Que le germanisme opère en Allemagne ! (...) Mais qu'il n'espère rien de l'Europe ! rien de nous-mêmes ! (...) . Libres en Allemagne, que les jeunes hitlériens comprennent qu'ouverts aux nécessités humaines de ce temps, nous entendons rester libres en France. (...) . Au Troisième Reich allemand nous n'avons rien à opposer que le jeu normal d'intelligences qui peuvent diversement apprécier des faits. Au Troisième Reich pangermaniste, c'est pour nous une question de dignité, de justice et de loyauté, que les jeunes Allemands sachent que nous sommes prêts à opposer des poitrines, des canons, et des énergies non défaits. (...) . Il existe ici une jeunesse, et une jeunesse non point raciale, mais française, humaine ; non pas agressive, mais calme, non point abandonnée, mais résolue ». (Jean-Pierre Maxence, « Jeunesse française et jeunesse allemande », in *La Revue française*, n°4, 25 avril 1933, p.600).

¹ Robert Francis, Thierry Maulnier, Jean-Pierre Maxence, *Demain la France*, op. cit., p.58.

² Introduction de Thierry Maulnier à Arthur Moeller van den Bruck, *Le Troisième Reich*, op. cit., pp.13-14.

France¹. Au cours des années trente, les deux hommes se sont en effet rencontrés à quelques reprises sans nouer davantage de contacts dans les conférences *Rive Gauche*, animées par Henri Jamet dont Abetz était apparemment un familier². Les archives de Thierry Maulnier ne contiennent aucune trace de contacts précis avec Otto Abetz, en dehors d'une rencontre quelques mois avant la Seconde Guerre mondiale, que nous serons amenés à évoquer en détail plus loin³. En dehors de cela, il n'existe que deux preuves de rencontres réelles avec des dirigeants du Troisième Reich. La première est une lettre émanant du Stabsführer Karl Nabersberg, directeur de la section étranger de la Reichsjugendführung, et adressée à Thierry Maulnier à la suite de leur rencontre à Paris en 1934⁴. La Reichsjugendführung ou Direction de la jeunesse du Reich, quasi-ministère, est alors dirigée par Baldur von Schirach, qui concentre entre ses mains l'action de la jeunesse du Troisième Reich. Comme il est très brièvement mentionné dans cette lettre, Karl Nabersberg s'est en effet rendu à Paris pour donner une conférence, le 14 juin 1934, dans les locaux de l'École Normale Supérieure sous la présidence de Jules Romains, à laquelle Maulnier a sans doute assisté en tant qu'ancien élève⁵. C'est Bertrand de Jouvenel, qui a permis à Nabersberg de mettre un pied dans le milieu intellectuel parisien⁶. Cette prise de contact conduit Maulnier à donner une conférence à Berlin, le 31 mai 1935, sur la « Crise de l'humanisme »⁷ dans

¹ Annie Lacroix-Riz, *Le choix de la défaite. Les élites françaises dans les années 1930*, Paris, Armand Colin, 2006, pp.176-177. Cette liste, qui fait voisiner sans plus de précisions de simples connaissances et des intimes, comprend : « Jean Luchaire, Jacques Chabannes, Guy Crouzet, Robert Lange, Horace de Carbuccia, Philippe Lamour, Pertinax, Geneviève Tabouis, Wladimir d'Ormesson, Bertrand de Jouvenel, Jean Fontenoy, Alexandre Marc, Fernand de Brinon, Pierre Lazareff, Gabriel Monod, Marcel Bucard, Pierre Brossolette, Henri de Montherlant, Pierre Drieu la Rochelle, Louis Bertrand, Abel Bonnard, Henri Bordeaux, Pierre Benoît, Jules Romains, Alphonse de Châteaubriant, Jean Giraudoux, Benoist-Méchin, Saint-Exupéry, André Germain, Alfred Fabre-Luce, Pierre (sic) Brasillach, Thierry Maulnier ».

² Ce que confirme une lettre d'Otto Abetz retrouvée dans les archives de Thierry Maulnier, la seule, adressée à son « cher ami » Henri Jamet pour lui signaler son absence à l'occasion d'une conférence de Léni Riefenstahl programmée le 27 janvier 1938 dans le cadre des conférences *Rive Gauche*. (Lettre d'Otto Abetz à Henri Jamet, à l'entête de la Deutsch-Französische Gesellschaft datée du 24 janvier 1938, Fonds privé Thierry Talagrand).

³ L'ouvrage de Barbara Lambauer sur Otto Abetz ne mentionne pas une seule fois le nom de Thierry Maulnier : Barbara Lambauer, *Otto Abetz et les Français ou l'envers de la Collaboration*, Paris, Fayard, 2001, 895 p.

⁴ Dans sa lettre, Nabersberg déclare avoir eu l'extrême plaisir de parler à Thierry Maulnier à Paris. Il dit avoir l'espoir que sa visite a contribué au rapprochement de la jeunesse franco-allemande. Il adresse par ailleurs à Maulnier l'ouvrage de l'un de ses collaborateurs, Heiss, avec l'espoir qu'il lui donnera un aperçu de la nouvelle Allemagne : « Ich hatte das ausserordentliche Vergnügen, Sie in Paris zu sprechen. Ich habe die Hoffnung, dass mein Besuch zur Verständigung der Deutsch-französischen Jugend beigetragen hat... ». (Lettre de Carl Nabersberg à Thierry Maulnier, datée du 6 juillet 1934, Fonds privé Thierry Talagrand).

⁵ Annie Lacroix-Riz, *Le choix de la défaite. Les élites françaises dans les années 1930*, op. cit., p.172.

⁶ Olivier Dard, *Bertrand de Jouvenel*, op. cit., p.116.

⁷ Sur cette conférence, dont le texte en Français figure dans les archives du Fonds privé Thierry Talagrand, se reporter à : Hans-Wilhelm Eckert, *Konservative Revolution in Frankreich ? Die Nonkonformisten der Jeune*

l'ancien amphithéâtre de l'Université. C'est à la suite de ce voyage qu'il publie son article sur « les incertitudes du national socialisme » dans la *Revue Universelle* du 15 juin. Le titre de cette conférence destinée aux étudiants et autorités du régime démontre à lui seul le choix audacieux de l'auteur. Le texte est un compendium de la pensée développée par Maulnier depuis le début des années 1930. Le caractère officiel de la manifestation et la nécessité de contourner la censure ont fini par conférer un caractère fortement spiritualiste et abstrait à l'intervention de Maulnier, ce que le journaliste du *Berliner Tageblatt*, Karl Korn, a défini comme un certain « flou spirituel¹ ». Mais ce parti-pris s'explique aussi sans doute par la volonté d'attirer l'attention de l'auditoire sur l'un des éléments qui font précisément défaut à la révolution nationale-socialiste d'après la Jeune Droite et Maulnier : la défense de l'intelligence, de l'esprit et des valeurs humanistes, au premier rang desquelles il faut ranger le rationalisme. Depuis le début des années trente, Maulnier accuse en effet les nationaux-socialistes de porter atteinte à la civilisation par la préférence qu'ils affichent pour l'irrationalisme et les nouveaux mythes collectifs. Cette conférence est donc l'occasion pour lui d'enjoindre les jeunesses allemande et française à collaborer à la naissance d'une nouvelle notion de l'homme, c'est-à-dire d'un « humanisme nouveau », adapté aux circonstances historiques. Les expériences totalitaires européennes ont, pour Maulnier, commencé à remettre en jeu les principes mêmes de l'humanisme, afin de donner un nouveau sens à sa destinée. « Si différents à tous points de vue, explique-t-il à son auditoire, le fascisme italien, le national-socialisme allemand, le collectivisme marxiste peuvent être rapprochés du moins en ce qu'ils prétendent proposer aux hommes beaucoup plus qu'une amélioration de leur sort matériel ; un nouveau sens donné à l'effort, au travail aux disciplines collectives ; beaucoup plus qu'une vie meilleure ; une nouvelle raison de vivre². » Il leur appartenait dès lors de veiller à ce que le sens de ces révolutions ne soit pas dénaturé par des tendances matérialistes à l'avilissement de l'esprit, susceptibles d'anéantir la civilisation européenne. « C'est en somme du destin de l'humanisme, affirme-t-il, c'est

Droite und des Ordre Nouveau in der Krise der 30er Jahre, München, Oldenbourg, Institut für Zeitgeschichte, 2000, pp.117-119.

¹ Hans-Wilhelm Eckert, *Konservative Revolution in Frankreich ? Die Nonkonformisten der Jeune Droite und des Ordre Nouveau in der Krise der 30er Jahre*, op. cit., p.118.

² Conférence de Thierry Maulnier à l'université de Berlin, 31 mai 1935, p.2. Fonds privé Thierry Talagrand.

de la figure que nous donnerons à cet humanisme que dépend l'avenir de l'Europe elle-même, notre avenir¹. » Cette figure doit combiner des éléments propres aux philosophies française et allemande. « Il faut que l'intelligence reconnaisse et rende leur place imminente aux valeurs du sol, du sang, de la vitalité : mais leur reconnaître leur place, ce n'est pas renoncer et reculer devant elles, c'est au contraire en tenir compte, c'est-à-dire les ordonner, les contrôler et les régir². » Par son injonction à faire renaître l'humanisme occidental, c'est un idéal de révolution nationaliste « à la française », que Maulnier pose comme base pour une éventuelle entente entre les deux pays. Il le dit d'ailleurs dans un paragraphe écrit de manière à ménager son auditoire, mais qui ne laisse aucun doute sur ses intentions : « C'est ici que les habitudes d'esprit de votre race, autant que celles de la nôtre, peuvent apporter les unes et les autres une contribution égale, et également importante, à l'édification d'un nouvel humanisme. Puisque cet humanisme ne trouvera sa valeur, son sens, sa justification qu'autant qu'il se fondera sur les principes réels et sûrs auxquels attache tant d'importance la culture française éprise de vérités objectives ; puisque d'autre part il ne pourra s'imposer au monde que s'il comporte une vertu active, une puissance d'affirmation et une efficacité, cet humanisme a besoin également des vertus philosophiques (...) dont la France et l'Allemagne ont de préférence maintenu le culte : notre culte de la vérité, votre culte de la vitalité³. » Malgré toutes les précautions d'usage, malgré l'absence de critique du racisme, ce discours n'était pas particulièrement favorable au régime nazi et la proposition de Maulnier ne pouvait évidemment pas servir de fondement à un rapprochement franco-allemand. Cet épisode infirme une fois de plus la thèse d'un Maulnier fasciste ou nazi, sauf à considérer qu'il s'est fait le héraut dans les années trente d'une sorte d'humanisme fasciste, ce qui n'a aucun sens⁴ si l'on considère que le

¹ Conférence de Thierry Maulnier à l'université de Berlin, art. cit., p.9.

² *Ibid.*, p.15.

³ *Ibid.*, p.11.

⁴ C'est précisément la raison pour laquelle il nous semble plus approprié d'utiliser l'expression d'humanisme viril qui cible bien les valeurs ou les vertus que Maulnier a pu apprécier dans le fascisme. Ce que Maulnier regarde avec bienveillance dans les jeunesse fascistes, autant que communistes, c'est leur vitalité et leur foi dans l'avenir, pas la doctrine au nom de laquelle elles mobilisent leurs énergies : « Il est impossible de découvrir en France, à l'heure qu'il est, un enthousiasme, une foi, une espérance constructive analogues à celles qui animent les jeunesse d'Allemagne, d'Italie et de Russie. La raison en est, d'une part, dans le manque de cohésion doctrinale, dans la défiance à l'égard des idées et des sacrifices que toute idée exige ; la raison en est aussi dans une extrême passivité ». (Thierry Maulnier, « Réponse à une enquête sur la jeunesse française devant l'Allemagne », in *La Revue du Siècle*, n°2, mai 1933, p. 11).

totalitarisme est un élément essentiel de la définition du fascisme, pour décrire son organisation politique et sa culture. Il reste cependant de cette conférence qu'il est allé défendre les valeurs de l'humanisme français en Allemagne devant un auditoire nazi, ce qui était loin d'être commun à l'époque, y compris chez les intellectuels antifascistes les plus courageux.

Dans l'aire francophone

Avant d'aborder les contacts avec l'aire francophone, il convient d'évoquer les relations qu'a pu entretenir Maulnier dans un certain nombre de pays d'Europe n'en faisant pas partie. Le cas de l'Italie est particulièrement aisé à traiter, car il ne semble pas que Maulnier y ait eu des relations privilégiées. Dans sa correspondance figurent quelques lettres d'Amédéo Landini, conseiller spécial à l'Ambassade d'Italie en France, « en réalité chef de la police italienne à Paris¹ », d'après *Les documents politiques, diplomatiques et financiers* de Roger Mennevée. Mais ces lettres ne concernent que des remerciements pour des envois d'ouvrages, *Demain la France* et surtout *Nietzsche*, dont Maulnier lui avait transmis un exemplaire destiné à Mussolini. Thierry Maulnier n'a, semble-t-il, pas participé à la rencontre organisée à Rome en 1935 à l'invitation de l'Institut de culture fasciste, entre les nouvelles relèves françaises et la jeunesse italienne sur la question du corporatisme. Les coupures de presse ne mentionnent pas sa présence, alors qu'il aurait apparemment bien dû faire partie du voyage, selon les indications fournies par un courrier de Robert Aron², du groupe de *L'Ordre Nouveau*. C'est en effet Jean de Fabrègues qui représentait le *Groupe du XXe siècle*. Enfin, Thierry Maulnier ne montre pas pour l'Italie fasciste et son Duce l'attrance particulière de certains rédacteurs de *Combat* comme Pierre

¹ « La France et le fascisme européen », in *Les Documents politiques, diplomatiques et financiers*, janvier 1930, p.18.

² Dans sa lettre datée du 15 mai 1935, Robert Aron écrit : « Le départ pour Rome est définitivement fixé à samedi soir. Voudriez-vous me téléphoner (...) pour que je vous indique toutes les modalités ». Ce qui laisse donc penser que Thierry Maulnier était prévu dans ce déplacement.

Andreu et surtout, André Monconduit, dont les premiers articles sur le fascisme célébraient les vertus de l'expérience italienne¹.

Le constat est identique pour l'Espagne et le Portugal, avec lesquels Thierry Maulnier ne semble pas avoir lié de contacts dans les milieux nationalistes. Le Général Franco et José Antonio Primo de Rivera l'intéressent moins que les répercussions internationales de la Guerre d'Espagne. Au sein de la Jeune Droite, ce sont d'abord Robert Brasillach et Maurice Bardèche qui se passionnent pour ces deux hommes et finissent par écrire ensemble une *Histoire de la Guerre d'Espagne*². Il est plus étonnant par contre que Maulnier n'ait pas cherché à créer de réels contacts avec le Portugal, en raison de la profonde sympathie, qu'il semble avoir ressentie pour Oliveira Salazar et son « Etat Nouveau ». C'est d'abord l'homme qu'apprécie Maulnier : un modeste économiste et universitaire qui, comparé aux autres dictateurs, déteste la foule et ne se montre jamais en public ; un pur intellectuel qui n'avait point de parti avant d'arriver au pouvoir et ne s'est par conséquent jamais compromis. « Il a, constate-t-il, dompté, assaini, fortifié ce peuple qui ne lui avait été donné ni par la fortune révolutionnaire, ni par le suffrage, ni par l'appel de l'opinion. Hitler, c'est peut-être la masse allemande. Salazar, c'est l'homme seulement³. » Les qualités que Maulnier attribue à Salazar dans son portrait, recouvrent en quelque sorte celles du monarque idéal. Equilibre, autorité : Salazar a rétabli l'autorité de l'Etat sans sombrer dans l'étatisme, il a instauré une dictature sans imposer un régime totalitaire avec parti unique. Il s'est enfin placé au-dessus de tous les intérêts en détruisant en même temps le libéralisme politique et le libéralisme économique. Ce qui caractérise Salazar, c'est sa tranquillité : « Tranquillité tout pénétrée (...) de la gravité des circonstances et d'une affection attentive pour un peuple qu'il faut sauver et refaire ; tranquillité d'un esprit qui paraît toujours supérieur aux circonstances, qui triomphe avec la même aisance des difficultés de l'événement et des pièges de la raison, qui goûte volontiers les extrêmes⁴. » Dans son action enfin, le dictateur a accordé la priorité à la reconstruction politique sur l'économie ; et dans cette tâche il a su privilégier le respect des valeurs essentielles de la civilisation

¹ André Monconduit, « Qu'est-ce que le fascisme ? », in *Combat*, juin 1937 ; « L'organisation corporative italienne », in *Combat*, novembre 1937 ; « Syndicats et corporations fascistes », in *Combat*, janvier 1938.

² Robert Brasillach et Maurice Bardèche, *Histoire de la Guerre d'Espagne*, Paris, Plon, 1939, 442 p.

³ Thierry Maulnier, « Salazar », in *La Revue Universelle*, 1^{er} février 1937, p.431.

⁴ Thierry Maulnier, « Les paroles de Salazar », in *La Revue Universelle*, 15 mai 1937, p.497.

européenne. S'il fallait, pour Maulnier, donner un modèle aux Français, ce serait donc l'expérience portugaise, « parce qu'elle est un exemple presque unique de révolution nationale non "totalitaire", et qu'à ce titre, les Français, dont on sait la répugnance pour les régimes totalitaires, doivent s'intéresser particulièrement à un régime assez proche, semble-t-il, de celui qu'ils pourront établir chez eux, s'ils doivent un jour, bon gré mal gré, passer par une ère de dictature¹. » Et Maulnier conclut sur l'inspiration française de Salazar qui lève toutes les réserves sur une possible imitation du modèle salazariste : « l'œuvre de Salazar, moins grandiose peut-être, moins spectaculaire que certaines autres, a le mérite de n'avoir jamais perdu de vue les grands principes directeurs. Ces principes sont français. En imitant Salazar dans le soin qu'il a eu de les préserver, nous ne ferons que nous imiter nous-mêmes². » Au moment même où les animateurs de la Jeune Droite semblent, pour quelques mois seulement, succomber à ce que Nicolas Kessler a identifié comme des « tentations fascistes³ » avant un rapide retour à la raison, Thierry Maulnier, lui, admire le régime salazariste, que les historiens contemporains classent désormais parmi les régimes autoritaires⁴, et non fascistes. Même s'il est facile de comprendre ses raisons – Salazar a tout du monarque que voudraient instaurer Maulnier et l'Action française – ce choix ne laisse cependant pas d'étonner quand on examine le projet politique du dictateur portugais. « La matrice culturelle du régime de Salazar fut un nationalisme exacerbé de légitimation historique, fondé sur le corporatisme et la négation traditionaliste des valeurs républicaines et libérales, ainsi que sur la revitalisation des valeurs du catholicisme intégriste comme variable restauratrice⁵. » De sorte qu'il y a évidemment des points de convergence avec le maurrassisme et les principes défendus globalement par Maulnier. Mais si l'on prend en compte le courant politique incarné par Salazar, qui était avant tout un intellectuel ultra-conservateur et catholique traditionaliste, son idéologie n'avait donc a priori rien pour plaire à Maulnier. Encore une fois, pour comprendre ce

¹ Thierry Maulnier, « Salazar », art. cit., p.430.

² *Ibid.*, p.434.

³ Nicolas Kessler, *Histoire politique de la Jeune Droite (1929-1942)*, op. cit., pp.388-400.

⁴ Pour une typologie des régimes autoritaires par rapport aux régimes totalitaires, se reporter à Juan José Linz, *Régimes totalitaires et autoritaires*, Paris, Armand Colin, 2006, 407 p.

⁵ Antonio Costa Pinto, « Le salazarisme et le fascisme européen », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°62, avril-juin 1999, pp.15-25.

paradoxe, il est probable que ce soit en l'homme surtout, dictateur réservé et intellectuel austère, plus qu'en ses idées, que Maulnier se soit retrouvé.

Avec le cas de la Hongrie, et plus précisément des animateurs de la *Nouvelle Revue de Hongrie*, Georges Ottlik et Joseph Balog, nous sommes en face d'une amorce de rapprochement avec la Jeune Droite qui émanait de l'étranger. Il semble bien que l'objectif des Hongrois était alors de gagner un certain nombre d'intellectuels français, notamment dans les milieux maurrassiens et non-conformistes, à la cause hongroise, et plus précisément au révisionnisme des aspects jugés injustes du Traité de Trianon. Comme l'écrit Henri de Montety dans sa thèse, la *Nouvelle Revue de Hongrie* « se proposait volontiers comme carrefour des jeunes Français mécontents, dans l'espoir de consolider la question hongroise comme point d'ancrage de leur révolte. La technique des services de propagande hongrois était consommée : invitation à Budapest pour y tenir une conférence devant un public trié, visite plus ou moins approfondie du pays, audiences plus ou moins prestigieuses et, finalement, mise en contact avec la *NRH* pour mettre en place collaboration¹. » Mais c'est surtout le groupe de *L'Ordre Nouveau*, dont l'un des animateurs René Dupuis était le correspondant parisien de la *NRH*, qui bénéficia de cette exposition internationale offerte par la revue. Daniel-Rops y publie régulièrement des articles jusqu'en 1935. Du côté de la Jeune Droite, Thierry Maulnier et Jean-Pierre Maxence donnent chacun une collaboration à la revue en 1932 et 1935². En août 1932, René Dupuis suggère à Alexandre Marc, qui devait publier un article sur le prolétariat dans le numéro d'octobre ou de novembre, de passer en même temps, « en contrepoids pour ainsi dire, un papier d'un jeune d'extrême-droite », et il lui propose de « tâter le terrain du côté Maxence, Fabrègues, ou Thierry Maulnier ; il y aurait un joli coup à faire : un article anticapitaliste émanant de l'extrême-droite ! Du coup la Hongrie tout entière croirait que la révolution est faite en France³. » C'est donc René Dupuis qui amène Thierry Maulnier à collaborer dans une *Nouvelle Revue de*

¹ Henri de Montety, *La Nouvelle Revue de Hongrie et ses amis français (1932-1944)*, op. cit., p.292.

² Thierry Maulnier, « Jeune Droite », art. cit. ; Jean-Pierre Maxence, « Laissera-t-on périr l'Occident ? Après un voyage », in *La Nouvelle Revue de Hongrie*, mars 1935, pp.233-238.

³ Lettre de René Dupuis à Alexandre Marc, citée par Christian Roy, « *Ordre Nouveau*, la Hongrie et les Pays-Bas durant les années trente », in Olivier Dard et Etienne Deschamps (dir.), *Les relèves en Europe d'un après-guerre à l'autre. Racines, réseaux, projets et postérités*, op. cit., p.237.

Hongrie qui y trouve elle-même un intérêt dans sa stratégie de séduction des intellectuels non-conformistes. Dans son article, Maulnier se contente de définir la Jeune Droite et ses ambitions, tandis que, trois ans plus tard, Jean-Pierre Maxence revenant d'un voyage en Hongrie, « fit, comme le précise Henri de Montety, un réel effort de réflexion sur la situation hongroise, dans le but de saisir les points de rencontre entre la cause hongroise et les buts de non-conformistes¹. » Il y critiquait en effet le visage de l'Europe née du règlement des conflits de la Première Guerre mondiale, « naïvement tracée par des vieillards au service d'une universelle maçonnerie² ». Mais entre ces deux moments, et après la collaboration de Maxence, rien ne se passe. Il était question que Maulnier vienne donner une conférence à Budapest pour l'Alliance française, dans le cadre d'un programme annuel comprenant, entre autres, Daniel-Rops et Gabriel Marcel, mais le projet n'aboutit jamais. La question hongroise n'intéressait pas particulièrement la Jeune Droite, qui conservait une vision identique à celle de l'Action française sur le sujet, en considérant que le démantèlement de l'empire des Habsbourg avait été une erreur. Puis à partir de 1936, et l'évolution de la situation politique, les auteurs non-conformistes disparaissent de la *NRH*.

Pour ce qui concerne les cas suisse et belge, les réseaux et contacts sont encore une fois très sommaires. C'est surtout après la guerre, même s'il commence à donner quelques articles à la *Gazette de Lausanne* pendant l'Occupation, que Maulnier devient un auteur reconnu en suisse. Il collabore alors à la *Tribune de Genève* et à la *Gazette de Lausanne*, tandis que ses ouvrages sont régulièrement commentés dans la presse suisse, dans les colonnes de ces deux journaux, ainsi que dans le *Nouveau quotidien* et le *Journal de Genève*. Sa participation aux Rencontres internationales de Genève, en 1948 pour un débat sur l'art contemporain, a également contribué à sa notoriété en Suisse. Dans les années trente, ce sont essentiellement ses ouvrages de critique littéraire sur Nietzsche et Racine qui lui valent des articles dans la presse suisse. Bien que les contacts soient très ténus avec les jeunes relèves suisses, les

¹ Henri de Montety, *La Nouvelle Revue de Hongrie et ses amis français (1932-1944)*, op. cit., p.320.

² Jean-Pierre Maxence, cité par Henri de Montety, *Ibid.*

responsables de la Ligue vaudoise rattachent cependant le sens de leur combat à celui de Maulnier. « Quoi que (sic) étrangers à la France, nous sentons que, du combat que vous menez, dépend en définitive le sort de notre civilisation. Permettez-moi de vous dire (...), très simplement, notre reconnaissance ; vous défendez magnifiquement des idées qui nous sont chères. Dans la sphère limitée qui est la nôtre, nous cherchons aussi à remettre en honneur certaines distinctions, à restaurer certaines valeurs aujourd'hui méconnues¹ », lui écrit ainsi Marc Chapuis, l'un des responsables des *Cahiers de la renaissance vaudoise*, publiés par l'association nationaliste vaudoise Ordre et Tradition. Cette association, dont Marcel Regamey est le meneur, a été créée en 1926 à Lausanne.

En Belgique, pays où vit une partie de sa famille, Thierry Maulnier a établi quelques contacts au sein des nouvelles relèves belges, qu'il serait exagéré de définir comme de véritables réseaux où il aurait exercé une influence. Ses principales œuvres sont en tout cas connues et commentées dans ces milieux. Il participe ainsi, en avril 1933, au lancement de la *Revue réactionnaire*, dont Robert Poulet assure la direction, et qui cesse de paraître après dix numéros en 1935². Parmi ses contacts belges figure également Gilles Anthelme, écrivain et critique liégeois, maurassien, qui décrit Thierry Maulnier à ses lecteurs comme un intellectuel « qui fonde sur la révolution maurassienne – seule généreuse – sa conquête de l'homme, la ré-invention de sa dignité et de ses prérogatives³. » En Belgique toujours, un autre canal de réception de l'œuvre de Maulnier réside dans le mouvement rexiste. José Streel, journaliste militant au côté de Léon Degrelle, se montre ainsi critique envers la « position intellectualiste » que Maulnier développe dans *Au-delà du nationalisme* lorsqu'il dénonce la carence doctrinale et l'irrationalisme des mouvements néo-nationalistes : « cet irrationalisme ne satisfait pas M. Thierry Maulnier. Celui-ci est trop maurassien et trop français, c'est-à-dire trop cartésien pour s'accommoder d'une négation de la valeur de l'intelligence. Un peu laborieusement, il va s'efforcer de montrer l'importance pour un mouvement néo-nationaliste de préciser au plus tôt – non pas son programme qui est

¹ Lettre de Marc Chapuis à Thierry Maulnier, datée du 13 avril 1936. Fonds privé Thierry Talagrand.

² Voir Jean-Marie Delaunois, *Dans la mêlée du XXe siècle. Robert Poulet, le corps étranger*, Erpe, Editions de Krijger, 2003, p.80.

³ Gilles Anthelme, « Le 11 novembre, par le Général Weygand », in *La Presse*, 12 novembre 1932.

une machine électorale et dont le destin est d'être trahi – mais sa doctrine. (...). Le seul mouvement qui soit sorti d'un livre est l'**Action française**, développement dans le plan de l'action de l'**Enquête sur la monarchie** ; son échec relatif témoigne de la stérilité d'un intellectualisme trop rigide. Au contraire, l'histoire récente de l'Europe atteste la fécondité (...) de mouvements dépourvus d'un appareil impressionnant de syllogismes mais dominés par quelques intuitions puissantes, que l'effort de recherche doctrinale est venu dans la suite préciser progressivement jusqu'à l'heure des réalisations institutionnelles¹. »

Enfin, il convient d'examiner le cas du Canada français, où Olivier Dard a discerné un réel phénomène d'influence de l'Action française et d'imprégnation du maurrassisme dans les milieux nationalistes groulxistes². Il reste à voir ce qu'il en est de la Jeune Droite et plus précisément de Thierry Maulnier. Son nom est cité à plusieurs reprises au cours de la seconde moitié des années trente, dans la revue *L'Action nationale*, nouveau nom que prend en 1933 l'ancienne revue canadienne *L'Action française*, qui fut dirigée par l'abbé Lionel Groulx. Et il est significatif que l'auteur de *La crise est dans l'homme* soit mentionné dans un article sur « la désespérance des jeunes », preuve de l'efficacité, au Canada français comme en France, de la formule qui fit le succès du premier ouvrage de Maulnier³. En 1937, le fondateur des Jeune-Canada et futur directeur de *L'Action nationale*, André Laurendeau, donne à la revue le compte-rendu d'un entretien avec Thierry Maulnier, qui est présenté comme un « chef » de la Jeune Droite. Laurendeau est en effet arrivé en France en 1935 pour y poursuivre des études auprès d'André Siegfried et Jacques Maritain⁴. Il en profite pour rencontrer des responsables de mouvements politiques et des intellectuels, dont il relate les propos dans ses articles pour *L'Action nationale* et *Le Devoir*. A l'occasion de son séjour en France, il fait la connaissance, entre autres personnalités, de Daniel-Rops, Emmanuel

¹ José Streel, « Devons-nous savoir où nous allons ? », in *Rex*, 15 avril 1938.

² Olivier Dard, « De la rue de Rome au Canada français : influence ou transferts », art. cit.

³ Jean-Robert Bonnier, « Désespérance des jeunes », in *L'Action nationale*, 5 octobre 1935, p.127. On notera aussi que lorsque André Laurendeau présente Maulnier dans un entretien sur la Jeune Droite, il le décrit comme l'auteur de *La crise est dans l'homme* « qui remporta, on s'en souvient, un succès immédiat ; telle fut la bonne fortune de ce titre qu'il traînait jusque dans le vocabulaire de l'honorable Arthur Sauvé », homme politique québécois, chef du Parti conservateur du Québec. André Laurendeau, « Jeune Droite (Entretien avec Thierry Maulnier) », in *L'Action nationale*, 6 mars 1937, p.151.

⁴ Sur le séjour de Laurendeau, se reporter à : Yvan Lamonde, « André Laurendeau en Europe (1935-1937) : la recherche d'un nouvel ordre », in *Les Cahiers des dix*, n°61, 2007, pp.215-251 ; Denis Monière, *André Laurendeau et le destin d'un peuple*, Montréal, Québec/Amérique, Editeur, 1983, 347 p.

Mounier, Nicolas Berdiaeff, Georges Izard, Gaston Bergery, le Colonel de la Rocque, ainsi que Thierry Maulnier, Georges Blond et Robert Brasillach, qu'il décrit ainsi à son père après avoir assisté à une conférence du groupe *Combat* : « Assez intéressant. Il y a une chose qu'on ne saurait leur dénier : le courage. Ils naviguent à contre-courant. (...). Ils refusent les compromissions de la gauche ; leur jugement sur le capitalisme et les bourgeois est raide. Mais ils sont durs et intellectuels. Quelque chose d'eux me repousse. Ils sont lucides, mais peut-être leur manque-t-il d'aimer. Ou alors, ils aiment à la manière d'un intellectuel : plus un amour de tête qu'un amour de cœur¹. » La critique est intéressante, elle recoupe d'une certaine manière celle d'un José Strel, bien que leurs motivations soient totalement différentes. Cette impression fut manifestement confirmée une semaine plus tard, lorsque Laurendeau rencontre Maulnier au siège de *L'Action française* pour réaliser l'entretien paru dans *L'Action nationale*. Le portrait qu'il dresse de son interlocuteur, de « la violence concentrée qui est le propre de sa pensée et de son style² », sonne particulièrement juste et décrit bien la fureur renfermée, l'intellectualisme froid et le cynisme qui devaient caractériser le jeune intellectuel dans les années trente : « Chez Thierry Maulnier la roideur semble aggravée par ce qu'on a appelé son nietzschéisme (...); une dureté qui paraît méconnaître les valeurs de charité, un refus de certains messages du Christ (...), tension qui s'exprime dans une attitude volontariste d'où l'abstraction n'est point absente. (...). Jusqu'au moment où la franchise devient presque du cynisme, il monte de ces pages une leçon de force et de santé, l'homme y apparaît comme sûr de lui, conscient de sa robustesse, maître de son destin³. » On retrouve aussi aisément dans cet entretien quelques passages des articles de Thierry Maulnier, notamment celui sur « les conservateurs⁴ », paru dans *Combat*, dont le vigoureux réquisitoire contre le conservatisme de la part d'un intellectuel de droite, de même que les propos de son interlocuteur contre le capitalisme, semblent avoir profondément marqué André Laurendeau.

¹ Yvan Lamonde, « André Laurendeau en Europe (1935-1937) : la recherche d'un nouvel ordre », art. cit., pp.228-229.

² André Laurendeau, « Jeune Droite (Entretien avec Thierry Maulnier) », art. cit., p.151.

³ *Ibid.*, pp.153-154.

⁴ Thierry Maulnier, « Les conservateurs », art. cit.

Les écrivains et étudiants québécois de l'entre-deux-guerres ont été nombreux à séjourner en France et nouer des relations avec leurs homologues français. C'est encore le cas de Paul Péladeau, qui passe quelques mois en France au moment de la déclaration de guerre et en rapporte un ouvrage où il rend compte de la situation française au travers des témoignages des hommes politiques et intellectuels français qu'il a rencontrés, essentiellement dans les milieux nationalistes et d'Action française. Maurrassien lui-même, Péladeau dit avoir établi « une sincère et compréhensible amitié¹ » avec Thierry Maulnier, dont les propos forment la conclusion de son ouvrage. En 1940, Paul Péladeau renonce au projet qui l'avait conduit en France, visant à créer un magazine illustré semblable à *Paris-Match*, pour fonder avec André Dussault la maison d'édition Variétés, qui se consacre avant tout à la réédition des grandes œuvres de la littérature française. En même temps, il republie un certain nombre d'auteurs de la mouvance maurrassienne, parmi lesquels Maurras lui-même, Jacques Bainville, Léon Daudet, Kléber Haedens, ou encore Henry Bordeaux². Mais c'est surtout sur Jean-Marc Léger, encore trop jeune dans les années trente, mais qui commence à écrire au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, que Thierry Maulnier semble avoir exercé une influence durable. Journaliste et éditorialiste à *La Presse* et au *Devoir*, il fut aussi un collaborateur permanent de la revue *L'Action nationale*. Après une riche carrière qui l'a conduit à exercer les fonctions de délégué général du Québec à Bruxelles, sous-ministre adjoint aux ministères de l'éducation nationale puis des relations internationales du Québec, il a terminé sa carrière comme directeur de la Fondation Lionel Groulx, de 1989 à 1998. Des citations de Thierry Maulnier apparaissent dans ses articles, tout au long de sa vie, et l'un de ses premiers textes pour *L'Action nationale* est une réflexion sur le nationalisme à partir du célèbre ouvrage de Maulnier, *Au-delà du nationalisme*, paru dix ans plus tôt. Il y vante la démarche de Maulnier pour construire une doctrine au nationalisme, et créer un « nationalisme humaniste qui redonne à la nation la maîtrise de son destin et à la classe ouvrière sa place entière dans la société³ ». « Je m'étonne, affirme-t-il, que ce

¹ Paul Péladeau, *On disait en France*, Montréal, Editions Variétés, 1941, p.213.

² Sur les éditions Variétés, se reporter à : Jacques Michon (dir.), *Histoire de l'édition littéraire au Québec au XX^e siècle. Volume 2. Le temps des éditeurs (1940-1959)*, Montréal, Fides, 2004, pp.42-47.

³ Jean-Marc Léger, « Urgence d'une doctrine nationale », in *L'Action nationale*, 12 mai 1948, p.268.

livre n'ait pas connu un plus grand retentissement : j'ai rarement goûté, pour moi, des pages d'une telle densité et d'une telle lucidité sur le problème qui nous intéresse. L'ouvrage était déjà de grande actualité en 1938 ; il me paraît l'être, maintenant, bien davantage à cette heure où les classes se préparent à un combat décisif, où la révolution semble le fait des hommes dits de gauche, la nation, le monopole de ceux qui se réclament de la droite¹. »

Ce tour d'horizon de la réception et des réseaux internationaux de Thierry Maulnier s'avère au final bien décevant pour un intellectuel et un courant qui ont souvent insisté sur la nécessité qui s'imposait à la France de retrouver l'audace, les admirations et les amitiés qui ont construit son rayonnement à travers les siècles. Il est difficile de discerner une influence ou des transferts culturels auprès d'un groupe particulier des jeunes relèves étrangères. En ce sens, les influences semblent généralement s'être exercées beaucoup plus sur des individus que sur des groupes. Dans les années trente, la notoriété internationale de Maulnier commence à se forger. Mais elle semble encore loin de celle qu'il a acquise après la Seconde Guerre mondiale. Il reste que ses œuvres sont commentées dans les milieux intellectuels, souvent non-conformistes, au moins en Belgique, Suisse, Allemagne, Hongrie et au Canada français. Pour être complet, il faudrait également mentionner l'Angleterre où les rédacteurs de la revue *Criterion* « qui réunira Outre-Manche les qualités de la *Nouvelle Revue Française* et de la *Revue Universelle*² », suivent et commentent avec intérêt les ouvrages de Thierry Maulnier³. En réalité, plusieurs indices – des demandes d'articles restées sans réponse, des

¹ *Ibid.*, p.266

² Michael Sutton, « Le maurrassisme de T.S. Eliot et le legs de T.E. Hume », Etudes réunies par Olivier Dard et Michel Grunewald, *Charles Maurras et l'étranger. L'étranger et Charles Maurras, op. cit.*, p.331. Pour une autre étude sur l'influence du maurrassisme Outre-Manche, se reporter au texte paru dans le même ouvrage de : Christophe Le Dréau, « L'Action française de Charles Maurras et les catholiques britanniques », pp.309-320

³ T.S. Eliot, à la suite de la parution de *La crise est dans l'homme* lui demande plusieurs fois des articles pour *The Criterion*. Devant l'absence de réponse de Maulnier, il essaie même de passer par Henri Massis pour établir un contact. (Lettres de T.S. Eliot datées du 30 novembre 1933 et du 20 mai 1936. Fonds privé Thierry Talagrand). Dans son courrier, T.S. Eliot, après avoir rappelé ses contacts avec Massis, lui explique que « *Le Criterion* a aussi publié (...) des choses de Maurras, de Maritain et d'autres auteurs français de premier rang. Ces noms que je viens de citer vous donneront aussi une idée des tendances politiques et sociologiques du *Criterion* ». Enfin, Maulnier est en contact avec Montgomery Beligion, qui rédige des articles sur son *Racine* pour le *Times Literary Supplement* et pour le *Criterion*. « Cela vous montrera qu'en Angleterre nous continuons à suivre vos travaux littéraires très attentivement ». (Lettre de Montgomery Beligion datée du 4 octobre 1935. Fonds privé Thierry Talagrand). On notera que la réception de Maulnier en Angleterre est essentiellement liée à ses œuvres littéraires, et son approche du classicisme. De plus, Maulnier est allé donner une conférence à l'université de Cambridge sur Racine en 1935.

courriers de relance... – laissent penser que Maulnier n'a pas accordé, dans les années trente à tout le moins, une réelle attention à la réception internationale de son œuvre.

DEUXIEME PARTIE

Dans la France
des années noires
(de Munich à la Libération)

Préambule

A la veille de la Seconde Guerre Mondiale, l'état de la Jeune Droite apparaît bien contrasté. Depuis 1936, elle dispose d'un laboratoire d'idées, la revue *Combat*, tirée à 2000 exemplaires environ par numéro, qui ne dispose pas d'une très grande audience, mais qui a le mérite de servir de point d'ancrage aux nouvelles relèves d'inspiration maurrassienne qui évoluent dans les parages de *L'Action française*. Grâce à *Combat*, les principaux fondateurs de la Jeune Droite, Jean-Pierre Maxence, Thierry Maulnier, Jean de Fabrègues, Robert Brasillach, René Vincent ou encore Robert Francis, ont réussi à attirer un certain nombre de jeunes gens qui espèrent se livrer, en dehors du mouvement monarchiste auquel ils appartiennent, à un travail de rénovation de la doctrine maurrassienne. Parmi eux figurent Jacques Laurent-Cély, François Gravier, Pierre Monnier, François Sentein, Louis Salleron, Serge Jeanneret, Kléber Haedens. Certains d'entre eux ont à peine 18 ans. Mais ils forment ensemble une belle brochette d'esprits frondeurs, qui n'a rien à envier aux plus âgés. Au sein de la Jeune Droite, la relève paraît donc déjà bien assurée. Pour dire le vrai, ils représentent même, à la veille de la guerre, le principal bataillon du groupe *Combat*. Dans ces années qui comportent leur part de tragédie, après les tentatives de révolutions ratées, les désespoirs engendrés par l'inaptitude des ligues et des partis nationalistes à faire cette révolution « aristocratique » et la fièvre de l'enrégimentement des intellectuels, les principaux fondateurs de la Jeune Droite semblent avoir perdu la foi commune qui les avait jetés dans la mêlée. Jean-Pierre Maxence, résigné, s'est réfugié dans l'écriture d'une *Histoire de dix ans*, pour prendre la mesure des dix années qui se sont écoulées entre 1927 et 1937. Robert Brasillach a emprunté un chemin de traverse en rejoignant l'équipe de *Je Suis Partout* fascinée par les jeunesse totalitaires allemande et italienne¹. Robert Francis s'est écarté des activités de la Jeune Droite. Il n'y a donc plus guère que Maulnier, Vincent et Fabrègues qui essaient encore de sauvegarder l'esprit, pour quelque temps encore. L'influence réelle de la Jeune Droite, à la veille de la guerre, après une décennie de combats pour refaire la France, est loin d'atteindre le niveau que lui prêtent aujourd'hui certains historiens ou politistes comme Zeev

¹ Sur *Je Suis Partout*, se reporter à : Pierre-Marie Dioudonnat, *Je Suis Partout 1930-1944. Les maurrassiens devant la tentation fasciste*, Paris, La Table Ronde, 1973, 472 p. ; Pierre-Marie Dioudonnat, *Les 700 rédacteurs de "Je Suis Partout" 1930-1944*, Paris, Sedopols, 1993, 110 p.

Sternhell¹ qui se laissent abuser par la camaraderie bruyante, la boulimie d'écriture et d'action qui constituent les ressorts du mouvement. Thierry Maulnier, de son côté, n'est plus le jeune débutant de *La Crise est dans l'homme*. Après un Grand prix de la critique pour son ouvrage sur *Racine*, après un Nietzsche salué par tous ses pairs, et une série d'essais politiques dans lesquels il se livre à un important travail de réinterprétation de la doctrine maurrassienne, Maulnier s'est construit une place de choix dans le monde des lettres. A *L'Action française*, les jeunes voient en lui un possible successeur de Maurras, qui se montre, soulignons le, aussi inapte à l'action révolutionnaire que son célèbre aîné. Pierre Monnier, qui a rejoint la Jeune Droite au moment de la fondation de *L'insurgé*, écrit dans ses souvenirs qu'il était « convaincu que, sans Thierry Maulnier, rien ne serait bâti de solide² ». « Je pensais fortement qu'il était le meilleur de sa génération³ » ajoute-t-il. Mais avec son caractère individualiste, volontiers paresseux, Maulnier n'était sans doute pas fait pour assumer, au delà de la camaraderie exaltée, ce rôle de meneur d'une Jeune Droite qui se cherche un chef tout au long des années trente, sans en trouver un seul à la hauteur ; si ce n'est Maurras, finalement, dont la fidélité et la continuité doctrinales constituent un point d'ancrage sûr en cette période de troubles.

A la fin des années trente, *Combat* ne se porte donc pas trop mal, avec une équipe renouvelée et un lectorat peu nombreux mais fidèle. Il a en tout cas la durée de vie la plus longue parmi toutes les revues lancées par la Jeune Droite. *Combat* constitue une référence pour les jeunes relèves d'inspiration maurrassienne, comme José Cabanis, qui rencontre pour la première fois Maulnier dans une conférence en province⁴, ou encore cet étudiant qui lui écrit en espérant que « bientôt *Combat* sera l'âme du vaste regroupement de ceux qui croient encore qu'un idéal français vaut la peine d'un combat⁵ ». Mais derrière une façade de vitalité, on sent percer une certaine résignation

¹ Zeev Sternhell, *Ni droite, ni gauche. L'idéologie fasciste en France*, op. cit.

² Pierre Monnier, *A l'ombre des grandes têtes molles*, op. cit., p.154.

³ *Ibid.*, p.154.

⁴ José Cabanis, *Discours de réception à l'Académie française*, prononcé en séance publique le 20 juin 1991, Paris, Palais de l'Institut, 1991, 45 p.

⁵ Lettre d'un lecteur français étudiant en Angleterre, adressée à Thierry Maulnier et datée du 1^{er} mars 1936. Fonds privé Thierry Talagrand. Il est intéressant de souligner que cet étudiant ne s'est pas trompé sur le sens du combat entrepris par Maulnier et son équipe.

chez les meneurs de la Jeune Droite, voire une certaine lassitude à attendre cette révolution nationale qui n'arrive jamais. Dans les colonnes de *Combat*, la Jeune Droite commence même à désespérer des Français qui semblent condamnés à être d'éternels dupes de l'histoire. Certains évoquent l'« abjection française », sans deviner où peut les conduire une telle fureur antifrançaise. Les années 1936 et 1937 expriment ainsi une vraie tension dans les idées politiques de Maulnier, entre l'aspiration vers une révolution « aristocratique » et la nécessité, bien exprimée dans *L'Insurgé*, de mobiliser les masses pour y parvenir, avec le risque inhérent de voir sombrer cette révolution dans un mouvement plébéen, démocratique, à l'image des fascismes. *Combat*, la revue intellectuelle et *L'Insurgé*, le journal qui se veut à la portée des masses, représentent les deux faces de l'action politique de la Jeune Droite au cours de ces années. La première est en phase avec l'état d'esprit réel de Maulnier, le second correspond à une impulsion, sans doute irraisonnée, qui ne dure d'ailleurs pas plus de 10 mois. Cette anecdote, rapportée par José Cabanis, illustre bien la véritable pensée de Maulnier : « L'un de nos camarades lui avait dit que sa revue était intéressante, mais que peut-être elle atteindrait un public plus vaste si son abord était plus facile, son contenu à la portée de lecteurs moins avertis. Thierry Maulnier répondit “Cela ne me paraît pas nécessaire”¹. » Le vrai Thierry Maulnier est dans ce propos qui n'a pas été démenti par les cinquante années de vie intellectuelle qui ont suivi, au cours desquelles il n'a jamais cherché à se mettre à la hauteur de ses lecteurs. Se plier aux exigences supposées de l'individu moyen, du lecteur moyen pour mieux le toucher, ne l'intéresse pas.

C'est que, pour Thierry Maulnier, les masses sont faites pour être conduites, et non pour conduire l'histoire. « Se confier aux fatalités du devenir historique, aux impulsions des masses, aux élans obscurs, c'est, affirme-t-il, renoncer par avance à la possibilité de toute civilisation véritable et de toute société ordonnée² ». Car au fond, les mouvements d'humeur des masses ne peuvent avoir pour ultime conséquence qu'une régression de l'état de la civilisation, dans l'archaïsme, la barbarie, ou encore l'anarchie, qui revient au même. Thierry Maulnier réintroduit ainsi dans l'histoire, le

¹ José Cabanis, *Discours de réception à l'Académie française*, op. cit.

² Thierry Maulnier, « L'Homme devant l'Histoire », in *L'Action française*, 4 juin 1936

rôle de l'homme, tout spécialement de l'intellectuel, et de la raison qu'il incarne dans la nature. De là en découle son rejet des doctrines qui s'appuient sur un dégoût de la raison pour agir, comme le fascisme. Il n'y a pas de déterminisme historique, pas de prédestination, ni de jeu de forces aveugles. L'histoire est une œuvre humaine, à laquelle chaque volonté individuelle participe. Elle est conduite par des hommes libres et conscients, et non par des Molochs collectifs qui imposent leur volonté à des individus consentant à l'esclavage. Ennemi de la fatalité, Maulnier considère qu'il appartient à l'homme de dessiner le cours de l'histoire, voire de le précipiter quand une nouvelle forme sociale se prépare à naître ; l'histoire « demande même, ajoute-t-il, qu'il lui soit fait violence, et c'est de ceux qui lui ont fait violence qu'elle retient les noms¹ ». C'est l'affirmation héroïque de l'individu contre les prétendues lois de l'histoire, contre les fatalités, que prône Maulnier. C'est, pour le dire plus simplement, la tragédie.

Tout au long des années trente, confrontés à une crise économique et sociale d'une ampleur sans précédent, les animateurs de la Jeune Droite insistent sur la nécessité préalable, avant toute autre mesure, d'abattre le régime démocratique au profit d'un Etat reposant sur l'autonomie du politique. Avec l'émergence des phénomènes fascistes et les menaces que fait peser le pangermanisme nazi sur les frontières de l'Europe née du Traité de Versailles, et tout particulièrement sur la France, il reste à examiner la position de Thierry Maulnier et de ses camarades sur les problèmes de politique internationale. Autant dire immédiatement que les regards ne changent pas. Devant la montée des périls extérieurs, tous s'accordent ainsi pour reconnaître que le problème français est d'abord intérieur. Jean-Pierre Maxence dénonce une France « épuisée de tant de sursauts, secouée de tant de colères vaines, brisée de tant d'espoirs déçus. Comme les grands malades, elle ne bouge, ne parle plus guère. Elle attend, pâle, lasse, lasse à faire peur. Les événements déferlent sur elle. Elle ne se dresse plus. Elle accepte. Elle accepte que Vienne soit allemande, elle accepte Munich comme elle accepte d'être mobilisée. (...). J'en sais qui devant cette paralysie éprouvent l'angoisse

¹ Thierry Maulnier, « L'Homme devant l'Histoire », art. cit.

des décadences... Peuple résigné, peuple mort !¹ », conclut-il avec un dégoût certain. La crise rhénane, Munich, les tensions régulières de l'année 1939, la Drôle de guerre et finalement la défaite, Vichy et la Collaboration sont autant d'occasions concrètes d'examiner le sens de la nation dont ces jeunes intellectuels se disaient imprégnés, ainsi que la solidité de leurs positions doctrinales. Durant la Première Guerre mondiale, l'Action française s'était ralliée à l'Union Sacrée. Dans la seconde moitié des années trente, la Jeune Droite, elle, ne veut pas entendre parler d'une Union Sacrée qu'elle considère comme une mystification, ayant pour but d'accorder un sursis à un régime jugé condamné. Pour Maulnier, l'Union Sacrée ne vise pas seulement à défendre l'intérêt de la nation, mais surtout celui « du personnel du régime lui-même et de gouvernants qui, à l'heure critique où leurs fautes pourraient apparaître en pleine lumière aux yeux de l'opinion, obtiennent des Français une sorte d'amnistie provisoire et font oublier leurs erreurs mêmes en appelant tous les Français à les réparer. (...). L'union sacrée fait face à l'envahisseur, mais le régime a préparé l'invasion ; (...) l'union sacrée groupe les Français devant le danger extérieur, mais les fautes du régime ont mené le pays au seuil de la guerre². » Il faut par conséquent comprendre que Thierry Maulnier est opposé à toute Union Sacrée, dès lors qu'elle consiste à masquer, par une union éphémère et factice, la décomposition du régime démocratique honni. C'est encore cette position, dangereuse dans une telle situation de périls extérieurs, qu'il défend quelques mois avant la crise tchécoslovaque en avril 1938 dans la revue *Combat*³.

Enfin, le second enjeu de cette période de troubles permanents, qui s'écoule entre 1938 et 1944, concerne l'Occupation. Aucune étude complète n'a encore été entreprise à ce jour sur l'attitude de Thierry Maulnier sous le régime de Vichy. Son seul biographe, Etienne de Montety⁴, ne s'étend pas sur cette période controversée de l'histoire et donne l'impression que Maulnier l'a traversée sans véritablement se compromettre. Or, l'examen de son parcours prouve qu'il a pris clairement parti pour le régime de

¹ Jean-Pierre Maxence, *Histoire de dix ans 1927-1937*, op. cit. p.365.

² Thierry Maulnier, « Union nationale », in *Courrier Royal*, 14 mars 1936.

³ Thierry Maulnier, « La mode est à l'Union Sacrée », in *Combat*, n°24, avril 1938.

⁴ Etienne de Montety, *Thierry Maulnier*, op. cit.

Vichy dès sa naissance, l'apogée de son engagement se situant en 1941. Sous l'Occupation, comme dans les années trente, Maulnier demeure un auteur prolifique. Sans tenir compte de ses chroniques militaires, il écrit plus de 350 articles et « Revues de la presse » dans *L'Action française*, plus d'une centaine pour le *Figaro* et une cinquantaine au moins pour la *Revue Universelle*. Ces textes donnent un aperçu fiable de la pensée de Thierry Maulnier à cette époque.

Mais cette période de l'Occupation revêt encore un intérêt particulier dans l'examen du parcours de Maulnier, car s'y manifestent quelques enjeux internes au réseau de sociabilité dans lequel il évolue. Il convient en effet de savoir si les accusations de trahison lancées dans les milieux d'Action française et parmi les anciens animateurs de la Jeune Droite, pendant et après la Seconde Guerre mondiale, sont ou non fondées. Par facilité, les commentateurs ont souvent résumé l'itinéraire de Maulnier en évoquant un tournant libéral, d'apparence très opportuniste, commencé après la Libération, et qui se présenterait en totale opposition avec l'idéologie maurrassienne qu'il avait adoptée dans les années trente. Les faits sont plus complexes et c'est ce qu'il s'agit de démontrer ici. Ils sont également liés à des évolutions importantes dans la vie privée de Maulnier.

Pour comprendre ce qui se joue au cours de ces années noires, entre l'immédiat avant-guerre, la défaite de la France et le régime de Vichy, il est indispensable de dresser au préalable un portrait très fin des idées de Maulnier et de la Jeune Droite en matière de politique extérieure, de 1938 jusqu'à la déclaration de guerre. Certaines tendances qui se dégagent dans ces dernières années de la décennie ont leur importance pour comprendre des évolutions ultérieures sous l'Occupation. Pourtant, il faut tout de suite souligner qu'il ne semble pas y avoir de règle en la matière. A partir de positions communes à la veille de la guerre, certains animateurs de la Jeune Droite se sont révélés vichystes, d'autres collaborationnistes ou tout contre le collaborationnisme, d'autres encore résistants. Ces positions évoluent aussi sous le régime de Vichy, elles ne sont pas figées dans le temps. Parmi les vichystes, il faut encore introduire des nuances entre ceux qui font de la Collaboration un élément essentiel de la Révolution nationale, ceux qui la supportent, et ceux comme Maulnier qui préfèrent ne pas en

entendre parler. A l'image des dirigeants du régime, les vichystes de la Jeune Droite se distinguent par certaines nuances non négligeables.

Tel est en tout cas l'intérêt d'une étude où le singulier offre une entrée dans le général et permet de saisir les caractéristiques du groupe. Force est de constater que les études manquent sur l'attitude de la Jeune Droite sous l'Occupation. Nicolas Kessler aborde rapidement le problème dans son *Histoire politique de la Jeune Droite*, mais il s'arrête à l'année 1942, parce qu'il y voit, avec raison, la fin de « l'éphémère résurgence de la Jeune Droite sous Vichy – un an grosso modo, de l'été 1941 à l'été 1942 », qui « apparaît à bien des égards comme une parenthèse dans un déclin depuis longtemps annoncé¹ ». A cette étude s'ajoute également l'ouvrage de Michel Bergès², qui s'illusionne beaucoup trop sur l'influence réelle de la Jeune Droite à l'intérieur du régime de Vichy. Car il faut garder à l'esprit, à l'évocation de ce courant idéologique, qu'il ne concerne jamais qu'une petite dizaine d'intellectuels, qui n'ont, au surplus, pas tous la même stature. L'accumulation de quelques noms au sein du pouvoir ne constitue pas forcément une influence ; à plus forte raison s'il n'y a pas de volonté organisée de peser, mais simplement un besoin d'assurer sa subsistance dans une période difficile. L'engagement au sein des organisations du régime de Vichy est certes soutenu par la conviction, mais il est aussi assurément opportuniste. Il faut encore citer l'ouvrage récent d'Antonin Guyader sur *La revue Idées*³, qui analyse par ce biais le destin de René Vincent et de quelques animateurs connus de la Jeune Droite, comme Jacques Laurent, François Gravier, François Sentein ou encore Louis Salleron par exemple. Car la revue *Idées* constitue l'un des pôles les plus importants de rassemblement des animateurs de la Jeune Droite sous l'Occupation.

Les attitudes de Maulnier et de ses camarades s'éclairent mutuellement lorsqu'elles font l'objet de comparaisons. Une fois encore, il est possible de vérifier que les animateurs de la Jeune Droite parlent tous le même langage, qui est le langage commun de la Révolution nationale, de l'époque. Mais derrière ces principes et ces

¹ Nicolas Kessler, *Histoire politique de la Jeune Droite (1929-1942). Une révolution conservatrice à la française*, op. cit., p.458.

² Michel Bergès, *Vichy contre Mounier. Les non-conformistes face aux années 40*, Paris, Economica, 1997, 406p.

³ Antonin Guyader, *La revue Idées 1941-1944*, Paris, L'Harmattan, 2006, 357 p.

mots, ils ne mettent pas toujours les mêmes significations. Tout se passe comme s'il y avait autant de Révolutions nationales que de doctrinaires sous le régime de Vichy. Ce qui explique aussi pourquoi la Révolution nationale a du mal à se mettre en œuvre et pourquoi elle sombre dans un verbalisme qui n'a que l'enthousiasme comme principal ressort. Il y a en réalité une base commune à chaque animateur de la Jeune Droite, à Maulnier comme à presque tous les autres, et que Maxence a résumée ainsi : « La France reste pour chaque Français la seule possibilité de vivre¹ ». « L'unité d'une nation est la seule condition essentielle de son maintien et de sa renaissance (...) ; il n'y a pas de possibilité de salut français en dehors de la France² ». Le premier mot d'ordre qu'ils ont tous à la bouche sous le régime de Vichy est ainsi, « Unité française d'abord ». Il faut maintenir l'unité contre les tentatives de division et les partis qui se disputent la France. A partir de là, toutes les nuances s'expriment, y compris celles qui finissent par trouver dans le soutien apporté à l'un des blocs en présence dans le conflit, un moyen de construire l'unité française.

Comparé à celui des autres animateurs de la Jeune Droite, l'itinéraire de Maulnier apparaît bien comme le plus singulier. Ce qui explique aussi l'isolement qui semble être son lot sous l'Occupation. Cette singularité débute dès le déclenchement de la guerre. Alors que beaucoup d'entre eux combattent pendant la Drôle de guerre, font l'expérience de la défaite sur le front et sont fait prisonniers, Maulnier vit les événements en journaliste. Démobilisé à cause de son handicap visuel, il fait la guerre dans ses chroniques militaires. Il est ainsi le seul, ou presque, à continuer à écrire pendant la Drôle de guerre et pendant les premiers balbutiements du nouveau régime à Vichy. Pendant toute l'année 1940 et pendant les tous premiers mois de 1941, seul Maulnier a la chance de s'exprimer. Il ne représente pas la Jeune Droite à lui tout seul, mais grâce à ses textes, le lecteur possède un moyen d'analyser ce que pense l'un des principaux animateurs de ce courant en 1940.

¹ Jean-Pierre Maxence, *L'Intelligence française devant l'action*, Paris, Centre Communautaire, 1942, p.37.

² *Ibid.*, p.39.

Chapitre 12
Face à la guerre

Comme tous les maurrassiens, Maulnier traverse les années trente avec le sentiment que la nation française court irrémédiablement vers son déclin. Affaiblie de l'intérieur par la démocratie, le libéralisme et le parlementarisme, qui auraient fini par corrompre le « pays réel », la France est également menacée de l'extérieur par l'Allemagne nazie et l'Union soviétique. Tout au long des années trente – et ce phénomène atteint son apogée avec la parution en 1937 de *L'Insurgé* – les animateurs de la Jeune Droite dénoncent la crise d'identité nationale qui déchire une société française figée dans la lutte des classes. Ils n'entrevoient qu'une solution à cette crise : une révolution qui réconcilierait le peuple – en particulier les masses ouvrières de plus en plus séduites par l'internationalisme d'inspiration marxiste – avec la nation. Il leur apparaît clairement que le sentiment partagé par tous les Français d'appartenir à une communauté de destin s'effrite. La Jeune Droite voit grandir chaque jour sur le sol français le danger d'un affrontement idéologique entre les deux totalitarismes, qui exercent leur séduction dans tous les camps. Ses animateurs dénoncent l'asservissement de l'intelligence et l'enrôlement des intellectuels dans le militantisme partisan, au nom d'une indépendance d'esprit et d'un « réalisme nouveau¹ » qu'ils adoptent comme lignes directrices, lors de la fondation de la revue *Combat*. Mais il n'est pas si facile de se soustraire à la bipolarisation à l'œuvre dans la vie politique française et la Jeune Droite, en dépit de ses intentions, n'échappe pas non plus à la règle. A la veille de la Conférence de Munich, le climat de confusion idéologique qui règne en France est réel. Il s'articule autour des images stéréotypées, et volontairement noircies, que chacun des deux camps opposés – droite et gauche ; anticommunisme et antifascisme – dresse de l'adversaire. De chaque côté, la diabolisation opère pour offrir aux Français un choix simple, pour ne pas dire simpliste, entre deux solutions opposées, mais tout aussi caricaturales. Comme l'a souligné Serge Bernstein, « la médiation idéologique caricature ainsi la nature des enjeux et, à bien des égards, détourne l'énergie des Français des vrais problèmes vers des mythes mobilisateurs qui ne sont que des images très déformées du réel. Les Don Quichotte des combats

¹ Le manifeste de *Combat* se termine en effet par ces lignes : « Le combat que l'on veut mener ici est le combat pour une synthèse nouvelle, pour une réconciliation de l'intelligence et du réel dans leur union nécessaire. (...) . Devant la faillite idéaliste et le péril matérialiste, il est temps de restaurer un réalisme nouveau », in *Combat*, n°1, 10 janvier 1936.

idéologiques des années trente courent sus aux moulins à vent et rompent des lances de carton pendant que les vrais problèmes demeurent. (...). Loin de toute réalité, le débat politique se déroule ainsi dans une ambiance de guerre idéologique, nourrie par l'antifascisme et l'anticommunisme (beaucoup plus que par le fascisme et le communisme¹). »

L'antifascisme sert en effet de ciment à la gauche contre une menace fasciste qu'elle s' imagine représentée aussi bien à l'intérieur du pays, avec les liges nationalistes, qu'à l'extérieur en Allemagne et en Italie². Thierry Maulnier et ses camarades sont ainsi régulièrement frappés d'anathème par les intellectuels de gauche, en se voyant attribuer le qualificatif de « fascistes », qui a de beau jour devant lui. Parallèlement, pour la droite et le centre, le facteur de rassemblement est l'anticommunisme, en raison de la menace révolutionnaire que feraient peser les partis de gauche considérés comme marxistes. « A la fin des années trente, antifascisme et anticommunisme servent ainsi à renouveler la terminologie des grands affrontements nationaux, à fournir ces clivages opératoires et réducteurs que les Français affectionnent, bref à renouveler la thématique de l'endémique guerre franco-française³ », confirme Serge Berstein. Cette guerre larvée entre Français occupe tout l'espace politique et masque en quelque sorte la montée des périls extérieurs. Plus exactement, la situation internationale est examinée à travers le prisme des passions hexagonales. A droite comme à gauche, lorsqu'il s'agit d'analyser le mal français, l'attention est focalisée sur la persistance d'un problème intérieur⁴, voire d'une cinquième colonne agissant au service de l'ennemi, plutôt que sur la menace représentée par les régimes fascistes ou totalitaires. La remarque vaut également pour Thierry Maulnier et ses acolytes de la Jeune Droite. Les sujets de politique étrangère sont certes régulièrement présents dans

¹ Serge Berstein, « L'affrontement simulé des années 1930 », in *Vingtième Siècle*, n°5, janvier-mars 1985, pp.51-52.

² Voir Gilles Vergnon, qui considère l'antifascisme comme un « mythe mobilisateur » (p.98) pour les gauches, tout particulièrement communiste, socialiste et syndicaliste ; in Gilles Vergnon, *L'antifascisme en France, de Mussolini à Le Pen*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2009, 234 p.

³ *Ibid.*, p.52.

⁴ A titre d'exemple, on peut citer ces deux phrases caractéristiques de la pensée de droite et de gauche. Jean Giraudoux, d'abord, qui écrit en 1939 : « On ne saurait trop le répéter : le problème français est un problème intérieur, non extérieur » ; et cette phrase quasi identique de Jean Guéhenno : « Le drame de la France d'aujourd'hui, ce n'est pas tout ce qui de l'extérieur la menace. Son péril, ce n'est pas l'existence de Monsieur le chancelier Hitler, de Monsieur Mussolini. Le mal est en elle-même ». Cités par Pierre Laborie, *L'Opinion française sous Vichy*, Paris, Editions du Seuil, 1990, p.166.

leurs écrits et ils deviennent prépondérants à partir du printemps 1938¹. Mais à chaque fois que l'équipe prend position sur la situation internationale, c'est d'abord pour dénoncer les faiblesses du régime, les erreurs stratégiques des gouvernements et les manipulations du « parti belliciste » qui doivent immanquablement conduire la France à la guerre. Autrement dit, le danger vient davantage de l'intérieur que de la volonté d'agression des régimes fascistes. La dénonciation de ceux qui préparent la guerre en France – volontairement ou non – se retrouvent dans la plupart des articles qui traitent de la situation internationale. « La guerre, la guerre que nous ferions, écrit Maulnier, (...) n'est pas seulement voulue par l'impérialisme révolutionnaire des Soviets ; elle est voulue, en France, par le parti de la Russie soviétique et ce parti ne comprend pas seulement les chefs communistes, mais aussi bon nombre de chefs socialistes, et aussi quelques gens de droite. (...). Il y a en France un parti de la guerre ; et ce parti tient le régime. C'est pourquoi les Français n'ont pas le choix. S'ils ne veulent pas se battre contre le régime, il faudra qu'ils se battent pour les Soviets, ce qui leur coûtera plus cher. Ou ils tueront le régime ou le régime les tuera. L'action révolutionnaire contre le régime ou la mort². »

L'une des initiatives du « parti de la guerre » – parti identifié notamment à Moscou – qui provoque la colère des animateurs de la Jeune Droite, est la signature du pacte franco-soviétique. Signé le 2 mai 1935 à Paris, ce traité qui mécontente fortement l'Allemagne, est ratifié par la Chambre des députés le 27 février 1936. *L'Action française* est, bien entendu, opposée à ce rapprochement franco-soviétique, par anticommunisme d'abord, et ensuite parce que ce pacte ne peut, selon elle, qu'attirer les foudres du Troisième Reich contre une France agressive et entraîner la remilitarisation de la Rhénanie par représailles. La jeune équipe de *Combat* va encore

¹ Parallèlement, la place réservée aux questions économiques et sociales, très importante dans les revues de la Jeune Droite jusqu'à la disparition de *L'Insurgé*, se réduit à mesure que la guerre approche. Ainsi disparaît progressivement ce qui faisait l'une des spécificités de la Jeune Droite par rapport à l'Action française, à savoir cette attention portée aux questions économiques et sociales, en même temps que le nécessaire changement de régime. En 1937, Thierry Maulnier décrivait de cette manière la position de la Jeune Droite par rapport au mouvement maurrassien : « *L'Action française*, née après la défaite de 1870, était hantée par les problèmes de politique extérieure, par l'idée des rapports avec l'Allemagne et d'une guerre possible. Aujourd'hui, certes, nous ne nous désintéressons point du péril extérieur ; mais la question sociale, qui pouvait alors être remise à plus tard, se trouve aujourd'hui sur le plan de l'immédiat. Il ne s'agit donc pas de divergences, nous mettons seulement l'accent sur des aspects nouveaux : nous avons les préoccupations de notre génération. Mais nous nous opposons de toutes nos forces au conservatisme ». (André Laurendeau, « Jeune Droite. (Entretien avec Thierry Maulnier), art. cit., pp.160-161.

² Thierry Maulnier, « On veut pousser la France à la guerre », in *L'Insurgé*, 2 juin 1937.

plus loin puisqu'elle date du 27 février 1936 la déclaration de guerre de la France contre l'Allemagne : « Notre devoir, écrit-elle, est de ne pas oublier que le 27 février 1936, la République Française a déclaré la guerre à l'Allemagne, et que l'ordre de mobilisation sera lancé incessamment. C'est ce jour proche que nous devons prévoir, c'est pour lui que nous devons dès maintenant être prêts à la résistance et aux sanctions indispensables¹ ». Dans le même numéro, Maurice Blanchot se montre très clair : « Il est visible que les Soviets cherchent à utiliser la France contre le national-socialisme qui ne la concerne pas sans avoir le moins du monde l'intention de se laisser utiliser contre l'Allemagne avec laquelle ils s'allieront le jour venu. C'est pourquoi le pacte qu'on veut nous faire accepter est une immense duperie qui nous expose à la guerre pour rien et qui ne nous apporte aucune assurance contre la guerre. (...). Le pacte veut nous associer à un Etat avec lequel nous n'avons rien de commun. Il veut nous associer à une paix qui n'est pas la nôtre, à une guerre qui ne peut être la nôtre. Il nous lie à notre destruction² ». En fait, pour Blanchot, les griefs qui opposent la France et la Russie à l'Allemagne ne sont pas les mêmes et ne peuvent servir de ciment pour un quelconque pacte : la Russie combat le national-socialisme, c'est-à-dire une autre idéologie, tandis que la France doit combattre un pays. Ce texte est encore intéressant car Maurice Blanchot y devine, avec un peu plus de trois années d'avance sur ses contemporains, que la « réalpolitik » stalinienne doit conduire à terme l'URSS au rapprochement avec le Troisième Reich. On retrouve ici ce mélange, tout à la fois de lucidité et d'aveuglement extrêmes, qui caractérisent si bien les écrits de la Jeune Droite à la veille de la guerre.

Trois idées apparaissent également en filigrane dans les phrases citées précédemment. Elles sont déterminantes pour mieux comprendre les prises de position de Thierry Maulnier et des principaux animateurs de la Jeune Droite dans les années suivantes. La première de ces idées réside dans un anticommunisme viscéral qui les incite à minorer les dangers émanant des régimes fascistes et introduit une dose de passion dans leur pensée alors même qu'ils souhaitaient au départ œuvrer pour remettre de l'ordre dans la confusion générale des idées. Ce prisme anticommuniste montre que la Jeune Droite

¹ « La Dictature de l'infamie », in *Combat*, n°3, mars 1936.

² Maurice Blanchot, « La Guerre pour rien », in *Combat*, n°3, mars 1936.

cède, comme la plupart des Français et bien qu'elle s'en défende, à la bipolarisation de la vie politique. « La France, écrit Maulnier, ne jouera un rôle dans l'Europe de demain qu'autant qu'elle préservera jalousement ses particularités et pour ainsi dire ses différences essentielles, qu'autant qu'elle se proposera au monde, non pas en tant que militant enrôlé du fascisme ou de l'antifascisme, mais en tant que française¹ ». Autrement dit, la France ne doit pas céder aux sirènes extérieures et doit au contraire rester elle-même.

La seconde idée s'articule autour de la lutte obsessionnelle contre les ennemis politiques de l'intérieur qui se voient accorder, dans l'ordre des priorités, une place plus importante que les problèmes extérieurs ; ces ennemis de l'intérieur étant jugés responsables, par leurs actions néfastes, de l'aggravation de la situation internationale. Parmi ces fauteurs de guerre à la solde de Moscou, Maulnier cite bien entendu les communistes, qui seraient aux commandes, mais aussi les socialistes et leurs alliés radicaux qui ont « vendu » la France en échange d'une alliance électorale avec le Parti Communiste. « Il y a en France, s'insurge Maulnier, un parti de l'étranger, et c'est le parti communiste, exécuter servile d'ordres venus d'URSS ; il y a en France un parti de la guerre, et c'est le parti communiste, dictateur de notre politique étrangère, qui a enchaîné la France à la Russie, comme en 1914, par le pacte franco-soviétique, et dont le rôle est de détourner sur la France la menace allemande. (...). Toute la propagande du Front populaire est actuellement utilisée à préparer les esprits français au jour de la mobilisation générale. D'internationaliste, le communiste est devenu nationaliste, mais nationaliste russe, et non nationaliste français². » Le parti communiste est donc considéré par Maulnier comme le parti de l'étranger, qui est prêt à tirer un trait, pour quelque temps, sur ses idéaux, pour conduire la France à la guerre contre le puissant bloc fasciste ; une guerre, dit-il sur un ton sarcastique, « où pour défendre nos colonies, la Méditerranée, les Alpes, et résister aux deux mille chars cuirassés des Pauzer divisionen (sic) allemandes, nous aurons le concours des parachutistes soviétiques, de l'armée tchécoslovaque et, peut-être, par solidarité démocratique, des courageux gardes d'assaut espagnols, glorieux assassins du lâche fasciste Sotelo³. »

¹ Thierry Maulnier, « Le fascisme, l'antifascisme ou la France ? », in *Combat*, n°33, mars 1939.

² Thierry Maulnier, « Le parti de la guerre », in *Le Charivari*, n°524, 18 juillet 1936, p.3.

³ *Ibid.*, p.4.

Cette dénonciation du communisme comme fauteur de guerre est alors très largement partagée dans l'opinion publique française et elle contribue au succès de la propagande anticommuniste. Elle est aussi alimentée par le virage patriotique et républicain entrepris par le parti communiste entre l'automne 1934 et le printemps 1935 – sous l'influence de Staline et du Kimintern –, qui le conduit à s'allier au Parti radical. Cette entente rend sa capacité d'agir sur le devenir de la France encore plus alarmante pour ses adversaires, comme Thierry Maulnier, qui y voient une preuve du complot communiste¹, et surtout la cause de ce dangereux pacte franco-soviétique. « Pas de pacte franco-russe solide sans un gouvernement de gauche en France ; pas de gouvernement de gauche sans alliance avec les radicaux ; pas d'alliance avec les radicaux sans une renonciation totale à l'idéal communiste. La belle affaire ! On renie l'idéal. Le pacte franco-soviétique vaut bien une messe radicale, démocratique et maçonnique. La guerre espérée, la guerre voulue, la guerre préparée est à ce prix : on l'a payé. Le changement de front des intellectuels communistes est déjà un demi-tour d'école du soldat². »

A cette liste des ennemis de l'intérieur, Maulnier ajoute enfin la droite, représentante des grands intérêts économiques, qui trouve ainsi le moyen d'obtenir à l'intérieur un sursis pour le capitalisme, au prix de quelques concessions momentanées sur le plan révolutionnaire. Avec les rédacteurs de *L'Ordre Nouveau*, qui consacrent un numéro de leur revue aux responsables de la faillite du système, Thierry Maulnier ouvre le procès de la droite. « A l'intérieur, explique-t-il ainsi, la droite se contentait d'être un barrage inefficace et provisoire au mouvement syndicaliste et prolétarien ; à l'extérieur, elle se contentait d'être un barrage inefficace et provisoire à la montée ou à la renaissance de la puissance allemande³. »

Ces quatre groupes, qui forment ce que Maulnier appelle la « mystification de l'Union nationale », ont permis l'union de deux sentiments qui avaient jusqu'à présent toujours été opposés : le nationalisme de la droite d'une part ; la foi démocratique et l'antifascisme de la gauche d'autre part. Le résultat de cette alliance incertaine est que

¹ Sur l'histoire de l'anticommunisme en France, notamment dans les années trente, se reporter à : Serge Berstein et Jean-Jacques Becker, *Histoire de l'anticommunisme en France. Tome 1 : 1917-1940*, Paris, Olivier Orban, 1987, 407 p.

² Thierry Maulnier, « Le parti de la guerre », art.cit., p.4.

³ Thierry Maulnier, « Les fautes de la droite », in *L'Ordre Nouveau*, n°42, 15 juin 1938, p.5.

la cause de la France et la cause de la démocratie apparaissent confondues dans la suite des événements. A cette liste des auteurs de guerre, Maurice Blanchot, de son côté, joint les hommes politiques qui relaient les mots d'ordre de la Société des Nations. Le tort de ces hommes est, selon Blanchot qui reprend là des arguments souvent exposés dans *L'Action française*, d'avoir systématiquement prôné un désarmement unilatéral de la France, d'avoir cédé devant l'Allemagne quand sa faiblesse nous offrait la possibilité d'agir à son encontre et de vouloir aujourd'hui, par idéologie, et alors même que la situation militaire et sociale de la France ne le permet pas, faire preuve d'une fermeté verbale suicidaire, au lieu de rechercher l'apaisement par l'alliance avec des nations sur lesquelles l'Allemagne pourrait également s'appuyer¹. « Il y a dans le monde, en dehors du germanisme, pense-t-il, une doctrine qui trouble obstinément la paix par la fausse conception qu'elle en a, qui a accumulé les illusions et qui aujourd'hui multiplie les risques. C'est la doctrine genevoise. (...). Tant que l'Allemagne n'avait pas reconstitué sa puissance, et qu'une méthode de contrainte lui était applicable, il était fou de lui céder et de se contenter d'établir le catalogue de ses manquements. Mais l'idéal de la Société des Nations nous y obligeait. Aujourd'hui où l'Allemagne, profitant de nos faiblesses, a refait sa force et rend impossible toute action préventive, il était fou de protester et de rédiger des notes juridiques au lieu de tenter avec les nations pacifiques et d'abord avec l'Italie, un accord véritable. Mais l'idéal de la Société des Nations nous y obligeait. Cette institution inhumaine, tracassière et impuissante nous a contraints à une politique décadente quand l'étalage de la force eût été possible et bienfaisant. Aujourd'hui où tout recours aux armes serait un recours à la guerre, elle nous conseille une parade verbale dangereuse que ne suit aucune mesure de sécurité réelle. Elle a toujours été contre la paix². »

La troisième idée qui transparait également dans les écrits de Maulnier et de la Jeune Droite, à travers la dénonciation des auteurs de guerre et des ennemis de l'intérieur, est celle du pacifisme. Progressivement, depuis 1935 et le Manifeste en faveur de

¹ Sur la question du désarmement, se reporter à : Maurice Vaïsse, *Sécurité d'abord. La politique française en matière de désarmement 9 décembre 1930 – 17 avril 1934*, op. cit. Pour Maurice Vaïsse, au contraire de ce que pensent les animateurs de la Jeune Droite, « face à une Allemagne de plus en plus inquiétante et qui réclame des armes, e au Royaume-Uni, qui n'a aucun désir de s'engager sur le continent européen, la France a opposé au désarmement une résistance constante, mais plus ou moins ferme selon les périodes ». (p.604).

² Maurice Blanchot, « Après le coup de force germanique », in *Combat*, n°4, avril 1936.

l'Italie, et au fur et à mesure que la guerre se rapproche, la Jeune Droite semble évoluer dans un sens pacifiste. Ce qui tranche bien évidemment avec l'époque où elle lançait, en 1931, un « Manifeste des jeunes intellectuels mobilisables contre la démission de la France¹ » à l'esprit nettement anti-pacifiste. En fait, pour être plus précis, il faudrait ajouter que la Jeune Droite semble balancer entre pacifisme et dénonciation – quelque peu contradictoire – de la politique d'abstention des gouvernements républicains. Le même Maurice Blanchot, dont on a vu la position précédemment, écrit en novembre 1937 : « La politique de non-intervention occupe depuis plus d'un an les esprits. C'est une institution qui semble avoir été faite spécialement pour les Français. Tout ce qui est abstention, absence, irresponsabilité convient à la France d'aujourd'hui. Ce pays, comme s'il avait pris connaissance de sa faiblesse, emploie ce qui lui reste d'attention et de vigilance à rester indifférent dans les affaires générales. Il met toute son ingéniosité à s'abstenir et à avoir l'air de ne pas s'abstenir. C'est une règle absolue. Depuis l'affaire de Rhénanie jusqu'à l'affaire d'Espagne, la France a toujours pris ses précautions pour ne pas intervenir et pour donner l'impression qu'elle intervenait. (...). Situation surprenante et qui méritera l'attention de l'histoire. On cherchera un jour pourquoi tout un peuple avec un appareil impressionnant de grandeur et de puissance a été frappé de paralysie, pourquoi dès qu'il a craint d'être obligé à quelque action forte, il a été saisi d'inquiétude et pris de panique, pourquoi non seulement ses institutions défaillantes, mais son élite, ses cadres, ses meilleurs hommes ont eu horreur comme on l'a constaté au moment de l'affaire de Rhénanie, d'une manifestation d'énergie et de force. On s'apercevra alors de l'état de profonde déchéance qui aura été celui de la nation française². »

En fait, dans ce cas précis, la dénonciation de l'abstention française sert surtout à justifier les attaques contre le régime honni et ses dirigeants, les ennemis de l'intérieur toujours. Car la Jeune Droite n'a finalement aucune leçon à donner aux gouvernements français dans ce domaine. Comme toutes les forces politiques en France, elle a joué l'apaisement lors de la crise rhénane, qui constitue la première crise internationale réellement dangereuse à laquelle elle doit faire face depuis son apparition dans le

¹ Manifeste publié dans la *Revue française*, n°4, 25 janvier 1931.

² Maurice Blanchot, « La France, nation à venir », in *Combat*, n°19, novembre 1937.

paysage intellectuel. Quand Hitler décide, le 7 mars 1936, de profiter de la ratification du Pacte franco-soviétique¹ pour faire occuper par ses troupes la zone démilitarisée de Rhénanie, les animateurs de la Jeune Droite se montrent relativement discrets sur cette opération qui constitue une violation caractérisée du Traité de Locarno. Leurs condamnations s'adressent surtout aux responsables politiques français, aux parlementaires élus de 1932 à 1936, qui ont, selon elle, préparé consciencieusement la guerre et l'invasion en désarmant la France, en la brouillant avec l'Italie, en la mettant à la remorque des intérêts anglais, et pour finir, en liant son sort à celui d'une Russie, belliqueusement antifasciste. Le risque d'une guerre provoquée volontairement par la Russie communiste pour précipiter la France contre sa voisine allemande inquiète donc plus Thierry Maulnier que la remilitarisation de la Rhénanie. « Il y a, prévient Maulnier, assez de causes de guerre sur nos propres frontières. A aucun prix nous n'accepterons qu'à ces risques on ajoute de gaieté de cœur, pour la jeunesse française, les risques d'un conflit dans l'Orient européen. *La jeunesse française refuse de défendre l'U.R.S.S. Elle ne défendra pas l'U.R.S.S.*². »

L'angle d'attaque est à peu près identique dans l'article que consacre Maurice Blanchot à la crise rhénane, dans *Combat*, où il fustige « l'indigne gouvernement Sarraut qui semble avoir reçu la mission d'humilier la France », et qui a surtout cédé, sans aucun courage, après avoir annoncé qu'il ne céderait jamais, ce qui revenait en fin de compte à afficher les faiblesses de la France devant l'Allemagne. « Le triste gouvernement Sarraut, écrit-il, a agi comme tous gouvernements qui sont intervenus précédemment contre l'Allemagne. Il a commencé par protester, puis il a discuté, puis il a cédé, perdant à la fois le bénéfice d'une politique de résistance puisqu'il cédait, et le bénéfice d'une politique de conciliation puisqu'il cédait après avoir protesté ». Et il ajoute : « On n'a rien vu d'aussi perfide que cette propagande d'honneur national faite par des étrangers suspects dans les bureaux du Quai d'Orsay pour précipiter les jeunes

¹ Ce pacte est ratifié par la Chambre des Députés le 27 février 1936. Dès la signature du pacte entre les deux pays concernés, Hitler avait affirmé ne plus se sentir lié par les obligations du Traité de Locarno (en particulier par les articles 42 à 44 du Traité de Locarno qui interdisaient à l'Allemagne d'entretenir des troupes et de fortifier sur la rive gauche du Rhin, ainsi que sur une bande de 50 kilomètres à l'est du fleuve). De son point de vue, le Pacte franco-soviétique introduisait une nouvelle éventualité non prévue dans le Traité de Locarno, en l'occurrence une intervention française en cas d'attaque de l'Allemagne contre l'URSS.

² Thierry Maulnier, « Vers la guerre du Front populaire », in *Charivari*, 4 avril 1936, p.4.

Français, au nom de Moscou ou au nom d'Israël, dans un conflit immédiat¹. » Il ne faut donc pas se méprendre : Maurice Blanchot ne regrette pas l'absence d'intervention militaire française contre l'Allemagne. Pour lui, en 1936, l'Allemagne est désormais trop puissante et le moment est passé où la France pouvait encore se lancer dans une guerre préventive. Dans une France qui est à l'acmé de sa poussée pacifiste, l'ensemble de la presse rejette en bloc le principe d'une intervention, que la Jeune Droite, elle, ne semble même plus envisager sérieusement. Il y a, à cette attitude, une explication simple : elle considère que la remilitarisation de la Rhénanie est une réaction normale à la provocation dont a fait preuve la France à l'égard de l'Allemagne, en signant un pacte avec l'URSS. Les événements de Rhénanie sont donc particulièrement intéressants parce qu'ils constituent une sorte de répétition générale à bien des crises ultérieures. On y voit la Jeune Droite réagir d'une manière quasi identique à une *Action française* qui énonce, elle, beaucoup plus clairement son opposition à la guerre. Ainsi, Charles Maurras, dans le numéro du 8 mars 1936 considère que « les Soviets ont besoin de cette guerre pour déclencher la révolution universelle... Nous n'avons pas à marcher contre Hitler avec les Soviets... D'abord, pas de guerre !² » Et il précise sa pensée le 10 mars : « Nous sommes prêts à donner la dernière goutte de notre sang pour l'indépendance de notre pays, c'est-à-dire pour quelque chose de réel et de grand. Nous n'en donnerons pas (...) pour des mots qui sont synonymes de rien. (...) Et d'abord, nous ne voulons pas la guerre³. » Mais ce qui est réellement commun aux deux tendances maurrassiennes, et nourrit un certain détachement par rapport à la crise rhénane, c'est la sensation d'avoir longtemps alerté des gouvernements démocratiques incapables d'agir et de résoudre la crise politique et morale dans laquelle est empêtrée une France, de surcroît, affaiblie militairement. La Jeune Droite adopte cette attitude jusqu'à la corde, c'est-à-dire jusqu'au moment où elle se rend compte que les défaites de la démocratie sont aussi des défaites pour la France. Pour les jeunes maurrassiens comme pour leurs aînés, les gouvernements français ont fait preuve de mollesse quand ils ne risquaient rien à pratiquer une

¹ Maurice Blanchot, « Après le coup de force germanique », in *Combat*, n°4, avril 1936.

² Charles Maurras cité par Helmut-Dieter Giro, in Helmut-Dieter GIRO, *Frankreich und die Remilitarisierung des Rheinlandes*, Inaugural-Dissertation zur Erlangung des akademischen Grades eines Doktors der Philosophie durch die Philosophische Fakultät der Heinrich-Heine-Universität Düsseldorf, 2005, p.256.

³ *Ibid.*, p.252.

politique de force ; ils veulent par contre mener la France à la guerre, au moment même où elle paraît vulnérable face à la puissance reconstituée du Reich allemand. Il s'agit là encore une fois d'un de ces raisonnements maurrassiens qui font immédiatement mouche dans les esprits par leur absolue logique. Les travaux les plus récents des historiens, comme les conclusions de la commission parlementaire chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945, ont d'ailleurs eu tendance à conforter certains des arguments de Maurras et de la Jeune Droite en démontrant que la France n'était alors pas en mesure de répondre au coup de force d'Hitler. Résumant les travaux de Stephen A. Schuker sur la crise rhénane, Olivier Dard rapporte dans son ouvrage sur *Les années 30* que, selon cet historien, « le gouvernement français a pris des décisions conformes à l'état des contraintes pesant sur lui : l'issue de la crise rhénane était tout à fait prévisible et la “chance d'arrêter Hitler (...) déjà passée (*already lost*)”. D'après Stephen A. Schuker, les dernières chances sérieuses (*realistic opportunities*) de contenir l'hitlérisme ont été gâchées au cours de la première moitié de la décennie à cause de trois erreurs : le manque de réalisme des Anglo-Américains durant la conférence du désarmement, la politique de déflation suivie en France et dont les conséquences financières ont obéré la politique d'armement et, enfin, une absence de perspective surplombante qui a conduit à perturber les relations amicales entre la France et la Grande-Bretagne, ainsi qu'entre l'Italie et les deux autres durant la guerre d'Ethiopie¹. » Ces trois erreurs ont en effet souvent été dénoncées par le courant monarchiste au cours de la première moitié des années trente. Aux études de Schuker, il faut ajouter celles de Jean Doise et Maurice Vaïsse² qui ont montré que la France ne disposait en 1936, ni du système d'alliances, ni de l'appareil militaire adéquat pour répondre au coup de force d'Hitler. L'armée française, dont la doctrine était entièrement fondée sur la défensive, ne possédait en effet aucun « corps d'intervention » capable d'agir immédiatement et rapidement en Rhénanie et était dès lors obligée de recourir à la mobilisation générale. Ce qui signifiait le déclenchement de la guerre, en pleine période électorale de surcroît³. Les

¹ Olivier Dard, *Les années 30*, Paris, Le Livre de poche, 1999, p.106.

² Jean Doise et Maurice Vaïsse, *Politique étrangère de la France. Diplomatie et outil militaire 1871-1991*, Paris, Editions du Seuil, Points Histoire, 1992, 752 p.

³ Selon Jean Doise et Maurice Vaïsse, le haut commandement, interrogé par le gouvernement, était « prêt à envisager une opération de prise de gage en Sarre à condition de rappeler les disponibles, les frontaliers et une

propos tenus par le Président du Conseil d'alors, Albert Sarraut, devant la commission d'enquête parlementaire évoquée plus haut, sont très proches des analyses récentes des historiens. Albert Sarraut conteste d'abord cette « légende partisane du 7 mars que rien n'était plus facile, à ce moment, qu'une opération contre l'Allemagne, que nous étions les plus forts, et que le Reich n'était pas prêt à supporter le choc d'une riposte à laquelle il n'aurait pas résisté. Histoire d'après coup, et, comme je l'ai dit propagée dix mois après le 7 mars, par ceux-là mêmes qui, ce jour-là, s'émouvaient, pâlassaient et tremblaient devant un risque de guerre. Si le militaire, comme je vais le montrer, hésitait devant ce risque, le civil ne l'envisageait pas avec plus d'enthousiasme. J'aurai à faire la preuve sans joie que personne ne voulait même de la seule apparence d'un péril de l'aventure à l'extérieur, et surtout du côté de ceux qui s'intitulaient fièrement les "nationaux"¹ ». Comme le souligne l'ancien Président du Conseil, la sauvegarde de la paix mobilise alors la totalité de l'opinion publique – à l'exception de quelques personnalités bien isolées comme Louis Marin –, des partis politiques aux syndicats, en passant par les associations d'anciens combattants et les milieux patronaux, ou encore les paysans et les instituteurs. Et Albert Sarraut donne encore ces précisions sur l'attitude délétère du Haut-commandement qui, même si elles peuvent s'apparenter à plaidoyer *pro domo* de sa part, n'en restent pas moins vraies pour les historiens : « A la vérité, (...), je me suis trouvé en face d'hommes, personnellement braves, mais qui, obsédés et contaminés depuis trop longtemps par une conception purement défensive de notre système militaire, ayant subi passivement l'influence despotique des augures de cette doctrine, dépouillés ainsi, par la routine du système, de facultés viriles

partie des réservistes, soit plus de 1.200.000 hommes. Selon le Général Gamelin, il faut agir en force, mettre sur pied la couverture et agir dans le cadre d'une coalition. Bref, c'est la guerre, en pleine période électorale. L'argument de la mobilisation n'a-t-il pas été l'alibi pour l'inaction ? Autant dire que, faute d'un corps d'intervention, la France est impuissante à faire prévaloir sa politique extérieure. (...) . De mars 1935 à septembre 1938, la doctrine militaire française, fondée sur le système de la nation armée, est confrontée au dilemme suivant : ou la mobilisation générale et la guerre, ou l'acceptation du fait accompli. Elle est en fait contrainte à la seconde solution ». (*Ibid.*, pp.377-378). Au plan diplomatique, les deux auteurs, rejoignant les analyses de Schuker, expliquent que « le bilan des alliances françaises est plus que médiocre. Face à la menace grandissante de l'Allemagne, la France n'est pas parvenue à bâtir un nouveau système d'alliances et n'a pas réussi à conserver la force pleine de son système ancien. Dans cette conjoncture diplomatique difficile, où la France est presque toujours attentiste, la mission confiée à son instrument militaire est strictement défensive ; d'ailleurs la crise et les difficultés budgétaires, le pacifisme ambiant contraignent les gouvernements français à cette attitude » (*Ibid.*, p.371).

¹ Audition de M. Albert Sarraut, séance du mardi 13 janvier 1948. *Rapport fait au nom de la commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945*, par M. Charles Serre, Rapporteur général, Député, Tome III, annexes, Paris : Imprimerie de l'Assemblée nationale, 1951, p.603.

d'initiative, d'audace et d'imagination, s'étaient, par surcroît, laissé imposer la survivance attardée d'un instrument militaire désuet, n'ayant d'autre mission que celle de résister derrière un rempart de béton et qui, dès lors, en présence d'une agression comme celle du 7 mars, lancée par une puissance dont ils avaient mesuré le prodigieux dynamisme de réarmement, envisageaient avec appréhension les conséquences de leur retard, et les risques d'une collision pour laquelle ils n'avaient pas forgé l'outil approprié. En face de la force allemande, notre potentiel militaire n'était plus à la page, ni moralement, ni matériellement¹. »

En tout état de cause, les analyses citées précédemment montrent que les intellectuels maurrassiens avaient raison lorsqu'ils affirmaient que le moment était mal choisi pour engager l'armée française dans une guerre aventureuse contre l'armée allemande en Rhénanie. Mais, dans la mesure où ils considèrent en 1936 que le temps où la France pouvait se permettre de résister à Hitler est désormais passé, il est intéressant de se demander à quel moment, au cours des années précédentes, ils ont résolument prêché en faveur d'une action militaire française. Ici apparaissent précisément les multiples contradictions du mouvement monarchiste. Analysé en détail, l'argument maurrassien qui laisse entendre que les gouvernants français ont réagi trop tard contre Hitler et sans doute au plus mauvais moment pour la France, est un parfait sophisme. Il est acquis qu'à partir du milieu des années trente, Thierry Maulnier et ses camarades de la Jeune Droite, tout comme leurs pairs de l'Action française vont s'engager dans ce que les historiens ont pris l'habitude d'appeler – sans doute de manière incorrecte, comme nous aurons l'occasion de le voir plus loin – un courant « néo-pacifiste » issu de la droite nationaliste, et mêler leurs voix à celles des représentants de l'idéologie pacifiste traditionnelle, dominante au sein de la gauche socialiste et syndicaliste².

¹ Audition de M. Albert Sarraut, séance du mardi 13 janvier 1948. *Rapport fait au nom de la commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945*, op. cit., pp.603-604. Il faut également noter que, si les membres de la commission ont déclaré ne pas avoir relevé de négligences commises dans l'exercice des fonctions gouvernementales pendant la crise rhénane, ils n'en ont pas moins posé une question fondamentale sur le sens des responsabilités du Gouvernement d'alors : « Comment, surtout, ayant constaté, touché du doigt, dans l'affaire du 7 mars, la carence de l'état-major général et l'insuffisance du haut-commandement, le Gouvernement n'a-t-il pas pris aussitôt les mesures exemplaires que les faits imposaient ? ». in *Rapport fait au nom de la commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945*, par M. Charles Serre, Première partie, Les événements du 7 mars 1936, Paris, Imprimerie de l'Assemblée nationale, 1951, p.88.

² Si l'on part du principe que le terme de « pacifiste » ne peut être réservé qu'aux groupements qui ont pour but principal la défense de la paix, il faut bien reconnaître qu'aucun des partis politiques de la France de l'entre-

Cependant, il serait faux de considérer qu'avant cette période, Thierry Maulnier et ses camarades étaient d'ardents bellicistes, favorables à une intervention punitive contre l'Allemagne. A aucun moment dans la première moitié des années trente, y compris après l'accession au pouvoir d'Hitler, la Jeune Droite n'envisage sérieusement une quelconque action militaire française. L'attitude que préconise Maulnier par rapport à l'Allemagne est purement défensive : la France ne doit s'opposer à elle que dans la mesure où ses gesticulations représentent une menace réelle pour la sécurité nationale. Dans le cas contraire la France doit bien se garder de juger le régime intérieur de sa voisine qui est libre de faire ce qu'il lui plaît à l'intérieur de ses frontières. Plus précisément, c'est un dialogue d'égal à égal entre ennemis qu'il prône. Et le seul moyen dont dispose la jeunesse française pour y parvenir, c'est de faire cette révolution nationale – une révolution proprement nationale et non pas une imitation des modèles étrangers – qui doit redonner à la France sa vitalité, sa force et sa grandeur, et lui permettre par là même d'échapper à la guerre. Dans la première moitié des années trente, Thierry Maulnier et la Jeune Droite ne fuient donc pas l'éventualité d'un conflit avec l'Allemagne, mais ils ne l'envisagent en aucune façon comme une opération déclenchée par la France.

L'attitude de Thierry Maulnier s'apparente ainsi surtout à une pose peu crédible. « Ils s'affirment nos ennemis, faisons leur l'honneur de les considérer comme tels¹ », déclare Maulnier en 1933 dans sa préface au *Troisième Reich* de Moeller van den Bruck. Mais les animateurs de la Jeune Droite attendent de ce conflit qu'il serve à quelque chose et, surtout, qu'il s'appuie sur des raisons valables, qui ne seront jamais celles des démocrates ; des arguments commodes sans doute pour rejeter toute velléité

deux-guerres ne peut être qualifié de pacifiste. En France, les militants dont le pacifisme est l'activité politique principale se retrouvent au sein de quelques groupements aux effectifs limités tels que l'Association de la Paix par le Droit (APD), le Mouvement international de la réconciliation (MIR) ou la Ligue internationale des combattants de la paix (LICP) qui, bien qu'étant le principal mouvement, ne compte jamais plus de 10.000 adhérents. Pour autant, l'idéal pacifiste compte des adeptes dans les partis traditionnels. Si, avant les années trente, le pacifisme est loin d'être aussi répandu en France, il est tout de même dominant au sein de la gauche socialiste et syndicaliste et parmi les anciens combattants. Le parti communiste a, à l'égard du pacifisme, une position ambiguë, mais il n'hésite pas à en faire un instrument de propagande quand ce mouvement peut lui être utile. Cependant, comme l'écrit Maurice Vaïsse, « au début des années trente, le pacifisme est loin de submerger l'opinion française. Paradoxalement, c'est après l'accession d'Hitler au pouvoir et l'échec de la Conférence du désarmement que le pacifisme devient profond et généralisé » (Maurice Vaïsse, « Le passé insupportable. Les pacifismes 1984, 1938, 1914 », in *Vingtème siècle*, n°3, juillet-septembre 1984, p.33). Au point que l'on peut avancer l'idée d'une « conscience pacifiste française » dans les années trente (Olivier Dard, *Les années 30*, op. cit., p.104).

¹ Préface de Thierry Maulnier à Arthur Moeller van den Bruck, *Le Troisième Reich*, op. cit., p.10.

d'intervention des gouvernements français. Quoi qu'il en soit la Jeune Droite préfère, comme la majorité des Français, la paix à la guerre. C'est d'ailleurs l'une des raisons pour lesquelles elle s'oppose à la démocratie ; la démocratie étant pour elle un régime qui conduit fatalement à la division et à la guerre, qu'elle soit civile ou entre Etats. Thierry Maulnier lui-même ne cache pas sa préférence pour la paix : « Nous croyons qu'il y a dans la paix des possibilités d'aventure, d'enivrement, d'accomplissement plus grandes que dans la guerre et nous ne pensons pas que l'héroïsme militaire soit la forme la plus haute et la plus complète d'humanité¹ ». Tout en considérant que la guerre est l'état naturel de l'humanité, et la paix une conquête artificielle et fragile, résultat d'une lutte permanente contre les instincts et les passions, Maulnier critique les sociétés militaristes, qui font de la vie militaire un but et non un moyen. L'exemple typique est le militarisme allemand, qui vise l'affirmation d'une conscience collective, dans le casernement et le service militaire. Dès lors, Thierry Maulnier s'oppose franchement au service militaire universel et obligatoire, auquel il préfère une institution spécialisée adaptée à la défense nationale, l'armée de métier, qui limiterait les guerres et leurs conséquences. Le service militaire est pour lui la conséquence logique du suffrage universel. « Nous sommes les premiers à combattre l'antimilitarisme, écrit-il ainsi. Il faut bien se rendre compte pourtant que nous ne considérerons jamais comme de nos attributions légitimes et normales le service militaire, pas plus que le service civil de gouverner, et de traiter nous-mêmes de l'intérêt national. Nous nous y soumettons parce que des paradoxes inhumains nous imposent de vivre à ces conditions seulement. La terrible fonction de se faire tuer et de tuer par ordre n'est pas dans les attributions du citoyen. Ce n'est point, pour une société, une existence normale que d'avoir besoin de mettre, pour se défendre, tous ses membres en jeu – le péril constant est barbare. La civilisation la plus élémentaire repose sur une division des fonctions. L'homme doit beaucoup à la société, il en reçoit plus qu'il ne lui donne (...), mais il faut combattre et prévenir les théories sauvages d'après lesquelles il lui doit sa vie en tout instant, comme un bien dont il serait seulement le concessionnaire provisoire² ». Ce qu'il condamne dans le service

¹ Thierry Maulnier, « Il ne faudra pas rendre ses armes », in *Combat*, n°25, mai 1938.

² Thierry Maulnier, « Vues sur... la politique. Service militaire », in *La Revue Française*, n°15, 12 avril 1931, p.348.

militaire universel, et dans le militarisme, deux institutions barbares, c'est la soumission absolue de l'individu à la nation qui dispose ainsi totalement de sa vie. « Cet état d'esprit est précisément ce que nous nommons à bon droit un état d'esprit barbare ; cette éthique collective et populaire est une éthique inférieure. La noblesse et la dignité évidentes de l'institution militaire ne se réalisent pleinement au contraire, avec son efficacité parfaite, que dans la mesure où cette institution est affranchie du troupeau, réservée à ceux qui ont fait le choix de l'obéissance, ou choix du commandement, et qui y consacrent leur vie¹. » Pour Thierry Maulnier, la guerre est une affaire de spécialistes, qui trouvent une satisfaction personnelle dans une éthique individuelle aristocratique. « Culture de la personnalité ou culture de masses, tout est là² », tranche-t-il. De cette condamnation du culte grossier de l'ivresse collective dans le troupeau armé ou dans la guerre, il résulte une critique de ce qu'il appelle le « nationalisme sentimental » ou « nationalisme de la passion et des nerfs³ », dont le bellicisme est aussi dangereux pour l'avenir de la nation française que le pacifisme. « Le but du nationalisme, conclut-il, n'est pas d'opposer une "mystique" de la guerre à une "mystique" de la paix. Il n'est pas question de nier que la guerre soit un mal, que la paix soit un bien. Il faut seulement en finir une fois pour toutes avec la sentimentalité aveugle, avec le délire d'esclaves qui, au mépris de toute prévision et de tout calcul, sacrifie tous les biens, et la paix elle-même, à l'espoir immédiat d'une paix sans condition⁴. » La France, pour Thierry Maulnier, ne veut ni la paix, ni la guerre. « La France veut l'existence⁵. » Et pour garantir son existence, il faut bien que les Français envisagent, sans passion et sans crainte, de devoir recourir un jour à un conflit armé.

Il apparaît donc que la Jeune Droite ne possède pas le même passé belliciste et militariste que l'Action française, et qu'il est sans doute abusif de parler de conversion à un néo-pacifisme pour décrire son attitude à partir de 1935. D'autant plus que les animateurs de la Jeune Droite possèdent déjà bien avant 1935 cette disposition d'esprit en faveur de la paix, qu'on leur prête généralement dans la seconde moitié des années

¹ Thierry Maulnier, « Les nouveaux mythes germaniques », art. cit., p.202.

² *Ibid.*

³ Robert Francis, Thierry Maulnier et Jean-Pierre Maxence, *Demain la France*, op. cit., p.135.

⁴ *Ibid.*

⁵ *Ibid.*, p.136

trente. Dès 1931, il n'est jamais question dans leurs écrits d'une quelconque opération hasardeuse sur le sol allemand. Et la fermeté, toute verbale, dont ils font preuve, est d'autant plus facile que les perspectives d'un conflit avec l'Allemagne semblent alors relativement éloignées. En vérité, la seule intervention que réclame la Jeune Droite dans les années trente, c'est un soutien de la France à l'Espagne de Franco contre les Soviétiques. Engagement qui serait de nature à favoriser l'apaisement de l'Allemagne. En septembre 1937, dans *L'Insurgé*, Thierry Maulnier, cédant à sa passion anticomuniste, manifeste nettement son parti pris en faveur du combat franquiste, rejoignant en cela l'opinion de l'équipe de *Je Suis Partout* : « nous conseillons, non la neutralité, qui n'est pas une attitude politique, mais l'aide effective et immédiate aux nationaux espagnols – seul moyen de combattre la prépondérance germano-italienne en Espagne – et c'est pourquoi nous conseillons aussi le nettoyage de tous les éléments soviétiques qui se sont introduits en Méditerranée¹. » Il s'agit, pour lui, d'une condition essentielle à la sauvegarde de la paix en Europe. Et cette intervention a pour but, tout à la fois, de combattre les influences fascistes et communistes. Elle nous renseigne cependant un peu plus sur le « pacifisme » de la Jeune Droite, en révélant ce que le terme a d'impropre pour qualifier son attitude. Faute de terme plus approprié pour l'instant, il importe de préciser que le « pacifisme » de Thierry Maulnier et de la Jeune Droite n'est en rien doctrinal et encore moins idéaliste. Un pacifisme qui n'hésiterait pas à recourir à des moyens militaires pour sauvegarder la paix mérite même plutôt le qualificatif de réaliste.

A la veille de Munich, Thierry Maulnier et ses camarades sont donc pacifistes, au sens où ils s'opposent obstinément à toutes les démarches qui tendraient à exciter le bellicisme allemand – qu'il s'agisse des alliances avec des ennemis du national-

¹ Thierry Maulnier, « Oui, il faut nettoyer la Méditerranée », in *L'Insurgé*, 8 septembre 1937. Un mois plus tard il réitère ses conseils en détaillant une série de mesures à mettre en œuvre en faveur des nationalistes espagnols : « il nous faut faire de l'Espagne nationaliste, une alliée, et par conséquent aider l'Espagne nationaliste : ouvrir la frontière de Hendaye aux armes et aux volontaires, fermer la frontière de Catalogne, bloquer Valence et Barcelone ». (Thierry Maulnier, « La Première condition de la paix », in *L'Insurgé*, 6 octobre 1937). Dans *Combat*, Thierry Maulnier, sous son pseudonyme de Dominique Bertin, a également manifesté son enthousiasme pour la victoire de Franco, ou plus exactement pour la chance que représente la victoire de Franco pour le nationalisme : « Le nationalisme a en Espagne une chance magnifique : celle de montrer aux yeux les plus prévenus que sa cause ne se confond pas avec celle de l'immobilité sociale, de la routine, de la servitude intellectuelle et matérielle, de l'ignorance ; celle de montrer qu'il peut mener les hommes à une vie plus libre, plus riche et plus fière. Cette chance, il n'a pas le droit de la manquer ». (Dominique Bertin, « La Guerre d'Espagne s'achève. Il faut que la Révolution espagnole commence », in *Combat*, n°24, avril 1938).

socialisme comme l'URSS, de l'aide à l'Espagne républicaine, ou encore de la « Logomachie de Versailles¹ », pour reprendre le titre d'un des premiers articles de Maulnier dans *L'Action française*. L'intervention que réclame Maulnier en faveur de Franco obéit à cette même logique. Elle a l'avantage de ne pas contrarier directement Hitler, tout en dérobant à son influence un pays stratégiquement important.

A la veille de la crise de Munich, Thierry Maulnier et les autres animateurs de la Jeune Droite réagissent comme la plupart des Français devant les ardeurs belliqueuses allemandes. Ils sont indéniablement disposés à sauvegarder la paix, et se sont laissés gagner par les mythes mobilisateurs qui animent la vie politique française depuis 1935. Face à la guerre, les animateurs de la Jeune Droite ne font pas preuve de plus de lucidité que leurs compatriotes. Ils sont par contre plus perspicaces sur la situation politique et militaire de la France. Comme la plupart des Français, leurs positions ont évolué au printemps 1939 vers davantage de réalisme, en s'éloignant de celles de l'Action française sur quelques points non négligeables. Oscillant entre une défense obstinée de la paix et la dénonciation de l'abstention du régime devant la menace allemande, la Jeune Droite semble elle aussi victime de ce « choix impossible » qui caractérise, selon les analyses d'Olivier Dard, la France des années trente². Tout cela n'a cependant rien de surprenant quand on relit cette phrase extraite du Manifeste des jeunes intellectuels mobilisables contre la démission de la France, qui consacre, rappelons-le, l'entrée de la Jeune Droite dans le paysage intellectuel français : « Désirant la paix plus que quiconque, nous estimons qu'elle ne saurait consister en des reniements successifs³ » qui auraient pour conséquence d'amener de nouveaux

¹ Thierry Maulnier, « La Logomachie de Versailles », in *L'Action française*, 19 février 1931.

² Olivier Dard, *Les années trente*, *op. cit.*

³ « Manifeste des jeunes intellectuels mobilisables contre la démission de la France », in *La Revue Française*, n°4, 25 janvier 1931. Comme on le sait, ce manifeste répondait à un premier manifeste d'inspiration briandiste lancé par Jean Luchaire dans *Notre Temps* et signé d'abord par 182 intellectuels. Il nous semble également intéressant d'attirer l'attention du lecteur sur cette phrase qui se trouve dans le contre-manifeste de la Jeune Droite : « En propageant, par ce manifeste, des idées qui ne sont que amoindrissements de la juste fierté française, ce n'est pas seulement à nos vies et à nos corps que ces intellectuels risquent de porter atteinte, mais à la seule nation qui puisse, contre l'impérialisme économique des Etats-Unis et l'impérialisme marxiste de Moscou, défendre et garder à l'Europe une notion de l'homme et un humanisme intégral sur quoi nous vivons depuis dix siècles ». Alors que le début du manifeste fait référence à la menace allemande, le paragraphe que l'on vient de citer identifie nettement l'Union soviétique et le capitalisme américain comme ennemis principaux de la France. Autrement dit, dès 1931, la Jeune Droite possède déjà une vision brouillée par ses tropismes idéologiques des menaces à venir.

conflits. Cette phrase dirigée contre la politique briandiste a été écrite en 1931. Cinq ans plus tard, Thierry Maulnier et ses camarades allaient faire eux-mêmes l'expérience qu'il n'est pas aisé de sauvegarder la paix sans se renier.

Chapitre 13
Combat munichois ?

« On frémit en pensant à ce que serait une prochaine guerre, où la France se trouverait engagée : une guerre où la victoire de la France, qui serait aussi la victoire de ses répugnants alliés, effacerait à brève échéance de la terre les valeurs les plus précieuses de la civilisation humaine, effacerait de la terre, par un choc en retour inévitable, la France elle-même. En vérité, jusqu'au jour où ils auront abattu le régime qui les gouverne et délié ses amitiés déshonorantes, les Français doivent craindre doublement une guerre ; puisque non seulement cette guerre, menée par un régime incapable et irresponsable, serait très probablement perdue ; mais encore parce que cette guerre, si elle était par hasard victorieuse, ne profiterait en fin de compte qu'à ce que nous haïssons le plus¹. » Ces lignes de Thierry Maulnier illustrent parfaitement l'état d'esprit de la Jeune Droite au moment des journées de Munich. Comment faire confiance à des hommes qui sont responsables de la situation dans laquelle se trouve alors la France pour mener une guerre ? Et de toute façon, quel intérêt la jeunesse française peut-elle trouver dans une guerre qui n'aurait pour issue que la défaite ou, en cas de victoire, le renforcement du régime et de ses alliés communistes ?

Aussi bien, au moment où Hitler exige la libre détermination des Allemands des Sudètes, la Jeune Droite se trouve-t-elle à nouveau du côté de la coalition pacifiste – majoritaire en France – pour rejeter l'idée d'une guerre contre l'Allemagne, en affichant une pleine satisfaction pour les accords de Munich. Cette disposition très nette des Français en faveur de la paix est alors alimentée aussi bien par la gauche que par la droite², avec en toile de fond un anticommunisme d'autant plus virulent que le parti communiste est assimilé au parti de la guerre.

A gauche d'abord, où le pacifisme traditionnel ou doctrinal est très ancré dans les mentalités, il est principalement le fait de la tendance emmenée par le secrétaire général de la SFIO, Paul Faure, ainsi que de l'aile gauche du parti socialiste, animée par Marceau Pivert. Pendant la crise munichoise, Paul Faure fait clairement partie des partisans des négociations avec l'Allemagne et de l'apaisement. Il salue ainsi dans les

¹ Thierry Maulnier, « Il faut refaire un nationalisme en dépit de la nation », in *Combat*, n°14 avril 1937.

² Pour une analyse exhaustive de l'opinion publique française durant la crise de Munich, se reporter à : Yvon Lacaze, *L'opinion publique française et la crise de Munich*, Berne, Peter Lang, 1991, 654 p. Pour une histoire du pacifisme en France : Yves Santamaria, *Le pacifisme, une passion française*, Paris, Armand Colin, 2005, 350 p. ; Gilbert Merlio, « Le pacifisme en Allemagne et en France entre les deux guerres mondiales », in *Les cahiers Irice*, n°8, deuxième trimestre 2011, pp.39-59.

accords de Munich, la « victoire de la paix¹ ». Léon Blum est, de son côté, partagé sur les accords de Munich et l'attitude que doit adopter la France face à l'Allemagne, tout en penchant fortement vers la solution de la fermeté. Avant tout soucieux de préserver l'unité de son parti, et fondamentalement terrifié par la perspective d'une guerre avec l'Allemagne, il se range en septembre 1938 aux arguments pacifistes majoritaires des « paul-fauristes », qui constituent la position officielle du parti socialiste pendant la crise de Munich. Mais cette unanimité autour des accords de Munich, que Blum qualifiera ensuite de « lâche soulagement », ne doit pas faire illusion. Les socialistes, comme la droite, sont profondément divisés sur la question allemande. « Une fois refermée la “parenthèse” que constitue son acceptation de l'accord de Munich, Blum reprend sa croisade en faveur de la fermeté² ». Autrement dit, il considère que la France doit savoir fixer une limite à la politique d'apaisement et être prête à participer à une guerre défensive. Cette formule est jugée inacceptable par une autre branche de la gauche, représentée par le Syndicat national des instituteurs, SNI, et son secrétaire général, André Delmas. Avec le Syndicat national des PTT, le SNI représente la fraction de la CGT la plus opposée à la guerre, réunie autour du secrétaire général adjoint de la Confédération, René Belin, animateur de l'hebdomadaire *Syndicats* et d'une tendance foncièrement anticomuniste au sein de ce mouvement syndicaliste. Le SNI exprime un pacifisme intégral, qui refuse toute guerre par principe, et trouve d'ardents défenseurs au sein du Comité de vigilance des intellectuels antifascistes et dans des personnalités comme le philosophe Alain, les écrivains André Breton, Jean Giono, Félicien Challaye ou Victor Margueritte. Il se nourrit généralement d'un complexe de culpabilité et de la mauvaise conscience des intellectuels à l'égard d'une Allemagne que l'on imagine humiliée par le Diktat de Versailles.

A droite, se forme parallèlement un courant néo-pacifiste constitué essentiellement de nationalistes, autour de l'Action française, le PPF et le PSF, et de quelques représentants de l'Alliance démocratique comme Pierre-Etienne Flandin ou encore de la Fédération Républicaine, comme Louis Marin. C'est en tout cas dans ce dernier groupe, où Jean-Pierre Azéma distingue un grand nombre d' « ultra-munichoïses³ », que

¹ Yvon Lacaze, *L'opinion publique française et la crise de Munich*, pp.398-399.

² *Ibid.*, p.399.

³ Olivier Dard, *Les années 30*, op. cit., p.201.

l'on a pris coutume de ranger la Jeune Droite. Enfin, au sein du parti radical, la mouvance pacifiste est emmenée par Georges Bonnet, Ministre des affaires étrangères du gouvernement Daladier, dans lequel se retrouvent des élus comme Paul Marchandeu, Camille Chautemps, Guy La Chambre ou encore Joseph Caillaux, Emile Roche et Jean Mistler qui appartiennent à la droite du parti radical.

Du côté de la Jeune Droite, les articles que publient alors Thierry Maulnier et ses camarades ne laissent en effet planer aucun doute sur leur choix. En septembre 1938, la Jeune Droite est munichoise. Le numéro d'octobre 1938 de *Combat* est presque entièrement consacré à cette guerre qu'« il ne fallait pas faire », selon le titre de l'article que donne Maulnier¹. Pour ce dernier, la guerre n'est en aucun cas une question de devoir, mais bien une question de nécessité. Dès lors, « la guerre de 1938 était-elle pour la France une nécessité vitale ? » Sa réponse est claire : « la nécessité n'était pas assez impérative pour justifier les risques². » L'obligation qu'avait la France, en vertu des traités, de venir en aide à la Tchécoslovaquie, ne justifiait pas qu'elle se lance dans une guerre contre un adversaire bien mieux préparé, qui risquait d'entraîner l'Europe entière dans un bain de sang. Pour Maulnier, il était impossible de faire la guerre à l'Allemagne en septembre 1938 parce que la France n'était pas prête, ni moralement, ni militairement pour l'emporter rapidement sur son ennemie. La victoire à long terme de la France et de son alliée anglaise ne fait aucun doute dans son esprit. Avec toutes les ressources dont elles disposent grâce à leurs colonies, les deux nations doivent nécessairement réussir à rattraper le retard qu'elles possèdent sur l'Allemagne. Ce qu'il craint par-dessus tout, c'est un conflit long et meurtrier, à l'instar de la Première Guerre mondiale, au cours duquel la France verrait à nouveau la jeunesse française et ses élites payer un lourd tribut. « Dans tous les domaines, un sommaire examen de la situation nous interdisait donc d'espérer une décision rapide. Il ne s'agit pas de savoir si nous avons des chances de vaincre : la maîtrise des mers, le blocus, l'immensité des ressources franco-anglaises nous assuraient des chances de vaincre meilleures que celles de l'adversaire. Il s'agit de savoir si nous pouvions

¹ Thierry Maulnier, « Il ne fallait pas faire cette guerre », in *Combat*, n°28, octobre 1938.

² *Ibid.*

vaincre certainement et rapidement. Nous ne le pouvions pas. Ici, l'argument de nos partis de droite prend toute sa valeur : si nous voulions faire à l'Allemagne une guerre de précaution, une guerre préventive, il fallait la faire plus tôt¹. » Il s'agit là d'un argument familier. La Jeune Droite et l'Action française l'ont utilisé pendant toute la seconde moitié des années trente pour repousser l'idée d'une guerre. Il consiste à considérer que l'ennemi est désormais trop fort pour que la guerre engagée par la France soit simplement préventive. Quand on connaît la suite des événements, cet argument, tout comme l'analyse que fait Maulnier, ne manquent évidemment pas de lucidité. Même s'il ne faut sans doute pas nier la part de peur et d'angoisse qui se trouvent à l'origine de « l'esprit de Munich », a fortiori chez de jeunes intellectuels hantés par le souvenir traumatisant de la Grande Guerre, qu'ils ont vécue à l'âge de l'enfance.

Parmi les animateurs de *Combat*, c'est Louis Salleron qui a le mieux exploité cet argument pour montrer, deux mois avant l'accord de Munich, pour quelles raisons les Français devaient se garder de se battre pour la Tchécoslovaquie. « Arrêter la violence allemande sur le point qui devait constituer pour nous une menace permanente d'avenir eût été la meilleure solution, écrit-il. Nous ne l'avons pas fait en laissant Hitler rentrer en Rhénanie. Veiller à l'équilibre européen en sauvegardant l'indépendance de l'Autriche eût été une position de repli. Nous nous en sommes désintéressés en assistant sans bouger à l'Anschluss. Maintenant il est trop tard pour que nous prenions l'initiative d'aucune politique intéressant l'Europe centrale. La victoire nous a mis à la tête du nouvel ordre européen. Nous étions les protecteurs institués du réseau de nations issues de la Grande Guerre. Ce temps est révolu. Il a pris fin exactement le jour où les troupes allemandes sont entrées à Vienne. L'Europe continue de nous intéresser. Ce n'est pas nous, *les premiers*², qu'elle doit intéresser, parce que ce n'est plus nous, les premiers, qui y sommes intéressés. (...). La violation des frontières tchèques ne peut, certes, nous laisser indifférents. Mais elle ne peut laisser indifférent aucun pays³. » On sait déjà ce qu'il faut penser de cet argument selon lequel le temps d'une guerre préventive, à l'initiative de la France, était

¹ Thierry Maulnier, « Il ne fallait pas faire cette guerre », art. cit.

² En italique dans le texte original.

³ Louis Salleron, « La France doit-elle se battre pour la Tchécoslovaquie ? », in *Combat*, n°27, juillet 1938.

définitivement passé. Louis Salleron cite l'exemple de l'occupation militaire de la Rhénanie par l'armée allemande, en mars 1936. « Assez paradoxalement, comme l'a bien vu Nicolas Kessler, ce que *L'Action française* reproche le plus à la République, c'est son pacifisme et son manque de fermeté vis-à-vis de l'Allemagne. Le quotidien royaliste se donne ainsi bonne conscience, et justifie les reculades qu'il préconise par le souvenir des reculades passées¹. » L'analyse vaut tout aussi bien pour les animateurs de la Jeune Droite qui dénoncent chez leurs adversaires républicains, une attitude qu'ils préconisent à leur tour à partir de 1935. En ce sens, la conversion opérée par les jeunes maurrassiens à partir de 1935 est moins une conversion au pacifisme qu'à l'esprit de démission engendré par le pacifisme.

Il reste que pour Louis Salleron, les pays qui sont les plus intéressés à agir au moment de la crise des Sudètes sont les pays d'Europe du Centre et de l'Est, qui ont une fâcheuse tendance à tourner les yeux vers l'Allemagne par défiance envers la France. « Tout ce dont ils font grief à la France leur sera certainement moins sensible quand ils seront directement en présence du pays dont ils entendaient se servir contre nous². » C'est la raison pour laquelle Salleron conseille aux Français de prendre rang, dans une intervention, après la Pologne, la Hongrie et la Yougoslavie, mais aussi l'Italie et l'Angleterre. Parce que « prendre son rang dans l'intervention, c'est (...) intéresser au problème de l'impérialisme germanique d'une part l'Angleterre et l'Italie, d'autre part tous les peuples du Centre-Est européen actuellement peu favorables à la Tchécoslovaquie et favorables à l'Allemagne – c'est les y intéresser et les inviter à s'en inquiéter. Ne portons donc pas à bout de bras une Europe stupide et qui nous déteste³. »

Deux mois avant les accords de Munich, les animateurs de la Jeune Droite avaient donc prévenu qu'il ne faudrait pas se battre pour la Tchécoslovaquie, quelles que soient les alliances ou les promesses faites par des gouvernements français irresponsables. Ce qui ne signifie cependant pas qu'il ne fallait rien faire et se désintéresser complètement de la Tchécoslovaquie. Une lettre adressée par Louis

¹ Nicolas Kessler, *Juillet 1939 – juillet 1940 : Charles Maurras et le journal L'Action française face à la guerre*, Mémoire de maîtrise réalisé sous la direction du Professeur Jean-Marie Mayeur, Université de Paris IV – Sorbonne, 1991, p.34.

² Louis Salleron, « La France doit-elle se battre pour la Tchécoslovaquie ? », art. cit.

³ *Ibid.*

Salleron quelques jours avant la publication de son article, éclaire un peu plus les idées de la Jeune Droite sur la question tchécoslovaque et son refus d'une guerre déclenchée par un mécanisme d'alliances : « Je crains, explique-t-il dans ce courrier, de donner trop l'impression qu'il faut se désintéresser de ce petit pays emmerdant. Ne pourrait-on pas mettre une note en renvoi à un paragraphe quelconque pour dire : “Bien entendu, ce paragraphe comme tout l'article ne vise que l'intervention de la France sous forme de guerre, et de guerre déclenchée immédiatement et automatiquement en cas d'agression de la Tchécoslovaquie par l'Allemagne”. Il ne s'agit pas, cela va de soi, de rester inactif et inexistant en Europe¹. » Mais, pour autant, comme le répète Louis Salleron, « Nous avons à remettre de l'ordre chez nous. Pas ailleurs². » Et donc surtout pas en jouant les gendarmes en Europe. Tout est dit.

A l'aune de ces textes, la position de Thierry Maulnier et ses camarades en septembre 1938 n'a donc rien d'étonnant. Maulnier rassure d'ailleurs ses compatriotes au moment de la crise de Munich en démontrant que le peuple français ne doit ressentir aucune culpabilité pour avoir abandonné la Tchécoslovaquie à son sort. « S'il y a manquement à la parole donnée à la Tchécoslovaquie, déclare-t-il, ceux qui ont manqué à leur parole ne sont pas ceux qui n'ont pas exécuté des engagements impossibles à tenir, à supposer qu'ils fussent valables, ce sont les hommes qui ont mis la France dans l'impossibilité de tenir ces engagements. (...). La France n'a pas abandonné la Tchécoslovaquie en refusant de la secourir, mais en étant trop faible pour la secourir. (...) . Une obligation d'assistance comporte une obligation d'armement et de force. Que l'on mette donc, si l'on veut, M. Pierre Cot en accusation pour avoir trahi la Tchécoslovaquie³ ». Autrement dit les coupables, dès 1938, sont les gouvernants qui n'ont pas donné à la France les moyens de tenir les engagements pris devant ses partenaires et de résister à la puissance allemande. Pierre Cot, l'un des animateurs du mouvement jeune-turc, pacifiste notoire et Ministre de l'Air dans le gouvernement formé par Léon Blum en juin 1936, figure ainsi au premier rang des accusés pour n'avoir pas fourni l'armée française en avions de combat⁴. Mais c'est

¹ Lettre de Louis Salleron à Thierry Maulnier datée du 6 juillet 1938. Fonds privé Thierry Talagrand.

² Louis Salleron, « La France doit-elle se battre pour la Tchécoslovaquie ? », art. cit.

³ Thierry Maulnier, « Il ne fallait pas faire cette guerre », art. cit.

⁴ Sur Pierre Cot, voir : Sabine Jansen, *Pierre Cot. Un antifasciste radical*, Paris, Fayard, 2002, 680 p. Pour Sabine Jansen, « 1936 marque bien le début du réarmement allemand, mais il faut attendre 1938 pour que de

finalement tout le régime que Maulnier critique : cette démocratie qui est incapable de se préparer à affronter une guerre dont elle est idéologiquement responsable. Les démocraties ont en effet pour lui une attirance fâcheuse pour les guerres de principes. Ces arguments, qui laissent entendre que la défaite est de toute façon dans le régime, auront leur importance pour la suite. Ils constituent l'une des clés indispensables pour comprendre les choix de la Jeune Droite en 1940. Ajoutons enfin qu'en septembre 1938, la Jeune Droite, munichoise, se montre simplement en phase avec l'opinion publique française. Un sondage réalisé par l'IFOP après la crise en octobre 1938, à un moment où les esprits commençaient à se ressaisir, montre que 57 % des personnes interrogées approuvent les accords de Munich, tandis que 37 % les rejettent¹. Encore faut-il se demander combien de sondés, parmi ces 37 %, ont réellement craint l'hypothèse d'une guerre en septembre et affichent désormais une fermeté de circonstance, une fois la menace passée. En octobre 1938, le même sondage démontre ainsi que 70 % des personnes interrogées demandent aux gouvernements français et anglais de résister en cas de nouvelle exigence hitlérienne. La politique de fermeté commence à faire son chemin dans les esprits, y compris munichois.

Quoi qu'il en soit, il serait faux de dire que Thierry Maulnier et ses camarades se réjouissent des accords de Munich, au cours desquels l'Angleterre et la France n'ont réussi à obtenir de l'Allemagne qu'un échelonnement de l'occupation des Sudètes sur dix jours au lieu de l'invasion immédiate, initialement proclamée par Hitler. L'Allemagne sort renforcée de la conférence de Munich, mais elle n'est forte que des faiblesses de la France. Par conséquent, Munich constitue un sursis provisoire pour la paix, que la Jeune Droite salue, mais qui n'en demeure pas moins une reculade pour la France. Maulnier exprime cette idée clairement : « Toute une partie de notre presse nous convie à applaudir l'accord de Munich en nous disant qu'il n'y a eu à Munich "ni vainqueurs ni vaincus". C'est vraiment une manière un peu trop commode d'oublier un épisode gênant de notre histoire d'après-guerre. Les quatre protagonistes de Munich

réels changements se fassent sentir dans l'industrie aéronautique ». Ainsi, 1477 avions sont livrés en 1938, soit 650 de plus environ qu'en 1937. Guy La Chambre, qui prend la suite de Pierre Cot au ministère de l'air en janvier 1938 retire tous les bénéfices de l'action de modernisation entamée par Pierre Cot, au détriment de ce dernier qui apparaît aujourd'hui encore comme moins efficace.

¹ Yvon Lacaze, *L'opinion publique française et la crise de Munich*, pp.67-68.

ont gagné tous les quatre un même bien : la paix, au moins provisoire. Mais l'Allemagne a gagné, outre la paix, trois millions de sujets, la vassalité tchèque, la route vers l'Orient. La France a gagné la paix. Mais elle a perdu son dernier allié et vu s'effondrer ce qui lui restait d'influence en Europe Centrale. Il y a quelque optimisme à considérer ces résultats comme égaux¹. » L'accord de Munich représente bien une première défaite de la France face à l'Allemagne. Incontestablement « munichois », Thierry Maulnier n'en reste pas moins lucide sur la situation internationale car il a l'avantage, contrairement à la majorité des intellectuels de gauche, d'avoir une bonne compréhension du phénomène fasciste². Salleron a lui aussi une pensée à peu près semblable après les accords de Munich : « Il fallait sauver la paix, parce qu'il fallait sauver la vie de la France. Cela, chacun l'a compris ou plutôt l'a senti. Et c'est pourquoi le pacte de Munich, qui consacre la liquidation définitive du traité de paix, a été une victoire du bon sens. Mais chacun sent également que cette victoire est une défaite. Car seul Hitler triomphe totalement. Les autres perdent tous. La guerre eût été la ruine de l'Allemagne, comme la ruine des autres nations. La paix est pour l'Allemagne un gain net – les autres nations ont seulement évité la guerre³ ». Ces citations nous amènent tout naturellement à faire des réserves importantes sur ce terme d' « ultra-munichois » que Jean-Pierre Azéma a forgé pour qualifier *L'Action française* en général et par là même les maurrassiens de la Jeune Droite. Dans son essai de classification des « munichois », Azéma décrit les « ultras » comme ceux qui « resteront munichois contre vents et marées et, en tout cas, au delà du coup de Prague⁴ » du 15 mars 1939 à la suite duquel la Bohême-Moravie est incorporée au Reich sous la forme d'un protectorat. Peut-on par conséquent qualifier d' « ultra-

¹ Thierry Maulnier, « Il ne fallait pas faire cette guerre », art. cit.

² Voir chapitre 10 sur son analyse du fascisme.

³ Louis Salleron, « Le Problème français », in *Combat*, n°28, octobre 1938.

⁴ Jean-Pierre Azéma, *De Munich à la Libération 1938-1944*, Paris : Editions du Seuil, collection Points Histoire, 2002, p.21. La classification qu'il établit est la suivante : 1) Les « munichois d'occasion » parmi lesquels on trouve les blumistes, un grand nombre de démocrates-chrétiens et des jacobins conservateurs comme Georges Mandel. Les munichois d'occasion sont des bellicistes qui ont cédé pour un temps à l'esprit de démission avant de se reprendre. 2) Ensuite, il y a les « munichois d'attente » qui sont ceux pour qui Munich ne constituait qu'un sursis dont la France pouvait profiter pour mieux se préparer à la guerre future. Dans ce groupe, Azéma range les radicaux comme Daladier, des socialistes indépendants et quelques fractions de la droite nationaliste. 3) Puis viennent les « munichois de conviction », partisans à tout prix d'une politique d'apaisement avec l'Allemagne. On y trouve les radicaux de droite, le PSF de La Rocque, la Fédération républicaine, l'Alliance démocratique et une part importante des partisans de Paul Faure au sein de la SFIO. 4) Enfin, il y a en dernière catégorie les « ultra-munichois » dont a vu la définition.

munichoïses » des intellectuels comme Thierry Maulnier et Louis Salleron qui rendent publiques leurs premières critiques contre les accords de Munich dix jours à peine après leur signature ? La conférence s'achève le 30 septembre et le numéro de *Combat*, duquel sont extraites les phrases citées plus haut, paraît le 10 octobre. Il n'a pas fallu dix jours pour que la Jeune Droite commence à entrevoir les conséquences négatives de la capitulation de Munich. La remarque vaut également pour *L'Action française* ; Maurras ayant admis, après une première phase de soulagement, que Munich avait été une défaite pour la nation française. Si Thierry Maulnier et ses camarades de la Jeune Droite ne peuvent qu'être injustement considérés comme des ultra-munichoïses, ils peuvent à bon droit être rangés dans la catégorie, définie par Azéma, des « munichoïses d'attente », qui espèrent profiter du sursis offert par les accords de Munich pour favoriser le redressement et le réarmement français. C'est en tout cas ce qu'espère Thierry Maulnier du répit instauré par les accords de Munich. Loin de faire de la paix une question de principe, il se méfie au contraire du relâchement qui guette des Français passés très près de la catastrophe, et de l'excès de confiance accordé au président du conseil, Daladier. « Nous allons être bernés dans la paix comme nous aurions été bernés dans la guerre¹ », prophétise-t-il de manière assez sombre. En fait, cette catégorie fourre-tout de « munichoïses » utilisée par les historiens renferme une multiplicité de personnalités aux motifs très différents. A côté de la classification instaurée par Jean-Pierre Azéma, Yvon Lacaze a, lui, distingué au sein de la droite munichoïse des « nationalistes résignés » et des « nationalistes conditionnels »². Dans la première catégorie, résignée à abandonner l'Europe centrale au sort de l'Allemagne, il range les représentants de la famille maurrassienne, l'Alliance démocratique et le PPF de Jacques Doriot. La Jeune Droite fait par conséquent partie, pour l'auteur, des « nationalistes résignés ». Dans la catégorie des « nationalistes conditionnels », munichoïse en raison de l'impréparation de la France et du sursis offert par le pacte à quatre, Yvon Lacaze classe une grande partie des élus de la Fédération Républicaine de Louis Marin et le PSF du colonel de la Rocque. Y figure par exemple Jean Ybarnegaray, porte-parole du PSF à la Chambre qui, lors d'un débat

¹ Thierry Maulnier, « Il ne fallait pas faire cette guerre », art. cit.

² Voir à ce sujet : Yvon Lacaze, *L'opinion publique française et la crise de Munich*, op. cit., pp.311-343.

sur la crise tchécoslovaque le 4 octobre 1938, considère « que l'Allemagne est la grande victorieuse de l'affaire et qu'il faut se ressaisir¹ ».

Encore une fois, cette catégorisation ne permet, pas plus que celle de Jean-Pierre Azéma, de classer une Jeune Droite difficile à faire rentrer dans des schèmes interprétatifs trop figés. Les articles cités montrent bien, en effet, qu'il n'est pas possible de décrire complètement son attitude en la qualifiant de résignée. L'abandon de la Tchécoslovaquie est, pour ainsi dire, prémédité par la Jeune Droite, pour la raison notamment que la défense de ce pays, issu du mauvais Traité de Versailles, ne vaut pas une guerre avec l'Allemagne qui pourrait ruiner la civilisation européenne. La position de Thierry Maulnier, au début du mois d'octobre, est en fait la même que celle du parlementaire Jean Ybarnegaray, et elle pourrait justifier tout autant de le classer parmi les nationalistes « conditionnels ».

Alors comment expliquer que la Jeune Droite – patriote, en majorité opposée au totalitarisme, si l'on excepte l'équipe fascisante de *Je Suis Partout*, et très fortement imprégnée de la germanophobie traditionnelle de l'Action française – se soit affichée munichoise en 1938 ? Le questionnement vaut d'ailleurs pour l'ensemble du mouvement maurrassien sur lequel Maulnier et ses camarades calquent leurs arguments. S'il y a bien un vainqueur en dehors de Hitler en 1938, c'est Maurras, dont les idées sont en parfaite harmonie avec les sentiments majoritaires des Français, sans que leur auteur puisse être soupçonné de la moindre complaisance envers une Allemagne qu'il abhorre. Comme l'a bien vu Michel Winock, « la droite française en est venue à sous-estimer les forces du pays et à entonner un chant funèbre de décadence, propre à démoraliser la nation face à l'ennemi de la frontière. Sans doute faudrait-il résister à Hitler mais la France est en état de décomposition². » Dès lors, avec la représentation que Maurras et les animateurs de la Jeune Droite se font de la situation de la nation française, ils ne peuvent concevoir une guerre contre un ennemi qui n'a eu de cesse, sous l'influence d'Hitler, de reconstituer ses forces morales et militaires. De là cette politique extérieure prudente que prône le mouvement

¹ Yvon Lacaze, *L'opinion publique française et la crise de Munich*, op. cit., p.336.

² Michel Winock, « L'Esprit de Munich », in *L'Histoire*, n°58, juillet-août 1983, p.72

maurrassien et qui consiste à tout faire pour ménager une Allemagne qui veut la guerre et qui attend le premier prétexte pour la déclencher. La Tchécoslovaquie est l'un de ces pièges dans lesquels il faut que les Français se gardent de tomber. On comprend mieux ainsi cette patience – qui n'a rien de complaisante – à supporter les provocations nazies. Pour Michel Winock toujours, « Thierry Maulnier, à la tête de la revue *Combat*, exprime, au moment de Munich, l'opinion "néo-pacifiste" d'une extrême-droite pleine de longanimité devant Hitler¹. » Ce terme de « longanimité » par lequel Winock qualifie l'attitude de Maulnier correspond bien à la réalité. Il ajoute aux raisons politiques ou idéologiques déjà exposées une dimension psychologique à ne pas négliger, qui tourne autour de la peur viscérale de la guerre. Robert Brasillach a ainsi décrit la charge émotionnelle qui accompagne l'éventualité d'une nouvelle guerre : « Plus tard, on ne comprendra peut-être pas tout à fait bien l'état d'esprit de ceux qui ont passé à côté de la guerre dans leur enfance, qui ont grandi dans une Europe pleine d'illusions (...) et qui, soudain, pendant plusieurs années, ont attendu la guerre pour le printemps ou pour l'automne. Je ne parle pas seulement des grandes crises où, en ouvrant le journal, un matin, on voit le combat se rapprocher. Mais je pense à cette insinuante combinaison du destin qui fait tout pour nous persuader, de jour en jour, d'heure en heure, que la guerre est inévitable (...). Alors, de temps en temps, les hommes de trente ans perdent un peu non pas courage, mais confiance, mais santé morale, et ils luttent avec leurs nerfs, d'une manière si continue qu'ils ne peuvent pas n'en pas ressentir quelque fatigue. Car peut-être, tout au fond d'eux-mêmes, ne croient-ils plus qu'au miracle, ce qui n'est pas une forme particulièrement réconfortante de l'espérance. Ils savent que les doctrines raisonnables n'ont pas de chance, ils font leur métier, métier d'homme, de politique, en attendant mieux, en se demandant s'ils ne l'abandonneront pas un jour pour le métier de guerre. Et ils ont beau faire bon visage à la destinée, ils connaissent une forme assez tranquille de non-espoir². »

Confrontés à l'amorce d'un nouveau conflit avec l'ennemi éternel, les jeunes maurrassiens repoussent cette éventualité avec horreur en prônant un repli défensif sur

¹ Michel Winock, « L'Esprit de Munich », art. cit., p.72.

² Robert Brasillach, *Notre avant-guerre*, Œuvres complètes, Tome VI, Paris, Au Club de l'Honnête Homme, 1964, p.280.

les frontières de l'hexagone, envers lequel Maulnier se montrait très critique dans la première moitié des années trente¹. Comme si, en se concentrant sur la résolution de ses problèmes intérieurs, la France pouvait espérer rester éternellement à l'abri de la crise internationale. C'est ce nationalisme défensif, qu'exprime par exemple Louis Salleron lorsqu'il affirme : « Rentrons dans notre pré carré et barricadons-nous y. Nous avons à remettre de l'ordre chez nous. Pas ailleurs². » La Jeune Droite espère conjurer le sort d'une guerre en combattant d'abord les ennemis qui menacent la France de l'intérieur, manière de replacer le problème dans un espace hexagonal où l'affrontement est mieux maîtrisable. Ce faisant, elle prend tout de même le risque de privilégier la guerre civile à la guerre internationale, au pire moment sans doute pour l'avenir de la France. Dans ces conditions, l'ennemi numéro un de la France n'est plus l'Allemagne³, mais un gouvernement de « crétins³ » – pour reprendre une insulte de Charles Maurras – et les forces politiques, au premier rang desquelles il faut placer les communistes, qui le manipulent.

Dès lors, il faut sans doute apporter beaucoup de nuances au « pacifisme » par lequel les historiens ont pris l'habitude de décrire l'attitude de la Jeune Droite pendant la seconde moitié des années trente, et notamment en 1938, à l'occasion de la crise tchécoslovaque. Tout d'abord, écartons toute idée d'un pacifisme doctrinal ou de conviction. Il ne peut en réalité s'agir que d'un « pacifisme partiel qui voit dans la guerre un moyen irrationnel et inhumain mais parfois nécessaire⁴. » Comme Thierry Maulnier l'exprime lui-même, « la guerre ne peut en aucun cas être une affaire de devoir. Elle peut être une affaire de nécessité⁵. » Le « pacifisme partiel » de Maulnier et ses camarades est donc avant tout réaliste, pragmatique. Il ne se berce pas d'illusion

¹ Prônant un nationalisme d'affirmation nationale, Thierry Maulnier se montrait ainsi opposé « à un nationalisme impuissant et paralysé, qui se borne à résister aux coups du dehors ou à leur céder le moins possible, et qui ne connaît d'autre règle d'action internationale que la résistance dans l'inertie » (p.123). Critiquant la politique des gouvernements qui se sont succédé après la Première Guerre mondiale, il affirmait que « notre politique fut celle de la peur. Il s'agissait de préserver la France, non pas seulement de la guerre, mais du risque même de la guerre, de rendre la guerre impossible. (...) Le droit de la France à la sécurité était érigé en principe, comme s'il était permis à quiconque de vivre exempt de la charge d'assurer et de défendre sa vie, et l'on était prêt, pour assurer cette sécurité, à accepter l'humiliante garantie, la tutelle des autres nations » (p.125). in Robert Francis, Thierry Maulnier, Jean-Pierre Maxence, *Demain la France, op. cit.*, pp.123-125.

² Louis Salleron, « La France doit-elle se battre pour la Tchécoslovaquie ? », in *Combat*, n°27, juillet 1938.

³ « Ah ! les crétins ! Ah ! les pourceaux ! Ah ! les cocus ! Ah ! les immondes individus, sanguinaires, sanglants Qu'on les mette dehors à coups de pied quelque part ! », in Charles Maurras, « La politique », *L'Action française*, 11 mars 1936.

⁴ Gilbert Merlio, « Le pacifisme en Allemagne et en France entre les deux guerres mondiales », art. cit., p.40.

⁵ Thierry Maulnier, « Il ne fallait pas faire cette guerre », art. cit.

sur l'humanité. La guerre n'est pas rejetée par principe, mais elle n'est envisagée que dans des conditions où la victoire est acquise à l'avance par une supériorité écrasante des forces. « A moins de nécessité vitale absolue, la guerre ne peut être envisagée, comme solution politique que pour celui qui possède l'écrasante supériorité de forces capables d'assurer une décision presque instantanée. Le premier principe de la morale politique est qu'il ne faut faire la guerre que contre un adversaire faible et désarmé, au moins relativement aux forces qu'on est sûr de grouper contre lui¹ ». C'est dire si la guerre qu'envisage alors Maulnier contre l'Allemagne, jugée supérieure, ne peut être que dénuée de volonté de conquête et d'agressivité.

En vérité, le pacifisme de Thierry Maulnier et de la Jeune Droite obéit à une forme très particulière qui peut être qualifiée de neutraliste. Analysée sous l'angle du neutralisme, son attitude de la seconde moitié des années trente jusqu'à la Libération retrouve une véritable cohérence que l'on perçoit par ailleurs dans la célèbre formule énoncée par Maurras sous l'Occupation : « La France seule ». Entre les deux blocs en présence, les nations fascistes d'un côté, les démocraties alliées à l'URSS de l'autre, la France doit se garder de prendre parti, pour garantir son propre avenir. D'où aussi cette crainte des alliances, des pactes entre nations, qui peuvent conduire mécaniquement à une guerre non désirée. « Contre la Sainte-Alliance des démocraties, la Sainte-Alliance des fascismes peut se faire, et ainsi sera réalisée sans doute la plus belle machine que l'humanité ait jamais montée en vue de sa propre extermination. Ce qui est à craindre pour demain, énonce ainsi Thierry Maulnier dès 1936, c'est une guerre opposant deux philosophies et deux mysticismes : une guerre de religions. Dans cette guerre, est-il absolument impossible que nous nous réservions les avantages de la neutralité ?² ».

Pour résumer, le positionnement de Thierry Maulnier et de la Jeune Droite au moment de la crise de Munich se caractérise par un « neutralisme » nourri d'obsession anticommuniste qui lui fait concevoir l'Allemagne nazie comme un rempart utile contre les Soviets – mais non exempt de danger pour la France, c'est la raison pour laquelle il n'est pas question d'imaginer une quelconque alliance avec le régime hitlérien. Ce neutralisme s'accompagne d'un anti-démocratisme viscéral qui lui fait

¹ Thierry Maulnier, « Il ne fallait pas faire cette guerre », art. cit.

² Thierry Maulnier, « Sainte-Alliance des Démocraties », in *Courrier Royal*, 1^{er} août 1936.

craindre une guerre déclenchée pour des principes idéologiques et d'une haine pour le personnel politique républicain et le régime parlementaire, qui lui font douter des capacités de la France à assurer sa défense en cas de conflit, et donc à remporter la victoire sur l'Allemagne.

Chapitre 14
Les nouvelles conditions imposées à l'action politique

Le titre du numéro de *Combat* paru à l'issue de la crise de Munich donne toute la mesure des préoccupations des animateurs de la Jeune Droite dans les mois qui précèdent la déclaration de guerre. « Nous avons évité la guerre. Que ferons-nous de la paix ?¹ », s'interrogent-ils. Derrière le soulagement perce l'inquiétude. Munich a repoussé l'échéance de la guerre. Dans l'intervalle, il est désormais nécessaire d'agir pour que la France soit prête lorsque la catastrophe se présentera. Jusqu'en juillet 1939, Maulnier donne à *Combat* une série de huit articles intitulée « Les nouvelles conditions imposées à l'action politique en France² ». Son propos y demeure celui qu'il tient depuis le début des années trente ; c'est-à-dire que la France ne peut plus faire l'économie d'un changement de régime. Les derniers événements internationaux lui commandent même de s'engager rapidement sur cette voie. Thierry Maulnier et ses camarades, fidèles en cela à la pensée de Maurras, sont en effet convaincus que la démocratie, ou la République, appellent la guerre. « La République, c'est la guerre ! La monarchie, c'est la paix !³ », répète-t-on dans les colonnes de *L'Action française*. « Qui se dit royaliste en France, se flatte Charles Maurras, se déclare par là même le partisan du seul et unique régime qui ait donné à la France une ère continue de paix inviolée (...).Le drapeau de l'Action française est bien le drapeau de la paix⁴. » L'objectif de Thierry Maulnier, dans les mois qui suivent Munich, est donc de refaire la France, soit en lui donnant les moyens de déclarer la guerre à l'Allemagne en cas d'agression et de la gagner, soit en lui redonnant assez de puissance pour dissuader Hitler de s'engager dans un conflit avec elle. La guerre n'est plus rejetée d'instinct par une Jeune Droite horrifiée ; elle est désormais envisagée comme une éventualité à laquelle il convient de se préparer pendant qu'il est encore temps.

En fait, ces nouvelles conditions imposées à l'action politique, Maulnier les résume dans une double impasse, à laquelle sont confrontés les nationalistes français. « Un

¹ *Combat*, n°28, octobre 1938.

² Ces articles ont été rassemblés pour constituer la première partie de l'essai *La France, la Guerre et la Paix*, publié sous l'Occupation. Thierry Maulnier, *La France, la Guerre et la Paix*, Lyon, Lardanchet, 1942, 213 p.

³ Pour l'AF, entre 1789 et 1935, le territoire français a subi, en comparaison, 6 invasions en démocratie plébiscitaire ou parlementaire (en 1792, 1793, 1814, 1815, 1870 et 1914) et aucune invasion pendant les périodes de monarchie, sous les règnes de Louis XVIII, Charles X et Louis-Philippe.

⁴ Phrase de Charles Maurras écrite en 1926 et citée par Nicolas Kessler, *Juillet 1939 – juillet 1940 : Charles Maurras et le journal L'Action française face à la guerre*, op. cit., p.42.

patriotisme aveugle finit par se mettre au service de la politique antifasciste. Un antidémocratisme ou un antimarxisme aveugles finiraient par se mettre au service de la politique antifrançaise. (...). Il nous est également impossible d'accepter une forme de lutte pour l'intérêt français qui n'est en fin de compte qu'une lutte antifasciste, et une forme de lute antimarxiste ou antidémocratique qui tend en fin de compte à affaiblir les positions et à mettre en péril la vie de la France¹. » Pour n'avoir pas agi à temps, la France se trouve donc en face d'un dilemme quasiment insoluble. Une victoire du bloc des démocraties dans une guerre contre l'Allemagne reviendrait à consolider le régime en place, qui mène la France directement à la ruine, si ce n'est pas au triomphe du bolchevisme ; tandis que la victoire d'Hitler signifierait au-delà de la faillite, certes souhaitée, du régime républicain, la fin irrémédiable de la civilisation française. Victoire de la démocratie française ou victoire de l'Allemagne nationale-socialiste : dans les deux cas, les Français ont tout à perdre, pour la simple raison que, « A cause du régime, tout est faussé. Les nationalistes français se trouvent dans le cas d'être obligés de verser leur sang pour assurer la victoire dans le monde, sous le drapeau de la France, de ce que leur raison d'être est de combattre, d'une philosophie et d'une forme de société dont ils ont constaté chez eux la sottise, la bassesse et les terribles dévastations. Leur demander, dans ces conditions de faire la guerre dans l'enthousiasme, c'est vraiment beaucoup leur demander². » Le seul moyen pour la France de sortir du dilemme antifascisme – antidémocratisme dans lequel elle est engluée, est dans un changement radical de régime : « Tant qu'elle sera gouvernée par des institutions qui affaiblissent constamment sa vitalité nationale et la mettent dans un état d'infériorité pratique écrasante en face des nations voisines, elle restera inévitablement partagée entre le besoin de transformer ces institutions, puisque c'est à cause d'elles qu'elle est affaiblie, et le désir de les défendre, puisqu'elle a le sentiment, parfois exact que c'est elle-même qui, à travers ses institutions, est visée. Le seul moyen d'échapper à ce dilemme est pour la France, dans une transformation intérieure qui mette ses institutions, et la philosophie qui la fonde, en accord avec les conditions

¹ Thierry Maulnier, « Les Nouvelles conditions imposées à l'action politique en France », in *Combat*, n°29, novembre 1938.

² *Ibid.*

de sa résistance, de sa vitalité et de sa grandeur¹. » En changeant de régime, la France doit pouvoir sortir des deux « constellations idéologiques² », démocratique et fasciste, ou encore plus simplement, antifasciste et fasciste, qui se disputent l'avenir de l'Europe et du monde. Thierry Maulnier a cependant bien conscience que, dans la situation dans laquelle se trouve la France, une révolution pourrait avoir des conséquences désastreuses en livrant le territoire à l'ennemi. Le changement radical comme l'immobilisme comportent des périls pour la nation. Pour autant, il ne renonce pas à la révolution. Pour Maulnier, « les chances de salut de la France se confondent donc avec la possibilité d'une révolution telle que la puissance politique actuelle, l'unité nationale actuelle, la puissance économique actuelle de la France, bien loin de s'en trouver un seul instant compromises, seraient aussitôt engagées, par le procédé même de la transformation envisagée, sur la voie d'une plus grande solidité et d'une plus grande efficacité. Nous ne pouvons nous payer ni une guerre civile à l'Espagnole, ni une Commune, ni même un 6 Février. Nous ne pouvons nous payer ni désarroi ni trouble. Nous ne pouvons nous payer qu'une *révolution immédiatement progressive*³ », terme flou, pour ne pas dire contradictoire, qui signifie simplement que la révolution doit apporter des progrès immédiatement perceptibles dans le fonctionnement des institutions. Régulièrement donc, au long du premier semestre de 1939, Maulnier rappelle la nécessité qui s'impose à la France de changer ses institutions. A la veille de la guerre encore, dans l'ultime numéro de *Combat* qui paraît en juillet 1939, Maulnier ne répète rien d'autre. Dans cet article au titre trompeur, « Le Problème secondaire des institutions⁴ », il essaie de trouver le moyen d'accomplir cette « révolution immédiatement progressive » qu'il appelle de ses vœux. Il s'agit ainsi, dès à présent, d'offrir aux Français un point de ralliement qui leur permette de se rassembler au-delà des oppositions doctrinales. Ce point de ralliement évident, ce sont, pense-t-il, les valeurs humanistes de la civilisation française, que le peuple a fini par confondre avec

¹ Thierry Maulnier, « Les Nouvelles conditions imposées à l'action politique en France », in *Combat*, n°29, novembre 1938.

² Thierry Maulnier, « Les Nouvelles conditions imposées à l'action politique en France IV. Valeurs démocratiques et valeurs françaises », in *Combat*, n°32, février 1939.

³ Thierry Maulnier, « Les nouvelles conditions imposées à l'action politique en France III. Pour une politique de la France », in *Combat*, n°31, janvier 1939.

⁴ Thierry Maulnier, « Les nouvelles conditions imposées à l'action politique en France. VIII. Le Problème secondaire des institutions », in *Combat*, n°37, juillet 1939.

une démocratie qui s'est précisément montrée incapable de les sauvegarder. Dès lors, les Français ont tort, à cause « d'un ridicule attachement sentimental¹ », de ne pas vouloir se débarrasser d'un système qui est de toute façon, pense Maulnier, condamné. « Les institutions, démocratiques ou non, ne sont qu'un moyen. Le problème supérieur ne peut être en aucun cas, pour une société de préserver les institutions, mais de préserver les valeurs que les institutions ont pour fin de défendre, et de changer sans hésiter les institutions lorsqu'elles ne répondent plus à leur fin. Nous avons à affronter, à transformer, à vaincre les circonstances de l'histoire lorsqu'elles viennent menacer les valeurs qui sont fondées de la façon la plus stable et la plus féconde à notre substance même de peuple français et d'hommes français ; nous avons à affronter, à transformer, à vaincre nos institutions elles-mêmes, lorsqu'elles ont cessé de répondre aux circonstances de l'histoire. (...). Aujourd'hui, il n'est qu'un moyen de faire, entre les Français conscients de leur tâche essentielle, la plus large union possible. C'EST DE LEUR FAIRE COMPRENDRE QUE LA QUESTION DES INSTITUTIONS EST UNE QUESTION D'IMPORTANCE SUBORDONNÉE. CE QUI NE VEUT PAS DIRE QU'IL EST INUTILE DE LES CHANGER. CE QUI VEUT DIRE AU CONTRAIRE QU'ELLES N'ONT RIEN DE SACRÉ ET QU'IL FAUT LES CHANGER SANS HÉSITER, AUTANT QU'IL EST INDICÉ PAR LES CIRCONSTANCES². »

Autrement dit, en juillet 1939, Maulnier n'a rien abandonné de ses idées : « Politique d'abord ». Il ne fait rien que ressasser les principes maurrassiens bien connus, qui stipulent que la politique, en l'occurrence le changement de régime, n'est qu'une priorité dans les moyens ; la fin étant la sauvegarde des valeurs et de l'héritage français et non la restauration de la monarchie. Maulnier ne se prononce pas sur un type de régime mais, comme la France doit dépasser ce choix impossible entre démocratie et totalitarisme, il lui reste de toute façon peu de solutions. D'autant plus que Thierry Maulnier considère que le nouveau régime ne peut être assis sur un système d'élections ou de majorités, et qu'il doit posséder assez d'autorité et de force, pour que les valeurs de liberté et de justice auxquelles croient les Français soient préservées. Louis Salleron ne dit pas autre chose que Maulnier lorsqu'il écrit au

¹ Thierry Maulnier, « Les nouvelles conditions imposées à l'action politique en France. VIII. Le Problème secondaire des institutions », in *Combat*, n°37, juillet 1939.

² *Ibid.* (Nous avons respecté le texte original en conservant les phrases en lettres majuscules.)

lendemain de Munich, que la démocratie a perdu son sens originel de gouvernement du peuple par le peuple, pour signifier un régime respectueux de la personne humaine : « Tout cela doit être balayé, liquidé, jeté à l'égout. La corruption des mots n'est que l'image de la corruption des idées. Il faut changer les mots et changer les idées. Il faut faire neuf. Quel est le problème ? Il est de sauver un certain idéal de liberté et de justice que symbolise, pour les foules, le mot "démocratie" en créant un régime politique qui soit la négation même de la démocratie¹. »

Avec ces citations, il paraît difficile de suivre Nicolas Kessler quand, dans son *Histoire politique de la Jeune Droite*, il écrit que, pour Thierry Maulnier, « non seulement une révolution n'est plus envisageable dans le nouveau contexte international, mais la légitimité même d'une telle rupture est de moins en moins évidente² ». De la même manière, l'affirmation selon laquelle « ce n'est ni plus ni moins qu'une forme d' "union sacrée" que Maulnier a en vue³ » est tout aussi contestable. L'union sacrée, pour Maulnier, paralyse l'action politique. Elle ne peut conduire qu'à l'adoption d'un programme « bâtard » et inefficace de réformes par lesquelles on cherche à satisfaire toutes les sensibilités politiques. On ne comprend pas davantage enfin que Nicolas Kessler puisse considérer que « revenus de leurs illusions monarchistes, les rédacteurs de *Combat* sont de plus en plus convaincus du caractère "secondaire" du problème des institutions. (...). Aussi se rallient-ils insensiblement à une idée de "République"⁴. »

Il est certain néanmoins que, dans les derniers mois qui précèdent la guerre, les animateurs de la Jeune Droite ont fait évoluer leurs positions sur plusieurs points

¹ Louis Salleron, « Le Problème français », in *Combat*, n°28, octobre 1938.

² Nicolas Kessler, *Histoire politique de la Jeune Droite (1929-1942)*, op. cit., p.423.

³ *Ibid.*, p.424.

⁴ *Ibid.*, pp.425-426. Nicolas Kessler s'appuie ici sur un texte de Louis Salleron dans lequel ce dernier avoue préférer le terme de République qui « étymologiquement et historiquement, met l'accent sur les idées de chose publique et de liberté » à celui de démocratie, tout en ajoutant que « malheureusement, en tant qu'il semble incarner une forme de régime, il s'oppose traditionnellement à la monarchie » (Louis Salleron, « Réflexions sur le régime à naître II », in *Combat*, n°30, décembre 1938). Il n'y a donc dans ces lignes aucun ralliement de quelque sorte à la République. D'ailleurs Salleron se montre très clair sur le régime qu'il entrevoit pour la France. « On voit quelles seraient (...) les grandes lignes du régime français (empruntant à la tradition millénaire de la France, aux réalités immédiates et à l'exemple anglais) : 1° Une royauté héréditaire, symbole et réalité de la France éternelle ; 2° un président du Conseil (pour garder l'expression actuelle), chef du gouvernement, et régissant les destinées du pays avec le concours d'un Conseil d'Etat (...) ; 3° des "Etats" populaires, corporatifs, à la mesure des nécessités économiques et sociales (...) ; 4° un Parlement, élu au scrutin à un seul tour, sans pouvoir législatif, mai ouvrant de grands débats et formant soupape de sûreté aux idéologies et aux colères populaires ». Ce Parlement sera élu par un vote familial (ou plural) et non individualiste. (cf Louis Salleron, « Quelles pourraient être les institutions politiques de la France ? », in *Combat*, n°34, avril 1939.

fondamentaux depuis l'accord de Munich. La Jeune Droite continue d'affirmer que le mal est d'abord intérieur, avant d'être une question de politique extérieure. Maulnier le dit bien lui-même : « le vrai problème est celui de l'utilisation des moyens de puissance supérieurs par ceux qui les possèdent. (...). La France et l'Angleterre réunies ne trouveront nulle part de secours comparable à celui qu'elles peuvent trouver en elles-mêmes. (...). Le vrai problème mondial d'aujourd'hui est donc un problème intérieur anglais, un problème intérieur français¹. » Cependant, il ne fait aucun doute que la jeune équipe de *Combat* est désormais convaincue par la nécessité d'adopter une politique de fermeté à l'égard de l'Allemagne. L'analyse vaut également pour les très « munichois » rédacteurs de *Je Suis Partout*, qui ont déjà, à cette période, commencé à prendre leur distance avec le groupe *Combat*. « Pour arrêter le pangermanisme, la France doit avoir l'armée la plus forte du monde et la plus nombreuse », peut-on lire dans *Je Suis Partout*². En ce sens, la Jeune Droite apparaît donc bien en phase avec l'opinion française. « Après l'invasion de la Bohême et de la Moravie, le 15 mars 1939, explique Pierre Laborie, la relecture imposée des concessions de Munich et l'image impalpable des visées expansionnistes de l'« Allemagne éternelle » conduisent à une lente évolution vers plus de lucidité³. » Pour la plupart des membres de *Combat*, il n'y a pas d'autre solution à la volonté de conquête hitlérienne qu'une résistance armée. C'est la raison pour laquelle ils insistent tant, dans l'année qui sépare la capitulation de Munich de la déclaration de guerre, sur les efforts que doit faire la France en faveur du réarmement et sur l'inefficacité du gouvernement Daladier en la matière. « Nous pouvons lever, instruire, équiper des centaines de milliers de soldats coloniaux et constituer ainsi une armée d'une force écrasante à laquelle rien d'équivalent ne pourra être opposé. Nous n'avons pris à cet égard que des mesures timides, et les commencements de décisions concernant l'armée noire sont en grande partie restés sur le papier : parce que l'Etat français n'a plus de vrais organes d'exécution. Nous pouvons construire tous les mois des centaines

¹ Thierry Maulnier, « La Guerre, peut-être. Encore faut-il savoir pourquoi », in *Combat*, n°34, avril 1939.

² Phrases citées par Pierre-Marie Dioudonnat, *Je Suis Partout 1930 – 1944*, Paris, La Table Ronde, 1973, p.304. Pierre-Marie Dioudonnat explique aussi que « *Je Suis Partout* demeure fidèle à ses idées. Il conserve ses préventions, ne se rallie pas au régime, mais, sans doute un peu inconsciemment, il est entraîné dans le courant d'unanimité nationale qui converge sur la personne du président du Conseil ». (*Ibid.*, p.304).

³ Pierre Laborie, *L'Opinion française sous Vichy. Les Français et la crise d'identité nationale 1936-1944*, Paris, Seuil, collection Points Histoire, 2001, p.177.

d'avions de guerre – la seule véritable supériorité militaire actuelle de l'Allemagne est sa supériorité aérienne. Nous ne le faisons pas : manque d'énergie gouvernementale ; crainte de violer les principes du saint libéralisme et de M. Paul Reynaud. Nous restons attachés à une doctrine économique périmée. Nous pouvons quintupler nos fabrications de guerre. Mais les ouvriers français travaillent lentement, parce qu'ils n'acceptent qu'avec mauvaise volonté les sacrifices qu'on leur demande¹. » L'après Munich marque donc un retour à la lucidité pour une Jeune Droite que l'anticommunisme et le pacifisme avaient eu tendance à égarer pendant la crise tchécoslovaque. Cependant l'équipe a encore du mal à accorder sa volonté de ferme résistance à l'Allemagne avec l'idée qu'il faudra sans doute se battre pour une France démocratique. Il n'est pas question d'union sacrée derrière le régime. « Les Français, écrit Maulnier en avril 1939, ont le droit de demander à risquer leur vie, non pour accorder un sursis à une civilisation en train de périr, mais pour frayer son chemin et assurer sa chance à une France en train de renaître². » La question du régime apparaît dès lors comme une faille éventuelle dans la fermeté qu'oppose la Jeune Droite à Hitler. Elle est susceptible de provoquer des oscillations ou des retournements dans son attitude. C'est par cette haine de la démocratie, finalement plus forte que la haine de l'ennemi héréditaire, qui va jeter un certain nombre des intellectuels de la Jeune Droite, en particulier Brasillach et Rebatet³, dans les bras de l'Allemagne après la Défaite. Néanmoins, Maulnier était assurément sincère en écrivant dans ses *Mémoires inédits*, quelques décennies plus tard, qu'il pensait alors que « le point de non retour était dépassé en 1939. La France et la Grande-Bretagne ne pouvaient résister au moment de Munich qu'en faisant la guerre et en la perdant, faute d'une préparation militaire, économique et psychologique suffisante. Elles ne pouvaient en 1939 gagner la guerre qu'en la faisant⁴. » Une rencontre, que Maulnier décrit dans ses Mémoires, a aussi été déterminante pour lui faire comprendre que la guerre devenait inévitable. A la

¹ Thierry Maulnier, « La Guerre, peut-être. Encore faut-il savoir pourquoi », in *Combat*, n°34, avril 1939.

² *Ibid.*

³ En ce qui concerne Lucien Rebatet, il faut ajouter à ces raisons la rupture du Pacte germano-soviétique. La rupture de ce pacte et l'invasion de l'URSS, qui commence le 22 juin 1941, lèvent les derniers scrupules de cet anticommuniste viscéral qui s'était retrouvé à devoir soutenir l'Union soviétique en collaborant avec son alliée nazie. Rebatet n'a dès lors plus aucun obstacle à opposer à son ardente passion pour le Troisième Reich. (lire à ce sujet : Robert Belot, *Lucien Rebatet. Un itinéraire fasciste*, Paris, Editions du Seuil, 1994, pp.279-282.

⁴ Fonds Thierry Maulnier, Bibliothèque municipale de Versailles, *Mémoires inédits*, F991 (3).

fin du printemps de 1939, il demande à voir Otto Abetz, le futur Ambassadeur du Troisième Reich en France sous l'Occupation, afin de lui exprimer, dans l'intérêt de la paix, sa croyance en la possibilité d'une coexistence pacifique entre la France et l'Allemagne. « Bien que je ne fusse que partie prenante, celle d'un jeune écrivain de moins de trente ans, qui n'était qu'un marginal dans la grande politique du moment, j'avais pensé qu'il y avait une modeste utilité à faire entendre ma voix près de Hitler (...), si infime que fut le poids de cette voix dans le tumulte du monde¹ ». Otto Abetz, alors spécialiste des questions françaises au Büro Ribbentrop, c'est-à-dire auprès du Ministre des Affaires étrangères de Hitler, était chargé, grâce à ses nombreux contacts en France, de faire comprendre aux intellectuels français le point de vue de l'Allemagne sur l'avenir de l'Europe. Il passait aux yeux des Français pour un francophile convaincu, en même temps qu'un serviteur convaincu de la grandeur du Troisième Reich². Parmi les intellectuels français, il était surtout lié à Jean Luchaire et Bertrand de Jouvenel³. Maulnier avait fait sa connaissance dans le cadre des conférences *Rive Gauche* que fréquentait Abetz et quelques personnalités marquantes de l'équipe du journal *Je Suis Partout*. Le *Comité des conférences Rive Gauche*⁴ fut d'ailleurs dénoncé dans l'hebdomadaire *Europe nouvelle* pour ses prétendues activités de propagande en faveur du Troisième Reich : « Le but de l'entreprise est d'assurer la plus large audition possible surtout parmi les jeunes à des conférenciers venus du Reich... Ne vit-on pas certain soir l'état-major de Rive Gauche fêter M. Abetz en chantant avec lui en allemand et sur le mode inspiré, des couplets nationaux-

¹ Fonds Thierry Maulnier, Bibliothèque municipale de Versailles, *Mémoires inédits*, F991 (3).

² Otto Abetz est invité de façon pressante par le gouvernement Reynaud à quitter la France, après le 30 juin, pour avoir exercé une propagande interdite sur le sol français. Il s'efforce en effet de faire courir dans les milieux intellectuels français la rumeur de l'imminence d'un coup de force allemand sur Danzig contre lequel les occidentaux ne seraient guère disposés à se battre. Ce que confirme l'entrevue avec Maulnier qui a lieu vraisemblablement quelques jours avant l'expulsion d'Abetz. Voir à ce sujet et pour comprendre l'action d'Otto Abetz en France dans l'entre-deux-guerres, l'ouvrage de Barbara Lambauer, *Otto Abetz et les Français, ou l'envers de la Collaboration*, *op. cit.*, pp.121-122

³ Voir : Olivier Dard, *Bertrand de Jouvenel, op. cit.* ; Jean-René Maillot, *Une revue carrefour des relèves de l'entre-deux-guerres. Notre Temps (1927-1940)*, Thèse de doctorat d'histoire, sous la direction d'Olivier Dard, Université de Lorraine, 2012, 2 volumes, 789 p.

⁴ L'hebdomadaire *Au pilori* rappelait sous l'Occupation, en 1943, que « de l'équipe *Rive gauche* est sortie une partie des vrais collaborationnistes d'avant-guerre, à l'époque où cela demandait un certain courage et une totale abnégation ». (Phrase citée par Herbert R. Lottman, *La rive gauche*, Paris, Editions du Seuil, 1981, p.99). Annie Jamet est morte en 1938. Son mari Henry, qui est sous l'Occupation propriétaire de la librairie « Rive gauche » au coin du boulevard Saint-Michel et de la Place de la Sorbonne, rachète les parts des éditions Calmann-Lévy – victimes de l'aryanisation – renommées Editions Balzac en 1942.

socialistes ?¹ » S'il est évident qu'Abetz a tenté de manipuler le groupe des conférences *Rive Gauche*, où il a pu trouver quelques oreilles complaisantes auprès de Robert Brasillach ou Lucien Rebatet, il est exclu que Thierry Maulnier ait pu se prêter à l'époque aux manœuvres tentées par Otto Abetz. Il signe d'ailleurs à cette occasion, avec les autres membres du Comité², une lettre de protestation envoyée à *Europe nouvelle*. Naïvement, Maulnier s'adresse à Abetz dans l'espoir qu'une solution permettant de sauvegarder la paix entre la France et l'Allemagne puisse être trouvée. Cet entretien qui se déroule au printemps 1939 lui ouvre définitivement les yeux sur les intentions des dirigeants du Troisième Reich : « Au cours d'une conversation où il (Abetz) avait intérêt à donner à son pays le visage de la conciliation possible, il acceptait délibérément la guerre pour la Pologne³ », rapporte ainsi Thierry Maulnier.

Après une telle démonstration de naïveté, il est difficile d'utiliser le terme de « réalisme » pour décrire l'attitude de Maulnier. Et pourtant, force est de constater qu'il fait preuve à partir de 1939, comme la plupart de ses camarades de *Combat*, de beaucoup plus de réalisme face à la situation, que ses pairs de l'Action française. Cette attitude réaliste s'exprime dans le programme diplomatique que Maulnier recommande à la France et qui laisse apparaître des évolutions déterminantes. Il n'est plus question d'abord de se cloîtrer à l'intérieur des frontières françaises, comme le laissait entendre Louis Salleron, quelques mois avant Munich⁴. La frayeur passée, la Jeune Droite renoue avec une politique d'affirmation nationale en Europe. « Un peuple n'écarte pas la pression extérieure en se diminuant, en se repliant sur lui-même, il l'augmente, au contraire, et c'est justice, car il est juste que la faiblesse ne profite pas⁵ », pouvait écrire Thierry Maulnier dans la première année du régime hitlérien. Cinq mois après, le « lâche soulagement » de l'accord de Munich oublié, le ressaisissement est frappant, et l'on voit resurgir chez Maulnier cette vision « nietzschéenne », voire

¹ Extrait de *Europe nouvelle*, cité dans l'ouvrage de Guy Rossi-Landi, *La Drôle de Guerre : la vie politique en France, 2 septembre 1939 – 10 mai 1940*, Paris, Armand Colin, FNSP, 1971, p.115.

² En dehors de Thierry Maulnier, la lettre est signée par Mmes J. Amar et M. Baraduc, MM. R. Belin, H. Jamet, J. Desfossés, G. Godlewsky, G. Labbé, P. Bertin et par deux autres membres de l'équipe de *Combat*, Jean-Germain Tricot et Georges Blond. (source : Guy Rossi-Landi, *La Drôle de Guerre*, op. cit., p.115).

³ Fonds Thierry Maulnier, Bibliothèque municipale de Versailles, *Mémoires inédits*, F991 (3).

⁴ Voir à ce sujet l'article de Louis Salleron, « La France doit-elle se battre pour la Tchécoslovaquie ? », art. cit.

⁵ Thierry Maulnier, Préface à Moeller van den Bruck, *Le Troisième Reich*, op. cit., p.12.

« darwinienne » des rapports entre les nations qui parsemait ses premiers textes sur les rapports franco-allemands. La France doit se battre pour garantir son droit à l'existence, faute de quoi il est normal qu'elle disparaisse. Cette évolution est manifeste en ce qui concerne le rôle de la France en Europe Centrale et Orientale. « La France ne peut donc se désintéresser de l'Europe Centrale et Orientale. La politique de garantie et d'assistance à certains Etats de l'Est de l'Europe sera nécessaire aussi longtemps que persistera une volonté d'expansion territoriale et militaire de l'Allemagne, dans quelque direction que ce soit. Le repli de la France sur ses positions impériales, que certains Français, et l'Allemagne tout entière, proposent à la France, est une solution de décadence. (...) . La France ne peut renoncer à son rôle continental : maintenir en Europe un équilibre des forces¹. » Pour ce faire, le but de la France doit être de se constituer un maximum d'alliés et un minimum d'adversaires. Un maximum d'alliés, cela signifie que « la nécessité de l'alliance anglaise, de la garantie aux petits Etats voisins de la France, de l'alliance polonaise, de la surveillance à exercer sur les pétroles roumains et sur les détroits ne peuvent faire de doute² ». Hors de question par conséquent de capituler devant une invasion de la Pologne. Avoir un maximum d'alliés, cela se concrétise aussi pour Maulnier par un changement d'attitude à l'égard de l'URSS. Sur ce point, la Jeune Droite apparaît donc très éloignée d'une Action française toujours foncièrement hostile à l'alliance franco-russe. Sa position est nette, même s'il n'est pas dupe : « Rien ne doit être négligé pour que l'URSS ne puisse gêner le jour venu la défense de la Roumanie et de la Pologne. En tenant l'URSS trop à l'écart, on risque de la pousser à une entente avec l'Allemagne. (...). Il nous faut donc obtenir la neutralité bienveillante et le concours de l'URSS sous la forme de fournitures de matières premières et d'armes. C'est un concours analogue que nous pouvons espérer des Etats-Unis³. » La crainte de la Jeune Droite par rapport à l'URSS, c'est celle qu'a toujours eue l'Action française, d'un pacte germano-soviétique qui prendrait la Pologne en tenaille. A la différence de l'Action française, elle tire argument de cette crainte pour s'efforcer d'arrimer au plus vite l'URSS à la

¹ Thierry Maulnier, « Les Nouvelles conditions imposées à l'action politique en France. VI. Un fascisme minimum ? », in *Combat*, n°35, mai 1939.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

France, avant que Staline ne décide de s'allier à Hitler par impatience. Dans ses *Principes d'une politique extérieure française*, François Gravier ne dit pas autre chose que Maulnier : il faut « constituer un solide front oriental, un “barrage de l'Est” inattaquable sans conflit général. Du bloc hétérogène qui peut aller des Etats balkaniques aux Etats baltes, la Pologne est l'élément le plus solide, dès lors qu'elle est à l'abri de toute secousse interne. (...). Derrière ce barrage, la Russie joue un rôle énigmatique. Sa position, son importance exigent un contact étroit avec elle. Mais ses rapports avec ses voisins, son état intérieur, le bluff superficiel et l'inertie profonde de sa politique extérieure commandent de définir strictement son concours possible et de l'utiliser avec la plus grande prudence¹. »

L'autre évolution dans la politique extérieure prônée par la Jeune Droite concerne l'Italie fasciste. Le temps du manifeste de 1935 en faveur de la « sœur latine » est désormais passé. Et les animateurs de la Jeune Droite n'oublient pas que la Chambre des Faisceaux a revendiqué en novembre 1938 la restitution de Nice, la Corse, la Savoie et la Tunisie, qu'elle considère comme des terres italiennes². Ils ont également tiré tous les enseignements du discours de Mussolini, prononcé le 26 mars 1939, dans lequel le Duce exigeait l'établissement d'un condominium à Djibouti et la cession de deux sièges dans la Compagnie du Canal de Suez. « Il faut être fou ou idiot pour ne pas conclure que tout se passe comme si l'Italie préparait la guerre contre la France³ », peut-on désormais lire dans *Combat*. Mais c'est François Gravier qui se montre désormais le plus sévère à l'égard de l'Italie en commentant de discours de Mussolini de mars 1939 : « La latinité n'existe pas. La France n'est guère méditerranéenne. (...). Enfin je ne pense pas qu'on puisse nommer au rang des grandes civilisations une nation qui n'a produit aucun génie littéraire ou artistique depuis la fin du XVIe siècle. De là de graves inconvénients : l'Italie s'est montrée incapable jusqu'à ce jour d'une activité politique “sérieuse”. Elle reste un appoint. Sa valeur militaire demeure douteuse. (...). Aucune politique ne heurte plus directement la France et l'Angleterre

¹ François Gravier, *Principes d'une politique extérieure française*, Les Cahiers de Combat, n°6, supplément au numéro de mai 1939 de la revue *Combat*, p.23.

² Voir à ce sujet l'article que Maulnier écrit sous son pseudonyme de Dominique Bertin, « Notes politiques », in *Combat*, n°31, janvier 1939.

³ Jean Saint-Paul, « Les Faisceaux humiliés », in *Combat*, n°32, février 1939.

qu'une politique d'expansion italienne¹ » en Méditerranée. La Jeune Droite ne compte plus sur l'Italie. Tout juste espère-t-elle encore sa neutralité. Cette position tranche véritablement avec celle de l'Action française et de son chef qui ne désespèrent pas naïvement, jusqu'à la veille de la déclaration de guerre, de recréer un rempart avec l'Italie contre l'offensive allemande. « J'ai confiance, écrit Maurras à la fin du mois d'avril 1939, dans la possibilité de réconciliation franco-italienne. La défaite de l'Italie serait terrible pour elle. Mais sa victoire ne serait pas moins son suicide. Il faut comprendre cela. Il faut agir selon qu'on l'a compris. La victoire passe par Rome. Peut-être aussi la paix. Tout l'effort diplomatique de la France devrait être appliqué dans ce sens². »

Tous ces exemples suffisent à prouver que la première moitié de l'année 1939 est pour la Jeune Droite celle du retour définitif à la réalité sur le problème allemand. Maulnier et ses camarades de *Combat* analysent désormais la situation à froid et en tirent des leçons pour réviser leurs positions habituelles en matière de politique extérieure. L'évolution la plus importante concerne bien entendu la guerre qui est maintenant envisagée sérieusement comme une issue plus que probable à la crise internationale. Dans ces conditions, les Français doivent concilier tout à la fois des actions immédiates et à plus long terme. L'immédiat commande de rendre à la France sa santé, ce qui passe par une restauration rapide et intensive de la puissance militaire. Les actions à long terme résident dans le changement de régime. Le tout forme cette révolution immédiatement progressive qu'invoque Thierry Maulnier. Il est cependant légitime de se demander si les exigences tellement hautes qu'il pose en préalable au redressement français, ne constituent pas encore une manière inconsciente de repousser l'échéance d'une guerre. C'est en partie ce que semble reprocher le Père Gaston Fessard³ à Thierry Maulnier, qu'il présente dans son ouvrage *Epreuve de force*,

¹ François Gravier, *Principes d'une politique extérieure française*, op. cit., p.26.

² Cité dans Charles Micaud, *La Droite devant l'Allemagne*, Paris, Calmann-Lévy, 1945, p.136.

³ Théologien jésuite, élève après la Première Guerre mondiale du prêtre jésuite Henri de Lubac et rédacteur à la revue *Etudes* à partir de 1934. Il suit les cours d'Alexandre Kojève à l'École pratique des hautes études avec Raymond Aron. L'ouvrage intitulé *Epreuve de force*, paru en 1939, dans lequel il critique les positions politiques de Thierry Maulnier, est un recueil d'articles paru dans les *Etudes*. Rejetant à la fois le nazisme et le communisme, Gaston Fessard fait partie de la Résistance à l'Occupant et à la politique de Collaboration. Il est

comme un modèle de ces nationalistes dont l'action se retourne in fine contre la nation. Renvoyant dos à dos les nationalistes néo-pacifistes et la gauche belliciste qui mettent la nation et la paix en péril de mort, il critique le changement de régime proposé par Thierry Maulnier, « un des écrivains les plus intelligents de la droite », comme une « évasion trop commode et purement apparente. Si demain, écrit-il, une nouvelle crise se présente avant que M. Thierry Maulnier ait eu le temps de transformer les institutions de la France, que pourra-t-il faire ? Comme hier, il en sera réduit, bon gré mal gré, à prendre parti par anticommunisme contre les “conditions de résistance, de vitalité et de grandeur nationale” de la France. Nationalisme ennemi de la Nation !¹ », conclut-il sévèrement. Dans le même ouvrage, le Père Fessard, dénonce la morale des maîtres inspirée de Nietzsche, que Thierry Maulnier applique aux relations internationales et aux conflits entre les nations, en considérant que le peuple qui ne veut pas risquer sa vie risque fort de préparer sa servitude. Pour Gaston Fessard, en effet, cette morale des maîtres doit se changer nécessairement en morale d'esclaves, en justification de l'esclavage au nom des droits du plus fort, dès lors qu'elle est confrontée à une supériorité écrasante des forces. Lucide, le Père Fessard annonce ainsi, avec une année d'avance, les conséquences de la défaite de 1940². Surtout, il met l'accent sur le défaut principal de l'argumentation de Thierry Maulnier, et avec lui, d'une grande partie de la droite, maurrassienne ou non. A force d'insister sur le manque de préparation militaire de la France et sur la supériorité des méthodes

ainsi l'auteur du premier cahier clandestin du *Témoignage chrétien*, intitulé *France prends garde de perdre ton âme* en 1941. Après la Libération, il s'efforce d'ouvrir les yeux de ses contemporains sur le communisme.

¹ Gaston Fessard, *Epreuve de force*, Paris, Bloud et Gay, 1939, 140 p. Cité par Jean Chaunu, in *Christianisme et totalitarisme en France dans l'entre-deux-guerres (1930-1940). Tome 2. Le paradigme totalitaire, op. cit.*, p.167

² Pour le Père Fessard, « la faute la plus grande de M. Thierry Maulnier et de tous ceux qui avec lui adoptent l'anti-marxisme comme principe de jugement dans l'ordre international, est toute semblable à celle de leurs adversaires communistes et antifascistes : accepter bon gré mal gré, consciemment ou non, une interprétation purement matérialiste du fait social primitif de l'histoire humaine : la lutte à mort pour la vie. Aux yeux des disciples de Nietzsche, le sens de cette lutte ne peut être que la poursuite d'une domination où se complaît la volonté de puissance, comme aux yeux des disciples de Marx il ne peut être que la recherche de bien-être où sont satisfaits les besoins vitaux. Interprétation économique et interprétation politique de l'histoire ont chacune leur vérité, mais leur fausseté commune est de ne pas dépasser l'histoire, faute de reconnaître la valeur transcendante de la destinée humaine. Aussi dans la mesure où l'une et l'autre sont prises comme principes de jugement et de décisions dans l'ordre national ou international, ne peuvent-elles qu'exaspérer et perpétuer nos divisions. Pour échapper au dilemme que nous proposent Fascisme et Communisme et que chacun d'eux redouble, le vrai moyen n'est pas seulement de rêver d'une transformation intérieure soit de la France et de ses institutions avec M. Thierry Maulnier, soit du monde et de ses conditions économiques avec les communistes ; il est d'abord d'adopter une philosophie qui soit capable de diriger cette double transformation, étant en accord aussi bien avec les “conditions de la résistance, de la vitalité et de la grandeur française” qu'avec celles de l'existence et du progrès de l'ordre international ». (*Ibid.*, pp.170-171).

totalitaires dans l'ordre de la guerre, tout en mobilisant les énergies françaises pour un futur conflit d'où la nation la plus forte doit nécessairement sortir vainqueur, les intellectuels de droite forment inconsciemment les mentalités françaises à la soumission et à l'esclavage de l'Occupation. Ce pessimisme alimente aussi les futures accusations de défaitisme portées à l'encontre de la droite en général et de l'Action française en particulier, dénoncée comme un agrégat de la cinquième colonne. « La Droite a miné la résistance morale des Français dans les épreuves de force psychologique de l'Anschluss et de Munich », dénonce ainsi Charles Micaud après la Seconde Guerre mondiale, à l'heure des règlements de compte. « Le néo-pacifisme auquel les sanctions italiennes donnèrent naissance et la guerre espagnole, substance, brisa le ressort de l'énergie française. Il créa le climat moral dont on se servira pour réclamer et justifier l'abdication. Sont coupables non seulement les défaitistes avoués, mais les hésitants, ceux qui ne pouvaient parler de l'ennemi n°1 sans mentionner l'ennemi n°2, ceux qui montaient en épingle le péril communiste, ceux qui refusèrent l'union nationale proposée par Léon Blum en mars 1938, (...), ceux qui opposaient guerre défensive à guerre "préventive", les réalistes aux "bellicistes"¹. »

Il reste que la Jeune Droite, au printemps 1939, ne peut plus à proprement parler être qualifiée de « pacifiste ». Le seul membre de l'équipe de *Combat* à conserver une position résolument pacifiste est Serge Jeanneret. « Le pacifisme que nous proposons est un pacifisme d'Etat, de nécessité, un pacifisme politique, non un pacifisme d'opinion qui risque d'être funeste. (...). Bâtitsons un Etat qui ne crie pas, qui sache mesurer son effort et reconstitue la puissance nationale, au prix même de quelques sacrifices momentanés, dans une paix politique et non plus idéologique². » L'autre évolution déterminante est l'alliance avec l'URSS, que la Jeune Droite limite par prudence à quelques domaines bien définis car elle redoute une alliance entre les deux régimes totalitaires, mais qu'elle envisage assurément, au contraire de Maurras et de *l'Action française*. Toutefois ces évolutions, pour importantes qu'elles soient, ne doivent pas faire oublier les doutes, les atermoiements et les réserves sur le régime qui fragilisent la fermeté toute nouvelle dont ils font preuve. Il y a aussi ce sentiment bien

¹ Charles Micaud, *La Droite devant l'Allemagne*, op. cit., pp.148-149.

² Serge Jeanneret, « Le nationalisme devant la guerre », in *Combat*, n°35, mai 1939.

humain d'espoir, partagé par tous les Français, même les plus pessimistes, et qui pousse ceux qui sont plongés dans le drame à nier l'évidence. C'est ce sentiment qui a été éveillé par les accords de Munich. C'est également lui qui pousse Maulnier à accomplir une démarche désespérément naïve auprès d'Otto Abetz. Une lettre qu'il écrit au printemps 1939 à sa compagne d'alors, Dominique Aury, décrit bien cette atmosphère d'angoisse partagée et d'espoir infondé, qui permet à chacun de repousser à plus tard la perspective de la guerre : « A Paris les gens sont de nouveau nerveux. Ma femme de ménage m'a demandé en arrivant : "Est-ce qu'on va avoir la guerre ?". Je l'ai rassurée, car je ne le crois pas, au moins pour tout de suite. Mais 1938 était une année paisible. On avait une crise tous les trois mois. Cette année, c'est tous les quinze jours. Encore un bon prétexte pour ne pas travailler. Aussi je ne travaille guère¹. »

¹ Lettre de Thierry Maulnier à Anne Desclos (Dominique Aury), datée d'avril 1939, Fonds privé Thierry Talagrand.

Chapitre 15
Derniers jours de paix

Introduction à la poésie française

La place que la politique prend dans les écrits de Maulnier durant l'année qui précède la guerre ne doit pas faire illusion. D'abord parce qu'il ralentit fortement ses activités à l'Action française. Il ne donne au quotidien que dix articles, au contenu essentiellement littéraire, pendant toute l'année 1939. Ensuite parce qu'il consacre une grande partie de son temps à la rédaction d'une *Introduction à la poésie française*¹ écrite pendant l'hiver 1938-1939 et qui sort en librairie, après quelque retard, le 28 juin 1939. Comme souvent dans sa vie, quand l'histoire s'emballe, Maulnier ressent l'envie de s'extraire de l'actualité politique pour se consacrer à la littérature. La lettre qu'il envoie à sa mère après le discours prononcé par Hitler le 28 avril 1939 exprime bien sa désinvolture face aux événements internationaux. « Paris est très calme écrit-il, non pas que la situation le soit particulièrement, mais parce que l'on se fait à tout. J'espère que cette fois le discours de M. Hitler n'a pas suspendu toute vie dans les provinces françaises et que vous l'avez attendu et accueilli avec la philosophie qu'il faut. A Paris, il a fait d'autant moins de bruit que nous sommes maintenant en dictature, et que, sur l'ordre de M. Daladier, qui avait convoqué à cet effet les rédacteurs en chef des journaux, la place de ce discours dans les premières pages des journaux avait été limitée à deux colonnes. Je ne crois pas d'ailleurs que la situation soit d'une gravité particulière, et il n'y a toujours pas, à mon avis, de péril de guerre imminent (...). En ce qui me concerne, je m'occupe le moins que je puis de politique (j'y suis naturellement forcé, dans une certaine mesure, par mes occupations à l'A.F.). J'attends les secondes épreuves de mon livre². » Ce livre, c'est bien entendu l'*Introduction à la poésie française*. Sa rédaction répond ainsi pour Maulnier à un besoin immédiat de diversion, qui touche également une grande partie de l'équipe de *Combat*. Les sommaires de la revue montrent que la littérature gagne à nouveau la place qu'elle avait quelque peu perdue au profit des questions économiques et sociales. L'équipe s'est d'ailleurs resserrée autour d'un noyau dur formé de Thierry Maulnier, Jean de

¹ Thierry Maulnier, *Introduction à la poésie française*, Paris, Gallimard, 1939, 364 p.

² Lettre de Thierry Maulnier à sa mère, sans date, mais envoyée vraisemblablement entre le 28 avril et le début du mois de mai 1939. Il y est fait référence à la représentation d'*Ondine* de Jean Giraudoux, et au discours d'Adolf Hitler, ce qui permet de la situer dans le temps. Fonds Thierry Maulnier Versailles F991 (6) a.

Fabrègues, René Vincent, Louis Salleron, Kléber Haedens – cousin par alliance de Jean-Pierre Maxence –, Claude Roy, et de quelques jeunes maurrassiens issus de la rédaction de *L'Étudiant français* comme François Sentein, Pierre Monnier, François Gravier, Jacques Laurent-Cély et son éternel acolyte, avec qui il cosigne des articles dans *Combat*, Jean-Serge Morel. En réalité, Jacques Laurent rédige les articles et Jean-Serge Morel se contente de les mettre au propre. Les deux camarades sont en fait si proches que la rumeur à *L'Action française* veut qu'ils soient tous deux homosexuels. Avec des amis, ils ont créé le Cercle réactionnaire Jean Froissart, qui se réunit tous les samedis, rue de la Chaussée-d'Antin, et qui ressemble plus à une petite société de noceurs, où le chahut et le bizutage des nouveaux constituent les activités principales qu'à un club de réflexion. « L'une des activités essentielles du Cercle consistait à attirer les jeunes dans un établissement de mauvaise vie, une petite maison située derrière la gare Saint-Lazare, où les dames les initiaient à l'amour. Cette pratique redoublait le militantisme de Laurent et Morel¹ », témoigne Raoul Girardet, qui nie par ailleurs en avoir fait partie. François Sentein, le dernier arrivé, entre à *Combat* en janvier 1939 en publiant une critique du *Jardin de Cordoue* de Marcel Jouhandeau². Depuis la parution du premier numéro de *Combat*, il s'efforce d'en assurer la propagande à Montpellier, entre son renvoi du collège religieux et les examens de passage pour le lycée. Au cours de l'année 1937, « en dépouillant le courrier, explique Pierre Monnier, j'ouvris une lettre d'un garçon de Montpellier qui nous proposait d'être correspondant de *L'Insurgé* dans sa région. Il disait avoir seize ans et nous envoyait sa photo ! (...). Monté à Paris l'année suivante pour faire une licence de philo, ce jeune garçon fut reconnu pour l'un des plus intelligents et des plus brillants de notre groupe³. » Le processus régulier de renouvellement des générations intellectuelles qui est à l'origine de la vitalité du mouvement maurrassien s'observe aussi à l'intérieur de la Jeune Droite qui se nourrit de la vigueur militante des nouveaux arrivants.

Du côté des animateurs les plus anciens, le bilan est plus mitigé. Maurice Blanchot a mis fin à sa collaboration à la revue *Combat* en 1937, peu de temps après la disparition

¹ Témoignage de Raoul Girardet in Bertrand de Saint-Vincent, *Jacques Laurent*, Paris, Julliard, 1995, p.69.

² François Sentein, « Marcel Jouhandeau : *Le Jardin de Cordoue* », in *Combat*, n°31, janvier 1939.

³ Pierre Monnier, *A l'ombre des grandes têtes molles*, op. cit., p.265.

de *L'Insurgé*, et s'est retiré en partie du journalisme politique pour se recentrer sur la critique littéraire. Jean-Pierre Maxence n'a plus donné d'article aux publications de la Jeune Droite depuis la disparition de *L'Insurgé*. Vivant désormais à Senlis avec sa femme et leur fils adoptif, il se consacre essentiellement à la rédaction de son *Histoire de dix ans* qui paraît au début de 1939 et aux critiques littéraires qu'il donne à *Gringoire*. La déception politique s'accompagne ainsi progressivement chez les principaux intellectuels de la Jeune Droite d'un recentrage évident sur la littérature. Une attitude dans laquelle on peut aisément voir un aveu d'impuissance. Aux heures les plus sombres, la littérature devient un refuge confortable.

Mais dans le cas de Maulnier, cet exercice littéraire dépasse la simple diversion. En 1937, dans l'hebdomadaire *Je Suis Partout*, Thierry Maulnier appelait les Français à réviser leurs valeurs littéraires, afin de rompre avec une histoire de la littérature française immuable et dictée par le conformisme intellectuel¹. Ce qui prouve que, dans son esprit, la révolution littéraire doit accompagner une révolution politique plus générale. « Le paysage de notre histoire littéraire semble connu et défini une fois pour toutes. Les études critiques, les éditions “scientifiques” et les manuels scolaires se succèdent sans jamais apporter aucun changement à l'ordonnance sacrée, à la hiérarchie intangible qu'a établie parmi nos écrivains une autorité toute puissante et indiscernable. (...). Chaque génération de Français est ainsi abusée sur la véritable nature et la véritable valeur du trésor littéraire français, chacune est amenée tour à tour, non pas insidieusement, mais publiquement et cyniquement à vénérer un certain nombre de mythes vains et de croyances absurdes². » Il est ainsi admis que Victor Hugo et Voltaire sont les plus grands génies de la langue française, que Flaubert est un écrivain bien supérieur à Balzac ou que La Bruyère est un grand moraliste. Et dans un mouvement de réaction contre une sorte de fétichisme littéraire qui s'applique à faire de ceux qu'il juge les plus « médiocres » de grands écrivains, Maulnier se demandait dans cet article qui donc aurait un jour « le courage d'affronter une bonne fois l'affreux conformisme qui règne dans nos histoires de la littérature, de faire descendre à leur rang véritable (...) un certain nombre d'écrivains qui ont, on ne sait pourquoi,

¹ Thierry Maulnier, « Il faut réviser nos valeurs littéraires », in *Je Suis Partout*, 31 décembre 1937.

² *Ibid.*

usurpé des places d'honneur dans notre culture ; de rendre l'éclat qu'ils méritent à un certain nombre d'autres, relégués injustement à un rang obscur ?¹ » Un tel effort de révision des valeurs devait conduire, selon lui, à l'affirmation selon laquelle les grands siècles de la littérature française sont le XVI^e, le XVII^e et le XX^e, et non pas les XVIII^e et XIX^e siècles, marqués par le pseudo-classicisme de Voltaire et le style petit-bourgeois de Flaubert et Anatole France. Au travers de cette entreprise, il souhaitait également que soit tiré de l'oubli un certain nombre de poètes des XVI^e et XVII^e siècles.

Ses vœux n'ayant apparemment pas été exaucés, Maulnier décide quelques mois plus tard de conduire lui-même cet effort. Le résultat est cette *Introduction à la poésie française*, sorte d'anthologie de la poésie française, qui n'en est pas réellement une, précédée d'un texte d'une centaine de pages, que Maulnier considère comme un « essai de révision des valeurs² ». Cette *Introduction* se veut d'emblée très partielle et provoquante. Dans une lettre qu'il envoie à sa mère, Maulnier affiche ses intentions : « Elle fera crier, je l'espère, beaucoup de gens³. » L'idée du choix de poèmes revient à l'origine à Dominique Aury, qui lui propose de l'aider à la réaliser. Dominique Aury, pseudonyme de Anne Desclos-Auricoste, est depuis le printemps 1933 la maîtresse de Maulnier⁴. Agée de 26 ans lorsque débute leur relation, elle est l'aînée de Thierry Maulnier de deux années. Elle est alors mariée depuis 1929 à Raymond d'Argila, militant royaliste d'origine espagnole, dont Thierry Maulnier et Robert Brasillach ont fait la connaissance lorsqu'il poursuivait des études de droit à Paris. Raymond d'Argila, familier des animateurs de la Jeune Droite, devient le correspondant en Espagne de la revue *1933*, le « Magazine d'aujourd'hui », jusqu'à l'arrêt de sa parution en 1935. De « stature imposante, tempérament colérique et violent, démarche inquiétante, il boîte d'une jambe et reste des journées entières assis sur un banc à regarder les très jeunes femmes⁵ ». Très vite, le mariage avec ce mari jaloux, au

¹ Thierry Maulnier, « Il faut réviser nos valeurs littéraires », in *Je Suis Partout*, 31 décembre 1937.

² Entretien de Thierry Maulnier avec Jean-José Marchand diffusé sur France3 le 2 avril 1993.

³ Lettre de Thierry Maulnier à sa mère, datée du 28 juin 1939, jour de la parution de l'ouvrage. Fonds Thierry Maulnier, Bibliothèque municipale de Versailles, F991 (6).

⁴ En ce qui concerne cette liaison, se reporter à l'ouvrage très documenté de Angie David, *Dominique Aury*, Paris, Leo Scheer, 2006, pp.203-324. Angie David s'appuie tout particulièrement sur la correspondance échangée par les deux amants et conservée par Thierry Talagrand. (Fonds privé Thierry Talagrand).

⁵ *Ibid.*, p.203.

comportement psychotique, devient une prison pour sa jeune épouse éprise d'indépendance et de liberté. Ensemble, ils ont un fils, Philippe, enfant souvent malade et fragile psychologiquement, qui pèse beaucoup sur la relation qu'elle entretient avec Thierry Maulnier. Amoureuse de son amant, Dominique Aury demande le divorce en 1933, en raison de la violence physique et morale qu'exerce son mari sur elle. Mais pour obtenir la garde de son enfant, elle doit veiller à ce que la relation amoureuse qu'elle entretient avec Thierry Maulnier, collègue de son mari à 1933, demeure secrète pendant les deux années qui précèdent le jugement de divorce, prononcé en 1935. L'éloignement, l'absence obsédante de l'autre, l'attente éperdue d'un signe ou d'une lettre, le secret et la clandestinité sont les ressorts majeurs de cette relation passionnée et désespérément complexe, dans laquelle percent parfois l'inquiétude et la lassitude. « Il y aura toujours entre nous, écrit Thierry Maulnier à son amante qu'il nomme affectueusement Annette, par ta faute, par la mienne, et par celle des circonstances, quelque chose de dangereux, de précaire et de nuancé. Et ce danger même, Annette, mon amour, je l'aime autant que j'en souffre, et je sais que rien ne vaut que ce qui est acheté cher, et chèrement défendu. (...). Je crois en effet que nous sommes tels l'un et l'autre, ma chérie, qu'il y aura toujours entre nous une sorte de vigilance attentive, qui n'exclut ni la confiance, ni même la certitude, et qui sait pourtant que nous ne nous donnons l'un l'autre, ni tranquillité, ni sécurité. Tes doutes et les miens, ma chérie, ne sont-ils pas seulement cette idée, que jamais nous ne signerons la paix l'un avec l'autre, et ne devons-nous pas, en un certain sens les aimer ! Ne maintiendront-ils pas entre nous ce qu'il faut de violence, d'attention, d'ardeur, de méchanceté, de souffrance ? Ne nous épargneront-ils pas ce mélange de douceur, d'habitude et d'indifférence par quoi les choses finissent si souvent ?¹ » Après avoir quitté son mari, Dominique Aury s'installe avec ses parents à Launoy, en pleine campagne, dans le département de la Seine-et-Marne, ce qui complique encore leurs rencontres. Ils se retrouvent à Launoy, à Montereau, à la gare de Moret, à Paris dans un atelier de la rue de Bellechasse, où Thierry Maulnier a emménagé et qui a appartenu au peintre

¹ Lettre de Jacques Talagrand à Anne Desclos (Dominique Aury), datée du 15 septembre (vraisemblablement 1933), Fonds privé Thierry Talagrand. Thierry Maulnier et Dominique Aury correspondaient entre eux en utilisant leurs prénoms et noms originaux. Souvent même, Maulnier emploie le diminutif Annette dans ses lettres pour s'adresser à Dominique Aury. Nous avons par conséquent respecté cette particularité dans les intitulés des sources citées en notes de bas de page.

Gustave Doré, ou se promènent encore ensemble dans la campagne d'Ile-de-France. Mais la plupart du temps, en raison de l'éloignement géographique et des nombreuses activités politiques et littéraires de Maulnier, le vide et l'absence sont au cœur de leur relation amoureuse, comme le montrent les nombreuses lettres qu'ils ont échangées pendant neuf années. « Vous êtes un bien auquel je songe sans cesse, lui écrit-elle, mais si lointain, si souvent absent que je crains parfois que vous ne soyez pas vrai, que le miracle ne continue pas, et de ne pas vous retrouver quand je suis restée si longtemps sans revenir. Aussi, tes lettres, mon Jacques chéri, je les attends même quand je sais qu'il ne peut pas en venir, même quand je viens de vous quitter¹. » Leur correspondance est émaillée de remarques de cet ordre, de rendez-vous manqués ou reportés, d'inquiétude perpétuelle ou de sentiments de manque et d'absence, quand les regrets ne se transforment pas, tout simplement, en reproches ou en amertume. « J'ai reçu ce matin ta lettre, et, si elle m'a fait, encore une fois, de la peine, ce n'est pas à cause de ce mal que tu m'as souhaité, ce n'est pas de savoir que tu souffres de mon absence, c'est seulement que cette absence te soit une occasion d'inquiétude et de doute, qu'elle puisse, certains jours, te pousser à ne pas m'écrire, et me faire perdre des lettres que je recevrais avec tant de joie. (...). Ce que tu supportes mal mon amour, ne crois pas que je le supporte aisément. Ne crois pas que je n'éprouve pas, moi aussi, les moments de découragement et d'incertitude que tes lettres, ma chérie, ne m'évitent pas toujours, et qu'elles contribuent peut-être, quelquefois, à provoquer. (...). Sans doute, Annette, ma chérie, ton absence est cette fois trop longue pour qu'ait persisté si longtemps cette certitude trop douce, cette confiance presque joyeuse du jour où nous sommes séparés ? L'amertume même qui s'y est mêlée à nouveau m'est un signe que ton absence persiste et que je ne m'habitue pas à être privé de toi. (...). N'as-tu plus du tout cette confiance que je veux garder malgré tout, malgré moi-même, malgré toi² ? » Et sans doute Dominique Aury a-t-elle des raisons de s'inquiéter. Car Thierry Maulnier est alors un jeune homme séduisant, à l'allure d'adolescent, dont l'intelligence raffinée et le succès fulgurant dans les milieux intellectuels attirent les femmes qui fréquentent la joyeuse bande d'amis qu'il forme avec ses camarades de la

¹ Lettre de Anne Desclos à Jacques Talagrand, datée du 28 novembre 1939, Fonds privé Thierry Talagrand.

² Lettre de Jacques Talagrand à Anne Desclos, datée du 14 septembre, sans mention d'année, Fonds privé Thierry Talagrand.

Jeune Droite. Germaine Blond, l'épouse de son ami Georges Blond ; Marie-Rose Belin, mécène de certaines de ses entreprises intellectuelles, gérante de la *Revue française des idées et des œuvres* qu'il lance avec Drieu La Rochelle pendant la Drôle de guerre, et femme de théâtre qui prend notamment en charge la direction du théâtre Saint-Georges sous l'Occupation, puis les théâtres Gramont et du Gymnase à Paris ; l'écrivain et journaliste Claudine Chonez ; et des inconnues prénommées Mitsou-Ko, Maïdi, Arlette... forment le groupe de ses amies très proches, de ses admiratrices ou conquêtes pendant les années trente. Mais c'est à Dominique Aury, seule, qu'il exprime véritablement toute sa passion, comme le lui reproche, avec jalousie et clairvoyance, l'une de ses maîtresses : « Je t'ai vu "tiquer" sur D. Aury et la vieille souffrance est revenue en moi. Je t'aime trop mon Jacques, pour ne pas souffrir de cela. Je sens qu'elle a de toi la meilleure part, que tu lui es profondément attaché et je mesure mieux ce que tu me donnes : un attachement physique (...). Il suffit alors d'un fait infime. Kléber me disant la place que D.A tient dans ta vie sentimentale et littéraire pour que le cède à la tentation de me libérer en abandonnant tout¹. » Avec Dominique Aury, le lien n'est pas que sentimental. Il est aussi intellectuel. Dans ce milieu d'extrême-droite qu'elle fréquente de loin, car elle sort finalement peu, elle est surtout liée à Thierry Maulnier. C'est ce dernier qui la pousse à écrire ses premiers articles pour *L'Insurgé* sous le pseudonyme de Dominique Aury, pour ne pas avoir d'ennuis avec sa famille. Il y est surtout question d'art et des grandes expositions de peinture de l'époque. Grâce à lui, et à ses amis Georges Blond et Maurice Blanchot, elle entre à *Candida* et *Aux Ecoutes*. Pourtant plus jeune qu'elle, Thierry Maulnier devient son Pygmalion et s'efforce de guider ses premiers travaux d'écriture ; tandis qu'avec le temps, elle l'encourage à davantage orienter son talent vers la littérature, notamment, en 1939 et 1940, en s'enquerrant dans chacun de ses courriers des progrès du roman et du nouvel ouvrage sur Racine qu'il prépare. La grande affaire qui les réunit est toutefois l'élaboration de *l'Introduction à la poésie française*. Les deux amants se lancent dans cette aventure à l'automne 1938, après la parution du dernier ouvrage de Thierry Maulnier, *Au delà du nationalisme*. Dominique Aury a rédigé son mémoire universitaire à la Sorbonne sur la poésie des XVI^e et XVII^e siècles, pour

¹ Lettre de Mitsou-Ko à Jacques Talagrand, sans date, Fonds privé Thierry Talagrand.

laquelle Maulnier se passionne depuis longtemps. C'est donc elle qui va fournir une très grande partie des poèmes inédits publiés dans l'*Introduction*, grâce à ses trouvailles dans les bibliothèques parisiennes où elle est partie à la recherche des trésors oubliés de la poésie française¹. « Que tu es gentille, mon amour, lui écrit Maulnier, d'avoir cherché de beaux poèmes dans Ronsard et dans Aubigné, et dans d'autres. Cela, vraiment, ne t'ennuie-t-il pas trop ? Je suis si content de travailler à quelque chose avec toi, qu'il me semble que ce n'est plus travailler, et que cela ne m'effraie presque plus. Aussi, j'ai déjà avancé dans l'introduction, qui devient de plus en plus longue à mesure que j'avance². » Pendant que Dominique Aury poursuit ses recherches, Thierry Maulnier s'efforce en effet, en luttant contre sa paresse habituelle, d'écrire sous la forme d'une introduction aux poèmes retenus, cet essai de révision des valeurs littéraires auquel il pense depuis quelques années. Il apporte également à Dominique Aury le résultat de ses propres recherches : « Bien sûr, je travaille : j'ai avancé l'introduction à la poésie, j'ai aussi trouvé de nouveaux dizains, très beaux, de Maurice Scève, et quelques vers admirables d'Apollinaire (...). Et aussi un huitain de Pernette du Guillet, qui est extraordinairement beau³. »

L'ouvrage paraît finalement dans la première édition sous le nom de Thierry Maulnier, avec une mention indiquant que les poèmes ont été choisis avec la collaboration de Dominique Aury. Dans les éditions suivantes, cette mention est supprimée par l'éditeur, qui n'en voit pas l'intérêt en raison de l'absence de notoriété de Dominique Aury. Malgré les demandes insistantes de son amante, Maulnier n'a cependant pas souhaité intervenir auprès des services de Gallimard, pour ne pas « les embêter⁴ ». En fait, la mention est finalement rétablie lorsque l'ouvrage fait l'objet d'un nouveau tirage en mai 1940. En publiant cet ouvrage en 1939, Maulnier réalise par ailleurs un des rêves de son père à qui l'éditeur Belin avait demandé trente ans plus tôt un choix

¹ « En réalité, c'est moi qui ai procédé au choix des textes, affirme-t-elle, en particulier j'ai tenu à y faire figurer Maurice Scève, et, pour le XXe siècle, Catherine Pozzi », in Dominique Aury, *Vocation : clandestine*, Paris, Gallimard, 1999, p.29.

² Lettre de Jacques Talagrand à Anne Desclos, 18 septembre 1938, Fonds privé Thierry Talagrand.

³ Lettre de Jacques Talagrand à Anne Desclos, 1^{er} novembre 1938, Fonds privé Thierry Talagrand.

⁴ Dominique Aury rapporte elle-même cet échange avec Maulnier dans son livre d'entretiens : « Ils pourraient peut-être remettre mon nom ? – Oh ! ça les embête, a-t-il répondu, il ne faut pas les embêter. Alors on ne les a pas embêtés et ça a continué comme ça ». in Dominique Aury, *Vocation : clandestine, op. cit.*, p.9.

de poèmes, qui ne fut finalement jamais publié à cause des difficultés rencontrées auprès des éditeurs pour obtenir les droits de reproduction¹.

L'Introduction donne à Thierry Maulnier l'occasion de construire sa propre conception doctrinale de la poésie française. Sans surprise, elle est étroitement liée à sa conception du nationalisme français. Sous la plume de Thierry Maulnier, la poésie française apparaît ainsi désincarnée, libérée de son enveloppe charnelle « française », nationale, pour ne pas dire tout simplement l'expression de la poésie à l'état pur, universel. La patrie de la poésie française est la littérature, pas la France. « La poésie anglaise ou allemande, explique-t-il, contient l'Allemagne ou l'Angleterre alors que la poésie française ignore la France, se montre incapable d'utiliser avec bonheur la tradition française, les légendes françaises, les inquiétudes françaises, les génies du sol français. La poésie allemande ou anglaise est d'abord l'Allemagne ou l'Angleterre : la poésie française est d'abord la poésie. Il n'y a presque pas dans le peuple français de poésie diffuse, de puissance de création poétique, de *folk-lore*. Sa poésie nationale ne s'alimente point aux profondes réalités de son sol et de sa mémoire (...). Lorsque la poésie française croit retrouver les réalités nationales, elle descend seulement dans le domaine de la mauvaise littérature. C'est que sa nature est d'être essentiellement *littéraire*². » Il n'y a pas de lien, dans la poésie française, entre la tradition historique, populaire, et la tradition poétique. Il en découle que nos meilleurs poètes, loin de puiser dans les légendes de la nation française, l'épopée des croisades, Jeanne d'Arc ou les grands rois de France, trouvent leurs sujets dans les épopées grecques antiques. « Les grands poètes étrangers puisent eux aussi, sans doute, dans la légende grecque et dans le peuple héroïque de l'antiquité, et rendent la parole à Cléopâtre, à Iphigénie, à Empédocle. Mais la poésie anglaise ou allemande, quels que soient ses emprunts antiques ou mythologiques, reste le produit d'un sol national chrétien jusque dans sa sorcellerie et ses plus diaboliques enchantements³. » Pour résumer, « la patrie des Français est la France. La patrie de la poésie française s'étend de la Judée à la Castille, de la Troade à la Toscane, des grèves de Nausicaa au rocher de la fée du Rhin. La patrie de la poésie française est dans trente siècles de poésie universelle. Les héros

¹ Lettre de Joseph Talagrand à son fils, datée de la Pentecôte 1939. Fonds privé Thierry Talagrand.

² Thierry Maulnier, *Introduction à la poésie française*, op. cit., p.36.

³ *Ibid.*, p.43.

nationaux de la poésie française s'appellent Hector, Ajax, Prométhée, Phèdre, Antigone, Cléopâtre. Il n'y a pas de héros éponymes français, d'elfes français, de démons français. Nos poètes ne semblent capables d'aimer sans remords une femme s'ils ne lui ont donné d'abord quelque nom de déesse ou de nymphe¹. » Il en résulte que la poésie française n'est à l'aise qu'avec les grands sentiments, les grands thèmes les plus élémentaires comme la mort et l'amour.

L'autre caractère propre à la poésie, voire à toute la littérature française, car le peuple français est le plus littéraire au monde, c'est pour Maulnier la rigueur. Une rigueur qui se traduit par une certaine austérité, une sévérité et un ascétisme qui s'accordent bien avec la minéralité des villages et paysages français. « Cette austérité française, qui se manifeste dans toutes les formes de la vie française par le goût de la gravité, se manifeste dans les formes de l'art français par le goût de la rigueur, qui est l'ascétisme de la forme. Nulle part, comme dans les phrases et les figures sorties des esprits français, des mains françaises, ne se manifestent cet acharné dépouillement, ce besoin de cerner l'objet du trait le plus étroit et le plus pur, d'éveiller dans un univers nu et comme abstrait les voluptés et les fantômes. Ce que les orateurs politiques et les amateurs de lieux communs appellent le goût français de la mesure, c'est en réalité, jusque dans ses extrémités les plus désespérées et les plus héroïques, le besoin français de la rigueur². » La poésie française tend à la pureté, à une pureté d'expression quasi-universelle. C'est la raison pour laquelle, elle a cherché à se libérer, sous l'impulsion donnée par les classiques, des influences et modèles littéraires étrangers, pour atteindre un style purement français tel qu'il n'en existe pas d'autre dans le monde. L'effort de chaque génération littéraire pour renouveler le langage s'apparente ainsi à une lutte permanente pour atteindre, ou parfois rétablir, la pureté. Thierry Maulnier tire de ce constat une véritable théorie des révolutions littéraires. Pour lui, celles-ci n'ont pas pour origine le besoin de renouveler la poésie ou la littérature, ou de rompre avec quelque chose de démodé. « Les révolutionnaires de la poésie, comme les révolutionnaires de la politique, n'ayant en général à leur disposition qu'un langage très imparfait pour se figurer à eux-mêmes la nature de leurs problèmes, ont multiplié

¹ Thierry Maulnier, *Introduction à la poésie française*, op. cit., p.44.

² *Ibid.*, p.51.

autour de leur action les justifications aberrantes et contradictoires, procédant au nom du “naturel” à la plus savante restauration du métier littéraire, recherchant sous le nom de “tradition” la possibilité d’une création plus libre, réclamant sous le nom de “nouveau” le retour de la poésie à ses conditions permanentes d’existence, et sous le nom de “liberté” la plus rigoureuse défiance à l’égard des facilités régnantes¹ ». En réalité, les révolutions littéraires visent à adapter l’activité poétique au système de valeurs politiques et sociales. « C’est ainsi que lorsque un désaccord se produit, à une époque donnée, entre un style de vie et de civilisation en pleine métamorphose et une littérature qui reste esclave des routines d’école et persévère dans les formes acquises, il devient impérieusement nécessaire de rétablir les contacts entre l’activité littéraire et les autres activités de l’esprit, d’introduire dans la littérature un nouveau sang, un nouveau style, de nouveaux thèmes². » Ainsi s’expliquent les révolutions littéraires, comme les révolutions politiques, en raison des besoins engendrés par l’évolution de la civilisation, de la vie et de la culture. Il s’agit de substituer de nouvelles règles à « un système de contraintes qui a épuisé sa vertu et ainsi de rendre leur efficacité aux lois de l’exercice du langage poétique³. »

Dès lors, en partant de cette définition des motifs des révolutions littéraires, Thierry Maulnier est en mesure de distinguer celles qui ont réussi de celles qui ont conduit la poésie française vers l’échec. Ce sont bien entendu les poésies qui s’inscrivent dans cette première catégorie qui se retrouvent dans l’anthologie établie par Thierry Maulnier et Dominique Aury. Comme il fallait s’y attendre, les poètes du XVI^e et du début du XVII^e siècle, c’est-à-dire de la période que l’on a pris l’habitude d’appeler baroque, occupent la majeure partie de cette *Introduction*, qui prolonge également les réflexions menées par Maulnier, depuis ses premiers articles à l’Action française jusqu’au célèbre *Racine*. Il s’agit de porter à la connaissance du public les chefs d’œuvre d’une poésie oubliée, qui a souffert de la prépondérance accordée au romantisme. « On fait gloire au XVI^e siècle, écrit-il, de je ne sais quelle grâce adolescente, d’une vivacité, d’une abondance brillante et d’une fraîcheur qui ne sont

¹ Thierry Maulnier, *Introduction à la poésie française*, op. cit., p.64.

² *Ibid.*, p.58.

³ *Ibid.*, p.62.

certes point méprisables, mais qui font oublier le plus difficile et le plus important. Le moment paraît favorable à de plus justes évaluations. Toute époque applique en effet aux œuvres des époques antérieures le même système de valeurs qui lui sert à créer ses propres œuvres ; elle aime dans les œuvres passées ce qui peut lui servir de justification. Or, la transformation à beaucoup d'égards heureuse qui s'est produite dans le goût littéraire depuis quelques décades n'a pas encore porté ses conséquences dans les jugements de l'histoire littéraire. (...). L'attention s'est lassée de cette littérature de salon, elle s'est tournée vers des œuvres plus difficiles, plus secrètes, plus noires, plus violentes, plus chargées de périls et de pensées. Il est temps que cette heureuse transformation porte ses conséquences dans le domaine de l'histoire littéraire où les préférences de M. Brunetière continuent à compter pour des lois. (...). Peut-être verra-t-on bientôt disparaître la défiance, le dédain ou seulement l'ignorance dont pâtissent dans le jugement commun et dans les manuels scolaires, toutes les grandes œuvres de la littérature française qui n'offrent point au lecteur paresseux les portes grandes ouvertes de la simplicité, de la facilité, du naturel (...). Alors, le XVI^e siècle sera aperçu dans ses dimensions véritables. Aucune époque de notre littérature ne saurait nous être plus fraternelle. La fraîcheur, la vigueur et la liberté n'ont été que les moindres vertus de poètes qui nous donnent avec une prodigalité incomparable tout ce que nos propres poètes s'efforcent aujourd'hui de reconquérir¹. » Avec Dominique Aury, Maulnier a donc choisi de réunir dans cet ouvrage, parmi tous les poèmes qu'ils ont exhumés, des œuvres de Villon, Maurice Scève, Louise Labé, Pernelle du Guillet, Ronsard, Pontus de Tyard, Jodelle, Du Bartas, ou Robert Garnier, Sponde, Du Bois Hus et Théophile de Viau avec des extraits de Péguy, Apollinaire, Valéry, Cocteau et Maurras pour le début du XX^e siècle, parce que ce siècle a eu la chance de faire naître des talents qui n'ont point d'égal dans les deux siècles précédents. Avec cette *Introduction à la poésie française*, les poètes de l'École de Lyon et de la Pléiade retrouvent la place qu'ils ont méritée dans l'histoire des lettres françaises. Inversement, comme il fallait s'y attendre, *L'Introduction* ne s'attarde pas sur le siècle de Hugo et du romantisme, le XIX^e, qui « a donné naissance à un nombre incroyable de versificateurs diversement habiles, parmi lesquels apparaissent, après Nerval, deux

¹ Thierry Maulnier, *Introduction à la poésie française*, op. cit., pp.68-69.

ou trois poètes authentiques¹ » comme Mallarmé, Rimbaud ou Baudelaire. Encore ne cache-t-il pas, concernant Baudelaire, qu'il ne supporte pas « son satanisme à bon marché, la médiocrité de certaines de ses œuvres trop admirées, les concessions qu'il fait selon le cas à un immoralisme et à un moralisme également fades et laborieusement didactiques². » Et Thierry Maulnier d'estimer dans son jugement du romantisme que « la place de Lamartine, de Hugo, de Vigny, de Musset dans l'histoire de la poésie française ne tardera pas, il faut l'espérer, à apparaître ce qu'elle fut réellement, c'est-à-dire extrêmement mince³ ». Ainsi, si la place dévolue aux poètes du XVI^e siècle jusqu'à Racine est infiniment plus importante que celle accordée à leurs successeurs, c'est que « une véritable nuit s'y étend sur la poésie jusqu'aux toutes dernières années du XIX^e siècle et au premier tiers, magnifiquement riche, du XX^e siècle⁴. » Entre ces deux âges d'or de la poésie française, s'étend la facilité néo-classique et l'échec romantique. En voulant rompre avec la facilité néo-classique, les romantiques ont introduit au contraire un surcroît de facilité dans l'art poétique. « Ainsi les romantiques allèrent-ils tout droit à l'opposé de ce que leur raison d'être était de vouloir. Ils introduisirent quelques variations, quelques thèmes empruntés aux littératures étrangères, quelques artifices verbaux ou musicaux et une éloquence abondante dans la prosodie de l'abbé Delille, ils ne changèrent rien d'essentiel à l'art néo-classique dont ils furent les continuateurs un peu plus brillants. La poésie reste à leurs yeux ce qui ressemble le moins à la poésie : un exercice de versification sur des thèmes donnés, un procédé de développement interminable où le poète s'abandonne à la seule facilité de développer⁵. » Parmi les romantiques, seul Gérard de Nerval échappe à la règle et mérite par conséquent l'attention des contemporains.

C'est donc à la redécouverte d'un patrimoine commun oublié que Thierry Maulnier convie son lecteur, bien plus qu'à une anthologie. « Ce serait une très mauvaise anthologie, si c'en était une, très incomplète et partielle, pense-t-il. C'est seulement une tentative d'orienter les lecteurs vers une poésie qu'on a trop vite qualifiée de classique. Ma préférence va vers une forme de poésie dans laquelle l'effusion lyrique est

¹ Thierry Maulnier, *Introduction à la poésie française*, op. cit., p.99.

² *Ibid.*, p.99.

³ *Ibid.*, p.97.

⁴ *Ibid.*, p.105.

⁵ *Ibid.*, p.65.

subordonnée à la création d'un objet d'art, qui est le poème lui-même (...). La poésie est une incantation, c'est pourquoi j'aime mieux la poésie régulière. Tout effort pour atteindre au sacré comporte un élément rythmique. (...). Le poème est fait pour être dit. Cette préférence pour la poésie régulière n'est pas une exclusive. Ainsi, je place très haut les poètes baroques du règne de Louis XIII, beaucoup plus haut que les romantiques¹. » Puisqu'il s'agit désormais, face à la dramatisation de la situation, de sauver les valeurs de la civilisation française, Maulnier commence par rassembler dans un même ouvrage ce qu'il juge comme l'un des éléments les plus précieux de notre patrimoine intellectuel. Il y a donc bien plus, derrière cette anthologie très partielle, qu'une volonté de se désengager. Il y a d'abord le geste très symbolique de ne pas laisser la barbarie prendre le pas sur la civilisation. C'est ce que suggère Robert Brasillach quand il écrit avec humour en rédigeant ses souvenirs en 1940, que « Thierry Maulnier, prévoyant l'étroitesse des cantines et des paquetages, enfermait pour juillet l'essentiel de la poésie française dans son plus beau livre². » Par ses choix, mais aussi par la doctrine qu'elle expose, cette *Introduction à la poésie française* s'inscrit bien entendu dans le champ de la critique littéraire d'inspiration maurrassienne³. *L'Action française* a en effet élaboré un tableau d'honneur de la littérature française assez proche de celui que propose Thierry Maulnier. Et bien que ses auteurs s'en défendent, cette anthologie est éminemment dogmatique, comme l'approche maurrassienne de la littérature. S'y dessine une vision littéraire du génie français que ses commentateurs ne purent s'empêcher de mettre en perspective avec la guerre et l'escalade des régimes totalitaires. « Je voudrais que tous les amateurs de poésie lisent ce livre, même s'il doit souvent les irriter, affirmait Jacques Madaule dans la revue *Esprit*. Ils y apprendront un certain visage de la poésie française et, par conséquent, de la France qu'il ne faut pas ignorer ni méconnaître. C'est une France

¹ « Trois lauréats dans notre maison », propos de Thierry Maulnier recueillis par Béatrix Beck, art. cit.

² Robert Brasillach, *Notre Avant-Guerre*, op. cit., p.306

³ Paul Renard écrit ainsi : « Les critiques de *L'Action française*, conformément aux idées de leur chef et patron Maurras, contribuent à l'élaboration d'une histoire de la littérature française manichéenne en adoptant un découpage chronologique par siècles, à part pour le Moyen-Age. L'apogée en art est bien sûr atteint au XVIIe siècle, qui a été préparé par les auteurs des époques précédentes ; à partir du XVIIIe siècle, la littérature française ne suit plus qu'un régulier processus de décadence ». (in Paul Renard, *L'Action française et la vie littéraire (1931-1944)*, Rennes, Presses Universitaires du Septentrion, 2003, p.29). Voir aussi : Michel Leymarie, Olivier Dard, Jeanyves Guérin (éds), *Maurrassisme et littérature. L'Action française. Culture, société, politique (IV)*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2012, 320 p.

sévère, économe sinon avare, législatrice, rigoureuse, châtiée. Ne lui demandez pas de spontanéité ; mais pour l'élan, elle vous surprendra et, plus encore, pour la flamme qui brûle dans ce cœur strict. Regardons-nous bien dans les yeux, et demandons-nous si ces traits ne nous conviennent pas, ne lui conviennent pas. Alors il faut remercier Maulnier de les avoir mis en lumière avec intransigeance et âpreté. Lui aussi, il semble avoir voulu montrer, bien qu'en prose, qu'il est de la même race. Il faut lui en donner acte. A la veille de l'épreuve que nous subissons, et pendant cette épreuve même, de telles prises de conscience sont salutaires¹. » De son côté, la Jeune Droite salue les talents de critique confirmés de l'auteur, que les jeunes critiques n'hésitent pas à présenter comme l'une des plus belles plumes française de l'époque. Robert Brasillach dans *Gringoire*, René Vincent dans *Combat* et Claude Roy dans la *Revue Universelle* écrivent des articles élogieux². Le plus bel hommage qu'il reçoit, Maulnier le doit à la jeune génération maurrassienne, à travers la plume de son cadet, Claude Roy. « C'est en réalité une œuvre considérable que cette *Introduction* (...). Considérable par le don d'écrivain qu'elle ne nous révèle pas, certes, mais qui s'affirme ici avec une tranquillité éclatante et soutenue. (...). Considérable enfin par l'éclairage nouveau qu'elle porte sur notre littérature par les révélations qu'elle multiplie et qui en sont l'étude la plus sage, et la plus révolutionnaire à la fois. (...). On le savait du reste : la langue de Thierry Maulnier est une des plus belles de ce temps³. » Dans *L'Action française*⁴ enfin, Léon Daudet écrit tout le bien qu'il pense du texte de son jeune confrère, dont un extrait a paru en avant-première dans la *Revue Universelle*⁵. Robert Brasillach, de son côté, terminait son article en conseillant à son lecteur d'emmener en vacances cette anthologie écrite par « le meilleur des guides » capables de lui faire

¹ Jacques Madaule, « Thierry Maulnier : Introduction à la poésie française », in *Esprit*, janvier 1940, p.194.

² Robert Brasillach, « Introduction à la poésie française », in *Gringoire*, 27 juillet 1939 ; René Vincent, « Introduction à la poésie française, par Thierry Maulnier », in *Combat*, n°37, juillet 1939 ; Claude Roy, « Introduction à la poésie française », in *La Revue Universelle*, 15 août 1939.

³ Claude Roy, « Introduction à la poésie française », in *La Revue Universelle*, 15 août 1939, p.360.

⁴ Léon Daudet, « La poésie française au XVI^e siècle », in *L'Action française*. La présence du manuscrit de cet article dans les archives de Thierry Maulnier suggère qu'il a été particulièrement touché par l'éloge qui lui a été rendu par Daudet.

⁵ Thierry Maulnier, « Introduction à quelques poètes français », in *La Revue Universelle*, 25 février 1939. Maulnier publie également un extrait de son *Introduction* dans *Je Suis Partout*. Il s'agit de la partie de ce texte où il s'efforce de montrer l'absence de poésie nationale en France : Thierry Maulnier, « Les Français et la poésie », in *Je Suis Partout*, 26 avril 1939. Une opinion qu'il n'aurait jamais pu tenir dans le même journal deux ans plus tard.

découvrir « les paysages les plus extraordinaires, les moins connus, les plus hardis et les plus enchantés à la fois, qui composent la terre véritable de la poésie française¹. »

Mais à la place des sacs de voyage, ce sont surtout les cantines militaires que cet ouvrage va garnir. Un mois plus tard, la guerre éclate. Et de nombreux jeunes officiers et écrivains mobilisés ont affirmé à leur retour avoir emmené l'*Introduction à la poésie française* de Maulnier dans leurs paquetages pour y trouver une diversion à la guerre. « Je lui dois (...) la découverte de la poésie française, explique l'Académicien Michel Mohrt. Son anthologie était dans ma cantine pendant la guerre, et les poèmes choisis par lui avec un goût et une partialité qui m'enchantaient, je me le suis répétés des mois durant dans ma solitude. Il y a peu d'écrivains envers qui je me sente une dette aussi forte². » Claude Mauriac a livré le même témoignage : « M'évadant des limites trop étroites de *L'Introduction à la poésie française* de Thierry Maulnier, mais y trouvant, émerveillé, un perpétuel sujet d'excitation, je n'ai pu lire pendant les premiers mois de la guerre que des vers³. »

Ce succès paraît en effet confirmé par la rapidité avec laquelle la première impression est épuisée. Sans doute à cause de la déclaration de guerre et peut-être en raison de son côté pratique, cette *Introduction* va connaître un assez bon sort dans les librairies, puisque deux mille exemplaires seront vendus en moins de deux mois⁴. Dans l'une de ses lettres, datée du 24 novembre 1939, Maulnier annonce à sa compagne que leur ouvrage continue à intéresser le public en dépit de la guerre : « J'ai appris encore que l'*Introduction* se vendait bien malgré M. Hitler (1100 exemplaires depuis la guerre)⁵. » C'est sans doute en pensant à la faveur dont bénéficie son anthologie de la poésie française que Maulnier écrit, quelques mois plus tard, un article sur le goût renouvelé du public pour les valeurs sûres de notre histoire littéraire. Il se demande si la guerre, et les contraintes qui l'accompagnent, ne poussent pas les Français vers une sorte de placement dans des œuvres dont ils n'arriveront pas à se lasser et qui ne perdront jamais leur valeur dans le temps. La guerre aurait donc précipité un retour aux

¹ Robert Brasillach, « Introduction à la poésie française », art. cit.,

² Michel Mohrt, « Un maître à penser », in *Le Figaro*, 11 janvier 1988.

³ Luc Boisgontier, « Ce qu'ils lisent. Claude Mauriac », in *Le Figaro*, 30 mars 1940.

⁴ Chiffre mentionné dans Angie David, *Dominique Aury*, op. cit., p.259.

⁵ Lettre de Jacques Talagrand à Anne Desclos datée du 24 novembre 1939. Fonds privé Thierry Talagrand.

classiques de la littérature. « L'immense désordre de la guerre a imposé, à ceux qui voulaient lire, un choix : les livres que le lecteur désire sont ceux qui ne peuvent le décevoir et qui lui permettront d'emporter avec lui à bon compte, ce que les plus grands siècles ont produit de plus inaltérable et de plus beau¹. » D'après Maulnier, les Français se précipitent vers les grandes œuvres – en particulier vers les classiques – pour fuir la catastrophe et pour trouver un refuge dans ce qui ne saurait mourir. Les classiques, qui ont réussi dans leurs œuvres à atteindre une portée universelle dont la valeur traverse les siècles, apportent des réponses aux questions essentielles que se posent les hommes en ces heures sombres. Plus qu'un retour aux classiques, il faut donc y voir un recours. « La dignité des grandes œuvres classiques est ainsi de dépasser leur siècle en même temps qu'elles l'accomplissent, de commencer, au sortir des mains de leur créateur, une vie qui ne finit plus, d'apporter comme des Sibylles des réponses nouvelles à toutes les questions nouvelles, de briller d'un reflet nouveau et d'une couleur nouvelle aux lumières et aux incendies de chaque âge. Et de renouveler sans cesse, par un prélèvement secret sur le cœur même des hommes, leur inépuisable énergie². » Ces phrases pourraient sembler anodines si elles ne venaient d'un intellectuel qui a toujours eu une admiration sans borne pour l'âge classique et pour ce qu'il nomme le « siècle de Louis XIII ». Les réflexions de cet ordre furent en effet nombreuses dans les écrits de Maulnier pendant l'Occupation. Comme s'il attendait du dépassement de la catastrophe, l'irruption d'un nouvel âge classique. « Dans l'obscurité de notre ciel, dans cette nuit qui nous entoure, et nous voile notre avenir prochain, notre situation présente et jusqu'à nous-mêmes, ont reparu les étoiles infaillibles. Elles ne nous tromperont pas³. » Les grandes œuvres classiques sont des guides pour la période qui s'ouvre avec la guerre. L'intelligence de Maulnier est d'avoir su anticiper ce besoin en écrivant son *Introduction à la poésie française* bien avant les heures les plus sombres de la crise internationale. D'autres écrivains ont suivi son exemple. Dans les années suivantes, plusieurs anthologies paraissent, reposant sur des choix de textes différents. Elles se situent généralement toutes par rapport à l'*Introduction à la poésie française* de Maulnier. Il ne semble pas pourtant que le

¹ Thierry Maulnier, « La Guerre et les classiques », in *La Revue Universelle*, 15 février 1940, p.294.

² *Ibid.*, p.297.

³ *Ibid.*, p.295.

genre anthologique soit plus répandu sous l'Occupation que dans les années précédentes¹. Parmi ces réponses, il faudrait citer celle de Pierre Bessand-Massenet sur la poésie du XIX^e et du XX^e siècles qui accuse Maulnier de dédaigner la sensibilité, l'émotion et les sentiments au profit d'une poésie intellectualiste². Ainsi que celle de Marcel Arland qui fait la part belle aux poètes des XII^e, XIII^e et XIV^e siècles³. René Lasne et Georg Rabuse publient quant à eux une *Anthologie de la poésie allemande des origines à nos jours* préfacée par le Directeur de l'Institut Allemand, Karl Epting⁴. Plus proches des conceptions de Maulnier apparaissent les anthologies de Kléber Haedens et de Dominique Aury⁵. S'il n'est donc pas évident de prouver que Thierry Maulnier et Dominique Aury sont à l'origine d'un mouvement qui a donné naissance à la publication en série d'anthologies sous l'Occupation, il ne fait par contre aucun doute que son entreprise sert immédiatement d'exemple au sein de la Jeune Droite. Le même Kléber Haedens, qui a donné une composition de poètes français en 1942, publie un an plus tard une *Histoire de la littérature française*⁶. Les deux auteurs de l'*Introduction à la poésie française* persistent eux-mêmes dans cette voie en publiant en 1941 un choix de poèmes de Dominique Aury, présenté par Thierry Maulnier, et intitulé *Poètes précieux et baroques du XVII^e siècle*⁷. Le nouvel ouvrage est élaboré à partir des recherches qu'a poursuivies Dominique Aury seule dans les bibliothèques pendant la guerre et les débuts de l'Occupation.

¹ Une rapide comparaison du nombre d'anthologies poétiques entre les années d'Occupation et les dernières années de l'entre-deux-guerres ne fait pas apparaître de véritable différence. Il serait cependant intéressant de creuser cette question pour savoir si le genre de l'anthologie est un fait spécifique à la littérature de l'Occupation.

² Pierre Bessand-Massenet, *Itinéraire sentimental d'Alfred de Musset à Jean Cocteau. Introduction et choix de textes*, Genève, Editions du Milieu du Monde, 1942, 253 p.

³ Marcel Arland, *Anthologie de la poésie française. Choix et commentaires*, Paris, Delamain et Boutelleau, 1941, 655 p.

⁴ René Lasne et Georg Rabuse, *Anthologie de la poésie allemande des origines à nos jours*, Paris, Delamain et Boutelleau, 1943, 2 volumes.

⁵ Kléber Haedens, *Une anthologie : poésie française*, Toulouse, Editions de la Nef, 1942, 280 p. Dominique Aury, *Anthologie de la poésie religieuse française*, Paris, Gallimard, 1943, 341 p. Thierry Maulnier s'est livré à une longue critique de ces deux ouvrages dans une série d'articles. « Une nouvelle anthologie », in *L'Action française*, 24 septembre 1942 ; « Une nouvelle anthologie II », in *L'Action française*, 1^{er} octobre 1942 ; « Anthologie de la poésie religieuse française, par Dominique Aury », in *L'Action française*, 13 mai 1943 ; « La poésie religieuse en France », in *L'Action française*, 20 mai 1943.

⁶ Kléber Haedens, *Histoire de la littérature française*, Paris : René Julliard, Sequana, 1943, 475 p.

⁷ *Poètes précieux et baroques du XVII^e siècle*, choix de poèmes et notes de Dominique Aury, présenté par Thierry Maulnier, Angers, J. Petit, 1941, 265 p.

Il reste que cette *Introduction à la poésie française* est, avec son *Racine*, l'ouvrage de Thierry Maulnier qui a conservé la plus grande postérité à travers les décennies, bien qu'il n'ait pas fait l'objet d'un très grand succès critique à l'époque à cause du déclenchement de la guerre. Kléber Haedens affirmait dès les débuts de l'Occupation au sujet de ce texte, qu'« il est presque impossible de parler de poésie sans y prendre ses références¹. » Quelques années plus tard, Robert Cayla présentant la biographie de Maulnier pour la publication d'un de ses ouvrages, *Esquisses littéraires*, affirmait que son *Introduction* est « à coup sûr, le texte le plus important paru sur ce sujet depuis la préface à la *Musique intérieure* de Charles Maurras et la préface à *Adonis* de Paul Valéry. Cent pages d'une introduction inoubliable, deux cent cinquante de poèmes, composent une anthologie partielle mais assurément magnifique. Elle va de Villon à Valéry, en passant par quarante poètes connus, méconnus, inconnus². » Comme l'écrit Paul Guth en commentant le parcours de Maulnier et les impacts de cette fameuse *Introduction* : « sa célèbre *Introduction à la poésie française* procède par effraction. Par des failles brutalement forcées, il s'ouvre une voie à travers les graisses de Hugo réduit à une trentaine de vers, parmi les évanescences ou les fatras de Musset, réduit à quelques chansons, jusqu'à la grande source filtrante du XVI^e siècle, jusqu'alors dédaignée, ou aux précieux et aux baroques d'avant Racine³. » Kléber Haedens était certes un ami très proche de Maulnier et Robert Cayla, son éditeur. Mais les lettres reçues par Thierry Maulnier nous renseignent tout autant sur le succès durable de ce texte. Jean Anouilh, par exemple, lui rappelle qu'il a « usé (vraiment salis, usés déchirés, tachés) trois exemplaires de (*son*) introduction à la poésie française⁴ ». Quant à Jean-Pierre Faye, qui eut apparemment beaucoup d'admiration pour Maulnier dans sa jeunesse, il exprimait dans son courrier « le désir d'un plus proche contact avec un écrivain qui (lui) était cher – depuis les instants émerveillés, à 15 ans, où (il) suivait dans l' "Introduction" cette extraordinaire phénoménologie de la création poétique (lue et relue ensuite) au lendemain de la défaite, en novembre 1940. Ce livre où les plus

¹ Kléber Haedens, « Une anthologie de la poésie française », in *L'Action française*, 12 juin 1941.

² Robert Cayla, « Thierry Maulnier, notice bio-bibliographique », in Thierry Maulnier, *Esquisses littéraires : Poètes du XVII^e siècle*, Paris, R. Cayla, 1948, 171 p.

³ Paul Guth, *Quarante contre un, op. cit.*, pp.194-195.

⁴ Lettre de Jean Anouilh à Thierry Maulnier, sans date. Fonds privé Thierry Talagrand.

beaux fragments poétiques (...) pouvaient aussi être relevés dans cette prose préliminaire, dans ce style à la fois oratoire et chargé d'incantations¹. »

La fin de l'avant-guerre

L'été 1939 trouve Thierry Maulnier entièrement occupé à ses activités littéraires. Pour quelques semaines encore, la politique semble avoir totalement disparu de ses préoccupations. Ce qui est d'autant plus singulier que la crise internationale est alors à son paroxysme. Il lutte depuis quelque temps avec difficulté contre son habituelle paresse pour écrire un roman, commencé en début d'année et que sa compagne Dominique Aury l'encourage pendant plus d'une année à mener à son terme. « Parlez-moi (...) du roman s'il n'est pas tout à fait endormi² », lui écrit-elle ainsi en janvier 1940. Mais la rédaction n'avance quasiment pas. Le roman est finalement le seul exercice littéraire dans lequel, ce touche à tout qu'est Maulnier, n'a jamais exercé son art. Jamais terminé, le roman qu'il a tenté et rêvé d'écrire dans les années trente n'a pas paru en librairie. La tentation du roman remonte pourtant loin chez lui puisqu'il en fait l'aveu dans un entretien avec Henriette Charasson en 1935. « Fourmillant d'idées (la plume à la main), bouillonnant de paradoxes, Thierry Maulnier sera-t-il un jour le romancier (trahissons le secret de la confession !) qu'il rêve d'être ? J'en doute. Ce myope semble moins doué pour observer par lui-même, de près, de façon juste et sans arrêt, la vie, que pour développer admirablement les réflexions abondantes et variées que quelques observations lui suggèrent. A mon avis, c'est plus un philosophe et un penseur qu'un créateur de types et il est de ceux (tout le contraire d'un Balzac) qui frémiront avec plus de plaisir devant un personnage rencontré dans un roman que devant le même rencontré dans la rue. (Peut-être même dans le réel ne saurait-il pas le déceler ?)³ », écrivait-elle alors avec perspicacité en commentant l'aveu que venait de lui faire Thierry Maulnier. Quelques parties de son roman ont été conservées dans les

¹ Lettre de Jean-Pierre Faye, sans date, mais probablement écrite en septembre 1944. Fonds privé Thierry Talagrand.

² Lettre de Anne Desclos à Jacques Talagrand, datée du 5 janvier 1940. Fonds privé Thierry Talagrand.

³ Henriette Charasson, « Prix de la critique 1935 : Thierry Maulnier », in *Nous les Latins*, 9 juin 1935.

archives de Maulnier. Elles démontrent, disons le franchement, une assez faible maîtrise du genre, qu'il a abandonné définitivement après cette tentative malheureuse. A en juger par son absence de persévérance, Thierry Maulnier lui-même ne devait pas être satisfait du résultat. Au point qu'il n'hésitait pas à déclarer, vingt ans plus tard, dans un entretien avec Béatrix Beck, qu'il n'avait jamais été tenté par le roman, parce que, confessait-il, « le roman moderne me semble écrit pour des intellectuels. Je demande au roman d'être captivant comme un roman policier, ce qui est le cas chez Graham Greene. En général, j'aime mieux lire des journaux et des revues que des livres¹. » Trop intellectuel, c'est précisément la critique que l'on peut formuler contre les premières parties de roman rédigées par Maulnier. Sur plus de quarante pages, il décrit l'instant prédestiné où ses deux principaux personnages, Olivier et Anne, doivent se rencontrer². L'Anne du roman peut faire penser à Dominique Aury : « En ce moment où elle n'avait plus qu'à attendre d'être comblée de tout ce qu'elle désirait, prise dans les bras qu'elle aimait plus que tout au monde, quelque'un – l'automate aux leviers bien huilés qui assurait sa marche, l'animal bien dressé qui rentrait à la maison, poussé par une routine douce et puissante, à l'heure du dîner, à l'heure du mari, la biche qui poussée par une crainte ou un défi plus forts que l'amour même, fuit et se

¹ « Trois lauréats dans notre maison », propos de Thierry Maulnier recueillis par Béatrix Beck, art. cit.

² Les premiers feuillets de son roman commencent ainsi : « Olivier savait depuis longtemps qu'il avait rendez-vous avec Anne ; mais, que le rendez-vous fût fixé précisément à ce jour, il n'en avait ni la connaissance, ni même le pressentiment. L'habitude de l'univers est de nous surprendre avec cela même qui est le plus conforme à notre besoin, à notre logique et à l'attente où nous sommes de ses dons les plus communs, le goût du pain et du vin pour celui qui a faim et soif, le coup de griffe de la bête qu'on taquine, la mort. L'événement une fois survenu, nous lui donnons aussitôt sa parure et son mensonge, nous attribuons au jour qui l'a accueilli son caractère faste ou néfaste, nous découvrons que la dorure du matin, ou le cri des oiseaux nocturnes avait eu ce jour là un éclat ou une stridence inusités, qui leur conférait quelque valeur d'avertissement ou de présage. Olivier put s'imaginer par la suite qu'au moment de la rencontre, l'univers avait déjà assumé depuis de longues heures cette particulière densité d'attente, ce surcroît de couleur, de fièvre et de silence qui annonce les tremblements de terre et les orages. Mais il n'en était rien. Les quelques accidents insolites, la chaleur, excessive pour le mois de mai, qui avait décidé Olivier à ajourner un voyage dans le midi, la négligence du garagiste qui l'avait privé au dernier moment de sa voiture, le train manqué – mais il manquait ses trains une fois sur deux – tout ce qui avait dû être ajouté, à la dernière minute, aux aversions et aux amours des ancêtres d'Anne et d'Olivier depuis des générations, aux saisons, aux migrations du peuple, aux massacres, aux myriades de naissances et de morts, de gestes et de soupirs, aux conjonctions et aux oppositions d'astres tutélaires ou maléfiques, aux aventures et aux itinéraires des soleils, à cette conjuration de toutes les forces de l'univers depuis que les corolles des premières nébuleuses s'étaient épanouies dans le premier printemps céleste, qui avait été nécessaire pour aboutir, en ce jour, en cette seconde pure et brillante qui était le fruit d'un travail cosmique plus vaste et plus méticuleux que celui qui aboutit aux métaux et aux gemmes, à la rencontre d'Anne et d'Olivier, ces quelques accidents, ces quelques retouches de dernière heure, infimes d'ailleurs, qui avaient donné sa suprême exactitude au plan gigantesque et minutieux établi pour la rencontre d'Anne et d'Olivier depuis le commencement des temps, n'avaient été salués par Olivier d'aucune inquiétude ou d'aucune espérance particulière. (...). C'est seulement au dernier tournant de la route qu'Olivier comprit soudain, non pas encore qu'Anne allait apparaître, – il ne songeait toujours pas à Anne, mais que quelque événement capital était tramé par la saisissante conspiration du paysage ». (Fonds Thierry Maulnier Versailles, Ms ZI Manuscrits articles et conférences, notes, divers).

débat devant l'amour, ou ce joueur caché au fond du cœur qui ne se lasse jamais de miser sur le désastre et la mort – quelqu'un en Anne esquissa et faillit consommer le pas inutile et absurde qui l'eût à lui seul écartée d'Olivier à jamais ; et lorsqu'elle se fut arrêtée, lorsqu'elle se fut bien convaincue qu'elle ne sortirait pas du cercle insurmontable de forces qui l'avaient déjà séparée de toutes les fuites possibles et la rivaient à ce géant immobile, elle resta encore hésitante, – hésitante devant le seul objet qu'elle désirait au monde¹. » Certains passages comme celui-ci suggèrent que le texte, s'il avait été poursuivi, aurait pu contenir davantage de faits autobiographiques. En fait, la rédaction de ce roman constitua surtout pour Thierry Maulnier une occasion de déclarer à sa compagne des sentiments qu'il n'arrivait pas à exprimer en sa présence. En dépit du mal qu'il avait à terminer ce roman, il ne cachait cependant pas à Dominique Aury son envie de l'écrire, « non seulement parce que c'est amusant, et parce que vous me le demandez, mais aussi parce que c'est un moyen de dire beaucoup de choses, et de vous dire beaucoup de choses, que sans cela je ne dirais jamais. Alors il faut être tranquille, et seulement un peu patiente². » Mais Thierry Maulnier n'est finalement jamais revenu à la forme romanesque après avoir laissé cette tentative de roman de côté pendant l'exode. Par contre ses archives contiennent au moins une nouvelle de très bonne tenue, mais jamais publiée³.

En même temps que le roman, Thierry Maulnier a commencé un nouvel ouvrage sur Racine, qui lui a été commandé par Gallimard et qu'il doit rendre avant le 15 août 1939. « Il faudrait que je me dépêche car la N.R.F m'a confirmé qu'elle voulait un Racine pour le 15 août, écrit-il à Dominique Aury. C'est encore un livre à faire en un mois. Je commence à en prendre l'habitude⁴. » La correspondance échangée par Maulnier confirme le portrait bien connu d'un écrivain s'affirmant paresseux, mais travaillant en permanence à la rédaction de livres et d'articles pour les multiples

¹ Fonds Thierry Maulnier Versailles, Ms ZI Manuscrits articles et conférences, notes, divers.

² Lettre de Jacques Talagrand à Anne Desclos, datée du 9 juin 1940, Fonds privé Thierry Talagrand.

³ Celle-ci a pour titre *Le condamné*. Fonds Thierry Maulnier Versailles. Ms ZI Manuscrits articles et conférences, notes, divers.

⁴ Lettre de Jacques Talagrand à Anne Desclos, sans date, mais probablement écrite en juillet 1939. Fonds privé Thierry Talagrand.

journaux et revues auxquels il collabore. Mais cette fois, la commande de Gallimard n'est pas honorée à temps.

Du côté de la politique, le 37^{ème} numéro de *Combat* paraît le 10 juillet. Comme chaque année la publication est interrompue pendant l'été et doit reprendre au mois de septembre. Il s'agit en fait de l'ultime numéro – la guerre ayant définitivement mis fin à la revue – réalisé par une équipe assez représentative du dernier *Combat* et comprenant François Gravier, Jean de Fabrègues, Louis Salleron, le gérant René Vincent, Claude Roy, Kléber Haedens et François Sentein. De la même manière, la revue *Civilisation*, entreprise dans laquelle s'est lancé Jean de Fabrègues en parallèle depuis le printemps 1938 et qui a accueilli dans ses pages la plupart des penseurs de la Jeune Droite catholique, a fait paraître son dernier numéro en juin 1939¹. Thierry Maulnier, lui, signe sans le savoir son dernier article, « Le problème secondaire des institutions », pour la revue *Combat*, qui a eu la plus longue durée de vie parmi tous les Orphéons créés par la Jeune Droite. L'article se clôt sur cette phrase qui annonce parfaitement la pensée que Maulnier va tourner et retourner sans cesse sous l'Occupation pour l'approfondir : « La France ne sera efficacement antifasciste dans ses valeurs – c'est-à-dire humaine et française – que si elle devient “antidémocratique” dans ses institutions². » Il y a là tous les « ingrédients » de la révolution nationaliste que souhaite promouvoir Maulnier. Elle doit être antifasciste, humaine, française avant tout, et bien entendu antidémocratique. De son côté, François Gravier, prévoyant une nouvelle montée de tension pour la rentrée de septembre en raison des visées allemandes sur Dantzig, affirmait sans détour que Hitler devrait trouver une France résolue à ne pas céder, pour le contraindre à faire marche arrière. L'extrait suivant de l'article de François Gravier montre encore une fois qu'en 1939, la Jeune Droite s'était totalement rangée à la politique de fermeté, qu'elle entendait défendre contre les tendances anglaises à l'*appeasement* : « Hitler veut susciter la réaction naturelle des

¹ En dehors des membres de la Jeune Droite, la revue accueille une myriade d'universitaires, en particulier dans la partie de la revue consacrée à des notes critiques. Parmi eux, Louis Rougier, Jacques Vier, André Joussain, Louis Villat, Louis Le Fur, Pierre Mesnard, Etienne Gilson, Robert Pitrou, Achille Mestre, le philosophe allemand Karl Jaspers, André Piettre... La revue republie des articles de Thierry Maulnier déjà parus dans *Combat*, ainsi qu'un article inédit intitulé « Quelques notes sur la dialectique et le marxisme » (in *Civilisation*, n°3, juin 1938). Bulletin analytique et critique du mouvement « Civilisation », la revue éponyme, sans direction ni comité de direction, est domiciliée au siège de la Librairie de Médicis, qui a publié des œuvres de Louis Rougier, Walter Lippmann, Ludwig von Mises et Louis Baudin, entre autres.

² Thierry Maulnier, « Le Problème secondaire des institutions », art. cit.

“ploutocrates bourgeois” en face d’un dément : “Il ne faut pas le contrarier”. Il espère encore qu’en manifestant vers août-septembre une tension à tout casser, si j’ose dire, il portera les Anglais à freiner prudemment la résistance polonaise. C’est une erreur, on le sait. Si la position d’Hitler est la même que dans la question des Sudètes, la nôtre est toute différente. (...). Hitler ne pourra prendre Dantzig sans un conflit général. *Donc il ne le prendra pas*¹ ». Et il ajoutait, peut-être en anticipant un peu trop bravement sur la suite des événements : « C’est désormais une impasse aussi nettement tracée, quoi que plus honorable, que celle des revendications italiennes. »

Le numéro de *Combat* paru, et ses articles pour *L’Action française* achevés et transmis au journal, Maulnier part en vacances le 4 août pour Vallorcine en Haute-Savoie où il compte se livrer à sa passion pour l’escalade. Aussi insoucieux, les autres animateurs de la Jeune Droite profitent des congés d’été. Les Français commencent en effet à être habitués aux émotions fortes provoquées par la politique de « M. Hitler ». François Sentein prend ses vacances chez lui, à Montpellier, puis à Nice et Bandol. Jean-Pierre Maxence et Hélène Colomb, son épouse, passent l’été dans une vieille maison louée en Dordogne, sans sentir « la guerre qui approche, en cette fin d’été où tout clame la joie de vivre² ». Pierre Andreu est en vacances à côté de Paris, à Villiers-sur-Morin ; son premier enfant vient de tout juste de naître. Il a passé l’année qui s’est écoulée après Munich en attendant « la guerre consciemment », avec la certitude « que nous pouvions dire oui au conflit³ ». Jacques Laurent-Cély, de son côté, passe le mois d’août à Menton avec son confrère de *Combat*, Jean-Serge Morel. Quant à Robert Brasillach, de l’équipe de *Je Suis Partout*, après avoir tenté de lutter contre la rumeur infondée selon laquelle il aurait été arrêté avec Pierre Gaxotte en raison de la position pro-hitlérienne du journal, il décide de partir en caravane en Espagne⁴. Les animateurs de la Jeune Droite savent cependant qu’ils doivent s’attendre à une rentrée menaçante.

¹ François Gravier, « Deux impasses : Dantzig et Tien-Tsin », in *Combat*, n°37, juillet 1939.

² Hélène Colomb, *La Danse des fous*, op. cit., p.48.

³ Pierre Andreu, *Le Rouge et le Blanc 1928-1944*, op. cit., pp.139-140.

⁴ Pour le récit de ce voyage dans une Espagne qui se relève tout juste de la guerre, le lecteur peut se reporter au livre de Robert Brasillach, *Notre Avant-Guerre*, Paris, Au Club de l’Honnête Homme, Œuvres complètes de Robert Brasillach, tome VI, 1964, pp. 325-336. Contrairement à l’édition parue en 1941, qui avait fait l’objet de corrections de la part de Maurice Bardèche et du collaborateur des éditions Plon en raison de l’emprisonnement de Brasillach dans un stalag en Allemagne, cette version publiée en 1964 qui s’appuie sur les épreuves de l’ouvrage corrigées par l’auteur en mai 1940, a donc été entièrement rédigée par Robert Brasillach.

Ils sont sans doute tous au courant de ces propos tenus à un financier français ami d'Henri Massis, par le Ministre de l'Economie du Reich, le Docteur Funk : « Vous voulez prendre vos vacances maintenant ? Prenez-les en toute tranquillité. Mais soyez rentré le 25 août¹. » Mais tout se passe comme si les animateurs de la Jeune Droite, en dépit des signes perceptibles à Dantzig et dans la signature du Pacte germano-soviétique, avaient la certitude qu'une sortie de crise serait de toute façon possible, soit par une nouvelle conciliation, soit, dans la pire des issues, par le recours à une guerre courte qui serait gagnée par la France². C'est l'impression que laisse la lecture des lettres que Maulnier envoie à Dominique Aury à la fin du mois d'août, alors même que les premiers contingents ont été mobilisés. « Quant à la situation politique, elle va si vite, écrit-il, qu'il est un peu ridicule de prévoir (...). Pourtant, je me risque. C'est plus scabreux qu'en septembre, mais ça s'arrangera sans doute sans guerre (peut-être pas avec beaucoup d'honneur pour nous). Ou s'il y a guerre, ce ne sera pas une vraie guerre, mais une guerre symbolique et courte³ ». La manière assez « légère » avec laquelle Maulnier envisage la guerre dans cette lettre montre clairement qu'il ne croit guère à son éventualité. Sa conclusion n'est assurément pas celle d'un combattant qui s'apprête à partir sur le front : « Je voudrais te voir encore avant la "guerre" : et s'il y a la guerre, cela m'ennuiera tant d'être loin de toi ! »

Le Pacte de non-agression signé aux premières heures du 24 août entre le Troisième Reich et l'URSS, qui faisait pourtant partie des signes annonciateurs d'une prochaine guerre entre l'Allemagne d'un côté et la France et l'Angleterre de l'autre, ne provoque aucune réaction immédiate de l'équipe de *Combat*. Il faut dire que les journalistes sont privés de leur principal support, dont la parution est interrompue pendant l'été et qu'ils n'ont pas la possibilité de s'exprimer avant la mobilisation générale qui porte un coup d'arrêt définitif à leur revue. Maulnier, qui dispose de deux tribunes avec la *Revue Universelle* et *L'Action française*, ne semble pas plus disert sur le sujet. L'article qu'il

¹ Henri Massis, *Maurras et notre temps*, Paris-Genève, La Palatine, 1951, volume 2, p.128.

² Peut-être est-ce cette certitude qui leur fait envisager l'éventualité d'une guerre avec plus de facilité au cours de l'année 1939.

³ Lettre de Jacques Talagrand à Anne Desclos, datée du 25 août 1939. Fonds privé Thierry Talagrand. On trouve des propos semblables dans les lettres qu'il envoie à sa mère à la même époque. Le 27 août 1939, par exemple, il lui écrit : « Tu sais, chère maman, je reste pour ma part tout à fait tranquille, et convaincu que la grande bagarre n'est pas pour cette fois. Certes, une mobilisation générale est possible, mais, sauf hasard imprévisible, on n'ira pas plus loin ». (Lettre de Thierry Maulnier à sa mère, datée du 27 août 1939. Fonds Thierry Maulnier, Bibliothèque municipale de Versailles, Correspondance, F991 (6).

publie dans le quotidien monarchiste une semaine après le Pacte, sans doute écrit avant son départ en vacances, porte sur la *Thébaïde* de Racine¹, le sujet qui a mobilisé son attention tout l'été. A la *Revue Universelle*, il donne une critique des *Pleins pouvoirs* de Giraudoux qui paraît le 1^{er} septembre². Ensuite, Maulnier garde le silence jusqu'à sa démobilisation, en dépit de la relative torpeur de la vie militaire pendant la Drôle de guerre. Ses premiers commentaires sur le Pacte germano-soviétique sont parus bien après la signature. Mais on reste tout de même stupéfait que Maulnier n'ait pas tiré des écrits plus rapidement sur cet événement prédit par *L'Action française*. Sept ans plus tard, dans *l'Histoire de la guerre 1939-1945* qui s'inspire de ses chroniques militaires de l'Occupation et qu'il a signée sous le pseudonyme de Jacques Darcy, il analyse avec beaucoup plus de vigueur la stratégie diplomatique qui mène à la conclusion de ce pacte, et ses conséquences. Le principal obstacle que les Allemands craignaient de rencontrer dans la mise en œuvre de leur plan d'expansion à l'Est était la nécessité de devoir se battre sur deux fronts. Grâce aux accords de Munich, que Maulnier analyse sans concession en 1946, et à la peur que l'éventualité d'une guerre faisait naître en France et en Grande-Bretagne, l'Allemagne pensait s'être assurée de l'absence de réaction des démocraties occidentales le jour où elle aurait engagé ses armées à l'Est. L'URSS une fois vaincue, le sort de la France et de la Grande-Bretagne aurait pu être réglé rapidement. Tel était, affirme Maulnier en 1946, le plan originel de Hitler, qui fut rendu caduque par le démembrement de la Tchécoslovaquie en mars 1939. Ces événements ont marqué la prise de conscience des démocraties occidentales que la volonté d'expansion de l'Allemagne ne s'arrêtait pas aux frontières de la langue et de l'ethnie germaniques, mais qu'elle était au contraire sans borne. Et qu'il fallait par

¹ Thierry Maulnier, « A propos de la Thébaïde », in *L'Action française*, 31 août 1939.

² Thierry Maulnier, « Grandeur et magnificence françaises », in *La Revue Universelle*, 1^{er} septembre 1939. On notera au passage qu'il répète dans le dernier de ses articles parus avant la guerre, que la révolution tant attendue ne peut être que nationale et qu'elle exclut par conséquent toute imitation des modèles étrangers. « Il ne s'agit pas pour la France de se mettre à l'école de pays étrangers, mais de se remettre à sa propre école. Il ne s'agit pas pour elle de se tendre et de se raidir dans l'ascétisme brutal où certaines philosophies conviennent au monde, mais d'affirmer avec la puissance et le rayonnement nécessaires une civilisation dont on ne peut retrancher, sans la détruire elle-même, ce qu'elle comporte de sagesse, de bonheur, de liberté, de luxe, de douceur florissante. Là est la voie de la France, aussi éloignée de certain durcissement et de certain ascétisme emphatique et grossier, que de la médiocrité et de la routine où nous nous sommes peu à peu enlisés ». Que ces lignes sur la civilisation française lui viennent au moment de commenter un livre de Jean Giraudoux, pour les tragédies duquel il a une admiration profonde, nous paraît devoir être souligné. Cela prouve une fois encore que la révolution nationale qu'il souhaite n'a rien à voir avec les bras levés et les bruits de bottes. Elle ressemble bien davantage à une sorte de nouvel âge d'or, inspiré du classicisme ou de l'harmonie des grandes civilisations comme la Grèce antique, qu'au fascisme.

conséquent préparer la guerre en réarmant et en resserrant la collaboration militaire entre la France et la Grande-Bretagne. Dès lors que ces deux pays n'abandonnaient pas à l'Allemagne le sort de l'Europe de l'Est et de la Russie, Hitler devait inverser ses priorités. Pour une campagne rapide et victorieuse à l'Ouest, Hitler, toujours fidèle à sa volonté de ne pas se battre sur deux fronts, devait nécessairement obtenir la neutralité de l'URSS. Le Pacte germano-soviétique signifiait par conséquent que l'Allemagne acceptait le risque d'une guerre à l'Ouest et se préparait à la précipiter. Par cette alliance, « l'URSS avait répondu à la politique des “mains libres à l'Est”, qu'elle attribuait depuis l'accord de Munich aux démocraties occidentales en ce qui concernait l'Allemagne, par la politique des “mains libres à l'Ouest”. (...). De son côté, l'Allemagne venait de remporter son plus grand succès de stratégie diplomatique. Toutes les conditions requises, pour mener contre les puissances occidentales une guerre victorieuse, paraissaient réunies¹. » Mais cette analyse logique sur la perspective d'une guerre à l'Ouest à l'issue du Pacte germano-soviétique, Maulnier la fait après le déclenchement de la guerre. En 1939 au contraire, dans ses écrits, il ne semble y avoir ni la prise de conscience, ni la violente explosion d'anticommunisme à laquelle il fallait logiquement s'attendre de la part d'un jeune intellectuel d'Action française. Au contraire, comme ses lettres à Dominique Aury le montrent, il reste persuadé, même après la mobilisation générale, que la guerre peut être évitée. Le 1^{er} septembre, il lui écrit ainsi : « La mobilisation générale est décrétée depuis deux heures, et il faut un optimisme solide pour penser qu'on évitera cette guerre, que tous jugent inévitable. Je crois pourtant encore, sinon qu'on l'évitera, du moins qu'elle pourrait rester en quelque sorte symbolique et être interrompue plus tôt qu'on ne pense par quelque coup de théâtre². » Au demeurant, l'attitude de *L'Action française* en face de l'alliance germano-soviétique est sensiblement la même. Sans surprise, le quotidien savoure le fait d'avoir eu raison contre ceux qui ont cru en France à l'alliance avec l'URSS, mais il ne s'étend pas sur le sujet. Le cas de Lucien Rebatet, rédacteur à l'hebdomadaire *Je Suis Partout* et compagnon fidèle de la Jeune Droite au milieu des années trente jusqu'à son retrait du mouvement lors du lancement de *L'Insurgé*, est

¹ Jacques Darcy, *Histoire de la guerre 1939-1945*, Paris, La Table Ronde, 1946, p.25.

² Lettre de Jacques Talagrand à Anne Desclos, datée du 1^{er} septembre 1939. Fonds privé Thierry Talagrand.

beaucoup plus s'intéressant, dans la mesure où cet anticommuniste virulent a clairement choisi sous l'Occupation le parti de la collaboration avec l'Allemagne. Il faisait partie à l'époque de cette frange de la droite qui demeurait persuadée que l'Allemagne nationale-socialiste était le meilleur rempart contre l'expansionnisme soviétique. Et voilà que l'Allemagne se retournait contre la France et contre l'Europe en s'alliant au bolchevisme. Rebatet a livré dans ses *Décombres* un témoignage, qui doit être considéré avec prudence, où il montre sa jubilation et celle des rédacteurs de *L'Action française* à l'annonce de la trahison soviétique. Hitler y est célébré comme un grand stratège, dont Rebatet avait immédiatement compris la manœuvre. La France démocratique y est ridiculisée et vomie pour s'être fait jouer par Staline. Il semble bien pourtant que ces lignes, publiées après la défaite et surtout après le lancement de la campagne allemande contre l'URSS, ne reflètent pas la véritable position de Rebatet en septembre 1939¹. Cette position, Robert Belot, son biographe, l'a résumée ainsi : « L'incroyable nouvelle fait sortir Rebatet de sa torpeur. Voici le Reich, présenté par lui, il y a peu, comme le sauveur de l'Occident "chrétien", qui trahit sa mission salvatrice. (...) . Libéré de son admiration pour le nazisme, revenu à un nationalisme un court instant épuré de la contamination antijudaïque, Rebatet ne peut que choisir Maurras contre Hitler. Et accueillir la déclaration de guerre en patriote résolu à damer le pion à la traîtresse Allemagne. Il est à l'unisson de *Je Suis Partout* qui, le 8 septembre, se déclare prêt à lutter pour la défense de la "dignité française"². » Puisque la guerre est désormais déclenchée, il faut bien la gagner pensent les rédacteurs de *Je Suis Partout*. Le groupe *Combat*, lui, ne se montre donc pas particulièrement marqué par l'alliance entre le Reich et l'URSS. On s'en convaincra aisément en constatant que François Sentein, dans son journal des années 1938-1941 n'y fait même pas référence³. Phénomène étrange, d'autant plus étrange qu'ils ne peuvent être surpris par une situation qu'ils avaient depuis longtemps annoncée, Thierry Maulnier et ses camarades

¹ « J'avais, écrit-il, trouvé Brasillach, fasciste impénitent, dans le même sentiment. Nous étions si bien familiarisés avec la politique nationale-socialiste que d'instinct nous raisonnions selon sa pente. Nous comprenions à merveille ce que Hitler disait, décrivait, refusait, proposait » (Lucien Rebatet, *Les Décombres*, Paris, Editions Denoël, 1942, p.151). En vérité, Rebatet a du mal à dissimuler dans son récit le trouble qu'il a dû ressentir à l'annonce du Pacte germano-soviétique et qui a commencé à l'atteindre lors de l'annexion de la Tchécoslovaquie en 1939. Il s'en sort en manifestant une foi aveugle en Hitler et en accusant le parti belliciste d'avoir, par ses calomnies et ses falsifications, conduit les nazis français à douter des intentions d'Hitler.

² Robert Belot, *Lucien Rebatet. Un itinéraire fasciste*, Paris, Seuil, 1994, p.238.

³ François Sentein, *Minutes d'un libertin 1938-1941*, Paris, Le Promeneur, 2000, 279 p.

ressemblent davantage, pendant cette période qui sépare le pacte germano-soviétique de la déclaration de guerre, à des spectateurs qu'à des acteurs conscients de l'histoire.

Chapitre 16
Il fallait bien faire cette guerre

Sous les drapeaux : l'ennui

« Nous sommes entrés dans la guerre sans nous en apercevoir¹ », a pu écrire Pierre Andreu dans ses souvenirs. La guerre cueille en effet les animateurs de la Jeune Droite à leur retour de vacances dans une atmosphère d'angoisse mesurée et atténuée par l'insouciance des congés. « Les hommes ici recommencent à partir, et les conciliabules aux carrefours des petits chemins, dans le village, recommencent. Un temps d'orage gris et froid, de la pluie. Les gendarmes et les gardes mobiles qui passent, les gens désœuvrés qui s'interrogent, tout est parfaitement enveloppé d'angoisse. Une angoisse très calme d'ailleurs, et très contenue, et presque inavouée. Peut-être est-ce cela la guerre des nerfs² », s'interroge Dominique Aury à la fin du mois d'août. Thierry Maulnier, lui, profite des quelques jours dont il dispose avant la mobilisation pour terminer rapidement quelques travaux d'écriture. Le 17 août, il n'avait pas écrit plus de 100 feuillets sur 400 de son nouvel ouvrage sur Racine, attendu par les éditions Gallimard. Le 1^{er} septembre 1939, la Wehrmacht envahit la Pologne et le gouvernement français décrète la mobilisation générale. Maulnier doit rejoindre le 46^{ème} Régiment d'infanterie à Fontainebleau le 5 septembre en qualité de Lieutenant. L'émotion est alors palpable dans la lettre qu'il envoie à sa compagne : « Mon Anne chérie, je t'aime. Je ne voudrais pas que tu oublies que je t'aime, ni que tu penses que moi je l'oublierai, malgré M. Hitler qui est bien embêtant. Je te reverrai bientôt : mais pour le moment je vais t'emmener avec moi, et tu ne me quitteras pas, où que j'aille³ ». Mais, contrairement à ses prédictions, le 3 septembre, à 17 heures, soit six heures après la Grande-Bretagne, la France déclare la guerre à l'Allemagne. Il confirme cependant son pronostic sur une issue probablement rapide du conflit. « Je maintiens que je ne crois pas que cette guerre soit une vraie guerre. Elle finira en queue de poisson par une médiation quelconque : et je te reverrai bientôt⁴. » Avant son départ, Maulnier passe une dernière nuit à flâner dans Paris en compagnie de Lucien Rebatet, Pierre Boutang et Claude Roy. Les quatre camarades s'arrêtent dans un bar

¹ Pierre Andreu, *Le Rouge et le Blanc 1929-1944*, op. cit., p.142

² Lettre de Anne Desclos à Jacques Talagrand, datée du 24 août 1939. Fonds privé Thierry Talagrand.

³ Lettre de Anne Desclos à Jacques Talagrand, datée du 1^{er} septembre 1939. Fonds privé Thierry Talagrand.

⁴ Lettre de Jacques Talagrand à Anne Desclos, datée du 3 septembre 1939. Fonds privé Thierry Talagrand. Il lui écrit cette lettre à l'annonce de la guerre. « (...) Mon amour, c'est donc la guerre. Il est cinq heures, et nous entrons en guerre à l'instant même où je t'écris ces quelques lignes ».

américain sur le boulevard Saint-Germain. Dans le Paris nocturne, ils entonnent quelques chansons avant de se rendre à l'imprimerie de *L'Action française* où ils retrouvent Maurras, Massis et Brasillach. Rebatet a relaté cette soirée, avec le ton sarcastique qui traverse ses *Décombres*. Autour de Rebatet, il y a Maulnier, Pierre Boutang et Claude Roy, que l'on retrouve plus préoccupés par les lectures et les travaux d'écriture qu'ils souhaitent terminer, que par la guerre. En dépit des réserves qu'il faut faire sur cet ouvrage dans lequel Rebatet passe son temps à régler des comptes avec ceux de ses anciens amis qui n'ont pas voulu se convertir au catéchisme national-socialiste, *Les Décombres* nous renseignent sur l'état d'esprit de ces jeunes intellectuels qui ont vécu tout au long des années trente avec la guerre pour perspective. « Ce joli quatuor d'intellectuels était fort préoccupé à se tâter, s'ausculter, contempler la tête qu'il pouvait bien faire pendant qu'il était en train de vivre l'histoire ; nous n'éprouvions rien de très notable, ou peut-être de reconnaissable. Nous confessons ce phénomène, nous en étions un peu vexés. (...) . Maulnier faisait le serment solennel de ne rien écrire sur cette guerre idiote. Il emportait dans sa cantine un nouvel essai sur Racine que Gallimard venait de lui demander. Nous dressions la liste de nos paquetages littéraires. Boutang, qui ne distinguait pas un sergent d'un colonel, parlait d'emmener une bibliothèque de campagne qui aurait bien rempli trois caissons d'artillerie (...). Dans les ténèbres de la rue, nous nous mîmes à chanter des chansons de route, parce qu'il était réjouissant que quatre garçons du pacifisme le plus désabusé fussent à peu près les seuls à chanter la belle guerre et qu'ainsi dans notre souvenir l'absurdité de l'événement serait irréprochable¹. »

Ainsi, une grande partie de l'équipe de *Combat*, à l'exception des plus jeunes comme François Sentein, Claude Roy ou Kléber Haedens, est immédiatement mobilisée. Jean-Pierre Maxence a revêtu son uniforme de Lieutenant de Santé. Il doit rejoindre son unité dans les Vosges. Serge Jeanneret fait ses adieux à son épouse : « si je ne reviens pas tu sauras pourquoi² ». Puis il gagne la ligne Maginot. Robert Brasillach passe la guerre en Alsace. Jacques Laurent-Cély voit partir son père. Il n'est mobilisé lui-même qu'en novembre, quelques semaines après son camarade de *Combat*, de deux ans son

¹ Lucien Rebatet, *Les Décombres*, Paris, Denoël, 1942, pp.180-181.

² Lettre de Germaine Jeanneret à l'auteur, datée du 16 mars 2006.

aîné, Claude Roy qui est incorporé comme soldat de 1^{ère} classe dans les chars. Pierre Andreu, qui a fait partie des premiers contingents de mobilisés du 24 août 1939, a laissé un témoignage précieux sur son expérience de la mobilisation et de la Drôle de guerre. « Je savais, moi, que c'était l'épilogue sinistre que j'attendais depuis deux ans. (...) Du 24 août au 2 septembre, la foule débraillée qui s'entassait dans les Dépôts, a attendu un nouveau Munich. Personne ne croyait à la guerre ; je n'entendais autour de moi que des : “ T'en fais pas, ça s'arrangera.” L'on buvait ferme – il faisait très chaud – un vin très ordinaire et les premiers morts que j'ai vus – et les plus nombreux – étaient les ivrognes qui cuvaient leur ivresse le long du mur de la caserne¹. »

Chez tous les Français, c'est la résignation qui domine². La résignation et la conviction que le temps des concessions faites à l'Allemagne doit désormais prendre fin. Les crises s'accumulant régulièrement depuis la remilitarisation de la Rhénanie, les Français ont fini par se rendre à l'évidence. Hitler a fait la preuve définitive en mars 1939 de sa volonté de régner sur l'Europe et la France va devoir défendre son droit à l'existence. Aussi bien, les animateurs de la Jeune Droite – que l'on a pu accuser dans les années trente comme aujourd'hui de défaitisme, d'hitlérisme ou d'appartenir à cette imaginaire cinquième colonne – répondent tous à l'appel des armes. Nationalistes avant tout, germanophobes de tradition, ils ne se trompent pas d'ennemis quand la France décide de déclarer la guerre à l'Allemagne. Les principaux animateurs de la Jeune Droite ne sont sans doute pas naturellement disposés à faire la guerre. Ils croient bien évidemment que la guerre n'est qu'un ultime recours. Mais ils sont assurément résignés à la faire, comme la majorité des Français, parce qu'il faut en passer par là pour gagner à nouveau le droit de vivre en paix, et surtout permettre à la France de se concentrer sur ses vrais problèmes, qui sont d'abord intérieurs. Pour Pierre Laborie, qui a mené des recherches approfondies sur l'opinion française à cette époque, « l'état d'esprit dominant est moins celui d'une nation consolidée par l'épreuve, resserrée et à nouveau réunie dans sa détermination à en finir avec une situation intolérable, que

¹ Pierre Andreu, *Le Rouge et le Blanc 1929-1944*, op. cit., p.143.

² Sur les Français pendant la Drôle de guerre, et plus globalement sur les années 1938-1940, voir : Jean-Louis Crémieux-Brilhac, *Les Français de l'an 40 I. La guerre, oui ou non ?*, Paris Gallimard, 1990, 647 p. ; *Les Français de l'an 40 II. Ouvriers et soldats*, Paris, Gallimard, 1990, 740 p.

celui d'un peuple prêt à s'acquitter de son devoir¹. » De sorte que l'état d'esprit des Français en septembre 1939 est très proche de celui qu'ils ont manifesté à l'annonce de la mobilisation générale en 1914. C'est surtout le sentiment du devoir à accomplir qui l'emporte. Et ce devoir paraît d'autant plus facile à accepter que l'habitude des crises et des conciliations a nourri en eux l'espoir d'une prochaine médiation qui aurait pu mettre fin à la guerre très rapidement. Le comportement de la Jeune Droite ne se distingue pas de celui des masses, comme les lettres de Maulnier le prouvent.

Au demeurant, au plus fort de la lutte menée par les jeunes maurrassiens en faveur de la sauvegarde de la paix, Maulnier s'était montré très clair sur ses intentions en cas de déclaration de guerre : « Ce n'est pas "joyeusement" que nous volerons aux frontières. C'est au contraire parfaitement conscients d'être engagés dans une aventure mortelle qui eût pu facilement être évitée, parfaitement conscients de ne pas trouver devant nous, mais de laisser derrière nous les vrais responsables de cette aventure : parfaitement conscients que la France supplée seulement par le sang des Français à la sottise, à l'imprudence où à la lâcheté de ses chefs. Le plus grotesque de cette guerre grotesque sera sans doute que les sacrifices qu'elle demandera, pour être gratuits (puisqu'un peu d'intelligence et de sagesse les eussent évités) n'en seront pas moins nécessaires (puisque en les refusant à la démocratie on les refuserait à la France). (...). Nous ne croirons pas que la guerre prochaine était inévitable : nous ne croyons ni aux fatalités historiques, ni aux ennemis héréditaires. (...). Nous croyons que maintenant encore elle peut être évitée. Nous croyons aussi que, si elle éclate, il nous faudra bien la faire². » Ce n'est pas de gaieté de cœur que les animateurs de la Jeune Droite partent à la guerre. Mais aucun d'entre eux ne manque à l'appel parce qu'ils ont bien conscience qu'une défaite de la démocratie serait aussi une défaite de la France et de sa civilisation. La guerre étant déclarée, il faut bien la faire. Les jeunes nationalistes maurrassiens, qui avaient très tôt pressenti l'épuisement français et passé une décennie à lutter pour que la France s'engage sur la voie d'un nécessaire redressement, choisissent sans ambiguïté de défendre leur pays. D'ailleurs, le parti qui mène les actions les plus fermes contre la guerre en septembre 1939 est le Parti communiste

¹ Pierre Laborie, *L'opinion française sous Vichy. Les Français et la crise d'identité nationale 1936-1944*, op. cit., p.210.

² Thierry Maulnier, « Il ne faudra pas rendre ses armes », in *Combat*, n°25, mai 1938.

avec lequel la Jeune Droite ne peut évidemment pas se solidariser. Sitôt le conflit enclenché, Maulnier devient donc partisan de la guerre à outrance. C'est la raison pour laquelle, une fois encore, le terme de pacifisme nous paraît bien impropre pour qualifier l'attitude de la Jeune Droite à partir de 1935. Si l'on considère les cas de Serge Jeanneret et de Lucien Rebatet, qui demeurent les deux plus tardifs défenseurs de la paix au sein de la Jeune Droite, on voit bien que toutes les équivoques sont immédiatement levées à l'annonce de la guerre. Serge Jeanneret part se battre tout naturellement sans protestation, avec le sentiment d'un devoir à accomplir. Quant à Lucien Rebatet, qui n'est mobilisé, à cause de son fascicule bleu, qu'en janvier 1940 comme soldat de 2^{ème} classe dans un régiment d'infanterie de montagne stationné dans le Dauphiné, il assiste bouillonnant au départ de ses camarades. Dans les premiers mois de la Drôle de guerre, il laisse par conséquent libre cours à son patriotisme dans les colonnes de *Je Suis Partout* où il soutient sans ambiguïté l'effort de guerre face à la personnalité massive d'Alain Laubreaux, foncièrement pacifiste, qui se flatte de ne pas être appelé sous les armes grâce au certificat de complaisance qu'il a obtenu. Rebatet suit la ligne générale que l'hebdomadaire s'est fixée le 8 septembre 1939 dans un éditorial : « La guerre est là, il faudra la mener, la finir victorieusement parce que c'est la première condition de tout le reste. (...). Nous nous battons contre le germanisme tout entier, dénoncé ici sans relâche depuis huit ans, dont Hitler n'est que la dernière et épouvantable création¹. » S'il y a donc bien une accusation que l'on ne peut pas porter contre Thierry Maulnier et ses camarades de la Jeune Droite en septembre 1939, c'est celle de défaitisme. Si Maulnier s'imagine que la guerre va être courte, il ne la souhaite pas pour autant « courte et désastreuse² » comme l'ancien secrétaire d'Henri Béraud et futur collaborateur, Alain Laubreaux. Il ne fait pas non plus partie des intellectuels et hommes politiques signataires de la pétition « Paix immédiate ! », diffusée dans les premiers jours de la guerre et parmi lesquels on trouve nombre de futurs collaborateurs : Marcel Déat, Félicien Challaye, Georges Dumoulin, Henri Poulaille, Ludovic Zoretti, Léon Emery ou Henri Jeanson, par exemple. Pourtant,

¹ « Pour une dignité française », in *Je Suis Partout*, 8 septembre 1939. Cité par Pierre-Marie Dioudonnat, *Je Suis Partout 1930-1944, op. cit.*, pp.312-313.

² Propos d'Alain Laubreaux rapportés par Robert Belot dans son essai sur Lucien Rebatet. Robert Belot, *Lucien Rebatet. Un itinéraire fasciste, op. cit.*, p.239.

quelques mois après la déclaration de guerre, en avril 1940, Maulnier est attaqué dans les colonnes de *L'Epoque*, journal fondé et dirigé par Henri de Kerillis, puis par Emile Buré dans *L'Ordre*, où il est accusé d'avoir souhaité la victoire de l'Allemagne¹.

Député de Neuilly, Kerillis est en effet l'un des rares représentants de la droite nationaliste à ne pas avoir cédé aux sirènes de la capitulation pendant la crise de Munich et à avoir prôné assez tôt les nécessités de l'alliance franco-russe. C'est sur ce dernier point que Maulnier bâtit alors principalement sa réponse. Car, en ce qui concerne Munich et l'Allemagne, il estime toujours qu'il était impossible, en septembre 1938, que la France déclare la guerre et la gagne². Cette polémique offre une fois encore la preuve de la difficulté des intellectuels à dépasser la bipolarisation de la vie politique entre communisme et fascisme. Maulnier lui-même, en retour, tend

¹ Il s'agit d'un placard anonyme publié dans *L'Epoque* du 2 février 1940. Deux mois après, la polémique est relancée par Emile Buré dans *L'Ordre* du 25 avril 1940. Les articles citent pour preuve de l'« hitlérophilie » de Thierry Maulnier cet extrait de *Combat* qui figure dans nombre d'analyses historiques de la crise de Munich pour illustrer les états d'âme de l'extrême droite munichoise et anticommuniste : « Une des raisons de la répugnance très évidente à l'égard de la guerre, qui s'est manifestée dans les partis de droite pourtant très chatouilleux quant à la sécurité nationale et à l'honneur national, et même très hostiles, sentimentalement, à l'Allemagne, est que ces partis avaient l'impression qu'en cas de guerre, non seulement le désastre serait immense, non seulement une défaite ou une dévastation de la France étaient possibles, mais encore une défaite de l'Allemagne signifierait l'écroulement des systèmes autoritaires qui constituent le principal rempart à la révolution communiste, et peut-être à la bolchevisation immédiate de l'Europe. En d'autres termes, une défaite de la France eût bien été une défaite de la France ; et une victoire de la France eût été moins une victoire de la France que la victoire de principes considérés à bon droit comme menant tout droit à la ruine de la France et de la civilisation elle-même. Il est regrettable que les hommes et les partis qui, en France, avaient cette pensée ne l'aient pas, en général avouée. Car elle n'avait rien d'inavouable. J'estime même qu'elle était une des principales raisons, et des plus solides, sinon la plus solide, de ne pas faire la guerre en septembre 1938. » (Thierry Maulnier, « Les nouvelles conditions imposées à l'action politique en France », art. cit.). Ceci étant, les commentateurs qui citent régulièrement cette phrase seraient bien avisés de se reporter à l'article et de le parcourir entièrement. Ils y verraient que Maulnier y expose les deux voies – tout aussi inadmissibles l'une que l'autre – qui s'offrent à la droite nationaliste : ou s'engager au nom de la défense de la démocratie dans une dangereuse croisade antifasciste, ou adopter une forme de lutte antidémocratique et antimarxiste qui mettrait la France en péril en prenant le parti des fascismes européens. Entre ces deux dangers, Maulnier prône une révolution intérieure (et non européenne, la différence a désormais son importance) qui donne à la France les institutions dont elle a besoin pour retrouver sa vitalité.

² L'opinion de Maulnier n'ayant pas varié, il est inutile de revenir sur ce point déjà bien analysé. On peut citer par contre un extrait de la réponse de Maulnier à *L'Epoque* : « Je suis en effet de ceux qui ont pensé qu'il y avait de graves raisons de ne pas faire la guerre en septembre 1938. Il y eut, à ce moment-là, d'autres Français pour penser de même. Il y eut même le gouvernement français : la preuve en est que la guerre n'éclata pas. Les amis de M. de Kerillis, au contraire, pensaient alors qu'il fallait faire la guerre : il est juste d'ajouter qu'un an plus tard, lorsque la guerre éclata, ils se mirent à saboter la défense nationale. (...) Il n'en demeure pas moins amusant d'être accusé d'avoir souhaité une victoire allemande par l'homme qui a tout fait pour donner la victoire à l'Allemagne ; par l'homme qui a demandé l'évacuation de Mayence ; par l'homme qui a voulu jeter la France dans la guerre à un moment où elle n'était pas en état de l'affronter ; par l'homme qui, il y a quelques semaines, nous suppliait de ne distraire en aucun cas un homme de la ligne Maginot. (...) Mais je n'irai pas, pour ma part, jusqu'à traiter d'hitlérien M. de Kerillis ; s'il sert en toute occasion les intérêts de l'Allemagne, c'est surtout par bêtise. Il semble bien qu'il n'ait pas même l'espèce d'intelligence, ni l'espèce de courage qu'il faut pour faire un traître. C'est pourquoi jusqu'à nouvel ordre, on lui fera l'honneur de le considérer seulement comme un pitre. » (Thierry Maulnier, « Pour M. de Kerillis », in *L'Action française*, 23 avril 1940).

à décrire Kerillis et Buré comme des agents de Moscou. Face à ses détracteurs, Maulnier rappelle que les Français doivent combattre et verser leur sang pour la liberté et la grandeur de la France et non pour des puissances étrangères. Il invoque « le droit et le devoir qu'ils ont de faire en sorte qu'un sang dont ils ne sont redevables qu'à la France, soit versé pour la France SEULEMENT¹. » Le thème maurrassien de « la France seule », qui a trouvé son plein développement sous l'Occupation, a des origines bien antérieures dans la nécessaire neutralité que la France doit observer en face du combat qui oppose les régimes démocratiques aux régimes totalitaires. Le patriotisme de Maulnier ne fait en tout cas aucun doute au moment de la déclaration de guerre.

Il passe ensuite les deux mois au cours desquels il est mobilisé à Fontainebleau, puis à Montereau. Une seule impression domine dans les lettres qu'il envoie alors à ses proches : l'ennui. Pendant les deux mois que dure sa mobilisation, Maulnier semble s'ennuyer ferme². La première semaine, il se rend à Paris pour une réquisition d'automobiles. Puis il dirige les travaux que doivent accomplir les hommes de sa compagnie à Montereau, sans savoir combien de temps encore cette mission est susceptible de l'occuper, ni l'endroit où il doit être affecté ensuite. Mais ses problèmes de vue – une forte myopie, aggravée d'héméralopie – le désignent rapidement comme inapte au service dans l'infanterie. Au cours d'un exercice de nuit, il est obligé de s'appuyer sur l'épaule de l'un de ses hommes pour être guidé³. A la suite d'un examen médical qui a lieu en septembre, il est donc décrété que Thierry Maulnier ne peut pas faire campagne dans l'infanterie et qu'il doit faire une demande de changement d'arme ou de service. Cependant, le service auxiliaire n'existant pas pour les officiers, il devient très embarrassant pour l'armée qui décide de le maintenir dans ses foyers

¹ Thierry Maulnier, « Buré au secours de Kerillis », in *L'Action française*, 27 avril 1940.

² Sur l'absence de combat et l'ennui qui s'emparent des soldats de la Drôle de guerre, voir : François Cochet, *Les soldats de la Drôle de guerre. Septembre 1939-mai 1940*, Paris, Hachette, 2004, 270 p. Notamment le chapitre 3 intitulé « l'installation dans la routine ». Les soldats supportent mal de ne pas faire ce pour quoi ils ont été arrachés à la vie civile, c'est-à-dire combattre, et s'ennuient, qui plus est, dans des conditions de vie extrêmement disparates. Progressivement, l'ennui mène son travail de sape en affaiblissant le moral des troupes, qui ne voient pas d'issue à cette situation, sans en comprendre en même temps la raison, car les autorités politiques et militaires ne réussissent pas à faire connaître aux troupes les buts de cette nouvelle guerre contre l'Allemagne. Avec le temps, s'opère un véritable délitement de la chaîne de commandement, de la discipline et de l'autorité qui a eu des conséquences funestes lorsqu'éclate l'offensive allemande. Alors que les troupes étaient parties déterminées à vaincre l'Allemagne d'Hitler, le pacifisme s'est installé à nouveau dans les esprits.

³ Anecdote rapportée par Etienne de Montety. Etienne de Montety, *Thierry Maulnier, op. cit.*, p.166.

jusqu'à un nouvel ordre de mobilisation qui n'est bien entendu jamais arrivé. La Drôle de guerre a bien été aussi morne et sombre pour Thierry Maulnier que pour l'ensemble des Français. Les impressions qu'il donne dans ses lettres confirment ce qu'ont alors vécu beaucoup de soldats mobilisés pour ne rien faire¹. « Je n'ai pas à Montereau un travail considérable, mais la ville est naturellement moins attrayante que Fontainebleau, et j'ai du reste peu de temps pour profiter de ses charmes. Du reste, il pleut. Je ne me suis pas encore décidé à écrire. (...). J'ai fait un ou deux petits tours à Paris et j'y ai revu quelques amis provisoirement épargnés par le cyclone et non dispersés en province² ». Il laisse en plan l'écriture de son second *Racine*, parce que cette ambiance émolliente lui coupe toute envie d'écrire. Le 3 septembre, les Français croyaient en effet être entrés en guerre. Ils ne faisaient qu'amorcer cette longue phase d'inaction qu'allait connaître le pays jusqu'en mai 1940. Assez étrangement, aucune véritable opération offensive n'est tentée par l'Etat major au début du conflit. Les combattants gardent l'arme au pied, provoquant par cette attitude la stupéfaction des dirigeants allemands qui ne trouvent aucune explication à cette absence d'engagement. Il y a bien eu une tentative d'incursion en territoire allemand³, qualifiée de reconnaissance offensive, qui a débuté le 7 septembre dans le but de soulager les

¹ Voir les témoignages de soldats cités par François Cochet, in *Les soldats de la Drôle de guerre. Septembre 1939-mai 1940*, op. cit. Il cite par exemple une note de Charles de Gaulle au président Paul-Boncour qui est absolument éclairante : « Cinq millions de Français, jeunes et actifs, se trouvent depuis de longs mois (...) militairement inutilisés dans des cantonnements ou des dépôts. L'obscur sentiment d'impuissance que le système actuel fait naître apparemment dans l'âme des chefs (...) commence à se répandre dans la nation elle-même. Pour dire vrai, certains mobilisés nient déjà que, sous les armes, ils fassent œuvre utile. » (p.102). Le lecteur peut se reporter aussi aux carnets où Jean-Paul Sartre évoque sa mobilisation vécue avec oisiveté : Jean-Paul Sartre, *Les carnets de la drôle de guerre*, Paris, Gallimard, 1983, 433 p.

² Lettre de Thierry Maulnier à sa mère, datée du 9 octobre 1939. Fonds Thierry Maulnier, Bibliothèque municipale de Versailles, Correspondance, F 991 (6).

³ Le Général Gamelin a affirmé dans son audition devant la commission d'enquête parlementaire le 11 décembre 1947 : « Nous avons progressé et occupé une vingtaine de villages allemands. Nous avons avancé sérieusement dans la "poche" de la ligne Siegfried qui se trouvait entre Sarrebrück et les Vosges, de manière à nous mettre en contact avec cette ligne, à distance d'attaque. Au moment où j'ai arrêté les opérations, le 12 septembre et où j'ai prescrit : "installons-nous sur le terrain conquis", nous allions prendre l'offensive en direction de la Sarre ». (*Rapport fait au nom de la commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945*, par M. Charles Serre, Annexes (Dépositions), Tome II, Paris, Imprimerie de l'Assemblée nationale, 1951, pp.414-415). Sur le sujet, voir : François Cochet, *Les soldats de la Drôle de guerre. Septembre 1939-mai 1940*, op. cit., pp.164-169. Ainsi que l'analyse de Jean-Louis Crémieux-Brilhac, in *Les Français de l'an 40 II. Ouvriers et soldats*, op. cit., p.401-403, pour qui l'erreur de Gamelin et de la grande majorité des chefs militaires, y compris britanniques, est de s'être arrêtés au printemps 1939 sur la « nécessité d'une longue phase défensive initiale » (p.402), économe en ressources humaines et en matériels, dans l'optique d'une guerre longue. L'esprit offensif fut banni de la stratégie militaire franco-britannique, ce qui se traduisit immanquablement, après l'échec de l'armée polonaise, par une longue période d'immobilisme au cours de laquelle les deux camps s'observent.

forces polonaises, mais elle est stoppée rapidement par le Général Gamelin, chef d'Etat-major général de la Défense nationale parce qu'il était visible que les Polonais ne résisteraient pas encore très longtemps aux troupes allemandes. Après le repli des troupes de Sarre, l'inaction est quasi totale jusqu'au 10 mai 1940. Les Alliés, qui ne disposent pas encore du matériel militaire nécessaire pour enfoncer la ligne Siegfried, pensent en effet que le temps joue pour eux, de même que le blocus économique mis en place pour asphyxier l'Allemagne. Cependant, l'immobilisme du Haut-Commandement a pour effet d'affaiblir le moral des troupes et de la nation, qui commencent à entrevoir de plus en plus la sortie de crise pacifique escomptée déjà dès le début de la guerre. Le témoignage qu'a livré Pierre Andreu est à plus d'un titre accablant : « Comme on s'installait dans la guerre, je m'ennuyai rapidement. Il est difficile d'imaginer aujourd'hui la vie que des millions de Français ont menée en attendant juin 1940. Pendant huit mois, les soldats mobilisés ont vécu dans l'obsession de la planque. Personne ne croyant à la guerre et tous poursuivant, après l'écrasement polonais, le rêve d'un arrangement impossible, il s'agissait, à défaut de pouvoir rentrer chez soi et de rejoindre le bataillon toujours grossissant des "affectés spéciaux", d'en faire le moins possible. (...). La guerre, pour la plupart d'entre nous se résumait en des travaux de terrassement absurdes et dans le fait d'avoir abandonné une chambre à coucher pour dormir dans la paille¹. »

Au début du mois de novembre², Maulnier reprend sa vie habituelle à Paris. Il n'a plus écrit une seule ligne depuis deux mois et a besoin d'urgence de recommencer à travailler pour vivre. Il renoue ses contacts à *L'Action française* ainsi qu'à la *Revue Universelle* qui a cessé de paraître depuis la déclaration de guerre, mais qui doit être relancée pour le mois de décembre. Il envisage également de rencontrer Jean Giraudoux, afin, dit-il, « de voir ce qui se passe, du côté du Commissariat de l'information³ ». Avait-il l'intention de travailler dans les services de l'Information ? Toujours est-il que quand il écrit à sa mère à la fin du mois de novembre, il a « vu quelques personnages importants⁴ » sur qui il ne donne pas de détails, mais il n'a

¹ Pierre Andreu, *Le Rouge et le Blanc 1930-1944*, op. cit., pp.144-145.

² Il est déjà de retour à Paris quand il écrit à Dominique Aury le 9 novembre 1939.

³ Lettre de Jacques Talagrand à Anne Desclos, datée du 9 novembre 1939. Fonds privé Thierry Talagrand.

⁴ Lettre de Thierry Maulnier à sa mère, datée du 24 novembre 1939. Fonds Thierry Maulnier, bibliothèque municipale de Versailles, Correspondance, F 991 (6) a.

toujours pas pris rendez-vous avec Jean Giraudoux, pour lequel il nourrit depuis longtemps une grande admiration. A ces projets s'ajoute celui de créer une nouvelle revue¹ pour remplacer *Combat* qui n'a pas survécu à la guerre. La plus aboutie des revues de la Jeune Droite, qui tirait à deux mille exemplaires et qui disposait dès lors d'une santé financière fragile, ne peut pas se relever de l'absence de la presque totalité de ses rédacteurs – voire de ses jeunes lecteurs – qui ont été mobilisés. Il n'y a aucune raison politique à cette disparition, *Combat* s'éteint comme de nombreuses autres revues marginales de droite comme de gauche pour lesquelles la guerre constitue une épreuve fatale². Du côté littéraire, *L'Introduction à la poésie française* continue à bien se vendre, puisqu'elle s'est vendue à 1100 exemplaires depuis le 20 septembre³ et la N.R.F lui demande de compléter son anthologie pour les prochaines rééditions ; il espère par ailleurs reprendre à la fois l'écriture de son nouveau Racine, auquel il envisage de donner le titre de *Lecture de Racine*, et de ce roman inachevé sur lequel il peine depuis plusieurs mois. Mais le temps passe et il n'écrit pas beaucoup plus que sous les drapeaux. Thierry Maulnier et Dominique Aury poursuivent leurs recherches sur les poètes précieux et baroques. Sur les conseils de Gallimard, les deux amants « doivent explorer encore d'autres poètes, un poète de l'école de Lyon, Eroët, un contemporain de Sponde, Lacépède (sic), et un poète du XVIII^e siècle, Gilbert, dont M. Thérive (mais je me méfie de M. Thérive) dit qu'il a des visions aussi puissantes que D'Aubigné, mais qu'il écrit mieux. Mais il faudrait aller dans les bibliothèques⁴ », déclare un Thierry Maulnier désabusé, qui n'arrive résolument pas à se remettre au travail.

A l'occasion de la publication des articles de Jacques Bainville consacrés à l'Allemagne, il donne son premier texte – dont les quatre lignes de conclusion sont censurées – à la *Revue Universelle* qui reparaît le 1^{er} décembre⁵. On se doute qu'il y célèbre la pensée prophétique de Bainville dont les prévisions ont pris forme, pour le

¹ Il s'agit de la *Revue française des idées et des œuvres*, qui paraît en avril 1940.

² Voir à ce sujet le texte de Michel Trebitsch, « Nécrologie. Les revues qui s'arrêtent en 1939-1940 », in *La Revue des Revues*, n°24, 1997, numéro spécial, « Des revues sous l'Occupation », pp.19-33. Michel Trebitsch indique ainsi que « plus de 150 revues disparaissent entre l'automne 1939 et l'été 1940, contre une cinquantaine dont la vie se poursuit, pour des raisons diverses, au cours de l'Occupation » (p.20).

³ Lettre de Thierry Maulnier à sa mère, datée du 24 novembre 1939. Fonds Thierry Maulnier, bibliothèque municipale de Versailles, Correspondance, F 991 (6) a.

⁴ Lettre de Jacques Talagrand à Anne Desclos, datée du 9 novembre 1939, Fonds privé Thierry Talagrand.

⁵ Thierry Maulnier, « Jacques Bainville et l'Allemagne », in *La Revue universelle*, 1^{er} décembre 1939.

plus grand malheur de la nation française. Puis il publie un article sur le *Man' d'Arc* de La Varende¹ qui marque son retour dans les colonnes de *L'Action française*. Maulnier reprend à partir de cette date, et jusqu'à la Libération, la « Causerie littéraire » de *L'Action française* ; rubrique dont Robert Brasillach avait la charge avant d'être mobilisé. Son salaire moyen mensuel à *L'Action française* s'élève alors à 1600 francs environ². Tout rentre donc dans l'ordre pour lui, dans un Paris qui n'est plus tout à fait celui d'avant-guerre. Si ce n'est qu'il n'arrive pas à retrouver sa femme de ménage³ ! La ville a quelque chose de sinistre, bien que la vie y soit un peu moins inquiétante qu'en septembre. Les cafés où il écrivait ses articles jusqu'au petit matin, doivent désormais fermer leurs portes à onze heures. Mais il y croise quand même encore beaucoup de gens de connaissance, comme Kléber Haedens ou les rédacteurs de *Je Suis Partout*. A la Brasserie Lipp, il débat de la situation politique avec Alain Laubreaux, qui est visiblement outré par les propos qu'il entend et qu'il rapporte dans son journal intime de la Drôle de Guerre, publié sous l'Occupation⁴. Le compte-rendu assassin que Laubreaux donne de la conversation dans ses souvenirs résume bien les reproches que l'équipe de *Je Suis Partout* et qu'un certain nombre de ses anciens amis ont formulé régulièrement à l'encontre de Maulnier à partir de la Seconde Guerre mondiale. « Apparition de Thierry Maulnier chez Lipp, dans ses vêtements civils. Il est démobilisé. Réformé ? En sursis ? Impossible d'avoir une précision là-dessus. Mais sa transformation costumière n'est rien auprès de sa métamorphose sentimentale. Au point qu'on est bien obligé de penser que celle-ci est la conséquence de l'autre. (...). Un Thierry Maulnier que je ne soupçonnais pas m'apparaît tout à coup. Lui que j'avais toujours vu, dans les périodes les plus passionnées de l'avant-guerre, somnolent et apathique, s'exprimant dans un quasi-murmure, à petites phrases paresseuses, et promenant sur les gens et sur les choses un regard éteint, le voici brusquement

¹ Thierry Maulnier, « La Varende : Man d'Arc », in *L'Action française*, 28 décembre 1939.

² Montant cité par Nicolas Kessler, *Juillet 1939-juillet 1940 : Charles Maurras et le journal L'Action française face à la guerre*, op. cit., p.6. Ces informations sont fondées sur des archives de Pierre Pujo. Pour indication, Nicolas Kessler donne également les montants suivants en francs : Maurras (4000), Daudet (3500), Pujo (3000), Havard de la Montagne (3000), Varillon (2500), Rebatet (2500), Dubech et Léger (2200), Gaudy, Bacconnier et Auphan (1700). Thierry Maulnier arrive alors, avec le montant de son salaire, en 17^{ème} position parmi les collaborateurs de *L'Action française*.

³ Le problème est suffisamment important pour qu'il en parle dans les premières lettres qu'il envoie à Dominique Aury et à sa mère, lors de son retour à Paris !

⁴ Alain Laubreaux, *Écrit pendant la guerre*, Paris, Inter-France, 1944, 195 p. Ces pages paraissent également dans *Je Suis Partout* entre le 22 octobre et le 17 décembre 1943.

catégorique, déterminé, la voix haute, criant presque, comme s'il eût aimé d'être entendu de toute la brasserie, pour me tenir des discours à l'opposé de ce que j'avais lieu de croire sa conviction intime et sa pensée profonde. L'Angleterre est noble et désintéressée. Elle est entrée dans la guerre par devoir, pour tenir ses engagements envers la Pologne. Il n'y a pas de question juive dans le conflit actuel ou, s'il y en a une, nous n'avons pas plus à la considérer que nous n'avons à tenir compte des aspirations particularistes de telle ou telle province. La France a une mission historique à remplir, et cette mission est de vaincre l'Allemagne, d'empêcher son hégémonie. (...). Bref, j'éprouve au bout d'un moment l'impression assez gênante d'avoir en face de moi un agent de la propagande anglaise à voir son aisance à jongler avec les chiffres, les statistiques, les tonnes de navires. Il est certain que la conception de la guerre de Maulnier a radicalement changé du jour où il n'a plus à la faire sous les armes, et tout se passe comme si son système idéologique avait évolué suivant le cours de son intérêt égoïste. Il y a du caractère de Panurge chez cet impénétrable philosophe¹. » On voit ainsi se dessiner dès le début de la guerre les grands traits de la critique que Maulnier a dû subir sous l'Occupation de la part de ses camarades de *Je Suis Partout* et qui tendent à le faire apparaître comme un traître anglophile, agent de la propagande anglaise et « planqué ». Outre qu'elle lève tout soupçon d'antisémitisme chez un auteur qui en a malheureusement été accusé quelquefois à tort, cette phrase annonce également l'incompréhension qui s'est établie entre Maulnier et ses amis sous l'Occupation et qui commence à s'exprimer dès la fin de l'année 1939. Mais pour l'heure, Alain Laubreaux n'a pas encore imposé sa ligne pacifiste à *Je Suis Partout* et Maulnier n'est pas interdit de colonnes dans les pages de l'hebdomadaire. A la différence de François Sentein, que Laubreaux « a d'ailleurs repéré depuis longtemps du coin de l'œil chez Lipp, comme un des “antifascistes” de *Combat*, acolyte de Thierry Maulnier². » En plus des articles qu'il donne à la *Revue Universelle* et à *L'Action française*, Maulnier reprend une collaboration, beaucoup plus régulière

¹ Alain Laubreaux, « Écrit pendant la guerre », in *Je Suis Partout*, 19 novembre 1943.

² François Sentein, *Minutes d'un libertin (1938-1941)*, op. cit., p.49.

qu'avant la guerre, au journal *Je Suis Partout* en publiant 13 articles au cours du premier semestre 1940¹.

Le chroniqueur militaire

Le premier texte qu'il envoie à *Je Suis Partout* après le déclenchement du conflit, Maulnier le consacre à une critique du *Man' d'Arc* de La Varende². Puis il embraie rapidement sur un nouveau genre d'articles, la chronique des opérations militaires, dans une France où, écrit-il, « on ne parle plus du tout de la guerre (...), du moins de la nôtre : c'est la Finlande qui est à l'ordre du jour, et elle se défend très bien³. » Le sens de l'analyse dont il fait preuve et sa connaissance parfaite de la géographie sont des atouts importants pour ce type d'exercice journalistique. C'est la raison pour laquelle il se voit confier par la suite, sous l'Occupation, des responsabilités identiques à *L'Action française* et au *Figaro*. Maulnier se passionne pour les opérations militaires et il suit tous les jours l'évolution des zones de conflits sur les cartes. Il ne lui manque finalement que l'expérience militaire... ce qui a pour effet d'exalter, sous l'Occupation, les sarcasmes de ces anciens camarades de *Je Suis Partout* qui oublient qu'il a fait ses premières armes de chroniqueur militaire dans les pages de leur propre journal. Le plus féroce est, comme toujours, Lucien Rebatet qui n'a pas son pareil pour ridiculiser les hommes de « l'inaction française » et le « Kriegspiel » interminable auquel se livre Maulnier avec des « flottes plus ou moins fantômes⁴ ». Maulnier « se lançait sur le planisphère dans de gigantesques circumnavigations qui toutes aboutissaient à démontrer l'asphyxie inévitable de l'Allemagne. Maulnier, lui disais-je, on fait aussi la guerre sur terre. Cette fois-ci répliquait-il, ce n'est pas sûr. Et puis, je n'y connais rien et je n'ai pas envie d'apprendre. Ca ne m'intéresse pas. Avec les bateaux, ce qui est amusant, c'est qu'on peut les promener dans n'importe quelle direction. On peut tout combiner, tout imaginer, tout se permettre... Telles étaient, à l'automne de 1939, les

¹ Il cesse toute collaboration à *Je Suis Partout* après la sortie du n°498 du 7 juin 1940. On en verra plus tard les raisons.

² Thierry Maulnier, « Man' d'Arc », in *Je Suis Partout*, 12 janvier 1940.

³ Lettre de Jacques Talagrand à Anne Desclos, datée du 3 décembre 1939, Fonds privé Thierry Talagrand.

⁴ Lucien Rebatet, *Les Mémoires d'un fasciste II (1941-1947)*, Paris, Jean-Jacques Pauvert, 1976, p.50.

propos du gaillard qui allait devenir six mois plus tard l'un des augures stratégiques de la presse française¹. » Cette nouvelle occupation surprend en tout cas l'entourage de Maulnier. Edmond Buchet, dont la maison d'édition accueille pour un court moment la nouvelle revue lancée par Thierry Maulnier, Pierre Drieu La Rochelle et Kléber Haedens, a du mal à dissimuler une certaine moquerie dans son journal intime : « Thierry Maulnier qui a été démobilisé du fait de sa myopie s'acharne à vouloir faire la critique des opérations militaires. Un étrange complexe l'y pousse, comparable à celui qui le fait pratiquer les sports les moins faits pour lui² », comme l'alpinisme qui l'occupe quasiment tous les étés. Cette activité de chroniqueur militaire le mobilise en tout cas suffisamment pour qu'il en néglige la *Revue française des idées et des œuvres*, à laquelle il a d'autant moins de temps à consacrer que Gallimard lui réclame avec empressement son ouvrage sur Racine et qu'il doit encore assumer la réalisation de la *Revue Universelle* en l'absence de Pierre Varillon³. « J'ai plus de travail que jamais. IL faut maintenant que je m'occupe sérieusement de ma revue, qui, au départ surtout, ne marche pas toute seule. Par dessus le marché, j'ai la charge, par intérim, du prochain numéro de la *Revue Universelle*, la recherche des articles, les coups de téléphone, les corrections d'épreuve, etc. Et puis, les articles habituels. Et puis, Racine. Je me suis lancé dans *Britannicus*, mais je n'en sors pas : il y a trop de choses à dire. J'ai l'impression, – fausse heureusement, – que je ne sortirai jamais de tout cela⁴. »

Sans doute complexé de ne plus être retenu sous les drapeaux, Maulnier trouve, avec ses chroniques militaires pour *Je Suis Partout*, le moyen de faire sa guerre à outrance. Car les articles qu'il publie sur les opérations militaires vont bien au delà du simple commentaire et donnent des orientations pour le combat. Il ne fait en effet aucun doute

¹ Lucien Rebatet, *Les Décombres*, op. cit., p.214.

² Edmond Buchet, *Les auteurs de ma vie ou ma vie d'éditeur*, Paris, Buchet/Chastel, 1969, p.65. Edmond Buchet a connu Thierry Maulnier et ses acolytes (Maxence, Blond, Brasillach) en 1936. Il a publié le premier manuscrit de Kléber Haedens, *L'École des parents*. A partir du mois d'avril 1940, il accueille dans sa maison d'édition, Corrêa, la *Revue française des idées et des œuvres* lancée par Maulnier, Drieu et Haedens et dont le contenu est exclusivement littéraire.

³ La défaite a porté un coup définitif à une aventure qui ne provoquait pas beaucoup d'enthousiasme. La revue a publié des textes de Drieu, Haedens, Maulnier, Dominique Aury, Giraudoux, Blanchot, Salleron et Sentein. La collaboration entre Drieu La Rochelle et Maulnier n'a, semble-t-il, pas tellement bien fonctionné non plus et reste une expérience amère pour chacun des deux intellectuels. Dans son *Journal 1939-1945*, Drieu note ainsi en date du 3 mai 1940 : « La Revue de Thierry Maulnier échouera parce qu'elle ne prendra position nettement. Kléber Haedens et Blanchot sont rongés de surréalisme. Thierry Maulnier de modérantisme radical et juif. La Maison Corrêa qui soutient la revue doit être protestante ou juive, de Suisse. Je sens ma solitude aussi bien que jamais ». (Pierre Drieu La Rochelle, *Journal 1939-1945*, Paris, Gallimard, 1992, p.180).

⁴ Lettre de Jacques Talagrand à Anne Desclos, datée du 16 février 1940, Fonds privé Thierry Talagrand.

que Maulnier a tenté de compenser cette incapacité physique à faire la guerre en s'investissant dans le conflit à distance avec ses chroniques militaires¹. En même temps, ce nouvel intérêt qu'il développe est révélateur d'une tendance de plus en plus manifeste à se cantonner dans le domaine de la pensée au détriment d'une action qu'il n'a d'ailleurs jamais vraiment pratiquée, mais pour laquelle il était encore plein de bonne volonté quelques années auparavant. Avec le temps, sous l'Occupation, sa pensée paraît de plus en plus dégagée des contingences. Sans doute est-ce en partie le fait de la censure qui l'oblige à prendre un aspect inactuel, mais il faut y voir aussi une inclination plus profonde qui s'exprime par exemple dans ce témoignage qu'il a livré au canadien Paul Péladeau venu l'interroger dans les premiers mois de la guerre : « En dépit de ce qu'elle affiche, la France, la pudique France, n'est pas dynamique. Elle est statique comme sa culture parce qu'elle suit une ligne historique. Pourquoi brusquerions-nous l'histoire ? » Et il poursuit : « L'action, l'action, il y a trente ans que Maurras fait de l'action. Si les jeunes n'avaient pas eu cet homme, ce très grand chef de soixante-treize ans, pour commander leurs audaces, combien d'erreurs ils auraient commises avec leur tempérament, leur sang bouillant... Tant qu'il sera à nos côtés, nous serons dans l'action, mais dans l'essence de l'action... Ainsi nous n'assimilons pas action et programme, action et stratégie politique. Nous savons que les circonstances, les événements brutaux, qu'un cerveau humain ne peut ordonner avant leur échéance, nous fourniront d'eux-mêmes les indications matérielles nécessaires au couronnement de nos idées. Une doctrine honnête, vraie et bien pensée est un principe assez puissant pour coordonner les faits à mesure qu'ils se produisent et pour leur donner la signification qu'ils doivent avoir dans l'ensemble. La doctrine est notre véritable arme politique². » Tout se passe comme si, dès la fin des années trente, Maulnier mettait une distance entre les événements politiques et lui, pour se comporter en observateur engagé, en commentateur, plus qu'en activiste. La seule possibilité d'action qu'il entrevoit pour lui-même est désormais dans la conception de la doctrine. Et c'est un peu de cette manière d'ailleurs qu'il traverse la guerre et l'Occupation, dans l'essence de l'action.

¹ A un journaliste canadien venu l'interroger sur son interprétation politique des événements pendant la guerre, Maulnier se plaint d'avoir été renvoyé dans ses foyers. (Paul Péladeau, *On disait en France*, op. cit., p.213).

² Paul Péladeau, *On disait en France*, op. cit., pp.216-217.

Pour remporter la victoire sur l'Allemagne, la France n'a pas seulement besoin d'armes puissantes ou d'un commandement efficace, il lui manque encore une philosophie qui donne une signification à la guerre qu'elle mène. Pour Maulnier, le conflit oppose deux conceptions du monde totalement antagonistes. Plus encore qu'en 1914-1918, la guerre lui apparaît comme une lutte entre deux civilisations opposées. En 1914, les Allemands ne s'étaient en effet pas encore totalement laissés séduire par la vague de contestation des valeurs occidentales née à la fin du XIX^e siècle, avec Wagner notamment, et dont le national-socialisme représente l'expression la plus aboutie. Maulnier considère en effet que les Alliés ne se battent pas seulement contre l'hitlérisme, mais bien contre l'Allemagne, contre les puissances de l'âme germanique qui se cherchaient depuis plusieurs décennies et dont Hitler a permis la libération. Face à cela, les Français doivent accomplir l'effort nécessaire pour prendre conscience du véritable sens de leur combat. Ce sens ne peut se confondre avec la défense de la démocratie, comme le laissent entendre les démocrates qui espèrent que la victoire serve à assurer le triomphe du régime. Par contre, il se confond avec les valeurs de la civilisation humaniste occidentale que la démocratie a cherché à utiliser à son profit. Maulnier résume le conflit ainsi : « Entre l'Allemagne et la coalition franco-britannique, il n'est pas seulement question de savoir qui imposera demain à l'Europe ses décisions politiques, mais aussi qui imposera ses valeurs. Les rapports des nations entre elles, les rapports de l'individu et de l'Etat, les institutions, le droit, le style de vie dans l'Europe de demain seront-ils conformes au système de rapports humains élaboré au cours des siècles par l'humanisme occidental ? Seront-ils conformes, au contraire, aux principes de la nouvelle philosophie, née de l'autre côté du Rhin, et qui prétend se libérer de l'humanisme occidental, le maudire et le détruire ?¹ » Dans la mesure où l'Allemagne a décidé de détruire le système de valeurs qui a assuré la supériorité et la grandeur de la civilisation française à travers le monde, la France a de son côté l'obligation et la responsabilité d'en assurer le triomphe. Ces considérations donnent à nouveau l'occasion à Maulnier de se lancer dans ces longs développements sur le caractère national allemand, qu'il affectionne tant, comme ses pairs de *L'Action*

¹ Thierry Maulnier, « Pour une philosophie de la guerre », in *La Revue Universelle*, 15 mai 1940, p.307.

française et qu'il avait eu tendance à délaissier dans la seconde moitié des années trente. Plus qu'un retour soudain à des thèmes favoris, il faut sans doute y voir la résurgence d'un état d'esprit belliciste abandonné pendant un temps au profit de comportements plus conciliants envers une Allemagne dont il ne fallait surtout pas provoquer le courroux. Dans ces considérations, Hitler est présenté comme un être inférieur, voire déséquilibré. « Les hommes ont généralement une destinée à leur mesure. Il semble qu'Hitler ait remporté des succès, qu'il doive laisser dans l'histoire une trace hors de proportion avec ses talents et ses vertus. Certes, il est ridicule de le considérer seulement comme un fou, un médiocre, ou un homme de paille aux mains de quelques conspirateurs secrets. (...). Il a certaines des qualités du grand politique : une extraordinaire continuité dans les desseins, un grand réalisme dans les méthodes, une indiscutable souplesse, l'intuition du possible et de l'impossible parfois jusqu'à la divination (...). Mais il lui manque, outre la culture politique et la culture générale, un équilibre du corps et de l'esprit, le calme, la lucidité supérieure, la sérénité, le rayonnement solaire qui font, de la plupart des grands conducteurs de peuples, des héros, des types d'humanité supérieure¹. » Enfin, pour mieux insister sur l'identification complète du peuple allemand à son chef, il ajoute : « La démesure de Hitler est la démesure allemande elle-même, et si l'on veut que Hitler soit fou, cette folie est celle du peuple allemand tout entier². » Car, dit-il, « ce qui n'est pas douteux, c'est que la "folie" de Hitler, si folie il y a, n'est rien autre que la "folie" du peuple allemand lui-même, avec son étonnant mélange de force et de faiblesse, sa démarche en même temps anxieuse et provocante, ses revendications, ses violences, ses plaintes qui sont elles-mêmes des ruses. Il n'y a pas de folie propre à Hitler : ce qui lui est propre, ce n'est point la folie, c'est au contraire la méthode, la perspicacité et l'audace avec lesquelles il s'est mis au service de la folie allemande. Il est le miroir dans lequel nous apparaît en toute clarté le visage de l'Allemagne contemporaine³. » Pour Maulnier, l'histoire de l'Allemagne contemporaine, avec sa volonté de domination sur l'Europe et le monde, et son sentiment d'être persécutée par les nations qui l'entourent, voire menacée de l'intérieur par la dégénérescence de la civilisation

¹ Thierry Maulnier, « Hitler et l'Allemagne », in *La Revue Universelle*, 15 février 1940, p.250.

² *Ibid.*, p.253.

³ *Ibid.*, p.255.

occidentale, se confond en effet avec celle d'un peuple frappé d'une sorte de paranoïa collective. En tout état de cause, il est absurde, dans les mois qui séparent la déclaration de guerre de la défaite, d'accuser Thierry Maulnier d'hitlérophilie ou de vouloir la victoire de l'Allemagne.

Au contraire, il cherche, à travers ses articles, à mobiliser une opinion publique que la monotonie du conflit a rendue totalement apathique. Commentant la vie parisienne pendant l'hiver de la Drôle de Guerre, Thierry Maulnier déclare qu'« il ne se passe rien dans un Paris que le froid a fait pur et glacé, avec les gris un peu bleus, un peu roses, et l'air transparent des tableaux d'Utrillo : un Paris presque pareil au Paris du temps de paix, à peine un peu plus calme. Il semble qu'on oublie peu à peu qu'on est en guerre. On l'oublierait, du moins, sans les permissionnaires qui arrivent maintenant en grand nombre (...) et qui semblent en général d'assez bonne humeur. Ils racontent naturellement beaucoup d'histoires dont certaines sont drôles¹. » Avec les fêtes, les permissionnaires continuent d'envahir la capitale. Ceux qui n'ont pas encore été mobilisés s'occupent comme ils peuvent. « M. K. Haedens est très occupé avec une petite actrice. C'est décidément sa vocation² », s'amuse Thierry Maulnier. Dans l'ensemble, résume-t-il, « les gens sont maussades parce qu'il ne se passe rien. Au fond, ils trouvent que cette guerre manque de sang », pour ne pas dire qu'elle manque tout simplement de sens aux yeux du plus grand nombre.

Pour que la France connut un véritable élan de combativité pendant la Drôle de Guerre, il eût fallu qu'elle soit attaquée. La stratégie défensive adoptée par le Haut-commandement excluait en effet toute attaque en cas d'absence d'opération militaire déclenchée par l'ennemi. L'agression allemande, tant redoutée au début de la guerre, ne se produit cependant pas avant de longs mois et dans ce laps de temps les volontés se distendent. Du côté allié, on justifie l'inaction par le surplus de temps qu'elle offre pour renforcer l'armement. Mais la vérité est que les combattants, plongés dans la léthargie, ne comprennent plus très bien les raisons pour lesquelles ils ont été mobilisés. Le sentiment que cette guerre est inutile commence à se répandre largement

¹ Lettre de Jacques Talagrand à Anne Desclos, datée du 23 décembre 1939, Fonds privé Thierry Talagrand.

² Lettre de Jacques Talagrand à Anne Desclos, datée du 4 janvier 1940, Fonds privé Thierry Talagrand.

parmi les soldats et dans une opinion publique à nouveau travaillée par les sirènes du pacifisme. L'absence de combats nourrit également les illusions sur une « paix blanche » qui permettrait à chacun de rentrer chez soi sans encombre. C'est la raison pour laquelle Maulnier semble insister à cette époque sur la nécessité de faire comprendre aux Français la véritable signification du conflit. Du côté allemand, le Haut-commandement estimait que les conditions météorologiques ne permettaient pas d'exploiter la supériorité allemande en moyens mécaniques – en particulier la combinaison offensive des blindés et de l'aviation sur laquelle compte Hitler pour emporter une victoire rapide et décisive sur les armées franco-britanniques. A défaut d'activité militaire véritable, l'Etat-major allemand table sur la guerre des nerfs afin d'affaiblir le moral des armées alliées et de compromettre leur chance de faire face au choc de l'offensive. Il n'est pas exclu non plus que Hitler ait espéré, en constatant l'inaction de ses adversaires, parvenir avec le temps à une nouvelle conciliation comme à Munich. Selon les analyses de l'historien Henri Michel, « la conclusion est claire pour tout observateur clairvoyant ; la nation française, dirigeants et citoyens, et son expression temporaire en uniformes, l'armée, n'ont pas le ressort moral, la foi active, l'enthousiasme, la volonté, bref les qualités qui forcent la victoire¹ ». C'est à un relâchement total de la tension initiale, à une dégradation du sens de la discipline et par là même à un affaiblissement général de l'appareil militaire allié que l'on assiste. Les quelques anecdotes rapportées par Pierre Andreu sur sa période militaire éclairent bien les funestes conséquences de la Drôle de Guerre : « En février, on demanda des volontaires pour rejoindre le régiment à la frontière du Luxembourg. Sur un effectif de trois cents hommes, nous fûmes cinq à manifester ce désir étonnant, dont un demi-fou qui, par ses bizarreries, faisait rigoler tout le monde. A la première incartade, notre capitaine boutiquier, pour tenir en main son escadron de planqués, grondait : “Ne recommencez pas où je vous envoie là-haut”, et notre adjudant d'escadron, vieux

¹ Henri Michel, *La Défaite de la France. Septembre 1939 – juin 1940*, Paris, PUF, 1980, p.72. Jean-Pierre Azéma et François Bédarida vont dans le même sens dans leur ouvrage sur la France des années noires : « Force est de constater une indéniable dégradation de l'esprit public tout au long de la drôle de guerre, faute de confiance dans des responsables politiques et militaires incapables d'imprimer l'élan voulu, faute aussi de cohésion, étant donné que le processus à l'œuvre de désintégration du tissu national contribue à faire resurgir les lignes de fracture de la société française de l'entre-deux-guerres. C'est pourquoi dans l'opinion on s'interroge, on se met à douter, on tombe dans le scepticisme ». (Jean-Pierre Azéma et François Bédarida, *La France des années noires I. De la Défaite à Vichy*, Paris, Editions du Seuil, Points Histoire, 2000, p.64.

blédard décoré jusqu'au ventre, montrait volontiers un certificat d'inaptitude au front. (...). Nous sommes "en guerre" depuis sept mois. Le soir, les officiers, après avoir tourné toute l'après-midi sur la carrière et tapoté leurs bottes d'un stick nonchalant, partent en Bugatti pour Paris, sous le regard haineux des hommes du poste¹. »

Dans ces conditions favorables à la défaite, Maulnier, tout comme la plupart des Français, se passionne pour les événements de Finlande. L'invasion de la Finlande par l'URSS, qui commence le 26 novembre, et la fière résistance que les Finlandais lui opposent, offrent tout à coup un dérivatif à un pays et un gouvernement ankylosés par l'inaction². Elle se produit au moment même où les Français, pour rompre l'attentisme, s'efforcent d'échafauder des plans visant à créer un second front qui pourrait leur permettre de prendre l'Allemagne à revers, sans prendre trop de risques cependant. L'enjeu est aussi que ce second front soit autant que possible éloigné de la France, afin de déplacer le théâtre d'opérations. Diverses stratégies périphériques sont donc étudiées, en Méditerranée orientale, au Caucase notamment, mais les alliés Anglais essaient de tempérer. La défense acharnée que mène la « petite Finlande » contre le géant russe va faire resurgir cette idée de second front et servir d'accélérateur à l'engagement français. Dès le mois de février, Maulnier fait campagne avec ferveur pour que les gouvernements franco-britanniques soutiennent la Finlande militairement. Il y voit plusieurs raisons. La première, et la plus évidente, est que l'URSS est l'alliée du Troisième Reich depuis la signature du Pacte germano-soviétique. Les problèmes qu'elle rencontre dans sa guerre contre la Finlande, donnent aux Alliés l'occasion de régler son compte de manière décisive, et à peu de frais, au principal soutien de l'Allemagne. Ce faisant, la France peut également abattre le régime stalinien et ainsi éloigner d'elle le spectre d'une révolution communiste, qui la menace en cas de pourrissement du conflit. La seconde raison est qu'en rejetant l'URSS de Finlande, et en prenant pied en Scandinavie, les Alliés privent l'Allemagne des précieux minerais de fer et de nickel qui lui sont indispensables pour la construction de son armement. Une fois en Scandinavie, les Alliés auraient été à bonne portée des réserves de pétrole de Bakou sans lesquelles l'Allemagne et l'URSS ne pouvaient combattre ni même

¹ Pierre Andreu, *Le Rouge et le Blanc. 1930-1944, op. cit.*, pp.146-147.

² Pour une étude sur la guerre russo-finlandaise, on pourra se reporter à l'excellent ouvrage de François Kersaudy, *Stratèges et Norvège 1940. Les jeux de la guerre et du hasard*, Paris, Hachette, 1977, pp.95-120.

faire fonctionner leur économie. Ensuite, pour justifier cette intervention, Maulnier fait appel – une fois n’est pas coutume – à une troisième série de raisons liées à la morale : la guerre en Finlande est scandaleuse car elle oppose deux peuples aux moyens militaires disproportionnés. Mais la disproportion entre les deux adversaires en présence n’est pas seulement militaire, elle existe aussi dans les valeurs, avec « d’un côté un des peuples les plus policés, les plus sages, les plus sains, les plus honnêtes, les plus heureux de l’univers ; de l’autre des peuplades déguenillées, crasseuses et serviles, poussées en avant par une misère, une inconscience et une terreur sans nom¹. » C’est cependant sur une morale de maîtres que Maulnier s’appuie ; le bon et le mauvais étant identifiables au niveau de perfection de leurs civilisations respectives. Ce qui rend l’agression soviétique contre la Finlande insupportable à ses yeux, réside dans l’infériorité de la civilisation russe ; alors que l’annexion allemande de la Tchécoslovaquie, entité abstraite – ni nation ni peuple – née des délires du Traité de Versailles, pouvait se justifier.

Enfin, la dernière raison que Maulnier met en avant est stratégique. Elle se résume à l’idée que la Finlande était en 1940 « le chemin de notre victoire² » : « Le problème de l’aide à la Finlande ne nous distrait pas de notre guerre : il nous y ramène. Il s’agit de notre guerre, parce que nous avons pris les armes pour défendre le monde civilisé contre le plus gigantesque danger qu’il ait couru depuis Gengis Khan, nous Grande-Bretagne, nous, France, nous, six cent cinquante millions d’hommes, et que nous ne pouvons laisser un peuple de trois millions d’hommes faire cette guerre, FAIRE NOTRE GUERRE, à notre place. Il s’agit de notre guerre, parce que l’inviolable résistance de la Finlande ne rend pas seulement chaque jour plus inéluctable le devoir de la secourir, mais encore nous donne chaque jour une plus merveilleuse possibilité de résoudre l’immense problème avec lequel nous sommes aux prises. La Finlande ne nous demande pas seulement notre appui : elle nous offre notre chance. Nous pouvons faire en sorte que la Finlande soit victorieuse. Nous pouvons plus. Nous pouvons vaincre en Finlande³. » La presse et l’opinion publique françaises sont alors majoritairement favorables à une intervention franco-britannique en Finlande. Pour les militaires

¹ Thierry Maulnier, « Les Finlandais vainqueurs », in *Je Suis Partout*, 9 février 1940.

² Thierry Maulnier, « Le Chemin de notre victoire », in *Je Suis Partout*, 1^{er} mars 1940.

³ Thierry Maulnier, « Les Finlandais vainqueurs », art. cit.

français, il était imaginable que la délocalisation des théâtres d'opération aurait alors détourné Hitler de lancer une grande offensive au printemps contre la France. Pour Maulnier, comme pour une grande partie de ceux qui recommandent un engagement en Finlande, vaincre le communisme en Scandinavie équivaut à vaincre l'Allemagne, car en affaiblissant l'URSS, la France pouvait aussi ruiner les chances du régime hitlérien d'obtenir l'aide économique tant escomptée des Soviétiques pour poursuivre la guerre à l'Ouest. L'enjeu dans la guerre en Finlande et dans l'affaiblissement du régime soviétique est par conséquent d'empêcher l'approvisionnement des Allemands en matières premières et en pétrole. Pour Thierry Maulnier, il est ainsi de plus en plus clair que « le Verdun de 1939 est en Finlande¹ ». On connaît la suite des événements dans cette guerre, envisagée par les Français avec la mollesse qui caractérise la Drôle de Guerre et qui est bien résumée dans cette correspondance entre Dominique Aury et Thierry Maulnier : « La guerre de Finlande provoque ici la stupéfaction, mais aussi, chez tous ceux qui avaient des sympathies pour Moscou, beaucoup de gêne. Cependant, la Finlande est plus loin que la Pologne, personne n'a jamais vu de Finlandais, et nous n'étions pas alliés. Aussi, stupéfaction et indignation sont un peu gratuites, un peu à vide, pour l'amour de l'art. Je pense que cela changera quand nous serons enfin – si nous le devenons – en guerre avec les Russes². » En fin de compte, des armes et des avions sont envoyés aux Finlandais pour les aider à résister, au moins jusqu'au printemps, période à laquelle les experts situent l'intervention décisive de l'URSS. Puis, malgré les réticences des Anglais qui estiment inutile d'ajouter un conflit avec l'URSS à la guerre avec l'Allemagne, le Conseil suprême interallié décide l'envoi d'un corps expéditionnaire qui tarde à se mettre en place et qui n'est toujours pas arrivé quand la Finlande, épuisée, doit déposer les armes. Sans doute les Finlandais décident-ils de cesser leur résistance car ils sont effrayés par la perspective de voir leur pays devenir le champ de bataille où s'opposent les grandes puissances européennes. Il est manifeste, dans cette affaire, que les Alliés ont trop hésité avant de se décider à agir. Et quand, quelques semaines plus tard, ils se décident enfin à envoyer en Norvège le corps expéditionnaire qui devait combattre en Finlande, ils

¹ Thierry Maulnier, « Aider la Finlande, c'est aider la France », in *Je Suis Partout*, 23 février 1940.

² Lettre de Anne Desclos à Jacques Talagrand, datée du 4 décembre 1939, Fonds privé Thierry Talagrand.

débarquent à Narvik dans un pays déjà occupé par les Allemands. Maulnier a alors beau jeu de leur faire remarquer qu'ils auraient pu être présents en Scandinavie bien avant leur principal ennemi, s'ils avaient consenti à agir plus tôt. Les échecs continuent. Hitler a encore un temps d'avance sur des Alliés trop hésitants.

Le conflit qui se rallume en Norvège, un mois après la signature du traité de Moscou qui mettait fin à la guerre russo-finlandaise, donne également l'occasion à Maulnier de régler des comptes avec ceux qui l'accusaient de vouloir détourner la guerre de son objectif initial, l'Allemagne, pour en faire une guerre contre le communisme. Il est certain que l'invasion de la Finlande provoque chez Maulnier la résurgence d'un anticommunisme qu'il n'avait pas exprimé au moment de la signature du Pacte germano-soviétique. Mais il est non moins certain que la passion qu'il met à essayer de convaincre du bien-fondé d'une intervention alliée en Finlande s'explique par une volonté de mettre fin à la démoralisation des armées et à la léthargie de l'opinion publique, en profitant d'une occasion, qu'il estime unique, de remporter la guerre. La principale raison qui porte les Français et Maulnier à s'intéresser à la Finlande pendant la Drôle de guerre, c'est le besoin d'action et de repères, dans une guerre qui tranche avec les précédentes. L'épisode finlandais devient cependant une occasion pour les intellectuels et partis anticommunistes de dénoncer la trahison et la duplicité du régime soviétique, et de condamner, à l'unisson de l'opinion publique, le comportement du parti communiste. Celui-ci est en effet l'objet d'une réprobation générale, et les défections se multiplient dans ses propres rangs. « Au niveau de l'opinion globale, indiquent Serge Berstein et Jean-Jacques Becker, le communisme donne l'impression d'être rejeté avec au moins autant sinon plus d'indignation, que le bolchevisme des années 1917, l'intensité maximum ne se situant pas, comme pour l'anticommunisme des communistes, au moment du pacte germano-soviétique, mais à celui de la guerre menée par l'URSS contre la Finlande. Si la France était alors en guerre contre l'Allemagne – une guerre qu'elle ne faisait guère d'ailleurs – toute ou presque l'opinion publique semble ne plus s'émouvoir que pour la petite et "héroïque" Finlande. Dans ces conditions, un parti solidaire de l'URSS était cloué au pilori¹. » Cette hostilité aux

¹ Serge Berstein et Jean-Jacques Becker, *Histoire de l'anticommunisme en France. Tome 1 : 1917-1940, op. cit.*, p.342. Voir aussi : Stéphane Courtois, *Le PCF dans la guerre. De Gaulle, la Résistance, Staline...*, Paris,

communistes est présente dans toutes les sensibilités de l'opinion publique, chez les socialistes, les radicaux, les catholiques et bien sûr, au sein de la droite. Elle pose cependant à nouveau le problème de la bipolarisation de la vie politique, à l'œuvre depuis le milieu des années trente, et de cette tendance des deux bords à établir une hiérarchie arbitraire entre les deux périls que constituent le fascisme et le communisme. Ainsi, la volonté de déclencher un conflit supplémentaire contre l'URSS en Finlande, alors que la France est déjà en guerre contre l'Allemagne, est-elle comprise comme un acte de sympathie en faveur de l'hitlérisme¹. A l'inverse, le débarquement allemand en Norvège offre l'occasion à Thierry Maulnier de retourner cette attaque d'une façon tout à fait habile en dénonçant l'entente implicite avec l'Allemagne nouée par ceux qui voulaient empêcher un conflit contre l'URSS en Finlande, et notamment Kerillis : « on nous a reproché de nous laisser entraîner par notre haine de la Russie soviétique au point d'oublier que nous étions en guerre contre l'Allemagne. On nous a reproché de vouloir faire dégénérer une guerre contre l'Allemagne en guerre contre le communisme. La suite des événements a été assez claire : l'ennemi qu'il fallait chasser de Scandinavie, et par conséquent de Finlande, ce n'était pas l'URSS, c'était l'Allemagne : la preuve, c'est que nous essayons de le faire maintenant. (...). L'Allemagne pensait qu'il fallait éviter à tout prix l'intervention des Alliés en faveur de la Finlande. M. de Kerillis aussi. L'Allemagne désirait que la guerre de Finlande finît au plus vite : M. de Kerillis s'est félicité publiquement que cette guerre fût finie. L'Allemagne désirait limiter la guerre au front occidental : M. de Kerillis nous suppliait de ne pas retirer un homme de la ligne Maginot. L'Allemagne rêvait de nous voir lancer une attaque contre la ligne Siegfried qui serait un épouvantable carnage : M. de Kerillis nous a dit que la stratégie napoléonienne exige qu'on attaque l'adversaire là où il est le plus fort. Tout cela est bien curieux². »

L'anticommunisme de Maulnier pendant la Drôle de guerre n'est pas particulièrement

Ramsay, 1980, pp.91-96. ; Jean-Pierre Azéma, Antoine Prost, Jean-Pierre Rioux, *Le Parti communiste français des années sombres 1938-1941*, Paris, Editions du Seuil, 1986, 316 p.

¹ Nous avons déjà vu que Maulnier, partisan de la guerre de Finlande, fut victime de ce type d'accusations, tout comme *L'Action française*, qualifiée d' « action hitléro-française » et l'équipe de *Je Suis Partout*. Le débat fut porté à la Chambre des députés même, par le jeune député Jean-Louis Tixier-Vignancour, à la suite des propos d'Henri de Kerillis, prétendant dans un article de *L'Epoque* en date du 1^{er} janvier 1940 que « les hitlériens garnissaient en rangs nombreux les travées de la Chambre » (citation rapportée par Serge Berstein et Jean-Jacques Becker, *Ibid.*, p.367).

² Thierry Maulnier, « La Guerre dans le Nord », in *Je Suis Partout*, 12 avril 1940.

virulent, et il ne justifie assurément pas des soupçons d'hitlérisme, au motif que s'opposer à l'URSS reviendrait à privilégier l'Allemagne nazie. L'anticommunisme est sans doute à cette époque, la chose du monde la mieux partagée dans l'opinion publique. Thierry Maulnier est donc parfaitement dans la ligne générale quand il propose le soutien urgent de la France à la Finlande contre son agresseur soviétique. Un vaste mouvement de l'opinion publique considère qu'il y a deux ennemis à combattre au cours de cette guerre ; l'un est à l'extérieur et il s'agit de l'Allemagne, le second, le Parti communiste, se trouve à l'intérieur. A cette période, la Chambre a d'ailleurs procédé à la déchéance d'un certain nombre de députés communistes, qui sont ensuite poursuivis et condamnés à des peines d'emprisonnement. Maurice Thorez s'est réfugié en Union Soviétique après avoir déserté son unité militaire. Conseillers municipaux et généraux suspendus ou déchus, fonctionnaires sanctionnés...la répression anticommuniste s'est abattue avec des degrés divers dans toute la France, mais en tout, 1500 condamnations furent prononcées¹. Plusieurs raisons justifient pour Maulnier de ne plus faire de distinction entre l'idéologie et la politique internationale en matière d'anticommunisme. Au début de l'année 1939, il entrevoyait encore la possibilité d'une alliance stratégique entre l'URSS et les démocraties afin de ne pas pousser l'URSS dans les bras de l'Allemagne. Désormais, les textes qu'il publie sur le communisme rappellent simplement que Staline se contente d'appliquer à la lettre les enseignements du marxisme-léninisme, parce que « le marxisme n'est pas autre chose qu'un réalisme politique ayant la révolution pour but² ». Il peut donc s'autoriser aussi bien une alliance avec les fascismes, à travers le Pacte germano-soviétique, qu'avec la France ou les autres démocraties occidentales. Ensuite, Maulnier affirme que Staline n'a que faire des objections morales – voire des défections – que l'alliance avec le nazisme a pu provoquer au sein des partis communistes nationaux. Son raisonnement

¹ Voir par exemple : Nicolas Aubin, « Centre et périphérie. Les communistes en Seine-Inférieure pendant la Drôle de guerre », in *Communisme*, n°53-54, 1998, pp.93-117. (cet article fournit un bon exemple d'étude du comportement des militants communistes pendant la Drôle de guerre, dans un département français) ; Denis Peschanski, « Du régime d'exception à l'assainissement national », in Jean-Pierre Azéma, Antoine Prost, Jean-Pierre Rioux, *Les communistes français, de Munich à Châteaubriant (1938-1941)*, Paris, Presses de la FNSP, 1987, 439 p. ; Elisabeth du Réau, *Edouard Daladier (1884-1970)*, Paris, Fayard, 1993, 581 p. ; Denis Peschanski, *Les camps français d'internement (1938-1946)*, Thèse pour l'obtention du grade de docteur d'Etat es-lettres (histoire contemporaine), Université Paris I Panthéon –Sorbonne, sous la direction d'Antoine Prost, 2000, 3 volumes.

² Thierry Maulnier, « Position actuelle du communisme », in *La Revue Universelle*, 15 janvier 1940, p.143.

est que « la guerre et les misères qu'elle engendre feront bien vite regagner au marxisme révolutionnaire les positions que la duplicité, les reniements, les lâches attentats de l'URSS lui auront momentanément fait perdre. La révolution gagnera plus de partisans par les deuils, les destructions, le désespoir, la faim, qu'elle n'en perdra par l'indignation ou le scrupule : il n'y a pas de raisonnement plus marxiste¹. »

Cependant la suite des événements a prouvé que les deux positions sur l'extension de la guerre en Scandinavie étaient tout aussi tenables. Churchill a envisagé à plusieurs reprises dans la poursuite de la guerre un débarquement des forces alliées en Norvège, ce qui prouvait bien l'utilité stratégique de la région pour tous les belligérants. Mais les Alliés n'avaient sans doute pas les moyens matériels et humains de se partager sur plusieurs fronts éloignés en 1940. D'un autre côté, en basculant dans le camp franco-britannique après le déclenchement de l'opération Barbarossa, l'URSS va constituer un allié de première importance par son apport matériel et humain. Cette puissance, Maulnier l'avait soulignée pendant l'invasion de la Finlande : l'armée rouge « a cette force immense, de pouvoir se faire vaincre indéfiniment. (...). L'armée rouge, indéfiniment renouvelée en hommes et en matériel, peut épuiser les Finlandais à force de se faire battre. Il y a là un calcul simple à faire, un calcul à la portée de tous, et même de ces généraux russes qui emportent sur les champs de bataille leur table de multiplication. Lorsque chaque balle finlandaise aura été logée dans une poitrine russe, Staline aura encore des Russes, et Mannerheim n'aura plus de munitions². » Le calcul valait également pour une Russie alliée aux Franco-Britanniques contre l'Allemagne. On peut s'étonner par conséquent qu'il n'ait pas plutôt voulu ménager l'URSS pour l'avenir. En dehors de l'anticommunisme, il y a sans doute un autre élément déterminant : l'URSS pouvait devenir une alliée dans le cadre d'une guerre longue, or Maulnier a toujours cru à une guerre courte qui serait remportée par la France à la suite d'un coup décisif comme il l'imaginait réalisable en Finlande.

Cela nous amène à nous interroger sur les prévisions formulées par Maulnier pendant la guerre. Au moins pendant la Drôle de guerre, car il était beaucoup plus prudent et

¹ Thierry Maulnier, « Position actuelle du communisme », art. cit., p.144.

² Thierry Maulnier, « Les Finlandais vainqueurs », in *Je Suis Partout*, 9 février 1940.

mesuré sous l'Occupation. Prudence que l'on peut attribuer à la leçon des événements de 1940 ou, plus certainement, à la censure qui l'oblige à prendre des précautions dans les mots qu'il emploie et les commentaires qu'il rédige autant dans ses correspondances que dans la presse. Quoi qu'il en soit, il peut être intéressant de confronter rapidement les prévisions aux faits pour évaluer le chroniqueur militaire que fut Maulnier. *L'Histoire de la guerre 1939-1945* qu'il a publiée après la Libération sous le pseudonyme de Jacques Darcy et qu'il décrivait lui-même comme un travail « alimentaire¹ », est assez remarquable par le sens de l'analyse qui s'en dégage. Mais elle n'est pas très significative, car elle a l'inconvénient d'avoir été écrite après la fin de la guerre. Dans ses articles, Maulnier a souvent rappelé qu'il était difficile de prévoir l'évolution de la guerre. Il y a même consacré un texte sous l'Occupation². Pour autant, dans la faible mesure où il est possible de faire des prévisions, il a tout de même essayé de se livrer à cette activité périlleuse. Dans un premier temps, jusqu'à la fin du mois d'août 1939, ses échanges avec sa mère et Dominique Aury montrent qu'il ne croit pas à la guerre. Après son déclenchement, il pense qu'elle sera symbolique et par conséquent courte, avant de se terminer par une médiation du genre de celle de Munich. A la fin de l'année 1939, certains témoignages montrent qu'il n'avait guère changé d'avis sur la durée supposée du conflit. François Sentein rapporte ainsi, dans ses *Minutes*, une conversation avec Thierry Maulnier à la date du 27 décembre : « Originalité sage de ses vues. (...). Quant à la guerre, il pense qu'avec un peu de génie et d'audace, elle devrait être promptement terminée, avec de gros avantages pour la France, notamment en Scandinavie. Mais que ce sera la victoire de la démocratie, c'est-à-dire de l'attente et de la lenteur, et, qu'on le veuille ou non, du capitalisme. Que si la guerre et la France sont en faillite à l'issue de cette guerre, elles seront, de toute façon, les premières faillies en face de l'Amérique, dont elles ne seront pas moins encore les premières clientes³. » Ce qui était bien penser. Il n'était évidemment pas possible à Thierry Maulnier d'imaginer que le génie et l'audace allaient faire défaut du côté français. Il va donc garder cette conviction sur la brièveté

¹ Voir à ce sujet la lettre qu'il envoie à sa mère le 15 juillet 1945. Fonds Thierry Maulnier, Bibliothèque municipale de Versailles, Correspondance, F 991 (6).

² Thierry Maulnier, « Difficulté de prévoir », in *Frontières*, n°79, avril 1942, pp.149-153.

³ François Sentein, *Minutes d'un libertin (1938-1941)*, op. cit., pp.68-69.

de la guerre jusqu'aux derniers jours de la Défaite. La victoire finale de la France ne faisait par ailleurs aucun doute pour lui. Mais pouvait-il en être autrement pour ce jeune nationaliste, qui ne voulait pas en plus être accusé de défaitisme et de trahison.

C'est la raison pour laquelle ses articles, lus avec la connaissance que l'historien possède aujourd'hui des événements, dégagent une impression d'irréel, ou ce sentiment de propagande belliciste que dénonça Alain Laubreaux sous l'Occupation. En avril 1940, par exemple, Thierry Maulnier écrit que « nous sommes de nouveau engagés dans une guerre avec l'Allemagne dans des conditions qui font, par bonheur, de notre victoire une certitude quasi-absolue¹. » La certitude de la victoire est d'ailleurs si absolue qu'il spécule dès à présent sur les conditions dans lesquelles la paix doit être réalisée. Il faut bien entendu tirer tous les enseignements du mauvais Traité de 1919 et des apports de l'école nationaliste d'Action française en matière de relations extérieures. Il va même jusqu'à considérer que la France et la Grande-Bretagne ont cette chance, que l'histoire n'accorde qu'aux grandes nations, de corriger leurs erreurs récentes en favorisant une construction politique durable de l'Europe. « Il est presque sans exemple, au cours des siècles, qu'une occasion perdue soit offerte une seconde fois à ceux qui l'ont négligée. L'histoire ne revient pas en arrière : elle est impitoyable à ceux qui ne se montrent pas dignes de ses faveurs éphémères en les saisissant au passage. La France et la Grande-Bretagne bénéficient sans doute d'une indulgence particulière du sort, puisque après des siècles de puissance et de gloire elles ont eu l'occasion d'assurer leur prospérité, leur force, leur sécurité et la paix de l'Europe pour longtemps, et qu'ayant gâché cette occasion, elles vont se la voir offrir une seconde fois après vingt ans². » Dans les derniers mois de la guerre, Thierry Maulnier passe ainsi de l'illusion de la puissance à la défaite sans trop s'en apercevoir. Quelques jours après la réussite de la percée allemande, après la capitulation belge le 28 mai, Maulnier se montre encore confiant dans les capacités de résistance de l'armée française. Il refuse de croire que ce coup de bélier dans la défense française puisse signifier la défaite, pour la raison que l'armée allemande, dont la stratégie est fondée sur la rapidité et la guerre de surprise, s'use naturellement plus vite que l'armée

¹ Thierry Maulnier, « A propos de trois livres », in *La Revue Universelle*, 15 avril 1940, p.147.

² *Ibid.*, p.147.

française qui est meilleure dans la guerre d'usure. A condition, bien entendu, que la guerre s'installe dans le temps. Il écrit en tout cas le 1^{er} juin 1940 : « Une victoire finale de l'Allemagne ne serait pas seulement le plus grand malheur qui puisse frapper l'humanité civilisée ; elle serait un événement absurde et contre nature. (...). Ce qu'il faut que nous sachions, c'est que nous dominons de très loin l'adversaire non seulement dans l'ordre des valeurs supérieures, mais dans l'ordre le plus brutal de la matière et de la force¹. » Il y a cependant un domaine où les Français, d'après lui, se sont montrés inférieurs depuis le début de la guerre, et même bien avant dans les années trente, c'est celui du commandement et de l'organisation politiques. Les faiblesses du commandement et les incohérences de l'organisation nous ont fait du tort lorsqu'il s'est agi de passer à la phase de mise en œuvre des moyens. Tout en se refusant à fixer des responsabilités en plein conflit, Maulnier s'interroge aussi sur les raisons pour lesquelles des retards et des faiblesses, qui étaient pourtant connus, n'ont pas été comblés dans les longs mois d'inaction de l'hiver. « Il n'est pas question de dissimuler l'importance ni des revers subis, ni des fautes commises. Le détail de ces fautes n'est pas encore connu ; la critique publique de certaines d'entre elles n'est peut-être pas opportune, elle ne relève, en tout cas, que des spécialistes. Il y a des questions qu'on ne peut s'empêcher de poser : pourquoi, par exemple, la trouée de la Meuse, dans la région Sedan-Givet, la voie traditionnelle des invasions, le point faible de la France, la porte ouverte à nos grands désastres, Sedan, Charleroi, pourquoi la trouée de la Meuse n'avait-elle pas été pourvue de fortifications aussi puissantes que la frontière lorraine ? Il faudra le savoir un jour². » Ce jour est venu quelques mois plus tard, avec la naissance du régime de Vichy, qui s'est très rapidement penché la question des responsabilités dans la défaite. D'ici là, Maulnier n'entend donner aucun gage à l'ennemi dans la bataille. Il soutient jusqu'au bout l'effort de guerre avec un irréprochable esprit d' « union sacrée » ; cette « union sacrée » qu'il critiquait tant dans la seconde moitié des années trente, mais qui devient l'attitude naturelle d'un nationaliste lorsque son pays est en guerre. « Une fois la guerre déclarée, il fallait bien

¹ Thierry Maulnier, « Gages de victoire », in *La Revue Universelle*, 1^{er} juin 1940, pp.332-333.

² *Ibid.*, p.326.

la faire. Que faire d'autre ? Que faire d'autre qui ne soit pas une capitulation ?¹ », répondait-il, dans les années 1980, au sujet de sa position belliciste pendant.

Au final, il apparaît que Maulnier s'est bien fourvoyé dans ses prévisions, même s'il faut, pour être juste, lui accorder quelques circonstances atténuantes. La première de ces circonstances atténuantes étant d'abord qu'il n'avait pas d'autre voie patriotique et morale que de s'égosiller à chanter la victoire, surtout quand, dans le même temps, d'autres intellectuels dénonçaient son prétendu hitlérisme ou son défaitisme. C'est bien le principe d'une guerre à outrance – en Scandinavie ou sur le sol français – qu'il défend dans les colonnes de *Je Suis Partout*, où s'exprime par ailleurs, dès le début de la guerre, une seconde sensibilité, pacifiste et pro-fasciste celle-là, avec Alain Laubreaux. « Le big Laubreaux », comme ses camarades l'appellent, prend une place de plus en plus importante dans l'hebdomadaire au fur et à mesure du départ de ses camarades pour la guerre. C'est peut-être pour cette raison que Maulnier, en compagnie de Pierre Varillon et Pierre Laclau, s'efforce de reprendre la conception du journal quand, au début de juin 1940, ses dirigeants, Charles Lesca et Alain Laubreaux, sont arrêtés, emprisonnés et déférés devant la justice militaire pour des agissements de nature à porter atteinte à la sûreté intérieure et extérieure de l'Etat². Interrogé en 1988 par Jean-José Marchand, Maulnier a en effet déclaré au sujet de ce dernier numéro de *Je Suis Partout* publié avant l'Occupation, le 7 juin 1940 : « un collaborateur de *L'Action française* qui s'appelait Pierre Varillon et qui était spécialiste des questions maritimes, navales, en temps de guerre dans le journal est venu me trouver. Il m'a dit : ils vont être libérés très vite probablement, ça les aura probablement un peu assagis et touchés, mais il ne faut pas laisser le journal disparaître parce que c'est tout de même un journal qui peut changer d'équipe, qui est un journal qui nous représente nous la droite monarchiste en France ; le fait que les collaborateurs sont en taule (sic) ne doit pas les inciter à mettre la clé sous la porte. Donc on va faire un numéro d'attente de quatre pages. Est-ce que vous êtes d'accord pour faire un article ? Alors j'ai fait un article bien entendu, mais aussi c'est en fait un

¹ Entretien de Thierry Maulnier avec Jean-José Marchand diffusé sur France3, le 2 avril 1993.

² Lesca et Laubreaux sont libérés à la fin du mois de juin et une ordonnance de non-lieu est rendue deux mois plus tard.

changement de bord complet dans le journal *Je Suis Partout* qui a paru pour une fois donc sur quatre pages en défendant des thèses radicalement différentes de celles qu'il avait soutenues jusque-là c'est-à-dire en se ralliant à la politique de guerre sans esprit de capitulation ni de concession d'aucune sorte¹. »

Le numéro paraît donc le 7 juin 1940 avec des articles de Maulnier, Varillon, Laclau, Pierre Lucius, Robert Brasillach et Dorsay. Il ne contient aucune protestation contre l'arrestation de Laubreaux et Lesca, qui sont toujours emprisonnés, et il semble qu'un article de Robert Brasillach, protestant énergiquement contre les perquisitions dont avaient été victimes certains rédacteurs de l'équipe, ait été écarté de la publication². Ce silence sur les agissements du gouvernement va déchaîner la colère de l'équipe régulière de *Je Suis Partout* qui ne manque pas, sous l'Occupation, d'attaquer régulièrement Maulnier et de railler ses prophéties sur l'issue du conflit. Il est vrai que son tout dernier article pour l'hebdomadaire, relatant la retraite des armées française et britannique à Dunkerque³, se terminait sur ses phrases assurément ridicules quand on connaît la suite des événements : « la retraite épique de l'armée des Flandres ne nous rend pas ce que de graves fautes nous ont fait perdre depuis le 10 mai ; mais elle nous rend une espérance qui est presque une certitude. Que les Français et les Anglais se montrent sur la Somme et sur l'Aisne, lors de la bataille imminente, tels qu'ils viennent de se montrer dans les Flandres et dans les eaux de Dunkerque, et l'Allemagne est vaincue⁴. » Il n'en fallait pas plus pour que les rédacteurs de *Je Suis Partout* fassent de Maulnier un agent de la propagande gouvernementale, alors dirigée par l'ancien normalien Jean Giraudoux, au Commissariat général à l'information. On peut lire ainsi dans un article publié dans le *Cri du peuple* en novembre 1940 et sans

¹ Entretien de Thierry Maulnier avec Jean-José Marchand diffusé sur France3, le 2 avril 1993.

² C'est ce qui est affirmé dans un article publié lors de la réapparition de *Je Suis Partout* sous l'Occupation, dans le numéro 498 bis ; le numéro réalisé par Maulnier et Varillon portant le numéro 498 ; in *Le Balayeur*, « Le numéro de la trahison », in *Je Suis Partout*, 7 février 1941. Cet article avait été publié auparavant dans le *Cri du peuple* du 27 novembre 1940.

³ Menacées par la manœuvre d'encerclement tentée par l'armée allemande, les troupes françaises et britanniques se regroupent et défendent avec acharnement un couloir long d'une centaine de kilomètres (sur 20 kilomètres de large), délimité à l'Est par Nieuport, Furnes, Roubaix, Valenciennes et, à l'Ouest, par Gravelines, Saint-Omer, Aire-sur-le-Lys et Cambrai. Condamnées pour beaucoup d'experts militaires, les troupes françaises vont réussir à se dégager par Dunkerque et à embarquer sous les bombes de l'aviation allemande sur des navires à destination de l'Angleterre. Près de 125 000 soldats français et 235 000 britanniques sont ainsi sauvés au cours de l'opération « Dynamo », que Maulnier qualifie de « Miracle des Flandres ». Sur cet épisode de la guerre, se reporter à : François Delpla, *La ruse nazie. Dunkerque – 24 mai 1940*, Paris, Editions France-Empire, 1997, 310 p.

⁴ Thierry Maulnier, « Le Miracle des Flandres », in *Je Suis Partout*, 7 juin 1940.

doute écrit par Laubreaux, car il reprend des idées figurant dans son journal *Écrit pendant la guerre* : « Au début de septembre 1939, Monsieur Jacques Talagrand, dit Thierry Maulnier, lieutenant d'infanterie de réserve, rejoignait son dépôt (...). Moins d'un mois plus tard, Monsieur Thierry Maulnier, jouissant d'une excellente santé, était brusquement rendu à la vie civile. Les motifs de ce retour sont restés assez mystérieux. Cependant, rappelons-nous qu'à l'époque Monsieur Jean Giraudoux venait d'être nommé directeur de la propagande française. Monsieur Giraudoux est ancien élève de l'École Normale Supérieure. Monsieur Thierry Maulnier l'est aussi. Il y a une sérieuse franc-maçonnerie entre normaliens. Monsieur Thierry Maulnier appartient-il oui ou non aux services de la propagande officielle du Ministère Daladier ? Il s'en montre en tout cas très digne. Disons qu'il se comporte très exactement comme un affecté spécial au bourrage de crânes. (...). Les articles de Monsieur Thierry Maulnier mériteront une place de choix dans l'anthologie de la bêtise et du mensonge imprimés. (...). Ces doctorales stupidités prouvent d'abord le danger qu'il y a pour un intellectuel à prétendre trancher des problèmes dont il ne connaît pas le premier mot¹. » Franc-maçonnerie (des normaliens), démobilisation mystérieuse, le rédacteur a réuni là tous les éléments pour laisser imaginer un Maulnier assurant quelque mission très discrète pour le gouvernement. Mais ces élucubrations ont en fin de compte peu d'intérêt, si ce n'est pour illustrer la brouille entre Maulnier et ses anciens camarades et les dénonciations dont il fut victime très rapidement sous l'Occupation. Sans se lancer dans des spéculations hâtives, il est cependant possible de rapprocher ces propos de ceux tenus par Maulnier lui-même dans les lettres qu'il envoie à sa mère et à Dominique Aury après sa démobilisation en novembre 1939 et dans lesquelles il dit vouloir rencontrer Jean Giraudoux pour voir ce qui se passe du côté de l'Information. Mais ces propos vagues ne prouvent rien. Il n'en reste pas moins que le « numéro de la trahison » publié le 7 juin 1940 est à la source d'une discorde durable avec les rédacteurs de *Je Suis Partout*, qui lui valut des tracasseries sous l'Occupation. En suivant les propos tenus par Maulnier au cours de son entretien avec Jean-José Marchand, on peut par contre supposer que *L'Action française* a donc essayé de s'emparer du journal pour lui donner une tonalité plus conforme à celle imposée par la

¹ Le Balayeur, « Coups de balai », in *Le Cri du peuple*, 26 novembre 1940.

guerre. Mais cette version n'est pas confirmée par Pierre-Marie Dioudonnat dans son ouvrage sur *Je Suis Partout*¹, qui n'avance par ailleurs aucune explication au comportement de Maulnier et Varillon. De plus, Thierry Maulnier oublie qu'il a lui-même publié plusieurs articles dans *Je Suis Partout* au cours du premier semestre de 1940 qui, loin de prêcher en faveur d'une « paix blanche », prônaient tous au contraire la poursuite de la guerre sans esprit de capitulation. L'attitude du journal était beaucoup plus nuancée que celle qu'il décrit en 1988 et *L'Action française* n'était en rien choquée par les rédacteurs de *Je Suis Partout*, que Maurras a d'ailleurs soutenu dans l'un de ses articles lors de leur arrestation. La volonté d'assurer la survie de l'hebdomadaire semble donc être l'explication la plus plausible aux agissements de Thierry Maulnier et Pierre Varillon. A moins que Maulnier ait tout simplement tenté de s'emparer du journal pour disposer de cette tribune personnelle dont il était privé depuis la disparition de *Combat*.

Après ce détour sur les positions respectives de Thierry Maulnier et de l'équipe de *Je Suis Partout* dans la Drôle de guerre, il est utile de faire une comparaison identique avec le comportement de l'opinion publique. De Munich à la Défaite, les idées de Maulnier apparaissent finalement assez proches de celles de l'ensemble des Français. Comme la majorité d'entre eux il est munichois en septembre 1938², converti au principe d'une politique de fermeté dès le début de l'année 1939, résigné à faire la guerre en septembre 1939. A l'instar de la majorité des Français encore, il était convaincu que la guerre serait courte, sinon tout simplement symbolique, et qu'elle serait inéluctablement gagnée par la France. Puis le sentiment que cette guerre n'en est pas une, qu'elle manque de sang, le pousse à soutenir fermement l'idée d'une

¹ Pierre-Marie Dioudonnat, *Je Suis Partout 1930-1944. Les maurrassiens devant la tentation fasciste*, op. cit., pp.326-327.

² Dans les années 1980, Maulnier justifiait encore sa position munichoise en rappelant « qu'on avait eu raison de céder devant Hitler à Munich, parce qu'on n'avait pas les moyens de lui imposer une volonté quelconque, on n'était pas assez forts, et lui l'était beaucoup trop », et qu'« il fallait donc encaisser cette défaite humiliante et catastrophique qu'était Munich pour nous, mais mettre à profit le temps qu'elle nous laissait peut-être pour renforcer notre défense et nous mettre en état un jour de lui résister. (...) La pensée de certains hommes de droite était que en cas de guerre contre l'Allemagne, de la France et de ses alliés occidentaux, à l'époque de Munich n'est-ce pas, la France était perdante sur les deux tableaux, qu'elle gagne ou qu'elle perde militairement la guerre, elle était perdante sur les deux tableaux parce que cette idée que la France avait tout à perdre et rien à gagner d'une guerre préventive menée en 1939 contre l'Allemagne, était une position justifiable, non pas nécessairement justifiée. Elle méritait du moins une analyse des situations stratégiques et politiques ». (in Entretien de Thierry Maulnier avec Jean-José Marchand diffusé sur France3, le 2 avril 1993).

intervention alliée en Finlande. Enfin, jusqu'au bout, il ne veut pas croire à la défaite de la France. Cette proximité de pensée et d'attitude avec l'opinion publique laisse suggérer qu'à partir de la seconde moitié des années trente, la Jeune Droite se contente de faire corps avec les courants d'opinion majoritaires ; mouvement que l'on peut voir à l'œuvre dans la manière dont elle se laisse gagner par le prurit idéologique. Ou bien elle laisse supposer que le non-conformisme est parvenu à irriguer les esprits et la société au point de constituer l'opinion dominante, c'est-à-dire un nouveau conformisme. Dans cette optique, le régime de Vichy serait le moment où ce conformisme s'exprime à plein. Les « nouvelles relèves¹ » – pour reprendre le concept forgé par Olivier Dard pour dépasser l'expression trop floue de « non-conformistes » – prennent enfin la relève en accédant à l'appareil d'Etat après la défaite. A travers le cas Maulnier, on dispose ainsi d'un parfait marqueur pour analyser le parcours de la branche « spiritualiste » de ces nouvelles relèves – et plus précisément encore, de la Jeune Droite – à l'intérieur du régime de Vichy. Au delà, cette parenté entre les réactions de l'opinion publique et les positions politiques de Maulnier pose question sur le rôle des intellectuels dans la société. L'intellectuel est-il une vigie chargée de prévenir les écueils qui guettent une civilisation ou n'est-il que l'interprète des mouvements profonds qui agitent le corps social ? Dans le premier cas, ses œuvres parviennent « à dépasser leur siècle en même temps qu'elles l'accomplissent² » ; l'écrivain atteint la dignité du classique. Dans le second cas, l'intellectuel n'est que de son temps.

¹ Olivier Dard, *Le rendez-vous manqué des relèves des années 30*, *op. cit.*

² Thierry Maulnier, « La Guerre et les classiques », in *La Revue Universelle*, 15 février 1940, p.294.

Chapitre 17
Maulnier, la Jeune Droite et Vichy

En dépit de son importance dans l'histoire de France et dans la vie de ceux qui l'ont vécue ; en dépit de la place – un peu trop exagérée par les historiens¹ – qu'occupe la Jeune Droite dans l'appareil d'Etat, la période de Vichy ne doit pas donner lieu à une trop forte focalisation. Il ne s'agit pas de minimiser l'engagement réel et sincère de Maulnier dans une Révolution nationale dont il avait contribué à poser les prémices au cours des années trente avec ses camarades. Mais à l'inverse, il ne faut pas imaginer que cet engagement constitue un aboutissement pour son engagement intellectuel. A la différence de la plupart de ses amis, Maulnier poursuit une brillante carrière d'intellectuel après Vichy. Cette différence est flagrante si l'on compare son cas à celui des autres fondateurs de la Jeune Droite : Robert Brasillach, Jean-Pierre Maxence, Robert Francis, Georges Blond, René Vincent ou même Jean de Fabrègues. Robert Brasillach est fusillé à la Libération, Robert Francis est décédé des suites de son séjour en prison en 1945, Jean-Pierre Maxence meurt d'un cancer au cours de son exil suisse en 1956 dans le plus complet silence. René Vincent mène une carrière brillante dans le bâtiment, mais il se contente après la guerre de donner des critiques littéraires au journal la *France catholique*, dont Jean de Fabrègues assure la direction². Pour Maulnier, au contraire, vient le temps des honneurs, avec ce couronnement que représente l'élection à l'Académie française en 1964. En vérité, l'engagement de Maulnier en faveur de l'Etat français est en demi-teinte. Il est beaucoup plus mesuré qu'on ne pourrait l'imaginer de la part d'un intellectuel qui était l'une des principales têtes pensantes de la droite nationale révolutionnaire dans l'entre-deux-guerres. A l'égard d'un régime qui réalise pourtant une partie du programme de la Jeune Droite, Maulnier va passer, dans les deux premières années de l'Occupation, de l'adhésion presque totale à la réserve. Il est évident que cette période engendre un tournant dans

¹ Cette exagération est flagrante dans l'ouvrage de Michel Bergès, *Vichy contre Mounier. Les non-conformistes face aux années 40*, Paris, Economica, 1997, 406 p.

² En comparaison, il semble que la deuxième génération de la Jeune Droite, celle des cadets de *Combat* et de *L'Insurgé*, qui n'est pas la moins impliquée dans les rouages de l'Etat français, s'en sorte avec beaucoup moins de dommages. Kléber Haedens poursuit une belle carrière de critique littéraire dans la presse. Claude Roy et Jacques Laurent ont la carrière littéraire que l'on sait. François Gravier – Jean-François Gravier après la Libération – occupe plusieurs postes administratifs importants (au Ministère de la reconstruction, au Commissariat général du Plan notamment) et devient un spécialiste incontournable de l'aménagement du territoire. Deux des cadets de la Jeune Droite vont également faire de la politique : Charles Mauban comme maire, conseiller général et député indépendant de la Vendée et Serge Jeanneret comme collaborateur de Bernard Lafay (plusieurs fois Secrétaire d'Etat et Ministre dans les gouvernements d'Edgar Faure et de Chaban-Delmas), puis comme Conseiller de Paris et Conseiller régional d'Ile-de-France.

la vie de Maulnier. Il en va de même pour tous les intellectuels qui se sont engagés et ce n'est pas pour rien que Henry Rouso a pu employer, à propos de Vichy, l'expression de « grand fossé¹ ». Vichy crée des failles dans les vies aussi. Et cette période apparaît bien comme un événement charnière dans le parcours de Maulnier. Mais ce tournant est tout à la fois le résultat des événements historiques et d'une rencontre décisive. Maulnier fait la connaissance de l'actrice Marcelle Tassencourt qu'il épouse après la guerre et qui a énormément influencé son itinéraire intellectuel. C'est à partir de cette rencontre qu'il se tourne résolument vers les activités théâtrales comme auteur, metteur en scène et critique. Le théâtre est une tentation constante chez Maulnier. Avant la Seconde Guerre mondiale, il a beaucoup fréquenté Georges et Ludmilla Pitoëff, en compagnie de Robert Brasillach. Il s'était essayé à la mise en scène, pour s'amuser avec ses amis de l'Ecole Normale Supérieure, en composant une *Tragique résurrection d'Hamlet*, parodie conçue comme une pièce de commedia dell'arte, qui contait les déboires du Royaume de Danemark après la résurrection d'Hamlet². Des pièces furent également montées avec la collaboration de Thierry Maulnier dans le cadre des activités de *Rive gauche*. La réorientation qui marque la carrière de Maulnier dès la période de l'Occupation – et non pas seulement au lendemain de la Libération comme on l'affirme souvent – est due autant aux surprises de la vie qu'aux accidents de l'histoire. Marcelle Tassencourt entre ainsi dans sa vie, au moment où il gagne en sagesse et où s'affirme sa maturité. Avec de nouvelles collaborations plus gratifiantes, de nouvelles activités, de nouvelles relations, Maulnier prend du champ par rapport à une Jeune Droite dont il ne partage plus toujours les positions sous l'Occupation. Le fait le plus significatif à cet égard est son absence des pages de la revue fondée par René Vincent, *Idées*, qui constitue alors l'un des pôles de rassemblement de l'ancienne équipe de *Combat*. Pendant l'Occupation, Maulnier évolue en marge de la Jeune Droite, en s'accrochant au vaisseau de *L'Action française*, auquel il reste attaché jusqu'en juillet 1944. Face à l'occupant, il juge sans doute que la germanophobie de *L'Action française* représente la seule conduite acceptable. Mais

¹ Henry Rouso, « Vichy, le grand fossé », in *Vingtième siècle*, n°5, janvier-mars 1985, pp.55-79.

² « Cet intéressant chef d'œuvre (...) a malheureusement pour la postérité, été confié à un camarade qui l'a perdu sans aucun égard. Thierry Maulnier a toujours eu un vif talent de parodiste », confiait Robert Brasillach dans *Notre avant-guerre*. (Robert Brasillach, *Notre avant-guerre*, op. cit., p.31.

au sein de *L'Action française* également, sa position paraît bien marginale, en dépit du nombre important d'articles qu'il y publie et de la solide sympathie que lui voue Maurras. Il est visible également que ses liens avec le journal monarchiste se distendent au fur et à mesure que la guerre avance. Les années 1941 et 1942 sont celles où il apporte la plus forte collaboration à *L'Action française*. Pendant toute l'année 1942, par exemple, sa participation au journal est presque quotidienne au travers de la fameuse « Revue de la presse » de *L'Action française* dont il prend la responsabilité à la fin de l'année 1941. A partir du moment où il abandonne cette rubrique quotidienne, sa signature se fait plus rare dans les colonnes du journal, et n'apparaît en majorité que pour des chroniques littéraires. Il y a cependant une « légende » – entretenue par Maulnier lui-même et souvent reprise – à laquelle il importe de faire un sort immédiat : celle qui voudrait qu'il n'ait écrit aucun article politique dans *L'Action française* après 1942. Cette affirmation est fautive, même si elle ne change pas grand chose à la perception qu'il faut avoir de son engagement sous l'Occupation. Autant le dire maintenant, ces articles ne soutiennent jamais le combat de la Milice ou la politique de collaboration. Il a cependant continué à écrire des articles politiques dans d'autres revues après 1942, ne serait-ce que dans *La Revue Universelle* dirigée par Henri Massis, dont le pétainisme ne fait aucun doute. Ces premières réflexions suffisent en tout cas à montrer à quel point le cas Maulnier est délicat à présenter. Sous l'Occupation, il n'est pas toujours là où l'on pourrait s'attendre à le trouver. Le meilleur exemple de ces comportements inattendus réside dans sa collaboration parallèle au *Figaro*, journal vomé par Maurras et *L'Action française*. Il est dès lors facile d'imaginer les raisons pour lesquelles ses anciens amis de la Jeune Droite ne ménagent pas leur critique à son égard, notamment les plus jeunes chez qui la déception est à la hauteur des espoirs qu'ils avaient placés. L'engagement de Maulnier, l'insurgé, leur apparaît un peu pâle en comparaison de la tâche qu'ils entendent accomplir pour la révolution nationale. Et l'on sent que les rédacteurs d'*Idées* lui en veulent faire désormais cavalier seul. Il y a dans leur reproche autant d'amertume contre cette complicité brisée que contre les idées politiques qu'il défend. A la fin des années trente, âgé d'à peine trente ans, Maulnier avait en effet réussi à s'imposer comme un des maîtres de la jeune génération maurrassienne et ce n'est pas sans peine

qu'ils voient s'éloigner leur aîné. De son côté, Maulnier semble montrer de la lassitude bien avant la naissance du régime de Vichy. A la fin de 1939, François Sentein constatait déjà qu' « il en rabat beaucoup sur les “dix ans” chers à Maxence¹ ». Désormais, Maulnier doute sérieusement des vertus de l'action et tend à considérer que la doctrine est la seule véritable arme politique dont dispose l'intellectuel pour transformer la société et agir sur ses contemporains. Il y a sans doute dans cette nouvelle posture une tentative de justification de son incapacité à agir. Du reste, il se rend bien compte que le régime de Vichy est uniquement le fruit des événements, le résultat d'une des plus terribles défaites militaires que la France ait jamais connues et non pas des efforts fournis par la Jeune Droite dans les années trente pour théoriser une révolution nationale qui, désormais, lui échappe. Le pessimisme ne saurait pour autant lui servir de doctrine. Devant les circonstances historiques, contrairement à ses camarades de la Jeune Droite, Maulnier conserve toute sa foi en la France². « La France ne se connaît plus. Mais vous verrez comme elle peut être extraordinaire dans l'adversité³ », déclare-t-il au début de la guerre à Paul Péladeau, ce jeune Canadien proche du maurrassisme, qui soulignait alors dans ses souvenirs de France, son « patriotisme enthousiaste et [son] acharnement à préparer avec une ardente espérance l'avenir compromis⁴ ». Durant l'hiver 1940, Maulnier est résolument optimiste sur l'état d'esprit et la valeur de ses compatriotes : « Dans la France moderne, on remarque un potentiel de forces comparable à celui des plus grands siècles de son histoire. Mais ce potentiel, cette vitalité demandent – pour que la France donne la vraie mesure de son génie – des leviers, des canaux, des routes. Bref, il lui faut une organisation qui lui permette d'agir efficacement. Mais c'est précisément ce qui manque à notre pays. A l'heure actuelle, la France manque des moyens capables de coordonner ses forces vives. Grave déficience, car elle engendre, chez les individus, un

¹ François Sentein, *Minutes d'un libertin (1938-1941)*, *op. cit.*, p.69. Sentein fait bien entendu référence à l'ouvrage dans lequel Maxence rapporte les dix années de combat de la Jeune Droite depuis la fin des années 20 (Jean-Pierre Maxence, *Histoire de dix ans*, *op. cit.*).

² Le temps est désormais loin où Maulnier se laissait aller à dauber sur la France et les Français en évoquant l'« abjection française » et en contestant la différence établie par Maurras entre un « pays légal » globalement corrompu et un « pays réel » prétendument sain. Ces dénonciations de l'avachissement français, très présentes dans les débuts de *Combat* et à l'époque de *L'Insurgé*, disparaissent bien entendu avec la montée des périls. Elles font toutefois leur réapparition dans les écrits de la Jeune Droite – à l'exception de ceux de Maulnier – après la défaite.

³ Paul Péladeau, *On disait en France*, *op. cit.*, p.213.

⁴ *Ibid.*, p.213.

manque de discipline, un esprit de liberté, un complexe d'infériorité devant les autres nations où chaque homme, chaque jeune surtout, a l'impression qu'il rend des services considérables à son pays. Chez nous, le peuple se sentant des forces vives, un patriotisme ardent, et voyant tout cela inexploité, croit que son pays est fort mal organisé. Il doute alors de sa puissance et, ce qui est plus grave encore, il impute cette absence d'organisation méthodique à sa culture, à son éducation, à son sang¹. » Ce qui signifie que le mal français n'est qu'un problème d'organisation – il faut comprendre d'institutions – et qu'il n'est pas intrinsèquement lié à la substance française. Cette différence d'appréciation sur la valeur du peuple français n'explique pas tout. Mais elle permet de comprendre bien des positionnements sous l'Occupation. Il suffit de rapprocher les propos de Maulnier de cet article de René Vincent sur « Gobuseau, Français moyen », paru dans l'un des premiers numéros de la revue *Idées*. Ce Français moyen, René Vincent le décrit avec un mépris et un dégoût tels, qu'ils semblent à l'avance rendre inutiles toutes les tentatives de révolution nationale : « Parce qu'il a conscience d'être moyen, Gobuseau affecte d'aimer ce qui est petit ; cela le rehausse à ses propres yeux. D'où cette épidémie de petitesse : le "petit" fonctionnaire avec sa "petite" femme, sa "petite" voiture et sa "petite" maison. (...). Il veut être libre de penser à son gré, c'est-à-dire de penser ce que pense tout le monde. (...). Il récuse toute supériorité à laquelle il ne saurait accéder. (...). Il hait tout ce qui le dépasse. La médiocrité a son suffrage : il s'y reconnaît et y retrouve son climat familial. Confiez-lui le soin de choisir ses chefs, il élira les plus médiocres. Parce qu'ils lui ressemblent². » Comment faire une révolution nationale constructive avec 40 millions de « Gobuseau » ? L'entreprise est dès le départ vouée à l'échec par une haine insurmontable de l'« abjection française » qui ne peut conduire qu'à la démission ou à une désastreuse radicalisation des comportements et des idées.

Sous l'Occupation, l'itinéraire de Maulnier apparaît donc bien singulier par rapport à celui de ses camarades de la Jeune Droite. Et c'est justement cette singularité qu'il s'agit de mettre en évidence contre les généralisations trop hâtives. Encore une fois, le

¹ Paul Péladeau, *On disait en France, op. cit.*, p.47.

² René Vincent, « Gobuseau, Français moyen », in *Idées*, n°7, mai 1942, pp.50-51.

cas Maulnier constitue un point d'entrée idéal pour analyser le parcours des animateurs de la Jeune Droite sous l'Occupation. Le singulier offre une entrée dans le général et permet ainsi de saisir les caractéristiques du groupe. Force est alors de constater qu'il est difficile de donner une unité à ce groupe d'intellectuels. L'impression qui domine, quand on examine la Jeune Droite sous l'Occupation, est celle de l'éclatement. Il existe bien des pôles de rassemblement, qui ont été parfaitement identifiés par les historiens¹ : l'association Jeune France, les revues *Idées* et *Demain*, le journal *L'Echo des Etudiants*, les *Cahiers français* ou encore les services de la censure à Vichy et les services de la jeunesse. Maurice Blanchot, Claude Roy, Kléber Haedens et Jean de Fabrègues font partie de l'équipe de *Jeune France*. *Idées*, la revue dirigée par René Vincent accueille les signatures de Jacques Laurent-Cély (sous son pseudonyme de Jacques Bostan), François Sentein, François Gravier, Kléber Haedens, Jean de Fabrègues, Louis Salleron, Charles Mauban, Pierre Andreu, Serge Jeanneret et Jean-Pierre Maxence qui n'y publie qu'un seul article². La revue de Jean de Fabrègues, *Demain*, accueille François Gravier, Jean Loisy, Charles Mauban, Louis Salleron, René Vincent ; tandis qu'à *L'Echo des étudiants*, journal dirigé par René Barjavel puis par Jean Renon, qui a rejoint la Jeune Droite avant la guerre au sein de la revue *Civilisation*, Jacques Laurent-Cély (sous son pseudonyme de Jacques Bostan toujours), Jean Loisy et François Sentein écrivent quelques articles. Dans les *Cahiers français*, dirigés par Jean Le Marchand, s'expriment Jean-Pierre Maxence, Louis Salleron, René Vincent, Pierre Andreu, Thierry Maulnier, Jean-Serge Morel – ces six auteurs ne publiant pas plus d'un article – et surtout François Sentein. On notera au passage le retour très bref dans ces *Cahiers français* de deux auteurs qui avaient abandonné les publications de la Jeune Droite depuis le milieu des années trente : Roger Magniez et Jacques-François Thomas, qui donne aussi un article à *Idées*. Enfin, du côté des

¹ On peut citer principalement les ouvrages de Michel Bergès, Nicolas Kessler, Véronique Auzépy-Chavagnac ou Antonin Guyader : Michel Bergès, *Vichy contre Mounier*, *op. cit.* ; Nicolas Kessler, *Histoire politique de la Jeune Droite (1929-1942)*, *op. cit.* ; Véronique Auzépy-Chavagnac, *Jean de Fabrègues et la Jeune Droite catholique. Aux sources de la Révolution nationale*, *op. cit.* ; Antonin Guyader, *La revue Idées 1941-1944. Des non-conformistes en Révolution nationale*, Paris, L'Harmattan, 2006, 357 p.

² Voici la liste des membres de la Jeune Droite qui écrivent dans la revue *Idées* avec le nombre de leur participation classées dans l'ordre décroissant : René Vincent (55 articles) ; Jacques Laurent-Cély ou Bostan (20) ; Pierre Andreu (14) ; François Gravier (12) ; François Sentein (11) ; Kléber Haedens (10) ; Jean de Fabrègues (7) ; Louis Salleron (6) ; Serge Jeanneret (5) ; Charles Mauban (3) et Jean-Pierre Maxence (1). Encore faut-il préciser que Kléber Haedens et François Sentein ne s'occupent que de la rubrique consacrée au théâtre.

services de la Censure, nous trouvons les traces de René Vincent qui, après un bref passage au Secrétariat à la jeunesse, entre au Bureau de conception et d'études du Ministère de l'information et de la propagande en juin 1941 et devient par la suite Directeur de la censure ; Jacques Laurent-Cély qui prend la succession de Vincent au Bureau d'études ; François Gravier qui dirige l'Ecole des cadres civiques du Mayet-de-Montagne rattachée depuis sa création en octobre 1941 à la direction de la propagande du Secrétariat général à l'information ; ainsi que Pierre Andreu, qui intègre le service de documentation de l'Office Français d'Information dirigé par Pierre Dominique. Enfin, pour clore cette liste non exhaustive, il faudrait citer les animateurs de la Jeune Droite qui travaillent pour les services de la jeunesse : Charles Mauban qui occupe un poste de directeur dans les services centraux de la jeunesse à Vichy ; ou encore Pierre Monnier, François Sentein et Jean-Serge Morel qui travaillent dans l'organisation des centres de jeunesse¹. Guy Richelet, l'ancien gérant de *L'Insurgé*, ami de Pierre Monnier, occupe une place un peu à part en assumant des fonctions de sous-préfet à Florac en Lozère.

Comme l'indique Olivier Dard dans son ouvrage sur les « nouvelles relèves », « durant les années quarante comme par le passé, les “non-conformistes” restent cantonnés à leurs trois domaines de prédilection. D'abord une réflexion théorique sur la Révolution nationale à entreprendre (...). Souvent professionnels de la plume, beaucoup de “non-conformistes”, outre l'écriture dans les revues se retrouvent au Secrétariat à la Propagande et à l'Information, notamment en 1941, lorsque Paul Marion en prend les commandes (...). Une dernière série d'actions, bien connue, renvoie à la question de la jeunesse². »

Cette énumération rapide ne doit cependant pas faire illusion. D'abord, parce que comme toutes les énumérations, elle donne une impression de foisonnement qui ne tient pas quand on l'examine plus attentivement. A l'exception d'*Idées*, il ne semble pas y avoir de projet commun à ces regroupements, comme il y en eut naguère avec *Combat* qui était autant un groupe qu'une revue. L'équipe de *Combat* se réunissait

¹ « Qui aurait cru que la bagarre, la discussion dans la rue, le principe du “Politique d'abord” produiraient tant d'éducateurs, et si attentifs aux enfants ? », s'interroge avec humour François Sentein dans ses *Minutes d'un libertin* en évoquant son expérience dans les Centres de jeunesse où les anciens d'Action française sont recrutés en nombre. (François Sentein, *Minutes d'un libertin*, op. cit., pp.241-242).

² Olivier Dard, *Le rendez-vous manqué des relèves des années 30*, op. cit., p.274.

tous les mardis au Café Méphisto, situé sur le boulevard Saint-Germain, pour des causeries auxquelles les sympathisants et abonnés de la revue étaient conviés. Même si elle ne s’embarrassait pas d’un comité de lecture ou d’un comité de rédaction, l’équipe de *Combat* avait assurément un projet commun. Sous l’Occupation, les animateurs de la Jeune Droite sont dispersés aux quatre vents et la ligne de démarcation ne favorise pas les rencontres. La revue *Idées* est ainsi composée à distance, à partir des articles que les rédacteurs envoient à René Vincent. Les relations entre eux semblent surtout devenues littéraires et se produire par le biais des revues. Prenons le cas par exemple des services du Commissariat aux prisonniers dans lesquels Jean-Pierre Maxence et Jean de Fabrègues, anciens prisonniers de guerre, exercent tous deux des responsabilités. Maxence y occupe les fonctions de Directeur des services sociaux, tandis que Fabrègues crée un Centre d’Action des Prisonniers – CAP – placé sous l’égide de ce Commissariat. Ils travaillent tous les deux dans la même administration, sans nouer des contacts pour autant. Les énumérations sont trompeuses : elles laissent accroire que la Jeune Droite forme sous l’Occupation un réseau soudé avec un projet défini et une volonté commune de peser dans les institutions, alors qu’il n’en est rien. Au lieu d’un projet commun, il y a des auteurs qui ont une idéologie commune – en accord, au moins au départ, avec la Révolution nationale poursuivie à Vichy – mais qui conservent une part de liberté suffisante pour que leur parcours soit parfaitement singulier. Le réseau était toujours actif et un ancien membre de l’équipe de *Combat* préférerait recruter l’un de ses camarades à un inconnu. La manière dont Jean-Serge Morel et François Sentein entrent dans l’organisation des centres de jeunesse est à cet égard caractéristique. Pour François Sentein, le 1^{er} octobre 1941 : « Sur le Boul’Mich’, explique-t-il, Pierre Monnier me barre le trottoir, : “D’où viens-tu ? Où vas-tu ? Que fais-tu ? – Rien encore”. (...). “Si tu veux, je te fais travailler demain”. Il s’agit d’être chef de chantier dans un centre où l’on réunit les garçons qui veulent apprendre un métier. Salaire dans les dix-huit cents. Accepté. Que je me présente demain ou après-demain au chef de centre de la porte Maillot¹. » A cette époque, Pierre Monnier travaille en effet à la Direction des centres de jeunesse, dirigée par Pierre Marty sous la tutelle de Georges Lamirand, le Secrétaire Général à la Jeunesse, et installée au

¹ François Sentein, *Minutes d’un libertin (1938-1941)*, op. cit., p.234.

Carrefour de Châteaudun dans les anciens locaux du Parti communiste dissous. Il est alors chargé d'assurer le recrutement, la formation et la direction du personnel. Grâce à lui, Jean-Serge Morel a pu diriger un centre, tandis que Sentein a occupé des fonctions de moniteur culturel dans le centre d'apprentissage de la Porte Maillot.

En étudiant le devenir des animateurs de la Jeune Droite sous l'Occupation, c'est finalement un sentiment de dispersion qui domine. Et par delà l'idéologie qui présente beaucoup de points communs, mais aussi des différences notables, il y a presque autant de parcours que d'individus. Les comparaisons et les rapprochements ne sont donc pas toujours aisés. Et il n'est pas facile non plus de définir une ligne idéologique type de la Jeune Droite sous l'Occupation. Est-ce la revue *Idées*, est-ce le couple que forment Jean-Pierre Maxence et son frère Robert Francis dans la presse parisienne, est-ce Thierry Maulnier, est-ce l'équipe de *Je Suis Partout* ou encore l'association Jeune France, qui représentent le mieux la Jeune Droite sous l'Occupation ? Il est en tout cas intéressant de souligner que l'éloignement touche surtout la génération des fondateurs. Si les cadets de *Combat* réussissent à garder une certaine unité, il est clair que Maulnier, Fabrègues, Vincent, Maxence, Francis, Brasillach et Blanchot évoluent désormais en solitaires. La mésentente entre les six camarades sur les voies du salut pour la France, apparaît de façon flagrante dans la manière dont chacun construit son parcours. Cependant, Maulnier est sans doute le seul à agacer suffisamment ses camarades au point de provoquer un faisceau de critiques contre son attitude et ses écrits.

Chaque cas recèle donc sa part de singularité, mais il n'en demeure pas moins possible de répartir les itinéraires des animateurs de la Jeune Droite en fonction des catégories d'engagements bien établies par les historiens : vichystes, collaborationnistes et résistants. Leurs définitions sont aujourd'hui bien connues. Mais, pour résumer, les vichystes sont les intellectuels qui apportent leur soutien actif au régime de Vichy et à la Révolution nationale, dont le Maréchal Pétain a tracé les grandes lignes dans ses discours. Pour Olivier Wieviorka et Jean-Pierre Azéma, « on peut retenir six caractéristiques de l'esprit qui animait le régime : la condamnation sans appel du libéralisme, le refus du principe égalitaire, une pédagogie anti-intellectualiste, la

défiance à l'égard de l'industrialisme, l'affirmation d'un nationalisme fermé, l'appel enfin à un rassemblement national¹. » A ces caractéristiques, il faudrait ajouter également la défense de l'ordre moral et la volonté de faire renaître les groupements naturels (famille, métiers, communes, régions), qui est à l'origine de la devise de l'Etat français : « Travail, Famille, Patrie ». L'objectif est par conséquent de construire un « Etat national, autoritaire, hiérarchique et social² » en accomplissant une révolution culturelle. Les collaborationnistes – terme né sous la plume de Marcel Déat le 23 novembre 1940 dans un article de son journal *L'Oeuvre* – sont regroupés dans la zone Nord et appartiennent à des milieux politiques divers : syndicalistes, pacifistes, socialistes, intellectuels d'extrême-droite ou encore anciens maurrassiens comme l'équipe de *Je Suis Partout*. Le terme « collaborationniste³ » désigne ainsi ceux qui ont fait de la collaboration avec l'occupant et de l'engagement aux côtés des Allemands, une véritable idéologie. Ils ont généralement en commun une même critique contre la Révolution nationale – jugée insuffisante et pas assez fascisante à leur goût – et le régime de Vichy, qu'ils trouvent trop traditionaliste et réactionnaire. Ils sont à la solde de l'occupant, en particulier de l'Ambassadeur du Troisième Reich, Otto Abetz, qui joue avec habileté des rivalités de personnes et de partis pour faire pression sur le régime de Vichy, et ils relaient la propagande nazie. Les collaborationnistes sont tous favorables à un alignement de la France sur le régime nazi et à son intégration dans une Europe nouvelle dominée ou non par l'Allemagne. Ils s'opposent généralement aux vichystes qui, suivant l'exemple de Maurras, ne se soucient que de la « seule France ». On distingue généralement les collaborationnistes de ceux qui s'engagent – comme Pétain, Laval, Darlan et les dirigeants de Vichy – dans une collaboration d'Etat

¹ Jean-Pierre Azéma et Olivier Wieviorka, *Vichy, 1940-1944*, Paris, Perrin, 2004, p.145.

² *Ibid.*, p.145.

³ Sur la collaboration et les collaborationnistes ou collaborateurs, se reporter à : Stanley Hoffmann, « Collaborationism in France during World War II », in *The Journal of Modern History*, n°3, septembre 1968, pp.375-395 (repris dans Stanley Hoffmann, *Essais sur la France : déclin ou renouveau ?*, Paris, Editions du Seuil, 1974, 556 p.) ; Robert O. Paxton, *La France de Vichy 1940-1944*, Paris, Editions du Seuil, Points Histoire, 1974, 380 p. ; Pascal Ory, *Les Collaborateurs 1940-1944*, Paris, Editions du Seuil, Points Histoire, 1980, 331 p. ; Henry Rousso, *La collaboration. Les noms, les thèmes, les lieux*, Paris, M.A Editions, 1987, 203 p. ; Pascal Ory, *La France allemande (1933-1945)*, Paris, Gallimard, Folio Histoire, 1995, 373 p. ; Philippe Burrin, *La France à l'heure allemande*, Paris, Editions du Seuil, Points Histoire, 1997, pp.363-464 ; Jean-Pierre Azéma et Olivier Wieviorka, *Vichy, 1940-1944, op. cit.* ; Jean-Pierre Azéma et François Bédarida (dir.), *La France des années noires 1. De la défaite à Vichy, op. cit.*, pp.385-405 ; Dominique Venner, *Histoire de la collaboration*, Paris, Pygmalion, 2000, 767 p. ; Laurent Joly, *Les collabos*, Paris, Editions Les Echappés, 2011, 128 p. ; Jean-Pierre Azéma, *Vichy-Paris, les collaborations. Histoire et mémoires*, Bruxelles, André Versaille éditeur, 2012, 248 p.

à Etat avec l'Allemagne pour tenter de sortir la France du carcan de l'armistice. Quant à la résistance, François Bédarida en a donné une définition synthétique en la décrivant comme « l'action clandestine menée, au nom de la liberté de la nation et de la dignité de la personne humaine, par des volontaires s'organisant pour lutter contre la domination, et le plus souvent l'Occupation, de leur pays par un régime nazi ou satellite ou allié¹. »

Une analyse rapide montre ainsi que la Jeune Droite se répartit assez bien dans ces trois catégories de vichystes, collaborationnistes et résistants. Certaines personnalités se situent à la limite entre deux catégories. Certains, soit qu'ils masquent leur véritable choix, soit qu'ils jouent un double jeu, réussissent à cumuler deux formes d'engagement. D'autres encore évoluent dans le temps. Mais la totalité des animateurs de la Jeune Droite choisit de s'engager dans un camp. L'attentisme n'existe pas, à tout le moins jusqu'en 1942. La Jeune Droite se distingue donc de la masse des Français, au sein de laquelle, comme l'a montré Olivier Wieviorka, « peu d'hommes, au fond, se sont levés pour agir, que ce soit pour défendre la liberté, aider le Maréchal à construire une France nouvelle, amener l'Allemagne à étendre sa domination. Les engagements restèrent donc le fait de minorités agissantes². » La Jeune Droite fait partie de ces minorités. La part la plus importante du groupe rejoint bien entendu les rangs des vichystes. Il s'agit ainsi de ceux qui se retrouvent au sein de l'association Jeune France ou de la revue *Idées...* Thierry Maulnier fait lui-même partie de ce groupe majoritaire. Avec le temps, il évolue vers une position un peu brouillée, proche de la résistance et parfois proche de l'attentisme, qui sera analysée en détail plus loin. Une frange de l'équipe, qui a commencé à prendre progressivement ses distances bien avant l'Occupation, fait clairement partie des groupuscules collaborationnistes. On y trouve notamment Robert Brasillach, Georges Blond, Lucien Rebatet, c'est-à-dire les rédacteurs de *Je Suis Partout*. Il faudrait y ajouter Jacques Saint-Germain, qui a fréquenté la Jeune Droite jusqu'en 1937 et s'en est séparé en choisissant de suivre le Comte de Paris jusqu'au bout de l'aventure du *Courrier royal*. Sous l'Occupation, Saint-Germain rédige des articles économiques pour les *Nouveaux Temps*. Tout contre

¹ in François Marcot (dir.), *Dictionnaire historique de la résistance*, Paris, R. Laffont, 2006, p.33.

² Olivier Wieviorka, « A la recherche de l'engagement (1940-1944) », in *Vingtième siècle*, n°60, octobre-décembre 1998, p.59.

ces derniers se situent les cas très tangents de Jean-Pierre Maxence et son frère Robert Francis. Tout contre, car Jean-Pierre Maxence fut victime, à l'instar de Maulnier, d'attaques réitérées de l'équipe de *Je Suis Partout* à laquelle il s'oppose bien entendu. En même temps, il publie un grand nombre d'articles – littéraires ou politiques – dans les journaux qui possèdent les plus lourds tirages de la presse collaborationniste parisienne, à savoir la *Gerbe*, le journal créé par Alphonse de Chateaubriant et Marc Augier, *Aujourd'hui*, où il tient une chronique littéraire, ou encore *Paris-Midi*. Avec Robert Francis, Maxence soutient des thèses qui sont celles des vichystes, mais dans son emballement à prêcher une « révolution révolutionnaire », il lui arrive de franchir les limites du pétainisme de stricte orthodoxie pour rejoindre des positions parfois proches des collaborationnistes. « Sa radicalisation, consécutive à juin 1941, conclut Lionel Leforestier dans son mémoire sur Maxence, le rapproche objectivement de ses collègues plus véhéments de la presse parisienne, sans que disparaisse une zone d'ambiguïté. Après l'ouverture du Front de l'Est, en effet, son anticommunisme prend le dessus. Favorable à l'initiative de la LVF (Légion des Volontaires Français contre le bolchevisme), il souhaite le développement de la collaboration. (...). Contrairement aux maréchalistes de stricte obédience, il marque son approbation au retour de Laval, à la tête du gouvernement¹. » Au demeurant, le cas Maxence est lui aussi extrêmement complexe à analyser. Il prouve que, sous l'Occupation plus encore qu'à d'autres périodes de l'histoire, les actes peuvent parfois contredire les écrits. Si l'on prête foi aux témoignages, Jean-Pierre Maxence a eu une attitude courageuse en utilisant sa position de directeur des services sociaux du Commissariat aux prisonniers pour sauver, avec son épouse qui était bénévole à la Famille du prisonnier, des enfants juifs, des résistants et des réfractaires au STO en organisant des fuites en zone Sud. « Il n'était "l'oncle Pierre", écrit son épouse Hélène Colomb, d'aucune Résistance estampillée, mais il acceptait d'un cœur léger – d'aucuns jugeront téméraires – de risquer des deux côtés pour sauver, non des amis et des gens puissants mais des inconnus qui ne le sauront jamais². » La résistance, au sein de la Jeune Droite, ne se limite pas aux actes de Maxence. Il convient encore de citer les noms de Claude Roy,

¹ Lionel Leforestier, *Jean-Pierre Maxence. Itinéraire d'un intellectuel de la Jeune Droite (1925-1944)*, op. cit., pp.102-103.

² Hélène Colomb, *La Danse des fous*, op. cit., p.70.

Maurice Blanchot, Kléber Haedens, Dominique Aury, qui n'ont pas tous rejoint les rangs de la résistance à la même époque, mais qui ont tous eu des activités dans les réseaux clandestins. Claude Roy a rejoint les rangs de la résistance communiste, Kléber Haedens est en contact avec les membres du réseau de résistance *Combat*, à ne pas confondre avec la revue des années trente. Et Dominique Aury participe à l'aventure des *Lettres françaises* clandestines qui, grâce à Jean Paulhan, regroupent un nombre important d'auteurs issus de la *Nouvelle Revue Française* et des éditions Gallimard. A ces noms célèbres, il faut également ajouter, plus modestement, celui d'Emile Vaast qui, après avoir suivi la Jeune Droite pendant toute la première moitié des années trente, a disparu de l'équipe après le quatrième numéro de *Combat*¹ ; et celui de Serge Jeanneret, qui constitue sans aucun doute le cas le plus intéressant. Selon le témoignage fourni par son épouse, Jeanneret a commencé très tôt ses activités pour la résistance, après s'être évadé du camp où il était retenu prisonnier². Il a fait partie du réseau Alliance dirigé par Loustaunau-Lacau et Marie-Madeleine Fourcade, mais il est impossible d'établir la date précise de son engagement dans la résistance. Pour ses activités de résistant sous l'Occupation, Serge Jeanneret s'est vu décerner après la guerre la Croix du combattant volontaire de la résistance. Toutefois, l'originalité de son parcours ressort quand on a précisé qu'il a eu dans le même temps des responsabilités éphémères au sein du cabinet du Ministre de l'Education nationale, Abel Bonnard, nommé par Laval en avril 1942³. Le cas Jeanneret semble exprimer à lui seul toute la difficulté d'une classification. On le voit donner des articles à l'hebdomadaire *Je Suis Partout*, militer au sein du PPF, travailler au cabinet du très collaborationniste Ministre de l'Education et participer à la résistance dans un réseau « considéré comme le plus important des réseaux dépendant de l'*Intelligence Service*

¹ Ce numéro étant celui d'avril 1936, son départ est-il lié à l'attitude de la Jeune Droite pendant la crise rhénane ? Toujours est-il qu'Emile Vaast va rejoindre sous l'Occupation les rangs de la résistance gaulliste et changer totalement d'orientation politique en reniant Maurras et la monarchie.

² Lettre de Germaine Jeanneret à l'auteur datée du 16 mars 2006. Et entretien de Germaine Jeanneret avec l'auteur du 27 mai 2006. Son épouse n'a malheureusement conservé aucune archive et il est par conséquent difficile de confirmer ses dires. Elle possède cependant un nombre important de plans, transmis par son époux à la résistance, qui auraient servi de renseignements pour le débarquement allié en Provence.

³ D'après Michèle Cointet, Abel Bonnard « s'installe avec une équipe de jeunes, très engagés dans la collaboration et attentifs à écouter les délations. Bonnard réintègre dans leur poste les instituteurs et les fonctionnaires pacifistes qui en avaient été écartés par ses prédécesseurs. Il est un ministre difficile à vivre, terrorisant ses subordonnés par ses colères et ses foucades, se perdant dans les détails, grossier, prêtant parfois à rire par des circulaires fleuries ». (in Michèle et Jean-Paul Cointet, *Dictionnaire historique de la France sous l'Occupation*, Paris, Taillandier, 2000, p.96).

(IS)¹ », mais qui était aussi implanté dans les milieux pétainistes et parmi les hauts fonctionnaires. Son fondateur, le commandant Georges Loustaunau-Lacau² a lui-même été délégué national à la Légion française des combattants. En fin de compte, il apparaît que la Jeune Droite est loin d'avoir négligé les rangs de la résistance, même s'il faut préciser que beaucoup de ces engagements ont été précédés d'une phase plus ou moins longue de soutien au régime de Vichy. Jacques Laurent était lui aussi proche des réseaux de résistance qu'il fut chargé de contacter début août 1944 à la demande du secrétaire particulier du Maréchal Pétain, le Docteur Ménétrel. Pétain ayant eu l'intention de refuser de suivre les Allemands qui l'enjoignaient de se retirer avec eux en Allemagne, il souhaitait pouvoir se réfugier dans les maquis proches de Vichy et y organiser la transmission des pouvoirs avec le général De Gaulle³. Les démarches échouèrent, en raison notamment du départ de Pétain pour Sigmaringen emmené sans en avoir le choix par les Allemands, et Jacques Laurent finit par rejoindre un régiment de FFI incorporé dans l'armée de Lattre de Tassigny.

Il n'est dès lors pas aisé de comparer les itinéraires des animateurs de la Jeune Droite sous l'Occupation, même s'il est bien évident qu'ils partagent un socle d'idées communes dans leurs écrits. Que faut-il par ailleurs retenir de leur engagement : les écrits ou les actes ? Maulnier a montré plus de courage dans ses textes qu'un Maxence, qui poursuit sa carrière de journaliste dans la presse collaborationniste. Mais, à l'inverse, Maxence semble avoir prouvé sa valeur par ses actes en sauvant des vies. Interpréter l'engagement et les choix des animateurs de la Jeune Droite en fonction des seules postures idéologiques est un peu court. Les considérations matérielles ont aussi leur importance. Que pouvaient faire, à leur retour de captivité, des personnalités comme Maxence, Francis ou Fabrègues qui ont passé leur vie à écrire, et qui ne savent sans doute faire que cela ? La situation se complique pour quelqu'un comme Maxence qui est en plus père de trois enfants. En examinant le parcours de Maxence sous cet angle, on comprend peut-être mieux les raisons de sa collaboration à la presse parisienne, bien qu'il ait livré lui-même cette justification pour ses articles au

¹ François Marcot (dir.), *Dictionnaire historique de la résistance*, op. cit., p.143

² Voir : Georges Loustaunau-Lacau, *Mémoires d'un Français rebelle*, Biarritz, J. et D, 1994, 345 p.

³ Voir à ce sujet, Jacques Laurent, *Histoire égoïste*, op. cit., pp.375-385.

Président du Tribunal d'exception qui devait le juger : « Ces articles, (...) pourquoi les ai-je publiés, obstinément publiés ? Parce qu'il me paraissait utile, nécessaire, de défendre à Paris les seuls points de vue, les manœuvres difficiles, les mots d'ordre publics d'un gouvernement sous l'autorité duquel on pouvait accomplir le travail salutaire que je faisais¹ » ; c'est-à-dire le travail qu'il exerçait bénévolement au Commissariat aux prisonniers. Les historiens mentionnent souvent aussi le fait que Maulnier, se voyant sollicité pour entrer dans la résistance à la condition expresse d'abandonner sa collaboration à *L'Action française*, ait choisi de rester au journal monarchiste. Sans vouloir nier la part de fidélité et les liens qui l'attachent à *L'Action française*, il est légitime de se demander s'il n'y a pas des explications matérielles derrière ce choix. Après le sabordage du *Figaro* à la fin de l'année 1942, *L'Action française* demeure, avec la *Revue Universelle*, la seule véritable source de revenus dont dispose encore Maulnier. « Ils ont vécu² », déclarait Pierre Monnier, au sujet des occupations de ses camarades pendant la Seconde Guerre mondiale.

Sous l'Occupation, le parcours de Maulnier apparaît ainsi dans toute sa singularité, en marge d'un groupe qui a bien du mal à trouver une certaine unité en dépit de la volonté qu'y met une personnalité comme René Vincent. Après Fabrègues et Maxence dans la première moitié des années trente, et Thierry Maulnier dans la seconde moitié de la décennie, c'est maintenant à René Vincent que revient la responsabilité de porter le flambeau d'une Jeune Droite aux rangs dispersés. A elle seule, la revue *Idées* exprime parfaitement cet éparpillement qui caractérise la Jeune Droite sous l'Occupation. « Au final, considère Nicolas Kessler, l'éphémère résurgence de la Jeune Droite sous Vichy – un an grosso modo, de l'été 1941 à l'été 1942 – apparaît à bien des égards comme une parenthèse dans un déclin depuis longtemps annoncé³. » Cette résurgence est en plus bien imparfaite, en comparaison avec les tentatives brouillonnes, mais plutôt abouties, que sont *Combat* et *L'Insurgé*. Jean-Pierre Maxence avait bien senti cela

¹ Mémoire réalisé par Jean-Pierre Maxence et cité par son fils Jean-Luc, in Jean-Luc Maxence, *L'Ombre d'un père*, Paris, Editions Libres, Hallier, 1978, p.203.

² Entretien de l'auteur avec Pierre Monnier à Nice, le 6 mars 2005. Il intitule d'ailleurs l'un des chapitres de son témoignage sur l'Occupation, « survivre ». (in Pierre Monnier, *Les pendules à l'heure*, Paris, Le Flambeau, 1992, pp.97-119.

³ Nicolas Kessler, *Histoire politique de la Jeune Droite (1929-1942)*, op. cit., p.458.

quand il annonçait, quelques mois avant la guerre : « Il y a longtemps que la vérité a quitté l'asile des partis quels qu'ils soient. Elle est sur les routes, en plein vent, dépouillée. Elle n'appelle plus que les hommes libres¹. » Mais pour l'heure, au moment de la défaite, ce sont les routes de l'exode qui appellent Maulnier et ses camarades.

¹ Jean-Pierre Maxence, « André Tardieu : L'année de Munich », in *Gringoire*, 2 mars 1939.

Chapitre 18
Un autre monde en province

« La troupe à laquelle j'appartiens, se souvient Pierre Monnier dans ses mémoires, se replie en ordre, mais nous sommes insérés dans une débâcle générale où se mélangent les vélos, les bagnoles, les poussettes, les paquets de toute sorte, et cela étiré sur d'interminables distances. Le bordel ! Pendant une douzaine de jours, nous allons vivre dans cette ambiance extravagante. Le désarroi de chacun s'exprime à chaque pas. Il n'y a pas de panique, mais une sorte d'hébétement. (...). Il n'y a pas d'autre destin que celui de cette errance à travers une masse d'exilés qui déboule en direction du Sud. L'impression dominante est que cette débandade est celle de quarante millions de Français répandus sur tout le territoire. (...). Civil ou militaire, on sait que l'heure est à la recherche de la survie. Les bons conseils de l'arrière et de Londres, ce sera pour plus tard¹. » Cette expérience, c'est en effet celle que vivent des centaines de milliers de Français fuyant devant l'avancée allemande. Le 10 juin, la ville de Paris étant menacée, Maulnier tente lui aussi de gagner la direction du Sud, comme l'ensemble des rédacteurs de *L'Action française* – le journal le plus germanophobe de la presse française – qui craignent l'arrivée des Allemands. Quelques jours après la publication du dernier numéro de *Je Suis Partout* daté du 7 juin 1940, et sans avoir été inquiété par les autorités françaises pour avoir tenu des propos antipatriotiques, contrairement à ses collègues Laubreaux, Lesca et Brasillach², il réussit à se procurer une voiture et part, en compagnie de Léon Daudet, pour Poitiers qui doit servir de point de ralliement à l'équipe de *L'Action française*. Léon Daudet, assommé par la débâcle, refuse de sortir de la voiture et de se nourrir. Ils vont mettre deux jours pour atteindre cette ville en passant par Dourdan, Dreux et Tours où ils passent la nuit et assistent au bombardement de Saint-Pierre-des-Corps. A Poitiers, l'équipe passe quatre ou cinq jours, jusqu'à ce que le bombardement de la ville et l'avancée des Allemands, qui franchissent la Loire, les obligent à reprendre la route au hasard. « Ma voiture a gagné Sarlat, avec la famille Daudet qui tentait d'atteindre Agen, moins Madame Daudet,

¹ Pierre Monnier, *Les Pendules à l'heure*, op. cit., pp.81-82.

² « Après M. Laubreaux et M. Lesca, explique-t-il à Dominique Aury, c'est le tour de R. Brasillach d'être interrogé depuis 24 heures. Peut-être mon tour viendra-t-il. Je ne le pense pas car je n'ai vraiment rien à reprocher dans cet ordre d'idées. Mais il faut naturellement tout prévoir. Si je ne venais pas lundi, ce serait à cause d'une visite de ce genre. Je tâcherai de vous prévenir à temps. Je ne crois d'ailleurs pas qu'on ait rien de bien sérieux contre les trois autres, qui me paraissent tout le contraire de conspirateurs. Mais en ce qui me concerne, j'ai pris devant cette guerre une attitude si peu défaitiste que m'inculper serait vraiment paradoxal. On verra bien. » Lettre de Jacques Talagrand à Anne Desclos, datée du 7 juin 1940, Fonds privé Thierry Talagrand.

(Pampille) qui, à 61 ans et avec une sciatique, a fait le trajet Amboise-Agen – 500 kilomètres – à bicyclette¹. » Immobilisé faute d'essence, à Sarlat, avec un autre jeune rédacteur de *L'Action française*, Maulnier passe deux semaines dans un château chez des hôtes royalistes qu'il ne connaît pas. « Petit à petit, explique-t-il à sa mère, et par des procédés de brigands, nous avons refait notre plein et sommes repartis pour Limoges, où le reste de l'équipe s'était reformé et nous attendait². » *L'Action française* devait se reformer à Toulouse, mais elle a finalement pris le chemin de Limoges, après l'installation du gouvernement du Maréchal Pétain à Vichy. Maulnier choisit donc de vivre pendant quelques mois avec les autres rédacteurs du quotidien monarchiste, dans une ville qui ne semble pas encore souffrir de l'Occupation allemande, malgré l'afflux de population et les difficultés de ravitaillement. Il est logé chez l'habitant, dans cette ville qu'il juge « affreuse, accidentée sans être pittoresque et sale sans être vieille. Les odeurs y sont aussi fortes qu'à Lyon³ ». La section locale de *L'Action française* a organisé une sorte de « popote » communautaire où les rédacteurs se retrouvent pour prendre leurs repas. La ville se remet progressivement de la confusion générale et, dans la lettre qu'il envoie à sa mère, Maulnier ne cache pas qu'il s'inquiète de savoir ce que sont devenus ses amis parisiens. « Les gens sont un peu désorientés par ce qui s'est produit et il y a de quoi. J'ai quelques renseignements sur ce qui se passe à Paris, mais je suis absolument sans nouvelles de mes amis et un peu inquiet au sujet de certains d'entre eux⁴. » Il réussit néanmoins à échanger quelques courriers avec Dominique Aury qu'il n'a pas revue depuis le jour de son départ de Paris, le 10 juin. Elle est restée avec ses parents et son fils à Launoy, en dépit des possibilités qu'avait alors son père de partir s'installer avec sa famille à Londres. Le 26 juillet, Thierry Maulnier écrit à Dominique Aury : « Enfin, je sais qu'il ne vous est rien arrivé, mais je suis bien triste que vous soyez de l'autre côté de cette frontière qui sépare maintenant la France en deux. D'autant plus triste que c'est à cause de moi, puisque c'est moi qui en me faisant reconduire par vous à Paris, le 10 juin, ai commencé à entamer votre

¹ Lettre de Thierry Maulnier à sa mère, datée du 20 juillet 1940. Fonds Thierry Maulnier, Bibliothèque municipale de Versailles, correspondance, F 991 (6) a.

² *Ibid.*

³ Lettre de Thierry Maulnier à Marcelle Tassencourt, datée du 12 septembre 1941, Fonds privé Thierry Talagrand.

⁴ Lettre de Thierry Maulnier à sa mère, datée du 20 juillet 1940. Fonds Thierry Maulnier, Bibliothèque municipale de Versailles, correspondance, F 991 (6) a.

réserve d'essence. (...). Je connaissais les indescriptibles paniques qui se sont produites au passage de la Loire, vers Sully sur Loir et Gien, lorsque les ponts ont été coupés, les uns par les bombardiers allemands, les autres par l'armée française en retraite. Je savais les ravages faits par les bombardiers italiens dans la région de la Creuse et de la Vienne, où je vous pensais peut-être parvenue. Je me demande même si, étant donné le retard que vous avez eu au départ et surtout dans la forêt d'Orléans, il ne vaut pas mieux pour vous n'être pas arrivée jusqu'à la Loire¹. » La situation des autres rédacteurs de la Jeune Droite, surtout ceux qui avaient été mobilisés, est par contre loin d'être aussi tranquille. Un grand nombre d'entre eux a été fait prisonnier par les Allemands et transféré dans des camps. Si Serge Jeanneret s'évade rapidement, si Pierre Monnier, dont l'armée a réussi à gagner le Limousin, est simplement démobilisé, les autres membres de la Jeune Droite commencent une longue route qui les conduit pour certains jusqu'en Allemagne. Dans un premier temps, plusieurs sont placés dans des équipes formées pour la réalisation de travaux agricoles en France. Puis progressivement, jusqu'à la fin de l'année 1940, les prisonniers sont acheminés en train vers l'Allemagne où d'autres travaux les attendent. Claude Roy a rapporté ces instants dans ses souvenirs. « Après le travail dans les fermes alentour, nous écoutons, la nuit, rouler les trains qui, convoi après convoi, emmènent vers l'Allemagne nos camarades moins veinards que nous². » Il réussit en fin de compte à s'échapper du camp où il est retenu, en octobre 1940, mais tous n'ont pas eu cette chance. Pierre Andreu est conduit en Allemagne le 6 décembre³. Jean de Fabrègues est gardé en captivité pendant une année en Autriche à l'Oflag XVII A d'Edelbach. René Vincent est lui aussi détenu dans un camp. De même que Robert Brasillach ou encore Jean-Pierre Maxence, qui est fait prisonnier le 21 juin 1940, après avoir reçu pendant les combats une citation, qui met en avant les services de ce « Magnifique officier, toujours volontaire pour les missions dangereuses...⁴ ». Maxence se retrouve ensuite en captivité en Poméranie pendant neuf mois à l'Oflag II D de Grosborn, d'où il sort à

¹ Lettre de Jacques Talagrand à Anne Desclos, datée du 26 juillet 1940, Fonds privé Thierry Talagrand.

² Claude Roy, *Moi je*, op. cit., p.298

³ Pierre Andreu a décrit son expérience de la captivité dans un article paru dans la revue *Idées* sous l'Occupation (Pierre Andreu, « Pages détachées d'un carnet de captivité », in *Idées*, n°30, avril 1944, pp.1-9) et dans son ouvrage, *Le Rouge et le Blanc*, op. cit., pp.168-183.

⁴ Jean-Luc Maxence, *L'Ombre d'un père*, op. cit., p.177.

la fin février 1941. De son côté, Jacques Laurent n'est pas retenu prisonnier, mais il est conservé sous les drapeaux pour un temps indéterminé, les hommes de sa « classe » étant appelés à former l'armée d'armistice.

Dans ces conditions, Maulnier est à peu près le seul membre de la Jeune Droite capable de donner ses impressions sur le nouveau régime. Il est surtout le seul qui dispose immédiatement de la tribune pour le faire, grâce à *L'Action française*¹. C'est donc de Limoges, que Maulnier découvre les premiers pas du régime de Vichy. Toutefois, comme une lettre à sa mère le révèle, il se rend à Vichy pour assister aux événements de la journée du 10 juillet 1940 au cours de laquelle l'Assemblée nationale se saborde pour confier les pleins pouvoirs au Maréchal Pétain qui est – depuis la démission de Paul Reynaud le 16 juin en pleine débâcle de l'armée française – le dernier Président du Conseil de la Troisième République. Maulnier annonce ainsi sa joie à sa mère, le 20 juillet 1940 : « Pour mon compte personnel, je suis allé faire un tour à Vichy pour assister à la chute de la République². » L'Assemblée a en effet voté par 569 voix sur 649 votants l'adoption d'une loi constitutionnelle qui donne « tous pouvoirs au gouvernement de la République, sous l'autorité et la signature du Maréchal Pétain, à l'effet de promulguer, par un ou plusieurs actes, une nouvelle Constitution de l'Etat français » qui « devra garantir les droits du Travail, de la Famille et de la Patrie ». Dès les 11 et 12 juillet 1940 sont ainsi promulgués quatre actes constitutionnels qui confèrent – selon les propos de Laval – plus de pouvoirs à Pétain que n'en possédait Louis XIV lui-même³. Le sort de la République était donc bien scellé au profit de ce que les historiens définissent comme « une variante charismatique d'un régime de type autoritaire⁴ ».

¹ Pierre Monnier a stoppé sa carrière de journaliste. Jean de Fabrègues recommence à écrire pour le journal de son Oflag, *Le Canard en KG*, à partir du 18 janvier 1941. Robert Francis, qui n'est pourtant pas fait prisonnier, ne publie son premier article de la période de l'Occupation qu'en novembre 1940, dans les *Nouveaux Temps*. Jean-Pierre Maxence retrouve les colonnes des journaux en mars 1941 avec un article dans *Paris-Midi*.

² Lettre de Thierry Maulnier à sa mère, datée du 20 juillet 1940. Fonds Thierry Maulnier, Bibliothèque municipale de Versailles, correspondance, F 991 (6).

³ Par le premier acte, Pétain déclarait « assumer les fonctions de chef de l'Etat français ». Par le deuxième, il s'attribuait « la plénitude du pouvoir gouvernemental » (à savoir exécutif et législatif, renforcés par le pouvoir de nomination à tous les emplois et celui de disposer de la force armée). Le troisième acte constitutionnel confirmait l'existence de la Chambre et du Sénat, mais ajournait leur réunion jusqu'à nouvel ordre. Le quatrième acte, enfin, accordait à Pétain le droit de désigner son propre successeur à la fonction de chef de l'Etat.

⁴ Expression de Robert O. Paxton citée dans l'ouvrage de Jean-Pierre Azéma et Olivier Wieviorka. *Vichy, 1940-1944, op. cit.*, pp.130-132.

Les débuts du régime de Vichy¹ sont en osmose avec les idées défendues par Maulnier. Quelques jours avant la remise des pleins pouvoirs à Pétain, Maulnier écrit un article pour *L'Action française* dans lequel il fixe la tâche qui attend le futur gouvernement, à savoir construire un nouveau régime politique, puisque le régime actuel a fait la preuve de son incapacité à assurer la sauvegarde de la nation française ; et définir une nouvelle politique à l'extérieur, car la défaite sonne le glas de l'alliance militaire qui unissait la France à la Grande-Bretagne. Entre temps, l'attaque de la flotte française par l'Angleterre dans la rade de Mers-el-Kébir est en effet venue compliquer la situation en entraînant la rupture des relations diplomatiques entre les deux anciens alliés².

La politique que prône Maulnier est donc celle de la neutralité dans un conflit qui ne concerne plus la France, défaite par l'armée allemande. « La France n'a plus à chercher, dans le conflit gigantesque qui oppose les forces de l'empire allemand et de l'empire britannique, que la voie de son seul intérêt. Que les Français y prennent garde. Ce n'est pas une raison pour remettre, avec une confiance illusoire et criminelle, le destin de la France aux mains de l'ennemi qui occupe son territoire³. » Maulnier fixe, à travers ce second mot d'ordre, un autre impératif à la politique française : résister à la tentation d'imiter le régime de l'Occupant. Puis il termine son article en émettant le souhait que l'Assemblée nationale, le 10 juillet, donne au gouvernement du Maréchal Pétain « les moyens de créer en France l'armature politique, sociale, morale, qui manque à la France depuis trop longtemps (...). Ici encore, il faut prendre garde

¹ Pour une histoire de l'Etat français, voir notamment : Michèle Cointet-Labrousse, *Vichy et le fascisme. Les hommes, les structures et les pouvoirs*, Bruxelles, Editions Complexe, 1987, 267 p. ; Michèle Cointet, *Vichy capitale 1940-1944*, Paris, Perrin, 1993, 299 p. ; Philippe Burrin, *La France à l'heure allemande 1940-1944*, *op. cit.* ; Jean-Pierre Azéma et François Bédarida (dir.), *La France des années noires I. De la défaite à Vichy*, *op. cit.* ; Jean-Pierre Azéma et François Bédarida (dir.), *La France des années noires II. De l'Occupation à la Libération*, Paris, Editions du Seuil, Points Histoire, 2000, 634 p. ; Jean-Paul Cointet, *Histoire de Vichy*, Paris, Perrin, Tempus, 2003, 359 p. ; Jean-Pierre Azéma et Olivier Wieviorka, *Vichy 1940-1944*, *op. cit.* ; Michèle Cointet, *Nouvelle histoire de Vichy*, Paris, Fayard, 2011, 797 p.

² L'Amiral Darlan avait donné l'assurance aux Anglais que la flotte française se saborderait en cas de coup de force ennemi. Mais les Anglais s'inquiètent de ce qui pourrait se produire en cas de départ de Darlan. Ils craignent notamment que leur supériorité sur les mers soit compromise si Hitler parvient à mettre la main sur la flotte française. C'est la raison pour laquelle ils décident de la neutraliser en accord avec le Général De Gaulle. L'affaire de Mers-el-Kébir est venue renforcer un sentiment anglophobe déjà prononcé dans l'opinion publique française depuis l'évacuation de Dunkerque où les Anglais ont été accusés d'avoir privilégié le sauvetage de leurs troupes. Les Français reprochent également aux Anglais d'avoir utilisé leurs avions avec parcimonie pendant la campagne de France afin de ne pas compromettre la sécurité du ciel britannique.

³ Thierry Maulnier, « Où nous en sommes », in *L'Action française*, du 6 au 9 juillet 1940. (*L'Action française* ne paraît alors que trois fois par semaine, le lundi, le jeudi et le samedi).

que l'abandon des erreurs et les illusions de la veille n'entraînent pas la France aux erreurs ou aux illusions opposées. Nous avons voulu emprunter à l'Angleterre des institutions qui ne nous convenaient pas. Nous n'avons pas à emprunter à l'Allemagne ou à l'Italie des institutions qui ne nous conviendraient pas davantage. L'œuvre de l'Assemblée nationale et du gouvernement doit être une œuvre française. (...). A l'extérieur, à l'intérieur, notre unique espoir est en nous¹. » Dès son premier article politique écrit sous l'Occupation, Thierry Maulnier a fixé le cap qu'il s'est efforcé de suivre pendant toute la guerre, et qui tient en un double refus : ni démocratie parlementaire à l'anglo-saxonne, ni totalitarisme à la sauce italienne ou nazie. Pétain doit faire œuvre française s'il veut assurer la survie de la nation. Au demeurant, Maulnier ne fait que répéter ce qu'il a affirmé tout au long des années trente. La France doit se soucier de son seul intérêt dans le conflit et mettre en œuvre sa propre révolution. Maulnier définit là la ligne de *L'Action française* sous l'Occupation et ce qui fut sa devise, affichée en manchette du journal du 26 août 1940 jusqu'en 1944 : « La France, la France seule ». Une devise qui provoqua bien entendu les diatribes des milieux collaborationnistes parisiens attachés à la construction d'une Europe nouvelle sous hégémonie allemande.

Alors, Maulnier ayant fixé le cap pour le nouveau régime, comment juge-t-il finalement la journée du 10 juillet 1940 ? L'article dans lequel il donne ses impressions de Vichy est à moitié censuré, mais les trois colonnes restantes sont largement suffisantes pour nous donner un aperçu de sa pensée. Comme on pouvait logiquement s'y attendre, il est très enthousiasmé par l'expérience qu'il voit débiter. Commentant le vote des pleins pouvoirs et les premières mesures que le nouveau régime entend mettre en œuvre, il affirme sans équivoque : « De telles formules confirment, et promettent d'inscrire dans les textes législatifs de demain, les grandes vérités politiques et sociales que ce journal (*L'Action française, ndla*) a toujours défendues ; que l'on puisse déjà les trouver inscrites au fronton de l'édifice du nouvel Etat français, il y a là pour tous les Français, et particulièrement pour les lecteurs de ce journal, un sérieux motif d'espérance, ajouté à celui que constituait déjà, par elle-

¹ Thierry Maulnier, « Où nous en sommes », in *L'Action française*, art. cit.

même, la présence du Maréchal Pétain à la tête du gouvernement¹. » Tout comme Maurras, qui y voit une « divine surprise² », Maulnier est satisfait que Pétain ait pris les rênes du pays. La France est défaite, affaiblie, envahie, mais il lui reste toujours Pétain pour se reconstruire. Maulnier avertit cependant les nouveaux dirigeants de la priorité qu'ils doivent accorder au rétablissement de l'ordre et du ravitaillement, avant de s'attaquer à une reconstruction ambitieuse des institutions politiques, économiques et sociales de la France. Il ne faut pas que le régime connaisse le sort de la République de Weimar et qu'il puisse être associé dans le souvenir du peuple français à une défaite cuisante. Quelques jours plus tard, Maulnier répète sa confiance en l'action gouvernementale : « les premières grandes réformes annoncées, le renforcement des organes de l'autorité combiné avec la décentralisation administrative, la nécessité reconnue de substituer à la "ténébreuse alliance" des internationales ploutocratiques et révolutionnaires, la féconde et loyale alliance d'un capital et d'un travail également rendus à la nation, tout, jusqu'à l'éloquence sobre et hautaine d'un langage affranchi d'une logomachie désastreuse, tout ou presque tout mérite l'adhésion et suscite l'espérance³. »

Les premières impressions de Maulnier sur les premiers pas du nouveau régime ne sont pas surprenantes. La satisfaction tient autant à la personnalité du chef de l'Etat français qu'aux réformes annoncées, qui semblent aller dans le sens des idées émises par les nouvelles relèves dans les années trente. Les autres membres de la Jeune Droite, qui sont emprisonnés pour la plupart, ne livrent aucun témoignage immédiat. Mais le régime de Vichy et son chef ont bien entendu leur faveur. Dans les camps, les prisonniers sont informés de l'évolution politique en France par la propagande

¹ Thierry Maulnier, « Où nous en sommes », in *L'Action française*, art. cit.

² Charles Maurras, « La Divine surprise », in *L'Action française*, du 2 au 5 juillet 1941. Il n'est pas besoin de rappeler que cette expression mal comprise et souvent utilisée à charge contre Maurras a fait couler beaucoup d'encre. La « divine surprise », c'est pour Maurras l'accession au pouvoir de Pétain – d'un Pétain qui apparaît comme une figure de rédempteur pour Maurras – et non la défaite ou la victoire des Allemands.

³ Thierry Maulnier, « Impressions de Vichy II. D'abord l'ordre », in *L'Action française*, 14 juillet 1940. On notera au passage que Maulnier termine une fois encore son article par un avertissement contre la tentation de l'imitation. « Il faut donc que la ligne du relèvement français soit très sévèrement protégée contre les déviations qui se proposeront sans cesse à elle et qui menaceront sans cesse, ou de la ramener aux routines et aux erreurs d'un parlementarisme (ici 7 lignes censurées) ». Il est facile de deviner la suite de la phrase. Tout porte à croire que ce raisonnement binaire, auquel Maulnier nous a habitué, se terminait par une exhortation à ne pas s'orienter vers une révolution copiée sur les totalitarismes nazi et italien.

pétainiste, qu'ils relaient à leur tour auprès de leurs camarades. C'est ainsi que Fabrègues, Maxence, Vincent ou Andreu animent progressivement, au bout de quelques mois de captivité, des conférences ou participent à l'élaboration de journaux dans les camps¹ pour soutenir l'effort révolutionnaire tenté par un Chef de l'Etat qui a juré de ne pas abandonner les prisonniers français. L'enthousiasme en faveur du nouveau régime s'exprime tout naturellement au sein de la Jeune Droite. Il n'a besoin d'aucun relais particulier pour se développer. Le témoignage de Pierre Andreu est à cet égard révélateur : « Comme tous les prisonniers, du moins au début, j'étais *pétainiste*. Pour les raisons que je laisse deviner, et dont la moindre n'est pas la débandade française et des mois de dégoût qui l'avaient précédée, persuadé, d'ailleurs, de la victoire allemande et espérant que de la *Révolution nationale* (...) pourrait sortir une Révolution française, cette révolution de la Société, pour laquelle, quelques années avant, nous nous étions bien battus. En 1940, j'ai suivi le Maréchal Pétain (...) comme, sept siècles avant, j'aurais suivi Saint-Louis. (J'ai toujours été un peu *suiveur* ; si je crois avoir, toujours, assez bien pensé, j'ai souvent mal choisi...) »². » Tout comme chez Maulnier, l'attrance pour le nouveau régime est double et porte aussi bien sur la personne du Maréchal que sur la Révolution nationale qui débute³. Dans la distinction établie par les historiens entre « maréchalistes » et « pétainistes » – les maréchalistes montrant un attachement à la personne même du Maréchal et les pétainistes approuvant d'abord l'idéologie de la Révolution nationale et les mesures prises par le

¹ Ainsi, Véronique Auzépy-Chavagnac relève que Fabrègues donne trois articles au journal de son Oflag, *Le Canard en KG*, les 15 mars, 5 et 12 avril 1941 : « Il y dit son espérance envers la France et le Chef qu'elle s'est donné. Ce sentiment se situe moins dans le registre de l'admiration que dans celui de l'engagement : l'attente mise en Pétain tient de l'espérance chrétienne, c'est-à-dire d'une volonté de confiance dans l'homme et le pays, à l'image de celle accordée au plan divin ». (Véronique Auzépy-Chavagnac, *Jean de Fabrègues et la Jeune Droite catholique. Aux sources de la Révolution nationale*, op. cit., p.330).

² Pierre Andreu, *Le Rouge et le Blanc*, op. cit., p.176.

³ Pour une définition de la Révolution nationale, se reporter à : Jean-Marie Guillon, « La philosophie politique de la Révolution nationale », in Jean-Pierre Azéma et François Bédarida (dir.), *Le régime de Vichy et les Français*, Paris, Fayard 1992, pp.167-183. Jean-Marie Guillon présente le régime de Vichy et son idéologie comme « composites », du début à la fin du régime, et donc pleins d'ambiguïtés et de contradictions. « Régime inachevé, à peine ébauché souvent le régime de Vichy est pétri d'ambiguïtés. "Révolution sans révolutionnaires", monarchie sans roi ou république sans les républicains, fausse régence et vraie dictature, appels à l'union et sectarisme des attitudes, institutions provisoires et improvisées qui s'auréolent d'éternité, doubles jeux et doubles langages, rêves d'âge d'or et réalité brutale de la guerre, détournement de sens de notions élémentaires, écart considérable entre les projets caressés et les résultats : on ne finirait pas de recenser les contradictions de ce régime caméléon qui n'est pas toujours ce qu'il semble (...). L'ambiguïté est une des caractéristiques d'un pouvoir qui résulte de la coalition d'individus et de groupes qui jouent sur plusieurs registres, en se manipulant les uns les autres et en manipulant l'opinion, ou en tentant de le faire ». (p.167).

régime¹ – Maulnier et la Jeune Droite se rangent, comme la majeure partie des Français au début du régime, dans les deux catégories. Le sentiment était le même pour Jacques Laurent qui déclare dans son autobiographie, *Histoire égoïste*, tout l'emballement qu'il ressentit devant l'idéologie du nouveau régime avant de découvrir la réalité des faits : « L'Etat vichyssois me tenait dans une humeur mélangée. D'une part Vichy était le premier gouvernement qui adopta et prétendit appliquer les tendances des revues marginales issues de 30 dont le mouvement, si flou qu'il fût, avait emporté mon adhésion. Le séisme de 40 avait, mieux que nos écrits, exhibé la crasseuse impuissance du système et, fort de cette évidence – dont tous étaient frappés –, le nouveau régime recourait aux thèmes qui de l'*Ordre nouveau* à *Esprit* et à *Combat* avaient été communs à toute une jeunesse qui avec plus d'élan et de talent que de compétence s'était efforcée de décrire une société où l'homme serait à son aise. Plus que les idées de Maurras, la Révolution nationale répandait celles des groupuscules de la jeune nouvelle droite et de la jeune nouvelle gauche d'avant 40, (...) condamnant en même temps le libéralisme, l'individualisme, et tous les totalitarismes, qu'ils fussent communistes, fascistes ou nazis. Les discours prononcés par Pétain reflétaient la même volonté de faire une communauté qui mettrait fin au règne de l'économique et supprimerait la condition prolétarienne en arrachant l'ouvrier à l'anonymat. La révolution nationale prétendait dépasser le libéralisme et le communisme qui tous les deux traitaient l'ouvrier comme une machine. (...). Quand je connus mieux Vichy, je découvris une évidence : par ses actes ce gouvernement instaurait un système qui démentait ses paroles. Je ne m'en étonnais pas outre mesure car toute économie de pénurie entraîne à la structuralisation. Mais Vichy n'y allait pas de main morte et se découvrait chaque jour une vocation plus gloutonne pour l'économie dirigée et la technocratie. (...). Assez vite j'en vins à considérer que Vichy ne mettait pas en pratique les idées des années 30 et les compromettait en les associant à une époque qui était pénible². » La critique de Jacques Laurent met ici l'accent, à juste raison, sur la place fondamentale de la technocratie dans le fonctionnement et

¹ Jean-Pierre Azéma et Olivier Wieviorka écrivent : « Selon toute vraisemblance, la grande majorité des Français a été maréchaliste, et une bonne part d'entre eux pétainiste ». Et ils ajoutent « Mais dès l'automne 1941, le plus grand nombre est devenu attentiste ». (Jean-Pierre Azéma et Olivier Wieviorka, *Vichy, 1940-1944, op. cit.*, p.189

² Jacques Laurent, *Histoire égoïste, op. cit.*, pp.326-328.

l'organisation de l'Etat français, tout en réduisant l'importance communément accordée aux éléments traditionalistes, d'inspiration maurrassienne. Elle confirme, à l'inverse de ce que pense son auteur, que le régime de Vichy s'inscrit bien dans le prolongement des années trente et de la montée en puissance des relèves technocratiques qui accompagne la fin de la III^e République. A partir de la seconde moitié des années trente, comme l'a souligné Olivier Dard, « les relèves technocratiques, en adéquation avec les besoins du temps comme des gouvernants sont aspirées vers les responsabilités. A l'inverse, les “non-conformistes” en large décalage brillent par leur absence. Les années de l'immédiat avant-guerre sont pour eux celles d'un crépuscule¹ », que leur présence imposante dans les organigrammes de l'Etat français ne suffit pas à faire oublier. Cette évolution sanctionne un engagement politique par la plume, dont la Jeune Droite a du mal à se détacher, y compris sous le régime de Vichy. A l'image de la France des années trente, l'Etat français reste travaillé par deux mouvements contradictoires, avec d'un côté un Vichy réactionnaire soumis à une idéologie dépassée, et de l'autre des jeunes équipes qui tentent de bâtir du neuf, en prenant parfois pour modèles les révolutions fascistes européennes. Les technocrates dans l'entourage de l'amiral Darlan s'inscrivent dans cette deuxième voie, à l'inspiration totalitaire.

Ainsi, en dépit de l'enthousiasme qui règne dans les rangs de la Jeune Droite après l'arrivée de Pétain au pouvoir, les deux seuls animateurs du mouvement à s'impliquer rapidement dans la construction du régime – si l'on classe à part la catégorie la plus importante des prisonniers – sont Pierre Monnier, à un poste dont il faut franchement relativiser l'influence, et Louis Salleron. Pierre Monnier se voit confier la mission d'assurer le recrutement, la formation et la direction du personnel des centres de jeunesse placés sous l'égide de Georges Lamirand au Secrétariat général à la Jeunesse. Ces centres de jeunesse constituent alors une solution pour parer au chômage des jeunes en leur donnant une instruction professionnelle et une formation culturelle, morale et civique élémentaire. Ils accueillent aussi des enfants dont les familles ne veulent pas s'occuper. Il ne s'agit pas par conséquent d'une organisation

¹ Olivier Dard, *Le rendez-vous manqué des relèves des années 30*, op. cit., p.263.

particulièrement importante dans la politique de la jeunesse que mène Vichy, qui s'appuie davantage sur les Chantiers de jeunesse et les Compagnons de France. La position qu'occupe Pierre Monnier lui permet par contre de trouver du travail à quelques jeunes camarades tout juste diplômés comme Philippe Ariès ou François Sentein. Il s'agit surtout de travaux alimentaires pour les deux jeunes maurrassiens, même si la conviction et l'engagement politiques ne sont pas absents de leur choix. Quant à Louis Salleron, il a suivi l'exode de l'UNSA¹ à Angers le 15 juin 1940 pour fuir l'avancée allemande et déploie une lourde activité auprès des dirigeants de Vichy, pour favoriser la construction d'un système corporatif pour l'agriculture. A ce titre, il devient l'un des pivots de la Corporation paysanne créée par Vichy². Il occupe donc

¹ Union Nationale des Syndicats Agricoles, dont Louis Salleron est l'un des théoriciens et membres actifs. Il est nommé Délégué général du comité exécutif de l'UNSA pendant la Drôle de guerre. Il dirige aussi, avant-guerre, l'Association générale du crédit mutuel et de la coopération agricole. Sur les activités de Salleron au sein de l'UNSA, voir l'ouvrage de Xavier Walter qui contient une foule de détails : Xavier Walter, *Paysan militant. Jacques Le Roy Ladurie 1925-1940*, Paris, François-Xavier de Guibert, 2007, 1014 p.

² Dès le 7 septembre 1940, Salleron, qui est l'un des principaux théoriciens du corporatisme agricole en France et milite depuis les années trente pour la création d'une corporation paysanne, envoie une lettre au cabinet du Maréchal Pétain, pour lui soumettre un projet de loi relatif à l'organisation professionnelle agricole, qui vise à faire naître un régime corporatif agricole. Il propose également dans sa lettre d'accompagnement la création d'un ministère de la vie paysanne et de l'agriculture (Voir à ce sujet l'ouvrage d'Isabel Boussard, *Vichy et la Corporation paysanne*, Paris, Presses de la FNSP, 1980, pp.31-33). Ainsi, le 2 décembre 1940, la loi dissout tous les organismes agricoles existants et crée la Corporation paysanne, confiée à Hervé Budes de Guébriant, au côté duquel figure Louis Salleron, comme délégué général chargé des questions économiques et sociales. Ce dernier déchantait cependant très vite en dénonçant, au bout d'une année d'expérience de la Corporation paysanne, la tendance nette à l'étatisme qui l'accompagne. En mai 1943, il écrivait encore, reprochant au régime de Vichy son inspiration individualiste : « La Corporation Paysanne peut ne pas répondre, dans sa forme actuelle, aux vœux de ses fondateurs, du moins elle existe. La carapace étatique dont elle est recouverte, est elle-même, Dieu merci ! assez fragile. Les événements l'imposent et il n'y a qu'à la supporter avec patience. Tout cela changera quelque jour. Il est de toute évidence qu'on ne peut instituer de véritables corporations dans un Etat qui, juridiquement, s'inspire de l'individualisme et qui, par une conséquence mille fois analysée, précipite toutes les institutions dans un socialisme étatique. Seule une révolution nationale totale permettra à l'agriculture de conquérir ou de recevoir les libertés auxquelles elle aspire » (Louis Salleron, « Introduction », in *La Corporation Paysanne*, Paris, PUF, 1943, p.7). Salleron prend aussi une part active à la création du Centre National de la Famille Rurale (CNFR), né sous l'égide de la Corporation paysanne pour défendre les intérêts des familles agricoles et rechristianiser les campagnes. « Le CNFR naît, semble-t-il, de la désillusion des dirigeants agricoles : constatant la main-mise progressive de l'Etat sur la Corporation, ils tentent de desserrer l'étau par une initiative familiale, orientée vers la vie associative ». (Yves Ruellan, *De la Corporation paysanne aux associations familiales rurales 1940-1945*, Les Cahiers du GRMF, n°8, 1995, p.69). En vérité, sous l'occupation, le parcours de Louis Salleron est assez agité, en raison notamment de l'hostilité à son encontre du premier Ministre de l'agriculture du régime de Vichy, Pierre Caziot. En 1941, Salleron tente de s'opposer à la mainmise de l'Etat sur la Corporation Paysanne. Dans ses carnets, le Cardinal Baudrillart, recteur de l'Institut catholique de Paris (IC), mentionne, à la date du 14 février 1942, au sujet de son professeur d'économie politique à la faculté de droit de l'IC, Louis Salleron, qu'il s'est brouillé avec Darlan, Caziot et quelques autres et qu'il doit d'avoir évité la prison à l'intervention du Chef de Cabinet de Pétain, Du Moulin de Labarthète : « Que deviendra-t-il avec ses nombreux enfants ? Et puis, quelles idées vont encore le prendre, avec ses principes, sur les corporations ? principes absolus, fermés ! » (in *Les Carnets du Cardinal Alfred Baudrillart 20 mai 1941 – 14 avril 1942*, Paris, Cerf, 1999, p.353). Après le retour de son ancien supérieur au sein de l'UNSA, Jacques Le Roy Ladurie, Salleron, reprend du service. Il devient directeur de l'école des cadres de la Corporation, puis délégué général de la Corporation paysanne à la vie paysanne. Membre du Conseil d'Administration de l'Institut d'Etudes Corporatives et Sociales, il y assure un Cours supérieur et participe aux *Cahiers de Travaux de l'IECS*.

une position importante, mais qu'il faut encore une fois relativiser, car la Corporation n'a jamais atteint l'influence que souhaitaient lui donner ses dirigeants. Ceux-ci ont très vite rencontré les limites de leur pouvoir dans les tentatives de reprise en main et de dirigisme que leur oppose le régime de Vichy. Soit qu'ils en soient empêchés par les circonstances, soit qu'ils n'en manifestent pas la volonté, les animateurs de la Jeune Droite ne s'imposent donc pas immédiatement dans les couloirs du régime. Les plus jeunes comme François Sentein, Kléber Haedens ou François Gravier ne profitent pas de l'absence de leurs aînés ni du privilège de ne pas avoir été mobilisés. François Gravier, par exemple, occupe un poste de lecteur à l'Université de Belgrade jusqu'en 1941. Il semble au contraire que ce soit le retour de leurs aînés, en particulier de René Vincent, qui marque leur engagement dans la Révolution nationale. Pour la plupart, les membres de la Jeune Droite reviennent de captivité au printemps 1941, soit plus de huit mois après la naissance du nouveau régime. Ils prennent donc la Révolution en chemin ; une révolution qui ne les a pas attendus et qui a déjà trouvé ses militants les plus actifs.

De son côté, Maulnier ne cherche pas à nouer immédiatement des relations à Vichy ou à se placer. Le témoignage de Henry du Moulin de Labarthète, Directeur du cabinet civil du Maréchal Pétain, est connu, selon lequel le cabinet avait vu arriver à lui, dès le début du régime, tous les arrivistes qui imaginaient pouvoir rendre des services inestimables à la Révolution nationale¹. Un témoignage à rapprocher de celui de Georges Saint-Bonnet qui est tout aussi éloquent : « Se rend-on bien compte de tout ce qui (...) vient déferler aux pieds du Chef de l'Etat ? (...) Il y a la poussée des équipes de relève, mues par la voracité plus souvent que par la foi, mais qui se présentent en

Il fut aussi membre du Comité d'Etudes pour la France, aux côtés de François Lehideux, Alfred Sauvy, Auguste Detoef, Georges Lamirand, Georges Lefranc... (Antonin Cohen, *Histoire d'un groupe dans l'institution d'une « Communauté » européenne (1940-1950)*, Thèse de doctorat de science politique, Paris I, 1999, sous la direction de Claude Eleri, p.126). Lucien Rebatet évoque, dans ses *Décombres*, la personnalité de Louis Salleron, dont il admire les dons, en regrettant qu'il ait choisi de miser sur une victoire de l'Angleterre. Sur l'itinéraire de Louis Salleron, voir aussi : Guillaume Gros, « Le corporatisme de Louis Salleron », in *Le corporatisme dans l'aire francophone, op. cit.*, pp.49-63.

¹ « Une légion de solliciteurs se présente. La première vague s'attaque aux fonctions éminentes, aux postes de Secrétaires généraux. (...) Pour les autres postes, la ruée est encore plus forte ». (Henry du Moulin de Labarthète, *Le Temps des illusions. Souvenirs (juillet 1940 – avril 1942)*, Genève, A l'Enseigne du Cheval ailé, 1946, pp.20-21. Sur du Moulin de Labarthète, voir : Jérôme Cotillon, « Un homme d'influence à Vichy : Henry du Moulin de Labarthète », in *Revue historique*, avril-juin 2002, pp.353-385.

habit d'apostolat. Il y a encore l'inexpérience des nouveaux venus, qui gaspillent le pouvoir à la façon dont les nouveaux riches gaspillent l'argent¹. » Tout ce monde forme le Vichy enthousiaste des débuts, enraciné majoritairement dans toutes les familles de la droite, mais ouvert à d'autres sensibilités ou d'autres visions de l'avenir, du moment qu'elles s'accordent sur cette base minimum énoncée par l'historien Jean-Marie Guillon : « Tout Vichy est anticommuniste, xénophobe, hostile à la démocratie élective et obsédé par l'ordre, pour des raisons idéologiques ou de circonstances². » Maulnier, qui est pourtant l'un des jeunes maîtres à penser de cette Révolution nationale et qui est immédiatement disponible, ne semble pas vouloir se joindre au bal des solliciteurs. L'action n'est certes pas son point fort, il l'a souvent démontré par le passé. Mais il aurait sans doute pu espérer décrocher immédiatement quelque place honorifique, d'autant plus que Vichy emprunte une part non négligeable de son idéologie à la pensée de *L'Action française* et des relèves des années trente. C'est de Limoges – ville qui connaît une effervescence certaine sous l'Occupation, mais qui n'est pas l'un des centres intellectuels de la nouvelle France – qu'il observe les premiers pas du nouveau régime. Dès juin 1939, le département de la Haute-Vienne a vu arriver près de 65 000 réfugiés originaires d'Alsace-Moselle. Limoges est une ville ouvrière, qui possède de nombreuses entreprises comme l'usine de fabrication de moteurs d'avions Gnome et Rhône, dans un univers rural où il est facile de s'approvisionner, en dépit des restrictions imposées par la défaite³. L'éternelle paresse de Maulnier se coule assez bien dans la vie morne de la capitale limousine. Passés ses trois premiers articles politiques déjà évoqués, Maulnier se consacre à l'écriture de chroniques militaires dans *L'Action française*. Il assume aussi la charge, dans le même journal, de la « Causerie littéraire », rubrique qui était assurée par Robert Brasillach avant la guerre. La *Revue Universelle* connaît une interruption de publication de six mois, de juin 1940 à janvier 1941. De sorte que Maulnier accorde l'essentiel de son temps de travail – deux heures par jour environ ! – à *L'Action française*. Il donne

¹ Georges Saint-Bonnet, *Vichy capitale. Ce que j'ai vu et entendu*, Clermont-Ferrand, Paris, Editions Mont-Louis, 1941, p.166.

² Jean-Marie Guillon, « La philosophie politique de la Révolution nationale », in Jean-Pierre Azéma et François Bédarida (dir.), *Le régime de Vichy et les Français, op. cit.*, p.169.

³ Sur la ville de Limoges et la Haute-Vienne sous l'occupation, se reporter à Pascal Ory, *Villes sous l'occupation. L'histoire des Français au quotidien*, Paris, L'Express, 2012, pp.349-365.

quelques articles non signés à *Candide*, mais la paresse l'empêche de répéter souvent cette expérience. Le reste de son temps est libre. Il laisse de côté son travail personnel, notamment l'écriture de ce roman qu'il n'a jamais terminé. Son second ouvrage sur Racine, qui devait avoir pour titre *Lectures de Racine*, doit être entièrement réécrit, car les trois quarts du manuscrit ont été détruits dans le bombardement d'Orléans, l'imprimerie chargée de sa composition pour les éditions Gallimard ayant pris feu. « La vie ici est en même temps instable et monotone, encombrée de problèmes pratiques : déménagements, logement, et même ravitaillement, bien que la vie en "popote" simplifie grandement celui-ci (mais elle a en retour bien des inconvénients). Je voudrais bien travailler à quelque chose d'intéressant, et notamment au fameux roman que je n'ai pas oublié, mais qui est presque totalement resté en panne depuis quatre mois – il a bien eu, cette fois, quelques excuses. Peut-être aussi reprendrai-je ma revue : mais cela n'est pas encore en train¹. » Maulnier n'arrive pas à reprendre son travail d'écriture. Il n'a conservé qu'une partie de l'épreuve de son nouvel ouvrage sur Racine et ne montre aucun empressement à réécrire la partie qui a brûlé. A Limoges, « les distractions consistent à traîner dans les cafés, à jouer au ping-pong et à faire du canot sur la Vienne². » Les chroniques militaires semblent être la seule préoccupation qui le rattache à l'actualité. Il ne cache pas, d'ailleurs, dans les lettres qu'il envoie à sa mère, qu'il n'est guère au courant de la situation générale et de ce qui se passe véritablement à Vichy dans les premières semaines du régime. « Au point de vue des informations générales, j'ai l'impression que nous n'en savons pas beaucoup plus que vous³. » Et il ajoute à propos de la guerre : « Ce qui paraît certain, c'est que la guerre va se prolonger, les Allemands ayant eu des difficultés sérieuses dans l'exécution de leur projet de débarquement (*en Angleterre, ndla*). On ne peut pas considérer comme certain que ce débarquement ne sera pas tenté cette année, mais la saison devient moins favorable, et l'Angleterre, naturellement, se renforce tous les jours. Le moral des Allemands en zone occupée ne paraît d'ailleurs pas excellent. Tout cela semble indiquer que la guerre est loin d'être finie et que son issue elle-même n'est pas

¹ Lettre de Jacques Talagrand à Anne Desclos, datée du 26 octobre 1940, Fonds privé Thierry Talagrand.

² Lettre de Thierry Maulnier à sa mère, datée du 6 août 1940 et envoyée de Limoges. Fonds Thierry Maulnier, Bibliothèque municipale de Versailles. Correspondance, F 991 (6) a.

³ *Ibid.* Dans une précédente lettre, datée du 20 juillet 1940 et envoyée de Limoges, il écrivait : « en ce qui me concerne, je remets à une prochaine lettre tout commentaire sur la situation générale. »

certaine¹. » A cette période, Maulnier n'est plus sûr de rien et prend beaucoup de précautions sur l'issue de la guerre, bien qu'il se risque à prophétiser une guerre longue. Contrairement aux dirigeants de Vichy, il ne croit guère à une victoire rapide et facile de l'Allemagne contre l'Angleterre ; ce que démontrent notamment ses chroniques militaires dans *L'Action française*. Mais Maulnier n'évite pas non plus les travers de l'exercice divinatoire. Dans un article de juillet 1940 sur les intentions allemandes à l'égard de l'Angleterre, il en arrive après une excellente analyse des forces en présence et des avantages de chacun des adversaires, à ce qui ressemble fort à une parfaite tautologie : « Il faut admettre que dans une tentative d'invasion de l'Angleterre, l'état-major allemand a une chance sur deux contre lui². » Il est cependant intéressant de souligner que, dès la défaite, Maulnier ne fait pas le pari de Pétain, Laval et Darlan d'une victoire allemande contre l'Angleterre, qui les a conduits progressivement à promouvoir la collaboration avec une Allemagne qu'ils s'imaginaient détenir un jour une place hégémonique en Europe. Cette conviction, avec la volonté de voir la France entreprendre pour elle seule son œuvre de redressement national, expliquent sans doute pourquoi Maulnier n'a jamais soutenu la politique de collaboration engagée par le régime de Vichy. Les lettres qu'il envoie à sa mère à partir du mois de septembre sont d'ailleurs de plus en plus claires sur sa vision de la guerre. Le 24 septembre, par exemple, il remarquait déjà : « il semble que les Allemands aient dû renoncer provisoirement à leur projet de débarquement en Angleterre ; il semble que la guerre tende à s'éterniser ; il semble que les Etats-Unis soient entraînés peu à peu dans la bagarre ainsi que le Japon – tandis que la Russie aura son mot à dire au jour qu'elle choisira. En somme, la phase de bouleversement dans laquelle nous sommes entrés n'est qu'à son début, et nous trouverons peut-être un jour un moyen de nous en tirer avec un minimum de casse. Mais c'est là une espérance, non une certitude. En tout cas, les jours paisibles sont finis pour quelque temps³. » Cette phrase mérite l'attention à plus d'un titre. D'abord, elle prouve que Maulnier, à cette date, et même quelques semaines avant, est convaincu de la

¹ Lettre de Thierry Maulnier à sa mère, datée du 6 août 1940 et envoyée de Limoges. Fonds Thierry Maulnier, Bibliothèque municipale de Versailles. Correspondance, F 991 (6) a.

² Thierry Maulnier, « La Défense de l'Angleterre », in *L'Action française*, 21 juillet 1940.

³ Lettre de Thierry Maulnier à sa mère, datée du 24 septembre 1940 et envoyée de Limoges. Fonds Thierry Maulnier, Bibliothèque municipale de Versailles. Correspondance, F 991 (6).

mondialisation du conflit. En ce sens, il se situe davantage dans la perspective de l'homme de la France libre que dans celle des dirigeants vichyssois. On sait d'autre part, grâce à ses textes publiés dans *Combat* après 1938, qu'il a toujours pensé qu'un conflit de ce type était forcément profitable à la France et à l'Angleterre car il leur donne la possibilité de mettre en œuvre la puissance illimitée en hommes et en matières premières que recèlent leurs empires. Enfin, il semble ne se faire guère d'illusions sur l'avenir du régime de Vichy, quand il déclare à sa mère qu'il espère que la France pourra trouver dans ces conditions un moyen de s'en sortir sans trop de dommages. Pourtant, il est indéniable qu'à cette période Maulnier est pétainiste. Il a déjà fait dans ses analyses une bonne partie du chemin qui aurait pu le conduire à rejoindre la dissidence gaulliste, et pourtant il n'en est rien. Bien au contraire, c'est le moment qu'il choisit pour rendre visite à quelques personnalités du régime dans la ville d'eau. Il y a sans doute plusieurs explications au fait que Maulnier ne pousse pas jusqu'au bout son raisonnement. Il est d'abord définitivement « fâché » avec l'action, comme le montre son parcours depuis plus de deux ans. Ensuite, la Jeune Droite et *L'Action française* considèrent depuis le début, à l'instar de Pétain, que le seul moyen d'être utile à la nation est de rester sur le sol français, avec les Français. « De Gaulle ne parle que de l'avenir lointain de la guerre aux dimensions mondiales, de la puissance à venir des Etats-Unis, écrit Pierre Monnier. Il morigène et fait le pion. Pas un mot pour les femmes et les hommes sacrifiés qui, par dizaines de milliers, sont répandus sur les routes, harassés, souvent mourants et abandonnés. Une insensibilité qui contraste avec la parole du Maréchal¹. » Dans cette situation prompte à la guerre civile, il importe donc de servir un pouvoir reconnu, celui du Maréchal Pétain, qui est seul capable de maintenir l'unité nationale. Ensuite, Maulnier prône la neutralité dans le conflit, une neutralité bienveillante à l'égard de l'Angleterre – ce qui fait qu'il n'attaque jamais la résistance – tandis que les dirigeants vichyssois pratiquent une neutralité bienveillante à l'égard de l'Allemagne. Enfin, son temps est en partie absorbé par des préoccupations beaucoup plus terre à terre. Eloigné de Dominique Aury par une ligne de démarcation difficile à franchir, il tente de la convaincre de quitter la banlieue parisienne pour venir vivre dans la zone non occupée avec sa

¹ Pierre Monnier, *Les Pendules à l'heure*, op. cit., p.94.

famille : « Que pensez-vous faire ? Je veux dire : votre famille et vous, comptez-vous rester là où vous êtes (je pense que votre principal avantage est le logement) et y êtes-vous retenus par les principales occupations de votre père ? Ou viendriez-vous volontiers en zone non-occupée, si un poste y était donné à votre père ? J'ignore à ce sujet les possibilités, mais elles doivent exister et je dois être assez bien introduit auprès du gouvernement (donc du ministre de l'instruction publique) pour appuyer une demande de cet ordre¹. » Maulnier, qui supporte mal l'éloignement de sa compagne, se dit convaincu qu'elle serait évidemment mieux pour quelque temps en zone libre.

Il envisage depuis quelques semaines de se rendre à Vichy – « un des rares coins animés, vivants et curieux dans ce qui reste de la France² » – pour y prendre des nouvelles et pour dire certaines choses. Maulnier souhaitait également entreprendre des démarches pour faire libérer son frère, mais ce dernier est déjà rentré chez lui au Mans, quand il part pour Vichy³. Ce voyage, qu'il décrit à sa mère dans l'une de ses lettres, il le fait à la fin du mois de septembre 1940. Sur la recommandation de Henri Massis, familier de l'Hôtel du Parc à Vichy et proche de Pétain, dont il écrit parfois les discours, Maulnier doit en effet rendre visite à Henry du Moulin de Labarthète, le directeur du cabinet civil du Maréchal Pétain, à Paul Baudouin, le Ministre des Affaires étrangères et au vice-amiral Fernet, qui occupe des fonctions de Secrétaire général auprès du Chef de l'Etat. Nous savons peu de choses des raisons de ces visites, sur lesquelles nous examinerons plus loin un certain nombre de suppositions plausibles. La lettre qu'il envoie à sa mère à son retour est totalement elliptique sur ce sujet, car il devait craindre le travail de la censure : « il n'est pas très indiqué que je te dise dans une lettre de quoi il s'agissait : du reste, mes projets sont encore assez

¹ Lettre de Jacques Talagrand à Anne Desclos, datée du 16 septembre 1940, envoyée de Limoges, Fonds privé Thierry Talagrand.

² Lettre de Thierry Maulnier à sa mère, datée du 20 octobre 1940 et envoyée de Limoges. Fonds Thierry Maulnier, Bibliothèque municipale de Versailles. Correspondance, F 991 (6) a.

³ Il écrit ainsi à sa mère, le 24 septembre : « La meilleure nouvelle a naturellement été celle de la libération de Marc. (...) L'essentiel est qu'il ait échappé aux camps de concentration et aux conditions détestables de vie, – notamment de nourriture, – qu'ils comportent. Tous les évadés ou libérés en font vraiment un tableau peu engageant. Je ne t'en avais pas parlé pour ne pas t'inquiéter alors qu'il n'y avait rien à faire ; mais je savais qu'au moins en certains endroits la situation était très mauvaise, et je voulais aller à Vichy pour tenter quelque chose. J'irai d'ailleurs à Vichy de toutes façons, pour des tas de raisons : je veux y voir diverses personnes. » Lettre de Thierry Maulnier à sa mère, datée du 24 septembre 1940, envoyée de Limoges. Fonds Thierry Maulnier, Bibliothèque municipale de Versailles. Correspondance, F 991 (6) a.

vagues¹ ». Dans son livre de souvenirs, Henry du Moulin de Labarthète se rappelle les quelques heures qu'il a passées avec Maulnier, dont il ne put « prendre qu'une mesure insuffisante² ». « Il demeurait le disciple de Maurras, écrit-il. Mais il prolongeait la pensée de son maître de tout le regard profond d'un homme de sa génération. A l'affaire Dreyfus, comme au coup d'Agadir, thèmes un peu naphthalinés, il préférait l'explication des “mythes” contemporains. (...). L'homme de la terre de France prenait, chez lui, le pas sur l'homme de la rue d'Ulm. Andler, Lucien Herr, Brasillach, ces admirateurs (...) de la dialectique allemande, gisaient, à ses côtés, comme de pauvres pantins. Admirable Maulnier ! Comme j'aurais voulu voir se prolonger les quelques heures qu'il m'accorda. Comme j'aurais aimé relire les quelques notes, brèves et denses, qu'il me laissa³. » Le témoignage du Directeur de cabinet du Maréchal Pétain, qui avait visiblement une grande admiration pour Maulnier, ne nous apprend rien sur l'objet de cette visite au cours de laquelle Maulnier lui laisse un mémoire sur la situation politique générale. Les regrets que manifeste du Moulin de Labarthète de ne pas avoir pu s'entretenir plus de quelques heures avec lui suffisent à indiquer que Maulnier n'était pas familier des allées du pouvoir, même s'il était tenu en haute estime dans certains milieux vichystes. Mais cette courte visite à Vichy a un autre intérêt. A travers le compte-rendu que Maulnier fait à sa mère, elle nous permet d'en apprendre davantage sur la manière dont il perçoit alors la guerre : « J'ai eu le sentiment, à Vichy, qu'on avait changé d'avis sur la durée de la résistance anglaise : pendant les premiers temps après l'armistice, on y a cru que le sort de l'Angleterre serait réglé en quelques semaines. En ce qui me concerne, cette hypothèse m'a toujours parue aventurée, et je n'y crois plus du tout depuis le 1^{er} septembre. (...). Il semble que les Etats-Unis s'acheminent à grands pas vers la guerre (plus vite que ne le dit la presse), mais iront-ils jusqu'au bout ? Peut-être à cause du Japon. Il semble que nous allions à l'explication définitive entre une sorte d'immense fédération anglo-saxonne et les peuples qui veulent se partager ses dépouilles. L'URSS naturellement ne s'en mêlera pas et attend son heure (...). Tout cela n'est peut-être pas très gai, mais

¹ Lettre de Thierry Maulnier à sa mère, datée du 20 octobre 1940 et envoyée de Limoges. Fonds Thierry Maulnier, Bibliothèque municipale de Versailles. Correspondance, F 991 (6) a.

² Henri du Moulin de Labarthète, *Le Temps des illusions. Souvenirs (juillet 1940 – avril 1942)*, op. cit., p.252.

³ *Ibid.*, p.253.

nous aurons peut-être dans la confusion générale une chance de nous en tirer. En attendant nous avons la consolation d'être spectateurs de ce que M. Churchill a appelé l'agonie de l'Europe, et sans doute du plus grand bouleversement qui se soit produit dans le monde depuis l'effondrement de l'Empire romain. En tout cas il ne faut pas être pessimiste¹. » Les lettres qu'il envoie à sa mère confirment cette impression d'un Maulnier spectateur qui ne cherche presque à aucun moment – à part lors d'une courte visite à Vichy qu'il accomplit sans doute plus par curiosité – à avoir prise sur les événements. Le fait est qu'il publie peu d'articles politiques pendant le second semestre de l'année 1940, qui marque les premiers pas du régime de Vichy. A cela s'ajoute cette paresse qu'il évoque incessamment dans ses lettres, qui le rend incapable du moindre travail d'écriture en dehors de ses articles pour *L'Action française*. Appliquée à la situation politique, sa paresse a un nom : attentisme. Comme ses camarades retenus prisonniers en Allemagne, et même encore plus qu'eux, puisqu'ils ont l'excuse d'être éloignés géographiquement, Maulnier passe finalement à côté des premiers mois du nouveau régime.

En octobre, il quitte Limoges et suit l'équipe du quotidien monarchiste qui s'installe à Lyon au 66, rue de la... République. Le journal est confectionné, jusqu'en décembre 1942, dans l'imprimerie du *Salut public*, de l'autre côté du pont Lafayette au 71, rue Molière. Après, *L'Action française* est imprimée dans les ateliers du *Progrès* au 85, rue de la République. L'équipe est désormais resserrée par rapport à l'avant-guerre. Léon Daudet, fatigué par les événements, passe l'essentiel de son temps à Saint-Rémy de Provence, où il meurt en juillet 1942. Marie de Roux, qui disparaît un an plus tard, s'est retiré dans le Poitou. L'équipe se compose donc essentiellement de Maurras, plus présent que jamais dans les colonnes du journal, de Maurice Pujo, de Georges Calzant, Louis-François Auphan, Roger Joseph, occupant l'emploi de secrétaire de rédaction, et Robert Havard de la Montagne. A ce petit noyau de journalistes qui comptent plus pour leur fidélité au Martégal que pour leur talent, il faut ajouter quelques jeunes rédacteurs comme Thierry Maulnier – « de beaucoup le plus intelligent des rédacteurs

¹ Lettre de Thierry Maulnier à sa mère, datée du 20 octobre 1940 et envoyée de Limoges. Fonds Thierry Maulnier, Bibliothèque municipale de Versailles. Correspondance, F 991 (6).

de *L'Action française* à cette époque¹ », selon le témoignage de Marie Prévost, la secrétaire de Maurras – Michel Déon, Claude Roy, Kléber Haedens ou encore François Daudet, fils de Léon. Maurras se repose de plus en plus sur le fidèle Maurice Pujo. Il était selon le témoignage de Michel Déon, indifférent à l'ambiance lyonnaise, « sortant peu et vivant comme toujours la nuit bien que les heures d'imprimerie fussent changées. Lyon c'était encore le Nord, et il n'ouvrait les yeux qu'à partir de Valence, sur sa route du Midi, aux Martigues, à Marseille, à Montpellier² » ; « le climat de Lyon minait la santé de ce méditerranéen³ ».

C'est donc un journal vieillissant, avec un Maurras déclinant et des rédacteurs de second plan qui s'installe à Lyon en octobre 1940. La jeune génération – beaucoup plus talentueuse – ne dispose que d'une influence réduite sur la ligne du journal, qui tire tout de même à 60 000 exemplaire chaque jour au début de 1941⁴. Ainsi que l'a souligné Frédéric Ogé dans sa thèse sur *L'Action française* sous l'Occupation, la plupart des membres de l'équipe « vivent dans un milieu assez replié sur lui-même, déjeunant ensemble dans une popote imposée par les circonstances, essayant de respecter tant bien que mal les traditions du journal. On a parfois l'impression d'être en présence d'un groupe frileux serré autour de ses vieux chefs⁵. » A Lyon, *L'Action française* a reconstitué la vie cloîtrée qu'elle avait à Limoges. Les attaques qu'elle subit régulièrement de la part de la presse collaborationniste – dans *L'Œuvre* de Marcel Déat ou dans *Je Suis Partout* notamment – contribuent à renforcer ce sentiment de groupe soudé derrière Maurras. Les jeunes profitent des avantages matériels que leur offre la fréquentation du journal, notamment cette popote communautaire qui permet de manger à chaque repas, mais ils mènent leur vie en dehors de ce qui ne mérite même plus, de toute façon, le qualificatif de mouvement. Kléber Haedens et Thierry Maulnier se retrouvent chaque jour au Café neuf, place Bellecour pour leur

¹ Témoignage de Marie Prévost cité par Frédéric Ogé, *Le journal L'Action française et la politique intérieure du gouvernement de Vichy*, Thèse soutenue à l'Institut d'Etudes Politiques de Toulouse, 1983, volume 1, p.21.

² Michel Déon, « Années Lyonnaises », in *La Revue des deux mondes*, janvier 1964, pp.32-33.

³ *Ibid.*, p.35.

⁴ Eugen Weber, *L'Action française*, *op. cit.*, p.503. Il ajoute aussi que « d'octobre 1943 à août 1944, période pour laquelle on possède des chiffres, la moyenne quotidienne fut de 38 000 pour la première édition, de 25 000 pour la seconde, celle de cinq heures ». Ce n'est toutefois pas grand chose en comparaison avec les 210 000 exemplaires tirés par *Le Progrès* ou les 130 000 exemplaires du *Nouvelliste*, qui imprime aussi le *Figaro* dans ses ateliers.

⁵ Frédéric Ogé, *Le journal L'Action française et la politique intérieure du gouvernement de Vichy*, *op. cit.*, p.20.

partie d'échecs. Ils y croisent régulièrement François Sentein qui a quitté Montpellier pour Lyon le 1^{er} décembre 1940. Lyon accueille également une bonne partie des journalistes de la presse parisienne repliée en zone libre, qui se réunissent à partir d'avril 1941 dans une Maison de la presse parisienne créée à l'initiative de Louis Gabriel-Robinet du *Figaro* pour servir de cantines et de lieu de rassemblement aux journalistes. Les exilés, essayant de trouver des solutions aux mauvaises conditions d'accueil que leur réservent les Lyonnais et aux prix trop élevés de la nourriture vendue au marché noir, décident de louer un appartement et d'en faire un restaurant communautaire, grâce au ravitaillement que leur procure leurs cartes d'alimentation. Il y a là notamment André Billy, Géo London de *Gringoire*, Kléber Haedens, Michel Déon, aux côtés de Thierry Maulnier, Emile Henriot du *Temps*, l'équipe du *Figaro*, avec Pierre Brisson et Wladimir d'Ormesson, mais aussi le Lyonnais Henri Béraud. « On se retrouva donc, entre amis et vieilles connaissances, dans un cercle limité, mais où une certaine ambiance parisienne se reconstitua vite. (...). Quant aux Lyonnais, ils offraient à tous ces Parisiens un accueil assez réservé, un peu jaloux sans doute¹. »

Au cours de ces deux années passées à Lyon, Maulnier s'ennuie ferme. Qui plus est, dans une ville, où les Parisiens exilés sont très mal accueillis par cette fameuse bourgeoisie lyonnaise inaccessible². Sans réel projet immédiat, il envisage un temps, à la fin de l'année 1940, de reprendre aussitôt que possible la publication de la revue *Combat*, « sous une forme sensiblement différente³ », mais la nouvelle formule ne voit pas le jour. Pour passer le temps, il assiste à quelques spectacles, en particulier aux

¹ Jean Butin, *Henri Béraud. Sa longue marche, de la Gerbe d'Or au Pain noir*, cité par Gérard Chauvy, *Lyon 1940-1947*, Paris, Perrin, 2004, p.39 (Pour des informations sur la vie lyonnaise sous l'occupation, se reporter à ce dernier ouvrage, ainsi qu'à : Patrick Eveno, « La presse parisienne repliée à Lyon sous l'occupation », in Françoise Taliano-Des Garets (dir.), *Villes et culture sous l'occupation*, Paris, Armand Colin, 2012, pp.197-207 ; Pascal Ory, *Villes sous l'occupation. L'histoire des Français au quotidien*, op. cit., pp.366-392).

² Selon le témoignage de Marcelle Tassencourt, la future épouse de Thierry Maulnier : « On était donc tous à Lyon. On crevait un peu de faim car les endroits de marché noir n'étaient pas accessibles pour nos pauvres bourses. Encore une fois, nous étions chez des gens bizarres. Les Lyonnais avaient inventé quelque chose d'étrange : les malheureuses gens – je n'en étais pas – qui étaient obligés de vivre à l'hôtel devaient déménager tous les 15 jours (on essayait de les faire partir). Comme il n'y avait plus de véhicules, ils s'échangeaient les chambres en voitures à bras. Voilà l'atmosphère dans laquelle nous étions ! (...). Nous habitons dans des hôtels, certains chez des dames lyonnaises qui louaient leurs chambres très chères ». Marcelle Tassencourt poursuit son témoignage en relatant une conversation avec la logeuse de son époux d'alors, Louis Gabriel-Robinet, qui la vit arriver d'un mauvais œil en raison de sa profession de comédienne : « Non, je ne vais jamais au théâtre, je risquerais d'y rencontrer ma cuisinière. (...). Et à la fin du mois, elle avait mis Gabriel Robinet à la porte !! ». (propos rapportés par Agnès Bigault, *L'Humaine condition, Thierry Maulnier humaniste du XX^e siècle*, op. cit., pp.22-23).

³ Anonyme, « Les écrivains et leurs travaux. Où sont les écrivains ? », in *Le Figaro*, 9 novembre 1940.

débuts dans la mise en scène au théâtre de Jean Loisy, ancien rédacteur de *Combat*¹, qui monte sa première pièce, *Marie Stuart*, à la fin de l'année 1941. Il va quelquefois au cinéma en prenant soin d'éviter les films de propagande nazie comme le Juif Süß et le Président Krüger. « Dans l'ensemble, écrit-il à sa mère, les Lyonnais sont gâtés et l'on n'a jamais vu une saison aussi brillante dans cette ville devenue une pseudo-capitale. Mais ce reflet de Paris reste bien pâle et satisfait mal les exilés² ». François Sentein a bien reproduit, dans ses *Minutes d'un libertin*, cette ambiance lyonnaise, morne et maussade, où les jeunes camarades passent le temps à des activités totalement superflues. « Honneur du travail manuel dans l'intelligentsia de la Révolution nationale : Thierry Maulnier m'apprend à rouler les cigarettes³. » Ils passent la nuit de Noël 1941 dans la salle de deux bordels et terminent leur soirée à la cantine des journalistes de *Paris-Soir*. Leur vie tranche avec l'effervescence de la ville d'eau et les conditions terribles dans lesquelles vivent leurs camarades prisonniers dans les stalags allemands. Si Maulnier s'engage en faveur du nouveau régime, particulièrement à partir de 1941, l'impression que donne sa vie est clairement celle de l'attentisme. Quelquefois, ils accomplissent un petit acte de « résistance » à l'occupant, toujours avec la même insouciance tranquille. Maulnier dirige les opérations, tout en jouant aux échecs, et se débrouille pour le faire accomplir à Sentein, qui passe « une partie de la nuit à la copie de textes anti-allemands que Thierry Maulnier (lui) a demandé de reproduire en plusieurs exemplaires et qui se terminent par une exhortation à ne pas rompre la chaîne, comme ces révélations pieuses et menaçantes que les dames d'œuvres glissent dans les boîtes aux lettres entre deux travaux d'aiguille⁴. » Enfin, Maulnier ne manque pas une émission de Londres, qu'il vient écouter, c'est le comble, dans les locaux de *L'Action française*⁵.

¹ Sous l'Occupation, Jean Loisy donne quelques articles à *L'Echo des étudiants*, dans lequel écrivent également François Sentein et Jacques Laurent (sous le pseudonyme de Jacques Bostan), ainsi qu'à *Demain*, fondé par Jean de Fabrègues. Mais ses articles portent uniquement sur l'art.

² Lettre de Thierry Maulnier à sa mère, datée du 2 décembre 1941 et envoyée de Lyon. Fonds Thierry Maulnier, Bibliothèque municipale de Versailles. Correspondance, F 991 (6) a.

³ François Sentein, *Minutes d'un libertin (1938-1941)*, op. cit., p.172.

⁴ *Ibid.*, p.173 (Minutes de la nuit du 10 décembre 1940).

⁵ Témoignage de la secrétaire de Maurras, Marie Prevost, reproduit dans la thèse de Frédéric Ogé, *Le journal L'Action française et la politique intérieure du gouvernement de Vichy*, op. cit., volume 3, p.167.

Le 5 novembre 1940, il arrive à Paris, en partant de Vichy dans le wagon du Ministère de l'intérieur avec un ordre de mission. Il espère régler ses affaires avec son éditeur Gallimard, retrouver les amis dont il est resté sans nouvelle depuis la défaite, mais surtout renouer avec Dominique Aury, qui n'est pas venue s'installer, comme il le lui proposait, dans la zone libre. Ils se voient un court moment au café des ministères, installé en bas des locaux de Gallimard, avant que Dominique Aury ne soit contrainte à reprendre le train en direction de Launoy. Il participe le même jour à une réunion avec Gallimard et Drieu sur la reprise de la *Nouvelle Revue Française* : « Je suis allé (...) en vous quittant, à la réunion de la N.R.F, écrit-il à sa compagne, et j'ai ragé de vous avoir quitté dix minutes avant le départ du train pour cela, car il ne s'y est rien dit d'intéressant. Ils n'ont même pas l'air de savoir très bien ce qu'ils vont faire. Ce qui est tout naturel, puisque c'est Drieu qui s'occupe de l'affaire. Votre ami, le pauvre Paulhan, sera tenu à l'écart ; les Allemands ont mis leur veto à sa présence. Tout cela n'est pas très glorieux¹ », conclut-il, un brin méprisant envers Drieu La Rochelle, avec qui il n'a pas réussi à poursuivre, au-delà de deux numéros, cette étrange *Revue française des idées et des œuvres*, à la survie de laquelle la guerre a été fatale. La lettre fait aussi référence, avec une pointe d'agacement et de jalousie, à la complicité naissante entre Dominique Aury et Jean Paulhan. Avec ou sans sa compagne, Maulnier passe tout de même trois semaines dans la capitale et profite pleinement de la vie parisienne. « J'ai trouvé un Paris très vivant, très animé (sauf quant aux autos) avec des cafés pleins de monde, des femmes élégantes ; beaucoup de militaires allemands de toutes armes, surtout dans les quartiers des Champs Elysées et de l'Opéra ; dans l'ensemble, ils sont très corrects et nullement provocants, mais ils sont tenus à l'écart et entourés d'une hostilité qui ne se cache même pas (lorsqu'ils s'asseyent près d'un Français ou surtout d'une Française dans le métro, leur voisin se lève et s'écarte ; il en est de même au cinéma). J'ai assisté aux événements du 11 novembre, pour une part et par pur hasard, du reste : ce n'a pas été grand chose : quelques attroupements, quelques cris. Mais la répression a été sévère². » Ainsi relate-t-il à sa mère ce séjour parisien, qui lui a aussi permis de rencontrer un éditeur d'Angers, Petit, qui lui propose

¹ Lettre de Jacques Talagrand à Anne Desclos, datée du 9 novembre 1940, Fonds privé Thierry Talagrand.

² Lettre de Thierry Maulnier à sa mère, datée du 29 novembre 1940, Fonds Thierry Maulnier, Bibliothèque municipale de Versailles. Correspondance, F 991 (6) a.

de composer une anthologie sur la préciosité et les poètes baroques, à l'usage des classes. « Moi, je serai à Lyon et ne pourrai faire grand chose et, pensant que cela ne vous ennuerait pas et vous rapporterait, je me suis engagé en mon nom, mais en comptant sur vous. (...). Je ne vous ai, jusqu'à présent, indiqué que comme correspondante. Ils cherchaient des noms "connus", et j'ai voulu d'abord conclure l'affaire¹ ». Les deux auteurs disposent d'un délai de deux mois pour réunir les textes. Et Maulnier a réussi à obtenir encore un mois supplémentaire pour rédiger l'introduction de cette anthologie, qu'il conçoit comme un travail alimentaire, facile et, surtout, « qu'il est possible de bâcler². » Cette compilation de poèmes précieux et baroques, qui n'est pas un texte d'érudition, n'a donc pas vocation pour Maulnier à remplacer l'anthologie qu'il avait le projet d'écrire avec Dominique Aury sur la poésie des XVI^e et XVII^e siècles. Avec une organisation qui avait déjà bien fonctionné pour l'*Introduction à la poésie française*, Dominique Aury effectuant les recherches à la Bibliothèque nationale et Thierry Maulnier rédigeant le texte introductif, les *Poètes précieux et baroques du XVII^e siècle*³ ont finalement paru en juillet 1941 aux éditions Jacques Petit. Il s'agit de leur dernier ouvrage en commun.

Car un événement est finalement venu troubler la vie sans intérêt que mène Maulnier depuis l'exode : la rencontre d'une jeune actrice de 26 ans, Jeanne, dite Marcelle, Tassencourt. Elle est l'épouse de Louis Gabriel-Robinet, avocat, entré en 1937 comme journaliste au *Figaro* au sein duquel il réussit à franchir tous les échelons jusqu'à devenir après la guerre rédacteur en chef en 1948, puis directeur en 1965 après le décès de Pierre Brisson. C'est un ami de Jacques Isorni, le futur avocat de Robert Brasillach et de Pétain après la Libération. Marcelle Tassencourt a fait ses études au Conservatoire d'art dramatique de Paris dans la classe de Georges Le Roy, où elle a fait la connaissance d'Edwige Feuillère et Gisèle Casadesus⁴. Puis elle a suivi des

¹ Lettre de Jacques Talagrand à Anne Desclos, datée du 22 novembre 1940, Fonds privé Thierry Talagrand.

² Lettre de Jacques Talagrand à Anne Desclos, datée du 16 décembre 1940, Fonds privé Thierry Talagrand.

³ *Poètes précieux et baroques du XVII^e siècle*, choix de poèmes et notes de Dominique Aury, présenté par Thierry Maulnier, *op. cit.*

⁴ Elle fait une arrivée remarquée au Conservatoire en étant la seule élève saluée par la critique lors du concours d'entrée : « Ils se soucient assez peu des angoisses des héros qu'ils incarnent, reprochent le critique du *Figaro* aux jeunes artistes qui ont présenté le concours d'entrée au Conservatoire. On assiste à un concours de déclamation et le jury ne saurait départager les concurrents que sur la qualité de leurs organes. Toutefois, on peut

cours dans l'école de Raymond Rouleau et Julien Bertheau. Sa mère, qui est artiste peintre comme son père, est américaine. Pendant l'exode, Marcelle Tassencourt a suivi son époux à Bordeaux, avec le cabinet Daladier, dont Gabriel-Robinet était l'attaché de presse. Puis ce dernier abandonne la politique et part rejoindre l'équipe du *Figaro*, qu'il n'a plus jamais quitté, à Clermont-Ferrand. Les versions divergent sur les conditions de la rencontre entre Maulnier et Marcelle Tassencourt, de même que la date. Etienne de Montety, qui a travaillé avec Marcelle Tassencourt évoque un premier contact dans un train en direction de Bourges. Angie David, dans sa biographie sur Dominique Aury, situe la scène dans un train qui conduisait les deux futurs amants à Lyon. Et Marcelle Tassencourt, elle-même, a donné plusieurs versions de l'événement. En 1986, elle déclarait ainsi : « J'ai rencontré Thierry Maulnier en passant la ligne de démarcation (...) ; dans une ferme où on nous donnait un café avant de passer la ligne de démarcation¹ », ce qui évoque quelque peu la pièce de Maulnier, intitulée *La Maison de la nuit*. En 1998, elle relatait sa rencontre de manière légèrement différente : « Ma grand-mère était à Amiens. Je monte dans le train pour passer la ligne de démarcation. C'était assez facile. Je monte dans le train et je rencontre Thierry !² » En réalité, dans une lettre que Thierry Maulnier adresse à Marcelle Tassencourt, le 3 décembre 1940, quelques jours après qu'ils ont fait connaissance, il attribue cette rencontre, qui s'est déroulée au cours d'un voyage en train, à « Dorgères et (au) hasard³ ». La jeune actrice n'est pas une inconnue pour lui, puisqu'il l'a vue avec enthousiasme jouer le rôle de Junie au début de la guerre, dans *Britannicus*, au théâtre Charles de Rochefort et « en très médiocre compagnie⁴. »

Quoi qu'il en soit, la passion est immédiate entre les deux jeunes amants qui fréquentent par ailleurs les mêmes lieux à Lyon, où le *Figaro* s'est finalement replié après s'être installé dans un premier temps à Clermont-Ferrand. Dans les premiers

signaler Mlle Tassencourt, qui nous a présenté une Iphigénie un peu frêle mais touchante. Or, Mlle Tassencourt est de tous les concurrents la moins armée pour la tragédie. Ce qui prouve que l'intelligence et la sensibilité peuvent suppléer à l'absence de grands moyens ». (J.C. « Concours du Conservatoire. Tragédie », in *Le Figaro*, 5 juillet 1932).

¹ Marcelle Tassencourt interrogée par Yvonne Taquet, in *Mémoires du siècle : Marcelle Tassencourt*, Diffusé sur France Culture, le 12 janvier 1986, Fonds INA radiodiffusion.

² Agnès Bigault, *L'Humaine condition, Thierry Maulnier humaniste du XXème siècle*, op. cit., p.20.

³ Lettre de Thierry Maulnier à Marcelle Tassencourt, cachet de la poste à la date du 3 décembre 1940, Fonds privé Thierry Talagrand.

⁴ *Ibid.*

temps de leur relation, Marcelle Tassencourt vit à Aix-en-Provence, dans une maison où Louis Jouvet a rassemblé une troupe de théâtre, qui doit donner des émissions radiophoniques. En fait, l'objectif de Jouvet est d'emmener cette troupe en tournée en Amérique du Sud. Marcelle Tassencourt, qui vient de rencontrer Thierry Maulnier, refuse de poursuivre l'aventure, mais elle est souvent éloignée de son amant pendant ses tournées. Ils se retrouvent le temps d'un week-end dans des villes inconnues pour des escapades romantiques. Quand elle est à Lyon, Marcelle Tassencourt passe régulièrement chercher son amant au Café neuf à la fin de sa partie d'échecs contre Kléber Haedens. Louis Gabriel-Robinet et sa maîtresse, Marcelle Tassencourt et Thierry Maulnier prennent leurs repas ensemble au restaurant de la Maison de la presse repliée. Marcelle Tassencourt et Thierry Maulnier deviennent vite inséparables, même si pendant plus d'un an encore, ce dernier continue à entretenir une relation distante avec Dominique Aury, qui est au courant de sa liaison. C'est finalement Dominique Aury qui a choisi de mettre fin à sa relation avec Maulnier pour ne pas trop souffrir. Cette rupture sentimentale se double, pour Thierry Maulnier et Dominique Aury, d'une rupture professionnelle. Dominique Aury – qui publie ensuite en 1943 une *Anthologie de la poésie religieuse française*, à partir des recherches qu'elle avait poursuivie à la Bibliothèque nationale pour ses travaux avec Maulnier – se rapproche des *Lettres françaises* clandestines et de la résistance en fréquentant Maurice Blanchot et Jean Paulhan. Thierry Maulnier, lui, se rapproche de l'équipe du *Figaro*, grâce à Marcelle Tassencourt et Louis Gabriel-Robinet qui n'est décidément pas rancunier puisqu'il lui permet de mettre un pied définitif au sein de l'équipe du journal en lui présentant son directeur, Pierre Brisson.

Chapitre 19
« Rester la France »

L'année 1941 est celle où Maulnier s'investit à nouveau dans la Révolution nationale, après un flottement de quelques mois, qui correspond globalement au second semestre de 1940. Pour preuve, le premier article qu'il publie en 1941 s'intitule « La révolution commence¹ ». Pourtant, si la révolution commence pour Maulnier, elle est déjà en œuvre depuis plusieurs mois pour les pétainistes les plus engagés. On notera tout d'abord que cet engagement se situe au moment où les premiers prisonniers de la Jeune Droite rentrent en France. Mais, surtout, qu'il se produit après le départ contraint, du gouvernement, de Pierre Laval. Le 13 décembre 1940, Laval, Vice-président du Conseil des ministres est en effet victime d'un complot mené par l'entourage de Pétain – à savoir Darlan, Baudouin, Peyrouton, Huntziger, Bouthillier, Caziot, du Moulin de Labarthète et Platon – qui conduit à son renvoi par le Chef de l'Etat français. Par cette action, Pétain rejetait les erreurs et l'incompréhension provoquées par la rencontre de Montoire sur son Vice-président, dont l'impopularité dans l'opinion était croissante. Il n'entendait pas mettre fin à la politique de la collaboration initiée par Laval, mais bien la reprendre à son propre compte. Le renvoi de Laval peut en tout cas s'apparenter à une victoire des hommes de sensibilité maurrassienne dans l'entourage de Pétain, et expliquer la nouvelle place accordée par le régime de Vichy aux intellectuels de la Jeune Droite. Maulnier s'engage concrètement dans la Révolution nationale presque au même moment que Jean-Pierre Maxence, Jean de Fabrègues ou René Vincent qui sont tous libérés au cours du premier semestre de l'année 1941. Robert Brasillach quitte également son Oflag et revient en France à la fin du mois de mars 1941, sur la demande des autorités de Vichy. « L'amiral Darlan, vice-président du conseil chargé de la tutelle des services de l'information, envisage de lui confier le commissariat au cinéma (...). Des difficultés de dernière minute empêchent cette nomination et le poste échoit finalement à un ancien collaborateur d'*Esprit*, Louis-Emile Galey². » Impression prémonitoire, le retour de Brasillach à la rédaction en chef de *Je Suis Partout* inquiète Thierry Maulnier qui fait d'ailleurs part de son sentiment à Marcelle Tassencourt : « Je viens

¹ Thierry Maulnier, « La Révolution commence », in *Le Jour*, 2 janvier 1941.

² Pierre-Marie Dioudonnat, *Je Suis Partout 1930-1944*, op. cit., p.347.

d'apprendre la libération de Robert Brasillach, autorisé à rentrer en France pour reprendre la direction de *Je Suis Partout*. Cela m'ennuie un peu pour lui. Mais peut-être aura-t-il l'occasion de voir d'un peu plus près certaines réalités qui, dans l'isolement de son camp, lui échappent¹. »

Maulnier s'engage donc en même temps que ses camarades, mais ne fréquente pas les mêmes lieux. Et il aborde enfin la collaboration avec beaucoup de recul, comme le souligne la citation précédente. Il est ainsi absent des colonnes de la revue *Idées* fondée par Vincent en novembre 1941 ou de celles du journal *Demain* fondé par Jean de Fabrègues. Son engagement est également différent. Il y a des idées communes entre Maulnier et ses anciens camarades de la Jeune Droite, mais aussi des divergences profondes qui apparaissent avec le temps. Enfin, il faut souligner que l'implication de Maulnier dans la Révolution nationale se produit à un moment où le régime entre dans une phase de perturbations importantes, marquée par l'intervention militaire allemande en Afrique du nord et en URSS, les premières exécutions d'otages en France et le renforcement de la collaboration d'Etat entre le régime et le Troisième Reich que symbolise l'entrevue entre Hitler et Darlan au Berghof le 13 mai 1941 et les « Protocoles de Paris ». Le tout à un moment où la France rencontre d'énormes difficultés dans les domaines économique et social. Maulnier sort donc de sa torpeur pour soutenir le régime certes, mais pour mieux l'aiguiller contre les déviations dangereuses qui le menacent en raison des circonstances et de l'action de ses ennemis. Maulnier croit en effet toujours à la nécessité d'une révolution strictement nationale. En ce sens, son intervention dans la vie politique précède et accompagne la réaction que le régime met en œuvre à partir du fameux discours de Pétain sur le « vent mauvais » de contestation qui souffle sur la France de Vichy². Les ennemis identifiés par Maulnier ne sont cependant pas les résistants, les dissidents gaullistes, les communistes ou les juifs par lesquels le régime de Vichy se sent menacé, mais les collaborationnistes, les conservateurs qui tentent de confisquer la Révolution nationale au profit des trusts et les socialistes qui masquent derrière un discours

¹ Lettre de Thierry Maulnier à Marcelle Tassencourt, datée du 5 avril 1941, envoyée de Lyon, Fonds privé Thierry Talagrand.

² Le 12 août 1941, le Maréchal Pétain s'adresse à la France en ces termes : « Français, j'ai des choses graves à vous dire. De plusieurs régions de France, je sens se lever depuis quelques semaines un vent mauvais. L'inquiétude gagne les esprits, le doute s'empare des âmes. L'autorité de mon gouvernement est discutée ».

collaborationniste favorable à l'Europe sous hégémonie allemande, leur volonté de convertir un jour le régime à la démocratie parlementaire. A constat identique, les ennemis des dirigeants de Vichy et de Maulnier ne sont donc pas les mêmes. Il reste cependant ce phénomène étonnant : Maulnier manifeste un fort engagement en faveur de la Révolution nationale au moment même où les Français tendent à se détacher du régime. « La population amorphe, inerte, timorée, repliée, apathique, sceptique, retirée dans sa coquille, (...) parfois désemparée, se rallie encore à la voix du maréchal, mais pour des approbations qui deviennent de plus en plus fugitives. (...). C'est une conclusion quasi identique qui ressort du contrôle postal de juillet à septembre 1941 : l'opinion s'éloigne de plus en plus du gouvernement¹. »

Commissaire du Rassemblement pour la Révolution nationale

En plus des circonstances, il y a peut-être une autre explication à l'intérêt que porte à nouveau Maulnier à la Révolution nationale : sa nomination au Comité du Rassemblement pour la Révolution nationale. Pour contrer les tentatives de création d'un parti unique et, plus tard, après le 13 décembre 1940, pour faire face à la crise ouverte par le renvoi de Laval du gouvernement et son remplacement par l'Amiral Darlan, qui excite la colère des milieux collaborationnistes parisiens contre le Maréchal, Vichy s'efforce de se rapprocher des Français en expérimentant quelques formules nouvelles. La première de ces formules consiste dans la création d'un Conseil national², annoncée le 22 janvier 1941. Sorte de parlement nommé par le Chef de l'Etat, le Conseil national est composé de 213 membres – parmi lesquels se trouvent 75 parlementaires de la Troisième République issus de tous les partis – qui se réunissent en commissions spécialisées sur des dossiers dont il a été saisi. Il s'agit, comme le rappelle alors la presse de l'époque³, d'une institution provisoire qui est appelée à disparaître le jour où le régime nouveau sera doté d'une constitution. Au sein

¹ Pierre Laborie, *L'opinion française sous Vichy. Les Français et la crise d'identité nationale 1936-1944*, op. cit., p.261.

² Voir à ce sujet : Michèle Cointet, *Le Conseil National de Vichy 1940-1944*, Paris, Aux Amateurs de Livres, 1989, 483 p.

³ « Le Maréchal institue un Conseil national de près de 200 membres », in *Ouest-Eclair*, 25 janvier 1941 ; « Le Maréchal créé le Conseil national », in *Le Jour*, 25 janvier 1941 ; « La Composition du Conseil national », in *Ouest-Eclair*, 26 janvier 1941 ; « Le fonctionnement du Conseil national », in *Ouest-Eclair*, 25 mars 1941.

de ce Conseil siègent, entre autres personnalités, Henri Massis, Jacques Doriot, André François-Poncet, le Colonel de La Rocque, Paul Faure, Ludovic-Oscar Frossard, Abel Bonnard, Jean Mistler, Eugène Frot, quatre personnalités musulmanes d'Afrique du Nord et, parmi les animateurs de la Jeune Droite, Louis Salleron, qui représente l'Union Nationale des Syndicats Agricoles, UNSA.

La seconde mesure que prend le régime est la création du Comité du Rassemblement pour la Révolution nationale. Dans l'esprit de l'un de ses concepteurs, Henry du Moulin de Labarthète, l'objectif de ce comité était de faire contrepoids à l'influence grandissante de la Légion française des combattants, qui risquait de conduire à la mise en place progressive d'un Etat légionnaire et donc d'un parti unique. Avec l'appui vraisemblable de Darlan et le silence complice de Pétain, du Moulin de Labarthète organise donc ce comité qui « grouperait, non point les cœurs, mais les esprits, qui accueillerait les représentants de toutes les forces spirituelles, de tous les partis politiques du pays¹ ». Un communiqué décrivait ainsi la création du Comité le 29 janvier 1941 : « Le Maréchal a réuni au sein de ce comité une quarantaine d'hommes de pensée et d'hommes d'actions, jeunes encore, combattants pour la plupart de la dernière guerre et qui, venus des milieux politiques et sociaux les plus divers, ont tenté de dégager, depuis plusieurs années, les principes d'une collaboration vivante dans l'ordre national et social. Il importe surtout, dans le désarroi de l'opinion et face aux entreprises du communisme, de définir et de propager ces courants positifs qui redonneront à notre pays accablé et vieilli avant la défaite le désir de son renouvellement et le sens aigu de son propre avenir dans un monde transformé par la guerre. C'est à cette œuvre spirituelle et de redressement que sont conviés les chefs des grandes équipes de demain. (...). Les commissaires du Rassemblement dessineront l'image de la France nouvelle et travailleront à sa construction. Le Comité du rassemblement pour la Révolution nationale sera un centre de préparation et de mise en place des cadres sociaux dont l'action s'engagera dès que les thèmes de propagande auront été définitivement arrêtés². » Ce comité, composé d'une quarantaine de

¹ Henry du Moulin de Labarthète, *Le Temps des illusions*, op. cit., p.266.

² « Le Comité du rassemblement pour la Révolution nationale », in *Le Jour*, 30 janvier 1941. Voir aussi : « Le Comité du rassemblement pour la Révolution nationale », in *L'Effort*, 30 janvier 1941 et « Un Comité de rassemblement pour la Révolution nationale est constitué », in *Le Figaro*, 30 janvier 1941.

membres – parmi lesquels se trouvent notamment Thierry Maulnier, Jean-Louis Tixier-Vignancour, René Dommenge, Saint-Exupéry, François Valentin pour la Légion et Charles Vallin pour le PSF – apparaît donc comme une sorte de groupe technique chargé de définir le contenu théorique de la Révolution nationale, que les Français ont bien du mal à comprendre. Il répond à de très fortes ambitions, et à ce titre, il va immédiatement provoquer l'opposition de la Légion française des combattants, qui avait déjà vu une menace dans la création du Conseil national¹. D'autant plus que le Comité entend contester sa place à la Légion. Le 27 février 1941, le Directoire de la Légion s'adressant au Maréchal, demande que le rassemblement des Français décidés à servir la Révolution nationale se fasse dans le cadre unique de la Légion. A cet obstacle s'ajoute la compétition entre les membres du Comité proches du PSF de La Rocque et du PPF de Doriot, lors des réunions constitutives, qui vont finir par miner l'entreprise. Dans le procès verbal de sa réunion du 4 mars 1941, la commission exécutive du Comité constatant que « le rassemblement nécessaire des Français pour la Révolution ne peut être l'œuvre exclusive d'une association de combattants qui ne groupe – d'après ses propres déclarations – que 452 000 adhérents, qui ne peut, en raison des circonstances exercer son autorité en zone occupée ; qu'au reste la qualité de combattant n'offre pas en soi les garanties suffisantes d'une adhésion sans réserve aux principes de la Révolution nationale² », demande en conséquence, soit le lancement officiel du Comité, soit sa disparition. A la suite de cet ultimatum, le Maréchal Pétain faisait le choix de soutenir la Légion et le Comité disparut de lui-même, après s'être réuni 4 fois, les 10, 24 et 28 février, ainsi que le 4 mars 1941. Les commissaires du Rassemblement pour la Révolution nationale pouvaient retrouver leur liberté. Le cheminement officiel de Maulnier dans les coulisses du régime de Vichy n'a donc pas duré plus de quelques semaines. « Mais de l'expérience avortée du Comité du Rassemblement tout ne disparaîtra pas, comme l'a indiqué Jean-Paul Cointet dans son travail sur la Légion. Si le Comité, en l'absence

¹ Sur la réaction de la Légion à la création du Comité, on consultera avec profit la thèse d'Etat de Jean-Paul Cointet, *La Légion française des combattants 1940-1944*, thèse d'Etat en histoire contemporaine, Université de Paris IV, 1991, sous la direction de Jean-Marie Mayeur, pp.171-184. Cette thèse, remaniée, a été publiée sous le titre : *La Légion française des combattants 1940-1944. La Tentation du fascisme*, Paris, Albin Michel, 1995, 458 p.

² Jean-Paul Cointet, *La Légion française des combattants 1940-1944*, *op. cit.*, pp.182-183.

d'un rassembleur et du fait de l'hétérogénéité de sa composition, a été incapable de se donner une organisation et de définir une ligne doctrinale, il a eu divers mérites : il a rapproché – ou remis en présence – un certain nombre d'hommes qui ne se perdront pas tous de vue par la suite ; surtout ont été jetées les bases d'un réseau de propagande, qui sera le point de départ de la grande entreprise de propagande gouvernementale lancée en mars 1941 par Paul Marion, responsable de ce secteur au sein du Comité avorté et devenu secrétaire à la vice-présidence du Conseil¹ » des ministres. Car, tel était bien l'une des missions de ce Comité de réfléchir au contenu de la Révolution nationale et de faire œuvre de propagande. Avec ces éléments, il est aussi plus facile désormais de formuler des suppositions sur le projet sur lequel Maulnier affirmait travailler pour Vichy dans une lettre à sa mère, et les raisons de sa visite auprès du Directeur du cabinet civil du Maréchal Pétain. Il s'agissait sans doute de ce Comité du rassemblement pour la Révolution nationale, dont Henry du Moulin de Labarthète s'efforçait alors de penser la formule en prenant des conseils auprès de personnalités avisées². On notera aussi avec attention que, sur les 250 personnalités membres du Conseil national et du Comité du rassemblement pour la Révolution nationale, deux seulement – Thierry Maulnier et Louis Salleron – sont issus des rangs de la Jeune Droite.

En fait, les archives de Thierry Maulnier contiennent un document qu'il a signé et intitulé *Notes sur l'orientation de la propagande*³. Ce texte, rédigé en octobre 1940 et annoté par une personne qui a écrit en gros caractères « Rassemblement national » sur la première page, apporte des renseignements précieux sur l'état d'esprit de Maulnier, son avis sur les débuts du régime de Vichy et ses ennemis, ainsi que sur la manière dont il définit la Révolution nationale et la mission de ses propagandistes. Les propos de l'auteur sont beaucoup plus libres que ceux des articles soumis à l'avis de la

¹ Jean-Paul Cointet, *La Légion française des combattants 1940-1944. La tentation du fascisme*, op. cit., p.111

² Une note du livre de Robert O. Paxton sur Dorgères nous invite à suivre cette interprétation. Paxton signale en effet des échanges de courriers entre Dorgères et du Moulin au sujet de la création d'un mouvement, au sein duquel Dorgères verrait bien Maulnier et Bernard Faÿ. (Robert O. Paxton, *Le Temps des chemises vertes. Révoltes paysannes et fascisme rural 1929-1939*, Paris, Editions du Seuil, 1996, p.233). Bernard Faÿ ne faisait partie ni du Conseil national, ni du Comité du rassemblement pour la Révolution nationale. On sait que le Directeur du cabinet civil du Maréchal Pétain ne l'appréciait guère. En revanche, Dorgères fut membre du Conseil national.

³ Thierry Maulnier, *Notes sur l'orientation de la propagande*, octobre 1940, 14 p. Fonds privé Thierry Talagrand.

censure. Comme l'indique la date de sa rédaction, il s'agit sans doute d'un document que Maulnier avait préparé pour ses entretiens avec les responsables du régime et qu'il a dû remettre à du Moulin de Labarthète au cours de leur échange à Vichy. Ce texte contient les prémices d'une réflexion sur l'organisation de la propagande pour mieux faire comprendre et accepter la Révolution nationale, qui a pu faire écho aux propres interrogations de du Moulin sur le sujet. Pour Maulnier, « le nouvel Etat a besoin de créer au plus tôt un état d'esprit favorable à l'œuvre entreprise, (...), mais encore de susciter pour cette œuvre des collaborateurs et des serviteurs, de créer une élite pénétrée de l'esprit nouveau et de préparer ainsi le passage de l'ère de transition actuelle à la société qui est en train d'y prendre naissance¹. » Après avoir indiqué que les deux « idées forces de la révolution nationale », à savoir l'idée nationale et l'idée révolutionnaire, qui contiennent pour les Français des promesses d'espoir de changement et d'avenir, sont en passe d'être habilement récupérées par les adversaires du régime, Maulnier formule un certain nombre de propositions concrètes pour le travail de propagande que doit absolument accomplir l'Etat français. « La propagande anglaise se sert du sentiment national contre le Gouvernement Pétain, “asservi à l'Allemagne”, la propagande allemande se sert de l'idée révolutionnaire contre le Gouvernement Pétain, “asservi à la réaction conservatrice et bourgeoise”. Les idées sur lesquelles doit se fonder le seul relèvement possible de la France se trouvent exploitées à de toutes autres fins, sinon contre la France elle-même, par des puissances étrangères ou hostiles à la France. Rien n'est plus nécessaire que de rendre les idées de la Révolution nationale à la Révolution nationale² », conclut-il. Pour ce faire, Thierry Maulnier détaille le « travail d'éducation révolutionnaire du peuple français³ », qui doit être entrepris sur le terrain, en s'inspirant de quelques principes simples, dont les premiers résident dans la participation active et directe des Français à l'œuvre de la Révolution nationale et la formation d'une avant-garde révolutionnaire, ou d'une nouvelle aristocratie, issue des forces vives du peuple. « L'originalité, et une des raisons du succès des révolutions allemandes ou italiennes, a été de créer une

¹ Thierry Maulnier, *Notes sur l'orientation de la propagande*, op. cit., p.1. Le terme de collaborateur est utilisé ici dans le sens de propagandiste, de serviteur, ou de coopérateur, et non de partisan de la politique de collaboration avec l'occupant.

² *Ibid.*, pp.4-5.

³ *Ibid.*, p.6.

hiérarchie nouvelle, indépendante de la puissance financière et en quelque sorte supérieure à cette puissance. (...). Il faut donner à la Révolution nationale française, sans tarder, ses cadres et ses privilèges. Ces privilèges doivent être différents de ceux de l'argent. Au moment où la France échappe à la domination de la finance nationale ou internationale, au moment où la défaite, l'inflation, l'autarcie, les difficultés de ravitaillement ôtent à l'argent son privilège essentiel, qui était de se procurer n'importe quoi, (...) l'occasion est favorable pour créer un système de privilèges différent de la hiérarchie des fortunes et peut-être supérieur à elle. Les nouveaux privilégiés doivent être les nouveaux cadres révolutionnaires¹ ». Et ces privilèges sont tout d'abord de percevoir un salaire pour faire partie de l'élite de la Révolution nationale et accomplir le travail de propagande nécessaire, de bénéficier de droits spéciaux analogues à ceux des officiers en situation de guerre, ou encore de profiter de formations spécifiques dans des écoles de chefs. Maulnier exclut par ailleurs le port de l'uniforme. Il n'est pas question de « considérer cette avant-garde comme une organisation de casseurs de vitrines juives ou de barbouilleurs d'inscriptions sur les murs, ni même comme une "troupe d'assaut" ou une police auxiliaire, mais comme le creuset et le centre de rayonnement d'une conscience révolutionnaire authentique² ». Pour dire le vrai, il est difficile de cerner exactement le type de mouvement que Maulnier a en tête. Il ne s'agit assurément pas d'un parti unique comme le NSDAP ou le parti fasciste ; ni d'un mouvement comme la Légion française des combattants, car l'avenir de la Révolution nationale ne peut reposer seulement sur les anciens combattants qui n'ont pas plus de droits que les autres citoyens à peser sur la politique du régime. En fait, Maulnier ne va pas chercher ses références du côté des régimes fascistes. Aussi surprenant que cela puisse paraître dans un document destiné à servir à l'Etat français, il cite à plusieurs reprises l'exemple de la propagande marxiste-léniniste. « Le Marxisme n'était pas seulement un parti politique, il enseignait une nouvelle conception du monde, avec plus de subtilité pour les intellectuels, avec plus de simplicité pour la masse. Il enseignait des méthodes de pensée, des façons de raisonner et de juger, il contenait non seulement une sociologie et une politique, mais une philosophie et une

¹ Thierry Maulnier, *Notes sur l'orientation de la propagande*, op. cit., p.9.

² *Ibid.*, p.14.

métaphysique. Il faut créer à l'usage des Français une culture révolutionnaire, par laquelle le militant acquerra la conscience de s'élever intellectuellement au-dessus des autres, de former une élite. Il n'y a de véritable propagande que dans l'action. (...). Lénine considérait la pratique de la lutte des classes (...) comme plus apte à faire des révolutionnaires que la théorie¹. » Le nouveau mouvement d'avant-garde politique auquel pense Maulnier est en quelque sorte une aristocratie de militants, choisie au sein du peuple parmi ceux qui se distinguent par leur capacité à apporter une réflexion doctrinale pure et intransigeante et à l'imposer dans les consciences de leurs concitoyens. Emanant du peuple et représentant l'opinion populaire, elle garde ainsi toute sa liberté de critique et de réflexion doctrinale à l'égard de l'Etat et du gouvernement. « La tâche de gouverner comporte obligatoirement des compromis et des prudences et il importe que les doctrines de la Révolution nationale soient quelque part élaborées, défendues, affirmées dans la pureté et l'intransigeance, d'une façon plus doctrinale et plus systématique ; il importe que des principes vers lesquels la société nouvelle ne tendra à travers une œuvre réformatrice nécessairement prudente, que de façon progressive et peut-être lente, soient nettement et catégoriquement posés, et que des réformes dont l'idée n'est pas encore familière à l'opinion soient d'abord proposées par des voix non officielles. Il faut, en d'autres termes, que la doctrine de l'Etat Nouveau possède un laboratoire et des moyens de sondage². » Cette avant-garde révolutionnaire devait ainsi avoir la tâche, pour Maulnier, d'attirer vers elle tous ceux, hommes de tempérament et extrémistes, qui considèrent que l'action gouvernementale est trop modérée, tout en rejetant vers le gouvernement ceux que l'action révolutionnaire, dans toute sa pureté, effraient. Autrement dit, il s'agissait de canaliser l'hostilité des collaborationnistes en l'orientant dans un sens favorable au régime. Par certains de ses aspects, le mouvement imaginé par Maulnier n'était pas si éloigné finalement du rôle du parti dans les Etats totalitaires.

¹ Thierry Maulnier, *Notes sur l'orientation de la propagande*, op. cit., p.8.

² *Ibid.*, p.12.

Penser français

L'année 1941 est sans conteste celle où Maulnier déploie l'activité politique et journalistique la plus intense sous l'Occupation, même si, encore une fois, il faut préciser que cet engagement s'exprime quasi intégralement par la plume. Sa vie lyonnaise n'a pourtant rien d'exaltant, entre les différents couples et amis qui composent son entourage. « Lyon est toujours aussi maussade sans vous, écrit-il à Marcelle Tassencourt. La pluie s'ajoute à votre absence, et ne la rend pas plus agréable à supporter. J'ai dîné avec K.H (*Kléber Haedens, ndla*) et Madeleine Meunier, qui m'ont donné le spectacle d'une scène de ménage du meilleur goût. J'ai vu aussi Ravon, Gabriel, et la charmante O. qui a déjà débuté dans son rôle d'organisatrice, avec, me semble-t-il, beaucoup d'autorité¹. » Dans cette ambiance peu propice au travail, il faut bien gagner sa vie et il enchaîne les articles pour les journaux qui l'emploient. Tout d'abord, il commence une collaboration qui dure toute l'année pour *Le Jour-Echo de Paris* qui s'est installé à Marseille. Comme de nombreux journaux de la presse parisienne repliée, *Le Jour* fuyant l'avancée allemande avait pris le chemin de Poitiers – où il devait partager ses locaux avec *L'Action française* – et avait suivi le gouvernement à Bordeaux. Après la signature de l'armistice, l'équipe s'était reconstituée à Clermont-Ferrand, avant de se diriger vers le port phocéen jusqu'en juillet 1941².

Le Jour, dont Lemaigre-Dubreuil est propriétaire depuis qu'il l'a racheté en septembre 1939 à Léon Bailby, publie notamment des articles de Dorgères, Gabriel Boissy, Chamine, Christian Mégret, Fernand-Laurent, son directeur jusqu'en juin 1941, Lazare de Gérin-Ricard, le duc de Lévis-Mirepoix et Maurice Constantin-Weyer. Pierre Boutang, rédacteur à *L'Action française*, y assure pendant quelques semaines la Revue

¹ Lettre de Thierry Maulnier à Marcelle Tassencourt, datée du 4 avril 1941 et envoyée de Lyon, Fonds privé Thierry Talagrand.

² *Le Jour-Echo de Paris* s'installe ensuite de nouveau à Clermont-Ferrand, à la suite du départ de Fernand-Laurent, qui refuse de se soumettre à la censure allemande, et de la nomination à sa place de Jean Rigault, royaliste convaincu et anti-allemand. Pour des infirmations sur ce journal pendant la période de l'occupation, se reporter à : William A. Hoisington Jr., *Jacques Lemaigre-Dubreuil de Paris à Casablanca. Vingt ans d'engagement (1935-1955)*, op. cit., pp.89-92.

de la presse. Thierry Maulnier commence sa collaboration le 2 janvier et la termine le 31 décembre 1941, c'est-à-dire trois mois avant la disparition du journal qui rencontre de grandes difficultés avec les services de la censure¹. *Le Jour* paraît assez proche de *L'Action française* et salue par exemple la mémoire de Jacques Bainville. Son audience était cependant plus élevée, puisqu'il tirait en 1939 à 155.000 exemplaires, contre 40.000 pour *L'Action française*. En plus du *Jour* où il donne à peu près un article par semaine, Maulnier écrit dans la *Revue Universelle* qui a recommencé à paraître le 1^{er} janvier 1941. Grâce à Marcelle Tassencourt et surtout Louis Gabriel-Robinet, il entre également au *Figaro* où il publie son premier article le 6 février 1941. « J'ai vu Pierre Brisson qui m'avait demandé de passer au *Figaro*, et qui me demande deux chroniques par mois pour son journal. Je ne vais plus pouvoir suffire aux demandes² », explique-t-il à sa mère deux semaines avant le démarrage de sa collaboration. Au bout de deux mois, Pierre Brisson le promet à la dignité de chroniqueur militaire. Sous le pseudonyme choisi par le *Figaro* de Jacques Darcy, Maulnier, que ses collègues surnomment ironiquement « le Colonel », a donc la responsabilité d'écrire trois articles par semaine sur la guerre. Il en publie un par jour durant la campagne des Balkans. Si l'on ajoute les papiers qu'il donne à *L'Action française* pour la critique militaire, la « Causerie littéraire » et une chronique hebdomadaire, on peut en conclure que Maulnier est alors très occupé. Il doit d'ailleurs refuser régulièrement des offres de collaboration dans les journaux de province. Comme il l'écrit alors à sa mère, « le journalisme suffit pour le moment à absorber ma puissance de travail qui n'a jamais excédé trois ou quatre heures par jour. (...) Dans les limites où le permet ma paresse bien connue, je profite de la manne, qui

¹ « Et pour finir, en novembre 1941, les autorités de Vichy suspendirent la parution du journal, exigeant – et obtenant – la démission de Rigault, après la publication dans les colonnes du *Jour-Echo de Paris* d'une lettre de Poincaré adressée en 1918 au général Pétain à l'occasion de son élévation au maréchalat. La lettre vibrante d'un tel sentiment patriotique et le contraste entre le passé et le présent était si saisissant que Vichy vit dans cette publication une provocation intolérable. Après la démission de Rigault, le quotidien fut autorisé à reparaitre. Il vivota encore quatre mois, avant de disparaître définitivement en mars 1942 ». William A. Hoisington Jr., *Jacques Lemaigre-Dubreuil de Paris à Casablanca. Vingt ans d'engagement (1935-1955)*, op. cit., p.92. Sous l'occupation, Lemaigre-Dubreuil est proche des dirigeants du régime vichyste, dont il partage l'idéologie, tout en refusant la politique de collaboration. Il envisage, après la nomination de Weygand comme délégué du gouvernement de Vichy en Afrique du Nord, d'installer son journal à Alger, pour y participer à la défense et à la libération de la Métropole par l'occupant. Le projet échoue mais n'empêche pas Lemaigre-Dubreuil de participer activement ensuite à la résistance en Afrique du Nord, en préparant la voie au débarquement des alliés. Il assure un rôle de conseiller politique auprès du général Giraud.

² Lettre de Thierry Maulnier à sa mère, datée du 17 janvier 1941 et envoyée de Lyon. Fonds Thierry Maulnier, Bibliothèque municipale de Versailles. Correspondance, F 991 (6) a.

est relativement abondante mais qui pourrait bien n'être que momentanée¹ » en raison de la censure, du manque de papier et des difficultés financières que rencontrent les journaux de la zone libre, dont les lecteurs sont situés normalement en majorité dans une zone nord, où ils sont aussi interdits de publication. Si Maulnier écrit des articles à la chaîne, son œuvre d'écrivain est par contre au point mort. « Mes faibles efforts pour entreprendre quelque chose d'un peu sérieux sont toujours entravés, non seulement par la paresse, mais par le cas que font soudain les journaux les plus divers de ma collaboration² », se plaint-il à Marcelle Tassencourt.

Mais le tour de force que réussit Maulnier est de collaborer à la fois à *L'Action française* et au *Figaro*³. Ce qui conduit Lucien Rebatet à moquer l'« oracle » Maulnier, « ayant une fesse sur le *Figaro* judaïsant, une autre sur l'*Action française*⁴ ». Maulnier n'est d'ailleurs pas le seul rédacteur du quotidien monarchiste à assumer cette double casquette, puisque Kléber Haedens tient une chronique sportive dans le *Figaro*. A la vérité, il faut bien reconnaître qu'à l'exception du *Jour* où Maulnier traite en priorité de la question économique et sociale, les articles qu'il donne dans les journaux et revues – à *L'Action française*, au *Figaro* et à la *Revue Universelle* – sont sensiblement identiques, voire interchangeables. Il y traite des mêmes thèmes et y déroule souvent les mêmes arguments. Assez souvent également, ses critiques dans la « Causerie littéraire » de *L'Action française* et dans la *Revue Universelle* portent sur les mêmes ouvrages. A cette époque d'ailleurs, la posture intellectuelle de Thierry Maulnier colle parfaitement à la ligne éditoriale choisie par le *Figaro* qui se concrétise par un double mot d'ordre : résistance à la censure des autorités allemandes et fidélité à la personne du Maréchal Pétain. Le journal, qui tire à 50 000 exemplaires chaque jour, bénéficie de subventions du régime de Vichy, comme tous les quotidiens parisiens repliés en zone Sud, et Lucien Romier, longtemps directeur du *Figaro*, est

¹ Lettre de Thierry Maulnier à sa mère, datée du 29 mai 1941 et envoyée de Lyon. Fonds Thierry Maulnier, Bibliothèque municipale de Versailles. Correspondance, F 991 (6) a.

² Lettre de Thierry Maulnier à Marcelle Tassencourt, datée du 5 avril 1941 et envoyée de Lyon, Fonds privé Thierry Talagrand.

³ Maulnier avait déjà fait une première tentative dans les années 1930 car, avait-il alors expliqué à Maurras, il avait besoin d'une collaboration alimentaire. C'est à la suite de cette tentative ratée qu'il fut embauché à *L'Action française*. Il avait tout de même publié trois ou quatre chroniques au cours de l'été 1934.

⁴ Lucien Rebatet, *Les Décombres*, op. cit., p.636.

d'ailleurs nommé ministre d'Etat en août 1941. Sous l'Occupation, le journal est pourtant sans cesse en butte aux pressions de la censure, exercée par le régime de Vichy, qui suspend sa parution à deux reprises les 28 et 29 avril 1941 et le 9 janvier 1942¹, pour faire respecter les consignes des autorités allemandes.

L'un des thèmes récurrents que Maulnier ressasse sans arrêt dans ses articles, et qui sert également d'antienne à *L'Action française* sous l'Occupation, est celui de la « seule France ». C'est aussi le titre d'un recueil d'articles que Maurras publie en 1941 et qui contient une explication très claire sur le sens qu'il faut donner à cette expression : « Nous n'avons qu'une devise : la France. Nous ne sommes ni Allemands, ni Anglais. Nous sommes Français. La France seule ou, si l'on aime mieux, la seule France, tel est l'axiome fondamental². » Les seuls intérêts que les Français doivent par conséquent servir sont ceux de la France et des Français. La devise de la « Seule France » implique donc le rejet du totalitarisme fasciste, comme celui d'un ordre démocratique anglo-saxon. Elle renvoie ainsi les deux parties belligérantes dos à dos ; parce que chacun des deux adversaires représente un type de civilisation qui ne peut pas convenir à cette nation de traditions anciennes qu'est la France. On ne compte pas les références à ce thème de la seule France dans les articles que publie Maulnier sous l'Occupation. A titre d'exemple, on trouve plus d'une quinzaine de commentaires sur ce sujet, rien que dans la Revue de presse de *L'Action française*³ : « L'imitation de l'étranger n'a jamais été pour un peuple que le signe le plus évident de la décadence, et

¹ Pour une histoire générale du *Figaro*, se reporter à : Claire Blandin, *Le Figaro. Deux siècles d'histoire*, Paris, Armand Colin, 2007, 312 p.

² Charles Maurras, *La Seule France*, Lyon, Lardanchet, 1941, p.118.

³ Maulnier s'occupe de la « Revue de la presse » de *L'Action française*, une rubrique quotidienne, du 2 novembre 1941 au 15 décembre 1942. Au cours de cette période cependant, un certain nombre de numéros ne sont pas réalisés par Thierry Maulnier. Ainsi, 74 numéros sont signés « Intérim », 6 revues de la presse sont réalisées par Kléber Haedens et 3 par Robert Havard de la Montagne. La « Revue de la presse » présente chaque jour des extraits des articles les plus importants parus dans la presse, avec quelques commentaires du responsable de la rubrique. Elle nous renseigne donc sur les thèmes qui intéressaient particulièrement Maulnier sous l'Occupation et sur les journaux qu'il lisait. Les phrases de commentaires étant censées être courtes, la pensée de Maulnier y est souvent exposée de façon plus percutante et plus directe. Cette « Revue de la presse » constitue donc une source de renseignements non négligeable. Il faut encore ajouter que lorsque Maulnier prend au départ la responsabilité de cette « Revue de la presse », il ne souhaite le faire que pour quelques jours, pendant un court intérim ; soit qu'il craint le surcroît de travail que lui procure cette rubrique, soit qu'il craint les dérapages auxquels une telle rubrique peuvent le conduire. On ne connaît pas ses raisons. Quoi qu'il en soit, il se plaint dans une lettre à sa mère qu'il n'arrive pas à répondre à toutes les propositions que lui adressent les journaux : « Il y en a beaucoup que je puis pas satisfaire, surtout depuis que j'ai pris (à titre intérimaire car je ne veux pas la garder) la revue de presse de l'AF ». (Lettre de Thierry Maulnier à sa mère, datée du 2 décembre 1941 et envoyée de Lyon. Fonds Thierry Maulnier, Bibliothèque municipale de Versailles. Correspondance, F991 (6) a).

n'a jamais fait que précipiter la décadence. Nous mettre à l'école d'autres peuples, ce serait donner raison à ces détracteurs de la France qui prétendent qu'elle n'a plus aucun rôle à jouer dans le monde aujourd'hui¹. » L'envers de la seule France, c'est l'imitation de l'étranger, à laquelle Maulnier s'oppose sans retenue, parce qu'elle serait nuisible à la France et à la Révolution nationale qu'elle doit accomplir. « Les influences étrangères ont fait beaucoup de mal à la France bien avant 1940, lorsque la France était intacte et gardait toutes les apparences de la puissance. Elles pourraient lui faire plus de mal encore, maintenant que la France est mise par la défaite en état de moindre résistance². » Les Français doivent par conséquent rester fidèles à eux-mêmes et à leur civilisation, qui a fait la preuve à travers les siècles de sa supériorité et de sa valeur universelle. De sorte que « la tâche primordiale, celle qui doit absorber toutes les forces des citoyens français, c'est de créer un nouvel ordre national. Ce n'est pas là seulement la seule manière dont les Français puissent être utiles à la France. C'est la seule manière dont ils puissent être véritablement utiles au monde³. » Car la Révolution nationale, qui doit permettre à la France de trouver sa propre voie en toute indépendance, a en même temps valeur d'exemple pour les autres peuples. Ce discours, qui parsème les articles de Maulnier sous l'Occupation, est en fin de compte celui que martelaient l'Action française et la Jeune Droite – à l'exception de l'aile fascisante représentée par l'équipe de *Je Suis Partout* – jusqu'à la veille de la guerre. Il y a là une constance que Zeev Sternhell, avec sa méthode d'interprétation anhistorique, n'a encore une fois pas relevée⁴. Ces arguments se trouvent pourtant dans les premiers articles publiés par Maulnier, et déjà cités auparavant, sur ses « Impressions de Vichy ». Ils sont également visibles dans la manchette de *L'Action française*, avant que le journal n'adopte la devise de « La France, la France seule », le 17 juillet 1940. « Il y a un ordre allemand. Il y a un ordre italien. Mais il y a aussi un ordre français, qui ne doit rien aux autres et qui, pour être réalisé le dernier, sera peut-être le meilleur. C'est lui qu'il s'agit d'instaurer⁵ ». Pour des Allemands qui ont toujours vu dans le maurrassisme – jugé par passéiste, trop réactionnaire et surtout trop archaïque – un

¹ Thierry Maulnier, « Revue de la presse », in *L'Action française*, 28 novembre 1941.

² Thierry Maulnier, « Revue de la presse », in *L'Action française*, 22 décembre 1941.

³ Thierry Maulnier, « Revue de la presse », in *L'Action française*, 3 juin 1942.

⁴ Zeev Sternhell, *Ni droite, ni gauche, op. cit.*

⁵ Manchette de *L'Action française* du 17 juillet 1940.

contre-modèle de l'idéologie nazie, ces lignes constituent une évidente confirmation du caractère antinazi du quotidien monarchiste. Il n'est bien entendu pas question de présenter *L'Action française* comme un modèle de résistance. Mais il est utile de rappeler qu'elle a toujours refusé l'ordre allemand, au nom du génie national français ; et Thierry Maulnier avec elle. Le 2 janvier 1941, il écrit ainsi dans *Le Jour* : « La guerre qui ravage l'Europe n'est pas terminée encore ; elle n'est peut-être qu'à son début. Quelle qu'en soit l'issue, la France doit apparaître dans l'Europe future comme une nation capable d'y prouver son droit à la vie par ses propres forces, d'y manifester son génie national et de construire. La France a encore un rôle à jouer dans le monde, mais elle ne pourra le jouer que dans la mesure où elle se montrera capable de mener à son terme sa propre révolution nationale. (...). C'est dans la révolution nationale et dans la révolution nationale seule que la France peut aujourd'hui trouver les moyens de guérir ou plutôt de renaître, faire éclater la vigueur d'un génie qui survit intact à ses blessures, affirmer son droit à la vie¹. » Le double refus du totalitarisme et de la démocratie, de l'ordre allemand et de l'ordre anglais, est par conséquent le premier pas vers une renaissance de la nation française, dont le principal vecteur est la Révolution nationale. Depuis le début des années trente, sans varier d'un pouce, Maulnier ne cesse de répéter que la France doit trouver sa propre solution au problème posé par l'évolution du monde moderne.

A ce sujet, le livre qu'il publie en 1942 chez un éditeur lyonnais est particulièrement significatif. *La France, la guerre et la paix*² est constitué de chroniques qui datent, pour la première partie de 1939 – elles sont extraites de la revue *Combat* – et pour la seconde partie de 1941³. L'objectif de Maulnier est de montrer que, par delà la guerre et la défaite, le problème français demeure, sous l'Occupation allemande, le même qu'en 1939 : changer des institutions qui avaient de toute façon fait la preuve de leur inefficacité bien avant le désastre. « A la veille de la guerre il s'agissait déjà, au lendemain de la défaite, il s'agit encore, pour la France, de discerner (...) le régime politique, l'organisation sociale, le style de civilisation, les règles de vie qui lui conviendront le mieux. (...). En 1942, au milieu de ce conflit, c'est également en

¹ Thierry Maulnier, « La Révolution commence », in *Le Jour*, 2 janvier 1941.

² Thierry Maulnier, *La France, la guerre et la paix*, Lyon, Lardanchet, 1942, 213 p.

³ Les chroniques rassemblées pour l'année 1941 ont été publiées auparavant dans la *Revue Universelle*.

dehors des mythes démocratiques et des mythes totalitaires que se trouvent pour la France la seule renaissance, la seule existence possible. Ce qui ne veut pas dire qu'il nous faille tourner nos regards vers le passé (...), ce qui ne veut pas dire qu'il nous faille chercher un misérable compromis entre les deux religions démocratique et totalitaire, entre la religion du XIX^e siècle et la religion du XX^e siècle. (...) . Ce qui veut dire qu'il nous faut regarder au delà de ces religions, et non pas les réunir l'une avec l'autre dans je ne sais quelle absurde et confuse réconciliation, mais dominer et surmonter leur conflit par la création d'un ordre où seront résolues les antinomies où elles s'affrontent¹. »

Dès lors, tout se passe donc pour Maulnier et *L'Action française* comme si la guerre s'arrêtait à l'armistice signé entre la France et l'Allemagne. Tout ce qui se passe après l'armistice, dans le reste du monde, ne concerne finalement pas la France, qui doit rester spectatrice de la guerre. Pour Maulnier, la France n'a aucun intérêt à trouver dans une guerre qui oppose deux conceptions du monde qui lui sont étrangères. Par contre, elle doit prendre son rang pour la paix qui doit suivre, en se préparant du mieux possible. La France ne doit par conséquent ni soutenir la bataille que mènent les Alliés, ni participer à la guerre aux côtés des Allemands. La croisade lancée à la suite de la création de la Légion des Volontaires Français contre le bolchevisme obéit, pour Maulnier, à une stratégie dangereuse. La conséquence de la doctrine de la seule France est ainsi la neutralité du régime dans la guerre. D'autant plus qu'en soutenant l'un des deux belligérants, la France ne peut jouer au final qu'un rôle secondaire et inférieure, qui ne convient pas à son rang dans le monde. « Le meilleur moyen pour la France d'améliorer sa situation internationale, c'est non pas d'essayer de jouer un rôle nécessairement inférieur et effacé dans l'un des camps en présence, mais de relever ses ruines, de refaire ses énergies, de prouver qu'elle reste capable de vivre fière et indépendante². »

Cette neutralité et l'aspect quelque peu renfermé de la doctrine de la seule France ont provoqué beaucoup de critiques sous l'Occupation. Pour les uns, en particulier pour l'équipe de *Je Suis Partout*, si prompt à dénoncer l'« inaction française », cette

¹ Thierry Maulnier, *La France, la guerre et la paix*, op. cit., pp.9-10.

² Thierry Maulnier, « Revue de la presse », in *L'Action française*, 3 et 4 janvier 1942.

position constitue une sorte d'attentisme. Robert Brasillach, dans un article au titre particulièrement moqueur à l'endroit de Maurras, « La Provence, la Provence seule... », reproche ainsi aux tenants de la « France seule », comme Thierry Maulnier, de ne pas voir que la guerre continue et d'isoler leur pays au moment où se construit l'Europe nouvelle. « Nous ne pouvons pas accepter, nous, que la France soit réduite à quelques rêveries autour des santons de Maillane et des gracieux costumes des filles d'Arles. Nous ne pouvons pas accepter que la devise de la reconstruction nationale soit : “La Provence, la Provence seule...”¹ ». Coup dur pour Maulnier et les hommes d'Action française, cette phrase résume bien les critiques des partis collaborationnistes. Pour ces intellectuels déjà fascinés par les défilés de Nuremberg dans les années trente, la doctrine de la seule France s'accorde bien au patriotisme étriqué et archaïque de l'Action française. Elle est tout aussi paralysante. De certains de ses militants, « à qui plus d'un de mes amis et moi-même ressemblons comme des frères, affirme Lucien Rebatet, elle (*l'Action française, ndla*) a fait les spectateurs clairvoyants d'une tragédie, mais des spectateurs impuissants, à qui elle barrait l'entrée de la scène² ». Et plus loin, il confesse : « je ne sais pas ce que je fusse devenu entre les vieillards de plus en plus irréels de *L'Action française*³. » L'inaction, l'un des vices majeurs de *L'Action française* aux yeux des collaborationnistes de *Je Suis Partout*, a pris la forme de l'attentisme sous l'Occupation allemande. Cette position est inacceptable pour les collaborationnistes, parce qu'elle est forcément favorable aux Anglo-Saxons et à la Russie. Face à ces reproches d'attentisme, Maulnier soutient que la participation de la France à la guerre n'apporterait rien qui puisse changer le cours des événements pour elle. La neutralité dans la guerre a au moins l'avantage de préserver l'indépendance de la France. Ce faisant, il rappelle que la neutralité n'est qu'une première étape sur la voie de la renaissance française. Il faut profiter de la pause qu'offre la situation confortable de pays neutre pour refaire une France forte, qui soit en mesure de compter dans la définition de la prochaine paix et de ne pas se laisser imposer des choix qu'elle pourrait regretter. « La neutralité où nous nous trouvons nous offre donc, en ce début de 1941, nos seules chances de ressaisir une

¹ Robert Brasillach, « La Provence, la Provence seule... », in *Je Suis Partout*, 7 août 1942.

² Lucien Rebatet, *Les Décombres, op. cit.*, p.130.

³ *Ibid.*, p.215.

responsabilité dans notre propre histoire et quelque pouvoir sur nous-mêmes. Mais qu'on le remarque bien, cette neutralité ne suffit pas. Dans la neutralité aussi, nous pouvons être esclaves. Si nous nous résignons à une attente passive des décisions de la guerre, attente qui nous mènera seulement à subir, un jour, la loi du vainqueur quel qu'il soit. (...) . Les deux camps aux prises défendent chacun leur prétention à une organisation générale du monde. Il doit résulter de cette guerre des transformations telles, dans les rapports entre les nations, le mode des échanges économiques, la structure sociale des grandes communautés humaines, que la France, même neutre, en sera certainement touchée. Si nous ne voulons pas, au moment où la paix sera rétablie, être un objet dont les vainqueurs disposeront sans même se préoccuper de savoir s'il a une volonté propre, il est certain que nous devons dès maintenant nous préparer à une paix qui pourrait être pour nous, si nous n'y prenons garde, plus redoutable encore que la guerre elle-même¹. »

Maulnier considère par conséquent que la France ne saurait adopter une position de repli en attendant qu'à la fin de la guerre lui soit imposé un ordre qui ne correspondrait pas à ses valeurs. Cet ordre, elle doit chercher à le construire de ses propres mains. Tel est l'objet de la Révolution nationale. Car au moment où la France sera pesée sur la balance, lors de la signature de la paix, elle n'aura qu'un seul moyen de s'en sortir face au vainqueur : en disposant d'un instrument de pouvoir solide capable de l'impressionner. La neutralité n'ouvre donc pas une phase d'attente, mais une phase de dure reconstruction pour la France. On se demande cependant comment Maulnier peut imaginer à cette époque que la guerre n'est pas un obstacle susceptible d'anéantir tous les efforts réalisés pour refaire la France. La voie que propose Maulnier apparaît bien étroite et difficile à tenir en temps de guerre. Elle est même encore plus étroite que celle que suit Pétain, et avec lui *L'Action française* et une grande partie des vichystes. En collaborant, le Maréchal Pétain et les dirigeants vichystes s'efforcent d'élargir le carcan de l'armistice fixé par les Allemands, afin d'adoucir les conditions de vie des Français et ne pas compromettre les chances de réalisation d'une Révolution nationale que le premier considère comme sa grande œuvre. Pour ce faire, Pétain recherche – et

¹ Thierry Maulnier, « L'avenir de la France nouvelle (III). Guerre mondiale et révolution nationale », in *La Revue Universelle*, 1^{er} mars 1941, pp.341-342.

obtient à Montoire le 24 octobre 1940 – la mise en œuvre d’une politique de collaboration d’Etat avec l’occupant, en monnayant quelques-uns des derniers atouts du régime de Vichy, à savoir son empire et sa flotte. Pétain refuse l’importation et l’imitation du régime nazi, mais en collaborant, il est amené à faire des concessions, voire à précéder certaines demandes allemandes, pour offrir des chances de réussite à la Révolution nationale. *L’Action française* et Maurras, qui manifestent une fidélité inconditionnelle à Pétain car ils jugent qu’il ne faut pas gêner son action et qu’il importe de faire l’unité française derrière le chef de l’Etat, se trouvent dès lors amenés à soutenir la politique de collaboration, sans doute bien à contrecœur. Il suffit pour comprendre l’ambiguïté de la position maurrassienne de lire cette phrase du Martégal sur la collaboration, extraite de ses chroniques de *La Seule France*. Maurras le germanophobe a beau louvoyer, essayer d’adopter un raisonnement tortueux, il ne s’en sort pas, et cela se ressent aisément dans les propos suivants : « Le Maréchal Pétain met au premier plan la *sauvegarde des INTERETS du pays*. C’est un calcul *d’intérêt* que le plus honnête homme du monde se doit et doit aux siens de faire dans notre cas. Cette idée sacrée découle de deux sources : *l’honneur* et la nécessité de *maintenir l’unité française, une unité vieille dix siècles* dans les cadres nouveaux, mobiles et mouvants que peut apporter, proposer, imposer le sombre soleil de nos jours. (...) . Etes-vous partisan de ce que le Maréchal appelle la “collaboration” ? Je n’ai pas à en être partisan. Adversaire alors ? Non plus. Neutre ? Pas davantage ? Vous l’admettez donc ? Je n’ai pas à l’admettre, moins encore à la discuter¹. » Le devoir pour *L’Action française* est de se serrer derrière le chef, sans contester ses choix. La collaboration, pour Maurras, ne se discute pas, car il s’agit d’une décision prise par Pétain. Il se contente donc de suivre sans ciller le Chef de l’Etat. A l’inverse, la voie que propose Maulnier est encore plus étroite, parce qu’elle ne s’appuie pas sur la collaboration d’Etat, tout en refusant l’engagement aux côtés des Anglais et des gaullistes. Il est absolument impossible de trouver un article de Maulnier vantant les mérites de la collaboration d’Etat ou même, inversement, critiquant l’action du régime de Vichy dans ce domaine. Les Revues de presse de Maulnier dans *L’Action française* n’abordent pas une seule fois ce thème de la collaboration d’Etat. Par contre, les

¹ Charles Maurras, *La Seule France*, op. cit., pp.286-287.

articles de Maulnier sont remplis de critiques contre les collaborationnistes et les Français qui se fient à l'Allemagne pour reconstruire la France. En même temps, fait étonnant, il n'y a aucune trace dans ses nombreux articles écrits sous l'Occupation, de critiques de la politique de collaboration d'Etat. C'est que l'unité derrière le chef de l'Etat que prône Maulnier empêche naturellement toute critique directe des actions menées par Pétain. « Le maréchal apparaît non seulement devant les Français, mais encore devant le monde comme le garant de l'unité française¹ », écrit-il en effet en juin 1942. Contrairement à Maurras et *L'Action française*, Maulnier se garde donc bien de prendre parti sur la collaboration, à la fois pour ne pas gêner l'action de Pétain et pour ne pas cautionner une politique qu'il n'approuve assurément pas. Les multiples articles où il recommande aux Français de rester Français, de penser français, de demeurer fidèles à eux-mêmes, de ne défendre que les seuls intérêts français et de respecter une stricte neutralité dans le conflit suffisent à prouver qu'il n'était pas favorable à cette politique, sans pour autant manifester son hostilité directement. La voie que suit Maulnier apparaît donc très étroite et tout en nuances. Autant il était encore possible d'éviter de prendre parti entre les totalitarismes et la démocratie avant la guerre, autant ce choix semble s'imposer sous l'Occupation. C'est ce qu'explique d'ailleurs Lucien Rebatet quand il critique l'attentisme. « La neutralité ne peut être qu'une forme de rhétorique. Qui n'a pas pris résolument toutes ses positions pour une victoire des pays fascistes, est pour celle des démocraties, attend le salut de la France par un triomphe des Juifs et des démocrates américains, puisque les Russes ne sont pas à craindre pour ces messieurs². » A cela s'ajoute le fait qu'il était impossible d'entreprendre une révolution nationale en présence d'un occupant qui faisait tout pour brider la vitalité française. Il est également contradictoire de soutenir Pétain comme le fait Maulnier encore tardivement et de ne pas le suivre dans sa politique de collaboration d'Etat. En septembre 1942, il écrit encore à propos de l'enthousiasme soulevé dans la population, par un déplacement du Maréchal Pétain dans la Bresse : « L'homme qui a assumé la lourde tâche de maintenir la France dans les heures les plus difficiles de son histoire et de lui épargner le pire, demande et mérite plus que des applaudissements³. » De la

¹ Thierry Maulnier, « Revue de la presse », in *L'Action française*, 16 juin 1942.

² Lucien Rebatet, *Les Décombres*, *op. cit.*, p.626.

³ Thierry Maulnier, « Revue de la presse », in *L'Action française*, 17 septembre 1942.

même manière, en décembre 1942, juste avant d'abandonner la Revue de la presse de *L'Action française*, il soutient encore l'action menée par Pétain au cours des deux premières années du régime : « Dans des conditions difficiles, dans la demi-disette, dans la demi-liberté, avec des ressources terriblement diminuées par les destructions de la guerre, le blocus, les conséquences de la défaite, le gouvernement du Maréchal Pétain a fait beaucoup de travail depuis deux ans¹. » Ces contradictions sont pourtant majoritairement présentes dans l'opinion publique. Si l'on en croit les analyses menées par Pierre Laborie sur l'opinion des Français, il apparaît que coexiste alors « un puissant maréchalisme de sentiment » et « une hostilité viscérale à la collaboration, largement majoritaire, venue des profondeurs. Le courant se nourrit paradoxalement de la représentation ambivalente du chef de l'Etat et se montre imperméable à tout raisonnement "réaliste"². » Ce paradoxe s'explique cependant facilement. Pour des Français déboussolés, le vainqueur de Verdun – celui qui a été aussi économe de la vie de ses soldats dans la Première Guerre mondiale que de celle des Français en 1940 en signant l'armistice – représente le seul et unique repère. Il n'est pas envisageable par ailleurs que Pétain puisse agir contre les intérêts de la nation. Une fois encore, Maulnier n'est pas très éloigné dans ses raisonnements et ses comportements de la masse des Français.

Les buts qu'il assigne à la Révolution nationale sont cependant très clairs quand on examine ses écrits. Sa stratégie vise à donner les moyens à la France de refaire ses forces en espérant que, une fois la guerre terminée, l'état des deux camps en présence ne leur permette pas de figurer en meilleur état qu'elle à la table des négociations de paix. Autrement dit, il convient de profiter des événements pour reconstruire une nation forte et saine, avec des institutions et un moral solides. Le reste sera donné à la France par surcroît dès la fin de la guerre. En ce sens, il s'agit donc bien d'une stratégie attentiste. Attendre, à l'abri d'une neutralité confortable, que le vent tourne. Attendre les premières défaillances des Allemands pour tirer son épingle du jeu, car au fur et à mesure que le temps passe, la neutralité affichée par Maulnier se fait

¹ Thierry Maulnier, « Revue de la presse », in *L'Action française*, 4 décembre 1942.

² Pierre Laborie, *L'Opinion publique sous Vichy. Les Français et la crise d'identité nationale 1936-1944*, op. cit., p.252.

bienveillante à l'égard des Alliés ; alors que Vichy bascule, à l'inverse, dans un soutien de plus en plus affirmé à l'égard de l'Allemagne. L'exemple de redressement qui est alors sur toutes les bouches, et qui parsème les écrits des rédacteurs de *L'Action française*, est celui de la Prusse. Vaincue après la bataille de Iéna, par Napoléon, qui fait son entrée à Berlin le 27 octobre 1806, la Prusse est occupée par la France pendant près de 3 ans. L'occupation française favorise la naissance d'un puissant courant patriotique qui se manifeste dans tous les domaines – politique, militaire, social, culturel – et qui conduit finalement à la libération du territoire. C'est une mission de cet ordre, générer un redressement d'une puissance telle qu'il ne pourra pas être contrôlé par l'occupant, que Maulnier assigne à la Révolution nationale. Dans un commentaire du *Prince* de Machiavel, il écrit ainsi des lignes qui valent bien des articles de la presse résistante clandestine et qui réussissent à passer à travers les mailles de la censure. Après avoir rappelé que Machiavel fut, avec Pétrarque notamment, l'un des principaux précurseurs du Risorgimento italien, il écrit : « Relisons la magnifique “Exhortation à délivrer l'Italie des Barbares”, qui est adressée à Laurent II de Médicis et qui conclut *Le Prince* : “L'occasion qui se présente est trop belle pour qu'on la laisse échapper, et il est temps que l'Italie voie briser ses chaînes. Avec quelles démonstrations de joie et de reconnaissance ne recevraient-elles pas leur libérateur, ces malheureuses provinces qui gémissent depuis longtemps sous le joug d'une domination odieuse ! ” (...). Le politique Machiavel ne se contente pas d'appeler de ses vœux (...) la future Italie. Il recherche les moyens qui permettront de triompher des obstacles qui s'opposent à sa naissance et qui lui permettront de venir au jour, enfin une, enfin libérée. Il est maintenant certain que toute l'œuvre de Machiavel est née du souci de forger les armes de la libération et de l'unification italiennes. (...). Or, l'Italie, au temps de Machiavel, subit le sort des pays où l'étranger règne et commande ; non seulement l'étranger s'y est installé, mais encore les Italiens eux-mêmes ne connaissent d'autre recours contre l'étranger installé chez eux que l'appel à d'autres forces, également étrangères. (...). Certes, pour un pays faible et désarmé, l'appel à un voisin puissant paraît le moyen le plus facile pour retrouver l'indépendance. Mais c'est un moyen qui n'aboutit, dans la quasi-généralité des cas qu'à changer un maître pour un autre. Machiavel le sait, et il préfère une autre voie,

plus longue et plus difficile en apparence, la plus courte en réalité (...) : faire appel, pour la libération italienne, pour la construction de la maison italienne, aux forces italiennes. (...) . *L'Italie, l'Italie seule*, telle fut à peu près pour Machiavel la formule du salut¹. » Il suffit de remplacer l'Italie par la France dans ce texte et nous avons alors la recette qu'entrevoit Maulnier pour libérer le pays de l'occupant, tout en réalisant cette unité française qui n'existait pas avant la guerre. Un peu plus loin, Maulnier, se demandant quelle solution propose Machiavel pour aider à retrouver la liberté une nation asservie et divisée par des fractions adverses qui sont les unes et les autres inspirées par des mots d'ordre étrangers, trouve la réponse dans la personne du Prince, ou du chef si l'on veut ramener la problématique à des temps plus contemporains. « Tel est l'objet du célèbre traité intitulé *Le Prince*. Il s'agit de découvrir, de susciter, de former le chef, *le chef politique*, capable et seul capable de fédérer les énergies italiennes et de mener les Italiens à la conquête de leur future patrie. (...). On voit quels hauts enseignements de la suprême intelligence politique rayonnent de toute l'œuvre du philosophe de Florence. La politique fondée sur l'expérience et sur les enseignements de l'histoire, la reconstruction ou la construction nationale fondée non sur l'espoir d'une aide et d'une tutelle étrangère, mais sur les forces que la nation peut éveiller et susciter en elle-même, priorité du fait politique, suprême nécessité du Chef, fondateur de l'Etat et fédérateur des énergies libératrices. Ce sont là des leçons qui durent². » Et des leçons qui s'imposent à la volonté de renaissance française. Dans cet article, Maulnier ne prend par conséquent guère de détours pour appeler les Français à mettre en œuvre une reconstruction libératrice, sous l'autorité du Chef incontesté, garant de l'unité française. On notera au passage le transfert qui s'effectue dans son article du Prince au Chef. Alors qu'il disposait d'une occasion parfaite de réintroduire l'héritier des Rois de France et la monarchie héréditaire dans le jeu politique, Maulnier se contente de parler du Chef, expression dans laquelle il faut bien sûr entendre le Chef de l'Etat français.

La naissance du régime de Vichy est, pour les jeunes royalistes comme Maulnier, l'occasion de se libérer, un peu vite peut-être, non pas réellement du principe de la

¹ Thierry Maulnier, « A propos de Machiavel », in *L'Action française*, 8 avril 1942.

² *Ibid.*

monarchie héréditaire qu'ils ont toujours défendu, mais en tout cas d'un prétendant qui n'a jamais vraiment fait l'affaire. La preuve en est que, comme beaucoup de royalistes, et Maurras le premier, ils se contentent largement d'un monarque élu par la Providence – la « divine surprise » – qui assume aussi bien le pouvoir qu'un héritier contesté¹. Le pouvoir personnel de Pétain réussit à leur faire oublier une restauration, qu'ils remettent à plus tard. La priorité sous l'Occupation, c'est pour *L'Action française*, comme pour Maulnier et la Jeune Droite, de réaliser l'unité des Français contre les risques de division, que font courir aussi bien les héros de la France libre que l'occupant. Le commentaire du *Prince* de Machiavel que donne Maulnier à *L'Action française* est en effet aussi dur pour ceux qui s'en remettent à l'autorité d'un pays étranger, De Gaulle et les gaullistes en l'occurrence, qu'envers ceux qui servent l'occupant sans rechigner. Pour Maulnier, le héros de Verdun crée l'unité dont la France a besoin, et c'est tout ce qui compte dans l'immédiat. La monarchie héréditaire est d'autant moins une priorité que la France a retrouvé un pouvoir personnel et un monarque, même s'il n'est pas l'héritier des quarante rois qui ont fait la France². Au demeurant, dans son ouvrage écrit à la fin des années 1920 et jamais publié, Maulnier avait envisagé toutes les situations susceptibles de se présenter pour donner naissance à une monarchie. La « divine surprise » ou le hasard en faisait partie. « Pour faire un

¹ Maulnier et *L'Action française* sont d'autant plus séduits par un pouvoir personnel tel que le conçoit Pétain, que ce pouvoir dispose d'un Dauphin choisi par le Chef de l'Etat. Dans sa thèse sur *L'Action française* sous Vichy, Frédéric Ogé constate lui aussi que le royalisme du mouvement reçoit de nombreux accommodements, la restauration du Prétendant étant, semble-t-il, renvoyée aux calendes grecques. On trouve le même oubli de la monarchie héréditaire dans les écrits des anciens camarades de Maulnier réunis au sein de la revue *Idées*. « L'institution de la monarchie est donc envisagée, mais dans un futur dont les journalistes royalistes ne précisent jamais s'il est proche ou lointain. Pour l'heure, par contre, ils ne ménagent pas leur soutien à Philippe Pétain qui jouerait parfaitement, selon eux, le rôle de Régent. (...) En vérité, les rédacteurs de *L'Action française* ne paraissent pas faire preuve de beaucoup d'empressement pour faciliter l'avènement – hypothétique – du descendant des quarante rois qui firent la France ». (Frédéric Ogé, *Le journal l'Action française et la politique intérieure du gouvernement de Vichy*, op. cit., pp.79-80. Il faut aussi souligner que depuis la rupture entre *L'Action française* et le Prétendant consécutive à la parution du *Courrier royal* – le journal fondé par le Comte de Paris qui fait concurrence au quotidien maurrassien – le Prétendant n'est plus tellement en odeur de sainteté. A cela s'ajoute l'opportunisme du Comte de Paris qui navigue entre Vichy et la France libre, pour finir définitivement dans les parages du gaullisme. Certains témoignages laissent également entendre qu'il fut impliqué dans l'assassinat de Darlan perpétré le 24 décembre 1943 à Alger. Le Comte de Paris se trouvait alors dans la ville depuis le 10 décembre.

² Au sujet du régime de Vichy, Jean-Marie Guillon écrit ainsi : « un Etat que Joseph Barthélemy n'hésite pas à qualifier de "louis-quatorzien" se met en scène, avec ses symboles et son rituel qui prennent le contre-pied de la République. Au 14 juillet, (...) s'opposent les contre-fêtes nationales du mois de mai, nouvelle image de la cité remise en ordre. A la république parlementaire désincarnée s'oppose un chef charismatique, renouant avec les pèlerinages de la monarchie absolue comme avec l'imagerie napoléonienne ». (Jean-Marie Guillon, « La philosophie politique de la Révolution nationale », in Jean-Pierre Azéma et François Bédarida (dir.), *Le régime de Vichy et les Français*, op. cit., pp.173-174.

roi si on bannit l'élection qui est l'expression de la volonté populaire, et théoriquement, le choix qui suppose un pouvoir préexistant (...), il ne reste, pour la désignation du premier d'une dynastie, que le hasard : et théoriquement le hasard est justifié, puisque nul homme n'est désigné plus qu'un autre pour le pouvoir. Le pouvoir est donc donné à un homme arbitrairement. Mais par le fait même qu'il l'exerce, il tend à s'y adapter et à y adapter ses successeurs ; il acquiert par la spécialisation, l'éducation, l'hérédité une supériorité politique incontestable¹. »

Pour les collaborationnistes à l'inverse, la doctrine de la « France, la France seule », et tous les arguments qui en découlent, sentent le renfermé. Et pour cause, elles contredisent leur ambition de construire une Europe nouvelle fondée sur les valeurs du totalitarisme nazi ; une Europe sous hégémonie allemande, dans laquelle la France aurait pu jouer le vague rôle de nation agricole et de centre intellectuel ou artistique, selon les projets des uns et des autres. Pour les collaborationnistes, la France ne pouvait rester isolée quand l'Allemagne et ses alliés se battaient en URSS pour la construction d'une Europe libérée de la menace bolchévique. La collaboration est par conséquent pour eux le seul moyen de hâter la conclusion d'une paix confiante entre la France et l'Allemagne, et de mettre fin à la guerre éternelle entre les deux ennemis héréditaires. Pour certains socialistes et d'anciens radicaux convertis à la collaboration, il s'agit de poursuivre ainsi l'œuvre commencée par Briand. Enfin, pour beaucoup, la collaboration s'impose comme l'unique solution pour assurer une place à la France dans la future paix européenne. Sans quoi la France, isolée en Europe, risque d'être condamnée au déclin et à l'asphyxie économique. Ce sont par conséquent les intérêts de la France que les collaborationnistes affirment vouloir défendre, en lui permettant d'accéder à une place de second rang dans un ordre européen nazi. « N'entrant pas de gré dans les cadres de l'Europe nouvelle, nous y serions contraints vaille que vaille, mais il faut bien le comprendre, les conditions ne seraient pas les mêmes² », lisait-on

¹ Fonds Thierry Maulnier Versailles, Ms ZI. Chapitre VIII, « La Monarchie », pp.317-318.

² Alexandre Rauzy, « Unité européenne, ordre socialiste », in *L'Effort*, 11 juin 1941. *L'Effort* a été fondé à Lyon le 4 août 1940 et paraît jusqu'en août 1944. Son directeur est Charles Spinasse qui est aussi le fondateur de *Le Rouge et le Bleu* à la fin de l'année 1941. Spinasse a été Ministre de l'Economie nationale dans le premier cabinet Blum (1936-1937). Le rédacteur en chef de *L'Effort* est Paul Rives, député socialiste proche de Paul Faure – meneur du courant pacifiste au sein de la SFIO – et de Déat. *L'Effort* et *L'Action française* – en

alors dans *L'Effort*, journal d'inspiration socialiste, clairement partisan de la collaboration et de la victoire de l'Allemagne. Il n'y a donc rien de plus incompatibles que les thèses collaborationnistes et la doctrine de la France seule. Thierry Maulnier a beau affirmer que la formule maurrassienne de « la France seule » ne signifie pas que la France doit s'isoler, mais qu'elle ne doit plus penser qu'à elle et à ses seuls intérêts, *L'Effort* tient à marquer son opposition à *L'Action française* sur ce thème. Julien Peschadour proclame ainsi dans l'organe socialiste collaborationniste en jouant sur les mots : « la formule “la France seule” me paraît non seulement absurde, mais dangereuse. Elle est absurde, car la France n'est pas seule, ne peut pas s'isoler. Notre avenir dépend d'événements qui se produisent au loin, auxquels nous ne pouvons rien (...). Bon gré mal gré nous devons tenir compte de ces événements, bon gré mal gré, la France ne peut pas se retirer dans un splendide isolement ; bon gré mal gré, elle est forcée de compter avec le reste de l'Europe et du monde. Il est absurde, oui, de dire : la France seule ! Mais c'est également dangereux. Outre que la formule ou la devise révèle un chauvinisme qui n'a rien à voir avec le vrai patriotisme, il me paraît que vouloir se replier sur soi-même, serait-ce pour “panser ses blessures”, dénote un égoïsme national qui n'est plus de mise et dont nous pourrions, s'il devenait la règle, souffrir. (...). Pensons d'abord et avant tout à la France, oui. Mais gardons-nous de penser à la France seule, à la France seulement¹. »

Face à ces arguments qu'il juge de mauvaise foi, Maulnier affirme qu'il n'est pas question d'ignorer les événements qui se passent à l'extérieur. Mais la tournure des événements dans la bataille ne dépend pas de la France. Maulnier recommande par conséquent aux Français de s'occuper uniquement de ce qui dépend d'eux. Il répète aussi que la France seule ne doit pas être une nation isolée sans amitié ni soutien auprès des autres nations. En faisant sa Révolution nationale, la France ne s'isole pas.

particulier à travers les plumes de Maulnier et Julien Peschadour – entretiennent des polémiques constantes sous l'occupation allemande.

¹ Julien Peschadour, « La France d'abord ? Oui ! La France seule ? Non ! », in *L'Effort*, 6 décembre 1941. Maulnier lui répond dans la Revue de la presse de *L'Action française* : « Je ne crois pas que M. Julien Peschadour soit très intelligent. Il est peu vraisemblable pourtant qu'il ait été absolument incapable de comprendre le sens de la formule “la France seule”, alors que Charles Maurras et *L'Action française* ont cinquante fois expliqué que la *France seule* ne voulait pas dire la *France isolée*. Jusqu'à ce qu'il me donne la preuve qu'il est plus bête qu'on ne peut raisonnablement le supposer, je continuerai donc à penser que M. Peschadour trompe ses lecteurs sciemment ». (Thierry Maulnier, « Revue de la presse », in *L'Action française*, 25 mai 1942).

Elle a au contraire la possibilité de se rendre utile au monde et aux autres nations européennes. Entre les collaborationnistes et Maulnier, la différence de politique rejoint la ligne de partage entre politique extérieure et politique intérieure¹. Les collaborationnistes pensent d'abord à la politique extérieure. Leur perspective est européenne et passe par la collaboration avec l'Allemagne, car ils ont souvent prôné la réconciliation franco-allemande dans l'entre-deux-guerres. La Révolution nationale est donc appelée à s'insérer dans la grande politique européenne qu'ils envisagent. De ce point de vue, ils s'inscrivent dans la ligne suivie par Laval. A l'inverse, chez Maulnier, la politique intérieure, et donc la réalisation de la Révolution nationale, priment par-dessus tout. C'est d'ailleurs cette révolution qui doit permettre à la France de jouer à nouveau un rôle dans le monde. Dans le premier cas, les Français doivent compter sur une victoire allemande, c'est-à-dire sur l'étranger, pour refaire leur nation. Dans le second cas, ils ne doivent compter que sur eux-mêmes.

Comme les réflexions précédentes le montrent, Maulnier n'a pas abandonné l'idée qu'il développait déjà dans les années trente d'une mission civilisatrice de la France. Malgré la défaite et l'Occupation, en dépit de la supériorité apparente des Allemands, Maulnier considère toujours que la France a un rôle de premier plan à jouer dans la tragédie présente, qui s'étend bien au-delà de la guerre. Pour Maulnier, les deux ordres qui s'affrontent, celui des démocraties parlementaires contre celui des totalitarismes, bien loin d'apporter des réponses à la crise du monde moderne, ne sont que l'expression paroxystique de cette crise. Ni le libéralisme, ni le nazisme ne coïncident avec la forme de civilisation qui a permis à la France d'atteindre sa grandeur. « Un des plus grands maux de l'époque moderne, écrit-il, est un certain totalitarisme (je n'entends pas ce mot au sens où il est employé dans la définition de certaines formes de société), qui consiste à isoler un quelconque des principes nécessaires à la vie en société, à en constater légitimement la présence et la fécondité dans toutes les

¹ Cette ligne de partage entre priorité accordée à la politique intérieure – la Révolution nationale – et priorité accordée à la politique extérieure – la collaboration et la construction de l'Europe nouvelle – recoupe aussi la différence qui existe entre Pétain et Laval. Même s'il faut insister sur le fait que Pétain – qui est d'abord obnubilé par sa Révolution nationale – fait comme Laval le choix de collaborer, d'Etat à Etat avec l'Allemagne, précisément parce que, pour lui, la collaboration est un moyen de sauver une tentative de reconstruction qui a rapidement besoin de l'aide matérielle de l'occupant.

manifestations de la vie sociale, et à conclure de là à la primauté de ce principe sur tous les autres. Prétention insoutenable à la domination de toute la société humaine de la part de tel ou tel des principes qui la composent et se composent en elle. L'Individu, la Collectivité, la Liberté, l'Autorité, la Nation, la Race, le Capital, le Travail, épigones d'une civilisation qui a perdu son véritable principe d'unité¹. » Pour Maulnier, « chacun de ces termes renferme une part de vérité mais chacun n'atteint à sa vérité complète qu'en se composant dans une union intime et un difficile équilibre avec le terme antagoniste². » La crise du monde moderne vient justement de la dissociation entre chacun de ces termes. La volonté, qui anime les deux belligérants, d'imposer absolument à l'adversaire et au reste du monde ses principes et ses valeurs, conduit la civilisation humaine au désastre. C'est la raison pour laquelle la guerre ne peut rien résoudre. La solution à la crise, c'est la France qui peut l'apporter en accomplissant une œuvre de reconstruction complète, qui assure la synthèse et l'équilibre entre des valeurs antagonistes, qui sont toutes nécessaires pour la construction d'une grande civilisation. « Si la France se voue à la tâche de sa propre renaissance avec le sérieux et l'acharnement que cette tâche exige, si elle accomplit cette tâche sans se préoccuper d'imiter des exemples étrangers, mais selon les exigences de sa propre nature et selon les inspirations de son propre génie, alors, elle a sinon toutes les chances, du moins beaucoup de chances de parvenir une fois encore à cette conciliation des contraires qui est une condition de sa vie et de résoudre les conflits du monde moderne dans la création d'un nouvel ordre³ » ; « alors elle est bien près d'être sauvée, et peut-être de sauver avec elle les plus considérables chances de salut et de progrès de l'homme occidental⁴. »

Tel est le but de la Révolution nationale, de permettre l'accomplissement de cette nouvelle synthèse, que Maulnier appelait déjà de ses vœux dans les années trente, et dont la défaite semble accélérer le besoin au lieu de l'éloigner. Cette synthèse, conforme au génie national, renouvelant la nation française tout en assurant une indispensable continuité historique, pourrait être qualifiée de « classique » sans

¹ Thierry Maulnier, *La France, la guerre et la paix*, op. cit., pp.166-167.

² *Ibid.*, p.132.

³ *Ibid.*, p.160.

⁴ *Ibid.*, p.184.

dénaturer sa pensée. En tout état de cause, il est facile de voir ce qui différencie sa réflexion de celle des activistes de la Révolution nationale. Il n'y a pas dans cette doctrine de principes immédiatement applicables dans l'action. Maulnier définit une position idéale, très abstraite, qui replace la Révolution nationale dans le cadre plus général d'une réflexion sur la défense de la civilisation et de l'humanisme. Ce faisant, il ne donne pas son avis sur les mesures les plus désastreuses prises par le régime de Vichy. Nous verrons plus loin ce que ses anciens camarades pensent de cette posture.

Dans l'immédiat, il est intéressant d'examiner la manière dont les autres animateurs de la Jeune Droite, tous de sensibilité maurrassienne, perçoivent cette formule de la France seule, qui correspond à une véritable ligne de partage entre vichystes et collaborationnistes. La revue qui rassemble le plus de publicistes de la Jeune Droite, sous l'Occupation, est incontestablement *Idées*, dont le premier numéro paraît en novembre 1941. Ce sont donc les positions idéologiques de cette revue, qui ne forme pas un bloc monolithique¹ mais laisse s'exprimer un certain pluralisme dans ses pages, qu'il faut analyser. Puisque la revue, grâce à son rédacteur en chef, René Vincent², est proche de Vichy, puisqu'elle s'assigne la mission de rassembler les forces françaises derrière le Chef de l'Etat en définissant le contenu de la Révolution nationale, il est logique de considérer à prime abord que sa doctrine relève d'un pétainisme orthodoxe. Elle est aussi, par conséquent, proche des positions de Maurras. Et force est de constater que les animateurs de la revue, René Vincent en tête, refusent majoritairement l'importation des modèles totalitaires en France, au profit d'une Révolution nationale conforme au génie français. Maulnier et ses anciens camarades sont en donc en accord sur ce point crucial. Pas d'imitation de l'étranger, que ce soit de la constitution anglaise, du bolchévisme ou du nazisme. Pour la reconstruction, c'est la logique de la troisième voie, française, entre les deux camps en présence qui domine. Le manifeste de la revue, publié dans le premier numéro, ressasse d'ailleurs tous les arguments classiques utilisés par la Jeune Droite tout au long des années

¹ On a déjà souligné auparavant que cette revue, contrairement à celles de la Jeune Droite de l'entre-deux-guerres, n'est pas celle d'un groupe soudé travaillant à l'élaboration d'un projet politique commun.

² Il est ici nécessaire de rappeler que René Vincent est Directeur de la censure dans les services de l'Information dirigés par Paul Marion.

trente. René Vincent, qui imprime sa marque à la revue, écrit ainsi à plusieurs reprises que la reconstruction française doit suivre sa voie proprement spécifique, en ne comptant que sur elle-même. Dès le deuxième numéro de la revue, on peut par conséquent lire que « la France ne peut se sauver que par elle-même, que par son propre effort, que par sa propre volonté¹ ». Pour René Vincent, « il ne s'agit pas de renier la France, comme l'insinuent tous ceux qui furent complices du régime déchu, et à qui les plus immondes calomnies sont bonnes pour égayer sur d'autres têtes les responsabilités qui pèsent sur les leurs – il ne s'agit pas de renier la France, mais de la retrouver². » Ceux qui luttent pour la construction de la Révolution nationale, luttent pour « une conception de la vie qui corresponde à la vraie tradition française³ ». Au milieu de l'année 1943, commentant la Révolution nationale, il rappelle qu'elle ne vise pas à faire table rase du passé français ; que cette révolution est au contraire conservatrice au sens où elle doit permettre tout à la fois de préserver un patrimoine qui fut compromis dans le passé par de mauvaises institutions et de le rendre encore plus vivant dans l'avenir. Autrement dit, « la révolution nationale qui est à accomplir n'est pas contre sa tradition, mais contre les déviations de sa tradition. (...). Elle est une volonté, compte tenu de l'expérience, compte tenu d'un patrimoine acquis, de retrouver les conditions d'un ordre viable⁴. » A plusieurs reprises, René Vincent affirme que le mot « national », contenu dans l'expression de Révolution nationale, n'est pas accessoire, et qu'il doit constituer un repère constant pour que la reconstruction française soit efficace. Mais c'est sans doute dans un article rédigé pour les *Cahiers français* que René Vincent dévoile le plus nettement sa pensée. Après avoir rappelé que la Révolution nationale française est venue prendre place, en dernière position, dans un ensemble de tentatives de reconstructions nationales qui l'ont précédée dans le temps et qui ont toutes un certain nombre de points communs dans les principes, il ajoute : « Si la Révolution nationale à laquelle s'est résolue la France, à l'appel du Maréchal, peut s'analyser en caractères identiques, ce n'est pas par imitation de ce qu'ont pu faire d'autres nations qui nous ont précédées dans la

¹ René Vincent, « La France retrouvée », in *Idées*, n°2, décembre 1941, p.6.

² René Vincent, « Discours aux hommes de vingt ans », in *Idées*, n°4, février 1942, p.10.

³ *Ibid.*, p.11.

⁴ René Vincent, « Révolution et tradition », in *Idées*, n°20, juin 1943, pp.34-35.

Révolution du XXe siècle, mais bien parce que ce sont là les conditions qui s'imposent naturellement à toutes les nations désireuses de se relever et de reprendre dans le monde la place que le régime démocratique leur avait fait perdre. La Révolution nationale voulue et définie par le Maréchal ne nous a pas été apportée dans les fourgons de l'étranger. Elle est dans la lignée même de la tradition française : elle est d'inspiration française et se réclame de toute notre histoire¹. » La Révolution nationale n'a pas été imposée par l'étranger, elle a été imposée par des circonstances historiques devant lesquelles la France était sommée de réagir. Dans les mêmes conditions, et bien avant la France, les pays d'Europe qui se sont engagés dans la construction d'un ordre nouveau voulaient simplement la survie de leur nation. Mais toutes ces révolutions, par delà leurs points communs, ont toutes emprunté des voies purement nationales. C'est ce que doit faire une France qui s'est heurtée, elle aussi, après la défaite au dilemme de la survie par la révolution ou de la mort. De son côté Louis Salleron, analysant les efforts allemands pour reconstituer une noblesse du sol et du sang, affirme que la France n'a pas à copier l'Allemagne en cette manière, pour la simple raison que l'Allemagne elle-même n'a pas essayé de décalquer d'autres expériences nationales. Et plus généralement, il affirme dans le même article, « nous n'aurons pas à rechercher dans les institutions anglaises ou allemandes les lois positives qui nous seraient nécessaires, mais nous avons à puiser dans ces institutions l'exemple qui doit nous animer pour refaire des cadres sociaux dont nous manquons singulièrement². »

Sous l'Occupation, les rédacteurs de la revue *Idées* paraissent donc très proches de Maulnier dans leurs positionnements par rapport aux modèles étrangers. Sans reprendre à leur compte la doctrine de la France seule, ils semblent cependant en être très proches. Jacques Laurent, par exemple, reprend, dans *L'Echo des étudiants*, les arguments de Maulnier selon lesquels les Français ne doivent s'occuper que de ce qui dépend d'eux, et commencer par ne plus penser qu'à la France, en prenant du champ par rapport aux événements extérieurs. « C'est à cette seule vraie France que nous devons penser avec douleur, mais avec un espoir aussi violent que notre douleur, lorsque l'on vient nous rabâcher des rengaines partisans des exclusives de clans, des

¹ René Vincent, « Révolution nationale – révolution française », in *Les Cahiers français*, n°1, juin 1943, pp.28-29.

² Louis Salleron, « Saurons-nous faire une aristocratie terrienne ? », in *Idées*, n°3, janvier 1942, p.26.

refrains de guerre civile¹. » Et le seul moyen de servir les intérêts français est de se ranger derrière l'autorité du Chef, qui représente l'unité. Ces arguments sont connus. On les trouve sous la plume de Maulnier, de Maurras ou des rédacteurs de *L'Action française*. Ainsi, dans *L'Echo des étudiants*, Jacques Laurent – sous son pseudonyme de Jacques Bostan – s'efforce, en 1944 encore, de démontrer à ses lecteurs, à partir d'exemples tirés dans l'histoire de France, que dans les époques de troubles ou de conflit avec l'étranger, les Français ont réussi à s'en sortir en acceptant la légitimité du pouvoir en place. Le choix de la légitimité, contre les factions et les clans en lutte, a systématiquement permis d'assurer la continuité de la civilisation française. Il importe, par conséquent, que « les Français de 1944 aient conscience que leur destin à travers les tourmentes qui s'abattent sur eux est attaché à la fidélité qu'ils apporteront à cette constante de l'équilibre national que représente la légalité du Pouvoir. (...) ». En 1944, le Maréchal Pétain incarne en sa personne cette légitimité du Pouvoir et cette continuité de la France qu'une Jeanne d'Arc fit triompher et qu'un Henri III sut maintenir². » Toutes ces analyses n'ont rien de surprenant sous la plume des animateurs de la Jeune Droite. Il n'est pas étonnant non plus que l'on retrouve une parenté de pensée entre l'équipe d'*Idées* et leur ancien camarade de *Combat*, Thierry Maulnier. Pourtant, il y a une différence fondamentale qui se fait jour entre Maulnier et ses anciens camarades dans le choix de la collaboration avec l'Allemagne, et donc d'une victoire allemande. On sait que, sur ce point, Maulnier se situe en deçà des vichystes et même de *L'Action française*. Ceux des animateurs de la Jeune Droite qui écrivent dans la revue *Idées* appliquent par contre à la lettre la ligne fixée par Pétain d'une collaboration plus opportuniste qu'idéologique, même s'il faut reconnaître que le thème de la collaboration n'est pas l'un des sujets dominants dans leurs textes. Antonin Guyader³, auteur d'un ouvrage sur cette revue, constate cependant que les positions exprimées sur la collaboration se radicalisent avec le temps, sous l'effet notamment de l'avancée russe en Europe, à la faveur des victoires que l'URSS remporte sur l'Allemagne. L'opinion que se fait la revue *Idées* de la collaboration évolue au second semestre de 1944 dans un sens plus idéologique, proche de la

¹ Jacques Bostan, « Ce qui dépend de nous », in *L'Echo des étudiants*, 8 juillet 1944.

² Jacques Bostan et Jean Renon, « Légitimité d'abord », in *L'Echo des étudiants*, 13 mai 1944.

³ Antonin Guyader, *La Revue Idées 1941-1944, op. cit.*, p.271.

conception exprimée par le chef du gouvernement, Pierre Laval¹. Mais il faut aussi ajouter qu'à cette date, la revue n'accueille plus guère de membres de la Jeune Droite, à l'exception de René Vincent, Pierre Andreu, Serge Jeanneret et Jacques Laurent – et qu'il est difficile d'y trouver une véritable unité de pensée. René Vincent, directeur de la revue, ne peut évidemment qu'être d'accord avec les idées qui y sont exposées.

Malgré la radicalisation qui s'opère en 1944, la collaboration occupe un rôle secondaire dans la revue, loin derrière la Révolution nationale qui est la grande œuvre des rédacteurs d'*Idées*. La construction de l'Europe intéresse certes René Vincent – à condition toutefois que ce ne soit pas une Europe abstraite, fondée sur des principes internationalistes dont il attribue le projet à Briand – mais il place sa réalisation après celle de la Révolution nationale. Cet ordre de priorité constitue d'ailleurs, pour lui, le plus sûr moyen de parvenir à la construction d'une Europe fondée sur les nations, c'est-à-dire sur des éléments solides et vivants, et non sur des « utopies grosses de désillusions et de nouvelles catastrophes² ». Pour René Vincent, tous les plans d'avenir sont chimériques s'ils ne tiennent pas compte, d'abord, de la nécessité d'apporter une solution définitive au problème français qui existait déjà bien avant la seconde guerre mondiale. Autrement dit, ce n'est pas le sort de l'Europe qui doit décider du destin de la France, mais bien la France elle-même. Et le choix qu'elle a fait de reconstruire ses forces doit la placer ensuite en position de décider ou non de sa participation au destin de l'Europe. « C'est pourquoi, pense-t-il, en dépit d'un apparent paradoxe, la France ne peut participer à la révolution européenne que d'abord par sa révolution nationale. Il s'agit donc pour nous, avant tout, de mettre à profit le sursis que nous offrent demain et aujourd'hui même, pour reprendre, par un effort intérieur, le rang que n'a pu ni nous donner ni nous conserver une guerre regrettable et malheureuse. » Et il précise : « il ne nous est pas permis d'apprécier dès maintenant la mesure dans laquelle la France sera appelée à prendre une part active et directe à cette édification. Mais il est certain que cette part sera proportionnée à la mesure dans laquelle la France vaudra alors mieux

¹ On trouvera peut-être une explication dans le fait que les services de l'Information, au sein desquels travaille René Vincent, passent sous la coupe de Pierre Laval à partir de son retour au pouvoir en avril 1942. Paul Marion, dont Vincent est proche, est promu Secrétaire d'Etat et conserve l'Information, mais il ne dispose plus véritablement de l'autorité. En janvier 1944, il est remplacé par le collaborationniste Philippe Henriot.

² René Vincent, « Révolution nationale et révolution européenne », in *Idées*, n°18, avril 1943, p.2.

que sa défaite¹. » Chez René Vincent, comme chez Maulnier, la Révolution nationale doit aussi permettre à la France d'assumer son rôle dans l'Europe et dans le monde. Mais la différence, c'est que l'Europe dans laquelle le premier souhaite intégrer la France revigorée postule une victoire allemande dans la guerre. A la différence de Maulnier, qui affiche une neutralité de plus en plus bienveillante à l'égard de l'Angleterre, Vincent penche du côté de l'Allemagne, pour une raison essentiellement : la menace communiste. Il perçoit d'ailleurs la victoire de l'Allemagne comme une nécessité, car sa défaite dans le combat antibolchévique qu'elle a engagé en juin 1941, signifierait le triomphe définitif de l'URSS, c'est-à-dire de la barbarie asiatique contre la civilisation occidentale. Entre la victoire de l'Allemagne nazie et celle de la Russie communiste, les anciens camarades de Maulnier ont choisi leur camp. Ainsi, comme le souligne Antonin Guyader dans son étude de la revue *Idées*, « la phrase de Laval en juin 1942, “je souhaite la victoire de l'Allemagne parce que, sans elle, le bolchevisme, demain, s'installerait partout” semble tout à fait naturelle à François Sentein². » Au fil du temps donc, la collaboration d'Etat par opportunisme s'accompagne d'une collaboration à caractère idéologique contre une menace communiste qui est assimilée à un risque de destruction de l'Europe. C'est pour défendre l'Europe, écrit René Vincent, que « s'opère la mobilisation des nations européennes, mobilisation qui tient compte des possibilités et de l'Etat de chacune d'elles à ce stade de la guerre, mobilisation qui, pour nous, peut prendre une forme un peu humiliante, imposée par la défaite, mais à laquelle il ne nous est pas permis de nous soustraire sans désert³. » Autrement dit, René Vincent, tout en regrettant que la lutte antibolchévique prenne ce caractère un peu humiliant d'armée de mercenaires qu'est la LVF, soutient pleinement ce combat. Cela étant, la collaboration que prône l'équipe d'*Idées* ne doit pas aller à l'encontre des intérêts français. La réaction très dure de Jacques Laurent à la politique menée par Darlan prouve cependant qu'il y a des limites à ne pas dépasser dans l'affiliation à l'étranger, qu'il soit allemand ou anglo-saxon : « L'Amiral Darlan, qui, après avoir fait auprès des Allemands une collaboration ostentatoire que nul ne lui demandait, a utilisé

¹ René Vincent, « Révolution nationale et révolution européenne », art. cit., p.4.

² Antonin Guyader, *La Revue Idées 1941-1944, op. cit.*, p.269.

³ René Vincent, « Révolution nationale et révolution européenne », art. cit., pp.3-4.

notre Empire pour en faire cadeau de Nouvel an aux Anglo-Saxons, restera une figure significative d'une époque où la France "soldat de l'Idéal" enfantait une série de Pères Noël avides de détenir un morceau de quelque chose pour en gratifier le prochain...¹ » La collaboration et la défense des intérêts français sont difficilement conciliables. Elles le sont encore plus quand l'anticommunisme pousse certains pétainistes – y compris au sein de la Jeune Droite – à défendre l'Europe de Hitler. En comparaison avec ses anciens camarades, Maulnier n'a jamais défendu la création de la Légion des Volontaires Français contre le bolchévisme, car l'URSS, à partir de juin 1941, était devenue l'ennemie d'un occupant, dont tous les affaiblissements étaient favorables au redressement français. Il n'a jamais appelé les Français à combattre avec le reste de l'Europe contre l'URSS. En menant sa réflexion sur deux niveaux, celui de la politique intérieure d'abord, et celui plus général et plus abstrait de l'avenir de la civilisation française, Maulnier réussit à ne pas tomber dans le piège que constitue alors une politique extérieure, qui impose de choisir entre la collaboration pour construire l'Europe et le gaullisme au service de l'ordre anglo-saxon. Il a ainsi, par rapport à ses camarades, un positionnement unique sous l'Occupation, très éloigné du collaborationnisme. Ce qui n'est pas le cas des frères Godmé, Jean-Pierre Maxence et Robert Francis.

Ce sont en effet – avec Jacques Saint-Germain qui est beaucoup moins connu – les deux publicistes de la Jeune Droite qui vont pousser le plus loin le flirt avec les idées collaborationnistes. Quand Maxence, jusqu'alors retenu prisonnier en Poméranie, rentre en France en février 1941, il retrouve naturellement son métier de journaliste qui est aussi le seul capable de faire vivre sa famille. « C'est mon métier, dit-il à sa femme, mais j'éviterai tout contact avec l'occupant. Des journalistes vont aux conférences de presse allemandes prendre leurs mots d'ordre. Inutile de dire que je n'y mettrai jamais les pieds !² » Autant dire qu'il a parfaitement conscience des risques inhérents à son métier sous l'Occupation, a fortiori pour un journaliste qui a choisi de vivre dans la zone Nord. Maxence est favorable à la Révolution nationale, dont il s'est

¹ Jacques Bostan (pseud. Jacques Laurent), « Nos ancêtres les Gaulois », in *Idées*, n°16, février 1943, p.25.

² Hélène Colomb, *La Danse des fous*, op. cit., p.66.

fait, dès juillet 1940, le propagandiste à travers une série de conférences donnée dans les camps de prisonniers. A son retour en France, tout en suivant avec la plus absolue fidélité le gouvernement et le Chef de l'Etat français, il collabore à trois des journaux les plus célèbres de la presse collaborationniste parisienne, *La Gerbe*, *Aujourd'hui* et *Paris-Midi*, trois journaux résolument pro-allemands. Dans l'hebdomadaire d'Alphonse de Châteaubriant, *La Gerbe*, il ne publie que des articles sur les prisonniers, pour essayer d'adoucir leur sort et celui de leur famille¹, et des critiques littéraires. A *Aujourd'hui*, il donne à la fois des écrits politiques et des critiques littéraires. Il partage en effet la page littéraire avec Robert Desnos. Tandis qu'à *Paris-Midi*, il assure une sorte de chronique politique intitulée « La ligne droite... ». Fidèle à son habitude, il va publier plusieurs centaines d'articles en trois ans. La ligne droite, telle qu'il la conçoit, c'est celle d'une fidélité totale au pouvoir légal représenté par le Maréchal Pétain. Dans un mémoire qu'il a envoyé à la Libération au Président du Tribunal qui devait le juger, Jean-Pierre Maxence justifiait ainsi son pétainisme : « Oui, j'ai choisi ce gouvernement, non parce que je le trouvais parfait, mais parce qu'entre ceux qui disaient Ya et ceux qui disaient No, il me paraissait la seule autorité qui puisse dire Oui ou Non selon l'intérêt de la France. Aller où il allait, seulement où il allait, telle fut ma règle de conduite². » Elle correspond à la ligne pour laquelle s'engagent au départ tous les anciens membres de la Jeune Droite, à l'exception de l'équipe collaborationniste de *Je Suis Partout*. Il est effectivement facile de trouver des articles dans lesquels Maxence chante les louanges de Pétain – « Philippe Pétain, Maréchal de France, chef de l'Etat, NOTRE CHEF, celui dont toute autorité, en France, relève aujourd'hui et doit relever, sous peine d'être une usurpation³ » – et rappelle la nécessité qui s'impose aux Français de faire l'unité derrière lui⁴. Le frère de

¹ La libération des prisonniers et l'amélioration de leur sort, comme de celui de leur famille, constitue le principal combat de Maxence sous l'occupation. Il écrit des dizaines d'articles sur ce sujet dans les trois journaux auxquels il collabore.

² Jean-Luc Maxence, *L'Ombre d'un père*, op. cit., p.195.

³ Jean-Pierre Maxence, « Anniversaire », in *Paris-Midi*, 22 avril 1942.

⁴ Pour preuve du pétainisme fidèle de Maxence, on peut citer par exemple ces articles : « De quelque point de vue qu'on examine la situation, la raison contraint d'avouer l'immense service rendu au pays par le gouvernement du Maréchal. Et c'est pourquoi, en dépit des épreuves présentes, il nous faut le suivre totalement. » (J.-P. Maxence, « Quelques raisons », in *Paris-Midi*, 6 décembre 1942). « Le chef de l'Etat – l'admirable soldat dont ni menaces, ni trahisons n'altèrent la fermeté et le courage – a par son seul exemple montré où était le devoir français. Une fois de plus, et seuls ceux qui ne connaissaient ni sa conscience ni sa raison ont pu stupidement en douter, on le voit fidèle au sol, à la terre, aux Français. Il n'est point de ceux qui

Jean-Pierre Maxence, le romancier Robert Francis, qui écrit dans *Aujourd'hui* et dans un autre journal collaborationniste, les *Nouveaux Temps*, soutient lui aussi l'autorité légitime. Les deux frères, tout comme leurs camarades de la Jeune Droite, pensent que, dans l'intérêt de la France, la Révolution nationale ne peut en aucun cas imiter les modèles étrangers¹. De la même manière, ils considèrent que l'avenir de la France commande de ne tenir compte que des seuls intérêts français. Il ne s'agit pas de s'affirmer pour un camp en particulier, mais de penser essentiellement français. Ces deux réflexions découlent bien entendu du pétainisme fidèle des deux journalistes et il n'y a, bien entendu, aucune raison de croire qu'ils ne sont pas sincères quand ils écrivent ces lignes. Simplement, ils sont amenés progressivement, avec le temps, à soutenir la victoire allemande sous l'effet d'une anglophobie et d'un anticommunisme viscéraux. A l'opposé de Maulnier, qui maîtrise parfaitement ses passions sous l'Occupation pour ne pas sombrer dans la lutte des factions, Maxence est sans doute celui, parmi les animateurs de la Jeune Droite, qui laisse le plus libre cours à ses antipathies. Progressivement à partir de 1943, quand Maxence rappelle aux Français la nécessité de penser français contre les influences étrangères, il pense essentiellement à la propagande anglaise. « Sous l'action des propagandes étrangères (...), chez trop de nos compatriotes les idées semblent devenues folles. On les voit soudain plus Yankees que des Américains, plus Britanniques que des Anglais, plus étrangers que des étrangers. Au lieu de chercher chez nous les lois et les voies du salut national, ils attendent d'autrui ce qu'ils devraient exiger d'eux-mêmes². » En fait, Maxence épouse

s'esquivent aux heures difficiles. Sa seule présence, sa seule voix assure la continuité, manifeste la fidélité, sauve l'unité ». (J-P. Maxence, « Nettement... », in *Paris-Midi*, 20 novembre 1942). « Homme d'Etat, il prend sur lui la croix de la France au pur moment de sa passion, quand tout est perdu, tout peut sembler désespéré. Mais alors, il ne perd pas une minute. Il travaille. Il construit. Il juge. Sa pensée, tout de suite, s'incarne. Né d'une famille paysanne, il reste fidèle à sa terre et au dur labeur qu'elle requiert. Il ne se laisse jamais abattre, ni par l'orage, ni par la tempête. (...). Voilà la leçon de toute vie de Philippe Pétain : 86 ans de mesure, 86 ans de persévérance, 86 ans de réalisme-mesure, opiniâtreté, réalisme n'étant que les feux multiples d'une permanente fidélité, d'un imprenable honneur. » (J-P. Maxence, « Anniversaire », in *Paris-Midi*, 23 avril 1942). Avec ces quelques exemples, il est possible de se faire une idée de la fidélité de Maxence à l'égard de Pétain et de son emportement sous l'occupation.

¹ Voir par exemple ces lignes de Jean-Pierre Maxence qui envisage la reconstruction française comme une « révolution véritablement nationale, sociale et révolutionnaire, non point décalquée ou importée, mais conçue selon l'esprit et les mœurs propres au génie français. » (Jean-Pierre Maxence, « Choisir... », in *Paris-Midi*, 26 mars 1942). « Les vainqueurs eux-mêmes n'ont jamais demandé aux Français de renoncer à penser et à travailler dans la ligne même de leur nation. Et un Allemand doit, ce me semble, n'éprouver que du dédain pour un Français qui prétendrait se mettre à penser allemand. » (Jean-Pierre Maxence, « Penser français », in *Paris-Midi*, 3 janvier 1942).

² Jean-Pierre Maxence, « Etre Français », in *Paris-Midi*, 10 août 1943.

totale­ment les courants dominants au sein du régime de Vichy. Il passe ainsi d'une ligne pétainiste stricte à une ligne plus proche de celle du Chef du gouvernement. Ce n'est d'ailleurs pas un hasard s'il répète inlassablement, après le retour de Laval, que le Chef de l'Etat et son Chef de gouvernement ne forment qu'une seule et même autorité, qu'un seul chef. Et qu'il faut par conséquent obéir aux deux hommes. Comme il l'avait fait auparavant pour Pétain, Maxence va publier de nombreux articles soutenant la politique de Laval. Il défend ainsi la mise en place de la relève, ce qui paraît d'autant plus logique, quand on connaît l'engagement de Maxence, qu'elle a pour objectif de favoriser la libération des prisonniers français¹. La ligne de Montoire, que Maxence suivait depuis la fameuse poignée de mains entre Pétain et Hitler, occupe une place prioritaire dans ses réflexions à partir du retour au pouvoir de Laval, c'est-à-dire à l'apogée de l'anticommunisme et de l'anglophobie du régime². Maxence se montre encore plus convaincu que l'équipe d'*Idées* par la nécessité de construire l'Europe avec les Allemands contre la menace bolchévique. Selon lui, la raison et l'intérêt commandent la participation de la France à cette construction. Dans la même optique, les négociations avec l'Allemagne sont une nécessité vitale pour la France. Ce qui satisfait d'ailleurs Maxence dans le retour de Laval et dans le premier discours qu'il prononce, est que, « sur le plan extérieur, M. Pierre Laval a pris la position nette et digne que l'on attendait du promoteur de la politique de Montoire. Il a montré comment et pourquoi cette politique d'entente et de réconciliation était, dans les circonstances présentes plus encore qu'hier, non seulement la plus conforme à l'intérêt supérieur de la France, mais encore la seule possible³. »

La première justification de la collaboration pour Maxence, comme pour Robert Francis, c'est bien entendu la menace communiste. Plus le conflit devient aigu avec l'URSS et plus il apparaît que la construction devient indispensable. Robert Francis imagine ainsi ce qui pourrait se passer si l'Allemagne perdait la guerre. Une partie de l'Europe serait vite dominée par l'URSS et l'autre par le capitalisme anglo-saxon, ce

¹ Jean-Pierre Maxence, « Aux ordres de la France », in *Paris-Midi*, 22 octobre 1942.

² Il importe de souligner que l'anglophobie est présente dans une large couche de la population qui n'a pas oublié Mers-el-Kébir. Y compris dans la résistance. Les rapports de De Gaulle avec l'Angleterre après la Seconde Guerre Mondiale suffiraient à le démontrer. L'anglophobie est encore plus forte dans certains milieux comme la marine ou l'armée.

³ Jean-Pierre Maxence, « Un discours d'homme d'Etat », in *Paris-Midi*, 21 avril 1942.

qui mènerait fatalement à une nouvelle guerre conduite par l'Angleterre contre les Soviets. Et, écrit Robert Francis, « peut-être quelques-uns d'entre nous s'apercevraient-ils alors que la paix du monde, et notamment la sécurité, la tranquillité française, exigent une Allemagne puissante pour tenir en échec l'éternel impérialisme russo-asiatique et une France réconciliée avec son ennemie d'hier pour décourager l'impérialisme éternel de l'Angleterre¹. » Voilà donc le but de la collaboration franco-allemande : contenir la puissance russe et anglaise pour construire une Europe en paix. La seconde justification de la collaboration, comme on l'a vu dans le raisonnement précédent, c'est encore pour Maxence l'obligation de lutter contre l'Angleterre, notamment pour préserver un Empire qui ne peut être sauvé que par le combat. Maxence, et sur ce point il se situe dans la ligne de Laval, souhaite par conséquent que l'Etat français résiste à l'Angleterre, en recourant au besoin à la guerre : « La France ne peut plus se laisser arracher ainsi, lambeau par lambeau, ses possessions en n'opposant à l'agresseur que des résistances, admirables certes, mais sporadiques. Il nous reste une flotte... Il nous reste des troupes coloniales qui peuvent peser lourd en Afrique... Il faut que les voleurs de terres françaises s'aperçoivent que leurs raptés ne sont pas sans risques (...). C'est la seule manière de voir enfin respecter l'Empire par les Britanniques. (...). Il y va de l'intérêt le plus évident, le plus immédiat de la France². »

C'est que l'Empire, pour Jean-Pierre Maxence, constitue la clé de voûte des futures négociations de paix pour la France, ce que la France aura à mettre sur la balance pour pouvoir compter dans le futur règlement de la paix. Ensuite, l'Empire représente une partie des débouchés et des ressources de l'Europe, pour les Français comme pour les Allemands. Il n'y a par conséquent aucun doute sur le fait que Maxence compte sur une victoire allemande, tout en pensant défendre par là même les intérêts français en Europe. Par haine de l'Angleterre et du communisme, il en arrive à faire le pire des choix. L'enthousiasme qu'il éprouve quand l'Angleterre tombe sur les armées de Rommel en Afrique du Nord est à cet égard symbolique. Maxence y voit une revanche du sort pour Mers-el-Kébir et la capture de la flotte française par les Britanniques à

¹ Robert Francis, « Supposons le problème résolu », in *Aujourd'hui*, 12 octobre 1943.

² Jean-Pierre Maxence, « Assez ! », in *Paris-Midi*, 9 mai 1942.

Alexandrie. C'est dire si sa passion l'égare sous l'Occupation. On mesure aussi ce qui le distingue d'un Maulnier qui n'attaque jamais la résistance, ne souhaite à aucun moment la défaite des Anglo-Saxons ou de l'URSS, et ne s'enthousiasme pas non plus pour la lutte antibolchévique que mène la LVF aux côtés des Allemands, en dépit de sentiments anticomunistes très forts qu'il n'a jamais niés. De tous les animateurs de la Jeune Droite, Maulnier est par conséquent celui qui prend le plus de champ par rapport aux possibilités d'engagements qui s'offraient aux intellectuels sous l'Occupation. Pétainiste, il ne suit pas le régime jusqu'à la collaboration avec l'Allemagne. Luttant résolument pour l'indépendance de la France, il ne s'engage pas pour autant aux côtés des gaullistes, parce qu'ils ont eu le tort de lier le sort de la France à celui d'une puissance étrangère. A l'inverse, Maxence qui apparaît très proche des positions de Laval, tout en soutenant sans ambiguïté la politique du Maréchal Pétain, constitue un cas exemplaire pour illustrer la difficulté de l'historien à distinguer, sous l'Occupation, les intellectuels vichystes des collaborationnistes, et par là même à établir des classifications probantes.

Chapitre 20
Procès du régime ou procès de la France ?

Pour Thierry Maulnier, après la défaite, la France doit rester la France. Ce qui signifie qu'elle doit tout faire pour sauvegarder les trésors de sa civilisation contre ceux qui veulent l'anéantir. Mais ni la défaite ni l'Occupation ne l'empêchent de s'interroger sur les raisons du désastre militaire qu'elle vient de subir, afin d'en tirer des enseignements utiles au redressement national. Dans un tel contexte, le risque est cependant celui de la guerre civile, car toute réflexion sur les causes de la défaite peut se transformer en procès de la France ou des catégories de Français qui en sont responsables. D'autant plus que la Jeune Droite, à l'image de l'Action française, n'a jamais cessé de dénoncer au cours des années trente ceux qui ont poussé la France à la guerre.

En mai 1938, quelques mois avant Munich, Maulnier, imaginant le déclenchement prochain de la guerre, exprimait ce que devrait être l'état d'esprit des jeunes Français qui auraient la chance de revenir d'un conflit qui, de son point de vue, eût pu être évité si les mesures nécessaires avaient été prises en temps voulu. Il lançait froidement cet avertissement destiné aux dirigeants français : « Si les chefs politiques de la démocratie doivent, un des beaux matins de cet été, expédier vers les frontières la jeunesse de France pour prolonger de quelques lustres la vieillesse du régime dont ils vivent, il y aura dans le cœur des victimes expiatoires de telles charges de dégoût, de haine, de vengeance que les chefs de la démocratie devront souhaiter et leur souhaiteront en effet – souhait aisément exaucé sans doute – de ne jamais revenir¹. » Et il terminait son article avec ces lignes à l'intention des jeunes Français pour les préparer à la tâche qu'ils devraient accomplir le jour de l'armistice : « Notre attitude est claire. Nous croyons que les premiers responsables de la guerre possible de 1938 sont ceux qui ayant gagné la guerre de 1918 et ayant encore dans les mains les armes qui avaient gagné cette guerre, n'ont pas profité de l'occasion pour chasser du pouvoir ceux qui les y avaient conduits. De même, pour ceux qui seraient envoyés sur la frontière en 1938, le seul moyen de n'être pas dupes du gigantesque mensonge qu'on leur prépare, le seul moyen de faire la guerre au profit de la France, et non au profit de la démocratie, c'est de posséder la certitude inébranlable, que leur tâche historique ne se termine pas, que les armes ne doivent pas leur tomber des mains, avec la défaite de

¹ Thierry Maulnier, « Il ne faudra pas rendre ses armes », art. cit.

l'ennemi étranger, mais seulement avec l'écrasement de l'ennemi intérieur – du régime et de la société démocratique. Si, ayant mené à bien la première partie de notre tâche, nous néglignons la seconde, nous ne serions pas seulement, nous mobilisables de 1938, les vainqueurs de la guerre de 1938, mais les responsables de la suivante ; nous ne serions pas seulement les dupes de nos maîtres, mais les assassins de nos fils. Le jour du prochain armistice, il ne faudra pas rendre les armes¹. » Cet avertissement s'adresse à tous les responsables, aussi bien aux dirigeants de la Troisième République qu'à ceux qui avaient toutes les cartes en main à leur retour de la guerre en 1918, mais qui n'ont pas tenté de les utiliser en renversant par exemple le régime, à savoir les anciens combattants et, allons plus loin, les responsables des ligues de l'entre-deux-guerres. Deuxième remarque à formuler au sujet de cet avertissement que lance Maulnier en 1938 : il est valable en cas de victoire de la France, car Maulnier n'a jamais douté qu'en cas de conflit avec l'ennemi héréditaire, la France eût pu être victorieuse. Mais quelle attitude les jeunes doivent-ils adopter en cas de défaite ? Changer le régime, garder les armes à la main pour éliminer les responsables ? Maulnier ne répond pas à cette question. Ce sont en fait les événements qui vont se charger d'apporter une réponse. En 1940, Maulnier assiste à la mort de la République et de la démocratie, et il en est d'autant plus satisfait que le régime de la démocratie libérale avait fini, à force d'usurpation, par identifier sa cause avec celle de la sauvegarde des valeurs permanentes de la civilisation française. Il y a, pour lui, un humanisme français, que le libéralisme s'était approprié, mais qu'il était réellement incapable de défendre. Le nouveau régime, qui ressemble fort à l'Etat national corporatif que Maulnier prônait, avec Jean-Pierre Maxence et Robert Francis en 1934 dans *Demain la France*², a donc tout pour lui plaire. Mais les nouvelles institutions naissent dans la douleur, avec une défaite militaire et un occupant qui règne sur une moitié du pays. Dans ces conditions, cette moitié de France que Maulnier et les autres animateurs de la Jeune Droite tiennent pour légitime, peut-elle se permettre de nouvelles divisions en recherchant et condamnant les responsables ? Les hommes de la Jeune Droite ne réagissent pas tous de la même manière.

¹ Thierry Maulnier, « Il ne faudra pas rendre ses armes », art. cit.

² Robert Francis, Thierry Maulnier et Jean-Pierre Maxence, *Demain la France*, op. cit.

Autant dire immédiatement que, même s'il entend juger les responsables, Maulnier ne réclame pas des exécutions ou le recours à la violence révolutionnaire. Sur cette question comme sur celle des institutions, la France doit procéder avec toute la distinction que lui impose la finesse de sa civilisation, en faisant œuvre française dans la revanche également. Il oublie donc la Révolution française et la Terreur. Maulnier se félicite par conséquent que les traditions du droit français concernant les garanties aux accusés et le principe de la distinction des pouvoirs aient été respectés dans le procès ouvert par le régime de Vichy contre les responsables de la défaite : « Certains auraient peut-être préféré des sanctions plus “révolutionnaires”, plus expéditives. Mais la civilisation française s'accommode assez mal de la méthode soviétique de la balle dans la nuque. Elle ne s'inspire pas d'exemples étrangers. La France, la France seule...¹ » Il ne réclame pas la justice révolutionnaire, et encore moins les procès soviétiques². Mais il se situe bien dans la vaine du régime de Vichy qui souhaite

¹ Thierry Maulnier, « Revue de la presse », in *L'Action française*, 5 novembre 1941.

² Ici, il est peut-être nécessaire de faire quelques rappels sur le Procès de Riom. Le 30 juillet 1940, l'Acte constitutionnel n°5 créait une « Cour suprême de justice », réunie à Riom, chargée de « rechercher et de juger toutes personnes ayant, depuis temps non prescrit, commis des crimes ou délits, ou trahi les devoirs de leur charge, dans les actes qui ont concouru au passage de l'état de paix à l'état de guerre avant le 4 septembre 1939, et dans ceux qui ont ultérieurement aggravé les conséquences de la situation ainsi créée ». Un autre décret du 24 septembre 1940 lui fixait également la mission de « rechercher et de juger les ministres et anciens ministres, ou leur subordonnés immédiats, ayant, depuis temps non prescrit, commis des actes de concussion, des détournements de fonds, ou trahi les devoirs de leur charge en spéculant sur la valeur de la monnaie nationale, ou en faisant un usage abusif des fonds soumis à leur contrôle ». Cette dernière mission visait particulièrement Paul Reynaud et Georges Mandel. Mais les 5 autres accusés sont Edouard Daladier, Léon Blum, le Général Gamelin, Pierre Cot (réfugié aux Etats-Unis et qui sera remplacé par Guy La Chambre) et le contrôleur général de l'Armée Jacomet. C'est donc sur ces sept têtes que l'on pense pouvoir faire retomber toutes les responsabilités de la catastrophe de 1940. La Cour se mit donc à travailler en toute hâte pour rassembler les preuves de leur culpabilité, mais les collaborationnistes parisiens, qui auraient préféré une justice plus expéditive, se plaignaient de sa lenteur. Le 12 août 1941, dans la foulée de son discours sur le « vent mauvais » qu'il sentait se lever sur la France, Pétain annonçait donc, en application de l'Acte constitutionnel n°7, la création d'un « Conseil de justice politique » chargé de lui faire des propositions pour juger les responsables du désastre. A la suite des propositions du Conseil, Pétain condamnait, le 16 octobre 1941, Daladier, Blum et Gamelin à la détention dans une enceinte fortifiée, au Fort du Portalet, dans les Basses-Pyrénées. Guy La Chambre et Jacomet, dont les responsabilités étaient jugées moins graves, devaient rester internés à Bourrassol. Mais après cette justice « politique », les accusés devaient encore être jugés par la Cour suprême qui restait saisie, afin que la séparation des pouvoirs politique et judiciaire soit bien respectée. Mais le mieux, pour qu'il y ait séparation des pouvoirs, c'était que Pétain ne s'implique pas dans le jugement ; la séparation des pouvoirs dont se félicite Maulnier, en rappelant que les sanctions politiques ne préjugent pas des sanctions judiciaires et ne cherchent pas à les influencer, est donc une illusion. En ce qui concerne le contenu du procès, Vichy souhaitait éviter qu'il porte sur les responsabilités dans le déclenchement du conflit, ce qui aurait eu pour conséquence d'absoudre l'Allemagne. Il fallait donc éviter d'engager le procès de la France. L'armée ne voulant pas non plus être mise en cause, il ne fallait pas que le procès s'étende sur les erreurs dans la conduite de la guerre. Vichy souhaite par conséquent que les débats se concentrent sur le manque de préparation de la guerre, à partir de mars 1936 (ce qui inclut bien entendu la période du Front populaire que représente Blum sur le banc des accusés), car Pétain et Weygand n'exerçaient plus de responsabilité majeure à cette époque. Il eût en effet été regrettable que certaines décisions

accomplir le procès politique des hommes et des idées qui ont mené la France au désastre de 1940. L'objectif d'un tel procès est aussi d'apaiser la colère de l'opinion publique et de rappeler aux Français que ce n'est pas la Révolution nationale qui est coupable de leur malheur et de leurs difficultés quotidiennes, mais bien ceux qui ont déclenché une guerre qu'ils n'avaient pas préparée. En dépit des réserves manifestées par certains membres de son entourage à Vichy, Pétain tient absolument à ce procès. C'est donc le procès de la démocratie, du parlementarisme et du Front populaire que Maulnier espère voir se produire ; le procès des hommes politiques, des dirigeants de la Troisième République, et non celui de la France et des Français. C'est en tout cas la ligne qu'il adopte dans ses propres articles pour dénoncer les responsables.

Ses « Revues de la presse » dans *L'Action française* doivent de ce fait retenir l'attention. Traitant de l'actualité au jour le jour, elles abordent de nombreux sujets, dont certains sont réellement sans intérêt. Les deux thèmes qui reviennent avec la plus grande régularité dans cette rubrique quand elle est tenue par Maulnier, concernent la guerre et la critique de la démocratie. Les deux sont d'ailleurs souvent liés, car il rappelle régulièrement que les démocraties ne sont pas capables d'engager une guerre dans les conditions de rapidité, de surprise et d'efficacité qui importent pour gagner. Les grèves qui gênent la préparation de la guerre aux Etats-Unis et par là même la livraison des armes aux Alliés en compromettant le rendement des usines d'armement, inspirent en effet à Maulnier des réflexions sur l'incapacité des démocraties à triompher des grandes crises nationales. Les divisions auxquelles sont condamnées les sociétés démocratiques à cause du régime des partis constituent une tare fondamentale en cas de guerre, car la démocratie doit affronter l'ennemi extérieur avec un adversaire dans le dos. Il faut en plus ajouter à cela les lenteurs inhérentes au régime. « La vérité est que lorsque un gouvernement démocratique se mêle de faire une guerre avec ou sans l'assentiment préalable du parlement, il la fait avec la faiblesse, la lenteur,

maladroites de Pétain et Weygand, deux des héros du régime, soient révélées aux Français. Mais, devant la Cour, les accusés se défendent bien et le procès se retourne contre le régime de Vichy. Est ainsi dévoilé par les accusés le mauvais usage que les militaires ont fait des moyens qui ont été mis à leur disposition par les gouvernements successifs. Thèse qui est aujourd'hui confirmée par les historiens. Le procès de Riom, qui s'est ouvert le 11 février 1942, est par conséquent suspendu par Pétain, sur les conseils de Darlan le 11 avril 1942. (Sur ce procès, le lecteur peut se reporter à l'ouvrage d'Henri Michel, *Le procès de Riom*, Paris, Albin Michel, 1979, 407 p.).

l'indécision, l'impréparation qui sont les vices inguérissables du régime. La démocratie est toujours surprise par la guerre, soit que les autres la lui déclarent, soit qu'elle la déclare elle-même¹. » Maulnier reproche à la démocratie de toujours se laisser gagner de vitesse par ses adversaires. Les souvenirs de la bataille de Norvège, perdue en 1940, parce que le corps expéditionnaire franco-anglais était arrivé après l'invasion allemande du pays est toujours vivace. Il fait ainsi ce reproche de lenteur à plusieurs reprises à l'Angleterre durant la guerre, en montrant à chaque fois l'irritation de quelqu'un qui se sent concerné par le sort des armées Alliées². L'une des causes principales de la défaite est donc pour Maulnier dans les dysfonctionnements inhérents au régime démocratique. « Nulle part on n'a "renversé" le régime démocratique, affirme-t-il. Partout, il s'est effondré par l'effet de sa propre incapacité à se tenir debout. Il en a été de même en France³ » en 1940.

Quelles sont au juste les causes de la défaite pour Maulnier ? Il est très facile de répondre. Il y a d'abord les causes immédiates, qui sont d'ordre militaire. Pour Maulnier, la France a été battue par un adversaire qui disposait d'une très nette supériorité matérielle et tactique. Dans son *Histoire de la guerre 1939-1945*⁴ écrite sous le pseudonyme de Jacques Darcy avec lequel il signait ses chroniques militaires pour le *Figaro*, il évoque ainsi une supériorité allemande de 5 à 3 en ce qui concerne les effectifs militaires, de 4 à 1 en ce qui concerne les chars et de 6 à 1 pour les avions. A cette différence quantitative, il faut aussi ajouter une supériorité qualitative ; les Allemands disposant d'un matériel beaucoup plus perfectionné, comme les avions de bombardement en piqué, par exemple, les fameux stukas qui ont joué un rôle décisif dans la bataille. Sur la question du matériel, les recherches récentes des historiens invitent à réviser les propos de Maulnier, puisque l'on sait désormais que les Français

¹ Thierry Maulnier, « Revue de la presse », in *L'Action française*, 17 décembre 1941.

² Il écrit par exemple le 30 juin 1942 : « Certes, l'Angleterre en guerre doit être présente en beaucoup de points du monde. Mais, dans l'état actuel des choses, le seul véritable front terrestre qu'elle eût à défendre était le front de Cyrénaïque, cependant que la plus grande partie des forces de l'Axe était maintenue en URSS. Que, dans ces conditions, la Grande-Bretagne n'ait pas été capable de masser autour de Tobrouk des forces suffisantes pour décourager toute tentative d'attaque contre Alexandrie et Suez, et cela après deux ans et demi de guerre, voilà qui paraît presque invraisemblable. La démocratie frappe les nations qui s'y soumettent d'une sorte de paralysie ». (Thierry Maulnier, « Revue de la Presse », in *L'Action française*, 30 juin 1942).

³ Thierry Maulnier, « Revue de la Presse », in *L'Action française*, 16 novembre 1941.

⁴ Jacques Darcy, *Histoire de la guerre 1939-1945*, op. cit., pp.62-66.

possédaient autant de chars que les Allemands (2946 contre 2977) et d'une qualité équivalente. L'artillerie française et la flotte franco-anglaise étaient bien supérieures à celles de l'adversaire. A l'inverse, la faiblesse française était flagrante en ce qui concerne l'aviation – bien que le rapport ne soit pas aussi important que celui qu'annonce Maulnier –, les systèmes de Défense contre les avions – ce qui était d'autant plus regrettable que les Allemands disposent d'un nombre de bombardiers important – et les canons antichars¹. L'aviation française attendait cependant des livraisons de son industrie et des Etats-Unis qui devaient lui permettre de rattraper son retard. Mais Hitler ne lui en a pas laissé le temps. Car c'est surtout dans la tactique que la différence était la plus importante ; ce que Maulnier a par ailleurs bien perçu. Face à des Français s'appuyant sur une stratégie uniquement défensive, à partir de la ligne Maginot, et réglant leurs plans de manœuvre sur la vitesse de déplacement de l'infanterie, les Allemands ont déployé toute la puissance de la guerre mécanique qu'ils avaient déjà expérimentée en septembre 1939. La bataille de Pologne aurait pourtant dû instruire les Français. « Le mérite de l'Etat-major allemand au lendemain de la guerre de 1918, écrit Maulnier, a été de ne pas accepter comme un dogme définitif, le dogme de la supériorité de la défensive, et de comprendre qu'en faisant appel aux ressources de la technique moderne, et notamment à l'avion et au char, il était possible de rendre à l'offensive sa primauté naturelle². » Au final, l'utilisation tactique du matériel semble avoir joué un rôle plus grand encore dans la défaite que ce matériel lui-même. « On minore le rôle des armes modernes : les chars, en les dispersant dans de nombreuses unités, en leur confiant seulement un rôle d'accompagnement, alors que les blindés allemands sont concentrés dans de grandes unités. Les avions, le général Gamelin³ en conteste à plusieurs reprises l'efficacité en insistant sur leur vulnérabilité, avérée lors des campagnes du Maroc et du Levant où

¹ Sur ces questions, voir notamment : Robert Frank, *Le Prix du réarmement 1935-1939*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1982, 382 p. ; Robert Frank, « Le Front populaire a-t-il perdu la guerre ? », in *L'Histoire*, n°58, juillet-août 1983, pp.58-66 et Robert Frank, « Où sont passés nos chars et nos avions ? », in *L'Histoire*, n°129, janvier 1991, pp.52-62 ; Jean Doise et Maurice Vaïsse, *Politique étrangère de la France. Diplomatie et outil militaire 1871-1991*, *op. cit.*, pp.363-414.

² Jacques Darcy, « Les armes nouvelles ont adapté à des champs de bataille immenses les simples mouvements d'une stratégie millénaire », in *Le Figaro*, 27 mai 1941.

³ Sur le général Gamelin, voir : Martin S. Alexander, *The Republic in Danger. General Maurice Gamelin and the Politics of French Defence, 1933-1940*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992, 573 p. ; William Michael Derrick, *General Maurice Gamelin : Scapegoat or Guilty for the Fall of France ?*, Indiana University, 1994, 172 p.

des avions français ont été fréquemment “descendus” à coups de fusils. (...). Le choix de la défensive est net dans l’armée de l’air, dont le travail consiste essentiellement à renseigner l’armée de terre¹ », tranchent Jean Doise et Maurice Vaïsse dans leur analyse de la stratégie et de l’outil militaire français. La manière dont l’Etat-major considère les armes modernes est bien illustrée par une statistique selon laquelle, à partir de 1934-1935, l’armée française dépense 4 à 5 fois plus dans des achats de fourrage pour les chevaux que dans ses achats de carburants. Maulnier était par conséquent dans le vrai lorsqu’il soulevait les insuffisances de la stratégie militaire par rapport à la manœuvre offensive allemande, qui avait le mérite de mettre en œuvre simultanément toutes les armes – en particulier le couple divisions blindées et aviation – dans un système tactique parfaitement cohérent et coordonné pour briser le front adverse et avancer le plus rapidement possible. « Un certain nombre de critiques militaires, en mai 1940, méconnaissaient encore gravement l’importance du rôle que la division blindée allait jouer dans la guerre, écrit Thierry Maulnier. (...). On avait voulu introduire le char dans une armée d’ancienne structure, en faire une arme d’accompagnement, c’est-à-dire le faire marcher à l’allure dérisoirement lente de l’ancienne infanterie. C’est le char au contraire, qui a imposé son allure, et c’est toute l’armée moderne, réduite au rôle d’accompagnatrice, qu’il entraînait à la vitesse de ses moteurs². »

A la lecture de ces phrases qui mettent clairement en cause les chefs militaires et leur rôle dans la défaite, on reste cependant étonné que Maulnier n’en ait tiré aucune conclusion audacieuse sur les responsabilités des dirigeants du régime de Vichy. A titre de vice-président du Conseil de guerre entre 1920 et 1931, inspecteur général des armées entre 1922 et 1931 et ministre de la guerre du cabinet Doumergue en 1934, Pétain avait pourtant exercé une influence importante sur les choix militaires stratégiques adoptés dans l’entre-deux-guerres. La réponse à cette absence de mise en cause est cependant évidente. Elle est encore une fois dans l’unité créée autour de la personnalité du Maréchal Pétain, qui empêche toute critique sous peine de voir la réconciliation nationale – qui n’aura d’ailleurs jamais lieu – se briser. Avec un régime

¹ Jean Doise et Maurice Vaïsse, *Politique étrangère de la France. Diplomatie et outil militaire 1871-1991*, op. cit., p.426.

² Jacques Darcy, « Le char impose sa vitesse à toute l’armée moderne », in *Le Figaro*, 20 mai 1941.

qui lui convient davantage que la démocratie, Maulnier n'hésite plus à pratiquer cette union sacrée qu'il a tant honnie.

En fait, le problème militaire ne constitue pour Maulnier qu'une cause immédiate de la défaite. Derrière, il y a un problème structurel beaucoup plus important et beaucoup plus ancien qui est essentiellement politique. « En réalité, il est vain de chercher à notre désastre une cause particulière : infériorité aérienne, infériorité en chars, erreur stratégique, erreur de doctrine, infériorité en effectifs. Toutes ces causes d'ordre militaire ont joué en même temps, avec les causes politiques qui les commandaient. Toutes les forces et toutes les faiblesses d'un régime insensé ont collaboré à notre désastre¹. » Ce n'est pas la peine de chercher midi à quatorze heures. Le régime est le principal coupable, de même que les hommes qui ont été désignés pour en assurer le gouvernement. Prenant le cas de la ligne Maginot, Maulnier démontre par exemple qu'elle n'empêchait en rien la France d'avoir une stratégie offensive ; l'Allemagne qui disposait, elle, de la ligne Siegfried n'ayant pas été gênée pour nous attaquer. Pour Maulnier, l'erreur est dans une conception tactique selon laquelle nos fortifications nous dispensaient d'avoir une véritable armée. « Notre défaite est due à la mortelle stupidité d'un régime, qui ayant consenti par hasard à fortifier nos frontières, a aussitôt vu là une nouvelle occasion de moindre effort et a invoqué l'argument de la ligne Maginot pour ne pas donner d'armes à nos soldats². » Toutes les faiblesses de notre appareil militaire ont en fin de compte des causes politiques. Elles sont à rechercher dans des institutions qui avaient fini par scléroser la nation française et la vider de sa substance. Les causes sont donc plus profondes que l'insuffisance des crédits accordés à la défense, que Maulnier reproche aussi aux dirigeants de la Troisième République. Les historiens contemporains ont pourtant démontré que le cumul de ces crédits entre 1919 et 1939 avait dépassé les 300 milliards de francs. Pour expliquer les raisons pour lesquelles ces crédits semblent n'avoir servi à rien, sans en rejeter la faute sur les militaires ou les soldats, Maulnier a donc une explication. L'armée n'était jamais qu'un reflet du régime. « Si notre armée n'était pas organisée pour la guerre de mouvement, insiste-t-il, c'est en grande partie parce que notre doctrine politique de la

¹ Thierry Maulnier, « Revue de la Presse », in *L'Action française*, 10 septembre 1942.

² Thierry Maulnier, « Revue de la Presse », in *L'Action française*, 8 juin 1942.

guerre était purement défensive. Quelles n'auraient pas été les attaques politiques si notre état-major avait créé une puissante armée de choc destinée à porter la guerre, le cas échéant, hors de nos frontières. Et si la qualité même de nos cadres avait baissé, n'en faut-il pas accuser en grande partie le discrédit que le régime avait jeté sur l'armée ? Tout ce qui pouvait être fait pour détourner du métier militaire les véritables élites du pays a été fait par le régime : et si celui-ci n'a réussi à miner complètement notre armée, au moral comme au matériel, ce n'est vraiment pas sa faute. N'oublions pas que la stratégie a des bases politiques¹. » Un régime frileux, lent, imprégné de pacifisme et d'antimilitarisme, divisé par la lutte des classes et tarauté par l'individualisme, devait fatalement posséder une armée morcelée, effritée et volant en éclats aux premières difficultés.

C'est l'objet du procès qui s'ouvre à Riom le 11 février 1942 que de mettre en lumière les fautes du régime et de juger les principaux coupables du désastre. Il s'agit bien par conséquent pour Maulnier d'un procès politique, celui de la démocratie parlementaire, de la Troisième République et de ses dirigeants. Il s'agit du procès justifié d'institutions qui « se sont effondrées dans la ruine, le sang et la honte de la patrie² ». Son objectif est aussi d'assurer la transition entre l'ancien et le nouveau régime, de marquer une coupure entre deux ères aux mœurs politiques totalement opposées : une République où les dirigeants exerçaient le pouvoir sans aucune conscience de leurs actes et un Etat français où les hommes politiques ne pensent qu'au salut de la patrie et à ses intérêts. C'est la raison pour laquelle l'ordre nouveau ne doit pas hésiter, à travers le procès des responsables de la défaite, à punir certains hommes politiques du régime déchu pour la charge symbolique qu'ils représentent. « Le procès de Riom n'est pas seulement la triste et nécessaire conclusion à une époque malheureuse ; il est aussi un commencement. Son rôle n'est pas seulement de fixer définitivement le sort des hommes qui avaient entre les mains les destinées de la France au moment où la France a été vaincue. (...). Son rôle est enfin de marquer le passage d'une ère de notre histoire politique à une autre ère, de l'ère de l'irresponsabilité à celle de la responsabilité. Le temps n'est plus où le capitaine du navire perdu avait à rendre des

¹ Thierry Maulnier, « Revue de la Presse », in *L'Action française*, 11 et 12 juillet 1942.

² Thierry Maulnier, « Revue de la Presse », in *L'Action française*, 10 mars 1942.

comptes, mais où toutes les fautes et même les plus graves, commises à l'égard de la nation par ceux qui en avaient la conduite et la garde étaient assurées d'une impunité pour ainsi dire constitutionnelle. Désormais, à tous les degrés de la hiérarchie nationale, les chefs seront responsables ; et à cet égard, le procès de Riom marque le commencement du régime nouveau aussi bien que la fin du régime défunt¹. » La comparaison qu'ose Maulnier est bien malheureuse, puisque le procès de Riom devait s'enliser après avoir totalement échappé à ses principaux maîtres d'œuvre.

Mais l'ère avec laquelle veut rompre le régime, c'est surtout celle du Front populaire, qui est attaqué comme le symbole des mœurs politiques de la Troisième République. Léon Blum qui figure au banc des accusés est dénoncé pour avoir entretenu la paresse ouvrière et l'esprit de jouissance avec la semaine de 40 heures et les congés payés qui auraient fait prendre du retard à la France dans la mise en œuvre du réarmement. A travers le Front populaire, c'est aussi le procès du pacifisme et de l'esprit de défaitisme que l'on dresse en accusant le cabinet Blum d'avoir réduit les crédits destinés à la Défense nationale² par pur antimilitarisme. En fait, le procès de Riom commence quelques mois à peine après le discours de Pétain sur le « vent mauvais » et il est tout imprégné de cet esprit³. Au milieu de l'année 1941, le régime nouveau pense en effet que son œuvre de redressement est menacée par la prétendue résistance que lui opposent certains partis survivants du régime déchu. Henry du Moulin de Labarthète, le directeur du cabinet civil de Pétain a bien expliqué dans quelles conditions avaient été pris ce tournant répressif et policier au cours duquel Vichy, voyant sa crédibilité entamée, se découvre de nouveaux adversaires pour durcir une Révolution nationale qui est finalement mal acceptée par l'opinion publique. « Trouble des esprits, méfiance

¹ Thierry Maulnier, « Revue de la presse », in *L'Action française*, 23 février 1942.

² Les travaux de Robert Frank ont montré que cette légende d'un Front populaire responsable de l'impréparation de la guerre et réduisant les crédits accordés à la Défense était fautive : « Inversement, il paie nettement plus que ses prédécesseurs pour la Défense nationale. Le Front populaire a bien plus investi dans les "canons" que dans le "beurre" : on est loin de l'image initiale d'un gouvernement inconscient des dangers extérieurs. En 1938, les charges militaires représentent 8,6 % du revenu national, soit deux fois plus que le taux correspondant en 1913. C'est deux fois moins que dans l'Allemagne nazie (17 %), mais c'est une proportion légèrement supérieure à celle de l'Angleterre conservatrice ». (Robert Frank, « Le Front populaire a-t-il perdu la guerre », in *Vingtième siècle*, n°58, juillet-août 1983, p.62).

³ Comme on l'a vu précédemment, les travaux de la Cour suprême de Riom ont commencé dès la naissance du régime, mais les lenteurs accumulées et les critiques formulées par la presse collaborationniste notamment, poussent Pétain, dans son discours du 12 août 1941, à demander à la Cour d'accélérer ses procédures.

croissante à l'égard de l'Amiral (Darlan, *ndla*), séquelles syriennes, vague espoir que l'Allemagne ne gagnerait pas, de l'année, sa partie dans l'Est, difficultés de ravitaillement, radio de Londres... La France, en fait, échappait au Maréchal. Elle lui échappait moins par "gaullisme", moins par désir réel de résistance, que par lassitude, par découragement moral. (...). Il fallait ressaisir la France. Comment la ressaisirait-on ? On tenta d'y parvenir, au prix d'un resserrement de l'autorité gouvernementale, d'un durcissement de l'appareil punitif. (...). Le Maréchal, qui croyait découvrir, dans toutes les directions, des adversaires de son œuvre, ne se lança que de trop bon gré dans l'aventure. Il ne fût pas le seul¹. » Pour dire le vrai, la plupart des pétainistes se lancent dans cette dénonciation des adversaires de l'ordre nouveau. De l'autre bord, ceux qui sont clairement visés par les attaques découvrent, en retour, des obstacles à la Révolution nationale qui leur correspondent davantage. Autrement dit, chaque camp essaie de tirer la Révolution nationale à soi. Les anciens responsables des partis de gauche critiquent une Révolution nationale prise en main par le capitalisme d'avant-guerre, les grands trusts et la réaction. Tandis que l'aile réactionnaire de Vichy condamne l'internationalisme d'avant-guerre qui a fait sa réapparition chez les partisans de l'Europe nouvelle, ainsi que les cliques qui tentent de raviver la lutte des classes à l'ombre des mots d'ordre de la Révolution nationale. Maulnier lui-même s'en mêle, quelques semaines avant le discours de Pétain, dans une série d'articles qui se transforme en une polémique durable avec les socialistes collaborationnistes de *L'Effort*. Il constate d'abord que la Révolution nationale est menacée de l'intérieur par quelques conjurations qui n'ont pas encore désespéré de voir resurgir le régime défunt. Ces groupes espèrent orienter le nouveau régime dans un sens favorable à leurs idées en investissant ses structures et ses institutions. Ils ont par ailleurs confisqué les thèmes et le vocabulaire de la Révolution nationale en y réintroduisant leurs idéologies sous une forme à peine rajeunie pour les besoins de la cause. « Ces conjurations contre la Révolution nationale, menées de l'intérieur de la Révolution nationale par certains groupes qui veulent en altérer le sens ou la confisquer à leur profit, il est facile de les dénombrer ; il y a une conjuration de capitalistes qui voudraient imposer au nouveau régime la puissance de quelques grands trusts ou du moins respecter cette puissance ; il

¹ Henry du Moulin de Labarthète, *Le Temps des illusions*, *op. cit.*, pp.391-392.

y a une conjuration radicale et maçonnique ; il y a une conjuration socialisante, qui a au moins le mérite de ne pas se cacher ; il y a une conjuration démocrate-chrétienne, qui compte parmi les plus habiles et les plus insidieuses, et qui voudrait orienter la Révolution nationale vers une sorte de libéralisme clérical. Ces quatre conjurations sont actives. Il en est sans doute d'autres¹. » Ce qu'il dénonce, c'est finalement une tactique pernicieuse grâce à laquelle certains groupements espèrent survivre à l'abri du masque d'une Révolution nationale dont ils se font les propagandistes mais qu'ils n'approuvent pas, jusqu'au jour opportun où ils pourront imposer leurs propres idées. Parmi toutes les conjurations que cite Maulnier, celle qui excite le plus sa colère est celle des socialistes. L'année 1941 est, en quelque sorte, celle d'un retour aux combats de *L'Insurgé*, avec cette double menace pour la nation, que soulignait Maulnier en 1937, d'un conservatisme fidèle aux trusts et d'un marxisme recherchant la division des Français dans la lutte des classes. Comme en 1937, Blum est toujours présenté comme le symbole d'une époque où les Français étaient divisés. « Pour Blum, la France n'avait pas d'existence concrète, reproche Thierry Maulnier en 1942. Elle était simplement un lieu favorable à la culture des principes socialistes. Une seule chose existait réellement dans cet esprit faux et malfaisant : le parti. C'est pour justifier l'existence et l'action du parti que Blum organisait les grèves et fomentait la guerre civile, sans se demander s'il ne portait pas à la France un coup mortel². » Les dénonciations sont un peu moins violentes qu'à l'époque de *L'Insurgé*, mais elles désignent toujours les mêmes adversaires honnis, les dirigeants de la démocratie libérale déchu : « Il serait intolérable que la grande bourgeoisie, privilégiée du régime démocratique et libéral, et ces puissantes associations d'intérêts privés que le langage populaire définit assez sommairement par le nom de trusts, prétendissent aménager sous le nom de Révolution nationale une société où elles maintiendraient leur domination, à peine masquée par un vernis de corporatisme ou de paternalisme. Il ne serait pas moins intolérable que les socialistes d'hier prétendissent aujourd'hui faire triompher en France, masquée d'un mince vernis de nationalisme, l'idéologie marxiste

¹ Thierry Maulnier, « La Révolution Nationale est aussi menacée de l'intérieur », in *Le Jour-Echo de Paris*, 28 juillet 1941.

² Thierry Maulnier, « Revue de la presse », in *L'Action française*, 26 février 1942.

dont l'Europe n'a pas voulu¹. » Car la Révolution nationale est pour Thierry Maulnier l'exacte antithèse du socialisme. Elle honore les militaires quand le socialisme était antimilitariste. Elle est nationaliste alors que le socialisme a toujours été internationaliste. Elle veut enfin lutter contre la prolétarianisation des classes moyennes et des paysans quand le socialisme a toujours considéré au contraire cette prolétarianisation comme un moyen de recruter de nouveaux militants pour la révolution. Pour autant, les conservateurs ne doivent pas chercher dans cette opposition de la Révolution nationale au socialisme une quelconque source d'espoir. L'objectif du régime nouveau est bien de favoriser l'intégration des ouvriers dans la nation en combattant le capitalisme. Par conséquent, il rejette aussi bien le socialisme que le paternalisme des conservateurs, qui s'exprime dans le « le beau mot de social » et qui a servi « aux grandes associations d'intérêts du capitalisme libéral, à certains partis politiques, conservateurs par leur inspiration et leur recrutement, pour déguiser une volonté bien arrêtée de ne rien changer d'essentiel à la structure économique de la société existante et aux rapports matériels du capital et du travail tels qu'ils avaient été fixés par la révolution économique du XIX^e siècle² ». Telle est la façon dont Maulnier répond à la polémique entre partisans du « social » et du « socialisme ». Les deux mots renvoient à des expériences qui ont également échoué.

Pour autant, il y a une différence fondamentale dans la manière dont Maulnier d'un côté et le régime de Vichy, de l'autre, réagissent chacun au « vent mauvais ». L'Etat français répond aux pressions par le renforcement de l'appareil répressif, en adoptant toute une série de mesures : accroissement de la police, suspension de l'activité des partis, suppression de l'indemnité parlementaire, lutte accrue contre les francs-maçons, institution du Conseil de justice politique, mise en place du serment de fidélité des fonctionnaires au Chef de l'Etat français, second statut des juifs du 2 juin 1941 qui élargit la liste des professions interdites aux juifs, mesures d'aryanisation des biens juifs à l'image de ce que les Allemands ont fait dans la zone nord en application de la loi du 22 juillet 1941 et arrestations et internements des juifs font partie de cet arsenal

¹ Thierry Maulnier, « Quand le vieux socialisme revendique la paternité du régime nouveau », in *Le Jour-Echo de Paris*, 9 août 1941.

² Thierry Maulnier, « Sociaux ou socialistes ? », in *Le Jour-Echo de Paris*, 16 août 1941.

de mesures¹. « L'ensemble constituait une sorte de "fascisme délavé"² », comme l'a avoué le directeur du cabinet civil du Maréchal Pétain dans ses souvenirs. Maulnier, lui, ne voit pas les choses de la même manière que les dirigeants de Vichy. La réponse à apporter n'est pas policière, mais plutôt doctrinale. L'homme de plume prend une fois encore le pas sur l'homme d'action, et c'est de la fermeté et de la pureté doctrinales qu'il attend la réussite de l'œuvre révolutionnaire. C'est en tout cas ce qu'il écrit deux semaines avant le discours que prononce Pétain le 12 août 1941. « La Révolution nationale se défendra contre elles (*les quatre conjurations qu'il a identifiées, ndla*) non par des mesures de police, mais par l'inébranlable fermeté de sa ligne doctrinale³. » Contrairement au régime de Vichy, Maulnier n'identifie pas les juifs comme une menace pour la Révolution nationale, puisqu'il ne les évoque pas parmi les quatre conjurations qu'il dénonce, ni dans aucun autre de ses articles. C'est par un effort d'approfondissement doctrinal que Maulnier espère contrer les tentatives de noyautage des partisans de l'ordre ancien. Puisque ceux-ci profitent du flou de certaines notions auxquelles se réfère le régime pour essayer d'imposer leurs propres idées, il faut que les vrais militants de la Révolution nationale s'entendent pour en définir le contenu. « On le répète, et il faudra encore le répéter souvent : l'absence d'une doctrine claire et solide favorise les équivoques, la confusion des idées, le lyrisme sentimental, les déclamations creuses sur la patrie, l'idéal, les valeurs spirituelles, la communauté. Cette confusion et ce verbalisme favorisent à leur tour les plans et l'action des ennemis secrets de la Révolution nationale ; ils s'en servent, et ils en jouent. Ils cherchent, à leur tour, à maintenir et à accroître ce verbalisme dont ils profitent⁴. » Et il conclut son propos en rappelant qu'« Il faut que la Révolution nationale propose à tous un programme assez précis, assez concret, assez **COMPROMETTANT** pour que tous soient forcés de se prononcer sur lui sans équivoque, qu'on ne puisse plus jouer sur les mots, et que les adversaires soient forcés de renoncer à leurs vieilles erreurs, de se taire ou de lever le masque⁵ ».

¹ Le 14 mai 1941 a lieu la première grande rafle, organisée par la Préfecture de Police de Paris. Des milliers de juifs d'Europe centrale sont arrêtés et internés à Paris.

² Henry du Moulin de Labarthète, *Le Temps des illusions*, op. cit., p.392.

³ Thierry Maulnier, « La Révolution Nationale est aussi menacée de l'intérieur », art. cit.

⁴ Thierry Maulnier, « Il faut que tous les Français prennent une position nette », in *Le Jour-Echo de Paris*, 1^{er} août 1941.

⁵ *Ibid.* Le texte a été reproduit à l'identique, avec les majuscules d'origine.

Si Maulnier insiste tant sur la doctrine, c'est parce qu'il pense que certains concepts exaltés par le régime de Vichy sont trop vagues pour être compris par le plus grand nombre, et autorisent ainsi toutes les récupérations et les déviations. Parmi ces mots clés, qui renvoient à autant de définitions que de factions et qui masquent les pires confusions intellectuelles, il y a la Révolution nationale et le corporatisme. « Le contenu des mots de "révolution" et de "révolution nationale" reste extrêmement vague pour l'immense majorité des Français. Pour beaucoup d'entre eux, il ne s'agit que d'un camouflage verbal imposé par les circonstances et derrière lequel persistent aisément les anciennes doctrines, les anciennes valeurs, les anciennes "façons de penser", les anciennes coalitions d'intérêts, les anciennes factions ; pour d'autres, il ne s'agit que d'une imitation de modèles étrangers, d'un "fascisme" français, d'une "national-socialisme" français. (...) une immense tâche de mise au point et de diffusion des idées justes est absolument indispensable pour fondre au creuset des idées nouvelles les survivances intellectuelles, passionnelles ou intéressées de l'ancienne société¹. » Le régime a devant lui une tâche immense à entreprendre en matière de propagande, auprès des masses, mais aussi des élites, car Maulnier considère que celles-ci ne sont pas davantage formées que la plupart des Français. C'est, pour lui, le seul moyen de « préserver la révolution nationale de toutes les "maladies infantiles" dont parle Lénine, de toutes les déviations ; les deux plus graves des causes de déviation sont le poids du passé, et l'influence des idéologies étrangères. (...). La révolution nationale n'est pas faite seulement contre l'ancienne gauche, mais contre l'ancienne droite. La révolution nationale trouvera en France même et non à l'étranger, les principes et les moyens du relèvement français². »

A la lecture de ce mot d'ordre, les limites de la Révolution nationale paraissent bien tracées et faut-il encore une fois le préciser, n'ont guère varié depuis les combats des années trente au sein de la Jeune Droite. Que ce soit à travers ses recommandations en matière de propagande ou ses exhortations à faire le procès des responsables, Thierry Maulnier apporte un soutien presque sans réserve au régime de Vichy tout au long de l'année 1941. Ses réserves portent essentiellement sur le tournant répressif et policier

¹ Thierry Maulnier, *Notes sur l'orientation de la propagande*, op. cit., p.13.

² *Ibid.*, p.14.

dans lequel il n'est pas prêt à suivre l'Etat français. Son engagement ne dépasse guère cependant la pure réflexion doctrinale. Il se montre ainsi fidèle pendant quelques mois à son dessein, puisqu'il se fait fort de donner une doctrine économique à la Révolution nationale dans une série d'une dizaine d'articles qui paraissent dans *Le Jour* jusqu'en décembre 1941. Il s'essaie aussi à la formation des cadres en participant, de façon très éphémère, à l'aventure – tout aussi éphémère – de l'Institut national de formation légionnaire créé en janvier 1942 et dont la direction est confiée à Yves Urvoy, jusqu'à sa démission en mai 1942, c'est-à-dire un mois après le retour de Laval au pouvoir. L'institut de formation légionnaire a pour objectif d'expliquer les fondements et les moyens de la Révolution nationale à l'élite de la Légion française des combattants, et à travers elle, à toute la France. La participation de Maulnier à cet institut consiste dans un cours qu'il donne sur « le Problème de la culture », au cours de la première session, organisée du 29 janvier au 7 février 1942. Le contenu porte sur « l'enseignement, la Révolution nationale et la pensée, ou encore l'art¹ ». En dehors des cours et conférences, l'Institut publie également un *Bulletin de l'Institut national de formation légionnaire* auquel Maulnier ne participe pas. Il faut noter cependant que ce *Bulletin* contient des listes d'ouvrages conseillés aux stagiaires de l'Institut, dans lesquelles les écrivains de *L'Action française* et les habitués des pages de la *Revue Universelle* figurent en très bonne place : parmi eux, Henri Massis, Jacques Bainville, Pierre Gaxotte, Louis Dimier, Firmin Roz, Léon Daudet, Robert Vallery-Radot, Bernard Faÿ, Gustave Thibon ou encore Louis Salleron. Le nom de Thierry Maulnier y figure, sans qu'il faille trouver à cette proximité plus qu'un intérêt porté à son œuvre, par le régime en général, et l'institut en particulier. De la même manière, il publie un article, un seul d'ailleurs, dans la revue mensuelle de la Légion française des combattants, tout comme Claude Roy². Pour Maulnier, cette incursion dans la propagande du régime, qui n'était de toute façon pas faite pour lui plaire, ne dure donc pas plus longtemps que ses autres engagements. Les cours et les conférences n'ont jamais été son domaine de

¹ Voir à ce sujet et pour des informations complémentaires sur l'Institut national de formation légionnaire et Yves Urvoy : Jean-Paul Cointet, *La Légion française des combattants 1940-1944. La Tentation du fascisme*, op. cit., pp.1013-1018 et pp.1022-1026 ; Antonin Cohen, *Histoire d'un groupe dans l'institution d'une « Communauté » européenne (1940-1950)*, Thèse de doctorat de science politique, Paris I, 1999, sous la direction de Claude Eneri, p.209. Cette thèse a été publiée en 2012 sous le titre suivant : *De Vichy la Communauté européenne*, Paris, PUF, 2012, 447 p.

² Thierry Maulnier, « La jeunesse et la culture », in *La Légion*, n°17, octobre 1942.

prédilection. Il est fort probable également que Maulnier ne se soit pas reconnu dans la doctrine de l'institut et dans l'évolution d'Urvoy, son directeur, vers le personnalisme communautaire de François Perroux, auquel il se raccroche au début de l'année 1942. Maulnier n'a en effet jamais manifesté d'intérêt pour les thèses de Perroux sur la communauté, contrairement à certains de ses camarades de la Jeune Droite, comme Jean de Fabrègues ou Jean-Pierre Maxence, qui sont tous deux membres fondateurs d'un Centre Communautaire¹. Il y a une bonne raison à cela. Maulnier souhaite la naissance d'institutions qui permettent de résoudre les antagonismes présents dans la société – entre l'individu et la communauté par exemple – par une sorte de synthèse. Il souhaite dépasser les tendances absolutistes, ou totalitaires, à l'œuvre dans la société contemporaine. La libération de la communauté doit par conséquent être associée, pour lui, à la libération de ses membres pour donner une société équilibrée. Il n'est pas certain que la doctrine communautaire réponde à cette nécessité². Le fait est que

¹ Le Centre Communautaire a pour objectif de rassembler tous les hommes conscients de la valeur de la doctrine communautaire et de favoriser par tous les moyens l'adoption des conceptions communautaires par le régime. « Le Centre Communautaire, qui est à l'origine de la doctrine communautaire, est né du besoin de définir une doctrine spécifiquement française, constructive parce que tirant son essence de ce qu'il y a d'immuable dans le destin de la France : les communautés naturelles, familles, entreprises, cités » (voir à ce sujet l'ouvrage collectif, *Positions communautaires*, Paris, Centre Communautaire, numéro spécial du Bulletin communautaire, 1943, p.3). Le but du Centre est en quelque sorte de construire une communauté politique française, un corps vivant, qui soit un ensemble hiérarchique de communautés diverses représentant les organes sociaux de la nation. Il se veut un laboratoire d'idées et un centre de propagande et d'action. Le Centre Communautaire publie une dizaine de brochures de 1941 à 1943. Figurent parmi les fondateurs deux anciens membres de la Jeune Droite, Jean-Pierre Maxence, Jean de Fabrègues, mais aussi Pierre Marais, Martial Buisson, Jean Turlais qui participe à la rédaction des *Cahiers français* et de la revue *Idées*, Marcel Delanney ou encore l'industriel Roger Mouton, jeune patron humaniste qui rêve de transformer la condition ouvrière par une nouvelle organisation économique et sociale qu'il pense avoir trouvée dans la doctrine communautaire. Le Président du Centre est, jusqu'en avril 1942, Maurice de La Gâtinais qui représente un courant collaborationniste à l'intérieur de l'association. Un autre courant très proche des *Cahiers français* se situe dans la vaine vichyste. L'esprit de Jean-Pierre Maxence imprègne fortement la doctrine du Centre puisqu'il en rédige le *Manifeste communautariste*. Maulnier ne semble pas avoir participé aux activités éditoriales du Centre Communautaire. En fait, on peut penser que ses conceptions personnelles l'éloignent de la doctrine communautariste, même s'il est lui aussi partisan du corporatisme. Il est cependant très proche de plusieurs personnalités du Centre, au premier rang desquelles figure Jean-Pierre Maxence. Il est proche aussi de l'équipe des *Cahiers français* dirigés par Jean Le Marchand, auxquels il donne un article sous l'Occupation. En juillet 1944, le Centre Communautaire se transforme en éditions du Centre, première mouture des Editions de la Table Ronde. Roger Mouton en est le propriétaire et Marcel Delanney les dirige jusqu'en 1945. Ce sont les éditions du Centre qui publient les luxueux *Cahiers de la Table Ronde* animés par Thierry Maulnier et dont le premier numéro paraît en décembre 1944.

² Il faut souligner à ce sujet que Louis Salleron, dans la revue *Idées*, a livré une excellente analyse de la doctrine communautaire et des « limites de la communauté », qui résume bien les raisons pour lesquelles Maulnier se méfie aussi de cette notion. Cette analyse, valable pour toutes les époques, est éloquent : « Dans une société forte – et nous rappelons que nous entendons par société le groupe structuré et personnifié – le sentiment communautaire est faible. Plus la société est solide et saine, moins la communauté est normalement ressentie. Ce n'est que quand la société décroît que croît la communauté. C'est toujours, en tout cas, à partir de la société que peut naître le sentiment communautaire, par différence, par opposition, par exclusion, par dissociation, etc... De cette vérité on pourrait fournir mille exemples. Le plus caractéristique est certainement l'explosion du sentiment communautaire qui a suivi l'armistice. C'est parce que la société est gravement touchée que ses

Maulnier ne participe pas aux activités du Centre Communautaire, dans lequel il compte pourtant de nombreux proches. Voilà encore une fois, un autre lieu de sociabilité intellectuelle, sur un thème cher à bon nombre des auteurs de la Jeune Droite sous l'Occupation, dont Maulnier se montre distant. A l'inverse de Fabrègues, Vincent ou Maxence, il ne fréquente pas les milieux « communautaires », parce qu'il ne peut se satisfaire d'une doctrine qui donne la primauté à la communauté, avec tous les risques d'oppression de l'individu et de division de la société qui en découlent. Cette division de la nation en classes, en factions ou en partis constitue d'ailleurs l'un des reproches majeurs qu'il formule contre les socialistes et collaborationnistes. Pour lui, la Révolution nationale doit au contraire dominer et dépasser les contradictions qui opposent les membres d'une société.

Mais si, pour Maulnier, la Révolution nationale ne peut assurément pas être socialiste, à l'inverse, pour les socialistes rassemblés au sein du journal collaborationniste *L'Effort*, elle ne peut en aucun cas être royaliste. Des polémiques interminables s'engagent ainsi entre les rédacteurs de ce quotidien et ceux de *L'Action française*, en particulier entre Maulnier et Julien Peschadour. Ancien responsable syndicaliste en Corrèze, socialiste et pacifiste convaincu, Peschadour s'occupe lui aussi d'une « Revue de la presse », mais dans *L'Effort*. Maulnier et Peschadour vont donc s'affronter par revues de presse interposées. Au départ, les polémiques naissent sur des sujets de première importance : la doctrine de la France seule, la collaboration franco-allemande au sujet de laquelle *L'Effort* reproche à *L'Action française* et à Maurras de ne pas avoir une position suffisamment claire ou bien encore, la République et la démocratie, que les rédacteurs de *L'Effort*, d'après Maulnier, ne désespéraient pas de voir renaître. Or, ce dernier souligne avec raison l'incompatibilité essentielle entre le pétainisme et la défense de la République. A force de le voir traquer la survivance des

membres réagissent. C'est parce que les structures sociales sont menacées que leurs éléments se recherchent. Le phénomène de conscience surgit dans la décomposition, comme les vers grouillent dans un fromage avancé. (...) Car le plus vif sentiment du nous naît dans l'affolement des je. (...). Tout cela permet de comprendre que l'idée de communauté n'a pas de quoi fonder l'ordre social. Livrée à elle-même, elle tend par le poids de son contenu objectif à quelque hérésie toujours mortelle pour le groupe ou ses membres. Par le fait qu'elle n'atteint pas la réalité sociale et qu'elle n'est qu'un élan continu de ses membres vers l'unité à partir d'une réalité matérielle également partagée, elle oscillera toujours entre l'anarchie égalitaire et le communisme tyrannique ». (Louis Salleron, « Limites de la communauté », in *Idées*, n°16, février 1943, pp.43-44).

idéaux républicains, les rédacteurs de *L'Effort* s'imaginent, un brin sarcastiques, que Maulnier a reçu au sein de *L'Action française* « la fonction personnelle d'exorciser le démon républicain¹ ». Rapidement cependant, les polémiques entre les deux journaux prennent un aspect ridicule en confrontant de manière caricaturale les régimes républicain et monarchiste, les temps modernes et l'Ancien régime. L'affrontement entre les deux intellectuels débouche sur des polémiques puériles qui ne laissent pas de surprendre si l'on tient compte de la situation dans laquelle se débat alors la France. Maulnier critique en fait, dans les réquisitoires des socialistes contre la monarchie, – Peschadour profite par exemple de l'anniversaire du procès de Louis XVI pour évoquer les fautes de l'Ancien régime – ce qu'il perçoit comme un plaidoyer discret et sournois en faveur de la démocratie déchu. « Il s'agit d'une justification de la Révolution de 1789 au moment même où le salut de la France impose la destruction de l'œuvre politique de cette Révolution, la démocratie politique, et son œuvre économique et sociale : le libéralisme individualiste². » Grâce à ces polémiques, les rédacteurs de *L'Effort* obtiennent en réalité ce qu'ils cherchaient à démontrer, à savoir que *L'Action française*, tout en célébrant la Révolution nationale, ne cherche que le rétablissement d'un régime réactionnaire, qui a présenté jusqu'à sa disparition, toutes les tares qu'elle dénonce dans la République. « Mais n'est-ce pas vous, Messieurs d'Action française, qui désirez le rétablissement de l'ancien régime, du vrai ancien régime ? questionne Julien Peschadour. Ne nous chantez-vous pas chaque jour la gloire de Louis XIV qui n'a pas fait la guerre, de Louis XV qui sut conserver notre empire colonial, de Louis XVI qui ne conspira pas avec l'étranger, de Louis XVIII qui n'accepta jamais que des armées étrangères le missent sur le trône (...) ? Ne travaillez-vous pas à restaurer un régime déchu et déchu depuis près de cent ans ? Laissez-moi vous dire, M. Thierry Maulnier, que s'il n'est ni possible, ni désirable de faire revivre le régime que nous avons connu avant 1939, il est encore plus impossible et il serait encore plus désastreux d'essayer de redonner la vie à un régime dont on va bientôt fêter le centenaire de la mort. Faites-en votre deuil, les Français ne sont pas monarchistes. Ils sont républicains³. » Mais le sommet du ridicule est atteint dans une

¹ J.A, « Revue de la Presse », in *L'Effort*, 1^{er} et 2 août 1942.

² Thierry Maulnier, « Revue de la Presse », in *L'Action française*, 31 janvier et 1^{er} février 1942.

³ Julien Peschadour, « Revue de la Presse », in *L'Effort*, 28 avril 1942.

série d'articles qui dure plusieurs semaines sur les conditions de vie des paysans sous l'Ancien régime. La polémique touche même d'autres journaux puisque Ludovic-Oscar Frossard la relaie dans le *Mot d'ordre*. Tout part d'un article de Peschadour, dans lequel il s'efforce de démontrer que les paysans végétaient dans la plus affreuse misère sous l'Ancien régime. Maulnier veut tenter de lui démontrer le contraire. Il va consacrer trois articles¹ et plusieurs « Revues de la Presse » dans *L'Action française* à cette tâche. Au final, la polémique donne quelques phrases amusantes, mais aussi surprenantes par leur caractère dérisoire, dans une période si agitée, au moment même où certains intellectuels s'engageaient au péril de leur vie dans des journaux clandestins². Il y a là sans doute une illustration parfaite de ce que la meilleure attitude d'un intellectuel sous l'Occupation eût peut-être été de ne pas écrire.

Dans ces batailles insignifiantes, comme dans les sujets à très haute teneur idéologique, il s'agit toujours pour Maulnier de critiquer le régime défunt, qui est responsable de la défaite. Ce sont bien évidemment des hommes, des chefs politiques, des militaires qui doivent être jugés et condamnés. Le procès de Riom a été initié dans cette optique. Mais ce sont véritablement des institutions qui ont conduit la France à la défaite ; de mauvaises institutions qui ne pouvaient finalement porter au pouvoir que

¹ Thierry Maulnier, « Les paysans sous l'Ancien régime », in *L'Action française*, 13 et 14 juin 1942 ; Thierry Maulnier, « Les paysans sous l'Ancien régime II », in *L'Action française*, 27 et 28 juin 1942 ; Thierry Maulnier, « Les paysans sous l'Ancien régime III », in *L'Action française*, 11 et 12 juillet 1942.

² Thierry Maulnier écrit par exemple : « Mais il est impossible de nier : 1° que le paysan français était dans l'ensemble le plus heureux d'Europe ; 2° que les campagnes françaises étaient particulièrement riches et prospères à la veille de la Révolution. Quant aux témoignages du temps, encore faut-il ne pas les solliciter. M. Julien Peschadour estime sans doute que lorsque La Bruyère nous montre les paysans obligés de se nourrir de racines, il s'agit des racines des arbres. Nous conseillons à M. Julien Peschadour de goûter à ce genre de nourriture. Les racines, ce sont les légumes à racine comestible, carottes, navets, raves, radis (...). C'auraient été les pommes de terre si les pommes de terre avaient été répandues. La Bruyère considère comme un signe d'extrême misère où se trouvent les paysans de son temps l'obligation de manger des légumes, ces légumes étant sans doute dédaignés aux époques d'abondance. Voilà qui ne fortifie pas précisément la thèse de M. Peschadour ». (Thierry Maulnier, « Revue de la Presse », in *L'Action française*, 1^{er} juin 1942). Ce à quoi Julien Peschadour répond avec une grande science des légumes : « Hein ! l'auriez-vous cru que M. Thierry Maulnier fût si calé sur les racines ? (...). Les racines, ce sont les carottes, les navets, les raves, les radis. Oui ! Et aussi les salsifis, les betteraves, les rutabagas, les choux-raves... Ah ! la belle chose que l'instruction ! Mais les racines ce sont aussi les pommes de terre, nous dit l'homme instruit. Pardon, excuse, intelligent ami : avec beaucoup de regret j'ai l'honneur de vous dire que vous faites erreur. La pomme de terre n'est pas une racine, cher ami. Quand on se mêle de donner des leçons... ». (Julien Peschadour, « Revue de la Presse », in *L'Effort*, 3 juin 1942). Lisons enfin la conclusion de Maulnier : « Laissons de côté la question de la pomme de terre. M. Peschadour se croit encore à son école. Je n'avais pas prétendu donner la définition botanique de ce tubercule (c'est bien cela M. Peschadour ?) mais seulement fait remarquer que le langage populaire appelait racines les légumes dont la partie comestible se trouve sous terre ». (Thierry Maulnier, « Revue de la Presse », in *L'Action française*, 5 juin 1942).

des hommes incapables. Il y a là une continuité évidente avec la doctrine de *L'Action française* dans l'entre-deux-guerres. Ce constat découle directement de la distinction établie par Maurras entre un pays légal prétendument corrompu et un pays réel épargné par la décadence. Une distinction que la Jeune Droite avait cherchée à remettre en cause dans la seconde moitié des années trente en vomissant l' « abjection française ». Sous l'Occupation, cette distinction entre un régime malade et une France épargnée est, pour les jeunes nationalistes, une véritable boussole qui permet de ne pas sombrer dans l'excès, c'est-à-dire dans le procès de la France. Pour Maulnier, les Français qui se mettent à instruire ce procès, alors même que leur pays est occupé, sont des traîtres qui donnent des armes à l'ennemi contre leur propre patrie. Accuser le régime devient donc un moyen de disculper la France dans la recherche des responsabilités de la défaite. C'est la raison pour laquelle Maulnier condamne toutes les attaques qui tendent à donner de la France une image humiliante. Il ne conteste pas qu'avec le niveau de corruption que le régime défunt avait atteint, il avait fini par contaminer la France dans sa substance même. Les hommes qui avaient la responsabilité du pouvoir ont certes fait la preuve de leur incompétence, mais ils tenaient ce pouvoir de la légitimité que leur avaient accordée les électeurs. Les Français ont par conséquent une part de responsabilité évidente dans leur malheur. Cependant, « La philosophie de la honte », telle qu'elle s'exprime chez les intellectuels collaborationnistes par exemple, ne peut être d'aucun secours à une France occupée. C'est ce que Maulnier démontre en commentant l'ouvrage de l'un des écrivains de la *Nouvelle Revue Française*, Armand Petitjean, qui fait aussi partie de l'équipe de la revue *Idées* : « Toute la structure française, nous dit-il, s'est écroulée ; rien n'a résisté, ni les cadres, ni le peuple. La race même était abâtardie. Les esprits étaient intoxiqués par les stupéfiants de la décadence. (...). La philosophie de la honte, poussée à cette limite, fait passer la seule route du redressement français par la phase de la destruction et de la négation absolues, par la phase du nihilisme. Je sais que cette phase a été nécessaire pour la renaissance allemande, par exemple. (...). Mais la France n'est pas l'Allemagne. Elle fait corps avec le passé historique qu'elle a

lentement créé de ses mains. Elle tient de sa civilisation l'essentiel de sa force, et n'a pas besoin pour se ressaisir de l'épreuve du néant¹. »

Maulnier se montre toutefois indulgent envers ses compatriotes qui, n'ont, selon lui, pas démerité au cours des dernières décennies. Il y eut, dans le même temps que la France connaissait la décadence de ses institutions, la conquête coloniale de l'Empire, la floraison triomphale de la littérature et des arts français dans l'entre-deux-guerres, ainsi que la ténacité, le courage et la vigueur au combat opposée par les soldats français pendant la Drôle de Guerre. Pour Maulnier, « la plupart des fautes commises par la nation française, la plupart des dangers qu'elle aurait pu éviter, la plupart des occasions qu'elle a perdues sont imputables à la défiance, à la négligence ou à l'aversion de la France pour elle-même. Au cours des plus récentes années, le reproche le plus souvent encouru par la politique française a été celui d'hésitation, de timidité, de faiblesse. La faiblesse de la France est de n'user point de sa puissance parce qu'elle ne la mesure pas. (...) La principale des occupations de notre peuple consiste dans les luttes intérieures, dont le principe est par nature la critique de l'adversaire, et une recherche systématique des points faibles de la France, qui finit par constituer une habitude d'esprit² », une habitude évidemment dangereuse quand le pays est occupé par l'ennemi. Le problème de la France est tout simplement d'oublier sa puissance, son Empire, ses succès passés, et par conséquent de manquer de confiance en elle. De sorte que les autres peuples en sont venus à douter aujourd'hui de la vitalité de la civilisation française, dont les sources, pensent-ils, se seraient définitivement taries. « Le plus rapide examen prouve au contraire que ce qui manque à la France du XXe siècle n'est pas la vitalité, mais une organisation proportionnée aux exigences de cette vitalité. Le trait le plus caractéristique de la France contemporaine, c'est bien l'abondance et le ruissellement des forces : ce qui mérite la critique, constate Maulnier, c'est le manque de canaux pour conduire ces forces aux points de la société française et de la vie française où elles agiraient avec la plus grande efficacité³. » Tel

¹ Thierry Maulnier, « Armand Petitjean : Combats préliminaires », in *L'Action française*, 10 décembre 1941.

² Thierry Maulnier, « Tableau de la France au XX^e siècle », in *La Revue française des idées et des œuvres*, n°1, avril 1940, p.22.

³ *Ibid.*, p.25.

doit être le but de la Révolution nationale : donner à la France l'occasion de redécouvrir sa place et sa fonction dans le monde. Les collaborationnistes, par leur procès incessant de la France, ne font donc que ranimer les mauvaises habitudes des Français sous la Troisième République ; ils ravivent les vices d'un régime qui manquait d'orgueil, d'audace et d'imagination.

A l'attention de ces Français qui ont choisi de demeurer timidement à la botte du vainqueur, Maulnier déclare que la recherche des causes de la défaite ne doit pas « être le moyen de l'affaiblissement national. (...). Ce n'est pas au moment où la France doit jouer une des parties les plus difficiles de son histoire, au moment où le monde se demande si l'existence de la France est encore légitime, au moment où nous avons à répondre de notre avenir par notre propre présent et notre passé, ce n'est pas à ce moment que la France doit se renier elle-même. (...). L'image honteuse que l'on cherche à nous donner de la France est aussi une image menteuse¹. » Dès lors, Maulnier pense, tout comme les dirigeants du régime de Vichy, que le procès de Riom ne doit pas chercher les responsables de la déclaration de guerre. Le but n'est pas de donner des armes aux Allemands contre la France défaite. Le vainqueur se serait sans doute réjoui à l'idée que la France fût reconnue coupable d'avoir provoqué le conflit. C'est à l'Histoire qu'il appartient de discerner les causes de la guerre. « La France n'a pas à se frapper la poitrine pour des offenses commises par elle contre la paix ou contre le monde, considère Thierry Maulnier. La France n'a à s'accuser devant personne, elle n'a surtout pas à s'accuser devant le vainqueur d'avoir prétendu défendre ce qui lui restait des avantages payés de quatre ans d'une lutte épuisante et du sang d'un million et demi de ses fils (...). Si la France a des torts, c'est envers elle-même. (...). Le procès actuel, le seul procès possible n'est pas un procès où la France comparaitrait devant d'autres nations ou devant l'humanité comme une accusée devant ses juges ; c'est un procès où la France, au banc de l'accusation, vient imputer à *qui de droit* ses villes incendiées, ses enfants morts, sa terre envahie. (...). Il ne s'agit pas d'offrir la patrie en victime expiatoire². » Autrement dit, au cours de ce procès, la France a à demander des comptes à ceux qui sont responsables de son malheur, elle

¹ Thierry Maulnier, *La France, la guerre et la paix*, op. cit., pp.93-95.

² Thierry Maulnier, « La France n'est pas accusée », in *Le Figaro*, 26 février 1942.

n'a pas à en rendre au vainqueur. La pire erreur serait d'offrir à l'Allemagne la possibilité d'ouvrir un procès des responsabilités de la guerre à l'image de celui qui fut ouvert par la France victorieuse en 1919 à travers le Traité de Versailles. Un tel procès pourrait légitimement « être considéré comme un véritable attentat contre la nation¹ ».

L'équipe de la revue *Idées* emmenée par René Vincent ne dit rien d'autre. Il faut éviter à tout prix que les Français instruisent le procès de la France devant un occupant qui n'attend que l'opportunité de se présenter comme une victime de l'agressivité française. Comme Maulnier, Charles Mauban se plaint d'ailleurs de devoir supporter dans la Révolution nationale « l'écœurant voisinage de spécialistes de l'objection de conscience, de dilettantes de la défaite, de maniaques de l'humiliation² », en qui il faut bien entendu reconnaître les collaborationnistes. Il y a cependant une différence notable entre ce que Maulnier et l'équipe d'*Idées* disent de la France. Maulnier développe un discours positif sur ses compatriotes qui ont montré mille preuves de vitalité dans l'entre-deux-guerres, en dépit d'un régime décadent dont ils devaient subir l'influence mortifère. Tout en condamnant le régime d'avant 1940, il absout les Français de presque toute responsabilité, car la source de tous les malheurs se trouve dans les institutions. A l'inverse, les rédacteurs d'*Idées*, tout en se gardant de vouloir faire le procès de la France, tout en rappelant souvent le passé glorieux d'un grand peuple, ont du mal à cacher le mépris qu'ils ressentent pour les Français. Ce sont les Français d'avant 1939 qui sont bien sûr fustigés, mais au fur et à mesure que la Révolution nationale rencontre des difficultés pour s'enraciner dans les esprits, les rancœurs accumulées contre l'« abjection française » depuis les années trente remontent à la surface. Sans doute cette différence de ton, entre Maulnier et ses anciens camarades, s'explique-t-elle par le moment auquel ils s'impliquent respectivement dans la Révolution nationale. Jean-Pierre Maxence, Jean de Fabrègues ou René Vincent, par exemple, sont tous trois retenus prisonniers dans des camps jusqu'au début de l'année 1941. La seule perception qu'ils ont jusqu'alors de la Révolution nationale est idéale. Elle leur est transmise par la propagande pétainiste

¹ Thierry Maulnier, « Revue de la Presse », in *L'Action française*, 21 et 22 février 1942.

² Charles Mauban, « Avance sur l'histoire », in *Idées*, n°20, juin 1943, p.37.

exercée auprès des prisonniers. Le régime de Vichy, qui a la chance d'être dirigé par le mythique vainqueur de Verdun, fait en plus une place aux courants politiques marginaux de l'entre-deux-guerres représentés par Thierry Maulnier ou Louis Salleron, qui sont nommés l'un au Comité de Rassemblement pour la Révolution nationale, l'autre au Conseil national. Cette image idyllique se brise quand ils rentrent en France. Maxence, Fabrègues et Vincent s'engagent dans la Révolution nationale au moment même où le régime perd la confiance des Français, à cause d'une collaboration d'Etat qui n'est pas acceptée. Quand ils rentrent de captivité, ils trouvent une France plongée majoritairement dans l'attentisme et qui semble résister passivement à l'œuvre de redressement mise en œuvre depuis bientôt un an, un régime qui se trouve des ennemis dans toutes les directions et dans les deux zones, une France dont la défaite a révélé le passage « au rôle de nation mineure¹ ». Le premier numéro de la revue *Idées* paraît ainsi en décembre 1941 quand souffle le « vent mauvais », et son esprit s'en ressent fortement. Les articles où Vincent se laisse aller à des excès d'amertume contre les Français sont fréquents. Il a beau reprendre à son compte un thème classique et condamner la France de l'entre-deux-guerres qui n'avait rien à voir avec la vraie tradition française, « la France anglo-saxonne de 1939, la France qui se modelait sur Hollywood, la France américanisée par une idéologie axée sur le confort, le progrès, le bien-être – ces abstractions de la jouissance matérialiste² », René Vincent est bien obligé de reconnaître, en déroulant sa logique, que cette France a survécu dans le nouveau régime, parce qu'il est impossible de changer un peuple en quelques mois³. « Pendant des années, on a forgé aux jeunes Français, aux adultes, à toute la population d'un pays célèbre pour son intelligence et son esprit, une mentalité animale dans laquelle nombre de Français, il faut bien le constater, se complaisent encore aujourd'hui⁴ ». Les caricatures du Français moyen – individualiste, n'ayant pour seul horizon que sa petite famille, et gaulliste parce que le gaullisme signifie le retour du confort et de la jouissance matérialiste – apparaissent dès le premier numéro de la revue. « L'idéal du Français moyen, écrit alors François Gravier, c'est d'envoyer

¹ Jacques Bostan (pseud. Jacques Laurent), « Nos ancêtres les Gaulois », in *Idées*, n°16, février 1943, p.24.

² René Vincent, « Discours aux hommes de vingt ans », in *Idées*, n°4, février 1942, p.10.

³ Sur la critique de la civilisation américaine du confort, voire l'étude de Michela Nacci, *La barbarie del comfort. Il modello di vita americano nella cultura francese del '900*, Milano, Guerini, 1996, 258 p.

⁴ *Ibid.*, p.10.

paître ses semblables et de léguer des valeurs sûres à son fils unique. Il souhaite la victoire des démocraties, qui n'est pas la victoire de la France, mais celle du beurre et du châtaubriand aux pommes. L'absence des prisonniers, ou l'humiliation et la gêne de l'occupation sont des raisons de gaullisme. Qui ne voit que ce sont là des raisons d'individu qui trouve sa fin en soi, ou tout au plus dans le cercle de la famille le plus étroit ? (...) Pour trop de Français, l'immense, l'incomparable valeur des Anglais est faite du bloc sterling, des complets en tweed et du tabac blond, tandis que la barbarie allemande est à base de travail physique et de laine synthétique¹. » Mais le plus dur dans ce type de condamnations, est toujours, parmi les animateurs de la Jeune Droite, le responsable de la revue *Idées*, René Vincent, qui se demande « à quoi rêvent les bovidés », et qui trouve la réponse suivante : « C'est bien sept jours "avec" bistrot ; sept jours "avec" Pernod, Vermouth, Picon ; sept jours "avec" crasse ; sept jours "avec" poivroterie méticuleuse ; sept jours "avec" les hautes joies de l'esprit que procure la méditation devant l'apéro ou la belote, lorsque le corps est gouverné par une âme assez libre pour l'affranchir des contraintes du col, des chaussures et du savon. Rêves de bovidés². » La colère contre l'attentisme et les saboteurs de l'œuvre de redressement national nourrit ainsi, au fur et à mesure que le temps passe, un procès contre les Français que l'équipe d'*Idées* se gardait bien, à ses débuts, de vouloir ouvrir. En cela, il y a bien une différence fondamentale avec les positions prises par Maulnier, qui ne changent pas d'un pouce durant toute l'Occupation, et qui se traduisent par un simple mot d'ordre : la France peut comparaître au procès de Riom, mais comme victime, et non pas comme coupable.

La dénonciation des saboteurs de la Révolution nationale portait en elle des risques importants de dérapages. Maulnier n'est jamais allé plus loin que cette condamnation des quatre conjurations évoquées précédemment, survivances de l'esprit républicain dans la France de Vichy. Il y a par ailleurs beaucoup moins de violence dans ses propos que dans les années trente, à l'époque de *L'Insurgé*. A l'inverse, certains de ses anciens camarades versent dans une dénonciation constante de l'anti-France bien mal

¹ François Gravier, « Le respect de la personne humaine », in *Idées*, n°1, décembre 1941, p.46.

² René Vincent, « A quoi rêvent les bovidés... », in *Idées*, n°30, avril 1944, p.51.

venue sous l'Occupation. Encore faut-il préciser, comme le fait Antonin Guyader, que « les résistants ne sont jamais évoqués en tant que tels¹ » dans la revue *Idées*, même s'il est évident que ses rédacteurs ne soutiennent pas le combat gaulliste. Les juifs par contre sont régulièrement visés dans les pages de la revue. Il ne s'agit pas bien entendu d'un antisémitisme systématique qui soutient toute une conception raciste du monde, comme dans la doctrine nationale-socialiste. Les rédacteurs d'*Idées* ne proposent pas l'extermination de la « race sémitique », contrairement à nombre de collaborationnistes, et n'ont pas de projet homicide à l'encontre des juifs. Pour eux, ce sont uniquement les considérations de politique intérieure qui priment et la sauvegarde de la Révolution nationale contre un symbole de l'ancien régime. A travers les juifs, c'est la République, représentée par Léon Blum, qui est stigmatisée et non une race². Les actes, par ailleurs, tempèrent un discours radical. François Sentein héberge Julien Benda à Montpellier. Jean-Pierre Maxence et son épouse, qui travaille à la « Famille du prisonnier », s'efforcent, selon leur témoignage, de sauver des enfants juifs en utilisant les œuvres d'entraide sociale du Commissariat aux prisonniers et les services de la Croix Rouge. « Pour appeler les choses par leur nom, explique-t-il dans le mémoire qu'il rédige à l'intention du Président du Tribunal chargé de le juger, il s'agissait non de vagues mesures d'entraide sociale, mais très précisément de soustraire aux Allemands des enfants juifs en les cachant en province. Et non pas quelques enfants juifs mais des centaines ! Tous ceux qui étaient signalés à ma femme et à moi par les assistantes sociales des quartiers de Paris, de la banlieue et des grandes villes de province. Et dans cette lutte contre la police allemande, menée au sein des organismes officiels de Vichy, ma "part active" n'était pas seulement celle d'un homme qui assiste aux départs dangereux, recherche les domiciles d'accueil, truque les identités, mais aussi du Directeur responsable de l'ensemble des services qui poursuivirent, l'intensifiant chaque année, cette tâche de salut³. » Maxence s'appliqua également à sauver des gaullistes ou des dissidents comme Robert Desnos, qui

¹ Antonin Guyader, *La Revue Idées 1940-1944*, op. cit., p.203.

² Souvenons-nous que René Vincent a en effet raillé l'antisémitisme forcené de Céline dans un article de *Combat*, en se demandant si Céline n'était pas juif lui-même, puisqu'il voit des juifs partout. (René Vincent, « Les aveux du juif Céline », in *Combat*, n°23, mars 1938). Il accuse également Rebatet de renouveler brillamment « l'idéologie de Léo Taxil par celle de Julius Streicher ». (René Vincent, « A nos lecteurs », in *Idées*, n°24, avril 1938.

³ Jean-Luc Maxence, *L'Ombre d'un père*, op. cit., p.198.

partageait avec lui les colonnes consacrées à la critique littéraire dans *Aujourd'hui*. Enfin, Jean-Pierre Maxence s'est opposé avec virulence aux tentatives de politisation du Commissariat général aux prisonniers de guerre que mena le pétainiste André Masson lorsqu'il en prit la tête en janvier 1943¹. Mais pendant cette période de l'Occupation, l'ambivalence règne. Le même Jean-Pierre Maxence qui sauve des enfants juifs, tient dans ses articles des propos étonnamment antisémites, qui montrent que les rédacteurs de la Jeune Droite ne perçoivent pas réellement l'ampleur des persécutions nazies et du drame que vivent les juifs en Europe. Ecrits dans les articles qu'il donne à *Paris-Midi*, ils n'ont rien d'original et accumulent tous les clichés de l'époque. Ils se mêlent à la dénonciation d'autres cliques de saboteurs de l'œuvre de reconstruction entamée par Vichy : les francs-maçons, les anglophiles, les socialistes, les communistes ou encore les synarques² ; l'appartenance à l'une de ces catégories n'excluant pas le fait d'être membre d'une autre. Il s'agit, pour toutes ces factions anti-françaises, d'opposer une résistance passive à l'ordre nouveau pour en contrer mieux l'action et également d'assurer la survie de certaines forces occultes, qui s'accrochent encore à tout ce qui faisait la corruption de l'ancien régime républicain. L'un des fléaux dont Maxence dénonce l'influence dans l'entourage du Maréchal Pétain est ainsi le syndicat des X ou la Synarchie – termes par lesquels il faut entendre les ministres de Darlan liés à la banque Worms, à savoir Pucheu, Barnaud, Lehideux, Benoist-Méchin et Marion – qu'il accuse de défendre les intérêts de la finance. Mais c'est sans doute contre la franc-maçonnerie que Maxence est le plus virulent car, observe-t-il, « un Juif naît Juif. Il ne se choisit pas Juif. Sa race peut avoir désagrégé

¹ Avant de prendre ce poste à la demande de Laval, André Masson soutenait la politique de collaboration dans les colonnes du *Trait d'union*, journal de propagande allemande diffusé dans les camps de prisonniers. (au sujet du *Trait d'Union*, voir le mémoire de Philippe Goldman, *La Propagande allemande auprès des prisonniers de guerre français à travers le « Trait d'Union » 1940-1945*, mémoire de maîtrise d'histoire contemporaine, 295 p.). André Masson crée en effet au sein du Commissariat un nouveau mouvement, le « Mouvement prisonnier » qui vise à rassembler les prisonniers rapatriés qui ont la volonté de servir l'Etat français, son chef et la Révolution nationale. A la fin de 1943, Maxence annonce au cours du congrès de la « Famille du prisonnier », en tant que représentant du Commissariat général aux prisonniers de guerre : « Il est inadmissible, et je tiens à le souligner comme représentant du Commissariat général, il est inadmissible qu'on se serve d'un service social pour une propagande politique quelle qu'elle soit ». (Cité par Sarah Fishman, *Femmes de prisonniers de guerre 1940-1945*, Paris, L'Harmattan, 1996, p.137). Dans un article pour *La Gerbe*, Maxence se félicite de la démission d'André Masson, « qui débarrasse les prisonniers d'un mégalomane brouillon ». (voir Jean-Pierre Maxence, « Les conditions de l'unité », in *La Gerbe*, 27 janvier 1944). C'est dans un journal collaborationniste que Maxence écrit ces lignes contre Masson.

² Sur la synarchie, voir l'ouvrage d'Olivier Dard, *La Synarchie. Le mythe du complot permanent*, Paris, Perrin, 1998, 294 p. Réédition augmentée 2012, Tempus.

bien des nations d'Europe, il n'est pas responsable d'une naissance dans sa race ; un franc-maçon choisit la franc-maçonnerie, sa responsabilité dans les conflits déchaînés par elle n'est pas seulement collective mais personnelle, pas seulement de fait mais de droit. C'est pourquoi on souhaiterait que les francs-maçons et leurs défenseurs (...), témoignent d'un peu plus de modestie. Nous voulons bien être sans haine à leur égard, mais non point sans lucidité¹. » Maxence dénonce, il demande des condamnations car les francs-maçons représentent, pour lui, ce qu'il y avait de plus négatif dans le régime défunt, mais il ne lance toutefois pas d'appels au meurtre. La démocratie parlementaire est apparue à ses yeux comme le régime des Loges, celui où elles étaient le plus à leur aise pour exercer leur manipulation. De la même manière, les juifs sont stigmatisés pour la manière dont ils se sont emparés de la nation par le biais de la démocratie, qui leur a toujours offert une protection naturelle. Le régime démocratique, sous la plume de Maxence, est celui d'Israël-roi. Il en trouve la preuve dans la Grande-Bretagne, « succursale de la Terre promise », où les juifs ont réussi à s'immiscer aussi bien chez les Lords que dans les antichambres des ministères, et bien entendu à la City de Londres, à tel point que « les Anglais eux-mêmes pourraient bien s'apercevoir un jour qu'ils font moins une guerre britannique qu'une guerre juive et qu'après avoir tout colonisé, ils sont colonisés à leur tour². » Par ces affirmations, Maxence essaie de démontrer que De Gaulle et la France libre sont aux ordres des Anglais, et donc de la finance juive. Sous l'Occupation, Maxence se lance ainsi dans une débauche de dénonciations contre l'anti-France, qui l'apparentent d'une certaine manière à Maurras et à *L'Action française*, aussi bien qu'à certains collaborationnistes parisiens – desquels il se distingue cependant sur d'autres points non négligeables. L'impression qu'il donne est celle d'un homme dont la rhétorique s'emballe, n'arrive plus à se contenir, et semble parfois dépasser ses pensées. Evoquant par exemple le procès qui se déroule sous l'Occupation, d'un producteur de cinéma nommé Natan dont il veut faire un symbole, Maxence en arrive à conclure que « si l'on veut supprimer les Natan, il faut supprimer les institutions politiques et sociales qui les protégeaient et en faisaient de véritables rois de la République³. » Comme à l'époque de *L'Insurgé*, Blum

¹ Jean-Pierre Maxence, « Un peu de modestie », in *Paris-Midi*, 26 janvier 1941.

² Jean-Pierre Maxence, « Succursale de la Terre promise !... », in *Paris-Midi*, 17 août 1942.

³ Jean-Pierre Maxence, « Le procès symbole », in *Paris-Midi*, 28 juin 1941.

est encore sa cible principale. Le procès de Riom donne l'occasion à Maxence, ainsi qu'à René Vincent, de solder leur compte avec Léon Blum. Blum est ainsi pour Maxence « un esprit qui vit sur ses nerfs (...). Une femme ? Peut-être. (...). Féminine la voix, féminins les gestes, féminines les crispations, les colères mouillées, les crises ; féminin ce style qui ploie, se dérobe, fuit ; féminines ces pensées toutes saturées de passions, féminins ces engouements vites effacés, ce goût de la discussion byzantine, de l'argutie, du frisson physique (...). Mais, à tout prendre, tout cela est-il féminin seulement, ou n'est-il que juif ? (...). Par ses défauts et ses qualités, par toutes ses fibres, Léon Blum incarne l'étranger à la terre française. Au sens quasi chimique, au sens physiologique du mot, il est "étranger" à la France. Et non pas seulement à son passé, à son histoire, à ses morts, à ses peines, à ses chutes, à ses gloires, mais étranger à son être présent. Cet esthète, ce dilettante frénétique, ce femmelin pense, vit, aime, hait, hésite, s'exalte en étranger, nous est étranger parce que juif – mais pas seulement pour une telle raison. Il nous est étranger parce que marxiste – mais pas seulement. Il est étranger parce que Blum. Cœur, esprit, chair, sang : tout est étranger en lui. Il appartient certes à sa race, mais à peine plus qu'à son adoption légale. Il est l'éternel errant par nature¹. » En réalité, les animateurs de la Jeune Droite ne supportent que Léon Blum, à Riom se défende et fasse ainsi tourner le procès à son avantage par son habileté rhétorique. Maulnier lui-même se plaint de ce que le procès se transforme en un interminable débat parlementaire où les accusés sont à l'aise comme sur les bancs de l'Assemblée², défendant un régime qui a failli. « Et Blum discute théorie, comme s'il ne s'était rien passé, comme si l'expérience n'avait pas été faite, et concluante ; il discute inlassablement avec cette éloquence à tout faire du pilpoul rabbinique³ », lance René Vincent au même moment. En évoquant ces textes, on mesure à quel point Maxence s'était enfermé dans une rhétorique qui sombre dans le délire à force d'impuissance. Les appels creux et répétés à une « Révolution révolutionnaire⁴ » – une révolution qui souhaite dépasser les simples mots mais qui s'enferme dans le verbalisme – se heurtent au mur de l'indifférence et de l'attentisme des Français. Et

¹ Jean-Pierre Maxence, « Un étranger », in *Paris-Midi*, 12 janvier 1942.

² On peut comparer les propos de Maxence avec ceux, cités précédemment, que tient Maulnier à peu près à la même époque et d'où sont exclus tout antisémitisme ou xénophobie.

³ René Vincent, « A Riom : procès des hommes, procès d'un régime », in *Idées*, n°6, avril 1942, p.36.

⁴ Jean-Pierre Maxence, « Une Révolution révolutionnaire », in *Les Cahiers français*, n°1, juin 1943, pp.13-21.

l'amertume et l'excitation aidant, ils finissent par se transformer en dénonciation tous azimuts contre l'anti-France ou les saboteurs, parce que la greffe du nouveau régime ne prend pas. « Si l'on continue de subir leur dictature occulte à Riom, ç'en est fait de toute révolution¹ », exulte Maxence. Quand le procès du régime échoue au printemps 1942, et avec lui les espoirs de Révolution nationale, il ne reste plus qu'un seul refuge qui est dans un Etat répressif dont Maxence soutient toutes les mesures sans ambiguïté, à condition qu'elles soient réellement appliquées – qu'il s'agisse de la collaboration, des mesures prises contre les juifs ou contre les résistants, ou des actions entamées pour détruire le règne de l'argent. « En politique intérieure, souligne-t-il, les mesures prises contre la maçonnerie, les récents décrets promulgués contre l'Internationale juive de M. Xavier Vallat, (...), la lutte enfin entamée contre les éléments communistes à l'intérieur : autant de décisions gouvernementales en elles-mêmes excellentes et que seule une application trop craintive ou trop lente pourrait amoindrir². » La trajectoire de Maxence oscille sous l'Occupation. Il a un accès de prurit collaborationniste au moment où le régime de Vichy commence à s'enfermer dans son délire répressif. Il s'enthousiasme d'ailleurs pour la création de la Milice. Puis il semble finalement se calmer et revenir à une stricte orthodoxie vichyste. En quelques mois, de l'automne 1942 au printemps 1943, Maxence apparaît ainsi en plein égarement. En commentant en même temps un livre de photographies d'Hitler et un livre de Pétain, on le voit faire un rapprochement entre les deux « Chefs », et ainsi souligner « la personnalité profonde du conducteur de l'Allemagne » qui est révélée aux Français par ce livre. « Ainsi se révélera au lecteur attentif une force, un horizon, une puissance qu'il ne soupçonnait peut-être pas³. » Puis au début de l'année 1943, il vante les mérites du parti unique parce que, « dans un pays en crise comme la France, dans un pays qui s'éprouve et se cherche, dans un pays où l'opinion est écartelée entre toutes les sollicitations de folles et mensongères propagandes, le parti unique peut être davantage qu'une excellente institution, il peut être une nécessité⁴. » Reniant pour un temps ses positions anti-germaniques des années trente quand il répétait à l'envi qu'il

¹ Jean-Pierre Maxence, « Ne "rions" plus... », in *Paris-Midi*, 15 mars 1942.

² Jean-Pierre Maxence, « Convergence », in *Paris-Midi*, 2 janvier 1942.

³ Jean-Pierre Maxence, « Deux livres, deux chefs », in *Paris-Midi*, 17 octobre 1942.

⁴ Jean-Pierre Maxence, « Parti unique », in *Paris-Midi*, 19 janvier 1943.

n'y avait pas de modèle nazi, il déclare que la révolution nationale-socialiste a certes des aspects spécifiquement allemands, mais que « par cela même qu'elle plonge au plus profond de l'histoire germanique, elle est significative sur le plan même de l'universel¹. » Enfin, quelques semaines plus tard, il soutient la création d'un mouvement prisonnier unique², fondé par André Masson au sein du Commissariat aux prisonniers. Si l'on se rappelle, comme on l'a indiqué précédemment, que lors du congrès de la « Famille du prisonnier » du 29 novembre 1943, soit 9 mois après cet article, Maxence critique le mouvement prisonnier unique et la politisation du Commissariat général aux prisonniers, on mesure à quel point il s'égare au cours de l'hiver 1942-1943. Cet égarement a cependant à chaque fois la même justification : la lutte contre le bolchévisme, qui excite ses passions, quand Maulnier préfère rester neutre dans le conflit entre l'Allemagne et l'Union Soviétique.

¹ Jean-Pierre Maxence, « Au delà du marxisme », in *Paris-Midi*, 31 janvier 1943.

² Jean-Pierre Maxence, « Un tournant... », in *Paris-Midi*, 4 février 1943.

Chapitre 21
Défense de l'intelligence française

L'Occupation allemande donne aux collaborationnistes l'occasion d'instruire un autre procès, qui est celui de la responsabilité des intellectuels dans la défaite. Après les dirigeants du régime défunt et les mauvaises institutions, après le Français moyen dégénéré par l'alcool et l'esprit de jouissance, les nouvelles victimes expiatoires sont les intellectuels, et la littérature spécifiquement, coupables d'avoir eu une influence délétère sur la nation. A travers ce procès, c'est en quelque sorte la question du rôle de l'intellectuel dans la société qui est posé. En fait, ces attaques contre la littérature sont sans doute la conséquence directe du débat qui animait les milieux intellectuels français au début des années trente sur « la fin de l'après-guerre ». Ce thème de l'échec de la littérature des années vingt occupait une place importante dans le premier ouvrage que Maulnier publie en 1932, *La Crise est dans l'homme*¹. A cette époque, il entrevoit la cause de cet échec dans une profonde inaptitude au réel. Il pense que toutes ces formules qui encombrant la pensée des années vingt – philosophies puériles s'abreuvant aux sources angéliques des « nourritures terrestres », jeux abstraits de l'intellectualisme auxquels se livre Benda, révoltes niaises du surréalisme, passions absurdes pour la vitesse et la drogue, par exemple – ont empêché les intellectuels et la société de prendre une connaissance exacte de la réalité. De là à en tirer la conclusion, comme le font les collaborationnistes pendant l'Occupation, que ces courants intellectuels ont empêché les Français de prendre l'exacte mesure des dangers auxquels était confrontée la nation française dans les années trente et qu'ils ont mené la France à la défaite, il n'y a qu'un pas que Maulnier ne franchit d'ailleurs pas. C'est en fait sur ce thème de la défense de l'intelligence et de la littérature contre ceux qui dénoncent les « mauvais maîtres », que Maulnier se montre le plus vif sous l'Occupation. C'est sur ce sujet aussi qu'il aborde le plus frontalement les collaborationnistes parisiens.

En 1940, au moment de lancer sa nouvelle revue mensuelle, *La Revue française des idées et des œuvres*, Maulnier affirmait déjà dans un éditorial en forme de manifeste, qu'il importait d'assurer la sauvegarde de l'intelligence française pendant le déroulement du conflit car elle constituait l'une des armes que la France avait à

¹ Thierry Maulnier, *La Crise est dans l'homme*, op. cit.

opposer à la barbarie nazie. Il apparaissait par conséquent fondamental que les contraintes liées au conflit « ne suspendent pas la production des idées et des œuvres qui est la fonction supérieure de la France et comme sa respiration naturelle. » Car la France n'est pas comme l'Allemagne. Elle « est fille moins du sol et du sang que de l'ordre et du style¹. » Les intentions qui présidaient au lancement de cette « revue de l'esprit » pendant la Drôle de guerre, dans un contexte qui n'était pas franchement favorable à la réussite d'une revue intellectuelle, demeurent tout aussi valables sous l'Occupation. Il s'agit toujours, sous le régime de Vichy, de défendre les plus hautes valeurs de la civilisation française contre la barbarie allemande et ses imitateurs en France. L'attention des commentateurs de l'œuvre et de l'itinéraire de Maulnier ne s'est pas suffisamment portée sur les textes littéraires qui sont parfois, aussi paradoxal que cela puisse paraître, plus sincèrement engagés que les écrits politiques sous l'Occupation. Pour des raisons évidentes liées à la censure, Maulnier s'est rendu compte qu'il lui était plus facile de s'exprimer clairement dans ses articles littéraires, sans doute moins analysés. Ainsi, on ne compte pas moins d'une cinquantaine d'articles écrits sous l'Occupation qui ont trait à la défense de la littérature, de l'intelligence ou de la civilisation française, contre leurs détracteurs. Maulnier a par conséquent réussi à faire de sa « causerie littéraire » dans *L'Action française* une tribune contre l'occupant et les collaborationnistes en contournant habilement les faiblesses d'une censure qui n'avait assurément pas le temps de lire les quotidiens dans leur intégralité avant de leur donner l'autorisation de paraître. Cette attitude est plus naturelle encore dans le *Figaro*, dont les journalistes offusquent régulièrement les censeurs allemands. Le journal s'est fait une spécialité des « efforts de contournement de la censure » et du « recours au langage codé, aux clins d'œil et aux sous-entendus, qui se généralise à partir de 1941 dans la page littéraire du *Figaro* (...), instaurant une complicité nouvelle avec le lecteur². » Cette capacité à échapper au diktat de la censure, à contourner habilement les consignes, valut d'ailleurs à Thierry Maulnier d'être surnommé « l'anguille » par ces services. Il ne s'agit pas, encore une fois, de lui décerner un brevet de résistant. Son caractère de théoricien ou d'homme de plume l'a

¹ *La Revue française des idées et des œuvres*, avril 1940, p.2.

² Gisèle Sapiro, *La Guerre des écrivains 1940-1953*, Paris, Fayard, 1999, p.63.

sans doute éloigné de la résistance autant que de la compromission dans un engagement actif avec le régime de Vichy. Cette rivalité avec la censure apporte en tout cas une preuve supplémentaire de l'hostilité de Maulnier envers l'occupant et la collaboration avec l'Allemagne nationale-socialiste. Les chroniques qu'il écrit dans *Le Figaro* ou *L'Action française* lui valent régulièrement des démêlés avec la censure. En mai 1941, le Secrétaire général à l'information écrit ainsi à Maurice Pujo, le rédacteur en chef du quotidien monarchiste pour lui signaler, en dépit du grand intérêt qui est porté à *L'Action française* par le gouvernement de Vichy, « que dans les articles de M. Thierry Maulnier, on relève quelquefois des passages qui transgressent plus ou moins ouvertement la consigne permanente de censure N°2 », à savoir que les journaux ne doivent « rien laisser passer : informations, commentaires, dépêches ou titres qui soient de nature à provoquer une réaction de la part des autorités occupantes ; et observer à l'égard des conflits internationaux une stricte neutralité¹. » Les remarques de Paul Marion s'adressent avant tout aux chroniques militaires de Maulnier. Il est indéniable que sa langue très littéraire, très habile, permettait d'enrober des dépêches en donnant quelques informations sous des apparences de stricte neutralité. Maurice Schumann, qui se trouvait à Londres à ce moment là, a d'ailleurs rapporté à l'épouse de Maulnier après la guerre, que « c'était merveilleux que ce soit Thierry qui fasse ces chroniques militaires parce qu'il expliquait où en étaient les Allemands...² ». Ce dernier est en effet plus à l'aise avec la censure que dans ce rôle de chroniqueur militaire, qui consiste, comme il l'écrit à alors à sa maîtresse, à livrer de graves considérations militaires « presque tous les jours à un public auquel je cache avec un certain art ma complète incompetence³. » Ces chroniques militaires sont certes intéressantes pour les informations qui s'y trouvent au jour le jour sur la guerre et l'état des armées allemandes, mais c'est dans ses articles littéraires pour *L'Action française* ou le *Figaro* que Maulnier exprime le mieux sa résistance à la collaboration.

¹ Lettre de Paul Marion adressée le 8 mai 1941 à Maurice Pujo et reproduite dans : Pierre PUJO, *L'Autre résistance*, Paris, Godefroy de Bouillon, 2004, pp.80-81.

² Propos de Maurice Schumann rapportés par Agnès Bigault, *Thierry Maulnier, l'humaine condition*, op. cit., p.19.

³ Lettre de Thierry Maulnier à Marcelle Tassencourt, datée du 21 décembre (sans doute 1940), Fonds privé Thierry Talagrand. Dans une autre lettre, il écrit, à propos de ses chroniques militaires pour *Le Figaro* : « En ma qualité de colonel, je dois expliquer à beaucoup de gens, qui me demandent des renseignements, une situation militaire à laquelle je ne comprends moi-même pas grand chose ». (in Lettre de Thierry Maulnier à Marcelle Tassencourt, datée du 7 octobre 1941 et envoyée de Lyon, Fonds privé Thierry Talagrand).

Avec cette querelle sur la responsabilité de la littérature de l'entre-deux-guerres dans la défaite, Maulnier, qui est déjà la cible des rancœurs de l'équipe de *Je Suis Partout* depuis la parution du « numéro de la trahison » du 6 juin 1940, est définitivement classé dans le camp des ennemis par les principaux acteurs de la collaboration parisienne.

Cette querelle qui débute en juillet 1940 par un article anonyme paru dans *Le Temps* dénonçant l'influence néfaste de Gide sur la jeunesse¹, les historiens lui ont donné le nom de « querelle des mauvais maîtres² ». Les mauvais maîtres, répétons-le, ce sont les écrivains qui ont une responsabilité dans la défaite et qui figuraient déjà parmi les écrivains dénoncés dans la controverse sur la « fin de l'après-guerre ». Gide, Aragon et Mauriac en sont les symboles. Guy de Pourtalès, s'exprimant dans la presse suisse, en a donné le portrait suivant : « certains écrivains, appelés par moi (et par bien d'autres) les mauvais maîtres, ont une responsabilité dans le terrible drame dont notre vaillante jeunesse et le pays de France ont été victimes³ » ; « parcourez les rayons de votre bibliothèque : pessimistes, défaitistes, immoralistes et corydons (beaucoup d'un talent incontestable) vous renseigneront sur la profondeur du mal "intellectualiste"⁴. » Parmi les dénonciateurs, qui considèrent tous comme Guy de Pourtalès, que la défaite s'explique surtout par une défaillance de l'intelligence, se trouve au premier rang Henri Massis, qui exprime ces arguments dans un ouvrage paru au début de 1941, *Les idées restent*. Massis, qui donne l'impression d'avoir souvent réécrit le même livre durant toute sa carrière d'écrivain, ne fait finalement que répéter des propos qu'il tenait déjà contre Gide et ses confrères dans les années trente. Il justifie, par l'existence de ces mauvais exemples pour la jeunesse, la nécessité d'une réforme intellectuelle et morale que le régime de Vichy s'attèle à mettre en œuvre. Les hommes d'Action française, en particulier les plus âgés comme Robert Havard de la Montagne, ou proches du mouvement comme Henri Bordeaux ou Maurice Constantin-Weyer figurent en bonne place parmi les premiers accusateurs. Leurs propos sont

¹ Anonyme, « La jeunesse de France », in *Le Temps*, 9 juillet 1940.

² Pour un compte-rendu complet de cette querelle, le lecteur peut se reporter au texte de Wolfgang Babilas, « La querelle des mauvais maîtres », in *La Littérature française sous l'Occupation*, actes du colloque de Reims, 30 septembre, 1^{er} et 2 octobre 1981, Reims, Presses Universitaires de Reims, 1989, pp.197-226 ; ainsi qu'à l'ouvrage de Gisèle Sapiro, *La Guerre des écrivains 1940-1953*, op. cit., pp.161-207.

³ Guy de Pourtalès, « Pas de malentendu » in *Le Journal de Genève*, 11 et 12 août 1940.

⁴ Guy de Pourtalès, « Opinion française. Après le désastre », in *Le Journal de Genève*, 28 et 29 juillet 1940.

ensuite relayés par leurs collègues de la presse collaborationniste dans la zone Nord à partir de janvier 1941 et d'un article signé par Camille Mauclair dans *La Gerbe*. Mais les mauvais maîtres ont aussi leurs défenseurs, notamment au *Figaro* où s'apprête à entrer Thierry Maulnier en janvier 1941. A la demande de Pierre Brisson, le *Figaro* publie une enquête intitulée « Que sera demain la littérature » ?, à laquelle André Gide, Marcel Achard, Stève Passeur, Blaise Cendrars ou Georges Duhamel entre autres, répondent en défendant avec vigueur la littérature de l'entre-deux-guerres. Les reproches n'apparaissent que sous la plume de Paul Claudel, Armand Petitjean, Jean Schlumberger, Edmond Jaloux ou Tristan Derème. Dans leur grande majorité, les auteurs refusent donc d'attribuer de quelconques responsabilités aux écrivains dans la défaite de 1940. Finalement, comme l'a remarqué Gisèle Sapiro, la querelle se marginalise en zone Sud « après le procès des représentants du gouvernement déchu à Riom, qui est comme l'aboutissement tragi-comique de l'“hypnose du châtement”, et dont la suspension (...) coïncide avec la fin de la “Révolution nationale”. Entre-temps, le débat s'est déplacé sur une question qui dépasse la querelle des “mauvais maîtres”, celle des responsabilités de “l'intelligence” dans la défaite¹. » Le débat portant sur l'effet néfaste de certains écrivains sur la jeunesse française a donc évolué progressivement vers une controverse dans laquelle l'anti-intellectualisme de la droite nationale, et d'une composante réelle du régime, trouve l'occasion de s'exprimer. Parmi les multiples facettes, souvent contradictoires, de Vichy, mises au jour par l'historien Jean-Marie Guillon dans son étude sur la Révolution nationale, le réalisme occupe en effet une place importante : « Le pragmatisme est érigé en méthode de gouvernement par ceux qui se veulent avant tout des hommes de terrain, ignorant les théories, quand ils ne les méprisent pas². » Au sein de l'Etat français aussi, la dénonciation des intellectuels a ses adeptes.

L'entrée en scène de Thierry Maulnier dans la querelle se produit avec un article paru dans le *Figaro*, dont le titre est à lui seul une déclaration de guerre aux

¹ Gisèle Sapiro, *La Guerre des écrivains*, op. cit., p.179.

² Jean-Marie Guillon, « La philosophie politique de la Révolution nationale », in Jean-Pierre Azéma et François Bédarida (dir.), *Le régime de Vichy et les Français*, op. cit., p.173.

collaborationnistes : « L'Assaut des médiocres¹ ». En fait, son texte fait suite à l'article de Camille Mauclair dans *La Gerbe*. Les révolutions, explique-t-il, permettent toujours à un certain nombre de médiocres, de « parasites innombrables », qui sans elles seraient condamnés au silence total, d'obtenir une revanche sur leurs compatriotes et collègues et de s'approprier quelques places honorables dans les allées du pouvoir. Laissant de côté les autres domaines pour se consacrer dans son article à celui de l'esprit, Maulnier s'insurge ainsi contre « des gens qui ne méritent même pas le nom d'écrivains² », et qui se permettent de juger de haut les œuvres de Valéry, de Proust ou de Giraudoux. Face à ces détracteurs, Maulnier réhabilite la littérature du début du XXe siècle qui a montré une exceptionnelle vitalité dans le temps même où la société française de l'époque était infectée d'une sorte de pourrissement interne qui avait fini par corrompre les institutions politiques et sociales. Il constate ainsi que les arts ont manifesté une résistance dont les structures de l'Etat ont à l'inverse été incapables. Il défend également l'hermétisme à l'abord difficile, le nihilisme démoralisant de certaines œuvres, contre l'académisme ou les bonnes volontés au service d'une cause qui n'ont jamais donné que des résultats médiocres. Enfin, Maulnier demande que la Révolution nationale se protège des « inepties impudentes » de ces gens qui veulent orienter l'œuvre de redressement vers la médiocrité et la vulgarité de l'esprit. « Chacun accorde que la société française ne se refera pas sans une réforme vigoureuse des mœurs, de la pensée et du goût même. Mais il est bon d'accueillir avec beaucoup de défiance les offres de services de ceux qui, brusquement sortis d'un silence et d'une obscurité dont nul, sauf eux-mêmes n'avait lieu de se plaindre, se proclament un peu partout prêts à régénérer nos lettres et nos arts³. » Maulnier abordait ici le domaine strictement artistique. Quelques semaines avant, il avait livré une analyse assez semblable dans *Le Jour* sur la politique, en rappelant que la Révolution nationale ne consistait ni à changer les hommes d'un parti pour les responsables d'un autre parti, ni à distribuer des faveurs à ceux qui ont immédiatement reconnu le nouveau pouvoir comme légitime. « Il s'agit encore moins de sonner une revanche à la multitude des médiocres qui demandent à la révolution de rendre enfin justice à leurs mérites

¹ Thierry Maulnier, « L'Assaut des médiocres », in *Le Figaro*, 21 mars 1941.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

méconnus¹. » Ce que Maulnier craint dans la Révolution nationale, à juste raison, c'est la revanche de ceux qui avaient été tenus à l'écart du précédent régime. Mais il ne fait aucun doute pour lui que le XX^e siècle est marqué par une profusion du génie littéraire, pour ne pas dire simplement artistique, par l'irruption de forces neuves et la diversité des talents : Barrès, Mallarmé, Gide, Maurras, Bergson, Valéry, Claudel, Péguy, Apollinaire, Proust font partie de ces écrivains de grande race qui ont permis en quelques décennies la renaissance de la littérature française. « Si ce qui mesure la vitalité d'une époque est, écrit-il, l'irruption en elle des forces créatrices, la vigueur avec laquelle elle se crée un style, l'originalité de ses recherches, la fièvre d'investigation et la volonté conquérante, rien ne peut donner de la France du XX^e siècle une image plus orgueilleuse que sa littérature². »

La réponse de la presse collaborationniste à son article sur l'assaut des médiocres est, à cet égard, caractéristique. Pour les socialistes collaborationnistes de *L'Effort*, la logique qui doit dominer, ainsi que le montre le texte de Roger Lesbats, est celle de la table rase. D'une littérature inaccessible, aristocratique, une littérature de cénacles et d'initiés, il faut se débarrasser sans hésitation. Les écrivains visés sont ainsi Proust, Giraudoux et Paul Valéry, que Lesbats déteste au point de crier : « Assez d'esthètes, de dilettantes, d'acrobates intellectuels, d'intelligences subtiles ! Ils foisonnaient et ils nous ont conduits à l'abîme ou ils n'ont pu nous empêcher d'y tomber. (...). Silence donc ! Cessez vos lamentations, hommes de salons ou d'académies. Ecrivains, cachez vos mains tachées d'encre ! La France n'a pas besoin de vous³. » Cet article est un véritable modèle de ce qui s'écrit alors dans la presse collaborationniste. On y trouve tous les poncifs habituels contre la littérature et l'intelligence, jusqu'à l'exemple de Rome et l'effet positif des invasions barbares qui, loin d'avoir provoqué la déchéance de l'empire, l'ont plutôt sauvé de sa torpeur. L'auteur y affirme également l'inutilité des intellectuels dans une société qui préfère que l'esprit se fasse oublier, pendant que la révolution accomplit son œuvre. Bref, il s'agit d'une célébration de l'inculture, de la barbarie et de la stupidité, valeur sur lesquelles les écrivains et journalistes collaborationnistes espèrent apparemment reconstruire une société nouvelle.

¹ Thierry Maulnier, « La formation des chefs de demain », in *Le Jour*, 6 février 1941.

² Thierry Maulnier, « Tableau de la France au XX^e siècle », art. cit., p.28.

³ Roger Lesbats, « Le Scandale de l'intelligence », in *L'Effort*, 6 avril 1941.

D'après les détracteurs des « mauvais maîtres », l'une des raisons pour lesquelles la littérature avait failli avant-guerre, relevait de l'abus d'intellectualisme. Cet enfermement des intellectuels dans des spéculations de plus en plus abstraites avait conduit au développement d'une pensée totalement déconnectée de la réalité, et par conséquent, inapte à servir les Français dans les temps sombres qu'ils se préparaient à aborder. La vigueur et la vitalité qu'ont manifestées les régimes totalitaires laissaient accroire en comparaison que la pensée comptait peu dans la réussite des peuples, par rapport aux vertus les plus primitives, telles que la force ou l'instinct. C'est ainsi qu'à la faveur de l'Occupation, de nombreux écrivains se mettent à rechercher les sources de la régénération française dans une sorte de primitivisme, d'appel à l'irrationnel, en méprisant les valeurs de la civilisation, jugées décadentes et émoullientes. Pour Maulnier, il faut bien entendu se méfier de ces manifestations de ressentiment contre l'intelligence. « Les forces instinctives peuvent maintenir : elles ne progressent pas. Si l'homme, au cours des siècles, avait systématiquement sacrifié à ces forces les activités rationnelles, nous en serions encore à l'âge des cavernes¹. » Il s'étonne en fait que certains intellectuels puissent considérer les signes les plus éclatants de la vigueur d'une civilisation, que sont les créations artistiques et spirituelles, comme une preuve de la faiblesse et de la dégénérescence d'une société. Au contraire, il paraît évident pour lui qu'elles vont de pair avec la puissance politique et militaire. C'est du moins ce que nous enseigne l'histoire. « Il est raisonnable de penser, écrit-il, que la vitalité d'une nation se manifeste dans toutes les formes de création et dans tous les ordres d'activité, que la puissance civique et guerrière, loin d'être incompatible avec la vigueur des forces consacrées à l'art et à la connaissance, monte et décline avec elles : et il est beaucoup plus facile de vérifier dans l'histoire la loi de la corrélation entre la vitalité politique et sociale et l'éclat de la civilisation que la loi de leur incompatibilité et de leur alternance². »

Tous les programmes proposés par les intellectuels durant l'Occupation, qui visent à fonder la reconstruction de la société et la régénération de la substance française sur le

¹ Thierry Maulnier, « L'appel à l'instinct », in *Le Figaro*, 21 août 1941.

² Thierry Maulnier, « Civilisation et décadence », in *Le Figaro*, 6 novembre 1941.

rejet de l'intelligence, c'est-à-dire la barbarie, sont par conséquent absurdes. C'est également pour lui un non-sens historique de penser qu'une société peut retrouver sa force en reniant la civilisation. Car, « la force est désormais inconcevable, sinon associée à un très haut degré de civilisation matérielle ; et, certes, la civilisation matérielle n'est pas la civilisation tout court ; mais son développement n'en est pas moins lié à l'effort des intelligences, à l'ingéniosité des activités rationnelles, au progrès des connaissances. A l'époque des chars blindés, de l'aviation et des ondes, la force est de moins en moins naturaliste, elle se sépare de plus en plus de l'instinct¹. » L'intelligence et les forces vitales ne s'opposent pas. De leur unité dépend en fait la vitalité de la société. L'erreur, selon Maulnier, est dans l'absolutisation, qui est l'une des maladies de l'époque. Car la France n'a pas à choisir entre l'intelligence et l'action, c'est-à-dire entre deux principes qui sont évidemment complémentaires. L'intelligence, si elle se prive de l'action, court le risque de se couper totalement de la réalité. A l'inverse, l'action, pour être efficace, doit d'abord avoir été méditée. Elle doit être soutenue par une doctrine, sinon elle risque soit de s'engager dans une voie mauvaise, soit de se suffire à elle-même. Comme le rappelle Maulnier, ce dernier écueil est d'ailleurs celui qui menace les révolutionnaires nationaux. Ils sont nombreux en effet à se perdre dans des ratiocinations sur l'action, opposées au raffinement intellectuel, qu'ils considèrent comme nuisible à la Révolution nationale. Mais ce qui rassure Maulnier, c'est que tout compte fait, « nos jeunes apologistes de l'action n'agissent guère. Leur action consiste à crier dans les journaux qu'il faut agir, à écrire dans les livres que le temps d'écrire est passé. Ils chantent : "Marchons !" sur place, comme les chœurs d'opéra. Nous avons été assez longtemps les victimes d'une certaine forme d'intelligence qui jouait avec les mots et laissait échapper la substance des choses. Mais il y a aussi un verbalisme de l'action qui est de même essence, et est voué à la même stérilité. Ne l'oublions pas : l'apologie de l'action pour l'action a toujours été l'œuvre de philosophes, de littérateurs, d'hommes de cabinet. Les hommes d'action véritables ne se sont pas divertis à ces jeux². » Cette remarque s'adresse sans doute autant aux collaborationnistes qu'à ses anciens camarades de la Jeune Droite,

¹ Thierry Maulnier, « L'instinct et la force », in *Le Figaro*, 30 octobre 1941.

² Thierry Maulnier, « Le Verbalisme de l'action », in *Le Figaro*, 17 avril 1942.

notamment ceux qui ont rejoint l'équipe de la revue *Idées*. Maulnier a désormais pris de la hauteur, depuis l'époque où il pouvait dissenter sans fin sur la révolution et les meilleurs moyens d'y arriver dans les pages des revues de la Jeune Droite. Le discours est identique chez Jean-Pierre Maxence qui a pourtant tendance sous l'Occupation, à sombrer dans ce « verbalisme de l'action » que décrie Maulnier. Maxence insiste lui aussi sur la nécessaire complémentarité de l'intelligence et de l'action. « Réagir contre cet excès d'idéalisme pour sombrer dans l'excès empiriste, vouer Minerve aux gémonies pour n'adorer plus que Belphégor, c'est suivre l'autre pente d'une intelligence incertaine de sa nature, c'est céder à la plus moderne, mais non à la moins nocive tentation de l'intelligence française. Il serait seulement vain, mais déplorable, de voir entreprendre par une génération victime de ce "parti intellectuel" que dénonçait Péguy, le procès de l'intelligence. (...). Entre un mandarinat infécond et une folie, fût-elle démiurgique, il n'y a pas de choix valable. Entre la connaissance et l'action, entre l'intelligence analytique et l'intelligence créatrice, le génie français est un équilibre vivant, une mesure ardente¹. » Pour Maulnier comme pour Maxence, l'intelligence est source de vie. Elle est à l'origine de la civilisation française. Elle en constitue sa principale force. C'est la raison pour laquelle il est impossible, en France, d'opposer la raison, ou la culture, aux forces vitales. « La France n'est pas moins la fille qu'elle n'est la mère de sa civilisation, et qui s'attaque à celle-ci s'attaque à l'unité de celle-là² ». Maulnier tient à peu de choses près les mêmes propos dans *La Légion*, revue officielle du régime de vichy et de la Légion française des combattants. S'interrogeant sur les raisons pour lesquelles la jeunesse française s'attaque ouvertement à la culture et déclare vouloir se livrer à des activités plus saines, plus immédiatement utilitaires, il conclut que la culture a malheureusement trop dédaigné les vertus du corps, de la nature et de la vie physique. Il appelle par conséquent une réconciliation entre la culture et la vie, seul moyen de réconcilier du même coup la jeunesse avec la culture³. Au final, l'enjeu est pour Maulnier dans l'unité de la nation. Car l'unité entre la pensée et l'action, entre l'intelligence et le réel, entre la culture et la vie conditionne l'unité

¹ Jean-Pierre Maxence, *L'Intelligence française devant l'action*, Conférence faite aux étudiants à la Salle des Sociétés savantes, le 26 mars 1942, sous le haut patronage du Secrétariat Général à la Jeunesse, Paris, Centre communautaire, 1942, pp.12-13.

² Thierry Maulnier, « France, fille des arts... », in *Le Figaro*, 22 janvier 1942.

³ Thierry Maulnier, « La jeunesse et la culture », art. cit.

française. Sur ce point, Maxence développe des arguments strictement identiques à ceux de Maulnier quand il écrit que l'intelligence doit « retrouver en elle-même l'unité perdue pour être capable de contribuer à sauver, sur le plan national l'unité menacée¹. » Car c'est dans le divorce entre l'intelligence et les réalités sociales – qui est aussi responsable de la dissociation de la société en deux pôles, entre une caste vouée aux travaux de l'intelligence et une caste vouée aux travaux de la matière – que les attaques contre l'intelligence puisent leur origine. Ceux qui, parmi les jeunes intellectuels, pensent avoir trouvé les moyens de sauver la nation dans une mystique révolutionnaire, c'est-à-dire dans une attitude purement sentimentale et romantique, se trompent. Maulnier est prêt à concéder qu'en se détachant des forces de la vie, l'intelligence a pu couper les hommes de leur vitalité profonde, mais il s'interroge en même temps sur la nécessité qu'il y a dès lors à traiter l'intelligence en ennemie. « Lorsqu'un jeune intellectuel de nos jours, atterré par sa propre impuissance et par l'inefficacité de sa fonction en face des désastres et des promesses d'un immense bouleversement, se sent soudain pris de dégoût par les choses de l'intelligence, et se met à rêver de forces instinctives, de mouvements de masse destinés à provoquer les communions grégaires, il croit peut-être qu'il énonce des solutions positives et raisonnables aux problèmes du monde moderne ; il ne fait, en réalité, que s'abandonner à la réaction du sentiment, évoquer des images contraires au malaise dont il souffre, et, en vertu de ce que les psychanalystes appellent les complexes d'infériorité ou de culpabilité, proclamer lui-même l'impuissance de son esprit à résoudre des problèmes qu'il n'a même pas abordés². » Pour Maulnier, il apparaît donc que la France n'a pas été vaincue parce qu'elle a fait une trop grande place à l'intelligence. Nous pouvons même tenir pour certain, au contraire, qu'elle a été vaincue parce que l'intelligence – dans l'ordre de la diplomatie, de la stratégie militaire ou de la politique – lui a trop fait défaut. L'intelligence n'a eu ni effet négatif, ni effet positif d'ailleurs, sur la manière dont la France a mené sa guerre. La vérité est que l'intelligence en a tout simplement été absente, parce qu'elle s'était retirée de la société en en laissant le sort aux politiciens, aux commerçants et aux financiers. « Tel

¹ Jean-Pierre Maxence, *L'Intelligence française devant l'action*, op. cit., p.34.

² Thierry Maulnier, « Un esthétisme révolutionnaire », in *L'Action française*, 11 octobre 1943.

est le véritable reproche qu'on peut faire à la pensée française au XXe siècle : il n'est pas d'avoir eu une influence funeste là où elle eut pu avoir une influence bienfaisante, il est de n'avoir eu aucune action là où elle eut pu en avoir une¹ ». La faute repose sur cette dissociation de l'esprit et du réel, dont Maulnier attribue l'origine à la société, ou plutôt aux institutions. Que ce soit dans les domaines politique, militaire ou intellectuel, les fautes convergent toujours vers la même source : les institutions, ce qui est très commode pour permettre à Maulnier d'éviter de dénoncer des responsabilités humaines précises. « Le problème, explique-t-il, est beaucoup moins de savoir comment l'intelligence a conduit, à un certain moment, une collectivité au désastre, que de savoir comment l'évolution d'une société, considérée dans l'unité de sa constitution biologique et l'interaction incessante de ses diverses manifestations, a produit ce curieux phénomène que nous avons défini, dans un précédent article, comme une dissociation de l'intelligence et de la réalité. C'est en somme une recherche beaucoup plus profitable de discerner les causes sociales de l'impuissance ou du discrédit de l'intelligence, que de discerner les causes intellectuelles du déclin d'une société². » En fait, la source du problème, Maulnier l'avait déjà expliquée en 1940 dans l'interview qu'il avait donnée à Paul Péladeau, journaliste canadien auteur de *On disait en France*³. Le problème français était un problème d'organisation. Toutes les forces étaient potentiellement présentes dans la France des années trente, comme le prouve la vitalité exceptionnelle des arts, de la littérature, et de la pensée française. Mais la désorganisation politique et sociale était telle qu'elle rendait impossible l'exploitation de ces forces et qu'elle condamnait d'avance tous les efforts à l'inefficacité. « Si l'on passe en revue les principales tares qui ont été reprochées à l'art et à la littérature de l'entre-deux-guerres, on connaîtra aisément qu'elles proviennent toutes, en fin de compte, des tares de la société elle-même et, plus exactement, de la dissociation qui, écartant toujours davantage de la masse les bienfaits de la haute culture, n'avait offert à la pensée que les refuges clos, privés d'air et de sol nourricier, des laboratoires d'art "pur", le dilettantisme éclairé, les salons

¹ Thierry Maulnier, « Les "intellectuels" sont-ils responsables du désastre ? », in *Candide*, 4 juin 1941.

² Thierry Maulnier, « Révolte des réalités », in *Le Figaro*, 30 septembre 1942.

³ Paul Péladeau, *On disait en France*, op. cit., p.47.

académiques et les salons d'avant-garde, les collections des riches bourgeois¹. » Puisque les institutions et la désorganisation de la société sont responsables d'avoir tenu l'intelligence à l'écart de la politique, les intellectuels apparaissent presque totalement disculpés. Ils ne peuvent pas être tenus directement responsables d'un problème qui les dépasse autant qu'il dépasse l'ensemble des Français. Sous l'Occupation, Maulnier est donc très loin de faire des dénonciations nominatives comme les pratiquent les collaborationnistes, et notamment l'équipe de *Je Suis Partout*. Il défend au contraire les intellectuels dans leur ensemble, sans faire la moindre distinction. Ce faisant, il se démarque nettement des anciens de *L'Action française*, comme Henri Massis ou même Maurras, qui s'était déjà demandé pendant la Drôle de guerre « si ce que l'on a trop aimé n'est pas une certaine littérature », « littérature de fuite », « l'art des doucereux », « des femmelins² ». « L'unité des connaissances, l'unité de la connaissance et de l'action, sont le seul chemin ouvert au progrès et à la culture³ », concluait Maulnier au sujet de ces attaques contre l'intelligence, en s'opposant aux propos de Bernard Faÿ qui critiquait l'esprit français, c'est-à-dire la pensée scientifique et rationaliste française, dans un article pour la *Nouvelle Revue Française*.

Ce questionnement sur la responsabilité des intellectuels offre l'occasion à Thierry Maulnier d'aborder la question de leur rôle dans la société. Car il est bien évident que la reconstruction doit ouvrir une nouvelle ère pour l'intelligence française, dans laquelle elle ne doit plus être condamnée au retrait ou à l'isolement, mais bien au contraire créatrice du réel. « Une autre carrière peut s'ouvrir à elle, plus redoutable et plus vaste. La naissance des œuvres de l'esprit y sera possible, si l'esprit commence par s'y acquitter de sa fonction primordiale qui est de puiser ses aliments et de faire rayonner ses énergies dans toute la réalité vivante, de créer le style de l'époque et de l'imposer à la société tout entière⁴. »

¹ Thierry Maulnier, « Les "intellectuels" sont-ils responsables du désastre ? », art. cit.

² Charles Maurras cité par Wolfgang Babilas, « La querelle des mauvais maîtres », in *La Littérature française sous l'Occupation*, op. cit., p.199.

³ Thierry Maulnier, « L'esprit français est-il coupable ? », in *Le Figaro*, 13 septembre 1941.

⁴ Thierry Maulnier, « Les "intellectuels" sont-ils responsables du désastre ? », art. cit.

Cette chance qui s'offre à l'esprit de reconquérir une possibilité d'action sur le réel ne signifie pas pour autant que les intellectuels doivent se mettre au service de la Révolution nationale. Autant Maulnier considère que l'esprit se dessèche s'il perd le contact avec les forces vivantes de la communauté humaine, autant il lui est impossible d'imaginer un art dont la seule finalité serait d'être subordonné à un pouvoir quelconque. L'intelligence n'a pas à être soumise à son environnement politique et social. Dans le même ordre d'idée, l'art n'a pas pour finalité d'éduquer. « L'artiste n'est éducateur que s'il ne songe pas à être éducateur. (...). Les grandes œuvres ne naissent pas de la volonté de servir ou d'instruire, mais de la volonté de créer¹. » Le plus grand service que les arts puissent rendre à la France aujourd'hui, ce n'est pas de se mettre aux ordres de la Révolution nationale, mais d'assurer la transmission des valeurs les plus hautes de la civilisation française. Il n'y a en effet que l'esprit qui soit capable de faire entendre la voix de l'héritage français. Cette idée transparait bien dans le rôle que Maulnier assigne à la littérature. La littérature doit participer à la création de son époque en même temps qu'elle la dépasse, car les œuvres qui se fixent pour unique horizon de servir les modes de leur temps courent le risque de sombrer dans l'oubli. C'est la raison pour laquelle, pense-t-il, le nouveau régime ne peut espérer favoriser la naissance d'un art de qualité en fixant des prescriptions et des interdits à l'intelligence. « L'important est donc de laisser l'écrivain et l'artiste, qu'ils s'inspirent ou non des événements et des nécessités de l'époque, libres d'atteindre dans leurs œuvres cette qualité par laquelle seuls ils survivront². » Au moment où certains s'efforcent d'enrôler la littérature en la faisant participer aux combats entre les deux blocs ennemis, Maulnier ne rappelle rien moins que l'indispensable liberté des écrivains dans le processus de création artistique. L'artiste doit être libre de parler de ce qui l'inspire et dégagé des contingences historiques, afin que son art puisse s'élever au niveau des grandes œuvres immortelles. Le rayonnement d'une œuvre ne peut être durable que si le créateur arrive à dominer son époque, à s'affranchir de ses préoccupations éphémères liées aux événements historiques et à s'engager dans un dialogue avec les siècles. La valeur d'une œuvre est avérée lorsque l'artiste réussit à

¹ Thierry Maulnier, « L'Art et l'éducation », in *Le Figaro*, 17 juillet 1941.

² Thierry Maulnier, « L'avenir de la littérature I », in *L'Action française*, 18 août 1941.

l'insérer dans la grande chaîne des siècles de la civilisation française. Le modèle de l'artiste, pour Maulnier, c'est bien entendu Racine, qui est parfaitement en phase avec son temps. Il est le fruit d'une culture et d'une civilisation. Il arrive au monde pour compléter son époque et élever son art à un tel niveau de perfection qu'il atteint l'universel. A partir de l'exemple de Racine parmi les classiques, Maulnier définit un portrait de la littérature de l'avenir : « On peut dire de la littérature de demain qu'elle ne sera vraiment digne de la littérature des grandes époques, que dans la mesure même où elle dépassera l'image que s'en font ceux qui voudraient déjà la définir, excédera de loin les besoins politiques et moraux de l'époque, et se présentera à nous avec le visage imprévisible et magnifique de ce que l'on n'attendait pas¹. » Cependant, ce visage, tout aussi imprévisible qu'il soit, ne doit posséder que des traits spécifiquement français. En littérature comme en politique, les Français doivent se garder des tendances à l'imitation nourries par un complexe d'infériorité à l'égard de la victoire de l'occupant. Il ne s'agit certes pas de rejeter tous les apports étrangers, car la civilisation française, au temps de sa puissance, a montré sa capacité à absorber et à transformer en leur donnant un sens universel, les apports étrangers. Mais la France ne peut assumer cette capacité à s'approprier ce qui vient du dehors, pour lui imposer sa propre marque, que si elle dispose d'une armature forte et de caractères nationaux bien définis. « Il est inutile de rappeler (...) les vérités connues qui concernent l'aptitude de la pensée française à s'adresser au concile œcuménique de tous les esprits cultivés, à créer des symboles universels (...). Mais cette aptitude à s'universaliser, qui est le caractère propre de notre littérature, qui en constitue le trait distinctif et incomparable, courrait précisément le risque de s'affaiblir ou de se perdre dans la mesure même où l'écrivain français accepterait de subir l'influence de génies nationaux plus particularistes (...). La situation où se trouve actuellement la France impose donc à la France de protéger, non par des mesures de police, mais par l'exercice le plus attentif et la conscience la plus aiguë des vertus littéraires qui lui sont propres, la défense des caractères spécifiquement nationaux de sa littérature². »

¹ Thierry Maulnier, « L'avenir de la littérature I », art. cit.

² Thierry Maulnier, « De la littérature française », in *L'Action française*, 21 janvier 1942.

En littérature aussi, Maulnier soutient la doctrine de la France seule, contre les risques d'imitation et contre ceux qui se sont mis dans la tête d'ouvrir le procès de la civilisation française à travers la dénonciation des responsabilités de ses intellectuels d'une part, et de celles de l'esprit français d'autre part. La seule mission des écrivains et des intellectuels français sous l'Occupation doit être, par conséquent, de maintenir et de transmettre le génie particulier et universel de la France. L'unité française doit s'affirmer aussi dans l'art. Et c'est la raison pour laquelle, Maulnier condamne régulièrement les agissements des collaborationnistes dans ses articles de critique littéraire ou dans ses autres écrits. Car, « soyons en sûrs, lâche-t-il : ceux qui nous conseillent aujourd'hui de renoncer à ce qui a fait au cours des siècles non seulement notre grandeur mais notre raison d'être, de prendre à l'étranger je ne sais quelles leçons de mysticisme et d'irrationalisme et de renier Descartes, ceux-là conspirent la perte de la France. La France vaudra, la France durera dans le monde, non par la force d'expansion de sa vitalité obscure, le déchaînement de ses instincts biologiques et le poids de sa masse, mais dans la mesure où elle recommencera de proposer à l'homme, chaque fois que l'univers humain aura été profondément troublé dans ses institutions ou dans ses certitudes, un mode raisonnable et harmonieux de gouvernement de sa propre vie¹. » En se jetant résolument dans la « querelle des mauvais maîtres » pour défendre l'esprit français et l'intelligence française, Maulnier participe au combat pour la reconquête de l'indépendance littéraire – contre la censure de l'occupant et celle d'un régime soucieux de ne pas déplaire aux Allemands – aux côtés des nouvelles revues de la zone libre, fers de lance de la résistance intellectuelle, comme *Poésie* animée par Pierre Seghers, *Fontaine* qui paraît à Alger, *Confluences*, *Les Cahiers du Rhône* et *Messages*. Comme ces revues qui ont fait le choix de défendre l'esprit français pour sa valeur universelle, Maulnier s'oppose à une catégorie de Français qui a préféré renier la civilisation française et laisser libre cours à son aversion pour la France elle-même. Sous l'Occupation, Maulnier renouvelle à plusieurs reprises son penchant pour l'humanisme qui, si l'on suit son raisonnement, se confond pleinement en France avec le nationalisme : « La pensée française ne peut cesser d'être humaniste dans sa prétention et dans son effort qu'en cessant d'être française. (...). La condition

¹ Thierry Maulnier, *La France, la guerre et la paix*, op. cit., pp.183-184.

primordiale pour que la pensée française revive ou persévère dans sa tradition séculaire, avance-t-il, est que cette pensée ne se trouve pas elle-même asservie à une domination ou à une influence étrangère¹. » Introduisant une comparaison osée entre la Grèce et la France occupée, Maulnier considère que la pensée humaniste hellénique a exprimé sa pleine vitalité au moment de l'indépendance des cités grecques et qu'elle a commencé son déclin au moment où elle fut asservie aux armées d'Alexandre le Grand. « Il est absurde de croire, conclut-il, que l'invasion d'un peuple de haute civilisation humaniste, politiquement affaibli, par les armées d'une puissance plus primitive et plus vigoureuse suffise à provoquer une régénération, à revivifier les sources épuisées de la civilisation et à engendrer une nouvelle prospérité des valeurs supérieures. (...). Les armées des semi-barbares macédoniens, ayant envahi la Grèce, ont paru, pendant un certain temps, ouvrir à celle-ci les possibilités d'une glorieuse renaissance en donnant au monde hellénique l'unité et la force et en mettant au service du rayonnement de la pensée grecque jusqu'au Turkestan et à l'Indus une puissance militaire invincible. En fait, tandis qu'il se répandait sur la terre partout où la portait la phalange d'Alexandre, l'humanisme hellénique était déjà frappé à mort dans sa source. (...). Dans l'ordre des arts, de la pensée, de la vie sociale, la grande entreprise conquérante des rudes macédoniens n'a donné en fin de compte que le signal d'une régression générale. (...). Le péril couru aujourd'hui par le système des valeurs humanistes est infiniment plus grand puisque les divinités originelles de la terre et de la nuit, de la nature et de l'irrationnel, que condamnait l'Apollon d'Eschyle, ont à leurs côtés des millions de fidèles armés qui prétendent, en leur nom, gouverner le monde et commander l'avenir². » Les attaques contre l'intelligence, la civilisation et l'esprit français constituent pour Maulnier un autre épisode du conflit éternel entre les lois de la justice et de la vérité absolue et les lois du monde ou de la vie sociale, entre l'absolutisme universaliste et le pragmatisme politique, ou pour le dire encore plus simplement, entre le spirituel et le temporel. Tout laisse penser, ajoute-t-il, que les hommes, au vingtième siècle, ont fait le choix de ne pas essayer de dépasser ce conflit. Au contraire, « nous avons même vu naître un nouveau nationalisme, qui glorifie et

¹ Texte d'une conférence intitulée « La France et l'universel », prononcée en 1944. Fonds Thierry Maulnier, Bibliothèque municipale de Versailles, Ms ZH, Manuscrits articles et conférences.

² *Ibid.*

exalte dans la nation ce qu'elle a de plus irréductible à toute commune mesure humaine et de plus particulier, ce qui résulte seulement du hasard géologique, géographique et biologique, le sol et le sang. C'est ainsi que nous avons vu certains théoriciens réclamer le droit pour leur nation de se soustraire à la législation d'un mode universel de penser et de construire leur propre système de valeurs selon les exigences de leur instinct vital et leur vocation dominatrice¹. » Maulnier perçoit ces revendications comme une rupture définitive avec l'esprit humaniste occidental qui s'efforce, depuis deux millénaires et demi, de concilier « l'ordre de la nature et l'ordre de la raison, de créer un univers humain où la raison pût vivre, où les choses et les instincts bruts pussent être gouvernés, et le mot même de civilisation ne signifie rien d'autre². » Sous l'Occupation, la pensée de Maulnier, pour tenter de sortir des oppositions classiques entre les lois de l'esprit et les réalités du monde, entre l'universel et le national, n'en demeure pas moins prisonnière des concepts abstraits de morale, de justice et d'universalisme, qui sont précisément dénigrés comme des hochets futiles à destination des intellectuels, par les factions collaborationnistes qui soutiennent la conquête allemande contre l'esprit français. Maulnier se montre aussi très proche des idées kantienne, comme dans ses premiers écrits de la fin des années vingt. « L'effort occidental vers l'universel, conclut-il, cet effort qui dure depuis vingt-cinq siècles et auquel a collaboré tout ce qui vaut d'être considéré comme le génie de la France, cet effort est aujourd'hui ouvertement contesté par l'exaltation de l'homme dans ses contingences physico-biologiques et dans ses fonctions instrumentales. Une des conditions nécessaires pour qu'il puisse être poursuivi est la liberté de la France³. » Thierry Maulnier considère par conséquent l'indépendance de la pensée française par rapport à l'occupant et la libération nationale comme des étapes indispensables à la poursuite du génie français. Mais les réflexions qu'il développe sous l'Occupation ne provoquent pas seulement la colère des milieux collaborationnistes. Elles finissent aussi par heurter une partie des membres de la Jeune Droite même, où Maulnier, après avoir été considéré comme un maître de la jeunesse maurrassienne dans les années trente, fait désormais l'objet de critiques très amères.

¹ Texte d'une conférence intitulée « La France et l'universel », *op. cit.*

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

Chapitre 22
En marge de la Jeune Droite

La France, la guerre et la paix

Entre une Révolution nationale qui a besoin de la collaboration avec l'occupant pour s'accomplir et la défense de la patrie, Maulnier choisit le second terme de l'alternative, car ce n'est pas en renonçant à ce qui constitue précisément la substance du génie français que le régime pourra refaire la France. Progressivement, Maulnier se détache d'un régime qui s'est trop compromis, et de toute une composante de la Révolution nationale, dont l'Action française et une majorité des animateurs de la Jeune Droite, font partie. Il est en phase avec la doctrine du *Figaro* et de ses journalistes qui accordent la primauté à la libération nationale sur une révolution à laquelle ils ne renoncent pas pour autant. Jean-Marie Guillon a bien résumé cette évolution qui touche une aile importante du courant vichyste : « Pour beaucoup de ses partisans du “temps des illusions”, l'alternative n'est pas Révolution nationale ou libération nationale, mais Révolution nationale et libération nationale. A partir du moment, variable selon les individus, où il est évident que la première se noue de plus en plus étroitement à la collaboration et que la deuxième ne fait pas partie des perspectives plus ou moins lointaines, cachées, mais réelles, de Vichy, le régime perd l'aile pour qui la patrie passe avant le travail, la famille et l'ordre¹. » En ce sens, Maulnier n'est pas très éloigné des positions défendues dès l'automne 1940 par le Mouvement de Libération Nationale – MLN – dans son manifeste². Que ce soit au cours de la campagne contre les « mauvais maîtres » ou dans la défense de la civilisation française, il est aussi notable que le fondateur d'*Esprit*, Emmanuel Mounier, se rapproche de son ancien détracteur de la Jeune Droite, dans une même vision éthique de l'intelligence française et de la littérature. En dépit de ce qui les sépare sur le contenu de la Révolution nationale à mettre en œuvre et la confiance accordée, pendant un certain temps, par Thierry Maulnier au régime de Vichy, les deux hommes s'accordent sur « une vision commune de quelques principes (...) qui devraient guider

¹ Jean-Marie Guillon, « La philosophie politique de la Révolution nationale », in Jean-Pierre Azéma et François Bédarida (dir.), *Le régime de Vichy et les Français*, op. cit., p.181.

² *Ibid.*, p.181. Jean-Marie Guillon cite cet extrait du manifeste du MLN : « La Révolution nécessaire ne se fera pas tant que l'Allemagne sera à même de nous dicter sa volonté. Dans l'ordre chronologique, cette Révolution viendra après la LIBERATION NATIONALE, laquelle vise à bouter le boche hors de France ».

la reconstruction de la France à l'issue de la guerre : créer la forme de civilisation qui corresponde à l'idée de l'homme dont sont imprégnés les Français, apprendre enfin le bon usage de la liberté, rechercher la réconciliation des valeurs complémentaires que les idéologies opposent¹ », comme l'individu et la communauté, l'autorité et la liberté, la pensée et l'action, la matière et l'idée, qui devront, pour Thierry Maulnier, être réintégrées un jour dans l'unité d'une civilisation complète et équilibrée, que l'on peut aussi qualifier, selon ses propres termes, de classique. Ainsi dans les numéros de la revue *Esprit* publiés sous l'Occupation, entre novembre 1940 et août 1941, Maulnier est régulièrement encensé comme un adversaire honnête – contrairement au reste du mouvement maurrassien et Maurras lui-même qui sont toujours dénoncés pour la doctrine de la France seule –, et en juin 1941, il se voit même félicité par Emmanuel Mounier, « pour le lucide et courageux billet qu'il écrit chaque jour dans l'*Action française*² », au travers duquel il donne un compte-rendu objectif de la guerre et répète aussi souvent que possible que ce n'est pas au moment où le monde observe avec impatience ce que va faire la France qu'elle doit se renier elle-même. Ces points d'accord avec la revue *Esprit*, que souligne Emmanuel Mounier, constituent la trame de l'ouvrage *La France, la guerre et la paix*³, publié par Maulnier en 1942 à la librairie lyonnaise Lardanchet, qui est aussi, sous l'Occupation, l'éditeur de Gustave Thibon, Henri Massis, Pierre Varillon, des *Paroles aux Français* du Maréchal Pétain et de *La Seule France* de Maurras. *La France, la guerre et la paix* est un recueil d'articles écrits à deux époques différentes. Les premiers datent de 1939 et sont extraits de la revue *Combat*, où leur auteur appelait la France à se libérer du régime démocratique qui la conduisait à sa perte et à refuser d'imiter les solutions totalitaires pour se rassembler autour d'une révolution nationale vouée à la défense des seuls intérêts français. Les seconds textes, publiés dans la *Revue universelle*, sont de 1941, c'est-à-dire de la période où Maulnier tente de définir le contenu idéologique de cette Révolution nationale qui cherche à s'accomplir sous l'impulsion du régime de Vichy. En 1939 comme en 1941, preuve de sa constance et de sa rectitude, la pensée de

¹ Note de Bernard Comte (p.1093), in *Esprit – de novembre 1940 à août 1941*, Reproduction intégrale présentée et annotée par Bernard Comte, Paris, Editions Esprit, 2004, 1215 p.

² *Esprit*, n°101, juin 1941. *Ibid.*, p.930.

³ Thierry Maulnier, *La France, la guerre et la paix*, *op. cit.*

Thierry Maulnier demeure fermement inchangée. Fidèle, elle ne dévie pas. Il s'agit toujours de maintenir la force vivante de l'unité française, de la singularité française, par une reconstruction appropriée, contre tous les risques de désagrégation et de « dénationalisation¹ », qu'ils soient démocratiques ou totalitaires. Mais en réalité, lors de sa parution, l'ouvrage de Thierry Maulnier rencontre un enthousiasme mitigé, doublé parfois d'une franche hostilité. Trop vichyste pour être accepté sans réserve par la plupart des milieux résistants, il est aussi trop opposé à la collaboration avec l'occupant, pour être accueilli sans condamnation par la presse collaborationniste et par une composante importante du régime. Sans surprise, *Le Figaro* et *L'Action française*, sous la plume de Kléber Haedens, en font un compte-rendu élogieux. « Il faut bien remarquer qu'une certaine doctrine mérite un surcroît de crédit lorsqu'elle peut traverser d'aussi sombres épreuves sans cesser d'être valable et de répondre directement à la plus cruelle des inquiétudes sur l'avenir de notre pays. (...). Le livre qui paraît enseigner, éclairer, désigner ce qu'il nous faut combattre, ne serait-ce que dans le silence de l'esprit² », juge le critique du *Figaro*. Robert Havard de la Montagne, collaborateur de *L'Action française*, souligne de son côté, pour *Gringoire*, l'éclat et la vigueur du propos martelé par Thierry Maulnier. Plus singulier, Maurice Colrat, dans la *Revue universelle*, établit une comparaison et trouve quelques points de convergence entre « l'intellectualisme normalien » de Thierry Maulnier et « l'intellectualisme sulpicien » du Renan de 1860 : « Pour Renan, comme pour M. Maulnier, le sort des valeurs françaises n'était pas lié à celui des institutions. Pour Renan, comme pour M. Maulnier, la France devait, sous peine de mort, évoluer, suivre le mouvement, mais en restant la France. Pour Renan, comme pour M. Maulnier, elle avait quelque chose à dire au monde, quelque chose à faire en Europe³. » Ainsi, Maulnier rejoignait Renan, notamment sur cette idée d'une « France missionnaire d'idéal » à travers le monde, capable, ajoute Maulnier, de porter un modèle universel de renaissance nationale, lorsqu'elle aurait réussi sa régénération, par une synthèse dans l'équilibre, en puisant dans sa propre substance. C'est aussi cette idée de mission de la France qui est mise en

¹ Thierry Maulnier, *La France, la guerre et la paix*, op. cit., p.210.

² M.N, « Thierry Maulnier écrivain politique », in *Le Figaro*, 7 juillet 1942.

³ Maurice Colrat, « Commentaires : La France, la guerre et la paix », in *La Revue universelle*, 25 octobre 1942, p.486.

avant par le résistant royaliste, Pierre Guillain de Bénouville, dans son commentaire de *La France, la guerre et la paix*, quand il affirme, tranchant : « Résolvons donc d’abord le conflit pour notre propre compte. Nous serons prêts alors à affronter les grandes tâches européennes¹. » Ainsi que par René Braichet, journaliste dans la presse romande, rédacteur au sein de la revue maurrassienne *L’Ordre national neuchâtelois* dans les années trente, qui dresse un parallèle entre la voie que propose Maulnier à la France et, écrit-il, « celle que beaucoup d’entre nous entrevoyons pour la Suisse. (...). La France est capable, si elle en a la volonté, de résoudre les antinomies, qui se posent au monde contemporain ; elle est susceptible de reprendre le rôle de “médiatrice” qui lui appartient par vocation². » A défaut de pouvoir résoudre le conflit des puissances qui s’opposent dans la guerre, la France peut trouver une solution, qui aurait valeur d’exemple, au conflit des idéologies. C’est la thèse sur laquelle s’accordent les commentateurs enthousiastes de *La France, la guerre et la paix*, en suivant les démonstrations de Thierry Maulnier.

La publication de cet ouvrage rencontre par contre une franche hostilité auprès des principaux animateurs d’une Jeune Droite, réunie au sein de la revue *Idées*, qui accorde la priorité à la réussite de la Révolution nationale sur la libération de la France. La collaboration au *Figaro* de Thierry Maulnier, dont ils dénoncent le tournant libéral, n’est pas pour rien dans cette attitude, qui ne laisse cependant pas d’étonner quand on songe à la continuité de pensée, visible dans l’ouvrage, entre ses articles de 1939 et ceux de 1941. La brouille entre Maulnier et ses anciens camarades est toutefois plus ancienne. La première occasion de rupture se présente en juin 1940 quand Maulnier prend en charge avec Pierre Varillon la publication d’un numéro de *Je Suis Partout* pendant que les rédacteurs réguliers du journal sont emprisonnés. Cette

¹ Guillain de Bénouville, « Lectures d’un 14 juillet », in *L’Alerte*, 18 juillet 1942. Entré très tôt à l’Action française, Bénouville fait partie des 97 Camelots du Roi qui suivent Filliol, le chef de la 17^{ème} équipe, en signant son mémoire « Contre l’immobilisme » et en quittant le mouvement maurrassien au lendemain du 6 février. Il participe aux activités de la Cagoule. Au début de l’année 1941, il quitte Marseille pour Alger où il est arrêté dès son arrivée. Rapatrié pour être jugé en France, il est acquitté en août 1941 et retrouve ensuite le réseau SOE/Carte où il avait établi des contacts avant son départ à Alger. Dans le cadre de ses activités de renseignement, il voyage beaucoup en France et en Suisse. Après avoir quitté le réseau Carte à l’automne 1942, il devient l’homme de confiance de Henri Frenay, du mouvement de résistance *Combat*, en servant d’agent de liaison entre les *Mouvements Unis de Résistance* (MUR). Il est aussi chargé d’organiser des contacts directs avec les Alliés en Suisse.

² René Braichet, « La France, la guerre et la paix », in *Le Curieux*, 30 octobre 1942.

aventure est immédiatement considérée comme un acte de trahison. Dès le début de l'Occupation, Maulnier devient alors une cible de choix pour cette aile dissidente de la Jeune Droite qui a rejoint les rangs de la collaboration, après avoir opté pour le fascisme. Les articles du *Le Cri du Peuple*, et ceux qui figurent dans le premier numéro de *Je Suis Partout* publié sous l'Occupation, au début de 1941, sont déjà connus. Maulnier fait aussi l'objet d'attaques virulentes dans les écrits d'Alain Laubreaux et dans ceux de Lucien Rebatet ; le summum étant atteint avec la sortie des *Décombres* dans lesquels Maulnier est « fusillé » sous la plume de son ancien camarade d'Action française. En même temps, et assurément pour lui nuire, Rebatet présente Thierry Maulnier comme un anglophile impénitent. « Le pionnier du socialisme national, écrit-il, s'éprenait d'une admiration sans bornes pour l'Angleterre. Cela datait de quelque temps. A l'imprimerie de la rue Montmartre, on le voyait plonger dans les notices du Bottin de l'étranger, instrument essentiel de son érudition, et en rapporter des considérations éblouies sur les chiffres du commerce britannique à Shanghaï ou Singapour. J'ajouterai qu'outre ce précieux Bottin, Maulnier avait passé en tout et pour tout quatre jours à Oxford et à Londres, et qu'il ne lisait pas, à ma connaissance un mot d'anglais. Cet homme renseigné objectait désormais à toutes les diatribes sur l'égoïsme et la lourdeur d'Albion, que les intérêts impériaux de la France et de la Grande-Bretagne étaient indissolublement liés¹. »

Dans les colonnes de *Je Suis Partout*, Maulnier est aussi régulièrement accusé d'être un agent du gaullisme ou de l'Intelligence service. Mais un agent honteux qui, tout en ne cessant jamais de faire campagne pour la victoire de l'Angleterre, n'ose pas s'afficher comme tel dans les colonnes des journaux. Ces dénonciations étaient en tout cas de nature à éveiller les soupçons de l'occupant sur Maulnier et lui attirer des ennuis. *Je Suis Partout* en profite également pour demander que Maulnier soit exclu de la profession journalistique, après la mise en place du statut des journalistes. Dès 1941, un rédacteur anonyme – sans doute Laubreaux sous le pseudonyme du « Balayeur » – expose ainsi ses reproches : « Thierry Maulnier ne peut être ouvertement gaulliste à côté de M. Charles Maurras, qui a pris, avec son courage habituel, énergiquement position contre le mercenaire de Londres (...). Mais il est manifeste que Thierry

¹ Lucien Rebatet, *Les Décombres*, op. cit., p.214.

Maulnier tend au gaullisme, qu'il est en coquetterie avec lui. Il ne s'en cache du reste pas auprès de ses intimes. Pourquoi ? Parce que ce fat, que la réalité a pu gifler si durement sans rien lui apprendre, après avoir doctement additionné des tonnes de bombes et de bateaux, estime que la victoire anglaise n'est pas tellement improbable. Gaulliste honteux, Maulnier ne cesse donc d'apporter des arguments au gaullisme. Il s'est du reste attiré de ce fait, à diverses reprises, les sévérités de la censure du gouvernement du Maréchal Pétain. Il ne nous appartient pas de savoir pour quelles raisons M. Charles Maurras tolère dans son journal cet individu (...). Mais, pour nous, Maulnier, d'abord jocrisse de la guerre en chambre, puis traître à ses meilleurs amis, est désormais disqualifié. On travaille, paraît-il, à un statut des journalistes. S'il est enfin créé sur les bases que nous désirons, il est à souhaiter que des fripons comme Maulnier se voient impitoyablement chassés de la presse française¹. » Utilisant les mêmes arguments, Rebatet, dans son commentaire de l'ouvrage sur *Les Nouveaux destins de l'intelligence française* publié en 1943, dénonçait également Maulnier comme un agent de l'Intelligence service, donnant, à travers ses articles pour le *Figaro* et *L'Action française*, la parole aux voix de la radio de Londres². L'ancien maître à penser de la Jeune Droite n'était cependant pas le seul à subir la colère anti-gaulliste de Rebatet. Henri Massis, « deux fois grand-père de juifs », était accusé d'avoir rassemblé les militaires français à l'issue d'une tournée officielle de propagande au Maroc, en été 1942, pour « leur communiquer les vrais mots d'ordre, ceux que les Darlan, les Noguès, les Giraud, les Chatel ont si diligemment exécutés³. » Cependant, Maulnier ne se laisse pas intimider par Rebatet, cet « apprenti Céline », et lui adresse une réplique sans pitié dans *L'Action française*. Il en profite pour attaquer à nouveau

¹ Le Balayeur, « Le numéro de la trahison », in *Je Suis Partout*, 7 février 1941. (reproduction d'un extrait du *Cri du Peuple* du 27 novembre 1940).

² *Nouveaux destins de l'intelligence française*, Editions du ministère de l'information, Union bibliophile de France, 1942, 166 p. L'ouvrage a été réédité sous une forme moins luxueuse et sous un nouveau titre : *La France de l'esprit. Enquête sur les nouveaux destins de l'intelligence française*, Paris, Sequana, 1943, 190 p. Cet ouvrage composé sous les auspices du Ministère de l'Information, rassemble les plus grands représentants de la France de l'esprit dans le but de montrer l'œuvre créatrice de l'intelligence française depuis juillet 1940. L'ouvrage s'appuie sur des collaborations éminentes, qui ont été rassemblées par Henri Massis : Charles Maurras, Gustave Thibon, Daniel Halévy, Louis Madelin, Octave Aubry, Jacques Copeau, Alfred Cortot, Bernard Faÿ, le Duc de Broglie ou encore Alexis Carrel. Maulnier y donne un texte sur la poésie, intitulé « La poésie française au XXe siècle » (pp.61-66). Le titre de ce texte en dit d'ailleurs long sur ce que pense son auteur. Il montre que Maulnier ne retranche pas la poésie d'avant-guerre de l'effort de renaissance entrepris, sous le régime de Vichy, par les représentants de l'intelligence française, afin de faire briller les arts et rendre sa vitalité à la France.

³ Lucien Rebatet, « Intelligence service », in *Je Suis Partout*, 22 octobre 1943.

ces intellectuels qui ont glissé progressivement d'une dénonciation légitime des institutions responsables de la décadence française à une véritable fureur antifrançaise qui s'exerce désormais contre la nation. Que la France ait été durement affaiblie par la défaite, ne signifie pas qu'il faille s'extasier devant ses malheurs en entretenant une politique d'humiliation systématique et en rabaisant sans discernement toutes les valeurs françaises. « Entre ceux qui jettent de l'eau bénite sur le cadavre de la France, et ceux qui, sur ce cadavre, dansent la danse du scalp, il y a peut-être une place pour ceux qui croient qu'il n'y a pas de cadavre et que la France vit¹ », rappelle Maulnier. En fin de compte, il se dit prêt à reconnaître que les imprécations furieuses de Rebatet sont dues à son amour pour la France, mais, ajoute-t-il, « il ne fera pas qu'il n'y ait pas quelque chose de suspect dans une sorte de bruyant empressement à aller au devant des malheurs de la nation, et que dans la manière dont nous entendîmes alors certains claironner notre désastre, on sentait gronder la satisfaction d'une revanche obscure, on ne sait sur qui. Que cette espèce de joie ne fût qu'à demi-consciente, je veux le croire, et ceci confirme que les fureurs de ceux dont je parle sont beaucoup moins justiciables de la discussion raisonnable que de ce qu'on appelle aujourd'hui la psychanalyse. (...). Je plains ceux à qui une telle satisfaction a pu, dans le malheur national, procurer quelque chose qui ressemblait à du contentement et donner le goût de triompher². » Aux accusations d'anglophilie, Maulnier répond donc en dénonçant la fureur antifrançaise où ses passions conduisent Rebatet. Avec cette conséquence ultime, qu'elles en arrivent à servir les visées de l'occupant contre la France. Peu sensible aux arguments de Maulnier, Lucien Rebatet continue toutefois à régler ses comptes avec les intellectuels, y compris avec d'autres de ses anciens camarades de la Jeune Droite, comme Jean-Pierre Maxence. *Je Suis Partout* publie en effet son vrai nom de famille, Godmé, avec une orthographe israélite pour éveiller l'attention des Allemands sur lui³. Mais aussi perfides soient-ils, les articles de *Je Suis Partout* sur Maulnier n'en

¹ Thierry Maulnier, « Fureurs antifrançaises », in *L'Action française*, 2 novembre 1943.

² *Ibid.*

³ L'épouse de Maxence évoque dans son livre de souvenirs les premiers soucis que son mari a eu à la fois avec la résistance et les collaborateurs sous l'occupation : « L'époque est à la trahison. Nous sommes visés de plusieurs côtés, sans doute pour n'être à la solde de personne. Ces petites croix noires au-dessus des sonnettes (ce qui signifie : "mort à toi, ignoble Collabo !"). Dans *Je Suis Partout*, ce Midas qui prête à notre patronyme une orthographe fantaisiste pour lui faire perdre son "arianisme"... Et la Gestapo n'a pas tardé à se renseigner. Flanqué de deux Allemands, un inspecteur du nom d'Hubert s'est présenté au domicile d'Emile Godmé (et non Godmay) ». (Hélène Colomb, *La Danse des fous*, op. cit., p.71).

contiennent pas moins quelque part de vérité. La stricte neutralité qu'il affiche pendant la guerre, à travers la doctrine de la France seule, est imprégnée d'une forte bienveillance à l'égard des Alliés et de l'Angleterre. Maulnier n'est cependant pas un agent de l'Intelligence service, il n'est pas plus un membre actif des réseaux de résistance, même si, à l'instar de beaucoup d'intellectuels, il peut à l'occasion leur rendre quelques menus services en les informant de la situation politique et militaire. Il devient par contre une cible privilégiée pour ses anciens camarades, collaborationnistes ou non, et par les groupuscules parisiens de la collaboration. Le compte-rendu de son ouvrage *La France, la guerre et la paix*, paru dans les *Cahiers franco-allemands*, constitue un bon condensé des reproches formulés à l'encontre de Maulnier. Après avoir remarqué que ce livre, trop cérébral, « n'est que réserve et silence », l'auteur de l'article, dont seules les initiales sont mentionnées, G.R., reproche à Maulnier de vouloir libérer la France des principes, selon lui très sains, qui ont fait le succès du nazisme. « Tout le long du livre l'auteur souligne que la révolution nationale ne saurait être qu'une révolution qui libère. Mais il omet de répondre de qui il veut se libérer. On croit deviner que ce sont les principes d'assainissement du monde occidental qui ont sauvé l'Allemagne. Ce souci violent de ne pas se laisser contaminer par l'Allemagne, entraîne M. Thierry Maulnier, qui pourtant a écrit des choses pertinentes sur l'Allemagne, à donner des interprétations parfois niaises des principes allemands. (...). Un chapitre intitulé l'humanisme français, explique qu' "il n'y a pas d'existence possible pour la France dans un monde barbare". Ce monde barbare, c'est pour l'auteur la vieille image d'une Allemagne où le mysticisme l'emporte sur la raison, c'est l'Allemagne des Massis, Maurras, Lasserre. Avec plus de probité intellectuelle, M. Thierry Maulnier aurait su où se trouve le monde barbare et qui en défend l'Europe¹. » La doctrine que défend Maulnier est très clairement inconciliable avec un engagement collaborationniste en faveur de la construction de l'Europe nouvelle sous hégémonie allemande. Cette vérité n'avait nullement échappé à la presse collaborationniste².

¹ G.R., « Thierry Maulnier : la France, la guerre et la paix », in *Cahiers franco-allemands*, mars-avril-mai 1943, p.118.

² Maulnier est jugé trop cérébral. C'est ce qui transparaît notamment dans ce commentaire de Drieu la Rochelle sur Maulnier et les femmes, relaté dans son célèbre *Journal* qui est certes anecdotique, mais aussi révélateur d'un état d'esprit : « Gaxotte et Maulnier sont secs comme un coup de règle de magister. Maulnier comme moi erre de

Pour dire le vrai, Maulnier est très isolé sous l'Occupation. Il n'y a guère qu'au *Figaro* où il semble être entouré d'une équipe soudée, jusqu'à ce que le journal se saborde en décembre 1942¹. Henri Massis, qui cite pourtant dans ses souvenirs, après la guerre, les articles de Maulnier parus dans la *Revue Universelle* comme l'un des titres de gloire de la revue sous l'Occupation, se montre lui aussi très critique envers son jeune collaborateur². A l'époque, selon le témoignage d'Angelo Tasca, observateur privilégié du régime de Vichy grâce à ses fonctions officielles au Ministère de l'Information, « Henri Massis aime dire que chaque homme a deux dates pour indiquer sa mort, l'une est celle que tout le monde connaît et qui est enregistrée par l'état-civil ; l'autre est celle qui marque le moment à partir duquel il ne produit plus rien de nouveau. Il considérait que Thierry Maulnier était déjà mort de cette seconde et plus grave mort³. »

En fait, sous l'Occupation, le parcours de Maulnier se construit en marge de la Jeune Droite, entre une *Action française* pour laquelle il conserve toute son affection, mais qui s'éloigne de ses propres positions intellectuelles, et un *Figaro* qui se présente comme une véritable famille d'accueil. Les seuls animateurs de la Jeune Droite qu'il continue à fréquenter sous Vichy sont les jeunes François Sentein et Kléber Haedens avec qui il traîne son ennui à Lyon. Il donne d'ailleurs quelques articles à la revue littéraire que fonde Kléber Haedens en 1943 avec l'éditeur Robert Laffont, *Le Livre*

femme en femme, Gaxotte, me dit-on, de pissotière en pissotière ». (Drieu la Rochelle, *Journal 1939-1945*, op. cit., p.203). On notera aussi que dans sa classification des intellectuels, Drieu range Maulnier parmi les « tièdes » (p.246).

¹ Sur le sabordage du *Figaro*, à la suite des difficultés que rencontre le journal avec la censure, voir l'ouvrage de Claire Blandin, *Le Figaro. Deux siècles d'histoire*, op. cit., pp.150-152. A l'arrêt de la parution, Pierre Brisson envoie un texte aux 8000 abonnés du journal : « Nous avons lutté avec patience, avec véhémence, avec foi contre les directives du ministère de l'Information dont nous estimions qu'elles desservait gravement la politique d'honneur qui nous avait raliés autour du Maréchal. Nous avons lutté contre ceux qui, dans la presse ou dans les lettres, par leurs flatteries, leur surenchère ou leur opportunisme avilissaient jusqu'à la condition de citoyen français. » (p.151).

² Voir, Henri Massis, *Maurras et notre temps*, op. cit., volume 2, pp.166-169 (les réflexions évoquées sont réunies sous un chapitre intitulé « La Revue Universelle et la résistance »). Il conclut par cette phrase : « De tels articles – et les importants documents de presse étrangère que la *Revue* fut seule à publier alors, au nez et à la barbe de la censure militaire allemande – avaient maintes fois servi à la propagande clandestine de la Résistance en zone occupée, où la *Revue Universelle* était interdite. En même temps qu'elle s'appliquait, quoi qu'il en fût de la précarité du moment, à ne pas laisser entamer les principes capables d'assurer à la France le «renouveau par l'esprit», la *Revue Universelle* travaillait à maintenir le moral français et servait à sa manière l'idéal de la Résistance en s'opposant jusqu'au bout aux menées des "intellectuels" du collaborationisme » (p.169).

³ Angelo Tasca, *Vichy 1940-1944*, archives de guerre d'Angelo Tasca, présentées par Denis Peschanski, Paris/Milan, Editions du CNRS/Feltrinelli, 1986, pp.399-400.

des lettres, publié à Marseille. Il croise aussi régulièrement Sentein à Paris, à partir de 1943, dans les cafés du Boulevard Saint-Germain et dans un restaurant de la rue du Dragon, où ils déjeunent quelquefois ensemble. Ils fréquentent ensemble la piscine Deligny, où Maulnier apprend le crawl. En dehors de ces deux contacts réguliers, ses relations avec ses anciens camarades apparaissent très distendues. Sentein et Haedens sont aussi les seuls à ne pas exprimer d'amertume à son encontre. Sans doute parce qu'ils lui vouent une très grande admiration, comme le montre le portrait que le premier dresse de lui dans ses *Minutes* : « La conversation est ici la denrée la plus rare. Celle de Thierry Maulnier abonde toujours en propos frais. Ne se répète pas. S'intéresse à tout. Ecoute de tous ses verres grossissants. Puis l'œil myope accommode à l'infini, quitte votre regard et c'est une espèce d'oracle qui répond. Je dis qu'il y a un oracle dès qu'un rapport invisible à tout autre est montré. C'est, de Thierry Maulnier, la musique intellectuelle qui me charma dès ma province. Un événement avait eu lieu, lieu de lieux communs, de quelques analyses plus personnelles venant de personnages qui avaient leur rôle à jouer dans la société d'un certain moment. On pouvait les prévoir. Alors venait l'article de T.M. C'était ce qu'on n'attendait pas, ce qu'on aurait pu voir et qu'on n'avait pas vu. Cette liberté d'esprit, dans *L'Action française*, par la volonté de Maurras, malgré les réciteurs de leçon qui y abondaient¹. »

Pour les autres, cependant, l'entrée au *Figaro* semble être l'événement qui déclenche véritablement leur antipathie, parce qu'ils ne comprennent pas la logique entre cette collaboration dans un journal à l'image libérale, et sa nomination au Comité du Rassemblement pour la Révolution nationale parmi des dignitaires du régime vichyste. Cette incompréhension s'exprime dans un journal comme *L'Echo des étudiants* qui, d'une part accueille plusieurs membres de la Jeune Droite, et d'autre part reproduit l'esprit de leurs revues des années trente, avec l'apport de nouvelles plumes révolutionnaires conservatrices, comme celles de Jean Renon ou Henri-François Rey. Pour la Jeune Droite, on repère les noms de Jacques Bostan (pseudonyme de Jacques Laurent-Cély), Charles Mauban, François Gravier et François Sentein, entre autres. Dans les premiers numéros de *L'Echo des étudiants*, journal écrit par des jeunes et

¹ François Sentein, *Minutes d'un libéré (1944)*, Paris, Le Promeneur, 2002, p.95.

destiné aux jeunes, Maulnier est présenté par Jean Renon¹, dans une série d'articles sur la jeune génération, comme un des maîtres du grand courant révolutionnaire qui va de Saint-Simon à Maurras, en passant par Bonald, Maistre, la Tour du Pin ou Sorel². Les textes de Maulnier sont cités à plusieurs reprises. La jeune génération le reconnaît donc comme un éveilleur, alors qu'il est âgé d'à peine plus de trente ans. Mais un an après cette série d'articles, quelques mois à peine après la sortie de *La France, la guerre et la paix*, *L'Echo des étudiants* publie un article assassin d'Henri-François Rey, où Maulnier est pris à partie pour avoir renié ses idées révolutionnaires. Après avoir regretté qu'il ne donne pas de solutions pratiques concrètes au problème français dans son ouvrage, en se contentant d'évoquer la vague nécessité qui s'impose à la France de surmonter dans une nouvelle synthèse les deux écueils du libéralisme et du totalitarisme auxquels elle est confrontée, Henri-François Rey lâche : « Pour tout dire il nous démontre éloquemment qu'il a une fois pour toutes "démissionné". M. Thierry Maulnier ressemble fort à ces bourgeois qui prenant de l'âge sentent le besoin de se ranger. M. Thierry Maulnier se range dans l'armée des refroidis, des tièdes et des incolores. Il n'y a pourtant pas si longtemps que paraissait un journal fort sympathique qui se nommait "*L'Insurgé*" auquel collaborait (sic) des jeunes gens lucides, qui réclamaient une révolution en profondeur, une réforme sociale et morale de notre pays anémié. (...). Ces révolutionnaires, maîtres de leur révolution, étaient animés par un jeune écrivain de grand talent qui se distinguait par des attaques fulgurantes, il se nommait Thierry Maulnier. Il n'y a pas si longtemps que ce révolutionnaire est mort pour qu'on l'ait oublié. Attention, il ne s'agit pas de confondre le Thierry Maulnier révolutionnaire, rédacteur à *L'Insurgé*, et le journaliste qui, sous ce nom, écrit dans le *Figaro*, non ce n'est pas du tout le même. Le Thierry Maulnier de *L'Insurgé* ne

¹ *L'Echo des étudiants* fut en effet fondé par René Barjavel pendant l'occupation, après sa démobilisation. Imprimé à Montpellier, il était en fait rédigé à Cusset, où résidait Barjavel, avec plusieurs de ses amis comme François Chalais, Henri-François Rey ou encore Jacques Laurent. Jean Renon va diriger le journal après le départ de René Barjavel à partir de l'automne 1941. Il est né en 1915, a fait ses études de droit à la Sorbonne, puis est entré à l'École libre des sciences politiques. En 1940, il se mêle à l'aventure de Jeune France, dont il est le Secrétaire général à Vichy, et devient rédacteur en chef de Radio Jeunesse, qui accueille également Claude Roy. Après la guerre, il fonde les éditions du Portulan, où il publie notamment des œuvres de Jacques Laurent, René Barjavel, et surtout *Paris et le désert français* de Jean-François Gravier.

² Jean Renon, « Destin d'une génération. I. Nos morts », in *L'Echo des étudiants*, 25 janvier 1941 ; Jean Renon, « Destin d'une génération. II. Nos maîtres », in *L'Echo des étudiants*, 1^{er} février 1941 ; Jean Renon, « Destin d'une génération. III. Notre révolution », in *L'Echo des étudiants*, 8 février 1941 ; Jean Renon, « Destin d'une génération. Notre tâche présente : maintenir », in *L'Echo des étudiants*, 15 février 1941.

craignait pas d'être révolutionnaire par ses actes, il était au premier rang des manifestations, au premier rang des bagarres, il connaissait les lois de la boxe, aussi bien que celles de la dialectique, il gueulait mieux que quiconque dans les défilés : "Unité à la base", il ne manquait pas d'aller porter sa gerbe au Mur des Fédérés. L'autre Thierry Maulnier, celui du *Figaro* est un journaliste conservateur, tout à fait dans le ton de la maison, révolutionnaire parce qu'il n'y a pas moyen de faire autrement. Des révolutionnaires comme cela, en peluche ou en terre cuite, on en rencontre trop souvent, surtout au *Figaro*, vénérable maison de rendez-vous pour comtesses sur le retour, où s'ébattent dans un silence bienséant MM. d'Ormesson, de Coquet (...) et autres seigneurs de la sainte médiocrité. (...). Dans cette honorable équipe de gratte-papiers, M. Thierry Maulnier, l'autre, le pseudo, défend (...) l'esprit et la culture. A ce travail là, bien peu probable qu'il se compromette. Thierry Maulnier rédacteur de *L'Insurgé* défendait des valeurs concrètes, ne parlait pas d'une France idéale, mais d'une France réelle¹. » Il y a beaucoup d'espairs déçus dans ces phrases pleines de dégoût. Car en vérité, la comparaison des textes de Maulnier, écrits avant et pendant la guerre, fait surtout ressortir la fidélité de sa pensée, au lieu des trahisons évoquées. Et bien qu'ils s'en défendent, la réflexion politique de Maulnier, tout comme celle des animateurs de la Jeune Droite était déjà, dès avant la guerre, relativement abstraite et désincarnée ; et surtout sans portée pratique pour refonder une société. Ce qui perce dans ces phrases, c'est en fin de compte la désillusion en face d'un intellectuel qui n'a pas voulu assumer le rôle de maître à penser, auquel l'avait voué toute une génération de jeunes maurrassiens.

Jean de Fabrègues est dans une perspective assez identique lorsqu'il reproche à Maulnier, dans une lettre que cite l'historien Michel Bergès, d'avoir rejoint le clan du vieux libéralisme à la mode Duhamel, en rejoignant l'équipe du *Figaro*². Charles

¹ Henri-François Rey, « L'Insurgé », in *L'Echo des étudiants*, 22 août 1942

² Dans son ouvrage, Michel Bergès cite en effet une lettre de Jean de Fabrègues à Robert Lousteau datant d'août 1941, dans laquelle il juge Maulnier trop « libéral » (p.275). Ainsi qu'une lettre de Fabrègues à Yves Paringaux du 29 août 1941 dans laquelle figure la même critique : « je trouvais le milieu des idées tout occupé par des gens qui vivaient dans le plus impénitent des libéralismes : démocrates chrétiens ou "pluralistes" sans bornes qui donnaient ce ton aux cadres des Chantiers ou de tels milieux de la jeunesse ; grande presse parisienne réfugiée à Lyon qui, avec les gens du *Figaro*, du *Temps* et Thierry Maulnier lui-même, rejoignait le vieux libéralisme intellectuel genre Duhamel, etc. Pauvres gens qui parlent à ce pays où il n'y a plus ni "personnes", ni "pensée",

Mauban, de son côté, ne cite pas directement le nom de Maulnier, mais il regrette dans la revue *Idées* que certaines personnalités de l'opposition révolutionnaire d'avant-guerre aient finalement renoncé à leurs ambitions, au moment même où la chute de la République leur offrait le moyen de mettre en application leurs idées. Mauban leur fait grief de ne pas assumer le point d'aboutissement logique de leur doctrine. Sous les critiques, c'est bien la figure de Thierry Maulnier qui se dessine. « Quelques-uns ont cédé, déplore-t-il. Quelques-uns parmi ceux que, depuis des années, l'on croyait ébaucher les grands gestes utiles de rupture et de violence, trébuchent aujourd'hui devant les exigences de la révolution qu'ils préparaient. (...). Ne croyez pas qu'ils aient joué, qu'ils aient pris autrefois des attitudes, qu'ils se soient amusés à quelques beaux accès d'intransigeance ou de fierté. Mais c'est une chose de penser, d'écrire, d'agir en s'opposant, autre chose de faire pénétrer cette même pensée et cette même lutte dans la réalité de 1942 (...). Seuls sont dignes de faire la révolution, ceux qui, ayant longtemps combattu avec violence, ne s'enfuient pas, pleins d'épouvante, devant ce qu'ils ont préparé. L'opposition révolutionnaire n'est pas de la littérature. Le journalisme de combat n'est pas un exercice de style (...). Chaque pensée, chaque écrit insurrectionnel d'avant la guerre ne se pouvait justifier que s'il s'y ajoutait pour chacun d'entre nous un engagement sous-entendu : celui d'accepter tous les risques de sa violence, et, si jamais un jour, la révolution nécessaire devenait possible, le serment d'être là pour l'accomplir. Or ce jour est venu. (...). Mais quoi ! Se transformer d'insurgé en conservateur et devenir un officiel ?¹ » Il est difficile de nier que cette dernière phrase s'adresse à Thierry Maulnier, à qui ses camarades reprochent d'avoir troqué l'habit de l'insurgé contre les prébendes et les honneurs des notables conservateurs. La même déception s'étale dans les pages que René Vincent et Jacques Laurent consacrent tous deux à *La France, la guerre et la paix*.

La première critique que formulent René Vincent et Jacques Laurent à l'encontre de Maulnier est son intellectualisme. Son dernier ouvrage est rempli de constructions abstraites qui reposent sur des partis-pris inactuels. La continuité de pensée de

mais rien qu'une atomique poussière de la personne ou de la liberté de pensée. Je n'en croyais pas mes yeux, moi qui, comme mes camarades restés en Allemagne, voyais un rôle premier à l'intelligence : dégager la doctrine de la Révolution nationale et tracer les routes où s'engagerait l'autorité. » (p.113) (in Michel BERGES, *Vichy contre Mounier. Les non-conformistes face aux années 40, op. cit.*).

¹ Charles Mauban, « Vertus révolutionnaires », in *Idées*, n°3, janvier 1942, pp.6-7.

Maulnier, qui est certes soulignée par René Vincent, se trouve ici utilisée contre son auteur au nom d'une incapacité à prendre en compte les bouleversements engendrés par la défaite. Les solutions que propose Maulnier – outre qu'elles renvoient la France à la contemplation de son passé – sont, d'autre part, totalement dénuées de sens pratique pour ses deux critiques. D'ailleurs, cette synthèse, cette conciliation des contraires à laquelle fait appel Maulnier ressemble fort, selon Jacques Laurent, au juste milieu des modérés, « fine fleur des paillassons libéraux ». Et il ajoute : « Le problème est un problème pragmatique. Le rôle de la France n'est pas de chercher, par le truchement du devenir, une entente entre l'être et le non-être. Le rôle de la France ne peut être celui d'un maître à philosopher¹. » Mais la critique la plus frappante est certainement celle de René Vincent. La position attentiste de Maulnier, qui lui est insupportable, l'amène à préciser sa pensée sur un point fondamental et par là même à se dévoiler. Ce point concerne l'imitation des modèles étrangers dans lesquels Maulnier voit un véritable danger pour la France. Pour René Vincent, Maulnier commet une erreur fondamentale en confondant la civilisation, qui s'inscrit dans une perspective à long terme, et la politique, qui consiste à créer, dans des circonstances données qui évoluent en permanence, les structures nécessaires à la survie de la nation. Par conséquent, s'il est vrai que dans la perspective longue de la civilisation, la France se présente comme une synthèse vivante entre des valeurs contradictoires, équilibrées et compensées, dans la politique, les contradictions s'expriment « en effet dans la succession des événements, non dans leur simultanéité. (...) La tradition française ne nous offre donc pas, explique René Vincent, l'exemple d'un équilibre qui serait le fait d'une synthèse permanente, mais de rétablissements successifs, qui inscrivent bel et bien dans l'histoire des oscillations d'une large amplitude². » La France a donc connu, tour à tour, les régimes politiques les plus divers, libéraux, autoritaires ; il n'y a pas un régime en particulier qui convienne mieux à sa nature qu'un autre – ce que ne dit d'ailleurs plus Maulnier qui n'évoque à aucun moment la monarchie comme le régime idéal. Mais il n'en demeure pas moins que Thierry Maulnier se situe dans une perspective universaliste ou absolutiste, tandis que René Vincent se montre partisan du

¹ Jacques Bostan (pseud. Jacques Laurent), « La France, mais... », in *Idées*, n°15, janvier 1943, pp.26-27.

² René Vincent, « La France, la guerre et la paix », in *Idées*, n°12, octobre 1942, pp.44-45.

relativisme historique en ce qui concerne la question des institutions. Le meilleur régime, pour René Vincent, est celui qui, à une époque précise, permet à une nation de sauvegarder les bienfaits et les valeurs de sa civilisation. D'où il résulte que le problème français est plus un problème politique qu'un problème de civilisation. « Vouloir faire abstraction de l'actuel, est-il reproché à Thierry Maulnier, raisonner d'une nation d'après son histoire en ne tenant pas compte du moment où elle se situe dans cette histoire, mène à des conclusions dont risque de se dégager un nouveau libéralisme. C'est se refuser au nécessaire pour vouloir vainement satisfaire au souhaitable, c'est risquer de tout perdre pour avoir voulu tout sauver¹. » A rebours de l'humanisme de Maulnier, le relativisme historique de René Vincent en arrive à légitimer l'imitation des nationalismes étrangers. « Si avant nous, considère ce dernier, d'autres nations ont dû recourir à des solutions semblables à celles qui nous sont aujourd'hui imposées par les circonstances, c'est parce qu'elles et nous, avons eu à faire face à des problèmes identiques. Le retour à l'autorité lorsque la Cité est en péril n'est ni spécifiquement allemand ni spécifiquement italien (...). La crainte d'une dénationalisation résultant d'une forme particulière de régime politique est donc assez vaine. (...). Ce que la France a à préserver jalousement, ce sont des valeurs de civilisation qui peuvent s'accommoder de tous les régimes parce qu'elles ne sont pas des abstractions, pas seulement des idées, mais qu'elles émanent de tout un climat physique, de toute une tradition enracinée, incarnée, dans le sol et dans les hommes². » Il apparaît donc que, pour René Vincent, la France pourrait très bien construire un régime totalitaire, mais un régime totalitaire reposant sur ses propres valeurs, car elle possède une tradition assez riche pour découvrir des solutions spécifiquement nationales à tous les problèmes qui lui sont posés. Entre les Alliés et l'Allemagne, René Vincent a fait son choix et préconise donc un engagement de la France dans le conflit. « Nous ne pouvons croire, comme M. Thierry Maulnier, poursuit-il en effet, que l'issue du conflit soit indifférente au problème français. (...). L'Europe de 194 ? ne pourra qu'être fortement marquée de l'empreinte du vainqueur. Il est pénible, assurément, de se le dire lorsque l'on ne peut être celui-ci. Mais il convient

¹ René Vincent, « La France, la guerre et la paix », art. cit., p.46.

² *Ibid.*, pp.46-47.

d'envisager alors par quelles voies, il sera possible de rejouer un rôle honorable dans un monde transformé, sur quelles positions il sera possible de repartir pour la conquête de la grandeur perdue¹. » Ce n'est pas dans l'attente et le repliement sur soi, même justifié par la nécessité d'un redressement intérieur, que la France peut, pour René Vincent, espérer se refonder. La liste des contempteurs et des sympathisants de *La France, la guerre et la paix* permet ainsi de percevoir plus aisément les idées politiques de Thierry Maulnier et les milieux auxquelles elles se rattachent, qui se situent très clairement dans le camp de ceux pour qui la Révolution nationale doit enfanter et accompagner la libération nationale.

Mais, quelles que soient les attaques de la Jeune Droite contre Maulnier, il faut encore souligner que ce dernier ne se montre pas aussi conservateur et libéral que ses camarades le prétendent sous l'Occupation. Compréhensibles, les remarques formulées contres les positions intellectuelles de Maulnier peuvent tout aussi bien s'appliquer aux révolutionnaires en peau de lapin qui forment l'équipe de la revue *Idées*, et à tous ces publicistes qui donnent des leçons d'activisme en demeurant, avant tout, des hommes de plumes. Il n'y a guère que Louis Salleron, Guy Richelet, François Gravier et ceux de leurs camarades, Monnier, Sentein, Girardet et Morel, qui travaillent dans les centres de jeunesse, qui peuvent se prévaloir d'une action directe en faveur de la Révolution nationale. Jacques Laurent, directeur du Bureau d'études au Ministère de l'Information, qui devait rédiger les notes d'orientation quotidiennes destinées à la presse, et René Vincent, entré dès juin 1941 au cabinet de Paul Marion, Ministre de l'Information, avant de prendre le poste de sous-directeur, chef du service de la censure jusqu'en août 1944, font partie des plumitifs qui servent la propagande du régime, et donc indirectement les intérêts de l'occupant, sans honorer leur profession d'intellectuels. D'autres animateurs de la Jeune Droite font beaucoup de bruit, mais dans leurs articles. Beaucoup sombrent en réalité dans ce verbalisme de l'action que dénonce Maulnier, et qui ne peut conduire qu'au nihilisme ces intellectuels dégoûtés de leur impuissance à agir sur le monde. Dans les derniers mois de l'Occupation et du conflit mondial, Maulnier constate d'ailleurs que le nihilisme est

¹ René Vincent, « La France, la guerre et la paix », art. cit., p.48.

en actes de toutes parts, déchaîné par la crise du monde moderne. Ce nihilisme – qu’il appelle aussi parfois romantisme en utilisant un vocabulaire plus maurrassien – est fortement à l’œuvre dans la jeunesse. On le voit s’exprimer à travers le dégoût de vivre, le mythe de l’aventurier révolutionnaire qui fait l’épreuve de soi-même dans le danger, le déchaînement d’une violence incendiaire qui risque d’emporter avec elle l’héritage de la civilisation française ou bien encore l’exercice de la volonté de puissance. Dans ces conditions, l’action trouve sa justification en elle-même, et non dans la doctrine qui doit la soutenir. Telle est, selon Maulnier, l’erreur principale des jeunes révolutionnaires nationaux pour lesquels il constituait une cible. « La partie de la jeunesse dont je parle ici, écrit-il en février 1944, a donc épousé la révolution qui se proposait à elle, elle ne l’a pas dominée ; elle l’a acceptée comme un climat tonique, exaltant, elle n’a même pas essayé d’en faire un instrument docile au service de l’édification rationnelle d’un ordre et de la résolution définitive des contradictions contemporaines. La révolution n’a été pour elle qu’un monde de mythes et d’images. Elle est allée vers elle comme vers de grands cortèges frissonnant d’étendards, vers de puissantes cérémonies collectives, vers un mode viril d’existence, vers une certaine épreuve de la force et de la ferveur collectives, vers des actions dangereuses conduites par des groupes que lie la camaraderie de combat. A cette révolution, on demandait d’être plus vigoureuse que rationnelle. (...). Il est clair qu’un tel état d’âme, où l’homme est plus soucieux d’éprouver violemment que de connaître, de combattre que de construire, a de quoi séduire la jeunesse, à laquelle il offre sous les aspects de l’effort et de l’ascétisme, les pentes de la facilité : il est clair aussi qu’il rend possibles toutes les équivoques, toutes les mystifications, toutes les impostures¹. »

Construire une nouvelle société : la révolution économique et sociale

A l’inverse, la révolution que propose Maulnier, si elle ne fait pas appel à la puissance des mythes et des mots, ou à l’instinct grégaire du troupeau, ne se veut pas moins dynamique que celle de ses camarades de la Jeune Droite. La révolution de la structure

¹ Thierry Maulnier, « Réflexions sur le temps présent (janvier 1944) », in *La Revue Universelle*, février 1944, pp.88-89.

économique, contre le conservatisme de droite, demeure au centre de sa pensée ; ce qui n'est pas le cas pour la majorité des autres animateurs de la Jeune Droite, qui se perdent souvent dans la définition des meilleurs moyens de faire entrer la révolution nationale en actes, et pour lesquelles la réponse aux problèmes économiques et sociaux s'inscrit systématiquement dans le vichysme le plus orthodoxe, par le recours au corporatisme¹. Cette polarisation sur la Révolution nationale explique aussi la place que prend, dans leurs écrits, la réflexion sur la formation de la jeunesse et des élites nouvelles. Mais le seul moyen qu'ils trouvent, pour lutter contre la puissance de l'attentisme et de la résignation, est bien souvent dans la radicalisation des mots. Face à cette pente facile du verbalisme de l'action, Maulnier conçoit une révolution nationale exigeante, qui commence par refaire les fondations, les murs et les charpentes². Il s'agit de construire une nouvelle société sur du solide, et non pas sur les décombres où certains vont chercher leur espérance. La principale difficulté à laquelle doit faire face la Révolution nationale, selon lui, est de mener une série de réformes immédiates pour améliorer le sort quotidien de la population française prise en otage par le vainqueur, tout en accomplissant une transformation d'ensemble de la structure même de la société. Il ne s'agit pas que de passer de la démocratie parlementaire à l'Etat français, il s'agit encore de passer de la société capitaliste à une société nouvelle, dans laquelle l'économie est au service de l'homme, et non plus l'inverse. « La Révolution nationale ne viendra pas à bout des problèmes gigantesques, posés aux sociétés modernes par l'essor industriel et par ses conséquences, au moyen d'ajustements, d'amendements de détail et d'améliorations de la condition ouvrière, de mesures légales contre les trusts ou de modification des sociétés anonymes. De telles mesures sont nécessaires, comme est nécessaire la construction de stades et de logements salubres, comme sont nécessaires les secours aux chômeurs, les maternités et les dispensaires. Mais elles ne sauraient constituer que des mesures d'attente. (...) ». Le rôle de la Révolution nationale est de produire dans les rapports sociaux, et dans la structure économique de la société qui engendre ces rapports, une métamorphose telle

¹ Sur le corporatisme sous Vichy, voir : Olivier Dard, « Le corporatisme entre traditionalistes et modernisateurs : des groupements aux cercles du pouvoir », in Didier Musiedlak (éd.), *Les expériences corporatives dans l'aire latine* Berne, Peter Lang, 2010, pp.67-102.

² Thierry Maulnier, « Construire une nouvelle société. Tout est à refaire : fondations, murs, charpentes », in *Le Jour-Echo de Paris*, 20 mars 1941.

que la domination du capital y deviendra impossible, que l'asservissement du travail y deviendra impossible, et que la lutte entre le capital et le travail (...) y sera désormais sans objet¹. » Les grandes lignes du programme économique et social de la Révolution nationale sont ainsi fixées. Celle-ci doit aussi éviter, dans l'accomplissement de ce programme, de sombrer, comme les socialistes l'ont fait auparavant, dans un réformisme de façade, un « réformisme de détail² » qui laisserait intacts les problèmes. Maulnier affirme que les Français n'ont même pas idée de l'étendue et de l'audace des révolutions qu'il convient d'engager. Mais ce qui est certain, c'est que ces mesures constituent le meilleur moyen, beaucoup plus efficace que la répression, de lutter contre la propagande communiste. En fait, il imagine que le passage des mesures immédiates de relance de l'économie nationale aux grandes réformes de structure de la société doit se faire en trois étapes³. La première étape, qui n'est que provisoire, consiste à assurer à chacun le minimum vital par des mesures permettant la répartition équitable des marchandises issues de la production. La deuxième étape vise à résoudre le problème des salaires qui n'arrivent pas à compenser la hausse des prix engendrée par la rareté des marchandises. La solution est donc dans une politique systématique d'accroissement lente et prudente des salaires gagée sur une augmentation corrélative de la production. Enfin la troisième étape consiste dans une véritable réforme du salariat visant à assurer aux salariés une participation réelle dans la valeur des marchandises qu'ils contribuent à produire. La définition qu'il donne ensuite du prolétaire est à cet égard fondamentale car elle a le mérite de bien poser le problème tel qu'il le conçoit : « le prolétaire est l'homme des faubourgs industriels, l'homme qui n'est lié à la société dont il fait partie que par le lien économique – le contrat d'échange du travail contre le salaire – qui ne se sent ni membre d'une nation, ni partie prenante à une civilisation commune ; mais seulement fournisseur de certains services matériels⁴ » à une société qui se désintéresse totalement de lui. Au travers du salariat, le capitalisme a détruit la dignité du travail en en faisant une marchandise comme les autres, soumise aux lois du marché et de la spéculation. Le travail a été confisqué par

¹ Thierry Maulnier, « Lutte sans merci contre le communisme », in *Le Jour-Echo de Paris*, 20 février 1941.

² Thierry Maulnier, « Pour abattre le communisme, il faut plus et mieux qu'un réformisme de détail », in *Le Jour-Echo de Paris*, 27 mars 1941.

³ Thierry Maulnier, « Les trois étapes d'une révolution sociale », in *Le Jour-Echo de Paris*, 5 juin 1941.

⁴ Thierry Maulnier, « Remarques sur la condition prolétarienne », in *Le Jour-Echo de Paris*, 7 octobre 1941.

le capitaliste qui s'en est servi pour accroître ses profits, au détriment des travailleurs. A ce stade, Maulnier en arrive à faire une critique de la théorie marxiste de la valeur selon laquelle la quantité de travail manuel seule crée la valeur des marchandises. Cette critique lui sert aussi à combattre les fondements du système capitaliste. En fait, Maulnier inverse la perspective et détermine la valeur du travail en fonction de l'intérêt qu'il représente pour la prospérité de la communauté. Ainsi, le travail n'a alors « pas d'autre sens que l'apport qu'il fournit à l'existence des hommes organisés en société. C'est ce qui a été oublié en régime capitaliste, où le travail n'a pas été consacré au bien général de la communauté mais détourné de ses fins naturelles et voué à l'enrichissement des propriétaires des instruments de production. C'est ce qui a été oublié aussi par les théoriciens du mouvement ouvrier collectiviste qui, pour affranchir le travail de la domination et de la spoliation du capital, ont érigé les droits du travail au-dessus des droits de la communauté même qu'il a pour unique fonction de servir¹. » Ce que doit rétablir la Révolution nationale, c'est donc un ordre des priorités : au sommet des valeurs se trouve la communauté dont la sauvegarde et la prospérité donne tout son sens au travail lui-même, à un travail arraché de la domination capitaliste. Il s'agit de détruire cette situation abusive qu'avait connue l'ancien régime, dans laquelle tout ce qui était créé ne l'était pas dans l'intérêt du bien public, du peuple ou de la nation, mais dans celui des seuls détenteurs du capital. Pour Maulnier, tel est justement l'un des seuls enseignements que les Français doivent retenir des révolutions totalitaires : l'intérêt général doit primer sur celui de l'argent. Sur un plan plus pratique, Maulnier considère que le seul moyen d'abolir la condition prolétarienne, et par là même les abus du capitalisme, résulte dans la transformation du mode de rétribution du travail. Dans le mode capitaliste, le travailleur a l'impression que le producteur le dupe en ne lui reversant qu'une faible partie des recettes que rapporte la vente des marchandises qu'il contribue à produire. Il ne voit pas le coût de l'appareil de production payé par le producteur. Surtout, ce qu'il faut remarquer, c'est que le prolétaire, contrairement au paysan ou à l'artisan qui sont maîtres de leur travail, produit une matière qui ne lui appartient plus, dont il est totalement dépossédé par le producteur, quand il reçoit son salaire. Le travailleur n'est pas payé directement

¹ Thierry Maulnier, « Le travail a ses droits. Il a aussi ses devoirs », in *Le Jour-Echo de Paris*, 28 avril 1941.

par son travail, mais par celui qui s'est approprié son travail en lui versant une rémunération. « Le régime capitaliste met donc le fournisseur du travail en situation d'infériorité devant le fournisseur de l'instrument de travail¹. » Par conséquent, pour Maulnier, « il est inutile de se payer de mots. Le problème social moderne ne sera résolu que le jour où le mercenaire moderne, c'est-à-dire l'homme qui fournit le travail manuel à la production industrielle (...) recevra une participation matérielle et morale aux richesses qu'il contribue à créer, correspondant à la part qu'il prend à la création de ces richesses : c'est-à-dire le jour où le travail sera considéré et rémunéré comme créateur des richesses et non comme un élément passif et mercantile de la valeur². » Maulnier salue donc le principe de la participation aux bénéfices qui est inscrit dans la Charte du Travail instituée par le régime de Vichy. Il s'agit d'un premier pas important dans la voie qui doit permettre au travailleur de sortir de la condition de salarié. Mais ce que réclament les travailleurs, c'est de recevoir la juste contrepartie du travail qu'ils fournissent. Cette contrepartie ne peut cependant pas être entièrement égale au produit du travail, puisqu'il faut bien que le propriétaire des moyens de production finance le renouvellement des machines et le remplacement de l'outil de production, sans quoi l'économie nationale, et par conséquent, la société sont condamnées au déclin. L'effort que fournit le travailleur se compose de deux parts : une certaine quantité de travail qui lui sert à se procurer les marchandises nécessaires à sa survie et au confort des siens – et il importe que la rétribution de ce travail soit la plus élevée possible – et une autre quantité de travail pour la communauté dans laquelle il vit et qui sert au remplacement de l'outil de production. A ces deux catégories, Maulnier donne respectivement les noms de travail individuel et de travail social. Seul le travail social, qu'il appelle également surtravail, n'est pas rétribué, puisqu'il correspond à la part de travail que le prolétaire doit à la société. La définition du travail que construit Maulnier lui permet de donner sa propre conception du capitalisme, qu'il décrit ainsi comme « le régime dans lequel il y a appropriation individuelle au profit du possesseur des moyens de production de la valeur du surtravail collectif³. » Toute la réflexion de Maulnier se

¹ Thierry Maulnier, « Comment le capitalisme créait une inégalité sociale entre l'employeur et l'employé », in *Le Jour-Echo de Paris*, 31 décembre 1941.

² Thierry Maulnier, « La place du travailleur dans l'entreprise », in *Le Jour-Echo de Paris*, 24 novembre 1941.

³ Thierry Maulnier, « Comment le capitalisme créait une inégalité sociale entre l'employeur et l'employé », in *Le Jour-Echo de Paris*, 31 décembre 1941.

réduit donc à savoir par quel moyen le travailleur peut être rémunéré pour ce surtravail, étant sous-entendu que cela ne peut pas être par un sursalaire correspondant, parce que la société serait incapable de remplacer l'outil de production, qui est à l'origine du progrès économique. Ce problème, c'est celui que doit résoudre la Révolution nationale pour régler une fois pour toutes la question économique et sociale, et les abus du capitalisme. Il impose de mettre en place une nouvelle structure économique qui rompe définitivement avec le capitalisme. L'explication que donne Maulnier de ce nouveau modèle économique est un peu vague : « le problème de la substitution d'un régime nouveau au régime capitaliste ne sera vraiment résolu que le jour où tous les producteurs du surtravail seront admis à recevoir la contrepartie de ce surtravail, non sous la forme d'un droit à la consommation des richesses existantes, mais sous la forme d'un droit à la création des richesses à venir. » Ce qui revient à dire qu'il faut que le travailleur soit lui aussi propriétaire de l'instrument de production et des richesses qui sont créées avec.

Telle est la conclusion à laquelle Maulnier aboutissait à la fin de sa série d'articles pour *Le Jour* en 1941, dans l'optique de réussir l'intégration du prolétariat dans la nation. Une partie de ces textes publiés également dans le *Journal de Shangai*, est reprise dans un ouvrage intitulé *Révolution nationale, l'avenir de la France*, édité à Hanoï par le Gouvernement général de l'Indochine en 1942¹. Toutes ces réflexions ne sont sans doute pas immédiatement applicables, car il reste à déterminer sous quelle forme cette participation pourrait être réalisée. Il n'en reste pas moins que celui que ses camarades accusent de conservatisme, développe une pensée économique et sociale fondamentalement anticapitaliste et beaucoup plus aboutie que le vague corporatisme auquel la Jeune Droite s'est habituée depuis le début des années trente. Il n'y a guère que Louis Salleron, à la même époque, qui se soit autant préoccupé des questions économiques et sociales, délaissées la plupart du temps par les animateurs de la Jeune Droite sous l'Occupation.

¹ Thierry Maulnier, *Révolution nationale, l'avenir de la France*, Hanoï, Gouvernement général de l'Indochine, 1942, 224 p.

Une étude approfondie de leurs itinéraires et idées, fait apparaître clairement que Maulnier évolue en marge de la Jeune Droite pendant les années de guerre. D'abord parce qu'il le souhaite, et ensuite parce que ses camarades lui font sans doute payer son entrée au *Figaro*, symbole de ce qu'ils analysent comme un virage libéral. Le réseau de promotion des amis que constituait la Jeune Droite dans les années trente, avec ses nombreuses ramifications dans la presse et la critique littéraire, ne fonctionne plus. Maulnier ne cite pas une seule fois les membres de la Jeune Droite dans la « Revue de la presse » de *L'Action française*. En une année, il n'évoque qu'une seule fois la revue *Idées* et huit fois le journal *Demain*. Encore faut-il préciser qu'à chaque fois, les articles mentionnés dans ces revues ne sont pas ceux des animateurs de la Jeune Droite¹. Les références aux œuvres de René Vincent, Jean-Pierre Maxence, Jean de Fabrègues, disparaissent dans ses écrits sous l'Occupation. Dans ses articles littéraires, Maulnier critique les ouvrages de Kléber Haedens, Maurice Blanchot et Claude Roy, mais il s'agit d'auteurs qui sont, soit engagés dans les réseaux de résistance, soit sympathisants de cette cause.

Les conséquences d'une rencontre

Dans la prise de distance qu'opère Maulnier sous l'Occupation à l'égard de ses anciens camarades, l'idéologie a évidemment un rôle. Mais elle n'explique pas tout. Sa rencontre avec Marcelle Tassencourt contribue sans doute à l'éloigner encore un peu plus de ses amis, par les nouveaux réseaux intellectuels auxquels elle lui permet d'accéder, à commencer par *Le Figaro*, qu'il ne quitte plus jusqu'à sa mort, 47 ans après, en 1988. Avec elle, et malgré l'éloignement qui les contraint à souvent s'écrire, Maulnier trouve la disponibilité et l'abandon qu'il n'avait jamais obtenus de Dominique Aury, dont la vie s'était organisée autour du secret et de ce qu'elle décrit elle-même comme une vocation à la clandestinité². Séparés pour les besoins de leur profession, les deux amants se retrouvent cependant régulièrement les week-ends à la campagne ou dans les différentes villes où se produit la troupe à laquelle appartient

¹ En fait, les journaux les plus cités dans la « Revue de la presse » de Maulnier sont *Le Journal* (en particulier les chroniques militaires du Général Duval) ; *Le Mot d'ordre* (pour les articles de son directeur, Ludvic-Oscar Frossard, avec lequel Maulnier est souvent en accord sous l'Occupation) ; le *Journal des débats* ; *Le Temps* et bien entendu *L'Effort*.

² Dominique Aury, *Vocation : clandestine, op. cit.*

Marcelle Tassencourt, Collonges-la-Rouge, Aix-en-Provence, Avignon, Valence. En plus des collaborations journalistiques qui l'accaparent, Maulnier consacre beaucoup de temps à sa nouvelle relation amoureuse, ce qui laisse finalement peu de place dans sa vie pour les amis et les camarades de la Jeune Droite. Car dès le commencement, il semble établi que cette histoire est faite pour durer. « J'aurais mille choses à vous dire, et il me semble que l'avenir, s'il ne nous sépare pas trop, m'en réserve beaucoup à découvrir, ou du moins à définir. Voudrez-vous que nous fassions cette exploration ensemble ? Je trouve vraiment près de vous un accord d'une qualité précieuse, qu'il ne faut pas laisser dissoudre. Je ne crois pas qu'il s'agisse seulement de bonheur : je vous ai parlé un jour de pureté ; peut-être faudrait-il parler aussi de vérité¹ », écrit-il à Marcelle Tassencourt en janvier 1941. Au-delà de l'amour, s'établit en effet très rapidement entre eux une complicité naturelle, basée sur des attentes, des passions et des aspirations communes, que Maulnier exprime bien dans ses échanges. « Je pense à nous, à cette sorte d'association très douce que nous avons formée, (...) qu'il faut déjà protéger contre le passé, l'avenir, la distance, qui mérite tant d'être protégée, et qui le sera, si vous m'aidez un peu. Je crois que j'attends beaucoup de vous² » ; « je ne sais dans quelle mesure je suis capable de rendre quelqu'un heureux, mais je voudrais que vous le soyez autant que cela dépend de moi. Je crois à la qualité et à la solidité de ce qui nous unit³ », tranche-t-il à l'automne 1941. Quelques mois plus tard, Marcelle Tassencourt s'installe à Paris, dans l'atelier de la rue de Bellechasse, qui appartient à Thierry Maulnier. Elle a à l'époque un engagement au théâtre de la Michodière, où elle joue dans une adaptation d'*Hyménée* par Bourdet. De son côté, Maulnier rencontre toujours beaucoup de difficultés, malgré ses démarches à Vichy, pour obtenir un laissez-passer pour la zone Nord⁴. Entre temps, Maulnier a définitivement rompu tout lien avec Dominique Aury. La séparation a pris plus d'une année, au cours de laquelle ils ont continué à correspondre, malgré l'existence de Marcelle Tassencourt, et surtout

¹ Lettre de Thierry Maulnier à Marcelle Tassencourt, datée du 14 janvier 1941, envoyée de Lyon. Fonds privé Thierry Talagrand.

² Lettre de Thierry Maulnier à Marcelle Tassencourt, datée du 15 janvier 1941, envoyée de Lyon. Fonds privé Thierry Talagrand.

³ Lettre de Thierry Maulnier à Marcelle Tassencourt, datée du 7 octobre 1941, envoyée de Lyon. Fonds privé Thierry Talagrand.

⁴ « Je cultive le jardin de mon mieux, mais je n'ai encore rien récolté », lui écrit-il avec humour au sujet de ses démarches à Vichy auprès de Jean Jardin, le directeur de cabinet de Pierre Laval, revenu au pouvoir.

sans oser s'avouer qu'il était trop tard pour renouer une vraie relation amoureuse. Tout en ayant connaissance de sa rivale, qu'elle croise un jour en pleine rue dans Paris¹, Dominique Aury tente, tout au long de l'année 1941, de faire revenir son amant, avec d'autant plus d'espoir qu'il déclare lui-même, en toute sincérité ou par faiblesse, continuer à l'aimer². En réalité, il n'arrive pas à rompre définitivement, et c'est finalement Dominique Aury qui prend la décision de cesser toute relation pour ne pas souffrir davantage, à la suite de la dernière lettre, toujours aussi ambiguë, que Maulnier lui envoie en avril 1942³.

Pour la biographe de Dominique Aury, qui semble avoir bien résumé le choix auquel est confronté Thierry Maulnier, celui-ci « est bien sûr tombé amoureux de Marcelle Tassencourt, mais il comprend aussi qu'il peut former avec elle un couple brillant. Mener à bien sa carrière à partir d'une stratégie de couple. Marcelle peut l'aider dans sa reconversion vers le théâtre. Anne ne lui proposait que des amours clandestines, secrètes, enfantines⁴. » A la place des rendez-vous volés à la famille, à un mari, à un enfant, qu'il partageait avec Dominique Aury dans le secret des chambres d'hôtels parisiens, il a désormais la possibilité de vivre au grand jour une relation amoureuse stimulante, avec une femme qui peut ouvrir de nouveaux horizons à sa carrière littéraire. La rencontre avec Marcelle Tassencourt sonne en quelque sorte, pour Thierry Maulnier, le glas de la bohème révolutionnaire et agitée du temps de la Jeune Droite, et le commencement d'un processus de notabilité intellectuelle, auquel il semblait de toute façon destiné, quand on examine la réception de ses œuvres dans les années trente. D'ailleurs, lorsqu'il se rapproche du régime de Vichy, Maulnier le fait

¹ « Mon amour, avant-hier, près de la Madeleine, j'ai rencontré M.T dans sa robe noire et blanche, et j'ai reconnu de loin, presque avant de l'avoir vue, ce éclat que je sais que vous aimez tant. Je suis passée tout près d'elle, qui ne m'a pas reconnue – ou qui a préféré ne pas me reconnaître – et je n'ai pas osé lui dire bonjour. Dix minutes avant de l'avoir aperçue, je pensais à elle – et à vous. Je voudrais être à Lyon moi aussi ». (Lettre de Anne Desclos à Jacques Talagrand, datée du 12 juillet 1941. Fonds privé Thierry Talagrand.

² On peut citer par exemple cette lettre du 30 juin 1941 : « Je me suis battue très durement contre une forme très élémentaire de jalousie, et contre une autre très subtile : la crainte de vous perdre, d'avoir tout à craindre de cette fille ravissante, de l'absence, du temps qui endort et qui drogue. (...). Je ne cesse pas de craindre – comment pourrais-je n'être pas inquiète ? – mais avec tant de confiance, de foi si facile, tant de clarté et de patience. Que je vous aime mon amour. Est-il possible que vous m'aimiez ? Non pas que vous m'aimiez encore, que vous m'aimiez aussi, mais seulement que vous m'aimiez ? Je le crois et j'en doute à la fois. Dans la mesure où j'en doute, ce qui vous occupe loin de moi me fait un mal atroce (...). Pour la première fois de ma vie, je me suis dit, en le croyant vraiment, que peut-être un jour vous viendriez dans ma maison. Vous êtes mon amour parti en voyage. Vous êtes mon amour qui reviendrez. Je vous attends. Je vous aime. » (in Lettre de Anne Desclos à Jacques Talagrand, datée du 30 juin 1941. Fonds privé Thierry Talagrand).

³ Lettre de Jacques Talagrand à Anne Desclos, datée du 30 avril 1942. Fonds privé Thierry Talagrand.

⁴ Angie David, *Dominique Aury, op. cit.*, p.294.

davantage en notable des lettres, en « officiel », qu'en propagandiste actif ; ce que prouve par exemple sa nomination au Comité de Rassemblement pour la Révolution nationale. La violence disparaît complètement de ses textes, même si le ton peut rester caustique et mordant, de même qu'une certaine intransigeance caractéristique de la pensée d'Action française, que Marcelle Tassencourt relève dans l'une de ses correspondances : « Je suis plongée dans votre Nietzsche, lui écrit-elle en 1942. Ça m'intéresse beaucoup. Cela m'ouvre des horizons, non seulement sur Nietzsche, mais aussi sur vous. En effet. Quelle intransigeance ! Mais aussi un certain enthousiasme très jeune et sympathique : une si grande certitude d'avoir raison¹. » La période de l'Occupation est ainsi pour Thierry Maulnier l'occasion de prendre de la distance et de la hauteur. Tout se passe comme si Marcelle Tassencourt, qui est pourtant plus jeune que lui, le faisait basculer, avec quelque regret sans doute, dans l'âge de la maturité, celui du sens des responsabilités et des honneurs, dont sa carrière, après 1945, fut très largement remplie. En tout cas, les choses évoluent très vite entre eux. Au début de l'année 1943, après le sabordage du *Figaro*, Thierry Maulnier quitte Lyon et retrouve Marcelle Tassencourt, qui habite son atelier dans le VII^e arrondissement de Paris². Marcelle Tassencourt lui fait part de son envie de se marier, mais Maulnier craint manifestement les réactions de sa famille³, tout autant que le mariage pour lequel il ne montre pas une profonde inclination, comme le montre une lettre qu'il envoie à sa compagne en août 1943, pendant des vacances dans les Alpes avec sa famille : « Toutes mes tentatives auprès de ma famille ont consisté à parler de vous avec éloge, comme d'une jeune comédienne pleine de talent et de qualités (...). Vous trouverez sans doute que la solution du problème qui vous occupe a assez peu avancé. C'est

¹ Lettre de Marcelle Tassencourt à Thierry Maulnier, datée du 4 juin 1942. Fonds privé Thierry Talagrand.

² Après l'occupation de la zone libre par les Allemands, consécutive à l'opération « Anton » déclenchée par la Wehrmacht le 11 novembre 1942, Maulnier comprend qu'il ferait une erreur en participant de trop près à la rédaction de *L'Action française*, c'est-à-dire d'un journal publié avec l'autorisation et soumis à la censure des Allemands. Il est d'ailleurs allé voir Maurras pour essayer de le convaincre de saborder son journal, à l'instar de ce qu'allait faire Pierre Brisson avec le *Figaro*. Devant le refus de Maurras, il s'incline et retourne vivre quelques mois plus tard à Paris, tout en continuant à donner des articles à *L'Action française*, avec une périodicité moins fréquente. *La Revue Universelle* et *L'Action française* constituent alors la quasi totalité de ses revenus.

³ D'après Marcelle Tassencourt, la mère de Thierry Maulnier, « très gentille, sérieuse, une femme extrêmement intelligente, avait accepté ce mariage même si ce n'était pas tout à fait ce dont elle rêvait. Mais finalement, nous nous sommes bien entendues. J'étais metteur en scène mais je ne jouais pas des choses folichonnes. Enfin, elle a un profond préjugé sur ce métier. Bref, elle a fini par accepter. » (in Agnès Bigault, *L'humaine condition. Thierry Maulnier humaniste du XX^e siècle*, op. cit., p.40).

aussi mon avis(...). Mais, en outre, je reste moi-même séparé du mariage par un instinct dont toutes les raisons logiques que je puis donner, ne constituent, vous le savez, que des images inexactes et affaiblies. Je pourrais invoquer, une fois de plus, cette espèce de fin de la jeunesse, d'engagement irrévocable dans le déclin de la vie que constitue pour moi (d'une façon peut-être absurde, j'en conviens), un acte aussi grave et aussi formel ; ou, plus précisément, ce sentiment que me donne le mariage d'une vie étrangère, d'une vie pour laquelle je ne suis pas fait, et dans laquelle tous mes mouvements naturels iraient en quelque sorte à contre-courant, tandis que je n'en accepterais les diverses obligations ou habitudes qu'au prix d'une sorte d'effort sur moi-même. Je sais que je ne vous convaincrs pas par des arguments, qu'il s'agit de la différence de point de vue essentielle entre les hommes et les femmes, et que si la plupart des hommes acceptent si facilement sur ce point le point de vue féminin, c'est sans doute soit par fatigue, soit au contraire parce qu'ils se sentent assez forts pour ne se sentir prisonniers dans aucune situation ; et disposent d'assez de ressources intérieures pour ne pas se sentir diminués de tout ce qu'ils consacrent aux autres. Remarquez qu'il est peut-être en votre pouvoir d'arracher autant à ma faiblesse qu'à mon attachement pour vous ce que vous désirez, mais je continue à n'être pas sûr que vous deviez le souhaiter. Je comprends, d'ailleurs, vos arguments concernant l'aspect social du problème. Je voudrais en tout cas que vous ayiez assez d'estime pour moi pour penser que les objections que je fais ne dissimulent pas un espoir que j'aurais de trouver une femme plus intéressante ou plus riche que vous. Il n'y a aucun lieu pour vous dans tout cela à un complexe d'infériorité personnel¹. » En fait, il y a chez Thierry Maulnier une passion de la jeunesse qui s'accorde assez mal avec les honneurs, le mariage et les institutions, assimilées à une sorte de conformisme social. Ce préjugé apparaît très nettement dans les lignes précédentes où l'on sent qu'il considère le mariage comme une prison. Mais en même temps, il se plaît à porter son esprit de dissidence au cœur des institutions et des traditions. Malgré de sérieuses réticences, Thierry Maulnier épouse finalement Marcelle Tassencourt à la Libération le 25 novembre 1944. Cette relation amoureuse lui donne aussi l'occasion de renouer

¹ Lettre de Thierry Maulnier à Marcelle Tassencourt, datée du 23 août 1943 et envoyée de Chamonix. Fonds privé Thierry Talagrand.

avec le milieu du théâtre, qu'il a toujours eu en admiration depuis l'époque où il fréquentait le couple Pitoëff avec Robert Brasillach. Phénomène caractéristique, la notabilité s'accompagne d'un recentrage sur la littérature et le théâtre, que favorisent bien entendu les événements politiques, mais qui correspond également chez lui à un profond désir. Et comme toujours, quand il est question de théâtre avec Thierry Maulnier, son attention se porte sur la tragédie et sur Racine. Au cours de l'été 1943 paraît *Lecture de Phèdre*¹, pour lequel il a obtenu une autorisation de publication en décembre 1942. Il s'agit de la version très allégée de *Lectures de Racine*, livre jamais publié dont le seul exemplaire a brûlé dans l'imprimerie de Gallimard à Orléans. Tandis que *Lectures de Racine*, « qui aurait dû être son œuvre majeure² », contenait un essai sur chacune des pièces de Racine, l'ouvrage que Thierry Maulnier se décide à publier en 1943, après avoir renoncé à réécrire l'ensemble de l'œuvre disparue, se concentre uniquement sur Phèdre. C'est-à-dire sur la seule partie de l'ouvrage d'origine, dont il avait conservé quelques notes. Charles Maurras, dont il a entrepris de s'éloigner depuis quelques mois pour éviter de suivre un effondrement qu'il sent arriver au sein du mouvement maurrassien depuis l'occupation de la zone libre, se montre enthousiaste à la lecture de l'essai. Il lui accorde ainsi les honneurs de sa rubrique sur « la politique », en une de *L'Action française* : « Que l'on se sépare sur tel système (Thierry Maulnier peut avoir le sien), que l'on discute d'une interprétation, c'est toujours possible, facile, agréable même, mais du moment qu'en quelques feuillets un critique sait recueillir et concentrer l'âme d'un poème au point où notre ami a recueilli et concentré l'âme de Phèdre, il faut commencer par le remercier et le bénir³ », tranche-t-il, démontrant une fois encore que les convergences littéraires surpassent pour lui les divergences politiques.

Débuts dans le théâtre

Poursuivant son incursion dans le milieu théâtral, Maulnier publie ensuite plusieurs articles dans les derniers numéros de *L'Action française*, en 1944, sur le théâtre en

¹ Thierry Maulnier, *Lecture de Phèdre*, Paris, Gallimard, 1943, 163 p.

² Selon l'aveu de Marcelle Tassencourt à Agnès Bigault, in Agnès Bigault, *L'humaine condition. Thierry Maulnier humaniste du XX^e siècle*, op. cit., p.26.

³ Charles Maurras, « La politique », in *L'Action française*, 19 août 1943.

général et les spectacles auxquels il a assisté en particulier. C'est ainsi dans *L'Action française* qu'il débute sa très longue et grande carrière de critique dramatique pour la presse. Puis il se lance dans la tragédie en adaptant pour le théâtre, en mai 1944, l'*Antigone* de Robert Garnier, auteur de la Renaissance qu'il avait fait redécouvrir au public français dans son *Introduction à la poésie française*, en le sortant des universités et de la gloire obscure pour professeurs et étudiants dans laquelle il était injustement cloîtré en raison de sa réputation d'auteur de théâtre littéraire. Ce que Maulnier apprécie tout particulièrement dans l'œuvre de Robert Garnier, et plus généralement dans ce XVI^e siècle où se trouvent les origines du théâtre moderne, c'est qu'il assume, tout en conservant ses propres traits de caractères, le lien entre la tradition de la tragédie antique, qui dormait dans des bibliothèques, et le théâtre classique de Corneille et Racine, qui touche à la perfection. Il s'agit d'un style français de tragédie différent de celui auquel le public a été habitué avec Corneille et Racine. « Liée étroitement à ses modèles sur lesquels elle n'a pas encore conquis une entière autonomie, la tragédie de Garnier garde en elle les piliers de la formidable architecture eschylienne et sophocléenne et l'éloquence métaphorique des Latins ; elle porte déjà l'annonce de Corneille, de Racine vers lesquels elle constitue une étape nécessaire et qui, bon gré mal gré, devront bien en accepter l'héritage ; et en même temps, par la liberté même de sa composition, la richesse de son verbe, la diversité de ses tableaux, la violence soudaine de ses cris et de ses éclats, sa sanglante impudeur et sa sorcellerie nocturne, elle se noue aux élizabéthains et à Shakespeare par de curieuses affinités. Elle est toutes ces traditions, toutes ces promesses, toutes ces interférences ; et elle est aussi elle-même : une œuvre qui n'est la ressemblance de nulle autre, le témoignage d'une personnalité créatrice puissante et singulière¹. » Thierry Maulnier ne se lance donc pas au hasard dans cette nouvelle expérience. Il a la volonté d'adapter cette tragédie et de la mettre en scène depuis le début de l'Occupation, et sa rencontre avec Marcelle Tassencourt lui apporte une motivation supplémentaire pour réaliser ce projet. A Lyon déjà, il songeait à cette aventure et en parlait avec le critique

¹ Thierry Maulnier, *Langages*, Lausanne, Editions du Conquistador, 1946, p.21. Concernant l'intérêt que porte Thierry Maulnier à Robert Garnier, se reporter au texte intitulé « L'Antigone de Robert Garnier » dans *Langages* ; à l'*Introduction à la poésie française* (pp.81-87) ; à la préface de son adaptation de l'*Antigone* de Robert Garnier : *Antigone*, tragédie de Robert Garnier adaptée à la scène et préfacée par Thierry Maulnier, Paris, Editions Nicéa, 1944, pp.7-11.

dramatique de *L'Action française*, Noël Boyer, avec qui il imaginait que la pièce pourrait être montée sur une scène parisienne. Sa rencontre, pendant la guerre, avec un jeune homme dénommé Pierre Franck donne corps à ce projet. Ce dernier est, depuis 1941, co-directeur avec Roland Laudenbach d'une compagnie de théâtre dénommée « le Rideau des jeunes ». En octobre 1941, cette jeune troupe a déjà joué avec succès, au théâtre de l'œuvre, la célèbre pièce de Paul Claudel, *L'Annonce faite à Marie*. Le co-directeur du « Rideau des jeunes », Pierre Franck, admire l'œuvre de Garnier depuis qu'il en a pris connaissance dans *L'Introduction à la poésie française*, où Maulnier en avait rassemblé quelques extraits. Le pari est cependant risqué pour de parfaits débutants car les œuvres de Robert Garnier, comme tout le théâtre préclassique français, sont connues pour être des exercices de rhétorique et de versification, impossibles à monter sur une scène. D'ailleurs, l'*Antigone* de Garnier n'avait jamais été jouée du vivant de son auteur, et pas plus depuis sa mort, car « il manque à Garnier dramaturge de cabinet, le sens de la construction dramatique, la technique qui permet de conduire une action jusqu'au dénouement par une chaîne de moments étroitement liés les uns aux autres et soumis au mouvement d'une nécessité constante progressivement accélérée. Son *Antigone* (...) n'a ni la richesse en tableaux pathétiques, en accidents éclatants et sanglants des drames shakespeariens, ni la puissante homogénéité de la tragédie racinienne (...). L'action dramatique s'y perd dans la forêt touffue des métaphores, dans d'ennuyeux discours descriptifs, dans les récitatifs sans fin des imprécations et des lamentations (...). Mais, dans l'appareil pesant du bavardage précieux et de la convention littéraire, dans le travail tout scolaire de traduction et de paraphrase qui réduit certaines scènes de Garnier à n'être qu'un écho, parfois affaibli, des modèles antiques, notre premier grand tragique apporte toutefois le premier élément constitutif du théâtre, qui est la vie elle-même¹. » De sorte qu'en adaptant cette pièce pour la scène, Thierry Maulnier a voulu montrer que ce texte trop littéraire, trop long, et souvent lent et ennuyeux, pouvait, au prix d'un travail de réécriture et de dépouillement, « somme toute assez discret, non seulement tenir la

¹ Thierry Maulnier, *Langages*, op. cit., p.17.

scène et satisfaire le public, mais encore apparaître comme la plus belle illustration que le plus illustre des mythes tragiques de Grèce ait reçue de mains françaises¹. »

Au printemps 1944, Maulnier s'attèle sérieusement à la tâche. Il travaille à l'élaboration d'un texte compréhensible par le public. Il modernise le vocabulaire de Garnier et pratique de nombreuses coupures². Puis il est censé passer la main à Pierre Franck pour la mise en scène. Mais ce dernier est souvent absent. Il est en effet juif, et doit par conséquent limiter ses déplacements. Il est en plus parfaitement novice, ce qui ne facilite pas la tâche de l'adaptateur. Maulnier doit par conséquent s'impliquer lui-même dans l'organisation pratique du projet : la recherche d'un théâtre, le financement, « qui est particulièrement ardu, car les frais sont considérables³ », les problèmes de décors et de costumes, et même les répétitions. « Je pense que, sauf événements imprévus, la pièce sera représentée au mois de mai, avec une bonne distribution, de beaux décors et de beaux costumes. Mais quel casse-tête », explique-t-il à sa mère au mois d'avril 1944. La situation est compliquée par les nombreux bombardements sur les gares de triage autour de Paris qui entraînent des coupures de courant. « La nuit du bombardement de la gare de la Chapelle a été la plus impressionnante que j'ai vue encore, confie-t-il à sa mère à quelques jours des premières représentations, avec un ciel illuminé par les fusées parachutées comme par des feux de Bengale, un immense incendie au Nord sur lequel se détachait en noir, à contre-jour, la silhouette de Montmartre et du Sacré-Cœur, et le tonnerre de la D.C.A et des bombes sans discontinuer pendant deux heures⁴. »

Finalement, la répétition générale d'*Antigone 1580* a lieu le 19 mai au théâtre Charles de Rochefort, rue du Rocher, devant une assistance brillante, dans laquelle figurent Cocteau, Vaudoyer, Passeur, Copeau et un grand nombre d'écrivains et de gens du monde. Marcelle Tassencourt joue le rôle d'Antigone, Marie-Hélène Dasté, la fille de Copeau, celui de Jocaste, et Paul Delon et Alice Sapritch se sont vu confier les rôles de Créon et Eurydice. Dans une lettre qu'il envoie à sa mère, Maulnier déclare que « la

¹ Thierry Maulnier, *Langages*, *op. cit.*, p.16.

² Le texte est paru dans une édition luxueuse : *Antigone*, tragédie de Robert Garnier adaptée à la scène et préfacée par Thierry Maulnier, *op. cit.*

³ Lettre de Thierry Maulnier à sa mère, datée du 4 avril 1944 et envoyée de Paris. Fonds Thierry Maulnier, Bibliothèque municipale de Versailles, Correspondance, F991 (6) a.

⁴ Lettre de Thierry Maulnier à sa mère, datée du 9 mai (1944) et envoyée de Paris. Fonds Thierry Maulnier, Bibliothèque municipale de Versailles, Correspondance, F991 (6) a.

pièce a été chaleureusement applaudie, ce qui était justice, car le texte est fort beau, l'interprétation très bonne dans l'ensemble et les décors et les costumes (de style Renaissance) particulièrement réussis. Mais tout cela ne veut pas dire, loin de là, que nous allions à un triomphe commercial. Tout d'abord, la presse est dans l'ensemble assez réticente, car je ne suis pas très bien vu ici¹. » D'autre part, le débarquement et les bombardements focalisent l'attention des parisiens qui délaissent les salles de spectacles. Au moment où *Antigone 1580* est lancée, l'euphorie théâtrale de l'Occupation, si souvent décrite, est belle et bien terminée². La pièce est tout de même représentée une quinzaine de fois avant d'être suspendue, au début du mois de juin, en l'attente de jours meilleurs³. La première mise en scène de Pierre Franck – un inconnu à l'époque qui s'est ensuite illustré comme directeur des théâtres de l'Oeuvre, de l'Atelier et à partir de 2003 au théâtre Hébertot – n'a, bien évidemment, pas produit un triomphe extraordinaire, mais elle lance la carrière théâtrale de Thierry Maulnier. Au surplus, Thierry Maulnier a la chance d'avoir trouvé un théâtre qui dispose de la possibilité, pour faire face aux coupures d'électricité, d'ouvrir son toit et de jouer à la lumière du jour, comme vont le faire un certain nombre d'établissements parisiens, en utilisant un judicieux système de miroirs, qui permet ainsi de limiter les conséquences fâcheuses de la raréfaction du public à cause des bombardements.

Mais quelles ont été les réactions de la presse à ce nouveau virage dans la carrière de Thierry Maulnier. La pièce est présentée juste après l'Antigone de Jean Anouilh, bien que son projet soit largement antérieur. Avec celle de Garnier, il y a donc eu quatre adaptations d'Antigone représentées durant la saison 1944. De toutes, c'est celle d'Anouilh qui remporte le plus grand succès, puisqu'elle constitue la grande création théâtrale de la dernière année de l'Occupation. Thierry Maulnier voit cependant, dans le conflit insoluble que montre Anouilh entre Antigone et Créon, une concession faite

¹ Lettre de Thierry Maulnier à sa mère, datée du 24 mai 1944. Fonds Thierry Maulnier, Bibliothèque municipale de Versailles, Correspondance, F991 (6) a.

² Le succès public du théâtre sous l'Occupation dure de janvier 1943 à février 1944, selon l'essai de périodisation entrepris par Serge Added. A partir de 1944, les fréquentations enregistrent une chute très marquée. Sur le théâtre sous l'Occupation, se reporter à : Serge Added, « L'euphorie théâtrale dans Paris occupé », in Jean-Pierre Rioux (dir.), *La vie culturelle sous Vichy*, Bruxelles, Complexe, 1990, pp.315-350 ; Serge Added, *Le Théâtre dans les années Vichy 1940-1944*, Paris, Ramsay, 1992, 362 p.

³ Les représentations reprennent en janvier 1945 à raison de deux matinées par semaine, au Théâtre du Vieux-Colombier.

à l'esprit du temps et au nihilisme ambiant. Face à une Antigone qui a raison sur le plan de la justice et de l'intégrité humaine et qui meurt en renonçant à incarner les valeurs auxquelles elle croit, Maulnier considère qu'Anouilh a choisi le parti de Créon : « L'antagonisme contemporain entre l'idéal et le réel est accepté et déclaré irréductible : l'homme de M. Anouilh n'a plus le choix qu'entre la mort et l'abdication de la qualité humaine, entre un idéalisme qui le tue et un réalisme qui l'avilit. (...). Or, depuis vingt-cinq siècles, (...), tout l'effort de la civilisation a consisté à ne pas désespérer de l'accord, décrété par M. Jean Anouilh et par tant de nos contemporains, impossible, entre la dignité personnelle de l'homme et les règles auxquelles la conduite de l'homme doit obéir pour assurer une existence normale (...). C'est à cette espérance que M. Jean Anouilh nous invite à renoncer en nous offrant le nihilisme et la tyrannie comme seules solutions possibles, et également désespérées, au problème de la condition humaine. (...). Les valeurs que revendique Antigone sont rejetées par M. Jean Anouilh au delà de toute existence possible, déclarées, si j'ose dire, "invivables". C'est en fin de compte Créon qui l'emporte : nous n'avons plus si nous voulons vivre, qu'à accepter les conditions infamantes que nous impose la vie. Telle est la conclusion paradoxale où nous achemine la philosophie nihiliste de M. Jean Anouilh¹. » En comparaison, l'*Antigone 1580* de Robert Garnier, adaptée par Thierry Maulnier, n'a rien de philosophique. Elle ne contient aucune démonstration d'ordre politique. C'est surtout la beauté du style qui soutient l'intérêt du spectateur.

Les retombées critiques suscitées dans la presse par la première expérience théâtrale de Maulnier sont finalement moins terribles qu'il ne le laissait accroire lui-même dans la lettre envoyée à sa mère. Charles Maurras, dédicant en toute amitié à Thierry Maulnier, à l'occasion de son retour à Paris, un exemplaire de son ouvrage sur *La Contre-révolution spontanée*², l'avait pourtant bien prévenu : « Paris va (vous) dévorer » ; allusion certaine à l'accueil qui l'attendait de la part des milieux collaborationnistes parisiens qui guettaient la première occasion pour se déchaîner. Sans surprise, l'article le plus critique est signé d'Alain Laubreaux, dans *Je Suis*

¹ Thierry Maulnier, « Réflexions sur l'"Antigone" de M. Jean Anouilh », in *L'Action française*, 14 avril 1944.

² Charles Maurras, *La Contre-révolution spontanée*, op. cit.

Partout, qui ne supporte pas que ce « gaulliste » de Thierry Maulnier ait l'audace de faire jouer une pièce à Paris, et qui le fait savoir partout. Comme il est question dans la pièce des malheurs que cause à un pays son occupation, Laubreaux y voit une sorte de parabole « gaullisante ». Mais à la vérité, il n'y a pas réellement de différence entre la presse collaborationniste et la presse plus proche des idées de Maulnier. Laubreaux, dans un article intitulé « Une semaine tragique », est par contre l'un des seuls à faire une interprétation idéologique de la pièce. Cette semaine est pour lui tragique, d'abord parce qu'elle a été consacrée à la tragédie classique avec une *Antigone*, celle de Garnier, un *Horace* et une *Andromaque*, mais ensuite parce que ces trois pièces constituent elles-mêmes une tragédie en déshonorant leur art. Elles « dissimulent d'horribles attentats, une espèce de katynisation des chefs d'œuvre, du goût et de l'intelligence¹. » Et concernant plus particulièrement la pièce présentée par Maulnier, Laubreaux commente : « Il ne s'agit pas ici de la représentation d'une œuvre rare, mais d'être dans le ton, de donner aliment à une certaine pédanterie esthétique que des savantasses à lunettes d'écaille nous proposent comme le pur miroir de la poésie. Pour cela, on s'en va étriller un vieux canasson oublié dans les écuries de l'Ecole Normale, on ajuste à ses côtes efflanquées les ailes de carton d'un Pégase de carnaval et l'on vient, devant les regards émerveillés et innocents d'un public enfantin, le promener sur la piste circulaire, où quelque Vadius mélancolique, revêtu de la livrée de l'écuyer, fait claquer le fouet de sa comique érudition. Dans le cas présent, c'est M. Jean Anouilh qui a donné le branle à la légion thébaine de ces suiveurs d'inédit et ces pauvres bougres, incapables d'une idée personnelle, s'imaginent être à l'avant-garde de quelque chose en emboîtant le pas aux créateurs². » Ensuite, la critique de Laubreaux se concentre sur la présentation pédante de la pièce, sur la langue pesante et ampoulée de Garnier qui font de cette *Antigone 1580* un spectacle savant sans tragédie, où les auteurs ont fait un choix doctrinal contestable, consistant à faire primer la mise en scène sur la tragédie.

L'Echo des étudiants de Jean Renon, de sensibilité maurrassienne, adopte une position assez semblable à celle de Laubreaux en soulignant la pauvreté d'invention dramatique

¹ Alain Laubreaux, « Une semaine tragique », in *Je Suis Partout*, 26 mai 1944.

² *Ibid.*

de la pièce. Pour l'auteur de la critique, Robert Garnier n'était qu'un pâle imitateur des anciens qui se caractérise plus par son pédantisme scolaire et son savoir livresque que par son génie dramatique. De sorte que « Cette *Antigone 1580* est très intéressante pour la Sorbonne. Elle est pleine d'utiles enseignements pour l'histoire du théâtre. On peut y mesurer le chemin parcouru de Corneille à Garnier. Mais à moins de faire de l'histoire littéraire...¹ » Cette *Antigone* n'est pas un chef d'œuvre, même si l'adaptation et la mise en scène sont plaisantes. Au final, « des étudiants seraient à féliciter pour cette *Antigone*. De toutes façons, si le spectacle n'est pas toujours récréatif, il est instructif. » Tout porte à croire que le pari tenté par Maulnier au travers de cette adaptation a échoué. Paradoxalement, en dépit des intentions de l'auteur de réhabiliter un tragédien relégué dans les études sur l'histoire du théâtre français, la critique se concentre précisément sur la forme livresque du talent de Garnier, en qui ils voient plus un talentueux imitateur des tragiques grecs, qu'un génie dramatique. Mais à la différence de la critique de Laubreaux, celle de *L'Echo des étudiants* est dirigée contre la pièce et non contre les idées politiques de son auteur.

Dans le même numéro du journal, Jacques Laurent, qui signe un article intitulé « Pétition pour l'esprit », en profite pour rappeler qu'il est inadmissible de juger une œuvre selon des références extérieures à sa propre nature, encore moins si ces critères concernent l'idéologie de son auteur. Jacques Laurent voit dans les attaques de Laubreaux contre Maulnier une occasion de défendre l'esprit contre ceux qui veulent précipiter la nation française vers sa ruine. « Je lis, affirme-t-il, des critiques d'une "Antigone" de Garnier adaptée par Thierry Maulnier et qui se ramènent à une critique des opinions politiques personnelles de M. Thierry Maulnier. Pauvre Garnier ! Pauvre Antigone estimée à travers un prisme aussi étranger à l'art. Il est inconcevable qu'en matière de critique littéraire on attaque (...) un Thierry Maulnier pour des motifs qui n'ont rien à voir avec la littérature. (...). De semblables confusions procèdent d'ailleurs de cet acharnement actuel des esprits à chercher sur tous les terrains, même sur ceux qui devraient demeurer en dehors de la tourmente, des causes de division entre Français, des prétextes à invectives, des estrades où battre la haine². »

¹ R-M. Alberès, « Antigone 1580. Tragédie de Garnier », in *L'Echo des étudiants*, 10 juin 1944.

² Jacques Bostan, « Pétition pour l'esprit », in *L'Echo des étudiants*, 10 juin 1944.

Les autres critiques dramatiques saluent la pièce adaptée par Maulnier. *L'Action française* – sous la plume de Noël Boyer, avec qui Maulnier avait partagé son rêve d'adapter un jour pour la scène une tragédie de Garnier – insiste sur le concours efficace que ce dernier a apporté à la mise au point du spectacle, dont une bonne part du succès doit naturellement lui revenir¹. Du côté de la presse collaborationniste, *Les Nouveaux Temps*² et le *Pays libre*, journal du Parti français national-collectiviste animé par Pierre Clémenti, se montrent enthousiastes et félicitent Thierry Maulnier pour son travail. Le critique du *Pays libre* souligne juste que l'*Antigone* d'Anouilh a plus de chances de durer à travers le temps parce qu'elle est plus simple, plus vraie et plus proche de Sophocle que celle de Garnier³. Dans *Germinal*, dernier journal collaborationniste d'inspiration socialiste fondé par Paul Rives⁴, Claude Jamet avoue qu'il lui « faut bien reconnaître que Thierry Maulnier a gagné la partie – sa partie de manager et de supporter (un tantinet maniaque) du théâtre préclassique⁵. »

Dans le même sens, Georges Pelorson, ancien camarade de Maulnier à l'École Normale Supérieure, déclare dans *Révolution nationale*, le journal de Lucien Combelle qui accueille aussi Robert Brasillach depuis son départ de *Je Suis Partout*, que « seuls les imbéciles n'iront pas voir l'*Antigone* de Garnier, une des parts les plus nobles de notre patrimoine culturel français⁶. » Mais la critique la plus importante est celle de Robert Brasillach. Il apporte tout son poids dans la presse collaborationniste pour défendre son ancien camarade et répondre aux attaques de Laubreaux. Tout en avouant qu'il ne partage pas l'enthousiasme de Maulnier pour Robert Garnier, dont il trouve la langue mal maîtrisée et trop lourde, il salue la mise en scène et l'adaptation. « Par la grâce de la jeunesse et d'une mise en scène habile, tout cela passe la rampe. (...) Quoi que l'on puisse penser de la réussite toute relative de Robert Garnier, il est heureux que l'adolescence de la tragédie française nous ait été rendue dans l'esprit même du

¹ Noël Boyer, « L'Antigone de Robert Garnier, adaptée par Thierry Maulnier », in *L'Action française*, 6 juin 1944.

² Armory, « De l'Antigone de Robert Garnier à la Brebis égarée de Francis Jammes », in *Les Nouveaux Temps*, 2 juin 1944.

³ Jean Faydit de Terssac, « Nos classiques », in *Le Pays libre*, 4 juin 1944.

⁴ En compagnie de Claude Jamet et André Chaumet.

⁵ Claude Jamet, « La Guerre de Thèbes aura-t-elle lieu ? », in *Germinal*, 2 juin 1944.

⁶ Phrase citée par Etienne de Montety, in *Thierry Maulnier, op. cit.*, p.210.

temps qui l'a vu grandir¹. » Contre Alain Laubreaux, il rappelle enfin que Thierry Maulnier réclame depuis longtemps que l'on joue l'*Antigone* de Garnier sur scène. Au point de vue idéologique, il retient que l'appel à l'union et à la réconciliation, contenu dans la pièce, ressemble plus à un chant vichyste qu'à un morceau de propagande en faveur de la France libre. Puis il avoue qu'il ne comprend pas « que l'on puisse blâmer le principe de telles entreprises : si elles ne plaisent point, ils (sic) n'ont pas, que je sache de caractère obligatoire, et lorsque le spectacle, comme c'est le cas, est monté non seulement avec une admirable probité artisanale, mais avec un goût parfait, et une grâce visuelle extraordinaire, on ne peut tout d'abord qu'en saluer le mérite². » Au final, la presse est donc loin d'avoir étrillé la première incursion de Maulnier dans le théâtre. La presse collaborationniste, à l'exception de *Je Suis Partout* avec lequel Maulnier ne s'est jamais réconcilié, se montre même parfois très enthousiaste devant ce texte qui dépoussière un auteur ancien qui fait partie du meilleur patrimoine français. Même si la pièce, plus ardue, n'a pas le succès public de celle d'Anouilh³, sa réussite est prometteuse pour la carrière d'auteur dramatique dans laquelle Maulnier envisage dès cette période de s'orienter, sous l'influence et le regard approbateur de Marcelle Tassencourt. « Mais tout cela ne veut pas dire, loin de là que nous allions à un triomphe commercial, avoue-t-il avec franchise à sa mère. (...) Il y a six mois nous aurions gagné de l'argent. Aujourd'hui, il s'agit de n'en pas perdre trop. Cela dit, l'accueil fait à la pièce justifiera sa reprise dans des temps meilleurs⁴. » C'est-à-dire au début de 1945, avec une nouvelle mise en scène de Thierry Maulnier lui-même.

Sur un plan plus anecdotique, Maulnier racontait qu'*Antigone* lui avait peut-être sauvé la vie, le jour du débarquement. Le 6 juin 1944, Maulnier et Marcelle Tassencourt sont en effet arrêtés dans un restaurant de Saint-Germain-des-Prés, « Au vieux Paris », où ils ont leurs habitudes. Depuis quelque temps, ils ont quitté la rue de Bellechasse où Maulnier louait un atelier, pour s'installer à Montmartre chez une amie de Marcelle

¹ Robert Brasillach, « Sur la scène », in *La Chronique de Paris*, n°8, juin 1944, p.64.

² *Ibid.*, p.63.

³ A cause des bombardements, la suite des représentations est souvent perturbée, et la salle est aux trois quarts vide.

⁴ Lettre de Thierry Maulnier à sa mère, datée du 24 mai (1944) et envoyée de Paris. Fonds Thierry Maulnier, Bibliothèque municipale de Versailles, Correspondance, F991 (6) a.

Tassencourt, Germaine Ledoyen. C'est Ramon Fernandez qui leur a conseillé de se faire discrets à cause des dénonciations dont Maulnier est victime dans la presse collaborationniste. Il faut dire que ce dernier ne se gêne plus guère pour manifester sa préférence pour la résistance en distribuant des tracts ou en rendant divers services aux réseaux. Lorsqu'ils s'apprêtent à entrer dans le restaurant, qui fait l'objet d'un contrôle, ils sont immédiatement arrêtés, attachés avec les autres suspects par des menottes, et conduits dans les locaux de la Gestapo, avenue Foch. Après un moment d'attente, Maulnier est emmené, les menottes aux mains, devant un policier allemand. Le contenu de ses poches était étalé sur le bureau de son interlocuteur. Au milieu des pièces, carte d'identité et factures de toutes sortes, figurent quelques tracts et journaux de la résistance qui lui ont été transmis par des amis quelques jours auparavant. Maulnier a cependant cette chance extraordinaire que l'officier allemand le connaît et a assisté à l'une des représentations de sa pièce. S'engage alors ce dialogue irréal que Maulnier a rapporté dans ses *Mémoires inédits* écrits en 1988 : « “Je l'ai vue, reprit mon interlocuteur. C'est très intéressant. J'aime beaucoup la tragédie française de la Renaissance”. J'imagine que sur mon visage, les expressions que peut faire naître une arrestation peu enviable laissèrent la place à un peu de vanité d'auteur et à la surprise de voir un enquêteur de la Gestapo ou du Sicherheits Dienst engager avec un suspect arrêté une conversation littéraire sur la littérature française du XVI^e siècle. Mes affaires ne semblaient pas aller trop mal. Mais mon interlocuteur revint au vrai sujet de notre entretien. “Nous avons fait l'inventaire de vos papiers. Il y a là beaucoup de tracts de la Résistance”. Je fis remarquer qu'à l'époque beaucoup de Français en recevaient tous les jours. Mon amateur de tragédie française ajouta alors : “Vous savez qu'il est interdit de posséder ou de distribuer ces tracts. Nous allons vous reconduire chez vous et nous perquisitionnerons, si nous en trouvons d'autres, ce sera très grave”. “Vous en trouverez certainement, épargnez à vos collaborateurs un déplacement inutile”. Il réfléchit un instant et ajouta : “Pour l'amour de la tragédie, vous pouvez retourner chez vous et si vous recevez des tracts de la Résistance, lisez-les si vous voulez, mais déchirez-les après”. Je n'ai jamais su si je devais cette mansuétude à mon égard à l'érudition de mon policier en ce qui concernait la tragédie française ou à

l'ouverture spectaculaire du front de Normandie et d'une nouvelle dimension pour la guerre¹. »

¹ Mémoires inédits. Fonds Thierry Maulnier, Bibliothèque municipale de Versailles, F991 (1).

Ecole doctorale Fernand Braudel

Thierry Maulnier

**De la Jeune Droite révolutionnaire
à l'ordre établi ?**

Volume 2

Thèse de l'Université de Lorraine – site de Metz
en histoire

Soutenu par Ludovic Morel

**Sous la direction de Monsieur Olivier Dard
Professeur en histoire contemporaine**

Centre de Recherche Universitaire Lorrain d'Histoire
Année universitaire 2012-2013

TROISIEME PARTIE

**Ruptures et continuités.
La marche vers la
notabilité
1944-1988**

Chapitre 23
« La jeunesse est un don fait une seule fois »

Dans *Comme le temps passe*, le maître-roman de Robert Brasillach sur la fugacité de l'existence, paru en 1937, la guerre est ce grand trouble qui bouleverse la vie ; elle est le temps de la mort et de la tragédie des destins brisés. La Seconde Guerre mondiale, pour Thierry Maulnier et cette Jeune Droite dont les membres ont tous en commun la passion de la jeunesse, marque l'entrée définitive et brutale dans l'âge adulte. La jeunesse n'est plus qu'un souvenir, que les animateurs de la Jeune Droite entretiennent, dans la seconde moitié du vingtième siècle, au contact des nouvelles relèves nationalistes et révolutionnaires qui se succèdent. Après 1945, pour Thierry Maulnier, commence le temps d'une sorte de résignation sage et lucide, entrecoupée de moments de colère et d'exaspération profonds, mais toujours contenus. « Le Paradis Perdu est en chacun de nous, écrivait-il, une décennie après la Libération, dans un article sur Robert Brasillach. Il fut l'instant où il nous fut donné, un bref moment de notre existence, d'atteindre à ce que cette existence portait en elle de parfait et d'incorruptible. Par delà le temps et la mort, nous sera-t-il rendu ? Il ne saurait être tout à fait mythe et mensonge, puisqu'il nous a été donné un moment de voir et de toucher ce qu'il pouvait être, puisqu'il est permis au front d'un jeune homme ou d'une jeune femme, d'un jeune homme et d'une jeune femme, de recevoir le temps d'un rayon entre deux nuages, sa dorure d'éternité¹. » Ensuite, la vie poursuit son travail implacable d'usure et de flétrissement, tout autant physiques que moraux. La jeunesse, ce paradis perdu est, selon le mot de Robert Brasillach, « un don fait une seule fois ». Après l'âge d'or vient le temps de la tragédie, auquel la Jeune Droite n'a assurément pas échappé. Les destins de Robert Brasillach et des frères Godmé², trois des plus proches amis de Maulnier jusqu'à la fin des années trente, expriment bien l'aboutissement tragique de l'histoire de la Jeune Droite et de l'engagement de la première génération de ses animateurs dans la vie publique.

Avec la Libération progressive du territoire français et l'effondrement du régime de Vichy s'ouvre l'Épuration qui, dans l'esprit des vainqueurs et la perspective de la transition républicaine et démocratique, vise à séparer le bon grain, de l'ivraie constituée des Français qui ont apporté un soutien sans réserve à Vichy, à sa politique

¹ Thierry Maulnier, « La jeunesse est un don fait une seule fois », in *Club*, février 1958, p.6.

² Pour rappel, Jean-Pierre Maxence et son frère, Robert Francis.

active de collaboration d'Etat avec l'Allemagne nazie, et à l'occupant¹. L'Épuration a une fonction idéologique et politique évidente, dans l'optique de filtrer le personnel et les élites compromis avec le régime précédent. En ce sens, elle répond à une volonté d'assainissement du corps civique. Comme l'indiquent deux des auteurs d'une étude sur l'épuration de la société française après la Seconde Guerre mondiale, « si la Résistance dans son ensemble réclame, de manière précoce, qu'une justice implacable sanctionne les faits de collaboration, assimilée à une "intelligence avec l'ennemi", elle exige dans le même temps, à un horizon plus lointain, un nouvel idéal humain. De manière extensive, il s'agit non seulement de châtier les criminels, mais de purifier l'atmosphère (...). L'épuration s'inscrit donc dans la droite ligne de la pensée de la Résistance, celle de la promesse d'un changement révolutionnaire². » A une Révolution nationale en passe de déboucher sur la constitution d'un Etat milicien, succède une nouvelle période révolutionnaire, où les différents mouvements de la Résistance, intérieurs ou extérieurs, communistes ou non, s'efforcent de prendre l'avantage. Alors que la guerre n'est pas encore terminée, se développe un climat de violence que certains attendaient avec impatience comme un nouveau départ, et dont d'autres, partisans de la collaboration ou proches du pouvoir vichyste, craignent au contraire les débordements de haine propres aux grands moments de fièvre qu'a connu la France dans son passé.

Sans craindre pour sa vie, Thierry Maulnier, dont le pétainisme est demeuré très mesuré pendant toute la période de l'Occupation, a bien conscience de ne pas avoir que des amis au sein de sa profession. « Je ne suis pas bien vu de tout le monde à cause de ma collaboration à l'AF », écrit-il à sa mère le 22 septembre 1944, au temps

¹ Sur la question de l'épuration, se reporter à : Robert Aron, *Histoire de l'épuration*, 4 volumes, Paris, Fayard, 1967, 1969, 1974, 1975 ; Peter Novick, *L'épuration française, 1944-1949*, Paris, Balland, 1985, 364 p. ; Herbert Lottman, *L'épuration 1943-1953*, Paris, Fayard, 1986, 532 p. ; Henry Rousso, « L'épuration en France, une histoire inachevée », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°33, janvier-mars 1992, pp.78-105 ; Pierre Assouline, *L'épuration des intellectuels*, Bruxelles, Complexe, 1996, 175 p. ; Gisèle Sapiro, *La guerre des écrivains, 1940-1953*, op. cit., pp.559-685 ; Marc-Olivier Baruch (dir.), *Une poignée de misérables. L'épuration de la société française après la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Fayard, 2003, 612 p. (en particulier le texte de Gisèle Sapiro, « L'épuration du monde des lettres », pp.243-285) ; Bénédicte Vergez-Chaignon, *Vichy en prison. Les épurés à Fresnes après la Libération*, Paris, Gallimard, 2006, 424 p. ; Jean-Paul Cointet, *Expier Vichy. L'épuration en France 1943-1958*, Paris, Perrin, 2008, 522 p. ; Bénédicte Vergez-Chaignon, *Histoire de l'épuration*, Paris, Larousse, 2010, 608 p ; Gisèle Sapiro, *La responsabilité de l'écrivain. Littérature, droit et morale en France (XIXe-XXIe siècle)*, Paris, Seuil, 2011, 750 p.

² Alya Aglan et Emmanuelle Loyer, « Epurations, histoire d'un mot », in Marc-Olivier Baruch (dir.), *Une poignée de misérables*, op. cit., pp.31-32.

fort de l' « épuration sauvage », « mais je crois que cela s'arrangera¹ ». A la Libération, la situation est par contre beaucoup plus dangereuse pour certains de ses anciens camarades de la Jeune Droite. Dans un pays où les débats idéologiques sont toujours fervents, où les intellectuels occupent une fonction symbolique devant l'opinion, le procès de la collaboration passe par celui des écrivains et journalistes collaborationnistes, qui ont monopolisé les tribunes de la presse pendant les quatre années d'Occupation, et sont, aux yeux de leurs confrères résistants, coupables de trahison. Le premier projet de mise au ban de la société des gens de lettres, au travers d'une liste noire dirigée contre les écrivains qui se sont rendus indésirables par leur collaboration avec l'occupant, émane d'écrivains indépendants qui se sont ensuite opposés fortement à ce procédé. Il s'agit notamment de Jean Paulhan et Pierre Brisson, qui se réunissent en mars 1943 chez François Mauriac, avec Jean Guéhenno et Jean Blanzat². A la Libération, le Comité National des Ecrivains, qui est né en 1941 d'une initiative communiste dans la Résistance littéraire et qui s'efforce sans succès d'organiser l'épuration professionnelle dans le monde des lettres, reprend le principe à son compte. Entre le 4 septembre et le 21 octobre 1944, le CNE publie plusieurs versions d'une « liste noire » des écrivains dont il condamne l'attitude pendant l'Occupation. Cette « liste noire » devait, dans un premier temps, servir à désigner à la justice les écrivains collaborationnistes, passibles de la peine d'indignité nationale, mais à la suite des protestations de Jean Paulhan, son objectif resta purement moral, et visait uniquement à exclure du monde de l'édition et de la presse, les intellectuels jugés coupables par le CNE. Entre la première et la dernière liste, des noms sont retirés et d'autres ajoutés. Plusieurs animateurs de la Jeune Droite des années trente y figurent. Le nom de Robert Brasillach, signe de son engagement dans la collaboration et de son prestige littéraire, apparaît dès le 4 septembre dans une liste de 12 écrivains qui comprend aussi Céline, Chardonne, Drieu La Rochelle, Giono, Jouhandeau, Montherlant, Maurras, Montherlant, Morand, Petitjean et Thérive. Le 16 septembre 1944, les *Lettres françaises* publient une nouvelle liste, beaucoup plus exhaustive, de

¹ Lettre de Thierry Maulnier à sa mère, datée du 22 septembre 1944 et envoyée de Paris. Fonds Thierry Maulnier, Bibliothèque municipale de Versailles, Correspondance, F991 (6) a.

² Voir à ce sujet Gisèle Sapiro, « L'épuration du monde des lettres », in Marc-Olivier Baruch (dir.), *Une poignée de misérables. L'épuration de la société française après la Seconde Guerre mondiale*, op. cit., pp.244-245.

94 noms, établie par la commission d'épuration du CNE, où sont dénoncés également Georges Blond, Robert Francis, Alain Laubreaux et Lucien Rebatet. Enfin, le 21 octobre, la « liste noire » paraît dans les *Lettres françaises* sous une nouvelle version, qui rassemble 158 noms, où ont été ajoutés notamment les noms de Pierre Andreu, Pierre-Antoine Cousteau, Jean-Pierre Maxence et René Vincent. Parmi les proches ou anciennes connaissances de Thierry Maulnier, qui n'est par ailleurs cité dans aucune liste, figurent également Henri Massis, Claude Jamet, Maurice Laporte et Georges Pélorsson.

L'exécution de Robert Brasillach

Parallèlement sont engagées des poursuites judiciaires au titre de l'ordonnance du 26 août 1944 qui institue une peine de « dégradation nationale » pour ceux qui se sont rendus coupables du crime d'« indignité nationale », et selon les articles 75 à 86 du Code pénal qui répriment les actes d'« intelligence avec l'ennemi », punis de la peine de mort en l'absence de circonstances atténuantes. Ainsi, jusqu'en février 1945, cinq hommes de lettres sont successivement condamnés à mort pour « intelligence avec l'ennemi ». Le premier est George Suarez qui est exécuté le 9 novembre 1944, puis vient le tour d'Armand de Chastenet de Puységur, Paul Chack, Henri Béraud et Robert Brasillach, qui s'est constitué prisonnier à la suite de l'arrestation de sa mère¹. La suite est un épisode tragique qui a profondément marqué la vie et l'engagement politique de Thierry Maulnier. Le 19 janvier 1945, après six heures de procès, Robert Brasillach est condamné à la peine capitale. Le 1^{er} février, il apprend le rejet de son pourvoi en cassation. Dans les jours qui suivent, son avocat, Jacques Isorni, ami d'enfance de Louis Gabriel-Robinet, Thierry Maulnier, Marcelle Tassencourt, Jean Anouilh, Marcel Aymé, ainsi que François et Claude Mauriac, font circuler une pétition pour appuyer le

¹ Robert Brasillach a expliqué les circonstances de son arrestation : « Je demeurais chez des amis lorsque j'appris l'arrestation de toute ma famille, petit à petit : mon beau-frère (Maurice Bardèche, *ndla*), mon beau-père, qui n'avait jamais fait de politique de sa vie, ma mère enfin. Mon grand-père, vieillard de quatre-vingt-cinq ans, fut transporté à l'hôpital, où il mourut trois semaines plus tard bouleversé de ce qu'il avait vu. Avec une brutalité inouïe, ma mère fut jetée en prison, dans des cellules de 4 mètres sur 5 où il y avait trente personnes sur huit paillasses, mêlée aux prostituées et aux voleuses. Elle y resta trois semaines sans l'ombre d'une raison. (...). Je pouvais craindre qu'on arrêtât ma sœur, qu'aurait-on fait des enfants ? (...). Je décidai donc d'aller au-devant des policiers et j'allai à la Préfecture. J'eus bien un peu de mal à me faire arrêter. On ne voulait pas de moi. J'errai dans les couloirs. Je n'avais pas de mandat d'arrêt. Il me semblait que j'embarrassais les gens », in Robert Brasillach, *Œuvres complètes, tome V. Mémoire écrit par Robert Brasillach pour la préparation de son procès*, Paris, Au club de l'honnête homme, 1964, p.644.

recours en grâce formulé par l'écrivain auprès du général De Gaulle. L'Occupation, et les routes politiques divergentes qu'ils avaient fini par prendre, avaient créé une séparation entre Thierry Maulnier et son camarade. Mais celle-ci n'eut pas raison de leur amitié. « Au plus noir de ces années de division où son camp et le mien n'étaient pas le même, où nous savions qu'il y avait entre nous toute la largeur du grand schisme du monde, il ne serait venu à l'idée d'aucun de nous deux, lorsque nous nous rencontrâmes, de refuser de serrer la main de l'autre, et de lui parler cordialement¹ », témoignait Thierry Maulnier, cinq ans après le drame. « Il plaçait très haut l'amitié, et n'admettait pas, à coup sûr, qu'elle pût être remise en jeu sous l'effet de la tyrannique oppression de *l'histoire*². » L'initiative de la pétition revient en particulier à Jean Anouilh et à François Mauriac à qui la mère de Brasillach a écrit pour solliciter son intervention. Claude, le fils de Mauriac, occupait en effet des fonctions de secrétaire particulier auprès du général De Gaulle. Maulnier se démène, en compagnie de Marcelle Tassencourt, pour obtenir des signatures. La liste transmise à de Gaulle par Jacques Isorni comptait 57 noms³, parmi lesquels Marcel Aymé, Paul Claudel, Paul Valéry, Jean Cocteau, Gabriel Marcel, André Derain, Maurice de Vlaminck, Henry Bordeaux, Jérôme et Jean Tharaud, Arthur Honegger, Jean Schlumberger, Wladimir d'Ormesson, Jean Paulhan et Georges Duhamel, comptent parmi les plus renommés. Vingt sept signataires étaient membres de l'Académie française ou de l'Institut. Huit faisaient étrangement partie du CNE, dont l'unité commençait à se fissurer sur les mesures judiciaires et les dénonciations à l'encontre des écrivains accusés d'indignité nationale. Du côté de l'académie Goncourt, André Billy et Roland Dorgelès sont signataires. Dans le monde du théâtre, les pétitionnaires s'appellent Marcel Achard, Charles Dullin, Jean Anouilh ou encore Jean-Louis Barrault. Finalement convaincue par Jean Cocteau, Colette signe la pétition avec réticence, malgré l'amitié qui la liait à Brasillach. Thierry Maulnier réussit à obtenir la signature d'Albert Camus qui est, comme lui, farouchement opposé à la peine de mort. Marcel Aymé n'a pas cette chance avec Picasso qui n'accepte de signer que s'il obtient l'accord du Parti

¹ Thierry Maulnier, « Hommage à Robert Brasillach », in *Cahiers des amis de Robert Brasillach*, n°1, juin 1950, pp.59-60.

² *Ibid.*, p.60.

³ Selon Alice Kaplan, *Intelligence avec l'ennemi. Le procès Brasillach*, Paris, Gallimard, 2001, p.209.

communiste. Mais Marcel Cachin, pourtant favorable à la grâce de Brasillach en présence de Marcel Aymé, n'ose pas rendre sa position publique en signant la pétition¹. A Neuilly, Marcelle Tassencourt obtient la signature de Daniel-Rops, qui compte aussi tenter une démarche personnelle auprès du Général De Gaulle. Aragon demeure injoignable. Sartre, Simone de Beauvoir, Sylvia Bataille, épouse de Georges Bataille, et Elsa Triolet, déclinent les sollicitations des pétitionnaires. « Si nous ne les tuons pas, c'est eux qui nous tueront² », déclare-t-elle violemment à Thierry Maulnier. Enfin, le coup le plus dur vient sans doute de Claude Roy, entré à *Je Suis Partout* en 1937 grâce à Robert Brasillach, dont il était très proche dans les années trente. Il doit également à Robert Brasillach son passage en zone Sud, lorsque évadé, il était venu le solliciter à Paris. En février ou mars 1944, Claude Roy dédicace l'ouvrage qu'il vient de faire paraître, *La mer à boire*, « à Robert Brasillach, son ami³ ». Sollicité moins d'un an après par Thierry Maulnier et Marcelle Tassencourt pour apporter son soutien à Brasillach, il se dérobe à deux reprises : la première fois en refusant de témoigner au procès, la seconde en signant la pétition avant de demander que son nom soit finalement rayé de la liste⁴, officiellement, parce qu'il ne pardonnait pas à Robert Brasillach des échos parus dans *Je Suis Partout*, le dénonçant lui et son épouse, et

¹ Lettre de Robert Brasillach à Maurice Bardèche, datée du 28 janvier 1945. Robert Brasillach, *Œuvres complètes. Tome IX, op. cit.*, p.299.

² Témoignage de Thierry Maulnier à Anne Brassié, *Robert Brasillach ou encore un instant de bonheur*, Paris, Robert Laffont, 1987, p.362.

³ Claude Roy, *La mer à boire*, Paris, Julliard, 1944, 195 p. Collection privée. L'ouvrage est signalé dans le catalogue de vente de la bibliothèque de Robert Brasillach et Maurice Bardèche, son beau-frère. Librairie Fosse, catalogue n°13, novembre 2006, ouvrage n°230.

⁴ Selon le témoignage de Thierry Maulnier : « Je le trouve au café de Flore. Sa femme est avec lui, la mienne avec moi. Je lui montre le texte de la requête. La feuille porte déjà un certain nombre de signatures. Il est hésitant. Il parle beaucoup. Nous insistons. Sa femme lui dit : "Tu ne peux pas ne pas signer". Il se décide. Il place curieusement sa signature, d'une écriture microscopique, tout contre celle de Paulhan – il y a pourtant encore beaucoup de place sur la feuille – comme pour s'abriter sous ce nom de résistant incontestable, et de peur que quelqu'un vienne s'interposer. Le soir même il m'appelle au téléphone. Il retire sa signature et me demande de la rayer. Je lui dis que je suis un peu étonné. Il n'a pas l'air très à l'aise, mais maintient sa défection. Il a réfléchi. Il ne peut pas, il ne doit pas s'associer à la demande de grâce. Ses "amis" dont il a pris conseil, le lui ont assuré formellement. Il ne cache pas que s'il était fait état de son nom, ce serait très ennuyeux pour lui » (Thierry Maulnier, « Janvier 1945 », in *Défense de l'Occident*, n°126, numéro spécial, février 1975, p.85). Selon Marcelle Tassencourt, l'épisode se serait déroulé ainsi. Elle rencontre Claude Roy à Honfleur : « Je lui dis : "Claude, il faut signer ce papier, où il y a les signatures de tous ceux qui demandent absolument sa grâce. Maintenant vous avez un peu changé d'idées, mais ce n'est pas ça, c'est un grand ami", et je le vois faisant un peu la tête. Et il était accompagné d'une comédienne (...), une jeune comédienne que je ne connaissais pas. Et elle le voit hésiter et lui dit : "Enfin, écoute, il s'agit de la mort." Et il a signé. Et le lendemain il m'a téléphoné en me disant, "Écoutez, Marcelle, j'ai signé ça, mais... je vous demande d'effacer ma signature". » Marcelle Tassencourt citée par Agnès Bigault, in *L'humaine condition. Thierry Maulnier humaniste du XX^e siècle, op. cit.*, p.30. Les versions semblent différer en fonction de celui qui a choisi de se mettre en avant. Mais quelle que soit la bonne version, le résultat est le même et se traduit par le renoncement de Claude Roy.

ayant conduit à la déportation de son beau-père¹. Sous l'Occupation, Claude Roy s'est en fait rapproché du Parti communiste vers la fin de l'année 1943, et il mène des activités clandestines dans la Résistance, au sein du mouvement « les Etoiles ». A la Libération, il rejoint le CNE et donne des articles dans la presse de gauche. La relation qu'il entretenait avec Thierry Maulnier et ses camarades de la Jeune Droite est définitivement rompue avec le procès Brasillach. « Je pourrais passer outre, explique Maulnier au sujet de sa demande retrait de la liste des pétitionnaires. Ce qui est écrit est écrit. Comme sur un contrat. Mais il ne s'agit pas d'un contrat et le peu que son nom nous apporte ne vaut pas qu'on lui fasse malgré lui l'honneur d'un geste qu'il renie. Rayons Claude Roy. Pour toujours². »

En fin de compte, la mobilisation des écrivains ne sert à rien. Le général De Gaulle refuse d'accorder la grâce et Robert Brasillach est fusillé le 6 février 1945 au fort de Montrouge, 11 ans exactement après ce 6 février 1934 qui avait donné tant d'espoirs de révolution nationale à la Jeune Droite. Avec cette exécution, la joyeuse camaraderie des années trente, brisée par la guerre, et qui n'était plus qu'un souvenir depuis bien longtemps, venait de prendre un tour foncièrement tragique. Quelques jours avant son exécution, Robert Brasillach avait adressé cette lettre à Thierry Maulnier, de la prison de Fresnes, pour le remercier de ses démarches : « Je sais depuis longtemps déjà toute ton activité et ton amitié. Cela m'est agréable de penser que je n'en ai jamais douté, même aux années où nous étions éloignés. Il y a près de vingt ans déjà que nous faisons connaissance dans les classes et la Cour de Louis-le-Grand. En des temps plus heureux, nous aurions pu célébrer dans ton atelier par quelque cérémonie bouffonne l'anniversaire de Fulgur, comme lorsqu'on inaugurait ton buste... Je n'ai pas envie, malgré tout, de parler de choses tristes. Mais ce m'est un grand réconfort que de retrouver en des heures graves les visages de notre jeunesse et la vraie amitié. D'autres se sont montrés lâches et oublieux. Nous n'avons jamais entre nous employé de bien grands mots ; tu peux me croire si je te dis que je garde dans mon cœur ce que tu fais. Remercie aussi Marcelle Tassencourt d'avoir fait des démarches pour moi, comme me l'a dit mon avocat. Crois que tout cela vient me tenir chaudement compagnie dans ma

¹ Voir Claude Roy, *Moi je, op. cit.*, pp.375-376.

² Thierry Maulnier, « Janvier 1945 », art. cit., p.85.

cellule et me fait négliger les chaînes de fer. Et crois surtout à mon amitié¹. » Tombé sous des balles françaises, Robert Brasillach est sans doute le symbole de ce qu'il y avait de plus radicalement sombre dans le destin de la Jeune Droite. « J'ai été très ému par la mort de R.B, conclut Thierry Maulnier dans une lettre à sa mère, six jours après l'exécution. Je ne le voyais plus, depuis qu'il avait adopté l'attitude politique qui l'a perdu. Mais il y avait les souvenirs de jeunesse. Tous les efforts faits pour obtenir sa grâce ont été inutiles². »

Adieu à Jean-Pierre Maxence

Mais l'épuration, pour la Jeune Droite, ne s'arrête pas au seul cas de Robert Brasillach. Robert Francis, convoqué en septembre 1944 au commissariat du VII^e arrondissement, est arrêté et transféré à la prison de Fresnes, où il occupe la cellule au-dessus de celle de Robert Brasillach. Il « pouvait passer en Espagne où des amis s'apprêtaient à l'accueillir et je me demande encore pourquoi il ne l'a pas fait, a rapporté sa belle-sœur Hélène Colomb dans son témoignage sur ces années d'effervescence politique. Très lucide et taxé "homme de droite" (...), il ne devait se faire aucune illusion sur le sort qui l'attendait. Or quand il avait reçu une convocation de son commissariat, sa mère nous raconta qu'il s'était contenté de revêtir son plus vieux costume. Il avait gagné Fresnes sans plus de trouble que s'il partait pour son "puech" de Dordogne acheté l'année de son Prix *Fémina*. Aisément séduit par les cocasseries de la vie quotidienne, divorcé, secrètement meurtri, sans responsabilités familiales, il ne voulait voir que le seul profit intellectuel dans l'aventure aberrante : ce séjour en prison il le transposerait en quelque œuvre future (...). Mais la Mort guettait le chroniqueur à sa levée d'écrou³. » Robert Francis est finalement acquitté après avoir passé six mois en détention préventive au cours de l'hiver 1945. Ancien tuberculeux, interné dans des conditions trop rigoureuses pour son état de santé, il meurt des suites de son emprisonnement dans le silence général.

¹ Lettre de Robert Brasillach à Thierry Maulnier, datée du 30 janvier 1945. Fonds privé Thierry Talagrand.

² Lettre de Thierry Maulnier à sa mère, datée du 12 février (1945). Fonds Thierry Maulnier, Bibliothèque municipale de Versailles, Correspondance, F991 (6) a.

³ Hélène Colomb, *La danse des fous*, op. cit., p.113.

Son frère, Jean-Pierre Maxence était lui aussi épinglé dans la « liste noire » du CNE. Entendu par les Milices patriotiques (FTP) le 9 septembre 1944, il est libéré au bout de trois jours. Il ne commence à être réellement inquiété par la justice qu'à partir d'avril 1946, quand un juge d'instruction lance un mandat d'arrêt. Il passe dix jours à Fresnes avant d'être placé en liberté provisoire, dans l'attente d'une décision du Parquet. Sans attendre sa comparution devant la Cour de justice, il s'enfuit en Suisse le 2 octobre 1946 en traversant la frontière clandestinement, avec un passeur, son épouse Hélène Colomb et leurs quatre enfants. L'exil suisse de Jean-Pierre Maxence dure dix ans¹, tandis qu'en France, il est condamné par contumace, en 1947, à vingt ans de travaux forcés et à la confiscation de ses biens. A Genève, où il trouve refuge, Maxence développe une intense activité journalistique au *Courrier de Genève*, dirigé par l'intellectuel catholique René Leyvraz. Il fonde également un étonnant « centre d'études supérieures de philosophie thomiste », qui accueille des élèves français et les enfants des fonctionnaires travaillant dans les organismes internationaux, et quelques jours par an, des conférences animées par des intellectuels catholiques comme Jean Guilton ou Gustave Thibon, par exemple. Simple enseignant, éloigné des milieux intellectuels parisiens, Jean-Pierre Maxence n'a jamais retrouvé la gloire littéraire qu'il avait acquise dans les années trente à *Gringoire*. Il meurt le 16 mai 1956 d'un cancer, dans une indifférence quasi générale. Seul Thierry Maulnier rompt alors le silence dans l'hebdomadaire *Arts*, que s'est offert Jacques Laurent en 1954. Dans un bel hommage en forme d'adieu aux années trente, qui exprime plus une vraie désillusion qu'un quelconque reniement, Maulnier se souvient de cette période d'espoir brisée par la guerre : « Cette espérance en même temps nationale et sociale que nous tentions d'opposer au communisme, ce dépassement des vieilles positions où se figeait la politique française en que nous tentions de promouvoir avec une audace peut-être un peu brouillonne, et dans la croyance sans aucun doute naïve que les idées jetées en avant par une demi-douzaine de jeunes intellectuels ont leur chance de victoire contre les grandes structures politiques constituées, les habitudes et l'inertie, tout cela était peut-être chimérique avant même que les approches de la guerre, puis la guerre elle-

¹ Le lecteur pourra trouver quelques informations dans l'ouvrage de Luc Dongen, *Un purgatoire très discret. La transition "helvétique" d'anciens nazis, fascistes et collaborateurs après 1945*, Paris, Perrin, 2008, 649 p.

même eussent mis, si j'ose dire, bon ordre à tout. Avions-nous raison ? Avions-nous tort ? Je dépose sur la tombe fraîchement couverte de Maxence, en souvenir des années 1932-1938, le bouquet de nos espérances flétries¹. » Avec la disparition de Brasillach, Francis, Maxence, le bilan de l'après-guerre s'avère lourd pour la première génération de la Jeune Droite des années trente.

La plupart des intellectuels de cette mouvance traversent cependant l'épuration sans trop de dommage². Pierre Andreu, employé de l'agence Havas devenu l'Office français d'information sous Vichy, découvre son nom dans la « liste noire » du CNE en octobre 1944. « Au fond, moi qui avais si peu écrit, pas de livres, quelques articles de revues, j'aurais pu être flatté, cette indignité me sacrifierait écrivain et la compagnie était bonne (...), mais je n'étais pas flatté et je frémissais de dégoût. J'écrivis à des gens que j'avais aidés, que nous avions aidés l'année d'avant, pour qu'ils viennent à leur tour à mon aide, rapporte-t-il dans ses souvenirs. J'avais honte. Il me semblait que je monnais maintenant ce qui n'aurait jamais dû l'être (...). Il me semblait qu'on m'obligeait à salir mon passé, à me faire payer ce qui avait été donné par amitié, par amour. (...). Six mois plus tard, je lus dans les *Lettres françaises* que j'avais été rayé de la liste, que je pouvais à nouveau serrer la main de M. Mauriac, mais le coup dans la direction du cœur et de la tête avait été porté et je ne m'en suis, peut-être, pas tout à fait remis³. » L'itinéraire professionnel de Pierre Andreu fut cependant brillant, puisqu'il entra à l'ORTF au lendemain de la Libération et finit sa carrière comme directeur de la radio France Culture. Selon le témoignage de Jacques Julliard, qui fit sa connaissance à la fin de sa vie, « Andreu a terminé sa vie à gauche : il ne cessa d'approfondir son pacifisme, et s'ouvrit à l'écologie : une trajectoire intellectuelle qui rappelle celle d'une autre figure des années trente (...) : Bertrand de Jouvenel⁴ », avec qui il fut très lié depuis l'aventure de *La lutte des jeunes*.

¹ Thierry Maulnier, « Adieu à Jean-Pierre Maxence », in *Arts*, n°573, 20 au 26 juin 1956, p.6.

² Voir à ce sujet la contribution d'Olivier Dard, « Destins de la Jeune Droite », in Gilles Richard et Jacqueline Sainclivier (dir.), *La reconstitution des droites en France à la Libération 1944-1948*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2004, pp.333-342.

³ Pierre Andreu, *Le rouge et le blanc. 1928-1944*, op. cit., p.214-215.

⁴ Jacques Julliard, « Pierre Andreu », in *Cahiers Georges Sorel*, volume 5, année 1987, p.217.

En 1944, Pierre Monnier passe le virage de l'Épuration sans encombre. Il s'oriente, pour deux ou trois années vers la peinture. Puis sous le pseudonyme de Chambri, il devient caricaturiste pour l'hebdomadaire *Aux écoutes* dirigé par Paul Lévy, qui avait déjà fondé dans les années trente le journal *Le Rempart*, où écrivaient Maxence, Blanchot et Maulnier. Il donne quelques dessins au *Hérisson*, puis à *La Gazette agricole*, vieux journal de lutte paysanne repris par Dorgères en 1948. Il fonde ensuite les éditions Frédéric Chambriand, qui publient une vingtaine de titres jusqu'en 1952, notamment des ouvrages de Céline, Jouhandeau, Lucien Combelle, Fernand Demeure, René Barjavel, Drieu la Rochelle ou encore du dessinateur Ralph Soupault. En 1952, et pour vingt-deux années, il devient un salarié normal chez L'Oréal, où il est recruté par le PDG, Eugène Schueller¹.

Lucien Rebatet qui, contrairement à Robert Brasillach, a choisi de rejoindre Pétain et Laval à Sigmaringen, clôt son itinéraire collaborationniste le 8 mai 1945, jour de son arrestation par les autorités militaires françaises. S'il avait été jugé en 1944, son sort eut été plus brutal, mais son procès ne s'ouvre que le 18 novembre 1945, avec celui des grandes signatures de *Je Suis Partout*. A son procès, parmi les documents cités par l'avocat, figurait une lettre de Thierry Maulnier qui décrivait Lucien Rebatet comme un homme qui s'était « très gravement trompé », « avec l'emportement et la violence qui lui sont naturels », mais aussi comme « un écrivain, un journaliste désintéressé et sincère² ». Des propos que Maulnier confirma au cours d'un interrogatoire versé au dossier d'instruction, au cours duquel il déclara que Rebatet était « un garçon sincère mais hypernerveux, peut-être même violent sous l'effet de la boisson³. » Il avait pourtant été violemment attaqué dans *Les Décombres*⁴ et dans *Je Suis Partout* sous l'Occupation. Et Rebatet ne fut guère plus tendre avec lui après la guerre dans ses *Mémoires d'un fasciste*⁵. Sans doute sauvé par la mort de Robert Brasillach et par la mobilisation créée autour de son procès, Lucien Rebatet est emprisonné quelques

¹ Se reporter à Pierre Monnier, *Les pendules à l'heure*, Paris, Le Flambeau, 1992, 393 p. ; Pierre Monnier, *Irrévérence gardée*, Paris, Godefroy de Bouillon, 1999, 263 p.

² Extraits de la lettre de Thierry Maulnier, 18 novembre 1946, Archives nationales, Z6 255 n°2999, citée par Gisèle Sapiro, *La responsabilité de l'écrivain. Littérature, droit et morale en France (XIXe-XXIe siècle)*, op. cit., p.653

³ Interrogatoire de Thierry Maulnier, *Ibid.*, p.661.

⁴ Lucien Rebatet, *Les Décombres*, op. cit.

⁵ Lucien Rebatet, *Les mémoires d'un fasciste II. 1941-1947*, op. cit.

années à Fresnes, puis à Clairvaux. A sa sortie de prison, il publie plusieurs ouvrages et collabore régulièrement, jusqu'à sa mort, à la presse d'extrême-droite, comme *Rivarol* ou *Les écrits de Paris*. Serge Jeanneret, de son côté, qui était instituteur, est exclu de la Fonction publique et poursuit une carrière de journaliste après la Libération, avant de faire de la politique au Front National, à la création duquel il participe en 1972. René Vincent, dont le nom figure sur la « liste noire » du CNE, est arrêté et emprisonné à Vichy, puis libéré en 1945. Eloigné de la vie politique, il assure, sous son pseudonyme habituel d'Alain Palante, la critique littéraire du journal *La France catholique*, dirigé par son ami Jean de Fabrègues. Jacques Laurent est arrêté à Paris et interné pendant trois mois seulement au fort de Charenton. Il poursuit ensuite sa carrière journalistique et littéraire, comme auteur de best-seller, sous le pseudonyme de Cécil Saint-Laurent, puis comme chef de file, avec Roger Nimier, Michel Déon et Antoine Blondin, du mouvement des « hussards ». Dans les années cinquante, il dirige la revue *La Parisienne* et l'hebdomadaire *Arts*. Son élection à l'Académie française, en 1986, vient couronner une brillante carrière d'écrivain et d'essayiste.

D'autres s'en sortent avec tous les honneurs, après avoir embrassé, très tôt ou plus tardivement, le parti de la Résistance. C'est le cas de Claude Roy par exemple. Mais aussi de Maurice Blanchot, Dominique Aury ou Kléber Haedens. Dans la Résistance, mais gaulliste cette fois, on trouve encore Emile Vaast, qui faisait partie de l'équipe de *Combat* dans les années trente. Bien qu'il ait eu la même interprétation de la défaite que ses camarades, en dénonçant les fautes du régime parlementaire, Emile Vaast devient un soutien très déterminé de De Gaulle. Vivant au Havre, il écrit des articles en faveur du Général dans un organe clandestin de la Résistance intitulé *L'Heure H*. Oubliant son passé monarchiste, Emile Vaast salue ainsi, dans un article datant du 11 novembre 1943 le combat de De Gaulle qui « a vu nettement, et dès la première heure, qu'on ne pourrait reconstituer l'édifice français que sur la base de la démocratie, que le climat des institutions libres était le seul où pût respirer notre peuple, que rien ne serait stable sans son consentement curieux, sans son adhésion enthousiaste, que la liberté enfin nous est devenue à tous d'autant plus chère que nous avons de nos yeux VU la tyrannie, spectre depuis longtemps oublié, tyrannie exercée par l'ennemi et par les amis de l'ennemi. Aussi a-t-il affirmé à plusieurs reprises que le suffrage universel

serait consulté aussitôt le territoire délivré¹ ». Ce n'est pas le moindre des paradoxes que de retrouver Emile Vaast, dix ans après *Réaction*, en défenseur convaincu du suffrage universel.

Ainsi, la Jeune Droite a-t-elle échappé dans l'ensemble à la fièvre de l'épuration, même si plusieurs de ses grandes plumes ont payé leur engagement de leur vie ou sont réduites au silence. L'impression qui domine, dans les deux ou trois premières années de l'après-guerre, est celle de l'isolement. Chacun fait face aux difficultés par ses propres moyens. Les réseaux de la Jeune Droite ont été détruits par la chute du régime de Vichy, et plusieurs mois et années passent avant que de nouveaux pôles de convergence soient reconstitués. Les animateurs de la Jeune Droite vont en effet mettre un peu de temps à reconquérir des positions de premier plan dans les nouveaux organes de presse nés de la Libération. En ce sens, l'Épuration semble avoir bien joué son rôle, puisque ce courant politique n'est plus en mesure de constituer une opposition virulente et immédiate au retour de la République et de la démocratie parlementaire en France. La Jeune Droite a donc échoué avec le régime de Vichy. « Celui qui connaîtra, à notre époque, le secret de la gravitation qui pousse les peuples en avant et concevra les règles d'un équilibre vraiment conforme au vœu de l'histoire, celui qui aura reconnu les grands courants humains et saura se faire porter par ceux là où il veut aller, celui-là seul sera le créateur, celui-là seul sera le vainqueur véritable² », écrivait Maulnier en 1942. Cet homme, la Jeune Droite ne l'a pas plus trouvé dans les couloirs de Vichy que dans les meetings des ligues des années trente. Après la Libération, elle a pris son parti de ces échecs et semble abandonner toute idée de le trouver un jour. Même si, bien évidemment, elle se reforme dans d'autres lieux, pour poursuivre d'autres combats.

Une Libération sans encombre

Dans cette mouvance, l'itinéraire de Maulnier à la Libération se présente quasiment sans fausse note, malgré les craintes légitimes qu'il pouvait nourrir en raison de son

¹ Emile Vaast, « De Gaulle », in *L'Heure H*, 11 novembre 1943.

² Thierry Maulnier, « Les Forces de l'histoire », in *Le Figaro*, 4 juin 1942.

engagement maurrassien. Il est, de tous, celui qui prend le tournant de la Libération avec le plus d'habileté. Encore faut-il se rappeler qu'il a toujours été opposé à la collaboration... tout en redoutant en même temps le rétablissement du régime libéral qui pourrait naître de la victoire des Alliés : « Parmi ceux qui font aujourd'hui des vœux, d'ailleurs inefficaces, pour la victoire de l'un des deux partis aux prises dans la guerre, beaucoup attendent surtout de la victoire des Anglo-Saxons, avant tout, le retour au régime économique d'avant-guerre, le retour à l'ère libérale si profitable à une certaine catégorie de citoyens, le retour aux affaires faciles et aux gros dividendes. (...). C'est contre ces deux sortes de sollicitations qu'il importe de maintenir dans la voie droite le patriotisme français, ou plutôt ce nationalisme, à l'abri des déviations que pourrait lui faire subir l'attraction d'une quelconque masse étrangère¹ », écrivait-il encore en janvier 1944. Mais après tout, ces préoccupations sont également fréquentes au sein des mouvements de Résistance. Resté fidèle à *L'Action française* pendant la guerre, Thierry Maulnier a aussi clairement affiché son hostilité à l'occupant, ce qui lui valut, en janvier 1943, soit quelques mois après la parution de *La France, la guerre et la paix*, de figurer sur les fameuses « listes Otto Abetz » des personnalités françaises suspectes, à arrêter éventuellement à titre préventif. Dans la liste n°3, après les édiles municipaux, les parlementaires et les fonctionnaires cités, Maulnier se trouve en très bonne compagnie auprès de Louis Aragon, Lucien Descaves, Henri Massis, Wladimir d'Ormesson, André Rousseaux, Jérôme et Jean Tharaud, René Julliard, Louis Madelin et Jean Prouvost, parmi les écrivains et éditeurs jugés subversifs par les Allemands². A la fin de la guerre, Maulnier peut aussi s'honorer d'avoir fait partie de l'équipe du *Figaro*, dont les positions sous l'Occupation n'ont pas manqué de courage. Et justement, le *Figaro*, qui s'était sabordé pendant l'hiver 1942 après l'entrée des Allemands dans la zone libre, reparaît à Paris le 23 août 1944. Maulnier, qui a désormais fait sa place au sein de la rédaction, participe à sa réalisation, avec Maurice Noël, Pierre Brisson, Georges Ravon et Louis Gabriel-Robinet notamment. Toute l'équipe est réunie autour de Pierre Brisson et se met au travail pour préparer le premier numéro du *Figaro* libéré. « Noël, maugréant, bourdonnant, sifflotant,

¹ Thierry Maulnier, « Le Vrai chemin », in *L'Etudiant français*, janvier 1944.

² Pour plus de renseignements, se reporter à l'ouvrage de Michèle Cointet, *Nouvelle histoire de Vichy*, op. cit., pp.651-652.

explorant les zones les plus mitraillées pour y recueillir des nouvelles (...) ; Ravon, lui, tout excité retrouvait son climat. Les heures sombres lui allaient mal. Il les supportait avec une résignation soupirante. Depuis quelques jours, il reflleurissait à vue d'œil, débordant d'anecdotes, restituant les scènes de la rue (...). Robinet, faussement impassible derrière ses lunettes, saisi corps et âme par les événements, avait décidé que, dans de telles conjonctures, l'idée même d'une fatigue n'était pas exprimable. Dormir devenait une indécence à ses yeux. (...). Thierry Maulnier, ombre silencieuse et savante, membre lunaire de l'équipe s'apprêtait à redevenir Jacques Darcy, ou plutôt "Le Colonel"¹ », jusqu'à la fin de la guerre, comme l'écrit Pierre Brisson dans ses souvenirs. Sa participation au journal n'est pourtant pas bien vue de tout le monde, en raison de sa fidélité à *L'Action française* pendant la guerre, à laquelle il a souhaité collaborer jusqu'en juillet 1944, par fidélité à Maurras. Ses premiers articles sont donc soit anonymes, soit écrits sous le pseudonyme de Jacques Darcy, avec lequel il publie, en 1946, son *Histoire de la guerre 1939-1945*². Le premier article signé de Thierry Maulnier pour le *Figaro*, au lendemain de la Libération, paraît ainsi le 11 septembre 1944. Intitulé « Les réprouvés », titre qui évoque le célèbre ouvrage d'Ernst von Salomon, il est consacré aux combats pathétiques des derniers soldats allemands assiégés dans Paris insurgé, « ces soldats politiques qu'avait formés le régime, des hommes des sections de sûreté qui étaient le sel du parti, de fanatiques héritiers des traditions de la Sainte-Vehme, de ces hommes qui reprochaient à l'Etat hitlérien un respect trop grand des anciennes valeurs et des anciennes croyances, et qui avaient remplacé Noël par la fête du Solstice ; de ces hommes que le romantisme de la mort et du meurtre, un nietzschéisme sommaire, un mépris pessimiste de l'homme et le goût du sang avaient conduits à mettre au terme de la civilisation l'idéal de la bête de combat, et au service de l'oppression policière la plus brutale le drapeau noir du nihilisme. (...). Il n'est plus temps pour les "réprouvés" de violer l'histoire et de forger l'avenir : l'histoire et l'avenir les rejettent à leur néant intérieur ; l'histoire et l'avenir se font sans eux³. » A sa manière, Thierry Maulnier célèbre la chute du régime totalitaire nazi et du nihilisme dont il était en quelque sorte la quintessence. La

¹ Pierre Brisson, *Vingt ans de Figaro 1938-1958*, Paris, Gallimard, 1959, pp.41-42.

² Jacques Darcy, *Histoire de la guerre 1939-1945*, *op. cit.*

³ Thierry Maulnier, « Les réprouvés », in *Le Figaro*, 11 septembre 1944.

disparition de l'Allemagne hitlérienne annonce la renaissance de l'espoir et de la civilisation pour les hommes européens. « L'embrassement de l'orgueilleux empire suffit pour éclairer le monde d'une lumière de matin¹ », conclut-il sur un ton volontiers nietzschéen, qui plaît suffisamment à son camarade Robert Brasillach pour que celui-ci lui écrive. Depuis l'endroit où il se cache dans la clandestinité, Robert Brasillach félicite Maulnier pour cette chronique et l'informe, quelques jours avant son arrestation, qu'il compte se rendre bientôt aux autorités. C'est la première fois que le nom de Thierry Maulnier apparaît dans le *Figaro* depuis la Libération, et cet article déclenche immédiatement une série d'attaques violentes dans le journal socialiste *Le Populaire*, qui s'étonne qu'une telle publication puisse accueillir un journaliste dont « la conversion, explique l'auteur anonyme de l'article, est tout de même un peu trop récente pour ne pas paraître vraiment scandaleuse. L'insurrection parisienne célébrée par un disciple de Maurras qui après avoir collaboré à "Je Suis Partout" jusqu'en 1940, écrivait jusqu'à ces derniers temps pour "L'Action Française" et qui, dans son livre "La France, la guerre et la paix", a prôné la politique vichyssoise d'isolement de la France, c'est tout de même un peu fort ! Quand verrons-nous un journal de la résistance accueillir l'ami de M. Thierry Maulnier, Robert Brasillach ?² »

A la suite de cet article, Maulnier adresse au rédacteur en chef du *Populaire* une lettre, reproduite dans le *Figaro*, dans laquelle il détaille ses activités pendant la période de l'Occupation. « Je n'entends pas comparer ces titres à ceux des héros de la Résistance, avoue-t-il raisonnablement. Je suis seulement en droit de m'étonner qu'on me présente à vos lecteurs comme un converti récent³. » Parmi les arguments qu'il avance pour se défendre, Maulnier cite son ouvrage *La France, la guerre et la paix*, interdit dans la zone nord, qui n'était qu'un plaidoyer contre la politique de démission devant l'Allemagne et de collaboration avec l'occupant. Il rappelle également que son attitude à l'égard de l'Allemagne lui a valu plusieurs dénonciations aux services de la Gestapo et l'hostilité constante des rédacteurs de *Je Suis Partout*. En complément de « cette

¹ Thierry Maulnier, « Les réprouvés », art. cit.

² Anonyme, « De mieux en mieux ! », in *Le Populaire*, 12 septembre 1944. Dans son numéro des 17 et 18 septembre, le *Populaire* publie une partie de la réponse de Thierry Maulnier assortie de commentaires rappelant sa position au moment de la crise de Munich : Anonyme, « Monsieur Thierry-Maulnier », in *Le Populaire*, 17 et 18 septembre 1944.

³ Thierry Maulnier, « Une réponse au Populaire », in *Le Figaro*, 13 septembre 1944.

action publique, qui n'était pas sans risques et qui a, j'en ai de nombreux témoignages, fortifié l'esprit de résistance chez beaucoup de ceux qui suivaient mes écrits, relate-t-il, s'ajoutent les articles que j'ai écrits pour les organes de la Résistance¹ ». Et notamment un article destiné à une revue qui devait s'intituler les *Cahiers de Combat* et qui n'a jamais paru, en raison de l'arrestation du groupe en question. Enfin, il précise qu'il a été « en contact irrégulier, mais constant avec nombre de (ses) amis lors de leurs voyages clandestins de Londres ou Alger². » Eu égard à ces titres de gloire, Maulnier a donc bien raison de ne pas se comparer à un héros de la Résistance. Sous l'Occupation, plus que jamais, il s'est montré incapable de la moindre action politique concrète ; si ce n'est au travers d'écrits manifestant son hostilité à l'égard de l'occupant, dans un journal qui est considéré, au sortir de la guerre, comme une sorte d'organe public de la résistance, dont le directeur, Pierre Brisson, est aussi l'un de ses plus fidèles soutiens. Pendant l'Épuration, l'avantage majeur dont dispose Thierry Maulnier sur ses camarades réside dans son solide réseau de connaissances, construit au fur et à mesure de ses succès critiques dans les années trente. Ses ouvrages et articles de critique littéraire lui valent une estime partagée dans le monde des lettres, et des soutiens dans les milieux de gauche comme de droite qui sont d'autant plus nombreux qu'il n'a pas déshonoré les lettres françaises en prenant la défense des intellectuels sous l'Occupation dans la « querelle des mauvais maîtres ». Ainsi, lorsque le comité d'épuration du CNE s'apprête à établir sa « liste noire » des écrivains, il sait mobiliser rapidement quelques relations utiles, susceptibles d'assurer sa défense en cas de problèmes. C'est le cas du co-fondateur de la *Nouvelle Revue Française*, Jean Schlumberger par exemple, qui est l'un des grands aînés du CNE et qui prend progressivement ses distances avec cette instance, comme Jean Paulhan, Georges Duhamel, François Mauriac, Gabriel Marcel et les frères Tharaud, sur la question des mesures judiciaires contre les écrivains coupables d'indignité nationale et d'intelligence avec l'ennemi. « Conféré avec Thierry Maulnier que je voudrais défendre contre le comité d'épuration s'il est mis sur la liste noire. Je ne puis accepter de procès de tendances et suis décidé à donner ma démission si les ennemis de

¹ Thierry Maulnier, « Une réponse au Populaire », art. cit.

² *Ibid.*

Maulnier l'emportent¹ », déclare Jean Schlumberger dans ses *Notes sur la vie littéraire*, à la date du 12 octobre 1944. Il n'eut finalement pas à démissionner à cette occasion car le cas Maulnier n'intéressait pas le CNE, mais il le fit tout de même après le départ de Paulhan en novembre 1946. De la même manière, le dramaturge Armand Salacrou, qui s'était lui aussi retiré à Lyon pendant la guerre, rassure Thierry Maulnier dans une lettre qu'il lui envoie le 14 octobre 1944 : « J'ai bien reçu votre petit mot (...). Ce matin, au Comité National des Ecrivains, – ou plus exactement, avant la séance, – j'ai parlé de vous à quelques-uns de mes amis, qui pensaient de “votre cas” ce que j'en pense, – c'est-à-dire ce que vous en pensez vous-même. Mais ma petite intrigue de couloir fut heureusement sans objet. Votre nom ne fut pas prononcé. Ce qui eût été une sottise. Mais nous ne sommes pas à une sottise près, en ce moment. Enfin, celle-ci n'a pas eu lieu². » Enfin, il essaie de prendre contact avec Louis Aragon à la rédaction du journal *Ce soir*, et lui écrit finalement une lettre, que ce dernier n'a pas à utiliser, pour défendre son attitude sous l'Occupation³. En conséquence, Thierry Maulnier n'étant pas responsable des malheurs de la France sous l'Occupation et ne tombant pas sous le coup de la loi instituant le délit d'indignité nationale, son nom ne figure pas dans la « liste noire » du CNE. En dépit de son adhésion idéologique aux principes de la Révolution nationale, il n'a pas non plus à endurer les foudres de l'épuration des gens de lettres, auteurs et compositeurs, consécutive à l'ordonnance promulguée le 30 mai 1945. Le seul obstacle qu'il dut affronter réellement, pendant l'Épuration, est lié en réalité à son activité de journaliste. L'épuration professionnelle des journalistes débute avec l'ordonnance du 30 septembre 1944, qui conditionne l'exercice de cette profession à l'obtention d'une carte d'identité de journaliste. Dans le prolongement de cette décision, le gouvernement rétablit le 31 octobre 1944 la Commission nationale de la carte d'identité des journalistes professionnels, en lui attribuant les pouvoirs d'une commission d'épuration par une ordonnance du 2 mars

¹ Jean Schlumberger, *Notes sur la vie littéraire 1902-1968*, Paris, Gallimard, 1999, p.260.

² Lettre d'Armand Salacrou à Thierry Maulnier, datée du 14 octobre 1944. Fonds privé Thierry Talagrand.

³ Aragon lui répond le 18 octobre 1944 : « J'avais pris avec moi (...) votre lettre pour la communiquer le cas échéant, si votre nom avait été évoqué au Comité National des Ecrivains. Personne n'ayant soulevé cette question, j'ai gardé votre lettre dans ma poche, puisqu'elle devenait sans objet. Si vous voulez passer à mon bureau (...), je serais heureux de vous connaître parce qu'il est nécessaire qu'entre des gens, comme vous et moi, des équivoques soient dissipés. » (Lettre de Louis Aragon à Thierry Maulnier, datée du 18 octobre 1944. Fonds privé Thierry Talagrand).

1945¹. Les candidats devaient donc remplir un questionnaire de huit pages sur leurs activités pendant l'Occupation. 8200 dossiers furent examinés par la Commission, parmi lesquels 687 donnèrent lieu à des suspensions temporaires de l'activité de journaliste, inférieures ou égales à deux ans dans 89 % des cas. Il s'agissait tout simplement de réprimer les professionnels qui avaient « contrarié l'effort de guerre de la France et de ses alliés, ou entravé la résistance des Français² ». Bien entendu, les activités de Thierry Maulnier sous l'Occupation n'entraient pas dans cette définition. Mais les quatre années passées au sein de la rédaction de *L'Action française* auraient pu lui créer des ennuis auprès de ses pairs les plus hostiles à Charles Maurras. La demande de carte professionnelle formulée par Thierry Maulnier est examinée le 27 avril 1945 par la Commission³. Disposant de la possibilité de présenter des explications complémentaires à la commission sous forme de mémoire ou oralement, en étant éventuellement assisté d'un avocat, il choisit de fournir des attestations de moralité portant sur ses activités pendant la guerre et sollicitées auprès de ses amis ou relations appartenant à la Résistance, entre la fin du mois de janvier et la veille de la réunion de la commission. Dans cette épreuve, Maulnier peut bien sûr compter sur l'appui de Pierre Brisson, le directeur du *Figaro*, symbole de la nouvelle presse d'après-guerre, dont l'identité est désormais fondée sur la morale et l'honneur, par opposition à l'attitude jugée indigne de la presse collaborationniste. « Pendant deux années d'une collaboration quotidienne à Lyon, j'ai pu apprécier la qualité et la constance de l'esprit de résistance de Thierry Maulnier. Cet esprit ne se manifestait pas seulement dans ses paroles mais dans ses écrits. Quelques unes de ses chroniques du FIGARO comptèrent parmi les plus significatives publiées dans nos colonnes pour la défense et le rappel de la dignité française et pour la réprobation implicite qu'elles contenaient à l'égard des valets de Vichy. Au moment où Charles Maurras déclencha dans l'ACTION FRANCAISE ses honteuses et haineuses attaques contre LE FIGARO, Thierry Maulnier tint à marquer sa solidarité avec nous en publiant dès le

¹ Voir sur le sujet : Christian Delporte, « L'épuration des journalistes : polémiques, mythes, réalités », in *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°39-40, juillet-décembre 1995, pp.28-31 ; Christian Delporte, « La justice professionnelle en 1945 : le journaliste face à la commission d'épuration », in *Le Temps des Médias*, n°15, automne 2010, pp.293-296.

² Christian Delporte, « L'épuration des journalistes : polémiques, mythes, réalités », art. cit., p.30.

³ Lettre de la Commission de la carte d'identité des journalistes professionnels, datée du 10 avril 1945, et signée pour le président par Louis Robin, Secrétaire trésorier.

lendemain une chronique dans nos colonnes malgré les injonctions qu'il avait subies¹ », conclut Pierre Brisson en montrant qu'il avait pris le parti du *Figaro* contre Charles Maurras et *L'Action française*. Signés par des résistants plus ou moins célèbres, ces témoignages présentent un Thierry Maulnier beaucoup plus proche des milieux résistants, sous le régime de Vichy, qu'il n'y paraissait dans la lettre qu'il avait envoyée au journal socialiste *Le Populaire*. Ils sont aussi beaucoup plus détaillés sur les activités de Maulnier au service de la Résistance. Réels ou exagérément enjolivés, en tout cas extrêmement difficiles à prouver aujourd'hui, ils importent finalement peu au regard du comportement avéré de Maulnier. Ainsi, le capitaine Roger Stéphane, chargé de mission au cabinet du Ministre de l'intérieur, atteste que Thierry Maulnier a toujours affiché des sentiments anti-allemands en sa présence et qu'il avait promis son concours à la création, sous l'égide du mouvement de résistance Combat, d'une NRF clandestine à Lyon, qui n'a pas pu voir le jour en raison de l'arrestation de plusieurs membres du groupe². Maurice Schumann, la voix de la France libre sur les ondes de la BBC à Londres, et politiquement opposé à Maulnier, se souvient de cet épisode qui l'a marqué : « un émissaire de la Résistance française m'a remis, à Londres, deux rapports écrits, tous deux du plus haut intérêt, que j'ai utilisés pour préparer mes allocutions. Cet émissaire m'a dit, sous le sceau du secret, que l'un des deux rapports était l'œuvre de Monsieur Thierry-Maulnier. Comme je manifestais un certain étonnement – car je croyais Monsieur Thierry-Maulnier, d'après la lecture de ses articles, germanophile mais pétainiste – mon interlocuteur m'a répondu qu'il appartenait à la Résistance. Je ne parviens pas à me rappeler la date exacte de cette conversation. Je crois seulement pouvoir la situer vers la fin de 1943³. » La date avait effectivement son importance car l'ancienneté de l'engagement faisait partie des critères de jugement de la Commission d'épuration. Au total, Maulnier réussit à rassembler onze témoignages de ce genre en sa faveur, en sollicitant également Jean Marin, directeur des *Nouvelles du matin* en

¹ Attestation de Pierre Brisson, datée du 8 février 1945. Fonds privé Thierry Talagrand.

² Attestation du Capitaine Roger Stéphane, chargé de mission au cabinet du Ministre de l'Intérieur, datée du 8 février 1945. Fonds privé Thierry Talagrand. Ces propos sont aussi corroborés par une attestation de Roger Chevrier, chargé de mission du gouvernement auprès du Ministre du travail, ancien secrétaire de la Délégation générale du Gouvernement Provisoire de la République Française (GPRF) et ancien membre du mouvement Combat.

³ Attestation de Maurice Schumann, à l'entête de l'Assemblée consultative provisoire, datée du 23 avril 1945. Fonds privé Thierry Talagrand.

1945 et journaliste à la BBC sous l'Occupation¹ ; Roger Massip, journaliste au *Figaro* et rédacteur en chef adjoint de *Libération*, qui avait bien connu Maulnier pendant sa période lyonnaise² ; Jean Paulhan, qui déclarait dans une lettre à double tranchant que Maulnier était à sa connaissance « le seul homme qui dans la presse de Vichy – et en particulier dans l'*Action française* – n'ait cessé, dès l'armistice de 1940, de donner à prévoir la future victoire des Alliés³ » ; mais aussi Dominique Aury, l'ancienne amante, qui certifiait⁴ avoir reçu un article de Maulnier qu'elle avait transmis à la rédaction du journal *Résistance*, diffusé par le mouvement du même nom⁵ ; le résistant Maximilien Vox, rédacteur en chef de la *Revue Noire*, organe du groupe Combat, de novembre 1943 à mars 1944, et futur responsable des éditions Denoël épurées, qui affirmait que Maulnier avait fait partie des collaborateurs de cette revue clandestine⁶. De son côté, Albert Camus ne cache pas, avec beaucoup de franchise, qu'il n'a pas grand chose à écrire dans son témoignage : « Je ne m'occupe pas directement de la revue *Combat*, ayant assez à faire par ailleurs. Mais j'étais de son comité de rédaction et je me souviens qu'à l'une des réunions, un article de vous a été proposé. Il s'est trouvé à ce moment une majorité pour refuser votre collaboration. Je m'excuse de vous dire les choses aussi nettement, mais c'est ainsi qu'elles se sont passées (...). Ce n'est pas non plus mon jugement qui intervient, je finis par trouver tout cela stupide. Mais vous voyez en même temps que ce dont je pourrais témoigner sur l'honneur ne vous aidera pas beaucoup. Dites moi ce que vous voulez que je fasse⁷ », propose-t-il

¹ Attestation de Jean Marin, à l'entête des *Nouvelles du matin*, datant du 25 avril 1945. Fonds privé Thierry Talagrand.

² Attestation de Roger Massip, datant du 28 janvier 1945. Fonds privé Thierry Talagrand.

³ Attestation de Jean Paulhan, datant du 17 avril 1945. Fonds privé Thierry Talagrand.

⁴ Attestation de Dominique Aury, datant du 24 janvier 1945. Fonds privé Thierry Talagrand.

⁵ « Imprimé sur grand format et diffusé à Paris entre octobre 1942 et août 1944, (...) *Résistance* est fondé par Jacques Destrée (Marcel Renet) (...). Reproduisant les discours de De Gaulle, dénonçant Pétain et son "coup d'Etat de juin 1940", attaché à la démocratie » ce qui ne manque pas de sel, tel se présente le journal dans lequel Maulnier aurait publié un article si la police allemande n'avait découvert l'imprimerie et saisi la copie de l'article en question. (in François Marcot (dir.), *Dictionnaire historique de la Résistance*, op. cit., p.758).

⁶ Ces faits sont confirmés par Maurice Clavel, chef de FFI d'Eure-et-Loir, dans l'attestation qu'il remet à Maulnier au sujet de sa participation à la *Revue Noire* avec Claude Bourdet : « Je savais par des amis communs qu'il professait depuis 1940 des opinions anti-allemandes, et je me proposais de l'attacher plus précisément à notre cause. L'accord de Thierry Maulnier fut enthousiaste, et, il me remit immédiatement un article, le résumé d'un livre qu'il devait faire paraître très prochainement. Il est passé outre aux objections que je lui faisais valoir sur le danger de la chose. Il me dit qu'il regrettait de n'avoir pas eu d'occasions antérieures de servir la Résistance, et qu'il était très heureux de celle que je lui offrais. Je lui répondis qu'étant donné son nom, il avait été de son rôle que d'attendre ces occasions au lieu de les solliciter ». Attestation de Maurice Clavel à Thierry Maulnier, datant du 23 janvier 1945.

⁷ Lettre d'Albert Camus à Thierry Maulnier, datant du 7 février (1945). Fonds privé Thierry Talagrand.

poliment pour marquer son soutien. Une seule personne répond par contre avec sécheresse à la sollicitation de Thierry Maulnier. Il s'agit de Pascal Copeau, fils de l'un des pères fondateurs de la *NRF*, successeur d'Emmanuel d'Astier de la Vigerie à la tête de Libération-Sud et membre du Comité directeur du Mouvement de Libération Nationale. Il rédige une attestation qui, comme il l'indique, « répond bien exactement à mon sentiment. » A l'instar de beaucoup de journalistes, Copeau s'était replié après l'armistice à Lyon, où il a pu fréquenter Maulnier, et a rejoint notamment l'équipe de *Paris-Soir*. « « Nous avons eu fréquemment l'occasion d'échanger des idées de la fin de 1941 au début de 1943. Je n'ai, écrit-il, aucune hésitation à témoigner que, non seulement ni vos propos, ni votre activité journalistique ou littéraire ne peuvent tomber sous le qualificatif "Collaboration", mais encore que vos sentiments ont toujours été hostiles à l'ennemi qui occupait notre pays. Cette appréciation purement objective n'a évidemment rien à voir avec les opinions politiques qui pouvaient nous diviser et le fait que vous avez donné une collaboration d'ordre littéraire à l'Action Française¹. » Compagnon de route du Parti communiste, élu député de la Haute-Saône avec le soutien du PCF en octobre 1945, Pascal Copeau est en effet très éloigné des idées politiques que véhicule Thierry Maulnier. Son témoignage, comme celui des autres résistants sollicités par Maulnier, a néanmoins valeur de disculpation totale devant la commission d'épuration. Le 5 mai 1945, Maulnier est donc informé par Louis Robin, secrétaire trésorier de la commission, de l'attribution de sa carte de journaliste pour l'année 1945². Il a définitivement traversé l'Épuration professionnelle sans encombre.

« *Un de la tourbe* »...

Mais les intellectuels de gauche, notamment communistes, n'oublient pas, derrière le respectable journaliste de l'équipe du *Figaro*, l'ancien militant maurrassien. Régulièrement, les attaques réapparaissent dans la presse avec, pour principal argument, les articles des années trente, du 6 février 1934 à la crise de Munich, donnés à *Combat* et à *L'Insurgé*, et l'attitude jugée bienveillante de Thierry Maulnier à l'égard

¹ Lettre de Pascal Copeau à Thierry Maulnier, à l'entête du Mouvement de Libération Nationale, datant du 18 avril 1945. Fonds privé Thierry Talagrand.

² Lettre de Louis Robin, secrétaire trésorier de la Commission de la carte d'identité des journalistes professionnels, adressée à Thierry Maulnier et datée du 5 mai 1945. Fonds privé Thierry Talagrand.

des régimes fascistes. En même temps, ces citations, qui ressortent opportunément des tiroirs, visent souvent à discréditer les organes de presse dans lesquels écrit Maulnier, ainsi qu'à affaiblir, voire à faire taire la parole d'un anticommuniste virulent, qui ne manque jamais une occasion après la guerre de dénoncer la politique soviétique et le Parti Communiste Français. En 1946, par exemple, *Les Lettres françaises* se penchent à nouveau sur son cas en dénonçant son comportement sous l'Occupation. A l'époque, Pierre Brisson vient tout juste de s'en prendre à Jean-Louis Vaudoier dans *Le Figaro*, en relayant la vive campagne menée par François Mauriac pour l'empêcher d'entrer à l'Académie française, au motif que cette institution ne pouvait accueillir d'anciens collaborateurs de l'occupant. *Les Lettres françaises* répondent au *Figaro* en dénonçant Thierry Maulnier qui est tout aussi coupable que Vaudoier à leurs yeux. Pierre Brisson intervint alors lui-même auprès de Claude Morgan, le rédacteur en chef des *Lettres françaises*, pour que le journal insère sa réponse. Il y défendait l'attitude de Maulnier sous l'Occupation, avec des arguments semblables à ceux développés dans l'attestation qu'il lui avait remise auparavant en 1945 : « J'ai vu quotidiennement à Lyon en 1941 et 1942 Thierry Maulnier qui collaborait au *Figaro*. J'ai su les luttes qu'il soutenait au sein même de *l'Action française* et l'opposition qu'il y représentait. J'ai jugé de son attitude au moment où les basses attaques de Maurras se déclenchèrent contre notre journal, dénommé par le vieux fossoyeur "le journal maudit". La conduite de Thierry Maulnier fut irréprochable, et à tout moment je l'ai considéré comme un des nôtres. Il publiait chez nous des chroniques qui soutenaient la dignité française, à une époque où M. Vaudoier, effondré dans la défaite, tenait sur son pays des propos tels que ses meilleurs amis en éprouvaient un haut-le-cœur. (...). M. Vaudoier a pu, sous le coup du désastre, fléchir jusqu'aux consentements qui le désignèrent pour son poste (d'administrateur général de la Comédie-Française, *ndla*). Ce qu'il y a de plus pitoyable dans son cas, ce n'est pas tant d'avoir eu cette attitude pactisante que de s'en défendre lorsqu'il croit le temps venu de briguer impunément ce qu'on appelle encore "les honneurs"¹. » Après la guerre, l'antonymie extrême-droite / extrême-gauche, fascisme / communisme prend la forme d'une nouvelle opposition entre les deux

¹ Lettre de Pierre Brisson à Claude Morgan, des *Lettres françaises*, datée du 22 mai 1946. Fonds privé Thierry Talagrand.

contraires que sont la collaboration et la Résistance. L'anathème de collaborateur complète ainsi rapidement le vocabulaire de la gauche pour dénoncer ses adversaires politiques. Thierry Maulnier n'y échappe pas, qui se voit rappeler, par *Les Lettres françaises*, sa préface à l'ouvrage d'Arthur Moeller van den Bruck, *Le Troisième Reich*, parue en 1933, et jugée représentative de ses excès de complaisance en faveur du fascisme¹. Mais les attaques les plus violentes se produisent en 1948 dans l'hebdomadaire *Action*², issu de la Résistance et qui s'oriente, avec le temps, vers un communisme de la plus stricte observance. Claude Roy fait partie de ses rédacteurs, comme Pierre Hervé, ancien résistant au sein du réseau Libération-Sud, proche de Pascal Copeau, et qui fut également rédacteur en chef adjoint de *L'Humanité*. Faisant référence à l'époque de *Combat*, Pierre Hervé écrit ainsi au sujet de Thierry Maulnier : « En ce temps-là, Thierry Maulnier aimait à poser au guide intellectuel de la jeunesse d'extrême-droite. Le cynisme était à la mode dans son entourage : la violence hitlérienne suscitait l'admiration des enragés maurrassiens, qui sont devenus, quelques années plus tard, miliciens, délateurs, mercenaires de la L.V.F., tortionnaires et gardes-chiourmes. (...). Il ne nous fera pas oublier qu'il a sucé le lait empoisonné de cette vieille louve diaboliquement perverse et cruelle qui s'appelle Charles Maurras³. » Et il poursuit, dans un second article faisant allusion au passage de l'ouvrage de Pertinax, *Les fossoyeurs*⁴, sur les intellectuels et écrivains appartenant à la « tourbe contre-révolutionnaire » : « De jeunes maurrassiens lisaient, en 1938, sa revue COMBAT : j'imagine qu'il y en eût parmi qui prirent sa pensée au sérieux et la traduisirent en actes ; j'imagine aussi que, parmi ceux-là, certains ont payé de leur vie – soit au

¹ Et notamment la phrase maladroite suivante : « En face de certains problèmes, ils (les jeunes nationaux-socialistes, *ndla*) ont pris une attitude analogue à la nôtre : une jeune génération de Français se prépare, qui leur ressemble par le dédain du bonheur, la certitude qu'il faut payer cher de vivre, la condamnation implacable d'un grand nombre de valeurs et de systèmes usés, et qui leur ressemblera par la violence. Même si nous devons être séparés, de la nouvelle Allemagne, par un conflit contre lequel aucune fraternité ne saurait prévaloir, il nous paraît opportun de dire avec tranquillité que nous nous sentons plus proche et plus aisément compris, d'un national-socialiste allemand que d'un pacifiste français ». Thierry Maulnier, préface à Arthur Moeller van den Bruck, *Le Troisième Reich*, *op. cit.*, pp.15-16, cité dans « La paille et la poutre », in *Les Lettres françaises*, 17 mai 1946.

² Sur ce journal, se reporter à l'ouvrage de Jeannine Verdès-Leroux, *Au service du Parti. Le parti communiste, les intellectuels et la culture (1944-1956)*, Paris, Fayard / Editions de Minuit, 1983, pp.197-203.

³ Pierre Hervé, « La trouille qui tue... », in *Action*, 7 avril 1948.

⁴ Pertinax, *Les fossoyeurs II. Pétain*, New York, Editions de la Maison Française, 1943, pp.119-144. Pertinax, pseudonyme d'André Géraud, homme de droite hostile aux régimes fascistes et journaliste à *L'Echo de Paris* de Kerillis, identifie Thierry Maulnier parmi les intellectuels de la « tourbe contre-révolutionnaire », qui ont désiré la défaite de la France démocratique et la victoire de l'Allemagne nationale-socialiste, sur la base des articles écrits par ce dernier dans la revue *Combat* à l'occasion de la crise de Munich.

combat, soit au poteau d'exécution – le fait d'avoir été convertis par Thierry Maulnier. D'autres peut-être sont en prison. Thierry Maulnier, lui, se dégonfle lamentablement. Quel sublime intellectuel, quel grand moraliste ! (...). Thierry Maulnier met en pratique les principes de son maître Maurras, théoricien de l'amoralisme. En vérité, son "maurrassisme" individuel fait bon ménage avec son manque de courage intellectuel et moral¹. » Caractéristiques de la bataille idéologique que mènent les intellectuels communistes pour s'imposer au lendemain de la Libération face à une droite anticommuniste déjugée pour les excès du pétainisme, la Révolution nationale et la collaboration, ces articles utilisent toujours la même litanie, les mêmes citations tronquées ou sorties de leur contexte, qui ont accompagné le parcours intellectuel de Thierry Maulnier jusqu'à sa disparition en 1988, et qui ont été réutilisées, plus récemment, par le politologue Zeev Sternhell.

Une victoire frappée à mort

L'Occupation et l'Épuration, que Maulnier traverse sans rencontrer de réelles difficultés pour sa carrière, n'en constituent pas moins deux épreuves marquantes, qui conservent une influence durable sur sa vie et sa pensée intellectuelle. Il y a d'abord le traumatisme des disparitions, les drames individuels sur fond d'histoire nationale tragique. Entre le 6 février 1934 et le 6 février 1945, date de l'exécution de Robert Brasillach, se sont écoulées onze années de tragédies, individuelles et collectives, pour cette révolution, conjuguant les meilleurs éléments du socialisme et du nationalisme, que la Jeune Droite voulait accomplir. La Révolution nationale a échoué et s'est discréditée à jamais dans la collaboration, la guerre civile, et l'État milicien. Ensuite, les règlements de compte de l'Épuration et les salves des exécutions ont apporté un contrepoint sinistre à l'allégresse engendrée par une Libération, qui devait être synonyme de liberté retrouvée pour les peuples d'Europe. Aux yeux de Maulnier, la violence de la répression a définitivement vicié les espoirs nés de la victoire de 1945. « Avant le 6 février 1945, et depuis ce 6 février, j'ai connu pour mon pays des temps de honte et de défaite, rapporte-t-il dans un hommage à Robert Brasillach. Le temps de ce 6 février était un temps de victoire, imparfaite sans doute, pleine d'illusions et de

¹ Pierre Hervé, « Un de la tourbe », in *Action*, 9 juin 1948.

menaces, telle pourtant qu'elle délivrait mon pays et lui ouvrait une espérance. Le matin où cette victoire tua Robert (...), il me parut évident qu'un poison était en elle. C'était elle et non lui qui pour quelques-uns d'entre nous était ce matin-là frappée à mort¹ ». En 1986 encore, commentant la période de l'Épuration à l'occasion de la parution de l'ouvrage de l'historien américain Herbert Lottman², Thierry Maulnier citait en conclusion cette phrase prophétique de Simone Weil, écrite en 1943, qui en disait long sur son rapport à cette époque douloureuse : « La justice, cette fugitive du camp des vainqueurs³. »

Les excès de la Révolution nationale, l'arbitraire de l'Épuration et la terreur communiste ont laissé des traces profondes dans la pensée politique et l'engagement de Thierry Maulnier. Le tournant historique de la Libération devient ainsi, pour lui, l'occasion d'une remise en question des vérités auxquelles il a longtemps cru. « Je pense, avouait-il au milieu des années soixante sur les ondes de France Culture, que les grands événements collectifs ont joué un grand rôle dans ma vie, notamment la guerre de 39-45 par exemple. Il est impossible de vivre de tels événements et de penser de tels événements sans qu'ils amènent d'assez profonds remaniements dans l'ensemble des notions que l'on a crues véritables et sur lesquelles on a accoutumé de vivre⁴. » Et parmi ces notions, la première qui fait l'objet d'un véritable changement de perspective, est la révolution. Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, et jusqu'à sa disparition, Thierry Maulnier ne ressent plus la tentation révolutionnaire, qui avait agité sa jeunesse dans les années trente et justifié ses combats avec la Jeune Droite. Le nationalisme révolutionnaire qui émaille les pages d'*Au delà du nationalisme*, n'est désormais plus de mise⁵. La révolution, qu'elle soit socialiste ou nationale, est ainsi le

¹ Thierry Maulnier, « Brasillach critique », in *Cahier des amis de Robert Brasillach*, n°11-12, « Hommages à Robert Brasillach », 6 février 1965, pp.260-261.

² Herbert Lottman, *L'épuration 1943-1953*, *op. cit.*

³ Simone Weil citée par Thierry Maulnier, « Quand nous découvrimus l'épuration », in *Le Figaro littéraire*, 27 octobre 1986.

⁴ Interview par Pierre Lhoste, *Confrontation*, France Culture, 14 mars 1965, archives INA.

⁵ L'ouvrage se terminait sur ces paroles représentatives de la pensée politique de Thierry Maulnier dans les années trente : « Les mots mêmes de "national" et de "révolutionnaire", à tel point ils ont été déshonorés l'un et l'autre par la démagogie, la médiocrité et le verbalisme, ne sont plus accueillis en France qu'avec une indifférence assez semblable au dégoût. Le problème est aujourd'hui de dépasser ces mythes politiques fondés sur les antagonismes économiques d'une société divisée, de libérer le nationalisme de son caractère "bourgeois" et la révolution de son caractère "prolétarien", d'intéresser organiquement, totalement à la révolution la nation qui seule peut la faire, à la nation la révolution qui peut seule la sauver ». Pour dire les choses simplement, le

dernier mythe politique dont Maulnier nous invite à nous délivrer. C'est l'un des sens de l'ouvrage intitulé *La face de méduse du communisme*¹, constitué en partie d'articles parus dans la revue *La Table Ronde*, qu'il publie en 1951. Souvent cité pour son anticommunisme – qui a sans doute eu tendance à masquer ses autres facettes car il y est aussi question du national-socialisme et du fascisme –, ce livre aux analyses pénétrantes est d'abord dirigé contre la révolution, et son corollaire, la terreur.

Pour Thierry Maulnier, la terreur est en effet consubstantielle à la révolution, quelle qu'elle soit. « La Terreur, pense-t-il, est la Révolution même, au point qu'en fin de compte, il faudrait dire non que la Terreur est au service de la Révolution, mais que la Révolution est au service de la Terreur. Les révolutionnaires savent bien, sans se l'avouer, que la Révolution est finie quand la Terreur est finie². » C'est la terreur qui engendre les révolutions. C'est par la terreur que les révolutionnaires sont portés au pouvoir, qu'ils s'y maintiennent et qu'ils en sont chassés. La révolution est en quelque sorte le système de gouvernement qui convient le mieux au « monde de la terreur » dans lequel nous sommes entrés avec les débuts de l'ère moderne. « La Terreur est organisée. Elle est devenue le mode de gouvernement des activités humaines. Les révolutions du XX^e siècle ne sont que l'organisation, enfin totale et sans fissure, du monde de la Terreur³. » L'un des ressorts des révolutions est le ressentiment de l'homme de la masse contre des minorités jugées privilégiées, contre les oligarchies dominantes, qu'il veut réduire au silence, une fois parvenu au pouvoir, par le moyen le plus rapide et le plus efficace : l'extermination. L'extermination de l'ennemi, de la communauté antagoniste est en effet devenue l'un des instruments de la terreur et de la révolution. C'est bien entendu l'extermination des Juifs par les nazis ou des classes privilégiées par les soviétiques. Mais Maulnier souligne également que « c'est le principe d'une justice d'extermination qui a été accepté, avec des tempéraments qui ne furent pas du goût de tout le monde, au départ de "l'épuration" dans l'Europe libérée du national-socialisme et notamment en France⁴. » Ce faisant, il range l'Épuration

problème était alors de faire la Révolution nationale. (Thierry Maulnier, *Au delà du nationalisme*, op. cit., p.249).

¹ Thierry Maulnier, *La face de méduse du communisme*, Paris, Gallimard, 1951, 235 p.

² *Ibid.*, p.79.

³ *Ibid.*, p.56.

⁴ *Ibid.*, pp.52-53.

parmi les crises révolutionnaires, au même titre que l'avènement du national-socialisme et la révolution de 1917, avec les mêmes conséquences funestes pour ceux qui se trouvaient dans le camp des vaincus. Pour Maulnier, la révolution conduit à la déshumanisation de la société, à l'explosion de sadisme perceptible dans les meurtres collectifs et dans les mécanismes de la terreur. « Ces voluptés de l'autorité sans limites, de l'exercice de la force goûté dans ses abus extrêmes sur des êtres impuissants et désarmés, que la vie ordinaire n'offre que sous des formes médiocres et presque caricaturales, le despotisme domestique, la petite joie du fonctionnaire qui fait attendre au guichet le simple citoyen, la tyrannie que le sous-officier exerce complaisamment sur la jeune recrue et les brimades de collègue, l'état d'exception révolutionnaire permet aux triomphateurs de les éprouver dans leur plus grande intensité : et cet appel au sadisme de la puissance est un des éléments de sa séduction. (...) La révolution est le viol des minorités dominantes¹ », par des masses humiliées et frustrées, dont les règles de la civilisation n'arrivent plus à brider l'appétit de cruauté. Mais il n'y a pas que le ressentiment et la vengeance qu'il nourrit, qui animent les révolutionnaires. « La révolution, c'est d'abord l'appel au meurtre, et il n'est pas prouvé que le sursaut révolutionnaire puisse être déterminé sans cet appel². » Les meurtres collectifs, les grands sacrifices humains obéissent à une volonté de rupture avec l'ordre ancien et de purification du corps social pour honorer « le Dieu de l'avenir³. » La révolution, insiste Maulnier en anticipant sur la théorie de la « victime émissaire » de René Girard, « apparaît comme une grande purificatrice. Elle affirme sa volonté d'expulser du corps social des éléments criminels et corrompus, de lui rendre la santé morale et la virginité. Elle est donc le moyen par lequel une communauté humaine se décharge de son sentiment collectif de culpabilité sur une minorité qui en devient la dépositaire et le symbole, et qui doit disparaître pour que disparaisse avec elle le péché de tous. La Révolution a besoin de criminels parce qu'elle a besoin de victimes ; elle a besoin de victimes parce qu'elle assume en même temps que son rôle de redistributrice des richesses ou de réformatrice des institutions, un rôle sacrificiel. Elle est la plus vaste entreprise de sorcellerie sociale, et il n'y a pas de sorcellerie sans

¹ Thierry Maulnier, *La face de méduse du communisme*, op. cit., pp.69-70.

² *Ibid.*, p.75.

³ *Ibid.*, p.81.

poulet égorgé¹. » La révolution est une bacchanale meurtrière. Ce que Thierry Maulnier met ainsi en évidence dans ce passage de son ouvrage, c'est la dimension proprement religieuse de la révolution ou du mythe révolutionnaire. Il s'agit du même phénomène de sacralisation de la politique, de transformation de la foi révolutionnaire en objet de dévotion, qu'Emilio Gentile a analysé dans ce qu'il a appelé les « religions de la politique². » Ces idées prolongent par ailleurs les réflexions développées par Maulnier dans les années trente sur le totalitarisme comme religion politique. Ainsi, pour lui, « c'est dans les révolutions modernes, dans la vénération dont sont entourés leurs idées, leurs hommes représentatifs et leurs emblèmes, dans le fanatisme et le courage sans limites de leurs militants convaincus que s'affirment, mieux que dans toutes les autres manifestations de la vie collective, les formes nouvelles du Sacré. La Révolution est en même temps le Dieu avec son visage de rude justice et d'espérance, le Destin avec son visage de fatalité, l'Eglise avec ses desservants, sa discipline, ses pénitences et ses excommunications, la Fête que l'on donne à la divinité avec son caractère explosif et libérateur, sa destruction de richesses accumulées, sa joie dionysiaque, son double caractère destructeur et germinateur (...). Pas de Révolution sans la Mort. La Révolution sans la Mort n'est plus qu'un "réformisme" administratif, privé de toute chaleur exaltante. La Révolution sans la Mort cesse d'être sacrée. (...). La Révolution est une tueuse. Mais elle est plus qu'une tueuse. Elle est une tueuse divine³ », lance-t-il dans une formule définitive. Dès lors, il n'est pas exagéré d'affirmer que la révolution n'est plus une solution envisageable et souhaitable pour le Thierry Maulnier d'après la Seconde Guerre mondiale. Nombre de ses écrits, jusqu'à sa disparition, lèvent en effet le voile sur la mystification révolutionnaire, en reformulant les réflexions évoquées dans *La face de méduse du communisme*. Ainsi, plusieurs aphorismes traitent de la révolution sur un mode résolument critique dans l'essai sur *Les vaches sacrées*⁴, en s'appuyant majoritairement sur les mêmes arguments : la haine et la vengeance comme ressort des révolutions et l'utilisation des éléments les plus médiocres du peuple par les révolutionnaires pour accéder à leurs

¹ Thierry Maulnier, *La face de méduse du communisme*, op. cit., p.85.

² Emilio Gentile, *Les religions de la politique. Entre démocraties et totalitarismes*, op. cit.

³ Thierry Maulnier, *La face de méduse du communisme*, op. cit., pp.88-89.

⁴ Thierry Maulnier, *Les vaches sacrées*, op. cit.

fins. La conséquence de cette tare congénitale de la révolution, née dans la haine et prospérant sur le ressentiment, est qu'elle finit par s'affirmer dans l'histoire comme un facteur de blocage, voire de régression, à l'opposé des espoirs qu'elle a suscités. Signe du lien que Maulnier établit dans son esprit entre la révolution et les périodes de l'Occupation et de l'Épuration, les aphorismes sur ce thème sont concentrés dans un chapitre intitulé « Force, justice, vengeance¹ ». Il lui arrive aussi surtout de comparer le révolutionnaire qui accède au pouvoir à un envahisseur. « La logique de l'envahisseur est simple et rigoureuse (...). Il se borne donc à éliminer les maîtres, les guides spirituels, les titulaires d'une fonction de direction ou d'encadrement social (...). Il fait du reste de la population un troupeau désorganisé et plus ou moins terrorisé, sur lequel il établit une hiérarchie nouvelle. Il prélève sur ce troupeau, en se servant par exemple des prétextes que lui fournissent les rébellions, les insoumissions, les effectifs de l'esclavage, du travail forcé. Il instaure une justice sommaire, l'état de siège et une police nombreuse, vigilante, servie par un réseau de dénonciateurs. Il recrute, sans grande difficulté en principe, dans le peuple soumis, des fonctionnaires subalternes d'autorité, des gérants de services, des agents techniques, des "collaborateurs" culturels. Mais surtout – c'est le but – il procède au partage des dépouilles, établit à son profit impôts et tributs, s'assure la propriété ou le contrôle des ressources. A tous ces égards, le révolutionnaire vainqueur, sur le territoire qu'il occupe, se comporte comme un envahisseur – comme un *occupant*. Il est un envahisseur de son propre peuple, un envahisseur de l'intérieur². » De sorte que, pour

¹ Représentatifs de la pensée de Maulnier sur la révolution après 1945 sont les aphorismes suivants : « Dans les révolutions, il y a suppuration d'abcès crevé, ou vomissement. Ce qui est devenu intolérable pour le corps social y est rejeté, déchets et éléments sains mêlés ensemble dans un obscène débordement. Dans ces explosions, dans ces spasmes, des personnalités brillantes peuvent se manifester de façon utile ou dangereuse, qui seraient restées ensevelies, étouffées dans des circonstances ordinaires, mais l'*Unterveit*, le rebut, lui aussi. Lui surtout, vient à la surface, envahit les rues, pille les boutiques, et les froids coupeurs de têtes, qui méprisent cette racaille, savent qu'elle leur est utile » (*Ibid.*, aphorisme 709, p.347) ; « Il y a dans les révolutions, comme dans les guerres – elles sont des guerres – un déchaînement, une délivrance de ce qui est obscur, maîtrisé dans la vie pacifique, de ces forces profondes qui attendent leurs aurores terribles au fond de notre nuit. (...). Elles sont tout particulièrement des orgies de la vengeance, car tout homme ou presque a à se venger : de ses maîtres, de ses parents, de son voisin, de sa femme, (...), de l'univers ». (*Ibid.*, aphorisme 710, pp.347-348) ; « Ceux qui annoncent que par eux le monde va changer, les faiseurs de révolution, les prophètes des religions nouvelles ne recrutent pas les premiers éléments de leurs armées parmi les hommes moyens mais tout en haut et tout au bas de l'échelle, dans l'élite de l'intelligence, de la volonté, du désintéressement – et dans le rebut, parmi les clochards, les drogués, les escrocs, les hystériques, les fous, les femmes névrosées. Ensuite, après ces précurseurs, viennent les gros bataillons : les médiocres mal résignés à la médiocrité, les enragés de la peur, les mécontents d'eux-mêmes et du monde, les intellectuels acides, les moutons grégaires. » (*Ibid.*, aphorisme 694, pp.340-341).

² Thierry Maulnier, *Les vaches sacrées*, op. cit., p.331.

Thierry Maulnier, la conclusion est sans appel : « la guerre est avec la révolution – mais la révolution est une forme de guerre – le pire moyen de résoudre les difficultés humaines¹ ». Et si, pense-t-il à la fin des années 1970, elle a perdu en Occident une grande partie de son pouvoir mystificateur depuis 1945, « c'est peut-être parce qu'il est devenu évident pour tous, hormis peut-être pour la petite minorité des intellectuels ultra-gauchistes, que la révolution en vertu de sa logique même évolue presque nécessairement vers le débordement anarchisant et vers la révolution totalitaire ou autoritaire de droite ou de gauche, et cela en dépit même de la modération, du libéralisme possible de ses promoteurs². » Thierry Maulnier en a définitivement terminé avec l'esprit révolutionnaire des années trente, quand il fallait obligatoirement se proclamer révolutionnaire, à droite, pour mieux combattre la révolution elle-même, « comme si la révolution, la violence révolutionnaire étaient la valeur incontestée, la valeur de référence et de justification³. » Ces paroles semblent être celles d'un intellectuel de sensibilité conservatrice et libérale, dans la lignée de Raymond Aron, revenu de ses illusions de jeunesse et des mythes politiques de cette époque troublée des années trente, où la fascination était forte pour la dramatisation de l'histoire. Mais cette vision de la pensée politique de Thierry Maulnier après la Seconde Guerre mondiale ne résiste pas à une analyse plus profonde. La réalité est beaucoup plus complexe.

¹ Thierry Maulnier, *Les vaches sacrées*, op. cit., p.198.

² Thierry Maulnier et Jean Ellenstein, *Dialogue inattendu*, Paris, Flammarion, 1979, p.65.

³ Thierry Maulnier, *Le sens des mots*, Paris, Flammarion, 1976, p.204.

Chapitre 24
Au service de l'ordre établi ?

Un journaliste à la réputation établie

A la Libération, Thierry Maulnier fait partie des intellectuels de droite les plus présentables, en dépit de son passé d'Action française. En dehors du *Figaro*, où il renoue une collaboration dès la reparution du journal, une multitude d'opportunités se présente à lui rapidement dans le journalisme. Fort de ses premières critiques dramatiques pour l'*Action française* et de ses débuts dans le théâtre avec l'adaptation, en 1944 et à nouveau en 1945, de l'*Antigone* de Robert Garnier, il a ajouté une nouvelle corde à son arc. Il écrit désormais un éventail d'articles qui vont de la politique au feuilleton littéraire, en passant par la critique théâtrale et la chronique militaire, qu'il poursuit jusqu'à la fin de la guerre pour le compte du *Figaro*. L'effervescence de la presse libérée se traduit ainsi, pour Thierry Maulnier, par des sollicitations de toutes parts, auxquelles il s'efforce généralement de répondre, au moins dans les premières années de l'après-guerre. Dès le mois de mai 1944, à l'approche de la Libération, Jean Amrouche, intellectuel d'origine kabyle, proche des milieux gaullistes, ami d'André Gide qu'il a hébergé chez lui à Tunis sous l'Occupation, lui propose de collaborer à la revue qu'il vient de créer en février 1944, *L'Arche*. La revue, mensuelle, paraissait jusqu'alors à Alger et son directeur envisage de la transférer à Paris avec le soutien de Gide. « Sans doute êtes-vous suroccupé, et de nombreuses revues concurrentes vous ont-elles offert ce que je vous propose un peu tardivement. Mais tant que L'ARCHE paraissait seulement à Alger, elle faisait figure de revue de province. Il n'en ira plus de même dorénavant¹ », lui écrit Jean Amrouche. Sur les 28 numéros de la revue, Thierry Maulnier a donné deux collaborations d'ordre littéraire, inscrivant ainsi son nom aux côtés des écrivains et intellectuels les plus célèbres, et de quelques anciens camarades de la Jeune Droite : Marcel Arland, Robert Aron, Antonin Artaud, Dominique Aury, Maurice Blanchot, Henri Bosco, Albert Camus, André Chamson, René Char, Jean Cocteau, Etiemble, Edgar Faure, Paul Gadenne, Maxime Gorki, Julien Green, Joseph Kessel, Arthur Koestler, Jacques et Assia Lassaïgne, Thomas Mann, Jules Monnerot, Jean Paulhan, Henry Miller, Alberto Moravia, François Sentein ou encore Jules Roy et Jean Schlumberger. Au début de l'année 1945, Jean-Claude Renard lui demande également un article littéraire pour les

¹ Lettre de Jean Amrouche à Thierry Maulnier, datée du 7 mai 1944, fonds privé Thierry Talagrand.

Cahiers de Résurrection, revue catholique fondée en 1941 et distribuée clandestinement sous l'Occupation¹. Au cours des années 1945 et 1946, ses activités journalistiques et littéraires se développent de manière conséquente, comme il l'explique dans une lettre adressée à sa mère : « J'ai tant de travail (dans l'ensemble un travail journalistique peu intéressant d'ailleurs) que je ne sais plus où donner de la tête, et que je commence à en être excédé. Mais d'une part, je sais mal résister aux sollicitations, d'autre part je cherche à réunir un peu d'argent pour être en mesure de faire face à la situation le jour où un appartement se présentera. En dehors du *Figaro* et de la *Table Ronde*, qui me prennent toujours beaucoup de temps, j'ai donc des rubriques littéraires (*Concorde*, *20^{ème} Siècle*), une rubrique dramatique (*Essor*), une petite rubrique littéraire provisoire, surtout pour rendre service à un ami dans l'hebdomadaire *Heures Nouvelles*, des articles à donner régulièrement ou irrégulièrement à *Carrefour*, à *Opéra*, à la *Gazette des lettres*, à *Juin* (un nouvel hebdomadaire, et marxiste encore !), à *Horizon* en Angleterre, à la *Gazette de Lausanne* en Suisse, aux revues *L'Arche*, *La Nef*, *Fontaine*, *L'Age d'or*, la *Revue de Paris*, sans parler des demandes qu'on m'a faites et auxquelles je n'ai pas encore répondu. En outre, corrections d'épreuves pour deux livres, – d'ailleurs sans grand intérêt – une histoire de la guerre (de mon ami Jacques Darcy)² et un recueil de vieux articles qui vont paraître à la *Table Ronde*³, composition, avec d'autres articles, d'un

¹ Ainsi que le lui explique Jean-Claude Renard, *Résurrection* « groupe un nombre important d'écrivains – sous le signe catholique, quoique sans être fermée aux autres influences et tendances – et s'attache à faire surtout une grande place aux jeunes écrivains d'avenir. Nous avons encore à faire beaucoup de progrès, à fournir un effort de qualité de plus en plus important, – mais nous avons déjà trouvé de nombreux lecteurs et rencontré une sympathie qui s'accroît chaque jour davantage. Un article de vous, traitant d'une question de littérature, nous serait donc en même temps qu'un honneur un vif encouragement. Notre « Revue » s'est aussi proposée, - et en a commencé la réalisation, - et en a commencé la réalisation, – de publier des œuvres marquantes, – dans une collection soignée. J'espère, cher Maître, que vous ne nous refuserez pas cette faveur. Je serais très heureux de pouvoir aller vous rendre visite quand vous le voudrez bien ». Lettre de Jean-Claude Renard à Thierry Maulnier, datée du 16 février 1945, Fonds privé Thierry Talagrand. En fin de compte, Thierry Maulnier devait écrire une préface pour le premier livre de poésie de Jean-Claude Renard, paru en 1945 aux éditions Résurrection : Jean-Claude Renard, *Juan*, Paris, Résurrection, 1945, 53 p.

² Jacques Darcy (pseud. de Thierry Maulnier), *Histoire de la guerre 1939-1945*, *op. cit.*

³ Thierry Maulnier, *Arrière-pensées*, Paris, La Table Ronde, 1946, 226 p. Il s'agit d'un recueil d'articles parus sous l'Occupation dans la *Revue universelle*, *Le Figaro*, *Candide*, *Le Jour – Echo de Paris*, et les *Cahiers français*, et précédés d'un avertissement dans lequel Maulnier exprime sa satisfaction d'avoir pu, grâce à l'allusion, au clin d'œil et au langage codé, tromper la vigilance de la censure allemande et dévoiler sa véritable pensée. « Il est possible, écrit-il, qu'aujourd'hui, isolées des circonstances qui imposaient et justifiaient tant de détours et de déguisements, elles paraissent timides et embarrassées à ceux-là même qui, lorsqu'ils les lisaient, il y a deux ou trois ans, voulaient bien leur reconnaître quelque vigueur. Quand leur publication dans ce livre ne servirait qu'à témoigner des précautions dont doit s'entourer, dans un régime d'oppression, l'expression d'une pensée qui n'entend pas sacrifier son indépendance et des problèmes qui se posent à l'écrivain dans des

recueil qui doit paraître en Suisse¹, rendez-vous avec les innombrables romanciers, poètes et autres qui veulent absolument me soumettre leurs œuvres manuscrites ou imprimées, me demander de leur consacrer une critique ou de les appuyer auprès d'un éditeur, sans parler d'une longue préface à écrire, et déjà en retard pour les œuvres complètes de Colette², de textes pour des ouvrages de luxe, et enfin d'un ou deux travaux un peu plus sérieux, auxquels je consacre une heure quand j'ai le temps. Rien que d'énumérer cela me donne le vertige, et une certaine admiration pour moi-même³ », conclut-il ironiquement pour clore cette longue liste de travaux d'écriture qui l'occupent au début de l'année 1946. Encore faut-il rajouter à cette époque des articles pour les revues *Mondes nouveaux*, *Lumières de la ville*, *Masques*, et quelques mois plus tard pour *Spectateur*, la *Revue française de l'élite*, *Hommes et Mondes*, *Combat*⁴, *Fédération*, *Le Figaro littéraire*, ou encore *La Bataille – Le Rouge et le Noir*. Puis viennent ensuite s'ajouter ou se substituer d'autres collaborations à la fin des années quarante et au début des années cinquante, en fonction de la durée de vie des parutions.

Après la Seconde Guerre mondiale, en quatre années à peine, Maulnier acquiert donc une position notable dans le monde de la grande presse, tant politique que littéraire, confortée par ses succès au théâtre et son prestige, déjà bien installé à la fin des années trente, d'homme de lettres. Par les tirages des journaux et revues dans lesquels il publie, Thierry Maulnier dispose d'une forte exposition : *Le Figaro* passe rapidement de 91 000 exemplaires pour le numéro du 27 août 1944 à 380 000, voire 400 000 exemplaires quotidiens en 1948, ce qui en fait le troisième journal national le plus

circonstances équivoques où le silence total apparaît tour à tour revêtu des apparences de la plus haute noblesse, et de celles d'une assez commode abstention, elles ne seraient peut-être pas inutiles. Il n'est d'ailleurs pas absolument certain que les inquiétudes que l'on peut évoquer par ces écrits déjà vieilliss aient perdu toute actualité », conclut-il pour rappeler que cette alternative qui se pose à l'écrivain, entre le silence et l'expression dans les régimes dictatoriaux ou totalitaires, pour être réglée en France, n'en reste pas moins vraie encore ailleurs, comme en URSS.

¹ Thierry Maulnier, *Langages*, Lausanne, Editions du Conquistador, 1946, 229 p. L'ouvrage contient uniquement des textes littéraires, sur l'Antigone de Garnier, les Derniers renaissants (paru dans la *Revue universelle* sous l'Occupation), Racine, Fontenelle et Hugo.

² Thierry Maulnier, *Introduction à Colette*, Paris, La Palme, 1954, 69 p. Ce texte, sollicité par Pierre Berès, libraire et éditeur parisien, devait être à l'origine une préface aux *Œuvres complètes* de Colette parues en quinze volumes entre 1948 et 1950 aux éditions du Fleuron, fondées par Maurice Goukiet, le troisième mari de Colette. Il paraît en fin de compte en 1954 aux éditions La Palme, créées par Goukiet et Pierre Berès.

³ Lettre de Thierry Maulnier à sa mère, datée du 23 février 1946, Fonds Thierry Maulnier Versailles, F991 (6) a.

⁴ Il s'agit du journal créé en décembre 1941, qui a donné son nom au mouvement de résistance, auquel ont collaboré Henri Frenay, Georges Bidault, Claude Bourdet et Albert Camus. A ne pas confondre avec la revue du même nom, fondée par Thierry Maulnier et Jean de Fabrègues dans les années trente.

distribué derrière *France-Soir* (630 000 exemplaires) et *Paris-Presse* (470 000 exemplaires)¹ ; *Combat*, qui rencontre alors des difficultés marquées par la démission d'Albert Camus est encore tiré en juin 1947 à près de 150 000 exemplaires² ; la *Revue de Paris*, qui n'a certes plus en 1945 la fortune qu'elle eut au début du vingtième siècle et qui est alors très éloignée des courants intellectuels à la mode, accueille encore des écrivains en vue, représentatifs d'une littérature classique et traditionnelle comme Claudel, Montherlant, Jacques Laurent, Michel Déon, Marcel Jouhandeau par exemple ; enfin *Carrefour*, l'hebdomadaire fondé par les résistants Emilien Amaury et Robert Buron, et dont Louis Salleron assume un temps la rédaction en chef, jouit alors d'une certaine popularité en se ralliant d'abord au MRP, puis au gaullisme à partir de 1947. Il est publié chaque semaine à près de 230 000 exemplaires en 1946³. Les autres journaux et revues ont des tirages bien moindres, mais font tout de même partie, pour certains, des titres les plus prestigieux de l'époque, comme *Opéra*, *La Nef* ou encore *Fontaine*. Surtout, ces supports sont politiquement éclectiques, et plusieurs sont issus de la résistance et de la France libre, ou s'efforcent de faire durer l'esprit et les idéaux de la résistance dans une France épurée. C'est le cas bien entendu de *Carrefour*, *Combat* et *Le Figaro*, mais aussi de *Fontaine*, *Essor* où officie Maurice Clavel, *Hommes et Mondes*, revue créée en 1946 par Bernard Simiot⁴ et *La Nef*, anagramme de « Nouvelle équipe française », fondée à Alger en juillet 1944 par Robert Aron et Lucie Faure, l'épouse d'Edgar Faure, pour servir de tribune aux écrivains résistants. A première vue, cette situation paraît donc plutôt exceptionnelle et paradoxale pour un intellectuel qui a collaboré à l'*Action française* jusqu'en juillet 1944. Maulnier accepte, *a priori* sans réserve, toutes les propositions, qui sont par ailleurs nombreuses,

¹ Claire Blandin, *Le Figaro. Deux siècles d'histoire*, op. cit., p.169.

² Jacques Julliard et Michel Winock (dir.), *Dictionnaire des intellectuels français. Les personnes, les lieux, les moments*, Paris, Seuil, 1996, p.346.

³ Claire Blandin, *Le Figaro littéraire (1946-1971). Vie d'un hebdomadaire politique et littéraire*, Thèse de doctorat en histoire, Institut d'Etudes Politiques de Paris, sous la direction de Jean-François Sirinelli, 2002, p.166. Les chiffres annoncés par Claire Blandin montrent que le lectorat de *Carrefour* décroît régulièrement, en passant de 250 000 exemplaires hebdomadaires en avril 1946 à 185 000 au cours du premier semestre 1948.

⁴ Engagé volontaire durant la Seconde Guerre mondiale, il participe à la campagne d'Italie, puis à la libération de l'Alsace en 1944 au côté du futur maréchal de Lattre de Tassigny. Il fonde et dirige la revue mensuelle *Hommes et Mondes* jusqu'à sa fusion en 1956 avec la *Revue des deux mondes*. Thierry Maulnier y assure, à partir du premier numéro d'août 1946, le « feuilleton littéraire » qu'il cesse en avril 1951 avec un article sur Gide, « Que nous apportait Gide ? ». Puis entre octobre 1950 et décembre 1954 il rédige une rubrique intitulée « Horizon politique ». La revue publie aussi en trois parties, en 1955, le texte de son adaptation pour le théâtre de la *Condition humaine* de Malraux.

quitte à écrire dans un journal de sensibilité marxiste comme *Juin*, où sa collaboration demeure cependant d'ordre littéraire, comme dans la plupart des autres revues et journaux qui l'accueillent. Deux raisons évidentes motivent cette boulimie de publication qui saisit Maulnier à la Libération. Ecrire partout, sans rechigner sur la qualité et la sensibilité politique du support, est un moyen de faire oublier son passé maurrassien, tout en confortant sa notoriété de critique littéraire. Et très rapidement d'ailleurs, Thierry Maulnier devient un critique incontournable et recherché, comme le prouvent ses nombreuses collaborations dans la presse jusqu'à sa disparition en 1988. Les écrivains de la jeune génération, les débutants, voient en lui un maître dont ils attendent des critiques favorables ou des recommandations auprès des directeurs de revues et des éditeurs. Déjà dans les années trente, le non-conformisme politique de Thierry Maulnier, qui exprimait ses idées dans des revues plutôt marginales, trouvait un équilibre dans une recherche, somme toute efficace, de notoriété au plan littéraire, qui se traduit par l'obtention d'un Grand prix de la critique et la reconnaissance de ses pairs.

La seconde raison, plus prosaïque, pour expliquer ces collaborations souvent sans intérêt, comme il l'affirme lui-même à sa mère, est financière. Il faut bien vivre, et il envisage d'autre part de quitter son atelier de la rue de Bellechasse, trop petit pour deux personnes, pour un appartement plus grand, à un moment où il n'est pas aisé de trouver un logement dans Paris. Il cherche donc à accumuler une somme d'argent conséquente pour faire face à cette dépense quand elle se présentera.

Mais ce qui frappe surtout, dans la longue liste des revues et journaux auxquels Maulnier collabore, est l'absence quasi-complète des principaux lieux de rassemblement de la droite nationale et maurrassienne après la Libération, et plus particulièrement des anciennes figures d'une Jeune Droite définitivement disloquée. Sa signature n'apparaît pas plus dans les *Ecrits de Paris* que dans *Rivarol*, les deux titres de référence de la droite nationaliste d'après-guerre, dénonçant les excès du résistancialisme et de l'Épuration, tout en revendiquant l'héritage du pétainisme. Le mensuel *Ecrits de Paris*, fondé en janvier 1947 par René Malliavin, responsable d'un Centre d'études des questions actuelles, accueille pourtant nombre d'intellectuels de droite, conservateurs, anciens collaborateurs, nostalgiques du régime de Vichy,

monarchistes, fascistes, parfois résistants ou républicains fidèles à la Troisième République, comme Lucien Rebatet, Alfred Fabre-Luce, Paul Morand, Henri Massis, Xavier Vallat, Louis Salleron, Bernard Faÿ, Jacques Soustelle, François Léger, Bertrand de Jouvenel, Jacques Benoist-Méchin, Jacques Chastenet, Louis Rougier, Henry Bordeaux, Jean Madiran, Michel Déon, André Thérive, Marcel Jouhandeau entre autres. Thierry Maulnier est également absent des colonnes du journal « frère », *Rivarol*, « l'hebdomadaire de l'opposition nationale », lancé en 1951 par une jeune équipe constituée de Maurice Gaït, Julien Guernec (François Brigneau) et Antoine Blondin, défendant avec plus de violence, des options idéologiques proches des *Ecrits de Paris*, voire de la nouvelle presse d'Action française.

Pas plus qu'il ne collabore à ces supports de sensibilité nationaliste, Maulnier ne participe aux différentes tentatives de renaissance de l'Action française, qui restent, ainsi que l'a signalé Olivier Dard, « l'affaire des cadets¹ » de la Jeune Droite, Pierre Boutang, Kléber Haedens, Michel Déon, Antoine Blondin, François Sentein ou Roland Laudenschach. Dans la mouvance maurrassienne, le premier journal qui paraît au grand jour après la Libération est *L'Indépendance française*. Il s'agit d'un bimensuel qui ne cache pas sa filiation avec l'Action française, lancé en 1946 par Marcel Justinien et dont le principal rédacteur fut Jean-Louis Lagor, pseudonyme de Jean Arfel, qui faisait partie des jeunes rédacteurs du quotidien maurrassien sous l'Occupation². Environ un an plus tard paraît, le 10 juin 1947, le premier numéro de l'héritier direct de l'*Action française*, intitulé *Aspects de la France et du Monde*, à la rédaction duquel participent nombre de figures historiques de l'ancien quotidien maurrassien comme Georges Calzant, Maurice Pujol, qui bénéficie d'une libération conditionnelle en octobre 1947, Georges Gaudy, Firmin Bacconnier, Xavier Vallat et Robert Havard de la Montagne. La jeune génération est également présente avec Michel Déon, Kléber Haedens, Roland Laudenschach et surtout Pierre Boutang tient une rubrique sur la « vie politique ». D'autres journaux ou revues sont distribués immédiatement après la Libération de manière plus clandestine, comme *Les Documents Nationaux* qui cèdent la place à la publication officielle du mouvement maurrassien *Aspects de la France*,

¹ Olivier Dard, « Destins de la Jeune Droite », art. cit. p.334.

² Il fut plus tard, sous le pseudonyme de Jean Madiran, directeur de la revue catholique traditionaliste, *Itinéraires* à laquelle a longtemps collaboré Louis Salleron.

Paroles Libres, L'Avenir français, La Seule France, La Dernière Lanterne, créé par Pierre Boutang et Antoine Blondin, avec le concours de Julien Guerneq. Aucune de ces publications n'accueille la signature d'un Thierry Maulnier qui semble avoir rompu définitivement avec l'Action française et ses descendants. Il ne participe pas non plus au mouvement politique qui est lancé en parallèle du périodique *Aspects de la France*, une structure baptisée la « Restauration Nationale », dans le but d'abattre la République et de restaurer la monarchie, présidée par le comte Louis-Olivier de Roux et pilotée par Pierre Juhel, qui en assure le Secrétariat général. Maulnier ne conserve que quelques liens ténus qui se traduisent par sa participation aux réunions du cercle des « Amitiés françaises », animé par le docteur Louis Rousseau et son épouse Suzanne depuis 1942, à la Librairie des Amitiés françaises, sise au 48 rue Mazarine à Paris¹. La librairie est liée à l'Institut de Politique Nationale, lancé en 1948 pour assurer la diffusion de la pensée maurrassienne. Mais c'est l'amitié qui attire Maulnier dans ces réunions, bien plus que la politique, puisque ses conférences n'ont jamais que la littérature pour sujet. Après la Libération, Maulnier prend donc ses distances avec l'Action française. Il ne fait plus partie des structures et publications chargées de

¹ Il s'agit d'amis de longue date de Thierry Maulnier, avec lesquels il fut souvent en contact sous l'Occupation. Cette amitié remonte à l'époque du journal *L'Insurgé*, quand Louis, Suzanne Rousseau et son frère, Jean Testau, qui est également médecin, ont apporté un soutien financier à la publication, et ont à maintes reprises offert le couvert à la jeune équipe désargentée des rédacteurs. Le couple Rousseau milite à l'Action française. Sous l'Occupation, Maulnier reste en contact avec ses bienfaiteurs. « Jean était malheureux de l'éloignement de notre ami, raconte Suzanne Rousseau, aussi proposa-t-il à Thierry de revenir à Paris où il lui assurait un “minimum vital”. Il lui soumit un projet de revue qui serait financée par son laboratoire (Dolisos) et dont Thierry serait le Directeur. Le titre était déjà choisi : ce serait “LETTRES ET MEDECINE”. Thierry accepta aussitôt. Mais la revue n'eut qu'un seul numéro, car mon frère ne put obtenir l'autorisation de papier indispensable en ces temps de pénurie. Il fallait trouver autre chose pour justifier une “mensualité”. Jean proposa à mon mari d'écrire ensemble – c'est-à-dire tous les trois – une “Histoire de la médecine”. Il en existait déjà plusieurs, mais aucune, disait-il, n'était satisfaisante. Le projet fut immédiatement accepté. Thierry avait de telles facultés intellectuelles qu'il aurait aussi bien participé à une Histoire de l'Astronomie, qu'à celle de “l'amélioration de la race chevaline”. Ils convinrent donc de se réunir, à notre domicile, chaque semaine, le mercredi matin. Louis et Jean échangeaient leurs idées sur “les origines et l'évolution de la Médecine”. Thierry écoutait, rêvant semblait-il à d'autres sujets, en faisant les cent pas dans le salon ou jouant avec notre chat “Pouf”. Un jour mon frère me dit : “Je ne sais si ce dont nous parlons intéresse Thierry. Il ne prend jamais part à nos exposés. Veux-tu lui demander gentiment... et sans insister, s'il a pris quelques notes ?” L'après-midi, je posai la question à Thierry qui, dès le lendemain, m'apporta, en souriant, cette “Histoire de la Médecine” que Jean publia aussitôt. Mais Thierry ne voulut pas que son nom soit mentionné ». (Introduction de Suzanne Rousseau au manuscrit de Thierry Maulnier, *Histoire de la Médecine*, 56 feuillets. Un fac-similé de ce manuscrit est conservée dans le Fonds Thierry Maulnier, Bibliothèque municipale de Versailles, F992 (4)). Ce manuscrit est en fait un texte qui détaille les origines et les évolutions de la médecine depuis la période néolithique jusqu'à la Renaissance, en passant par les médecines égyptienne et grecque. Par amitié, Thierry Maulnier participe également aux réunions du cercle des Amitiés françaises, placé sous le patronage de Maurice Barrès et de son livre éponyme, en prononçant des conférences sur la poésie ou sur La Fontaine. Marcelle Tassencourt y récite les *Poèmes de Fresnes* de Robert Brasillach. Parmi les autres conférenciers figurent notamment Gustave Thibon, Gabriel Marcel, André Fraigneau, Henri Massis, Julien Guerneq, Jean Madiran, Pierre Boutang (voir Guillaume Gros, *Philippe Ariès. Un traditionaliste non-conformiste*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2008, p.105).

propager la doctrine de Maurras. Il met également fin à toute forme de militantisme monarchiste, sans qu'il soit pour autant possible de parler de fracture brutale. Maulnier s'éloigne. Mais il s'était déjà mis en retrait depuis deux ans, sous l'Occupation, continuant à écrire dans l'*Action française*, tout en désapprouvant le jusqu'au boutisme de Maurras. En 1945, il a compris que le maurrassisme et la lutte pour une restauration monarchique ont été définitivement discrédités par le compagnonnage avec Vichy et la Révolution nationale tentée par le Maréchal Pétain. « J'ai entendu Maurras parler des collaborateurs. Je vous assure que c'était sans indulgence, se souvenait-il en 1980 dans les colonnes d'*Aspects de la France*. (...). Les collaborateurs de la tendance parisienne étaient réprouvés par Maurras d'une façon violente et, dirais-je furieuse. Ce sont les plus grandes colères que je l'aie vu manifester en politique. Il détestait Déat et *Je Suis Partout*. (...). Une certaine ambiguïté née de la censure de la presse où Maurras attaquait librement l'Angleterre – l'ennemi numéro un bis – mais sans pouvoir attaquer l'Allemagne – l'ennemi numéro un – faisait que Maurras a sans doute entraîné à son corps défendant des lecteurs qui ne pouvaient, par eux-mêmes, faire la part de l'un et de l'autre. (...). Comprenez-moi bien, la pensée réelle de Maurras était anti-fasciste¹ », déclarait Thierry Maulnier en désapprouvant la condamnation dont Maurras avait été victime pour intelligence avec l'ennemi à la Libération. Mais il estime sans doute que l'*Action française* est incapable de se relever de cette position équivoque prise pendant la guerre. Sa pensée s'inscrit désormais dans une forme d'engagement davantage en phase avec les enjeux politiques de l'après-guerre. En 1944, Maulnier rompt donc en silence avec l'*Action française*, sans donner aucune explication à ses anciens camarades, mais aussi sans renier son passé maurrassien.

« Un renégat qui sert le veau d'or » ?

« Un renégat qui sert le veau d'or² », tel est le titre d'un article de Georges Calzant, l'une des figures de l'*Action française*, directeur du journal *Aspects de la France*, qui résume bien les griefs portés à l'encontre de Maulnier par les têtes de file du mouvement maurrassien. Calzant est l'un des vieux barbons de l'*Action française*,

¹ « L'itinéraire de Thierry Maulnier », propos recueillis par Guillaume de Ferette, art. cit.

² Georges Calzant, « Pour un renégat qui sert le veau d'or », in *Aspects de la France*, 3 avril 1953.

avec lesquels Maulnier n'a certes jamais entretenu de bonnes relations. Mais la jeune génération n'est pas non plus en reste pour dénoncer l'attitude, jugée indigne, de celui que certains monarchistes imaginaient il y a peu encore comme le disciple le plus doué de Maurras, appelé à assumer le rôle de continuateur de la pensée maurrassienne. Le premier incident se produit à la suite de la parution dans *Le Figaro* d'un article où Maulnier analyse la conduite des nationalistes dévoyés qui, sous l'Occupation, par l'application extrême des convictions qu'ils défendaient, en sont venus à appliquer des idées totalement contraires à l'intérêt de leur pays. « Même s'ils éprouvaient de la douleur aux pertes subies par la France, il se glissait dans cette douleur quelque chose de triomphant, explique Maulnier. Le jour vint même où, à l'admiration pour la nation voisine qui reconnaissait et "prouvait" la valeur de leurs propres idées, un certain nombre de nationalistes mêlèrent une sorte de haine pour leur propre pays qui refusait de les entendre. (...). Le jour vint où la nation disparut en quelque sorte du nationalisme, qui, perdant son objet concret, tendait à la passion pure. Pour des citoyens français, l'Allemagne cessait d'être l'ennemi, pour devenir le bras séculier de leur religion¹. » Maulnier visait bien entendu les collaborationnistes parisiens et tout spécialement l'équipe de *Je Suis Partout*, mais son article laissait peser certaines équivoques. François Daudet, le fils de Léon, lui reprocha alors d'avoir fait une confusion entre les collaborationnistes et le mouvement monarchiste, dans un article qui ne pouvait passer, vu de l'extérieur, que pour un « reniement public et une trahison des idées de l'AF² ». En annonçant à Maulnier qu'il avait décidé de lui retirer son amitié, François Daudet analysait ainsi son attitude : « Vous ne pouviez peut-être pas prononcer de noms pour nous mettre à part et dire que vous ne nous visiez pas. Mais il n'était pas difficile de trouver une formule quelconque qui le fit comprendre. (...). Il y a tant de lâchetés à l'heure actuelle ! Dans le moment où nos plus chers amis souffrent, sont arrêtés, assassinés, suppliciés ! Cela peut-être me rend plus irritable – mais cela aussi aurait dû vous rendre plus attentif (...). Enfin quant aux mobiles qui vous ont guidé, je ne les distingue pas bien en effet. Je crois qu'il s'agit du courant, de l'atmosphère dans laquelle vous vivez au *Figaro* et qui a un peu déformé votre vision

¹ Thierry Maulnier, « Le danger », in *Le Figaro*, 2 janvier 1946.

² Lettre de François Daudet à Thierry Maulnier, datée par erreur du 2 janvier 1945, mais écrite le 2 janvier 1946. Fonds privé Thierry Talagrand. Maulnier répondit immédiatement à ce courrier pour s'expliquer.

des choses. Occupant une position difficile, mais que nous comprenions reconnaissez-le, vous avez fini par basculer du mauvais côté, sans vous en rendre compte, dites-vous. Qu'y puis-je ? (...). Depuis j'ai eu l'écho d'autres indignations semblables à la mienne mais elles venaient de jeunes gens qui ne vous connaissent pas personnellement, et qui n'éprouvent aucune espèce d'animosité contre vous, bien au contraire¹. »

Un an plus tard, en 1947, c'est Jean-Louis Lagor, le jeune rédacteur de *L'Indépendance française*, qui porte l'estocade avec des arguments qui furent systématiquement utilisés ensuite par les hommes d'Action française dans leurs prises de positions publiques contre Maulnier, jusque dans les années soixante. L'ancien directeur de *L'Insurgé* est dénoncé dans cet article comme un intellectuel rallié au régime, au système, à l'ordre établi ou, tout simplement, à l'ennemi, incarné symboliquement par *Le Figaro*. L'ennemi en question, c'est, comme au temps des combats des années trente, le bourgeois, libéral et conservateur, pilier de cette démocratie, que les jeunes maurrassiens ont toujours combattue et qui les a fait emprisonner à la Libération. Thierry Maulnier est par conséquent accusé de s'être enrichi en soutenant le régime et ses valets, pendant que ses anciens camarades seraient, eux, réduits en esclavage dans les bagnes politiques de la République ploutocratique, sans qu'il ait élevé la moindre contestation contre cette situation. « Vous êtes devenu, entre autres choses, un homme du régime, un homme arrivé, dénonce Jean-Louis Lagor, vous en avez les acceptations muettes, les silences complices, vous usez une plume d'or à des commentaires souvent intelligents sur des sujets secondaires, vous avez conservé votre talent mais vous évitez les histoires, comme un fonctionnaire qui veille à ne rien laisser entrer dans son dossier qui puisse nuire à son avancement. Vous êtes un écrivain bourgeois et un écrivain officiel, cela vous étonne peut-être, mais soyez sûr que l'estampille de M. Pierre Brisson est infaillible sur ce point. Vous n'avez jamais été condamné au silence par les autorisations préalables et les interdits de la République. Vous n'avez pas connu la prison, vous n'avez pas été traqué (...). Vous êtes de ceux qui, en face de l'imposture

¹ Lettre de François Daudet à Thierry Maulnier, datée du 6 janvier (1946). Fonds privé Thierry Talagrand.

trionphante et de l'injustice couronnée, n'écrivent que pour se taire¹. » En fait, ce que Lagor reproche surtout à Thierry Maulnier est son silence complice devant l'Épuration, que le jeune maurrassien assimile à un autre épisode de la « guerre civile inaugurée le 18 juin 1940 » par De Gaulle ; une épuration qui aurait permis aux factions dominantes, c'est-à-dire au gaullisme et au résistancialisme, de s'emparer du pouvoir par l'oppression. *L'Indépendance française* manifeste en effet une solidarité quasi-complète face aux vaincus, en considérant le gaullisme et le collaborationnisme comme deux erreurs symétriques, deux partis au service de l'étranger, qui méritent des sanctions identiques. Cet argument plaide bien entendu en faveur de la libération des vichystes et des collaborateurs emprisonnés. « C'est par là que commencera une réconciliation française : par la réconciliation des victimes. Car le camp des victimes, immense déjà, affirme Lagor, victimes de la persécution, victimes de la misère, victimes du désordre total, ne fera que s'accroître dans les saisons à venir et aussi longtemps que la nation restera la tête en bas et les canailles au pouvoir ; le camp des victimes s'étend assez rapidement au monde moderne tout entier pour que les profiteurs de la démocratie moderne n'arrivent plus à en maintenir la légende et l'imposture. Il faudra alors, il faut dès maintenant trouver autre chose, d'autres voies, d'autres raisons de vivre, une autre conception du monde que celle qui, de Descartes à Lénine en passant par Rousseau, Robespierre et Bonaparte, forme finalement un bloc politique, religieux et moral, – un bloc condamné². » Et pour Lagor, c'est précisément avec ce bloc que Maulnier s'est désormais compromis en reniant son passé maurrassien, nationaliste et révolutionnaire. « Je vous quitte, Thierry Maulnier, lâchet-il en conclusion pour marquer ses distances. Je vois approcher votre public actuel, où figurent fort peu de moins de trente ans. J'y discerne surtout des bourgeois démocrates et conservateurs, des lecteurs cultivés à la manière des grands hebdomadaires à la mode, des critiques professionnels et dispensateurs de prix littéraires, des profiteurs du régime, des gens bien en cour, des parvenus de la politique et du marché noir qui se hâtent à leurs instants perdus d'acquérir un vernis de distinction intellectuelle en feuilletant votre *Introduction à la poésie française*, des hommes installés dans le

¹ Jean-Louis Lagor, « A Thierry Maulnier », in *L'Indépendance française*, 18 octobre 1947.

² *Ibid.*

monde actuel et satisfaits de leur chiffes d'affaires, allez donc serrer toutes ces mains molles, je ne les priverai pas plus longtemps de votre présente coruscante et de vos discours brillants, – brillants et bénins. Pour continuer à leur plaire, ne cessez pas de vous taire sur l'essentiel¹. » Pour ne pas s'être exprimé en faveur de la réconciliation, et contre la répression des vaincus, Maulnier est coupable, aux yeux des héritiers de l'Action française, de s'être rallié au système. Car accepter l'Épuration, c'est en fin de compte, reconnaître la légitimité de la IV^e République. A l'inverse, dénoncer les épurateurs, comme le font les rédacteurs d'*Aspects de la France*, revient à battre en brèche l'un des mythes fondateurs du nouveau régime : la justice.

Mais s'il est réel en 1947, le silence de Maulnier dans la presse, dénoncé par Lagor, ne l'est plus un an après. L'exécution de Bassompierre au printemps 1948 et son témoignage livré dans *Frères ennemis*², semblent avoir profondément choqué Thierry Maulnier, qui conçoit son itinéraire comme l'erreur fatale d'un caractère, dupé par la politique³. Le paradoxe entre le courage de Bassompierre et le déshonneur dans lequel il fut plongé par la justice des vainqueurs en étant accusé de trahison, inspire à Maulnier des réflexions sur la « nouvelle morale politique » qui prévaut, à l'ère des révolutions et des orthodoxies modernes, contre les vaincus : « Dans la nouvelle morale politique, le héros qui combat contre nous est un traître, le traître qui nous sert est un héros⁴. » Et il poursuit, en faisant un lien avec les prisonniers politiques, du monde communiste : « C'est un assez sombre tournant dans les luttes humaines, que celui où ceux qui ont valeureusement combattu un adversaire d'égale force ou un État orgueilleux et puissant mettent sur leurs uniformes ou sur leurs pauvres et magnifiques vêtements d'insurgés l'insigne de la police politique, et se servent des

¹ Jean-Louis Lagor, « A Thierry Maulnier », art. cit.

² Charles-Ambroise Colin, *Le sacrifice de Bassompierre* suivi de *Frères ennemis* par Jean Bassompierre, Paris, Amiot-Dumont, 1948, 237 p. Proche de l'Action française, dont il s'éloigne lors de la condamnation du mouvement maurrassien par le Pape en 1926, Jean Bassompierre fut l'un des tout premiers membres de la Cagoule. Sous l'Occupation, Bassompierre, proche de Darnand, fut secrétaire de la section des Alpes-Maritimes de la Légion française des combattants, puis secrétaire régional pour la région de Marseille. En 1942, il s'est engagé dans la Légion des Volontaires Français contre le bolchevisme (LVF). En 1944, il est rappelé par Darnand, pour organiser la Milice en zone Nord et il est nommé inspecteur général. Il quitte la France en août 1944 avec les miliciens parisiens, puis est incorporé dans la Division Charlemagne aux côtés des Waffen SS français.

³ « Il était la dupe-née, le modèle de ceux que l'on envoie se faire tuer avec quelques formules de propagande et quelques belles phrases héroïques sur le drapeau, la vertu du sacrifice et la civilisation chrétienne menacée par les barbares. » (Thierry Maulnier, « Les deux morales », in *La Table Ronde*, juillet 1949, pp.1147-1148.

⁴ *Ibid.*, p.1148.

armes ennoblies par le combat pour traquer un gibier sans défense. C'est un assez triste moment que celui où les vainqueurs commencent à devenir des lâches¹ ».

A la fin des années quarante, s'appuyant sur le retour de l'Allemagne dans la communauté internationale et sur les témoignages qui font état de la répression communiste dans le bloc de l'Est², Maulnier commence ainsi à faire campagne en faveur d'une amnistie pour les criminels accusés d'intelligence avec l'ennemi. Sa logique est simple : l'épuration n'était qu'une parodie de justice, obéissant à la nécessité pour les vainqueurs de casser son opposition en coupant les têtes de ses principaux responsables, ainsi qu'au besoin de satisfaire des ressentiments. La justice de la Libération n'était en fin de compte qu'une justice politique. « Or, la justice politique est une partie de la politique, comme son nom l'indique, et la politique est commandée par des situations concrètes. La situation concrète est telle depuis deux ou trois ans que les données créées par l'impérialisme hitlérien ont été complètement dépassées. Au point qu'il est aujourd'hui question de réarmer l'Allemagne de l'Ouest pour contribuer à la défense occidentale contre le péril de l'expansion soviétique (...). Il y a au moins quelque chose de paradoxal à ce que l'Allemagne soit admise à rentrer dans la communauté internationale ; alors que ceux qui ont été condamnés pour avoir pris son parti (...) sont maintenus rigoureusement hors de la communauté française. Il y a quelque chose de paradoxal à ce que les Français soient maintenus en prison pour anticommunisme (...). Il y a quelque chose de paradoxal, poursuit-il, à ce que le fait d'avoir appartenu à la L.V.F soit toujours tenu pour inexcusable, alors que l'on envoie un bataillon en Corée³ », pour lutter contre l'expansionnisme soviétique. La nouvelle situation politique nationale et internationale commande par conséquent l'amnistie, qui ne vise pas à réhabiliter le vichysme ou le collaborationnisme, mais bien à effacer des fautes pour créer les conditions d'une réconciliation nationale.

Progressivement, l'amnistie fait son chemin dans l'esprit de Maulnier. Mais il s'exprime finalement sur cette question au moment précis où elle commence à devenir un enjeu du débat politique et un sujet qui touche l'opinion. Comme l'indique

¹ Thierry Maulnier, « Les deux morales », art. cit., pp.1153-1154.

² Voir chapitre 25, où il est notamment question de la campagne de David Rousset et de l'affaire Kravchenko.

³ Thierry Maulnier, « L'occasion manquée », in *Hommes et Mondes*, décembre 1950, p.581.

Bénédicte Vergez-Chaignon dans son *Histoire de l'épuration*¹, un sondage réalisé en 1948 révélait que près des deux tiers des personnes interrogées estimaient que les juridictions spécialisées, instituées pour juger les coupables, n'étaient pas assez sévères ; alors qu'un an plus tard, il se trouvait autant de Français favorables à une amnistie. A la fin des années quarante, un consensus était en train de s'établir dans l'opinion, jusque dans les rangs de la Résistance, pour reconnaître que l'Épuration s'était soldée par un échec. Loin de prendre les risques qu'attendaient de lui ses anciens camarades de l'Action française, Maulnier se ralliait en fait à un combat qui était, sans doute, gagné d'avance. Ce faisant, il se démarquait cependant de la presse d'Action française en défendant les condamnés, non pas parce qu'ils avaient eu raison d'adopter le comportement qui les avait conduits en prison, mais au nom d'un droit absolu, d'un droit fondamental « d'avoir tort ». « Le droit d'avoir tort est dans son principe, le droit humain fondamental : il pourrait être l'article unique d'une Déclaration des droits de l'homme, car il implique tous les autres droits² », argumente Maulnier, en refusant donc par principe la notion de prisonnier politique. Pour lui, ceux qui ont été frappés par l'épuration commettent une erreur en revendiquant, comme le font par exemple les rédacteurs de *L'Indépendance française* et Maurice Bardèche³, le fait d'avoir eu raison contre le régime né de la Libération. En affirmant qu'ils auraient dû être libérés parce qu'ils avaient eu raison, les épurés admettaient en effet implicitement que l'emprisonnement peut se justifier lorsqu'un individu a eu tort. Or, selon Maulnier, « un homme a-t-il le droit d'avoir tort, ou celui qui a tort est-il un coupable ? Voilà la question. Voilà la seule question. Un homme a-t-il le droit d'avoir sur le régime politique qui convient à son pays, les alliances qu'il conviendrait à ce pays de contracter, la propriété, le prolétariat, la monarchie, Lénine, l'existence de Dieu, le mariage, la paix et la guerre, des idées contraires à celles de la majorité de ses concitoyens (si c'est là le critère de la vérité), à l'évolution de l'histoire (si c'est là le critère de la vérité) ou même à l'évidence mathématique (...) ? Ou bien est-il, dans ces cas, légitime de le tenir pour un traître, pour un asocial irréductible, pour un rebut que l'organisme social doit éliminer promptement dans l'intérêt de la santé générale ? (...)

¹ Bénédicte Vergez-Chaignon, *Histoire de l'épuration, op. cit.*, p.566.

² Thierry Maulnier, « Le droit d'avoir tort », in *La Table Ronde*, novembre 1949, p.1702.

³ Voir par exemple : Maurice Bardèche, *Lettre à François Mauriac*, Paris, La Pensée libre, 1947, 197 p.

le droit d'avoir tort est le droit le plus universel, le droit le plus sacré¹ », conclut-il quatre ans avant la grande loi d'amnistie votée le 6 août 1953, qui conduisit à la libération de la moitié des 2000 derniers condamnés emprisonnés. Ces articles, même s'ils arrivent un peu tard, démontrent en tout cas que Maulnier n'était indifférent, ni au sort des épurés, ni aux critiques venant des anciens de l'Action française.

Post scriptum

C'est en 1953 que se joue le dernier épisode du compagnonnage de Thierry Maulnier avec l'Action française. La disparition de Charles Maurras, en novembre 1952, et les deux articles que Maulnier publie à cette occasion dans la revue *La Table Ronde*², mettent fin au silence que s'imposaient les rédacteurs d'*Aspects de la France* sur leur ancien camarade, depuis le lancement du journal, suivant en cela l'attitude du Maître. Maurras est mort sans avoir jamais revu son disciple. Pendant les huit années qui se sont écoulées depuis le départ de Thierry Maulnier de l'Action française, il n'a jamais condamné son comportement. Au contraire, quelques mois avant sa mort, Charles Maurras a envoyé à Maulnier son dernier ouvrage, *La Balance intérieure*, avec une dédicace dans laquelle ne se manifestait, *a priori*, aucune hostilité quelconque : « à Thierry Maulnier, hommage du vieil auteur en souvenir de la vraie résistance lyonnaise³ », signa-t-il en effet. Un an auparavant, ce dernier avait également demandé dans un article la libération de Maurras, en même temps qu'une amnistie : « sept ans après la délivrance du territoire français, un de nos grands écrivains est toujours en prison, condamné pour intelligence avec ennemi alors que tout le monde sait qu'il n'a jamais eu avec cet ennemi le moindre contact, d'aucune sorte, qu'il n'a cessé de considérer et de désigner cet ennemi comme l'adversaire à abattre, et que s'il a pu différer d'opinion, avec les vainqueurs de 1944, sur les chances de l'abattre à bref délai et sur les méthodes à employer pour l'abattre, il n'a jamais cessé de lutter contre lui de toutes ses forces, à sa manière, qui lui paraissait être la bonne. Si Charles Maurras est en prison, on sait bien que ce n'est pas pour avoir été un allié de

¹ Thierry Maulnier, « Le droit d'avoir tort », art. cit., p.1702.

² Thierry Maulnier, « Charles Maurras est mort », in *La Table Ronde*, janvier 1953, pp.163-172 ; « Post-Scriptum », in *La Table Ronde*, mars 1953, pp.70-84.

³ Charles Maurras, *La Balance intérieure*, Lyon, Lardanchet, 1952, 294 p. Fonds privé Thierry Talagrand.

l'Allemagne, mais pour avoir été, et pour être, un adversaire du régime en France¹ », affirmait-il alors. Pourtant, les deux principaux rédacteurs d'*Aspects de la France*, Georges Calzant et Pierre Boutang, ne supportant manifestement pas la mise au point de Maulnier sur son passé maurrassien après la disparition de Maurras, vont se déchaîner contre lui². Ils lui reprochent d'avoir abandonné Maurras à son sort, sans rien tenter pour éviter sa condamnation au procès de Lyon ou pour le libérer de prison. Si ce n'est, glisse Calzant, « dans un coin de *La Table Ronde*. Vous consacriez l'une de vos longues tartines à la cause d'un nègre qui avait des difficultés avec la justice américaine ; alors, subrepticement, vous avez glissé le nom de Charles Maurras. C'était à la fois ridicule et déshonorant³. » Maulnier se défend en affirmant qu'il avait proposé son aide, mais qu'elle a été refusée par l'entourage de Maurras. Mais les détails de cette polémique sur le procès importent finalement peu. Il y a de la mauvaise foi des deux côtés. Et la vérité est tout de même que le retour de Maulnier dans l'équipe du *Figaro* libéré s'accompagne d'une rupture définitive avec son engagement au sein du mouvement maurrassien. Par opportunisme ou par conviction, il y a sans doute un peu des deux, Maulnier rompt définitivement ses relations avec Maurras et l'Action française, même s'il conserve quelques liens ténus avec des figures de ce mouvement. En 1953, il reprochait à Maurras de n'avoir pas su comprendre qu'il était impossible de conserver une neutralité totale entre les Allemands et les Alliés, de manifester son hostilité aux uns et aux autres, quand, dans le même temps, la censure allemande contrôlait ce qui paraissait dans l'*Action française*. « Associée, alliée à l'Etat de Vichy dans la mesure même où l'Etat de Vichy avait paru, à son origine, constituer une possibilité de refaire les forces de la France au sein de la défaite et de se libérer un jour des chaînes de la défaite en mettant à profit les circonstances à venir, l'*Action française* allait se trouver progressivement compromise avec lui. (...). Charles Maurras ne cessa jamais de considérer l'Allemagne – hitlérienne ou non, le point n'avait à ses yeux aucune importance, et il lui suffisait, pour détester le national-socialisme, de se rappeler qu'il était allemand – comme “l'ennemi numéro I ”. Son

¹ Thierry Maulnier, « Le noir et les blancs », in *La Table Ronde* septembre 1951, p.17.

² Voir : Pierre Boutang, « La vie politique », in *Aspects de la France*, 16 janvier 1953 ; « Scènes et doctrine d'un nationaliste passé à l'ennemi », in *Aspects de la France*, 20 mars 1953 ; Georges Calzant, « Pour un renégat qui sert le veau d'or », art. cit.

³ *Ibid.*

erreur fut de croire qu'il pouvait, dans une France à demi-contrôlée, puis tout à fait contrôlée par l'ennemi numéro I, défendre l'Etat de Vichy comme il eût pu le défendre dans une France souveraine, attaquer ses adversaires démocrates avec les armes violentes de sa polémique du temps de paix sans penser que ces adversaires luttaien précisément contre l'ennemi numéro I et que les ennemis de nos ennemis doivent être, aussi longtemps que le combat dure, traités en amis¹. » Et Maulnier ajoutait : « Il me semble certain que les gages qu'il fut amené à donner, dans la seconde période de la guerre, n'étaient que des gages, destinés à empêcher la disparition d'un journal dont il croyait, pour l'essentiel, sauver l'indépendance. Le malheur est que, vues de l'extérieur, les choses prenaient un autre visage² », celui du soutien à l'Allemagne et à ses serviteurs zélés. A travers ces propos, Maulnier voulait surtout critiquer l'inflexibilité doctrinale de la pensée maurrassienne, qu'il jugeait totalement dénuée de pragmatisme et incapable de tenir compte des évolutions historiques. Ces reproches apparaissaient bien évidemment inacceptables aux rédacteurs d'*Aspects de la France*, venant d'un intellectuel qui avait écrit dans l'*Action française* durant toute l'Occupation, et prônait lui aussi la politique de la « Seule France », avec toutefois, faut-il encore le préciser, une hostilité moins présente dans son discours à l'égard des Alliés. Citant des textes de Maulnier écrits dans les années trente, Pierre Boutang s'interroge : « Qui eût cru que cet enragé deviendrait ce modéré, que ce doctrinaire de la totalité vivante prendrait la peau de l'âne libéral, qu'il y avait enfin tant de prudence personnelle chez ce jeune chef d'une éventuelle révolution fasciste ?³ » La réponse à ce revirement, Pierre Boutang la trouve, tout comme Georges Calzant, dans la recherche de l'argent, dans la tentation de la carrière et des honneurs, dans cette dialectique, qui fonde toute la philosophie de Maulnier, « où l'opportunité est élevée à la suprême dignité historique⁴ ». « Thierry Maulnier, constate-t-il, est, lui aussi, présent sur tous les fronts, dans tous les sommaires de revues, dans une bonne douzaine de journaux : il y est pour ne pas se battre. A cette condition et pour cela. Le souvenir de sa jeunesse retient un public que son silence (jusqu'à janvier dernier) sur

¹ Thierry Maulnier, « Charles Maurras est mort », art. cit., pp.167-168.

² *Ibid.*, p.169.

³ Pierre Boutang, « La vie politique », art. cit.

⁴ *Ibid.*

les raisons de ses beaux changements n'avait pu renseigner, sans en décourager un autre qui ne l'aurait pas lu dans *L'Action française*. C'est tout profit pour le Brisson. L'ancien insurgé ne compromet plus personne. *Combat* du juif Smadja accueille le rédacteur en chef du *Combat* contre-révolutionnaire de 1939¹ », ce qui prouve, pour les anciens d'Action française, que Maulnier a choisi de rompre avec eux pour gagner sa vie. Il est ainsi présenté, en quelque sorte, comme le prototype de cet intellectuel que décrit Maurras, dans *L'Avenir de l'intelligence*, ayant renoncé à son indépendance et à ses idées, pour se prosterner devant l' « Argent² ». Le reniement de Maurras faisait aussi partie des gages donnés au système pour démarrer une nouvelle carrière dans cette presse libérale conservatrice où Maulnier ne constitue plus une menace pour l'ordre établi. Mort dans les années quarante pour les rédacteurs d'*Aspects de la France*, il « se survit douloureusement, honteusement, dans un rédacteur mercenaire de la grande presse³ », depuis la Libération, dénonce Pierre Boutang.

Violence ou conscience : il faut choisir

Bien qu'exagérée, cette présentation du parcours de Thierry Maulnier à partir de 1945, met tout de même l'accent sur deux vérités. L'argent est une préoccupation constante chez lui, comme le montre sa correspondance avec sa mère. Il a ainsi toujours utilisé sa facilité à écrire pour multiplier les collaborations dans la presse et donc les revenus. Par ailleurs, Maulnier n'a jamais dédaigné la notoriété et les honneurs. Il est âgé d'un peu moins de quarante ans à la Libération, et il n'est pas anormal qu'un écrivain de sa

¹ Pierre Boutang, « Scènes et doctrine d'un nationaliste passé à l'ennemi », art. cit.

² Maurras décrit ainsi le piège dans lequel tombe l'écrivain qui se laisse corrompre par l'argent : « Une sollicitation permanente s'établit donc, comme une garde, aux approches de l'écrivain, en vue de le contraindre à échanger un peu de son franc-parler contre de l'argent. Et l'écrivain ne peut manquer d'y céder en quelque mesure, soit qu'il se borne à grever légèrement l'avenir par des engagements outrés, soit qu'il laisse fléchir son goût, ses opinions devant la puissance financière de son journal, de sa revue ou de sa librairie : mais, qu'il sacrifie les exigences et la fantaisie de son art ou qu'il aliène une parcelle de sa foi, l'orgueilleux qui se proposait de mettre le monde à ses pieds se trouve aussitôt prosterné aux pieds du monde. L'Argent vient de le traiter comme une valeur et de le payer ; mais il vient, lui, de négocier comme une valeur ce qui ne saurait se chiffrer en valeurs de cette nature ; il est donc en train de perdre sa raison d'être, le secret de sa force et de son pouvoir, qui consistent à n'être déterminés que par des considérations du seul ordre intellectuel. (...) Il peut même lui arriver de se faire prendre par un fallacieux espoir de se délivrer : les sommes qu'on lui offre ne sont-elles point le nerf de sa liberté ? Riche, il sera indépendant. Il ne voit pas que ce qu'il nomme la richesse sera toujours senti par lui, en comparaison avec son milieu, comme étroite indigence et dure pauvreté. IL peut être conduit, par ce procédé, d'aliénation en aliénation nouvelle, l'entière vente de soi ». (Charles Maurras, *L'Avenir de l'intelligence*, in *Romantisme et révolution*, op. cit., pp.59-60.

³ Pierre Boutang, « Scènes et doctrine d'un nationaliste passé à l'ennemi », art. cit.

trempe cherche à quitter des structures marginales – et à l’avenir bien compromis dans le cas de l’Action française – pour une situation solidement établie dans la grande presse, susceptible de lui apporter également cette influence sur le public, qui est au fond la justification de son rôle d’intellectuel. Il ne faut toutefois pas trop exagérer l’importance de cette rupture de 1945. Maulnier se sépare d’un mouvement qui n’a jamais retrouvé, depuis la fin de la guerre, le prestige qu’il eut auparavant. Mais le maurrassisme de ses années de formation survit dans sa pensée, sous une forme non violente, non révolutionnaire, révisée et adaptée aux nouvelles conditions imposées à l’action politique par la victoire de la démocratie et la perte de crédibilité de la droite nationale, compromise avec le régime de Vichy. L’historien Raoul Girardet, étudiant l’« héritage de l’Action française », déclarait lui-même que « l’action de certaines personnalités – comme par exemple celles de M. P. Gaxotte ou de M. Thierry Maulnier, qui n’ont jamais renié leur passé et leurs premières fidélités politiques mais qui se trouvent aujourd’hui rentrés en quelque sorte “dans le siècle”, qui ont abandonné leurs tâches de militant et de combattant – ne peut être tenu pour négligeable. Ils contribuent à maintenir, dans les milieux les plus divers, une certaine forme diffuse, nuancée, atténuée, dégradée parfois mais toujours vivante, de pensée maurrassienne¹. » Maulnier était un intellectuel pragmatique qui s’est efforcé, toujours, d’adapter son système de pensées aux problèmes posés par son époque. Les désordres du monde évoluant sans cesse dans le temps, la réponse ne peut être systématiquement la même. Les divers nationalismes ayant échoué dans des formules autoritaires ou totalitaires – il utilise aussi l’expression de sociétés monolithiques² – il entend, à la Libération, trouver des forces nouvelles susceptibles d’apporter une réponse réelle à la crise occidentale. En ce sens, Maulnier a dépassé le nationalisme intégral de Maurras, auquel il oppose d’ailleurs cette critique : « Peut-être Maurras sentait-il, au fond de lui-même tout ce que ce diamant intellectuel dont il avait avec tant d’art fourbi les faces et les arêtes risquait au contact de l’impure, mouvante et vivante réalité. Il était le visage même de l’intransigeance : mais s’il est possible de transiger sans agir – c’est le lot de tous les opportunistes, – il est impossible d’agir

¹ Raoul Girardet, « L’héritage de “l’Action Française” », in *Revue française de science politique*, 7^{ème} année, n°4, 1957, pp.767.

² Thierry Maulnier, *La France, la guerre et la paix*, op. cit., p.206.

sans transiger, – sans transiger avec l'époque. La relative inefficacité (dans le monde des faits) de la pensée maurrassienne a été le lot de sa vigoureuse intemporalité – surprenante chez ce positiviste¹. »

De là à considérer que Maulnier a renié ses fidélités politiques, il n'y a qu'un pas que les rédacteurs d'*Aspects de la France* franchissent allègrement. Adapter le « nationalisme intégral » aux nouvelles circonstances historiques, c'est pour eux toucher au cœur de la doctrine maurrassienne. Et c'est, finalement, faire preuve d'opportunisme ; une attitude qui décrit parfaitement, selon eux, les positions politiques de l'équipe du *Figaro*. « Ses nouveaux maîtres du *Figaro* ont, eux, adapté à des circonstances terriblement nouvelles leur “doctrine” bien connue, qu'ils ajustent tactiquement à la forme, à la configuration de la main qui tient le manche. Cette main peut changer tous les jours, être débile et pourrie, ils ajustent, les fiers seigneurs ! », dénonce ainsi Pierre Boutang. Finalement, leurs arguments tournent toujours autour des mêmes critiques. Thierry Maulnier est accusé de s'être placé au service du régime ou de l'ordre établi, quand auparavant il s'était fait le héraut d'une révolution nationale. Il est vrai qu'après la Libération, il acquiert tous les atours de l'intellectuel officiel : nombreuses collaborations dans la presse, toutes sensibilités confondues ; chronique dans un journal puissant, *Le Figaro*, souvent présenté comme l'un des palais de la République pour sa modération, son conservatisme et son libéralisme bon teint ; publication chez Gallimard ; nouvelle carrière réussie dans le théâtre classique ; une notoriété de critique et d'écrivain, enfin, qui suscite une foule d'articles dans la presse et lui vaut des sollicitations nombreuses de la part de ses jeunes confrères. Cerise sur le gâteau, Thierry Maulnier est nommé Chevalier de la Légion d'honneur le 20 mars 1950 pour « services exceptionnels », alors qu'il vient d'avoir quarante ans. La Présidence du Conseil est alors exercée par le démocrate-chrétien Georges Bidault, l'un des fondateurs du Mouvement Républicain Populaire (MRP) qui forme avec la droite modérée du CNIP et les socialistes, une alliance contre les gaullistes et les communistes, dénommée « Troisième Force ». Décoré sous la Troisième Force, Thierry Maulnier apparaît donc aux hommes de l'Action française comme un défenseur des partis modérés au pouvoir, piliers des institutions de la IV^e République.

¹ Thierry Maulnier, « Charles Maurras est mort », art. cit., pp.170-171.

Avec toutes ces qualités, il semble désormais bien éloigné du non-conformisme de ses premières années. Alors que, chez ses anciens camarades d'Action française, la justice des épurateurs a eu pour conséquence de renforcer les réflexes antiparlementaires et antidémocratiques, ainsi que les critiques sur l'illégitimité républicaine, elle semble avoir, au premier abord, chez Thierry Maulnier l'effet exactement inverse. Les traumatismes de la guerre civile, de la Révolution nationale et de l'Épuration que l'on ressent aisément dans ses écrits, laissent soupçonner un ralliement concomitant à l'ordre établi. Jusqu'à présent, l'ordre établi a toujours eu, pour Thierry Maulnier, le visage de la démocratie capitaliste, qu'il s'est efforcé de combattre. Seuls ses défenseurs, les soutiens du système, ont pu prendre diverses formes avec le temps : démocrates, socialistes, conservateurs, modérés, financiers, boutiquiers et bourgeois, souvent assimilés à des vieillards, telles sont les principales figures des minorités qui ont confisqué le pouvoir à leur profit personnel et se sont identifiées peu à peu à la France, en la soumettant à leurs valeurs dégradées. Celles-ci sont bien entendu à l'opposé des valeurs aristocratiques qui constituaient l'héritage intellectuel de notre pays. Le système qu'a toujours combattu Maulnier est tout simplement le capitalisme, que Vichy n'a pas fait disparaître en dépit des tentatives d'instauration d'un régime corporatiste, et qui retrouve toute sa vigueur en France à la Libération avec la période de reconstruction. « Ce régime est tel qu'il faut y désorganiser la production, y risquer la dictature marxiste, y ouvrir les frontières à l'invasion pour y acquérir de misérables bienfaits sociaux *dont on ne profitera point*. Le minimum de progrès y est conquis avec le maximum de désordre. Le capitalisme n'ouvre point d'autre voie vers la justice que l'anarchie¹ », tels sont les reproches que formulait Maulnier contre le capitalisme. Ils sont toujours valables au lendemain de la guerre avec un Parti communiste fortement implanté dans l'opinion française et des problèmes sociaux qui n'ont pas encore trouvé de réponses. De la même manière, Maulnier n'est pas tendre avec les piliers du système : « Conservateur, radical, socialisant, le bourgeois français avait, depuis de longues décades, la presque totalité du pouvoir, de la richesse, des privilèges sociaux : il n'en avait rien fait que son profit personnel. Incapable d'assurer à la France un gouvernement fort et stable, d'inspirer à son peuple quelque volonté de grandeur et

¹ Thierry Maulnier, « La fin d'un "ordre" », in *Combat*, n°7, juillet 1936.

quelque foi en lui-même, de donner, de *laisser* plutôt à ses ouvriers et à ses paysans la part de bien-être que leur contribution à l'existence nationale eût dû normalement leur assurer, la bourgeoisie française a mené tout doucement la France vers une situation diminuée, la plus grande partie des Français vers le découragement, le laisser-aller, la veulerie, la dégénérescence, les travailleurs vers la révolte¹. » Ceux que Maulnier désigne la plupart du temps comme ses adversaires du système sont ainsi les bourgeois et les conservateurs², auxquels il a consacré un article célèbre dans la revue *Combat* en 1936³. Il y critiquait notamment un certain nombre de valeurs sur lesquelles repose la pensée conservatrice, communes à la Jeune Droite mais auxquelles cette dernière attribue des définitions divergentes, comme la notion d'ordre par exemple. Maulnier affirmait ainsi avec force : « Il s'agit de savoir si l'on entend par Ordre le maintien dans leur état présent des choses établies. Si l'ordre, et plus particulièrement l'ordre social, consiste dans un système économique anarchique et dans l'exploitation de certaines classes ; si l'ordre consiste à mettre au service de l'injustice une bonne police et des masses résignées. Il s'agit de le savoir, parce que ce que nous entendons par ordre, quant à nous, c'est précisément la subversion totale de cet ordre là⁴. » L'ordre établi que dénonçait Maulnier dans les années trente a donc toutes les apparences de la démocratie libérale et du « conservatisme distingué conforme aux attentes profondes⁵ » des lecteurs d'origine bourgeoise du *Figaro*⁶. Or, il est indéniable que ce

¹ Thierry Maulnier, « La fin d'un "ordre" », art. cit.

² Il veut ainsi en finir avec la culture bourgeoise qu'il raille par exemple dans ce texte féroce : « Avec sa basse vanité d'enrichie récente, sa mesquinerie, son exclusivisme, elle (la bourgeoisie, *ndla*) a fait d'un certain niveau de vanité sociale, de correction guindée et d'avarice, le critérium de la valeur et de la respectabilité. Un homme ne commence à compter en France que lorsqu'il possède un chapeau et une salle à manger Henri II dans une maison à escalier sombre. Et c'est là, d'ailleurs, l'idéal que l'ouvrier a pour son fils. L'homme en casquette, c'est le symbole de la subversion sociale. (...). Le costume français est d'ailleurs le symbole de la médiocrité de ce peuple, qui fut grand : le bourgeois français prend grand soin de la correction de son costume, mais il ne sait pas s'habiller, et déteste instinctivement l'élégance. (...). Le caractère irrésistiblement grotesque que prennent chez nous toutes les cérémonies officielles, banquets, inaugurations, premières pierres, cortèges historiques avec costumes provinciaux, voilà qui marque la conquête, par l'idéologie bourgeoise, par les valeurs bourgeoises, par les façons de vivre bourgeoises, d'un pays où l'idéal social n'est pas représenté par l'élégance du gentilhomme, par le bleu de l'ouvrier de choc, par l'uniforme du soldat, par les bras nus et la chemise ouverte de la jeunesse, mais par le complet-veston du chef comptable ou du retraité. » (Thierry Maulnier, « A bas la culture bourgeoise ! », in *Combat*, n°8, octobre 1936).

³ Thierry Maulnier, « Les conservateurs », art. cit.

⁴ *Ibid.*

⁵ Jacques Julliard et Michel Winock (dir.), *Dictionnaire des intellectuels français. Les personnes, les lieux, les moments, op. cit.*, p.580.

⁶ Pour Christian Delporte en effet, « il apparaît que, sur tout le siècle, la spécificité idéologique du *Figaro* s'exprime de manière édifiante par les liens étroits qu'il entretient avec l'intelligentsia conservatrice et ses institutions, au premier rang desquelles figure l'Académie française (et, dans une moindre mesure, l'académie

journal, par son combat permanent en faveur du camp de la liberté, contre les totalitarismes et les extrémismes, constitue le principal point d’ancrage idéologique de Thierry Maulnier après la Seconde Guerre mondiale.

Il est cependant abusif de prononcer l’oraison funèbre du Thierry Maulnier « insurgé », à la sensibilité antiparlementaire et antidémocratique, comme le font les rédacteurs d’*Aspects de la France* ou de *L’indépendance française* à la fin des années quarante. Les textes qu’il publie alors, notamment dans les revues *Hommes et Mondes* et *Fédération*, de même que l’essai intitulé *Violence et conscience*¹ paru en juin 1945 chez Gallimard, montrent qu’il est encore loin d’avoir rendu définitivement les armes contre le système, tel qu’il le définit, c’est-à-dire l’ordre capitaliste, et la démocratie libérale qui lui donne son cadre institutionnel.

Violence et conscience est un essai qui prolonge les problématiques ouvertes par Maulnier avec *La crise est dans l’homme*, *Mythes socialistes* et *Au delà du nationalisme*. Il conclut en même temps la réflexion sur la question des problèmes économiques et sociaux et se nourrit des articles publiés sous l’Occupation dans le journal *Le Jour – Echo de Paris*. Cet essai d’économie politique peut être vu comme une conclusion car il clôt réellement le travail de Maulnier sur la question. Dans la suite de son parcours, ce dernier est en effet systématiquement revenu aux solutions énoncées dans *Violence et conscience* lorsqu’il a voulu aborder ce sujet fondamental pour les jeunes relèves des années trente. Le jour où il paraît, cet ouvrage était déjà terminé depuis plusieurs mois sous l’Occupation, mais la censure allemande et la présence de Maulnier sur la liste Otto Abetz, puis la conjoncture internationale marquée par la fin de la guerre, avaient empêché sa publication.

En 1945, au moment où il s’agit de reconstruire une nouvelle société sur les ruines de la III^e République et du régime de Vichy, Maulnier apporte donc sa pierre à l’édifice. Pour lui, le problème n’a guère changé depuis le début des années trente. Il s’agit toujours, dans un monde de plus en plus déshumanisé, déséquilibré par les immenses

Goncourt. Tous compte faits, jamais quotidien, dans son histoire, n’accueillit autant d’académiciens ou de futurs académiciens. Pour certains intellectuels, même, dont il assit définitivement la notoriété, *Le Figaro* put apparaître comme l’antichambre de l’Académie française ». (Jacques Julliard et Michel Winock (dir.), *Dictionnaire des intellectuels français. Les personnes, les lieux, les moments*, op. cit., p.578).

¹ Thierry Maulnier, *Violence et conscience*, Paris, Gallimard, 1945, 214 p.

progrès réalisés depuis les premiers développements de la civilisation technicienne, de trouver une sorte de *modus vivendi* entre l'homme et la technique. « Les deux guerres mondiales, la seconde plus que la première, nous ont enseigné, constate Thierry Maulnier, que l'orgueilleux système d'exploitation des forces productrices qui a remporté sur la nature tant de victoires et fait faire tant de pas en avant à la technique humaine, est lui-même désormais régi par un destin chaotique et sanglant¹. » Au moment précis où l'homme semble avoir acquis un pouvoir quasi complet sur la nature grâce au système capitaliste et au libéralisme, il apparaît en effet qu'il n'arrive ni à maîtriser les immenses forces qu'il a lui-même engendrées, ni à prendre le commandement de son propre destin. Le constat que fait Thierry Maulnier est finalement simple : l'homme occidental, en dépit de tous les progrès techniques qu'il a accomplis, est incapable de se contrôler. « Ainsi, le dilemme se pose à la société contemporaine, ou s'abandonner à son déterminisme interne, à la dialectique, pour employer le mot marxiste, des forces libérées par sa propre désagrégation, et attendre que l'ordre soit un jour rétabli dans le tourbillon aveugle des révolutions et des guerres, par la victoire de l'élément le plus fort ; ou porter la réflexion sur les causes mêmes des antagonismes et des conflits, rechercher l'origine de ces conflits dans la structure même d'une société qui les engendre par la loi de son propre développement, et y mettre frein, non pas par les formules traditionnellement inefficaces de la réconciliation sentimentale ou de la répression policière, mais par la suppression radicale de l'injustice sociale elle-même. Entre la violence et la conscience, il faut choisir² ». Laisser agir les forces qui se disputent l'empire du monde, entre guerres, injustices sociales et révolutions, c'est donc le choix de la violence. C'est aussi le fondement du système libéral capitaliste. A l'inverse, comprendre l'histoire et les transformations de la société pour mieux prendre en main le devenir de l'humanité, c'est le choix de la conscience, que Maulnier privilégie. Il ne croit en effet, ni au destin, ni à la fatalité historique. Pour lui, l'homme seul fait l'histoire, par la conscience qu'il acquiert des problèmes contre lesquels se débat son époque et des forces susceptibles de leur apporter une réponse. Les conditions historiques limitent ou

¹ Thierry Maulnier, *Violence et conscience*, op. cit., pp.39-40.

² Thierry Maulnier, « Au delà du capitalisme », in *Les Documents Jeune Patron*, Note d'information générale n°16, 1946, p.1.

plutôt déterminent, les possibilités qui s'offrent à l'homme de construire le meilleur ordre social capable de résoudre les problèmes auxquels il est exposé. Mais, au final, c'est bien l'homme qui, par son choix, par sa conscience oriente le cours de l'histoire. Face au « déterminisme des données sociales », la raison est ainsi « législatrice¹ ». Et Maulnier entend réintroduire le rôle de la raison dans l'histoire contre les mystifications religieuses des idéologies. « Le mystère et les dieux, pense-t-il, se sont en quelque sorte déplacés du monde physique au monde social : l'homme avait jadis une conception religieuse de la nature et une conception rationnelle de l'histoire ; il y a aujourd'hui une conception rationnelle de la nature et une conception religieuse de l'histoire. Le XX^e siècle nous a offert le curieux spectacle de la vénération religieuse attachée non plus aux hommes chargés d'intercéder pour tous auprès des puissances mystérieuses de la nature, mais aux hommes, et aux rites, incarnant les destins mystérieux de la société. (...). C'est en tant qu'elle est rationnelle que l'histoire est humaine, et par conséquent qu'elle est *histoire*. De sorte qu'il est permis de se demander si l'échec de la raison en face des problèmes humains, depuis un siècle, c'est-à-dire son impuissance à assurer, en dépit des immenses moyens techniques qu'elle a conquis, la dignité et le bonheur individuels et la prospérité générale, n'est pas dû précisément à ce fait que l'homme a négligé d'apporter aux problèmes sociaux une attention rationnelle égale à celle qu'il portait aux énigmes du monde physique. (...). D'où il résulterait que le vrai problème de ce temps est de compléter et de *compenser* la "rationalisation" de la nature par la "rationalisation" de la société : il ne serait pas de chasser la raison du monde de l'histoire, mais de l'y faire entrer². » Dès lors, la conscience historique permet de « surmonter le déterminisme du monde moderne³ ». L'homme, par son action, par la conscience de l'histoire, par la liberté, tout simplement, qui s'offre à lui de déterminer ce qu'il estime être la meilleure solution à son problème, a la possibilité de rompre les chaînes du Destin et de devancer un avenir qui apparaît inévitable.

Pour Maulnier, au sortir de la guerre, il existe ainsi trois forces, trois conceptions du monde et de l'histoire, qui apportent des réponses globales aux problèmes de son

¹ Thierry Maulnier, *Violence et conscience, op. cit.*, p.49.

² *Ibid.*, pp.118-119.

³ *Ibid.*, p.59.

temps : le libéralisme démocratique, le collectivisme marxiste et le fascisme. Il est intéressant de préciser que toutes trois sont liées par un processus dialectique, inspiré de la philosophie de Hegel. Ces trois forces s'engendrent l'une l'autre. Le collectivisme marxiste est une réaction au capitalisme et le fascisme naît de la crainte inspirée par le régime soviétique. Dix ans après ses premières analyses du phénomène totalitaire, et plusieurs décennies avant Ernst Nolte, Thierry Maulnier réaffirme sa théorie sur l'enchaînement chronologique qui relie la démocratie à ses deux rejetons idéologiques que sont, dans l'ordre, le communisme et le fascisme. La seule façon de surmonter ces forces, libérées par la crise du monde moderne et participant de la décomposition de la civilisation technicienne, est dans une synthèse qui associe le meilleur de chacune d'entre elles. Ainsi, pour Maulnier, « les forces libérées par la croissance des antinomies dans une société déclinante ne sont pas par elles-mêmes les forces dialectiques de la création d'une société nouvelle, elles ne sont encore, à ce titre, que des forces passives, soumises au déterminisme de leurs propres besoins, aux impulsions du hasard désorganisateur. Elles ne peuvent devenir les éléments d'une nouvelle synthèse qu'autant qu'apparaît en elles une conscience historique capable de les utiliser, c'est-à-dire de les nier, dans l'édification de la nouvelle structure unitaire où elles seront assimilées. De ce point de vue, elles apparaissent comme les éléments *insuffisants et nécessaires* d'une création qui les dépasse. (...). Si les idéologies de combat libérées par la division sociale ne sont pas, par elles-mêmes, les principes du meilleur ordre nouveau possible, elles ne sont pas davantage des résidus sans valeur d'une société frappée à mort. Elles contiennent en même temps la conscience de ce que l'ancienne société peut transmettre à la nouvelle de sa propre vie, et la conscience des problèmes nouveaux que l'ancienne société n'avait pas su résoudre. A ce double titre, elles sont les éléments indispensables de toute édification¹. » Comme chez Hegel, dans la représentation du monde et de l'histoire que développe Maulnier, la pensée reconnaît l'inséparabilité des forces contradictoires (thèse et antithèse) qui peuvent être unies dans une catégorie supérieure, c'est la synthèse. Pour cette nouvelle édification, Maulnier a une idée très précise de ce qu'il convient de conserver dans chaque représentation générale du monde. Libéralisme démocratique, fascisme ou

¹ Thierry Maulnier, *Violence et conscience, op. cit.*, p.53.

nationalisme totalitaire et collectivisme marxiste « ne pourront être surmontés par la construction du *meilleur possible* qu'autant que ce meilleur possible reprendra à son compte la part de vérité historique qui réside dans chacun d'eux. Du libéralisme démocratique, il faut sauver la volonté de maintenir à travers la puissante transformation du monde les frontières inviolables de l'indépendance juridique et spirituelle des personnes, l'*habeas corpus* et l'*habeas animam* qui constituent les piliers de la civilisation humaniste. Du totalisme autoritaire, l'effort pour ressusciter la vitalité animale de l'espèce, les vertus agoniques et dangereuses, la culture ascétique de la volonté responsable et la conscience de l'Etat ; du marxisme collectiviste, la grande idée que la résolution des antinomies résultant de la structure matérielle de la société et l'institution d'une société sans classes constituent la condition préalable à tout véritable épanouissement humain¹. » Ces considérations débouchent cependant sur un anticapitalisme radical ; Maulnier appelant clairement à dépasser le capitalisme pour faire naître une nouvelle société où le capital produit par les efforts des travailleurs ne serait pas confisqué par une petite minorité d'hommes ; où les travailleurs deviendraient propriétaires des richesses qu'ils créent. « Il n'y a, affirme-t-il, qu'un moyen de surmonter la crise engendrée par la dislocation du capitalisme moderne sous l'effet des forces qu'il a déchaînées, c'est de procéder à la liquidation du capitalisme. (...). L'abolition de la structure capitaliste de la société s'impose à nous comme une nécessité historique : ce n'est pas en la retardant par des diversions mystificatrices, par un réformisme timide ou par la répression qu'on peut épargner au monde de nouveaux et pires désastres, c'est en en hâtant l'échéance². » C'est la raison pour laquelle il est difficile de suivre totalement les critiques que formulent les anciens d'Action française à l'égard de Maulnier. Dès la fin de la guerre, celui-ci réussit le tour de force de porter un discours hostile à l'ordre établi en évoluant, en quelque sorte, au cœur même du système. Sa posture est bien évidemment équivoque. Avec le temps, les concessions aidant, elle ne peut par ailleurs conduire qu'à l'amollissement progressif de ses convictions. Le système n'aime en effet ni les convictions fortes ni les idées

¹ Thierry Maulnier, *Violence et conscience*, op. cit., p.54.

² *Ibid.*, p.59.

extrêmes, jugées trop dangereuses pour l'ordre établi. Pourtant, la radicalité de ses positions intellectuelles ne fait toujours aucun doute à cette époque.

Pour dépasser les vices du capitalisme, il considère qu'il faut réformer la société. Ce dernier terme est important. Maulnier parle bien désormais de réforme et non de révolution. Mais étonnamment, pour un intellectuel qui a longtemps fréquenté l'Action française et des milieux portés vers le corporatisme, son choix ne se porte pas sur ce type de structure. Il faut dire qu'il n'a jamais été un théoricien du corporatisme, contrairement à Louis Salleron par exemple, et qu'il avait jusqu'alors plutôt tendance à défendre cette doctrine par manque d'alternative que par conviction. Dans *Violence et conscience*, il dresse ainsi le constat d'échec des tentatives de corporatisme, lancées sous le régime de Vichy. « Plutôt que d'aller au cœur du problème et de transformer radicalement le système des rapports établi par le capitalisme entre le propriétaire ou financier de la production et les salariés, on a surchargé la vieille structure capitaliste, laissée debout, d'une profusion inextricable de règlements, d'amendement, d'organismes de contrôle. (...). On a, reproche-t-il au régime de Vichy, abusé du mot de *corporation*, détourné du sens où l'avait fixé des réformateurs peut-être trop timides, mais à coup sûr pleinement lucides et désintéressés, pour en faire le paravent d'une organisation monopoliste de l'économie où les groupements patronaux, maîtres non seulement de la main-d'œuvre, mais encore des matières premières, ont exercé une autorité sans contrôle et sans mesure¹. » Et de toute façon, pour Maulnier, le corporatisme, pesant enchevêtrement de structures et de réformes inefficaces, ne peut en aucun cas concurrencer la charge passionnelle que renferme le mythe communiste de la prise du pouvoir par le prolétariat et l'appropriation collective des instruments de production qui en découle. Dès lors, la réflexion de Maulnier se porte sur la notion de propriété, qui se trouve selon lui au cœur du problème capitaliste et des préoccupations de la classe ouvrière. Le vice du capitalisme est en effet dans l'appropriation par une petite minorité de nantis du capital produit grâce à l'effort de tous les travailleurs. Et même les gains de temps permis par la spécialisation du travail et le machinisme, n'ont servi au final qu'à accroître encore davantage les libertés et la puissance des propriétaires des instruments de production. « La société capitaliste a été frappée à

¹ Thierry Maulnier, *Violence et conscience*, op. cit., pp.31-32.

mort, considère Thierry Maulnier, du jour où il a été révélé qu'elle confisquait au profit d'une petite caste de privilégiés les effets libérateurs "antimatérialistes" du travail matériel humain ; du jour où il est devenu évident qu'une civilisation pourvue de moyens techniques d'une puissance immense et sans cesse croissante, d'une organisation et d'une spécialisation du travail admirables, maintenait ses travailleurs manuels, c'est-à-dire la grande foule de ses membres, dans des conditions de vie analogues à celle qu'eût pu leur offrir une société sans outils et sans travail différencié en les obligeant à lutter avec toutes leurs forces contre le poids chaque jour renouvelé de l'immédiate nécessité matérielle¹. » D'après Maulnier, le travailleur reçoit un salaire qui ne lui permet que d'assurer sa subsistance personnelle et celle de sa famille. Mais il produit beaucoup plus qu'il ne consomme. C'est donc ce « surtravail », cette part de la production, correspondant à la fraction de son travail destinée à la satisfaction des besoins de la communauté et au renouvellement du matériel, qui est captée par les propriétaires de l'outil de production, pour constituer leur profit ou ce que Marx appelle la plus-value. Mais contrairement à Marx, Maulnier ne critique pas l'existence de la plus-value qu'il juge nécessaire pour assurer le renouvellement des machines et des usines, qui participent du progrès humain en général. « Pour qu'il y ait progrès, pense-t-il, ou même seulement conservation des moyens techniques de produire, il faut qu'il y ait une marge entre consommation et production, il faut donc qu'il y ait une part de travail humain non rémunéré en valeur consommable, il faut qu'il y ait une plus-value. C'est ainsi que, s'il y a injustice capitaliste, cette injustice ne saurait consister dans l'existence même de la plus-value, condition fondamentale de tout progrès matériel humain, mais seulement dans le fait que la plus-value produite par le travail de tous se trouve capitalisée au seul profit de la classe des maîtres des instruments de production². » C'est donc bien dans la répartition de la plus-value et dans la propriété du capital ou plutôt dans la concentration du capital entre quelques fortunes, que se trouve le problème. Pour y remédier, il n'y a dès lors qu'une solution, qui consiste à changer radicalement le mode de rétribution du travail, de manière à ce que le travailleur puisse sortir de la logique du salariat et conserver la propriété de ce

¹ Thierry Maulnier, *Violence et conscience*, op. cit., p.159.

² Thierry Maulnier, « Au delà du capitalisme », art. cit., p.2.

qu'il a produit de ses propres mains. Toutefois, Maulnier exclut d'emblée le collectivisme vers lequel semblait s'orienter naturellement son discours. Car, pour lui, la confiscation de l'outil industriel au nom de l'Etat, de la collectivité tout entière, n'empêche nullement l'ouvrier de devoir fournir une part de surtravail au bénéfice de cette collectivité qui l'emploie. « Il reste un salarié, dit Maulnier du travailleur en régime collectiviste, et c'est seulement par une métamorphose psychologique, par l'effet de l'irruption dans son âme d'un mythe éblouissant et exaltant, qu'il ne se *sent* plus salarié. Car ce qui fait le salariat n'est pas l'appropriation privée de la plus-value (...). Ce qui fait le salariat est la séparation du producteur et du produit, établie par le principe de la rémunération fixe qui désintéresse le travailleur de l'objet créé ou du service rendu (...). Le collectivisme, sans changer dans le fait le statut du travailleur, se borne à transférer la propriété de l'entreprise et la plus-value du travail de l'employeur privé à la collectivité¹. » Le travailleur doit répondre à l'injonction autoritaire de la collectivité qui lui demande d'augmenter sa production, sans pour autant améliorer nécessairement en retour sa condition matérielle. Il devient par ailleurs propriétaire de l'usine, dans le régime collectiviste, de la même manière que les citoyens sont propriétaires du domaine public ou des routes en régime capitaliste, ce qui représente finalement peu de chose. De sorte que le collectivisme n'est pas une solution. « C'est ici que l'on peut se demander s'il n'est pas possible, ajoute Maulnier, (...) de rêver un système économique où le salariat serait aboli matériellement, où la plus-value, produit du surtravail individuel, serait laissée au fournisseur individuel de ce travail, où serait assurée, en un mot, la rémunération totale de ce travail². » Puisque la plus-value sert à financer le progrès, il faut trouver un moyen de la remettre au travailleur, en l'empêchant en même temps de l'utiliser pour sa consommation personnelle. Obligé d'utiliser la part de la plus-value qui lui est attribuée pour le renouvellement des machines, le travailleur devient ainsi tout à la fois propriétaire d'une partie de l'instrument de production et des objets produits. « Dès ce moment, le travailleur transfère automatiquement, sous son nom, la plus-value de son travail dans le renouvellement des forces productrices, l'équipement technique et les créations

¹ Thierry Maulnier, *Violence et conscience*, op. cit., p.185.

² *Ibid.*, p.186.

nouvelles de la société, il devient propriétaire de ces créations nouvelles dans la proportion exacte où la plus-value de son travail les a rendues possibles. Il investit lui-même la plus-value dont il est créateur en parts de propriété dans les entreprises nouvelles et en investissements à son profit dans l'économie nationale¹. » Le progrès matériel et le renouvellement des machines sont ainsi assurés tout en permettant une rémunération totale du travail fourni. Le travailleur devient dès lors, pour Maulnier, propriétaire dans la collectivité, pour une valeur égale à celle de son travail. Mais cela ne signifie pas pour autant que l'ouvrier doit devenir gestionnaire de son entreprise. Maulnier introduit une distinction fondamentale entre la propriété et l'autorité. « C'est parce qu'ils ont compris que le vrai problème est d'accorder au travail non un supplément de rétribution, fixe ou variable, mais un droit nouveau sur la valeur du produit, que les réformateurs les plus audacieux sont allés jusqu'à proposer la participation des travailleurs à la gestion de l'entreprise. Il s'agit là d'une contamination absurde des programmes de réforme économique par les principes théoriques de la démocratie. (...). On a le droit de ne pas croire que le moyen le meilleur de venir à bout de l'anarchie capitaliste dans la production soit d'introduire l'anarchie dans le sein même de l'entreprise² », conclut Maulnier. En devenant propriétaire de son travail et d'une part équivalente des productions qui en découlent, le travailleur ne conquiert pas le droit d'exercer une part d'autorité dans son entreprise pour autant. Maulnier propose au contraire que la société de l'avenir repose sur une stricte séparation de la propriété et de l'autorité. Ainsi le détenteur de capital qui pourrait être amené à réaliser des investissements dans une entreprise, n'aurait aucun droit sur la gestion et l'organisation de celle-ci. Passant en revue les diverses possibilités pour une entreprise d'obtenir du capital dans un tel système, il en distingue deux qui constituent une rupture avec le mode de production capitaliste tel qu'il existe dans les années 1950 : « Il semble que s'offrent ici deux possibilités divergentes, insiste-t-il : ou les capitaux ainsi formés entre les mains des travailleurs pourraient être convertis par eux en parts de propriété financière dans leur propre société de production ou d'autres entreprises, auquel cas l'appropriation "capitaliste" du matériel

¹ Thierry Maulnier, *Violence et conscience*, op. cit., p.187.

² *Ibid.*, p.193.

producteur serait maintenue, mais les périls qu'elle comporte seraient éliminés par sa totale et rapide démocratisation, le capital se formant désormais entre les mains de tous les travailleurs, et non entre les mains d'une caste privilégiée. Ou, solution plus radicale encore, la propriété des entreprises serait immédiatement transférée à tous les membres de la société de production, le capital existant garanti et rémunéré, comme prêt de financement, et les nouveaux capitaux formés dans les mains des travailleurs investis dans la production au fur et à mesure de leur formation et des besoins de capitaux, non comme parts de propriété, mais, eux aussi, comme prêts de financement. Dans le second cas, c'est au titre de son travail que le travailleur deviendra directement copropriétaire de l'économie nationale, à laquelle il sera en outre intéressé comme prêteur de capitaux. Dans le premier cas, c'est comme propriétaire des capitaux accumulés entre ses mains par la rémunération intégrale de son travail que le travailleur deviendra, plus lentement, mais aussi sûrement, copropriétaire de l'économie nationale¹. » Pour résumer, dans la solution que propose Thierry Maulnier, chaque travailleur reçoit une rémunération égale à la totalité de son travail, dédiée d'une part, à la satisfaction de ses besoins, et d'autre part, à des investissements productifs dans l'économie nationale qui constitueront sa propriété et qu'il peut placer au gré de ses envies, dans son entreprise ou dans d'autres, ou selon les besoins de l'économie. Ainsi, chaque travailleur devient individuellement propriétaire d'une partie de la richesse nationale correspondant à la plus-value de son travail. Ce patrimoine, individuel, est bien entendu destiné à s'accroître régulièrement dans une part égale à la plus-value de son travail. « Il est absurde de prétendre abolir les conditions nouvelles imposées à la production par les techniques contemporaines et de croire possible le retour à un mode individuel, familiale, artisanal de produire ; mais les conditions collectives de la production moderne n'imposent pas nécessairement une collectivisation de la propriété ; il n'est pas contradictoire de concevoir, unis dans une même structure économique, un mode collectif de produire et un mode individuel de posséder. Les moyens de production arrachés au monopole d'une caste peuvent être rendus à la masse des producteurs, non par le collectivisme, mais par la généralisation

¹ Thierry Maulnier, *Violence et conscience, op. cit.*, pp.199-200.

de la propriété individuelle dans une économie collective¹. » Tel est le nouveau système économique que préconise Maulnier pour rompre avec le capitalisme, c'est-à-dire avec l'accumulation du capital entre les mains de quelques privilégiés. Dans sa solution, les capitalistes sont rémunérés un temps pour les capitaux qu'ils ont apportés à l'entreprise, jusqu'à ce que celle-ci devienne, progressivement, la propriété des travailleurs, qui lui apporteront aussi les capitaux dont elle a besoin pour se développer, grâce à la plus-value de leur travail. A terme, le grand capitalisme est par conséquent appelé à disparaître pour laisser la place à des travailleurs, propriétaires et maîtres du capital. Pour aboutir à cette transformation de la structure économique de la société, Thierry Maulnier indique qu'il convient d'abord de régler le problème de l'autorité politique. En 1945, il n'en a donc toujours pas terminé avec le mot d'ordre maurrassien du « politique d'abord ». La priorité reste la prise du pouvoir. Les hommes capables de porter cette réforme économique – Maulnier ne parle plus de révolution car celle-ci s'accomplit toujours et perdure dans la terreur – « devront avant toute chose conquérir les leviers du pouvoir politique ou du moins le rôle d'inspirateurs, de directeurs de conscience et de donneurs de consignes impératives auprès des maîtres de ce pouvoir, devenus ainsi leurs bras séculiers et leurs instruments² ». Ainsi risque de se présenter cette situation paradoxale où devront cohabiter « un Etat radicalement anticapitaliste dans son origine et dans sa fonction³ », dirigé par des hommes chargés de mettre en œuvre la réforme de la structure économique, et une société capitaliste encore debout, mais en cours de transformation. Pour sortir de cette confrontation par une victoire de l'Etat nouveau sur les anciennes structures économiques capitalistes, solidement établies, Maulnier ne cache pas qu'il s'agit de mettre en œuvre « un Etat autoritaire qui ne coïncide un moment avec une société capitaliste que par la nécessité de fait qui a fait précéder la réforme économique par la conquête des moyens de la réaliser, un Etat qui a pour tâche immédiate et capitale la destruction de la structure économique qui se dresse à ses côtés⁴. »

¹ Thierry Maulnier, *Violence et conscience*, op. cit., p.211.

² *Ibid.*, p.202.

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*, p.203.

A l'aune de ces éléments de réflexion sur l'injustice capitaliste et des solutions qu'il propose, il est difficile de prétendre, comme le font ses anciens camarades d'Action française, que Thierry Maulnier s'est totalement rangé après la Libération. Écrit pendant la guerre, *Violence et conscience* a conservé un certain substrat idéologique dont l'origine est perceptible dans le non-conformisme des années trente. Mais, nourri de la lecture que fait Maulnier de Marx pendant la Seconde Guerre mondiale, il renouvelle aussi considérablement le discours de la Jeune droite d'inspiration maurrassienne sur les problèmes économiques. Le corporatisme, que les jeunes maurrassiens utilisaient comme un mot d'ordre jusqu'à la fin du régime de Vichy, ne figure plus dans le vocabulaire de Maulnier. Il est oublié pour n'avoir finalement pas su faire front contre les oligarchies économiques et s'être laissé récupérer par le capitalisme. Loin d'avoir donné naissance à un vrai régime corporatiste, il est passé au service de la société capitaliste. Même si les postulats de base sont communs, même si l'on trouve déjà exprimée à cette époque l'idée d'une nécessaire accession à la propriété pour les ouvriers, il y a par conséquent, dans *Violence et conscience*, un réel progrès par rapport au programme économique qu'imaginait Maulnier à la charnière des années trente et quarante, qui restait encadré par un régime corporatif¹.

Pour autant, Maulnier n'a pas renoncé à reconstruire une société « organique », dans laquelle chaque individu, délivré de la lutte des classes et parfaitement intégré dans la communauté, a un rôle à jouer pour le bien de l'ensemble du corps social. *Violence et conscience* constitue en tout cas un véritable point d'aboutissement dans la réflexion de Maulnier sur la question économique. Il a reçu quelques prolongements ou a pu faire l'objet de quelques précisions, dans les années cinquante et soixante, à la faveur

¹ Deux pages de notes figurant dans les archives de Thierry Maulnier remontant à la fin des années trente, décrivent ce programme en 7 points : « **1.** La France est gouvernée et exploitée par une minorité ploutocratique et parlementaire. Il faut donner leur place économique et politique dans la nation à huit millions d'ouvriers, quinze millions de paysans, dix millions de femmes. **2.** Le capitalisme, en soumettant le travail à la loi de l'offre et de la demande, a fait du travailleur un esclave. Il faut que le capital soit désormais le serviteur et non le maître de la production. Dictature du travail. **3.** Le capital ne saurait prétendre ni au contrôle de la production, ni à la gestion des forces productrices, ni à la totalité des bénéfices de la production. Le crédit à la disposition des travailleurs. Banques corporatives. Disparition des trusts. **4.** Organisation des métiers – syndicats et corporations – assurant l'intégration du travailleur à l'entreprise, la stabilité dans le métier, l'examen et le stage professionnel pour le patron comme pour l'ouvrier, les contrats collectifs, l'apprentissage, la retraite. **5.** Le salariat. Mettre un terme à sa forme actuelle, l'achat ou la location du travail. Les gains du travailleur doivent représenter la valeur réelle de son travail. Elévation du niveau de vie au rythme du progrès technique. **6.** Accession à la propriété individuelle ou collective des instruments de production par l'épargne libre. Le capitalisme confisque au profit de quelques-uns le produit du travail de tous. (...). **7.** Protection du travail français. » (Notes manuscrites de Thierry Maulnier, Fonds privé Thierry Talagrand).

des débats nationaux sur ce sujet fondamental que constitue alors la réforme de l'entreprise, mais la direction fixée par Maulnier dans cet ouvrage n'a jamais plus varié. Seule la force de son anticapitalisme a pu s'atténuer au fil du temps.

Le règne de la bourgeoisie est révolu

Cette dénonciation des vices du capitalisme s'accompagne d'une critique radicale de la bourgeoisie et de son héritage. Celle-ci n'est pas nouvelle chez Thierry Maulnier. Exécutée au nom de la défense des valeurs aristocratiques, elle était déjà très présente dans les années trente, quand il raillait dans la revue *Combat* les valeurs, la morale et la culture bourgeoises¹. Cette critique trouve cependant un nouvel essor après la Libération. Plusieurs articles, pour *Hommes et Mondes* et *Fédération*, dressent le constat de la faillite de la bourgeoisie et de sa condamnation dans un avenir que Maulnier imagine proche. Pour lui, le bourgeois est lié à l'avènement de la modernité et à l'extraordinaire développement de la science et des techniques qui l'accompagne. Sa définition manque assurément de profondeur historique, puisqu'il s'attache surtout à la figure du bourgeois du XIX^e siècle, qu'il considère comme le bourgeois type, dont il moque l'avarice, face au luxe et à la prodigalité aristocratiques, le goût pour l'art « pompier » et pour un certain mode de vie fait de confort et de paraître. Le bourgeois, surtout, se caractérise par son amour pour le travail, « dont il s'acquitte, écrit Thierry Maulnier, avec conscience, et souvent avec une grande sévérité pour soi-même : exiger beaucoup de soi étant le meilleur moyen de pouvoir exiger beaucoup des autres, sans mauvaise conscience². » En fait, à la suite de Marx, c'est surtout en termes économiques que Maulnier décrit le bourgeois, en l'assimilant purement et simplement au capitaliste³. « Le privilège bourgeois (...), pense Maulnier, répondait à une

¹ Par exemple : Thierry Maulnier, « A bas la culture bourgeoise ! », art. cit. ; « L'abrutissement par la morale », art. cit. ; « Indignité d'une morale », in *Combat*, n°19, novembre 1937 ; Dominique Bertin, « Une vertu bien française : l'avarice », in *Combat*, n°21, janvier 1938.

² Thierry Maulnier, « Faillite de la bourgeoisie », in *Fédération*, n°24, janvier 1947, p.4.

³ Restreignant en fait son analyse du bourgeois au XIX^e siècle, Thierry Maulnier ne prend pas en compte la complexité du phénomène bourgeois et les différentes figures qui ont été les siennes depuis son apparition. Pour des analyses historiques et sociologiques du bourgeois et de la bourgeoisie, se reporter à : Werner Sombart, *Le Bourgeois. Contribution à l'histoire morale et intellectuelle de l'homme économique moderne*, Payot, 1966, 349 p. ; Félix Ponteil, *Les classes bourgeoises et l'avènement de la démocratie : 1815-1914*, Paris, Albin Michel, 1968, 573 p. ; Christian Baudelot, Roger Establet et Jacques Malemort, *La Petite Bourgeoisie en France*, Paris, Maspero, 1975, 304 p. ; Adeline Daumard, *Les bourgeois et la bourgeoisie en France depuis 1815*, Paris, Flammarion, 1990, 446 p. ; Jacques Ellul, *Métamorphose du bourgeois*, Paris, La Table Ronde, 1998, 354 p.

fonction. La fonction de la bourgeoisie a été le progrès technique du XIX^e siècle et de la première moitié du XX^e. (...). Tous les moyens de la prodigieuse expansion économique du XIX^e siècle passaient par les mains de la bourgeoisie. A cette tâche, sans précédent dans l'histoire économique du monde, il faut bien dire que la bourgeoisie n'a pas failli¹. » En tant que classe dirigeante, elle a su, mieux qu'aucune autre, favoriser le développement technique et économique de la France, en multipliant les profits et en accumulant le capital entre ses mains. Mais, faute d'avoir pris conscience de sa mission historique, la bourgeoisie n'a pas su anticiper les conséquences néfastes des progrès qu'elle avait elle-même engendrés par son goût de l'accumulation sans fin des richesses et du profit à court terme. Elle n'a pas prévu non plus que les développements du capitalisme allaient modifier les rapports entre les hommes et créer une classe de prolétaires avides de s'emparer du pouvoir politique à sa place. « Le cheval de fer que l'homme bourgeois du XIX^e siècle avait enfourché pour conquérir le monde s'est proprement emballé, et il est en train de désarçonner son cavalier », car la bourgeoisie « a vécu dans l'extraordinaire illusion que la transformation la plus rapide qu'on eût jamais vue dans la vie économique des sociétés pouvait s'accorder avec une stabilité, une immobilité qu'elle considérait comme nécessaires à la durée de ses privilèges, à la solidité de sa domination². » Pour toutes ces raisons, Thierry Maulnier estime que le règne de la bourgeoisie est désormais révolu. Mais contrairement à Marx, il n'imagine pas le prolétariat prendre la relève, car celui-ci s'est détourné de sa mission historique, sous l'influence du réformisme démocratique, du fascisme dont il s'est rendu complice, et d'une révolution russe qui a été accaparée par une nouvelle aristocratie technicienne. « Il n'est peut-être pas facile de savoir à quelle catégorie sociale appartiendra, dans la seconde moitié du XX^e siècle, le gouvernement du monde (...). Ce qu'il est possible, en revanche, de prévoir dès maintenant, c'est ce que le gouvernement du monde ne sera pas : il ne sera pas le gouvernement des "masses", parce que le gouvernement des masses est une pure fiction verbale, une hypothèse proprement inconcevable ; et il ne sera pas le gouvernement du "bourgeois", de l'homme qui, au XIX^e siècle, créait des entreprises

¹ Thierry Maulnier, « L'héritage de la bourgeoisie », in *Hommes et Mondes*, n°17, décembre 1947, p.519.

² Thierry Maulnier, « Faillite de la bourgeoisie », art. cit., p.3.

par des investissements de réserves, en mobilisant à son service, grâce à son capital et pour le faire fructifier, du travail salarié, parce que le règne de cet homme-là est révolu¹. » Pour Maulnier, la défaite du prolétariat, qu'il constate en observant la situation mondiale de la classe prolétarienne à la fin des années quarante, ouvre la voie à une nouvelle ère, dominée peut-être par « des oligarchies technocratiques », « des oligarchies complexes dans lesquelles le militant politique, le bureaucrate et le technicien s'épancheront l'un l'autre². » Le modèle de cette société est bien entendu l'URSS. Citant le titre d'un ouvrage paru en 1947 de l'intellectuel américain James Burnham, *L'Ere des organisateurs*³, où ce dernier développe l'idée d'une bureaucratisation des sociétés modernes, Maulnier affirme ainsi que l'ère des entrepreneurs étant finie, c'est désormais « l'ère des organisateurs qui commence⁴ », quel que soit le régime politique et économique à venir. C'est l'avènement du technocrate qu'il évoque ici. Dès lors, la seule solution, pour éviter que cette nouvelle ère ne s'accompagne encore une fois de la naissance d'une société où la majorité des hommes se trouve en esclavage, réside dans un dépassement du capitalisme et du socialisme tel que Maulnier l'a décrit dans *Violence et conscience*, qui tendrait à faire de chaque salarié le détenteur individuel d'une part de propriété dans une économie collective.

Prolongements et convergences

Bien que manquant d'analyses pratiques, les idées que développe Maulnier dans son ouvrage *Violence et conscience* sont assurément nouvelles pour l'époque. Elles vont aussi beaucoup plus loin que le simple appel au régime corporatiste qui fonde le socle des théories économiques de l'Action française et des milieux maurrassiens. Inspirées par un anticapitalisme radical, c'est-à-dire par une hostilité absolue à la forme prise par le capitalisme depuis le XIX^e siècle, elles ne sont finalement pas incompatibles avec un régime capitaliste. En y réfléchissant bien, la réforme que propose Maulnier ne vise

¹ Thierry Maulnier, « L'héritage de la bourgeoisie », art. cit., p.513.

² *Ibid.*

³ James Burnham, *L'Ere des organisateurs*, Paris, Calmann-Lévy, 1947, 262 p.

⁴ Thierry Maulnier, « L'héritage de la bourgeoisie », art. cit., p.515.

qu'à détruire la mainmise de la finance sur le travail, et à faire de chaque employé, quel que soit son niveau hiérarchique, un détenteur de capital. Loin d'être forcément anticapitaliste, ce projet peut aussi être assimilable, au contraire, à une extension du capitalisme au bénéfice de tous les employés, une sorte de capitalisme pour tous, qui n'a bien entendu rien à voir avec le mode de répartition des biens, complètement défavorable aux travailleurs, que Maulnier dénonce dans le régime capitaliste de son époque. D'ailleurs celui-ci le reconnut lui-même bien plus tard, dans les années soixante : « Nous nous trouvons devant une formule de diffusion de la propriété par la distribution de capital, d'accession progressive et permanente à la propriété des moyens de production, différente du capitalisme de type traditionnel puisque cette accession est universelle, ouverte à tous, différente de la collectivisation puisque cette accession, si elle concerne bien les modes de production collectifs, de loin les plus importants dans une société moderne, n'en garde pas moins la forme de l'appropriation individuelle, condition de la liberté concrète de l'individu¹ ». Pour que cette réforme fonctionne, Maulnier dit clairement qu'elle ne doit pas être réservée à une catégorie unique de travailleurs privilégiés, mais bien destinée à tous les membres actifs de la collectivité.

En dépit de l'originalité de ses propositions, l'ouvrage de Maulnier, qui est sans doute paru trop tôt, n'a pas eu réellement d'impact dans les débats idéologiques d'après-guerre sur la réforme de l'économie. D'une certaine manière, les solutions qu'il expose sont à la fois au-delà, et en deçà, des idées agitant alors les principaux mouvements de réflexion. D'abord, Maulnier s'inspire du marxisme, tout en marquant son opposition au système collectiviste, pour la raison que le collectivisme place la majorité des hommes sous la servitude d'une oligarchie omnipotente, cumulant les pouvoirs économiques, techniques et répressifs. Ensuite les constats sont identiques, quand il s'agit de comparer cet ouvrage aux débats, qui vont de l'après-guerre jusqu'aux années soixante-dix, sur la réforme de l'entreprise². Maulnier, comme cela a déjà été précisé

¹ Thierry Maulnier, « Demain, peut-être : le travailleur-capitaliste ? », in *Le Figaro*, 19 mai 1965. Il s'agit du deuxième article d'une série de deux interventions dans *Le Figaro* sur ce sujet.

² Sur ce sujet, se reporter notamment à : Bertrand Collomb, « La démocratie dans l'entreprise », Académie des sciences morales et politiques, séance du lundi 8 février 2010, <http://www.canalacademie.com/ida5471-La-democratie-dans-l-entreprise-par-Bertrand-Collomb.html> ; Alain Chatriot, « La réforme de l'entreprise. Du contrôle ouvrier à l'échec du projet modernisateur », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2012,

auparavant, est opposé à la cogestion, car il refuse d'importer dans l'entreprise des règles démocratiques qui ne fonctionnent pas dans la société. Sur ce point, il est donc opposé aux diverses initiatives tentées au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, dans une Quatrième République dont la Constitution précise, dans son préambule, que « tout travailleur participe, par l'intermédiaire de ses délégués, à la gestion des entreprises ». Il faut attendre les années soixante, où les idées de cogestion et de participation des salariés à la gestion des entreprises sont dans l'air du temps, à la faveur du livre de François Bloch-Lainé, *Pour une réforme de l'entreprise*¹, et des événements de mai 68, pour voir Maulnier reconnaître l'utilité d'une telle mesure, avec, cependant, beaucoup de retenue. « Le problème de la gestion, constate-t-il, est complexe, il ne se pose pas dans les mêmes termes dans la très grande entreprise née de la concentration industrielle et dans l'entreprise moyenne ou petite. Ce qui est sûr, c'est que dans une économie moderne il peut être réalisé non par des assemblées de contestation confuse où le pouvoir de décision se dissout, mais par des contacts et des courants d'information montants et descendants, plus proches des “technostructures” de Galbraith que des délibérations à la base². » En réalité, les préconisations de Maulnier vont bien au-delà du fonctionnement interne de l'entreprise et visent le système économique dans sa globalité. Elles sont aussi beaucoup plus révolutionnaires que l'« association volontaire capital-travail » et la « participation » des employés aux bénéfices de l'entreprise que le Général De Gaulle peine à mettre en œuvre après son retour à la tête de l'Etat en 1958³. C'est pourtant dans les milieux gaulliens, plus précisément parmi les gaullistes de gauche, qu'il est possible de trouver des solutions proches de celles que Maulnier a souhaité appliquer à partir de 1945, et jusqu'à sa disparition. La rémunération totale du travail, que propose Maulnier par l'attribution aux salariés d'un pouvoir d'achat différé sous la forme d'un capital investi dans l'économie nationale, a en effet de nombreux points communs avec le

n°114, pp.183-197 ; François Denord, « Les idéologies économiques du patronat français au 20^{ème} siècle », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2012, n°114, pp.171-182.

¹ François Bloch-Lainé, *Pour une réforme de l'entreprise*, Paris, Seuil, 1963, 159 p.

² Thierry Maulnier, « Le débat sur la participation. La “deuxième fonction” du travail », in *Le Figaro*, 15 juillet 1968.

³ Sur le sujet, se reporter aux textes de : Michel Margairaz, « Les “féodalités” : “intérêts particuliers”, intérêt général, intérêt national », in Serge Berstein, Pierre Birnbaum et Jean-Pierre Rioux (dir.), *De Gaulle et les élites*, Paris, La Découverte, 2008, pp.278-288 ; et Alain Chatriot, « A la recherche des “forces vives” », *Ibid.*, pp.219-237.

« pancapitalisme » de Marcel Loichot. Polytechnicien, dirigeant d'un groupe d'entreprises de conseil, conseiller du Général de Gaulle, Loichot a créé en 1957, avec la Banque de Paris et des Pays-Bas, une Société de Mathématique Appliquée, qui se transforma ensuite en Société d'Economie et de Mathématique Appliquée. La SEMA avait notamment pour filiale l'une des premières sociétés françaises d'étude de l'opinion publique, la SOFRES. En 1961, Loichot rédige un essai dans lequel il propose que la moitié de l'accroissement du capital soit distribuée chaque année aux salariés sous la forme d'actions¹. Puis, en 1966, il publie un nouvel essai sur *La réforme pancapitaliste*² en lançant en même temps une Union pancapitaliste chargée de promouvoir sa doctrine. Le « pancapitalisme » ou capitalisme pour tous, se veut un moyen de lutter contre l'aliénation des travailleurs et de mettre fin à la division de la société en classes antagoniques, en faisant de chaque salarié un actionnaire de l'entreprise dans laquelle il travaille. La solution réside dans une redistribution obligatoire d'une partie de l'autofinancement aux travailleurs des entreprises, facilitée par des dégrèvements fiscaux. De sorte que les salariés devaient devenir au fil du temps propriétaires d'une part croissante du capital. Selon les calculs de Marcel Loichot, un partage à égalité des nouvelles actions entre capitalistes et employés, sur la base d'un autofinancement annuel représentant 6 % du capital initial, devait permettre aux salariés de détenir la majorité du capital de leur entreprise au bout de 25 ans. Les thèses de Marcel Loichot devaient inspirer la campagne de Louis Vallon et René Capitant en faveur du dépôt, par le gouvernement, du projet de loi prévu dans le fameux amendement Vallon de juillet 1965³. Comme la solution préconisée par Maulnier, le pancapitalisme respecte le principe de la propriété privée, transmissible par héritage, et son fondateur en fait une arme aiguisée contre le communisme. A la base de cette doctrine visant une transformation profonde des structures économiques et sociales en France, il y avait le même constat que celui établi par Maulnier, selon lequel le salaire versé ne suffit pas à éteindre la dette de l'employeur à l'égard de son

¹ Marcel Loichot, *Contribution à l'approche d'une doctrine pancapitaliste*, ronéoté, 1961, 20 p.

² Marcel Loichot, *La réforme pancapitaliste*, Paris, Robert Laffont, 1966, 216 p.

³ L'amendement déposé par Louis Vallon à l'article 33 de la loi de finances du 12 juillet 1965 précisait que « le gouvernement déposera avant le 1^{er} mai 1966 un projet de loi définissant les modalités selon lesquelles seront reconnus et garantis les droits des salariés sur l'accroissement des valeurs d'actif des entreprises dû à l'autofinancement ». Sur l'amendement Vallon, se reporter à l'article suivant : Jean-Claude Casanova, « L'amendement Vallon », in *Revue française de science politique*, n°1, février 1967, pp.97-109.

employé, car l'enrichissement des entreprises, par l'intermédiaire des investissements, ne sert que les intérêts de leurs propriétaires. La nécessité de l'investissement pour la poursuite du progrès technique et social ne doit pas pour autant conduire à l'appropriation de la totalité du capital ainsi investi par les employeurs. Et ceux-ci ne sauraient donc devenir propriétaires de tout ce qui leur est en quelque sorte donné par les salariés. Le pancapitalisme, comme la solution proposée par Maulnier, vise à accorder aux salariés un droit de participation au capital créé.

Il est peu probable qu'il existe un vrai lien de parenté entre *Violence et conscience*, les idées des gaullistes de gauche et le pancapitalisme de Marcel Loichot. Les solutions se ressemblent, mais elles ont tout de même quelques différences non négligeables. La principale est que le travailleur devient actionnaire de son entreprise dans le système de Loichot, tandis qu'avec Maulnier le travailleur est propriétaire d'une partie de l'économie nationale, c'est-à-dire de son entreprise ou d'autres, peu importe, par le biais d'organismes collectifs ou de sociétés d'investissements qui utilisent et gèrent son patrimoine. Dans les prolongements qu'il a donnés à sa théorie au cours des années cinquante et soixante, Maulnier précisait sa pensée de la sorte : « Supposons que la masse des investissements réalisés dans la nation en une année, c'est-à-dire l'enrichissement national réel, permette une répartition de capital qui, pour chaque salarié, quel que soit son secteur d'activité, s'élève à mille francs (...). Ces milles francs seront attribués à chaque salarié au terme de l'année considérée, à peu près comme le serait le salaire d'un "treizième mois". Mais ils ne seront pas distribués sous la forme d'un pouvoir de consommation immédiat. Ils prendront la forme de "certificats d'investissement", ou d'actions d'une ou de plusieurs sociétés d'investissement qui seront habilitées à acquérir des parts ou des actions d'entreprises sur le marché libre des capitaux ou lors des émissions nouvelles. Le fonctionnement de ces sociétés d'investissement sera en somme le même que celui des sociétés d'investissement actuellement existantes (S.I.C.A.V.). A travers les sociétés d'investissement dont les actions ou certificats seront leur propriété personnelle, les salariés deviendront donc parties prenantes du capital des entreprises elles-mêmes,

sans que la structure de ces entreprises ait à être bouleversée¹. » Dans cette solution, le capital est remis à son propriétaire une fois qu'il a joué son rôle dans le développement économique du pays, et celui-ci peut alors en disposer à son gré, soit pour le réinvestir dans l'économie nationale, soit pour devenir propriétaire d'un logement ou d'une entreprise, soit pour acheter des biens de consommation. Thierry Maulnier était en tout cas tellement persuadé de la valeur de cette méthode pour mettre fin à l'exploitation capitaliste du travail qu'il la défendait encore à la charnière des années 1970 et 1980. La distribution de capital au travers de sociétés d'investissement avait cet avantage sur la réforme de Marcel Loichot qu'elle anticipait les éventuelles distorsions entre les entreprises ou secteurs d'activités prospères et en déclin, susceptibles de créer de nouvelles oligarchies au sein de la société des travailleurs capitalistes. « C'est par de telles mesures, insistait Maulnier en 1979, que peut être réalisée, sans douleur pour la classe actuellement propriétaire des instruments de production, aussi bien pour les travailleurs du secteur nationalisé que pour ceux du secteur privé, aussi bien pour ceux du secteur tertiaire que pour ceux des secteurs primaire et secondaire, l'avènement d'un nouveau mode de relations entre l'individu et la collectivité économique, la propriété individuelle avec tout ce qui répond en elle aux aspirations profondes de l'individu, dans une économie collective où le privilège de classe aurait disparu². »

En vérité, pour mesurer l'influence des propositions de Maulnier, il suffit de savoir qu'elles passèrent relativement inaperçues dans l'opinion publique et parmi les intellectuels, à l'exception des milieux marxistes, pour des raisons qui seront évoquées plus loin. *Violence et conscience* est d'ailleurs bien plus un essai de philosophie politique qu'un ouvrage d'économie. Au demeurant, les compétences de Maulnier dans ce dernier domaine sont très sommaires et ne lui permettent pas, malgré quelques intuitions dignes d'intérêt, de rivaliser avec les intellectuels spécialisés, ou les experts, qui interviennent dans ce champ d'étude complexe, au cours de la seconde moitié du vingtième siècle. La faible réception, dans les milieux économiques, de cette œuvre qui se voulait assurément ambitieuse, pose évidemment la question de sa crédibilité à

¹ Thierry Maulnier, « Le débat sur la participation. La répartition du capital », in *Le Figaro*, 16 juillet 1968.

² Thierry Maulnier, Jean Ellenstein, *Dialogue inattendu*, *op. cit.*, p.183.

s'exprimer sur un tel sujet. Thierry Maulnier lui-même regrettait d'avoir avancé ces idées, « sans trouver (...) beaucoup d'écho, ni dans les milieux patronaux, ni dans les milieux syndicaux¹ », et pas plus, il faut bien le dire, dans les milieux politiques. Lors de sa parution, *Violence et conscience* n'obtint pas plus d'une quinzaine de recensions dans la presse², ce qui constitue un chiffre relativement faible par rapport à ses autres essais. La plupart de ces articles proviennent de la presse de gauche où, comme il fallait s'y attendre, les critiques de Maulnier contre la théorie marxiste soulèvent des objections. « L'ouvrage de Thierry Maulnier connaîtra les attaques des révolutionnaires et des conservateurs dont il contrarie les desseins imprudents ou égoïstes. Cette double inimitié demeurera la garantie du poids de vérité qu'il porte en lui³ », prophétisait le journaliste d'*Essor*. La vérité oblige à reconnaître que la presse de gauche ne se montra pas si hostile, car Maulnier complétait les réflexions de Marx bien plus qu'il ne les détruisait, alors que la presse conservatrice, elle, passa la parution de cet ouvrage sous silence, ce qui explique aussi sans doute le faible écho qu'il rencontra à droite. *Le Figaro*, qui ne lui avait consacré aucun espace dans ses colonnes, se rattrapa deux décennies plus tard en laissant Maulnier approfondir le sujet dans deux séries d'articles parus en 1965 et 1968⁴, lorsque la participation des travailleurs à l'enrichissement des entreprises étant davantage dans l'air du temps. *Violence et conscience* fit cependant une carrière honorable en librairie puisque le cumul des ventes depuis sa parution en juin 1945 atteignit les 4500 exemplaires environ⁵. Enfin, Maulnier s'efforçait d'expliquer sa théorie de la distribution du capital dès qu'il en avait l'occasion, dans la presse ou dans des conférences. En 1962 par

¹ Thierry Maulnier, Jean Ellenstein, *Dialogue inattendu*, op. cit., p.181.

² Parmi celles-ci il faut signaler les articles de : Alexandre Marc, « Crise française, solution universelle », in *Monde nouveau*, août 1945 ; Luc Estang, « Doctrinaires sociologiques », in *La Croix*, 17 septembre 1945 ; Maurice Delepine, « Violence et conscience », in *Le Populaire*, 20 septembre 1945 ; Jean Le Jamtel, « Libéralisme et liberté », in *La France catholique*, 23 septembre 1945 ; Jean de Fabrègues, « Violence et conscience », in *La Fédération*, octobre 1945 ; Robert Mallet, « Violence et conscience », in *Essor*, 24 novembre 1945 ; Maurice Merleau-Ponty, « Autour du marxisme », in *Fontaine*, janvier-février 1946 ; Jean Beaufret, « Sur un livre de philosophie politique », in *Confluences*, n°10, mars 1946 ; Claude Roy, « Descriptions critiques », in *Poésie* 47, décembre 1947.

³ Robert Mallet, « Violence et conscience », art. cit.

⁴ Thierry Maulnier, « Demain, peut-être, le travailleur-capitaliste ? », in *Le Figaro*, 18 mai 1965 ; Thierry Maulnier, « Demain, peut-être : le travailleur-capitaliste ? », art. cit. ; Thierry Maulnier, « Consommation et participation », in *Le Figaro*, 7 juin 1968 ; Thierry Maulnier, « La Troisième voie », in *Le Figaro*, 8 et 9 juin 1968 ; Thierry Maulnier, « Le débat sur la participation. La "deuxième fonction" du travail », art. cit. ; Thierry Maulnier, « Le débat sur la participation. La répartition du capital », art. cit.

⁵ Relevé de droits d'édition, Fonds privé Thierry Talagrand.

exemple, à l'occasion d'une intervention sur le marxisme devant les auditeurs de la 15^{ème} session de l'Institut des Hautes Etudes de la Défense Nationale, après avoir évoqué la plus-value dans le système marxiste et sa propre interprétation de la question, il présenta la distribution du capital comme une idée-force « à opposer à l'idée-force marxiste¹ » de collectivisation de la propriété.

Il serait cependant exagéré d'affirmer que Maulnier a joué un rôle de tout premier plan dans le débat sur la participation. Autant dire, d'ailleurs, que son influence fut quasi nulle, même si son œuvre mérite une certaine curiosité. La parution de son essai était beaucoup trop ancienne pour qu'il puisse constituer une référence parmi les adeptes du pancapitalisme, et le sujet avait, depuis, fait son chemin dans des milieux divers, notamment chrétiens, monarchistes ou issus des nouvelles relèves des années trente². Pour autant, avec son essai *Violence et conscience*, il semble bien que Maulnier ait été précurseur dans la diffusion de ces idées, bien avant qu'elles gagnent l'opinion publique dans les années soixante. Ainsi, l'une des cautions des chrétiens, en la matière, est l'encyclique *Mater et Magistra* de 1961, dans laquelle le Pape Jean XXIII recommande de diffuser la propriété des biens de production dans toutes les classes sociales, sans en préciser cependant les modalités. L'idée émise dans l'encyclique est celle d'une participation des salariés à la propriété des entreprises. Ou, pour être plus précis, d'une participation à l'accroissement du capital de l'entreprise, sous la forme de propriété, au travers de l'autofinancement³.

De son côté, l'animateur de la Jeune Droite catholique, Louis Salleron, s'était déjà engagé dès 1943 dans cette direction, comme le montrent ses « notes sur les relations du travail et du capital⁴ ». Ainsi, il estimait que dans les entreprises, « le monde du

¹ Thierry Maulnier, « Le marxisme », conférence prononcée pour les auditeurs de la 15^{ème} session de l'IHEDN le 19 novembre 1962, p.14. Fonds Thierry Maulnier, Bibliothèque municipale de Versailles, F 995 (5) a.

² Pour illustrer cette diversité, on peut citer par exemple, Pierre Uri ou encore le Comte de Paris.

³ L'encyclique évoque ainsi « le fait que de nos jours les grandes et moyennes entreprises obtiennent fréquemment, en de nombreuses économies, une capacité de production rapidement et considérablement accrue, grâce à l'autofinancement. En ce cas, Nous estimons pouvoir affirmer que l'entreprise doit reconnaître un titre de crédit aux travailleurs qu'elle emploie, surtout s'ils reçoivent une rémunération qui ne dépasse pas le salaire minimum ». (in *Mater et Magistra*, Lettre encyclique de sa Sainteté le Pape Jean XXIII, 1961, www.vatican.va)

⁴ Louis Salleron, « Une situation révolutionnaire. Notes sur les relations du capital et du travail », in *La Revue Universelle*, n°76-77, mars 1944, pp.195-208. Cette étude a été utilisée pour constituer l'ouvrage paru à l'été 1944, intitulé *Réflexions sur le régime à naître* : Louis Salleron, *Réflexions sur le régime à naître*, Paris,

travail, par ses organes collectifs (syndicats, comités sociaux ou autres), doit être mis en passe de devenir copropriétaire progressif par l'attribution de parts de propriété (définies sous un mode juridique ou un autre), au fur et à mesure que les entreprises amortissent leur capital et font des réserves. » Cette distribution de la propriété aux travailleurs obéissait bien entendu, selon les vues de Louis Salleron, à une conception corporatiste, de manière à ce que tous ceux qui animent et font vivre l'entreprise en soient les maîtres en droit comme en fait. Louis Salleron imaginait ainsi la cohabitation au sein de l'entreprise de deux types de propriété, capitaliste et corporative ou « communautaire ». Progressivement, la propriété communautaire devait se substituer à la propriété capitaliste. « Dès sa naissance, expliquait-t-il très précisément, toute société serait dotée d'une double personnalité morale. La première serait la personnalité actuelle, c'est-à-dire la personnalité capitaliste, la seconde serait la personnalité communautaire. La personne capitaliste comprendrait l'ensemble des actionnaires, la personne communautaire, l'ensemble du personnel. Un seul individu appartiendrait aux deux communautés et serait là la tête de l'une et de l'autre : le Président directeur de la Société. A la naissance de l'entreprise, la personne capitaliste aurait 100 % de la propriété de l'affaire. Cette proportion serait transférée à la personne communautaire au fur et à mesure de la disparition des actions et de leur conversion en obligations. Le secteur capitaliste se viderait donc continuellement dans le secteur communautaire par le jeu de ce que j'appellerais l'amortissement de la perpétuité de la propriété des actions¹. » Il envisageait aussi que la propriété capitaliste puisse subsister, voire gonfler à l'occasion d'augmentations ponctuelles de capital, mais en restant toujours minoritaire. Plus tard, dans les années 1960, Louis Salleron poursuivit ses réflexions dans des directions à peu de choses près identiques à celles de Maulnier. Il ne s'agissait plus de rendre les salariés propriétaires du capital de l'entreprise qui les emploie, mais de leur attribuer des titres de propriété des entreprises de l'économie nationale, gérés par des sociétés d'investissement, dont le capital serait la propriété des travailleurs. Il y voyait également, pour l'épargne

Deesclée de Brouwer, 1944, 436 p. Elle a encore été reprise en partie dans : Louis Salleron, *Six études sur la propriété collective*, Paris, Le Portulan, 1947, 201 p.

¹ Louis Salleron, « La réforme de l'entreprise », texte ronéoté d'une conférence prononcée à l'O.C.O.C le jeudi 3 août 1944, pp.13-14.

salariale, une alternative aux Caisses d'épargne, dans lesquelles les économies des salariés sont dévorées lentement par l'inflation. De sorte que Louis Salleron conseillait de « favoriser par une législation appropriée, la création de sociétés d'épargne-investissement dont les salariés seraient porteurs de parts. Ainsi, petit à petit, se créerait un capitalisme populaire¹. » Ces idées sur la diffusion de la propriété capitaliste figuraient déjà dans un numéro de la revue *Fédération* de 1951², dont Thierry Maulnier était également l'un des collaborateurs, dans une série de huit articles parus dans l'hebdomadaire de Jean de Fabrègues, *La France catholique*³, au printemps 1953 et dans une conférence que Salleron avait prononcée en 1959 devant les membres du Centre d'Etudes Politiques et Civiques, le CEPEC, dont il était lui-même l'un des principaux dirigeants. Lors de la parution de l'encyclique papale *Mater et Magistra*, le journal maurrassien *La Nation française* et la revue *Itinéraires* pouvaient ainsi vanter le rôle de précurseur de leur collaborateur, Louis Salleron, dans ce domaine de l'accession des salariés à la propriété du capital, désormais exploré par les plus hautes autorités ecclésiastiques⁴. Précurseur, Louis Salleron l'est assurément, même si l'enquête réalisée par la revue *Fédération* – à laquelle étrangement Thierry Maulnier n'a pas apporté de contribution – montre que son avis était déjà partagé par d'autres. Son influence s'étend, d'autre part, bien au delà des milieux corporatifs en plein déclin à cette époque. Ce qui semble plausible, si l'on regroupe les noms des premiers promoteurs de cette idée consistant à diffuser la propriété capitaliste, à savoir Maulnier, Salleron, Madiran pour la revue *Itinéraires*, Boutang pour *La Nation française*, et les rédacteurs de *Fédération*, c'est qu'elle prend forme dès les lendemains

¹ Louis Salleron, *Diffuser la propriété*, Paris, Nouvelles Editions Latines, 1964, p.46

² Louis Salleron, « Une grande enquête de "Fédération". Ouvrir la propriété capitaliste aux salariés », in *Fédération*, n°77, juin 1951, pp.291-297 ; Louis Salleron, « Notre enquête. Ouvrir la propriété capitaliste aux salariés. Conclusions », in *Fédération*, n°82, novembre 1951, pp.674-680. Dans ces articles, Louis Salleron évoquait déjà une solution proche de celle qu'il a proposé en 1964 dans *Diffuser la propriété* et passant par la création de « sociétés de gestion du capital travailliste », dans lesquelles les salariés détiendraient des parts. Dans ses conclusions à l'enquête enfin, il considérait – tout en reconnaissant que sa proposition avait pu faire peur et passer « pour du vol, pour quelque chose de plus dangereux encore que l'étatisation – que « c'est une redistribution juste et cohérente que nous envisageons, une redistribution qui rende les salariés propriétaires et leur permette d'accéder à la direction du monde économique moderne dans la liberté » (in *Fédération* n°82, art. cit., p.679). La redistribution de la propriété du capital avait aussi pour but de redistribuer le pouvoir de direction de l'économie nationale.

³ Louis Salleron publia encore une série de quatre articles sur le même sujet dans *La France catholique* en février et mars 1966. Ces articles ont été rassemblés dans un volume des *Dossiers du CEPEC* : Louis Salleron, « L'Accession des salariés à la propriété du capital », in *Les Dossiers du CEPEC*, n°21, mars 1966, 32 p.

⁴ Voir à ce sujet la contribution de Guillaume Gros, « Le corporatisme de Louis Salleron », in *Le corporatisme dans l'aire francophone au XX^{ème} siècle*, Etudes réunies par Olivier Dard (ed.), *op. cit.*, p.60.

de la Seconde Guerre mondiale, sur des bases jetées pendant le régime de Vichy, dans les milieux maurrassiens, notamment corporatistes, et qu'elle irrigue ensuite le syndicalisme chrétien et une partie du mouvement gaulliste. Dans cette transmission, Louis Salleron joue un rôle fondamental, de par sa situation à la charnière du corporatisme et du traditionalisme catholique. Qu'il s'agisse de la solution préconisée dans *Mater et Magistra* ou l'amendement Vallon, qui lie à l'autofinancement l'accession des salariés au capital de l'entreprise qui les emploie, de celle proposée par Maulnier et Salleron visant à la création de Sociétés d'investissement dont les travailleurs seraient actionnaires, ou encore d'un troisième système baptisé Sociétés ouvrières de prévoyance et de placement par son créateur, Bernard Jousset¹, ces trois voies consistent chacune à promouvoir la participation des salariés au capital.

Le Centre des Jeunes Patrons (CJP), organisation patronale certes minoritaire créée en 1938, fut également séduit par le discours de Maulnier, plus particulièrement par la question du dépassement du capitalisme qui est au cœur de *Violence et conscience*, puisqu'il eut l'occasion de donner une conférence sur le sujet devant le cercle « Horizons », cercle d'informations du CJP². Intitulée « Au delà du capitalisme », celle-ci fut reproduite en 1946 dans l'une des publications du CJP, *Les Documents Jeune Patron*. Dans la courte introduction qui précède le texte de l'intervention de Maulnier, le Centre des Jeunes Patrons, dont les dirigeants sont fortement imprégnés par la doctrine corporatiste, considère que cette conférence « détermine avec netteté les conditions d'un dépassement nécessaire³ » du capitalisme. De la même manière, sous l'influence de Louis Salleron, le CEPEC, dont l'un des objectifs était d'amener les dirigeants d'entreprises à s'intéresser à la vie politique et à y participer, s'intéressa sérieusement à la question de la propriété capitaliste⁴. Le CEPEC doit aider les élites

¹ Bernard Jousset fut président du Centre Français du Patronat Chrétien.

² Sur le CJP et son idéologie, se reporter à : Florent Le Bot, « Années 1960, un retour au corporatisme des années 1930 ? Les Jeunes Patrons et l'esprit de communauté, *versus* marxisme et libéralisme », in Olivier Dard et Gilles Richard (dir.), *Les droites et l'économie en France au XX^e siècle*, Paris, Riveneuve éditions, 2011, pp.167-188 ; Florent Le Bot, « La naissance du Centre des Jeunes Patrons (1938-1944). Entre réaction et relève, in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°114, avril-juin 2012, pp.99-116.

³ Introduction du CJP à la conférence de Thierry Maulnier, « Au delà du capitalisme », art. cit., p.1

⁴ Outre le dossier de Louis Salleron consacré à ce sujet, il faut mentionner notamment une conférence devant les membres du CEPEC de Bernard Mallet, PDG de Brissonneau & Lotz : Bernard Mallet, « L'accession des salariés au capital de l'entreprise et l'autofinancement », texte de l'exposé fait au 41^e dîner d'information du CEPEC le 17 mars 1966, précédé d'une allocution de Georges René Laederich et suivi d'une conclusion par Louis Salleron, in *Les Cahiers du CEPEC*, n°30, 1966, 42 p.

économiques à jouer un rôle directeur dans ce que Louis Salleron appelle la « résurrection nationale ». Cette société de pensée a réussi à rassembler autour de ses dîners et activités, des personnalités économiques majeures et de nombreux chefs d'entreprises comme Marcel Demonque, des ciments Lafarge, Louis Vilgrain, des Grands moulins de Paris, André Arnoux, des représentants des syndicats des Fabricants de papiers et cartons, d'outillage mécanique, de textile, mais aussi André Boussac, Yvon Chotard, Alfred Landucci, PDG de Kodak-Pathé, Georges-René Laederich, François de Villepin, de la compagnie Pont-à-Mousson, Henri Duplais des Touches, de la société Solvay... et beaucoup d'autres patrons.

Dans cette construction idéologique nouvelle qu'est la diffusion de la propriété capitaliste, l'apport de Thierry Maulnier est d'avoir démontré clairement, en repartant d'une analyse approfondie de la définition marxiste de la valeur travail, que le travail salarié a deux fonctions ; l'une consistant à se procurer des moyens de subsistance et l'autre à permettre au capitaliste de faire des réserves pour payer le renouvellement et le développement de l'outil de production, et donc à accroître *in fine* son capital. Ces deux fonctions du travail salarié appellent deux rémunérations, l'une en monnaie de consommation et l'autre en pouvoir d'achat différé, distribué sous la forme de parts de propriété dans le capital de l'entreprise employeur ou, comme le précise Maulnier, d'organismes collectifs, c'est-à-dire sous la forme de capitalisation. Il revient sans doute à Louis Salleron d'avoir évoqué le premier les sociétés d'investissement pour désigner ces organismes collectifs. La nouvelle structure économique révolutionnaire que proposaient Maulnier et Salleron revenait à intégrer le corporatisme dans l'économie capitaliste, pour mettre fin aux effets inégalitaires du capitalisme traditionnel et à la division de la société en classes antagonistes. « Ce sera, concluait admirablement Louis Salleron dans son enquête pour la revue *Fédération*, une société sans classes, non par suppression, mais par universalisation de la propriété. Un *socialisme* intégral, en quelque sorte – non par *travaillisme* intégral – mais par *capitalisme* intégral¹. » Cette formule, quel que soit le nom qu'on lui donne, de capitalisme intégral, capitalisme populaire, capitalisme pour tous ou pancapitalisme,

¹ Louis Salleron, « Notre enquête. Ouvrir la propriété capitaliste aux salariés. Conclusions », art. cit., p.680.

c'était, au travers d'une construction révolutionnaire mais réaliste, la troisième voie entre socialisme et libéralisme économique dont rêvait la Jeune Droite depuis le début des années trente. A partir de *Violence et conscience*, qui constitue son dernier essai réellement « construit » de philosophie politique sur les problèmes économiques et sociaux, et jusqu'à sa disparition, Maulnier n'a fait que répéter et approfondir cette solution, à chaque fois qu'il en avait l'occasion dans ses articles. Avec son idée du « travailleur-capitaliste », l'intellectuel établi que dénonçaient les rédacteurs d'*Aspects de la France* n'était finalement pas aussi tendre qu'ils l'affirmaient avec l'ordre établi.

La France, « nation malade »

A bien des égards, les reproches que formulait Maulnier à l'encontre de la III^e République, se retrouvent sous sa plume à la fin des années quarante et au cours des années cinquante. Selon lui, la IV^e République ressemble à la III^e, en pire. Elle en cumule tous les défauts, toutes les faiblesses, en ajoutant ses propres maux. « Il est désormais évident, tranche-t-il, que la IV^e République a repris à son compte tous les défauts de la III^e, en les aggravant par de nouvelles imperfections institutionnelles, elles-mêmes multipliées dans leurs effets par la médiocrité du personnel politique et la démoralisation du pays¹. » Autrement dit, les problèmes institutionnels et politiques, qui n'ont pas été résolus par le passage d'une République à une autre, sont maintenant compliqués par les manifestations d'une véritable crise morale de la nation française, révélée par la défaite, qu'il juge « incomplète », de 1940 et la victoire imparfaite de 1945. A l'issue de la Seconde Guerre mondiale, la France n'est sortie ni vainqueur ni vaincue. La défaite de 1940 n'était, en quelque sorte, pas assez cuisante et humiliante pour que le peuple français puisse avoir un sursaut de vitalité ; de même que la victoire de 1945 n'était pas assez probante et la participation de la France pas assez décisive pour qu'elle puisse la reprendre à son compte et en tirer une quelconque fierté. En résumé, cette situation moyenne, entre deux états, préparait le triomphe de la médiocrité. « Nous restions dans une situation ambiguë entre la démocratie, condamnée par la défaite, et la dictature, condamnée par la victoire, en prenant à l'une

¹ Thierry Maulnier, « Ataxie française », in *Hommes et Mondes*, n°54, janvier 1951, p.116.

et à l'autre ce qu'elles ont de pire ; à la démocratie, son instabilité, son impuissance, ses divisions haineuses, sa mollesse ; à la dictature, sa bureaucratie, ses abus d'autorité, ses tribunaux d'exception, son indiscrétion policière ; nous nous installions à mi-chemin entre une démocratie sans liberté et une dictature sans autorité. De même, nous cherchions à nous asseoir dans une position imprécise entre le capitalisme et le collectivisme, en gardant du capitalisme les paradoxes économiques, les injustices, les tares, la lutte des classes, la multiplication des parasites, et en prenant au socialisme la tyrannie paperassière, le gaspillage, l'appareil inextricable des contrôles ; nous faisons un mariage entre un capitalisme privé de ses vertus, l'esprit d'entreprise, l'émulation, la sélection naturelle des plus aptes, et un collectivisme privé des siennes, l'unité de direction, la justice dans la répartition, la jeunesse conquérante, la chaleureuse adhésion des "masses". Nous nous sommes donc engagés dans l'après-guerre dans des conditions très mauvaises (...), trop malades pour manifester notre vitalité, trop bien portants pour recourir à des remèdes énergiques, (...), trop ébranlés pour être sûrs de nous, trop épargnés pour juger indispensable une révision sérieuse de nos idées, de nos institutions et de nos méthodes. (...). La guerre ne nous hissait pas sur le pavois ; elle ne nous mettait pas au pied du mur. Elle nous laissait dans la médiocrité et l'indécision, c'est-à-dire dans la pire des situations pour un peuple¹. » Pour Maulnier, la nation française de l'après-guerre est victime d'une baisse d'énergie et de vitalité, d'une fatigue morale, et peut-être physique, qui la fait rester passive et spectatrice devant les événements du monde. Mais l'immobilisme, dans un monde où les nations, vainqueurs ou vaincues, cherchent toutes à renaître, à s'épanouir ou à prospérer, est déjà une forme de déclin. Pour décrire l'état de la France à la charnière des années quarante et cinquante, pour expliquer cette manière désordonnée et incohérente de réagir aux événements auxquels la nation française est confrontée à cette époque, Thierry Maulnier utilise le terme médical d'« ataxie² », qui désigne en fait un problème de coordination des mouvements volontaires du corps, généralement causé par une affection des centres nerveux. Cette métaphore organiciste rappelle que, pour lui, la France est un corps malade, qui a besoin d'une thérapie de choc, pour ne pas

¹ Thierry Maulnier, « La cause générale », in *Hommes et Mondes*, n°10, octobre 1948, pp.1656-1657.

² Thierry Maulnier, « Ataxie française », art. cit..

disparaître dans une lente agonie. « La France est une nation malade, malade au sens physique du terme, écrit Maulnier. Il lui faudra de longues années, dans un monde où la compétition pour la puissance, l'influence, l'existence est féroce, pour retrouver la santé, c'est-à-dire la possibilité de disposer pleinement de ses ressources matérielles et morales, des richesses d'un sol pleinement mis en valeur, de l'énergie, de l'esprit d'entreprise, de l'audace d'un peuple confiant en soi-même¹. » Comme dans les années trente, ce discours invite à poser la question embarrassante des responsabilités respectives du « pays légal » et du « pays réel », à laquelle Maulnier répond en dénonçant une sorte de faute collective imputable à l'incapacité de la France à prendre conscience de son rôle et de sa vocation historiques. Depuis la défaite de 1940, pense-t-il, « nous sommes passés du jour au lendemain du complexe de supériorité au complexe d'infériorité. (...). Nous vivions dans l'illusion d'une force qui déclinait et nous restions aveugles aux nombreux risques de décrépitude de notre armature nationale. Aujourd'hui, aucune image de notre néant ne nous paraît assez désespérante. Notre jeunesse a adopté le snobisme de la décadence. Des millions de Français ont cessé de croire à l'efficacité, à l'utilité d'un effort qui rendrait à leur pays une place parmi les nations directrices. (...). Trop de Français éprouvent aujourd'hui une satisfaction amère, et bizarrement vaniteuse, à se considérer comme "objets et non sujets de l'histoire", à se cantonner dans la passivité, à se borner à l'horizon de leurs petites affaires personnelles, à proclamer leur propre néant². » Les potentiels de réussite, les richesses existent pourtant, mais les Français lui semblent hésitants, ballottés entre deux courants, sans savoir lequel suivre.

Compte tenu de ce penchant à l'immobilisme et la résignation, Maulnier considère que le peuple français n'est pas aidé par ses institutions démocratiques. « On sait que l'inaptitude à organiser et à prévoir à longue échéance, le manque de continuité dans la ligne politique et la faiblesse dans l'exécution sont le caractère commun des démocraties. Mais ces tares sont plus évidentes en France que dans les grandes nations anglo-saxonnes, parce que nous manquent les puissantes traditions nationales dont la monarchie anglaise est le symbole, la vigueur du pouvoir exécutif américain, la forte

¹ Thierry Maulnier, « Entre deux courants », in *Hommes et Mondes*, n°52, novembre 1950, p.428.

² *Ibid.*, p.430.

organisation de certains services qui disposent, outre-Manche et outre-Atlantique, d'une large autonomie et, en matière d'armée, d'aviation, de marine, de politique étrangère, d'espionnage, peuvent voir grand et travailler sérieusement. Là où nous possédions, avant 1939, quelques vestiges de tels services, ils étaient déjà affaiblis, comme on le vit à l'épreuve de la guerre, par une lente dégénérescence, due en grande part aux intrusions constantes de la politique partisane. Ils ont été, depuis lors, désorganisés ou décapités par deux changements de régime accompagnés de deux "épurations"¹. » Malgré l'échec du régime de Vichy, Maulnier reste donc partisan d'un pouvoir fort, à tendance monarchique, puisqu'il loue la supériorité sur la démocratie française, de la monarchie constitutionnelle britannique et du régime présidentiel américain. Il est possible de voir dans cette assertion un premier pas vers la reconnaissance du modèle politique anglo-saxon. Mais il apparaît surtout que les flèches de Maulnier sont dirigées contre le régime des partis, le parlementarisme qui l'encadre, et le système électoral. Pour lui, le destin de la Quatrième République était déjà tracé dans ses institutions. Ce régime, constatait-il moins d'un an après son effondrement, « était un gouvernement d'Assemblée, c'est-à-dire un gouvernement où l'exécutif n'étant qu'une émanation du législatif, le pouvoir appartient aux partis, alors que la répartition des forces politiques en France et le mode de scrutin rendaient pratiquement impossible la domination d'un parti. Tel est le vice fondamental du gouvernement d'Assemblée. Sans équilibre et sans contrepartie, il tend inévitablement à la dictature d'un parti si ce parti peut s'assurer une majorité nette (...). Si les partis se neutralisent, il tend non moins inévitablement à la paralysie². » Le parlementarisme appelle l'électoratisme, au travers duquel les partis et leurs dirigeants manipulent le peuple avec des sentiments médiocres, en défendant des intérêts particuliers et en lui cachant les problèmes réels. Dès lors, Thierry Maulnier ne s'étonne pas que les Français soient devenus aussi indifférents à la politique et au devenir de leur nation. Le système politique encourage leur résignation et leur défiance. « La France est une démocratie où manque à la démocratie la condition essentielle de son exercice normal, c'est-à-dire le sentiment, non pas nécessairement précis, mais nécessairement vif et

¹ Thierry Maulnier, « Etre gouvernés », in *Hommes et Mondes*, n°51, octobre 1950, p.275.

² Thierry Maulnier, « Les causes d'une chute », in *Le Figaro*, 5 février 1959.

vigilant, du lien qui rattache chaque destin individuel au destin de la collectivité. (...), le problème de l'intégration de l'individu à la vie collective n'a été ni institutionnellement, ni moralement résolu. (...). Nous ne sommes pas des citoyens¹ », conclut Maulnier. Dans une interview pour un journal suisse, auquel il lui arrive de donner des articles, *La Gazette de Lausanne*, il va jusqu'à affirmer que, contrairement aux régimes américain, britannique et suisse, « la démocratie française n'est pas une démocratie vécue par les Français². » Cette critique s'explique simplement. Pour Thierry Maulnier, ce ne sont ni le suffrage universel – qui n'exprime pas forcément la volonté du peuple car il peut être manipulé –, ni le parlement, ni la participation des citoyens à la gestion des affaires, qui font une démocratie effective. C'est seulement le respect réel des principes libéraux garantis à l'individu. Or, justement, Thierry Maulnier considère que ce respect n'est que fictif. Le développement des techniques de propagande permet un contrôle de plus en plus aisé des individus. L'extrême complexité du système politique et le « semi-ésotérisme d'un langage accessible aux seuls initiés³ » tendent à déposséder le citoyen du pouvoir de comprendre les ressorts du destin de la collectivité. La souveraineté du peuple, dont se prévalent les démocrates, n'est qu'un mythe politique. « Elle est confisquée dans tous les domaines par les organes techniques de direction⁴ ». « En vérité, pense Maulnier, l'opinion passive n'oppose guère aux actions qui s'exercent sur elle qu'une résistance inerte, faite de traditions, de réflexes de classe, de préjugés et de routines. La liberté qui lui est laissée ne résulte guère que de la concurrence des diverses propagandes, qui, dans les nations où se font face plusieurs groupements politiques de forces sensiblement égales, se neutralisent en s'équilibrant. (...). En fait, les sociétés totalitaires n'ont fait que tirer les dernières conséquences logiques d'une situation générale dans laquelle le vocabulaire démocratique tend à servir d'alibi à une oligarchie politico-technocratique maîtresse des moyens de diriger l'opinion ou de la contrôler étroitement. On fait ce que demande le peuple, mais après lui avoir fait demander ce qu'on voulait qu'il

¹ Thierry Maulnier, « La cause générale », art. cit., pp.1661-1662.

² « Thierry Maulnier déclare : “La démocratie française n'est pas une démocratie vécue par les Français” ». Enquête de Jean-Pierre Moulin, in *La Gazette de Lausanne*, 23 janvier 1952.

³ Thierry Maulnier, « Du suffrage universel », in *Hommes et Mondes*, n°59, juin 1951, p.112.

⁴ *Ibid.*, p.111.

demandât. Où réside alors la souveraineté¹ », s'interroge en fin de compte Maulnier, sans se faire d'illusion sur le libéralisme démocratique de la Quatrième République. Devant de tels propos, il est tout de même difficile de concevoir que celui qui en est l'auteur, puisse aussi être un intellectuel domestiqué, au service du système. Mais Maulnier était un individu empli de contradiction. Hostile à la démocratie libérale et au capitalisme traditionnel, antibourgeois, ennemi des conservatismes, il exerçait ses talents de journaliste dans un quotidien, *Le Figaro*, dont la ligne principale résidait dans la défense du libéralisme, « lu par un public de bourgeoisie moyenne et supérieure, de classes moyennes, de cadres, (...), héritier du *Journal des Débats* de la monarchie de Juillet », et qui, toujours selon l'analyse de René Rémond, « illustra parfaitement la continuité de la tradition qui relie le conservatisme libéral de notre temps à l'orléanisme du XIX^e siècle². » Il écrivait dans un quotidien qui se reconnaissait dans la culture bourgeoise de son lectorat ; dans un journal, enfin, où il n'était pas recommandé de citer le nom de Brasillach, où Charles Maurras était considéré comme un collaborateur et où l'on évoquait avec beaucoup de prudence la justice de l'épuration, en prenant la défense de la résistance littéraire. Autant de positions difficilement conciliables avec ses engagements précédents. Mais sur le fond, l'analyse de ses textes montre que Maulnier n'avait pas tellement changé au début des années cinquante, en dépit de sa collaboration au *Figaro*. Pragmatique, Maulnier s'est efforcé, toujours, d'adapter ses idées à son temps. Il n'a cependant jamais transigé sur un point dans son œuvre : sa dénonciation inlassable des « mythes politiques », et tout particulièrement du communisme, point de convergence fondamental avec le *Figaro*.

¹ Thierry Maulnier, « Du suffrage universel », art. cit., pp.113-114.

² René Rémond, cité par Claire Blandin, *Le Figaro littéraire (1946-1971). Vie d'un hebdomadaire politique et littéraire, op. cit.*, p.128.

Chapitre 25
Antimarxisme et anticommunisme

Tout contre Marx

L'anticommunisme de Thierry Maulnier se nourrit d'une fréquentation assidue et d'une lecture critique des œuvres de Karl Marx. Ce pur intellectuel ne pouvait en effet se contenter de limiter son discours contre le communisme à l'« état présent de l'URSS¹ ». Progressivement, au cours des années trente, l'anticommunisme de Maulnier s'enrichit de la connaissance des écrits de Marx. Celle-ci vient ainsi compléter l'antimatérialisme, l'antisoviétisme et la dénonciation du totalitarisme communiste et de sa filiation avec la démocratie, qui structurent sa critique originale du communisme. Les premiers commentaires de Maulnier sur le marxisme datent en fait du milieu des années trente et visent à démontrer que le matérialisme historique de Marx est totalement imprégné de l'idéalisme bourgeois qu'il condamne². La critique philosophique de Maulnier, même élaborée, ne dépasse pas, alors, les limites de l'antimatérialisme, concept clé du discours de la Jeune Droite. D'autres éléments font ensuite leur apparition dans l'antimarxisme de Maulnier, dans la seconde moitié des années trente, au cours de laquelle il semble se livrer à une lecture intensive des écrits de Marx et de ses successeurs, dont le résultat devait être la publication, initialement en 1939, d'un ouvrage sur *Les penseurs marxistes*³. Ce volume, composé de textes choisis par Thierry Maulnier dans l'œuvre et la correspondance des principaux penseurs marxistes, Marx, Engels, Lénine..., et réunis par quelques commentaires précédés d'une introduction, ne parut finalement qu'en 1948, à cause de la Seconde Guerre mondiale, et fut intitulé *La pensée marxiste*⁴. A cette occasion, il se familiarisa avec les écrits de Marx et Engels, bien entendu, mais aussi de Lénine, Trotsky et de l'intellectuel marxiste français, Henri Lefebvre, comme le montrent les articles qu'il publia alors⁵. Connaître le système marxiste de l'intérieur, c'est pour Thierry Maulnier le meilleur moyen de combattre le communisme. Il faut en fait comprendre le marxisme pour en triompher. Or, cette mise en question de la doctrine marxiste, c'est

¹ Thierry Maulnier, « Etat présent de l'U.R.S.S. », in *La Revue universelle*, 1^{er} décembre 1936, pp.578-587.

² Voir : Thierry Maulnier, « Psychologie du matérialisme marxiste », in *La Revue universelle*, 15 mai 1934, pp. 488-493 ; Thierry Maulnier, « Marx et Nietzsche », in *La Revue universelle*, 1^{er} juin 1934, pp.629-634.

³ Contrat d'édition signé entre Thierry Maulnier et la Librairie Arthème Fayard, le 26 janvier 1939. Fonds privé Thierry Talagrand.

⁴ Thierry Maulnier, *La pensée marxiste*, Paris, Fayard, 1948, 224 p.

⁵ Voir par exemple, Thierry Maulnier, « Notes sur le marxisme », in *Combat*, n°3, mars 1936 ; « Quand le marxisme devient national », in *La Revue universelle*, 15 décembre 1937, pp.751-754 ; « La morale révolutionnaire de Trotzky », in *La Revue universelle*, 1^{er} mai 1939, pp.374-377.

précisément ce dont s'est montrée incapable la « pensée bourgeoise ». L'anticommunisme, jusqu'à présent, s'est contenté de donner une vision grossièrement déformée des théories marxistes. L'ambition de Thierry Maulnier est donc de rompre avec cette habitude et de porter le fer au cœur du système. « Tout se passe, s'étonne-t-il, comme si la "pensée bourgeoise" était prise d'une sorte de panique en face du redoutable ennemi qui a juré sa disparition, ou plutôt comme si la bourgeoisie réagissait, à la pensée qui met en question sa domination et son existence, par une sorte de censure spontanée, par un autoaveuglement instinctif qui serait un réflexe de défense, par un recul devant la connaissance. (...). La panique intellectuelle devant le marxisme, cette panique qui empêche la bourgeoisie non de le combattre (la peur n'a jamais empêché de combattre) mais de le comprendre, n'est peut-être pas autre chose que la peur de la conscience. La bourgeoisie semble sentir que la conscience des réalités sociales est menaçante pour sa propre situation historique, qu'elle apprendrait dans le marxisme trop de choses qui pourraient la faire douter de la solidité ou du bien-fondé de cette situation¹. » Constatant que seuls les écrivains prolétariens se sont efforcés de commenter Marx, Maulnier entend faire œuvre de pionnier à droite, pour déterminer ce qui est désormais périmé ou, au contraire, ce qui demeure actuel dans sa pensée. Face au déni bourgeois, émotionnel, du marxisme, il entend au contraire soumettre l'œuvre de Marx à une analyse rationnelle. Son objectif est, en quelque sorte, de dépasser le marxisme et l'entreprise d'asservissement de l'homme à la collectivité qu'il a la volonté de construire, en utilisant à bon escient certaines de ses intuitions intellectuelles.

L'intérêt pour le marxisme tout en restant souvent superficiel, n'était toutefois pas forcément rare à cette époque dans les milieux de droite que fréquentait Maulnier. Claudine Chonez, lui décrivait ainsi dans un de leurs échanges épistolaires, son « cœur partagé entre Ch. Maurras et Karl Marx (...). En ce moment, constatait-elle, je résiste de toutes mes forces au communisme précisément parce qu'il m'attire comme le Maelström. J'ai trop d'amis à droite pour ne pas savoir combien il s'y trouve d'intelligences, mais (...) je suis frappée du nombre d'êtres pensants que le

¹ Thierry Maulnier, « Le fanatisme des marxistes », in Collectif, *De Marx au marxisme. 1848-1948*, Paris, Editions de Flore, 1948, p.207.

communisme a séduits¹. » Pour d'autres nationalistes, comme Claude Roy, « tout commence (...) par un socialisme “à la française” : le socialisme des producteurs et des corporations (...). Chimère qui ne résiste pas à l'usage, ne tient pas devant une réflexion têtue, et quand on s'y entête cependant, avorte ou enferme ». Et tout finit dans les rangs ou autour du Parti communiste, comme ce fut aussi le cas pour un autre célèbre animateur de la Jeune Droite, Maurice Blanchot. « Quand je revois le chemin que j'ai parcouru en un quart de siècle, écrivait Claude Roy dans son autobiographie, ce qui m'apparaît comme ma *conversion* fondamentale, ce n'est pas tant le passage de ce que Marx et Engels nomment le “socialisme féodal” au socialisme marxiste, que le passage d'une conception aristocratique de “l'avant-garde” à une conception, bien plus difficile à vivre, celle de la communauté des êtres². » Ce passage du vieux socialisme français au socialisme « démocratique », c'est précisément ce que Maulnier rejette.

Parmi les intellectuels de la Jeune Droite, qui sont tous, du moins dans les années trente, des anticommunistes virulents, il est alors celui qui connaît le mieux le marxisme, et surtout, qui semble aux yeux de tous ses camarades, l'avoir le mieux assimilé. « Thierry est tout de même un peu trop marxiste³ », avouait ainsi Robert Brasillach à Claude Roy. Selon le bon mot qui circulait enfin dans les milieux intellectuels de droite, Thierry Maulnier ressemblait à « un fils de Maurras, qui aurait lu Marx » ou Lénine, car il s'intéressait à la pensée marxiste dans son ensemble. Il est en effet évident que Maulnier a intégré à son propre système de pensée une partie des enseignements tirés de sa lecture de Marx. Dans *Au delà du nationalisme* par exemple, Maulnier incorpore dans le nationalisme maurrassien la théorie des antagonismes sociaux qu'il a trouvée dans le marxisme. De sorte qu'il reconnaît l'existence de la lutte des classes, mais il en fait le produit de l'histoire au lieu d'en faire, comme Marx, le moteur. *Violence et conscience*, de même que ses prolongements dans la formule de la distribution du capital destinée à proposer une alternative crédible au marxisme, constituent un effort encore plus poussé pour penser et dépasser tout à la fois les deux idéologies qui s'affrontent au lendemain de la guerre, le capitalisme et le marxisme.

¹ Lettre de Claudine Chonez à Thierry Maulnier, non datée et envoyée de Londres. Fonds privé Thierry Talagrand.

² Claude Roy, *Moi je*, op. cit., pp.201-202.

³ *Ibid.*, pp.245-246 .

Maulnier s'efforce de penser selon les schèmes marxistes pour trouver la meilleure formule d'organisation du monde susceptible de supprimer l'injustice capitaliste, sans tomber pour autant dans le collectivisme soviétique. Pour ce faire, il réinterprète ou plutôt redéfinit, en reconnaissant d'une certaine manière sa réalité et sa fécondité, la notion marxiste de plus-value¹. Simplement, pour lui, la plus-value n'est pas propre au régime capitaliste, puisqu'elle ne disparaît pas dans le régime collectiviste ; celui-ci prélevant de la même manière, voire davantage encore pour satisfaire son besoin de puissance, une part sur le travail dédiée au renouvellement de l'appareil productif. L'antimarxisme de Thierry Maulnier n'a donc rien de dogmatique. Au contraire, ce dernier n'hésite pas à souligner la supériorité du marxisme sur la pensée bourgeoise : « Devant l'insuffisance manifeste de la pensée (philosophes et techniciens) "bourgeoise", devant les événements de ce temps, le marxisme seul sur le plan historique, quelle que soit son infériorité (...), représente donc un immense progrès par rapport à l'interprétation "bourgeoise" de l'histoire. Il a plongé d'un seul coup dans les profondeurs abyssales du monde contemporain. Il a jeté un coup d'œil sur la chaudière du paquebot, sur la puissance de sa chaudière et sur sa possibilité d'explosion². » En fait, la supériorité du marxisme sur l'idéologie bourgeoise tient à la conscience qu'il a des problèmes du monde contemporain, comme la lutte des classes par exemple. Cette appréciation, tirée de notes manuscrites jamais publiées, n'est cependant pas isolée dans l'œuvre de Maulnier. On sait qu'il considérait, en 1939, le marxisme comme une « doctrine qu'on a certes le droit de combattre et de haïr, mais qui n'en a pas moins une importance capitale dans l'histoire de la pensée et dans l'histoire tout court. (...). Quant à l'importance du marxisme dans l'histoire de ce temps, ce fait me paraît plus significatif encore que la victoire du marxisme sur un territoire égal à "un sixième du monde". (...). Là où il n'a pas agi positivement, il a agi négativement, et un bon nombre des peuples qui ne sont pas gouvernés par le marxisme sont gouvernés par des réactions antimarxistes, de sorte que le marxisme constitue actuellement, qu'on le veuille ou non, un des termes de la dialectique des forces dans laquelle le monde est

¹ Voir chapitre 24.

² Notes manuscrites de Thierry Maulnier, sans date. Fonds Thierry Maulnier, Bibliothèque municipale de Versailles, F 991 (4), « Analyse marxiste », 32 feuillets non numérotés.

engagé, un des pôles de son histoire¹. » Il ne faut pas oublier en effet que, pour Maulnier, le marxisme a changé le monde, ne serait-ce que négativement, par les réactions d'hostilité qu'il a engendrées, à l'instar du fascisme par exemple qui se voulait une force politique capable de battre le marxisme avec ses propres armes².

Pour autant, dans ses écrits, Maulnier n'en condamne pas moins le marxisme, tel qu'il se présente dans les années quarante et cinquante, c'est-à-dire « comme différent dans ses manifestations politiques de ce qu'il était à son origine, comme fortement altéré idéologiquement par sa réussite même, dans une grande partie du monde³ », mais encore tel qu'il était dans la doctrine originelle de Marx. Car au fond, Maulnier est convaincu que « Staline est l'héritier fidèle de l'esprit, sinon de la lettre (qui tue) du Marxisme-Léninisme⁴. » Enfin, il considère que les développements historiques, depuis la diffusion de la pensée marxiste, ont fini par condamner le marxisme en tant que philosophie de l'histoire ou système global d'interprétation de l'histoire. Marx aurait d'abord commis un certain nombre d'erreurs, qui sont vérifiables dans la manière dont ont évolué les sociétés capitalistes. Il a par ailleurs été dépassé par un certain nombre d'évolutions internes à nos économies, qu'il a lui-même fortement contribué à déterminer par sa doctrine. Parmi ces erreurs essentielles, Thierry Maulnier en retient principalement quatre. La première concerne la théorie selon laquelle les progrès du capitalisme s'accompagnent de la paupérisation concomitante du prolétariat qui subit une exploitation de plus en plus dure. Ce schéma a été dépassé par les apports du fordisme ; les capitalistes découvrant avec Ford que le travailleur peut être aussi un consommateur, et que le développement du pouvoir d'achat du salarié est la condition même de la croissance du marché de la consommation, et par conséquent du développement économique. Avec la découverte de Ford, commence ce que Maulnier a appelé « la révolution du XX^e siècle » : « Nous en sommes venus, affirme-t-il, à un tel développement des forces productrices, à un tel rapport entre l'homme et le pouvoir de production dont il dispose, que le grand problème est désormais non de rétribuer le

¹ Introduction de Thierry Maulnier écrite en 1939 pour son ouvrage finalement paru 1948 sur *La pensée marxiste*, *op. cit.*, p.13.

² Sur ce sujet, voir le chapitre 10.

³ Thierry Maulnier, « Le marxisme », conférence prononcée pour les auditeurs de la 15^{ème} session de l'IHEDN, *op. cit.*, p.2.

⁴ Thierry Maulnier, *La pensée marxiste*, *op. cit.*, p.8.

travailleur pour qu'il travaille, mais de rétribuer le consommateur pour qu'il consomme. Le vieux salariat a pu garder son nom, mais il est en train de changer de nature, il cesse d'être rémunération du travail, achat de forces de travail, élément du prix de revient, pour devenir distribution du pouvoir d'achat. Distribution du pouvoir d'achat à ceux qui travaillent ? Oui, à ceux qui travaillent par priorité et, pour l'instant du moins, bien plus largement qu'aux autres. Mais aussi à ceux qui ne travaillent pas. Considérons tout l'arsenal des lois sociales de la société moderne : il nous prouve bien que, de plus en plus, ce ne sont pas les travailleurs qui sont payés pour travailler mais les consommateurs qui sont (...) payés pour consommer : allocations de chômage, allocations familiales pour les enfants – non producteurs, – pour la mère au foyer – non productrice, – pour les malades – non producteurs, – pour les vieillards – non producteurs (...). Ces allocations peuvent être encore dans certains cas médiocres, misérables. Elles n'en indiquent pas moins la voie dans laquelle s'est engagée la société industrielle moderne : (...) une société dont la loi de développement est de produire toujours davantage doit donner aux individus qui la composent des moyens toujours accrus d'absorber ce qu'elle produit. Elle est en train de découvrir progressivement qu'elle ne peut tolérer de sous-consommateurs¹.» La société capitaliste moderne, qui a réussi à dépasser les mauvais présages de Marx, est condamnée à enrichir les travailleurs, les prolétaires et les citoyens les plus pauvres, pour qu'ils demeurent toujours de bons consommateurs. Pour ces raisons, mais aussi sous la pression des luttes syndicales et des grèves, les salaires et le niveau de vie des travailleurs ont connu des augmentations constantes depuis les premiers balbutiements du marxisme.

La seconde erreur de Marx concerne l'extension du prolétariat et la prolétarisation qu'il annonçait des classes intermédiaires, menacées de déchoir par la société capitaliste. Le développement du secteur tertiaire et l'automation ont par ailleurs réduit l'importance numérique du prolétariat industriel dans l'économie moderne. « Non seulement, en effet, la concentration industrielle n'a pas eu pour corollaire la mainmise des sociétés de capitaux sur la propriété parcellaire agricole, et la masse des paysans propriétaires n'est pas tombée au rang de prolétaires agricoles salariés. Non seulement

¹ Thierry Maulnier, *La révolution du XX^e siècle*, Paris, Plon, 1958, pp.42-44.

de nouveaux progrès techniques imprévisibles à l'époque de Marx, ont changé le caractère de l'évolution industrielle et diminué le nombre des prolétaires purs (...) au profit de la semi-aristocratie des spécialistes. Non seulement le commerce de détail a continué à prospérer, mais encore sont nées, autour des grandes usines, créées par elles, de nouvelles catégories de travailleurs artisanaux¹. » L'automation a produit de nouvelles hiérarchies entre ouvriers qualifiés et non-qualifiés au sein même du prolétariat.

La troisième erreur marxiste que dénonce Maulnier est la théorie des crises cycliques, selon laquelle le capitalisme devait connaître des crises régulières, de plus en plus graves et rapprochées dans le temps, pour aboutir, à force de conflits et d'antagonismes sociaux, à une révolution et à la prise du pouvoir par le prolétariat. Enfin, la dernière erreur de Marx concerne son analyse sur l'aliénation du travailleur qui, dans le salariat, se trouve dépossédé du produit de son travail au profit du capitaliste qui l'emploie, et devient en quelque sorte un outil. « Or, constate Maulnier, l'aliénation n'est pas contestable (...). Mais ce qui nous apparaît aujourd'hui évident c'est que cette aliénation du travailleur subalterne n'est pas un caractère propre de la société capitaliste, elle est un caractère propre de la société industrielle, de la société moderne quelle qu'elle soit, société qui implique une spécialisation des organes de décision et d'organisation² ». En fin de compte, si les prophéties de Marx n'ont pas été accomplies, si l'histoire a pris des itinéraires différents de ceux annoncés par lui, c'est sans doute qu'il a contribué à transformer le monde par sa propre doctrine. Mais il n'en demeure pas moins que le marxisme a été tenu en échec par l'évolution historique. La force de la pensée de Marx, qui a fait aussi son succès, c'est cependant de ne pas constituer un « système clos, pouvant être embrassé une fois pour toutes dans une vue synoptique, mais une dialectique, c'est-à-dire qu'elle est toujours prête à accueillir de nouvelles contradictions. (...). Elle est faite pour l'action, elle ne se complète que dans l'action, de sorte que la véritable ligne marxiste n'est pas la rigidité dogmatique dans l'application de principes *a priori*, mais une souplesse politique

¹ Thierry Maulnier, *La pensée marxiste*, op. cit., p.117.

² Thierry Maulnier, « Le marxisme », conférence prononcée pour les auditeurs de la 15^{ème} session de l'IHEDN, op. cit., p.10.

infinie¹. » Conséquence de cette adaptation de la doctrine aux contradictions qu'elle a pu rencontrer, le marxisme contemporain apparaît donc à Thierry Maulnier comme une technique de conquête du pouvoir par le prolétariat – celui-ci étant engagé dans une lutte à mort avec le capitalisme qu'il doit gagner coûte que coûte par la violence révolutionnaire d'un Etat de forme totalitaire – et comme « l'armement idéologique destiné à donner à cette technique et à une autre technique, une technique de développement intense des forces de production et des bases de l'économie, c'est-à-dire essentiellement de l'industrie lourde et d'autre part des armes de puissance, de l'industrie de l'armement, une justification idéologique fondée sur l'idée d'un sort meilleur à apporter à l'humanité et d'un accomplissement philosophique à donner à l'histoire ; le marxisme, le communisme, c'est selon Marx et cela reste vrai pour les marxistes d'aujourd'hui, l'accomplissement de la philosophie, la résolution des antagonistes qui ont existé dans toutes les sociétés antérieures entre le monde réel et ce que nous appellerons si vous le voulez, le monde rêvé, le monde de la justice idéale, la réconciliation de l'un vers l'autre, la réalisation sur la terre d'une justice et d'une liberté intégrale². » Le marxisme, c'est au fond une méthode de prise du pouvoir et l'armure idéologique qui la justifie, en s'appuyant sur l'efficacité auprès des masses de quelques mythes politiques simples.

Dès lors, il n'est pas étonnant que l'intérêt de Maulnier pour le marxisme ait soulevé la curiosité des intellectuels marxistes. *Violence et conscience*, sa mise au point philosophique avec le marxisme la plus aboutie, a ainsi fait l'objet de longues recensions dans la presse de gauche, dues à des auteurs se sentant proches de cette pensée, mais pas forcément liés au Parti communiste, dont les plus célèbres sont Jean Beaufret³, Maurice Merleau-Ponty⁴ et Claude Roy⁵. Sur bien des points, les conclusions de Merleau-Ponty et Claude Roy sur cet ouvrage se rejoignent. Ainsi, pour le second, « c'est un curieux chemin, qui conduit Thierry Maulnier disons, très

¹ Thierry Maulnier, *La pensée marxiste*, *op. cit.*, pp.14-15.

² Thierry Maulnier, « Le marxisme », conférence prononcée pour les auditeurs de la 15^{ème} session de l'IHEDN, *op. cit.*, p.4.

³ Jean Beaufret, « Sur un livre de philosophie politique », in *Confluences*, n°10, mars 1946.

⁴ Maurice Merleau-Ponty, « Autour du marxisme », in *Fontaine*, janvier-février 1946, pp.311-331 ; reproduit dans Maurice Merleau-Ponty, *Sens et non-sens*, Paris, Gallimard, 1996, 229 p.

⁵ Claude Roy, « Descriptions critiques », in *Poésie* 47, décembre 1947, pp.8-25.

schématiquement, des positions d'un maurrassisme hétérodoxe à celles d'un marxisme réticent et dissident¹. » Maulnier serait très proche de la doctrine de Marx dans ses analyses, mais se maintiendrait en deçà du marxisme dans ses propositions qui resteraient au bout du compte très timides. Pour Maurice Merleau-Ponty, il est en accord avec Marx sur l'essentiel, en présentant à ses lecteurs une même vue « semi-déterministe² » de l'histoire. On sait que Maulnier considère qu'il y a réellement un sens de l'histoire, déterminé par les forces du passé et l'état de la société que l'homme trouve à sa naissance. Placé ainsi par l'univers dans lequel il vit devant la nécessité d'agir dans une certaine direction, l'homme, par sa conscience, a la liberté de choisir la réponse – bonne ou mauvaise car ce n'est pas forcément le meilleur qui l'emporte – qu'il doit apporter aux problèmes qui lui sont posés, et de dépasser par là même le cours naturel de l'histoire³. Tout comme Marx, mais aussi comme Maurras, Maulnier reconnaît à la fois la logique et la contingence de l'histoire. Ainsi, selon Merleau-Ponty, « pour le marxisme comme pour Thierry Maulnier, la détermination historique des effets par les causes, passe par la conscience humaine et il en résulte que les hommes font leur histoire bien qu'ils ne la fassent pas dans l'indifférence et sans motifs⁴. » Mais en accord sur ce point fondamental, les deux penseurs se séparent sur les solutions concrètes, Maulnier restant d'après Claude Roy et Maurice Merleau-Ponty, prisonnier de son armature maurrassienne. Trois indices leur font en effet porter ce jugement. Le premier est que *Violence et conscience* demeure très fortement empreint du scepticisme de Maulnier sur la nature de l'homme. Au lieu de voir l'origine de tous les maux dans l'organisation sociale, il considère, dans une vision totalement amoralisée de l'histoire, que l'homme n'est ni bon ni mauvais. Les sociétés

¹ Claude Roy, « Descriptions critiques », art. cit., p.9.

² L'expression est utilisée par Thierry Maulnier dans *Au delà du nationalisme* pour démontrer que tout n'est pas possible dans l'histoire. Il faut compter avec des forces et des données acquises qui délimitent le champ des possibles, un « semi-déterminisme de l'histoire, qui, à chaque moment, restreint les possibilités de l'action humaine à un secteur seulement des hypothèses de l'esprit ». (in *Au delà du nationalisme*, op. cit., pp.209-210)

³ Pour Maulnier, en effet, « nous ne recevons donc pas l'impulsion du réel par le jeu d'un déterminisme infra-humain et tout physique, mais nous devons nous-mêmes conquérir en pleine liberté, au-dessus des poussées tâtonnantes des besoins, des passions et des forces, dans la connaissance de notre univers et de la conduite par laquelle nous pouvons résoudre les problèmes qu'il nous pose, la possibilité d'une interprétation humaine de l'histoire, et ainsi nous libérer en la dominant. Il y a dans l'histoire non un déterminisme que l'homme doit subir, mais une détermination qui attend d'être réalisée par l'homme et qui ne peut l'être qu'autant qu'elle est reconnue, admise dans l'univers libre de la conscience et de la volonté. » (in *Violence et conscience*, op. cit., p.140).

⁴ Maurice Merleau-Ponty, « Autour du marxisme », art. cit., p.315.

humaines sont parcourues d'antagonismes. Mais, « cet antagonisme, pense-t-il, n'est point le résultat de l'aliénation, il en est la cause, il n'est pas seulement la tare d'une société divisée en classes, il est le signe même et le caractère distinctif de toute société humaine¹. » Le rôle des institutions politiques est précisément de permettre l'équilibre entre les antagonismes sociaux, entre la volonté individuelle de se soustraire à l'autorité et la tendance de la société à brimer l'autonomie des individus. « Il faut donc considérer les formes individuelles et les formes sociales de la vie comme associées non seulement dans une solidarité permanente, mais aussi dans un antagonisme permanent (...). La dialectique sociale se caractérise par un double mouvement de bas en haut et de haut en bas, de l'individuel vers le collectif et du collectif vers l'individuel, double mouvement d'expansion des forces individuelles vers les forces sociales et des forces sociales vers les forces individuelles, par lequel les unes et les autres sont en même temps alimentées et menacées. Les deux réalités "individu" et "Etat" n'expriment donc pas la dissociation momentanée de l'unité sociale dans une société en proie à la lutte des classes, mais la dualité permanente de la réalité humaine conçue comme unité de forces antagonistes en équilibre (...). Autorité et personnalité sont les deux éléments d'une même symétrie dialectique : l'une ne disparaît pas sans l'autre². » Autrement dit, le marxisme ne peut viser le dépérissement de l'Etat, comme Marx l'y invite, qu'en obtenant en même temps la disparition de toute vie privée.

Les deux autres indices d'une persistance du maurrassisme chez Maulnier sont, pour Claude Roy et pour Merleau-Ponty, son attitude à l'égard de la civilisation. Tout en affirmant que la société capitaliste doit disparaître, Maulnier conserve paradoxalement son attachement obsessionnel à la civilisation occidentale. Il craint par ailleurs que la prise de pouvoir par le prolétariat ne mette finalement aux mains de la classe la moins cultivée, qui ne saurait qu'en faire, tous les trésors accumulés par notre civilisation. Il apparaît ainsi à Merleau-Ponty et à Claude Roy que Thierry Maulnier, animé par un véritable esprit marxiste, s'arrête en chemin en retrouvant ses réflexes de classe, lorsqu'il s'agit de passer aux propositions concrètes. « Le voici parvenu à un carrefour où il ne peut plus rester, désormais, en repose, où il lui faut revenir en arrière, ou faire

¹ Thierry Maulnier, *La pensée marxiste, op. cit.*, p.143.

² *Ibid.*, p.144.

vers l'avant une étape décisive. (...). Qui ne voit Thierry Maulnier en 1946 placé en face d'un nœud gordien dont il lui faudra être étouffé, ou qu'il devra trancher ? Ou bien il reniera les positions qui sont celles de *Violence et conscience* dans ses deux premiers tiers, reviendra à son point de départ, et, demeurant un "chien de garde" de ce capitalisme qu'il condamne, et où il voit l'avalissement et la perte de toutes les valeurs qu'il défend, il prononcera son suicide idéologique. Ou bien, dépassant les dernières et fragiles barrières qu'il interpose encore entre sa pensée et les actes, il viendra rejoindre définitivement, sur le terrain de son combat, la classe ouvrière. Entre ces deux attitudes, les seules que puissent permettre de concevoir la lucidité et la minutieuse conscience critique de Thierry Maulnier, il ne reste que le champ trouble des louvoisements, des attermoisements, et des ambiguïtés. Que choisira-t-il ? On se le demande avec une amicale curiosité¹ », conclut son ancien camarade d'Action française passé au communisme, Claude Roy, qui formule pour l'occasion les mêmes critiques que les maurrassiens de l'*Indépendance française* et d'*Aspects de la France*. La révolution, d'extrême-gauche ou d'extrême-droite, ou le veau d'or et la défense de l'ordre établi, il n'y a pas d'autre alternative. Ce faisant, Claude Roy néglige le poids de l'esthétique chez Maulnier, qui fonde en partie son attitude politique, ainsi que son maurrassisme.

« Entrons dans le temple. Entrons dans la cage » : l'aventure de La Table Ronde

« La Table Ronde² », revue puis maison d'édition, a ses origines dans la France de Vichy, à la convergence d'un certain nombre d'initiatives littéraires, théâtrales et politiques, dont Roland Laudenbach fut l'un des pivots. Neveu de l'acteur Pierre

¹ Claude Roy, « Descriptions critiques », art. cit., p.25

² Sur la maison d'édition et la revue éponyme, voir : Michel Bressolette, *Etude de la revue La Table Ronde de janvier 1948 à septembre 1954*, Thèse de doctorat de Lettres, Paris IV Sorbonne, 1979, sous la direction de Jacques Robichez, 2 volumes, 490 et 233 p. ; Anne-Laurence Veyrine, *Histoire d'une connivence : les éditions de la Table Ronde*, mémoire de DEA, cycle supérieur d'histoire du XXe siècle, IEP de Paris, 1988 ; Patrick Louis, *La Table Ronde : une aventure singulière*, Paris, La Table Ronde, 1992, 259 p. ; Michel Bressolette, « La Table Ronde : une revue pour la liberté de l'esprit », in Bruno Curatolo et Jacques Poirier (dir.), *Les revues littéraires au XXe siècle*, Dijon, Editions universitaires de Dijon, Centre de recherches Le texte et l'édition, 2002, pp.91-100 ; Jean-Philippe Martel, « Discordes à La Table Ronde (1948-1954) : Paulhan, Mauriac, Laurent et les autres », in *Contextes. Revue de sociologie de la littérature*, n°10, avril 2012, <http://contextes.revues.org/5035> ;

Fresnay – de son vrai nom Pierre Laudенbach –, Roland Laudенbach¹ fait, grâce à son oncle, la connaissance de Jean Anouilh, puis de Jean Cocteau qui le présente à André Fraigneau, alors conseiller littéraire des éditions Grasset, ainsi qu'à Pierre Franck. Avec ce dernier, il co-dirige, sous l'Occupation, une jeune troupe de théâtre dénommée le « Rideau des jeunes », qui joue des pièces de Claudel, Cocteau ou encore Charles Péguy. En plus de cette compagnie, Roland Laudенbach, qui a baigné depuis son plus jeune âge dans le maurrassisme, anime une modeste revue littéraire dénommée *Prétextes*, qui devient ensuite les *Cahiers de la génération*, auxquels collaborent également ses amis François Sentein et Jean Turlais. Les mêmes écrivains se retrouvent autour de Jean Le Marchand, ancien rédacteur de la revue *Combat*, au sein des *Cahiers français*, qui accueillent par ailleurs l'élite de la Jeune Droite avec Louis Salleron, Jean de Fabrègues, René Vincent, Pierre Andreu et Thierry Maulnier. Enfin, Roland Laudенbach était également employé par le Centre communautaire², créé le 10 juin 1941 par une équipe constituée de Pierre Marais, Martial Buisson, Jean Turlais, Marcel Delanney, Roger Mouton et Maurice de La Gâtinais. Jean-Pierre Maxence était l'une des chevilles ouvrières de ce Centre communautaire, au sein duquel Maulnier n'a, semble-t-il, pas laissé de traces d'une quelconque activité. Antidémocratique et anticommuniste, le Centre communautaire cherche à définir une troisième voie, spécifiquement française, et construite sur les communautés naturelles qui constituent les cellules vivantes de la nation française : la famille, l'entreprise et la cité. Fondée par des hommes de sensibilité maurrassienne, qui veulent aller « au delà du maurrassisme et du marxisme », deux courants d'idées qu'elle juge désormais dépassés, la doctrine communautaire postule que, dans l'avenir, « la France ne sera ni marxiste, ni maurrassienne. Sa voie demeure à définir. C'est, conscients de cette situation, conscients de la totalité de l'effort à fournir, de la révolution à réaliser, que quelques jeunes hommes, pour la plupart combattants de 1939-1940, ont décidé de

¹ Sur Roland Laudенbach, voir : Guillaume Gros, « Roland Laudенbach et La Table Ronde, Jacques Perret et *Aspects de la France* », in Michel Leymarie, Olivier Dard et Jeanyves Guérin (éds), *Maurrassisme et littérature*, *op. cit.*, pp.219-232.

² Sur le Centre communautaire, voir le chapitre 20. Se reporter également à : Antonin Cohen, *Histoire d'un groupe dans l'institution d'une "communauté" européenne (1940-1950)*, Thèse de doctorat en science politique, Université Paris I, 1999, sous la direction du professeur Claude Eneri, pp.262-269. Cette thèse a fait l'objet d'une publication : Antonin Cohen, *De Vichy à la Communauté européenne*, Paris, PUF, 2012, 447 p. Voir également sur le Centre communautaire et La Table Ronde : Jérôme Cotillon, *Ce qu'il reste de Vichy*, Paris, Armand Colin, 2003, pp.145-146.

créer le “Centre communautaire”¹ ». L’anticommunisme et le maurrassisme constituent donc la toile de fond idéologique de cette officine de propagande chargée de diffuser la doctrine communautaire. Roger Mouton est le fondé de pouvoir du Centre qui « a partie intimement liée au Commissariat à la Jeunesse et reçoit les subsides de Jean Jardin, Gabriel Le Roy Ladurie et Eugène Schueller² », le futur patron de l’entreprise L’Oréal. Il est le petit-fils du créateur des Ateliers Mouton, fondés en 1879 à Saint-Denis et spécialisés dans la fabrication de grillage, de fils de fer et de pointes d’acier. Depuis le début du XX^e siècle, les établissements Mouton, sous l’autorité de son père Félix, ont connu une période de grande prospérité jusqu’à employer plus de 800 salariés et fusionner avec les Tréfileries du Havre. A la veille de la Libération, le 19 juillet 1944, Roger Mouton « profitant de la carence des administrateurs réguliers, prend la haute main sur le Centre³ » et le transforme en maison d’édition avec l’aide de Roland Laudenbach, qui a toujours rêvé de devenir éditeur, et en s’adjoignant les services de Thierry Maulnier. Les Editions du Centre succèdent ainsi au Centre communautaire. Elles profitent alors des difficultés momentanées rencontrées, au lendemain de l’Occupation, par les grandes maisons d’édition, qui doivent désormais rendre des comptes aux vainqueurs. « Ce ralentissement du côté des “grands” de l’édition est salutaire aux nouveaux venus, qui bénéficient d’un vide relatif dans l’espace éditorial, et d’un personnel compétent en rupture de travail – les Editions du Centre enlèvent ainsi François Salvat, directeur artistique, et André Fraigneau (...) à Grasset⁴ ». Mais le rationnement et l’absence de stocks de papier courant obligent la jeune maison d’édition à se tourner vers les ouvrages de luxe. « Il était donc question de faire une maison d’édition en commençant par où les maisons d’édition finissent. Je veux dire par le luxe. Nous étions somme toute condamnés au luxe⁵ », rapporta André Fraigneau dans les années

¹ Martial Buisson, Serge Dairaines, Marcel Delanney, Maurice de La Gâtinais, Jean-Pierre Maxence, Roger Mouton et Maxime Poinson, *La Révolution nationale sera communautaire. Raison, directions, moyens d’actions*, Paris, Centre communautaire, sn. Cité par Antonin Cohen, *Histoire d’un groupe dans l’institution d’une “communauté” européenne (1940-1950)*, op. cit., p.264.

² Jérôme Cotillon, *Ce qu’il reste de Vichy*, op. cit., p.145.

³ Patrick Louis, *La Table Ronde : une aventure singulière*, op. cit., p.31.

⁴ Jean-Philippe Martel, « Discordes à La Table Ronde (1948-1954) : Paulhan, Mauriac, Laurent et les autres », in *Contextes. Revue de sociologie de la littérature*, art. cit.

⁵ André Fraigneau, « De la Couronne fermée à la Table Ronde », in *Cahiers de la Table Ronde*, Hiver 1974, p.20.

1970. Le choix final de faire paraître la revue initialement envisagée, sous la forme de prestigieux cahiers littéraires, n'était sans doute pas pour déplaire à Maulnier. Il est difficile de dire exactement comment Maulnier est arrivé dans cette aventure, mais on a pu voir que les points de contact avec Laudenbach, qui est nommé directeur littéraire des Editions du Centre, étaient nombreux : *L'Action française* et la Jeune Droite, *Les Cahiers français*, le Centre communautaire, Pierre Franck enfin, avec qui il élabore sa première mise en scène pour *Antigone 1580* en 1944. Le 1^{er} août 1944, il reçoit une lettre de Roger Mouton, qui lui confie la « direction littéraire d'une revue trimestrielle de grand luxe, appelée la Couronne fermée¹. » Le nom a été proposé par Fraigneau et donne une orientation précise sur la cible, aristocratique, de cette revue discrète et luxueuse par obligation, qui devait être réservée à l'élite. Pour une rémunération fixée à 8000 francs par trimestre, indépendante des articles qu'il pouvait être amené à publier en sus dans la revue, Maulnier a la charge de l'élaboration de chaque numéro, ce qui consiste à trouver les auteurs intéressés et rassembler leurs manuscrits. En fin de compte, le premier numéro de la revue, rebaptisée *La Table Ronde* sur une idée de Jean Cocteau², parut en décembre 1944 à 1875 exemplaires exactement, avec des textes de Thierry Maulnier³, Max Jacob, Jean Cocteau, Pierre Brisson, Ernest Hemingway, Philip Toynbee – traduit par Dominique Aury – et Jean Paulhan, sous le pseudonyme de Maast. Le texte « Préliminaire » qui ouvre ces *Cahiers de La Table Ronde* exprime bien la manière dont Maulnier conçoit le rôle de l'écrivain et n'a finalement rien pour surprendre le lecteur averti de son œuvre. Il y rappelle l'indispensable autonomie de l'écrivain – dont la fonction réside dans « l'exercice du langage » –, par rapport au service de la politique pour lequel le militant s'engage. Par conséquent, « aucun parti pris de réalisme : l'œuvre littéraire assume d'autant plus de réalité qu'elle a plus de style. Il n'y aura pas davantage un parti pris de recherches formelles : l'art littéraire commence là où la technique littéraire est dominée de façon

¹ Lettre de Roger Mouton à Thierry Maulnier, datée du 1^{er} août 1944, à l'entête des Editions du Centre, 13, rue Lafayette dans le IX^e arrondissement de Paris. Fonds privé Thierry Talagrand.

² Jean Cocteau était l'auteur d'une pièce intitulée *Les chevaliers de la Table ronde* jouée pour la première fois en 1937 au théâtre de l'œuvre, avec Jean Marais et des costumes de Coco Chanel.

³ « Préliminaire » et « Les Entretiens de Fontenelle », in *La Table Ronde*, n°1, 1944, pp.1-7 et pp.137-153. « Les Entretiens de Fontenelle » a été publié aux Editions du Conquistador dans : Thierry Maulnier, *Langages*, op. cit., pp.173-189.

assez complète pour être oubliée¹. » Juste le langage, par lequel l'écrivain apporte à ses congénères un éclairage général sur les problèmes essentiels de l'humanité et de son destin. L'écrivain n'a pas besoin de truchements pour créer et agir sur le monde. « Le langage, pense Maulnier, reste un explosif capable de faire trembler les empires². » Sans nier la nécessité d'un engagement de l'écrivain au service de l'homme et de son salut, cette nouvelle revue entend cependant soustraire la littérature à la politique partisane. Ses pages « n'ont pas d'autres raisons d'être que de donner aux écrivains, aux artistes, au public le lieu et le moyen d'une communication libre (...). Elles n'offriront pas aux événements qui nous obsèdent un de ces miroirs où l'image se pose et aussitôt s'efface : elles ne tendent pas non plus à créer, autour de l'activité littéraire, un ingénieux isolement. Nulle porte matelassée n'y interdira l'entrée aux tumultes, aux fureurs, aux espoirs du monde. Tout ce qui y sera demandé aux hommes qui détiennent l'office de la parole écrite, ce sera cet exercice de soi, proprement littéraire, par lequel l'écrivain délimite et fixe dans une image à l'épreuve du temps les fuyantes figures que lui proposent le monde extérieur et sa propre pensée : tout ce qui y sera demandé aux écrivains, c'est de faire acte d'écrivain³. » Le programme de Maulnier en 1944 a donc beaucoup de points communs avec ses premiers textes pour l'*Action française* dans les années trente. Il s'agit de promouvoir une littérature engagée dans la défense de l'homme, mais dégagée des partis politiques. Et pour marquer sa défiance à l'égard de l'isolement prudent de l'écrivain dans sa tour d'ivoire, Maulnier souligne, au travers d'une métaphore, la puissance des mots et des techniques que le langage met à sa disposition : « l'écrivain ne commande pas à un peuple d'oiseaux familiers qui viennent à son gré se poser sur son épaule ou sur sa paume. Il construit ses figures avec des serpents aux dards intacts, avec des fauves prêts à mordre. Il noue et dénoue des cortèges, organise une liturgie de sacre et de supplice où les figurants sont habillés de mouvement d'apparat, chatoyants de plis, de dorures, de fards, et, s'il fait parfois appel à la nudité, c'est qu'il y voit le luxe et le

¹ Thierry Maulnier, « Préliminaire », in *La Table Ronde*, n°1, p.7.

² Thierry Maulnier, « L'exercice du langage », in *Les Cahiers de la Table Ronde*, Hiver 1974, p.25. Il s'agit d'une phrase extraite du texte écrit par Maulnier en 1974 pour présenter, à l'occasion du 30^{ème} anniversaire de la naissance de *La Table Ronde*, son « Préliminaire » au premier cahier de décembre 1944.

³ Thierry Maulnier, « Préliminaire », in *La Table Ronde*, n°1, p.3.

masque suprêmes. Entrons dans le temple. Entrons dans la cage¹ », lâche-t-il dans une conclusion qui aurait pu servir d'étendard à la virulence de ton future de la revue *La Table Ronde*.

Thierry Maulnier, chargé de choisir les écrivains et les textes réunis dans les six cahiers de *La Table Ronde* parus jusqu'en juin 1946, a laissé une forte empreinte sur cette revue, de même qu'André Fraigneau, qui est à l'origine de l'insertion de dessins et fac-similés de manuscrits destinés à illustrer les articles et à renforcer le caractère luxueux de la publication. A partir du troisième cahier de 1945, le rôle de Maulnier dans l'élaboration de la revue se renforce. Le contrat qu'il signe avec les Editions de la Table Ronde – qui ont succédé aux Editions du Centre depuis le 21 février 1945 –, stipule qu'il « a, pour la direction littéraire de ces cahiers, une initiative pleine et entière. » De plus, il dispose d'un « droit de regard sur leur présentation matérielle et sur toutes les transformations de divers ordres qu'ils pourraient être amenés à subir². » Pour cette tâche, il se voit attribuer une rémunération désormais plus élevée, de 15 000 francs par cahier. La constellation d'auteurs rassemblés par Maulnier dans ces cahiers fait partie de la noblesse des lettres françaises : François Mauriac, Jean Giraudoux, Paul Claudel, Francis Jammes, Colette, André Gide, Alain, Jérôme et Jean Tharaud, André Suarès, Jules Romains, Daniel Halévy, Marcel Aymé, Patrice de La Tour du Pin, Pierre Boutang, Jules Supervielle, Julien Green, Roger Caillois, Daniel-Rops, Gabriel Marcel, Louis Jouvét, Jean Paulhan, Jean Anouilh, Jean Genet, Audiberti, Jean-Pierre Faye, Max Jacob, Paul Valéry ou encore quelques intellectuels de la Jeune Droite comme Pierre Boutang et Maurice Blanchot, en plus de Thierry Maulnier lui-même qui donne deux articles. Un certain nombre d'entre eux figurent parmi ses connaissances et amis. Les anciens de la *Nouvelle Revue Française* sont également nombreux. Jean Paulhan, qui n'a pas encore relancé sa parution, et qui ne s'est pas encore fondé ses *Cahiers de la Pléiade*, semble avoir également joué un rôle discret, mais important, pour faire jouer ses réseaux et alimenter les pages de *La Table Ronde* en auteurs reconnus. C'est du moins ce que laissent penser ses échanges de correspondance avec Thierry Maulnier, de même que les traductions d'auteurs

¹ Thierry Maulnier, « Préliminaire », art. cit., p.7.

² Contrat entre les Editions de la Table Ronde et Thierry Maulnier, daté du 27 juin 1945. Fonds privé Thierry Talagrand.

américains que livre Dominique Aury : T.S Eliot, Stephen Spender, Philip Toynbee, Virginia Woolf par exemple. Paulhan lui-même fait paraître deux articles dans les *Cahiers de La Table Ronde*. Il faut noter également que ces cahiers sont la première revue dirigée par Thierry Maulnier dans laquelle il a accordé une large place aux écrivains étrangers comme Ernest Hemingway, Nicolas Gogol, Alexandre Biély, William Faulkner, Hugo von Hofmannstahl, Alexandre Blok ou encore Rudyard Kipling. Enfin, la revue accueille des gravures originales ou des reproductions de dessins de Cocteau, Jean Hugo, Aristide Maillol, Georges Braque, François Salvat, Roger de La Fresnaye, Pierre Bonnard, Henri Matisse, Antoine Bourdelle, Léon Gischia, Brassai, Louise Hervieu..., dans le but de dresser un panorama de l'art moderne. A travers ces choix, littéraires comme artistiques, Maulnier affichait encore une fois sa nette préférence pour un certain classicisme. Dans l'univers des revues d'après-guerre, *La Table Ronde*, volontairement luxueuse et élitiste, publiée jusqu'à 2150 exemplaires pour ses derniers numéros, ne se distinguait ni par la mise en avant de jeunes talents, ni par la recherche de nouvelles formes de littérature.

Parallèlement aux cahiers, les Editions du Centre, puis de la Table Ronde, se lancèrent dans la création d'une collection, baptisée « Le Choix » et composée exclusivement d'ouvrages à tirage limité, romans, essais ou nouvelles publiés sur des papiers luxueux. « L'idée est astucieuse, elle doit permettre à des auteurs célèbres de se rapprocher de la Table Ronde sans rompre avec leur éditeur habituel, les éditions de luxe échappant aux contrats ordinaires¹. » Thierry Maulnier accepte d'assumer la direction de cette collection², qui doit comprendre au moins six volumes par an, et dont le nom a vraisemblablement été trouvé par André Fraigneau. En échange, Maulnier doit percevoir entre 3 et 4 % sur le prix de vente des livres vendus, ainsi qu'un premier versement de 5000 francs pour ses conseils³. Le premier ouvrage de la collection est l'*Antigone* de Jean Anouilh qui paraît en 1945 dans une édition de luxe, suivie de *La rencontre avec Barrès* et *Du côté de chez Proust* de Mauriac, *Un roi sans*

¹ Patrick Louis, *La Table Ronde : une aventure singulière*, op. cit., p.46.

² Lettre de Roger Mouton à Thierry Maulnier à l'entête des Editions du Centre, datée du 23 novembre 1944. Fonds privé Thierry Talagrand.

³ *Ibid.*

divertissement et *Noé* de Jean Giono, les premiers *Carnets* de Montherlant, et des œuvres de Claudel, Fraigneau, Bardèche, Boutang, Ernst Jünger ou Malaparte pour les auteurs étrangers, auxquels s'ajoutent les amis, exilés en Suisse, de Roger Mouton, Jean Jardin et Gabriel Le Roy Ladurie, à savoir Paul Morand, Bertrand de Jouvenel, Edmond Jaloux et Paul Baudouin, l'ancien Ministre des affaires étrangères de Pétain. En 1945, Thierry Maulnier confie deux ouvrages publiés l'année suivante aux Editions de la Table Ronde, son *Histoire de la guerre 1939-1945* et *Arrière-pensées*¹, recueil d'articles écrits sous l'Occupation, qui avait vraisemblablement déjà fait l'objet d'un contrat avec l'éditeur lyonnais Lardanchet et devait paraître sous le titre d'*Ecrit dans la nuit*². Fortes de ce catalogue d'auteurs prestigieux, de l'enthousiasme de Roland Laudenbach, leur jeune directeur littéraire, et du soutien financier de Félix Mouton, le père de Roger, les Editions de la Table Ronde connaissent des débuts très prometteurs. La nouvelle maison d'édition attire notamment à elle les intellectuels de droite les plus renommés qui lui font profiter de leur notoriété, parfois sulfureuse. Il faut dire que les actionnaires de la Table Ronde, la famille Mouton, Gabriel Le Roy Ladurie, qui est aussi l'un des dirigeants de la banque Worms, ont tous eu des contacts, plus ou moins étroits, avec le régime de Vichy. Mais la maison d'édition refuse de se présenter comme une officine réservée aux auteurs de droite, compromis dans le vichysme ou la collaboration³. En dépit de la notoriété de ses auteurs, la Table Ronde connaît cependant des difficultés financières qui vont en empirant, dues à la gestion dispendieuse de Roger Mouton, à ses ambitions sans doute trop élevées et à la fin de la disgrâce dont souffraient les grands éditeurs, déconsidérés par leur attitude sous l'Occupation. Les ventes sont raisonnables mais insuffisantes. « Les éditions de luxe ou de demi-luxe d'auteurs reconnus se vendent sûrement, mais très lentement, explique Patrick Louis dans son ouvrage sur la Table Ronde. L'exploitation d'éditions courantes de titres des mêmes auteurs s'avère plus délicate, car elle heurte directement les intérêts des éditeurs déjà installés. Cela se vérifie au fur et à mesure que s'éloignent les rigueurs moralisatrices de la Libération⁴. » Plusieurs conflits surgissent avec des

¹ Thierry Maulnier, *Histoire de la guerre 1939-1945*, op. cit. ; *Arrière-pensées*, op. cit.

² Contrat entre Thierry Maulnier et la librairie Lardanchet, daté du 7 avril 1944. Fonds privé Thierry Talagrand.

³ Voir à ce sujet les échanges de Roland Laudenbach avec Roger Mouton, François Mauriac et Emmanuel Berl évoqués dans : Patrick Louis, *La Table Ronde : une aventure singulière*, op. cit., pp.60-67.

⁴ *Ibid.*, p.49.

éditeurs renommés comme Gallimard et Grasset. Les cahiers de *La Table Ronde* cessent par ailleurs leur parution après le sixième numéro publié en juin 1946. Les ventes commencent en effet à ralentir. De son côté, Maulnier est obligé de se plaindre à Roland Laudenbach pour réclamer ses droits non-perçus sur ses propres ouvrages, comme *Arrière-pensées*, et sur ceux publiés par la maison d'édition grâce à ses soins : *Le partage de Midi* et *La Salette* de Paul Claudel, ainsi qu'un choix de poèmes de Max Jacob qu'il avait contribué à rassembler. Alors qu'il s'appête à jouer un rôle majeur dans la nouvelle revue des éditions de la Table Ronde, Maulnier s'interroge sur cette situation : « La question des conditions matérielles du travail que j'aurai à fournir pour la nouvelle revue Table Ronde n'a pas encore été abordée. Il est d'ailleurs évident que je ferai tout mon possible pour faciliter les débuts de la revue, et que je n'aurai, par conséquent, que des prétentions modestes au départ (quitte à réviser les choses au bout de deux ou trois mois). Toutefois, je dois vous dire que, depuis juillet, j'ai dû me donner du mal pour la préparation de la revue, lui consacrer du temps et même faire certains frais. (...). D'autres part, il y a longtemps que mes comptes avec La Table Ronde n'ont pas été mis à jour¹ », écrit-il à Roland Laudenbach en octobre 1947.

La Table Ronde contre le communisme

L'idée de transformer les luxueux et coûteux cahiers trimestriels des années 1945 et 1946 en une revue mensuelle, beaucoup plus classique dans sa présentation et ses intentions, revient à Thierry Maulnier. Il gagne ensuite à sa cause François Mauriac, qui était déjà un auteur fidèle aux pages des cahiers, alors que celui-ci a rompu publiquement avec les communistes qu'il côtoyait au sein du CNE et au comité directeur du Front national, en raison du désaccord qui l'oppose depuis la fin de l'année 1944 aux partisans d'une épuration radicale. Il est finalement exclu du CNE en 1948, sans doute pour avoir laissé la place dans les pages de sa nouvelle revue à des écrivains proscrits par le Comité. Le rêve de Mauriac d'une réconciliation nationale entre les différentes branches de la Résistance, communistes et non communistes, ne

¹ Lettre de Thierry Maulnier à Roland Laudenbach datée du 1^{er} octobre 1947, citée par Patrick Louis. *Ibid.*, p.51.

s'est pas réalisé. Le premier numéro de la revue mensuelle *La Table Ronde*, couleur vermillon, paraît donc en janvier 1948. Le comité de rédaction présenté sur la deuxième page de couverture comprend quelques-uns des intellectuels et écrivains les plus en vue de l'époque : Raymond Aron, Albert Camus, André Malraux, Thierry Maulnier, François Mauriac, Jean Paulhan, Denis de Rougemont et Henri Troyat qui représente les jeunes auteurs de la maison qui sont aussi plusieurs à figurer au sommaire pour les pages de chroniques littéraires. C'est par exemple le cas de Claude Mauriac, Jean-Louis Curtis ou Michel Braspart – pseudonyme de Roland Laudenbach. Outre Thierry Maulnier, l'esprit des relèves des années trente est souligné par la présence à *La Table Ronde* de Jean Le Marchand, son rédacteur en chef, Denis de Rougemont, Jules Roy, René Vincent, sous son pseudonyme habituel de Hugues Favart et Charles Mauban, bientôt rejoints dans les numéros suivants par Pierre Andreu, Jacques Laurent, Philippe Ariès et François Sentein. Enfin, les grandes plumes de la littérature française de l'entre-deux-guerres, proscrits ou non pour leur attitude sous l'Occupation, sont représentées au fil des numéros par Marcel Jouhandeau, Paul Léautaud, Marcel Aymé, Henry de Montherlant, Jacques Chardonne, Julien Green, Jean Giono, Francis Ponge, André Gide ou Pierre Jean Jouve, entre autres, qui sont attirés par le patronage de Mauriac et Maulnier. Malraux, qui était en même temps membre du comité de rédaction de *La Table Ronde* et délégué à la propagande du RPF de De Gaulle, finit par retirer son parrainage sans y avoir jamais donné un seul texte, à la suite d'un article caustique de Mauriac sur lui et sa fidélité au général. De son côté, Jean Le Marchand amène des écrivains de la jeune génération, issus pour beaucoup de la *Gazette des lettres*, bimensuel fondé par René Julliard à la Libération, auquel collaborait également Thierry Maulnier. Parmi eux, il faut citer Jacques Laurent, Gilbert Sigaux, Robert Kanters, Jean-Louis Bory et Michel Iakovlef. Jean Le Marchand fait également entrer au sommaire de la revue Roger Nimier, Jean-Edern Hallier et Jean-René Huguenin. Thierry Maulnier propose à son frère Marc, Procureur de la République, de donner des chroniques sur la situation politique internationale. Sous le pseudonyme de François Nicard, Marc Talagrand a ainsi publié une vingtaine d'articles entre 1948 et 1951, dans lesquels il lui arrivait régulièrement de traiter de la construction de l'Europe.

Les chevilles ouvrières de la revue, dont les comités de rédaction sont au départ très informels, sont ses fondateurs, Maulnier, Mauriac, Le Marchand et Laudenbach. Jacques Laurent se souvient que Mauriac y régnait en « souverain attentif et passionné ; passionné par son bloc-notes et par un rôle de chef de bande qui était nouveau chez lui¹ ». Régulièrement, le lundi, les réunions se prolongent par des dîners autour du maître, au cours desquels se forme cette « connivence aux codes secrets » dont parle Roland Laudenbach, « à défaut de laquelle la Table Ronde n'aurait pas été ni ne serait² ». « Nous étions, se souvient Jacques Laurent, les familiers du “Vieux Paris”, place du Panthéon, où tout le personnel se précipitait en hiver pour débarrasser de sa pelisse le maître dès qu'il apparaissait. On nous affectait une petite pièce qui était devenue notre cabinet particulier et l'on nous nourrissait à la landaise. Le groupe que nous formions aurait été aussi difficile à situer politiquement que littérairement³. » Tout en s'efforçant d'occuper la place laissée libre par une *Nouvelle Revue Française* qui s'est abîmée dans la Collaboration, *La Table Ronde* vermillon se présente ainsi comme l'héritière de l'esprit irrévérencieux qui imprègne toutes les revues de la Jeune Droite des années trente. Ce qui fonde la connivence entre tous ces écrivains, c'est une même détestation des doctrines littéraires ou des idéologies à la mode – communisme, existentialisme essentiellement – et de l'embrigadement qui les accompagne. La liberté de l'esprit s'affiche dans les comportements des auteurs de la revue, comme dans leurs articles. Au final, pour Jean Le Marchand, « les sommaires de la *Table Ronde* furent parmi les plus brillants qu'une revue ait jamais connus. Une des plus riches vitrines que la littérature française pouvait présenter. Elle ne se remplissait pas toute seule. Chaque semaine, avec Thierry Maulnier et Roland Laudenbach, nous en discussions ; chacun jetait sur la table ce qu'il avait récolté. Thierry Maulnier, ensuite, ne manquait jamais de s'inquiéter de la marche des abonnements. Je l'avais connu avec ce même souci, avant la guerre, à la revue *Combat*. Il a conservé longtemps la nostalgie de l'action, le regret de n'avoir pas été un militant de la base⁴ ». Ce goût contrarié pour l'action s'exprime dans le manifeste « au lecteur⁵ » de la revue, qui a

¹ Jacques Laurent, « La pelisse du maître », in *Cahiers de la Table Ronde*, Hiver 1974, p.91.

² Roland Laudenbach, « Mode d'emploi », in *Cahiers de la Table Ronde*, Hiver 1974, p.14.

³ Jacques Laurent, *Histoire égoïste*, op. cit., p.416.

⁴ Jean Le Marchand, « Quelques images », in *Cahiers de la Table Ronde*, Hiver 1974, p.96.

⁵ « Au lecteur », in *La Table Ronde*, n°1, janvier 1948, pp.3-6.

été écrit, sans aucun doute, par Thierry Maulnier tant s'y manifestent ses obsessions sur la responsabilité de l'écrivain face à la politique, sur le galvaudage des mots par les idéologies et la nécessaire défense des valeurs essentielles de la civilisation humaine. Ni anthologie de textes littéraires, ni officine de propagande d'une quelconque doctrine ou idéologie, *La Table Ronde* se veut, selon le mot de Mauriac, « le lieu où chacun de nous ira jusqu'au bout de ses pensées¹ », dans une totale liberté de l'esprit et dans une parfaite « conscience de l'histoire². » La naissance de *La Table Ronde* « signifie seulement qu'un certain nombre d'écrivains, divers par l'âge, les opinions, les convictions, les croyances ou doutes d'ordre religieux et philosophique, ont jugé un accord possible entre eux sur ce qui leur semble être la justification, la dignité et la responsabilité du métier, ou de l'état qu'ils ont choisi : dire librement ce qu'ils estiment être la vérité, en tout ce qui touche le destin des hommes ; défendre les valeurs, de qui l'existence reçoit un sens, non pas dans l'absolu, mais dans les circonstances réelles où ces valeurs se trouvent impliquées, souvent menacées. Prendre position, non pas en tant qu'hommes de parti, mais en tant qu'écrivains, étant entendu que l'exercice du métier d'écrivain comporte sa morale. (...). Pour employer un mot à la mode, les écrivains de cette revue se considèrent comme "engagés". Mais le mot d'engagement peut dire beaucoup trop s'il signifie l'obéissance aux consignes que dicte un parti selon l'opportunité politique³ ». Engagement au service de la liberté de l'esprit, contre l'embrigadement partisan et le fanatisme militant, tel est le credo de *La Table Ronde* qui n'hésite pas à récupérer le vocabulaire de Sartre, en lui donnant un sens totalement singulier. L'engagement, pour elle, est le contraire de l'enrôlement. Dans ce contexte de l'après-guerre où, comme l'indique le manifeste, « au nom de la paix, on prépare une guerre d'anéantissement ; où, au nom de la démocratie, on déporte les adversaires politiques ; où, au nom de la liberté, on remplit les camps de concentration ; où, au nom du bonheur humain, on excite chez des millions d'hommes les instincts de cruauté et de vengeance ; où les privilégiés de l'oligarchie capitaliste

¹ François Mauriac, « La pierre d'achoppement », in *La Table Ronde*, n°1, janvier 1948, p.7. Mauriac poursuivait en expliquant clairement ce qu'il attendait de la revue : « Ecrire sans me soucier de choquer ni de scandaliser, c'est le plaisir que je me promets en collaborant à *La Table Ronde* (...). Ecrire en écartant tout scrupule ; écrire sans penser à ceux qui me liront et parce que j'admets au départ que *La Table Ronde* n'intéressera que les esprits non prévenus, que les esprits libres. » (*Ibid.*, p.8).

² « Au lecteur », art. cit., p.4.

³ *Ibid.*, pp.3-4.

d'une part, ceux de la dictature bureaucratique et policière de l'autre cherchent à s'arracher mutuellement le drapeau de l'égalité¹ », il importe de rétablir le véritable sens des mots, pour dévoiler l'imposture au nom de laquelle ils ont été galvaudés. Telle est en tout cas la mission de l'écrivain, à laquelle Maulnier s'est attelé toute sa vie², car « un monde où la seule vérité tolérée est celle qui sert une propagande, un tel monde est difficilement acceptable pour des écrivains (...). Car les mots n'y sont plus que des armes de guerre. Ils servent à tuer, ou, ce qui revient au même, à donner courage et bonne conscience à ceux qui tuent, à ceux qu'on prépare à tuer³. » Face à cette utilisation abusive du pouvoir magique du langage pour servir les intérêts politiques d'un parti ou d'une idéologie, face au fanatisme des régimes totalitaires, la responsabilité de l'écrivain est de défendre un certain nombre de valeurs prééminentes « qui sont la liberté, la justice, la vérité, le respect de l'individu, le respect de la vie humaine⁴ », au nom desquelles Maulnier a écrit tous ses articles pour la revue *La Table Ronde*. A partir de cette adresse au lecteur, il est facile de deviner que la cible prioritaire de la revue est le communisme, qui entend faire régner, depuis l'Épuration, une véritable terreur dans le monde des lettres avec quelques institutions littéraires comme le Comité National des Écrivains, les *Lettres françaises* ou *Action*, qui se font un devoir de purger la profession en dénonçant tout ce qui a eu, de près ou de loin, un contact avec Vichy ou la Collaboration. *La Table Ronde* se fixe ainsi pour objectif d'arracher la littérature à l'étreinte mortelle des communistes ; ce que dit bien Jacques Laurent dans son *Histoire égoïste* : « Aujourd'hui, ceux qui ont vécu cette époque peinent pour la retrouver telle qu'elle était, tant il faut de souvenirs précis pour se remémorer l'acharnement avec lequel des écrivains marxistes et "existentialistes" tentaient (alors que la guerre était finie et qu'une manière d'équilibre économique et diplomatique inclinait à la détente) de perpétuer la terreur dans les lettres et de réduire définitivement l'écrivain à une fonction d'ouvrier révolutionnaire dont les travaux devaient être jugés seulement selon les critères politiques, moraux, partisans. (...). Aujourd'hui, les opinions des communistes sur les méthodes de la critique et l'essence

¹ « Au lecteur », art. cit., p.5.

² Voir à ce sujet l'ouvrage qu'il fait paraître dans les années 1970 : Thierry Maulnier, *Le sens des mots*, op. cit.

³ « Au lecteur », art. cit., p.5.

⁴ *Ibid.*, p.6.

de la littérature ne sont plus que des opinions, et même d'un poids léger. Elles étaient quasiment des décrets en un temps où la mode résistancialiste voulait que "le parti des deux cent mille fusillés" (sic) fût l'objet d'une révérence presque religieuse, ce qui permettait aux communistes d'agir à travers de nombreux organismes et notamment les organismes dits "culturels" et de tournure officielle comme le Comité National des Écrivains. Dans la révérence religieuse, la peur a sa part et elle l'avait dans les extraordinaires ménagements dont le communisme fut l'objet. Entre 1945 et 1950, il allait de soi, et chez les "intellectuels" plus qu'ailleurs, que le sens de l'histoire nous menait bon train vers un régime communiste où il était tentant de retenir une place. Cet espoir exigeait qu'on montrât une foi agissante et un zèle se rapprochant de celui que déployaient ceux qui étaient déjà à l'intérieur du parti¹. » C'est précisément cet enrégimentement des lettres, contre lequel nombre des collaborateurs de *La Table Ronde* se sont élevés dans les années trente, qu'ils se font un devoir de combattre à nouveau. Ce qui justifie tout particulièrement l'existence de la revue, pour Thierry Maulnier, est aussi la nécessaire dénonciation, au nom du respect de la condition humaine, de cette terreur qui pèse sur le monde du fait des révolutions du XX^e siècle, et plus précisément, de la révolution soviétique, au service de laquelle s'est placé le Parti Communiste Français. « Des événements comme les procès de Moscou avec les singuliers aveux des accusés, l'exécution des otages, les camps de concentration d'Allemagne, créés par les nazis et remis en service par les marxistes, les déportations de peuples, (...) l'extermination des minorités opposantes, cela nous regarde, cela vous regarde, cela regarde tout le monde, clamait ainsi Thierry Maulnier dans une conférence à Bruxelles sur *La Table Ronde*. Car cela engage l'humanité entière, et concerne l'humanité entière. Tout homme a son mot à dire dans le destin des hommes, et tout particulièrement ceux dont la fonction est précisément de se servir des mots, et de parler². »

Dans la majeure partie de ses articles pour *La Table Ronde*, Thierry Maulnier s'efforça ainsi de comprendre les mécanismes de la terreur révolutionnaire en général, et plus précisément de la terreur communiste, qui apparaît en quelque sorte fondatrice,

¹ Jacques Laurent, *Histoire égoïste*, op. cit., pp.419-421.

² Conférence de Thierry Maulnier à Bruxelles sur la revue *La Table Ronde*, prononcée en 1949. Fonds Thierry Maulnier, Bibliothèque municipale de Versailles. Ms ZJ, articles et conférences. Feuilletts 4 et 5.

puisque le fascisme et le nazisme, deux exemples de terreur « anticommuniste », ont été déterminés par elle. Son article pour le premier numéro de la revue, de janvier 1948, portait déjà sur la « violence révolutionnaire¹. » L'ensemble des articles de *La Table Ronde* consacrés à la question du communisme a été publié en 1951, aux éditions Gallimard, dans *La face de méduse du communisme*². L'anticommunisme de Thierry Maulnier prenait alors une nouvelle direction en se concentrant sur la question des ressorts de la terreur, et de l'utilisation de la violence révolutionnaire et du système répressif dans le monde totalitaire communiste. Il ne faut cependant pas oublier de relier ces analyses aux intuitions pénétrantes de Maulnier dans les années trente sur le totalitarisme et son caractère profondément religieux. Il s'agit là d'approfondissements théoriques, à l'aune des révélations de l'après-guerre sur le stalinisme et de l'expérience traumatisante de l'Épuration, bien plus que de thèses totalement nouvelles. Beaucoup a déjà été dit sur la manière dont Maulnier étudie le phénomène général de la terreur, qu'il considère, pour résumer, comme consubstantielle à la révolution³. Il n'y a pas de révolution sans la terreur qui la précède, l'accompagne et l'aide à se maintenir au pouvoir. Le modèle que choisit Maulnier après la Seconde Guerre mondiale pour appuyer ses propos est bien entendu le communisme, qui constitue la première révolution du XX^e siècle – les autres, fasciste, nazie, ne sont que des réactions qui ont utilisé les mêmes armes pour se défendre contre la peur que leur inspirait la terreur communiste⁴. L'introduction de *La face de méduse du communisme* est en grande part dédiée à cette idée. Dans les années trente et sous l'Occupation, explique Maulnier, « c'est l'anticommunisme qui poussa alors à une collaboration enthousiaste ou réticente avec l'Allemagne nationale-socialiste une part notable de la bourgeoisie française⁵ ». « La cruauté de gauche, donc, a son origine dans l'humiliation : le révolutionnaire se venge sur ceux qui ont été ses maîtres, d'avoir dû baisser le front devant eux. La cruauté de droite, elle, a son origine dans la peur : le

¹ Thierry Maulnier, « La violence révolutionnaire », in *La Table Ronde*, n°1, janvier 1948, pp.51-62.

² Thierry Maulnier, *La face de méduse du communisme*, *op. cit.*

³ Voir chapitre 23.

⁴ Cette analyse refait surface dans les interprétations du fascisme que formule Ernst Nolte, qui sont à l'origine d'une vive controverse entre historiens en Allemagne de l'Ouest, essentiellement entre 1986 et 1989 ; et l'un des sujets du débat entre François Furet et Ernst Nolte : Ernst Nolte, *La guerre civile européenne : national-socialisme et bolchevisme, 1917-1945*, Paris, Perrin, 2011, 937 p. ; François Furet et Ernst Nolte, *Fascisme et communisme*, Paris, Hachette Pluriel, 2000, 145 p.

⁵ Thierry Maulnier, *La face de méduse du communisme*, *op. cit.*, p.11.

fasciste abat sa matraque sur les hommes dont il a eu peur, il se venge de la longue peur qu'il a éprouvée, la peur de voir sa classe réduite à la misère, "prolétarisée", la peur de se voir, de voir les siens pliés sous le joug par une autre classe victorieuse, condamnée à la servitude ou à la disparition¹. » De sorte que Maulnier peut qualifier le fascisme de « contre-communisme terroriste² », qui a échoué dans une barbarie infâme, au point de faire encore plus peur que son modèle communiste, dont « il avait adapté à son usage la mythologie terrifiante³. » L'anticommunisme militant, tel qu'il se présentait alors, était en fin de compte aussi redoutable que le mal qu'il entendait contrer. Ce qui apparaît clairement à travers ces lignes, c'est que Maulnier présente la terreur et la peur qui l'accompagne comme constitutives de la révolution communiste, et donc du système soviétique qui cherche à la mettre en œuvre. Le communisme est une « révolution terroriste, radicalement terroriste parce que la terreur n'est pas seulement pour elle un moyen d'ailleurs contestable de remporter plus rapidement la victoire, mais le fond même de l'inconscient collectif sur lequel s'édifie l'appareil de la conscience révolutionnaire. Parce que le communisme est Terreur avant d'être Justice, et parce qu'il n'invoque la Justice qu'autant que l'inconscient collectif a besoin d'être justifié devant la conscience, qu'autant que la Terreur a besoin d'être justifiée⁴. » La terreur devient ainsi l'essence du système communiste, et plus globalement de la société totalitaire, à toutes les étapes de son édification. Ce dernier point est important car Maulnier s'attache à montrer qu'une fois passée la phase d'installation au pouvoir de la révolution et des révolutionnaires, par l'élimination des opposants politiques, la terreur ne disparaît pas. Dans les régimes totalitaires, elle n'est jamais « remise », elle devient permanente. C'est, semble-t-il, l'une des différences avec la Révolution française de 1789, sur laquelle Maulnier ne s'étend pas. Comme toutes les révolutions, celle-ci a connu sa phase de terreur, entre 1793-1794. La Terreur de 1793 est même, pour lui, « l'ébauche, encore imparfaite, de la Terreur révolutionnaire moderne⁵ ». Cet épisode de grande sauvagerie collective, dont Maulnier cherche plutôt la source dans la résurgence temporaire d'une violence

¹ Thierry Maulnier, *La face de méduse du communisme*, op. cit., p.14.

² *Ibid.*, p.19.

³ *Ibid.*, p.20.

⁴ *Ibid.*, p.34.

⁵ *Ibid.*, p.91.

difficile à refouler et qui reste tapie dans l'inconscient collectif, dans la part d'ombre de l'être humain, est en quelque sorte fondatrice de l'ère moderne, caractérisée par cette tendance à l'unanimité et au gouvernement totalitaire des masses. La différence fondamentale avec les régimes totalitaires modernes est que, dans la Révolution française, la Terreur « ne s'est pas (...) prolongée au delà de la crise révolutionnaire à son plus haut point d'intensité¹ ». De ce qui précède, il faudrait donc en déduire que la logique totalitaire était bien au cœur de la Révolution française, mais qu'elle n'a pas eu le temps de s'accomplir en société totalitaire, en raison du renversement de la dictature de Robespierre². La permanence de la terreur après la phase révolutionnaire est ainsi, pour Maulnier, l'un des fondements des sociétés totalitaires. La terreur y « trouve (...), constate-t-il, un emploi plus général et plus durable, dans la répression des tendances doctrinales hétérodoxes et du mauvais rendement social. Elle est le moyen tout-puissant par lequel les individus sont, dans la société totalitaire, contraints d'adhérer sans réserve à l'idéologie sur laquelle le pouvoir se fonde et de se dévouer sans réserve aux tâches qu'il impose. Elle est le moyen par lequel les individus sont dépossédés de l'individualité. Elle a pour rôle de détruire dans l'homme les comportements de la liberté et de leur substituer des comportements nouveaux, fondés sur la notion de leur responsabilité totale à l'égard de l'édification socialiste. Elle a pour but d'introduire au plus profond de chaque conscience le sentiment que la liberté est coupable. (...). Elle est la forge brûlante où l'homme ancien, l'homme qui avait la prétention de trouver sa propre fin en soi-même, sur la terre ou dans le ciel, doit être ployé et broyé pour donner naissance à l'homme nouveau³. » Maulnier centre son propos sur le communisme, mais le national-socialisme n'est jamais éloigné de sa pensée. C'est en effet ce qu'indique l'utilisation du terme de société totalitaire, qui

¹ Thierry Maulnier, *La face de méduse du communisme*, *op. cit.*, p.91.

² Maulnier n'est cependant pas très disert sur le sujet et il est difficile d'inscrire son point de vue dans le débat plus général sur la Révolution française et la Terreur. Sur ces questions, voir par exemple : François Furet, *Penser la Révolution*, Paris, Gallimard, 1978, 259 p. Réédition en 2007. ; François Furet, *Le Passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au XX^e siècle*, Paris, Editions Robert Laffont, Calmann-Lévy, 1995, 580 p. ; Patrice Gueniffey, « Logiques de l'ennemi et de la terreur sous la Révolution française », in Stéphane Courtois (dir.), *Les logiques totalitaires en Europe*, Monaco, Editions du Rocher, 2006, pp.83-115. Pour Patrice Gueniffey : « L'histoire de la Terreur – qui se manifeste dès l'été 1789 dans le langage comme dans les pratiques politiques – accompagne en réalité de bout en bout celle de la Révolution : elle apparaît avec elle, pour ne finir qu'avec elle, et cela même si les deux histoires ne se confondent, ne s'identifient, que pendant une brève période d'une vingtaine de mois, entre 1792 et 1794. » (p.86).

³ Thierry Maulnier, « Terreur et liberté », in *La Table Ronde*, n°13, janvier 1949, pp.50-51.

n'avait pas disparu de son vocabulaire, mais dont on trouve un plus grand nombre d'occurrences dans ses articles de l'époque pour *La Table Ronde*. Ceux-ci sont légèrement antérieurs à la résurgence du concept de totalitarisme qui se produit au début des années cinquante, en pleine guerre froide, après une éclipse d'une dizaine d'années due à la Seconde guerre mondiale et à la nécessité de ménager alors l'allié soviétique. En France cependant, le concept « connaît une période de relative latence. En effet, Raymond Aron a fait peu d'émules à l'époque et, pour les mêmes raisons qui tenaient à la composition du paysage intellectuel français d'alors, l'heure de Hannah Arendt n'était pas encore venue¹. » Son ouvrage sur les origines du totalitarisme², dans lequel Hannah Arendt suggère que la terreur est l'essence du système totalitaire de domination, paraît en effet aux Etats-Unis pour la première fois en 1951, la même année que *La face de méduse du communisme*, et trois ans après les premiers articles mentionnés de Maulnier pour *La Table Ronde*. Ce dernier fait dès lors partie des intellectuels qui, avec Raymond Aron, également membre du comité de rédaction de *La Table Ronde*, contribuent à maintenir l'utilisation du concept de totalitarisme en France pour désigner un phénomène de contrôle total de l'Etat sur les individus – par la combinaison de la terreur, d'un système répressif et policier adapté, et d'une idéologie sur laquelle le pouvoir se fonde – dont le communisme fournit alors le seul exemple. A cette époque, c'est surtout la question de la terreur qui monopolise l'attention de Maulnier. C'est, autrement dit, ce qu'il appelle la « face de méduse » avec laquelle le communisme se présente aux hommes, et dont l'effet est, comme dans la mythologie, de pétrifier par la peur qu'elle inspire. Cette terreur n'est pas le fait des événements, de la guerre civile ou de la guerre tout court. Elle est volontaire car elle participe de la fascination, paralysante pour les adversaires et mobilisatrice pour les ralliés, qu'exerce le communisme sur les consciences. C'est ce que Maulnier appelle « l'utilité des cadavres³ ». L'exécution capitale devient une arme au service de la révolution marxiste, pour renforcer son prestige et bien marquer une rupture avec le régime précédent d'exploitation capitaliste. Mais au delà, la terreur permet d'exercer

¹ Michelle-Irène Brudny, « Le totalitarisme : histoire du terme et statut du concept », in *Communisme*, n°47-48, 3^{ème} et 4^{ème} trimestre 1996, p.25.

² Il paraît en 3 volumes en 1951. Le premier volume traduit en français est publié en 1972 : Hannah Arendt, *Le système totalitaire*, Paris, Seuil, 1972, 313 p.

³ Thierry Maulnier, « De l'utilité des cadavres », in *La Table Ronde*, n°5, mai 1948, pp.779-788.

une pression constante sur les révolutionnaires comme sur les opposants, car chacun se sent en permanence sous le coup d'une accusation potentielle pour n'avoir pas assez donné de lui-même à la révolution : « Là où triomphe entièrement le mythe collectif, on peut dire, explique Maulnier, que la culpabilité commence avec la volonté d'exister soi-même. Etre un individu, c'est déjà être un coupable, puisque c'est, par le fait même d'être un individu, commettre à l'égard de la collectivité une sorte de détournement¹. » L'objectif de la terreur est donc d'accaparer complètement les individus au service de la société et de leur faire renoncer définitivement et volontairement à la liberté. Plusieurs articles de Maulnier visent par conséquent à décrire le système répressif soviétique et ses principaux ressorts², à savoir les aveux par la torture³, la rééducation et les camps de concentration. Ils s'inscrivent dans un processus de révélation progressive de l'horreur de la terreur soviétique, qui provoque de très vives

¹ Thierry Maulnier, *La face de méduse du communisme*, op. cit., p.109.

² Sur les procès, la torture, les camps de concentration, le travail forcé et le système de rééducation en URSS, se reporter à : Francine-Dominique Liechtenhan, *Le laboratoire du Goulag 1919-1939*, Paris, Desclée de Brouwer, 2004, 299 p. ; Anne Applebaum, *Goulag : une histoire*, Paris, Grasset, 2005, 716 p. ; Nicolas Werth, *Les procès de Moscou 1936-1938*, Bruxelles, Complexe, 2006, 223 p. ; Francine-Dominique Liechtenhan, « Inventer la logique répressive totalitaire : adapter, innover, détruire », in Stéphane Courtois (dir.), *Les logiques totalitaires en Europe*, op. cit., pp.311-332 ; Nicolas Werth, *La terreur et le désarroi*, Paris, Perrin, 2007, 614 p. ; Nicolas Werth, *L'île aux cannibales : 1933, une déportation-abandon en Sibérie*, Paris, Perrin, 2008, 241 p. ; Nicolas Werth, *La route de la Kolyma*, Paris, Belin, 2012, 192 p.

³ Sur ces célèbres procès débouchant sur les aveux des prétendus coupables, Maulnier étudie longuement le cas du Cardinal Mindszenty, qui fut l'un des farouches opposants au régime communiste en Hongrie, après avoir combattu le mouvement fasciste des Croix fléchées dont le chef Ferenc Szalasi, dirigea un éphémère gouvernement d'unité nationale pendant quelques mois, du 16 octobre 1944 au printemps 1945. En décembre 1948, il fut arrêté pour conspiration contre le gouvernement de la République populaire. Entre autres aveux arrachés sous la torture, il avoua, au cours de son procès, avoir aidé les Allemands à asservir la Hongrie et être un agent des services secrets américains. Il fut ensuite condamné à une peine d'emprisonnement à vie et libéré en 1956. Le sort qu'il subit en fit l'un des grands martyrs du communisme. Voilà le sens que Thierry Maulnier donne à ces procès : « Nous voici devant une nouvelle espèce de juges, dont la fonction n'est pas seulement de punir, dont la fonction n'est pas seulement de proscrire, de tuer, mais de faire de leurs victimes, par des moyens d'une efficacité épouvantable, des témoins de la gloire des bourreaux, des images de la soumission et de la peur, de les amener à cette résipiscence sordide, à cet agenouillement louche qui nous laisse comme transis par la faiblesse humaine. Ayant en mains on ne sait quelle arme, le juge des temps nouveaux s'approche de celui qui lui est livré pour lui chuchoter : "Abjure, abjure, abjure", et il obtient l'abjuration. Nous avons quitté, après beaucoup de siècles, l'univers où il restait à l'homme la sublime ressource d'affirmer au prix de sa destruction physique quelque chose au fond de lui d'employable et d'inébranlable. Ceux qui prétendent combattre les nouvelles tyrannies doivent savoir qu'au bout de leur chemin, s'ils sont vaincus, la mort qui les attend est boueuse, sans gloire, empêtrée dans on ne sait quoi d'ignoble. Voici le crépuscule du héros. » (Thierry Maulnier, « Où Koestler est dépassé », in *La Table Ronde*, n°15, mars 1949, pp.434-435). Et Maulnier de conclure au sujet du procès de Mindszenty : « Nous voici devant le spectacle d'un homme qui semble avoir cherché délibérément le martyre, et à qui la liberté du martyre a elle-même été refusée », car ses bourreaux ont réussi à obtenir qu'il se désavoue. « Recueillons-nous devant ce cadavre, le cadavre de la conscience écrasée. Ce vieillard docile comme un écolier peureux, qui dit des mots de soumission avec une voix qui n'est plus sa voix, nous jette du fond même de son dénuement sans gloire et de la déchéance où on l'a condamné, un avertissement plus fort que ne l'eût fait la parole la plus indomptable. Il est la preuve de ce que l'homme peut faire aujourd'hui de l'homme. » (*Ibid.*, pp.436-437).

polémiques avec un Parti Communiste Français, dont les militants et les compagnons de route n'hésitent pas à stigmatiser les adversaires politiques, par des stratégies d'intimidation et de déstabilisation. L'une des premières étapes est la publication en France, en 1945, de l'ouvrage d'Arthur Koestler, *Le zéro et l'infini*¹ paru quatre ans plus tôt en Angleterre. Parallèlement, comme l'indique Nicolas Werth, « dans les mois qui suivent l'effondrement de l'Allemagne, un certain nombre de “personnes déplacées”, rescapées des camps nazis ou soviétiques, arrivent en Occident. Une rumeur insistante commence à circuler : il existe des camps de concentration en Union soviétique. David Rousset, résistant, survivant des camps de la mort nazis, confirme cette nouvelle qui paraît “impensable”. Il est aussitôt pris à parti par la presse de gauche, et par *Les Lettres françaises* en particulier, qui le traitent de “dément”². » Arrive ensuite le succès mondial du témoignage de Victor Kravchenko, soviétique réfugié aux Etats-Unis, *J'ai choisi la liberté !*³, et le procès en diffamation intenté en janvier 1949 par Kravchenko contre *Les Lettres françaises*, qui donnèrent un écho considérable à ce qui constituait la toile de fond de l'ouvrage : la dénonciation du système répressif mis en place en URSS pour terroriser la population⁴. L'hebdomadaire, par la plume d'André Wurmser, mettait en effet en doute l'honnêteté de Kravchenko en l'accusant d'avoir écrit ce livre pour le compte des services secrets américains. Le dernier acte majeur, enfin, s'ouvre dans le *Figaro Littéraire* du 12 novembre 1949, avec l'appel lancé par David Rousset, ancien militant trotskiste, à ses camarades de toutes tendances politiques, rescapés des camps nazis, pour rassembler des témoignages et des informations sur les camps soviétiques, dont l'existence était clairement niée par les communistes français ou ramenée éventuellement à une signification plus acceptable pour le grand public. « Pourquoi M. David Rousset a-t-il inventé les camps soviétiques », s'interrogeait ainsi Pierre Daix dans un article des *Lettres françaises*, diffusé également à plusieurs centaines de milliers d'exemplaires

¹ Arthur Koestler, *Le zéro et l'infini*, Paris, Calmann-Lévy, 1945, 295 p.

² Nicolas Werth, *Les procès de Moscou 1936-1938*, op. cit., p.75.

³ Victor Kravchenko, *J'ai choisi la liberté !*, Paris, Editions Self, 1947, 638 p.

⁴ Sur ce procès, voir : Etienne Jaudel, *L'aveuglement. L'affaire Kravchenko*, Paris, Michel Houdiard éditeur, 2003, 332 p. ; Liora Israël, « Un procès du Goulag au temps du Goulag ? L'affaire Kravchenko (1949) », in *Critique internationale*, n°36, troisième trimestre 2007, pp.85-101.

en brochure¹. La campagne de David Rousset visait à déboucher sur la création d'une commission chargée d'enquêter sur le territoire soviétique pour apporter des preuves décisives de l'existence des camps². Bien qu'inaudible par une grande partie de l'opinion, le débat était néanmoins posé, avec bien entendu, d'un côté, un front du refus, emmené par les communistes, qui accusaient leurs adversaires de relayer la propagande anticomuniste et mensongère de l'ennemi américain, et de l'autre un anticomunisme d'essence antitotalitaire, qui posait ainsi la question de la comparaison entre les crimes nazis et communistes, et par là même opérait un rapprochement légitime entre les deux régimes. Le premier article de fond de Maulnier sur le Goulag, publié dans *La Table Ronde*, n'a pas été intitulé pour rien, « Nacht und Nebel ». Comparant l'aveuglement devant les rumeurs sur les camps de concentration et d'extermination allemands pendant l'Occupation avec l'égarement des intellectuels et de la population sur les camps soviétiques, Maulnier écrivait donc : « Mais où sont les preuves ? protestent les apologistes des institutions et des méthodes soviétiques. Où sont les preuves ? répètent peut-être, après eux, quelques historiens scrupuleux. Calomnies, calomnies antisoviétiques reprennent en chœur les premiers : le capitalisme anglo-saxon, animateur de la croisade antisoviétique, créé la légende des camps de travail forcé avec l'aide de documents truqués et d'agents provocateurs. Calomnies, calomnies antiallemandes, entendions-nous dire il y a cinq ou six ans à propos des rumeurs qui couraient la France occupée sur les camps d'extermination³ : le capitalisme anglo-saxon, animateur de la croisade antihitlérienne... Il n'y avait pas davantage de preuves. Il n'y avait pas davantage de certitudes. Il a fallu que les soldats alliés pussent se promener, l'arme à la bretelle, les journalistes alliés, le carnet et le crayon en mains, pour qu'on sût de façon irrécusable ce que des millions d'Allemands ignoraient eux-mêmes, ce que des millions d'autres ne faisaient que soupçonner : que la tyrannie abattue avait bien posé sur son front cette sombre couronne dont les

¹ Pierre Daix, « Pourquoi M. David Rousset a-t-il inventé les camps soviétiques », éditions *Les Lettres françaises*, novembre 1949.

² Elle se conclut en fait en 1950 par la création d'une Commission internationale contre le régime concentrationnaire, qui entreprit d'enquêter, entre autres, sur les camps soviétiques et publia un *Livre blanc sur les camps de concentration soviétiques*, Paris, Le Pavois, 1951, 257 p. En parallèle, David Rousset intenta un procès en diffamation contre Pierre Daix et Claude Morgan des *Lettres françaises* qu'il gagna.

³ Voir à ce sujet : François Azouvi, *Le mythe du grand silence. Auschwitz, les Français, la mémoire*, Paris, Fayard, 2012, 474 p.

fleurons s'appelaient Auschwitz, Ravensbrück, Dachau, Maïdenek¹, Dora. Il n'y avait pas plus de preuves contre l'Allemagne nazie qu'il n'y a de preuves contre l'Union soviétique : et pourtant, il était infiniment plus facile pour un étranger, avant 1939, de circuler à son gré dans l'Allemagne nazie, qu'il n'est possible aujourd'hui au même étranger de circuler dans l'Union soviétique². » Or, poursuivait Maulnier en faisant implicitement référence à la campagne menée par David Rousset, « il est précisément interdit d'y aller voir. Il est précisément impossible à une commission d'enquête internationale, munie de ces cartes – douteuses, hypothétiques – où sont figurés les emplacements du *Gulag*³, de se rendre librement aux points indiqués, de constater de façon irrécusable que les Serge, les Buber-Neumann, les Margoline ont menti, que là où nous *supposons* que se trouvent les bagnes politiques, il n'y a que de paisibles campagnes, habitées par de libres villageois, prospères et bien nourris⁴. » Autrement dit, l'entêtement suspect que mettent les dirigeants soviétiques à interdire l'accès à leur territoire pour une simple vérification, est un aveu de culpabilité.

Mais en vérité, pour Maulnier, l'existence du Goulag ne faisait guère de doute, puisqu'il l'intégrait dans le dispositif terroriste mis en place par les communistes en URSS, en le rangeant dans la catégorie de la « terreur éducative » ; ce qui signifie que les camps ont pour but principal d'aider les individus jugés asociaux à rentrer dans le droit chemin en assimilant la nouvelle morale communiste. C'est dire qu'ils ne visent pas seulement à procurer une main d'œuvre gratuite pour les grands travaux et le développement de l'économie soviétique à partir du travail des forçats. Ainsi, selon Thierry Maulnier, « ceux qui veulent substituer à la “morale bourgeoise” une morale révolutionnaire sont fondés à croire que la morale révolutionnaire naîtra comme est née la morale bourgeoise, à partir des contraintes, des interdictions et des sanctions collectives. De ce point de vue, la Terreur est l'accoucheuse de la nouvelle morale. Il faut que l'esprit des hommes de la société révolutionnaire, la crainte du châtement soit associée à la pensée des actes nuisibles à cette société de façon assez étroite et

¹ Il s'agit de l'orthographe qu'utilise Maulnier lui-même.

² Thierry Maulnier, « Nacht und Nebel », in *La Table Ronde*, n°24, décembre 1949, pp.1857-1858.

³ On remarquera que Maulnier utilise très tôt le terme de Goulag, qu'il écrit d'ailleurs Gulag, acronyme de l'administration centralisée en charge des camps, alors que ce terme fut surtout popularisé dans les années 1970 par la lecture de *L'archipel du Goulag* de Soljenitsyne.

⁴ Thierry Maulnier, « Nacht und Nebel », art. cit., pp.1859-1860.

constante, pour que de nouvelles notions du bien et du mal soient progressivement élaborées, et pour que le sentiment de culpabilité, issu de la peur, vienne naturellement hanter toute tentative de détournement commise par l'individu à l'égard de la collectivité, c'est-à-dire toute tentative de l'individu d'exister pour lui-même, tout exercice de la liberté. (...). C'est par le châtement que le révolutionnaire entend imposer aux hommes une nouvelle notion de la culpabilité, c'est-à-dire une nouvelle morale¹. » Ces remarques permettent de mieux comprendre la dimension éducative du système concentrationnaire dans le monde totalitaire communiste. Ces camps représentent « l'image constamment présente de la culpabilité à l'égard de la religion collective et du châtement que cette culpabilité comporte. Ils sont exactement l'*Enfer* : je veux dire qu'ils tiennent dans la société terroriste la place que tient l'*Enfer* dans les croyances religieuses. Ils sont le lieu où sont relégués les réprouvés, ils sont ce qui m'attend, ce qui vous attend si nous manquons en quoi que ce soit, vous ou moi, aux grands impératifs sociaux qui se sont substitués aux impératifs moraux et religieux² » du monde bourgeois. Pour Maulnier, la notion de rééducation, de même que l'expression employée par les communistes de « camp de travail correctif », ne sont, malgré leur vernis scientifique, que des survivances de l'ancienne morale judéo-chrétienne, « un héritage des civilisations de forme spiritualiste pour lesquelles (...) c'est l'intérêt du coupable lui-même, et non l'intérêt de la collectivité, qui constitue la justification du châtement, ou du moins son alibi³. » La terreur exercée sur ceux qui sont dans l'erreur, la rééducation par la torture, deviennent dans cette perspective « la plus grande preuve d'amour⁴ », puisqu'elles ne visent qu'à les aider à se racheter une conduite plus conforme aux exigences de la morale communiste. Mais quel que soit leur nom, camps de concentration, de travail ou de rééducation, il est indéniable que, pour Thierry Maulnier, à la charnière des années 1940 et 1950, ils font partie de la nature totalitaire du régime soviétique ; ce que signifiait le rapprochement opéré dans ses textes, avec quelques réserves toutefois, entre les camps nazis et les camps

¹ Thierry Maulnier, *La face de méduse du communisme*, op. cit., pp.110-111.

² *Ibid.*, p.115.

³ *Ibid.*, p.140.

⁴ *Ibid.*, p.149.

soviétiques¹. Une fois encore, à un moment où il n'était certes pas seul à soutenir de telles réflexions, mais où la tendance générale, parmi les intellectuels, était plutôt à la dénégation, Maulnier se signalait par la profondeur et la précocité de ses analyses sur le phénomène totalitaire. « Que bien des matériaux soient disponibles en France en 1949-1950 pour une théorisation du caractère totalitaire de l'ordre imposé dans les camps est une chose, qu'on rapproche explicitement camps soviétiques et camps nazis en est une autre, confirme ainsi Pierre Rigoulot. Cette démarche courait ici et là, mais n'avait alors aucune chance d'être entendue largement² ». Maulnier, avec des intellectuels comme Raymond Aron ou David Rousset, pouvait s'enorgueillir d'avoir vu clair, bien avant la majorité de ses collègues qui ont découvert le totalitarisme du régime soviétique à la fin des années 1950, et dans les années 1970 surtout, avec Soljenitsyne et la multiplication des témoignages des dissidents. Après la guerre, indique Pierre Hassner, « seuls quelques individus (R. Aron, J. Monnerot, A. Camus, T. Maulnier) reprenaient et poussaient plus loin les intuitions d'avant-guerre sur la trinité schmittienne : “Totaler Feind, totaler Krieg, totaler Staat”, soit dans la direction des rapports du totalitarisme et du sacré, de la dimension métapolitique, à la fois pseudo-scientifique et pseudo-religieuse, de la fascination exercée par les “religions séculières” totalitaires, en particulier sur les intellectuels, soit dans celle des rapports entre guerres et révolutions totalitaires. Le débat, engagé pourtant à propos des deux phénomènes que Hannah Arendt allait mettre au centre de sa théorie du totalitarisme, les camps de concentration et les procès, n'a guère mené en France, voire en Europe, à

¹ Thierry Maulnier relève, entre autres, la proximité entre l'idée de rééducation par le travail forcé, portée par les camps soviétiques, et la notion de « relèvement par le travail » que les nazis inscrivaient au fronton de leurs camps. Tout en comparant les camps de concentration allemands aux camps de rééducation soviétiques, il dévoile également, en dépit des nombreuses analogies qui les rassemblent, une différence entre les deux régimes qui est liée à leur nature intrinsèque, esthétique pour le nazisme, et scientifique pour le régime soviétique : il en « résulte que les hommes du III^e Reich furent à un degré bien plus haut que les hommes de la Révolution communiste des *comédiens*, des spectateurs complaisants du spectacle qu'ils donnaient eux-mêmes au monde : *Qualis artifex*... alors que chez l'homme soviétique les profondes impulsions meurtrières mises en jeu dans la destruction de l'adversaire se manifestent au grand jour non sous forme de conscience esthétique, mais sous forme de conscience ouvrière. Toute ivresse dionysiaque des maîtres, toute pensée de divertissement seigneurial aux dépens des vaincus sont sinon absentes, du moins *censurées* dans l'éthique communiste de la répression. Il n'y a donc, dans l'emploi du vocabulaire de la “rééducation” qui est fait par les responsables du système pénitentiaire soviétique rien des intentions parodiques, rien de l'humour sarcastique que l'on pouvait imaginer chez les chefs de l'organisation des camps nationaux socialistes. Les communistes sont gens sérieux, qui songent à l'utile, non au jeu – et il est en effet utile de récupérer sous forme de travail gratuit la matière humaine oppositionnelle ou antisociale. » (Thierry Maulnier, *La face de méduse du communisme*, *op. cit.*, p.139).

² Pierre Rigoulot, « L'image des camps soviétiques en France : un révélateur du totalitarisme », in Stéphane Courtois (dir.), *Une si longue nuit. L'apogée des régimes totalitaires en Europe 1935-1953*, *op. cit.*, p.464.

un approfondissement théorique (...). C'est aux Etats-Unis, souvent d'ailleurs à partir d'émigrés allemands qui avaient connu le nazisme et avaient commencé à dégager le concept et la problématique du totalitarisme des années 30 que ceux-ci, après une occultation passagère due à l'alliance avec l'URSS, ont connu, au début des années 50, un triomphe spectaculaire vite répercuté en République fédérale et, dans une moindre mesure, en Grande-Bretagne. En France, ceux qui avaient devancé la vague américaine restaient seuls à en tenir compte¹. » Thierry Maulnier était de ceux-là et, grâce à lui, la revue *La Table Ronde*, put apparaître à la pointe du combat contre le totalitarisme du régime soviétique.

Il allait même plus loin en considérant que la terreur et les camps faisaient partie intégrante de la logique marxiste ; ce qui revenait donc à nier à l'avance toute justification éventuelle du terrorisme des régimes communistes par leurs responsables ou par ceux qui soutenaient leurs actions. Ces justifications sont aujourd'hui connues. Elles ont été maintes fois utilisées depuis dans le débat sur les crimes du communisme, y compris dans un passé récent lors de la parution du *Livre noir du communisme*². La première peut être formulée de cette manière : tirer de l'existence des camps une critique générale de l'URSS et du marxisme, c'est se ranger à tort du côté de ses adversaires et notamment du capitalisme³. Mais, pour Maulnier, chez qui la défense de la liberté et de la dignité humaine priment sur l'idéologie, au nom d'un humanisme pragmatique, peu importe finalement au nom de quoi la critique s'exprime. Du moment que les crimes existent, il faut les dénoncer : « Je reconnais aussi (...) qu'il est fort possible qu'en invoquant contre le communisme la liberté, la justice ou toutes

¹ Pierre Hassner, « Le miroir totalitaire. Le totalitarisme soviétique vu de l'Ouest », in *Commentaires*, n°26, été 1984, p.197.

² *Le Livre noir du communisme : crimes, terreur, répression*, Paris, Robert Laffont, 1997, 846 p. Sur les débats provoqués par le livre noir : Pierre Rigoulot et Ilios Yannakakis, *Un pavé dans l'histoire : le débat français sur le Livre noir du communisme*, Paris, Robert Laffont, 1998, 222 p.

³ C'est par exemple la position de Maurice Merleau-Ponty, soutenue par Jean-Paul Sartre, dans un article pour les *Temps Modernes* : « Quelle que soit la nature de la présente société soviétique, l'U.R.S.S. se trouve grosso modo située, dans l'équilibre des forces du côté de celles qui luttent contre les formes d'exploitation de nous connus. La décadence du communisme russe ne fait pas que la lutte des classes soit un mythe, que la "libre entreprise" soit possible ou souhaitable, ni en général que la critique marxiste soit caduque. D'où nous ne concluons pas qu'il faut montrer de l'indulgence au communisme, mais qu'on ne peut en aucun cas pactiser avec ses adversaires. La seule critique saine est donc celle qui vise, dans l'U.R.S.S. et hors de l'U.R.S.S., l'exploitation et l'oppression, et toute politique qui se définit contre la Russie et localise sur elle la critique est une absolution donnée au monde capitaliste. » (Maurice Merleau-Ponty, « L'U.R.S.S. et les camps », in *Les Temps Modernes*, janvier 1950, reproduit dans Maurice Merleau-Ponty, *Signes*, Paris, Gallimard, 1950, pp.264-265).

autres valeurs éternelles, je donne quelques sujets de satisfaction à un gros propriétaire d'actions pour qui les valeurs éternelles sont de bons auxiliaires des C.R.S. dans la défense contre les prétentions ouvrières. Et après ? (...) si la révolution communiste est bien, pour des millions d'hommes, la mort, la terreur et l'esclavage, alors il faut crier, il ne faut pas s'arrêter de crier, et peu importe celui qui crie, et peu importe si celui qui crie a ou non, lui-même, quelque chose à cacher¹. »

La logique binaire des intellectuels qui refusent de critiquer l'URSS pour ne pas servir les intérêts de l'ennemi capitaliste, les amène souvent à mettre en équivalence les crimes du communisme avec les morts dont d'autres idéologies, comme le capitalisme et le colonialisme, se sont rendu responsables à travers les siècles. Ce débat était déjà présent dans les années cinquante, avec une tendance à amalgamer les différents types de camps et de répressions existant dans les différents régimes politiques à travers le monde, et bien entendu, sans reconnaître la spécificité totalitaire des camps soviétiques. Il resurgit lors de la parution du *Livre noir du communisme*². Maulnier répondait alors : « Je sais bien. Il y a aussi les morts des dictatures fascistes ou pseudo-fascistes. Peut-être n'y pensons-nous pas assez. Mais si le tas de morts soviétiques est *vrai*, c'est le plus gros tas, et de loin. Il est normal que nous pensions, d'abord et surtout, au plus gros tas. Je sais bien encore. Il y a les millions de morts dont le capitalisme est responsable, les ouvriers morts de tuberculose dans les maisons insalubres, les filles-mères infanticides, les victimes des guerres impérialistes. Le monde capitaliste est cruel, et il faudrait y mettre bon ordre. Du moins est-il cruel biologiquement, par indifférence aux misères humaines et par le jeu de la lutte pour la vie, – un peu à la manière de la nature. Entre le gaspillage capitaliste des vies humaines et l'élimination scientifique de ceux qui ne donnent pas satisfaction au pouvoir dans la société communiste, il y a la même différence qu'entre celui qui ne fait pas tout ce qu'il faudrait pour sauver son voisin malade et celui qui vide sur son voisin bien portant le chargeur de son pistolet³. »

¹ Thierry Maulnier, « Sommes-nous de bonne foi ? », in *La Table Ronde*, n°26, février 1950, p.45.

² On notera par exemple que l'ouvrage fut suivi de la publication de deux « livres noirs » : Gilles Perrault (dir.), *Le Livre noir du capitalisme*, Pantin, Le Temps des cerises, 1998, 427 p. ; Marc Ferro (dir.), *Le Livre noir du colonialisme : XVI^e-XX^e siècle, de l'extermination à la repentance*, Paris, Robert Laffont, 2003, 843 p.

³ Thierry Maulnier, « Sommes-nous de bonne foi ? », art. cit., p.46.

Enfin, Maulnier s'attachait à démolir un dernier type de justification reposant sur des considérations morales qui sont encore aujourd'hui régulièrement utilisées pour amoindrir l'horreur des crimes communistes lorsqu'ils sont comparés aux crimes nazis. Dans cette logique, l'inspiration originelle du régime soviétique qui obéissait à des intentions pures – la construction d'une société délivrée des inégalités et de l'exploitation capitaliste – était censée justifier une certaine indulgence, dont ne pouvait évidemment pas se prévaloir le régime hitlérien, du fait de ses motivations inégalitaires et racistes. La terreur soviétique n'était en fin de compte qu'une étape intermédiaire, indispensable pour certains, sur la voie de l'accomplissement humain vers un communisme universel ; une manière tout simplement de dire que la fin, censée être heureuse, justifiait les moyens. A ces arguments, Maulnier opposait le discours suivant : « Je suis définitivement décidé à juger les régimes qui se proposent aux hommes non plus sur leur fin, toujours admirable et toujours hors de portée de notre appréciation, mais sur leurs commencements. Oui, c'est le commencement qui compte, et il faut donner la préférence au commencement qui tue le moins de monde. Car il est plus facile de garder l'habitude de ne pas tuer que de perdre l'habitude de tuer. (...). Nous avons le droit de nous inquiéter des développements futurs d'une société nouvelle qui proclame la liberté et qui commence par la police, qui proclame la dignité et qui commence par l'adulation servile du maître, qui proclame l'égalité et qui commence par l'oligarchie, qui proclame la justice et commence par l'injustice, la vérité et commence par l'imposture, le respect de l'homme et commence par le fanatisme ; qui proclame la vie et commence par la mort¹. » Un demi-siècle plus tard les débats n'ont finalement pas beaucoup changé et conservent toujours la même dimension affective et morale. Les articles de Maulnier révèlent la difficulté qu'il y a alors, dans les années cinquante, à dénoncer le caractère totalitaire du communisme et à opérer un rapprochement avec le national-socialisme, sans faire immédiatement l'objet de tentatives d'intimidation et de procès d'intention de la part des intellectuels communistes qui font régner la terreur dans les lettres. Et ce n'est pas un hasard si Maulnier rappelle régulièrement dans ses articles sur le communisme qu'il ne ressent

¹ Thierry Maulnier, « Sommes-nous de bonne foi ? », art. cit., p.47.

aucune sympathie pour le capitalisme¹. Dans l'entre-deux-guerres, la comparaison entre le nazisme, le fascisme et le communisme, ne soulevait pas autant de polémiques et de défiance. Entre temps, il y a eu la révélation des camps d'extermination nazis, et la stigmatisation du nazisme qui rendent la comparaison particulièrement choquante pour les laudateurs du régime soviétique. Il y a eu également une évolution profonde dans l'anticommunisme antitotalitaire de Maulnier. Dans les années trente, celui-ci s'exprimait au nom d'un aristocratisme révolutionnaire, dont le principal souci était la préservation des individus d'élite et des valeurs de la civilisation occidentale contre le régime des masses. Les termes de la comparaison comprennent la démocratie, le fascisme, le nazisme et le communisme, rejetés par Maulnier pour des raisons identiques. Après la victoire des démocraties et la découverte du Goulag et des premiers témoignages sur la terreur soviétique, l'anticommunisme de Maulnier prend une dimension essentiellement humaniste, basée sur la défense des droits de l'homme, de la liberté et de la dignité humaines, ce qui semble l'inscrire, bien qu'il ne s'y réfère jamais explicitement, dans l'horizon idéologique de la démocratie libérale. De la « démocratie bourgeoise » même, comme l'écrivaient alors ses détracteurs communistes, pour lesquels elle devait être « populaire » ; la « démocratie populaire » étant l'autre nom donné à la dictature du prolétariat. Cette idée est flagrante dans les attaques de Simone de Beauvoir contre les intellectuels anticommunistes en général, et Thierry Maulnier en particulier. « Bien entendu, pense-t-elle, ils n'avouent pas la vraie raison de leur haine ; ils préfèrent confesser sans vergogne des cauchemars puérils : “Si l'armée rouge entrait en France, si le P.C. prenait le pouvoir, je serais déporté, fusillé.” Ils rédigent des romans d'anticipation “à ne pas lire la nuit” ; ils gémissent avec Thierry Maulnier : “le marxisme veut ma mort.” En fait, ce qu'ils redoutent, c'est d'être idéologiquement liquidés : ou plutôt ils savent que cette liquidation est déjà

¹ Dans la revue de Claude Mauriac, par exemple, *Liberté de l'esprit*, il écrit : « Je ne me sens, pour ma part, que peu d'intérêts communs avec les hommes qui sont à la tête des grandes affaires dans les pays capitalistes (...). Je verrai peu d'inconvénients et quelques avantages à un changement social qui priverait ces hommes de leur puissance pour donner cette puissance à d'autres (...). Je vais plus loin et suis convaincu que, de même que fut aboli ce mode de rapports humains qui s'appelait l'esclavage, il faut que disparaisse le mode des rapports de maître à serviteur dans la hiérarchie économique. Ce qui fait que, à défaut de sympathie pour le marxisme philosophique, qui est une explication un peu primaire du monde et de l'histoire, il y aurait à mon avis de bonnes raisons d'adhérer au marxisme politique, donc à l'organisation communiste, qui, lui, offre les plus grandes chances de réalisation, n'était le caractère des méthodes mises en œuvre par le communisme pour la conquête du pouvoir. » (Thierry Maulnier, « L'imposture », in *Liberté de l'esprit*, n°9, avril 1950).

consommée. Le marxisme voit en eux, non des médiateurs sacrés entre les Idées et les hommes, mais des parasites bourgeois, une simple émanation des puissances capitalistes, un épiphénomène, un néant : ce n'est pas acceptable pour qui faute de trouver sa place en ce monde s'est aliéné à l'éternité¹ » les intellectuels bourgeois se caractérisant pour Simone de Beauvoir par la volonté de nier la particularité de leur classe par une pensée à vocation universelle. Bourgeois, fascistes, gaullistes, nihilistes, telles sont les critiques des communistes contre les auteurs de *La Table Ronde*. Elles sont bien résumées dans un article de Pierre Hervé pour l'hebdomadaire *Action*, le même qui reprocha plus tard à Maulnier d'avoir défendu l'Allemagne dans les années trente. « En vérité, écrivait-il, vous jouez un jeu qui est clair et se révèle identique à celui de l'aspirant dictateur de Gaulle. Portant la bannière du R.P.F., sont entrés en grande pompe à l'Hôtel de Ville de Paris des vichysois notoires (...). Votre vin, chevaliers de la Table Ronde, c'est du vinaigre². »

Contre l'embrigadement et l'imposture

Cet aveuglement des intellectuels devant la terreur, de même que la négation des témoignages de ceux qui avaient eu à souffrir des camps de concentration soviétiques, l'amènèrent néanmoins à s'interroger sur les ressorts d'un tel comportement. La dénonciation de l'enrégimentement des intellectuels et de l'engourdissement généralisé des consciences était précisément la raison d'être de *La Table Ronde*, au nom d'une « liberté de l'esprit » qui constituait le véritable trait d'union entre tous ses rédacteurs. Pour expliquer ce fanatisme, Maulnier, comme d'autres membres de la revue, redécouvrait la notion de religion séculière ou de religion politique, qu'il avait analysée dans les années trente. Il en trouvait ainsi les sources chez Marx lui-même qui, en dépit de sa tentative pour rejeter le monde de la transcendance comme une imposture destinée à faire supporter la dureté du monde réel aux classes dominées, n'avait pas réussi à en débarrasser sa doctrine. Seule la foi dans la victoire future du prolétariat et la réalisation lointaine de la société communiste peut aider l'homme à

¹ Simone de Beauvoir, « La pensée de droite aujourd'hui », in *Faut-il brûler Sade ? (Privilèges)*, Paris, Gallimard, Idées, 1972, p.96.

² Pierre Hervé, « Chevaliers de la Table Ronde », in *Action*, du 4 au 10 février 1948, p.3.

supporter sa condition de simple instrument au service du progrès de la cause révolutionnaire. Marx transpose donc le Paradis chrétien dans un Avenir radieux. Car au fond, « aucun des hommes vivants aujourd’hui, aucun de leurs enfants, ni sans doute de leurs petits-enfants ne verra de ses yeux le règne de l’homme total et de l’idéal réalisé, le commencement de la véritable histoire qui doit succéder à la “préhistoire” que nous vivons. (...). L’accès au monde des valeurs qui justifient l’effort et la souffrance est promis par le christianisme à chaque homme au lendemain de son existence terrestre, pourvu seulement qu’il ait vécu en chrétien (...). Le marxisme exige au contraire de celui qui le sert qu’il se dépasse absolument vers la transcendance qu’il lui propose dans l’avenir historique, qu’il se consomme totalement dans le travail qu’il donne à une grandiose construction collective dont il ne verra pas l’achèvement, et dont il ne jouira jamais. L’homme marxiste assigne bien à l’histoire une fin qui la justifie, mais il ne voit cette fin qu’à travers une humanité collective à venir, de telle sorte qu’il soumet l’histoire à l’accomplissement révolutionnaire de l’homme, mais qu’il se soumet lui-même à l’histoire en tant qu’elle est le seul chemin possible de cet accomplissement¹. » La foi marxiste ne tolère aucun égoïsme, aucune individualité, car elle « ne reconnaît d’autre transcendance que celle des valeurs réalisées dans la révolution future² ». Elle demande au croyant une abnégation totale. D’où il découle naturellement qu’il n’y a pas de limite à l’action du militant révolutionnaire, qui doit s’engager totalement pour la réalisation de la cité communiste future. Tous les moyens sont bons pour arriver à cette fin, même les plus cruels comme la torture, la terreur et l’imposture, puisqu’ils renvoient de toute façon à une échelle des valeurs totalement mensongère, qui a pour but de consacrer la domination de la bourgeoisie sur le prolétariat.

Selon Maulnier, la duplicité et l’imposture sont des signes caractéristiques de la révolution communiste. Pour reprendre une expression utilisée par l’historien Marc Lazar au sujet du PCF pendant la guerre froide, le communisme « est un Janus qui cherche à tenir l’endroit et l’envers d’une même médaille, une chose et son

¹ Thierry Maulnier, « Le fanatisme des marxistes », in Collectif, *De Marx au marxisme 1848-1948*, Paris, Editions de Flore, 1948, pp.220-221.

² *Ibid.*, p.224.

contraire¹. » Le communisme défend la démocratie, mais il pratique la terreur et l'esclavage dans des camps de concentration. Il dénonce l'impérialisme américain mais occupe une partie de l'Europe. Pour Maulnier, les exemples de ce genre sont légion. Grâce à cette dualité, qui est perceptible dans la manière dont les communistes utilisent le langage, ils peuvent jouer habilement sur tous les tableaux. La liberté, l'impérialisme, la démocratie, par exemple, n'ont pas le même sens dans le langage du militant communiste que dans celui du commun des mortels. « Nous sommes donc, explique Thierry Maulnier, devant une propagande qui se sert des mots de tout le monde dans un autre sens que celui de tout le monde, afin d'exploiter méthodiquement cette ambiguïté préméditée pour une véritable substitution de valeurs : et le communiste sincère peut considérer que ce n'est pas là mentir² », parce que la définition, communiste, qu'il donne aux mots est forcément la bonne, tandis que celle qui a cours est fautive et révèle la domination de la classe bourgeoise. Le militant communiste est persuadé que la moralité ne peut être que de son côté. « Par le jeu complexe d'une dialectique où la notion même de vérité se dilue, où toute vérité devient fautive qui s'oppose au sens de l'histoire, où tout mensonge devient vérité s'il aide l'histoire à s'accomplir selon son sens, le communiste parvient à se mystifier lui-même au point de retrouver une sincérité au terme de la mystification, au terme de la technique la plus poussée et la plus consciente de la mystification. Ce parti est bien le parti du mépris, plus qu'aucun autre ne l'a jamais été, puisque sa propagande n'emploie que les armes les plus basses, le truquage des arguments de l'adversaire, le discrédit systématique jeté sur les intentions et les motifs de l'adversaire, les faux-fuyants, les diversions, les équivoques préméditées³. » Pour Maulnier, le communisme dissimule par conséquent des techniques redoutables de manipulation des masses derrière un vernis de moralité. « Il faut bien reconnaître, tranche-t-il, que nous sommes en présence d'un système de valeurs qui, en sacrifiant toute autre considération à l'efficacité combative, oblige l'écrivain communiste honnête à être un écrivain malhonnête, oblige au nom de l'honneur communiste, qui n'est que l'honneur de

¹ Marc Lazar, « Le Parti Communiste Français en guerre froide », in Stéphane Courtois (dir.), *Une si longue nuit. L'apogée des régimes totalitaires en Europe 1935-1953*, Monaco, Editions du Rocher, 2003, p.448.

² Thierry Maulnier, *La face de méduse du communisme*, op. cit., p.185.

³ *Ibid.*, p.197.

servir, à assumer le déshonneur tout court¹ ». Le mot est lâché : l'intellectuel ou l'écrivain, comme le militant, n'a d'autre fonction que de servir le sens marxiste de l'histoire. Il doit être utile à la révolution. Ce discours n'a cependant rien de nouveau. Maulnier le tenait déjà dans les années trente contre les intellectuels communistes et fascistes. Mais sa cible s'est légèrement déplacée depuis la Libération. Outre l'intellectuel classique du PCF, elle est alors représentée par le « pape de l'existentialisme », Jean-Paul Sartre, et ses camarades des *Temps Modernes*, la revue qu'il a fondée en octobre 1945 avec Maurice Merleau-Ponty et René Etiemble notamment. Le sujet est alors suffisamment important pour qu'il y consacre un article dans la seconde livraison de *La Table Ronde* et son premier feuilleton littéraire pour la revue *Hommes et Mondes*. Il faut dire qu'avec sa philosophie existentialiste, Sartre, qui accumule tous les succès, est alors le maître à penser de la jeunesse française. Au plan politique, il passe progressivement d'un « compagnonnage critique avec les communistes² » à un engagement résolu en faveur du parti, tandis que Maurice Merleau-Ponty, la fidèle cheville ouvrière et tête politique des *Temps Modernes*, effectue le chemin inverse. En 1952, il s'écarte définitivement du PCF, et de Sartre, à la suite de l'agression de la Corée du Sud par l'armée communiste nord-coréenne. Michel Winock a bien analysé les raisons du succès de Sartre dans cette période propice de l'après-guerre, où l'existentialisme a en partie comblé les attentes intellectuelles des jeunes Français. Il y voit ainsi « deux explications possibles : l'effet de modernité et l'effet de radicalité. Le premier s'est imposé dans une société à peine libérée de l'ordre moral pétainiste, des compromissions du régime de Vichy, et (...), parce que les deux grandes voies du salut, catholicisme renaissant et communisme triomphant, renouvelaient les contraintes, les disciplines et les conformismes. Le discours sartrien fut, pour beaucoup, celui d'une liberté recouvrée malgré l'opacité du monde ; une liberté individuelle, existentielle, sexuelle, qui n'était pas plus de mise

¹ Thierry Maulnier, *La face de méduse du communisme*, op. cit., p.202.

² Joël Roman, « Sartre », in Jacques Julliard et Michel Winock (dir.), *Dictionnaire des intellectuels français*, op. cit., p.1253. Sur Jean-Paul Sartre, voir également : Anna Boschetti, *Sartre et "Les Temps Modernes". Une entreprise intellectuelle*, Paris, Editions de Minuit, 1985, 326 p. ; Jean-François Sirinelli, *Deux intellectuels dans le siècle. Sartre et Aron*, Paris, Fayard, 1995, 395 p. ; Ingrid Galster (dir.), *La naissance du phénomène Sartre. Raisons d'un succès 1938-1945*, Paris, Seuil, 2001, 367 p. ; Michel Winock, « Sartre s'est-il toujours trompé ? », in *L'Histoire*, n°295, février 2005, pp.34-45 (disponible sur www.diplomatie.gouv.fr/fr/IMG/pdf/0203-Winock-FR-3.pdf).

chez les communistes et les catholiques, que dans l'ancien ordre vichyste. Par là même, Sartre faisait scandale. Et aussi par sa théorie de la littérature engagée. Ce que j'ai appelé, explique encore Winock, l'effet de radicalité, comparable aux manifestes du surréalisme ; une volonté de rupture, esthétique et morale, remettant en cause toute la littérature et faisant de la responsabilité de l'écrivain un impératif catégorique. On ne pouvait plus écrire, on ne pouvait plus se taire innocemment : la guerre, Vichy, la déportation, la Résistance sommaient l'écrivain d'être agissant au cœur du présent, indifférent à sa postérité, prenant en charge les situations successives de l'histoire. Position extrémiste qui indigne ; indignation qui nourrit le mythe de l'écrivain maudit¹. » Tel est le sartrisme, que Maulnier s'est fait le devoir de combattre au nom d'un refus du diktat de l'engagement, en compagnie des autres rédacteurs de *La Table Ronde* – et notamment de l'équipe que l'on a pris l'habitude, depuis les années cinquante, de réunir sous l'étendard des Hussards, dont le plus virulent contre Jean-Paul Sartre est alors Jacques Laurent². Avec Raymond Aron, qui a cependant partagé un certain nombre de ses campagnes³, Maulnier est sans doute l'intellectuel qui

¹ Michel Winock, « Sartre : l'effet de modernité », in Ingrid Glaster (dir.), *La naissance du phénomène Sartre. Raisons d'un succès 1938-1945, op. cit.*, p.211. Thierry Maulnier a donné à peu près les mêmes raisons au succès de Sartre quand il écrivait que : « cela ne s'explique pas seulement par son talent, qui est grand, mais qui, sous les premières formes où il s'est manifesté, risquait d'écartier du grand public cette œuvre toute nourrie d'une pensée philosophique assez difficilement accessible. (...) Il y a autre chose : cette autre chose, c'est incontestablement un accord entre Jean-Paul Sartre et son époque. (...) Sartre s'est trouvé de plain-pied avec la sienne. Il lui a tendu le miroir où elle s'est reconnue. On peut dire en un certain sens qu'elle l'attendait. (...) A vrai dire, ce n'est pas tant par son éthique de la liberté (l'homme est ce qu'il se fait, etc...) que Sartre a éveillé des échos si retentissants et si lointains, c'est parce que ses lecteurs, ou ses spectateurs, ont retrouvé dans son œuvre l'angoisse générale, le malaise métaphysique, dont nos devanciers immédiats avaient cru un moment se délivrer par l'euphorie intellectuelle du progrès scientifique, l'euphorie physique de la libération amoureuse, des conquêtes de l'hygiène, du sport. Les exhalaisons malsaines d'une civilisation pourrissante, un univers étouffant et poisseux, une volonté générale de nos contemporains de se refuser à l'idéalisme, de regarder en face leur propre condition dans ses pires aspects avec une sorte d'horreur masochiste, voilà ce que nos contemporains ont découvert dans Sartre : un contemporain. C'est-à-dire un désespéré et un nihiliste. Que ce succès résulte donc, comme tous les succès littéraires, d'une sorte de malentendu, cela est évident : dialectiquement, la philosophie sartrienne tend à opposer la dignité humaine (la liberté) à la pression de l'univers physique et de l'histoire, et elle est applaudie par une humanité qui accepte le destin, se résigne ; elle est une éthique de la responsabilité, et elle est revendiquée comme justification par un style de vie qui comporte le laisser-aller, le consentement à la déchéance. » (Thierry Maulnier, « Situations et situation de Sartre », in *Hommes et Mondes*, n°29, décembre 1948, p.690).

² Voir par exemple l'article satirique dans lequel il établit une comparaison entre Paul Bourget et J-P. Sartre : Jacques Laurent, « Paul et Jean-Paul », in *La Table Ronde*, février 1951, reproduit dans Jacques Laurent, *L'Esprit des Lettres I*, Paris, Editions de Fallois, 1999, pp.88-122 ; ou encore Jacques Laurent, « Lettre de Souslov, membre du Présidium du Comité Central à J.-P. Sartre intellectuel », in *La Parisienne*, décembre 1956, reproduit dans *L'Esprit des Lettres I, op. cit.*, pp.407-409.

³ Raymond Aron a connu Sartre, dont il est alors un ami proche, à l'ENS. Il fait partie des fondateurs des *Temps Modernes*, qu'il quitte rapidement en raison du compagnonnage avec les communistes, vers lequel s'oriente progressivement la revue. A la fin des années 1960, Sartre a des propos très durs envers Raymond Aron. Ils se

symbolise le mieux, à droite, le combat contre Sartre et l'existentialisme. Paradoxalement, ses critiques datent majoritairement de la fin des années quarante et du début des années cinquante, alors que Sartre n'avait pas encore rallié le communisme – il est même alors, en 1946-1949, la cible des communistes qui craignent sa puissance de séduction auprès de la jeunesse et dénoncent le décadentisme de sa philosophie¹ –, et se concentrent davantage sur sa théorie de l'engagement que sur ses positions politiques progressistes. Que Sartre soit considéré par les communistes comme un adversaire, ne suffit cependant pas à emporter la sympathie de Maulnier. Les deux intellectuels ne partagent pas la même vision de l'humanité et de leur rôle dans la société. Sartre ne défend pas alors un programme, et encore moins la doctrine d'un parti, mais entend prendre position au cas par cas, selon les principes de la morale de la responsabilité qu'il professe. Faute de positionnement politique stable de Sartre sur la question du communisme, la critique de Maulnier vise ainsi le cœur de la philosophie sartrienne et cherche à relever ce qu'il y a d'imposture, ou d'ambiguïté, dans l'attitude de son créateur. La polémique se place donc sur la place de la politique dans la littérature, sur la responsabilité de l'écrivain et son engagement.

L'hostilité de Maulnier, dont les goûts pour la littérature classique ne sont plus à démontrer, n'allait pourtant pas de soi. Contrairement à ses camarades de la Jeune Droite², il ne cachait pas un certain intérêt pour les premières productions existentialistes, qu'il eut l'occasion de défendre dans la *Revue Universelle* sous

retrouvent néanmoins à plusieurs reprises dans des combats communs dans les années 1970 : déclaration adressée à l'Unesco au sujet des positions de celle-ci contre Israël, défense de la cause des boat people...

¹ Sa pièce, *Les Mains sales*, est ainsi interprétée par les communistes comme une pièce anticommuniste.

² Ainsi, René Vincent, critiquant *Le Mur* et *La Nausée*, constate que ces deux œuvres « constituent une littérature abjecte qui existait sans doute déjà mais n'avait jamais été si prétentieuse : elle est avilissante pour la littérature qui, pour l'éclairer, ne peut que se référer à la médecine. Elle est la négation de tout art et ce n'est pas non plus une œuvre de science, mais une odieuse confusion de littérature, de philosophie et de science, à laquelle une laborieuse recherche de l'ordure donne la seule originalité que l'on reconnaîtra volontiers à M. Jean-Paul Sartre. » (René Vincent, « J.-P. Sartre : une mystique de l'asphyxie », in *Combat*, n°35, mai 1939). Ce qui est reproché à Sartre, précisément, c'est un goût particulier pour tout ce qui est anormal, décadent, et dévoyé. Sous l'Occupation, Robert Francis, commentant *Huis clos* écrivait, dans la même veine : « M. Sartre a déposé son petit pipi sur la scène du Vieux-Colombier. Trois personnages, un assassin déserteur, un infanticide et une lesbienne veulent nous faire croire qu'ils sont en enfer. Hélas ! l'enfer est, dit-on, pavé de bonnes intentions. Celles de M. Sartre consistent à nous suggérer qu'il est un auteur profond et neuf, alors que, de toute évidence, sa philosophie de manuel scolaire a déjà été exploitée, il y a une bonne vingtaine d'années, par l'ancienne "avant-garde" littéraire, aujourd'hui percluse et cacochyme. » (Robert Francis, « Du Ciel à l'enfer », in *Le Réveil du Peuple*, 4 juin 1944).

l'Occupation¹. Il n'était pas opposé non plus à l'engagement des écrivains, ainsi que le montre le manifeste de la revue *La Table Ronde* cité précédemment. Le lecteur ferait clairement un contre-sens en interprétant l'anti-sartre de Maulnier comme une apologie du désengagement. Maulnier est ainsi d'accord avec Sartre pour reconnaître que les écrivains sont plongés dans leur époque, qu'ils s'en nourrissent, volontairement ou involontairement, et qu'ils sont même « obligés de prendre parti contre le lynchage des noirs, contre les camps de concentration soviétiques, contre tout régime économique qui comporte la spoliation et l'oppression² ». Mais, ainsi qu'il l'avait montré à travers le cas concret de Racine, l'artiste véritable est celui qui réussit à s'évader de son époque, qui a pris conscience de la nécessité d'élever son œuvre « au-dessus du moment particulier, d'incarner la réalité humaine en tant qu'elle est susceptible d'opposer au courant historique une continuité, une solidité plus grandes, de transcender chacun de ses aspects éphémères, d'être aussi la réalité des hommes à venir, de se délivrer, de se mettre hors d'atteinte, de constituer des monuments durables avec les matériaux du langage. Il y a donc pour l'écrivain une obligation de l'engagement, mais aussi une obligation inverse et symétrique de dégagement³ ». Une fois encore, Maulnier oscille entre deux postures, qu'il réussit à concilier dans un effort de synthèse. Il ne nie pas la nécessité de l'engagement. Il nie que l'engagement soit une fin pour l'écrivain et son œuvre, tout simplement parce que l'œuvre possède en elle-même sa propre fin. Il lui paraît également impensable que l'on puisse juger de

¹ Sur ce point, voir Paul Renard, *L'Action française et la vie littéraire (1931-1944)*, op. cit., pp.177-183. Des principaux critiques littéraires de la Jeune Droite, Maulnier est finalement le seul qui fait preuve d'intérêt pour les débuts de l'existentialisme, ce qui s'explique sans doute par sa passion pour la philosophie. Il ne cachait pas, tout en faisant des réserves sur le système de valeurs auquel renvoie l'ouvrage, l'intérêt qu'il avait trouvé dans la lecture de *L'Invitée*, ainsi que « la surprenante et dangereuse richesse du roman de Mme de Beauvoir, un des plus remarquables, à beaucoup d'égards, de ces dernières années ». (Thierry Maulnier, « L'Invitée », in *La Revue Universelle*, 10 décembre 1943, p.725). De même, il défendit l'auteur des *Mouches* contre la critique, qualifiée d'indigne, tout en concluant sur ce qui opposait leurs deux philosophies : « La vocation de l'homme se trouve donc pour M. Sartre dans l'exercice de la puissance qu'il porte en lui de porter atteinte par un défi permanent, non seulement aux pressions religieuses et sociales, mais au déterminisme universel. C'est dire la noire violence de son attitude philosophique, et sa hautaine stérilité. Elle ne se justifie que pour l'homme qui s'accorde avec M. Jean-Paul Sartre pour considérer l'univers comme une prison étouffante et sans espoir où chacun est enfermé dans une destinée irrémédiablement solitaire. Elle ne saurait contenter celui qui, avec ou sans appui métaphysique, voit dans le monde le royaume humain, l'occasion et le champ de perpétuelles conquêtes, et tout un système de forces irrésistibles mais sûres et dociles, contre lesquelles tout défi se brise, et qu'on domine en les respectant ». (Thierry Maulnier, « Les Mouches », in *La Revue Universelle*, 25 juillet 1943). Pour Maulnier, il y a quelque chose, dans la philosophie de Sartre, qui ouvre involontairement ou inconsciemment la voie au nihilisme.

² Thierry Maulnier, « Jean-Paul Sartre et le suicide de la littérature », in *La Table Ronde*, n°2, février 1948, p.207

³ Thierry Maulnier, « Position de la littérature française », in *Hommes et Mondes*, n°1, août 1946, p.189

la valeur littéraire d'une œuvre en fonction de son engagement. Ainsi, « la définition de l'engagement que nous donne Sartre, et la définition de la littérature qui résulte de cette définition de l'engagement, méconnaissent l'ambiguïté essentielle au phénomène littéraire, qui est de l'histoire et en même temps se constitue en dehors de l'histoire. Tout acte "littéraire" est, d'un certain point de vue, fait historique, engagé dans la série des transformations historiques, et, d'un autre point de vue, échappement, tendance à se fixer dans une immobilité intemporelle et à créer, au-dessus de l'histoire, ce *point fixe* invariable que constitue une œuvre. (...). Il y a une action de la littérature dans l'histoire, mais il y a aussi une existence autonome des œuvres littéraires en tant qu'antihistoire, et c'est cette existence qui est la fin véritable de l'œuvre littéraire au delà de son existence transitoire, historique. Demander à l'écrivain de se *résoudre* dans son action sur le monde, c'est lui demander de nier son œuvre en tant que fin, et de se nier lui-même en tant que précisément il est écrivain : l'*historialisation* n'est rien autre que le suicide de la littérature devant l'histoire, comme elle n'est rien autre que le suicide de l'homme devant l'histoire¹. » En fin de compte, Maulnier n'est pas très éloigné de Sartre, si ce n'est que sa définition de l'engagement, plus sensée, n'exclut pas la recherche de l'art pour l'art ; de ce qui précisément dans la littérature, échappe à notre temps, pour atteindre une sorte de permanence, intemporelle et universelle. Sans doute faut-il trouver, chez Sartre, l'explication d'un tel absolutisme, dans cette radicalité que mentionne Michel Winock, qui le pousse à jouer, jusqu'au bout, le rôle symbole de héros de la résistance, qui lui est attribué à la Libération, et qu'il n'est d'ailleurs pas². En dehors de cette divergence, les deux intellectuels s'affichent néanmoins de façon tout aussi intransigeante en faveur de la défense de l'humanisme et des droits de l'homme³ ; un humanisme associé à la cause révolutionnaire chez

¹ Thierry Maulnier, « Jean-Paul Sartre et le suicide de la littérature », art. cit., pp.209-210.

² Voir Michel Winock, « Sartre s'est-il toujours trompé ? », art. cit.

³ Sur ce point, voir entre autres les articles de Maulnier dans *La Table Ronde* sur Mac Gee et sur les époux Rosenberg : Thierry Maulnier, « Mac Gee », in *La Table Ronde*, n°42, juin 1951, pp.23-30 ; « Le noir et les blancs », in *La Table Ronde*, n°45, septembre 1951, pp.9-19 ; « Onze juin », in *La Table Ronde*, n°67, juillet 1953, pp.36-41. Willy Mac Gee était un chauffeur noir américain, condamné à mort en 1945 par l'Etat du Mississippi sur ses aveux, qu'il avait rétractés par la suite, pour le viol d'une femme blanche. L'affaire a provoqué une vague d'indignation et l'envoi de quinze mille demandes de sursis, venues de tous les pays. La condamnation fut finalement exécutée en 1951. Dans ses deux articles, Maulnier se montrait opposé à toutes les formes de peines de mort, d'exécutions et de répressions, en mettant sur le même plan l'exécution de Mac Gee, les meurtres commis à la Libération et les crimes du communisme, parce que, la remarque s'adressait autant aux communistes qu'aux épurés et à leurs défenseurs, « l'indignation qui se manifeste devant les crimes commis

Sartre, à la civilisation classique chez Maulnier. Avec toutes les réserves qui s'imposent, il n'est pas absurde de relever certaines ressemblances frappantes entre Sartre et Maulnier : ce goût pour la dialectique, la froideur du raisonnement, un réalisme qui a conservé une dose importante d'idéalisme, la place accordée à la morale dans la réflexion philosophique et politique, qui débouche sur une défense sans concession de la liberté individuelle et des droits de la personne humaine. Sans aller jusqu'à faire de Maulnier un Sartre de droite, les points communs ne sont pas négligeables. Mais le faible nombre d'articles publiés par le premier sur le second, au cours des décennies ultérieures, laisse apparaître qu'il n'a finalement pas voulu jouer ce rôle de principal contradicteur que certains attendaient sans doute de lui ; comme François Mauriac qui écrivait à Maulnier, à l'époque de *La Table Ronde* : « je vous conjure de prendre conscience de ce que vous êtes : aussi bon dialecticien que Sartre, vous avez infiniment plus que lui (qui n'est qu'un professeur de philo) le sens de la poésie : vous êtes de la famille d'Orphée ; il n'en est pas¹. » Et il avouait : « je (vous)

d'un côté ne doit pas être un hypocrite moyen de détourner l'attention des crimes commis de l'autre et de les envelopper d'un pudique silence. » (« Mac Gee », art. cit., p.26). Ses anciens camarades maurrassiens, comme Jacques Laurent et Georges Calzant par exemple, lui en voulurent d'avoir évoqué, côte à côte, un noir américain accusé de viol et Charles Maurras (cf Georges Calzant, « Pour un renégat qui sert le veau d'or », art. cit. ; Jacques Laurent, « Les mauvaises rencontres », in *La Parisienne*, n°14, février 1954, pp.181-192.). Dans « Le noir et les blancs », Maulnier affichait également son opposition farouche à la peine de mort : « La peine de mort n'est pas de l'ordre de la justice, mais de l'ordre des vieilles fascinations sacrificielles, des vieux rites cruels de purification et de conjuration. (...) Ce qui veut dire qu'il faudra bien en finir avec elle, un jour ou l'autre, et que peut-être les massacres de ce siècle sous des prétextes de justice nous aideront, au bout du compte, à en finir ». (« Le noir et les blancs », art. cit., pp.18-19). Peu de temps après, dans un autre numéro de *La Table Ronde*, Maulnier fit une mise au point sur la question de la peine de mort. Il n'entrevoyait « qu'une manière de lutter contre la peine de mort, et c'est de lutter contre elle inconditionnellement, sous toutes ses formes ». (Thierry Maulnier, « Mort courageusement », in *La Table Ronde*, n°49, janvier 1952, p.49). Ce qui signifiait donc que les pays occidentaux devaient, suivant les principes des droits de l'homme qu'ils défendaient, se montrer exemplaires à l'égard des communistes : « Puisque le parti communiste a délibérément laissé aux non-communistes le monopole de ce qu'il considère comme d'hypocrites effusions sentimentales, il est regrettable que ceux-ci n'aient pas davantage à cœur d'user de ce privilège. (...) En face des communistes, nous avons à faire le parti de ceux qui ne veulent pas la mort des communistes même si les communistes veulent leur mort, le parti de ceux qui se sentent atteints et diminués dans leur dignité par la mort d'un communiste, alors que les communistes se sentent accrus dans leur force, et satisfaits dans leur cœur, par la mort de quiconque n'est pas de leur côté ». (Thierry Maulnier, *La face de méduse du communisme*, op. cit., pp.216-217). Dans les années 1970, Thierry Maulnier milita en faveur de la création d'une organisation supra-nationale chargée d'assister les victimes de toutes les répressions politiques, avec des enquêteurs disposant du droit de vérifier sur place les lieux de détention, d'interroger les prisonniers, de leur venir en aide... Des centaines de personnes s'associèrent ainsi à son appel lancé dans *Le Figaro*. (Thierry Maulnier, « Au secours des victimes des répressions politiques, une seconde Croix-Rouge ? », in *Le Figaro*, 3 octobre 1973 ; « Au-dessus du droit des Etats ? », in *Le Figaro*, 25 octobre 1973).

¹ Lettre de François Mauriac à Thierry Maulnier, datée du 8 juillet (sans année). Fonds privé Thierry Talagrand.

considère comme la meilleure “tête” de votre génération – la seule qui de notre côté puisse tenir contre Sartre¹. »

D’autres à droite, comme Jacques Laurent, qui fut autrefois collaborateur de Maulnier à *Combat* et à *La Table Ronde*, sont justement agacés par cet étalage de bons sentiments qui est d’autant plus facile, pensent-ils, que les criminels et les victimes sont éloignés. Cette manière de lutter sans risque contre toutes les injustices commises à travers le monde, qui rapproche les deux Normaliens Sartre et Maulnier, a ainsi le don d’irriter les cadets de la Jeune Droite, qui ne se privent pas de moquer les combats politiques généreux mais chimériques de leur ancien camarade. L’humanisme, les droits de l’homme, la justice, sont des concepts trop sérieux pour des Hussards qui se méfient des grandes idées générales et de la « tentation des majuscules ». Dans la revue *La Parisienne*², qu’il lance en janvier 1953 après avoir quitté *La Table Ronde* et

¹ Lettre de François Mauriac à Thierry Maulnier, sans date. Fonds privé Thierry Talagrand.

² Sur cette revue, voir : Bertrand de Saint Vincent, *Jacques Laurent alias Cécil Saint-Laurent*, Paris, Julliard, 1995, 453 p. ; Caroline C. Tachon, « Jacques Laurent et *La Parisienne*, 1953-1958 », in *La Revue des revues*, n°28, 2000, pp.23-45 ; Bruno Curatolo, « *La Parisienne*, une revue littéraire à la hussarde », in Marc Dambre (dir.), *Les Hussards. Une génération littéraire*, Actes du colloque international organisé par le centre de recherches Etudes sur Nimier et les Hussards, Sorbonne Nouvelle, 9-11 octobre 1997, Paris, Presses de la Sorbonne Nouvelle, 2000, pp.31-43 ; Jean-Philippe Martel, « Jacques Laurent de *La Table Ronde* à *La Parisienne*. Un franc-tireur dans la “guerre des revues” », in *Interférences littéraires*, n°7, novembre 2011, pp.237-253. Jacques Laurent fonde cette revue avec les revenus tirés du succès de ses *Caroline*, romans populaires publiés sous le pseudonyme de Cécil Saint-Laurent. *La Parisienne* se veut une revue littéraire, désengagée de la politique. « Point de passion spéciale pour l’actualité, affirme Jacques Laurent. Nous pousserons l’indifférence jusqu’à nous passer de ces rassurantes rubriques annoncées par des écriveaux qui signalent le théâtre du mois, les romans du mois, etc. (...) Notre partie critique ne sera donc pas tenue par des fonctionnaires apportant vaille que vaille leur petit travail à la même date. Et, en nous passant du rubricard, nous éviterons du même coup la pression qui s’exerce à la longue sur le détenteur d’une charge » (Jacques Laurent, in *La Parisienne*, n°1, janvier 1953, p.12). La revue rompt donc avec la logique habituelle du rubricage et s’efforce d’être en retrait par rapport à son époque. Les collaborateurs sont choisis pour leur talent, quelle que soit leur orientation politique. *La Parisienne* accueille cependant tous les grands noms de la littérature de droite, épurés ou non : Marcel Jouhandeau, Paul Léautaud, Antoine Blondin, Paul Morand, Jean Cocteau, André Fraigneau, Louis Pauwels, Marcel Aymé, Louise de Vilmorin, Roger Nimier, Charles-Albert Cingria, Jacques Perret, Roland Laudenbach, Jacques Audiberti, Paul Sérant, Michel Déon, Alfred Fabre-Luce, Jacques Chardonne, Henry de Montherlant, Michel Mohrt, Lucien Rebatet, Henri Massis, François Sentein, Raymond Abéllo, Pierre Andreu, Willy de Spens, Alexandre Vialatte, mais aussi Salvador Dali, Françoise Giroud, Pierre Lazareff, Gaston Bachelard, Boris Vian, Odette Joyeux, Françoise Sagan, Dominique Aury, Yvan Audouard, Georges Roditi, Albert Paraz, André de Richaud, Jean-François Deniau, François Mauriac, Roger Peyrefitte, Paul Guth, André Parinaud... Les anciens de la Jeune Droite sont nombreux à figurer au sommaire. Thierry Maulnier donne un article dans ses tout premiers mois d’existence (Thierry Maulnier, « Quelques remarques rapides sur la vitesse », in *La Parisienne*, n°5, mai 1953, pp.694-698). Pour marquer sa distance avec la politique, Jacques Laurent écrivait dans le « manifeste » de la revue : « Voici une nouvelle revue littéraire qui ne souhaite servir rien d’autre que la littérature. (...) Autrement dit, cette revue n’est pas un cours du soir habile. Elle vise à plaire. La défaite que la littérature a subie aura été une victoire du politique. Le politique n’a pas tué la littérature. Il l’a engagée comme décoratrice. Il a “recouru” à elle pour orner son salon avant de l’ouvrir au public. (...). *La Parisienne* se propose d’effectuer ce qu’on appelle en termes administratifs un dégagement des cadres. Elle se présente comme une revue d’humeur, de caprices et de curiosités non dirigés. A ses collaborateurs, elle ne demande ni curriculum vitae ni casier judiciaire ni bulletin de baptême : elle demande un bon article qui tient lieu de certificat de vie ». (Jacques Laurent, art. cit., pp.9-10). La revue se définissait donc alors par opposition

qui se présente comme une concurrente directe pour cette dernière, Jacques Laurent entretient une polémique pleine de virulence et d'insolence avec un Thierry Maulnier qui se retrouve dans la peau de l'aîné méprisé pour son sens nouveau de la tempérance. Ses critiques ne sont d'ailleurs pas très éloignées de celles des rédacteurs de *L'Indépendance française* et d'*Aspects de la France*. Stéphane Hecquet, de son côté, raille le ton professoral du théâtre de Maulnier¹. Le combat contre Sartre et sa théorie de l'engagement n'avait donc pas le même sens chez Jacques Laurent et Thierry Maulnier, ce que révélait la controverse qui les opposa en 1954 par articles interposés dans leurs revues respectives, *La Table Ronde* et *La Parisienne*. Laurent fut le premier à dégainer en reprochant à son camarade d'avoir troqué la liberté de l'écrivain de talent qu'il fut autrefois pour les habits étriqués du chroniqueur politique, forcé de se plier aux injonctions de son journal. « Il est sûr qu'un lecteur du grand quotidien où écrit Thierry Maulnier ne bénéficie que d'une face des indignations que cet écrivain éprouve. Thierry Maulnier n'est pas libre. Il est à moitié libre : il pense tout ce qu'il écrit, mais je lui fais l'honneur de croire qu'il pense d'autres choses que ce qu'il écrit. (...) Il fait partie d'un groupe qui lui trace d'une part les limites politiques dont il serait malséant de s'écarter, qui l'incline d'autre part à rechercher parmi ceux qui vont mourir, parmi ceux qu'on tient en prison, parmi ceux qu'on traque, les têtes d'affiche. Il faut des condamnés à la mode, des victimes au goût du jour, des terrains d'exécution best-sellers. Il est bon d'apporter un article sur le cardinal Miedzenty (*sic*) ou les enfants Rosenberg, parce que ce mois-là précisément ces victimes ont été prises pour vedettes par la grande presse, parce que ce mois-là donc c'est à leur propos que le public attend les brillantes variations de Thierry Maulnier². » Ainsi, poursuit-il, « le frottement du collier est devenu si naturel à Thierry Maulnier que seule l'absence de collier dans une revue lui semble scandaleuse. Thierry Maulnier nous rappelle (...) qu'il habite des maisons où une seule vérité règne, une vérité qu'on élabore en haut lieu chaque semaine et que les collaborateurs appliquent comme on applique la

au sens que Sartre avait donné aux *Temps Modernes*. « *La Parisienne* fut comparée par Adrienne Monnier à un self-service ; elle était plus vive et plus civilisée qu'un self-service mais l'expression était juste si l'on se plaçait au point de vue du lecteur dont le goût était sollicité par les plats les plus variés entre lesquels il pouvait choisir à moins qu'il n'adoptât l'éclectisme de la revue et ne décidât de s'intéresser à tout avec le même entrain », écrivit Jacques Laurent dans son autobiographie. (Jacques Laurent, *Histoire égoïste*, *op. cit.*, pp.438-439).

¹ Stéphane Hecquet, « Du drapé », in *La Parisienne*, n°12, décembre 1953, p.1663.

² Jacques Laurent, « La tentation des majuscules », in *La Parisienne*, n°17, pp.503-504.

progression à la caserne¹ ». Plus encore que l'engagement politique de Maulnier, c'est son appartenance au *Figaro* et à un groupe qui lui dicte prétendument sa conduite, que critique Jacques Laurent. « J'attendais de Thierry Maulnier, explique-t-il, (...), qu'il médite les contraintes où l'a mis son entrée dans la politique quotidienne. Il a entendu que je lui demandais de fuir son époque. N'y a-t-il pas d'autres lieux où rencontrer son époque que cette grande presse fiévreuse qui avale brillamment les faits et les jours ?² » A la lecture de ces phrases, on ne peut s'empêcher de donner en partie raison à Jacques Laurent et de considérer que Maulnier a gaspillé quelque peu son talent dans la politique quotidienne, et dans ce rôle de conscience universelle où il n'a pu laisser totalement libre cours à ce ton, incisif et froid comme un scalpel, qui fit son succès dans les milieux « non-conformistes ». De son côté, il attaquait vertement Jacques Laurent sur son activité de romancier populaire. « Bien sûr, tout cela, d'un certain point de vue, c'est de la politique, et le temps donné par l'écrivain à la politique est un temps qui pourrait être donné à des romans, à des poèmes, à de sereines méditations sur la condition humaine. (...). Mais Jacques Laurent lui-même ? Il ne fait pas de politique, c'est entendu, et encore n'est-ce peut-être pas si bien entendu que cela, car il pourrait bien y avoir, entre les lignes de l'article où il nous reproche de faire de la politique, un peu plus de politique qu'il ne paraît d'abord. Il ne fait pas de politique, mais il semble qu'il voue une bonne part de son activité, et de son temps, à une littérature qui n'est pas plus pure, qui est tout aussi compromettante, vouée à l'instant, tributaire des passions d'une clientèle, et des impératifs commerciaux de la grande presse, que la littérature politique. *Caroline chérie, la Fille de Caroline chérie*, demain la petite-fille ou la grand-mère de Caroline (...), est-ce que ce n'est pas, au moins autant qu'un éditorial sur le Maroc ou un article de *la Table Ronde* sur les méthodes policières en U.R.S.S., du temps et des forces perdues pour l'œuvre proprement littéraire que Jacques Laurent doit nous donner ? Je lui pose la question : est-il plus dangereux (...) pour l'écrivain de s'occuper de Mac Carthy, ou de Béria, que de s'occuper de Caroline ?³ » Jacques Laurent répondait à Maulnier que les revenus de

¹ Jacques Laurent, « La tentation des majuscules », art. cit., p.498.

² *Ibid.*, p.512.

³ Thierry Maulnier, « Les fausses symétries », in *La Table Ronde*, n°76, avril 1954, pp.73-74. Cet article faisait suite à un premier texte paru en mars : « Du choix des victimes », in *La Table Ronde*, n°75, pp.102-110.

ses romans populaires lui permettaient de financer en retour la parution de *La Parisienne*, qui était ainsi totalement indépendante des puissances d'argent. « Grâce à mes romans populaires, lançait-il, j'ai pu me permettre, sous un régime de coercition politique et d'oppression capitaliste, de rester moi-même et de permettre à un certain nombre d'écrivains de rester eux-mêmes en collaborant à cette revue. Alors que Thierry Maulnier écrivain a choisi comme second métier le journalisme politique, donc l'inféodation à des groupements politiques qui aliènent sa liberté, j'ai préféré tenir directement mes ressources de milliers de lecteurs particuliers qui me laissent agir à ma guise sous le nom de Jacques Laurent. (...). Il vaut mieux gagner un argent populaire qui vous libère de tout assujettissement envers les puissances que d'être obligé, comme Thierry Maulnier, d'accepter d'honorifiques distinctions dont il se serait, je suis sûr, bien passé¹. »

Jacques Laurent ne peut donc concevoir d'engagement pour l'écrivain dans le journalisme politique quotidien tel que Maulnier le pratique alors au *Figaro*. Pour lui, l'écrivain doit se tenir éloigné du monde de la grande presse et de l'actualité, au risque d'y sacrifier sa liberté. Le journalisme quotidien ne permet pas l'expression d'une pensée achevée. « Le tribun, l'éditorialiste jouissent des apparences de l'action et de la popularité² », pense-t-il. Il en résulte que l'engagement, pour Jacques Laurent, ne peut être pratiqué que dans des revues indépendantes, à la marge de la grande presse et de l'édition, comme c'était le cas pour les revues de la Jeune Droite des années trente, *Combat* ou la *Revue française*, par exemple. « On retrouve ici la spécificité de la revue, media de propagation : la nébuleuse a plus de force de pénétration que le réseau. La presse diffuse, la revue sème. L'achat d'un journal n'est pas un acte de même nature que celui d'une revue. Quotidien, il est banalisé ; la lecture n'est plus la même, ni la mémorisation : une nouvelle chassant l'autre. Une revue est achetée par conviction, avec les sentiment d'une forte affinité d'idées, de principes. En cela elle mobilise plus l'intelligence dans ce que celle-ci peut avoir de visions systématiques, de construction de la réalité, de formalisation du monde³. » A l'inverse, Thierry Maulnier, à partir des années cinquante, a quasiment cessé ce type d'engagement marginal, pour

¹ Jacques Laurent, « La tentation des majuscules », art. cit., p.505.

² *Ibid.*, p.513.

³ Jean-François Sirinelli (dir.), *Histoire des droites en France 2. Cultures*, Paris, Gallimard, 1992, pp.20-204.

se consacrer avant tout à des journaux et revues bien établis : *Le Figaro*, *Hommes et Mondes*, *La Gazette de Lausanne*, *La Tribune de Genève*, et des titres de la presse quotidienne régionale¹ comme *La Dépêche-La liberté*, *Le Bien public*, *Nice-Matin*, *Les Dernières Nouvelles d'Alsace*, *L'Intérêt choletais*, pour le journalisme politique ; mais aussi le journal *Combat* d'après-guerre, *Le Figaro littéraire* et *La Revue de Paris*, entre autres, pour la partie littéraire. Il est ainsi significatif qu'il ne participe pas aux médias d'extrême-droite les plus célèbres, ainsi qu'aux revues de sensibilité maurrassienne ou marquée par la présence des Hussards ; on pense notamment à *Rivarol*, *Les Ecrits de Paris*, *Défense de l'Occident*, dirigée par son ancien condisciple Maurice Bardèche, *Minute*, *La Nation française*, *L'Esprit public*, *Europe-Action* et *Accent grave*, par exemple. *La Table Ronde*, revue d'une petite maison d'édition, est passée en 1950 dans le giron de la librairie Plon, en perdant une partie de l'indépendance qui avait fait son succès au départ. Elle n'obéit donc plus précisément à l'idée que Jacques Laurent se fait d'une revue indépendante. Même si tout semble se décider entre Maulnier, Le Marchand et Mauriac, la maison Plon se mêle de près au fonctionnement de la revue en organisant un vrai comité de direction, où elle place ses propres collaborateurs : Jean Mistler, Gabriel Marcel, Charles Orengo auxquels se joint parfois Maurice Bourdel, son Président Directeur Général. En 1953, Thierry Maulnier se voit confirmé dans son rôle au sein de la revue par Maurice Bourdel qui lui verse désormais une indemnité forfaitaire de 200 000 francs². L'année suivante, François Mauriac quitte *La Table Ronde* où il se sent de moins en moins à sa place, « coincé entre l'ingérence croissante de Plon dans la revue et l'hostilité manifeste des jeunes rédacteurs maurrassiens³ » et des Hussards qui multiplient les gestes

¹ A la suite de ses contacts avec une jeune agence de presse, le Service de Documentation Economique, Thierry Maulnier commence à écrire un article hebdomadaire sur la politique générale pour *Nice-Matin* en avril 1948. Pour ce faire, il touche 10 000 francs par mois et naturellement, *Nice-Matin* s'engage à lui faire régulièrement le service de son journal. (Lettre de R.J. Gaulon à Thierry Maulnier, à l'entête du Service de Documentation Economique, 20 rue de l'Arcade, Paris 8^e, datée du 23 avril 1948. Fonds privé Thierry Talagrand). Progressivement, Maulnier étend sa collaboration à d'autres journaux de province.

² Maulnier touche dix fois 20 000 francs dans l'année. Auparavant, il percevait de la revue une indemnité composée de douze mensualités à 6 000 francs, soit 72 000 francs. En contrepartie, il lui est demandé d'accorder à la revue « l'exclusivité d'articles du type de ceux (...) fournis pendant le courant de l'année 1952 » et d'en livrer au moins huit par an. Thierry Maulnier s'engageait aussi à faire partie du comité de direction et à participer aux séances d'un « Comité de travail restreint » comprenant le Secrétaire général de la revue, Jean Le Marchand, et Charles Orengo, collaborateur de Maurice Bourdel. (Lettre de Maurice Bourdel à Thierry Maulnier, à l'entête de la Librairie Plon et datée du 14 janvier 1953. Fonds privé Thierry Talagrand).

³ Patrick Louis, *La Table Ronde : une aventure singulière*, op. cit., p.91

d'irrévérence à son égard, comme Roger Nimier par exemple qui s'en prend à lui avec perfidie dans l'autre support littéraire racheté par Plon, l'hebdomadaire *Opéra*¹. Préfaçant plus tard la publication de ses *Bloc-Notes* sous forme d'ouvrage, Mauriac a ainsi avoué, après avoir rejoint *L'Express* : « J'étais entouré de cheveu-légers maurrassiens. Jamais poule n'avait couvé tant de canards d'extrême-droite mais pas conformistes. Pour tout dire, Thierry Maulnier était à *La Table Ronde*, après moi, ce qu'il y avait de plus à gauche². » Se sentant politiquement isolé au sein de la revue, Mauriac dressait par ailleurs un constat d'échec sur ces six années passées à *La Table Ronde*, pour n'avoir pas réussi à atteindre les objectifs qu'il s'était assignés au départ, de créer une héritière à la *Nouvelle Revue Française*, capable de regrouper les meilleurs éléments de la littérature française, de sensibilités politiques divergentes. Pour Michel Bressolette, auteur d'une thèse sur *La Table Ronde*, cette entreprise fut un avatar de l'esprit des années trente, inspiré par le grand nombre de ses collaborateurs qui ont fait partie, avant-guerre, des mouvements non-conformistes. Les attaques contre Sartre et ses épigones dans les années cinquante ressemblent ainsi à s'y méprendre aux procès contre l' « après-guerre » littéraire établi au début des années 1930 par la Jeune Droite. « Les deux époques désignent leur coupable. Gide en 1930 accusé d'immoralisme, Sartre en 1950 responsable du désespoir et de l'absurde. L'esthétisme, le subjectivisme et le narcissisme gidiens, correspondent, comme un modèle à son image renversée, à l'intellectualisme, au réalisme et à la noirceur des œuvres sartriennes. Mais le procès que l'on intente à ces auteurs est le même : ils font de l'inquiétude et de l'angoisse un nouvel excitateur de sensibilités déprimées. (...). La littérature des années 1950 enfonce obstinément l'homme dans la misère, la déchéance ou l'expérience atroce. C'est une autre façon de détruire l'homme en l'empêchant de respirer. Faillite donc des littératures des deux époques. (...). L'état d'impuissance et de décadence de la littérature n'est en fait que le symptôme d'une crise de civilisation. La génération de 1930 en a l'intuition, celle de 1950 la confirmation³. » De la même

¹ Roger Nimier en est le rédacteur en chef. Thierry Maulnier y confie une dizaine d'articles. Pas plus orienté à droite qu'à gauche, *Opéra* accueille tout de même quelques-unes des célébrités de la jeune droite littéraire avec Roland Laudenbach (Michel Braspart), André Fraigneau, Stéphen Hecquet, Philippe Héduy, Raoul Girardet, Antoine Blondin, Jacques Laurent. ...

² François Mauriac cité par Patrick Louis, *La Table Ronde : une aventure singulière*, op. cit., p.92.

³ Michel Bressolette, *Etude de la revue La Table Ronde de janvier 1948 à septembre 1954*, op. cit., pp.487-488.

manière, le symbole de la barbarie et de l'inhumanité n'est plus, pour les rédacteurs de *La Table Ronde*, la civilisation machiniste américaine, mais ce que la Jeune Droite considérait dans les années trente comme son miroir : le totalitarisme communiste et son appareil répressif, qui menacent plus que jamais l'Europe. *La Table Ronde* a pu réunir en fin de compte les plus grands talents de la littérature française de l'après-guerre, autour d'un projet ambitieux de défense de la liberté de l'esprit, mais à l'inverse de la Jeune Droite des années trente, elle n'a pas su laisser une empreinte durable sur son époque et au delà. Après le départ de Mauriac, la revue périclité. Thierry Maulnier y collabore encore régulièrement pendant un peu plus d'une année, jusqu'en septembre 1954. Et il donne un ultime article, un an plus tard en novembre 1955. A cette date, la revue n'appartient déjà plus aux éditions de La Table Ronde et la librairie Plon finit par la vendre en juin 1958 à la Société d'Éditions et de Publications Artistiques et Littéraires – SEPAL – qui en fait une « revue européenne de culture chrétienne »¹. La SEPAL, dirigée par le père François Gondrand, proche de José Maria Escrivá y Balaguer, est en fait une émanation de l'Opus Dei. Elle est également en contact avec le mouvement la Cité catholique, animé par Jean Ousset, qui est proche des milieux royalistes. *La Table Ronde*, qui était devenue un bulletin confidentiel, survit jusqu'en 1969, quand la SEPAL, sollicitée par d'autres activités, décide d'arrêter brusquement sa parution.

Pour *La Parisienne*, le bilan n'est d'ailleurs pas non plus à la hauteur des ambitions affichées par Jacques Laurent, qui voulait en faire une revue dépassant le clivage gauche-droite. Victime du désintérêt de Jacques Laurent pour sa création, elle disparaît en 1958, après avoir eu pour rédacteurs en chef successifs François Michel, François Sentein puis, dans les derniers temps, François Nourrissier, qui amena avec lui quelques écrivains et intellectuels de gauche comme Edgar Morin, Bernard Frank, Jean Duvignaud, Emmanuel Berl et Jean-François Revel. Avec sa consœur de *La Table Ronde*, *La Parisienne* s'est cependant imposée, au fil de ses combats contre Sartre et l'existentialisme, comme l'un des principaux organes littéraires de la jeune droite des années cinquante. Le dégagement de la politique prôné par Jacques Laurent,

¹ Sur la SEPAL et l'Opus Dei, voir : Cyril Le Tallec, *Petit dictionnaire des cultes politiques en France 1960-2000*, Paris, L'Harmattan, 2010, p.237.

qui voulait juste ouvrir aux écrivains un espace de liberté sans aucune sensibilité politique, n'a donc pas plus convaincu à droite qu'à gauche. Cette volonté de dépolitisation de la littérature est même souvent assimilée à une posture intellectuelle de droite. Pour la gauche par exemple, *La Parisienne* devait être classée définitivement parmi les revues de droite, quels que soient ses efforts pour dépasser les clivages¹. Ainsi que le constatait lui-même Jacques Laurent dans ses souvenirs, qui donnaient en fin de compte raison à Thierry Maulnier, « dans une époque où les intellectuels avaient sacralisé la politique et la révolution, celui qui défendait contre Sartre l'intégrité de la littérature et qui tentait de la servir chaque mois dans une revue, ne pouvait être jugé qu'en termes politiques et était condamné à être classé à droite (...). Très vite, le fait fut acquis et même pour ceux qui se réclamaient de la droite, ce qui quelques années plus tard amena Louis Pauwels, alors que je dirigeais l'hebdomadaire *Arts* où la politique était bannie, à publier dans *Paris-Presse* un article pour déplorer que Jacques Laurent ait conduit la jeune droite sur une voie de garage². » Commentant l'article de *L'Express* cité auparavant, l'hebdomadaire d'extrême-droite *Rivarol* jugeait au contraire que cette jeune droite représentée par les Hussards était « politiquement insignifiante », et que « parler des "intellectuels de droite" en n'écrivant même pas (par exemple) le nom de Thierry Maulnier fait penser à un trucage délibéré³. » Dans une époque aussi déterminante pour la France et l'Europe, la posture des Hussards n'était pas tenable et leur attitude ultérieure pendant la guerre d'Algérie, incline à donner raison à Thierry Maulnier⁴. D'autant plus que sous leur forme « hussarde », l'anti-sartrisme et l'anticommunisme n'ont absolument aucune solution à proposer en échange ; ce qui n'est pas le cas de Maulnier, qui affiche sa volonté de dépasser tout à la fois l'état présent de la société capitaliste et le marxisme⁵. Il ne manque en effet

¹ Voir par exemple l'article de *L'Express* du 25 décembre 1954.

² Jacques Laurent, *Histoire égoïste*, op. cit., p.443.

³ Jean Castetis, « Revues... et corrigées », in *Rivarol*, 30 décembre 1954.

⁴ Sur l'engagement politique des Hussards, se reporter à : Anne-Laurence Veyrine, *Les Hussards se sont-ils engagés ? (1945-1965)*, mémoire de maîtrise d'histoire contemporaine, Université Paris X Nanterre, sous la direction de Jean-Jacques Becker et Jean-François Sirinelli, 1987, 204 p. L'influence des Hussards ne s'arrête pas avec la disparition de *La Table Ronde* et de *La Parisienne*. Pendant la guerre d'Algérie, ils s'engagent aux côtés des plus durs partisans de l'Algérie française par refus de l'esprit de capitulation.

⁵ Ce que dénonce le marxiste Pierre Naville dans le premier numéro de *La Revue internationale* ; revue à laquelle collaborent Maurice Nadeau, Gilles Martinet et Charles Bettelheim, et qui se donne pour mission de défendre les principes du matérialisme dialectique. Il trouve que ces différentes tentatives de dépassement du marxisme qui sont « à la mode », obéissent toutes à un même penchant : « éviter les révolutions économiques et

jamais une occasion de répéter que le meilleur moyen de faire disparaître le communisme, qui se nourrit de la lutte des classes, est d’anéantir le système capitaliste qui lui a donné naissance. Maulnier fait alors mentir l’équation des intellectuels progressistes, selon lesquels l’anticapitalisme ne peut être que du côté des communistes. Philosophique, politique économique et littéraire, son anticommunisme est extrêmement riche, et multiple dans ses modes d’expression. Avec l’ironie dont est empreint *Le sens des mots*, son inventaire des termes les plus utilisés dans le langage politique contemporain, Maulnier expliquait que l’anticommunisme semble désigner « une maladie honteuse, un vice inavouable, le seul qui, à notre époque, n’ose pas dire son nom. (...). L’anticommunisme, dans ses formes les plus prudentes, les plus modérées dans leur expression, porte le mal en lui ; la censure, la répression, la police omniprésente, les camps de concentration, tout ce que le communisme, on le sait, ne saurait comporter. Si terribles que soient ses chemins, le communisme conduit à des lendemains lumineux que nos arrière-petits-enfants verront un jour. Si lénitives que soient ses apparences, l’anticommunisme ne saurait conduire qu’à tous les maux qu’il désigne dans le communisme (Le pire est que c’est parfois vrai.) D’où il résulte qu’on ose rarement se dire anticommuniste. (...). En revanche, on se fait facilement taxer d’anticommuniste. L’anticommunisme est une marque infamante¹. » Mais loin d’être honteux, l’anticommunisme de Thierry Maulnier fut parfaitement assumé et durable. Des premiers écrits des années trente jusqu’à ceux des derniers jours, il traverse toute son œuvre. Bien que son contenu évolue au fil du temps, l’anticommunisme est en effet permanent chez Maulnier. D’abord lié dans les années trente à la question de l’embrigadement des intellectuels en faveur de la grande mystification communiste, puis à la critique de la démocratie totalitaire et de la politique extérieure antifasciste de

sociales en y substituant une libération de la personne, restituer à l’idée un rôle moteur de l’histoire, instaurer de nouveaux rapports moraux entre les hommes en passant par-dessus leurs rapports de classe ». De sorte que « M. Maulnier, dit-il, est bien le représentant du néo-national-socialisme de notre époque (celui d’après la seconde guerre mondiale) : désabusé, verbeux, apocalyptique. Son dépassement, sa “synthèse” est marquée par cette époque, qui est aussi celle de l’apparition du fascisme, du national-socialisme, c’est-à-dire en son genre d’un prétendu dépassement du marxisme » (Pierre Naville, « M. Maulnier dépasse le marxisme », in *La Revue internationale*, n°1, décembre 1945, p.104). Un peu plus loin dans son article, Pierre Naville critique, manifestement sans l’avoir comprise, la solution préconisée par Maulnier : « ce n’est là qu’un pâle programme solidariste, paternaliste, celui d’une bienveillante association dans laquelle patrons et ouvriers communiqueraient sous les espèces de la participation aux bénéfices ou quelque chose de semblable, de l’instauration d’un “bien commun” repris aux Encycliques ».

¹ Thierry Maulnier, *Le sens des mots*, op. cit., pp.13-14.

l'URSS qui conduisait, selon Maulnier, l'Europe à la guerre, il prend une tonalité plus philosophique après la Seconde Guerre mondiale, en se recentrant sur une analyse approfondie du marxisme et de l'appareil totalitaire mis en place par le régime soviétique. Maulnier ressent très fort les courants de fond qui traversent son époque, en France ou dans le monde, en se situant à chaque fois aux avant-postes du combat. La période où Maulnier se livre à une déconstruction du communisme dans *La Table Ronde* entre 1948 et 1955, c'est-à-dire en pleine guerre froide, est ainsi « l'époque où Paris se refuse à mettre en cause les fondements idéologiques du communisme soviétique, alors qu'aux Etats-Unis, à l'inverse, c'est l'époque où la réflexion sur le totalitarisme est la plus profonde et où l'influence de l'analyse du soviétisme en termes de totalitarisme est à son apogée¹ », jusqu'à ce que la situation s'inverse au milieu de la décennie suivante². Avec Raymond Aron et Jules Monnerot³, Maulnier fait alors partie des intellectuels les plus acharnés à dénoncer l'imposture communiste et le fonctionnement réel du régime soviétique, pensés tous deux avec les armes de la théorie du totalitarisme forgée dans les années trente et réactualisée aux Etats-Unis dans les années cinquante. Son anticommunisme n'a donc rien de viscéral. Il est en réalité libéral, au sens où il implique la lutte pour la liberté individuelle, face aux régimes totalitaires. Ses fondements sont avant tout philosophiques et puisent leurs sources dans la pensée humaniste occidentale, au nom d'un principe de liberté qui constitue une grande partie du programme politique de Maulnier dans la seconde moitié du vingtième siècle.

Mais la variété des formes d'anticommunisme dans lesquels Maulnier s'est illustré, s'explique aussi par la diversité des supports utilisés. *La Table Ronde* est loin d'être le seul media où il développe sa pensée anticommuniste. A cela il faut ajouter notamment *Le Figaro* et son supplément littéraire, *Hommes et Mondes*, *Liberté de l'esprit*, les titres de la presse quotidienne régionale auxquels Maulnier collabore, ainsi que le *Vingtième siècle fédéraliste* et *Preuves*, qui seront évoqués plus loin. Au *Figaro* et à la

¹ Pierre Grémion, *Intelligence de l'anticommunisme. Le Congrès pour la liberté de la culture à Paris 1950-1975*, Paris, Fayard, 1995, pp.621-622.

² Dans les années 1970, l'historiographie révisionniste de l'URSS, influencée par la gauche universitaire, s'impose aux Etats-Unis, et se livre à une critique opiniâtre du concept de totalitarisme. Depuis la chute du mur et l'ouverture de l'accès aux archives soviétiques, la théorie du totalitarisme connaît un nouvel essor.

³ Il a publié son livre sur *La sociologie du communisme* en 1949 : Jules Monnerot, *Sociologie du communisme*, Paris, Gallimard, 1949, 511 p.

presse de province, il réserve la quasi-totalité de ses chroniques politiques, dans lesquelles il dissèque l'actualité et analyse notamment l'évolution politique du bloc de l'Est et du Parti Communiste Français, en s'adaptant à la ligne conservatrice fixée par Pierre Brisson. Celle d'un « libéralisme à la Siegfried¹ », qui ne tolère évidemment ni les régimes totalitaires, ni les systèmes susceptibles de représenter une menace pour les valeurs de la bourgeoisie « académique », dont le *Figaro* était l'organe. Ce n'est assurément pas dans *Le Figaro*, dont l'anticommunisme a souvent été « qualifié à l'époque de primaire, viscéral et dicté par des “intérêts de classe”² », que Maulnier a écrit ses études les plus pénétrantes sur le communisme. Mais ces derniers articles, abordables au plus grand nombre, suffirent pour lui attribuer cette image d'anticommuniste sectaire, obsédé par la « dénonciation incessante, virulente, du marxisme³ », qui a survécu à la disparition de l'URSS et aux révélations sur les crimes du communisme. L'anathème d'anticommuniste primaire, attribuée aux intellectuels qui s'engageaient sans réserve pour la défense du bloc de l'Ouest, était destinée à intimider ceux qui avaient peur de paraître réactionnaires. Mais, par un curieux oubli de l'histoire, l'anticommunisme éclairé d'un intellectuel de droite comme Maulnier apparaît, aujourd'hui encore, plus répugnant que l'aveuglement des intellectuels progressistes devant la réalité du régime soviétique. Pourtant, comme l'énonça José Cabanis, « les relations malgré tout ambiguës de Thierry Maulnier avec le communisme auraient dû conduire à ne pas douter de sa bonne foi quand il eut le mérite, dès avant 1950, de parler du goulag, de ce qu'il appelait des “millions d'esclaves pénitentiaires”. Il fut malmené par ceux qui s'obstinaient à ne pas savoir. Il leur fallut bien des années pour convenir que ces “millions d'esclaves pénitentiaires” existaient bel et bien, si c'est cela exister, dans un pays qui était, pour nombre d'entre nous, le pays de nos rêves. Thierry Maulnier fut, en un temps où cela n'allait pas de soi, un des premiers rares lucides, avec l'indignation qui s'imposait⁴. » Cette lucidité transparaît également à travers son théâtre.

¹ Pierre Brisson cité par Claire Blandin, *Le Figaro. Deux siècles d'histoire*, op. cit., p.189.

² Jean-François Brisson, *Fils de quelqu'un*, Paris, Editions de Fallois, 1990, p.186.

³ Pierre Vianson-Ponté, « Un “Ultra” », in *Le Monde*, 15 février 1964.

⁴ Réception de M. José Cabanis à l'Académie française. Discours prononcé dans la séance publique le jeudi 20 juin 1991, Palais de l'Institut. Texte disponible sur : www.academie-francaise.fr/discours-de-reception-et-reponse-de-m-jacques-de-bourbon-busset-0.

Chapitre 26
Entre théâtre classique et politique

Le théâtre a toujours fait partie des passions de Maulnier. Dès l'âge de 14 ans, il écrit sa première pièce en vers¹. Avant-guerre, il noue une véritable amitié avec les Pitoëff et s'amuse, avec ses camarades, à donner des représentations improvisées de la « Tragique histoire d'Hamlet, prince de Danemark » dans les dortoirs de Louis-le-Grand. Sa prédilection va bien entendu au théâtre classique, dont les œuvres de Racine sont la plus parfaite exécution. Les pièces de Jean Giraudoux, avec lequel il était régulièrement en contact jusqu'à sa mort², ont également ses faveurs, car elles ont le mérite d'avoir réintroduit la tragédie sur la scène en France.

La rencontre de Maulnier avec Marcelle Tassencourt et leur union devaient réorienter considérablement la carrière du premier vers l'art et la pratique du théâtre. Sa passion pour la poésie française du XVI^e siècle et celui qui est connu comme le premier auteur tragique français, Robert Garnier, devaient ensuite l'amener à concilier ses activités de critique littéraire avec le théâtre. Il adapte et met en scène l'*Antigone* de Robert Garnier dont les représentations se déroulent en mai 1944³, puis sont reprises dans des temps plus cléments, en janvier 1945. Pour ce faire, il se voit attribuer 45 000 francs par l'Etat français en règlement des frais des représentations de 1944⁴ et une subvention de 75 000 francs⁵ de l'administration des Beaux Arts, le 4 janvier 1945, pour la reprise dans le cadre de la matinée classique du Vieux-Colombier. Pour *Antigone*, l'essentiel de son travail avait consisté à moderniser le vocabulaire et à faire des coupures dans le texte original, beaucoup trop long pour être joué sur scène. En 1946, Maulnier se lance dans l'écriture d'une pièce originale, *La course des rois*⁶,

¹ Voir par exemple *Tomiris*, tragédie en 1116 vers de Jacques Talagrand écrite en juin 1922. Fonds Thierry Maulnier, Bibliothèque municipale de Versailles, F 991 (1). Ecrits d'enfances.

² Leurs dernières rencontres eurent lieu peu de temps avant la Libération. « C'était la guerre, et Paris était occupé. Jean Giraudoux habitait une chambre d'hôtel non loin de la Concorde... C'était là qu'il me reçut pour me parler d'un projet dont il avait entrepris la réalisation et auquel il me demandait de collaborer. Il s'agissait de préparer pour le jour où la défaite de l'occupant serait consommée, ce jour se laissait déjà entrevoir, un "dossier de la France" qui permettrait à notre pays, en dépit de malheurs qui ne lui laisseraient, dans la conduite de la guerre proprement dite qu'un rôle secondaire, de tenir aux tables de la conférence de la paix son rôle de grande nation, et de prétendre être traitée non selon sa faiblesse présente, mais selon les services rendus par elle à la cause commune de la liberté, et de la culture. » (Thierry Maulnier, Conférence sur Jean Giraudoux, Fonds Thierry Maulnier, Bibliothèque municipale de Versailles, F 995 (2) a.).

³ Voir chapitre 22.

⁴ Avis de crédit du Payeur Général de la Seine de 15 000 francs en date du 12 mai 1944 et de 30 000 francs en date du 26 mai 1944. Titres de paiement émis sur le chapitre n°24 du budget de l'Education nationale et de la Jeunesse. Fonds privé Thierry Talagrand.

⁵ Lettre d'Edouard Bourdet, Directeur des spectacles et de la musique au Ministère de l'Education nationale, datée du 4 janvier 1945.

⁶ Thierry Maulnier, *La course des rois*, dessins de Jean Cocteau, Paris, Editions Jean Valmont, 1947, 117 p.

représentée pour la première fois le 25 février 1947 au Théâtre du Vieux-Colombier, avec Pierre Morin, Marcelle Tassencourt, Bernard Noël, Jean Vinci et Tania Balachova. Emile Dars assure la mise en scène. La pièce emprunte son thème à la mythologie antique, en s'inspirant de la mode lancée par Jean Giraudoux. Maulnier en a découvert le sujet au hasard d'une lecture et en voyant « la reproduction d'une frise sculptée sur le fronton du Temple d'Olympie¹ ». Il ne s'agit ni d'une pièce à thèse, ni d'une pièce philosophique. *La course des rois* ne vise pas à démontrer. Elle raconte simplement une histoire tragique, l'origine de la famille des Atrides. C'est dire qu'elle ne cherche pas à s'inscrire dans le mouvement lancé par Jean-Paul Sartre. La scène se déroule à Pise, capitale de l'Elide, dans la Grèce primitive, un siècle avant la guerre de Troie. Le roi Œnomaos, souverain d'Elide, croit, sur la foi d'un oracle, qu'il périra de la main de son futur gendre. Afin d'empêcher à tout prix son mariage, il décide donc de donner sa fille Hippodamie, dont il est par ailleurs ardemment épris et jaloux, à celui de ses prétendants qui sera capable de le vaincre dans une course de chars au départ de Pise. Certain de la valeur de ses chevaux, offerts par Arès et conduits par son imbattable aurige Myrtilos, lui-même fils du dieu Hermès, Œnomaos ne craint pas ses rivaux. Onze jeunes princes ont déjà tenté l'épreuve et ont payé leur défaite de leur vie, transpercés par la lance d'Œnomaos avant la fin de la course. Un douzième candidat se présente, Pélops, prince originaire d'Orient, dont Hippodamie est immédiatement éprise. Surprise avant la course en compagnie de Pélops par son père, qui révèle par son comportement les sentiments anormaux qu'il lui porte, Hippodamie n'a dès lors plus d'autre issue que de voir gagner son prétendant. Elle obtient du cocher Myrtilos, amoureux d'elle, qu'il tue son père et assure le triomphe de Pélops, contre la promesse de lui abandonner son corps. Œnomaos meurt pendant la course. Pélops est vainqueur et prêt à devenir souverain de Pise. Pour dégager Hippodamie de son imprudente promesse, il tue son rival Myrtilos qui, en mourant, prédit tous les malheurs qui vont s'abattre sur les descendants d'Hippodamie et Pélops : Atrée et la famille maudite des Atrides. Le bonheur a triomphé, mais la tragédie est en marche. Drame d'inspiration antique, *La course des rois* n'est pourtant pas si éloignée de l'actualité qu'il n'y paraît, en raison de ses dimensions sportive et psychanalytique,

¹ M. F., « Sur un thème grec, Thierry Maulnier a écrit une pièce sportive », in *Paris Presse*, 9 et 10 février 1947.

avec une variante du meurtre du père et la révolte individuelle d'une enfant contre la puissance de la société patriarcale. « Peut-être estimerez-vous que j'aurais dû traiter un sujet plus actuel. Mais l'actualité est-elle si fascinante que nous n'ayons plus le droit d'en détourner les yeux, s'interrogeait Thierry Maulnier. Et puis, cette *Course des rois* a peut-être plus de rapports qu'on ne le croirait d'abord avec l'actualité. Le sport est actuel. La psychanalyse est actuelle. Quant à l'aventure de la fille d'Œnomaos, vous verrez qu'elle ressemble de façon surprenante à celle de Béatrice Cenci, dont Shelley tira un drame, et à un fait divers de notre siècle qui fit beaucoup de bruit en France avant la dernière guerre, (...) l'affaire Violette Nozière¹. » *La course des rois* ne raconte rien d'autre qu'une belle histoire, antique, mais aussi de tous les temps, sans commentaire sur l'actualité ni exercice de morale. La première pièce originale de Thierry Maulnier est donc totalement dégagée de la politique. Elle s'intéresse à ce qu'il y a de ressorts tragiques dans la vie humaine en s'efforçant de rendre actuels les problèmes et les conflits qui engendrent l'action. « Je ne crois pas que le public demande aux hommes de théâtre de faire concurrence aux orateurs politiques, ni aux journaux, commente alors Maulnier ; je ne crois pas que les auteurs dramatiques de 1947 doivent écrire spécialement pour 1947, sous peine de paraître assez saugrenus en 1960. L'histoire fuit derrière nous au galop, et qui s'accroche à la croupe de son cheval risque, au premier tournant, de disparaître². » Ce parti pris recouvre aussi une condamnation du réalisme et de l'intellectualisme au théâtre. « Je n'ai pas trouvé le moyen, s'il existe, confie-t-il en effet, d'introduire dans une réalité contemporaine la dimension tragique au sens propre du terme, qui est inséparable de la dimension poétique du langage. La "tragédie en veston" glisse inévitablement ou vers le drame réaliste, ou vers un symbolisme philosophique ou poétique par l'effet duquel les personnages perdent leur épaisseur. Il y a entre le veston et le mode tragique une incompatibilité de style qui n'a jamais encore été surmontée³. » Avec de tels principes, Maulnier tenait assurément à se démarquer du théâtre d'idées et des productions de l'époque, conçues comme des pièces de combat pour délivrer le message

¹ Présentation de *La course des rois* par Thierry Maulnier à l'occasion de la représentation de la pièce à Lausanne. Fonds Thierry Maulnier, Bibliothèque municipale de Versailles. Ms ZI articles et conférences.

² Thierry Maulnier, « Ce que sa première pièce apprend à un auteur dramatique II », in *Le Figaro littéraire*, 6 septembre 1947.

³ Thierry Maulnier, « La course des rois », in *Le Figaro littéraire*, 15 mars 1947.

philosophique ou politique de leur auteur. Il s'agissait d'ailleurs souvent d'un message de rupture avec une société contemporaine présentée sous son plus sombre aspect, avec des images de douleur, de laideur et de mort. Face à cela, Maulnier se faisait ainsi le défenseur d'un théâtre d'évasion, de libération, capable de redonner aux hommes le sentiment de dignité qu'ils ne pouvaient pas trouver, par exemple, dans le théâtre existentialiste.

En vérité, les commentaires les plus dures émanèrent de critiques qui virent dans *La course des rois* ce qu'ils s'attendaient *a priori* à y trouver de la part de Maulnier : une tragédie classique, inspirée du théâtre de Giraudoux et Racine, et encore tout imprégnée de l'érudition normalienne de l'auteur. Tel est par exemple l'avis de Robert Kemp pour qui « M. Thierry Maulnier nous offre un beau travail de fort en thème, d'élève, même, de l'École d'Athènes¹ », tout en reconnaissant que « le spectacle, bien mis en scène et convenablement joué, mérite le respect et, en bien des endroits, l'admiration² ». Dans le même ordre d'idée, Gabriel Marcel désapprouvait le côté « scolaire³ » de la pièce. La première œuvre de Thierry Maulnier jouée sur scène rencontre tout de même un certain succès critique. En dehors de quelques confrères qui la trouvent trop littéraire et davantage faite pour la lecture que pour la scène, la grande majorité des commentaires parus dans la presse⁴ souligne l'audace et la qualité stylistique de la pièce. La noblesse du ton, du langage, de l'écriture est souvent mise en avant. Marc Beigbeder a sans doute bien résumé l'attitude des critiques devant *La course des rois* : « Malheur à la réputation ! (...) Car elle sera sur lui comme une étiquette sur un cru, et même s'il veut changer d'allure, personne ne le remarquera. Je crois bien que c'est l'aventure qui menace Thierry Maulnier et sa remarquable *Course des rois*. Avant l'examen elle avait obtenu sa note, et il était entendu qu'elle serait ceci et pas cela : pièce d'un esprit fin, distingué, érudit, mais sans vraie puissance créatrice

¹ Robert Kemp, « La Course des rois au Vieux-Colombier », in *Le Monde*, 18 mars 1947.

² Robert Kemp, « La Course des rois de Thierry Maulnier », in *La semaine dans le monde*, 27 mars 1947.

³ « Telle est cette œuvre fortement construite, et dont il convient de louer avant tout l'écriture, d'une fermeté indéfectible. Rien ici de déclamatoire, aucun des vains ornements, des excès d'ingéniosité et d'artifice, des effets de pure virtuosité qui déparent trop souvent les tragédies de Jean Giraudoux. A tout prendre, *La Course des rois* est donc une réussite. Mais enfin, une question subsiste : est-ce là vraiment le théâtre que nous attendons, celui dont nous avons besoin ? (...). En définitive, c'est du très beau, de l'admirable travail de première supérieure. Pour ma part, je demande autre chose au théâtre », (Gabriel Marcel, « La Course des rois », in *Les Nouvelles Littéraires*, 20 mars 1947).

⁴ La pièce est évoquée dans plus de soixante articles, ce qui apparaît considérable.

ni dramatique ; mariant littérairement les deux maîtres qu'il a intelligemment étudiés : Racine et Giraudoux¹. » A cette époque, pour paraphraser Maurice Schumann, Thierry Maulnier « s'est emparé du théâtre. Il n'a pas encore inventé son théâtre² ». Et il va lui falloir encore plusieurs années pour y arriver et rencontrer un succès définitif auprès de la critique et du public.

Un homme de théâtre incontournable

Après le Vieux-Colombier, *La course des rois* est accueillie au Théâtre de l'Oeuvre du 3 mai au 1^{er} juin. Puis elle est présentée par la compagnie Noël Vincent en Suisse en 1948, à Genève, et au théâtre municipal de Lausanne, où elle rencontre un beau succès, avec Annie Gaillard, de la Comédie Française, dans le rôle d'Hippodamie. Parallèlement, Thierry Maulnier poursuit sa carrière de critique dramatique dans plusieurs journaux et revues. Depuis la Libération, il s'est imposé comme l'un des principaux critiques en France. La littérature l'occupe dans des journaux et revues comme *Hommes et Mondes*, *Concorde*, *Heures nouvelles*, *Lumières de la ville*, *Juin*, *Flammes*, *Vingtième siècle*, *Spectacles*, *La Pensée française*, *Plaisir de France*, *Formes et couleurs*, *Opéra*, *Carrefour* *La Gazette des Lettres* ou *Le Figaro littéraire* par exemple. Après l'*Action française*, il se consacre à la critique de théâtre dans *Essor*, *Masques*, *Combat*, *La Bataille* qui prend ensuite le nom de *Le Rouge et le Noir*, où il tient une chronique dramatique intitulée « les grandes premières », mais encore *Spectateur*, *Le Figaro* et surtout la célèbre *Revue de Paris* qui accueille son premier article en novembre 1949. Gérard Bauër devant, pour des raisons de santé, prendre quelques mois de repos, Thierry Maulnier devait en effet assumer au départ la chronique théâtrale par intérim. Il y donna finalement son dernier article en décembre 1969, c'est-à-dire quatre mois avant la disparition de la revue, qui eut bien du mal à trouver un nouveau souffle dans les années soixante et qui finit par être absorbée en avril 1970 par *Réalités*. Sa collaboration à cette revue foncièrement représentative de l'esprit classique dure donc vingt années au cours desquelles il est aisé de distinguer

¹ Marc Beigbeder, « La Course des rois », in *Le Courrier de l'étudiant*, 19 mars 1947.

² Conférence de Maurice Schumann sur Thierry Maulnier prononcée au théâtre Montansier après son décès, sans date. Fonds Thierry Maulnier, Bibliothèque municipale de Versailles, F 996 2 (d).

ses goûts et sensibilités dominants. Il est certain, tout d'abord, que ses préférences vont à un théâtre littéraire, qui allie beauté de la langue, fermeté du style et valeur et résonance du message humain délivré par l'auteur, dans la lignée de Sophocle, Aristophane, Shakespeare, Calderon, Molière, Racine et Musset, qu'il considère comme des écrivains ayant choisi l'art dramatique pour s'exprimer, plutôt que comme des auteurs de théâtre. Cette distinction est fondamentale pour Maulnier qui, pour cette raison précisément, déteste le théâtre du début du vingtième siècle, de pur divertissement, des techniciens du spectacle comme Bataille, Lavedan, Bernstein ou Porto-Riche par exemple. « Les pièces de théâtre du type 1910 (...) ne portent pas seulement des marques d'époque qui les ont terriblement vieilles et les rendent presque ridicules. Elles sont illisibles. C'est le vide. C'est le néant. On pourrait presque dire qu'elles n'ont pas de texte. Faites l'expérience si vous le voulez : elles vous tomberont des mains¹ », juge-t-il sans concession. La présentation des pièces de Bernstein et de Porto-Riche dans les théâtres parisiens constitue d'ailleurs pour lui, régulièrement, une occasion de dénoncer leur médiocrité. C'est le cas pour *Victor* qui est représenté en 1950 : « Le théâtre de M. Henry Bernstein est fait, explique Maulnier, admirablement fait, pour le spectateur qui apporte au théâtre une vulgarité d'âme absolue, satisfaite et sans remède. L'humanité qui se meut dans *Victor*, qui s'y tripote et qui y couche est enfermée dans les limites les plus étroites, dans les murs les plus opaques qu'on puisse imaginer. Son horizon est un horizon de lit défait entre le plateau à whisky et le poste de radio, avec on ne sait quelle innommable petite fleur bleue traînant dans les draps fripés. Que cela existe et puisse fournir une matière théâtrale, d'accord. L'ennui, c'est que c'est là une forme de la condition humaine dont les personnages, et l'auteur, se contentent visiblement, et dont l'auteur invite les spectateurs à se contenter. Et puis il y a le style. Ou plutôt il n'y en a pas². » La peinture réaliste des mœurs de la société bourgeoise a en effet tout pour lui déplaire³.

¹ Conférence de Thierry Maulnier sur le théâtre à Paris, p.14. Fonds Thierry Maulnier, Bibliothèque municipale de Versailles, Ms ZI.

² Thierry Maulnier, « *Victor* ne changera pas notre opinion sur M. Henry Bernstein », in *Le Rouge et le Noir*, 10 octobre 1950.

³ A l'occasion d'une critique de la pièce de Porto-Riche, *Amoureuse*, il laisse libre cours à un antibourgeoisisme toujours virulent chez lui : « Quelle fut donc cette vague qui porta à son sommet l'auteur d' "Amoureuse" ? Nous la reconnaissons sans peine. Ce fut celle qui porta sur sa houle, il y a un demi-siècle, la bourgeoisie encore confortable dans ses meubles douilletts, et désireuse de faire servir lesdits meubles aux ébats

Face à ces auteurs, il défend donc le théâtre littéraire des grands écrivains de l'entre-deux-guerres comme Montherlant, Giraudoux, Cocteau, Claudel, Mauriac, et celui plus commercial, des successeurs du théâtre de boulevard, comme Armand Salacrou, Marcel Achard, André Roussin et Stève Passeur, dont il juge le talent d'un niveau très supérieur à celui de leurs aînés. « Une pièce de théâtre n'est une grande pièce de théâtre que si elle est aussi une grande œuvre littéraire¹ », pense Maulnier. Il se montre donc fortement emballé par la production théâtrale de l'après-guerre, à laquelle a contribué la grande majorité des écrivains français de renom. Pour ces derniers, et Maulnier constate que le phénomène est né sous l'Occupation, l'art dramatique est devenu le meilleur moyen d'action pour communiquer au public une philosophie, une morale ou une conception du monde. C'est le cas pour Jean-Paul Sartre, avec son existentialisme, mais aussi pour Montherlant, Anouilh, Cocteau ou Camus. « Dans sa renaissance, le théâtre contemporain a assumé des fonctions spirituelles, intellectuelles, philosophiques ou poétiques² », qui constituent un risque quand il s'agit, avec Sartre, de lui permettre d'embrasser son époque, mais qui ont eu au moins le mérite d'écarter l'art dramatique du réalisme, que Maulnier a littéralement en horreur.

de l'affranchissement sexuel. Le souffle du grand Pan, limité sous le Second Empire au monde des fils de famille et des grands courtisanes, commença de souffler sur la classe nombreuse des industriels inventifs, des commerçants économes et des coupeurs de coupons de rente en qui s'incarnait la prospérité de la France capitaliste. On s'ouvrait aux idées modernes. La religion était ennuyeuse. L'époque n'avait pas l'âme métaphysique. La mythologie du couple, et des avatars dangereux et délicieux que peut valoir au couple l'intrusion de partenaires supplétifs, vint combler le vide qui se creusait dans les existences. Le Désir s'avança vers les foules fascinées avec la majesté de sa majuscule toute neuve. (...). Le Désir eut son rite, l'adultère, et son temple, la garçonnière. Une nouvelle définition de l'amour-passion fut inventée : celle de l'incapacité où se trouvent deux partenaires d'éprouver autrement qu'ensemble et par leurs bons offices mutuels les suprêmes jouissances de la volupté physique, de telle sorte que la réunion de ces deux partenaires devenait le but suprême de la vie et devait être recherchée, jusqu'au triomphe ou jusqu'à la mort, en dépit de tous les obstacles. Des messieurs à jaquette et des dames corsetées rêvaient de divans symbolistes, baignant dans des parfums capiteux ou de bacchanales nudistes dans l'Hellade priapique des livres de Pierre Louÿs. Il est permis de penser qu'il y avait dans cet appel à la liberté sexuelle, dans la classe dominante, une hâte de jouir de la vie avant la chute du 3%, comme l'aristocratie du XVIIIe siècle s'était hâtée de jouir de la vie avant la chute du couperet de Guillotin. (...). De l'audace, encore de l'audace, toujours de l'audace. Porto-Riche et ses pairs arrivèrent sur la scène au moment où ce que j'appellerai, de deux mots qu'on ne eut accoler ensemble qu'assez irrévérencieusement, le "lyrisme cochon" avait besoin qu'on lui donnât une voix. » (Thierry Maulnier, « Un nom dans l'histoire du cœur », in *Combat*, 24 novembre 1950).

¹ Conférence de Thierry Maulnier sur le théâtre à Paris, art. cit., p.15.

² *Ibid.*, pp.24-25.

Sans surprise, ses critiques sont généralement élogieuses pour les anciens du Cartel, Louis Jouvet¹, Charles Dullin, Georges Pitoëff, et Gaston Baty, qui se sont donnés pour mission de promouvoir un théâtre littéraire de qualité, et les metteurs en scènes de l'après-guerre qui s'inspirent de leur travail, comme Jean-Louis Barrault et Jean Vilar, encore qu'il lui arrive parfois de se montrer très critique sur les pièces présentées par les deux derniers. « Je crois bon de rappeler que le T.N.P (Théâtre National Populaire, *ndla*) qui nous a montré des spectacles magnifiques, n'a joué jusqu'à présent (...) qu'un rôle secondaire dans ce qui est le principal renouvellement de l'art dramatique français à notre époque, le renouvellement par les textes. (...). Il y a eu notre époque une "révolution" tout aussi importante, sinon plus importante que la rupture avec la tradition du "théâtre à l'italienne", c'est la rupture avec le jeu oratoire, avec cette imitation conventionnelle des sentiments et des émotions par les effets de geste et de voix que Diderot, qui n'y connaissait rien, croyait être le fin du fin de l'art dramatique. La découverte de cette vérité d'évidence que l'art du comédien n'est pas de feindre des sentiments mais de les vivre ; et les vrais "révolutionnaires" à cet égard ont été des hommes comme Pitoëff, Dullin ou Rouleau². » Vilar n'est pas, pour Maulnier, une idole intouchable. Il s'agit donc de « garder la mesure, de ne pas donner à Jean Vilar une sorte de dictature ou de droit de prééminence sur tout le théâtre contemporain – et de reconnaître la qualité de ce qu'il réalise. Lui signaler des faiblesses ou des dangers est la fonction même des critiques³. »

Dans ses positions, Maulnier se montre assez proche des autres critiques de l'Action française, même s'il est difficile de discerner une approche spécifiquement maurrassienne du théâtre⁴. Brasillach partageait son goût pour le théâtre du Cartel, qu'il a défendu dans un ouvrage intitulé *Animateurs de théâtre*⁵, consacré à Baty,

¹ Maulnier voue une véritable admiration à Jouvet, acteur et metteur en scène, et à sa capacité de réinterpréter les classiques, de les sortir de la routine, comme il l'a fait avec le *Tartuffe* et le *Don Juan* de Molière. Il préfère ainsi ses mises en scènes à celles de la Comédie Française, qui demeurent trop académiques. Pour lui, Jouvet donne au public la possibilité de voir avec des yeux neufs des œuvres théâtrales qu'il a déjà trop vues. Maulnier était allé chercher Jouvet, qui n'était malheureusement pas disponible pour sa *Course des rois*. (Voir Lettre de Louis Jouvet à Thierry Maulnier, datée du 15 octobre 1946. Fonds privé Thierry Talagrand).

² Thierry Maulnier, « Crise du théâtre », in *La Revue de Paris*, juin 1954, p.138.

³ Thierry Maulnier, « La "crise" du T.N.P. », in *La Revue de Paris*, janvier 1953, p.147.

⁴ Voir à ce sujet l'article de Jeanyves Guérin, « Le maurrassisme au théâtre », in Michel Leymarie, Olivier Dard, Jeanyves Guérin (éds), *Maurrassisme et littérature. L'Action française, culture, société, politique (IV)*, op. cit., pp.185-199.

⁵ Robert Brasillach, *Animateurs de théâtre*, Paris, Corrêa, 1936, 224 p.

Pitoëff, Copeau, Dullin et Jouvet. Comme Léon Dubech, mais pour des raisons différentes des siennes qui relèvent plutôt de l'antisémitisme, Maulnier a une sainte horreur du théâtre de boulevard du début du vingtième siècle. Ce qui fait d'ailleurs dire à Bernstein : « A la vérité, vous êtes un homme d'Action Française et tout vous est bon contre certains écrivains. *Ad augusta per augusta*. (...). Je crois volontiers que vous n'aimez pas le réalisme de mon théâtre, vous avez donc raison de le blâmer. Mais il y a la manière¹ ». Pour autant, il est évident que Maulnier s'éloigne résolument des canons maurrassiens dans son métier de critique dramatique.

Pour commencer, il n'a rien contre les pièces étrangères. Tout en regrettant quelquefois le recours trop facile des directeurs de théâtre aux œuvres qui ont remporté un succès auprès du public à l'étranger, il ne cache pas, bien étrangement, son goût pour le réalisme poétique de Tennessee Williams, Thornton Wilder et William Saroyan, qu'il considère comme le principal apport des Etats-Unis au théâtre contemporain. Il apprécie les œuvres de Graham Greene, Ugo Betti, Diego Fabbri, Dino Buzzati et sa pièce *Un cas intéressant*, mais encore le théâtre irlandais de Sean O'Casey et John Millington Synge ou *Les Noces de sang* et *Yerma* de Federico Garcia Lorca. Dans un autre genre, il fait preuve d'un incontestable modernisme en encensant généralement les pièces de Jacques Audiberti, *Quoat-Quoat*, *L'Ampélour*, *Le Mal court*, *Pucelle* ou *La Fête noire* par exemple, et de Michel de Ghelderode, en qui il voit « l'un des tempéraments les plus forts, l'un des créateurs les plus originaux du théâtre de ce temps² ». Dans les pièces de ces deux auteurs, Maulnier prise tout particulièrement la finesse et l'originalité du langage poétique. Il applaudit encore la première représentation de la pièce de Samuel Beckett, *En attendant Godot*, qui « compte parmi les œuvres qui laisseront dans l'histoire théâtrale de ces dernières années, un souvenir, sinon une marque³ », ainsi que *Les Bonnes* et *Haute surveillance* de Jean Genet, et *Les Etendards du Roi* de Costa du Rels, sur le drame des prêtres ouvriers. Ce sont là quelques exemples parmi les œuvres phares des années cinquante qui bénéficient des louanges de Maulnier. Ainsi que l'indique Jeanyves Guérin, « il apparaît sans préjugé et n'applique pas l'axiologie maurrassienne », parce qu' « il n'est

¹ Lettre de Henry Bernstein à Thierry Maulnier, datée du 30 septembre 1951. Fonds privé Thierry Talagrand.

² Thierry Maulnier, « Le Myrmidon joue et gagne », in *Le Rouge et le Noir – La Bataille*, 28 février 1950.

³ Thierry Maulnier, « De Beckett à Bernanos », in *La Revue de Paris*, juin 1957, p.139.

pas facile pour des amateurs éclairés de théâtre d'être antimodernes. Les critiques maurrassiens sont obligés de tenir compte de réalités qui contredisent une doxa ossifiée. Le grand répertoire du XVII^e siècle ne peut monopoliser le spectacle vivant. Les vieilles formes ont fait leur temps. Il faut les rafraîchir ou en inventer de nouvelles¹ », ce qui est d'autant plus important pour un critique comme Maulnier, pour qui la défense du classicisme ne doit pas dégénérer en un académisme compassé. Ses goûts en matière de théâtre ne sont en fin de compte pas tellement maurrassiens. Ils sont par ailleurs conformes aux orientations gouvernementales qui consistent, au moins jusqu'à l'entrée en scène de la guerre froide dans les décisions ministérielles, au début des années cinquante, à privilégier un soutien aux théâtres qui se situent dans la lignée du Cartel, garants d'une qualité littéraire contre les théâtres commerciaux, qui n'ont *a priori* pas besoin de l'aide de l'Etat pour fonctionner². La politique théâtrale de l'Etat passe alors par trois dispositifs fondamentaux : l'aide à la première pièce, destinée aux jeunes auteurs, les subventions aux théâtres parisiens et le concours des jeunes compagnies, qui mettait en concurrence chaque année les jeunes compagnies théâtrales de France entre 1946 et 1950, date de sa dernière édition, puisqu'il fut ensuite remplacé par une commission chargée de distribuer des subventions à ces troupes. Thierry Maulnier, qui a fait une véritable percée dans l'univers du théâtre, participe à la définition de la politique gouvernementale en devenant membre, à la fin de l'année 1950, de la commission du théâtre de la première pièce. Il s'agit d'une instance consultative chargée d'examiner les demandes de subventions des jeunes auteurs auprès de la Direction générale des arts et des lettres, du Ministère de l'Education nationale. Thierry Maulnier y siège aux côtés de Jean-Louis Barrault, Georges Neveux et Jean Vilar notamment. Entre 1951 et 1956³, la commission décide d'accorder des subventions à Arthur Adamov, Pol Quentin, Jules Roy, Samuel Beckett, Félicien Marceau, Marguerite Yourcenar, Robert Mallet et Costa du Rels, entre autres. Autant dire qu'elle soutient les auteurs pour la qualité littéraire de leurs

¹ Jeanyves Guérin, « Le maurrassisme au théâtre », in Michel Leymarie, Olivier Dard, Jeanyves Guérin (éds), *Maurrassisme et littérature. L'Action française, culture, société, politique (IV)*, op. cit., p.191.

² Sur le sujet, se reporter à la thèse de Patricia Devaux, *Le théâtre de la guerre froide en France 1946-1956*, Institut d'Etudes Politiques de Paris, Thèse présentée en vue de l'obtention du doctorat de l'IEP de Paris, sous la direction de Pierre Milza, 1993, tome 1, première partie.

³ *Ibid.*, annexes.

pièces et les innovations artistiques qu'ils proposent. Le langage et le style sont d'ailleurs les principales sources de consensus entre les membres, quand la commission se trouve confrontée à l'envahissement des pièces de théâtre par la politique, et plus précisément par les discours communistes puis anticommunistes. Ainsi, « après les craintes d'une récupération communiste, surviennent fin 1951 des attaques provenant du bord opposé, plus précisément de Jacques Hébertot¹ », qui présente régulièrement des pièces anticommunistes dans son théâtre et qui est soutenu par Thierry Maulnier et Jean-Louis Barrault. Soumise à ces pressions politiques, la commission ralentit son activité à partir de décembre 1951 et ne se réunit qu'une fois en 1952, avant de reprendre ses activités en 1953 avec de nouveaux membres qui succèdent à Pierre Renoir, Charles Vildrac et Jacques Lemarchand².

En parallèle, Maulnier siège, à partir de 1952, au sein de la Commission d'aide aux théâtres parisiens³, sans se priver pour autant de critiquer dans ses articles la politique de l'Etat dans le domaine de l'art dramatique. Il n'a de cesse en effet de comparer, pour déplorer cet écart de traitement, les énormes moyens alloués par l'Etat aux grands théâtres nationaux subventionnés – comme le Théâtre National Populaire de Jean Vilar et la Comédie-Française⁴ – et ceux, très faibles, dont disposent les théâtres privés. Pour Maulnier, cependant, « c'est le théâtre artistique privé qui a été l'artisan de la grande renaissance de l'art dramatique français au cours du dernier demi-siècle, l'inventeur des nouveaux styles de mise en scène et d'interprétation et l'accoucheur de nouveaux auteurs. Il serait désastreux qu'il fût, au cours des prochaines années, étouffé comme il risque de l'être par la double concurrence du théâtre commercial et des grandes salles

¹ Patricia Devaux, *Le théâtre de la guerre froide en France 1946-1956*, op. cit., p.91.

² *Ibid.*, p.93.

³ Cette commission est composée de fonctionnaires et de personnalités choisies par le ministre en raison de leur compétence dans le domaine de l'art dramatique. Maulnier y retrouve Gérard Bauër, Pierre Brisson, PDG du Figaro, les critiques Robert Kemp et Jacques Lemarchand, Olivier Quéant, directeur de la revue *Plaisir de France*, Georges Neveux, Charles Vildrac. L'aide de l'Etat se manifeste par des avances remboursables ou par des subventions.

⁴ « Qu'on m'entende bien, précise-t-il. Je ne veux pas contester ici ces avantages faits au T.N.P. Ce n'est pas mon rôle (...). Je voudrais simplement qu'on se souvînt que le T.N.P. n'est pas seul en cause, et que, si, comme il le semble, le mécénat d'Etat est le seul moyen qui permette aujourd'hui de vivre au "théâtre d'art", tous ceux qui oeuvrent véritablement pour un tel théâtre peuvent légitimement prétendre à en bénéficier, sinon dans les mêmes proportions que la Comédie-Française ou le T.N.P., théâtres nationaux, tout au moins de façon substantielle et efficace ». (Thierry Maulnier, « De Marcel Aymé au T.N.P. », in *La Revue de Paris*, mars 1954, p.142. Thierry Maulnier a consacré d'autres articles à la question du financement du T.N.P. : « La "crise" du T.N.P. », art. cit., pp.143-147 ; « Crise du théâtre ? », in *La Revue de Paris*, juin 1954, pp.136-139.

qui disposent de larges subventions¹. » Les théâtres privés qui ont tant apporté à l'art dramatique, ce sont ceux animés par « Lugné Poë et Copeau, en passant par le Cartel et jusqu'à Hébertot, Barsacq, Marguerite Jamois, Rouleau, Mercure, Vitold et deux ou trois jeunes metteurs en scène actuels² » comme Madeleine Renaud et Jean-Louis Barrault par exemple. Maulnier affiche ainsi sa préférence pour l'avant-garde théâtrale de l'entre-deux-guerres, le Cartel, et pour le théâtre de Jacques Hébertot, tourné vers la droite anticommuniste. Et là encore, il est plutôt en phase avec les orientations de la Commission d'aide aux théâtres parisiens qui, tout en endurant les polémiques récurrentes d'Hébertot, ne se montre pas avare de subventions à son égard. Plusieurs pièces jouées au théâtre Hébertot sont subventionnées par l'Etat : *Les dialogues des carmélites* mis en scène par Albert Béguin et Marcelle Tassencourt obtiennent une somme de 800 000 francs, tandis que *La maison de la nuit* et l'adaptation de *La condition humaine* de Malraux par Thierry Maulnier bénéficient respectivement de 500 000 et un million de francs³. Le principal problème, pour Maulnier, est donc que les théâtres privés, qui n'ont plus les moyens de prendre des risques financiers, sont fatalement poussés à rechercher la facilité commerciale en puisant dans le répertoire des pièces, des auteurs et des acteurs à succès. Dans ces conditions économiques, il n'y a plus guère de place dans les théâtres indépendants pour les jeunes auteurs. L'espoir repose par conséquent sur les petits théâtres d'essai, « le théâtre de laboratoire, écrit Maulnier, qui nous a révélé au cours des quinze dernières années de nombreux talents d'auteurs et de metteurs en scène⁴ », ainsi que sur la multiplication des jeunes troupes et des centres dramatiques, qui n'hésitent pas à se lancer dans des découvertes. A condition toutefois que les jeunes compagnies ne perdent pas de vue l'objectif premier du théâtre, qui est de communiquer une émotion au public. En pleine guerre froide, Maulnier se montre ainsi très critique sur le concours des jeunes compagnies, où les intentions politiques prennent le pas sur la création artistique.

¹ Thierry Maulnier, « L'offensive des subventionnés », in *La Revue de Paris*, décembre 1959, p.146.

² Thierry Maulnier, « Du Théâtre des Nations à la réforme des subventionnés », in *La Revue de Paris*, mai 1959, p.149.

³ Chiffres communiqués dans Patricia Devaux, *Le théâtre de la guerre froide en France 1946-1956, op. cit.*, p.246.

⁴ Thierry Maulnier, « Rentrée théâtrale », in *La Revue de Paris*, octobre 1959, p.137.

L'anticonnunisme au théâtre

De par l'audience du théâtre de boulevard et la politique engagée par l'Etat pour amener au théâtre le public de condition modeste, à Paris et en province, le théâtre est à cette époque un vecteur culturel de masse. A cela s'ajoute la radio, où la diffusion des pièces de théâtre, écoutées en famille, a conquis un espace privilégié sur les ondes. C'est la raison pour laquelle, dans le contexte de la guerre froide, le théâtre devient un enjeu pour la propagation des idées communistes et de celles de leurs adversaires. Comme l'indique l'historien Pierre Milza, « la diffusion sous formes d'œuvres théâtrales ne saurait en effet être dissociée, s'agissant de leur impact sur l'opinion, donc de leur poids dans les batailles culturelles de la guerre froide, de l'écho qu'elles rencontrent dans les journaux, hebdomadaires et autres publications périodiques, spécialisées ou non, et qui leur donne souvent d'ailleurs une tonalité idéologique qu'elles n'avaient pas au départ¹. » Ce combat culturel est alors nettement à l'avantage des communistes ; les grands auteurs de théâtre tendant en priorité vers un idéal de beauté dans le langage et le style, dénué d'intentions politiques. Ainsi Thierry Maulnier, que l'histoire a reconnu comme l'un des principaux dramaturges anticonnunistes, reste relativement prudent sur le sujet jusqu'à la fin des années quarante, autant dans ses critiques que dans ses pièces de théâtre. Il faut attendre l'année 1949 pour que la guerre froide entre réellement en scène dans ses œuvres théâtrales. Ces années 1948-1950 sont aussi celles de l'émergence d'un « théâtre politique, défini comme un théâtre véhiculant un message politique, au service d'un Parti ou d'un mouvement d'idées². » Dans ses critiques dramatiques, Maulnier ne manque jamais une occasion de railler les œuvres de propagande qui transforment les scènes de théâtre en tribunes politiques. C'est le cas de la pièce de Roger Vailland, *Héloïse et Abélard*, représentée en 1949. Et du Concours des jeunes compagnies, où les troupes pratiquent un « théâtre sans théâtre », pour lequel il ne montre pas beaucoup d'indulgence quand les spectacles se veulent « engagés » ; « engagés du même côté (...), est-il besoin de le dire, s'interroge Maulnier ? Rassurez-vous citoyens

¹ Pierre Milza, « L'année 1947 dans les combats culturels de la guerre froide », in Serge Berstein et Pierre Milza (dir.), *L'année 1947*, Paris, Presses de Sciences Po, 1999, pp.409-436 ; disponible sur internet à l'adresse : www.cairn.info/1-annee-1947--9782724607864-page-409.htm paragraphe 43.

² Patricia Devaux, « Le théâtre de la Libération à la guerre froide », in *Revue française d'histoire des idées politiques*, Théâtre et politique, de la fin du Moyen Age à nos jours, n°8, deuxième semestre 1998, p.359.

de la libre démocratie française : aucune pièce bonapartiste, royaliste, fasciste ou seulement vincentaurioliste n'est présentée au concours des Jeunes Compagnies. L'éventail des opinions qui ont choisi la scène du concours des Jeunes Compagnies comme tribune ou qui ont été choisies pour elles va du communisme rigoureusement orthodoxe aux diverses déviations gauchistes. (...). Nous avons eu, d'abord, le Théâtre Indépendant (indépendant de quoi ?). La pièce s'appelait *Ils attendent Lefty*. Je l'ai manquée. Je le regrette. Ceux qui ne l'ont pas manquée me disent unanimement qu'elle est parfaitement conformes aux règles de l'art nouveau, dont on sait que les principes ont été formulés en U.R.S.S. par les chefs de la police¹. » Cette pièce de Clifford Odets, qui appartient au répertoire communiste de l'Amérique des années trente, fut montée par la troupe du Théâtre indépendant de Clément Harari, qui est alors, parmi toutes les scènes parisiennes, « le seul exemple d'un théâtre engagé d'influence communiste qui fonctionne de 1948 à 1953². » A titre d'exemples, on peut encore citer, parmi les pièces du répertoire communiste qui firent réagir Maulnier, *Le Colonel Foster plaidera coupable* de Roger Vailland, dont l'action se situe durant la guerre de Corée. Représentée sur la scène du Théâtre de l'Ambigu à la veille de la visite à Paris du général Ridgway, Commandant en chef des forces de l'OTAN, la pièce accumula les obstacles jusqu'à son interdiction pour troubles à l'ordre public³. Thierry Maulnier se joint alors à d'autres critiques comme Claudine Chonez, Luc Estang, Max Favalelli, Claude Jamet, Robert Kemp, Jacques Lemarchand et Morvan Lebesque, pour signer une pétition contre l'interdiction lancée par la Ligue des Droits de l'Homme et le Syndicat National des Auteurs ; ce qui ne l'empêche toutefois pas de condamner la médiocrité de ce « puéril factum de propagande soviétique⁴ » écrit par un grand écrivain qui fut de ses condisciples à l'E.N.S., et la manière indécente qu'a le Parti communiste d'en appeler à la liberté outragée à chaque fois qu'un gouvernement lui résiste : « Si je crois qu'il était maladroit d'interdire la pièce de Roger Vailland, c'est que cette pièce était un exemple : un terrible exemple. L'exemple de ce qu'une

¹ Thierry Maulnier, « Théâtre sans théâtre », in *Le Rouge et le Noir*, 27 juin 1950.

² Patricia Devaux, « Le théâtre de la Libération à la guerre froide », art. cit., p.361.

³ La pièce fut d'abord retardée en raison de la fermeture administrative sur arrêté préfectorale du Théâtre de l'Ambigu pour non respect des exigences du service de sécurité. Après la réouverture du théâtre qui avait fait réaliser rapidement des travaux, la première représentation est troublée par des manifestants. La préfecture décide alors son interdiction définitive pour risques de trouble à l'ordre public.

⁴ Thierry Maulnier, « Le Théâtre », in *La Revue de Paris*, juin 1952, p.131.

doctrine qui exige, désormais, de tous les esprits une conformité servile à des consignes de propagande, une soumission sans réserve aux mots d'ordre, peut faire d'un écrivain de talent...¹ » Pour terminer ce tour d'horizon du théâtre d'inspiration communiste, il reste enfin à évoquer la pièce de Sartre, *Nekrassov*, destinée à fustiger tout à la fois la grande presse capitaliste et l'anticommunisme. Dans un passage de *Nekrassov*, Thierry Maulnier est cité au détour d'une conversation entre deux personnages de Sartre, comme un « esprit distingué qui a grand-peur du communisme² » et dont les articles sont en réalité si maladroits, qu'ils conduisent au contraire les gens qui les lisent à s'inscrire au Parti communiste. La réplique de Maulnier, qui même sans cela n'aurait de toute façon pas pu approuver le contenu de cette pièce, fut, à l'unisson de la critique qui s'était ennuyée devant cette satire, à la fois ironique et cinglante : « Cette redoutable machine de guerre est apparue, dès le soir de la première représentation, comme un mauvais épouvantail de carton. Certes, Jean-Paul Sartre a atteint un des buts qu'il s'était assignés : il a scellé son amitié nouvelle avec le parti communiste, à qui son *Nekrassov* ne peut faire nulle peine, même légère, et apporte même au fil des scènes et des répliques, quelques sujets de satisfaction. Pour qui s'est laissé convaincre par *Nekrassov*, il est en effet entendu que l'anticommunisme ne peut être le fait que de malheureux imbéciles, de besogneux tarés, de grotesques ou tout simplement de canailles, que les communistes sont les anges terrestres de la pureté, de la sincérité et de l'amour, et que la politique soviétique est animée d'intentions éperdument bienveillantes à l'égard du monde occidental. (...). Pour qu'une pièce fasse de bonne propagande, il faut d'abord qu'elle soit une bonne pièce. Jean-Paul Sartre a oublié de faire une bonne pièce en voulant faire une bonne propagande. De là l'échec de son entreprise³. » Il y a un point commun entre toutes ces critiques ; elles reposent sur une vision non politisée du théâtre et s'efforcent de porter avant tout sur la valeur littéraire, l'intérêt dramatique et la représentation de la destinée humaine à laquelle l'auteur s'est attaché. Clairement, il s'agit de montrer que le théâtre communiste n'est pas du théâtre, mais simplement de la mauvaise propagande. Mais

¹ Thierry Maulnier, « Les ilotes », in *Le Figaro*, 2 juin 1952.

² Jean-Paul Sartre, *Nekrassov*, Paris, Gallimard, Folio, 1997, p.133.

³ Thierry Maulnier, « Nekrassov », in *La Revue de Paris*, juillet 1955, p.152-153.

derrière « l'apparence de la dépolitisation¹ » et la « posture classique » que défend Maulnier dans la critique dramatique, il y a une dénonciation récurrente du totalitarisme communiste.

Pour ce qui concerne ses activités de dramaturge, c'est au cours des années de guerre froide, qu'il développe la plus intense activité. En quelques années, il crée l'essentiel de son théâtre, à savoir 5 œuvres originales, *Jeanne et les juges*, *La Ville au fond de la mer*, *Le Profanateur*, *La Maison de la nuit* et *L'Homme qui n'avait rien fait* et deux célèbres adaptations, *La Condition humaine* de Malraux, *Le Prince d'Égypte* de Christopher Fry et *Le Procès à Jésus* de Diego Fabbri. Le trait commun à la majeure partie de ces pièces, c'est l'aventure tragique d'un individu qui ose se dresser contre une machine sociale prête à l'écraser, contre la raison d'État ou la raison collective. C'est en fin de compte le conflit éternel entre l'individu et la société, entre l'individu et la communauté, qui est au cœur de sa réflexion politique, et contre lequel il prône un effort de « synthèse dans l'équilibre². » En pleine guerre froide, cette représentation de la révolte humaine contre des Molochs monstrueux, ne put être interprétée autrement que comme une allégorie de la lutte contre le communisme ; d'où la réputation d'anticommunisme qui est associée aux œuvres théâtrales de Maulnier. Mais ce verdict est en réalité sommaire. Et il serait très abusif de résumer les pièces de théâtre de Maulnier à des œuvres de propagande. Bien plus que le totalitarisme soviétique, c'est en réalité la condition humaine qu'il scrute dans son théâtre. L'actualité n'est qu'un moyen de nourrir une réflexion plus abstraite, intemporelle, sur l'homme et sa condition. Et comme l'indique Etienne de Montety dans sa biographie, « la leçon dégagée par Maulnier est toujours la même : (...) le salut de l'homme est en lui-même et celui de la cité dans l'union des hommes³. » Par son action, par sa conscience, l'homme a la capacité de rompre les chaînes du déterminisme. A la charnière des années quarante et cinquante, les créations de Maulnier appartiennent au répertoire du

¹ Jérôme Cotillon, *Ce qu'il reste de Vichy*, cité par Guillaume Gros, « La posture classique en 1945 : la persistance de la droite intellectuelle après la guerre », in Rémi Baudouï, Jean Garrigues, Michel Leymarie, Didier Musiedlak, Guillaume Piketty (dir.), *Un professeur en République. Mélanges en l'honneur de Serge Berstein*, op. cit., p.174.

² Thierry Maulnier, *La France, la guerre et la paix*, op. cit., p.203.

³ Etienne de Montety, *Thierry Maulnier*, op. cit., p.268.

théâtre philosophique, dans lequel l'auteur énonce sa propre conception du monde, bien plus qu'au théâtre politique, tel qu'il le définit lui-même, c'est-à-dire un théâtre appelé à défendre une thèse politique ou un parti pris. Elles illustrent parfaitement le pragmatisme de ses essais de philosophie politique, et cet enseignement de *Violence et conscience* qui traverse toute l'œuvre de Maulnier : « L'histoire nous lance des appels, et des appels tragiques, mais c'est à nous à donner la réponse¹ » la plus adaptée, parmi tous les choix que nous indique notre conscience des événements.

Or, cette volonté d'agir, de prendre en main le cours de l'histoire jusqu'au sacrifice ultime, c'est précisément ce qu'il admire en Jeanne d'Arc. Dans l'un de ses premiers articles de jeunesse sur Jeanne d'Arc, pour la *Revue française* qu'il animait avec Jean-Pierre Maxence, Robert Francis et Robert Brasillach, Maulnier reconnaissait déjà que « ce qui vaut pour nous en Jeanne, ce qui peut nous être une nourriture de force et d'actuelle espérance, c'est cette vigueur, c'est ce feu qu'il y eut en elle de toutes les puissances de vie, toutes sacrifiées pour la plus pure et la plus haute, le vouloir, à un résultat obstinément cherché. Tout dans Jeanne fut soumis à l'action : la solitude dont sa vie fut la progressive épreuve est la plus dure à l'homme, mais la plus féconde pour lui². » La solitude d'une pauvre créature humaine, Jeanne d'Arc, abandonnée au sort que lui réservent ses ennemis, constitue justement la toile de fond de *Jeanne et les juges*. Lorsque les responsables du syndicat d'initiatives et de la ville de Rouen vinrent chercher Maulnier en février 1949 pour lui demander d'écrire une pièce qui pourrait être jouée, à la fin du mois de mai, sur le parvis de la cathédrale, dans le cadre des fêtes johanniques, il n'envisageait aucunement de créer une œuvre sur Jeanne d'Arc. *Jeanne et les juges* fut par conséquent créée en un mois à peine, en toute hâte, avec toutes les contraintes qu'imposait une telle commande : écrire une pièce sortant des chemins tracés par les autres dramaturges, mais susceptible d'être vue par des milliers de spectateurs sans choquer leur foi, et représentée avec des moyens limités, ce qui excluait la possibilité de créer une grande fresque historique. Dans la ville du procès, les fêtes johanniques étaient évidemment centrées sur l'image de la Jeanne martyre, bien éloignée de la Jeanne triomphante fêtée à Orléans. Toutes ces contraintes ont

¹ Thierry Maulnier, *Violence et conscience*, op. cit., p.59.

² Thierry Maulnier, « La solitude de Jeanne d'Arc », in *La Revue française*, 7 juin 1931.

finalement pesé sur le choix de Maulnier de présenter l'épisode du procès – et plus précisément la phase finale du procès, où Jeanne d'Arc abjure – qui est aussi sans doute le moment « qui fournit la matière la plus pathétiquement, la plus violemment dramatique. Le procès de Jeanne d'Arc, constate Maulnier, me semble être une des plus extraordinaires imitations de la passion du Christ qu'un être humain ait réalisée¹. » La représentation sur scène d'un procès politique, en pleine guerre froide, avait forcément une résonance anticomuniste ; d'autant plus que Maulnier écrivit sa pièce au moment même où il publiait un article dans *La Table Ronde* sur le procès du Cardinal Mindszenty et ses aveux arrachés sous la torture². Car pour lui, le procès de Jeanne d'Arc est plus qu'un procès religieux, il est destiné à discréditer la cause qu'elle défend en obtenant, par toutes les méthodes dont les procès soviétiques fournissent le parfait exemple, le reniement de l'accusé. C'est un procès qui ressemble à ceux de notre temps, mais il pourrait aussi bien être de toutes les époques. En réalité, Maulnier a bien exprimé son dessein dans sa longue préface à *Jeanne et les juges*, intitulée *Un procès d'abjuration* : « Ce procès, écrit-il, il fallait le réduire à son sens, le libérer d'une appartenance trop précise à son temps pour le rendre à son actualité permanente, et montrer moins le mécanisme de la justice ecclésiastique au XV^e siècle que le mécanisme de la justice tout court, dans sa nudité quasi-abstraite. D'où trois juges seulement, trois juges sans nationalité, sans nom, sans état civil et presque sans visage, trois juges, ou trois enquêteurs policiers, ou trois domestiques serviles, ou trois inquisiteurs de plus ou moins bonne foi dans la défense de leur foi, ou trois fonctionnaires s'acquittant d'une tâche ennuyeuse, ou trois puissants se donnant les sombres plaisirs de l'abus de la force en face d'une enfant désarmée, ou trois vainqueurs acharnés à obtenir du vaincu l'aveu qu'il est coupable, ou trois agents politiques occupés à réunir des éléments pour servir une propagande – ou tout cela ensemble –, c'est-à-dire une image presque idéale de toute la force sociale mobilisée pour écraser un être solitaire et ligoté ou pour obtenir de lui le reniement de lui-même³. » Maulnier a voulu s'extraire des limites temporelles pour faire du procès de

¹ Anonyme, « *Jeanne et les juges* de Thierry Maulnier au Théâtre du Vieux-Colombier », in *Le Rouge et le Noir*, 9 mai 1950

² Thierry Maulnier, « Où Koestler est dépassé », art. cit.

³ Thierry Maulnier, *Jeanne et les juges*, pièce en deux parties précédée de *Un procès d'abjuration*, Paris, Gallimard, 1990, p.19

Jeanne d'Arc une sorte de modèle de tous les procès politiques, qu'il s'agisse d'Antigone, Socrate, Jésus, ou ceux des criminels politiques des régimes totalitaires et de tous les régimes vaincus¹. En Jeanne, il faut aussi bien voir le communiste Rajk que Robert Brasillach ou les contre-révolutionnaires de 1793. Mais il est évident que *Jeanne et les juges* évoque le phénomène de l'aveu qui a marqué l'histoire soviétique dans la seconde moitié des années trente, et celle des démocraties populaires à la fin des années quarante². Le procès de Jeanne d'Arc symbolise l'épreuve de l'individu seul face à la monstruosité et l'inhumanité de l'appareil judiciaire. Abandonnée par son peuple, par son roi et par ses voix, Jeanne plie devant ses juges et abjure, sans doute par découragement. Mais elle se reprend en trouvant en elle-même, par ses seules ressources, la force de se maintenir, grâce à la conscience qu'elle a de son personnage et de sa mission historique. Écoutant la voix de cette conscience – symbolisée dans la pièce par l'apparition d'une autre Jeanne –, elle fait le choix du martyr pour sauvegarder sa vérité et sa légende : « Tu seras reine, Jeanne, reine auprès des saintes martyres. Reine pour tous ceux qui, comme toi, comparaitront devant des juges de politique et de vengeance, dans la solitude et le désarroi, et sauront que tu es près d'eux. Reine de tous ceux que l'on tue injustement aux quatre coins du monde. Reine des peuples qu'on opprime, reine des vaincus qu'on bâillonne, reine des prisons et des supplices, reine de la foule des libertés qui n'en finissent pas d'être tuées³ ». *Jeanne et les juges* transporte sur la scène les réflexions que Maulnier expose alors dans ses articles politiques sur la terreur et la révolution. D'un point de vue critique, la pièce, même si elle ne fait pas totalement l'unanimité – certains catholiques

¹ Sur Jeanne d'Arc, voir : Gerd Krumeich, *Jeanne d'Arc à travers l'histoire*, Paris, Albin Michel, 1993, 348 p. ; Colette Beaune, *Jeanne d'Arc : vérités et légendes*, Paris, Perrin, 2008, 234 p. ; Gerd Krumeich, « Maurras, les maurrassiens et Jeanne d'Arc », in Olivier Dard, Michel Leymarie et Neil McWilliam (dir.), *Le maurrassisme et la culture. L'Action française, culture, société, politique (III) op. cit.*, pp.197-207. ; Gerd Krumeich, *Jeanne d'Arc en vérité*, Paris, Tallandier, 2012, 253 p.

² Pour une approche historique de ce phénomène, lire : Karel Bartosek, *Les aveux des archives. Prague-Paris-Prague, 1948-1968*, Paris, Seuil, 1996, pp.313-326. Quand Bartosek évoque les témoignages des personnes torturées, on ne peut que voir la ressemblance avec le procès que Maulnier rapporte dans *Jeanne et les juges* : « Une partie des témoins de la souffrance avaient l'expérience des tortures fascistes (...). Tous ont tenu des propos semblables (...) : "Les tortionnaires fascistes voulaient savoir la vérité, les nôtres ont voulu arracher de toi le mensonge", disent-ils. L'horreur de ces procès politiques publics, où l'"aveu" jouait un rôle clé, réside pour l'historien dans le fait que le pouvoir jugeait des êtres-non-êtres, des ruines humaines, des gens à moitié fous » (p.325). De la même manière, dans les procès politiques communistes, « l'enquêteur tortionnaire s'efforce d'annihiler toute rationalité et toute sensibilité chez l'être interrogé, d'imposer en lui un sentiment d'isolement et d'abandon complet » (p.321) qui rappelle la solitude de Jeanne devant ses juges.

³ Thierry Maulnier, *Jeanne et les juges*, op. cit., p.183.

contestant notamment l'absence de Dieu au moment où Jeanne prend la décision qui la mènera au bûcher –, permet à Maulnier de toucher un très large public populaire : plus de 60 articles paraissent en effet dans la presse, 6 000 spectateurs assistent à la représentation le 29 mai 1949 à Rouen et plusieurs millions d'auditeurs l'entendent en direct sur la chaîne nationale grâce au concours de la Radiodiffusion Française qui retransmet l'événement en réalisant une véritable prouesse technique pour l'époque¹. Les critiques parisiens peuvent applaudir à nouveau *Jeanne et les juges*, dans les conditions plus intimes d'une salle de théâtre, au printemps 1950 quand la pièce est représentée par la troupe du Vieux-Colombier après avoir été jouée en novembre 1949 en Sarre, en présence de Maulnier².

Au début des années cinquante, celui-ci développe une activité théâtrale intense avec son épouse Marcelle Tassencourt, qui n'est jamais très éloignée de lui, puisqu'elle intervient régulièrement dans ses créations comme actrice ou metteur en scène, en plus de sa propre carrière. Très peu de temps après la série de représentations de *Jeanne et les juges*, qui a connu « un succès plus qu'honorable³ », Maulnier présente sa nouvelle pièce à Avignon, en juillet 1950, pour la quatrième édition du Festival lancé par Jean Vilar. *Le Profanateur* est une création beaucoup plus ambitieuse que les deux précédentes, qui lui permet de figurer « dans la bonne compagnie de Corneille, Shakespeare et Eschyle, ce qui est très flatteur⁴ », annonce-t-il fièrement à sa mère avant de se rendre à Avignon, pour diriger en grande partie les répétitions lui-même. Jean Vilar, qui doit alors monter trois pièces, est à court de temps. Une fois encore, Maulnier a écarté l'idée de créer une œuvre théâtrale « en veston », car il est persuadé que son style, très littéraire, est plus adapté aux pièces historiques. Il ne cache pas non plus avoir voulu traiter des problèmes contemporains, en les transposant dans le temps

¹ Comme l'indique le responsable technique de la Radiodiffusion Française dans le programme officiel de la manifestation : « Disons tout simplement que ce sera l'installation la plus complexe réalisée par les Services Techniques de la Radiodiffusion Française au cours de ces dernières années. »

² Wilhelm Feyerabend, « Jeanne et les juges », in *Volkstimme*, 17 novembre 1949 ; Karl-Kuno L. Seckeimann, « Jeanne et les juges », in *Saarbrücker Zeitung*, 17 novembre 1949 ; « Jeanne et les juges », in *Neue Saar*, 25 novembre 1949. A l'étranger, la pièce fut aussi représentée en Italie du 18 au 23 août 1951, dans le cadre du V^e Festival de théâtre de San Miniato, avec l'actrice italienne Vivi Gioi dans le rôle de Jeanne. Ainsi qu'en Allemagne à Schwäbische Hall, près de Stuttgart, puis au Luxembourg pour le Festival de l'Europe.

³ Lettre de Thierry Maulnier à sa mère, datée du 27 juin (1950). Fonds Thierry Maulnier, Bibliothèque municipale de Versailles. F 991 (6) a.

⁴ *Ibid.*

et dans l'espace. « Je n'ai pas fait de mon *Profanateur*, confesse-t-il dans sa préface, une machine de guerre contre quoi que ce soit, non pas même contre le communisme (...). Il reste qu'il faut sous-entendre "communiste", ou plus généralement "totalitaire" là où j'ai écrit chrétien. Il reste que j'ai parlé par parabole¹. » Maulnier a donc clairement situé dans une civilisation chrétienne, une action et des questionnements sur l'idéologie marxiste. *Le Profanateur* illustre, par l'action et le comportement des personnages créés par l'auteur, sa définition du communisme comme religion politique. Le fanatisme chrétien contre lequel se dresse le principal personnage de la pièce s'apparente au fanatisme des hommes qui militent pour les formes modernes d'existence du sacré : le communisme et, plus généralement, les différents régimes totalitaires. « A notre époque, plus qu'à aucune autre époque de l'histoire de la civilisation, l'individu reçoit la sommation totalitaire, doit faire l'épreuve de sa liberté et de sa capacité de refus face aux représentants d'une foi qui ne tolère pas d'hérétiques, à une despotique exigence d'unanimité². » Tel est précisément le conflit auquel est confronté Wilfrid de Montferrat, le *Profanateur*. L'action se déroule au XIII^e siècle, sous le règne de Frédéric II de Hohenstaufen, que le pape vient tout juste d'excommunier pour avoir conclu une alliance avec les musulmans. C'est la guerre entre le pouvoir spirituel et l'Empire, la lutte en Italie entre les Gibelins, partisans de l'empereur, et les Guelfes, partisans du pape. Mantoue s'insurge contre Wilfrid de Montferrat, capitaine impérial, représentant de Frédéric II. La révolte est menée par Alde Pozzi, neveu du podestat de Mantoue, dont Maulnier fait un modèle de militant moderne, plus qu'un modèle de chrétien, par l'intensité de son fanatisme³. En vain les Guelfes essaient de gagner Wilfrid de Montferrat à leur cause. Il repousse la proposition, non par fidélité envers l'empereur, mais par refus de l'engagement, par défiance envers Dieu, parce qu'il ne veut pas sacrifier sa liberté. Ce n'est pas en effet la liberté qu'il défend, mais sa propre liberté. Sommé de prendre parti dans un siècle

¹ Thierry Maulnier, *Le Profanateur*, pièce en quatre actes précédée de *La Révolte et le sacré*, Paris, Gallimard, 1952, p.32.

² Thierry Maulnier, *Le Profanateur*, op. cit., p.31.

³ « J'ai voulu représenter, explique Maulnier, dans mon Alde Pozzi un type d'homme qui dépasse et déborde l'époque où l'action est située, un type d'homme qui est celui du militant engagé tout entier au service d'une cause, et qui admet de la servir par tous les moyens parce que c'est une guerre qu'il conduit, et qu'il subordonne tout à la victoire ». (Thierry Maulnier, « Le Profanateur est-il antichrétien ? », in *Recherches et débats*, cahier n°2, « Le théâtre contemporain », octobre 1952, p.122.

confronté à la toute puissance de la foi chrétienne, le profanateur est l'homme qui se lève pour dire non. La plupart des critiques ont donc interprété l'attitude de Wilfrid comme un refus du diktat sartrien de l'engagement. Maulnier reprenait bien volontiers cette opinion à son compte en considérant cependant que « le refus de l'engagement (...) est encore un engagement, s'il est poussé à son terme¹ », c'est-à-dire, comme tel est le cas pour Wilfrid, jusqu'à la mort. La comparaison, opérée dans la pièce au travers du personnage d'Alde, entre les fanatismes chrétien et communiste, provoqua cependant un malentendu sans doute bien involontaire. Des écrivains catholiques, choqués par le caractère outrancier de la foi – qu'ils considéraient finalement comme peu chrétienne – d'Alde Pozzi, y virent une attaque en règle contre la religion, au sens où ils accusaient Maulnier d'avoir donné le beau rôle à celui qui profane le sacré contre celui qui le défend². Maulnier opposa à ces critiques la réfutation suivante : « aucun des personnages, dans le *Profanateur*, n'est mon porte-parole, et tous sont mes porte-parole. Il arrive que je donne raison à Wilfrid, il arrive que je donne raison à Alde (...). L'auteur est dans ses personnages, même s'il ne le veut pas. Il est dans tous ses personnages et il est dans aucun. Il est dans celui qui se rebelle contre Dieu, et il est dans celui qui lutte contre le rebelle au nom des valeurs que la rébellion insulte ou détruit (...). L'un est l'autre ont pris tour à tour la parole en lui, et ce qui apparaît dans leur contradiction, c'est sa propre contradiction. L'auteur est moins dans l'un ou dans l'autre de ses personnages qu'il n'est dans le conflit entre ses personnages : dans ce conflit seul, il "s'exprime" si l'on veut absolument qu'il "s'exprime". Le conflit dramatique est son propre conflit³. » Maulnier retrouve ici une conception classique du théâtre, selon laquelle le but de l'auteur dramatique est d'aider le spectateur à se poser les questions fondamentales sur l'énigme de l'existence humaine, et non pas d'y apporter une réponse. Entre Alde et Wilfrid, aucun des deux personnages n'a donc

¹ Thierry Maulnier, *Le Profanateur*, op. cit., p.37.

² Sur ce point, voir par exemple les débats autour de cette question de l'athéisme dans le théâtre contemporain et plus précisément dans la pièce de Maulnier dans *Recherches et débats*, art. cit., pp.91-129. Pour le philosophe personnaliste Etienne Borne, par exemple, assez représentatif des critiques catholiques, « on verra qu'en face de Wilfrid, le personnage d'Aldo (sic), c'est le croisé, c'est le fanatique d'une chrétienté qui est très charnelle, très politique. Lui, il s'engage, mais quand on compare les deux personnages de Wilfrid et d'Aldo, il est à mon sens évident qu'il y a infiniment plus de grandeur humaine dans Wilfrid que dans Aldo. Le seul personnage de pureté de la pièce, c'est Wilfrid : ailleurs on ne trouvera que de l'impureté. Il y a une impureté chez Aldo dans la mesure où son fanatisme est une caricature très grossière de la foi authentique ». (p.97).

³ Thierry Maulnier, *Le Profanateur*, op. cit., pp.26-27.

raison. *Le Profanateur* ne défend aucune thèse. L'auteur ne vise aucune démonstration. Il cherche juste à faire réfléchir le spectateur.

Le 15 juillet 1950, la pièce, présentée au Festival d'Avignon, obtint un réel succès auprès du public et des critiques qui avaient fait le déplacement. A la fin de l'année 1951, Maulnier s'efforça de la faire monter sur scène à Paris, après l'avoir présentée en décembre à Rouen, puis Caen, où le public témoigna un réel enthousiasme. *Le Profanateur* devait donc être repris au théâtre du Vieux-Colombier le 9 décembre 1951, mais la prolongation du spectacle en cours devait retarder ces plans. Finalement, le théâtre de l'Athénée l'accueillit à partir du 5 janvier 1952 pour une série de 60 représentations. La lettre que Maulnier écrit à sa mère à cette époque témoigne de l'ampleur des difficultés qu'il devait rencontrer pour monter une pièce et des risques financiers encourus : « le risque était énorme. Un vrai coup de poker, le plus gros que j'aie jamais tenté. Il fallait louer l'Athénée pour deux mois ferme pour un peu plus de 80 000 francs par jour. Cinq millions à garantir, dont un peu plus d'un million et demi à payer à la signature du contrat, le reste tous les quinze jours, toujours d'avance, par paiements échelonnés. Nous n'en avons pour ainsi dire pas le premier sou, les quelques concours que j'avais réunis – environ un million y compris une subvention des Beaux Arts de 300 000 francs, ayant été absorbés par les décors, frais de publicité au départ, indemnités aux comédiens pour le mois de retard, etc. (...). Mon compte en banque, heureusement un peu garni, l'héritage de Marcelle, un prêt sur de l'or et un gala au profit des bourses du *Figaro* nous ont permis de faire face à la première échéance. Après il fallait compter sur les recettes. En cas d'échec de la pièce, je ne sais pas trop ce qui serait arrivé. La générale a été bonne, mais non pas triomphale. Pour une pièce assez sévère et sans vedettes, c'était assez dangereux. Nous avons eu dans la presse deux ou trois éreintements sans grande conséquence, trois ou quatre articles enthousiastes, les autres bons, mais avec des réserves qui pouvaient nous faire grand tort ("froideur", "pièce trop intellectuelle", etc.) mais l'appui de Mauriac, de Jacques Lemarchand et même de Gautier ont été précieux. Surtout la pièce a plu au public. La "publicité parlée" a été infiniment plus chaude que l'accueil de la presse. Au bout de trois semaines, écrit-il à la fin du mois de janvier 1952, nous pourrions dire, si l'on pouvait préjuger de l'avenir, que la partie est gagnée. Les recettes ont monté

continuellement. (...). Nous devons en principe quitter l'Athénée le 3 mars, alors que le succès de la pièce justifierait au moins cent représentations, semble-t-il. (...). Il est certain que c'est de beaucoup la plus grosse partie théâtrale que j'aie jouée jusqu'ici, par les risques et par les résultats¹. » Et de fait, la pièce est accueillie au théâtre Antoine puis dans le théâtre que dirige Jacques Hébertot, avec lequel Maulnier débute une longue collaboration.

Pour être un peu plus précis sur les observations de la critique qu'il ne l'est dans sa lettre, celle-ci fut certes partagée, mais en majorité enthousiasmée. Les 75 articles parus, et peut-être plus, tournaient toujours autour des appréciations habituelles sur son théâtre. Pour les éléments positifs soulignés quasi-systématiquement, la noblesse de la langue. Du côté négatif, la froideur des sentiments, l'aridité du sujet et l'intellectualisme de la pièce. Il faut dire que Maulnier, précurseur en 1950 à Avignon, arrivait en 1952 à Paris après la présentation de *Le Diable et le bon Dieu* de Sartre et du *Bacchus* de Cocteau, qui portaient tous les deux sur le conflit de l'homme avec Dieu et la société. Il y avait quelque chose, dans l'air du temps, qui poussait les auteurs dramatiques à s'interroger sur la liberté humaine et les rapports de l'individu solitaire avec les collectivités fanatisées. Et peut-être une lassitude des critiques à l'égard des pièces à idées. « Il faudrait sortir ce grand diable de Thierry Maulnier de sa jungle d'idées », et « le jeter tout brûlant dans la vie² », se moquait Kléber Haedens, son ancien camarade de la Jeune Droite, dans son feuilleton dramatique pour *Paris Presse*.

Après *Le Profanateur*, Maulnier adapte la tragédie de Sophocle, *Œdipe Roi*, pour la Comédie-Française. De son côté, Marcelle Tassencourt, qui jouait le principal rôle féminin dans *Le Profanateur*, s'attaque à la mise en scène du *Dialogue des carmélites* de Georges Bernanos, qui connaît un énorme succès auprès du public et reste à l'affiche au théâtre Hébertot pendant plus d'un an. Puis, emballé par ses succès croissants, Maulnier se lance dans l'écriture d'une nouvelle pièce qui lui demande plusieurs mois de travail, entre ses nombreux articles à rédiger quotidiennement pour

¹ Lettre de Thierry Maulnier à sa mère, datée du 26 janvier (1952). Fonds Thierry Maulnier, Bibliothèque municipale de Versailles, F991 (6) a.

² Kléber Haedens, « Il faudrait sortir ce grand diable de Thierry Maulnier de sa jungle d'idées », in *Paris Presse* – *L'Intransigeant*, 12 janvier 1952.

la presse et les accès réguliers de paresse, qui viennent perturber ses envies de création. En février 1953, il peut cependant écrire à sa mère : « Enfin la pièce est finie. Ce n'est encore qu'un ours mal léché. Il faut plusieurs jours de travail de correction. Mais la chose est là, devant moi. Elle est sortie de moi ou je suis sorti d'elle et je me sens comme convalescent. Hébertot, qui a voulu la lire telle quelle, avant correction, est très intéressé. De toutes façons, je crois que je n'aurai pas trop de mal à la faire jouer¹. » Et il faut bien reconnaître que son intuition est alors bonne. Avec *La Maison de la nuit*, Maulnier noue un lien durable avec le succès jusqu'à la fin des années cinquante, en enchaînant les représentations. Toutes ces réussites, il les partage avec Jacques Hébertot, qui est resté célèbre pour son engagement anticomuniste et auquel il dédie *La Maison de la nuit* lors de sa publication chez Gallimard. Du point de vue politique et littéraire, les deux hommes sont assurément en phase. Maulnier devient progressivement l'un des auteurs favoris d'un directeur de théâtre qui possède un impressionnant tableau de chasse, avec Camus, Montherlant, Mauriac, Romains, Giraudoux, Cocteau et Claudel, entre autres. « Avouerais-je, confessait ainsi Maulnier, que j'éprouve quelques embarras à dire la grandeur de la place que tient Jacques Hébertot dans l'histoire du théâtre français contemporain au moment même où il vient de me faire l'honneur d'accueillir la pièce que vous allez entendre ? Il me semble pourtant que j'ai le droit de trouver un encouragement pour moi-même dans la considération de l'œuvre accomplie par l'homme qui veut bien me donner une place dans un répertoire intimidant entre tous et aussi le droit de lui dire merci². »

*La Maison de la nuit*³ est l'œuvre théâtrale de Maulnier la plus aboutie. Elle rassemble les meilleures qualités de ses précédentes pièces, avec en plus, une analyse plus approfondie des sentiments qui lui donne davantage de chaleur et de vie, et permet de dépasser le caractère habituellement intellectuel des créations de celui en qui les critiques voient généralement un monstre froid d'intelligence. Maulnier introduit cependant une rupture ; l'histoire sur laquelle est construite la pièce est contemporaine.

¹ Lettre de Thierry Maulnier à sa mère, datée du 23 février (1953). Fonds Thierry Maulnier, Bibliothèque municipale de Versailles, F991 (6) a.

² Thierry Maulnier, « Silhouette de Jacques Hébertot », Livret de présentation de *La Maison de la nuit*, Théâtre Hébertot, sans date.

³ Sur la manière dont la pièce s'insère dans les débats politiques de la guerre froide au théâtre, voir : Ted Freeman, *Theatres of war. French Committed Theatre from the Second World War to the Cold War*, Exeter, University of Exeter Press, 1998, p.142-156.

Elle relate un conflit politique contemporain. Alors que le monde est en pleine guerre froide, Maulnier n'hésite pas à affirmer : « dans cette politique, je prends parti, et ne m'en cache pas, et si cette pièce a pu, ou peut encore, dans l'avenir, inviter des spectateurs à des réflexions, à des scrupules, à des hésitations ou à des conclusions dont leur choix politique se trouvera affecté, je me garderai bien de prétendre hypocritement que je n'avais pas voulu cela. Cette pièce est engagée, comme on dit, engagée dans l'actualité politique pour y faire sa petite trouée, pour y peser de son modeste poids, sur un plateau et non sur l'autre¹. » Ce sont bien entendu l'idéologie communiste et les régimes communistes qui sont visés ici. *La Maison de la nuit* évoque en effet le problème des deux Allemagnes et la ligne de démarcation tracée par la RDA pour enrayer l'exode de ses habitants vers l'Ouest. Mais comme à l'accoutumée, Maulnier considère, selon sa vision classique du théâtre, que ce conflit politique contemporain n'est qu'un moyen de traiter plus largement des questions liées à la condition humaine. « Au regard de l'artiste ou de celui qui se voudrait tel, toute histoire est anecdote, devient anecdote. Toute histoire est emportée dans son mouvement vers l'inactuel. Mais la protestation ou la résignation humaine, l'adoration ou la révolte humaine, la cruauté humaine et l'amour humain, la possibilité ou l'impossibilité d'un accord de l'homme avec son semblable, d'un accord de l'homme avec l'atroce création, sont la seule matière véritable de l'œuvre d'art, le fond stable où l'œuvre d'art s'ancre contre le temps². » Autrement dit, le communisme n'est plus qu'un prétexte pour l'analyse de ce qui, en l'homme, échappe à l'histoire immédiate. Le conflit des idéologies n'est en fin de compte qu'une toile de fond, qui sert de décor politique à l'auteur pour l'aider à amener les personnages dans une véritable situation dramatique. Le vrai sujet de la pièce, lorsque l'on tente de s'abstraire de la question communiste, c'est la passion humaine de la pitié, dans un monde impitoyable pour l'homme. A l'intérieur d'une maison de passeurs située dans la zone tampon entre deux Etats d'Europe centrale, une démocratie populaire à l'Est soumise à la dictature du parti, une république libérale à l'Ouest, plusieurs personnes sont réunies pour attendre l'ouverture de la frontière à l'Ouest qui est fermée pour mesures

¹ Thierry Maulnier, *La Maison de la nuit*, pièce en trois actes précédée de *La Politique ou la pitié ?*, Paris, Gallimard, 1954, p.14.

² *Ibid.*, pp.18-19.

exceptionnelles. La maison, qui abrite une horloge marquant l'heure exacte, devient le lieu d'affrontement de diverses passions. L'action se déroule en temps réel pendant les trois heures que dure la représentation, de neuf heures à minuit. Pour accentuer la connivence du public avec ce que vivent les personnages, Maulnier a recours à cette méthode qui a été utilisée avec succès par le cinéma. Parmi les personnes rassemblées dans la maison se trouvent Franz Werner, un ancien ministre socialiste, qui fuit son pays – et ce qu'il est devenu – avec sa secrétaire en abandonnant sa femme. Par peur des représailles, celle-ci poursuit son mari et arrive aussi, par hasard, dans la maison du passeur. Parmi les fugitifs se sont glissés deux agents des services de police de la république populaire, Hagen et Krauss, qui ne connaissent pas encore l'objectif de leur mission. Hagen est un militant désenchanté de la cause communiste qui fait son travail sans enthousiasme, mais qui doute. Il y a aussi du Profanateur en lui, dans son ironie et son esprit de provocation. Krauss est en comparaison un serviteur fanatique. Dans la fuite, les deux agents ont reconnu le ministre Werner, qu'ils veulent empêcher de passer à l'ennemi. Pendant que Hagen se charge de cette besogne, Krauss doit aller chercher une patrouille de police. Pour gagner du temps et retenir le ministre, Hagen tente de faire appel à sa pitié en lui expliquant qu'il n'a pas le droit d'abandonner sa femme. Le ministre cède, et Hagen, qui apprend que Krauss a reçu l'ordre de tuer tout le monde dans la maison, se retrouve pris à son propre piège. Submergé par la pitié que lui inspire la femme du ministre Werner, « par cette passion ambivalente où s'associent et se confondent le sentiment de culpabilité, la fatigue de la vie, la révolte devant un ordre qui se fait complice de la cruauté du monde, la lâcheté devant la souffrance d'autrui et le dévouement sacrificiel », Hagen « va abandonner toutes ses raisons de croire et de combattre, pour la cause d'une femme insignifiante, ridicule, odieuse peut-être, mais désemparée et désespérée¹. » La pitié que lui inspire cette femme, le conduit jusqu'au sacrifice final ; ce qu'exprimait bien le premier titre donné par Maulnier à son œuvre, *Il n'y a aura pas de matin*. Au fond, cette pièce est un vrai drame passionnel, qui réussit à soulever l'émotion du public. Car *La Maison de la nuit* est pour Maulnier un succès, autant auprès du public que de la critique ; le premier succès incontestable d'ailleurs. Dans sa réponse au discours de réception de Thierry

¹ Thierry Maulnier, *La Maison de la nuit*, op. cit., p.45.

Maulnier à l'Académie française, Marcel Achard insista tout particulièrement sur cette pièce : « Il vous fallut attendre *La Maison de la nuit* pour connaître un vrai grand succès. Toujours l'estime, toujours le respect, jamais l'enthousiasme. (...). Je crois savoir ce qui vous a empêché, provisoirement, d'être reconnu pour le très grand auteur dramatique que vous êtes, que vous serez encore. Je crois que c'est votre admiration pour Robert Garnier et pour Jean Racine. La nécessité d'écrire très bien et de travailler dans le sublime vous a nui. Vos premières pièces (...) témoignent d'une intelligence et d'un instinct étonnant de la chose théâtrale ». Citant son confrère Jean Anouilh, Marcel Achard continuait en affirmant qu' « il y a des bêtes de théâtre de génie, il y a des bêtes de théâtre de talent, il y a des bêtes de théâtre bêtes tout simplement, mais toutes ont ce trait commun, de Shakespeare au dernier vaudevilliste : elles font partie de la ménagerie. » Vous êtes resté longtemps (...) sans faire partie de cette ménagerie là. Maintenant ça y est : vous en êtes. De puis *La Maison de la nuit*. Rien n'est plus utile à un auteur qu'un vrai succès. Il lui fait comprendre l'importance du public. Tant qu'il n'est admiré que par ses confrères, l'auteur n'a que trop tendance à considérer le public comme une quantité négligeable. (...). La plus cruelle manifestation de désapprobation du public, c'est son absence. (...). Le succès de *La Maison de la nuit* vous a fait ressentir cette nécessité. Il ne s'agit pas de s'abaisser pour plaire, mais d'essayer de se faire entendre. En ceci l'action de votre femme aura été déterminante. Vous avez vécu dans le théâtre. Vous avez travaillé avec et pour des comédiens. Alors, inévitablement, vous avez été fasciné par le magie de notre univers de toile et de bouts de bois. Depuis 1953, vous savez le prix d'une improvisation organisée. Le critique Thierry Maulnier, qui vous jetait dans les roues les bâtons de son érudition et de ses préceptes, vous l'avez muselé. Vous ne l'autorisez plus à vous harceler de ses conseils. (...). Depuis 1953, vous vous demandez plutôt ce que pense le spectateur du vingtième rang – car vous êtes bien décidé à ce qu'il y ait au moins vingt rangs de spectateurs. Vous avez fait taire aussi le littéraire qui vous incitait à trusser des couplets et à balancer de belles périodes. Les belles phrases au théâtre ne font pas nécessairement de belles répliques¹. » On ne saurait mieux résumer que dans ces phrases de Marcel

¹ Réponse de M. Marcel Achard au discours de M. Thierry Maulnier. Discours prononcé dans la séance publique le jeudi 20 janvier 1966, Paris, Palais de l'Institut.

Achard les critiques énoncées sur les œuvres théâtrales de Thierry Maulnier et les progrès définitifs qu'il accomplit avec *La Maison de la nuit*. Cette pièce est finalement moins un événement politique qu'une réussite complète dans la carrière de Maulnier pour le théâtre. *La Maison de la nuit*, mise en scène par Marcelle Tassencourt et Michel Vitold, qui jouent aussi dans la pièce avec Roger Hanin et Jean Schetting, reste à l'affiche jusqu'au 28 mars 1954, et s'arrête après la cent soixantième représentation¹.

Fort de ce succès, Maulnier ne prend pas le temps de se reposer longuement et se jette rapidement dans l'adaptation pour la scène du roman d'André Malraux, *La Condition humaine*. L'idée de donner une version théâtrale de *La Condition humaine* remonte à un peu moins de deux années. Le dramaturge et metteur en scène russe Meyerhold avait tenté l'aventure mais sa disparition en 1940, parmi les victimes de la terreur stalinienne, mit fin à ce projet. Quand Malraux lui donne finalement un accord, Maulnier est à la veille de son départ pour les Etats-Unis. Il se met au travail sur le bateau, et en quelques mois, il livre un texte resserré, ordonné selon une structure nouvelle mieux adaptée à une œuvre dramatique. Certaines scènes ont par ailleurs été réécrites directement par Malraux. A voir le nombre d'articles critiques publiés, c'est-à-dire plus de 110 en quelques mois, cette adaptation est en tout cas, après la pièce de Montherlant, *Port-Royal*, le plus grand événement théâtral de la saison 1954-1955. « Il est dit que nous ne sommes pas voués aux succès faciles, écrit-il à sa mère trois semaines après la première représentation, et l'espoir que nous avons un peu de nous asseoir sur notre derrière après la générale et de laisser rentrer l'argent n'a pas été comblé. Ce que tu as pu voir de la presse te donne une idée de son ton général. Peu d'approbations chaleureuses (*Combat*, *Libération*, Stève Passeur dans *L'Aurore*, quelques articles aimables avec des réserves, du type Lemarchand dans le *Figaro littéraire*) et ailleurs, avec quelques éloges sur tel ou tel point, un ton de malveillance, sinon de hargne (Malraux dit, avec un peu d'exagération : "c'est la presse de la haine".) Après le Gautier, tout le monde, sauf Malraux et moi, était convaincu du désastre. En fait, ce n'est pas le désastre. Le nom de Malraux et le caractère brillant et

¹ Geneviève Latour, *Théâtre, reflet de la IV^{ème} République. Evénements, politique, société, idées...*, Paris, Bibliothèque historique de la Ville de Paris, Association de la régie théâtrale, 1995, p.356. Pour Geneviève Latour, cette pièce fait partie des succès de la saison théâtrale 1953-1954.

divers du spectacle, nous ont permis d'offrir une bonne résistance. La moyenne des recettes pour les trois premières semaines n'est pas sensiblement inférieure à celle des *Carmélites* ou de *La Maison de la nuit*, le public, à vrai dire, un peu déconcerté les premiers jours par le caractère inhabituel du spectacle, se fait tous les jours plus compréhensif et plus chaleureux (beaucoup plus de rappels, des "bravo") et nous pourrions être, dans des conditions normales, assurés d'aller jusqu'à la 200^e (...). Le seul problème résulte du coût très élevé de la pièce (180 000 francs de frais par jour, plus l'amortissement) (...). Mais il semble que nous aurons des appuis, ne serait-ce que du côté de Gallimard, à qui le seul relancement (sic) du roman par la pièce fait gagner en ce moment 20 000 francs par jour. (...) Et c'est la pièce dont on parle, ce qui est important¹. » Créée le 6 décembre 1954, *La Condition humaine* tient l'affiche pendant 200 représentations. La critique est très partagée, que ce soit pour des raisons littéraires ou politiques. Pour certains confrères de Maulnier, cette adaptation confirme qu'il est impossible de tirer un drame d'un roman. Les nombreux artifices tirés du cinéma auxquels Maulnier et Marcelle Tassencourt pour la mise en scène, ont dû recourir démontrent, selon eux, que *La Condition humaine* aurait plutôt fait un bon film². Une partie de la droite a d'autre part du mal à accepter que l'anticommuniste Maulnier puisse donner à voir sur scène, avec une totale fidélité, l'œuvre d'un écrivain qui était, lors de la parution du roman, un militant communiste convaincu. « Que ressort-il du dessin de l'ouvrage et du portrait qui nous est offert de chacun de ses héros ? Seuls les communistes sortent grandis de l'aventure. Sans nuance. Les autres sont leurs juges et leurs bourreaux. Sans nuance non plus. (...). Quant aux quelques misérables Français égarés dans cette histoire, ils apparaissent comme des guignols ou des forbans... (...). Il y a donc fort à parier que les ennemis de l'Occident en général, et de la France en particulier, n'hésiteront pas à tirer parti du tableau peu flatteur pour nous que leur offre la version théâtrale de *La Condition humaine* », écrit Jean-Jacques Gautier dans *Le Figaro*. Gabriel Marcel souligne lui aussi que la pièce est exclusivement favorable aux communistes. Pour comprendre ces critiques, il ne faut

¹ Lettre de Thierry Maulnier à sa mère, datée du 28 décembre 1954. Fonds Thierry Maulnier, Bibliothèque municipale de Versailles, F 991 (6) a.

² C'est par exemple le cas de Jean-Jacques Gautier, le critique du *Figaro* : « *La condition humaine* de Thierry Maulnier, d'après le roman d'André Malraux », in *Le Figaro*, 13 décembre 1954.

pas oublier en effet que la France se débat alors dans les guerres coloniales où elle affronte des mouvements indépendantistes soutenus par le régime soviétique et le Parti communiste français. Maulnier précise cependant que, tout en se sentant très éloigné du communisme et de son mode de gouvernement des hommes, ce qui n'a plus besoin d'être démontré, il n'en souscrit pas moins à la défense des opprimés au plan social et comprend le sens de leur révolte. C'est cela précisément qu'il apprécie dans *La Condition humaine* : l'espérance humaine et la révolte des personnages de Malraux qui se dressent contre l'injustice de l'ordre établi. « Tout cela n'appartient pas au seul communisme et nous avons le droit, et nous avons l'obligation de ne pas le lui abandonner¹. » En dehors du drame que représente la volonté révolutionnaire trahie par l'organisation bureaucratique de la révolution, ce que Maulnier retient de l'œuvre est sa conclusion : « *La Condition humaine* ne nous donne pas la clé avec laquelle l'homme, enfermé dans la prison de son destin périssable et dans la fatalité de l'histoire, pourrait s'ouvrir les portes d'un accord enfin acceptable avec l'univers. Sans doute n'y a-t-il pas de clé. Sans doute n'y a-t-il pas de porte. (...). *La Condition humaine* nous enseigne la vanité des valeurs qui ne sont que politiques². »

Après le journalisme qui constitue sa toute première activité, le théâtre est bien la grande affaire de Maulnier dans la seconde moitié du vingtième siècle. Malgré des débuts honorables à Libération, il faut attendre les années cinquante pour qu'il obtienne tout à la fois l'enthousiasme de la critique et, ce qui est sans doute le plus important pour un auteur, la reconnaissance du public. Maulnier enchaîne les succès publics et ses pièces, qui ne font certes pas toujours l'unanimité, ne laissent pas la critique indifférente. « Je me considère comme un homme qui de temps en temps a envie d'écrire pour le théâtre », confessait-il à l'occasion d'un entretien dans les années 1970³. A cette époque, où il livre sa pièce *Le Soir du conquérant*⁴, il y a en effet une dizaine d'années qu'il n'a pas créé d'œuvre de sa plume. Et finalement, il n'a pas écrit plus de huit pièces au cours de sa carrière de dramaturge. Mais cette faible

¹ Thierry Maulnier, « *La Condition humaine* au théâtre », in *Preuves*, décembre 1954, p.32.

² *Ibid.*

³ Claude Cezan, « Thierry Maulnier : "L'audace actuelle découle de lieux communs" », in *Les Nouvelles Littéraires*, 12 novembre 1970.

⁴ Thierry Maulnier, *Le soir du Conquérant* suivi de *Celui qui n'avait rien fait*, Paris, Gallimard, 1983, 229 p.

activité d'auteur ne doit pas faire oublier qu'il développe une énergie intense pour le théâtre. Quand il n'est pas dans la salle pour rédiger ses critiques dramatiques, quand il n'écrit pas des œuvres originales pour la scène, il a recours à l'adaptation pour se divertir. « Les adaptations dans ma carrière sont une sinécure. Je musarde... C'est un travail amusant, un travail qui n'en est pas un¹ », avoue-t-il. Mais c'est aussi une occupation qui prend du temps à ce bourreau de travail aux allures de paresseux. Quelques mois après la dernière représentation de *La Condition humaine*, il adapte *Le Prince d'Égypte* de Christopher Fry, en collaboration avec Philippe de Rothschild, pour le théâtre du Vieux-Colombier. Présentée pendant la saison 1955-1956, la pièce fut jouée 113 fois², chiffre respectable, mais nettement moins important que le nombre de représentations de *Procès à Jésus*, que Thierry Maulnier adapte en 1958 d'un texte du dramaturge catholique italien Diego Fabbri. Jouée au Théâtre Hébertot, la pièce bénéficia d'une énorme audience auprès du public et s'interrompit après plus 400 représentations³. Le 16 décembre 1958, en collaboration avec le Centre Richelieu, la pièce fut interprétée devant 6500 spectateurs au Vélodrome d'Hiver et accompagnée d'un débat intitulé « Jésus est-il Dieu ? » placé sous la présidence de Monseigneur Feltin, Archevêque de Paris. Enfin elle eut une brillante carrière en tournée en 1959 et 1960, autant en province qu'à l'étranger (en Suisse ou Belgique et au Luxembourg notamment). Ces adaptations triomphales qui attestaient, pour Marcel Achard, « une connaissance parfaite des auteurs, le respect profond de leurs intentions et les libertés, cependant scrupuleuses, d'un admirateur », lui faisaient ainsi dire : « L'adaptation est un genre dans lequel vous réussissez à merveille. Tout vous sert : votre culture, votre curiosité, votre goût de la transposition, votre habitude des versions grecques et latines et, par dessus tout, votre paresse⁴. » La carrière théâtrale de Thierry Maulnier fut en fin de compte multiple : critique célèbre, dramaturge, adaptateur, membre des commissions nationales d'aides au théâtre et même metteur en scène puisqu'il sortit de l'ombre à trois reprises pour diriger des œuvres de l'auteur pour lequel il avait sans doute le plus de goût, à savoir Racine, dont il porta sur la scène *La Thébaïde ou les*

¹ Thierry Maulnier cité par Marcel Achard in *Réponse de M. Marcel Achard au discours de M. Thierry Maulnier*, op. cit.

² Geneviève Latour, *Théâtre, reflet de la IV^{ème} République. Événements, politique, société, idées...*, op. cit., p.452

³ *Ibid.*, p.599

⁴ Marcel Achard, *Réponse de M. Marcel Achard au discours de M. Thierry Maulnier*, op. cit.

frères ennemis en 1965, *Phèdre* et *Britannicus* en 1978. Fêré de technologies, il écrivit également deux piéces mineures pour des interprétations radiophoniques : *La ville au fond de la mer*¹, jouée en 1950, et une autre sur la mort du Duc d'Enghien, *L'homme qui n'avait rien fait*², interprétée à la radio en 1955. Le jeune prince, condamné par la froide cruauté de Bonaparte, lui apparaît dans cette piéce comme l'homme qui n'avait rien fait pour mériter son sort, comme « un beau symbole de cette lassitude, de cette renonciation à l'effort de combattre et de comprendre, de cet abandon à la défaite qui marquent les aristocraties condamnées, celles pour qui il est devenu "vulgaire" de se défendre, et à qui l'on n'a appris qu'à mourir. » Désinvolte, volage, il « n'était pas à la hauteur de la culpabilité qu'on lui attribua³ ». De ce drame inédit, pour lequel il toucha la somme de 154 000 francs de la Radiodiffusion Française⁴, Maulnier confessait à sa mère que « Ce n'est pas un grand chef d'œuvre. Plutôt alimentaire⁵. » Il faut dire qu'il avait besoin d'argent pour payer les charges des piéces qu'il faisait jouer sur scènes, œuvres de sa création ou adaptations, mises en scène la plupart du temps par Marcelle Tassencourt. Les frais de montage du *Prince d'Egypte* au Vieux-Colombier coûtent alors la bagatelle de 1,75 millions de francs, entièrement supportés par Thierry Maulnier, dont 1,2 millions doivent être versés au théâtre⁶. Le théâtre est une passion qui mobilise une bonne partie de ses revenus. Comme le montrent ses échanges avec sa mère, chaque nouvelle création ou adaptation devient rapidement un vrai risque financier pour lui et son épouse. Car le théâtre est pour Maulnier une expérience dans laquelle son épouse tient un rôle indispensable. Jusqu'aux années soixante, Marcelle Tassencourt joue dans toutes les piéces qu'il donne sur scène. « J'ai le sentiment d'avoir été moi-même "dans le bain" bien avant d'avoir été mêlé à ses entreprises en

¹ Thierry Maulnier, *La défaite d'Annibal* suivi de *La ville au fond de la mer*, Paris, Gallimard, 1968, 233 p.

² Publiée sous le titre *Celui qui n'avait rien fait*, correspondant à celui donné à la piéce lorsqu'elle fut reprise au théâtre Montansier de Versailles en 1983 : Thierry Maulnier, *Le soir du Conquérant* suivi de *Celui qui n'avait rien fait*, *op. cit.*

³ *Ibid.*, p.122.

⁴ Convention passée entre la Radiodiffusion Française et Thierry Maulnier. Fonds privé Thierry Talagrand.

⁵ Lettre de Thierry Maulnier à sa mère, datée du 26 février (1955). Fonds Thierry Maulnier, Bibliothèque municipale de Versailles, F 991 (6) a.

⁶ Contrat entre le théâtre du Vieux Colombier et la compagnie du « Manteau d'Arlequin » de Marcelle Tassencourt. Les frais globaux avaient été estimés par Thierry Maulnier à un montant de 1,75 million de francs (Fonds privé Thierry Talagrand). Maulnier rencontre d'ailleurs des difficultés pour régler les factures du *Prince d'Egypte* et il s'adresse à Roland Laudenbach, directeur des Editions de La Table Ronde, pour tenter de trouver une solution avec lui, en recherchant, soit des participations dans sa société d'exploitation théâtrale, dont l'objectif est d'acheter à terme un théâtre, soit un prêt. (Lettre de Thierry Maulnier à Roland Laudenbach, datée du 20 décembre. Fonds privé Thierry Talagrand).

tant qu'adaptateur ou en tant qu'auteur. Je ne saurais plus compter les nombreuses journées, qui ne m'ont jamais paru longues, passées à la voir mettre en scène les pièces qu'on lui demandait ou qu'elle avait choisi de monter¹ », explique-t-il. Il est par conséquent réducteur de faire de son théâtre une machine de guerre contre le communisme, à l'instar des critiques marxistes². Dans une société marquée par la terreur, le communisme offre de nombreuses situations dramatiques qui peuvent servir d'exemples au dramaturge. Mais c'est la condition humaine que Maulnier explore véritablement à travers ses œuvres.

¹ Claude Cezan, « Thierry Maulnier : "L'audace actuelle découle de lieux communs" », art. cit.

² Comme lorsque *L'Humanité* par exemple attaque son adaptation de *La Condition humaine* le même jour que le critique du *Figaro* : « D'une pièce de M. Thierry Maulnier, on se demande toujours en quoi elle peut servir son anticommunisme maladif ». (cité par Thierry Maulnier in, « Thierry Maulnier s'explique à propos de *La Condition humaine* », in *Combat*, 17 décembre 1954.

Chapitre 27
« Tous les chemins conduisent à l'Europe »

La Fédération

La voie du théâtre, que choisit en partie Thierry Maulnier après la Libération, sans abandonner toutefois le journalisme, constitue une réorientation originale pour cet ancien de la Jeune Droite. S'il arrive quelquefois à ses anciens camarades d'écrire des critiques dramatiques – comme Jean de Fabrègues, René Vincent ou Charles Mauban par exemple –, il est le seul à s'impliquer autant dans le spectacle vivant. En 1955, Jacques Laurent porte sur la scène, sans succès, une pièce qu'il a écrite avec Pierre de Meuse, pseudonyme de Hubert Devillez, haut fonctionnaire employé au cabinet d'Antoine Pinay. Jean Loisy s'intéresse également au théâtre. Mais la scène n'est pas un pôle de rassemblement pour la Jeune Droite.

Le contraire prévaut pour le mouvement fédéraliste, « La Fédération¹ », qui prolonge l'esprit des années trente en recrutant ses membres les plus influents parmi les animateurs les plus en vue des jeunes relèves de l'entre-deux-guerres. La Fédération est bien, selon l'expression d'Olivier Dard, un « carrefour² » où se croisent principalement trois courants d'influence : les anciens de l'Ordre Nouveau, doctrinaires d'un fédéralisme intégral qui resurgit à la Libération ; ceux qui ont fait leurs premières armes au sein de la Jeune Droite de sensibilité maurrassienne et proudhonienne, et les membres du corps professoral de l'Institut d'Etudes Corporatives et Sociales (IECS), qui a sombré avec le régime de Vichy, représentants d'un corporatisme d'inspiration traditionaliste. La délimitation n'est, bien entendu, pas très stricte entre ces trois branches : Ordre Nouveau et Jeune Droite partageaient bien des points de vue dans les années trente ; quant à l'IECS, il comptait plusieurs animateurs de la Jeune Droite maurrassienne dans son équipe. Font ainsi partie de La Fédération, membres et partenaires du mouvement, ou plus simplement collaborateurs habituels et réguliers de ses bulletins et revues : Robert Aron, Alexandre Marc, Daniel-

¹ Sur ce mouvement et sur le fédéralisme européen, voir : Alain Greilsammer, *Les mouvements fédéralistes en France de 1945 à 1974*, Paris, Presses d'Europe, 1975, 220 p. ; Anne Elsa Mydlarz, *La Fédération 1944-1954 : un mouvement au service du fédéralisme intégral*, mémoire de maîtrise, université de Paris X-Nanterre, 1999 ; Véronika Heyde, *Le Mouvement Fédéraliste Français - La Fédération. Etude de 1944 à 1958*, Mémoire de maîtrise d'histoire, Université de Paris IV-Sorbonne, 2002, sous la direction de Georges-Henri Soutou, 179 p. ; Antonin Cohen, *De Vichy à la Communauté européenne*, op. cit., pp.297-316 ; Véronika Heyde, « Le Mouvement fédéraliste français – La Fédération 1944-ca.1960 », in *Revue d'histoire diplomatique*, n°2, 2003, pp.133-170 ; Bertrand Vayssière, *Vers une Europe fédérale ? Les espoirs et les actions fédéralistes au sortir de la Seconde Guerre mondiale*, Berne, Peter Lang, 2006, 416 p.

² Olivier Dard, « Destins de la Jeune Droite », in Gilles Richard et Jacqueline Sainclivier, *La Recomposition des droites en France à la Libération 1944-1948*, op. cit., p.340.

Rops, Denis de Rougemont, Pierre Andreu, Thierry Maulnier, Serge Jeanneret, Jacques Laurent, Jean Loisy, Jean-François Gravier, Gilbert Maire, Philippe Ariès, Jean Daujat, Louis Salleron, Max Richard, André Voisin, Jean Bareth, Jacques Bassot, Jean Paillard, mais aussi Claude-Joseph Gignoux, Hyacinthe Dubreuil, Claude Delmas, Maurice Allais, Marcel de Corte, Bertrand de Jouvenel, Robert Buron, Raoul Dautry, Henri Brugmans, François Perroux, Daniel Halévy, Gustave Thibon, Raymond Aron, Paul Sérant, le frère de Louis Salleron, ou Guy Lemonnier, qui signe également des articles sous son pseudonyme de Claude Harmel¹. Le nom du mouvement, « La Fédération », fait vraisemblablement référence à la Fête de la Fédération du 14 juillet 1790, grande fête de l'unité française, au cours de laquelle le roi Louis XVI prête serment sur la constitution². L'association, domiciliée dans un premier temps rue de Provence à Paris, est déclarée en Préfecture de Police le 12 octobre 1944, comme Centre d'Etudes Institutionnelles pour l'Organisation de la Société Française, avec un bureau composé notamment de Jacques Bassot³, Président, et Robert Mitterrand, frère du futur Président de la République qui était également membre d'un mouvement appelé « La Mesnie du Roi ». Mais il faut attendre la fin de l'année 1946 pour que La Fédération sorte de la position confidentielle dans laquelle la confinent ses origines politiques, qui prennent leur source dans le maurrassisme et une association à vocation corporatiste fondée en pleine Révolution nationale par Martial Buisson⁴ et baptisée Centre Technique d'Organisation Professionnelle⁵. La Fédération est également liée aux milieux économiques qui lui apportent un soutien financier important et des cotisations. Au-delà de Jacques Bassot, elle « bénéficie des “subsidés” importants qui

¹ Parmi les anciens de l'équipe de l'IECS, il faut citer Jean Daujat, Louis Salleron, André Voisin, Jean Bareth, Jacques Bassot, Jean Paillard et Claude-Joseph Gignoux.

² Entretien de Joël Broquet, actuel secrétaire général de La Fédération avec Véronika Heyde, in Véronika Heyde, *Le Mouvement Fédéraliste Français - La Fédération. Etude de 1944 à 1958, op. cit.*, p.20.

³ Industriel, fils de Marcel Bassot qui fut, sur les conseils de Jacques Bassot, l'un des principaux investisseurs et actionnaires de la Compagnie des Machines Bull, vice-président du Conseil d'administration de cette société entre 1932 et 1941.

⁴ L'un des animateurs du Centre Communautaire.

⁵ Antonin Cohen cite par exemple une note de Georges Lebrun-Kéris à l'attention des dirigeants du MRP qui ne se berce pas d'illusions sur La Fédération : « Ce mouvement est extrêmement dangereux avec autant d'influence qu'une sorte de franc-maçonnerie. Idéologiquement, c'est un mélange confus de socialisme proudhonien et de maurrassisme. Les dirigeants, Voisin et Salleron, sont les anciens animateurs de l'Institut d'études corporatives du gouvernement de Vichy, après avoir été les animateurs du *Courrier Royal*. Il s'agit d'hommes parfaitement honnêtes, sympathiques et dynamiques mais passionnément hostiles à la démocratie parlementaire. Cette hostilité est en fait leur seul vrai crédo. » (cité par Antonin Cohen, *De Vichy à la Communauté européenne, op. cit.*, p.302).

lui sont versés par l'industriel Jacques Bouchayer, qui appartient à une dynastie grenobloise spécialisée dans la construction hydro-électrique, ainsi que d'un "appui" substantiel de la caisse centrale du patronat grâce au soutien de Claude-Joseph Gignoux et du préfet André Boutemy¹ ». Ancien directeur des renseignements généraux sous le régime de Vichy, Boutemy est en effet le principal convoyeur, après la Libération, des fonds secrets du Conseil National du Patronat Français, sous la houlette d'Ernest Mercier et Georges Villiers, à la tête d'un Centre d'Etudes Administratives et Economiques, baptisé « Comité de Penthievre » en référence à son adresse, dont l'objectif est notamment d'encourager le travail des élus et candidats anticommunistes au travers de cette caisse noire patronale. Enfin son influence auprès des responsables syndicalistes s'étend à F.O et à la C.F.T.C.

Au plan doctrinal, La Fédération reprend à son compte une bonne partie des analyses de la Jeune Droite sur la crise de la civilisation occidentale et la nécessité de reconstruire une France et une Europe rongées par le délabrement de leurs structures politiques et mentales. Phénomène nouveau cependant dans ce milieu, La Fédération entend accepter, sans le renier, l'héritage de la Monarchie et de la Révolution française, pour l'adapter à la France contemporaine. C'est ce que révèle une brochure de notes doctrinales éditée par La Fédération : « La Révolution n'a pas été exclusivement le triomphe d'une école philosophique ou le résultat d'une émeute populaire : ce qu'elle représentait d'aspirations valables et permanentes arrivait du fond de notre histoire, porté, consolidé, canalisé par la Monarchie tant qu'elle fut forte et jusqu'au jour où, à côté ou à la place du Roi, des institutions durent prendre en charge ce patrimoine spirituel quasi-millénaire². » Il y a dans l'histoire française, à travers les âges, une sorte de fil conducteur, dont le courant est la foi dans la liberté, qui relie la Monarchie à la République. Les principes sur lesquels se sont fondées la Révolution et la démocratie française exprimaient des élans permanents de la condition humaine en général, et de la conscience nationale en particulier. « Pour quoi

¹ Antonin Cohen, *De Vichy à la Communauté européenne*, op. cit., pp.302-303. Sur André Boutemy, voir également : Jean Garrigues, « André Boutemy, une éminence grise de la IV^e République », in Gilles Richard et Jacqueline Sainclivier, *La Recomposition des droites en France à la Libération 1944-1948*, op. cit., pp.355-365 ; Benoît Collombat, « André Boutemy, le porteur de valises du patronat », in Benoît Collombat et David Servenay (dir.), *Histoire secrète du patronat de 1945 à nos jours*, Paris, La Découverte, 2009, pp.51-53.

² *France, terre de libertés. Notes doctrinales*, Paris, La Fédération, p.4. Brochure non datée, mais vraisemblablement publiée avant 1947.

et au nom de quoi répudier un tel héritage ? se demandent les rédacteurs. Tel qu'il paraît ici, en cette aurore des temps nouveaux, il ne contient que l'acquis d'une civilisation longtemps mûrie, qui plonge elle-même ses racines dans la tradition romaine et chrétienne de l'égalité juridique et de l'universalité du droit d'une part, de la liberté de la personne humaine d'autre part. (...). Transposés sur le plan des institutions politiques, ces principes ont fait le tour du monde, soulevé des peuples, exalté les plus grands esprits, suscité d'héroïques sacrifices. Il n'est pas possible de ne voir dans leur avènement qu'un accident, l'effet d'une conspiration d'un moment. Certes, il n'est pas davantage possible de nier qu'après s'en être nourrie pendant 150 ans la France s'est trouvée en péril de mort : (...) tout héritage comporte un inventaire, qu'il importe pour qu'il dure de ne le point galvauder et d'en accommoder l'usage au dynamisme des faits¹. » La Fédération rejette la cause de cette faillite de la démocratie française sur l'individualisme virulent qui a régi les rapports économiques et sociaux. Le totalitarisme, communiste ou nazi, est toujours perçu comme la conséquence ultime de l'individualisme. Les animateurs de La Fédération souhaitent par conséquent lui substituer un système de valeurs fondé sur le respect de la « double réalité, individuelle et sociale de l'homme² », et par conséquent la reconnaissance de son appartenance à ces communautés naturelles que sont la famille, le métier, la commune, la province, la région, le syndicat et la profession, « dont l'ensemble hiérarchisé constitue la nation ». « Notre première conclusion, rappelle cette brochure, sera donc la nécessité que le régime politique institue juridiquement ces "communautés", fixe leurs droits et leurs devoirs, garantisse par là leurs *libertés* et les rende aptes, d'une part à servir la collectivité nationale, d'autre part à défendre ou à représenter leurs membres auprès de cette dernière³. » Concrètement, cela passe par la création d'un système de représentation fondé sur deux assemblées, l'une politique, élue dans le cadre national, qui s'apparente peu ou prou à l'existant, et l'autre formée dans un cadre régional et représentative des communautés naturelles ou des corps intermédiaires. Au plan économique, cela « implique en premier lieu la disparition de la condition

¹ *France, terre de libertés. Notes doctrinales, op. cit.*, p.10.

² Cette phrase est souvent présente dans les articles des animateurs de La Fédération. Comme on l'a vu précédemment à travers les écrits de Maulnier, c'est l'un des leitmotifs de la Jeune Droite, depuis les années trente.

³ *France, terre de libertés. Notes doctrinales, op. cit.*, p.21.

prolétarienne, la réintégration du travailleur dans son métier et à travers lui dans la nation, en lui rendant ce rattachement sensible par une juste participation aux profits, aux chances, à la gestion des intérêts communs de ce métier, en lui garantissant le libre développement de sa personnalité, en donnant enfin pour but à l'activité productrice le bien moral et matériel permanent de la communauté professionnelle et nationale, et non uniquement la recherche amoralisée d'une richesse fugitive et fréquemment apatride¹ ». Il s'agit, autrement dit, d'un corporatisme qui n'en a pas le nom, car le mot n'est jamais prononcé et ne fait plus partie du vocabulaire de La Fédération, qui préfère lui substituer le concept, moins connoté à la Libération, de fédéralisme, présent tout à la fois dans les doctrines de l'Action française et de l'Ordre Nouveau. Derrière le corporatisme traditionaliste des maurrassiens et le fédéralisme intégral des anciens de l'Ordre Nouveau, il y a le même attachement aux corps intermédiaires et aux traditions antérieures à l'Etat centralisateur. La réorientation du discours des monarchistes vers une rhétorique fédéraliste relève à coup sûr d'une stratégie délibérée pour moderniser le vieux corporatisme et permettre le voisinage avec les autres courants internes à La Fédération. Mais le fond du discours reste cohérent avec le passé de la Jeune Droite. Les maîtres à penser de La Fédération sont Sorel, Péguy, La Tour du Pin, Arnaud Dandieu et surtout, Proudhon, qui nourrit ses idées fédéralistes. Thierry Maulnier a bien exprimé ce que les monarchistes apprécient chez Proudhon ; sa capacité à dépasser les antagonismes et les contradictions dans une synthèse dynamique : « Cette pensée était (...) par nature même rebelle aux nécessités monolithiques du siècle, elle ne se laissait pas ranger sous une enseigne, annexer par un camp : magnifiquement synthétique, elle paraissait inutilisable dans un monde social tout entier orienté vers la division et l'opposition des forces². » Progressivement, et sous l'influence des anciens de l'Ordre Nouveau, le fédéralisme devient le sésame de La Fédération dans son entreprise de réorganisation des structures politiques, économiques et sociales de la France, conçue comme un moyen de dépasser les antagonismes entre Français. Elle envisage le fédéralisme comme une conception globale des activités humaines et de l'organisation des choses, selon un ordre

¹ *France, terre de libertés. Notes doctrinales, op. cit.*, p.25.

² Thierry Maulnier, « Situation de Proudhon », in *XX^e Siècle*, 17 janvier 1946.

hiérarchisé qui fixe et règle les responsabilités de chacun des échelons qui forment les cellules fondamentales de la société traditionnelle (famille, profession, commune, région, nation...). Parce que la personne humaine ne peut s'épanouir que dans les multiples communautés auxquelles elle participe, La Fédération oppose ainsi la souplesse du lien fédéral à l'intérieur de la société, au carcan de la centralisation administrative. Elle porte le combat fédéraliste sur tous les fronts intérieurs en multipliant les initiatives aux niveaux local et régional notamment. Ce qui fait alors dire aux Renseignements généraux : « La Fédération est un des groupes fédéralistes les plus actifs en province, où elle s'est assurée le concours de nombreuses personnalités locales et régionales. Elle a formé 70 comités groupant plus de 10 000 adhérents¹. » Parmi ces initiatives², dont certaines perdurent encore aujourd'hui, il faut notamment souligner la création du Comité national pour la réforme de la constitution ; la Conférence des comités régionaux d'étude pour la mise en valeur de la France, où se réunissent élus locaux et parlementaires, syndicalistes, patrons et hauts fonctionnaires ; la Jeune Chambre Economique lancée à l'initiative d'Yvon Chotard et André Voisin, la célèbre Union Fédérale des Consommateurs (UFC), le Comité Hyacinthe Dubreuil chargé de diffuser les idées de Hyacinthe Dubreuil dans l'entreprise, le Comité pour la défense et l'amélioration de la Sécurité sociale, l'Association française pour le Conseil des Communes d'Europe, le Mouvement National des Elus Locaux, le Centre d'information des communes rurales, le Centre d'Etudes Religieuses de Jean Daujat ou encore le Mouvement National pour la Décentralisation et la Réforme régionale. Jean-Maurice Martin relevait ainsi l'existence de 160 comités de ce type³. La création de

¹ Rapport des Renseignements généraux cité par Antonin Cohen, in *De Vichy à la Communauté européenne*, op. cit., p.311. Les chiffres annoncés par les chercheurs qui ont travaillé sur ce mouvement sont inférieurs. Romain Pasquier annonce 4 à 5 000 membres en 1947, à peine trois ans après sa création, et un apogée au milieu des années cinquante à 7 500 ou 8 000 membres en raison de la séduction qu'exercent ses thèses relatives à l'Union française et à la création d'une république fédérale algérienne, avant un départ brutal et précipité des adhérents en 1961-1962 lors de l'indépendance de l'Algérie. (Romain Pasquier, « L'invention de la régionalisation à la française (1950-1964) », Journée d'études AFSP / Groupe local et politique, IEP de Rennes / CRAP, 8 février 2002, p.4. Véronika Heyde tient le même discours dans son mémoire. (Véronika Heyde, *Le Mouvement Fédéraliste Français - La Fédération. Etude de 1944 à 1958*, op. cit., p.27). Le premier à citer ces chiffres est Alain Greilsammer in *Les mouvements fédéralistes en France de 1945 à 1974*, op. cit., p.118. Pour Bertrand Vayssière, La Fédération compte 5 000 membres en 1947, mais il donne un chiffre beaucoup plus important pour le début des années cinquante, c'est-à-dire 20 000 adhérents (in Bertrand Vayssière, *Vers une Europe fédérale ? Les espoirs et les actions fédéralistes au sortir de la Seconde Guerre mondiale*, op. cit., pp.389-390).

² Pour plus d'informations, voir Alain Greilsammer, *Ibid.*, pp.122-123 ; Véronika Heyde, *Ibid.*, pp.41-42.

³ Jean-Maurice Martin, « Quatorze ans d'actions fédéralistes », in *L'Ere des fédérations*, Paris, Plon, 1958, p.225.

ces structures autonomes périphériques, suscitées par les hommes de La Fédération pour toucher un plus large public, était conforme à la stratégie de l'association elle-même, qui ne se voulait pas un mouvement de masse, mais un « groupe de pression paragouvernemental¹ » chargé de promouvoir le fédéralisme et de favoriser les conditions d'un redressement français en influençant les décideurs². L'un des animateurs de La Fédération, Jean-Maurice Martin, dressait ainsi le bilan suivant, au bout de dix années d'actions fédéralistes : « Notre Mouvement a parfois une réputation fâcheuse d'impérialisme ; on dit souvent qu'il fait preuve d'une sorte d'activisme boulimique. (...). Ce réseau complexe d'organisations et de mouvements divers, issus de “La Fédération” ou spontanément apparus, constitue dès maintenant l'outil d'une révolution³. » Preuve supplémentaire de cette boulimie, en interne, l'association ne compte pas moins de dix-huit « commissions de doctrine » sur tous les enjeux qui touchent la société française⁴. Bien souvent, la commission spécialisée créée à l'intérieur de La Fédération précède la réflexion qui aboutit à la naissance de l'organisation autonome chargée de défendre une cause spécifique. L'idée est bien, à chaque fois, de toucher, non pas le grand public avec une propagande de masse, mais un petit groupe d'hommes avec une thématique adaptée à leurs préoccupations quotidiennes. « L'action efficace appelle le “sur-mesures” établi à l'échelon de la communauté de la réalité quotidienne, parce que, pour l'homme enraciné dans cette communauté, il permet seul l'accès aux larges perspectives », avouait Jean-Maurice

¹ André Voisin cité par Véronika Heyde, *Ibid.*, p.29.

² Alain Greilsammer fournit ainsi une liste des parlementaires du groupe fédéraliste du Parlement français, créé en 1947, qui était proche de la Fédération. On y trouve notamment René Coty (Président du groupe), Raymond Triboulet, Pierre de Félice, Michel Debré, Robert Buron, Raymond Marcellin, Maurice Schumann, Eugène Claudius-Petit, André Mutter et Joseph Laniel. (Alain Greilsammer, *Les mouvements fédéralistes en France de 1945 à 1974*, op. cit., p.54. D'après Bertrand Vayssière, La Fédération compte 17 députés et 6 sénateurs dans ses rangs, qui se répartissent de la manière suivante : « MRP (8), radicaux (3), SFIO (2), Action républicaine (2), UDSR (2), PRL (2), Indépendants (2), RPF (1), et Parti paysan (1) » (in Bertrand Vayssière, *Vers une Europe fédérale ? Les espoirs et les actions fédéralistes au sortir de la Seconde Guerre mondiale*, op. cit., p.240). A une exception près, La Fédération n'est pas implantée dans les milieux gaullistes, ce qui se comprend aisément au regard du passé vichyste d'une bonne partie de ses membres, de leur fédéralisme, de leur hostilité à un Etat fort et centralisateur, et du regard critique qu'ils portent sur le général De Gaulle.

³ Jean-Maurice Martin, « Dix années d'actions fédéralistes », in *Fédération*, n°124-125, mai-juin 1955, p.350. Sur le bilan de La Fédération, voir : Jean-Maurice Martin, *Bilan de dix ans d'efforts, 1944-1954*, Paris, Dubois et Bauer, 1954, supplément au numéro 120 du *XX^e siècle fédéraliste*.

⁴ Statut de la profession et de la famille ; institutions professionnelles ; l'entreprise ; crédit et banque ; la monnaie ; syndicats, syndicalisme et profession organisée ; sécurité sociale ; apprentissage ; agriculture ; services médico-soiaux... (*France, terre de libertés. Notes doctrinales*, op. cit., p.37).

Martin¹. Pour exercer son influence, La Fédération a donc choisi le contact direct. Un réseau de permanents, constitué en 1946-1947, permet également à ce mouvement de s'ancrer dans les provinces françaises, au contact des décideurs locaux, et de susciter les initiatives sur le terrain. Elle multiplie ainsi les dîners, débats et conférences pour élargir son audience auprès des acteurs politiques, économiques et sociaux et recruter de nouveaux adhérents de tous horizons.

Pour diffuser ses idées fédéralistes, l'association dispose dès ses premières années d'existence de deux publications. La première est *Fédération*, sous-titrée « revue de l'ordre vivant », qui est engagée aux côtés du mouvement éponyme sans être pour autant son organe officiel et dont la parution s'arrête en octobre 1956, après 141 numéros. Elle fusionne alors avec la *Revue de la pensée française* pour donner *La Pensée française, Fédération des hommes et des cités*, qui disparaît en 1960 au bout de 12 numéros à peine. Le rôle d'organe officiel de La Fédération appartient en fait au *Bulletin fédéraliste*², bulletin d'information, de liaison et de propagande, paru entre 1948 et 1953, et qui se transforme après le 97^{ème} numéro en *XX^e siècle fédéraliste*. Thierry Maulnier, qui n'est pas, comme à l'accoutumée, un militant actif du mouvement, collabore néanmoins à toutes ses revues. Il tient notamment une chronique régulière dans *le XX^e siècle fédéraliste* pendant plusieurs décennies. Il est par ailleurs membre du comité de rédaction de *Fédération* aux côtés de Daniel Halévy, Robert Aron, Robert Barrat, Hyacinthe Dubreuil, Bertrand de Jouvenel, Maxime Leroy, Gabriel Marcel, Georges Vedel, Louis Salleron, André Voisin et Max Richard, qu'il fréquente, pour la plupart, depuis les années trente. Les trois derniers membres de ce groupe sont aussi, avec Jacques Jira, Jean-Maurice Martin et Jean Bareth, les principaux animateurs du mouvement et de ses publications. Louis Salleron est, pendant trois années, rédacteur en chef de *Fédération* qu'il quitte après la parution du numéro de juillet-août 1954, en laissant sa place à Max Richard, sans doute en raison d'un profond désaccord sur la Communauté Européenne de Défense – C.E.D. – avec le reste de l'association. Ce dernier était, quant à lui, responsable du *Bulletin fédéraliste*

¹ Jean-Maurice Martin, « Quatorze ans d'actions fédéralistes », in *L'Ere des fédérations*, op. cit., p.222.

² Alain Greilsammer mentionne que les tirages du *Bulletin fédéraliste* et de *Fédération* atteignaient respectivement 25 000 et 9 000 exemplaires en 1952. Bertrand Vayssière mentionne les mêmes tirages (in Bertrand Vayssière, *Vers une Europe fédérale ? Les espoirs et les actions fédéralistes au sortir de la Seconde Guerre mondiale*, op. cit., p.393).

et du *XX^e siècle fédéraliste*. Elève à l'Ecole Normale d'Auteuil en même temps qu'André Voisin, il milita avec lui dans les rangs de l'Action française et de l'Union corporative des instituteurs – association d'inspiration maurrassienne rassemblant des instituteurs et dirigée par Serge Jeanneret –, avant de rejoindre l'entourage du Comte de Paris en adhérant aux Métiers Français dirigés par son ami André Voisin. Prisonnier en Allemagne pendant l'Occupation, il adhéra, après son retour de captivité en 1945, à La Fédération. En 1990, à la disparition d'André Voisin¹, qui était la véritable cheville ouvrière de La Fédération, les deux hommes avaient derrière eux « soixante années de connivence² » et de combats communs. Proche de Jacques Chaban-Delmas, qu'il accompagna dans ses fonctions de Premier Ministre, en étant conseiller technique au sein de son cabinet au côté de Jacques Delors, André Voisin est resté pendant ses quarante cinq années passées à la tête de La Fédération un homme de l'ombre de la construction européenne, fidèle aux valeurs qu'il avait défendues durant les années trente dans les rangs monarchistes. « Etrange destin de cet homme qui aurait pu devenir sans peine député, sénateur, ministre... disait de lui Alexandre Marc. Il préféra consacrer sa vie, son intelligence et son énergie à une tâche obscure, modeste, ingrate et difficile, à une cause dont la victoire est encore loin d'être assurée. Il se tua littéralement de travail, pour une France digne de ses traditions séculaires, étrangère à l'idéologie dominante, et pour une Europe fédérale et fédéraliste³. »

Du nationalisme au fédéralisme européen

Ainsi que le souligne Alexandre Marc, le renouveau spirituel de la France doit s'appuyer, pour les membres de La Fédération, sur deux traits dominants, qui viennent compléter la mise en œuvre du principe fédératif à l'intérieur des frontières nationales par la promotion du régionalisme, de l'autonomie des communes et la mise en valeur des territoires. Ces deux éléments doctrinaux sont l'anticommunisme et la lutte pour la

¹ Sur l'itinéraire d'André Voisin : Max Richard, « Soixante années de connivence », in *Le XX^e siècle fédéraliste – Pouvoir européen*, n°478, 1991, p.6 ; Jean Daujat, « Une œuvre durable », in *Le XX^e siècle fédéraliste – Pouvoir européen*, n°478, 1991, p.8 ; Anne Elsa Mydlarz, *La Fédération 1944-1954 : un mouvement au service du fédéralisme intégral*, op. cit., pp.11-15 ; Véronika Heyde, *Le Mouvement Fédéraliste Français – La Fédération. Etude de 1944 à 1958*, op. cit., pp.24-26.

² Max Richard, « Soixante années de connivence », art. cit., p.6.

³ Alexandre Marc cité par Véronika Heyde, in *Le Mouvement Fédéraliste Français – La Fédération. Etude de 1944 à 1958*, op. cit., p.26.

construction d'une « Europe fédérale et fédéraliste ». Il peut paraître étonnant, au premier abord, de voir des hommes comme André Voisin, Max Richard, Serge Jeanneret, Jacques Bassot, Thierry Maulnier, Jean de Fabrègues ou Louis Salleron, dont le nationalisme d'inspiration maurrassienne n'est plus à démontrer, s'intéresser à la construction européenne au lendemain de la Seconde Guerre mondiale. Bien que les membres de La Fédération proviennent de milieux intellectuels divers, ses principaux dirigeants ont en effet tous en commun d'avoir été influencés dans leur parcours par le maurrassisme. L'Europe ou plutôt la construction d'une Europe fédérale ou fédéraliste, avec des institutions, ne fait pas franchement partie des options envisagées par les jeunes maurrassiens dans les années trente ; non qu'ils soient véritablement hostiles au principe d'une unité européenne ou d'une Europe politique qui a existé à certaines périodes historiques prisées par la Jeune Droite grâce au christianisme médiéval ou à l'humanisme de la Renaissance. Dans les années trente, la Jeune Droite considère qu'elle a devant elle une Europe divisée, morcelée, instable, qui n'a aucune perspective d'unité, si ce n'est sous la bannière du communisme, du national-socialisme ou du fascisme, dont elle redoute la dangereuse domination. Par là, il est cependant facile de comprendre qu'elle envisage l'Europe comme une unité de civilisation, greco-romaine, chrétienne, humaniste, et non comme une entité propre. La Jeune Droite refuse tout simplement l'alternative à laquelle doit se soumettre une Europe qui aurait la volonté de s'unir, entre le totalitarisme et la démocratie. En dehors des horizons totalitaires, la question européenne se pose en effet à elle sous les formes de l'adhésion à « l'Europe genevoise », démocratique, bureaucratique et pacifiste, qu'elle rejette en bloc. « On sait assez quels intérêts, bien particuliers, bien définis, ont servi des entreprises telles que l'*Union douanière*, critiquait Thierry Maulnier en 1934. On sait assez que pas une démarche, pas un coup de téléphone n'émanaient de ces organisations qui ne fussent au service d'un consortium financier, d'une banque, d'un trust. Les comités du commerce ou de l'industrie y avaient leurs influences et leurs voix. L'idée d'une Europe à construire n'y jouait que le rôle dérisoire de paravent. On mobilisait des influences parlementaires, administratives ou ministérielles en faveur d'un mythe apparemment généreux – et, en fait, ce mythe n'était que le truchement qui permettait des opérations fructueuses à des organismes financiers étendus, à la vérité,

bien au delà des frontières d'un seul pays. (...). Il faut rester net : les protagonistes de l'Europe ont été en France depuis quinze ans, des profiteurs et des hommes d'argent¹. » Autrement dit, l'Europe genevoise n'est, pour Maulnier, que le jeu d'intérêts économiques et financiers sans patrie, qui constituent une menace pour la France et la civilisation européenne. Le « Manifeste des jeunes intellectuels mobilisables contre la démission de la France », lancé par la Jeune Droite en 1931 pour faire pièce à celui des jeunes radicaux, d'inspiration briandiste et pacifiste, contre « l'esprit de guerre et les nationalismes », affirmait déjà que « en propageant, par ce manifeste, des idées qui ne sont que amoindrissements de juste fierté française, ce n'est pas seulement à nos vies et à nos corps que ces "intellectuels" risquent de porter atteinte mais à la seule nation qui puisse, entre l'impérialisme économique des Etats-Unis et l'impérialisme marxiste de Moscou, défendre et garder à l'Europe une notion de l'homme et un humanisme intégral sur quoi nous vivons depuis dix siècles². » Les projets de construction d'institutions économiques et politiques de l'Europe sont alors perçus comme dangereux pour une nation française jugée comme la colonne vertébrale de la civilisation européenne, voire de l'Occident tout entier, puisque la Jeune Droite utilise indifféremment les deux termes. L'Europe politique qu'elle prône doit en fin de compte s'établir autour de la France. Mais il semble alors évident aux animateurs de la Jeune Droite que l'Europe qui se dessine dans les années trente a toutes les chances d'être allemande, ce qui explique par conséquent leur nationalisme. « Europe ou France, le choix n'est plus à faire, écrit Thierry Maulnier. Une seule force reste disponible pour demain : la France³. » La France demeure donc la seule chance d'avenir de la civilisation européenne⁴. A cette époque, la Jeune Droite développe une conception politique, culturelle et religieuse de l'unité européenne, tout en rejetant sa forme institutionnalisée parce qu'elle est au service des mythes démocratiques, sans

¹ Robert Francis, Thierry Maulnier et Jean-Pierre Maxence, *Demain la France*, op. cit., pp.47-48.

² « Manifeste des jeunes intellectuels "mobilisables" contre la démission de la France », in *La Revue française*, 25 janvier 1931.

³ Robert Francis, Thierry Maulnier et Jean-Pierre Maxence, *Demain la France*, op. cit., p.88.

⁴ On notera que les fondateurs de *L'Ordre Nouveau* sont sensiblement proches de cette pensée dans leur ouvrage sur *La Révolution nécessaire* : « Ce n'est pas notre faute si la France est, en effet, aujourd'hui comme hier, la dernière éclose. Ce n'est pas notre faute si le pays des petits rentiers et du traité de Versailles est tout de même aussi le dernier refuge occidental des hommes libres. Ce n'est pas notre faute si, pour sauver l'Occident et l'Europe, nous devons d'abord, aujourd'hui, nous appuyer sur la France. » (Cité par Daniel Halévy, « Quatre précurseurs : Proudhon, Sorel, Péguy, Dandieu », in *L'Ere des fédérations*, op. cit., p.16).

être capable, pour autant, de lutter contre les risques d'hégémonie allemande sur une Europe politiquement instituée¹.

Après la Seconde Guerre mondiale, quand il est désormais patent que le nationalisme a échoué dans un bain de sang, et que l'impérialisme soviétique menace l'Europe, la situation s'inverse. La construction d'une Europe fédéraliste devient la meilleure chance de la France pour surmonter les dangers qui la guettent et entreprendre l'œuvre de redressement nécessaire à sa perpétuation. Pour les intellectuels de La Fédération, dont certains ont fait leurs premières armes dans les rangs maurrassiens, le nationalisme, *a fortiori* intégral, est dorénavant dépassé. Quelques mois après la disparition de Charles Maurras, Robert Aron exprime l'opinion de l'équipe de la revue *Fédération* dans une polémique avec Pierre Boutang sur l'Europe, ouverte par un article de Louis Salleron sur son ancien maître. « Nous ne sommes plus, excusez-nous, au temps où l'on pouvait dire “tout ce qui est national est nôtre”, écrit Aron ; formule entraînante et émouvante, dont je ressens profondément que l'on se sépare à regret. Mais, – je vais sans doute vous surprendre et vous faire un peu regimber, – elle me paraît infiniment trop “jacobine”. Elle me semble liée, comme l'envers l'est à l'endroit, ou comme le marxisme l'est au capitalisme, à la conception “une et indivisible” de l'Etat centralisé, qui fut celle de ces “grands ancêtres” qu'assurément vous répudiez. J'entends bien que vous n'êtes pas des jacobins (...). Il y a, entre le jacobinisme et vous, sinon un air de famille, du moins un air d'époque. L'air d'une époque dominée, soit pour le louer soit pour le condamner par le principe des nationalités dont notre inspirateur commun, Proudhon, a dénoncé la malfaisance. L'air d'une époque qui prépare, sans le vouloir, le totalitarisme, lequel est notre ennemi

¹ Charles Maurras pense la même chose quand il écrit dans *L'Action française* : « Il y a une unité, une entité politique, civile, sociale qui s'appelle la France. Il n'y a pas une Europe à orner, par opposition et symétrie oratoire, d'attributs pareils ou correspondants. Parler de France et d'Europe en politique concrète est tout aussi sérieux que de balancer l'antithèse du moi et du non-moi. Nous connaissons le moi, c'est un personnage défini et dont le nom correspond à une réalité distincte. Le non-moi, c'est tout ce qu'on veut mettre sous cette épithète flottante. Je ne sais si je rends sensible cet abus de langage qui consiste à fixer sous deux vocables également précis deux idées aussi dénuées d'équivalence logique et pratique. » (« Europe », in Charles Maurras, *Dictionnaire politique et critique. Fascicule 6*, Paris, A la cité des livres, 1932, p.17). Sur une approche des idées de Charles Maurras sur l'Europe et le fédéralisme européen, voir : Christophe Réveillard, « La critique maurrassienne du fédéralisme européen et son influence sur de Gaulle et Pompidou », in Georges-Henri Soutou et Martin Motte (dir.), *Entre la vieille Europe et la seule France. Charles Maurras, la politique extérieure et la défense nationale*, op. cit., pp.365-402.

commun. L'air d'une époque centralisatrice contre laquelle vous tentez de réagir par la décentralisation et nous par le fédéralisme – ce qui n'est pas synonyme¹. » Entre les deux inspirations présentes en même temps chez Maurras – d'un côté un nationalisme qui ne s'est pas totalement débarrassé de la monarchie absolue, de l'autre l'idée fédéraliste qui s'exprime dans son admiration pour le félibrige et son discours sur le régionalisme et la décentralisation – les anciens animateurs de la Jeune Droite qui se sont réunis au sein de La Fédération choisissent, après la Seconde Guerre mondiale, de donner la prééminence à la seconde, parce que le fédéralisme leur apparaît alors comme le meilleur moyen de créer cet « ordre vivant » fondé sur les communautés élémentaires, qu'ils appellent de leurs vœux. Une France en pleine renaissance, s'appuyant sur une communauté nationale reconstituée par l'application des principes fédéralistes, doit en même temps pouvoir jouer un rôle directeur à l'extérieur de ses frontières. Fédéralisme national et fédéralisme européen s'alimentent l'un l'autre dans un projet d'organisation régionaliste de l'Europe². Ils constituent les deux ressorts d'une même action visant à recréer des communautés vivantes et prospères, en faisant sauter les entraves imposées par l'Etat centralisateur dans le premier cas, et en reliant des nations européennes divisées dans le second. En ce sens, aimer la France et ses régions, c'est donc aussi vouloir l'Europe. Pour les intellectuels de La Fédération, le repli sur soi derrière le bouclier désuet d'un « nationalisme conservateur » est une attitude mortifère, qui met en péril notre pays ; « et nous ne le sauverons pas – clame Thierry Maulnier dans une exhortation qui reste étonnamment actuelle – en nous

¹ Robert Aron, « Dialogue avec Pierre Boutang », in *Fédération*, n°100, mai 1953, p.458.

² Sur la question du régionalisme de la Jeune Droite, de son inspiration maurrassienne et de son évolution après la Seconde Guerre mondiale vers le fédéralisme européen, voir : Olivier Dard, « Régionalisme et politique : l'exemple de la Jeune Droite de l'entre-deux-guerres au début des années 50 », intervention au Colloque international Régionalismes artistiques et littéraires comparés Québec/Canada – Europe, 1850-1950, Universités de Saarbrücken et Metz du 21 au 23 juin 2007, organisé par Hans-Jürgen Lüsebrink et Aurélien Boivin, en collaboration avec Olivier Dard, Michel Grunewald et Jacques Walter. Au sein de la Jeune Droite, l'intellectuel qui s'est le plus spécialisé dans cette question régionale est bien entendu François Gravier ou Jean-François Gravier, auteur après la Libération du célèbre ouvrage *Paris et le désert français*, paru en 1947 aux éditions du Portulan fondées par Jacques Bassot, qui fut lui-même membre fondateur de La Fédération. Géographe, expert dans les domaines de l'aménagement du territoire, de la régionalisation, de la planification territoriale et de la décentralisation, Jean-François Gravier a fait partie du Commissariat général du Plan. Quoi que sur un mode souvent plus esthétique, Thierry Maulnier est également passionné par ces questions de reconstruction des villes touchées par la guerre, d'aménagement du territoire et d'urbanisme. Il consacre un nombre important d'articles, dans *Le Figaro*, à l'urbanisme et aux styles architecturaux. Tout en soutenant la mise en valeur économique des régions, il dénonce le « massacre du passé », conséquence de l'urbanisation mal maîtrisée, qui détruit les villes et villages français à un rythme aussi soutenu qu'une « guerre d'invasion » (Thierry Maulnier, « Le massacre du passé », in *Le Figaro*, 30 mars 1965).

protégeant du monde qui nous entoure par un isolationnisme ombrageux, par une politique de *statu quo*, par la seule force d'inertie. (...). Il n'y a plus d'espoir pour nous dans la médiocrité sociale, l'ignorance ou le dédain de ce qui se passe au-delà de nos frontières (...). A supposer même que ce soit une ambition légitime pour le "splendide hexagone" de devenir une sorte de musée vivant, ou plutôt de "réserve" dont les habitants consacraient le plus clair de leur activité à vendre des colifichets aux touristes des nations sérieuses, l'histoire ne nous laisse pas la possibilité de ce choix. Il nous faut ou disparaître, ou nous décider à devenir partie prenante et agissante dans l'avenir de notre continent¹. » Pour dire le vrai, La Fédération se rallie en fait au fédéralisme européen dans un second temps, après avoir d'abord théorisé les fondements d'une réorganisation politique, économique et sociale de la France dans le sens d'un fédéralisme interne. C'est la guerre froide, et plus précisément le coup de Prague de 1948, qui décide les responsables de La Fédération à s'emparer du problème de la construction d'une Europe fédérée. L'anticommunisme sert de ciment au projet fédéraliste. Pour preuve, André Voisin déclare en 1948 dans la revue *Fédération*, après la fondation du *Mouvement français pour les Etats-Unis d'Europe* par les associations membres de l'Union Européenne des Fédéralistes, créée à l'initiative de La Fédération pour coordonner l'action des mouvements engagés dans la lutte pour la construction d'un Etat fédéral européen : « Nous avons la conviction profonde que la civilisation à laquelle nous sommes étroitement attachés, la patrie que nous aimons et dont nous avons tant souffert d'être séparés il y a peu de temps encore, ne sauraient être préservés que par l'unité européenne. Devant les propositions Marshall, (...), après le coup de Prague, comment ne pas voir qu'il n'y a de prospérité et d'indépendances françaises qu'avec une Europe unie ? (...) S'unir ou périr : le dilemme posé jadis par les pionniers du fédéralisme devient d'urgente actualité pour tous les Français, pour tous les Européens qui ne renoncent ni à leur dignité, ni à leur juste espoir de retrouver la grandeur passée de la chrétienté². » Il serait facile de multiplier les citations de ce genre, extraites des revues du mouvement. Au demeurant, cette corrélation entre anticommunisme et fédéralisme européen est encore plus évidente chez Thierry

¹ Thierry Maulnier, « La crise du nationalisme français », in *Preuves*, août 1954, p.8.

² André Voisin, « Le fédéralisme de La Fédération », in *Fédération*, n°39, avril 1948, p.3.

Maulnier. Jusqu'au début des années cinquante, l'Europe est finalement peu présente dans ses réflexions politiques, même s'il est patent qu'il a entrepris un tournant décisif du nationalisme vers l'expression d'une ambition européenne pour la France. Ses articles pour les publications de La Fédération, qui n'ont alors pas la régularité qu'ils eurent après le lancement du *XX^e siècle fédéraliste*, se concentrent surtout sur les questions économiques et sociales. Maulnier devient réellement « européiste », partisan de la construction d'une Europe institutionnalisée, en pleine guerre froide, non par opportunisme, mais bien parce qu'il est convaincu que la France est incapable de faire face, seule, à la menace que fait peser le communisme sur la civilisation européenne occidentale. La conjonction d'une France affaiblie par la guerre, malthusienne et repliée sur elle-même, et d'une Union soviétique qui impose son joug aux peuples d'Europe de l'Est, à quelques centaines de kilomètres à peine de Paris, justifie son attitude. Aucun Etat européen n'est d'ailleurs en mesure, selon lui, de se sauver seul. Les rapports de force dans les domaines des technologies industrielles, de la démographie, des ressources énergétiques et militaires, sont désormais défavorables aux nations européennes qui doivent faire face aux impérialismes américain et soviétique, ainsi qu'au ressentiment des peuples du Sud sous domination européenne. « Le cours des événements de l'histoire, constate Maulnier, se déroule à notre désavantage croissant. Les rivalités entre des nations européennes souveraines, exemptes de toute menace autre que celles qui naissent de ces rivalités mêmes, étaient sinon sans inconvénients graves, du moins supportables dans une Europe à qui une masse écrasante de supériorité matérielle assurait en dépit de ses divisions une sorte de *sécurité collective*. (...). La désunion était permise par l'hégémonie. L'union est exigée par la conjoncture historique où cette hégémonie a cessé d'être possible. Aucune nation occidentale, même la Grande-Bretagne, n'est désormais en état de résoudre avec ses forces nationales les problèmes de son existence nationale. L'interdépendance est dans les faits avant d'être dans les institutions. (...). L'Europe ne peut plus être un champ clos pour tournois nationaux où se règlent des questions de préséance, parce que le reste du monde n'est plus une vaste dépendance européenne où des peuplades endormies dans une impuissance et une léthargie séculaires ouvrent docilement leurs territoires aux missionnaires, aux créateurs de comptoirs, et aux

riches touristes amateurs d'exotisme, mais une multitude en marche, une mer humaine soulevée par l'esprit de revanche et de ressentiment, par l'espérance et par la faim. Français, Allemands, Britanniques, Italiens, nous avons encore à découvrir que séparément, dans le monde de demain qui est déjà celui d'aujourd'hui, nous ne sommes rien, et que nous ne pouvons être quelque chose que tous ensemble¹. » La solution est donc que les peuples d'Europe occidentale prennent conscience de leur commun état de faiblesse et retrouvent la voie de la grandeur en unissant leurs forces. C'est, pour Maulnier, une simple question de volonté. Sans examiner si ses raisons de promouvoir la construction européenne sont en concordance avec celles des Français, il convient d'affirmer que Maulnier est alors, une fois encore, en phase avec l'opinion publique. Les sondages de l'époque révèlent en effet qu'en 1952, 55 % des Français interrogés sont favorables à l'unification de l'Europe et 59 % se prononcent en faveur de la participation de la France à un gouvernement européen². L'Europe est alors une idée populaire dans l'opinion publique.

Dans la querelle de la CED

De toutes les tentatives de construction d'institutions fédérales européennes, celle qui provoque le plus de réactions de la part de Thierry Maulnier est sans conteste la création d'une Communauté Européenne de Défense ou C.E.D. On sait que le sujet divisa profondément les Français et leurs élus, au point que Raymond Aron fit alors un parallèle entre l'intensité exceptionnelle de cette querelle politique et l'Affaire Dreyfus³. De son côté, Thierry Maulnier y est favorable, sans aucune réserve. Il signe d'ailleurs, avec 13 autres personnalités et intellectuels, un manifeste en faveur de la

¹ Thierry Maulnier, « Plus que jamais, l'Europe », in *Preuves*, n°58, décembre 1955, pp.7-9.

² Voir Philippe Buton, « La CED, l'Affaire Dreyfus de la Quatrième République », in *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n°84, octobre-décembre 2004, p.49.

³ Sur la C.E.D., voir : Alain Greilsammer, *Les mouvements fédéralistes en France de 1945 à 1974*, op. cit. ; Jean-Pierre Rioux, « L'opinion publique française et la Communauté Européenne de Défense : querelle partisane ou bataille partisane ? », in *Relations internationales*, n°37, printemps 1984, pp.37-53 ; Philippe Vial, « Redécouvrir la CED », in *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°29, 1992, pp.9-16 ; Jean Doise et Maurice Vaïsse, *Politique étrangère de la France. Diplomatie et outil militaire 1871-1991*, op. cit., pp.525-534 ; Christophe Réveillard, *Les premières tentatives de construction d'une Europe fédérale. Des projets de la Résistance au traité de la C.E.D. (1940-1954)*, Paris, François-Xavier de Guibert, 2001, 421 p. ; Philippe Buton, « La CED, l'Affaire Dreyfus de la Quatrième République », art. cit. ; Bertrand Vayssièrre, *Vers une Europe fédérale ? Les espoirs et les actions fédéralistes au sortir de la Seconde Guerre mondiale*, op. cit.

C.E.D. intitulé « L'appel des 14 », qui est publié dans *Le Figaro*¹. Entre 1952 et 1954, il écrit régulièrement des articles sur la question de la défense européenne et de la C.E.D. pour les revues *Hommes et Mondes* et *Preuves*². Comme le mouvement fédéraliste La Fédération, cette dernière publication a fait de l'Europe un thème de réflexion majeur en défendant, tout à la fois, la culture européenne menacée par l'expansionnisme du monde communiste et la construction des institutions fédérales européennes. Avec *Liberté de l'Esprit*, qui la précède et à laquelle collabore quelques temps Maulnier, sous la direction de Claude Mauriac, la revue *Preuves* est alors l'une des principales têtes de pont de l'anticommunisme en France et en Europe³. Impliquée, au travers de Claude Mauriac dans le *Kongress für Kulturelle Freiheit* de Berlin, manifestation internationale fondatrice du Congrès pour la liberté de culture où les fédéralistes européens sont fortement représentés, *Liberté de l'Esprit* ne survit pas à son rapprochement *a priori* contradictoire avec le RPF et à sa campagne contre la C.E.D. *Preuves* est fondée après la disparition de *Liberté de l'Esprit*. C'est une émanation directe du Congrès pour la liberté de la culture, qui se structure progressivement après la manifestation de Berlin en renonçant à devenir un mouvement de masse « au profit d'une organisation optant pour la forme du réseau d'influence transnational⁴ », dont le secrétariat international est installé à Paris au printemps 1951. Les buts du Congrès pour la liberté de la culture sont très clairs : « endiguer la pression du mouvement communiste international en essayant de mobiliser libéraux et socialistes dans un même effort ; combattre le “neutralisme” en tentant d'ouvrir les yeux sur la réalité soviétique aux milieux intellectuels qui, sans appartenir à des partis communistes, tiennent alors l'anticommunisme pour une faute politique et morale. (...) La voie choisie est doublement médiane. Elle écarte l'option

¹ « L'Appel des 14 », in *Le Figaro*, 15 juin 1954. Le manifeste est signé notamment par Jean Schlumberger, Georges Duhamel et Gabriel Marcel, que Thierry Maulnier avec qui Thierry Maulnier est en relation de longue date. Se sont associés aussi au manifeste le Cardinal Saliège et André Siegfried.

² Thierry Maulnier publie son premier article dans *Preuves* en mars 1954, et le dernier en avril 1957, ce qui représente au total 24 publications. En 1954 et 1955, il donne quasiment un texte par mois à la revue.

³ Sur cette revue, se reporter à : Pierre Grémion, « *Preuves* dans le Paris de la guerre froide », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°13, janvier-mars 1987, pp.63-81 ; Pierre Grémion, *Intelligence de l'anticommunisme. Le Congrès pour la liberté de la culture à Paris 1950-1975*, Paris, Fayard, 1995, 645 p. ; Pierre Grémion, « Regards sur la diplomatie américaine des idées pendant la guerre froide », in *Communisme*, 2^e et 3^e trimestres 2000, n°62-63, pp.57-84 ; Frédéric Charpier, *La CIA en France, 60 ans d'ingérence dans les affaires françaises*, Paris, Seuil, 2007, 364 p. ; Pierre Grémion, « Revues et maisons d'édition dans la guerre froide », in *Histoire et liberté. Les cahiers d'histoire sociale*, n°43, octobre 2010, pp.47-62.

⁴ Pierre Grémion, « Regards sur la diplomatie américaine des idées pendant la guerre froide », art. cit., p.59.

du mouvement au bénéfice de la création d'une communauté internationale d'esprits libres. Elle se veut une institution d'échanges qui ne se confonde ni avec les services culturels publics ni avec de simples rencontres d'écrivains¹. » Pour Pierre Grémion, le Congrès pour la liberté de la culture se rapproche en fin de compte, dans ses fonctions, d'une maison d'édition ou d'un groupe de presse international. « C'est sans doute l'équivalence fonctionnelle la moins mauvaise pour rendre compte de sa spécificité² ». Dès le départ, le Congrès s'inscrit dans le cadre de la politique de résistance au communisme que mènent les Etats-Unis en Europe en s'appuyant sur les milieux politiques, intellectuels et universitaires ; ce que Pierre Grémion appelle la « diplomatie américaine des idées ». Autrement dit, « il s'agit de prendre des paris sur les individus ou sur des groupes occupant une position stratégique d'influence dans la vie politique et intellectuelle de leur pays respectif³. » Concrètement, cette diplomatie des idées passe par le financement d'un certain nombre de revues liées au Congrès qui forment, à son apogée dans les années soixante, un véritable réseau d'influence mondial de vingt à vingt-cinq titres à la disposition des écrivains proches de l'organisation⁴, par des aides financières pour la recherche universitaire, l'attribution de bourses ou l'organisation de séminaires et colloques. Thierry Maulnier, par exemple, rédacteur à *Preuves*, a pu collaborer très occasionnellement à la revue allemande *Der Monat*. Fidèle à son positionnement politique depuis l'Occupation, il se limite en effet à des activités journalistiques et ne fait pas partie du Secrétariat international du Congrès où officient notamment Michael Josselson⁵, Constantin Jelenski, Nicolas Nabokov ou encore René Tavernier, le poète Pierre Emmanuel et

¹ Pierre Grémion, *Intelligence de l'anticommunisme. Le Congrès pour la liberté de la culture à Paris 1950-1975*, op. cit., p.91.

² Pierre Grémion, « Regards sur la diplomatie américaine des idées pendant la guerre froide », art. cit., p.60.

³ *Ibid.*, p.61.

⁴ Parmi ces titres, les premiers fondés sont : *Preuves* à Paris, *Der Monat* en Allemagne, *Das Forum* en Autriche, *Synthèse* en Belgique, *Commentary* aux Etats-Unis, *Encounter* en Grande-Bretagne, *Tempo presente* en Italie, auxquels s'adjoignent encore *Cuadernos*, *Jiju*, *Quadrant*, *Survey*, *China Quarterly*, *Cuadernos brasilerios*, *Mundo Nuevo*...

⁵ Michael Josselson est l'un des principaux organisateurs du Congrès pour la liberté de la culture. Pour Frédéric Charpier, il « reste que le véritable homme fort du secrétariat parisien du comité exécutif, en novembre 1950, n'est ni Aron, ni Koestler, ni Burnham ni Silone, mais l'anonyme Michael Josselson. Durant dix-sept ans, cet officier contractuel de la CIA représentera les bailleurs de fonds du Congrès pour la liberté de la culture : tout d'abord l'OPC, puis la division des organisations internationales de la CIA » (in Frédéric Charpier, *La CIA en France. 60 ans d'ingérence dans les affaires française*, op. cit., p.72). L'OPC ou Office of Policy Coordination, chargé depuis 1948 de mettre en œuvre des opérations secrètes dans les pays étrangers, dépend du Département d'Etat américain, jusqu'à son intégration en 1952 au sein de la CIA.

Jean Bloch-Michel, écrivain proche d'Albert Camus. Eu égard aux cibles qu'elle vise, la stratégie du Congrès pour la liberté de la culture obéit à un « souci permanent de se démarquer de la propagande anticomuniste. La raison en est simple. Dès l'origine, la diplomatie américaine des idées, pour exister en tant que diplomatie et avec quelques chances de succès, a dû rompre radicalement avec la vague anticomuniste populiste animée par le sénateur McCarthy, enracinée dans la "chasse aux rouges" que le Federal Bureau of Investigation menait aux Etats-Unis depuis les années 1930. (...). Construire une ligne de résistance intellectuelle au communisme sans se laisser aspirer par la propagande anticomuniste : toute l'intelligence de l'anticommunisme développée par le Congress for Cultural Freedom résidait dans sa capacité à assumer cette tension¹. » Cette ligne est aussi celle que suit Maulnier, depuis les années trente, d'un anticomunisme fondé sur la dénonciation du caractère totalitaire du communisme et de la terreur qui règne à l'Est. Sous les auspices du Congrès et de leur directeur, François Bondy, les cahiers mensuels baptisés *Preuves*, conçus au départ, en mars 1951, comme un bulletin de liaison et d'information, se transforment en une véritable revue qui est toutefois rapidement stigmatisée par la gauche intellectuelle – notamment par les équipes d'*Esprit*, *L'Observateur* et *Les Temps modernes* – qu'elle voulait dégager de l'influence communiste, mais qui voient en réalité en elle une revue américaine de propagande anticomuniste. « A Saint-Germain-des-Prés, disait Constantin Jelenski, l'un des animateurs du Congrès, *Preuves*, c'était comme le porno hard ; on ne pouvait lire ça qu'entre les pages de *L'Observateur*². » Bien entendu, cet ostracisme ne gênait pas Thierry Maulnier dont l'anticommunisme trouvait, en pleine querelle de la C.E.D., une nouvelle place pour s'exprimer. Dans sa pensée comme dans celle de beaucoup de fédéralistes, l'europhisme apparaît en effet consubstantiel à l'anticommunisme. Mettre en évidence ce lien, ce n'est pas contester ses convictions européennes qui sont, malgré tout, réelles. Maulnier est en effet persuadé que l'Europe a été le moteur de l'histoire humaine, et il croit, ce qu'il est difficile de nier, à l'existence d'une unité de civilisation et d'une unité de destin des peuples du vieux continent à travers la chaîne de l'histoire. De là à prôner une union politique, fédérale,

¹ Pierre Grémion, « Regards sur la diplomatie américaine des idées pendant la guerre froide », art. cit., p.60.

² Constantin Jelenski cité par Pierre Grémion, in « Regards sur la diplomatie américaine des idées pendant la guerre froide », art. cit., p.81.

de l'Europe, il y a tout de même une distance, que la réalité du danger communiste qui pèse sur la civilisation européenne occidentale le décide à franchir. Il ne faut donc pas aller chercher beaucoup plus loin les raisons de son soutien à la création de la C.E.D. Son raisonnement est simple : « si l'U.R.S.S. veut éviter à tout prix la création d'une puissance militaire européenne digne de ce nom, si elle cherche à maintenir ouverte la gigantesque brèche que le désarmement allemand ouvre nécessairement dans la cuirasse européenne, si elle cherche à maintenir, à aviver si possible, au cours des années à venir, l'antagonisme franco-allemand, c'est pour des raisons assez évidentes, où l'intérêt de la France et l'intérêt de l'Occident n'ont que peu de part. Un certain nombre d'"anticédistes" convaincus s'irritent de ce raisonnement simple qui leur est opposé, et sur lequel ils ironisent volontiers : "Je suis pour la C.E.D. parce que les communistes sont contres." (...). Mais contrairement à ce qu'ils voudraient nous faire entendre, l'argument auquel ils ont affaire, et qu'ils cherchent à discréditer en le poussant à l'absurde, est l'argument du bon sens. (...). L'U.R.S.S. ne veut pas pour nous de la C.E.D. Or, l'U.R.S.S. ne nous veut pas de bien. Tels sont les deux premiers éléments d'un syllogisme qu'il n'est pas difficile de conduire jusqu'à son terme. Je veux bien que ce syllogisme paraisse méprisables à ces intellectuels de la politique à qui la crainte de ne pas paraître assez intelligents fait proférer tant de sottises¹. » De sorte que, pour Thierry Maulnier, si les citoyens français devaient s'exprimer sur le sujet, il est probable qu'en majorité, leur bon sens « donnerait à un vote en faveur de la C.E.D. la signification d'un vote anticommuniste, d'un refus du communisme ; et ce raisonnement sommaire ne serait pas, tout compte fait, un si mauvais raisonnement². » La C.E.D., créée entre la France, l'Italie, la RFA et les pays du Bénélux et disposant d'une armée européenne intégrée sous un commandement commun qui devait comporter 40 divisions nationales, dont 12 allemandes, pour un total de 13 000 hommes, représentait alors, pour Maulnier, la solution au redressement militaire français et européen, afin de participer à l'effort militaire de ceux qui mettaient leurs armes à la disposition de l'Europe pour assurer sa défense, à savoir les Etats-Unis, au travers de l'OTAN. Maulnier ne se faisait donc pas d'illusion sur la capacité de

¹ Thierry Maulnier, « Politique intérieure et C.E.D. », in *Hommes et Mondes*, n°94, mai 1954, pp.270-271.

² *Ibid.*, p.271.

l'Europe à garantir seule, grâce à la C.E.D., sa propre sécurité. Dans un tel raisonnement, la Communauté Européenne de Défense s'imposait par ailleurs comme une « machine de guerre contre l'Est¹ » ; ce que regrettaient précisément certains fédéralistes comme Henri Brugmans, pour qui le fédéralisme avait alors perdu, dans la querelle de la C.E.D., « sa virginité primitive » et ne pouvait désormais plus se présenter « comme la forme la plus réaliste du pacifisme² ».

Entre les deux principaux dangers, soviétique et allemand, qui semblent déterminer la ligne de fracture entre cédistes et anticédistes à l'intérieur même des partis politiques et dans l'opinion publique française, Thierry Maulnier privilégiait sans conteste le premier. L'intégration de la RFA dans la Communauté Européenne de Défense, sur un principe d'égalité des droits des membres, s'accompagnait en effet de la fin du statut d'occupation et impliquait par conséquent la réhabilitation complète de la souveraineté de l'Allemagne de l'Ouest et la renaissance d'un corps d'armée allemand, à même d'inquiéter les Français. Cette dernière crainte, avivée par un sentiment germanophobe très présent dans l'opinion publique française, cimente en particulier le camp des anticédistes, au premier rang desquels figurent les gaullistes, les communistes et les maurrassiens orthodoxes. Mais elle est également décelable chez les radicaux hostiles à la CED, ainsi que dans les arguments de ses partisans. Les cédistes, en effet, « ne craignent pas de flatter régulièrement les sentiments germanophobes. Ainsi Pierre-Henri Teitgen, un des principaux dirigeants du MRP déclare, en interne, devant la commission exécutive de son parti : “si on ne fait pas l'armée européenne, on a immanquablement la Wehrmacht et si nous avons la Wehrmacht tout est fini et aussi tout espoir d'Europe.” (...). Deux ans plus tard, le secrétaire général du parti ne craint pas d'affirmer devant le comité national, et à la veille du débat parlementaire décisif, qu' “on a dit que le MRP se définissait uniquement par son attachement à la CED. Ce n'est pas vrai. Le MRP se définit par son opposition à la renaissance de l'armée nationale allemande.” Ce type de raisonnement n'est pas l'apanage des chrétiens démocrates, et les interventions des congressistes et des parlementaires radicaux

¹ Henri Brugmans cité par Bernard Vayssière, in *Vers une Europe fédérale ? Les espoirs et les actions fédéralistes au sortir de la Seconde Guerre mondiale*, op. cit., p.291.

² *Ibid.*, p.291.

révèlent une rhétorique identique. (...). Très logiquement ce sentiment se prolonge par le refus du réarmement de l'Allemagne. Les enquêtes d'opinion qui sont organisées pendant toutes ces années ne retiennent pas les mêmes formulations, mais les indications demeurent sans équivoque. La crainte envers toute force militaire allemande éclate, le refus du réarmement allemand est continûment majoritaire. Toutefois, sur la question précise de l'armée européenne, l'opinion est nettement plus partagée et hésitante puisque, selon les sondages, le pourcentage des réponses en faveur d'une armée européenne oscille entre 42 et 48 %. La mise en relation de ces deux éléments implique que, pour une bonne partie des Français, l'armée européenne serait une façon d'annihiler une armée allemande¹. » Cet argument est d'ailleurs fréquent dans les discours des partisans de la CED. Sans surprise, il figure aussi dans les articles de Thierry Maulnier. Il tend à faire valoir qu'une armée allemande intégrée dans une communauté européenne aurait permis de créer une zone tampon correctement armée entre la France et la frontière du bloc communiste. Dans cette logique, l'Allemagne aurait également été moins dangereuse pour notre pays qu'une armée allemande nationale, jetée dans les bras du bloc soviétique par les nations d'Europe de l'Ouest en cas de refus de la CED. Les craintes étaient donc qu'une Allemagne délaissée soit encline à signer un nouveau pacte « germano-soviétique » avec Moscou. L'Allemagne n'était un danger que dans la mesure où elle pouvait être instrumentalisée par l'U.R.S.S. Pour Thierry Maulnier, les Français avaient en effet, sans doute, au travers de la querelle de la CED, « à choisir entre une Allemagne intégrée à l'Europe et une Allemagne isolée, théâtre d'une lutte d'influence entre l'U.R.S.S. et les Etats-Unis, et actuellement prête à se vendre au plus offrant. En vérité, si nous refusons la C.E.D., est-ce l'Allemagne qui restera isolée ? Ne seront-ce pas plutôt les autres nations de l'Ouest, à commencer par la nôtre, qui se trouveront abandonnées ?² » Au nom du Bureau exécutif de La Fédération, son président, André Voisin, énonçait un argument similaire dans une lettre adressée au rédacteur en chef de la revue *Fédération*. Le Mouvement fédéraliste français, La Fédération – à l'exception de Louis Salleron, qui quitta ses fonctions au sein de la revue du même nom, peu de

¹ Philippe Buton, « La CED, l'affaire Dreyfus de la Quatrième République ? », art. cit., pp.53-54.

² Thierry Maulnier, « Les utopies rassurantes », in *Preuves*, n°41, juillet 1954, p.4.

temps avant le vote du Parlement contre la ratification du traité instituant la CED – jugeait que les risques étaient plus grands dans la reconstitution de la Wehrmacht que dans l’intégration de divisions allemandes à une armée commune européenne¹. La germanophobie et l’antitotalitarisme qui poussèrent Thierry Maulnier et cette partie de la Jeune Droite à rejeter toute idée d’alliance avec l’Allemagne nationale-socialiste durant les années trente, les conduisaient finalement, dans les années cinquante, à envisager une union politique et militaire avec une RFA aux institutions démocratiques. Le danger soviétique joua donc un rôle majeur dans la manière dont ils appréhendèrent alors la question allemande, en posant les bases d’une communauté européenne de défense assise sur des besoins de sécurité partagés avec l’ancien ennemi. Loin d’avoir disparu à la faveur de la guerre froide, leur méfiance envers l’Allemagne existe toujours, mais elle est sublimée au service de la lutte du monde libre contre le totalitarisme communiste, et de la construction d’une Europe unifiée qui représente la dernière chance de survie de la France.

Ces raisons négatives ne déterminent cependant pas seules le soutien de Maulnier à l’institution de la CED. Il y voyait, en plus, un moyen pour la France et les autres nations européennes de retrouver la souveraineté dont l’issue de la guerre les avait privées, et de renouer avec la volonté de faire l’histoire au lieu de subir en permanence les règles fixées par les Etats-Unis et l’U.R.S.S. « Pour l’Europe unie, confiait-il, il y a possibilité de reconquérir la puissance, le prestige, la liberté d’action dans le monde que chacune des nations continentales de l’Europe a pour son propre compte perdus et ne peut espérer conquérir avec ses seules forces, sinon dans le domaine illusoire de la fiction juridique. Il n’y a pas de souveraineté sans les moyens de la souveraineté. Les nations européennes du continent ont devant elles la possibilité de reconquérir, comme membres d’une communauté européenne, la souveraineté qu’elles ont d’ores et déjà perdue en tant que nations particulières. Dans le monde du milieu du XX^e siècle, la

¹ « Une lettre du Bureau exécutif du Mouvement fédéraliste français La Fédération », in *Fédération*, n°101, juin 1953. Face aux arguments favorables à la CED du Bureau exécutif de La Fédération, du Comte de Paris et de Max Richard, où il est toujours question de la question allemande, Louis Salleron manifestait clairement son opposition, au motif que la CED revenait à supprimer la France pour la remplacer par quelque chose d’hypothétique. « Cette hypothèse deviendrait peut-être demain l’Allemagne, peut-être la France, probablement l’anarchie. Elle ne deviendrait de toutes manières pas l’Europe. Jouer l’Europe, les nations, la paix sur un texte inapplicable, ce n’est pas sérieux. Voilà pourquoi je suis, quant à moi, contre la ratification du traité instituant la C.E.D. » (Louis Salleron, « Contre », in *Fédération*, n°101, juin 1953).

France, l'Allemagne de l'Ouest, l'Italie ont cessé d'être souveraines et ne peuvent plus l'être (est-il besoin de rappeler que la France théoriquement "souveraine" ne peut même plus mener avec les moyens de cette souveraineté une guerre comme celle d'Indochine, une guerre qu'on eût considérée autrefois comme une guerre de type "colonial" ?) ; mais l'Europe occidentale, elle, peut être souveraine, souveraine au même titre que les Etats-Unis d'Amérique, Etat fédéral, que l'U.R.S.S., Etat théoriquement fédéral – est-ce par hasard que les deux seules puissances de premier rang du monde moderne sont des puissances de type fédéral ? L'union européenne, c'est la reconquête par les nations européennes, au moyen d'un lien fédératif, de la souveraineté que ces nations ont perdue dans leurs divisions et du fait de leurs divisions, la possibilité d'une affirmation souveraine des nations européennes à l'égard de l'Ouest comme à l'égard de l'Est¹. »

Le neutralisme ou l'esprit de Munich

La lecture de cette dernière citation pourrait donner l'impression que Maulnier est partisan d'une « troisième force » européenne entre les deux blocs, ou à tout le moins, qu'il prône la neutralité de l'Europe entre les Etats-Unis et l'U.R.S.S. Venant d'un intellectuel de la Jeune Droite – très critique envers l'*american way of life* et la mécanisation de l'humanité qui l'accompagne, au nom de la défense d'un humanisme dont la civilisation européenne est le plus digne représentant –, ce soupçon n'a rien d'incongru². Pendant l'Occupation, Thierry Maulnier n'a par ailleurs pas arrêté de clamer que le « vrai chemin », pour une France renaissante, se situait dans le respect d'une parfaite neutralité, à égale distance des mythes démocratiques anglo-saxons et des mythes totalitaires fascistes ou communistes. « Quelles que soient les difficultés ou les chances, les possibilités ou les impossibilités qui peuvent naître de la victoire des uns ou des autres, c'est sur nous et nous seuls que nous devons compter pour créer une civilisation où il nous soit possible de vivre. (...). Nul secours étranger ne peut sauver un grand peuple qui s'abandonne³ », tranchait-il en 1942 dans un texte bien

¹ Thierry Maulnier, « La C.E.D. et l'opinion française II. La fausse symétrie des menaces », in *Preuves*, n°40, juin 1954, p.35.

² Voir chapitre 4.

³ Thierry Maulnier, *La France, la guerre et la paix, op. cit.*, p.150.

représentatif de ce qu'il pensait encore dans les derniers jours de la guerre. Dans les années qui suivent la Libération, à la faveur de la guerre froide, cette position intransigeante subit cependant un fléchissement constant. L'antiaméricanisme des années trente se mue progressivement en un atlantisme militant. Il faut dire qu'entre temps, et c'est une autre raison de cette évolution, Thierry Maulnier a bien compris que le redressement français ne peut s'inscrire que dans la perspective d'une construction européenne, fortement dépendante de l'aide militaire et des subsides américains. Après la signature du Traité de Washington le 4 avril 1949, qui scelle la participation de la France à l'Alliance atlantique, suivie par l'installation de bases américaines et canadiennes sur le territoire français, il s'accommode de cette remise en question de la souveraineté nationale, parce qu'elle doit mettre la France et les autres nations d'Europe de l'Ouest sous la protection des forces militaires atlantiques, le temps nécessaire pour leur permettre d'assurer leur propre sécurité. « Le maintien de l'indépendance des nations européennes occidentales à l'égard de l'U.R.S.S., écrit-il, ne dépend pas de la force militaire de ces nations, mais de la seule force militaire des Etats-Unis. Nous pouvons le déplorer – l'état de nation assistée où la France se trouve réduite, en même temps que ses voisins et que la Grande-Bretagne elle-même, n'est pas très satisfaisant pour notre orgueil et nous contraint à subir (autant voir les choses comme elles sont) une semi-vassalité économique et diplomatique. Pourtant, cet état n'est pas irrémédiable. Nous devons l'accepter pour les mois à venir, pour les deux ou trois années à venir, mais nous pouvons faire en sorte de reconquérir progressivement la part de souveraineté que nous avons, en fait, aliénée, à la condition de reconquérir les moyens de défendre cette souveraineté par nous-mêmes : car l'un ne va pas sans l'autre. (...). Si, dans les prochaines années, cette garantie américaine suffit à opposer une barrière à l'expansion de l'impérialisme révolutionnaire soviétique, si nous mettons ce répit à profit pour refaire une force occidentale européenne, si l'aide industrielle et financière des Etats-Unis permet à bref délai de transformer en moyens militaires réels les armées fantômes de l'Europe occidentale, le jour peut venir où les nations européennes libres pourront toutes ensemble retrouver, avec les moyens d'assurer elles-mêmes efficacement leur défense, une véritable autonomie politique. A ce moment, la solidarité entre l'Europe et l'Amérique ne disparaîtra pas

nécessairement. Mais elle pourra perdre le caractère qu'elle a en ce moment, et qu'elle ne peut pas ne pas avoir, d'une suzeraineté politique et économique américaine. Suzeraineté que les Etats-Unis n'ont pas eux-mêmes autant d'intérêt qu'on pourrait le croire à maintenir¹ ». Telles sont alors, selon Thierry Maulnier, les conditions nécessaires pour que les peuples d'Europe puissent redevenir acteurs de l'histoire de l'humanité. Avec le temps, cependant, cet atlantisme qui n'était qu'un moyen d'assurer la protection des nations européennes en pleine renaissance, devient progressivement une fin. Et l'antiaméricanisme, qui connaît pourtant un regain de vivacité auprès de l'opinion publique et des milieux politiques et intellectuels dans les années cinquante², se transforme chez lui en une véritable américanophilie. Ce revirement est absolument flagrant dans la campagne que Maulnier mène en 1954, au plus fort de la querelle de la CED, contre les neutralistes. Il est toutefois progressif, comme le prouve sa participation au lancement de la Société Européenne de Culture (SEC). En 1950, Thierry Maulnier fait partie du « comité promoteur » de cette Société, fondée en 1950 à Venise, à l'initiative du philosophe italien Umberto Campagnolo. A ses côtés figure l'élite intellectuelle européenne représentée, entre autres, par Raymond Aron, Hans Urs von Balthazar, Jean-Louis Barrault, Karl Barth, Julien Benda, Norberto Bobbio, André Breton, Jean Cocteau, Benedetto Croce, Daniel-Rops, Marcel de Corte, Robert de Traz, Eugenio d'Ors, Georges Duhamel, Gaston Fessard, Emilio Gadda, André Gide, Arthur Honegger, Franz Hellens, Karl Jaspers, Carl Gustav Jung, Oskar Kokoschka, Thomas Mann, Gabriel Marcel, François Mauriac, Maurice Merleau-Ponty, Eugenio Montale, Aldo Moro, Jean Paulhan, Raymond Queneau, Armand Salacrou, Jean-Paul Sartre, Jean Schlumberger, André Siegfried, Ignazio

¹ Thierry Maulnier, « Les chances de l'Europe », in *La Revue française de l'élite*, sans date. Fonds privé Thierry Talagrand.

² La propagande du Parti Communiste Français, qui dénonce l'occupation américaine, est notamment très efficace pour aviver la rancœur des Français contre les Etats-Unis. « Les communistes exploitent aussi les tensions existant au quotidien entre populations locales et troupes alliées : l'amoralité américaine amènerait en France le vice et l'insécurité, une accusation qui prend sa source dans le développement autour des bases américaines de la prostitution. (...). La présence alliée est aussi dénoncée comme aggravant les conditions d'existence des Français. (...) Avec l'arrivée des troupes américaines, qui disposent de facilités numéraires et accaparent les logis disponibles, les prix et le mécontentement augmentent ». (Jenny Raflik, « La Communauté atlantique en France », in *Hypothèses*, janvier-mars 2005, p.44). A cela s'ajoutent un antiaméricanisme gaulliste qui s'exprime surtout pendant la querelle de la CED, ainsi que l'antiaméricanisme des milieux neutralistes, très influent dans un certain nombre d'organes de presse comme *Le Monde*, *Combat*, *L'Observateur* et *Esprit*, où l'on craint que les Etats-Unis, seule puissance à détenir l'arme atomique et volontiers présentés comme des fauteurs de guerre, ne déclenchent un conflit contre l'U.R.S.S. A l'inverse, atlantisme et européisme vont souvent de pair.

Silone, Stephen Spender, Giuseppe Ungaretti, Fritz von Unruh, Elio Vittorini ou encore Jean Wahl. Créée dans une optique neutraliste, la Société Européenne de Culture refuse « que s'établisse une rupture irréparable entre l'Est et l'Ouest, quelle que soit la violence du conflit qui les oppose¹. » Elle a alors pour but de favoriser le dialogue entre les deux blocs et la paix, au travers d'hommes issus du milieu culturel, qui ont « décidé de s'unir et d'user de tout le poids de leur autorité pour empêcher que la crise qui tourmente le monde ne porte préjudice d'une manière irréparable au développement de la culture et pour que de cette crise puissent sortir les institutions politiques et sociales nouvelles, plus conformes aux exigences de la vie moderne et par là favorables à la culture elle-même². » En France, la SEC entretient de bonnes relations avec le journal *Le Monde*, la revue *Esprit* et le Centre catholique des intellectuels français, pour lequel Thierry Maulnier intervient quelquefois dans des conférences ou débats au cours des années cinquante³. La SEC possède une revue en langue française, intitulée *Comprendre*, dans laquelle ce dernier publie un seul article, en 1951, avant de prendre ses distances avec le mouvement⁴. C'est en effet en 1951 que Raymond Aron met « en garde les intellectuels français – tant dans *Preuves* que dans les colonnes du *Figaro* – contre la charte fondatrice de la SEC qui préconise un dialogue avec les régimes communistes et veut promouvoir une politique de la culture à l'échelle de l'Europe, toutes choses aboutissant à escamoter la nature totalitaire du régime soviétique et des diverses variantes de démocraties populaires⁵ ». Quelques mois plus tard, c'est au tour de La Fédération de dénoncer l'indulgence et l'« attitude équivoque » de la SEC à l'égard du communisme, sous prétexte que les valeurs défendues par le régime soviétique seraient compatibles avec les valeurs de la civilisation occidentale⁶. Le neutralisme est alors perçu comme un sentiment pro-communiste. La revue du Congrès pour la liberté de la culture, *Preuves*, s'efforce de

¹ « Projet des statuts de la Société Européenne de Culture », in *Comprendre*, n°1, 1950, p.48.

² Umberto Campagnolo, « Extrait du discours prononcé à la Radio Universitaire de Venise en février 1950 », in *Comprendre*, n°1, 1950, p.75.

³ Il prononce 11 interventions et écrit à plusieurs reprises dans les cahiers *Recherche et débats* du Centre catholique des intellectuels français. Voir : Claire Toupin-Guyot, *Les intellectuels catholiques dans la société française. Le Centre catholique des intellectuels français (1941-1976)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2002, p.99.

⁴ Thierry Maulnier, « L'art et la machine », in *Comprendre*, n°4, 1951.

⁵ Pierre Grémion, « Regards sur la diplomatie américaine des idées pendant la guerre froide », art. cit., p.77.

⁶ Fédération, « L'ordre vivant », in *Fédération*, n°85-86, février-mars 1952, pp.102-105.

lever le voile sur cette ambiguïté du discours neutraliste. Thierry Maulnier est l'un des auteurs qui se chargent de cette besogne. Pour lui, les neutralistes, en rapprochant les deux régimes américain et soviétique dans une même critique de l'impérialisme, en dénonçant les méthodes « totalitaires » employées par les Etats-Unis dans leur lutte contre le communisme, sont coupables d'exagérer le danger américain et de sous-estimer le danger soviétique. Sincère dans sa manière de renvoyer dos à dos les deux blocs pour préserver la paix dans le monde, le neutraliste n'en afficherait pas moins une préférence pour le régime soviétique. Vouloir faire de l'Europe une troisième force entre les deux blocs, c'est en effet, selon Maulnier, affaiblir le monde libre et par voie de conséquence faire le jeu de son principal ennemi. « Que la division du monde en deux camps soit déplorable, je le crois, confie-t-il. Que l'apparition dans le monde d'une "troisième force" puisse atténuer les effets d'un antagonisme gros de périls, je l'admets. Mais si la troisième force est constituée par un pur et simple prélèvement sur les ressources de l'un des deux camps en présence, le résultat le plus directement mesurable de l'opération proposée me semble être la création d'un déséquilibre au profit de celui des deux camps qui se trouvera partagé. J'aimerais donc que quelqu'un (...) me montrât comment la "troisième force" peut être constituée sans que soit affaiblie celles des deux forces en présence à laquelle, bon gré mal gré, nous sommes redevables de notre actuelle liberté. J'aimerais qu'il m'expliquât pourquoi il est si important que ce soit le monde occidental qui se partage et se tronçonne, tandis que le monde oriental, cimenté par une idéologie commune et une vocation commune, garderait, lui, sa cohésion¹. » Par peur de la guerre, par peur d'une U.R.S.S. dont il sait qu'elle est prête à tout pour remporter une victoire sur le monde libre et par peur que l'Europe déclenche par mégarde les réflexes agressifs du régime soviétique, le neutraliste préfère se bercer d'illusions. Il en vient en fin de compte à privilégier le bloc de l'Est, non pas volontairement, mais par faiblesse. « Le neutraliste exprime le besoin d'un confort provisoire, l'appétit de vivre comme si de rien n'était. Il veut éviter de voir trop loin et trop clair et se crée un univers fictif, mais rassurant, de fausses vérités qui répondent à son vœu² » absolu de paix. Pour ce faire, il est prêt à

¹ Thierry Maulnier, « Neutres... », in *Le Figaro*, 20 mai 1955.

² Thierry Maulnier, « Les utopies rassurantes », art. cit., p.5. Des extraits de cet article sont également parus, sous un titre plus directement évocateur du contenu du texte, dans le journal *Jeune Europe*, organe bimensuel

abandonner le Sud-Est asiatique, où se joue l'une des batailles les plus décisives entre le monde communiste et le monde libre, pour sauvegarder l'Europe. Cet esprit neutraliste, que Maulnier décortique, a finalement beaucoup de ressemblances avec l'esprit de Munich de 1938, et il n'hésite pas à faire la comparaison. « Le "neutralisme" ne se justifie en fin de compte et ne peut se justifier que par la conviction profonde qu'"il n'y a rien à faire", que la victoire finale du communisme est dès maintenant inscrite dans l'histoire du monde. Ce verdict de l'histoire étant tenu pour acquis, il ne s'agit plus que d'apprivoiser le monstre autant qu'il voudra bien se laisser apprivoiser. On s'abstiendra prudemment de construire contre lui un barrage trop ferme, qui pourrait l'inciter à user de violence et à manifester du ressentiment. On essaiera de l'amener à plus de douceur. (...). On lui laissera l'initiative, on lui abandonnera nation après nation, province après province, en vertu de la règle pacifique qui est de ne pas "étendre", de ne pas "internationaliser" les conflits. On s'abstiendra des efforts militaires et des alliances qu'il considérerait comme des provocations ou comme des menaces. (...). La politique neutraliste n'est pas autre chose et ne peut pas être chose que la politique du Munich permanent. Après tout les "Munichois" de 1938 étaient, eux aussi, des "neutralistes". Il s'agissait pour eux de "dire non à la guerre", et, si la guerre ne pouvait être évitée, de garder la France à l'écart d'un conflit qui ne la concernait pas. Il s'agissait de ne pas se prêter au jeu des "fauteurs de guerre" de la Petite-Entente et de la ploutocratie internationale, comme il s'agit pour ceux d'aujourd'hui de ne pas se prêter au jeu de la ploutocratie internationale et du Pentagone. (...). Il se trouve qu'à peu d'exception près les Munichois de 1938 n'étaient pas ceux d'aujourd'hui, que les Munichois d'aujourd'hui furent en majorité des anti-Munichois déterminés en 1938. Ce n'est paradoxal qu'en apparence. La crainte ou le dégoût de la guerre jouent moins dans le "munichisme", en fin de compte, qu'un sentiment complexe où se mêlent, à l'égard de l'agresseur, la fascination – terreur et admiration – et la sympathie idéologique. S'il y a aujourd'hui des hommes qui sont prêts à céder à l'U.R.S.S. ce qu'ils n'étaient pas disposés à céder en 1938 à l'Allemagne hitlérienne, c'est qu'au fond d'eux-mêmes ils préfèrent le

d'information et d'action européenne, pour lequel Maulnier a rédigé plusieurs articles : Thierry Maulnier, « Qu'est-ce qu'un neutraliste ? », n°31, 1^{er} août 1954, p.3.

communisme au nazisme¹. » Cette dernière phrase ne manque pas d'intérêt, de la part d'un intellectuel qui s'est réjoui des accords de Munich au moment de leur signature, et dont la position était alors assimilable, ainsi qu'il le signale lui-même, à une forme de neutralisme². Elle montre encore que le nœud de l'affaire, en 1938 comme en 1954, demeure le sentiment à l'égard du communisme, et que le problème allemand lui est intimement lié. Elle confirme enfin l'hypothèse émise par Philippe Buton dans son étude sur la CED, selon laquelle la querelle qu'elle engendre, « demeure une question de mémoire. C'est le syndrome de la seconde guerre mondiale qui en constitue le vecteur agissant, de façon souterraine mais déterminante³. » En poussant un peu plus cette interprétation, on pourrait voir dans la querelle de la CED l'ultime scène de combat de cette « guerre civile européenne » qui a tant divisé et épuisé les nations et les peuples d'Europe. Le 30 août 1954, la controverse aboutit en effet en France à l'échec de la ratification du traité instituant la CED. Les parlementaires français ont choisi de rejeter en majorité la création d'une armée européenne commune par crainte de la supranationalité et de la reconstitution d'une armée allemande. Paradoxalement, l'Assemblée nationale approuva quelques mois plus tard, les 27 et 30 décembre 1954, la ratification des Accords de Paris qui prévoyaient le réarmement allemand. Ce qui faisait alors dire à Thierry Maulnier que « la virulence des sentiments anti-allemands en France aboutissait à un résultat paradoxal, qu'entre les deux voies qui nous étaient offertes, la voie que nous choisissons était celle qui donnait à l'Allemagne le plus de souveraineté politique et militaire, et comportait pour nous le plus de risques⁴. » Maulnier ne se montrait finalement pas opposé au réarmement allemand, qui avait son utilité pour faire renaître une puissance militaire allemande liée à l'Occident et susceptible de faire front en cas de menace soviétique. Simplement, il regrettait dans l'enlisement définitif de la CED, l'abandon du principe de supranationalité qui représentait toute l'originalité de ce traité, à savoir la construction d'une structure européenne politique et militaire placée au-dessus des institutions nationales et symbolisant l'ébauche d'un premier pas vers un système fédéraliste. Pour Thierry

¹ Thierry Maulnier, « Les utopies rassurantes », art. cit., pp.6-7.

² Voir notre analyse sur ce point dans le chapitre 13.

³ Philippe Buton, « La CED, l'affaire Dreyfus de la Quatrième République ? », art. cit., p.58.

⁴ Thierry Maulnier, « Le raisonnable par les chemins de l'absurde », in *Preuves*, n°48, février 1955, p.39.

Maulnier, à travers la création de la CED, « il s'agissait du début d'une ère nouvelle dans les rapports entre les peuples européens, d'une mise en commun des ressources, des énergies et des espérances par laquelle ces peuples allaient peut-être, solidairement, reconquérir le gouvernement de leur destin, se refaire une puissance déterminante (...). Un avenir s'ouvrait qui, pour la première fois, ne se présentait pas dans la perspective étriquée du nationalisme, de l'impérialisme, d'où l'ébranlement qui a provoqué, lors du refus de la C.E.D. par la France, la ruine soudaine de cette espérance¹. »

Plusieurs évolutions importantes dans la pensée de Thierry Maulnier se manifestent au cours de cette querelle de la CED qui scelle définitivement la fin de son nationalisme. La meilleure preuve de cette évolution réside dans la manière dont il vante les mérites du principe de supranationalité², tout en raillant le nationalisme de pré carré des anticédistes, et notamment des gaullistes³. Le fédéralisme et l'europhisme se sont définitivement substitué dans sa pensée à un nationalisme qu'il abhorre d'autant plus qu'il le voit désormais comme le jouet d'une Union soviétique qui l'utilise pour affaiblir la France en Asie du Sud-Est et dans les colonies, et en France, pour empêcher les projets de construction d'une Europe politiquement unie. Les gaullistes et les conservateurs français sont en quelque sorte, pour lui, les idiots utiles de Moscou. « Fixé depuis quatre-vingts ans sur la ligne bleue des Vosges, le regard conservateur a perdu la faculté d'accommodation qui lui ferait apercevoir soixante lieues plus loin, en Thuringe, les avant-gardes blindées de l'Armée rouge⁴. » Pour rendre encore plus archaïque le nationalisme et insister sur son décalage avec les

¹ Thierry Maulnier, « France et Europe », in *Preuves*, n°45 novembre 1954, p.30.

² Pour ne pas commettre cependant de contresens sur sa pensée, il convient de préciser que, pour Maulnier, cette supranationalité européenne, ce fédéralisme européen, ne visent pas à déposséder les Etats de leur souveraineté nationale, ni à supprimer les identités nationales. « Nous ne luttons pas, explique-t-il, contre les effets de la politique centralisatrice dans le cadre national pour reconstituer une autre politique centralisatrice dans le cadre européen ». Le fédéralisme européen a tout simplement pour but de consolider les nations européennes les unes par rapport aux autres, dans un échelon supranational qui leur permettra de mieux s'épanouir ensemble que seules. « L'Europe des Etats ? Oui. L'Europe des peuples ? Oui. C'est-à-dire l'Europe des nations. Non pas l'Europe contre les nations européennes, mais par elles et pour elles ». Ainsi conclut-il sur la question de la place des nations dans la construction européenne. Il apparaît ainsi que, pour lui, la supranationalité ne s'oppose pas aux nations, ce qui peut a priori sembler contradictoire. (Thierry Maulnier, « Tous les chemins conduisent à l'Europe », in *Pensée française*, n°9-10, juillet-août 1957, p.42).

³ Sur l'attitude des gaullistes à l'égard de la construction européenne, et leur position dans les assemblées européennes, qui n'est pas aussi homogène ni critique qu'il n'y paraît, voir : Christine Manigand, « L'Europe des gaullistes », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°116, octobre-décembre 2012, pp. 9-21.

⁴ Thierry Maulnier, « La crise du nationalisme français », art. cit., p.6.

enjeux politiques de la France des années cinquante, Maulnier utilise aussi le terme de « nationalisme d'avant-guerre¹ ». Du constat qu'il formule sur l'état d'affaiblissement généralisé de la France au lendemain de la Libération découle donc son abandon du nationalisme, son intérêt pour le fédéralisme européen et surtout, c'est l'une des évolutions les plus surprenantes, son atlantisme. Cet atlantisme est certes de circonstance car, affirme-t-il au milieu des années cinquante, « quitter l'aire de sécurité couverte par la puissance et par la faculté de riposte militaire des Etats-Unis n'est pas seulement dangereux, mais impossible. C'est donc dans cette aire de sécurité, en tenant compte des avantages et des obligations qu'elle comporte, que la France aura dans les années qui viennent à régir son destin et qu'un gouvernement français, quel qu'il soit, aura à régir le destin de la France² ». Mais cet atlantisme est aussi justifié idéologiquement, par l'appartenance de l'Europe et des Etats-Unis à un système de valeurs communes. Pour lui, la guerre froide n'est pas un conflit entre deux nations éloignées, dont les peuples d'Europe n'ont pas à se préoccuper en respectant une stricte neutralité. Il y voit tout au contraire une guerre entre deux formes de société, deux conceptions du monde totalement opposées, entre lesquelles la France, de par ses valeurs humanistes, n'a même pas à choisir, puisque le communisme lui est de toute façon interdit. « Il n'y a pas l'U.R.S.S. et les Etats-Unis, tranche Maulnier. Il y a le monde soviétique et le monde libre. Nous ne sommes pas du premier, nous sommes du second. Et je n'imagine guère ce que c'est que d'être neutres entre la liberté et son contraire³. » Dans la perspective atlantiste qui est alors celle de Maulnier, la défense de la civilisation occidentale contre le bloc oriental, doit intégrer l'Europe – y compris l'Allemagne –, comme les Etats anglo-saxons. Se faisant, Maulnier s'écarte de la notion d'Occident qui a cours dans les milieux maurrassiens et qui assimile généralement l'Occident à la civilisation européenne. En 1956, à la sortie de l'ouvrage d'Henri Massis, *L'Occident et son destin*⁴, qui reprend et prolonge les réflexions nées en 1927 dans *Défense de l'Occident*, Thierry Maulnier, après avoir salué en l'auteur un prophète qui voulut alors attirer l'attention sur un danger que personne ne discernait,

¹ Thierry Maulnier, « Pas de mortelle alliance », in *Hommes et Mondes*, février 1954, p.418.

² Thierry Maulnier, « La levée de l'hypothèque », in *Hommes et Mondes*, décembre 1954, p.114.

³ Thierry Maulnier, « Neutres... », art. cit.

⁴ Henri Massis, *L'Occident et son destin*, Paris, Grasset, 1956, 355 p.

se livre à une critique en règle de la notion d'Occident telle qu'elle est définie dans ces textes. Après avoir rejeté tour à tour le catholicisme, la latinité, et même le christianisme sur lequel il fonde de sérieuses réserves, comme conceptions du monde ou idéologies justifiant l'existence de la civilisation occidentale, il ajoute : « ce qui paraît évident, c'est que le système des valeurs justificatrices au nom desquelles l'Occident est appelé à combattre, sans les armes si c'est possible, avec les armes si cela devient nécessaire, doit être tel qu'il vaille pour l'Occident tout entier : un sens de la vie qui soit commun au citoyen de New-York ou de Kansas-City, de Londres ou de Toronto, de Paris ou de Milan, d'Anvers ou de Hambourg, et qui prévale sur tous les antagonismes de nation ou de croyance, sur tous les souvenirs des vieux conflits, sur toutes les oppositions et tous les ressentiments hérités. Ce qui m'inquiète un peu dans la thèse de notre auteur, c'est qu'il arrive à opposer son Occident aux deux civilisations de "masse", la soviétique et l'américaine, renvoyées dos à dos dans une symétrie qui évoque paradoxalement l'argumentation neutraliste. Que peut être, que pourrait être une "défense de l'Occident" dont la forteresse même de l'Occident serait en quelque sorte exclue ? Tout ce qui peut nous heurter, nous déplaire, nous alarmer dans les voies suivies par la société américaine ne peut faire que cette société ne soit pas étroitement solidaire de la nôtre (...) pour le meilleur et pour le pire. C'est avec elle et non hors d'elle ou contre elle, que nous avons à établir les critères supérieurs de la seule défense possible. Nous y sommes *contraints*¹. » La conception de l'Occident que défend Maulnier à partir des années cinquante, différente de celle qu'il utilisait dans les années trente, est désormais très éloignée de celle des maurrassiens, ou de celle d'un intellectuel comme le néofasciste Maurice Bardèche par exemple, qui entend construire une Europe occidentale « citadelle » indépendante des deux blocs et nationaliste. L'Occident de Maulnier est en effet assimilable à celui des intellectuels atlantistes et libéraux, de part et d'autre de l'Atlantique, qui voient dans la coopération politique et militaire à l'œuvre au sein de l'OTAN, les prémisses de la construction d'une histoire commune. Bien entendu, de tout ce qui précède, il résulte forcément que Maulnier ne pouvait pas partager la vision du général De Gaulle sous la V^e République, d'une Europe des nations conçue comme une « troisième force »,

¹ Thierry Maulnier, « Défendre quel Occident ? », in *Preuves*, n°68, octobre 1956, p.19.

totale­ment indépen­dante des deux blocs et libé­rée de la tutelle exercée par les Etats-Unis au tra­vers de l'Alliance atlantique et d'une Grande-Bretagne vue comme le cheval de Troie des Améri­cains. Tout d'abord, Maulnier était favorable à l'inté­gration de la Grande-Bretagne dans la Communauté européenne. Ensuite, en 1963 encore, il marquait claire­ment son hostilité à la vision européenne gaulliste par ces propos tranchants : « L'Europe, "deuxième force" dans le monde libre ? Oui. "Troisième force" dans le monde ? Non¹ ». Ce qui revenait, encore une fois, à affirmer que l'Europe et la France, tout en évitant une quelconque forme de satellisation, ne pouvaient pas se passer des Etats-Unis et étaient partie intégrante du monde libre.

Découverte de l'Amérique

Plusieurs éléments entrent dans cette nouvelle perception que Maulnier a désormais du rôle des Etats-Unis au côté de l'Europe. Un évident pragmatisme, tout d'abord, puisqu'il reconnaît que les nations européennes sont désormais contraintes de s'entendre avec les Américains pour assurer leur propre sécurité. Sa conviction est alors qu'une France sortant de l'orbite américaine serait irrémédiablement condamnée à se tourner vers le bloc communiste. Il n'est pas dupe et ne se fait guère d'illusion sur le « désintéressement » des Etats-Unis dans l'aide qu'ils apportent à l'Europe. Mais entre une nation qui a besoin de la puissance de l'Europe unie pour ses propres desseins, et celle qui s'accommoderait plutôt de sa faiblesse, Maulnier choisit sans hésitation la première, puisque ses intentions concordent avec celles des nations européennes². Le second élément est sans doute familial. L'épouse de Maulnier, Marcelle Tassencourt, est à moitié américaine, par sa mère. Une partie de sa belle famille réside aux Etats-Unis, ce qui lui permet de découvrir ce pays dans des conditions plus favorables et de partager la vie quotidienne et intime des Américains

¹ Thierry Maulnier, « L'Europe "Troisième force" », in *Le Figaro*, 25 mars 1963.

² Sur les raisons du soutien des Etats-Unis à la construction européenne, se reporter à : Geir Lundestad, *Europamérique. Etats-Unis et Europe de l'Ouest de 1945 à nos jours*, Paris, Eyrolles, 2013, 456 p. Parmi ces raisons, l'auteur évoque notamment, la volonté de promouvoir le modèle américain en Europe, d'endiguer l'influence de l'Union soviétique, notamment auprès de l'Allemagne, dont les dirigeants américains craignent qu'elle se tourne vers l'U.R.S.S. et d'alléger le « fardeau » des Etats-Unis en favorisant la construction d'une Europe unie, politiquement, aussi bien qu'économiquement, pour doper les échanges commerciaux entre les deux continents.

au cours de l'été 1953 dans la ville de Philadelphie. Il passe ensuite sept semaines dans une petite université du Vermont, à Middlebury, au contact de la jeunesse américaine comme « visiting professor ». Les impressions qu'il rapporte de cette découverte des Etats-Unis nourrissent plusieurs articles qui dressent à grands traits un tableau de la nation américaine au début des années cinquante¹. Ce qui surprend immédiatement, quand on se souvient de l'antiaméricanisme virulent des textes du début des années trente, c'est le ton enjoué et l'enthousiasme qui s'en dégagent. Maulnier arrive là-bas avec une foule d'idées préconçues sur l'uniformité américaine, la mécanisation générale de la société, le racisme et la discrimination, et il découvre au final un pays beaucoup complexe, qui dissimule une grande variété de peuples, de traditions, de paysages, de coutumes derrière une uniformité de façade. Comme tous les voyageurs, il semble fasciné par la démesure, la richesse, la puissance technique prodigieuse et le caractère fantastique des grandes villes américaines, en particulier New-York, qui est pour lui « l'un des plus beaux spectacles que l'on puisse voir. (...) Si le fantastique moderne existe quelque part, poursuit-il, c'est aux Etats-Unis, et, à ma connaissance, ce n'est que là². » Il se montre enfin très favorablement impressionné par le niveau de vie général des Américains qui disposent à profusion, grâce aux productions de masse et aux faibles prix de revient, de biens de consommation qui ne sont entrés en France que dans les ménages les plus fortunés. Pour le féru de sciences et de technologies qu'est Maulnier, animé en même temps par un culte de la tradition et du passé conforme à son milieu intellectuel, le modernisme des Etats-Unis ne pouvait produire d'autre sensation qu'une fascination gênée pour la beauté esthétique atteinte dans les villes américaines par les prodiges de perfection de la technique. Il s'attache ainsi, dès son retour en France, à contredire certains jugements hâtifs et à inviter ses compatriotes à se défier des préjugés tenaces qu'ils nourrissent à l'égard des Américains. Son objectif est de rapprocher les deux peuples et de favoriser une meilleure compréhension mutuelle. Tel est justement la principale mission que s'est

¹ Se reporter notamment à : Thierry Maulnier, « A la recherche du mac carthysme dans les universités américaines », in *Le Figaro*, 8 août 1953 ; « L'Amérique reste toujours à découvrir », in *Le Figaro*, 5 septembre 1953 ; « Scènes de la vie présente aux U.S.A. », in *Le Figaro*, 12 septembre 1953 ; « Vu aux Etats-Unis », in *La Table Ronde*, n°70, octobre 1953, pp.31-40 ; « Comment vit la jeunesse américaine », in *Les Annales*, n°45, juillet 1954, pp.24-38.

² Thierry Maulnier, « L'Amérique reste toujours à découvrir », art. cit.

fixée l'association France Etats-Unis, dont il prend la présidence une décennie plus tard, en 1967, en succédant à André Maurois après son décès¹. Créée en 1945 par un industriel parisien, cette association avait connu un succès considérable au lendemain de la Libération, dans l'euphorie de la victoire alliée, jusqu'à ce que son activité ralentisse en raison du manque de ressources financières. Etienne Dennerly, alors diplomate en poste à la direction « Amérique » du quai d'Orsay, et futur administrateur général de la Bibliothèque nationale, réorganise l'association autour d'un conseil d'administration présidé par Paul Claudel, entouré d'administrateurs représentant toutes les sensibilités de l'opinion et les régions françaises. Dans le même temps, Georges Villiers, président du CNPF, intéressé par les perspectives de consolidation des liens entre les deux pays rendues possibles par les actions de l'association, lui apporte un concours financier pendant plusieurs années. Dans le cadre du Plan Marshall, France Etats-Unis devient un centre d'information qui s'attache à faire connaître aux Français, le vrai visage de l'Amérique, son mode de vie, sa culture, ainsi que les aides américaines et leur impact sur le redressement de l'économie française. « Française, privée, apolitique et indépendante », selon les quatre qualificatifs que lui attribuait Paul Claudel, et telle que ses membres la décrivent encore aujourd'hui, l'association bénéficia néanmoins du soutien de tous les ambassadeurs des Etats-Unis en France².

La charge de Thierry Maulnier, en tant que président du conseil national de l'association, est alors surtout honorifique. Mais son activité de journaliste et d'écrivain ne l'empêche cependant pas de participer aux grands rendez-vous de l'association et d'agir concrètement pour le rapprochement des deux peuples. En décembre 1969, quelques semaines avant le voyage du président Pompidou aux Etats-Unis, pour faire avancer les pourparlers en cours visant à la fondation d'une association américaine obéissant aux mêmes objectifs que la structure française, il se rend à New York et Washington pour s'entretenir avec des personnalités concernées

¹ Il assume cette mission de président de l'association à l'issue de l'Assemblée générale qui se tient le 9 mars 1967. Entrent en même temps que lui au conseil d'administration de l'association, le Prince Louis Murat, l'épouse du Maréchal de Lattre de Tassigny et le Baron Guy de Rothschild. (Lettre de Jean Appert, membre du bureau de l'association au Préfet de Police de Paris, datée du 26 mars 1968. Archives de l'association France Etats-Unis).

² Voir le site internet : www.franceusa.org/association.html

par le projet et rencontrer des représentants qualifiés de la Maison blanche, du Département d'Etat et des services d'information américains. Précédemment, lors de la venue de Nixon à Paris, Maulnier s'était assuré de l'engagement du Président américain de prendre la présidence d'honneur de l'association Etats-Unis France alors en gestation, à l'instar de son homologue français au sein de France Etats-Unis. « Je suis revenu convaincu plus que jamais qu'entre nos deux pays, ce qui unit reste incommensurablement plus fort que ce qui peut diviser¹ », affirmait-il à son retour des Etats-Unis. Maulnier fondait de grands espoirs sur le voyage de Georges Pompidou, et dans cette association qui avait pour but de faire mieux connaître la réalité française et les sentiments de la grande majorité des français à l'égard des Etats-Unis, par delà les divergences politiques momentanées. Ses espoirs furent sans doute sérieusement déçus lorsque le Président de la République fut chahuté à Chicago à la sortie d'un dîner donné en son honneur le 28 février 1970 à l'hôtel Palmer House, par une foule d'un millier de manifestants juifs venus dénoncer la vente d'avions de chasse français à la Libye de Kadhafi². Ce voyage officiel raté, qui laissa un goût amer à Georges Pompidou, contribua à refroidir les relations franco-américaines.

En dehors de ce genre de missions sur le sol américain pour promouvoir l'amitié entre les deux peuples, Maulnier participe aux congrès annuels de l'association, événements clés, rencontres avec l'ambassadeur des Etats-Unis en France et autres manifestations officielles. En prélude à son voyage aux Etats-Unis en 1976, le président de la République, Valéry Giscard d'Estaing, reçoit, le 22 mars, le Vice-président américain Nelson Rockefeller pour un déjeuner à l'Elysée au cours duquel Thierry Maulnier est convié. Cette fonction de président du Conseil national de France Etats-Unis, qu'il assume jusqu'à sa disparition en 1988, participe de l'installation définitive de Thierry Maulnier dans la notabilité, puisqu'il y côtoie les élites politiques, économiques et intellectuelles françaises, comme le Général Billotte, Claude Bellanger, Directeur général du *Parisien Libéré*, le Général Bigeard, Jacques Kosciusko-Morizet, ambassadeur de France, Jean Ellenstein, Olivier Guichard, François Ceyrac, Président du CNPF, le Marquis de Flers, Président de la Banque de l'Indochine ou encore

¹ Thierry Maulnier, « L'avenir de l'amitié franco-américaine », in *Le Figaro*, 22 janvier 1970.

² Sur cet épisode : Vincent Nouzille, *Des secrets si bien gardés. Les dossiers de la Maison-Blanche et de la CIA sur la France et ses présidents 1958-1981*, Paris, Fayard, 2009, pp.269-289.

Hyacinthe Dubreuil, une connaissance de longue date, et André Malterre, Président de la Confédération Générale des Cadres (CGC), qui sont tous cooptés au sein de l'association sous sa présidence. Bien que cette fonction paraisse honorifique et extrêmement valorisante pour Maulnier, il n'y a toutefois pas de raison de douter de la sincérité de son engagement en faveur d'une meilleure compréhension mutuelle entre les deux nations et d'un dialogue renforcé entre les deux cultures, américaine et française. L'atlantisme de ses positions européennes et l'américanisme qui traverse ses écrits dans la seconde moitié du vingtième siècle ne laissent planer aucun doute sur ce point précis. L'action de Thierry Maulnier au sein de France Etats-Unis était une preuve supplémentaire de sa volonté de lutter contre un antiaméricanisme répandu dans l'opinion publique française, et qu'il n'hésitait pas, cependant, à imputer en partie à des fautes commises par les Américains, « à des erreurs dues à la méconnaissance de civilisations profondément différentes, au caractère parfois envahissant de l'aide américaine. Mais on peut presque dire, poursuivait-il, que l'antiaméricanisme est engendré par les bienfaits plus encore que par les offenses. Ou du moins qu'il est, fondamentalement, la rançon d'une position dominante, la revanche de peuples qui se sentent humiliés d'avoir besoin des Américains et qui voudraient pouvoir démontrer qu'ils ne sont pas esclaves de l'aide qu'ils sollicitent ou qu'ils acceptent¹ ». Mais en dépit des incompréhensions mutuelles et des exaspérations passagères des deux côtés de l'Atlantique, la conclusion de Maulnier était toujours la même et insistait sur la conscience que devaient prendre les deux nations de leur « solidarité de destins », parce que, avouait-il, « nous sommes liés par une situation. En ce qui nous concerne, si l'idée européenne est nécessaire et féconde, n'oublions pas que, même réalisée dans les faits, l'Europe occidentale ne suffit pas. (...). La vocation de l'Europe occidentale est dans un système atlantique, parce que seul ce système nous assure l'appui permanent de la seule très grande nation qui soit parente des nôtres par un même prix attaché à la liberté de l'homme et par les valeurs de culture, et parce que les insuffisances de base de notre économie de transformation nous imposent de maintenir d'intenses courants d'échanges maritimes. Ce qui ne signifie pas que les nations de l'Europe occidentale ne doivent pas être unies d'abord entre elles par des liens

¹ Thierry Maulnier, « L'antiaméricanisme et les Américains », in *La Revue des deux mondes*, mars 1974, p.523.

privilegiés¹. » Encore une fois dans ces propos, il apparaît clairement que l'anticommunisme guide ses positions en matière de politique internationale. Ce tropisme le conduit à choisir deux options politiques parfaitement cohérentes entre elles, mais franchement paradoxales au regard de son passé maurrassien et nationaliste jusqu'à la Libération : la mise en œuvre de structures fédéralistes à l'échelle supranationale et une américanophilie presque aussi récurrente dans sa pensée que l'anticommunisme et justifiée par son approche quelque peu manichéenne de la guerre froide, opposant un bloc oriental totalitaire au monde libre occidental. C'est d'ailleurs de cette logique binaire, motivée par l'anticommunisme, dont se moque Marcel Aymé en 1957 dans une réponse à un article de Maulnier sur sa pièce de théâtre jugée anti-américaine par la plupart des critiques, à savoir *La Mouche bleue*. Quatre ans avant la représentation sur scène de cette œuvre, Marcel Aymé avait dénoncé l'indulgence, voire l'attirance « bourgeoise² » de Thierry Maulnier pour les deux personnages communistes qu'il avait représentés dans *La Maison de la nuit*. La critique que publia Maulnier sur *La Mouche bleue* était du même acabit et mettait en quelque sorte en avant la complaisance envers les communistes à laquelle se livrait Marcel Aymé en attaquant les Américains avec tous les préjugés conventionnels des Français à l'égard de ce peuple, et en affichant à la scène les divisions du bloc occidental. Le neutralisme³ dont se prévalait Marcel Aymé faisait par conséquent le jeu du communisme⁴. La réponse de ce dernier fut cinglante sur l'intransigeance de l'américanisme dans la pensée de Maulnier. « Je sais (...) que votre anticommunisme vigilant vous a sensibilisé à l'aspect politique des choses, au point que le rideau de fer vous apparaît un peu partout, aussi bien dans la vie tout court que dans la vie publique. Je suppose que lorsque vous allez au théâtre, vous vous demandez avec anxiété si ce fameux rideau va se lever sur le bien ou le mal⁵. » Et il concluait en dénonçant le

¹ Thierry Maulnier, *Lettre aux Américains*, Paris, Edmond Nalis éditeur, 1968, pp.150-151.

² Marcel Aymé, in *Arts*, 19 octobre 1953 (reproduit dans Geneviève Latour, *Le Théâtre, reflet de la IV^e République*, op. cit., p.355).

³ « Je suis un neutraliste convaincu, (...) je serais heureux si la France se retirait de l'OTAN et si notre président Coty jouissait auprès des Américains d'autant de considération que le président Nasser », avouait en effet Marcel Aymé le 11 novembre 1957 dans *Le Figaro*. (Marcel Aymé, « Sur la tête », in *Ecrits sur la politique*, Paris, Les Belles Lettres/Archimbaud, 2003, p.212).

⁴ Thierry Maulnier, in *Artaban*, 22 novembre 1957 (reproduit dans Geneviève Latour, *Le Théâtre, reflet de la IV^e République*, op. cit., pp.560-561).

⁵ Marcel Aymé, « Réponse à Thierry Maulnier », in Marcel Aymé, *Ecrits sur la politique*, op. cit., p.215.

fanatisme anticommuniste de son adversaire : « Je crois en effet qu'obsédé par la crainte du communisme, vous avez à votre insu adopté à l'esprit et les méthodes du stalinisme le plus pur¹ ». Comme le montre cet échange, l'anticommunisme est souvent la clé pour comprendre les évolutions et les ruptures dans la pensée de Thierry Maulnier après la Seconde Guerre mondiale. C'est aussi, sans doute, pour la même raison qu'il affichait une véritable admiration pour Richard Nixon, qu'il considérait comme « un des plus grands présidents de l'histoire des Etats-Unis, un de ceux qui ont fait le plus pour rendre ou garder leur nation forte, prospère et respectée, parce qu'il est en quelque sorte le symbole et le gardien de la puissance américaine² ». Ces éloges de Nixon, alors qu'il fut beaucoup plus mesuré sur le mandat de Kennedy par exemple, étaient en effet fréquents dans les articles de Maulnier pour *Le Figaro*³. A commencer par ceux portant sur la guerre du Vietnam, dans laquelle il prit sans réserve le parti des Américains, c'est-à-dire le parti de la lutte contre l'expansion du communisme en Asie⁴. Le conflit vietnamien aurait pu être l'occasion pour Maulnier de se réjouir des difficultés rencontrées par les Etats-Unis dans une guerre qu'il comparait à celle d'Algérie⁵, où les Américains faisaient l'objet des mêmes critiques anticolonialistes et anti-impérialistes que les Français dans les années cinquante. Mais il n'en est rien. La guerre du Vietnam est pour lui une guerre d' « agression subversive », dont il analyse

¹ Marcel Aymé, « Réponse à Thierry Maulnier », in Marcel Aymé, *Ecrits sur la politique, op. cit.*, p.218.

² Thierry Maulnier, « L'anti-américanisme et les Américains », art. cit., p.526.

³ Voir par exemple : Thierry Maulnier, « Nixon et la crise de conscience américaine », in *Le Figaro*, 24 octobre 1972 ; « Richard Nixon et le péché américain », in *Le Figaro*, 13 avril 1974 ; « Trop est trop... », in *Le Figaro*, 17 juin 1974. Au crédit de Nixon, Maulnier porte la fin de la guerre du Vietnam sans abandonner la victoire aux communistes ; la mise en œuvre d'une réelle détente avec l'URSS et la Chine ; et le rétablissement de l'influence américaine dans le monde arabe, en tenant à distance l'URSS. « Sur les fronts intérieurs, le calme est revenu dans les universités, les ghettos noirs ne sont plus livrés aux émeutes raciales, la récession a été surmontée, le dollar est redevenu une monnaie puissante, la crise de l'énergie peut non seulement être supportée par les Etats-Unis, mais leur ouvrir de nouvelles possibilités de prospérité et de puissance. Oui, un grand règne », conclut Maulnier à propos du bilan de Nixon en 1974 (in Thierry Maulnier, « Richard Nixon et le péché américain », art. cit.).

⁴ Sur la guerre du Vietnam : Jean Cazemajou et Jean-Michel Lacroix (dir.), *La guerre du Vietnam et l'opinion publique américaine 1961-1973*, Paris, Presses de la Sorbonne nouvelle, 1991, 199 p. ; Laurent Cesari, *L'Indochine en guerres 1945-1993*, Paris, Belin, 1995, 315 p. ; Pierre Brocheux (dir.), *Du conflit d'Indochine aux conflits indochinois*, Bruxelles, Complexe, 2000, 178 p. ; Christopher Goscha et Maurice Vaïsse (dir.), *La guerre du Vietnam et l'Europe : 1963-1973*, Bruxelles, Bruylant, Paris, LGDJ, 2003, 491 p. ; Jacques Portes, *Les Etats-Unis et la guerre du Vietnam*, Bruxelles, Complexe, 2008, 396 p. ; Céline Marangé, *Le communisme vietnamien 1919-1991 : construction d'un Etat-nation entre Moscou et Pékin*, Paris, Presses de la FNSP, 2012, 611 p. ; Stéphane Courtois (dir.), « Vietnam, de l'insurrection à la dictature 1920-2012 », in *Communisme 2013*, 2013, pp.9-409.

⁵ Voir le chapitre 28.

les ressorts dans sa *Lettre aux Américains*¹, valables pour l'ensemble des conflits opposant les deux blocs par pays interposés sur la planète : « Ou vous intervenez et les Etats-Unis sont dénoncés comme le tyran universel, l'allié naturel de toutes les forces qui veulent empêcher les peuples de décider par eux-mêmes de leur propre destin, les maîtres d'un imperium monstrueux que vous défendez partout par la force des armes. (...). Ou vous n'intervenez pas, et les alliés que vous avez, dont beaucoup sont faibles, perdent leur confiance dans votre attitude à tenir vos engagements et dans votre capacité de les protéger, et la stratégie du "salami" marque un point après l'autre », en faisant régulièrement tomber dans l'escarcelle soviétique de nouvelles nations isolées. Le risque, bien entendu, à force de laisser le bloc communiste s'étendre au gré du consentement de l'Occident à des défaites répétées, était d'ouvrir la voie à une défaite définitive du monde libre. Dans ces conditions, il salue l'engagement américain dans cette partie de l'Asie, et se montre, plus tard, convaincu de l'habileté de Richard Nixon et Henry Kissinger dans les négociations qui conduisent à la paix et au retrait des troupes américaines du Vietnam, grâce aux satisfactions substantielles qu'ils ont obtenues en prenant en charge la reconstruction des deux Vietnam, du Nord et du Sud². De toute façon, « La paix, explique-t-il, vaut mieux que la guerre, et une paix médiocre et boiteuse vaut mieux qu'une guerre dont il était prouvé que, faute d'une tactique adaptée à celle de l'adversaire, et à moins de l'emploi, moralement et politiquement impossible, des méthodes d'extermination, les Etats-Unis ne pouvaient la gagner³ ».

¹ Thierry Maulnier, *Lettre aux Américains*, Paris, Edmond Nalis éditeur, 1968, 154 p.

² Voir : Thierry Maulnier, « La paix imminente », in *Le Figaro*, 27 octobre 1972 ; « Ni vainqueurs, ni vaincus ? », in *Le Figaro*, 30 octobre 1972 ; « Vietnam : une fin et un commencement ? », in *Le Figaro*, 29 mars 1973.

³ Thierry Maulnier, « Ni vainqueurs, ni vaincus ? », art. cit.

Chapitre 28
**« Faire face en Afrique, pavillon cloué¹ » : la
décolonisation et l'Algérie française**

¹ « L'armée défend en Algérie la chance africaine de la France. Le côté des pessimistes. Une grande enquête de Thierry Maulnier, in *Le Figaro*, 27 et 28 avril 1957.

Défense de la colonisation

La colonisation, et le grand mouvement d'abandon des colonies qui débute au lendemain de la Seconde Guerre mondiale sous la pression des revendications nationalitaires ont profondément marqué la génération intellectuelle à laquelle appartient Thierry Maulnier. Vingt-cinq ans après le déclenchement de la guerre d'Algérie et le désastre de Dien Bien Phu, se demandant encore s'il eut été possible de conserver la souveraineté française sur l'Empire colonial, Maulnier constatait amèrement que l'indépendance des peuples colonisés avait eu pour corollaire l'« entrée en dépendance des peuples colonisateurs¹ ». Autrement dit, pour la civilisation de l'Europe occidentale, qui doit sa dynamique interne au progrès technologique rendu possible par une consommation toujours plus importante d'énergie et de matières premières, la décolonisation constituait une erreur magistrale ; d'autant plus grave que les gouvernants n'avaient pas su maintenir sur les nouvelles nations créées un contrôle politique et économique susceptible de leur offrir les garanties nécessaires au développement industriel des pays européens. La décolonisation, pour Maulnier, sonna donc le glas de l'Europe, et en même temps, d'un rêve de retour à une hégémonie européenne sur le monde, à l'image de la situation antérieure aux deux guerres mondiales.

L'utilité de la colonisation ne souffrait donc, pour lui, aucune contestation. Avant d'être un adversaire de la décolonisation dans la seconde moitié du vingtième siècle, Maulnier fut en effet un fervent partisan de la colonisation, ce qui n'allait pas forcément de soi dans son milieu intellectuel d'origine². Dès les années trente, la question de l'empire colonial intéresse les trois principaux animateurs de la Jeune Droite politique, Thierry Maulnier, Jean-Pierre Maxence et Robert Francis qui lui consacrent quelques pages dans leur ouvrage commun, *Demain la France*³. Leur justification du colonialisme intègre d'ailleurs aussi bien des éléments propres à

¹ Thierry Maulnier, « 25^e anniversaire », in *Le Figaro*, 4 novembre 1979.

² Sur les droites radicales, l'empire colonial et la décolonisation, voir : Olivier Dard, « Les droites radicales et l'empire colonial au vingtième siècle », in Philippe Vervaecke (éd.), *A droite de la droite. Droites radicales en France et en Grande-Bretagne au XXe siècle*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2012, pp.169-193

³ Cf chapitre 6.

l'idéologie coloniale de la Troisième République – n'oublions pas que Maulnier est un enfant de l'enseignement public – qu'à la doctrine de Maurras, dont l'intérêt pour les colonies est cependant plus partagé. La colonisation est en quelque sorte un contrat dans lequel chacun des deux partis est gagnant. Pour la France, les colonies sont « des instruments de puissance et de prestige, des réserves de forces, des vassaux utiles, non des terres à prendre¹ », au sens où elle n'a pas l'intention d'y substituer des Français aux peuples indigènes, contrairement à la manière dont les Allemands, par exemple, envisageaient la conquête de nouveaux espaces vitaux². La colonisation française vise donc l'exploitation des richesses des colonies, dans le respect des différentes nationalités, et non la spoliation de la terre appartenant aux colonisés. Bien que Maulnier y voie une différence sensible, la vérité oblige tout de même à reconnaître que celle-ci est assez mince. En retour, pour les autochtones, la colonisation française doit s'accompagner d'une mise en valeur de leur territoire, d'un accès aux bienfaits de la civilisation et de la possibilité de « parvenir un jour à une existence d'*hommes libres*³ ». La colonisation obéit ainsi pour Thierry Maulnier à une mission civilisatrice, mais elle est totalement dénuée de scrupules et mercantile⁴. C'est une œuvre « héroïque », guerrière, qui fait appel aux meilleures forces d'un peuple et permet de raffermir la volonté d'affirmation et l'énergie vitale d'une nation. Maulnier utilise à dessein le terme de « viril » pour la qualifier, lui conférer une dimension véritablement humaine et lui attribuer les caractères moraux que l'on reconnaît généralement aux hommes. De ces remarques, il découle que la colonisation est en fin de compte peu compatible avec les principes démocratiques. A ce point précis, la vision coloniale de

¹ Robert Francis, Thierry Maulnier et Jean-Pierre Maxence, *Demain la France*, op. cit., p.122.

² L'historien Guy Pervillé mentionne que nos anciennes colonies n'ont pas fait l'objet d'une véritable tentative de peuplement par des migrants français. En Indochine, les Français représentent 0,15 % de la population totale. Le pourcentage atteint 4 % au Maroc en 1950, et 8 % en Tunisie avant la Seconde Guerre mondiale. En Algérie, malgré la volonté de l'Etat de favoriser une colonisation de peuplement, les Européens – Français et migrants venus d'autres pays d'Europe – représentent 10 % de la population totale en 1954. (Guy Pervillé, « Qu'est-ce que la décolonisation ? Pour une réhabilitation des facteurs démographiques », in *Maghreb Review*, vol.19, 1994, n°1-2, pp.84-94 ; disponible sur internet : http://guy.perville.free.fr/spip/article.php3?id_article=91).

³ *Ibid.*

⁴ Nous renvoyons notamment à la citation produite dans le chapitre 6 : « Elle (la colonisation) est œuvre intéressée, ambitieuse et conquérante, effort d'un courage résolu, opiniâtre, héroïque, un peu âpre. Dans ce qu'elle a de bon et dans ce qu'elle a de mauvais, elle est virile, et il faut la regarder ainsi – virilement. (...). Devant ce mot d'empire, de petits rhéteurs vont encore se voiler avec horreur le visage, crier au militarisme, à l'oppression et au massacre. Ne nous étonnons pas. On leur montre une œuvre humaine : comment comprendraient-ils ? ». Thierry Maulnier, « Vues sur... la politique », in *La Revue française*, n°20, 17 mai 1931, p.468.

Thierry Maulnier rejoint donc celle de Charles Maurras, avant de s'en écarter ensuite après la Seconde Guerre mondiale. Pour l'animateur de la Jeune Droite des années trente, la condition fondamentale pour que l'Empire puisse servir les intérêts français, est alors dans « la subversion du régime intérieur de la France. La république démocratique fondée sur la déclaration de 1789, sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, sur une aptitude égale de tous les individus à choisir leur gouvernement et à y participer par la représentation, est en contradiction formelle avec l'idée coloniale elle-même. La République Française, l'instruction donnée dans les écoles fournissent elles-mêmes aux agitateurs coloniaux les principes qui autorisent la résistance et justifient l'insurrection. L'arsenal idéologique qui sert à la sauvegarde de la démocratie française, est le même qui sert à la destruction de l'idée impériale, du fait impérial français¹ », concluait-il avec une certaine clairvoyance en 1934. Seul le régime monarchique était par conséquent en mesure de conserver l'Empire français, car la République produisait elle-même les forces et les idées qui allaient fatalement détruire son œuvre colonisatrice.

Vingt ans après, le discours colonialiste de Maulnier n'a guère changé. Seule la solution monarchiste aux revendications nationalistes indigènes n'est plus envisageable et se voit substituer de nouvelles propositions davantage en accord avec ses nouvelles conceptions fédéralistes. Dans les années cinquante et au début des années soixante, Thierry Maulnier a consacré une bonne part de son activité intellectuelle à la défense de l'Empire en général, et plus spécifiquement – c'est le sujet qui le préoccupe le plus car il connaît le pays pour l'avoir visité – à la cause de l'Algérie française. Jusqu'au déclenchement de la guerre d'Algérie, l'anticommunisme, la construction européenne et les questions économiques et sociales ont dominé l'engagement politique et intellectuel de Maulnier. Et, en vérité, il convient de préciser, même s'il lui arrive de donner des articles auparavant sur le sort du corps expéditionnaire français², que la guerre d'Indochine ne mobilise réellement

¹ Robert Francis, Thierry Maulnier et Jean-Pierre Maxence, *Demain la France*, op. cit., p.123.

² Au lendemain de la victoire de Lang Son et à la veille de Dien Bien Phu, l'abandon, dont est victime l'armée d'Indochine de la part de l'opinion publique en Métropole, lui fait craindre avec lucidité que les militaires français engagés dans cette guerre coloniale rejoignent à jamais les rangs des « mainteneurs sans espoir des empires perdus. » (Thierry Maulnier, « Fort Carillon », in *Le Figaro*, 25 août 1953). Il consacre aussi un bel

son énergie que dans sa phase ultime, en 1954, au moment où il sent que le conflit indochinois dépasse la logique de l'affrontement entre les deux blocs et risque de mettre en péril l'Union française, en donnant aux colonies africaines des envies d'indépendance. Tout en dénonçant les nombreuses erreurs commises par les gouvernements dans la gestion de ce conflit, à commencer par la prise en compte lente et tardive par les gouvernants français de l'enjeu qu'il représentait¹ et l'indifférence des Français moyens pour ces « quelques arpents de terre lointaine », tout en critiquant les accords de Genève de juillet 1954 qui mettent fin à la guerre en Indochine², Maulnier prend acte de cette défaite qui sonne comme un aveu de faiblesse de la France et recommande de réagir rapidement en Afrique. « Comment cette défaite ne serait-elle pas exploitée en Afrique par la propagande nationaliste antifrançaise et par la propagande communiste qui lui est étroitement associée ? s'interroge-t-il. (...). Un gouvernement digne de ce nom serait dès maintenant à la tâche pour y parer. (...). En Afrique même, il devient d'une urgence dramatique d'affirmer et de justifier notre présence de façon éclatante. Il faut nous montrer capables de maintenir l'ordre. Il nous faut aussi procéder nous-mêmes aux réformes indispensables, c'est-à-dire en prendre l'initiative dans la générosité et dans l'audace, et non nous laisser arracher de mauvaise grâce par la pression et l'agitation de peuples de plus en plus impatients et, si nous n'y prenons garde, de plus en plus hostiles. Nous ne garderons pas l'Afrique si nous ne montrons pas que nous y sommes les plus forts, que nous y sommes les plus justes et que nous y sommes nécessaires. (...). Cela signifie surtout le progrès social, la lutte contre des abus mercantiles qui n'ont pas tous disparu, loin de là, (...), une expansion économique orientée non pas seulement vers le profit des compagnies concessionnaires mais vers l'accroissement du bien-être, un progrès social qui ne détruise pas ce qui reste encore debout des cadres traditionnels et tende à la

article en hommage aux militaires français faits prisonniers par le Vietminh après la défaite de Dien Bien Phu. (Thierry Maulnier, « Sans réserve », in *Le Figaro*, 20 mai 1954).

¹ « Il est certain, pense-t-il, que la guerre d'Indochine eût pu être gagnée en un an si, avant que l'avènement du communisme en Chine eût changé les données du problème, la moitié des hommes et de l'argent qui y ont été engloutis inutilement en huit ans y avait été consacrée dans une vaste campagne puissamment organisée et rondement menée. On fait une guerre ou on ne la fait pas. On ne la fait pas au compte-gouttes, et comme honteusement ». (Thierry Maulnier, « Après le Munich asiatique », in *Hommes et Mondes*, n°97, août 1954, p.120).

² Maulnier évoque ainsi un « Munich » asiatique (Thierry Maulnier, « Après le Munich asiatique », art. cit.).

reviviscence des sociétés indigènes plutôt qu'à la création d'un prolétariat déraciné¹. » Quelques mois avant les attentats perpétrés par le FLN le 1^{er} novembre 1954, jour de la Toussaint, qui marquent le début de la guerre d'Algérie, Thierry Maulnier a donc tracé à grandes lignes le programme de réformes que doit mener la France en Algérie pour conserver sa souveraineté sur cette colonie, et plus globalement sur cette Afrique, « indispensable à l'avenir de la France comme grande nation² ». Les raisons qui justifient le maintien de l'Algérie française sont également évoquées et ressemblent à celles qu'il donne au temps fort de la guerre, quelques années plus tard. Bien qu'en 1954 le potentiel en pétrole et gaz du Sahara ne constitue encore qu'une hypothèse³, Maulnier perçoit déjà cet espace non peuplé, « sur lequel aucune des nations de l'Union Française n'a de droits démographiques ou historiques⁴ » et ne peut revendiquer au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, comme un enjeu économique stratégique pour la France et l'Europe occidentale. Le Sahara est pour lui une « friche gigantesque que le détournement des cours d'eau et l'exploitation des nappes souterraines permettra un jour de remettre en valeur et de repeupler, source probable de matières premières minérales à peine prospectées, source certaine d'une énergie inépuisable le jour où l'utilisation directe de l'énergie solaire en sera venue au stade industriel⁵. » En 1955, la question coloniale se fait encore assez rare dans les écrits de Maulnier. C'est au début de l'année 1956, lorsque les intellectuels de gauche comme de droite entrent réellement « dans la mêlée », qu'elle fait une réapparition en force pour ne plus quitter ses pensées et productions intellectuelles jusqu'à l'indépendance de l'Algérie. Inlassablement, pendant 6 années, dans tous les journaux et revues qui lui en donnent l'occasion, mais principalement dans *Le XX^e Siècle fédéraliste*, *Le Figaro* et les titres de la presse quotidienne régionale (PQR) auxquels il collabore comme *La Dépêche – La Liberté*, il s'efforce de justifier l'œuvre coloniale française en Afrique et les raisons pour lesquels il importe de la poursuivre contre toutes les forces, intérieures et extérieures, conscientes ou inconscientes, qui favorisent

¹ Thierry Maulnier, « L'Union française en péril », in *Hommes et Mondes*, n°95, juin 1954, pp.419-420.

² Thierry Maulnier, « L'Union française en péril », art. cit., p.418.

³ Voir Hervé l'Huillier, « La Stratégie de la Compagnie Française des Pétroles », in Jean-Pierre Rioux (dir.), *La guerre d'Algérie et les Français*, Paris, Fayard, 1990, p.316.

⁴ Thierry Maulnier, « L'Union française en péril », art. cit., p.420.

⁵ *Ibid.*

le déclin de la France. Un rapide décompte dans les trois titres cités, qui demeure non exhaustif car il conviendrait de rechercher l'ensemble de ses articles dans la PQR, laisse apparaître qu'il a consacré au moins 150 articles à la question coloniale, dont la plupart concerne l'Algérie. C'est donc peu dire que Maulnier fut un fervent défenseur de la cause de l'Algérie française et qu'il a beaucoup fait pour tenter de rallier l'opinion publique métropolitaine à cette cause ; quitte à recourir quelquefois à la désinformation¹ ou à déformer la réalité, en toute conscience ou en recyclant sans arrière-pensées la propagande coloniale, cette distinction demeure difficile à établir. Cependant, il faut insister sur l'absence de radicalité dans ses prises de position, au sens où il se contente de s'exprimer, sans excès de violence, dans une presse destinée au grand public, très éloignée de celle qui accueille les militants radicaux de l'Algérie française en contact avec l'OAS, comme *L'Esprit public*, où se retrouvent pourtant plusieurs anciens maurrassiens ou compagnons de route du maurrassisme, tels que Raoul Girardet, Jacques Laurent, Michel Déon, Jacques Perret et Roland Laudenbach. Dans son premier numéro, paru le 17 décembre 1960, *L'Esprit public* se prévalait pourtant du soutien de Thierry Maulnier qui avait déclaré, selon le journal, « qu'il était de tout cœur avec le groupe » d'écrivains français qui s'étaient réunis à Paris pour étudier les moyens d'agir en faveur de la cause de l'Algérie française et dont la fondation du journal était le premier acte. Ces écrivains avaient pris à l'unanimité l'engagement de « lutter par tous les moyens pour le maintien, dans la République, de l'Algérie, terre pleinement française². » Les moyens qu'utilisa cependant Thierry Maulnier pour défendre cette cause restèrent toujours confinés dans la sphère journalistique et intellectuelle, contrairement à certains de ses anciens camarades

¹ Sur la désinformation dans la guerre d'Algérie, voir : Guy Pervillé, « Mythes et réalités de la "désinformation" dans l'histoire de l'Algérie coloniale et de la guerre d'Algérie », in Pierre Bénichou, *La désinformation, pour une approche historique*, Université Paul Valéry, Montpellier, 2001, pp.235-239. Disponible sur internet à l'adresse suivante : http://guy.perville.free.fr/spip/article.php3?id_article=48.

² *L'Esprit public*, 17 décembre 1960. Parmi eux figurent Antoine Blondin, Michel Déon, Serge Groussard, Philippe Héduy, Roland Laudenbach, Roger Nimier, Jacques Perret, Gilbert Prouteau, Jules Monnerot, Cécil Saint-Laurent (pseudonyme de Jacques Laurent), Michel de Saint-Pierre, Raoul Girardet et Pierre Macaigne. De tous, Raoul Girardet, Roland Laudenbach et Philippe Héduy furent les plus impliqués aux côtés des membres de l'OAS. Girardet est ainsi interné pendant deux mois, fin 1961, à la suite de son militantisme en faveur de l'Algérie française. Du côté des héritiers directs du maurrassisme, le mouvement Restauration Nationale, nouveau nom de l'Action française reconstituée à la veille de la guerre d'Algérie, ne soutient pas officiellement l'OAS et « interdit à ses militants d'y entrer mais en fait organise la logistique. (...) Dans la pratique, des membres du mouvement ont appartenu au réseau de soutien à Pierre Sergent (Philippe dans l'OAS ». (Jean-Paul Gautier, *La Restauration Nationale. Un mouvement royaliste sous la 5^e République*, op. cit., p.47).

impliqués dans des contacts clandestins avec la branche de l'OAS en métropole – OAS-Métro, qui se distingua par une série de plasticages sur le territoire métropolitain. Selon son frère, Marc, Thierry Maulnier fut contacté par des membres de l'OAS qui espéraient sans doute le voir rejoindre leur cause, mais il refusa¹. Une fois encore, il préférait se cantonner à son rôle d'écrivain et journaliste engagé au service de l'avenir de la nation française, loin des clans et partis. Depuis les échecs des années trente, il n'est plus question pour lui de jouer les idiots utiles aux côtés d'autres intellectuels activistes dans une quelconque organisation, même clandestine. *A posteriori* son attitude – fermement résolue à défendre l'Algérie française mais volontairement légaliste après l'indépendance algérienne pour ne pas donner d'argument à ceux, communistes et intellectuels anticolonialistes, qu'il soupçonne de vouloir affaiblir la nation – démontre un esprit de responsabilité dans l'engagement plus affirmé que Jacques Laurent, dont le militantisme, souvent frivole, s'exprime rapidement dans le jeu et la farce. Pour Alain Cresciucci, commentant les prises de position de Laurent, Blondin, Déon et Nimier et leur sympathie pour l'OAS, « l'engagement des Hussards dans les dernières années de la guerre d'Algérie ne fut que superficiel – même l'entrée en clandestinité de Laurent, quand on la compare à la sédition de Bidault ou de Soustelle ou aux quelques jours de prison de son ami Raoul Girardet, prête à sourire. Il demeurerait, dans cette dissidence, qui ne les occupait tout de même pas à plein temps, un côté jeu de piste, gendarmes et voleurs, fronde malicieuse² », caractéristique de l'esprit irrévérencieux de la Jeune Droite maurrassienne, qui avait tendance à délaissier le pessimiste révolté qu'était Maulnier depuis la Seconde Guerre mondiale ; un pessimiste révolté qui arrivait cependant toujours à trouver dans son admiration pour l'histoire humaine et ses multiples revirements, un sursaut d'espoir pour ne pas s'abandonner à la renonciation.

Défendre la cause de l'Algérie française, c'est justement, pour Maulnier, lutter contre ce qu'il perçoit comme une nouvelle occasion pour les Français d'abdiquer, de se retirer de l'histoire en suivant la pente douce d'un déclin irrémédiable si la France

¹ Entretien de Marc Talagrand avec Etienne de Montety, in Etienne de Montety, *Thierry Maulnier, op. cit.*, p.306.

² Alain Cresciucci, *Les Désenchantés, op. cit.*, p.268.

venait à se séparer de ses colonies. Il répète en effet à l'envi que l'Afrique en général, et l'Algérie en particulier, représentent la dernière chance de la France pour reconquérir un rang de grande puissance dans le monde. A cette époque, Thierry Maulnier est en effet persuadé que les intellectuels anticolonialistes se trompent quand ils affirment que la décolonisation et que le reflux de l'Occident à l'intérieur de ses propres frontières, au nom du droit des peuples colonisés à disposer d'eux-mêmes, constituent un phénomène historique inéluctable. « L'histoire, affirme-t-il, ce n'est pas un diktat que nous devons subir, ce n'est pas une réalité dont nous avons à prendre acte, c'est, avec ses obstacles, ses dangers, ses occasions à saisir, ses déterminations et son indétermination, le chemin que nous avons à tracer, dans la zone d'action qui est la nôtre, en nous aidant de ce qui peut nous aider et en combattant ce qui s'oppose à nous. Ne soyons pas frappés de stupeur, découragés, défaitistes devant les forces qui modèlent ou orientent le destin du monde ; car nous sommes une de ces forces, et nous ne cesserions de l'être que par l'effet de notre propre renoncement¹. » Ce qui signifiait par conséquent que l'avenir de l'Empire ne dépendait pas d'un prétendu sens de l'histoire qui aurait porté les peuples colonisés vers l'indépendance, mais qu'il était intimement lié à ce que les Français souhaiteraient en faire. « L'histoire passe par nous et sera, pour une part non négligeable, dans les régions du monde où nous avons une capacité d'agir, ce que nous la ferons, poursuivait Maulnier. Le sort de l'Algérie n'a été à aucun moment (...) fixé une fois pour toutes. Il a été seulement, il reste, en question : il dépend sinon uniquement, du moins principalement, de la fermeté de notre résolution, de notre force, de notre prestige, de notre audace, de notre générosité, de l'habileté de notre tactique face à la population locale, face à l'opinion du monde². » L'avenir de l'Algérie dépend donc des Français et non d'un mouvement universel, absolument irrésistible, d'émancipation des peuples du Tiers Monde. Pour preuve de ce qu'il avance, Maulnier rappelle que de très vastes territoires où la domination européenne semble désormais définitivement assurée par une majorité ethnique, sont ainsi épargnés par ces convulsions. Parmi eux, il cite l'Argentine, le Canada, l'Australie, la Nouvelle-Zélande, les Etats-Unis et l'URSS. Il donne encore

¹ Thierry Maulnier, « L'Erreur est leur métier », in *Le XX^e Siècle fédéraliste*, 25 septembre 1959.

² *Ibid.*

l'exemple de la Chine, qui possède, elle aussi, un empire colonial, qui n'est pas touché par la décolonisation. En fait, pour Thierry Maulnier, l'aspect démographique est un élément décisif de la décolonisation. « Dans les régions où les populations aborigènes étaient de très faible densité ou avaient été "liquidées" ou submergées – l'Amérique du Nord, la Sibérie, l'Australie – les occupants européens sont restés les maîtres sans difficultés. On pourrait parler d'une prime au génocide¹ », tranche-t-il, pour rappeler que ces pays, et notamment les deux grands, sont alors mal placés, compte tenu de leur passé, pour soutenir les mouvements anticolonialistes². Des exemples américain et soviétique, Maulnier en tire même l'argument selon lequel l'avenir est au contraire aux « grands ensembles », constitués sur une structure fédérale qui laisse aux diversités ethniques, de mœurs, de langues, de coutumes, la possibilité de s'exprimer librement à l'intérieur d'un Etat unique³. Les ressources incalculables dont ils disposent, qui est à l'origine de leur puissance technologique et militaire, leur ont permis d'être tenus à l'écart du mouvement de décolonisation, et même, parfois, de le soutenir pour asseoir ou renforcer leur hégémonie sur le monde, au détriment d'une Europe en difficulté dans tous ses territoires d'Outre-Mer pour avoir consumé son énergie vitale dans deux guerres mondiales aussi destructrices qu'inutiles. La décolonisation n'est donc que le résultat des nouveaux rapports de force mondiaux, dans lesquels l'Europe ne pèse plus guère que pour ses nations occidentales, divisées et occupées chacune à se reconstruire. « On peut en prendre son parti si c'est là le train du monde. Mais on a le

¹ Thierry Maulnier, *Le sens des mots*, op. cit., p.58.

² Ce que soutenait également Alfred Grosser : « En 1961, j'avais coutume de dire aux Etats-Unis qu'on se trompait de comparaison historique : Georges Washington ne devait pas être comparé à Ben Bella, mais au général Salan, les Arabes du XVIIIe siècle étant les Indiens... ». (Alfred Grosser, « La France en Occident et en Algérie », in Jean-Pierre Rioux (dir.), *La guerre d'Algérie et les Français*, op. cit., p.383). De même, pour Guy Pervillé, « si l'on n'oublie pas la première définition de la colonisation comme peuplement, il n'est plus possible d'admettre que celle-ci aboutit nécessairement à la décolonisation. En effet, les colonies britanniques, espagnoles et portugaises qui accédèrent à l'indépendance entre 1776 et 1919 devinrent des Etats dirigés par et pour leurs colons. Leur émancipation fut le triomphe d'une colonisation suffisamment forte pour ne plus avoir besoin de la protection d'une métropole, et non pas l'échec ni la fin de la colonisation (...). Il est d'autant plus surprenant que les Américains aient cru devoir sympathiser avec les mouvements anticolonialistes en lutte contre des Etats européens, "en tant qu'anciens colonisés". Cette idée fautive est un mythe politique fondé sur un contresens historique. De même au Canada, en Australie, en Nouvelle-Zélande, ainsi qu'en Argentine et dans le sud tempéré du Brésil, les premiers colons renforcés par une forte immigration européenne submergèrent les populations indigènes ». (« Qu'est-ce que la décolonisation ? Pour une réhabilitation des facteurs démographiques », in *Maghreb Review*, art. cit., disponible sur internet à l'adresse suivante : http://guy.perville.free.fr/spip/article.php3?id_article=91).

³ Thierry Maulnier, « Une communauté nouvelle », in *La Dépêche – La Liberté*, 8 septembre 1958.

droit de refuser les leçons de morale¹ », s'agace Maulnier. Ces leçons de morale, ce sont précisément celles que formulent les Etats-Unis, l'URSS, dont Maulnier dénonce les méthodes colonialistes lors de l'insurrection hongroise de 1956, mais aussi les intellectuels progressistes en France, qui ont pris le relais de la propagande anticolonialiste agitée par les mouvements nationalistes des pays du Tiers Monde et des colonies françaises. Ce sont les intellectuels qui écrivent dans les journaux hostiles à la France colonialiste comme *Témoignage chrétien*, *Esprit*, *La Croix*, pour la tendance catholique, *Les Temps Modernes* de Sartre, *France-Observateur*, *L'Express* où François Mauriac tient son bloc-notes, le quotidien communiste *L'Humanité* et *Le Monde* d'Hubert Beuve-Méry. Maulnier n'a ainsi pas de mots assez durs pour fustiger l'attitude, qu'il juge antifranaçaise, de ces intellectuels de gauche qui « ont fait de l'erreur leur métier² », et qui n'en finissent pas de servir les intérêts de l'URSS et de tous ceux qui veulent affaiblir la France et l'Europe, en obéissant obstinément aux principes de leur morale universaliste. A ceux qui pratiquent les « intermittences du cœur³ », les intellectuels progressistes occidentaux, dont le potentiel d'indignation est toujours dirigé contre les mêmes cibles, la France et l'Occident, il reproche surtout de masquer des intentions subversives derrière de nobles considérations éthiques. « Il leur faut une France dépouillée et solitaire, grelottante et nue sur le socle de son petit hexagone après avoir achevé devant le monde son numéro d'effeuilleuse. Après, qu'elle s'arrange comme elle voudra. Cet après n'est plus du ressort de l'intelligence. Chose curieuse. On teste les animaux, du point de vue intellectuel, en éprouvant leur faculté de triompher, à leur avantage, des problèmes, des difficultés concrètes qu'on oppose à leur volonté de vivre, ce que l'on pourrait appeler leur adaptabilité positive. Il semblerait que pour les intellectuels dont je parle, ajoute Maulnier, l'intelligence ne mérite son nom que dans la mesure où elle s'oppose à la force élémentaire de l'affirmation vitale, – au moins lorsqu'il s'agit du peuple français⁴. » Attirés par tout ce qui est décadent, morbide et scabreux, dévorés par un sentiment masochiste de culpabilité à l'égard des peuples du Tiers Monde, les intellectuels européens sont les

¹ Thierry Maulnier, « Le reflux », in *Le Figaro*, 19 décembre 1962.

² Thierry Maulnier, « L'erreur est leur métier », art. cit.

³ Thierry Maulnier, « Les intermittences du cœur », in *Le Figaro*, 23 septembre 1958.

⁴ Thierry Maulnier, « Une tâche positive », in *Le XX^e Siècle fédéraliste*, 2 décembre 1960.

symboles les plus évidents de la fatigue d'une France, et plus généralement d'une Europe, qui ont perdu la foi en leur puissance, leur grandeur et leur esprit missionnaire. L'Empire français, pour Thierry Maulnier, est l'œuvre d'une nation qui voulait affirmer son existence dans le monde face à l'esprit de conquête des autres peuples européens. C'est une œuvre de conquérants, de bâtisseurs et de pionniers, qui ont galvanisé les énergies nationales et frayé le chemin au développement de la puissance française. Il n'est donc pas étonnant qu'elle soit au fond incompréhensible pour des intellectuels tout occupés à leurs tendances autodestructrices et à pervertir tout ce qui est source de prestige et d'élévation pour la nation française. Pour autant, Maulnier ne conteste pas que la colonisation a pu s'accompagner de violences et d'injustices, comme toutes les grandes conquêtes de l'histoire humaine. Il est également d'accord avec ses adversaires pour reprocher à l'Etat, ainsi qu'aux Français d'Algérie, de ne pas avoir suffisamment pris en compte l'amélioration des conditions de vie et du bien-être des populations autochtones, de même que l'égalité des droits entre les deux communautés. Mais ces constats ne justifient en aucun cas, pour lui, le sentiment de culpabilité qui ronge l'Occident à l'égard des peuples colonisés, et encore moins l'abandon des colonies, qui ont d'ores et déjà bénéficié des bienfaits de la civilisation, apportés par les puissances colonisatrices. « Il est entendu, écrit-il, que la création des "empires coloniaux" ne s'est pas faite sans abus de la force, sans injustices, sans crimes. Pas plus que la création des nations elles-mêmes. (...). Il est entendu qu'il y a beaucoup à faire pour la justice en Algérie. Mais l'Algérie, avec les injustices mêmes qu'il y faut combattre, ce n'est pas seulement, ce n'est pas d'abord un thème pour intellectuels scrupuleux. C'est une réalité de terre attachée à notre terre, de chair attachée à notre chair. Ce sont des ponts et des routes, des hôpitaux et des écoles, des ports et des villes et des villages. (...). C'est une œuvre. (...) L'œuvre de ceux qui se sont battus rudement avec la rude nature, l'œuvre de ceux qui ont agrandi sur la terre la place de la France et accru son patrimoine¹. » Tous ces éléments concrets, à commencer par la présence sur le sol algérien d'un million de Français, ouvrent donc des « droits réels » à la nation française sur la possession de l'Algérie.

¹ Thierry Maulnier, « Roknia », in *Le Figaro*, 26 mars 1956.

« On peut mépriser tout cela au nom de l'Éternel¹ », ajoute-t-il en direction des intellectuels catholiques qui ont pris le parti de l'indépendance de l'Algérie. Mais il s'interroge en même temps sur les raisons qui poussent ces intellectuels à soutenir la l'œuvre colonisatrice quand elle est menée par une nation révolutionnaire, comme l'URSS, et à la critiquer quand elle émane d'un pays occidental. Il s'amuse, également, de voir les intellectuels progressistes défendre sans scrupules les courants nationalistes en pleine expansion dans les pays du Tiers Monde, alors qu'ils n'ont eu de cesse de les combattre en Europe dans l'entre-deux-guerres, quand il considérait lui-même que le nationalisme pouvait encore apporter une solution à des régimes libéraux fondés sur des abstractions politiques déshumanisantes. Parmi ces « consciences troublées² », qui ont perdu le sens de l'intérêt national, Maulnier cible bien entendu les intellectuels des *Temps Modernes*, qui sont à la pointe du combat en faveur de la décolonisation, mais encore les étudiants de l'U.N.E.F., qu'il propose de rebaptiser « U.N.E.F.L.N.³ », tant leur action sert la cause de la rébellion algérienne et du FLN, ainsi que son ami François Mauriac. Il entretint avec lui plusieurs polémiques très vives dans les années cinquante et soixante, qui laissèrent des traces profondes dans leur relation. Pour Thierry Maulnier, qui trouve un regain de nationalisme pendant le conflit algérien, la solidarité nationale prime sur les crises de conscience des intellectuels. « Nul n'a le "droit" de se préférer soi-même – fût-ce sous la forme flatteuse de sa "conscience" – à la nation⁴ ». Ce qui signifie que les intellectuels ont les mêmes devoirs que l'ensemble des citoyens français. « Il y a une hiérarchie dans ces devoirs, et une priorité, insiste-t-il. Une nation est aussi un équipage et une équipe. Les devoirs d'un homme de l'équipage à l'égard de son propre bateau passent avant les devoirs à l'égard d'un autre bateau. (...). L'intellectuel n'est pas un arbitre au-dessus des nations, qui considère d'un œil serein leurs luttes, en réservant à sa propre nation, parce qu'elle est la sienne, un surcroît de sévérité. Nous faisons partie de la communauté française et nous avons à la défendre comme nous avons à défendre un père, une mère, un enfant menacé non parce que leurs raisons sont les seules

¹ Thierry Maulnier, « Quelques arpents de sable ? », in *Le Figaro*, 24 mai 1956.

² Thierry Maulnier, « Aux consciences troublées », in *Le Figaro*, 26 avril 1956.

³ Thierry Maulnier, « Où veulent-ils en venir ? », in *Le Figaro*, 27 octobre 1960.

⁴ Thierry Maulnier, « Liberté d'expression », in *Le XX^e Siècle fédéraliste*, 21 octobre 1960.

absolument bonnes – le bien et le mal sont mêlés inextricablement dans l’aventure humaine – mais parce que c’est notre père, notre mère, notre enfant, – notre pays (...). Les premiers devoirs de la France, s’il y a contradiction et litige, sont à l’égard des Français ; les premiers devoirs des Français sont à l’égard de la France. Au nom de quel principe supérieur ceux qui, en Algérie, se sentent Français et entendent le rester, devraient-ils être sacrifiés à ceux qui refuseraient de l’être¹ », s’interroge-t-il. Il refuse par conséquent d’abandonner 1,2 millions de Français d’origine au sort de 8,5 millions d’Algériens musulmans indépendants parce que ses devoirs doivent d’abord s’exprimer à l’égard de ses compatriotes. Dès lors, il est facile de deviner ce qui opposait Thierry Maulnier et l’intellectuel catholique, François Mauriac, pour qui la justice était « indivisible² ». Reprenant malignement, mais dans un sens inverse, un argument que Jacques Laurent servit à Thierry Maulnier, deux ans plus tôt, dans leur controverse sur Mac Gee, la défense des Noirs américains et celle des épurés en France³, Mauriac l’accusait de faire un choix parmi les injustices et les victimes qu’il dénonçait⁴. Ces accusations portées par Maulnier contre les intellectuels progressistes, aux combats antifrançais, montrent que la guerre d’Algérie est bien l’occasion d’une réapparition au premier plan de la droite nationale, même s’il s’agit, dans ce cas précis, d’un nationalisme à vocation « impériale », qui s’oppose également au nationalisme

¹ Thierry Maulnier, « A nous Français », in *Le Figaro*, 26 février 1957.

² François Mauriac, *D’un bloc-notes à l’autre 1952-1969*, Paris, Bartillat, 2004, p.356

³ Jacques Laurent accusait Thierry Maulnier de se soucier davantage de la cause des Noirs américains, dans laquelle il ne courait aucun risque, que de celle des épurés de la Libération. (voir chapitre 25, Thierry Maulnier, « Du choix des victimes », art. cit.).

⁴ Tout part en fait d’un article de Maulnier où ce dernier s’étonne que Louis Massignon, qui n’est pas spécialiste du problème magyar, ait répondu à une question sur le drame hongrois. (Thierry Maulnier, « Le florilège », in *Le Figaro*, 20 novembre 1956). Dans son bloc-notes du lendemain, Mauriac défend son ami Louis Massignon, qui ne fait pas de distinction entre les martyres, en attaquant Maulnier sur son passé maurassien et en lui contestant de la même manière une quelconque expertise sur les questions coloniales et les problèmes des colonies françaises : « Mais Thierry Maulnier n’est pas non plus spécialiste des questions malgaches, s’il a dû l’être un peu du problème juif que *L’Action française* a toujours étudié de fort près, et jusqu’à la fin. Maurassien d’étroite observance dès sa jeunesse, j’ignore si Thierry Maulnier a donné beaucoup de larmes aux Basques de Guernica et si le traitement par le Phosphore que Mussolini infligea aux Abyssins scandalisa outre mesure ce nationaliste intégral à qui les crimes politiques ne font ni chaud ni froid tant que ce ne sont pas des communistes qui les commettent ». (François Mauriac, *Bloc-notes tome 1. 1952-1957*, Paris, Editions du Seuil, 1993, pp.413-414). La polémique enfle. Thierry Maulnier y répond. Dans son bloc-notes suivant, Mauriac attaque de nouveau Maulnier en lui reprochant de choisir ses victimes en fonction de leurs sensibilités politiques. « Je ne choisis pas, écrivait Mauriac. Pour vous (comme c’est curieux !) vous en faites une affaire de chiffres. (...). Vous me rappelez tant de Français massacrés : je les pleure avec vous. Mais vous qui réglez votre indignation sur les chiffres, ignorez-vous combien il a toujours fallu de vies d’indigènes pour payer la vie d’un seul Européen ? » (François Mauriac, *D’un bloc-notes à l’autre 1952-1969, op. cit., pp.356-357*). Dans sa controverse avec Jacques Laurent en 1954, Thierry Maulnier justifiait déjà sa priorité donnée à la défense des victimes du communisme sur celle des épurés par le chiffre sans commune mesure des morts du Goulag par rapport à ceux de Clairvaux.

hexagonal, assimilé plutôt par ses auteurs, à la droite d'inspiration gaulliste soupçonnée, à la charnière des années cinquante et soixante, de vouloir abandonner l'œuvre coloniale pour sauvegarder la métropole. Défendre les intérêts de la France, c'est en effet à partir de cette époque, pour de Gaulle, dont la politique algérienne évolue de façon pragmatique depuis son arrivée au pouvoir en 1958, avancer rapidement dans la direction de l'indépendance de l'Algérie. A l'inverse, pour la droite nationale, acquise au maintien de la colonisation, les intérêts économiques, politiques et diplomatiques français passent par la poursuite de l'exploitation des richesses des terres françaises d'Outre Mer. C'est ce que répète Thierry Maulnier, de manière quasi obsessionnelle, pendant huit années au moins dans ses articles. Le prestige et la puissance françaises sont étroitement liés à l'Empire. On retrouve ici, dans cette ligne de fracture à l'intérieur du nationalisme français, qui est en pleine crise depuis la querelle de la CED, la différence entre d'un côté, les défenseurs d'un Empire français destiné à prendre toute sa place dans une Europe fédéraliste et atlantiste, et les nationalistes hexagonaux comme de Gaulle, défenseurs d'une Europe des nations, troisième force entre les deux blocs, qui devient, au lendemain du conflit algérien, sa grande œuvre politique destinée à se substituer à la colonisation. Les héritiers de Maurras se retrouvent, eux, à la frontière entre ces deux blocs, défenseurs obstinés de l'empire français et de l'indépendance française entre les deux grandes puissances, dans une Europe des nations. Si l'on excepte quelques réserves à cette constatation d'ordre général et les échanges qui peuvent exister entre les deux tendances, les premiers vont évoluer progressivement vers un corpus doctrinal opposant la défense de la civilisation occidentale – blanche quand s'y mêle en plus une dose de racisme – à la menace d'invasion que représente la vitalité des peuples du Tiers Monde. Les seconds, au contraire, à l'instar des gaullistes, suivent l'héritage gaullien et « sa doctrine de l'indépendance pour la France et pour l'Europe, du message qu'elle doit adresser en permanence aux pays du tiers-monde, de la distance qu'elle doit conserver vis-à-vis de l'Est et des Etats-Unis, sans jamais renier son alliance avec ceux-ci¹ ».

¹ Benjamin Stora, « Les héritages du général de Gaulle », in Maurice Vaisse, *De Gaulle et l'Algérie 1943-1969*, Paris, Armand Colin / Ministère de la Défense, 2012, p.330.

Pour les défenseurs de la civilisation occidentale, comme Thierry Maulnier, l'abandon de l'Algérie signifie clairement le déclin de la France ; d'une France « humiliée, contestée, disloquée dans son domaine depuis dix ans, promenée les menottes aux mains sous les crachats dans les rues du Caire, égorgée dans ses femmes et dans ses fils, chassée d'Indochine, du Maroc, de Tunisie...¹ », et surtout incapable de rivaliser avec les grands empires, USA et URSS, sans les ressources que peuvent lui apporter ses colonies. Chez Thierry Maulnier, la défense de la colonisation est intimement liée au développement du potentiel économique des colonies. Le prestige d'une France présente partout dans le monde, n'entre pas seul en ligne de compte, même s'il s'agit bien du premier but à atteindre, auquel l'expansion économique est subordonnée. Dans le processus de décolonisation en cours depuis le départ de la France d'Indochine, la guerre d'Algérie apparaît comme un moment déterminant, qui fonde la ligne de partage entre deux époques. C'est la « dernière chance de puissance » de la nation française. A la fin des années cinquante, Maulnier constate que la France a abandonné le malthusianisme, démographique et économique, sur lequel était assise sa politique depuis le XIX^e siècle. Avec une population vieillissante, la France menait jusqu'alors une politique prudente de bourgeois faisant fructifier leur épargne. Le milieu des années cinquante scelle la fin de cette époque malthusienne au profit d'un nouveau dynamisme expansionniste à l'œuvre autant sur le sol français que dans les colonies. Sur le sol français, Maulnier cite le développement des grands complexes sidérurgiques de la Lorraine, qu'il compare à la Ruhr, la construction des grands barrages du Rhin et du Rhône, la découverte et l'exploitation du gaz de Lacq et du gisement de pétrole de Parentis, les grands ensembles industriels de Berre, Dunkerque, les raffineries de pétrole, la création de la première usine de caoutchouc synthétique en France en 1958, la réalisation des premières centrales atomiques et usines marémotrices, la modernisation de l'agriculture grâce à l'irrigation et à la mécanisation, les succès français sur les marchés extérieurs, et ce qu'il considère comme l'aspect le plus important de la nouvelle vitalité française, le renouveau démographique qui fait que la population française s'accroît d'environ 300 000

¹ Lettre de Thierry Maulnier, citée par François Mauriac, in *D'un bloc-notes à l'autre 1952-1969*, op. cit., p.357.

personnes par an¹. Ainsi attend-il avec impatience l'arrivée à l'âge adulte, prévue pour 1965, des générations nouvelles nées au lendemain de la guerre, pour que la France puisse bénéficier du renfort de plus de 800 000 jeunes Français, nouveaux travailleurs pour l'économie nationale et nouveaux conscrits pour l'armée. Dans ce contexte extrêmement positif pour l'avenir national, le devenir de l'Algérie est fondamental. Un enjeu pour la France que Maulnier traduit par cette alternative : « le repli sur une médiocrité vieillissante ou la plus grande aventure du siècle² ». « Il faut jeter, écrit-il, la France sur l'Afrique, hommes et ressources... Non pas pour disputer aux musulmans une terre qui ne parvient plus à les nourrir. Mais pour enrichir cette terre, pour en faire épanouir les possibilités et pour en multiplier l'étendue³. » C'est la mission de la jeune génération qui arrive à l'âge mûr. A l'inverse, si l'Algérie venait à disparaître du giron français, la seule perspective que la France aurait à leur offrir serait en définitive le chômage. Plusieurs raisons militent en effet pour faire de l'Algérie un grand dessein pour la France. Selon Maulnier, elle représente tout d'abord un nouveau gisement de consommateurs pour l'économie française. « La prospérité en Algérie est une condition de prospérité pour l'économie française. Que le niveau de vie des musulmans algériens soit élevé demain du double, après demain du triple – ce qui serait encore modeste – il n'en faudra pas plus pour que nous rentrions dans nos mises, et au-delà, pense-t-il crûment. Le financement des progrès du bien-être en Algérie n'est pas seulement un investissement politique, il est un investissement tout court⁴ », que les Algériens ne peuvent, de toute façon, pas mettre en œuvre avec leurs propres ressources. Mais surtout, l'Algérie, comme les autres colonies africaines, est indispensable à la France en raison des matières premières et énergies dont son sol regorge. Maulnier vise ici particulièrement le Sahara, où les premières explorations de la Compagnie Française des Pétroles débutent en 1949 et aboutissent à la découverte des gisements de Hassi Messaoud, Edjelé, Tiguentourine, Zarzaïtine et In-Salah, dont la richesse nourrit alors la comparaison avec l'Arabie Saoudite. Pour Thierry Maulnier, « cette découverte est pour la France une chance si prodigieuse qu'elle

¹ Thierry Maulnier, « Les chances présentes de la France », in *Les Annales*, juin 1959, pp.28-40.

² « La chance africaine de la France. De l'armée d'Algérie à la jeunesse de France. Une grande enquête de Thierry Maulnier », in *Le Figaro*, 3 mai 1957.

³ *Ibid.*

⁴ *Ibid.*

change entièrement les données proches de l'avenir français. A supposer que nous n'ayons pas d'autre raison de vouloir que l'Algérie et le Sahara restent dans l'aire de la souveraineté française, cette raison-là suffirait pour rendre inacceptable toute pensée d'abandon. (...). La France est en train de découvrir dans le Sahara une nouvelle Arabie Séoudite, sa dernière chance de grande puissance¹. » A cela, il faut ajouter le gaz de Hassi r'mel, l'énergie solaire dont Maulnier imagine l'exploitation un jour dans le Sahara, et les autres matières premières qui sont nécessaires au fonctionnement de l'industrie française, comme le minerai de fer, l'uranium, l'aluminium, le cuivre et le manganèse découverts en Algérie et dans les autres colonies d'Afrique. Le Sahara constitue un nouveau « Far West² » pour l'esprit de conquête des colons français. On ne compte plus en effet le nombre de fois où ces arguments sont utilisés dans les articles de Thierry Maulnier pour justifier la cause de la colonisation³. L'Algérie est présentée inlassablement comme une terre de conquête pour la jeune génération. Alors que la décolonisation est ressentie par beaucoup d'intellectuels comme un processus inéluctable, ce discours conquérant peut surprendre. Avec le recul que nous apporte aujourd'hui un demi-siècle de distance, le discours critique de Maulnier, désapprouvant la tentation du repli hexagonal qui taraude ses compatriotes, au motif que « le nationalisme de l'hexagone est un nationalisme d'un autre siècle⁴ », et affirmant au contraire une vision impérialiste et vitaliste de la nation française, nous semble en décalage complet avec une décolonisation qui allait dans le sens de l'affirmation inéluctable des peuples du Tiers Monde. N'oublions pas cependant que Maulnier fait partie d'une génération qui a été éduquée dans le culte de l'empire et qu'il a, parmi ses ancêtres maternels, des artisans de la colonisation belge du Congo.

¹ Thierry Maulnier, « Les chances présentes de la France », art. cit., p.36.

² « La chance africaine de la France. De l'armée d'Algérie à la jeunesse de France. Une grande enquête de Thierry Maulnier », art. cit.

³ Voir par exemple, en plus de ceux déjà cités, les articles suivants : Thierry Maulnier, « La promesse du désert », in *Le XX^e Siècle fédéraliste*, 16 février 1957 ; « La force des énergies », in *Le XX^e Siècle fédéraliste*, 2 mars 1957 ; « Samedi 11 janvier », in *Le Figaro*, 13 janvier 1958 ; « Les défaites des pessimistes », in *La Dépêche – La Liberté*, 17 janvier 1958 ; « Perspectives sur les problèmes de l'énergie », in *Le XX^e Siècle fédéraliste*, 18 janvier 1958 ; « Rien de possible sans la France », in *La Dépêche – La Liberté*, 31 janvier 1958 ; « Texas, Sibérie, Amazonie, Afrique », in *La Dépêche – La Liberté*, 31 mars 1958 ; « De quoi s'agit-il ? », in *La Dépêche – La Liberté*, 23 avril 1958 ; « 0 Mg 57 », in *Le Figaro*, 26 décembre 1958. Tous ces articles sont quasi exclusivement consacrés au problème de l'énergie et des matières premières. Mais dans nombre d'articles sur la question algérienne, au détour d'un paragraphe, Maulnier évoque ce sujet.

⁴ Thierry Maulnier, « Le nationalisme de l'hexagone », in *Le XX^e Siècle fédéraliste*, 4 novembre 1960.

Laissant de côté les questions d'ordre moral, parce que l'histoire, de toute façon, ne fait pas la part belle à la morale, il justifie ses convictions par la recherche de l'indépendance énergétique de la France et de l'Europe à l'égard des pays arabes producteurs de pétrole¹. A travers cette crainte, et indépendamment des solutions qu'il propose pour y remédier, Maulnier manifeste une fois encore sa perspicacité et sa hauteur de vue, face à une situation qui a connu sa phase la plus critique pour l'économie occidentale dans les années 1970 et qui perdure encore aujourd'hui. « Le problème du déficit énergétique de l'Europe au cours des deux ou trois dizaines d'années à venir ne met pas seulement en cause des dividendes pour les sociétés, l'expansion économique, le niveau de vie, mais l'avenir biologique de ces sociétés, leur capacité de jouer dans le monde un rôle souverain (...), leur indépendance et leurs libertés politiques, l'avenir même de leur culture, analyse-t-il (...). C'est pourquoi, au risque de paraître obsédé par de sordides préoccupations matérielles à tel de nos progressistes marxisants ou de nos progressistes chrétiens à l'odorat délicat et à la conscience scrupuleuse, je dis que l'avenir de notre civilisation elle-même, et de son droit à continuer d'incarner les hautes valeurs qu'elles a créées, se décide pour une bonne part autour des forages sahariens dont les résultats quasi-miraculeux nous libéreront peut-être de ce chantage moyen-oriental qui pèse aujourd'hui jusque sur la politique américaine (...). Le problème des énergies matérielles est étroitement lié à celui des énergies mentales. J'ai dit et je répète que la France et l'Europe se sauveront non par les moralistes, mais par les pionniers². » L'événement révélateur, pour Thierry Maulnier, est la nationalisation du Canal de Suez par Nasser le 26 juillet 1956. L'interruption des transports maritimes de produits pétroliers par le canal de Suez qui en est résultée pendant six mois consécutifs jusqu'en mai-juin 1957, associée aux sabotages des pipes-lines entre l'Irak et la Méditerranée et aux revendications du gouvernement syrien, révélèrent la faiblesse de l'Europe et de la France face aux tumultes dans les pays arabes et du Moyen-Orient, dont elles étaient largement dépendantes en terme d'approvisionnement en pétrole. L'influence grandissante de

¹ L'exploitation du gaz de Lacq, les usines marémotrices, les grands barrages, de même que la construction de centrales nucléaires et la production d'énergie solaire entrent dans cette politique d'indépendance énergétique que préconise Maulnier.

² Thierry Maulnier, « La force des énergies », art. cit.

l'URSS au Moyen-Orient, au lendemain de la crise de Suez, en particulier en Irak et en Iran, risquait par ailleurs de placer la France et l'Europe à la merci de volontés étrangères. C'est la raison pour laquelle la découverte de nouveaux gisements de pétrole sur le territoire de l'Algérie française plaçait la France en bonne position dans la compétition mondiale pour l'énergie, largement dominée par les deux grands. Elle renforçait également le rôle pivot de la France dans l'avenir de la construction européenne¹. Les gouvernements français avaient cependant conscience de cet enjeu puisqu'il tentent, dès janvier 1957, de rassembler les différents territoires sahariens dans une seule et même entité, pour conserver le contrôle sur le Sahara, grâce à l'Organisation Commune des Régions Sahariennes (OCRS)². La souveraineté sur le Sahara constitue également un point important des négociations ouvertes à Evian en 1961 avec le FLN, pour des raisons autant économiques que stratégiques. Revenu au pouvoir en 1958, de Gaulle a en effet besoin du territoire saharien pour faire des essais nucléaires et mettre au point l'arme atomique française, qui entre dans sa stratégie d'indépendance militaire de la France à l'égard des Etats-Unis. L'historienne Chantal Morelle a résumé ainsi les objectifs de l'Etat français dans ses négociations pour conserver la mainmise sur le Sahara : « Politiquement, la France ne doit pas être évincée du Sahara au profit de l'Algérie, car elle veut maintenir sa proximité avec l'Afrique noire, et créer de nouvelles solidarités entre l'Europe occidentale et les Etats nouvellement indépendants. Cela rejoint les objectifs stratégiques : il s'agit de garder le rôle principal dans la défense de la région, mais aussi préserver la possibilité de faire des essais nucléaires. Sur le plan économique, la France doit recevoir les dividendes des investissements qu'elle a faits au Sahara, elle veut garder des débouchés pour le matériel technique qu'elle a créé pour l'exploitation des hydrocarbures : c'est-à-dire

¹ Au demeurant, les espoirs placés par Maulnier dans l'exploitation du pétrole algérien correspondaient à la stratégie de la Compagnie Française des Pétroles qui s'était lancée dès la fin des années quarante dans une politique de diversification de ses sources d'approvisionnement en développant ses explorations de gisements et productions dans les colonies françaises, mais aussi en Lybie, en Amérique du Nord et en Amérique du Sud, afin de garantir les livraisons de pétrole en France. Sans doute cette politique a-t-elle aidé l'économie française à passer le cap de la crise de Suez, en limitant les impacts. (Voir Hervé l'Huillier, « La Stratégie de la Compagnie Française des Pétroles », in Jean-Pierre Rioux (dir.), *La guerre d'Algérie et les Français, op. cit.*, p.317).

² Sur l'OCRS, voir : Berny Sèbe, « Les Etats-Unis et la décolonisation du Sahara français : une non-intervention bienveillante ? », in Jean Fremigacci, Daniel Lefeuvre et Marc Michel (dir.), *Démontage d'empires*, Paris, Riveneuve éditions, 2012, pp.59-88.

préservé ses intérêts d'inventeur, d'exploitant et du client du pétrole saharien¹. » Pour autant, la conviction de Thierry Maulnier, sur la nécessité de sauvegarder l'Algérie française pour étendre la puissance de la France, ne faisait alors plus, comme auparavant, l'unanimité dans l'opinion française. Au milieu des années cinquante furent révélés au public les premiers travaux des économistes sur le coût de la colonisation pour le contribuable français. En août et septembre 1956, un journaliste français de droite, Raymond Cartier, de retour d'un voyage en Afrique noire, publiait une série d'articles dans le magazine *Paris-Match*, dans lesquels il contestait l'utilité des colonies pour la métropole. Auteur de la célèbre formule, « la Corrèze avant le Zambèze », il allait alors jusqu'à suggérer qu'en se libérant du fardeau colonial qui lui coûtait trop cher, la France réussirait à dégager des moyens pour assumer la modernisation de son économie et s'occuper d'abord de son propre territoire. Surtout, Raymond Cartier a retenu de son voyage et de ses contacts en Afrique noire qu'il était désormais trop tard pour retenir les colonies et inutile d'y réaliser des investissements coûteux pour des populations indigènes qui n'aspiraient plus qu'à l'indépendance. Cette forme nouvelle d'anticolonialisme pragmatique, baptisée « cartiérisme² », et soutenue par Raymond Aron³, est alors dénoncée par certains journaux parisiens comme un « maurrassisme économique » et par la droite colonialiste comme une sorte de défaitisme, mais elle réussit à se frayer progressivement un chemin dans une opinion publique de plus en plus lasse du fardeau que représente cette guerre sans issue, jusqu'à représenter une vraie tendance dans le public⁴ et bénéficier au début des années soixante de l'adhésion du Chef de l'Etat, lorsque de Gaulle évoque le coût trop élevé de l'Algérie parmi les raisons qui doivent pousser la France à la quitter. Dès lors,

¹ Chantal Morelle, « La négociation à travers le problème saharien », in Maurice Vaïsse, *De Gaulle et l'Algérie 1943-1969*, op. cit., p.283.

² Sur le cartiérisme, se reporter à : Charles-Robert Ageron, *La Décolonisation française*, Paris, Armand Colin, 1991, pp.120-122 ; Nathalie Ruz, « La force du "cartiérisme" », in Maurice Vaïsse, *De Gaulle et l'Algérie 1943-1969*, op. cit., pp.328-336.

³ Voir Stephen Launay, « Raymond Aron et la guerre d'Algérie : un regard libéral sur une décomposition », in *Les Cahiers d'histoire sociale*, n°23, printemps/été 2004, pp.127-147.

⁴ Charles-Robert Ageron mentionne cependant un sondage favorable au Plan de Constantine – dont le coût était estimé à près de 2 000 milliards de francs destinés à des investissements publics massifs en Algérie – qui laisse penser que le coût de l'Algérie pour la France n'était pas la raison principale de leur résignation à accepter l'indépendance de cette colonie. En effet, 40 % des Français interrogés jugèrent ces charges « lourdes mais supportables » tandis qu'il se trouva 27 % seulement des Français interrogés pour les juger « trop lourdes ». (Charles-Robert Ageron, « L'opinion française à travers les sondages », in Jean-Pierre Rioux (dir.), *La guerre d'Algérie et les Français*, op. cit., p.44).

il n'est pas étonnant de trouver Thierry Maulnier parmi les adversaires du cartiérisme ; lui qui cherche au contraire à convaincre les Français, dans ses articles, qu'il faut investir massivement en Algérie pour les promesses qu'elle réserve, quitte à imposer des sacrifices à la population métropolitaine¹. Pour lui, l'exploitation des gisements de pétrole sahariens est la réponse « du présent et de l'avenir à la campagne, qu'on a appelée "cartiériste" du nom de son initiateur, engagée (...) pour inciter la France à se replier sur les possibilités étroites et les médiocres espoirs de son hexagone métropolitain. Le "cartiérisme" est la forme actuelle de ce malthusianisme qui a été (...) l'artisan principal de notre déclin². »

A l'aune des analyses cartiéristes et des études des historiens contemporains sur le « fardeau colonial », la lecture des articles de Maulnier appelle cependant de sérieuses réserves. Bien qu'argumentée par quelques exemples, sa certitude que le salut de la métropole passe par le maintien de la souveraineté française sur l'Algérie, n'est finalement guère étayée par des chiffres, si ce n'est celui du nombre de barils des gisements de pétrole algériens à exploiter. De plus, ce discours n'évolue quasiment pas entre 1954 et l'indépendance de l'Algérie. Il faut dire que Maulnier n'est pas un économiste et que ses conceptions économiques et sociales s'appuient davantage sur des arguments géopolitiques ou des notions de philosophie politique. Toutefois, l'absence d'analyse approfondie de ces justifications économiques de la souveraineté française sur l'Algérie oblige à conclure que Thierry Maulnier, consciemment ou non, a participé à la diffusion dans l'opinion publique métropolitaine d'un vrai « mythe politique » forgé vraisemblablement dès 1954 par les Français d'Algérie³. Charles-Robert Ageron a montré que cet argumentaire se retrouvait dans presque tous les milieux politiques, des socialistes qui furent parmi les premiers à relayer ce discours,

¹ Thierry Maulnier, « L'offensive des 700 milliards », in *Le Figaro*, 5 décembre 1957.

² Thierry Maulnier, « Texas, Sibérie, Amazonie, Afrique », art. cit.

³ Sur la question du « fardeau colonial », et pour une étude du mythe de « l'Algérie, dernière chance de la puissance française », voir : Jacques Marseille, *Empire colonial et capitalisme français, histoire d'un divorce*, Paris, Albin Michel, 1984, 461 p. ; Jacques Marseille, « L'Algérie dans l'économie française », in *Relations internationales*, n°58, été 1989 ; Jacques Marseille, « La guerre a-t-elle eu lieu ? Mythes et réalités du fardeau algérien », in Jean-Pierre Rioux (dir.), *La guerre d'Algérie et les Français, op. cit.*, pp.281-288 ; Jean-Charles Asselain, « Boulet colonial et redressement économique », in Jean-Pierre Rioux (dir.), *La guerre d'Algérie et les Français, op. cit.*, pp.289-303 ; Charles-Robert Ageron, « "L'Algérie dernière chance de la puissance française". Etude d'un mythe politique (1954-1962) », in *Relations internationales*, n°57, printemps 1989, republié dans Charles-Robert Ageron, *De l'Algérie "française" à l'Algérie algérienne*, Paris, Editions Bouchène, 2005, pp.587-611. ; Daniel Lefeuve, *Chère Algérie : comptes et mécomptes de la tutelle coloniale 1930-1962*, Saint-Denis, Société française d'histoire d'Outre-Mer, 1997, 397 p. Réédition Flammarion, 2005, 512 p.

jusqu'aux gaullistes. Toutefois, ces justifications économiques plutôt floues, semblent avoir surtout servi à masquer un vrai souci de prestige de la puissance française chez des élites qui furent élevées, dans l'entre-deux-guerres comme Maulnier, dans le culte de l'empire français et des colonies. « Mais comment pouvait-on, après la guerre d'Indochine, insister l'historien Charles-Robert Ageron, affirmer encore que la puissance découlait toujours du maintien de la souveraineté française sur un Maghreb en révolte ? Pour tout esprit réfléchi, il aurait dû être évident, au moins en 1956, que la France ne pourrait refuser à des Algériens ce qu'elle avait accordé aux Marocains et aux Tunisiens. (...). Quel esprit un peu au fait des réalités économiques et industrielles de l'époque pouvait-il attacher foi à l'argumentaire selon lequel la "décolonisation" de millions d'Algériens était indispensable à la puissance et à la prospérité des Français métropolitains ? (...). Quiconque préconisait une autre approche politique était taxé de défaitisme ou suspect de trahison (...). Présentée volontairement en termes passionnels avec une logique du tout ou rien, la question algérienne est devenue du fait de ce chantage au patriotisme une tragédie française¹. » Et force est de constater que Thierry Maulnier, dans cette crise nationale, a fait partie, comme tous les intellectuels engagés, de ceux qui ont contribué à en faire une « tragédie française », en se laissant abuser par la propagande colonialiste par patriotisme et en donnant du sens à la résistance à la décolonisation et donc à la division des Français, sans aller toutefois jusqu'à rejoindre l'OAS, dans ce que certains ont appelé une « guerre civile franco-française² ». Mais il ne faut pas exagérer l'influence des intellectuels sur une opinion publique qui aspirait surtout à voir la France se désengager et qui se fit assez rapidement une idée de l'issue souhaitable du conflit³. Le risque de perdre un enfant dans la guerre inquiète alors beaucoup plus les familles françaises que la perte du pétrole algérien ou l'importance économique de l'Algérie pour la métropole. En

¹ Charles-Robert Ageron, *De l'Algérie "française" à l'Algérie algérienne*, op. cit., pp.610-611. Voir aussi la thèse de Grégor Mathias, *Les officiers des SAS et des SAU et la politique de pacification pendant la guerre d'Algérie*, Thèse de doctorat en histoire, Université de Toulouse 2 Le Mirail, 2013, sous la direction de Guy Pervillé, 1044 p.

² Sur cette question, se reporter à : Bernard Droz, « Le cas très singulier de la guerre d'Algérie », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°5, janvier-mars 1985, pp.81-90.

³ Ainsi, les sondages réalisés en février 1959 montrent qu'une majorité absolue de Français est favorable à l'indépendance de l'Algérie, alors même que les intellectuels qui défendent la souveraineté française sur l'Algérie redoublent d'efforts. (Sondage cité par Charles-Robert Ageron, in *De l'Algérie "française" à l'Algérie algérienne*, op. cit., p.514.

réalité, pour se pénétrer de la véracité du discours sur « la dernière chance de la puissance française », que porte alors Thierry Maulnier, il suffit de faire ce simple constat. Une fois l'indépendance de l'Algérie entrée en vigueur, il disparaît de ses écrits, tant il s'avère rapidement que celle-ci n'a pas entraîné la ruine attendue de l'économie française. Ce discours alarmiste n'a même pas le temps de se transformer en regrets de n'avoir pas réussi à sauvegarder l'une des sources de la puissance économique française. On le voit resurgir quelquefois sous une forme inversée, pour souligner que l'Algérie n'est pas capable d'exploiter ses ressources sans la France¹. Mais au fond, ce n'est pas l'économie qui est en jeu dans ces affirmations. Si l'on relit la préface à l'ouvrage de Moeller Van den Bruck, *Troisième Reich*, c'est la même motivation qui pousse Thierry Maulnier à combattre le totalitarisme dans les années trente et l'anticolonialisme vingt ans plus tard, à savoir cette conviction qu'une civilisation ne peut durer si elle s'abandonne, si elle perd toute volonté d'affirmer son énergie vitale et de conquérir de nouveaux espaces. C'est en fin de compte cette vision conquérante, virile, de la civilisation humaniste européenne, dont la survie, liée aussi à son expansion, mérite bien quelques tragédies et sacrifices. Le pire ennemi de Maulnier, c'est ce sentiment chrétien de culpabilité, qui ronge des élites politiques et intellectuelles fatiguées d'exister, et qui constitue, selon lui, la principale cause du déclin de l'Occident. S'il y a une persistance à trouver chez lui, elle est bien dans son nietzschéisme, qui peut prendre différente forme en fonction des époques – nationalisme, fédéralisme européen... – et qui apparaît, de façon résurgente dans les périodes de tragédie nationale, comme le principal rempart au déclin de la civilisation humaniste européenne. Dès lors, le personnel politique démocratique trouve rarement grâce à ses yeux. Il faut cependant relever une exception, de Gaulle, dont la valeur lui fut révélée progressivement, sans doute, à travers les drames de l'histoire.

Oui à de Gaulle !

Bien qu'éloigné de ses anciens amis de l'Action française, mais demeurant fidèle au mot d'ordre maurrassien de sa jeunesse, « Politique d'abord ! », Thierry Maulnier est alors écœuré par le comportement de la classe politique française qui ne semble pas

¹ Voir Charles-Robert Ageron, in *De l'Algérie "française" à l'Algérie algérienne*, op. cit., pp.600-610.

avoir pris la mesure de l'importance de la situation algérienne et se déchire dans de vaines querelles parlementaires alors même que la France sort politiquement affaiblie de la guerre d'Indochine, humiliée et méprisée dans le monde entier pour n'avoir pas su résister à Nasser lors de la crise de Suez de 1956, et anéantie, en état de carence totale, complètement dévirilisée face aux rebelles algériens. Dans une France qui a rompu avec le bourgeoisisme malthusien qui a précipité son déclin depuis le XIX^e siècle, touchée par un rebond démographique et en pleine vitalité économique, les responsables sont tout désignés ; ce ne sont pas les Français qui semblent, eux, au contraire, avoir de nouveau soif d'aventure, ni l'armée qui assume son rôle, mais bien les politiciens et les intellectuels, éternels défaitistes, « munichois », qui ne cessent de se tromper et d'instiller leur esprit de renoncement dans l'opinion. « Quand comprendront-ils, s'agace Maulnier ? Quand, quand comprendront-ils qu'il est des moments où l'affirmation d'une volonté nationale, d'une continuité nationale est la loi suprême, et qu'au défi que nous propose aujourd'hui l'histoire, on ne répond pas avec des ministères de trois mois, des crises ministérielles de six semaines, l'assouvissement sournois des rancunes partisanses – “Tu m'as renversé ; je te torpille ” – l'évasion devant les responsabilités, la peau d'orange sous les pieds du voisin, cette sorte de compétition dans l'absurde où les uns renversent des gouvernements qu'ils ne peuvent pas remplacer et où les autres rendent la formation d'un nouveau gouvernement impossible pour démontrer aux premiers qu'ils ont eu tort. Dans cette Assemblée se six cents et quelques membres, s'il n'en est pas trois cent cinquante ou quatre cents qui soient capables de s'unir sur les quatre ou cinq affirmations politiques très simples sans lesquelles ce pays va au désastre, c'est le régime lui-même qui apparaîtra condamné¹ », écrivait-il, perspicace sur le sort d'une Quatrième République proche de l'agonie, à la recherche de combinaisons parlementaires pour sortir, une fois de plus, de la crise politique provoquée par le renversement du 17^{ème} gouvernement depuis le début des années cinquante et formé à peine six mois plus tôt par Félix Gaillard. Le bombardement, en représailles, du village tunisien de Sakhiet Sidi Youssef, au nom du droit de suites consécutif à l'incursion en Algérie d'un détachement de l'ALN campant en territoire tunisien, et les pressions internationales

¹ Thierry Maulnier, « Quand comprendront-ils ? », in *La Dépêche – La Liberté*, 9 mai 1958.

qui s'ensuivent, ont finalement raison du gouvernement Félix Gaillard, dont le renversement enclenche le mécanisme finalement fatal au régime. Au moment où la France doit faire des choix décisifs et entreprendre les grandes réformes nécessaires à son expansion économique, l'incapacité des gouvernants français à trouver une solution parlementaire durable à la crise apparaît bien comme le révélateur de la désunion des Français face à l'avenir de leur pays et à celui de l'Algérie. L'« agonie de la Quatrième République » et ses ressorts ont bien été racontés par Michel Winock dans sa chronique des trois dernières années du régime¹. « Au vrai, écrit-il, la France digérait mal son histoire au moment où elle était confrontée au plus grand défi du siècle : entrer dans la modernité. Alors qu'elle devait faire face lucidement et courageusement au phénomène universel de la décolonisation, elle s'enfermait dans le mythe de l'âge d'or. (...). Par un côté d'elle-même, la France entrait résolument dans le monde industriel ; par tout un autre côté, elle s'y refusait. (...). Dans la chaotique redistribution des cartes que la France des années cinquante connaissait, il n'y avait plus de consensus – une addition de dissidences² » seulement. Dans ces conditions, « la politique hésitante et ambiguë des derniers gouvernements de la IV^e République reflétait donc fidèlement l'état de l'opinion publique métropolitaine, divisée et troublée³ » sur la question algérienne, c'est-à-dire, ainsi que le résume Guy Pervillé, aspirant majoritairement à la paix dans une Algérie qu'elle ne croyait plus pouvoir conserver à la France, sans pour autant se résigner complètement à l'idée d'une indépendance de l'Algérie. Deux aspirations contradictoires, donc, que Maulnier et les autres partisans de l'Algérie française, sont loin d'avoir correctement perçues, tant ils sont mobilisés pour la sauvegarde de la « dernière chance de la puissance française ». Avec le temps, l'idée de l'indépendance fait son chemin dans les esprits et « 55 % des gens interrogés en septembre 1959 pensent que le gouvernement des Algériens par

¹ Michel Winock, *La République se meurt. Chronique 1956-1958*, Paris, Editions du Seuil, Collection Folio histoire, 1985, 287 p. Cet ouvrage est composé à partir des carnets que tenait l'historien à cette époque où il avait vingt ans. Pour une approche plus historique, voir : Michel Winock, *L'agonie de la IV^e République. 13 mai 1958*, Paris, Gallimard, 2006, 385 p. ; René Rémond, *1958, le retour de De Gaulle*, Bruxelles, Editions Complexe, 2008, 191 p.

² Michel Winock, *La République se meurt. Chronique 1956-1958, op. cit.*, p.122

³ Guy Pervillé, « Le rôle des opinions publiques dans la guerre d'Algérie », article non publié et disponible sur internet à l'adresse suivante : http://guy.perville.free.fr/spip/article.php3?id_article=233 .

eux-mêmes ou la sécession seraient les meilleures solutions¹ ». Les élites et les intellectuels affichent par contre un décalage important avec l'opinion publique métropolitaine. Dans cette situation dramatique – qui culmine le 13 mai avec la création d'un Comité de salut public civil et militaire à Alger, placé sous la présidence du Général Massu, et qui exige la constitution d'un gouvernement de salut public à Paris avec la mission de conserver la souveraineté française sur l'Algérie –, un homme se dit prêt « à assumer les pouvoirs de la République² », le général de Gaulle. L'armée lui est acquise, depuis que le général Salan a fait acclamer son nom le 15 mai sur le forum d'Alger, de même que l'opinion publique en Algérie – où il a la confiance des Européens et des musulmans partisans de l'Algérie française – et en métropole, où « la peur de la guerre civile, la peur des paras, mais aussi la crainte chez beaucoup d'un nouveau front antifasciste, d'un front populaire qui porterait les communistes au pouvoir³ », en réaction aux événements d'Alger, jouent en sa faveur⁴. Thierry Maulnier, de son côté, reste dans l'immédiat muet sur de Gaulle. Son passé pétainiste, ses convictions en faveur d'une Europe fédéraliste et atlantique, ne l'inclinent d'ailleurs pas franchement à souhaiter le retour de De Gaulle au pouvoir. Et sa participation à la revue de Claude Mauriac, *Liberté de l'esprit*, ne suffit pas à en faire un compagnon de route du gaullisme. Preuve de son respect pour la légalité républicaine, qui est constant pendant le drame algérien, Maulnier, au lendemain du 13 mai, appelle les Français d'Algérie à ne pas s'égarer sur de « fausses routes ». S'il se demande, compatissant, « comment ne pas comprendre, comment ne pas partager l'angoisse des Français d'Algérie⁵ », il ne les met pas moins en garde contre les solutions susceptibles de créer des divisions malvenues entre la métropole et sa colonie, au moment où les regards sont braqués sur la France. « Ni leur inquiétude, ni leur volonté légitime d'obtenir de tout gouvernement français, quel qu'il puisse être, l'assurance de notre fermeté, la certitude qu'ils resteront Français, sur une terre unie à la terre française, qu'il ne peut y avoir là-dessus ni compromis ni marchandage, ne

¹ Charles-Robert Ageron, « L'opinion française à travers les sondages », in Jean-Pierre Rioux (dir.), *La guerre d'Algérie et les Français*, op. cit., p.43.

² Communiqué du général de Gaulle, le 15 mai 1958.

³ Michel Winock, *L'agonie de la IV^e République. 13 mai 1958*, op. cit., p.176.

⁴ Sur les réactions au retour de De Gaulle, voir : Jean-Paul Thomas, Gilles Le Béguec et Bernard Lachaise, *Mai 1958. Le retour du général de Gaulle*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010, 226 p.

⁵ Thierry Maulnier, « Les fausses routes », in *Le Figaro*, 14 mai 1958.

doivent les entraîner vers cette sorte de vertige, qui parfois détermine et précipite les désastres en cherchant à les éviter. Qu'ils prennent garde à ne pas donner d'arguments et de prétextes à leurs pires adversaires, qu'ils ne se laissent pas aller à des mouvements mal contrôlés qui ne pourraient que faire douter le monde d'une entière solidarité du peuple français, de part et d'autre de la mer, dans ce qui est un combat pour l'existence¹. » L'heure est à l'union des Français et non à la guerre civile, que Maulnier craint par-dessus tout pour l'internationalisation du conflit, favorable au FLN, qu'elle risque d'entraîner. Il fixe ainsi la feuille de route du prochain gouvernement, quel qu'il soit, pour sortir du borbier algérien. Cette politique a deux volets principaux. Le premier vise à manifester clairement sur le terrain la souveraineté française, par un effort militaire à la hauteur et par des investissements financiers démontrant la volonté de la France de rester maître du destin de l'Algérie. Il s'agit aussi, à travers cette pacification, de protéger les Français d'Algérie et les musulmans qui ont fait confiance à la France pour leur avenir. Le second volet concerne l'attribution des mêmes droits et libertés à l'ensemble des citoyens, européens ou musulmans. C'est l'intégration des citoyens musulmans d'Algérie à la nation française que réclament les « ultras » comme une antienne², mais à laquelle Maulnier fixe tout de même des limites, parce que l'intégration complète n'est qu'une vue de l'esprit³. Cette politique implique cependant trois engagements sous-jacents : la

¹ Thierry Maulnier, « Les fausses routes », art. cit.

² « Ni en droit ni en fait il n'est inconcevable que deux communautés – car il y a deux communautés, non pas séparées par une cloison étanche, mais distinctes par l'origine, le langage, les croyances, les mœurs – puissent cohabiter dans le respect de leurs particularités mutuelles et dans l'égalité des droits, des devoirs, des espoirs, dans les liens indissolubles de l'unité territoriale et d'un Etat fédérateur », écrit Thierry Maulnier. (in « Les fausses routes », art. cit.).

³ « La solution, écrit-il, (...) c'est la reconnaissance d'une particularité algérienne à l'intérieur d'une communauté française indivisible. L'intégration pure et simple est un mythe, pour la simple raison que, du seul point de vue politique, elle risquerait d'amener demain à l'Assemblée nationale française plus de cent cinquante députés musulmans soumis à toutes les pressions nationalistes et dont l'alliance probable avec les cent cinquante députés communistes français rendrait la France elle-même rigoureusement ingouvernable : et dans un demi-siècle nous serions exposés à voir une majorité musulmane à l'Assemblée française, et l'intégration finirait par se faire dans le sens de l'intégration de la France à l'Algérie. Il est bien évident, d'ailleurs, que l'intégration aboutirait à priver les Français d'Algérie en vertu de la simple règle majoritaire, de toute représentation politique. (...) L'idéologie "unitaire" touche à l'absurde lorsqu'il s'agit d'associer deux communautés aussi dissemblables que la communauté française proprement dite et la communauté musulmane. La solution est fédéraliste. Elle ne peut être autre que fédéraliste », conclut Maulnier. (Thierry Maulnier, « Il n'y a qu'une solution », in *Le XX^e Siècle fédéraliste*, 24 mars 1956). L'avis de Thierry Maulnier n'est finalement pas très éloigné de De Gaulle sur cette question de l'intégration, mais il n'en tire pas les mêmes conclusions sur l'avenir de l'Algérie, où une cohabitation entre les deux communautés lui paraît possible à l'intérieur d'un système fédéraliste. Chez lui, comme chez les ultras de l'Algérie française, l'intégration est, selon l'expression d'Olivier Dard, davantage un « slogan » dont le but est de convaincre la population musulmane du bien-fondé de la

sécession de l'Algérie avec la France est totalement exclue, qu'elle vienne de la métropole ou des Algériens eux-mêmes ; les Français d'Algérie doivent rester Français, sur le territoire algérien ; et les deux communautés doivent cohabiter dans une structure de type fédéraliste. « Nous ne sauverons l'Algérie, insiste-t-il, nous ne la sauverons pour la France et pour l'Algérie elle-même que si nous savons dégager, avec assez de force et d'éclat, des incertitudes et des incohérences parlementaires, notre volonté de la sauver¹. »

Le retour de De Gaulle au pouvoir, le 1^{er} juin 1958, ne provoque pas d'effusion de joie chez Maulnier, mais il est tout de même facile de déceler dans son éditorial du *Figaro* du 3 juin, une certaine satisfaction d'avoir évité, grâce au seul recours dont disposait alors la France, le double écueil que constituaient la rupture avec l'Algérie à la suite de la création d'un Comité de salut public, et la formation d'un gouvernement de Front populaire qui aurait vu les communistes s'emparer du pouvoir. C'est ce qu'indiquent en tout cas ces lignes à l'adresse des parlementaires socialistes : « Vont-ils donc se ressaisir, maintenant que le passage le plus dangereux de la crise est franchi, ces socialistes, ces démocrates qui refusent le dernier recours laissé à la France dans l'heure présente pour ressouder l'unité nationale, et qui, si on les eût suivis, nous jetaient dans la guerre civile, sans autre issue que la dictature communiste ou le coup d'Etat militaire². » Jugeant injustes les attaques manifestées en Algérie contre Pierre Pflimlin, avant-dernier et éphémère président du conseil de la Quatrième République, Maulnier semble cependant approuver le recours à ce symbole de l'unité nationale qu'est de Gaulle. Alors que l'heure semble être à l'unité derrière de Gaulle, à l'exception de quelques minorités, Maulnier semble lui accorder également sa confiance. La visite de De Gaulle en Algérie le 4 juin, au cours de laquelle il plaide, à Constantine et à Oran, pour l'égalité des droits et libertés, est perçue par Maulnier comme un pas en avant vers l'intégration, bien que le mot ne soit pas prononcé, et par

souveraineté française qu'une politique destinée à devenir réalité. (Olivier Dard, « Les droites radicales et l'empire colonial au vingtième siècle », in Philippe Vervaecke (éd.), *A droite de la droite. Droites radicales en France et en Grande-Bretagne au XX^e siècle*, op. cit., p.190). Il est également intéressant de constater que, sur ce point, Maulnier n'est finalement pas très éloigné de Charles Maurras, qui est un adversaire résolu de l'assimilation des populations indigènes dans l'entre-deux-guerres (sur le sujet, voir Olivier Dard, *Ibid.*, pp.172-177) parce qu'il craint que, par la simple loi du nombre, la métropole soit un jour gouvernée par ses colonies.

¹ Thierry Maulnier, « Pour un engagement national », in *Le Figaro*, 10 mai 1958.

² Thierry Maulnier, « Pour ceux qui songent au Front populaire », in *Le Figaro*, 3 juin 1958.

conséquent comme un engagement en faveur de l'Algérie française. « Si tous les Algériens sont français, il en résulte, semble-t-il, de façon irrécusable, que l'Algérie est française¹ », martèle-t-il. Telle est en effet la conclusion du piège de l'intégration, qui permet de mieux comprendre les raisons pour lesquelles les partisans de l'Algérie française y tiennent autant, malgré l'embarras qu'elle leur procure. Maulnier en profite également pour rappeler, dans *Le Figaro*, sa conviction que la solution au problème algérien réside dans l'« intégration fédérale », dont le projet du député français d'Alger, Marc Lauriol, soutenu par le mouvement La Fédération, est un bon exemple².

¹ Thierry Maulnier, « Intégration fédérale ? », in *Le XX^e Siècle fédéraliste*, 7 juin 1958.

² Sur le projet Lauriol, voir : Marc Lauriol, *Le fédéralisme et l'Algérie*, Paris, La Fédération, 1958, 40 p. Ce plan consistait à créer à côté de la section « métropolitaine », une section « algérienne » de l'Assemblée nationale française, qui aurait été compétente pour les affaires intéressant les musulmans et aurait légiféré, en séance plénière, au côté de la section métropolitaine, pour tout ce qui aurait concerné les deux communautés ; ce qui aurait eu pour effet de ne pas fausser le fonctionnement de la vie politique française sur le continent. La section métropolitaine aurait en effet été seule compétente pour tout ce qui relevait des seuls Français d'origine européenne. Pour Thierry Maulnier, qui reste néanmoins assez flou sur le bien-fondé de sa mise en œuvre, « l'intégration fédérale montre ses avantages. Car elle affirme sans ambiguïté possible les deux principes fondamentaux de l'unité des territoires métropolitain et algérien dans le cadre d'un Etat souverain, et de la citoyenneté pleine et entière de tous leurs habitants, tout en reconnaissant l'état de fait qui résulte de la coexistence dans la nation française, de deux communautés distinctes, l'une régie par le droit civil métropolitain, l'autre régie par le droit islamique. » (Thierry Maulnier, « Avec Albert Camus », in *Le Figaro*, 2 juillet 1958). Il s'agit donc, dans cette solution qui mêle fédéralisme et intégration, qui avait aussi les préférences d'Albert Camus, d'instaurer un fédéralisme des communautés, associant deux communautés distinctes sur un même territoire français, donc deux catégories de citoyens distinctes régies chacune par des lois différentes, sauf pour ce qui relève des deux communautés en même temps. Ce n'est donc pas une « Algérie nouvelle » qui est créée, mais bien « une France nouvelle, assez large, assez souple dans ses structures pour embrasser l'Algérie ». (Thierry Maulnier, « Intégration fédérale ? », art. cit.). Le plan Lauriol apparaît en contradiction avec les réflexions antérieures de Maulnier sur cette question de l'intégration, même s'il essaie de limiter l'influence de la communauté musulmane sur le fonctionnement de la vie politique continentale, avec ce système de double section au sein de l'Assemblée nationale. C'est là tout son intérêt pour Maulnier : il ne propose pas l'intégration totale, formule qu'il juge encore « imprudente » en 1958. (Thierry Maulnier, « Faisons le point », in *La Dépêche – La Liberté*, 11 juin 1958. Mais il s'agissait néanmoins d'un projet qui revenait rien moins qu'à introduire la loi coranique dans le fonctionnement des institutions républicaines. Il démontre l'évolution de la droite radicale depuis les débuts de la guerre et la force de cette idée d'intégration chez les partisans de l'Algérie française, qui sert leurs intérêts immédiats, à savoir le maintien de la souveraineté française sur l'Algérie, mais dont ils semblent bien embarrassés lorsqu'il s'agit de le mettre en œuvre. Ici précisément, Thierry Maulnier se sépare très nettement de Maurras. Les propos que tint ce dernier en 1926, au lendemain de l'inauguration de la mosquée de Paris, laissent entrevoir ce qu'il aurait sans doute pensé du projet d'intégration fédérale : « Cette mosquée en plein Paris ne me dit rien de bon. Il n'y a peut-être pas de réveil de l'Islam, auquel cas tout ce que je dis ne tient pas (...). Mais, s'il y a un réveil de l'Islam, et je ne crois pas que l'on en puisse douter, un trophée de la foi coranique sur cette colline Sainte-Geneviève où enseignèrent tous les plus grands docteurs de la chrétienté antiislamique représente plus qu'une offense à notre passé : une menace pour notre avenir. On pouvait accorder à l'Islam, chez lui, toutes les garanties et tous les respects. (...). Mais en France, chez les Protecteurs et chez les Vainqueurs, du simple point de vue politique, la construction officielle de la mosquée et surtout son inauguration en grande pompe républicaine, exprime quelque chose qui ressemble à une pénétration de notre pays et à sa prise de possession par nos sujets ou nos protégés. (...). Le conquérant trop attentif à la foi du conquis est un conquérant qui ne dure pas. Nous venons de transgresser les justes bornes de la tolérance, du respect et de l'amitié. (...). Fasse le ciel que nous n'ayons pas à le payer avant peu et que les nobles races auxquelles nous avons dû un concours si précieux ne soient jamais grisées par leur sentiment de notre faiblesse. » (Charles Maurras, « La Politique », in *L'Action française*, 13 juillet 1926).

Tout en reconnaissant l'existence d'une particularité musulmane, l'intégration fédérale avait ainsi le mérite, pour Maulnier, de sceller de manière très forte la solidarité entre la métropole et l'Algérie. Le fédéralisme est encore une fois appelé à la rescousse, et on ne peut s'empêcher d'y voir la dernière solution, quand toutes les idées ont été épuisées. Dans les semaines suivantes, le projet de constitution préparé par De Gaulle et un comité d'experts, et qui prévoit la création d'une fédération – rebaptisée par la suite Communauté – définissant les relations entre la métropole et les territoires d'Outre-mer associés à la France, apporte une réponse au souhait de Maulnier de construire un grand ensemble franco-africain reposant sur une structure fédérale. A première vue, le projet fédéraliste du gouvernement semble s'accorder aux principes défendus jusqu'à présent par les membres de La Fédération et il s'en montre satisfait, en attendant de voir précisément les articles qu'il contient. « Bien des surprises, bien des déceptions peut-être sont possibles, dans le détail des institutions qui nous seront proposées (...). Ce qui semble pourtant dès maintenant acquis, c'est la construction de la grande Communauté franco-africaine sur un modèle non pas analogue mais comparable à celui des autres vastes ensembles territoriaux appelés à jouer désormais les rôles de premier plan dans l'histoire du monde : Etats-Unis d'Amérique du Nord, Union des Républiques Soviétiques, Etats-Unis de Brésil, Commonwealth britannique¹. » Au bout de quelques semaines, il s'avère rapidement que le projet de constitution accélère la décolonisation, du moins dans l'Afrique noire car l'avenir institutionnel de l'Algérie n'y est pas tranché. Au cours de son voyage en Afrique noire et à Madagascar, du 20 au 29 août 1958, qui visait à présenter le projet de Communauté inclus dans la future constitution de la V^e République en cours d'élaboration, de Gaulle affirme sans ambiguïté que l'indépendance fait partie des options offertes à ces colonies et Etats sous tutelle. Tout doit dépendre de leur réponse au référendum sur le projet de constitution prévu pour la fin du mois de septembre pour recueillir l'avis du corps électoral sur les futures institutions. Les territoires français d'Afrique noire peuvent alors choisir, en votant oui au non au référendum, entre une libre association avec la France dans un cadre fédéral qui leur offre

¹ Thierry Maulnier, « Fédérer, c'est diversifier », in *Le XX^e Siècle fédéraliste*, 5 juillet 1958.

l'autonomie interne – un certain nombre de compétences stratégiques comme la défense, la politique étrangère et la monnaie relevant de la communauté – ou l'indépendance immédiate, qui a pour conséquence de mettre fin à l'aide financière française. Une nouvelle fois, l'opinion de Thierry Maulnier sur ce projet, en décalage avec la tendance la plus dure de l'Algérie française et des Comités de salut public qui craignent légitimement que la nouvelle constitution ouvre la voie à l'indépendance algérienne, ne manque pas de surprendre. Au début du mois de septembre 1958, Maulnier salue ainsi l'audace de De Gaulle, dont le « pari a de la grandeur¹ ». Pour les ultras au contraire, c'est justement ce pari qui les inquiète et leur fait douter de la fermeté du général. « Quel autre homme d'Etat parmi ceux qui constituent le personnel politique de la France actuelle eut pu se permettre de l'oser ? interroge Maulnier. (...) Face à une opinion internationale que nous avons vue, en des occasions récentes, trop sensible aux arguments de ceux qui se sont juré de nous chasser de l'Afrique, face aux Africains eux-mêmes, la France vient de se placer dans une situation morale inattaquable (...). Le maintien de la communauté franco-africaine est pour la France le plus haut impératif national. Mais cette communauté ne peut être maintenue qu'en changeant de nature, et elle ne peut changer de nature que si, aux yeux des populations africaines, elle cesse d'être le résultat de la force pour devenir l'effet du consentement. Ce qui implique qu'à la notion d'une souveraineté française sur des peuples africains sujets se substitue la notion d'une cosouveraineté fédérale dans un "grand ensemble" cimenté par la libre adhésion de tous ceux qui le composent² ». L'absence de direction précise dans la politique algérienne du général de Gaulle ne perturbe pas Thierry Maulnier puisque le projet constitutionnel laisse la porte encore largement ouverte à une évolution institutionnelle de l'Algérie dans un cadre français. Le problème algérien étant différent de celui qui se pose pour l'Afrique noire, le mutisme de la nouvelle constitution est donc légitime. Et « personne ne peut imaginer, écrit-il, que l'homme et les hommes qui ont pris la responsabilité de proposer au pays la Constitution nouvelle puissent seulement envisager de séparer l'Algérie de la

¹ Thierry Maulnier, « Etats-Unis franco-africains », in *Le Figaro*, 3 septembre 1958.

² *Ibid.*

France¹ ». Alors que de Gaulle a été porté au pouvoir par l'insurrection civile et militaire du 13 mai à Alger, Maulnier ne peut pas croire, comme la grande majorité des Français d'Algérie, qu'il soit capable d'agir en faveur de l'indépendance de l'Algérie. Par conséquent les réformes du statut colonial lui conviennent. Et il en va de même pour les transformations institutionnelles proposées. C'est la raison pour laquelle il appelle à voter oui pendant la campagne du référendum qui est lancée par de Gaulle le 4 septembre 1958. Le texte constitutionnel n'est pas parfait, loin s'en faut, mais Maulnier relève un certain nombre de progrès considérables par rapport à la constitution de la IV^e République qu'il jugeait « mauvaise ». Au demeurant, pense-t-il, dans la continuité du pragmatisme politique qui lui a toujours fait écrire que les meilleures institutions sont celles qui s'accordent aux circonstances historiques et permettent de sauver le maximum de caractères propres à la civilisation française, « une constitution n'est pas la charte de la cité idéale, elle définit le mode de gouvernement qui, pour un peuple donné et dans des circonstances données, rassemble le plus d'avantages et le moins d'inconvénients possibles² ». Parmi les avantages de cette nouvelle constitution, il souligne la création d'un pouvoir exécutif fort qui ne peut évidemment pas déplaire à un ancien maurrassien, monarchiste contrarié par son époque. Elle est l'occasion de dégager le Président de la République et le gouvernement de l'agitation parlementaire, qui conduisait autrefois les Troisième et Quatrième Républiques à l'impuissance, « pour assurer ainsi à l'Etat plus d'indépendance, de stabilité, d'efficacité dans l'action³ ». Maulnier y voit certes un caractère essentiel pour la réussite du nouveau régime, mais aussi une lourde responsabilité pour les hommes chargés de le mettre en œuvre, s'ils obtiennent la confiance de la population métropolitaine, algérienne et de l'ensemble formé par la nouvelle Communauté. Et il lance cette phrase en signe d'avertissement pour De Gaulle et ses équipes : « l'excuse qu'avaient leurs prédécesseurs, celle de structures politiques inadaptées qui les empêchaient de remplir leur tâche, ceux de demain ne l'auront pas. Nous leur aurons donné les moyens de gouverner. Qu'ils gouvernent.

¹ Thierry Maulnier, *Pourquoi voter oui au référendum*, conférence prononcée le jeudi 25 novembre 1958 au théâtre des Ambassadeurs sous les auspices des Conférences des Ambassadeurs, Paris, 1958, p.13.

² *Ibid.*, p.4.

³ *Ibid.*, p.10.

Nous leur aurons donné les moyens de sauver l'Algérie. Qu'ils la sauvent. Nous leur aurons donné les moyens de refaire de la France une nation confiante en elle-même et armée pour les dures compétitions de l'histoire. Qu'ils la refassent. Je crois qu'ils le veulent. Je crois qu'ils le peuvent¹ », conclut-il dans son analyse de la constitution proposée aux Français. Car une autre raison, indépendante du texte constitutionnel lui-même, pousse encore Thierry Maulnier à soutenir le vote en faveur du oui. Elle résonne comme un plébiscite pour la personne du général de Gaulle. Il s'agit de la crainte de le voir quitter le pouvoir en cas de rejet de la constitution par le corps électoral, et d'assister par là même au retour de la carence du pouvoir, de l'instabilité, de la guerre civile et du risque de sécession dans une Algérie où le FLN pourrait désormais se proclamer vainqueur. Son « oui » au référendum est donc en même temps, sans aucune ambiguïté, un « oui » à de Gaulle ; ce qui le rapproche de la majorité des partisans du projet constitutionnel, qui ont tendance à faire de ce référendum un vote pour ou contre la personne du général. En appelant à voter oui, Maulnier rejoint par ailleurs un bataillon, largement majoritaire, qui comprend la très grande majorité de la droite, des indépendants au MRP en passant bien entendu par les gaullistes. Les radicaux se prononcent très majoritairement pour, tandis que deux tendances se dessinent également chez les socialistes, avec une majorité de 70 % qui se déclare pour le oui, dont font partie Guy Mollet et Gaston Defferre, et des dissidents, comme Edouard Depreux et Daniel Mayer, qui quittent alors la SFIO pour fonder le Parti Socialiste Autonome, ancêtre du PSU. Parmi les proches de Maulnier, anciens de la Jeune Droite, les animateurs du mouvement fédéraliste La Fédération – pourtant très mitigés sur la personne et les idées de De Gaulle –, mais aussi ceux réunis autour de Pierre Boutang dans *La Nation Française*, comme Louis Salleron, recommandent de voter « oui » au référendum. « Dans cette tragi-comédie du référendum, il n'y a qu'une chose qui compte, c'est l'intérêt national. Il me paraît difficile de contester que l'intérêt national recommande fortement de voter "oui"² », affirme alors Salleron, qui trouve une raison supplémentaire de défendre le projet de constitution dans le rejet dont il fait l'objet par le Parti communiste. Du côté de la

¹ Thierry Maulnier, *Pourquoi voter oui au référendum*, op. cit., p.17.

² Louis Salleron, « Oui, bien sûr ! », in *La Nation Française*, 3 septembre 1958.

presse, *Le Figaro*, par la plume de Pierre Brisson, qui ne s'est jamais enthousiasmé pour de Gaulle, se prononce en faveur du oui, par crainte du front populaire et de la menace « fasciste » que font peser les activistes de l'Algérie française¹. Du côté du non au projet gaullien se signalent quelques dissidents socialistes, mais surtout le Parti communiste, le mouvement de Pierre Poujade et l'extrême-droite d'inspiration catholique, pétainiste à laquelle s'associent quelques rejetons de la Collaboration et du régime de Vichy. L'hebdomadaire *Rivarol* représente cette tendance. Le 28 septembre, le oui obtient finalement 79,25 % des suffrages ; un résultat qui confère désormais au général de Gaulle toute la légitimité pour entreprendre sa politique algérienne. Avec la constitution de la V^e République, il dispose également des pouvoirs, de la stabilité et de l'indépendance nécessaires. Et force est de constater que, étape par étape, les actions du nouveau Président de la République ne vont pas dans le sens espéré par Maulnier. Pourtant, tout en continuant à clamer sa préférence pour l'Algérie française, ce dernier ne se donne aucune occasion de désavouer de Gaulle publiquement ou de participer activement à la lutte contre la politique gaullienne aux côtés des ultras. Opposé à la ligne majoritaire du *Figaro*, représentée par Pierre Brisson et ses principaux collaborateurs, qui donnent au journal son orientation favorable à l'indépendance de l'Algérie, Maulnier se garde cependant des attaques virulentes et s'efforce ainsi de ne jamais contester la légitimité du Président de la République et du gouvernement. Le résultat ressemble fort à une sorte d'autocensure, ou d'aveuglement volontaire, chez un intellectuel qui se donne, jusqu'au moment où il n'est vraiment plus possible d'y croire, des raisons de ne jamais désespérer de l'action du général. Les sources de désillusions ne manquèrent pourtant pas pour Thierry Maulnier ; à commencer par l'évolution de la Communauté. La grande construction fédérale qu'il appelait de ses vœux pour rivaliser avec les grands ensembles existants, et destinée à prendre place dans la construction européenne comme la « dot de la France (...), le trait d'union français entre l'Europe et l'Afrique² », devait avoir une existence très éphémère. Dès les balbutiements de la Communauté, il apparut aux territoires français d'Afrique noire que cette structure fédérale, grâce à l'aide technique et financière

¹ Voir Claire Blandin, *Le Figaro. Deux siècles d'histoire, op. cit.*, p.188.

² Thierry Maulnier, « La promesse du désert », in *Le XX^e Siècle fédéraliste*, 16 février 1957.

promise par la France, constituerait une étape transitoire utile sur le chemin de l'indépendance. De l'été jusqu'à la fin de l'année 1960 se succèdent ainsi les accessions à l'indépendance des Etats membres de la Communauté, qui se dissout pour laisser la place à des accords de coopération bilatéraux ou multilatéraux. La fin de la Communauté, qui s'accomplit dans la paix, aussi bien en France qu'en Afrique, si ce ne sont les craintes qu'elle entraîne aussi l'indépendance de l'Algérie, ne lui inspire aucune remarque acerbe. L'allocution du Président de la République du 16 septembre 1959 sur l'autodétermination de l'Algérie, au cours de laquelle il prend l'engagement de consulter la population algérienne – Européens et musulmans compris – par référendum sur son avenir, quel qu'il soit, constitue une nouvelle épreuve pour la confiance que Maulnier accorde à de Gaulle. En Algérie, où cette annonce crée un grand malaise, les Européens sont désormais convaincus que de Gaulle a ouvert la porte à l'indépendance. Maulnier, lui, ne se décourage pas. « Il apparaît que le Général de Gaulle escompte que dans cette confrontation son crédit personnel sera décisif, écrit-il. Il a voulu dès le 16 septembre “exorciser” la sécession. Il est certain, il l'a annoncé, qu'il jettera tout le poids de son crédit auprès de la masse musulmane dans la balance, en faveur d'une solution d'union étroite et définitive entre la France métropolitaine et les départements algériens. (...). Dans l'état de choses créé par la déclaration du 16 septembre, la partie algérienne n'est pas perdue. Non seulement elle n'est pas perdue, mais elle peut être gagnée et elle doit l'être car c'est là pour nous l'impératif vital...¹ » Jusqu'à la déclaration du général au printemps 1960, sur « l'Algérie algérienne liée à la France », Maulnier se berce d'illusions. Comme tous les Français, favorables à la sécession ou au maintien de la souveraineté française, il est suspendu à ses prises de parole qu'il décortique pour tenter de deviner les ressorts secrets de la doctrine algérienne de De Gaulle, sur laquelle il projette ses propres espoirs, parce qu'il veut toujours y croire. Ce trouble se traduit par des appels à l'unité, destinés à une communauté française en Algérie qui est priée d'arrêter de douter, parce que le doute fortifie l'adversaire, et que Maulnier tente de mobiliser avec des formules incantatoires de plus en plus vides de sens². Derrière le soutien au général, Maulnier ne

¹ Thierry Maulnier, « Un esprit de victoire », in *Le XX^e Siècle fédéraliste*, 23 octobre 1959.

² Par exemple : « L'Algérie peut être gardée à la France. Elle doit l'être. Elle le sera, dans cette dernière et grande bataille où il faut encore combattre, et en même temps construire, et en même temps convaincre. Mais

se prive pas de le dire dans ses articles, il y a la crainte, toujours, qu'il partage avec ses collègues du *Figaro*, que le départ de De Gaulle ne rejette le pays dans un chaos profitable à tous les ennemis de la France dans le monde, et en tout premier lieu aux communistes. « Pour qui refuse de croire aux chances de redressement français actuellement incarnées dans la V^e République, et de miser sur ces chances, de les aider, il n'y a pas d'autre option réelle que l'option communiste. La V^e République ou la "démocratie populaire"¹ », conclut-il, en choisissant la seule voie possible à ses yeux, à savoir la V^e République, et donc de Gaulle.

Un combat pour l'Occident

Thierry Maulnier en est persuadé ; la guerre d'Algérie n'est pas qu'une guerre coloniale. Les crimes des colonisateurs, l'éducation et la propagation des idéologies nationalistes européennes dans les colonies ne suffisent pas à expliquer ce grand mouvement de révolte contre les puissances coloniales d'Europe. Si la France et les autres nations européennes se trouvent dans la situation de devoir défendre leur droit à l'existence – handicapées en plus par une mauvaise conscience incapacitante dont les peuples indigènes profitent –, c'est bien parce que ce droit leur est désormais contesté par d'autres « volontés de puissance » : l'URSS d'abord, et les Etats-Unis ensuite. Ces deux pays disposaient « de l'armement idéologique, des justifications qui leur permettaient de favoriser la liquidation des empires européens dans cet état de bonne conscience où les intérêts temporels paraissent en accord avec des exigences universelles de vérité, de liberté, de justice. La volonté de puissance des puissants allait se faire la championne de l'émancipation des peuples asservis. (...) Dans les reculs de l'Europe, l'action de l'Union soviétique et celle des Etats-Unis n'ont été ni

elle sera gardée par la volonté que nous aurons de la sauver. Non par la peur que nous aurons de la perdre ». (Thierry Maulnier, « Aux Français d'Algérie », in *Le Figaro*, 27 octobre 1959). Ou encore : « L'autodétermination sera ce que nous la ferons, ce que vous la ferez, la voie ouverte à l'abandon, si vous lui donnez à l'avance le visage de notre défaite, la consécration de notre victoire, si vous lui donnez à l'avance le visage de notre victoire, de cette victoire qui doit être aussi remportée dans les cœurs ». (Thierry Maulnier, « Nouvelle lettre aux Français d'Algérie », in *Le Figaro*, 12 avril 1960).

¹ Thierry Maulnier, « La V^e République ou quoi ? », in *Le XX^e Siècle fédéraliste*, 20 mars 1959.

d'effet égal, ni simultanées. En fait l'action primaire a été celle de l'U.R.S.S., l'action secondaire a été celle des Etats-Unis¹. »

Pour Maulnier, l'URSS, en application des théories révolutionnaires de Lénine cherche alors à retourner les indigènes contre les puissances coloniales pour rendre l'Europe vulnérable en la privant des ressources de ses colonies et en l'affaiblissant par des conflits qui mobilisent son énergie. L'objectif est de préparer à terme l'étape ultime qui doit être celle de la révolution. A l'instar des intellectuels et militaires de la droite radicale, favorables à l'Algérie française, Maulnier construit ainsi tout un discours d'inspiration anticommuniste sur la conquête subversive de l'Europe et de ses colonies par l'URSS². L'entreprise de pénétration et de subversion de l'URSS dans les pays du Tiers Monde a commencé en Asie, d'où la France a été rejetée. Elle se poursuit dans le Maghreb, sous l'égide du Colonel Nasser, ainsi qu'en Afrique et en Amérique Latine. Maulnier est en effet convaincu que le dirigeant égyptien Nasser, soutenu par le régime soviétique, est à l'origine de la forte poussée anti-occidentale et antifrançaise dans les pays arabes. Car à travers la France, c'est l'Occident tout entier qui est visé en Afrique. « Cette offensive, explique-t-il, c'est la grande tentative impérialiste du Caire pour constituer, du golfe Persique à l'Atlantique, une fédération arabo-islamique plus ou moins étroitement associée, diplomatiquement et militairement au monde soviétique ; et cette tentative elle-même est ouvertement favorisée par Moscou, qui en poussant en avant vers Casablanca, Dakar et le Niger, l'expansion panislamique, entend tourner par le sud le bastion européen occidental, c'est-à-dire créer une menace permanente sur le flanc méridional des positions de l'O.T.A.N., déboucher sur l'Atlantique face à l'Amérique du Sud, et ruiner à jamais l'espoir de l'édification d'une grande puissance eurafricaine maîtresse des ressources nécessaires à la prospérité économique et à la défense militaire³. » Parallèlement, il imagine que l'objectif de l'URSS est d'accentuer la vulnérabilité économique de l'Occident en le coupant du pétrole du Moyen-Orient d'un côté, et des ressources stratégiques de

¹ Thierry Maulnier, « Déclin et chances de l'Europe II. », in *La Revue des deux mondes*, avril 1966, p.323.

² Sur la notion de subversion dans le discours des droites radicales et son développement dans les années cinquante et soixante en liaison avec les luttes coloniales, se reporter à : Olivier Dard, « Subversion, anti-subversion et contre-subversion dans le discours des droites nationales françaises », in *Subversion, anti-subversion, contre-subversion*, textes réunis par François Cochet et Olivier Dard, Paris, Riveneuve éditions, 2009, pp.25-43.

³ Thierry Maulnier, « Distinctions nécessaires », in *La Dépêche-La Liberté*, 14 mars 1958.

l'Afrique noire, de l'autre. Face aux manœuvres soviétiques en direction de l'Ouest, face aux tentatives soviétiques de pénétration en Afrique pour prendre la place des puissances coloniales européennes, il faut donc opposer, estime Maulnier, un barrage établi du Nord de l'Europe au sud de la Méditerranée, associant les nations européennes membres de l'OTAN, les colonies africaines liées à la France et, bien entendu, l'Algérie, pièce maîtresse de la présence française en Afrique, qui fait l'objet des tentatives de déstabilisation de Nasser. Tenir en Afrique et en Algérie, c'est donc préserver les intérêts stratégiques de l'Occident et empêcher la victoire du communisme. Seule l'URSS serait en effet en mesure de combler le vide laissé par le départ de la France d'Algérie¹. Thierry Maulnier décrit précisément la tactique subversive employée par le régime soviétique dans le Tiers Monde et les colonies : « Les violences, les brimades, les exactions dont les Occidentaux sont victimes dans leurs personnes, dans leurs biens, dans leurs entreprises (...) ne sont pas seulement destinées à donner une pâture aux passions xénophobes excitées par la démagogie des nouveaux maîtres. En apparence, elles sont des manifestations un peu brutales du “processus de décolonisation” et cherchent leur justification dans les abus antérieurs. En réalité, elles tendent à créer le vide en éliminant les cadres administratifs et techniques occidentaux et en décourageant les investissements occidentaux. Or, une nation sous-développée ne peut se donner un équipement moderne qu'en obtenant de l'étranger les capitaux d'investissements nécessaires ou en exigeant de ses propres nationaux un surtravail gratuit, par les moyens de la contrainte totalitaire. Coupés de l'Occident, les jeunes Etats sous-développés sont donc entraînés par la logique même de leur situation vers l'économie totalitaire et attirés dans l'orbite soviétique. (...). L'envahisseur vient sans bruit, pacifiquement, sous couleur de représentation diplomatique, d'aide technique, de courtage commercial. L'URSS ne cherche pas à orienter, de façon trop brutale, les nations sur lesquelles s'étend son ombre vers la “démocratie populaire”. Rien ne la presse. Il lui suffit, dans l'immédiat, que ces pays aient été arrachés à l'influence occidentale et soient entrés, économiquement et

¹ « La défaite de la France en Algérie, c'est à coup sûr le communisme en Algérie », selon Thierry Maulnier. (Thierry Maulnier, « Lettre aux Occidentaux », in *Le Figaro*, 4 mars 1958). Sans compter, comme il le répète souvent, que le choc de la sécession algérienne entraînerait une formation de type front populaire dans la métropole, qui serait la porte ouverte à la prise de pouvoir par le Parti communiste.

stratégiquement, dans son jeu¹. » En excitant la haine, le ressentiment contre des colonisateurs culpabilisés, qui n'ont plus d'autres solutions que de se retirer en laissant des pays désorganisés derrière eux, l'URSS peut ensuite cueillir les fruits de son action subversive. Sous le discours moral et compassionnel, Maulnier dévoile les appétits de l'empire soviétique et de Nasser, dont le panarabisme – c'est l'un des clichés de l'époque, alimenté en 1956 par le président du conseil, Guy Mollet – est comparé au pangermanisme hitlérien ; l'union entre l'Égypte et la Syrie à l'Anschluss ; la nationalisation du canal du Suez, tantôt à la réoccupation de la Rhénanie ou à Munich ; et pour finir, le Birkbachi, « führer égyptien² » à Adolf Hitler. Dès la fin de l'année 1956 et l'échec de la tentative franco-britannique visant à reprendre le contrôle du Canal de Suez en relevant le défi lancé par Nasser aux colons européens, Maulnier utilisa la comparaison avec Munich pour faire comprendre à ses compatriotes qu'une absence de réaction aurait des conséquences comparables en Algérie et en Afrique ; « les projets de Picrochole apparaissant soudain réalisables à ceux là mêmes qui, dans le monde arabe, les ont jugés jusqu'ici insensés, des dizaines de millions d'hommes se jetant dans les bras du “vainqueur” et gonflant sa victoire, notre effort algérien perdu³ », ainsi imaginait-il les suites du dénouement malheureux de la crise de Suez pour la France.

Depuis cette époque, les travaux des historiens ont tendu à démontrer que le gouvernement et les militaires français avaient largement surestimé l'importance de l'aide apportée par le colonel Nasser aux insurgés algériens, et qu'il était par conséquent abusif de faire croire aux Français que la solution au conflit algérien passait forcément par une intervention française contre le régime égyptien⁴. De la même manière, ils ont fait un sort à l'interprétation « injustifiable » de la « guerre d'Algérie » comme un épisode capital de l'affrontement mondial entre le communisme

¹ Thierry Maulnier, « La vraie menace », in *Le Figaro*, 4 août 1960.

² Thierry Maulnier, « Un plébiscite », in *La Dépêche – La Liberté*, 28 février 1958. Sur ce thème, voir aussi : Thierry Maulnier, « L'appétit vient en mangeant », in *La Dépêche – La Liberté*, 21 mars 1958 ; « Quand l'histoire recommence », *La Dépêche – La Liberté*, 23 juillet 1958.

³ Thierry Maulnier, « Défi à l'Occident », in *Le Figaro*, 16 août 1956.

⁴ Voir : « L'opération de Suez et la guerre d'Algérie », in Charles-Robert Ageron, *De l'Algérie “française” à l'Algérie algérienne*, op. cit., pp.549-559. « La “campagne d'intoxication” (...) tendant à présenter l'Égypte de Nasser comme le centre vital de l'insurrection algérienne visait-elle avant tout à convaincre l'opinion que c'était le sort de l'Algérie française et non celui d'une société internationale qui se jouait avec la nationalisation du canal de Suez ? On le croirait plus volontiers. » (*Ibid.*, p.558).

et le monde libre¹. » Si le conflit indochinois entre dans ce cadre, ce n'est pas le cas pour la guerre d'Algérie. L'URSS s'efforça bien de susciter le mouvement insurrectionnel mais elle ne réussit jamais, en fin de compte, à le contrôler. Le combat des nationalistes algériens visait en effet la destruction du régime colonial et non l'instauration du communisme en Algérie, qui restait là bas une idéologie marginale. Pour l'historien Guy Pervillé, l'anticommunisme des partisans de l'Algérie française a contribué, au fond, à leur masquer les véritables motivations, anticolonialistes, des insurgés algériens et a « rendu beaucoup plus difficile une solution pacifique de ce problème². »

Une question demeure néanmoins : comment juger l'attitude des Américains pendant la guerre d'Algérie. Maulnier redoutait l'internationalisation du conflit à l'ONU, en raison des manœuvres « subversives » de l'URSS et des convictions anticolonialistes des Etats-Unis, qui tentaient de récupérer à leur avantage, au détriment de la France et des empires coloniaux européens, la puissante vague montante des peuples du Tiers Monde rendue publique par la conférence de Bandoeng en 1955. Il reproche ainsi aux Etats-Unis de jouer un double jeu, de ménager leur allié français, tout en encourageant dans le même temps les colonies à faire sécession, afin d'étendre leur influence dans le monde sous-développé. L'épisode le plus critique dans les relations franco-américaines, pendant la période de la décolonisation, est ainsi la crise de Suez, au cours de laquelle les Américains et Soviétiques font pression sur les gouvernements français et britanniques, afin qu'ils stoppent les opérations militaires entreprises. L'attitude américaine est interprétée par Maulnier comme une rupture de la solidarité atlantique au profit de Nasser et des pays arabes. Dans l'opinion publique française, elle contribue à renforcer l'antiaméricanisme en vogue depuis l'affaire de la CED. En réaction aux interventions américaines qu'il juge catastrophiques pour le sort de la présence française en Algérie et pour enjoindre les Etats-Unis de soutenir la France à l'ONU dans les débats sur le conflit algérien, Maulnier écrit sa fameuse « lettre aux

¹ Guy Pervillé, « Anticommunisme et décolonisation », in *Communisme*, n°62-63, 2000, p.131. Disponible sur internet sous le titre « Communisme, anticommunisme et décolonisation » à l'adresse suivante : http://guy.perville.free.fr/spip/article.php3?id_article=83 .

² *Ibid.*

Américains », publiée dans *Le Figaro* du 9 janvier 1957¹, dans laquelle il leur reproche de nourrir eux-mêmes les sentiments anti-américains des Français. « La France défend en Afrique sa *dernière chance*. Entre sa vocation africaine et l'amitié américaine, ne nous forcez pas à choisir² », lance-t-il aux Américains, sous forme d'avertissement. Il est difficile d'évaluer les retombées immédiates de cette démarche aux Etats-Unis. On sait que 46 000 exemplaires traduits en anglais furent diffusés en moins de deux semaines par les lecteurs du *Figaro* qui pouvaient se procurer la lettre sur demande auprès du journal. La parution de cet article a en tout cas un retentissement important en France et en Europe. Ainsi qu'il le mentionne lui-même au début du mois de février, Maulnier reçoit des dizaines de lettres, de soutien essentiellement, de tous les coins de France, comme en attestent ses archives. Pour Etienne de Montety, la lettre avait déjà été tirée à 72 000 exemplaires le 31 janvier 1957 et sa diffusion dépasse les « sept millions d'exemplaires » en février 1957³. En France, dans les milieux favorables à l'indépendance algérienne, le texte de Maulnier est, comme il fallait s'y attendre, très mal accueilli. Le plus virulent est Maurice Duverger, qui signe un article assassin dans *La Nef* : « Parce que votre lettre ne propose rien, parce qu'elle est entièrement négative, je crois qu'elle a fait en Amérique la plus mauvaise propagande qui soit. Vous avez répandu là-bas l'image d'une France bornée, incapable de concevoir la solution des problèmes qui l'assaillent, obstinée à maintenir des structures périmées, accrochée désespérément au passé. Exactement la France caricaturale que décrivent outre-Atlantique ceux qui ne nous aiment pas⁴ », reproche-t-il au futur président de l'association France Etats-Unis, qu'il compare au passage au sénateur McCarthy pour sa haine obsessionnelle du communisme. Beaucoup plus étonnant, le 6 février 1957, vingt-trois des plus grands journaux américains publient la lettre dans son intégralité, précédée d'un message de présentation qui confirme et étaye les propos de Maulnier⁵. Les onze initiateurs de cette démarche, entreprise avec le concours de la

¹ Thierry Maulnier, « Lettre aux Américains. Ne nous forcez pas à choisir... », in *Le Figaro*, 9 janvier 1957.

² *Ibid.*

³ Etienne de Montety, *Thierry Maulnier, op. cit.*, pp.298-299.

⁴ Maurice Duverger, « Parlez pour vous, Thierry Maulnier ! », in *La Nef*, n°4, mars 1957, p.19.

⁵ Ce message est titré « Americans, your voice is needed now ! ». Les signataires insistent notamment sur la position qui est attendue des Américains à l'ONU : « Fermement attachés à l'Alliance atlantique et partisans convaincus dans nos pays respectifs, de l'importance de relations étroites avec les Etats-Unis, nous estimons qu'il est vital d'attirer l'attention du peuple américain sur les dangers qui résulteraient d'une nouvelle

revue française *Réalités*, sont neuf journaux européens et deux canadiens, parmi lesquels *Il Messagero* de Rome, la *Frankfurter Neue Presse*, le *Journal de Genève*, le *Soleil* de Québec et le *Toronto Telegramm*. Les journaux américains qui font paraître cette page, diffusée ainsi dans des millions de foyers américains à travers tous les Etats-Unis, sont notamment le *New York Times*, le *San Francisco Chronicle*, le *Washington Post*, la *Detroit Free Press* et le *New Orleans Times*. Dans les mois et années suivants, la « lettre aux Américains » devient une correspondance suivie, puisqu'il publie trois autres échanges dans *Le Figaro* jusqu'en 1965¹, avant d'écrire, sous le même titre, un pamphlet publié en 1968 en France², dans l'espoir sans doute de renouveler son succès de 1957. L'ouvrage ne semble cependant pas avoir été traduit aux Etats-Unis. Bien qu'elle dresse un bilan sévère de la politique étrangère américaine depuis Yalta et de sa complaisance envers les mouvements nationalistes du Tiers Monde, cette *Lettre aux Américains*, quelle que soit la version considérée, celle de 1957 ou celle de 1968, a été écrite par un intellectuel profondément atlantiste, convaincu de l'existence d'une communauté de destins entre l'Europe et les Etats-Unis, fondée sur la défense de la liberté et de la civilisation occidentale, face à l'agression subversive du monde communiste³. Mais il lançait, dès 1957, un avertissement aux Américains, qui prit tout son sens dans les deux dernières années du conflit algérien : « on ne prive pas un vieux peuple encore orgueilleux de ce qui constitue le seul avenir digne de son passé sans risquer de l'entraîner, contre son propre intérêt peut-être, à des mouvements passionnels imprévisibles⁴. »

condamnation du gouvernement de la République française ». (*Americans, your voice is needed now !*, in *New York Times*, 6 février 1957).

¹ Thierry Maulnier, « P.S. aux Américains », in *Le Figaro*, 22 janvier 1957 ; « Nouvelle lettre aux Américains », in *Le Figaro*, 20 novembre 1957 ; « Nouvelle lettre aux Américains », in *Le Figaro*, 9 avril 1965.

² Thierry Maulnier, *Lettre aux Américains*, Paris, Edmond Nalis éditeur, 1968, 154 p.

³ Simplement, en 1968, Maulnier constate avec un certain sarcasme que les Etats-Unis n'ont rien gagné à se substituer à l'Europe dans les colonies. Ils se sont enlisés dans le bourbier vietnamien en Asie, après le départ des Français d'Indochine. Le retrait des nations coloniales européennes a obligé les Etats-Unis à s'impliquer auprès des nouveaux Etats indépendants au travers d'une aide technique, financière et commerciale qui leur vaut d'être accusés de « néo-colonialisme » et d'impérialisme dans le Tiers Monde. « Sur tous les territoires qui avaient été ceux de la colonisation, ou de la semi-colonisation, vous êtes devenus, vous, Etats-Unis, l'adversaire principal, l'adversaire direct de la grande campagne mondiale contre le colonialisme » et l'Occident. (*Ibid.*, p.93).

⁴ Thierry Maulnier, « Lettre aux Américains. Ne nous forcez pas à choisir... », art. cit.

« *Une mystification qui restera historique* »

L'Algérie française est sans doute le dernier combat intellectuel intense dans lequel Maulnier s'est impliqué. Il est facile de ressentir, dans ses engagements ultérieurs, que le cœur n'y est plus. Surtout, dans le cas de l'Algérie – qu'il met à part des autres colonies qui ont fait sécession –, il demeure persuadé que tout aurait pu se dérouler différemment si les responsables politiques avaient, dès l'insurrection de 1954, mis en œuvre, avec les moyens appropriés, les mesures que tous s'accordaient à reconnaître nécessaires. Selon lui, il n'y avait aucune fatalité historique à la décolonisation de l'Algérie. Ce qu'il ne soutient pas à la fin des années soixante pour celle de l'Afrique noire, qu'il a fini par accepter grâce à la Communauté. Pour se pénétrer de la vision que possède Maulnier de l'Algérie, il suffit de lire le scénario, écrit avec Philippe Brunet, de ce qui devait être un film, intitulé *Cinq tonnes d'espoir*¹, faisant la propagande de la fraternité franco-algérienne, appelée à se renforcer progressivement dans l'exploitation commune des ressources de cette nouvelle terre de conquête. Ce film, première tentative de Maulnier dans le cinéma, est resté à l'état de projet, bien que Philippe Brunet dispose déjà d'une assez longue expérience comme scénariste et réalisateur². Ses œuvres documentaires, réalisées dans les années cinquante et soixante, manifestent un intérêt assez identique à celui de Maulnier pour les colonies et des préoccupations politiques communes, qu'il s'agisse de *Défense de l'Algérie*, également connu sous le titre *L'Algérie et notre conscience*, film de propagande pour l'Algérie française réalisé avec Gilbert Prouteau, un ami commun aux deux scénaristes, *Le Temps de l'urbanisme*, *L'espoir d'une nation*, *A l'échelle du monde*, *Aventure en France*, *Europe, humaine aventure*, *Renaissance africaine* ou encore *Sahara chance commune*, aux titres évocateurs et produits par une maison de production du nom d'Occident³. *Cinq tonnes d'espoir*, œuvre de fiction, est une apologie de l'Algérie française, destinée à illustrer la fraternisation et la communion des masses algériennes, européenne et musulmane, par delà le terrorisme, et à donner des justifications au maintien de la souveraineté française. Les deux personnages

¹ *Cinq tonnes d'espoir* scénario de Thierry Maulnier et Philippe Brunet, sans date, 67 p. Fonds privé Thierry Talagrand.

² Il fut notamment scénariste de *Napoléon Bonaparte, empereur des Français* de Jean Tedesco en 1951 ; *La plus belle fille du monde* et *Rome-Express* de Christian Sengel.

³ Ces films figurent au catalogue des Archives françaises du film, CNC.

principaux sont Pierrot et Djelloul. Le premier, jeune chauffeur routier fougueux, doit reprendre la société de son futur beau-père, petit entrepreneur vivant chichement qui représente bien la classe moyenne désargentée d'Algérie. Pour relancer l'affaire de son beau-père, il doit conduire son vieux camion en Afrique noire pour le vendre sur place et livrer au passage du matériel de construction dans un village algérien, ce qui l'oblige à passer par la piste de l'Est, à travers le Ténéré. Juste avant de partir, son ami musulman Djelloul, qui doit l'accompagner dans ce voyage en tant que graisseur, a été arrêté, alors qu'il dit être innocent, dans les parages d'un attentat. Djelloul libéré, les deux hommes effectuent le voyage avec une méfiance réciproque, qui se renforce dans les premières difficultés qu'ils rencontrent. Mais la traversée du Sahara est l'épreuve de vérité qui va sceller définitivement leur complicité. Pris dans une tornade du désert, ils ont failli périr à la suite d'un accident, jusqu'au moment où ils retrouvent la civilisation au nouveau complexe pétrolier d'Edjelé. Cette traversée du Sahara est l'occasion pour les deux scénaristes de mettre en valeur l'œuvre coloniale française : les routes, les villages où la civilisation française apporte l'hygiène et l'alphabétisation, et bien entendu, la raison suprême qui justifie la souveraineté française, les ressources pétrolières exploitées par l'industrie française. Lorsque les deux hommes arrivent à Edjelé, le scénario prévoit ainsi qu' « au cours de cette séquence nocturne, se dessine devant le spectateur, comme un point d'orgue triomphal du film, la puissance de l'effort qui a inventé la vie au milieu du désert¹ ». *Cinq tonnes d'espoir* est un hymne à l'esprit de conquête de l'Algérie française, qui se termine, à travers l'image des deux personnages prêts à repartir pour leur périple malgré l'accident qui a failli leur coûter la vie, en célébration de l'intégration, possible et souhaitée par les deux communautés : « En somme, conclut Pierrot l'Européen pour les deux personnages, séparément, on renoncerait bien, mais ensemble c'est pas possible. On a notre trou à faire à Alger ensemble² ». Telle est l'Algérie que voit Maulnier. Il faut donc que de graves erreurs aient été commises pour que le FLN ait réussi à arracher l'indépendance, alors que beaucoup de conditions étaient réunies pour qu'elle puisse rester française.

¹ *Cinq tonnes d'espoir*, op. cit., p.65.

² *Ibid.*, p.67.

Celles-ci ne viennent pas de l'armée française que Maulnier encense régulièrement dans ses articles. Chez lui, comme chez les autres partisans de l'Algérie française, c'est en effet un leitmotiv que cette célébration des mérites de l'armée, qui a su tirer les leçons de la guerre d'Indochine et s'adapter aux caractères spécifiques de la guerre révolutionnaire, en recherchant la pacification, aussi bien par les actions militaires que par des mesures civiles destinées à la conquête morale de la population indigène grâce à l'action psychologique¹ : construction de logements, d'école, instruction des enfants, adduction d'eau, soins médicaux, création d'emplois dans les villages grâce à tous ces chantiers... dans le but de redonner des raisons d'espérer en l'Algérie française. Il faut dire qu'à l'instar des ses anciens camarades maurrassiens proches ou animateurs de la Jeune Droite, Jacques Laurent et Michel Déon², Thierry Maulnier a passé plusieurs semaines en Algérie au contact de l'armée au printemps 1957 ; une expérience qu'il relate dans un reportage paru en plusieurs épisodes en 1957 dans *Le Figaro*³. Il en revient persuadé que c'est une armée d' « avant-garde » qui se bat en Algérie pour le renouveau français, et que son plus grand ennemi, comme celui de l'Algérie française, « ne rôde pas dans les djebels et dans les bidonvilles, mais autour des bancs de l'Assemblée et des tables de conférence. Le plus grand danger est à Paris. C'est à Paris, non ailleurs, que l'Algérie peut être perdue⁴ », en empêchant l'armée de gagner ou en bradant sa victoire. Dès 1957, clamant qu'il n'avait pas vu de conspirateurs pendant son voyage, pas plus que d'ultras dans cette armée attachée avant tout à défendre les intérêts de la France et des Français, il lançait tout de même cet avertissement : « Certains de ces hommes ont déjà, depuis 1940, dépensé dix-sept ans

¹ Sur ce sujet, voir la thèse de Grégor Mathias, *Les officiers des SAS et des SAU et la politique de pacification pendant la guerre d'Algérie*, op. cit.

² Voir par exemple, pour Jacques Laurent, son reportage romancé : Cécil Saint-Laurent, *L'Algérie quand on y est*, Paris, Le Livre contemporain, 1958, 249 p. ; et pour Michel Déon : *L'armée d'Algérie et la pacification*, Paris, Plon, 1959, 254 p. « Si l'Algérie a un avenir français, écrit alors Déon, elle le devra à l'Armée qui a su, la première, montrer l'exemple et la voie d'une intégration plus ou moins fatale à longue échéance ». (p.166).

³ « L'armée défend la chance africaine de la France. "Qu'on ne nous empêche pas de gagner". Une grande enquête de Thierry Maulnier », in *Le Figaro*, 24 avril 1957 ; « L'armée défend la chance africaine de la France. Les "paras" font tous les métiers. Une grande enquête de Thierry Maulnier », in *Le Figaro*, 25 avril 1957 ; « L'armée défend la chance africaine de la France. La campagne des atrocités. Une grande enquête de Thierry Maulnier », in *Le Figaro*, 26 avril 1957 ; « L'armée défend la chance africaine de la France. Le côté des pessimistes. Une grande enquête de Thierry Maulnier », in *Le Figaro*, 27-28 avril 1957 ; « L'armée défend la chance africaine de la France. Vaincre, c'est aussi convaincre. Une grande enquête de Thierry Maulnier », in *Le Figaro*, 30 avril 1957 ; « La chance africaine de la France. De l'armée d'Algérie à la jeunesse de France. Une grande enquête de Thierry Maulnier », art. cit.

⁴ « L'armée défend la chance africaine de la France. "Qu'on ne nous empêche pas de gagner". Une grande enquête de Thierry Maulnier », art. cit.

de leur vie dans les campagnes dures et glorieuses au terme desquelles ils ont dû trop souvent, dans la rage et le deuil, se rembarquer comme des vaincus en abandonnant nos amis à l'humiliation et aux vengeances, parce qu'on ne leur avait pas fourni les moyens de la victoire ou parce que des gouvernements inconséquents et pusillanimes avaient abandonné en quelques jours de marchandage ce qu'ils défendaient, eux, avec leur vie. Au sentiment du désastre national, de l'amputation subie, s'ajouterait, en cas de perte de l'Algérie sur la table diplomatique, un sentiment plus rude et plus simple : "Nous avons été roulés encore une fois". (...). Ceux qui se font tuer ont le droit d'exiger que "ce ne soit pas pour rien"¹ ». Cette défense des militaires français, plus responsables que ceux qui leur donnent des ordres, Maulnier est amené à la produire à deux reprises dans la *Revue de défense nationale*², preuve de sa concordance d'esprit avec l'armée et les théorisations de la guerre révolutionnaire qui prennent forme dans ses rangs. En 1960, au terme de la semaine des barricades, il félicite l'armée pour avoir su maîtriser sans violence le mouvement insurrectionnel des partisans de l'Algérie française, qui risquait de compromettre la souveraineté française par la sécession des éléments européens ou de conduire à l'effondrement de l'Etat en métropole. Il lui est ainsi reconnaissant d'avoir « sauvegardé la triple unité, sans laquelle il n'est pas de salut possible : sa propre unité interne, l'unité de l'armée et de l'Etat, l'unité du territoire algérien et du territoire métropolitain³ ». Ce souci d'unité détermine tout le comportement de Maulnier à l'égard du général de Gaulle. Bien qu'il ait compris, en 1960, que la politique du Président de la République s'oriente lentement, mais sûrement, vers l'indépendance de l'Algérie en application d'une vision de l'empire français qui était, pense-t-il, sans doute établie bien avant les événements qui l'ont porté au pouvoir, Maulnier s'efforce de rester serein, sans désespoir ni violence, conciliant les annonces du général avec ses propres intentions pour l'Algérie, afin de montrer, toujours, que la sécession n'est pas une fatalité. Lorsque de Gaulle évoque pour la première fois dans ses propos, le 5 septembre 1959, l'« Algérie algérienne »⁴,

¹ « L'armée défend la chance africaine de la France. "Qu'on ne nous empêche pas de gagner". Une grande enquête de Thierry Maulnier », art. cit.

² Thierry Maulnier, « Du 13 mai au 28 septembre », in *Revue de défense nationale*, pp.1655-1663 ; « Après les événements d'Alger. L'armée, l'Algérie, la nation », in *Revue de défense nationale*, pp.393-399.

³ Thierry Maulnier, « Après les événements d'Alger. L'armée, l'Algérie, la nation », p.394.

⁴ « Il y a, dit-il, une Algérie, il y a une entité algérienne, il y a une personnalité algérienne ».

Maulnier réagit à plusieurs reprises dans les mois suivants, jusqu'au référendum sur l'autodétermination du 8 janvier 1961, en rappelant qu'une Algérie algérienne¹ peut se concilier avec les desseins de ceux qui prônent le maintien d'une Algérie française, grâce à une structure fédérale unissant les deux territoires sous une même souveraineté. Il est manifeste, alors, que Maulnier ne souhaite pas prêter le flanc aux insurgés des deux camps, et qu'il désapprouve les méthodes insurrectionnelles des ultras de l'Algérie française, par crainte de la guerre civile. C'est l'attitude qu'il adopte dans *Le Figaro* jusqu'à la fin de la guerre, pour ne pas mettre en difficulté le pouvoir, ni contrarier l'orientation majoritaire prise par le journal, qui est favorable à l'indépendance. Tandis que la plupart de ses anciens camarades raidissent leurs positions à l'encontre de la politique algérienne de De Gaulle – notamment Louis Salleron, et les rédacteurs de *La Nation française* qui fondent *L'Esprit public* –, il préfère ne pas accentuer la tragédie qui se joue. A la fin du mois d'avril 1961, il tente, sans succès, de rédiger une lettre à l'attention de Pierre Brisson pour lui exprimer ses sentiments sur les événements en cours. Cinq jours avant, les généraux Challe, Zeller, Jouhaud et Salan ont raté leur tentative de Putsch en Algérie. De Gaulle vient en effet tout juste d'engager des négociations secrètes avec le FLN et de reconnaître publiquement que l'Algérie sera un jour un Etat souverain. Cette lettre, plusieurs fois réécrite, apporte des éclaircissements très précis sur son état d'esprit à l'égard de la cause favorable à l'Algérie française : « La folle équipée des généraux et de ceux qui les ont suivis était un coup de désespoir. Elle ne pouvait être que plus désastreuse dans ses effets si elle avait remporté un demi-succès et consolidé pour quelques temps ses premiers résultats. Je condamne absolument l'entreprise. Mais je ne peux pas ne pas comprendre, et ne pas partager dans une large mesure le désespoir qui l'a inspirée. Ce désespoir est le résultat d'une mystification historique. Un homme s'est laissé porter au pouvoir par le 13 mai, par les hommes du 13 mai, avec l'intention dès le premier moment très certaine, mais démasquée seulement peu à peu, de faire la politique exactement contraire à celle pour laquelle il avait été appelé. Des mains d'une armée qui venait de faire le serment solennel de garder l'Algérie à la France, il a reçu le pouvoir pour conduire l'Algérie et la France à la séparation. Dès lors, les cadres de

¹ Voir par exemple : Thierry Maulnier, « Algérie algérienne », in *Le XX^e Siècle fédéraliste*, 11 mars 1960.

l'armée se trouvèrent inévitablement partagés entre leur serment, et les devoirs d'obéissance et de discipline qui les forçaient à violer ce serment. Ils avaient le choix entre le parjure et le parjure. Quoi qu'il en ait été, la rébellion militaire, avec la redoutable conséquence qu'elle portait en elle, la guerre civile, ne pouvait se justifier. Mais qu'elle ait été insoutenable n'empêche pas que la politique, contre laquelle elle s'est dressée, soit une politique de catastrophe. Ce qui est grave, c'est que cette politique de catastrophe est aujourd'hui sans doute la seule possible. Mais ce n'était pas la seule possible au lendemain du 13 mai¹ », conclut-il alors, vraisemblablement résigné à un abandon qui ne vas pas tarder à arriver. Maulnier n'approuve pas le jusqu'au boutisme de l'OAS et des ultras, qui dessert la cause qu'il prétend défendre, mais il comprend le désespoir de l'armée et des Européens d'Algérie. La discrétion qu'il garde, par esprit de solidarité sans doute, dans *Le Figaro*, victime d'un attentat perpétré par l'OAS, ne résume cependant pas toute son attitude, contrairement à ce qu'a pu écrire Etienne de Montety². Si pour *Le Figaro*, à la veille des accords d'Evian, et sans doute par provocation, il estime n'avoir rien d'autre à écrire qu'un article dérisoire sur Brigitte Bardot, il continue à prendre la parole dans la presse sur la tragédie algérienne, notamment dans *Le XX^e Siècle fédéraliste*. Tout au long de l'année 1962, dans sa rubrique intitulée « voir clair », il s'efforce d'interpeller les Français de métropole, soulagés par la fin de la guerre, sur l'« agonie affreuse » de la communauté française d'Algérie, ainsi que « l'horreur de cette saison en enfer qu'est là-bas, pour des hommes, des femmes, des jeunes gens qui sont des nôtres, qui sont à nous, le sinistre printemps 1962³. » Maulnier n'oublie pas non plus les soldats désespérés de l'OAS, dont il prend la défense, sans absoudre pour autant leurs crimes terroristes, en donnant un témoignage écrit en faveur du général Salan, lors de son procès. A peu de choses près, les arguments sont les mêmes que ceux utilisés dans le brouillon de sa lettre à Pierre Brisson. « Raoul Salan a choisi contre la discipline pour ne pas choisir la

¹ Brouillon d'une lettre de Thierry Maulnier à Pierre Brisson sur la fin de la guerre d'Algérie, en date du 27 avril 1961. Fonds Thierry Maulnier, Bibliothèque municipale de Versailles, F991 (6) c.

² « Dès lors (à partir de février 1962, ndla), il se tait, convaincu que l'histoire échappe désormais aux acteurs, et plus encore aux observateurs comme lui », écrit Etienne de Montety, dans un sous-chapitre intitulé « le silence ». (in Etienne de Montety, *Thierry Maulnier, op. cit.*, p.306).

³ Thierry Maulnier, « Voir clair », in *Le XX^e Siècle fédéraliste*, 18 mai 1962.

honte¹ », avance-t-il contre la duplicité de la politique gaullienne qui ne pouvait pas ne pas engendrer la rébellion et les manifestations d'insurrection injustifiables des Français des partisans de l'Algérie française. Quelques semaines plus tôt, il avait déjà contesté dans *Le XX^e Siècle fédéraliste* la condamnation à mort du général Jouhaud, prononcée par le tribunal militaire le 13 avril 1962. Comparant le terrorisme du FLN à celui de l'OAS, il considérait qu' « il y a quelque chose de proprement inacceptable dans la pensée que les responsabilités d'un côté, reçoivent la sanction de la victoire politique, des honneurs, du pouvoir, et de l'autre côté la sanction du poteau et des douze balles. (...). Certes il est des actes que rien ne justifie. Mais je refuse d'admettre qu'à défaut de "justification", l'amour de la France, la volonté désespérée de garder à la France une terre française ne soit pas considérée par les Français, par le chef de l'Etat français, à tout le moins, comme une "circonstance atténuante". J'irai plus loin. J'irai jusqu'à m'étonner que cette "circonstance atténuante" ait été refusée par le tribunal². »

En 1962, il y a donc une distance considérable entre les espoirs placés par Maulnier en de Gaulle et la réalité. Bien qu'il n'ait jamais été gaulliste, il s'est pourtant trouvé des moments où de Gaulle a pu incarner ses espérances et d'autres où il s'y est au contraire opposé. Mais leur but a toujours été semblable : lutter contre le déclin français. Dans ses critiques, Maulnier se montre assurément beaucoup plus indulgent pour le personnage que Jacques Laurent, pour qui de Gaulle est un sujet de polémique constant au début des années soixante. Avec le temps, tout se passe même comme si le général trouvait de plus en plus grâce à ses yeux. Convaincu que la France ne pourrait jamais regagner le rang de grande puissance qu'elle avait avant les deux guerres

¹ Notes écrites en mai 1962 par Thierry Maulnier pour la défense de Raoul Salan, extraites du dossier de Maître Tixier-Vignancour. Archives des Amis de Raoul Salan. Ces notes ont été reproduites dans *Les Amis de Raoul Salan. Le Bulletin*, n°2, troisième trimestre 2004, p.12. Maulnier écrit également : « La conduite de Raoul Salan et des chefs militaires, parmi les plus glorieux de notre armée, qui ont pris le même parti que lui, trouve toute son explication dans la situation historique sans précédent dans laquelle ils ont été placés : sans précédent car c'est la première fois dans l'histoire, à ma connaissance, qu'un gouvernement emploie la force, emploie la force de sa police et voudrait employer la force de son armée, pour contraindre une des provinces dont il a la garde, pour contraindre une part des citoyens qui lui ont été confiés, à accepter la séparation d'avec la mère-patrie, à se soumettre à une domination étrangère, à subir la loi de l'ennemi. On n'a pas seulement demandé à l'armée, comme on l'avait fait en Indochine, d'abandonner ceux qu'elle avait la charge de défendre, et ceux qui combattaient avec elle – ce qu'elle avait juré de ne jamais revoir, – on lui a demandé de les livrer, ligotés, bâillonnés, à ceux qui les égorgeaient depuis sept ans. On n'a pas revu ce qu'on avait vu en Indochine, on a vu pire ».

² Thierry Maulnier, « Voir clair. L'exécution impossible », in *Le XX^e Siècle fédéraliste*, 20 avril 1962.

mondiales, Maulnier savait gré à de Gaulle d'avoir su incarner pendant ses présidences le rêve de grandeur des Français sur la scène du monde. « Il est difficile, reconnaissait Maulnier sept ans après l'indépendance de l'Algérie, de ne pas admirer la carrure de l'homme, son impavidité dans les plus grands orages, une intuition géniale de la parole à prononcer, du geste à accomplir dans les minutes décisives, son autorité fascinatrice, son aptitude à traiter d'égal à égal et même de je ne sais quel air de supériorité souveraine avec les maîtres des empires les plus puissants, son refus d'accepter que la France, même défaite, même médiocre dans son étendue et ses ressources (...), pût être considérée comme inférieure à qui que ce fût, son attitude et sa volonté permanentes de hauteur et l'ampleur des desseins historiques affirmés par lui avec tant de vigueur qu'on finissait par croire que si la réalité ne permettait pas qu'ils fussent accomplis, c'était la réalité qui était dans son tort¹ ». Surtout, c'est le côté nietzschéen du personnage qui l'intéresse, « cette capacité d'affirmation de soi² » devant les adversaires, devant les autres chefs de l'Etat, qui rendit à la France « une audience universelle et une capacité d'action et d'influence à la mesure de cette universalité³ ». Et ces coups de bluff sensationnels qui donnent l'impression aux Français d'avoir encore une place dans le « grand théâtre politique qui nourrit en eux cette espérance du passé ». Maulnier résumait ainsi l'abandon de l'empire et les sentiments des Français à l'égard des colonies, que de Gaulle était sans doute l'un des seuls hommes politiques à avoir véritablement compris dès 1958 : « Le général de Gaulle n'a pas pu sauver l'empire où le soleil ne se couchait jamais. Les Français lui sont peut-être plus reconnaissants de l'avoir abandonné avec majesté qu'ils ne l'auraient été s'il l'avait conservé avec modestie. Ses adversaires eux-mêmes étaient paralysés par la stupeur devant ce grand échassier mélancolique, debout dans notre crépuscule, dont l'œil ne semblait pas les voir⁴. » C'est en fin de compte au mystificateur, que Maulnier est tenté de rendre hommage, avec le recul dont il dispose plusieurs années après la fin de la guerre d'Algérie. Il est désormais loin le temps où il s'efforçait d'attirer l'attention des Français de métropole sur le sort des harkis et des Européens restés sur le sol

¹ Thierry Maulnier, « Charles de Gaulle : de l'Histoire à la légende », in *Le Figaro*, 30 avril 1969.

² Thierry Maulnier, « L'investiture du destin », in *Le Figaro*, 12 novembre 1970.

³ *Ibid.*

⁴ Thierry Maulnier, *Les Vaches sacrées*, op. cit., pp.199-200.

algérien ou rapatriés en France où ils étaient accueillis comme des « sinistrés nécessaires et inopportuns¹ ». L'Algérie « est toujours là », lance-t-il à ses compatriotes à la fin de l'année 1962 pour qu'ils n'oublient pas. « Elle est là avec ses quelque cent cinquante mille “survivants” européens qu'on assassine bien encore un peu, par ci par là (...). Elle est là avec le massacre – dix mille selon les estimations les plus modérées, quarante, soixante mille selon d'autres – des harkis et des hommes qui ont cru en nous² », et vivent alors des moments abominables, tout comme les cadres de l'armée française qui n'ont pas réussi à tenir la promesse faite aux musulmans loyalistes de ne pas les abandonner à la vindicte du FLN. Le mieux que la France puisse faire désormais est, selon lui, d'intégrer rapidement ce sang neuf, disponible pour l'avenir, qu'apportent les rapatriés d'Algérie.

¹ Thierry Maulnier, « Voir clair », in *Le XX^e Siècle fédéraliste*, 26 octobre 1962.

² Thierry Maulnier, « Voir clair », in *Le XX^e Siècle fédéraliste*, 21 décembre 1962.

Chapitre 29
Par ici les honneurs... Une œuvre consacrée

Un intellectuel établi

Le 18 novembre 1959, à l'âge de 50 ans, Thierry Maulnier, déjà Chevalier de l'Ordre national de la Légion d'honneur, est promu au grade d'Officier¹, sur la proposition du Ministre d'Etat chargé des affaires culturelles, André Malraux, qu'il connaît de longue date et dont il s'est rapproché en adaptant la *Condition humaine* sur scène au milieu des années cinquante. Maulnier, qu'un certain nombre de dénigreur soupçonnaient – ce qui eût été réellement prophétique de sa part – de s'être fait à l'occasion « le chevalier de la circonstance² », est désormais proche du premier Ministre en charge d'administrer la culture de la République française. Il faut toutefois avouer que cette heureuse circonstance ne change pas grand chose à sa situation tant il est devenu, à l'aube des années soixante, un élément incontournable du monde intellectuel français, qui survit à tous les pouvoirs. Décoré par la Troisième force, il est maintenant promu sous un gouvernement gaulliste, alors même qu'il est un partisan infatigable de l'Algérie française. Pour dire le vrai, dans les années 1960 et 1970, Maulnier cumule tous les attributs du pouvoir intellectuel et son audience ne fait que se renforcer au gré des honneurs et récompenses qui se succèdent. Critique dramatique et littéraire, il écrit régulièrement dans les journaux et revues les plus prestigieux comme *Combat*, *Le Figaro littéraire*, et *La Revue de Paris*. Journaliste, il fait partie de l'équipe des éditorialistes de l'un des plus grands quotidiens français, *Le Figaro*, qui est aussi l'un des plus opulents, par la publicité dont il bénéficie. « A des salaires plus que décents, témoigne Dominique Jamet sur *Le Figaro* des années soixante, s'ajoutaient des notes de frais plus que confortables, au treizième mois un quatorzième et pour faire bon poids une prime de vacances d'été. Plus d'une cinquantaine de collaborateurs du journal disposaient de voitures de fonction, la moitié avec chauffeurs, avantage étendu aux veuves d'hommes illustres morts au conseil d'administration³. » A l'époque, près de 400 000 foyers en moyenne peuvent lire ses articles dans *Le Figaro*⁴. Dramaturge reconnu pour son style, il fait partie des auteurs auxquels la critique et les spectateurs réservent un accueil chaleureux depuis le succès public de *La Maison de la nuit*. En

¹ *Journal Officiel de la République Française*, n°270, 21 novembre 1959, p.11156.

² Cités par Marcel Achard dans sa réponse au discours de réception de Thierry Maulnier à l'Académie française, le 20 janvier 1966.

³ Dominique Jamet cité par Claire Blandin, *Le Figaro. Deux siècles d'histoire*, op. cit., pp.224-225.

⁴ *Ibid.*, p.224.

1960, il s'amuse à donner sur scène une comédie dont le titre est une combinaison des ouvrages les plus célèbres de Simone de Beauvoir et Jean-Paul Sartre, *Le sexe et le néant*¹. Satire du milieu littéraire, que Thierry Maulnier connaît parfaitement, et peinture à l'acide d'une vie conjugale tout simplement infernale, la pièce est aussi, comme son titre l'indique, une critique pleine de sarcasmes de la philosophie du vide et de l'angoisse existentielle, longtemps à la mode à Saint-Germain-des-Prés. Annibal Leborgne, écrivain raté et en mal d'éditeur, philosophe de la banalité soumis à une femme qui le méprise, gagne sa vie dans la presse du cœur. Excédé par une scène de ménage qui a eu pour témoin son unique disciple connue, une jeune fille snobinarde et sottise de la rive gauche, il décide de se suicider, pour faire semblant. Annibal disparu, sa veuve réussit à vendre son œuvre à un grand éditeur, Jullimard, et à faire astucieusement sa gloire posthume, en même temps qu'il devient un véritable objet de mode, à travers lequel il est facile de reconnaître un certain philosophe existentialiste. Mais le mort décide de reparaître pour profiter un peu de son succès, au grand désarroi de son épouse qui craint que la révélation de la supercherie détruise à jamais tout ce qu'elle a construit sur le faux suicide de son mari. Pris au piège par sa légende, Annibal n'a d'autre solution que de vivre désormais dans l'ombre, en devenant son propre nègre pour continuer à nourrir sa gloire posthume. Il demeure l'instrument docile des ambitions de sa femme. *Le sexe et le néant* foisonne de cette ironie grinçante, qui est parfois perceptible dans ses articles les plus sérieux pour *Le Figaro* ou qui vise au contraire à faire réfléchir le lecteur sur un sujet grave en utilisant les ressorts du sarcasme et de la dérision². La comédie est une expérience nouvelle pour

¹ *Le sexe et le néant* de Thierry Maulnier, in *L'Avant-Scène*, n°221, 1^{er} juin 1960. Publié plus tard avec la pièce *La Ville au fond de la mer*, sous un nouveau titre : Thierry Maulnier, *La défaite d'Annibal* suivi de *La Ville au fond de la mer*, Paris, Gallimard, 1968, pp.8-160.

² A titre d'exemple cet article, publié en janvier 1962, à quelques semaines du cessez-le-feu en Algérie qui constitue un bel exercice de moquerie : « Je l'avouerai avec un peu de honte. J'appartiens à cette catégorie de Français à qui il arrive encore d'éprouver, ou de souhaiter pouvoir éprouver, ou de regretter de ne pouvoir éprouver, cette fierté nationale, cette espérance dans le destin national, cet ardent désir de victoires nationales (...). C'est pourquoi je me suis senti ému d'un agréable frisson en découvrant, (...) la position éminente, dynamique, et si j'ose dire, hégémonique que la France occupait dans la production, la consommation et l'exportation de la pantoufle. Si réconfortant pourtant qu'il puisse être de savoir que la pantoufle française est la première du monde, il est permis, sans céder aux vertiges de l'orgueil militaire et de la volonté de puissance, de s'inquiéter un peu de la signification qui pourrait être attachée à cette supériorité nationale. La pantoufle est pantouflarde. (...) J'ai donc cherché, à côté de la pantoufle, un autre objet de notre activité nationale qui, tout éminemment pacifique qu'il fût lui aussi, pût évoquer un peu mieux qu'une paire de charentaises les aspirations d'un peuple encore bien vivant à l'effort, à l'air libre et à l'aventure. J'ai trouvé le moulinet à tambour fixe. (...). Il s'agit de l'ingénieux petit appareil indispensable à une pratique vraiment sportive : la pêche à la ligne. (...) Le

Maulnier, mais à lire *Le sexe et le néant*, on s'étonne qu'il ne s'y soit pas essayé plus tôt, tant son talent de pamphlétaire et la manière dont il dissèque les vices humains à la manière d'un moraliste, le servent dans cette épreuve. Diversement appréciée par la critique qui croit y décerner une ironie méchante, cette farce sur les milieux intellectuels et les déboires conjugaux, révèle en tout cas au public un aspect nouveau du talent multiforme de Maulnier. « Cette diatribe, ce tableau d'une rébellion, cette apothéose d'une rancœur conjugale, cette gravure d'une abdication m'ont semblé d'un mordant, d'une cruauté, d'une âpreté assez dramatique, sous les couleurs de la farce, et, comme dans l'épaisseur de l'eau on croit apercevoir l'image d'un bâton brisé, à travers la bouffonnerie des personnages, des traits et des épisodes, j'ai, à tort ou à raison, discerné le grincement d'une espèce de désespoir : un rire qui fait un peu froid dans le dos. Thierry Maulnier ou le caricaturiste lucide des causes perdues¹ », commente alors très justement Jean-Jacques Gautier dans *Le Figaro*. Comme toutes ses pièces, *Le sexe et le néant* montrent l'affrontement entre un homme et une pression collective, un entourage, qui cherchent à l'enchaîner. C'est la révolte d'un homme faible, raté, prisonnier de son couple et de son travail, contre la domestication au quotidien, qu'évoque cette pièce à l'humour noir. C'est l'enfermement d'un écrivain, qui, lorsqu'il tente de se libérer de la compagnie oppressante de son épouse, se retrouve prisonnier de son faux suicide, de sa gloire, d'un système littéraire dominé par la publicité et les modes de son époque. Derrière le rire perce la tragédie ; la tragique recherche d'affirmation de soi de l'époux devant sa femme et celle de l'écrivain pour se faire reconnaître du public, qui sont à l'origine de la rébellion d'Annibal et de son échec. « Je m'entends très bien avec ma femme, avec mes éditeurs et, du moins je l'espère, avec mon directeur de journal² », plaisantait alors Thierry

pêcheur à la ligne n'est pas chaussé de pantoufles. Il lui arrive même de s'avancer hardiment en plein courant, chaussé de bottes de caoutchouc, sans craindre les remous ni les rhumatismes. Que dis-je, il lui arrive de quitter la terre ferme. (...). Fermées aux aventures coloniales, désormais discréditées, les mers qui baignent notre hexagone s'offrent pour de merveilleux exploits de remplacement aux chevaliers du moulinet à tambour fixe. Ce moulinet à tambour fixe offre un champ d'actions aux énergies de notre jeunesse en même temps que de vastes débouchés à nos exportateurs. Pour l'Occident tout entier, que le grand assaut rouge, jaune et noir est en train de refouler sur un coin de terre de jour en jour plus étroit, il est une consolation, une revanche, une chance d'avenir. » (Thierry Maulnier, « Et le moulinet ? », in *Le Figaro*, 2 janvier 1962).

¹ Jean-Jacques Gautier, « A l'Athénée, *Le sexe et le néant* de Thierry Maulnier », in *Le Figaro*, 12 et 13 mars 1960.

² Thierry Maulnier cité par François de Santerre, « L'humour académicien », sans titre de publication et sans date. Fonds privé Thierry Talagrand.

Maulnier en répondant aux sollicitations des critiques. Mais ce n'est sans doute pas un hasard s'il s'amuse à prendre pour cible le milieu intellectuel et littéraire en 1960 dans une caricature mordante de l'existentialisme. En pleine guerre d'Algérie, les intellectuels sont, depuis plusieurs années déjà sous sa plume, régulièrement tournés en ridicule ou dénoncés pour leurs supercheries. « Le plus grossier des machiavélismes, s'il se donne la peine de faire un simulacre de révérences devant les grands principes qu'ils honorent, explique Maulnier, les met à son service comme des dupes consentantes et des agents fanatiquement dévoués. (...) Panurge, ils constituent la cohorte des têtes suiveuses derrière lesquelles on peut sans peine faire avancer les masses rassurées¹. » Il y avait sans doute longtemps déjà qu'il rêvait de parodier le petit monde ridicule des intellectuels progressistes parisiens qui papillonnent autour du « pape » de l'existentialisme et c'est désormais chose faite avec cette peinture satirique des mœurs littéraires d'hier, et d'aujourd'hui, que Montherlant applaudit. « Elle m'a fait beaucoup rire. Il y a là le comique dans la meilleure tradition française » ; « je vous ai découvert en tant qu'auteur comique² », écrit-il à Maulnier. *Le sexe et le néant* fut cependant sa seule expérience comique. Ses archives montrent qu'il avait quelques projets inachevés dans ce domaine, notamment une comédie sur un homme d'âge mûr qui veut se faire tromper par sa femme, *Une femme parfaite*³. Mais c'est sans doute dans ses aphorismes de la série des *Vaches sacrées*, parus dans les années 1970 et 1980, où l'angoisse affleure derrière un rire sardonique à la limite parfois du désespoir, que Maulnier a concentré le meilleur de son inspiration comique.

Sur un plan plus intime, *Le sexe et le néant* permettent à Thierry Maulnier de faire la connaissance d'une jeune actrice qui joue le rôle de Clo dans la pièce, Armande Navarre, avec qui il entretient une relation amoureuse durable, qui débouche sur une naissance, celle de son fils, Thierry, en 1967. Pour Armande Navarre, qui est follement éprise de lui, et pour son fils, Maulnier est un amant et un père absent pris par ses nombreuses activités intellectuelles, qui « a toujours été une intermittence⁴ » et passe

¹ Thierry Maulnier, « Les intellectuels et le communisme », in *Le XX^e Siècle fédéraliste*, 1^{er} juillet 1960.

² Lettre d'Henry de Montherlant à Thierry Maulnier, datée du 26 août 1968. Montherlant lui écrit à l'occasion de la publication de la pièce aux éditions Gallimard.

³ *Une femme parfaite*. Fonds Thierry Maulnier, Bibliothèque municipale de Versailles, F993 (1) f.

⁴ Témoignage de Thierry Talagrand, cité par Agnès Bigault, in *L'humaine condition. Thierry Maulnier, humaniste du XX^e siècle*, op. cit., p.56.

généralement une fois par semaine, le mercredi après-midi. Mais même quand il était présent à leurs côtés, toujours calme et discret avec ses allures de Pierrot lunaire, Maulnier n'était « pas entièrement là parce qu'il était très pris par ses pensées, par son travail..., selon le témoignage de son fils, Thierry Talagrand. C'est quelqu'un qui pensait tout le temps visiblement à ce qu'il allait faire, ou à ce qui pouvait être fait. Il n'avait jamais de repos. C'est pour ça qu'il était tellement distrait, tellement dans les nuages, enfin qu'il donnait toujours l'impression d'être dans les nuages parce qu'en réalité, il était toujours concentré sur son travail. Il y avait un bouillonnement permanent. Donc il était passif dans tout ce qui était décision de la vie "normale", assez passif même dans son comportement avec moi, bien qu'il s'évertuait à se déguiser en père responsable en me posant des questions sur l'école, etc... mais il le faisait plus parce qu'il fallait le faire¹ », car Maulnier n'avait rien, au fond, d'un pédagogue. Il ne ressentait pas le besoin de faire partager à son fils cette œuvre écrasante, qu'il avait construite depuis presque quarante ans. Résultat, sans doute, de l'éducation extrêmement rigoriste qu'il avait reçue de ses propres parents, c'était un père plutôt libéral et détaché des contingences scolaires, pour ne pas dire tout simplement, des contingences humaines. C'est la condition humaine, qui intéresse Maulnier. Comme son épouse Marcelle Tassencourt, il avait, selon les propos de son fils, « une aptitude à comprendre les gens. Sous des aspects qui paraissent très froids, très distants, se cache une sensibilité extrême. Je ne dirais pas un amour des gens mais un amour extrême de ce que peuvent être les gens, une connaissance de la complexité humaine² », qui a nourri toute son œuvre, et que les questions qu'il se posait constamment dans son travail intellectuel l'ont en retour aidé à construire. De cette connaissance de l'histoire, des civilisations et de la nature humaines, de son érudition et de sa curiosité inassouvie pour toutes les disciplines de l'intelligence, y compris scientifiques, Maulnier a su tirer parti dans son métier de journaliste en acquérant la réputation d'écrire avec facilité et perspicacité sur tous les sujets, même les plus banals. C'est en tout cas ce qu'attestent les 1300 articles, environ, qu'il a écrits pour *Le Figaro* tout au long de sa carrière, sans compter les éditoriaux anonymes de la Une,

¹ Témoignage de Thierry Talagrand, cité par Agnès Bigault, in *L'humaine condition. Thierry Maulnier, humaniste du XX^e siècle, op. cit.*, p.55.

² *Ibid.*, p.59.

définissant la position de la rédaction du journal sur le problème concerné. Nul mieux que Pierre Brisson, son directeur qui le croisait quand il venait tous les jours au *Figaro*, n'a décrit le don exceptionnel, organique, de Maulnier pour penser et écrire. Il s'agit, affirmait-il, d' « un composé de matière et d'esprit en proportions très inégales : une cervelle montée sur de longues jambes. Il semble inattentif au spectacle des êtres et des choses. On pourrait croire que ses lunettes forment écran et que son regard myope est tourné vers l'intérieur. (...). Sa distraction, son indifférence ne sont que la contrepartie d'une intellectualité en quelque sorte fonctionnelle. On peut voir en lui une des têtes les plus fortement pensantes de sa génération. Le monde de l'esprit paraît son univers natal. Il ne s'y réserve aucun canton, aucun lieu d'élection. Il s'y sent partout à l'aise, partout chez lui. Personne ne sait avec plus d'art ni de sûreté situer une œuvre dans ses vraies perspectives, faire jouer comme l'ombre et la lumière les grandes notions, les antécédents, les références, les aperçus. Et personne n'est moins soucieux que lui de supériorités si évidentes¹ ». Cette aptitude à prendre la parole sur tous les sujets, de la vie politique à la littérature, en passant par le théâtre, la politique étrangère, les progrès scientifiques, la philosophie, le sport, qu'il a pratiqué tant que sa santé le lui permettait², ou encore l'économie, qui était sans doute l'un des domaines où il était le moins à l'aise en dépit de ses réelles préoccupations pour les réformes économiques et sociales, le désignaient tout naturellement pour tenir ce rôle d'intellectuel établi et généraliste qu'affectionnent tant les médias. Il était ainsi régulièrement sollicité pour participer à des émissions de radio ou de télévision. Dans la seconde moitié des années soixante et jusqu'au début des années soixante-dix au moins, il siège au Comité des programmes de télévision de l'ORTF dans le groupe des « personnalités qualifiées dans le domaine des Arts, des Lettres, des Sciences », aux côtés notamment de Jacques Chastenet, Gérard Calvi et Maurice Hewitt, musiciens, Bernard Goldschmidt, scientifique, et des réalisateurs Jean Delannoy et Jean-Marie

¹ Pierre Brisson, *Vingt ans de Figaro 1938-1958*, *op. cit.*, pp.193-194.

² Il faisait notamment partie de l'Association des écrivains sportifs. Après avoir pratiqué l'escalade dans sa jeunesse, il s'était mis à la course à pied. Il participait de temps en temps à des compétitions, pour le plaisir, dans la discipline du 5000 mètres. Il s'était ainsi classé 55^{ème} dans la catégorie des « vieilles pointes », c'est-à-dire les plus de 55 ans, au cross-country organisé par *Le Figaro* en 1964. Passé l'âge de cinquante ans, il s'imposait encore chaque jour trente minutes de footing et quinze minutes de culture physique. Reporter aux Jeux Olympiques de Rome en 1960 pour le *Figaro littéraire*, il tirait une grande fierté d'avoir été sollicité pour écrire occasionnellement dans le journal *L'Equipe*.

Drot¹. Le Comité des programmes avait pour mission de donner des avis et des suggestions sur la composition, l'orientation et la qualité de l'ensemble des programmes de télévision et, à partir de 1973, de se prononcer sur les œuvres et projets d'émissions qui leur étaient soumis par le Président Directeur Général de l'ORTF. Tous les jeudis matins, Thierry Maulnier participait aux réunions du Comité, sous la présidence de Georges Neveux, après avoir parcouru très studieusement les dossiers et manuscrits à débattre. Il s'est toujours intéressé à la télévision et ses propres pièces ont souvent fait l'objet de retransmission télévisuelles. Mais qu'il s'agisse de l'ORTF, ou d'autres sollicitations moins prenantes, les nombreuses propositions honorifiques qu'il reçoit à partir de cette époque sont parfaitement caractéristiques de la fonction symbolique qu'il exerce désormais dans le monde intellectuel et médiatique. En 1971, par exemple, alors que le gouvernement français vient de ratifier la Convention de Madrid portant création de l'Union latine, le Ministère des affaires étrangères lui propose de faire partie des douze représentants français appelés à siéger au sein de la Commission nationale de cet organisme intergouvernemental². Au plan professionnel, sa renommée se manifeste par les centaines de manuscrits qu'il reçoit de la part d'écrivains amateurs qui lui demandent d'évaluer leur talent, par les livres envoyés par les éditeurs dans l'espoir que leur auteur aura une critique, par la correspondance avec les collègues écrivains, par une abondance de sollicitations en tout genre de la part de personnes qui attendent généralement avec impatience des réponses, que Maulnier a d'ailleurs la réputation de ne jamais envoyer. « Il n'aimait pas jeter les papiers, il n'aimait pas les classer non plus, a témoigné Jean-François Brisson, et même il n'aimait pas en lire le contenu. Lorsqu'on lui remettait une lettre, il la regardait avec méfiance et le plus souvent la posait sans l'ouvrir sur le tas grandissant de paperasses qui envahissaient son bureau. Parfois il l'ouvrait, y jetait un coup d'œil et la posait devant lui, la vouant à être enfouie promptement sous une autre couche³. » Entre les

¹ Voir : Aude Vassallo, *La télévision sous de Gaulle. Le contrôle gouvernemental de l'information (1958-1969)*, Bruxelles, Editions De Boeck Université, 2005, pp.175-176. Egalement lettre du Président Directeur Général de l'ORTF, Arthur Conte, à Thierry Maulnier, datée du 15 décembre 1972. Fonds privé Thierry Talagrand.

² Lettre de Jean-Daniel Jurgensen, à l'entête du Ministère des affaires étrangères, Direction des affaires politiques – Amérique, datée du 26 octobre 1971. Fonds privé Thierry Talagrand. Nous ne connaissons malheureusement pas la réponse de Thierry Maulnier.

³ Jean-François Brisson, *Fils de quelqu'un. Le souvenir de Pierre Brisson et les "trente glorieuses" du Figaro*, *op. cit.*, p.205.

articles, le téléphone, les émissions de radio ou de télévision, son travail quotidien au *Figaro*, les soirées au théâtre pour son rôle de critique dramatique, les pièces qu'il crée lui-même, les invitations et la vie en société, les échanges épistolaires, les travaux secondaires comme les préfaces et les conférences, les dédicaces, les fonctions honorifiques, les amours et une double vie qui dure près de trente ans, les livres des confrères à lire, Maulnier a de moins en moins de temps à consacrer à son œuvre à cause de l'envahissement extérieur. Telle est la rançon du succès, de ces espèces de « pontificat », de « prêtrise » qui se sont institués autour des intellectuels les plus brillants, qui font autorité, et dont le public attend les sermons pour l'aider à trouver des repères dans le monde contemporain. Un phénomène dont Maulnier n'était pas dupe et qu'il avait bien mis en évidence : « De nos jours, analysait-il, les intellectuels sont devenus des cautions, même pour les sujets où ils ne possèdent aucune compétence particulière. On fait confiance à leur intelligence, à l'honnêteté de leur intelligence. (...). On compte sur eux pour fournir les données d'une morale politique¹. »

Montansier : des « pionniers » de la décentralisation théâtrale dans la périphérie de Paris

En juillet 1961, Marcelle Tassencourt et Thierry Maulnier se voient confier, par la municipalité de Versailles, l'exploitation du théâtre Montansier qui est, dans cette ville de cent mille habitants, la seule salle accueillant, par intermittence, des spectacles d'art vivant. Pour ce faire, ils ont remporté un concours opposant neuf candidats, dans lequel l'appui du Ministre d'Etat chargé des Affaires culturelles, André Malraux, qui les a informés le premier de la volonté de la mairie de Versailles de redonner vie à ce théâtre, a sans doute pesé, puisqu'il soutient dès le départ leur projet. Cette salle, créée par Mademoiselle Montansier, est inaugurée en 1777 par Louis XVI et Marie-Antoinette. Elle accueille des troupes fixes jusqu'en 1879, et à partir de cette date, des troupes de passage qui viennent présenter leurs spectacles aux Versaillais. Thierry

¹ Propos recueillis par Béatrix Beck, « Trois lauréats dans notre maison », art. cit.

Maulnier et Marcelle Tassencourt ont donc l'occasion, en prenant ce théâtre en concession qui a fait l'objet d'une rénovation récente totalement respectueuse de son passé versaillais, et qui ne possède pas encore de public, de lancer un nouvel établissement, avec une programmation correspondant à leur propre conception du théâtre. « Les ors discrets, le bleu, le blanc, la loge royale et la loge du comte d'Artois, qui se font face, les dégagements, assez nobles dans leur simplicité, tout y a cette harmonie gracieuse et simple qui laisse supposer au visiteur, même le moins attentif, qu'il ne verra pas le rideau se lever sur les recherches de l'avant-garde¹. » Marcelle Tassencourt assure la direction du théâtre où se produit la troupe qu'elle a créée sous le nom de « Théâtre et culture », mais Thierry Maulnier n'est jamais très éloigné d'elle, dans un rôle de conseiller qui l'écarte de la gestion quotidienne. A la presse locale qui lui demande si son mari a également signé le contrat qui la lie à la mairie de Versailles, elle répond : « Qu'il soit signé de moi seule ou que mon mari y appose son nom a peu d'importance pour nous. Je ne fais rien sans son aide et son conseil, étant entendu que je suis essentiellement metteur en scène et femme de théâtre² ». « Moi, je suis le prince consort³ », disait en retour Thierry Maulnier avec son humour potache. Le contrat signé impose à l'exploitant de donner 73 représentations, parmi lesquelles des grandes créations avec galas, des représentations d'œuvres jouées à Paris ou dans les grandes tournées, des concerts lyriques et ballets, des lectures spectacles, des classiques... c'est-à-dire une saison artistique très éclectique. Dans l'esprit de ses nouveaux responsables, le théâtre Montansier n'est pas seulement destiné aux habitants de Versailles. Dans leur vision plutôt volontariste de la décentralisation, cet établissement situé à une quinzaine de kilomètres à peine de Paris doit devenir l'un des principaux lieux de théâtre de la région, rayonner sur l'ensemble de l'Ouest parisien et attirer le public parisien lassé par le théâtre à la mode. Lieu de création de la troupe Théâtre de culture, de Marcelle Tassencourt, il répond aussi à la volonté de monter des spectacles ambitieux, représentés ensuite dans les grandes salles parisiennes et de province. A l'automne 1961, l'ouverture solennelle de la première saison du nouveau

¹ Jacques Lemarchand, « Montansier, le théâtre qui ne triche pas », in *Le Figaro littéraire*, 13-19 octobre 1969.

² Emilie De Bongnie, « 73 grandes représentations au Montansier l'année prochaine », in *Toutes les Nouvelles de Versailles*, 6 juillet 1961.

³ Philippe Bouvard, « Un nouveau théâtre parisien à 13 kilomètres de la capitale », in *Le Figaro*, 26 octobre 1961.

théâtre Montansier est lancée par la Comédie-Française, qui vient jouer *Les dialogues des carmélites* en présence du Ministre d'Etat, André Malraux, qui pouvait se féliciter de ce bel exemple de décentralisation culturelle¹. A l'époque où Marcelle Tassencourt et Thierry Maulnier en assurent la direction, le théâtre Montansier s'efforce de présenter des tendances assez diverses du théâtre, classiques ou contemporaines, sans tomber dans le théâtre d'essai ou d'avant-garde, qui est présenté à très petites doses, avec Brecht, par exemple. La programmation est en fin de compte très proche de la liste des œuvres et des auteurs que Maulnier encense en tant que critique dramatique, avec quelques concessions, puisqu'il faut bien que la saison artistique soit adaptée aux appétits du public : *Knock* de Jules Romains, *Le Christ recrucifié* d'après Nikos Kazantzakis, *Topaze* de Marcel Pagnol, *Agnès Bernauer* de Friedrich Hebbel, *Chéri* de Colette, *La Locandiera* de Goldoni, *Le malentendu* et *Les justes* d'Albert Camus, *L'Homme, la bête et la vertu* de Pirandello, *L'annonce faite à Marie* de Paul Claudel, *L'avocat du diable* d'après le roman de Morris West, coadapté par Thierry Maulnier et Pierre Sabatier, mais aussi Beckett, Roblès, Montherlant, René de Obaldia, Roussin, Ionesco, Achard, Anouilh et *Les Mouches* de Jean-Paul Sartre pour les contemporains ! Montansier se fait aussi une spécialité des adaptations d'auteurs classiques, avec les pièces de Molière, Corneille, Sophocle, *Macbeth*, première mise en scène de Claude Chabrol, *La mégère apprivoisée*, *Roméo et Juliette*, *Othello* de Shakespeare et des pièces du répertoire de Racine, bien entendu, comme *Britannicus*, *Phèdre*, *Athalie*, *La Thébaïde*, *Andromaque*, *Les plaideurs* ou *Bérénice*, jouées dans le cadre du Festival Racine lancé par la ville de Versailles. « Nous étions, avance Marcelle Tassencourt, les pionniers de la périphérie et personne ne croyait alors à la possibilité de réussir une semblable expérience² », c'est-à-dire le lancement d'un nouveau théâtre dans la banlieue parisienne, pour un public qui fréquentait jusqu'à présent les salles de la capitale. Le succès semble avoir été à la hauteur des ambitions, si l'on tient compte des chiffres cités par la directrice. Ouvert chaque année entre

¹ Sur le sujet, voir : Robert Abirached (dir.), *La décentralisation théâtrale. 2. Les années Malraux. 1959-1968*, Paris, Actes Sud Papiers, 1993, 229 p. ; Augustin Girard et Geneviève Gentil (dir.), *Les Affaires culturelles au temps d'André Malraux*, Paris, La Documentation Française, 1996, 508 p. ; Jean-Pierre Rioux et Jean-François Sirinelli (dir.), *Pour une histoire culturelle*, Paris, Éditions du Seuil, 1997, 445 p. ; Philippe Poirier, *Les politiques culturelles en France*, Paris, La Documentation Française, 2002 ; Pascale Goetschel, *Renouveau et décentralisation du théâtre : 1945-1981*, Paris, PUF, 2004, 500 p.

² *Théâtre Montansier. Direction Marcelle Tassencourt*, sans date, p.11.

octobre et avril, le théâtre accueille, pour une saison de 7 mois, plus de 60 000 spectateurs versaillais, parisiens et originaires de la périphérie Ouest de la capitale, dans près de 150 représentations, soit un taux moyen de fréquentation de 75 % de la capacité au bout de dix ans, qui monte jusqu'à 90 % dans les années 1970. Grâce à la troupe associée au théâtre qui se produit à Paris, part en grandes tournées en Province et dans les Festivals nationaux et internationaux, Montansier rayonne dans toute la France, ce qui aide quelquefois à combler en partie les déficits d'exploitation. La qualité des spectacles est par ailleurs assurée par la venue à Versailles des productions et créations parisiennes les plus prestigieuses, avec la participation des vedettes recherchées par le public, pour des spectacles divers, répondant à la volonté des spectateurs « d'échapper à la monotonie et à l'endoctrinement¹. » Thierry Maulnier et Marcelle Tassencourt ont aussi souhaité donner à leur théâtre municipal une vocation culturelle populaire, à une époque où les centres dramatiques et autres Maisons de la culture sont parfois décriés par les municipalités pour les orientations contestataires données à leurs actions et les expériences insolites, déconnectées du public, qui y sont initiées. Le théâtre Montansier s'affirme comme un établissement dont les projets culturels sont en phase avec la municipalité chargée de sa gestion, et en accord avec la sensibilité d'un vaste public. Outre le festival Racine dans la cour d'honneur de Trianon ou dans le cadre de l'Orangerie, et les concerts et conférences qui ont lieu chaque année dans le théâtre, cette vocation d'animation culturelle se manifeste alors par un contact permanent avec le public jeune et les enseignants au travers d'ateliers-théâtres ou d'interventions de comédiens dans presque tous les établissements scolaires de la région, et d'un cours d'art dramatique. Enfin, Théâtre et culture, l'association de Marcelle Tassencourt, organise chaque année en mai à Montansier, un concours unique dans lequel le critique Thierry Maulnier s'implique résolument, au côté d'un comité d'honneur composé de nombreux académiciens, comme René Huyghe, André Roussin, Eugène Ionesco, Louis Leprince-Ringuet, Maurice Rheims entre autres. Il s'agit d'un concours interscolaire d'art dramatique qui se déroule pendant deux à trois semaines, où s'affrontent des jeunes élèves de premier et second

¹ Thierry Maulnier, « Le succès d'une expérience de décentralisation théâtrale dans la région parisienne », texte manuscrit. Fonds Thierry Maulnier, Bibliothèque municipale de Versailles, F996 (5).

cycles venus de toute la France et de l'étranger pour des interventions théâtrales devant un vrai public. En 1970, douze troupes et une centaine d'acteurs tentaient l'aventure, alors qu'ils étaient 1800, répartis en 120 troupes huit ans plus tard¹. L'ambition des deux responsables du théâtre, tout au long de ces années, est de faire du théâtre un art vivant, au contact du public. C'est la raison pour laquelle le théâtre Montansier leur apparaît comme une expérience réussie de « décentralisation théâtrale dans la région parisienne² ». « Le succès à cet égard est total, explique *Le Figaro*. Il repose sur plus d'énergie et de foi que d'argent. Pour l'ensemble de son travail, Marcelle Tassencourt ne reçoit en effet qu'une subvention de 950 000 francs. (...). Mais elle ne s'en plaint pas³ ». Passionnés par leur métier de directeurs de théâtre, ils vont jusqu'à combler de temps à autre les déficits d'exploitation avec leurs propres revenus. Marcelle Tassencourt avance ainsi au maire de Versailles la somme de neuf millions de francs laissée à fonds perdus dans les caisses du théâtre⁴. A partir de 1945, par le biais de la critique, de la création, de l'adaptation, de l'attribution de subventions ou de la gestion conjointe d'une salle, qui lui permet aussi d'entretenir des relations mondaines en distribuant des invitations aux spectacles, le théâtre fut bien la seconde occupation principale de Thierry Maulnier.

Le vingtième fauteuil

Une œuvre aussi considérable et variée, allant de la critique à la philosophie politique, en passant par le théâtre et le journalisme, soutenue par un style dont tous les commentateurs s'accordent à reconnaître la constante noblesse, désignait naturellement son auteur pour rejoindre les Immortels. D'autant plus que l'Académie française a manifesté à plusieurs reprises des marques d'estime pour son travail. En 1937, il a reçu de l'Académie le prix Henri Dumarest, décerné à un jeune homme âgé entre 20 et 30 ans, « orienté vers les spéculations de l'esprit, ou vers la littérature d'idées, ou vers les études psychologiques. » Le 11 juin 1959, il reçoit le Grand Prix de littérature de l'Académie française, d'un montant de 500 000 francs, soit 5 000

¹ Paul Guth, « Un bain de jouvence », in *Le Figaro*, 26 mai 1978.

² Thierry Maulnier, « Le succès d'une expérience de décentralisation théâtrale dans la région parisienne », art. cit.

³ Claude Baignères, « A Versailles, le public joue le jeu », in *Le Figaro*, 14 novembre 1975.

⁴ Lettre de Marcelle Tassencourt à André Damien, maire de Versailles. Fonds privé Thierry Talagrand.

nouveaux francs, pour l'ensemble de son œuvre. C'est la seconde récompense qu'il reçoit depuis le début de l'année, après le prix Pelman de la presse. Pour le Grand Prix de littérature, la campagne de Pierre Brisson auprès des académiciens, notamment ceux qui font partie de l'équipe du *Figaro*, a apparemment porté ses fruits. Même François Mauriac aurait voté pour lui, en dépit de leurs récents différends. C'est du moins ce que Maulnier relate à sa mère dans le courrier qu'il lui envoie quelques jours après la consécration : « *Figaro* m'a beaucoup aidé, il semble que F.M. ait voté pour moi. C'est en tout cas ce qu'il a dit à P.B. (Pierre Brisson, *ndla*) ». De sorte que cet honneur « n'était pas tout inattendu. En fait, écrit-il pour justifier sa discrétion avant cet événement, je savais que mon nom avait été avancé, et que les académiciens maison et quelques autres (notamment Genevoix, paraît-il) faisaient campagne pour moi. (...) Et jusqu'à la dernière minute il pouvait y avoir des surprises. Je n'ai donc parlé de rien à l'avance, ni à toi ni à Marcelle, pour éviter une déception toujours possible¹. » Cette distinction, reconnaissance du talent d'un écrivain par la Compagnie de ses pairs, n'en a pas moins deux significations différentes en fonction des lauréats auxquels elle est décernée. Pour certains, elle est une invitation à toquer à la porte de l'Académie et pour d'autres, une recommandation chaleureuse de s'abstenir de toute tentative. Ainsi que l'expliquait Maulnier à Michel Droit le jour où ce dernier fut reçu à l'Académie, les Grands Prix de littérature ont une « signification parfois ambiguë. Ils peuvent être des prix d'encouragement ou des prix de consolation, je veux dire qu'ils peuvent entrouvrir pour un candidat, de façon prometteuse, la porte d'une entrée future (...), ou au contraire, lui marquer très discrètement qu'en ce qui le concerne, il vaut mieux s'en tenir là. En fait, les Grands Prix de l'Académie ressemblent aux sourires que les belles frondeuses et les belles précieuses, contemporaines de sa naissance, adressaient à leurs soupirants et qui voulaient dire : "On ne vous interdit pas d'espérer, mais on ne vous promet rien."² » En l'occurrence, Thierry Maulnier décide de donner au magnifique sourire de la belle dame du quai Conti le sens d'une invitation à tenter sa chance. Selon le témoignage de son épouse, son esprit enclin à la jeunesse et à

¹ Lettre de Thierry Maulnier à sa mère, datée du 15 juin 1959. Fonds Thierry Maulnier, Bibliothèque municipale de Versailles. F991 (6) a.

² Réponse de M. Thierry Maulnier au discours de M. Michel Droit. Discours prononcé dans la séance publique le jeudi 26 mars 1981. Palais de l'Institut.

l'impertinence l'éloignait naturellement de ce qu'il pouvait trouver « un peu assommant¹ », et il n'avait apparemment guère envie d'être embaumé pour rejoindre les Immortels. Sans doute redoutait-il aussi l'humiliation d'un refus. On ne passe pas trente années à critiquer les œuvres de ses confrères dans la presse, sans se faire en retour une foule d'amis et d'ennemis. Son passé maurrassien constitue aussi un frein pour certains académiciens. Mais sa mère tenait beaucoup à ce qu'il entre à l'Académie. Obéissant à quelques conseils amicaux, il se présente ainsi le 28 novembre 1963, en même temps que son ami André Roussin, auteur de théâtre à succès, au fauteuil laissé vacant par le décès de Henry Bordeaux. Les deux hommes ont déposé leurs candidatures rapidement, dès qu'ils ont été sommés de le faire par leurs amis respectifs, sans se consulter auparavant. Parmi les quarante Immortels, Maulnier peut sans doute compter, par affinités politiques passées et présentes ou parce qu'il est en contact avec eux de longue date, sur Maxime Weygand, Maurice Genevoix, André François-Poncet, Jérôme Carcopino, les maurrassiens Pierre Gaxotte et Henri Massis, Henry de Montherlant, Jacques de Lacretelle, Wladimir d'Ormesson, Georges Duhamel, André Maurois, Jacques Chastenet, Jean Guilton, le maréchal Juin et Jean Paulhan. La voix de Daniel-Rops, qui lui a suggéré de viser le fauteuil de Bordeaux et prodigué quelques conseils avant l'élection, lui est acquise². Sa candidature est cependant un échec. Il manque la majorité d'une voix, avec 14 bulletins en sa faveur contre 11 pour André Roussin. François Mauriac a refusé de voter pour lui, à cause de sa position favorable à l'Algérie française et la colonisation. L'absence accidentelle de deux membres de l'Académie dont le suffrage lui était assuré l'empêche de remporter l'élection. Le résultat est néanmoins très encourageant et Maulnier persiste en se présentant de nouveau le 13 février 1964 ; cette fois-ci sans le moindre adversaire, tant Maulnier paraît assuré d'être élu. René Clair lui donne son avis sur l'élection : « Il y aura certainement des bulletins blancs ou porteurs de croix. C'est la rançon que doit payer le cavalier seul. Tout ce que je puis vous dire sans engager ma voix (puisque les règlements l'interdisent !), c'est que le mien ne sera ni

¹ Marcelle Tassencourt citée par Agnès Bigault, in *L'humaine condition. Thierry Maulnier, humaniste du XX^e siècle, op. cit.*, p.40.

² Lettre de Daniel-Rops, datée du 20 juin 1963. Fonds privé Thierry Talagrand.

blanc ni décoré¹ ». En fin de compte, le 13 février, il est élu à l'Académie française avec vingt voix en sa faveur, contre une à Ferdinand Lop, candidat perpétuel et loufoque à toutes les élections présidentielles sous les IV^e et V^e Républiques, connu pour son slogan « Tout pour le front lopulaire ! » et auteur, quelques années plus tôt, d'un texte intitulé *Ce que j'aurais dit dans mon discours de réception à l'Académie française si j'avais été élu*. La rumeur affirme qu'il s'agit du bulletin de Mauriac. Des académiciens mettent cela sur le compte d'un Immortel facétieux qui a voulu manifester sa mauvaise humeur contre une élection à candidature unique. Sur vingt-sept votants, six ont rendu des bulletins blancs marqués d'une croix signifiant par là même un non catégorique. Parmi eux figure son confrère journaliste Joseph Kessel². Le général Weygand lui fait part de son immense satisfaction de le voir élu à l'Académie. « Vous avez eu une élection de maréchal, lui écrit-il. Vingt voix, chiffre rarement atteint. Cela fait oublier le passé qui fut un moment fort déplaisant³. » Henri Troyat le félicite pour cette élection « rapide, brillante et sans équivoque » qui a prouvé que les craintes de Maulnier n'étaient pas justifiées. « Et j'ai la conviction, ajoute-t-il, que les 9/10 de mes confrères partagent mon sentiment⁴. »

Selon la tradition, le nouvel élu est définitivement installé au cours d'une cérémonie pendant laquelle, entouré de ses deux parrains, il doit lire son discours de remerciement, en n'oubliant pas de faire l'éloge de son prédécesseur. Or, c'est peu dire que le romancier conservateur Henry Bordeaux, pourtant proche de l'Action française, ne faisait pas partie de ses auteurs de prédilection. Concernant son œuvre, Maulnier répondait au lendemain de son élection : « Je ne la possède pas entièrement, mais d'ici mon discours de réception, j'aurai le temps de m'en imprégner⁵ ». On mesure l'embarras qu'il dut éprouver par le temps qu'il mit à écrire son discours. L'Académie s'impatiantant de ne pas avoir de nouvelles de Maulnier, ses deux parrains, Jacques de Lacretelle et Wladimir d'Ormesson, tous deux journalistes au *Figaro*, lui lancent un ultimatum pour le 15 novembre 1965. Le 11 octobre 1965, au théâtre Montansier, a

¹ Lettre de René Clair, datée du 11 février 1964. Fonds privé Thierry Talagrand.

² Maurice Ciantar, « Un académicien : "Lop sous la Coupole ! Pourquoi pas ?" », in *Paris-Jour*, 14 février 1964.

³ Lettre du général Maxime Weyand à Thierry Maulnier, datée du 13 février 1964. Fonds privé Thierry Talagrand.

⁴ Correspondance de Henri Troyat à Thierry Maulnier, datée du 13 février 1964. Fonds privé Thierry Talagrand.

⁵ Maurice Ciantar, « Brève rencontre... avec Thierry Maulnier », in *Paris-Jour*, 14 février 1964.

lieu la cérémonie au cours de laquelle André Mignot, le maire de Versailles, remet à Thierry Maulnier son épée d'académicien. Pour cette occasion, ont été invitées toutes les personnes qui ont participé à la souscription lancée par son ami Pierre Frémy pour l'achat de l'épée. La liste complète réunit plus de 450 personnes, au sujet desquelles il n'est pas abusif d'affirmer qu'elles faisaient partie des amis, proches ou relations de Maulnier. Elle donne par conséquent un bon aperçu de ses réseaux dans les années 1960, après trente années de carrière intellectuelle, et surtout des amitiés qu'il a pu conserver par delà le temps, les ruptures et l'éloignement. Parmi les membres de la Jeune Droite et les relèves des années trente, on trouve Jean de Fabrègues, René Vincent, Georges Blond, Jean Loisy, José Lupin, le baron Michel Dard, Max Richard, Jacques Bassot, Jean Daujat, Robert Aron, Emile Béline, Daniel-Rops, Alfred Fabre-Luce, Georges Albertini, Jean Nocher ou Georges Izard. Les cadets de la Jeune Droite, comme Jacques Laurent, François Sentein ou Jean-François Gravier sont absents. Et le lien qui paraît le plus évident entre tous ces noms est le mouvement fédéraliste La Fédération. Pour le milieu maurrassien, se distinguent l'association Les Amitiés françaises du docteur Louis Rousseau, Madame Lucien Daudet, Michel Déon, René Gillouin, Guy Mollat du Jourdin et Georges Gaudy. L'absence des grands noms de l'Action française d'après-guerre, comme Pierre Boutang et Jean Madiran par exemple, est frappante. Dans les rangs des hommes politiques, figurent Jean Auburtin, Jean Borotra, Jacques Chaban-Delmas, alors Président de l'Assemblée nationale, le Conseil municipal de la ville de Paris, André Damien, Edgar Faure, Henri Ginoux, Maire de Montrouge, Maurice Herzog, Georges Hirsch, Président du Conseil Général de la Seine, le baron Jaspar, homme politique belge, diplomate en France à cette époque, Jacques Médecin, Jean-Paul Palewski, Achille Péretti, Antoine Pinay, Paul Reynaud, Maurice Schumann, Olivier d'Ormesson et Raymond Triboulet. On relève une très grande majorité de gaullistes dans cette liste. Il y a aussi le milieu militaire, avec les généraux Weygand, Massu, Ely et Guillaumin de Bénouville, le maréchal Juin et l'épouse du maréchal Leclerc. Le groupe le plus important est bien entendu issu des milieux artistiques, écrivains, intellectuels, journalistes, critiques, éditeurs, confrères académiciens et personnalités du théâtre proches de Thierry Maulnier ou admirateurs de son œuvre : entre autres, Francis Ambrière, Raymond Aron, Pierre Bearn, André

Billy, le pasteur Marc Boegner, Marcel Brion, Pierre et Jean-François Brisson, Jérôme Carcopino, Gisèle Casadesus, Gilbert Cesbron, Jacques Chastenet, Alice Cocea, Costa du Rels, James de Coquet, Pierre Daninos, Lucienne Delforge, Pierre Descaves, Roland Dorgelès, Jacques de Lacretelle, Wladimir d'Ormesson, Diego Fabbri, Jean-Pierre Faye, Henri Flammarion, Gaston Gallimard, Robert Garric, Michel Georges-Michel, Christine Gouze-Renal, Maurice Escande, Jean Guilton, Paul Guth, Roger Vailland, Jacques Hébertot, Pierre Lazareff, Jean Prouvost, André Maurois, Michel Mohrt, Jacques de Bourbon-Busset, Montherlant, André Obey, Ferdinand Alquié et Henri Troyat. Dans cette liste, Roger Vailland se distingue, en raison de leurs opinions politiques très opposées, mais il participe sans doute par amitié, en tant qu'ancien camarade de lycée. Le dernier groupe est constitué des chefs d'entreprises et familles aristocratiques du grand monde parisien, en partie maurrassiennes sans doute, avec à titre d'exemples Georges Villiers et Emmanuel Mayolle, respectivement Président et Vice-président du CNPF, Georges-René Laederich, Vice-président du CEPEC, les familles Fould et de Rothschild, Wilfrid Baumgartner, Président de Rhône-Poulenc, et pour le second groupe, la princesse Bibesco, le duc de Castries, le comte Chandon-Moët, la comtesse de Fels, le prince et la princesse Boris Galitzine, la famille la Rochefoucauld, le marquis de Luppé, la comtesse de Pange et le duc Pozzo di Borgo¹. Il s'agit globalement de réseaux variés et puissants, essentiellement parisiens, qui permettent de mieux définir le degré d'influence et de notabilité que Maulnier avait fini par atteindre dans sa carrière.

Maulnier reçoit son épée d'académicien en présence de l'un de ses deux parrains, Jacques de Lacretelle. Passant en revue les symboles qui pouvaient être représentées sur l'épée, il songe en particulier au dieu romain Mercure, « qui savait se rendre invisible aux humains, volait d'un endroit à l'autre et n'apparaissait jamais quand il était attendu. Telle est du moins l'opinion de vos confrères de l'Académie qui espèrent vous voir enfin prendre séance parmi eux. » Et il concluait par ces mots qui résumaient bien la carrière de Maulnier et son tempérament : « En réalité, je ne vois qu'un qualificatif qui puisse vous peindre. Vous êtes un humaniste, un humaniste moderne

¹ Source : Liste des souscripteurs pour l'épée d'académicien. Fonds Thierry Maulnier, Bibliothèque municipale de Versailles, F996 (4) b.

qui a su, par sa culture, s'intéresser à tous les problèmes de notre temps et les éclairer¹. » A la suite de quoi, Thierry Maulnier expliquait la signification des animaux symboliques figurant sur la poignée de son épée : « La chouette de la déesse Athéné, emblème de la sagesse et de l'Ecole Normale Supérieure ; le canard, emblème du journalisme ; le bouc de Dionysos, emblème de l'art dramatique ; le chat, en raison de l'affection particulière que je porte à cet animal et dont j'entretiens un élevage important ; la gazelle, emblème de la rapidité à la course en raison de mes activités sportives ; enfin le lézard, emblème de la paresse². » Tels sont les principaux centres d'intérêt de Maulnier ; le combat intellectuel, symbolisé par la déesse grecque qui incarne l'esprit ordonné de la guerre et la pensée ; l'écriture qui a occupé toute sa vie ; la Grèce, socle de la civilisation occidentale et les chats, meilleurs compagnons de l'écrivain, que Maulnier affectionne tant pour leur présence mystérieuse. Il les récupérait dans la rue, malades ou égarés, et disait en avoir eu sans doute plus de cent vingt, dont il supportait à chaque fois la mort avec beaucoup de douleur³. Le tout est coiffé par le lézard symbolisant cette paresse fameuse d'un intellectuel qui a passé sa vie à noircir des milliers de page de son écriture, en admettant que cette activité lui était toujours pénible. C'est avec ce bestiaire, que Maulnier décide d'être reçu à l'Académie par ses confrères le 20 janvier 1966, soit presque deux années après son élection. Il serait faux de penser que le nouvel académicien a pris son temps... ; comme à son habitude il a sans doute dû commencer à rédiger son discours quelques semaines seulement avant la date limite de remise du document à ses deux parrains. En séance, c'est Marcel Achard qui est chargé de répondre à l'éloge de Maulnier. Le nouvel académicien est bien présent, dans son habit vert, avec son mètre quatre vingt sept et son flegme habituel. Une demi heure avant le début de la séance, constatant qu'il avait omis de le faire, il s'est rasé en toute urgence, pour se rendre compte, quelques minutes après, qu'il a oublié son épée à son domicile. Muni d'une épée d'emprunt, le visage grave, un peu ému par l'épreuve qu'il doit surmonter, le

¹ Discours de Jacques de Lacretelle pour la remise de l'épée d'académicien à Thierry Maulnier. Fonds privé Thierry Talagrand.

² Discours de Thierry Maulnier pour la remise de son épée d'académicien. Fonds Thierry Maulnier, Bibliothèque municipale de Versailles, F995 (6) b.

³ Il a écrit quelques très beaux aphorismes sur les chats. Voir aussi son texte dans Marcel Bisiaux et Catherine Jajolet, *Chat plume. 60 écrivains parlent de leurs chats*, Paris, Pierre Horay, pp.151-155. « Thierry Maulnier un académicien parmi ses chats », in *Trente millions d'amis*, TF1, réalisé par Maurice Château. Archives INA.

récipiendaire commence à lire son texte. Pour comprendre les principaux ressorts de la pensée de Thierry Maulnier dans les années soixante, l'éloge qu'il fait d'Henry Bordeaux dans son discours de réception à l'Académie française constitue une synthèse exemplaire. L'exceptionnelle longévité de la carrière de cet écrivain, qui s'étale sur près de soixante quinze années, et sa pensée traditionaliste monarchiste et catholique, lui offrent l'occasion de dresser un bilan de l'histoire de France sur près d'un siècle. C'est donc une vraie leçon d'histoire politique, conforme à sa propre conception du monde, que donne Maulnier dans son discours. Il nous éclaire aussi sur les raisons de son éloignement du nationalisme maurrassien, après la Libération. Maulnier savait qu'il était attendu par certains de ses confrères sur son passé, et son discours est un plaidoyer modèle. Sans doute a-t-il aussi pensé à Maurras en l'écrivant, mais il ne le cite pas. Sans le juger, il fait de Bordeaux un intellectuel qui a tenté – comme tous ceux qui ont participé avec lui au mouvement de renouveau national et catholique du début du XX^e siècle – de maintenir et de conserver des valeurs, des traditions et un monde qui ont marqué leurs premiers signes d'épuisement à la fin du XIX^e siècle et qui sont aujourd'hui totalement dépassés. Le doute, qui a commencé à s'insinuer dès cette dans les esprits des hommes de la fin du XIX^e siècle sur le sens et la mission de la civilisation occidentale, a prospéré lentement jusqu'à détruire toute l'armature politique et morale de la société dans laquelle vivait Henry Bordeaux, et sans qu'un nouveau système de valeurs ait encore pris sa place dans la société contemporaine. A travers le portrait de cet homme à la ligne de contact entre deux mondes, l'ancien qui ne s'est pas encore effondré et celui en formation qui n'est pas encore né, c'est le constat d'échec du nationalisme que dresse Maulnier, de ces hommes qui « étaient convaincus qu'une communauté humaine, quelle qu'elle soit, est en péril de mort dès l'instant où elle se détourne des valeurs qui la justifient et la fortifient, et commence d'honorer celles qui la conduisent à son déclin¹. » Il n'oublie toutefois pas de mentionner qu'il s'était trouvé lui-même, « entré dans la vie littéraire quarante ans presque exactement après Henri Bordeaux, conduit sur des positions qui, très différentes des siennes quant au spirituel et au social, n'en étaient pas très

¹ Discours de réception à l'Académie française de Thierry Maulnier, prononcé dans la séance publique le jeudi 20 janvier 1966. Disponible sur internet à l'adresse suivante : www.academie-francaise.fr/discours-de-reception-et-reponse-de-marcel-achard .

éloignées pour ce qui concerne l'attitude en face des institutions¹. » L'évocation de cette Troisième République qu'il a tant combattue pour ses mauvaises institutions et la médiocrité de son personnel politique lui inspire toutefois quelques indulgences, au regard du temps écoulé et des événements récents auxquels ont fait face les Français. Le souvenir de la guerre d'Algérie est encore vivace et Maulnier sait ainsi gré aux hommes politiques de la Troisième République d'avoir su écrire un nouveau chapitre de l'histoire de l'expansion de la nation française en dehors de ses frontières hexagonales. Il retient de la France de cette époque qu'elle était encore capable d'affirmer son existence dans la compétition mondiale que se livraient les puissances européennes. « Il reste, lance-t-il, que dans le bilan de notre aventure nationale, tel que l'avenir le dressera avec la sérénité qui ne peut appartenir qu'à lui, la III^e République en redingote de M. Armand Fallières, la III^e République en veston de M. Gaston Doumergue, pourrait bien n'apparaître pas seulement comme un temps de récession nationale, de bavardage parlementaire, d'avarice rentière indéfiniment renaissante à travers les dévaluations, de comices agricoles, de réunions électorales et de distributions de prix présidées par des Joseph Prudhomme, de motions de fin de banquet. (...). La France où Henry Bordeaux parvint à l'âge de sentir et de comprendre était humiliée et saignante d'une défaite qui l'avait amputée dans son territoire européen de provinces précieuses et reléguée à un rang qui n'était plus le premier ; elle allait chercher outre-Mer, une fois de plus, sur des continents déserts ou endormis dans une torpeur qui y stupéfiait toute force vive, une issue à ses énergies, une revanche contre le malheur, une possibilité de renaissance. Les hommes de ma génération eurent l'honneur de grandir dans cette France qui s'était en quelques dizaines d'années déployée sur le monde, qui était souveraine des rives de la Méditerranée à l'Equateur, de Casablanca au Tchad, à Beyrouth, à Damas, à Dakar, aux bouches du Congo, à Madagascar, aux bords de la Mer de Chine² » ; toute cette puissance coloniale que le personnel politique des Quatrième et Cinquième Républiques a trouvé en héritage et n'a finalement pas su faire prospérer. Si Maulnier a désormais une opinion plus nuancée de la Troisième République, c'est pour mieux accabler les deux régimes qui

¹ Discours de réception à l'Académie française de Thierry Maulnier, art. cit.

² *Ibid.*

lui ont succédé. Il reste que les grands esprits nationalistes, comme Bordeaux, ont sonné l'alarme. Ils ont vu venir les épreuves et le déclin. Mais leur échec est de s'être arc-boutés sur le passé, au lieu d'essayer de trouver des solutions pour l'avenir. « On a le droit de croire, et le train du monde semble même nous inviter à le penser, conclut Maulnier au sujet d'Henry Bordeaux, que l'ensemble des institutions, des traditions, des obédiences spirituelles, sociales, politiques, morales, au service desquelles il mit (...) un cœur chaleureux et une plume infatigable est dès maintenant contesté ou condamné par l'évolution du monde. (...). Ce qui paraît sûr à tout le moins, c'est qu'il n'est plus désormais suffisant ni possible de maintenir. Si les valeurs qui nous sont proposées, à supposer, que nous soient proposées des valeurs, pour être substituées à celles selon lesquelles ont vécu les générations qui nous ont précédés, ne nous satisfont pas, c'est au-delà que nous trouverons les issues possibles, non dans un retour en arrière. Si le monde qui est en train de se faire autour de nous devient pour nous irrespirable, il nous faudra le remettre en question une fois encore, mais nous ne retrouverons pas le monde ancien, vers lequel nous pouvons seulement jeter les regards de nostalgie et de regret que l'on jette vers l'enfance¹. » De plus en plus pessimiste sur l'avenir de la nation française, dans une civilisation européenne fatiguée, Maulnier ne sombre pas pour autant dans la nostalgie. Pour lui, les intellectuels sont aux avant-postes de la crise. Leur mission, sa mission historique qui n'a guère changé depuis les années trente, est d'essayer de comprendre et de formuler la nouvelle société, le nouveau système de valeurs qui demande à naître.

¹ Discours de réception à l'Académie française de Thierry Maulnier, art. cit.

Chapitre 30
Le suicide de l'Occident

A la fin des années soixante, après plus de trente années de carrière intellectuelle, Maulnier n'a pas encore fini de s'exprimer. Il n'a plus produit de grand essai de philosophie politique depuis *Violence et conscience*, qui demeure son ultime tentative dans ce domaine. Mais il continue à interpréter la vie politique, au quotidien, dans les journaux et revues auxquels il collabore. En vérité, sa conception du monde est désormais bien établie, et depuis la fin de la décolonisation, qui est sans doute le dernier grand événement du XX^e siècle susceptible d'apporter des éléments décisifs dans la construction de sa pensée, elle demeure relativement figée. A partir de la fin des années 1960, les faits politiques et sociaux qu'il commente, lui apparaissent généralement comme la confirmation de la véridicité d'une vision du monde parfaitement cohérente, qu'il a commencée à bâtir depuis son premier ouvrage, *La crise est dans l'homme*. Sur le long terme, par delà les critiques, les attaques et l'amertume des différents mouvements de la droite radicale, notamment maurrassienne, qui s'estiment trahis par ce qu'ils interprètent comme un revirement, c'est au contraire une impression de fidélité qui domine. Cette persistance, il ne faut la chercher ni dans le militantisme ni dans la défense d'une idéologie particulière, ces « ismes », qui ne sont que des systèmes d'interprétation ponctuels, appelés à être dépassés, des enjeux et des forces profondes et difficilement pénétrables, auxquels les hommes d'une époque doivent se confronter. A ce titre, le maurrassisme n'est jamais renié par Maulnier, d'autant plus que certaines des intuitions fondamentales de Maurras lui semblent toujours valables, mais il s'est simplement trouvé condamné par l'histoire. La persistance se situe plutôt à un niveau supérieur, dans une philosophie politique, dans une vision plus globale de l'histoire et du devenir de la civilisation occidentale. Dans cette conception du monde, l'écroulement de l'empire européen, provoqué par la décolonisation, est un événement fondamental car il marque l'épisode ultime du déclin de l'Europe occidentale largement amorcé par les deux guerres mondiales. La colonisation, dont il faut saisir qu'elle occupe une place réellement déterminante dans la pensée de Maulnier, est la dernière chance que les nations européennes n'ont pas su saisir pour maintenir une supériorité mondiale face aux deux grandes puissances, Etats-Unis et URSS, et poursuivre leur mission civilisatrice par la diffusion de l'humanisme occidental sur tous les continents. Depuis, la crise s'est

aggravée. « Nous sommes dans le temps de la désolation, entre ce qui n'est plus et ce qui n'est pas encore¹. » La dernière partie de cette citation est fondamentale car, depuis les années trente, Maulnier entrevoit toujours un « au-delà » ou un dépassement possible, sans réussir à le trouver. Il n'est pas nihiliste et combat au contraire toutes les tendances nationales à l'abandon et à la résignation. Ses préférences ne sont pas aux philosophies du renoncement. En permanence, pense-t-il, l'histoire « est modifiée et peut l'être, dans des proportions imprévisibles, par des actions psychologiques, politiques, techniques appropriées. Elle est façonnée, orientée par des forces matérielles, elles-mêmes mises en jeu et dirigées par des énergies mentales. Elle ne s'impose comme fatalité qu'à ceux qui l'acceptent comme telle. Les peuples, les civilisations, les idées qui y gagnent des victoires ne sont pas ceux qui la suivent, mais ceux qui la font². » L'avenir est question de volonté de puissance – pour utiliser un terme nietzschéen – ou d'affirmation pour être plus proche du vocabulaire de Maulnier. Mais il est tout de même indéniable que la métaphysique de Maulnier prend une coloration beaucoup plus pessimiste au fur et à mesure que la fin du XX^e siècle approche. Ce thème de la crise de la civilisation ou de l'Occident devient prééminent dans son œuvre, avec une question en toile de fond : comment, à travers les transformations en cours, conserver ce qu'il y a de fondamental, c'est-à-dire l'humanisme et les créations artistiques, témoignages universels de l'aventure occidentale.

Cette Grèce où nous sommes nés

Dans cette période d'effondrement des valeurs, d'écroulement de l'empire européen et de fuite précipitée vers le néant, la Grèce constitue un refuge pour Maulnier. Il effectue son premier séjour dans ce pays à l'occasion d'une représentation de la troupe de Marcelle Tassencourt, Théâtre et culture, dans le cadre du Festival d'Athènes, en 1959³. Il y retourne ensuite chaque année et se fait construire une maison sur l'île de Mykonos, qui n'est pas encore devenue une destination grecque à la mode et qu'il affectionne tout particulièrement parce qu'elle lui évoque la magie d'un décor de

¹ Thierry Maulnier, *Le Dieu masqué*, Paris, Gallimard, 1985, p.87.

² Thierry Maulnier, « Sens de l'histoire ? », in *Le Figaro*, 12 mai 1961.

³ Sa troupe participe au Festival d'Athènes en 1959, 1963, 1968 et 1969.

théâtre né de « l'invention d'un metteur en scène ». « Mykonos est un de ces points de perfection de la planète où la terre semble se souvenir du paradis terrestre¹. » Chacun de ses séjours devient l'occasion pour Maulnier de transcrire ses impressions de voyage dans des articles pour les lecteurs du *Figaro* et du *Figaro littéraire*. Ces textes compilés, complétés et agrémentés d'illustration, forment l'un de ses ouvrages les plus remarquables, *Cette Grèce où nous sommes nés*², méditation inspirée sur la Grèce servie par une solide culture de l'antiquité gréco-latine et qui mélange les perspectives historique, philosophique, littéraire et artistique. Maulnier savait tout de la Grèce avant de s'y rendre ; il lui manquait cependant cette connaissance intime que lui apporte le contact avec la terre. Cette découverte de la Grèce moderne, loin de le décevoir, lui fait au contraire comprendre la grandeur absolue de la Grèce classique, berceau de l'homme l'occidental après la victoire grecque contre l'Orient. « La Grèce est née à l'histoire, écrit-il, et s'est définie au cours de sa propre histoire, elle a donné lors des victoires sur l'envahisseur perse, un sens bimillénaire à l'avenir, par la création d'une dialectique du sacré et de l'action, de l'intelligence héroïque et de la fatalité. Elle a été, elle reste dans son essence collective la marche frontière de la lutte contre l'Orient. (...) Ici quelque chose finit et quelque chose commence. Ici, sur une terre étroite, dans quelques minuscules cités qui nous paraîtraient aujourd'hui des bourgades, a été décidé le cours et formée la pensée inspiratrice de ce qui, pendant vingt-cinq siècles devait être le mouvement de l'histoire humaine. Ici a été fondé un règne qui a engagé l'univers humain dans une métamorphose décisive et qui peut-être va s'achever. Ici est né l'homme occidental³. » C'est en Grèce que furent élaborées les premières philosophies européennes, que l'homme a commencé à interroger le monde en s'appuyant sur des éléments rationnels, et qu'a pris forme cette leçon d'humanisme éternel, qui s'est maintenue en Europe à travers les siècles, et qui constitue « une source vivante où nous buvons encore⁴. » C'est en effet le début du Ve siècle grec avant Jésus-Christ qui marque « le commencement de la conquête par l'homme, ou de la tentative de conquête par l'homme, de sa propre humanité. L'aventure humaine se

¹ Thierru Maulnier, « Mes îles au soleil », in *Le Figaro littéraire*, 7-13 novembre 1963.

² Thierry Maulnier, *Cette Grèce où nous sommes nés*, Paris, Flammarion, 1964, 180 p.

³ *Ibid.*, pp.23-24.

⁴ *Ibid.*, p.138.

fait histoire¹ ». Pour l'homme occidental contemporain, prisonnier de son temps, d'un progrès technique qui ne produit que des œuvres éphémères face à cette Grèce classique qui donne l'impression d'avoir créé des œuvres figées dans le temps pour l'éternité, il y a donc là un modèle à méditer. En Grèce, écrit-il, se trouve « ce que l'animal qui sait qu'il doit mourir dont a parlé André Malraux, a voulu faire et a réussi à faire de plus semblable à l'éternité. (...) Athènes a résisté à la coulée du temps par ses statues, non par les outils qui les taillaient². » Pour que ce pays aride, de petite surface, faible en ressources naturelles et en population, sans supériorités techniques, ait pu tenir en respect ses puissants voisins perses, dominer l'Ouest de l'Asie et la Méditerranée presque tout entière, et qu'une fois écrasé il ait pu subjuguier l'Occident par ses idées, ses sculpteurs, ses architectes, ses poètes tragiques, c'est qu'il apporte une réponse aux questions primordiales que les hommes se posent sur leur existence et le sens de la vie. Grâce au « miracle grec », « s'il n'a pas été prouvé que l'univers eût un sens, il l'a été du moins que l'homme pouvait découvrir un sens à son propre passage dans le monde. La signature de l'homme sur la terre sera sans doute un jour effacée comme celles que les amants laissent sur l'écorce des arbres. Mais s'il est quelque part un dieu, il peut la lire ici sans mépris³. » La leçon ne s'arrête cependant pas là. Le moment grec a eu lui aussi son apogée et son effondrement. Son apogée est la victoire de Salamine, qui « a donné à l'Occident européen, face à l'Asie, une initiative qu'au bout de vingt-cinq siècles il n'a pas encore achevé de perdre et qui a décidé du cours de l'histoire. Mais surtout, une culture qui eût pu paraître, à un observateur – s'il avait existé – n'avoir pas plus de chances que ses concurrentes de survivre et de rayonner par delà son propre dépérissement, particulièrement rapide, a créé un univers de formes, une méthode de pensée et un mode de rapports avec le monde, qui se sont imposés par delà toutes les limites ordinaires de l'espace et du temps à la part motrice de l'espèce humaine⁴. » Son effondrement, la Grèce classique le doit à l'affaiblissement progressif de sa volonté d'affirmation et aux divisions entre ses peuples. « C'est ainsi que la Grèce, affirme Maulnier, modèle de l'Europe pour le

¹ Thierry Maulnier, *Cette Grèce où nous sommes nés*, p.97.

² Thierry Maulnier, « Même le "son et lumière" ne vaut pas un clair de lune à Athènes », in *Le Figaro littéraire*, 22 septembre 1962.

³ Thierry Maulnier, *Cette Grèce où nous sommes nés*, op. cit., p.162.

⁴ *Ibid.*, p.127.

meilleur et pour le pire, nous offre une image analogique, resserrée dans le temps comme dans l'espace, de l'histoire qui sera celle des nations européennes, acharnées dans leur lutte pour la prépondérance au point d'y méconnaître et d'y compromettre leur parenté d'origine et de culture et leur unité de destin, capables l'une après l'autre au prix de longs efforts ou par l'effet d'une fortune momentanée, de conquérir la première place, mais non de s'y maintenir¹. »

Ce culte de l'antiquité grecque et les éléments d'admiration qui le fondent chez Maulnier – la spiritualité grecque basée sur une nouvelle manière de penser l'univers, le pessimisme tragique totalement dénué d'espérance, la pensée organisatrice, la naissance de la science et de la raison, la beauté des formes –, évoquent bien entendu Maurras et sa découverte passionnée de la Grèce, dont rend compte son ouvrage *Anthinéa*². Avec une différence de taille cependant, Maulnier n'ajoute pas à cette distinction entre Orient et Occident que rend possible le moment grec, une grille d'interprétation fondée sur l'antisémitisme ; l'Orient représentant dans la vision de Maurras « la peste sémitique (...) colportée par le judaïsme et le christianisme³. » Si l'on suit Maulnier, l'Orient n'est pas corrupteur pour l'Occident. Les Grecs, au fur et à mesure de leur essaimage dans le bassin méditerranéen et sur les côtes de l'Asie mineure et de la Thrace, sont entrés en contact avec les grands empires asiatiques. Ils ont reçu les apports de l'Orient en les assimilant à leur civilisation et en se les appropriant pour améliorer leurs propres créations. Ils se sont nourri de l'Orient en se défendant avec force contre lui. De sorte que l'Occident n'a pas besoin d'un prétendu poison sémitique, ou oriental, pour introduire la corruption dans son Etre. Le doute, qui a fait la force de l'homme occidental, qui lui a permis de mettre en question l'univers et de formuler des réponses aux interrogations sur le sens de la vie, de créer l'édifice de la science moderne, a fini par se retourner contre ses instigateurs. « L'Occident a trouvé dans l'exercice du doute le moyen de la remise en question de ses propres raisons de dominer⁴. » La corruption apparaît par conséquent comme la

¹ Thierry Maulnier, *Cette Grèce où nous sommes nés*, op. cit., p.169.

² Charles Maurras, *Anthinéa*, Paris, F. Juven, 1901, 338 p.

³ Christian Amalvi, « Charles Maurras et l'Antiquité », in Olivier Dard, Michel Leymarie et Neil McWilliam (éds), *Le maurrassisme et la culture. L'Action française. Culture, société, politique (III)*, op. cit., p.195. Se reporter à ce texte pour une étude sur la place de l'Antiquité et de la Grèce chez Maurras.

⁴ « Pierre Desgraupes fait le point avec Thierry Maulnier », in *Le Point*, n°240, 25 avril 1977, p.

conséquence ultime d'une impulsion donnée par l'homme occidental lui-même. Dans ce mouvement, Descartes, joue un rôle prépondérant d'accélérateur ou de transformateur. Maulnier fait de lui « le moment d'une mutation capitale dans l'histoire de l'esprit ». « A cet égard, écrit-il, il a été comparé, à juste titre, au temps où, dans la Grèce d'Asie mineure, les Présocratiques donnent pour la première fois, pour objet principal à l'activité de la pensée humaine, l'interrogation méthodique sur la nature de l'univers et sur les éléments et les forces qui la composent et à la révolution de la première moitié du XX^e siècle qui remettait en cause toutes les données antérieurement tenues pour certaines quant à l'espace, au temps, à la matière et à l'énergie. Telles sont sans doute en effet les trois crises majeures de l'histoire de la pensée évolutive, de la pensée occidentale, crise dont l'âge classique grec et son humanisme héroïsé, le XIII^e siècle scolastique posant le problème des rapports de l'homme au divin en termes de raison, le XVIII^e siècle développant dans les sciences spéciales les principes fondamentaux établis par le XVII^e siècle et en tirant les premières conséquences techniques pour l'avènement de l'âge industriel, apparaissent comme des étapes intermédiaires. Entre l'instant où apparaît Bacon et celui où disparaît Newton, nous avons changé de monde, et au centre de ce changement il y a Descartes c'est-à-dire la double affirmation du pouvoir de l'esprit humain de remettre en question la totalité des données de la connaissance antérieure¹. »

Il n'en demeure pas moins que, pour Maulnier, la pensée et la culture grecques peuvent encore éclairer notre époque, même si cet héritage s'éloigne, parce que le mouvement de l'histoire porte l'Europe et le monde vers un nouvel univers de plus en plus inconciliable. Surtout, *Cette Grèce où nous sommes nés* rappelle la fidélité à l'humanisme classique qui traverse toute son œuvre, depuis ses premiers écrits. Mais la Grèce qu'il admire est celle du passé. « La seule Grèce parfaite, dit-il, est aussi une Grèce de statues, et de colonnes² ». C'est l'esprit de la Grèce antique qu'il recherche dans la Grèce contemporaine, au contact d'un peuple et de ses traditions, qu'il apprécie. La période où il est amené à se rendre dans ce pays lui permet aussi de

¹ Thierry Maulnier, « Les sources du fleuve », in Thierry Maulnier, Gilbert Prouteau et Paul Valéry, *Le monde a pris le large à partir de Paris*, Paris, Editions France Empire, 1982, p.41.

² Notes pour une conférence de Thierry Maulnier sur la Grèce. Fonds Thierry Maulnier, Bibliothèque municipale de Versailles, F995 (4) a.

découvrir le régime des colonels institué après le coup d'Etat du 21 avril 1967 par l'armée. Au cours de son séjour en Grèce en 1967, il a pu rencontrer les personnalités du nouveau régime et recueillir leurs déclarations, qui sont publiées dans *Le Figaro*. Il relate également les impressions qu'il a ressenties au contact de la population¹. Sans défendre l'instauration d'un régime militaire et les premières mesures mises en place par les colonels – bien qu'il estime tout de même que les Français, depuis le 13 mai 1958, sont mal placés pour donner des leçons aux Grecs –, il insiste surtout sur les périls de guerre civile et d'insurrection communiste que le coup d'Etat militaire a permis d'éviter. Depuis la découverte d'un complot visant à renverser la monarchie, dénommé « Aspida » et rassemblant des éléments de gauche de l'armée auxquels était associé le fils du premier ministre, Papandréou, la Grèce connaissait en effet une nouvelle période d'instabilité politique. Pour Thierry Maulnier, qui suivait en cela la ligne éditoriale du *Figaro*², la position stratégique de la Grèce – environnée d'adversaires communistes, avec l'Albanie pro-chinoise, la Yougoslavie titiste et la Bulgarie prosoviétique – justifiait cette intervention, aussi déplorable que soit l'instauration d'un régime autoritaire. « Le fait est que de très nombreux Grecs et parmi eux des hommes de gauche, me l'ont dit : *objectivement*, le péril de la guerre civile était imminent. (...) Fondée ou non, la crainte existait. Il faut tenir de ce que, pour de nombreux Grecs, et en grande partie à cause des souvenirs de 1944-1949, le péril communiste n'a pas le même visage que pour nous. (...). Une Grèce de "Front populaire" aurait, à coup sûr, quitté l'alliance occidentale, puisque tel était le programme avoué des coalisés de gauche. C'était là un coup presque mortel pour l'O.T.A.N. en Méditerranée : les bases alliées en Turquie privées de leurs arrières, les positions stratégiques conquises par l'Est au cœur de la Méditerranée, les répercussions directes sur l'Italie (...), la Grèce devait choisir entre l'Est et l'Ouest. (...). Le putsch du 21 avril a eu aussi pour but de maintenir la Grèce dans l'alliance

¹ Plusieurs articles évoquent la dictature des colonels : Thierry Maulnier, « La Grèce à l'heure militaire... », in *Le Figaro*, 7 septembre 1967 ; « Un civil parmi les hoplites », in *Le Figaro*, 8 septembre 1967 ; « Espoirs d'une solution pour Chypre. Mgr Makarios m'a dit... », in *Le Figaro*, 10 novembre 1967 ; « La Junte grecque devant l'électeur », in *Le Figaro*, 26 septembre 1968 ; « Grèce : an III des colonels », in *Le Figaro*, 20-21 septembre 1969.

² Sur ce point, voir : Corinne Talon, *L'image de la dictature des colonels en Grèce, à travers la presse d'opinion française : Le Monde, Le Figaro et L'Humanité, 1967-1974*, Thèse de doctorat en études néo-helléniques, sous la direction de Constantin Angélopoulos, 2009, Université de Montpellier 3, 1376 p.

occidentale¹ », confirmait Thierry Maulnier, qui faisait clairement de la lutte contre l'URSS et l'expansion du communisme, une priorité sur le maintien d'une démocratie, qui était de toute façon, selon son jugement, menacée à terme d'une dictature bien plus dure. Quant aux 2500 prisonniers du régime internés sur l'île de Yaros dans les Cyclades, « ce n'est certes pas une pensée agréable. Mais le nombre de ces internés politiques n'est pas, toute proportion gardée, d'un ordre de grandeur différent de ce qu'il était en France au plus fort de la crise algérienne² », constate-t-il, en comparant une nouvelle fois la dictature des colonels à l'installation de la V^e République. De ce qu'il peut voir de la Grèce pendant ses séjours, Maulnier est convaincu que le régime autoritaire des colonels n'est ni hitlérien, ni fasciste, ni nassérien, ni titiste. Il s'agit d'un gouvernement de salut public, qui aspire à rétablir la démocratie une fois le risque communiste écarté. « Ce gouvernement, avance-t-il, est un gouvernement provisoire, dont l'action de pacification et d'assainissement, justifiée par l'incapacité d'agir des prédécesseurs, la menace de la révolution et celle du renversement des alliances, doit déboucher sur la nouvelle constitution et le retour à la démocratie³. » Dressant un bilan des actions de la junte au bout de trois années d'existence du régime, Maulnier manifeste, au travers des informations et statistiques qu'il relate, une sympathie évidente pour l'œuvre entreprise par les colonels dans ce qui constitue l'un de ses derniers articles sur le sujet⁴. C'est la preuve qu'en matière de politique étrangère et d'analyse géopolitique, l'anticommunisme demeure, encore et toujours, une grille de lecture prépondérante pour lui jusqu'à sa disparition. Ces déclarations donnent l'opportunité au *Nouvel Observateur* d'engager une vive controverse contre Maulnier, et accessoirement son épouse, en mettant en doute leur moralité. Le magazine s'appuie sur un article paru dans une revue grecque d'opposition paraissant à Londres, le *Greek report*, qui fait état d'une intervention des services du tourisme du gouvernement grec auprès des autorités compétentes à Athènes, destinée à pousser l'attribution d'une subvention à la compagnie de Marcelle Tassencourt, afin qu'elle puisse participer au Festival d'Athènes en 1969, et surtout, que son mari soit remercié

¹ Thierry Maulnier, « La Grèce à l'heure militaire... », art. cit.

² *Ibid.*

³ *Ibid.*

⁴ Thierry Maulnier, « Grèce : an III des colonels », art. cit.

pour avoir réussi à infléchir l'attitude du *Figaro* envers la révolution des colonels. L'année précédente, la troupe Théâtre et culture avait déjà bénéficié d'une aide gouvernementale de la Grèce pour le spectacle représenté dans le cadre de ce festival. Pour mettre en cause Thierry Maulnier, qui est donc clairement accusé, mais sans aucune preuve, d'avoir monnayé sa sympathie contre des subventions pour son épouse, *Le Nouvel Observateur* cite un extrait de la lettre qu'il aurait adressée au Premier Ministre grec, le colonel Papadopoulos : « Depuis que l'été dernier ma femme Marcelle Tassencourt et moi-même avons eu le grand plaisir de participer au festival d'Athènes, aurait écrit Maulnier (...), et que nous avons eu l'honneur d'être reçus par vous, la campagne, en France, contre votre gouvernement a considérablement diminué et l'on constate une estime grandissante pour la tâche que vous avez entreprise. Je me réjouis pour ma part d'avoir contribué à cette amélioration. Je souhaite continuer à renforcer les liens de l'amitié franco-grecque et c'est une des raisons pour lesquelles ma femme et moi-même serions extrêmement heureux de représenter la France cette encore au festival d'Athènes¹. » A la suite de quoi, Marcelle Tassencourt se serait vu attribuer une subvention de 15 600 dollars pour sa participation. Dans sa réponse au journal, Maulnier apporte un démenti formel à cette information en affirmant que son épouse n'a bénéficié d'aucune aide ni d'aucun traitement de faveur du gouvernement grec, tant en 1968 qu'en 1969. Il ne conteste pas avoir eu des échanges épistolaires avec le colonel Papadopoulos ; par contre il indique que les extraits publiés par *Le Nouvel Observateur* lui « semblent avoir subi (...) des modifications, ou coupures ou interpolations qui donnent à penser² » sur les méthodes pratiquées par le magazine en matière de journalisme. Et Maulnier poursuit en rappelant : « je n'ai jamais fait mystère de la "sympathie" et de "l'intérêt" que je porte à plus d'un aspect d'une action qui tend et réussira peut-être à créer les conditions (...) qui sont en tout état de cause nécessaires au rétablissement de libertés démocratiques réelles. Mes articles sur ce sujet ont paru dans *Le Figaro*. Insinuer que j'ai monnayé ou voulu monnayer ces articles est diffamatoire. La "note" selon laquelle j'aurais "infléchi" l'attitude du *Figaro* est fantaisiste³. » Les attaques du *Nouvel Observateur* se poursuivent dans le

¹ Patrick Lorient, « L'académicien, Molière et les colonels », in *Le Nouvel Observateur*, 26 janvier 1970, p.34.

² « Une lettre de Thierry Maulnier », in *Le Nouvel Observateur*, 9 février 1970, p.3.

³ « Une lettre de Thierry Maulnier », art. cit.

numéro du 23 février suivant¹, mais Maulnier préfère ne pas y répondre, sans doute pour ne pas nourrir une polémique qu'il juge stérile, et sur laquelle, à l'instar du rédacteur du magazine en 1970, nous ne disposons pas plus, aujourd'hui, d'éléments pour établir la vérité des faits. Dans cette controverse, qui dissimule mal une volonté évidente de nuire à un intellectuel établi, il faut surtout retenir que Thierry Maulnier ne cache pas la « sympathie » qu'il éprouve pour l'œuvre de rénovation nationale engagée par le régime des colonels.

De la « mini-révolution de 1968² » au retour de la gauche au pouvoir

Au plan intérieur, les mutations au sein de la gauche en 1968 et au lendemain des événements du mois de mai, et l'apparition de nouvelles forces à l'extrême gauche, non affiliées au Parti Communiste Français, qui commencent à contester l'influence prédominante des communistes au sein de la classe ouvrière³, obligent Thierry Maulnier à faire quelques mises au point dans son discours. Il doit désormais prendre en compte la montée en puissance du militantisme gauchiste, maoïste, libertaire, trotskiste et chrétien de gauche qui voit son influence grandir dans les catégories inférieures de la classe ouvrière et parmi les travailleurs immigrés originaires du Maghreb, où le PCF a du mal à prendre pied. L'attitude de Thierry Maulnier face à cette transformation au sein de la gauche française est d'autant plus intéressante que les militants de l'extrême gauche bâtissent un nouveau corpus idéologique sur des thèmes qui ne sont pas forcément très éloignés de ceux utilisés en son temps par la Jeune Droite, autour de la critique de la société de consommation, la stigmatisation de l'*American way of life*, du capitalisme et de la divinisation du progrès scientifique et technique. Ainsi, Maurice Bardèche, ancien camarade de Maulnier au sein de la Jeune Droite, passé du maurrassisme au néo-fascisme, remarque que « parmi les slogans qui couvraient les murs de la Sorbonne, il y en a que des hommes très éloignés des

¹ Patrick Lorient, « L'ami des colonels », in *Le Nouvel Observateur*, 23 février 1970, p.48.

² Thierry Maulnier, « Travail, loisirs, ennui.. », in *Le Figaro*, 23-24 octobre 1976.

³ Sur le PCF et le militantisme d'extrême gauche, voir : Julian Misch, « Le PCF face au "problème gauchiste" », in Gilles Richard et Jacqueline Sainclivier (dir.), *Les partis à l'épreuve de 68. L'émergence de nouveaux clivages, 1971-1974*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2012, pp.209-222.

groupements “gauchistes” auraient pu signer¹ ». Il reste un élément important à prendre en compte dans les réactions de Thierry Maulnier face aux mutations de la gauche et à ce qu’il appelle la « mini-révolution » de mai 1968, qui en dit long déjà sur ce qu’il pense des événements ; Maulnier est plus que jamais, à partir des années 1960, un cavalier solitaire, qui développe sa pensée en dehors des cercles intellectuels et partisans. Ni son appartenance aux équipes du *Figaro* et du *XX^e Siècle fédéraliste*, ni le fait d’avoir rejoint l’Académie ne peuvent avoir d’influence sur son corpus intellectuel. Et son compagnonnage, évoqué plus loin, avec Dominique Venner et l’Institut d’Etudes Occidentales dans les années 1970, n’a rien de déterminant dans son parcours, même s’il s’y implique avec beaucoup de volonté. Le centenaire de la naissance de Maurras, en 1968, n’est pas non plus pour lui l’occasion de se rapprocher des organisations maurrassiennes. Il accepte néanmoins de faire partie du comité de patronage des manifestations du centenaire organisées par Jacques Maurras, et de prendre la parole, aux côtés du duc de Lévis-Mirepoix, d’Henri Massis et de Gustave Thibon dans une journée consacrée à Maurras au théâtre des Champs-Élysées à Paris². De sorte qu’il se tient totalement en dehors du débat interne aux droites radicales entre le soutien à une extrême gauche dont l’hostilité au régime peut être un point de convergence et le soutien au régime gaulliste. Autant antigauchiste qu’anticommuniste, au nom de la lutte contre la subversion de la civilisation occidentale, jamais il ne donne dans l’antigaullisme, sans pour autant porter aux nues l’action politique du général de Gaulle et de ses partisans. Au fond, il est plus admiratif du personnage, brillant mystificateur, et de la légende qu’il a réussi à créer autour de lui, que de son action. Si l’on se réfère à l’expérience d’Alain de Benoist pendant la crise de 1968, il existe « une coupure irrémédiable entre deux types d’hommes de droite. D’un côté ceux qui, sans doute, n’aimaient guère la société bourgeoise, mais détestaient plus encore le communisme (la “subversion”) et qui, précisément, reprochaient avant tout aux sociétés libérales de créer les conditions à son

¹ Maurice Bardèche cité par Olivier Dard, « Les droites nationalistes en Mai 1968 », in Bruno Benoît, Christian Chevandier, Gilles Morin, Gilles Richard et Gilles Vergnon, *A chacun son Mai ? Le tour de France de mai-juin 1968*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2011, p.365.

² Lettre de Jacques Maurras à Thierry Maulnier, datée du 25 février 1968. Fonds privé Thierry Talagrand. Et conférence de Thierry Maulnier pour le centenaire de Maurras. Fonds Thierry Maulnier, Bibliothèque municipale de Versailles, F995 (2) b.

instauration : ceux-là, lorsqu'ils n'ont pas d'autre choix, deviennent toujours les chiens de garde du système. De l'autre, ceux pour qui la société bourgeoise était bel et bien l'ennemi principal et qui regardaient les communistes comme des compétiteurs, des concurrents, plutôt que comme des ennemis¹. » Selon cette analyse, le Maulnier de 1968 se situe forcément dans la première catégorie parce qu'il n'est plus question pour lui d'imaginer de promouvoir une quelconque révolution, et parce son anticommunisme l'écarte définitivement des militants d'extrême gauche, dont il est par ailleurs incapable de partager les tendances nihilistes et destructrices. Comme tous les commentateurs, Thierry Maulnier a livré ses propres interprétations de la crise de mai 68, en combinant des approches multiples, car au fond, il n'y a pas qu'une seule explication. Celles-ci s'apparentent plus ou moins à certaines des sources de justification utilisées par les nombreux interprètes qui se sont penchés sur le sujet². Il y a d'abord l'explication sociologique, qui fonctionne aussi bien pour expliquer les événements à l'Est qu'à l'Ouest, avec l'arrivée à l'université d'une jeunesse nombreuse, avide de puissance et impatiente d'agir à la place de ses aînés. Les événements de mai 68 relèvent d'un conflit de générations. Ce qui permet d'aborder l'interprétation plus psychanalytique selon laquelle la crise de mai aurait été le résultat de frustrations infantiles et relèverait d'une sorte de rituel de « meurtre du père³ ». Pour justifier cette thèse, Maulnier avance la contestation de l'autorité des professeurs et de leur enseignement, des valeurs incarnées par les parents et l'agressivité qui s'est développée contre le général de Gaulle, symbole politique du père, de par sa stature particulière. Il note cependant que les revendications des jeunes révoltés sont complètement ambivalentes et s'expriment tout à la fois, dans le désir de responsabilité et d'irresponsabilité, de liberté et de sécurité, d'identification à l'adulte et de refus du monde adulte. « On désire, écrit Maulnier, une société qui soit un refuge contre l'aventure de vivre, qui soit aussi tiède, nourricière et protectrice que le ventre

¹ Alain de Benoist cité par Olivier Dard, in Bruno Benoît, Christian Chevandier, Gilles Morin, Gilles Richard et Gilles Vergnon, *A chacun son Mai ? Le tour de France de mai-juin 1968*, op. cit., p.361.

² Sur les interprétations de la crise de mai 1968 et sur le rôle des intellectuels, voir : Philippe Bénéton et Jean Touchard, « Les interprétations de la crise de mai-juin 1968 », in *Revue française de science politique*, 20^{ème} année, n°3, 1970, pp.503-544 ; Geneviève Dreyfus-Armand, Robert Frank, Marie-Françoise Levy et Michelle Zancarini-Fournel (dir.), *Les années 68. Le temps de la contestation*, Bruxelles-Paris, Complexe-IHTP-CNRS, 2000, 525 p. ; Bernard Brillant, *Les clercs de 68*, Paris, PUF, 2003, 629 p.

³ Thierry Maulnier, « Le meurtre du père », in *Le Figaro*, 2 juin 1968.

maternel. On lui en veut de n'être pas le ventre maternel. La contradiction du rapport infantile au milieu parental s'exprime assez bien dans la volonté de détruire un Etat auquel on demande en même temps de résoudre tous les problèmes, et notamment de subventionner l'action révolutionnaire qui doit l'abattre¹. » Mai 68 est donc la conséquence d'une civilisation occidentale, déséquilibrée par l'expansion technologique et tous les nouveaux problèmes qui se posent à l'homme dans cette société éperdue de progrès, qui ne dispose désormais plus de ses points de repères. Par réaction envers la société industrielle, technocratique et matérialiste, la jeunesse contestataire d'extrême gauche, comme la Jeune Droite des années trente, a tendance à se tourner vers de nouvelles utopies « archaïsantes ». Dans la société française de la fin des années soixante, aussi paisible qu'ennuyeuse pour une jeunesse qui se tourne de plus en plus vers les drogues, les pulsions agressives refoulées ont par ailleurs trouvé le moyen de se manifester dans la violence des troubles révolutionnaires. « Le XXe siècle a donné à l'homme la disposition d'énergies illimitées, non la disposition de soi, pense Maulnier. (...). L'homme du XXe siècle est obsédé de démons, c'est-à-dire de forces dont il n'a pas le contrôle, autant qu'il a pu l'être aux pires époques d'obscurité et de fatalité : jamais nos semblables n'ont vécu dans un équilibre plus instable, prêts à s'abandonner aux tentations du désordre et de la nuit. Les grands sentiments élémentaires primitifs, destructeurs, rôdent plus menaçants que jamais autour de la conscience des civilisés². » C'est la crise des valeurs occidentales, ou plutôt leur dépérissement inéluctable qu'évoque ici Maulnier. Mai 68 a donné tout son éclat retentissant à cette très longue crise, dont les prémices étaient déjà évoqués par la Jeune Droite dans les années trente.

A toutes ces interprétations s'ajoute enfin l'explication politique qui s'exprime généralement chez les commentateurs par l'insatisfaction provoquée par les mesures d'austérité économique et financière engagées par le gouvernement, l'apparition d'un taux de chômage élevé pour l'époque qui angoisse notamment les jeunes arrivant bientôt sur le marché du travail et, une raison évoquée par Maulnier, qui n'oublie pas son corpus d'idées maurrassiennes et proudhoniennes, le fossé creusé entre les

¹ Thierry Maulnier, « Le meurtre du père », art. cit.

² Thierry Maulnier, « Les dangers de l'Occident », in *Occident*, janvier 1948, p.3.

gouvernants et les gouvernés par la disparition des corps intermédiaires¹. Sans compter, bien entendu, l'influence de la révolution culturelle chinoise et de toutes les autres formes de subversions, castriste, trotskiste, anarchiste, auxquelles doit faire face la civilisation occidentale. Maulnier souligne ainsi la manœuvre géniale de Mao, qui a fonctionné en Chine et qui a été reproduite, sans le succès escompté, dans les pays occidentaux, « utilisant pour la première fois la jeunesse en tant que telle comme force révolutionnaire, pour combattre et vaincre l'appareil en place de son propre parti où il se heurtait à une opposition puissante. Une révolution n'est en principe possible que si elle libère des forces montantes. Or, la loi même de l'évolution de la société industrielle fait du prolétaire et selon la définition de Marx une force décroissante, parce que cette force est numériquement de plus en plus faible et socialement de plus en plus intégrée. (...). La "classe ouvrière" aspire à jouir de la "société de consommation", elle ne la conteste pas. Une idéologie révolutionnaire d'inspiration maoïste a peut-être des chances de progrès dans la société industrielle en reportant son point d'appui principal sur la jeunesse insatisfaite, croissante en nombre et en agressivité, riche de vitalité inemployée, et aisément mobilisable. Les "fascismes", eux aussi, conclut-il, avaient misé sur cette carte-ci². » Pour les résumer de manière quelque peu caricaturale, en fonction des thèses de Thierry Maulnier, ces événements révolutionnaires furent l'œuvre des « enfants gâtés de la bourgeoisie étudiante », nourris de théories subversives dans une époque qui était encore celles des beaux jours de la société de consommation, et qui s'est déroulée comme un jeu, pour jouer à l'adulte et réformer le monde sans en assumer les responsabilités, sur le « pavé confortable des grandes villes au printemps³. » Il insiste ainsi énormément sur l'allure infantile de cette « mini-révolution », qui marque cependant une vraie coupure historique par l'ampleur de ses retombées dans la société française, et dans l'ensemble de la civilisation occidentale, si l'on considère le mouvement international de contestation qui s'est manifesté en 1968, dans son ensemble. « En fait, explique Maulnier presque dix ans plus tard, si elle n'a pas provoqué de changements politiques à court terme, tout le climat culturel de la nation s'est trouvé changé, pour ainsi dire du

¹ Voir Thierry Maulnier, « Fausse ou vraie révolution ? », in *Le Figaro*, 11 septembre 1968.

² *Ibid.*

³ Thierry Maulnier, « Mai 68 ? », in *Le Figaro*, 25-26 février 1984.

jour au lendemain. Des parents ont découvert leurs enfants, la gauche a découvert une autre gauche à sa gauche, le règne – le monopole – de la terreur a été consolidé ou instauré dans les facultés, dans les théâtres, les maisons de la culture, dans l'information, jusque dans les salons de la bourgeoisie opportuniste. Il est surprenant que de telles conséquences soient issues d'une sorte de fête des Fous, d'une bacchanale politico-philosophico-sexuelle, que personne n'a prise au sérieux (...) et qui, plutôt que la révolution, en était la dérision involontaire, la parodie. Pourquoi ? Parce que toute la société devant elle était vermoulue, privée de confiance en elle-même – à bout de souffle. Dans une nation épuisée mais parvenue à un certain bien-être, les poussées révolutionnaires elles-mêmes manquent de force. La résistance était molle, mais la poussée était faible. Une société en déclin marque de sa propre faiblesse les énergies révolutionnaires qui se lèvent en elle pour la contester. Les jeunes gens de 1968 étaient des enfants de vieux¹ », avec des rêves de vieux : la révolution à l'abri de la sécurité sociale, se moque Thierry Maulnier. Cette coupure historique engendrée par la crise de mai s'exprime nulle part ailleurs mieux que dans la littérature et le théâtre. Dans les années soixante, les critiques dramatiques de Maulnier pour la très sage *Revue de Paris*, retrouvent la vigueur de certains articles des années trente. La politique se propageant sur les scènes de théâtre, elle revient aussi au premier plan dans ses chroniques. Sont ainsi dénoncés la subversion au théâtre, les jeunes animateurs contestataires qui font une carrière confortable dans les théâtres subventionnés par une société bourgeoise qu'ils se font un devoir de détruire, le nihilisme et le non-conformisme de convention, pour être dans le ton de l'époque et parce que la révolte se vend bien. Il est désormais du meilleur goût de tourner en dérision la bourgeoisie, ainsi que les valeurs de la civilisation occidentale, par un glissement constant vers le scandale, la violence, le blasphème, l'avilissement, la misère, l'exhibitionnisme sur scène. Brecht est ainsi la bête noire de Maulnier qui ne supporte plus de voir ses pièces de propagande politique envahir les scènes de théâtre. « On est brechtien, ou l'on n'appartient pas à l'élite² », lance-t-il pour moquer le snobisme intellectuel. Dans le théâtre subversif toujours, il y a encore les œuvres du

¹ Thierry Maulnier, *Les vaches sacrées*, op. cit., p.357.

² Thierry Maulnier, « Bertolt Brecht partout », in *La Revue de Paris*, juillet 1960, p.137. Voir aussi : Thierry Maulnier, « Brecht et Shakespeare », in *La Revue de Paris*, février 1968, pp.128-131.

répertoire classique qui sont mises en scène de telle manière qu'elles puissent servir à délivrer un message social en accord avec l'air du temps et les idées gauchistes des metteurs en scène. « Une société bourgeoise (en vérité de plus en plus bourgeoise jusque dans sa classe ouvrière), constate-t-il, a installé sur les planches de ses théâtres, de ses centres dramatiques et de ses maisons de la culture une sorte de “révolution permanente” ainsi rendue à peu près inoffensive, émasculée. Mais l'art maudit peut-il encore se parer des prestiges de l'art maudit quand il est devenu l'art officiel ? (...). Le “théâtre de dénonciation” à sens unique tel qu'il règne désormais sur nos scènes, c'est-à-dire dans l'éventail qui va du pacifisme humanitaire au nihilisme pur – à l'exclusion de toute autre tendance – constitue aujourd'hui l'attitude artistique la plus confortable et la moins risquée qui soit. On aurait grand besoin d'un nouveau non-conformisme¹ ». Maulnier voit dans l'offensive des « nouveaux bien-pensants² » qui envahissent la scène, une entreprise « terroriste », qui n'accepte pas les autres formes d'expression culturelle, et ne porte pas encore le nom de « politiquement correct ». Pour Maulnier, la contestation et la subversion ont envahi la société, et plus spécifiquement le monde culturel, ce qui paraît d'autant plus paradoxal que l'aisance matérielle et les possibilités de confort offertes au plus grand nombre n'ont jamais été aussi importantes dans l'histoire.

Cette colonisation de la société par le conformisme révolutionnaire, corollaire de l'embourgeoisement de la révolution, est l'une des principales mutations que Maulnier observe après 1968. « La gauche est-elle encore à gauche ?³ », s'interroge-t-il régulièrement entre la crise de mai et les premières années du régime mitterrandien. Est-elle encore révolutionnaire, quand les mouvements gauchistes se livrent à une « parodie » de révolution en 1968, quand le PCF dénonce ouvertement les dangers du gauchisme en 1968 et se lance dans une stratégie unitaire avec le Parti Socialiste dans le cadre du programme commun en 1972 ? Maulnier constate que les principes alors défendus par la gauche, qu'il s'agisse de la décentralisation, du discours écologique

¹ Thierry Maulnier, « De l'affaire des “Paravents” au Mai de Versailles », in *La Revue de Paris*, juin 1966, pp.133-134.

² Thierry Maulnier, « Les nouveaux bien-pensants », in *La Revue de Paris*, juin 1964, pp.121-123.

³ Thierry Maulnier, « La gauche est-elle encore à gauche ? », in *Le Figaro*, 25-26 juillet 1981.

sur la préservation de la nature, de la dénonciation de la prolifération urbaine, sont des thèmes qui étaient dans sa jeunesse défendus par la droite, notamment maurrassienne ou d'inspiration traditionaliste. L'URSS, loin d'avoir renversé les valeurs bourgeoises, « les a restaurées et les protège par le K.G.B. et le goulag au profit d'une nouvelle classe de maîtres. Elle nous propose l'image de la gauche la plus à droite du monde¹ », raille-t-il. Maulnier n'est pas tendre non plus envers le gauchisme, qu'il accuse, par sa violence et ses revendications inaccessibles, de faire le jeu de la société existante ; et par le pourrissement des institutions – famille, armée, magistrature... – auxquels il se livre, de préparer le lit du communisme. D'ici à l'instauration d'un régime communiste, le « gauchisme contribue à donner son label mondain à la révolution. Il ouvre d'agréables carrières à la contestation subventionnée, et il permet à ses adeptes de vivre le rêve révolutionnaire dans le confort d'une société bourgeoise jusqu'au jour où ils seront les premières victimes de celle qui lui succèdera². » La gauche, qu'elle soit contestataire ou socialiste, a pour lui le défaut de toujours conduire à la privation progressive des libertés, par l'anarchie et l'instauration, qui s'ensuit, de régimes de plus en plus autoritaires, voire au communisme, que Maulnier appelle aussi « socialisme totalitaire³ ». A plus forte raison encore si le Parti Socialiste et le Parti Communiste s'associent dans un programme commun de gouvernement. Il ne croit donc pas au « socialisme dans la liberté » que prône François Mitterrand et redoute, bien évidemment, le retour de la gauche au pouvoir à partir des législatives de 1973 qui marquent le début de la renaissance socialiste. Quant au programme commun, « inflationniste, démagogique, irréalisable⁴ », et attribuant surtout un rôle démesuré à l'Etat, il est la preuve du danger que le socialisme étatiste fait courir aux Français, pour la sauvegarde de leurs libertés individuelles. La tentative du Parti socialiste de trouver une voie française vers un « socialisme à visage humain » en s'inspirant des modèles étrangers ne lui inspire que des réserves, en particulier l'expérience chilienne, alors à la mode en France dans les milieux socialistes. « Une des grandes forces du socialisme (...) a été, au XIXe siècle, de bénéficier du prestige de ce qui n'était pas

¹ Thierry Maulnier, « La gauche est-elle encore à gauche ? », art. cit.

² Thierry Maulnier, *Le sens des mots, op. cit.*, p.100.

³ Thierry Maulnier, « Le modèle chilien », in *Le Figaro*, 4 décembre 1971.

⁴ Thierry Maulnier, « Un chèque en blanc », in *Le Figaro*, 15 mars 1978.

encore, face aux imperfections, aux injustices, aux tares de ce qui était. Mais aujourd'hui, le socialisme est réalisé (se donne à tort ou à raison pour réalisé) sur un terre de la surface des terres habitées et pour un tiers de la population du monde. Il ne se présente donc plus à nous comme un modèle de société idéale (...), mais comme une série de modèles réels, institutionnellement différents, à des degrés différents de développement (...), apparentés pourtant par des références communes à Marx, sinon à Lénine et à ses héritiers. La comparaison peut donc s'établir entre des objets de même nature. Y a-t-il, dans le monde (...), des "modèles socialistes" qui puissent être proposés aux sociétés occidentales avancées¹ ? » La réponse est évidemment non pour Thierry Maulnier, qui considère que le socialisme a été un échec partout où il a exercé le pouvoir. « Son échec semble être là où devait être sa justification, là où il s'agit du bonheur des hommes² ». Nulle part, le socialisme n'a été capable de remédier aux tares et aux insuffisances de la société libérale de type occidental, qu'il n'est d'ailleurs, pour lui, pas question de nier. C'est ainsi ce qu'il conclut de l'évolution du Chili du président Salvador Allende vers la violence dictatoriale qui était d'une certaine manière inéluctable, car il y a un gouffre entre, d'un côté les espoirs et les attentes irréalistes des ouvriers et les possibilités d'action effectives des gouvernements socialistes pour mettre fin rapidement à la misère et à l'exploitation. De sorte que le socialisme, au moins d'inspiration marxiste, est une chimère, qui se termine toujours par la dictature. « Les chemins de la liberté dans le socialisme ne sont pas faciles, on l'a vu à Prague. Les chemins du socialisme dans la liberté ne sont pas faciles non plus. Et l'exemple chilien est un bon sujet de méditation pour les guides français de notre nouveau "Front populaire"³. » De sorte, conclut-il radicalement, que « pour les socialistes réellement attachés à la liberté, il n'y a peut-être, en fin de compte, qu'un moyen, le moyen scandinave, anglais, ouest-allemand, pour sauvegarder la liberté : ne pas faire le socialisme⁴. » C'est ce que démontre l'évolution pragmatique du Parti Socialiste, après la rupture du régime mitterrandien avec les communistes, vers un réformisme social-démocrate qui se contente de toiletter de façon très prudente les

¹ Thierry Maulnier, « Y a-t-il des "modèles socialistes" ? », in *Le Figaro*, 26 septembre 1972.

² *Ibid.*

³ Thierry Maulnier, « Au seuil du drame », in *Le Figaro*, 17 octobre 1972.

⁴ Thierry Maulnier, « Un amour malheureux », in *Le Figaro*, 3 mai 1974.

tares économiques et sociales de la civilisation capitaliste occidentale¹. De 1981 jusqu'à sa disparition, les critiques de Maulnier à l'égard des socialistes se font pourtant beaucoup moins virulentes que par le passé. François Mitterrand ne provoque pas chez lui la même hostilité violente que Léon Blum. Au nouveau pouvoir dont il redoute l'emportement révolutionnaire, il adresse tout de même ce conseil : « Une des tâches les plus honorables qu'une société puisse se donner est l'amélioration des conditions de vie des plus défavorisés de ses membres. Mais cette tâche demande du doigté et de la patience si l'on veut éviter des effets paradoxaux qui iraient contre le but recherché². » Sous sa plume, les attaques directes contre le Président de la République sont quasi inexistantes dans *Le Figaro*. Maulnier préférerait sans nul doute Valéry Giscard d'Estaing, dont il n'était pas particulièrement proche, mais qui l'avait promu au grade de Commandeur de la Légion d'honneur, au cours d'une réception à l'Élysée le 3 novembre 1976. Avec Mitterrand, l'absence de points de convergence n'empêche pas Maulnier de lui envoyer tout de même une lettre de félicitations au lendemain de l'élection présidentielle³. Il faut y voir la preuve que l'intellectuel établi qu'est devenu Maulnier s'accommode de tous les gouvernements, sans pour autant transiger avec ses propres convictions. Mais d'une manière générale, qu'il s'agisse de politique intérieure ou étrangère, de billets d'humeur ou d'analyses de la société, ses chroniques ne développent plus la force intellectuelle qu'elles avaient auparavant. Thierry Maulnier est atteint depuis le début des années 1970 déjà de la maladie de Parkinson qui affaiblit sa constitution générale. La progression de la maladie et les états d'asthénie qui l'accompagnent rendent plus difficiles ses travaux d'écriture. Depuis, il a tout de même publié plusieurs ouvrages, de dimension moindre dans son

¹ Sur ce point, voir le bilan des quatorze années de pouvoir de François Mitterrand que dresse Jacques Julliard, in *Les gauches françaises 1762-2012 : Histoire, politique et imaginaire*, Paris, Flammarion, 2012, pp.799-818. « Pendant quatorze ans – on peut à la rigueur en excepter les premiers mois –, François Mitterrand a pratiqué une politique réformiste sans jamais le reconnaître. Encore le mot “réformiste” est-il inadéquat, et n'est employé ici que pour sacrifier à la tradition. Car le réformisme est par définition une politique de mouvement et de novation. Dans le cas de Mitterrand, c'est plutôt d'immobilisme de gauche qu'il faudrait parler. On ne saurait dire que, au bout de quatorze années de pouvoir socialiste, la France se soit trouvée beaucoup changée. » (p.816).

² Thierry Maulnier, « Des vérités premières », in *Le Figaro*, 5 juin 1981.

³ Lettre qui devait être suffisamment sympathique pour que Mitterrand lui réponde : « Cher Maître, Le message que vous avez bien voulu m'adresser me touche particulièrement. Au moment d'entreprendre les lourdes tâches qui m'incombent pour le renouveau de la France, je suis très sensible à vos félicitations ». (Lettre de François Mitterrand, Président de la République, à Thierry Maulnier, datée du 15 juin 1981. Fonds privé Thierry Talagrand). Par la suite, Maulnier lui adresse ses ouvrages, *L'Etrangeté d'être* et *Le Dieu masqué*.

œuvre, mais entièrement inédits : *L'honneur d'être juif*¹, essai d'interprétation du génie juif écrit en collaboration avec son ami Gilbert Prouteau, à travers lequel des deux auteurs tentent de « retrouver le lien originel et le cordon ombilical, de rassembler dans la même corbeille les fruits fabuleux de l'arbre de Judée² » qui a essaimé dans toutes les civilisations occidentales et pris part aux plus grandes révolutions contemporaines ; mais aussi une confrontation d'idées avec l'intellectuel communiste Jean Ellenstein, intitulée *Dialogue inattendu*³ ; ainsi qu'un autre ouvrage avec Gilbert Prouteau qui aborde la genèse de la capitale française et éclaire la manière dont elle devint le « phare intellectuel du monde chrétien occidental⁴ », *Le monde a pris le large à partir de Paris*, préfacé par Jacques Chirac. Tous ces ouvrages ont pour point commun d'étudier les lignes de force qui parcourent la civilisation occidentale, dans un passé lointain, ou plus récent pour ce qui concerne les entretiens avec Jean Ellenstein.

Une civilisation mise à l'épreuve

Toutes ces études sur l'histoire de la civilisation occidentale nourrissent les réflexions de Maulnier sur l'état actuel de la société contemporaine, qu'il résume dans une comparaison avec la Grèce : « Les Européens d'aujourd'hui peuvent encore choisir d'être la Grèce au temps de Xerxès ou la Grèce au temps de Philippe de Macédoine⁵ », c'est-à-dire une civilisation unie par la conscience d'une même origine et des valeurs communes qui a remporté une victoire sur ceux qui l'assaillirent, ou une Europe désunie, où chaque nation joue son propre jeu, pendant que la société occidentale se décompose sous les assauts des barbares qui ont bénéficié en partie des bienfaits de sa civilisation. Mais au fond, ce discours sur la crise de la civilisation n'est ni original, ni neuf, puisque Maulnier lui-même y a eu souvent recours dans sa pensée. Il est aussi présent chez d'autres anciens maurrassiens aux itinéraires contrastés : chez Maurice Bardèche, qui fonde en 1952 la célèbre revue *Défense de l'Occident* ; dans les écrits

¹ Thierry Maulnier et Gilbert Prouteau, *L'honneur d'être juif*, Paris, Robert Laffont, 1971, 269 p.

² *Ibid.*, p.19.

³ Thierry Maulnier et Jean Ellenstein, *Dialogue inattendu*, *op. cit.*

⁴ Thierry Maulnier, Gilbert Prouteau, Paul Valéry, *Le monde a pris le large à partir de Paris*, *op. cit.*, p.31.

⁵ Thierry Maulnier, « Déclin et chances présentes de l'Europe II. », in *La Revue des deux mondes*, avril 1966, p.329.

des Hussards ; dans la revue *Accent grave*, créée en 1963 et sous-titrée « la revue de l'Occident ». Celle-ci réunit dans son comité de patronage Pierre Boutang, Michel Déon, Roland Laudenbach, Paul Sérant, Pierre Andreu ou Philippe Hédouy. Le thème de la décadence est également présent dans l'œuvre de Michel Déon¹. Dans *Parlons-en...*², livre d'entretiens avec sa fille, Déon évoque la ruine de la civilisation occidentale, complètement paralysée, qui a perdu sa créativité et recherche son principe moteur dans une contre-culture qui n'est rien d'autre que l'absence de culture. Mais la fin du XX^e siècle n'est pas un moment comme les autres de la longue crise de la société occidentale. Pour Maulnier, les civilisations commencent à dépérir quand elles s'appuient sur des valeurs qui contredisent leur propre besoin d'affirmation. Tel est précisément le cas de la nôtre, qui s'acharne à détruire ses propres valeurs en cherchant à leur substituer des contre-valeurs mortifères. Comparant le déclin de la société occidentale à la chute de Rome, Maulnier constate une différence fondamentale qui fait toute la singularité de la crise contemporaine de l'Occident : « la civilisation impériale romaine ne se condamne pas elle-même au nom de son propre système de valeurs, elle ne se dénie pas, par la voix de ses propres intellectuels, le droit à l'existence. Il était réservé à la nôtre, la première dans l'histoire, de prendre contre elle-même le parti de ses adversaires, de construire son cheval de Troie à l'intérieur de ses propres murs³. » Pour dire les choses encore plus simplement, la civilisation occidentale est la seule que l'on puisse voir retourner ses propres armes – les principes communs qui soutiennent son combat pour l'existence – contre elle-même. C'est la raison pour laquelle il est désormais possible de parler du suicide de l'Occident. La « fatigue des maîtres », qu'évoque souvent Maulnier, à l'origine de l'effondrement des empires, a atteint un stade ultime. L'Occident est aujourd'hui mis à l'épreuve par ses propres conquêtes, par ses idées, par ses techniques, que le monde anti-occidental est en train de retourner contre lui, dans un combat où il observe ses adversaires avec la complaisance du condamné à mort. Tout ce au nom de quoi l'empire universel occidental a été ou est contesté, la morale, le communisme, le nationalisme anticolonialiste, la dénonciation de l'impérialisme, toutes les idées philosophiques et

¹ Voir par exemple les pages de *Tout l'amour du monde*, Paris, La Table Ronde, 1955 et 1960.

² Michel Déon, Alice Déon, *Parlons-en...*, Paris, Gallimard, 1993, pp.124-131.

³ Thierry Maulnier, *L'étrangeté d'être*, op. cit., pp.273-274.

sociales qui servent de justification à la contestation de l'Occident, ont été pris à l'Occident lui-même. « Toutes les sociétés du passé ont toujours, avec plus ou moins de bonheur, créé ou maintenu des valeurs qui étaient en accord avec elles, qui les aidaient à vivre. Au pire, elles laissaient s'affaiblir, périlcliter ces valeurs. Elles ne les détruisaient pas volontairement pour se détruire elles-mêmes. La société industrielle occidentale est la première qu'on puisse voir acharnée non seulement à détruire ses propres valeurs, mais à leur opposer un système de contre-valeurs suicidaires ; la première qu'on voit saisie par la fascination de sa propre mort¹ », affirme Maulnier.

Le combat qu'il mène alors contre la déliquescence occidentale s'oriente dans deux directions principales : d'abord le retour à une action intellectuelle « militante » dans les parages du GRECE² – de la manière dont Maulnier a toujours pratiqué l'engagement, c'est-à-dire par le biais de colloques, de débats, de création de revue – ; ensuite le recours à un nouveau style littéraire, l'aphorisme, qui était sans doute le mieux adapté aux messages qu'il avait à transmettre à ses compatriotes ; un mélange savamment ordonné d'intuitions philosophiques, historiques, sociologiques, scientifiques, à la manière des grands moralistes ou de son maître de toujours, Nietzsche. En ce qui concerne le premier axe, Maulnier participe au lancement de l'Institut d'Etudes Occidentales – IEO – aux côtés de Dominique Venner et de Jean-Claude Bardet, futur secrétaire général adjoint du GRECE. L'IEO est fondé à l'automne 1968. Dominique Venner vient alors de quitter définitivement la politique active, à la suite de l'échec électoral du Rassemblement Européen de la Liberté (REL) aux élections législatives de mars 1967, pour se consacrer à un combat de dimension plus culturelle, qui trouve sa raison d'être dans l'envahissement de la culture et du monde intellectuel par la pensée de gauche. Thierry Maulnier, qui n'a plus mené d'actions militantes depuis de longues années, accepte d'assumer la présidence

¹ Thierry Maulnier, « La crise des valeurs en Occident », in *Cité-Liberté*, n°1, novembre 1970, p.6.

² Le Groupement de Recherche et d'Etudes pour la Civilisation Européenne, à l'origine de ce qui a été baptisé depuis, « la Nouvelle droite », a été fondé à Nice en janvier 1968 par 40 personnes, parmi lesquels figurent notamment Alain de Benoist, Giorgio Locchi, Jean-Jacques Mourreau, Maurice Rollet, Jean-Claude Valla, Pierre Vial, Julien Lebel (pseudonyme de Dominique Venner) et Jean-Marcel Zagamé. Sur le GRECE, se reporter à : Anne-Marie Duranton-Crabol, *Visages de la Nouvelle droite. Le G.R.E.C.E. et son histoire*, Paris, Presses de la FNSP, 1988, 267 p. ; Pierre-André Taguieff, *Sur la Nouvelle droite*, Paris, Descartes et cie, 1994, 426 p. ; Olivier Dard, « Les droites nationalistes en Mai 1968 », in Bruno Benoît, Christian Chevandier, Gilles Morin, Gilles Richard et Gilles Vergnon, *A chacun son Mai ? Le tour de France de mai-juin 1968*, op. cit.

d'honneur de cet institut. Dominique Venner a relaté leur rencontre et son admiration pour Maulnier dans *Le Cœur rebelle*. Il cherchait alors une « personnalité d'un haut niveau intellectuel et largement respectée¹ », susceptible d'« assurer la direction intellectuelle » de la structure qu'il avait l'intention de créer. « A ma demande, explique Venner, il m'avait reçu au *Figaro* dans les premiers jours de septembre 1968. (...) Homme discret et secret, Thierry Maulnier a souvent ressemblé à ce qu'il n'était pas. Quelques censeurs de bords très opposés ont ironisé sur son itinéraire qui, partant de l'Action française et des petites revues non-conformistes des années trente, a conduit au *Figaro* et à l'Académie française. Qu'à bientôt soixante ans, l'écrivain fût différent du jeune homme qu'il avait été trente ans plus tôt, qui s'en étonnerait ? Mais je peux témoigner que le Thierry Maulnier de l'âge mûr, celui que j'ai connu, était beaucoup moins apprivoisé qu'on ne l'imagine, beaucoup moins changé qu'on ne l'a dit². » A l'Institut d'Etudes Occidentales, dont il trouve le nom, il s'active en effet pendant presque trois années, entre 1968 et 1971, pour animer des colloques, donner des conférences dans les réunions de l'Institut et surtout chercher de nouveaux soutiens parmi ses confrères. « Je crois que Thierry Maulnier était heureux, avance Venner, d'apporter son soutien à un cadet qui avait franchi la frontière invisible devant laquelle, lui-même, dans sa jeunesse, avait hésité. Dans ses écrits, il avait souvent célébré une forme d'énergie dangereuse que sa vie ne lui avait pas permis de pratiquer. (...) J'ai le sentiment qu'en me donnant son accord, il acquittait une sorte de dette à l'égard de son passé. (...). Sa lucidité ne lui autorisait aucun optimisme. Il voyait l'avenir sombrement. L'Institut d'Etudes Occidentales (...) fut sa dernière aventure militante³. » Au départ, l'IEO se voit comme un institut chargé de transmettre à ceux qui veulent s'engager dans le combat contre le marxisme, notamment aux plus jeunes, les cartouches et les armes leur permettant d'être plus efficaces dans leurs actions intellectuelles et politiques. Il s'agit donc d'un « centre de réflexion, d'information, de concertation en vue de l'action, à la disposition de tous les hommes épris de véritable liberté et décidés à la défendre⁴. » Son nom indique clairement son attachement à la

¹ Dominique Venner, *Le Cœur rebelle*, Paris, Les Belles Lettres, 1994, p.173.

² *Ibid.*, p.156.

³ *Ibid.*

⁴ « L'Institut d'Etudes Occidentales », in *Cité-Liberté*, n°1, novembre 1970, p.14.

sauvegarde des valeurs occidentales contre toutes les forces qui luttent en faveur de leur destruction. D'ailleurs, en avril 1969, l'IEO ouvre un cycle de formations dont l'objet est de faire connaître les « réalités politiques et sociales », de « dominer les techniques de psychologie collective » et de « rechercher les voies d'une pensée occidentale ». Dans ce cadre, Thierry Maulnier donne une conférence sur « les valeurs occidentales et la crise de la société technicienne », tandis que Jules Monnerot évoque « les stratégies psychologiques des révolutionnaires » et Gilbert Comte, « la politique dans l'Eglise¹ ». L'IEO réussit à rallier quelques intellectuels prestigieux. C'est en tout cas ce que montre son comité d'honneur, qui est composé de Thierry Maulnier, bien sûr, mais aussi de Robert Aron, Pierre de Boisdeffre, André Brissaud, le recteur Jean Capelle, Maître François Cathala, Jacques Chastenet, Pierre Chaunu, André François-Poncet, Pierre Gaxotte, Roland Laudenbach, Gaston Leduc, Jean Mabire, Henri Massis, Thomas Molnar, Henry de Monfreid, Jules Monnerot, André Piettre, le Colonel Rémy, Max Richard, Jules Romains, Denis de Rougemont, Louis Rougier, Michel de Saint-Pierre, Paul Sérant, Boris Souvarine et Alexandre Vialatte. Y figurent ainsi cinq académiciens – Robert Aron n'a pas encore été élu à l'Académie française. L'esprit des années trente est par ailleurs bien représenté, avec des noms célèbres pour leur engagement dans les rangs des nouvelles relèves. L'IEO organise chaque année, au mois de novembre, un « colloque des intellectuels pour la liberté » animé par Thierry Maulnier. Le premier avait pour sujet « les échecs de l'idéologie marxiste face au réel », avec des interventions de Louis Rougier, Roland Gaucher, Robert Aron et de Lucien Laurat² ; le second « la crise de la jeunesse dans la société de consommation », en présence de Jacques Rougeot, André Piettre et Alain de Benoist notamment. Le troisième colloque, enfin, portait sur « la crise des valeurs en Occident », et donna l'occasion à Pierre de Boisdeffre, Pierre Debray, professeur à la faculté de médecine, Jean Dutourd, Eugène Ionesco, André Malterre – proche également du CEPEC –, Jules Monnerot encore et Raymond Ruyer, professeur à la faculté des lettres de Nancy, de prendre la parole. Enfin, Thierry Maulnier collabora à la revue patronnée par l'IEO, intitulée *Cité-Liberté* et dirigée par les deux principaux animateurs de ce centre, Jean-

¹ Ces informations proviennent de l'article suivant : « Une conférence de M. Thierry Maulnier sur “les valeurs occidentales et la crise de la société technicienne” », in *Le Monde*, 13-14 avril 1969.

² Pierre-André Taguieff, *Sur la nouvelle droite*, op. cit., p.152.

Claude Bardet et Dominique Venner. A travers ce plan d'actions, il s'agissait bien de contrer les doctrinaires de la contestation, acharnés à détruire la société dans son ensemble, et d'essayer de sauver, parmi les valeurs occidentales, celles qui méritaient de l'être, voire de créer, si nécessaire, de nouvelles valeurs. Au rang de ces principes moteurs sur lesquels l'Occident doit à tout prix s'appuyer pour asseoir son avenir, il y a la « foi dans l'action », qui lui a permis de toujours se surpasser pour progresser et amener l'humanité vers un stade supérieur de civilisation ; « l'idée de l'individu » ; et la pensée très maurrassienne selon laquelle « les garanties de ce progrès général et de cet épanouissement individuel se trouvent dans les institutions politiques et sociales » qui « doivent être au service des hommes¹ ».

L'aventure de l'IEO devait amener Thierry Maulnier à entrer en contact avec le GRECE et Alain de Benoist, qui n'a jamais caché avoir subi, son influence², même si elle paraît relativement modeste, par rapport aux autres sympathies intellectuelles du principal animateur de la Nouvelle droite. Pour preuve de l'intérêt qu'Alain de Benoist porte à Thierry Maulnier, il suffit de citer la réimpression d'*Au delà du nationalisme*³, dans la nouvelle collection qu'il lance au début des années 1990, intitulée « Les grands classiques de l'homme de droite », et dont l'objectif est de « publier les grands textes fondateurs des différentes familles de pensée constitutives de la droite française⁴ ». De plus, Maulnier devient, à partir de 1970, membre du Comité de patronage de la revue *Nouvelle Ecole*, fondée par Alain de Benoist en 1968, et qui constitue, aujourd'hui encore, l'un des organes majeurs de la Nouvelle droite. Il prend par ailleurs la parole au colloque organisé par le GRECE le 4 décembre 1977 sur « les illusions de l'égalité⁵ ». Thierry Maulnier fait ainsi partie, avec Pierre Gaxotte et René Huyghe, des académiciens qui acceptent de patronner la revue d'Alain de Benoist, mais il entretient cependant avec le GRECE des liens très distants. Les points de convergence entre la doctrine du GRECE, dans les années 1970, et la conception du monde que

¹ Les citations proviennent d'une conférence de Thierry Maulnier à l'OTAN : « Que défend l'Occident ? », conférence prononcée par Thierry Maulnier le 25 juillet 1958 devant le Collège de défense de l'OTAN. Fonds privé Thierry Talagrand.

² Entretien d'Alain de Benoist avec le journal *Il federalismo*, 2005, p.1. Disponible sur le site internet des amis d'Alain de Benoist : www.alaindebenoist.com.

³ Thierry Maulnier, *Au delà du nationalisme*, Préface de Paul Sérant, Paris, Editions des grands classiques, 1993, 254 p.

⁴ Pierre-André Taguieff, *Sur la nouvelle droite*, op. cit., p.206.

⁵ Lettre de Hubert de Mirleau, à l'entête du GRECE, datée du 12 décembre 1977. Fonds privé Thierry Talagrand.

Maulnier s'est construite, sont pourtant réels, comme les points de divergence d'ailleurs. Au fond, le GRECE est plus proche de l'animateur de la Jeune Droite des années trente, que de l'intellectuel atlantiste et foncièrement anticommuniste qu'est Thierry Maulnier dans les années 1970. Il y a là des divergences fortes, même si Maulnier, dont l'atlantisme est uniquement stratégique, est tout aussi critique que le GRECE envers la civilisation américaine et l'américanisation du monde. L'antiaméricanisme n'est d'ailleurs pas aussi fort qu'aujourd'hui dans le GRECE des premières années. Mais la Nouvelle droite pourrait reprocher aujourd'hui à Maulnier d'avoir favorisé l'hégémonie américaine en recommandant à l'Europe de s'associer au monde libre contre le communisme. Ensuite, l'intérêt de la Nouvelle droite pour le patrimoine ancestral germano-celtique, ou pour l'héritage indo-européen, qui s'accompagne d'un retour aux sources lointaines de la civilisation européenne, est totalement absent chez Maulnier, qui est, lui, totalement pénétré de culture antique gréco-latine. Fidèle à Maurras sur ce point, il n'est en rien germaniste. Seul Nietzsche, qui constitue cependant l'une de ses références constantes, le rapproche du GRECE. Parmi les éléments de convergence par contre, il faut citer la lutte contre l'égalitarisme. Sans aller jusqu'à vouloir faire de l'inégalité une idéologie, Maulnier considère que l'inégalité entre les hommes et les ethnies est réelle. Et s'appuyant sur les arguments des généticiens revendiqués par la Nouvelle droite, il affirme : « Jusqu'à preuve du contraire, j'admets qu'il y a la part de l'élément génétique, et la part de l'élément culturel¹ », pour expliquer l'inégalité entre les hommes. Cet accord permet d'ailleurs de relever une autre proximité entre le GRECE et Maulnier dans leur souci commun, et constant, de se rattacher aux découvertes scientifiques contemporaines, sans négliger pour autant d'entreprendre une critique radicale de la technique². En ajoutant à cette liste la dénonciation de la civilisation bourgeoise, de la société de consommation et de la société du travail, les rapprochements sont loin d'être négligeables.

¹ Thierry Maulnier et Jean Ellenstein, *Dialogue inattendu*, op. cit., p.264.

² Voir le chapitre 4. Il faut cependant souligner que, tandis que Maulnier demeure relativement constant dans son positionnement par rapport à la technique, le GRECE, sous l'influence d'Alain de Benoist et de sa lecture de Heidegger, révisé progressivement sa critique de la technoscience dans un sens beaucoup plus pessimiste au cours des années 1990 et 2000.

Les défis du XXI^e siècle

Pour Maulnier, il n'y a pas de sens de l'histoire. C'est aux hommes qu'il appartient de trouver un sens à l'histoire et au monde. Mais « la faim d'un sens pour la vie et d'une raison de vivre, si elle n'est pas rassasiée, s'invertit en un redoutable appétit de désespérer¹. » En prononçant cette phrase à l'Académie française dans son *Discours sur les prix de vertu*, Thierry Maulnier ne pouvait pas mieux décrire l'état d'esprit qui devait le conduire, à la fin des années 1970, à compiler les aphorismes publiés dans sa série d'ouvrage sur *Les vaches sacrées*, qui comprend quatre tomes, dont le dernier, *Les matins que tu ne verras pas*², est une œuvre posthume. Dans ces quatre volumes d'un pessimisme foncier, où il balance en permanence entre le désespoir et l'espérance sans cesse renouvelée de celui qui cherche un sens à la vie, Maulnier prolonge son entreprise de démythification des idoles et des erreurs de notre temps. *Les vaches sacrées* s'inscrivent bel et bien dans la poursuite du travail engagé avec l'Institut d'Etudes Occidentales, même s'il ne s'agit ici que d'écriture et de réflexions philosophiques, loin de la soif de militantisme qui s'est emparée de lui au lendemain de mai 1968. La formule aphoristique a le mérite de nous offrir un condensé – une synthèse pour reprendre un terme qui lui est cher – de la philosophie de Maulnier dans une version beaucoup plus facile à découvrir pour le lecteur. L'auteur ne cherche jamais à démontrer ou à argumenter. Il livre simplement ses convictions et ses pressentiments. Les aphorismes rassemblés dans ces volumes sont en effet le résultat de plusieurs décennies de réflexions. Ils ont été choisis dans les nombreux carnets de notes et feuillets manuscrits remplis par Maulnier tout au long de sa vie intellectuelle. Ce qui explique l'effet de profusion et de mélange savant que l'on retire de leur lecture. Pour le fin connaisseur de Nietzsche qu'était Maulnier, la parenté avec le philosophe allemand est frappante. Sans être aussi ambitieuse que l'œuvre de Nietzsche – on pense notamment à sa *Généalogie de la morale* – la série des *Vaches sacrées* obéit tout de même à un objectif comparable, qui est d'évaluer les valeurs sur lesquelles la civilisation occidentale se fonde, celles qui sont en train de s'y substituer,

¹ Thierry Maulnier, *Discours sur les prix de vertu*, séance publique annuelle de l'Académie française tenue le jeudi 11 décembre 1969, Paris, Institut, 1969, n°35, p.15.

² En plus du premier tome, *Les vaches sacrées*, la série comprend, *L'étrangeté d'être*, *op. cit.* ; *Le Dieu masqué*, *op. cit.* ; *Les matins que tu ne verras pas*, Paris, Gallimard, 1989, 211 p.

et ce qu'elles ont alors de néfastes pour son propre épanouissement. Et, partant de là, d'essayer de recréer des valeurs susceptibles d'aider l'Occident à renouer avec la volonté d'affirmation. « Il est bon d'apporter à l'examen des vérités et des valeurs qui semblent toutes tomber en poussière autour de nous, et de celles qui nous sont proposées pour prendre leur place, un même esprit de critique et d'irrévérence, un même irrespect méthodologique¹ », explique-t-il. Cette proposition est réaffirmée en 1985 dans *Le Dieu masqué*, lorsqu'il déclare que « rien n'est plus nécessaire aux hommes de notre temps que de soumettre à l'examen selon la règle cartésienne du doute méthodique non seulement l'ensemble des valeurs qui chancellent autour de nous mais l'ensemble de celles qui prétendent les remplacer². » Les « vaches sacrées » sont, pour Maulnier, une caricature du sacré. Ce sont précisément toutes ces conceptions idéologiques ou philosophiques qui sont révérees, comme les vaches en Inde, qui se développent à nos dépens, sans rien nous apporter en retour, et dont nous serions bien avisés de nous défaire. « Notre société est encombrée d'inutilités idéologiques ou philosophiques que je compare aux vaches sacrées, relate-t-il, parce que, ces inutilités, nous nous croyons obligés de les entretenir ; elles nous coûtent très cher et nous soumettent à beaucoup de risques. Le sacré, passé sur un plan où il n'est plus fait que de lourdes inutilités, inadapté aux conditions dans lesquelles nous devons vivre, par là même constitue une charge qui nous menace peut-être en tant que civilisation³. » Ce qui nous est sacré a pris une forme analogue à celle des vaches sacrées en Inde : la croissance économique et l'anti-productivisme, le progrès et le retour à la nature, la science et la foi, la sexualité et l'amour, « les vieilles vaches efflanquées, peureuses et moralisantes » qui s'effondrent parce qu'elles ne sont plus adaptées à notre société, parce qu'elles sont trop usées, mais aussi « les jeunes et voraces vaches dogmatiques⁴ » des tendances politiques contestataire, qui dévorent la substance profonde de la civilisation occidentale et la tuent lentement, tout en étant divinisées par elle.

¹ Thierry Maulnier, *Les vaches sacrées*, op. cit., p.8.

² Thierry Maulnier, *Le Dieu masqué*, op. cit., p.11.

³ « Thierry Maulnier : c'est un livre écrit contre les prétendues vérités trop bien établies », Interview de Thierry Maulnier par Gilles Dutreix, in *Nice-Matin*, 9 avril 1977.

⁴ Thierry Maulnier, *Les vaches sacrées*, op. cit., p.66.

Parmi les sujets de réflexion de Maulnier dans ces quatre ouvrages qui marquent en quelque sorte l'aboutissement de sa pensée, figurent tous les défis auxquels il imagine que notre société doit être confrontée dans le siècle à venir, et qui constituent aujourd'hui encore des sources de débat politiques et philosophiques pour les Européens du XXI^e siècle : la question du progrès scientifique et technique, la remise en cause de la croissance économique, l'immigration et la crise démographique, ainsi que les problèmes environnementaux. Les quatre défis sont étroitement liés, et à travers les positions qu'il défend, il est aisé de dresser le profil de ce contre quoi il se dresse : un certain écologisme très orienté à gauche, favorable à une immigration incontrôlée, adepte de la décroissance, du retour à la nature et hostile au progrès scientifique et technique¹. Il n'est pas nécessaire de revenir sur la question de la crise du progrès et de la technoscience, qui parcourt toute son œuvre depuis les années 1930, et prend une dimension toujours plus prépondérante au fur et à mesure que la contestation de la société industrielle, ou de consommation, ou de croissance économique, s'empare de l'opinion publique et des masses. Encore une fois Maulnier n'est pas hostile au progrès des sciences et techniques, qui n'est ni bon ni mauvais. Mais il n'oublie pas non plus que la technoscience, qui améliore notre confort et nos conditions de vie, n'est pas là pour donner un sens au monde. Il en appelle simplement à un meilleur contrôle humain des impacts et des périls créés par la technoscience. Seule la science est, pour lui, capable d'apporter les solutions aux nouveaux défis qu'elle nous lance. Le problème vient du fait que la science progresse plus vite que nos moyens de la gouverner. Par conséquent, « il s'agit, dit-il, de définir des solutions, de faire confiance aux pouvoirs de l'homme et à sa volonté. Il n'y a pas de salut dans une "réaction archaïsante". On ne fera pas tourner à l'envers les aiguilles de l'horloge. C'est le progrès des connaissances et des techniques qui doit nous fournir les moyens de résoudre les problèmes qu'il pose². » C'est d'ailleurs le progrès qui a permis à l'Occident de prendre le pas sur les autres civilisations. S'il se retourne contre l'homme occidental aujourd'hui, il ne faut pas l'arrêter, mais simplement mieux l'orienter. « Le temps est venu pour l'homme de choisir son progrès³. » Il en découle

¹ Sur l'écologie politique, voir : Jean Jacob, *Histoire de l'écologie politique*, Paris, Albin Michel, 1999, 361 p.

² Thierry Maulnier, « La crise du progrès », in *Le Figaro*, 6 avril 1970.

³ Thierry Maulnier, *Le Dieu masqué*, *op. cit.*, p.257.

évidemment que Maulnier rejette toutes les solutions qui s'apparentent à un retour archaïque à des types de société antérieurs à la révolution industrielle, où l'homme se trouverait à nouveau dominé par la nature, alors qu'il a réussi à travers son histoire à conquérir sa liberté par rapport aux servitudes naturelles. Ce n'est pas un adepte du retour à la société de cueillette et de chasse, pas plus que du recours aux forêts cher aux militants du GRECE. L'ancien maurrassien qu'est Maulnier est incapable de soutenir des solutions aussi romantiques. « Nous voudrions retrouver les traditions rassurantes, les religions consolatrices, remarque-t-il. Nous les cherchons dans les décombres. Nous cherchons notre avenir dans notre passé, dans le retour au christianisme des premiers âges, sinon au polythéisme des forêts et des sources, des prophéties et des divinations. Mais ce sont là des caricatures. Nous savons maintenant que les civilisations sont mortelles. Il nous reste à découvrir qu'elles ne ressuscitent pas¹ », et qu'il appartient à l'homme du XXI^e siècle de construire une civilisation et des valeurs adaptées aux enjeux auxquels il doit faire face. Mais bien qu'il ne prêche pas pour l'adoption d'un écologisme radical, Maulnier n'en a pas moins conscience de l'enjeu que constitue la disparition progressive de nos ressources naturelles, *a fortiori* dans la période de crise démographique que nous vivons, caractérisée par la croissance démographique excessive des peuples du Tiers Monde, qui aspirent aux mêmes conditions de vie que les nations occidentales. Inadaptée à l'avenir de la civilisation occidentale parce qu'elle est trop destructrice des ressources terrestres, la société de consommation ne peut constituer un modèle pour l'ensemble de la planète, sous peine de faire craquer le système. Pour Thierry Maulnier, il est à peu près inimaginable que le niveau de vie des pays du Tiers Monde puisse un jour égaler celui de l'Occident. L'augmentation exponentielle de la consommation, qui s'ajoute à une croissance démographique mondiale, elle aussi exponentielle, rendent cette éventualité complètement impossible. « Nous sommes entrés, pense Maulnier, dans une ère où nous ne pouvons plus concevoir l'économie de croissance dans la perspective, dans la prospective d'un avenir illimité. Nous nous heurterons, si nous ne nous heurtons déjà, à des barrières, à des limites de ressources, nous devons commencer à nous poser les problèmes en termes de découvertes des gisements nouveaux, des matériaux de

¹ Thierry Maulnier, *Le Dieu masqué*, *op. cit.*, p.249.

remplacement, de prudence dans la gestion des réserves existantes, de non-dilapidation¹. » Ces deux phrases sont fondamentales pour bien comprendre le positionnement de Maulnier, qui est en fin de compte assez proche de celui de Bertrand de Jouvenel². Il rejette aussi bien le modèle productiviste et la consommation effrénée qui l'accompagne, pour la déprédation du capital terrestre dont elle est responsable, que les idées sur la mise en œuvre d'une « croissance zéro », lancées dans l'opinion publique par le Massachusetts Institute of Technology, le rapport Meadows commandé et publié par le Club de Rome, et Sicco Mansholt, socialiste hollandais, qui fut vice-président puis président de la Commission européenne. Il n'en demeure pas moins que Maulnier a mis un peu d'eau dans son vin depuis les années trente, et qu'à l'égard de la société de consommation, il envisage plutôt une évolution vers des solutions moins prédatrices et dilapidatrices des ressources naturelles, qu'une révolution complète. Il n'est donc pas question pour lui d'abandonner la croissance économique : « la croissance est agréable et profitable par elle-même. A l'image de la jeunesse de l'organisme, elle est peut-être une victoire éphémère sur la mort. (...). Enfin, elle était, elle est encore, la grande réponse "capitaliste" à la solution collectiviste de la redistribution des richesses. En quelques années de développement moyen, une société libérale distribue aux hommes un supplément de bien-être plus grand que celui qui résulterait de la répartition égalitaire³. » La croissance économique doit donc être poursuivie, mais plus lentement, pour tenir compte de l'aspect environnemental et Maulnier prévoit aussi, assez judicieusement, qu'elle sera plus coûteuse dans l'avenir, dans la mesure où elle devra « intégrer dans son prix la reconstitution de ce qu'elle détruit⁴. » Entre autres solutions, il évoque ainsi dès 1967 la récupération et le recyclage des produits usés, la lutte pour la préservation de l'eau potable, de l'air et de la terre contre la pollution, la désalinisation de l'eau de mer, et

¹ Thierry Maulnier, « Les contradictions du "monde fini" », in *Le Figaro*, 25 mai 1970.

² Voir sur ce point, Olivier Dard, *Bertrand de Jouvenel*, Paris, Perrin, 2008, pp.340-355. Pour une étude plus large du positionnement des relèves des années trente, et notamment de Thierry Maulnier, face à la société de consommation, se reporter à : Olivier Dard, « Des intellectuels français face à la société de consommation (1930-1960) », in Alain Chatriot, Marie-Emmanuelle Chessel et Matthew Hilton, *Au nom du consommateur. Consommation et politique en Europe et aux Etats-Unis au XX^e siècle*, op. cit., pp.376-390.

³ Thierry Maulnier, *Le sens des mots*, op. cit., p.49.

⁴ *Ibid.*

l'exploitation des ressources en matières premières du fond des mers¹. La poursuite de la croissance économique s'accompagne donc de nouveaux mots d'ordre, à l'allure foncièrement technocratique, pour en contrôler les effets : organisation, « égalisation relative des ressources », « harmonisation des secteurs d'activité », « gestion du capital terrestre », « bref, une “mutation” de la civilisation technique et l'apparition de nouvelles valeurs². »

L'une des raisons qui commandent cette adaptation relève, pour Thierry Maulnier, de la nécessité d'aborder les défis du XXI^e siècle à une échelle mondiale. Plus précisément, le monde occidental ne peut plus envisager son avenir en le déconnectant totalement de celui des nations sous-développées du Tiers Monde. C'est d'ailleurs la situation économique de ces pays, très éloignés d'un niveau de vie convenable si on le compare à celui de l'Occident, qui lui fait dire que la « poursuite de la croissance est donc inévitable, donc l'épuisement accéléré des ressources terrestres³ ». A l'origine de cette conviction, il y a la crainte que les distorsions démographiques et économiques – les nations les plus surpeuplées sont aussi les plus pauvres – conduisent à la submersion de l'Occident par les peuples du Tiers Monde, et donc à sa disparition. Dès les lendemains de la guerre d'Algérie, l'afflux d'émigrants en provenance de l'ancienne colonie française – il cite le chiffre de 1200 par jour – lui inspire déjà quelques inquiétudes⁴. « Il est clair, lance-t-il, que la France ne peut absorber cette émigration colossale qui constituera à bref délai chez nous une véritable minorité nationale, très certainement encadrée, et fortement, par le parti unique algérien⁵. » Comparant la situation de l'Occident à celle de l'empire romain miné par les grandes invasions, qu'il imagine comme des infiltrations de peuples barbares attirés par le travail et le luxe romains, plus que comme des assauts militaires, Maulnier entrevoit un scénario qui ressemble à celui romancé par Jean Raspail dans *Le camp des saints*. « Les grandes invasions, ce fut d'abord un peuple de travailleurs ou de chômeurs

¹ Thierry Maulnier, « Le troisième tiers », in *Le Figaro*, 4 janvier 1967.

² Thierry Maulnier, « La crise du progrès », art. cit.

³ Thierry Maulnier, *Le sens des mots*, op. cit., p.51.

⁴ Sur le sujet, voir : Marion Abssi, « Enjeux de mémoire et de pouvoir dans l'immigration algérienne en France au lendemain de la guerre d'Algérie (1962-1965) », in Olivier Dard et Daniel Lefeuvre (dir.), *L'Europe face à son passé colonial*, Paris, Riveneuve éditions, 2008, pp.69-82. Marion Abssi cite le chiffre de 445 000 Algériens résidant en France en 1963, puis 535 800 en 1964 et 538 166 en 1965, d'après les chiffres du Ministère de l'Intérieur.

⁵ Thierry Maulnier, « Voir clair », in *Le XX^e Siècle fédéraliste*, 21 décembre 1962.

immigrés – ce qui n’est pas très différent de ce que nous voyons, encore à une échelle modeste, dans le monde d’aujourd’hui. Il fut un temps où les barbares des grandes invasions furent tolérés ou même bienvenus. Mais vint le jour où la situation ne put plus être maîtrisée. Sommes-nous sûrs que les grandes invasions de notre temps ne sont pas déjà commencées ?¹ », conclut-il. La question de l’immigration des « peuples de la faim² » apparaît fréquemment dans ses articles pour *Le Figaro* au cours des années 1980. Elle est aussi au centre de quelques aphorismes dans la série des *Vaches sacrées*. Toutes les contradictions du monde contemporain sont en effet comprises dans cette problématique qui constitue le péril majeur du XXI^e siècle. Les nations qui sont en supériorité numérique et connaissent un nouveau dynamisme grâce à une démographie galopante sont affamées, produisent peu et sont dans un état dramatique de sous-consommation, tandis que les nations occidentales, qui sont aussi les plus nanties et celles qui disposent de la puissance militaire, ont une population vieillissante et fatiguée. Rattrapé par la biologie, parce que ses peuples ne sont plus assez prolifiques face à la jeunesse du Tiers Monde, l’Occident est donc menacé à terme d’extinction. C’est la preuve de son renoncement. L’énergie vitale lui fait défaut. « Aujourd’hui, le rêve de l’imperium est allé habiter l’homme blanc oriental, l’homme jaune, l’homme noir, et de nouveau l’Islam. L’homme blanc occidental ressent les approches du grand crépuscule. (...). A moins que...³ », par un peu d’ordre et de volonté, il ne trouve une nouvelle issue. Aussi paradoxal que cela puisse paraître chez cet ancien maurrassien, tous ces défis mondiaux nourrissent un penchant en faveur d’une plus grande coopération entre les nations : « Nous entrons, pense-t-il, dans l’ère de la prévision, de l’organisation, de la répartition des ressources, de la collaboration entre les nations, de l’action à long terme, en politique comme en économie⁴. » Les défis auxquels est confrontée l’espèce humaine exigent « les recherches et la mise en œuvre de solutions qui, dans de nombreux domaines, impliquent la mise en commun des ressources et des pouvoirs, c’est-à-dire, sinon un gouvernement planétaire, tout au moins une étroite et loyale coopération internationale⁵. » Après la défense de l’alliance

¹ Thierry Maulnier, « Vers les grandes invasions ? », in *Le Figaro*, 10 décembre 1982.

² Thierry Maulnier, « Les peuples de la faim », in *Le Figaro*, 19 décembre 1980.

³ Thierry Maulnier, *Les vaches sacrées, op. cit.*, p.64.

⁴ Thierry Maulnier, « Un état d’esprit nouveau ? », in *Le Figaro*, 31 décembre 1973.

⁵ Thierry Maulnier, « Les défis de l’an 2000. Bilan d’une enquête », in *Le Figaro*, 31 juillet 1970.

atlantique et de la construction d'un fédéralisme européen, cette dernière proposition marque l'achèvement définitif d'une évolution qui conduit Maulnier du nationalisme le plus ardent à un supranationalisme qui reste la dernière chance de l'homme occidental.

Derniers honneurs

Avec les quatre volumes des *Vaches sacrées*, Thierry Maulnier se retire sur la pointe des pieds, en laissant derrière lui une œuvre magistrale qui possède tous les traits d'un testament. Un testament pour nous dire qu'il est sans doute impossible de trouver un sens à la vie, mais qu'il est tout de même de notre devoir d'essayer d'en trouver un. Avançant comme un guide angoissé au milieu des ruines de l'Occident, l'auteur des *Vaches sacrées* a désigné ce qu'il fallait laisser tomber, mais il n'a pas réussi à reconstruire le socle d'un nouvel édifice. Après soixante années de vie intellectuelle, consacrée à démystifier les impostures et à tenter d'échapper à la pire des tentations de notre époque, le nihilisme, le constat de Maulnier apparaît sans appel. « Nous vivons, conclut-il quelques semaines avant de mourir, sous le signe de la défaite des trois recours essentiels qui existent pour se sauver, au moins provisoirement, de la déroute et de la ruine définitive : l'homme animal religieux, l'homme animal rationnel et rationaliste, et l'homme fabricant de beauté artistique¹. » Le recours, pour l'homme, n'est donc ni dans la religion, ni dans la science, ni dans l'art. Il ne lui reste plus qu'à inventer « une quatrième tyrannie² ».

Constat d'échec, *Les vaches sacrées* n'en sont pas moins une œuvre imposante qui est applaudie unanimement par la critique et de manière très honorable par le public³. Pour cet ouvrage, Maulnier remporte par ailleurs le Grand prix du livre de la Fondation de France, récompensant chaque année, depuis 1969, un « ouvrage de langue française qui se caractérise par l'originalité de ses idées, sa contribution à la connaissance et à la richesse de sa documentation. » Maurice Rheims présidait le jury,

¹ Entretien accordé par Thierry Maulnier à Jean-José Marchand, diffusé sur France 3 le 2 avril 1993.

² Thierry Maulnier, *Le Dieu masqué*, op. cit., p.11.

³ Le premier tome est vendu à plus de 4 000 exemplaires. Source : Relevé de droits d'édition, Gallimard, période du 1^{er} juillet 2005 au 30 juin 2006.

constitué d'une vingtaine de personnalités du monde des arts et des lettres, dont plusieurs académiciens.

Neuf ans après, Thierry Maulnier reçoit une ultime récompense, la dernière de sa très longue carrière, avec le Prix mondial Cino Del Duca¹, destiné à honorer et « à mieux faire connaître un auteur dont l'œuvre constitue, sous une forme scientifique ou littéraire, un message d'humanisme moderne. » Il rejoint ainsi Konrad Lorenz, Jean Anouilh, Ignazio Silone, Jean Guéhenno, Andreï Sakharov, Alejo Carpentier, Germaine Tillion, Léopold Sédar Senghor, Jorge Luis Borges, Ernst Jünger, Yachar Kemal et Georges Dumézil, parmi les éminentes personnalités récompensées par la Fondation Cino Del Duca. C'est l'œuvre d'un humaniste, d'un soldat maurrassien de l'humanisme, et derrière lui les cinquante-neuf années de vie intellectuelle d'un véritable bourreau de travail, qui sont honorées à travers ce prix en 1986.

¹ Sur Cino Del Duca, qui a piloté l'un des plus grands groupes de presse français, et que Maulnier a eu l'honneur de bien connaître, voir : Isabelle Antonutti, *Cino Del Duca. De Tarzan à Nous Deux, itinéraire d'un patron de presse*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2012, 221 p.

Conclusion
« Cortège pour une autre époque »

Thierry Maulnier disparaît le 9 janvier 1988 à la clinique du Val d'Or à Saint-Cloud à l'âge de 79 ans. Hospitalisé pour un col du fémur cassé à la suite d'une chute dans sa maison de Marnes-la-Coquette quelques semaines auparavant, son état général, déjà très affaibli par la maladie de Parkinson, s'est aggravé rapidement à cause d'une infection pulmonaire. Le 12 novembre 1987, il avait pourtant encore rédigé un article, le dernier, sur l'immense espoir de paix que ressentirent les Européens au lendemain de la Première Guerre mondiale, illusions vite perdues en raison de la montée des totalitarismes, de la Seconde Guerre mondiale, de la guerre froide et de la coexistence pacifique rendue possible par l'invention de « nouvelles armes d'anéantissement qui portent en elles plus de menaces que de promesses¹. » Dans ce portrait de soixante-dix années d'histoire de l'Europe, « les années des illusions perdues », dressé par un enfant de la Première Guerre mondiale, la réconciliation franco-allemande et l'union des peuples européens, tête de pont de l'Occident, représentaient la dernière flamme d'espoir contre les forces puissantes qui menacent les nations européennes de submersion. Sur ces soixante-dix années qui ont marqué l'Europe, Maulnier en a passé un peu moins de soixante à écrire, penser, essayer de comprendre la crise du monde contemporain et tenter d'y apporter des solutions, à travailler, enfin, non pas « pour le soir qui tombe, mais pour les matins que tu ne verras pas² », résumait-il dans un aphorisme de son dernier ouvrage, paru un an après sa mort. Extrêmement pessimiste à la fin de ses jours, Thierry Maulnier avait cependant conservé le goût du canular de ses vingt ans, qui se traduisait dans ses *Vaches sacrées* par un ton sarcastique et une ironie mordante qu'il prenait plaisir à retourner contre lui-même, dans cet effacement de soi derrière l'œuvre qu'il a pratiqué toute sa vie. Mais au moment de réfléchir sur l'efficacité de son propre combat intellectuel et sur le pouvoir, plus général, de l'écrivain de changer les choses et le monde autour de lui, c'est à l'échec qu'il conclut, tant il lui apparaît que les mots sont insuffisants pour exprimer réellement nos pensées. « J'ai cru pouvoir servir la communauté d'hommes – la “nation” à laquelle j'appartiens et que mon enfance a appris à aimer. J'ai voulu la guider vers des institutions plus justes et plus fortes. J'ai voulu la préserver des tyrannies. J'ai voulu

¹ Thierry Maulnier, « De l'illusion à l'espoir », in *Le Figaro*, 12 novembre 1987.

² Thierry Maulnier, *Les matins que tu ne verras pas*, op. cit., p.15.

l'avertir du péril de guerre, l'aider à sauver son empire, la mettre en garde contre les tentations du déclin. J'ai constaté – j'aurais dû le savoir – que pour ces tâches, les ressources de l'écrivain étaient dérisoires¹. » Ainsi résumait-il l'œuvre de sa vie, avec un sentiment paisible d'inutilité ou, à tout le moins, d'avoir tenté de lutter contre les forces de l'histoire, avec des armes inégales, dans des combats pour lesquels les mots et les pensées ne constituaient qu'un arsenal bien insuffisant pour emporter une quelconque victoire. Maulnier doute en effet de l'efficacité de la pensée humaine pour découvrir la vérité. « Tout ce qu'il peut raisonnablement, poursuivait-il au sujet de l'écrivain, c'est prendre note et prendre date² ». Voilà qui explique bien le glissement progressif de Maulnier, qui n'était de toute façon pas un homme d'action, vers un mélange de journalisme de combat et d'esprit de chroniqueur, qui s'inscrivaient dans les traditions respectives de *L'Action française* et du *Figaro*. D'après Marcelle Tassencourt, « Thierry Maulnier tenait aussi beaucoup à son œuvre journalistique³ », qui demeure sa première activité, à l'aune de ses 60 années de vie intellectuelle. Les cinq à six mille articles, voire davantage, qu'il a dû publier dans sa carrière, constituent une œuvre considérable, autant par sa taille imposante que par son importance pour la pensée de droite en France. Les intuitions les plus fulgurantes se trouvent disséminées, mais quelquefois insuffisamment développées, dans des sources abondantes qui, lorsqu'elles sont combinées, permettent d'identifier l'une des pensées les plus magistrales de la vie intellectuelle du XX^e siècle. C'est ce que démontre par exemple une analyse fouillée des écrits de Maulnier sur le totalitarisme, et plus particulièrement sur le phénomène fasciste et national-socialiste, quand on les compare à la production politique, philosophique et intellectuelle de l'époque. Bien des aspects du communisme et du fascisme ont été pensés par lui, à commencer par la parenté et la comparabilité entre les deux idéologies. Tout porte à croire cependant que cet éparpillement a fini par nuire à l'efficacité d'une œuvre qui est aujourd'hui encore insuffisamment connue et qui souffre de préjugés entretenus par l'ignorance. Que l'on partage ou non ses idées, il est difficile de nier que Thierry Maulnier est l'un des grands intellectuels de droite de cette génération confrontée au cataclysme des deux

¹ Thierry Maulnier, *Les vaches sacrées*, op. cit., p.10.

² *Ibid.*

³ Thierry Maulnier, *Les matins que tu ne verras pas*, op. cit., p.14.

guerres mondiales, à l'émergence et à l'expérience des régimes totalitaires en Europe, aux affrontements de la guerre froide, à la décolonisation, ainsi qu'à la crise d'une modernité technicienne ou de l'humanisme occidental, qui parcourt l'ensemble du XX^e siècle. Pour autant, aussi étrange que cela puisse paraître chez cet intellectuel qui a passé sa vie à penser un « au-delà » des formes idéologiques et des systèmes dominant son époque – au-delà du nationalisme, au-delà du marxisme, au-delà du capitalisme et pour finir, au-delà du nihilisme –, son horizon demeure ancré dans la modernité et le progrès qui sont, pour lui, notre seul horizon. Thierry Maulnier n'est pas un penseur de la post-modernité, mais après tout, rien n'indique qu'il n'eut pas pu suivre une évolution similaire à celle que connut le leader de la Nouvelle droite, Alain de Benoist, à la charnière des années 1990 et 2000. « Le progrès est-il une voie sans issue ? Peut-être. Mais il est la seule voie¹ », insistait-il encore quelques années avant de s'éteindre. L'humanisme, certes « viril », constitue le port d'attache de Maulnier et son horizon indépassable ; un humanisme pragmatique, totalement dénué d'idéalisme, qui reconnaît la place de la « part maudite » de l'homme, et de ses démons, dans ce qu'il a accompli de plus grand dans son passé. « Aucun grand accomplissement du génie humain, écrit-il, ne peut avoir lieu sans une certaine part de férocité, sans cette implacable détermination qui se soucie peu de provoquer des morts ou des souffrances². » Le raisonnement est implacable, machiavélique, au sens originel du terme. Le progrès de l'espèce humaine, le témoignage de ce qu'il y a de plus grand en l'homme auprès des générations et civilisations à venir vaut bien quelques sacrifices. De toute façon, l'histoire, nous apprend Thierry Maulnier, n'est pas morale. Elle appartient, tout comme l'avenir, au peuple qui sait montrer la plus grande volonté de puissance et d'affirmation. Elle appartient à celui qui dispose de l'outillage mental pour subsister. A tort sans doute, l'humanisme de Thierry Maulnier, présent dès l'origine dans son œuvre, a pu être interprété comme la preuve d'une honteuse conversion à ce libéralisme, qu'il avait tant contribué à dénoncer dans sa jeunesse. Pourtant, le message que délivre Maulnier est que la liberté n'est pas uniquement le lot des régimes libéraux. Il n'y a jamais eu chez lui cette conversion au capitalisme libéral

¹ Thierry Maulnier, *Le Dieu masqué*, op. cit., p.333.

² Thierry Maulnier, *Les matins que tu ne verras pas*, op. cit., p.209.

– dont le symbole serait sa collaboration au *Figaro* –, qui lui est parfois reprochée comme une trahison, par ses anciens camarades maurrassiens ou dans les milieux d'extrême-droite. Il considère simplement par pragmatisme que les régimes libéraux sont, jusqu'à ce qu'une meilleure solution soit trouvée, les plus « vivables » et les plus respectueux de la liberté humaine, beaucoup plus en tout cas que les régimes socialistes fondés sur le fanatisme et l'oppression. « Rien ne nous oblige pourtant à les considérer comme les meilleurs possibles¹ », tranche-t-il. Il s'agit donc d'un choix par défaut et non d'une conversion. Entre deux systèmes viciés, Maulnier choisit celui qui possède le moins de tares. « Je reste, pour ma part, insiste-t-il, un adversaire résolu du mode capitaliste d'exploitation des ressources terrestres et de répartition des biens. (...) Je crois que le refus du communisme marxiste ne prend toute sa force que là où il s'accompagne du refus du capitalisme (...). Mais s'il faut absolument marquer pour l'une ou l'autre de ces deux formes du mal une préférence positive, alors, je dis sans hésiter : il vaut mieux un système peut-être condamné à la stagnation, peut-être périssant, peut-être pourrissant, mais qui, en raison même de ses contradictions, reste riche de tous les possibles, laisse à la liberté toutes ses chances, plutôt qu'un autre système qui, dans son apparence progressiste, ferme aux hommes toute autre voie que celle de la servitude technocratique et politique, sous la tyrannie discrétionnaire d'un pouvoir collectif omnipotent². » C'est que la liberté est pour Thierry Maulnier un bien irremplaçable, qui justifie tous ses combats, et notamment le plus important, celui qu'il a mené toute sa vie contre le communisme. Il y a d'ailleurs quelque chose d'assez troublant à imaginer qu'il est décédé sans avoir pu voir l'effondrement du bloc communiste à l'Est, survenu très peu de temps après sa disparition, et la chute du mur de Berlin qui en constitue l'événement le plus marquant.

Pour dire le vrai, ce qui paraît frappant quand on examine l'évolution de la philosophie politique de Thierry Maulnier sur le très long terme, c'est la permanence et la cohérence de sa pensée, bien plus que les dissidences ou les trahisons auxquels les commentateurs de son œuvre et de son parcours intellectuel ont désormais coutume de

¹ Thierry Maulnier, *Les vaches sacrées*, op. cit., p.343.

² Thierry Maulnier, « Liberté spirituelle et liberté temporelle », séance du mardi 6 mai, in *L'Eglise et la liberté*, Semaine des Intellectuels Catholiques (4 au 10 mai 1952), Centre Catholique des Intellectuels Français, Paris, Pierre Horay, 1952, p.102.

faire référence. Cette persistance est surtout visible dans les idées forces qui structurent sa pensée : la recherche constante d'une synthèse dans l'équilibre, à l'instar de ce qu'a connu la communauté humaine dans les grandes époques de la civilisation occidentale ; la lutte en faveur de la liberté, contre les totalitarismes et ce qu'il appelle la « maladie de la multitude¹ » ; la défense du classicisme comme l'un des grands moments de perfection de l'humanisme occidental ; la tentative toujours renouvelée de trouver une solution définitive à la très longue crise du monde contemporain dans une réforme des structures politiques, économiques et sociales et un meilleur contrôle de la sphère de la technoscience ; et cette certitude, enfin, que l'homme a la capacité et la liberté d'orienter son avenir, par la multiplicité des choix qui s'offrent à lui. Cette persistance apparaît certes un peu moins évidente quand il s'agit d'examiner les formes idéologiques ou politiques auxquelles il a apporté son soutien aux différentes époques de sa vie. Encore qu'il semble évident que le maurrassisme, par exemple, a laissé une empreinte indélébile sur sa conception du monde. On songe entre autres à la conviction selon laquelle il est nécessaire de conquérir d'abord les rênes du pouvoir pour changer la société – le « Politique d'abord » de Maurras –, ou à la critique maurrassienne de la démocratie comme loi du nombre, qui refait surface dans de nombreux aphorismes des *Vaches sacrées*². Au fond de lui, Thierry Maulnier n'a jamais réussi à être démocrate. Il est toujours resté un monarchiste de cœur. Sa pensée n'est d'ailleurs pas faite pour les masses, mais pour des individus d'élite, capables de relever le défi et la charge que constitue la liberté humaine ; ce bien dont le principal ennemi est l'homme lui-même, parce que « quelque chose en lui la refuse, ou en ressent l'exercice comme trop difficile, trop lourd de responsabilités, quelque chose s'en dégoûte, s'en fatigue. » Car « il est plus facile d'être esclave que d'être libre³ » en fin de compte. Dans les années 1980, peu de temps avant sa mort, Thierry Maulnier, écrivant à son confrère du *Figaro Magazine*, Arnould de Liedekerke, résumait quelques-uns des arguments qui plaidaient toujours, pour lui, en faveur de la

¹ Réponse de M. Thierry Maulnier au discours de réception à l'Académie française de M. Jean d'Ormesson, prononcée dans la séance publique du jeudi 6 juin 1974, Paris, Palais de l'Institut.

² A titre d'exemple : « Démocratie : marché de dupes. La possibilité d'action de chacun sur tous est négligeable. La pression de tous sur chacun est énorme » (Thierry Maulnier, *Le Dieu masqué*, op. cit., p.134). D'où il résulte que la démocratie ne garantit pas un équilibre suffisant pour un bon exercice de la liberté individuelle.

³ Thierry Maulnier, *Le sens des mots*, op. cit., p.144.

monarchie : « On ne peut régner innocemment. On ne peut gouverner les hommes sans leur mentir, affirmait-il. Peut-être faut-il même en tuer quelques-uns. L'un des avantages de la monarchie est de parer de ce qu'un socialiste (Karl Marx) a appelé son charme séculaire les vilaines besognes que les citoyens savent nécessaires mais préfèrent voir accomplir par d'autres. Il en résulte que la monarchie a duré plus de dix siècles en France, sans une seule révolution proprement dite. Tandis que pour faire naître cinq républiques (déjà), il a fallu la guerre de Vendée et la Terreur, le 18 Brumaire et le 2 Décembre, les journées de juin et la Commune, la collaboration et l'épuration, pour ne pas parler de moments paisibles passés sous le signe du Général Boulanger ou de Félix Faure¹ ». Quoi qu'il en dise, car il a eu tendance à plutôt minorer cette influence par la suite, l'empreinte maurrassienne est persistante dans l'œuvre de Maulnier. Il est même totalement assimilé, de sorte qu'il peut passer pour une pensée propre à Maulnier. Mais dans les faits, ce dernier s'éloigne du maurrassisme et de ses derniers rejetons qui lui conservent une rancœur tenace. Ce faisant, il s'éloigne également de la droite radicale de ses débuts pour se lancer dans une carrière plus solitaire. La première explication qui vient alors à l'esprit est qu'il s'agit bel et bien d'une trahison de ses idéaux de jeunesse. C'est celle que privilégient ses anciens condisciples maurrassiens. Il en est cependant une autre beaucoup plus réaliste, qui a été évoquée par Paul Sérant. Au lendemain de la guerre, l'assimilation du maurrassisme au fascisme et à la trahison, explique que Maulnier ait « préféré garder une certaine réserve que de s'exposer à une déformation systématique de sa pensée². » Lorsque la droite radicale renaît à la faveur de la guerre froide, les deux courants qui s'offrent à lui sont désormais beaucoup trop éloignés de sa pensée, puisqu'il a le choix entre un nationalisme hexagonal suranné et une tendance catholique intégriste, dans laquelle s'inscrit Louis Salleron par exemple, qui n'a évidemment rien de séduisant pour un intellectuel agnostique. Il faut ainsi attendre l'aggiornamento tenté par Dominique Venner au début des années 1960 dans son étude

¹ Lettre de Thierry Maulnier à Arnould de Liedekerke, non datée. Jean-Philippe Chauvin fait également référence à cette lettre dans son commentaire de la publication du texte de Thierry Maulnier, « Miracle de la monarchie » par les Camelots du Roi. Disponible sur internet à l'adresse suivante : http://jpchauvin.typepad.fr/jeanphilippe_chauvin/2007/01/thierry-maulnie.html .

² Paul Sérant, « Thierry Maulnier, témoin de son temps », in *La Revue des deux mondes*, avril 1964, p.577.

*Pour une critique positive*¹, et son action ultérieure – à laquelle le GRECE participe – pour réorienter le nationalisme dans une perspective plus européenne et occidentaliste, pour que Thierry Maulnier se rapproche de la droite radicale et se remette à militer, pour un temps très court, dans les parages d'une Nouvelle droite avec laquelle s'établissent quelques points de convergence. Dans le même temps, la sécurité que lui procure l'Académie française, le tient à l'écart d'un certain terrorisme intellectuel de gauche qui n'a plus guère de prise sur lui. De sorte que Dominique Venner peut affirmer, quand il le côtoie à la charnière des années 1960 et 1970, que le Maulnier de cette époque n'est pas le révolutionnaire mué en serviteur de l'ordre établi que décrivent certains de ses camarades. « Seulement, explique-t-il, il lui était arrivé la mésaventure commune à toute sa génération. A partir de 1935, l'histoire s'était emballée, filant droit vers un engrenage de catastrophes. Thierry Maulnier le comprit très tôt. Il en tira la même conclusion que Jünger en Allemagne, bien que sous une forme très différente. Il s'établit alors sur une position élevée, d'où il allait observer l'effondrement de ses espérances d'un œil clair et désolé. De sa part, ce fut moins de la prudence que de la lucidité et une juste appréciation de ses moyens. Il se savait fait pour la réflexion, nullement pour l'action². » On ne pouvait mieux expliquer le cheminement intellectuel de Thierry Maulnier à partir de la fin des années trente et sa prise de distance à l'égard du militantisme. Il faudrait également ajouter à ce tableau, une disposition de l'intelligence qui lui est propre, et qui le conduit à toujours vouloir rechercher l'équilibre entre les antagonismes, à composer et à tenter de produire une synthèse entre des mouvements contradictoires ; ce que Montherlant énonçait dans une formule parfaitement appropriée à l'esprit de Maulnier, « garder tout en composant tout³ ». Cette disposition particulière pour la dialectique parcourt toute son œuvre. Elle est frappante dans *Au delà du nationalisme* et dans *La France, la guerre et la paix*. Certains critiques ont pu y voir un amoindrissement de la radicalité de son message, alors qu'il s'agit pour Maulnier de rechercher un équilibre, une harmonie ou, pour être

¹ Dominique Venner, *Pour une critique positive*, Paris, 1962. Ce texte a été souvent réédité. L'édition la plus récente date de 1997 : *Pour une critique positive : écrit par un militant pour des militants*, Nantes, Ars Magna, 1997, 20 p.

² Dominique Venner, *Le Cœur rebelle*, op. cit., pp.156-157.

³ Henry de Montherlant, *Garder tout en composant tout : 1924-1972. Carnets inédits, derniers carnets*, textes réunis, annotés et présentés par Jean-Claude et Yasmina Barat, Paris, Gallimard, 2001, 421 p.

encore plus proche de sa pensée, cette perfection toute classique, qui a autant de valeur pour la politique que pour les arts, et qui correspond à son admiration quasi-obsessionnelle pour le classicisme du Grand Siècle. L'aphorisme suivant est ainsi caractéristique de sa manière de raisonner : « Penser c'est exclure. Toute affirmation d'une pensée exclut la négation antagoniste, dialectique, ou la met en réserve. Aucune pensée ne peut être formée que par le rejet d'une autre. Qui dit forme dit exclusion. Mais l'exclusion est *provisoire*. Vient le moment de réintégrer ce qui a été exclu¹ ». Au fond, Thierry Maulnier est un grand aventurier du doute. Témoin engagé de son temps, il a beaucoup plus mis en question, qu'il n'a apporté de réponses. Pendant près de soixante années, il s'est efforcé de lever le voile sur les mythes qui ont joué un rôle déterminant sur l'imagination collective contemporaine. Dieu en fait bien entendu partie et il le soumet à l'épreuve du doute méthodique comme toutes les autres représentations mythiques. Les derniers ouvrages de Maulnier, *Le Dieu masqué* et *Les matins que tu ne verras pas* sont très fortement imprégnés de ce questionnement sur l'existence de Dieu, sans doute lié au développement de sa maladie et à l'approche de la mort. Dans les dernières années de sa vie, Thierry Maulnier s'entretient régulièrement avec le Père Carré, son confrère académicien, qui fut aussi le confident de sa mère et qui l'a aidée, par la conversion, à supporter les souffrances de la maladie². Certains ont cru y voir une tentation pour la foi qui l'aurait taraudé à la fin de ses jours³. Pour Jean Mabire, Thierry Maulnier, « agnostique affirmé », « vagabonde à son habitude entre des attitudes religieuses contradictoires, séduit par Pascal après avoir été ébloui par Nietzsche⁴. » Encore une fois, il ne faut sans doute pas se laisser convaincre par les apparences. Maulnier utilise Pascal pour aller toujours plus loin dans la mise en doute et les questions qu'il pose à l'existence de Dieu. Mais la bienveillance pour le christianisme est réelle chez lui. Elle est d'ailleurs bien plus esthétique que religieuse, et se concentre sur les grands apports de la civilisation judéo-chrétienne pour l'Occident, les cathédrales et l'art chrétien du Moyen-Age.

¹ Thierry Maulnier, *Les vaches sacrées*, op. cit., p.241.

² Sur ce point et sur la question de Dieu dans l'œuvre de Thierry Maulnier, voir les dernières pages de l'ouvrage d'Etienne de Montety, *Thierry Maulnier*, op. cit., pp.341-350.

³ Le Père Carré affirme : « Je crois savoir qu'il a trouvé Dieu, mais je ne sais pas comment. Il a été au bout de lui-même dans cette quête de l'absolu. Nous ne savons jamais comment les gens trouvent Dieu ». (Cité par Agnès Bigault, in *L'Humaine condition. Thierry Maulnier humaniste du XX^e siècle*, op. cit., p.63.)

⁴ Jean Mabire, *Que lire ? Portraits d'écrivains 3*, op. cit., p.207.

Comme Maurras, il est partagé entre une sensibilité païenne antique ou gréco-latine, et un intérêt non moins évident pour le catholicisme, qui est devenu un caractère dominant chez les maurrassiens dans la seconde moitié du vingtième siècle. Chez Maulnier, au contraire, le souvenir de Maurras évoquant le « poison du Magnificat », le sentiment d'une mystification chrétienne et le recours à Nietzsche se combinent pour faire du christianisme une consolation pour des humains en mal de réconfort : « naufragés qui appellent au secours, qui ont besoin, pour se sentir sauvés, d'une religion tutélaire, d'un Père bienveillant, d'une Révolution qui transformera le monde, d'un Progrès vers le bonheur et la lumière, d'un Sens et d'une justification du malheur (...). Et si tout cela était illusoire consolation, mythe mensonge pour le réconfort des faibles ?¹ » Finalement, « la question n'est pas tant de savoir si Dieu existe (celle-là ne comporte sans doute pas de réponse de notre compétence), mais de savoir si les hommes peuvent lui trouver un substitut acceptable² », affirme donc Maulnier sans avoir réellement trouvé de réponse personnelle à la question de l'existence de Dieu. Il s'éteint le 9 janvier 1988. Un service religieux est célébré à l'église Saint-Germain des Prés, en présence de ses confrères académiciens, Michel Mohrt, Jean d'Ormesson, Michel Droit, Bertrand Poirot-Delpech, René Huyghe, Louis Leprince-Ringuet, Maurice Druon, Jean Hamburger, Félicien Marceau, Henri Troyat, Maurice Schumann, Jacques Soustelle, Michel Déon et André Frossard, auxquels se sont joints de nombreux anonymes et des amis du monde des lettres, du théâtre, du journalisme et de la politique, Roger Hanin, Suzanne et Maurice Bardèche, Francis Perrin, Paul Guth, Gisèle Casadesus, Antoine Gallimard, Jean Isorni, Jean Raspail ou encore Jean Ellenstein. Dans *Le Figaro*, le critique littéraire Renaud Matignon rend hommage à son confrère dans un article au titre parfaitement évocateur de « Cortège pour une époque. » Avec Thierry Maulnier disparaît en effet le dernier grand intellectuel de droite de cette génération des années trente qui a été témoin de tous les cataclysmes du XX^e siècle. Robert Aron est décédé en 1975 ; Raymond Aron et Alfred Fabre-Luce en 1983 ; Bertrand de Jouvenel en 1987. Une époque se termine. Le bloc communiste est proche de l'effondrement. « Et nous avons vu s'éloigner, entre cette éternité qui le

¹ Thierry Maulnier, *Les vaches sacrées*, op. cit., pp.372-373.

² *Ibid.*, p.389.

fascinait et ce néant que toute son œuvre ne cesse de fixer de son œil ironique, avec le catafalque noir sous le ciel absent, ses lendemains devenus fantômes, et les ombres du siècle qui achèvera de se consumer sans lui¹. »

¹ Renaud Matignon, « Cortège pour une époque », in *Le Figaro*, 16 janvier 1988.

Sources et bibliographie

1. Sources

Sources archivistiques

A / Fonds Thierry Maulnier de la Bibliothèque Municipale de Versailles

Le fonds contient notamment l'ensemble de la correspondance de Thierry Maulnier avec sa mère et la plupart des manuscrits d'ouvrages édités et d'articles. Les cotes Ms A à ZP, correspondant à des manuscrits, n'ont pas encore fait l'objet d'un classement minutieux et contiennent un nombre considérable de notes diverses et éparpillées.

F991 (1 à 6) : Ecrits personnels (Ecrits d'enfance, Fulgur, Mémoires inédits, Notes éparses sur des sujets divers, Derniers bouts de manuscrits, Correspondance).

F992 (1 à 11) : Textes édités (*Cette Grèce où nous sommes nés* ; *Dialogue inattendu* ; *Dieu a choisi Paris ou le Monde a pris le large à partir de Paris* ; *Histoire de la médecine* ; *L'Honneur d'être juif* ; *Introduction à la poésie française* ; *Lecture de Phèdre* ; *Le sens des mots* ; *Les vaches sacrées 3* ; Textes sur Racine ; Textes sur l'Italie).

F993 (1 à 2) : Théâtre (Pièces écrites par Thierry Maulnier, Pièces adaptées par Thierry Maulnier).

F994 (1 à 2) : Articles de journaux ou de revues (Manuscrits, Articles pour journaux ou revues).

F995 (1 à 6) : Conférences, causeries et discours (Sur la littérature classique, Sur des auteurs modernes, Autour du théâtre, la Grèce, Sur des problèmes de société et de civilisation, Discours).

F996 (1 à 6) : Documents biographiques. Gestion théâtrale. Divers (Souvenirs d'enfance, Biographies, Articles sur Thierry Maulnier et sur ses écrits. Iconographie, Election à l'Académie française, Gestion théâtrale avec Marcelle Tassencourt, Divers).

Ms A à ZP : manuscrits

B/ Fonds privé Thierry Talagrand

Quand nous l'avons sollicité, Thierry Talagrand, le fils de Thierry Maulnier, nous a ouvert ses portes et permis d'accéder à l'ensemble des archives qu'il a conservées de son père et de Marcelle Tassencourt. Le fonds a fait l'objet d'un classement très sommaire. Il s'étend sur toute la carrière de Maulnier, des années 1930 à la fin des années 1980. Il comprend entre autres les documents suivants :

Articles divers de Thierry Maulnier, des années 1930 à 1980.

Articles sur Thierry Maulnier et ses écrits, en particulier sur son théâtre, et hommages publiés après sa mort.

Contrats d'édition et d'adaptation divers.

Correspondance de Thierry Maulnier avec des écrivains. Lettres reçues et envoyées par Thierry Maulnier.
Correspondance avec Dominique Aury.
Correspondance avec son frère.
Courriers envoyés à Thierry Maulnier par ses lecteurs.
Dossiers sur la gestion théâtrale avec Marcelle Tassencourt.
Notes manuscrites diverses pour des articles, les *Vaches sacrées* ou autres.
Photographies et caricatures.
Tapuscrits ou manuscrits de pièces de théâtre adaptées, et scénario pour un projet de film (Cinq tonnes d'espoir).

C/ Archives de la Préfecture de Police de Paris

Dossier Dissidents d'Action française BA 1893
Dossier Mouvements monarchistes en France BA 1894-1895 (en particulier, Dossier de l'Union Corporative des Instituteurs)
Dossier Dissolution des Ligues d'Action française BA 1896
Dossier Solidarité Française BA 1960
Dossier Aujourd'hui BA 2300
Dossier personnel de Jean-Pierre Maxence GA M5
Dossier personnel de Robert Francis GA F1

Sources audiovisuelles

Archives INA

« Thierry Maulnier parle de Jeanne et les juges », *Plein feu sur les spectacles du monde*, RTF, 1^{er} janvier 1952.
« Interview de Thierry Maulnier sur la Maison de la nuit », *Avant-premières*, Chaîne parisienne RTF, 11 octobre 1953.
Conférence de Thierry Maulnier sur le colonialisme, prononcée devant un groupe d'étudiants, 13 mars 1957, OCORA.
Jeanne et les juges, retransmission télévisée en direct de la représentation de la pièce de Thierry Maulnier à l'occasion des Fêtes de Jeanne d'Arc à Rouen, ORTF, 1^{ère} chaîne, 29 mai 1959.
« Enquête sur l'avenir de l'Algérie et de l'autodétermination. Interview de Thierry Maulnier », *Paris vous parle*, France 1 Paris Inter, 29 septembre 1959.
Lecture pour tous, 1^{ère} chaîne, Emission du 20 janvier 1965.
Interview de Thierry Maulnier par Pierre Lhoste, *Confrontation*, France Culture, 14 mars 1965.
La maison de la nuit, ORTF, diffusion sur la 1^{ère} chaîne, 23 mai 1967.
Le profanateur, ORTF, diffusion sur la 1^{ère} chaîne, 31 janvier 1969.
Demain la paix ? Origines et évolution de la guerre, interview de Thierry Maulnier par Jean Loisy, Radio France, 17 janvier 1975.
« Thierry Maulnier, un académicien parmi ses chats », *30 millions d'amis*, TF1, 16 octobre 1976.
Le sexe et le néant, diffusion sur TF1, 6 juin 1980.
Mémoires du siècle : Marcelle Tassencourt, France Culture, Production Radio France, 12 janvier 1986.
« Polémique autour du nom du nouveau lycée de Nice », *Actualités Côte d'Azur*, France 3 Méditerranée, 10 février 1990.
« Inauguration du lycée Thierry Maulnier, litige sur le nom », *Actualités Côte d'Azur*, France 3 Méditerranée, 12 février 1990.
Mémoires du XX^e siècle : Thierry Maulnier. Entretien accordé par Thierry Maulnier à Jean-José Marchand, diffusé sur France 3 le 2 avril 1993.

Sources orales

Témoignages

Entretien avec Pierre Monnier du 6 mars 2005.

Entretien avec François Sentein du 16 avril 2005.

Entretiens avec Thierry Talagrand 2006-2011.

Sources imprimées

A/ Ouvrages de Thierry Maulnier

La Crise est dans l'homme, Paris, Librairie de la Revue Française, A. Redier, 1932, 254 p. Rééditions Gallimard, 1932, 1935, 252 p.

Nietzsche, Paris, A. Redier, 1933, 289 p. Réédition Gallimard 1943.

Demain la France (en collaboration avec Robert Francis et Jean-Pierre Maxence), Paris, Grasset, 1934, 456 p.

Racine, Paris, Alexis Redier, 1935, 288 p. Réédition Gallimard 1936, 1939, 1947, 1954 ; et Folio essais, 1988, 287 p.

Mythes socialistes, Paris, Gallimard, 1936, 265 p.

La Société nationale et la lutte de classes, Les Cahiers de Combat, n°1, 1937, 30 p.

Au delà du nationalisme, Paris, Gallimard, 1938, 251 p. Réédité avec une préface de Paul Sérant, Editions des Grands classiques, 1993, 254 p. Traduction espagnole : *Más allá del nacionalismo*, Buenos Aires, Herrera, 1944, 262 p. Et Nuevo Orden, 1963, 237 p.

Introduction à la poésie française, Paris, Gallimard, 1939, 365 p. Réédition en 1940, 1951 ; puis 1982 (collection Idées).

La France, la guerre et la paix, Lyon, Lardanchet, 1942, 215 p.

Révolution nationale, l'avenir de la France, Hanoi, Edition du Gouvernement général de l'Indochine, 1942, 224 p.

Lecture de Phèdre, Paris, Gallimard, 1943, 163 p. Nouvelle édition revue et augmentée, Gallimard, 1967, 175 p.

Violence et conscience, Paris, Gallimard, 1945, 215 p.

Histoire de la guerre 1939-1945, (sous le pseudonyme de Jacques Darcy), Paris, La Table Ronde, 1946, 279 p.

Arrière-pensées, Paris, La Table ronde, 1946, 228 p.

Au delà du capitalisme, Les Documents Jeunes Patrons, Note d'information générale n°16, Paris, Centre des Jeunes Patrons, 1946, 4 p.

Langages, Paris, Editions du Conquistador, 1946, 231 p.

Esquisses littéraires, Paris, Robert Cayla, 1948, 171 p.

La Pensée marxiste, Paris, Fayard, 1948, 224 p. Traduction espagnole : *El pensamiento marxista*, Buenos Aires, Huemul, 1965, 261 p.

La Face de Méduse du communisme, Paris, Gallimard, 1951, 237 p. Traduction espagnole : *Comunismo y miedo*, Buenos Aires, Emecé, 1952, 218 p.

Introduction à Colette, Paris, La Palme, 1954, 69 p.

Pourquoi voter oui au référendum, conférence prononcée le 25 septembre 1958 au Théâtre des Ambassadeurs, Paris, Les Conférences des Ambassadeurs, N°15, 1958, 18 p.

La Révolution du XX^e siècle, Paris, Plon, Tribune libre 17, 1958, 49 p.

Cette Grèce où nous sommes nés, Paris, Flammarion, 1964, 180 p.

Discours de réception à l'Académie française de M. Thierry Maulnier prononcé dans la séance publique le 20 janvier 1966, Paris, Palais de l'Institut, 1966.

Lettre aux Américains, Paris, Editions E. Nalis, 1968, 154 p. Traduction espagnole : *Carta a los Americanos*, Madrid, Editora Nacional, 1969, 163 p.

Discours sur les prix de vertu par M. Thierry Maulnier, Directeur de l'Académie, Académie française, Séance publique annuelle tenue le jeudi 11 décembre 1969, Paris, Institut de France, 1969, 18 p.

L'Honneur d'être Juif (en collaboration avec Gilbert Prouteau), Paris, Robert Laffont, 1970, 272 p.

Discours à l'occasion de la mort de Messieurs Jules Romains, Pierre-Henri Simon, Henry de Montherlant, séance du 28 septembre 1972, Paris, Institut de France, 1972, 5 p.

Discours prononcés dans la séance publique tenue par l'Académie française pour la réception de Monsieur Jean d'Ormesson le 6 juin 1974, Paris, Institut de France, 1974, 38 p.

Le Sens des mots, Paris, Flammarion, 1976, 240 p. Traduction espagnole : *Diccionario de la terminologia politica contemporánea*, Madrid, Rialp, 1977, 335 p.

Les Vaches sacrées, Paris, Gallimard, 1977, 434 p. Réédition Gallimard 1989.

Dialogue inattendu (en collaboration avec Jean Elleinstein), Paris, Flammarion, 1979, 278 p.

Discours prononcés dans la séance publique tenue par l'Académie française pour la réception de Monsieur Michel Droit le 26 mars 1981, Paris, Institut de France, 1981, 36 p.

L'Étrangeté d'être : 1977-1979. Les Vaches sacrées 2, Paris, Gallimard, 1982, 323 p.

Le Dieu masqué : 1980-1984. Les Vaches sacrées 3, Paris, Gallimard, 1985, 339 p.

Les Matins que tu ne verras pas. Les Vaches sacrées 4, Paris, Gallimard, 1989, 211 p.

Œuvres théâtrales originales et adaptations

Antigone, de Robert Garnier, adaptée à la scène et préfacée par Thierry Maulnier, Paris, Editions Nicéa, 1944, 124 p.

La Course des rois, Paris, J. Valmont, 1947, 118 p.

Jeanne et les juges, pièce en deux parties. Précédée de : *Un procès d'abjuration*, Paris, Gallimard, 1951, 196 p. Réédition en 1952, 1990 et 1991.

Le Profanateur, pièce en quatre actes, précédée de *La Révolte et le Sacré*, Paris, Gallimard, 1952, 225 p.

La Maison de la nuit, précédé de *La Politique ou la pitié*, Paris, Gallimard, 1954, 231 p. Réédition en 1991. Traduction italienne : *La casa della notte*, Milano, 1955.

La condition humaine, d'André Malraux, adaptation de Thierry Maulnier, in *L'Avant-Scène Théâtre*, n°107, 1955, 40 p. Traduction allemande : *So lebt der Mensch*, Frankfurt, S. Fischer, 1958, 210 p. Traduction espagnole : *La condición humana*, México, Universidad nacional autonoma de México, Dirección genera de difusión cultural, 1971, 105 p.

Le prince d'Égypte, de Christopher Fry, adaptation de Thierry Maulnier (avec le concours de Guy Durand et de Philippe de Rothschild), in *L'Avant-Scène Théâtre*, n°115, 1955, pp.3-23.

Le général du diable, de Carl Zuckmeyer, adaptation de Thierry Maulnier et Pol Quentin, Paris, La Table Ronde, 1956, 190 p.

Procès à Jésus, de Diego Fabbri, adaptation de Thierry Maulnier, in *L'Avant-Scène Théâtre*, n°171, mars 1958, pp.3-31.

Le Sexe et le néant, Paris, L'Avant-scène, Fémina-théâtre n°221, 1^{er} juin 1960, 44 p. Traduction allemande : *Die leere Muschel. Komödie in 3 akten*, Berlin, Bloch, 1962, 190 p.

Le signe du feu, de Diego Fabbri, adaptation de Thierry Maulnier et Costa du Rels, in *L'Avant-Scène Théâtre*, n°236, février 1961, pp.3-32.

Le Christ recrucifié, de Nikos Kazantzakis, adaptation de Thierry Maulnier, in *L'Avant-Scène Théâtre*, n°264, mai 1962.

Agnès Bernauer, de Friedrich Hebbel, adaptation de Thierry Maulnier et Pierre Sabatier, in *L'Avant-Scène Théâtre*, n°364, 15 septembre 1966, pp.2-32.

La Défaite d'Annibal, suivi de *la Ville au fond de la mer*, Paris, Gallimard, 1968, 233 p.

Le prix, de Arthur Miller, adaptation de Thierry Maulnier, Paris, Robert Laffont, 1969, 160 p.

L'Homme qui n'avait rien fait, Paris, Hachette, 1970, 159 p. Réédité sous le titre *Celui qui n'avait rien fait*, Gallimard 1983.

Le marchand de Venise, de William Shakespeare, adaptation de Thierry Maulnier et Pierre Sabatier, Genève, Perret-Gentil, 1974, 92 p.

L'Avocat du diable, de Dore Schary, d'après le roman de Morris West, adaptation de Thierry Maulnier et Pierre Sabatier, in *L'Avant-Scène Théâtre*, n°652, 15 juin 1979, pp.2-34.

Le Soir du Conquérant, suivi de *Celui qui n'avait rien fait*, Paris, Gallimard, 1983, 227 p.

La mégère apprivoisée, de William Shakespeare, adaptation de Thierry Maulnier, in *L'Avant-Scène Théâtre*, n°871, 1990, pp.3-47.

Anthologies, contributions à des recueils collectifs

Fulgur, Paris, Julliard, 1992, 368 p.

« Ordre et révolution », in *Le Rajeunissement de la politique*, Paris, Corrêa, 1932, 380 p.

Les Jeunes groupes et l'esprit de révolution (suite), Paris, Union pour la Vérité, juin-juillet 1934

André Gide et notre temps, Entretien tenu au siège de l'Union pour la Vérité le 23 janvier 1935, Paris, Gallimard, 1935, 90 p.

Le Souvenir de Jacques Bainville, Paris, Les Amis des Beaux Livres, 1936, 190 p.

La Démocratie contre la liberté, in Paul Valéry (dir), *La France veut la liberté*, Paris, Plon, 1938, pp.90-106.

« La Poésie française au XX^e siècle », *La France de l'esprit 1940-1943*, Paris, Sequana, 1943, pp.61-66.

Poésie du XVII^e siècle, anthologie présentée par Thierry Maulnier, Paris, La Table ronde, 1945, 349 p.

« Le fanatisme des marxistes », in *De Marx au Marxisme 1848-1948*, Paris, Editions de Flore, 1948, 320 p.

« Du premier au dernier Sartre », in Quéant Gilles (dir), *Théâtre de France*, Paris, Les Publications de France, 1951.

L'Eglise et la Liberté, Semaine des intellectuels catholiques (du 4 au 10 mai 1952), Paris, Editions de Flore, 1952, pp.96-102.

Ceux d'Algérie. Lettres de rappelés précédées d'un débat, précédées d'un débat entre Jean-Yves Alquier, Roger Barberot, Raoul Girardet, Michel Massenet et Thierry Maulnier, Paris, Plon, Tribune libre, 1957, 175 p.

« Jeanne d'Arc et son mythe », in *Mémorial du V^e centenaire de la réhabilitation de Jeanne d'Arc 1456-1956*, Paris, Joseph Floret, 1958, 310 p.

« Les Sources du Fleuve », in Maulnier Thierry, Prouteau Gilbert et Valéry Paul, *Le Monde a pris le large à partir de Paris*, Paris, Editions France-Empire, 1982, pp.17-50.

« L'œuvre critique », in Sipriot Pierre (dir), *Robert Brasillach et la génération perdue*, 1987, pp.67-71.

Avant-propos, introductions et préfaces de Thierry Maulnier

- ACOLUTHE Anne, *Mini bestiaire*, préface de Thierry Maulnier, Paris, Editions Saint-Germain-des-Prés, 1971, 50 p.
- AMAR André, *L'Europe a fait le monde. Une histoire de la pensée européenne*, préface de Thierry Maulnier, Paris, Editions Planète, 1966, 198 p.
- AURY Dominique, *Poètes précieux et baroques du XVII^e*, choix de poèmes et notes de Dominique Aury, introduction de Thierry Maulnier, Angers, J. Petit, 1941, 265 p.
- AVEROFF Michelle, *Jadis en Roumanie*, préface de Thierry Maulnier, Paris, Les Belles lettres, 1965, 201 p.
- BALZAC Honoré de, *La Cousine Bette*, préface de Thierry Maulnier, Paris, Bordas, 1948, 381 p.
- BARRES Maurice, *L'Oeuvre de Maurice Barrès. Tome V. Scènes et doctrines du nationalisme. Les amitiés françaises*, annotée par Philippe Barrès, préface de Thierry Maulnier, Paris, Club de l'Honnête homme, 1967, 577 p.
- BAUDELAIRE Charles, *Œuvres complètes*, précédées de considérations sur l'auteur par Théophile Gautier, Charles Asselineau, Thierry Maulnier, René Huyghe, Paris, Editions de Saint-Clair, 1974, 1023 p.
- BERAULT Catherine, *Passerelle*, préface de Thierry Maulnier, Paris, Point et contrepoint, 1949, 39 p.
- BLIGNERES Hervé de, *La Foi du centurion. Le patriotisme principe d'action*, préface de Thierry Maulnier, Paris, Editions du Fuseau, 1966, 264 p.
- BRASILLACH Robert, *Oeuvres complètes tome 8*, préface de Thierry Maulnier, Paris, Club de l'honnête homme, 1964, 693 p.
- CHAFFANJON Arnaud, *Jean Racine et sa descendance*, Préface de Thierry Maulnier, Paris, Editions du Palais Royal, 1964, 499 p.
- DAMIEN André, *Les Versaillais et leur château*, préface de Thierry Maulnier, Versailles, Editions Miguel Pons, 1987, 109 p.
- DUBOURG Pierre, *Dramaturgie de Jean Cocteau*, avant-propos de Thierry Maulnier, Paris, Grasset, 1954, 279 p.
- DUBREUIL Hyacinthe, SCHUELLER Eugène, MOY Gérard de, DUBOIS Alexandre, DAUBOURG Roger, *La Réforme de l'entreprise : vers un salaire humain*, préface de Thierry Maulnier, Paris : Éditions Ocia, 1948, 212 p.
- FONTENELLE Bernard Le Bouyer de, *Entretiens sur la pluralité des mondes habités*, Bois gravés de L. Ferrand, Introduction de Thierry Maulnier, Paris, Editions de la Nouvelle France, 1945, 205 p.
- FRANK Nino, *L'Italie que j'aime*, présentée par Thierry Maulnier, légendée par Michel Déon, Photographiée par W. Stuhler, A. Elfer, F. Roiter, Paris, Editions Sun, 1967, 144 p.
- FROGER Pierre-Jean, *Le Maire et son village : rôle et vocation de la commune rurale et du maire à travers l'histoire et face au monde moderne*, préface de Thierry Maulnier, Les Sables-d'Olonne, Editions le Cercle d'or, 1976, 143 p.
- GOBINEAU Marcel, *Clefs en mains*, préface de Thierry Maulnier, Paris, Editions Karolus, 1961, 252 p.
- GLACHANT Roger, *Histoire de l'Inde des Français : les pluies et la poussière*, préface de Thierry Maulnier, Paris, Plon, 1965, 340 p.
- GOSTONY (dir.), *Histoire du soulèvement hongrois de 1956*, préface de Thierry Maulnier, Paris, Editions Horvath, 1966, 384 p.
- KIMCHE David et BAWLY Dan, *Israël face aux Arabes*, avant-propos de Thierry Maulnier, Paris, Cercle européen du livre, 1969, 318 p.
- KOLOZSVARY Gyula, *Être ou ne pas être. L'Acteur hongrois, héros de la Révolution d'octobre*, préface de Thierry Maulnier, Paris, Imprimerie de Monce, 1957, 23 p.
- LOISY Jean, *Nocturnes*, introduction par Thierry Maulnier, Paris, Editions Points et contrepoints, 1948, 111 p.
- LOISY Jean, *Un poète... Une œuvre*, introduction de Thierry Maulnier, Paris, Points et contrepoints, 1979, 32 p.

MACHIAVEL Nicolas, *Le Prince*, préface de Thierry Maulnier, Paris, Le Livre Club du libraire, 1956, 192 p.

MASSIS Henri, *Au long d'une vie*, préface de Thierry Maulnier, Paris, Plon, 1967, 277 p.

MAURER Rudolf, *André Gide et l'URSS*, préface de Thierry Maulnier, Berne, Tillier, 1983, 252 p.

MOELLER VAN DEN BRUCK Arthur, *Le Troisième Reich*, introduction de Thierry Maulnier, Paris, A. Redier, 1933, 327 p. Réédition Fernand Sorlot, 1981, 325 p.

MOREAU Pierre-Etienne, *Czaris et Lyvia*, préface de Thierry Maulnier, Paris, Morgan, 1959, 191 p.

NOBECOURT René-Gustave, *Les Nourritures normandes d'André Gide*, préface de Thierry Maulnier, Paris, Editions Médicis, 1949, 247 p.

PICARD Raymond, *De Racine au Parthénon : essais sur la littérature et l'art à l'âge classique*, préface de Thierry Maulnier, Paris, Gallimard, 1977, 278 p.

PROUST Marcel, *Lettres de Marcel Proust à Bibesco*, préface de Thierry Maulnier, Lausanne, Editions de Clairefontaine, La Guilde du livre, 1949, 183 p.

RACINE Jean, *Théâtre complet. Œuvre poétique*, présentation par Thierry Maulnier, Paris, Editons Magnard, 1959, 452 p.

RACINE Jean, *Abrégé de l'histoire de Port-Royal, suivi de la Thébaïde et de Alexandre le Grand*, avec une introduction de Thierry Maulnier, Paris, Vialetay, 1969, 325 p.

RENARD Jean-Claude, *Juan*, préface de Thierry Maulnier, Paris, Didier, Résurrection 6, 1945, 53 p.

ROUAULT Georges, *Le Miserere*, 58 planches gravées par Georges Rouault exposées à la Galerie Louis Carré, préface de Thierry Maulnier, Paris, Louis Carré, 1952, 14 p.

SADE Donatien Alphonse François de, *Les Infortunes de la vertu*, préface de Thierry Maulnier, Paris, Valmont, 1947, 181 p.

SCHALLER François, *Un Aspect du nouveau courant social. De la charité privée aux droits économiques et sociaux du citoyen*, préface de Thierry Maulnier, Neuchâtel, La Baconnière, 1950, 247 p.

SUBES Raymond, *Quarante épées*, préface de Thierry Maulnier, Paris, Tournon, 1972, 177 p.

B/ Articles de Thierry Maulnier

Articles de L'Action française :

« Une idée de Léonard », 08-01-1931.

« Une idée de Léonard, deuxième article », 15-01-1931.

« Fidélités », 22-01-1931.

« La logomachie de Versailles », 19-02-1931.

« Le conformisme de M. Guéhenno », 05-03-1931.

« L'artiste et le peuple », 26-03-1931.

« Pour que demain ne vienne pas », 30-04-1931.

« Pour que demain ne vienne pas, deuxième article », 07-05-1931.

« Découverte de l'homme », 04-06-1931.

« Les souvenirs d'Henri Massis. Ce qui n'a pas menti », 11-06-1931.

« Présence de Virgile », 25-06-1931.

« Nécessité du mouvement », 23-07-1931.

« N'être pas tranquilles... », 20-08-1931.

« Réflexions sur l'art critique », 27-08-1931.

« Position contre l'Amérique », 10-09-1931.

« Le sort de l'inquiétude », 17-09-1931.

« En marge de l'enquête de "Candide". Ceux qui meurent », 24-09-1931.
« Deux visages entre les nations », 29-10-1931.
« Deux visages entre les nations, deuxième article », 05-11-1931.
« Vers une pureté perdue », 19-11-1931.
« Créatures régénérées », 31-12-1931.
« La guerre à sept ans », 07-01-1932.
« La révolution trahie », 28-01-1932.
« Gestes visibles de l'idée », 03-03-1932.
« Hommes au delà du bonheur », 24-03-1932.
« Sur un comité et ses membres », 14-04-1932.
« La seconde barbarie », 09-06-1932.
« Nous forgeons des chaînes », 07-07-1932.
« Invention d'une vérité », 04-08-1932.
« Symbole et style », 18-08-1932.
« Héroïsme et classicisme », 15-09-1932.
« Un homme désintéressé », 29-09-1932.
« Où s'arrête le désintéressement », 13-10-1932.
« Sur une conversion », 10-11-1932.
« D'une attitude critique », 08-12-1932.
« Une jeunesse », 05-01-1933.
« L'agonie des idées », 26-01-1933.
« Mesures de l'homme », 09-02-1933.
« Destin de l'Europe », 23-02-1933.
« Postérité de Montaigne », 16-03-1933.
« Conditions d'un réveil des jeunes Français », 30-03-1933.
« Conditions d'un réveil des jeunes Français », 20-04-1933.
« Critique et poésie », 11-05-1933.
« Les dangers de l'innocence », 01-06-1933.
« Héroïsme et révolution », 15-06-1933.
« Le déclin du marxisme », 13-07-1933.
« La jeune fille et le monstre », 27-07-1933.
« Plaidoyer pour la poésie », 10-08-1933.
« A la recherche du grand style », 24-08-1933.
« Le recours à l'instinct », 21-09-1933.
« L'infidélité nécessaire », 12-10-1933.
« Pour une renaissance du désintéressement », 18-01-1934.
« La pensée au vingtième siècle », 08-02-1934.
« La génération de la fatalité », 08-03-1934.
« L'éloquence et le style », 22-03-1934.
« Un humaniste marxiste », 05-04-1934.
« L'usure du langage », 19-04-1934.
« Le faiseur d'énigmes », 17-05-1934.
« Le romancier et son sujet », 31-05-1934.
« Les "Derniers vers" de la Comtesse de Noailles », 28-06-1934.
« Une mésaventure de l'humanisme », 26-07-1934.
« Le capital littéraire », 30-08-1934.
« Décadence de l'art d'écrire », 20-09-1934.
« Le service de Barrès », 11-10-1934.
« Polémiques sur Hugo », 25-10-1934.
« Littérature et société », 15-11-1934.
« "L'enfant de la nuit" », 29-11-1934.

« Timidités de l'intelligence », 20-12-1934.
 « Le combat des idées. A propos des "Débats" d'Henri Massis », 10-01-1935.
 « Le professeur contre les classiques », 24-01-1935.
 « L'idole insultée », 07-02-1935.
 « La communauté et l'intelligence », 28-02-1935.
 « Une querelle de la Renaissance », 14-03-1935.
 « Renaissance et Réforme », 28-03-1935.
 « Le conteur. Le politique », 04-04-1935.
 « D'une certaine littérature », 02-05-1935.
 « La sincérité gidienne », 23-05-1935.
 « Un civilisé contre la civilisation », 16-06-1935.
 « Plaidoyer pour la solitude », 27-06-1935.
 « Culture collectiviste », 11-07-1935.
 « Littérature populaire », 25-07-1935.
 « Le numéro spécial de "Document" sur l'Action Française », 02-08-1935.
 « La leçon des peintres », 15-08-1935.
 « Le déclin du cosmopolitisme », 29-08-1935.
 « Le pittoresque et l'atmosphère », 19-09-1935.
 « Un manifeste d'intellectuels français pour la défense de l'Occident », 04-10-1935.
 « Les intellectuels juges de la civilisation », 24-10-1935.
 « La littérature désertée par les littérateurs », 14-11-1935.
 « Thierry Maulnier parle du fascisme sous la présidence de Jacques Bainville », 24-11-1935.
 « La morale et la politique », 28-11-1935.
 « De la bonne foi », 19-12-1935.
 « Les portraits de Robert Brasillach », 26-12-1935.
 « Le biologiste social », 02-01-1936.
 « Un nouvel aspect de l'histoire littéraire », 16-01-1936.
 « La vérité est-elle à gauche », 30-01-1936.
 « Progrès des arts », 27-02-1936.
 « Mythes et mystiques », 12-03-1936.
 « Lettre à un écrivain du Front populaire », 26-03-1936.
 « Deuxième lettre à un écrivain du Front populaire », 09-04-1936.
 « Troisième et dernière lettre à un écrivain du Front populaire », 23-04-1936.
 « L'artiste trahi par l'époque », 07-05-1936.
 « L'homme devant l'histoire », 04-06-1936.
 « Condition de la littérature en URSS », 25-06-1936.
 « "Le marchand d'oiseaux" », 16-07-1936.
 « A propos de Corneille », 20-08-1936.
 « L'écrivain et ses confidences », 10-09-1936.
 « Marxisme et culture », 24-09-1936.
 « Le plébéien amateur », 26-11-1936.
 « Quand on revient d'URSS », 21-01-1937.
 « Bernardin chez Staline », 11-03-1937.
 « De l'imitation », 15-04-1937.
 « Littérature et propagande », 13-05-1937.
 « Le théâtre entre deux périls », 17-06-1937.
 « Contradictions et pièges du mensonge romanesque », 15-07-1937.
 « La pureté impossible », 12-08-1937.
 « Des renégats aux domestiques », 02-07-1937.
 « La domestication des "intellectuels" », 16-09-1937.
 « Force et faiblesse de l' "intellectuel" », 30-09-1937.

« M. Chamson revient d'Espagne », 14-10-1937.
 « "Comme le temps passe" », 04-11-1937.
 « La main tendue aux humanistes », 16-12-1937.
 « Don de créer et don de vivre », 13-01-1938.
 « Nécessité de prendre parti », 10-03-1938.
 « La nouvelle façon de trahir de M. Romain Rolland », 28-04-1938.
 « Un siècle de Louis XIII », 26-05-1938.
 « L'homme social », 16-06-1938.
 « Le "Corneille" de Robert Brasillach », 14-07-1938.
 « Pour une juste histoire de lettres françaises », 21-07-1938.
 « "La démocratie contre la liberté" », 28-07-1938.
 « Les victimes de la liberté », 25-08-1938.
 « M. Julien Benda ou l'imbécile », 22-09-1938.
 « L'indignation de M. Jean-Richard Bloch », 20-10-1938.
 « La jeunesse française devant la France », 17-11-1938.
 « Edmond Rostand et la littérature », 29-12-1938.
 « M. Jean Giono prophète », 19-01-1939.
 « Notes sur "L'Equinoxe de Septembre" de M. Henry de Montherlant », 02-03-1939.
 « Des révolutions littéraires », 23-03-1939.
 « La poésie de la connaissance au XVI^e siècle », 27-04-1939.
 « Le cœur de M. Guehenno », 23-05-1939.
 « "Les Sept Couleurs" », 15-06-1939.
 « Une génération aux prises avec la vie », 20-07-1939.
 « Qu'est-ce que la littérature ? », 17-08-1939.
 « A propos de "La Thébaïde" », 31-08-1939.
 « La Varende : Man d'Arc », 28-12-1939.
 « Henri Massis : La Guerre de trente ans », 22-02-1940.
 « Gilles, par Drieu La Rochelle, 04-04-1940 ».

« Joseph de Maistre, Une politique expérimentale », 18-04-1940.
 « Pour M. de Kerillis », 23-04-1940.
 « Buré au secours de Kerillis », 27-04-1940.
 « L'allié que nous avons perdu », 27-04-1940.
 « Emile Buré s'obstine », 07-05-1940.
 « Où nous en sommes », 06 et 09-07-1940.
 « Impressions de Vichy », 10 à 12-07-1940.
 « Impressions de Vichy II. D'abord, L'ordre », 14-07-1940.
 « La grande attaque contre l'Angleterre est-elle imminente ? », 17-07-1940.
 « Les chances de succès d'une attaque contre l'Angleterre », 19-07-1940.
 « La défense de l'Angleterre », 21-07-1940.
 « Les opérations militaires », 25-07-1940.
 « Stratégie méditerranéenne », 19 et 20-01-1941.
 « La bataille de la Méditerranée », 05-04-1941.
 « D'Addis Abeba à Salonique », 09-04-1941.
 « Nouveaux aspects de la guerre », 14-05-1941.
 « Charles Maurras : La seule France », 22-05-1941.
 « Valeur stratégique de la Crète », 24-05-1941.
 « Jacques Chardonne : Chronique privée de l'an 40 », 29-05-1941.
 « Daniel Halévy, Péguy et les Cahiers de la Quinzaine », 05-06-1941.
 « Le problème de l'Atlantique », 10-06-1941.
 « Kléber Haedens, Une anthologie de la poésie française », 12-06-1941.
 « Bertrand de Jouvenel : Après la Défaite », 12-06-1941.

« La bataille de l'Atlantique. La lutte contre les sous-marins », 17-06-1941.
 « Georges Blond : L'Angleterre en guerre », 19-06-1941.
 « Jacques de Lacretelle : L'Heure qui passe », 10-07-1941.
 « L'avenir du régime en URSS », 22-07-1941.
 « Paul Valéry : Tel Quel », 31-07-1941.
 « Le secours difficile », 08-08-1941.
 « Stratégie soviétique », 17 et 18-08-1941.
 « L'avenir de la littérature I. », 18-08-1941.
 « Du nouveau sur Racine », 04-09-1941.
 « Albert Thibaudet : Réflexions sur la littérature (II) », 11-09-1941.
 « Prudence américaine », 13-09-1941.
 « L'avenir de la littérature II. », 18-09-1941.
 « Le droit international et la guerre », 19-09-1941.
 « L'avenir de la littérature III. », 25-09-1941.
 « Après la conférence de Moscou », 06-10-1941.
 « Le recul russe vers l'Asie », 09-10-1941.
 « Jean Grenier : Inspirations méditerranéennes », 15-10-1941.
 « Procès de la critique », 22-10-1941.
 « L'Angleterre et l'allié russe », 23-10-1941.
 « Etats-Unis et Japon », 31-10-1941.
 « Revue de la Presse », 03-11-1941.
 « Revue de la Presse », 04-11-1941.
 « Revue de la Presse », 05-11-1941.
 « Daniel Halévy : Trois Epreuves », 05-11-1941.
 « Revue de la Presse », 06-11-1941.
 « Revue de la Presse », 07-11-1941.
 « Revue de la Presse », 08-11-1941.
 « Revue de la Presse », 10-11-1941.
 « Revue de la Presse », 11-11-1941.
 « Revue de la Presse », 12-11-1941.
 « Kléber Haedens : Paradoxe sur le roman », 12-11-1941.
 « Revue de la Presse », 13-11-1941.
 « Revue de la Presse », 16-11-1941.
 « Revue de la Presse », 18-11-1941.
 « Revue de la Presse », 19-11-1941.
 « Théâtre et littérature », 19-11-1941.
 « Revue de la Presse », 21-11-1941.
 « Revue de la Presse », 22 et 23-11-1941.
 « Revue de la Presse », 24-11-1941.
 « Revue de la Presse », 25-11-1941.
 « Revue de la Presse », 26-11-1941.
 « Plaidoyer pour la littérature », 26-11-1941.
 « Revue de la Presse », 28-11-1941.
 « Revue de la Presse », 29 et 30-11-1941.
 « Revue de la Presse », 02-12-1941.
 « L'offensive d'Afrique et le deuxième front », 03-12-1941.
 « Revue de la Presse », 03-12-1941.
 « Revue de la Presse », 05-12-1941.
 « Revue de la Presse », 06 et 07-12-1941.
 « Revue de la Presse », 09-12-1941.
 « Armand Petitjean : Combats préliminaires », 10-12-1941.

« Revue de la Presse », 11-12-1941.
« Revue de la Presse », 13 et 14-12-1941.
« Revue de la Presse », 15-12-1941.
« Revue de la Presse », 17-12-1941.
« D'une mode dangereuse », 17-12-1941.
« Revue de la Presse », 18-12-1941.
« Revue de la Presse », 19-12-1941.
« Revue de la Presse », 22-12-1941.
« Revue de la Presse », 23-12-1941.
« Revue de la Presse », 25-12-1941.
« Revue de la Presse », 26-12-1941.
« Revue de la Presse », 28-12-1941.
« Nouveaux développements de la guerre », 29-12-1941.
« Léon Daudet : Sauveteurs et incendiaires », 31-12-1941.
« Revue de la Presse », 31-12-1941.
« Revue de la Presse », 01-01-1942.
« Revue de la Presse », 02-01-1942.
« Revue de la Presse », 03 et 04-01-1942.
« Revue de la Presse », 06-01-1942.
« Revue de la Presse », 07-01-1942.
« Henry de Montherlant : Le solstice de juin », 07-01-1942.
« Revue de la Presse », 08-01-1942.
« Revue de la Presse », 09-01-1942.
« Revue de la Presse », 10 et 11-01-1942.
« Revue de la Presse », 13-01-1942.
« Revue de la Presse », 14-01-1942.
« Jean Giraudoux : Littérature », 14-01-1942.
« Revue de la Presse », 15-01-1942.
« Revue de la Presse », 16-01-1942.
« Revue de la Presse », 17 et 18-01-1942.
« Revue de la Presse », 20-01-1942.
« De la littérature française », 21-01-1942.
« Revue de la Presse », 23-01-1942.
« Revue de la Presse », 26-01-1942.
« Revue de la Presse », 28-01-1942.
« Maurice Blanchot : Thomas l'obscur », 28-01-1942.
« Revue de la Presse », 30-01-1942.
« Revue de la Presse », 31-01 et 01-02-1942.
« Les socialistes et le régime nouveau », 31-01 et 01-02-1942.
« Revue de la Presse », 03-02-1942.
« Les socialistes et le régime nouveau 2 », 03-02-1942.
« Revue de la Presse », 04-02-1942.
« Revue de la Presse », 05-02-1942.
« Revue de la Presse », 07 et 08-02-1942.
« Revue de la Presse », 09-02-1942.
« Revue de la Presse », 11-02-1942.
« Revue de la Presse », 13-02-1942.
« Revue de la Presse », 14 et 15-02-1942.
« Revue de la Presse », 17-02-1942.
« André Fraigneau : La fleur de l'âge », 18-02-1942.
« Revue de la Presse », 19-02-1942.

« Revue de la Presse », 20-02-1942.
 « Revue de la Presse », 21 et 22-02-1942.
 « Revue de la Presse », 24-02-1942.
 « Jean Schlumberger : Jalons », 25-02-1942.
 « Revue de la Presse », 26-02-1942.
 « Revue de la Presse », 05-03-1942.
 « Revue de la Presse », 06-03-1942.
 « Revue de la Presse », 10-03-1942.
 « Revue de la Presse », 11-03-1942.
 « Revue de la Presse », 13-03-1942.
 « Revue de la Presse », 16-03-1942.
 « Revue de la Presse », 20-03-1942.
 « Revue de la Presse », 21 et 22-03-1942.
 « Revue de la Presse », 23-03-1942.
 « Revue de la Presse », 25-03-1942.
 « Revue de la Presse », 26-03-1942.
 « Revue de la Presse », 30-03-1942.
 « Revue de la Presse », 31-03-1942.
 « Revue de la Presse », 02-04-1942.
 « Revue de la Presse », 06-04-1942.
 « Revue de la Presse », 07-04-1942.
 « Revue de la Presse », 08-04-1942.
 « A propos de Machiavel », 08-04-1942.
 « Revue de la Presse », 09-04-1942.
 « "Sans la muraille des Cyprès..." », 09-04-1942.
 « Revue de la Presse », 10-04-1942.
 « Revue de la Presse », 11 et 12-04-1942.
 « Revue de la Presse », 15-04-1942.
 « Revue de la Presse », 17-04-1942.
 « Revue de la Presse », 18 et 19-04-1942.
 « Revue de la Presse », 20-04-1942.
 « Notes sur le romantisme », 30-04-1942.
 « Poètes nouveaux », 14-05-1942.
 « Revue de la Presse », 23 et 24-05-1942.
 « Revue de la Presse », 25-05-1942.
 « Revue de la Presse », 26-05-1942.
 « Lecomte de Nouy : L'avenir de l'esprit », 28-05-1942.
 « Revue de la Presse », 29-05-1942.
 « La durée de la guerre », 30 et 31-05-1942.
 « Revue de la Presse », 30 et 31-05-1942.
 « Revue de la Presse », 01-06-1942.
 « Revue de la Presse », 03-06-1942.
 « Charles Maurras : De la colère à la justice, réflexions sur un désastre », 04-06-1942.
 « Revue de la Presse », 05-06-1942.
 « Revue de la Presse », 08-06-1942.
 « Revue de la Presse », 09-06-1942.
 « Revue de la Presse », 10-06-1942.
 « Revue de la Presse », 13 et 14-06-1942.
 « Les paysans sous l'Ancien Régime », 13 et 14-06-1942.
 « Revue de la Presse », 15-06-1942.
 « Revue de la Presse », 16-06-1942.

« Revue de la Presse », 18-06-1942.
« Revue de la Presse », 19-06-1942.
« Revue de la Presse », 20 et 21-06-1942.
« Revue de la Presse », 23-06-1942.
« Revue de la Presse », 26-06-1942.
« Les paysans sous l'Ancien Régime II », 27 et 28-06-1942.
« Revue de la Presse », 29-06-1942.
« Revue de la Presse », 30-06-1942.
« Revue de la Presse », 01-07-1942.
« Revue de la Presse », 02-07-1942.
« L'Hommage de la presse à Léon Daudet », 06-07-1942.
« Revue de la Presse », 07-07-1942.
« Léon Daudet écrivain », 09-07-1942.
« Les paysans sous l'Ancien Régime III », 11 et 12-07-1942.
« Revue de la Presse », 11 et 12-07-1942.
« Revue de la Presse », 22-07-1942.
« Revue de la Presse », 24-07-1942.
« Revue de la Presse », 25 et 26-07-1942.
« Revue de la Presse », 28-07-1942.
« Revue de la Presse », 31-07-1942.
« Revue de la Presse », 03-08-1942.
« Georges Simenon : La veuve Couderc », 06-08-1942.
« Georges Dumézil : Horace et les Curiaces », 13-08-1942.
« Les pages immortelles de Descartes choisies et expliquées par Paul Valéry », 20-08-1942.
« Revue de la Presse », 20-08-1942.
« Revue de la Presse », 21-08-1942.
« Revue de la Presse », 22 et 23-08-1942.
« Revue de la Presse », 27-08-1942.
« Sur la pensée de Descartes », 27-08-1942.
« Revue de la Presse », 28-08-1942.
« Revue de la Presse », 31-08-1942.
« Revue de la Presse », 01-09-1942.
« Revue de la Presse », 03-09-1942.
« Revue de la Presse », 07-09-1942.
« Revue de la Presse », 08-09-1942.
« Revue de la Presse », 10-09-1942.
« La Varenne : Heureux les humbles », 10-09-1942.
« Revue de la Presse », 15-09-1942.
« Revue de la Presse », 21-09-1942.
« Revue de la Presse », 22-09-1942.
« Revue de la Presse », 23-09-1942.
« Une nouvelle anthologie », 24-09-1942.
« Revue de la Presse », 28-09-1942.
« Revue de la Presse », 29-09-1942.
« Revue de la Presse », 30-09-1942.
« Une nouvelle anthologie II », 01-10-1942.
« Sur le génie de la France », 05-11-1942.
« Revue de la Presse », 05-10-1942.
« Revue de la Presse », 06-10-1942.
« Revue de la Presse », 09-10-1942.
« Revue de la Presse », 13-10-1942.

« La guerre et l'autorité », 18-11-1942.
 « Maurice Blanchot : Aminadab », 26-11-1942.
 « Revue de la Presse », 27-11-1942.
 « Revue de la Presse », 28 et 29-11-1942.
 « Revue de la Presse », 01-12-1942.
 « Revue de la Presse », 04-12-1942.
 « Revue de la Presse », 08-12-1942.
 « Revue de la Presse », 10-12-1942.
 « Le sort de la littérature », 10-12-1942.
 « Revue de la Presse », 12-12-1942.
 « L'excès de confiance », 26 et 27-12-1942.
 « La valeur des chiffres », 30-12-1942.
 « L'enfance de l'art par Claude Roy », 31-12-1942 et 01-01-1943.
 « D'une guerre à l'autre », 20-01-1943.
 « La guerre des empires », 28-01-1943.
 « Littératures étrangères », 28-01-1943.
 « La guerre des empires », 02-02-1943.
 « Compagnons de route », 05-02-1943.
 « L'énigme soviétique », 17-02-1943.
 « Retour à la stratégie », 26-02-1943.
 « Où la masse ne suffit pas », 02-03-1943.
 « Doctrine et propagande communistes », 05-03-1943.
 « Nouveaux destins de l'intelligence française », 18-03-1943.
 « La guerre transforme le monde », 19-03-1943.
 « Une nouvelle géographie économique », 26-03-1943.
 « Malaise de la jeunesse », 02-04-1943.
 « Le malaise de la jeunesse II, Politique et intelligence », 14-04-1943.
 « Retour au réel : Gustave Thibon », 15-04-1943.
 « La jeunesse n'est pas l'enfance », 27-04-1943.
 « Le problème de la jeunesse IV, Un nouveau rousseauisme », 04-05-1943.
 « Encore le théâtre littéraire », 06-05-1943.
 « Le malaise de la jeunesse V, Conclusion », 10-05-1943.
 « Dominique Aury : Anthologie de la poésie religieuse française », 13-05-1943.
 « Remarques sur la puissance financière », 17-05-1943.
 « La poésie religieuse en France », 20-05-1943.
 « Remarques sur la puissance financière II », 26-05-1943.
 « Brice Parain : Recherches sur la nature et les fonctions du langage », 27-05-1943.
 « L'abdication de la IIIe Internationale », 10-06-1943.
 « D'une pseudo dialectique de l'histoire », 19 et 20-06-1943.
 « L'urbanisme et la politique », 30-06-1943.
 « Textes inédits de Victor Hugo », 01-07-1943.
 « La contre-révolution spontanée », 13 et 14-07-1943.
 « A propos de la science dirigée », 20-07-1943.
 « Sur le "retour à la terre" », 24 et 25-07-1943.
 « Ce qui ne renaîtra pas », 02-08-1943.
 « Charles-Emmanuel Dufourcq : Les grands redressements français », 12-08-1943.
 « Guerres d'autres siècles », 17-08-1943.
 « Perspectives d'après-guerre », 24-08-1943.
 « René Bertelé : Panorama de la jeune poésie contemporaine », 26-08-1943.
 « Richesses de l'URSS », 15-09-1943.
 « Traditions de l'émeute », 16-09-1943.

« Les ennemis de la littérature », 23-09-1943.
 « Kléber Haedens : Une histoire de la littérature française », 30-09-1943.
 « Un esthétisme révolutionnaire », 11-10-1943.
 « Un esthétisme révolutionnaire II », 23 et 24-10-1943.
 « Fureurs antifrançaises », 02-11-1943.
 « Gabriel Hanotaux et le duc de La Force : Richelieu, M. M. Martin : Aspects de la renaissance française sous Henri IV », 11-11-1943.
 « H. R. Lenormand : Les Pitoëff », 02-12-1943.
 « G. de Korff : Clarté sur la Russie, Philippe Ariès : Les traditions sociales dans les pays de France », 11 et 12-12-1943.
 « Michel Mohrt : Montherlant "homme libre" », 16-12-1943.
 « Problèmes d'après-guerre », 24-25 et 26-12-1943.
 « Henri Gouhier : L'essence du théâtre », 30-12-1943.
 « Problèmes d'après-guerre II », 05-01-1944.
 « Littérature française », 15 et 16-01-1944.
 « Le théâtre à Paris. Sodome et Gomorrhe », 19-01-1944.
 « Démographie française », 26-01-1944.
 « Luc Estang : Invitation à la poésie, Georges Lafourcade : Heurodys ou la renaissance poétique », 04-02-1944.
 « Jean Giraudoux », 18-02-1944.
 « Le théâtre à Paris. Fils de personne », 03-03-1944.
 « Jean Schlumberger : Nouveaux salons », 10-03-1944.
 « Economie d'après-guerre », 14-03-1944.
 « Le théâtre à Paris. Antigone de Jean Anouilh », 31-03-1944.
 « Grands travaux », 07-04-1944.
 « Pierre Tisseyre : Cinquante-cinq heures de guerre », 07-04-1944.
 « L'art et le peuple », 11-04-1944.
 « Le théâtre à Paris. Réflexions sur l'Antigone de M. Jean Anouilh », 14-04-1944.
 « Urbanisme d'après-guerre », 11-05-1944.
 « Travaux d'utilité urgente », 18-05-1944.
 « Charles Maurras : Poésie et vérité », 19-05-1944.
 « Pour une réforme radiophonique », 18-07-1944.
 « Pour une réforme radiophonique II », 21-07-1944.
 « Pour une réforme radiophonique, suite et fin », 24-07-1944.

Articles des Annales :

« Comment vit la jeunesse américaine », n°45, juillet 1954, pp.24-38.
 « Les Chances présentes de la France », n°104, juin 1959, pp.28-40.

Article de L'Arche :

« La Littérature est-elle justifiable ? », in *L'Arche*, décembre-janvier 1946.

Articles de L'Avant-Scène :

« Quand Eugène O'Neill se livre... », 19 février 1960.

« Le signe du feu, de Diego Fabbri, version de Thierry Maulnier et Costa du rels », n°236, 1^{er} février 1961.
« Agnès Bernauer de Friedrich Hebbel, adaptation de Pierre Sabatier et Thierry Maulnier », n°364, 15 septembre 1966.
« La Révélation d'un être humain », n°652, 15 juin 1979.

Articles de *La Bataille – Le Rouge et le Noir* :

« La Tragédie sur le boulevard », 23 juin 1948.
« Faites-vous fakir », 30 juin 1948.
« D'une jeune à une vieille compagnie », 7 juillet 1948.
« Jeunes au travail », 14 juillet 1948.
« Distribution de palmes aux jeunes », 21 juillet 1948.
« Une histoire de fous », 28 juillet 1948.
« Vue perspective », 4 août 1948.
« Théâtre en plein air », 11 août 1948.
« Y a-t-il crise de comédiens ? », 18 août 1948.
« Décentralisation théâtrale », 25 août 1948.
« Pour une saison théâtrale d'été », 1^{er} septembre 1948.
« Le Tapis volant », 8 septembre 1948.
« La Conversion de Don Juan », 15 septembre 1948.
« Othello », 22 septembre 1948.
« "La Reine morte" demeure de sang royal », 29 septembre 1948.
« Les "Enfants de la nuit" sont des enfants terribles », 13 octobre 1948.
« Le Voleur d'enfants », 20 octobre 1948.
« Une forêt un peu trop pétrifiée », 27 octobre 1948.
« L'Etat de siège. Allégorie d'Albert Camus », 3 novembre 1948.
« La "Marguerite" de Jean Anouilh a des épines », 10 novembre 1948.
« Si je vis... ou l'histoire en images », 17 novembre 1948.
« Les Œufs de l'autruche et la plume de Proust », 25 novembre 1948.
« Le Revizor ou les vices de l'administration dans la Russie des tzars », 3 décembre 1948.
« Le Bœuf de M. Audiberti et les fées de M. Jean Cocteau », 10 décembre 1948.
« "N'empêchez pas la musique" ou la corde sensible », 17 décembre 1948.
« Le Partage de Midi écrit en 1900 est joué en 1948 », 25 décembre 1948.
« Liliom plaît toujours aux femmes, 3 janvier 1950 ».
« Aimé Clariond mérite le premier prix de distribution d' "Othello" », 17 janvier 1950.
« Le Bal des voleurs (1938) : du Jean Anouilh de la bonne année », 24 janvier 1950 .
« Louis Jouvet suscite une nouvelle querelle de Tartuffe », 31 janvier 1950.
« L'Honorable Catherine, au théâtre, nous fait regretter le cinéma », 7 février 1950.
« Nous avons les mains rouges », 14 février 1950.
« "A chacun selon sa faim" est un plat substantiel », 21 février 1950.
« Le Myrmidon joue et gagne », 28 février 1950.
« Achard et Feydeau chez Jean-Louis Barrault », 4 avril 1950.
« L'Affaire Minos », 11 avril 1950.
« Fric-Frac est devenu une pièce rose », 25 avril 1950.
« "Le Bal du lieutenant Helt" révèle un vrai dramaturge », 2 mai 1950.
« "La Mariée est trop belle" ou le triomphe du B.O.F », 9 mai 1950.
« Le Héros et le soldat font la guerre au beau sexe », 16 mai 1950.
« Farces, atrapes et pièces en toutes langues », 23 mai 1950.
« "L'Otage", à la Comédie-Française. Dieu, le Pape, Claudel et nous », 30 mai 1950.

- « "Pucelle"... et son juge ! », 6 juin 1950.
- « Montez au Grenier (de Toulouse) », 13 juin 1950.
- « Nous jouerons volontiers "Aux quatre coins" avec M. Jean Marsan », 20 juin 1950.
- « Théâtre sans théâtre », 27 juin 1950.
- « Enfin du grand théâtre avec Junon et le Paon », 4 juillet 1950.
- « Deux pièces (sans reprise) au Théâtre du Vieux-Colombier », 26 septembre 1950.
- « Les Spectateurs seront nombreux au rendez-vous de Samarcande », 3 octobre 1950.
- « "Victor" ne changera pas notre opinion sur M. Henry Bernstein », 10 octobre 1950.
- « Une "Chapelle" sans lézards, mais un "Henri IV" trop bavard », 17 octobre 1950.
- « Du lapin d'Achard aux vierges de Montherlant », 24 octobre 1950.
- « Une "Répétition" d'Anouilh mais la plus achevée », 31 octobre 1950.
- « M. Salacrou sait qu'il faut fustiger la bourgeoisie pour lui plaire », 7 novembre 1950.
- « Le Feu sur la terre consume toujours Mauriac », 14 novembre 1950.
- « Des mélodrames qui ne feront pas pleurer Margot », 23 novembre 1950.
- « Porto-Pauvre à la Comédie-Française », 28 novembre 1950.
- « Corneille et Gérard Bauër font bonne équipe au Français », 5 décembre 1950.
- « Les Caves du Vatican, farce en un acte gratuit et seize tableaux », 22 décembre 1950.

Article des Cahiers Charles Maurras :

- « La Rue Saint-André des Arts », n°20, 1966, pp.3-4.

Articles des Cahiers de la Table Ronde :

- « Préliminaire », Cahier n°1, 1944, pp.2-7.
- « Les Entretiens de Fontenelle », Cahier n°1, 1944, pp.138-153.
- « Le Masque et le couteau », Troisième Cahier, 1945, pp.169-185.

Article des Cahiers de la Table Ronde (nouvelle série) :

- « L'Exercice du langage », Hiver 1974, pp.25-30.

Articles des Cahiers des Amis de Robert Brasillach :

- « Hommage à Robert Brasillach », n°1, juin 1950, pp.57-60.
- « Un commentaire inédit de Thierry Maulnier. Comme le temps passe », n°6, février 1968, pp.100-102.

Article des Cahiers du Théâtre :

- « Une certaine difficulté d'être », n°4, troisième et quatrième trimestres 1965.

Article des Cahiers français :

« La Civilisation française », n°10, 1944, pp.3-9.

Article de Candide :

« Les Intellectuels sont-ils responsables du désastre ? », in *Candide*, n°899, 4 juin 1941.

Articles de Carrefour :

« Félicitations au public », 21-07-1945.

« Psychologie politique américaine », 12-10-1945.

« Embrasser son époque », 22-11-1945.

« N'attendons pas trop des prix littéraires », n°72, 03-01-1946.

« Terre et âme anglaises », n°78, 14-02-1946.

« Georges Izard : L'Homme est révolutionnaire, Paul Winckler : Allemagne secrète », n°91, 16-05-1946.

« L'Univers du mensonge, réponse à Pierre Hervé », n°197, 23 juin 1948.

« L'adaptation de la Condition humaine annonce-t-elle comme l'a dit André Malraux "un dépassement du théâtre traditionnel" ? », 5 décembre 1954.

Articles du Charivari :

« Les masques de la guerre », n°496, 4 janvier 1936, pp.3-4.

« M. Léon Blum », maître de la France, n°503, 22 février 1936, pp.3-4.

« Vers la guerre du Front populaire », n°509, 4 avril 1936, pp.3-4.

« Le Parti de la guerre », n°524, 18 juillet 1936, pp.3-4.

« Les Traîtres », n°530, 29 août 1936, pp.3-4.

« Maurras en prison », n°540, 7 novembre 1936, pp.3-4.

Article de Cité-Liberté :

« La Crise des valeurs en Occident », n°1, novembre 1970, pp. 3-6.

Articles de Civilisation :

« Quelques notes sur la dialectique et le marxisme », n°3, juin 1938, pp.3-6.

« L'Union sur les valeurs françaises », n°8, janvier-février 1939, pp.8-10.

« Les Nouvelles conditions imposées à l'action politique en France », n°10-11, avril-mai 1939, pp.16-20.

Article de CLUB :

« La jeunesse est un don fait une seule fois », février 1958.

Articles de Combat :

- « L'Opinion mondiale mystifiée », n°1, 10 janvier 1936.
- « Les Deux violences », n°2, février 1936.
- « La République des financiers », n°2, février 1936.
- « Notes sur le marxisme », n°3, mars 1936.
- « Un régime ennemi des arts », n°4, avril 1936.
- « Les Conservateurs », n°5, mai 1936.
- « Oraison funèbre du communisme » (sous le pseud. de Dominique Bertin), n°5, mai 1936.
- « Reconquérir notre univers », n°6, juin 1936.
- « Le Seul combat possible », n°6, juin 1936.
- « La Fin d'un Ordre », n°7, juillet 1936.
- « Un humanisme social », numéro spécial, été 1936.
- « Une politique du relatif », numéro spécial, été 1936.
- « A bas la culture bourgeoise ! », n°8, octobre 1936.
- « La Politique des compagnies d'assurances », n°8, octobre 1936.
- « Sortirons-nous de l'abjection française ? », n°9, novembre 1936.
- « Libérons-nous du capitalisme », n°10, décembre 1936.
- « Désobéissance aux lois », n°1, janvier 1937.
- « Progrès et culture », n°12, février 1937.
- « Réalités et représentations révolutionnaires », n°13, mars 1937.
- « Il faut refaire un nationalisme en dépit de la nation », n°14, avril 1937.
- « Leur exposition » (sous le pseud. de Dominique Bertin), n°14, avril 1937.
- « Réalités et représentations révolutionnaires II. Dialectique et liberté », n°15, mai 1937.
- « L'Abrutissement par la morale », n°16, juin 1937.
- « A bas le Sénat ! », n°17, juillet 1937.
- « Les Trois grandes démocraties », n°18, octobre 1937.
- « L'Exposition de l'art français » (sous le pseud. de Dominique Bertin), n°18, octobre 1937.
- « Indignité d'une morale », n°19, novembre 1937.
- « Pour un complot contre la sûreté de l'Etat digne de ce nom », n°20, décembre 1937.
- « L'Etat des forces en face de la société libérale », n°21, janvier 1938.
- « Une vertu bien française : l'avarice » (sous le pseud. de Dominique Bertin), n°21, janvier 1938.
- « Pour un examen de conscience du nationalisme », n°22, février 1938.
- « Questions aux partis », n°22, février 1938.
- « Pour rejoindre les vrais problèmes », n°23, mars 1938.
- « Questions aux partis », suite et fin, n°23, mars 1938.
- « La Mode est à l'Union Sacrée », n°24, avril 1938.
- « A propos des heures supplémentaires pour la Défense nationale », n°24, avril 1938.
- « La Guerre d'Espagne s'achève, il faut que la Révolution espagnole commence » (sous le pseud. de Dominique Bertin), in *Combat*, n°24, avril 1938.
- « Il ne faudra pas rendre ses armes », n°25, mai 1938.
- « Réponse à Drieu la Rochelle », n°25, mai 1938.
- « Notes sur l'antisémitisme », n°26, juin 1938.
- « Lettre à M. Claude Farrère » (sous le pseud. de Dominique Bertin), in *Combat*, n°26, juin 1938.
- « Kléber Haedens : Magnolia-Jules », n°26, juin 1938.
- « Le Mythe libéral contre la liberté », n°27, juillet 1938.
- « Les Livres politiques », n°27, juillet 1938.
- « Il ne fallait pas faire cette guerre », n°28, octobre 1938.
- « A ne pas imiter » (sous le pseud. de Dominique Bertin), n°28, octobre 1938.
- « Les Nouvelles conditions imposées à l'action politique en France », n°29, novembre 1938.

« Notes sur le fascisme », n°30, décembre 1938.
 « Vers la réaction sociale » (sous le pseud. de Dominique Bertin), n°30, décembre 1938.
 « Les Nouvelles conditions imposées à l'action politique en France (suite) », n°30, décembre 1938.
 « Les Nouvelles conditions imposées à l'action politique en France III. Pour une politique de la France », n°31, janvier 1939.
 « Notes politiques » (sous le pseud. de Dominique Bertin), n°31, janvier 1939.
 « Les Nouvelles conditions politiques imposées à la France IV. Valeurs démocratiques et valeurs françaises », n°32, février 1939.
 « Notes politiques » (sous le pseud. de Dominique Bertin), n°32, février 1939.
 « Les Nouvelles conditions imposées à l'action politique en France V. Le Fascisme, l'antifascisme ou la France ? », n°33, mars 1939.
 « La Guerre, peut-être encore faut-il savoir pourquoi », n°34, avril 1939.
 « A propos du Couloir polonais » (sous le pseud. de Dominique Bertin), n°34, avril 1939.
 « Henri Massis : Chefs », n°34, avril 1939.
 « Julien Gracq : Au Château d'Argol », n°34, avril 1939.
 « Les Nouvelles conditions imposées à l'action politique en France VI. Un fascisme minimum ? », n°35, mai 1939.
 « Les Nouvelles conditions imposées à l'action politique en France VII. Le Dilemme : Fascisme-communisme et la démocratie », n°36, juin 1939.
 « Ubu moralisateur », n°36, juin 1939.
 « Les Nouvelles conditions imposées à l'action politique en France VIII. Le Problème secondaire des institutions », n°37, juillet 1939.
 « Kléber Haedens : Gérard de Nerval ou la sagesse romantique », n°37, juillet 1939.
 « Julien Gracq : Au Château d'Argol », n°37, juillet 1939.

Articles de Combat :

« Chemin de la poésie », 23 mai 1947.
 « Le Don Juan de Molière chez Louis Jouvet », 30 décembre 1947.
 « François Mauriac et Arthur Adamov », 17 novembre 1950.
 « Un nom dans l'histoire du cœur », 24 novembre 1950.
 « Du proverbe à la tragédie », 1^{er} décembre 1950.
 « Ce que savent Dieu et M. Armand Salacrou », 8 décembre 1950.
 « D'Odette Joyeux à Raymond Rouleau », 15 décembre 1950.
 « Quand André Gide et la Comédie-Française jouent ensemble une farce », 22 décembre 1950.
 « Malatesta », 31 décembre 1950.
 « Arriérés de comptes », 5 janvier 1951.
 « Dominique et Dominique », 19 janvier 1951.
 « Un roman de Colette en trois actes », 26 janvier 1951.
 « Hollywood vu (et revu) par Hollywood », 2 février 1951.
 « Monsieur Bob'le et la poésie. Aristophane et la paix », 9 février 1951.
 « La Colombe de Jean Anouilh », 16 février 1951.
 « La Tragédie optimiste ou Après nous s'il en reste », 23 février 1951.
 « Six pièces chez Agnès Capri », 2 mars 1951.
 « La Querelle du Dindon », 9 mars 1951.
 « Maxence van der Mersch au théâtre », 23 mars 1951.
 « Œdipe et le normalien », 13 avril 1951.
 « Y'a pas d'bon Dieu », 29 juin 1951.
 « La Nuit du Volador », 22 septembre 1951.

« Les Innocents », 26 septembre 1951.
 « 25 ans après, Félix, de M. Henri Bernstein, donne sa chance à Maria Mauban », 4 octobre 1951.
 « Lorsque l'enfant paraît... et qu'il est d'André Roussin », 9 octobre 1951.
 « Halte au destin », 11 octobre 1951.
 « Le Veau gras ou le retour de Bernard Zimmer », 30 octobre 1951.
 « M. Jules Romains saisi par la Comédie-Française », 14 novembre 1951.
 « Mère courage », 23 novembre 1951.
 « La liberté est un dimanche », 10 décembre 1951.
 « Au théâtre Marigny, le Bacchus de Jean Cocteau n'est ivre que d'amour », 24 décembre 1951.
 « Dr Jekyll and Mr Hyde », 9 janvier 1952.
 « Le "Britannicus" des deux Jean à la Comédie-Française », 19 janvier 1952.
 « Sur la terre comme au ciel », 22 mars 1952.
 « La Feuille de vigne », 31 mars 1952.
 « Certaines choses font mauvais effet », 15 avril 1952.
 « L'Avare joué par Jean Vilar au TNP », 3 mai 1952.
 « Nucléa au TNP », 5 mai 1952.
 « La Première pièce de Jules Roy », 12 mai 1952.
 « Quarante et quatre », 19 mai 1952.
 « Strindberg à Babylone », 19 septembre 1952.
 « Les Gendarmes de Marcel Achard », 4 octobre 1952.
 « Marguerite Jamois joue Médée », 9 octobre 1952.
 « Many d'Alfred Adam », 30 octobre 1952.
 « Madame Filoumé à la Renaissance », 1er novembre 1952.
 « Mithridate », 3 décembre 1952.
 « La joie de vivre chez les Atrides », 13 décembre 1952.
 « La Rose tatouée de Tennessee Williams », 24 mars 1953.
 « Crime parfait », 31 mars 1953.
 « Sacha Guitry », 5 avril 1953.
 « Une nouvelle pièce de Jean Mogin », 7 avril 1953.
 « Thierry Maulnier s'explique à propos de la Condition humaine », 17 décembre 1954.
 « Pygmalion aux Bouffes-Parisiens », 22 et 23 janvier 1955.
 « Volpone à Marigny », 5 et 6 février 1955.
 « Faisons le point sur la Condition humaine », 8 mars 1955.
 « Faisons le point sur la Condition humaine. De la Révolution chinoise au Musée imaginaire », 10 mars 1955.
 « Poppi au Théâtre des Arts », 15 mars 1955.
 « Le Pirate, à la Madeleine », 2 et 3 avril 1955.
 « La Saison Rouleau », 29 avril 1955.
 « Elisabeth, la femme sans homme », 24 mai 1955.
 « T.T.X. au Théâtre des Arts », 27 mai 1955.
 « Les plus beaux métiers du monde », 2 juin 1955.
 « Nekrassov au Théâtre Antoine », 13 juin 1955.
 « Le Berliner Ensemble », 23 juin 1955.
 « La Penthésilée de Kleits au Théâtre Hébertot », 25 juillet 1955.
 « L'Amour fou d'André Roussin au Théâtre de la Madeleine », 5 octobre 1955.
 « L'Orestie d'Eschyle au Théâtre Marigny », 10 octobre 1955.
 « Le Judas de Marcel Pagnol au Théâtre de Paris », 13 octobre 1955.
 « Quai Conti au Théâtre Gramont », 27 octobre 1955.
 « Ornifle à la Comédie des Champs-Élysées », 7 novembre 1955.
 « Les Amants novices au Théâtre Montparnasse », 10 et 11 décembre 1955.
 « Les Oiseaux de Lune de Marcel Aymé », 27 décembre 1955.

Article de Comprendre :

« L'Art et la machine », n°4, décembre 1951,

Articles de Concorde :

« L'art de Madame Colette », 25 août 1945.
« Notre littérature est-elle décadente ? », 2 septembre 1945.
« Prospérité du surréalisme », 7 septembre 1945.
« Un espoir détruit », 15 octobre 1945.
« Un jeu mortel », 7 novembre 1945.
« Un roman de J-P. Sartre », 22 novembre 1945.
« Deux prix littéraires », 7 décembre 1945.
« Goncourt et Fémina », 31 décembre 1945.
« L'Homme foudroyé », 22 janvier 1946.
« De Dickens à Malraux », 7 février 1946.
« Zéro et l'infini », 15 février 1946.
« Le rocher de Sisyphe », 28 mars 1946.
« La Dernière saison. Le Champ libre », 4 avril 1946.
« Trois livres d'Alexandre Arnoux », 11 avril 1946.
« Nietzsche mystique », 18 avril 1946.
« L'Ombrageuse. Les délires de Wotan », 25 avril 1946.
« Le Petit Prince », 2 mai 1946.
« Chaque homme est lié au monde », 16 mai 1946.
« Louis XIII ». Ambre, 6 juin 1946.
« Henry Miller », 20 juin 1946.
« Paroles. Les griffes », 27 juin 1946.
« La Vie des morts », 1^{er} juillet 1946.
« Prix littéraires », 4 juillet 1946.
« Le Poème et la folie », 18 juillet 1946.
« Le Faust de Valéry », 25 juillet 1946.
« Crise du roman », 1^{er} août 1946.
« Dix indiens. La Mort de Metzger », 3 août 1946.
« A propos d'Antigone », 8 août 1946.
« Philosophie et littérature », 18 août 1946.
« Dolores », 22 août 1946.
« Le Cactus ardent », 29 août 1946.
« Amours perdues », 5 septembre 1946.
« Histoire de l'Europe », 12 septembre 1946.
« Deux livres d'André Gide », 19 septembre 1946.
« L'Homme contre les tyrans », 26 septembre 1946.
« Noir sur blanc. Les mystères du métier des Lettres », 5 octobre 1946.
« Le désespoir américain », 10 octobre 1946.
« Histoire d'un fait divers, le village lépreux », 17 octobre 1946.
« Arcane 17 », 31 octobre 1946.

- « Saveurs des Lettres ». L'aveu, 14 novembre 1946.
- « Le chemin des écoliers », 28 novembre 1946.
- « La Guerre industrielle », 5 décembre 1946.
- « L'Univers de Malraux », 19 décembre 1946.
- « Terre promise », 16 janvier 1947.
- « J'irai cracher sur vos tombes. Feux masqués », 25 janvier 1947.
- « Le Yoghi et le commissaire », 30 janvier 1947.

Articles du *Courrier Royal* :

- « Deux manifestes », n°15, 12-10-1935.
- « Faiseurs de plans », n°16, 19-10-1935.
- « La vénalité du travail », n°17, 26-10-1935.
- « Inquiétude des partis », n°20, 16-11-1935.
- « Défenseurs du libéralisme », n°21, 23-11-1935.
- « L'hésitation des Français », n°22, 30-11-1935.
- « Dépossession de l'homme », n°23, 07-12-1935.
- « Le mythe de l'union », n°24, 14-12-1935.
- « La politique des démocraties », n°25, 21-12-1935.
- « Réforme sociale », n°26, 28-12-1935.
- « Stakhanovisme », n°27, 04-01-1936.
- « Victoire de la démocratie », n°28, 11-01-1936.
- « Voici le Roi », n°29, 18-01-1936.
- « Où l'on veut mener l'ouvrier français », n°30, 25-01-1936.
- « Monarchie et fascisme », n°31, 01-02-1936.
- « Communisme d'Union Nationale », n°32, 08-02-1936.
- « Le caprice de l'opinion », n°33, 15-02-1936.
- « Elections. Etat de siège », n°34, 22-02-1936.
- « L'agonie de la liberté », n°35, 29-02-1936.
- « La France totalitaire ? », n°36, 07-03-1936.
- « Union nationale », n°37, 14-03-1936.
- « La royauté et l'opinion », n°38, 21-03-1936.
- « Problème social », n°40, 04-04-1936.
- « Insuffisance des partis », n°41, 11-04-1936.
- « Nouvel aspect de la propagande marxiste », n°42, 18-04-1936.
- « L'Ilote ivre », n°43, 25-04-1936.
- « Comment l'électeur est trompé ? », n°44, 02-05-1936.
- « La victoire de la logique », n°45, 09-05-1936.
- « Les progrès de la division », n°46, 16-05-1936.
- « Conséquences », n°47, 23-05-1936.
- « La liberté en péril », n°48, 30-05-1936.
- « Programme et réalités », n°49, 06-06-1936.
- « Lutte des classes », n°51, 20-06-1936.
- « Abus de la force et de la faiblesse », n°52, 27-06-1936.
- « Les mésaventures de la liberté », n°53, 04-07-1936.
- « Faillite de la facilité », n°54, 11-07-1936.
- « Lutte de classes », n°55, 18-07-1936.
- « Volonté populaire », n°56, 25-07-1936.
- « Sainte-Alliance des Démocraties », n°57, 01-08-1936.
- « Humanisme socialiste », n°59, 15-08-1936.

« Les deux blocs », n°60, 22-08-1936.
 « Sens du mot "peuple" », n°61, 29-08-1936.
 « Epuration », n°62, 05-09-1936.
 « Fascisme et lutte des classes », n°63, 12-09-1936.
 « Dictature et démocratie », n°65, 26-09-1936.
 « Démocratie et progrès », n°67, 10-10-1936.
 « Réflexions sur la paix sociale », n°68, 17-10-1936.
 « "Jour J" des socialistes », n°69, 24-10-1936.
 « Souverains pitoyables », n°70, 31-10-1936.
 « Les Deux révolutions », n°71, 07-11-1936.
 « Le peuple et le régime », n°72, 14-11-1936.
 « La tyrannie démocratique », n°73, 21-11-1936.
 « L'URSS et nous », n°74, 29-11-1936.
 « Radicalisme et communisme », n°75, 05-12-1936.
 « Echec à la paix », n°76, 12-12-1936.
 « Les soviets partout », n°77, 19-12-1936.
 « La formation des classes », n°78, 26-12-1936.
 « Mensonges du sentiment », n°79, 02-01-1937.
 « Guerre sociale en France », n°80, 09-01-1937.
 « Espagne et Russie. Les dessous d'une guerre », n°81, 16-01-1937.
 « Parlons de couches. Entre l'arbre et l'écorce : la classe moyenne », n°82, 23-01-1937.
 « Du souverain. Autorité ou liberté ? Non : autorité et liberté ! », n°84, 06-02-1937.
 « Quand l'Etat est "Patron" », n°86, 20-02-1937.
 « Non, l'autorité n'a jamais nui aux libertés! », n°91, 27-03-1937.
 « Défense de gagner sa vie! », n°93, 10-04-1937.
 « L'autorité impossible », n°95, 24-04-1937.
 « Les classes moyennes, ce prolétariat qu'on ignore... », n°97, 08-05-1937.
 « Force et faiblesse des classes moyennes », n°100, 29-05-1937.

Article de *Défense de l'Occident* :

« Janvier 1945 », n°126, numéro spécial sur « Le souvenir de Robert Brasillach », février 1975, pp.82-85.

Articles de *La Dépêche – La Liberté* :

« Histoire de fous », 3 janvier 1951.
 « Assurance contre la mort », 18 janvier 1951.
 « La vertu du commandement », 1^{er} février 1951.
 « La révolution philologique », 5 février 1951.
 « Philosophie des augmentations de salaire », 4 avril 1951.
 « Histoire chinoise », 16 avril 1951.
 « Tout s'explique », 18 avril 1951.
 « Les fraudeurs et les autres », 25 avril 1951.
 « Retour en arrière », 15 mai 1951.
 « Une cause commune », 23 mai 1951.
 « Ninh Binh », 6 juin 1951.
 « Les diplomates évanouis », 13 juin 1951.

« Un accusé qui n'avoue pas », 27 juin 1951.
 « Les conseillers... », 4 juillet 1951.
 « Le Tour de France et la France », 26 juillet 1951.
 « De la relativité d'un parallèle », 3 août 1951.
 « Le mythe du suréquipement », 23 août 1951.
 « Le prix du blé », 30 août 1951.
 « Sur le front du bifteck », 21 septembre 1951.
 « L'opposition est bien aimable », 3 octobre 1951.
 « Il faut bien que quelqu'un commence », 23 octobre 1951.
 « Une utile comparaison », 6 décembre 1951.
 « Angleterre et Europe », 21 décembre 1951.
 « Nativité », 25 décembre 1951.
 « Bilan », 1^{er} janvier 1952.
 « Nous nous battons pour les autres », 12 et 13 janvier 1952.
 « Vérités premières », 26 et 27 janvier 1952.
 « Les allumettes », 31 janvier 1952.
 « Métier de roi », 12 février 1952.
 « Il fallait y penser », 19 février 1952.
 « La guerre oubliée », 23 et 24 février 1952.
 « On cherche un refuge », 27 février 1952.
 « Un miroir », 3 mars 1952.
 « On nous cherche des puces », 12 mars 1952.
 « Un monde parfait », 20 mars 1952.
 « Ceux qui résistent », 15 avril 1952.
 « Coexistence », 25 avril 1952.
 « De l'Indonésie à l'Algérie », 4 et 5 janvier 1958.
 « 300.000 soldats de moins », 11 et 12 janvier 1958.
 « Les défaites des pessimistes », 17 janvier 1958.
 « Mansuétude », 25 et 26 janvier 1958.
 « Rien de possible sans la France », 31 janvier 1958.
 « Les deux morales », 7 février 1958.
 « Après une riposte », 11 février 1958.
 « Ne mêlons pas les questions », 21 février 1958.
 « Un plébiscite », 28 février 1958.
 « Voir grand », 7 mars 1958.
 « Distinctions nécessaires », 14 mars 1958.
 « L'appétit vient en mangeant », 21 mars 1958.
 « Texas, Sibérie, Amazonie, Afrique », 31 mars 1958.
 « L'offensive », 2 avril 1958.
 « Progression européenne », 7 avril 1958.
 « Leur politique et la nôtre », 13 avril 1958.
 « Prix et salaires », 18 avril 1958.
 « De quoi s'agit-il ? », 23 avril 1958.
 « Indépendance. Mythe et réalités », 3 et 4 mai 1958.
 « Quand comprendront-ils ? », 9 mai 1958.
 « L'impératif national », 18 mai 1958.
 « Un effort de guerre ? », 23 et 24 mai 1958.
 « Une chance historique », 31 mai et 1^{er} juin 1958.
 « Faisons le point », 11 juin 1958.
 « Perspectives d'avenir », 19 juin 1958.
 « Pourquoi se gêneraient-ils ? », 20 juin 1958.

« Demain sera bientôt là », 28 et 29 juin 1958.
 « D'une inquiétude à l'autre », 5 et 6 juillet 1958.
 « Affaire intérieure libanaise », 14 juillet 1958.
 « Quand l'histoire recommence », 23 juillet 1958.
 « Stratégie du pétrole », 2 et 3 août 1958.
 « La Chine monte », 11 août 1958.
 « Le péril suisse », 18 août 1958.
 « Oui ou niet », 3 septembre 1958.
 « Une communauté nouvelle », 8 septembre 1958.
 « Mille Français de plus par jour », 8 janvier 1960.
 « Le Danger », 15 janvier 1960.
 « Désarmement ? », 22 janvier 1960.
 « Le Malentendu », 29 janvier 1960.
 « Après les journées d'Alger », 5 février 1960.
 « Démocraties africaines », 15 février 1960.
 « Ou personne ou nous aussi », 19 février 1960.
 « L'Offre de M. Fehrat Abbas », 26 février 1960.
 « Les Bases espagnoles », 4 mars 1960.
 « Les Bienfaiteurs insultés », 15 mars 1960.
 « Ceux qu'on eût pu envoyer en Corse », 28 mars 1960.
 « Il est reparti », 4 avril 1960.
 « Grande-Bretagne et Europe », 13 avril 1960.
 « Prouesses spatiales », 15 avril 1960.
 « Quelques arpents de neige », 26 avril 1960.
 « Les Enfants du miracle », 29 avril 1960.
 « Les Sinistrés », 9 mai 1960.
 « La Porte claquée », 23 mai 1960.
 « Du sommet au Marché commun », 30 mai 1960.
 « Revendications », 13 juin 1960.
 « L'Offensive permanente », 20 juin 1960.
 « Le Problème de la nationalité », 27 juin 1960.
 « Entracte », 6 juillet 1960.
 « De Suez à Cuba », 18 juillet 1960.
 « De Cuba au Congo », 22 juillet 1960.
 « Les Illusions dissipées », 29 juillet 1960.
 « Droit des peuples », 2 août 1960.
 « L'Occident et l'Afrique », 5 août 1960.
 « Les Maîtres-chanteurs », 12 août 1960.
 « Le plus grand risque », 22 août 1960.
 « Le Chaudron des sorcières », 29 août 1960.
 « L'Avenir de l'ONU », 5 septembre 1960.
 « Vitalité italienne », 12 septembre 1960.
 « Lumumbu-Roi », 16 septembre 1960.
 « L'Offensive mondiale », 3 octobre 1960.
 « La Crise de l'ONU », 7 octobre 1960.
 « Les Limites de la liberté », 14 octobre 1960.
 « La Paix, oui. Mais laquelle ? », 24 octobre 1960.
 « Une lettre de M. J-P. Sartre », 26 octobre 1960.
 « Des yeux se sont ouverts », 29 et 30 octobre 1960.
 « La plus dangereuse poudrière », 8 novembre 1960.
 « Responsabilités effrayantes », 12 et 13 novembre 1960.

« Les Chinois en Afrique », 21 novembre 1960.
« Et les Musulmans ? », 28 novembre 1960.
« M. Sartre et ses raisons », 6 décembre 1960.
« Des exemples pour l'Algérie », 19 décembre 1960.
« Le Nœud du problème », 30 décembre 1960.
« Une conséquence de la décolonisation », 4 janvier 1961.
« Où est l'avenir français ? », 10 janvier 1961.
« Décolonisation », 16 janvier 1961.
« Malheurs de l'agriculture soviétique », 23 janvier 1961.
« Soixante dix millions de saboteurs » 30 janvier 1961.
« La Guerre politique », 6 février 1961.
« Des prétentions exorbitantes », 20 février 1961.
« Première et seconde classes », 27 février 1961.
« Si l'ONU était battue », 11 et 12 mars 1961.
« Lignes d'arrêt », 20 mars 1961.
« Hier le Congo, aujourd'hui l'Angola, demain... », 28 mars 1961.
« L'Artichaut », 10 avril 1961.
« Une hypothèse », 17 avril 1961.

Article de *Der Monat* :

« Mehr den Je : Europa. Ein selbstkritisches von französischer Seite », janvier 1956.

Article de *Le Document* :

« Réponse de Thierry Maulnier à une enquête sur l'Action française », juillet 1935.

Article de *El Mercurio* :

« Perspectivas de la paz y de la guerra », 21 juin 1948.

Article de *L'Emancipation nationale* :

« Le marxisme contre la pensée », n°81, 14-01-1938.

Article de *Les Entretiens sur le théâtre* :

« Thierry Maulnier nous parle d'Othello... », mars 1964.

Article de *L'Equipe* :

- « Avant tout un spectacle. Mais quel spectacle ! », 12 mars 1952.

Articles d'Essor :

- « La Folle de Chaillot », 5 janvier 1946.
- « La Maison de Bernarda », 12 janvier 1946.
- « Jeanne avec nous », 19 janvier 1946.
- « Prospections », 26 janvier 1946.
- « Le Cocu magnifique », 2 février 1946.
- « Théâtre américain », 9 février 1946.
- « Des écrivains font leur examen de conscience. Réponse de Thierry Maulnier », 16 février 1946.
- « Doris », 16 février 1946.
- « Divines paroles », 23 février 1946.
- « Rebecca », 2 mars 1946.
- « Quoaat-Quoaat, » 9 mars 1946.
- « Britannicus », 14 mars 1946.
- « Les Vivants », 18 avril 1946.
- « Les Incendiaires », 2 mai 1946.

Article de *La Estrella de Panama* :

- « Débiles Posibilidades de paz, » 21 avril 1948.

Articles de *L'Etudiant français* :

- « Jacques Bainville », 25 novembre 1935.
- « Le Vrai chemin », janvier 1944.

Article de *Exil et Liberté* :

- « La commémoration solennelle du Xe anniversaire de la Révolution hongroise, Discours de Thierry Maulnier », février 1967.

Articles de *Fédération* :

- « Faillite de la bourgeoisie », n°24, janvier 1947, pp.3-4.
- « La Défaite du prolétariat », n°28, mai 1947, pp.2-3.
- « Du capitalisme étatique au socialisme libéral », n°33, octobre 1947, pp.3-4.
- « Le Syndicalisme peut-il être apolitique », n°42, juillet 1948, pp.12-13.
- « La Télévision événement social », n°119, décembre 1954.
- « Front Populaire ou Coexistence pacifique : au service exclusif de la politique soviétique, ... », n°135, avril 1956, pp.223-229.

Articles de *Le Figaro* :

- « Discipline ou servitude ? », 28 juillet 1934.

« A propos d'un coureur normalien », 9 août 1934.
« La France est un Empire », 27 août 1934.
« Comment je comprends la critique », 10 mai 1935.
« La congestion des programmes. Grande enquête par Michel-P. Hamelet, Ce que pensent Thierry Maulnier et André Chamson », 26 octobre 1935.
« Avant l'assaut », 06-02-1941.
« Les Poseurs de rail », 17-02-1941.
« L'Assaut des médiocres », 21-03-1941.
« Sur trois fronts », 09-04-1941.
« La Manœuvre allemande », (pseud. Jacques Darcy), 22-04-1941.
« Où est le nouveau front », (pseud. Jacques Darcy), 25-04-1941.
« Erreurs de jeunesse », 08-05-1941.
« Le Char impose sa vitesse à toute l'armée moderne, l'infanterie n'est plus la reine des batailles », (pseud. Jacques Darcy), 20-05-1941.
« Les Armes nouvelles ont adapté à des champs de bataille immenses les simples mouvements d'une stratégie millénaire », (pseud. Jacques Darcy), 27-05-1941.
« N'oublions pas notre héritage », 03-06-1941.
« L'Art et l'éducation », 17-07-1941.
« Stratégie nouvelle en Russie. Percer, courir, attendre, voilà les trois missions de la colonne blindée », (pseud. Jacques Darcy), 22-07-1941.
« D'une forme de scepticisme », 01-08-1941.
« L'Appel à l'instinct », 21-08-1941.
« Un Nietzsche français », 26-08-1941.
« L'Esprit français est-il coupable ? », 13-09-1941.
« Les manœuvres d'encerclement », 16-10-1941.
« L'Instinct et la force », 30-10-1941.
« Civilisation et décadence », 06-11-1941.
« Il y a cinquante ans mourait Rimbaud. Leçons d'une œuvre et d'un silence », 08-11-1941.
« Controverse à propos des anthologies », 23-12-1941.
« France fille des arts... », 22-01-1942.
« La France n'est pas accusée », 26-02-1942.
« La Guerre dévore les idées », 19-03-1942.
« Les Mots divinisés », 06-04-1942.
« Le Verbalisme de l'action », 17-04-1942
« Faire de l'histoire », 27-04-1942
« Académisme », 11-05-1942
« Les Forces de l'histoire », 04-06-1942.
« Six mois de guerre en Extrême-Orient. La Chine demeure pour le moment l'objectif n°1 du Japon », (pseud. Jacques Darcy), 12-06-1942.
« Art populaire », 18-06-1942.
« La Technique est servante », 30-06-1942.
« Léonard de Vinci », 14 et 15-07-1942.
« En trois semaines... L'offensive allemande partie de Koursk aboutie à Rostov », (pseud. Jacques Darcy), 24-07-1942.
« Liberté et autorité », 27-07-1942.
« La Guerre aux portes du Caucase. Les routes du pétrole », (pseud. Jacques Darcy), 07-08-1942.
« Clarté française », 18-08-1942.
« Un procès mal engagé », 03-09-1942.
« L'Intelligence coupable ? », 17-09-1942.
« La Situation », (pseud. Jacques Darcy), 17-09-1942.
« Révolte des réalités, » 30-09-1942.

« La Situation », (pseud. Jacques Darcy), 30-09-1942.
« L'Unité de la connaissance », 22-10-1942.
« Quatrième hiver », 09-11-1942.
« Les réprouvés », 11-09-1944.
« Une réponse au "Populaire" », 13-09-1944.
« Réponse à Jean Blanzat à propos de Giraudoux », 07-10-1944.
« Tortures », 09-06-1945.
« Les canards sauvages », 04-07-1945.
« Les enfants allemands », 28-07-1945.
« Prométhée », 26/27-08-1945.
« La querelle de l'armée de métier », 17-09-1945.
« Ne pas leur ressembler », 19-09-1945.
« La France est disponible », 20-09-1945.
« Le premier tour », 26-09-1945.
« Mises au point », 01-10-1945.
« Le visage de la France », 04-10-1945.
« Des Cinq aux Trois », 12-10-1945.
« L'homme à qui l'on ment », 17-10-1945.
« La crise de la magistrature », 24-10-1945.
« Permis de construire », 31-10-1945.
« L'étouffement », 09-11-1945.
« L'éclaircie », 14-11-1945.
« Laboratoires », 22-11-1945.
« Le danger », 02-01-1946.
« "Etats de culture" », 20-02-1946.
« La raison du plus prompt », 26-03-1946.
« La propagande », 18-05-1946.
« La liberté de l'adversaire », 30-07-1946.
« Sauver la fac », 01-10-1946.
« Un message de Racine », 21-12-1946.
« Origine de la terreur », 28-05-1947.
« La terreur et les révolutions », 14-06-1947.
« Les sans espoir », 09-07-1947.
« Le mépris de l'individu », 06-08-1947.
« Le tyran bureaucratique », 10-09-1947.
« Epuration perpétuelle », 04-10-1947.
« L'ouvrier le plus pauvre du monde », 27-12-1947.
« L'ange exterminateur », 19-02-1948.
« La France, pays neuf », 03-04-1948.
« La trappe », 31-07-1948.
« L'écrivain consultant », 14-08-1948.
« La paix belliqueuse », 04-09-1948.
« Le bon accueil », 21-10-1948.
« Le casse-tête des locataires », 01-12-1948.
« Le justificateur », 27-10-1949.
« Isabelle », 12-12-1949.
« Le déficit universel », 19-12-1949.
« On décide pour nous », 24-25-12-1949.
« Dieu et savon », 24-01-1950.
« Une nouvelle paysannerie », 12-04-1950.
« Cela sera-t-il perdu », 1-2-07-1950.

« On ne ferait jamais rien », 06-09-1950.
 « Le désir d'immortalité », 14-15-10-1950.
 « L'âge du provisoire », 30-10-1950.
 « G.B Shaw, le non-conformiste », 4-5-11-1950.
 « L'injure du 11 novembre », 13-11-1950.
 « La fuite devant le progrès », 30-11-1950.
 « Animaux nuisibles », 15-12-1950.
 « Le langage des maîtres », 28-12-1950.
 « La France attend », 05-01-1951.
 « En face du communisme, il ne suffit pas de produire », 09-01-1951.
 « En face du communisme II, Le retranchement ouvrier », 09-02-1951.
 « Les petits d'un côté... », 19-02-1951.
 « La femme-député et la femme-docker », 02-03-1951.
 « Quelques mois d'avenir », 28-03-1951.
 « L'homme et le capital terrestre », 12-04-1951.
 « La mort de Mac Gee », 11-05-1951.
 « Autour de la productivité, Préjugés », 24-08-1951.
 « Sacrifices humains », 26-09-1951.
 « La plus noble conquête », 10-10-1951.
 « La ville la plus riche en palais... », 3 et 4-11-1951.
 « Le paradoxe du progrès », 08-09-12-1951.
 « L'univers interdit », 19-03-1952.
 « Œdipe Roi n'est pas un drame policier », 17 et 18 mai 1952.
 « Les Ilotes », 02-06-1952.
 « La légende du Tour de France », 24-06-1952.
 « Rendez-nous Thorez... », 04-07-1952.
 « Dans ma rue », 25-09-1952.
 « Le rêve de la vitesse », 23-10-1952.
 « Le meurtre rituel », 22 et 23-11-1952.
 « Nous sommes bien mal servis », 6 et 7-12-1952.
 « Les communistes veulent l'exécution des époux Rosenberg », 09-01-1953.
 « Encore la peine de mort », 04-02-1953.
 « L'enveloppe retournée », 25-09-1953.
 « En face du communisme. Le drame de l'espérance », 9 et 10-12-1953.
 « Le Peloton d'anniversaire », 2 et 03-01-1954.
 « Sans réserve », 20-05-1954.
 « Croisade en arrière », 27-05-1954.
 « Sauvez le Marais », 30-06-1954.
 « L'Europe sans la France ? », 02-09-1954.
 « Une conversation », 12-10-1954.
 « Nos Martiens... », 31-10-1954.
 « Les sottises de l'intelligence », 22-02-1955.
 « Le Festin des triumvirs », 26 et 27-03-1955.
 « Front populaire », 06-05-1955.
 « Neutres... », 20-05-1955.
 « L'Opium du peuple », 04-07-1955.
 « Amis, amis... », 14-07-1955.
 « Belle occasion », 30 et 31-07-1955.
 « Revenons à la question », 3 et 4-09-1955.
 « Les Bras ouverts », 17 et 18-09-1955.
 « Les Chevaux du rêve », 04-11-1955.

« Scepticisme », 25-11-1955.
 « A Monsieur Khrouchtchev », 03-01-1956.
 « L'inquiétude interdite », 16-02-1956.
 « Serons-nous les derniers ? », 23-02-1956.
 « A un manifestant de la Mutualité », 05-03-1956.
 « Roknia », 26-03-1956.
 « Le Cirque de Moscou », 18-04-1956.
 « Aux consciences troublées », 26-04-1956.
 « A propos... », 10-05-1956.
 « Quelques arpents de sable ? », 24-05-1956.
 « Sur la carte du monde », 01-06-1956.
 « Un prophète de l'Europe », 07-06-1956.
 « Monsieur Wurmser ne savait pas... », 27-06-1956.
 « Nékroutchov ? », 18-07-1956.
 « Retour à l'huile de ricin ? », 28 et 29-07-1956.
 « Défi à l'Occident », 16-08-1956.
 « Mémento du petit dictateur », 21-08-1956.
 « Marcinelle et Chorzow », 30-08-1956.
 « La Nouvelle race inférieure », 15 et 16-09-1956.
 « Passons la monnaie », 22 et 23-09-1956.
 « Les Bas salaires en URSS », 12-10-1956.
 « Polytechnique : unanimité sur l'utilité de l'école... et sur la nécessité de la réformer », 13 et 14-10-1956.
 « Le Jeune homme des Champs Elysées », 06-11-1956.
 « A Jean-Paul Sartre », 12-11-1956.
 « Florilège », 20-11-1956.
 « Méthodes colonialistes ? », 25-12-1956.
 « Le Sort de la IV^e », 02-01-1957.
 « Maintenant que tout est fini », 05 et 06-01-1957.
 « Lettre aux Américains. Ne nous forcez pas à choisir... », 09-01-1957.
 « P.S aux Américains », 22-01-1957.
 « Les 112 pages de M. Sartre », 30-01-1957.
 « A nos amis américains. Dernière réponse, dernier appel », 06-02-1957.
 « La Réponse de l'enfance », 16 et 17-02-1957.
 « A nous Français », 06-02-1957.
 « C.Q.F.D' », 08-03-1957.
 « Devant Caligula... », 19-03-1957.
 « L'Intellectuel et le pionnier », 28-03-1957.
 « L'Armée défend en Algérie la chance africaine de la France. Qu'on ne nous empêche pas de gagner », 24-04-1957.
 « L'Armée défend en Algérie la chance africaine de la France. Les « Paras » font tous les métiers », 25-04-1957.
 « L'Armée défend en Algérie la chance africaine de la France. La Campagne des atrocités », 26-04-1957.
 « L'Armée défend en Algérie la chance africaine de la France. Le Côté des pessimistes », 27-04-1957.
 « L'Armée défend en Algérie la chance africaine de la France. Vaincre c'est aussi convaincre », 30-04-1957.
 « L'Armée défend en Algérie la chance africaine de la France. Les Réalités commandent », 02-05-1957.
 « L'Armée défend en Algérie la chance africaine de la France. De l'armée d'Algérie à la jeunesse de France », 03-05-1957.
 « La Grandeur et la liberté », 10-05-1957.
 « Que devient la règle de réciprocité ? », 22-05-1957.
 « Le Prospecteur », 31-05-1957.

« La Route monte », 25-06-1957.
 « Les Roses des sables d'Ouargla », 02-07-1957.
 « Supposons Monsieur Kennedy... », 13 et 14-07-1957.
 « Sa Majesté le déjeuner », 17-07-1957.
 « La France ou la faim », 26-07-1957.
 « La Face d'ombre », 16-08-1957.
 « Lèse-Majesté ? », 24 et 25-08-1957.
 « Que le voisin commence... », 20-09-1957.
 « L'Excès et le manque », 05 et 06-10-1957.
 « En Pologne, la jeunesse refuse... », 07-10-1957.
 « Le Bébé-lune et les chaussures », 09-10-1957.
 « Le Témoin », 16-10-1957.
 « Les Joueurs de boules », 24-10-1957.
 « Fédéralisme et Algérie, une solution ? », 02 et 03-11-1957.
 « Après une grève », 14-11-1957.
 « La Condamnée », 19-11-1957.
 « Nouvelle lettre aux Américains », 20-11-1957.
 « L'Offensive des 700 milliards », 05-12-1957.
 « Est-ce un crime de nous aimer ? », 14 et 15-12-1957.
 « Espoir en Algérie », 01-01-1958.
 « L'Exemple », 07-01-1958.
 « Samedi 11 janvier », 13-01-1958.
 « Cher concitoyen et administré... », 17-01-1958.
 « Lettre d'un commanditaire », 24-01-1958.
 « Des persiennes à l'alphabet chinois », 01 et 02-02-1958.
 « Mal de la jeunesse ? », 08 et 09-02-1958.
 « Contre l'internationalisation, le cordon sanitaire ? », 15 et 16-02-1958.
 « Lettre aux Occidentaux », 04-03-1958.
 « Droit d'asile », 13-03-1958.
 « Après la grâce », 14-03-1958.
 « La Chance d'être javanais », 21-03-1958.
 « Cher confrère de la "Pravda" », 28-03-1958.
 « Des vies dont nous sommes responsables », 10-04-1958.
 « Sur le stade de Tatabanya », 12 et 13-04-1958.
 « Le Miracle européen », 29-04-1958.
 « Pour un engagement national », 10-05-1958.
 « Les Fausses routes », 14-05-1958.
 « L'Impératif suprême », 17-05-1958.
 « Pour ceux qui songent au Front populaire », 03-06-1958.
 « Le discours du Forum », 05-06-1958.
 « Faites meilleure figure... », 10-06-1958.
 « Après les exécutions de Budapest. Le Parjure », 19-06-1958.
 « Football », 27-06-1958.
 « Avec Albert Camus », 02-07-1958.
 « Trop faibles ou trop forts ? », 15-07-1958.
 « Une potence sur les "sommets"... », 26 et 27-07-1958.
 « Le Fort sauvé par une enfant », 02 et 03-08-1958.
 « Lady Macbeth et le pétrole », 12-08-1958.
 « Etats-Unis franco-africains », 03-09-1958.
 « Le "Non" des instituteurs », 15-09-1958.
 « Intermittences du cœur », 23-09-1958.

« Les Mêmes qui nous disent... », 24-10-1958.
 « Le Pestiféré », 30-10-1958.
 « Moi aussi je suis là », 27-11-1958.
 « O Mg 57 », 26-12-1958.
 « Le Point faible de l'Europe », 01-01-1959.
 « Le Prix de la liberté », 05-01-1959.
 « A qui se fier ? », 28-01-1959.
 « Les Causes d'une chute », 05-02-1959.
 « Pour un diplôme de mauvaise conduite », 19-02-1959.
 « Les "481" », 27-02-1959.
 « La Jeune femme et les robots », 10-03-1959.
 « Aussitôt que leur garde s'abaissera... », 12-03-1959.
 « L'Age de la compression », 28 et 29-03-1959.
 « Le Défi de la misère », 01-04-1959.
 « Encore un moment... », 13-04-1959.
 « Le Jeu de l'adversaire », 06-05-1959.
 « Des ponts entre les ponts ? », 14-05-1959.
 « Notre maison s'appelle Ailleurs », 27-05-1959.
 « Tournevis et pinceau », 04-06-1959.
 « Ce qui est en jeu », 15-06-1959.
 « Cerveau d'ouvrier », 04 et 05-07-1959.
 « Les Journées de Madagascar », 11 et 12-07-1959.
 « La Haine des arbres », 18 et 19-07-1959.
 « Il y a du travail en Algérie... », 28-07-1959.
 « L'Esprit de la rue », 12-08-1959.
 « Le Spectre de Banco », 12 et 13-09-1959.
 « Arbres et voitures », 17-09-1959.
 « Les Vrais tricheurs », 24-09-1959.
 « Le Refus du FLN », 29-09-1959.
 « Aux Français d'Algérie », 27-10-1959.
 « L'Enfant aux raisins », 21 et 22-11-1959.
 « La Démesure », 12 et 13-12-1959.
 « Vitesse », 14-01-1960.
 « Le Mort vivant... », 18-02-1960.
 « Etranges nationalistes », 27 et 28-02-1960.
 « Il y a un an André Siegfried... », 29-03-1960.
 « Nouvelle lettre aux Français d'Algérie », 12-04-1960.
 « Le Vieux cri », 05-05-1960.
 « Un double aveu », 05-05-1960.
 « Les frissons de la terre... », 28 et 29-05-1960.
 « Non-violence ? », 04 et 05-06-1960.
 « Les Etudiants instrument révolutionnaire », 06-07-1960.
 « La Vraie menace », 04-08-1960.
 « Prophètes de la haine », 20 et 21-08-1960.
 « Réponse à Jean-Paul Sartre. "Les Individualités pensantes" », 30-09-1960.
 « Paris carte postale ? », 21-10-1960.
 « Où veulent-ils en venir ? », 27-10-1960.
 « Ne pas perdre ce qu'il faut sauver », 15-11-1960.
 « Musique d'éternité », 28-01-1961.
 « Alamo et Camerone », 18-02-1961.
 « Liberté, est-ce en ton nom ? », 28-03-1961.

« Les Juges de Santa Clara », 21-03-1961.
 « J'ai vécu dans l'enfer... », 28-03-1961.
 « Les Prisonniers de l'espace », 06 et 07-05-1961.
 « Sens de l'histoire ? », 12-05-1961.
 « Menaces sur la nuit », 25-05-1961.
 « Laisser-aller », 07-07-1961.
 « Effectifs de la culture en Afrique du Nord. Ce que la France donne », 04-08-1961.
 « Titov et l'aspirateur », 25-08-1961.
 « Coude à coude », 12-09-1961.
 « Les Starlettes du fait divers », 30-09-1961.
 « Un bienfaiteur : Nansen », 12-10-1961.
 « Esthétique fonctionnelle », 14 et 15-10-1961.
 « L'Anecdote et la gloire », 21-12-1961.
 « Et le moulinet ? », 02-01-1962.
 « On n'est plus chez soi... », 31-01-1962.
 « Le Mythe Bardot », 24 et 25-02-1962.
 « L'Architecture industrielle », 13-04-1962.
 « Construire sans détruire », 04-05-1962.
 « Toujours le neuf et le vieux », 05-06-1962.
 « Le Vainqueur sifflé », 29-07-1962.
 « La Face cachée », 12-09-1962.
 « Romances », 27-09-1962.
 « Le Problème est mental », 01-11-1962.
 « L'Angoisse atomique a bon dos », 30-11-1962.
 « Le Reflux », 19-12-1962.
 « Les Fiancés de l'ombre », 05-02-1963.
 « L'Europe, "troisième force" ? », 25-02-1963.
 « L'Aspirateur et Cléopâtre », 28-02-1963.
 « Un problème national », 28-03-1963.
 « Supériorité du 75 », 03-04-1963.
 « Bons pour le service », 13 et 14-04-1963.
 « Le Musée des musées », 26-04-1963.
 « La Fuite loin de Paris », 13 et 14-05-1963.
 « Le Chalutier et le transatlantique », 11-06-1963.
 « Le Marais est toujours menacé », 04-07-1963.
 « Les Lemmings et les hommes », 24-07-1963.
 « Arithmétique de vacances », 08-08-1963.
 « Le Mystère en pleine foule », 06-09-1963.
 « Le Mont et le barrage », 30-09-1963.
 « Eloge du cassis », 19 et 20-10-1963.
 « Cosa nostra », 28-01-1964.
 « Les Dernières heures du candidat », 14-02-1964.
 « Sommes-nous cartésiens ? », 21-02-1964.
 « Le Cours politique du soir », 09-04-1964.
 « Société industrielle et lutte de classes », 20-04-1964.
 « Il faut sauver l'Aigle d'or », 27-05-1964.
 « J'en appelle à Charles Quint », 16-07-1964.
 « Les Vacances et la guerre », 01-09-1964.
 « La Suppliante de Tinos », 16-09-1964.
 « Peindre l'invisible », 09-10-1964.
 « Le Jeu des cent nations », 28-10-1964.

« Mauriac politique », 10-11-1964.
 « Le Chiffre-Dieu », 23 et 24-01-1965.
 « L'incarnation de l'esprit militaire », 29-01-1965.
 « Stalingrad, oui. Verdun, non », 06 et 07-03-1965.
 « Le Massacre du passé », 30-03-1965.
 « Nouvelle lettre aux Américains », 09-04-1965.
 « La Peur d'être seul », 14-05-1965.
 « Vers la démocratie économique... Demain peut-être : le travailleur-capitaliste ? », 18-05-1965.
 « Demain peut-être : le travailleur-capitaliste ? », 19-05-1965.
 « Ce qui est en jeu dans la crise grecque. Le Roi et le tribun », 24-09-1965.
 « Ce qui est en jeu dans la crise grecque. Que pense le Roi Constantin ? », 27-09-1965.
 « Les Conquistadors de l'inutile », 30-09-1965.
 « Lettre ouverte à André Malraux », 29-10-1965.
 « Il est encore temps », 06 et 07-11-1965.
 « Victoire en vue pour l'Ambigu », 03-01-1966.
 « Il y a vingt-cinq ans Bergson... », 21-01-1966.
 « Notre petite ville », 19 et 20-02-1966.
 « Battre le capitalisme à son propre jeu », 30-03-1966.
 « Georges Duhamel est mort », 14 avril 1966.
 « Le temps, l'espace et le silence », 16 et 17-04-1966.
 « Pourquoi la guerre au Vietnam ? », 26-04-1966.
 « Socialisme et dictature », 04-05-1966.
 « Symbole du courage et de l'horreur », 28 et 29-05-1966.
 « 3.250.000.000 », 11 et 12-06-1966.
 « Une certaine violence », 23-06-1966.
 « Le Vietnam et la stratégie du "tout ou rien" », 4-07-1966.
 « Le génie européen », 14-07-1966.
 « Le Vietnam et la non-intervention », 03-08-1966.
 « La "sale guerre" », 12-09-1966.
 « Merci à Montauban », 23-09-1966.
 « Le sang de Budapest », 22 et 23-10-1966.
 « Un homme épris de liberté », 02-11-1966.
 « Cent ou trois mille ans, in *Numéro spécial, Le siècle du Figaro* », 16-11-1966.
 « Le non de Kennedy », 24-11-1966.
 « Pour la paix dans le Sud-Est asiatique », 16-12-1966.
 « Allez l'Académie ! », 24 et 25-12-1966.
 « Le troisième tiers », 04-01-1967.
 « Les "défis" de la fin du siècle », 10-01-1967.
 « L'arme psychologique », 30-01-1967.
 « Le masque d'or », 16-02-1967.
 « Révolution et "bond en avant" », 23-02-1967.
 « Révolution et "bond en avant" ». L'exemple de l'URSS, 07-03-1967.
 « Révolution et "bond en avant" ». L'avenir est déjà parmi nous, 08-03-1967.
 « De l'Oural à l'Atlantique », 17-03-1967.
 « Henri Massis témoin d'une époque de géants », 20-03-1967.
 « Entre la science et la justice », 30-03-1967.
 « 6 avril 1917 », 06-04-1967.
 « Un tribunal de combat », 15-04-1967.
 « Poète et prophète », 02-05-1967.
 « D'autres Vietnam en Amérique du Sud ? », 07-05-1967.
 « La multiplication des fronts », 31-05-1967.

« Le collectionneur d'océans », 01-06-1967.
 « Et maintenant ? », 09-06-1967.
 « D'Auschwitz au Sinaï », 16-06-1967.
 « Bons et mauvais dictateurs », 29-06-1967.
 « On ne peut rien faire », 28-07-1967.
 « L'affaire Debray, une mise au point de Thierry Maulnier », 15-08-1967.
 « Kesariyani », 06-09-1967.
 « La Grèce à l'heure militaire », 07-09-1967.
 « La Grèce à l'heure militaire. Un civil parmi les Hoplites », 08-09-1967.
 « Des Grecs libres nous déclarent... », 12-09-1967.
 « Les hippies et les affreux », 05-10-1967.
 « Cinquante ans après Octobre », 21 et 22-10-1967.
 « Cinquante ans après Octobre. Ce qu'il en a coûté », 23-10-1967.
 « La légende de "Che" Guevara. Un combattant international », 30-10-1967.
 « Espoirs d'une solution pour Chypre », 10-11-1967.
 « Le modèle américain », 05-12-1967.
 « La réponse au néant », 21-12-1967.
 « Les intellectuels et le pouvoir », 17-01-1968.
 « Lettre d'un caissier », 08-02-1968.
 « Réalité, propagande et illusions », 22-02-1968.
 « Une nouvelle Guerre d'Espagne ? », 23-02-1968.
 « La Jeunesse en colère », 15-03-1968.
 « La Liberté est-elle en marche à l'Est ? », 19-04-1968.
 « Socialisme et liberté », 20 et 21-04-1968.
 « Il y a cent ans naissait Charles Maurras », 03-05-1968.
 « Consommation et participation », 07-06-1968.
 « La Troisième voie », 08 et 09-06-1968.
 « Le Meurtre du père », 02-06-1968.
 « Un écrivain exemplaire », 13 et 14-07-1968.
 « Le Débat sur la participation. La "deuxième fonction" du travail », 15-07-1968.
 « Le Débat sur la participation. La Répartition du capital », 16-07-1968.
 « Suite au "Meurtre du père" », 26-07-1968.
 « Les regarderons-nous mourir ? », 31-07-1968.
 « Fausse ou vraie solution ? », 11-09-1968.
 « La Junte grecque devant l'électeur », 26-09-1968.
 « Contestation à Epidaure », 02-10-1968.
 « Haltérophiles malgré nous ? », 24-10-1968.
 « Théâtre à l'Italienne », 12-11-1968.
 « Franc et Deutschemark. France et Allemagne », 27-11-1968.
 « L'Affrontement russo-américain en Méditerranée », 07 et 08-12-1968.
 « Les Bagatelles de la table », 10-12-1968.
 « La Dictature du désordre », 19-12-1968.
 « Des chances pour la paix ? », 07-01-1969.
 « Le langage du plastic », 09-01-1969.
 « Habib Bourguiba nous dit... », 14-01-1969.
 « Pendant ce temps », 18-01-1969.
 « L'école de la palabre », 21-01-1969.
 « Les torches vivantes », 23-01-1969.
 « "Notes du soir" : un livre d'humaniste », 24-01-1969.
 « Combattre ou comprendre ? », 29-01-1969.
 « Le regel », 07-02-1969.

« Sommes-nous les meurtriers de la nature ? », 14-02-1969.
 « La cage ou l'ordinateur ? », 05-03-1969.
 « Miller vient au classicisme », 06-03-1969.
 « Les Français et le Franc », 10-03-1969.
 « Notre frontière est-elle sur l'Amour ? », 17-03-1969.
 « Un jeu subtil », 19-03-1969.
 « Nationalisme et socialisme », 25-03-1969.
 « Il y a dix ans, André Siegfried nous quittait. Un grand libéral », 28-03-1969.
 « L'URSS sur deux fronts », 09-04-1969.
 « Nations et empires », 14-04-1969.
 « Accélération de l'histoire ? », 21-04-1969.
 « Amour et pédagogie », 22-04-1969.
 « V^e, IV^e ou VI^e ? », 29-04-1969.
 « Charles De Gaulle : de l'Histoire à la légende », 30-04-1969.
 « Les mésaventures contemporaines du marxisme », 02-05-1969.
 « Vingt-quatre ans après », 08-05-1969.
 « Contestation et consommation », 29-05-1969.
 « Il y a vingt-cinq ans le débarquement en Normandie », 06-06-1969.
 « Déplacement des périls ? », 09-06-1969.
 « La société et les besoins », 12-06-1969.
 « La configuration politique de la France et l'élection présidentielle », 20-06-1969.
 « Impérialisme et internationalisme », 09-07-1969.
 « Aspects stratégiques du coup d'Etat », 04-09-1969.
 « Une société imparfaite par Milovan Djilas », 09-09-1969.
 « La "nouvelle société" », 11-09-1969.
 « Grèce : An III des Colonels », 20 et 21-09-1969.
 « La France et l'industrialisation », 24-09-1969.
 « A la recherche d'une vocation économique pour la France », 27-09-1969.
 « Nos faiblesses et nos atouts », 03-10-1969.
 « L.E.M et L.S.D », 14-10-1969.
 « La cité ensevelie d'Akrotiri », 15-10-1969.
 « L'Europe en jeu », 07-10-1969.
 « La paix. Mais quelle paix ? », 18-10-1969.
 « Le progrès, ses désillusions et ses perplexités... », 22-10-1969.
 « Lettre d'un "Grec convalescent" », 30-10-1969.
 « La paix ou l'humiliation », 08-11-1969.
 « Plus d'ennemis héréditaires en Europe occidentale », 11-11-1969.
 « André Beaurepaire », 18-11-1969.
 « La seconde fois », 20-11-1969.
 « Un grand foyer de civilisation », 22-11-1969.
 « Le syndicalisme et l'actionnariat ouvrier », 28-11-1969.
 « Un monde et l'autre », 05-12-1969.
 « Actionnariat ouvrier et salaire mensuel. Vers l'intégration ? », 18-12-1969.
 « Ceux qui n'y sont pour rien », 24-12-1969.
 « La jeunesse : une névrose de civilisation », 30-12-1969.
 « Défense nationale et formation civique », 10-01-1970.
 « Armes, morale et pétrole », 12-01-1970.
 « L'avenir de l'amitié franco-américaine », 22-01-1970.
 « La "Réal Politik" du pétrole », 28-01-1970.
 « La "Réal Politik" du pétrole. De la Lybie à l'Alaska », 29-01-1970.
 « L'impunité des assassins du ciel », 25-02-1970.

« Mauvais arguments », 03-03-1970.
 « Prévenir la colère », 07-03-1970.
 « Le temps des otages », 26-03-1970.
 « Les défis de l'an 2000. La "crise du progrès" », 06-04-1970.
 « Les défis de l'an 2000. Les distorsions démographiques », 11-04-1970.
 « Soudain, l'angoisse », 15-04-1970.
 « "Fiabilité" humaine », 18-04-1970.
 « Un homme de fidélité », 18-04-1970.
 « Des pas de géant », 27-04-1970.
 « Les défis de l'an 2000. La consommation du capital terrestre », 04-05-1970.
 « Une chance de trop ? », 12-05-1970.
 « Néo-isolationnisme », 15-05-1970.
 « Le double jeu », 19-05-1970.
 « Les contradictions du "monde fini" », 25-05-1970.
 « L'activisme à l'université », 08-06-1970.
 « "L'Aveu" et les complexes de la droite », 17-06-1970.
 « Un seigneur », 24-06-1970.
 « Liberté et organisation », 07-07-1970.
 « La fête du consentement », 15-07-1970.
 « Un été brûlant ? », 21-07-1970.
 « Les défis de l'an 2000. Bilan d'une enquête », 31-07-1970.
 « Il y a sept cents ans mourait Saint-Louis. Il fut aussi un grand roi », 26-08-1970.
 « La révolte féminine aux Etats-Unis », 28-08-1970.
 « L'homme de cœur », 02-09-1970.
 « La nouvelle formule », 05-09-1970.
 « Tous les coups sont-ils permis ? », 08-09-1970.
 « Que faire et comment faire ? », 12-09-1970.
 « Américains en Aquitaine », 15-09-1970.
 « Les grands et les petits », 26-09-1970.
 « Un nom pour mourir », 01-10-1970.
 « La vocation de l'exceptionnel », 12-10-1970.
 « Le social-militarisme », 13-10-1970.
 « Téléguidage », 21-10-1970.
 « L'investiture du destin », 12-11-1970.
 « Absent et présent », 13-11-1970.
 « Le sang des autres », 28-11-1970.
 « Burgos et Gdansk », 18-12-1970.
 « Les condamnés de Noël », 28-12-1970.
 « Les autres et nous », 01-01-1971.
 « Une crise de civilisation », 02-01-1971.
 « Le livre fermé », 26-01-1971.
 « Au ban de l'humanité », 27-01-1971.
 « Après la mise en examen de M. Boumediène. Les limites de la coopération », 04-02-1971.
 « Marat au pouvoir ! », 25-02-1971.
 « Santé du rire », 01-03-1971.
 « Jeu de forces complexes », 03-03-1971.
 « Démesure », 09-03-1971.
 « La liberté et la violence », 11-03-1971.
 « Pour une insurrection des consciences... », 13 et 14-03-1971.
 « Violence et représentation », 25-03-1971.
 « Le défi de l'automobile », 27 et 28-03-1971.

« Etes-vous créatif ? », 31-03-1971.
« Des crimes mais aussi des fautes », 02-04-1971.
« Sélection par l'argent ? », 05-04-1971.
« Infantilisme dirigé ? », 07-04-1971.
« Les hommes et les problèmes restent », 12-04-1971.
« Ce qui finit et ce qui commence », 16-04-1971.
« Et nos "Mirage" ? », 19-04-1971.
« Absurdité », 27-04-1971.
« Un pas en arrière ? », 12-05-1971.
« Faut-il céder au chantage ? », 24-05-1971.
« Une crise d'adaptation », 26-05-1971.
« L'âge de la retraite », 28-05-1971.
« Le point noir », 01-06-1971.
« Le désordre, la police et nous », 08-06-1971.
« De "CRSS-SS" à "CRS-SOS" », 12-06-1971.
« Hécatombes », 13-06-1971.
« Un certain besoin d'ordre », 18-06-1971.
« La France et la Méditerranée », 21-06-1971.
« L'inflation cet euphorisant », 30-06-1971.
« L'espace et les hommes », 01-07-1971.
« Un avertissement », 08-07-1971.
« L'éternelle illusion », 10-07-1971.
« Violence, idéologie et stratégie », 29-07-1971.
« Etalement », 31-07-1971.
« La "bonne foi" de M. Wurmser », 31-07-1971.
« Le fruit d'un travail d'équipe », 02-08-1971.
« Grâce pour Marnes-la-Coquette », 10-08-1971.
« L'un des plus vivants parmi nous », 31-08-1971.
« Etre présents », 09-09-1971.
« Le "mammifère machiné" », 10-09-1971.
« Le droit des femmes au travail », 11-09-1971.
« Ressentiment », 14-09-1971.
« Les marchands de suicide », 21-09-1971.
« La rencontre dans le froid », 28-09-1971.
« Un refus d'abdiquer », 04-10-1971.
« Science et conscience de la société », 13-10-1971.
« Dissuasion nucléaire et indépendance nationale », 25-10-1971.
« Lendemain », 06-11-1971.
« Par personnes interposées », 09-11-1971.
« Un coup de théâtre heureux », 13-11-1971.
« Nouveaux aspects d'une guerre », 23-11-1971.
« La souhaitable et le possible », 02-12-1971.
« Le modèle chilien », 04-12-1971.
« Le social et le syndical », 10-12-1971.
« Une victoire empoisonnée ? », 17-12-1971.
« Responsabilité », 22-12-1971.
« Héritage difficile », 25-12-1971.
« La politique des tête-à-tête », 28-12-1971.
« Les mineurs de Chuquicamata », 29-12-1971.
« Nouvelles perspectives », 30-12-1971.
« 1972 ? Interdépendance des problèmes », 31-12-1971.

« Coup double ou triple », 03-01-1972.
 « La violence et la vérité », 08 et 09-01-1972.
 « L'Europe et les pêcheurs norvégiens », 12-01-1972.
 « Les guerres interminables », 21-01-1972.
 « France-Europe-Afrique », 25-01-1972.
 « L'idole meurtrière », 31-01-1972.
 « Est-ce l'indépendance de Prague ? », 15-02-1972.
 « Quelle est la "loi suprême" ? », 18-02-1972.
 « On ne peut accepter... », 07-03-1972.
 « Qui fait le jeu de qui ? », 10-03-1972.
 « Tensions en Europe occidentale », 13-03-1972.
 « La violence et les Etats », 17-03-1972.
 « Combien de joueurs ? », 21-03-1972.
 « Au-delà de l'odieux », 31-03-1972.
 « Une nouvelle phase », 05-04-1972.
 « Le défi de Soljenitsyne », 06-04-1972.
 « Pourquoi cette offensive ? », 14-04-1972.
 « Lettre à un Français qui ne veut pas être européen », 24-04-1972.
 « Avez-vous lu Grossman ? », 25-04-1972.
 « Partie triangulaire autour du Vietnam », 27-04-1972.
 « Dangers », 03-05-1972.
 « Mort de François Daviel », 04-05-1972.
 « Bienvenue à la Reine et à la nation britannique », 15-05-1972.
 « A faire frémir », 11-05-1972.
 « La vérité et le Vietnam », 16-05-1972.
 « Unis dans la paix », 20-05-1972.
 « Une guerre à trois dimensions », 24-05-1972.
 « Mourir dans l'indifférence universelle ? », 29-05-1972.
 « L'internationale du meurtre », 01-06-1972.
 « Un terrorisme de luxe », 10-06-1972.
 « Une visite d'amitié », 20-06-1972.
 « Le progrès et la justice », 23-06-1972.
 « Giap a-t-il commis une erreur ? », 29-06-1972.
 « La levée de boucliers », 04-07-1972.
 « L'adversaire de Nixon », 14-07-1972.
 « La fête de la nation », 15 et 16-07-1972.
 « Hors des frontières de l'humain ? », 19-07-1972.
 « L'affaire », 21-07-1972.
 « Exploits de l'été », 24-07-1972.
 « Monopole et liberté », 26-07-1972.
 « D'une guerre à l'autre ou les leçons inutiles », 07-08-1972.
 « L'exemple de Sisteron », 25-08-1972.
 « Responsabilités », 01-09-1972.
 « Crise d'adaptation », 04-09-1972.
 « Septembre noir », 06-09-1972.
 « A qui perd gagne ? », 18-09-1972.
 « L'ONU à l'épreuve », 20-09-1972.
 « Une intransigeante idée de l'être humain », 23-09-1972.
 « Y a-t-il des "modèles" socialistes ? », 26-09-1972.
 « L'Asie grandit », 28-09-1972.
 « Nixon en position de force ? », 30-09-1972.

« Le prix d'un accord », 02-10-1972.
 « Quel autonomisme ? », 05-10-1972.
 « Vive la Septimanie libre », 11-10-1972.
 « La loi et les réalités », 13-10-1972.
 « Au seuil du drame », 17-10-1972.
 « Les tours en question », 20-10-1972.
 « Les facteurs d'incertitude », 23-10-1972.
 « Nixon et la crise de conscience américaine », 24-10-1972.
 « La paix imminente », 27-10-1972.
 « Ni vainqueurs ni vaincus ? », 30-10-1972.
 « Une capitulation », 31-10-1972.
 « Rackets police et morale », 03-11-1972.
 « Un super "Marchand de Venise" », 04-11-1972.
 « Le président de la paix », 10-11-1972.
 « De Bonn à la Havane », 14-11-1972.
 « Malraux et la Condition humaine », 20-11-1972.
 « Culte de la personnalité », 24-11-1972.
 « Quand les trains ne sont plus à l'heure », 28-11-1972.
 « La France et l'UNESCO », 01-12-1972.
 « La cinquième semaine de la pensée libérale. Réponses aux problèmes actuels », 02 et 03-12-1972.
 « Le besoin de haïr », 02-12-1972.
 « Un mal mondial », 12-12-1972.
 « Pour crime d'opposition », 18-12-1972.
 « Noël sur la terre », 23 et 24-12-1972.
 « L'homme qui sauva l'Europe », 29-12-1972.
 « Le sexe est-il à gauche ? », 01-01-1973.
 « Égalité », 06-01-1973.
 « Les petits et les grands », 27 et 28-01-1973.
 « De la guerre à la paix. La longue route », 31-01-1973.
 « Le haro », 02-02-1973.
 « Y a-t-il politisation des problèmes sexuels ? », 09-02-1973.
 « Quelques-uns et tous... », 13-02-1973.
 « Les conditions de travail », 15-02-1973.
 « Une grève pour la considération », 21-02-1973.
 « Les socialismes militaires », 23-02-1973.
 « Le désespoir est-il une excuse ? », 05-03-1973.
 « Les leçons de mars », 07-03-1973.
 « Une biche timide », 09-03-1973.
 « L'Assemblée et les femmes », 15-03-1973.
 « Socialisme et nationalisme », 19-03-1973.
 « Vietnam : une fin et un commencement ? », 29-03-1973.
 « Une armée pour quoi faire ? », 05-04-1973.
 « Les brimades du métro », 10-04-1973.
 « Une certaine inquiétude », 14 et 15-04-1973.
 « USA-URSS, le grand contrat », 19-04-1973.
 « Le fanatisme et le parti pris », 21 et 22-04-1973.
 « Une faim de spirituel », 23-04-1973.
 « Est-ce la bonne voie ? », 24-04-1973.
 « Vers une crise de l'énergie », 30-04-1973.
 « Les eaux troubles », 02-05-1973.
 « Politisation », 08-05-1973.

« Faire respecter l'armée », 15-05-1973.
 « Art, conformisme et subversion », 24-05-1973.
 « Le pouvoir et la vertu », 28-05-1973.
 « Un roi de charme », 02-06-1973.
 « A Raymond Aron le prix des critiques », 05-06-1973.
 « La vitesse, une drogue ? », 16-06-1973.
 « La bombe et la paix », 26-06-1973.
 « La montée du "deuxième sexe" », 17-07-1973.
 « Au-delà des nations », 21 et 22-07-1973.
 « De la violence à la démence », 24-07-1973.
 « Terreur », 26-07-1973.
 « Août et les vacances », 27-07-1973.
 « Le progrès et ses périls », 30-07-1973.
 « Les vieilles terreurs », 06-09-1973.
 « Un grand critique disparaît », 08-09-1973.
 « Des armes pour une vie », 09-09-1973.
 « Déviationnisme », 13-09-1973.
 « Une victoire sur l'absurde », 14-09-1973.
 « De Dubcek à Allende : les difficultés de la "voie libérale" », 14-09-1973.
 « Progrès », 27-09-1973.
 « Royauté de droit divin ? », 02-10-1973.
 « Une seconde Croix rouge ? », 03-10-1973.
 « Emulation », 23-10-1973.
 « Au-dessus du droit des Etats ? », 25-10-1973.
 « Angoisse et gesticulation », 27-10-1973.
 « Discipline et solidarité », 03 et 04-11-1973.
 « Malaise », 17 et 18-11-1973.
 « Une coïncidence inquiétante », 13-12-1973.
 « Succès d'un voyage », 19-12-1973.
 « Le radeau de la Méduse ? », 26-12-1973.
 « Qui fait le jeu de l'autre ? », 26-12-1973.
 « Un état d'esprit nouveau ? », 31-12-1973.
 « Le virus du racisme », 03-01-1974.
 « L'eau et le feu », 08-01-1974.
 « La "civilisation du pétrole" ou la fin de l'hégémonie ? », 09-01-1974.
 « Sans romantisme, sans humanitarisme », 22-01-1974.
 « Un goût de déception », 11-02-1974.
 « Le corps enseignant », 11-02-1974.
 « Flotte, petit drapeau », 12-02-1974.
 « La raffinerie », 19-02-1974.
 « Pour un jour de clémence », 07-03-1974.
 « Toutes les victimes... », 16-03-1974.
 « Trop tard et trop tôt ? », 02-04-1974.
 « Richard Nixon et le péché américain », 13-04-1974.
 « Un amour malheureux », 03-05-1974.
 « Le goulag sur un air de berceuse », 16-05-1974.
 « L'avenir de la gauche », 24-05-1974.
 « Dénonciation », 01 et 02-06-1974.
 « Il y a trois cents ans les Invalides », 15 et 16-06-1974.
 « Trop est trop... », 17-06-1974.
 « Euthanasie : il n'y a de réponse que déchirante », 20-06-1974.

« Responsabilité », 22 et 23-06-1974.
 « Le suicide de l'Europe », 29-06-1974.
 « Réaction », 01-07-1974.
 « La loi et la pitié », 05-07-1974.
 « Culture (culturel) », 09-07-1974.
 « Jeunesse », 13 et 14-07-1974.
 « Il y a cinq ans : l'oubli », 20 et 21-07-1974.
 « Nationalisme », 22-07-1974.
 « Liberté », 27 et 28-07-1974.
 « Liberté (2) », 03 et 04-08-1974.
 « Décolonisation », 10 et 11-08-1974.
 « Violence », 17 et 18-08-1974.
 « Nature », 24 et 25-08-1974.
 « Engagement », 31-08 et 01-09-1974.
 « Droite », 07 et 08-09-1974.
 « Conscience », 14 et 15-09-1974.
 « Rentabilité », 21 et 22-09-1974.
 « Intellectuel », 28 et 29-09-1974.
 « Fascisme », 05 et 06-10-1974.
 « Un témoin accablant des crimes contre l'Homme », 10-10-1974.
 « Impérialisme », 12 et 13-10-1974.
 « Révolution », 19 et 20-10-1974.
 « L'Etat, c'est ils », 21-10-1974.
 « Révolution (II) », 26 et 27-10-1974.
 « Anticommunisme », 02 et 03-11-1974.
 « Exploitation », 09 et 10-11-1974.
 « Indépendance », 16 et 17-11-1974.
 « La solitude d'Israël. Un vote politique », 22-11-1974.
 « Une contestation radicale », 23-11-1974.
 « Aliénation », 30-11-1974.
 « Pollution », 07-12-1974.
 « Communiste », 14-12-1974.
 « Deux hommes en danger de mort », 18-12-1974.
 « Vivre plus jeunes », 24-12-1974.
 « Antimilitarisme », 28 et 29-12-1974.
 « Victoire humaine », 01-01-1975.
 « Richesse », 04 et 05-01-1975.
 « Croissance », 11 et 12-01-1975.
 « Croissance », 18 et 19-01-1975.
 « Aujourd'hui, le snobisme est à gauche », 18 et 19-01-1975.
 « La fin d'un tabou », 21-01-1975.
 « Héritage », 25 et 26-01-1975.
 « Consommation », 01 et 02-02-1975.
 « Lecture », 08 et 09-02-1975.
 « Autorité », 15 et 16-02-1975.
 « Culpabilité », 22 et 23-02-1975.
 « Peuple », 01 et 02-03-1975.
 « Politisation », 08 et 09-03-1975.
 « Conformisme », 15 et 16-03-1975.
 « Démocratie », 22 et 23-03-1975.
 « Intervention », 05 et 06-04-1975.

« Féminité », 12 et 13-04-1975.
« Démographie », 19 et 20-04-1975.
« Libération », 26 et 27-04-1975.
« Coexistence », 03 et 04-05-1975.
« Agression », 10 et 11-05-1975.
« Détente », 17 et 18-05-1975.
« Sélection », 24 et 25-05-1975.
« Libéral », 31-05 et 01-06-1975.
« Identité », 07 et 08-06-1975.
« La raison d'Etat et la morale », 11-06-1975.
« Socialisme », 14 et 15-06-1975.
« Socialisme (II) », 21 et 22-06-1975.
« Idéologie », 28 et 29-06-1975.
« Autodétermination », 05 et 06-07-1975.
« Armée », 12 et 13-07-1975.
« Histoire », 18-07-1975.
« Terreur » 26 et 27-07-1975.
« Minorité », 02 et 03-08-1975.
« Contre-révolution », 09 et 10-07-1975.
« Objectivité », 16 et 17-07-1975.
« Maturité », 23 et 24-08-1975.
« Légitimité », 30 et 31-08-1975.
« Egalité », 06 et 07-09-1975.
« Déviationnisme », 19-09-1975.
« Répression », 20 et 21-09-1975.
« Progrès », 27 et 28-09-1975.
« Terrorisme », 04 et 05-10-1975.
« Humanité », 11 et 12-10-1975.
« Coexistence », 18 et 19-10-1975.
« Travail », 05-11-1975.
« Compétition », 08-11-1975.
« Contradiction », 15-11-1975.
« Mystification », 22-11-1975.
« Emulation », 25-11-1975.
« La relance morale de Mgr Elchinger », 28-11-1975.
« Opposition », 29-11-1975.
« Paix », 06-12-1975.
« Le temps des otages », 10-12-1975.
« Gauchisme », 13-12-1975.
« Prolétariat », 20-12-1975.
« Pour une amnistie politique mondiale », 24-12-1975.
« Tabou », 27-12-1975.
« Victoire humaine », 01-01-1976.
« Propriété », 03 et 04-01-1976.
« Personnalité », 10 et 11-01-1976.
« Transgression », 17 et 18-01-1976.
« Social », 24 et 25-01-1976.
« Intervention », 31-01 et 01-02-1976.
« Permissif (ive) », 7 et 8-02-1976.
« Impérialisme », 14 et 15-02-1976.
« Déviationnisme », 20-02-1976.

« TV : la violence en question... ou questions sur la violence », 28 et 29-02-1976.
 « Patrie », 28 et 29-02-1976.
 « Soljénitsyne à la télévision. Un homme contre un empire », 10-03-1976.
 « Révisionnisme », 13 et 14-03-1976.
 « Américanisme », 27 et 28-03-1976.
 « Progressiste », 10 et 11-04-1976.
 « Faut-il brûler *Les Décombres* ? », 23-07-1976.
 « Des frères supérieurs ? », 24 et 25-07-1976.
 « L'Age fécal », 31-07 et 01-08-1976.
 « Le Sport politique », 07 et 08-08-1976.
 « Le Petit bout de l'information », 14 et 15-08-1976.
 « La Nature est-elle de gauche ? », 21 et 22-08-1976.
 « Trompeuse information », 28 et 29-08-1976.
 « Mille cinq centième anniversaire », 04 et 05-09-1976.
 « La Vraie question », 11 et 12-09-1976.
 « Les tyrans et les larmes », 18 et 19-09-1976.
 « Le Dégoût de vivre », 25 et 26-09-1976.
 « L'Etat, c'est Ils », 02 et 03-10-1976.
 « D'étranges pudeurs », 09 et 10-10-1976.
 « Le Président écrivain », 15-10-1976.
 « Le Péril gaulois », 16 et 17-10-1976.
 « Travail, loisirs, ennui... », 23 et 24-10-1976.
 « Liberté, égalité, sécurité », 30 et 31-10-1976.
 « Maison de verre ? », 09-11-1976.
 « Pourquoi ? », 13 et 14-11-1976.
 « Ce qu'on montre et ce qu'on cache », 20 et 21-11-1976.
 « Devant le tourment du monde... », 24-11-1976.
 « Il y a vingt-trois ans », 27 et 28-11-1976.
 « Bonheur et banlieue », 04 et 05-12-1976.
 « Grèves », 11 et 12-12-1976.
 « L'Emploi des loisirs », 18 et 19-12-1976.
 « Cross du *Figaro* » : qu'est-ce qui les fait courir ? », 18 et 19-12-1976.
 « Réveillon gastronomique », 25 et 26-12-1976.
 « L'Enfant de Kairouan », 08 et 09-01-1977.
 « La Gratuité et la valeur », 15 et 16-01-1977.
 « Rétro », 22 et 23-01-1977.
 « Orient », 29 et 30-01-1977.
 « Le Point faible ou le point fort », 05 et 06-02-1977.
 « Flotte, petit drapeau », 12 et 13-02-1977.
 « La Raffinerie », 19 et 20-02-1977.
 « Maison de verre », 26 et 27-02-1977.
 « Environnement », 05 et 06-03-1977.
 « Le Culte de l'impersonnalité », 12 et 13-03-1977.
 « Interdit de chanson », 19 et 20-03-1977.
 « Brigitte et les bébés phoques », 26 et 27-03-1977.
 « Ecologie », 02 et 03-04-1977.
 « La Vierge noire », 09 et 10-04-1977.
 « L'Identité minoritaire », 16 et 17-04-1977.
 « Exemple à suivre ? », 23 et 24-04-1977.
 « L'Espérance du passé », 30-04-1977.
 « Des morts par millions », 07 et 08-05-1977.

« En retard... », 14 et 15-05-1977.
 « Le Dieu loisirs », 21 et 22-05-1977.
 « La Réhabilitation nécessaire », 28 et 29-05-1977.
 « La beauté moderne », 21-08-1977.
 « La violence et la terreur », 11-09-1977.
 « Pas de comparaisons possibles », 18-11-1977.
 « La terreur et le plaisir », 25-09-1977.
 « Plaidoyer pour le somptuaire », 28-10-1977.
 « L'imposture et l'illusion », 11-11-1977.
 « Quand l'Occident ne s'aime plus », 18-11-1977.
 « Le prestige de l'uniforme », 09-12-1977.
 « Philaminte est parmi nous », 16-12-1977.
 « Contre-culture », 23-12-1977.
 « Le chômage sociologique », 13-01-1978.
 « La rage », 20-01-1978.
 « Le plaisir de tuer », 03-02-1978.
 « Quoi de plus simple ? », 10-02-1978.
 « Un chèque en blanc », 15-03-1978.
 « Faut-il les remercier », 22-03-1978.
 « Beaucoup trop, c'était un peu trop », 24-03-1978.
 « C'est du côté de l'idée pure qu'il y a le plus de haine », 31-03-1978.
 « Plus c'est réaliste plus c'est sophistiqué », 07-04-1978.
 « En attendant la relève de l'homme par la machine », 14-04-1978.
 « Comment parler d'autre chose ? », 12-05-1978.
 « L'internationale des déstabilisateurs », 19-05-1978.
 « L'étrange invention de l'illégitime défense », 27 et 28-05-1978.
 « Que fallait-il donc faire ? », 08-06-1978.
 « Le marxisme est-il devenu réactionnaire ? », 16-06-1978.
 « Nous aurons été avertis », 23-06-1978.
 « Le socialisme n'est pas toujours la fraternité », 07-07-1978.
 « Combien la conscience a-t-elle de chars ? », 14-07-1978.
 « Retour au VII^e siècle ? », 09-02-1979.
 « En ce temps là... », 16-02-1979.
 « Le prix Pierre Brisson décerné mercredi », 23-02-1979.
 « Superman et le Surhumain », 23-02-1979.
 « Sur les genoux de l'ordinateur », 02-03-1979.
 « C'était il y a cinq siècles », 09-03-1979.
 « La "campagne" va commencer », 19-03-1979.
 « La presse et la vie privée. Où s'arrête le droit d'informer », 20-03-1979.
 « Poupées russes », 23-03-1979.
 « Ce peuple cartésien », 30-03-1979.
 « La peur sacrée », 06-04-1979.
 « Le droit et les révolutions », 13-04-1979.
 « Le salut par la brouette », 20-04-1979.
 « Le travail manuel : une question de vie ou de mort », 24-04-1979.
 « God bless America », 27-04-1979.
 « Le défi démographique », 04-05-1979.
 « Un robot pourra-t-il jamais remplacer Soljenitsyne ? », 04-05-1979.
 « La bête des profondeurs », 11-05-1979.
 « Le catoblépas conscient », 19 et 20-05-1979.
 « Une ampleur sans précédent », 27-05-1979.

« Un boisseau pour un baril ? », 26 et 27-05-1979.
 « La révolution en question », 01-06-1979.
 « Les femmes au pouvoir », 08-06-1979.
 « La démocratie : une difficulté d'être », 12-06-1979.
 « Logique et pétrole », 15-06-1979.
 « Sanguinaire et fanatique », 19-06-1979.
 « Rien de ce qui est humain... », 22-06-1979.
 « De l'avis des experts », 30-06 et 01-07-1979.
 « Quand un enfant se noie... », 07 et 08-07-1979.
 « Les cigares de La Havane », 13-07-1979.
 « Le culte des héros », 20-07-1979.
 « Comment s'en débarrasser ? », 27-07-1979.
 « Tant de fiel ?... », 03-08-1979.
 « La société des égaux », 10-08-1979.
 « Le front du feu », 17-08-1979.
 « Un Montmartre rétro », 17-08-1979.
 « Les usines de vacances », 24-08-1979.
 « La montée des fureurs », 05-09-1979.
 « Le cheval aveugle », 07-09-1979.
 « La ligne de conduite d'Alfred Fabre-Luce », 14-09-1979.
 « Quatre milliards de Mozart », 14-09-1979.
 « Le test », 16-09-1979.
 « Les vitrines socialistes », 22-09-1979.
 « Le premier invité », 23-09-1979.
 « La chasse aux sorcières », 29-09-1979.
 « Vérité en deçà, erreur au-delà », 28-09-1979.
 « Des voyages dangereux », 30-09-1979.
 « Eléments pour un plaidoyer », 05-10-1979.
 « Un peuple se meurt », 07-10-1979.
 « Cette fois-là... », 12-10-1979.
 « Force et faiblesses de la vérité », 14-10-1979.
 « Au nom de la science », 20-10-1979.
 « Jusqu'où va-t-il monter ? », 21-10-1979.
 « Les nouveaux aristocrates », 26-10-1979.
 « Le suicide démographique », 28-10-1979.
 « Une crise spirituelle de notre société », 02-11-1979.
 « Les idées à l'endroit d'Alain de Benoist », 02-11-1979.
 « Les nouveaux aristocrates (II) », 02-11-1979.
 « 25^e anniversaire », 04-11-1979.
 « Des cobayes et des hommes », 08-11-1979.
 « La moto et le flipper », 10-11-1979.
 « Sans précédent », 11-11-1979.
 « Jean Ellenstein dialogue avec Thierry Maulnier », 16-11-1979.
 « Deux grandes nouveautés », 16-11-1979.
 « L'agent secret », 18-11-1979.
 « Comment être américain ? », 23-11-1979.
 « Le réveil », 25-11-1979.
 « Le pétrole de l'Orénoque », 01-12-1979.
 « Supposons que le chah... », 02-12-1979.
 « Extra-terrestres », 08-12-1979.
 « Les vies parallèles : Trotski et Staline », 08-12-1979.

« Tous otages », 09-12-1979.
 « Riposte graduée », 15-12-1979.
 « Un week-end au pas de courses... », 15-12-1979.
 « Parapluie soviétique », 16-12-1979.
 « Les effets paradoxaux », 21-12-1979.
 « SS20 et Pershing », 23-12-1979.
 « Deux lettres », 28-12-1979.
 « L'art d'accueillir les principes », 30-12-1979.
 « La stratégie des glaciés », 04-01-1980.
 « Le péché de l'Occident », 11-01-1980.
 « Quelle ingérence ? », 17-01-1980.
 « L'inattention et l'oubli », 25-01-1980.
 « C'était en 1939 », 01-02-1980.
 « Est-ce l'heure du réveil ? », 04-02-1980.
 « Simple question à M. Marchais », 08-02-1980.
 « La légitime autodéfense », 12-02-1980.
 « Des bombes à ne pas mettre entre toutes les mains », 15-02-1980.
 « Au lendemain de la fin du monde », 15-02-1980.
 « Olympisme, politique et avenir », 18-02-1980.
 « Une question mal posée », 22-02-1980.
 « Tuer, faute de pouvoir convaincre », 29-02-1980.
 « La reine des vaches », 02-03-1980.
 « Stupéfiant », 09-03-1980.
 « Henri Béraud sort du purgatoire », 19-03-1980.
 « Etalons Nobel », 14-03-1980.
 « Logique écologique », 22 et 23-03-1980.
 « Barbouilleurs », 28-03-1980.
 « L'alignement sur les pandas », 04-04-1980.
 « Libre circulation », 11-04-1980.
 « La politique et le bonheur », 11-04-1980.
 « Corvées de nettoyage », 19 et 20-04-1980.
 « Le peuple des victimes », 25-04-1980.
 « Quarante ans déjà », 02-05-1980.
 « Humour noir », 08-05-1980.
 « Un client pour nos armes », 16-05-1980.
 « Flamme au napalm », 23-05-1980.
 « Ne faudrait-il pas les aider ? », 31-05 et 01-06-1980.
 « Un nouveau Moyen Age ? », 06-06-1980.
 « Les frustrés », 12-06-1980.
 « Négocié quoi ? », 13-06-1980.
 « Les jeux de la honte », 21 et 22-06-1980.
 « c'est le sort le plus beau... », 27-06-1980.
 « Le plaisir de tuer », 04-07-1980.
 « Impressions de Vichy », 11-07-1980.
 « Les soldats de Crassus », 12-07-1980.
 « Sport en politique », 19 et 20-07-1980.
 « L'assassinat sans frontières », 26-07-1980.
 « Jouer à se battre », 01-08-1980.
 « La haine », 08-08-1980.
 « Mao en accusation », 16-08-1980.
 « La statistique subjective », 22-08-1980.

« Une tradition contestable », 29-08-1980.
 « Journées claudelliennes à Brangues », 02-09-1980.
 « Le diable porte pierre », 05-09-1980.
 « Ceux de 14 », 19-09-1980.
 « L'orangerie de Versailles ouverte à la peinture », 24-09-1980.
 « Le catoblépas », 26-09-1980.
 « Anti-américanisme », 04-10-1980.
 « Les armes et le tabac », 10-10-1980.
 « Les chars et les idées », 18-10-1980.
 « Des enfants à la carte », 24-10-1980.
 « Le grand électeur », 31-10-1980.
 « Les paradoxes de l'histoire », 07-11-1980.
 « L'homme, l'enfant, la femme et la guerre », 14-11-1980.
 « Des interlocuteurs valables », 21-11-1980.
 « Etoiles à vendre », 29 et 30-11-1980.
 « La politique du pitre », 05-12-1980.
 « La vérité », 14-12-1980.
 « Des raisons d'espérer ? », 15-12-1980.
 « Les peuples de la faim », 19-12-1980.
 « Une rencontre », 26-12-1980.
 « La sécurité : une obsession des Français », 31-12-1980.
 « Le Talon d'Achille », 02-01-1981.
 « Le Pourquoi des révolutions », 09-01-1981.
 « Le Meilleur des Rois », 16-01-1981.
 « Oiseau ou souris ? », 24 et 25-01-1981.
 « Les Comédiens dans l'arène », 30-01-1981.
 « Décentralisation théâtrale », 13-03-1981.
 « La Grande désillusion », 20-03-1981.
 « L'Orthographe fasciste », 28 et 29-03-1981.
 « Lettre des animaux au Président de la République », 03-04-1981.
 « En ai-je le droit ? », 10-04-1981.
 « M. Reagan serait-il heureux ? », 17-04-1981.
 « Quel changement ? », 24-04-1981.
 « Le Remède miracle », 08-05-1981.
 « Graffiti », 15-05-1981.
 « Les Jeux du hasard », 23 et 24-05-1981.
 « Le Changement et les habitudes », 01-06-1981.
 « Des vérités premières », 05-06-1981.
 « Les Alliés ennemis », 13 et 14-06-1981.
 « Solution pour le chômage », 26-06-1981.
 « Pour résoudre un cas de conscience », 4 et 5-07-1981.
 « Alternance ou irréversibilité ? », 11 et 12-07-1981.
 « La Gauche est-elle encore à gauche ? », 25 et 26-07-1981.
 « La Fête au bord des larmes », 31-07-1981.
 « L'Excès et le manque », 07-08-1981.
 « Inutile Cassandre », 14-08-1981.
 « Eloge de l'inflation », 11-09-1981.
 « Le Doigt sur la détente », 18-09-1981.
 « Et s'il nous plaît d'être battus », 25-09-1981.
 « Des robots chômeurs ? », 02-10-1981.
 « Echange de bons procédés », 09-10-1981.

« Front de la haine et front de la peur », 16-10-1981.
 « Difficulté d'être français », 23-10-1981.
 « Utilité d'une opposition », 30-10-1981.
 « Faire payer les pauvres ? », 06-11-1981.
 « Tenir ses promesses ? », 20-11-1981.
 « Trop d'hommes sur la terre », 5 et 6-12-1981.
 « Bonne conscience ! », 11-12-1981.
 « Non-ingérence », 01-01-1982.
 « La Relance par le pessimisme », 08-01-1982.
 « La Pologne, est-ce fini ? », 16 et 17-01-1982.
 « Le Grand méchant loup », 23 et 24-01-1982.
 « D'une pierre deux coups », 29-01-1982.
 « Il n'y a pas de potion magique », 05-02-1982.
 « Les Pires des tyrannies », 12-02-1982.
 « Le Fascisme et le camembert », 19-02-1982.
 « Les Abstentionnistes au pouvoir ? », 20 et 21-03-1982.
 « La Vénus et l'Aurige », 02-04-1982.
 « Le Paradoxe collectiviste », 10 et 11-04-1982.
 « Et le suffrage universel ? », 19-04-1982.
 « Une guerre de plus », 07-05-1982.
 « Prolonger la vie ? », 18-05-1982.
 « Incitation au meurtre », 19-05-1982.
 « A bâtons rompus », 03-06-1982.
 « L'Inconfort de la paix », 11-06-1982.
 « Le bébé géant », 19-06-1982.
 « La Bataille de Paris. Tradition », 10 et 11-07-1982.
 « Les Fêtes de la mort », 23-07-1982.
 « L'Avenir est-il à la vieillesse ? », 12-08-1982.
 « Un temps précieux », 4 et 5-09-1982.
 « Jouets guerriers », 24-09-1982.
 « Réformer la démocratie ? », 07-10-1982.
 « Un courage inutile ? », 15-10-1982.
 « Vive la Pologne, Messieurs ! », 22-10-1982.
 « Parasites sociaux », 03-11-1982.
 « L'Enseignement de la liberté », 25-11-1982.
 « L'Esprit de Pierre Gaxotte », 09-12-1982.
 « Vers les grandes invasions ? », 10-12-1982.
 « Vers les grandes invasions ? (suite) », 17-12-1982.
 « Les Substituts des ange », 24-12-1982.
 « Retour à Mogador », 31-12-1982.
 « Minorités absolues », 07-01-1983.
 « Logique et révolution », 15-01-1983.
 « Danton et Robespierre », 22-01-1983.
 « L'assaut du désert », 30-01-1983.
 « La terreur justifiée », 05-02-1983.
 « Le Duc d'Enghien, son chien et nous », 24-02-1983.
 « En être ou pas ? », 05 et 06-03-1983.
 « L'Occident vieillit », 22-03-1983.
 « Une entreprise de conquête du monde », 25-03-1983.
 « Aux armes, citoyens ! », 01-04-1983.
 « Franc comme l'or », 08-04-1983.

« Pacifisme agenouillé », 11-04-1983.
 « Les moules hollandaises », 16-04-1983.
 « Un homme heureux ? », 23-04-1983.
 « Le salut par la brouette », 30-04-1983.
 « Le brouet spartiate », 08-05-1983.
 « Réflexions sur un voyage », 11-05-1983.
 « Journal imaginaire », 13-05-1983.
 « Joli mois de mai », 20-05-1983.
 « Le sanctuaire de Roland-Garros », 23-05-1983.
 « Qu'est devenu l'Etna ? », 31-05-1983.
 « Meyerhold, déjà... », 05-06-1983.
 « Plaidoyer pour les trains de banlieue », 10-06-1983.
 « Les mains nues », 25-06-1983.
 « Dix mille spectateurs pour Racine », 01-07-1983.
 « Le mythe de la Bastille », 08-07-1983.
 « Le virage manqué », 19-07-1983.
 « Vérités premières », 22-07-1983.
 « Un jour du monde », 03-08-1983.
 « Les fausses symétries », 13-08-1983.
 « Où sont passés les intellectuels de gauche ? Sur un silence », 27-08-1983.
 « Offensive contre le passé », 02-09-1983.
 « Dans le doute tuez-les », 09-09-1983.
 « La terreur et la liberté », 18-09-1983.
 « Hommes et requins », 23-09-1983.
 « La liberté de choisir », 29-09-1983.
 « Un point d'histoire », 01-10-1983.
 « Un homme contre un empire », 06-10-1983.
 « Et l'Europe trembla », 14-10-1983.
 « Futurisme et nostalgie », 15 et 16-10-1983.
 « Aron et Sartre », 19-10-1983.
 « L'arme absolue », 24-10-1983.
 « De la Grenade à Beyrouth », 28-10-1983.
 « Réveiller Lénine ? », 09-11-1983.
 « La leçon de l'histoire », 11-11-1983.
 « Désarmement », 19-11-1983.
 « Un nouvel opéra ? », 26 et 27-11-1983.
 « Le complexe gaulois », 30-11-1983.
 « Manhattan », 16-12-1983.
 « Ronald Reagan part gagnant », 23-12-1983.
 « Du Vietnam à la Grenade », 24-12-1983.
 « La violence phénomène mondial », 28-12-1983.
 « 1983, année grise », 31-12 et 01-01-1984.
 « Du secret en politique », 09-01-1984.
 « Le plaisir de tuer », 16-01-1984.
 « Les affaires », 22-01-1984.
 « Loi salique », 28 et 29-01-1984.
 « Georges Duhamel inédit », 10-02-1984.
 « La mort-spectacle », 11 et 12-02-1984.
 « Gérontocratie », 16-02-1984.
 « Mai 68 ? », 25 et 26-02-1984.
 « Et maintenant ? », 09-03-1984.

« Un candidat candide », 17-03-1984.
 « Tout est bien qui finit bien », 28-03-1984.
 « Participation critique », 04-04-1984.
 « Je te tiens, tu me tiens... », 15-04-1984.
 « Le Mariage de Figaro : Ils applaudissaient à leur mort prochaine... », 27-04-1984.
 « Les surplus de la faim », 28-04-1984.
 « Vertus de la dénomination », 04-05-1984.
 « Un peuple ennemi de la fraude », 15-05-1984.
 « Un remède sans miracle ? », 25-05-1984.
 « Quatre questions à un "laïc" », 30-05-1984.
 « Qui paie ses dettes... », 08-06-1984.
 « Le nez de Cléopâtre », 01-07-1984.
 « Les vertus oubliées », 28-07-1984.
 « Le point sensible », 13-07-1984.
 « Il y a 32 ans à Helsinki... », 13-08-1984.
 « Sa majesté le vent », 07-09-1984.
 « Les plombiers du ciel », 16-09-1984.
 « Du bon usage des dettes », 22-09-1984.
 « Entre la caverne et l'ordinateur », 29-09-1984.
 « Coquille protectrice », 29 et 30-09-1984.
 « La fin des vacances », 09-10-1984.
 « Tiburce », 19-10-1984.
 « Les études vers 1900 », 30-10-1984.
 « L'Occident et la faim des hommes », 09-11-1984.
 « Un grand ministère ? », 17-11-1984.
 « Majorité », 30-11-1984.
 « Un cancer pensant ? », 08-12-1984.
 « Versailles et la poésie », 15-12-1984.
 « L'avenir de l'homme », 28-12-1984.
 « Haïr la haine », 10-01-1985.
 « Décolonisation ? », 24-01-1985.
 « Les ennuis de Renault », 08-02-1985.
 « La nouvelle déesse », 15-02-1985.
 « Les assassins-enfants », 27-02-1985.
 « La marche solitaire », 12-03-1985.
 « La vraie révolution ? », 20-03-1985.
 « Le sourire du gorille », 16-04-1985.
 « Le besoin d'illusion », 26-04-1985.
 « Mozart assassiné ? », 04 et 05-05-1985.
 « Le langage des chiffres », 24-05-1985.
 « Le droit de tuer ? », 13-06-1985.
 « Le peuple des ombres », 29 et 30-06-1985.
 « Les faces d'ombre », 31-07-1985.
 « De l'horreur à la paix nucléaire ? », 06-08-1985.
 « Un esprit de démission », 23-08-1985.
 « Wagner = 1% », 27-08-1985.
 « Un mal qui répand la terreur », 06-09-1985.
 « Victimes de la paix », 13-09-1985.
 « Racine en majesté », 18-09-1985.
 « La pluie de milliards », 12 et 13-10-1985.
 « Violence et violence », 16-10-1985.

« Terrible nature », 18-10-1985.
 « Mon ami Diego Fabbri », 07-11-1985.
 « Un crime, une faute », 23-11-1985.
 « L'antiprogrès », 29-11-1985.
 « 1685 », 06-12-1985.
 « La plus grande déesse », 20-12-1985.
 « A la conquête de soi », 21 et 22-12-1985.
 « Lorsque tout est possible », 27-12-1985.
 « Un roman policier à épisodes », 31-12-1985.
 « La frénésie et la grandeur », 18-02-1986.
 « Les nouveaux martiens », 21-02-1986.
 « L'intolérable », 12-03-1986.
 « Où il y a une volonté », 29-03-1986.
 « Les grandes pensées », 05 et 06-04-1986.
 « La guerre interminable », 17-04-1986.
 « Au service de l'apocalypse », 25-04-1986.
 « Les éléphants d'Hannibal », 02-05-1986.
 « Tchernobyl et Mururoa », 16-05-1986.
 « Racine et Corneille », 24-05-1986.
 « La mission des héros », 06-06-1986
 « Si vous étiez riche... », 20-06-1986.
 « Le temps des assassins », 12-07-1986.
 « Le peuple de M. Buren », 23-07-1986.
 « Anicia et les oies », 12-08-1986.
 « Le Tour sous mes fenêtres », 31-08-1986.
 « Il y a dix mille ans », 04-09-1986.
 « Au Puy-du-Fou », 13-09-1986.
 « Une troisième guerre mondiale ? », 04-10-1986.
 « Les guerres en question », 11-10-1986.
 « Ce que la mort emporte », 13-10-1986.
 « Quand nous découvrîmes l'épuration », 27-10-1986.
 « La révolution démographique », 31-10-1986.
 « La victoire de la Paix », 11-11-1986.
 « La première révolution », 03-12-1986.
 « Hommage à Paul Bourget », 31-12-1986.
 « La nuit des rois », 02-01-1987.
 « Le siècle de Fallières ? », 09-01-1987.
 « Brigitte et l'âme », 07-02-1987.
 « La B.D : une nouvelle religion ? », 09-02-1987.
 « Vivaldi : amour à Venise », 23-02-1987.
 « Le souvenir de Blaise Cendrars », 11-03-1987.
 « Le règne de l'instantané », 25-03-1987.
 « L'an 1000 et l'an 2000 », 30-03-1987.
 « La force spirituelle de l'Europe », 02-04-1987.
 « Tartufe aux antipodes », 15-04-1987.
 « La faim des autres », 21-04-1987.
 « Une leçon de politique », 29-04-1987.
 « Ce bloc enfariné... », 14-05-1987.
 « Une guerre de plus ? », 22-05-1987.
 « 987-1787 : une révolution de luxe », 25-06-1987.
 « L'internationale de la déstabilisation », 03-07-1987.

- « La guerre par d'autres moyens », 11-07-1987.
- « La fête de la France », 14-07-1987.
- « Le secret de polichinelle », 23-07-1987.
- « La gauche est-elle encore à gauche ? », 23-07-1987.
- « Disparu sans laisser de traces ? », 25-07-1987.
- « La guerre des deux islam », 04-08-1987.
- « Double ou triple jeu ? », 13-08-1987.
- « Les lapins de Mykonos », 20-08-1987.
- « Révolutions culturelles », 11-09-1987.
- « Tartuffe aux antipode », 12-10-1987.
- « L'événement le plus important », 15-10-1987.
- « L'événement le plus important (2) », 24-10-1987.
- « De l'illusion à l'espoir », 12-11-1987.

Article de Figaro album :

- « Le Merveilleux. Notre époque l'a chassé de nos rêves », décembre 1951.

Articles du Figaro Littéraire :

- « L'énigme de Lautréamont », 01-06-1946.
- « Noir sur blanc. Les mystères du métier des Lettres », 05-10-1946.
- « Vienne et ses fantômes », 04-01-1947.
- « La course des rois », 15-03-1947.
- « Les tribulations d'un auteur qui débute au théâtre », 30-08-1947.
- « Ce que sa première pièce apprend à un auteur dramatique », 06-09-1947.
- « Proust s'éloigne-t-il ? », 15-11-1947.
- « Poètes d'aujourd'hui, deux poèmes de Robert Mallet présentés par Thierry Maulnier », 29-11-1947.
- « Notes sur "Passage du Malin" », 20-12-1947.
- « M. de Montherlant n'aura jamais fini de tuer les femmes », 31-01-1948.
- « Le Journal de François Mauriac », 13-03-1948.
- « Avec "Les Mains Sales", Jean-Paul Sartre ouvre un débat de conscience interdit aux militants communistes », 10-04-1948.
- « La mort de Bernanos », 10-07-1948.
- « Montesquieu a été un prophète à rebours », 28-08-1948.
- « Au Théâtre Marigny, la Peste porte l'uniforme nazi...mais Jean-Louis Barrault n'a pas songé à lui donner des moustaches moscovites », 30-10-1948.
- « Dans "Partage de Midi", Claudel donne leur dû à la chair comme à l'esprit », 25-12-1948.
- « C'est par "Le Soulier de satin" que Claudel dramaturge a fait la conquête du grand public », avril 1949.
- « L'éternel procès », 28-05-1949.
- « Mauriac poète », 11-06-1949.
- « "Chéri" est à sa manière une étude psychanalytique », 03-11-1949.
- « Faut-il détruire les vivants pour le prétendu bonheur des hommes à naître », 24-12-1949.
- « La France est-elle toujours cartésienne, la réponse de Thierry Maulnier », 25-03-1950.
- « Le théâtre en vers se meurt... et l'art de dire les vers est lui-même en péril », 08-04-1950.
- « Jeanne sur le bûcher triomphe enfin de ses juges », 13-05-1950.
- « Le siècle de Nietzsche », 02-09-1950.
- « Le metteur en scène idéal, c'est celui qu'on ne voit jamais », 30-09-1950.
- « Les littérateurs ont mauvaise conscience », 21-10-1950.

« Une position confortable », 11-11-1950.

« Que la littérature retrouve le secret des sources... où va boire le rêve humain ! », 30-12-1950.

« Le roman policier répond-il à un besoin ? », 03-03-1951.

« Paganisme et jansénisme de François Mauriac », 28-04-1951.

« Les écrivains, de leur vivant, sont-ils condamnés au malentendu ? », 16-06-1951.

« Quand Julien Gracq était Poirier », 08-12-1951.

« Adorer ce qu'on outrage. Le sacrilège et le sacré », 05-01-1952.

« "Le Profanateur" est-il antichrétien ? Ma réponse aux catholiques », 25-02-1952.

« Que le mai parisien soit celui de la pensée libre », 03-05-1952.

« A Helsinki, les Jeux Olympiques. Quand Russes et Américains s'affrontent sur le stade », 26-07-1952.

« Sur quatre roues à travers l'Europe du Nord », 13-09-1952.

« De chers petits pays où l'on fait de son mieux », 20-09-1952.

« Lettre à un persécuté », 04-10-1952.

« Vingt ans de littérature française », 03-01-1953.

« Arrêtez le massacre ! Il faut protéger nos villes anciennes du vandalisme des constructeurs », 18-04-1953.

« Pourquoi 1453 », 23-05-1953.

« A la recherche du "mac carthysme" dans les universités américaines », 08-08-1953.

« L'Amérique reste toujours à découvrir », 05-09-1953.

« L'Amérique reste toujours à découvrir II. Scènes de la vie présente aux Etats-Unis », 12-09-1953.

« Saint-Germain-des-Prés se meurt-il ? », 13-03-1954.

« Retour en France », 11-09-1954.

« Le monde a-t-il faim de mystère ? », 20-11-1954.

« Racine est-il tabou et incarne-t-il le "génie français" ? », 19-03-1955.

« Les premiers de la classe... en littérature », 16-04-1955.

« "Les intellectuels avec nous !" », 26-11-1955.

« Un "Certain sourire" est-il un roman rose ? », 26-05-1956.

« Le Roman est-il le marathon de la littérature ? », 15-09-1956.

« Quels sont les tests de la liberté ? », 27-10-1956.

« Nos intellectuels devant la tragédie hongroise. Et maintenant, vont-ils oublier ? », 05-01-1957.

« Le « réalisme socialiste ? ». Le revoilà ! 23-03-1957.

« M. Vercors prend congé », 28-12-1957.

« Les Champions du petit écran, haute école du savoir », 22-03-1958.

« Le "Bloc-Notes" de François Mauriac », 12-07-1958.

« Les Palais devenus taudis », 28-03-1959.

« La Reine Margot chez Nikita », 15-08-1959.

« Le Scandale au village », 17-10-1959.

« Fréjus : Fatalité ? Erreur humaine ? Le Nouveau pouvoir », 12-12-1959.

« La Paix par la terreur », 06-02-1960.

« Confession d'un nouvel auteur comique », 27-02-1960.

« La Tragédie et nous », 28-05-1960

« Ce que j'ai vu à Rome. Huit jours avec les dieux du stade », 10-09-1960.

« Choses vues à Rome. La Flamme olympique est éteinte, mais... voici des images du stade qu'aucun spectateur n'oubliera », 17-09-1960.

« A Saint-Trop' où des milliers d'inconnus recherchent cent absents célèbres... », 02-09-1960.

« Le secret d'Athalie », 07-10-1961.

« L'Apocalypse ou l'âge d'or ? », 18-11-1961.

« Les Convulsionnaires du "Rock" », 02-12-1961.

« Les Philosophes pour tous ? », 30-12-1961.

« Les Dieux meurtriers sont en nous », 17-02-1962.

« L'Homme du billard électrique », 24-03-1962.

« Faut-il tuer les philosophes ? », 28-04-1962.
« Le "Christ recrucifié" : une charité sans résignation », 19-05-1962.
« A l'Académie française. Dialogue sur l'éternité entre le Général Weygand et Jean Guilton », 26-05-1962.
« Le Parthénon à trois heures des Champs Elysées », 15-09-1962.
« Grèce 1962. Même le "son et lumière" ne vaut pas un clair de lune à Athènes », 22-09-1962.
« Gaxotte et l'Allemagne », 11-05-1963.
« Les 400 ans de Louis-le-Grand. Loïn des censures et des consignes », 18-05-1963.
« Mes îles au soleil », 13-11-1963.
« L'Année Shakespeare », du 9 au 15-01-1964.
« Une jeunesse un peu trop sage », du 27-02-1964 au 04-03-1964.
« Carnets italiens », du 7 au 13-10-1965.
« Notes pour une mise en scène. Voici comment j'ai vu Phèdre », 23-02-1967.
« Un homme américain », du 7 au 13-04-1969.
« Majestueux Versailles », du 13 au 19-10-1969.
« En Terre sainte de la culture », du 16 au 22-02-1970.
« Roosevelt, le sauveur du monde libre », du 13 au 19-04-1970.
« Valéry. Un regard souverain sur le monde actuel », du 13 au 19-07-1970.
« Quand nous découvrîmes l'épuration », 27 octobre 1986.

Article de *Flammes* :

« François Mauriac, Journal V », n°54, juin-juillet 1953.

Articles de *Formes et Couleurs* :

« Le Mythe d'Icare », n°2.
« Louis Juvet et Jean Vilar devant le problème de la mise en scène, n°5 », 1947.

Articles de *France-Asie* :

« La Faillite de la Bourgeoisie », 15 août 1947.
« La Défaite du prolétariat », 15 février 1948.

Article de *Frontières* :

« Difficulté de prévoir », n°79, avril 1942.

Articles de *La Gazette de Lausanne* :

« Le plus grand drame de l'histoire », 7 octobre 1942.
« Une passe politique difficile », 17 avril 1946.
« Quelques remarques sur la politique communiste », 9 octobre 1947.
« La crise du syndicalisme », 16 mars 1948.

- « Les nouveaux aspects du problème allemand », 30 juillet 1948.
- « Le mystère yougoslave », 28 août 1948.
- « Communisme et niveau de vie », 12 octobre 1948.
- « La démocratie française n'est pas une démocratie "vécue" par le Français », 23 janvier 1952.
- « A l'Est une marche vers la liberté », 20 avril 1968.
- « L'affrontement russo-américain en Méditerranée », 24 décembre 1968.
- « Nations et empires », 23 avril 1969.
- « A la veille de l'élection présidentielle en France. Répondre aux aspirations des Français », 14 juin 1969.

Articles de *La Gazette des Lettres* :

- « De l'intelligence en littérature », 16 février 1946.
- « L'Interview de Paul Guth », 22 février 1947.

Articles de *Heures Nouvelles* :

- « Romans policiers », 5 mars 1946.
- « Les enfants foudroyés », 12 mars 1946.
- « Toute guerre se fait la nuit », 19 février 1946.
- « Romans américains », 26 février 1946.
- « Le sort de la littérature allemande », 18 mars 1946.
- « Le roman et le cinéma », 26 mars 1946.
- « Les écrivains voyageurs », 2 avril 1946.
- « Où va la poésie ? », 9 avril 1946.
- « Roman et théâtre », 23 avril 1946.
- « Biographies des grands hommes », 14 mai 1946.
- « Ernest Renan s'éloigne-t-il de nous ? », 21 mai 1946.
- « La renaissance littéraire sur les bords de la Loire », 28 mai 1946.
- « Suicides d'écrivains », 4 juin 1946.

Articles de *Hommes et Mondes* :

- « Position de la littérature française », n°1, août 1946.
- « Le sort du roman », n°2, septembre 1946.
- « Littérature d'imagination et réalités sociales », n°3, octobre 1946.
- « Le "Faust" de Valéry », n°4, novembre 1946.
- « Poésie et révolution », n°5, décembre 1946.
- « L'Homme écrasé », n°6, janvier 1947.
- « Trois romans », n°7, février 1947.
- « Où va la poésie française ? », n°8, mars 1947.
- « Une tragédie de l'anéantissement », n°10, mai 1947.
- « Littérature et liberté », n°11, juin 1947.
- « L'actualité du Marquis de Sade », n°12, juillet 1947.
- « Descente aux enfers », n°13, août 1947.
- « La Peste », n°14, septembre 1947.
- « De l'esprit libre », n°15, octobre 1947.

« L'étoile Vesper », n°16, novembre 1947.
 « L'héritage de la bourgeoisie », n°17, décembre 1947.
 « Romans féminins », n°18, janvier 1948.
 « Les Forêts de la nuit », n°19, février 1948.
 « Romanciers nouveaux », n°20, mars 1948.
 « A la recherche du sens de la vie », n°21, avril 1948.
 « Description de Jean Cocteau par lui-même », n°22, mai 1948.
 « Des poèmes, un roman », n°23, juin 1948.
 « Devant le monde moderne », n°24, juillet 1948.
 « Un apologue moral, Gide et le catholicisme », n°25, août 1948.
 « Du passé au présent », n°26, septembre 1948.
 « Frédéric Lefèvre – François-Régis Bastide », n°27, octobre 1948.
 « Littérature et sport », n°28, novembre 1948.
 « "Situations" et situation de Sartre », n°29, décembre 1948.
 « Un panorama du romantisme », n°30, janvier 1949.
 « A propos de Patrice de La Tour du Pin », n°32, mars 1949.
 « Le métier des armes », n°33, avril 1949.
 « Romans sombres », n°34, mai 1949.
 « La flèche d'Iolas », n°35, juin 1949.
 « Une femme parle des femmes », n°38, septembre 1949.
 « Le délire logique », n°39, octobre 1949.
 « Le mal du milieu du siècle », n°41, décembre 1949.
 « L'anthologie de la poésie française d'André Gide », n°42, janvier 1950.
 « "Les dialogues des carmélites" de Bernanos », n°44, mars 1950.
 « Où va la littérature ? », n°46, mai 1950.
 « Le lever de Saturne », n°48, juillet 1950.
 « Les écrivains devant le communisme », n°49, août 1950.
 « Feuilleton littéraire », n°50, septembre 1950.
 « Etre gouvernés », n°51, octobre 1950.
 « Entre deux courants », n°52, novembre 1950.
 « L'occasion manquée », n°53, décembre 1950.
 « Ataxie française », n°54, janvier 1951.
 « La liberté ou la mort », n°55, février 1951.
 « On vise trop bas », n°56, mars 1951.
 « Que nous apportait Gide ? », n°57, avril 1951.
 « Du suffrage universel », n°59, juin 1951.
 « Malaise français », n°65, décembre 1951.
 « Contradictions françaises », n°66, janvier 1952.
 « Indifférence », n°67, février 1952.
 « Après la grève », n°68, mars 1952.
 « La tradition inflationniste », n°71, juin 1952.
 « Où en sommes-nous ? », n°77, décembre 1952.
 « Après Pinay », n°80, mars 1953.
 « Vision et passion », n°81, avril 1953.
 « Les grèves d'août », n°86, septembre 1953.
 « Salaires, prix et politique », n°87, octobre 1953.
 « Oser commander », n°88, novembre 1953.
 « Le communisme et les retardataires », n°89, décembre 1953.
 « Versailles humilié », n°90, janvier 1954.
 « Pas de mortelle alliance », n°91, février 1954.
 « Le malaise français », n°92, mars 1954.

« Politique intérieure et C.E.D. », n°94, mai 1954.
 « L'Union Française en péril », n°95, juin 1954.
 « Le paradoxe... Mendès-France », n°96, juillet 1954.
 « Après le "Munich" asiatique », n°97, août 1954.
 « Appréhensions », n°99, octobre 1954.
 « La levée de l'hypothèque », n°101, décembre 1954.
 « La Condition humaine, adaptation théâtrale du roman d'André Malraux par Thierry Maulnier », n°102, janvier 1955.
 « La Condition humaine, adaptation théâtrale du roman d'André Malraux par Thierry Maulnier, deuxième partie », n°103, février 1955.
 « La Condition humaine, adaptation théâtrale du roman d'André Malraux par Thierry Maulnier, troisième partie », n°104, mars 1955.

Article de *Horizon. A Review of Literature and Art* :

« Towards a new classicism », n°71, November 1945.

Articles de *L'Insurgé* :

« Il faut reconquérir la France », 13-01-1937.
 « Nous voulons des agitateurs » (sous le pseud. de Dominique Bertin), 13-01-1937.
 « D'abord l'Etat », 20-01-1937.
 « Nous restons des victorieux » (sous le pseud. de Dominique Bertin), 20-01-1937.
 « Pas de réconciliation sans révolution », 27-01-1937.
 « Pourquoi nous allons à la guerre », 03-02-1937.
 « Les gangsters de la concentration profitent de la crise financière pour tenter de prendre le pouvoir » (en collaboration avec Jean-Pierre Maxence), 03-02-1937.
 « Nous voulons » (sous le pseud. de Dominique Bertin), 03-02-1937.
 « Les Français improvisés », 10-02-1937.
 « Nous ne voulons plus être humiliés », 17-02-1937.
 « Plus que jamais les volontaires vont passer en Espagne », 24-02-1937.
 « Nous voulons », (sous le pseud. de Dominique Bertin), 24-02-1937.
 « Le communisme, ce fantôme », 05-03-1937.
 « Non, M. Blum n'est pas digne ! », 10-03-1937.
 « Nous voulons » (sous le pseud. de Dominique Bertin), in *L'Insurgé*, 10-03-1937.
 « Il faut choisir le régime ou l'Empire », 17-03-1937.
 « Ceux qui n'y étaient pas », n°10 bis, édition spéciale, sd.
 « Les victimes mystifiées », 24-03-1937.
 « Passez-moi l'assassinat », je vous passe la trahison, 31-03-1937.
 « Syndicalisme ? oui, démocratie ? non », 07-04-1937.
 « Contre le régime, front de combat », 14-04-1937.
 « Les Deux trahisons », 21-04-1937.
 « Changeons de méthode », 28-04-1937.
 « Non ! le 1^{er} mai n'appartient pas à Jouhaux », 01-05-1937.
 « Pour faire du 1^{er} mai une fête vraiment nationale », 05-05-1937.
 « Ce qui reste à faire », 12-05-1937.
 « Pas de "réformes de structure" sans changement de régime », 19-05-1937.
 « Cherchez ailleurs l'Exposition », 26-05-1937.
 « On veut pousser la France à la guerre », 02-06-1937.

« Staline et Blum font l'union de toutes les forces antisoviétiques contre la France », 09-06-1937.
 « Plus que jamais, lutte contre le régime, 16-06-1937.
 « Pour répondre à la quatrième inculpation de l'Insurgé ; Pour répondre à l'offensive marxiste ; Pour lutter contre le régime ; Plus que jamais aidez-nous » (sous le pseud. de Dominique Bertin), 23-06-1937.
 « Et maintenant, à bas Chautemps ! », 23-06-1937.
 « Taittinger applaudit », 30-06-1937.
 « Les unions impossibles », 07-07-1937.
 « Encore les unions impossibles », 14-07-1937.
 « A qui l'héritage ? », 21-07-1937.
 « La "réconciliation" se prépare », 28-07-1937.
 « Il ne faut pas que le danger communiste profite au régime », 04-08-1937.
 « Pour qui faut-il mourir », 18-08-1937.
 « Des avions pour la France ! », 25-08-1937.
 « En Chine, nous perdons sur les deux tableaux », 01-09-1937.
 « Oui, il faut nettoyer la Méditerranée », 08-09-1937.
 « Pour la croisade antifasciste fraîche et joyeuse... Tous les prétextes sont bons ! », 15-09-1937.
 « Pour sauver la paix en Méditerranée, une seule chance : la victoire de Franco », 22-09-1937.
 « Et M. Pierre Laval pourrait négocier l'appui du Parti Social Français », 29-09-1937.
 « Trois attentats » (sous le pseud. de Dominique Bertin), 29-09-1937.
 « La première condition de la paix », 06-10-1937.
 « La société nationale et la lutte des classes », 13-10-1937.
 « Nous ne voulons pas faire la guerre pour la démocratie » (sous le pseud. de Dominique Bertin), 13-10-1937.
 « Le Pays a voté contre le marxisme, il n'a pas voté pour le régime » (sous le pseud. de Dominique Bertin), 13-10-1937.
 « Leur guerre est en bonne voie » (sous le pseud. de Dominique Bertin), 20-10-1937.
 « L'unique moyen de sauver la France et la paix », 27-10-1937.
 « Révolution et culture », 27-10-1937.

Article de *Intervento* :

« Il decadentismo della contestazione », n°3, juin 1972, pp.41-45.

Article du *Jardin des arts* :

« La Vraie peinture est de l'invisible », n°127, juin 1965, pp.2-7.

Articles de *Je Suis Partout* :

« Electre et la critique », n°341, 05-06-1937.
 « La France n'est pas le pays de la mesure, mais celui de la rigueur », n°355, 10-09-1937.
 « Aspects singuliers de l'intelligence française », n°364, 12-11-1937.
 « Il faut réviser nos valeurs littéraires », n°373, 31-12-1937.
 « Lettre d'un touriste français à M. François Mauriac », n°406, 02-09-1938.
 « Deuxième lettre d'un touriste français à M. François Mauriac », n°409, 09-09-1938.
 « Le Printemps d'Agrippa d'Aubigné », n°434, 17-03-1939.
 « Les Français et la poésie », n°440, 26-04-1939.

- « Dans les livres : "Man' d'Arc", de La Varende », n°477, 12-01-1940.
- « Les Finlandais vainqueurs », n°481, 09-02-1940.
- « Le Communisme fidèle à lui-même », n°482, 16-02-1940.
- « Aider la Finlande, c'est aider la France », n°483, 23-02-1940.
- « Le Chemin de notre victoire », n°484, 01-03-1940.
- « Sur la prochaine après-guerre », n°485, 08-03-1940.
- « Les Leçons d'une défaite », n°487, 22-03-1940.
- « L'Allemagne et le deuxième front », n°488, 29-03-1940.
- « La Guerre dans le Nord », n°490, 12-04-1940.
- « A guerre nouvelle, soldat nouveau », n°493, 03-05-1940.
- « La Bataille en cours », n°496, 24-05-1940.
- « La Bataille du Nord se poursuit toujours », n°497, 31-05-1940.
- « Le Miracle des Flandres », n°498, 07-06-1940.

Articles de Jeune Europe :

- « Qu'est-ce qu'un neutraliste ? », 1^{er} août 1954.
- « L'Europe ou rien », 1^{er} mars 1955.

Articles de Le Jour – Echo de Paris :

- « La Révolution commence », 2 janvier 1941.
- « Surprendre le monde ou mourir », 9 janvier 1941.
- « La Révolution nationale ne se paiera pas de mots », 16 janvier 1941.
- « Il ne faut pas laisser discréditer le régime nouveau », 23 janvier 1941.
- « La position nationale : neutralité idéologique. Le chemin à parcourir : faire œuvre originale, faire œuvre française », 30 janvier 1941.
- « La Formation des chefs de demain », 6 février 1941.
- « La Nation contre l'argent », 13 février 1941.
- « Lutte sans merci contre le communisme », 20 février 1941.
- « Ne laissons pas les adversaires du nouveau régime exploiter la question sociale », 6 mars 1941.
- « D'abord lutter contre la misère », 13 mars 1941.
- « Construire une société nouvelle. Tout est à refaire : fondations, murs et charpentes », 20 mars 1941.
- « Pour abattre le communisme, il faut plus et mieux qu'un réformisme de détail », 27 mars 1941.
- « Les questions de personnes ne doivent pas faire oublier le problème des institutions », 3 avril 1941.
- « Si vous voulez améliorer la condition ouvrière... », 10 avril 1941.
- « Rendre au travail sa dignité », 17 avril 1941.
- « Le Travail a ses droits, il a aussi ses devoirs », 28 avril 1941.
- « Fonction économique et fonction démographique de la terre », 4 mai 1941.
- « La France, pays d'économie équilibrée », 8 mai 1941.
- « Révolution prolétarienne et réaction patriarcale », 16 mai 1941.
- « Le Problème urgent des salaires », 22 mai 1941.
- « Les Trois étapes d'une révolution sociale », 5 juin 1941.
- « Un conflit entre deux matérialismes... Telle était l'image de la société d'hier », 13 juin 1941.
- « La Technique au service de l'homme et de la société », 20 juin 1941.
- « La Révolution nationale sera réaliste ou ne sera pas », 18 juillet 1941.
- « La Révolution nationale ne doit pas servir d'asile à un conservatisme, à un libéralisme ou à un marxisme masqués », 25 juillet 1941.

« La Révolution nationale est aussi menacée de l'intérieur », 28 juillet 1941.
« Il faut que tous les Français prennent une position nette », 1^{er} août 1941.
« Quand le vieux socialisme revendique la paternité du régime nouveau », 9 août 1941.
« Sociaux ou socialistes ? », 16 août 1941.
« L'Argent et la nation », 24 août 1941.
« L'Argent et la production », 13 septembre 1941.
« L'Intérêt général doit passer avant l'intérêt de l'argent », 30 septembre 1941.
« Remarques sur la condition prolétarienne », 7 octobre 1941.
« L'Ordre nouveau vu de Londres et de Washington », 29 octobre 1941.
« La Part de l'ouvrier d'industrie », 5 novembre 1941.
« La Place du travailleur dans l'entreprise », 24 novembre 1941.
« Travail individuel et travail social », 4 décembre 1941.
« Le Régime capitaliste ne rémunérerait pas le travail social », 15 décembre 1941.
« Comment le capitalisme créait une inégalité sociale entre l'employeur et l'employé », 31 décembre 1941.

Article du Journal de Genève :

« Crise de la littérature ? », 1^{er} décembre 1951.

Articles de Juin :

« La Résistance et les romanciers », 19 février 1946.
« La Morale de Saint-Exupéry », 11 juin 1946.

Articles de La Légion :

« La Jeunesse et la culture », n°17, octobre 1942, pp.12-13.

Articles de Liberté de l'Esprit :

« La Dernière carte », in n°2, mars 1949, p.28.
« Alexandre le Grand », in n°3, avril 1949, pp.64-65.
« La Chine est loin », in n°6, été 1949, pp.127-128.
« Comment on fait un traître », in n°7, décembre 1949, pp.158-159.
« L'Imposture », in n°9, avril 1950, pp.37-38.

Articles de Le Livre des lettres :

« Les Frères ennemis », n°1, 1943.
« Retour à la littérature », n°2, décembre 1943 – janvier 1944.
« L'Enigme Hugo », n°3, mars-avril 1944.
« Fils de personne, de Henry de Montherlant », n°3, mars-avril 1944.
« L'Amour menacé, ruse et délire », 2^{ème} trimestre 1945.

Articles de *Lumières de la ville* :

- « Un homme marche dans la ville. Roman de Jean Jausion », 11 décembre 1945.
- « Le Prix Goncourt », 25 décembre 1945.
- « Raison et déraison », 1^{er} janvier 1946.
- « L'homme foudroyé », 8 janvier 1946.
- « Alain et Dickens », 15 janvier 1946.

Article du *Magasin du spectacle* :

- « Masques », n°2, juin 1946, pp. 68-98.

Article de *Masques* :

- « Le Théâtre », n°2, 1945.

Articles de *1933, 1934, 1935. Le magazine d'aujourd'hui* :

- « Querelle de générations ? », in *1933*, n°1, 11 octobre 1933.
- « Générations ou institutions ? », in *1933*, n°2, 18 octobre 1933.
- « Mouvements de masse », in *1933*, n°4, 1^{er} novembre 1933.
- « L'Etatisme français contre la France », in *1933*, n°5, 8 novembre 1933.
- « Nation abstraite ou nation vivante ? », in *1933*, n°6, 15 novembre 1933.
- « Défense d'être amoureux », in *1933*, n°7, 22 novembre 1933.
- « Crise de la liberté », in *1933*, n°8, 29 novembre 1933.
- « Ceux qui paieront les fautes », in *1933*, n°9, 6 décembre 1933.
- « André Malraux, Prix Goncourt 1933 », in *1933*, n°10, 13 décembre 1933.
- « Une Allemand juge la jeunesse française », in *1933*, n°10, 13 décembre 1933.
- « Egalité d'âme dans l'action », in *1933*, n°12, 27 décembre 1933.
- « Trompons-nous la jeunesse ? », in *1933*, n°13, 3 janvier 1934.
- « On ne se bat pas pour des principes », in *1934*, n°14, 10 janvier 1934.
- « Une jeunesse disponible », in *1934*, n°15, 17 janvier 1934.
- « Une protestation », in *1934*, n°16, 24 janvier 1934.
- « Offensive contre l'honneur », in *1934*, n°17, 31 janvier 1934.
- « Ailleurs que dans les tombeaux », in *1934*, n°18, 7 février 1934.
- « N'accusons pas les machines », in *1934*, n°19, 14 février 1934.
- « Il y a quelque chose de changé », in *1934*, n°20, 21 février 1934.
- « Ce que sont les témoignages », in *1934*, n°21, 28 février 1934.
- « Les Jeunes et leurs aînés », in *1934*, n°22, 7 mars 1934.
- « Le Problème de la culture », in *1934*, n°23, 14 mars 1934.
- « Le Problème matériel », in *1934*, n°24, 21 mars 1934.
- « Front commun », in *1934*, n°25, 28 mars 1934.
- « Faux révolutionnaires », in *1934*, n°26, 4 avril 1934.
- « Besoins nouveaux et vieux partis », in *1934*, n°27, 11 avril 1934.
- « La Mode du marxisme est passée », in *1934*, n°28, 18 avril 1934.
- « Il y a vingt ans », in *1934*, n°29, 25 avril 1934.

« Le Mythe de l'union », in *1934*, n°30, 2 mai 1934.
 « Balillas et avanguardistes », in *1934*, n°31, 9 mai 1934.
 « Les Vrais conservateurs », in *1934*, n°32, 16 mai 1934.
 « Faux novateurs », in *1934*, n°33, 23 mai 1934.
 « Réforme morale », in *1934*, n°34, 30 mai 1934.
 « Encore le problème moral », in *1934*, n°35, 6 juin 1934.
 « La Fausse jeunesse », in *1934*, n°36, 13 juin 1934.
 « Une société anarchique », in *1934*, n°37, 20 juin 1934.
 « La Tragédie de la jeunesse allemande », in *1934*, n°38, 27 juin 1934.
 « Emeutes en province », in *1934*, n°39, 4 juillet 1934.
 « Le Désarroi allemand », in *1934*, n°40, 11 juillet 1934.
 « Un juge de la jeunesse française », in *1934*, n°44, 8 août 1934.
 « Le Plan du 9 juillet », in *1934*, n°46, 22 août 1934.
 « Echos d'ici et d'ailleurs », in *1934*, n°47, 29 août 1934.
 « Jeunes Français et jeunes Russes », in *1934*, n°48, 5 septembre 1934.
 « Rassemblements », in *1934*, n°49, 12 septembre 1934.
 « Chômage forcé », in *1934*, n°52, 3 octobre 1934.
 « L'Ecole contre la nation », in *1934*, n°53, 10 octobre 1934.
 « Carence de la police », in *1934*, n°54, 17 octobre 1934.
 « Le Syndicat des éducateurs », in *1934*, n°57, 7 novembre 1934.
 « Victoire des politiciens », in *1934*, n°58, 14 novembre 1934.
 « Ceux qui n'ont pas compté », in *1934*, n°59, 21 novembre 1934.
 « Situation d'attente », in *1934*, n°61, 5 décembre 1934.
 « Les Partis et le problème extérieur », in *1934*, n°62, 12 décembre 1934.
 « Bony en liberté », in *1934*, n°63, 19 décembre 1934.
 « La Découverte des dictatures », in *1935*, n°65, 2 janvier 1935.
 « Jean Giraudoux et la féerie », in *1935*, n°66, 9 janvier 1935.
 « Besogne d'agents provocateurs », in *1935*, n°68, 23 janvier 1935.
 « Commémorer ? Non continuer », in *1935*, n°70, 6 février 1935.
 « De compromission en compromission », in *1935*, n°73, 27 février 1935.
 « Les Abandons par marchandage », in *1935*, n°74, 20 mars 1935.
 « Un manifeste pacifiste », in *1935*, n°78, 3 avril 1935.
 « Aux jeunes communistes », in *1935*, n°80, 17 avril 1935.
 « Ceux qui sont dupés », in *1935*, n°82, 1^{er} mai 1935.
 « La France à tous les créneaux », in *1935*, n°83, 8 mai 1935.
 « Paradoxes électoraux », in *1935*, n°84, 15 mai 1935.
 « Actualités », in *1935*, n°85, 22 mai 1935.
 « La Faillite de la révolution », in *1935*, n°86, 29 mai 1935.
 « Nécessité d'une tactique », in *1935*, n°87, 5 juin 1935.
 « La République des vieillards », in *1935*, n°88, 12 juin 1935.
 « La France au service des Slaves », in *1935*, n°89, 19 juin 1935.
 « Les Causes d'une révolution », in *1935*, n°91, 3 juillet 1935.
 « Signification d'un cortège », in *1935*, n°92, 10 juillet 1935.
 « Ceux qui recrutent par le mensonge », in *1935*, n°93, 17 juillet 1935.
 « Les Incertitudes du Front populaire », in *1935*, n°94, 24 juillet 1935.
 « Vers un regroupement », in *1935*, n°95, 31 juillet 1935.

Article du Monde :

« Après son élection à l'Académie Française, une lettre de M. Thierry Maulnier », 19 février 1964.

Articles du *Monde illustré* :

« L'envers du décor », 1^{er} septembre 1945.

Articles de *Mondes nouveaux* :

« Une semaine de guerre », 28 décembre 1944.

Article de *La Nation française* :

- « L'Armée devant les exigences de la pacification algérienne. Un débat entre le colonel Barberot, MM. Alquier, Massenet, Thierry-Maulnier et trois anciens d'Algérie », 16 décembre 1957.

Article de *La Nef* :

« Réponse à Julien Benda », novembre 1945.

« Allemagne (hiver 1947) », février 1947.

« Le Marxisme et sa morale », mars 1948.

Article de *New York Times* :

« Will you help – or hinder – United Europe ? An open letter to my American friends », 6 février 1957.

Article de *La Nouvelle Revue de Hongrie* :

« Jeune Droite », novembre 1932, pp.353-360.

Articles de *La Nouvelle Revue Française* :

« Révolution totale », décembre 1932, pp.817-820.

Article de *Occident* :

« Les Dangers de l'Occident », janvier 1948, pp.2-3.

Articles de *Opéra* :

- « Eloge de quelques échecs », n°37, 23 janvier 1946.
- « L'Affaire des poisons. 1. La Révolte du lecteur », n°51, 1^{er} mai 1946.
- « L'Affaire des poisons. 4. La Poésie est régulière », n°54, 22 mai 1946.
- « L'Affaire des poisons. 5. Le Pouvoir des mots », n°56, 5 juin 1946.
- « Le Profanateur sera bien encadré à Avignon », n°264, 12 juillet 1950.
- « Ne gâtons pas le metteur en scène », n°303, 2 mai 1951.
- « Qu'avez-vous fait cet été ? », n°325, 3 octobre 1951.
- « Un autre rideau de fer », n°329, 31 octobre 1951.
- « Thierry Maulnier va faire jouer au Vieux-Colombier la tragédie de l'homme qui refuse de jouer la tragédie (interview) », n°333, 28 novembre 1951.
- « La Critique répond, entretien avec Roger Nimier, Jacques Lemarchand et Jean-Jacques Gautier », n°356, 19 décembre 1951.
- « Je ne viens pas après tout le monde », n°337, 26 décembre 1951.

Articles de *L'Ordre Nouveau* :

- « Pourquoi ils sont conservateurs », n°4, octobre 1933, pp.2-3.
- « Fautes de la droite », n°42, 15 juin 1938, pp.2-6.

Article de *Paris-Presse-L'Intransigeant* :

- « Thierry Maulnier répond à Kléber Haedens », 24 janvier 1952.

Article de *La Parisienne* :

- « Quelques remarques rapides sur la vitesse », n°5, mai 1953, pp.694-698.

Article de *Paroles françaises* :

- « Il est inadmissible que l'on puisse arrêter un écrivain pour avoir écrit un ouvrage dont les idées ne plaisent pas à tout le monde... », Interview de Thierry Maulnier recueillie par Daniel Berry, 8 avril 1949.

Article de *Le Prête à penser* :

- « Un académicien présente : la tragédie. Entretien avec Thierry Maulnier », n°3, sd.

Articles de *Preuves* :

- « La politique ou la pitié », n°37, mars 1954.
- « L'accueil à l'Abbé Pierre », n°38, avril 1954.
- « La Communauté de Défense et l'opinion française », n°39, mai 1954.
- « La C.E.D et l'opinion française II. La fausse symétrie des menaces », n°40, juin 1954.

« Les utopies rassurantes », n°41, juillet 1954.
 « La crise du nationalisme français », n°42, août 1954.
 « Les Français devant Mendès-France », n°44, octobre 1954.
 « Réponse de Thierry Maulnier à Michel Debré », n°44, octobre 1954.
 « France et Europe », n°45, novembre 1954.
 « La Condition Humaine au théâtre », n°46, décembre 1954.
 « Le raisonnable par les chemins de l'absurde », n°48, février 1955.
 « Réflexions sur la coexistence pacifique », n°49, mars 1955.
 « Où situer Claudel ? », n°50, avril 1955.
 « Les diverses hypothèses de la "coexistence" », n°52, juin 1955.
 « Paris », n°54, août 1955.
 « Plus que jamais, l'Europe », n°58, décembre 1955.
 « Sortons-nous de l'immobilisme ? », n°60, février 1956.
 « Crise de conscience française », n°61, mars 1956.
 « L'Afrique est à faire », n°63, mai 1956.
 « Confort et inconfort intellectuels devant le "colonialisme" », n°65, juillet 1956.
 « Le théâtre des nations », n°66, août 1956.
 « Défendre quel Occident », n°68, octobre 1956.
 « Une conscience européenne », n°71, janvier 1957.
 « Le bien-être et la puissance », n°74, avril 1957.

Articles de Réaction :

« Témoignage pour l'évidence », n°8-9, janvier-février 1932.

Articles de Réalités :

« Après 1968 l'année terrible, la paix en 1969 ? », décembre 1968.

Articles de Recherches et Débats :

- « Le Profanateur est-il antichrétien ? », Débat sur l'athéisme dans le théâtre contemporain, avec Etienne Borne, R.P Barjon, Stanislas Fumet et Gabriel Marcel, cahier n°2, *Le théâtre contemporain*, octobre 1952, pp.118-124.
- « Ouvrir l'avenir », Débat sur le thème *La France va-t-elle perdre sa jeunesse ?*, cahier n°8, juillet 1954.
- « La Condition humaine », Débat avec MM. Gabriel Marcel, Etienne Borne, Thierry Maulnier et le R.P Danielou, cahier n°11, *Morale sans péché ?*, mai 1955.
- « Poésie et incantation », cahier n°16, *Actualité de la Poésie*, juillet 1956, pp.18-21.

Articles de Le Rempart :

« Le premier mai fête du travail », 1^{er} mai 1933.
 « Les deux Sieburg », 5 mai 1933.
 « Course à la faillite », 9 mai 1933.
 « Mort du socialisme allemand », 11 mai 1933.
 « Vauban révolutionnaire et sauveur », 14 mai 1933.

« La Maison et la tombe », 22 mai 1933.
« La France est-elle encore le pays de l'héroïsme ? », 8 juin 1933.
« Le Déclin du marxisme ? », 10 juin 1933.
« Nouvelles mystiques », 11 juin 1933.
« L'Objection de conscience devant le régime », 13 juin 1933.
« L'illusion collectiviste », 14 juin 1933.
« La Révolte paysanne », 15 juin 1933.
« Le Sort des catholiques allemands », 16 juin 1933.
« La Faillite de la technique », 17 juin 1933.
« Où sont les réactionnaires ? », 18 juin 1933.
« Prix Nobel de la paix », 19 juin 1933.
« Mission de la France », 20 juin 1933.
« Suffrage universel », 21 juin 1933.
« Ceux qui ont peur », 22 juin 1933.
« La Faillite des socialistes », 24 juin 1933.
« Jeunesse russe », 25 juin 1933.
« Une apologie de l'Union Européenne », 26 juin 1933.
« La Démocratie contre le libéralisme », 27 juin 1933.
« Pacifisme à l'adresse de l'étranger », 28 juin 1933.
« A qui la faute ? », 29 juin 1933.
« Faillite de la politique abstraite », 30 juin 1933.
« La Joie s'éteint », 6 juillet 1933.
« Y a-t-il une décadence de l'esprit public ? », 7 juillet 1933.
« La Renaissance des corporations », 8 juillet 1933.
« Le Socialisme aux abois », 9 juillet 1933.
« Politique de démission », 10 juillet 1933.
« Ecole unique et humanisme », 12 juillet 1933.
« Fête démocratique », 15 juillet 1933.
« Une apologie du fonctionnaire », 16 juillet 1933.
« Front unique », 17 juillet 1933.
« Le Pacte est signé », 18 juillet 1933.
« La Folle tranquillité », 19 juillet 1933.
« Avertissement aux conservateurs », 20 juillet 1933.
« Le Chaos américain », 26 juillet 1933.
« Liquidation à Londres », 27 juillet 1933.
« Nous sommes dupes », 28 juillet 1933.
« La Révolution allemande continue », 30 juillet 1933.
« L'échéance d'octobre », 31 juillet 1933.
« Où sont les conservateurs ? », 15 août 1933.
« Boncour à Trébeurden, Hitler à Nuremberg », 4 septembre 1933.
« Problèmes de politique intérieure », 8 septembre 1933.
« Carence générale », 9 septembre 1933.
« L'Absurde voyage », 16 septembre 1933.
« Politique de confiance », 4 octobre 1933.
« Langage de chef ? », 10 octobre 1933.
« Le Défi de l'Allemagne », 15 octobre 1933.
« L'Angleterre devant l'Europe », 5 novembre 1933.
« Il ne faut pas parler de guerre en Allemagne. Oswald Spengler sera-t-il censuré ? », 13 novembre 1933.
« La Consécration de Hitler », 14 novembre 1933.

Articles de la *Revue de défense nationale* :

- « Du 13 mai au 28 septembre », novembre 1958,
- « Après les événements d'Alger. L'Armée, l'Algérie et la Nation », mars 1960,
- « Dangers de la civilisation technique », octobre 1968,

Articles de *La revue française de l'élite* :

- « Ce que la France doit à la France », n°1, 25 octobre 1947.
- « Les divisions françaises », n°2, 25 novembre 1947.
- « Une conscience nationale », n°3, 25 décembre 1947.
- « L'épuration et l'amnistie », n°4, 25 janvier 1948.
- « Les catégories d'intérêts », n°5, 25 février 1948.

Articles de la *Revue de la Pensée française* puis *Pensée française* :

- « Deux grands spectacles », in *Revue de la Pensée française*, n°3, mars 1955.
- « L'œuvre du XXe siècle », in *Revue de la Pensée française*, n°1, janvier 1956.
- « De Péguy à Jean-Bernard Luc », in *Revue de la Pensée française*, n°2, février 1956.
- « Théâtre : Pauvre Bitos », in *Pensée française*, n°1, 15 novembre 1956.
- « Théâtre : Trois pièces américaines », in *Pensée française*, n°3, 15 janvier 1957.
- « Théâtre : La Nuit romaine », in *Pensée française*, n°4, 15 mars 1957.
- « Théâtre : Marcel Achard et Raymond Hermantier », in *Pensée française*, n°5, avril 1957.
- « Tous les chemins conduisent à l'Europe », in *Pensée française*, n°9-10, juillet-août 1957.

Articles de *La Revue de Paris* :

- « Le Théâtre », novembre 1949, pp.152-156.
- « Du Théâtre-Français à Marigny », décembre 1949, pp.158-161.
- « Le Théâtre », janvier 1950, pp.147-151.
- « Le Théâtre », février 1950, pp.144-148.
- « Comment faut-il jouer les classiques ? », mars 1950, pp.145-149.
- « Du Vieux Colombier à la Michodière », avril 1950, pp.145-149.
- « Avant-garde d'hier et d'aujourd'hui », mai 1950, pp.144-148.
- « Pièces d'été », juin 1950, pp.139-143.
- « Le Théâtre », juillet 1950, pp.145-149.
- « Prémisses de la saison », octobre 1950, pp.148-151.
- « La Vieille garde », novembre 1950, pp.143-146.
- « Abondance de biens », décembre 1950, pp.141-145.
- « Le Feu sur la terre », janvier 1951, pp.139-142.
- « Autour de Malatesta », février 1951, pp.141-145.
- « La Seconde – Dominique et Dominique – Monsieur BOB'LE », mars 1951, pp.145-149.
- « De Vichniewski à Feydeau », avril 1951, pp.145-149.
- « Jeunes auteurs », mai 1951, pp.143-147.
- « Gabriel Marcel – Claude-André Puget », juin 1951, pp.139-143.
- « Le Diable et le Bon Dieu », juillet 1951, pp.147-151.
- « Le Théâtre », octobre 1951, pp.141-145.

« Nouveaux metteurs en scène, Bernstein, Roussin, Strindberg », novembre 1951, pp.139-143.

« Reprises : Donogoo », décembre 1951, pp.145-149.

« De Lorca à Shakespeare », janvier 1952, pp.134-138.

« La Rencontre des quatre “Grands” », février 1952, pp.133-137.

« De la Comédie Française aux Variétés », mars 1952, pp.138-142.

« La Tête des autres – Hernani », avril 1952, pp.134-137.

« Le Temple – La Compagnie de Jésus – L’Eglise de village », mai 1952, pp.143-147.

« Le Théâtre », juin 1952, pp.130-134.

« Dialogue des Carmélites », juillet 1952, pp.137-141.

« Le Plein feu », novembre 1952, pp.145-149.

« Giraudoux, Molière, Shakespeare... », décembre 1952, pp.143-147.

« La “Crise” du TNP », janvier 1953, pp.143-147.

« Avant-garde et Boulevard », février 1953, pp.135-140.

« Semaines creuses – Le Cocotier », mars 1953, pp.143-146.

« Sud, avril 1953 », pp.151-155.

« La Deuxième saison », mai 1953, pp. 149-152.

« La Mort de Danton », juin 1953, pp.138-141.

« Spectacles de rentrée », octobre 1953, pp.141-144.

« Christophe Colomb », novembre 1953, pp.140-143.

« Pour Lucrèce », décembre 1953, pp.150-151.

« Kean », janvier 1954, pp.147-150.

« Les Pièces de janvier », février 1954, pp.138-141.

« De Marcel Aymé au T.N.P », mars 1954, pp.138-142.

« Deux romanciers au théâtre », avril 1954, pp.141-144.

« Le Théâtre », mai 1954, pp.144-147.

« Crise du Théâtre ? », juin 1954, pp.136-139.

« Un Festival à Paris », août 1954, pp.143-146.

« Les Cyclones – Le Maître et la servante », octobre 1954, pp.136-139.

« Moisson d’octobre », novembre 1954, pp.148-151.

« Port-Royal », janvier 1955, pp.147-151.

« Les Sorcières de Salem », février 1955, pp.137-140.

« Volpone », mars 1955, pp.141-144.

« Hors des chemins battus », avril 1955, pp.153-156.

« Un cas intéressant », mai 1955, pp.141-144.

« Jeunes compagnies », juin 1955, pp.139-142.

« Nekrassov », juillet 1955, pp.152-155.

« Le Festival international de Paris », août 1955, pp.137-140.

« L’Orestie – Judas », novembre 1955, pp.150-153.

« Ornifle », décembre 1955, pp.144-147.

« Un tournoi triangulaire », janvier 1956, pp.160-163.

« Les Oiseaux de lune », février 1956, pp.135-138.

« Cyrano de Bergerac », mars 1956, pp.155-158.

« La Belle dame sans merci », avril 1956, pp.130-134.

« Le Théâtre », mai 1956, pp.146-150.

« Le Théâtre », juin 1956, pp.133-137.

« Le Festival de Paris et Hans Messemer », juillet 1956, pp.145-148.

« Les Etendards du Roi », octobre 1956, pp.141-144.

« Requiem pour une nonne », novembre 1956, pp.140-143.

« Amédée et Brocéliande », décembre 1956, pp.146-149.

« Erotisme américain », janvier 1957, pp.155-158.

« La Nuit romaine », février 1957, pp.133-136.

« De Patate à Jules César », mars 1957, pp.136-139.
 « La Jeune épouse de l'œuvre et la vieille dame de Marigny », avril 1957, pp.133-136.
 « L'autre B.B », mai 1957, pp.135-138.
 « De Beckett à Bernanos », juin 1957, pp.139-142.
 « Jouvet absent et présent », juillet 1957, pp.138-141.
 « Théâtre des Nations », août 1957, pp.125-155.
 « La Mort de Sacha Guitry », septembre 1957, pp.164-165.
 « Automne », octobre 1957, pp.139-142.
 « Le Journal d'Anne Frank et l'Histoire de Vasco », novembre 1957, pp.141-144.
 « Inquisition – La Reine de Césarée », décembre 1957, pp.139-142.
 « Madame Sans-Gêne – Pitié pour les héros », janvier 1958, pp.149-152.
 « Oncle Otto – Cinq hommes et un pain », février 1958, pp.139-142.
 « Racine, Camus, Bernard Shaw », mars 1958, pp.139-142.
 « Montherlant, Miller », avril 1958, pp.138-142.
 « Le Théâtre des nations », mai 1958, pp.144-147.
 « Egmont à Bruxelles », octobre 1958, pp.136-139.
 « La Bonne soupe – La Hobereaute », novembre 1958, pp.143-146.
 « La Vie parisienne », décembre 1958, pp.144-147.
 « Grands et petits théâtres », janvier 1959, pp.141-144.
 « Spectacles de fin d'année », février 1959, pp.137-139.
 « Spectacles courageux », mars 1959, pp.142-145.
 « L'Orphée de Tennessee Williams », avril 1959, pp.136-139.
 « Du Théâtre des nations à la réforme des subventionnés », mai 1959, pp.146-149.
 « Le Théâtre à Paris, Allemands, Grecs, Lyonnais et Noirs », juin 1959, pp.137-140.
 « Crise du théâtre », juillet 1959, pp.136-139.
 « Rentrée théâtrale », octobre 1959, pp. 137-140.
 « Marcel Aymé, Sartre, Anouilh », novembre 1959, pp.147-150.
 « L'Offensive des subventionnés », décembre 1959, pp.146-149.
 « Le Rire et l'angoisse », janvier 1960, pp.146-149.
 « A la Comédie française », février 1960, pp.137-140.
 « Le Rhinocéros », mars 1960, pp.136-139.
 « De Jules Romain à François Sagan », avril 1960, pp.132-135.
 « La Crise s'aggrave », mai 1960, pp.151-154.
 « Les Ames mortes », juin 1960, pp.132-135.
 « Bertolt Brecht partout », juillet 1960, pp.137-140.
 « Les premiers feux », octobre 1960, pp.136-139.
 « Monstres sacrés », novembre 1960, pp.159-162.
 « Une saison de tragédie », janvier 1961, pp.142-147.
 « Théâtre littéraire », février 1961, pp.132-136.
 « Auteurs étrangers », mars 1961, pp.138-141.
 « Les Grands baroques », avril 1961, pp.134-137.
 « Le Théâtre », mai 1961, pp.137-140.
 « Le Théâtre et son public », juin 1961, pp.130-133.
 « Théâtre étranger », août 1961, pp.147-150.
 « Lawrence d'Arabie », octobre 1961, pp.152-155.
 « La Moisson d'octobre », novembre 1961, pp.138-141.
 « Grandes et petites compagnies », décembre 1961, pp.149-152.
 « Les Grands comiques », janvier 1962, pp.150-153.
 « François Sagan et le théâtre », février 1962, pp.148-151.
 « Un otage », mars 1962, pp.152-155.
 « Elvire Popesco et Madame Robinson », avril 1962, pp.133-135.

« Le Théâtre des Nations », mai 1962, pp.137-140.
 « Les Temps difficiles », juin 1962, pp.139-142.
 « De la Mouffe à Port-Royal », juillet 1962, pp.139-142.
 « Primeurs de septembre », octobre 1962, pp.145-148.
 « Un spectacle par jour », novembre 1962, pp.140-143.
 « De Paris à Versailles », décembre 1962, pp.134-137.
 « De Claudel à Ibsen », janvier 1963, pp.144-147.
 « Quand l'acteur prime l'auteur », février 1963, pp.129-132.
 « Galilée et Diderot », mars 1963, pp.125-128.
 « Théâtre et politique », avril 1963, pp.134-137.
 « Théâtre et critique », mai 1963, pp.132-135.
 « Dure fin de saison », juin 1963, pp.119-122.
 « Le Théâtre », août 1963, pp.132-135.
 « La Dame aux camélias et autres », octobre 1963, pp.128-130.
 « Montherlant et Giraudoux », novembre 1963, pp.119-122.
 « Claudel et Beckett », décembre 1963, pp.124-127.
 « Théâtre politique », janvier 1964, pp.132-135.
 « De nouveau Françoise Sagan », février 1964, pp.135-137.
 « Un mois faste », mars 1964, pp.128-130.
 « Mises en scène à thèse », avril 1964, pp.128-131.
 « De Bernard Shaw à Jean Schlumberger », mai 1964, pp.132-135.
 « Les nouveaux bien-pensants », juin 1964, pp.121-123.
 « Clôtures et reprises », juillet 1964, pp.146-149.
 « Ouverture », octobre 1964, pp.113-116.
 « De Shakespeare à Marcel Achard », novembre 1964, pp.123-126.
 « Il faut passer par les nuages », décembre 1964, pp.120-124.
 « Lorenzaccio – Le Dossier Oppenheimer – Qui a peur de Virginia Woolf ? », janvier 1965, pp.118-122.
 « D'Axelrod à Corneille », février 1965, pp.124-127.
 « Montherlant et quelques autres », mars 1965, pp.125-128.
 « Pirandello, Hochwalder, Max Frisch », avril 1965, pp.125-128.
 « Les Grecs immortels », mai 1965, pp.130-133.
 « De nouveau Shakespeare », juin 1965, pp.129-132.
 « De “Boy friend” aux “Séquestrés d'Altona” », octobre 1965, pp.116-119.
 « De Boris Vian à Harold Pinter », novembre 1965, pp.134-137.
 « Menaces sur le théâtre », décembre 1965, pp.125-128.
 « Trois époques, trois succès », janvier 1966, pp.132-135.
 « Expériences aventureuses », février 1966, pp.133-135.
 « Un mois de vaches maigres », mars 1966, pp.124-127.
 « De Ionesco à Lorca », avril 1966, pp.132-135.
 « Théâtre de dénonciation », mai 1966, pp.130-133.
 « De l'affaire des “Paravents” au mai de Versailles », juin 1966, pp.131-134.
 « Le Théâtre et le scandale », novembre 1966, pp.133-136.
 « Bonne saison ? », décembre 1966, pp.125-128.
 « Le Roi se meurt et Marc-Aurèle a disparu », janvier 1967, pp.132-135.
 « Expériences », février 1967, pp.137-140.
 « Don Juan et la mise en scène », mars 1967, pp.140-143.
 « La Tentation de Saint-Antoine », avril 1967, pp.139-142.
 « Jeunes amateurs », mai 1967, pp.130-133.
 « Du Roi Lear à Thyeste », juin 1967, pp.130-133.
 « Relâches et reprises », juillet-août 1967, pp.142-145.
 « Ce printemps d'octobre », novembre 1967, pp.125-128.

« Des Reprises et “L’Escalier” », décembre 1967, pp.124-127.
« Débat à quatre personnages », janvier 1968, pp.132-135.
« Brecht et Shakespeare », février 1968, pp.128-131.
« De Claudel à Audiberti », mars 1968, pp.127-130.
« Défis et reprises », avril 1968, pp.124-127.
« Les Yeux crevés », mai 1968, pp.134-137.
« Après la grande secousse », novembre 1968, pp.132-135.
« Anouilh, Sartre, O’Casey », décembre 1968, pp.121-124.
« Ce dont on parle », janvier 1969, pp.128-131.
« Théâtre et politique », février 1969, pp.129-132.
« Divertissement, scandales », expériences, mars 1969, pp.132-135.
« Un succès, un échec », un auteur, juin 1969, pp.128-131.
« Du Marais à la Porte Saint-Martin », juillet-août 1969, pp.126-128.
« De Jean Loisy à André Roussin », octobre 1969, pp.131-134.
« Anouilh, Rostand, Molière, Musset », novembre 1969, pp.126-129.
« Le Théâtre », décembre 1969, pp.124-127.

Articles de la *Revue des deux mondes* :

« Déclin et chances de l’Europe », mars 1966, pp.161-174.
« Déclin et chances de l’Europe II », avril 1966, pp.321-329.
« L’antiaméricanisme et les Américains », mars 1974, pp.523-526.
« François Mauriac et Racine », février 1982, pp.278-279.

Article de *La Revue des vivants* :

« Révolution ou Ordre », mars 1932, pp.482-492.

Articles de la *Revue du Siècle* :

« Nietzsche ou la mort rajeunie », n°1, avril 1933.
« Réponses de Thierry Maulnier à une enquête sur la Jeunesse française devant l’Allemagne nouvelle », n°2, mai 1933.

Articles de la *Revue du vingtième siècle* :

« Une politique vivante », n°3, janvier 1935.
« Racine ou la royauté du langage », n°4, février 1935.
« Dernière chance de la liberté, allocution prononcée par TM au dîner de la Revue du Vingtième Siècle », n°5, mars-avril 1935.
« Note sur la revue Esprit », n°6, mai-juin 1935.

Articles de *La Revue française* :

« La Voie royale », 23 novembre 1930.
 « Candeur de M. Berl », 7 décembre 1930.
 « Le cas André Malraux. Discussion sur la révolte », 4 janvier 1931.
 « Le Vrai visage de leur paix », 25 janvier 1931.
 « Confusions sur la paix », 22 février 1931.
 « Vues sur... Quelques lâchetés de l'esprit », 22 mars 1931.
 « Vues sur... La politique », 29 mars 1931.
 « Les Esclaves », 5 avril 1931.
 « Vues sur... La politique », 5 avril 1931.
 « Vues sur... La politique », 12 avril 1931.
 « Marseille, don de la mer », 19 avril 1931.
 « Vues sur... La politique », 26 avril 1931.
 « Vues sur... La politique », 10 mai 1931.
 « Vues sur... La politique », 17 mai 1931.
 « Vues sur... La politique », 24 mai 1931.
 « Vues sur... La politique », 31 mai 1931.
 « La Solitude de Jeanne d'Arc », 7 juin 1931.
 « Vues sur... La politique », 7 juin 1931.
 « A la recherche d'un avenir », 14 juin 1931.
 « Vues sur... La politique », 14 juin 1931.
 « A la recherche d'un avenir II », 21 juin 1931.
 « Vues sur... La politique », 21 juin 1931.
 « Vues sur... La politique », 28 juin 1931.
 « Vues sur... La politique », 5 juillet 1931.
 « Vues sur... La politique », 12 juillet 1931.
 « Paradoxes économiques », 12 juillet 1931.
 « Vues sur... La politique », 19 juillet 1931.
 « Vues sur... La politique », 26 juillet 1931.
 « Vues sur... La politique », 2 août 1931.
 « Vues sur... La politique », 9 août 1931.
 « Vues sur... La politique », 16 août 1931.
 « Vues sur... La politique », 23 août 1931.
 « Nietzsche, ascète de la liberté », 30 août 1931.
 « Vues sur... La politique », 30 août 1931.
 « Vues sur... La politique », 4 septembre 1931.
 « Vues sur... La politique », 13 septembre 1931.
 « Nietzsche, ascète de la liberté II », 20 septembre 1931.
 « Vues sur... La politique », 20 septembre 1931.
 « Vues sur... La politique », 27 septembre 1931.
 « Signes nouveaux dans notre ciel », 27 septembre 1931.
 « Vues sur... La politique », 4 octobre 1931.
 « Fin de saison en montagne », 11 octobre 1931.
 « Vues sur... La politique », 11 octobre 1931.
 « Vues sur... La politique », 18 octobre 1931.
 « Fin de saison en montagne », 18 octobre 1931.
 « Vues sur... La politique », 25 octobre 1931.
 « Révolte contre la révolution », 25 octobre 1931.
 « Vues sur la politique », 8 novembre 1931.
 « Vues sur la politique », 22 novembre 1931.
 « Vues sur la politique française », 10 janvier 1932.
 « Les Faits de la quinzaine », 24 janvier 1932.

- « Les Faits de la quinzaine », 14 février 1932.
- « Les Faits de la quinzaine », 28 février 1932.
- « Les Faits de la quinzaine », 13 mars 1932.
- « Les Faits de la quinzaine », 27 mars 1932.
- « Les Faits de la quinzaine », 10 avril 1932.
- « Les Faits de la quinzaine », 24 avril 1932.
- « Giraudoux 1932 », 25 juillet 1932.
- « L'Esprit des lettres. Des prochaines servitudes », 25 août 1932.
- « La Vie sociale. Des prochaines servitudes II », 25 septembre 1932.
- « Visages de Nietzsche », 25 septembre 1932.
- « Décadence de la critique », 25 décembre 1932.
- « La critique qui a oublié l'essentiel... », 25 décembre 1932.
- « Nietzsche, philosophe au marteau », 25 janvier 1933.
- « Robert Brasillach, Le Voleur d'étincelles », 25 janvier 1933.
- « Notes pour une esthétique au delà de l'ordre », 25 mars 1933.
- « Note sur la révolution aristocratique », 25 juin 1933.
- « André Malraux et l'héroïsme », 25 juillet 1933.
- « La Révolution aristocratique », 25 août 1933.
- « Troisième Reich », 25 septembre 1933.
- « L'Écrivain devant la morale », 25 décembre 1933.

Article de *La Revue française des idées et des œuvres* :

- « Tableau de la France au XXe siècle », n°1, avril 1940.

Articles de *La Revue Universelle* :

- « Deux romantismes et la nature », T.XLIII, n°16, 15-11-1930.
- « Racine et Valéry par Henri Brémond », T.XLIII, n°17, 01-12-1930.
- « Mes trônes et mes dominations par Pierre Mille », T.XLIII, n°18, 15-12-1930.
- « Saint-Augustin par Giovanni Papini », T.XLIII, n°18, 15-12-1930.
- « Victimes du langage », TXLV, n°3, 01-05-1931.
- « Goethe et la France par Hippolyte Loiseau », TXLV, n°6, 15-06-1931.
- « Maximes par Bernard Halda », TXLVI, n°8, 15-07-1931.
- « L'humanisme de Jean Giraudoux », T.LI, n°18, 15-12-1932.
- « Retour à l'héroïsme », T. LII, n°21, 01-02-1933.
- « Monsieur Drieu La Rochelle ou l'Exilé », T. LII, n°22, 15-02-1933.
- « Littérature et Action : Michel Vieuchange », T.LII, n°23, 01-03-1933.
- « Jeunesse allemande », T.LII, n°24, 15-03-1933.
- « M. Julien Benda ou la confusion des valeurs », T.LIII, n°1, 01-04-1933.
- « Les nouveaux mythes germaniques », T.LIII, n°2, 15-04-1933.
- « La politique de M. Julien Benda », T.LIII, n°3, 01-05-1933.
- « Procès de la France », T.LIII, n°4, 15-05-1933.
- « Pour éclairer l'idée de nation », T.LIII, n°5, 01-06-1933.
- « Une apologie de la machine », T.LIII, n°6, 15-06-1933.
- « Fatalités nationales », T.LIII, n°7, 01-07-1933.
- « Le communisme, itinéraire de fuite », T.LIV, n°8, 15-07-1933.
- « Jeunesse russe », T.LIV, n°9, 01-08-1933.
- « Un homme nouveau naît-il en Russie ? », T.LIV, n°10, 15-08-1933.

« Témoignages nationaux-socialistes », T.LIV, n°12, 15-09-1933.
 « Après le désastre américain », T.LIV, n°13, 01-10-1933.
 « Le problème de l'objection de conscience », T.LV, n°14, 15-10-1933.
 « Justification de la France », T.LV, n°15, 01-11-1933.
 « Nouvelles tâches de l'intelligence », T.LV, n°16, 15-11-1933.
 « Le nouvel humanisme de Maxime Gorki », T.LV, n°17, 01-12-1933.
 « Psychologie d'une décadence », T.LV, n°18, 15-12-1933.
 « L'homme d'action et la solitude », T.LV, n°19, 01-01-1934.
 « Dangers de l'héroïsme », T.LVI, n°20, 15-01-1934.
 « Pour qui écrivez-vous ? », T.LVI, n°21, 01-02-1934.
 « La France a-t-elle besoin de mythes ? », T.LVI, n°23, 01-03-1934.
 « Le procès du parlementarisme », T.LVI, n°24, 15-03-1934.
 « Nationalisme de défense ? », T.LVI, n°1, 01-04-1934.
 « Le collectivisme humanitaire », T.LVI, n°2, 15-04-1934.
 « La France, problème original », T.LVII, n°3, 01-05-1934.
 « Psychologie du matérialisme marxiste », T.LVII, n°4, 15-05-1934.
 « Marx et Nietzsche », T.LVII, n°5, 01-06-1934.
 « Tradition et culture », T.LVII, n°6, 15-06-1934.
 « Le destin du capitalisme », T.LVII, n°7, 01-07-1934.
 « Une alliance difficile », T.LVII, n°8, 15-07-1934.
 « La crise et la machine », T.LVIII, n°9, 01-08-1934.
 « Psychologie du germanisme », T.LVIII, n°10, 15-08-1934.
 « La position française devant le germanisme », T.LVIII, n°12, 15-09-1934.
 « La littérature française jugée », T.LIX, n°13, 01-10-1934.
 « Le congrès des écrivains soviétiques », T.LIX, n°14, 15-10-1934.
 « L'individualisme destructeur de l'individu », T.LIX, n°16, 15-11-1934.
 « Dangers de la "sincérité" », T.LIX, n°17, 01-12-1934.
 « Robert Francis, Prix Fémina 1934 », T.LIX, n°18, 15-12-1934.
 « La mobilisation de la littérature », T.LIX, n°18, 15-12-1934.
 « Le bilan de M. Jean Guehenno », T.LX, n°19, 01-01-1935.
 « Au secours du régime », T.LX, n°20, 15-01-1935.
 « Le bonheur de Racine », T.LX, n°21, 01-02-1935.
 « La paix franco-allemande », T.LX, n°22, 15-02-1935.
 « Chances prochaines de la France », T.LX, n°23, 01-03-1935.
 « A la recherche d'une politique française », T.LX, n°24, 15-03-1935.
 « L'examen de conscience du socialisme », T.LXI, n°1, 01-04-1935.
 « L'erreur du socialisme nouveau », T.LXI, n°2, 15-04-1935.
 « La tragédie paysanne », T.LXI, n°3, 01-05-1935.
 « Un clerc de la Renaissance », T.LXI, n°4, 15-05-1935.
 « Variations du nationalisme démocratique », T.LXI, n°5, 01-06-1935.
 « Les incertitudes du national-socialisme », T.LXI, n°6, 15-06-1935.
 « Un congrès révolutionnaire », T.LXII, n°7, 01-07-1935.
 « La condition actuelle des arts », T.LXII, n°8, 15-07-1935.
 « Un homme nouveau va-t-il naître ? », T.LXII, n°9, 01-08-1935.
 « Confusions de notre temps », T.LXII, n°10, 15-08-1935.
 « Néo-nationalisme », T.LXII, n°11, 01-09-1935.
 « Une philosophie prussienne de l'histoire », T.LXII, n°12, 15-09-1935.
 « Suicide de l'Europe ? », T.LXIII, n°13, 01-10-1935.
 « La morale d'Henry de Montherlant », T.LXIII, n°14, 15-10-1935.
 « La "morale" contre la civilisation », T.LXIII, n°15, 01-11-1935.
 « Tradition et progrès », T.LXIII, n°16, 15-11-1935.

« Une philosophie économique », T.LXIII, n°17, 01-12-1935.
 « Les universaux », T.LXIII, n°18, 15-12-1935.
 « Le "fascisme" et son avenir en France », T.LXIV, n°19, 01-01-1936.
 « Vers une sociologie nouvelle », T.LXIV, n°20, 15-01-1936.
 « Le socialisme antidémocratique de Georges Sorel », T.LXIV, n°21, 01-02-1936.
 « De nouvelles raisons de vivre », T.LXIV, n°22, 15-02-1936.
 « Un communiste du seizième siècle », T.LXIV, n°23, 01-03-1936.
 « La France entre deux destins », T.LXIV, n°24, 15-03-1936.
 « Inspiration et métier », T.LXV, n°1, 01-04-1936.
 « M. Pierre Hamp contre Racine », T.LXV, n°2, 15-04-1936.
 « La mystification communiste », T.LXV, n°3, 01-05-1936.
 « Le bilan des modérés », T.LXV, n°4, 15-05-1936.
 « La science et l'homme », T.LXV, n°5, 01-06-1936.
 « La voix de Victor Serge », T.LXV, n°6, 15-06-1936.
 « Révolution ou anarchie », T.LXVI, n°7, 01-07-1936.
 « A la recherche de l'Etat nouveau », T.LXVI, n°9, 01-08-1936.
 « Les conditions d'un humanisme », T.LXVI, n°10, 15-08-1936.
 « Marxisme et fascisme », T.LXVI, n°11, 01-09-1936.
 « La nouvelle constitution soviétique », T.LXVI, n°12, 15-09-1936.
 « Les dictateurs », T.LXVII, n°13, 01-10-1936.
 « L'agonie de la liberté », T.LXVII, n°15, 01-11-1936.
 « Marx et Descartes », T.LXVII, n°16, 15-11-1936.
 « Etat présent de l'URSS », T.LXVII, n°17, 01-12-1936.
 « Charles Maurras et le socialisme », T.LXVIII, n°19, 01-01-1937.
 « Salazar », T.LXVIII, n°21, 01-02-1937.
 « L'autorité devant la liberté », T.LXVIII, n°22, 15-02-1937.
 « A propos du tricentenaire du discours de la méthode », T.LXVIII, n°23, 01-03-1937.
 « Sur la méthode de Descartes », T.LXVIII, 15-03-1937.
 « Une génération trompée », T.LXIX, n°1, 01-04-1937.
 « Charles Maurras et les deux grandeurs », T.LXIX, n°2, 15-04-1937.
 « L'homme devant ses progrès », T.LXIX, n°3, 01-05-1937.
 « Les paroles de Salazar », T.LXIX, n°4, 15-05-1937.
 « Impuissance de l'homme d'action », T.LXIX, n°5, 01-06-1937.
 « Portrait du parfait militant communiste », T.LXIX, n°6, 15-06-1937.
 « La "politique naturelle" de M. Charles Maurras », T.LXX, n°7, 01-07-1937.
 « L'Europe juge l'URSS », T.LXX, n°9, 15-08-1937.
 « La guerre dangereuse », T.LXX, n°11, 01-09-1937.
 « Un jugement sur le "fascisme" », T.LXX, n°12, 15-09-1937.
 « A propos d'un pacte », T.LXXI, n°13, 01-10-1937.
 « Devant la "révolte des masses" », T.LXXI, n°14, 15-10-1937.
 « Un petit livre belliqueux », T.LXXI, n°16, 15-11-1937.
 « Un homme qui n'a rien appris », T.LXXI, n°17, 01-12-1937.
 « Quand le marxisme devient "national" », T.LXXI, n°18, 15-12-1937.
 « Un manifeste pour l'Espagne », T.LXXII, n°19, 01-01-1938.
 « Quand la révolution doit se trahir pour vaincre », T.LXXII, n°20, 15-01-1938.
 « Psychologie de la lutte des classes », T.LXXII, n°21, 01-02-1938.
 « La jeunesse allemande est-elle heureuse ? », T.LXXII, n°22, 15-02-1938.
 « Quand l'Espagne lutte pour la vie », T.LXXII, n°23, 15-03-1938.
 « De la Sainte-Russie à l'URSS », T.LXXIII, n°1, 01-04-1938.
 « Le dur réveil de l'Europe », T.LXXIII, n°2, 15-04-1938.
 « Contradictions du parti de la guerre », T.LXXIII, n°3, 01-05-1938.

« Un voyageur en Allemagne », T.LXXIII, n°4, 15-05-1938.
 « La démobilisation des écrivains », T.LXXIII, n°5, 01-06-1938.
 « L'âge des orthodoxies », T.LXXIII, n°6, 15-06-1938.
 « Le "péril" fasciste », T.LXXIII, n°8, 15-07-1938.
 « A la découverte de Corneille », T.LXXIV, n°9, 01-08-1938.
 « La naissance du fascisme », T.LXXIV, n°10, 15-08-1938.
 « Liberté et démocratie », T.LXXIV, n°11, 01-09-1938.
 « A propos de la "décadence française" », T.LXXIV, n°12, 15-09-1938.
 « A propos du principe des nationalités », T.LXXV, n°13, 01-10-1938.
 « Changement de front de l'antifascisme », T.LXXV, n°14, 15-10-1938.
 « Où les responsables accusent », T.LXXV, n°15, 01-11-1938.
 « Les intellectuels arrivent trop tard », T.LXXV, n°16, 15-11-1938.
 « A propos de la littérature au XX^e siècle », T.LXXV, n°17, 01-12-1938.
 « Libéralisme et nationalisme », T.LXXVI, n°19, 01-01-1939.
 « M. Giono, les paysans et la guerre », T.LXXVI, n°20, 15-01-1939.
 « Introduction à quelques poètes français », T.LXXVI, n°22, 15-02-1939.
 « Deux attitudes devant la guerre », T.LXXVI, n°22, 15-02-1939.
 « Une petite nation se sauvera-t-elle », T.LXXVI, n°23, 01-03-1939.
 « Y a-t-il une vraie démocratie ? », T.LXXVI, n°24, 15-03-1939.
 « La France devant les dictatures », T.LXXVII, n°1, 01-04-1939.
 « La morale révolutionnaire de Trotsky », T.LXXVII, n°3, 01-05-1939.
 « Un document de psychanalyse révolutionnaire », T.LXXVII, n°4, 15-05-1939.
 « Le mythe de l'égalité des peuples », T.LXXVII, n°5, 01-06-1939.
 « La jeunesse de 1939 devant le monde », T.LXXVII, n°6, 15-06-1939.
 « Vivons-nous un siècle de décadence ? », T.LXXVIII, n°7, 01-07-1939.
 « Du nouveau sur Gérard de Nerval », T.LXXVIII, n°8, 15-07-1939.
 « La première histoire de la guerre d'Espagne », T.LXXVIII, n°9, 01-08-1939.
 « Alain et la guerre », T.LXXVIII, n°10, 15-08-1939.
 « Grandeur et magnificence française », T.LXXVIII, n°11, 01-09-1939.
 « Jacques Bainville et l'Allemagne », T.LXXVIII, n°12-17, 01-12-1939.
 « Position actuelle du communisme », T.LXXIX, n°20, 15-01-1940.
 « La guerre et les classiques », T.LXXIX, n°22, 15-02-1940.
 « Hitler et l'Allemagne », T.LXXIX, n°22, 15-02-1940.
 « Un jugement sur notre poésie », T.LXXIX, n°24, 15-03-1940.
 « A propos de trois livres », T.LXXX, n°2, 15-04-1940.
 « Pour une philosophie de la guerre », T.LXXX, n°4, 15-05-1940.
 « Gages de victoire », T.LXXX, n°5, 01-06-1940.
 « Rester la France », nouvelle série, n°1, 01-01-1941.
 « L'Avenir de la France », nouvelle série, n°3, 01-02-1941.
 « L'Avenir de la France II », nouvelle série, n°4, 15-02-1941.
 « L'Avenir de la France III, Guerre mondiale et révolution nationale », nouvelle série, n°5, 01-03-1941.
 « L'Avenir de la France IV, Guerre mondiale et révolution nationale », nouvelle série, n°7, 10-04-1941.
 « La Médiation française », n°9, 10-05-1941.
 « Les Derniers Renaissants », n°11, 10-06-1941.
 « Les Derniers Renaissants II », n°12, 25-06-1941.
 « Les Derniers Renaissants III », n°13, 10-07-1941.
 « Les Derniers Renaissants IV », n°15, 10-08-1941.
 « Les Derniers Renaissants V », n°17, 10-09-1941.
 « Principes d'un Ordre Français I. Conditions générales », n°21, 10-11-1941.
 « Vers un Ordre Français II. L'Humanisme de la France », n°24, 25-12-1941.
 « Combats préliminaires », n°24, 25-12-1941.

« Le Solstice de juin », n°25, 10-01-1942.
 « Vers un Ordre Français III. Règles de la pensée française », n°26, 25-01-1942.
 « Littérature », n°26, 25-01-1942.
 « Julie de Carneilhan », n°27, 10-02-1942.
 « Jacques », n°28, 25-02-1942.
 « Jalons », n°29, 10-03-1942.
 « Pour un Ordre Français, conclusions », n°30, 25-03-1942.
 « Quelques romans », n°30, 25-03-1942.
 « Sans la muraille des cyprès », n°31, 10-04-1942.
 « Poésie et sentiment », n°32, 25-04-1942.
 « Molière », n°34, 25-05-1942.
 « De la colère à la justice », n°35, 10-06-1942.
 « L'Orage du matin », n°36, 25-06-1942.
 « Déterminisme et liberté dans l'histoire », n°37-38, 10-25/07/1942.
 « La Nuit de Saint-Avertin, Les Coups », n°37-38, 10-25/07/1942.
 « Jardins et routes », n°39-40, 10-25/08/1942.
 « Lecture de Phèdre », n°41, 10-09-1942.
 « Heureux les humbles », n°42, 25-09-1942.
 « Lecture de Phèdre II », n°43, 10-10-1942.
 « Le Génie de la France », n°43, 10-10-1942.
 « Lecture de Phèdre III », n°44, 25-10-1942.
 « Les Marais », n°44, 25-10-1942.
 « Lecture de Phèdre IV », n°45, 10-11-1942.
 « Déjeuners de soleil », n°46, 25-11-1942.
 « Lecture de Phèdre V », n°47, 10-12-1942.
 « Lecture de Phèdre VI », n°48, 25-12-1942.
 « Rêveries d'un policier amateur », n°49, 10-01-1943.
 « Service de la poésie », n°51, 10-02-1943.
 « Le Mythe de Sisyphe », n°53, 10-03-1943.
 « Nouveaux romans, nouveaux romanciers », n°54, 25-03-1943.
 « Destins de femmes », n°56, 25-04-1943.
 « Retour au réel », n°57, 10-05-1943.
 « La Poésie religieuse en France », n°59, 10-06-1943.
 « Suite française », n°60, 25-06-1943.
 « La France doit prendre du champ », n°61, 10-07-1943.
 « Les Mouches », n°62, 25-07-1943.
 « Le Collectivisme et la Guerre », n°63, 10-25/08/1943.
 « La Grande meute », n°63, 10-25/08/1943.
 « Réflexions sur le présent (septembre 1943) », n°67, 10-10-1943.
 « Les Grands redressements français », n°67, 10-10-1943.
 « Destin de la poésie française », n°69, 10-11-1943.
 « Réflexions sur le présent II », n°70, 25-11-1943.
 « L'Invitée », n°71, 10-12-1943.
 « A propos d'André Berry », n°72, 25-12-1943.
 « Réflexions sur le présent (janvier 1944) », n°74-75, février 1944.
 « Hommage à Jean Giraudoux », n°74-75, février 1944.
 « Une vague de nihilisme », n°78-79, avril 1944.
 « Printemps des hommes », n°78-79, avril 1944.

Articles de Spectacles :

« Le Théâtre et son public », 1^{er} juin 1949.

Articles de Spectateur :

« Mariana Pineda ». Si je voulais, 21 mars 1946.
« La Traîtresse », 28 mars 1946.
« Maria », 4 avril 1946.
« La Petite ville », 11 avril 1946.
« Les Vivants », 18 avril 1946.
« Woyseck. Surena », 12 juin 1946.
« L'Annonce faite à Marie. Primavera », 16 juin 1946.
« Fatigue », 2 juillet 1946.
« De Molière à Strindberg », 9 juillet 1946.
« David et Bethsabée », 23 juillet 1946.
« Le Revolver de Venise », 30 juillet 1946.
« Reprise de Huis Clos », 17 septembre 1946.
« L'Extravagant Captain Smith. Diableries et maléfices », 8 octobre 1946.
« Le Saint-Bernard. Le Secret. Le Mariage de Figaro », 15 octobre 1946.
« Jean-Louis Barrault dans Hamlet », 22 octobre 1946.
« Un ange passe », 5 novembre 1946.
« Morts sans sépulture. La Putain respectueuse. Jeux d'esprits », 19 novembre 1946.
« Ubu Roi. L'enfant et la foule », 26 novembre 1946.
« Roméo et Jeannette », 10 décembre 1946.
« Avant le derby. Le Roi sans amour », 17 décembre 1946.
« Le Jugement de Salomon. La Femme de mon ami », 27 mars 1947.
« Nuits noires », 6 mai 1947.
« Le Prince d'Aquitaine. Jeunes compagnies, nouveaux auteurs », 3 juin 1947.
« Baby Hamilton. Hop Signor », 24 juin 1947.
« Le mal cour », 1^{er} juillet 1947.
« Les Bonnes. L'Apollon de Marsac », 29 août 1947.
« Le Prince des neiges », 25 décembre 1947.
« Le Maître de Santiago », 3 février 1948.
« L'Escalier », 15 juin 1948.
« Pauline ou l'écume de la mer », 22 juin 1948.
« Jeunes au travail », 14 juillet 1948.

Articles de La Table Ronde :

« La violence révolutionnaire », n°1, janvier 1948.
« J-P Sartre et le suicide de la littérature », n°2, février 1948.
« Les Ecrivains de police », n°3, mars 1948.
« Le monde de la terreur », n°4, avril 1948.
« Le monde de la terreur, de l'utilité des cadavres », n°5, mai 1948.
« Note sur M. Pierre Hervé », n°5, mai 1948.
« Douze balles dans la peau », n°6, juin 1948.
« La Crise de la culture », n°6, juin 1948.

« Le faussaire maladroit », n°7, juillet 1948.
« Ce que la littérature n'est pas », n°9, septembre 1948.
« La cause générale », n°10, octobre 1948.
« La Mystification dirigée », n°11, novembre 1948.
« Le Parti du mépris », n°12, décembre 1948.
« Terreur et liberté », n°13, janvier 1949.
« Notes sur un nouvel humanisme », n°14, février 1949.
« Où Koestler est dépassé », n°15, mars 1949.
« Terreur et terre promise », n°17, mai 1949.
« Eros moderne », n°18, juin 1949.
« Les deux morales », n°19, juillet 1949.
« Avons-nous encore un rôle à jouer ? », n°20-21, août-septembre 1949.
« Le droit d'avoir tort », n°23, novembre 1949.
« Nacht und Nebel », n°24, décembre 1949.
« Situation de l'écrivain révolutionnaire », n°25, janvier 1950.
« Sommes-nous de bonne foi ? », n°26, février 1950.
« La ténébreuse affaire », n°28, avril 1950.
« Les pierres coûtent trop cher », n°30, juin 1950.
« Le théâtre et le mal », n°34, octobre 1950.
« La Face de méduse du communisme », n°36, décembre 1950.
« Rééducation », n°38, février 1951.
« Le Maître de liberté », n°40, avril 1951.
« Mac Gee », n°42, juin 1951.
« Le Noir et les blancs », n°45, septembre 1951.
« Mort Courageusement », n°49, janvier 1952.
« Lettre aux heureux de ce monde », n°51, mars 1952.
« Beloyannis », n°54, juin 1952.
« Les Choses et ce qu'elles sont », n°59, novembre 1952.
« Une Ligne compromettante », n°60, décembre 1952.
« Charles Maurras est mort », n°61, janvier 1953.
« Post-scriptum », n°63, mars 1953.
« Lettre à un bourgeois d'Occident », n°65, mai 1953.
« Onze juin », n°67, juillet 1953.
« Vu aux Etats-Unis », n°70, octobre 1953.
« Henri Martin et Jean-Paul Sartre », n°72, décembre 1953.
« L'ironie de Jean-Paul Sartre », n°73, janvier 1954.
« Du choix des victimes », n°75, mars 1954.
« Les fausses symétries », n°76, avril 1954.
« La poésie originelle », n°79, juillet 1954.
« Le seul salut possible », n°81, septembre 1954.
« Le Moissonneur d'épines », n°95, novembre 1955.

Article de Théâtre :

« Agnès Bernauer au Théâtre de France », n°66, juin 1965.

Article de *Le Théâtre dans le monde* :

« Les mythes grecs chez les auteurs d'aujourd'hui », volume VI, n°4, hiver 1957.

Article de Train si., Bulletin de liaison des unités du train de la Vie région militaire :

« Une guerre coloniale », n°4, novembre 1982.

Article de Travail et liberté :

« La condition du travail », n°2, février 1936, pp.19-22.

Article de Tunis Journal :

« Le plus grand drame de l'histoire », n°9, 25 novembre 1942.

Articles de Vingtième siècle :

- « Le Sang des autres, de Simone de Beauvoir », 11 octobre 1945.
- « Le Grand Jeu », 25 octobre 1945.
- « Les Chemins de la liberté », 8 novembre 1945.
- « Le Philosophe et le romancier chez Jean-Paul Sartre », 15 novembre 1945.
- « Méditations sur des faits divers », 20 décembre 1945.
- « Sur André Malraux », 3 janvier 1946.
- « Situation de Proudhon », 17 janvier 1946.
- « Ténèbres à midi », 7 février 1946.
- « L'Homme est révolutionnaire », 21 février 1946.
- « Civilisations », 21 mars 1946.
- « Géographie sentimentale », 11 avril 1946.
- « Nietzsche se rapproche », 18 avril 1946.
- « Le Petit Prince d'Antoine de Saint-Exupéry, ou l'Enfant et le Héros », 25 avril 1946.
- « La Grosse galette de John dos Passos », 1^{er} mai 1946.
- « La Singularité française », 8 mai 1946.
- « Bilan des Revues », 15 mai 1946.
- « Les Poèmes de Pierre Louÿs », 22 mai 1946.
- « Deux témoignages », 29 mai 1946.
- « Biographies », 5 juin 1946.
- « Monsieur OUINE », 12 juin 1946.
- « Les Tropiques de Henry Miller », 19 juin 1946.
- « Les Poèmes de Jacques Prévert », 26 juin 1946.

Articles du XX^e Siècle fédéraliste :

- « L'Avenir a changé de camp », n°168, 19 janvier 1957.
- « Un pas en avant », n°169, 2 février 1957.
- « La Promesse du désert », n°170, 16 février 1957.
- « La Force des énergies », n°171, 2 mars 1957.
- « Une France nouvelle », n°172, 16 mars 1957.

« Ne regardez pas en arrière », n°173, 30 mars 1957.
 « La France en Algérie », n°174, 13 avril 1957.
 « Prévisions soviétiques », n°175, 27 avril 1957.
 « Passer le cap », n°176, 11 mai 1957.
 « Voir grand », n°177, 25 mai 1957.
 « Pour un engagement national », n°178, 8 juin 1957.
 « La France devant l'avenir européen », n°180, 6 juillet 1957.
 « L'Heure française », n°181-182-183, 20 juillet – 3 et 10 août 1957.
 « France – Algérie – Europe », n°184-185, 31 août et 14 septembre 1957.
 « Vers la sortie du tunnel », n°186, 28 septembre 1957.
 « L'Europe encore dans le jeu ! », n°187, 12 octobre 1957.
 « Octobre », n°188, 26 octobre 1957.
 « Réveil », n°189, 9 novembre 1957.
 « Vers l'indépendance énergétique », n°190, 23 novembre 1957.
 « Ce que coûte l'Afrique », n°191, 7 décembre 1957.
 « Défense de l'Europe », n°192-193, 21 décembre 1957 et 4 janvier 1958.
 « Perspectives sur les problèmes de l'énergie », n°194, 18 janvier 1958.
 « L'Europe et les rampes », n°195, 1^{er} février 1958.
 « La Famille grandit », n°197, 1^{er} mars 1958.
 « Priorité aux investissements », n°198, 15 mars 1958.
 « Vers une solution pour l'Algérie ? », n°199, 29 mars 1958.
 « Revendications – suicide », n°200, 12 avril 1958.
 « A propos d'une récession », n°201, 26 avril 1958.
 « Sous l'aile de la peur », n°202, 10 mai 1958.
 « Maintenant ou jamais », n°203, 24 mai 1958.
 « Intégration fédérale ? », n°204, 7 juin 1958.
 « Fédérer c'est diversifier », n°206, 5 juillet 1958.
 « 14 juillet », n°207, 19 juillet 1958.
 « Une politique de la jeunesse ? C'est toute la politique de la France », n°1, 17 octobre 1958.
 « Il y a deux ans : Budapest », n°2, 31 octobre 1958.
 « D'abord affirmer l'unité », n°3, 14 novembre 1958.
 « Les Vraies richesses », n°4, 28 novembre 1958.
 « La Sécurité énergétique », n°5, 12 décembre 1958.
 « La France devant l'Europe », n°6, 26 décembre 1958.
 « Franchir le passage », n°7, 9 janvier 1959.
 « La France devant son destin », n°8, 23 janvier 1959.
 « Premiers pas de la Communauté », n°9, 6 février 1959.
 « Austérité et expansion », n°10, 20 février 1959.
 « Pour une politique de l'énergie », n°11, 6 mars 1959.
 « La Ve République ou quoi ? », n°12, 20 mars 1959.
 « Grandes dents », n°13, 3 avril 1959.
 « Le Dernier quart d'heure », n°14, 17 avril 1959.
 « 13 mai », n°15, 1^{er} mai 1959.
 « Les Deux pièges », n°16, 15 mai 1959.
 « Les Yeux fermés », n°17, 29 mai 1959.
 « Revendications », n°18, 12 juin 1959.
 « L'Ecole de la réalité », n°19, 26 juin 1959.
 « L'Alternative algérienne », n°20, 10 juillet 1959.
 « Un espoir pour la jeunesse », n°21, août 1959.
 « Détente ici, tension là », n°22, 11 septembre 1959.
 « L'Erreur est leur métier », n°23, 25 septembre 1959.

« L'Algérie et la jeunesse », n°24, 9 octobre 1959.
 « Un esprit de victoire », n°25, 23 octobre 1959.
 « Regardons d'un autre côté », n°26, 6 novembre 1959.
 « Ce que les mots veulent dire », n°27, 20 novembre 1959.
 « France-Allemagne », n°28, 4 décembre 1959.
 « L'Allemagne vitale », n°29, 18 décembre 1959.
 « Une certaine paix », n°30, 1^{er} janvier 1960.
 « Les Chiffres de la grandeur », n°31, 15 janvier 1960.
 « L'Arme incroyable », n°32, 29 janvier 1960.
 « L'Armée », n°33, 12 février 1960.
 « Après la bombe de Reggane », n°34, 26 février 1960.
 « Algérie algérienne », n°35, 11 mars 1960.
 « Le Visiteur encombrant », n°36, 25 mars 1960.
 « A près 'sa' visite », n°37, 8 avril 1960.
 « Vaincre l'attentisme », n°38, 22 avril 1960.
 « Un dialogue Métropole – Algérie, dialogue avec Robert Abdesselam », n°39, 6 mai 1960.
 « Lettre aux Français d'Algérie », n°39, 6 mai 1960.
 « Au sommet les vrais problèmes ne sont pas réglés », n°39, 6 mai 1960.
 « Khroutchev : un comédien », n°40, 20 mai 1960.
 « An Algerian Algeria », special edition, may 1960.
 « Après les cantonales », n°41, 1er juin 1960.
 « Revendications », n°42, 17 juin 1960.
 « Les Intellectuels et le communisme », n°43, 1^{er} juillet 1960.
 « Les Illusions dissipées », n°44, 15 juillet 1960.
 « L'Occident et l'Afrique », n°45, 29 juillet 1960.
 « Le Seul danger », n°46, 9 septembre 1960.
 « Echec soviétique », n°47, 23 septembre 1960.
 « Algérie, non à l'ONU », n°48, 7 octobre 1960.
 « Liberté d'expression », n°49, 21 octobre 1960.
 « Le Nationalisme de l'Hexagone », n°50, 4 novembre 1960.
 « Arbitrages militaires », n°259, 18 novembre 1960.
 « Une tâche positive », n°260, 2 décembre 1960.
 « Réparer la casse », n°261, 16 décembre 1960.
 « Puissance et impuissance de l'arme nucléaire », n°262, 30 décembre 1960.
 « Majorité et minorités », n°263, 13 janvier 1961.
 « Crise en URSS, Famine en Chine », n°264, 27 janvier 1961.
 « La Guerre atomique n'aura pas lieu », n°265, 10 février 1961.
 « Les Défaites de l'adversaire », n°266, 24 février 1961.
 « La Nostalgie du Font Populaire », n°267, 10 mars 1961.
 « Fermez la porte ! », n°268, 24 mars 1961.
 « L'Occident devra-t-il quitter l'ONU », n°269, 7 avril 1961.
 « La Puissance et l'espace », n°270, 21 avril 1961.
 « M. Kennedy commence à voir clair », n°271, 5 mai 1961.
 « Gagarine et Shepard », n°272, 19 mai 1961.
 « La France et l'Allemagne. Seize ans après », n°273, 2 juin 1961.
 « La Guerre sans guerre », n°274, 16 juin 1961.
 « La Révolte des tracteurs », n°275, 30 juin 1961.
 « Tenir bon à Berlin », n°276, 14 juillet 1961.
 « De Bizerte à Berlin », n°277, 28 juillet 1961.
 « Voir clair : L'Ange exterminateur. Du côté du plus fort. Un Américain perspicace. Il faut gagner à Berlin », n°278, 7 septembre 1961.

« Voir clair : Une guerre d'agression. Les bons et les méchants. Un libéral sanguinaire », n°279, 22 septembre 1961.

« Voir clair : La Révolte syrienne. Décolonisation. Monsieur Russell. Des chiffres », n°280, 6 octobre 1961.

« Voir clair : Prêt à négocier. Aujourd'hui le Vietnam, demain... . Le Pauvre homme », n°281, 20 octobre 1961.

« Voir clair : Techniques de la guerre psychologique. Staline expulsé. Dissentiment russo-chinois ? », n°282, 3 novembre 1961.

« Voir clair : Le Prix de la paix. Une idée totalitaire de la victoire », n°283, 17 novembre 1961.

« Voir clair : L'Occident et le Katanga. Les Précédents français. L'Abbé Youlou. L'Argent décolonisé », n°284, 1^{er} décembre 1961.

« Voir clair : Cuba, démocratie populaire. La Justice de l'Histoire. L'Amérique persévère dans l'erreur », n°285, 15 décembre 1961.

« Voir clair : Les Guerres de Noël. Tartuffe en indien. Faculté d'oubli des Occidentaux. A force de ramper ? », n°286, 29 décembre 1961.

« Voir clair : Où en est la négociation ? Deux hypothèses. Du côté des Européens d'Algérie », n°287, 12 janvier 1962.

« Voir clair : A genoux devant le FLN. Attentat au Quai d'Orsay. La Haine mène à la guerre civile », n°288, 26 janvier 1962.

« Voir clair : Moscou ne renonce pas. A l'ONU : l'hypocrisie de la décolonisation. Des Français dénationalisés », n°289, 9 février 1962.

« Voir clair : Toujours Cuba. Le Mécanisme de la conquête. Ce n'est pas fini », n°290, 23 février 1962.

« Voir clair : La Mort des enfants. Pourquoi le terrorisme ? Les Autres », n°291, 9 mars 1962.

« Voir clair : Tout n'est pas joué. La Part d'imprévisible. Un espoir permis », n°292, 23 mars 1962.

« Voir clair : Le FLN et l'armée française. L'Armée argentine. Le Panarabisme », n°293, 6 avril 1962.

« Voir clair : L'Exécution impossible. La Morale et la politique. Et maintenant ? L'Hexagone et l'Europe », n°294, 20 avril 1962.

« Voir clair : Après Jouhaud, Salan. De la terre et des hommes. Des intellectuels impuissants », n°295, 4 mai 1962.

« Voir clair : Une agonie affreuse. Le Terrorisme déshonorant. Le Prix d'un repli. L'Austérité inéluctable », n°296, 18 mai 1962.

« Voir clair : La Justice et l'exemple. Comme à Varsovie0. Trois témoignages ? », n°297, 1^{er} juin 1962.

« Voir clair : Tentative de coexistence. Algériens ou Français ? Mettons-nous à leur place », n°299, 29 juin 1962.

« Voir clair : Toujours l'Algérie. Parce que l'on n'a pas constitué la Fédération franco-africaine. L'Europe a ses chances », n°300, 13 juillet 1962.

« Voir clair : La Bataille dans les ruines. L'Algérie vouée au chaos ? », n°301, 27 juillet 1962.

« Voir clair : Algérie : des chiffres terrifiants. Cuba : à La Havane comme à Budapest », n°302, 14 septembre 1962.

« Voir clair : Démocratie directe. Deux hypothèses », n°303, 28 septembre 1962.

« Voir clair : Le Référendum et les élections. Et les communistes ? Deux morts parmi d'autres. L'URSS et la Chine », n°304, 12 octobre 1962.

« Voir clair : Des services bien payés. Un impérialisme gigantesque. Les Rapatriés », n°305, 26 octobre 1962.

« Voir clair : L'Épée de Damoclès. Sur plusieurs tableaux. Référendum et recensement », n°306, 9 novembre 1962.

« Voir clair : Un tiers d'abstentions. Le Gouvernement, affaire de spécialistes. Le Citoyen et le pouvoir », n°307, 23 novembre 1962.

« Voir clair : Des électeurs déconcertés. Nouvelles remarques sur les chiffres », n°308, 7 décembre 1962.

« Voir clair : L'Europe économique et l'Europe politique. Elle est toujours là », n°309, 21 décembre 1962.

- « Voir clair : 1763-1963. L'Humiliation des Bermudes. Les Sottises recommencent », n°310, 11 janvier 1963.
- « Voir clair », 22 mars 1963.
- « Voir clair : Force multilatérale », 18 décembre 1964.
- « Voir clair : Vietnam et stratégie planétaire », n°396, octobre-novembre-décembre 1969.
- « Voir clair : L'ordre et la violence », juin 1970.
- « Voir clair : Burgos et Leningrad », n°400, octobre-novembre-décembre 1970.
- « Voir clair : Impasse au Vietnam ? », n°409, octobre-novembre-décembre 1972.
- « Coopération et sécurité », n°412, juillet-août-septembre 1973.
- « Voir clair : Un nouveau Yalta », n°412, juillet-août-septembre 1973.
- « Voir clair : Anti-américanisme américain », n°416, juillet-août-septembre 1974.
- « Voir clair : Violence », n°420, juillet-août-septembre 1975.
- « Voir clair : Quelle guerre ? », n°423-424, deuxième et troisième trimestres 1976.
- « Voir clair : Soixantième anniversaire », n°428-429, troisième et quatrième trimestres 1977.
- « Voir clair : Les promesses et les conséquences », n°430, janvier-février-mars 1978.

C/ Réception de l'œuvre de Thierry Maulnier : articles parus dans la presse française

- A.B, « Théâtre », in *La Semaine à Paris*, juin 1950.
- ABIRACHED Robert, « Un terrible cadeau », in *Le Nouvel Observateur*, 24 juin 1965.
- ABRAM Paul, « Jeanne et ses juges de M. Thierry Maulnier », in *Libération*, 20 mai 1950.
- ADAM Claude, « Thierry Maulnier ou l'éternel jeune homme », in *Ecrits de Paris*, n°487, février 1988.
- ALBERES R.-M., « Antigone 1580 », in *L'Echo des étudiants*, 10 juin 1944.
- ALBET René, « Le Profanateur à l'Essor », in *L'Echo du matin*, 5 décembre 1946.
- ALTER André, « Jeanne et les juges, de Thierry Maulnier. Mieux qu'une fresque : une authentique tragédie », in *Radio 1950*, mai 1950.
- ALTER André, « La "Jeanne et les juges" de Thierry Maulnier s'est bien adaptée au Vieux-Colombier », in *L'Aube*, 14 mai 1950.
- ALTER André, « Le Profanateur », in *Témoignage chrétien*, 25 janvier 1952.
- ALTMAN Georges, « En revivant la Condition humaine d'André Malraux », in *Franc-Tireur*, 16 décembre 1954.
- AMBRIERE Francis, « La Course des rois », in *Opéra*, 5 mars 1947.
- AMBRIERE Francis, « Jeanne et les Juges », in *Opéra*, 24 mai 1950.
- AMBRIERE Francis, « Une Œuvre de Thierry Maulnier devant le Palais des Papes », in *Opéra*, 26 juillet 1950.
- AMBRIERE Francis, « Le Théâtre : Le Profanateur », in *La Revue de Paris*, février 1952, pp.157-158.
- ANDRE René, « Dans son livre Cette Grèce où nous sommes nés, notre compatriote Thierry Maulnier nous ramène aux sources de l'homme occidental », in *Le Méridional*, édition du Gard, 4 janvier 1965.
- ANDREU Pierre, « La Jeune droite n'a pas d'ennemis à gauche », in *La Parisienne*, n°37, octobre 1956, pp.543-547 (numéro consacré à « la Droite »).
- ANONYME, « Le Courrier des Lettres : La Revue du Siècle », in *Le Figaro*, 11 avril 1933.
- ANONYME, « Nietzsche, par Maulnier », in *Le Démocrate de l'Aisne*, 23 août 1933.
- ANONYME, « La critique littéraire a décerné son prix à M. Marcel Raymond », in *Le Matin*, 1^{er} juin 1934.
- ANONYME, « La pensée engagée : Demain la France », in *Esprit*, 1^{er} octobre 1934.

- ANONYME, « Racine », in *Le Quotidien*, 16 avril 1935.
- ANONYME, « Autour de Racine », in *Le Journal des débats*, 16 avril 1935.
- ANONYME, « M. Thierry Maulnier reçoit le prix de la critique littéraire », in *Le Progrès*, 10 mai 1935.
- ANONYME, « Le prix de la critique », in *La Liberté*, 10 mai 1935.
- ANONYME, « Le prix de la critique », in *Excelsior*, 10 mai 1935.
- ANONYME, « Le grand prix de la critique littéraire a été décerné hier à M. Thierry Maulnier », in *Le Matin*, 10 mai 1935.
- ANONYME, « Le prix de la critique : Thierry Maulnier », in *L'Eclair*, 11 mai 1935.
- ANONYME, « Groupements jeunes. Idées neuves », in *La Madecasse*, 23 août 1935.
- ANONYME, « Le meeting de protestation des étudiants », in *Le Matin*, 1^{er} mars 1936.
- ANONYME, « Après les incidents à la faculté de droit », in *Le Temps*, 2 mars 1936.
- ANONYME, « Une réunion du Comité national de vigilance de la jeunesse », in *Le Matin*, 15 mars 1936.
- ANONYME, « Monsieur Charles Maurras a comparu hier devant la 10^{ème} chambre correctionnelle », in *Le Matin*, 15 mars 1936.
- ANONYME, « Une réunion du Front national de la jeunesse à la salle Wagram », in *Le Figaro*, 21 juin 1936.
- ANONYME, « Thierry Maulnier – Mythes socialistes », in *Le Charivari*, n°523, 11 juillet 1936, p.20.
- ANONYME, « L'Insurgé », in *Juvénal*, 16 janvier 1937.
- ANONYME, « L'union pour refaire la France, Un magnifique réveil des intellectuels français, le manifeste », in *L'Emancipation Nationale*, n°92, 1^{er} avril 1937.
- ANONYME, « En lisant », in *Le Libérateur du Sud-Ouest*, 17 juin 1937.
- ANONYME, « Livres et publications », in *Le Journal de Rouen*, 1^{er} décembre 1937.
- ANONYME, « Revue des revues. Cahiers de Combat », in *Esprit*, 1^{er} février 1938.
- ANONYME, « A quoi rêvent les jeunes », in *Le Journal des débats*, 17 mars 1938.
- ANONYME, « La puissante démonstration des Cercles populaires français », 8 juillet 1938.
- ANONYME, « A travers la presse », in *L'Européen*, 15 octobre 1938.
- ANONYME, « La Cité », in *Esprit*, 1^{er} juin 1939.
- ANONYME, « Un Comité de Rassemblement pour la Révolution Nationale est constitué », in *Le Figaro*, 30 janvier 1941.
- ANONYME, « Comité du Rassemblement pour la Révolution Nationale », in *Le Jour - Echo de Paris*, 30 janvier 1941.
- ANONYME, « Le Comité du Rassemblement pour la Révolution Nationale », in *L'Effort*, 30 janvier 1941.
- ANONYME, « Comité du Rassemblement pour la Révolution Nationale », in *Le Jour - Echo de Paris*, 31 janvier 1941.
- ANONYME, « Revue de la presse », in *L'Effort*, 5 février 1942.
- ANONYME, « Tous les journaux », in *Paris-Midi*, 18 avril 1941.
- ANONYME, « Tous les journaux », in *Paris-Midi*, 1^{er} mai 1941.
- ANONYME, « Les événements et les hommes », in *Esprit*, 1^{er} novembre 1941.
- ANONYME, « De toutes les couleurs. Les échos de la semaine », in *Le Rouge et le Bleu*, n°10-11, 10 janvier 1942.
- ANONYME, « A travers la presse », in *Lyon Soir*, 3 février 1942.
- ANONYME, « Toujours les statues », in *L'Effort*, 4 février 1942.
- ANONYME, « Les socialistes et le régime nouveau », in *L'Effort*, 5 février 1942.
- ANONYME, « De toutes les couleurs. Les échos de la semaine », in *Le Rouge et le Bleu*, n°17, 21 février 1942.
- ANONYME, « Confiance sans restriction », in *L'Effort*, 19 juillet 1942.
- ANONYME, « Le Courrier des Sept », in *Aujourd'hui*, 11 août 1943.
- ANONYME, « De mieux en mieux ! », in *Le Populaire*, 12 septembre 1944.

- ANONYME, « Jérôme, de l'Académie et Jean... », in *Le Populaire*, 14 septembre 1944.
- ANONYME, « Monsieur Thierry-Maulnier », in *Le Populaire*, 17 et 18 septembre 1944.
- ANONYME, « Antigone de Robert Garnier », in *Ce soir*, 10 janvier 1945.
- ANONYME, « Violence et conscience », in *La République moderne*, 15 novembre 1945.
- ANONYME, « La Course des rois », in *Spectateur*, 25 février 1947.
- ANONYME, « La Course des rois », in *Ambiance*, 12 mars 1947.
- ANONYME, « La Course des rois », in *Dépêches parisiennes*, 19 mars 1947.
- ANONYME, « La Course des rois », in *Temps présent*, 26 mars 1947.
- ANONYME, « La Course des rois », in *La Nef*, avril 1947.
- ANONYME, « Le mépris de l'individu », in *Professions*, 4 septembre 1947.
- ANONYME, in *Banque*, novembre 1947.
- ANONYME, « La Table Ronde », in *La Gazette des Lettres*, 4 février 1948.
- ANONYME, « La Course des rois », in *Le Progrès*, 9 mars 1948.
- ANONYME, « Du parvis de la cathédrale de Jeanne et les juges affrontera les millions d'auditeurs de la Radiodiffusion française », in *Paris-Normandie*, 28 mai 1949.
- ANONYME, « Sur le parvis de la cathédrale de Rouen, 6000 spectateurs ont acquitté la "Jeanne" de Thierry Maulnier », in *L'Aurore*, 30 mai 1949.
- ANONYME, « Jeanne et les juges à Rouen », in *L'Epoque*, 30 mai 1949.
- ANONYME, « Académie française et grande première radiodiffusée de Jeanne et les juges », in *Devenir normand*, 2 juin 1949.
- ANONYME, « Jeanne et les Juges de Thierry Maulnier au Théâtre du Vieux-Colombier », in *La Bataille*, 9 mai 1950.
- ANONYME, « Jeanne et les juges : un procès gagné », in *Le Rouge et le Noir*, 14 mai 1950.
- ANONYME, « Jeanne et les Juges, devant la critique », in *France Illustration, Le Monde illustré, supplément théâtre*, n°69, 28 octobre 1950.
- ANONYME, « A travers les revues », in *L'Observateur*, 14 décembre 1950.
- ANONYME, « Opposer au communisme une espérance », in *Journal d'Yverdon*, 15 décembre 1950.
- ANONYME, « Maulnier, tu dors ! », in *Le Figaro du demi siècle*, numéro vendu au profit des bourses d'étudiants, 31 décembre 1950.
- ANONYME, « Le problème du pain quotidien », in *La Cité fraternelle*, 21 janvier 1951.
- ANONYME, « Tous les morts dans le même sac », in *Les Lettres françaises*, 6 septembre 1951.
- ANONYME, « Mercredi et jeudi au Nouveau-Théâtre, le Profanateur, la meilleure pièce de Thierry Maulnier », in *Paris-Normandie*, 16 novembre 1951.
- ANONYME, « Thierry Maulnier pourfend le communisme », in *Opéra*, n°335, 12 décembre 1951.
- ANONYME, « Claude Mauriac a applaudi les blasphèmes du Profanateur », in *Paris-Presse-L'Intransigeant*, 8 janvier 1952.
- ANONYME, « L'affaire de la télévision manquée. MM. Darcante et Thierry Maulnier nous écrivent l'un et l'autre et ne sont pas d'accord », in *Franc-Tireur*, 16 avril 1952.
- ANONYME, « Hier, pour la première fois, une pièce a été télévisée depuis le théâtre où elle est représentée », in *Le Figaro*, 15 mai 1952.
- ANONYME, « Thierry maulnier tire à mille.. », in *Ici Paris*, 16 juin 1952.
- ANONYME, « Revue des revues », in *La Parisienne*, n°2, février 1953.
- ANONYME, « Le célèbre auteur alsacien Thierry Maulnier a deux amours : la course à pied et... les chats », in *Midi Libre*, 20 février 1953.
- ANONYME, « Revue des revues : Charles Maurras », in *Esprit*, 1^{er} mars 1953.
- ANONYME, « Le festival d'art dramatique de Normandie présentera : « La ville au fond de la mer » de Thierry Maulnier et « Le chevalier de neige » de Boris Vian », in *Combat*, 14 juillet 1953.
- ANONYME, « Mac Carthysme ici et là », in *L'Humanité*, 8 août 1953.
- ANONYME, « Une belle conférence du Père Carré sur le Diable et Dieu au théâtre », in *Midi Libre*, 12 janvier 1954.

- ANONYME, « A la générale de la Condition humaine, Malraux a inspecté les armes braquées sur son public », in *Le Journal du dimanche*, 5 décembre 1954.
- ANONYME, « La Critique n'a pas été tendre pour Nekrassov », in *Combat*, 14 juin 1955.
- ANONYME, « Au Vieux-Colombier, Le Prince d'Égypte, drame de Christopher Fry adaptée par Thierry Maulnier et Philippe de Rothschild, montrera le drame humain de Moïse », in *Combat*, 14 septembre 1955.
- ANONYME, « Après tout, c'était leur faute », in *Socialisme ou Barbarie*, n°19, juillet-septembre 1956.
- ANONYME, « Le théâtre du Parc joue « Procès à Jésus » en plein air », in *Le Soir*, 10 septembre 1959.
- ANONYME, « Procès à Jésus », in *Le Peuple*, 5 novembre 1959.
- ANONYME, « Maulnier et Roussin : une amitié qui ne finit pas... », in *Le Figaro Littéraire*, 19 octobre 1963.
- ANONYME, « Pour Thierry Maulnier et André Roussin, c'est l'entracte... », in *Le Figaro*, 5 décembre 1963.
- ANONYME, « Thierry Maulnier élu hier à l'Académie française », in *Le Parisien*, 14 février 1964.
- ANONYME, « Le seul académicien que l'on verra en culotte courte », in *Paris Presse – L'intransigeant*, 15 février 1964.
- ANONYME, « Thierry Maulnier entre à l'Académie au sprint et dans un fauteuil (celui d'Henry Bordeaux) », in *Le Figaro Littéraire*, du 20 au 26 février 1964.
- ANONYME, « Soyez à gauche et vous serez considérés », in *Le Journal de Genève*, 9 juin 1964.
- ANONYME, « Thierry Maulnier a reçu son épée d'académicien », in *L'Echo-La Liberté*, 12 octobre 1965.
- ANONYME, « L'épée au côté », in *La Gazette des Lettres*, 14 octobre 1965.
- ANONYME, « L'Épée de Thierry Maulnier », in *Le Figaro Littéraire*, du 14 au 20 octobre 1965.
- ANONYME, « L'académicien Thierry Maulnier : le lézard sur mon épée symbolise la paresse », in *France-Soir*, 15 octobre 1965.
- ANONYME, « Contre la démolition de l'Ambigu », in *Le Figaro*, 3 novembre 1965.
- ANONYME, « Comme c'est triste un théâtre qui meurt », in *Paris Presse – L'intransigeant*, 3 novembre 1965.
- ANONYME, « Lui, c'est Thierry l'épée », in *Paris Presse – L'Intransigeant*, 31 décembre 1965.
- ANONYME, « Un farceur chez Thierry Maulnier », in *Minute*, 13 janvier 1966.
- ANONYME, « Et voici comment on devient immortel », in *Paris Presse – L'Intransigeant*, 14 janvier 1966.
- ANONYME, « Marcel Achard reçoit Thierry Maulnier à l'Académie française », in *Le Figaro Littéraire*, 20 janvier 1966.
- ANONYME, « Réception solennelle de Thierry Maulnier à l'Académie française », in *Le Figaro*, 20 janvier 1966.
- ANONYME, « L'Académie française a reçu hier Thierry Maulnier sous la Coupole », in *Le Figaro*, 21 janvier 1966.
- ANONYME, « Thierry Maulnier reçu hier sous la Coupole », in *Nice Matin*, 21 janvier 1966.
- ANONYME, « Thierry Maulnier sous la Coupole », in *L'Est républicain Nancy*, 21 janvier 1966.
- ANONYME, « Thierry Maulnier a été reçu, hier, sous la Coupole, ai fauteuil de Henry Bordeaux », in *L'Yonne républicain*, 21 janvier 1966.
- ANONYME, « Thierry Maulnier (l'éternel distrait) reçu sous la Coupole », in *L'Indépendant*, 21 janvier 1966.
- ANONYME, « La réception de Thierry Maulnier à l'Académie française », in *Le Parisien libéré*, 21 janvier 1966.
- ANONYME, « Thierry Maulnier reçu sous la Coupole rend hommage... à la IIIe République », in *Le Courrier picard*, 21 janvier 1966.
- ANONYME, « Thierry Maulnier reçu à l'Académie », in *Le Provençal*, 21 janvier 1966.

- ANONYME, « Réception à l'Académie... », in *La Montagne*, 21 janvier 1966.
- ANONYME, « Thierry Maulnier : un nouveau Jean de la Lune à l'Académie », in *Paris-Match*, n°876, 22 janvier 1966.
- ANONYME, « Bien rasantes ces solennités... », in *Paris Presse – L'Intransigeant*, 22 janvier 1966.
- ANONYME, « Thierry Maulnier a été accueilli, hier, sous la Coupole », in *L'Eveil de la Haute-Loire*, 22 janvier 1966.
- ANONYME, « Au cours de la réception de M. Thierry Maulnier à l'Académie française, dans son discours, M. Marcel Achard évoque l'œuvre du poète fertois Robert Garnier », in *Le Journal*, 28 janvier 1966.
- ANONYME, « Sous la Coupole », in *Le Phare dimanche*, 30 janvier 1966.
- ANONYME, « C'est Thierry la truelle », in *Paris-Presse-L'Intransigeant*, 4 mai 1966.
- ANONYME, « Une Conférence de M. Thierry Maulnier sur les « valeurs chrétiennes et la crise de la société technicienne », in *Le Monde*, 13 et 14 avril 1969.
- ANONYME, « A l'Académie Française, M. Thierry Maulnier parle des dangers d'une vertu nouvelle et totalitaire », in *Le Monde*, 12 décembre 1969.
- ANONYME, « Troisième colloque des intellectuels pour la liberté », in *Cité Liberté*, n°1, novembre 1970, p.7.
- ANONYME, « L'Institut d'Etudes Occidentales », in *Cité Liberté*, n°1, novembre 1970, p.14.
- ANONYME, « Têtes couronnées », in *Rivarol*, 3 décembre 1970.
- ANONYME, « Le menteur franchit avec succès l'heure de la vérité », in *Le Méridional*, 7 août 1972.
- ANONYME, « Un Racine inconnu », in *Le Figaro magazine*, 14 juin 1980.
- ANONYME, « La Thébaïde : succès à l'Orangerie de Versailles », in *France Soir*, 16 juin 1980.
- ANONYME, « Carnet », in *Livres Hebdo*, n°4, 25 janvier 1988.
- ANONYME, « Après la disparition de Thierry Maulnier. Respect et tristesse », in *Le Figaro*, 12 janvier 1988.
- ANONYME, « Thierry Maulnier, biographie d'un Alésien », in *Midi Libre*, 24 juin 1994.
- ANONYME, « Jeanne d'Arc à Arlempdes », in *La Tribune – Le Progrès*, 28 juin 1995.
- ANONYME, « Jeanne d'Arc investira Arlempdes », in *La Montagne*, 29 juin 1995.
- ANONYME, « Jeanne d'Arc au château d'Arlempdes », in *Le Renouveau*, 30 juin 1995.
- ANONYME, « Jeanne d'Arc au château d'Arlempdes », in *La Montagne*, 18 juillet 1995.
- ANONYME, « Jeanne d'Arc, les juges et le château », in *La Montagne*, 22 juillet 1995.
- ANONYME, « Jeanne et ses juges ont remporté un succès incontestable », in *La Montagne*, 25 juillet 1995.
- ANONYME, « Jeanne et les juges très prisé », in *La Tribune – Le Progrès*, 25 juillet 1995.
- ANONYME, « Jeanne et les juges à Arlempdes », in *L'Eveil de la Haute-Loire*, 26 juillet 1995.
- ANONYME, « Jeanne et les juges l'an prochain au Puy ? », in *L'Eveil de la Haute-Loire*, 27 juillet 1995.
- ANOUILH Jean, « Histoire morale », in *Cahiers de la Table Ronde*, Hiver 1974, pp.23-24
- ANOUILH Nicole, « Souvenirs retrouvés sur un coin de la Table Ronde », in *Cahiers de la Table Ronde*, Hiver 1974, pp.77-85.
- ANTOINE A-F., « Le Profanateur de Thierry Maulnier », in *Aux écoutes*, 11 janvier 1952.
- ARLAND Marcel, « Racine, par Thierry Maulnier », in *Nouvelle Revue Française*, juin 1935, pp.921-926.
- ARMORY, « Le Théâtre : De l'Antigone de Robert Garnier à la Brebis égarée de Francis Jammes », in *Les Nouveaux Temps*, 2 juin 1944.
- A.S, « Bourrasque », in *L'Alerte*, 10 octobre 1942.
- ASTRUC Alexandre, « L'Antigone de Garnier », in *Volontés*, 31 janvier 1945.
- AUBAREDE Gabriel d', « Lecture de Phèdre », in *Le Livre des Lettres*, n°2, décembre 1943 – janvier 1944, pp.424-428.
- AUBRIANT Michel, « Thierry Maulnier et le malheur d'être né », sans indication.
- AUDUBERT-BOUSSAT Maurice, « Nietzsche », in *Le Réveil de la Marne*, 7 novembre 1933 .

- AUGAGNEUR Marcel, « Antigone par Robert Garnier », in *France Soir*, 7 janvier 1945.
- AUGAGNEUR Marcel, « La Course des rois », in *France Soir*, 14 mars 1947.
- AUTREMONT Lucien d', « Thierry Maulnier a eu une élection – presque – de maréchal », in *L'Aurore*, 14 février 1964.
- AUTREMONT Lucien d', « A la réception de Thierry Maulnier, Marcel Achard félicite « le plus vite » des académiciens », in *L'Aurore*, 21 janvier 1966.
- AVRAN Jean, « Tragédie à froid : la Course des rois », in *La Marseillaise*, 26 mars 1947.
- B. A., « Les Rencontres internationales de Genève », in *Esprit*, 1^{er} novembre 1948.
- BANSAN André, « La Course des rois », in *Résistance*, 20 mars 1947.
- BARBIER Elisabeth, « Le festival d'Avignon », in *Réforme*, 29 juillet 1950.
- BARCE Jean, « Procès à Jésus », in *Le Phare*, 15 novembre 1959.
- BARJAVEL René, « Cauchon et Charles VII ont sauvé Jeanne d'Arc », in *Carrefour*, 23 mai 1950.
- BARJAVEL René, « Le Théâtre aux quatre coins de France. Le Profanateur en Avignon », in *Carrefour*, 25 juillet 1950.
- BARJON Louis, « Réformateurs et profanateurs », in *Etudes*, janvier 1952.
- BARJON Louis, « Procès à Jésus », in *Etudes*, avril 1958.
- BARJON Louis, « Le signe du feu », in *Etudes*, février 1961.
- BAUER Gérard, « Spectacles », in *La Revue de Paris*, avril 1947.
- BEAUFRET Jean, « Sur un livre de philosophie politique », in *Confluences*, n°10, mars 1946.
- BECK Béatrix, « Trois lauréats dans notre maison. Thierry Maulnier, Grand prix de littérature de l'Académie française », in *Le Figaro Littéraire*, 20 juin 1959.
- BEGOUEN-DEMEAUX Max, « Jeanne et les juges », in *La Croix de la Seine-Inférieure*, 3 juin 1950.
- BEIGBEDER Marc, « La Course des rois », *Le Courrier de l'étudiant*, 19 mars 1947.
- BEIGBEDER Marc, « La Jeanne d'Arc de Thierry Maulnier est morte en beauté », in *Parisien libéré*, 31 mai 1949.
- BEIGBEDER Marc, « La “Jeanne d'Arc” de Thierry Maulnier vient de Rouen au Vieux-Colombier », in *Parisien Libéré*, 16 mai 1950.
- BEIGBEDER Marc, « Le Profanateur de Thierry Maulnier refuse la tragédie pour mieux la prouver », in *Parisien libéré*, 17 juillet 1950.
- BELLIARD Maxime, « La Course des rois », in *France Libre*, 19 mars 1947.
- BENDA Julien, « Racine, par Thierry Maulnier », in *Nouvelle Revue Française*, 1^{er} juin 1935.
- BENOUVILLE Guillain de, « Lectures d'un 14 juillet », in *L'Alerte*, 18 juillet 1942.
- BERGEAUD Jean, « Dieu présent malgré le blasphème », in *L'Effort algérien*, 1950.
- BERGEAUD Jean, « La Condition humaine de Malraux adaptée par Thierry Maulnier », in *Paris Jeunes*, 15 décembre 1954.
- BERGEAUD Jean, « La Condition humaine de Malraux adaptée par Thierry Maulnier nous remet en face du problème de l'homme », in *L'Effort algérien*, du 6 au 12 janvier 1955.
- BERGER Pierre, « Jeanne et les juges, tragédie d'actualité », in *Paris-Presse*, mai 1950.
- BERNARD Marc, « Le théâtre. Masques, Jeanne et les juges », in *Les Nouvelles littéraires*, 25 mai 1950.
- BERREBY Georges, « La Condition humaine », in *Le Journal théâtral français*, mars 1955.
- BERTAL Fernand, « La Condition humaine d'André Malraux adaptée par Thierry Maulnier pour le théâtre Hébertot », in *L'Essor du Congo*, 25 janvier 1955.
- BERTH Edouard, « Proletariat révolutionnaire et communauté nationale », in *La Révolution prolétarienne*, sans indication.
- BERTHIER P., « Thierry Maulnier : Les Vaches sacrées », in *Etudes*, tome 347, décembre 1977.
- BIC J., « Ils voulaient reconstituer le « Procès à Jésus », mais ce fut leur propre cause qu'ils plaidèrent », in *La Meuse*, 20 novembre 1959.
- BIDON Etienne, « Quarante écrivains parisiens, deux lyonnais et un suisse se disputent... sur le stade quatre grands prix littéraires », in *L'Echo Liberté*, 11 juin 1951.
- BLONG Georges, « Au-delà du nationalisme », in *Je Suis Partout*, 26 mars 1938.

- BLUCHE François, « Thierry Maulnier : Les Vaches sacrées », in *Tant qu'il fait jour*, n°178, octobre 1977.
- BOISDEFFRE Pierre de, « La Semaine des intellectuels catholiques », in *La Revue de Paris*, juin 1952, p.155.
- BOISDEFFRE Pierre de, « Thierry Maulnier, le grand témoin engagé », in *Revue des deux mondes*, mars 1988.
- BOISSY Gabriel, « Défense du vieil Hugo », in *Coemedia*, 22 avril 1933.
- BONNARD Maurice, « La création du Profanateur de Thierry Maulnier dont le succès a été très vif et sera durable a consacré d'incontestable façon la classe et la qualité du Festival », in *Le Dauphiné libéré*, 17 juillet 1950.
- BONNIER Henry, « Soleil et ombres », 23 février 1965.
- BONGNIE Emilie de, « Thierry Maulnier élu à l'Académie », in *Toutes les nouvelles de Versailles*, 19 février 1964.
- BONGNIE Emile de, « L'Avocat du diable », in *Toutes les nouvelles de Versailles*, 24 janvier 1979.
- BONGNIE Emile de, « Le Xe concours interscolaire d'art dramatique sous la présidence d'honneur du Bâtonnier André Damien, Maire de Versailles », in *Toutes les nouvelles*, 2 avril 1980.
- BONNEVILLE G., « Racine et le retour de l'enfant prodigue », in *Paroles françaises*, 8 novembre 1946.
- BOST B., « Le Marchand de Venise au Théâtre des Célestins », in *Dernière heure lyonnaise*, janvier 1973.
- BOST Pierre, « Les jeunes chiens », sans indication.
- BOSTAN Jacques, « La France, mais... », in *Idées*, janvier 1943.
- BOSTAN Jacques, « Pétition pour l'esprit », in *L'Echo des étudiants*, 10 juin 1944.
- BOURGET-PAILLERON Robert, « Jeanne et les Juges », in *La Revue des deux mondes*, 1^{er} juin 1950, pp.543-544.
- BOURGET-PAILLERON Robert, « Le Profanateur », in *La Revue des deux mondes*, 1^{er} février 1952, pp.546-548.
- BOURGET-PAILLERON Robert, « Œdipe Roi, tragédie de Sophocle, adaptation de Thierry Maulnier », in *La Revue des deux mondes*, 1^{er} juin 1952, pp.609-611.
- BOURGET-PAILLERON Robert, « La Maison de la nuit, de Thierry Maulnier », in *La Revue des deux mondes*, 1^{er} novembre 1953, pp.126-128.
- BOURGET-PAILLERON Robert, « Nekrassov, de Jean-Paul Sartre », in *La Revue des deux mondes*, 1^{er} juillet 1955, pp.143-146.
- BOURGET-PAILLERON Robert, « La Condition humaine d'André Malraux, adaptation de Thierry Maulnier », in *La Revue des deux mondes*, 1^{er} janvier 1955, pp.158-160.
- BOURGET-PAILLERON Robert, « Procès à Jésus de Diego Fabbri, version française de Thierry Maulnier », in *La Revue des deux mondes*, 15 avril 1958, pp.716-718.
- BOURGET-PAILLERON Robert, « Le Signe du Feu, pièce en deux parties, de Diego Fabbri, version française de Thierry Maulnier et Costa du Rels », in *La Revue des deux mondes*, 1^{er} janvier 1961, pp.157-159.
- BOUTANG Pierre, « La vie politique. Sur un article de Thierry Maulnier », in *Aspects de la France*, 7 septembre 1951.
- BOUTANG Pierre, « La Vie politique. Un article de Thierry Maulnier sur la mort de Charles Maurras », in *Aspects de la France*, 16 janvier 1953.
- BOUTANG Pierre, « Scènes et doctrine d'un nationaliste passé à l'ennemi », in *Aspects de la France*, 20 mars 1953.
- BOUTANG Pierre, « La Vie politique », in *Aspects de la France*, 30 janvier 1953.
- BOUTANG Pierre, « La littérature et la politique. Une lettre inédite de Charles Maurras sur l'affaire Mac Gee. Un article de la Parisienne. La réponse de Thierry Maulnier », in *Aspects de la France*, 12 mars 1954.

- BOYER Noël, « Le théâtre à Paris. L'Antigone de Robert Garnier adaptée par Thierry Maulnier », in *L'Action française*, 06-06-1944.
- BOWEIN André, « Les Vaches sacrées », in *Le Journal quotidien Rhône-Alpes Lyon*, 10 mars 1977.
- BRASILLACH Robert, « Thierry Maulnier : La Crise est dans l'homme », in *L'Action française*, 10 mars 1932.
- BRASILLACH Robert, « Thierry Maulnier : Nietzsche », in *L'Action française*, 8 juin 1933.
- BRASILLACH Robert, « Thierry Maulnier, Grand Prix de la Critique 1935 », in *1935*, 15 mai 1935.
- BRASILLACH Robert, « Thierry Maulnier : Mythes socialistes », in *L'Action française*, 2 juillet 1936.
- BRASILLACH Robert, « Thierry Maulnier : "Au delà du nationalisme" », in *L'Action Française*, 10-03-1938.
- BRASILLACH Robert, « Introduction à la poésie française », in *Gringoire*, 27 juillet 1939.
- BRASILLACH Robert, « L'Ecole Normale ou la douceur de vivre », in *La Revue Universelle*, T.LXXX, n°2, 15-04-1940.
- BRASILLACH Robert, « L'Ecole Normale ou la douceur de vivre », in *La Revue Universelle*, T.LXXX, n°3, 01-05-1940.
- BRASILLACH Robert, « Thierry Maulnier : Lecture de Phèdre », in *La Chronique de Paris*, n°2, décembre 1943, p.84.
- BRASILLACH Robert, « Sur la scène : Robert Garnier, Antigone 1580 », in *La Chronique de Paris*, n°8, pp.63-64.
- BRASPART Michel, « La Course des rois », in *Réforme*, 1^{er} mars 1947.
- BRAYANCE Alain, « Compagnons de route », in *La Parisienne*, n°18, juin 1954, pp.723-726.
- BRIGNEAU François, « Lettre ouverte à M. Pauwels sur l'Académie française, Thierry Maulnier, le courage, l'engagement, la fidélité, et quelques autres sujets », in *Le Choc du Mois*, n°24, novembre 1989.
- BRILLE Michel, « La Politique, le langage et la littérature », in *La Parisienne*, n°18, juin 1954, pp.726-729.
- BRINCOURT André, « Jean Ellenstein dialogue avec Thierry Maulnier », in *Le Figaro*, 16 novembre 1979.
- BRISSAUD André, « Grand prix de littérature de l'Académie française. Thierry Maulnier n'a perdu ni le goût du 5000 m, ni celui du canular de ses vingt ans », 17 juin 1959.
- BRISSAUD André, « Nouvel élu de l'Académie française. Thierry Maulnier perdra-t-il le goût du 5000 m et celui du canular de son adolescence ? », 19 février 1964.
- BRISSON Pierre, « Autour de Racine », in *Le Figaro*, 16 avril 1935.
- BRISSON Pierre, « La Nuit du premier numéro », in *Le Figaro*, 23 août 1945.
- BRUNET Gabriel, « Un livre de M. Thierry Maulnier », in *Je Suis Partout*, n°385, 08-04-1938.
- CALZANT Georges, « Pour un renégat », in *Aspects de la France*, 20 mars 1953.
- CALZANT Georges, « Pour un renégat qui sert le veau d'or », in *Aspects de la France*, 3 avril 1953.
- CAMP André, « La Condition humaine », in *Salon d'attente*, février 1955.
- CAMP André, « Thierry Maulnier : un auteur pas comme les autres », in *L'Avant-Scène*, n°871, juin 1990.
- CANDIDE, « En joue, feu ! », in *La Nouvelle République*, 21 décembre 1954.
- CANDREY-RETY Jean, « La Course des rois », in *Arts*, 21 mars 1947.
- CANDREY-RETY Jean, « La Course des rois », in *Franc-Tireur*, 23 mars 1947.
- CARAT Jean, « Le Profanateur de Thierry Maulnier », in *Preuves*, n°12, février 1952.
- CARLIER Jean, « Marcelle Tassencourt jouera la Condition humaine », in *Combat*, 14 octobre 1954.
- CARLIER Jean, « Ce soir au Vieux-Colombier, la lumière au sodium évoquera les dix plaies d'Egypte », in *Combat*, 24 et 25 septembre 1955.
- CAPRON Marcelle, « La Course des rois », in *L'Alliance nouvelle*, 4 avril 1947.
- CAPRON Marcelle, « Œdipe-Roi et Les Nuées », in *Combat*, 20 mai 1952.

- CAPRON Marcelle, « Le Prince d’Egypte de Christopher Fry au Vieux-Colombier », in *Combat*, 27 septembre 1955.
- CASANOVA Nicole, « Thierry Maulnier « l’éveilleur » s’est éteint », in *Le Quotidien de Paris*, 11 janvier 1988.
- CASTETIS Jean, « Revues et corrigées », in *Rivarol*, 30 décembre 1954.
- CAUBOUÉ Pierre, « Amortissement et progrès social », in *Le Lien comptable*, sans date
- CAZENEUVE Jean, « Thierry Maulnier, Dieu, les hommes, la science », in *Le Figaro*, octobre 1985.
- CEZAN Claude, « Thierry Maulnier : l’audace actuelle découle de lieux communs », in *Les Nouvelles littéraires*, sans date.
- CHAMBRILLON Paul, « L’Avocat du diable », in *Valeurs actuelles*, 11 février 1979.
- CHAMPEAUX Annet Robert, « Thierry Maulnier grand prix de la Critique », in *La Voix française*, 13 juillet 1935.
- CHANIE Catherine, « Montansier ou l’éclectisme », in *Le Courrier des Yvelines*, 18 octobre 1979.
- CHARASSON Henriette, « Prix de la critique 1935. Thierry Maulnier », in *Nous les Latins*, 9 juin 1935.
- CHARDON Pierre, « Demain la France », in *L’Action Française*, 5 juillet 1934.
- CHARMIDE, « Les Revues », in *Aspects de la France*, 10 mars 1948.
- CHAROUSSET Pierre, « Une enquête », in *Alger étudiant*, mars 1934.
- CHAUVET Louis, « Une pièce de Thierry Maulnier. La Course des rois », in *Paris*, 14 mars 1947.
- CHEMARDIN Fernand, « Juge déjà condamné par l’histoire, Thierry Maulnier était bien mal placé pour écrire Jeanne et les juges », in *L’Avenir*, 3 juin 1949.
- CHONEZ Claudine, « Sous la Lampe, Robert Francis, J.P Maxence, Thierry Maulnier », in *Marianne*, 26 septembre 1934.
- CHONEZ Claudine, « La Condition humaine », in *Arts*, 15 décembre 1954.
- CIANTAR Maurice, « Brève rencontre avec Michel Bouquet », in *Combat*, 22 décembre 1951.
- CIANTAR Maurice, « Brève rencontre... avec Thierry Maulnier », in *Paris-Jour*, 14 février 1964.
- CLARKE Robert, « Les plus sportifs des écrivains se sont affrontés hier matin au stade Lacretelle », in *Ce matin*, 9 juin 1952.
- COGNAT Raymond, « L’Antigone de Robert Garnier », in *Franc-Tireur*, 11 janvier 1945.
- COLRAT Maurice, « Commentaires : La France, la guerre et la paix », in *La Revue universelle*, 25 octobre 1942.
- COMTE DE SAINT-AULAIRE, « La Leçon d’Ethiopie », in *Frontières*, n°30, 10 novembre 1935.
- CRESPIEN Lucienne, « Le Troisième Reich par Moeller van den Bruck », in *La Dépêche algérienne*, 17 novembre 1933.
- CRESPIEN Lucienne, « Demain la France », in *La Dépêche algérienne*, 15 juin 1934.
- CROUZET Guy, « Idées de notre temps », in *Notre temps*, 14 mai 1933.
- CURT Maurice, « La Course des rois », 9 mars 1948.
- DAMIEN André, « Thierry Maulnier : sa pensée demeure vivante », in *Versailles Journal municipal*, février 1988.
- DANDIEU Arnaud, « Le sang de Nietzsche », in *La Revue mondiale*, 15 juillet 1933.
- DANDRIEU Laurent, « La Révolution nécessaire – Au delà du nationalisme », in *Réaction*, n°10, été 1993.
- DANIEL-ROPS, « Quand le théâtre commente la mort de Dieu », in *L’Aurore*, 15 janvier 1952.
- DANIELOU Jean, « L’Introduction à la poésie française. L’anthologie de M. Thierry Maulnier », in *Etudes*, 5 mars 1940.
- DANSETTE Adrien, « Au-delà du nationalisme », in *Le Pays Réel*, n°6, 1^{er} août 1938, pp.11-16.
- DASTE Jean, « Le Théâtre pour le peuple », in *La Table Ronde*, n°184, mai 1963, pp.98-100.
- DAUDET François, « Leur opinion et la nôtre », in *Aspects de la France*, 25 juillet 1948.
- DAUDET Léon, « Thierry Maulnier : Nietzsche », in *Candide*, 8 juin 1933.
- DAUDET Léon, « Racine », in *Candide*, 23 mai 1935.
- DAUDET Léon, « La poésie française au XVI^e siècle », in *L’Action Française*, 17 février 1939.

- DAVID Marius, « Un public conquis a acclamé Jacques Hébertot et l'auteur du Profonateur : Thierry Maulnier », in *Paris-Normandie*, sans date.
- DE BECKER Raymond, « Christianisme et révolution », in *La Vie intellectuelle*, 25 juin 1933.
- DEBIDOUR Victor Henri, « Lecture de Phèdre », in *Revue Universelle*, n°67, 10 octobre 1943.
- DEBRE Michel, « National n'est pas nationalisme », in *Preuves*, n°44, octobre 1954.
- DELACOUR André, « Le drame d'une génération », in *L'Européen*, 9 décembre 1932.
- DELACOUR André, « Deux destins hors série », in *L'Européen*, 21 juillet 1933.
- DELACOUR André, « L'Effort et le risque. Un théoricien du Troisième Reich » in *L'Européen*, 3 novembre 1933.
- DELACOUR André, « Volontés de la jeunesse », in *L'Européen*, 17 novembre 1933.
- DELACOUR André, « Destin de la France. Demain la France », in *L'Européen*, 7 septembre 1934.
- DELACOUR André, « Civilisation et poésie, Racine », in *L'Européen*, 10 mai 1935.
- DELEPINE Maurice, « Violence et conscience », in *Le Populaire*, 20 septembre 1945.
- DELETANG-TARDIF Yvette, « Nietzsche par Thierry Maulnier », in *Le nouveau journal de Strasbourg*, 29 mai 1933.
- DELETANG-TARDIF Yvette, « A propos du Nietzsche de Thierry Maulnier », in *La Hune*, été-automne 1933.
- DERNY A., « Création de l'Avocat du diable au théâtre Montansier », in *L'Homme nouveau*, 4 février 1979.
- DES BARREAUX Jacques, « Au Vieux Colombier, Jeanne et les juges », in *L'Epoque*, 22 mai 1950.
- DESGRAUPES Pierre, « Pierre Desgraupes fait le point avec Thierry Maulnier », sans référence, cité par Agnès Bigault dans sa thèse, 25 mai 1977.
- DEVAY Jean-François, « Jeanne et les juges de Thierry Maulnier sera créée demain sur le parvis de la cathédrale de Rouen », in *Combat*, 29 mai 1949.
- DEVAY Jean-François, « L'incident du théâtre Antigone. Thierry Maulnier proteste », in *Paris-Presse-L'Intransigeant*, 12 avril 1952.
- DHAUSSY Jacques, « Thierry Maulnier ou la ferveur cachée », 2 avril 1993.
- DOMENACH Jean-Marie, « La Relève », in *Esprit*, 1^{er} avril 1964.
- DONCOEUR Paul, « Jeanne et les juges », in *Etudes*, juin 1952.
- DORIVAL J-P., « Cette République-là, le sport et quelques mots hors d'usage », in *Le Journal d'Elboeuf*, 1^{er} février 1966.
- DORNAND Guy, « Le Profonateur », in *Libération*, 9 janvier 1952.
- DORNES Roger, « La Course des rois », in *Spectateur*, 4 mars 1947.
- DORNES Roger, « La Course des rois », in *Spectateur*, 11 mars 1947.
- DRIEU LA ROCHELLE Pierre, « Nietzsche contre Marx », in *Les Nouvelles littéraires*, 10 juin 1933.
- DROIT Michel, « Maulnier moraliste », in *Le Figaro*, 30 avril 1982.
- DUBOIS Marius, « vingt huit ans après », in *L'Effort*, 28 juillet 1941.
- DUBOIS Marius, « Oui ! Jaurès patriote ! », in *L'Effort*, 4 août 1941.
- DUCRETET Bernard, « Une réaction spiritualiste », in *L'Etudiant Français*, 25 février 1934.
- DUMUR Guy, « Retour au mélodrame », in *La Table Ronde*, n°72, décembre 1953 (sur la Maison de la nuit).
- DUMUR Guy, « Présentation de la « Condition Humaine », adaptation par Thierry Maulnier du roman d'André Malraux, mise en scène de Marcelle Tassencourt (théâtre Hébertot) », in *La Table Ronde*, n°86, février 1955, pp.170-172.
- DUNOYER Jean-Marie, « De la rue d'Ulm au « Figaro », in *Le Monde*, 12 janvier 1988.
- DUTOURD Jean, « Une chef d'œuvre : Agnès Bernauer », in *France Soir*, 18 juin 1965.
- DUTOURD Jean, « Il faut causer », in *France Soir*, 3 janvier 1980.
- DUTREIX Gilles, « Les Vaches sacrées, Thierry Maulnier. C'est un livre écrit contre les prétendues vérités trop bien établies », in *Nice-Matin*, 9 avril 1977.
- DUVERGER Maurice, « Parlez pour vous, Thierry Maulnier ! », in *La Nef*, n°4, mars 1957, pp.16-19.

- DUVIVIER Catherine, « Deux hommes libres : Albert Camus, Thierry Maulnier », in *Réforme*, 15 mars 1952.
- ELSEN Claude, « Jeanne seule », in *La Table Ronde*, n°51, mars 1952, pp.168-171.
- ELSEN Claude, « Lettre aux Américains, par Thierry Maulnier », in *La Revue de Paris*, décembre 1968, pp.152-153.
- ENCAUSSE Philippe, « Quelques réflexions », in *Match*, 17 septembre 1935.
- ERNEST-CHARLES J., « Autour de Racine », in *L'Opinion*, 1^{er} mai 1935.
- ESTANG Luc, « Doctrinaires sociologiques », in *La Croix*, 17 septembre 1945.
- ESTANG Luc, « Le Profanateur de Thierry Maulnier », in *La Croix*, 12 janvier 1952.
- ETIEMBLE, « Thierry Maulnier, Violence et conscience », in *Valeurs*, n°4, janvier 1946.
- FABREGUES Jean de, « La Crise est dans l'âme », in *Réaction*, n°11, avril-mai 1932.
- FABREGUES Jean de, « Le Témoignage de Nietzsche », in *Revue du Siècle*, n°3, juin 1933.
- FABREGUES Jean de, « L'Ordre Nouveau et nous », in *Revue du Siècle*, n°10, février 1934.
- FABREGUES Jean de, « Thierry Maulnier : Mythes socialistes », in *Combat*, n°7, juillet 1936.
- FABREGUES Jean de, « Au-delà du nationalisme », in *Combat*, n°23, mars 1938.
- FABREGUES Jean de, « Libérer le prolétariat », in *Combat*, n°25, mai 1938.
- FABREGUES Jean de, « Violence et conscience », in *Fédération*, octobre 1945.
- FAURE-BUGUET J-N, « Le cruel Racine », in *L'Echo de Paris*, 15 avril 1935.
- FAURE-BIGUET J-N., « Antigone toute », in *Paris-Bruxelles*, 13 janvier 1945.
- FAURE-BIGUET J-N., « L'Affaire des poisons. 3. La Poche de venin », in *Opéra*, n°53, 15 mai 1946.
- FAVALELLI Max, « La Course des rois », in *La Dépêche de Paris*, 22 mars 1947.
- FAVALELLI Max, « Thierry Maulnier mystifia Louis-le-Grand et Vichy », in *La Bataille*, 2 avril 1947.
- FAVALELLI Max, « La Condition humaine », in *Paris-Presse-L'Intransigeant*, 14 décembre 1954.
- FAVALELLI Max, « Le Prince d'Egypte », in *Paris-Presse-L'Intransigeant*, 27 septembre 1955.
- FAYARD Jean, « La Comédie-française et la Ve République », in *Le Figaro*, 8 et 9 janvier 1960.
- FAYARD Jean, « Brillante élection de Thierry Maulnier à l'Académie française », in *Le Figaro*, 14 février 1964.
- FAYARD Jean, « Thierry Maulnier reçu, hier, à l'Académie française par Marcel Achard », in *Le Figaro*, 21 janvier 1966.
- FAYARD Jean, « L'Académie », in *Le Figaro*, 21 janvier 1966.
- FAYDIT DE TERSSAC Jean, « Nos classiques. Antigone (1580) », in *Le Pays Libre*, 4 juin 1944.
- FERNANDEZ Ramon, « Les livres de la semaine : Au-delà du nationalisme », in *Marianne*, 30 mars 1938.
- FERRAN Jacques, « Jeanne et les juges », in *La France catholique*, 26 mai 1950.
- FERRAN Jacques, « Le Profanateur de Thierry Maulnier », in *La France catholique*, 13 janvier 1952.
- FLORENNE Yves, « Au quatrième Festival d'Avignon. Henri IV et le Profanateur de Thierry Maulnier », in *La Gazette des Lettres*, 5 août 1950.
- FLORENNE Yves, « Le Théâtre. La Condition humaine (André Malraux et Thierry Maulnier) », in *Hommes et Mondes*, n°102, janvier 1955, pp.283-284.
- FLORENNE Yves, « Le Théâtre. Nekrassov, de la tradition théâtrale », in *Hommes et Mondes*, n°108, juillet 1955, pp.591-594.
- FLORENNE Yves, « Le Théâtre », in *Hommes et Mondes*, n°112, novembre 1955, pp.398-399.
- F.N., « L'Homme, la bête et la vertu. Un vaudeville signé Pirandello », in *Le Figaro*, 26 février 1975.
- FORESTIER, « Préface au Profanateur », in *Combat*, 15 janvier 1953.
- FORTIS, « L'Affaire d'Ethiopie vue d'Italie », in *Frontières*, n°29, 10 octobre 1935.
- FRAIGNEAU André, « De la Couronne fermée à la Table Ronde », in *Cahiers de la Table Ronde*, Hiver 1974, pp.20-22.
- FROSSARD Ludovic-Oscar, « Batailles de géants », in *Le Mot d'Ordre*, n°361, 24 août 1941.
- FROSSARD Ludovic-Oscar, « Est-ce la phase décisive », in *Le Mot d'ordre*, n°433, 11 octobre 1941.
- FROSSARD Ludovic-Oscar, « Au centre des problèmes », in *Le Mot d'Ordre*, 12 novembre 1941.

- FROSSARD Ludovic-Oscar, « La Vague d'iconoclastie », in *Le Mot d'Ordre*, n°465, 20 décembre 1941.
- FROSSARD Ludovic-Oscar, « Controverse sur le passé », in *Le Mot d'Ordre*, n°633, 2 juillet 1942.
- G. P.-J., « Henry Bordeaux... et Nantua », in *Visages de l'Ain*, janvier-février 1966.
- GAILLARD Pol, « Pièces fabriquées », in *Les Lettres Françaises*, 28 avril 1947.
- GAL Henri, « Avec M. Thierry Maulnier... Au delà du nationalisme », in *Les Idées*, janvier 1939, pp.16-25.
- GANNE Gilbert, « C'est le seul immortel qu'on verra sur le stade », in *L'Aurore*, 14 février 1964.
- GANNE Gilbert, « Deux immortels se penchent sur notre avenir », in *L'Aurore*, 8 octobre 1968.
- GARAMBE B. de, « Thierry Maulnier a illustré la Condition humaine avec une précision de graveur japonais », in *Rivarol*, sans date.
- GARIEL Philippe, « La poésie française vue de 1939 », in *La République de l'Isère*, 4 avril 1940.
- GARNIER André, « Le Profanateur a obtenu à Caen une réussite totale. Une salle particulièrement sensible a fait à Thierry Maulnier et ses interprètes une extraordinaire ovation », in *Paris-Normandie*, 2 décembre 1951.
- GARZAROLLI Richard, « Thierry Maulnier : Les Vaches sacrées », in *La Tribune-Le Matin*, 24 mars 1977.
- GAUTIER Jean-Jacques, « Antigone de Robert Garnier, adaptée par Thierry Maulnier », in *Le Figaro*, 9 janvier 1945.
- GAUTIER Jean-Jacques, « La course des Rois de Thierry Maulnier », in *Le Figaro*, 17 mars 1947.
- GAUTIER Jean-Jacques, « Œdipe-Roi et les Nuées », in *Le Figaro*, 15 mai 1952.
- GAUTIER Jean-Jacques, « La Maison de la nuit de Thierry Maulnier », in *Le Figaro*, 19 octobre 1953.
- GAUTIER Jean-Jacques, « La Condition humaine de Thierry Maulnier d'après le roman d'André Malraux », in *Le Figaro*, 13 décembre 1954.
- GAUTIER Jean-Jacques, « Au théâtre du Vieux-Colombier, Le Prince d'Egypte de Christopher Fry. Adaptation de Thierry Maulnier (avec le concours de Guy Durand) et de Philippe de Rothschild », in *Le Figaro*, 26 septembre 1955.
- GAUTIER Jean-Jacques, « Le sexe et le néant », in *Le Figaro*, 12 et 13 mars 1960.
- GAUTIER Jean-Jacques, « Agnès Bernauer de Hebbel », in *Le Figaro*, 18 juin 1965.
- GAUTIER Jean-Jacques, « La Mégère apprivoisée, adaptation de Thierry Maulnier », in *Le Figaro*, 10 janvier 1966.
- GAUTIER Jean-Jacques, « Au mai de Versailles : Andromaque », in *Le Figaro*, 10 mai 1967.
- GAUTIER Jean-Jacques, « Jeanne et les Juges », in *Le Figaro*, 10 mai 1968.
- GAUTIER Jean-Jacques, « Le Soir du conquérant », in *Le Figaro*, 26 novembre 1970.
- GAUTIER Jean-Jacques, « L'Avocat du diable », in *Le Figaro*, 30 janvier 1979.
- GERMAINS Victor, « Présence au spectacle », in *Nos combats*, février 1955.
- GIGNAC Pierre, « La France veut la liberté », in *Civilisation*, n°8, janvier-février 1939, pp.25-27.
- GIGNOUX Claude-Joseph, « M. Thierry Maulnier à l'Académie française », in *Revue des deux mondes*, février 1966.
- GIRON Roger, « Un visage du communisme », in *L'information*, 5 avril 1952.
- G.K., « Thierry Maulnier : « La France, la Guerre et la Paix », in *Cahiers Franco-Allemands*, mars-avril-mai 1943.
- G.M., « Graine de non violence », in *Le Canard enchaîné*, 8 juin 1960.
- GORDEAUX Paul, « Le Profanateur ne respecte rien sauf la langue française », in *France Soir*, 11 janvier 1952.
- GORDEAUX Paul, « La Condition humaine d'André Malraux adaptée par Thierry Maulnier », in *France Soir*, 12 décembre 1954.
- GOUHIER Henri, « Le Théâtre », in *La Table Ronde*, n°124, avril 1958, pp.170-172.
- GOUHIER Henri, « Le Théâtre », in *La Table Ronde*, n°158, février 1961, pp.185-186.

- GOUHIER Henri, « Théâtre populaire et théâtre engagé », in *La Table Ronde*, n°184, mai 193, pp.93-97.
- GREGH Fernand, « La Course des rois », in *Cavalcade*, 13 mars 1947.
- GREY Michel, « L'Avocat du diable », in *L'Aurore*, 27 janvier 1979.
- GUEHENNO Jean, in *Europe*, 15 août 1932.
- GUIGNEBERT Jean, « La Condition humaine », in *Libération*, 15 décembre 1954.
- GUILLEMINAULT G., « Le Soir du conquérant », in *L'Aurore*, 26 novembre 1970.
- GUISSARD Lucien, « Diagnostics pour notre temps. Thierry Maulnier : les Vaches sacrées. Bernard Ronze : L'homme de qualité », in *La Croix*, 6 et 7 mars 1977.
- GUTH Paul, « L'interview de Paul Guth. Thierry Maulnier », in *La Gazette des Lettres*, 22 mars 1947.
- GUTH Paul, « Mon camarade l'immortel. Thierry Maulnier », 20 février 1964.
- GUTH Paul, « Cette Grèce où nous sommes nés », in *La Voix du Nord*, 5 janvier 1965.
- GUTH Paul, « Thierry Maulnier définit les mots », in *Midi Libre*, 21 décembre 1976.
- GUTH Paul, « Les Vaches sacrées par Thierry Maulnier », in *La Voix du Nord*, 19 avril 1977.
- GUTH Paul, « La Leçon de sagesse de Thierry Maulnier », in *Midi libre*, 26 avril 1977.
- GUTH Paul, « L'Etrangeté d'être, par Thierry Maulnier », in *La Voix du Nord*, 8 juin 1982.
- GUTH Paul, « Thierry Maulnier tel un conquérant du Graal de la vérité », 1985.
- HAEDENS Kléber, « Au-delà du nationalisme, par Thierry Maulnier », in *La Nouvelle Revue Française*, n°322, 01-12-1940, pp.114-116.
- HAEDENS Kléber, « La France, la guerre et la paix », in *L'Action Française*, 02-07-1942.
- HAEDENS Kléber, « La France, la guerre et la paix », in *La Légion*, n°19, décembre 1942, pp.32-33.
- HAEDENS Kléber, « Il faudrait sortir ce grand diable de Thierry Maulnier de sa jungle d'idées », in *Paris-Presse-L'Intransigeant*, 12 janvier 1952.
- HAEDENS Kléber, « Ici est né l'homme occidental », in *Paris-Presse-L'Intransigeant*, 25 décembre 1964.
- HALEVY Daniel, « Demain la France », in *1934*, n°46, 22 août 1934.
- HAUTEFEUILLE Jean, « Un Thierry Maulnier sans rides. La Maison de la nuit », in *La Voix du Nord*, 24 mai 1967.
- HAVARD DE LA MONTAGNE Robert, « La France, la guerre et la paix, par Thierry Maulnier », in *Gringoire*, 24 juillet 1942.
- H.B., « Le Profanateur créé sur la scène du jardin d'Urbain V », in *Le Méridional*, 17 juillet 1950.
- HECQUET Stephen, « Du drapé chez Shakespeare et Tirso de Molina », in *La Parisienne*, n°12, décembre 1953, pp.1661-1665.
- HECQUET Stephen, « A mauvaise politique, bonne littérature », in *La Parisienne*, n°15, mars 1954, pp.344-353.
- HENRI-PIERRE, « Jeanne et les juges », in *Le Courrier de l'Ouest*, 4 juillet 1950.
- HENRI-PIERRE, « Le Profanateur de Thierry Maulnier à l'Athénée-Louis Jouvet », in *Paris*, 29 mai 1952.
- HERIAT Philippe, « Une curiosité littéraire », in *La Bataille*, 11 janvier 1945.
- HERMANT Max, « Une lettre de M. Max Hermant », in *Combat*, n°19, novembre 1937.
- HERVE Pierre, « Les Chevaliers de la Table Ronde », in *Action*, 4 février 1948.
- HERVE Pierre, « La trouille qui tue... », in *Action*, 7 avril 1948.
- HERVE Pierre, « Un de la tourbe », in *Action*, 9 juin 1948.
- HILAIRE, « J'ai lu pour vous », in *La Tunisie française*, 29 mai 1941.
- HILAIRE Georges, « Du rouge, du Rose, du Noir. La Condition humaine », in *Dimanche matin*, 19 décembre 1954.
- HOFFMEYER Jacques, « Jean Vilar crée le Profanateur de Thierry Maulnier », in *Le Provençal*, 17 juillet 1950.
- HUGOT Maurice, « Nietzsche par Thierry Maulnier », in *La Vérité marocaine*, 20 mai 1935.
- HUISMAN Georges, « Renouveau du classique », in *La France au combat*, 11 janvier 1945.
- HUISMAN Georges, « La Course des rois », in *La France au combat*, 15 mai 1947.

- HUMBOURG Pierre, « L'actualité littéraire. Racine », in *L'Ami du peuple*, 18 avril 1935.
- INTERIM, « Thierry Maulnier », in *L'Etudiant Français*, juin 1936.
- INTERIM, « Revue de la presse », in *L'Effort*, 4 février 1942.
- INTERIM, « Revue de la presse », in *L'Effort*, 21 février 1942.
- INTERIM, « Revue de la presse », in *L'Effort*, 10 avril 1942.
- INTERIM, « Revue de la presse », in *L'Effort*, 11 avril 1942.
- INTERIM, « Revue de la presse », in *L'Effort*, 18 avril 1942.
- INTERIM, « Revue de la presse », in *L'Effort*, 12 août 1942.
- IZARD Georges, « Révolution pour l'esprit », in *Esprit*, 1^{er} octobre 1932.
- J.A, « Revue de la presse », in *L'Effort*, 20 et 21 juin 1942.
- J.A, « Revue de la presse », in *L'Effort*, 24 juin 1942.
- J.A, « Revue de la presse », in *L'Effort*, 30 juin 1942.
- J.A, « Revue de la presse », in *L'Effort*, 4 et 5 juillet 1942.
- J.A, « Revue de la presse », in *L'Effort*, 11 et 12 juillet 1942.
- J.A, « Revue de la presse », in *L'Effort*, 15 juillet 1942.
- J.A, « Revue de la presse », in *L'Effort*, 1^{er} et 2 août 1942.
- JAMET Claude, « La Guerre de Thèbes aura-t-elle lieu ? », in *Germinal*, 2 juin 1944.
- JAMET Claude, « Thierry Maulnier nous présente une Jeanne d'Arc existentialiste touchée par la grâce », in *Paroles françaises*, 19 mai au 4 juin 1950.
- JAMET Claude, « Le Profanateur ou Don Juan condottiere », in *Paroles françaises*, 18 janvier 1952.
- JAMET Dominique, « L'Homme, la bête et la vertu », in *L'Aurore*, 26 février 1975.
- JARDIN Pr., « Après la réception de Thierry Maulnier à l'Académie française », in *Ouest-France*, 26 janvier 1966.
- JAUBERT Jacques, « Au fil de l'épée perdue », in *Le Figaro*, 21 janvier 1966.
- J.D.L, « Un monsieur qui se fâche », in *Guignol*, 6 février 1942.
- JEANNERET Serge, « Procès à Jésus, pièce de Diego Fabbri, adaptée par M. Thierry Maulnier », in *La Fraternité Française*, 15 mars 1958.
- JEAN-ROBERT, « Nietzsche », in *Le Charivari*, n°358, 6 mai 1933, p.20.
- JEAN-ROBERT, « Mythes socialistes », in *Le Charivari*, n°531, 5 septembre 1936, p.21.
- JEENER J-B., « Jeanne et les juges de Thierry Maulnier », in *Journal des jeunesses musicales*, juin 1950.
- JEENER J-B., « Festival anglo-américain dans la cité des papes. De la cour d'honneur au verger. Henri IV et le Profanateur ont conduit au succès la compagnie Jean Vilar », in *Le Figaro littéraire*, 22 juillet 1950.
- JEENER J-B., « Tel sera le Profanateur qu'affichera le théâtre de l'Athénée », in *Le Figaro*, 2 janvier 1952.
- J.F., « La Province rivalise avec Paris », in *La France catholique*, 23 juin 1950.
- J.F., « La Condition humaine d'André Malraux... et Thierry Maulnier », in *La France catholique*, 24 décembre 1954.
- J.L, « La Maison de la Nuit » de Thierry Maulnier, au théâtre Hébertot », in *Le Figaro Littéraire*, 24-10-1953.
- J.L, « Procès à Jésus de Diego Fabbri », in *La Cité*, 5 novembre 1959.
- JOLY G., « Deux Antigones », in *L'Aurore*, 9 janvier 1945.
- JOLY G., « Jeanne et les juges, ou les clercs désavoués », in *L'Aurore*, 18 mai 1950.
- JOLY G., « Le Profanateur ou le dégagé volontaire », in *L'Aurore*, 6 janvier 1952.
- JOLY G., « La Condition humaine d'André Malraux, adaptation par Thierry Maulnier », in *L'Aurore*, 13 décembre 1954.
- JOYEUX Maurice, « La Condition humaine d'André Malraux », in *Le Monde libertaire*, janvier 1955.
- J.R., « L'Avocat du diable », in *Présence et dialogue*, sans date.
- JUIN Hubert, « André Malraux et la Condition humaine », in *Combat*, 4 et 5 décembre 1954.

- JULES-ROMAINS Lise, « Thierry Maulnier », in *Bulletin des amis de Jules Romains*, n°51, septembre 1988.
- KANTERS Robert, « L'Antigone de Robert Garnier au Vieux Colombier », in *Monde*, 7 janvier 1945.
- KANTERS Robert, « Bilan de la saison I. Maîtres et étrangers », in *La Gazette des Lettres*, 9 août 1947.
- KANTERS Robert, « Bilan de la saison II. Auteurs nouveaux et jeunes », in *La Gazette des Lettres*, 23 août 1947.
- KANTERS Robert, « Jeanne et les Juges, de Thierry Maulnier », in *La Gazette des Lettres*, 27 mai 1950.
- KANTERS Robert, « Jean Marais est-il un Profanateur ? », in *La Gazette des Lettres*, février 1952.
- KANTERS Robert, « Retour en Grèce », in *Le Figaro littéraire*, du 31 décembre 1964 au 6 janvier 1965.
- KEMP Robert, « La Course des rois », in *Le Monde*, 18 mars 1947.
- KEMP Robert, « La Course des rois », in *Semaine dans le monde*, 27 mars 1947.
- KEMP Robert, « Le Profanateur », in *Le Monde*, 8 janvier 1952.
- KEMP Robert, « La Condition humaine », in *Le Monde*, 13 décembre 1954.
- KEMP Robert, « Le Prince d'Égypte », in *Le Monde*, 27 septembre 1955.
- KERLERO DE ROSBO Patrick, « Au théâtre Edouard VII : Le menteur de Goldoni », in *La Revue de Paris*, février 1970, pp.154-156.
- KUFFER Jean-Louis, « Pensée droite », in *Le Matin*, 11 janvier 1988.
- L.A, « Nul n'est prophète en son pays : l'Alésien Thierry Maulnier, grand penseur de notre siècle n'a pas son nom sur un monument », in *Cévennes Magazine*, n°955, 31 octobre 1998, pp.15-16.
- LAFFLY Georges, « Les Vaches sacrées », in *Écrits de Paris*, n°370, juin 1977, pp.79-86.
- LAFFLY Georges, « Les matins que tu ne verras pas », in *Itinéraires*, mars 1990.
- LAGOR Jean-Louis, « A Thierry Maulnier », in *L'Indépendance française*, 16 octobre 1947.
- LALOU René, « Le Nietzsche de Thierry Maulnier », in *Nouveautés*, 20 octobre 1933.
- LALOU René, « Comédie et tragi-comédie », in *Gavroche*, 27 mars 1947.
- LANG André, « La Course des rois », in *Concorde*, 15 mars 1947.
- LAPIERRE Henry, « Le Marchand de Venise », in *Le Progrès du soir*, 12 janvier 1973.
- LAS VERGNAS Raymond, « L'Affaire des poisons. 2. Dictature de l'intelligence », in *Opéra*, n°52, 8 mai 1946.
- LATROBE Paul, « Marcelle Tassencourt parle du renouveau du théâtre dans la région Ouest de Paris », in *Dimanche actualités*, 27 février 1966.
- LAUBREAUX Alain, « Écrit pendant la guerre », in *Je Suis Partout*, 29 octobre 1943.
- LAUBREAUX Alain, « Écrit pendant la guerre », in *Je Suis Partout*, 19 novembre 1943.
- LAUBREAUX Alain, « Une Semaine tragique », in *Je Suis Partout*, 26 mai 1944.
- LAUDENBACH Roland, « Mode d'emploi », in *Cahiers de la Table Ronde*, Hiver 1974, pp.7-14.
- LAURENDEAU André, « Jeune Droite (Entretien avec Thierry Maulnier), in *L'Action nationale*, 6 mars 1937, pp.151-163.
- LAURENT Jacques, « Une pièce sans thèse », in *La Table Ronde*, n°50, février 1952, pp.163-167.
- LAURENT Jacques, « Les Mauvaises rencontres », in *La Parisienne*, n°14, février 1954, pp.181-192.
- LAURENT Jacques, « La Tentation des majuscules », in *La Parisienne*, n°17, mai 1954, pp.495-514.
- LAURENT Jacques, « Du coup désormais », in *La Parisienne*, n°18, juin 1954, pp.729-732.
- LAURENT Jacques, « La Pelisse du maître », in *Cahiers de la Table Ronde*, Hiver 1974, pp.89-94.
- LAURENT Jean, « La Course des rois », in *Toujours Paris*, 15 mars 1947.
- LAUWICK Hervé, « La Course des rois », in *Noir et blanc*, 12 mars 1947.
- L.E, « Jeanne et les juges », in *La Croix*, 27 mai 1950.
- LE BALAYEUR, « Quand M. Thierry Maulnier s'en allait en guerre », in *Le Cri du Peuple*, 26 novembre 1940.
- LE BALAYEUR, « Coups de balai, Thierry Maulnier et « Je Suis Partout », in *Le Cri du Peuple*, 27 novembre 1940.

- LE BALAYEUR, « Le Numéro de la trahison », in *Je Suis Partout*, 7 février 1941.
- LEBESQUE Morvan, « Une semaine grise », in *Carrefour*, 28 mai 1952.
- LEBRE Henri, « Rassemblons-nous », in *Le Cri du Peuple*, 18 novembre 1940.
- LE CLEC'H Guy, « Thierry Maulnier entre Hippolyte et Annibal », in *Le Figaro Littéraire*, du 13 au 19 mai 1968.
- LECROZET Joël, « Contre l'imposture », in *Eléments*, n°21-22, été 1977.
- LEDENT Roger, « Procès à Jésus conclut qu'aux termes de la loi judaïque, le Sauveur était, en effet, coupable », in *La Lanterne*, 6 novembre 1959.
- LE GANT DE CRIN, « La Condition humaine », in *Le Dauphiné libéré*, 23 décembre 1954.
- LE GRIX François, « Un début de saison. Trop de reprises et d'échecs. Quelques succès », in *Ecrits de Paris*, janvier 1954, pp.89-98.
- LE GRIX François, « Images de révolution et de sorcellerie », in *Ecrits de Paris*, février 1955, pp.90-97.
- LE GRIX François, « De grands thèmes sinon de grandes œuvres : de Moïse à Ornifle », in *Ecrits de Paris*, décembre 1955, pp.87-96.
- LE GRIX François, « Spectacles d'un temps. Procès à Jésus, de Diego Fabbri », in *Ecrits de Paris*, mai 1958, pp.106-114.
- LE JAMTEL Jean, « Libéralisme et Liberté », in *La France catholique*, 23 septembre 1945.
- LE MAGOT SOLITAIRE, « Marcel et Thierry de l'Académie française », in *Carrefour*, 26 janvier 1966.
- LE MARCHAND Jean, « Quelques images », in *Cahiers de la Table Ronde*, Hiver 1974, pp.95-105.
- LEMARCHAND Jacques, « Antigone au Vieux Colombier », in *Combat*, 10 janvier 1945.
- LEMARCHAND Jacques, « La Course des Rois au Vieux-Colombier », in *Combat*, 17 mars 1947.
- LEMARCHAND Jacques, « La Saison théâtrale III. Les créations (suite et fin) », in *Combat*, 30 juillet 1947.
- LEMARCHAND Jacques, « Jeanne et les juges de Thierry Maulnier », in *Combat*, 1^{er} juin 1949.
- LEMARCHAND Jacques, « Pucelle », in *Combat*, 3 et 4 juin 1950.
- LEMARCHAND Jacques, « Le Festival d'Avignon. Le Profanateur de Thierry Maulnier », in *Combat*, 17 juillet 1950.
- LEMARCHAND Jacques, « Après les Festivals de Nîmes et d'Avignon », in *Combat*, 22 et 23 juillet 1950.
- LEMARCHAND Jacques, « La Saison dramatique 1949-1950 II. Le Drame », in *Combat*, 12 et 13 août 1950.
- LEMARCHAND Jacques, « La Condition humaine », in *Le Figaro littéraire*, 10 décembre 1954.
- LEMARCHAND Jacques, « Procès à Jésus de Diego Fabbri (adaptation de Thierry Maulnier) au théâtre Hébertot », in *Le Figaro Littéraire*, 01-03-1958.
- LEMARCHAND Jacques, « Le Théâtre. Le Sexe et le néant, de Thierry Maulnier », in *Le Figaro Littéraire*, 19 mars 1960.
- LEMARCHAND Jacques, « Le Théâtre. Andromaque à l'Odéon », in *Le Figaro Littéraire*, 11 juin 1960.
- LEMARCHAND Jacques, « Le Théâtre. Athalie au théâtre Sarah-Bernhardt », in *Le Figaro Littéraire*, 21 octobre 1961.
- LEMARCHAND Jacques, « Le Théâtre. Polyeucte, aux spectacles classiques du théâtre Sarah-Bernhardt », in *Le Figaro Littéraire*, 17 mars 1962.
- LEMARCHAND Jacques, « Le Théâtre. La Folie Rostanov », in *Le Figaro Littéraire*, 31 mars 1962.
- LEMARCHAND Jacques, « Le Théâtre. Le Misanthrope, à l'œuvre. Othello, au théâtre Montansier », in *Le Figaro Littéraire*, 23 février 1963.
- LEMARCHAND Jacques, « Le Théâtre. Macbeth, au théâtre Montansier de Versailles », in *Le Figaro Littéraire*, du 30 janvier au 5 février 1964.
- LEMARCHAND Jacques, « Le Théâtre. Roméo et Juliette, au théâtre Montansier », in *Le Figaro Littéraire*, du 19 au 25 mars 1964.

- LEMARCHAND Jacques, « Le Théâtre. La Belle dame sans merci de Jean le Marois, par le théâtre Montansier de Versailles, à l'Odéon », in *Le Figaro Littéraire*, du 10 au 16 juin 1964.
- LEMARCHAND Jacques, « Agnès Bernauer », in *Le Figaro littéraire*, 24 juin 1965.
- LEMARCHAND Jacques, « Procès à Jésus de Diego Fabbri, au théâtre Montansier de Versailles », in *Le Figaro Littéraire*, 2 mai 1967.
- LEMARCHAND Jacques, « Le Diable et le Bon Dieu de Sartre, au Théâtre national populaire ; Nekrassov de Sartre, au Théâtre national de Strasbourg », in *Le Figaro Littéraire*, du 2 au 8 décembre 1968.
- LEMARCHAND Jacques, « Quand le héros est fatigué. Le Soir du conquérant de Thierry Maulnier au théâtre Hébertot ; Tête d'or de Paul Claudel au théâtre Adyard », in *Le Figaro Littéraire*, du 7 au 13 décembre 1970.
- LEGILLE Gilbert, « Le Café de Flore et ses alentours », in *La Gazette des lettres*, 19 janvier 1946.
- LEMAIGNEN Yves, « Racine, par Thierry Maulnier », sans indication.
- LERMINIER Georges, « Jeanne et les juges », in *Témoignage chrétien*, 3 juin 1949.
- LERMINIER Georges, « La Condition humaine d'André Malraux. Version théâtrale de Thierry Maulnier », in *Le Parisien libéré*, 13 décembre 1954.
- LERRANT Jean-Jacques, « Procès à Jésus, de Diego Fabbri, version française de Thierry Maulnier », in *Le Progrès*, 17 octobre 1958.
- LERRANT Jean-Jacques, « Le Marchand de Venise de Shakespeare, dans l'adaptation de Thierry Maulnier », in *Le Progrès*, janvier 1973.
- LE SIDANER Louis, « Nietzsche par Thierry Maulnier », in *La Nouvelle Revue Critique*, août 1931.
- LES SEPT, « Racine », in *Sept*, 19 juillet 1935.
- LES SEPT, « L'Invitation aux vacances », in *La Gazette des Lettres*, 23 juillet 1949.
- LESBATS Roger, « Le Scandale de l'intelligence », in *L'Effort*, 6 avril 1941.
- LESBATS Roger, « Leur révolution et la nôtre », in *L'Effort*, 1^{er} août 1941.
- LORiot Patrick, « L'académicien, Molière et les colonels », in *Le Nouvel Observateur*, 26 janvier 1970, p.34.
- LORiot Patrick, « L'ami des colonels », in *Le Nouvel Observateur*, 23 février 1970, p.48.
- LUCHAIRE Jean, « Les pseudo-révolutionnaires du nationalisme », in *Notre temps*, 20 août 1933.
- M. P-C., « Thierry Maulnier, prix mondial de la Fondation Cino del Duca », in *Les Nouvelles de Versailles*, 23 avril 1986.
- MACABRU Pierre, « Naissance d'un auteur », in *L'Aurore*, 16 juin 1980.
- MACAIGNE Pierre, « Le gala du Profanateur s'est achevé dans le climat des grands mariages », in *Le Figaro*, 7 janvier 1952.
- MADAULE Jacques, « Une introduction à la poésie française », in *France-Japon*, n°45, novembre 1939.
- MADAULE Jacques, « Introduction à la poésie française », in *Esprit*, 1^{er} janvier 1940.
- MADIRAN Jean, « Le Débat Jacques Laurent – Thierry Maulnier », in *Ecrits de Paris*, juin 1954, pp.25-30.
- MAGNAN Henry, « Jeanne et les juges de Thierry Maulnier à Rouen », in *Le Monde*, 31 mai 1949.
- MAGNAN Henry, « Thierry Maulnier a restitué sur le parvis de Rouen l'âme de Jeanne devant ses juges », in *La Bataille*, 2 juin 1949.
- MAGNAN Henry, « La ville d'Ys me fut contée... (par Thierry Maulnier) et j'y pris un plaisir extrême », in *Combat*, 5 août 1953.
- MAGNAN Henry, « La Condition humaine », in *Femme*, février 1955.
- MAGNAN Henry, « Nekrassov. O mon bel inconnu ! », in *Combat*, 15 juin 1955.
- MAIGNAL, « La France, la guerre et la paix », sans indications.
- MAKINSKY Cyrille, « Adieu à Thierry Maulnier », in *France-USA*, janvier-février 1988.
- MALLET Robert, « Violence et conscience », in *L'Essor*, 24 novembre 1945.
- MALRAUX Alain, « L'interrogateur », in *Le Quotidien de Paris*, 14 octobre 1986.
- MALRAUX André, « Premier entretien avec André Malraux », in *L'Express*, 25 décembre 1954.

- MAMBRINO Jean, « Le Dieu masqué », in *Etudes*, février 1986.
- MAMERS, « Propos de théâtre », in *L'Aube républicain*, 11 avril 1947.
- MARC Alexandre, « Crise française, solution universelle », in *Monde nouveau*, août 1945.
- MARCEL Gabriel, « Nietzsche, par Thierry Maulnier », in *L'Europe nouvelle*, septembre 1933.
- MARCEL Gabriel, « La Course des rois », in *Les Nouvelles littéraires*, 20 mars 1947.
- MARCEL Gabriel, « La Course des rois », in *Hommes et mondes*, avril 1947.
- MARCEL Gabriel, « Le Théâtre : Deux Jeanne d'Arc », in *Les Nouvelles littéraires*, 15 juin 1950.
- MARCEL Gabriel, « La Condition humaine », in *Les Nouvelles littéraires*, 23 décembre 1954.
- MARIN Claude, « Au festival d'art dramatique d'Avignon. Le Profanateur ou une soirée perdue », in *L'Accent*, 23 juillet 1950.
- MARLY Pierre, « A l'Académie : réception de Thierry Maulnier par Marcel Achard », in *La Revue de Paris*, mars 1966, pp.137-138.
- MARTI Anik, « Thierry Maulnier et Pierre Sabatier coadaptateurs de L'Avocat du diable », in *Le Figaro*, 7 décembre 1979.
- MARTIN-CHAUFFIER Louis, « Cocteau, Thierry Maulnier, Anouilh, se disputent le prix du Roi des camelots », in *Paris-Presse-L'Intransigeant*, 8 février 1952.
- MARTIN DU GARD Maurice, « Les Masques de Racine », in *Les Nouvelles littéraires*, sans date.
- MARTIN DU GARD Maurice, « Caractères et confidences », in *La Revue de Paris*, juin 1936.
- MARTINET André, « Revue de la presse », in *L'Effort*, 26 novembre 1942.
- MASSIS Henri, « La Crise est dans l'Homme », in *Revue Universelle*, T.L, n°8, 15-07-1932.
- MATIGNON Renaud, « Thierry Maulnier : un grand aventurier de la pensée », in *Le Figaro Littéraire*, 20 octobre 1986.
- MATIGNON Renaud, « L'adieu à Thierry Maulnier. Cortège pour une époque », in *Le Figaro*, 16 janvier 1988.
- MATIGNON Renaud, « Thierry Maulnier : une intelligence dans le siècle », in *Le Figaro Littéraire*, 4 décembre 1989.
- MATZNEFF Gabriel, « L'Esprit public et les Mongols », in *Combat*, 13 juin 1963
- MATZNEFF Gabriel, « Les Métèques », in *Combat*, 19 mars 1964 MATZNEFF Gabriel, « Feu la Jeune droite », in *Combat*, 17 novembre 1966
- MAUBAN Charles, « Après le tocsin du Profanateur, nous réclamons une Diane qui réveille notre théâtre », in *Rivarol*, 11 janvier 1952 .
- MAUDUIT Jean, « Trois coups pour rien », in *Témoignage chrétien*, 4 avril 1947.
- MAUDUIT Jean, « Jeanne et les juges », in *Témoignage chrétien*, 26 mai 1950.
- MAUDUIT Jean, « Jean Vilar à Avignon. Le génie de l'intelligence », in *Témoignage chrétien*, 28 juillet 1950.
- MAUDUIT Jean, « La Maison de la nuit », in *Etudes*, mars 1954.
- MAURIAC François, « Lectures d'été », in *Le Temps*, 31 juillet 1934.
- MAURIAC François, « Une différence infinie », in *Le Figaro*, 12 juin 1951.
- MAURIAC François, « Le Bloc-notes », in *L'Express*, 25 décembre 1954.
- MAURIAC François, « Le Bloc-notes », in *Le Figaro littéraire*, 20 janvier 1966.
- MAXENCE Jean, « Défaite des hommes », in *La Revue Française*, n°3, 25 août 1932.
- MAXENCE Jean-Pierre, « Les livres de la semaine, Thierry Maulnier : Mythes socialistes, Maurice Mardelle : Pierruche au soleil », in *Gringoire*, 12 avril 1935.
- MAXENCE Jean-Pierre, « Les livres de la semaine, Nadejda Gorodetzky : L'Exil des enfants, Thierry Maulnier : Mythes socialistes », in *Gringoire*, 11 septembre 1936.
- MAXENCE Jean-Pierre, « Les livres de la semaine, Thierry Maulnier : Au-delà du nationalisme », in *Gringoire*, 18 mars 1938.
- MAYDIEU A., « Révolution aristocratique ? », in *La Vie intellectuelle*, 25 juillet 1933.
- MAYEUR Pierre, « Violence et conscience », in *La Tribune économique*, 18 janvier 1946.
- MAYSONNAVE Marcel, « Nietzsche, par Thierry Maulnier », in *Coemedia*, 14 juin 1933.
- MAZEL Henri, « La Revue de la quinzaine », in *Le Mercure de France*, 1^{er} août 1933.

- MAZEL Henri, « La Revue de la quinzaine », in *Le Mercure de France*, 15 septembre 1934.
- MEGRET Christian, « Encore une leçon de philo », in *Carrefour*, 16 janvier 1952.
- MELCHIOR-MOLENES Charles, « Thierry Maulnier de l'Académie française (1909-1988) », in *Association des anciens élèves du Lycée Louis-le-Grand*, 1989.
- MERLEAU-PONTY Maurice, « Autour du marxisme », in *Fontaine*, janvier-février 1946.
- MESNIL Jacques, « La poésie française et les jeunes générations. Un livre de M. Thierry Maulnier : Les Derniers Renaissants », in *Le Mot d'Ordre*, 10 octobre 1941.
- M.F., « Sur un thème grec. Thierry Maulnier a écrit une pièce sportive », in *Paris Presse*, 9 et 10 février 1947.
- M.H.F., « M. Thierry Maulnier », sans indication.
- MIGNON Paul-Louis, « Maulnier Thierry : un auteur dramatique pas comme les autres », in *L'Avant-Scène*, n°221, 1^{er} juin 1960.
- MIRTI Florence, « Le Mécanisme des procès en canonisation », in *Le Parisien*, 7 décembre 1979.
- MITTIN Albert, « Thierry Maulnier : Racine », in *Le Populaire de Nantes*, 30 mai 1935.
- M.N., « Thierry Maulnier, écrivain politique », in *Le Figaro*, 7 juillet 1942.
- MOHRT Michel, « Thierry Maulnier prix fondation Cino del Duca », in *Le Figaro*, 16 avril 1986.
- MOHRT Michel, « Un maître à penser », in *Le Figaro*, 11 janvier 1988.
- MONGE Frédéric, « Diego Fabbri chez Hébertot », in *La Nation Française*, 12 mars 1958.
- MORGAN Claude, « Thierry Maulnier : Racine », in *Vendémiaire*, 14 mai 1935.
- MORPHE Jean-Pierre, « Le Profanateur est à l'aise dans le Palais des Papes », in *Le Rouge et le Noir*, 1^{er} août 1950.
- MORPHE Jean-Pierre, « Le Profanateur, de Thierry Maulnier », in *L'Observateur*, 10 janvier 1952.
- MORVAN Jean-Baptiste, « Thierry Maulnier : Les Vaches sacrées », in *Itinéraires*, n°213, pp.156-159.
- MOUNIER Emmanuel, « La Révolution contre les mythes », in *Esprit*, 1^{er} mars 1934.
- MOUNIER Emmanuel, « Au-delà du nationalisme », in *Esprit*, 1^{er} juin 1938.
- MOUNIER Emmanuel, « Thierry Maulnier : Violence et conscience », in *Esprit*, 1^{er} août 1945.
- M.R., « Notre enquête chez les intellectuels. Réponse d'un jeune M. Thierry Maulnier », in *La Liberté*, 3 février 1933.
- NAMER David, « La Condition humaine d'André Malraux. Adaptation de Thierry Maulnier », in *Le Droit de vivre*, 28 février 1955.
- NARGAUD Jacques, « Nietzsche de Thierry Maulnier », in *La République*, 18 juin 1933.
- NARGAUD Jacques, « Le Troisième Reich par Moeller van den Bruck », in *Le Petit Bleu*, 22 novembre 1933.
- NAVILLE Pierre, « M. Maulnier dépasse le marxisme », in *La Revue internationale*, n°1, décembre 1945, pp.104-107.
- NEPVEU-DEGAS Jean, « Jeanne et les juges », in *L'Observateur*, 25 mai 1950.
- NERSON Jacques, « Thierry Maulnier fut un septique engagé », in *Le Figaro magazine*, 16 janvier 1988.
- NICOLAS André, « Le Conflit éthiopien vu de Genève », in *Frontières*, n°29, 10 octobre 1935.
- NICOLLIER Jean, « Langages », in *La gazette littéraire*, 4 octobre 1947.
- NIDAS Dominique, « L'Avocat du diable au théâtre Montansier », in *Le Tout Lyon – Moniteur judiciaire*, 28 février 1979.
- NIDAS Dominique, « Racine, par Thierry Maulnier », in *La Gazette des tribunaux du Midi*, 18 juin 1988.
- NIMIER Roger, « La liberté éclaire Thierry Maulnier », in *Opéra*, 9 janvier 1952.
- NIZAN Paul, « Sur un certain front unique », in *Europe*, 15 janvier 1933.
- NIZAN Paul, « Approches du fascisme », in *La Jeune Révolution*, n°7, juillet-août 1933, p.4.
- NIZAN Paul, « Les Enfants de la lumière », in *Commune*, n°2, octobre 1933, pp.105-112.
- NIZAN Paul, « Jeune Europe », in *Commune*, n°3, novembre 1933, pp.310-316.
- NIZAN Paul, « L'Avenir de la culture », in *La Jeune Révolution*, n°9, décembre 1933, pp.3-4.

- NIZAN Paul, « Lettre à l'A.E.A.R », in *La Littérature internationale*, n°3, mai-juin 1934, pp.119-124.
- NOBECOURT R-G., « Racine, par Thierry Maulnier », in *Le Journal de Rouen*, 14 mai 1935.
- NOËL Maurice, « Y a-t-il une jeunesse littéraire ? », in *Le Figaro*, 26 août 1934.
- NÖEL Maurice, « Lisez-vous Anatole France ? Ce que nous répondent : MM. Philippe Soupault, Thierry Maulnier, René Trintzius, Pierre Bost et Pierre Jeanneret », in *Le Figaro*, 6 octobre 1934.
- NOVY Yvan, « Variations sur le meurtre du père », in *La Bataille*, 19 mars 1947.
- ORLAND Claude, « Thierry Maulnier : Racine », sans indication.
- ORLAND Claude, « Mythes socialistes », in *L'Etudiant Français*, juin 1936.
- ORLIER Henri, « Racine, père du roman français », sans indication.
- OUVREUSE L', « Petits Potins », in *Paris Municipal*, 20 avril 1941.
- PALANTE Alain, « Thierry Maulnier : La Face de méduse du communisme ; Jeanne et les juges », in *La France catholique*, 15 février 1952.
- PALANTE Alain, « Le Stoïcisme sans espoir de Thierry Maulnier », in *France Catholique*, n°1603, 2 septembre 1977.
- PARANT Roger, « Une affaire de raison et d'équilibre », in *La Garonne-Toulouse*, 5 juin 1941.
- PARINAUD André, « Une heureuse rencontre », in *La Parisienne*, n°15, mars 1954, pp.356-359.
- PARINAUD André, « Lettre à un ami », in *La Parisienne*, n°18, juin 1954, pp.715-723.
- PARMENT Roger, « Jeanne et les juges, la pièce de Thierry Maulnier sera présentée vendredi au Tout-Paris », in *Paris-Normandie*, 11 mai 1949.
- PARTURIER Françoise, « Thierry Maulnier et la Course des rois », in *L'Epoque*, 16 mai 1947.
- PARVILLEZ Alphonse de, « Racine, vu par M. Thierry Maulnier », in *Etudes*, 20 décembre 1935.
- PASSAGE Henri du, « Thierry Maulnier, Au delà du nationalisme », in *Etudes*, 5 juin 1938.
- PASSAGE Henri du, « La Face de méduse du communisme », in *Etudes*, juin 1952.
- PAUWELS Louis, « Un quart d'heure avec Thierry Maulnier », in *Aux écoutes*, 8 juillet 1949.
- PAUWELS Louis, « Les idées à l'endroit. Le sens des mos par Thierry Maulnier », in *Le Journal du dimanche*, 7 novembre 1976.
- P.C.M., « Thierry Maulnier, prix mondial de la Fondation Cino del Duca », in *Les Nouvelles*, 23 avril 1986.
- PESCHADOUR Julien, « L'Action française avait raison ! », in *L'Effort*, 31 mai 1941.
- PESCHADOUR Julien, « L'Action française avait-elle raison ? », in *L'Effort*, 12 juin 1941.
- PESCHADOUR Julien, « La Responsabilité de l'Action française », in *L'Effort*, 21 juillet 1941.
- PESCHADOUR Julien, « Merci, M. Maurras ! », in *L'Effort*, 12 septembre 1941.
- PESCHADOUR Julien, « M. Maurras professe... », in *L'Effort*, 10 octobre 1941.
- PESCHADOUR Julien, « O rage, ô désespoir !... », in *L'Effort*, 22 octobre 1941.
- PESCHADOUR Julien, « Ne noyez pas le poisson », in *L'Effort*, 1^{er} novembre 1941.
- PESCHADOUR Julien, « La Vérité sur les instituteurs », in *L'Effort*, 22 novembre 1941.
- PESCHADOUR Julien, « La Vérité sur les instituteurs », in *L'Effort*, 23 et 24 novembre 1941.
- PESCHADOUR Julien, « La Vérité vraie sur les instituteurs », in *L'Effort*, 30 novembre et 1^{er} décembre 1941.
- PESCHADOUR Julien, « La France d'abord ? Oui ! La France seule ? Non ! », in *L'Effort*, 6 décembre 1941.
- PESCHADOUR Julien, « Revue de la presse », in *L'Effort*, 29 janvier 1942.
- PESCHADOUR Julien, « Revue de la presse », in *L'Effort*, 27 février 1942.
- PESCHADOUR Julien, « Revue de la presse », in *L'Effort*, 19 avril 1942.
- PESCHADOUR Julien, « Revue de la presse », in *L'Effort*, 24 avril 1942.
- PESCHADOUR Julien, « Revue de la presse », in *L'Effort*, 25 avril 1942.
- PESCHADOUR Julien, « Revue de la presse », in *L'Effort*, 28 avril 1942.
- PESCHADOUR Julien, « Revue de la presse », in *L'Effort*, 30 avril 1942.
- PESCHADOUR Julien, « Républicains et royalistes », in *L'Effort*, 12 mai 1942.
- PESCHADOUR Julien, « Revue de la presse », in *L'Effort*, 17 et 18 mai 1942.
- PESCHADOUR Julien, « Revue de la presse », in *L'Effort*, 27 mai 1942.

- PESCHADOUR Julien, « Revue de la presse », in *L'Effort*, 2 juin 1942.
- PESCHADOUR Julien, « Revue de la presse », in *L'Effort*, 3 juin 1942.
- PESCHADOUR Julien, « Revue de la presse », in *L'Effort*, 10 juin 1942.
- PESCHADOUR Julien, « Revue de la presse », in *L'Effort*, 3 juillet 1942.
- PESCHADOUR Julien, « Revue de la presse », in *L'Effort*, 9 juillet 1942.
- PESCHADOUR Julien, « Revue de la presse », in *L'Effort*, 19 juillet 1942.
- PESCHADOUR Julien, « Revue de la presse », in *L'Effort*, 22 juillet 1942.
- PESCHADOUR Julien, « Revue de la presse », in *L'Effort*, 23 juillet 1942.
- PESCHADOUR Julien, « Revue de la presse », in *L'Effort*, 24 juillet 1942.

- PESCHADOUR Julien, « Revue de la presse », in *L'Effort*, 25 et 26 juillet 1942.
- PESCHADOUR Julien, « Revue de la presse », in *L'Effort*, 28 juillet 1942.
- PESCHADOUR Julien, « Revue de la presse », in *L'Effort*, 30 juillet 1942.
- PESCHADOUR Julien, « Revue de la presse », in *L'Effort*, 8 et 9 août 1942.
- PESCHADOUR Julien, « Revue de la presse », in *L'Effort*, 20 août 1942.
- PESCHADOUR Julien, « Revue de la presse », in *L'Effort*, 22 et 23 août 1942.
- PESCHADOUR Julien, « Revue de la presse », in *L'Effort*, 29 et 30 août 1942.
- PETITJEAN Armand, « Des livres. Thierry Maulnier : Au-delà du nationalisme », in *Vendredi*, 4 mars 1938.
- PEYREFITTE Alain, « Thierry Maulnier : porteur du feu d'un autre monde », in *Le Figaro*, 11 janvier 1988.
- P. G., « Le paradoxe du monde libre », in *Le Journal de Genève*, 23 août 1961.
- PICHON Jean, « Au procès de l'athéisme au théâtre devant son accusateur Gabriel Marcel, Thierry Maulnier plaide coupable, Sartre et Cocteau condamnés par défaut », in *Combat*, 15 février 1952.
- PIERRAL Armand, « L'éternel retour. Les Oligarques. Violence et conscience », in *Témoignage chrétien*, 6 juillet 1945.
- PILLEMENT Georges, « Du Théâtre de l'Ambigu au Paris en forme de cœur », in *La Revue de Paris*, décembre 1965, pp.131-132.
- PINCE A., « Thierry Maulnier : La France, la guerre et la paix », in *Sources*, n°14, septembre 1942.
- PITROU Robert, « Hitlérisme et nietzschéisme », in *Le Moniteur du Calvados*, 2 août 1933.
- PIVOT Bernard, « Thierry Maulnier entre à l'Académie au sprint et dans un fauteuil (celui d'Henry Bordeaux) », in *Le Figaro Littéraire*, du 20 au 26 février 1964.
- PIVOT Bernard, « L'épée de Thierry Maulnier », in *Le Figaro Littéraire*, 14 octobre 1965.
- P.J., « Un Pirandello plein d'humour à Versailles », in *L'Aurore*, 17 février 1975.
- PLUNKETT Patrice de, « Maulnier : une pensée ajustée aux angoisses de notre siècle », in *Le Figaro Magazine*, 25 novembre 1989.
- POGNON Edmond, « Cette Grèce où nous sommes nés », in *La Revue de Paris*, février 1965, p.150.
- POIROT-DELPECH Bertrand, « Agnès Bernauer », in *Le Monde*, 18 juin 1965.
- POIROT-DELPECH Bertrand, « Les Vaches sacrées de Thierry Maulnier », in *Le Monde*, 22 avril 1977.
- POIROT-DELPECH Bertrand, « La Mort de Thierry Maulnier. Un intellectuel de droite sans esprit de chapelle », in *Le Monde*, 12 janvier 1988.
- POPINOT J-J., « Thierry Maulnier : Racine », in *Le Journal de l'Ouest*, 6 juin 1935.
- PORTAL Georges, « De quelques surprises », in *Ecrits de Paris*, juillet-août 1969, pp.122-128.
- PORTAL Georges, « De Césarée à Venise », in *Ecrits de Paris*, mai 1973, pp.124-128.
- POULET Robert, « Un Honneur difficile », in *Rivarol*, n°1048, 11 février 1971.
- POULET Robert, « Les Vaches sacrées », in *Rivarol*, 24 mars 1977.
- P.P, « Thierry Maulnier et l'Action française », in *Aspects de la France*, 21 janvier 1988.
- PRASTEAU Jean, « La Parole de Thierry Maulnier », in *Le Figaro*, 17-10-1976.
- PREVOST Marcel, « Deux ouvrages de grande critique. Nietzsche par Thierry Maulnier ; De Baudelaire au surréalisme par Marcel Raymond », in *Gringoire*, 25-05-1934.

- PROUTEAU Gilbert, « Il va manquer une aile à la pensée française. Un dilettante à l'intelligence très pure », sans indication.
- PUGLIONISI Carmelo, « Un livre sur Nietzsche », in *Germinal*, 9 septembre 1933.
- QUEFFELEC Henri, « Le Grand Maulnier », in *Arts*, du 17 au 23 juin 1959.
- QUEVAL Jean, « Thierry Maulnier : Nietzsche », in *Concours médical*, 24 décembre 1933.
- R. D., « Revue des revues », in *Esprit*, 1^{er} septembre 1938.
- RABINE Henry, « Phèdre au Grand Trianon », in *La Croix*, 10 et 11 juillet 1977.
- RAMON M.A., « Le Profanateur », in *La Ronde des arts*, février 1952.
- RANSAN André, « Sur le parvis de la cathédrale de Rouen, Jeanne et les juges », in *Ce matin*, 31 mai 1949.
- RANSAN André, « Jeanne et les juges », in *Ce matin*, 18 mai 1950.
- RAPIN Maurice, « Une nouvelle Jeanne d'Arc sera créée dimanche à Rouen », in *Le Figaro*, 27 mai 1949.
- RASTIER Jacques, « La Course de Rois au Vieux-Colombier », in *La Gazette des Lettres*, 22 mars 1947.
- RAUZY A., « France d'abord », in *L'Effort*, 20 janvier 1941.
- RAVON Georges, « La Course des rois », in *Bonjour dimanche*, 23 mars 1947.
- RAVON Georges, « Des héroïnes sont brûlées chaque jour au théâtre du Vieux... Colombier », in *C'est la vie*, juin 1950.
- RAWICKI Lech Michal, « La vraie mort de Thierry Maulnier ou l'hommage à Sapho », in *La Presse française*, 22 janvier 1988.
- REBATET Lucien, « Intelligence Service », in *Je Suis Partout*, 22 octobre 1943.
- REGIS Noël, « L'Ordre réel », in *Esprit*, 1^{er} juillet 1938.
- REILLE Jean-François, « La Course des rois », in *Arts*, 14 février 1947.
- RENAUDIN André, « Jeanne 1949 créée, hier soir, à Rouen s'affirma reine triomphante des prisons et des supplices », in *Paris-Normandie*, 30 mai 1949.
- REY Henri-François, « L'Insurgé », in *L'Echo des étudiants*, 22 août 1942.
- REY Pierre, « Un académicien : Lop sous la Coupole ! Pourquoi pas ? », in *Paris-Jour*, 14 février 1964.
- RIBADEAU-DUMAS François, « Le Profanateur », in *Une semaine à Paris*, 16 janvier 1952.
- RICHARD Max, « Les Vaches sacrées », in *Le Vingtième siècle fédéraliste*, février 1977.
- RIME Jean, « M. Thierry Maulnier grand prix de la critique », in *La France de l'Est*, 16 mai 1935.
- RISTORI Anne, « Le Profanateur de Thierry Maulnier va faire grincer des dents Mauriac », in *Paris-Presse-L'Intransigeant*, 2 janvier 1952.
- RIVES Paul, « Nous aurions paraît-il... », in *L'Effort*, 9 juillet 1941.
- RIVES Paul, « Le Mauvais traité », in *L'Effort*, 27 août 1941.
- RIVES Paul, « La Puissance de la communauté », in *L'Effort*, 4 février 1942.
- RIVES Paul, « La Révolution nationale ne sera pas royaliste », in *L'Effort*, 5 février 1942.
- RIVES Paul, « Confiance dans la nuit », in *L'Effort*, 17 juillet 1942.
- ROURE Lucien, « Thierry Maulnier, Nietzsche », in *Etudes*, 20 avril 1934.
- ROURE Rémy, « Les Profanateurs », in *Le Monde*, 2 janvier 1952.
- ROUSSEAUX André, « Où sont les conformistes ? », in *Le Figaro*, 20 août 1932.
- ROUSSEAUX André, « Attraites et dangers du nietzschéisme », 1^{er} juillet 1933.
- ROUSSEAUX André, « Thierry Maulnier : Introduction à la poésie française », in *Le Figaro*, 5 août 1939.
- ROUSSEAUX André, « Malraux et l'humanisme chrétien », in *Le Figaro littéraire*, décembre 1954.
- ROUSSEAUX André, « Un quart d'heure avec M. Thierry Maulnier », sans indication.
- ROY Claude, « Introduction à la poésie française », in *Revue Universelle*, T.LXXVIII, n°10, 15-08-1939.
- ROY Claude, « La Querelle de la poésie », in *La Revue Universelle*, nouvelle série, n°12, 25 juin 1941.

- ROY Claude, « Descriptions critiques », in *Poésie* 47, Décembre 1947.
- ROY Jules, « Thierry Maulnier, Don Juan et Molière », in *Opéra*, n°348, 12 mars 1952.
- R.P., « Thierry Maulnier présentera ce soir au Nouveau-Théâtre le Profanateur, sa nouvelle pièce interprétée par Tania Balachova, Tony Taffin et Marcelle Tassencourt », in *Paris-Normandie*, 21 novembre 1951.
- S.A., « La Maison de la nuit ou le mauvais lieu », in *Esprit*, 1^{er} décembre 1953.
- S. A., « Les ambiguïtés de l'académisme théâtral », in *Esprit*, 1^{er} décembre 1954.
- SAICCARD Jean, « Réaction, Ordre nouveau, Esprit », in *La Lutte des jeunes*, 6 mai 1934.
- SAINT-JEAN Pierre, « Le Montansier est confié à Marcelle Tassencourt et Thierry Maulnier », in *Toutes les Nouvelles de Versailles*, 6 juillet 1961.
- SAINT-JEAN Robert de, « Nietzsche, par Thierry Maulnier », in *Revue Hebdomadaire*, 9 septembre 1933.
- SALLERON Louis, « Mythes socialistes par Thierry Maulnier », in *Courrier Royal*, n°54, 11 juillet 1936.
- SALLERON Louis, « Au delà du nationalisme », in *La Belle France*, n°36, février 1938.
- SALLERON Louis, « Au delà du nationalisme », in *Revue Universelle*, T.LXXIII, n°4, 15 mai 1938.
- SALLERON Louis, « La Face de méduse du communisme, par Thierry Maulnier », in *Fédération*, n°87, avril 1952, pp.285-286.
- SAND SCHLOMO, « L'idéologie fasciste en France », in *Esprit*, août-septembre 1983.
- SAUREL Renée, « Jeanne et les Juges de Thierry Maulnier », in *Combat*, 19 mai 1950.
- SCAPIN, « Le Côté du théâtre. La Présence humaine », in *Les Annales*, n°20, juin 1952.
- SCAPIN, « Le Côté du théâtre. Télévision sur grand écran », in *Les Annales*, n°34, août 1953, p.49.
- SCHLUMBERGER Jean, « Gide rue Visconti », in *Nouvelle Revue Française*, mars 1935, pp.482-484.
- SCHMIDT Albert-Marie, « Le complexe de profanation », in *Réforme*, 19 janvier 1952.
- SCIZE Pierre, « La Course des rois », in *Tour à tour*, 26 mars 1947.
- SENART Philippe, « Littérature de droite », in *La Revue des deux mondes*, 1^{er} mai 1961, pp.113-117.
- SENART Philippe, « La Revue théâtrale. Thierry Maulnier : Le Soir du conquérant », in *Revue des deux mondes*, février 1971.
- SENART Philippe, « Le théâtre de Thierry Maulnier », in *Revue des deux mondes*, octobre 1983.
- SERANT Paul, « Là est la question », in *La Parisienne*, n°16, avril 1954, pp.458-464.
- SERANT Paul, « La Droite de cette dame », in *La Parisienne*, n°31, août-septembre 1955, pp.962-966 (sur un article de Beauvoir dans les Temps modernes, où Maulnier est souvent cité).
- SERANT Paul, « Thierry Maulnier témoin de son temps », in *Revue des deux mondes*, avril 1964.
- SERBOIS Roland de, « Jeanne et les juges », in *Réforme*, 11 juin 1949.
- SERVIÈRE Jean, « Thierry Maulnier », in *L'Action Française*, 16 mai 1935.
- SERVIGNE Georges, « Réponse à M. Charles Maurras », in *L'Effort*, 27 janvier 1942.
- SIMEONI Louis, « La Face de méduse du communisme », in *La République du Centre*, 13 mai 1952.
- SIMIOT Bernard, « Le profanateur », in *Hommes et Mondes*, n°50, septembre 1950.
- SIMIOT Bernard, « Le Profanateur de Thierry Maulnier », in *Hommes et Mondes*, n°67, février 1952.
- SIMIOT Bernard, « La Maison de la nuit », in *Hommes et Mondes*, n°89, décembre 1953.
- SIMIOT Bernard, « La Révolution du XXe siècle », in *Revue des deux mondes*, mai 1958.
- SIMON Pierre-Henri, « La religion et le monde », in *Esprit*, 1^{er} janvier 1936.
- SIMON Pierre-Henri, « La vie littéraire : « Cette Grèce où nous sommes nés », par Thierry Maulnier », in *Le Monde*, 2 décembre 1964.
- SIMON Pierre-Henri, « Théâtre littéraire : Thierry Maulnier, François-Régis Bastide, Claude Mauriac », in *Le Monde*, 30 mars 1968.
- SIMON Pierre-Henri, « L'Honneur d'être juif » de Thierry Maulnier et Gilbert Prouteau, in *Le Monde*, 2 avril 1971.
- SIMONE, « Jeanne et ses juges », in *Opéra*, n°210, 8 juin 1949.
- SIPRIOT Pierre, « Thierry Maulnier : prix mondial Cino del Duca », in *Le Figaro*, 17 octobre 1986.

- SLAMA Alain-Gérard, « Le Style Normale-Sup », in *Le Figaro*, 21 janvier 1994.
- SPINASSE Charles, « Pourquoi cette hargne ? », in *L'Effort*, 6 juillet 1941.
- STERNHELL Zeev, « Réponse à la lettre ouverte de J-M. Domenach », in *Esprit*, mai 1984.
- TASSENCOURT Marcelle, « Le Théâtre Montansier... c'est aussi un centre d'intense activité culturelle », in *L'Avant-Scène*, n°652, 15 juin 1979.
- TEISSIER Carmen, « Les enfants du Gard sont fiers : avec Thierry Maulnier, ils ont trois académiciens », in *France Soir*, 15 février 1964.
- TEISSIER Carmen, « Thierry Maulnier, champion de la paresse, reçu hier à l'Académie française : J'ai gagné 200 F par mois pour ne rien faire », in *France-Soir*, 22 janvier 1966.
- TEPPE Julien, « Pitié pour Rostand ! », 6 mars 1946.
- TERREX Jean-Luc, « Nekrassov ou les dangers de l'engagement », in *La Table Ronde*, n°93, septembre 1955, pp.135-137.
- THIARD Maurice, « La Course des rois », in *La Liberté*, 9 mars 1948.
- THIEBAUT Marcel, « Classiques et pré-classiques », in *Carrefour*, 20 janvier 1945.
- THIEBAUT Marcel, « La Course des rois », in *Carrefour*, 20 mars 1947.
- THIEBAUT Marcel, « Anouilh, Maulnier », in *La Revue de Paris*, novembre 1953, pp.162-164.
- THIEBAUT Marcel, « Le Théâtre », in *La Revue de Paris*, janvier 1955, pp.173-175.
- THIERRY Henri, « La Course des rois ou un essai de renouveau classique de la tragédie », in *La France catholique*, 21 mars 1947.
- TILLIER Maurice, « Six orateurs ont cerné de près la Maison de la nuit de Thierry Maulnier », in *Le Figaro*, 8 décembre 1953.
- TILLIER Maurice, « Après avoir fait l'économie d'un cadavre, Thierry Maulnier va traiter de la « forme politique de la fatalité » », in *Combat*, mai 1952.
- TISSIER André, « Histoire du petit François, ou le mensonge sur les instituteurs », in *L'Effort*, 12 novembre 1941.
- TOUCHARD Pierre-Aimé, « Le mythe d'Antigone », in *Gavroche*, 18 janvier 1945.
- TOUCHARD Pierre-Aimé, « Antigone de Robert Garnier », in *Parisien libéré*, 10 janvier 1945.
- TOURAINE Yves, « Lettre à Thierry Maulnier », in *La Table Ronde*, n°73, janvier 1954.
- TOURNIER Jacques, « Enquête sur le théâtre et l'Etat », in *La Table Ronde*, n°55, juillet 1952, pp.95-104.
- TOUTAIN Marc, « Le public a réservé un accueil chaleureux au Profanateur et à son auteur Thierry Maulnier », sans indication.
- TOWARNICKI Frédéric de, « Les dernières pensées d'un dérangeur », in *Le Figaro*, 4 décembre 1989.
- TRAZ Robert de, « La Conférence européenne de la culture », in *La Revue des deux mondes*, 1^{er} février 1950, pp.538-542.
- TRENO R., « Il faut être modeste monsieur Thierry Maulnier ! », in *Le Canard Enchaîné*, n°1894, 6 février 1957.
- VAN DEN ESCH J., « La Course des rois », in *Le Pays*, 18 mars 1947.
- VERAN Jules, « A la recherche d'un équilibre », sans indication.
- VERDEIL G., « Racine par M. Thierry Maulnier », in *Les Humanités*, juin 1935.
- VERDOT Guy, « Jeanne et les juges. Encore un grand procès ! », in *Franc-Tireur*, 19 mai 1950.
- VERDOT Guy, « Le Profanateur s'en prend à la fois au « roi des nuages » et à la vertu d'une jeune veuve », in *Franc-Tireur*, 9 janvier 1952.
- VERDOT Guy, « La Condition humaine de Thierry Maulnier et André Malraux », in *Franc-Tireur*, 13 décembre 1954.
- VERDOT Guy, « Un Othello : Roger Hanin et une Desdémone qui sort des Abysses », in *Notre république*, 14 juin 1963.
- VERDOT Guy, « Un jeune auteur nommé Racine.. Ce sont ses « Frères ennemis » qui s'affrontent à l'Odéon », sans indication.

- VERSINI Georges, « Jeanne et les juges de Thierry Maulnier, au Vieux Colombier », in *Le Progrès*, 10 et 11 juin 1950.
- VIANSSON-PONTE Pierre, M. Thierry Maulnier est élu à l'Académie Française. Portrait : « Un Ultra », in *Le Monde*, 15 février 1964.
- VIGNAUD Jean, « Le Grand prix de la critique littéraire », sans indication, 1935.
- VIGNAUD Jean, « En bavardant avec M. Thierry Maulnier », sans indication, 1935.
- VIGNERON Jean, « A l'Odéon, Théâtre et Culture présente Othello », in *La Croix*, sans date.
- VINCENT René, « Racine ou le miracle classique », in *Revue du Vingtième Siècle*, n°5, mai-juin 1935.
- VINCENT René, « Au-delà du nationalisme, par Thierry Maulnier », in *Civilisation*, n°2, mai 1938, pp.28-30.
- VINCENT René, « Introduction à la poésie française, par Thierry Maulnier », in *Combat*, n°37, juillet 1939.
- VINCENT René, « La France, la Guerre et la Paix », in *Idées*, n°12, octobre 1942, pp.42-49.
- WERRIE Paul, « La Critique est-elle coupable ? », in *La Table Ronde*, n°220, mai 1966, pp.56-57.
- WURMSER André, « Les communistes... et Monsieur Thierry Maulnier », in *Les Lettres françaises*, 26 octobre 1950.
- YSMAL Pierre, « Maulnier : l'écriture », in *Sud Ouest Dimanche*, 22 mai 1983.
- YSMAL Pierre, « Thierry Maulnier : humaniste de droite », in *Sud Ouest Dimanche*, 17 janvier 1988.
- Z., « Hum ! Hum ! », in *L'Aurore*, 4 juin 1952.
- ZORETTI Ludovic, « La Gratuité n'est pas la question essentielle », in *L'Effort*, 21 octobre 1941.

D/ Réception de l'œuvre de Thierry Maulnier : articles parus dans la presse étrangère

- AESCHIMANN M., « L'Europe qu'on nous a faite », in *La Gazette de Lausanne*, 21 juillet 1944.
- ANONYME, « Le Grand prix de la critique littéraire décerné à Thierry Maulnier », in *La Gazette de Lausanne*, 10 mai 1935.
- ANONYME, « Racine, par Thierry Maulnier », in *Le Journal de Genève*, 14 mai 1935.
- ANONYME, « Il premio francese della critica », in *L'Italia Litteraria*, 25 mai 1935.
- ANONYME, « Un livre sur Jean Racine », in *La Gazette de Lausanne*, 9 septembre 1935.
- ANONYME, « La Révolution difficile », in *Le Journal de Genève*, 4 janvier 1941.
- ANONYME, « Thierry Maulnier : La France, la guerre et la paix », in *La Gazette de Lausanne*, 7 août 1942.
- ANONYME, « Le collectivisme et la guerre », in *La Gazette de Lausanne*, 7 octobre 1943.
- ANONYME, « Antigone au Vieux Colombier », in *Le Journal de Genève*, 19 janvier 1945.
- ANONYME, « La Table Ronde », in *Le Journal de Genève*, 5 novembre 1945.
- ANONYME, « Retour de Ludmilla Pitoëff », in *La Gazette de Lausanne*, 23 novembre 1946.
- ANONYME, « Paroles de bon sens », in *La Gazette de Lausanne*, 22 février 1947.
- ANONYME, « Brief aus Frankreich. Rüdlehr und dramatischen gemütsbewegung, von Thierry Maulnier », in *Oberösterreichische nachrichten*, 28 février 1947.
- ANONYME, « La Revue française de l'élite », in *La Gazette de Lausanne*, 9 juillet 1948.
- ANONYME, « La Revue française de l'élite », in *La Gazette de Lausanne*, 22 juillet 1948.
- ANONYME, « La Course des rois », in *La Gazette de Lausanne*, 15 octobre 1948.
- ANONYME, « Jeanne et les juges », in *Neue Saar*, 25 novembre 1949.
- ANONYME, « En face du communisme, le drame de l'espérance », in *L'Avenir du Luxembourg*, 12 décembre 1952.

- ANONYME, « Malraux à la scène », in *La Gazette de Lausanne*, 20 novembre 1954.
- ANONYME, « Revolutionsdrama väcker het debatt », in *Dagens Nyheter* (Stockholm), 29 décembre 1954.
- ANONYME, « La Grande révolution du XX^e siècle », in *La Gazette de Lausanne*, 31 octobre 1956.
- ANONYME, « Thierry Maulnier à Jean-Paul Sartre : Je ne puis croire à votre candeur », in *Le Journal de Genève*, 14 novembre 1956.
- ANONYME, « Réponses françaises », in *La Gazette de Lausanne*, 17 novembre 1956.
- ANONYME, « L'intégration France-Algérie est-elle possible ou impossible ? », in *Le Journal de Genève*, 24 juillet 1958.
- ANONYME, « Le Théâtre du Parc à Bastogne, avec Procès à Jésus », in *La Libre Belgique*, 10 septembre 1959.
- ANONYME, « Procès à Jésus », in *L'Eventail*, 6 novembre 1959.
- ANONYME, « Procès à Jésus de Diego Fabbri », in *Le Journal de Genève*, 10 novembre 1959.
- ANONYME, « Thierry Maulnier nous ferait rire », in *La Gazette de Lausanne*, 20 février 1960.
- ANONYME, « Du théâtre des Nations à celui de Thierry Maulnier », in *La Gazette de Lausanne*, 19 mars 1960.
- ANONYME, « Thierry Maulnier a 51 ans », in *La Gazette de Lausanne*, 29 septembre 1960.
- ANONYME, « Thierry Maulnier élu à l'Académie française », in *La Gazette de Lausanne*, 14 février 1964.
- ANONYME, « Sauvez l'Ambigu ! », in *La Gazette de Lausanne*, 6 novembre 1965.
- ANONYME, « Paris : grâce à l'intervention de très nombreux passionnés du théâtre, l'Ambigu subsistera peut-être », in *La Gazette de Lausanne*, 8 novembre 1965.
- ANONYME, « L'Ambigu sera-t-il sauvé ? », in *Le Journal de Genève*, 10 novembre 1965.
- ANONYME, « Thierry Maulnier a rejoint les Immortels », in *La Gazette de Lausanne*, 21 janvier 1966.
- ANONYME, « Thierry Maulnier reçu à l'Académie française », in *Le Journal de Genève*, 21 janvier 1966.
- ANONYME, « Le Héron et la grenouille », in *La Gazette de Lausanne*, 29 janvier 1966.
- ANONYME, « Perspectives de remue-ménage culturel », in *La Gazette de Lausanne*, 21 juin 1969.
- ANONYME, « Du théâtre oratoire », in *La Gazette de Lausanne*, 19 décembre 1970.
- ANONYME, « Thierry Maulnier : Les Vaches sacrées », in *La Gazette de Lausanne*, 18 octobre 1977.
- ANONYME, « Agnostiker und Humanist. Thierry Maulnier : le Dieu masqué », in *Neue Bücher Zeitung*, n°14, 18 et 19 janvier 1986.
- ANTHELME Gille, « Le 11 novembre », in *La Presse*, 12 novembre 1932.
- ANTHELME Gille, « Nietzsche, par Thierry Maulnier », in *La Presse*, 3 juin 1933.
- ANTHELME Gille, « La France veut la liberté », in *La Meuse*, 1^{er} mars 1939.
- ANTHELME Gille, « Racine », in *La Meuse*, 18 avril 1939.
- AUDARD Jean, « Chronique de la philosophie vivante IV. Fascisme et spiritualisme », in *Documents* 33 (Bruxelles), décembre 1933.
- B. E., « Cette Grèce où nous sommes nés », in *La Gazette de Lausanne*, 16 janvier 1965.
- BAILLY Olivier, « On réédite le roman culte d'un auteur qui n'existait pas », in *Le Nouveau quotidien*, 17 septembre 1992.
- BAKELANTS Louis, « Mythes socialistes », in *Les Nouvelles*, 8 octobre 1936.
- BEAUJON Edmond, « La Révolution du XX^e siècle », in *Le Journal de Genève*, 29 mars 1958.
- BEHETS Armand, « Tristes temps... », in *La Flandre libérale*, 13 juillet 1947.
- BÖKENKAMP W., « Die Tragödie des Menschen in der Politik », in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 27 décembre 1954.
- BONNIER Jean-Robert, « Désespérance des jeunes », in *L'Action nationale*, 5 octobre 1935.
- BRAICHET René, « A propos d'un livre de Thierry Maulnier. La France, la guerre et la paix », in *Curieux*, 30 octobre 1942.

- BRAICHET René, « La France, la guerre et la paix », in *La Dépêche de Neuchâtel*, 26 novembre 1942.
- BRONNE Carlo, « Nietzsche, de Thierry Maulnier », in *Le Journal de Liège*, 1^{er} juin 1933.
- CARLESINI Dino, « Successo a San Miniato di Giovanna e i suoi giudici », in *Il Turrentino*, 19 août 1951.
- CATTAUI Georges, « Diego Fabbri vous parle... », in *Le Journal de Genève*, 10 juin 1961.
- CLEMENT François, « Portraits. Thierry Maulnier », in *La République du Centre*, 3 août 1948.
- COULON Barnett D., « The French theater. Racine, new style », in *Daily mail*, 28 janvier 1947.
- DAC Pierre, « Sic vos non fluctuat ab irato ! », in *L'Os libre*, sans date.
- DANZICA Nino, « Da Firenze a Portovenere, "la Giovanna e i giudici" », in *Il nuovo cittadino*, 29 août 1951.
- DELMAS Claude, « Aspects de Thierry Maulnier », in *Synthèses*, n°5, 1949.
- DUBOIS Ed., « La Condition humaine », in *Feuille d'avis de Lausanne*, 7 janvier 1955.
- DUHAMEL Roger, « L'Ordre nouveau », in *L'Action nationale*, 11 octobre 1938.
- DUMUR Jean, « Le Prince d'Egypte », in *La Gazette de Lausanne*, 8 octobre 1955.
- DUPLAIN Georges, « Deux hommes en nous », in *La Gazette de Lausanne*, 27 février 1947.
- DUVIGNAUD Jean, « Le dossier du Grand Ensemblier », in *La Gazette de Lausanne*, 15 mars 1958.
- E.F., « M. Thierry Maulnier brosse un tableau de la vie artistique actuelle », in *Le Journal de Genève*, 4 et 5 septembre 1948.
- EMANUELLI Enrico, « Siamo tutti tiranni siamo tutti assassini », in *La nuova stampa*, anno VIII, num.22.
- F., « Les Rencontres internationales vouées à l'art contemporain », in *Le Journal de Genève*, 16 juin 1948.
- FABRE Eugène, « La Course des rois », in *Journal de Genève*, 23 janvier 1948.
- FABRE Eugène, « Le Théâtre Hébertot a fait triompher hier, Jeanne et les juges », 28 janvier 1953.
- FABRE Eugène, « La Maison de la nuit de M. Thierry Maulnier », in *Le Journal de Genève*, 9 octobre 1954.
- FABRE Eugène, « Procès à Jésus de Diego Fabbri. Adaptation de Thierry Maulnier », in *Le Journal de Genève*, 13 novembre 1959.
- FAFFIN Henri-Pierre, « En marge d'un prix récent. Le laurier des jeunes. Le cas de M. Thierry Maulnier », in *Le Bien public*, 20 mai 1935.
- F. D., « Quand Gallimard reçoit », in *Le Journal de Genève*, 19 mars 1951.
- F.D, « M. Thierry Maulnier homme de théâtre », in *Le Journal de Genève*, 7 septembre 1951.
- F. D., « Rendez-vous à La Table Ronde », in *Le Journal de Genève*, 28 novembre 1951
- FERRANDO Nelio, « Giovanna e i giudici, di Maulnier rappresentata a Portovenere », in *Il Corriere del popolo*, 28 août 1951.
- FEYERABEND Wilhelm, « Jeanne et les juges », in *Saarländische Volkszeitung*, 17 novembre 1949.
- FRECHETTE L.-Athanasie, « Pourquoi des serfs ? », in *L'Action nationale*, 8 janvier 1943.
- FREGAULT Guy, « La France veut la liberté », in *L'Action nationale*, 17 novembre 1938.
- GODCHAUX Georges, « Racine, par Thierry Maulnier », in *Journal de Bruges*, 6 août 1939.
- GROSS François, « Réponse de la Droite au manifeste des 121 », in *La Gazette de Lausanne*, 7 octobre 1960.
- H.C, « Nietzsche par Thierry Maulnier », in *La Métropole d'Anvers*, sans date.
- HEBEL Pierre, « La Condition humaine au théâtre », in *Le Journal de Téhéran*, 10 février 1955.
- JEAN-LAMEERE Nelly, « Les livres dont on parle. Thierry Maulnier : Racine », in *La Nation belge*, 25 juin 1935.
- JOSEPH Roger, « Eloge anticipé d'un récipiendaire », in *La Nation belge*, avril 1964.
- JOTTERAND Franck, « La Maison de la nuit de Thierry Maulnier », in *La Gazette de Lausanne*, 31 octobre 1953.
- JOTTERAND Franck, « Balmaseda ou le bon goût du public », in *La Gazette de Lausanne*, 20 novembre 1954.
- JOTTERAND Franck, « La Condition humaine », in *La Gazette de Lausanne*, 11 décembre 1954.

- K. J-L., « L'Homme, la Bête et la Vertu de Pirandello, au parc Mon Repos », in *La Gazette de Lausanne*, 18 juillet 1977.
- KORN Karl, « Un ennemi de Dieu », in *Frankfurter Allgemeine Zeitung*, 6 mars 1953.
- KRAEMER H.J., « Lucifer au Château de Mantoue. Première du Profanateur de Thierry Maulnier », in *General Anzeiger*, 5 mars 1953.
- LAURENDEAU André, « Jeune droite. (Entretien avec Thierry Maulnier) », in *L'Action nationale*, 6 mars 1937.
- LAURENDEAU André, « Une parenthèse et un témoignage », in *L'Action nationale*, 7 novembre 1937.
- LAVERNE Gaston, « Violence et conscience », in *Septembre*, 4 novembre 1945.
- LEGER Jean-Marc, « Urgence d'une doctrine nationale », in *L'Action nationale*, 5 décembre 1948.
- LOPES RIBEIRO Antonio, « Maio em Paris. Thierry Maulnier conversa com Antonio Lopes Ribeiro. Sobre a nocividade das ideologias e a falsidade das promessas politicas », in *O Primeiro de Janeiro*, 26 juin 1983.
- M., « Giovanna e i giudici nella suggestiva cornice del Golfo », in *Il Turrentino*, 25 août 1951
- MARC Alexandre, « Le Mystère communiste », in *La Gazette de Lausanne*, 29 août 1945
- MARTINET Edouard, « En marge des IIIèmes rencontres internationales de Genève, M. Thierry Maulnier nous parle théâtre », in *L'Illustré hebdomadaire*, 16 septembre 1948.
- M. C., « La Maison de la nuit de Thierry Maulnier », in *La Gazette de Lausanne*, 15 octobre 1954.
- M. H., « Création d'une œuvre de Thierry Maulnier, Jeanne et les juges, à la Paroisse Notre-Dame », in *Le Journal de Genève*, 1^{er} novembre 1965.
- MOULIN Jean-Pierre, « Thierry Maulnier déclare : la démocratie française n'est pas une démocratie « vécue » par les Français », in *La Gazette de Lausanne*, 23 janvier 1952.
- NICOLLIER Jean, « Langages », in *La Gazette de Lausanne*, 4 octobre 1947.
- NICOLLIER Jean, « La Course des rois », in *La Gazette de Lausanne*, 16 octobre 1948.
- NICOLLIER Jean, « Le théâtre, langage de l'Homme », in *La Gazette de Lausanne*, 15 décembre 1948.
- NICOLLIER Jean, « Le Procès à Jésus de Diego Fabbri », in *La Gazette de Lausanne*, 6 novembre 1959.
- PACZENSKY Suzanne V., « La Condition humaine », in *Die Welt Essen*, 28 décembre 1954.
- PARIS André, « Le Profanateur », in *Le Soir*, 16 novembre 1952.
- PAYOT René, « L'Europe périra-t-elle ? », in *Le Journal de Genève*, 30 mai 1944.
- PEILLEX Georges, « La Course des rois », in *La Tribune de Lausanne*, 15 octobre 1948.
- PERRIN Olivier, « L'Homme conquérant : Thierry Maulnier », in *La Gazette de Lausanne*, 12 janvier 1988.
- PIAZZA Gian Piero, « All'Academico Thierry Maulnier. Il "premio mondiale Cino del Duca" », in *Stop*, 21 novembre 1986.
- PINZAUTI Leonardo, « Il dramma di Santa Giovanna sulla piazza del Duomo di San Miniato », in *Il Mattino*, 19 août 1951.
- P.P., « Cette Grèce où nous sommes nés », in *La Libre Belgique*, 31 décembre 1964.
- P.P., « Méditations d'Arland et Maulnier », in *La Libre Belgique*, 27 avril 1977.
- PUGLIONISI Carmelo, « Sui Palcoscenici di Parigi », in *Roma napoli*, 22 décembre 1954.
- RIETMANN C.M., « Processata Giovanna a Portovenere », in *Il Secolo XIX*, 26 août 1951.
- RIGASSI Georges, « Que pouvons-nous faire pour la paix ? », in *La Gazette de Lausanne*, 21 août 1943.
- RIGASSI Georges, « La Terreur comme système de gouvernement », in *La Gazette de Lausanne*, 3 juillet 1948.
- RIGASSI Georges, « Justice asservie », in *La Gazette de Lausanne*, 19 mars 1949.
- RIGASSI Georges, « Le régime de la Terreur permanente », in *La Gazette de Lausanne*, 15 mars 1952.

- RIGASSI Georges, « Qu'est-ce que le colonialisme ? De la fiction à la réalité. », in *La Gazette de Lausanne*, 8 septembre 1956.
- ROHRBASSER Marialyse, « La Lettre du jour : Le Procès à Jésus », in *La Gazette de Lausanne*, 12 novembre 1959.
- SCHNEIDER Edouard, « Jeanne d'Arc et ses lys », in *La Gazette de Lausanne*, 7 mars 1953.
- SCHNEIDER Helmut, « Un ennemi de Dieu. Intéressante première du Français Maulnier à Bonn », in *Westdeutsche Neue Presse*, 6 mars 1953.
- SCHÜMMER Dr. C., « L'ennemi de Dieu. La discussion commence », in *Bonner Rundschau*, 7 mars 1953.
- SECKELMANN Karl-Kuno L., « Jeanne et les juges », in *Saarbrücker Zeitung*, 17 novembre 1949.
- SILVA Raymond, « L'Occident saura-t-il profiter de sa chance ? », in *Le Journal de Genève*, 6 juillet 1956.
- STREEL José, « Devons-nous savoir où nous allons », in *Rex*, 15 avril 1938.
- SURCHI Sergio, « Giovanna e i giudici, di Maulnier nelle piazza del Duomo », in *Il nuovo corriere*, 18 août 1951.
- T. H-C., « Le Grand prix littéraire de la Ville de Paris à Brice Parain », in *La Gazette de Lausanne*, 20 janvier 1967.
- T. H-C., « Hier à Lausanne. La mégère apprivoisée », in *La Gazette de Lausanne*, 17 février 1967.
- THIEBAUT Marcel, « Tragédie et freudisme », in *Le Journal de Genève*, 15 mars 1947.
- THIEBAUT Marcel, « La Condition humaine », in *A suivre*, sans date.
- THOMAS Max-Marc, « Une jeunesse disponible... », in *L'Action nationale*, 27 janvier 1934.
- TRAZ Robert de, « L'actualité de toujours », in *Le Journal de Genève*, 23 juillet 1941.
- TRUAN François, « Thierry Maulnier et les colonels grecs », in *La Gazette de Lausanne*, 14 février 1970.
- V.M., « Théâtre d'orfèvre », in *La Gazette de Lausanne*, 24 mai 1967.
- VANDROMME Pol, « Les Vaches sacrées », in *Le Journal de Mons*, 2 et 3 avril 1977.
- VANDROMME Pol, « Le Dieu masqué », in *Le Journal de Mons*, 20 décembre 1985.
- VERDOT Guy, « Othello n'est pas fini... », in *Le Journal de Genève*, 29 et 30 juin 1963.
- VERDOT Guy, « Un jeune auteur nommé Racine », in *Le Journal de Genève*, 12 juin 1965..
- WIZNITZER Louis, « Thierry Maulnier fala sobre sua peça Le Profanateur », in *Lettras e artes*, 9 mars 1952.
- ZIEGLER Henri de, « Une société européenne de culture », in *Le Journal de Genève*, 6 avril 1950.

Ouvrages contemporains

ACHARD Marcel, *Réponse de M. Marcel Achard au discours de M. Thierry Maulnier*. Discours prononcé dans la séance publique le jeudi 20 janvier 1966, Paris, Palais de l'Institut.

ANDREU Pierre, *Le Rouge et le Blanc 1928-1944*, Paris, La Table Ronde, 1977, 241 p.

ANDREU Pierre, *Révoltes de l'esprit, les revues des années 30*, Paris, Kimé, 1991, 277 p.

ARLAND Marcel, *Anthologie de la poésie française. Choix et commentaires*, Paris, Delamain et Boutelleau, 1941, 655 p.

ARON Raymond, « L'Ere des tyrannies », in *La Revue de métaphysique et de morale*, mai 1939, pp.283-307.

ARON Raymond, *Le Spectateur engagé*, entretiens avec Jean-Louis Missika et Dominique Wolton, Paris : Julliard, 1981, 339 p.

ARON Robert et DANDIEU Arnaud, *Le Cancer américain*, Paris, Editions Rieder, 1931, 246 p.

AURY Dominique, *Anthologie de la poésie religieuse française*, Paris, Gallimard, 1943, 341 p.

AURY Dominique, *Vocation : clandestine*, Paris, Gallimard, 1999, 116 p.

AYME Marcel, *Ecrits sur la politique (1933-1967)*, Paris, Les Belles Lettres / Archimbaud, 2003, 332 p.

BARDECHE Maurice, *Lettre à François Mauriac*, Paris, La Pensée libre, 1947, 197 p.

BARDECHE Maurice, *Souvenirs*, Paris, Buchet Chastel, 1993, 271 p.

BAUDRILLART Alfred, *Les Carnets du Cardinal Baudrillart 11 avril 1939 – 19 mai 1941*, texte établi, présenté et annoté par Paul Christophe, Paris : Cerf, 1998, 1035 p.

BAUDRILLART Alfred, *Les Carnets du Cardinal Baudrillart 20 mai 1941 – 14 avril 1942*, texte établi, présenté et annoté par Paul Christophe, Paris : Cerf, 1999, 441 p.

BEAUVOIR Simone de, *Faut-il brûler Sade ?*, Paris, Gallimard Idées, 1972, 250 p.

BENDA Julien, *Précision 1930-1937*, Paris, Gallimard, 1989, 222 p.

BERTH Edouard, *Guerre des Etats ou guerre des classes*, Paris, 1924, Librairie des sciences politiques et sociales, 440 p.

BESSAND-MASSNET Pierre, *Itinéraire sentimental d'Alfred de Musset à Jean Cocteau. Introduction et choix de textes*, Genève, Editions du Milieu du Monde, 1942, 253 p.

BLANCHOT Maurice, *Chroniques littéraires du Journal des Débats avril 1941 – août 1944*, Paris, Gallimard, 2007, 685 p.

BLANCHOT Maurice, *Ecrits politiques 1953-1993*, Paris, Gallimard, 2008, 269 p.

BLOCH-LAINE François, *Pour une réforme de l'entreprise*, Paris, Seuil, 1963, 159 p.

BOSTAN Jacques, *Compromis avec la colère*, Rodez : Berger, 1944, 88 p.

BOURDIER Jean, *Le Comte de Paris : un cas politique*, Paris, La Table Ronde, 1965, 229 p.

BRASILLACH Robert, *Animateurs de théâtre*, Paris, Corrêa, 1936, 224 p.

BRASILLACH Robert, *Œuvres complètes, tome V. Mémoire écrit par Robert Brasillach pour la préparation de son procès*, Paris, Au club de l'honnête homme, 1964, pp.611-645.

BRASILLACH Robert, *Notre Avant-Guerre*, in *Œuvres complètes tome 6*, Paris, Au club de l'honnête homme, 1964, pp.1-341

BRISSON Jean-François, *Fils de quelqu'un : Pierre Brisson et les trente glorieuses du Figaro*, Paris, Editions de Fallois, 1989, 297 p.

BRISSON Pierre, *Vingt ans de Figaro 1938-1958*, Paris, Gallimard, 1959, 273 p.

BUCHET Edmond, *Les Auteurs de ma vie*, Paris, Buchet Chastel, 1969, 354 p.

BUISSON Martial, DAIRAINES Serge, DELANNEY Marcel, LA GATINAIS Maurice de, MAXENCE Jean-Pierre, MOUTON Roger et POINSIGNON Maxime, *La Révolution nationale sera communautaire. Raison, directions, moyens d'actions*, Paris, Centre communautaire, sn.

BURNHAM James, *L'Ere des organisateurs*, Paris, Calmann-Lévy, 1947, 262 p.

CABANIS José, *Discours de réception à l'Académie française*, prononcé en séance publique le 20 juin 1991, Paris, Palais de l'Institut, 1991, 45 p.

CASANOVA Jean-Claude, « L'amendement Vallon », in *Revue française de science politique*, n°1, février 1967, pp.97-109.

CATALOGNE Gérard de, *Dialogue entre deux mondes*, enquête, Paris, Librairie de la Revue Française, Alexis Redier éditeur, 1931, 298 p.

CATALOGNE Gérard de, *Une Génération*, Paris, Le Rouge et le Noir, 1930, 273 p.

CATALOGNE Gérard de, *Notre Révolution I. Tragédie dans le monde*, Montréal, Editions Bernard Valiquette, 1941, 212 p.

CATALOGNE Gérard de, *Notre Révolution II. Hommes et doctrines du vingtième siècle*, Montréal, Editions Bernard Valiquette, sd, 176 p.

CATALOGNE Gérard de, *Notre Révolution III. Entretiens dans la tourmente*, Montréal, Editions Bernard Valiquette, 1943, 170 p.

CHARBONNEAU Henry, *Les Mémoires de Porthos*, Paris, Les Editions du Clan, 1967, 458 p.

CLOUARD Henri, *Les Disciplines, nécessité littéraire et sociale d'une renaissance classique*, Paris, Marcel Rivière, 1913, 261 p.

COLIN Charles-Ambroise, *Le sacrifice de Bassompierre* suivi de *Frères ennemis* par Jean Bassompierre, Paris, Amiot-Dumont, 1948, 237 p.

COLLECTIF, *L'Ere des fédérations*, Paris, Plon, 1958, 242 p.

COLLECTIF, *Cher Maître : lettres à Charles Maurras*, édition établie par Pierre-Jean DESCHODT, Paris, Bartillat, 1995, 624 p.

COLOMB Hélène, *La Danse des fous, Mémoires*, Paris, Editions caractères, 1974, 163 p.

Comité de Vigilance des Intellectuels Antifascistes, *Qu'est-ce que le fascisme ? Le fascisme et la France*, Paris, CVIA, 1935, 62 p.

DAIX Pierre, *Pourquoi M. David Rousset a-t-il inventé les camps soviétiques*, éditions *Les Lettres françaises*, novembre 1949.

DANIEL-ROPS, *Les Années tournantes*, Paris, Editions du siècle, 1932, 263 p.

DANIEL-ROPS, *Le Monde sans âme*, Paris, Plon, 1932, 255 p.

DEON Michel, *Mes arches de Noé*, Paris, Gallimard collection Folio, 1980, 318 p.

DEON Michel et Alice, *Parlons-en...*, conversation, Paris, Gallimard, 1993, 178 p.

DRIEU LA ROCHELLE Pierre, *Journal 1939-1945*, Paris, Gallimard, 1992, 521 p.

DU MOULIN DE LABARTHETE Henri, *Le Temps des illusions : souvenirs, juillet 1940-avril 1942*, Genève : Editions du Cheval Ailé, 1946, 436 p.

ELLUL Jacques, *Métamorphose du bourgeois*, Paris, La Table Ronde, 1998, 354 p.

FABREGUES Jean de, *Charles Maurras et son Action Française : un drame spirituel*, Paris, Perrin, 1966, 427 p.

FAURE Edgar, *L'Ame du combat*, Paris, Fayard, 1970, 351 p.

FESSARD Gaston, *Epreuve de force*, Paris, Bloud et Gay, 1939, 140 p.

GAXOTTE Pierre, *Les Autres et moi*, Paris, Flammarion, 1975, 290 p.

GIRARDET Raoul, *Singulièrement libre*, entretiens avec Pierre Assouline, Paris, Perrin, 1990, 226 p.

GRAVIER François, *Principes d'une politique extérieure française*, Les Cahiers de Combat, n°6, supplément au numéro de mai 1939 de la revue *Combat*, 36 p.

GÜNTHER-GRÜNDEL Ernst, *La Mission de la jeune génération*, Paris, Plon, 1933, 430 p.

GUTH Paul, *Quarante contre un*, Paris, Corrêa, 1947, 304 p.

HAEDENS Kléber, *Une anthologie : poésie française*, Toulouse, Editions de la Nef, 1942, 280 p.

HAEDENS Kléber, *Histoire de la littérature française*, Paris, René Julliard, Sequana, 1943, 475 p.

HALEVY Elie, *L'ère des tyrannies*, Paris, Gallimard, 1938, 249 p.

HAUTECLOCQUE Xavier de, *A l'ombre de la Croix gammée*, Paris, Editions de France, 1933, 253 p.

HAUTECLOCQUE Xavier de, *La tragédie brune*, Paris, Editions de la Nouvelle Revue Critique, 1934, 211 p.

HAUTECLOCQUE Xavier de, *Police politique hitlérienne*, Paris, Editions de la Nouvelle Revue Critique, 1935, 224 p.

HERMANT Max, *Idoles allemandes*, Paris, Grasset, 1935, 359 p.

JAMET Dominique, *Notre après-guerre. Comment notre père nous a tués*, Paris, Flammarion, 2003, 252 p.

JEANNERET Serge, *La Vérité sur les instituteurs*, Paris, Flammarion, 1941, 197 p.

JEANNERET Serge, *L'Ecole et l'esprit civique*, Paris, Flammarion, 1943, 175 p.

JUNGER Ernst, *Journal de guerre et d'Occupation 1939-1948*, Paris : Julliard, 1965, 501 p.

KOESTLER Arthur, *Le zéro et l'infini*, Paris, Calmann-Lévy, 1945, 295 p.

KRAVCHENKO Victor, *J'ai choisi la liberté !*, Paris, Editions Self, 1947, 638 p.

LA FEDERATION, *France, terre de libertés. Notes doctrinales*, Paris, La Fédération, sd, 38 p.

LAFUE Pierre, *Pris sur le vif*, Paris, Les Editions mondiales, 1978, 273 p.

LANG André, *Pierre Brisson, le journaliste, l'écrivain, l'homme*, Paris, Calmann-Lévy, 1967, 394 p.

LASNE René et RABUSE Georg, *Anthologie de la poésie allemande des origines à nos jours*, Paris, Delamain et Boutelleau, 1943, 2 volumes.

LASSERRE Pierre, *La Morale de Nietzsche*, Paris, Mercure de France, 1902, 159 p.

LAUBREAUX Alain, *Ecrit pendant la guerre*, Paris, Inter-France, 195 p.

LAURENT Jacques, *Histoire égoïste*, Paris, La Table Ronde, Folio, 1978, 600 p.

LAURENT Jacques, *L'Esprit des lettres I*, Paris, Editions de Fallois, 1999, 414 p.

LAURIOL Marc, *Le fédéralisme et l'Algérie*, Paris, La Fédération, 1958, 40 p.

LE ROY LADURIE Jacques, *Mémoires 1902-1945*, Paris, Flammarion / Plon, 1997, 498 p.

LOICHOT Marcel, *Contribution à l'approche d'une doctrine pancapitaliste*, ronéoté, 1961, 20 p.

LOICHOT Marcel, *La réforme pancapitaliste*, Paris, Robert Laffont, 1966, 216 p.

MALLET Bernard, « L'accession des salariés au capital de l'entreprise et l'autofinancement », texte de l'exposé fait au 41^e dîner d'information du CEPEC le 17 mars 1966, précédé d'une allocution de Georges René Laederich et suivi d'une conclusion par Louis Salleron, in *Les Cahiers du CEPEC*, n°30, 1966, 42 p.

MASSIS Henri, *Maurras et notre temps, tome 1*, Paris, La Palatine, 1951, 281 p.

MASSIS Henri, *Maurras et notre temps, tome 2*, Paris, La Palatine, 1951, 255 p.

MASSIS Henri, *L'Occident et son destin*, Paris, Grasset, 1956, 355 p.

MASSIS Henri, *Au long d'une vie*, Paris, Plon, 1967, 276 p.

MATIGNON Renaud, *La Liberté de blâmer*, Paris : Bartillat, 1998, 621 p.

MAURIAC François, *Bloc-notes tome I. 1952-1957*, Paris, Editions du Seuil, 1993, 583 p.

MAURIAC François, *Bloc-notes tome III. 1961-1964*, Paris, Editions du Seuil, 1993, 595 p.

MAURIAC François, *Bloc-notes tome IV. 1965-1967*, Paris, Editions du Seuil, 1993, 589 p.

MAURIAC François, *Bloc-notes tome V. 1968-1970*, Paris, Editions du Seuil, 1993, 415 p.

MAURIAC François, *D'un bloc-notes à l'autre 1952-1969*, Paris, Bartillat, 884 p.

MAURRAS Charles, *Anthinéa*, Paris, F. Juven, 1901, 338 p.

MAURRAS Charles, *Romantisme et Révolution*, Versailles, Bibliothèque des œuvres politiques, 1928, 296 p.

MAURRAS Charles, *La Seule France*, Lyon, Lardanchet, 1941, 329 p.

MAURRAS Charles, *La Contre-révolution spontanée*, Lyon, Lardanchet, 1943, 265 p.

MAURRAS Charles, *La Balance intérieure*, Lyon, Lardanchet, 1952, 294 p.

MAURRAS Charles, *Dieu et le roi. Correspondance entre Charles Maurras et l'abbé Penon (1883-1928)*, Paris, Privat, 2007, 751 p.

MAXENCE Jean-Luc, *L'Ombre d'un père*, Paris, Hachette, 1978, 251 p.

MAXENCE Jean-Pierre, *Histoire de dix ans 1927-1937*, Paris, Gallimard, 1939, 379 p.

MAXENCE Jean-Pierre, *L'Intelligence française devant l'action*, Paris, Centre Communautaire, 1942, 55 p.

MERLEAU-PONTY Maurice, *Sens et non-sens*, Paris, Gallimard, 1996, 229 p.

MICAUD Charles, *La Droite devant l'Allemagne*, Paris, Calmann-Lévy, 1945, 157 p.

MONNIER Pierre, *A l'ombre des grandes têtes molles*, Paris, La Table Ronde, 1987, 302 p.

MONNIER Pierre, *Les Pendules à l'heure*, Paris, Le Flambeau, 1992, 393 p.

MONNIER Pierre, *Irrévérence gardée*, Paris, Godefroy de Bouillon, 1999, 263 p.

NIZAN Paul, *Articles littéraires et politiques 1*, édition établie par Anne Mathieu, préface de Jacques Deguy, Paris, Joseph K., 2005, 566 p.

ORLEANS Henri d', Comte de Paris, *Mémoires d'exils et de combats*, Paris, M. Jullian, 1979, 367 p.

ORMESSON Jean d', *Hommage à M. Thierry Maulnier, décédé le 9 janvier 1988 prononcé par M. Jean d'Ormesson, Directeur de l'Académie. Séance de l'Académie française du jeudi 14 janvier 1988*, Paris, Institut de France, 1988, 7 p.

ORMESSON Wladimir, *La révolution allemande*, Paris, Bloud et Gay, 1933, 152 p.

PELADEAU Paul, *On disait en France*, Montréal, Les Editions Variétés, 1941, 219 p.

PERROUX François, *Les mythes hitlériens*, Lyon, Bosc, 1935, 157 p.

PERTINAX, *Les fossoyeurs II. Pétain*, New York, Editions de la Maison Française, 1943, 317 p.

POURTALES Guy de, *Journal II 1919-1941*, Paris, Gallimard, 1991, 486 p.

PUJO Pierre, *L'Autre résistance. L'Action française sous l'Occupation*, Paris, Godefroy de Bouillon, 2004, 113 p.

RAUSCHNING Hermann, *La révolution du nihilisme*, Paris, Gallimard, 1939, 327 p.

REBATET Lucien, *Les Décombres*, Paris, Editions Denoël, 1942, 669 p.

REBATET Lucien, *Les Mémoires d'un fasciste II 1941-1947*, Paris, Pauvert, 1976, 267 p.

ROY Claude, *La mer à boire*, Paris, Julliard, 1944, 195 p.

ROY Claude, *Moi je*, Paris, Gallimard, Folio, 1993, 500 p.

SAINT-BONNET Georges, *Vichy capitale. Ce que j'ai vu et entendu*, Clermont-Ferrand, Paris, Editions Mont-Louis, 1941, 175 p.

SAINT-GERMAIN Jacques, *Puissance et déclin du capitalisme*, Paris, Les Œuvres françaises, 1936, 259 p.

SAINT-GERMAIN Jacques, *La Grande invasion*, Paris, Flammarion, 1939, 212 p.

SAINT-LAURENT Cécil, *L'Algérie quand on y est*, Paris, Le livre contemporain, 1958, 249 p.

SALLERON Louis, *Réflexions sur le régime à naître*, Paris, Desclée de Brouwer, 1944, 437 p.

SALLERON Louis, *La réforme de l'entreprise*, texte ronéoté d'une conférence prononcée à l'O.C.O.C le jeudi 3 août 1944.

SALLERON Louis, *Six études sur la propriété collective*, Paris, Le Portulan, 1947, 201 p.

SALLERON Louis, *Diffuser la propriété*, Paris, Nouvelles Editions Latines, 1964, 221 p.

SALLERON Louis, « L'Accession des salariés à la propriété du capital », in *Les Dossiers du CEPEC*, n°21, mars 1966, 32 p.

SARTRE Jean-Paul, *Les carnets de la drôle de guerre Novembre 1939 – Mars 1940*, Paris, Gallimard, 1983, 433 p.

SARTRE Jean-Paul, *Nekrassov*, Paris, Gallimard, Folio, 1997, p.133.

SCHLUMBERGER Jean, *Notes sur la vie littéraire 1902-1968*, Paris, Gallimard, 1999, 469 p.

SEGARD Achille, *Charles Maurras et les idées royalistes*, Paris, Fayard, 1919, 284 p.

SENTEIN François, *Minutes d'un libertin (1938-1941)*, Paris, Le Promeneur, 2000, 279 p.

SENTEIN François, *Nouvelles minutes d'un libertin (1942-1943)*, Paris, Le Promeneur, 2000, 466 p.

SENTEIN François, *Minutes d'un libéré (1944)*, Paris, Le Promeneur, 2002, 201 p.

SENTEIN François, *Minutes d'une autre année : 1945*, Paris, Le Promeneur, 2003, 175 p.

SERANT Paul, *Le Romantisme fasciste*, Paris, Fasquelle, 1959, 323 p.

SERANT Paul, *Les Dissidents de l'Action Française*, Paris, Copernic, 1978, 323 p.

SERANT Paul, *Dictionnaire des écrivains français sous l'Occupation*, Paris, Grancher, 2002, 348 p.

SERRE Charles, *Rapport fait au nom de la commission chargée d'enquêter sur les événements survenus en France de 1933 à 1945*, Assemblée nationale, première législature, session de 1947, n°2344, Paris : Imprimerie de l'Assemblée nationale, 1951, 9 volumes.

SIEBURG Friedrich, *Dieu est-il français ?*, Paris, Grasset, 1930, 371 p.

SIEBURG Friedrich, *Défense du nationalisme allemand*, Paris, Grasset, 1933, 280 p.

SPENGLER Oswald, *Années décisives*, Paris, Copernic, 1979, 246 p.

SPENS Willy de, *Derniers étés*, Paris, La Table Ronde, 1975, 323 p.

TALMON Jacob Leib, *Les origines de la démocratie totalitaire*, Paris, Calmann-Lévy, 1966, 412 p.

TASCA Angelo, *Vichy 1940-1944*, archives de guerre d'Angelo Tasca, présentées par Denis Peschanski, Paris/Milan, Editions du CNRS/Feltrinelli, 1986, 749 p.

THARAUD Jérôme et Jean, *Notre cher Péguy tome 1*, Paris, Plon, 1926, 273 p.

THIBAUDET Albert, *Trente ans de vie française. Les Idées de Charles Maurras*, Paris, Editions de la Nouvelle Revue Française, 1920, 321 p.

VAAST Emile, *Articles clandestins*, Le Havre, Imprimerie de M. Etaix, 1945, 29 p.

VAAST Emile, *De la double déchéance à la double libération*, Paris, Editions R. Simon, 1946, 192 p.

VENNER Dominique, *Le Cœur rebelle*, Paris, Les Belles Lettres, 1994, 205 p.

VERMEIL Edmond, *Les doctrinaires de la révolution allemande (1918-1938)*, Paris, Sorlot, 1938, 392 p.

VERMEIL Edmond, *L'Allemagne. Essai d'explication*, Paris, Gallimard, 1940, 335 p.

VINCENT René, *Le Temps des assassins*, Paris, Redier, 1935, 253 p.

VOEGELIN Eric, *Les religions politiques*, Paris, Cerf, 1994, 118 p.

WINOCK Michel, *La République se meurt : chronique 1956-1958*, Paris, Seuil, Points Histoire, 1978, 252 p.

WINOCK Michel, *Chronique des années soixante*, Paris, Editions du Seuil, 1987, 382 p.

Articles

- BLANCHOT Maurice, « La Révolte des contribuables contre le Parlement », in *Le Rempart*, 27 mai 1933.
- BLANCHOT Maurice, « La Guerre pour rien », in *Combat*, n°3, mars 1936.
- BLANCHOT Maurice, « Après le coup de force germanique », in *Combat*, n°4, avril 1936.
- BLANCHOT Maurice, « La France, nation à venir », in *Combat*, n°19, novembre 1937.
- BOUVARD Philippe, « Un nouveau théâtre parisien à 13 kilomètres de la capitale », in *Le Figaro*, 26 octobre 1961.
- BRASILLACH Robert, « La Provence, la Provence seule... », in *Je Suis Partout*, 7 août 1942.
- CATALOGNE Gérard de, « Enquête auprès des étudiants d'aujourd'hui à l'Ecole Normale Supérieure, Paul-Yves Nizan », in *Les Nouvelles Littéraires*, 8 décembre 1928, p.5.
- CATALOGNE Gérard de, « Commencement d'une exécution », in *La Revue du Siècle*, n°8, décembre 1933.
- CATALOGNE Gérard de, « Dans la caverne de la Revue française », in *La Revue du Siècle*, n°9, janvier 1934.
- CATALOGNE Gérard de, « Fin de régime », in *La Revue du Siècle*, n°10, février 1934.
- DANIEL-ROPS, « La Voix de la jeunesse », in *La Nouvelle Revue de Hongrie*, juillet 1932, pp.26-37.
- DEON Michel, « Années lyonnaises », in *La Revue des deux mondes*, janvier 1964, pp.30-45.
- FABREGUES Jean de, « L'Ordre Nouveau et nous », in *La Revue du siècle*, n°10, février 1934.
- FABREGUES Jean de, « Nos adversaires et nos voisins », in *La Revue du Siècle*, n°10, février 1934, p.3.
- FABREGUES Jean de, « Naissance du XX^e siècle. Adieu à l'ère libérale », in *La Revue du Siècle*, n°13, mai 1934.
- FRAIGNEAU André, « De la Couronne fermée à la Table Ronde », in *Cahiers de la Table Ronde*, Hiver 1974, pp.19-22.
- FRANCIS Robert, « Trois idées révolutionnaires », in *La Revue française*, n°2, 25 février 1933, pp.91-92.
- FRANCIS Robert, « Le Sens de l'impôt », in *La Revue du Siècle*, n°3, juin 1933, p.69.
- FRANCIS Robert, « Grande baisse sur la révolte », in *Combat*, n°1, janvier 1936.
- FRANCIS Robert, « Aidons-les à crever », in *L'Insurgé*, n°3, 27 janvier 1937.
- FRANCIS Robert, « Le Règne des répétiteurs », in *L'Insurgé*, n°36, 15 septembre 1937.
- GANNE Gilbert, « Les Mouvements intellectuels d'avant-guerre », in *Arts*, 18 avril 1956.
- GANNE Gilbert, « Qu'as-tu fait de ta jeunesse ? Les jeunes maurrassiens », in *Arts*, du 18 au 24 avril 1956.
- GREEFF Etienne de, « le drame humain et la psychologie des "mystiques humaines" », in *Etudes carmélitaines*, avril 1937, pp.105-155.
- JEANNERET Serge, « Le nationalisme devant la guerre », in *Combat*, n°35, mai 1939.
- JEANTET Claude, « Notre enquête. Comment êtes-vous venu à l'Action française ? Réponse d'Eugène Marsan », in *L'Etudiant français*, quatrième année, n°1, 1^{er} décembre 1924.
- LAUDENBACH Roland, « Mode d'emploi », in *Cahiers de la Table Ronde*, Hiver 1974, pp.7-14.
- LAURENT Jacques, « La pelisse du maître », in *Cahiers de la Table Ronde*, Hiver 1974, pp.89-94.
- LEMARCHAND Jacques, « Montansier, le théâtre qui ne triche pas », in *Le Figaro littéraire*, 13-19 octobre 1969.
- LE MARCHAND Jean, « Quelques images », in *Cahiers de la Table Ronde*, Hiver 1974, pp.95-105.
- MAXENCE Jean, « Pour un humanisme chrétien. Définitions de l'humanisme », in *Cahiers 1930*, 1^{er} juillet 1930, p.2.
- MAXENCE Jean-Pierre, « Le Juif contre nos libertés », in *Le Charivari*, 13 juin 1936.
- MAXENCE Jean-Pierre, « De Bernard Lazare à Hirschovitz. Juif et Juifs », in *Le Charivari*, 27 juin 1936.
- MAXENCE Jean-Pierre, « La dictature des maîtres-chanteurs », in *Le Charivari*, 19 septembre 1936.
- MAXENCE Jean-Pierre, « André Tardieu : L'année de Munich », in *Gringoire*, 2 mars 1939.
- MAXENCE Jean-Pierre, « Maurice Barrès, maître de grandeur », in *La Gerbe*, 30 octobre 1941.
- MAXENCE Jean-Pierre, « Bilan de Barrès », in *La Gerbe*, 25 mars 1943.

- MERLEAU-PONTY Maurice, « L'U.R.S.S. et les camps », in *Les Temps Modernes*, janvier 1950, (reproduit dans Maurice Merleau-Ponty, *Signes*, Paris, Gallimard, 1950, pp.264-265).
- NIZAN Paul, « Sur un certain front unique », in *Europe*, 15 janvier 1933.
- POURTALES Guy de, « Opinion française. Après le désastre », in *Le Journal de Genève*, 28 et 29 juillet 1940.
- POURTALES Guy de, « Pas de malentendu », in *Le Journal de Genève*, 11 et 12 août 1940.
- ROUGEMONT Denis de, « A prendre ou à tuer », in *La Nouvelle Revue Française*, décembre 1932, p.844.
- SALLERON Louis, « Quatre livres de Charles Maurras », in *Courrier Royal*, n°92, 3 avril 1937.
- SALLERON Louis, « La France doit-elle se battre pour la Tchécoslovaquie ? », in *Combat*, n°27, juillet 1938.
- SALLERON Louis, « Une situation révolutionnaire. Notes sur les relations du capital et du travail », in *La Revue Universelle*, n°76-77, mars 1944, pp.195-208.
- STREEL José, « Devons-nous savoir où nous allons ? », in *Rex*, 15 avril 1938.
- VAAST Emile, « Souvenir de Barrès », in *Réaction*, n°5, février 1931.
- VAAST Emile, « Rapports du pays légal et du pays réel », in *Combat*, n°1, janvier 1936.
- VAAST Emile, « De Gaulle », in *L'Heure H*, 11 novembre 1943.
- VINCENT René, « La dictature du robot », in *Réaction*, n°11, 15 mars 1931, pp.246-247.
- VINCENT René, « Réhabilitation de la politique », in *La Revue du Siècle*, n°3, juin 1933, p.17.
- VINCENT René, « Les aveux du juif Céline », in *Combat*, n°23, mars 1938.
- VINCENT René, « Retour à Barrès », in *Combat*, n°33, mars 1939.
- VINCENT René, « Gobuseau, Français moyen », in *Idées*, n°7, mai 1942.
- VINCENT René, « Un homme du sol : Maurice Barrès », in *Cahiers Français*, n°5, 1943, pp.58-64.

2. Bibliographie

Travaux portant précisément sur Thierry Maulnier :

- BAUMIER Matthieu, « L'autre France, essai sur le concept de nation dans l'œuvre du premier Thierry Maulnier (avant 1945) », in *La Sœur de l'Ange*, n°2, Hiver 2004, pp.151-163.
- BENOIST Alain de, *Bibliographie générale des droites françaises volume 1. Arthur de Gobineau, Gustave Le Bon, Edouard Drumont, Maurice Barrès, Pierre Drieu La Rochelle, Henry de Montherlant, Thierry Maulnier, Julien Freund*, Coulommiers, Editions Dualpha, 2004, 614 p.
- BIGAULT Agnès, *L'Humaine condition, Thierry Maulnier humaniste du XX^e siècle*, Thèse de doctorat de littérature française, sous la direction de Georges Molinié, Paris IV, 399 p.
- LEFEBVRE Grégoire, *Anticommunisme et antimarxisme : l'exemple de Thierry Maulnier (1930-1945)*, mémoire présenté à l'IEP de Paris, 1995, 268 p.
- MARTY Etienne, *Les Idées politiques de Thierry Maulnier*, Paris, DES de sciences politiques, 1966, 98 p.
- MONTETY Etienne de, *Thierry Maulnier*, Paris, Julliard, 1994, 370 p. Réédition 2013, Tempus.

MOREL Ludovic, « Thierry Maulnier, soldat maurrassien de l'humanisme », in *Le maurrassisme et la culture. L'Action française, culture, société, politique (III)*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2010, pp.235-248.

Autres travaux :

Ouvrages de référence

- ADDED Serge, *Le Théâtre dans les années Vichy 1940-1944*, Paris, Ramsay, 1992, 362 p.
- AGERON Charles-Robert, *La Décolonisation française*, Paris, Armand Colin, 1991, 180 p.
- AGERON Charles-Robert, *De l'Algérie "française" à l'Algérie algérienne*, Paris, Editions Bouchène, 2005, 623 p.
- AMAURY Philippe, *De l'information et de la propagande d'Etat. Les Deux premières expériences d'un « Ministère de l'Information » en France : l'apparition d'institutions politiques et administratives d'information et de propagande sous la IIIe République en temps de crise (juillet 1939 – juin 1940), leur renouvellement par le régime de Vichy (juillet 1940 – août 1944)*, Paris, LGDJ, 1969, 874 p.
- AMORETTI Henri, *Lyon Capitale 1940-1944*, Paris, Editions France-Empire, 1964, 418 p.
- ANTLIFF Mark, *Avant-Garde fascism. The mobilization of myth, art and culture in France, 1909-1939*, Durham, Duke university press, 2007, 352 p.
- ANTONUTTI Isabelle, *Cino Del Duca. De Tarzan à Nous Deux, itinéraire d'un patron de presse*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2012, 221 p.
- APPLEBAUM Anne, *Goulag : une histoire*, Paris, Grasset, 2005, 716 p.
- ARON Robert, *Histoire de l'épuration*, 4 volumes, Paris, Fayard, 1967, 1969, 1974, 1975.
- ASSOULINE Pierre, *L'Épuration des intellectuels*, Bruxelles, Complexe, 1996, 175 p.
- AUZEPY-CHAVAGNAC Véronique, *Jean de Fabrègues et la Jeune Droite catholique. Aux sources de la Révolution nationale*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2002, 464 p. (ouvrage tiré d'une thèse intitulée : *Jean de Fabrègues : persistance et originalité d'une tradition catholique de droite pendant l'entre-deux-guerres*, 2 volumes, Thèse de doctorat de sciences politiques, Paris, IEP, 1993, dir : René Rémond).
- AYCOBERRY Pierre, *La question nazie. Les interprétations du national-socialisme 1922-1975*, Paris, Seuil, 1979, 317 p.
- AZEMA Jean-Pierre, *La Collaboration 1940-1944*, Paris, PUF, 1975, 152 p.
- AZEMA Jean-Pierre, *1940, l'année terrible*, Paris : Editions du Seuil, 1990, 380 p.
- AZEMA Jean-Pierre, *De Munich à la Libération 1938-1944*, Paris, Editions du Seuil, Points Histoire, 2002, 412 p.
- AZEMA Jean-Pierre, *Vichy-Paris, les collaborations. Histoire et mémoires*, Bruxelles, André Versaille éditeur, 2012, 248 p.
- AZEMA Jean-Pierre et BEDARIDA François (dir.), *Le Régime de Vichy et les Français*, Paris, Fayard, 1992, 788 p.
- AZEMA Jean-Pierre et BEDARIDA François (dir.), *1938-1948, les années tourmente : de Munich à Prague, dictionnaire critique*, Paris, Flammarion, 1995, 1137 p.
- AZEMA Jean-Pierre et BEDARIDA François (dir.), *La France des années noires 1. De la défaite à Vichy*, Paris, Editions du Seuil, Points Histoire, 2000, 580 p.
- AZEMA Jean-Pierre et BEDARIDA François (dir.), *La France des années noires 2. De l'Occupation à la Libération*, Paris, Editions du Seuil, Points Histoire, 2000, 632 p.
- AZEMA Jean-Pierre et WIEVIORKA Olivier, *Vichy, 1940-1944*, Paris, Perrin, 2004, 374 p.
- BARIETY Jacques, *Les relations franco-allemandes après la Première Guerre mondiale, 11 novembre 1918-10 janvier 1925*, Paris, Pédone/Publications de la Sorbonne, 1977, 797 p.

BARIETY Jacques (dir.), *Aristide Briand, la Société des Nations et l'Europe 1919-1932*, études réunies par l'Association Internationale d'Histoire Contemporaine de l'Europe, Strasbourg, Presses Universitaires de Strasbourg, 2007, 542 p.

BARTOSEK Karel, *Les aveux des archives. Prague-Paris-Prague, 1948-1968*, Paris, Seuil, 1996, 464 p.

BARUCH Marc-Olivier (dir.), *Une poignée de misérables : l'épuration de la société française après la Seconde Guerre Mondiale*, Paris, Fayard, 2003, 612 p.

BAUDELLOT Christian, ESTABLET Roger et MALEMORT Jacques, *La Petite Bourgeoisie en France*, Paris, Maspero, 1975, 304 p.

BELLANGER Claude, GODECHOT Jacques, GUIRAL Pierre et TERROU Fernand (dir.), *Histoire générale de la presse française T.III*, Paris, PUF, 1972, 687 p.

BELLOSTA Marie-Christine, *Céline ou l'art de la contradiction. Lecture de Voyage au bout de la nuit*, Paris, CNRS Editions, 2011, 317 p.

BELOT Robert, *Lucien Rebatet. Un itinéraire fasciste*, Paris, Seuil, 1994, 486 p.

BERGES Michel, *Vichy contre Mounier. Les non-conformistes face aux années 40*, Paris, Economica, 1997, 406 p.

BERNARD Jean-Pierre A., *Paris Rouge 1944-1964. Les Communistes français dans la Capitale*, Paris : Champ Vallon, 1991, 267 p.

BERSTEIN Serge, *Le 6 février 1934*, Paris, Editions Gallimard / Julliard, 1975, 258 p.

BERSTEIN Serge et BECKER Jean-Jacques, *Histoire de l'anticommunisme en France T.1, 1917-1940*, Paris, Olivier Orban, 1987, 407 p.

BERSTEIN Serge, MILZA Pierre et BIANCO Jean-Louis (dir.), *Les Années Mitterrand. Les années du changement 1981-1984*, Paris, Perrin, 2001, 973 p.

BETZ Albrecht et MARTENS Stefan, *Les Intellectuels et l'Occupation 1940-1944. Collaborer, partir, résister*, Paris, Autrement, 2004, 342 p.

BIDENT Christophe, *Maurice Blanchot, partenaire invisible*, Paris, Champ Vallon, 1998, 639 p.

BLANDIN Claire, *Le Figaro. Deux siècles d'histoire*, Paris, Armand Colin, 2007, 312 p.

BONNAUD-LAMOTTE D. et RISPAIL J-L (dir.), *Intellectuels des années 30 : entre le rêve et l'action*, Paris : Editions du CNRS, 1989, 280 p.

BONNET Jean, *Dékantations. Fonctions idéologiques du kantisme dans le XIX^e siècle français*, Berne, Peter Lang, 2011, 372 p.

BORY Jean-François, *Jacques Laurent*, Paris, Artefact, 1987, 221 p.

BOSCHETTI Anna, *Sartre et les « Temps Modernes »*, Paris, Editions de Minuit, 1985, 326 p.

BOURDREL Philippe, *L'Épuration sauvage 1944-1945*, Paris, Perrin, 1988, 439 p.

BOUTANG Pierre, *Maurras : la destinée et l'œuvre*, Paris, La Différence, 1993, 693 p.

BOUTANG Pierre, *Les Abeilles de Delphes*, Paris, Editions des Syrtes, 1999, 508 p.

BRASSIE Anne, *Robert Brasillach ou encore un instant de bonheur*, Paris, Robert Laffont, 1987, 421 p.

BRILLANT Bernard, *Les Clercs de 68*, Paris, PUF, 2003, 629 p.

BROCHE François, *Une histoire des antigaullismes, des origines à nos jours*, Paris, Bartlat, 2007, 627 p.

BRUNETEAU Bernard, *Le totalitarisme. Origines d'un concept, genèse d'un débat 1930-1942*, Paris, Cerf, 2010, 491 p.

BRUNETEAU Bernard, *L'Age totalitaire. Idées reçues sur le totalitarisme*, Paris, Le Cavalier Bleu, 2011, pp.11-47.

BURNIER Michel-Antoine, *Les Existentialistes et la politique*, Paris, Gallimard, 1966, 189 p.

BURRIN Philippe, *La Dérive fasciste. Doriot, Déat, Bergery. 1933-1945*, Paris, Seuil, Points histoire, 2003, 587 p.

BURRIN Philippe, *La France à l'heure allemande 1940-1944*, Paris, Seuil, Points Histoire, 1997, 564 p.

BURRIN Philippe, *Fascisme, nazisme, autoritarisme*, Paris, Editions du Seuil, Points Histoire, 2000, 315 p.

CALLIL Carmen, *Darquier de Pellepoix ou la France trahie*, Paris, Buchet Chastel, 2007, 706 p.

CAMPIONI Giuliano, *Les Lectures françaises de Nietzsche*, Paris, PUF, 2001, 295 p.

- CARROL David, *French Literary Fascism. Nationalism, Anti-semitism, and the ideology of culture*, Princeton, Princeton university press, 1995, 299 p.
- CAUTE David, *Le Communisme et les intellectuels français 1914-1966*, Paris, Gallimard, 1967, 474 p.
- CAUTE David, *Les Compagnons de route 1917-1968*, Paris, Robert Laffont, 1979, 487 p.
- CHARPIER Frédéric, *La CIA en France, 60 ans d'ingérence dans les affaires françaises*, Paris, Seuil, 2007, 364 p.
- CHATRIOT Alain, CHESSEL Marie-Emmanuelle et HILTON Matthew (dir.), *Au nom du consommateur. Consommation et politique en Europe et aux Etats-Unis au XX^e siècle*, Paris, La Découverte, 2004, 423 p.
- CHAUNU Jean, *Christianisme et totalitarismes en France dans l'entre-deux-guerres (1930-1940). Tome 1. Esquisse d'un jugement chrétien du nazisme*, Paris, François-Xavier de Guibert, 2007, 347 p. ; *Tome 2. Le paradigme totalitaire*, Paris, François-Xavier de Guibert, 2008, 309 p. ; *Tome 3. La chrétienté paradoxale*, Paris, François-Xavier de Guibert, 2010, 311 p.
- CHAUVY Gérard, *Lyon 1940-1947*, Paris, Perrin, 2004, 393 p.
- CHAUVY Gérard, *Le Drame de l'armée française, du Front populaire à Vichy*, Paris, Pygmalion, 2010, 696 p.
- COCHET François, *Les soldats de la Drôle de guerre. Septembre 1939-mai 1940*, Paris, Hachette, 2004, 270 p.
- COHEN Antonin, *De Vichy à la Communauté européenne*, Paris, PUF, 2012, 446 p. (Texte remanié d'une thèse de doctorat : *Histoire d'un groupe dans l'institution d'une « Communauté » européenne (1940-1950)*, Thèse de doctorat de science politique, Paris I, 1999, 477 p, sous la direction de Claude Eneri).
- COINET Jean-Paul, *La Légion française des combattants 1940-1944. La Tentation du fascisme*, Paris, Albin Michel, 1995, 458 p. (Texte remanié d'une Thèse d'Etat en histoire contemporaine, Université de Paris IV, 1991, sous la direction de Jean-Marie Mayeur)
- COINET Jean-Paul, *Paris, 40-44*, Paris, Perrin, 2001, 334 p.
- COINET Jean-Paul, *Histoire de Vichy*, Paris, Perrin, 2003, 358 p.
- COINET Jean-Paul, *Expier Vichy. L'épuration en France 1943-1958*, Paris, Perrin, 2008, 522 p.
- COINET-LABROUSSE Michèle, *Vichy et le fascisme*, Bruxelles, Complexe, 1987, 267 p.
- COINET-LABROUSSE Michèle, *Le Conseil national de Vichy : vie politique et réforme de l'Etat en régime autoritaire 1940-1944*, Paris, Aux Amateurs de Livres, 1989, 483 p.), (Texte remanié d'une Thèse d'Etat d'histoire, Université de Paris X, 1984, sous la direction de René Rémond)
- COINET Michèle, *Vichy capitale*, Paris, Perrin, 1993, 299 p.
- COINET-Michèle, *De Gaulle et l'Algérie française*, Paris, Perrin, 1995, 315 p.
- COINET Michèle, *Pétain et les Français 1940-1951*, Paris, Perrin, 2002, 321 p.
- COINET Michèle, *Nouvelle histoire de Vichy*, Fayard, 2011, 797 p.
- COINET Michèle et Jean-Paul (dir.), *Dictionnaire historique de la France sous l'Occupation*, Paris, Tallandier, 2000, 732 p.
- COLLECTIF, *Le Gouvernement de Vichy 1940-1942 : institutions et politiques*, colloque sur le gouvernement de Vichy et la Révolution nationale 1940-1942, organisé par la FNSP les 6 et 7 mars 1970, extrait des rapports et débats, Paris, Colin, 1972, 372 p.
- COLLECTIF, *Problèmes et méthodes de la biographie*, Actes du colloque de la Sorbonne des 3 et 4 mai 1985, Paris : Publications de la Sorbonne, 1985, 271 p.
- COLLECTIF, *La Littérature française sous l'Occupation*, actes du colloque de Reims du 30 septembre, 1^{er} et 2 octobre 1981, Reims, Presses Universitaires de Reims et Centre régional du livre de Champagne-Ardenne, 1989, 347 p.
- COLLECTIF, *Le Livre noir du communisme : crimes, terreur, répression*, Paris, Robert Laffont, 1997, 846 p.
- COLLOMB Bertrand, « La démocratie dans l'entreprise », Académie des sciences morales et politiques, séance du lundi 8 février 2010.
- COMPAGNON Antoine, *Les Antimodernes, de Joseph de Maistre à Roland Barthes*, Paris, Gallimard, 2005, 467 p.
- COTILLON Jérôme, *Ce qu'il reste de Vichy*, Paris, Armand Colin, 2003, 251 p.

COURTOIS Stéphane (dir.), *Quand tombe la nuit. Origines et émergence des régimes totalitaires en Europe*, Lausanne, L'Age d'homme, 2001, 415 p.

COURTOIS Stéphane (dir.), *Une si longue nuit. L'apogée des régimes totalitaires en Europe 1935-1953*, Monaco, Editions du Rocher, 2003, 533 p.

COURTOIS Stéphane (dir.), *Le jour se lève. L'héritage du totalitarisme en Europe 1953-2005*, Monaco, Editions du Rocher, 2006, 494 p.

COURTOIS Stéphane (dir.), *Les logiques totalitaires en Europe*, Monaco, Editions du Rocher, 2006, 614 p.

CREMIEUX-BRILHAC Jean-Louis, *Les Français de l'an 40. 1. La Guerre, oui ou non ?*, Paris : Gallimard, 1990, 647 p.

CREMIEUX-BRILHAC Jean-Louis, *Les Français de l'an 40. 2. Ouvriers et soldats*, Paris : Gallimard, 1990, 740 p.

CRESCIUCCI, *Les Désenchantés*, Paris, Fayard, 2011, 299 p.

DAGAN Yaël, *La Nouvelle Revue Française entre guerre et paix, 1914-1925*, Paris, Tallandier, 2008, 425 p.

DAMBRE Marc (dir.), *Les Hussards. Une génération littéraire*, Paris, Presses de la Sorbonne nouvelle, 2000, 443 p.

DARD Olivier, *La Synarchie. Le mythe du complot permanent*, Paris, Perrin, 1998, 294 p.

DARD Olivier, *Les Années 30 : le choix impossible*, Paris, Librairie générale française, 1999, 274 p.

DARD Olivier, *Le Rendez-vous manqué des relèves des années 30*, Paris, PUF, 2002, 332 p.

DARD Olivier et DESCHAMPS Etienne (dir.), *Les relèves en Europe d'un après-guerre à l'autre. Racines, réseaux, projets et postérités*, Bruxelles, Peter Lang, 2005, 444 p.

DARD Olivier, LÜSEBRINK Hans-Jürgen (éds), *Américanisations et anti-américanismes*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2008, 260 p.

DARD Olivier et LEFEUVRE Daniel, *L'Europe face à son passé colonial*, Paris, Riveneuve Editions, 2008, 395 p.

DARD Olivier, *Bertrand de Jouvenel*, Paris, Perrin, 2008, 526 p.

DARD Olivier, LEYMARIE Michel et McWILLIAM Neil (dir.), *Le maurrassisme et la culture. L'Action française, culture, société, politique (III)*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2010, 370 p.

DAUMARD Adeline, *Les bourgeois et la bourgeoisie en France depuis 1815*, Paris, Flammarion, 1990, 446 p.

DAVID Angie, *Dominique Aury*, Paris, Léo Scheer, 2006, 557 p.

DELAUNOIS Jean-Marie, *Dans la mêlée du XXe siècle. Robert Poulet, le corps étranger*, Erpe, Editions de Krijger, 2003, 540 p.

DELPLA François, *La Ruse nazie. Dunkerque – 24 mai 1940*, Paris : France-Empire, 1997, 310 p.

DIOR Eric, *Un couple infernal. 200 ans de francophobie et d'antiaméricanisme*, Paris, Perrin, 2003, 269 p.

DIOUDONNAT Pierre-Marie, *Je Suis Partout 1930-1944*, Paris, La Table Ronde, 1973, 472 p.

DIOUDONNAT Pierre-Marie, *Les 700 rédacteurs de « Je Suis Partout » : 1930-1944*, Paris, Sedopols, 1993, 107 p.

DOBRY Michel (dir.), *Le mythe de l'allergie française au fascisme*, Paris, Albin Michel, 2003, 460 p.

DOISE Jean et VAÏSSE Maurice, *La Politique étrangère de la France. Diplomatie et outil militaire 1871-1991*, Paris, Seuil, collection Points histoire, 1992, 752 p.

DOSSE François, *Le Pari biographique*, Paris, La Découverte, 2005, 480 p.

DOUZOU Laurent, *La Résistance française : une histoire périlleuse*, Paris, Editions du Seuil, Points Histoire, 2005, 369 p.

DREYFUS-ARMAND Geneviève, FRANK Robert, LEVY Marie-Françoise et ZANCARINI-FOURNEL Michelle (dir.), *Les années 68. Le temps de la contestation*, Bruxelles-Paris, Complexe-IHTP-CNRS, 2000, 525 p.

DROZ Bernard, LEVER Evelyne, *Histoire de la guerre d'Algérie 1954-1962*, Paris, Seuil, 1984, 377 p.

- DROZ Bernard, « Le cas très singulier de la guerre d'Algérie », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°5, janvier-mars 1985, pp.81-90.
- DROZ Jacques, *Histoire de l'antifascisme 1923-1939*, Paris, La Découverte et Syros, 2001, 318 p.
- DURANTON-CRABOL Anne-Marie, *Visages de la Nouvelle droite. Le G.R.E.C.E. et son histoire*, Paris, Presses de la FNSP, 1988, 267 p.
- DURING Simon, *Against Democracy. Literary Experience in the Area of Emancipations*, New York, Fordham University Press, 2012, 181 p.
- DUROSELLE Jean-Baptiste, *L'Abîme 1939-1944*, Paris, Seuil, 1990, 811 p.
- EBERHARDT Alain, *L'Influence des non-conformistes des années 30 sur la politique économique de l'Etat Français (1940-1944)*, Thèse de doctorat, histoire du droit, Université de Strasbourg 3, 2000, sous la direction de Norbert Olszak, 500 p.
- ECKERT Hans-Wilhelm, *Konservative revolution in Frankreich ? Die Nonkonformisten der Jeune Droite und der Ordre Nouveau in der Krise der 30er Jahre*, München, Oldenbourg, 2000, 267 p.
- FELICE Renzo de, *Clefs pour comprendre le fascisme*, Paris, Editions Seghers, 1975, 301 p. (ouvrage réédité avec une introduction d'Emilio Gentile et la préface de l'édition de 1983 : Renzo de Felice, *Les interprétations du fascisme*, Paris, Editions des Syrtes, 2000, 298 p.).
- FISHMAN Sarah, *Femmes de prisonniers de guerre 1940-1945*, Paris, L'Harmattan, 1996, 280 p.
- FRANK Robert, *Le Prix du réarmement 1935-1939*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1982, 382 p.
- FREEMAN Ted, *Theatres of war. French Committed Theatre from the Second World War to the Cold War*, Exeter, University of Exeter Press, 1998, 243 p.
- FURET François et NOLTE Ernst, *Fascisme et communisme*, Paris, Hachette Pluriel, 2000, 145 p.
- GALSTER Ingrid, *Le théâtre de Jean-Paul Sartre devant ses premiers critiques. I. Les pièces créées sous l'Occupation allemande : Les Mouches et Huis clos*, préface de Michel Winock, Paris, L'Harmattan, 2001, 394 p.
- GALSTER Ingrid (dir.), *La naissance du phénomène Sartre. Raisons d'un succès 1938-1945*, Paris, Seuil, 2001, 367 p.
- GALSTER Ingrid, *Sartre devant la presse d'Occupation : le dossier critique des « Mouches » et « Huis clos »*, textes réunis et présentés par Ingrid Galster, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2005, 474 p.
- GAUTIER Jean-Paul, *La Restauration nationale. Un mouvement royaliste sous la Ve République*, Préface de Nonna Meyer, Paris, Editions Syllepse, 2002, 371 p.
- GEIGER Wolfgang, *L'Image de la France dans l'Allemagne nazie 1933-1945*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 1999, 412 p.
- GENTILE Emilio, *Qu'est-ce que le fascisme ? Histoire et interprétation*, Paris, Gallimard, Folio, 2004, 528 p.
- GENTILE Emilio, *La voie italienne au totalitarisme. Le parti et l'Etat sous le régime fasciste*, Monaco, Editions du Rocher, 2004, pp.15-60.
- GENTILE Emilio, *Les religions de la politique. Entre démocraties et totalitarismes*, Paris, Editions du Seuil, 2005, 304 p.
- GIOCANTI Stéphane, *Maurras. Le chaos et l'ordre*, Paris : Flammarion, 2006, 575 p.
- GIOLITTO Pierre, *Histoire de la jeunesse sous Vichy*, Paris, Perrin, 1991, 699 p.
- GIRARDET Raoul, *L'Idée coloniale en France 1871-1962*, Paris, Hachette, 2005, 506 p.
- GIRO Helmut-Dieter, *Frankreich und die Remilitarisierung des Rheinlandes*, Inaugural-Dissertation zur Erlangung des akademischen Grades eines Doktors der Philosophie durch die Philosophische Fakultät der Heinrich-Heine-Universität Düsseldorf, 2005, 437 p.
- GOETSCHEL Pascale et LOYER Emmanuelle, *Histoire culturelle et intellectuelle de la France au XX^e siècle*, Paris, Armand Colin, 1994, 187 p.
- GOYET Bruno, *Henri d'Orléans, Comte de Paris (1908-1999). Le prince impossible*, Paris, Odile Jacob, 2001, 363 p. (Ouvrage tiré d'une thèse intitulée : *Un rôle en politique : Henri d'Orléans, Comte de Paris 1908-1940*, thèse de doctorat d'histoire, sous la direction de Serge Berstein, IEP de Paris, 1996, 488 p.).
- GOYET Bruno, *Charles Maurras*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000, 307 p.

GREILSAMMER Alain, *Les mouvements fédéralistes en France de 1945 à 1974*, Paris, Presses d'Europe, 1975, 220 p.

GREMION Pierre, *Intelligence de l'anticommunisme. Le Congrès pour la liberté de la culture à Paris 1950-1975*, Paris, Fayard, 1995, 645 p.

GROS Guillaume, *Philippe Ariès. Un traditionaliste non-conformiste*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2008, 346 p.

GUYADER Antonin, *La Revue Idées 1941-1944. Des non-conformistes en révolution nationale*, Paris, L'Harmattan, 2006, 357 p.

HALLS Wilfred Douglas, *Les Jeunes et la politique de Vichy*, Paris, Syros, 1988, 502 p.

HAUSER Claude et POUMEYROLS Catherine, *L'Action française et l'étranger : usages, réseaux et représentation de la droite nationale française*, Paris, L'Harmattan, 2001, 148 p.

HOFFMANN Stanley, *Essais sur la France : déclin ou renouveau ?*, Paris, Editions du Seuil, 1974, 556 p.

HOISINGTON William A. Jr., *Jacques Lemaigre-Dubreuil de Paris à Casablanca. Vingt ans d'engagement (1935-1955)*, Paris, L'Harmattan, 2009, 284 p.

HUGUENIN François, *A l'école de l'Action Française. Un siècle de vie intellectuelle*, Paris : Jean-Claude Lattès, 637 p. Réédition augmentée 2011, Tempus, 686 p.

JACOB Jean, *Histoire de l'écologie politique*, Paris, Albin Michel, 1999, 361 p. Jean Jacob, *Histoire de l'écologie politique*, Paris, Albin Michel, 1999, 361 p.

JANSEN Sabine, *Pierre Cot. Un antifasciste radical*, Paris, Fayard, 2002, 680 p.

JAUDEL Etienne, *L'aveuglement. L'affaire Kravchenko*, Paris, Michel Houdiard éditeur, 2003, 332 p.

JOLY Laurent, *Xavier Vallat. Du nationalisme chrétien à l'antisémitisme d'Etat 1891-1972*, Paris, Grasset, 2001, 446 p.

JOLY Laurent, *Darquier de Pellepoix et l'antisémitisme français*, Paris, Berg international éditeurs, 2002, 199 p.

JOLY Laurent, *L'antisémitisme de bureau. Enquête au cœur de la Préfecture de Police de Paris et du commissariat général aux Questions juives (1940-1944)*, Paris, Grasset, 2011, 447 p.

JOLY Laurent, *Les collabos*, Paris, Editions Les Echappés, 2011, 128 p.

JULLIARD Jacques et WINOCK Michel (dir.), *Dictionnaire des intellectuels français. Les personnes, les lieux, les moments*, Paris, Seuil, 1996, 1258 p.

JULLIARD Jacques, in *Les gauches françaises 1762-2012 : Histoire, politique et imaginaire*, Paris, Flammarion, 2012, 943 p.

KAPLAN Alice, *Intelligence avec l'ennemi. Le procès Brasillach*, Paris, Gallimard, 2001, 307 p.

KAPLAN Steven L. et MINARD Philippe (éd.), *La France, malade du corporatisme ? XVIII^e-XX^e siècles*, Paris, Belin, 2004, 560 p.

KESTEL Laurent, *La conversion politique. Doriot, le PPF et la question du fascisme français*, Paris, Editions Raison d'agir, 2012, 236 p.

KERSAUDY François, *Stratèges et Norvège 1940. Les jeux de la guerre et du hasard*, Paris : Hachette, 1977, 286 p.

KESSLER Nicolas, *Histoire politique de la Jeune droite (1929-1942). Une révolution conservatrice à la française*, Paris, L'Harmattan, 2001, 494 p.

LABORIE Pierre, *L'Opinion française sous Vichy : les Français et la crise d'identité nationale (1936-1944)*, Paris, Editions du Seuil, 1990, 406 p.

LABORIE Pierre (dir.), *Penser la défaite*, colloque organisé à l'Université de Toulouse – Le Mirail les 20 et 21 mai 1999, Toulouse, Editions Privat, 2002, 318 p.

LABORIE Pierre, *Les Français des années troubles : de la Guerre d'Espagne à la Libération*, Paris, Desclée de Brouwer, 2003, 286 p.

LABORIE Pierre, *Les Français sous Vichy et l'Occupation*, Toulouse, Milan, 2003, 63 p.

LACAZE Yvon, *L'Opinion publique française et la crise de Munich*, Berne, Peter Lang, 1991, 654 p.

LACROIX-RIZ Annie, *Le Choix de la défaite. Les élites françaises dans les années 1930*, Paris, Armand Colin, 2006, 671 p.

- LAMBAUER Barbara, *Otto Abetz et les Français : ou l'envers de la Collaboration*, Paris, Fayard, 2001, 895 p.
- LATOURE Geneviève, *Théâtre, reflet de la Quatrième République : événements, politique, société, idées*, Paris, Bibliothèque historique de la Ville de Paris, 1995, 659 p.
- LE RIDER Jacques, *Nietzsche en France, de la fin du XIXe siècle au temps présent*, Paris, PUF, 1999, 279 p.
- LE TALLEC Cyril, *Petit dictionnaire des cultes politiques en France 1960-2000*, Paris, L'Harmattan, 2010, 278 p.
- LEYMARIE Michel et SIRINELLI Jean-François (dir.), *L'Histoire des intellectuels aujourd'hui*, Paris, PUF, 2003, 493 p.
- LEYMARIE Michel, PREVOTAT Jacques (éds), *L'Action française. Culture, société, politique*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2008, 434 p.
- LEYMARIE Michel, DARD Olivier, GUERIN Jeanyves (éds), *Maurrassisme et littérature. L'Action française. Culture, société, politique (IV)*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2012, 320 p.
- LIECHTENHAN Francine-Dominique, *Le laboratoire du Goulag 1919-1939*, Paris, Desclée de Brouwer, 2004, 299 p.
- LINZ Juan José, *Régimes totalitaires et autoritaires*, Paris, Armand Colin, 2006, 407 p.
- LOTTMAN Herbert R., *La Rive gauche*, Paris, Seuil, 1981, 394 p.
- LOTTMAN Herbert, *L'Épuration 1943-1953*, Paris, Fayard, 1986, 523 p.
- LOUBET DEL BAYLE Jean-Louis, *Les Non-conformistes des années trente. Une tentative de renouvellement de la pensée politique française*, Paris, Seuil, 1969, 496 p.
- LOUIS Patrick, *La Table Ronde : une aventure singulière*, Paris, La Table Ronde, 1992, 259 p.
- LOUIS Patrick, *Histoire des royalistes, de la Libération à nos jours*, Paris, Jacques Grancher, 1994, 224 p.
- LÖWITH Karl, *Nietzsche. Philosophie de l'éternel retour du même*, Paris, Hachette Pluriel, 1991, 316 p.
- LUNDESTAD Geir, *Europamérique. Etats-Unis et Europe de l'Ouest de 1945 à nos jours*, Paris, Eyrolles, 2013, 456 p.
- MABIRE Jean, *Que lire ? Portraits d'écrivains 3*, Saint-Cloud, Editions National Hebdo, 1996, 314 p.
- MANNHEIM Karl, *Le problème des générations*, Paris, A. Colin, 2005, 122 p.
- MARCOT François (dir.), *Dictionnaire historique de la résistance*, Paris, Robert Laffont, 2006, 1187 p.
- MARSEILLE Jacques, *Empire colonial et capitalisme français, histoire d'un divorce*, Paris, Albin Michel, 1984, 461 p.
- MAZGAJ Paul, *Imaging fascism. The cultural politics of the French Young Right, 1939-1945*, Newark, University of Delaware Press, 2007, 366 p.
- MERCIER Christophe, *Conversation avec Jacques Laurent*, Paris, Julliard, 1995, 263 p.
- MERLIO Gilbert (dir.), *Ni gauche, ni droite : les chassés-croisés idéologiques des intellectuels français et allemands dans l'Entre-deux-guerres*, Talence, Editions de la Maison des Sciences de l'Homme d'Aquitaine, 1995, 314 p.
- MESNARD Philippe, *Maurice Blanchot, le sujet de l'engagement*, Paris, L'Harmattan, 1996, 350 p.
- MICHEL Henri, *Le Procès de Riom*, Paris, Albin Michel, 1979, 407 p.
- MICHEL Henri, *La Défaite de la France septembre 1939 – juin 1940*, Paris, PUF, 1980, 127 p.
- MILET Marc, *La faculté de Droit de Paris face à la vie politique : de l'affaire Scelle à l'affaire Jèze, 1925-1936*, Paris, LGDJ, 1996, 230 p.
- MILZA Pierre, *Les fascismes*, Paris, Editions du Seuil, Points histoire, 1991, 607 p.
- MONIERE Denis, *André Laurendeau et le destin d'un peuple*, Montréal, Québec/Amérique, Editeur, 1983, 347 p.
- MORIN Gilles et RICHARD Gilles (dir.), *Les deux France du Front populaire*, Paris, L'Harmattan, 2008, 410 p.
- NOLTE Ernst, *Les fondements historiques du national-socialisme*, Monaco, Editions du Rocher, 2002, 177 p.

NOLTE Ernst, *La guerre civile européenne : national-socialisme et bolchevisme, 1917-1945*, Paris, Perrin, 2011, 937 p.

NOUZILLE Vincent, *Des secrets si bien gardés. Les dossiers de la Maison-Blanche et de la CIA sur la France et ses présidents 1958-1981*, Paris, Fayard, 2009, 494 p.

NOVICK Peter, *L'Épuration française 1944-1949*, Paris, Balland, 1985, 364 p.

ORY Pascal, *Les Collaborateurs 1940-1944*, Paris, Editions du Seuil, Points Histoire, 1980, 331 p.

ORY Pascal, *La France allemande (1933-1945)*, Paris, Gallimard, Folio Histoire, 1995, 373 p.

ORY Pascal, *Villes sous l'occupation. L'histoire des Français au quotidien*, Paris, L'Express, 2012, 538 p.

PAXTON Robert O., *La France de Vichy 1940-1944*, Paris, Editions du Seuil, Points Histoire, 1974, 380 p.

PAXTON Robert O., *Le Temps des chemises vertes*, Paris, Seuil, 1996, 316 p.

PELLISSIER Pierre, *Brasillach... le Maudit*, Paris, Denoël, 1989, 455 p.

PIGNOT Manon, *Allons enfants de la patrie. Génération Grande Guerre*, Paris, Seuil, 2012, 445 p.

PONTEIL Félix, *Les classes bourgeoises et l'avènement de la démocratie : 1815-1914*, Paris, Albin Michel, 1968, 573 p.

PROST Antoine, *Les Anciens Combattants et la société française, 1914-1939*, Paris, Presses de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, 3 volumes, 1977.

RAGACHE Guy et Jean-Robert, *La Vie quotidienne des écrivains et des artistes sous l'Occupation*, Paris, Hachette, 1988, 348 p.

REMOND René, *Le Retour de De Gaulle*, Paris, Bruxelles, Complexe, 1983, 191 p.

REMOND René (dir.), *Pour une histoire politique*, Paris, Seuil Histoire, 1996, 403 p.

RENARD Paul, *L'Action Française et la vie littéraire 1931-1944*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2003, 216 p.

RENAULT Cécile, *L'Action française face au théâtre pendant les années Vichy 1940-1944*, mémoire IEP, Paris, 1991.

RENOUVIN Bertrand, *Charles Maurras, l'Action française et la question sociale*, Paris, Editions royalistes, collection Lys rouge, 1983, 223 p.

REVEILLARD Christophe, *Les premières tentatives de construction d'une Europe fédérale. Des projets de la Résistance au traité de C.E.D. (1940-1954)*, Paris, François-Xavier de Guibert, 2001, 421 p.

RIEFFEL Rémy, *La tribu des clercs. Les intellectuels sous la V^e République*, Paris, Calmann-Lévy, CNRS Editions, 1993, 692 p.

RIGOULOT Pierre et YANNAKAKIS Ilios, *Un pavé dans l'histoire : le débat français sur le Livre noir du communisme*, Paris, Robert Laffont, 1998, 222 p.

RIOUX Jean-Pierre (dir.), *La Vie culturelle sous Vichy*, Bruxelles, Complexe, 1990, 412 p.

RIOUX Jean-Pierre (dir.), *La Guerre d'Algérie et les Français*, Paris, Fayard, 1990, 700 p.

RIOUX Jean-Pierre et SIRINELLI Jean-François (dir.), *La Guerre d'Algérie et les intellectuels français*, Bruxelles, Complexe, 1991, 405 p.

ROGER Philippe, *L'Ennemi américain. Généalogie de l'antiaméricanisme français*, Paris : Seuil, 2002, 602 p.

ROSSIGNOL Dominique, *Histoire de la propagande en France de 1940 à 1944, l'utopie Pétain*, Paris, PUF, 1991, 351 p.

ROSSI-LANDI Guy, *La Drôle de Guerre : la vie politique en France, 2 septembre 1939 – 10 mai 1940*, Paris, A. Colin, Presses de la FNSP, 1971, 247 p.

ROUSSO Henry, *La Collaboration. Les noms, les thèmes, les lieux*, Paris, MA Editions, 1987, 203 p.

RUHLMANN Jean, *Ni bourgeois ni prolétaires. La Défense des classes moyennes en France au XX^e siècle*, Paris : Le Seuil, 2001, 471 p.

SAINT-VINCENT Bertrand de, *Jacques Laurent : biographie*, Paris, Julliard, 1995, 451 p.

SANTAMARIA Yves, *Le pacifisme, une passion française*, Paris, Armand Colin, 2005, 350 p.

SAPIRO Gisèle, *La Guerre des écrivains 1940-1953*, Paris, Fayard, 1999, 807 p.

- SAPIRO Gisèle, *La responsabilité de l'écrivain. Littérature, droit et morale en France (XIX^e-XXI^e siècle)*, Paris, Seuil, 2011, 750 p.
- SIMARD Marc, *Intellectuels, fascisme et anti-modernité dans la France des années 30*, in « Vingtème Siècle », avril-juin 1998, pp.55-75.
- SIRINELLI Jean-François, *Génération intellectuelle. Khâgneux et Normaliens dans l'entre-deux-guerres*, Paris, PUF, 1988, 720 p.
- SIRINELLI Jean-François, *Intellectuels et passions françaises. Manifestes et pétitions au XXI^e siècle*, Paris : Fayard, 1990, 592 p.
- SIRINELLI Jean-François (dir.), *Histoire des droites en France 2. Cultures*, Paris, Gallimard, 1992, 782 p.
- SIRINELLI Jean-François (dir.), *Les droites françaises : de la Révolution à nos jours*, Paris, Gallimard, Folio histoire, 1995, 925 p.
- SIRINELLI Jean-François, *Deux intellectuels dans le siècle. Sartre et Aron*, Paris, Fayard, 1995, 395 p.
- SIRINELLI Jean-François, *Mai 68. L'événement Janus*, Paris, CNRS Editions, 2013, 331 p.
- SOMBART Werner, *Le Bourgeois. Contribution à l'histoire morale et intellectuelle de l'homme économique moderne*, Payot, 1966, 349 p.
- SOUCY Robert, *Fascismes français ? 1933-1939 : mouvements antidémocratiques*, Paris, Autrement, 2004, 475 p.
- SOUILLAC Romain, *Le mouvement Poujade. De la défense professionnelle au populisme nationaliste (1953-1962)*, Paris, Presses de la FNSP, 2007, 415 p.
- STERNHELL Zeev, *Ni droite ni gauche. L'idéologie fasciste en France*, Troisième édition refondue et augmentée, Bruxelles, Complexe, 2000, 539 p. Réédition Gallimard, 2012, 1075 p.
- SUTTON Michael, *Charles Maurras et les catholiques français 1890-1914. Nationalisme et positivisme*, Paris, Beauchesne, 1994, 367 p.
- TAGUIEFF Pierre-André, *Sur la Nouvelle Droite. Jalons d'une analyse critique*, Paris, Descartes et Cie, 1994, 425 p.
- THOMAS Jean-Paul, LE BEGUEC Gilles et LACHAISE Bernard, *Mai 1958. Le retour du général de Gaulle*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2010, 226 p.
- TOUPIN-GUYOT Claire, *Les Intellectuels catholiques dans la société française. Le Centre Catholique des Intellectuels Français (1941-1976)*, préface de René Rémond, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2002, 369 p. (Texte remanié de TOUPIN-GUYOT Claire, *Modernité et christianisme. Le Centre catholique des intellectuels français (1941-1976). Itinéraire collectif d'un engagement*, thèse d'histoire, Université de Lyon II, sous la direction d'Etienne Fouilloux, 2000, 3 volumes, 803 p.).
- TREBITSCH Michel et RACINE Nicole (dir.), *Sociabilités intellectuelles : lieux, milieux, réseaux*, in *Cahiers de l'IHTP*, n°20, mars 1992.
- VAÏSSE Maurice, *Sécurité d'abord. La politique française en matière de désarmement. 9 décembre 1930 – 17 avril 1934*, Paris, Editions A. Pedone, 1981, 683 p.
- VAN DONGEN Luc, *Un purgatoire très discret. La transition « helvétique » d'anciens nazis, fascistes et collaborateurs après 1945*, Paris, Perrin, 2008, 649 p.
- VASSALLO Aude, *La télévision sous de Gaulle. Le contrôle gouvernemental de l'information (1958-1969)*, Bruxelles, Editions De Boeck Université, 2005, 310 p.
- VAYSSIÈRE Bertrand, *Vers une Europe fédérale ? Les espoirs et les actions fédéralistes au sortir de la Seconde Guerre mondiale*, Berne, Peter Lang, 2006, 416 p.
- VENNER Dominique, *Histoire de la Collaboration*, Paris, Pygmalion, 2000, 767 p.
- VERDES-LEROUX Jeannine, *Au service du parti. Le parti communiste, les intellectuels et la culture (1944-1956)*, Paris, Fayard, Editions de Minuit, 1983, 585 p.
- VERDES-LEROUX Jeannine, *Le Réveil des somnambules. Le Parti communiste, les intellectuels et la culture (1956-1985)*, Paris, Fayard, Editions de Minuit, 1987, 491 p.
- VERDES-LEROUX Jeannine, *Refus et violences. Politique et littérature à l'extrême-droite, des années trente aux retombées de la Libération*, Paris, Gallimard, 1996, 514 p.
- VERGEZ-CHAIGNON Bénédicte, *Vichy en prison*, Paris, Gallimard, 2006, 432 p.

VERGEZ-CHAIGNON Bénédicte, *Les Vichysto-résistants, de 1940 à nos jours*, Paris, Perrin, 2008, 775 p.

VERGEZ-CHAIGNON Bénédicte, *Histoire de l'épuration*, Paris, Bibliothèque historique Larousse, 2010, 608 p.

VERGNON Gilles, *L'Antifascisme en France, de Mussolini à Le Pen*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2009, 234 p.

VIETTA Silvio, *Heidegger critique du national-socialisme et de la technique*, Paris, Pardès, 1993, 175 p.

WALTER Xavier, *Paysan militant. Jacques Le Roy Ladurie 1925-1940*, Paris, François-Xavier de Guibert, 2008, 1014 p.

WEBER Eugen, *L'Action française*, Paris, Fayard, 1985, 688 p.

WERTH Nicolas, *Les procès de Moscou 1936-1938*, Bruxelles, Complexe, 2006, 223 p.

WERTH Nicolas, *La terreur et le désarroi*, Paris, Perrin, 2007, 614 p.

WERTH Nicolas, *L'île aux cannibales : 1933, une déportation-abandon en Sibérie*, Paris, Perrin, 2008, 241 p.

WERTH Nicolas, *La route de la Kolyma*, Paris, Belin, 2012, 192 p.

WINOCK Michel, *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, Paris, Seuil, Points histoire, 1990, 444 p.

WINOCK Michel (dir.), *Le Temps de la guerre froide. Du rideau de fer à l'effondrement du communisme*, Paris, Editions du Seuil, Points Histoire, 1994, 474 p.

WINOCK Michel, *L'Agonie de la IV^e République. 13 mai 1958*, Paris, Gallimard, 2006, 385 p.

WINOCK Michel, *L'effet de génération. Une brève histoire des intellectuels français*, Paris : Editions Thierry Marchaisse, 2011, 133 p.

Articles et contributions à des colloques

ABSSI Marion, « Enjeux de mémoire et de pouvoir dans l'immigration algérienne en France au lendemain de la guerre d'Algérie (1962-1965) », in Olivier Dard et Daniel Lefeuvre (dir.), *L'Europe face à son passé colonial*, Paris, Riveneuve éditions, 2008, pp.69-82.

ADDED Serge, « L'euphorie théâtrale dans Paris occupé », in Jean-Pierre Rioux (dir.), *La vie culturelle sous Vichy*, Bruxelles, Complexe, 1990, pp.315-350.

AGERON Charles-Robert, « "L'Algérie dernière chance de la puissance française". Etude d'un mythe politique (1954-1962) », in *Relations internationales*, n°57, printemps 1989, republié dans Charles-Robert Ageron, *De l'Algérie "française" à l'Algérie algérienne*, Paris, Editions Bouchène, 2005, pp.587-611.

AGERON Charles-Robert, « L'opinion française à travers les sondages », in Jean-Pierre Rioux (dir.), *La guerre d'Algérie et les Français*, Paris, Fayard, 1990, pp.25-44.

AGLAN Alya et LOYER Emmanuelle, « Epuration, histoire d'un mot », in Marc-Olivier Baruch (dir.), *Une poignée de misérables, L'épuration de la société française après la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Fayard, 2003, pp.19-34.

AMALVI Christian, « Charles Maurras et l'Antiquité », in Olivier Dard, Michel Leymarie et Neil McWilliam (éds), *Le maurrassisme et la culture. L'Action française. Culture, société, politique (III)*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2010, pp.185-196.

AMARD Nadia, « Maurice Blanchot : quelques enjeux idéologiques et esthétiques d'une première époque critique », in *Revue d'histoire littéraire de la France*, mars 2005, pp.607-619.

ASSELAIN Jean-Charles, « Boulet colonial et redressement économique », in Jean-Pierre Rioux (dir.), *La guerre d'Algérie et les Français*, Paris, Fayard, 1990, pp.289-303.

AZEMA Jean-Pierre, « La Clef générationnelle », in *Vingtième siècle, revue d'histoire*, n°22, avril-juin 1989.

AZEMA Jean-Pierre, « Pourquoi on devient résistant », in *L'Histoire*, n°129, janvier 1991, pp.122-127.

AZEMA Jean-Pierre, « Vichy : l'héritage maudit », in *Les collections de l'Histoire*, n°14, 2001, pp.80.

BABILAS Wolfgang, « La querelle des mauvais maîtres », in *La Littérature française sous l'Occupation*, actes du colloque de Reims, 30 septembre, 1^{er} et 2 octobre 1981, Reims, Presses Universitaires de Reims, 1989, pp.197-226.

BENETON Philippe et TOUCHARD Jean, « Les interprétations de la crise de mai-juin 1968 », in *Revue française de science politique*, 20^{ème} année, n°3, 1970, pp.503-544.

BERSTEIN Serge, « La France des années trente allergique au fascisme : à propos d'un livre de Zeev Sternhell », in *Vingtième Siècle, revue d'histoire*, n°2, avril-juin 1984, pp.83-94.

BERSTEIN Serge, « L'Affrontement simulé des années 1930 », in *Vingtième siècle, revue d'histoire*, n°5, janvier-mars 1985, pp.39-53.

BERSTEIN Serge, « Le Fascisme français a-t-il existé ? », in *L'Histoire*, mars 1998, n°219, pp.46-49.

BERSTEIN Serge, « Pour en finir avec un dialogue de sourds », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°95, troisième trimestre 2007, pp.243-246.

BOURDIEU Pierre, « L'illusion biographique », in *Actes de la recherche en sciences sociales*, juin 1986, pp.69-72.

BRESSOLETTE Michel, « La Table Ronde : une revue pour la liberté de l'esprit », in Bruno Curatolo et Jacques Poirier (dir.), *Les revues littéraires au XX^e siècle*, Dijon, Editions universitaires de Dijon, Centre de recherches Le texte et l'édition, 2002, pp.91-100.

BRUDNY Michelle Irène, « Le totalitarisme : histoire du terme et statut du concept », in *Communisme*, n°47-48, 3^e et 4^e trimestre 1996, pp.13-32.

BRUNETEAU Bernard, « Affirmation du principe de comparabilité – Bolchevisme-Nazisme-Fascisme, 1923-1940 », in COURTOIS Stéphane (dir.), *Quand tombe la nuit. Origines et émergence des régimes totalitaires en Europe*, Lausanne, L'Age d'homme, 2001, pp.261-279.

BRUNETEAU Bernard, « Une logique "démocratique" pour le totalitarisme ? Retour sur le paradigme de Jakob L. Talmon », in Stéphane Courtois (dir.), *Les logiques totalitaires en Europe*, Monaco, Editions du Rocher, 2006, p.57-82.

BUTON Philippe, « La CED, l'Affaire Dreyfus de la Quatrième République », in *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, n°84, octobre-décembre 2004, pp.43-59.

CHATRIOT Alain, « La réforme de l'entreprise. Du contrôle ouvrier à l'échec du projet modernisateur », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2012, n°114, pp.183-197.

CHATRIOT Alain, « A la recherche des "forces vives" », in Serge Berstein, Pierre Birnbaum et Jean-Pierre Rioux (dir.), *De Gaulle et les élites*, Paris, La Découverte, 2008, pp.219-237.

COHEN Antonin, « Vers la troisième voie communautaire. Rencontres de la troisième voie au temps de l'ordre nouveau », in *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 2004, pp.141-161.

COHEN Antonin, « De la Révolution nationale à l'Europe fédérale. Les métamorphoses de la troisième voie aux origines du mouvement fédéraliste français : la Fédération (1943-1948) », in *Le Mouvement social*, n°217, avril 2006, pp.53-72.

COLLOMBAT Benoît, « André Boutemy, le porteur de valises du patronat », in Benoît Collombat et David Servenay (dir.), *Histoire secrète du patronat de 1945 à nos jours*, Paris, La Découverte, 2009, pp.51-53.

COMPAGNON Antoine, « Maurras critique », in *Revue d'histoire littéraire de la France*, mars 2005, pp.517-532.

COSTA PINTO Antonio, « Le salazarisme et le fascisme européen », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°62, avril-juin 1999, pp.15-25.

COURTOIS Stéphane, « De la contre-société à la contre-église : la dimension religieuse du phénomène communiste français », in Stéphane Courtois, Marc Lazar, Shmuel Trigano (dir.), *Rigueur et passion. Mélanges offerts en hommage à Annie Kriegel*, Paris, L'Age d'Homme, Cerf, 1994, pp.175-188.

CURATOLO Bruno, « La Parisienne, une revue littéraire à la hussarde », in Marc Dambre (dir.), *Les Hussards. Une génération littéraire*, Actes du colloque international organisé par le centre de recherches Etudes sur Nimier et les Hussards, Sorbonne Nouvelle, 9-11 octobre 1997, Paris, Presses de la Sorbonne Nouvelle, 2000, pp.31-43.

DARD Olivier, « L'Anticommunisme des nationalistes au temps de la République gaullienne. L'exemple des héritiers de Jeune Nation », in *Communisme*, n°62-63, 2000, pp.137-152

DARD Olivier, « Destins de la Jeune droite », in Gilles RICHARD et Jacqueline SAINCLIVIER, *La Recomposition des droites en France à la Libération*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2004, pp.333-342.

DARD Olivier, « Des intellectuels français face à la société de consommation (1930-1960) », in Alain Chatriot, Marie-Emmanuelle Chessel et Matthew Hilton (dir.), *Au nom du consommateur. Consommation et politique en Europe et aux Etats-Unis au XX^e siècle*, Paris, La Découverte, 2004, pp.376-390.

DARD Olivier, « Existe-t-il une "Jeune Droite" dans l'Europe des années trente ? », in Olivier Dard et Etienne Deschamps (dir.), *Les relèves en Europe d'un après-guerre à l'autre. Racines, réseaux, projets et postérités*, Berne, Peter Lang, 2005, pp.21-52.

DARD Olivier, « De la rue de Rome au Canada français : influences ou transferts ? », in *Mens*, vol. 8, n°1, automne 2007, pp.7-66.

DARD Olivier, « Régionalisme et politique : l'exemple de la Jeune Droite de l'entre-deux-guerres au début des années 50 », intervention au Colloque international Régionalismes artistiques et littéraires comparés Québec/Canada – Europe, 1850-1950, Universités de Saarbrücken et Metz du 21 au 23 juin 2007, organisé par Hans-Jürgen Lüsebrink et Aurélien Boivin, en collaboration avec Olivier Dard, Michel Grunewald et Jacques Walter.

DARD Olivier, « Subversion, anti-subversion et contre-subversion dans les discours des droites nationales françaises », in *Subversion, anti-subversion, contre-subversion*, textes réunis par François Cochet et Olivier Dard, Paris, Riveneuve éditions, 2009, pp.25-43.

DARD Olivier, « Etat des lieux et perspectives du maurrassisme hors de France », Etudes réunies par Olivier Dard et Michel Grunewald, *Charles Maurras et l'étranger. L'étranger et Charles Maurras*, Berne, Peter Lang, 2009, pp.29-55.

DARD Olivier, « Jacques Bainville et l'économie », in *Jacques Bainville. Profils et réceptions*, études réunies par Olivier Dard et Michel Grunewald, Berne, Peter Lang, 2010, pp.27-42.

DARD Olivier, « Les droites nationalistes en Mai 1968 », in Bruno Benoît, Christian Chevandier, Gilles Morin, Gilles Richard et Gilles Vergnon, *A chacun son Mai ? Le tour de France de mai-juin 1968*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2011, pp.355-367.

DARD Olivier, « Les droites radicales et l'empire colonial au vingtième siècle », in Philippe Vervaecke (éd.), *A droite de la droite. Droites radicales en France et en Grande-Bretagne au XX^e siècle*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, 2012, pp.169-193.

DEFrance Corinne, « Le Renouveau de la biographie dans les historiographies française et allemande contemporaines », in *Revue d'Allemagne*, 2001, n°4.

DELPORTE Christian, « La trahison du clerc ordinaire. L'épuration professionnelle des journalistes (1944-1948) », in *Revue Historique*, n°292, 1994, p. 347-375.

DELPORTE Christian, « L'épuration des journalistes : polémiques, mythes, réalités », in *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°39-40, juillet-décembre 1995, pp.28-31.

DELPORTE Christian, « Presse de droite, des droites à la Libération (1944-1948) », in Gilles RICHARD et Jacqueline SAINCLIVIER, *La Recomposition des droites en France à la Libération*, Rennes : Presses Universitaires de Rennes, 2004, pp.37-48

DELPORTE Christian, « La justice professionnelle en 1945 : le journaliste face à la commission d'épuration », in *Le Temps des Médias*, n°15, automne 2010, pp.293-296.

DENORD François, « Les idéologies économiques du patron français au 20^{ème} siècle », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2012, n°114, pp.171-182.

DEVAUX Patricia, *Le Théâtre, scène politique de la Libération à la guerre froide*, in « Revue française des idées politiques », n°8, décembre 1998, pp.355-369.

DEVRIESE Marc, « Approche sociologique de la génération », in *Vingtième siècle, revue d'histoire*, n°22, avril-juin 1989, pp.11-16.

DIODONNAT Pierre-Marie, « Maurras et l'Action française vus par Je Suis Partout », in *Etudes Maurrassiennes*, 1980, n°4, pp.45-58.

EVENO Patrick, « La presse parisienne repliée à Lyon sous l'occupation », in Françoise Taliano-Des Garets (dir.), *Villes et culture sous l'occupation*, Paris, Armand Colin, 2012, pp.197-207.

FRANK Robert, « Le Front populaire a-t-il perdu la guerre ? », in *L'Histoire*, n°58, juillet-août 1983, pp.58-66.

FRANK Robert, « Où sont passés nos chars et nos avions ? », in *L'Histoire*, n°129, janvier 1991, pp.52-62.

FRANK Robert, « Le Front populaire a-t-il été munichois ? », in *L'Histoire*, n°197, mars 1996, pp.82-85.

GARRIGUES Jean, « André Boutemy, une éminence grise de la IV^e République », in Gilles Richard et Jacqueline Sainclivier, *La Recomposition des droites en France à la Libération 1944-1948*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2004, pp.355-365.

GENTILE Emilio, « Fascisme, totalitarisme et religion politique : définitions et réflexions critiques sur les critiques d'une interprétation », in *Raisons politiques*, n°22, 2^{ème} trimestre 2006, pp.119-173.

GIRARDET Raoul, « L'Héritage de l'Action française », in *Revue française de science politique*, n°4, octobre-décembre 1957, pp.765-792.

GIRARDET Raoul, « De la notion de génération à la notion de contemporanéité », in *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, avril-juin 1983, pp.257-270.

GREMION Pierre, « Preuves dans le Paris de la guerre froide », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°13, janvier-mars 1987, pp.63-81.

GREMION Pierre, « Regards sur la diplomatie américaine des idées pendant la guerre froide », in *Communisme*, 2^e et 3^e trimestres 2000, n°62-63, pp.57-84.

GREMION Pierre, « Revues et maisons d'édition dans la guerre froide », in *Histoire et liberté. Les cahiers d'histoire sociale*, n°43, octobre 2010, pp.47-62.

GRIFFIN Roger, « Consensus ? Quel consensus ? », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°108, quatrième trimestre 2010, pp.53-69.

GROS Guillaume, « La posture classique en 1945 : la persistance de la droite intellectuelle après la guerre », in Rémi Baudouï, Jean Garrigues, Michel Leymarie, Didier Musiedlak, Guillaume Piketty (dir.), *Un professeur en République. Mélanges en l'honneur de Serge Berstein, op. cit.*, pp.174-181.

GROS Guillaume, « Roland Laudenbach et La Table Ronde, Jacques Perret et *Aspects de la France* », in Michel Leymarie, Olivier Dard et Jeanyves Guérin (éds), *Maurrassisme et littérature. L'Acton française. Culture, société politique (IV)*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, pp.219-232.

GROS Guillaume, « Le corporatisme de Louis Salleron », in *Le corporatisme dans l'aire francophone*, études réunies par Olivier Dard, Berne, Peter Lang, 2011, pp.49-63.

GROSSER Alfred, « La France en Occident et en Algérie », in Jean-Pierre Rioux (dir.), *La guerre d'Algérie et les Français*, Paris, Fayard, 1990, pp.382-388.

GRUNEWALD Michel, « Maurras et l'«Allemagne éternelle» », in Etudes réunies par Olivier Dard et Michel Grunewald, *Charles Maurras et l'étranger. L'étranger et Charles Maurras*, Berne, Peter Lang, 2009, pp.339-358.

GUERIN Jeanyves, « Le maurrassisme au théâtre », in Michel Leymarie, Olivier Dard et Jeanyves Guérin (éds), *Maurrassisme et littérature. L'Acton française. Culture, société politique (IV)*, Villeneuve d'Ascq, Presses Universitaires du Septentrion, pp.185-199.

GUILLON Jean-Marie, « La philosophie politique de la Révolution nationale », in Jean-Pierre Azéma et François Bédarida (dir.), *Vichy et les Français*, Paris, Fayard 1992, pp.167-183.

HASSNER Pierre, « Le miroir totalitaire. Le totalitarisme soviétique vu de l'Ouest », in *Commentaires*, n°26, été 1984, pp.195-204.

HEYDE Veronika, « Le Mouvement Fédéraliste Français – La Fédération 1944-ca.1960 », in *Revue d'histoire diplomatique*, n°2, 2003, pp.133-170.

HOFFMANN Stanley, « Collaborationism in France during World War II », in *The Journal of Modern History*, n°3, septembre 1968, pp.375-395.

ISRAËL Liora, « Un procès du Goulag au temps du Goulag ? L'affaire Kravchenko (1949) », in *Critique internationale*, n°36, troisième trimestre 2007, pp.85-101.

- JOUBERT Jean-Marc, « “L’antisémitisme d’Etat” de Charles Maurras », in *Cahier de L’Herne Maurras*, Paris, Editions de l’Herne, 2011, pp.311-318.
- JULLIARD Jacques, « Sur un fascisme imaginaire : à propos d’un livre de Zeev Sternhell », in *Annales ESC*, juillet-août 1984, pp.849-861.
- JULLIARD Jacques, « Pierre Andreu », in *Cahiers Georges Sorel*, volume 5, année 1987, pp.216-218.
- KAPLAN Steven L., « Un laboratoire de la doctrine corporatiste sous le régime de Vichy : l’Institut d’Etudes Corporatives et Sociales », in *Le Mouvement Social*, n°195, avril-juin 2001, pp.35-77.
- KRIEGEL Annie, « Le Concept politique de génération, apogée et déclin », in *Commentaire*, automne 1979, pp.390-399.
- LABORIE Pierre, « Quarante millions de pétainistes ? », in *L’Histoire*, n°129, janvier 1991, pp.136-139
- LAGUERRE Bernard, « Les Générations d’intellectuels dans la France du XXe siècle. Orientations bibliographiques », in *Bulletin de l’IHTP*, n°31, mars 1988.
- LAMONDE Yvan, « André Laurendeau en Europe (1935-1937) : la recherche d’un nouvel ordre », in *Les Cahiers des dix*, n°61, 2007, pp.215-251.
- LAZAR Marc, « Communisme et religion », in Stéphane Courtois, Marc Lazar, Shmuel Trigano (dir.), *Rigueur et passion. Mélanges offerts en hommage à Annie Kriegel*, Paris, L’Age d’Homme, Cerf, 1994, pp.139-173.
- LAZAR Marc, « Le Parti Communiste Français en guerre froide », in Stéphane Courtois (dir.), *Une si longue nuit. L’apogée des régimes totalitaires en Europe 1935-1953*, Monaco, Editions du Rocher, 2003, pp.442-459.
- LE BOT Florent, « Années 1960, un retour au corporatisme des années 1930 ? Les Jeunes Patrons et l’esprit de communauté, versus marxisme et libéralisme », in Olivier Dard et Gilles Richard (dir.), *Les droites et l’économie en France au XXe siècle*, Paris, Riveneuve éditions, 2011, pp.167-188.
- LE BOT Florent, « La naissance du Centre des Jeunes Patrons (1938-1944). Entre réaction et relève, in *Vingtième Siècle. Revue d’histoire*, n°114, avril-juin 2012, pp.99-116.
- LE DREAU Christophe, « L’Action française de Charles Maurras et les catholiques britanniques », Etudes réunies par Olivier Dard et Michel Grunewald, *Charles Maurras et l’étranger. L’étranger et Charles Maurras*, Berne, Peter Lang, 2009, pp.309-320.
- LEROY Géraldi, « La revue Combat (1936-1939) », in Anne ROCHE et Christian TARTING (dir), *Des années trente : groupes et ruptures*, Paris, Editions du CNRS, 1985, pp.123-134.
- LEVI Giovanni, « Les Usages de la biographie », in *Les Annales ESC*, n°6, novembre-décembre 1989, pp.1325-1335.
- L’HUIILLIER Hervé, « La Stratégie de la Compagnie Française des Pétroles », in Jean-Pierre Rioux (dir.), *La guerre d’Algérie et les Français*, Paris, Fayard, 1990, pp.316-319.
- LIECHTENHAN Francine-Dominique, « Inventer la logique répressive totalitaire : adapter, innover, détruire », in Stéphane Courtois (dir.), *Les logiques totalitaires en Europe*, Monaco, Editions du Rocher, 2006, pp.311-332.
- LINDENBERG Daniel, « Le mirage “provençal” de Charles Maurras », in *La pensée de midi*, n°1, janvier 2000, pp.52-55.
- MANIGAND Christine, « L’Europe des gaullistes », in *Vingtième Siècle. Revue d’histoire*, n°116, octobre-décembre 2012, pp. 9-21.
- MARGAIRAZ Michel, « Les “féodalités” : “intérêts particuliers”, intérêt général, intérêt national », in Serge Berstein, Pierre Birnbaum et Jean-Pierre Rioux (dir.), *De Gaulle et les élites*, Paris, La Découverte, 2008, pp.278-288.
- MARSEILLE Jacques, « L’Algérie dans l’économie française », in *Relations internationales*, n°58, été 1989.
- MARSEILLE Jacques, « La guerre a-t-elle eu lieu ? Mythes et réalités du fardeau algérien », in Jean-Pierre Rioux (dir.), *La guerre d’Algérie et les Français*, Paris, Fayard, 1990, pp.281-288.
- MARTEL Jean-Philippe, « Jacques Laurent de La Table Ronde à La Parisienne. Un franc-tireur dans la “guerre des revues” », in *Interférences littéraires*, n°7, novembre 2011, pp.237-253.

MARTEL Jean-Philippe, « Discordes à La Table Ronde (1948-1954) : Paulhan, Mauriac, Laurent et les autres », in *Contextes. Revue de sociologie de la littérature*, n°10, avril 2012.

MAZGAJ Paul, « Engagement and the French Nationalist Right : the case of the Jeune Droite », in *European History Quarterly*, 2002, n°32, pp.207-232

MERLIO Gilbert, « Le pacifisme en Allemagne et en France entre les deux guerres mondiales », in *Les cahiers Irice*, n°8, deuxième trimestre 2011, pp.39-59.

MILZA Pierre, « L'année 1947 dans les combats culturels de la guerre froide », in Serge Berstein et Pierre Milza (dir.), *L'année 1947*, Paris, Presses de Sciences Po, 1999, pp.409-436.

MILZA Pierre, « Le totalitarisme fasciste, illusion ou expérience interrompue ? », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°100, quatrième trimestre 2008, pp.63-67.

MISCHI Julian, « Le PCF face au "problème gauchiste" », in Gilles Richard et Jacqueline Sainclivier (dir.), *Les partis à l'épreuve de 68. L'émergence de nouveaux clivages, 1971-1974*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, 2012, pp.209-222.

MONCHABLON Alain, « Mouvement étudiant 1936 et mouvement étudiant 1968 : une comparaison impossible ? », in *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°74, avril-juin 2004, pp.70-73.

MORELLE Chantal, « La négociation à travers le problème saharien », in Maurice Vaisse, *De Gaulle et l'Algérie 1943-1969*, Paris, Armand Colin / Ministère de la Défense, 2012, pp.280-298.

MUSIEDLAK Didier, « Le fascisme et le nazisme : le modèle de droite du totalitarisme », in *Communisme*, n°47-48, 3^e et 4^e trimestre 1996, pp.93-113.

MUSIEDLAK Didier, « Fascisme, religion politique et religion de la politique. Généalogie d'un concept et de ses limites », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, n°108, octobre-décembre 2010, pp.71-84.

PASQUIER Romain, « L'invention de la régionalisation à la française (1950-1964) », Journée d'études AFSP / Groupe local et politique, IEP de Rennes / CRAP, 8 février 2002.

PERVILLE Guy, « Qu'est-ce que la décolonisation ? Pour une réhabilitation des facteurs démographiques », in *Maghreb Review*, vol.19, 1994, n°1-2, pp.84-94.

PERVILLE Guy, « Anticommunisme et décolonisation », in *Communisme*, n°62-63, 2000, pp.115-135.

PERVILLE Guy, « Mythes et réalités de la "désinformation" dans l'histoire de l'Algérie coloniale et de la guerre d'Algérie », in Pierre Bénichou, *La désinformation, pour une approche historique*, Université Paul Valéry, Montpellier, 2001, pp.235-239.

PIKETTY Guillaume, « La biographie comme genre historique ? Etude de cas », in *Vingtième siècle*, n°63, juillet-septembre 1999, pp.119-126.

RAFLIK Jenny, « La Communauté atlantique en France », in *Hypothèses*, janvier-mars 2005, pp.37-46.

REMOND René, « L'opinion française des années 1930 aux années 1940. Poids de l'événement, permanence des mentalités », in *Vichy et les Français*, sous la direction de Jean-Pierre Azéma et François Bédarida, Paris, Fayard, 1992, pp.481-492.

REVEILLARD Christophe, « La critique maurrassienne du fédéralisme européen et son influence sur de Gaulle et Pompidou », in Georges-Henri Soutou et Martin Motte (dir.), *Entre la vieille Europe et la seule France. Charles Maurras, la politique extérieure et la défense nationale*, Paris, Institut de stratégie comparée, Economica, 2009, pp.365-402.

RIGOULOT Pierre, « L'image des camps soviétiques en France : un révélateur du totalitarisme », in Stéphane Courtois (dir.), *Une si longue nuit. L'apogée des régimes totalitaires en Europe 1935-1953*, Monaco, Editions du Rocher, 2003, pp.460-470.

RIOUX Jean-Pierre, « L'opinion publique française et la Communauté Européenne de Défense : querelle partisane ou bataille partisane ? », in *Relations internationales*, n°37, printemps 1984, pp.37-53.

RIVET Auguste, « Maurras et la politique extérieure de la France (1938-1944) », in *Etudes maurrassiennes*, n°4, 1980, Aix en Provence : Centre Charles Maurras, pp.251-267.

ROUSSO Henry, « Vichy, le grand fossé », in *Vingtième siècle*, n°5, janvier-mars 1985, pp.55-79.

ROUSSO Henry, « L'Épuration en France, une histoire inachevée », in *Vingtième siècle*, n°33, janvier-mars 1992, pp.78-105.

- ROY Christian, « *Ordre Nouveau*, la Hongrie et les Pays-Bas durant les années trente », in Olivier Dard et Etienne Deschamps (dir.), *Les relèves en Europe d'un après-guerre à l'autre. Racines, réseaux, projets et postérités*, Bruxelles, Peter Lang, 2005, pp.233-248.
- RUELLAN Yves, « Défendre la famille rurale : 1941-1943 », in *Familles rurales*, n°437, septembre-octobre 1992, pp.15-18.
- RUELLAN Yves, « De l'ordre familial au corps familial », in *Familles rurales*, n°439, décembre 1992, pp.14-19.
- RUELLAN Yves, « De la Corporation paysanne aux associations familiales et rurales 1940-1945 », in *Les Cahiers du GRMF*, Groupement pour la Recherche sur les Mouvements Familiaux, n°8, 1995, 128 p.
- RUHLMANN Jean, « L'Escamotage de la notion de classes moyennes sous l'Occupation », in *Vingtième siècle*, n°37, janvier-mars 1993, pp.127-138
- SANSON Rosemonde, « Les républicains de gauche et les républicains radicaux. Les jeunesses de l'Alliance démocratique », in *Recherches contemporaines*, n°6, 2000-2001, pp.177-187.
- SAPIRO Gisèle, « L'épuration du monde des lettres », in Marc-Olivier Baruch (dir.), *Une poignée de misérables. L'épuration de la société française après la Seconde Guerre mondiale*, Paris, Fayard, 2003, pp.243-285.
- SCHUKER Stephen A., « France and the remilitarization of the Rhineland, 1936 », in *French Historical Studies*, vol.XIV, n°3, printemps 1986, pp.299-338.
- SEBE Berny, « Les Etats-Unis et la décolonisation du Sahara français : une non-intervention bienveillante ? », in Jean Fremigacci, Daniel Lefeuvre et Marc Michel (dir.), *Démontage d'empires*, Paris, Riveneuve éditions, 2012, pp.59-88.
- SIMONIN Anne, « Le Droit à l'innocence : le discours littéraire face à l'épuration (1944-1953) », *Sociétés et représentations*, n°11, 2001, pp.121-141.
- SIRINELLI Jean-François, « Génération et politique », in *Vingtième siècle, revue d'histoire*, n°22, avril-juin 1989, pp.67-80.
- SIRINELLI Jean-François, « Action française : main basse sur le quartier Latin ! », in *Les collections de l'Histoire*, n°14, 2001, pp.54-59.
- SLAMA Alain-Gérard, « Charles Maurras et la Révolution nationale (1940-1942) », in *Etudes maurrassiennes*, n°4, 1980, Aix-en-Provence : Centre Charles Maurras, pp.291-300.
- SOUICY Robert, « Enjeux. La Rocque et le fascisme français. Réponse à Michel Winock », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, troisième trimestre 2007, pp.219-236.
- STORA Benjamin, « Les héritages du général de Gaulle », in Maurice Vaïsse, *De Gaulle et l'Algérie 1943-1969*, Paris, Armand Colin / Ministère de la Défense, 2012, pp.323-330.
- SUTTON Michael, « Le maurrassisme de T.S. Eliot et le legs de T.E. Hume », Etudes réunies par Olivier Dard et Michel Grunewald, *Charles Maurras et l'étranger. L'étranger et Charles Maurras*, Berne, Peter Lang, 2009, pp.321-338.
- TACHON Caroline C., « Jacques Laurent et *La Parisienne*, 1953-1958 », in *La Revue des revues*, n°28, 2000, pp.23-45.
- TREBITSCH Michel, « Nécrologie. Les revues qui s'arrêtent en 1939-1940 », in *La Revue des Revues*, n°24, 1997, numéro spécial, « Des revues sous l'Occupation », pp.19-33.
- TROUDE-CHASTENET Patrick, « La critique de la démocratie dans les écrits personalistes des années 1930 : *Esprit* et *Ordre nouveau* », in *Cités*, n°16, 4^{ème} trimestre 2003, pp.161-176.
- VAÏSSE Maurice, « Le passé insupportable. Les pacifismes, 1984, 1938, 1914 », in *Vingtième siècle*, n°3, juillet-septembre 1984, pp.27-39.
- VANWELKENHUYZEN Jean, « Le Guèpier éthiopien », in *Revue d'histoire diplomatique*, 2001, n°1, pp.3-32.
- VIAL Philippe, « Redécouvrir la CED », in *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, n°29, 1992, pp.9-16.
- WIEVIORKA Olivier, « A la recherche de l'engagement (1940-1944) », in *Vingtième siècle*, n°60, octobre-décembre 1998, pp.58-70.
- WINOCK Michel, « L'Esprit de Munich », in *L'Histoire*, n°58, juillet-août 1983, pp.68-77.

WINOCK Michel, « Les Générations intellectuelles », in *Vingtième siècle, revue d'histoire*, n°22, avril-juin 1989
WINOCK Michel, « Sartre s'est-il toujours trompé ? », in *L'Histoire*, n°295, février 2005, pp.34-45.
WINOCK Michel, « Retour sur le fascisme français », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, avril-juin 2006, pp.3-27.

Travaux universitaires non publiés (thèses et mémoires)

ACHER Annabelle, *Au cœur idéologique, La Revue Universelle 1935-1939*, mémoire de maîtrise d'histoire contemporaine, Université de Bordeaux 3, 1997.
BERNE Martial, *Le Militantisme d'Action française*, mémoire IEP Paris, 1992, 107 p.
BLANDIN Claire, *Le Figaro Littéraire (1946-1971) : vie d'un hebdomadaire politique et littéraire*, Thèse d'histoire, IEP Paris, 2000, 2 volumes, sous la direction de Jean-François Sirinelli.
BOUSSARD Isabel, *Vichy et la corporation paysanne*, Paris, Presses de la FNSP, 1980, 414 p. (Texte remanié de Isabel Boussard, *La Corporation paysanne, une étape dans l'histoire du syndicalisme agricole français 1940-1944*, Thèse de 3^{ème} cycle d'études politiques, Paris, FNSP, 1971, sous la direction de René Rémond).
BRESSOLETTE Michel, *Etude de la revue La Table Ronde de janvier 1948 à septembre 1954*, Thèse de doctorat de Lettres, Paris IV Sorbonne, 1979, sous la direction de Jacques Robichez, 2 volumes, 490 et 233 p.
CARTIER Jean-Louis, *Les Idées politiques des jeunes intellectuels issus de l'Action française*, Thèse de science politique, 1962, 348 p.
CINGAL Grégory, *De Maurras à Staline, l'itinéraire politique de Claude Roy (1935-1956)*, Mémoire de DEA, Université de Versailles Saint-Quentin, 2001, sous la direction de Jean-Yves Mollier.
DEVAUX Patricia, *Le Théâtre de la Guerre froide en France 1946-1956*, Thèse de doctorat, IEP de Paris, 1993, sous la direction de Pierre Milza, 3 volumes.
GAUTIER Anne, *La Table Ronde ou le dilemme de l'éditeur*, Mémoire de DEA d'histoire, Université de Paris IV Sorbonne, 1990, sous la direction de Henri-Jean Martin.
GOLDMAN Philippe, *La Propagande allemande auprès des prisonniers de guerre français à travers « le Trait d'Union » 1940-1945*, Mémoire de maîtrise d'histoire contemporaine, 259 p.
HEYDE Véronika, *Mouvement Fédéraliste Français – La Fédération. Etude de 1944 à 1958*, Mémoire de maîtrise d'histoire contemporaine, Université de Paris IV Sorbonne, 2002, sous la direction du Professeur Georges-Henri Soutou, 179p.
KESSLER Nicolas, *Charles Maurras et le journal l'Action française face à la guerre : juillet 1939 – juillet 1940*, Mémoire de maîtrise, Paris 4, 1991, 103 p.
LAHOUSSE Gilles, *Une Ligue des années trente : la Solidarité Française*, Thèse de doctorat d'histoire, Université de Lille III, 1995, sous la direction de Jean-François Sirinelli, 504 p.
LEFORESTIER Lionel, *Jean-Pierre Maxence, itinéraire d'un intellectuel de la Jeune Droite (1925-1944)*, mémoire présenté à l'IEP de Paris, 1994, 122 p.
LONG J.A.D, *The French Right and Education : The Theory and Practice of Vichy Education Policy, 1940-1944*, Thèse d'histoire, Université d'Oxford, 1976.
MATHIAS Grégor, *Les officiers des SAS et des SAU et la politique de pacification pendant la guerre d'Algérie*, Thèse de doctorat en histoire, Université de Toulouse 2 Le Mirail, 2013, sous la direction de Guy Pervillé, 1044 p.
MODRY Alain, *La Jeune Droite non-conformiste à travers la revue Combat (1936-1939)*, mémoire de maîtrise, Université de Lyon II, 1978.
MODRY Alain, *La Jeune Droite à travers Combat (1936-1937), Civilisation (1938-1939), et L'Insurgé (janvier-octobre 1937). Ambiguïté, consensus et divergences*, mémoire de DEA, Lyon II et Lyon III, 1979.

MONTETY Henri de, *La Nouvelle Revue de Hongrie et ses amis français (1932-1944)*, thèse de doctorat en histoire religieuse, politique et culturelle, sous la direction de Régis Ladous et Ignác Romsics, Université Jean Moulin Lyon III, 2009, 569 p.

MYDLARZ Anne Elsa, « *La Fédération* », 1944-1954 : un mouvement au service du fédéralisme intégral, mémoire de maîtrise d'histoire, Université de Paris X, 1999.

OGE Frédéric, *Le journal L'Action française et la politique intérieure du gouvernement de Vichy*, Thèse soutenue à l'Institut d'Etudes Politiques de Toulouse, 1983, 341 p.

RYAN Pascale, *La Revue Universelle 1920-1944 : première approche d'un milieu intellectuel maurrassien*, mémoire de DEA d'histoire, Université de Versailles – Saint-Quentin, 1996, sous la direction de Pascal Ory.

TALON Corinne, *L'image de la dictature des colonels en Grèce, à travers la presse d'opinion française : Le Monde, Le Figaro et L'Humanité, 1967-1974*, Thèse de doctorat en études néo-helléniques, sous la direction de Constantin Angélopoulos, 2009, Université de Montpellier 3, 1376 p.

VEYRINE Anne-Laurence, *Les « Hussards » se sont-ils engagés ? (1945-1965)*, Mémoire de maîtrise, Université de Paris X, 1987, sous la direction de J-J. Becker et J-F Sirinelli, 204 p.

VEYRINE Anne-Laurence, *Histoire d'une connivence : les éditions de la Table Ronde*, mémoire de DEA, cycle supérieur d'histoire du XXe siècle, IEP de Paris, 1988.

Index

L'Action française, journal et mouvement, étant souvent mentionnée dans le texte, elle ne figure pas dans l'index.

- Abéllio Raymond : 819
Abetz Otto : 352, 353, 423, 424, 430, 507, 738
Abirached Robert : 971
Abssi Marion : 1015
Accent grave : 823
Achard Marcel : 624, 688, 838, 859, 860, 977, 979,
Action : 707, 794, 810
Action nationale : 362, 364
Action Républicaine et Sociale : 200
Adamov Arthur : 841
Added Serge : 671
Age d'or (L') : 717
Ageron Charles-Robert : 929-932, 948
Aggripa d'Aubin Théodore : 439, 471
Aglan Alya : 685
Alain : 787
Alain-Fournier : 5, 55
Albertini Georges : 977
Alby Claude : 188, 199
Alexander Martin S. : 591
Allais Maurice : 869
Alliance (réseau de résistance) : 510
Alliance démocratique : 407, 408
Alquié Ferdinand : 978
Amalvi Christian : 988
Amar André : 270
Amar Jacqueline (ou Mesnil-Amar) : 270, 424
Amaury Emilien : 719
Ambigu (théâtre de l') : 845
Amendola Giovanni : 338
Ami du Peuple (L') : 69, 214, 216
Amis de Jacques Reynaud (Les) : 110
Amitiés Françaises (Les) : 722
Amrouche Jean : 716
Andreu Pierre : 114, 247, 252, 257, 357, 455, 462, 464, 470, 480, 481, 503, 504, 518, 523, 576, 687, 688, 693, 791, 808, 1004
Annunzio Gabriele d' : 6
Anouilh Jean : 439, 443, 626, 687, 783, 788, 838, 971, 1018
Anthelme Gilles : 130, 361
Antliff Mark : 7
Antonescu Ion : 301
Applebaum Anne : 800
Apollinaire Guillaume : 439, 443, 626
Aragon Louis : 185, 623, 689, 697, 701
Arche (L') : 716, 717
Arendt Hannah : 799, 805
Argila Raymond d' : 435
Ariès Pilippe : 248, 526, 722, 731, 869
Aristote : 126
Arland Marcel : 141, 185, 449, 716
Aron Raymond : 343, 791, 799, 805, 814, 828, 883, 885, 893, 894, 929, 977,
Aron Robert : 90, 95, 98, 112, 113, 356, 685, 712, 719, 868, 875, 879, 880, 977, 1007
Artaud Antonin : 716
Arts : 37, 48, 210, 259, 692, 695
Aspects de la France et du monde : 721-723, 727, 730-733, 735, 738, 764
Assaut (L') : 184
Asselain Jean-Charles : 930

Association française pour le Conseil des
 Communes d'Europe : 873
 Association France – Etats-Unis : 903-905,
 950
 Astier de la Vigerie Emmanuel d' : 705
 Ateliers Mouton : 784
 Aubin Nicolas : 486
 Aubry Octave : 645
 Auburtin Jean : 977
 Audibert Raoul : 75
 Audiberti Jacques : 77, 840
 Audouard Yvan : 819
 Augier Marc (dit Saint-Loup) : 509
Aujourd'hui : 140, 141, 509, 579, 580, 582,
 613
 Auphan Louis-François : 472, 534
Au pilori : 423
 Aury Dominique (ou Anne Desclos) : 164,
 248, 430, 435-439, 442, 443, 447, 449,
 451-453, 456, 458, 462, 470-472, 475, 483,
 488, 493, 510, 516, 517, 531, 538-541,
 662-664, 695, 716, 785, 788
Aux écoutes : 128, 140, 240, 438, 694
 Auzépy-Chavagnac Véronique : 73, 74,
 110, 111, 250, 251, 503, 523
Avenir français (L') : 722
 Ayçoberry Pierre : 333-335
 Aymé Marcel : 225, 687-689, 787, 791,
 842, 906
 Azéma Jean-Pierre : 315, 401, 407-409,
 480, 485, 486, 506, 507, 520, 523, 524,
 528, 567, 624
 Azouvi François : 802
 Babilas Wolfgang : 623, 632
 Bacconnier Firmin : 262, 472, 721
 Bachelard Gaston : 819
 Bailby Léon : 201, 553
 Bainville Jacques : 46, 47, 50, 56, 70, 198,
 238, 259, 287-289, 347, 348, 364, 471,
 554, 601
 Balachova Tania : 832
 Balog Joseph : 123, 359
 Balzac Honoré (de) : 434
 Barbé Henri : 220
 Bardèche Maurice : 33-35, 37, 40-42, 55,
 61, 70, 73, 74, 101, 141, 357, 455, 687,
 689, 729, 789, 823, 993, 1003
 Bardot Brigitte : 957
 Bareth Jean : 809, 875
 Barjavel René : 503, 650, 694
 Barnaud Jacques : 613
 Barrat Robert : 875
 Barrault Jean-Louis : 688, 839, 841-843
 Barrès Maurice : 121, 302, 303, 305, 626
 Barsacq André : 843
 Bartas Guillaume du : 443
 Barth Karl : 343, 893
 Barthélémy Joseph :
 Bartosek Karel : 850
 Baruch Marc-Olivier : 685
 Basso Lelio : 338
 Bassompierre Jean : 727
 Bassot Jacques : 869, 877, 880, 977
Bataille (La) ou Le Rouge et le Noir : 718,
 836
 Bataille Georges : 689
 Bataille Sylvia : 689
 Baty Gaston : 839
 Baudelaire Charles : 34, 129, 444
 Baudelot Christian : 750
 Baudin Louis : 454
 Baudouï Rémi : 847
 Baudouin Paul : 532, 544, 789
 Baudrillart Alfred (Cardinal) : 225, 526
 Bauër Gérard : 836, 842
 Baumann Emile : 225
 Baumgartner Wilfrid : 978
 Bearn Pierre : 977
 Beaufret Jean : 33, 42, 758, 779, 806, 810
 Beauvoir Simone de : 689, 963
 Beck Béatrix : 25, 32, 43, 48, 452
 Becker Jean-Jacques : 484, 485, 826
 Beckett Samuel : 841, 971
 Bédarida François : 315, 480, 597, 508,
 520, 523, 528, 567, 624
 Béguin Albert : 843
 Beigbeder Marc : 835, 836
 Bellanger Claude : 161, 904
 Belgion Montgomery : 365
 Belin Marie-Rose : 438
 Belin René : 401, 424
 Bellessort André : 40, 41, 225
 Bellosta Marie-Christine : 301
 Belot Robert : 459
 Benda Julien : 76, 82, 101, 312, 612, 893
 Bénichou Pierre : 915
 Benjamin René : 225, 302
 Benoist Alain de : 5, 332, 994, 995, 1005,
 1007, 1008, 1009
 Benoist Charles : 225

Benoist-Méchin Jacques : 353, 613, 720
 Benoît Bruno : 1005
 Benoît Pierre : 353
 Béraud Henri : 537, 687
 Berdiaeff Nicolas : 363
 Berès Pierre : 718
 Bergery Gaston : 219, 305, 363
 Bergès Michel : 498, 651, 652
 Berl Emmanuel : 76, 101, 789, 825
Berliner Tageblatt : 354
 Bernanos Georges : 43, 158, 160, 201, 290, 291
 Bernstein Henry : 837
 Berstein Serge : 144, 199, 305, 484, 485, 754, 847
 Berth Edouard : 6, 126, 262, 263, 268, 283, 291, 292
 Bertheau Julien : 540
 Bertin Dominique (pseud. Thierry Maulnier) : 247, 265, 266, 426, 750
 Bessand-Massenet Pierre : 449
 Betti Hugo : 840
 Beuve-Méry Hubert : 919
 Bidault Georges : 718
 Bident Christophe : 73
Bien public (Le) : 823
 Bigault Agnès : 537, 540, 622, 665, 667, 689, 965, 966, 975
 Bigeard Marcel (général) : 904
 Billotte Pierre (général) : 904
 Billy André : 537, 688, 778
 Birnbaum Pierre : 754
 Blanchot Maurice : 10, 73, 75, 128, 140, 142, 188, 245, 247, 257, 270, 279, 280, 285, 294, 433, 438, 475, 503, 506, 510, 662, 694, 695, 716, 774, 787
 Blandin Claire : 556, 648, 719, 769, 829, 962
 Blanzat Jean : 686
 Bloch Jean-Richard : 101
 Bloch-Lainé François : 754
 Bloch-Michel Jean : 886
 Blok Alexandre : 788
 Blond Georges : 39, 73-75, 101, 184, 185, 225, 245, 247, 256, 291, 363, 424, 438, 498, 508, 687, 977
 Blond Germaine : 75, 256, 438
 Blondel Maurice : 339
 Blondin Antoine : 695, 720, 722, 814, 916
 Blum Léon : 238, 239, 270, 274, 401, 405, 429, 588, 595, 597, 612, 614, 615, 1002
 Bobbio Norberto : 893
 Boegner Henri : 225
 Boegner Marc (pasteur) : 978
 Boehme Jacob : 322
 Boisdeffre Pierre de : 1007
 Boisgontier Louis : 447
 Bois Hus Gabriel du : 443
 Boissy Gabriel : 129, 553
 Boivin Aurélien : 880
 Bonald Louis de : 650
 Bondy François : 886
 Bongnie Emilie de : 970
 Bonnard Abel : 141, 201, 233, 244, 353, 510, 547
 Bonnard Pierre : 788
 Bonnet Georges : 401
 Bonnet Jean : 61
 Bonnier Jean-Robert : 362
 Bordeaux Henry : 201, 225, 353, 364, 623, 688, 720, 975, 976, 980, 982
 Borges Jorge Luis :
 Borne Etienne : 339
 Borotra Jean : 977
 Bory Jean-Louis : 791
 Boschetti Anne : 813
 Bosco Henri : 716
 Bossuet Jacques Bénigne : 179
 Bouchayer Jacques : 870
 Bourbon-Busset Jacques de : 978
 Bourdel Maurice : 823
 Bourdelle Antoine : 788
 Bourdet Claude : 663, 704, 718
 Bourdet Edouard : 832
 Bourdier Jean : 199
 Bourdieu Pierre : 12
 Bourget Paul : 814
 Boussac André : 763
 Boussard Isabel : 526
 Boutang Pierre : 248, 462, 463, 553, 720-722, 731-733, 735, 787, 789, 879, 942, 977, 1004
 Boutemy André : 870
 Bouthillier Yves : 544
 Bouvard Philippe : 970
 Boyer Noël : 669, 675
 Braichet René : 643
 Braque Georges : 34, 718

Brasillach Robert : 6, 8, 33-42, 53, 55, 56, 68, 70, 73-75, 79, 100, 101, 141, 142, 147, 164, 167, 168, 184, 185, 188, 198, 220, 225, 236, 244, 245, 247, 289, 302, 305, 306, 353, 357, 363, 410, 422, 424, 435, 445-447, 455, 459, 463, 472, 492, 498, 499, 506, 508, 516, 518, 533, 539, 544, 545, 560, 675, 676, 684, 686-691, 693, 694, 699, 708, 722, 769, 774, 839, 848
 Brassai : 788
 Brasserie Lipp :
 Brassié Anne : 33
 Brecht Bertold : 971, 998
 Bressolette Michel : 782, 824
 Breton André : 401, 893
 Briand Aristide : 100, 102-105, 107, 576
 Brigneau François (ou Julien Guerneq) : 720, 722
 Brinon Fernand de : 353
 Brion Marcel : 978
 Brissaud André : 1007
 Brisson Jean-François : 161, 168, 171, 968, 978
 Brisson Pierre : 537, 539, 541, 554, 624, 665, 697, 698, 700, 702, 703, 706, 785, 829, 842, 943, 956, 957, 967, 974, 978
 Broglie Louis de : 645
 Broquet Joël : 869
 Brossolette Pierre : 353
 Brudny Michelle-Irène : 333, 799
 Brugmans Henri : 869, 888
 Brunet Philippe : 952
 Bruneteau Bernard : 333, 338, 341
 Brunetière Fernand : 443
 Buber-Neumann Margerete :
 Bucard Marcel : 353
 Buchet Edmond : 475
 Budes de Guébriant Hervé : 526
 Buisson Martial : 602, 783, 784, 869
Bulletin fédéraliste : 875
 Buré Emile : 467, 468
 Burnham James : 752
 Buron Robert : 719, 869, 874
 Burrin Philippe : 219, 305, 507, 520
 Buton Philippe : 883, 889, 897
 Buzzati Dino : 840
 Cabanis José : 829
 Cachin Marcel : 689
 Cagoule (La) (ou Organisation Secrète d'Action Révolutionnaire Nationale) : 248, 284-286,
Cahiers Charles Maurras : 126
Cahiers d'Occident (Les) : 73, 75, 78, 88, 110
Cahiers de Combat (Les) : 188, 200, 700
Cahiers de la génération (Les) : 783
Cahiers de la Pléiade (Les) : 787
Cahiers de la renaissance vaudoise (Les) : 361
Cahiers de La Table Ronde (Les) : 602
Cahiers de littérature et de philosophie (Les) : 38, 71, 73, 78, 94, 114, 140, 240
Cahiers de Résurrection (Les) : 717
Cahiers de travaux de l'IECS (Les) : 526
Cahiers du CEPEC : 762
Cahiers du Cercle Proudhon : 244
Cahiers français (Les) : 503, 573, 574, 602, 615, 783, 785
Cahiers franco-allemands (Les) : 647
 Caillaux Joseph : 402
 Caillois Roger : 787
 Callil Carmen : 239
 Calvi Gérard : 967
 Calzant Georges : 234, 235, 534, 721, 723, 731, 732, 818
 Camelots du Roi : 39, 51, 54, 143, 145, 155, 238, 643
 Campagnolo Umberto : 893, 894
 Campioni Giuliano : 129, 180
 Camus Albert : 688, 704, 716, 718, 719, 791, 805, 838, 856, 886, 971
Canard enchaîné (Le) : 184
Canard en KG (Le) : 519, 523
Candide : 80, 130, 141, 146, 184, 291, 438, 529, 631, 717
 Capelle Jean : 1007
 Capitant René : 755
 Carbuccia Horace de : 225, 363
 Carco Francis : 161
 Carcopino Jérôme : 975, 978
 Carpentier Alejo : 1018
Carrefour (après guerre) : 248, 717, 719
Carrefour (Comte de Paris) : 201
 Carrel Alexis : 200, 248, 645
 Carroll David : 7, 305
 Carte (réseau de résistance) : 643
 Cartel (Le) : 839, 843
 Cartier Raymond : 929

Casadesus Gisèle : 539, 978
 Casanova Jean-Claude : 755
 Castille Robert : 232-234, 239, 257, 270
 Catalogne Gérard de : 49, 73, 75, 88, 110-112, 121, 155, 187, 188
 Cathala François : 1007
 Cayatte André : 185
 Cayla Robert : 450
 Caziot Pierre : 526, 544
 Céline Louis-Ferdinand : 248, 300-302, 612, 686, 694
 Cendrars Blaise : 624
 Centre catholique des intellectuels français : 894
 Centre communautaire (Le) : 602, 783, 785
 Centre d'Action des Prisonniers : 505
 Centre d'Etudes Institutionnelles pour l'Organisation de la Société Française : 869
 Centre d'Etudes Politiques et Civiques (CEPEC) : 761, 762, 998
 Centre d'Etudes Religieuses : 873
 Centre de synthèse régionale : 248
 Centre des Jeunes Patrons (CJP) : 762
 Centre français du patronat chrétien : 762
 Centre National de la Famille Rurale (CNFR) : 526
 Centre National des Arts et Métiers : 248
 Centre Richelieu : 863
 Centre Technique d'Organisation Professionnelle : 869
 Cercle Fustel de Coulanges : 41
 Cercle Jean Froissart : 433
 Cercle Proudhon : 126, 222, 254, 260-263, 268, 296
 Cercle Victor de Laprade (ou Association des étudiants foréziens) : 245
 Cercles Populaires Français : 221
 Cesbron Gilbert : 978
Ce soir : 701
 Ceyrac François : 904
 Cezan Claude : 865
 Chaban-Delmas Jacques : 498, 876, 977
 Chabannes Jacques : 363
 Chack Paul : 225, 687
 Chalais François : 650
 Challaye Félicien : 236, 401, 466
 Challe Maurice (général) : 956
 Chaminade Marcel : 201, 225
 Chamine : 553
 Chamson André : 158, 716
 Chantiers de la jeunesse : 651
 Chapuis Marc : 361
 Char René : 716
 Charasson Henriette : 451
 Charbonneau Henry : 42, 47, 200, 232-235, 285
 Chardon Pierre : 156, 157, 194, 201, 259
 Chardonne Jacques : 686, 791
Charivari (Le) : 236, 239, 240, 293, 388, 388
 Charnaux Madeleine : 221
 Charpier Frédéric : 885
 Chastenet de Puységur Armand : 687, 720
 Chastenet Jacques : 967, 975, 978, 1007
 Châteaubriant Alphonse de : 225, 509, 579
 Chatriot Alain : 93, 753, 754, 1014
 Chaunu Jean : 316, 333, 339, 344, 428
 Chaunu Pierre : 1007
 Chautemps Camille : 145, 288, 402
 Chauvy Gérard : 537
 Chenu Christian : 101
 Chessel Marie-Emmanuelle : 93, 1014
 Chevandier Christian : 1005
 Chevrier Roger : 703
 Chonez Claudine : 73, 141, 192, 193, 200, 438, 773, 845
 Chotard Yvon : 763, 873
 Churchill Winston : 487, 534
 Cingria Charles-Albert : 819
Cité-Liberté : 1005-1007
Civilisation : 454
 Claude Georges : 225
 Claudel Paul : 34, 226, 624, 626, 669, 688, 719, 783, 787, 789, 790, 837, 856, 903, 971
 Claudius-Petit Eugène : 874
 Clavel Maurice : 704, 719
 Clémenti Pierre : 675
 Clérissac Humbert : 147
 Clouard Henri : 176
 Club national : 238-240
 Cocea Alice : 978
 Cochet François : 468, 469, 946
 Cocteau Jean : 34, 101, 443, 670, 688, 716, 783, 785, 788, 832, 838, 852
 Cohen Antonin : 527, 601, 783, 784, 868-870, 873
 Cointet Jean-Paul : 510, 520, 548, 549, 685
 Cointet Michèle : 510, 520, 546, 697

Colette : 34, 688, 718, 787
 Colin Charles-Ambroise : 727
 Collomb Bertrand : 753
 Collombat Benoît : 870
 Colomb Hélène : 73, 75, 76, 184, 217, 257, 455, 509, 578, 646, 691, 692
 Colrat Maurice : 642
Combat (années 30) : 38, 49, 75, 76, 137, 144, 204, 208, 238, 240-258, 260, 263, 264, 269, 271-273, 275, 279-281, 284, 289-296, 302, 306, 314, 318, 346, 370-372, 374, 380, 382-384, 386-389, 394, 396, 400, 402, 403, 407, 408, 410, 411, 416-422, 424-427, 429, 432, 433, 446, 454-456, 459, 463, 465, 467, 471, 473, 494, 498, 499, 501, 504-506, 510, 512, 524, 531, 536, 537, 558, 575, 612, 641, 643, 695, 705, 707, 737, 750, 783, 792, 819
Combat (après guerre) : 718, 719, 733, 823, 836, 838, 860
 Combelle Lucien : 675, 694
 Commissariat aux prisonniers : 613, 617
 Commission de la carte d'identité des journalistes professionnels : 702, 705
 Comité d'Etudes pour la France : 527
 Comité de Penthièvre : 870
 Comité du Rassemblement pour la révolution nationale : 546-549
 Comité de vigilance des intellectuels antifascistes : 334
 Comité Hyacinthe Dubreuil : 873
 Comité national de vigilance de la jeunesse : 233, 234, 238, 285
 Comité National des écrivains (CNE) : 686-688, 690, 692, 693, 695, 700, 701, 794, 795
 Comité pour la défense et l'amélioration de la Sécurité Sociale : 873
 Comité Tixier-Vignancour : 200
 Communauté Européenne de Défense : 875, 883, 887, 889-891, 893, 897, 923
Commune : 116
 Compagnon Antoine : 180
Comprendre : 894
 Comte Auguste : 59
 Comte Bernard : 641
Concorde : 717, 836
 Confédération Française des Travailleurs Chrétiens (CFTC) : 870
 Confédération Générale des Cadres (CGC) : 905
 Confédération Générale du Travail (CGT) : 268, 401
Confluences : 758
 Conseil Général de la Seine : 238
 Conseil National : 546-549
 Conseil National du Patronat Français : 870, 904, 978
 Constantin-Weyer Maurice : 217, 553, 623
 Copeau Jacques : 645
 Copeau Pascal : 705, 707
 Coquet James de : 651, 978
 Corbière Tristan : 34
 Corneille Pierre : 164, 668
 Corporation Paysanne (La) : 526
 Corte Marcel de : 869, 883
 Cortot Alfred : 645
 Costa du Rels Adolfo : 841, 978
 Costa Pinto Antonio : 358
 Cot Pierre : 405, 406, 588
 Cotillon Jérôme : 783, 784, 847
 Coty François : 143, 158, 213
 Coty René : 874
Courrier de Genève (Le) : 692
Courrier Royal (Le) : 59, 75, 196, 198-203, 206-210, 213, 220, 231, 235, 240, 247, 257, 374, 508, 567
 Courtois Stéphane : 341, 342, 484, 798, 800, 805, 812
 Cousteau Pierre-Antoine : 7, 687
 Coutrot Jean : 97
Crapouillot (Le) : 257
 Crémieux-Brilhac Jean-Louis : 464, 469
 Cresciucci Alain : 916
Cri du Peuple (Le) : 200, 492, 644
Criterion (The) : 365
 Croce Benedetto : 335, 893
Croix (La) : 919
 Croix de feu (Les) : 145, 219, 340
 Crouzet Guy : 353
 Curatolo Bruno : 782
 Curieux : 643
 Curtis Jean-Louis : 791
 Dabit Eugène : 81
 Daix Pierre : 802
 Daladier Edouard : 288, 402, 407, 421, 432, 486, 540
 Dali Salvador : 819
 Damien André : 977

Dampierre Gérard de : 286
 Dandieu Arnaud : 90, 95, 98, 112, 113, 130, 158, 872, 878,
 Daniel-Rops : 71, 80, 113, 117, 123, 185, 205, 359, 360, 362, 689, 787, 868, 975, 977
 Daninos Pierre : 978
 Danlor Pierre : 257
 Darcy Jacques (pseud. Thierry Maulnier) : 457, 458, 488, 554, 590-592, 717
 Dard Michel : 141, 200, 977
 Dard Olivier : 5, 38, 46, 78, 88, 93, 97, 167, 187, 201, 232, 247, 260, 300, 329, 336, 350, 353, 359, 362, 365, 390, 393, 397, 401, 423, 445, 495, 504, 525, 613, 657, 693, 721, 761, 762, 783, 839, 841, 850, 868, 880, 910, 936, 937, 946, 983, 988, 994, 995, 1005, 1014, 1015
 Darlan François (Amiral) : 507, 520, 525, 529, 544-547, 567, 577, 596, 613, 645
 Darnand Joseph : 727
 Darquier de Pellepoix Louis : 232, 238, 239, 252
 Dars Emile : 832
 Dasté Marie-Hélène : 670
 Daudet François : 535, 724, 725
 Daudet Jeanne (Pampille) : 516
 Daudet Léon : 43, 45, 46, 50, 130, 145, 225, 235, 263, 274, 364, 446, 472, 516, 534, 601, 724
 Daujat Jean : 199, 257, 869, 876, 977
 Daumard Adeline : 750
 Daussat Louis : 69
 Dautry Raoul : 869
 David Angie : 435, 447, 540
 Déat Marcel : 6, 466, 535, 568, 723
 Debarre Michel : 257
 Debré Michel : 874
Défense de l'Occident : 823
 Defferre Gaston : 942
 Degrelle Léon : 6, 361
 Delalande Nicolas : 143
 Delanney Marcel : 602, 783, 784
 Dalannoy Jean : 967
 Debray Pierre : 1007
 Delannoy Marcel : 244
 Delaunoy Jean-Marie : 361
 Del Duca Cino : 1018
 Deleuze Charles : 248
 Delforge Lucienne : 978
 Delille Jacques (Abbé) : 444
 Delmas André : 401
 Delmas Claude : 869
 Delon Paul : 670
 Deloncle Eugène : 285
 Delongraye-Montier Pierre : 257
 Delors Jacques : 876
 Delpla François : 492
 Delporte Christian : 702, 737
 Delteil Joseph : 80
Demain : 503, 545
 De Man Henri : 6, 303
 Demeure Fernand : 694
 Demonque Marcel : 763
 Deniau Jean-François : 819
 Dennery Etienne : 903
 Denord François : 754
 Déon Michel : 24, 68, 535, 695, 719, 720, 915, 916, 954, 977, 1004
Dépêche (La) – La Liberté : 823, 914, 926, 946, 948
 Depreux Edouard : 942
 Derain André : 688
 Derème Tristan : 225, 624
Dernière lanterne (La) : 38, 722
Dernières Nouvelles d'Alsace (Les) : 823
 Derrick Michael : 591
 Descartes René : 25, 131, 133, 167, 726
 Descaves Lucien : 697, 989
 Descaves Pierre : 978
 Deschamps Etienne : 350, 359
 Deschodt Pierre-Jean : 287, 288
 Desgraupes Pierre : 988
 Desnos Robert : 579, 612
 Destrée Jacques (ou Marcel Renet) : 704
 Detœuf Auguste : 527
Detroit Free Press : 951
 Devaux Patricia : 841, 844, 845
Devoir (Le) : 364
 Dimier Louis : 601
 Dioudonnat Pierre-Marie : 370, 421, 466, 494, 544
 Divoire Fernand : 128
 Dobry Michel : 305
Documents Jeune Patron (Les) : 739, 762
Documents nationaux (Les) : 721
Documents politiques, diplomatiques et financiers (Les) :
 Doise Jean : 390, 591, 592, 883
 Dominique Pierre : 219, 504

Dommange René : 548
 Doré Gustave : 437
 Dorgelès Roland : 101, 161, 291, 688, 978
 Dorgères Henry : 143, 144, 257, 269, 549, 553, 694
 Doriot Jacques : 186, 219, 220, 222, 232, 257, 408, 547, 548
 Dormoy Marx : 271
 Dorsay : 492
 Dosse François : 12
Dossiers du CEPEC (Les) : 761
 Dostoïevski Fiodor : 25
 Doumergue Gaston : 592, 981
 Drieu La Rochelle Pierre : 6, 79, 101, 130, 161, 212, 220, 225, 302, 353, 438, 475, 538, 648, 686, 694
 Droit Michel : 974
 Dromard Louis (Commandant) : 289
 Drot Jean-Marie : 968
 Droz Bernard : 931
 Dubech Léon : 840
 Dubech Lucien : 472
 Dubreuil Hyacinthe : 819, 875, 905
 Ducretet Bernard : 157
 Dufy Raoul : 34
 Duhamel Georges : 161, 624, 651, 688, 700, 884, 893, 975
 Dullin Charles : 688, 839, 840
 Dumézil Georges : 1018
 Dumoulin Georges : 466
 Dupuis René : 112, 123, 359
 Dussault André : 364
 Dutourd Jean : 1007
 Duvalier François : 187
 Duvignaud Jean : 825
Echo des étudiants (L') : 503, 574, 575, 649, 650, 673, 674
 Eckert Hans-Wilhelm : 353-354
Ecrits de Paris : 188, 695, 720, 721, 823
 Ecole des cadres civiques du Mayet-de-Montagne : 504
 Editions Balzac : 423
 Editions Calmann-Lévy : 423
 Editions de la Revue française : 111
 Editions du Centre : 784, 787, 788
 Editions Saint-Michel : 71, 111
 Editions Variétés : 364
Effort (L') : 547, 568, 569, 603-605, 626, 662
 Eliot T.S. : 365, 788
 Ellenstein Jean : 145, 757, 758, 904, 1003, 1009
 Ellul Jacques : 341, 750
 Ely Paul (général) : 977
Emancipation nationale (L') : 220
 Emery Léon : 466
 Emmanuel Pierre : 885
 Eneri Claude : 527, 601
 Engels Friedrich : 772, 774
Epoque (L') :
 Epting Karl : 429
 Escande Maurice : 978
 Escriva y Balaguer José Maria : 825
Esprit : 88, 114, 115, 156, 247, 339, 341, 344, 445, 524, 544, 640, 641, 886, 894, 919
Essor (L') : 717, 719, 758, 836
Esprit public (L') : 823, 915
 Establet Roger : 750
 Estang Luc : 758, 845
 Etiemble René : 42, 716, 813
Etudes : 427
Etudiant français (L') : 46, 47, 54-56, 70, 75, 157, 232, 248, 253, 254, 257, 697
 Etudiants d'Action française : 39, 52-54, 248
 Etudiants nationalistes : 245
Europe : 116, 117, 122
Europe-Action : 823
Europe nouvelle : 130, 424
 Eveno Patrick : 537
Express (L') : 826, 919
 Fabbri Diego : 840, 847, 863, 978
 Fabrègues Jean de : 10, 48, 53, 54, 73, 74, 81, 84, 99, 101, 112, 113, 121, 130, 155, 156, 184, 187-189, 194, 197-200, 202, 210, 220, 221, 225, 240, 244-247, 250-253, 257, 258, 260, 295, 302, 306, 370, 433, 454, 498, 503, 505, 506, 511, 512, 518, 519, 523, 537, 544, 545, 602, 603, 609, 610, 651, 662, 695, 718, 758, 761, 783, 868, 877, 977
 Fabre-Luce Alfred : 101, 141, 220, 353, 721, 977
 Faguet Emile : 9
Faisceaux (Les) : 121
 Fallières Armand : 981
 Fargue Léon-Paul : 161
 Farnoux-Reynaud Lucien : 257, 275
 Fatou Etienne : 184

Faulkner William : 788
 Faure Edgar : 47, 48, 498, 716, 719, 977
 Faure Lucie : 719
 Faure Paul : 400, 407, 547, 568
 Faÿ Bernard : 219, 225, 236, 549, 601, 632, 645, 721
 Fayard Jean : 225
 Faydit de Terssac Jean : 675
 Faye Jean-Pierre : 450, 451, 787, 978
Fédération : 248, 718, 738, 750, 752, 761, 763, 868-877, 879-881, 884, 889, 894
 Fédération des contribuables : 142, 143
 Fégy Camille : 200
 Félice Pierre de : 874
 Felice Renzo de : 333
 Feltin Maurice (cardinal) : 863
 Fernand-Laurent : 553
 Fernandez Ramon : 76, 185, 220, 221, 677
 Fernet Jean (vice-amiral) : 532
 Ferro Marc : 807
 Fessard Gaston (Père) : 427, 428, 893
 Feuerbach Ludwig : 181
 Feuillère Edwige : 539
 Feyerabend Wilhelm : 851
Figaro (Le) : 48, 88, 130, 158-161, 171, 184, 225, 234, 291, 301, 375, 447, 474, 500, 512, 535, 536, 539-541, 547, 554-556, 590-592, 608, 621, 622, 624, 625, 627-629, 631-633, 638, 640, 642, 643, 645, 648-651, 662, 665, 696-699, 702-706, 709, 716-719, 724, 729, 731, 735, 737, 738, 754, 757, 758, 759, 761, 821-823, 828, 829, 842-846, 865, 909, 910, 912-914, 919-922, 925, 926, 930, 935, 937, 938, 940, 943, 945, 950, 951, 953, 954, 956, 957, 962-964, 966, 967, 969, 973, 974, 976, 985-987, 992, 994, 1002, 1006, 1016
Figaro littéraire (Le) : 158, 719, 769, 801, 823, 834, 962, 986
 Filliol Jean : 285, 643
 Fishman Sarah : 613
 Flammarion Henri : 978
Flammes : 836
 Flandin Pierre-Etienne : 401
 Flaubert Gustave : 434, 435
 Follain Jean : 185
 Fombeure Maurice : 1, 73, 101
 Fondation Alexis Carrel pour l'étude des problèmes humains : 200
 Fondation Cino Del Duca : 1018
 Fondation Lionel Groulx : 364
Fontaine : 717, 719, 758
 Fontenoy Jean : 220, 257, 353
 Fontgrave Michel : 201
 Force Ouvrière (FO) :
Formes et couleurs : 836
Forum (Das) :
 Fourcade Marie-Madeleine : 510
 Fraigneau André : 722, 723, 784, 785, 787-789, 819, 824
 France Anatole : 435
France catholique : 695, 758, 761
 France Culture : 709
France-Soir : 719
 Francis Robert (ou Jean Godmé) : 71, 73, 101, 120, 141-144, 146-152, 155, 157, 184, 188, 189, 192, 194, 197, 200, 202, 213, 225, 242, 243, 266, 291, 310, 337, 352, 370, 411, 498, 506, 509, 578, 580-582, 587, 684, 687, 691, 693, 815, 848, 878, 910-912
 Franco Francisco : 301, 357, 396
 François-Poncet André : 547, 975, 1007
 Franck Pierre : 669, 670, 783, 785
 Frank Bernard : 825
 Frank Robert : 591, 595, 995
Frankfurter Neue Presse : 951
 Fransque Augustin : 71, 73, 75, 101
Fraternité Française (La) : 200
 Fremigacci Jean : 928
 Frémy Pierre : 33, 36, 192, 240
 Frenay Henri : 643, 718
 Fresnay Pierre (ou Pierre Laudénbach) :
 Front National : 200, 695
 Frossard Ludovic-Oscar : 547, 605
 Frot Eugène : 222, 223, 547
Fruits verts : 121
 Fry Christopher : 847, 863
 Fumaroli Marc : 167
 Funk Walter : 456
 Furet François : 331, 796, 798
 Fustel de Coulanges Numa Denis : 55, 59
 Gabriel-Robinet Louis : 537, 540, 541, 554, 687, 697, 698
 Gachon Lucien : 81
 Gadda Emilio : 893
 Gadenne Paul : 36, 716
 Gaït Maurice : 720
 Galey Louis-Emile : 544
 Galitzine Boris : 978

Gallimard Antoine : 978
 Gallimard Gaston : 978
 Galster Ingrid : 813, 814
 Galtier-Boissière Jean : 101, 257
 Gamelin Maurice (Général) : 391, 469, 470, 588, 591
 Gandillac Maurice de : 71, 121
 Ganne Gilbert : 45, 48, 53, 210, 226
 Garcia Lorca Federico : 840
 Garnier Robert : 443, 668-676, 716, 832, 859
 Garric Robert : 978
 Garrigou-Lagrange Réginald (R.P.) : 147
 Garrigues Jean : 847
 Gaucher Roland : 1007
 Gaudin Jean-Claude : 7,
 Gaudy Georges : 472, 721, 977
 Gaulle Charles de : 469, 511, 567, 614, 688-690, 695, 704, 726, 754, 755, 791, 810, 923, 928, 929, 932, 935-937, 939-945, 955, 956, 958, 959, 995
 Gautier Jean-Jacques : 854, 860, 861, 964
 Gaxotte Pierre : 58, 225, 455, 601, 648, 734, 935, 1007, 1008
Gazette de Lausanne (La) : 360, 717, 768, 823
Gazette des Lettres (La) : 717, 791, 836
Gazette française (La) : 71, 78
 Genet Jean : 787
 Genevoix Maurice : 974, 975
 Gentile Emilio : 304, 306, 307, 333, 335, 342-344
 Gentile Giovanni : 6
 George Stefan : 333
 Georges-Michel Michel : 978
 Gérin-Ricard Lazare de : 553
 Germain André : 353
Gerbe (La) : 302, 509, 579, 613, 624, 625
Germinal : 675
 Gibrac Camille : 22
 Gibrac Virginie : 21-23, 29
 Gide André : 34, 79, 623, 624, 716, 719, 787, 791, 824, 893
 Gignoux Claude-Joseph : 869
 Gillet Louis : 24, 129, 166
 Gillouin René : 244, 977
 Gilson Etienne : 454
 Gilson Paul : 71
 Ginoux Henri : 977
 Giono Jean : 81, 401, 686, 789, 791
 Girard René : 711
 Girardet Raoul : 144, 248, 433, 655, 734, 824, 915, 916
 Giraud Henri (général) : 554, 645
 Giraudoux Jean : 4, 34, 161, 381, 432, 457, 470, 471, 475, 493, 625, 626, 787, 832, 833, 835, 836, 838, 856
 Giro Helmut-Dieter : 389
 Giron Roger : 185
 Giroud Françoise : 819
 Giscard d'Estaing Valéry : 904, 1002
 Gischia Léon : 788
 Gidechot Jacques : 141
 Godmé Emile : 646
 Goethe Johann Wolfgang von : 25, 181, 310, 322
 Goetschel Pacale : 971
 Gogol Nicolas : 788
 Goirand Antoine Mathieu : 23
 Goldman Philippe : 613
 Goldoni Carlo : 971
 Goldschmidt Bernard : 967
 Gondrand François (Père) : 825
 Gorki Maxime : 716
 Goudiket Maurice : 718
 Gouze-Renal Christine : 978
 Goyet Bruno : 199, 201
 Graincourt Max : 257
 Grandmaison Richard de : 257, 271
 Gravier Jean-François (ou François) : 53, 248, 253, 266, 295, 370, 376, 426, 427, 433, 434, 498, 503, 504, 527, 611, 649, 650, 655, 869, 880, 977
 Greeff Etienne de : 344
 Green Julien : 716, 787, 791
 Greene Graham : 452, 840
 Greilsammer Alain : 868, 873-875, 883
 Grémion Pierre : 828, 884-886, 894
 Griffin Robert : 305, 306
Gringoire : 69, 116, 141, 157, 184, 434, 537, 642, 692
 Gros Guillaume : 39, 201, 527, 722, 761, 783, 847
 Grosser Alfred : 918
 Groulx Lionel : 362
 Groupement de Recherche et d'Etudes pour la Civilisation Européenne (GRECE) : 1005, 1008, 1009, 1013
 Grunewald Michel : 46, 260, 336, 350, 365, 880

Guéhenno Jean : 79, 81, 116, 119, 121, 122, 381, 686, 1018
 Guéniffey Patrice : 798
 Guérin Daniel : 334
 Guérin Jeanyves : 167, 445, 783, 839-841
 Guichard Olivier : 904
 Guillain de Bénouville Pierre : 643, 977
 Guillet Pernelle du : 439, 443
 Guillon Jean-Marie : 523, 528, 567, 624, 540
 Guiral Pierre : 141
 Guittard Paul : 220
 Guitton Jean : 692, 975, 978
 Guittoneau Benjamin (dit Ben) : 201
 Günther-Gründel Ernst : 319, 333
 Gurian Waldemar : 316, 343
 Guth Paul : 21, 32, 33, 36, 57, 450, 978
 Guyader Antonin : 376, 503, 575, 577, 612
 Guy-Grand Georges : 341
 Haedens Kleber : 45, 53, 184, 220, 232, 247, 253, 270, 285, 364, 370, 433, 449, 450, 454, 463, 472, 475, 479, 498, 503, 510, 527, 534, 537, 541, 553, 555, 556, 642, 648, 649, 662, 695, 721, 855
 Halévy Daniel : 112, 141, 147, 645, 787, 869, 875
 Halévy Elie : 339, 340
 Hallier Jean-Edern : 791
 Hamburger Jean :
 Hanin Roger : 860
 Harari Clément : 845
 Harcourt Robert d' : 315, 316
 Hassner Pierre : 805, 806
 Hattu Guy : 290
 Hauteclouque Xavier de : 340
 Havard de la Montagne Robert : 472, 534, 556, 623, 642, 721
 Hebbel Friedrich : 971
 Hébert Jean : 293
 Hébertot (théâtre) : 855
 Hébertot Jacques : 842, 843, 855, 856, 978
 Hecquet Stephen : 820, 824
 Héduy Philippe : 824, 1004
 Hegel Georg Wilhelm Friedrich : 181, 741
 Heidegger Martin : 96
 Hellens Frans : 893
 Hemingway Ernest : 785, 788
 Henriot Emile : 537
 Henriot Philippe : 141, 576
 Héritier Jean : 201, 225, 257
 Herr Lucien : 533
 Hervé Pierre : 707, 708, 810
 Hervieu Louise : 788
 Herzog Maurice : 977
Heures nouvelles : 717, 836
 Hewitt Maurice : 967
 Heyde Véronika : 868, 869, 873, 874, 876
 Hilton Matthew : 93, 1014
 Hirsch Georges : 977
 Hitler Adolf : 234, 310, 319, 328, 331, 334, 336, 340, 341, 343, 381, 388, 389, 390, 392, 393, 397, 400, 409, 423, 432, 447, 455, 457, 459, 462, 464, 468, 478, 480, 545, 581, 591, 616, 948
 Hoffmann Stanley : 507
 Hofmannstahl Hugo von : 788
 Hölderlin Friedrich : 181, 315, 322
Homme nouveau : 247
Hommes et Mondes : 718, 719, 738, 750, 764-768, 813, 814, 823, 828, 836, 884
 Honegger Arthur : 688, 893
Horizon : 717
 Horthy Miklos (Amiral) : 301
 Hugo Jean : 788
 Hugo Victor : 35, 38, 176, 434, 444, 450, 718
 Huguenin Jean-René : 791
 Huillier Hervé L' : 928
Humanité (L') : 707, 865, 919
 Huntziger Charles (général) : 544
 Huygue René : 972
 Iakovlef Michel : 791
Idées : 376, 499, 500, 502-506, 508, 512, 518, 545, 567, 572-577, 581, 602, 603, 606, 609-612, 615, 629, 643, 652, 653, 655, 662
Indépendance française (L') : 721, 725, 726, 729, 732, 738
 Institut d'Action française : 41, 52
 Institut d'Etudes Corporatives et Sociales : 868
 Institut d'Etudes Occidentales (IEO) : 994, 1005-1008, 1010
 Institut des Hautes Etudes de la Défense Nationale (IHEDN) : 759, 776, 778, 779
 Institut national de formation légionnaire : 601

Insurgé (L') : 38, 49, 75, 76, 137, 192, 214, 236, 240, 242, 248, 263, 265-271, 275, 279, 280, 291, 295, 296, 306, 372, 380, 382, 396, 433, 434, 458, 501, 596, 614, 705, 725
Intérêt choletais (L') : 823
 Ionesco Eugène : 971, 972, 1007
 Isorni Jacques : 687, 688
 Israël Liora : 801
Itinéraires : 721
 Izard Georges : 363, 977
 Jacob Jean : 1012
 Jacob Max : 785, 787
 Jacquenas Henri : 257, 268
 Jadot Dieudonnée : 22
 Jadot Jean : 22
 Jadot Odon : 22, 23
 Jajolet Catherine :
 Jaloux Edmond : 624, 789
 Jamet Annie : 245, 423
 Jamet Claude : 42, 675, 687, 845
 Jamet Dominique : 962
 Jamet Henri : 245, 353, 423, 424
 Jammes Francis : 787
 Jamois Marguerite : 843
 Jansen Sabine : 405
 Jardin Jean : 113, 663, 789
 Jaspas Marcel-Henri (baron) : 977
 Jaspers Karl : 454, 893
 Jaudel Etienne : 801
 Jeanneret Germaine : 510
 Jeanneret Serge : 141, 199, 200, 244, 245, 257, 370, 429, 463, 466, 498, 503, 510, 518, 576, 685, 689, 876, 877
 Jean-Renaud : 213, 218
 Jeanson Henri : 466
 Jeantet Claude : 47
 Jelenski Constantin : 885, 886
Je suis partout : 41, 184, 200, 226, 245-247, 289, 306, 370, 423, 434, 446, 459, 466, 472, 473, 475, 485, 491-494, 506-510, 516, 535, 544, 545, 559, 560, 579, 623, 632, 644-646, 672, 673, 675, 676, 689, 694, 699, 723, 724
 Jeune Chambre Economique : 873
 Jeune France : 503
Jeune Révolution (La) : 116
 Jeunesse Républicaine Française : 212
 Jeunesses Patriotes (Les) :
 Jèze Gaston : 232
 Jira Jacques : 875
 Jodelle Etienne : 443
 Joly Laurent : 507
 Joseph Roger : 534
 Josselson Michael : 885
 Joubert Jean-Marc : 314
 Jouhandeau Marcel : 220, 433, 686, 694, 719, 791
 Jouhaud Edmond (général) : 956
Jour-Echo de Paris (Le) : 547, 553-555, 597-599, 601, 625, 657-660, 717, 738
 Jourdan Robert : 268, 269
Journal de Genève (Le) : 360, 523, 951
Journal de la Solidarité française : 213
Journal de Shangai : 661
Journal des débats : 73, 184, 662, 769
 Jousain André : 454
 Jousset Bernard : 762
 Jouvenel Bertrand de : 6, 101, 197, 211, 220, 221, 291, 353, 423, 693, 701, 789, 869, 875
 Juvet Louis : 541, 787, 839, 840
 Joyeux Odette : 819
 Juhel Pierre : 722
Juin : 717, 720, 836, 977
 Juin Alphonse (maréchal) : 975
 Julliard Jacques : 693, 719, 737, 738, 1002
 Julliard René : 697, 791
 Jung Carl Gustav : 893
 Jünger Ernst : 136, 789, 1018
 Jurgensen Jean-Daniel :
 Justinien Marcel : 721
 Kalman Samuel : 263
 Kampf Lionel : 257
 Kant Emmanuel : 61
 Kanters Robert : 791
 Kaplan Alice : 688
 Kaplan Steven L. : 266
 Kazantzakis Nikos : 971
 Kemal Yachar : 1018
 Kemp Robert : 130, 131, 166, 835, 842, 845
 Kersaudy François : 481
 Kessel Joseph : 161, 716
 Kessler Nicolas : 5, 111, 241, 358, 376, 404, 416, 420, 472, 503, 512
 Kestel Laurent : 186, 187
 Kerillis Henri de : 467-468, 485
 Keyserling Eduard von : 322
 Kipling Rudyard : 788

Koestler Arthur : 716, 801
 Kojève Alexandre : 427
 Kokoschka Oskar : 893
 Korn Karl : 353
 Kosciusko-Morizet Jacques : 904
 Kravchenko Victor : 728, 801
 Labé Louise : 443
 Laborie Pierre : 381, 421, 464, 465, 546, 564
 Labrousse Roger : 341
 La Bruyère Jean de : 434
 Lacaze Yvon : 400, 401, 406, 408, 409
 La Chambre Guy : 402, 406, 588
 Laclau Pierre : 491, 492
 Lacretelle Jacques de : 161, 975, 976, 978
 Lacroix-Riz Annie : 352, 353, 758
 Laederich Georges René : 762, 763, 978
 Lafay Bernard : 200, 498
 Laffont Robert : 648
 La Fouchardière Georges de : 70
 La Fresnaye Roger de : 788
 Lafue Pierre : 142, 225
 La Gâtinais Maurice de : 602, 783, 784
 Lagrange Henri : 254, 262, 285
 Lahousse Gilles : 213, 214, 218
 Lamartine Alphonse de : 444
 Lambauer Barbara : 353, 423
 Lamirand Georges : 504, 525, 527
 Lamonde Yvan : 362, 363
 Lamour Philippe : 353
 Lanchester Elsa : 255
 Landini Amédéo : 356
 Landucci Alfred : 763
 Lange Robert : 353
 Laniel Joseph : 874
 Laporte Maurice : 75, 687
 Large Alphonse : 143
 La Rocque François de (Colonel) : 145, 218, 219, 363, 407, 408, 547, 548
 Lasne René : 449
 Lassaine Assia : 716
 Lassaigne Jacques : 716
 Lasserre Pierre : 126, 646
 Latour Geneviève : 860, 861, 863
 La Tour du Pin François René de : 114, 262, 266, 650, 872
 La Tour du Pin Patrice de : 787
 Lattre de Tassigny Jean de : 511, 719
 Laubreaux Alain : 466, 472, 473, 489, 491-493, 516, 644, 672-676, 687
 Laudénbach Roland (ou Michel Braspart) : 669, 721, 782-785, 789-792, 819, 824, 915, 916, 1004, 1007
 Launay Stephen : 929
 Laurat Lucien : 1007
 Laurendeau André : 306, 349, 362, 363, 382
 Laurent-Cely Jacques (Jacques Laurent ou Jacques Bostan) : 46, 248, 253, 370, 376, 433, 455, 463, 498, 503, 504, 511, 519, 524, 537, 553, 574-577, 610, 649, 650, 652-654, 692, 695, 719, 782, 784, 791, 792, 794, 795, 814, 818-826, 868, 869, 915, 922, 954, 958, 977
 Lauridan Henri : 214, 257
 Lauriol Marc : 938
 Laval Pierre : 223, 272, 507, 510, 519, 529, 544, 546, 570, 576, 577, 581-583, 601, 613, 663, 694
 La Varende Jean de : 47, 474
 Lazar Marc : 342, 811, 812
 Lazareff Pierre : 353, 819, 978
 Léautaud Paul : 791
 Le Béguec Gilles : 935
 Lebesque Morvan : 845
 Leblanc Maurice : 37
 Le Bot Florent : 762
 Lebrun-Kéris Georges : 869
 Leclerc de Hauteclouque Thérèse (maréchale) :
 Lecoeur Pierre : 54
 Le Corlan Rémy : 253, 257
 Le Dréau Christophe :
 Ledoyen Germaine : 677
 Leduc Gaston : 1007
 Lefebvre Henri : 772
 Lefeuvre Daniel : 928, 930, 1025
 Leforestier Lionel : 71, 214, 509
 Lefranc Georges : 527
 Le Fur Louis : 341, 454
 Léger François : 61, 721
 Léger Jean-Marc : 364
 Légion des volontaires français contre le bolchevisme (LVF) : 509, 559, 577, 578, 583, 707, 727, 728
 Légion française des combattants : 511, 547, 548, 601
 Lehideux François : 613
 Leibholz Gerhard : 341, 343
 Le Jamtel Jean : 758

Lemaigre-Dubreuil Jacques : 255, 283, 284, 286, 553, 554
 Lemaître Jules : 168
 Lemarchand Jacques : 240, 842, 845, 854
 Le Marchand Jean : 602, 783, 791, 792, 823, 970
 Lemonnier Guy (Claude Harmel) : 869
 Lénine Vladimir Ilitch Oulianov : 130, 552, 729, 772, 774, 1001
 Lenormand André : 257
 Leprince-Ringuet Louis : 972
 Le Rider Jacques : 129, 180
 Le Rouge Gustave : 37
 Leroux Gaston : 37
 Le Roy Ladurie Gabriel : 784, 789
 Le Roy Ladurie Jacques : 526
 Leroy Maxime : 875
 Lesbats Roger : 626
 Lesca Charles : 491, 492, 516
 Le Tallec Cyril : 825
Lettres et Médecine : 722
Lettres françaises (Les) : 510, 541, 686, 687, 693, 706, 707, 794, 801, 802
 Lévy Paul : 140
 Leymarie Michel : 39, 167, 445, 783, 839, 841, 847, 850, 988
 Leyvraz René : 692
 Lhoste Pierre : 21, 22, 25, 59, 709
Libération : 704, 860, 862
Liberté de l'esprit : 828, 884
 Liechtenhan Francine-Dominique : 800
 Lindenbergh Daniel : 126
 Lippmann Walter : 454
Litterarische Welt (Die) : 128
 Loichot Marcel : 755, 757
 Loisy Jean : 188, 189, 199, 200, 202, 210, 244, 245, 247, 295, 503, 537, 868, 869, 977
 London Géo : 537
 Lop Ferdinand : 976
 Lorenz Konrad : 1018
 Loriga Sabina : 13
 Lottman Herbert R. : 685, 709
 Loubes Jean : 185
 Loubet del Bayle Jean-Louis : 5, 78, 80, 111
 Louis Patrick : 782, 784, 788, 823
 Loustaunau-Lacau Georges : 510, 511
 Lousteau Robert : 113, 651
 Löwith karl : 129, 180
 Loyer Emmanuelle : 685
 Lubac Henri de : 427
 Lucain : 126
 Luchoire Jean : 78, 88, 105, 211, 353, 397, 423
 Lucius Pierre : 225, 492
Lumières de la ville : 718, 836
 Lupin José : 34, 36, 37, 39, 40, 52, 55, 70, 73-75, 198, 977
 Lüsebrink Hans-Jürgen : 880
 Luther Martin : 61
Lutte des Jeunes : 247, 693
 Mabire Jean : 9, 1007
 Machiavel Nicolas : 230, 565-567
 Mac Orlan Pierre : 161, 225
 Madaule Jacques : 445, 446
 Madelin Louis : 645, 697
 Madiran Jean (ou Jean-Louis Lagor, ou Jean Arfel) : 721, 722, 725-727, 761, 977
 Maeterlinck Maurice : 161, 225
Magazine d'aujourd'hui (Le) ou 1933-1934-1935 : 140, 316, 317, 346, 435, 436
 Magniez Roger : 503
 Maillol Aristide : 788
 Maillot Jean-René : 423
 Maire Gilbert : 809
 Maistre Joseph de : 126, 650
 Makarios III (monseigneur) : 990
 Malaparte Curzio : 789
 Malemort Jacques : 750
 Mallarmé Stéphane : 444, 626
 Mallet Bernard : 762
 Mallet Robert : 758, 841
 Malliavin René : 720
 Malraux André : 5, 34, 72, 185, 193, 719, 791, 860, 862, 969, 971, 987
 Malterre André : 905, 1007
 Mandel Georges : 141, 407, 588
 Manigand Christine : 898
 Mann Golo : 335
 Mann Thomas : 335, 716, 813
 Mansholt Sicco : 1014
 Marais Pierre : 602, 783
 Marc Alexandre : 112, 353, 359, 758, 868, 872
 Marceau Félicien : 841
 Marcel Gabriel : 71, 101, 130, 141, 360, 688, 700, 722, 823, 835, 875, 884, 893
 Marcellin Raymond : 874

Marchand Jean-José : 23, 50, 121, 261, 435, 491, 494
 Marchandean Paul : 402
 Marcot François : 508, 511
 Margairaz Michel : 754
 Margueritte Victor : 401
 Marin Jean : 703, 704
 Marin Louis : 391, 401, 408
 Marion Paul : 222, 504, 549, 572, 576, 613, 622, 655
 Maritain Jacques : 48, 71, 160, 226, 365
 Marsan Eugène : 47, 225
 Marsaux Lucien : 73
 Marschall Marcel : 221
 Marseille Jacques : 930
 Martel Jean-Philippe : 782, 784, 819
 Martin Henri : 54
 Martin Jean : 37, 42
 Martin Jean-Maurice : 873-875
 Marty Pierre : 505
 Marx Karl : 130, 181, 315, 335, 428, 744, 750, 751, 758, 772-781, 810, 811, 997, 1001
Masques : 836
 Massip Roger : 704
 Massis Henri : 52, 56, 57, 69-71, 84, 111, 129, 141, 156, 160, 166, 223, 225, 271, 281, 287, 294, 302, 349, 365, 456, 463, 500, 532, 547, 601, 623, 632, 641, 645, 646, 648, 687, 692, 721, 722, 899, 975, 995, 1007
 Masson André : 613, 617
 Massu Jacques (général) : 977
 Mathias Grégor : 921, 954
Matin (Le) : 200
 Matisse Henri : 788
 Mauban Charles : 184, 188, 199, 245, 247, 498, 503, 504, 609, 649, 652, 791, 868
 Mauclair Camille : 624, 625
 Mauriac Claude : 687, 688, 809
 Mauriac François : 34, 141, 160, 161, 164, 219, 226, 623, 686, 688, 693, 700, 706, 729, 787-793, 818, 823-825, 837, 854, 856, 884, 919, 922, 924, 974, 975
 Maurois André : 161, 201, 975, 978
 Maurras Charles : 8, 14, 21, 22, 34, 39, 43-55, 57-65, 68, 71, 84, 85, 89, 100, 101, 120, 124, 126, 127, 145-147, 149, 152, 153, 156, 158-160, 173, 176, 177, 180, 182, 187, 195, 198, 199, 202, 209, 210, 220, 225, 229, 230, 235, 238, 243, 249, 253-255, 257-264, 270-274, 278-284, 286-290, 292-294, 296, 302, 303, 305, 311, 314, 336, 350, 358, 359, 361, 362, 364, 371, 389, 390, 404, 408, 409, 411, 412, 416, 427, 429, 443, 445, 450, 456, 459, 463, 472, 476, 494, 500, 501, 507, 510, 522, 524, 533-535, 537, 555, 556, 560, 562, 563, 567, 569, 572, 575, 603, 606, 614, 626, 632, 641, 644, 645, 647-650, 665, 667, 672, 686, 697-699, 702, 703, 705-708, 723, 724, 730-735, 769, 879, 880, 912, 938, 984, 988, 994, 1009
 Maurras Jacques : 994
 Maxence Jean-Luc : 71, 512, 518
 Maxence Jean-Pierre (ou Pierre Godmé) : 10, 38, 70-80, 82, 94, 99-101, 111, 13, 114, 116, 128, 140, 141, 146-151, 154, 155, 157, 167, 168, 184, 187-190, 192-194, 197, 200, 202, 212-220, 223, 225, 231, 232, 235, 239, 240, 244, 247, 251-253, 255-257, 263, 266, 269, 270, 272, 279, 285, 289, 291, 294, 302, 310, 337, 370, 373, 395, 411, 433, 434, 455, 463, 475, 498, 501, 503, 505, 506, 509, 511-513, 518, 519, 523, 544, 578-583, 587, 602, 603, 609, 610, 612, 613, 617, 629, 630, 646, 662, 684, 691-694, 782-784, 848, 910-912
 Mayer Daniel : 942
 Mayeur Jean-Marie : 404
 Mayolle Emmanuel : 978
 Mazgaj Paul : 7, 305, 306
 McCarthy Joseph : 821, 886, 950
 McWilliam Neil : 850, 988
 Meckert Jean : 81
 Médecin Jacques : 7, 977
 Médicis Catherine de :
 Mégret Christian : 553
 Meinecke Friedrich : 335
 Ménétrel Bernard (docteur) : 511
 Mennevée Roger : 356
 Mercier Christophe : 47, 51
 Mercier Ernest : 870
 Mercure Jean : 843
 Merleau-Ponty Maurice : 758, 779-781, 806, 813
 Merlin-Kajman Hélène : 167, 168
 Merlio Gilbert : 400, 411
 Mesnard Pierre : 73, 454
Messagero (II) : 951

Mestre Achille : 454
 Métiers français (Les) :
 Meunier Madeleine : 553
 Meuse Pierre de (ou Hubert Devillez) : 868
 Micaud Charles : 427, 429
 Michodière (Théâtre) : 663
 Michel François : 825
 Michel Henri : 480, 589
 Michel Marc : 928
 Michon Jacques : 364
 Mignot André : 927
 Miller Henry : 716
 Milza Pierre : 305, 333, 841, 844
 Minard Philippe : 266
 Mindszenty Jozsef (cardinal) :
 Mischi Julian : 993
 Mises Ludwig von : 454
 Mistler Jean : 402, 547, 823
 Mitterrand François : 1002
 Mitterrand Robert : 869
 Modigliani Amédéo : 34
 Moeller van den Bruck Arthur : 96, 311,
 319, 326, 333, 351 352, 393, 424, 707
 Mohrt Michel : 447, 819, 978
 Molinié Georges : 23
 Mollat du Jourdin Guy : 201, 937
 Mollet Guy : 942
 Molnar Thomas : 1007
Monat (Der) : 885
 Monchablon Alain : 232
 Monconduit André (ou Jean Créach) : 245,
 247, 357
Monde (Le) : 829, 919
Mondes nouveaux : 718
 Monfreid Henry de : 1007
 Monière Denis : 362
 Monnerot Jules : 716, 805, 818, 1007
 Monnier Pierre (ou Maurice Grandchamp
 ou Philippe Mattaincourt) : 49, 50, 51, 53,
 217, 248, 253, 254, 256, 257, 260, 263,
 267-270, 285, 286, 370, 371, 433, 504,
 505, 512, 516, 518, 519, 525, 526, 531,
 655, 694
 Monnier Thyde : 185
 Monod Gabriel : 353
 Montaigne Michel de : 25
 Montale Eugenio : 893
 Montansier (théâtre) : 836, 864, 962, 969-
 973, 976
 Montbrial Jacques de : 68
 Montety Etienne de : 5, 10, 33, 374, 468,
 540, 675, 847, 916, 950, 957
 Montety Henri de : 123, 359, 360
 Montherlant Henri de : 5, 34, 79, 123, 141,
 185, 353, 686, 719, 789, 791, 838, 856,
 860, 971, 975, 978
 Morancé Gaston : 212
 Morand Paul : 4, 34, 79, 101, 161, 185,
 186, 219, 291, 686, 721, 789
 Moravia Alberto : 716
 Morel Jean-Serge : 248, 253, 453, 455,
 503-506, 655
 Morelle Chantal : 928, 929
 Morgan Claude : 706, 802
 Morin Edgar : 825
 Morin Gilles : 1005
 Morin Pierre : 832
 Moro Aldo : 893
 Mosley Oswald : 6
 Mouilleseaux Louis : 213
 Moulin de Labarthète Henry du : 526, 527,
 532, 533, 544, 547, 549, 550, 595, 596,
 599
 Mounier Emmanuel : 113-115, 331, 332,
 339, 341, 343, 363, 640, 641
 Mouton Roger : 602, 783-785, 788
 Mouvement de Libération Nationale : 640,
 705
 Mouvement français pour les Etats-Unis
 d'Europe : 881
 Mouvement National des Elus Locaux :
 873
 Mouvement National pour la
 Décentralisation et la Réforme régionale :
 873
 Mouvement Républicain Populaire : 719,
 735, 874, 888, 942
 Mouvements Unis de la résistance
 (MUR) : 643
 Musiedlak Didier : 333, 343, 657, 847
 Mussolini Bénito : 6, 130, 223, 229, 230,
 334, 338, 356, 381, 426
 Mutter André : 874
 Mydlarz Anne Elsa : 868, 876
 Nabersberg Karl : 353
 Nabokov Nicolas : 885
 Nacci Michela : 610
 Nasser Gamal Abdel (colonel) : 946, 948
Nation française (La) : 823
 Navarre Armande : 965

Naville Pierre : 826, 827
Nef (La) : 717, 719, 950
 Nerval Gérard de : 444
 Neveux Georges : 842, 968
New Orleans Times : 951
New York Times : 951
Nice-Matin : 823
 Nietzsche Friedrich : 11, 14, 20, 25, 28, 112, 119, 126-134, 146, 157, 165, 167, 180-182, 185, 189, 252, 303, 310, 315, 322, 356, 360, 371, 428, 772, 1005, 1010
 Nimier Roger : 695, 791, 824, 916
 Nitti Francesco : 335
 Nixon Richard : 904, 907
 Nizan Paul : 115, 116, 121, 122
 Noël Bernard : 832
 Noël Maurice : 697
 Noguès Charles (général) : 645
 Nolte Ernst : 331, 741, 796
Notre Temps : 78, 88, 100-102, 397, 423
 Nourissier François : 825
Nouveaux Temps (Les) : 508, 519, 580, 675
Nouvelle Ecole : 1008
Nouvelle Revue de Hongrie (La) : 123, 128, 359, 360
Nouvelle Revue Française (La) : 112, 115, 116, 119, 121, 184, 185, 188, 365, 510, 538, 606, 632, 700, 703, 787, 792
Nouvelles du matin (Les) : 703
Nouvelles Littéraires (Les) : 128, 130, 180, 184, 862
 Novalis : 181
 Novick Peter : 685
 Obaldia René de : 971
 Obey André : 975
Observateur (L') : 886
 O'Casey Sean : 840
 Odets Clifford : 845
Œuvre (L') : 70, 507, 535, 836
Œuvre (théâtre de l') : 671
Office de publicité (L') :
 Office de Radiodiffusion-Télévision Française (ORTF) : 693, 964, 967, 968
 Office français d'information : 693
 Ogé Frédéric : 195, 535, 537, 567
Opéra : 37, 717, 719, 824, 836
 Orcerolles Philippe : 201
 Ordre et Tradition : 361
Ordre Nouveau (L') : 88, 112-114, 341, 356, 359, 385, 524, 872, 878
Oréal (L') : 694, 784
 Orenge Charles : 823
 Organisation Armée Secrète (OAS) : 915, 916, 931, 957, 958
 Organisation Juive de Combat : 270
 Orléans Henri d' (Comte de Paris) : 59, 70, 196, 198-201, 209, 210, 219, 220, 240, 247, 257, 567, 890
 Orléans Jean d' (Duc de Guise) : 209
 Ormesson Olivier d' : 977
 Ormesson Wladimir d' : 336, 353, 537, 651, 688, 697, 975, 976, 978
 Ors Eugenio d' : 893
 Ory Pascal : 507, 537
 Ottlik Georges : 123, 359
 Ousset Jean : 825
 Pagnol Marcel : 971
 Paillard Jean : 257, 869
 Palewski Jean-Paul : 977
 Papadopoulos Georges (Colonel) : 992
 Papandréou Georges : 990
 Parain Brice : 168
 Paraz Albert : 819
 Parinaud André : 819
 Paringaux Yves : 651
Parisienne (La) : 37, 38, 695, 819, 820, 822
Paris-Match : 929
Paris-Midi : 184, 509, 519, 579, 580, 582, 613-617
Paris-Presse-L'Intransigeant : 184, 719
Paris-Soir : 537
 Parnassié Hugues : 257
Paroles libres : 722
 Parti paysan : 874
 Parti Populaire Français : 219-222, 257, 401, 510, 548
 Parti Social Français (PSF) : 401, 407, 408, 548
 Pascal Blaise : 25, 84
 Pasquier Romain : 873
 Passeur Stève : 624, 670, 838
 Patureau Jean : 200
 Paulhan Jean : 101, 185, 510, 537, 686, 688, 689, 700, 701, 704, 716, 782, 785, 787, 788, 791, 893, 975
 Pauwels Louis : 819, 826
 Paye Lucien : 33

Pays-Libre (Le) : 675
 Paxton Robert O. : 507, 519, 549
 Péguy Charles : 24, 25, 34, 55, 79, 84, 124, 167, 305, 443, 626, 783, 872, 878
 Peisson Edouard : 185
 Péladeau Paul : 364, 476, 501, 502, 631
 Pélissier Jean : 126, 127
 Pélorsion Georges : 42, 75, 140, 675, 687
 Pellissier Pierre : 33
Pensée française (La) : 836
 Péretti Achille : 977
 Perrault Gilles : 807
 Perret Auguste : 244
 Perret Jacques : 915
 Perroux François : 336
 Pertinax (ou André Géraud) : 353, 707
 Pervillé Guy : 911, 915, 931, 934, 949, 998
 Peschadour Julien : 569, 603-605
 Peschanski Denis : 486
 Pétain Philippe (Maréchal) : 195, 506, 507, 511, 519-527, 530-533, 539, 544, 545, 547-550, 555, 560-564, 567, 575, 579, 581, 583, 588, 589, 592, 595, 596, 599, 613, 616, 641, 645, 694, 704, 723
Petit dauphinois (Le) : 69
Petite Gironde (La) : 69
 Petitjean Armand : 606, 624, 686
 Peyrefitte Roger : 819
 Peyrouton Marcel : 544
 Pflimlin Pierre : 937
 Phalanges universitaires du Mouvement National Populaire : 233
 Philippon Henri : 184
 Philippet Jean : 144
 Picasso Pablo : 34, 688
 Piétri François : 212
 Piettre André : 454, 1007
 Pignot Manon : 25
 Pinay Antoine : 868, 977
 Pirandello Luigi : 971
 Pitoëff Georges : 499, 832, 839, 840
 Pitoëff Ludmilla : 499, 832
 Pitrou Robert : 454
 Pivert Marceau : 400
Plaisir de France : 836, 842
 Platon : 59, 64
 Platon Charles (amiral) : 544
 Poincaré Raymond : 272, 554
 Poinsignon Maxime : 784
 Ponteil Félix : 750
Populaire (Le) : 699, 703, 758
 Ploncard d'Assac Jean : 201
 Poirier Jacques : 782
 Poirier Philippe : 971
 Poirot-Delpech Bertrand :
 Pompidou Georges : 35, 42
 Ponge Francis : 791
 Porto-Riche Georges : 837
 Poujade Pierre : 943
 Poulaille Henri : 81, 466
 Poulet Robert : 361
 Pourrat Henri : 71
 Pourtalès Guy de : 219, 623
 Pozzi Catherine : 439
Presse (La) : 364
Prétextes : 783
Preuves : 248, 818, 821, 883-886, 889, 891, 894, 897, 998, 900
 Prévost Marie : 535, 537
 Prévotat Jacques : 39
 Primo de Rivera José Antonio : 357
 Prince Albert : 232, 233
 Prince Raymond : 232, 234
 Prost Antoine : 107, 485, 486
 Proudhon Joseph : 59, 84, 124, 244, 872, 878
 Proust Louis : 215
 Proust Marcel : 625, 626
 Prouteau Gilbert : 952, 1003
 Prouvost Jean : 697, 978
 Prudhomme Joseph :
 Pucheu Pierre : 613
 Puglionisi Carmelo : 130
 Pujo Maurice : 54, 232, 234-236, 472, 534, 622, 721
 Pujo Pierre : 472, 622
 Quéant Olivier : 842
 Queffélec Henri : 42, 44
 Queneau Raymond : 893
 Quentin Pol : 841
Question du Jour : 201
 Rabuse Georg : 449
 Racine Jean : 7, 11, 43, 56, 75, 164, 165, 167-174, 177, 252, 303, 360, 365, 371, 450, 462, 471, 475, 634, 667, 668, 718, 832, 835, 837, 859, 863
 Raspail Jean : 1015
 Rassemblement du Peuple Français (RPF) : 791, 810, 874
 Rauschning Hermann : 333

Rauzy Alexandre : 568
 Ravon Georges : 553, 697, 698
 Raymond Marcel : 129
Réaction : 73, 77, 81, 84, 88, 93, 101, 112, 156, 188, 226
 Réal del Sarthe Maxime : 225, 236
Réalités : 836, 951
 Réau Elisabeth du : 486
 Rebatet Lucien : 145, 200, 232, 246, 289, 302, 422, 424, 458, 459, 462, 463, 466, 474, 508, 555, 560, 563, 612, 644, 695, 696, 687, 694, 721
 Rebell Hugues : 126
 Redier Alexis : 71
 Redier Antoine : 72
 Regamey Marcel : 361
 Régnier Henri de : 161
 Reichsjugendführung (ou Direction de la jeunesse du Reich) : 353
 Rémond René : 73, 250, 315, 761, 934
Rempart (Le) : 111, 128, 140, 142, 144, 347, 694
 Rémy (Colonel) : 1007
 Renan Ernest : 126, 692
 Renard Jean-Claude : 716, 717
 Renard Paul : 445, 816
 Renaud Madeleine : 843
 Renoir Pierre : 842
 Renon Jean : 503, 649, 650
Résistance : 704
 Restauration Nationale (La) : 722
 Réveillard Christophe : 879, 883
 Revel Jean-François : 825
Révolution nationale : 200, 675
Revue de la pensée française : 875
Revue de Paris (La) : 717, 719, 823, 836, 839, 840, 842, 843, 845, 846, 962
Revue des deux mondes (La) : 188, 344, 946
Revue des vivants : 99
Revue du Siècle (La) : 111-113, 120, 121, 141, 142, 146, 155, 156, 187, 355
Revue du XX^e siècle (La) : 167, 184, 187-190, 196-199, 213, 240, 247
Revue française (La) : 71, 72, 74-77, 88, 92, 93, 101, 102, 105, 111-114, 116, 120, 127, 128, 135, 141, 147, 152, 153, 167, 185, 187, 190, 192, 193, 247, 248, 302, 352, 387, 394, 397, 848
Revue française de l'élite (La) : 718
Revue française des idées et des œuvres (La) : 438, 475, 607, 620, 621
Revue Noire (La) : 704
Revue réactionnaire (La) : 361
Revue Universelle (La) : 56, 70, 72, 74, 81, 84, 91, 95, 97, 106, 111, 116, 128, 147, 150, 170, 174, 179, 184-186, 188, 195, 198, 226, 228, 240, 293, 307-309, 311, 312, 317-319, 321, 326, 328, 330, 331, 332, 347, 357, 365, 375, 446, 448, 456, 457, 470, 471, 473, 475, 477, 478, 486, 489, 490, 495, 500, 512, 528, 554, 555, 558, 561, 601, 641, 642, 648, 656, 665, 717, 772, 815, 816
 Rey Henri-François : 649-651
 Reynaud Paul : 422, 423, 519, 588, 977
 Rheims Maurice : 972, 1017
 Ribbentrop Joachim von : 423
Ric et Rac : 184
 Richard Gilles : 693, 762, 869, 870, 993, 1005
 Richard Max : 869, 875-877, 890, 907, 977, 1007
 Richaud André de : 819
 Richelet Guy (ou Henri Valy) : 256, 270, 285, 504, 655
 Rideau des jeunes (Cie théâtre) : 669, 783
 Ridgway Matthew (général) : 845
 Riefenstahl Léni : 353
 Rigault Jean : 553, 554
 Rigoulot Pierre : 805, 806
 Rimbaud Arthur : 494
 Rioux Jean-Pierre : 485, 486, 754, 914, 918, 928-930, 935, 971
 Ritter Gerhard : 335
Rivarol : 188, 695, 720, 721, 823, 826
 Rive Gauche (conférences et librairie) : 245, 353, 423, 424
 Rives Paul : 568, 675
 Robespierre Maximilien de : 726, 798
 Robichez Jacques : 782
 Robin Louis : 702, 705
 Roblès Emmanuel : 971
 Roche Emile : 402
 Rochefort Charles de (théâtre) : 670
 Rockefeller Nelson : 904
 Roditi Georges : 819
 Romains Jules : 34, 353, 787, 856, 971, 1007
 Roman Joël : 813

Romier Lucien : 555
 Ronsard Pierre de : 439, 443
 Rossi-Landi Guy : 424
 Rothschild Philippe de : 863
 Rougemont Denis de : 113, 115, 791, 869, 1007
 Rougeot Jacques : 1007
 Rougier Louis : 454, 721, 1007
 Rouleau Raymond : 540, 839, 843
 Rousseau Jean-Jacques : 61, 176, 205, 726
 Rousseau Louis : 722, 977
 Rousseau Suzanne : 722
 Rousseaux André : 129, 168, 225, 697
 Rousselier Nicolas : 214
 Rousset David : 728, 801-803, 805
 Roussin André : 838, 971, 972, 975
 Rousso Henry : 499, 507, 685
 Roux Luc-Olivier de : 722
 Roux Marie de : 534
 Roy Christian : 359
 Roy Claude (ou Claude Orland) : 8-10, 46, 53, 73, 188, 200, 232, 245, 247, 253, 254, 289, 291, 433, 446, 454, 462, 463, 498, 503, 509, 510, 518, 535, 601, 650, 662, 689, 690, 695, 707, 758, 774, 779-782
 Roy Jules : 185, 186, 716, 791, 841
 Roz Firmin : 601
 Ruellan Yves : 526
 Ruhlmann Jean : 140, 269
 Ruyer Raymond : 1007
 Sabatier Pierre : 971
 Sagan Françoise : 819
 Saillenfest Jean : 155, 199, 220, 221, 245, 247, 253, 269
 Sainclivier Jacqueline : 693, 868, 870, 993
 Saint-Bonnet Georges : 527, 528
 Saint-Exupéry Antoine de : 548
 Saint-Germain Jacques : 141, 188, 199-201, 207, 210, 213, 220, 221, 508, 578
 Saint-Laurent Cécil : 819
 Saint-Paul Jean : 426
 Saint-Pierre Michel de : 1007
 Saint-Vincent Bertrand de : 433
 Sakharov Andréï : 1018
 Salacrou Armand : 701, 838, 893
 Salan Raoul (général) : 918, 956, 958
 Salazar Antonio de Oliveira : 194, 357, 358
 Saliège Jules (cardinal) : 884
 Salomon Ernst von : 698
 Salvat François : 784, 788
Salut public : 533
 Salleron Louis : 53, 188, 201, 210, 244, 247, 257, 269, 295, 370, 376, 403-405, 407, 408, 411, 419, 420, 424, 433, 454, 475, 503, 525-527, 547, 549, 574, 601-603, 610, 655, 661, 719, 721, 743, 759-763, 783, 869, 875, 877, 879, 889, 890, 942, 956
San Francisco chronicle : 951
 Sanos Sandrine : 7
 Sanson Rosemonde : 212
 Santamaria Yves : 107, 400
 Santerre François de : 964
 Sapiro Gisèle : 621, 624, 685, 686, 694
 Sapritch Alice : 670
 Sarcey Francisque : 168
 Sardane Robert : 257
 Saroyan William : 840
 Sarraut Albert : 234, 388, 391, 392
 Sartre Jean-Paul : 191, 469, 689, 806, 813-817, 820, 833, 838, 846, 855, 893, 919, 963, 971
 Sauvy Alfred : 527
 Scève Maurice : 439, 443
 Schetting Jean : 860
 Schirach Baldur von : 353
 Schlumberger Jean : 185, 624, 688, 700, 701, 716, 884, 893
 Schueller Eugène : 694, 784
 Schuker Stephen A. : 390
 Schumann Maurice : 622, 703, 835, 836, 874
 Sèbe Berny : 928
 Seckemann Karl-Kuno L. : 851
 Section Française de l'Internationale Ouvrière (SFIO) : 400, 407, 568, 874, 942
 Sédar Senghor Léopold : 1018
 Segard Achille : 127
 Sentein François : 53, 217, 248, 289, 370, 376, 433, 454, 455, 459, 463, 473, 475, 488, 501, 503-506, 526, 527, 536, 537, 577, 648, 649, 655, 716, 721, 783, 791, 825, 977
 Sérant Paul : 5, 8, 869, 1004, 1007
 Serre Charles : 469
 Service du Travail Obligatoire (STO) : 509
Seule France (La) : 722
 Shakespeare William : 25, 668
 Sicard Maurice-Yvan : 257

Siegfried André : 333, 884, 893
 Sigaux Gilbert : 791
 Silone Ignazio : 884? 1018
 Simenon Georges : 201
 Simiot Bernard : 719
 Sirinelli Jean-François : 33, 39, 40, 42, 213, 719, 813, 822, 826, 971
 Société des Nations : 103, 106, 123, 224, 228, 232, 386
 Société Européenne de Culture : 893
Soleil (Le) : 951
 Solidarité française (La) : 143, 200, 213-215, 218, 219, 222, 238
 Soljenitsyne Alexandre : 805
 Sombart Werner : 750
 Sorel Georges : 5, 124, 126, 188, 244, 247, 254, 262, 303, 650, 872, 878
 Soucy Robert : 305
 Soupault Ralph : 201, 270, 694
 Soustelle Jacques : 42, 721
 Soutou Georges-Henri : 868, 879
 Souvarine Boris : 1007
Spectacles : 836
Spectateur : 718, 836
 Spender Stephen : 788, 894
 Spengler Oswald : 310, 332, 333
 Spens Willy de : 196, 819
 Spinasse Charles : 568
 Sponde Jean de : 443, 471
 Staline Joseph : 385, 776
 Stavisky Serge Alexandre : 141, 144, 155
 Stéphane Roger : 703
 Sternhell Zeev : 5, 10, 301, 302, 303, 305, 313, 346, 371, 557, 708
 Stieber Chelsea : 187
 Stora Benjamin : 923
 Streel José : 361, 362
 Streicher Julius : 612
 Strowski Fortunat : 43
 Studio Franco-Russe : 79
 Sturzo Luigi : 338
 Suarès André : 225, 787
 Suarez Georges : 141, 220, 687
 Supervielle Jules : 787
 Sutton Michael : 61, 365
 Syndicat national des auteurs : 845
 Syndicat National des Instituteurs (SNI) : 401
 Syndicat national des PTT : 401
Syndicats : 401,

Synge John Millington : 840
Table Ronde (La) : 37, 38, 188, 248, 602, 717, 730, 782, 785, 787-796, 799, 802, 806, 810, 813, 814, 816, 818-821, 823-825, 828
 Tabouis Geneviève : 353
 Tachon Caroline C. : 819
 Taittinger Pierre : 144
 Talagrand Joseph : 21, 23, 24, 129, 142
 Talagrand Marc (ou François Nicard) : 21, 791
 Talagrand Pierre : 21
 Talagrand Thierry : 15, 40, 43, 55, 99, 113, 131, 168, 169, 174, 185, 186, 188, 189, 199, 212, 220-222, 232, 249, 252, 270, 282-285, 287, 289-292, 294, 353, 354, 361, 365, 371, 435-440, 447, 451, 453, 456, 458, 462, 470, 471, 474, 475, 479, 483, 516, 518, 529, 538-540, 545, 549, 553, 555, 622, 663-666, 691, 701, 703-705, 716, 717, 730, 749, 772, 774, 785, 787-789, 818, 819, 823, 832, 839, 840, 864, 962, 964-966, 968, 973, 975, 976, 979
 Taliano-Des Garets Françoise : 537
 Talmon Jacob Leib : 340, 341
 Talon Corinne : 990
 Tardieu André : 513
 Tasca Angelo : 648,
 Tassencourt Marcelle : 5, 23, 499, 517, 536, 540, 541, 544, 545, 553-555, 622, 662-666, 668, 670, 676, 677, 687-690, 722, 832, 833, 843, 851, 855, 860, 861, 864, 966, 969-973, 975, 986, 991, 992
 Tavernier René : 885
 Taxil Léo : 612
 Teitgen Pierre-Henri : 888
Témoignage chrétien : 919
Temps (Le) : 537, 623, 651, 662
Temps Modernes : 806, 813, 814, 816, 919, 921
 Terrou Fernand : 141
 Testau Jean : 722
 Tharaud Jean : 24, 25, 141, 161, 219, 688, 697, 787
 Tharaud Jérôme : 24, 25, 141, 161, 219, 688, 697, 787
 Théâtre National Populaire (TNP) : 839, 842
 Thérive André : 81, 471, 686, 721
 Thibaudet Albert : 141, 176, 177

Thibon Gustave : 601, 641, 692, 722, 869, 994
 Thiébault Marcel : 166
 Thirion Pierre : 155
 Thomas Jacques-François : 101, 503
 Thorez Maurice : 69
 Thucydide : 126
 Tillion Germaine : 1018
 Tixier-Vignancour Jean-Louis : 485, 548
Tortonto Telegramm : 951
 Torrès Henri : 69
 Toupin-Guyot Claire :
 Toynbee Philippe : 785, 788
Trait d'union (Le) : 613
 Traz Robert de : 893
 Trebitsch Michel : 471
 Tréfileries du Havre : 784
 Triboulet Raymond : 874, 977
Tribune de Genève (La) : 360, 823
Tribune de l'Yonne (La) :
 Trigano Shmuel : 342
 Triolet Elsa : 689
 Trotski Léon : 772
 Troude-Chastenet Patrick : 341
 Troyat Henri : 791, 976, 978
 Tuc Pierre : 55, 70
 Turlais Jean : 602, 783
 Tyard Pontus de : 443
 Ungaretti Giuseppe : 814
 Union Corporative des Etudiants Français : 214
 Union Corporative des Instituteurs : 199
 Union Démocratique et Socialiste de la Résistance (UDSR) : 874
 Union des Corporations Françaises : 199
 Union Fédérale des Consommateurs (UFC) : 873
 Union Nationale des Syndicats Agricoles : 201, 526, 547
 Unruh Fritz von : 894
 Urs von Balthazar Hans : 893
 Utrillo Maurice : 34
 Urvoy Yves : 601
 Vaast Emile : 81, 188, 199, 247, 273, 302, 510, 695, 696
 Vailland Roger : 33, 35-36, 42, 844, 845, 978
 Vaïsse Maurice : 104, 386, 390, 591, 592, 883, 923, 929
 Valentin François : 548
 Valéry Paul : 4, 185, 443, 450, 625, 626, 688, 787
 Vallat Xavier : 141, 616, 721
 Vallery-Radot Robert : 225, 601
 Vallin Charles : 548
 Vallon Louis : 755, 762
 Valois Georges : 89, 121, 248, 254, 261-263, 265, 289
 Van Dongen Luc : 692
 Vanlande René : 201
 Vanwelkenhuyzen Jean : 224, 226, 229-230
 Vargas Getulio : 301
 Varillon Pierre : 56, 57, 68, 70, 84, 85, 225, 472, 475, 491, 492, 494, 641, 643
 Vassallo Aude : 968
 Vaudoyer Jean-Louis : 670, 706
 Vayssière Bertrand : 868, 873-875, 883, 888
 Vedel Georges : 875
Vendredi : 291
 Venner Dominique : 507, 994, 1003, 1006, 1008
 Verdès-Leroux Jeannine : 305, 707
 Vergez-Chaignon Bénédicte : 685, 729
 Vergnon Gilles : 381, 1005
 Vermeil Edmond : 336
 Vervaecke Philippe : 910, 937
 Veyrine Anne-Laurence : 782, 826
 Vialatte Alexandre : 819, 1007
 Vian Boris : 811
 Viansson-Ponté Pierre : 819
 Viau Théophile de : 443
Vie française (La) : 248
 Vier Jacques : 454
 Vietta Silvio : 96
 Vieux-Colombier (théâtre) : 671, 835, 849
 Vignaud Jean : 168, 169
 Vigny Alfred de : 444
 Vilar Jean : 839, 851
 Vildrac Charles : 842
 Vilgrain Louis : 763
 Villat Louis : 454
 Villepin François de : 763
 Villiers Georges : 870, 903, 978
 Villon François : 443
 Vilmorin Louise de : 819
 Vincent Noël (compagnie) : 836

Vincent René (ou Alain Palante) : 53, 73, 81, 93, 101, 120, 121, 157, 167, 187, 188, 190, 213, 240, 245, 257, 293, 302, 370, 376, 433, 446, 454, 498, 499, 502, 503-506, 512, 518, 523, 527, 544, 545, 572-574, 576, 577, 603, 609-612, 615, 652-655, 662, 687, 695, 783, 791, 815, 868, 977
 Vinci Jean : 832
Vingtième siècle : 717, 836
Vingtième siècle fédéraliste : 113, 161, 828, 875, 876, 882, 914, 917, 926, 939, 943, 945, 957, 958
Vingtième siècle. Revue d'histoire : 305, 343, 358, 381, 508, 595, 685, 754, 762, 884, 898, 921
 Vingtras Jacques : 257
 Vitold Michel : 843
 Vittorini Elio : 894
 Vlaminck Maurice de : 34, 688
 Voegelin Eric : 343
 Voisin André : 201, 257, 869, 873-877, 881, 889
 Voltaire : 126, 434
 Vox Maximilien : 704
 Ybarnegaray Jean : 408, 409
 Wagner Richard : 477
 Wahl Jean : 894
 Walter Jacques : 880
 Walter Xavier : 526
Washington Post : 951
 Weber Eugen : 13, 14, 45, 184, 535
 Weil Simone : 42, 709
 Werth Nicolas : 800, 801
 West Morris : 971
 Weygand Maxime (général) : 554, 588, 589, 975-977
 Wieviorka Olivier : 506-508, 519, 520, 524
 Wilder Thornton : 840
 Williams Tennessee : 840
 Wilson Woodrow : 100
 Winock Michel : 409, 410, 719, 737, 738, 813, 814, 817, 909, 934, 935
 Woolf Virginia : 788
 Yannakakis Ilios : 806
 Yourcenar Marguerite :
 Yvignac Amédée d' : 73
 Zagamé Jean-Marcel :
 Zeller André (general) : 956
 Zoretti Ludovic : 466

Remerciements

Au terme de ce travail, je tiens à exprimer toute ma gratitude à Monsieur Olivier Dard, qui m'a permis d'accomplir une vieille ambition et m'a témoigné sa confiance pendant toute ces années où j'ai mené de front cette thèse, avec une activité professionnelle prenante. Ce travail n'aurait pas pu voir le jour sans l'aide de Thierry Talagrand, qui m'a autorisé à consulter, sans aucune restriction, l'ensemble des archives qu'il a conservées de son père. Je lui adresse de très vifs remerciements pour son chaleureux accueil. Enfin, je souhaite rendre hommage à la mémoire de deux anciens camarades de Thierry Maulnier, Pierre Monnier et François Sentein, qui m'ont livré leur témoignage peu de temps avant de s'éteindre.

Table des matières

VOLUME 1

Introduction 3

Première partie

« Qu’as-tu fait de ta jeunesse ? »

Chapitre 1

Une éducation classique 19

Chapitre 2

Dans l’orbite de l’Action française 31

Chapitre 3

Avec la Jeune Droite 67

Chapitre 4

Position contre l’Amérique 87

La « Maladie de notre temps » – Maulnier critique de la technique –
« Chercher un secours contre nous-mêmes » – Logomachie du
briandisme.

Chapitre 5

Pour une révolution aristocratique 109

Les tentatives de rapprochement entre non-conformistes – Définition de la
Jeune Droite – Maurrassien et nietzschéen – La mission de la jeunesse
française : la révolution aristocratique.

Chapitre 6

Quelque chose de changé 139

Chapitre 7

Vers un nouveau classicisme 163

Chapitre 8

1935-1936 : l’échec de l’engagement militant 183

Les réseaux de la Jeune Droite – La restauration de la monarchie
traditionnelle pour sauver la France – Au côté du Comte de Paris – Avec
la Solidarité française : le militantisme ligueur – Le Manifeste pour la
défense de l’Occident.

<i>Chapitre 9</i>	
Combat et L'Insurgé, ou la tentative de conception d'un nationalisme révolutionnaire	237
Un laboratoire d'idées et un hebdomadaire : <i>Combat</i> et <i>L'Insurgé</i> – Combattre ensemble démocratie et capitalisme – L'abjection française – Et <i>L'Insurgé</i> finalement se soumet.	

<i>Chapitre 10</i>	
Un intellectuel fasciste ?	299
France et Allemagne : définition comparée de deux nations – Des religions nouvelles – Démocratie, communisme, fascisme, une partie à trois – Comparaison avec les interprétations d'époque.	

<i>Chapitre 11</i>	
Thierry Maulnier et l'étranger	349
Sans mépris, sans crainte – Dans l'aire francophone.	

Deuxième partie
Dans la France des années noires
(de Munich à la Libération)

<i>Préambule</i>	369
------------------	-----

<i>Chapitre 12</i>	
Face à la guerre	379

<i>Chapitre 13</i>	
Combat munichois ?	399

<i>Chapitre 14</i>	
Les nouvelles conditions imposées à l'action politique	415

<i>Chapitre 15</i>	
Derniers jours de paix	431
Introduction à la poésie française – La fin de l'avant-guerre.	

<i>Chapitre 16</i>	
Il fallait bien faire cette guerre	461
Sous les drapeaux : l'ennui – Le chroniqueur militaire.	

<i>Chapitre 17</i>	
Maulnier, la Jeune Droite et Vichy	497
<i>Chapitre 18</i>	
Un autre monde en province	515
<i>Chapitre 19</i>	
« Rester la France »	543
Commissaire du Rassemblement pour la Révolution nationale – Penser français.	
<i>Chapitre 20</i>	
Procès du régime ou procès de la France	585
<i>Chapitre 21</i>	
Défense de l'intelligence française	619
<i>Chapitre 22</i>	
En marge de la Jeune Droite	639
La France, la guerre et la paix – Construire une nouvelle société : la révolution économique et sociale – Les conséquences d'une rencontre – Début dans le théâtre.	

VOLUME 2

Troisième partie
Ruptures et continuités.
La marche vers la notabilité 1944-1988.

<i>Chapitre 23</i>	
« La jeunesse est un don fait une seule fois »	683
L'exécution de Robert Brasillach – Adieu à Jean-Pierre Maxence – Une Libération sans encombre – « Un de la tourbe »... – Une victoire frappée à mort.	
<i>Chapitre 24</i>	
Au service de l'ordre établi ?	715
Un journaliste à la réputation établie – « Un renégat qui sert le veau d'or » ? – Post scriptum – Violence ou conscience : il faut choisir – Le règne de la bourgeoisie est révolu – Prolongements et convergences – La France, « nation malade ».	

<i>Chapitre 25</i>	
Antimarxisme et anticommunisme	771
Tout contre Marx – « Entrons dans le temple. Entrons dans la cage. »	
L’aventure de La Table Ronde – Post scriptum – La Table Ronde contre le communisme – Contre l’embrigadement et l’imposture.	
<i>Chapitre 26</i>	
Entre théâtre classique et politique	831
Un homme de théâtre incontournable – L’anticommunisme au théâtre.	
<i>Chapitre 27</i>	
« Tous les chemins conduisent à l’Europe »	867
La Fédération – Du nationalisme au fédéralisme européen – Dans la querelle de la C.E.D. – Le neutralisme ou l’esprit de Munich – Découverte de l’Amérique.	
<i>Chapitre 28</i>	
« Faire face en Afrique, pavillon cloué ». La décolonisation et l’Algérie française	909
Défense de la colonisation – Oui à de Gaulle ! – Un combat pour l’Occident – « Une mystification qui restera historique ».	
<i>Chapitre 29</i>	
Par ici les honneurs... Une œuvre consacrée	961
Un intellectuel établi – Montansier : des « pionniers » de la décentralisation théâtrale dans la périphérie de Paris – Le vingtième fauteuil.	
<i>Chapitre 30</i>	
Le suicide de l’Occident	983
Cette Grèce où nous sommes nés – De la « mini-révolution de 1968 » au retour de la gauche au pouvoir – Une civilisation mise à l’épreuve – Derniers honneurs.	
Conclusion : « Cortège pour une autre époque »	1019
Sources et Bibliographie	1031
Index	1171
Remerciements	1195

RESUME

De l'Action française, qu'il rejoint à la fin des années vingt, à l'Académie française, où il est élu en signe de consécration ultime pour une carrière littéraire remplie d'honneurs, le parcours intellectuel de Thierry Maulnier semble s'inscrire entre ces deux extrémités que sont le combat politique pour l'avènement d'une « révolution aristocratique », au côté d'une Jeune Droite d'inspiration maurrassienne, et l'accès à une certaine notabilité intellectuelle au sein d'institutions garantes de l'ordre établi. Entre les deux se situe le moment de la Libération, qui serait celui où Maulnier se rallie au système, après avoir trahi ses anciens camarades. Cette interprétation commune est toutefois aussi trompeuse que l'étiquette de dissident de l'Action française qui lui a été attribuée jusqu'à présent. Dans les années trente, Thierry Maulnier cherche sa propre voie dans les domaines économiques et sociaux pour trouver une alternative à une démocratie libérale et capitaliste qu'il abhorre, en vagabondant d'un mouvement à un autre, sans jamais quitter les parages de l'Action française. Mais la période de Vichy et l'Occupation allemande entraînent un bouleversement profond dans sa conception du monde, qui le conduit à s'éloigner de Maurras à la Libération. Poursuivant désormais son itinéraire en solitaire, loin d'une Jeune Droite dont il lui arrive de croiser encore quelquefois les animateurs dans certaines revues auxquelles il collabore, il s'engage dans de nouvelles formes d'expression artistiques et intellectuelles, comme le théâtre, sans renier son passé. Mais, au delà des évolutions politiques réelles, ce parcours intellectuel singulier se caractérise par de nombreuses persistances, visibles dans les combats qu'il mène contre le communisme et le totalitarisme, la décolonisation, et pour la défense d'une civilisation occidentale, dont la crise s'est à ses yeux aggravée. Les soixante années de vie intellectuelle de Maulnier sont une fenêtre ouverte sur l'histoire du vingtième siècle et les mouvements politiques qu'il fréquente.

Mots clés : Maurras, maurrassisme, Action française, Jeune Droite, fascisme, communisme, nazisme, totalitarisme, antiaméricanisme, anticapitalisme, classicisme, Vichy, Occupation, collaboration, *Le Figaro*, Europe, fédéralisme, CED, décolonisation, guerre d'Algérie, théâtre, Nouvelle Droite, crise de l'Occident, crise du progrès, écologie, Académie française.

From the Action Française Movement, which he joins in the late 20's, to the Académie Française, who elect him to a seat with them, and so consecrate his much honored literary career, Thierry Maulnier seems to have navigated between two extreme goals ; namely, promoting an "aristocratic revolution", siding with a "Young Right Movement" inspired by Maurras, and, later on, achieving some intellectual status within the Establishment. Then there comes the year of "Liberation" (of France from the nazi grip), when he is said to have joined in the System, thus betraying his former friends ; however, this well-spread interpretation is as faulty as the label "dissident from the Action Française", that has stuck to him to this day. In the 1930's, Thierry Maulnier explores the economic and social fields to situate himself and to find an alternative for the liberal/capitalistic democracy he cannot stand. The years of Vichy Government, and the German occupation of France, brought a deep change in his vision of the world, a change that took him away from Maurras ; from then on, he continues his lonely course, far from the Young Right members, though he may meet some of their names in the reviews in which he is a contributor ; he gets involved in other forms of artistic and intellectual expression, such as drama ; yet, he will never reject or denounce his past. In spite of some genuine changes in his political postures, this singular intellectual route displays many persistent ideas, recognizable in his fights against communism, totalitarianism, decolonizing, in his defense of Western civilization that is sinking, according to him. Maulnier's six decades of intellectual life are like a window open on the XXth century history, and on the political trends he is acquainted with.

Key words : Maurras, maurrassism, Action Française, Jeune Droite (Young Right), fascism, communism, nazism, totalitarianism, antiamericanism, classicism, Vichy, Occupation, collaboration, *Le Figaro*, Europe, federalism, ECD, decolonizing, The Algerian war, drama, The New Right, the crisis in the Western World, the crisis of technological progress, ecology, Académie Française.